ETUDES POLITIQUES ET SOCIALES

INSTITUT DES ETUDES MARXISTES-LENINISTES PRES LE COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

N^{os} 1 à 6 : 1984-1989

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir des publications éditées à Tirana de 1984 à 1989 et gracieusement fournies par le camarade Patrick Bobulesco — Librairie LE POINT DU JOUR, 58 rue Gay-Lussac, 75005 Paris — Métro : Luxembourg — Tél. : +33 (0)1 43 26 20 17.

WWW.MARXISME.FR

Sommaire

N°1 — 1984 (p. 6)

AVANT- PROPOS **(p. 7)**

I. Documents du PTA publiés pour la première fois (p. 8)

Enver Hoxha — Quelques réflexions sur les animateurs de notre Renaissance (Notes) **(p. 8)**

Enver Hoxha — Rattachons l'intensification prioritaire de l'agriculture dans la zone de plaine fixée à celle de tout le pays et au perfectionnement des rapports de production socialistes **(p. 12)**

II. Documents du VIII^e Congrès du PTA (p. 23)

Ramiz Alia — Le stade actuel de notre développement socialiste exige que l'action du Parti soit portée à un plus haut niveau scientifique — Intervention au VIII^e Congrès du PTA **(p. 23)**

III. Etudes et articles (p. 29)

Harilla Papajorgji (Docteur es sciences économiques) — Sur certaines questions de la politique du PTA visant à maintenir le peuplement des campagnes et à repartir des populations ouvrières sur tout le territoire du pays **(p. 29)**

Petro Dode — A propos de certains problèmes relatifs à la démographie, aux taux d'expansion et au rendement du travail **(p. 41)**

Dilaver Sadikaj (Candidat es sciences historiques) — De certains aspects, du mouvement révolutionnaire pour l'émancipation complète de la femme albanaise dans les années 60 **(p. 52)**

Shyqri Ballvora (Docteur es sciences historiques) — L'importance historique de la III^e Internationale communiste et la dénonciation des élucubrations révisionnistes sur son rôle et sa place dans l'histoire **(p. 64)**

Fatos Nano (Candidat es sciences économiques) — A propos du mécanisme de la plus-value et de son appropriation dans la société soviétique **(p. 83)**

IV. Critique (p. 92)

Professeur Alfred Uçi — La crise de l'esthétique bourgeoise-révisionniste **(p. 92)**

V. Chronique (p. 104)

Spiro Dede (Candidat es sciences historiques) — Oeuvre monumentale de notre littérature politique et historique — A propos de l'ouvrage du camarade Enver Hoxha «Les Titistes» — Notes historiques **(p. 104)**

VI. Aspects de la vie scientifique (p. 118)

Session scientifique sur «Le révisionnisme soviétique et la lutte du PTA pour le démasquer» et sur certains problèmes dans ce domaine **(p. 118)**

VII. Bibliographie (p. 122)

N°2 — 1985 (p. 123)

Ramiz Alia — Enver Hoxha et son oeuvre vivront dans les siècles. (Discours prononcé au meeting organisé à l'occasion des funérailles du camarade Enver Hoxha — 15 avril 1985) **(p. 124)**

I. Oeuvres du camarade Enver Hoxha (p. 129)

— Nos études doivent toujours être éclairées par le marxisme-léninisme. (Discours à la réunion du Bureau politique du CC du PTA — 16 juin 1965) **(p. 129)**

— Apprenons à connaître à fond la psychologie du peuple et des hommes. (Extrait de l'entretien avec les principaux cadres du Parti, du pouvoir et des organisations de masse du district de Fier — 14 mars 1978) **(p. 131)**

— A propos du perfectionnement du travail de gestion et d'organisation scientifiques du Parti et de ses leviers dans le domaine économique. (Discours de clôture au 7^e plénum du CC du PTA — 15 janvier 1980) **(p. 139)**

— Réflexions (Extraits du «Journal sur des questions internationales», — 15 juillet 1981) **(p. 147)**

— Analyses marxistes-léninistes approfondies de la situation des classes et des couches, des influences positives et négatives au sein de la société albanaise durant les années de la Lutte de libération nationale. Extraits du livre «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle (Souvenirs et notes historiques)» **(p. 156)**

II. Articles et études consacrés à la pensée théorique marxiste-léniniste du camarade Enver Hoxha (p. 171)

Pr. Stefanaq Pollo, Pr. Zija Xholi — La contribution du camarade Enver Hoxha au développement des sciences sociales en Albanie **(p. 171)**

Raqi Madhi (Docteur es sciences), Shyqyri Ballvora (Docteur es sciences) — Enver Hoxha — créateur de la science de l'Histoire du Parti du Travail d'Albanie **(p. 179)**

Pr. Alfred Uçi — La pensée théorique du camarade Enver Hoxha sur le rôle de la révolution idéologique et culturelle dans notre société socialiste **(p. 188)**

Vasillaq Kureta (Maître de conférences) — La pensée théorique du camarade Enver Hoxha sur la révolutionnarisation ininterrompue de la vie du pays **(p. 196)**

Pr. Hamit Beqja — La contribution du camarade Enver Hoxha à la création et au développement de notre enseignement populaire et de notre pédagogie socialiste **(p. 206)**

Vangjel Moisiu (Docteur es sciences) — Le camarade Enver Hoxha, adversaire résolu du révisionnisme moderne **(p. 215)**

III. Comptes-rendus (p. 224)

Jani Thomai (Docteur es sciences) — Précieux travaux de notre science socialiste. A propos de l'ouvrage en deux volumes du camarade Enver Hoxha «De la science (Recueil d'écrits)» **(p. 224)**

IV. Vie scientifique (p. 232)

Adriatik Kanani — Session scientifique consacrée à l'oeuvre du camarade Enver Hoxha «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle» **(p. 232)**

Harillaq Kekezi — Séminaire consacré à la pensée politique du PTA et du camarade Enver Hoxha sur les questions internationales **(p. 234)**

— Séminaire théorique consacré à l'oeuvre du camarade Enver Hoxha «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle» **(p. 237)**

N°3 — 1986 (p. 239)

I. Documents du PTA publiés pour la première fois (p. 240)

Enver Hoxha — Le mouvement marxiste-léniniste et la crise du capitalisme mondial **(p. 240)**

Enver Hoxha — La connaissance des contradictions dans le monde capitaliste et révisionniste sert la lutte des marxistes-léninistes **(p. 250)**

Ramiz Alia — Le mouvement des porte-drapeaux révolutionnarise le Parti et les communistes **(p. 256)**

II. Etudes et articles (p. 262)

Veniamin Toçi (Maître de recherches) — La nationalisation socialiste des principaux moyens de production en Albanie, ses conséquences économiques et sociales, et ses particularités (1944-1946) **(p. 262)**

Pavllo Gjidede (Docteur de 3e cycle en sciences sociologiques) — De l'expérience acquise dans la solution des problèmes relatifs à l'exercice du contrôle direct ouvrier et paysan **(p. 270)**

Naun Guxho (Maître de recherches) — De certains aspects du changement de la structure sociale de la paysannerie albanaise à l'étape actuelle de la construction socialiste **(p. 282)**

Abdyl Backa (Docteur es sciences économiques) — Le développement de la reproduction élargie de la main-d'oeuvre, ses tendances et ses problèmes **(p. 294)**

Refik Kucaj (Maître de recherches) — L'historiographie bourgeoise et révisionniste ne peut pas ternir la contribution du peuple albanais à la Guerre antifasciste mondiale (1939-1945) **(p. 304)**

Pr. Hasan Banja, Lulëzim Hana (Maître de recherches) — La dégénérescence du Comecon en une organisation capitaliste **(p. 314)**

III. Critique (p. 330)

Priamo Bollano (Docteur es sciences économiques) — Critique de certaines théories bourgeoises et révisionnistes sur la place et le rôle des rapports marchandises-argent dans le socialisme **(p. 330)**

Pr. Vangjel Moisiu — La falsification de la position et de la politique extérieure de l'Albanie par les révisionnistes soviétiques **(p. 344)**

IV. Comptes-rendus (p. 351)

Arshi Ruçaj (Collaborateur scientifique) — L'attitude envers les superpuissances, une question d'importance vitale et de principe pour tous les peuples **(p. 351)**

V. Bibliographie (p. 359)

N°4 — 1987 (p. 360)

I. Documents du PTA publiés pour la première fois (p. 361)

Enver Hoxha — Le Parti du Travail d'Albanie a été formé dans des circonstances différentes de celles d'autres partis communistes **(p. 361)**

Ramiz Alia — La remise des titres de propriété, moment d'une portée historique dans la voie du développement de l'agriculture en Albanie **(p. 363)**

Ramiz Alia — La jeunesse, force créatrice vivante de l'Albanie socialiste **(p. 366)**

II. Conférence commémorative du 30e anniversaire de la fondation de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes près le CC du PTA (p. 369)

— Message de salutations du camarade Ramiz Alia adressé au collectif de travailleurs de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes près le CC du PTA **(p. 369)**

— Interview de la camarade Nexhmije Hoxha, directrice de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes, à la télévision albanaise **(p. 371)**

— Discours prononcé par le pr. Raqi Madhi, sous-directeur de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes, à l'occasion de la conférence commémorative du 30e anniversaire de la fondation de l'Institut **(p. 373)**

III. Etudes et articles (p. 377)

Pr. Arben Puto — A propos de la reconnaissance du Mouvement de libération nationale pendant la guerre et du gouvernement démocratique d'Albanie après la Libération **(p. 377)**

Pr. Luan Omari — La consécration légale de la victoire de la révolution populaire **(p. 390)**

Ylli Vejsiu (Maître de conférences) — La politique du PTA dans le développement des processus démographiques en Albanie **(p. 398)**

Zana Alia (Collaboratrice scientifique) — De certains aspects de l'évolution des rapports familiaux au cours de la construction du socialisme en Albanie **(p. 407)**

Stefan Këmuti (Collaborateur scientifique) — De certains aspects de l'harmonisation de l'intérêt général avec l'intérêt personnel dans notre société socialiste **(p. 415)**

Kristaq Angjeli (Maître de conférences), Artan Fuga (Docteur es sciences de 3e cycle) — La philosophie idéaliste contemporaine, arme idéologique dans les mains de la réaction impérialiste **(p. 427)**

IV. Critique des «théories» et des pratiques bourgeoises et révisionnistes (p. 436)

Xhafer Dobrushi (Docteur es sciences de 3e cycle) — Les vues antimarxistes des révisionnistes titistes sur la nation, expression de leur conception idéaliste et réactionnaire du monde **(p. 436)**

Llambro Filo (Docteur es sciences historiques de 3e cycle) — La «voie non-capitaliste de développement» et l'«orientation au socialisme», «théories» qui sabotent la révolution et ouvrent la voie à l'expansion néo-colonialiste **(p. 446)**

Natasha Iliriani (Professeur à l'Ecole du Parti «V.I. Lénine») — Phénomènes de l'oppression nationale en Union soviétique **(p. 456)**

N°5 — 1988 (p. 467)

I. Documents du PTA publiés pour la première fois (p. 468)

Enver Hoxha — Il faut étudier l'expérience des partis marxistes-léninistes et l'utiliser pour renforcer notre lutte commune (Extraits d'un entretien avec Joao Amazonas, Premier Secrétaire du Comité central du Parti communiste du Brésil — 8 septembre 1979) **(p. 468)**

Ramiz Alia — On ne défend les principes qu'en les appliquant avec un esprit créateur (Discours à la réunion du Secrétariat du CC du PTA — 3 juin 1987) **(p. 476)**

II. Etudes et articles (p. 478)

Pr Petro Lalaj — La pensée théorique du PTA et du camarade Enver Hoxha pour la révolutionnarisation continue du Parti **(p. 478)**

Spiro Dede (Maître de recherches) — Les principaux traits de l'œuvre de journaliste du camarade Enver Hoxha **(p. 487)**

Pr Hekuran Mara — Le perfectionnement des rapports de production socialistes au cours du 8e quinquennat **(p. 498)**

Pr Hamit Beqja — L'école et l'instruction — puissants instruments du progrès social du pays **(p. 506)**

Dilaver Sadikaj (Maître de recherches) — La politique athée du PTA et son expérience dans la lutte contre la religion **(p. 515)**

Fatos Tarifa (Agrégé es sciences), Kosta Barjaba (Chargé de cours à la Faculté des sciences politiques et juridiques) — Aperçu sociologique sur le temps libre des travailleurs **(p. 525)**

Lulzim Hana (Maître de recherches) — Les dettes extérieures et les crédits impérialistes, puissants maillons de la chaîne néo-colonialiste qui asservit les peuples **(p. 534)**

III. Critique des «théories» et des pratiques bourgeoises et révisionnistes (p. 544)

Pr Vangjel Moisiu — La «restructuration» en Union soviétique, son essence antisocialiste et ses objectifs **(p. 544)**

Vasillaq Kureta (Maître de recherches) — Critique des conceptions antimarxistes des révisionnistes soviétiques sur le problème des contradictions dans la société socialiste **(p. 552)**

Aleksander Kocani (Candidat es sciences) — L'évolution de la physique moderne, brillante confirmation du matérialisme dialectique **(p. 562)**

IV. Comptes rendus (p. 568)

Pr Dhimiter Shuteriqi — Années d'une jeunesse ardente (A propos du livre du camarade Enver Hoxha «Années de jeunesse») **(p. 568)**

Xhevat Lloshi (Docteur es sciences philosophiques) — Un nouveau pas en avant de notre science socialiste (Le dictionnaire encyclopédique albanais ! **(p. 576)**

N°6 — 1989 (p. 581)

I. Documents du PTA publiés pour la première fois en langues étrangères (p. 582)

Enver Hoxha — De la révolution démocratico-bourgeoise française (Notes) **(p. 582)**

Ramiz Alia — L'école secondaire, principal maillon de la consolidation du système d'enseignement (Discours prononcé à la réunion du Bureau politique du CC du PTA, 5 décembre 1987) **(p. 585)**

II. Session scientifique à l'occasion du 80e anniversaire de la naissance du camarade Enver Hoxha (p. 589)

Pr Raqi Madhi — Problèmes de la théorie et de la pratique du socialisme à la lumière des enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha (Rapport) **(p. 589)**

Pr Harilla Papajorgji — L'importance historique des enseignements du camarade Enver Hoxha sur le principe de l'appui sur ses propres forces dans l'édification socialiste (Communication) **(p. 596)**

Omer Hashorva (Maître de conférences), Zamira Çavo — Le développement de la démocratie socialiste et l'élévation du rôle des masses dans l'édification de la société socialiste (Communication) **(p. 599)**

Zana Alia (Agrégé es sciences) — Les enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha sur la lutte de classes et ses particularités dans les conditions actuelles (Communication) **(p. 602)**

Vassilaq Kureta (Maître de conférences) — La valeur actuelle des enseignements du camarade Enver Hoxha pour la connaissance, le traitement et la juste solution des contradictions à l'étape actuelle (Communication) **(p. 605)**

Arben Bakllamaja (Agrégé es sciences), Arshi Çela (Agrégé es sciences) — Le camarade Enver Hoxha à propos des intérêts et de leur harmonisation sous le socialisme (Communication) **(p. 608)**

Pr Sotir Manushi — La valeur actuelle de la pensée du camarade Enver Hoxha pour affronter avec succès l'agression idéologique bourgeoise-révisionniste (Communication) **(p. 611)**

Pr Vangjel Moisiu — L'essence antisocialiste de la «perestroïka» gorbatchévienne analysée à la lumière des enseignements du camarade Enver Hoxha (Communication) **(p. 614)**

Fatmir Kumbaro (Agrégé es sciences), Leontiev Çuçi (Agrégé es sciences) — La dénonciation de la théorie et de la pratique antimarxistes de l'autogestion yougoslave à la lumière des enseignements du camarade Enver Hoxha (Communication) **(p. 617)**

III. Etudes et articles (p. 620)

Anastas Kendo — Le front de la culture aujourd'hui et sa place dans le travail du Parti **(p. 620)**

Pr Agim Popa — Œuvre de grande valeur toujours actuelle pour la cause de la classe ouvrière et des peuples épris de liberté (A l'occasion du 10e anniversaire de la publication du livre du camarade Enver Hoxha. «L'Impérialisme et la Révolution») **(p. 631)**

Pr Jorgji Sota — L'importance historique du Ier Congrès du PCA (A l'occasion de son 40e anniversaire) **(p. 639)**

Kristaq Angjeli (Maître de conférences) — L'influence des facteurs psychologiques sur la réalisation des tâches de l'édification socialiste **(p. 648)**

Refik Kucaj (Ancien collaborateur scientifique) — Enver Hoxha, grand stratège de la lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais **(p. 656)**

IV. Critique des «théories» et des pratiques bourgeoises-révisionnistes (p. 665)

Gjergj Habibaj — Les buts de la propagande du Vatican à l'encontre de l'Albanie et son manque de fondements **(p. 665)**

Hysen Xhaja (Maître de conférences) — La décentralisation anarchiste et la prétendue «planification socialiste» dans l'économie capitaliste soviétique actuelle **(p. 674)**

V. Compte-rendu (p. 681)

Shaban Sinani — Un impérissable témoignage d'attachement au camarade Enver Hoxha (A propos du livre «Notre Enver» du camarade Ramiz Alia) **(p. 681)**

VI. Vie scientifique (p. 686)

— Conférence scientifique consacrée au 110e anniversaire de la fondation de la Ligue albanaise de Prizren **(p. 686)**

— Les problèmes de la politique étrangère et de l'évolution actuelle mondiale à la lumière des enseignements du camarade Enver Hoxha **(p. 689)**

— Le camarade Enver Hoxha à propos de la culture **(p. 692)**

— Sur certains problèmes du développement économique du pays **(p. 694)**

— Session scientifique à l'occasion du 70e anniversaire du comité «La défense nationale du Kosovo» **(p. 696)**

— Débat sur la dénonciation de l'essence et du contenu antimarxiste de la «perestroïka» **(p. 697)**

N°1 (1984)

Les matériaux de ce numéro sont tirés de la revue «Studime Politiko-Shoqërore» (Etudes politiques et sociales) N°1/1981, 2/1982 et 3/1982.

AVANT- PROPOS

I. Documents du PTA publiés pour la première fois

Enver Hoxha — Quelques réflexions sur les animateurs de notre Renaissance (Notes)

Enver Hoxha — Rattachons l'intensification prioritaire de l'agriculture dans la zone de plaine fixée à celle de tout le pays et au perfectionnement des rapports de production socialistes

II. Documents du VIII[e] Congrès du PTA

Ramiz Alia — Le stade actuel de notre développement socialiste exige que l'action du Parti soit portée à un plus haut niveau scientifique — Intervention au VIII[e] Congrès du PTA

III. Etudes et articles

Harilla Papajorgji (Docteur es sciences économiques) — Sur certaines questions de la politique du PTA visant à maintenir le peuplement des campagnes et à repartir des populations ouvrières sur tout le territoire du pays

Petro Dode — A propos de certains problèmes relatifs à la démographie, aux taux d'expansion et au rendement du travail

Dilaver Sadikaj (Candidat es sciences historiques) — De certains aspects, du mouvement révolutionnaire pour l'émancipation complète de la femme albanaise dans les années 60

Shyqri Ballvora (Docteur es sciences historiques) — L'importance historique de la III[e] Internationale communiste et la dénonciation des élucubrations révisionnistes sur son rôle et sa place dans l'histoire

Fatos Nano (Candidat es sciences économiques) — A propos du mécanisme de la plus-value et de son appropriation dans la société soviétique

IV. Critique

Professeur Alfred Uçi — La crise de l'esthétique bourgeoise-révisionniste

V. Chronique

Spiro Dede (Candidat es sciences historiques) — Oeuvre monumentale de notre littérature politique et historique — A propos de l'ouvrage du camarade Enver Hoxha «Les Titistes» — Notes historiques

VI. Aspects de la vie scientifique

Session scientifique sur «Le révisionnisme soviétique et la lutte du PTA pour le démasquer» et sur certains problèmes dans ce domaine

VII. Bibliographie

Avant-propos

La revue «Studime Politiko-Shoqërore» (Etudes politiques et sociales), organe de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes près le Comité central du Parti du Travail d'Albanie, publiée en albanais depuis bientôt trois ans, paraîtra périodiquement aussi, à partir du présent numéro, en anglais et en français. Chaque numéro en langue étrangère regroupera des documents choisis dans deux ou trois numéros successifs de la revue en albanais.

On y trouvera des études de caractère politique, idéologique, économique et social, des documents et des écrits particuliers du PTA et de son Premier Secrétaire Enver Hoxha, publiés pour la première fois en albanais ou en langue étrangère, ainsi que des articles critiques et des comptes-rendus de publications albanaises ou étrangères relevant des sciences sociales. Ces documents analyseront et traiteront d'importants problèmes concernant l'édification et le développement continus de la société socialiste en Albanie, et des événements politiques qui se sont produits ou se produisent actuellement dans le monde.

Ces écrits feront connaître au lecteur les prises de position de principe et conséquentes du PTA dans la défense de la doctrine marxiste-léniniste, son expérience révolutionnaire et sa pensée théorique marxiste-léniniste dans le traitement et l'argumentation scientifiques des lois générales du développement de la société socialiste. Il y trouvera aussi des analyses scientifiques de l'histoire et de la culture de notre peuple, ainsi que des études économiques qui synthétisent l'expérience historique du PTA dans l'établissement et le développement du mode de production socialiste et son expérience actuelle dans le renforcement continu de l'économie socialiste à travers le développement rapide des forces productives et le perfectionnement des rapports de production.

Les études menées dans notre pays sur les problèmes de la superstructure socialiste y occuperont une bonne place. Une place importante y sera consacrée aussi aux études sociologiques centrées sur le rôle créateur des masses, sur l'homme travailleur avec ses aspirations et ses idéaux, ses capacités créatrices, sa conception du monde, ses besoins et ses intérêts matériels et culturels, sa formation générale en régime socialiste. Ces études reflèteront et analyseront divers aspects de la vie sociale albanaise, les mutations profondes réalisées après la libération du pays dans toute la vie de notre peuple, la transformation de la vision des choses et de la psychologie des classes, des groupes et des individus relatives aux problèmes de la propriété et du travail, du mode de vie socialiste, de la famille, etc.

Cette revue publiera également des études sur diverses questions des relations internationales, du mouvement communiste et ouvrier international, du mouvement de libération des peuples, études qui ont pour fondement la politique extérieure révolutionnaire du Parti du Travail d'Albanie.

Les études dénonçant l'idéologie, la politique et l'activité pratique de l'impérialisme, du social-impérialisme et des divers courants révisionnistes, ainsi que les analyses de la crise générale qui tenaille les pays capitalistes et révisionnistes, occuperont elles aussi une place particulière dans cette revue.

Ces études sociales, comme toute l'activité scientifique créatrice menée à l'Institut des Etudes marxistes-léninistes et dans les autres instituts de recherche de notre pays, s'appuient puissamment sur la riche expérience révolutionnaire et la pensée théorique marxiste-léniniste du PTA, ainsi que sur les oeuvres du camarade Enver Hoxha.

Reflétant dans ses pages certains des meilleurs résultats obtenus par nos sciences sociales, cette revue publiera périodiquement des documents relatifs aux importantes activités scientifiques qui ont lieu en Albanie dans les domaines politique, économique et social, telles que conférences et sessions scientifiques, séminaires et débats théoriques. Elle comprendra enfin un répertoire des oeuvres des classiques du marxisme-léninisme et des publications politiques et sociales traduites en langues étrangères pendant la période que couvre chacun de ses numéros.

I. Documents du PTA publiés pour la première fois

Enver Hoxha — Quelques réflexions sur les animateurs de notre Renaissance (Notes)

Ces notes sont extraites du journal politique du camarade Enver Hoxha et ont été écrites à l'occasion du centenaire de la Ligue albanaise de Prizren. Cette union politique et militaire formée en juin 1878 par des délégués rassemblés à Prizren et venus de toutes les régions d'Albanie, lutta pour l'autonomie de gouvernement, l'union nationale et la défense de l'intégrité territoriale de l'Albanie, menacée par les visées chauvines des Etats voisins.

12 juin 1978

Les animateurs de notre Renaissance constituent toute une pléiade d'hommes remarquables de la pensée progressiste albanaise. Ce furent en même temps des hommes d'action, qui se sont montrés capables de mettre sur pied une parfaite organisation combattante, politique, idéologique, diplomatique et de propagande. Une analyse approfondie de leurs idées, de leurs actions et de leurs écrits nous révèle le grand potentiel créateur et progressiste que nous avons hérité de cette importante pléiade de grands hommes du peuple albanais.

Ces hommes éminents ont été mus au premier chef par les aspirations de notre peuple à la libération, à l'indépendance nationale, à la démocratie, par l'ardent désir de bien mettre en lumière notre culture ancienne, de la voir se propager partout, dans tous les pays où vivaient des Albanais, d'élaborer, d'enrichir cette culture, d'ouvrir des écoles et d'instruire leurs compatriotes. Ces grands savants, philosophes, penseurs et hommes d'action, c'est-à-dire des éléments révolutionnaires de notre pays, avaient été conquis par la philosophie des lumières et ils s'inspiraient de la révolution française démocratique et bourgeoisie de la fin du XVIII^{e} siècle. Comme il apparaît de leurs écrits ces savants et hommes d'action issus du peuple albanais avaient une connaissance approfondie, et non pas superficielle des philosophes et penseurs qui préparèrent la révolution bourgeoise, Diderot, D'Alembert, Voltaire. Rousseau et d'autres. Ils connaissaient aussi les actions de cette révolution, le cours de ces actions, ses diverses étapes, depuis les révoltes paysannes contre la féodalité jusqu'aux paroxysmes de la révolution démocratique bourgeoise et la décapitation de Robespierre et Saint-Just, à quoi succéda la contre-révolution bourgeoise.

Mais, indépendamment du fait qu'ils s'inspiraient de cette révolution ainsi que des révolutions qui suivirent en 1848 dans l'Europe entière, qu'ils étaient attentifs à leurs effets dans l'arène internationale particulièrement sur les grandes puissances ainsi que sur les peuples qui souffraient de la lourde oppression nationale, politique et économique de ces puissances bourgeoises, capitalistes et impérialistes, les grands penseurs du peuple albanais se situaient à un stade politique et social plus avancé. Cela s'expliquait par le fait que le temps, le cours dialectique matérialiste de l'histoire les avaient amenés à considérer la situation de la nation albanaise, de leur patrie et le développement de la politique des grandes puissances d'un autre oeil que ne l'avaient fait les révolutionnaires français de 1789 et ceux des révolutions qui éclatèrent en 1848 dans beaucoup de pays d'Europe.

Nos hommes de culture suivaient donc et analysaient avec la plus grande attention la situation politique, économique et diplomatique de la Sublime Porte, les luttes qu'elle livrait et les attaques dont elle était l'objet, le cours de ces attaques et les développements diplomatiques qui s'accomplissaient sur le dos du peuple albanais.

Les guerres des grandes puissances européennes, des Empires tsariste et austro-hongrois, de la Prusse et de la Sublime Porte, ces guerres que ces puissances se livraient, regroupées suivant les cas en diverses coalitions, avaient pour aboutissement logique l'amputation des Etats, des petites nations qui formaient leurs empires, entre autres de la nation albanaise. Dans les traités des impérialistes d'Europe, l'Albanie servait de monnaie d'échange pour assouvir les convoitises de telle ou telle grande puissance ou d'un de ses satellites. Et la Sublime Porte payait son tribut sur le dos de l'Albanie.

C'est la Sublime Porte et en particulier le peuple albanais qui devaient faire les frais de la question d'Orient. Notre peuple n'avait aucun défenseur. L'Histoire lui avait assigné la tâche de se défendre tout seul contre les grandes puissances, mais aussi contre leurs satellites, les chauvins des pays voisins, Serbes, Monténégrins et Grecs.

L'Albanie donc, le peuple albanais et toute la nation albanaise menaient une lutte sur deux fronts, à la fois contre les impérialistes et contre leurs satellites immédiats qui cherchaient à démembrer le pays. La manière dont la nation albanaise a fait front à cette situation si difficile et si complexe met en relief dans toute sa grandeur l'unité de cette nation formée aux cours des siècles dans le feu des batailles, dotée de tous les traits d'une nation cultivée, possédant sa propre langue, son territoire et qui avait versé son sang pour vivre libre, indépendante et unifiée. La nation albanaise était une nation avancée, qu'aucune autre nation, et nombreuses ont été celles qui l'ont envahie et mutilée, n'a pu faire disparaître, ni étouffer, ni contraindre à plier le dos ou à oublier sa culture. Bien des peuples ont été marqués par un pareil joug, les Albanais non. L'occupation et la mutilation dont ils ont

été l'objet de la part de diverses puissances rapaces ne leur ont jamais fait courber l'échiné. Cela atteste la détermination, le courage, l'intelligence, la haute conscience révolutionnaire de ce peuple, qui, face à n'importe quel ouragan, restait inébranlable et lui tenait tête et, pour reprendre les termes d'un montagnard qui disait à Abdyl Frashëri[1] lors de la Ligue de Prizren: «Tout comme la Gjalica[2] ne peut être renversée d'un coup de bâton, l'Albanie ne plie pas devant les tempêtes». En cette occasion également, se firent jour la capacité et la grandeur de notre peuple et de sa direction éclairée, démocratique et révolutionnaire. Les Albanais éminents, pénétrés de la philosophie des lumières, qui conduisirent la Ligue albanaise de Prizren, cette épopée légendaire, durant toute la période de la question d'Orient contre les intrigues montées par les ennemis de notre peuple, firent preuve d'une grande capacité de vision et d'organisation, d'une grande détermination dans leur lutte, car le combat qu'ils entendaient livrer était un combat acharné et multiforme, qu'il leur fallait mener par les armes, la propagande, la propagation du savoir, la défense de la culture et la création d'écoles et en inculquant bien dans l'esprit de leurs compatriotes que l'unité de leurs territoires et de la nation entière ne pouvait être réalisée que par les armes.

«Vous avez fait votre travail — dit Abdyl Frashëri aux participants au Congrès de Berlin[3] — à nous maintenant de faire le nôtre». Peut-on concevoir une attitude plus révolutionnaire? Y a-t-il plus grande détermination? Y a-t-il action plus combattante? Tels étaient ces hommes que nous avons actuellement hissé sur un piédestal, et dont l'histoire, cette grande histoire de notre peuple, a été falsifiée par les régimes du passé, le satrape Ahmet Zogu et les occupants, non seulement les militaires, mais aussi leurs idéologues et leurs historiens. Les grandes puissances impérialistes et leurs tenants et satellites, les monarchistes chauvins voisins, afin de démembrer plus facilement l'Albanie, la considéraient comme une notion géographique. Ils prétendaient ne pouvoir soutenir et défendre des gens qui vivaient dans des montagnes perdues et dans des chaumières, ils considéraient les musulmans albanais comme des Turcs, les chrétiens comme des Grecs, niant par là l'unité de notre nation, qui était à leurs yeux fragmentée en tribus.

Or, le peuple albanais et sa direction leur montrèrent que les maillons de la chaîne albanaise n'étaient pas coupés les uns des autres, ni épars, mais qu'ils étaient indissolublement liés. La lutte armée, la politique, la diplomatie, l'école, la culture, tous ces maillons se développaient de front face à nos ennemis qui cherchaient à briser cette chaîne d'acier.

Lorsque nous lisons et analysons les écrits de nos grands-pères, créés dans les conditions si difficiles de l'Empire ottoman et des intrigues des puissances étrangères, leur gloire et notre reconnaissance en sont encore rehaussées, nous sentons bouillir encore plus dans notre sang notre patriotisme séculaire. C'est la raison pour laquelle notre peuple très éprouvé est doté de cette si grande clarté de vues, de ce courage révolutionnaire pour aller de l'avant, pour terrasser tout ennemi, disperser le brouillard, percer les ténèbres et émerger à la lumière. Toute l'histoire du peuple albanais est une éclatante et immense épopée, mais notre Parti, qui se guide sur le marxisme-léninisme, et qui a de l'histoire une juste conception conforme au matérialisme dialectique, s'est assimilé toute cette action grandiose, il l'a mise en lumière, pour en faire la nourriture des larges masses du peuple, et pour que celui-ci soit éduqué à un ardent patriotisme et comprenne ces situations, car cette action est la pierre dure comme le silex dont est bâtie la citadelle qui s'appelle République populaire socialiste d'Albanie, cette citadelle que notre peuple a construite par sa lutte incessante jusqu'à nos jours, par une lutte armée, écrite, économique, politique, diplomatique. Notre sang est marqué et il sera de même de celui des générations à venir par cette action immense progressiste et révolutionnaire de la pensée populaire.

Nos hommes des lumières étaient des gens du peuple, ils étaient liés à lui, ils sentaient son pouls, ils sentaient les battements de son coeur, ils connaissaient ses vertus et ses imperfections. Ces vertus, ils luttèrent pour les accroître encore, pour les multiplier, quant à. ses imperfections, ils s'efforcèrent de toutes leurs forces de les supprimer.

C'est là le trésor de la nation, pétri comme un bon pain par la théorie marxiste-léniniste, qui guide notre Parti. En conséquence de quoi, nous voyons les résultats merveilleux que l'Albanie socialiste a obtenus sous la conduite du Parti, nous voyons aujourd'hui notre pays florissant, nous voyons l'homme nouveau de chez nous instruit, bien formé, honnête, patriote, nous le voyons étudier et étudier sans cesse avec passion et persévérance et mettre son savoir ainsi acquis au service du peuple, afin de rendre notre République toujours plus forte, toujours plus prospère. Nous voyons cette Albanie socialiste, sortie du feu des combats, du bout du fusil de partisan, et qui est le prolongement des luttes héroïques de nos pères. Nous la voyons tenir tête, grâce à cette lutte héroïque, à toutes les tourmentes de notre temps, à de violentes tempêtes, provoquées par les impérialistes américains, les social-impérialistes soviétiques, le capitalisme mondial et nos voisins chauvins.

Lorsqu'on considère la pensée, les objectifs et l'action progressiste des promoteurs de notre Renaissance, des éminents dirigeants de la Ligue albanaise de Prizren et de l'insurrection de 1848, on constate que les bandits khrouchtchéviens et les révisionnistes chinois, comme Chou En-laï et ses acolytes, sont en retard de 150 ans sur la pensée révolutionnaire de cette grande pléiade de la Ligue albanaise de Prizren. Ces révisionnistes de toutes les couleurs sont liés avec des impérialistes plus farouches que ceux d'hier et, de concert, ils s'efforcent de

maintenir les peuples sous le joug, dans l'esclavage. Ils cherchent à dénigrer l'Albanie socialiste, qui répand la lumière, qui montre aux peuples du monde que même un petit peuple est en mesure de vivre libre et souverain parmi les loups et de leur tenir tête, et qu'il doit être pris pour exemple et défendu par les peuples progressistes du monde entier.

Aujourd'hui nous voyons non seulement les impérialistes, mais aussi les révisionnistes soviétiques, ces nouveaux tsaristes, maintenir sous leur joug outre les peuples de l'Union soviétique, dont ils ont fait une prison des peuples, les peuples d'Europe de l'Est et s'efforcer de pousser encore plus loin les limites de leur empire.

Nous voyons l'impérialisme américain maintenir les peuples qui aspirent à la liberté sous la botte du capital et de ses armes, sous la menace des bombes atomiques.

Nous voyons aussi la Chine actuelle révisionniste tendre à devenir une puissance impérialiste, qui, sous un masque socialiste, cherche à nuire à la République populaire socialiste d'Albanie.

Nous voyons enfin les titistes grands-serbes, les chauvins macédoniens et autres opprimer nos frères kosoviens, ceux de Macédoine et du Monténégro et nous taxer nous de chauvins, d'irrédentistes. Eux auraient le droit d'opprimer nos compatriotes, alors que nous n'aurions pas le droit de dire et d'écrire l'histoire, telle qu'elle a été, telle qu'est la vérité. Mais ils ne sauraient nous faire peur et aucune force réactionnaire au monde, quelle qu'elle soit, ne parviendra à nous intimider.

Le Parti a pour devoir de propager ces grands trésors de notre peuple, qui traduisent une rare maîtrise, une organisation parfaite, une grande clarté de vues, il doit en faire sa chair et son sang. Il faut aussi que les communistes albanais assimilent ces grands enseignements de notre peuple à la lumière de notre idéologie marxiste-léniniste, car seule celle-ci éclaire et renforce les aspects progressistes, les aspects militants et patriotiques de ces grandes actions de notre peuple.

Il y a à l'étranger des communistes encore non formés, qui n'ont pas une juste compréhension de cette si grande question qu'est le passé progressiste et révolutionnaire de notre peuple. Un communiste et dirigeant de parti d'un pays étranger, étant allé une fois à Kruje a dit à la vue du monument grandiose de Skanderbeg: «Au fond, c'était un prince, un roi d'Albanie et les communistes ne doivent pas glorifier ainsi les rois et la monarchie». Ce n'était certes pas un communiste bien formé, ou peut-être n'était-ce pas un bon communiste, et ne portait-il qu'un masque. Bien sûr, nous, communistes, sommes contre la monarchie, nous sommes contre les rois. Certes, Skanderbeg a été prince et roi, mais un prince et un roi populaire, un prince libérateur, lié étroitement, comme la chair à l'os, à son peuple. Et son histoire a fait époque, car il se battait contre l'empire le plus puissant de son temps, qui menaçait toute l'Europe. A la tête du peuple albanais, il tint tête victorieusement 22 années durant aux attaques barbares des Ottomans. Comment les communistes albanais pourraient-ils ne pas glorifier cet homme issu du peuple, qui lutta pour le peuple et qui, dans sa lutte pour la liberté, s'érigea en exemple d'héroïsme et de détermination pour tous les peuples du monde? Il en va de même des démocrates révolutionnaires de notre peuple de toute époque, qui se sont battus pour ce sol, pour cette liberté, pour cette démocratie, pour cette culture, pour cet alphabet, qui ont vu leurs foyers incendiés par leurs ennemis et les forces chauvines qui nous entouraient, qui ont été fusillés, qui ont croupi et sont morts dans les prisons.

Voilà l'histoire de notre peuple. Elle ne peut ni être effacée, ni faussée. Au contraire, elle doit être mise en évidence comme il se doit et devenir pour les gens de chez nous une grande source d'inspiration de génération en génération. Que cette campagne de grande ampleur, menée aussi en profondeur, à l'occasion du centenaire de la Ligue albanaise de Prizren serve donc aussi à cette fin. Il faut faire de même pour toutes les périodes de la glorieuse histoire de notre peuple; c'est ainsi qu'il faut, chaque jour, hisser sur un piédestal la lutte héroïque de libération nationale conduite par le Parti et qui réalisa finalement les rêves de toutes les générations de notre peuple, de tous ses penseurs et combattants.

Actuellement, l'Albanie, grâce au Parti, a réalisé le rêve de nos ancêtres. A nous aujourd'hui la grande tâche de tremper et de renforcer encore davantage notre Albanie socialiste, de l'embellir encore, de rendre là vie du peuple plus heureuse, plus joyeuse, d'aller de l'avant vers le progrès, la science, la prospérité, de faire avancer, d'étendre et de développer constamment la révolution, d'en devenir les drapeaux. Sans nous montrer présomptueux, nous pouvons dire que nous marchons dans la vraie voie tracée par Marx, Engels, Lénine et Staline, et que par là même nous participons à la grande révolution mondiale. Cette révolution, nous ne la trahirons jamais, car qui trahit la révolution et le marxisme-léninisme, celui-là a trahi son peuple, a trahi sa patrie. Pour nous, communistes albanais, la patrie, le peuple et le marxisme-léninisme sont les trois biens les plus chers et les plus précieux.

Extrait du numéro 2 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. Un des idéologues les plus éminents de la Renaissance nationale albanaise (1839-1892). Idéologue, organisateur et militant de la Ligue albanaise de Prizren. Il en fut aussi un diplomate remarquable.

2. Montagne située au nord-est de l'Albanie.

3. Réuni en juin 1878 avec la participation des six grandes puissances de l'époque pour revoir le traité de San Stefano et régler la situation dans les Balkans, il foula aux pieds le principe de l'autodétermination des peuples, assouvissant ainsi les convoitises des Grandes puissances et maintenant la domination pourrie de l'Empire ottoman dans une partie des Balkans. Les grandes puissances y nièrent totalement l'existence de la question albanaise, considérant l'Albanie comme une simple «notion géographique» et comme un objet de marchandages.

ENVER HOXHA — RATTACHONS L'INTENSIFICATION PRIORITAIRE DE L'AGRICULTURE DANS LA ZONE DE PLAINE FIXÉE À CELLE DE TOUT LE PAYS ET AU PERFECTIONNEMENT DES RAPPORTS DE PRODUCTION SOCIALISTES

[Sous ce titre sont comprises deux interventions du camarade Enver Hoxha qui concernent principalement l'intensification prioritaire de l'agriculture dans la zone de plaines de certains districts. La première intervention (1er octobre 1980) comporte ses appréciations et ses remarques sur une étude présentée par le Conseil des ministres sur l'intensification de l'agriculture, dans le cadre du travail d'élaboration du 7ème plan quinquennal (1981-1985). La seconde intervention (24 avril 1982) a eu lieu à la réunion du Bureau politique du CC du PTA sur le rapport présenté par le ministère de l'Agriculture «A propos du travail accompli et des mesures à prendre pour la mise en oeuvre de la directive du VIIIe Congrès du PTA en vue de l'intensification prioritaire de la production agricole et pastorale dans la zone de plaines fixée».]

1er octobre 1980

I

Nous avons étudié les rapports sur l'agriculture qui nous ont été présentés. Néanmoins, j'estime que nous devons encore réfléchir sur ces documents et c'est à quoi nous nous sommes tous appliqués dans cette dernière période. Grâce au travail accompli jusqu'ici, nous disposons maintenant d'un tableau brossé à grands traits de la manière dont on entend faire avancer notre agriculture durant le 7ème quinquennat, sans égard aux observations que nous pouvons encore faire et de celles que nous pourrons présenter plus tard concernant ce secteur, à condition toutefois qu'elles soient étudiées et ordonnées le mieux possible. La réalisation du nouveau plan quinquennal exige de nous tous de plus grands efforts, non seulement sur le plan physique, mais aussi sur les plans intellectuel et scientifique...

J'estime que nous devons porter toute notre attention sur la possibilité d'intensifier notre agriculture dans les plaines, car cette intensification est indispensable et elle doit être réalisée à tout prix. Cette étude qui nous a été présentée me semble constituer une base, mais encore incomplète. Nous devons nous dire que cette intensification de l'agriculture dans nos zones de plaine constituera pour nous un tournant, un pas en avant vers l'intensification de notre agriculture dans son ensemble, mais qu'en même temps elle nous confrontera à des problèmes. Justement ces derniers temps plusieurs problèmes se sont posés à nous, **celui des lopins personnels des coopérateurs,[1] et aussi celui de la transformation de certaines coopératives agricoles de type supérieur[2] en entreprises agricoles, c'est-à-dire en propriété du peuple tout entier, celui de la conversion d'un certain nombre de coopératives courantes en coopératives de type supérieur, et finalement le problème de l'intensification de l'agriculture dans les zones de plaines et de la mise en troupeau du bétail[3]...**

Actuellement, nous avons devant nous le septième plan quinquennal, qui nous impose d'adopter des mesures de nature à permettre à notre agriculture de faire un nouveau pas en avant et aux coopérateurs de se mobiliser pour réaliser ce plan du Parti.

Au cours du quinquennat qui commence, une attention toute particulière sera attachée à l'intensification de notre agriculture. Dans l'étude qui nous est soumise, ce problème est considéré principalement d'un seul angle, l'effort à fournir dans ce sens est limité à une partie de nos plaines. En même temps, on a envisagé d'appliquer dans ces plaines l'assolement et d'y réaliser les conditions matérielles nécessaires pour obtenir les résultats fixés, etc. Ainsi le problème a été considéré principalement dans l'optique du développement des forces productives.

Mais qu'est-ce qui n'est pas clair et n'a pas été suffisamment étudié? **C'est le problème du perfectionnement des rapports de production, et celui-ci doit être considéré en étroite liaison avec le développement des forces productives que nous voulons obtenir dans ces zones de plaines.** Je veux parler ici concrètement des rapports des coopérateurs entre eux, des rapports des coopératives de cette zone entre elles et de leurs rapports avec l'Etat. L'intensification que nous allons réaliser ne consistera pas à faire déjà passer les coopératives de type supérieur au stade d'entreprises agricoles. La création des coopératives de type supérieur et leur développement est un processus en cours. L'intensification projetée créera seulement de plus grandes possibilités pour transformer graduellement à l'avenir les coopératives en propriété du peuple tout entier, et cela sur une grande superficie d'environ 100 000 hectares.

A propos de cette intensification, je pense que ce processus inaugurera une nouvelle étape de développement de ces plaines et qu'ainsi sera brûlée l'étape de la formation de coopératives de type supérieur, qui se poursuit dans d'autres régions. La question qu'il faut ajouter à cette étude est celle du perfectionnement des rapports de production dans cette zone. Le renforcement des coopératives de type supérieur restera pour nous un problème, mais cela dans les autres régions de plaines ou de collines et de montagnes, où l'on pourra aussi créer plus tard des coopératives de ce type; en revanche, dans les plaines où

l'intensification de l'agriculture sera prioritaire, nous devons sauter cette phase à travers la mise en oeuvre des formes d'intensification. Et pour réussir à la sauter nous devons bien avoir en vue l'expérience actuelle et nous fonder sur elle.

Ce qui est particulièrement important pour nous, c'est de perfectionner et d'améliorer les rapports de production entre les hommes, et cela en raison de l'existence simultanée de la propriété étatique et de la propriété coopérative de type supérieur, et du fait que dans cette phase d'intensification, l'une et l'autre s'imbriquent. La promotion de trois ou quatre coopératives de type supérieur au rang d'entreprises agricoles, en propriété du peuple tout entier, soulève devant nous une série de problèmes, comme l'est, entre autres, celui de l'indemnité à verser pour le bétail des coopératives ou des membres, etc. L'intensification n'éludera pas le problème des indemnités, mais la création de nouveaux rapports de production, que nous devons étudier, permettra d'en réduire l'importance et de le résoudre au fur et à mesure de cette intensification. C'est ainsi que les investissements considérables de l'Etat et des coopératives tendront à convertir graduellement la propriété coopérative en propriété du peuple tout entier. Les fonds de base des anciennes coopératives, à mon avis, iront s'amenuisant en valeur relative, en tant que propriété de groupe, mais les coopératives n'en continueront pas moins de faire des investissements parallèlement aux investissements de l'Etat.

Maintenant tout ce travail doit être mené dans le cadre de nos plans quinquennaux. C'est pourquoi je pense que cette étude doit être élargie et envisager l'acheminement en temps opportun de toutes nos plaines dans cette voie. Quelles sont nos plaines où, dans nos conditions actuelles, il est possible d'appliquer une agriculture intensive? Pas toutes, mais sans entrer dans des détails, ce sont en gros celles de Durrës, Lushnjë, Fier, Berat, une partie de la plaine d'Elbasan, auxquelles pourront s'ajouter plus tard les autres terres de plaines littorales et celles de Korça. Quoi qu'il en soit, la question doit être étudiée et cette transformation de notre agriculture ne pourra être menée à son terme en cinq ans, elle demandera peut-être une dizaine d'années et c'est pourquoi il est nécessaire d'élaborer un plan décennal à cette fin.

Cette étude doit englober toutes les plaines du pays, et ses conclusions devront être mises en oeuvre par étapes. Pourquoi par étapes? Parce que le plan qui nous est présenté porte seulement sur une période de cinq ans, il a pour terme l'année 1985. Il faudrait donc, à mon sens, élaborer un plan à plus longue échéance, décennal. Dans le cadre de cette période seront définies les étapes quinquennales ainsi que les mesures concrètes à prendre chaque année. Dans le cours même de notre action il apparaîtra parfois nécessaire de revoir les objectifs fixés et de les compléter. Nous aurons ainsi un plan prospectif particulier à long terme pour le Comité central et le Bureau politique et un autre que nous devrons réaliser dans les cinq années du septième quinquennat. **Nous intégrerons dans ce quinquennat la part de travaux qui lui sera dévolue et prendrons en même temps des mesures pour préparer l'étape future. Voilà quelle est mon idée d'ensemble sur ce problème.**

Si nous prenons l'étude qui nous est soumise, nous devons nous arrêter avec soin à certains problèmes qui surgissent de son examen.

Tout d'abord, cette étude, à mon avis, traite principalement des aspects techniques et financiers, sans les rattacher comme il se doit aux aspects sociaux. **On y envisage par exemple une forte augmentation de la mécanisation dans les plaines, mais l'on ne pense pas que la mécanisation des travaux agricoles à une si grande échelle, posera le problème de l'emploi de la main-d'oeuvre superflue qui en découlera.** Car la mécanisation, bien naturellement, réduit la main-d'oeuvre employée, alors que nous devons, certes, accroître la mécanisation, mais le faire à un niveau qui nous permette aussi d'accroître la production sans laisser inemployée la main-d'oeuvre disponible.

Nous devons avoir en vue que notre population rurale s'accroîtra non seulement du fait de sa croissance naturelle, mais aussi à cause de l'envoi dans nos campagnes de la main-d'oeuvre superflue des villes. Nous devons donc avoir également ce problème à l'esprit. Dans les zones de plaines concernées par cette intensification prioritaire, il existe des entreprises agricoles, qui manquent de main-d'oeuvre, aussi, dans leur planification, leurs secteurs doivent-ils s'entraider, tout en préservant les rapports de production. Ainsi, si ces entreprises manquent de main-d'oeuvre, elles pourront se la procurer parmi les forces de travail rendues disponibles dans certaines coopératives comprises dans ces zones.

Veillons donc bien à ce que l'accroissement de la mécanisation, qui supprime des emplois, ne nous crée pas d'obstacles. Le très important problème de la nécessité de l'emploi de toutes les forces disponibles dans les campagnes pour assurer l'exécution des façons culturales, n'est pas suffisamment pris en compte dans cette étude.

Je trouve très «séduisantes» les prétentions de moissonner tout notre blé avec des moyens mécanisés à l'échelle de la République en 15 jours; ou de faucher tout notre maïs au moyen de moissonneuses; ou encore de réaliser à grande échelle l'irrigation par aspersion, le sarclage des cultures de printemps au moyen de nouveaux mécanismes, etc. Si nous réalisons tous ces objectifs, nous serons nécessairement confrontés au problème de

l'excédent de la main-d'oeuvre dans nos campagnes. Nous ne pouvons pas avancer dans la voie des Etats capitalistes où la population restée dans les campagnes ne représente qu'un très faible taux de la population totale, alors que le reste a été envoyé grossir les rangs des chômeurs dans les villes. Aujourd'hui, dans nos campagnes vit quelque 65 pour cent de la population du pays. Et ce taux sera plus ou moins préservé. Aussi la mécanisation de l'agriculture, qui doit certes s'accentuer, doit en même temps être harmonisée avec le plein emploi de la main-d'oeuvre disponible dans les coopératives. Cette main-d'oeuvre doit être employée principalement dans l'agriculture mais aussi dans d'autres activités qui seront menées sur le territoire des campagnes. Une partie de ces forces peuvent être envoyées aussi dans les zones de collines et de montagnes. Le problème donc n'est pas si facile à résoudre, et il ne peut pas l'être par de simples décrets ou des mesures administratives. Soyons réalistes. En cette matière, il convient d'adopter une série de mesures pour assurer le développement tout à la fois de l'agriculture et des autres secteurs dans ces zones, et le mouvement mécanique de la population sous une forme bien organisée et avec une perspective claire. Cette question aussi, il me semble, n'est pas envisagée dans cette étude.

Une autre question qui n'a pas non plus été considérée dans ce travail tient au fait que les coopératives réunies des plaines, qui seront comprises dans la zone concernée, comptent aussi en leur sein des villages des zones de collines et de montagnes. Quels problèmes cette situation fera-t-elle surgir? Une réflexion et une action très attentives seront indispensables en cette matière. Je le souligne, car les zones concernées par cette étude comprennent également les terres les plus fertiles des coopératives qui s'étendent par ailleurs sur les zones de montagnes et qui forment et constituent comme un tout. Je pense donc que jusqu'à l'achèvement de ce processus, nous devrons conserver les formes d'organisation existantes des coopératives englobées dans cette intensification.

Durant cette période, les coopérateurs, qui s'emploieront à réaliser le plan quinquennal, verront augmenter la rémunération de leur journée-travail, et c'est précisément à quoi tend cette intensification. C'est pourquoi les coopératives devront accroître leurs fonds d'accumulation, ce qui aura pour effet d'augmenter aussi leur participation au développement de la production. Ainsi par cette voie également s'améliorera le niveau de vie des coopérateurs et l'Etat lui-même aura les possibilités d'augmenter ses investissements dans d'autres zones et districts. En même temps, c'est dans cette même voie, vers leur conversion en entreprises agricoles que nous acheminerons toutes les coopératives. Etudions bien ces questions, camarades, et trouvons les possibilités de réaliser dans la pratique les investissements projetés dans la zone de plaine.

Nous devons faire ces investissements par étapes et en les harmonisant dans les différents secteurs d'activité qui contribuent à promouvoir le progrès de la production agricole, comme par exemple l'irrigation par aspersion, le fumage, la mécanisation, l'aménagement et le drainage du sol, etc.

Prenons maintenant les mécanisations. Que ressort-il de l'étude qui nous est soumise? Les prévisions faites me semblent dépasser nos possibilités réelles. Au cours du septième quinquennat, dans les districts concernés par cette intensification prioritaire de l'agriculture, le degré de mécanisation sera naturellement plus élevé. Mais ici il faut bien avoir en vue l'aspect de la question que je viens d'évoquer, le facteur main-d'oeuvre, et ne négliger en aucune manière nos autres terres où l'intensification des cultures doit également se poursuivre. Dans la détermination des machines et appareils que nous importerons, dans la répartition de cette base mécanique nous devons bien avoir présent à l'esprit ce dernier facteur et tenir compte également, de la base déjà existante. Qu'elle soit répartie avec soin et calculée en fonction des tâches fixées pour l'accroissement de la production. Pour nous il est important que notre plan quinquennal de l'agriculture soit réalisé principalement avec l'équipement mécanique dont nous disposons, en y ajoutant dans une mesure raisonnable des matériels importés ou produits dans le pays.

J'ai parlé plus haut ça et là **du perfectionnement des rapports de production socialistes dans la zone concernée par cette étude. Plus bas, je développerai un peu plus largement ce problème.** Le perfectionnement des rapports de production est indispensable pour frayer plus largement la voie au développement des forces productives et préparer les conditions requises de la conversion progressive, librement consentie et naturelle, de la propriété de groupe en propriété du peuple tout entier.

L'intensification et le perfectionnement des rapports socialistes dans cette zone doivent atteindre plusieurs objectifs:

— Accroître rapidement la production agricole et pastorale afin de mieux satisfaire les grands besoins du pays.

— Elever l'efficience des investissements et des frais de production, grâce à une parfaite mise à profit des conditions de climat et du sol.

— Porter progressivement le niveau du bien-être de la paysannerie coopérée, à celui des ouvriers de l'agriculture.

— Augmenter les revenus pour la société.

Le perfectionnement des rapports de production doit être envisagé dans les domaines suivants: a) dans les rapports entre l'Etat et les coopératives; b) dans les rapports entre les coopératives et leurs membres; c) dans les rapports d'organisation et de direction du travail et de la production.

Le perfectionnement des rapports dans ces trois secteurs doit s'accomplir de manière à élargir graduellement la sphère des rapports de propriété étatique et à rétrécir la sphère des rapports de propriété coopérative. Ce processus s'accomplira tant pour les rapports de propriété, que pour les rapports d'échange, de répartition et de direction.

A. Les rapports entre l'Etat et les coopératives

L'Etat deviendra directement partie prenante dans toutes les coopératives agricoles de la zone en question (dans les coopératives de type supérieur comme dans celles de type courant). Cette participation devra se traduire:

— **Par des investissements fondamentaux pour le développement de la production** (pour le sol, l'irrigation, la construction d'étables, les machines, les cultures fruitières, le bétail productif et pour d'autres secteurs). Les investissements de l'Etat, sur la base des possibilités existantes, devront tendre à augmenter constamment, afin d'atteindre le degré d'intensification visé et d'accroître graduellement la part de l'Etat dans les principaux moyens de production. De leur côté, les coopératives agricoles, doivent continuer à augmenter leurs sources d'accumulation pour couvrir une partie de leurs investissements et de leurs besoins indispensables en fonds circulants.

— **Par des fonds circulants,** afin de compléter l'accroissement des frais matériels de production, entraînés par une intensification accrue. L'apport de l'Etat à ces fonds circulants devra toujours être complémentaire, après qu'auront été utilisés les fonds de la coopérative elle-même.

— **L'imbrication des rapports de propriété d'Etat avec ceux de la coopérative devra s'accompagner du perfectionnement des rapports dans le domaine de la répartition.** L'intensification accrue permettra à l'Etat de prélever, sans compensation de sa part, une plus grande part qu'il ne l'a fait jusqu'ici du produit pour la société créé grâce au travail concret accompli dans les coopératives agricoles. Ce prélèvement peut être fait par les canaux actuels (c'est-à-dire sur les revenus nets centralisés par la coopérative dans une mesure supérieure à celle d'aujourd'hui) ou sous une autre forme, celle utilisée actuellement dans les entreprises agricoles.

Le calcul du revenu net et sa répartition doivent être précis. En ce qui concerne les coopératives, ne perdons pas de vue le plan quinquennal en cours d'élaboration, dont elles doivent réaliser tous les objectifs, et cela en respectant les règles conformes à nos lois et ordonnances en vigueur. La rémunération des coopérateurs ne doit pas être supérieure à ce qu'il leur revient. De même, les coopératives de cette zone, afin d'éviter une baisse des rémunérations lors d'une mauvaise année agricole, devront, dans les premières années, ralentir le taux d'accroissement du fonds de consommation, en affectant une part aussi élevée que possible au fonds de garantie des salaires.

Les organismes d'Etat et les coopératives agricoles doivent fixer de concert le taux d'accumulation, en visant à préserver, pour les ressources intérieures, de la coopérative également, l'accroissement prioritaire du fonds d'accumulation par rapport au fonds de consommation, mais sans abaisser le niveau moyen des salaires des deux ou trois dernières années.

En ce qui concerne le crédit bancaire à long terme à des fins d'investissements fondamentaux, il sera remplacé dans toutes les coopératives de cette zone par la participation financière de l'Etat. Pour les frais de production qui ne sont pas couverts par les fonds circulants des coopératives et de l'Etat, que l'on continue à pratiquer le crédit à court terme, comme on le fait pour les entreprises agricoles.

En procédant de cette manière, plus tard, lorsque seront créées les conditions économiques et sociales qui conduiront à la conversion d'une coopérative en entreprise agricole, la valeur des moyens principaux (bâtiments, machines, vergers, bétail en croissance, etc.) ne devra pas, de façon générale, être distribuée aux membres. Parmi les principaux moyens, les bêtes de rapport sont les seuls dont la valeur sera distribuée entre les membres. On pourra aussi leur distribuer la valeur des produits agricoles et pastoraux stockés, la part non utilisée du fonds de garantie des salaires et celle de quelque autre élément.

— **Dans le domaine des rapports d'échange,** des améliorations sont possibles dans certains principaux domaines. Graduellement, on devra tendre à modifier les méthodes de stockage, de conservation et d'élaboration des céréales panifiables. Le but à atteindre progressivement doit être de ne laisser aux coopératives que les grains devant servir comme semences et pour l'alimentation du bétail, alors que le reste doit être remis à l'Etat, qui prendra à sa charge l'approvisionnement des coopérateurs en pain, comme il le fait pour les travailleurs des entreprises agricoles, contre paiement, en utilisant pour cela les boulangeries des coopératives agricoles.

Dans le cadre de cette action, on devra étudier les possibilités de faire passer les produits de grande production, blé, maïs, coton, riz, tournesol etc., ou les légumes, les pommes de terre et les fruits, directement des champs dans certains centres de stockage par groupes de coopératives, où ils seront élaborés et manipulés par les entreprises de stockage ou de commerce. Ce travail fera apparaître la nécessité de revoir certaines exigences de qualité ainsi que les prix des produits stockés en ayant en vue que les frais d'élaboration soient couverts par les exploitations productrices.

La planification de l'approvisionnement matériel et technique et la fixation de la base sur laquelle porteront les investissements et les frais de production dans la zone en question, doivent, pour les coopératives agricoles également, reposer sur des fondements plus scientifiques et être garanties.

B. Les rapports entre les coopératives et leurs membres

Parallèlement à cette intensification toujours plus marquée, à l'accroissement de la production et au perfectionnement des rapports entre l'Etat et chaque coopérative, les rapports entre la coopérative et les coopérateurs tendront eux aussi à se modifier.

L'objectif visé doit être que les coopérateurs, du point de vue de la rémunération du travail, des formes de salaire, de la sécurité sociale, de l'approvisionnement en produits alimentaires et de la satisfaction de leurs besoins en services vitaux, atteignent graduellement les conditions des ouvriers agricoles.

Le niveau de la rémunération des coopérateurs doit aller sans cesse croissant pour atteindre le niveau des salaires des ouvriers agricoles. En cela il faudra considérer aussi bien les possibilités de garantir les salaires, que la priorité à accorder à la création du fonds d'accumulation (comme on l'a dit plus haut). Graduellement, il faudra élever aussi le niveau des avances faites dans le courant de l'année. Toutes les réalisations accomplies seront le fruit du travail et seront rémunérées à raison du travail. Nous créerons nous-mêmes les biens matériels. De même, les mesures fixées pour la mise en troupeau des vaches et le rétrécissement du lopin personnel devront être entièrement mises en oeuvre et prioritairement dans la zone qui est l'objet de cette étude. Ainsi, parallèlement à l'élévation du niveau de la rémunération des coopérateurs, diminueront proportionnellement les revenus des lopins personnels des coopérateurs.

Dans cette zone on tendra progressivement à faire en sorte que l'Etat prenne en charge la commercialisation de certains articles alimentaires qui sont aujourd'hui commerces par les coopératives (pain, légumes, lait, etc.), ainsi que les services communaux et vitaux, comme cela se pratique pour les centres habités dans les entreprises agricoles.

C. Les rapports de direction et d'organisation du travail et de la production

Les tâches que nous nous sommes fixées pour le développement accéléré des forces productives ainsi que l'imbrication des rapports économiques et sociaux de la propriété de groupe avec ceux de la propriété d'Etat, exigent que des mesures soient également prises dans le domaine de l'organisation et de la direction, afin d'étayer au mieux ce processus de développement et de transformation.

En premier lieu, il est nécessaire d'exploiter le plus efficacement possible les possibilités que créent l'intensification de l'agriculture et le perfectionnement des rapports de production dans cette zone de plaine, afin de réaliser une concentration et une coopération à plus grande échelle et reposant sur de solides bases scientifiques, cette coopération pouvant en certains cas dépasser les limites de telle ou telle coopérative.

La planification dans ces coopératives agricoles doit prendre la forme d'une directive d'Etat, obligatoire, et ne pas avoir celle, qui est la sienne aujourd'hui, d'une simple recommandation. De même, le contrôle par les organismes d'Etat du processus de réalisation du plan, pour les calculs prévisionnels, les frais de production, les encaissements et l'utilisation des rentrées, doit se renforcer constamment et rejoindre progressivement le niveau atteint dans les entreprises agricoles.

Sans perdre de vue la perspective, il faut tendre à mettre en oeuvre des formes d'organisation internes qui se rapprochent de celles des entreprises agricoles les plus avancées (dimensions optimales des secteurs respectifs, tâches et attributions, ordre de grandeur et spécialisation des équipes, etc.)

Dans cette zone il faudra également effectuer des investissements au titre des fonds fixes d'une valeur matérielle considérable et d'une technologie plus avancée, ce qui exigera le renforcement des organismes existants au service de l'agriculture, et ira peut-être jusqu'à la création d'entreprises particulières de construction ou à l'application d'autres formes plus appropriées. L'application de la directive du Parti qui demande d'accélérer l'intensification de la production et le perfectionnement des rapports de production sur un vaste territoire, exige un soin accru et un travail d'organisation et de direction des organes et des organisations du Parti, des organismes d'Etat et économiques, à tous les niveaux. En ce domaine, il se révélera peut-être nécessaire de suivre de plus près, de façon plus concentrée, les mesures qui seront prises dans cette zone.

Dans cette orientation, je vois pour ma part une étape transitoire du renforcement de notre système socialiste dans l'agriculture et de la transformation des coopératives agricoles de zones de plaines en entreprises agricoles. Ce sera là un grand succès.

Cela ne veut nullement dire que nous négligerons les zones de montagnes. Au contraire. Par ces mesures même nous créerons de grandes possibilités matérielles pour aider aussi les zones de montagnes (ce que nous devons faire absolument), car il y vit une grande partie de la population de notre pays et il s'y trouve une part considérable de nos terres arables.

L'intensification de la production et, étroitement lié à elle. Le perfectionnement des rapports de production dans la zone concernée dans cette étude, doivent reposer sur les possibilités générales de l'économie et sur les besoins d'un développement ultérieur de la production dans le reste des zones de plaines et dans celles de collines et de montagnes. Les investissements et les ressources supplémentaires doivent être prélevés dans le cadre de notre économie dans son ensemble et non pas à travers une redistribution des quotas du plan quinquennal propre à l'agriculture, car cela diminuerait ses rythmes de développement dans les autres zones, ce qui doit absolument être évité.

A l'intérieur de la zone concernée il faudra donner la priorité à la satisfaction des besoins et à l'exécution de leurs tâches des entreprises agricoles existantes, afin qu'elles soient à l'avant-garde et un exemple permanent à tous égards pour les coopératives, car aujourd'hui certaines d'entre elles ne le sont pas.

L'étude qui nous est soumise pour une superficie de plus de 100 000 ha, a besoin, à mon avis, d'être approfondie sur certains problèmes, comme l'accroissement de l'efficience, le délai d'amortissement des investissements, etc. C'est dans ce cadre qu'il faut considérer dans son ensemble la marche de la reproduction élargie dans cette zone.

Le traitement entier de ces questions et des autres problèmes qui peuvent surgir au cours de leurs études et de leur solution, permettra de faire en sorte que le développement des forces productives et le perfectionnement des rapports de production dans toute la zone concernée se réalisent comme il se doit et servent de base aux futurs progrès qui seront accomplis pour le développement du régime coopératif et de toute la vie de nos villages socialistes. La marche de ce processus doit être suivie de façon continue et il nous faudra en réélaborer périodiquement certains éléments particuliers pour pouvoir avancer d'un pas sûr et bien dirigé dans la mise en œuvre de ces nouveaux objectifs que nous fixons.

II

24 avril 1982

Les directives du VIII^{e} Congrès pour l'intensification prioritaire de l'agriculture dans la majeure partie de la zone de plaine littorale du pays exigent que nous examinions plus à fond ce problème et menions un travail mieux étudié, surtout maintenant que nous sommes en train de concrétiser et d'exécuter ces directives. Inspirés par les décisions du Congrès, les travailleurs de l'agriculture dans tout le pays se sont attelés à la tâche pour réaliser les objectifs du septième quinquennat. Dans cette zone concernée également, s'affirment et se concrétisent dans la pratique les orientations du Parti en vue de l'intensification prioritaire de l'agriculture.

Malgré tout, l'étude que nous sommes en train d'examiner nous conduit à la conclusion que si nous avons défini les grandes orientations pour l'intensification de notre agriculture, toutes les questions n'ont pas été comprises comme il se doit. C'est pour cela que nous avançons par à-coups en cette question, tant pour définir les moyens supplémentaires qu'il convient de mettre en oeuvre à cette fin, que pour la solution de nombreux autres problèmes. Après les débats qui ont eu lieu ici, je désirerais indiquer une nouvelle fois comment il faut comprendre l'intensification de l'agriculture dans cette zone, et à cet égard comment il faut réétudier et réélaborer ce travail jusque dans ses fondements afin d'élucider et de décider clairement les mesures à prendre dans une prochaine réunion du Bureau politique...

En premier lieu, il doit être bien clair que les organismes de l'Etat et de l'économie ne doivent nullement concevoir l'intensification prioritaire de l'agriculture dans les zones de plaines littorales comme si le problème de l'intensification ne se pose actuellement que pour ces zones-là. Une telle conception de l'intensification, non seulement est politiquement fausse, mais elle ne donnera pas non plus de résultats économiques. Du point de vue politique, cette façon de voir les choses aurait des effets fâcheux sur l'état d'esprit de la paysannerie coopérée des autres zones. Les paysans pourraient se demander pourquoi l'on favorise les coopérateurs de cette zone alors qu'aucune mesure n'est prise en leur faveur. C'est à quoi nous devons nous attendre si nous concentrons tous nos efforts sur cette zone et relâchons notre attention pour le reste de notre agriculture. Du point de vue économique également, on ne peut réaliser les objectifs fixés pour l'accroissement des productions agricoles et pastorales, en ne concentrant ses efforts que sur cette zone de plaines littorales d'environ une centaine de milliers d'hectares, alors que dans le reste du pays nous avons quelque 600 à 700 mille hectares de terres arables où vit et travaille la majorité écrasante de la paysannerie coopérée...

C'est dans cette optique qu'il faut également considérer la répartition de la base matérielle et technique. Montrons-nous très attentifs à cet égard et que l'on ne se mette pas à penser qu'on se trouve en «pays de cocagne», à avancer des demandes non calculées et, puisque cette zone doit être «intensifiée», à lui fournir trois fois plus de moyens mécaniques qu'à une autre, pourtant chargée elle aussi de tâches importantes pour l'accroissement de la production.

... L'intensification est en soi une idée très avancée et d'extrême importance, mais aussi fort complexe. Les moyens nécessaires existent-ils pour réaliser immédiatement ce projet de si grande portée? Les calculs font apparaître qu'ils n'existent qu'en partie. Aussi, si l'on n'étudie pas de façon approfondie cette idée avancée, si l'on ne pense pas à la manière dont on se procurera et où on trouvera ces moyens, si l'on ne définit pas bien ceux que l'on doit et l'on peut se procurer sur place, et si l'on ne se pose pas bien d'autres questions de ce genre, l'intensification risque d'être freinée; ou encore on ira de l'avant, mais des facteurs entravants nous empêcheront d'atteindre en temps voulu les objectifs fixés.

Pour traduire dans les faits ce projet sur une superficie de quelque 100 000 ha, il est nécessaire, entre autres, de creuser des canaux. Pour ce travail il faut des excavatrices et d'autres engins. Alors la question se pose naturellement: Où les trouverons-nous et peut-on les produire dans le pays? Et puis, nous aurons aussi besoin de tubes, de ciment, de gravier, de pierres, de véhicules de transport, autrement dit d'une importante base matérielle. Il faudra aussi construire de nouvelles routes carrossables, etc. C'est pourquoi le ministère de l'Agriculture doit bien se saisir de ce problème et soumettre au Gouvernement des projets clairement définis, en indiquant que l'intensification des cultures sur cette superficie, devra être menée conformément à un plan: tant la première année, tant la deuxième et ainsi de suite et que cela nécessitera tels et tels moyens matériels que le ministère demandera à inclure dans le plan. Il s'agit aussi que, à part les branches et les secteurs concernés, le Comité central et le Gouvernement s'intéressent, eux aussi, à la réalisation des orientations et des directives données, afin que la base soit aidée à les mettre concrètement en application...

Un autre problème fondamental qui me semble ne pas avoir été justement compris, consiste en ce que dans la zone de plaines littorales, ces besoins de moyens matériels ne doivent pas être pris en bloc, uniformément, mais être étudiés en détail, à partir des rendements obtenus par chaque exploitation agricole. Cela nous conduira à la juste conclusion que la base matérielle que nous avons planifiée ou qui est nécessaire pour cette zone, ne doit pas être répartie en parts égales entre toutes les exploitations, mais être différenciée, de manière qu'une part supérieure de moyens matériels soit allouée aux exploitations ou aux secteurs à rendements inférieurs, mais qui possèdent les conditions requises pour s'élever au niveau des rendements envisagés dans cette zone ou réalisés actuellement par les exploitations, secteurs ou brigades avancés...

Ainsi donc, sur l'ensemble de cette zone, qui est de quelque 100 000 hectares, nous pourrons, au cours du septième quinquennat, ne pas distribuer de moyens matériels supplémentaires par exemple sur 35 à 40 000 hectares, où le niveau d'intensification recherché a déjà été atteint avec les moyens qui y sont engagés aujourd'hui. Les moyens supplémentaires fournis pourront ainsi être utilisés pour hâter l'intensification des autres surfaces, en sorte qu'elles atteignent le niveau de celles où l'intensification est aujourd'hui le plus élevée. Naturellement, l'intensification ne finit jamais, mais en ce domaine nous devons faire nos calculs comme je viens de l'indiquer, sinon nous n'obtiendrons pas de bons résultats.

Dans l'ensemble de la zone concernée, il est certaines mesures à prendre nécessairement par toutes les exploitations, sans égard aux rendements plus ou moins élevés qu'elles ont obtenus. Quelles sont ces mesures? Tout d'abord les travaux de drainage. Nous devons les poursuivre. Il se peut que dans les exploitations à hauts rendements ils soient déjà faits, et ils seront donc superflus, mais dans les autres, là où ils ne l'ont pas été, il faudra absolument les faire. Et nous devons décider où nous les ferons. Le taux d'irrigation, lui, dépend beaucoup de notre potentiel économique et matériel. Si nous avons la possibilité d'irriguer toute la zone concernée dans une mesure satisfaisante, je pense qu'il faudra le faire. En ce qui concerne les fumures, la mécanisation, l'emploi de tracteurs et de moissonneuses-batteuses ou d'autres appareils complexes pour les travaux agricoles, il conviendra de faire des différenciations dans chacun de ces domaines. Venons-en maintenant plus concrètement et plus largement au mot d'ordre que nous avons lancé: «Rattrapons les plus avancés». Dans l'effort pour rattraper les plus avancés, un grand rôle revient en premier lieu aux coopérateurs eux-mêmes, à leur niveau de conscience, mais les moyens mis en oeuvre, les semences, les eaux, etc., y ont aussi une part importante. C'est pourquoi nous devrons pour un temps nous abstenir d'aider les exploitations qui ont déjà atteint de hauts rendements dans une zone ou une coopérative déterminée, même s'il y existe la volonté de progresser encore, et prendre des mesures pour favoriser d'autres zones et coopératives. Nous devons laisser pour un temps les exploitations qui ont atteint des rendements élevés continuer d'obtenir des rendements de l'ordre de 70 quintaux par hectare pour le maïs, et nous contenter que, avec l'expérience acquise et la base qu'elles se sont créées, elles renforcent leur stabilité et augmentent tant soit peu leur production.

Sur des surfaces limitées de la zone concernée par cette intensification prioritaire et avec les moyens qui ont été fixés, nous avons réussi à obtenir d'excellents rendements. Si nous adoptons, et nous devons le faire, des mesures pour intensifier certaines parties de cette zone, ce qui ne se fera pas en un an, mais en cinq, et si l'aide en moyens matériels n'est pas partagée également, mais selon une différenciation correspondant aux exigences respectives de ses différentes parties, nous verrons que sur l'une d'entre elles on atteindra les rendements souhaités à la fin du quinquennat, sur une autre à la fin de la quatrième ou de la troisième année du quinquennat, et dans l'ensemble toute la zone atteindra les rendements prévus. Que l'on me comprenne bien. Lorsque, dans la zone concernée, nous définirons les surfaces où les cultures ne sont pas encore intensives, nous devrons aussi fixer proportionnellement les possibilités que nous leur fournirons. A l'intérieur de cette zone les conditions diffèrent: ici elles sont favorables, là elles le sont moyennement, ailleurs encore elles le sont moins. Nous commencerons par les surfaces qui ont des conditions moins favorables, puis nous passerons à celles de conditions moyennes pour en arriver à la fin du quinquennat à celles où les conditions sont les meilleures. Ainsi l'intensification atteindra plus ou moins le même niveau dans toute la zone.

Cette action ne peut donc être menée à bien si elle n'est pas bien étudiée. Il faut pour cela que les spécialistes de la base y participent concrètement, et leur participation est décisive. Il est indispensable que ceux-ci soient bien écoutés et que l'on débatte longuement des questions avec eux. C'est seulement ainsi que nous, la direction du Parti, nous serons sûrs de ce que nous avons dans notre sac et, comme on dit: «Nous mesurerons notre vol à nos ailes». Et ces «ailes» doivent être sûres, car nous traversons des situations internationales difficiles et l'on ne peut avancer en faisant des promesses qui risquent de s'avérer fausses. Les possibilités sont grandes, mais nous gardons encore des potentialités inexploitées. Nous devons bien comprendre la situation internationale et les graves menaces qui pèsent sur l'Albanie. Dans la réalisation de nos tâches soyons très rigoureux, méticuleux et révolutionnaires, il n'y a pas d'autre moyen d'aller de l'avant. Demain nos ennemis sont capables de commettre contre nous une provocation, nous devons donc dès maintenant augmenter nos réserves, surtout nos réserves alimentaires, mais aussi celles de certaines marchandises et moyens matériels des plus indispensables. Envisageons donc aussi des temps de danger.

Tout notre travail dans l'agriculture, qui est un travail vaste et complexe, doit être envisagé en bloc. Lorsque nous prenons des mesures pour augmenter une production, nous devons être vraiment certains que cette augmentation est indispensable et qu'elle est du niveau requis. Nous ne vivons pas dans l'abondance. Mettez-vous bien cela dans la tête! Nous faisons des sacrifices d'un côté pour satisfaire un besoin absolument indispensable, de l'autre, et c'est surtout le cas dans l'agriculture, qui est la base de l'économie.

C'est pourquoi le projet de décision qui sera soumis au Bureau politique doit comporter une étude sérieuse et concise de cette question, il devra définir le nombre d'hectares de terres à cultiver suivant des méthodes intensives dans cette zone et les superficies qui y sont déjà cultivées ainsi. Cela, devra donc être clairement défini. De même, il faudra fixer la quantité de produits à recueillir dans les zones concernées sur un certain nombre d'hectares, et les rendements visés pour la troisième, la quatrième et la cinquième année du plan quinquennal. Autrement dit, certains éléments doivent être établis dans le projet de décision, afin que, lorsqu'on s'attellera à la réalisation de cette tâche, ces éléments servent de points de repère, car c'est cette décision que l'on s'appliquera à traduire dans les faits. Au moment d'établir les rendements, il faudra avoir soin de ne pas fixer un rendement moyen pour tout le pays, mais le rendement visé pour la zone concernée. Il s'agit en effet d'une décision particulière que nous prenons pour cette zone...

Le problème de l'agriculture, je le répète, reste pour nous total. Nous devons réaliser les objectifs du plan et les dépasser, car nous avons de multiples possibilités et d'abondantes réserves potentielles pour le faire. Persuadons-nous que ces réserves doivent être mises au jour sans égard à cette décision que nous prendrons. Ce que nous cherchons à réaliser par là sera un apport supplémentaire. Et tout cela doit être fait sans dénuder nos collines ni aux dépens de zones pour le moment exclues de ce projet d'intensification, mais au contraire en les aidant afin que l'agriculture tende à s'y intensifier aussi.

L'intensification des cultures s'est engagée dans une bonne voie, et des efforts sérieux sont déployés dans ce sens. Ils doivent être poursuivis. Ne nous contentons donc pas des rendements que nous obtenons en blé ou en maïs hybride, mais appliquons-nous à obtenir des résultats analogues pour les autres céréales et cultures, mais surtout dans le domaine de l'élevage. En ce qui concerne l'intensification de l'élevage je tiens à indiquer qu'il est indispensable de ne pas relâcher notre action en matière de plantes fourragères, afin d'en obtenir la quantité requise non seulement dans cette zone, mais dans toute l'Albanie. En cette matière nous devons réaliser notre plan et atteindre les rendements projetés. Il nous est indispensable pour cela d'intensifier à tout prix la base alimentaire. Si des mesures s'avèrent nécessaires pour intensifier cette base dans certains autres districts à élevage concentré, il faut le faire. A Lezhë, par exemple, nous avons des objectifs à atteindre en ce domaine et nous devons donc penser à intensifier la base alimentaire destinée au bétail dans ce district. Mais où nous la procurerons-nous? Celle que l'on peut obtenir dans les plaines ou les collines de la région de Lezhë est-elle suffisante? Assurément non. Il nous faut donc prendre des mesures pour nous la procurer.

Ce problème n'est pas dissocié des autres problèmes de l'intensification. L'intensification dans les plaines doit porter en partie sur les cultures fourragères, et en partie sur les cultures maraîchères. L'alimentation en légumes est très importante pour l'homme, et elle nous permet de faire aussi des économies de pain. Certes, nous devons assurer notre pain en augmentant notre production céréalière, mais aussi économiser nos céréales en nous alimentant le plus possible de légumes, de fruits et de produits de l'élevage. Il nous faut donc en produire davantage, et pour ce faire nous devons prendre des mesures par exemple pour obtenir 400 quintaux de tomates par hectare. Ces rendements ne peuvent être atteints sans de nouveaux investissements. Nous avons en outre fait des investissements pour les vaches, nous en avons bien entretenu certaines, mais nous en avons laissé dégénérer. Les semences aussi se dégradent, car elles ont leur cycle. Nous devons passer à la production de semences de qualité, de semences hybrides, dans la quantité et de la qualité correspondant à nos besoins et à nos exportations, pour le marché intérieur, pour la fabrication de conserves, etc. L'effort fait dans ce sens est encore une forme d'intensification.

Pour conclure: Tout en nous basant principalement sur notre plan quinquennal, que nous devons réaliser à tout prix, il nous faut prendre des mesures pour intensifier les cultures dans certaines de nos plaines, afin que celles-ci aussi atteignent le niveau des zones les plus avancées, non seulement pour les cultures comme le maïs, le blé, le coton et les haricots, dont fait état l'étude qui nous est soumise, mais aussi pour les plantes fourragères et les légumes. A propos des moyens que nous avons affectés à l'intensification des cultures maraîchères nous devons avoir en vue qu'elles nécessitent des tracteurs et d'autres moyens mécanisés. C'est pourquoi, à cet ensemble de machines, j'entends les moissonneuses et les tracteurs, nous devons adjoindre d'autres appareils légers qui servent pour les semailles, le sarclage, pour la cueillette et le transport des légumes...

Vous voyez donc la multiplicité de problèmes que comporte l'agriculture. Ils sont si nombreux que malgré le grand désir que nous avons, nous ne pouvons tous les résoudre d'un coup. C'est justement pourquoi il faut beaucoup d'ordre et de clarté dans l'étude et la fixation des objectifs du plan.

Je pense que nous devons concevoir l'agriculture et les besoins du peuple dans leur ensemble. **Il est primordial que nous créions l'abondance, et les conditions appropriées à cette fin soient créées de manière scientifique, au moyen de rotations et de concentrations qui répondent aux exigences de la science et du sol.** La concentration et la spécialisation des cultures qui seront pratiquées largement dans cette zone, comme l'a montré entre autres l'expérience avancée de la coopérative agricole de Plasa[4], entraînent des modifications dans le développement de notre économie mais modifient aussi la vision des choses. Les anciennes conceptions font place graduellement aux conceptions nouvelles de la grande production socialiste. Par cette voie on combat aussi la vieille mentalité tendant à l'autarcie, en ce sens que l'on cherche à l'intérieur d'une même exploitation, à pratiquer toutes les cultures. Il y a quelques années cette tendance était encore plus marquée et elle se manifestait même au niveau de chaque équipe. La lutte menée contre la «mosaïque» de cultures sur des superficies réduites, doit maintenant s'étendre aussi aux manifestations d'autarcie pour des superficies plus importantes.

Naturellement, notre économie et notre agriculture socialistes sont dirigées conformément à un plan unique d'Etat. Les ennemis du Parti, afin de saboter l'expérience de Plasa, allaient jusqu'à dire «ou bien une structure des cultures conforme au plan, ou bien Plasa et sa rotation agricole»[5]...

L'adoption à grande échelle de l'expérience de Plasa ne peut naturellement se faire d'un coup de baguette, mais, comme nous l'avons dit, nous nous sommes trop attardés à appliquer cette expérience. Pour la mettre en oeuvre il convient de procéder habilement dans la détermination des diverses cultures. C'est ainsi que l'on pourra cesser une culture dans une exploitation et, suivant les nécessités de l'assolement, la pratiquer dans une autre. On peut procéder de la même façon au niveau de deux exploitations, et cela à plus forte raison quand, dans la zone concernée, il y a entre elles contiguïté territoriale. En pareil cas, comme l'ont indiqué les spécialistes, on peut élaborer des schémas de rotation qui soient applicables aux deux exploitations, même si elles sont distinctes sur le plan de l'organisation. Cela peut se faire davantage pour certaines cultures enrichissantes, comme par exemple la luzerne qui accroît la fertilité du sol, surtout le humus, la teneur en éléments nutritifs.

Ces formes d'action ont, à mon sens, un caractère partiel et peuvent être mises en oeuvre dans le cadre des tâches du plan au niveau du district ou encore de tout le pays. Toutes les exploitations agricoles sont appelées à s'occuper plus attentivement de ces problèmes, mais les districts et le Ministère de l'Agriculture, en collaboration avec la Commission du Plan d'Etat, ont à jouer un rôle particulier dans ce sens.

L'application des schémas scientifiques des rotations agricoles et la lutte contre l'autarcie doivent, à mon avis, être comprises aussi sur un plan plus large.

Je tiens également à dire que nous ne devons pas consommer dans le pays tout ce que nous produisons, mais en exporter aussi une partie et importer ce que nous ne produisons pas. Naturellement, on ne met pas ici en question la production, dans le pays, de notre pain et de tous les autres produits principaux. Mais si, en mettant mieux à profit nos conditions, nous arrivons à exporter de la viande, nous disposerons alors d'une arme pour importer ce

qui nous manque. Et il ne nous manquera pas grand-chose, à mon sens, si nous avançons au rythme que nous nous sommes fixé, avec le niveau scientifique et le courage qui sont les nôtres. Ce dont nous avons manqué jusqu'ici, nous le produirons dans le pays et nous aurons même des excédents pour nos exportations. Nous disposerons ainsi d'un grand potentiel économique pour manoeuvrer avantageusement avec le monde extérieur, pour développer encore notre industrie, notre agriculture et les autres branches de notre économie.

Dans le cadre des problèmes du développement et du progrès de notre agriculture dans la voie du socialisme, **la création des coopératives de type supérieur a constitué une mesure importante.** Maintenant que nous en sommes à la phase de l'intensification la plus poussée dans la zone de plaine, il convient d'étudier ce problème pour savoir comment doivent être classés ces coopératives, si elles doivent être considérées comme des exploitations à culture intensive ou non. L'Etat continuera-t-il de leur prêter son aide comme auparavant ou bien transférera-t-il maintenant cette aide aux autres coopératives afin qu'elles aussi se hissent au niveau des premières? En fait les coopératives de type supérieur ont désormais atteint un niveau de développement satisfaisant, et certaines d'entre elles en sont même au stade des entreprises agricoles, d'autres à un niveau légèrement inférieur, mais il en est aussi qui ont dépassé ce niveau. Dans les coopératives de type supérieur, que les investissements de l'Etat et ceux des coopératives elles-mêmes ont porté au niveau visé pour la zone concernée, l'Etat doit cesser de faire des investissements aussi importants qu'il y a faits jusqu'ici. Les fonds que nous avons prévus à des fins d'investissements doivent être répartis de manière différenciée, selon les besoins de chacune d'entre elles. Les fonds qui leur sont versés par l'Etat et sa participation directe à leur développement ont donné de bons résultats. Mais, l'Etat tout en diminuant les fonds qu'il octroie, ne demandera pas pour autant qu'ils lui soient remboursés. Etant donné que ces fonds ont été bien mis à profit, que ces coopératives ont atteint un haut niveau de développement et que le bien-être de leurs membres s'est élevé, il convient de leur fixer un taux d'accumulation différent de celui des autres coopératives et de leur faire couvrir une plus grande part d'investissements par leurs propres fonds. Pour les autres coopératives, l'Etat peut et doit accroître l'aide qu'il leur prête. C'est pourquoi lorsque sera faite la répartition des fonds et fixée l'aide à fournir par l'Etat, il faudra tenir compte, pour ce qui concerne les coopératives de type supérieur, de leur degré de développement et du niveau des rendements qu'elles ont atteint, et voir si ce niveau est proche du niveau des rendements et des revenus des entreprises agricoles des zones où l'agriculture sera ou est déjà intensifiée. Cela doit être judicieusement compris, car l'Etat de dictature du prolétariat ne travaille pas seulement pour les coopératives de type supérieur et pour ne permettre qu'à celles-ci d'améliorer le niveau de vie de leurs membres. Notre Etat se soucie aussi des autres coopératives. Toutefois les coopératives de type supérieur doivent maintenir et même élever le niveau qu'elles ont atteint, car elles en ont toutes les possibilités.

L'intensification des cultures dans les régions de plaines **ne doit pas perturber le régime actuel des coopératives agricoles.** Qu'est-ce que j'entends par là? On projette, par exemple, de pratiquer une agriculture intensive dans la plaine de Ndroqi. Cela nécessitera bien entendu des investissements. Mais la zone montagneuse de cette coopérative continuera de se développer avec l'aide que l'Etat ne cessera de lui fournir. Dans cette zone également on ira donc vers l'intensification de la production. La répartition des revenus par journée-travail et la constitution des divers fonds obéiront aux règles prévues par les statuts des coopératives. C'est là un problème très important dans le domaine des rapports de production.

On a également soulevé ici **le problème de la fabrication dans le pays des machines et équipements destinés à l'agriculture.** Quand on parle de cultures intensives il faut se dire qu'il s'agit d'obtenir, pour le maïs par exemple, un rendement de 60 à 70 quintaux par hectare sur une superficie de plus de 10 000 ou 20 000 hectares; il faut avoir aussi en vue que, dans un proche avenir, le développement de notre élevage nécessitera davantage de maïs et qu'il nous faudra donc consacrer des milliers de nouveaux hectares à cette culture. Sur d'aussi vastes superficies semées de maïs, le fauchage ne peut être effectué avec les seuls moyens dont on dispose aujourd'hui. Il est également impossible d'importer de l'étranger toutes les machines nécessaires pour la fauchaison du maïs, du blé, pour la cueillette des fruits, etc. Alors comment devrons-nous procéder? Il faut en entreprendre la construction dans le pays. Ce travail, sauf peut-être pour les moteurs, (encore qu'il existe chez nous quelques usines électromécaniques qui sont en mesure de les fabriquer) est donc réalisable. Il en va de même de bon nombre d'autres questions qui se rattachent à l'agriculture, qui n'ont pas été étudiées en temps voulu et qu'il convient donc d'étudier maintenant. Je dis cela, parce que mieux vaut tard que jamais et que dans les années qui viennent la situation de notre agriculture deviendra toujours plus favorable, sans parler d'autres problèmes qui ne manqueront pas de surgir, car nous n'avons pas seulement besoin de plus de faucheuses, mais aussi de plus de tracteurs. Outre le Combinat des autos et tracteurs de Tirana, qui est chargé de tâches très importantes pour l'agriculture, il convient de procéder à des études et de prendre les mesures qui s'imposeront pour renforcer nos usines de machines agricoles. Outre celle de Durrës, il faudra peut-être en consolider certaines autres. Mais combien a-t-on réfléchi à cette question et dans quelle mesure les possibilités ont-elles été créées pour un pareil pas en avant? Ce que l'on a dit également ici, à savoir qu'une bonne part des capacités de ces usines dans les districts sont occupées à la production de pièces de rechange et d'équipements pour l'industrie, ne me semble pas juste.

Dans le cadre de cet effort d'intensification de notre agriculture, l'accroissement des productions agro-pastorales partout en Albanie créera un autre grand problème, celui du transport. Nous continuons de lire dans les journaux que l'on observe encore des transports massifs parallèles à la fois routiers et ferroviaires, des chassés-croisés et des allées et venues inutiles. C'est pourquoi l'utilisation rationnelle des moyens dont nous disposons constitue en ce domaine une grande réserve potentielle qui intéresse aussi notre agriculture.

En outre, il est nécessaire de fabriquer plus de chars et de chariots. A part ces formes de transport par bêtes de trait, il va sans dire que le transport automobile est indispensable. Comme vous l'avez dit, on pourra importer quelques camions de l'étranger, mais il ne faut pas perdre de vue qu'il nous faut économiser le sol. En fait, la construction de routes nécessitée pour le transport des produits soustrait une partie du sol à la production. Il convient donc ici de bien calculer les choses, et de faire en sorte que la diminution de la production causée par l'affectation d'une partie de la surface productive à la construction de routes soit compensée par l'élévation des rendements. Néanmoins, nous nous résoudrons à construire ces routes, car le transport des produits agricoles par camion est plus rapide et occasionne moins de déchets. Je voudrais évoquer aussi une autre question qui est et à la fois n'est pas résolue; je veux parler des contrats entre les ministères intéressés et les coopératives. On constate que certains produits agricoles, surtout les légumes, les fruits, etc., ne sont pas toujours pris en livraison conformément aux clauses des contrats passés avec les ministères de l'Industrie et du Commerce. A mon avis, cette question doit être étudiée plus attentivement qu'elle ne l'a été jusqu'ici. Je pense même qu'il serait bien que chaque coopérative soit dotée d'un secteur qui s'occupe de la distribution des produits, de la conclusion des contrats et des conditions à satisfaire pour l'exécution de ces derniers...

Si j'ai évoqué ici certains de ces problèmes, ce n'est pas que tous doivent figurer dans l'étude qui sera refaite à propos de l'intensification prioritaire de notre agriculture dans la zone de plaine fixée. Nous délibérerons au Bureau politique sur les problèmes les plus fondamentaux que nous avons traités ici. Quant aux autres questions, le Gouvernement, les organismes concernés de l'Etat et de l'économie doivent prendre des décisions à leur sujet en même temps que les mesures concrètes appropriées pour appuyer le grand programme d'intensification de l'agriculture décidé par le VIII^{e} Congrès du Parti.

Publié avec des coupures d'après le numéro 3 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. Avec le développement et le renforcement de la propriété coopérative et sa conversion graduelle en propriété du peuple tout entier, le lopin personnel des coopérateurs, en tant qu'exploitation auxiliaire et temporaire de leurs familles, va progressivement vers son extinction complète. En novembre 1980, le CC du PTA, en s'appuyant sur les initiatives révolutionnaires de la paysannerie elle-même, prit la décision de réduire encore la superficie de ce lopin. Cette mesure tend à convertir ces parcelles en propriété du peuple tout entier, rattache plus étroitement l'intérêt personnel du paysan à l'intérêt général à l'avantage de ce dernier, et contribue à mieux satisfaire les besoins matériels des familles de coopérateurs.

2. Le VI^{e} Congrès du PTA (novembre 1971), afin d'accélérer les rythmes de développement de la production agricole et pastorale et de rapprocher toujours plus la propriété de groupe de la propriété du peuple tout entier, a émis la directive de faire des coopératives économiquement solides de la zone de plaines, des coopératives d'un type supérieur, où, bien que les rapports de répartition qui découlent de la propriété de groupe soient conservés, les formes de gestion et d'organisation du travail et les formes de rémunération sont proches de celles des entreprises agricoles (d'Etat). Par ailleurs, l'Etat y participe directement et à titre gratuit par des fonds et divers moyens.

3. Il s'agit de la mise en troupeau du bétail des familles de coopérateurs en tant que processus de profond contenu économique et social dans nos campagnes socialistes. Cette mesure, prise à l'initiative des coopérateurs eux-mêmes et à travers laquelle se perfectionnent l'organisation et l'administration collective du bétail du lopin des coopérateurs, qui conservent la propriété de ce bétail, permet de mieux satisfaire leurs besoins, renforce l'esprit de collectivisme et de solidarité socialiste et allège les familles de coopérateurs de tous les services exigés par la gestion individuelle du bétail.

4. Fondant la production agricole sur des bases scientifiques, la coopérative agricole de Plasa, devenue plus tard coopérative de type supérieur et aujourd'hui entreprise agricole, a réalisé dans la pratique pendant plusieurs années de suite, à travers la concentration et la spécialisation des cultures agricoles, ainsi qu'en appliquant l'assolement des rendements élevés dans les cultures et dans les productions animales, devenant ainsi une exploitation moderne avancée.

5. Thèse soutenue par l'ennemi du Parti et du peuple, Mehmet Shehu, et par sa bande, qui, de même qu'ils s'efforcèrent de manière camouflée de nuire dans d'autres domaines, cherchèrent à empêcher la modernisation et l'intensification de l'agriculture et à saboter les justes décisions du Parti pour le développement des campagnes.

II. Documents du VIII[e] Congrès du PTA

RAMIZ ALIA — LE STADE ACTUEL DE NOTRE DÉVELOPPEMENT SOCIALISTE EXIGE QUE L'ACTION DU PARTI SOIT PORTÉE À UN PLUS HAUT NIVEAU SCIENTIFIQUE

Intervention au VIII[e] Congrès du PTA

Après avoir parlé de l'importance du VIII[e] Congrès du PTA en tant qu'événement historique de la vie de notre peuple, le camarade Ramiz Alia a poursuivi:

... Notre pays est engagé maintenant dans une nouvelle phase de la construction socialiste, caractérisée non seulement par un plus haut niveau de développement des forces productives, mais aussi par une plus grande maturité des rapports économiques et sociaux, par un perfectionnement plus poussé de toute la superstructure de la société et par une plus parfaite concordance de cette dernière avec la base économique du socialisme. Notre société est aujourd'hui une société socialiste authentique, où les lois et les principes du socialisme sont répandus et agissent pleinement partout.

Ces nouvelles conditions socio-économiques, les réalisations accomplies jusqu'ici constituent une grande source d'inspiration et une puissante base matérielle et organisationnelle pour aller de l'avant à pas sûrs dans notre voie socialiste. Notre Congrès, comme l'indique le rapport présenté par le camarade Enver Hoxha, se fondant sur ces réalisations, soumet au Parti et à notre peuple un vaste programme pour le développement futur de notre pays. La réalisation de ce programme exige une mobilisation totale de toutes les énergies intellectuelles et physiques des gens de chez nous.

Notre économie n'en est plus au stade qui était le sien il y a encore cinq ans. Elle a pris maintenant de grandes proportions, gagné beaucoup en complexité, la division du travail, la spécialisation et la coopération ne cessent de s'y accentuer. La production utilise toujours plus une technique et une technologie modernes. Les facteurs intensifs prédominent toujours plus dans le développement de notre économie. Quelques données suffiront pour l'illustrer.

Au cours du nouveau plan quinquennal, le produit social annuel sera une fois et demie supérieur au produit de la dernière décennie. Les investissements prévus pour ce seul quinquennat sont d'une valeur égale à tous ceux qui ont été faits dans la vingtaine d'années allant de 1951 à 1970.

Les dimensions des nouveaux établissements industriels vont sans cesse croissant, ainsi que leur niveau technique et technologique. De puissantes centrales hydro-électriques, sont en train d'être construites, notamment celle de Koman,[1] dont la construction nécessitera des investissements d'une valeur dix fois supérieure à ceux qui ont été engagés pour le combinat textile «Staline» de Tirana. Au cours des cinq années à venir il sera extrait quelque 30 millions de tonnes de minerais, soit deux fois plus que pour le quinquennat précédent, et ces minerais seront enrichis dans une proportion de 40 à 80 pour cent.

D'importants changements auront lieu dans la structure des diverses branches de la production, transports, industrie légère, industrie mécanique, etc. Cette dernière s'engagera sur une plus grande échelle dans la production de machines et d'équipements, supérieurs en volume de 60 pour cent à la production correspondante du quinquennat précédent. Dans chaque branche et dans chaque secteur, et de quelque angle qu'on les regarde, les tâches que pose le Parti pour le septième plan quinquennal, mais aussi celles qui portent sur une perspective plus lointaine, apparaissent dans leurs immenses dimensions et avec leurs exigences sur le plan qualitatif. C'est ce qu'illustre entre autres l'objectif fixé d'intensifier à bref délai notre agriculture dans toute la zone de plaine du pays. C'est ce qu'illustre aussi le fait que les directives du Congrès prévoient, pour le nouveau plan quinquennal, que 46-48 pour cent de l'accroissement de la production industrielle soient obtenus par la seule élévation de la productivité du travail, alors que dans notre agriculture plus de 90 pour cent de la production proviendra de l'élévation du rendement des cultures et de l'élevage.

Notre pays se trouve aujourd'hui à une phase avancée de la construction socialiste, où la qualité, la rentabilité et l'efficience sont exigées non seulement dans l'industrie, l'agriculture, la construction et d'autres secteurs de l'économie, mais dans tous les domaines, l'instruction et la culture, la préparation militaire, le travail du Parti, et notre activité sociale et étatique dans son ensemble.

Il est exigé un travail créateur plus intense, de haut rendement, et reposant sur des fondements scientifiques, de tous, mais surtout des cadres et des membres, du Parti. Ainsi serons-nous en mesure d'ouvrir de nouveaux chemins et de trouver des solutions justes et plus exactes aux problèmes qui surgissent de la vie, de diriger constamment, dans la juste voie, le processus de la construction socialiste.

Nous devons considérer et réaliser sur un plan plus large, les nouvelles tâches et les exigences qualitatives que pose le rapport du camarade Enver Hoxha. Il faut les regarder en étroite liaison avec les grandes possibilités qu'offre notre économie développée et notre ordre socialiste, avec les situations dans lesquelles nous travaillons

et nous luttons et avec les nouveaux horizons que nous ouvre le progrès scientifique et technique. Il nous faudra réaliser des améliorations dans tous les domaines, mais les grandes tâches que nous assumons exigent de grandes solutions, d'un niveau plus élevé. Elles ne peuvent être réalisées avec de petits changements. Nous continuerons, d'autre part, de stimuler et d'encourager à la fois les initiatives partielles et les innovations relativement simples. Mais nous devons tous avoir clairement à l'esprit qu'aujourd'hui il est nécessaire que nous nous attaquions sur une plus grande échelle et plus hardiment à la solution des grands problèmes, afin de réaliser des transformations et des améliorations plus profondes dans la technique et la technologie, dans l'organisation et dans la gestion.

Cette question doit être bien comprise avant tout par le Parti, par ses organisations et par tous les communistes. Nous devons regarder le rôle de direction, d'organisation et d'éducation du Parti dans son évolution continue, en le rattachant étroitement aux grandes tâches que nous avons devant nous, aux exigences croissantes de la société socialiste, aux situations que nous vivons. Le travail même du Parti doit être porté à un niveau plus élevé, devenir plus qualifié, revêtir toujours plus un caractère scientifique. L'activité politique, idéologique, économique, culturelle intense qui se déploie dans notre pays sous la conduite du Parti, ne peut être suivie ni dirigée avec un travail superficiel, étriqué, fermé dans les appareils, au moyen de méthodes et de formes de travail qui ont fait leur temps.

Le Parti doit inspirer et stimuler chez tous les communistes et chez tous en général la passion de l'étude, le désir d'acquérir toujours plus de savoir et de culture, de développer partout l'esprit créateur et novateur. Il doit combattre la routine, la médiocrité, abattre toutes les barrières bureaucratiques et tout autre obstacle dans la voie du développement et du progrès du pays.

Les communistes et les cadres dirigeants, partout où ils travaillent, dans les organes centraux ou locaux, dans les entreprises économiques ou dans les institutions sociales et culturelles, doivent se montrer des organisateurs et des spécialistes capables dans leur propre secteur, des hommes d'étude et des créateurs. Et cela constitue un vaste champ d'action pour les organisations du Parti. Elles doivent faire en sorte que dans le domaine de l'organisation et de la direction, de la méthode et du style de travail, soient enregistrés également des transformations et des progrès continus. La rationalisation des méthodes de direction contribuera grandement à accroître la production et la productivité du travail. Comme l'a dit le camarade Enver Hoxha, celles-ci peuvent être obtenues sans de nouveaux investissements. L'organisation et la direction sont devenues aujourd'hui une vraie science, que les hommes du Parti, du pouvoir et de l'économie, doivent connaître et assimiler.

Notre société exige aujourd'hui et elle exigera toujours plus à l'avenir des gens instruits, capables de faire un travail productif de haut rendement et de qualité, d'organiser et de diriger sur des bases scientifiques, avec une compétence professionnelle, les affaires du Parti et de l'Etat, de l'économie et de la culture, de l'armée et de la défense. Les qualités morales et politiques, la fidélité et le dévouement envers le peuple et le socialisme doivent aller de pair avec le savoir, la culture et la capacité professionnelle. Ainsi les fonctions de direction sont et seront confiées aux personnes les plus dévouées, les plus capables et les plus méritantes, en mesure de s'acquitter avec succès de toutes les tâches qui leur sont assignées.

Beaucoup des défauts et des faiblesses que l'on observe dans notre économie, dans notre culture et dans d'autres domaines, pas mal des difficultés qui surgissent devant nous, proviennent aussi de l'horizon étroit, des conceptions conservatrices et artisanales, de la méconnaissance et de la transgression des lois de la science, du manque d'habileté pour s'adapter en temps voulu aux transformations qu'apporte le progrès socialiste dans tous les domaines. Pour que la situation change il faut que changent aussi les conceptions, que changent les mentalités. Il est nécessaire de mieux apprécier l'importance de la science, son pouvoir, le grand rôle qu'elle joue dans le développement du pays. Il faut appliquer scrupuleusement les normes du Parti, qui recommande d''écouter et de respecter la pensée des masses, la pensée scientifique avancée et qualifiée. Et lorsque le Parti parle de pensée scientifique et de travail scientifique, il n'entend pas par là qu'il faut invoquer la science à tout bout de champ. Il s'agit d'organiser et de diriger le travail concrètement sur des bases scientifiques, en encourageant et en aidant les ouvriers avancés, les spécialistes et les cadres à se livrer à des recherches et à des études, à expérimenter et à appliquer les données de la science. La vraie science est celle qui modifie, transforme, pour les porter à un stade plus élevé et plus avancé, une technique, une technologie, une production, une méthode de travail, qui apporte des connaissances et des conclusions nouvelles, qui trouve les voies les plus efficaces pour l'exploitation rationnelle des matières premières, pour l'élévation des rendements et l'allégement du travail des hommes.

Le stade actuel de développement socialiste de notre pays exige que le travail du Parti auprès des hommes, surtout son travail d'éducation, soit, lui aussi, porté à un haut niveau, qu'il soit conçu plus largement et réalisé par des voies et moyens divers. Il convient en particulier d'attacher de l'importance à l'élévation de la conscience politique et idéologique des travailleurs. Pour nous, c'est là un problème capital, car dans les conditions d'un petit pays comme le nôtre, encerclé de nombreux ennemis, qui exercent sur nous une forte pression dans tous les domaines, la résistance morale des gens de chez nous, leurs convictions idéologiques, la clarté de leurs vues

politiques représentent une grande force, une force invincible, capable de faire front à toutes les difficultés et à toutes les situations. C'est là un facteur décisif qui assure la liberté et l'indépendance, qui défend les victoires de la révolution, qui fait avancer la cause du socialisme. Si en Albanie la révolution et le socialisme ont poussé de profondes racines et continuent d'avancer, cela est dû, avant tout, au fait que notre Parti a éduqué et formé des gens pénétrés d'idéaux révolutionnaires et de profondes convictions socialistes. Le rapport du Comité central, présenté par le camarade Enver Hoxha, met particulièrement en relief l'importance qu'il y a à raffermir chez les gens la conviction de la supériorité du socialisme, de sa vitalité et de son avenir. Cela est dicté aussi par la nécessité de tenir tête à l'agression effrénée de la bourgeoisie et de l'opportunisme international contre le socialisme, contre ses principes et ses victoires. Prenant pour prétexte la trahison révisionniste et la dégénérescence bourgeoise de l'Union soviétique et des autres anciens pays socialistes, la réaction anticommuniste a mobilisé toutes ses forces pour propager l'esprit de pessimisme et de désillusion, pour déprécier les idéaux révolutionnaires et assombrir la perspective socialiste. Elle cherche à accréditer l'idée que le retour en arrière, au capitalisme, comme cela s'est produit en Union soviétique, est une loi objective.

En réalité, ce qui s'est produit en Union soviétique est un écart par rapport aux positions du socialisme, et non pas une loi de son développement. La contre-révolution révisionniste ne découle pas inévitablement de la nature de l'ordre socialiste, comme la révolution découle de la nature de l'ordre capitaliste. Le révisionnisme est le résultat de la pression bourgeoise intérieure et extérieure, des lacunes et des faiblesses dans la trempe idéologique et politique des gens, du défaut d'application conséquente des principes du socialisme.

L'Albanie socialiste, la construction heureuse du socialisme dans notre pays est un grand exemple, qui réfute les calomnies et les attaques de la propagande bourgeoise, qui démasque jusque dans ses racines la trahison révisionniste. Aucune propagande ne peut ternir les avantages du socialisme et la grandeur de ses idéaux révolutionnaires. Il a désormais été prouvé historiquement et pratiquement que le socialisme est le seul ordre social qui délivre l'homme de l'oppression et de l'exploitation, qui donne le pouvoir au peuple, qui crée la démocratie véritable pour les travailleurs, qui affranchit spirituellement l'homme et développe en lui le sens de sa personnalité et de sa dignité, qui élève constamment le bien-être des niasses travailleuses.

Le Parti a pour tâche permanente d'inculquer profondément les convictions et les idéaux socialistes dans la conscience de chaque travailleur, particulièrement dans les jeunes générations. La jeunesse, qui voit le jour et qui grandit dans le système socialiste, qui est éduquée dans nos écoles et dans notre société, est moralement saine et politiquement et idéologiquement pure. Elle a été un des piliers de notre révolution, elle a participé avec enthousiasme et sans se manager aux grandes transformations socio-économiques, elle a combattu ardemment les résidus et les manifestations des idéologies étrangères au socialisme. Elle a embrassé et mis en oeuvre avec dévouement l'idéologie et la ligne du Parti. Mais nous ne devons jamais perdre de vue que nos ennemis dirigent leurs flèches empoisonnées principalement contre notre jeunesse. Aussi notre société entière, le Parti, l'Etat, l'école, les organisations de masse, la famille ne doivent jamais relâcher leur attention pour l'éducation et la trempe de la jeune génération. Notre jeunesse doit connaître la lutte que notre peuple a menée sous la conduite du Parti et les sacrifices qu'il a consentis pour la construction de l'Albanie nouvelle, et elle doit en être fière. Elle doit connaître le monde capitaliste tel qu'il est, rempli de contradictions et de grandes plaies sociales, le haïr et le combattre. L'idéal communiste, l'amour de la patrie socialiste et les efforts pour en promouvoir le progrès, la passion pour la culture et le savoir scientifique, doivent en outre constituer le contenu et le grand objectif de la vie de tout jeune de chez nous.

Le travail du Parti se déploie dans tous les domaines. Il embrasse toutes les sphères de l'activité économique et sociale. Toutefois, le Parti doit toujours centrer son attention sur l'homme, avec toutes ses exigences et ses intérêts économiques, moraux, politiques, idéologiques, culturels, éducatifs et professionnels. Chez nous tout se fait au nom de l'homme et pour son bien. Cela veut dire que toute mesure prise, toute action accomplie, où que ce soit, doit être toujours considérée dans la mesure où elle sert le bien-être de l'homme et son éducation.

Chez nous les droits des travailleurs ne sont pas dissociés de leurs devoirs. Toute sous-estimation de ce lien est nocive. De même que l'on exige des gens qu'ils réalisent leurs tâches et les plans d'Etat. de même il est exigé que soient toujours mieux satisfaits leurs besoins et leurs revendications qui se rattachent à leur travail et à leur vie quotidienne, comme l'approvisionnement du marché, les services communaux, la création de locaux appropriés de travail, la sécurité technique, le transport, le service sanitaire, etc. La satisfaction de ces exigences contribue non seulement à améliorer les conditions de travail et de vie, mais aussi à renforcer les liens du Parti et du pouvoir avec les masses, à créer une atmosphère optimiste, à rendre plus efficace le travail d'éducation.

Aussi bien, une bonne organisation de la production, l'établissement de normes de rendement bien calculées dans le travail, le contrôle de la qualité, la régularité des fournitures matérielles et techniques, contribuent directement non seulement à l'accroissement de la production, mais aussi au renforcement de l'attitude socialiste envers le travail. Ou encore, l'application scrupuleuse des lois dans la gestion de la propriété d'Etat éduque les hommes à en avoir une plus juste conception et à mieux la défendre. Les hommes -s'éduquent et s'instruisent dans l'esprit de

la morale communiste, non seulement à travers des cours et des causeries, mais aussi en voyant les organes étatiques économiques et sociaux appliquer judicieusement dans l'activité quotidienne les critères, les règles et les normes fixées par le Parti et par l'Etat.

D'où la nécessité de créer une plus large et plus juste conception du travail éducatif auprès des gens. L'éducation n'est pas un problème exclusif du Parti et des organisations de masse et qui peut être mené à bien seulement à travers la propagande. L'éducation des hommes est le résultat de tout le travail du Parti, de l'Etat, de l'école, de la famille, de toute la société et il se réalise de la meilleure façon grâce à des efforts conjugués et par des mesures multiformes politiques, économiques, organisationnelles et administratives.

Le travail du Parti auprès des hommes est un travail vivant et créateur, qui s'enrichit constamment dans son contenu comme dans sa forme. Il requiert en premier lieu une connaissance approfondie de la ligne du Parti et aussi de l'intelligence dans son application. Si aujourd'hui le Parti fixe pour tâche de porter le niveau de tout le travail à la hauteur de la nouvelle phase dans laquelle s'est engagée la construction socialiste dans notre pays, nous devons bien comprendre que cette tâche, ce sont les hommes, les masses travailleuses et les cadres qui la mèneront et qui doivent la mener à bien. C'est pourquoi l'action du Parti, sa méthode et son style de travail d'éducation des masses dans l'esprit du socialisme, pour leur faire prendre conscience des grandes tâches qui leur incombent, doit suivre la dynamique de la vie, les transformations qui se produisent dans la société, à sa base et à sa superstructure, dans la conscience et la psychologie des travailleurs. Il est très important que le travail du Parti soit toujours concret, qu'il atteigne l'esprit et les coeurs des gens, que la propagande combatte l'officialisme, la langue bureaucratique, les phrases stéréotypées, qui rendent difficile la communication avec les masses.

Dans notre lutte pour la construction socialiste du pays, pour la réalisation des grandes tâches qui nous attendent, nous devrons nous guider comme toujours sur le marxisme-léninisme, sur les enseignements et l'expérience révolutionnaire du Parti. La fidélité de notre Parti au marxisme-léninisme, sa défense et son application créatrices sont à la base de toutes les victoires de l'Albanie socialiste. La tâche fondamentale qui nous incombe est de porter à un échelon supérieur la préparation théorique des gens de chez nous, en tant qu'exigence fondamentale pour leur permettre d'acquérir des convictions politiques saines et stables, de s'orienter comme il se doit en toute situation et de comprendre à fond les problèmes que pose le Parti et qui naissent de la vie elle-même.

Le marxisme-léninisme pour nous n'est pas seulement une question de théorie, c'est aussi toute une pratique sociale, qui s'édifie et se développe sur la base de cette théorie. Tout pas en avant qui est fait dans chaque domaine, dans celui de l'économie ou de la politique, de la culture ou de la défense, est éclairé par cette théorie et sert sa mise en oeuvre dans la vie. C'est de là qu'émane l'étroite liaison dialectique entre la théorie et la pratique, qui exige que soient combattues les élucubrations théoriques creuses, que la théorie serve le mieux possible à comprendre, à traiter et à résoudre judicieusement les problèmes qui surgissent de la construction socialiste du pays. A cette fin, il est indispensable d'étudier la théorie marxiste-léniniste en la reliant étroitement aux documents du Parti et aux oeuvres du camarade Enver Hoxha, où l'on trouve les principes et les lois générales du marxisme-léninisme incarnés dans la pratique vivante de la révolution et de la construction socialiste en Albanie, étroitement reliés à la vie du pays et aux situations internationales actuelles.

Le marxisme se développe et s'assimile à fond dans l'affrontement et la lutte avec ses adversaires idéologiques, avec leurs théories et leurs vues anticommunistes. C'est dans cette confrontation qu'apparaissent toute la force et la vitalité de notre théorie révolutionnaire, que s'enracine la profonde conviction de son bien-fondé. De ce point de vue, la lutte menée par notre Parti contre le révisionnisme moderne a été dans le même temps une grande école d'éducation, un exemple de la manière dont le révisionnisme doit être démasqué, et le marxisme-léninisme défendu.

La lutte contre les divers courants du révisionnisme moderne pour démasquer leurs théories et leurs pratiques antimarxistes et anticommunistes, demeure toujours un large front de notre lutte idéologique. Notre Parti s'est engagé dès le début, sans hésitation et sans la moindre réserve, dans cette lutte de portée historique et qui touche les questions les plus cardinales de la révolution et du socialisme, de toute l'évolution mondiale actuelle.

Dans la période qui s'est écoulée depuis le dernier congrès également, le Parti a poursuivi cette lutte avec détermination. En même temps qu'il continuait de dénoncer le révisionnisme soviétique et yougoslave, le Parti dans sa lutte, a accordé une place importante à la dénonciation du révisionnisme chinois et de sa base idéologique, la pensée maotsétoung, ainsi que du révisionnisme des eurocommunistes. La critique de notre Parti à l'encontre du révisionnisme chinois, critique profonde et générale, aux multiples aspects, historique et théorique, a déchiré le masque de pays socialiste dont se couvrait la Chine et celui de théorie marxiste-léniniste dont s'affuble la pensée maotsétoung. Dans le même temps cette critique a contribué au renforcement et à la consolidation du mouvement marxiste-léniniste.

La lutte de notre Parti contre les divers courants du révisionnisme moderne est illustrée avec un esprit de principe élevé, une grande clarté scientifique et une force de persuasion dans les oeuvres remarquables du camarade Enver Hoxha, *L'Impérialisme et la Révolution, Réflexions sur la Chine, «l'Autogestion» yougoslave, théorie et pratique capitalistes, L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme, Avec Staline, Les Khrouchtchéviens*[2] et dans beaucoup d'autres de ses écrits.

Dans ces oeuvres ont trouve synthétisée l'expérience révolutionnaire de notre Parti, éclairés des problèmes historiques de grande importance, on y trouve la réponse à des problèmes clés de la révolution et de la construction socialiste, la défense de l'idéologie du prolétariat, en même temps qu'une dénonciation, jusque dans ses fondements mêmes, de la trahison révisionniste. Avec la richesse et la profondeur de la pensée marxiste-léniniste qui les pénètrent, elles ont beaucoup vivifié la vie idéologique du Parti et joué un grand rôle pour élever le niveau et l'efficacité de sa propagande.

Ces oeuvres posent ouvertement, judicieusement et concrètement, les problèmes fondamentaux de notre temps, les grandes questions qui préoccupent aujourd'hui les peuples et les hommes de progrès, le mouvement révolutionnaire et de libération, et elles revêtent par là même un caractère éminemment actuel.

Analysant le développement de la lutte de classes à l'échelle mondiale, les rapports de classe des forces en présence et les tendances fondamentales de l'évolution mondiale actuelle, le camarade Enver Hoxha, fait ressortir dans ses oeuvres que la question de la révolution et de la libération des peuples n'est pas une simple aspiration, un simple voeu, mais un problème posé et à résoudre. Cette thèse, théoriquement argumentée et pratiquement fondée, s'oppose à l'esprit de pessimisme que l'impérialisme et la bourgeoisie cherchent à susciter. Elle fustige les manoeuvres de sabotage des révisionnistes modernes et des opportunistes de toutes les couleurs.

Les oeuvres du camarade Enver Hoxha aident les prolétaires et les révolutionnaires à s'orienter dans la jungle du désarroi et du chaos idéologique, créés par les ennemis de la révolution, pour élaborer une stratégie et une tactique justes, révolutionnaires. Elles les aident non seulement à comprendre le présent, mais aussi à prévoir l'avenir, à mettre à profit le présent, pour réaliser et garantir la perspective révolutionnaire.

Les communistes, les cadres et tous nos travailleurs ont pour devoir de lire et d'étudier ces oeuvres attentivement, d'en tirer des enseignements qui leur seront utiles pour élever leur niveau de formation idéologico-politique et celui de leur travail quotidien.

A l'avenir également notre Parti poursuivra sa lutte contre le révisionnisme moderne et pour la défense du marxisme-léninisme avec le même esprit de principe et la même détermination qu'il l'a fait jusqu'ici, car il considère cette lutte comme un devoir primordial, national et international, comme une condition fondamentale de la victoire du socialisme et de la révolution. Dans cette lutte il a marché et il marchera côte à côte avec tous les partis marxistes-léninistes, auxquels nous unissent nos idéaux et nos buts révolutionnaires communs.

Nous nous réjouissons beaucoup de voir que le mouvement marxiste-léniniste croît et se développe, qu'il se renforce sur les plans organisationnel et politique, qu'il est reconnu et soutenu toujours plus par les masses travailleuses. Notre Parti entretient avec les partis marxistes-léninistes frères d'étroits liens, qui s'inspirent des enseignements du marxisme-léninisme et des principes de l'internationalisme prolétarien et nous sommes heureux d'avoir certains de leurs représentants présents parmi nous.

Nous avons senti et nous sentons toujours leur solidarité internationaliste et le soutien fraternel qu'ils prêtent a l'Albanie socialiste. C'est là pour notre Parti et pour notre peuple une source d'inspiration et un encouragement dans leur oeuvre de construction socialiste du pays et dans leur lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Le rapport du Comité central analyse également en détail la situation internationale et définit les positions de la République populaire socialiste d'Albanie en matière de politique extérieure. Ce sont des positions justes et conformes aux principes, qui servent le renforcement de notre indépendance nationale et du socialisme dans notre pays, la cause de la libération et de l'émancipation des peuples dans le monde, qui servent la paix et la sécurité internationale. En tant que telle, cette politique a toujours joui de l'appui unanime de nôtre peuple et a trouvé la compréhension de l'opinion progressiste dans lés pays étrangers. C'est ce que l'on a vu confirmé à l'occasion des récents événements de Kosove.[3]

Les gens honnêtes et à l'esprit logique, la presse objective dans divers pays du monde ont mis en évidence l'attitude ferme, avisée et de principe de notre Parti à l'égard des événements de Kosove, l'analyse exacte qu'il en a faite et les justes vues qu'il a exprimées.

Notre Parti et notre peuple n'ont cessé de soutenir les justes revendications de nos frères qui vivent sur leurs propres terres en Yougoslavie, car ils ne demandent rien de plus que ce qui leur revient. Ils ont pleinement le droit de réclamer le développement économique de la Kosove, le développement de la culture et de l'enseignement dans leur langue maternelle, la préservation de leurs traditions et de leurs coutumes nationales, de leur histoire et des valeurs spirituelles qu'ils ont créées au cours des siècles, ils ont pleinement le droit de

demander pour la région de Kosove la reconnaissance du statut de république dans le sein de la Fédération yougoslave.

Ce sont là des revendications légitimes, de caractère strictement démocratique qui concernent la juste solution de la question nationale dans tout pays où se posent de tels problèmes. Or, la direction yougoslave s'est laissé entraîner par le vent du chauvinisme grand-serbe. Elle a choisi la voie du rejet des revendications légitimes de la population albanaise, qui vit sur ses terres en Yougoslavie, et de l'intimidation par des assassinats et des emprisonnements. Maintenant, avec tous les moyens dont ils disposent, les chauvins de Belgrade ont déclenché une campagne contre quoi que ce soit d'albanais. Prenant pour cibles la culture, l'histoire et les coutumes des Albanais, ils cherchent à effacer leur mémoire historique, qui constitue un des piliers fondamentaux de toute nation, la source où s'abreuve son caractère national, à travers laquelle se préservent les traits particuliers de chaque nation.

Mais dans toute cette campagne contre l'enseignement de l'albanais et l'oeuvre spirituelle de nos frères de Yougoslavie, les grands-serbes oublient une chose: aucun des nombreux ennemis que notre peuple a eu à affronter dans les siècles, n'a réussi à supprimer le caractère national des Albanais.

La politique de rejet catégorique des justes revendications de la Kosove et plus généralement le cours actuel ultrachauvin des grands-serbes auront de graves conséquences pour toute la Yougoslavie. Il est impossible que les Albanais se voient enfermés comme dans un ghetto et que les autres peuples de Yougoslavie jouissent des libertés démocratiques et des droits nationaux. La répression des Albanais se muera sans aucun doute en une politique de la main de fer pour tout le pays, en un régime dictatorial centralisé grand-serbe. La Fédération yougoslave et son ordre constitutionnel ne se trouveraient nullement menacés en satisfaisant les revendications légitimes des Albanais, mais au contraire en les leur niant.

Comme le dit aussi le rapport du Comité central à ce congrès, les problèmes accumulés en Kosove ne peuvent être acheminés dans la bonne voie qu'à travers une solution équitable et bien étudiée de la question nationale, une solution qui soit acceptée et approuvée par le peuple de Kosove. Cela serait à l'avantage non seulement de celui-ci, mais de tous les peuples de Yougoslavie. Cela servirait aussi le renforcement des rapports de bon voisinage entre la RFS de Yougoslavie et la RPS d'Albanie, la coopération et la sécurité générales dans les Balkans...

Extrait du numéro 1 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. La centrale hydro-électrique «Enver Hoxha» de Koman sur le Drin, d'une capacité de 600 000 kW, la plus puissante de notre système hydro-énergétique.

2. Ces oeuvres sont traduites en plusieurs langues étrangères.

3. Il s'agit des manifestations des étudiants et des travailleurs albanais en Kosove, qui eurent lieu au printemps 1981, et que la clique chauvine grande-serbe de Belgrade, réprima par la violence.

III. Etudes et articles

Harilla Papajorgji (Docteur es sciences économiques) — Sur certaines questions de la politique du PTA visant à maintenir le peuplement des campagnes et à repartir des populations ouvrières sur tout le territoire du pays

[Cet écrit est extrait de la thèse préparée par l'auteur sur «La structure sociale de classe de la classe ouvrière albanaise et son rôle dans le développement économique et social du pays».]

Le développement de notre agriculture et de nos campagnes occupe une place centrale dans la série des problèmes importants que notre Parti a eu à résoudre après la libération du pays et son acheminement dans la voie du socialisme. L'engagement de nos campagnes dans la voie du développement socialiste exigeait que nous tenions bien compte de nos conditions concrètes de pays agraire assez arriéré, au territoire plutôt montagneux, légataire d'un retard technique et culturel marqué et soumis à un encerclement impérialiste et révisionniste complet. Dans ces conditions, a souligné le camarade Enver Hoxha au VIII[e] Congrès: «...notre Parti devait mener à bien deux tâches en même temps: la transformation socialiste des campagnes et le développement diversifié de l'agriculture. Il appartenait à l'agriculture de créer les possibilités de pourvoir à la subsistance des populations rurales et d'apporter une importante contribution à l'industrialisation du pays et à l'essor de l'économie nationale dans son ensemble. Mais pour que ces tâches fondamentales fussent réalisées, notre agriculture devait se développer non pas dans n'importe quelle voie, mais seulement dans la voie socialiste, sur la base de la grande production moderne, en étroite liaison avec les autres branches et secteurs de l'économie».[1]

Le maintien du peuplement des campagnes repose sur le développement et la répartition proportionnée des forces productives, sur le progrès de l'enseignement et de la culture, sur l'élévation du niveau matériel, sur le développement général du pays en liaison étroite avec les processus démographiques et l'ensemble de notre édification socialiste.

Notre Parti et notre Etat se sont attachés et s'attachent toujours à maintenir le peuplement de nos campagnes et à accroître la population rurale en même temps que la population urbaine. Ils le font de façon consciente, organisée et planifiée. Notre Parti a toujours considéré ce problème non pas uniquement sous l'aspect économique, mais, en premier lieu, comme une grande question de portée politique, sociale et stratégique. Le chemin qu'il a parcouru jusqu'ici atteste également la supériorité de notre ordre socialiste sur l'ordre capitaliste.

1. La voie suivie par le PTA pour maintenir le peuplement des campagnes et accroître la population ouvrière dans les régions rurales

Dans son objectif de maintenir le peuplement des campagnes, notre Parti a été guidé par une série de raisons qui se rattachent aux conditions historiques concrètes dans lesquelles s'est trouvé notre pays après la Libération et l'instauration de l'Etat de dictature du prolétariat. Dans le pays agraire économiquement et socialement assez arriéré qu'était le nôtre, la majorité de la population se consacrait à l'agriculture et 85 pour cent de cette population vivait à la campagne. Alors que notre pays s'engageait dans la voie du socialisme et que notre économie nationale était organisée entièrement sur des bases socialistes, il importait de bien tenir compte de cet état de choses. Notre Parti, se fondant sur les enseignements du marxisme-léninisme et les appliquant dans nos conditions concrètes a, en même temps qu'il réalisait des transformations révolutionnaires dans le domaine des rapports de production socialistes, dressé un programme, qu'il a graduellement perfectionné, de développement des forces productives nécessaires à la construction de la base matérielle et technique du socialisme.

Dès le début, notre Parti était convaincu que l'industrialisation socialiste du pays devait être à tout prix liée avec l'édification du socialisme à la campagne, avec le développement de l'agriculture et les besoins de son intensification. Ce développement constituait une condition indispensable de l'édification du socialisme. «Le problème de l'édification du socialisme, soulignait J. Staline, est le problème de l'organisation de l'économie nationale dans son ensemble, le problème d'une juste combinaison de l'industrie avec l'agriculture... La société socialiste est une association de production et de consommation des travailleurs de l'industrie et de l'agriculture. Si, dans le cadre de cette association, l'industrie n'est pas liée avec l'agriculture, qui fournit des matières premières et des denrées alimentaires et absorbe les articles de l'industrie, si l'industrie et l'agriculture ne constituent donc pas un ensemble unique de l'économie nationale, il n'en ressortira aucune sorte de socialisme».[2]

L'application de cette thèse marxiste-léniniste dans les conditions de notre pays exigeait que l'on attachât un soin particulier à harmoniser le développement rapide et prioritaire de l'industrie avec les rythmes du développement de l'agriculture; à renforcer les liens économiques d'échange entre la campagne et la ville; à harmoniser les investissements prioritaires au titre des fonds fixes dans l'industrie avec les investissements dans l'agriculture, en établissant de justes proportions entre eux; à régler de façon planifiée et organisée le transfert mécanique de la main-d'oeuvre pour les besoins de l'industrie et des autres branches de la campagne à la ville et vice-versa; à

harmoniser l'extension du marché; à élever le niveau de vie et à développer l'enseignement ainsi que toutes les autres branches et secteurs à la ville comme à la campagne.

Compte tenu de nos conditions qu'il étudie et connaît à fond, notre Parti, dans l'industrialisation socialiste du pays, ne s'est pas borné à développer l'industrie et les branches qui s'y rattachent uniquement dans les villes, mais il les a implantées aussi sur le territoire de la campagne. Sinon, de nombreuses forces de travail auraient été soustraites aux campagnes, ce qui, dans les conditions de notre pays, aurait été funeste pour l'agriculture.

La superficie des plaines dans notre pays est limitée et, si élevés que soient les rendements des cultures agricoles, celles-ci ne peuvent satisfaire à elles seules les besoins croissants de la population en denrées alimentaires, ni ceux de notre industrie légère et alimentaire, pas plus que de nos exportations. Mais une part considérable des terres qui se prêtent au développement de l'agriculture, de l'élevage et des cultures fruitières s'étendent dans les zones de collines et de montagnes du pays. Aussi leur mise en valeur constitue une grande source pour l'accroissement de la production agricole et d'élevage. «Pour notre pays, a souligné le camarade Enver Hoxha, il est important que les zones montagneuses ne soient pas dépeuplées, parce que toutes les possibilités existent pour y mener aussi une vie heureuse et prospère».[3]

Notre pays est riche en minerais, en ressources énergétiques, en forêts et en d'autres richesses, qui, dans la plupart des cas, se situent dans les mêmes zones où se développent et peuvent se développer à la fois l'industrie et l'agriculture. Il est donc indispensable que ces zones soient maintenues peuplées et que les forces de travail y soient occupées dans l'une comme dans l'autre.

Dans le critère de la répartition des forces productives, il est naturellement tenu compte du fait que, par la force des choses, les mines sont ouvertes auprès des sources de minerais. Aussi l'existence de minerais et d'autres ressources sur les territoires des campagnes a-t-elle fait que l'industrie minière s'est développée en ces lieux qui sont devenus des cités ouvrières ou de petites villes, dans lesquelles une partie de la main-d'oeuvre, les hommes, s'occupent de l'extraction des minerais, tandis que les autres membres des familles s'adonnent à l'agriculture et à d'autres activités non agricoles à la campagne.

Mais, à part le développement de l'industrie minière qui a été dicté par nos besoins, par les avantages économiques et une série d'autres raisons, notre Parti a appliqué et applique dans ce domaine toute une politique. En même temps que dans les villes, il a recommandé que l'industrie se développe aussi dans une bonne mesure sur le territoire des campagnes et il y a effectivement fait ouvrir des mines et des chantiers, construire des usines destinées à l'enrichissement et à la fonte des minerais, développer l'industrie du pétrole, les scieries et l'industrie du bois, mettre sur pied des entreprises et des ateliers pour le traitement industriel de quelques produits agricoles, d'élevage etc. On doit considérer comme un grand succès, a souligné le camarade Enver Hoxha, «...que l'industrie et l'agriculture soient toutes proches l'une de l'autre, que les entreprises d'Etat et les coopératives agricoles s'étendent sur le même territoire, que la classe ouvrière vive aux côtés de la paysannerie».[4]

La nécessité de maintenir le peuplement des campagnes tient également à une série d'autres raisons, sociales, politiques et stratégiques, que la vie et la saine réalité économique et sociale de notre pays ont mis et mettent chaque jour mieux en lumière. Leur peuplement est lié à toutes les transformations opérées dans le développement des forces productives, non seulement dans l'agriculture, mais aussi dans l'industrie et d'autres activités non agricoles, en préservant toujours la juste tendance à accorder la place principale dans les campagnes aux activités agricoles et pastorales, tout en y développant et propageant plus largement l'enseignement, la culture, le mode de vie socialiste, etc. Ainsi, d'une façon tout à fait naturelle, les campagnes et la population qui y vit croissent, se développent, se rapprochent de la ville et de son mode de vie.

Synthétisant la voie suivie par notre Parti à propos du maintien du peuplement de nos campagnes, le camarade Enver Hoxha a indiqué: «Nous gardons aujourd'hui les deux tiers de notre population dans les campagnes et nous continuerons d'y garder la majeure partie. Nous le faisons en développant notre agriculture sous ses formes à la fois intensive et extensive, ainsi qu'en étendant l'industrie et l'activité des autres branches et secteurs de l'économie sur les territoires des campagnes. Malgré tout, l'agriculture y aura toujours la priorité. Nous tendons à intensifier toujours plus la production agricole, et nous continuons d'accroître la main-d'oeuvre agricole en la puisant dans la population rurale, et en partie aussi dans la population urbaine. De même, nous continuons d'appliquer avec succès la politique consistant à réduire toujours plus les différences entre la campagne et la ville.»

«Notre avance dans cette voie, poursuit le camarade Enver Hoxha, est un grand succès qui profite à toute notre société. Ce phénomène ne se produit nulle part dans le monde, où l'on observe au contraire partout l'exode rural et la dégradation de l'agriculture».[5]

Ainsi la très grande majorité de la population continuera, à l'avenir également, de vivre et de travailler dans les campagnes. Cela s'inscrit dans l'orientation de notre Parti, qui nous impose de nous doter non seulement d'une

industrie développée, mais aussi d'une agriculture avancée, et de faire reposer notre économie, pour qu'elle soit puissante et indépendante, sur ses deux jambes: à la fois sur l'industrie et sur l'agriculture. Le progrès et le développement de l'agriculture sont liés organiquement au développement harmonieux de l'économie, au raffermissement de l'indépendance du pays, à l'édification et à la défense du socialisme. Dans les conditions de l'encerclement et du féroce blocus impérialistes et révisionnistes, de l'intensification de la pression économique, politique, idéologique hostile, imposés à notre pays, cette question revêt une importance exceptionnelle.

Même quand les rendements et la production agricole croissent sans arrêt, il n'est ni juste ni utile que la population quitte la campagne. L'agriculture constitue un très large front de travail. Son développement diversifié et intensif, le défrichement de terres nouvelles et leur mise en culture, en dépit de l'élévation du niveau de mécanisation, exigent constamment une nouvelle main-d'oeuvre. Mais, à part l'agriculture, qui est et restera le front principal d'activité à la campagne, le développement des autres secteurs économiques et socioculturels qui se rattachent à la satisfaction des besoins de notre économie en général et de nos campagnes en particulier, nécessitera lui aussi une main-d'oeuvre accrue.

Aussi, notre Parti, orientant le développement de nos campagnes dans cette voie, a souligné qu'il ne faut en aucune façon sous-estimer l'agriculture dans les campagnes, car elle constitue la branche fondamentale de notre économie et, si elle est sous-estimée, notre développement économique sera bancal. Notre Parti a prévenu et combattu à temps toute sous-estimation de l'agriculture, en particulier dans les zones de collines et de montagnes, où l'on a vu surtout se développer les mines et les scieries et où les revenus de la population sont assurés dans une mesure notable par le travail des ouvriers dans les entreprises d'Etat.

... La pratique du développement diversifié de notre économie à la fois dans les régions urbaines et rurales a permis de maintenir le peuplement de notre pays sur tout son territoire. Cela a également eu pour effet la croissance parallèle de la population urbaine et de la population rurale. C'est là un trait du développement socialiste de notre pays, où, comme nous venons de le dire, l'industrie et les autres activités qui relèvent de la propriété d'Etat se sont étendues dans tous les coins de la patrie, jusqu'aux plus reculés. Voilà pourquoi, pensons-nous, c'est à juste titre que chez nous on ne peut considérer le seul rapport entre la population urbaine et la population rurale comme un critère du développement du pays.

Bien que la majorité de notre population habite la campagne, notre pays tend irrésistiblement à se transformer de pays agricole-industriel en pays industriel-agricole. C'est ce qu'illustrent une série d'indices tels que l'accroissement rapide de la production industrielle, la part de la production industrielle dans la production industrielle et agricole, la part accrue des moyens de production dans le volume global de la production industrielle, la production de ressources énergétiques par tête, etc. Et une partie de la production industrielle est fournie par les régions rurales. C'est ce que prouve également l'augmentation du nombre des ouvriers de l'industrie et des autres branches, qui s'observe non seulement dans les villes, mais aussi dans les campagnes. De ce fait, leur part dans la structure sociale de classe de notre société est allée croissant, bien que le rapport entre la population urbaine et la population rurale n'ait pas varié ou n'ait subi que des changements peu importants. Ainsi tandis que dans les dix dernières années (1969-1979), la part de la classe ouvrière dans la structure de la société s'est accrue de 7 pour cent (passant de 35 pour cent en 1969 à 42 pour cent en 1979), la population urbaine n'a augmenté, durant la même période, que de 1,5 pour cent, (de 32,0 pour cent à 33,5 pour cent). Sur cette base, la part de la classe ouvrière dans la structure sociale augmentera plus vite que le rapport de la croissance de la population urbaine à la population rurale. De cette façon, la structure sociale du pays ira s'améliorant en faveur de la classe ouvrière, car le nombre des ouvriers industriels et des autres branches et secteurs augmentera non seulement dans les villes, mais rapidement aussi dans les campagnes.

A l'avenir également ce processus d'accroissement numérique de la classe ouvrière sera accéléré du fait du perfectionnement continu de la propriété socialiste, de la conversion graduelle de la propriété coopérative en propriété du peuple tout entier. Ce processus, naturellement, mènera à la réduction des disparités essentielles existant entre la campagne et la ville. Un pareil développement des campagnes socialistes contribuera en même temps à raffermir l'attitude socialiste à l'égard du travail et à introduire plus largement le mode de vie socialiste dans les régions rurales. Aussi, compte tenu de ce que nous venons de dire, nous estimons que le rapport entre la population urbaine et la population rurale ne peut ni ne doit être considéré comme un des principaux critères d'appréciation du développement d'un pays ou de sa transformation en un pays industriel-agricole.

Dans les pays capitalistes et révisionnistes, souligne le camarade Enver Hoxha, «...on se vante que la population des villes s'accroît et que le nombre des ouvriers de l'industrie augmente, tandis que la population baisse dans les campagnes, c'est-à-dire dans l'agriculture. On cherche à donner par là l'impression que l'industrie dans ces pays se développe dans de grandes proportions et que, de ce fait, l'agriculture se mécanise toujours plus. Mais la vérité est tout autre...».[6] Le dépeuplement des campagnes et la crise agraire, en tant qu'éléments de la profonde crise économique des pays capitalistes, ont de lourdes conséquences pour les larges masses du peuple. Ces deux phénomènes constituent une grave plaie dans tout le monde capitaliste et révisionniste.

Population	Par milliers d'habitants		Part (en pourcentage)	
	1969	1979	1969	1979
Des villes	666,6	866,6	32	33,5
Des campagnes	1401,6	1 723,9	68	66,5
Total	2 067,2	2 590,5	100	100

Les données des deux derniers recensements témoignent clairement de la justesse de la pratique suivie dans notre pays.

La population rurale actuelle est supérieure au total de la population urbaine et rurale de 1960 (notre pays comptait alors en tout 1.607.000 habitants, tandis qu'en 1980 notre population rurale à elle seule se montait à 1.750.000 habitants). Dans la décennie écoulée entre les deux recensements, la population urbaine s'est accrue, à l'échelle nationale, de 30 pour cent et la population rurale de 23 pour cent. Par suite, en 1979, les taux de la population urbaine et de la population rurale étaient respectivement de 33,5 et 66,5 pour cent, au lieu de 32,0 et de 68,0 pour cent en 1969. Donc, malgré une certaine tendance à l'accroissement de la part de la population urbaine, la population rurale augmente à un rythme relativement élevé, à l'échelle nationale comme dans chaque district en particulier. La main-d'oeuvre employée dans les coopératives et le secteur d'Etat de l'agriculture s'est, elle aussi, accrue. Durant ces deux dernières décennies, environ 345.000 nouveaux travailleurs agricoles sont venus s'ajouter à ceux déjà engagés dans ces deux secteurs.

La croissance de la population dans les campagnes et des forces de travail dans l'agriculture repose sur l'intensification continue de la production agricole, sur l'extension de la mécanisation du travail, sur l'application des innovations de la science et de la technique. C'est ce qu'illustrent les données suivantes:

Indices de l'intensification de l'agriculture[7]

	1950	1960	1970	1980
Tracteurs, calculés en unités de 15 C.V.	500	4.510	10.900	18.308
Volume des travaux mécanisés (en milliers d'ha)	63	1.454	4.757	10.120
Engrais chimiques distribués (en milliers de tonnes)	5,2	28,0	176,8	337,0
Matière active par ha de terre cultivée (en kg, par ha)	2,6	17,0	75,0	133,5
Insecticides (en milliers de tonnes)	0,1	0,8	5,9	10,2
Capacité d'irrigation (en milliers d'ha)	39,3	135,3	283,8	370,8
Pourcentage des terres irriguées	10,5	29,0	47,4	52,8

Naturellement, divers problèmes se posent dans ce secteur, mais ils seront résolus dans l'avenir sur la base d'une meilleure harmonisation, de façon que la mécanisation et les autres mesures agro-techniques ne cessent de soutenir le processus d'intensification de l'agriculture, le maintien du peuplement des campagnes ainsi que l'accroissement continu des nouvelles forces de travail.

La politique financière et d'investissements de notre Parti et de notre Etat socialiste a joué un rôle très important dans le développement de l'agriculture et des campagnes. Notre Etat a fait à cette fin des investissements considérables. De même, le grand soin témoigné par le Parti au développement des zones de collines et de montagnes ainsi qu'une série de mesures économiques, financières et sociales bénéfiques ont joué et jouent un rôle important pour le développement des campagnes en général et des zones de collines et de montagne en particulier. La vaste extension du système des pensions et autres assurances sociales à la campagne également[1] est aussi une mesure très importante qui a contribué à assurer l'existence des populations rurales et influé positivement sur le peuplement des campagnes. L'application conséquente d'une juste politique agraire par notre Parti a contribué à raffermir et à assainir toujours plus les liens et rapports socialistes entre la classe ouvrière et la paysannerie coopérée, entre la ville et la campagne.

Le développement de nos campagnes est, aux yeux de notre Parti, un problème qui ne se réduit pas simplement au développement de l'agriculture et des forces productives, mais qui participe du développement général dans la voie du socialisme. A part l'enseignement obligatoire de huit ans, il y a actuellement à la campagne des centaines d'écoles d'enseignement secondaire, principalement de caractère professionnel et spécialisées dans l'agriculture; le nombre des maisons et des foyers de la culture a augmenté; le réseau commercial compte plus de 4.000 points de vente, soit en moyenne 4 où 5 unités par coopérative, et le nombre des établissements sanitaires (pour 2.664 villages) dépasse 3500. L'électrification des campagnes[9] a permis aux coopérateurs d'utiliser toujours plus d'appareils électroménagers et d'avoir la radio et la télévision. Des dizaines de milliers d'ouvriers des services sociaux y travaillent comme maçons, tailleurs, cordonniers, menuisiers, électriciens, radiotechniciens, etc.

L'expérience suivie chez nous pour faire en sorte que les ouvriers occupés dans les centres de travail créés sur le territoire des campagnes s'y établissent avec leurs familles, revêt une grande importance politique, sociale et pratique pour traduire dans les faits l'orientation de notre Parti en vue du maintien du peuplement des campagnes. Cela contribue à propager l'esprit de la classe ouvrière dans les régions rurales, à développer et à exploiter efficacement nos richesses, à assurer la main-d'oeuvre auprès des ressources minières, énergétiques, ligneuses, etc., à garantir et à accroître les forces de travail employées dans l'agriculture par l'apport des membres des familles des ouvriers qui s'établissent à la campagne.

Il est important de souligner que, dans la mise en pratique de ces orientations, le nombre des ouvriers établis dans les campagnes s'est accru à des rythmes un peu plus élevés que le total des ouvriers. De ce fait, le taux des ouvriers vivant dans les campagnes est allé augmentant, comme en témoignent les indices suivants:

Années	**Rapport du nombre des ouvriers habitant les campagnes au total de la classe ouvrière**
1976	16,8%
1977	16,6%
1978	17,0%
1979	17,5%
1980	18,1%

La répartition des ouvriers vivant à la campagne varie sensiblement d'une branche de l'économie et d'un district à l'autre. Dans certains secteurs, les ouvriers habitant la campagne constituent la majorité des ouvriers. Dans les mines, par exemple, ils représentent 56,1 pour cent du total des ouvriers, dans le pétrole plus de 60 pour cent, et la quasi-totalité des ouvriers des scieries et de l'industrie du bois.

Dans huit districts du pays, Librazhd, Pukë, Kukës, Kolonje, Diber, Pogradec, Tropoje, Mirdite, en 1979, les ouvriers qui habitaient à la campagne constituaient la majeure partie des ouvriers de ces districts et concrètement: de 55 à 70 pour cent. Dans 14 autres districts ils en constituaient 10-20 et 30 pour cent.

Des sondages effectués dans certains districts, notamment en Mirdite, révèlent qu'environ les trois quarts des familles paysannes comptent en leur sein un ou deux employés de l'Etat. Il en va de même dans d'autres districts montagneux du nord du pays ou dans les districts de Librazhd, Pogradec et Kolonje. Mais il convient de souligner que même dans les districts où la part des ouvriers vivant à la campagne paraît basse (du fait du total élevé des ouvriers du district) les ouvriers habitant la campagne sont très nombreux. Ce fait a contribué aussi à améliorer la composition sociale de classe des familles à la campagne. Au cours de la décennie écoulée entre les deux derniers recensements de la population (1969 et 1979), on y constate une augmentation des familles ouvrières. Les rythmes d'accroissement des familles mixtes, ouvrières-coopératrices, à la campagne ont été sensibles, comme en témoigne le tableau suivant sur la structure des familles dans notre pays :

En pourcentage[10]	**1969**	**1979**
Totalité des familles	100,0	100,0
dont		
1. homogènes	64,7	61,6
d'ouvriers	24,0	29,5
d'employés	6,9	5,0
de coopérateurs	33,8	27,1
2. mixtes	**35,3**	**38,4**
principalement		
d'ouvriers	13,6	15,4
d'employés	10,1	11,8
de coopérateurs	11,6	11,2

Vu les besoins de l'économie dans certains districts, au cours du 7^{e} quinquennat, on s'en tient à la pratique de l'augmentation du nombre des ouvriers établis à la campagne, en les puisant dans la population locale; en revanche, dans d'autres districts, on doit drainer toutes les nouvelles forces de travail créées dans les villes, en réduisant au minimum l'embauchage d'ouvriers venant des campagnes. Ceci a pour effet d'accentuer la tendance positive à l'accroissement du nombre des familles ouvrières ou des familles mixtes ouvrières-coopératrices vivant dans les régions rurales.

Dans les conditions actuelles, alors que l'agriculture a elle-même besoin de forces de travail et que le développement de l'industrie d'extraction et de traitement des minerais et du bois, dont les ressources se situent principalement dans les zones montagneuses, exige lui aussi de nouvelles forces, notre Parti, pour ne pas entraver le développement rapide de l'agriculture dans les zones montagneuses, a donné comme directive d'éviter tout transfert mécanique de la population des campagnes vers les villes. Là où le besoin s'en fait sentir, et précisément dans les zones où se situent les richesses naturelles et où les forces de travail sont insuffisantes, on peut envisager de faire partiellement appel à des travailleurs des campagnes, mais ceux-ci continueront d'habiter chez eux; par ailleurs, l'on doit également envisager un transfert des forces des régions de plaines et des villes vers ces zones.

L'accroissement enregistré de la production agricole et pastorale ainsi que des revenus annuels que les familles coopératrices recueillent de leur travail dans les coopératives, bien que la population et les forces de travail y aient augmenté à des rythmes relativement rapides, illustre tout le bien-fondé de l'orientation donnée pour la préservation du peuplement des campagnes. Ainsi, si la population des campagnes a doublé par rapport à la période antérieure à la Libération, la production agro-pastorale a plus ou moins quintuplé. Les données des deux dernières décennies ainsi que les prévisions du 7e plan quinquennal prouvent la justesse de la tendance du développement de l'agriculture par rapport à l'accroissement total de la population du pays et de la population paysanne.

Accroissement de la production agricole et de la population pour certaines périodes

(En pourcentage)	1960/1980	1980/1985
Production agricole globale	232	141
Population paysanne	155	110
Population totale	160	111
Production agricole par tête	156	127

Comme on le voit, la production agricole globale augmente à des rythmes plus rapides que la population, ce qui se traduit par une augmentation continue de la production agricole par tête, tant à la campagne qu'à la ville. C'est ce dont témoigne aussi le fait que la production agricole par unité de superficie cultivée a augmenté de 1,7 fois par rapport à 1960 et de 1,6 fois par travailleur de l'agriculture.

De même, les revenus réels par habitant, à la ville et à la campagne, se sont accrus d'année en année. Les revenus réels par tête de la paysannerie ont augmenté de 10 à 20 pour cent d'un quinquennat à l'autre. Cette juste tendance se voit confirmée aussi par d'autres données portant sur de plus longues périodes. Ainsi, en 1979, les revenus réels pour chaque membre des familles de coopérateurs, provenant du travail effectué à la coopérative, s'étaient accrus à l'échelle nationale, de 39,3 pour cent par rapport à 1965. Avec la consolidation de la propriété collective, les revenus des coopérateurs provenant de leur travail à la coopérative se sont donc accrus et vont toujours s'accroissant. Chaque famille coopératrice obtient, en moyenne, 68 pour cent des revenus de son travail à la coopérative et 32 pour cent de son travail dans les entreprises d'Etat.

La marche dans cette voie a permis d'assurer à notre pays une élévation constante et générale du bien-être du peuple, en accordant la priorité à l'augmentation des revenus réels à la campagne. La juste politique financière de notre Parti et de notre Etat en ce domaine a visé et est parvenue, sans affecter le niveau de vie de la population urbaine, mais au contraire en l'élevant, à donner la priorité à l'élévation du niveau de vie à la campagne.

En dépit des grands succès obtenus, comme l'indique le camarade Enver Hoxha, «l'établissement définitif des coopérateurs à la campagne ne saurait être réalisé par de simples décrets, ni le peuplement des campagnes et des entreprises agricoles d'Etat maintenu par l'afflux de citadins; cela ne se fera que grâce à des mesures efficaces prises sur place pour que de meilleures et plus grandes possibilités soient créées aux coopératives et aux entreprises agricoles.[11]

Les directives du VIII e Congrès de notre Parti concernant le développement économique et culturel du pays au cours du 7e plan quinquennal, notamment celles qui se rattachent au développement de l'agriculture et de la campagne, conduiront au développement général de la vie à la campagne et à l'accroissement de la population habitant sur son territoire. Il est prévu qu'environ 134.000 nouveaux emplois seront créés dans les coopératives et les entreprises agricoles.

Grâce, au premier chef, à l'intensification, et aussi au défrichement de plus de 25.000 ha de terres nouvelles, au développement de l'élevage et des cultures fruitières, à l'extension de la mécanisation et à une meilleure harmonisation des facteurs menant à l'accroissement de la production agricole et pastorale, il a été prévu, pour le 7e quinquennat, un accroissement de la production agricole de 30-32 pour cent par rapport au 6e quinquennat, soit le triple des taux de croissance de la population citadine et rurale. En 1985, les revenus réels par tête auront

augmenté de 8 à 10 pour cent par rapport à 1980 et cette augmentation sera encore plus rapide dans les campagnes.

Les tâches dans l'agriculture seront réalisées pour une plus grande part que jamais auparavant à travers la voie intensive. Dans ce cadre, les mesures prévues pour l'intensification prioritaire pendant une période décennale de la production dans les plaines les plus fertiles du pays qui couvrent plus de 100.000 hectares de la dépression côtière, revêtent une importance particulière. Tout en projetant ces nouvelles mesures et d'autres encore, a souligné le camarade Enver Hoxha au VIII[e] Congrès, «... le Parti accordera à l'avenir également une grande attention au développement et au renforcement des coopératives des zones de collines et de montagnes. Ces zones sont peuplées par une grande partie de la population du pays et il s'y trouve des surfaces considérables de terre cultivable. L'intensification accélérée de l'agriculture dans les plaines fournira à l'Etat de plus grandes possibilités matérielles et financières pour faire des investissements dans ces zones également et accroître l'aide qu'il leur prête».[12]

Les nouveaux succès qui seront obtenus au cours du 7[e] quinquennat et à l'avenir également dans le domaine du perfectionnement des rapports socialistes à la campagne, du développement et de l'extension de l'enseignement, de la culture, de la santé, des services etc., exerceront une influence positive sur le maintien du peuplement des campagnes.

Dans la poursuite de la voie que nous nous sommes tracée, l'harmonisation du développement de l'industrie avec celui de l'agriculture, le développement plus étendu, dans les régions rurales, d'activités industrielles pour l'extraction des minerais ainsi que l'exploitation d'autres minerais, comme les phosphorites, quartzites, dolomites, bauxites etc., la mise sur pied de complexes agricoles et d'élevage, etc., permettront de ranimer encore plus la vie à la campagne, d'imbriquer encore mieux l'industrie et l'agriculture.

La mise en oeuvre des directives du VIII[e] Congrès du Parti sur le 7[e] plan quinquennal du développement de l'économie et de la culture dans les années 1981-1985 jouera aussi un rôle très positif pour l'implantation définitive et l'accroissement de la population à la campagne, tant dans les plaines que dans les zones de collines et de montagnes.

Dans ce cadre, le Parti a attaché et attachera une attention toujours majeure au développement de l'agriculture sur tout le territoire du pays, conformément aux conditions concrètes de climat et de composition du sol des districts. Au vu de la situation et des éléments qui illustrent le développement de l'agriculture dans chaque district, nous estimons que plusieurs problèmes surgissent dans ce domaine:

Bien que les conditions de climat et du sol influent sensiblement sur la production agricole et que l'on ne puisse prétendre à un niveau de développement relativement égal à cette branche dans tous les districts, il y a lieu dans l'avenir d'atténuer certaines disproportions excessives constatées dans ce sens. A cet effet, il est indispensable d'entreprendre des études à long terme qui envisagent une plus grande mobilisation des ressources intérieures humaines, matérielles et financières des exploitations agricoles du district, aussi bien en ce qui concerne l'extension des terres cultivées et l'accroissement de la production agricole que les investissements communs de l'Etat et des coopératives.

Le développement de l'agriculture dans les districts se trouve dans des conditions plus ou moins similaires, et surtout l'amélioration de la structure de la production agricole posent aussi certains problèmes. Dans quelques districts de plaine les investissements accrus notre Etat pour l'amélioration du sol et dans certains cas pour la socialisation de la production permettront d'augmenter plus rapidement la production des céréales et des plantes industrielles, et de faire avancer l'élevage. Mais même dans les zones montagneuses et accidentées il y a lieu de développer plus uniformément les cultures agricoles, et en particulier, les cultures fruitières et l'élevage du me bétail.

Il convient aussi de promouvoir un développement plus harmonieux et complexe de l'agriculture entre les divers districts et surtout entre l'agriculture et l'élevage. Dans tous les districts du pays, des efforts ont été faits dans le secteur de l'agriculture pour que, de pair avec l'accroissement accéléré de la production agricole, l'élevage au progresse à des rythmes soutenus. Mais dans ce développement dynamique, où la priorité a été donnée aux diverses branches de l'agriculture, les rythmes souhaités n'ont pas été obtenus partout dans l'élevage également. A l'échelle du pays, l'élevage représente quelque 30 pour cent de la production agricole globale. Au cours du 7[e] quinquennat, grâce aux mesures prises, l'élevage continue de progresser et pratiquement sa part dans l'ensemble de la production agricole du pays ne cesse de croître.

Le développement des forces productives de l'agriculture d'une façon plus ou moins uniforme sur tout le territoire du pays a visé et vise à réduire toujours plus les disparités essentielles entre ville et la campagne. A cet égard, dans certains districts et surtout dans ceux des zones de collines et de montagnes, le défrichement terres nouvelles, l'intensification de la production agricole et de l'élevage ainsi qu'une plus judicieuse utilisation de la grande aide autres facilités accordées par l'Etat, doivent permettre un développement plus poussé des forces

productives dans l'agriculture, ce qui influera positivement aussi sur la stabilisation et l'accroissement la population de ces zones.

Le développement des forces productives détermine l'accroissement numérique de la population, sa structure sociale de classe ses mouvements mécaniques, l'emploi de forces nouvelles ainsi qu'une série d'autres problèmes non seulement dans l'ensemble du pays mais aussi dans certains districts en particulier. C'est pourquoi, en étroite liaison avec ce développement, il est nécessaire de connaître et traiter de plus près le problème du transfert mécanique de la population de la campagne à la ville et vice-versa.

2. Sur certaines questions du mouvement mécanique de la population

Les problèmes qui se rattachent aux mouvements mécaniques de la population entre la ville et la campagne méritent une attention particulière. Etant le résultat du développement des forces productives et de toute la vie sociale, ces processus influent sur le développement de l'économie et de la population elle-même. A cet égard Lénine a dit: «...Avec la grande industrie mécanique, par contre, la population devient nécessairement mobile... il devient indispensable que les ouvriers puissent passer d'une entreprise et d'une région à l'autre.»[13]

Cette thèse marxiste-léniniste a aussi été confirmée chez nous. Le fait que l'immense majorité de la classe ouvrière dans notre pays provient de la paysannerie en témoigne clairement. C'est ce que prouve aussi la construction d'une série de villes et d'importants établissements mis sur pied à partir de zéro. Au cours de ce processus, la dynamique des mouvements de la population a évolué dans le sens de l'harmonisation de l'industrie et de l'agriculture, de la ville et de la campagne, du rapprochement et de la liaison de toutes les zones du pays.

Dans le cadre des transferts mécaniques de la population, il est nécessaire d'étudier encore mieux dans quelle mesure les objectifs du développement des forces productives et la situation des richesses naturelles selon les zones se concilient avec la situation de la main-d'oeuvre et la perspective de son accroissement. Dans les zones du Nord, par exemple, la mise au jour de nouvelles richesses naturelles a fait sentir le besoin de forces de travail dans les mines, dans les usines créées pour l'enrichissement et le traitement des minerais, dans les scieries et l'industrie du bois, dans la construction etc. Aussi, la mécanisation du travail dans les mines, dans la construction et même dans les coopératives agricoles, est une tâche primordiale à remplir pour résoudre ce problème. De même, on veille à empêcher un éloignement non calculé des forces de travail de la zone montagneuse. En ce domaine, il est possible de pratiquer l'envoi d'une partie des nouvelles forces actives dans les zones du Nord du pays afin qu'elles y travaillent pour une certaine période ou même qu'elles s'y établissent définitivement.

Bien entendu, comme la pratique l'a prouvé, il n'est pas facile de déplacer la main-d'oeuvre et la population d'une agglomération à une autre, de la ville à la campagne et aux centres ouvriers. Ce transfert est fonction de facteurs économiques et psychologiques, des conditions de logement, et de travail, des salaires, et de la vie sociale et culturelle. Mais, compte tenu des intérêts du développement harmonieux de l'agriculture et de l'industrie, l'accentuation des mesures prises et l'amélioration continue des conditions requises en ces domaines auraient facilité le déplacement organisé et planifié d'une partie des forces de travail. A propos de cette question, le camarade Enver Hoxha a souligné au VIII^{e} Congrès du Parti: «Naturellement, le Parti et l'Etat s'efforceront de créer des fronts de travail sur les lieux où vivent les gens, mais cela dépend aussi beaucoup de la répartition des ressources et des richesses naturelles. Aussi les nouvelles forces de travail seront-elles en partie engagées là où le pays a besoin d'elles et où s'ouvrent les plus larges fronts de travail. Ce processus doit être mieux soutenu par l'essor des centres urbains, par le développement des transports, l'amélioration des conditions de travail, l'ajustement du système salarial de manière à stimuler l'embauche même dans les zones lointaines ou dans de difficiles conditions de travail».[14]

Dans le cadre de l'exécution de cette directive du Parti, l'emploi dans les entreprises et les coopératives agricoles d'une partie des forces nouvelles provenant de la ville et des centres ouvriers, revêt une grande importance. En 1980, plus de 19 000 personnes provenant de la ville travaillaient dans les seules entreprises agricoles. A cet effet, recommande le Parti, nous devons considérer le développement économique en étroite liaison avec tous les autres problèmes politiques, sociaux et de défense.

De même, l'emploi de tous les travailleurs de la ville rendus superflus par suite de la mécanisation accrue et de l'élévation du rendement du travail, constitue un problème qui mérite une analyse et une étude particulières. L'étude de ce problème doit non seulement concerner le présent mais tenir compte aussi des orientations à long terme de notre Parti pour empêcher les mouvements mécaniques inutiles de la campagne vers la ville ainsi que des campagnes montagneuses vers les campagnes de plaines. De pair avec le travail idéologique, politique et éducatif à mener pour encourager la population croissante dans les villes à aller travailler non seulement dans les entreprises agricoles, mais aussi dans les campagnes, c'est-à-dire dans les coopératives agricoles, il est important de mieux organiser le travail et la vie dans celles-ci, et d'étendre la mécanisation des travaux dans les entreprises économiques.

L'établissement sur place des forces de travail engagées dans les entreprises agricoles contribuera au développement des entreprises agricoles existantes et de celles qui seront créées dans les zones de collines et de montagnes. Bien entendu, cela nécessitera des études approfondies et soigneusement calculées pour que la croissance des forces de travail soit justifiée par l'accroissement de la production et par la réalisation des divers investissements, par la création des plantations d'arbres fruitiers, de vignobles, par l'accomplissement de grands travaux dans l'agriculture.

... Les études effectuées par les entreprises, les coopératives agricoles et les organismes des districts sur les forces actuellement disponibles et dont ils disposeront à plus long terme, ainsi que sur les fronts de travail existant et qui tendront à s'étendre, contribueront à un emploi plus efficace de toutes les nouvelles forces créées par la croissance naturelle de la population. Dans ces études, il convient d'avoir constamment à l'esprit la voie originale du développement de notre agriculture, qui doit maintenir engagées les forces dont elle dispose ainsi que les nouvelles forces qui viendront s'y ajouter, en envisageant ce processus en étroite liaison entre autres avec l'extension de la mécanisation des travaux de l'agriculture, avec l'augmentation des dépenses matérielles, avec l'élévation accélérée du bien-être à la campagne par rapport à la ville ainsi qu'avec l'accroissement des sources indispensables d'accumulation.

Dans ce cadre il est nécessaire d'apporter une plus juste solution à certains autres problèmes apparus dans la pratique. Les données des dix dernières années permettent de constater que les mouvements mécaniques de la campagne vers la ville, bien qu'ayant diminué, auraient pu être dans certains districts encore inférieurs.

En dépit des mesures prises, durant cette décennie 68 600 personnes, représentant 33,6 pour cent de l'augmentation de la population urbaine, ont quitté les campagnes pour les villes. A part les facteurs de caractère objectif, des facteurs de caractère subjectif également influent sur ce mouvement et il convient de les neutraliser en vue d'empêcher dans l'avenir des déplacements inutiles de forces humaines de la campagne à la ville. Mais même lorsque ce transfert est indispensable, il faut veiller à ce qu'il soit uniforme pour tous les districts du pays...

La création dans notre pays de grands centres agricoles et leur peuplement rendu possible du fait des terres gagnées par l'assèchement des marais, l'aménagement de collines en terrasses, terres naguère dépeuplées, constituent une expérience de grande importance dans les conditions de notre pouvoir populaire. Environ un tiers des terres arables des entreprises agricoles a été obtenu de l'assèchement des marais, et sur ces terres travaillent et vivent actuellement des milliers de personnes. Parmi les centres habités entièrement nouveaux, c'est le cas à Maliq de Korçë, à Hoxharë de Fier, à Velipojë de Shkodër, à Thumanë de Kruje, à Spitallë de Durrës, etc., et parmi eux ayant des perspectives d'extension, on peut citer Ksamil, dans le district de Saranda, Kruma et Has, dans le district de Kukës, ainsi que les villages repeuplés, qui existaient jadis. Au cours du 7^{e} plan quinquennal, une bonne part des forces engagées dans l'agriculture sont en train de travailler dans les nouveaux secteurs des entreprises et des coopératives agricoles, contribuant par là à leur peuplement.

Dans ce cadre surgissent aussi quelques problèmes d'urbanisation. Il s'agit de combattre certains phénomènes comme la «manie de la ville», qui encouragent le mouvement mécanique de la population vers les villes et le gonflement artificiel de certaines d'entre elles ou encore, que, s'agissant de villes, on pense que leurs forces de travail doivent être à tout prix engagées dans l'industrie ou dans les services, et non pas dans les entreprises d'Etat ou les coopératives qui gravitent autour d'elles.

Bien que certains centres habités soient administrativement, considères comme des villes, ils pourront malgré tout pratiquer l'agriculture comme activité principale afin d'engager les forces de travail dans l'avenir aussi longtemps que les intérêts de l'économie l'exigent. Cela n'empêche que l'on développe aussi plus avant les autres activités industrielles, les services, l'artisanat, etc. Dans les conditions de notre système socialiste ainsi que dans les conditions concrètes de notre pays, qui n'est ni très étendu ni très peuplé, la création et le développement concentrés et spécialisés de certaines branches de l'industrie, comme celle des textiles, des chaussures, des confections, du bois etc., permettent de mieux satisfaire les besoins du peuple et du marché en ces produits. Aussi n'y a-t-il pas de raison pour qu'elles, soient dispersées dans toutes les villes. Cela irait à l'encontre de la grande production moderne. Au contraire, une juste et saine conception de cette question stimulerait l'ouverture et l'extension de fronts de travail dans l'agriculture, l'élevage, les cultures fruitières et dans d'autres secteurs.

Mais la science urbaniste socialiste également, qui, a entre autres pour objectifs l'extension territoriale et planifiée des forces productives et des autres activités, apporte sa contribution à la solution de ces problèmes et d'autres encore, qui concernent le développement urbain actuel et futur. Le travail accompli jusqu'à présent et le programme fixé par le Parti concernant les schémas directeurs des villes et des villages ainsi que d'autres problèmes, a complètement transformé notre pays, nos districts, nos villes et nos campagnes. Malgré tout, des problèmes surgissent encore dans ce domaine et il incombe à nos spécialistes de l'urbanisme, en collaboration avec ceux d'autres disciplines et le concours des pouvoirs publics, de les résoudre au mieux, surtout en ce qui

concerne l'organisation socialiste et les perspectives d'avenir des petites villes non industrielles, des centres habités créés auprès des mines, et l'introduction d'éléments urbains dans les constructions rurales, etc.

Ainsi, le processus d'urbanisation socialiste, en tant que phénomène légitime et objectivement indispensable, contribue et doit contribuer encore plus à une liaison plus étroite entre la population des villes et celle des campagnes, entre la classe ouvrière et la paysannerie, comme l'une des voies importantes à suivre pour résoudre les problèmes que posent la réduction toujours plus marquée et finalement l'élimination des disparités essentielles entre la ville et la campagne.

3. Le développement harmonieux des forces productives et l'extension de la classe ouvrière dans tout le pays.

La répartition territoriale de la classe ouvrière dans les divers districts et régions du pays est un aspect important de sa transformation structurale. Elle est le résultat direct du développement et de la répartition géographique rationnelle des forces productives, du développement de l'industrie, de l'agriculture et des branches socioculturelles dans les divers districts du pays.

Tout en mettant en oeuvre avec esprit de suite la politique de l'industrialisation socialiste, notre Parti a veillé à ce que les forces productives et la classe ouvrière se développent et se répartissent d'une façon rationnelle dans tout le pays. Cette politique a visé et vise à assurer un développement plus ou moins harmonieux de tous les districts, à combler le profond retard hérité du passé dans tout le pays et particulièrement dans certaines zones, à améliorer et à élever encore le niveau de vie des masses travailleuses, à renforcer enfin le potentiel économique et la capacité de défense de la patrie.

La présence constante de la classe ouvrière dans toute la vie du pays a toujours été considéré comme une condition indispensable pour propager partout l'esprit de classe. Cette présence dans le bon sens influe sur l'autre partie des travailleurs et cultive en eux les qualités de la classe ouvrière, elle traduit dans les faits et consolide toujours plus son rôle dirigeant dans tout le processus de notre édification socialiste. Le vigoureux essor des forces productives dans tous les districts et toutes les régions du pays a rendu possible le drainage des forces de travail et leur participation organisée à grande échelle à ce processus.

Notre pays a hérité du passé un niveau extrêmement bas des forces productives et une répartition territoriale disproportionnée de ces forces. Du fait du développement disproportionné et spontané des forces productives, même les entreprises et ateliers construits[15] sous le régime féodalo-bourgeois de Zogu, l'ont été suivant les critères et les principes capitalistes, là où la main-d'oeuvre était bon marché et les propriétaires capitalistes pouvaient s'assurer le maximum de profits. Ainsi en 1938, plus de 80 pour cent des ouvriers de l'industrie travaillaient dans six districts (Berat, Korçë, Shkodër, Durres, Tirana, Vlore) dont la population ne constituait que 40 pour cent de la population du pays. Par ailleurs, six autres districts des plus arriérés (Kolonje, Mat, Permet, Skrapar, Tepelene, Tropoje) n'occupaient que 0,8 pour cent des ouvriers de l'industrie, alors qu'ils comptaient plus de 13 pour cent de la population du pays. Le fait qu'en 1938, la population urbaine des districts du premier groupe, se montait à 27 pour cent, tandis que la population urbaine du second groupé était très peu nombreuse, témoigne de la répartition disproportionnée de la classe ouvrière avant la libération.

Le pouvoir populaire a toujours attaché une attention particulière et constante aux problèmes de la répartition proportionnée des forces productives. Notre Parti a appliqué de façon créatrice les principes marxistes-léninistes de la répartition territoriale des forces productives.

Le vigoureux essor de l'économie dans toutes ses branches s'est accompagné d'une judicieuse répartition territoriale des forces productives et de la classe ouvrière. De nouvelles villes,[16] de nouveaux gisements de minerais, divers établissements industriels et d'autres activités économiques, sociales et culturelles viennent s'ajouter à la carte économique de notre pays. Ces ouvrages ont été construits suivant de justes critères et à des frais avantageux. «Rien n'a été construit au petit bonheur et sans que cela ait apporté de grands avantages économiques, a dit le camarade Enver Hoxha. Rien n'a été construit là où il ne le fallait, loin des sources des matières premières, avant de les avoir assurées sur place. Tout a été fait pour éviter au maximum la concentration de l'industrie en quelques points seulement; ainsi, presque tous les districts de notre pays possèdent des usines, bref, une industrie, sur leur territoire».[17]

Ce développement a permis de rattraper graduellement le retard technique et économique hérité du passé, de niveler les disproportions marquées qui existaient naguère dans notre économie entre les divers districts du pays, d'assurer une répartition plus uniforme; des forces productives et de la classe ouvrière dans chacun d'eux.

Au cours de ce processus, les liens entre les districts et les régions ont été consolidés, d'abondantes ressources de minerais utiles; ont été mises en exploitation, l'industrie, l'agriculture et toutes les autres branches de l'économie ont progressé.

C'est là une expression concrète de la supériorité de la répartition territoriale de nos forces productives et de notre classe ouvrière dans le cadre du développement planifié de l'économie nationale. Evoquant cette supériorité, Engels disait: «Seule une société qui engrène harmonieusement ses forces productives l'une dans l'autre selon les lignes grandioses d'un plan unique peut permettre à l'industrie de s'installer à travers tout le pays avec cette dispersion qui est la plus convenable à son propre développement et au maintien ou au développement des autres éléments de la production».[18]

Cependant il y a encore des différences entre les divers districts; en ce qui concerne aussi bien la proportion des ouvriers par rapport, à la population que le développement des diverses branches, de l'économie. Cette situation pose quelques problèmes:

— A l'avenir également des différences existeront dans le développement des forces productives et surtout dans la répartition de l'industrie et de la classe ouvrière entre les différents districts. C'est là un problème économique et social important, et à la fois épineux. On ne peut le résoudre ni en un an ni en cinq, sa solution requiert, une période de temps relativement longue. Malgré tout, l'expérience prouve que le problème de l'établissement territorial des forces productives, de la coordination des branches et surtout de l'industrie et de l'agriculture, sollicite une attention soutenue.

— Il est nécessaire également, dans la répartition territoriale de l'industrie et des autres branches de l'économie, de connaître plus à fond et d'appliquer toujours mieux les sains critères politiques, économiques et sociales qui doivent présider à cette action, de mieux connaître les forces de travail et les ressources matérielles respectives des districts, d'éviter les cas où les ministères font passer leurs intérêts étroits avant l'intérêt général et d'harmoniser les problèmes du développement de l'industrie avec ceux de l'agriculture et des autres branches et secteurs. Les indices de la répartition des forces productives et ouvrières doivent donc toujours être pris en compte dans l'élaboration et l'exécution des plans quinquennaux du développement de l'économie et de la culture. Ces indices sont: 1) Le volume des investissements fondamentaux par 1000 habitants accordés à tel ou tel district. 2) Le degré d'harmonisation de la croissance naturelle de la population avec l'extension des nouveaux fronts de travail. 3) La charge respective des forces de travail dans les villes et les campagnes. 4) La répartition territoriale des forces productives en général, dans l'industrie et de la classe ouvrière en particulier. 5) Les changements envisagés dans la structure de la population urbaine et rurale.

— La construction, dans les profondeurs des campagnes, près des sources de matières premières, d'entreprises industrielles de traitement de minerais, de bois et d'autres matériaux de construction où la mise sur pied de petites fabriques d'élaboration de produits végétaux et animaux constituent une expérience positive. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille en créer partout. On doit en construire là où les circonstances le permettent, et là où le volume des ouvrages ou la quantité des productions autorise un équipement technique et une spécialisation qui répondent aux exigences de l'élévation de la productivité et de la qualité des produits. Il faut se montrer très attentifs et éviter tout excès pouvant porter atteinte au développement de l'agriculture, qui constitue le principal champ d'activité dans les campagnes.

Aussi faut-il, dans l'immédiat, mais surtout à long terme, considérer le développement de la classe ouvrière et des forces productives en le rattachant encore plus aux problèmes démographiques et du plein emploi au niveau du pays comme à celui des districts «et des diverses zones habitées.

— De même dans les plans de développement perspectif il apparaît nécessaire de réduire encore les différences de niveau de développement industriel entre certains districts. Mais, comme nous venons de le souligner, il ne s'agit pas ici de nivellement, surtout entre les districts à industrie plus développée et certains autres à caractère plutôt agricole.

L'étude de la structure de la population selon les tranches d'âge montre qu'avec la concentration croissante de la population urbaine, la part des gens en âge de travailler dans les grandes villes s'accroît et suscite occasionnellement des problèmes concernant l'occupation des forces aptes au travail. Les plans perspectifs doivent donc promouvoir un développement de l'économie de nature à assurer l'occupation des nouvelles forces de travail provenant de la croissance naturelle de la population et envisager le moins possible un transfert mécanique de la main-d'oeuvre d'autres districts pour résoudre les problèmes du développement de l'industrie dans les districts majeurs.

Conformément aux conditions concrètes de chaque district, le développement combiné des branches industrielles traitant des matières premières agricoles avec l'agriculture elle-même, revêt une grande importance particulière. Selon les principes de la répartition territoriale de l'industrie, les branches de l'industrie traitant des matières premières agricoles doivent être mises sur pied le plus près possible des sources de celles-ci. Cela permet non seulement de réduire les frais de transport mais aussi de mieux combiner l'industrie avec l'agriculture et le territoire rural, surtout dans les districts où l'économie a un caractère agricole. Cette façon d'agir contribue à réduire les disparités entre la campagne et la ville, permet d'utiliser les matériaux de construction disponibles sur

place, d'écourter le temps des constructions, d'accroître l'efficience économique des investissements fondamentaux, etc. En général, le développement des branches de l'industrie qui traitent des matières premières agricoles est l'une des voies principales à suivre pour réaliser un développement plus uniforme de l'industrie sur tout le territoire du pays.

Pour résoudre ce problème il est nécessaire de construire à l'avenir dans les districts agricoles et sur le territoire des entreprises et des coopératives agricoles un plus grand nombre d'usines et d'unités industrielles, de petites et moyennes dimensions: huileries, laiteries, boulangeries, conserveries de légumes et de fruits etc. Bien entendu, il faut également tendre à perfectionner certaines formes de la division sociale du travail, comme la concentration, la spécialisation et la coopération.

— Le choix du lieu de la construction des nouvelles entreprises industrielles est un autre problème qui exige des études plus circonstancées et approfondies. Il convient de toujours tenir compte des critères fixés à cet effet et de les considérer dans leur ensemble, en partant des principes de la répartition territoriale, construire par conséquent des établissements industriels le plus près possible des sources des matières premières, des centres de consommation, pourvoir à leur alimentation en énergie, en eau, en main-d'oeuvre etc., et réunir les facteurs permettant d'assurer de justes solutions techniques et hygiéno-sanitaires, de combattre la pollution etc. Demain comme aujourd'hui il faudra consacrer une attention soutenue aux problèmes de l'hygiène de l'environnement, surtout dans les centres habités.

Notre Parti, comme il l'a fait jusqu'ici, résoudra ces problèmes graduellement. La mise en oeuvre des décisions historiques de son VIII[e] Congrès contribuera par ailleurs au maintien du peuplement des campagnes et à une judicieuse répartition de la classe ouvrière sur tout le territoire du pays.

Publié avec des coupures d'après le numéro 1 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. Enver Hoxha, *Rapport au VIII[e] Congrès du PTA,* Editions «8 Nëntori», Tirana, 1981, éd. fr., pp. 29-30.

2. J. Staline, *œuvres,* éd. alb., t. 7, p. 202.

3. Enver Hoxha, *La juste politique de notre Parti et le travail héroïque de notre peuple apportent aussi la prospérité et le progrès dans nos montagnes,* éd. Alb., Tirana, 1970, p. 41.

4. *Ibid,* pp. 69-70.

5. Enver Hoxha, *Le progrès du pays est indissociable du développement de la science et de la technique,* éd, alb., Tirana, 1980, pp. 26-27.

6. Enver Hoxha, *La juste politique de notre Parti et le travail héroïque du peuple apportent aussi la prospérité et le progrès dans nos montagnes,* éd. alb., Tirana, 1970, p. 39.

7. Annuaire des statistiques (1980) publié par la Direction générale des Statistiques.

8. Le 12 octobre 1971, le CC du PTA et le Conseil des ministres de la RPA ont pris une décision relative à l'extension du réseau des assurances sociales pour les travailleurs des campagnes également, ce qui constituait un acte politique, idéologique, économique et social important qui contribuerait à l'élévation du bien-être de notre campagne socialiste.

9. L'électrification de tout le pays s'acheva en octobre 1970, quinze ans avant le délai fixé.

10. Ces données proviennent des recensements de l'ensemble de la population.

11. Enver Hoxha, *Que la ligne au Parti soit appliquée sans écarts,* Archives centrales du Parti.

12. Enver Hoxha, *Rapport au VIII[e] Congrès du PTA,* Editions «8 Nëntori», Tirana 1981, éd. fr., pp. 42-43.

13. V. Lénine, *œuvres,* éd. alb., t. 3, pp. 647-648.

14. Enver Hoxha, *Rapport au VIII[e] Congrès du PTA,* Editions «8 Nëntori», Tirana, 1981, éd. fr., pp. 62-63.

15. En 1938, l'Albanie comptait quelque 300 petites fabriques et ateliers dont la plupart n'employaient pas plus de 10 ouvriers chacun. Sur les 15 000 ouvriers qu'il y avait en tout, seuls 7 500 travaillaient dans les fabriques, les ateliers et les mines du pays.

16. En 1983, notre pays comptait 65 villes, alors qu'avant la Libération il n'y en avait eu que 24.

17. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 23, p. 313.

18. F. Engels, *Anti-Dühring,* éd. alb., Tirana, 1974, pp. 339-340.

Petro Dode — A propos de certains problèmes relatifs à la démographie, aux taux d'expansion et au rendement du travail

Partant toujours des positions de la théorie marxiste-léniniste, notre Parti n'a cessé de considérer les problèmes relatifs à la démographie, aux taux d'expansion et aux facteurs qui les déterminent, comme des problèmes d'une importance primordiale se rattachant directement à l'édification intégrale de la société socialiste dans notre pays.

Les documents du VIII[e] Congrès historique du PTA et notamment le rapport présenté par le camarade Enver Hoxha traitent amplement les problèmes du développement de notre économie et des lois qui le régissent, en fonction du bien-être du peuple, du renforcement de l'indépendance et de la défense de la patrie.

... La pratique de la construction socialiste dans notre pays a confirmé la thèse marxiste-léniniste selon laquelle un lien étroit et direct existe entre le problème démographique, qui a trait à la reproduction de la population, et la reproduction du produit social. La reproduction des biens matériels et ses rythmes accélérés dans notre société socialiste sont toujours fonction de ses besoins croissants et constituent la base matérielle de son développement dans l'avenir également.

L'accroissement de la population et des forces de travail constitue également le facteur principal qui fait avancer la production et le développement du pays. La reproduction de la population et la reproduction des biens matériels sont des questions indissociables et interdépendantes, l'une conditionnant l'autre et agissant sur elle. En outre, le développement général du pays et l'amélioration du niveau de vie matériel et culturel du peuple présupposent et exigent absolument que la production des biens matériels s'accroisse plus rapidement que la population. Cela ne peut être atteint qu'en élevant la productivité sociale du travail. Il faut toujours tenir compte de ces lois générales, qui doivent faire l'objet d'une étude approfondie, si l'on veut résoudre à temps les problèmes posés; faute de quoi, le développement économique et social ne peut être dirigé comme l'exige le Parti.

Dans son rapport présenté au VIII[e] Congrès du PTA, le camarade Enver Hoxha a souligné entre autres: «Il est impossible aujourd'hui de travailler avec des vues empiriques et praticistes étroites. La direction et l'organisation doivent s'appuyer sur des connaissances et un savoir approfondis, sur des principes et des critères scientifiques solides qui émanent des lois du développement économique et social.»[1] Cela se rattache également au perfectionnement de la direction du processus démographique, à l'accélération des rythmes de développement économique et social et à l'accroissement de la productivité sociale du travail. Les résultats obtenus dans notre pays socialiste dans ces domaines sont assez significatifs et l'expérience acquise est d'une grande valeur. Il nous incombe donc, en nous fondant sur ces résultats et en nous guidant toujours sur la ligne générale, du Parti, d'interpréter et de diriger comme il se doit les phénomènes économiques et sociaux, ainsi que d'apporter une juste solution aux nouvelles tâches auxquelles nous sommes confrontés.

1. Etudier et connaître plus à fond les tendances de l'évolution de la population

Une juste appréciation de la situation de la population et la connaissance des tendances de son évolution, sont au nombre des questions et des facteurs qu'il ne faut pas perdre de vue dans la direction scientifique de toute la vie économique et sociale du pays. Cela dérive du fait que la population constitue la force principale d'un pays donné. En Albanie, les masses travailleuses sont la force déterminante qui anime et fait avancer toute la vie sociale. L'homme socialiste de chez nous, principal élément des forces productives, ne cesse de rendre le pays plus beau et plus prospère, devenant ainsi le facteur décisif de la transformation de la nature à son profit et le bâtisseur conscient de la société socialiste et communiste.

En régime socialiste, aucune activité pratique, qu'elle soit de caractère économique, social, politique, scientifique ou culturelle, ne peut se réaliser sans l'homme, ni en dehors de ses besoins et de ses exigences. Aussi est-il nécessaire que chaque étude et chaque plan concernant le développement économique et social de notre pays soient centrés sur le peuple, sur l'homme socialiste de chez nous, avec ses intérêts et ses besoins. C'est là que tout commence et c'est au degré de satisfaction des besoins du peuple, fussent-ils immédiats ou à long terme, que se mesure le résultat de tout genre d'activité.

«Dans le développement de la production et de toutes les autres activités sociales, a déclaré à ce propos le camarade Enver Hoxha au VIII[e] Congrès du PTA, le Parti a toujours au centre de son attention l'homme travailleur, la satisfaction de ses besoins matériels et culturels.»[2]

Le fait que le revenu national et la consommation par tête avaient augmenté en 1981 respectivement d'environ 14 fois et 3 fois par rapport à 1938, alors que la population du pays s'est accrue de 2,6 fois, montre qu'en Albanie toute activité économique et sociale n'a pour but que le bien-être des travailleurs. Et il en sera de même à l'avenir. L'accroissement de 8-10 pour cent, au cours du 7[e] quinquennat 1981-1985, du revenu réel par tête, la construction de 80 000 nouveaux logements où seront logées quelque 400 000 personnes, la création de nouveaux emplois à l'intention d'environ 210 000 jeunes travailleurs, les mesures adoptées pour protéger la santé

du peuple, l'extension de l'éducation avec toutes ses catégories d'écoles et l'ouverture de nouvelles perspectives pour le développement des forces productives à travers un vaste programme d'investissements, sont autant de facteurs qui créent les nouvelles conditions objectives permettant de consolider et de rendre plus prospère notre patrie socialiste, d'améliorer le bien-être du peuple.

Ces résultats sont une nouvelle confirmation du bien-fondé de la politique marxiste-léniniste élaborée et suivie par notre Parti avec à sa tête le camarade Enver Hoxha dans la période de la construction socialiste du pays, dans le domaine démographique entre autres. Dans ce domaine la juste solution des problèmes posés a toujours constitué un élément essentiel de l'élaboration des plans de développement économique et social du pays.

Le recensement de janvier 1979 ainsi que celui de la fin de 1981 attestent, eux aussi, la justesse de la ligne politique suivie par notre Parti ainsi que les grandes transformations réalisées sous sa direction. Ils témoignent des succès obtenus dans l'accroissement de la population active et l'amélioration de sa composition, de l'élévation du niveau de vie, d'instruction et de culture du peuple, de l'amélioration de son état de santé et de la prolongation de la durée moyenne de vie des citoyens ainsi que d'une série d'autres phénomènes liés aux importants changements positifs qui sont intervenus dans sa structure, sa composition sociale, etc.

L'accroissement rapide de la population est un trait fondamental du développement démographique de l'Albanie socialiste. Selon les données fournies par le recensement général de 1979 et celui de 1981, l'Albanie comptait au 31 décembre 1981 2 752 300 habitants, dont 927 700 dans les villes et 1 824 600 dans les zones rurales[3].

L'évolution démographique constitue un processus dynamique qui soulève plusieurs problèmes, lesquels, faute d'être abordés et traités en temps voulu, deviennent difficiles à résoudre. C'est pour cette raison que, afin de perfectionner la direction scientifique du travail dans tous les secteurs d'activité, les organes d'Etat, les organismes économiques, les institutions de recherche, les établissements d'enseignement et les organisations de masse doivent se fonder constamment sur les données démographiques, pour mieux harmoniser la production et le reste de l'activité économique et sociale avec les besoins de la population sur tous les plans, sinon un clivage peut se créer entre l'activité sociale et la vie elle-même, entraînant des disproportions et des contradictions qui risqueraient de compromettre tout le développement du pays.

L'étude de la population selon les groupes d'âge avec leurs tendances, leur composition sociale, etc., revêt à cet égard une importance particulière. Une telle étude permet d'élargir les connaissances sur la vie et l'activité sociales. Notre démographie a également pour objet le niveau d'instruction et la structure de classe de la population, importants facteurs du développement général du pays qui permettent d'envisager les tendances à très long terme de ce développement conformément aux besoins de l'édification de la société socialiste intégrale. C'est seulement à travers une connaissance profonde et continue de ces problèmes que des plans précis sont élaborés dans les domaines de l'éducation, de la culture, du commerce, des services, de l'industrie légère et des services communaux des logements.

Mais il n'est pas si simple de comprendre et de diriger les processus démographiques. Ils sont complexes, étroitement liés aux conditions économiques et sociales ainsi qu'à une série de facteurs politiques et idéologiques qui influent sur leur évolution. L'expansion de la population fait surgir des problèmes qui ne peuvent être résolus à bref délai. Dans ce domaine, les tournants ne sont pas faciles à opérer. Par ailleurs, les effets de certains phénomènes démographiques se font sentir dans la vie économique et sociale du pays 10 à 15 ans plus tard, parfois même plus. D'où la nécessité d'étudier sans arrêt les processus de développement démographique.

Une des questions les plus essentielles, qui engendrent une série de problèmes d'actualité, surtout des problèmes projetés sur un avenir plus lointain, est celle du taux d'accroissement de la population.

En 1980, la population de l'Albanie s'était accrue d'environ 2,6 fois par rapport à 1938. Cela a été possible grâce à la montée de la natalité et à la diminution de la mortalité. La durée moyenne de vie dans notre pays, l'un des meilleurs indices du bien-être du peuple, est actuellement de 69,2 ans, alors qu'avant la Libération elle n'avait été que de 38,3 ans. Ces dernières années, le taux moyen d'accroissement de la population a été d'environ 2,1 pour cent, soit 3-4 fois supérieur à la moyenne des autres pays d'Europe, Toutefois, dans certains districts et certaines villes du pays, on a constaté une baisse du taux d'accroissement de la population. Ce phénomène demande à être étudié plus à fond afin d'en mettre en lumière les raisons principales et de prendre des mesures pour que le taux d'accroissement de la population en général et les rythmes de développement de la population active en particulier, ne deviennent pas un obstacle au développement économique et social du pays.

Grâce à son taux d'accroissement élevé, la population de l'Albanie est la plus jeune d'Europe. Actuellement son âge moyen est de 25,7 ans. La population âgée de moins de 15 ans représente 37 pour cent du total de la population, alors que dans les autres pays d'Europe, ce groupe d'âge n'en représente que 25 à 27 pour cent. Cela signifie que chez nous la population active continuera de croître plus rapidement que la population en général.

Depuis l'instauration du pouvoir populaire, le développement démographique de notre pays a été directement déterminé par des facteurs politiques, économiques et sociaux qui ne cessent d'agir toujours plus intensément.

La juste politique marxiste-léniniste suivie par notre Parti dans la construction du socialisme, a entraîné de profondes transformations dans les conditions matérielles, sociales et culturelles, et dans le mode de vie de notre peuple. Ces transformations sont en même temps, les facteurs de base qui assureront, à l'avenir également, des taux d'accroissement élevés de la population. C'est là le gage le plus sûr de la préservation du taux nécessaire d'accroissement de la population et de l'existence d'une population relativement jeune, autrement dit l'engagement dans la production sociale d'un nombre toujours croissant de forces actives qui l'élargiront sans cesse sur la base d'un rendement toujours plus élevé.

Comme on le sait, les facteurs biologiques aussi influent sur l'accroissement de la population. Néanmoins, le rôle principal revient aux facteurs politiques, sociaux et économiques. Tels sont, entre autres, la libération nationale, sociale et politique, la liquidation, à la suite de l'instauration de la dictature du prolétariat et de l'établissement des rapports de production socialistes, des classes exploiteuses et de l'exploitation que les masses laborieuses subissaient de leur fait, l'accroissement accéléré du produit social, l'élévation du rendement du travail et le plein emploi des nouvelles forces actives qui entraînent à leur tour l'accroissement de la consommation par tête de la population. La rapide augmentation de la population est aussi la conséquence d'autres facteurs, comme l'amélioration des conditions de logement, l'enseignement et les services sanitaires gratuits, la création d'un système d'assurances sociales et de pensions de retraite dans les villes comme dans les campagnes, l'électrification complète du pays, la suppression des impôts[4], les baisses successives des prix de détail des marchandises de consommation courante[5], les soins toujours mieux prodigués aux mères et à leurs enfants.

Dans les conditions actuelles et compte tenu des tâches fixées par le VIII[e] Congrès du PTA, on applique plus rigoureusement les mesures prises pour maintenir le taux nécessaire d'accroissement de la population.

Aujourd'hui, dans les secteurs de la production matérielle et dans ceux de la sphère non productive, sont engagés annuellement environ 41 000 nouveaux travailleurs. Ce niveau, à de légères différences près, sera maintenu au cours des années successives du septième quinquennat. En effet, le maintien d'un taux élevé d'accroissement de la population assurerait, à l'avenir, des contingents suffisants de forces de travail.

Chez nous, on a tendu à mettre pleinement en complète valeur les deux facteurs qui influent sur les rythmes d'accroissement du produit social, à savoir, l'augmentation du nombre des travailleurs dans la sphère productive et l'élévation de la productivité sociale du travail. Certes, ce dernier facteur a, pour nous, la valeur d'une loi générale. Mais son renforcement continu ne présuppose nullement l'affaiblissement de l'autre facteur; au contraire celui-ci doit, lui aussi, agir puissamment, c'est-à-dire que le nombre des gens qui travaillent doit aller s'accroissant, surtout dans la sphère de la production matérielle.

Compte tenu de l'évolution des processus démographiques dans notre pays et de l'action de l'ensemble des facteurs qui influeront dans ce sens à l'avenir aussi, on estime que la population de l'Albanie se montera en l'an 2000 à environ 4 millions d'habitants. De ce fait, augmentera aussi le nombre des bras nécessaires pour couvrir les besoins du rapide développement économique et social du pays.

Chaque formation économique et sociale a sa propre loi démographique. En régime capitaliste, l'accroissement de la population et, par voie de conséquence, l'offre d'emploi sont déterminés par l'objectif de la production capitaliste, à savoir la réalisation du profit maximum. Parallèlement à l'accroissement du capital, on observe, en régime capitaliste aussi, de façon permanente, la tendance à la création d'un excédent de population et de forces actives qui ne peuvent pas trouver de travail. Ce phénomène, nécessaire au capitalisme pour exploiter toujours plus intensément les masses laborieuses, ne fait que ralentir les rythmes d'accroissement de la population.

Dans ce sens, les thèses réactionnaires des néo-malthusiens sur l'«irrésistible inflation humaine», le «boom de la population», l'«explosion démographique», etc., sont propagées, surtout dans les pays dits sous-développés, pour cacher les vraies causes de la paupérisation des masses laborieuses, qui sont en fait leur exploitation inhumaine, la dégénérescence morale et spirituelle de la société sous tous ses aspects, l'individualisme bourgeois, la stagnation de la production et les crises économiques.

Notre régime socialiste a par contre sa propre loi démographique selon laquelle dans l'accroissement de la population l'importance primordiale revient aux facteurs économiques, sociaux et culturels. Le vigoureux essor, chez nous, de la reproduction socialiste élargie du produit social, tout en permettant une consommation élargie proportionnellement aux possibilités concrètes de notre économie, a aussi ouvert la voie à une poussée démographique rapide.

L'expérience de notre pays montre qu'en régime socialiste, parallèlement à l'accroissement de la richesse nationale, la population ne cesse de s'accroître et son niveau de vie matériel et culturel de s'améliorer grâce à l'emploi socialement utile des forces actives. Ces mesures et d'autres encore, prises conformément à la politique

de notre Parti et de notre Etat socialiste, sont autant de puissants facteurs qui encouragent le maintien, à l'avenir également, des rythmes relativement élevés de la croissance démographique.

D'importantes mesures sont prises et appliquées en outre afin de diminuer encore la mortalité en général, et en particulier la mortalité infantile. D'une grande importance sont aussi les mesures à caractère économique et social arrêtées pour parfaire le fonctionnement des crèches et des jardins d'enfants, augmenter leur nombre et créer de meilleures conditions facilitant la tâche aux mères ainsi que l'éducation des enfants. En 1981 le congé maternité fut prolongé et porté, par décret spécial, à 6 mois. Il est de notre devoir de faire en sorte que les possibilités ainsi créées soient mieux mises à profit. A cet égard, les organismes de la Santé et les organisations de masse jouent un rôle important pour que la population reçoive une éducation sanitaire toujours meilleure.

Dans le même temps, pour maintenir le taux élevé de croissance démographique, il est particulièrement important de mener un travail d'explication et de persuasion, auprès des jeunes surtout, afin de leur inculquer de justes conceptions sociales et de leur faire prendre toujours mieux conscience de la nécessité de la reproduction élargie, et aux rythmes souhaités, de la population.

Le processus de développement démographique de notre pays s'est accompagné d'une tendance toujours plus marquée à l'accroissement de la population tant dans les villes que dans les campagnes.

Alors que dans le monde capitaliste-révisionniste, on assiste à un exode rural toujours plus grave et que la population rurale ruinée envahit les villes, grossissant ainsi les rangs de l'armée des chômeurs, dans notre pays, grâce à la politique du Parti consistant à maintenir les campagnes toujours peuplées, celles-ci ne cessent de s'épanouir et leur population de s'accroître dans son ensemble. Le tableau suivant donne à cet égard une idée précise du rapport villes-campagnes sur le plan démographique, pour une période assez longue:

(En milliers)	30 septembre 1950	7 janvier 1979	1979/1950 (En %)
Population urbaine	249,8	866,6	347
Population rurale	969,1	1724,0	178
Total	1218,9	2590,6	213

L'accroissement rapide de la population urbaine par rapport à la population rurale, surtout depuis la Libération jusqu'aux années 70, s'explique par les nécessités du développement industriel du pays, qui a été un des facteurs essentiels mis en oeuvre pour sortir l'économie du pays de l'état d'arriération hérité du passé et l'engager dans la voie de la construction de la base matérielle et technique du socialisme.

C'était là une nécessité et une tendance positive sans lesquelles on ne pouvait pas réaliser le processus accéléré de l'industrialisation socialiste. Dans ces conditions, on a vu se poser obligatoirement le problème de l'accroissement numérique de la classe ouvrière, dont le nombre au lendemain de la guerre était fort restreint. Les villes n'étant pas en mesure de remédier à cet état de choses, vu leur population réduite, on fit appel à la population rurale, ce qui conduisit à un accroissement dynamique des villes.

Poursuivant dans cette voie, le PTA, par son programme de la construction du socialisme dans les villes comme dans les campagnes, a veillé' à ce que le mouvement mécanique de la population rurale vers les villes soit toujours contrôlé et bien dirigé. C'est ce qui ressort aussi des données suivantes sur la part respective de la population urbaine et de la population rurale:

Total de la population (En %)	**1950** 100,0	**1970** 100,0	**1981** 100,0
Villes	20,5	31,8	33,7
Campagnes	79,5	68,2	66,3

De 1950 à 1970 la part de la population urbaine connaît une forte poussée, puis elle diminue pour se maintenir, ces dernières années, à peu près au même niveau.

Les processus du mouvement mécanique de la population, étant la conséquence du développement des forces productives et de toute la vie sociale, ne cessent d'influer eux aussi sur l'intensification du développement plus poussé de l'économie et de la population. Dans son ouvrage «Le développement du capitalisme en Russie», V. Lénine écrivait: «...Avec la grande industrie mécanique, par contre, la population devient nécessairement mobile... il devient indispensable que les ouvriers puissent passer d'une entreprise et d'une région à l'autre.[6]

Le bien-fondé de ces thèses a été confirmé dans notre pays aussi. Chez nous, la forte masse des ouvriers, surtout dans la première décennie après la Libération, a été principalement d'origine paysanne. De nombreuses villes et cités ouvrières ont été mises sur pied. Au cours de ces dix dernières années, la population s'est accrue, à la suite

de son mouvement mécanique, surtout dans les villes qui ont connu un développement industriel plus prononcé. Ainsi, alors qu'à l'échelle nationale la population urbaine durant cette période s'est accrue de 32 pour cent, dans les villes d'Elbasan, Fier, Laç, Burrel, Lezhe, Poliçan, Ballsh et Bulqize elle a augmenté de 62 pour cent. Mais la tendance du mouvement mécanique de la population, nous enseigne le camarade Enver Hoxha, n'est pas toujours orientée dans le même sens, ni toujours du même ordre de grandeur. Ce mouvement est d'abord fonction des objectifs fixés pour le développement planifié de l'économie et de la culture. C'est pourquoi, à l'avenir également, le mouvement de la population dicté par les besoins en main-d'oeuvre se fera suivant un plan et sera soumis à un contrôle aussi bien quand il va des campagnes vers les villes, que lorsqu'il se fait dans le sens inverse.

La politique du Parti concernant la répartition territoriale des forces productives a permis qu'une partie considérable de la population rurale soit employée par l'Etat à des activités industrielles, économiques et culturelles sans pour autant quitter la campagne. Aujourd'hui plus de 20 pour cent du fonds des salaires des travailleurs du secteur d'Etat va aux ouvriers vivant à la campagne. Ainsi s'est réalisée l'harmonisation socialiste de l'industrie et de l'agriculture. C'est là également un des facteurs de la réduction progressive des disparités entre les revenus des villes et ceux des campagnes.

Notre stade actuel de développement et nos perspectives d'avenir exigent des études plus approfondies afin de mieux combiner les tâches fixées pour le développement des forces productives et la mise en valeur des richesses naturelles selon les régions avec la situation actuelle de leur main-d'oeuvre et ses perspectives d'accroissement. Dans le même temps, des études toujours plus poussées sont menées sur le développement économique du pays pris par régions. Chez nous, tous les districts sont en plein essor et il s'y est produit des changements considérables par rapport au passé. Toutefois, il y a encore à cet égard des problèmes que nous ne devons pas perdre de vue et qu'il nous faut résoudre au fur et à mesure, dans le cadre des intérêts généraux de la société et de la construction socialistes. Actuellement, le problème auquel nous sommes confrontés est que la population et les forces actives des régions septentrionales du pays sont insuffisantes pour assurer la mise en valeur complète des abondantes richesses naturelles de ces zones et fournir en même temps la main-d'oeuvre nécessaire à l'agriculture et au bâtiment. Comme le camarade Enver Hoxha l'a souligné au VIII^{e} Congrès historique du Parti, ce problème, pour être résolu, exige que soient appliquées plus à fond les mesures arrêtées pour l'élévation prioritaire du niveau des mécanisations et l'accroissement de la productivité du travail dans chaque branche de l'économie de ces régions. Entre-temps, il est nécessaire d'entreprendre des études plus approfondies et de mieux oeuvrer à réunir les conditions requises pour faire venir dans ces régions des travailleurs d'autres districts où la main-d'oeuvre est plus abondante.

Concernant les problèmes que pose le développement démographique du pays et surtout le problème du peuplement ultérieur des zones montagneuses ainsi que des zones de plaines et de collines, nous devons, comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha au VIII^{e} Congrès du PTA, approfondir encore plus les études portant sur le perfectionnement des rapports de répartition et adopter toujours plus, à chacun de nos pas, des mesures tendant à réduire progressivement les disparités entre les villes et les campagnes.

A cet égard, les organes d'Etat et les organismes économiques attachent une très grande importance à l'adoption de mesures visant à accroître rapidement dans les coopératives agricoles la production et son efficience, en tant que conditions fondamentales de l'accroissement des revenus par habitant surtout dans les zones montagneuses, et à promouvoir les investissements de l'Etat dans la construction d'unités de production dans les coopératives. Ces mesures tendent également à établir de plus justes rapports dans la répartition des revenus des coopératives agricoles en fonds de consommation et en fonds d'accumulation, et à promouvoir le développement éducatif et culturel général des campagnes.

Ce sont là certaines directions dans lesquelles on peut mener des études plus approfondies, solliciter les avis et chercher les variantes les plus appropriées en vue de la juste application des directives du Parti sur la construction du socialisme dans les villes comme dans les campagnes. La politique du PTA relative à l'accroissement de la population dans les zones rurales et à la juste dispersion de la population sur tout le territoire du pays sera encore mieux traduite dans les faits à travers l'adoption d'autres mesures concernant l'amélioration continue du niveau de vie dans les campagnes, afin que l'Albanie socialiste puisse se développer et prospérer encore sur chaque pouce de son territoire.

2. Le développement économique et social du pays à des rythmes accélérés, condition nécessaire du maintien et de l'élévation du bien-être du peuple

La politique et les efforts menés par le PTA pour le développement à des rythmes élevés et constants de notre économie ont toujours tendu à satisfaire les exigences objectives principales que sont la garantie et l'élévation générale du bien-être du peuple, le renforcement de la dictature du prolétariat et de la défense de la patrie, avec les seules ressources et les seules forces du pays. Ces exigences ont toujours formé une unité indissociable, car, comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha, «l'édification du socialisme et l'élévation du niveau de vie

matérielle et culturelle des travailleurs sont toujours considérées par le Parti comme une question unique et inséparable de sa politique et de son activité quotidienne».[7]

Comme on le sait, la nécessité impérieuse des rythmes élevés du développement est scientifiquement déterminée par le caractère et la nature même de la loi économique fondamentale du socialisme, à savoir: «Assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse accrus de toute la société, en augmentant et en perfectionnant toujours la production socialiste sur la base d'une technique supérieure»[8]

Dans la pratique de notre travail de direction et de planification économiques et sociales il est particulièrement important de connaître non seulement les besoins réels du peuple et de l'économie du point de vue de leur volume et de leur structure, mais aussi les possibilités existantes et potentielles de la société socialiste pour pouvoir les satisfaire dans les conditions concrètes de notre pays et dans la conjoncture internationale. Ces possibilités dépendent aussi du degré de développement des forces productives et de l'efficience du travail humain ainsi que des autres facteurs qui se rattachent au niveau de maturité des rapports de production socialistes. Bref, la planification du développement économique et social du pays, selon les directives du Parti, tend à mieux déterminer, du point de vue et de la quantité et de la qualité, les biens matériels nécessaires pour couvrir les principaux besoins de la société socialiste. Cela est fonction de la quantité des forces humaines et des moyens capables d'être engagés dans la production des biens matériels, cela est fonction de la richesse nationale et de l'expérience acquise dans la promotion de la production matérielle et des autres activités sociales qui contribuent à la satisfaction des besoins de la société. Dans la pratique, ces deux facteurs constituent les limites entre lesquels évolue le degré de satisfaction des besoins de notre société socialiste. Marx indique que «La consommation crée le besoin d'une nouvelle production, par conséquent la raison idéale, le mobile interne de la production, qui en est la condition préalable. La consommation crée le mobile de la production; elle crée aussi l'objet qui agit dans la production en déterminant sa fin... Sans besoin, pas de production».[9]

Ayant pour objectif principal la consommation, la production en régime socialiste vise avant tout la satisfaction toujours meilleure des besoins de la population. De cette manière, les besoins et les possibilités de les satisfaire vont toujours croissant.

Quant aux rythmes de développement de notre économie, il a toujours été tenu compte de la nécessité de les fonder sur les besoins réels susceptibles d'être couverts à chaque période donnée. Agir autrement, c'est ouvrir la voie au subjectivisme, au volontarisme et permettre qu'ils affectent la direction et le développement planifié de l'économie. Le camarade Enver Hoxha nous enseigne que dans l'étude et la planification des tâches pour le développement économique et social du pays, nous devons d'abord définir les tâches essentielles, puis les secondaires, c'est-à-dire veiller avant tout à assurer les ressources matérielles, financières et monétaires nécessaires, ensuite, procéder, à partir de là, à la répartition et à l'utilisation des ressources matérielles, et définir le degré auquel les besoins de la société seront satisfaits.

Notre Parti s'en est toujours tenu avec esprit de suite à cette ligne marxiste-léniniste, sur laquelle repose la planification scientifique socialiste du développement de nos forces productives à chaque étape de l'édification socialiste. A cet égard, le rôle des études et des balances visant à définir les besoins et les possibilités de les satisfaire, s'est sensiblement accru.

Comme cela est déjà mentionné dans les directives du VIII^{e} Congrès du PTA, la nécessité d'avoir accru en 1985 le fonds de consommation de 22 pour cent et la norme d'accumulation de 31-33 pour cent par rapport à 1980, en tant que moyenne des cinq années du septième quinquennat, découle des études effectuées sur les besoins du pays, mais dans la mesure où le permettent les ressources matérielles créées par le produit social, qui, en 1985 se sera accru de 34-36 pour cent par rapport à 1980.

Vu les liens directs entre les besoins et la production, il est nécessaire de définir globalement non seulement les ressources matérielles, mais aussi leur structure afin que cette dernière soit toujours mieux adaptée aux besoins de la population.

Dans le 7^{e} plan quinquennal (1981-1985) le Parti a fixé une série d'objectifs en vue du développement des diverses branches de l'économie, objectifs qui entraînent d'importants changements et améliorations dans la structure du produit social. Ainsi, dans l'ensemble de la production industrielle, on constate que celle des industries énergétique et mécanique s'accroît plus rapidement. La production agricole connaît actuellement une augmentation de la part des productions animales et de l'arboriculture fruitière. Dans le secteur des transports, la priorité est donnée aux transports ferroviaires. Des changements sont également apportés à la structure de l'alimentation du peuple.

Au cours du processus de la planification et du contrôle de l'accomplissement du plan, les organes d'Etat et les organismes économiques, surtout les organes de la planification, se sont appliqués à définir les indices de base qui déterminent l'accroissement des besoins de la reproduction socialiste élargie et de la consommation du

peuple, c'est-à-dire le revenu national, qui permet, à son tour, de définir la nécessité d'un développement économique à des rythmes élevés ou relativement élevés.

Parallèlement aux autres voies suivies pour fixer les ressources et les possibilités de la création du revenu national, notre planification socialiste, qui repose sur la politique de notre Parti et sur les exigences des lois économiques du socialisme, suit, dans la pratique, des critères scientifiques de calcul du revenu national qui partent de quelques prémisses fondamentales.

Ces prémisses se rattachent avant tout à la population et à la dynamique de son accroissement, ainsi qu'aux sources du travail que crée celle-ci.

Au cours de l'élaboration du 7e plan quinquennal et du travail accompli pour déterminer, par exemple, les besoins pour 1985, des études ont été effectuées sur l'accroissement de la population et sa structure. C'est sur cette base qu'a été fixé également le fonds de consommation pour 1985, ne serait-ce que pour maintenir le niveau actuel de la consommation par tête dans le pays. A partir de là, on a calculé, dans la mesure du possible, l'accroissement prévu de ce fonds. Cela signifie que, si la population s'accroît en 1985 de quelque 11-12 pour cent par rapport à 1980, le fonds de consommation doit, lui aussi, s'accroître au moins de 12 pour cent. C'est à partir de là que l'on a également calculé les possibilités d'un accroissement plus rapide du fonds de consommation.

Durant le présent quinquennat, le revenu réel par tête doit, selon les prévisions, augmenter de 8-10 pour cent. C'est sur cette donnée que repose l'accroissement d'ensemble de 22 pour cent du fonds de consommation. On a pu ainsi définir un des indices qui permettent de juger et imposent une portion des rythmes de l'accroissement du revenu national et du produit social.

Lorsqu'il s'agit de la consommation du peuple, il ne faut pas perdre de vue qu'elle comprend le fonds de consommation individuelle, qui a pour élément le pouvoir d'achat créé, la consommation en nature des produits agro-pastoraux provenant du lopin du coopérateur, etc., ainsi que la consommation sociale qui, comme on le sait, comporte essentiellement les dépenses matérielles communes de l'ensemble de la société.

Une autre prémisse consiste dans l'évaluation des besoins du fonds d'accumulation. Conformément aux directives du Parti, l'évaluation du fonds d'accumulation nécessaire dans la pratique de la planification se fait après l'étude des besoins relatifs à certains indices fondamentaux tels que l'augmentation des nouvelles forces de travail, la valeur moyenne des investissements nécessités par la création d'un nouvel emploi, l'accroissement nécessaire, dans les entreprises, des réserves matérielles afin de garantir un cours normal de la production, l'augmentation de la quantité et de la variété des marchandises entrées dans le commerce, l'augmentation des réserves d'Etat, l'accroissement des fonds fixes affectés aux secteurs socioculturels (logement, institutions sanitaires et culturelles) ainsi qu'au renforcement de la capacité défensive du pays. D'où la nécessité de l'accumulation. Il suffit de connaître le montant du revenu national et les dépenses matérielles faites pour 100 leks de revenu national (en y incluant les éventuelles améliorations apportées aux normes de consommation des matériels), pour pouvoir définir la grandeur du produit social, partant, son taux d'accroissement.

Dans les études effectuées, l'accroissement possible du revenu national au cours du 7e plan quinquennal a été considéré comme un facteur nécessaire permettant d'assurer les ressources matérielles indispensables au développement rapide de l'économie et de bien résoudre les problèmes dérivant de l'évolution démographique. Ainsi, dans le cadre des tâches fixées par le VIIIe Congrès du Parti, au cours du présent quinquennat, le taux annuel moyen de l'accroissement du revenu national est de 6,5 pour cent alors que celui du produit social, de 6,4 pour cent. Ce rapport montre que, par suite de l'accroissement prévu de l'efficience du produit social, le revenu national augmente plus rapidement que le produit social lui-même. Ces taux d'accroissement du produit social et du revenu national sont environ 3 fois plus élevés que celui de la population.

Les rythmes de développement pendant le 7e quinquennat sont, à peu de chose près, du même ordre que dans les quinquennats précédents; ceci montre que, malgré l'accroissement en valeur absolue de la base de comparaison, il est toujours possible de maintenir des rythmes de croissance rapides. C'est là une des caractéristiques principales du 7e plan quinquennal qui se fonde exclusivement sur les ressources matérielles, financières et monétaires du pays.

Ce ne sont pas là des questions faciles à résoudre, elles sont même fort complexes, et elles nécessitent des études d'ensemble portant sur différents aspects de la reproduction élargie, aussi bien sur les ressources que sur les directions de leur utilisation. Le PTA a toujours résolu ces questions dans l'intérêt du peuple et conformément aux exigences des lois économiques du socialisme, appliquées dans les conditions concrètes, nationales et internationales.

La satisfaction des besoins réels et indispensables de la reproduction élargie socialiste et de la consommation individuelle dicte la nécessité de maintenir des rythmes élevés ou relativement élevés du développement

économique de notre pays, ce qui a été réalisé d'un quinquennat à l'autre. C'est là un témoignage de plus de la juste ligne du PTA.

Par contre, dans les pays révisionnistes où l'économie repose sur des fondements capitalistes, on voit surgir sans arrêt des contradictions profondes et des difficultés considérables. Ces pays, ne se basant pas sur leur potentiel économique réel et attachés au culte de la consommation n'ont fait que s'endetter et recevoir des crédits, ce qui a contribué à les enfoncer encore plus dans la voie de la dépendance économique vis-à-vis des monopoles occidentaux et du social-impérialisme soviétique. Ce cours suivi par les pays révisionnistes n'a pas tardé à produire des effets contraires à ce qu'ils souhaitaient. Actuellement, ces pays sont en proie aux manifestations les plus cruelles de la crise économique qui pèse sur le dos des travailleurs exploités, telles que la hausse des prix, le chômage, l'émigration, la baisse du niveau de vie, la polarisation toujours plus prononcée des classes, l'exploitation capitaliste et l'exacerbation des contradictions antagonistes dans la vie politique et sociale, tout cela accompagné par un renforcement des appareils de la violence et de la répression dirigés contre les masses laborieuses.

Dans un esprit malveillant, les idéologues bourgeois et révisionnistes considèrent que les rythmes de croissance en régime socialiste sont soi-disant un but en soi et qu'il y existe des contradictions entre la production et la consommation. La vie et la pratique ne cessent de confirmer que les rythmes élevés du développement des forces productives chez nous ne sont jamais dissociés de leur principale fonction sociale, à savoir l'amélioration continue du niveau de vie du peuple. D'autre part, une reproduction élargie toujours accrue fait naître de nouveaux besoins, qui sont à l'origine de l'essor de la production et des autres activités vitales. C'est ici que se matérialise l'interaction du taux d'accroissement des besoins et des rythmes de développement des forces productives. C'est précisément cette interaction de la consommation et de la production, ce facteur interne, puissant et permanent du développement de la production, que V. Lénine a appelé «loi des besoins croissants»[10].

3. Consolider encore les facteurs de développement de l'économie et les mettre entièrement au profit de l'accroissement de la production et du développement du pays

La politique de notre Parti et de notre Etat socialiste a visé et a réussi, parallèlement au traitement et à la satisfaction judicieuse des besoins sociaux, d'orienter et de résoudre judicieusement aussi, dans la voie marxiste-léniniste, les problèmes relatifs à la consolidation ininterrompue des facteurs économiques et sociaux, qui, de leur côté, déterminent les possibilités du développement à des rythmes, élevés et constants de notre économie.

Nombreux sont les facteurs qui conditionnent positivement ou négativement les rythmes de développement d'un pays. Ces facteurs peuvent être de caractère idéologique et politique, social, économique, naturel ou organisationnel. C'est là un fait établi partout, et dans notre pays aussi. Chez nous, le régime socialiste a mis largement à contribution tous ces facteurs.

Certes, les facteurs conditionnant le développement d'un pays comprennent avant tout la forme sociale des forces productives, c'est-à-dire la forme de la propriété des moyens de production, et tout le système des rapports de la superstructure.

Les rythmes rapides du développement de notre pays et la vitalité de l'ordre économique et social socialiste, qui reposent sur l'existence et le renforcement de la dictature du prolétariat et de la propriété sociale socialiste des moyens de production, sur le perfectionnement continu, dans la voie révolutionnaire, de l'ensemble des rapports de production socialistes fondés sur cette même propriété, ont permis de réunir les conditions objectives afin que toute l'économie nationale fonctionne comme un seul organisme sur la base, d'un plan d'Etat, unique et général.

Parmi les conditions favorables au progrès et au renforcement ininterrompus de notre patrie socialiste, un rôle important revient à ses richesses naturelles et à sa base énergétique, ainsi qu'au degré de leur exploitation rationnelle. Les prévisions relatives aux réserves et aux richesses naturelles de notre pays révèlent que celui-ci a toutes les possibilités pour un rapide développement matériel. Les réserves industrielles connues ou celles qui seront découvertes grâce aux travaux de forage et de prospection et aussi aux travaux miniers en cours, sont telles que la production de combustibles et d'autres minerais importants est assurée pour une période de 20 à 30 ans. Actuellement, les réserves hydro-énergétiques totales n'ont été exploitées qu'à 15 pour cent. Nous pouvons donc affirmer que, du point de vue des conditions naturelles de notre pays, les rythmes nécessaires d'accroissement de la production sociale, au cours du 7^{e} quinquennat et à plus long terme sont déjà garantis.

Par ailleurs, les conditions naturelles de notre pays permettent également à notre agriculture de se développer à des rythmes relativement élevés, qui sont reflétés dans le 7^{e} plan quinquennal. A cela, il faut ajouter aussi l'adoption de mesures tendant à mieux la doter de la base matérielle et technique nécessaire et à la faire bénéficier des services offerts par d'autres branches de notre économie.

La doctrine économique marxiste-léniniste affirme, arguments à l'appui, que les facteurs susceptibles d'accroître la production sociale et le revenu national sont, en dernier ressort, au nombre de deux: l'accroissement du

nombre des travailleurs employés dans les branches de la production matérielle et l'élévation du rendement du travail social (dans une large acception du terme, en tant qu'économie continue du travail humain et du travail matérialisé dans la production matérielle). Ce sont là deux facteurs synthétiques qui se rattachent à une série d'autres facteurs dont ils subissent l'influence. Ainsi, l'accroissement du nombre des travailleurs et de leur emploi prioritaire dans la sphère productive, dépend des investissements de base dans la production et de l'augmentation du fonds d'accumulation et des principaux fonds de production. D'autre part, la productivité du travail est étroitement lié au progrès technique et scientifique, à la qualification des ouvriers, à l'efficience accrue des frais de production et des investissements de base, à l'émulation socialiste, à l'emploi rentable des formes d'organisation de la production et du travail, des stimulants moraux et matériels, etc.

En ce qui concerne l'influence qu'exerce le premier facteur sur l'accroissement du produit social, notre pays, a, actuellement, grâce à la juste politique démographique suivie par le PTA, la possibilité de voir sa population active s'accroître assez rapidement. Ainsi, au cours de la décennie 1966-1975, 34 600 personnes ont été en moyenne employées chaque année. Dans les années du 6e plan quinquennal (1976-1980) les forces de travail ont augmenté à un rythme plus élevé, ce qui a permis de créer chaque année une moyenne de 40 000 emplois nouveaux. Les deux branches principales de l'économie, l'industrie et l'agriculture, ont occupé en 1980 plus de 87 pour cent de tous les travailleurs de la sphère de la production matérielle. Au cours du 7e plan quinquennal 1981-1985, environ 210 000 personnes auront reçu un emploi, soit en moyenne 41 400 personnes par an. Ce seul facteur vital, dans d'autres conditions économiques comparables, permet d'assurer des rythmes annuels d'accroissement du produit social de quelque 4 pour cent.

Toutefois, il ne s'agit pas de l'augmentation possible de notre produit social du seul fait des forces de travail dont nous disposons.

Ce qui importe, c'est aussi de trouver la main-d'oeuvre appropriée aux emplois nouvellement créés en donnant la priorité à la sphère de la production matérielle. La vitalité de notre économie apparaît, entre autres, dans sa capacité d'absorber tous les emplois créés et à créer.

... L'accroissement du produit social d'environ 4 pour cent par an, dans la mesure où le permet l'augmentation du nombre des travailleurs employés dans la sphère de la production matérielle, est encore loin d'avoir atteint le niveau requis de 6 à 7 pour cent prévu par le plan. Aussi est-il nécessaire de prendre en considération l'autre facteur, celui de l'élévation de la productivité sociale du travail.

Le camarade Enver Hoxha nous enseigne que «l'accroissement continu de la productivité du travail, en tant que loi économique du socialisme, est le facteur décisif de l'élévation des rythmes de la production, de la réduction des prix de revient, de l'accroissement de l'accumulation socialiste et de l'élévation du niveau de vie matériel et culturel des masses travailleuses».[11]

L'élévation de la productivité sociale du travail de 14 pour cent, de 1980 à 1985, permettra d'assurer 46 pour cent du total de l'accroissement du produit social. Cela équivaut à une économie du travail de 160 000 personnes. L'accroissement prévu de la productivité du travail durant le quinquennat en cours est beaucoup plus rapide que celui du quinquennat précédent, en conséquence de quoi, le rythme moyen d'accroissement de la productivité sociale du travail est d'environ 3 pour cent par an. Ces chiffres attestent clairement les grandes tâches auxquelles nous sommes confrontés dans le domaine de l'efficience du produit social, qui assurera la plus grande part de l'accumulation destinée au financement de l'économie.

Comme on le sait, l'accroissement du produit social par la seule participation accrue des hommes à la production ne peut pas conduire à l'amélioration du rapport entre le produit pour soi et le produit pour la société, ni à l'amélioration du rapport entre le fonds de consommation et le fonds d'accumulation. Ce facteur ne peut assurer à lui seul l'accroissement prioritaire du fonds d'accumulation par rapport au fonds de consommation, priorité qui constitue une loi générale du développement rapide de l'économie. Ainsi, l'accroissement du nombre des travailleurs employés dans la sphère de la production matérielle, en harmonie avec l'élévation du rendement social du travail, prévu dans le 7e plan quinquennal, permet de réunir les conditions nécessaires pour assurer l'accroissement prioritaire du fonds d'accumulation par rapport au fonds de consommation.

Environ 50 pour cent des fonds destinés à l'accumulation au cours du présent quinquennat sont assurés par l'accroissement de l'efficience de la production sociale qui est fonction de l'économie du travail humain et du travail concret ou de l'élévation de la productivité sociale du travail.

C'est précisément pour ces raisons que le camarade Enver Hoxha a souligné au VIIIe Congrès: «Un travail de qualité et à haut rendement est le facteur décisif d'une efficience accrue de la production et du progrès de l'économie dans son ensemble».[12]

Pour atteindre les objectifs fixés en ce qui concerne l'accroissement de la productivité au cours de la réalisation du 7e plan quinquennal, une grande importance sera attachée à l'exploitation toujours plus intense des capacités

productives existantes. L'expérience acquise et les études effectuées dans ce domaine montrent que c'est là une des plus grandes réserves pour l'augmentation de la production. De la sorte, la productivité du travail s'élèvera sans qu'il soit besoin de faire des investissements ou en les réduisant au minimum afin de supprimer les emplois improductifs, de mieux organiser les chaînes technologiques existantes, de consolider les réserves matérielles pour la réalisation uniformément accélérée des tâches fixées, de promouvoir la qualification des travailleurs, et de leur permettre ainsi d'acquérir la capacité productive projetée, ce qui est d'une importance particulière, etc.

Dans ces domaines aussi, le 7e plan quinquennal a fixé des tâches clairement définies pour chaque branche de l'économie. L'accomplissement de ces tâches au cours de ce plan conditionne considérablement l'élévation prévue du rendement du travail, le développement juste et proportionné de toute l'économie et la réalisation des rythmes d'accroissement du produit social.

Un autre problème important dont la solution constitue une grande réserve pour l'élévation de la productivité sociale du travail est l'extension et le renforcement de la coopération dans tous les domaines de l'activité économique et sociale de chez nous. Traitant de ce problème au VIIIe Congrès du PTA, le camarade Enver Hoxha a souligné que, dans les conditions actuelles où la science et la technique ont progressé et la spécialisation des activités productives s'est accentuée, «...une imparfaite coopération et collaboration pour la solution des divers problèmes non seulement empêche de mettre à profit les avantages de l'économie socialiste en tant qu'économie unique, mais elle en entrave aussi le prompt développement.»[13]

Cependant, indépendamment des succès obtenus dans ce domaine aussi, nous devons intensifier toujours plus la coopération surtout dans l'industrie mécanique et l'agriculture, afin de faciliter par là l'utilisation plus rentable des capacités productives et des dépenses matérielles relatives à l'accroissement à des rythmes plus élevés du produit social.

Au cours du présent quinquennat, le niveau de l'équipement technique du travail et de la production s'élèvera aussi plus rapidement. La technologie également se perfectionnera à travers l'agrandissement, les restructurations et la construction de nouvelles unités industrielles dotées d'une technologie plus avancée. Notre économie dispose aujourd'hui de toutes les possibilités humaines, techniques et financières pour résoudre les tâches importantes que lui a fixées le 7e plan quinquennal. Les mesures arrêtées à cet égard assurent déjà plus de 50 pour cent de l'élévation de la productivité du travail. Le développement et l'approfondissement de la révolution technique et scientifique sont à ce propos des facteurs déterminants. Ces facteurs doivent être consolidés sur la base de la promotion de l'esprit créateur et novateur des travailleurs, pour mieux mobiliser, suivant un plan, les capacités scientifiques et techniques existantes, et résoudre les tâches concrètes auxquelles est confrontée chaque branche de l'économie, notamment les mines, le secteur de traitement du bois, les constructions et l'agriculture.

Parallèlement aux mesures susmentionnées, les mesures relatives à l'organisation socialiste du travail ont un rôle important à jouer dans l'élévation du rendement du travail. La réalisation des objectifs en ce domaine se rattache, en premier lieu, à un travail intense à mener pour perfectionner le système des normes de rendement dans leur ensemble et des normes techniques en particulier. Nous devons faire en sorte qu'en 1985 plus de 90 pour cent des ouvriers soient intégrés au processus de travail à normes de rendement, alors que le travail à normes techniques devra occuper 75 pour cent de la durée de leur travail. Ce n'est qu'en suivant cette voie que nous serons en mesure d'établir de meilleures normes dans les processus de travail, afin de pouvoir définir de manière scientifique la quantité du travail accompli et de fixer, sur cette base, la rémunération adéquate. Maintenant que nous sommes en train de réaliser les tâches fixées par le 7e plan quinquennal, l'élévation de la productivité du travail est toujours mieux soutenue par le perfectionnement des rapports dans le domaine de la répartition. Les mesures en cours d'application en matière de rémunération du travail, en fonction de la quantité, de la qualité et du coût de la production, contribuent toujours mieux à harmoniser l'intérêt personnel des travailleurs avec l'intérêt de leur collectif et de la société entière. Les résultats acquis jusqu'à présent montrent que ces mesures sont devenues un puissant stimulant pour la réalisation des tâches devant conduire à l'accroissement de la production et de son efficience.

Publié avec des coupures d'après le numéro 1 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. Enver Hoxha, *Rapport présenté au VIIIe Congrès du PTA,* éd. fr., Tirana, 1981, p. 63.

2. *Ibid.,* p. 63.

3. Le 31 décembre 1983, l'Albanie comptait 2 869 433 habitants, dont 972 556 dans les villes et 1 896 877 dans les campagnes.

4. Le système des impôts a été complètement abrogé par décision du CC du PTA et du Conseil des ministres de la République populaire d'Albanie en novembre 1968. L'Albanie socialiste, naguère le pays le plus arriéré d'Europe, est ainsi devenu le premier pays au monde sans impôts.

5. En Albanie, sous le pouvoir populaire, les prix de détail des marchandises de consommation courante, loin d'avoir jamais augmenté, ont baissé 17 lois. La dernière de ces baisses a eu lieu en mars 1983.

6. V. Lénine, *œuvres,* éd. alb., t. 3, pp. 647-648.

7. Enver Hoxha, *Rapport au V^e Congrès du PTA,* éd. fr. Tirana, 1968, p. 90.

8. J. Staline, *Problèmes économiques du socialisme en URSS,* p. 47, Tirana, 1974.

9. Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique,* éd. alb., p. 248.

10. V. Lénine, *œuvres,* éd. alb., t. 1, p. 109.

11. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* t. 3, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1980, éd. fr., pp. 237-238.

12. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr., Tirana, 1981, p. 68.

13. *Ibid.,* p. 69.

Dilaver Sadikaj (Candidat es sciences historiques à l'Institut d'Histoire) — De certains aspects, du mouvement révolutionnaire pour l'émancipation complète de la femme albanaise dans les années 60

Le Parti du Travail d'Albanie, se guidant sur les enseignements du marxisme-léninisme, a suivi, pour la libération de la femme, une voie révolutionnaire. Dès sa fondation et tout au long de son activité révolutionnaire, il a rattaché le problème de la complète égalité sociale entre la femme et l'homme à la tâche générale de l'élimination de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'élimination de toutes les formes d'inégalité sociale.

«Notre Parti, souligne le camarade Enver Hoxha, considère toujours la grande lutte pour l'émancipation de la femme comme partie intégrante de la révolution et de l'édification du socialisme, comme une condition nécessaire du développement et du progrès dans la liberté et la démocratie véritables.»[1]

Commencée dès la fondation du Parti, la lutte pour l'émancipation de la femme a été un long processus ininterrompu. A la lumière des idées et des directives du camarade Enver Hoxha exposées au V[e] Congrès du PTA[2] et dans son discours programme du 8 février 1967, «La révolutionnarisation continue du Parti et du pouvoir»,[3] en février 1967 une nouvelle étape a été amorcée dans l'émancipation complète de la femme. Cette étape, naturellement, n'a pas pris fin dans les années 1967-1970, elle continue encore de nos jours, mais c'est au cours de ces années-là qu'a été accompli un véritable bond qualitatif en avant qui s'est traduit par des résultats remarquables, de véritables bouleversements ayant été réalisés dans certains aspects de l'émancipation de la femme.

Le mouvement pour l'émancipation complète de la femme qui s'est déclenché durant cette étape a été la suite logique d'un travail et d'une lutte longs de plus d'un quart de siècle, menés incessamment par le Parti dans tous les domaines, dans le processus de développement historique du pays. Les forces productives avaient connu un grand essor et des résultats notables avaient été enregistrés dans l'établissement et le perfectionnement des rapports de production socialistes, dans le domaine de la révolution idéologique et culturelle, dans la consolidation de la dictature du prolétariat et de l'unité du peuple autour du Parti, dans le renforcement de la capacité de défense du pays, etc. Il convient de souligner que le triomphe des rapports socialistes dans les villages des zones montagneuses, c'est-à-dire l'achèvement de la collectivisation dans ces zones vers 1967,[4] a été un des facteurs, un facteur immédiat et important, qui ont conduit à ce mouvement.

Dans ce cadre du développement général du pays, la femme albanaise avait remporté dans le domaine de son émancipation des victoires sans précédent. Dès les premiers jours de son existence, le pouvoir nouveau, populaire n'avait pas manqué d'éliminer toutes les normes et les lois du régime d'exploitation, il avait réduit à néant les normes du droit coutumier qui maintenaient la femme dans la servitude et la soumission. La nouvelle législation, rédigée conformément aux impératifs et aux lois objectives du développement de la société socialiste et aux aspirations des travailleurs, avait reconnu aux femmes albanaises les mêmes droits qu'aux hommes. Le principe d'égalité, sanctionné dans la Constitution de la RPA en 1946, avait trouvé son incarnation dans les lois qui régissent l'activité des gens dans tous les domaines de la vie, dans les lois relatives au travail, à la famille, à l'enseignement, à la vie politique, civile, etc.

L'instauration de la dictature du prolétariat, les transformations économiques fondamentales réalisées dans notre pays et la révolution culturelle qui suivit les changements radicaux dans les domaines économique et social créèrent les conditions nécessaires pour une plus large participation de la femme à la gestion des affaires de l'Etat et à toute l'activité sociale du pays.

Le Parti attacha une grande importance à la participation de la femme à la production sociale. D'autre part, la socialisation des principaux moyens de production, l'industrialisation socialiste et la collectivisation de l'agriculture créèrent les conditions requises pour une plus large participation de la femme au travail productif, elles la rendirent même indispensable. Ces conditions permirent aussi de traduire dans les faits le mot d'ordre «A travail égal, salaire égal» pour l'homme et la femme, leur droit à la sécurité sociale, etc. Notre pays avait aussi obtenu de grands succès concernant la participation des femmes à la production sociale, et elles étaient devenues une force active très importante dans les villes comme dans les campagnes. A la fin de 1966, le nombre des femmes qui avaient un emploi représentait 41,3 pour cent du total des travailleurs urbains et ruraux. C'était là un pas décisif accompli par notre Parti dans la voie de l'émancipation de la femme.

Sous le régime populaire, la vision du monde des femmes albanaises a changé considérablement, leur conscience politique et leur niveau idéologique ont été portés à un niveau supérieur. Elles ont remporté de grands succès dans l'élévation de leur niveau culturel, technique et professionnel, ainsi que dans leur vie familiale. Tous ces facteurs contribuèrent donc à rehausser la personnalité de la femme albanaise dans notre société ainsi que son rôle dans l'édification socialiste du pays.

Parmi les nombreux facteurs qui permirent, à l'époque, le déclenchement impétueux de ce mouvement, il faut souligner également l'étroite liaison existant entre le problème de l'émancipation complète de la femme et l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle entreprise par notre Parti au cours de ces années-là.

Ainsi donc, ce mouvement était partie intégrante de la révolution idéologique. Dans les conditions de la dictature du prolétariat, la révolution idéologique et culturelle avait gagné en ampleur. Désormais, celte révolution s'engageait dans une nouvelle étape, supérieure, de la lutte pour son triomphe total.

La solution des tâches complexes et difficiles de l'édification intégrale de la société socialiste exigeait des hommes dotés d'une haute conscience socialiste, affranchis des conceptions et des coutumes rétrogrades, féodales et bourgeoises, des préjugés religieux, des hommes pétris de l'idéologie prolétarienne et caractérisés par la trempe et la détermination révolutionnaires. Et lorsque nous parlons d'hommes pétris de l'idéologie prolétarienne, nous ne pouvons pas laisser de côté la moitié de la population, les femmes, qui représentent une grande force progressiste, qui ont connu le joug pesant des survivances de l'idéologie et de la psychologie bourgeoises, féodales et patriarcales.

Les conditions et les circonstances dans lesquelles le mouvement pour l'émancipation complète de la femme a été déclenché à cette époque ont fait que la lutte pour l'émancipation de la femme dans notre pays a eu pour trait principal l'extirpation des survivances, des coutumes et des pratiques qui portaient atteinte aux droits des femmes, qui les blessaient dans leur dignité et les empêchaient d'occuper la place qui leur revenait dans la vie, dans la famille et la société. Maintenant que les conditions matérielles étaient réunies dans leur ensemble, il s'agissait d'intensifier la lutte contre les conceptions et les coutumes héritées de l'ancienne société, lesquelles en dépit du grand travail mené jusque-là par le Parti, continuaient d'agir intensément et pesaient sur la femme. Elles constituaient ainsi un grand obstacle à surmonter dans la voie de l'émancipation complète de la femme.

A cette étape du développement de notre révolution, le camarade Enver Hoxha, parlant du haut de la tribune du V^{e} Congrès du Parti, fixa pour tâche de développer encore la lutte pour l'émancipation de la femme: «Mais il ne faut pas oublier que le problème de l'émancipation de la femme, de son engagement complet dans la production et dans toute la vie de la société et de l'Etat, est encore loin d'être résolu comme il convient. Dans cette voie se dressent toute une série d'obstacles sérieux, se manifeste une grande résistance. Une lutte acharnée doit être menée contre les vieilles conceptions qui font de la femme une esclave, contre l'idée atavique de la domination de l'homme sur la femme, contre la tendance à la traiter comme un simple objet domestique... En même temps il nous faut créer plus de facilités pour l'exécution des travaux de ménage... de sorte que les femmes puissent largement participer à la production et à la vie sociale, qu'elles s'émancipent économiquement, car c'est uniquement ainsi qu'elles pourront venir à bout des préjugés vétustés et patriarcaux».[5]

Aussitôt après la directive lancée par le V^{e} Congrès du Parti à propos de ce problème, dans son discours du 6 février 1967 sur «la révolutionnarisation continue du Parti et du pouvoir», le camarade Enver Hoxha a demandé que le Parti et le peuple tout entier se dressent pour traduire dans les faits la loi sacrée du Parti pour la défense des droits des femmes et des jeunes filles. C'était là un autre appel qui avait pour but d'étendre aussi la lutte des classes dans notre pays sur un des fronts les plus importants, celui de la lutte pour l'émancipation complète de la femme.

Les décisions révolutionnaires du V^{e} Congrès du Parti et le discours prononcé par le camarade Enver Hoxha le 6 février 1967 ne tardèrent pas à donner à l'opinion saine du pays une nouvelle impulsion dans la lutte contre les survivances des idéologies réactionnaires et féodalo-bourgeoises. Grâce aux idées révolutionnaires de ces documents, le Parti et le peuple redoublèrent d'efforts pour accomplir les tâches fixées à propos de la défense des droits légitimes des femmes et des jeunes filles. C'était là un puissant mouvement social qui contribuait à résoudre la contradiction existant entre les résultats obtenus dans l'ensemble de la construction socialiste du pays et les droits acquis par la femme albanaise, d'une part, et, de l'autre, les conceptions, les mentalités féodales, religieuses et bourgeoises qui pesaient encore sur les femmes et les empêchaient de jouir des mêmes droits que les hommes dans la société et dans la famille.

Pour que ce processus fût mené à fond et à un rythme rapide, il fallait absolument procéder à une étude approfondie de la situation actuelle de la femme, de sa position sociale et des divers obstacles dressés sur le chemin de son émancipation. Appliquant de façon rigoureuse et créatrice les principes de la philosophie matérialiste dialectique et s'appuyant sur la connaissance du passé et de la situation actuelle de la femme albanaise, le camarade Enver Hoxha a expliqué l'essentiel du problème de l'émancipation complète de la femme et a élaboré tout un programme marxiste-léniniste, scientifiquement fondé, conduisant progressivement à la solution de ce problème, apportant par là une précieuse contribution au trésor de la théorie marxiste-léniniste.

Mettant en oeuvre ce programme, le Parti a suivi et dirigé de près ce mouvement révolutionnaire des masses. Le 2^{e} plénum du CC du PTA, réuni le 15 février 1967, fut un important événement qui marqua ce mouvement dont il fit le bilan et définit les tâches futures. Ce plénum et surtout les profondes conclusions et synthèses marxistes-léninistes du camarade Enver Hoxha dans son discours «De certains aspects du problème de la femme albanaise»[6] donnèrent un nouvel essor à ce mouvement. L'analyse de ce problème au niveau du plénum, cette instance supérieure du Parti, avait pour objectif d'empêcher que le mouvement déclenché fût de courte durée, et de faire en sorte qu'il soit mené jusqu'au bout même dans les coins les plus reculés du pays. Le plénum

recommanda également que, parallèlement à la lutte pour la négation de l'ancien qui entravait la complète libération de la femme, tous les efforts soient déployés pour frayer le chemin aux normes, aux coutumes et aux traditions nouvelles fondées sur notre morale communiste. Le plénum définit aussi les directions de la lutte pour l'émancipation complète de la femme à ce stade-là.

Dans la foule des problèmes se rattachant à la complète émancipation des femmes, le plénum s'arrêta particulièrement à celui de leur participation totale à la production sociale. Pour ce qui est de l'engagement total des femmes dans la production sociale, le plénum fixa pour tâche aux organisations du parti et aux organisations de masse de ne pas voir seulement la surface des choses et de ne pas se contenter des indices globaux de la participation des femmes au travail social. Ces organisations devaient mener une lutte résolue contre toutes les conceptions étrangères à notre idéologie qui empêchaient la femme de participer activement à la production, en découvrir les causes et démasquer leur contenu idéologique réactionnaire et bourgeois. Le plénum assigna aussi pour tâche de faire du problème de la participation des femmes à la production un objet d'études approfondies de la part des organes d'Etat et des organismes économiques concernés et de définir sur leur base les mesures concrètes à prendre, soit en élargissant la participation des femmes au travail dans les secteurs existants soit en créant de nouveaux emplois.

Le plénum mit en évidence les résultats obtenus dans la lutte pour la participation de la femme à la vie politique et sociale et releva également une série d'imperfections à cet égard. Considérant les femmes comme une force des plus révolutionnaires de notre société, le Parti souligna la nécessité impérieuse d'une participation plus large et plus efficace des femmes à toutes les sphères de la vie politique et sociale du pays.

Le plénum soumit à une profonde analyse la question des liens conjugaux. Il fixa pour tâche aux organisations du Parti et aux organisations de masse, notamment aux organisations des femmes et de la jeunesse, de mener un grand travail éducatif pour inculquer aux masses une conception nouvelle, communiste du mariage. Le plénum définit comme l'unique base de la création de la nouvelle famille dans notre société, la connaissance mutuelle et l'amour pur et sincère qui naît dans le travail et dans la lutte menés en commun par les jeunes pour la construction du socialisme.

Une tâche à part était constituée par la lutte contre certaines coutumes observées lors du mariage et qui pesaient encore sur les jeunes mariées, coutumes qui «avaient pour but de légaliser la soumission de la femme à son mari». Il fallait absolument considérer dans un esprit critique toutes les cérémonies relatives au mariage afin de ne conserver que ce qu'elles avaient de bon, en le dotant d'un contenu nouveau. Le plénum aboutit aussi à la conclusion que l'on ne saurait créer une famille nouvelle sans combattre et éliminer la coutume rétrograde de la dot, cette manifestation directe, entre autres, du mariage fondé sur les rapports de la propriété privée et une variante édulcorée de la coutume de la vente des jeunes filles.

C'étaient là certaines directions principales suivies dans la lutte pour l'approfondissement continu de l'émancipation complète des femmes albanaises en ce temps-là

Comme il l'avait toujours fait jusque-là, notre Parti, dans cette phase également, s'en est tenu avec esprit de suite à la conception marxiste-léniniste selon laquelle la participation de la femme à la production sociale joue un rôle déterminant pour son émancipation complète et pour la promotion de la révolution et de l'édification socialistes.

Les succès obtenus dans notre pays ne signifiaient pas que tous les problèmes et las tâches concernant la question de la participation de la femme à la production avaient été résolus. Désormais, la tâche qui se posait était d'engager totalement les femmes dans la production et, en plus, de rehausser leur rôle dans l'activité productive en améliorant la position qu'elle y occupait.

La lutte pour l'accomplissement de cette tâche à l'époque fut menée dans deux directions principales: il s'agissait, d'une part, de surmonter les obstacles se rattachant aux diverses conceptions et mentalités féodalo-bourgeoises héritées du passé, et, d'autre part, de lutter pour perfectionner une série de conditions objectives, surtout les conditions allégeant à la femme la tâche dans les travaux domestiques excessifs.

Les conceptions qui freinaient la participation totale des femmes à la production sociale étaient multiples. Les conceptions qui agissaient avec plus de vigueur, surtout à la campagne, étaient celles qui considéraient le travail des femmes comme un simple facteur économique, apprécié seulement pour le revenu qu'il apportait à la famille. Ainsi, la participation des femmes à la production sociale était considérée du seul point de vue économique, partant, comme une participation partielle et à horaire réduit, ce qui négligeait l'aspect le plus important du problème, l'aspect social, lié à l'égalité de fait entre l'homme et la femme, à la mission véritable des femmes dans la société.

Une autre manifestation des conceptions étrangères au socialisme et hostiles a la vaste participation des femmes à la production sociale c'était, dans les campagnes, la tendance à faire de la femme une simple ménagère. C'était devenu presque une règle. Par là même, si l'on considérait le problème à l'échelle nationale, un grand nombre de

femmes n'étaient pas engagées dans la production sociale. Ces femmes, vivant entre les quatre murs de leur maison, ne pouvaient s'émanciper économiquement et, par conséquent, se soustraire à la dépendance économique vis-à-vis de leurs maris, ni à toutes les conséquences négatives qui en découlaient.

Une des directions principales du travail mené pour assurer la vaste participation des femmes à la production sociale fut la lutte contre le conservatisme, qui se manifestait par la défiance quant à la capacité des femmes d'effectuer le moindre travail, et classait les tâches à accomplir dans les divers secteurs et branches de l'économie nationale en deux catégories, celles qui étaient appropriées aux femmes et celles qui ne l'étaient pas. D'autre part, il fallait combattre la tradition selon laquelle les seuls secteurs où les femmes pouvaient travailler étaient la santé, l'enseignement, la culture et le commerce. Une telle conception conduisait fréquemment à des attitudes petites-bourgeoises et dédaigneuses envers le travail à la production.

L'idée erronée d'une cloison étanche entre le travail des hommes et celui des femmes était une survivance de l'ancienne division du travail contre laquelle il fallait mener une lutte implacable, car elle freinait le développement des forces productives, portait atteinte aux intérêts de l'économie nationale qui avait besoin de la grande force des femmes.

Une autre direction de la lutte pour l'émancipation des femmes était la lutte contre les conceptions qui sous-estimaient leurs capacités de direction. L'analyse des conditions de l'époque montre que l'hésitation à placer les femmes à la direction de la production sociale n'était pas tellement due au niveau technique et professionnel, généralement moins élevé des femmes par rapport à celui des hommes, mais surtout aux anciennes survivances et conceptions encore enracinées chez nous dans l'esprit de certains. De ce fait, lorsqu'il s'agissait de les nommer à des postes de directions, beaucoup de jeunes filles qui venaient de terminer des études professionnelles se heurtaient à la méfiance des chefs d'entreprises ou de coopératives agricoles.

Dans la lutte contre ces conceptions, les organisations du Parti ont dû mener un travail intense et persévérant afin de convaincre les gens que les femmes sont capables, au même titre que les hommes, de prendre une part active à tous les domaines de l'activité productive et sociale. Les organisations de masse et surtout l'organisation des femmes ont mené une lutte résolue contre ces conceptions et ces pratiques. A cet égard, l'organisation du Front démocratique a, elle aussi, fourni un travail fructueux. Dans plusieurs districts du pays ont été organisées des conférences sur le travail des organisations du Front démocratique pour l'émancipation de la femme. Le travail de cette organisation a été l'objet d'une analyse dans l'esprit des décisions du V^{e} Congrès du PTA et du discours prononcé le 6 février 1967 par le camarade Enver Hoxha. Cette analyse a souligné la nécessité, pour le Front, de travailler plus à fond afin de mobiliser toujours plus l'opinion sociale dans la lutte pour l'élimination des coutumes rétrogrades et des survivances de l'idéologie étrangère à la nôtre dans les consciences.

De son côté, l'organisation des femmes a redoublé d'efforts pour généraliser l'exemple positif et améliorer le travail politique et idéologique parmi les masses féminines. C'est à quoi a également servi l'organisation d'une série de consultations, de discours, de sondages et de conférences parmi les femmes. A cet égard, une place importante revient à l'appel du 20 avril 1967 lancé à la rencontre nationale des femmes combattant pour le nouveau, aux femmes et aux jeunes filles du pays entier pour qu'elles prennent une part active à la production sociale et cessent de penser que leur place est à la maison. Les initiatives prises par les femmes elles-mêmes, les voyages des femmes du sud dans le nord et vice-versa, ainsi que les visites de femmes citadines dans les zones reculées de leur district ont beaucoup contribué à l'élimination de ces conceptions et à la propagation du nouveau progressiste. Les femmes des zones de plaines ou des villes qui se sont rendues dans les zones montagneuses, où le retard des femmes était plus prononcé, ont lutté avec toute leur ardeur révolutionnaire, de concert avec les montagnardes, contre tout ce qui empêchait leur marche en avant et, au premier chef, contre des conceptions telles que «une femme ne peut pas quitter la maison», «une jeune mariée ne doit pas aller travailler», etc.

Les anciennes conceptions étaient battues en brèche chaque jour davantage et les femmes affluaient toujours plus nombreuses aux emplois nouvellement créés. Dans une lettre qu'elles adressaient au camarade Enver Hoxha, 100 jeunes filles de la ville de Kruje, dénonçant l'idée qu'elles avaient eue jusque-là du travail à la production, promettaient d'aller travailler là où le Parti et la patrie avaient besoin d'elles et où l'exigeait l'intérêt de la société. Elles répondaient aussi à l'appel du Parti pour prendre part aux actions de masse locales et à l'échelle nationale.

Le Parti a su orienter ces initiatives avec sagesse et les rendre plus massives. Il a eu recours à des formes de travail variées parmi lesquelles les réunions des cadres du Parti organisées dans divers districts ont joué un rôle particulier. Ces réunions ont mis en évidence les succès remportés dans la lutte pour l'émancipation complète des femmes, l'expérience que le Parti a acquise dans ce domaine, ainsi que son souci de voir s'approfondir le mouvement de masse en vue de l'émancipation complète des femmes. La tenue de ces réunions juste au moment où, à la suite d'une juste approche graduelle et systématique du grand problème de l'émancipation de la femme, du large débat sur les documents du Parti engagé dans les organisations du Parti et dans le peuple, des mouvements et des actions de masse à valeur idéologique ont été déclenchés, a été une mesure organisationnelle qui a donné une nouvelle impulsion au travail du Parti dans ce domaine.

De leur côté, les organes d'Etat ont arrêté une série de mesures en vue de l'application des décisions importantes du Parti sur ce problème...

Aussitôt après les orientations importantes du Parti et les décisions concrètes adoptées par le gouvernement, les comités exécutifs des conseils populaires des districts, les entreprises économiques, les diverses organisations et institutions ont pris une série de mesures importantes afin de mettre en oeuvre les tâches fixées pour l'émancipation complète des femmes. En même temps, dans les lieux de travail et les coopératives agricoles furent organisées des réunions et des rencontres qui ont abouti à des conclusions intéressantes allant dans le sens des mesures déjà adoptées ou à adopter par la suite.

Les décisions du VI^{e} Congrès de l'UFA, convoqué le 25 octobre 1967, ont joué un rôle important à cet égard. Les grandes idées du V^{e} Congrès du PTA et du 2^{e} plénum du CC du PTA, qui étaient devenues une boussole et un programme de travail pour l'UFA, ont parcouru comme un fil rouge les travaux de son VI^{e} Congrès. Sur la base de ces documents, l'UFA a défini les tâches à accomplir pour l'émancipation complète de la femme dans notre pays. Le Congrès a souligné entre autres la nécessité de lutter pour qu'aucune femme ou jeune fille ne reste en dehors de l'activité productive sociale et pour rejeter les conceptions erronées d'un travail «propre» et «impropre» aux femmes, etc.

La réalisation des objectifs fixés par le Parti pour la participation intégrale des femmes à la production sociale et, dans une optique plus large, l'accomplissement des tâches qu'impliquait l'émancipation complète de la femme, étaient largement conditionnées entre autres par l'allégement des femmes des pesants travaux domestiques. Cela s'expliquait par le fait que la femme devait, d'une part, participer à la production sociale et à la vie sociopolitique, et, d'autre part, remplir les obligations familiales qui l'empêchaient objectivement de s'acquitter de la première tâche. La solution de ce problème demande une base matérielle et technique hautement développée du socialisme, des moyens matériels et financiers si considérables que l'Etat socialiste n'est pas en mesure, pour une longue période, de se les procurer dans leurs totalité.

Mais sans attendre que soit achevée la socialisation des travaux domestiques et afin de faciliter la tâche aux femmes, notre Parti a donné pour orientation de travailler dans deux directions principales pour la solution de ce problème: Primo, chaque membre de la famille devait considérer les travaux ménagers comme une affaire le concernant lui aussi, autrement dit il s'agissait de démocratiser la vie familiale afin d'alléger la femme du gros fardeau des travaux ménagers qui ne pesait pratiquement que sur elle. Secundo, il fallait mieux exploiter et élargir encore plus rapidement le réseau des services sociaux.

La directive du Parti selon laquelle on devait chercher à réaliser une meilleure distribution entre les membres de chaque famille des différents travaux ménagers sans attendre que soit réunies les conditions matérielles nécessaires pour la socialisation complète des tâches domestiques, devait être menée jusqu'au bout. Il fallait donc lutter pour créer une nouvelle conception des tâches respectives de l'homme et de la femme, du jeune homme et de la jeune fille. C'était là une lutte visant la formation d'une nouvelle éducation familiale, l'élimination de toute ligne de démarcation entre les travaux dits masculins et ceux dits féminins. L'essentiel, c'était de réfuter les conceptions qui considéraient que l'homme s'abaissait en faisant un travail jusque-là réservé aux femmes.

Les communistes se sont trouvés comme toujours à la pointe de ce combat. Ils ont répondu sur-le-champ à l'appel du Parti. Au cours de réunions tenues par les organisations de masse, de nombreux engagements ont été pris, des actions et des mouvements auxquels a souscrit la masse des sans parti, ont été déclenchés à propos de la contribution des hommes aux travaux domestiques.

La formation de nouvelles conceptions sur la position de la femme au sein de la famille, présupposait aussi l'éducation de la nouvelle génération à une juste attitude envers les travaux ménagers. La lutte contre la conception selon laquelle une jeune fille ne devait s'occuper que des soins du ménage a été significative à cet égard. Un grand travail a été mené dans les écoles et les grandes actions de masse de la jeunesse, dans les maisons des pionniers, les crèches et les jardins d'enfants, afin de combattre la tendance à bipolariser toute activité sociale en «travail pour jeunes filles» et en «travail pour jeunes gens». Le Ministère de l'Education et de la Culture a procédé à une révision des programmes d'enseignement concernant les disciplines relatives aux travaux domestiques, pour qu'aucune distinction n'y soit plus faite entre filles et garçons. Dans le même temps, tous les manuels existants ont été remaniés dans l'optique de la position que devait occuper la femme dans la famille et la société.

La création d'une nouvelle opinion concernant la place de la femme au sein de la famille et la démocratisation des rapports entre mari et femme, constituaient une condition importante de l'affranchissement de la femme du pesant fardeau des travaux du ménage, mais elle ne suffisait pas. Pour libérer les femmes de ces contraintes, il fallait procéder à la socialisation des travaux domestiques. Aussi le Parti a fixé pour tâche l'adoption de mesures matérielles et organisationnelles de façon que le réseau des services sociaux soit exploité à grande échelle et de manière rythmique.

Ainsi, on a veillé en premier lieu à faciliter davantage aux femmes leurs tâches de mères et d'éducatrices. Sur la recommandation du Bureau politique du CC du Parti, des mesures ont été arrêtées à cet égard pour accroître le nombre de crèches et réduire les tarifs des crèches et des jardins d'enfants.

Les organismes de l'industrie, de l'artisanat et du commerce ont apporté une aide précieuse à la socialisation des travaux domestiques. On s'est attaché essentiellement à élargir le réseau des services et à libérer les familles de leur fonction économique d'artisanat domestique, surtout dans les campagnes. Tous ces objectifs ont été atteints grâce à l'esprit révolutionnaire des masses travailleuses, qui ont déclenché diverses actions à assauts convergents, grâce aussi à la sollicitude des organes d'Etat et aux mesures qu'ils ont arrêtées dans ce sens.

Grâce à la juste compréhension des orientations données par le Parti ainsi qu'aux mesures adoptées par les organes d'Etat en 1989, un grand travail a été fait pour la construction d'un nombre considérable d'établissements socioculturels. C'est ainsi que jusqu'en juin 1970, dans tout le pays ont été construits nouvellement 1337 jardins d'enfants, 1812 crèches, 1854 boulangeries et 247 cliniques d'accouchement.

Le travail éducatif mené par le Parti et les organisations de masse ainsi que l'application des mesures adoptées en vue de la construction des établissements destinés à assurer la socialisation des travaux domestiques, ont permis de rétrécir de beaucoup la sphère d'action des facteurs qui empêchaient la femme d'être mère et à la fois de participer à la production sociale. Quoi qu'il en soit, la lutte dans ce sens ne devait pas cesser à ce moment-là, car la solution du problème de la socialisation des travaux domestiques n'est pas une question d'ordre technique ou administratif qui peut être résolue par la création de certaines conditions matérielles plus appropriées. Ce problème reste donc posé et il sera résolu définitivement au cours de la période de l'édification complète de la société socialiste et communiste. C'est durant cette période-là qu'il s'agira d'éliminer complètement les survivances de l'inégalité entre hommes et femmes, que seront réunies toutes les conditions sociales nécessaires pour permettre aux femmes de s'acquitter de leur devoir de mère et de prendre une part toujours plus active et créatrice au travail et aux activités socialement utiles.

Grâce au travail effectué et aux mesures appliquées dans la lutte pour l'émancipation de la femme, grâce aussi aux décisions du V^{e} Congrès du PTA pour l'élimination des survivances patriarcales liées à une idéologie, étrangère à la nôtre, grâce enfin à la volonté d'alléger la femme du fardeau des travaux domestiques, un autre pas en avant a été accompli, depuis le V^{e} Congrès jusqu'à la fin de 1970, vers la participation des femmes à la production sociale. Mais ce qui est le plus important et le plus typique de cette période, c'est la transformation radicale de la position sociale qu'occupait la femme dans la société albanaise. Les femmes et les jeunes filles travaillant dans tous les secteurs de l'économie nationale formaient une grande armée parmi les travailleurs des villes et des campagnes. Pendant ces années-là, l'accroissement numérique de la classe ouvrière a été dû essentiellement à la participation des femmes à la production. Le nombre des femmes ouvrières augmentait plus rapidement que la main-d'oeuvre en général. Ainsi, en 1966 et en 1970, les femmes participant à la production sociale représentaient respectivement 41,3 et 45,3 pour cent du total des travailleurs des villes et de campagnes.[1]

Si nous considérons de près l'évolution de ce problème selon les secteurs, il en ressort que la participation des femmes a connu des rythmes plus élevés dans le secteur d'Etat. De 33,6 pour cent qu'il était à la fin de 1966, ce rythme est passé à 38,9 pour cent à la fin de 1970, soit un accroissement de 5,3 pour cent par rapport aux 3.4 pour cent d'accroissement dans le secteur coopératif pendant la même période.

D'autre part, le rapport entre la sphère productive et la sphère non productive a, lui aussi, changé au profit de la première. Ce changement n'était donc que le résultat d'une plus vaste participation des femmes à la production.

Si nous considérons les résultats obtenus suivant les branches de l'économie, nous constaterons que le nombre des femmes travaillant dans l'industrie s'est accru considérablement. Ainsi, à la fin de 1970 ce nombre a augmenté de 148,3 pour cent par rapport à 1967. Mais, même là, la situation n'était pas la même dans toutes les branches, la participation des femmes étant plus forte dans l'industrie électrique, dans celle des matières plastiques, dans le textile, etc. Cette participation s'est aussi accrue dans d'autres branches de l'industrie lourde, dans des ateliers où la nature du travail effectué permettait la participation des femmes. Il faut cependant noter à ce propos que le nombre des femmes travaillant dans ces branches s'était accru moins que dans les autres et qu'il restait beaucoup à faire dans ce sens.

Il était encourageant de voir maintenant les femmes affluer dans les branches de l'industrie, jusque là considérées comme le domaine exclusif des hommes. Par ailleurs, on vit s'effondrer la conception selon laquelle les femmes ne pouvaient travailler ni dans l'industrie mécanique ni dans la construction. Ainsi, dans l'industrie mécanique, le nombre des femmes s'est accru sensiblement et il a même doublé. Il va de soi que dans ces secteurs les femmes faisaient un travail à la mesure de leurs capacités physiques. La participation accrue des femmes à la production sociale en général et leur nomination à un nombre considérable de postes de direction et de haute responsabilité, avaient porté à un degré bien supérieur leur émancipation, sans prétendre pour autant que tout avait été fait à cet égard et qu'il ne restait plus rien à faire à l'avenir.

Jusqu'à la deuxième moitié des années 60, des succès évidents avaient été obtenus dans la participation des femmes à la vie politique et sociale du pays. Mais ces succès signalaient en même temps l'existence d'autres problèmes à résoudre. La participation des femmes à la vie politique et sociale du pays n'avait pas atteint le niveau souhaité, elle n'était pas à la hauteur de la révolutionnarisation plus poussée de toute la vie du pays. Maintenant que la participation des femmes à la production et leur niveau idéologique, politique, technico-professionnel et culturel avaient été portés à un stade jamais atteint, le principal obstacle sur la voie de leur participation à la vie politique et sociale était les attitudes conservatrices, les conceptions patriarcales et bourgeoises, qui avaient des racines profondes et constituaient une conception arriérée du monde formée sous l'influence de l'exploitation économique, des normes féodalo-bourgeoises et de l'attitude réactionnaire de la religion envers les femmes.

Une manifestation sans précédent de la présence des femmes dans la vie politique et sociale du pays était leur participation aux mouvements révolutionnaires qui avaient été déclenchés à la lumière des idées du V^{e} Congrès du Parti et surtout après le discours du 6 avril 1976 du camarade Enver Hoxha. Animées d'un esprit révolutionnaire élevé, elles ont pris des initiatives courageuses et rejeté les coutumes rétrogrades séculaires. Les jeunes filles, les femmes, le peuple tout entier ont élevé leur voix dans des assemblées et des réunions pour dénoncer très sévèrement tous ceux qui foulaient aux pieds la loi du Parti sur la défense des droits des femmes et des jeunes filles. En outre, les jeunes filles et les femmes ont dit aussi leur mot à des réunions particulières organisées de leur propre initiative.

D'autre part, les larges masses de femmes, éduquées dans un esprit athée, ont franchi un pas décisif dans le mouvement contre la religion.[8] Considérant la lutte contre l'Eglise, le clergé et l'idéologie religieuse en général comme un facteur important de la lutte pour leur émancipation, elles s'y sont engagées avec le même courage que tout le peuple. C'est ce qui explique, d'ailleurs le caractère massif et populaire que revêtit le mouvement contre la religion pendant cette période. Le rôle joué par les femmes dans ce sens ne peut être mesuré tant à leur participation qu'à la contribution qu'elles y ont apportée. Les femmes, qui étaient toujours à la pointe du combat contre la religion, l'Eglise et les préjugés religieux, sont devenues une des forces déterminantes du mouvement. Elles avaient dit leur mot dans de larges assemblées populaires ou des débats organisés de leur propre initiative. Voyant dans les croyances religieuses un moyen servant leur soumission, les femmes ont démasqué les agissements du clergé, elles se sont dressées contre les préjugés et les pratiques religieuses relatives aux jeûnes et à la fréquentation des églises. La lutte des femmes et des jeunes filles pour briser les chaînes de la religion était un vivant témoignage des succès remportés dans le domaine de leur émancipation et de leur participation à la vie politique et sociale du pays.

Un autre grand succès obtenu pendant cette période-là et qui en a été, d'ailleurs, un des traits distinctifs, c'était l'accroissement du nombre de femmes admises dans les rangs du Parti. Compte tenu de la situation existante, le Parti a prêté, au cours de ces années-là, une attention particulière à ce problème et a fixé d'importantes tâches dont la solution urgente exigeait l'adoption de mesures immédiates et une mobilisation totale permettant d'opérer un tournant dans ce sens.

Alors que les femmes avaient obtenu des succès dans tous les domaines, diverses conceptions patriarcales et conservatrices ralentissaient à l'époque les rythmes de l'admission des femmes au Parti.

Au cours de cette période, les comités du Parti et ses organisations de base ont été confrontés à la tâche urgente d'accroître le nombre des femmes communistes. La question de l'admission des femmes au Parti a été analysée dans l'esprit des décisions du V^{e} Congrès du Parti, des autres documents du Parti et des oeuvres du camarade Enver Hoxha. Cette fois, ce problème a été discuté dans un esprit de critique et d'autocritique rigoureux dans la lutte contre les anciennes conceptions sur la femme. Analysant les raisons des lenteurs dans la solution du problème de l'accroissement du nombre des femmes admises au Parti à cette étape du mouvement, le camarade Enver Hoxha a souligné que certains individus aux vues idéologiques confuses ne comprenaient pas comme il se devait le rôle de la femme dans la révolution et le socialisme et il a critiqué les conceptions conservatrices féodalo-bourgeoises à cet égard.

A ces moments-là, le camarade Enver Hoxha fixait pour tâche urgente de combattre et d'éliminer ces conceptions erronées, de prendre conscience de leur caractère nocif et de faire en sorte que les conditions d'admission au Parti soient les mêmes pour les deux sexes conformément aux statuts du Parti et, en premier lieu, à l'idéologie marxiste-léniniste dont sont pénétrés ces statuts et toute l'activité des communistes. C'était là un point-clé névralgique.

Dans l'esprit de ces orientations, toute une série de mesures ont été arrêtées pour traiter plus à fond ce problème. Dans les régions montagneuses du pays, où l'état arriéré des femmes était plus accentué, un travail particulièrement intense a été mené pour l'admission des femmes au Parti. La collectivisation de l'agriculture dans ces zones a exercé une influence positive dans ce sens. La vie et le travail collectifs ont mieux mis en évidence le rôle et la figure de la femme montagnarde, afin qu'elle pût apporter sa contribution à la lutte pour la

propagation de la ligne politique du Parti, s'ériger en exemple de maturité et de fermeté et montrer dans son travail ses capacités de direction. On a ainsi vu s'accroître en même temps l'amour et le respect de toute la société pour les femmes coopératrices.

La participation des femmes et des jeunes filles de notre pays aux grandes actions révolutionnaires organisées à l'échelle nationale a joué un grand rôle dans l'affirmation de leurs capacités et de leur maturité politique. Rien que dans le district de Dibër, plus de 3 000 femmes et jeunes filles ont participé à la construction de la route de Malesia e Madhe et de la voie ferrée Rrogozhine-Fier. C'est de leurs rangs que l'on a élu ou nommé des camarades à la direction des travaux. Partout, dans chaque village, on a vu se créer un bon noyau de femmes et de jeunes filles militantes qui se distinguaient en tant que combattantes du nouveau. Les meilleures, les plus révolutionnaires d'entre elles, ont été admises au Parti.

Des efforts fructueux ont été déployées durant ces années-là pour donner à la masse des femmes une formation politique et idéologique, pour les amener, d'une part, à prendre conscience de la nécessité d'adhérer au Parti et, d'autre part, à devenir des militantes dans ses rangs. Les cours organisés par l'UFA dans la capitale et divers districts du pays ont beaucoup contribué à l'élévation du niveau idéologique et politique de la masse des femmes.

Les organisations de l'UFA ont fait du bon travail en ce qui concerne les admissions des femmes au Parti. Ainsi, elles ont envoyé des femmes citadines dans les campagnes pour y mener un travail de persuasion en ce sens, elles ont fait des suggestions aux organisations de base du Parti pour qu'elles admettent dans leurs rangs les femmes et les jeunes filles les plus méritantes, etc.

A la suite du travail mené pendant ces années-là sur tous les fronts, on a constaté un accroissement sans précédent du nombre de femmes inscrites au Parti. A la fin de 1970, leur total représentait environ 22 pour cent des effectifs du Parti, contre 12,77 pour cent en 1966.[9]

Dans le même temps, le nombre de femmes élues aux divers organes et instances du pouvoir ou des organisations de masse, s'est accru rapidement, ce qui s'explique par la lutte et le travail du Parti, des organisations de masse et de toute la société pour engager pleinement la masse des femmes à résoudre les problèmes politiques et sociaux du pays. Rien qu'aux élections aux organes locaux du pouvoir et aux tribunaux populaires qui eurent lieu en juin 1967, des milliers de femmes ont vu proposer leur candidature et ont été élues par le peuple. Il convient de souligner qu'au cours de ces élections un grand nombre de jeunes femmes venaient de la production et qu'elles ont apporté dans les organes du pouvoir l'esprit de la classe ouvrière.

Le nombre des femmes membres des comités exécutifs des conseils populaires des districts, des villes et des villages s'est accru sensiblement. En 1970, les femmes représentaient 43,9 pour cent du nombre des conseillers, ou encore les femmes élues à tous les maillons des organes du pouvoir aux élections de 1970 représentaient 45,8 pour cent du total des conseillers. Aux élections de 1970, 26 pour cent des membres du Parquet était des femmes.

Le grand nombre de femmes élues aux organisations de masse était un indice de leur large participation à la vie politique et sociale du pays. Jusqu'en septembre 1970, les femmes élues aux conseils du Front démocratique représentaient 53,8 pour cent des cadres élus à ces conseils; d'autre part, 50 pour cent des cadres élus aux organisations de la jeunesse étaient des jeunes filles.

C'est donc là que la participation des femmes à la vie politique et sociale a été la plus massive. Naturellement, les femmes prenaient aussi une part toujours plus active dans les autres domaines de la vie politique et sociale du pays, elles apportaient leur contribution à la solution des problèmes de l'édification socialiste et des problèmes relatifs à l'organisation et à la gestion de la production. La participation des femmes à la vie culturelle, artistique et sportive du pays s'est accrue, elle aussi, considérablement.

Toutes ces transformations positives qui ont eu lieu pendant ces années-là dans la vie politique et sociale du pays ont permis aux femmes d'élever leur niveau de formation politique et idéologique, de prendre conscience de leur grand rôle dans la société. Le nombre croissant de femmes élues aux organes du pouvoir et aux diverses organisations politiques et économiques, le nombre encore plus considérable des femmes qui donnaient leur opinion sur les divers problèmes de notre vie politique et sociale, qui critiquaient courageusement les lacunes et les défauts relevés dans le travail des organes d'Etat et des personnes travaillant à leurs côtés, attestaient les grands droits dont jouissent les femmes dans notre société socialiste, le haut degré de leur émancipation.

Le mouvement pour l'émancipation complète de la femme visait entre autres l'annulation des mariages conçus sur la base des coutumes patriarcales féodalo-bourgeoises héritées du passé ainsi que la **consolidation continue de la famille socialiste.** Après la participation des femmes à l'activité productive, l'introduction des rapports socialistes au sein je la famille constitue une condition indispensable de leur émancipation complète.

Malgré les transformations économiques et sociales qui avaient été réalisées au sein de la société et la législation qui régissait les rapports conjugaux et familiaux, dans certaines régions, les anciens rapports conjugaux n'en

persistaient pas moins, bien que n'ayant plus aucune base économique ni sociale. C'est pourquoi l'élimination des anciennes lois régissant le mariage et l'introduction du nouveau dans ce domaine ne pouvaient être réalisées qu'en sensibilisant toute l'opinion publique, en dressant les larges masses du peuple afin qu'elles rejettent courageusement et de leur propre initiative les anciennes coutumes rétrogrades et combattent pour que l'égalité, les droits et la liberté des femmes proclamés et défendus par le Parti triomphent même au sein de la famille. Il était désormais temps de faire un grand bond en avant dans le domaine des rapports familiaux et conjugaux.

Aussitôt après la directive lancée par le Parti en février 1967, le travail pour la liquidation des anciens rapports conjugaux ainsi que le mouvement pour la libération complète de la femme ont connu un essor sans précédent. Les organisations de base du Parti ont tenu des réunions publiques auxquelles, outre les membres, ont participé aussi leurs femmes. Au cours de ces réunions-débats, ont été critiquées toutes les manifestations étrangères à notre idéologie aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Ces formes de travail ont contribué à créer une atmosphère de critique et d'autocritique permettant de découvrir les défauts et les conceptions étrangères à l'esprit du socialisme. En même temps, elles ont conféré au mouvement un caractère plus massif.

La nouvelle génération du pays avait pris l'initiative de la lutte pour la dénonciation et la liquidation de tous les anciens rapports conjugaux. Grâce au travail d'éducation mené par le Parti, la jeunesse de notre pays s'est dressée une fois de plus avec élan et une grande détermination dans la lutte pour l'élimination de l'ancien. Elle a répondu sur-le-champ à l'appel du Parti et elle est devenue le promoteur de ce mouvement, y entraînant la masse des gens. Ainsi donc, jeunes gens et jeunes filles ont dit aussi leur mot dans de larges assemblées populaires, prenant également des initiatives dans le sens de leur lutte. La participation des jeunes filles des zones montagneuses aux actions à l'échelle nationale de la jeunesse et la vie en commun ont vivifié leur esprit et renforcé leur conscience. De même que le peuple tout entier, les jeunes filles volontaires se sont dressées pour condamner les coutumes rétrogrades sévissant dans les montagnes et qui avaient pesé sur leur dos jusqu'à récemment encore. Les premières à se dresser contre les préjugés de l'ancienne société, furent les jeunes filles de la région de Mat, qui étaient allées travailler bénévolement à la construction de la voie ferrée Rrogozhine-Fier. Dans une réunion organisée à ce propos, toutes les jeunes fiancées à l'ancienne coutume ont décidé de rompre toutes ensemble leurs fiançailles. Dans leur acte courageux, les jeunes filles étaient soutenues aussi par leurs parents. Dans une lettre envoyée au camarade Enver Hoxha le 30 mai 1967, ceux-ci donnaient leur parole d'honneur de montagnards que désormais ils n'empêcheraient pas leurs filles de servir le peuple, le Parti et la patrie, là où leur devoir les appelait ni «de créer leur famille nouvelle, socialiste conformément aux enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha».[10] Deux mois plus tard, leur exemple était suivi par les 108 jeunes filles de Lekbibaj du district de Tropoje qui travaillaient à la construction de la voie ferrée au secteur de Mbrostar près de Fier, encadrées dans la brigade «Gjelosh Rama». Des mouvements semblables visant à dénoncer les anciens rapports conjugaux ont été déclenchés dans plusieurs districts du pays.

Les directives du Parti et le travail menés par les organisations de masse ont aussi mis en mouvement les personnes âgées. Elles se sont rendues compte de la grande importance de ce problème soulevé par le Parti. Parmi elles les premiers à se dresser dans la lutte contre les survivances et les coutumes rétrogrades du passé furent les vieillards de la ville de Kukës. 75 d'entre eux, représentant toutes les personnes âgées des coopératives agricoles de toutes les zones et de tous les villages du district, réunis en assemblée, après avoir exprimé leur détermination de s'engager dans la voie de la collectivisation, ont promis au Parti de combattre résolument les coutumes rétrogrades et l'habitude de fiançailles en bas âge.

L'engagement de la population du district de Lezhe dans ce mouvement à la mi-mars a marqué un nouveau pas en avant. La juste critique que le camarade Enver Hoxha avait adressée aux cadres dirigeants du district de Lezhe dans son discours de 6 février 1967 a amené la population de cette région et en premier lieu les communistes à occuper des positions révolutionnaires. En un laps de temps relativement court, les communistes et les membres les plus actifs des organisations de masse se sont rendus dans toute la région afin de contribuer à l'élimination de cette plaie du passé, répondant ainsi pratiquement à l'appel du Parti.

Le travail mené par le Parti et par les organisations de masse parmi la population de Lezhe a été couronnée de succès le 26 mars 1987. Plus de 10 000 habitants de toutes les zones du district, réunis dans une large assemblée, ont condamné toutes les survivances du passé. Là, les jeunes filles de Lezhe ont dit ouvertement tout ce qu'elles avaient sur le coeur. Après avoir rompu leurs fiançailles conclues par leurs parents alors qu'elles étaient mineures, elles ont rendu les «cadeaux de fiançailles» à leurs anciens fiancés. Cette assemblée a pris ensuite une décision afférente en 15 points.

Ces larges assemblées du peuple ont continué de se tenir jusqu'à la fin du mois d'avril. En analysant leurs conclusions, on voit bien que presque partout les gens s'étaient engagés à rejeter la mauvaise coutume de fiancer leurs filles en bas âge et de les obliger à se marier.

Au vu des méthodes utilisées pour l'élimination des coutumes rétrogrades dans les rapports conjugaux, de l'organisation des assemblées et des décisions qui y ont été adoptées, on peut formuler certaines conclusions. La

façon dont ces problèmes ont été débattus ainsi que la franchise avec laquelle les masses travailleuses ont dit au Parti ce qu'elles pensaient, ont été autant d'éléments qui ont donné à ce mouvement un caractère foncièrement populaire. C'était là une application concrète du principe de l'appui sur la ligne de masse toujours suivie avec fermeté par notre Parti.

Le mouvement pour l'élimination des anciens rapports conjugaux, des fiançailles des filles mineures ainsi que des mariages à grande différence d'âge, etc., s'est surtout propagé dans les zones montagneuses, là où les normes du droit coutumier se faisaient le plus sentir. Mais lorsque nous parlons des zones montagneuses du pays, nous devons entendre qu'elles s'étendent dans tous les coins du pays. Ainsi donc, il s'agissait d'un mouvement à l'échelle nationale.

Ce qui frappe surtout dans ce mouvement, c'est son caractère de masse. Le peuple tout entier, depuis les petits pionniers jusqu'aux vieillards, y a participé. C'est là un témoignage du grand retentissement que l'appel du Parti a eu parmi le peuple, et cela grâce aux conditions idéologiques préalablement créées. Les décisions prises dans des assemblées du peuple montrent la fermeté avec laquelle ont été dénoncées une foule de conceptions et de survivances du passé qui, ancrées dans la conscience des gens, avaient encore un impact sur la vie sociale.

Aussitôt après le discours prononcé par le camarade Enver Hoxha le 6 février 1967, grâce au travail accompli et au grand élan qui avait gagné tout le pays pour la dénonciation de l'ancien, grâce aussi aux réunions organisées à ce sujet, aux mouvements déclenchés par les jeunes filles, grâce enfin aux procès populaires qui ont eu lieu à l'époque, il a été possible, de février à mai 1967, de bouleverser de fond en comble les rapports conjugaux et surtout les liens du mariage tels qu'ils étaient conçus jusque-là.

La période février-mai 1967 est marquée par l'intensification de la lutte pour conjurer l'action nocive de l'ancien sur les liens du mariage, mais, naturellement, cette lutte ne pouvait s'arrêter là, car, comme on le sait, l'ancien ne disparaît pas d'un seul coup. D'ailleurs, s'il n'est pas combattu de façon ininterrompue, il tend à revenir à la charge. D'où la nécessité de consolider et de propager le nouveau, de créer les conditions nécessaires pour son triomphe sur l'ancien.

Depuis la guerre de libération nationale jusqu'à cette période-là, nous n'avions jamais cessé tout à la fois de détruire et de construire. C'est justement à ce moment-là, lorsque le Parti avait lancé le mot d'ordre: «Jetons au feu les coutumes rétrogrades», que le processus de l'élimination des survivances du passé a pris de grandes proportions. Il devait, certes, se poursuivre sans arrêt, mais il fallait aussi veiller à «déblayer le terrain» et à «prendre soin des jeunes pousses du nouveau». Le processus de la lutte pour liquider les anciens rapports conjugaux et pour frayer le chemin au nouveau s'est déroulé dans les conditions d'une âpre lutte de classe entre deux idéologies, l'idéologie socialiste et l'idéologie patriarcale, bourgeoise et révisionniste. Cette lutte a été dirigée par le Parti qui a su combattre toutes les manifestations et toutes les formes de résistance de l'idéologie étrangère à la nôtre. Le Parti a mis en garde contre les défauts que pouvaient recouvrir les succès obtenus. On ne devait pas permettre la réapparition des coutumes rétrogrades qui, démantelées par les coups reçus, semblaient mortes, mais pouvaient se ranimer et se manifester à nouveau, si l'on relâchait sa vigilance. A cet égard il restait encore à faire, compte tenu du fait que, malgré l'écrasement définitif de l'ancien, il fallait aussi surmonter une série d'obstacles qui se dressaient encore dans la voie vers le nouveau. Ainsi, indépendamment du caractère socialiste de la base économique et des coups répétés qu'avaient reçus les anciennes normes et coutumes, le nouveau se heurtait encore à leur influence. D'autre part, le sentiment de la propriété privée, persistait.

A ce moment-là, le Parti soulignait dans ses directives que la création de la famille nouvelle dans notre société devait reposer sur la connaissance mutuelle des jeunes, sur leur amour pur et sincère. Le Parti et les organisations de masse ont mené parmi la jeunesse un travail intense et intelligent sous maints aspects, afin de lui une juste conception de l'amour et de la famille.

Grâce aux conditions matérielles nouvellement créées, au grand travail éducatif mené par le Parti et les organisations de masse, à l'application d'une série d'autres mesures organisationnelles pendant la même période, un autre coup écrasant a été porté aux survivances étrangères à notre société socialiste, et une opinion saine a été créée pour ouvrir la voie à de nouveaux rapports conjugaux.

La discussion de ce problème et les études afférentes effectuées durant le premier semestre de 1969 suivant les recommandations données par le camarade Enver Hoxha le 31 janvier de la même année au secrétariat du CC du PTA, ont été d'une extrême importance dans l'analyse du stade atteint et du travail à mener touchant les rapports conjugaux dans l'avenir également.

Les débats qui ont eu lieu ont mis en lumière une série de phénomènes préoccupants et des tâches ont été fixées pour l'avenir. Un grand travail a été ainsi mené pour accomplir ces tâches en ce qui concernait surtout les rapports entre garçons et filles, la lutte contre le conservatisme et les ragots éventuels sur les jeunes qui s'aimaient.

Grâce au travail mené de mai 1967 à décembre 1970, et qui avait pour fondements solides le travail accompli et les résultats obtenus pendant ce temps par le Parti, les nouveaux rapports conjugaux se sont consolidés. Travaillant et étudiant ensemble, en dehors des quatre murs de leurs maisons, les jeunes gens et les jeunes filles avaient toute latitude de se connaître, de se lier d'amitié, de s'aimer et de se marier. Mais il convient de noter ici que même pendant cette période les nouveaux rapports conjugaux ne se sont développées au même rythme dans toutes les régions, les villes et les campagnes du pays.

Les mariages d'amour ont été plus nombreux dans les régions et les districts où dominait une opinion sociale plus avancée, c'est-à-dire moins conservatrice, alors que dans les zones et les régions montagneuses et à la campagne en général ils ont été moins fréquents. Les mariages d'amour étaient plus nombreux parmi les jeunes qui travaillaient dans les cités ouvrières et parmi les jeunes qui s'étaient connus en travaillant aux chantiers de construction à l'échelle locale ou nationale, hors de la portée de l'opinion conservatrice. Les nouveaux éléments apparus dans ce domaine montraient clairement que le nouveau naissant s'opposait avec force à l'ancien. En dépit des possibilités qui existaient pour une plus large propagation des mariages d'amour, on ne pouvait pas encore prétendre que cette forme de mariage fût devenue un phénomène massif et typique.

Les situations révolutionnaires créées pendant ces années, la révolutionnarisation de toute la vie du pays, les déplacements d'équipes d'avant-garde du nord au sud du pays, et vice-versa, la collectivisation de l'agriculture dans les zones montagneuses, les grandes actions menées par la jeunesse et surtout la lutte des masses contre les institutions religieuses et le clergé étaient autant d'éléments qui ont contribué à l'accroissement considérable des mariages entre des personnes qui n'étaient pas originairement coreligionnaires. Cette pratique s'est largement répandue dans le pays. Des succès sensibles ont été observés surtout dans les cités ouvrières, ce qui est bien naturel, car la classe ouvrière, en tant que porteuse de l'idéologie révolutionnaire, se distingue par son esprit largement ouvert au nouveau. Toutefois, les progrès dans les mariages entre personnes originairement de religions différentes ne constituaient qu'un premier pas dans la voie de l'élimination complète des survivances religieuses dans le mariage. C'est pourquoi la lutte contre les dogmes religieux devait être, à l'avenir également, un aspect important de la révolutionnarisation plus poussée des rapports conjugaux. En dépit des succès remportés dans la lutte pour la création de rapports conjugaux socialistes, même au cours de cette période il n'a pas été possible d'éliminer complètement le retard observé en général dans le domaine de ces rapports. Ce retard était dû à certains facteurs fondamentaux:

Primo, La famille, en tant que phénomène social, est, dans son évolution, relativement indépendante de l'évolution de la société, et les changements produits dans la vie ne se reflètent donc pas immédiatement dans les rapports conjugaux et familiaux.

Secundo, le retard constaté dans les rapports conjugaux et familiaux se rattache à leur caractère complexe. C'est ce qui explique pourquoi les changements intervenus dans la société ne se reflètent pas immédiatement ni au même degré dans tous les aspects de la vie de la famille. Ils touchent de plus près et plus vite certains aspects, alors qu'ils sont plus lents à en toucher certains autres. Enfin, Le retard observé dans les rapports conjugaux est dû aussi à d'autres facteurs, comme l'influence persistante des traditions et des anciennes coutumes réactionnaires, la pression idéologique de l'impérialisme et du révisionnisme, et les difficultés de croissance dans l'édification du socialisme.

Si l'on observe la réalité, on ne peut affirmer que même dans les années 70 tous les mariages aient eu un caractère purement socialiste. Ce n'était là que la tendance fondamentale de l'évolution de ces rapports, une nouvelle conception qui devenait toujours plus dominante dans notre société, un objectif à atteindre dans le domaine des relations conjugales et familiales dans leur ensemble

A partir da l'analyse que nous avons essayé de faire du mouvement pour l'émancipation complète de la femme pendant ces années-là, nous pouvons formuler certaines conclusions: **Ce mouvement est partie intégrante du processus de révolutionnarisation de toute la vie du pays, de la lutte pour approfondir et mener plus en avant la révolution socialiste dans tous les domaines.** Etant indissociable de la lutte pour le développement de la révolution idéologique et culturelle, il a marqué une nouvelle étape dans le développement de la lutte de classe dans le domaine idéologique.

Riche de ce contenu, le mouvement pour l'émancipation complète de la femme dans notre pays se distingue radicalement des mouvements «féministes», «idéalistes» ou «apolitiques» existant dans les pays capitalistes et que les révisionnistes modernes appuient et vantent toujours plus. L'émancipation de la femme dans notre pays se distingue non seulement par son contenu, mais aussi par les voies suivies et les objectifs fixés, totalement différents de ceux suivis par les pays bourgeois et révisionnistes. «L'émancipation de la femme albanaise, a souligné le camarade Enver Hoxha, n'a rien de commun avec ce qu'on appelle l'«émancipation» des poupées de la bourgeoisie. L'émancipation de la femme albanaise, nous la réalisons sur la voie de la révolution prolétarienne, dans l'esprit marxiste-léniniste et grâce aux qualités merveilleuses des femmes de chez nous, qui se sont affirmées tout au long de l'histoire de l'Albanie.»[11]

Le mouvement pour l'émancipation de la femme pendant ces années-là a été caractérisé par le recours à grande échelle aux actions révolutionnaires, en tant que méthode principale, parallèlement aux autres formes, de l'accomplissement de ses objectifs.

Cette méthode a permis d'obtenir des résultats immédiats et évidents et contribué à l'accroissement du nombre de femmes participant au mouvement. Les actions déclenchées ont entraîné et lancé la masse des femmes dans une intense activité pratique. En témoignent les nombreuses réunions et assemblées de femmes, où celles-ci, en même temps que le peuple tout entier, ont dénoncé les anciennes coutumes asservissantes, en témoignent aussi leur participation aux mouvements Nord-Sud, c'est-à-dire aux équipes de travail allant du Nord au Sud du pays, et des zones de plaines aux zones montagneuses, et vice-versa, leur participation et leur contribution aux actions organisées à l'échelle locale et nationale, la lutte et le grand travail qu'elles ont menés pour promouvoir le nouveau, etc.

Un autre trait caractéristique de ce mouvement, c'est qu'il n'a pas été porté en avant à coups d'ordres et de décrets, ni par des sentences judiciaires, mais, en premier lieu, **grâce à un important travail politique et idéologique** mené auprès des masses pour leur faire prendre conscience du bien-fondé de cette question. Témoin le grand travail accompli par le Parti et les organisations de masse, la mobilisation de toute l'opinion sociale, la participation de toute la population aux assemblées massives où, convaincue de leur caractère nocif, elle a dénoncé les anciennes normes et coutumes rétrogrades. Les directives du Parti ne pouvaient donc être traduites dans les faits que de cette manière.

Les grands succès remportés dans un très bref laps de temps dans la lutte pour l'émancipation complète de la femme sont un autre trait caractéristique de cette étape. Il n'est que de rappeler à ce propos la participation des femmes à la production sociale, où le bond qualitatif enregistré s'explique par leur accession en masse aux emplois nouvellement créés ou à des postes jusque-là considérés comme l'apanage des hommes, leur promotion à la direction de la production, l'élévation de la productivité du travail fourni par les femmes dans diverses branches de la production matérielle. Des résultats très prometteurs ont été obtenus à cette étape dans le sens de la socialisation des travaux ménagers, de la libération des femmes du pesant fardeau de ces travaux, de l'amélioration des rapports conjugaux, etc. L'expérience de notre pays atteste que ce n'est qu'en régime socialiste et sous la direction d'un parti marxiste-léniniste authentique qu'une complète émancipation de la femme est possible, que le problème de la femme ne peut être résolu par aucun mouvement réformiste ou idéaliste. Les profondes transformations produites dans la vie de la femme albanaise ne pouvaient être réalisées dans un si bref délai que dans un pays socialiste comme le nôtre, dirigé par un parti marxiste-léniniste véritable. La révolution qu'a connue la situation de la femme albanaise, les transformations radicales intervenues dans sa vie sont la claire et grandiose expression des profondes transformations révolutionnaires réalisées en Albanie dans tous les domaines. Ainsi, pour résoudre entre autres le problème de l'émancipation complète de la femme, notre Parti a combiné avec courage et dans un esprit de principe la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la réalité albanaise et la situation concrète de la femme de chez nous.

Publié avec des coupures d'après le numéro 2 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* t. 4, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982. éd. fr., p. 303.

2. *Ibid.,* pp. 121-224.

3. *Ibid.,* pp. 225-272.

4. La collectivisation de l'Albanie, commencée en novembre 1946, s'est déroulée par étapes pour s'achever définitivement en mars 1967.

5. Enver Hoxha, *Rapport au V^e Congrès du PTA,* éd. fr., Tirana 1966, pp. 151, 152.

6. Voir: Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. 4, Editions «8 Nëntori », Tirana, 1982, pp. 283-307.

7. Ces rapports sont conformes aux données de la Direction des statistiques.

8. Le mouvement contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades, au même titre que le mouvement pour l'émancipation complète de la femme, le mouvement pour faire passer partout l'intérêt général avant l'intérêt personnel, le mouvement pour la révolutionnarisation de l'école, de la littérature et des arts, a été déclenché sur l'initiative des masses travailleuses elles-mêmes sous la direction du Parti et s'est traduit par des actions concrètes menées non seulement contre la conception religieuse du monde mais aussi contre toute base matérielle qui servait à conserver et à alimenter la religion et les coutumes rétrogrades. L'Albanie est ainsi devenu le premier pays au monde sans institutions religieuses ni clergé.

9. A la fin de 1981, les femmes représentaient 30 pour cent des effectifs du Parti.

10. Le journal Bashkimi du 31.5.1967.

11. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* t. 4, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, éd. fr., p. 305.

Shyqri Ballvora (Docteur es sciences historiques) — L'importance historique de la III^e Internationale communiste et la dénonciation des élucubrations révisionnistes sur son rôle et sa place dans l'histoire

La III^e Internationale communiste (le Komintern) fondée en un temps où «une nouvelle époque s'était ouverte dans l'histoire mondiale» (Lénine) n'est pas un simple événement historique qui appartient au passé. Elle est toujours un brillant exemple à suivre par les générations révolutionnaires actuelles, unies et organisées dans les nouveaux partis communistes marxistes-léninistes, en ce qu'elle leur montre ce que doit faire l'avant-garde du prolétariat pour préparer la révolution socialiste, les luttes et les révolutions de libération nationale. Elle demeurera à jamais un grand exemple de la lutte menée pour la défense de la pureté du marxisme-léninisme et son application créatrice, du combat de principe livré avec esprit de suite contre l'opportunisme de droite et de «gauche». «En son temps, le Komintern, souligne le camarade Enver Hoxha, a mené une vaste activité très bénéfique pour l'organisation et la trempe des partis communistes. Il fut créé à une époque où il était indispensable de faire pénétrer profondément le marxisme-léninisme comme théorie scientifique dans la masse du prolétariat mondial... En formant les jeunes partis marxistes-léninistes et ouvriers dans le monde, le Komintern s'efforçait de les aider à devenir indépendants par rapport aux partis bourgeois, et de les engager dans la lutte contre ces partis et contre les patrons capitalistes. Ainsi, à l'époque de Lénine et de Staline, des partis marxistes-léninistes ont été formés et consolidés, qui sont passés d'un stade en quelque sorte infantile à un stade plus élevé de maturité et d'organisation révolutionnaire... Mais à cette époque, poursuit le camarade Enver Hoxha, le Komintern était un organisme indispensable et il a apporté une contribution importante à la consolidation de la révolution, à la victoire du socialisme.»[1]

La III^e Internationale a prêté un précieux concours à la création des partis communistes dans la plupart des pays et à leur consolidation en tant que partis révolutionnaires conséquents du prolétariat. En sa qualité de centre dirigeant des partis communistes des divers pays du monde, la III^e Internationale jeta les fondements d'un puissant mouvement organisé, le mouvement communiste international, qui devint non seulement le porteur des idéaux les plus progressistes, les plus révolutionnaires de l'époque, les idéaux marxistes-léninistes, mais aussi la force dirigeante des forces révolutionnaires sociales, du prolétariat, de la paysannerie et des autres forces démocratiques, dans leur lutte pour la libération sociale et nationale, aussi bien dans Les pays capitalistes développés et semi-développés, que dans les pays coloniaux où les peuples livraient bataille pour secouer le joug, lourd et féroce, des puissances impérialistes, «La III^e Internationale communiste, a souligné Lénine, a joué dans le monde un rôle historique important. C'est elle qui a commencé à mettre en oeuvre le plus important des mots d'ordre de Marx, celui qui dresse le bilan du développement séculaire du socialisme et du mouvement ouvrier, et qui est exprimé par la notion de dictature du prolétariat.»[2]

En alliance avec les masses travailleuses opprimées et exploitées et les peuples des pays coloniaux, conduite par son avant-garde, les partis communistes, unis en tant que force politique et mus par des objectifs et buts communs, la classe ouvrière des divers pays devait, sous la direction de la III^e Internationale communiste, avancer dans la voie frayée par la grande Révolution socialiste d'Octobre, combattre pour le renversement du système impérialiste, pour le triomphe des révolutions de libération nationale dans les pays coloniaux et opprimés ainsi que des révolutions prolétariennes dans les pays capitalistes développés.

Dans la situation historique créée après le triomphe de la Révolution d'Octobre et la fondation du premier Etat socialiste dans un grand pays, la transformation révolutionnaire du monde était mise à l'ordre du jour comme la seule alternative capable de sauver l'humanité de la grave crise générale sociale, politique et économique qui tenaillait le système impérialiste, et de libérer les masses travailleuses et les peuples opprimés du joug capitaliste et impérialiste.

Le capitalisme mondial, qui réunissait en un système unique le monde entier, à l'exception de l'Etat où avait triomphé la révolution prolétarienne, était rongé de contradictions de classe et nationales inconciliables et antagonistes. Seule la lutte révolutionnaire du prolétariat en alliance avec les masses travailleuses des pays capitalistes développés et des peuples opprimés par l'impérialisme pouvait détruire complètement et définitivement ce système.

La théorie léniniste définit le triomphe de la révolution et l'abolition du système capitaliste mondial non pas comme une action nécessairement simultanée dans tous les pays. D'après cette théorie, le processus révolutionnaire dans le monde est un processus unique de la prise du pouvoir par les forces révolutionnaires, avec à leur tête la classe ouvrière, pouvait se réaliser si dans un pays ou dans un certain nombre de pays les conditions objectives et subjectives étaient mûres pour le triomphe de la révolution. La possibilité de voir triompher la révolution dans un ou plusieurs pays avait comme prémisse fondamentale le fait objectif qu'à l'époque de l'impérialisme, et particulièrement après le triomphe de la révolution d'Octobre, les conditions étaient réunies pour que, dans le système capitaliste, la révolution éclate et triomphe au plus faible maillon de la chaîne impérialiste. «Il faut parler maintenant, soulignait Staline, de la révolution prolétarienne mondiale, car les différents fronts nationaux du Capital sont devenus les anneaux d'une chaîne unique, appelée front mondial de

l'impérialisme, et à laquelle doit être opposé le front commun du mouvement révolutionnaire de tous les pays... Il faut maintenant considérer la révolution prolétarienne avant tout comme le résultat du développement des contradictions dans le système mondial de l'impérialisme, comme le résultat de la rupture de la chaîne du front impérialiste dans tel ou tel pays.»[3]

Dans ces conditions historiques, l'élaboration d'une stratégie internationale du mouvement communiste constituait une fâche de premier ordre et revêtait une importance décisive. Le Komintern, s'appuyant sur la doctrine marxiste-léniniste et tenant compte de la nouvelle époque où s'était engagé le monde après la Révolution d'Octobre, a su parfaitement combiner les tâches qui incombaient, sur le plan international, au prolétariat de chaque pays avec les tâches qu'il devait résoudre sur le plan national. Loin d'être en opposition entre elles, ces tâches se complétaient, la solution de l'une aidant à la solution de l'autre. Les tâches et les objectifs stratégiques qu'élabora le Komintern n'avaient rien d'abstrait et ne constituaient pas la quintessence des «illusions révolutionnaires»[4] du prolétariat, comme le prétendent les révisionnistes modernes, qui cherchent à minimiser et à dénigrer le grand rôle historique du Komintern. Le schéma stratégique élaboré par le Komintern dès sa fondation et condensé dans la pensée de Lénine comme quoi la III^{e} Internationale a commencé à mettre en oeuvre le plus important des mots d'ordre de Marx, celui de l'instauration de la dictature du prolétariat, était l'aboutissement logique de l'analyse profonde et générale que la III^{e} Internationale. Lénine en tête, avait faite des nouvelles conditions historiques de la nouvelle époque où s'était engagée l'humanité. Ce schéma stratégique universel, le même, quant au fond, au cours de la période pendant laquelle le Komintern déploya son activité, est allé se perfectionnant dans toutes ses composantes, et ce conformément aux étapes de la réalisation du but stratégique fixé suivant les circonstances historiques créées par intervalles dans le monde. De l'analyse des documents du Komintern et de l'étude de toute son activité depuis son I^{er} Congrès jusqu'à sa dissolution (en 1943), il ressort que l'Internationale communiste n'a jamais donné aux partis communistes ni recettes toutes faites ni directives d'une valeur absolue pour tous ces partis leur permettant de résoudre leurs problèmes concrets sans égard aux circonstances et aux conditions historiques dans lesquelles ils menaient leur action révolutionnaire. Les orientations stratégiques générales étaient élaborées après des débats libres et détaillés menés par les partis communistes aux instances dirigeantes du Komintern, dans les congrès, les plénums élargis du Comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC), du Présidium du CEIC et dans d'autres réunions où tout parti exprimait librement ses vues; ce n'est qu'après de tels débats qu'étaient adoptées les décisions requises, qui, en tant qu'orientations générales, étaient obligatoires pour tous les partis. Les orientations générales et les principaux objectifs stratégiques du Komintern reposaient sur les principes de base du marxisme-léninisme et reflétaient le contenu fondamental de la nouvelle époque. Quant aux partis communistes, s'appuyant sur ces orientations générales et tenant bien compte des conditions concrètes de leurs pays, du rapport des forces de classe, du niveau de développement économique et social, de la situation politique générale et d'autres facteurs, ils définissaient leurs tâches stratégiques et tactiques, les voies et les étapes par où devait passer la révolution, les méthodes de leur lutte et les formes de son organisation. Mais, dans bien des cas, les réunions communes du Komintern ont porté aussi sur la définition des tâches de tel ou tel parti et, à la lumière de l'expérience mutuelle échangée, y étaient formulées dans les grandes lignes les tâches qui incombaient à ce parti, étant entendu qu'il lui était toujours permis de prendre des initiatives ou de manoeuvrer sur le plan tactique, en fonction des situations politiques créées dans son pays.

Au cours de toute son activité politique, le Komintern, en sa qualité d'organe dirigeant du mouvement communiste international, s'en tint avec esprit de suite et fermeté au principe léniniste selon lequel la stratégie politique générale de ce mouvement, fruit d'une élaboration collective dans le cadre de l'Internationale communiste, devait être appliquée par les divers partis suivant les conditions historiques concrètes de chaque pays. «Il faut bien se rendre compte, écrivait Lénine en 1920, qu'un pareil centre de direction ne peut, en aucun cas, bâtir son activité sur le stéréotypage, le nivellement mécanique, l'identification des règles tactiques de lutte. Aussi longtemps que des distinctions nationales et politiques existent entre les peuples et les pays, distinctions qui subsisteront longtemps, très longtemps, même après l'établissement de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale, l'unité de tactique internationale du mouvement ouvrier communiste de tous les pays veut, non pas l'effacement de toute diversité, non pas la suppression des distinctions nationales (à l'heure actuelle c'est un rêve insensé), mais une application des principes fondamentaux du communisme (pouvoir des Soviets et dictature du prolétariat), qui modifie correctement ces principes dans les questions de détail, les adapte et les ajuste comme il convient aux particularités nationales et politiques. Rechercher, étudier, découvrir, deviner, saisir ce qu'il y a de particulièrement national, de spécifiquement national dans la manière concrète dont chaque pays accorde la solution du problème international, le même pour tous: vaincre l'opportunisme et le dogmatisme de gauche au sein du mouvement ouvrier, renverser la bourgeoisie, instaurer la République des Soviets et la dictature du prolétariat, telle est, au moment historique que nous traversons, la principale tâche assignée à tous les pays avancés (et pas seulement avancés).»[5]

Dans ses documents à valeur de programme, l'Internationale communiste refléta d'une façon complète les exigences fondamentales du développement objectif de l'humanité, les intérêts des larges masses prolétariennes,

des travailleurs de tous les pays et peuples qui souffraient sous la domination impérialiste. Elle se tint à la tête du prolétariat mondial, des masses travailleuses de tous les pays et leur enseigna qu'il n'y a qu'une voie pour réaliser les idéaux suprêmes de la paix, de la démocratie et du socialisme, celle des puissantes actions révolutionnaires qu'il faut mener jusqu'au bout, jusqu'à l'abolition définitive du système capitaliste et impérialiste, oppresseur et exploiteur, celle de la révolution prolétarienne violente, qui conduit à l'instauration de la dictature du prolétariat. «Dans le Manifeste de l'Internationale communiste», approuvé à son I[er] Congrès, le Komintern se définissait en tant qu'«Internationale des actions de masse ouvertes, Internationale des réalisations révolutionnaires, Internationale d'action».[6]

La III[e] Internationale devint le promoteur et le dirigeant des grands mouvements de masse, comme celui pour le front ouvrier unique, pour la création d'un large front anti-impérialiste, pour le maintien de la paix et contre la guerre impérialiste, pour la défense des libertés démocratiques contre le danger fasciste, pour la libération nationale des peuples opprimés, pour le triomphe de la révolution socialiste et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Sous la direction de la III[e] Internationale communiste, le mouvement ouvrier international s'est mué en un mouvement social et politique très puissant, qui donnait le ton à toute la vie politique et sociale dans le monde. C'était précisément la classe ouvrière, dirigée par les partis communistes, membres de la III[e] Internationale, qui empêcha l'avènement du fascisme dans nombre de pays d'Europe et du monde.

Au cours de sa lutte pour diriger les mouvements de masse prolétariens dans divers pays et à l'échelle mondiale, la III[e] Internationale a recouru à une tactique très souple, elle a mis à profit des formes d'organisation et des méthodes de combat très variées. Faisant preuve d'esprit créateur et d'initiative, elle n'a cessé d'enrichir l'arsenal de ses méthodes de combat et de ses formes d'organisation en s'en tenant toujours aux principes marxistes-léninistes. En cela, elle a toujours tenu compte de l'orientation de Lénine selon laquelle le passage de la lutte d'une phase à une autre demande aussi que soient suivies des formes d'organisation et des méthodes de combat variées, que soient modifiées les tactiques de lutte, en fonction de la situation concrète qui varie et se développe constamment. Aussi les tactiques utilisées par le prolétariat dans sa lutte doivent-elles, une fois enrichies, varier conformément aux situations concrètes qui se font jour au cours du processus de la lutte révolutionnaire.

L'Internationale communiste devint le promoteur et le dirigeant de puissantes organisations internationales de masse, telles que l'Internationale rouge des Syndicats et l'Internationale communiste de la Jeunesse, qui ont joué un rôle très important dans la formation politique des ouvriers et de la jeunesse, en leur inculquant l'esprit du combat révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien.

La III[e] Internationale a apporté une contribution extrêmement importante à l'organisation des mouvements de masse des ouvriers, de la solidarité internationaliste, de l'aide et du soutien réciproques des prolétaires de divers pays. Aux travailleurs de tous les pays, elle enseignait à ne pas rester indifférents à leur sort mutuel, mais à se soutenir dans leur lutte de toutes les forces et par tous les moyens, à être solidaires sur toute la ligne, car c'est ainsi qu'ils pourraient déjouer les plans de la réaction et de l'impérialisme mondial.

L'histoire du mouvement ouvrier international de l'entre-deux-guerres est marquée par bien des actions de masse, et par l'activité révolutionnaire qu'a déployée le prolétariat de divers pays en se solidarisant avec les ouvriers et les masses travailleuses qui, dans leurs pays, s'étaient dressés ouvertement contre la réaction impérialiste et le fascisme. Cela apparut surtout dans l'activité révolutionnaire et les actions qu'il a menées pour défendre la Russie soviétique en tant que premier Etat socialiste du monde, dans l'appui direct qu'il a accordé à la classe ouvrière et aux masses travailleuses en Espagne, qui se battaient contre la féroce réaction fasciste du pays, dans les puissantes actions des prolétaires des pays d'Europe en soutien à la classe ouvrière et aux masses travailleuses d'Allemagne dans leur lutte contre la dictature fasciste, etc.

La III[e] Internationale communiste a le grand mérite historique d'avoir créé des liens étroits entre le mouvement ouvrier des pays capitalistes développés et celui des pays exploités et coloniaux. Elle a également le grand mérite historique d'avoir fondu ces mouvements en un seul processus révolutionnaire et anti-impérialiste mondial, et d'avoir combiné de façon organique leurs tâches révolutionnaires. C'est un fait notoire que les prolétaires d'Europe ont aidé et soutenu, par des actions puissantes, les mouvements révolutionnaires de libération en Chine, en Inde, en Afrique et en Amérique latine.

La III[e] Internationale a apporté en outre une très précieuse contribution à la sauvegarde de la pureté de la doctrine marxiste-léniniste ainsi qu'à son développement et à son application créatrice, en dénonçant et liquidant courants et tendances opportunistes, ouvertement antimarxistes, anarchistes et d'extrême «gauche». Elle s'est par ailleurs montrée intransigeante avec les courants antimarxistes partout où ils apparaissaient, au-dedans comme au-dehors de ses rangs. Elle a démasqué sur tous les plans la social-démocratie européenne et en particulier celle de Kautsky, en démontrant qu'elles avaient rejoint complètement et définitivement les positions de la bourgeoisie impérialiste, qu'elles étaient devenues son officine, et par là même le principal point d'appui du capital

monopoliste dans ses efforts pour maintenir sous son joug la classe ouvrière et les masses travailleuses. La III[e] Internationale a dénoncé et annihilé politiquement et idéologiquement les tendances et les courants antiléninistes, tels que le brandlérisme et les extrémistes allemands de «gauche», les trotskistes et les boukhariniens, ces renégats et ennemis les plus dangereux au sein du Parti bolchevique et dans ses propres rangs, les renégats et les fractionnistes dans divers partis communistes, comme le français, l'italien, le polonais, le yougoslave, l'anglais et l'américain, en les chassant des rangs du mouvement communiste de la III[e] Internationale en tant qu'ennemis jurés de la révolution et du socialisme.

Par sa lutte conséquente et résolue contre l'opportunisme de droite et de «gauche», menée au-dedans comme au-dehors de ses rangs, la III[e] Internationale est devenue une source d'inspiration et, dans ce sens, elle s'est acquis une très grande expérience de portés historique qui témoigne que la lutte ferme et de principe contre l'opportunisme de toute couleur est, pour les partis communistes, détachements révolutionnaires d'avant-garde du prolétariat et du mouvement communiste international, un facteur décisif de la trempe et du renforcement de leur unité marxiste-léniniste.

Dans la lutte pour dénoncer et démanteler les courants et les tendances opportunistes de droite et de «gauche» au sein de la III[e] Internationale, un mérite particulier revient à Staline, qui, en tant que disciple et continuateur de l'oeuvre de Lénine, a apporté une très importante contribution à la sauvegarde de la pureté de la doctrine marxiste-léniniste face aux attaques de divers opportunistes, comme Trotsky, Brandler, Zinoviev et Boukharine, qui, de concert ou séparément, ont tenté de dénigrer le léninisme et de faire dévier le mouvement prolétarien de la voie de la révolution. Dans nombre de ses écrits, Staline a su non seulement dénoncer et écraser idéologiquement et politiquement les opportunistes de tout acabit, mais aussi concrétiser et enrichir la doctrine léniniste de conclusions et thèses nouvelles, en faisant la synthèse de l'expérience de la lutte révolutionnaire dans le monde et de celle de l'édification socialiste en Union soviétique.

A la différence de la II[e] Internationale qui fit faillite, vaincue par l'opportunisme, la III[e] Internationale se consolida et s'aguerrit dans les luttes continues contre les groupes et les fractions opportunistes et révisionnistes. Dans le feu de cette lutte, elle élabora la stratégie et les tactiques du mouvement communiste et ouvrier international, formula les objectifs du programme de ce mouvement, fit avancer la cause de la consolidation et de la bolchévisation des partis du prolétariat la cause de la révolution et des luttes de libération des peuples opprimés et asservis, elle trempa et raffermit le mouvement communiste et ouvrier international, et l'affirma comme la force dirigeante la plus conséquente et la plus résolue de la révolution et des luttes de libération des peuples, pour abolir le système capitaliste exploiteur par la voie révolutionnaire et faire triompher la révolution et le socialisme. C'est pour jeter bas ces résultats que l'historiographie révisionniste en général, fondée sur les directives des partis révisionnistes, a entrepris depuis longtemps une attaque éhontée contre la III[e] Internationale communiste. «Les révisionnistes, souligne le camarade Enver Hoxha, attaquent férocement la grande oeuvre du Komintern, précisément parce qu'il a créé et développé dans le monde les partis communistes, qui ont éduqué des millions de prolétaires à lutter contre la bourgeoisie de leur pays pour l'empêcher de perpétuer sa domination».[7]

L'historiographie mondiale comporte un nombre relativement important d'ouvrages sur la III[e] Internationale en général, sur ses problèmes et ses divers congrès et plénums en particulier. Une place assez importante revient ici aux auteurs révisionnistes qui ont publié des mémoires et des ouvrages historiques à ce sujet.

Plusieurs militants et dirigeants du Komintern comme Dimitrov, Kroupskaïa, Marcel Cachin, Yaroslavski, Wilhelm Pieck, Clara Zetkin et Sen Katajama, ont relaté dans leurs mémoires et d'autres écrits, avec objectivité et esprit de parti, la grande activité révolutionnaire d'une extrême importance historique, qu'a déployée le Komintern afin de tremper le mouvement communiste international, d'élaborer une stratégie révolutionnaire et de justes tactiques, conformément aux conditions concrètes. Ils ont mis en relief la lutte résolue et intransigeante qu'il a menée contre tous les courants et les déviations opportunistes de droite et de «gauche», ils ont fait ressortir le grand rôle qu'a joué Lénine en tant qu'organisateur et dirigeant de cet organe principal du mouvement communiste international et, après sa mort, l'apport de Staline au démantèlement des courants opportunistes apparus au sein du Komintern, comme le trotskisme, l'extrémisme de gauche allemand, le brandlérisme et le boukharinisme. Ils ont aussi relevé les traits léninistes de l'activité organisationnelle des organes dirigeants du Komintern et de son appareil en tant qu'organisation internationale réunissant tous les partis communistes du monde, et ont souligné que toute son activité organisationnelle se fondait sur les principes marxistes-léninistes du centralisme démocratique.

Les mémoires de militants et de dirigeants éminents de la III[e] Internationale, à l'exception, bien entendu, des renégats révisionnistes, revêtent une importance particulière si l'on veut présenter objectivement l'activité déployée par le Komintern et l'étudier scientifiquement, car c'est à travers ces souvenirs que l'on peut combler ce vide si sensible dans la connaissance de nombreux aspects de l'activité du Komintern, qui, pour diverses raisons,

n'ont pas été traités dans ses documents ou, même quand ils l'ont été, ne sont pas accessibles aux chercheurs, parce qu'enfermés dans des archives et non encore publiés.

Les historiens et les mémorialistes soviétiques, indépendamment de leurs attitudes et de leurs angles de vision souvent différents dans le traitement des problèmes relatifs au Komintern, se rejoignent tous dans un objectif unique, celui de dénigrer l'Internationale communiste. C'est ainsi que dans leurs écrits et leurs souvenirs, les cadres et les fonctionnaires du Komintern qui ont trahi le prolétariat et le marxisme-léninisme, présentent l'activité révolutionnaire du Komintern sous un faux jour. Ils considèrent les événements qu'ils ont vécus eux-mêmes, et dont parfois ils ont été les protagonistes, sous un angle qui convient à leurs prises de position politiques opportunistes au moment de la rédaction de leurs mémoires.

C'est à partir de positions foncièrement révisionnistes que des renégats du mouvement communiste international, comme Otto Kuusinen et Palmiro Togliatti entre autres, décrivent et analysent nombre d'événements qui se rattachent à l'activité du Komintern sans pour autant ménager leurs critiques à son égard.

A les en croire, les erreurs et les déviations dogmatiques et sectaires, soi-disant fort nombreuses, constatées après la mort de Lénine dans l'activité du Komintern jusqu'à son VII^{e} Congrès, étaient dues à ce que l'Internationale communiste résolvait, selon eux, tous les problèmes politiques fondamentaux suivant les schémas exposés par Staline, elles se rattacheraient à la propagation de son culte, au prétendu diktat que Staline aurait imposé au Komintern tout au long de son existence.

Dans leurs mémoires et leurs écrits, ces renégats et traîtres au prolétariat et au mouvement communiste sont pris dans un engrenage de contradictions et, par leurs attitudes antiléninistes et anti-prolétariennes, par leurs falsifications et leurs déformations, ils s'écartent à jamais de la vérité historique, ils sèment le désarroi et rejoignent complètement les positions de l'historiographie bourgeoise réactionnaire. A court d'arguments, les auteurs révisionnistes abondent en absurdités et se couvrent ainsi de ridicule. Ils ne sont point en mesure de montrer en quoi résident les prétendues erreurs dogmatiques et sectaires du Komintern après la mort de Lénine. Togliatti, par exemple, affirme que le Komintern, sous l'influence du culte de Staline, s'est permis nombre d'erreurs sectaires et dogmatiques, voulant dire par là que ces erreurs ont dominé pendant longtemps dans la ligne politique du Komintern. Après quoi, il se demande comment le Komintern a pu se permettre ces «graves erreurs» (sic), alors que sa politique était juste. «La question, dit-il, se pose de savoir (c'est-à-dire que l'on ne saurait expliquer — Sh. B.) comment elles (les prétendues erreurs du Komintern après son VII^{e} Congrès sous l'influence du soi-disant culte de Staline — Sh. B.) pouvaient coexister avec l'action politique, si vaste, si ouverte et si juste menée par l'Internationale communiste précisément en ces années-là, et à la définition de laquelle participa aussi Staline.»[8] Cette attitude de Togliatti, extrêmement contradictoire, découvre le vrai visage de ce renégat, son hypocrisie et son cynisme. Lorsqu'il parle d'erreurs, il ne pense naturellement pas aux simples erreurs commises dans le cadre d'une politique juste dans l'ensemble, mais il entend une ligne politique erronée qui a prétendument coexisté avec les actions politiques, en général plutôt justes, du Komintern. Togliatti rend Staline responsable de cette ligne politique soi-disant erronée du Komintern, alors que le mérite des justes actions politiques de la III^{e} Internationale, comme ce charlatan politique le laisse entendre, reviendrait à d'autres et sans nul doute à lui-même. La manipulation et la falsification atteignent ainsi un point tel que tout masque de justification tombe et Togliatti apparaît comme un mystificateur politique à la Kautsky.

Les mémoires et les écrits des auteurs révisionnistes publiés après la mort de Staline, ont un caractère subjectif et conjoncturel. S'ils considèrent les problèmes, la ligne politique et l'activité du Komintern à partir de positions profondément opportunistes, c'est parce qu'ils s'évertuent à «trouver» même dans le passé du mouvement communiste un appui pour justifier l'actuelle politique antiléniniste et révisionniste de leurs partis. Dans nombre de mémoires des renégats révisionnistes, les événements et les problèmes analysés par le Komintern, en particulier après la mort de Lénine, font l'objet d'une interprétation qui diffère en tout de celle que leur réalité impose. Ces auteurs, tout en choeur, suivant la baguette du chef d'orchestre, expliquent les «erreurs», le «sectarisme», le «dogmatisme», etc., de la III^{e} Internationale, par le prétendu régime dictatorial que Staline aurait instauré au sein du Komintern.

Dans l'historiographie soviétique sur la III^{e} Internationale on distingue clairement deux étapes, l'une datant d'avant l'avènement du groupe renégat de Khrouchtchev et de Brejnev, et l'autre, d'après son accession au pouvoir.

Les premiers ouvrages sur le Komintern, naturellement sans prétentions hautement scientifiques, sont certains des livres et brochures consacrés aux différents congrès de la III^{e} Internationale, ou des travaux qui en font une étude comparative avec la II^{e} Internationale.

Des études complètes sur l'activité du Komintern ont été entreprises dans les années 30 et 40. Une place importante y est réservée aux écrits publiés dans la revue «L'Internationale communiste» à l'occasion des 15^{e} et 20^{e} anniversaires de la fondation du Komintern, ou à certaines monographies, comme «La lutte menée par

Lénine et Staline pour la fondation de la III[e] Internationale» (1940), «V. Lénine et J. Staline à propos des relations internationales du Komintern» (1939) et «La fondation de l'Internationale communiste» (1940). Ces écrits analysent plusieurs aspects de l'activité du Komintern, sa lutte contre l'opportunisme au-dedans comme au-dehors de ses rangs, et ils mettent en relief la contribution apportée par Lénine et Staline au traitement des problèmes théoriques de la stratégie et de la tactique révolutionnaires de la III[e] Internationale et des partis communistes.

Afin de noircir la juste politique du Parti bolchevik et notamment la figure de Staline, en tant que dirigeant du Parti bolchevik et éducateur du prolétariat mondial, les historiens révisionnistes modernes ont sorti la thèse selon laquelle, comme ils le disent eux-mêmes ouvertement, «... les ouvrages publiés dans la seconde moitié des années 30 et en particulier des années 40 sur Lénine et le Komintern portent le sceau du culte de la personnalité de Staline. Des brochures de vulgarisation et des articles consacrés à l'histoire du Komintern surestiment le rôle joué par Staline dans sa fondation, dans l'élaboration des problèmes théoriques et tactiques, ils comportent, sous l'influence de Staline, certaines appréciations erronées sur les questions de la stratégie et de la tactique du mouvement communiste. L'influence de son culte de la personnalité empêchait, donc, toujours selon eux, l'analyse scientifique des problèmes de l'histoire, de la théorie et de la tactique de l'Internationale communiste».[9] C'est là un exemple typique qui montre la façon dont les révisionnistes soviétiques traitent ce problème en vue de noircir la figure de Staline. Il convient aussi d'indiquer que si l'historiographie soviétique actuelle a tendance à dénigrer l'activité du Komintern, ses principes et sa pratique, c'est parce que ceux-ci sont diamétralement opposées à l'activité révisionniste du PCUS menée depuis le XX[e] jusqu'au XXVI[e] Congrès de ce parti.

Toute la littérature historique actuelle en Union soviétique et les mémoires de certaines gens qui ont travaillé au Komintern, de Kuusinen entre autres, sont truffés d'attaques contre Staline qu'ils rendent responsable de toutes les graves erreurs (sic) que le Komintern aurait commises après la mort de Lénine.

Les prises de positions de l'historiographie soviétique concernant le rôle de Staline au Komintern sont plus que tendancieuses, son objectif étant de falsifier et de déformer ouvertement les faits objectifs, les événements, les orientations et les décisions du Komintern de la période d'avant et d'après la mort de Lénine.

L'historiographie révisionniste soviétique, fondée sur les orientations de la direction renégate soviétique, s'est toujours efforcée d'ignorer et de dénigrer la grande contribution apportée par Staline au renforcement de l'unité du Komintern et, en particulier, le rôle extrêmement important qu'il a joué dans la dénonciation et le démantèlement de l'opportunisme de droite et de «gauche» au sein du mouvement communiste et ouvrier international.

Togliatti, faisant chorus avec eux lance les mêmes accusations. Il a été l'un des premiers à diviser, en réalité, l'histoire du Komintern en deux périodes, la période du vivant de Lénine, où la III[e] Internationale, selon lui, tâchait, malgré ses flottements, de corriger ses erreurs (c'est là une thèse typiquement révisionniste apparue au lendemain du XX[e] Congrès du PCUS lorsqu'on dénigrait l'oeuvre de Staline en l'opposant à celle de Lénine) et l'autre période, celle après la mort de Lénine, durant laquelle, toujours au dire de Togliatti, on releva de nombreuses erreurs. Après la mort de Lénine, écrit Togliatti, «les hommes changèrent, et changèrent aussi nombre de méthodes de direction et de travail, les analyses et la solidité des conclusions devinrent moins profondes».[10] Togliatti considère l'attitude intransigeante du Komintern envers la social-démocratie comme l'erreur la plus grave et la plus fatale. «Je pense, écrit Togliatti, qu'il y a eu des hésitations et des erreurs qui se sont traduites essentiellement par une appréciation incomplète et tardive du danger fasciste et, partant, par une façon erronée de poser le problème de l'unité d'action et de la conduite à adopter envers les partis social-démocrates».[11]

L'actuelle historiographie révisionniste soviétique, c'est-à-dire celle du lendemain du XX[e] Congrès de triste mémoire, se fonde, comme on vient de le dire, sur les directives révisionnistes des sept derniers congrès du PCUS, sur les écrits de Brejnev, Souslov, Ponomariev et d'autres dirigeants du parti révisionniste soviétique, qui, à partir de positions antiléninistes, ont porté leurs jugements sur le Komintern en général et sur la période postérieure à la mort de Lénine en particulier.

Prenant pour point de départ leurs directives, divers Sommes d'études soviétiques ont cherché à minimiser le rôle du Komintern en tant que centre du mouvement communiste international et ils déforment et faussent la véritable action de celle-ci dans l'esprit de la ligne révisionniste du PCUS, contraire en tous points à la politique, à la stratégie et à la tactique de la III[e] Internationale.

Des hommes d'études et historiens soviétiques, et, dans leur sillage, des historiens d'autres pays où les révisionnistes sont au pouvoir, semblent fonder leurs écrits sur les oeuvres de Lénine, et n'hésitent pas parfois à citer force passages, mais une analyse attentive de la façon dont ils manipulent les écrits de Lénine, les citations qu'ils en extraient, fait ressortir leur tendance à la mystification, leur volonté d'utiliser les citations de Lénine dans l'esprit de la politique et de la ligne opportuniste du parti révisionniste soviétique. S'ils citent souvent

Lénine, c'est juste pour la forme, pour convaincre le lecteur qu'ils se fondent soi-disant sur ses écrits. Ces auteurs mutilent les citations à leur guise en les détachant de leur contexte, afin de dénaturer ainsi les idées de Lénine dans l'ensemble et de les manipuler à des fins déterminées pour que le lecteur ne tire pas les conclusions logiques qu'impose en fait la lecture des écrits de Lénine.

Un des dirigeants de l'actuelle clique bréjnevienne, Ponomarev, membre suppléant du Bureau politique du Comité central du PCUS, nous offre un exemple typique et significatif de falsification éhontée de Lénine lorsqu'il affirme: «Le Komintern a non seulement regroupé les meilleures forces internationalistes du mouvement ouvrier, mais, dès les premiers jours de son existence, à l'initiative de Lénine, il oeuvra à coordonner l'action des courants communistes et social-démocrates du mouvement ouvrier».[12] On connaît publiquement l'attitude intransigeante, conséquente et de principe de Lénine à l'égard de la social-démocratie (des centaines de citations pourraient être extraites de ses oeuvres à ce sujet), sa thèse suivant laquelle sans tracer une ligne de démarcation claire et nette entre les vrais communistes et les sociaux-démocrates, entre le communisme et la social-démocratie en tant que courant politique et idéologique, il ne pourrait être question d'un mouvement communiste conséquent, ni de la création des partis communistes dans divers pays et de l'Internationale communiste comme centre dirigeant du mouvement communiste international.

Lorsque, après la Première Guerre mondiale, les opportunistes, social-chauvins ranimèrent la II^{e} Internationale à la Conférence de Berne (février 1919), Lénine s'exprima en ces termes: «L'Internationale «de Berne» est en réalité, de par son rôle historique et politique véritable,... **une organisation d'agents de l'impérialisme international,** qui agissent **à l'intérieur** du mouvement ouvrier, et font pénétrer **dans ce mouvement** l'influence bourgeoise, les idées bourgeoises, le mensonge bourgeois et la corruption bourgeoise».[13] Quant au I^{er} Congrès du Komintern, son congrès fondateur, il définissait ainsi son attitude envers la social-démocratie européenne en tant que courant et parti politiques: «Malgré la lutte toujours plus dure menée jusqu'ici par les communistes contre la plupart des sociaux-démocrates européens, les ouvriers n'ont pas encore pris conscience comme il se doit du danger que présentent ces traîtres pour le prolétariat international. Dessiller les yeux aux ouvriers afin qu'ils se rendent compte de ce travail de Judas des social-chauvins et annihiler d'une puissante action armée ce parti contre-révolutionnaire, voilà une des tâches les plus importantes de la révolution mondiale».[14]

C'est là la vérité et, en dépit des efforts des révisionnistes soviétiques pour la falsifier, elle ne peut être dissimulée ni oubliée, parce qu'on connaît bien l'attitude ferme et la lutte de principe menée par Lénine contre la social-démocratie et le social-démocratisme.

Ce genre de spéculations utilisées à grande échelle par l'actuelle historiographie révisionniste soviétique constitue l'une des manifestations les plus typiques de la démagogie révisionniste et en même temps l'un" des moyens les plus raffinés dont elle se sert pour mettre à profit le nom et l'autorité de Lénine.

Togliatti, non plus, ne considère pas comme juste l'attitude adoptée par la III^{e} Internationale dès le début à l'endroit des partis social-démocrates et socialistes de droite et centristes. D'une manière vague et équivoque, il lâcha les mots suivants: «...il était plus facile de rompre avec les dirigeants sociaux-démocrates que de se libérer du social-démocratisme.»[15] Cette phrase, prise dans le contexte politique des vues révisionnistes de Togliatti, laisse entendre qu'il ne jugeait pas juste cette distanciation totale par rapport aux partis social-démocrates, comme le recommandait le Komintern et l'enseignait Lénine, parce que, à l'en croire, cela a engendré des manifestations dogmatiques et sectaires prononcées au sein du Komintern et de certains partis communistes.

«La rupture d'avec l'opportunisme, écrivait Togliatti, conduisait facilement à des formes de sectarisme qui isolaient les des syndicats; il y avait même de ceux qui échafaudaient des théories sur cet isolement, en affirmant qu'il s'agissait d'attendre que les masses «viennent à nous» et, finalement, on ne manqua pas de créer aussi une doctrine de r«offensive», selon laquelle même une petite minorité, bien qu'isolée des larges masses, pouvait prendre d'assaut le bastion du pouvoir».[16]

En fait, Togliatti partage ainsi entièrement le point de vue répandu dans l'historiographie réformiste, social-démocrate, selon lequel le Komintern, par ses attitudes intransigeantes envers les partis sociaux-démocrates et socialistes, a provoqué lui-même la division au sein du mouvement ouvrier international et l'a encore aggravée par la suite. Togliatti voit ici une grave erreur de l'Internationale communiste, aussi met-il davantage l'accent sur la lutte qu'a menée le Komintern contre l'extrémisme du vivant de Lénine. A des fins mystificatrices, il passe sous silence le fait que c'est justement Lénine qui était le promoteur de la politique intransigeante du Komintern en vue de démasquer politiquement et idéologiquement les partis sociaux-démocrates et socialistes, de droite et centristes, que c'était lui qui les a toujours stigmatisés en des termes très violents, les considérant comme des ennemis farouches du prolétariat et des peuples, des agents de la bourgeoisie impérialiste, le soutien principal de l'impérialisme et de la réaction mondiale, visant à perpétuer l'oppression et l'exploitation colonialiste sociale et nationale, du capitalisme.

Au cours de toute son existence de vingt-quatre années, le Komintern a en fait observé une attitude léniniste, conséquente, nette et tranchante à l'égard des partis sociaux-démocrates, il a toujours considéré le social-démocratisme comme une variante de l'idéologie bourgeoise et les partis sociaux-démocrates comme des partis ouvriers bourgeois, l'appui principal du capital monopoliste pour maintenir les masses travailleuses sous le joug. Partant des enseignements de Lénine et de l'expérience du mouvement ouvrier international, l'Internationale communiste a mis clairement en lumière les objectifs politiques de la social-démocratie en tant que porteuse de l'influence bourgeoise au sein du mouvement ouvrier, objectifs qui visaient à détourner le prolétariat de sa lutte révolutionnaire, à saboter la révolution prolétarienne et à empêcher à tout prix l'instauration de la dictature du prolétariat. Depuis le début jusqu'à la fin de son activité, le Komintern s'en est tenu toujours avec esprit de suite à sa juste ligne marxiste-léniniste. Même quand ont été envisagées des actions coordonnées avec les partis sociaux-démocrates sur divers problèmes, à différentes périodes, il ne s'agissait point de nier cette ligne fondamentale, mais d'oeuvrer dans son cadre dans le seul but de trouver les moyens et les voies adéquates pour éviter la scission dans le mouvement ouvrier, et cela sans fouler aux pieds les principes, mais en les défendant jusqu'au bout. Il ne s'agissait donc pas de réhabiliter idéologiquement et politiquement la social-démocratie, comme les révisionnistes veulent le faire croire et comme ils le font actuellement dans la pratique. C'est bien ainsi qu'a été posée la question par le VII^{e} Congrès du Komintern également. Son appel à mener des actions communes avec les partis sociaux-démocrates dans la lutte contre le fascisme, contre l'assaut du capital et le danger de guerre ne signifiait nullement la réhabilitation politique et idéologique de la social-démocratie, ce n'était là qu'une action tactique, conditionnée par certaines circonstances historiques concrètes, qui devait aller dans le sens du renforcement de l'unité du mouvement ouvrier, sans sacrifier nullement les principes léninistes révolutionnaires ni s'en écarter tant soit peu. «Il est indispensable de ne pas perdre de vue, soulignait Dimitrov au VII^{e} Congrès du Komintern, que la tactique du front unique est une méthode qui tend à convaincre dans la pratique les ouvriers sociaux-démocrates du bien-fondé de la politique communiste et de la fausseté de la politique réformiste, **ce n'est pas une réconciliation avec l'idéologie et la pratique social-démocrates**».[17]

Les divers révisionnistes, togliattiens et titistes, soviétiques et eurocommunistes, considèrent cette attitude léniniste conséquente et résolue du Komintern à l'égard de la social-démocratie comme l'une de ses plus graves erreurs et cela, parce que, selon eux, «cette attitude dogmatique» (sic) a soi-disant gravement nui à l'unité du mouvement ouvrier à l'échelle internationale et dans tel ou tel pays. Sur cette question, ces renégats partagent entièrement le même avis que les sociaux-démocrates, qui se sont toujours efforcés de rejeter sur le Komintern la responsabilité de la scission au sein du mouvement ouvrier dans la période comprise entre les deux guerres mondiales, alors qu'eux et eux seuls en étaient les responsables.

Les révisionnistes modernes, eurocommunistes ou soviétiques, cherchent par là à justifier, entre autres, leur politique de large collaboration non seulement avec les partis sociaux-démocrates et socialistes, devenus actuellement plus que jamais le principal appui du capital monopoliste, mais aussi avec les partis bourgeois, et cela pour sauvegarder les libertés démocratiques bourgeoises et pour réaliser des objectifs stratégiques à long terme, en se livrant à des comparaisons et à des parallélismes avec les directives qu'a soi-disant données le VII^{e} Congrès du Komintern. C'est ainsi, par exemple, que les révisionnistes tâchent de prouver que l'idée de pluralisme politique, l'idée que l'on peut passer au socialisme sans la direction d'un parti unique de la classe ouvrière, remonterait, selon eux, aux décisions du VII^{e} Congrès du Komintern.

De même que Dimitrov dans son rapport, la résolution afférente adoptée au VII^{e} Congrès ne laisse pas subsister la moindre équivoque sur la dite idée de pluralisme politique. Le VII^{e} Congrès du Komintern ne mit pas en question ni en doute l'idée léniniste du rôle dirigeant du prolétariat et de son parti révolutionnaire communiste marxiste-léniniste dans la révolution et dans l'édification du socialisme. Au contraire, il souligna avec force que le passage du capitalisme au socialisme ne peut aucunement être réalisé en alliance avec diverses couches de la bourgeoisie et leurs partis politiques, fussent-ils sociaux-démocrates, mais dans une lutte à outrance contre leur idéologie et leur activité politique, jusqu'à leur liquidation définitive sur les plans politique, organisationnel et étatique également. Ce passage ne pouvait donc pas être réalisé sans que soient renversés du sommet du pouvoir politique tous les partis bourgeois déclarés, radicaux ou sociaux-démocrates, à travers la révolution prolétarienne violente et l'instauration de la dictature du prolétariat. «Il faut faire clairement comprendre aux ouvriers, soulignait le VII^{e} Congrès du Komintern dans ses décisions, qu'il est impossible de réaliser le socialisme tant que le pouvoir sera entre les mains de la bourgeoisie».

Aussi l'assertion des révisionnistes selon laquelle le VII^{e} Congrès du Komintern a soi-disant soulevé la question de la collaboration des partis communistes et de la III^{e} Internationale avec les partis sociaux-démocrates et socialistes, sur la base d'une nouvelle stratégie globale du communisme international, n'est que duperie et spéculation. La coordination des actions contre le fascisme et le danger de guerre impérialiste, à. laquelle le VII^{e} Congrès du Komintern appelait les partis sociaux-démocrates, se situait exclusivement sur le plan tactique et, comme nous l'avons déjà évoqué, le Komintern savait fort bien que cette coordination des actions ne deviendrait jamais une base pour la réalisation des tâches stratégiques du mouvement ouvrier international. Cette

coordination n'apporta et ne pouvait apporter aucune contribution valable à la lutte des ouvriers. Et le Komintern ne s'était jamais bercé d'illusions à cet égard. C'est ce que démontrent les documents à valeur de programme approuvés par ses instances suprêmes, c'est ce qu'atteste aussi toute son activité pratique. Mais cette tactique était importante parce que les ouvriers, qui étaient encore sous l'emprise des influences social-démocrates, devaient prendre conscience clans la pratique de la lutte politique de tous les jours des agissements anti-ouvriers et pro-bourgeois des dirigeants sociaux-démocrates.

Ce que les révisionnistes soviétiques disent à mi-voix est traduit dans les faits par les révisionnistes italiens et français qui ont déclaré ouvertement que le VII[e] Congrès du Komintern, considéré à la lumière des nouvelles situations, leur a offert la possibilité d'aborder de façon exhaustive certaines idées qui avaient été à peine effleurées ou mal interprétées dans ses décisions, ou qui, pire encore, n'avaient pas été appliquées, du fait du prétendu culte de Staline.

Selon les historiens soviétiques, le Komintern aurait adopté en général, après la mort de Lénine, une ligne politique caractérisée par des déviations et de graves erreurs sectaires et dogmatiques, ses décisions auraient reflété les conceptions erronées (sic) de Staline sur les problèmes de la stratégie et de la tactique révolutionnaires du mouvement communiste international et de chaque parti communiste pris à. part, aboutissant ainsi à la conclusion que de son V[e] Congrès (1924) à son VII[e] Congrès (1935) la ligne politique du Komintern aurait été surtout marquée par des erreurs de «gauche», dogmatiques, extrémistes. Ils ignorent à dessein la lutte résolue et rigoureusement conforme aux principes menée à cette époque par le Komintern contre l'opportunisme de droite et de «gauche», en vue de liquider le trotskisme et l'extrémisme allemand de gauche, le brandlérisme, le boukharinisme, etc., le fait étant que Staline y a joué un rôle déterminant.

A en croire les historiens révisionnistes soviétiques, le schéma universel de la stratégie élaborée par le Komintern après son V[e] Congrès aurait été erroné, stéréotypé et dogmatique; il aurait été modifié, en opérant par là, à leur sens, un véritable tournant radical dans toute la ligne politique de la III[e] Internationale, par son VII[e] Congrès dont les décisions auraient, toujours selon eux, été adoptées contre le gré de Staline.[18]

Tout d'abord il faut indiquer qu'après la mort de Lénine, le Komintern n'élabora aucun «nouveau schéma stratégique universel» à l'intention du mouvement communiste international. La ligne stratégique de l'Internationale communiste demeura celle qui fût élaborée dans ses congrès précédents sous la conduite directe de Lénine. Sa ligne politique également ne subit aucun changement et il n'est point question d'un quelconque tournant radical dans cette ligne après la mort de Lénine. Le Komintern poursuivit fidèlement cette ligne politique élaborée sous la direction de Lénine en appliquant, naturellement dans les nouvelles conditions créées après 1924, des tactiques, des méthodes de lutte et des formes d'organisation plus variées et plus souples dans le combat quotidien du prolétariat, afin d'attirer autour dé celui-ci les larges masses pauvres des campagnes et des villes. Quant à l'historiographie révisionniste soviétique, elle ne fait que dénaturer et falsifier sans scrupules et à des fins déterminées les faits lorsqu'elle prétend que, par les décisions de son VII[e] Congrès, le Komintern aurait modifié, bien qu'avec du retard, sa ligne stratégique. D'après les révisionnistes soviétiques, le Komintern s'en serait tenu, jusqu'à son VII[e] Congrès, d'une façon erronée et trop strictement à la directive selon laquelle «après la révolution bourgeoise, l'étape stratégique du mouvement ouvrier ne peut avoir qu'un seul objectif direct, la lutte pour l'instauration de la dictature du prolétariat».[19] De l'analyse des documents et de l'activité du Komintern, il ressort qu'il n'a jamais donné de recettes toutes faites et des directives également valables pour tous les partis communistes, qu'il n'a pas ignoré les conditions historiques et les circonstances dans lesquelles ces partis déployaient leur activité révolutionnaire. Les directives générales formulées par le Komintern se fondaient sur les principes de base de la doctrine marxiste-léniniste. En outre, la III[e] Internationale a toujours tenu compte, lors de l'élaboration de sa ligne politique, du contenu fondamental de l'époque nouvelle créée au lendemain du triomphe de la grande Révolution socialiste d'Octobre et des conditions historiques propres aux divers pays, où les masses prolétariennes, dirigées par leurs partis communistes, menaient leur combat.

Le fait que le VII[e] Congrès du Komintern ait recommandé à chaque parti communiste de mettre à l'ordre du jour la lutte pour la paix et contre le danger fasciste comme une tâche immédiate, ne signifie point, comme le prétendent les historiens révisionnistes soviétiques et autres, que le Komintern a renvoyé aux calendes grecques la préparation de la révolution prolétarienne. Ils posent la question comme si le Komintern, après son VII[e] Congrès, a considéré la lutte pour la paix et contre le danger fasciste comme une étape particulière du développement du mouvement révolutionnaire, indispensable à chaque pays, fut-il développé ou arriéré, indépendamment de son niveau de développement social et économique, du niveau de développement politique et organisationnel du prolétariat et de son parti d'avant-garde, le parti communiste. Les révisionnistes réduisent en effet toute lutte de classe à une lutte pour la paix et la démocratie parce que, à leur avis, seule la lutte pour la paix et la démocratie ouvre la voie au socialisme. «L'importance de ce tournant effectuée par le Congrès, affirment les historiens soviétiques, réside entre autres dans le fait que c'était bien un tournant par rapport aux schémas et aux illusions révolutionnaires, dans l'analyse des conditions réelles et des conclusions révolutionnaires qui en découlent».[20] Les historiens révisionnistes considèrent toute l'activité antérieure du

Komintern, les directives qu'il a données, comme des schémas abstraits et rigides, comme des illusions révolutionnaires, sans faire aucune distinction dans le temps, mais en laissant entendre qu'il en aurait été ainsi avant comme après la mort de Lénine.

Cette «confusion théorique» des hommes d'études révisionnistes est aussi démagogique que contre-révolutionnaire. La lutte pour la paix et la démocratie est, certes, une tâche importante qui incombe à la classe ouvrière. Elle a toujours été et sera contre les guerres impérialistes de rapine, contre les régimes dictatoriaux fascistes du grand capital, elle n'a cessé de combattre pour la défense et la sauvegarde des libertés démocratiques. Mais cela n'a été ni ne sera jamais un but en soi. Même quand la classe ouvrière lutte contre le danger de guerre impérialiste, contre les forces fascistes et pour la défense des libertés démocratiques, elle n'ignore aucunement ses intérêts de classe, elle ne perd jamais de vue ses objectifs de libération sociale en luttant contre l'oppression et l'exploitation capitalistes.

«Chacun sait qu'à l'époque de l'impérialisme, souligne le camarade Enver Hoxha, il ne peut jamais y avoir, dans le cadre de la société bourgeoise, un développement progressif des libertés et de la démocratie pour les masses. Ce qui croît et s'accentue au contraire au cours de cette période, ce sont les forces de la réaction, la militarisation de la production et des autres aspects de la vie, l'oppression du prolétariat et des nations, pour en arriver à la forme la plus féroce et la plus barbare, celle du fascisme. Seule la révolution violente et l'instauration de là dictature du prolétariat assurent les conditions nécessaires pour l'épanouissement de la liberté et de la démocratie pour les larges masses populaires».[21]

Contrairement à ce que prétendent les hommes d'études révisionnistes, le Komintern n'a jamais souscrit à l'idée qu'il faut brûler les étapes, il a toujours posé la question d'une façon claire, à savoir que la définition des tâches et des objectifs stratégiques est fonction de la situation concrète, du niveau de développement économique, social et politique de tel ou tel pays, des tâches que la révolution devait y résoudre historiquement et objectivement. Le Komintern définissait clairement les étapes du développement de la révolution et, en conséquence, il en fixait les objectifs stratégiques, en faisant la distinction entre l'étape démocratique et l'étape socialiste.

Fidèle à cette ligne dès sa fondation, le Komintern l'a suivie jusqu'au bout. Cette ligne a été confirmée aussi dans le programme du Komintern approuvé par son VI^{e} Congrès (1928) ainsi que dans les décisions de son VII^{e} Congrès (1935).

Le programme approuvé au VI^{e} Congrès du Komintern concevait le processus révolutionnaire mondial comme une combinaison de divers types de révolutions, chacune d'elles devant résoudre ses propres tâches dans des pays d'un niveau de développement social, économique et politique différent. Il soulignait que la diversité des conditions économiques, sociales et politiques suivant les différents pays rend historiquement indispensable dans nombre d'Etats le passage de la révolution par certaines étapes, lesquelles devait en fin de compte aboutir à l'instauration de la dictature du prolétariat. Aussi les révolutions dans divers pays pouvaient-elles être de différents types: révolutions prolétariennes, révolutions démocratiques bourgeoises qui se transforment en révolutions prolétariennes, luttes de libération nationale, révolutions coloniales.[22] Plus loin, le programme divisait les pays et les zones du monde selon le niveau de leur développement économique, social et politique, en assignant, conformément à ce niveau, les tâches que devait mener à bien la révolution ainsi que les étapes qu'elle devait traverser. La tâche fondamentale définie dans le programme révolutionnaire du prolétariat des pays capitalistes développés à système politique démocratique bourgeois, était l'instauration de la dictature du prolétariat. Alors que dans les pays d'un niveau de développement capitaliste moyen, comme l'Espagne, le Portugal, la Pologne, la Hongrie et les Etats des Balkans, où «les survivances semi-féodales dans l'agriculture, étaient encore prononcées, mais où il existait encore un minimum de conditions matérielles indispensables pour entreprendre l'édification socialiste bien que les transformations démocratico-bourgeoises n'y eussent pas encore été réalisées»,[23] la révolution allait connaître plusieurs étapes, d'abord l'étape de la révolution démocratique bourgeoise, puis l'étape de la révolution prolétarienne. Ce passage, comme on vient de le dire, serait conditionné par le niveau de développement social, économique et politique du pays, le niveau d'organisation de la classe ouvrière et la capacité de son parti de se mettre à la tête du mouvement révolutionnaire. Les pays coloniaux et semi-coloniaux, comme la Chine et l'Inde, ou encore les pays dépendants, comme l'Argentine et le Brésil, constituaient un troisième groupe. C'étaient des pays qui étaient, eux aussi, caractérisés par un développement industriel réduit, par des rapports féodaux moyenâgeux dominants dans leur économie comme dans leur superstructure politique, ainsi que par la concentration des branches principales de leur économie et de leurs finances aux mains des groupes impérialistes. «Dans ces pays, était-il énoncé dans le programme du Komintern, la lutte contre le féodalisme et contre les formes d'exploitation précapitalistes, ainsi que la révolution agraire de la paysannerie appliquée de façon conséquente, d'une part, et la lutte menée contre l'impérialisme étranger et pour l'indépendance nationale, de l'autre, revêtent une importance primordiale. En règle générale, soulignait ce programme, le passage à la dictature du prolétariat dans ces pays n'est possible, qu'à travers quelques échelons préparatoires, en tant que résultat de toute une période de la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste».[24]

Quant à des pays très arriérés, comme ceux de quelques régions d'Afrique, par exemple, où la classe ouvrière était quasi inexistante, où la majorité de la population vivait à l'état tribal et où l'impérialisme étranger jouait le rôle d'occupant militaire, leur première tâche à résoudre c'était de se libérer de l'oppression et de la domination impérialiste.

Le VII[e] Congrès du Komintern également, dans l'esprit du programme approuvé au VI[e] Congrès, a défini le problème du développement du mouvement révolutionnaire prolétarien comme un mouvement qui, compte tenu des conditions et des circonstances, peut traverser plusieurs étapes, en définissant clairement leurs limites, le rapport des forces sociales et le rôle dirigeant du prolétariat dans la lutte révolutionnaire qu'il doit mener avec esprit de suite afin d'assurer le passage de la révolution de la première à la seconde étape. Dans cet esprit Dimitrov a déclaré au VII[e] Congrès du Komintern: «Les opportunistes de droite ont cherché à délimiter «un stade démocratique intermédiaire» particulier entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat en vue de créer chez les ouvriers l'illusion d'une «promenade» pacifique parlementaire d'une dictature à l'autre. Ce «stade intermédiaire» illusoire, ils l'ont appelé aussi «forme transitoire», et pour ce faire ils se sont référés même à Lénine! Mais il n'est pas difficile de voir ce que cache ce tour de passe-passe. Certes, Lénine a parlé de la forme d'organisation de la «révolution prolétarienne» et de son passage direct au renversement de la dictature bourgeoise et non pas de telle ou telle forme de passage de la dictature de la bourgeoisie à celle du prolétariat»[25]. Les jugements de Togliatti sur le VII[e] Congrès du Komintern, qu'il considère comme an événement à part, quasi détaché de tout le contexte de la ligne politique et de l'activité antérieure du Komintern, ne sont que pure falsification. Dénaturant et faussant les décisions de ce congrès, il est parmi les premiers à avoir lancé l'idée que ces décisions marquent soi-disant un véritable tournant de portée internationale dans la ligne stratégique du Komintern. «Cela, affirme ce falsificateur de Togliatti, se référant toujours aux décisions de ce congrès, a ouvert la voie aux alliances et à la collaboration, à condition toutefois de ne plus mettre dans le même sac tous les sociaux-démocrates et les politiciens de la bourgeoisie, mais de faire une différenciation entre eux... Cette orientation, toujours d'après Togliatti, n'était plus une simple .orientation tactique, mais stratégique».[26]

Ainsi, Togliatti créa les prémisses d'une interprétation opportuniste, révisionniste, des décisions du VII[e] Congrès du Komintern, prémisses qui sont à la base des positions antiléninistes des divers partis révisionnistes eurocommunistes sur ce sujet.

Par la duperie et des falsifications, Togliatti cherche à écarter le prolétariat de la voie révolutionnaire. C'est également le but de son assertion comme quoi nombre d'idées fondamentales formulées par le XX[e] Congrès du PCUS, qu'il a lui-même partagées dès le début, ont soi-disant été énoncées à l'origine par le VII[e] Congrès du Komintern. Selon lui, ses décisions concernaient non seulement le problème de la sauvegarde de la paix, qui ne se présentait plus comme en 1914 (pour lui, à partir de ce moment-là, la question de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ne se posait plus) et le problème de la participation des communistes aux gouvernements du front unique, auxquels Togliatti confère une valeur universelle et permanente, en dépit des conditions concrètes, mais elles concernaient aussi la voie démocratique au socialisme (c'est-à-dire le passage au socialisme par la voie pacifique) qui est portée à l'absolu et, en complète opposition avec ce qu'a décidé le VII[e] Congrès du Komintern, présentée par Togliatti et tous les révisionnistes modernes comme un postulat éternel.

Les spéculations et les falsifications des hommes d'études révisionnistes soviétiques et eurocommunistes, leurs efforts pour donner une tout autre interprétation des décisions du VII[e] Congrès du Komintern, qu'ils considèrent comme un «tournant dans la politique et la stratégie du Komintern», atteignent leur comble lorsqu'ils affirment que ces décisions contiendraient à l'état embryonnaire l'idée de l'évolution pacifique de la révolution.

En totale opposition avec la vérité historique, déformant sans scrupules les décisions du VII[e] Congrès du Komintern et les interprétant dans l'esprit profondément révisionniste du XX[e] Congrès du PCUS et en général dans l'esprit de toute sa politique antilénineniste, l'historiographie soviétique tâche de «découvrir» et de fabriquer de prétendus points de rencontre entre les décisions du VII[e] Congrès de l'Internationale communiste et celles du XX[e] Congrès du PCUS. «Il est aisé de constater, déclarent les historiens mystificateurs et falsificateurs révisionnistes qui se disent des scientifiques, que nombre de ces problèmes, en particulier les problèmes fondamentaux (c'est-à-dire ceux qui sont posés et résolus sur des bases foncièrement révisionnistes par le XX[e] Congrès du PCUS — SH. B.), étaient traités sous une forme ou sous une autre par le VII[e] Congrès du Komintern. Et si 30 ans après ce Congrès, ce sont les mêmes problèmes qui sont au centre de l'attention du mouvement communiste international, cela, loin de montrer que le mouvement n'a pas avancé, témoigne que le VII[e] Congrès du Komintern a affronté non seulement des problèmes conjoncturels particuliers, mais encore des questions fondamentales, importantes pour la période de la lutte, pour le triomphe du socialisme à l'échelle mondiale».[27] L'historiographie soviétique vise à dénigrer la III[e] Internationale, sa politique, sa stratégie, ses tactiques, en cherchant à isoler le VII[e] Congrès dont les décisions sont déformées et falsifiées à des fins politiques déterminées pour être opposées à la ligne politique antérieure du Komintern.

Le VII[e] Congrès du Komintern, contrairement à ce que prétendent actuellement les révisionnistes de tout acabit, a souligné avec force, sans la moindre équivoque, que le passage au socialisme ne peut être réalisé qu'à travers la révolution prolétarienne violente, qui doit annihiler la domination de la bourgeoisie et instaurer la dictature du prolétariat. «L'expérience de la Grande Révolution socialiste d'Octobre,, d'une part, soulignait Dimitrov au VII[e] Congrès du Komintern, et les leçons amères tirées des événements d'Allemagne, d'Autriche et d'Espagne pendant l'après-guerre, de l'autre, ont confirmé une fois de plus que la victoire du prolétariat n'est possible qu'à travers le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie, car la bourgeoisie noierait le mouvement ouvrier dans le sang et ne permettrait pas au prolétariat d'instaurer le socialisme par la voie pacifique. L'expérience de la Révolution d'Octobre, poursuivait Dimitrov, a montré clairement que le contenu essentiel de la révolution prolétarienne est la question de la dictature du prolétariat qui a pour tâche de réprimer la résistance des exploiteurs renversés, d'armer la révolution pour combattre l'impérialisme et de la mener jusqu'au triomphe complet du socialisme».[28]

Depuis cette époque-là jusqu'à nos jours, on a beaucoup spéculé sur les thèses du Komintern concernant le front unique ouvrier présentées à son III[e] Congrès et jusqu'au VII[e]. Les éléments et les fractionnistes à tendances droitières, à commencer par Brandler, Browder et autres révisionnistes, qui servent d'exemple aux révisionnistes modernes, se sont efforcés d'exploiter ces thèses au profit de leurs spéculations. Afin d'imposer une ligne opportuniste aux partis révolutionnaires du prolétariat, ils déclarent indispensable de collaborer avec les partis sociaux-démocrates et socialistes de droite et centristes cherchant par là à infléchir la stratégie et la tactique des partis communistes et à les conformer à la stratégie et à la tactique réformistes des partis ouvriers opportunistes centristes déclarés.

Dans ses thèses, le Komintern exprimait clairement et sans aucune équivoque sa prise de position sur ce problème, et soulignait que «Par front ouvrier unique il faut entendre l'unité de tous les ouvriers qui doivent combattre le capitalisme»[29]. Le front ouvrier unique était donc conçu par le Komintern comme un front militant en action, qui avait avant tout pour tâche de mobiliser et de dresser les larges masses ouvrières dans la lutte contre le fascisme et le danger de guerre, de leur faire prendre conscience du contenu d'exploitation et d'oppression du régime capitaliste ainsi que de la nécessité de s'unir et d'entreprendre des actions communes à l'échelle nationale et internationale. Cela émanait de la logique même de la lutte à livrer par la classe ouvrière et des grandes tâches historiques qu'il lui incombait de mener à bien dans des pays distincts comme dans le monde entier. «Le problème clé dans les pays capitalistes, souligne le camarade Enver Hoxha au VIII[e] Congrès du PTA, a été et demeure l'unité du prolétariat... L'unité de la classe ouvrière se réalise à travers la lutte et des actions révolutionnaires concrètes pour la satisfaction des revendications économiques et politiques du prolétariat».[30]

Soucieux d'avoir le champ libre et de justifier leur ligne de rapprochement et de collaboration avec les actuels partis sociaux-démocrates et socialistes de droite, les historiens révisionnistes soviétiques, eurocommunistes, titistes et autres interprètent la directive du Komintern en vue de la création d'un front ouvrier unique, surtout et avant tout comme un désir et une tentative de sa part de collaborer avec les partis sociaux-démocrates centristes et de droite, ignorant ainsi l'essence de cette tactique, la lutte menée pour engager les masses ouvrières dans des actions et dans le combat révolutionnaires. Les révisionnistes modernes vont jusqu'à affirmer que la tactique du front ouvrier unique sous-entendait aussi la modification de la stratégie des partis communistes, qui devaient chercher, pour passer au socialisme, d'autres voies, différentes de celles définies dans les documents programme du Komintern. «L'application de la politique du front ouvrier unique par les partis communistes de l'Occident, confirme un historien soviétique, se rattache étroitement à la découverte dans ces pays de nouvelles formes de traitement de la révolution socialiste à travers la lutte pour la satisfaction des revendications générales et démocratiques».[31] Selon la conception des révisionnistes modernes, la réalisation des tâches générales démocratiques par la coalition communiste et sociale-démocrate, créera les conditions nécessaires au passage progressif et pacifique au socialisme. C'est là une position social-démocrate réformiste qui n'a rien à voir avec la tactique léniniste de la III[e] Internationale.

Tout au long de ses 24 années d'existence, le Komintern s'en est tenu jusqu'au bout à sa ligne politique générale, sans jamais renoncer à sa stratégie globale de la lutte pour la révolution prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat, il a considéré cette lutte, nous venons de le souligner, comme un processus révolutionnaire entier, tout en tenant compte, selon les conditions et les circonstances, du fait que le mouvement révolutionnaire peut traverser des étapes données, conformément aux tâches fondamentales que la révolution doit mener à bien dans l'une ou l'autre étape, dans tel ou tel pays.

Les déformations et les spéculations antiléninistes de l'historiographie révisionniste actuelle sur la question de la collaboration avec les partis sociaux-démocrates et socialistes ne sont qu'un aspect des nombreuses tentatives des révisionnistes modernes pour justifier leur politique de trahison et de collaboration avec la bourgeoisie à l'échelle nationale et internationale, politique qui tend à entraver la différenciation des forces révolutionnaires conséquentes, la consolidation du mouvement communiste marxiste-léniniste, en tant qu'unique avant-garde révolutionnaire du prolétariat, qui combat pour la réalisation de sa mission historique, pour l'abolition du système capitaliste exploiteur, à travers la révolution prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Comment se pose aujourd'hui la question de la collaboration des nouveaux partis communistes marxistes-léninistes avec les autres partis dits de la classe ouvrière, partis sociaux-démocrates ou socialistes, révisionnistes ou trotskistes?

Dans les conditions historiques actuelles, les partis sociaux-démocrates et socialistes ont versé toujours plus dans un opportunisme extrême. Ils sont devenus encore plus les défenseurs résolus du capital financier de l'impérialisme et de la réaction. Historiquement et pratiquement, toute opposition antimonopoliste et anti-impérialiste des partis sociaux-démocrates et socialistes est consumée. L'expérience historique du Komintern et sa tactique en vue d'actions communes dans la lutte contre le fascisme et le danger de guerre ont été, historiquement, la plus récente et la meilleure des preuves qu'à l'avenir, il ne faut nourrir aucune illusion sur des actions menées de concert avec la social-démocratie. Bien que la démagogie des partis social-démocrates exerce encore son influence sur quelques couches d'ouvriers, en particulier dans un certain nombre de pays capitalistes développés, cela ne signifie nullement qu'il faille collaborer avec eux. Au contraire, les partis communistes marxistes-léninistes se doivent de démasquer et d'arracher le masque à la démagogie des partis sociaux-démocrates et socialistes qui se font passer pour des partis ouvriers, de les présenter sous un vrai jour, en tant que partis qui soutiennent le grand capital monopoliste. Par voie de conséquence, la moindre collaboration avec eux ne peut être qualifiée que de trahison des intérêts de la classe ouvrière, car elle fait renaître des illusions réformistes et opportunistes, en un temps où la lutte contre ces partis est devenue plus que jamais une nécessité impérieuse pour la consolidation du mouvement ouvrier sur des bases révolutionnaires, marxistes-léninistes saines, à l'échelle nationale et internationale.

Quant à l'attitude à adopter à l'égard des partis révisionnistes, le problème est clair, il n'y a pas et il ne faut pas qu'il y ait le moindre doute à ce sujet. «Un véritable parti marxiste-léniniste, écrit le camarade Enver Hoxha, se caractérise par l'attitude nette et résolue qu'il observe à l'égard du révisionnisme moderne, du khrouchtchévisme, du titisme, de la pensée-maotsétoung, de l'eurocommunisme, etc. Etablir une nette ligne de démarcation en cette matière revêt une grande importance de principe.

«Si un parti, poursuit-il, permet à ses membres de se faire des illusions et de penser, par exemple, qu'«en Union soviétique, sans égard à l'idéologie khrouchtchévienne, on construit le socialisme», que dans la direction du Parti communiste de l'Union soviétique existent des «bureaucrates», mais qu'y existent aussi des «révolutionnaires et marxistes-léninistes», alors, bon gré, mal gré, un tel parti ne se tient plus sur des positions marxistes-léninistes, il s'est écarté de la stratégie et de la tactique révolutionnaires, et, sinon ouvertement, du moins indirectement, il s'est converti en un parti pro-soviétique, même si en paroles il s'oppose aux thèses du XX^{e} Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et au khrouchtchévisme. L'expérience révolutionnaire a démontré qu'on ne combat pas le khrouchtchévisme, si l'on ne combat pas aussi la politique hégémoniste, chauvine et social-impérialiste poursuivie par les dirigeants de l'actuelle Union soviétique capitaliste et impérialiste, Brejnev, Souslov et consorts.

«De la même nature et tout aussi néfastes sont les vues de ceux qui distinguent la ligne réactionnaire et la politique pro-impérialiste de la présente direction chinoise, de la ligne et de la politique de Mao Tsétoung, de la pensée-maotsétoung. On ne peut combattre ni dénoncer les prises de position contre-révolutionnaires de Deng Xiaoping et de Hua Guo feng si l'on ne combat ni l'on ne dénonce la base idéologique de leurs menées, qui est précisément la pensée-maotsétoung».[32]

L'actuelle historiographie révisionniste soviétique, eurocommuniste, etc., juge erronées les vues qui considèrent les décisions du VII^{e} Congrès du Komintern comme un simple tournant tactique dans la lutte contre le danger fasciste et la guerre impérialiste. «L'importance permanente des conclusions du VII^{e} Congrès du Komintern, affirment les historiens révisionnistes soviétiques, consiste en qu'elles apportaient non seulement des changements sur le plan tactique, mais affirmaient aussi une nouvelle stratégie dans le mouvement communiste international».[33] Cette nouvelle stratégie, d'après eux, a été élaborée plus tard de façon exhaustive au XX^{e} Congrès du parti révisionniste soviétique ainsi que dans les décisions des divers partis, et en particulier des partis révisionnistes d'Italie et de France. «La grande impulsion vivifiante que le VII^{e} Congrès de l'Internationale communiste a donnée au mouvement ouvrier et communiste international, écrit Togliatti, ne connut pas un nouvel essor après la guerre, comme cela devait se produire. La tentative de ranimer sous une forme masquée cette organisation internationale centralisée, qui cessa d'exister précisément pour affirmer la nécessité du développement indépendant de chaque parti dans la lutte pour la démocratie et le socialisme, était erronée. Ce fut une période de marasme (ce qui n'est pas du tout vrai, du moment que durant cette période le socialisme l'emporta dans les démocraties populaires, le grand et puissant camp socialiste fut créé, le mouvement des masses populaires prit des proportions inouïes dans le monde entier, notamment dans les pays dépendants et coloniaux, le mouvement ouvrier s'étendit et fut porté à un degré supérieur, et le mouvement communiste international se consolida SH. B.), qui pouvait se convertir en une période de gel si le XX^{e} Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique n'avait pas porté un coup décisif au dogmatisme et au schématisme, si ce

congrès n'avait pas considéré ni posé correctement et dans une nouvelle optique ces problèmes qui ne pouvaient plus être reportés ni passés sous silence».[34]

Partant de la plate-forme essentiellement opportuniste, antiléniniste du XX[e] Congrès du PCUS, les partis révisionnistes ont élaboré tout un système de thèses sur la dite «troisième» voie, la voie européenne, du passage au socialisme, axée sur le pluralisme politique. Pour ces partis ce passage est une simple évolution sociale qui se réalise grâce au jeu des alliances et de l'étroite collaboration entre divers partis politiques, y compris les partis bourgeois. «J'estime, écrit Togliatti, que même la définition de la politique communiste comme une politique de «classe contre classe» (Dans la lutte pour le socialisme, la classe ouvrière s'oppose en tant que classe à la classe de la bourgeoisie. Cette définition a été formulée par le VI[e] Congrès du Komintern tenu en 1928 — Sh. B.) était dans son essence erronée et constituait une source de dangereux isolements sectaires. Notre politique, poursuit Togliatti, est la politique de la classe ouvrière en lutte pour la démocratie et le socialisme, mais la capacité du parti communiste consiste à savoir isoler, au sein même de la classe bourgeoise, les groupements les plus réactionnaires à travers un système élargi et souple d'alliances, de convergences, de neutralisations et ainsi de suite».[35] C'est justement une telle interprétation antiléniniste, essentiellement réformiste, des voies de passage au socialisme qui a amené Berlinguer à lancer son slogan tristement célèbre du «compromis historique», c'est-à-dire de l'alliance du parti révisionniste italien avec le parti démocrate-chrétien, alliance qui est devenue le pivot de toute la ligne politique révisionniste antimarxiste du Parti communiste italien.

En opposition avec les décisions du Komintern et dans le prolongement du cours profondément antiléniniste du XX[e] Congrès du PCUS, le parti révisionniste français a lui aussi nié ouvertement et sans réserves le rôle dirigeant du parti révolutionnaire du prolétariat dans sa lutte pour le passage du capitalisme au socialisme. Ainsi, à leur XXII[e] Congrès, les révisionnistes français, comme l'indique le camarade Enver Hoxha, ont jeté bas tous leurs masques, ils ont déclaré publiquement qu'ils abandonnaient la révolution et la dictature du prolétariat, et que l'accession à leur socialisme se réalisera sans lutte de classes, sans que s'affirme nécessairement le rôle dirigeant du parti prolétarien et en alliance avec d'autres partis. En cette question, les révisionnistes français ont à l'esprit non seulement le parti socialiste qu'ils considèrent comme un parti ouvrier, mais encore d'autres partis bourgeois et petits-bourgeois, qui, dans leur prétendu combat contre l'oppression et la domination du grand capital, s'intéressent au passage graduel au socialisme par la voie démocratique, parlementaire. «Selon Marchais, souligne le camarade Enver Hoxha, on accédera au socialisme à travers le développement de la démocratie et des libertés bourgeoises. Sous ce socialisme, tous vivront en paix, les loups comme les brebis. Soutenir la thèse de la démocratie et des libertés bourgeoises, en tant que voie vers le socialisme, c'est mystifier les masses, c'est donner comme un lustre à la société capitaliste».[36]

Analysant l'activité des partis communistes d'Europe occidentale après le VII[e] Congrès du Komintern, en particulier pendant la Seconde guerre mondiale et dans les premières années qui la suivirent, le camarade Enver Hoxha souligne que ces partis n'avaient pas compris et appliqué convenablement ses orientations. «Dans les pays d'Europe centrale et sud-orientale, écrit le camarade Enver Hoxha, les partis communistes surent relier leurs tâches de la lutte pour l'indépendance et la démocratie à la lutte pour le socialisme. Ils élaborèrent et mirent en oeuvre une politique qui conduisit à l'instauration des régimes de démocratie nouvelle, populaire. Par ailleurs, les partis communistes d'Europe occidentale ne se montrèrent pas capables de mettre à profit les situations favorables créées à la suite de la Seconde Guerre mondiale et de la victoire sur le fascisme. Cela prouvait qu'ils n'avaient pas compris et appliqué correctement les orientations du VII[e] Congrès de l'Internationale communiste. Ce congrès recommandait aux partis de créer, dans des conditions données, tout en s'opposant au fascisme et en le combattant, les possibilités pour la mise sur pied de gouvernements d'un front unique, qui seraient tout à fait différents des gouvernements sociaux-démocrates. Ils devaient servir à passer de l'étape de la lutte contre le fascisme à l'étape de la lutte pour la démocratie et le socialisme. Mais en France et en Italie la lutte contre le fascisme ne conduisit pas à la création de gouvernements du type recommandé par le Komintern. La guerre finie, on vit accéder au pouvoir des gouvernements de type bourgeois. La participation des communistes à ces gouvernements n'en modifia pas le caractère. Le Parti communiste français lui-même, qui, dans l'ensemble, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, avait eu une ligne juste, ne put corriger et dépasser les erreurs, les faiblesses et les déviations qui s'étaient manifestées sur des problèmes déterminés, et qui étaient imputables entre autres à l'absence d'analyses réalistes des situations intérieures et extérieures».[37]

Un autre courant, comportant quelques traits particuliers, dans la littérature historique sur le Komintern, c'est le courant eurocommuniste.

Ce courant se fonde sur les vues et les considérations de Togliatti, qui, dans son article intitulé «Sur certains problèmes de l'histoire de l'Internationale communiste» publié dans la revue «Rinascita» dans l'été de 1959[38], a été l'un des premiers à lancer l'idée de la révision de toute l'histoire du Komintern à partir de positions révisionnistes opportunistes.

On ne peut nier, déclarait Togliatti, que nombre de prises de position du Komintern ont été erronées et ne correspondaient pas aux situations sociales et politiques créées, qu'il y a eu des oscillations, des retards et souvent beaucoup d'exagérations sur le plan de la propagande, qui exigent, toujours selon Togliatti, un jugement critique. Togliatti, un des représentants les plus en vogue du révisionnisme moderne, cherchait par là à discréditer toute la ligne politique du Komintern.

Or, tout en étant une ligne unique, conséquente et très conforme aux principes, la ligne politique de la III[e] Internationale était une ligne dynamique, qui évoluait et s'enrichissait, se concrétisait et se perfectionnait en fonction du développement social et politique de la lutte révolutionnaire de classe du prolétariat et de l'extension des luttes de libération nationale.

En spéculateur politique bourgeois, Togliatti se cramponne à quelques formules ou prises de position que le Komintern a lui-même modifiées suivant les conditions créées, et il les considère comme des erreurs typiques de toute l'existence du Komintern, comme des erreurs qui ont pesé lourd sur tout le mouvement communiste international et l'ont empêché d'élaborer une stratégie et une tactique souples; il n'hésite pas à lancer même l'idée que tout ce qui se rattache à l'activité du Komintern doit être revu dans l'esprit du XX[e] Congrès du PCUS. «Qu'il me soit permis d'ajouter, écrit-il, que les critiques formulées au XX[e] Congrès du PCUS contre toute l'activité de Staline, bien qu'il n'ait jamais été directement responsable de l'activité de l'Internationale communiste, demandent certainement, en ce qui concerne tant les jugements portés sur de hautes personnalités et des groupes dirigeants de divers partis que la justesse et l'opportunité des décisions et des actions principales du Komintern, une nouvelle appréciation attentive, afin de pouvoir présenter les hommes et les choses sous leur vrai jour».[39]

En outre, certains auteurs eurocommunistes occidentaux, dans leurs ouvrages sur le Komintern, suivant les orientations de leurs partis, considèrent, de manière alambiquée, l'expérience historique du Komintern comme une expérience anarchiste qui, en définitive, a fait plus de mal que de bien. Faisant une appréciation de l'activité du Komintern, ils s'évertuent à dénigrer non seulement la stratégie et la tactique léninistes élaborées par le Komintern, les considérant comme anachroniques, mais aussi ses formes de lutte et ses modes d'organisation, en l'accusant d'avoir jeté les fondements d'une pratique erronée, celle de la création d'un centre dirigeant et d'un centralisme extrêmes. Lorsque l'historiographie eurocommuniste critique le Komintern, elle part de quelques préjugés et idées préconçues qui tendent à jeter bas toute l'expérience révolutionnaire du Komintern. La «critique» qu'elle en fait se convertit en un but en soi et vise à discréditer l'expérience révolutionnaire, historique et mondiale positive de la III[e] Internationale, et cela dans le but d'affirmer les vues profondément révisionnistes des partis eurocommunistes, lesquelles sont en opposition totale avec l'idéologie et la ligne politique marxistes-léninistes du Komintern tout au long de son activité révolutionnaire.

La direction du Parti communiste chinois et Mao Tsétoung en particulier ont eux aussi adopté une attitude dédaigneuse et dénigrante envers le Komintern et sa politique, surtout sur la question nationale et coloniale.

Jusqu'à la mort de Staline, le PC chinois, Mao Tsétoung et ses tenants ne s'étaient pas, pour des raisons d'opportunité politique, prononcés publiquement contre le Komintern et contre Staline, mais, dans les écrits de Mao Tsétoung et dans les diverses décisions du PCC antérieurs à la mort de Staline, ou bien le Komintern est complètement ignoré, ou bien indirectement toutes les défaites de la révolution chinoise sont imputées à la III[e] Internationale. Typique dans ce sens est le supplément intitulé: «Décision sur certaines questions de l'histoire de notre parti», approuvé le 20 avril 1945 par le 7[e] plénum élargi du CC du PCC après son VI[e] Congrès. Ce document a été rédigé par Mao Tsétoung et publié dans ses œuvres choisies.

Dans l'esprit de la pensée-maotsétoung, cette décision offre un aperçu sur le développement général de la révolution chinoise, sur l'histoire du PCC, en particulier dans les années qui suivirent la défaite de la révolution en 1925-1927, jusqu'à l'usurpation de la direction du PCC par Mao Tsétoung et son groupe en 1935. Bien qu'on ne s'y prononce pas ouvertement contre le Komintern et Staline, cette décision comprend une critique indirecte contre eux et les accuse d'être responsables de toutes les défaites de la révolution chinoise. Mao Tsétoung et sa clique qualifient la ligne du Komintern de dogmatique, et les orientations marxistes-léninistes du Komintern de «clichés d'outre-mer». «Il faut en finir avec les formules toutes faites de l'étranger, écrivait Mao Tsétoung en octobre de 1938, et s'occuper un peu moins de bavardages creux et abstraits. Il faut mettre dans les tiroirs le dogmatisme et acquérir la manière et le style chinois, vivants et pleins de fraîcheur, agréables à l'oreille et à la vus des simples gens».[40]

Ainsi, dans un langage émaillé de sous-entendus, mais visant des objectifs clairement définis, Mao Tsétoung et ses tenants s'opposaient au Komintern et à ses orientations marxistes-léninistes en élaborant une ligne politique qui enfonçait toujours plus le PCC dans l'opportunisme et une activité petite-bourgeoise, antimarxiste.

La direction chinoise a repris ouvertement et sans crainte après la mort de Staline les critiques qu'elle avait formulées dans un langage masqué et indirect contre le Komintern et Staline avant 1953. En se prononçant surtout contre Staline, Mao Tsétoung et son groupe visaient non seulement à rabaisser l'oeuvre de Staline et à

légitimer l'affirmation de la «pensée-maotsétoung», mais aussi à rehausser artificiellement l'autorité de Mao Tsétoung comme un dirigeant de stature mondiale, qui n'aurait jamais commis d'erreurs et qui aurait eu toujours raison. «Ces critiques traduisaient aussi, souligne le camarade Enver Hoxha, les rancoeurs accumulées à l'encontre de Staline, à cause des observations et des critiques que celui-ci et le Komintern avaient adressées à la direction du Parti communiste chinois et à Mao Tsétoung, parce qu'ils n'appliquaient pas de manière conséquente les principes du marxisme-léninisme sur le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution, sur l'internationalisme prolétarien, la stratégie et la tactique de la lutte révolutionnaire, etc.. Les contradictions entre le PCC, dirigé par Mao Tsétoung, et le PCUS, dirigé par Staline, ainsi que les contradictions entre le PCC et le Komintern, ont été des contradictions de principe sur des questions fondamentales de la stratégie et de la tactique révolutionnaires marxistes-léninistes. Ainsi, par exemple, le Comité central du PCC a ignoré la thèse du Komintern sur le développement correct et conséquent de la révolution en Chine, la directive que celui-ci avait donnée pour une action conjointe de la classe ouvrière dans les villes et de l'armée de libération, les thèses du Komintern sur le caractère et les étapes de la révolution chinoise, etc.»[41]

Mao Tsétoung et sa clique ont toujours exprimé leur mépris pour le Komintern et ses délégués en Chine, les qualifiant d'«ignorants», de «grossiers», et les accusant de «ne pas connaître la réalité chinoise. Voilà pourquoi affirment-ils, le Parti communiste chinois jugeait inutile l'aide du Komintern. Dans son discours à la Conférence de travail élargie du Comité central du Parti communiste chinois en janvier 1962, Mao Tsétoung a dit: «Ce sont les Chinois qui ont connu la Chine en tant que monde objectif, et non pas les camarades du Komintern qui s'occupaient de la question chinoise. Ces camarades ne connaissaient pas ou connaissaient peu la société, la nation et la révolution chinoises. Aussi pourquoi devrait-on parler ici de ces camarades étrangers?»[42]

«Mao Tsétoung, écrit le camarade Enver Hoxha, ne fait pas mention du Komintern quand il est question des succès. Par contre, quand il s'agit des défaites et des déviations du Parti communiste chinois, de l'incompréhension du cours des situations en Chine et du fait qu'il n'en a pas été tiré de justes déductions, il en rejette la responsabilité sur le Komintern ou sur ses représentants en Chine. Lui et d'autres dirigeants chinois accusent le Komintern de leur avoir fait obstacle et de leur avoir compliqué les choses dans la conduite d'une lutte conséquente pour la prise du pouvoir et la construction du socialisme en Chine. Mais les faits du passé, et surtout la réalité chinoise actuelle, prouvent que les décisions et les directives du Komintern pour la Chine ont été en général justes et que le Parti communiste chinois n'a pas agi en se fondant sur les principes du marxisme-léninisme, ni dans leur esprit».[43]

Les quelques livres parus en Chine et consacrés à la révolution chinoise, ne parlent que très peu du Komintern, mais ils s'inspirent tous de la «pensée-maotsétoung». L'historiographie chinoise traite le développement et la perspective de la révolution chinoise sur la base des analyses que Mao Tsétoung a faites de cette révolution et qui sont en complète opposition avec les orientations du Komintern et la critique conséquente marxiste-léniniste de principe de ce dernier à l'adresse du Parti communiste chinois. Pour l'historiographie maoïste chinoise le Komintern aurait soi-disant suivi une ligne erronée dans la révolution chinoise, il n'a pas connu la Chine et a abouti, de ce fait, à des conclusions qui ont nui à cette révolution, dont toutes les défaites sont soi-disant dues aux prises de position erronées du Komintern. L'historiographie chinoise actuelle tend par là non seulement à minimiser et à nier, mais aussi à déformer et à falsifier les efforts continus du Komintern tant pour la création du PCC que pour sa consolidation en tant que parti politique, même si le Parti communiste chinois n'a jamais pu devenir tin parti révolutionnaire marxiste-léniniste véritable.

L'historiographie chinoise a tenté de démontrer que les orientations du Komintern, surtout après la mort de Lénine, étaient erronées, qu'elles ne prenaient en considération les particularités du développement politique, économique et social de la Chine et que, pour résoudre les problèmes de la révolution chinoise, le Komintern partait soi-disant: de quelques modèles dépassés qui ne pouvaient plus être appliqués dans la réalité chinoise.

L'historiographie révisionniste yougoslave a adopté, elle aussi, une attitude nihiliste et dénigrante à l'encontre du Komintern. Actuellement, elle considère l'histoire du Komintern comme une succession d'erreurs, dogmatiques et sectaires. A son avis, loin d'avoir contribué au renforcement des partis communistes, le Komintern l'a gravement compromis (sic). «Ces conceptions schématiques et sectaires, affirment les révisionnistes yougoslaves, dont les partis communistes ont souffert, se sont reflétées aussi dans le Programme de l'Internationale communiste, approuvé à son VI^{e} Congrès en 1928. Cela explique pourquoi ce document important sur le développement du mouvement communiste international n'a pas servi aux divers partis communistes à concrétiser leur stratégie et leur tactique, et dans certains cas il leur a même fait du tort.»[44]

Les révisionnistes yougoslaves et leur historiographie, tout comme l'historiographie révisionniste soviétique et chinoise en général, estiment que «les erreurs du Komintern ont leur origine dans l'influence toujours plus grande de Staline sur la politique du Komintern»,[45] et aboutissent à des affirmations aussi absurdes que réactionnaires, suivant lesquelles Staline aurait considéré le Komintern «comme un instrument de sa politique de grand Etat». Par ces affirmations, les révisionnistes yougoslaves, loin de découvrir quelque chose de nouveau,

transbordent directement dans leurs écrits les points de vue des trotskistes et des autres opportunistes contre lesquels le Komintern a mené une lutte conséquente et de principe.

Les révisionnistes yougoslaves actuels imputent au Komintern toutes les erreurs, les déviations et la lutte sans principes, qui ont toujours caractérisé le PCY, l'accusant de les avoir incités à agir de la sorte et d'avoir semé chez eux la confusion idéologique, politique et organisationnelle, cette désagrégation totale, qui n'a jamais permis au PCY de se consolider en tant que véritable parti communiste. Loin d'être responsable de cette situation, le Komintern, au contraire, n'a cessé de lutter pour tirer le PCY du chaos et de la crise permanente dus à ce que les dirigeants ne se sont jamais secoués des illusions opportunistes, des hésitations, n'ont jamais renoncé à la lutte fractionnelle, ni jamais cherché à comprendre comme il se doit les orientations du Komintern, ses directives claires sur la nécessité de la trempe révolutionnaire du parti. Le PCY n'a jamais bien, accueilli l'aide que l'Internationale communiste n'avait cessé de lui apporter sur tous les plans. Voilà comment les révisionnistes titistes dépeignent la situation dans le PCY au début des années 30 et dont ils rendent responsables le Komintern: «La vie en émigration et l'isolement presque total vis-à-vis du mouvement organisé dans la patrie, ainsi que le fait de dépendre du Komintern, est-il écrit dans l'histoire officielle du PCY, ont influé assez négativement sur l'image politique des hommes de la direction du PCY. Le style bureaucratique au travail et les relations malsaines pénétrées de l'esprit de carriérisme, le souci de s'assurer «une bonne renommée» au Komintern, fût-ce à l'aide de rapports inventés sur le travail de la direction et la situation du mouvement dans le pays, envenimaient l'atmosphère au sein du Comité central, suscitaient des querelles intestines sans principes et des règlements de compte entre camarades, attisaient la lutte entre divers groupements, lutte qui occupait la plupart du temps et de l'activité de la majorité des membres de la direction. Le Komintern a donc été pour beaucoup, lit-on plus loin, dans la création de cette situation qui dominait au Comité central du PCY.»[46]

Nous n'avons pas l'intention de nous étendre ici sur la situation dans le PCY, ni d'analyser les raisons qui ont conduit à cette situation désespérée, mais nous tenons à rejeter toutes les calomnies, inventions et falsifications de l'historiographie révisionniste yougoslave qui rend responsable le Komintern de la situation catastrophique créée au sein du PCY.

Les ennemis qui ont combattu et continuent de combattre le Komintern sont de divers acabits, des réactionnaires déclarés et bourgeois radicaux, des petits bourgeois et opportunistes de droite, des révisionnistes et trotskistes extrémistes. Mais de tous ceux-ci, les révisionnistes yougoslaves sont le plus près des trotskistes extrémistes qui ne voient rien de positif ni de révolutionnaire dans l'activité du Komintern. Le nihilisme des révisionnistes yougoslaves en cette question dépasse toutes les bornes, ce qui rend leur «critique» sur l'internationale communiste une des plus tendancieuses, des plus dénigrantes et par conséquent, des plus falsificatrices de toutes les «critiques» tant de droite que d'extrême gauche adressées au Komintern.

La littérature trotskiste occupe une place centrale dans la propagande anticommuniste contre le Komintern. C'est Trotsky lui-même qui a jeté les bases de ce courant et il a voulu démontrer que Lénine n'a soi-disant pas bien orienté le Komintern et que les erreurs du Komintern, selon lui, ont leur source dans le fait que «Lénine n'a pas pris en considération ses suggestions».[47]

Les adeptes de Trotsky, en suivant ses traces, ont cherché à surestimer le rôle de leur maître, à le présenter comme l'unique dirigeant de la III^{e} Internationale qui aurait toujours adopté de justes attitudes et dont l'écart et plus tard l'exclusion du Komintern et du mouvement communiste ont engagé la III^{e} Internationale dans une voie sans issue (sic).

L'historiographie mondiale sur la III^{e} Internationale regorge de nombreux livres d'auteurs bourgeois, sociaux-démocrates et réformistes, qui ont répandu et répandent toute sorte d'élucubrations et d'idées fausses. La haine illimitée envers la classe ouvrière et le mouvement communiste international unit tous ces auteurs[48], aussi trouve-t-on dans leurs essais et leurs livres une foule de calomnies, de falsifications et d'interprétations tendancieuses au sujet du Komintern alors que les arguments et les faits y font entièrement défaut.

Aujourd'hui, il ne s'agit certes pas de copier aveuglement la pratique de lutte du Komintern, mais d'apprécier correctement, à partir de positions marxistes-léninistes de principe, toute l'activité du Komintern, l'esprit militant et révolutionnaire qui l'a caractérisé tout au long de son existence, sa lutte conséquente de principe contre tous les courants et les déviations de droite et de «gauche», sa fidélité sans bornes envers le marxisme-léninisme et la cause révolutionnaire des ouvriers, sa méthode et ses procédés léninistes créateurs, en vue de résoudre les questions les plus importantes et les plus complexes que posaient par intervalles le mouvement révolutionnaire ouvrier et de libération nationale des peuples contre l'impérialisme et la réaction.

Le Parti du Travail d'Albanie, le mouvement communiste marxiste-léniniste international, défendent fermement l'héritage historique et la très riche expérience révolutionnaire du Komintern dans sa lutte contre toutes les déviations et les falsifications de tout acabit, trotskistes et révisionnistes, bourgeoises et sociales-démocrates; pour eux, le Komintern offre un brillant exemple de lutte qui montre comment l'avant-garde du prolétariat doit

préparer la révolution socialiste, un brillant exemple de la lutte à mener pour défendre la pureté du marxisme-léninisme et l'appliquer de façon créatrice, pour démasquer l'opportunisme de droite et de «gauche».

Actuellement, la situation dans le monde a beaucoup évolué. Les partis communistes marxistes-léninistes sont confrontés à des tâches importantes et très complexes. L'élaboration d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaires constitue pour eux une tâche très importante et difficile. De même que pour les autres questions et problèmes, dans ce cas également, il faut étudier l'expérience du Komintern et en profiter tout en tenant compte des particularités de l'étape dans laquelle nous vivons. «La force du mouvement communiste marxiste-léniniste international, a souligné le camarade Enver Hoxha au VIII[e] Congrès du PTA, réside dans la justesse des idées pour lesquelles il combat et dans son unité. Les partis marxistes-léninistes sont guidés dans leur lutte par les enseignements de nos grands classiques, ils mettent à profit le riche héritage multiforme du Komintern, ils s'appuient sur l'expérience de leur lutte contre la trahison révisionniste, ils tiennent compte de l'expérience négative des partis qui ont dégénéré vers le révisionnisme. Tous ces enseignements et cette expérience constituent un précieux trésor idéologique, politique, organisationnel, théorique et pratique, pour tremper et renforcer les partis et le mouvement marxistes-léninistes à tous égards.»[49]

La III[e] Internationale restera toujours une étoile inextinguible par la contribution colossale qu'elle a apportée à la lutte pour la cause de la classe ouvrière, par la très grande expérience révolutionnaire qu'elle a accumulée et dont les partis communistes marxistes-léninistes ont tiré de très précieux enseignements pour renforcer les rangs du mouvement communiste international dans la lutte contre le révisionnisme et les prises de position dogmatiques et sectaires, pour resserrer aussi les liens avec les larges masses ouvrières et les masses travailleuses des campagnes et des villes, pour préparer l'armée politique, nécessaire pour renverser le système capitaliste à travers la révolution prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Extrait du numéro 1 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. Enver Hoxha, *Rapport au VII[e] Congrès du PTA,* Tirana, 1976, éd. fr., p. 262, 263.

2. V. Lénine, *La lutte contre l'opportunisme et la fondation de la III[e] Internationale,* Tirana, 1978, éd. alb., p. 363.

3. J. Staline, *œuvres,* éd. alb., t. 6, Tirana 1952, p. 99.

4. B. M. Leybzon, K. K. Chirinia, *Povorot v politike Kominterne,* Moscou, 1965, p. 345.

5. V. Lénine, *œuvres choisies,* éd. alb., t. 3, Tirana 1974, p. 562.

6. *Komunistitcheskii Internacionall v dokumentah 1919-1932,* Moscou, 1933, p. 60.

7. Enver Hoxha, *Rapport au VII[e] Congrès du PTA,* éd. fr., Tirana 1976, p. 262.

8. Togliatti, *Problemi del movimento operaio internazionale 1956-1961,* Editori Riuniti, Rome, 1962, p. 330.

9. V. V. Aleksandrov, *Lenin i Komintern,* Moscou 1972, pp. 9-10.

10. Togliatti, *Op. cit.,* p. 321.

11. *Op. cit.,* p. 323.

12. B. Ponomarev, *A propos de la 60[e] anniversaire de la fondation de l'Internationale communiste,* la revue «Komunist», n° 5, 1979, p. 22. communistes, souvent peu nombreux, des larges masses organisées ou non dans

13. V. I. Lénine, *œuvres,* t. 29, éd. alb., p. 564.

14. *Komunistitcheskii internationall v dokumentah 1919-1932,* Moscou, 1933, p. 74-75.

15. *Op. cit.,* p. 313.

16. *Op. cit.,* p. 316.

17. G. Dimitrov, *Izbrannie proizvedenia,* t. 1, p. 445.

18. B. M. Leibzon, K.K. Shirinia, *op. cit.,* pp. 308-309.

19. *Op. cit.,* p. 307.

20. *Op. cit.,* p. 345.

21. Enver Hoxha, *Rapport au VII[e] Congrès du PTA,* éd. fr., Tirana, 1976, p. 243.

22. *Komunistitcheskii Internationall v dokumentah 1919-1932,* Moscou, 1933, p. 29.

23. *Ibid.*

24. *Ibid.,* p. 30.

25. G. Dimitrov, *Op. cit.,* p. 435.

26. Togliatti, *Op. cit.,* p. 327.

27. B. M. Leibzon, K. K. Shirinia, *op. cit.,* pp. 343-344.

28. G. Dimitrov, *op. cit.,* pp. 447-448.

29. *Komunistitcheskii Internationall v dokumentah 1919-32,* Moscou, 1933, p. 310.

30. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr, Tirana 1981, pp. 279-280.

31. K. K. Shirinia, Etude publiée dans le livre *Iz Istorii Kominterna,* Moscou, 1979, p. 101.

32. Enver Hoxha, *L'Eurocommunisme c'est de l'anticommunisme,* Editions «8 Nëntori», Tirana, 1980, éd. fr., pp. 265-266.

33. B. M. Leibzon, K. K. Shirinia, *op. cit.,* p. 345.

34. *Unita,* 23.IV.1964. Cité d'après le livre de B. M. Leibzon et K. K. Shirinia, *Porovoi v politike Kominterna,* Moscou 1965, pp. 339-340.

35. Togliatti, *Op. cit.,* p. 325.

36. Enver Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA,* éd. fr., Tirana, 1976, p.. 243.

37. Enver Hoxha, *L'Eurocommunisme c'est de l'anticommunisme,* Editions «8 Nëntori», Tirana 1980, éd. fr., pp. 67-88.

38. Togliatti, *Op. cit.,* pp. 299-335.

39. Togliatti, *Op. cit.,* p. 305.

40. Mao Tsétoung, *œuvres choisies,* t. 2, éd. alb., p. 251.

41. Enver Hoxha, *L'Impérialisme et la Révolution,* Editions «8 Nëntori», Tirana, 1978, éd. fr., pp. 463-464.

42. Cité par Enver Hoxha dans *L'Impérialisme et la Révolution,* Editions «8 Nëntori», Tirana, 1978, éd. fr., p. 465.

43. Enver Hoxha, *Op. cit.,* p. 465.

44. *Précis de l'histoire de la Ligue des communistes de Yougoslavie* publié par le CC du PCY, Prishtine 1963, p. 156.

45. *Op. cit.*

46. Op. cit., 177.

47. Voir à ce sujet L. Trotsky, *The first five of the Communist International,* 2 vol., New York 1945-1953; I. Deutcher, *Trotsky,* 3 vol., Londres, 1954-1963, P. Frank, *La Quatrième Internationale,* Paris, 1969.

48. J. Braunthal, *Geschichte der Internationale,* Hanovre, 1963 (Traduction anglaise: History of International, tomes 1 et 2, New York, 1967); M. M. Drachkovitch, *The revolutionary Internationals 1864-1943,* Standford, 1966; B. Lazitch, *The Comintern,* Historical Highlights, Hoover, 1966; J. Freymond, *Contribution à l'histoire du Komintern,* Genève, 1965; Gankin et Fischer, *The Bolshevicks and the World War. The origin of the third International,* Standford, 1940; F. Caudin, *La crise du mouvement communiste,* en deux tomes, Paris, 1972, etc.

49. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr. Tirana 1981, p. 290.

Fatos Nano (Candidat es sciences économiques) — A propos du mécanisme de la plus-value et de son appropriation dans la société soviétique

Il y a près de trois décennies que les khrouchtchéviens ont usurpé le pouvoir en Union soviétique et qu'ils ont déclenché une attaque de front contre les victoires du socialisme remportées sous la direction de Lénine et de Staline. Le renversement contre-révolutionnaire qu'ils ont effectué au niveau de la superstructure, de l'idéologie et de la politique de l'Etat des soviets, ne pouvait pas manquer d'entraîner, comme il l'a fait effectivement, la dégénérescence de la base économique de la société soviétique. Il a ouvert la voie aux processus intégraux qui sont à l'origine de la désagrégation des rapports de production socialistes et de la restauration du capitalisme dans tous les domaines.

La stratégie du révisionnisme khrouchtchévien, comme l'a souligné le VIII[e] Congrès du PTA, avait «... pour but principal de liquider la dictature du prolétariat, de saper les bases de la société socialiste, d'engager l'Union soviétique dans la voie capitaliste et d'en faire une superpuissance impérialiste. Maintenant tout le monde voit bien la grande transformation contre-révolutionnaire qui s'est produite en Union soviétique».[1]

1. Les réformes khrouchtchéviennes et brejnéviennes et la restauration du capitalisme dans la société soviétique

La bourgeoisie nouvelle, révisionniste en Union soviétique a travaillé intensément à réorganiser l'économie du pays sur des bases capitalistes, à mettre au point et à faire fonctionner un mécanisme propre à elle-même, à réaliser et à s'approprier la plus-value, pour spolier et exploiter sous des formes capitalistes le peuple travailleur soviétique. Ce mécanisme d'exploitation de l'homme par l'homme a revêtu une forme et un contenu qui lui sont propres au cours de l'application des réformes capitalistes à la base comme dans la superstructure. Les réformes de ce genre ont commencé à se succéder après la mort de Staline.

La transformation radicale des rapports de production, la mise en place d'un système d'organisation et de direction de l'économie qui tend uniquement à assurer à tout prix le maximum de profit, les prérogatives de capitaliste collectif attribuées à l'Etat et l'établissement de la domination du capitalisme monopoliste d'Etat dans tous les domaines dans des proportions sans précédent dans l'histoire de l'impérialisme, voilà les piliers sur lesquels reposent précisément toutes ces mutations capitalistes intégrales qui sont intervenues dans la société soviétique.

Vers la fin de 1970, dans l'économie soviétique les réformes capitalistes avaient été appliquées dans 90 pour cent des entreprises industrielles, qui fournissaient 92 pour cent de la production industrielle globale. En 1968 elles furent étendues aux transports, alors qu'en 1969-1970 elles avaient été largement appliquées dans le bâtiment. Le secteur agricole d'Etat a été réformé plus lentement. En 1970, ce processus avait affecté le tiers des «sovkhozes»[2].

En appliquant ces réformes, les khrouchtchéviens ont frappé en premier lieu les thèses fondamentales de la théorie marxiste-léniniste relative à la production marchande et à l'action de la loi de la valeur en régime socialiste. La production socialiste a été aussi identifiée à la production capitaliste sur le plan aussi bien théorique que pratique et, sur cette base, tout le mécanisme économique a été réformé. La nouvelle bourgeoisie a pris en main, par le truchement de l'Etat, les moyens de production et la direction de l'économie. A la législation et aux anciennes pratiques de contenu socialiste sont venues se substituer une législation et des pratiques nouvelles qui permettent à la bureaucratie d'Etat et du parti d'agir librement, d'exprimer et de satisfaire sans encombre ses intérêts capitalistes. Les dirigeants des diverses entreprises et institutions se sont vu attribuer des prérogatives et des compétences importantes dans la direction et la manipulation de la production et de la répartition, dans l'embauchage et le licenciement des travailleurs, dans la gestion des profits réalisés. Ces prérogatives et compétences ont été utilisées pour assurer et augmenter les revenus et les privilèges des diverses castes dirigeantes aux dépens des masses laborieuses.

L'activité économique soviétique a été assise sur le profit, en tant que régulateur de la production et de la répartition, en tant que «critère suprême et le plus synthétique qui caractérise au plus haut degré l'activité de l'entreprise»[3]. L'économie centralisée a été amenée à coexister avec l'économie de marché, et le mécanisme capitaliste de l'offre et de la demande est devenu, notablement, le régulateur des rapports de production et de consommation. L'Etat a perdu petit à petit son contrôle sur le volume du travail et de la consommation, ces deux clés essentielles d'une économie socialiste. L'économie soviétique s'est ainsi trouvée confrontée aux contradictions qui opposent le centralisme bureaucratique de type monopoliste au libéralisme économique de la base. Dans le cadre de «l'indépendance opérationnelle des entreprises» et de «l'élimination des rapports intermédiaires de gestion» on a établi, sur la base du mécanisme du marché, les rapports capitalistes directs entre les entreprises de production. Le libre commerce des moyens de production considérés désormais comme des marchandises, a fait d'eux un capital fondamental et le nouveau mécanisme économique capitaliste s'est fondé sur le système de gestion équilibrée et d'autofinancement complet, sur la rentabilité proprement capitaliste à tous

les maillons de l'économie. Le financement d'Etat centralisé des investissements au titre des fonds fixes et des moyens circulants a été limité au point qu'ils ont commencé à être couverts petit à petit par des ressources décentralisées et des crédits bancaires. Dans la pratique, la direction planifiée a cédé la place au libre jeu des lois et des catégories économiques du mode de production capitaliste.

Les réformes économiques khrouchtchéviennes ont commencé par la conversion des moyens de production en marchandises. «Chez nous, écrivait la presse révisionniste soviétique alors que la campagne pour l'application de ces réformes battait son plein, l'équipement des entreprises en moyens de production est traité et réalisé sous forme de vente et d'achat»[4]. En 1971 la vente et l'achat des moyens de production représentait les deux tiers du total de la circulation des marchandises en Union soviétique et, en 1974, 70 pour cent de ces moyens étaient cédés aux termes des contrats passés directement entre les entreprises de production et celles de consommation.[5]

Les nouveaux statuts des entreprises capitalistes d'Etat sont entrés en vigueur le 4 octobre 1965. Aux termes de ces statuts, «L'entreprise jouit du droit de propriété sur les biens qu'elle a sous son contrôle opérationnel» et «le directeur de l'entreprise peut agir en son propre nom, disposer de la propriété et des fonds de l'entreprise, procéder à l'embauchage et au licenciement du personnel».[6]

Les rapports établis dans la société soviétique entre l'Etat et les administrateurs capitalistes des biens qui sont propriété d'Etat ou propriété collective, en tant que personnes juridiques, sont du même type que ceux qui existent actuellement en régime capitaliste monopoliste, entre le propriétaire privé ou collectif du capital et les administrateurs qui dirigent l'entreprise capitaliste, sans en être pourtant les propriétaires. En Union soviétique, c'est l'Etat social-impérialiste qui jouit des droits de propriétaire monopoliste des principaux moyens de production, de la terre, des mines, des eaux, des terrains de construction, etc., et cela sous forme de rentes, d'intérêts et d'impôts prélevés sur les fonds productifs, dont il concède l'usage à divers groupes de la bourgeoisie citadine et rurale. Ces droits monopolistes ont été matérialisés sous forme de loyer du capital fixe, par un versement annuel moyen au budget d'Etat de 15 pour cent de la valeur des fonds de production, par chaque entreprise d'Etat sous forme de rentes et d'impôts sur les revenus des propriétés collectives (kolkhozes, coopératives et entreprises des services publics) ou bien des secteurs privés de l'entreprise capitaliste dans le domaine de l'agriculture (lopins personnels), du commerce (marché noir), des services et de l'artisanat (exercice d'une profession à titre privé).

Afin de transposer en valeur ces nouveaux rapports, capitalistes, entre l'Etat, divers organismes et les citoyens, du 1.10.1966 au 1.7.1967 on a appliqué la réforme générale des prix de gros. Cette réforme a majoré ces prix de 8 pour cent en moyenne dans toute l'industrie et elle a entraîné de nouvelles hausses en 1969, 1974 et 1979[7]. Le nouveau système a été fondé sur «les prix fluctuants» déterminés par «l'équilibre de l'offre et de la demande» et destinés à servir de «moyens très importants et efficaces réglant les processus sociaux de la reproduction».[8] Les processus de redistribution du revenu national dans l'économie soviétique ont ainsi été établis sur des fondements capitalistes. Parallèlement aux prix fixés d'en haut, les unions monopolistes d'Etat conservent de larges marges de fluctuation des prix qui «sont justifiées» par «des hausses relatives aux nouveaux produits de qualité hautement efficaces»[9]. Ainsi donc, sur le marché capitaliste soviétique affluent sans cesse des marchandises chères pour des produits et assortiments soi-disant «nouveaux» qui sont en fait les anciennes à peu de différence près, mais qui comportent des taux de profit plus élevés. La presse soviétique affirme que «les prix risquent de monter sans cesse, car les divers secteurs économiques s'efforcent d'accroître leurs rentrées (leur profit) en empruntant la voie la plus facile, celle de la hausse des prix de production et de vente».[10] Dans la pratique, «les prix fluctuants» ont cédé petit à petit la place aux prix élevés de monopole, comme il ressort entre autres de ces aveux de la presse officielle: «Notre expérience atteste l'existence d'une dangereuse tendance à la hausse arbitraire des prix.[11] «Le producteur dicte le prix... et souvent met à profit le manque de certains produits sur le marché, pour faire pression sur le consommateur»[12]. Ainsi, en mars 1978 le prix du café a quintuplé, le prix du pétrole doublé, celui des services de réparation augmenté de 30 pour cent, alors qu'en septembre 1981 les prix des vins et des tabacs ont monté de 27 pour cent et ceux des tapis, des fourrures, des produits en cuir et du prêt-à-porter de 30 pour cent, cependant que le prix de l'essence avait augmenté de 40 kopecks.[13]

La création d'organismes monopolistes du grand capital d'Etat social-impérialiste, en Union soviétique comme à l'étranger, constituait l'une des orientations essentielles des réformes capitalistes dans l'économie soviétique. Cela a été réalisé sous le prétexte de «l'augmentation de la capacité de l'entreprise» à travers l'union et la fusion des entreprises dans toutes les branches de l'économie, en vue de la mise sur pied d'unions de production industrielle, agraire-industrielle, industrielle de construction, etc., au niveau de chaque république à part, de chaque république dans le cadre de la fédération et enfin, de toute la fédération. Ces unions monopolistes ont pris la forme de combinats et de complexes à concentration verticale et horizontale, du type des trusts et des cartels.[14] Le XXIV^{e} Congrès des révisionnistes khrouchtchéviens (1971) a donné une nouvelle impulsion à ce processus, accélérant ainsi la création d'unions de production de type monopoliste. Dans la période allant de 1970 à 1979, le nombre des organismes de ce genre en Union soviétique a augmenté de 6,5 fois. Ce pays comptait donc 3 950 unions monopolistes avec plus de 17.500 succursales. Leur part dans la production industrielle est passée de 6,7

à 47,1 pour cent et le nombre des travailleurs qu'elles emploient est monté de 6,2 à 48,4 pour cent du total des travailleurs employés dans l'industrie.[15] En Ukraine, par exemple les unions industrielles au niveau de la république régissent chacune en moyenne 112 succursales et un capital fixe moyen de 49 millions de roubles.[16]

C'est de cette manière que, dans la société soviétique, se sont cristallisés les rapports de propriété spécifiquement capitalistes, rapports qui se rattachent étroitement au niveau élevé de monopolisation des principaux moyens de production entre les mains de l'Etat impérialiste. Il est de fait que, comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha au VIII[e] Congrès du PTA, «aujourd'hui en Union soviétique les moyens de production sont en fait propriété capitaliste d'Etat ou collective, car ils sont utilisés dans l'intérêt de la nouvelle classe bourgeoise qui a accédé au pouvoir, la classe qui précisément s'approprie le travail des ouvriers et des paysans».[17]

La propriété monopoliste d'Etat ou collective qui représente la forme dominante de propriété capitaliste en Union soviétique, est une propriété sans titre nominal. Dans la société soviétique, les nouveaux capitalistes, technocrates et bureaucrates de l'hiérarchie dominante, ne jouissent pas du droit à la reproduction individuelle de la propriété et du capital, ce qui est du seul ressort de l'Etat impérialiste qui agit au nom de toute la bourgeoisie. En Union soviétique, malgré le petit capital privé qui ne cesse de s'élargir, il n'existe pas pour le moment de propriété privée de la terre, des usines, des fabriques, des mines, des banques, et des chemins de fer. Et cela est dans la logique des conditions historiques de l'époque de l'impérialisme dans lesquelles l'Union soviétique s'est transformée de pays socialiste en pays capitaliste. La décentralisation de la propriété, son morcellement par les entrepreneurs capitalistes individuels et le développement, sur cette base, du capitalisme et de la libre concurrence pré-monopoliste, constituent des processus dépassés même dans le système capitaliste classique, qui connaît maintenant son stade ultime, impérialiste. Dans ces conditions, le développement non contrôlé de l'initiative et de la libre entreprise capitalistes, tout à fait décentralisées, compromettrait les visées stratégiques de la bourgeoisie social-impérialiste soviétique attachée à modifier le rapport des forces en sa faveur et à atteindre le niveau des autres puissances impérialistes, à rivaliser avec elles dans le partage économique et territorial du monde. A cette fin, la grande bourgeoisie khrouchtchévienne et brejnévienne devait concentrer l'initiative économique capitaliste et les sources de production et de formation des capitaux entre les mains de l'Etat et des monopoles d'Etat. Ce capitaliste collectif s'est chargé de gérer les intérêts de reproduction de la bourgeoisie révisionniste, en tant que classe au pouvoir, de militariser l'économie et de créer un potentiel économique nucléaire de superpuissance, d'assurer des ressources durables de consommation parasitaire à cette nouvelle classe bourgeoise, aux dépens des masses travailleuses de l'Union soviétique et des autres pays de la «communauté socialiste».

C'est ce qui explique pourquoi les premières réformes capitalistes khrouchtchéviennes ont mis l'accent sur la décentralisation effrénée de la vie économique et sur la limitation extrême de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Avec l'avènement de Brejnev ces réformes ont eu pour effet de combiner le centralisme bureaucratique de type monopoliste avec le large libéralisme économique de la base. Le mécanisme de direction de l'économie soviétique ne cesse d'osciller entre ces extrêmes et ces contradictions, sans porter atteinte aux intérêts stratégiques fondamentaux de la bourgeoisie social-impérialiste.

Les corporations d'Etat (unions monopolistes) dotées d'un haut niveau de concentration de la production et du capital, ont donné à l'Union soviétique la forme la plus développée de capitalisme monopoliste d'Etat à notre époque. Si dans les pays occidentaux le secteur monopoliste d'Etat ne représente que 20 à 30 pour cent de la production globale, en Union soviétique il est dominant. La nouvelle classe bourgeoise y est organisée en tant que classe au plus haut degré du pouvoir dans un système totalitaire, hiérarchique et bureaucratisé. L'Etat social-impérialiste lui-même a pris actuellement l'aspect et exerce les fonctions d'une corporation monopoliste gigantesque, qui a accaparé toute l'activité du grand capital dans la société soviétique. Les divers agents capitalistes de cette corporation, en tant que dirigeants et gestionnaires d'une propriété monopoliste centralisée, ont l'initiative économique. Ces prérogatives et compétences sont conférées aux fonctionnaires de la hiérarchie d'Etat, du Parti, de l'armée, de l'économie et de la culture dans des sphères bien définies. Mais elles leur sont accordées toujours en fonction de leur fidélité à l'Etat social-impérialiste et à sa politique, celui-ci étant le seul représentant des intérêts de la classe bourgeoise au pouvoir. La promptitude à servir les intérêts des unions capitalistes dans la société soviétique constitue en fait une condition fondamentale à remplir pour pouvoir accéder aux rangs de la bourgeoisie révisionniste au pouvoir. C'est là aussi le critère qui régit la répartition des postes et la promotion sociale des individus capitalistes dans la hiérarchie du système bureaucratique, le seul critère de leur participation à l'appropriation de la plus-value, à travers la jungle des privilèges et des prérogatives spécifiques que l'Etat soviétique garantit à ses tenants fidèles aux dépens du peuple.

Les réformes capitalistes de la société soviétique n'ont pas manqué d'entraîner des changements radicaux dans les rapports de répartition, d'appropriation et d'utilisation de la richesse sociale. «Certes, la propriété d'Etat demeure et les usines n'ont pas été distribuées à des particuliers, les kolkhozes sont restées des exploitations collectives communes et les banques n'ont pas été remises à des actionnaires, mais la répartition du produit social, sa destination, ont complètement changé.»[18]

A la suite de l'application des réformes capitalistes khrouchtchéviennes et brejnéviennes, «la société soviétique s'est embourgeoisée jusque dans ses fibres les plus profondes, le capitalisme a été restauré dans tous les domaines».[19] La lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste de développement dans la société soviétique s'est soldée par un retour en arrière, au capitalisme. Les antagonismes fondamentaux du mode de production capitaliste ont réapparu, l'évolution actuelle de ce dernier est fonction de la lutte et des contradictions irréconciliables entre des classes ennemies — d'une part, la bourgeoisie nouvelle, révisionniste, qui règne en exerçant une dictature de fer, et de l'autre, le prolétariat et les masses laborieuses soviétiques aux riches traditions révolutionnaires dans la lutte contre l'exploitation capitaliste.

2. La production de la plus-value

La liquidation de la dictature du prolétariat et la mise sur pied d'une machine d'Etat totalitaire et fasciste au service de la nouvelle bourgeoisie, ont privé la classe ouvrière et les autres masses travailleuses non seulement du pouvoir politique, mais aussi de la propriété sociale des moyens de production. C'est ainsi qu'est réapparue l'exploitation sous la forme de l'obligation de ne plus travailler pour soi et pour la société, mais pour l'Etat capitaliste collectif. Par conséquent, la société soviétique a vu réapparaître la plus-value, le produit pour la société s'est transformé en surproduit, le travail pour la société en surtravail, le travail pour soi en travail salarié, la main-d'oeuvre en marchandise. Le VIII^{e} Congrès du PTA a souligné: «Le pouvoir des soviets n'est plus des soviets, des ouvriers et des paysans. Il s'est détaché d'eux et est devenu une force distincte, qui leur est étrangère»[20].

La conversion des conditions de réalisation du travail, des moyens de production et d'existence en capital était impossible sans la transformation de la force de travail en marchandise. «Le travailleur, affirment les révisionnistes, jouit du droit de disposer librement de sa capacité de travail. Ce droit lui est garanti par le contrat de travail qu'il a signé avec son entreprise».[21] Dans la pratique, ce «droit» a été réalisé en tant que vente et achat de la marchandise-force de travail. Le rétablissement de cette catégorie du capitalisme constitue un trait plus qu'évident de la société soviétique. Le marché du travail a été inondé d'«ouvriers disponibles», alors que les lois de la concurrence et de l'offre et de la demande ont provoqué de puissants mouvements d'émigration économique, de travailleurs journaliers qui se sont mis à la recherche de contrats avantageux pour la vente de leur force de travail. La presse révisionniste s'est vue obligée de reconnaître que les fluctuations les plus prononcées de la force de travail en Union soviétique s'expliquent essentiellement par les efforts et la concurrence en vue d'obtenir de meilleures conditions de travail, de rémunération et d'existence. En 1967, quelque 5,5 millions de travailleurs se sont déplacés d'une ville à l'autre pour satisfaire ces intérêts vitaux, 3,1 millions sont passés de la campagne à la ville et 1,5 millions de la ville à la campagne sans compter des millions d'autres qui circulaient à la campagne même.[22]

Une fois les réformes capitalistes appliquées, les entreprises économiques, soucieuses de tirer le maximum de profit, se sont livrées à une âpre concurrence afin de se procurer, à travers des contrats directs sur le «marché libre», de la main-d'oeuvre qualifiée et productive. Ainsi, 90 pour cent des ouvriers nouvellement employés dans l'industrie ont été embauchés aux termes de contrats directs de ce genre.

Le rétablissement du rapport capitaliste de l'exploitation de l'homme par l'homme comportait en soi un nouveau mécanisme de la plus-value, avec toutes les catégories et les lois qui s'y rattachent. L'analyse de ce mécanisme, à partir de faits et de sources soviétiques officielles, nous permet de juger du degré d'exploitation du prolétariat et du taux de la plus-value dans l'industrie soviétique. Référons-nous aux faits.

Les sources soviétiques affirment qu'en 1971 la part des salaires (ou du capital variable) représentait en moyenne 15,5 pour cent du coût de la production industrielle (ou des frais de production capitaliste)[23]. Par conséquent la structure organique moyenne du capital industriel soviétique se présentait, dans cette période, comme suit:

$$C/V = 84,5/15,5 = 5,5 : 1$$

Les réformes capitalistes khrouchtchéviennes ont entraîné l'augmentation du taux moyen de profit, de 16,7 pour cent qu'il était de 1961 à 1965 à 21,3 pour cent de 1966 à 1970, tandis qu'en 1970 il avait atteint 27,2 pour cent dans l'industrie.[24]

Compte tenu de ces données, la structure typique de la valeur de la marchandise industrielle soviétique peut être la suivante:

$$w = c + v + m = 84,5\ c + 15,5\ v + 27,2\ m.$$

D'autre part, la norme de la plus-value et, partant, le degré d'exploitation moyenne du prolétariat industriel soviétique, se présente comme suit:

$$m' = m/v = 27,2/15,5 \times 100 = 175,5 \text{ pour cent}$$

Ainsi, au début des années 70, l'ouvrier salarié de l'industrie capitaliste soviétique, sur ses 8 heures de travail par jour travaillait en moyenne 2 heures et 54 minutes pour sa reproduction individuelle et 5 heures et 6 minutes pour la reproduction de la classe capitaliste au pouvoir. En 1970, le profit annuel moyen tiré du travail de chaque ouvrier de l'industrie soviétique, se montait à 2800 roubles.[25]

Mais les indices moyens n'expriment pas le degré réel de l'exploitation du prolétariat soviétique employé dans la grande industrie, les grandes unions monopolistes d'Etat, qui, dépensant moins le capital constant, mettent en action un plus grand volume de travail humain, en tant que source de création de la plus-value. D'autre part, la structure organique du capital industriel soviétique s'est accrue, au cours des années 70, à travers une concentration plus intense de la production et la centralisation toujours plus prononcée du capital. Compte tenu de la structure moyenne des prix de détail, il ressort qu'en 1979, dans l'industrie soviétique, toujours selon les statistiques officielles,[26] le taux de profit au cours de cette période s'élevait à 30,1 pour cent (pour le capital industriel et le capital commercial pris ensemble). Et même si l'on considère la structure organique du capital comme étant la même dans la période 1971-1979 (les données nécessaires faisant défaut), le taux de la plus-value se présente comme suit:

$$M' = m/v = 30,1/15,5 \times 100 = 194 \text{ pour cent}$$

Ainsi donc, vers la fin des années 70, l'ouvrier salarié de l'industrie soviétique consacrait les deux tiers de son temps de travail aux patrons, à la grande bourgeoisie révisionniste et à son Etat social-impérialiste. En 1979, plus de 29 millions de salariés de l'industrie soviétique étaient soumis à cette exploitation féroce.[27] Les statistiques officielles montrent que le montant annuel des recettes assurées par le secteur monopoliste d'Etat de l'économie soviétique représentait environ 215 milliards de roubles, dont 114 milliards sous forme de profit (soit 53 pour cent) et 88 milliards sous forme d'impôts sur le chiffre d'affaires (soit 41 pour cent)[28]. Cette somme ne constitue pas encore le total de la plus-value assurée par l'exploitation des masses travailleuses sous les trois formes de la propriété capitaliste qui coexistent dans la société soviétique. Elle ne comprend pas la plus-value assurée dans le secteur capitaliste collectif et dans le secteur privé de l'économie soviétique.

L'analyse des rapports capitalistes de répartition et d'appropriation de la plus-value nous aidera à mieux éclairer l'ensemble des processus capitalistes qui dominent dans la société soviétique et qui en constituent la physionomie de classe.

3. La répartition et l'appropriation de la plus-value

Les rapports capitalistes rétablis en Union soviétique se manifestent surtout dans des sphères importantes de la vie sociale, comme la répartition et l'utilisation du produit social, qui montrent au grand jour que les moyens de production, les forces de travail et les ressources matérielles sont utilisées dans l'intérêt d'une minorité exploiteuse et dominante, de la grande bourgeoisie social-impérialiste et en fonction de ses objectifs stratégiques nationaux et internationaux. C'est précisément cette classe qui s'approprie les fruits du labeur des ouvriers et des paysans soviétiques.

Marx a souligné: «Le capital n'est donc pas seulement... le pouvoir de disposer du travail d'autrui; mais il est essentiellement le pouvoir de disposer d'un travail non payé».[29] Cette loi du mécanisme capitaliste de l'appropriation agit avec force même dans la société soviétique. Mais il y a ici une particularité, à savoir que la bourgeoisie révisionniste commande et s'approprie le travail non rétribué des ouvriers et des paysans soviétiques essentiellement à travers l'Etat monopoliste et ses organismes d'exploitation.

L'utilisation du produit social et la répartition de la plus-value qu'il contient mettent encore plus en relief la priorité absolue des intérêts de la grande bourgeoisie, en tant que classe au pouvoir, et la position dominante de la propriété monopoliste d'Etat dans la société soviétique par rapport aux autres formes, collectives ou privées, de la propriété capitaliste. L'Etat soviétique est en dernière analyse le propriétaire de la plus-value ou bien, comme le disait Marx à propos du capitaliste industriel, «le représentant de tous les partageants entre lesquels le butin se distribue».[30] Dans l'ensemble de la vie économique de l'Union soviétique, il n'existe pas de division classique des fonctions entre divers capitalistes, industriels, commerçants, banquiers, propriétaires fonciers, etc. Les fonctions de production, de répartition, d'utilisation et d'appropriation de la plus-value constituent pour la plupart des attributs du capital d'Etat, qui exerce le monopole absolu de la classe bourgeoise dans tous les domaines. Par conséquent, la plus-value dans la société soviétique est absorbée en premier lieu, par l'Etat social-impérialiste, qui, au nom et dans l'intérêt de la grande bourgeoisie au pouvoir, la répartit et l'utilise soit pour assurer la reproduction élargie de son potentiel économique et militaire de superpuissance, soit pour couvrir les besoins de consommation parasitaire et non productive des diverses catégories de capitalistes fonctionnaires. Ces derniers, les divers groupes de la nouvelle bourgeoisie, participent à la répartition et à l'appropriation de la plus-value en fonction du poste que chacun d'eux occupe dans la hiérarchie de l'Etat, du parti, de l'armée, de l'économie, de la science et de la culture. Regardons ce que nous disent les faits.

Le système fiscal d'exploitation, qui régit la répartition et l'utilisation de la plus-value dans la société soviétique, est axé sur le budget d'Etat, en tant que principal levier de la redistribution du revenu national au profit du grand capital monopoliste d'Etat. L'Etat social-impérialiste réalise cette redistribution à travers les canaux bien connus de la centralisation de la plus-value dans le budget. Les principaux canaux, d'après l'importance de leur poids dans les revenus du budget d'Etat, sont: les impôts sur la rotation, dont le niveau annuel de 1979 à 1982 se situait entre 88 et 110 milliards de roubles (31-37,6 pour cent des revenus du budget) le versement des profits des entreprises d'Etat, entre 84 et 95 milliards de roubles (29-33 pour cent), les impôts à la charge de la population, entre 23 et 28 milliards de roubles (8-10 pour cent)[31]. Les entreprises d'Etat versent leur profit, par ordre de priorité, sous forme de loyer du capital fixe (33 pour cent des versements), de paiement des rentes (de la terre, des mines, des eaux, selon les tarifs différenciés pour les diverses régions économiques territoriales), sous forme aussi d'intérêts bancaires des crédits (plus de 18 pour cent des versements) et des excédents de bénéfices (49 pour cent des versements annuels)[32]. En outre, le budget d'Etat accumule chaque année 14 milliards de roubles sous forme d'assurances des entreprises (5 pour cent du revenu du budget), 1-2 milliards de roubles sous forme d'impôts sur le revenu des kolkhozes et environ 70 milliards de roubles (25 pour cent) des ressources extérieures (le commerce extérieur, le profit du capital exporté, la vente d'armes, les crédits étrangers, etc.)[33] Il est évident que la partie de la plus-value versée nominalement au budget à travers les impôts prélevés sur le secteur capitaliste collectif de l'agriculture, est minime, alors que la majeure partie en est redistribuée ou accaparée à travers le système des prix de gros dans la circulation des marchandises entre les villes et les campagnes.

Ces données montrent que l'Etat social-impérialiste et l'économie soviétiques sont confrontés de plus en plus aux difficultés et aux conséquences de la militarisation forcée de la vie du pays. Il est de fait que l'Union soviétique engage à cette fin, dans le cadre ou en dehors du budget de l'Etat, plus d'un tiers du revenu national annuel, soit 150 milliards de roubles, un tiers de la production des branches clés de l'industrie lourde, un septième des ressources énergétiques, un dixième des forces de travail actives. Il n'y a point de doute que la réalisation de ces intérêts stratégiques du social-impérialisme soviétique est étroitement liée à ses plans de superpuissance pour le repartage économique et territorial du monde, que la reproduction élargie du grand capital d'Etat, la militarisation de l'économie, l'exportation des capitaux, etc., occupent une place prééminente dans le processus d'utilisation de la plus-value de la part de l'Etait de la grande bourgeoisie soviétique. C'est à cette fin que l'Etat soviétique accumule et utilise la plus-value sans nullement affecter la consommation parasitaire, toujours croissante, de la classe bourgeoise au pouvoir, et cela aux dépens du niveau de vie des masses travailleuses. Les conséquences de ce cours apparaissent dans la vie quotidienne du peuple soviétique. Les articles de première nécessité manquent sur le marché, l'inflation, le chômage, la fluctuation de la force de travail se sont aggravés, on constate une hausse déclarée et non déclarée des prix de diverses marchandises. Le secteur privé de l'économie s'est étendu, les portes ont été ouvertes au capital monopoliste étranger et l'on voit fleurir le marché noir, les abus, les pots-de-vin et les fraudes».[34]

En 1979, environ 40 pour cent de la part du profit laissée aux entreprises d'Etat sont passés au «fonds de développement de la production» destiné à financer de façon décentralisée les nouveaux investissements au titre des fonds fixes et l'augmentation du capital circulant; 43 pour cent au fonds de stimulation matérielle du personnel et 17 pour cent au fonds des mesures d'ordre socio-culturel et d'assistance[35]. L'Etat militariste soviétique, à travers le centralisme bureaucratique, contrôle des secteurs et des activités clés de l'ensemble des structures industrielles et militaires du pays, à l'entretien desquelles travaille et contribue toute l'économie soviétique. C'est dans ces conditions que se réalisent dans la société soviétique l'accumulation et l'utilisation de la plus-value, en vue de la reproduction élargie du grand capital d'Etat. Dans le même temps, il est fait appel continuellement au capital privé pour qu'il assume dans la production et le commerce des produits alimentaires, de consommation courante et dans les services, une partie de la charge que l'Etat soviétique n'est pas en mesure d'assurer.[36] L'économie soviétique, désormais dédoublée, est maintenant sujette à un processus de putréfaction dans deux directions parallèles. L'activité du capital privé s'est intensifiée et transformée en une «seconde économie, parallèle», que la presse officielle qualifie d'«économie de l'ombre».[37] Celle-ci totalise plus d'un dixième du temps de travail annuel de toute l'économie (un tiers dans l'agriculture), 8,5 millions d'hectares de terres arables, 23 millions de bovins et 29 millions d'ovins, un quart de la production agricole globale, 30 pour cent du bâtiment, 25 pour cent des revenus moyens des familles citadines et 27 pour cent de ceux des familles rurales.[38]

Examinons maintenant les formes concrètes de la répartition de la plus-value entre les membres de la nouvelle bourgeoisie à des fins de consommation parasitaire, qui entraîne et qui approfondit sans cesse la polarisation de classes dans la société soviétique, le fossé entre les bureaucrates et les gestionnaires, d'une part, et les larges masses travailleuses, de l'autre.

La réalisation absolument prioritaire des intérêts et des privilèges matériels de la nouvelle bourgeoisie aux dépens des masses travailleuses, constitue dans la société soviétique le trait fondamental de la sphère de la répartition des marchandises destinées à la consommation individuelle. Le système de rémunération et des

stimulants matériels appliqué dans ce pays capitaliste est de fond en comble un système hiérarchique et d'exploitation. La hiérarchie des privilèges et des prérogatives d'une poignée de gens établie au détriment des larges masses travailleuses, s'étend depuis les niveaux les plus élevés de l'appareil d'Etat, du parti, de l'économie et de toute la superstructure jusqu'au niveau de l'équipe d'ouvriers dans les entreprises. Si l'on agit de la sorte, c'est pour désorienter le prolétariat soviétique en corrompant les couches de l'aristocratie ouvrière. L'action illimitée du droit bourgeois du propriétaire et de l'employeur sur les journaliers ou les salariés a été institutionnalisée et érigée en système tant sur le plan des stimulants, à travers le salaire nominal, que sur le plan du mode de participation à la répartition des profits, des multiples gratifications et privilèges qui conditionnent, par conséquent, les énormes différences de revenus réels et de mode de vie des divers groupes sociaux en Union soviétique.

«Bien que l'on prétende appliquer le principe de la rémunération selon le travail, en réalité, les divers groupes de la nouvelle bourgeoisie s'approprient la plus-value créée par les ouvriers et les paysans. Cette spoliation à grande échelle est présentée comme un type de stimulant matériel visant soi-disant à encourager l'activité productive, le travail scientifique, la création artistique, etc. En vérité il s'agit là d'une exploitation typiquement capitaliste».[39]

Des sources soviétiques elles-mêmes il ressort que la hiérarchie du système des salaires nominaux, au niveau des entreprises industrielles, est conçue comme suit:[40]

Simple ouvrier	1 unité
Ouvrier moyen	1,5 unité
Chef d'équipe	2,4 unités
Chef d'atelier	plus de 3,2 unités
Ingénieur en chef	jusqu'à 7,2 unités
Directeur	jusqu'à 10,8 unités

Mais la hiérarchie des salaires, dans la société soviétique ne représente qu'une petite partie du fossé creusé entre le niveau et le mode de vie des ouvriers et ceux de la bourgeoisie révisionniste. Par suite de la hiérarchie des gratifications et des privilèges dont profitent prioritairement les éléments de la nouvelle bourgeoisie soviétique, l'inégalité sociale ne cesse de s'accentuer. Le VIII^{e} Congrès du PTA a souligné à ce propos: «La consommation parasitaire a pris des proportions d'une ampleur sans précédent. Le rapport entre les rémunérations des ouvriers et celles des administrateurs bureaucrates et technocrates de la production, calculé sur la base du salaire nominal, est de plus de 1 à 10, mais si l'on y ajoute les revenus provenant de la distribution des bénéfices et des gratifications de toutes sortes, et autres privilèges sans nombre, cet écart s'accentue encore. Ces différences dans les salaires et dans le niveau de vie sont à peu de chose près analogues à celles qui existent entre les administrateurs bourgeois et les ouvriers dans les pays occidentaux».[41]

Les faits montrent que les réformes capitalistes khrouchtchéviennes entreprises dans le domaine de la répartition ont mis en action un «système de stimulants matériels» très polarisant et fondé exclusivement sur les normes du profit capitaliste, à chaque maillon de l'économie. «L'essentiel, c'est que les gratifications de toute sorte sont tirées des profits.»[42] Dans la période 1966-1969, les fonds des stimulants matériels ont augmenté en moyenne de quatre fois dans les entreprises soviétiques.»[43]

Du point de vue de la structure sociale, le personnel de l'industrie soviétique comprend 4 pour cent d'administrateurs et 96 pour cent d'ouvriers. Quant à la répartition des fonds des stimulants matériels dans cette branche fondamentale de l'économie, les statistiques officielles indiquent que les administrateurs capitalistes de la production s'approprient 49,3 pour cent des gratifications, le reste, soit 50,7 pour cent, «étant distribué aux ouvriers»[44]. Ces faits prouvent que «la part du lion» revient aux représentants de la bourgeoisie révisionniste soviétique qui, investis du pouvoir d'Etat, sont en réalité les dirigeants effectifs de la production. Selon les statistiques susmentionnées, 1 pour cent du personnel des entreprises soviétiques, investi de fonctions d'Etat (c'est-à-dire les gestionnaires capitalistes) reçoit 12,3 pour cent des gratifications, alors que le personnel privé de ce pouvoir, comme c'est le cas du prolétariat soviétique, n'en reçoit que 0,5 pour cent, soit 25 fois moins. Il n'y a aucun doute que la grande bourgeoisie au pouvoir, tout comme la bourgeoisie occidentale, nourrit de ses «miettes» l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier.

Les sources soviétiques affirment que la majeure partie des «gratifications des ouvriers» (en moyenne 59,1 pour cent) sont distribuées à la fin de chaque année, alors que les chefs touchent leur part une fois par mois.[45] Autrement dit, ce que les révisionnistes appellent la «13^{e} mensualité» des ouvriers est en fait pour les administrateurs capitalistes de la production une «24^{e} mensualité». En ce qui concerne l'autre partie des bénéfices qui sont répartis au cours de l'année, le fossé s'approfondit encore plus. Si les chefs d'entreprise s'approprient 82,2 pour cent des «gratifications mensuelles», les ouvriers n'en touchent que 17,8 pour cent, soit 102 fois moins, compte tenu de la structure sociale du personnel de l'industrie soviétique.[46]

Mais, malgré tout, «les fonds des stimulants matériels» ne sont pas la seule ni même la principale forme d'appropriation de la plus-value dans le système de l'entreprise soviétique. La presse soviétique affirme que «dans la plupart des entreprises les fonds des stimulants matériels ne sont pas encore devenus la source essentielle de gratification du personnel, plus de 30 autres modes de récompense fonctionnant simultanément. Les soi-disant gratifications spéciales sont souvent plus élevées que les gratifications générales, prélevées sur les fonds des stimulants matériels»[47]. Cette multitude de prérogatives et de privilèges réservées à la bourgeoisie nouvelle révisionniste comprend une série infinie de bénéfices, notamment les gratifications spéciales destinées aux hauts fonctionnaires du parti et de l'Etat révisionnistes (les fameuses enveloppes bleues), les comptes courants dans les banques d'Etat qui garantissent la consommation parasitaire à une poignée de gens de l'élite dominante et «les pensions personnelles» illimitées. Bien entendu, tout cela pèse sur le dos des masses travailleuses.

Le VIII[e] Congrès du PTA a souligné que la crise actuelle représente la crise, l'échec du capitalisme monopoliste d'Etat. Elle atteste la putréfaction non seulement du système capitaliste de type classique, mais aussi de la forme de capitalisme qui domine en Union soviétique et ailleurs. Cette forme capitaliste de domination et d'exploitation des travailleurs n'a pas pu éliminer non plus les perturbations économiques, le désarroi des forces productives, la récession, la baisse du niveau de vie des masses travailleuses, l'aggravation des plaies que crée inévitablement la société bourgeoise. «Les processus de différenciation de classe couvent dans tous les pays révisionnistes. Les conflits de classe se durcissent rapidement. Et à cet égard l'Union soviétique elle-même, bien qu'elle semble le plus stable d'entre eux, ne fait pas exception. Les plaies qu'y a ouvertes la restauration du capitalisme ne peuvent être guéries que par le renversement du révisionnisme et la restauration du socialisme.»[48]

Extrait du numéro 3 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. Enver Hoxha, *Rapport au VIII[e] Congrès du PTA,* éd. fr. Tirana 1981, p. 253.

2. Voir la *Pravda* des 27.6.1969, 25.1.1970 et 4.2.1971.

3. Voir la *Pravda* du 21.11.1965.

4. Voir *Ekonomitcheskaïa Gazeta,* n° 43, 1965.

5. *Ekonomitcheskie Naouki,* n° 11, 1971, et *Voprossi Ekonomiki,* n° 4, 1974.

6. Voir *Ekonomitcheskaïa Gazeta,* n° 43, 1965.

7. Voir *Planovoïe Hoziaistvo,* n°. 7, 1967, *Voprossi Ekonomiki,* n° 6, 1970, *Ekonomitcheskaïa Gazeta,* n° 1, 1969, n° 32, 1979.

8. *Ekonomitcheskie Naouki,* n° 1, 1969.

9. Voir *Ekonomitcheskaïa Gazeta,* n° 32, 1979.

10. *Ekonomitcheskie Naouki,* n° 4, 1969.

11. Voir *Voprossi Ekonomiki,* n° 6, 1970.

12. Voir *Ekonomitcheskie Naouki,* n° 11, 1971.

13. *TASS,* Moscou, 15 septembre 1981.

14. Voir *Organizacija upravlienija promichlenih obiedinienii,* Kiev, 1980, p. 16.

15. Voir *Narodnoïe Hoziaistvo SSSR v 1979 Godu,* p. 133.

16. *Ibid.,* pp. 19, 21, 22.

17. Enver Hoxha, *Op. cit.,* p. 254.

18. Enver Hoxha, *Op. cit.,* pp. 254-255.

19. Enver Hoxha, *Rapport au VII[e] Congrès du PTA,* Editions «8 Nëntori», Tirana, 1976, éd. fr., p. 227.

20. Enver Hoxha, *Rapport au VIII[e] Congrès du PTA,* Editions «8 Nëntori», Tirana, 1981, éd. fr., p. 258.

21. Voir *Ekonomitcheskie Naouki,* n° 4, 1972.

22. *Voprossi Ekonomiki,* n° 9, 1970.

23. Voir *Sovietskoie Planirovanoie Hoziaistvo*, Moscou, 1974, p. 33.

24. Voir *Sovietskaïa Ekonomitcheskaïa Reforma: Prodvijienie i Problemi,* Moscou, 1972, p. 208.

25. *Op. cit.,* p. 204.

26. Voir *Narodnoïe Hoziaistvo SSSR v 1979 Godu,* Moscou, 1980, p. 167.

27. *Op. cit.,* p. 147.

28. *Op. cit.,* p. 535.

29. K. Marx, *Le Capital,* éd. alb., t. I, 2, p. 301.

30. K. Marx, *Le Capital,* éd. alb. t. I, 3, p. 8.

31. Voir *Narodnoïe Hoziaistvo SSSR v 1979 Godu,* p. 535 et la Pravda du 18.1.1981, p. 4.

32. *Op. cit.*

33. Voir la *Pravda* du 29.7.1979 et *Ekonomitcheskaïa Gazeta,* n° 32, 1979.

34. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* Editions «8 Nëntori» Tirana, 1981, éd. fr. p. 257.

35. *Narodnoïe Hoziaistvo SSSR v 1979 Godu,* p. 536.

36. Voir les documents du XXVI^e Congrès du parti révisionniste soviétique dans la *Pravda* du 24.2.1981 et la revue *Socializm v teori i pratiki,* de novembre 1981.

37. Voir la revue *Echo,* mars, 1980.

38. Voir l'annuaire des statistiques du Comecon, Moscou, 1979, pp. 215-216 et 261-263.

39. Enver Hoxha, *Ibid.,* p. 255.

40. D'après Sovietskoie Planirovanoie Hoziaistvo, Moscou, 1974, pp. 242-252.

41. Enver Hoxha, *Ibid.,* p. 256.

42. Voir Liberman, *Voprossi Ekonomiki,* n° 8, 1962.

43. Voir *Sovietskaia Ekonomitcheskaia Reformu: Prodvijienie, Probleme,* p. 207.

44. *Ibid.,* p. 197.

45. Voir S. Kamenicer, *Opit promichlienovo upravlenia V SSR,* Moscou, 1973, p. 127.

46. D'après *Sovietskaia Ekonomitcheskaia Reforma: Prodvijienie i Problemi,* p. 194.

47. Voir *Voprossi Ekonomiki,* n° 12, 1973.

48. Enver Hoxha, *Ibid.,* p. 263.

IV. Critique

Professeur Alfred Uçi — La crise de l'esthétique bourgeoise-révisionniste

Au VIII[e] Congrès du PTA le camarade Enver Hoxha a souligné que l'accentuation de la crise et des processus décadents de la culture bourgeoise révisionniste constitue le trait le plus important de la situation où celle-ci se trouve actuellement. Une atmosphère de crise et de décadence a aussi enveloppé les domaines de la pensée esthétique bourgeoise révisionniste et des pratiques artistiques modernistes. Rien de vraiment original ne se profile à l'horizon de la pensée théorique esthétique bourgeoise révisionniste.

Dans l'esthétique bourgeoise révisionniste contemporaine on observe toujours moins de conceptions théoriques réellement nouvelles susceptibles d'embrasser dans leur ensemble les problèmes clés de l'esthétique. L'approche de ces problèmes est surtout fragmentaire, unilatérale et superficielle, les descriptions esthétiques décousues manquent de cohérence interne et d'esprit de suite. La pauvreté de la pensée se dissimule derrière des formes paradoxales, équivoques et fluides d'expression, derrière l'empirisme et les spéculations pseudo-théoriques. On est frappé, à notre époque, par les multiples efforts des esthéticiens bourgeois et révisionnistes en vue de ressusciter de vieilles idées et théories, en les affublant d'un nouvel habit, en leur collant de nouvelles étiquettes et appellations, en les greffant de façon éclectique les unes sur les autres.

Afin d'occulter son esprit décadent, l'esthétique bourgeoise révisionniste cherche à présenter son pluralisme conceptuel comme un signe de vitalité. Il est vrai que l'esthétique bourgeoise révisionniste réussit toujours moins à s'édifier sous les traits d'un monisme théorique et méthodologique conséquent. Mais le pluralisme conceptuel de l'esthétique bourgeoise n'est pas le signe d'une «supériorité», il traduit seulement sa crise.

«Aujourd'hui, a souligné le camarade Enver Hoxha, les phénomènes de putréfaction et de dégénérescence de la culture bourgeoise deviennent toujours plus évidents. Ses «ismes», qui poussent comme des champignons, en constituent une évidente illustration. Des écoles des sous-écoles nouvelles «apparaissent tous les jours et elles rappellent les multiples sectes et hérésies nombreuses».[1] Le pluralisme de l'esthétique bourgeoise sert de masque pour donner l'impression que cette esthétique étudie soi-disant l'art et les phénomènes artistiques sous tous les aspects et de tous les points de vue possibles. En fait, ce pluralisme montre que l'esthétique bourgeoise révisionniste contemporaine n'hésite pas un instant à déformer la réalité. C'est sur cette base que surgissent et se propagent en son sein toutes sortes de conceptions et de théories esthétiques antiscientifiques.

Les interprétations erronées des divers aspects des phénomènes esthétiques et artistiques sont à l'origine de toutes sortes de doctrines de l'esthétique bourgeoise révisionniste. Le processus d'appréhension esthétique de la réalité est très compliqué, complexe et contradictoire, il comporte de multiples facettes, conditionné qu'il est par une foule de facteurs objectifs et subjectifs, naturels et sociaux, psychologiques et économiques, politiques et émotionnels, historiques, de classe et nationaux. Sous un régime réactionnaire, il se peut fort bien que certains aspects de l'appréhension esthétique du monde et de l'art, où viennent s'enchevêtrer les facettes et les facteurs susmentionnés, soient compris et expliqués d'une façon erronée, qu'ils soient partialement sous-estimés ou surestimés. Ces interprétations partiales, métaphysiques et subjectivistes du processus d'appréhension esthétique constituent, si nous nous référons à Lénine, les «parcelles de vérité» qui sont surévaluées, figées, exagérées et gonflées outre mesure au point qu'elles déforment le tableau d'ensemble, mettent les choses à l'envers et engendrent les innombrables variantes de l'esthétique bourgeoise. C'est pourquoi le pluralisme, loin d'exprimer la force et le caractère démocratique de l'esthétique bourgeoise, montre que celle-ci manque en général de critère scientifique fondamental dans l'étude des phénomènes esthétiques, de l'art et de leur évolution.

A première vue, les nombreuses doctrines bourgeoises, peuvent sembler être diverses et s'opposer les unes aux autres. Cette impression est renforcée aussi par le fait qu'elles polémiquent, parfois sur des questions importantes, mais la plupart du temps sur des questions secondaires. Il y a des cas où ces polémiques mettent en évidence les contradictions logiques, les incohérences internes, les limites et les erreurs de l'une ou de l'autre de ces doctrines. C'est ce que l'on observe, par exemple, dans les débats entre l'esthétique existentialiste et l'esthétique structuraliste, entre l'esthétique sémantique et l'esthétique phénoménaliste. Si ces polémiques s'enflamment parfois, c'est que les pays capitalistes sont soumis aux lois de la mode, de la publicité et de la concurrence. En outre, les polémiques entre esthéticiens tendent à soutenir une variante plutôt qu'une autre, afin de cacher le caractère antiscientifique de l'esthétique bourgeoise dans son ensemble, de donner l'impression que des variantes «authentiques» existent à côté des variantes «erronées», de présenter telle ou telle variante comme un aboutissement logique de discussions «libres», d'adapter l'esthétique aux circonstances, aux conjonctures et aux exigences des divers groupements sociaux de la bourgeoisie, de la petite bourgeoisie et de leurs valets. Par ses nombreuses variantes, l'esthétique bourgeoise cherche à gagner à sa cause le plus grand nombre de gens possible, des savants et des artistes, des apologistes déclarés, mais aussi des opportunistes, des anarchistes, des naïfs, des pessimistes et des conformistes. Comme l'a indiqué le camarade Enver Hoxha, la bourgeoisie tâche de mettre à profit n'importe quelle idée libérale ou conservatrice, qu'elle soit de «droite», ou de «gauche».

«L'une des caractéristiques de la diversion idéologique actuelle... souligne-t-il, est le regroupement en un seul front des principaux courants contre-révolutionnaires, depuis l'idéologie bourgeoise proprement dite de caractère manifestement anticommuniste jusqu'à l'ancien opportunisme traditionnel, en passant par les révisionnistes modernes et les courants opportunistes actuels, dits de gauche».[2] La bourgeoisie adopte une pareille attitude dans le domaine de l'esthétique également. On y distingue diverses écoles et tendances, tantôt naturalistes ou formalistes, tantôt pseudo-réalistes ou d'avant-garde, tantôt élitistes, aristocratiques et conservatrices, tantôt pseudo-démocratiques, libérales et modernistes, etc. Forte de leur soutien, la bourgeoisie répand toutes sortes d'illusions esthétiques, artistiques et idéologiques.

Le mot d'ordre du pluralisme a déjà poussé aussi des racines profondes dans l'esthétique révisionniste, y compris l'esthétique soviétique. Dans les années 1955-1966, les esthéticiens révisionnistes soviétiques visaient à faire dévier l'esthétique soviétique des positions du monisme idéologique marxiste-léniniste. Au début, ils ont échafaudé la théorie du «style unique» selon laquelle à chaque époque correspondent un style artistique et une esthétique uniques, communs à tous les artistes, indépendamment de leur appartenance de classe et de l'existence de différents régimes sociaux et de classe. Considérant tous les phénomènes esthétiques, tels que le beau, l'art et les idéaux socio-esthétiques comme des «valeurs panhumaines», les esthéticiens révisionnistes soviétiques ont ouvert au début la voie à leur réconciliation avec diverses doctrines bourgeoises pour affirmer aussi ensuite le caractère pluraliste de l'esthétique soviétique. Le pluralisme conceptuel est devenu aujourd'hui l'un des traits les plus importants de l'esthétique soviétique. On y trouve répandues des conceptions esthétiques des plus diverses, comme le structuralisme esthétique, le sémiotisme esthétique, l'obchestvénisme, le prirodnisme, le formalisme, le naturalisme, le mythologisme, l'intuitivisme, le freudisme, le néo-constructivisme, etc.

C'est sur la base de ce pluralisme que des polémiques ont lieu au sein même de l'esthétique soviétique, telles que la polémique entre l'école des obchestvéniks (de obchestvo, société) et l'école des prirodniks (de priroda, nature). L'école des obchestvéniks, autrement dit «l'école nouvelle», a soutenu le subjectivisme et le modernisme occidentaux en s'opposant ouvertement à l'esprit matérialiste de l'esthétique marxiste-léniniste. L'école des prirodniks, elle, a été fondée principalement par des esthéticiens soviétiques de la vieille génération, qui depuis longtemps, déjà, s'étaient mis en devoir de substituer aux principes de l'esthétique marxiste-léniniste, les principes de diverses doctrines esthétiques de la Russie du XIX^{e} siècle. Ces esthéticiens se faisaient une idée vulgaire, dogmatique et unilatérale de l'esthétique marxiste-léniniste. L'«école des prirodniks» a été créée à la suite de l'abandon par ces esthéticiens des positions de l'esthétique marxiste-léniniste et de leur glissement vers les positions du gnoséologisme et du sociologisme esthétiques vulgaires. Bien que les adeptes de l'«école des prirodniks» se soient posés en représentants «orthodoxes» du marxisme et du matérialisme en esthétique, leurs idées, tout comme celles propagées par «la nouvelle école» des obchestvéniks, portaient de l'eau au moulin des révisionnistes. Les conceptions esthétiques de l'«école des prirodniks» servent à l'esthétique soviétique de moyen et de base théorique pour justifier la tendance de l'art soviétique à farder, à embellir et à idéaliser la réalité soviétique, à refléter de façon naturaliste et superficiellement la vie, à passer sous silence ses conflits et ses drames en la conformant de manière pragmatiste aux exigences et aux intérêts de la bureaucratie et de la technocratie révisionnistes soviétiques.

Dans les années 1955-1956, l'esthétique révisionniste soviétique avait un caractère imitatif direct et prononcé. Certes, les esthéticiens révisionnistes soviétiques prétendaient avoir combattu le «dogmatisme» et être en train de frayer des «voies nouvelles», mais, en fait, ils ne faisaient que reprendre les anciens principes et dogmes de l'esthétique bourgeoise et du modernisme occidental. Ils fondaient leurs attaques contre l'esthétique marxiste-léniniste essentiellement sur les anciens arguments de l'esthétique moderniste bourgeoise et révisionniste, sur les calomnies qu'ils avaient empruntées à l'arsenal de l'idéologie bourgeoise et révisionniste. Il n'est que de feuilleter à ce propos «Le livre contemporain de l'esthétique. Anthologie pour les bibliothèques scientifiques», paru en russe en 1957 (et qui comprend des œuvres des principaux esthéticiens bourgeois du XX^{e} siècle), pour se rendre compte que c'est à cet ouvrage qu'ont été empruntées presque toutes les conceptions qui ont servi de fondements aux diverses variantes de l'esthétique révisionniste soviétique et qui ont été vantées comme des «nouvelles découvertes», comme une «phase du développement créateur» du marxisme.

Pendant ces dix dernières années, mais surtout actuellement, l'esthétique soviétique n'a cessé d'emprunter des conceptions à l'esthétique moderniste bourgeoise des pays occidentaux et de les imiter. Les esthètes révisionnistes ont également trouvé une justification «théorique» à cette tendance, à cet emprunt servile. A les entendre, on peut emprunter beaucoup d'idées aux esthéticiens bourgeois des pays capitalistes, car ils ont déjà rejoint les positions marxistes et soutiennent des vues identiques à celles du marxisme. Ils vont jusqu'à attribuer impudemment de telles tendances à un esthéticien comme N. Hartmann, ce représentant connu de l'esthétique idéaliste et agnostique, du phénoménalisme structuraliste. L'esthéticien révisionniste soviétique D. Zatonski dit que des esthéticiens bourgeois tels que N. Hartmann et Auerbach, «ont suivi un cours parallèle à celui de l'esthétique marxiste» et c'est pourquoi il estime qu'il est tout à fait normal de vouloir apprendre d'eux.

D'autre part, au cours de cette dernière décennie, l'esthétique révisionniste soviétique a déployé des efforts fébriles pour formuler ses propres variantes, «originales», et pour enrichir l'arsenal des arguments en leur faveur. Cette tendance est étroitement liée à la politique de superpuissance du social-impérialisme soviétique qui noue des alliances et collabore avec l'impérialisme des pays occidentaux et à la fois rivalise avec lui pour l'hégémonie mondiale.

A cet égard il est important de saisir le caractère des polémiques qu'engagent parfois les esthéticiens soviétiques contre les esthéticiens révisionnistes des autres pays. Comme l'expérience l'a démontré, les esthéticiens soviétiques ne polémiquent contre d'autres esthéticiens révisionnistes que lorsque ceux-ci manifestent des tendances antisoviétiques. C'est le cas des révisionnistes du genre de Garaudy, de Fischer ou de certains esthéticiens révisionnistes tchèques, polonais, yougoslaves et autres, quand ils ont voulu se dresser contre l'hégémonie soviétique et désobéir à la baguette du chef d'orchestre, bien qu'auparavant ils aient souvent soutenu des vues esthétiques révisionnistes. Cela s'explique par le fait que les idées propagées par ces esthéticiens sont, dans leur essence, presque identiques à celles que propage l'esthétique révisionniste soviétique. Les esthéticiens révisionnistes soviétiques traitent largement dans leurs oeuvres des thèses les plus répandues de l'esthétique révisionniste de Garaudy et de Fischer. Lorsqu'un grand nombre d'esthéticiens soviétiques se sont prononcés contre l'appel lancé par Garaudy pour un «réalisme sans rivages», ils n'ont pas pris, par là, la défense du marxisme, mais soutenu par contre la variante révisionniste soviétique de l'esthétique. Comme on le sait, le réalisme socialiste aujourd'hui en Union soviétique est interprété, comme un «système ouvert», et cette formule ne diffère en rien du «réalisme sans rivages» de Garaudy.

Considérant le réalisme socialiste comme un «système ouvert», les esthéticiens soviétiques actuels, dans le sillage de Garaudy, donnent à ce réalisme un sens si «large» et si vague qu'on pourrait faire tenir dans son cadre toutes sortes de variantes anciennes et nouvelles de l'art moderniste décadent.

Les différentes variantes de l'esthétique bourgeoise révisionniste, indépendamment de son caractère pluraliste, se rejoignent non seulement par l'identité de leurs objectifs de classe, mais encore par leur seule et même base philosophique, théorique et méthodologique. C'est l'idéalisme qui est le fondement de toutes les théories esthétiques bourgeoises et révisionnistes, de la conception du monde et des idéaux esthétiques des artistes modernistes. «Elles n'en ont pas moins, souligne le camarade Enver Hoxha, une base philosophique commune, qui est l'idéalisme, avec ses subtilités infinies. C'est là aussi l'essence des courants qui, à première vue, apparaissent comme des protestations de gauche, radicales, contre la société officielle bourgeoise, contre sa culture et sa morale».[3]

Les esthéticiens bourgeois tirent leurs arguments théoriques, esthétiques et philosophiques des divers courants de la philosophie idéaliste. Ils recourent à l'idéalisme subjectif et y cherchent des arguments philosophiques à l'appui du modernisme. Ils soutiennent l'idée que le «flux», le «torrent» des sensations et du vécu subjectif de l'homme est l'unique objet de l'art. L'idéalisme subjectif prétend que l'homme n'est en contact qu'avec sa propre expérience, qu'il n'est conscient que de cette expérience, de ses éléments, de son vécu et de ses perceptions, qu'il doit rejeter tout ce qui leur est étranger, faute de quoi, il lui faudrait admettre qu'il existe, au-delà de son expérience, quelque chose qu'il ne peut pas connaître. Pour la philosophie de l'idéalisme subjectif, il n'y a que le moi et rien d'autre. Se fondant sur cette thèse idéaliste qui nie l'existence objective du monde matériel, de nombreux esthéticiens modernistes considèrent l'art comme un moyen d'«auto-expression» de l'artiste, en ignorant totalement le monde extérieur.

Les esthéticiens bourgeois déclarent que tous les phénomènes esthétiques sont le produit de la conscience subjective de l'homme. Partant du fait que le processus d'appréhension esthétique de la réalité dépend de l'homme, du sujet, qui le conditionne, que sans l'homme ce processus serait irréalisable, les esthéticiens idéalistes bourgeois nient le caractère objectif de tout phénomène esthétique, ils nient l'existence du beau dans la réalité objective et considèrent tous les phénomènes esthétiques comme de pures inventions subjectives de l'imagination de l'homme. C'est là un raisonnement idéaliste erroné. «Peut-il y avoir des phénomènes esthétiques différents?» et «Qui connaît, goûte et appréhende sur le plan esthétique ces phénomènes?» sont deux problèmes différents que les esthéticiens modernistes confondent intentionnellement. Ce faisant, ces esthéticiens idéalistes rejettent l'idée que les phénomènes esthétiques existent en dehors du vécu de l'homme, de sa contemplation esthétique et de l'appréciation qu'il en fait. Mais c'est là une conclusion antiscientifique et idéaliste dont le but est de nier que l'art dépend de la réalité et de la vie, de justifier les créations monstrueuses des artistes modernistes.

Nous donnerons un autre exemple pour illustrer comment on monte de toutes pièces des arguments théoriques en faveur de l'esthétique idéaliste. Nombre d'esthéticiens idéalistes invoquent le fait que l'art n'est pas une simple imitation, une reproduction mécanique de la réalité, que toute oeuvre artistique proprement dite à un caractère créateur; mais à partir de là, ils aboutissent à la conclusion que l'art est toujours la création de quelque chose. Par conséquent, il nous faudrait considérer aussi comme de pures oeuvres d'art, de la même valeur que les chefs-d'oeuvre de la peinture classique, ou réaliste, les toiles abstraites, qui comportent cet attribut (car elles sont aussi

des créations). Mais, en fait, ce raisonnement est spécieux, c'est un subterfuge des esthéticiens idéalistes, car, si l'on accepte qu'il y a dans l'art un début créateur, cela ne veut nullement dire que ce début, et lui seul, est le point focal de l'art. L'art est d'une nature plus complexe, il n'est pas seulement une création, mais aussi un reflet, une connaissance, une appréciation et un vécu émotionnel de la réalité esthétique. Si l'on réduisait l'art au seul acte créateur, on ne devrait pas le distinguer de toute chose créée, et nous devrions donner l'appellation d'art à bien des créations affreuses des artistes modernistes, qui n'ont rien à voir avec l'art.

La conception philosophique agnostique et positiviste suivant laquelle la connaissance n'est qu'une constatation de faits qui se réduit à la seule expérience empirique de nos sens, a stimulé directement dans l'art bourgeois des XIX^{e} et XX^{e} siècles des tendances naturalistes, qui renoncent à la synthèse artistique, qui réduisent le rôle de l'art à un simple enregistreur destiné à inventorier les données de l'«expérience» et de ses «éléments». Le mode de pensée positiviste a influé et influe considérablement sur l'attitude unilatérale d'un grand nombre de modernistes, qui ne demandent à l'art que de fixer les impressions subjectives de la conscience, détachées et indépendantes de la réalité.

Sous l'influence des diverses variantes de la philosophie bourgeoise de l'idéalisme subjectif, la littérature et l'art décadents bourgeois et révisionnistes sont dominés par un psychologisme unilatéral, morbide, qui oriente la connaissance artistique vers l'analyse microscopique de la conscience, l'égarant dans des fouilles sans fin des replis les plus ténébreux de la conscience de l'homme déséquilibré, malade, dans le labyrinthe des détails vagues, fluides, inconstants d'un état d'âme individuel, qui estompe les caractères dans leur ensemble.

L'esthétique freudienne est venue appuyer toutes les expériences psychanalytiques de l'art décadent bourgeois, qui a émoussé les différences entre les valeurs positives et les valeurs négatives, entre le biologique et le social. Cette esthétique pousse l'art décadent à considérer le laid comme une loi naturelle et éternelle de la vie et à porter son attention sur la description des perversités les plus odieuses, des passions et des instincts bestiaux, des déformations psychiques et de la pathologie sociale.

Le néo-thomisme esthétique, l'une des formes les plus courantes de l'idéalisme objectif de notre époque, ne cesse d'inventer toutes sortes d'arguments pour justifier les variantes spiritualistes du modernisme. Il relie les interprétations mystiques de l'art moderniste aux anciennes théories esthétiques du temps du platonisme et du moyen-âge.

Le subjectivisme, le scepticisme, le relativisme sont des traits essentiels de l'esthétique bourgeoise contemporaine. Nier tout contenu objectif des connaissances et des représentations chez l'homme, affirmer que les connaissances sont des symboles et des signes conventionnels dépourvus de signification, nier la vérité objective et le lien rattachant la conscience à la réalité objective, porter à l'absolu les difficultés surgissant au cours du processus de la connaissance, admettre qu'il existe dans le monde un fonds spirituel mystérieux et d'autres sornettes de ce genre, voilà de quoi regorgent actuellement les théories esthétiques bourgeoises.

L'idéalisme est devenu la principale base théorique et méthodologique des doctrines de l'esthétique révisionniste actuelle. Il n'est que de rappeler à ce sujet l'«école des obchestvéniks» qui prédomine aujourd'hui dans l'esthétique soviétique. Ses représentants, dans leurs oeuvres, s'attaquent à l'interprétation matérialiste des phénomènes esthétiques et des rapports esthétiques que l'homme entretient avec la réalité. Ils demandent que l'esthétique rejette les points de vue matérialistes, qu'elle nie le caractère objectif des phénomènes esthétiques de la réalité et cesse de considérer celle-ci comme la première source du contenu de la conscience esthétique.

La «nouvelle école» de l'esthétique soviétique essaie de justifier sa déviation par rapport aux positions du matérialisme dans l'esthétique et son passage aux positions du subjectivisme idéaliste en confondant, de manière sophistique, le problème de l'existence objective des phénomènes esthétiques avec le problème du caractère actif de l'appréhension spirituelle de la réalité par le sujet, et du rôle décisif de la pratique sociale des hommes au cours de ce processus. «L'objet esthétique, écrit Vanslov, un des adeptes de cette école, est un objet dont la spécificité sensorielle exprime nécessairement un contenu social créé par la société». Des raisonnements de ce genre, dont regorgent les oeuvres des esthéticiens soviétiques obchestvéniks, témoignent que l'évocation du «rôle actif du sujet esthétique» tend à nier l'existence des phénomènes esthétiques en dehors de la conscience humaine et indépendamment d'elle, le caractère second de la conscience esthétique et de l'art par rapport à la réalité objective esthétique, naturelle et sociale.

Il n'est pas difficile de se rendre compte que l'idéalisme est un des facteurs qui aggravent la crise et renforcent l'esprit décadent de l'esthétique bourgeoise et révisionniste contemporaine du fait même qu'il en constitue la base théorique et méthodologique.

Les diverses variantes de l'esthétique bourgeoise et révisionniste actuelle oscillent entre les deux extrêmes. L'esthétique bourgeoise et révisionniste apporte à toute question, si importante soit-elle, une solution extrême, elle en donne une explication unilatérale.

Dans cette esthétique, une large place revient aux doctrines empiriques, contraires à toute interprétation théorique et méthodologique de l'art, qui, niant l'existence de l'esthétique en tant que science théorique, l'orientent dans la voie de sa transformation en une discipline purement descriptive, qui ne fait que constater les «faits artistiques» et étudier les phénomènes esthétiques concrets et particuliers. L'empirisme empêche l'esthétique de découvrir les lois de l'appréhension artistique, d'apprécier justement les principales tendances de développement de la culture artistique, de procéder à des synthèses théoriques et méthodologiques des problèmes de l'art et des phénomènes esthétiques. Il ouvre ainsi la voie à l'agnosticisme esthétique. Quoi qu'il en soit, face au déclin de l'empirisme et conscients de ne pouvoir redorer son blason, bon nombre d'esthéticiens bourgeois se sont vus contraints d'inventer quelque doctrine aux prétentions théoriques. Mais, loin d'avoir un caractère scientifique, ces thèses étant idéalistes et métaphysiques, énoncent des principes contraires aux faits et aux tendances de développement de la culture artistique, elles demeurent schématiques, formelles et arbitraires.

Tout un courant de l'esthétique bourgeoise et révisionniste propage et soutient le formalisme en détachant la forme des oeuvres d'art de leur contenu, en rattachant les valeurs esthétiques de ces oeuvres à leur seule forme, ou bien en en surestimant la forme et sous-estimant le contenu. Les nouvelles doctrines esthétiques formalistes, bien qu'elles utilisent quelque nouveau argument, poursuivent, quant au fond, la ligne de l'ancien formalisme. De cette façon, l'esthétique moderniste formaliste spécule sur la notion d'«expérience esthétique» qu'elle considère comme «repliée sur elle-même», «tournée vers elle-même», «immanente», indépendante du monde extérieur et capable de créer elle-même l'«objet» esthétique. Le terme d'«objet» est propre à l'esthétique moderniste, mais, dans l'esprit de l'idéalisme objectif, il s'identifie à un ensemble de sensations et d'émotions subjectives dépourvues de tout contenu objectif. C'est donc l'«expérience esthétique» qui engendrerait elle-même «l'objet» de sa contemplation sous l'impulsion du subconscient ou des instincts. Soucieuse de détacher l'art de la réalité, l'esthétique moderniste formaliste n'hésite pas à s'identifier à l'esthétique freudienne, qui se prétend une doctrine «originale» pour n'avoir pas existé au XIX^{e} siècle. En fait, par cette alliance, le formalisme et le freudisme tendent au même but que la théorie de «l'art pour l'art»: isoler l'art de la vie, pousser à l'indifférentisme social, nier le caractère objectif des phénomènes esthétiques de la réalité et du contenu objectif de l'art, identifier le beau aux formes «pures».

Sur le plan théorique, l'esthétique formaliste soutient et encourage les tendances régressives du modernisme dans chaque domaine de l'art. Il en va ainsi en particulier de ses variantes formalistes comme le cubisme et l'art abstrait. Elle est en même temps la synthèse de ces pratiques artistiques formalistes. Le formalisme oriente les artistes vers des expériences formalistes, vides de sens et stériles, vers l'appauvrissement du contenu idéel qui entraîne l'appauvrissement de la forme. En détachant l'art de la vie, il l'isole en fait du facteur déterminant de la création de la forme, il l'appauvrit et le rend stérile sur le plan formel également. Par ses théories formalistes, la bourgeoisie cherche à maintenir l'art à l'écart des conflits et des drames sociaux, pour qu'il ne reflète pas les plaies et la putréfaction du régime bourgeois, la lutte des forces progressistes et révolutionnaires contre ce régime. Dans l'un des congrès internationaux tenus récemment sur les problèmes de l'esthétique, l'esthéticien américain Monroe a souligné qu'il est plus important pour l'art de rendre une combinaison de couleurs que la vie des pauvres».

Au courant formaliste de l'esthétique bourgeoise révisionniste fait pendant un autre courant extrémiste, le courant naturaliste. Les conceptions esthétiques ultra-naturalistes occupent actuellement une place importante dans l'esthétique bourgeoise. La bourgeoisie soutient le naturalisme comme une alternative offerte aux artistes qui s'opposent au formalisme. De prime abord, le naturalisme diffère du formalisme, mais il détourne l'art de la voie des lois objectives de l'appréhension esthétique de la réalité, le poussant à un subjectivisme extrême. Afin de discréditer le réalisme, l'esthétique naturaliste le juge une méthode «limitée dans la quête du vrai». Le naturalisme combat le réalisme du «dedans» en l'accusant de «subjectivisme», de s'être écarté de la «vérité totale»(!) Il considère comme une limite du réalisme l'interprétation et l'appréciation que celui-ci fait du matériau vital. Selon les naturalistes, l'art doit reproduire la vie sans en faire aucun commentaire ni interprétation, d'un regard froid. L'esthétique naturaliste exige que, loin de refléter des caractères typiques dans des circonstances typiques, l'art ne s'occupe que de la description des détails, des côtés fortuits, absurdes et superficiels de la vie afin de présenter l'homme comme une simple être biologique. Dépeindre la vie «sans subjectivisme» et avec une «objectivité scientifique» est un slogan que la bourgeoisie utilise pour propager parmi les artistes et les écrivains l'idée de la possibilité d'adopter en art une position idéologique non-engagée, de sa désidéologisation. S'ils adoptaient l'«objectivité» et l'«impartialité» réclamées par le naturalisme, les artistes seraient amenés à traiter dans leurs oeuvres les seuls aspects secondaires et les traits particuliers des objets et des phénomènes de la vie. Au lieu de l'amener à découvrir les liens étroits des types sociaux avec la vie et les circonstances sociales, le naturalisme incite l'art à s'adonner au jeu des sensations et des impressions du moment (c'est la tendance naturaliste de l'impressionnisme), à plonger dans le «flux psychique», à fixer les processus psycho-physiologiques du subconscient, les réflexes aux stimulations naturelles les plus insignifiantes, aux couleurs et aux lumières. C'est-là un des aspects de la manifestation du subjectivisme dans l'art naturaliste. Les variantes naturalistes de l'alittérature, de l'expressionnisme, du surréalisme et de l'hyperréalisme moderniste en sont un

clair exemple. De cette façon, l'esthétique naturaliste fixe l'art à l'extrême opposé des lois de l'appréhension esthétique de la réalité, l'éloigné de l'authenticité artistique.

Un autre aspect du cadre de l'esthétique bourgeoise révisionniste, c'est l'irrationalisme de sa vision du monde. Traitant de l'esthétique et de l'art modernistes, le camarade Enver Hoxha dit: «Dans cet irrationalisme littéraire et artistique sans bornes, la bourgeoisie emploie des formes et des moyens des plus divers, des «talents» de cette pensée irrationnelle capables, par leur plume et d'autres procédés, de présenter les choses de façon à tromper le plus de gens possible et à faire de la littérature et des arts un moyen de contamination des esprits, totale ou partielle, sans jamais oublier son but final qui est de corrompre les consciences et de désorienter les masses».[4] Nombre d'esthéticiens bourgeois et révisionnistes soutiennent depuis des siècles que l'art s'est épuisé à refléter la pensée et le vrai, qui en dénaturent soi-disant l'essence, et que, pour reconquérir sa valeur esthétique propre, il doit s'affranchir de la pensée, du rationnel, de la logique, et devenir irrationnel. L'«affranchissement» de l'art du rationnel est considéré par l'esthétique bourgeoise révisionniste comme une voie de salut pour les artistes, qui subordonnent ainsi l'acte créateur à l'influence d'une force naturelle, de l'instinct, pour lui ôter tout caractère idéologique. C'est pour cette raison qu'ils soutiennent le primitivisme, l'enfance de l'art, car selon eux, l'homme primitif, les enfants, sont moins socialisés, ils sont allégés des «super-strats» des préjugés sociaux et idéologiques. L'esthétique bourgeoise présente ses idoles comme des enfants qui regardent le monde et le reflètent dans leurs oeuvres avec naïveté, avec une sincérité et une pureté propres à l'enfant, sans engagements idéologiques.

L'aspect irrationaliste de l'esthétique bourgeoise révisionniste s'accompagne d'un autre courant extrémiste, le courant rationaliste, pseudo-optimiste, qui prétend faire de l'activité esthétique un moyen de reconstruire la société en l'asseyant sur des bases rationnelles, de la transformer en remettant, à travers l'art et suivant un «programme» défini, de l'«ordre» dans la vie sociale, afin de freiner le chaos, les crises, les secousses et les contradictions sociales, en «perfectionnant» et en «renouvelant» le capitalisme sur des bases «rationnelles» et «scientifiques». Ainsi, par exemple, la prétendue esthétique de l'art électronique prétend être un moyen d'établir dans l'art et dans la vie même un ordre et une harmonie «absolus», «mathématiques». Nombre d'esthéticiens considèrent l'art comme le seul domaine où l'homme est à l'abri de l'action des forces chaotiques du dehors, où l'on peut inventer quelque chose de durable, d'harmonieux et d'ordonné, où la force créatrice de la raison humaine peut enfin triompher. Influencé par des idées de l'esthétique bourgeoise, certains représentants du constructivisme ont lancé le mot d'ordre «la révolution ou l'architecture», selon lequel, on pourrait, en faisant appel à l'architecture et sans révolution, maîtriser le chaos, trouver une issue à la crise de l'organisation capitaliste, résoudre les contradictions de l'ordre du régime d'exploitation et guérir ses plaies. Ces idées sont soutenues actuellement par les variantes modernistes du design et de l'esthétique dite du réaménagement de l'environnement. Elles n'ont été et ne sont qu'une illusion réactionnaire. L'utopisme esthétique rationaliste joue un rôle réactionnaire en ce qu'il soutient la thèse selon laquelle, au lieu de transformer la réalité par la révolution, on ne peut apporter des changements que dans le domaine de l'art et grâce à son seul concours. L'utopisme esthétique, même quand il se présente sous des étiquettes rationalistes et scientifiques, atteste l'impuissance des artistes modernistes, qui considèrent l'art comme un refuge pour échapper à la réalité où règnent, toujours selon eux, des forces irrationnelles qui aliènent l'homme. Ce n'est pas par hasard que l'esthétique révisionniste soutient toujours plus les doctrines esthétiques rationalistes. Celles-ci répandent des illusions réformistes, pacifistes et un optimisme rosé, font des prévisions futuristes fantastiques et propagent des utopies socio-politiques en offrant une image irréelle de l'avenir de l'humanité, pour dissimuler l'aggravation de la crise et des plaies du régime bourgeois-révisionniste actuel.

Le courant mythologiste et le courant «critique et scientifique» sont deux autres courants extrémistes de l'esthétique bourgeoise révisionniste. La bourgeoisie réactionnaire a intérêt à voir mystifier la réalité, assombrir les vraies perspectives de l'histoire humaine et répandre des idées fausses sur le sens de la vie. C'est pour cette raison que dans l'esthétique bourgeoise contemporaine l'école qui soutient le mythologisme et investit l'art de fonctions mythologiques, mystificatrices, est devenue très influente. Les esthéticiens révisionnistes également s'empressent d'embrasser les idées de mythologues bourgeois en considérant l'activité mythologique comme un attribut éternel de l'homme et en l'identifiant à l'acte créateur de l'artiste. Ainsi, par exemple, Meletinski, un des principaux mythologues soviétiques, après avoir pris la défense des théories des idéologues bourgeois, écrit qu'au XX^{e} siècle «le mythe est apparu non seulement comme une source génétique du développement de la pensée artistique, mais aussi, dans une certaine mesure, comme son modèle éternel et son élément essentiel.»

On peut faire assumer à l'art des fonctions mythologiques de diverses manières. Les variantes mythologistes de l'esthétique bourgeoise encouragent, dans l'art, une plus large utilisation de la pensée mythologique, des figures et des motifs de la mythologie antique. L'emploi par le modernisme de sujets et de symboles mythologiques est un moyen de détacher l'art des problèmes, des préoccupations et des contradictions de notre temps, de le centrer sur quelques questions «éternelles», «panhumaines» qui soi-disant prennent et ne peuvent prendre corps, exclusivement ou du moins essentiellement, que dans la mythologie. Nombre d'esthéticiens modernistes, pour

éviter une confrontation de leur création avec la réalité contemporaine, se lancent à la recherche de certaines origines «éternelles» et «invariables» qui font mouvoir, selon eux, d'une façon mystérieuse, tant la vie quotidienne des gens que les événements historiques. C'est pour cette raison que les artistes modernistes donnent pour toile de fond aux événements une époque mythologique qui s'oppose à l'époque historique et aux milieux sociaux concrets et définis.

Les modernistes sont attirés par les éléments de la symbolique archaïque, préhistorique, les éléments magiques, mystiques, rituels, alogiques et impulsifs de la mythologie antique, et ils les apprécient beaucoup, ils s'accrochent à tout ce qui est mythologique et épouse leur propre conception pessimiste, mystique et irrationnelle du monde, qui détourne l'homme contemporain de la conception scientifique du monde, le plongeant dans les anciens préjugés et conceptions de l'homme primitif. Les modernistes empruntent souvent leurs figures aux motifs mythologiques et les manipulent en altérant souvent leur signification originelle, ils déforment et interprètent d'une manière arbitraire les mythes primitifs et classiques en les subordonnant aux objectifs et au contenu de leur conception du monde idéaliste et antiscientifique. P. West, critique bourgeois occidental, éclaire bien le but de l'esthétique mythologique lorsqu'il écrit: «Que cherche la critique mythologique? C'est une sorte de pierre philosophale à l'aide de laquelle on peut transformer tous les conflits en mythes d'or».

Un exemple significatif de la forme mythologique de l'art bourgeois révisionniste est l'«art massif standard» ou le «kitch art» qui constitue une véritable industrie de mythes et d'illusions. Ce genre d'art est un des principaux moyens idéologiques dont dispose la bourgeoisie pour conditionner les esprits, pour détourner leur attention des plaies sociales en les plongeant dans un monde illusoire et en leur offrant un faux bonheur. «C'est précisément cette culture, souligne le camarade Enver Hoxha, couverte d'un vernis apparent, accompagnée d'une publicité bruyante, traitée de la manière la plus commerciale et soutenue et financée par la bourgeoisie, qui inonde les écrans de cinéma et de télévision, les revues, les journaux et la radio, tous les moyens d'information et de propagande de masse. Son but est de transformer l'homme simple en un consommateur passif des idées empoisonnées bourgeoises, de faire de cette consommation une nécessité et une habitude.»[5]

Actuellement, l'esthétique bourgeoise révisionniste a toujours plus tendance à s'écarter de tout fondement éthique et artistique. Ce phénomène régressif est justifié par les spéculations sur les données scientifiques, notamment sur celles fournies par les sciences naturelles et techniques. Nombreuses sont aujourd'hui les variantes de l'esthétique bourgeoise qui loin de chercher leurs sources théoriques dans la sphère de l'art, les cherchent dans d'autres domaines et, en particulier, dans les sciences techniques et naturelles de notre temps. Cette tendance n'est pas fortuite, elle s'explique par le fait que l'esthétique bourgeoise dédaigne toujours plus les lois de l'appréhension esthétique de la réalité, la spécificité des valeurs esthétiques de l'art, en supprimant toute différence entre l'art et l'anti-art. C'est pour cela que l'esthétique bourgeoise ne cherche pas à poser et à résoudre ses problèmes spécifiques sur la base de l'expérience esthétique, mais en spéculant sur les données des domaines extra-artistiques. Maintenant que de nombreuses spéculations dans les domaines de l'art et de l'expérience esthétique ont perdu de leur valeur, les esthéticiens modernistes ont tourné leurs regards vers les sciences naturelles et techniques et essaient de spéculer sur leurs données. Certes, il ne s'agit pas ici d'utiliser sur le plan esthétique les résultats obtenus par les sciences modernes. L'esthétique marxiste-léniniste le fait déjà fort bien. Il s'agit donc plutôt de spéculations faites consciemment sur les données des sciences modernes, qui, non seulement rendent l'esthétique parasitaire, mais l'éloignent aussi de l'expérience esthétique et artistique.

Cette tendance est entièrement confirmée par l'expérience de l'esthétique moderniste bourgeoise révisionniste. Depuis le début du XX^{e} siècle, des efforts ont été faits pour justifier les variantes du modernisme, comme le cubisme, le futurisme et le constructivisme, au nom des «sciences modernes», de la théorie de la relativité, de la mécanique quantique, etc. En fait, il n'y a jamais eu entre elles de lien direct, si peu important qu'il fût. Les déformations géométriques que le cubisme a apportées en peinture, les principes du simultanéisme et du futurisme, n'avaient rien à voir avec les principes nouvellement affirmés par la théorie de la relativité et les sciences modernes. Ils ne faisaient que montrer que l'art bourgeois avait abandonné les lois objectives de l'appréhension esthétique de la réalité.

Néanmoins, l'esthétique bourgeoise révisionniste continue de spéculer sur les données des sciences naturelles et techniques. Les spéculations sur la théorie des systèmes, la cybernétique, l'informatique, les mathématiques statistiques, etc., offrent aujourd'hui, un exemple significatif à cet égard. En déviant de la voie de l'expérience esthétique, l'esthétique bourgeoise révisionniste a hâte de se restructurer sur les fondements des sciences nouvelles. Après l'apparition de la théorie des systèmes, de la cybernétique, de la théorie de l'informatique, de la théorie des signes, ont surgi l'une après l'autre Inesthétique structuraliste», l'«esthétique cybernétique», l'«esthétique informatique» et l'«esthétique sémiotique». Cette tendance, vantée comme un «mérite» de l'esthétique moderniste, est en fait une expression de l'aggravation de sa crise, qui montre que l'esthétique bourgeoise, n'étant plus capable d'affirmer son indépendance en tant que théorie esthétique à part, se transforme en un appendice parasitaire des autres sciences. Un des tenants de l'utilisation des méthodes mathématiques en esthétique déclare avoir abouti à la conclusion suivante: le personnage qui apparaît le plus souvent sur la scène

appartient au plus haut rang de la hiérarchie des héros d'une oeuvre dramatique et se présente comme le porteur de ses idées principales. En réalité, cette utilisation des méthodes des mathématiques statistiques ne met en évidence que la superficialité et le formalisme de la démarche ainsi entreprise. La place des personnages dans une oeuvre peut être essentiellement et mieux définie autrement qu'en recourant à des méthodes statistiques de ce genre. Cet exemple rappelle le mot d'Einstein selon lequel pour calculer combien font deux et deux il n'est pas besoin d'utiliser une calculatrice, de même que, si nous voulons déterminer la vitesse à laquelle se déplace un piéton ou une automobile, point n'est besoin de recourir à la théorie de la relativité applicable aux très grandes vitesses, comme celle de la lumière. C'est de la même manière que l'esthétique structuraliste spécule sur la notion de «structure» en lui attribuant un caractère idéaliste et formaliste. Selon cette théorie, la structure est indépendante de la réalité objective, par conséquent, dans le domaine de l'art, les esthéticiens structuralistes la considèrent comme un ensemble de moyens propres à l'organisation du langage artistique ou d'éléments sémiotiques, qui donnent à l'oeuvre d'art un sens interne, conventionnel, indépendant de la réalité. Dans ce cas-là, on passe d'une interprétation idéaliste de la structure à la défense de l'ancienne idée de l'«indépendance», de l'«autonomie» de l'art vis-à-vis de la réalité.

Le courant «techniciste» de l'esthétique bourgeoise révisionniste est, dans son essence, une forme alambiquée de mystification des rapports entre l'art et l'évolution technique et scientifique, dont il fournit une explication unilatérale et nécessairement fausse. Les variantes technicistes de l'esthétique bourgeoise révisionniste oscillent entre le courant qui déclare que l'art, d'une part, et la technique et la science, de l'autre, sont irréconciliables, et l'autre courant extrême qui les identifie en ne faisant aucune différence entre eux. L'esthétique du technicisme présente sous un faux jour le rôle de la technique et du progrès contemporains dans l'art, déforme le progrès et les lois objectives de la création artistique, stimule et défend les modèles technicistes de l'art moderniste. Elle est appelée à dissimuler les véritables raisons de l'art moderniste décadent en général, et de son courant techniciste en particulier, en les présentant comme le fruit du progrès technique et scientifique et des moyens de communication modernes. En déformant le sens des nouvelles données de la science et de la technique, les adeptes de l'esthétique techniciste cherchent à présenter l'homme comme étant aliéné par la technique, dépourvu d'un univers spirituel, comme un simple appendice des machines, comme un objet sans âme, comme un ensemble monté de pièces mécaniques.

Ces deux courants extrêmes empêchent l'esthétique bourgeoise révisionniste de comprendre et d'interpréter scientifiquement les problèmes de l'esthétique et de l'art. Aussi pouvons-nous considérer le modernisme comme un ensemble de conceptions, de théories esthétiques et de pratiques artistiques élaborées en tant que déviations et écarts extrêmes par rapport aux lois objectives de l'appréhension esthétique de la réalité, de la création artistique.

L'un des traits les plus essentiels de l'esthétique bourgeoise révisionniste est l'antiréalisme. L'esthétique bourgeoise s'est spécialisée dans l'invention de toutes sortes d'arguments fallacieux pour discréditer le réalisme et prendre la défense du modernisme. De façon générale, dans sa lutte contre le réalisme, elle part de deux points de vues opposés, mais tous deux antiréalistes, l'esthétique formaliste et l'esthétique naturaliste.

Une partie des esthéticiens bourgeois et révisionnistes cherchent à jeter le discrédit sur le réalisme en l'identifiant à une «simple imitation», à un «inventaire photographique» du monde, à une «représentation figurative superficielle» des objets. En réalité, quiconque connaît tant soit peu l'histoire du réalisme ne peut pas ne pas comprendre qu'il s'agit ici d'un sophisme banal, car on attribue là au réalisme les limitations et les défauts du naturalisme. Par ses recherches et les résultats obtenus, le réalisme n'a pas cherché à faire un «inventaire du monde» ni à offrir une «reproduction figurative de la réalité». En tant que reflet de la réalité, l'art en est en même temps une appréciation et une synthèse. La représentation de la réalité dans l'art est un processus actif et complexe qui se reflète dans l'activité créatrice de l'artiste tendant à accumuler les faits de la vie, à en faire un choix, puis une synthèse, à apprécier le matériau vital à partir, entre autres, de positions politiques, morales et esthétiques déterminées. L'artiste doit saisir le sens des choses, les interpréter et exprimer son attitude émotionnelle à leur égard. En tant que processus, la création artistique passe par la pensée, la conception du monde, le sentiment, l'imagination, le goût, le talent et la maîtrise du peintre. Le travail créateur de tout artiste réaliste a donc toujours eu ce caractère complexe.

Les représentants de l'esthétique formaliste critiquent la littérature réaliste en l'accusant de «subjectivisme». Ils collent l'étiquette de «subjectivisme» à la littérature réaliste pour ses capacités d'apprécier et d'interpréter le matériau vital, d'en faire la synthèse à partir des positions d'une conception progressiste du monde, pour la vitalité avec laquelle elle pénètre l'essence des phénomènes de la réalité, le monde intérieur et la psychologie de l'homme. Mais par quelle voie cherchent-ils à sauver la littérature de ce «subjectivisme»? D'après Robbe-Grillet, un des principaux tenants de l'esthétique formaliste, on peut y aboutir seulement si la littérature décrit les objets avec une «objectivité absolue» en évitant toute intervention de l'auteur, en exposant les faits de manière à ce qu'ils ne signifient rien d'autre, qu'ils ne disent aux lecteurs rien de plus que ce qu'ils sont. L'écrivain ne doit décrire que des assiettes, des pierres, des chaises, des fenêtres, de la ferraille, des mouvements de mains, de

pieds, de doigts, etc., il ne doit faire que des descriptions détaillées extérieures de poids, de forme, d'odeur, de matière, etc.

Il n'est pas difficile de se rendre compte que l'application d'une telle plate-forme conceptuelle et artistique aurait mené à la dégénérescence et à la liquidation de la littérature en tant qu'art d'un grand pouvoir de représentation des vastes tableaux de la vie. Quelle que soit la forme qu'elle revêt, la littérature est une appréhension spirituelle du monde au même titre que la plus simple description des faits. Les écrivains réalistes ont dépeint ce qui est vrai dans la vie, car ils ont pénétré l'essence des phénomènes et des événements, découvert leur sens objectif. A travers les détails, les écrivains réalistes ont saisi un tout, ils ont brossé des tableaux complets de la diversité de la vie, ils ont décrit des phénomènes et des circonstances typiques. L'art réaliste n'a cessé de procurer aux lecteurs une grande satisfaction esthétique, parce qu'il a reflété les objets et les phénomènes sous l'angle de leurs qualités esthétiques, et qu'il a fait ressortir les aspects expressifs et émouvants des objets, des phénomènes et des actions.

L'art réaliste offre aussi un autre avantage. Il a toujours eu au centre de son attention l'homme et le monde l'a intéressé pour autant que l'homme y est présent, c'est-à-dire que cet art voit le monde surtout comme une toile de fond où l'homme vit, souffre, travaille, combat, connaît la joie et la peine. Les artistes réalistes se sont toujours employés à représenter les objets aussi en partant de points de vues qui les aident à refléter le monde humain, les sentiments et les idées de l'homme.

L'esthétique bourgeoise révisionniste combat le réalisme à partir également des positions du naturalisme mauviste, c'est-à-dire qui attribue une valeur esthétique au laid. En général, l'esthétique classique plaçait le beau au centre du système de ses catégories et à la base du contenu de l'idéal esthétique. Mais au cours du XX^{e} siècle on a vu apparaître des conceptions esthétiques décadentes selon lesquelles le laid a la même valeur que le beau, cherchant ainsi à mettre le laid à la base de l'idéal esthétique. Ce sont précisément ces idées qui sont devenues l'appui et la source de la dite esthétique du laid, l'esthétique mauviste, spécialisée dans le dénigrement du beau, et cela, afin d'attribuer une valeur esthétique au laid. Elle cherche à estomper toute différence essentielle entre les valeurs et les antivaleurs, entre le beau et le laid, qu'elle identifie entièrement sur le plan esthétique.

A l'instigation de l'esthétique mauviste, le laid, le dégradant, en tant que produits d'une société bourgeoise dégénérée, se sont répandus dans l'art bourgeois du XX^{e} siècle pour devenir un de ses sujets préférés.

Le camarade Enver Hoxha souligne que «sous le couvert d'un art qui ne connaît prétendument pas de préjugés sociaux ni d'engagements idéologiques, a été créé le culte de la vacuité de contenu et de la monstruosité de la forme, le culte du dégradant et de l'angoisse. Les principaux thèmes de l'art décadent moderniste sont l'immoralité, la pathologie sociale, et ses héros, des assassins ou des prostituées. Son drapeau est l'irrationalisme, l'affranchissement de toute «raison». Son idéal est le primitivisme de l'homme des cavernes.»[6]

L'esthétique marxiste-léniniste ne nie pas à l'art le droit de refléter aussi les côtés hideux de la réalité, mais elle est en même temps contre l'interprétation réactionnaire du laid par l'art décadent bourgeois qui le proclame une loi de la vie en général. Dans le traitement du laid, l'art réaliste part d'idéaux socio-esthétiques progressistes et il s'est toujours distingué par son pathétique critique envers le dégradant et ses sources sociales. C'est ce qui explique d'ailleurs les succès obtenus par l'art réaliste, sa force et son rôle progressif.

L'esthétique mauviste a fait du laid un principe qui s'oppose aux fondements esthétiques de l'art en tant que création reposant sur les lois du beau. Au contenu hideux dans l'art doit répondre, d'après les modernistes, une forme adéquate, c'est-à-dire également hideuse. Dans la peinture et dans d'autres domaines de l'art bourgeois révisionniste, le mépris du beau, considéré comme un aspect nécessaire de tout oeuvre d'art, est à l'origine de la tendance à l'élimination des différences de principe entre l'art et la réalité extra-artistique, entre les valeurs et les antivaleurs, il a donné le jour à la tendance à l'identification, sur le plan esthétique, des arts monofonctionnels et bifonctionnels, des chef-d'oeuvre d'art avec les boîtes de conserve, les assiettes, etc. L'«anti-idéal» esthétique de la réification a été ainsi incarné par l'«anti-art»», le pop'art, qui marque le triomphe des goûts les plus vulgaires, la dégradation des idéaux esthétiques et le déferlement d'un naturalisme extrême. Mais la propagation et l'affirmation du pop'art ont été masquées par les appels de l'esthétique bourgeoise à un «réalisme nouveau».

L'esthétique bourgeoise a-t-elle vraiment changé de cours? En fait, ces appels n'ont été qu'une tactique mystificatrice. Lorsque le public en a assez des expériences formalistes, l'esthétique bourgeoise lui offre des variantes du naturalisme. Ainsi, par exemple, après la Seconde Guerre mondiale, certains esthéticiens modernistes ont soutenu l'art abstrait, cet art formaliste, avec, à l'appui, des arguments de l'esthétique naturaliste et de la théorie des «réalités nouvelles». Les théoriciens du modernisme donnent au mot «réalisme» un sens contraire à sa notion scientifique. Ils ont souvent utilisé ce terme dans le sens où l'entendait la philosophie néo-platonicienne du moyen âge. Selon ces théoriciens, la peinture, abstraite est «réaliste» parce qu'elle représente un mystère ou un objet, une réalité indépendante.

L'esthétique bourgeoise révisionniste spécule encore plus sur le terme de «réalisme» dans le but de justifier le pop'art, l'une des variantes les plus absurdes du naturalisme décadent. Les tenants du pop'art soutiennent que l'art classique restreignait soi-disant le champ des phénomènes de valeur esthétique, tandis que l'esthétique pop se charge d'élargir indéfiniment ce champ afin de pouvoir chercher et trouver le beau partout, dans chaque objet.

Sous maints aspects, ce point de vue est dénué de fondement. Premièrement, il n'est pas vrai que l'art classique réaliste ait cherché le beau et les valeurs esthétiques dans un champ restreint d'objets et de phénomènes de la réalité. On sait que l'appréhension esthétique du monde dans l'art de tous les temps est conditionnée, du point de vue historique, par la vie et la pratique sociales, par les idéaux socio-esthétiques des hommes. A chaque stade de son développement, la société connaît, sur le plan esthétique, ce qu'elle a estimé nécessaire de connaître et ce que lui permet concrètement son idéal socio-esthétique. Mais l'histoire de l'art progressiste est l'histoire de l'élargissement du champ des objets et des phénomènes appréhendés esthétiquement par l'homme. C'est là surtout un trait caractéristique de l'art réaliste. Le réalisme n'a apporté aucune restriction métaphysique aux objets et aux phénomènes de la vie, assimilable du point de vue esthétique. A l'avenir aussi, l'art découvrira de nouveaux phénomènes. Cela ne veut nullement dire que l'art réaliste et le pop'art soient identiques, au contraire. Le défaut du pop'art ne consiste pas en ce qu'il accepte le beau en plusieurs phénomènes et objets, mais en ce qu'il aplanit, au nom de «l'élargissement de l'horizon esthétique», les différences existant entre les valeurs esthétiques et les objets ordinaires, et considère même ces objets comme des oeuvres d'art proprement dites. Or, cette thèse est erronée. Nous admettons que même une bouteille, une boîte de conserve, une étoffe, peuvent comporter quelque élément esthétique, mais toutes les bouteilles, les boîtes de conserve et les étoffes ne sont pas belles. Ces objets peuvent comporter beaucoup d'éléments dépourvus de valeurs esthétiques et être même laids. Les boîtes de conserve peuvent elles aussi flatter le regard, mais pouvons-nous les considérer pour autant comme des oeuvres d'art? Pouvons-nous les mettre sur le même plan que la Joconde ou tout autre chef-d'oeuvre d'art? C'est là la question. Ce qui est pire dans le pop'art, c'est qu'il supprime les différences existant entre l'art et l'anti-art. De cette façon, le pop'art réduit les exigences esthétiques de l'art à un minimum d'exigences esthétiques, de l'ordre de celles que l'on peut avoir pour les matériaux d'emballage. En tant que théorie et pratique artistiques antiréalistes, le pop'art a vraiment couronné la prétendue «anti-esthétique», qui marque un nouveau pas de l'esthétique et de l'art bourgeois révisionnistes de notre temps dans la voie de leur dégénérescence.

Actuellement, les esthéticiens bourgeois révisionnistes, se donnent beaucoup de peine pour cacher les symptômes de la crise de leur esthétique et pour les présenter comme une expression de sa «vitalité». Leur argument essentiel, c'est la rapidité, avec laquelle les nouvelles petites écoles du post-modernisme se substituent l'une à l'autre. Ces 20 à 30 dernières années, on a vu se répandre nombre de variantes et de termes nouveaux comme le pop'art, l'op'art, l'art cinétique, la poésie concrète, l'alittérature, l'art cybernétique, l'art électronique, le body-art, le kitch-art, le hyperréalisme et l'art sans barrières. Mais ils passent de mode relativement très vite. Alors que les premières écoles du modernisme exerçaient leur influence pendant deux ou trois décennies, les variantes du post-modernisme ne vivent que deux ou trois ans. Mais la rapidité avec laquelle elles se succèdent n'est pas un signe de leur «vitalité» et de leur «esprit novateur», elle démontre, par contre, leur stérilité créatrice, elles n'apportent pas de valeurs proprement dites, importantes et durables, et, par conséquent, elles ne tardent pas à faire faillite pour céder la place à de nouvelles modes. La métamorphose permanente du modernisme et du post-modernisme est devenue l'une des expressions les plus importantes de la crise qui s'est abattue sur l'art bourgeois-révisionniste. Qui plus est, cette métamorphose se réalise sur une plate-forme anti-esthétique de plus en plus extrémiste.

L'anti-esthétique a fait son apparition depuis longtemps. Ses premières manifestations datent du début du XX^{e} siècle. Mais à cette époque-là, elle s'efforçait de dissimuler son essence anti-esthétique. Dans ce sens, l'anti-esthétique, en tant que plate-forme du modernisme, a été, à ses débuts, relativement réservée et timide. Elle continuait de spéculer sur l'absolutisation surtout de certains aspects ou moments de l'appréhension esthétique artistique de la réalité, alors qu'aujourd'hui les esthéticiens bourgeois et révisionnistes prennent ouvertement parti pour l'anti-esthétique, c'est-à-dire qu'ils soutiennent certains efforts déployés dans le but de créer l'art dit «moderne» en tant que négation complète de l'expérience esthétique de l'art classique, des lois de l'appréhension esthétique de la réalité, de la création artistique, ainsi que de substituer à l'art la création non artistique. Au XIX^{e} Congrès international d'Esthétique (1980) a prévalu l'idée qu'il faut passer énergiquement et définitivement de l'esthétique, qui a été la synthèse de l'art classique, à l'anti-esthétique, qui serait la synthèse de l'expérience du modernisme et cautionnerait les pratiques du post-modernisme.

L'anti-esthétique défend et justifie sur le plan théorique toutes sortes d'idées qui n'ont rien à voir ni avec l'art ni avec les valeurs esthétiques, et qui s'y opposent même. L'anti-esthétique est construite sur un terrain où les critères de l'art et des valeurs esthétiques cessent d'avoir une signification. L'anti-esthétique a pour contenu essentiel le discrédit qu'elle jette sur l'art, sa beauté et ses principes esthétiques; elle attribue un caractère esthétique aux choses les plus banales, à ce qui est contraire à l'art et à l'esthétique, aux déchets et rebuts. Elle

affirme avec cynisme que toute nouveauté ne peut jaillir que de la négation de l'art et de ses lois esthétiques. Elle cherche à accoutumer le public au dégoût de l'art, à lui apprendre à préférer tout ce qui est anti-esthétique.

Quelles conditions un objet, une action ou une situation doivent-ils remplir pour que l'esthétique bourgeoise actuelle les proclame oeuvres d'art? Ce serait uniquement leur propriété d'éveiller une curiosité par certains traits absurdes, spectaculaires ou scandaleux, de surprendre et de stupéfier le public.

L'esthétique bourgeoise de nos jours s'efforce d'effacer la frontière entre l'art et l'anti-art. Cet effort, elle le présente comme un grand pas en avant dans la voie de la «démocratisation» de l'art, de son rapprochement de la réalité et même de sa fusion avec celle-ci. Mais comment peut-on aboutir à ce rapprochement et à quel prix? Justement au prix de la perte de l'art et de sa destruction. L'art est remplacé par des objets ordinaires, des banalités, des déchets. Pour l'«anti-art», le plus intéressant ce sont les divagations, les malentendus, les absurdités et les folies. L'anti-esthétique justifie l'irruption dans le domaine de la création artistique non seulement des hommes médiocres et incapables, mais aussi des charlatans et des imposteurs. Depuis longtemps elle a jugé dignes d'être des sujets de l'art et les fous et les bêtes.

Dans le domaine de la littérature, l'anti-esthétique a été incarnée par l'anti-roman, par la poésie concrète, le théâtre absurde, etc. L'antiroman a été édifié sur le rejet du principal acquis esthétique de la littérature classique et de la littérature réaliste en particulier. Dans l'antiroman, les personnages ont été écartés pour céder la place à la description d'objets, de surfaces, de lignes, de couleurs, de volumes, de reliefs, de formes géométriques, de l'odeur des choses, etc. On n'y trouve ni éléments narratifs ni sujet à proprement parler. Ils sont remplacés par des fragments de dialogues ou de monologues, de l'on ne sait qui. L'anti-roman présente le «flux-psychique» porteur de fragments d'histoires alogiques, de paysages, de descriptions d'objets, de mouvements, de gestes, d'un jeu de mimique aux formes compliquées et déformées par le subjectivisme d'une mémoire sclérosée. A travers un humour qui émane des mots et les fragments absurdes accompagnés de toutes sortes de rêves et d'hallucinations, les événements sont estompés et les conflits dissimulés, camouflés et détachés de leur contexte social historique concret.

La poésie concrète, en tant que couronnement de toutes les tendances modernistes, a marqué la négation complète de l'art poétique. Elle n'utilise plus le langage dans ses fonctions normales et esthétiques, comme, un moyen d'expression des sentiments et de la pensée, elle «affranchit» la langue de la syntaxe et de la grammaire, et, au nom de sa libération de la «tyrannie verbale», renonce au mot et à sa signification pour n'utiliser que des sons articulés en vue de créer des «structures formelles ou acoustiques», des «objets nouveaux».

Quant au théâtre de l'absurde, il proclame avec cynisme l'absurdité, la négation des lois de la logique, comme le principe fondamental de son contenu. Le «contenu» et la «forme» du drame sont pénétrés de fond en comble par des alogismes qui confèrent à tout le spectacle un caractère absurde, conduisant ainsi le spectateur à la conclusion que le monde est absurde, irrationnel, qu'il n'a pas de sens, et que, pour que l'art en soit digne, il doit être, lui aussi, absurde. Le théâtre de l'absurde signifie la destruction complète du drame. La logique du cours du temps, de la vie et de l'histoire s'y trouve rompue.

Les représentants de l'anti-esthétique, surtout à notre époque, cherchent passionnément à approfondir le processus de la destruction de l'art. La musique concrète remplace le langage musical par les bruits les plus ordinaires. Le body-art nie la sculpture et sa figuration artistique en leur substituant des «exemplaires vivants», des gens qui, dans des salles d'exposition, prennent les poses des plus absurdes et des plus obscènes. La poésie lyrique érotique a été remplacée par le «sexe vivant», le strip-tease. Au lieu de la peinture, on voit activer Pop'art, qui comprend toutes sortes de méthodes destinées à créer des effets physiques et des illusions d'optique, des «ornements psychophysiologiques» excitants. La peinture «électronique» offre des photos et des diapositives réalisées par un éclairage électromagnétique pénétrant (photos agrandies de structures de substances chimiques, de cellules, etc.,) ainsi que diverses sortes de diagrammes rythmiques.

Le post-modernisme, pour sa part, devient toujours plus scandaleux. Dans ses expositions on trouve des traces de brûlures laissées par des allumettes sur des plaques d'aluminium, des matelas et des draps souillés de prostituées, des marques laissées sur des toiles par des corps enduits de peinture. Un peintre japonais a même décidé de se jeter du haut d'un gratte-ciel pour créer la peinture la «plus originale», c'est-à-dire laisser les traces de son corps sur le trottoir. Le processus de dégénérescence de l'art bourgeois révisionniste est infini et il ne cesse de s'approfondir. La crise dans laquelle il se débat est très bien caractérisée par le camarade Enver Hoxha en ces termes: «La décadence et la dégénérescence de la littérature et de l'art bourgeois ont atteint un degré atterrant. La bourgeoisie cherche à les ériger en modèles et en symboles de l'édification d'une vie nouvelle, qui ne serait rien d'autre que le produit et le reflet fidèle d'une existence creuse et dégénérée. Elle croit avoir trouvé dans la corruption des esprits et des consciences un nouveau moyen pour continuer d'opprimer les hommes et d'étouffer les révolutions prolétariennes».[7]

Extrait du numéro 3 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* t. 4, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, éd. fr., p. 890.
2. Enver Hoxha, *Ibid.,* pp. 881-882.
3. Enver Hoxha, *Ibid.,* p. 890.
4. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1967-1968,* éd. alb., p. 489.
5. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* t. 4, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, éd. fr., p. 891.
6. Enver Hoxha, *Ibid.,* pp. 890-891.
7. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1967-1968,* p. 489.

Spiro Dede (Candidat es sciences historiques) — Oeuvre monumentale de notre littérature politique et historique — A propos de l'ouvrage du camarade Enver Hoxha «Les Titistes» — Notes historiques[1]

Les communistes, les cadres et toutes les masses travailleuses de notre pays ont maintenant entre leurs mains «Les Titistes», ce nouvel ouvrage extrêmement important du camarade Enver Hoxha.

Ce livre a pour sujet les relations du PCA (aujourd'hui le PTA) et de l'Etat socialiste albanais avec le PCY et l'Etat fédératif yougoslave, depuis les premiers contacts entre les deux partis (1941) jusqu'à nos jours.

L'illustration du caractère spécifique et très complexe de ces relations dans leur ensemble avec, à l'appui, un grand nombre de faits et d'arguments; la mise à nu des raisons et des facteurs objectifs et subjectifs qui ont déterminé l'évolution de ces relations de part et d'autre; la mise en évidence de la plate-forme sur laquelle chaque parti se fondait et des buts qu'elle visait, la mise en lumière et l'analyse approfondie d'une série d'événements clés de l'activité de notre Parti relatifs à la période 1941-1948, et qui, dans une certaine mesure, étaient liés à l'intervention hostile et chauvine de la direction du PCY dans nos affaires intérieures, la méthodologie matérialiste appliquée dans l'analyse du particulier et du général; l'esprit de parti prolétarien et de militantisme qui parcourt l'oeuvre d'un bout à l'autre; l'objectivité scientifique avec laquelle sont traités chaque phénomène et chaque événement; l'attitude de l'auteur à leur égard, les conclusions et les synthèses très importantes, etc., sont autant de traits remarquables qui font de ce nouvel ouvrage du camarade Enver Hoxha l'une des oeuvres les plus monumentales de notre littérature politique et historique.

Dans chaque paragraphe et à chaque page du livre, le lecteur trouvera empreinte avec une profonde vérité, une logique de fer et un coloris remarquable des moyens expressifs, une des phases les plus dramatiques et à la fois les plus héroïques de l'histoire de notre Parti et de notre peuple. On est emporté par les événements et leurs analyses, et le lecteur âgé ou jeune participe intensément à ce qu'il lit, il aime et défend tout ce qui est à aimer et à défendre, mais il hait et combat tout ce qui doit être haï et combattu.

Ainsi «Les Titistes», comme toute l'oeuvre riche et variée du camarade Enver Hoxha, fait partie du grand patrimoine de notre culture nationale comme une nouvelle arme efficace et de grande valeur cognitive, formative et éducative. Sa publication constitue un événement important de notre vie politique, idéologique et scientifique, dans le sens le plus large de ce terme.

Quels sont plus concrètement les idées et les moments essentiels de ce livre?

1. Histoire d'une lutte et d'une résistance héroïque

«Les Titistes» comporte l'analyse la plus approfondie et la plus complète, à partir des positions du matérialisme scientifique, des relations entre le PCA et le PCY, entre l'Etat socialiste albanais et l'Etat fédératif yougoslave au cours de ces quatre dernières décennies.

L'initiative prise par les communistes albanais en été 1941 pour nouer des liens internationalistes avec le PCY par quoi commence l'ouvrage, et le complot monstrueux ourdi par les titistes contre notre Parti et notre pays[2] en 1981-1982, par quoi il se termine et qui fut déjoué comme nombre d'autres complots durant ces quarante années, sont deux faits qui mettent en lumière une antithèse historique. Et cela parce qu'ils démontrent une vérité incontestable: Toute l'histoire des relations du PCA et de l'Etat socialiste albanais avec le PCY et l'Etat fédératif yougoslave est l'histoire de contraires irréconciliables, de puissantes antithèses. Comme le camarade Enver Hoxha l'a souligné: «... c'est, d'une part, l'histoire des interventions, des pièges et des complots successifs qu'ils n'ont cessé de tramer aux dépens de notre Parti et de notre Etat socialiste, et c'est en même temps l'histoire de la juste lutte conséquente de notre Parti et de notre peuple pour ne jamais tomber dans ces pièges et ces complots, pour les découvrir et les: anéantir sans leur permettre de nous causer des torts sérieux».[3]

Dès les premières pages du livre le lecteur éprouve du respect et de l'admiration pour l'acte d'un groupe de communistes albanais avec le camarade Enver Hoxha à leur tête, qui, dans l'été 1941, prirent l'initiative de nouer des liens internationalistes et fraternels avec le PCY et agirent dans ce sens.

Compte tenu des tristes relations, souvent tragiques, du peuple albanais avec les peuples serbe, monténégrin, macédonien, etc., dans le passé, vu les moments très difficiles et délicats où elle avait lieu, la base sur laquelle elle se fondait et les buts qu'elle poursuivait, cette action des communistes albanais était «... un acte digne de communistes convaincus et réfléchis, de communistes à l'esprit lucide et au coeur pur».[4]

Dans le cadre des relations avec le PCY et les peuples serbe, monténégrin, macédonien, etc., cet acte montre, d'une manière irréfutable, que, non seulement le PCA avait pris l'initiative d'ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire pluriséculaire de nos rapports avec ces peuples mais aussi que les communistes albanais entamaient ce nouveau chapitre en toute sincérité et animés des nobles desseins avec courage et un sens élevé des responsabilités, avec la volonté de passer l'éponge sur un triste passé.

De tels communistes, qui avaient la maturité et le courage de passer l'éponge sur le passé et d'édifier l'avenir sur des fondements nouveaux auraient, certes, aussi le courage de retirer la main qu'ils avaient tendue amicalement pour frapper l'autre partie d'un coup puissant au cas où elle tenterait de réaliser sous de nouveaux masques ses anciens desseins et de renouveler le passé.

C'est précisément ce que les dirigeants du PCY n'ont jamais apprécié ni voulu voir. Ils ont considéré l'initiative des communistes albanais d'entrer en contact avec leur parti d'abord comme une signe de leur faiblesse, comme le besoin d'un «enfant» d'avoir une «nourrice», un «tuteur» près de lui (ce qui illustre leur mégalomanie); ensuite, ils l'ont considérée comme ceux qui vous demandent d'abord un doigt pour s'emparer après de tout votre corps (ce qui illustrait leur chauvinisme).

Naturellement, à cette époque-là et même bien des années plus tard, le PCA n'aboutit ni ne pouvait aboutir à une pareille conclusion.

S'il en fut ainsi, ce n'est pas que le PCA et sa direction aient manqué de vigilance, qu'ils aient été incapables de comprendre au début à qui ils avaient affaire. Les raisons, comme le camarade Enver Hoxha le démontre, en étaient nombreuses et complexes. D'une part les possibilités d'une connaissance réciproque surtout durant les années difficiles de la guerre étaient petites, les contacts trop limités et irréguliers, et qui plus est, la direction du PCY et ses envoyés dans notre pays faisaient tout leur possible pour dissimuler non seulement leurs desseins, leurs complots et leurs menées d'espionnage, mais aussi leurs vues et leurs actions antimarxistes et anti-albanaises. «Ces agissements, dit le camarade Enver Hoxha, étaient naturellement couverts par nos objectifs communs de la lutte de libération nationale contre les occupants, menée sous la conduite de nos deux partis communistes, qui étaient liés comme la chair à l'os à l'Union soviétique, au Parti bolchevik et à Staline».[5]

Il fallut que passent plusieurs années émaillées de frictions et de heurts entre les deux partis pour que le nôtre aboutisse enfin à de justes conclusions, et précisément l'évolution de leurs relations au cours de ces années constitue le processus dialectique de cette connaissance réciproque. Depuis les moments des premiers doutes jusqu'à la découverte de la vérité sur le PCY, cette connaissance s'est faite à travers une lutte difficile et très complexe, remplie de pièges et de complots montés par la direction yougoslave.

En reconstruisant chronologiquement pas après pas tout ce qui s'était produit entre nos deux partis et nos deux pays, depuis leurs premiers contacts, à la fin de 1941, jusqu'à la rupture définitive avec les titistes en 1948, l'auteur brosse dans son ouvrage un tableau complet du processus dialectique de cette connaissance.

Cette période, longue de six à sept ans, était justement celle où le PCA mena une lutte et une résistance héroïques, où, comme le camarade Enver Hoxha l'a souligné, «derrière l'éminent dirigeant» nous avons découvert en Tito le renégat fieffé; derrière son «internationalisme» et celui de ses hommes, leur nationalisme et leur chauvinisme, derrière leur «amitié», les chaînes d'un nouvel esclavage, derrière leur «communisme», le révisionnisme dans la théorie et la pratique du marxisme-léninisme».[6]

En faisant une description fidèle et minutieuse de cette phase, qui est l'une des plus difficiles et des plus héroïques de la vie de notre Parti et de notre peuple, le camarade Enver Hoxha met en évidence, en les étayant d'arguments, une série de problèmes et de conclusions d'une grande importance.

Premièrement, dans «Les Titistes» il est souligné que la direction du PCY, depuis le début de ses relations avec le PCA (1941) jusqu'à la fin a été animé dans ses actions par un esprit antimarxiste et anti-albanais.

Le fait que la vérité sur l'essence antimarxiste de la politique et de l'activité du PCY est apparue petit à petit pendant une période de six à sept ans, tient uniquement au processus de cette connaissance, qui s'est développé par étapes successives, et non pas à une quelconque évolution «graduelle» du caractère antimarxiste et anti-albanais de la direction du PCY durant cette même période. Il est clairement démontré que le PCY a adopté dès le début, c'est-à-dire depuis l'automne 1941, une attitude hostile à l'égard du PCA. Son «empressement» à nouer des liens avec le PCA et les communistes albanais à l'automne 1941, et la prétendue aide qu'il a soi-disant apportée au PCA pendant la guerre, sont autant de faits importants qui illustrent cette vérité.

Tout cela faisait partie du plan secret et définitif du PCY pour annexer l'Albanie et en faire une province yougoslave.

Dans la situation créée à la suite du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, particulièrement après l'entrée de l'Union soviétique dans cette guerre, la direction du PCY jugea que la situation en Europe et dans les Balkans changerait radicalement. Les peuples des Balkans se dressaient contre la peste fasciste et, guidés par leurs partis communistes, à la fin de la guerre ils vaincraient les occupants étrangers et renverseraient, en même temps que les occupants les anciens régimes locaux, ils rompraient également les relations antérieures de ces pays avec telle ou telle puissance étrangère.

Dans ces conditions, les dirigeants du PCY estimèrent qu'en manipulant à travers leurs agents et avec précaution la lutte des peuples des Balkans, ils pourraient, sous le couvert d'une «Fédération» ou d'une «Confédération», annexer, après la guerre, à leur pays presque tous les pays des Balkans, et réaliser ainsi l'ancien rêve d'une «grande Yougoslavie» caressé par les Grands-Serbes. Ce sont des illusions de ce genre qu'ils ont également nourries sur l'Albanie. Espérant manipuler la lutte du peuple albanais au nom des «liens noués dans la lutte contre l'ennemi commun» à travers leur «aide», etc., ils entendaient réaliser après la guerre les anciennes visées que les Grands-Serbes n'avaient pu atteindre ni en 1913[7], ni en 1924[8], ni plus tard par le biais d'Ahmet Zogu[9]. Mais pour y parvenir et manipuler la lutte du peuple albanais contre l'occupant et ses instruments en faveur de la Yougoslavie, Tito et consorts se rendaient compte qu'il leur fallait noyauter d'abord le Parti communiste d'Albanie, le facteur décisif et la condition première de l'organisation et de la direction de la lutte du peuple albanais. Par conséquent, comme le camarade Enver Hoxha l'a souligné, leur but immédiat pendant la guerre était de soumettre le PCA et d'en faire un appendice et un instrument aveugle de la direction du PCY.

C'est ce qui explique leur «empressement» à «souscrire» à l'initiative des communistes albanais pour nouer des relations avec eux, ainsi que leurs promesses d'«aide» immédiate au PCA.

Le fait suivant illustre bien la véritable signification de cet «empressement» et cette «aide». Ce sont les communistes albanais qui ont choisi eux-mêmes, à leur propre demande, le plus important des deux communistes yougoslaves qui, dans la première phase de l'établissement des rapports entre nos deux partis, se sont trouvés en Albanie. Il s'agit de Miladin Popovic[10]. Un second membre du PCY, dont la venue en Albanie fut demandée aussi sur la proposition de Miladin Popovic, fut choisi par la direction yougoslave qui s'«empressa» de désigner et d'envoyer en Albanie Dusan Mugosa. Grâce à une foule de faits qu'il fournit sur ce point, et à travers une analyse des agissements de Mugosa depuis le moment qu'il mit les pieds sur notre sol (octobre 1941) et jusqu'à son départ (mai 1944) et même par la suite, le camarade Enver Hoxha montre clairement que la direction du PCY avait envoyé, à l'automne 1941, pour «aider» le PCA non pas un communiste mais un agent camouflé des Grands-Serbes, un cadre de l'OZNA et du futur UDB titiste. Les faits et les documents découverts depuis des années et récemment encore, après le suicide de Mehmet Shehu, ce mercenaire et agent multiple, largement évoqués dans «Les Titistes», prouvent encore plus clairement que la direction du PCY, dès octobre 1941, avait envoyé en Albanie Dusan Mugosa avec pour mission de diviser, de désorienter et de désintégrer le PCA et sa ligne juste, et, dans ce cadre, de mettre sur pied, comme il le fit, un réseau d'agents au service des plans expansionnistes de la direction yougoslave.

De cette façon, «l'empressement» de la direction yougoslave à nouer des relations avec les communistes albanais et le PCA n'était rien d'autre qu'une «belle» occasion pour mettre les pieds en Albanie afin d'y préparer le terrain pour la réalisation de leurs plans secrets hostiles à notre pays.

Deuxièmement, dans l'ouvrage «Les Titistes», le camarade Enver Hoxha aboutit à la conclusion que la prétendue aide que la direction du PCY avait soi-disant prêtée au PCA pendant la guerre et après, n'était qu'une tentative de plus pour soumettre et détruire le PCA et sa direction.

Se fondant sur les principes du marxisme-léninisme et tenant compte du cours des événements, le camarade Enver Hoxha réfute avant tout, avec des arguments théoriques et des faits concrets à l'appui, la prétention absurde des titistes selon laquelle c'est le PCY qui aurait fondé le PCA. «Si donc le PCA vit le jour, écrit le camarade Enver Hoxha, ce n'est pas parce que tel fut le bon plaisir ou l'exigence d'un certain Tito de Yougoslavie, il le vit parce que sa création était exigée comme une nécessité par le peuple albanais, par le mouvement communiste albanais, dont c'était l'objectif depuis plus d'une décennie, elle était exigée par le moment historique que traversait le pays, par son passé, son présent et son avenir même.[11]

L'auteur met à nu et dénonce également la véritable raison pour laquelle les titistes se vantèrent tellement — une prétention absurde montée de toutes pièces — d'avoir créé le PCA. Mais il ne faut pas voir dans leur façon d'agir simplement une fanfaronnade, une manie de se vanter. Le camarade Enver Hoxha indique qu' «ils se sont attribué le rôle de «créateurs» du PCA pour que leur «créature» se comporte envers eux comme l'enfant devant ses parents, qu'il soit éduqué et grandisse suivant leur esprit, qu'il devienne donc l'instrument aveugle et docile du «parti père», le PC de Yougoslavie».[12]

C'est dans le cadre de ce plan que vient s'inscrire toute la prétendue aide que les envoyés de Tito auraient soi-disant prêté au PCA pendant la guerre.

En évoquant tous les contacts directs qu'il eut avec ces envoyés (les entretiens et les âpres querelles sont rapportés en détail et avec la précision d'un procès-verbal) ainsi que les deux ou trois lettres que Tito avait lui-même envoyées au CC du PCA pendant la guerre, le camarade Enver Hoxha montre au grand jour et dénonce le scénario secret de l'envoi et de l'action des envoyés spéciaux de la direction titiste en Albanie.

Après avoir reçu les premières informations de leur agent Mugosa (qui s'était rendu à l'état-major de Tito en été 1942) les Yougoslaves ont envoyé chez nous Blazo Jovanovic, pour qu'il lance comme «par hasard», comme

«une idée à lui», la thèse suivant laquelle c'était «lé PCY qui avait fondé le PCA». Face à la réaction négative et immédiate du PCA à cette absurdité, ils ont mis en action Svétozar Vukmanovic Tempo, qui, avec arrogance et brutalité, essaya non seulement d'imposer à la direction du PCA des vues antimarxistes, mais encore de la «prendre en faute» sur le plan des «principes» afin d'en profiter par la suite dans les jeux sordides qu'ils ourdiraient. Ayant vu que même ces tentatives n'eurent aucun effet sur la direction du PCA, ils déclenchèrent leurs attaques et leurs pressions de loin «par correspondance», à travers les lettres menaçantes de Tempo et de Tito. Mais se rendant compte que de cette manière non plus ils ne parvenaient pas à faire fléchir le PCA, ils intensifièrent leurs efforts dans d'autres directions: ils tentèrent de faire une «différenciation» au sein de la direction du PCA, de conditionner les éléments hésitants aux vues petites-bourgeoises, carriéristes, sectaires, opportunistes, etc., pour en faire leurs agents. Plus la guerre approchait de sa fin, plus les convoitises chauvines de la direction yougoslave s'animaient ainsi que leur impatience et leur mécontentement quant à l'évolution de la situation en Albanie. Mais ils ne parvenaient toujours pas à faire du PCA leur instrument. Alors ils recoururent aux complots. C'est à quoi tendait l'envoi de V. Stojnic et N. Dizdarevic en Albanie en août 1944. Toutes les menées antiparti, antimarxistes et subversives de ces envoyés de la direction yougoslave suivant les recommandations et les directives données par Tito lui-même dans le but de détruire l'unité du PCA, de renverser sa direction saine avec le camarade Enver Hoxha à sa tête et de la faire dévier de la voie marxiste-léniniste, sont décrites minutieusement et étayées de faits et d'arguments dans «Les Titistes».

Depuis ce moment-là (automne 1944) jusqu'à la fin, la direction yougoslave, convaincue qu'elle ne pouvait soumettre le PCA et sa direction saine ni la détourner de sa voie, bien qu'ayant utilisé tous les moyens que nous venons de mentionner, recourut essentiellement aux complots. De nombreux événements, minutieusement décrits comme le 2^{e} plénum du CC du PCA tenu à Berat en novembre 1944[13] et le 8^{e} plénum du CC du PCA (en février 1948),[14] ainsi que beaucoup d'autres, antérieurs ou postérieurs, sont en soi une puissante dénonciation de l'oeuvre criminelle de la direction titiste. Ces deux tristes événements de l'histoire du PCA sont deux des complots monstrueux ourdis par les titistes en un temps où nous étions en bons termes avec eux, ce sont deux tentatives de plus de leur part pour renverser et éliminer la direction de notre Parti, ce Parti lui-même.

Voilà ce qu'était en réalité la prétendue aide du PCY, une «aide», qui visait l'asservissement du PCA et, par la suite, l'asservissement de l'Albanie tout entière. C'était là son but final et il le demeura jusqu'à la fin.

Troisièmement, dans «Les Titistes» le camarade Enver Hoxha conclut, après une analyse approfondie, que l'aide que le PCY aurait soi-disant apportée à la lutte de libération nationale du peuple albanais, loin d'être une aide, s'inscrivait en réalité dans ses tentatives antimarxistes pour saper la lutte du peuple albanais et la subordonner aux plans chauvins de la direction yougoslave.

Pour réfuter cette prétention absurde des titistes, le camarade Enver Hoxha analyse le problème sous divers aspects, à savoir: les fournitures d'armes, l'envoi de troupes, l'organisation d'actions communes, le rôle du PCY dans la mobilisation dans la lutte de la population de Kosove et des autres populations albanaises du Monténégro et de la Macédoine, l'aide apportée à travers un échange d'expérience, de conseils, de critiques, de propositions mutuelles, etc.

Quelles sont les thèses des titistes à ce sujet?

En ce qui concerne les fournitures d'armes et l'envoi de troupes il est vain comme le dit le camarade Enver Hoxha de se creuser la cervelle pour trouver quoi que ce soit qui puisse témoigner en faveur du PCY. Le fait est que jamais, au cours de la lutte de libération nationale de notre peuple, pas la moindre escouade et encore moins, bien sûr, aucun détachement ou unité de l'Armée de libération nationale yougoslave ne sont venus chez nous, et par conséquent les Yougoslaves n'ont pas tiré un seul coup de feu sur notre sol contre les fascistes italiens ou les nazis allemands. Au contraire, c'est nos guérillas et bataillons de partisans qui, à la demande de Tito et sur l'ordre de l'Etat-major général de l'Armée de libération nationale albanaise, ont été envoyés à plusieurs reprises durant la guerre sur les territoires yougoslaves pour y accomplir des tâches militaires et politiques spéciales. L'ordre donné par l'Etat-major général de l'Armée de libération nationale albanaise et le camarade Enver Hoxha en personne, en septembre et octobre 1944 à certaines brigades de notre armée de poursuivre l'offensive contre l'ennemi nazi sur le territoire yougoslave jusqu'à sa destruction totale, demeurera un brillant acte internationaliste de notre Parti et de notre peuple. «Les communistes et partisans albanais, souligne le camarade Enver Hoxha, traduisirent la parole de notre Parti dans les faits. En Kosove, au Monténégro, dans le Sandjak, en Bosnie-Herzégovine, en Serbie et en Macédoine, ils se battirent avec un héroïsme insigne. Des centaines d'entre eux furent tués, des milliers d'autres blessés, mais leur héroïsme et le sang' qu'ils avaient versé furent foulés aux pieds par les titistes, qui nous payèrent de retour par leur hostilité et leurs complots contre notre Parti et notre patrie socialiste.»[15]

Bref, vue sous cet aspect, la prétendue «aide» yougoslave à notre lutte se démasque d'elle-même.

C'est de la même façon qu'est traité dans ce livre le rôle du PCY dans l'organisation de la lutte en Kosove et dans les autres régions albanaises de Yougoslavie. Bien que la direction titiste ait insisté pour organiser et diriger elle-

même la lutte du peuple albanais de ces régions (et il est démontré pourquoi le PCA a approuvé cette demande) elle l'a, en fait, dès le début négligée et tout fait pour la saper et empêcher les Albanais de se dresser dans la lutte pour la liberté. Mais le pire c'est que lorsque la Kosove et les autres régions albanaises de Yougoslavie sont devenues des foyers de la Lutte de libération nationale, Tito et les titistes ont usé de mille ruses et machinations pour éteindre ce feu et envoyer les forces grandes-serbes appliquer, comme «elles le firent, leurs méthodes barbares dans la Kosove martyre»[16] et «approfondir toujours plus la ligne du génocide et de l'extermination massive des populations albanaises en Kosove et dans les autres régions de Yougoslavie».[17]

Les titistes n'ont donc qu'à se taire sur ces deux aspects de leur «aide» au peuple albanais, ou tout au plus à nier que des deux peuples c'est l'albanais qui a vraiment aidé.

Mais, comme il est expliqué dans le livre, il reste aux titistes le troisième aspect de cette «aide» (l'aide sous forme de «conseils», d'«orientations» ou de «propositions») et, ils ont le front de prétendre qu'ils ont beaucoup fait dans ce sens.

Ils entendent par là les «orientations» données par Tito et Tempo à la fin de 1942 et au début de 1943, et suivant lesquelles les forces de partisans ne devaient pas être sous le «commandement», ou en termes plus clairs, sous la direction du Parti, mais sous le «commandement» des commandants» (!) et des «états-majors», ils entendent par là les «conseils» de Tito suivant lesquels nos brigades de partisans devaient s'appeler brigades «prolétariennes»[18] (!) et non pas brigades de choc, et, qui plus est, ils font allusion au «plan de rêve» de Tito et de Tempo sur «l'état-major balkanique» de triste mémoire.

Après avoir décrit en détail les «justifications» et les démarches de S. V. Tempo pour imposer à la direction du PCA (et des partis communistes de Bulgarie et de Grèce) l'idée d'un «état-major balkanique», le camarade Enver Hoxha met à nu et dénonce les visées profondément hostiles et destructrices que la direction du PCY entendait réaliser par l'intermédiaire de cette espèce d'«état-major commun». La direction yougoslave visait ainsi à mettre la Lutte de libération nationale du peuple albanais sous sa coupe et à asservir par la suite toute l'Albanie. Elle nourrissait aussi le même but vis-à-vis des Balkans. Comme le camarade Enver Hoxha le démontre, le PCA s'est opposé à la création de cet «état-major», auquel Tito avait depuis longtemps rêvé, mais les titistes ne renonceraient pas pour autant à leurs espoirs et à leurs desseins. Quelques années plus tard, dans la deuxième moitié de 1947 et au début de 1948, Tito, Rankovic et Tempo lancèrent de nouveau l'idée d'un «état-major balkanique», mais cette fois sous une autre appellation «Commandement unique de l'armée yougoslavo-albanaise». Sous sa nouvelle dénomination, ce commandement cachait une plate-forme et des visées déjà connues: à travers l'unification des commandements et des armées, le but visé était d'«unifier» les deux pays, c'est-à-dire d'annexer l'Albanie à la Yougoslavie titiste.

Une «aide» tendant à asservir l'Albanie, voilà ce qu'était dans son essence la prétendue «aide yougoslave» à lutte du peuple albanais et à la défense de ses victoires. Bien que le PTA leur ait donné la réponse qu'ils méritaient, les titistes n'ont jamais renoncé à leur ancienne idée. Comme on le sait, dans les années 70, par le biais de Mao Tsétoung et Chou En-laï du dehors, et de leurs agents Mehmet Shehu, Beqir Balluku et compagnie dans le pays, les titistes «suggéreraient» au PTA l'idée que, dans les questions relatives à sa défense et à son armement, l'Albanie devait tourner les yeux vers sa voisine, la Yougoslavie! Bref, l'«idée motrice» de Tito, vieille de 40 ans, continuait donc de «circuler» en 1970 et en 1980.

Quatrièmement, dans «les Titistes», le camarade Enver Hoxha démontre que la prétendue aide yougoslave pour le redressement du pays et la construction de l'Albanie nouvelle, n'était qu'un pillage capitaliste et une plate-forme pour son asservissement économique et politique.

Par son caractère même et les problèmes qu'elle posait, la nouvelle phase entamée à la libération du pays, montre clairement que les relations économiques devaient être et pour la Yougoslavie et pour l'Albanie l'un des principaux domaines des rapports entre les deux pays et les deux partis au pouvoir.

Le PCA et le nouvel Etat albanais de démocratie populaire étaient dès le début prédisposés à voir se développer dans ce domaine aussi des rapports, entre les deux pays à leur avantage mutuel et dans des buts sincères et amicaux. Le PCA considérait ce domaine comme très favorable au renforcement de l'amitié sous tous les aspects, à l'élimination des inimitiés du passé, des frictions et de sérieux soupçons qui avaient été observés durant la guerre.

Mais, comme le camarade Enver Hoxha le souligne, «le domaine des relations économiques entre nos deux pays et nos deux partis allait très vite se convertir en un domaine où les traits du révisionnisme titiste dans son ensemble, et toute sa charge anti-albanaise, nationaliste et chauvine en particulier, se sont manifestés de la manière la plus apparente et la plus cynique».[19]

Aux moments où l'Albanie, avec son retard séculaire généralisé et à peine sortie d'une guerre dévastatrice, avait plus que jamais besoin de l'aide et du soutien de ses amis, les Yougoslaves (et d'autres également) l'ont laissée

«cuire dans son jus» c'est-à-dire dans sa pauvreté. Pourtant, nous ne pouvions en vouloir aux Yougoslaves de ne pas nous aider dans les années 1945-1946, car «... nous pensions que la Yougoslavie, tout comme nous, était un pays ruiné par la guerre, qu'elle avait des difficultés économiques et du mal à nous aider».[20]

Bien que, pendant ce temps-là, les Yougoslaves n'aient pas été en état d'aider l'Albanie, le courage de la piller ne leur a pas manqué. D'après les arguments apportés par le camarade Enver Hoxha, dans la première phase de leurs relations commerciales avec nous, ils se sont comportés comme de vulgaires trafiquants.

L'autre «contribution» économique que la direction yougoslave a apportée durant cette période, et par la suite, au développement de l'Albanie, c'étaient ses «orientations» et ses «conseils» sur la politique économique du Parti et de l'Etat albanais. Le camarade Enver Hoxha met en relief, tantôt avec ironie, tantôt avec indignation, tantôt avec un profond sarcasme, le contenu de ces «orientations» et «conseils» des Yougoslaves, mais aussi ce qu'ils cachaient. L'affaire du tournesol, du coton, des cornes de bétail et des pinces à épiler paraît aujourd'hui ridicule et anecdotique; or, de 1945 à 1948, les manoeuvres des Yougoslaves là-dessus ont donné bien des soucis, de la gêne et des difficultés au Parti et au peuple albanais. Analysant et dénonçant les desseins antimarxistes que dissimulaient les «orientations» des dirigeants yougoslaves comme quoi l'avenir de l'Albanie c'était le coton et le tournesol, le camarade Enver Hoxha emploie les moyens expressifs propres au contexte et aboutit à l'amère conclusion qu'«... ils voulaient transformer l'Albanie en un «tournesol» qui tournât la tête et le corps vers leur «soleil», vers le titisme et la Yougoslavie titiste».[21]

La politique et les desseins antimarxistes, les tentatives de la direction yougoslave pour asservir l'Albanie, se sont matérialisés surtout dans la Convention économique albano-yougoslave de triste mémoire signée en novembre 1946. Le livre offre une analyse minutieuse de tout le mécanisme subversif mis en branle par les titistes et de toutes les pressions qu'ils exercèrent ouvertement sur le PCA et l'Etat albanais afin de les contraindre à signer cette convention tristement célèbre. Les observations sérieuses, les interrogations et les doutes que la direction du PCA et le camarade Enver Hoxha conçurent avant de la signer, ainsi que sur les mécanismes et les tractations spécifiques qui l'accompagnèrent (les sociétés mixtes, la suppression des barrières douanières, l'unification des prix, etc., etc.) n'allaient pas tarder à se révéler fondés. La convention économique avec toutes ses composantes «... n'était qu'une arme nouvelle et sauvage de subversion et de sabotage que se ménageaient les titistes pour soumettre et engloutir l'Albanie.»[22] En vertu de cette convention, la direction yougoslave intensifia tout d'abord sa politique de spoliation de notre pays, mais elle entendait réaliser à travers les «unions», les «unifications», les «Commissions de coordination», etc., etc., l'union économique et politique de l'Albanie avec la Yougoslavie.

Les nombreux faits et arguments cités dans cet ouvrage sur les relations économiques entre nos pays, sont une dénonciation totale des titistes d'alors et de l'époque qui suivit surtout de ceux qui sont assez éhontés pour continuer de vanter la prétendue aide yougoslave à l'Albanie dans les années 1945-1946!

A travers une analyse minutieuse et réaliste, des événements sous tous ces aspects, le camarade Enver Hoxha aboutit à une autre conclusion importante, à savoir que la direction du PCY avait hérité le chauvinisme des Grands-Serbes de tous les temps, et qu'elle l'accentua encore.

Ce chauvinisme se manifestait chez les dirigeants du PCY, comme chez les rois et les princes serbes et autres de jadis, non seulement dans leur politique effrénée vis-à-vis de la Kosove et des autres régions albanaises de Yougoslavie, mais aussi dans leurs visées annexionnistes à rencontre de l'Albanie entière. Ces nouveaux chauvins, sous les masques du «communisme» et de 1'«internationalisme» et en recourant à des méthodes plus subtiles se sont efforcés d'aller plus loin que leurs anciens rois et princes.

Les rois et les princes de leurs pays, par exemple, servant les ambitions et les intérêts des grandes puissances et se livrant à des marchandages secrets avec les régimes chauvins des pays voisins, étaient convenus, en désespoir de cause, de partager l'Albanie entre eux et s'étaient contentés de n'en recevoir qu'une portion. Les dirigeants du PCY ont attisé davantage les convoitises des anciens chauvins: ils passèrent des anciennes illusions sur la soumission du PCA aux tentatives pour engloutir l'Albanie tout entière sans «rien» laisser aux autres! C'est justement en jetant un jour nouveau sur leurs illusions et leurs desseins secrets que le camarade Enver Hoxha explique dans son oeuvre les tentatives et les déclarations des titistes pour faire «reconnaître» et pour «défendre» les droits de l'Albanie dans l'arène internationale. Bref, les titistes, écrit le camarade Enver Hoxha, «ne défendaient pas l'Albanie en tant qu'Etat libre et souverain, ils défendaient les territoires qui, dans leurs plans secrets, constituaient la province méridionale du «grand Etat» yougoslave à plusieurs nations et à plusieurs peuples, rêvé depuis des siècles.»[23] Il dénonce également les moyens qu'ils employèrent pour atteindre leur but. Alors que les rois et les princes serbes et autres, ainsi que les rois de Yougoslavie, dans leurs tentatives de démembrer et d'engloutir l'Albanie, comptaient essentiellement sur l'invasion et les interventions militaires, leurs successeurs, les titistes, ont recouru, des années durant, à des pièges et à des complots subversifs, dans l'espoir de prendre la citadelle albanaise de l'intérieur, «en douceur». Les titistes croyaient que, avec leur marque de «communiste», par le réseau d'agents qu'ils avaient créé au sein du PCA, et par des traités économiques tels que

la «Convention économique», ils en imposeraient aux Albanais, et que ceux-ci ou bien leur offriraient leur pays en cadeau, ou bien tomberaient dans les pièges des traités et se retrouveraient subitement dans le giron de la Yougoslavie. Mais lorsqu'ils s'aperçurent qu'ils n'avaient pu soumettre le PCA par la «douceur» ils eurent recours aux méthodes de leurs grands-pères et de leurs aïeux chauvins: ils essayèrent de trouver chez des éléments du genre de Koçi Xoxe un nouveau Ahmet Zogu, mais plus fidèle aux Yougoslaves que celui de 1924. Ils ne renoncèrent pas non plus à l'éventualité d'une intervention militaire. Après avoir créé, en collaboration avec leurs agents, une situation tendue dans les rangs du PCA vers la fin de 1947, ils tentèrent de trouver un prétexte pour envoyer leurs divisions en Albanie.

Grâce à la vigilance et à la détermination du PCA, ce plan criminel des titistes lui aussi échoua. La défaite qu'ils subirent ne disculpa nullement les comploteurs. Ils menèrent leur sale besogne jusqu'au bout en dignes successeurs du vieux chauvinisme grand-serbe.

Mais, même après la rupture des relations du PCA avec le parti titiste, l'avidité de ce dernier à engloutir l'Albanie ne s'est, jamais apaisée. Afin de réaliser leur ancien rêve annexionniste, les titistes n'ont cessé de se livrer à des agissements sans scrupule, à travers la subversion du dehors et du dedans, l'action de leur réseau d'agents, le sabotage et les complots farouches en vue de renverser la direction du PCA, et le livre «Les Titistes» rend compte fidèlement de ces menées. Dans la foule de ces complots et actions de subversion de la période postérieure à 1943, il faut mentionner le complot que les titistes avaient monté, avec l'appui des traîtres révisionnistes soviétiques, Khrouchtchev en tête, à la Conférence du Parti de Tirana (avril 1956)[24], et qui, lui aussi ne pouvait qu'échouer. Après avoir ainsi essuyé une série d'échecs, les titistes furent contraints de goûter la saveur amère de l'échec de leur récent complot, l'un des plus monstrueux, dirigé par Mehmet Shehu, ancien agent en chef des réseaux d'agents yougoslaves et autres.

Analysant les traits du chauvinisme grand-serbe de tous les temps et de toutes les tendances que la direction du PCY, a hérités et renforcés encore, le camarade Enver Hoxha aboutit à une autre conclusion importante, à savoir que l'hostilité des titistes envers les Albanais est si prononcée et si ancienne qu'elle est devenue actuellement atavique. «Cette hostilité envers les Albanais, souligne-t-il, ce chauvinisme féroce, ce mépris, cette tendance et cet appétit irréfrénables à annexer l'Albanie, leur sont ataviques.»[25]

Dans son analyse minutieuse des relations albano-yougoslaves, le camarade Enver Hoxha réfute une fois de plus avec force arguments et faits incontestables à l'appui, la thèse calomnieuse de la propagande titiste, khrouchtchévienne et impérialiste suivant laquelle la direction du PCY, «innocente», avait été attaquée ouvertement et soi-disant «injustement» en 1948, parce que Tito s'était «opposé» à Staline, etc. Non! La réalité qu'évoque avec tant de force ce livre prouve tout à fait le contraire.

Dans son attitude envers le PCA et l'Albanie socialiste, la direction du PCY a manifesté de la manière la plus ouverte et éhontée sa nature antimarxiste, nationaliste et chauvine.

Leur antimarxisme et leur mégalomanie ont poussé Tito et compagnie à penser que le PCA et l'Albanie étant un jeune parti et un petit pays, seraient une proie facile. Or, cela n'a pas été le cas. Bien que le PCA et l'Albanie aient été constamment en butte aux machinations et aux complots les plus barbares, ils ont su défendre courageusement leur droit, la ligne marxiste-léniniste, leur existence et leur liberté. Dans leur lutte contre les pressions, les interventions et les pièges et les menées des réseaux subversifs de Tito et des titistes, le PTA et le peuple albanais ont su appliquer une juste ligne marxiste-léniniste qui les a conduits à la victoire.

«Les Titistes» est un livre qui met en lumière une autre vérité: c'est que contrairement aux calomnies des titistes, si le PTA a engagé ouvertement le combat contre eux en 1948 ce n'est pas parce que «Moscou avait agi dans ce sens» et que «Staline le lui avait dicté». Non! L'attaque ouverte lancée contre eux par le PCA en 1948 était la conséquence et la suite logique de longs affrontements entre les directions de nos deux partis, c'était le passage à une phase supérieure de cette lutte menée depuis des années sous diverses formes et variantes. C'est surtout pendant et après les travaux du 8^{e} plénum du CC du PCA, au printemps 1948, qu'il a été constaté que la direction du PCY, loin d'avoir renoncé à son esprit anticommuniste et anti-albanais, intensifiait ses efforts pour porter un coup écrasant à la direction du PCA, à tout le Parti. C'est justement à ces moments-là que le CC du PCA a reçu les lettres du CC du PC de l'Union soviétique signées par Staline où il apparaissait clairement que la direction soviétique avec à sa tête Joseph Staline avait elle aussi abouti aux mêmes conclusions que lui sur la politique et la ligne antimarxistes du PCY.

Le fait que le PC de l'Union soviétique, dirigé par Staline, se préparait à déclencher lui aussi une attaque ouverte contre la direction du PCY, à un moment d'une importance vitale et décisive pour le PCA et les destinées de l'Albanie, n'est pas une simple coïncidence.

La situation où se trouvaient les Yougoslaves s'était beaucoup aggravée, surtout à la suite de la tension croissante de leurs relations avec les Albanais. Tout comme il avait agi à rencontre du PCA et de l'Albanie, Tito intensifiait ses efforts pour détruire les partis des autres pays de démocratie populaire des Balkans, voire de l'Europe

centrale, et pour les assujettir au PCY. Certes, ces desseins et ces actions de Tito devaient apparaître au grand jour, ils ne pourraient rester inaperçus; le grand Staline ne pouvait pas garder le silence et les considérer en simple spectateur en un temps où ce mal dangereux menaçait le mouvement communiste et les destinées du socialisme dans de nombreux pays, comme, en particulier, l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, à l'encontre desquels, à part ses desseins hostiles au socialisme, Tito nourrissait des vues annexionnistes et tramait des complots.

Analysant les conditions, les causes et les vrais motifs qui avaient poussé le PCA à passer publiquement à l'attaque contre le titisme en 1948, le camarade Enver Hoxha affirme une autre vérité: jusqu'au printemps de cette année-là le PCA fut seul à s'opposer aux visées et aux attitudes antimarxistes du PCY.

Les raisons de cette amère vérité sont nombreuses. Leur analyse, conforme à l'esprit de principe qui anime d'un bout à l'autre «Les Titistes», constitue une réponse à tous ceux qui étaient responsables de cette «mise à l'écart» du PCA ou qui avaient amené les partis frères à juger le PCA sur ce que leur disaient les «autres», des «tiers», des «intermédiaires» et, pis encore, «des intermédiaires malveillants, comme l'étaient les dirigeants titistes».[26]

Quoi qu'il en fût, conclut le camarade Enver Hoxha «nous en arrivâmes... aux mêmes considérations et conclusions que les autres partis frères, en affrontant tout seuls la direction révisionniste du PCY, sans avoir su que d'autres aussi, et en premier lieu le Parti bolchevik avec le grand Staline à sa tête, étaient engagés dans le même combat.

«Cela fut et demeure le grand mérite, un mérite incontestable de notre Parti, un titre d'honneur et de fierté pour nous!».[27]

2. Première école de la lutte contre le révisionnisme moderne

L'histoire de la lutte du PCA, longue de quatre décennies, contre les attitudes et les menées hostiles et anti-albanaises de la direction du PCY est en même temps l'histoire du combat du marxisme-léninisme contre Tune des variantes les plus dangereuses du révisionnisme moderne, le révisionnisme yougoslave.

Une série de conditions et de circonstances, comme la proximité géographique de l'Albanie avec la Yougoslavie et les relations particulières établies entre le PCA et le PCY après 1941, firent que le Parti du Travail d'Albanie fut le premier à affronter les attaques et les desseins hostiles de cette variante du révisionnisme et à mener contre lui comme aucun autre parti ne l'avait fait jusque-là, une lutte acharnée, apportant ainsi une contribution particulière à sa dénonciation.

Le livre «Les Titistes» reflète dans toute son ampleur cet aspect d'une importance vitale pour le mouvement communiste et ouvrier international dans son ensemble, ainsi que pour les destinées du socialisme en Albanie et l'avenir de notre Parti.

Sous cet angle également, cet ouvrage renferme de nombreuses valeurs.

Il constitue, en premier lieu, un précieux document prouvant que, contrairement à ce que l'on dit ou laisse parfois entendre, la lutte contre la variante titiste du révisionnisme n'a pas commencé en 1948, mais beaucoup plus tôt, lorsque cette variante du révisionnisme était apparue pour s'opposer au marxisme-léninisme. La propre expérience du PCA nous apprend qu'il s'est heurté à cette variante du révisionnisme dès les premiers contacts qu'il avait eus, vers la fin de 1942 et par la suite, avec les envoyés de la direction du PCY. Rappelons ici les âpres débats du camarade Enver Hoxha avec Tempo sur divers problèmes (tels le rôle du Parti de la classe ouvrière dans la lutte et la révolution; l'attitude vis-à-vis de l'expérience de la révolution d'Octobre; l'attitude envers les partis frères; le rôle dirigeant du parti communiste dans les unités militaires, etc.), ainsi que ses discussions et ses querelles avec V. Stojnic en 1944 (à propos des accusations qu'il avait portées contre le PCA en le taxant d'«opportunisme» et de «sectarisme» dans son attitude à l'égard du Balli Kombëtar; ses insinuations et ses accusations contre la ligne suivie par le PCA au cours de la lutte; ses «orientations» opportunistes dans la ligne future qu'il avait cherché à imposer à notre Parti; ses vues erronées sur le Front et le parti, son insistance pour mettre en veilleuse le rôle dirigeant du parti; son attitude envers les alliés; les vantardises de ce mégalomane sur «le caractère spécifique de la révolution yougoslave», «la contribution particulière de Tito» etc., etc.).

A première vue, il semblerait que le débat, les divergences de vues et d'attitudes entre le PCY et le PCA portaient sur des problèmes concrets, «du jour», sur la manière dont chacun d'eux comprenait et résolvait ces problèmes. Nul doute que cela aussi avait son importance, mais chacune de ces questions, en apparence «concrètes», avait son essence de principe relevant d'une certaine vision du monde: fallait-il admettre ou non le rôle dirigeant du parti dans la lutte et la révolution; fallait-il affirmer ce rôle ou bien laisser le parti «dans l'ombre» et limiter son rôle dans le cadre du Front; fallait-il ou non accepter l'expérience de la Révolution d'Octobre; fallait-il lutter à la fois pour rejeter le joug de l'occupant et résoudre correctement les tâches relatives à la question du pouvoir de la

classe ouvrière, à la question nationale, etc.; fallait-il enfin passer par l'étape socialiste de la révolution ou la renvoyer aux calendes grecques? Voilà en quels termes se posait le problème depuis 1943 et 1944.

Les envoyés du PCY, en tant qu'interprètes de la ligne de leur parti, souligne le camarade Enver Hoxha, avaient sur tous ces problèmes des vues contraires au marxisme-léninisme et observaient une attitude hostile à leur égard. C'est ici qu'ont leur source le désaccord et l'opposition, qui s'aggraveraient davantage entre nos deux partis jusqu'au jour où ils prendraient les traits d'un violent combat idéologique et politique, d'une lutte à mort.

Analysons, par exemple, la prétention des titistes «avancée» en Albanie par Blazo Jovanovic à la fin de 1942, selon laquelle c'était le PCY qui avait soi-disant fondé le PCA. Même si l'on fait abstraction des desseins hostiles qu'elle dissimulait et la considère comme une «aberration», cette prétention témoigne seulement d'un écart flagrant par rapport aux principes du marxisme-léninisme. Le camarade Enver Hoxha le démontre brillamment. Se fondant sur la loi fondamentale du marxisme-léninisme suivant laquelle le facteur intérieur est le facteur essentiel et déterminant de la naissance et de l'évolution de tout phénomène, le camarade Enver Hoxha souligne, non sans ironie, que «Le processus de la naissance et de la formation d'un parti communiste, partant, celui de la fondation de notre Parti communiste, ne peut faire exception à cette loi.»[28] Après avoir analysé sous tous les aspects la vérité sur la thèse des titistes, il aboutit à la conclusion qu'elle «... bafoue la loi du développement dans son ensemble et les principes qui président à la naissance, à la croissance et au renforcement des partis communistes en particulier.»[29] Bref, c'était du révisionnisme. Et puisque cette assertion fut ouvertement formulée dès k mois de mars 1943, (Blazo avait reçu les instructions de Tito depuis septembre 1942), il apparaît clairement que les vues et les attitudes révisionnistes du PCY dataient depuis longtemps.

Les attitudes et les vues chauvines et nationalistes ont été et demeurent les principaux traits des révisionnistes titistes. Mais si vers la fin de 1947 et en 1948 ils les ont étalés ouvertement et en ont été publiquement dénoncés, le PCA, comme en témoigne «Les Titistes», avait dès 1942 et 1943 compris les vues et les attitudes nationalistes de la direction du PCY et il s'y était opposé avec force.

Bien entendu, ces faits, considérés en étroite liaison avec toute une série d'autres faits analogues de la même période, conduisent à la conclusion que la direction du PCY, tout au moins pour la période où notre Parti a eu des contacts avec elle, était contaminée par le révisionnisme moderne depuis les années de la lutte de libération nationale. Cette conclusion est importante en ce qu'elle permet de rejeter l'idée que le révisionnisme titiste n'est apparu sur la scène qu'en 1948 ou plus tard, avec les théories et les élucubrations révisionnistes sur la soi-disant autogestion et le non-alignement. Non. 1948 marque le début de l'attaque ouverte contre ce courant antimarxiste qui s'était tellement développé depuis des années qu'il n'était plus tolérable. C'est ce qui s'est également produit en 1960 avec la variante khrouchtchévienne du révisionnisme ou en 1978-1979 avec sa variante chinoise. Ces dates marquent seulement le moment où fut engagée la lutte ouverte contre ces variantes et non pas le moment de leur «apparition».

Naturellement la conclusion que le titisme, en tant que courant idéologique et politique, agissait au moins depuis le temps de la Lutte de Libération nationale ne pouvait être dégagée, comme elle ne l'a pas été, dès les premiers moments de son apparition. Comme nous venons de le souligner, le processus de connaissance devait s'étendre sur des années entières de heurts et d'affrontements incessants, d'études et de confrontations des faits concrets avec les principes et les normes du marxisme-léninisme, de vérification de déclarations en apparence «de principe» au creuset de la réalité, etc.

Comme il est démontré clairement dans cette oeuvre, le PCA affronta toutes les attitudes et les vues qu'il estimait non fondées et contraires aux principes et s'y opposa dès les années de la lutte et après la Libération, bien qu'il n'eût pas encore conclu que le PCY était un parti révisionniste. Ainsi, dès ce temps-là il s'engagea dans la lutte contre le révisionnisme moderne et, plus la direction du PCY révélait son caractère révisionniste, plus la lutte du PCA contre cette variante s'intensifiait.

«C'était là, écrit le camarade Enver Hoxha, notre premier affrontement avec le révisionnisme moderne»[30] lorsque «nous devions percer à jour la lutte subversive que nous livraient ceux qui feignaient et se vantaient d'être nos amis; découvrir non seulement les ennemis véritables et farouches de notre Parti et de notre peuple, mais aussi les ennemis jurés du marxisme-léninisme, de la théorie et de la pratique de la révolution.»[31]

Du fait des conditions très difficiles et complexes dans lesquelles s'engagea et se poursuivit cette lutte (la grave situation créée à la suite de l'occupation fasciste du pays, les relations spécifiques établies dès le début entre le PCA et le PCY, la dissimulation, par ce dernier, de son essence révisionniste, le peu d'expérience du PCA dans le domaine de la théorie, les menées subversives des Yougoslaves du dehors et dans le corps sain de notre Parti, l'absence de liaison, jusqu'au milieu de 1948, avec les partis frères et le manque d'aide de leur part, sans exclure l'aide directe et concrète que nous accordait l'Union soviétique), certains revers amers ou quelque erreur passagère dans la solution de tel ou tel problème, mais non pas sur des questions de principe, étaient inévitables durant cette période.

C'était le moment où nos communistes et nos cadres à peine issus de la lutte, apprirent, en affrontant de multiples difficultés, à consolider le Parti et à grossir ses rangs, à bâtir l'Etat de démocratie populaire, à redresser notre économie et à l'asseoir sur des bases socialistes, etc. Concernant ces problèmes, le PCA a défendu sa ligne et n'a pas glissé dans le bourbier où voulaient l'enfoncer les titistes, mais sur certaines questions concrètes d'ordre organisationnel ou à propos de quelque orientation provisoire, il n'a pas pu éviter certaines erreurs. Ainsi, des erreurs furent commises sur le plan de l'organisation, (la désignation du secrétaire à l'organisation au poste de ministre de l'Intérieur, la déformation du rôle des organes des affaires intérieures, etc.), imposées par les Yougoslaves et adaptées par leurs agents K. Xoxe, P. Kristo et autres; une autre erreur, ce fut l'orientation donnée à la paysannerie pour planter le plus de tournesol et de coton possible, etc. Mais la réalité allait vite démontrer que ces «adaptations» et «orientations» ne pouvaient nous faire que du tort et nombre d'entre elles avaient été écartées avant que la lutte contre le titisme fût ouvertement engagée. Les erreurs commises et les revers essuyés deviendraient d'eux-mêmes une bonne leçon. Comme le camarade Enver Hoxha le souligne, «les épreuves, les affrontements, les erreurs et les succès de cette lutte devaient tourner, comme ils tournèrent effectivement, en une grande école de formation politique et idéologique des communistes et de notre peuple, en une expérience colossale, qui devait nous servir, comme elle nous servit en fait, dans les nouvelles batailles qui nous seraient imposées par la suite et jusqu'à nos jours...»[32]

En fait, les enseignements des premiers affrontements contre le révisionnisme moderne au pouvoir ne devaient pas tarder à se révéler pour le PTA une arme efficace. Cinq ou six ans après la dénonciation publique du titisme, le PTA allait avoir à faire face aux «conseils» et aux «orientations» de N. Khrouchtchev qui nous recommandait de «donner la priorité à l'agriculture et non pas à l'industrie»; de «renoncer à la production de céréales panifiables et de donner la priorité au coton, aux moutons et à la pêche»... etc. «L'«histoire» se répétait, mais nous ne renouvellerions pas notre première erreur. Les «tournesols» nous avaient appris à ne tourner la tête ni vers la Voïvodine ni vers l'Ukraine, mais seulement vers le marxisme-léninisme! Nous avions appris à connaître le révisionnisme moderne dans ses apparences et dans son contenu.»[33]

Telle fut donc la première période de l'affrontement avec le titisme, de la lutte contre lui. «Dans la pratique, dans les affrontements souvent périlleux nous apprenions toujours mieux la théorie et la pratique du socialisme scientifique.»[34]

Après avoir démontré que le révisionnisme yougoslave est apparu depuis les années de la Lutte de Libération nationale et que le PTA l'a affronté et combattu dès son apparition, le camarade Enver Hoxha soutient, avec force arguments à l'appui, une autre vérité: «...compte tenu de ce qui s'est produit dans ces 3-4 dernières décennies (en particulier après la trahison khrouchtchévienne) dans le mouvement communiste et ouvrier international, le Parti du Travail d'Albanie a le grand mérite historique d'être le seul parti, parmi ceux qui sont au pouvoir, non seulement à ne pas s'être laissé tromper et à n'avoir jamais interrompu sa lutte contre le révisionnisme yougoslave, mais à avoir même fait l'analyse ou plutôt l'autopsie profonde et générale du titisme.»[35]

Cette vérité incontestable est attestée par toute l'oeuvre colossale de notre Parti et du camarade Enver Hoxha dans la période allant de 1949 à nos jours. Dans ce livre le camarade Enver Hoxha met en relief, avec des touches mordantes quelques-uns des moments clés de la longue lutte conséquente que le PTA a menée et mène encore contre le révisionnisme yougoslave et toutes les autres variantes du révisionnisme.

En outre il souligne ce qui a toujours motivé le PTA dans cette lutte; ce sont des motifs suprêmes, des plus nobles: tout en combattant et en dénonçant le révisionnisme yougoslave, le PTA a défendu et défend toujours sa ligne juste, la liberté et l'indépendance de la patrie, les destinées du socialisme en Albanie, la théorie et la pratique du marxisme-léninisme, la cause de la révolution et du socialisme dans le monde.

3. Importante contribution à l'histoire et à la vie du PTA

Du fait même du caractère spécifique et de la complexité des rapports entre le PCA et le PCY dans les années 1941-1948 et par la suite, cet ouvrage qui les illustre est d'une grande valeur cognitive et scientifique pour l'histoire du PTA, de la Lutte de Libération nationale du peuple albanais et de l'Albanie tout entière à cette époque.

La plupart des événements les plus - importants de la vie de notre Parti, surtout ceux qui se sont produits dans la période 1941-1948, furent étroitement liés à l'activité antimarxiste de la direction yougoslave et certains marqués profondément du sceau hostile des titistes. Tels sont le 2^{e} plénum du. CC du PCA tenu à Berat en novembre 1944, l'histoire de la signature de la Convention économique albano-yougoslave en novembre 1946, la période très grave et dramatique qu'affronta le PCA du milieu de 1947 à avril et mai de l'année suivante; le 8^{e} plénum du CC du PCA (février 1948) et les tentatives de complot à la Conférence du Parti de Tirana en avril 1956, ainsi que l'écrasement du dernier complot des titistes conduit par l'agent multiple Mehmet Shehu (1981).

Dans tous ces événements clés et importants pour les destinées de notre Parti et de notre pays, on trouve la main criminelle de la direction yougoslave. L'histoire de ces événements apparaît plus complexe encore si l'on a en vue que les révisionnistes yougoslaves, en tant qu'instigateurs et organisateurs directs de ces agissements hostiles, ont mis en action leurs agents recrutés au sein de la direction du PTA comme Koçi Xoxe, Sejfulla Maleshova, Nako Spiru, Pandi Kristo, Liri Gega et Tuk Jakova et ainsi de suite, depuis Beqir Balluku et d'autres putschistes jusqu'à leur agent en chef Mehmet Shehu.

Depuis des années, le PTA a analysé ces événements et ces moments clés, il les a considérés dans leur ensemble, il en a découvert ou dénoncé les véritables auteurs, leurs desseins ainsi que les conséquences de leurs actes, il a infligé aux responsables et à toute leur besogne sinistre le châtiment qu'ils méritaient.

Le CC du PTA, a en temps opportun, informé le peuple et les communistes de ses analyses de ces événements et de ses prises de position à leur égard. Les documents du Parti et les oeuvres majeures du camarade Enver Hoxha sont pour nous de véritables archives très riches en enseignements sur ces événements aussi.

Tout un chapitre de 100 pages environ (le second), est consacré dans cet ouvrage au 2^{e} plénum du CC du PCA réuni à Berat, en novembre 1944, sans compter les tableaux, les passages et les réflexions profondes sur les événements antérieurs ou postérieurs à ce plénum. Une place importante revient également aux autres événements que nous venons d'évoquer.

Le fait que ces événements sont décrits de la plume du camarade Enver Hoxha, de celui qui en a été le témoin direct en même temps que la figure principale du Parti, sur laquelle ont convergé toutes les attaques et les complots de la direction du PCY, l'inspirateur, l'organisateur et le dirigeant de toute l'action du Parti pour découvrir et démanteler les menées des titistes, confère à ces descriptions, comme au livre tout entier, un coloris et un caractère dramatique, une tension qui nous tiennent en suspens du début à la fin. L'histoire dans ce livre n'est pas seulement écrite, elle est vécue.

Les communistes, les masses travailleuses, les jeunes et les spécialistes des sciences politiques, sociales et historiques en particulier, ont entre leurs mains non seulement un riche répertoire de faits et de documents authentiques, mais aussi un brillant modèle d'analyse et de synthèse matérialistes des événements, de leurs causes et de leurs responsables.

D'autre part, cette oeuvre qui a été essentiellement rédigée dans les années 1981-1982, (on y trouve des analyses et des conclusions qui se rapportent aux mois de septembre et d'octobre 1982), nous offre une histoire vivante de la vie de notre Parti et de notre peuple dans les quatre dernières décennies, mais elle éclaire et complète aussi sur la base d'analyses et de faits plus récents, nombre d'événements et d'analyses du passé.

Les documents et les données dont dispose le Parti après le suicide de l'ennemi Mehmet Shehu ainsi que les analyses qui ont été faites de ses menées de mercenaire des étrangers et de celles de ses acolytes, occupent dans l'oeuvre tout un chapitre, le dixième. Mais, l'action de cet agent de l'étranger étant de très longue date, les faits qui s'y rapportent trouvent «leur place» dans les premiers chapitres également. Et cela, parce que, comme le souligne le camarade Enver Hoxha, s'il est vrai que les services secrets étrangers, les yougoslaves en particulier, ont tout fait, pendant des années entières pour garder «intact», en réserve, leur agent Mehmet Shehu, ils n'ont cependant pas hésité à le mettre en action au moment où le besoin s'en est fait sentir, ou quand tout au moins ils ont estimé le moment venu pour le faire. C'est ce qui s'est produit pendant la guerre, dans la période difficile des années 1945-1948, en 1954-1956, en 1960-1961 et surtout en 1970-1981. Mehmet Shehu avait sinistrement trempé dans tous les événements clés de ces périodes, partout où les services secrets étrangers agissaient ouvertement ou en sous main. Des événements et des moments particuliers de cette période sont analysés dans cet ouvrage à la lumière des faits récents afin d'en compléter le tableau et de découvrir les liens apparents ou invisibles qui les unissent les uns aux autres.

L'analyse du camarade Enver Hoxha expose et dénonce les méthodes raffinées utilisées par les ennemis du dedans et du dehors pour prendre la citadelle albanaise de l'intérieur. Les services secrets étrangers ont mis en action, à des moments et dans des périodes déterminées, lorsqu'il le leur a fallu, un ou certains de leurs agents tout en en gardant d'autres en réserve pour d'autres jours, meilleurs ou pires. L'un d'entre eux que la CIA, l'Intelligence Service, l'UDB et le KGB avaient soigneusement préservé était Mehmet Shehu. Comme le camarade Enver Hoxha l'a expliqué,, si cet ennemi des plus dangereux a réussi à se camoufler pendant des années c'est essentiellement pour deux raisons: Primo, parce que, comme beaucoup d'autres auparavant, il ne s'opposait pas ouvertement à la ligne et à la politique du Parti, il agissait dans l'ombre suivant en cela les ordres et les conseils de ses patrons; secundo, parce que depuis la Libération et jusqu'au moment où son complot a été mis au jour, le poste de ministre de l'Intérieur avait été occupé successivement par des agents et ennemis dangereux comme Koçi Xoxe (jusqu'en 1948), Mehmet Shehu (jusqu'en 1954), Kadri Hazbiu (pendant de longues années) et enfin Feçor Shehu jusqu'en 1981. Tous les quatre étaient malheureusement «... des agents actifs surtout de l'UDB yougoslave, ils se couvraient mutuellement leurs turpitudes et leurs crimes et cachaient

aussi ceux de certains de leurs proches collaborateurs. Pendant près de quatre décennies chacun d'eux a dissimulé au Parti les indications recueillies sur les menées d'espionnage des autres».[36] Au cours de ces quarante années tous les complots et les groupes de conspirateurs ont été découverts, comme cela est démontré dans ce livre et pour les raisons évoquées grâce à la force et à la vigilance du Parti et de sa direction et en aucun cas par la Sûreté d'Etat. Sous cet aspect, à la lecture de ce livre et en considérant les questions en liaison entre elles, telles qu'elles se sont produites dans des circonstances et à des moments divers, on s'explique qui était Mehmet Shehu et comment il a réussi à se camoufler.

Mais «Les Titistes» n'est pas un livre important pour la seule connaissance de l'histoire du Parti. «Les enseignements que nous avons tirés de cette phase d'affrontements et de conflits de principes, sur les plans idéologique, politique, économique, organisationnel et même militaire, demeurent toujours actuels et féconds. Le passé sert toujours à éclairer le présent et l'avenir.»[37]

Vu sous cet angle, «Les Titistes» est un message de grande valeur adressé aux communistes et aux masses pour qu'ils aiment et préservent le Parti comme la prunelle de leurs yeux. Ce n'est pas pour rien que les ennemis intérieurs et extérieurs de notre peuple ont visé et frappé au premier chef le Parti du Travail d'Albanie. Ce n'est pas par hasard que le PTA devint, à peine créé, le point de mire de Tito et consorts. Selon leurs calculs, la destruction du PTA ou sa dégénérescence signifieraient la destruction du socialisme en Albanie, l'asservissement du peuple albanais, le morcellement de l'Etat albanais et son effacement de la carte. Si, durant ces quarante années, tous ces plans et complots de triste mémoire ont été réduits en poussière, le mérite en revient au Parti du Travail d'Albanie, à sa juste ligne, à sa bravoure et à son courage exemplaires.

Notre Parti est sorti victorieux de toutes ces batailles parce qu'il s'est toujours guidé, depuis sa fondation, sur le marxisme-léninisme. C'est sur la base de ses enseignements qu'il a défini, appliqué et défendu sa juste ligne, et qu'il a enfin réussi à la faire triompher. C'est là un autre enseignement de grande valeur, qui ressort de la lecture des «Titistes».

L'amour du Parti, du peuple et du socialisme n'aurait aucune signification ni aucune importance s'il ne s'associait pas à une juste compréhension de la ligne du Parti, à l'engagement de chacun d'appliquer et de défendre cette ligne à tout moment et dans tous les secteurs. Rappelons les situations extrêmement difficiles créées pendant et après le plénum de Berat (novembre 1944) ou dans les années 1947-1948. La direction saine du PTA et le camarade Enver Hoxha durent affronter non seulement les envoyés yougoslaves, porteurs des «thèses» de Tito, mais encore un certain nombre d'éléments de notre Bureau politique et du CC du PCA, comme K. Xoxe, S. Malëshova, N. Spiru et L. Gega, qui, en bloc et à l'unisson, avançaient les mêmes idées et défendaient les mêmes «thèses» que les Yougoslaves. Face à cette majorité unique, souligne le camarade Enver Hoxha, on pouvait hésiter, tomber dans l'erreur ou capituler. Mais cela ne s'est pas produit. La confiance dans le Parti et sa juste ligne, l'appui sur le peuple et la confiance en lui, indique-t-il lorsqu'il traite de la situation tendue qui s'était créée après le 8^{e} plénum du CC, «... étaient les deux facteurs fondamentaux, les deux puissants soutiens dans lesquels je puisais ma force pour agir avec circonspection, avec patience et pondération, persuadé que, tant que j'étais soutenu par eux et que c'était eux que je dirigeais, il n'était aucune force capable de nous mettre à bas.»[38] Et c'est ce qui s'est avéré: ceux qui n'eurent pas confiance dans le Parti et sa juste ligne, qui se détachèrent du peuple et s'opposèrent à la ligne du Parti et du peuple, furent les seuls à capituler, à échouer. C'est ce qui s'est passé en 1944, 1948, 1960 et 1980 avec les ennemis odieux que furent Koçi Xoxe et Sejfulla Malëshova, Beqir Balluku et Mehmet Shehu. Tous s'opposèrent à la ligne du Parti et finirent par devenir des agents de l'impérialisme et du révisionnisme. L'auteur des «Titistes» explique minutieusement pourquoi il en est allé ainsi de ces éléments. Les menées d'espionnage de la CIA, de l'UDB, du KGB et de l'Intelligence Service ont, certes, joué leur rôle dans cette métamorphose. C'est l'objectif de nos ennemis extérieurs. Mais il n'est nullement dit que tout le monde doive tomber sous leurs griffes. Tous ceux qui n'avaient pas confiance dans le Parti et dans sa ligne, qui n'ont pas aimé le peuple et la patrie, les petits-bourgeois et les nullités politiques et idéologiques, ceux qui ne s'étaient pas dépouillés de leur ancien complexe d'infériorité et qui manquaient de confiance dans la force colossale du peuple et du Parti, qui cherchaient leur salut chez les étrangers, «grands et puissants», ceux qui étaient atteints de mégalomanie, d'opportunisme et de sectarisme, les serviles et les carriéristes, les arrogants, bref les éléments abâtardis, se sont faits des agents au service des étrangers.

La haine légitime que nous éprouvons envers ces ennemis et leur besogne de mercenaires a toujours, exigé de nous que nous luttions sans arrêt pour barrer la voie aux tendances et aux symptômes que tous nos ennemis du dehors et du dedans guettent et dont ils voudraient profiter. C'est là aussi un très précieux enseignement que nous tirons du livre «Les Titistes» pour le présent comme pour l'avenir. Qu'il faut tenir tendue et aiguiser sans cesse la vigilance révolutionnaire au sein du Parti et du peuple en est un autre tout aussi important. C'est au Parti et au camarade Enver Hoxha que revient également le mérite d'avoir découvert et brisé la chaîne des complots subversifs tramés par les ennemis intérieurs et extérieurs. Il faut que chacun de nous soit toujours sur le qui-vive. Nous avons déjà parlé du chauvinisme des Grands-Serbes et de leur haine contre les Albanais, qui, comme le camarade Enver Hoxha l'a souligné, est devenu chez eux un atavisme. Le PCY, à travers toute sa ligne hostile à

l'Albanie, a accentué ce trait odieux, et comme les faits l'ont prouvé, la tendance à annexer l'Albanie et l'avidité insatiable des Grands-Serbes et de tous les autres chauvins restent vivaces et menaçables. Face à cet atavisme lourd de dangers, nous et les générations futures en particulier, nous devons redoubler de vigilance aujourd'hui et à l'avenir jusqu'à la victoire finale de la révolution prolétarienne et du communisme scientifique en Yougoslavie et dans les autres pays. Tous les autres enseignements que l'on tire de cet ouvrage, comme ceux sur la nécessité d'assimiler à fond le marxisme-léninisme, de préserver et de cimenter l'unité au sein du Parti et du peuple, de se mobiliser au travail, dans les actions de masse, dans la défense, etc. ont le même accent et la même valeur pour aujourd'hui, comme pour demain. Il faut que la mobilisation générale renforce davantage le présent et l'avenir, «... pour préserver toujours, comme le dit le camarade Enver Hoxha, l'honneur et le renom de notre Parti héroïque, pour élever sans cesse le prestige de l'Albanie socialiste et défendre l'indépendance sacrée de notre patrie.»[39]

Nous n'avons évoqué que certains éléments et idées du livre «Les Titistes» qui en concernent essentiellement le caractère. Certes ce sont les puissantes idées incarnées dans un matériau historique aussi riche et vivant qui confèrent à ce livre un tel intérêt qu'il vous envoûte. Mais c'est aussi la maîtrise avec laquelle est pétri ce matériau vivant, le style si varié et imagé, la richesse de la langue, la force et la profondeur de l'analyse qui rendent l'oeuvre si compréhensible et captivante pour quiconque.

Extrait du numéro 3 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. Publié en plusieurs langues étrangères, par les Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.

2. A la tête de ce complot se trouvait Mehmet Shehu, qui, comme il a été prouvé par la suite, avait depuis longtemps été recruté par les services secrets étrangers pour réaliser leurs plans subversifs à court et à long terme. (Voir: *Les Titistes,* Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, éd, fr., pp. 601-657).

3. Enver Hoxha, *Les Titistes,* Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, p. 654.

4. *Ibid.,* p. 14.

5. *Ibid.,* p. 15.

6. *Ibid.,* pp. 18-19.

7. A la Conférence des Ambassadeurs des grandes puissances à Londres, où la Serbie et le Monténégro demandèrent à annexer encore d'autres territoires albanais, bien que l'Albanie eût déjà été amputée de plus de la moitié de ses territoires.

8. Au moment où le gouvernement yougoslave mit au point une intervention militaire contre l'Etat albanais et appuya les forces contre-révolutionnaires d'A. Zogu, qui renversèrent le gouvernement démocratique bourgeois issu de la révolution de juin de 1924.

9. Cela, parce que Zogu, qui, en 1928, s'était fait proclamer «roi des Albanais», pour les intérêts de sa clique, lia l'Albanie à l'Italie fasciste et lui laissa le champ libre de l'envahir en avril 1939.

10. Communiste internationaliste yougoslave, qui fut libéré par les communistes albanais en automne 1941 d'un camp d'internement fasciste en Albanie. Il resta en Albanie pour maintenir les liens du PCA avec le PCY et appuya l'attitude internationaliste du PCA. En septembre 1944, sur l'ordre de la direction du PCY, il quitta l'Albanie et en mars 1945 fut tué dans un attentat ourdi par les services secrets yougoslaves.

11. Enver Hoxha, *Ibid.,* pp. 35-36.

12. *Ibid.,* p. 38.

13. A ce plénum, réuni pour analyser l'activité du PCA au cours de la lutte de libération nationale et définir les tâches de la nouvelle étape qui commençait avec la libération du pays, la direction yougoslave organisa dans les coulisses un complot contre le PCA dans le but de renverser sa direction avec le camarade Enver Hoxha à sa tête et lui substituer une nouvelle direction pro-yougoslave. Face à la résistance de la majorité des membres du plénum, elle ne put parvenir à ses fins. (Voir: Enver Hoxha, *Les Titistes,* Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, éd. fr., pp. 133-228).

14. Ce plénum a été préparé directement par la direction titiste, qui mit en mouvement son réseau d'agents dirigé par Koçi Xoxe pour lancer une nouvelle attaque contre la ligne marxiste-léniniste du PCA, son unité et son Secrétaire général. (Voir: Enver Hoxha, *Les Titistes,* Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, éd. fr., pp. 463-479).

15. Enver Hoxha, *Ibid.,* p. 169.

16. *Ibid.,* p. 220.

17. *Ibid.*

18. C'est ainsi que s'appelaient les brigades de partisans yougoslaves au cours de la lutte de libération nationale, alors qu'en Albanie elles s'appelaient brigades de choc en reflétant ainsi, par leur nom aussi, le contenu des mots d'ordre de la lutte de libération nationale du peuple albanais.

19. Enver Hoxha, *Ibid.,* p. 310.

20. *Ibid.,* p. 312.

21. *Ibid.,* p. 319.

22. *Ibid.,* p. 323.

23. *Ibid.,* p. 241.

24. Les éléments révisionnistes, par le biais de leurs représentants élus comme délégués à cette Conférence, présentèrent leur plate-forme antimarxiste dans l'esprit du 20e Congrès du PCUS pour frapper la ligne et la direction marxistes-léninistes du PTA. Comme il apparut par la suite, leur action avait été préparée en sous main par la Légation yougoslave en collaboration avec l'Ambassade soviétique à Tirana, de concert avec des agents de l'intérieur au service des réseaux de renseignements yougoslaves, avec à sa tête l'agent multiple Mehmet Shehu, dont les menées n'avaient pas encore été dévoilées à l'époque. (Voir Enver Hoxha, *œuvres choisies,* t. 2, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1975, éd. fr., pp. 481-507, *Les Titistes,* Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, éd. fr., pp. 610-633).

25. Enver Hoxha, *Discours électoral,* Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, éd. fr., p. 31.

26. Enver Hoxha, *Les Titistes,* Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, éd. fr., p. 529.

27. *Ibid.*

28. *Ibid.,* p. 35.

29. *Ibid.*

30. *Ibid.,* p. 17.

31. *Ibid.,* p. 16.

32. *Ibid.,* p. 18.

33. *Ibid.*

34. *Ibid.*

35. *Ibid.,* pp. 600-601.

36. *Ibid.,* p. 653.

37. *Ibid.,* p. 18.

38. *Ibid.,* p. 481.

39. *Ibid.,* p. 657.

VI. Aspects de la vie scientifique

Session scientifique sur «Le révisionnisme soviétique et la lutte du PTA pour le démasquer» et sur certains problèmes dans ce domaine

Les 17 et 18 novembre 1980 s'est réunie une session scientifique sur «Le révisionnisme soviétique et la lutte du PTA pour le démasquer», organisée par l'Institut des études marxistes-léninistes près le Comité central du Parti du Travail d'Albanie. Y ont participé des cadres dirigeants des organes du Parti, du pouvoir et de l'économie des districts et de la capitale, des chercheurs en sciences sociales, des travailleurs de la production, de l'enseignement, de l'éducation, de la culture et de l'art, des cadres militaires et autres.

La session a mené ses travaux en séance plénière et en deux sections. Quatre rapports et 33 communications y ont été présentés.

Dans son rapport «Le XX^{e} Congrès du PCUS et l'évolution du révisionnisme moderne», le professeur **Agim Popa** a souligné que les deux dernières décennies ont confirmé pleinement la justesse des prises de position du PTA dans sa lutte résolue contre le révisionnisme moderne. A la Conférence de Moscou, le camarade Enver Hoxha, en termes clairs et avec des arguments à l'appui a dénoncé le cours de trahison des révisionnistes khrouchtchéviens et défini la ligne de démarcation qui sépare le marxisme-léninisme du révisionnisme khrouchtchévien.

Ce rapport a réservé une place particulière à la critique et à la dénonciation des thèses opportunistes et des positions contre-révolutionnaires du XX^{e} Congrès du PCUS qui formula la ligne générale du révisionnisme khrouchtchévien sur les problèmes intérieurs du pays aussi bien que sur les problèmes internationaux.

Comme tous les révisionnistes modernes, les révisionnistes khrouchtchéviens au XX^{e} Congrès du PCUS, ont beaucoup spéculé et ils spéculent encore beaucoup aujourd'hui sur le mot d'ordre du «développement créateur» du marxisme-léninisme et de la «lutte contre le dogmatisme», en déclarant que les grands enseignements du marxisme-léninisme sont périmés, dépassés et inappropriés à notre époque. Mais leur «anti-dogmatisme» n'est rien qu'une manoeuvre pragmatiste tendant à justifier et à camoufler le révisionnisme.

Les révisionnistes modernes sont des ennemis jurés de la dictature du prolétariat, ils sabotent la révolution et défendent l'ordre capitaliste. Aussi la lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme est-elle indivisible de la lutte contre le révisionnisme.

La propagande bourgeoise, sociale-démocrate, trotskiste, etc., mène un grand tapage sur le prétendu échec du marxisme-léninisme, sur ce qu'elle appelle la crise et la désagrégation du communisme. En réalité, ce n'est ni le marxisme-léninisme, ni le communisme en crise, mais le révisionnisme moderne. La lutte sans principes pour le pouvoir et les bouleversements qu'ont connus les pays révisionnistes, depuis le renversement de Khrouchtchev en Union soviétique, de Rankovic et d'autres en Yougoslavie jusqu'aux limogeages et promotions réitérés en Chine, la destitution de Gomulka et de Gierek en Pologne, etc., les échecs essuyés par les pays révisionnistes dans leur économie et leur politique extérieure, les agressions soviétique et chinoise en Tchécoslovaquie, en Afghanistan et au Vietnam, les contradictions et les désaccords au sein du camp révisionniste, sont autant de faits qui attestent la grave crise qui tenaille le révisionnisme.

En revanche, le marxisme-léninisme est toujours vivant et plein de vitalité. Il garde et gardera, à l'avenir aussi, toute sa force de transformation. Il est incarné actuellement par la politique et l'action révolutionnaires des partis marxistes-léninistes. Sa force invincible est confirmée par l'expérience historique de l'Albanie en particulier, qui, bien qu'étant un petit pays, construit avec succès le socialisme suivant les enseignements du marxisme-léninisme et fait face à l'encerclement et au blocus impérialistes et révisionnistes en comptant exclusivement sur ses propres forces.

Dans son rapport «La lutte du PTA contre les ingérences et les pressions des révisionnistes khrouchtchéviens sur notre Parti et notre pays», **Vangjel Moisiu,** maître de recherches, a analysé cette lutte en tant que partie intégrante de l'ensemble de la grande lutte de principe que le PTA a menée contre le révisionnisme soviétique.

Il est notoire que dans le discours historique qu'il a prononcé en novembre 1960 à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers, le camarade Enver Hoxha a non seulement démasqué la plate-forme révisionniste khrouchtchévienne relative aux problèmes de la stratégie du mouvement communiste international, mais encore dénoncé ouvertement et résolument les pressions, chantages et interventions des révisionnistes khrouchtchéviens à l'encontre de notre Parti et de notre pays.

Le premier affrontement se produisit à propos de la question du révisionnisme yougoslave.

Les divergences de principe et le conflit entre notre Parti et le groupe Khrouchtchev s'exacerbèrent encore plus lorsque ce dernier formula et légalisa sa plate-forme révisionniste au XX^{e} Congrès du PCUS en orchestrant en

même temps une campagne féroce contre le prétendu culte de la personnalité de Staline et qu'il tenta par tous les moyens d'imposer son cours contre-révolutionnaire à tout le mouvement communiste international.

Les khrouchtchéviens avaient pour objectif de briser la résistance du PTA, de le contraindre à changer de ligne. Pour ce faire, ils imposèrent un blocus total à notre pays, annulèrent tous les accords conclus avec nous, rompirent les relations diplomatiques et, du haut de la tribune de leur XXII^{e} Congrès, attaquèrent publiquement notre Parti en appelant les communistes et le peuple albanais à se dresser dans la contre-révolution.

Toutes les tentatives des khrouchtchéviens pour soumettre notre Parti et l'obliger, à l'instar des autres pays anciennement socialistes, à s'engager dans la voie du révisionnisme et du capitalisme échouèrent. Le Parti du Travail d'Albanie avait ainsi remporté une grande victoire sur le révisionnisme khrouchtchévien.

Et si notre Parti a remporté cette victoire c'est parce qu'il est resté fidèle au marxisme-léninisme, qu'il a suivi une ligne conséquente de principe, et qu'il a toujours bénéficié de l'appui des larges masses travailleuses du pays, du soutien puissant du peuple.

Omer Hashorva, candidat es sciences, a présenté un rapport sur «Le système économique et social de l'Union soviétique actuelle, système capitaliste». Le processus contre-révolutionnaire de la dégénérescence du socialisme et de la restauration du capitalisme en Union soviétique, a-t-il souligné entre autres, a vu le jour avec l'usurpation, par les révisionnistes khrouchtchéviens, de la direction du parti et de l'Etat, qui se sont convertis graduellement en un parti et en un Etat bourgeois.

Tout en conservant les apparences de la propriété anciennement socialistes, les révisionnistes khrouchtchéviens, après avoir transformé son essence, l'ont convertie en propriété capitaliste dans les campagnes comme dans les villes. Les entreprises et les unions économiques qui constituent la forme principale du capitalisme monopoliste d'Etat dans l'économie soviétique sont régies par les lois du profit, de la valeur, de l'anarchie, de la concurrence, etc., sur lesquelles s'appuie et se développe l'économie de chaque pays capitaliste.

Les transformations radicales de caractère bourgeois dans la structure économique devaient conduire, comme elles n'ont pas manqué de le faire, à des transformations tout aussi radicales dans la structure de classe de la société soviétique actuelle. La couche des bureaucrates et des apparatchiks, qui a usurpé la direction du Parti et de l'Etat, organisé la contre-révolution «pacifique» et mis la main sur les moyens de production, s'est convertie actuellement en une nouvelle classe bourgeoise. La classe ouvrière, privée de son parti et de son pouvoir politique, dépossédée des moyens de production, s'est transformée en une classe purement productive, opprimée et exploitée, qui vit de son labeur. Elle a à ses côtés, la paysannerie, qui est elle aussi une classe opprimée et soumise à un processus de décomposition. Il existe aussi une nouvelle couche d'intellectuels qui est au service du système bourgeois et révisionniste. Il y a enfin une couche de petits bourgeois, composée de petits propriétaires privés, d'artisans, de tripoteurs, d'accapareurs dont le nombre va croissant.

L'oppression sociale exercée en Union soviétique révisionniste s'accompagne de l'oppression nationale, partie inséparable de la politique de classe bourgeoise suivie par la clique au pouvoir.

Par suite de la trahison des révisionnistes khrouchtchéviens l'Union soviétique est devenue à présent un pays capitaliste et une puissance social-impérialiste.

Le professeur **Arben Puto** a présenté le rapport sur «Le caractère social-impérialiste de la politique extérieure de l'Union soviétique actuelle».

Le tournant régressif intervenu dans le cours de la politique extérieure de l'Union soviétique après la mort de Staline, a-t-il indiqué entre autres, constitue l'un des aspects les plus importants de sa dégénérescence capitaliste.

La nouvelle stratégie khrouchtchévienne sur la prétendue voie pacifique au socialisme, les conceptions révisionnistes sur la guerre et la paix, sur l'attitude à adopter envers l'impérialisme, la social-démocratie, les Etats nouvellement créés, etc., constituaient la plateforme principale des plans des dirigeants soviétiques visant à étouffer la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie et des peuples contre l'impérialisme.

Le slogan de la «souveraineté limitée» prônée par la théorie brejnévienne illustre on ne peut mieux le cours social-impérialiste et hégémoniste de la politique extérieure soviétique. De même, «l'internationalisme prolétarien» brejnévien a été adapté aux visées de l'expansionnisme soviétique.

La politique menée par l'Union soviétique à l'égard du prétendu tiers-monde revêt actuellement tous les traits fondamentaux de l'impérialisme de notre époque. En tant que telle, elle crée sans arrêt de nouveaux éléments de tension et d'affrontement qui exacerbent à l'extrême l'ensemble des relations internationales et accroissent les dangers de guerre.

Seuls les aveugles ou ceux dont l'esprit est obnubilé par un sentiment de servilité envers les «superpuissances», ne peuvent pas voir que l'Union soviétique a dégénéré, qu'elle s'est transformée en un Etat social-impérialiste qui

suit une politique ouverte à tout, même au pragmatisme, à «la raison d'Etat» et à «l'équilibre des forces», une politique où les grands principes marxistes-léninistes ne sont plus que des slogans vides de sens.

Toute la politique extérieure du Parti du Travail d'Albanie et de notre Etat socialiste est placée sous le signe de la lutte de principe contre l'impérialisme, le social-impérialisme et le révisionnisme, pour une égalité entière dans les relations internationales, pour le plein droit de chaque Etat, de prendre, quels que soient son potentiel et sa superficie, une part active à la vie internationale et de dire son mot sur les problèmes importants de la politique mondiale. Usant largement de ce droit dans la pratique soit pour défendre les intérêts de sa patrie, soit pour exprimer avec courage et dignité ses points de vue, critiquant dans les relations internationales toutes les prises de position, qui vont à l'encontre des intérêts de la liberté et de l'indépendance des peuples, notre Parti et notre Etat ont apporté une précieuse contribution au développement du processus historique de la libération des peuples du joug de l'impérialisme, sans égard à la forme qu'il revêt.

Le lendemain la session scientifique a mené ses travaux en deux sections.

A la section A ont été présentées 17 communications sur la dénonciation de la politique extérieure social-impérialiste de l'Union soviétique. Les auteurs des communications ont mis l'accent sur la portée historique du discours du camarade Enver Hoxha à la Conférence de Moscou et sur la prise de position révolutionnaire marxiste-léniniste du PTA à la réunion de Bucarest; ils ont évoqué certains aspects de la lutte du PTA pour neutraliser les menées de sabotage des révisionnistes soviétiques contre notre pays dans les domaines économique et militaire; souligné que la dénonciation du Traité de Varsovie par le PTA est un acte révolutionnaire d'une grande importance pour la défense de l'indépendance du pays et du socialisme; analysé les attitudes opportunistes de la direction chinoise à l'égard des révisionnistes soviétiques dans les années 1960-1964 ainsi que les prises de position opportunistes de la direction khrouchtchévienne envers la Yougoslavie titiste; relevé les aspects fondamentaux de l'intégration totale de l'économie soviétique dans l'économie capitaliste mondiale, de l'exploitation et de la domination des pays de la «communauté socialiste» par le social-impérialisme soviétique à travers le Comecon et le Traité de Varsovie; démasqué la rivalité et la collaboration soviéto-américaines comme le plus grand danger pour la paix et la sécurité des peuples; traité de l'aggravation des contradictions entre l'Union soviétique et la Chine à la suite, de leur politique impérialiste; apporté des faits et des arguments pour dénoncer une fois de plus la politique et les menées agressives, néo-colonialistes et hégémoniste des social-impérialistes soviétiques en Méditerranée et dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Afghanistan, en Asie, Afrique et Amérique latine.

A la section B ont été présentées 16 communications sur l'ordre social bourgeois et révisionniste en Union soviétique, toutes centrées sur la dénonciation des vues antimarxistes des révisionnistes soviétiques. Leurs auteurs ont mis l'accent sur la Constitution soviétique actuelle en tant que code du capitalisme restauré; ils ont analysé le processus de transformation organisationnelle du PCUS en parti bourgeois révisionniste et en instrument politique et idéologique de la nouvelle bourgeoisie au pouvoir; la réorganisation de l'économie soviétique, le mécanisme capitaliste de son fonctionnement et ses échecs; la dégénérescence capitaliste des kolkhozes et certaines formes de l'exploitation des masses travailleuses dans la société soviétique, autant de traits du capitalisme monopoliste d'Etat en Union soviétique. Dans ce cadre, ils ont traité de certains aspects de la crise de la pensée économique révisionniste soviétique. Ils ont aussi dénoncé l'essence social-chauvine de la théorie révisionniste du «peuple soviétique unique» et, en général, de la science soviétique au service de la politique révisionniste et social-impérialiste du Kremlin. Ils ont enfin critiqué les élucubrations des révisionnistes, soviétiques dans le domaine philosophique, dans les processus contre-révolutionnaires de leur littérature actuelle, dans leur théorie et leur pratique artistiques, la dégénérescence morale et politique de la jeunesse soviétique et l'encouragement de la religion par l'Etat, autant de données édifiantes sur la putréfaction idéologique des révisionnistes soviétiques.

Des cadres et des travailleurs du Parti, du pouvoir et des organisations de masse ont suivi avec intérêt les travaux de la session scientifique sur «le révisionnisme soviétique et la lutte du PTA pour le démasquer». Dans quelques districts du pays des réunions ont été organisées où ont été lus des documents de cette session.

Les rapports et les communications présentés à cette session scientifique sont de précieux documents sur la lutte idéologique menée par le Parti du Travail d'Albanie contre le révisionnisme en général et contre le révisionnisme soviétique en particulier.

«La poursuite et l'extension de la lutte idéologique contre le révisionnisme en général et le révisionnisme soviétique en particulier, l'approfondissement de la grande polémique déclenchée après la Conférence de Moscou de 1960, a dit le camarade Enver Hoxha, sont un devoir important et impérieux pour tous les marxistes-léninistes, pour tous les révolutionnaires authentiques». Pour l'accomplir, notre critique du révisionnisme doit être toujours profonde et étayée d'arguments scientifiques même s'il s'agit d'articles de journaux ou de publications de divers auteurs, de rapports et de communications présentés à des conférences et à des sessions scientifiques. Si nous insistons là-dessus c'est qu'il nous arrive de constater dans notre activité scientifique et

notre propagande des défauts et des faiblesses dus à des études peu approfondies, où la critique du révisionnisme est superficielle, générale et insuffisamment argumentée.

La lutte idéologique menée par notre Parti contre le révisionnisme moderne en général est toujours centrée sur la dénonciation du révisionnisme soviétique. Comme il a été souligné une fois de plus au VIII[e] Congrès du PTA, «le révisionnisme soviétique a été et reste le courant le plus dangereux du révisionnisme moderne». Aussi est-il indispensable de procéder à des études approfondies et argumentées non seulement sur les questions de l'idéologie et de la politique extérieure social-impérialistes, mais aussi sur la politique intérieure soviétique, les questions économiques et la réalité capitaliste actuelle en Union soviétique.

L'ordre bourgeois en Union soviétique a ses particularités du fait qu'il a été rétabli à la suite du renversement du régime socialiste. Pour mettre en lumière le caractère spécifique et les formes concrètes des rapports et des lois économiques du capitalisme en Union soviétique, il est indispensable d'étudier attentivement le mécanisme qui régit la vie dans ce pays, la pratique et les formes concrètes de l'application des lois susmentionnées, les conséquences économiques et sociales qu'elles entraînent. Afin de mettre à nu le contenu de classe capitaliste de la propriété en Union soviétique, il faut analyser l'ensemble des rapports économiques établis dans le domaine de l'organisation et de la gestion de la production, dans le domaine de la circulation et surtout de la répartition, pour démontrer que la nouvelle bourgeoisie soviétique s'approprie les fruits du labeur des ouvriers et des paysans de ce pays.

Notre critique marxiste-léniniste doit frapper avec sévérité et de façon convaincante les thèses et les menées des révisionnistes; rejeter, avec des faits et des arguments scientifiques à l'appui, leurs théories antimarxistes sur l'Etat et le parti du peuple tout entier, sur le peuple soviétique unique, sur la nationalité soviétique commune, sur la souveraineté limitée, sur la spécialisation et la division internationale du travail, etc.; démasquer leur faux «socialisme» en perçant à jour le caractère capitaliste et contre-révolutionnaire de leur idéologie et de leur politique bourgeoises à travers l'analyse de leur activité pratique et des conséquences concrètes de cette politique dans la vie intérieure du pays comme dans l'arène internationale.

Les révisionnistes soviétiques ne sont pas de communistes qui se sont fourvoyés mais des renégats qui, ayant trahi, sont devenus des bourgeois, des capitalistes, et, à des fins démagogiques hostiles, se camouflent d'une phraséologie marxiste-léniniste. Aussi est-il nécessaire de dénoncer non seulement la forme sous laquelle ils se présentent, leur apparence, leur étiquette, mais aussi et surtout leur contenu, leur essence, leur objectif contre-révolutionnaires.

Afin d'élever le niveau scientifique de notre analyse critique, nous devons approfondir la connaissance de la réalité capitaliste soviétique dans tous les domaines et sous tous les aspects, économiques, politiques, idéologiques et culturels. L'organisation de conférences scientifiques, de discussions et de débats critiques, d'études sur des problèmes de la lutte contre les théories et les pratiques révisionnistes que les institutions de recherche et les chaires des sciences sociales de notre Université ont envisagées et déjà entreprises serviront à coup sûr à élever encore le niveau de notre critique marxiste-léniniste contre le révisionnisme moderne, notamment contre le révisionnisme soviétique.

Nous possédons un fonds riche en documents de notre Parti et du camarade Enver Hoxha concernant la lutte contre le révisionnisme en général et le révisionnisme soviétique en particulier. Ces documents constituent également une puissante base idéologique et politique pour toute étude sur le révisionnisme, et donnent de justes orientations sur le plan idéologique, politique et méthodologique.

VII. Bibliographie

Œuvres des classiques du marxisme-léninisme et publications politiques et sociales albanaises traduites en langues étrangères, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1981, 1982.

Marx-Engels, *Manifeste du Parti communiste.* En anglais, français et espagnol.

Lénine, V., *L'Etat et la révolution.* En anglais, français et espagnol.

Lénine, V., *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.* En anglais, français et espagnol.

Lénine, V., *Marxisme et révisionnisme.* En anglais, français et espagnol.

Lénine, V., *La faillite de la II^e Internationale.* En anglais, français et espagnol.

Lénine, V., *L'opportunisme et la faillite de la II^e Internationale.* En anglais, français et espagnol.

Lénine, V., *Un pas en avant, deux pas en arrière.* En anglais, français et espagnol.

Lénine, V, *Le socialisme et la guerre.* En anglais, français et espagnol.

Lénine, V., *La conception libérale et la conception marxiste de la lutte de classe.* En anglais, français et espagnol.

Lénine, V., *L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat.* En anglais, français et espagnol.

Lénine, V., *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.* En anglais, français et espagnol.

Lénine, V., *Les enseignements de la révolution.* En anglais, français et espagnol.

Lénine, V., *L'impérialisme et la scission du socialisme.* En anglais, français et espagnol.

Lénine, V., *A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe.* En anglais, français et espagnol.

Lénine, V., *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky.* En anglais, français et espagnol.

Lénine-Staline, *Du caractère de notre époque.* En anglais, français et espagnol.

Staline, J., *œuvres choisies.* En espagnol.

Staline, J., *Le marxisme et les questions de linguistique.* En anglais, français et espagnol.

Directives du VIII^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie sur le 7^e plan quinquennal (1981-1985) concernant le développement économique et culturel de la RPS d'Albanie. En anglais.

L'histoire du Parti du Travail d'Albanie — seconde édition. En anglais, français, italien, espagnol, allemand et russe.

Hoxha, E., *Rapport au VIII^e Congrès du PTA, 1^er novembre 1981.* En anglais, français, espagnol, russe, italien et allemand.

Hoxha, E., *Al Khroushovijune. Dhikrajte (Les khrouchtchéviens — Souvenirs).* En arabe. Il est publié aussi en anglais, français, espagnol, allemand, italien et russe.

Hoxha, E., *Les menées anglo-américaines en Albanie.* Souvenirs. En anglais, français, espagnol, allemand et italien.

Hoxha, E., *Avec Staline. Souvenirs* — Seconde édition. En anglais, français, allemand, russe.

Hoxha, E., *O littérature i Iskusstve (1949-1980).* (Sur la littérature et les arts — 1949-1980). En russe.

Hoxha, E., *Discours électoral, 10 novembre 1982.* En anglais, français, italien, allemand, russe, espagnol et grec.

Hoxha, E., *Les Titistes — Notes historiques.* En anglais, français, italien, espagnol et russe.

Hoxha, E., *œuvres choisies,* tome IV. En français, anglais, russe et espagnol.

A propos des événements de Kosove. En anglais, français, espagnol et allemand.

Portrait of Albania. En anglais et espagnol.

Çami, F., Hysi, G., *La Constitution du socialisme triomphant.* En russe.

Puto, A., *L'indépendance albanaise et la diplomatie des grandes puissances.* En français.

Baçi, I., *L'agriculture en RPS d'Albanie.* En anglais, français, espagnol et italien.

Banja, H., *L'édification de la base économique du socialisme et son expérience en RPS d'Albanie.* En anglais et français.

N°2 (1985)

Les matériaux de ce numéro sont tirés de la revue «Studime Politiko-Shoqërore» (Etudes politiques et sociales) N°8/1985.

Ramiz Alia — Enver Hoxha et son oeuvre vivront dans les siècles. (Discours prononcé au meeting organisé à l'occasion des funérailles du camarade Enver Hoxha — 15 avril 1985)

I. Oeuvres du camarade Enver Hoxha

— Nos études doivent toujours être éclairées par le marxisme-léninisme. (Discours à la réunion du Bureau politique du CC du PTA — 16 juin 1965)

— Apprenons à connaître à fond la psychologie du peuple et des hommes. (Extrait de l'entretien avec les principaux cadres du Parti, du pouvoir et des organisations de masse du district de Fier — 14 mars 1978)

— A propos du perfectionnement du travail de gestion et d'organisation scientifiques du Parti et de ses leviers dans le domaine économique. (Discours de clôture au 7e plénum du CC du PTA — 15 janvier 1980)

— Réflexions (Extraits du «Journal sur des questions internationales», — 15 juillet 1981)

— Analyses marxistes-léninistes approfondies de la situation des classes et des couches, des influences positives et négatives au sein de la société albanaise durant les années de la Lutte de libération nationale. Extraits du livre «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle (Souvenirs et notes historiques)»

II. Articles et études consacrés à la pensée théorique marxiste-léniniste du camarade Enver Hoxha

Pr. Stefanaq Pollo, Pr. Zija Xholi — La contribution du camarade Enver Hoxha au développement des sciences sociales en Albanie

Raqi Madhi (Docteur es sciences), Shyqyri Ballvora (Docteur es sciences) — Enver Hoxha — créateur de la science de l'Histoire du Parti du Travail d'Albanie

Pr. Alfred Uçi — La pensée théorique du camarade Enver Hoxha sur le rôle de la révolution idéologique et culturelle dans notre société socialiste

Vasillaq Kureta (Maître de conférences) — La pensée théorique du camarade Enver Hoxha sur la révolutionnarisation ininterrompue de la vie du pays

Pr. Hamit Beqja — La contribution du camarade Enver Hoxha à la création et au développement de notre enseignement populaire et de notre pédagogie socialiste

Vangjel Moisiu (Docteur es sciences) — Le camarade Enver Hoxha, adversaire résolu du révisionnisme moderne

III. Comptes-rendus

Jani Thomai (Docteur es sciences) — Précieux travaux de notre science socialiste. A propos de l'ouvrage en deux volumes du camarade Enver Hoxha «De la science (Recueil d'écrits)»

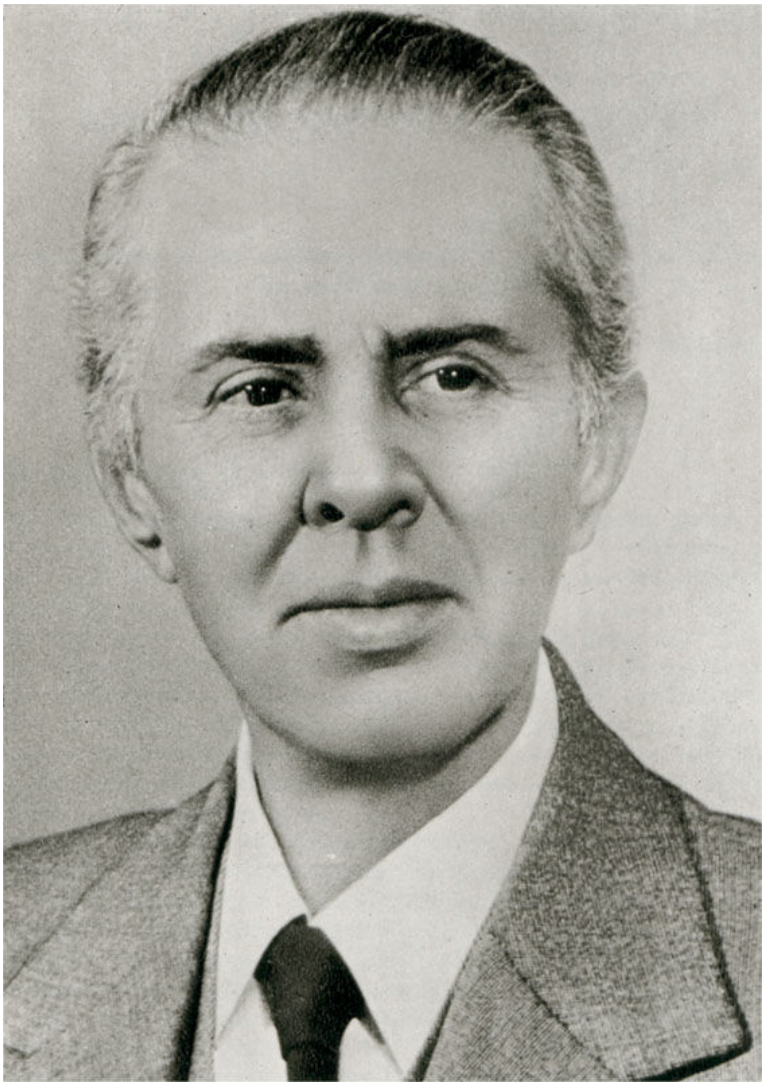
IV. Vie scientifique

Adriatik Kanani — Session scientifique consacrée à l'oeuvre du camarade Enver Hoxha «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle»

Harillaq Kekezi — Séminaire consacré à la pensée politique du PTA et du camarade Enver Hoxha sur les questions internationales

— Séminaire théorique consacré à l'oeuvre du camarade Enver Hoxha «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle»

GLOIRE ETERNELLE AU SOUVENIR ET A L'OEUVRE LUMINEUSE ET IMMORTELLE DU CAMARADE ENVER HOXHA!



Ramiz Alia — Enver Hoxha et son oeuvre vivront dans les siècles.

Discours prononcé au meeting organisé à l'occasion des obsèques du camarade Enver Hoxha

15 avril 1985

Camarades, frères et soeurs,

Nous nous séparons aujourd'hui du plus grand homme qu'ait jamais mis au monde le sol albanais, nous nous, séparons d'Enver Hoxha, fondateur de l'Albanie nouvelle, notre dirigeant, notre camarade, notre frère et éducateur bien-aimé.

Sur cette place, où nous nous sommes réunis pour Lui faire nos derniers adieux, il dirigea, il y a quarante-quatre ans, la grande manifestation antifasciste et appela le peuple à s'insurger contre les occupants et les traîtres. Et depuis lors jusqu'au jour où il s'est éteint, il a toujours été, à la tête du Parti et du peuple, le guide légendaire de la Lutte de libération nationale et le dirigeant héroïque de l'édification du socialisme en Albanie.

La vie et l'activité du camarade Enver Hoxha constituent l'histoire vivante du peuple albanais au cours de ces cinquante dernières années. C'est l'histoire de la fondation du Parti et de sa croissance, c'est l'histoire de la révolution populaire et de son triomphe, l'histoire de la renaissance de l'Albanie et de l'édification de la vie nouvelle, l'histoire de la lutte contre les ennemis extérieurs et intérieurs et de notre victoire sur eux. Le nom d'Enver Hoxha est lié à la construction des larges chemins sur lesquels notre peuple a avancé triomphalement pendant les années de l'époque du Parti. Son action se retrouve dans tous les fondements solides sur lesquels s'est érigée l'Albanie actuelle, son esprit a éclairé toutes les cimes où s'est hissée notre société, sa parole sage et ardente a réchauffé les coeurs de tous les gens de chez nous.

Enver Hoxha a non seulement pris une part active aux grands événements de l'histoire la plus récente de notre peuple, mais il a aussi influé directement sur leur cours. Et le peuple albanais a eu la grande chance d'avoir pour guida, en ces moments-là, ce révolutionnaire communiste conséquent, cet ardent patriote et homme d'Etat remarquable. Le camarade Enver Hoxha a incarné les sublimes vertus de notre peuple si ancien, son esprit combatif et son noble caractère, ses brillantes et héroïques traditions, son esprit de révolte et sa générosité, qui se sont trempés à travers tant de combats et de souffrances, d'efforts séculaires pour la liberté et l'indépendance, pour la lumière et le savoir, la terre et le pain.

Quand la botte de l'occupant étranger foula le pays et que les ténèbres fascistes se répandirent sur notre sol, seul un homme comme Lui pouvait saisir l'importance historique du moment, comprendre les aspirations du peuple et ce dont il avait besoin pour les traduire dans les faits. Seul un homme comme Enver Hoxha, qui comprenait, non seulement sur le plan des sentiments mais aussi politiquement et idéologiquement, le devoir qui incombait aux révolutionnaires et aux patriotes albanais, et les responsabilités qu'ils devaient assumer, pouvait indiquer la voie à suivre pour le salut de la patrie.

Le grand acte d'Enver Hoxha en ce sombre et trouble mois de novembre 1941, qui engendra la fondation du Parti communiste, offrit au peuple albanais la lumière qui lui manquait, les yeux dont son esprit avait besoin pour voir son avenir, il le dota de l'Etat-major qui le guiderait dans une lutte à mort contre l'ennemi, lutte qui nécessiterait des efforts titanesques. La mission qu'assumèrent les communistes albanais à l'époque était un lourd fardeau auquel leurs très jeunes épaules ne s'étaient pas habituées. Mais ils l'ont porté avec honneur et jusqu'au bout, parce qu'ils avaient à leur tête un grand dirigeant, qui était conscient de l'objectif à atteindre et de la voie qu'il fallait suivre pour y parvenir. Ce dont Enver Hoxha s'était bien rendu compte, il l'exposa avec autant de clarté et de conviction dans son premier discours à la réunion des communistes albanais en vue de la fondation de leur Parti: si le peuple albanais était en proie à des souffrances et à des malheurs sans fin, c'était à cause non seulement des étrangers, mais aussi des classes politiques qui avaient jusque-là dominé en Albanie et qui avaient toujours collaboré avec eux dans un esprit de parfaite soumission. Il s'était bien rendu compte que sans lutter avec la même fermeté contre ces deux forces hostiles à la fois, on ne saurait ni accéder à la liberté véritable, ni assurer l'indépendance nationale, ni réaliser les aspirations sociales des masses.

Le phénomène, peut-être unique, qui s'est produit en Albanie, où la Lutte de libération nationale ne fit qu'un avec une vaste révolution populaire, n'était pas quelque chose de fortuit. Sans une profonde conviction idéologique et sans une grande clarté politique il eût été impossible d'y arriver. C'est le camarade Enver Hoxha qui mit cette grande idée créatrice et révolutionnaire à la base de la ligne du Parti et de la plate-forme de la Lutte de libération nationale, c'est le camarade Enver Hoxha qui, à la tête du Parti, du Front de libération nationale et de l'armée de partisans, rendit possible sa réalisation.

Le peuple suivit les communistes, il accepta d'être dirigé par eux parce que, vaillants et courageux, ils ne reculaient devant aucun sacrifice, faisant ainsi preuve d'un esprit d'abnégation exemplaire. Leur bon exemple était, certes, important, mais il n'était pas déterminant. L'essentiel c'était que l'appel que le Parti avait lancé au peuple pour qu'il se dresse dans la lutte, chasse l'occupant étranger et instaure le pouvoir populaire, exprimait sa véritable volonté, ses rêves séculaires.

Nous avons toujours déclaré que la Lutte de libération nationale a été la plus importante des luttes qu'ait menées notre peuple, bien qu'il ait livré beaucoup d'autres combats, que son sang ait coulé à flots, qu'il ait beaucoup souffert et que les pertes qu'il a subies aient été incalculables. La Lutte de libération nationale dirigée par le Parti avec à sa tête le camarade Enver Hoxha est importante par les idées qui l'inspirent et surtout par ses résultats. C'est seulement grâce à elle que la véritable liberté nationale a été gagnée, l'entière indépendance de la patrie conquise et le pouvoir populaire instauré.

Toute la vie consciente du camarade Enver Hoxha a été une vie de lutte pour la liberté de la patrie, pour l'édification du socialisme, l'émancipation du peuple, une lutte contre les ennemis extérieurs et intérieurs, qui cherchaient à nous replonger dans la servitude du passé. Il s'est toujours tenu à la pointe des batailles et des combats menés au cours de la Lutte de libération nationale et c'est avec le même courage politique, avec la même profonde maturité idéologique qu'il a guidé le Parti et le peuple dans la lutte contre les complots, les pressions et les multiples ingérences des ennemis au cours de ces quarante années de vie socialiste en Albanie. Les communistes et le peuple albanais, avec Enver Hoxha à leur tête, ont déjoué l'une après l'autre les intrigues des impérialistes et tenu en échec leurs menaces, ils ont fait face aux attaques anti-albanaises des révisionnistes titistes, ils ont résisté victorieusement aux pressions des khrouchtchéviens et ils ne se sont pas laissé tromper par les perfidies des révisionnistes chinois.

Quand les anciens alliés anglo-américains ont déchaîné les tempêtes de la «guerre froide» et de la «guerre chaude», Enver Hoxha a su conduire, d'une main sûre, le navire albanais, petit mais très solide, qui est ainsi arrivé à bon port. Il ne s'est pas inquiété quand ils ont refusé de reconnaître le gouvernement démocratique

descendu des montagnes albanaises. Il ne s'est pas non plus ébranlé devant leurs pressions politiques et leurs blocus économiques.

Le peuple albanais avec à sa tête son Parti a également fait face avec une rare fierté à la longue guerre diplomatique menée contre lui et, de son poing de fer, il a réduit en poussière les tentatives de la réaction et des agents étrangers pour saper et renverser son pouvoir populaire. Par la bouche d'Enver Hoxha, notre peuple a déclaré à ses ennemis menaçants que ceux qui peuvent violer les frontières de son pays ne sont pas encore nés. Il a déclaré aussi aux khrouchtchéviens que nous, Albanais, nous sommes prêts à nous nourrir d'herbe plutôt que de céder à leurs pressions.

La citadelle albanaise a dans ses fondements ce courage et cette attitude inflexible, c'est pourquoi elle a été et demeure toujours solide et inexpugnable face à toute vague et à toute tempête, d'où qu'elles viennent.

La figure et la personnalité exceptionnelle d'Enver Hoxha ont brillé encore d'un éclat particulier quand la trahison opportuniste apparut au sein du mouvement communiste international. Notre Parti du Travail avec à sa tête le camarade Enver Hoxha n'a pas permis au révisionnisme moderne de pénétrer en Albanie. S'il en a été ainsi, c'est qu'Enver Hoxha avait trempé le Parti dans les âpres batailles politiques menées pour défendre l'indépendance du pays et le socialisme. Il lui avait appris à rester en tout temps fidèle au marxisme-léninisme, à se montrer jusqu'au bout intransigeant envers les idéologies hostiles au prolétariat.

La lutte idéologique contre le révisionnisme moderne, menée avec un grand esprit de suite et beaucoup de fermeté par le camarade Enver Hoxha, a été et demeure à la base de notre développement socialiste, elle a été et demeure un autre devoir permanent de notre Parti et de notre peuple.

Le camarade Enver Hoxha est l'architecte de la nouvelle Albanie, il a organisé et dirigé lui-même tous les changements révolutionnaires accomplis après la Libération, il a inspiré tous les ouvrages grandioses qui ont radicalement transformé notre pays.

Le Parti du Travail d'Albanie a mobilisé et dirigé le peuple dans le processus de transformation de l'Albanie d'un pays pauvre en un pays développé. Le camarade Enver Hoxha a élaboré et défini la ligne économique du Parti. La politique de l'industrialisation du pays, de la collectivisation et de la modernisation de l'agriculture porte le sceau de Sa pensée créatrice et originale. Il a été le promoteur de nos plans quinquennaux qui constituent les échelons de la croissance et du développement de notre économie, les fondements de l'édification de la base économique du socialisme en Albanie. Il n'est pas d'ouvrage construit en Albanie qui n'ait pas eu à l'origine son initiative et sa pensée. Depuis la reconstruction des premiers ponts détruits par la guerre jusqu'à la construction de la centrale hydro-électrique de Koman, depuis les premières réparations des maisons brûlées par les occupants jusqu'à la mise sur pied du complexe sidérurgique d'Elbasan, depuis l'utilisation en commun des bêtes de labeur jusqu'à la bonification des plaines de Myzéqé et à l'aménagement des collines du littoral en terrasses, nous retrouvons partout Ses idées, Ses encouragements et Son inspiration.

La ligne économique que nous avons suivie jusqu'à présent, les excellents résultats que nous avons obtenus dans tous les secteurs ont confirmé totalement leur bien-fondé et leur efficacité. Il est de notre devoir de persévérer fermement dans cette large voie que nous ont ouverte le Parti et le camarade Enver Hoxha, de nous en tenir sans hésitation aux orientations et aux enseignements de Celui-ci, de mobiliser encore plus nos forces afin de rendre plus prospère notre pays et plus heureuse la vie de notre peuple.

Personne n'a senti aussi profondément qu'Enver Hoxha la grande soif de savoir et de culture de notre peuple à travers les siècles, car,, issu du peuple et éduqué avec les grands sentiments des hommes de notre Renaissance nationale, il avait assimilé à fond les enseignements marxistes sur l'émancipation de l'humanité. Il est rare de trouver un pays où soit accomplie une révolution idéologique et culturelle si profonde par son contenu et si vaste par son ampleur qu'en Albanie. Il est rare de trouver un pays qui, en un bref laps de temps, ait fait un si grand bond en avant dans les domaines de l'enseignement, de la culture, de la technique et de la science. Les importants enseignements du camarade Enver Hoxha et son activité inlassable visant à la création d'une culture nouvelle, révolutionnaire par son contenu, empreinte d'un caractère national prononcé et animée d'un puissant esprit populaire et démocratique, ont été et demeurent une boussole infaillible qui nous montre la juste voie à suivre pour pouvoir oeuvrer inlassablement à rendre notre patrie toujours plus émancipée, toujours plus cultivée.

Sa vie durant, le camarade Enver Hoxha a lutté pour renforcer le rôle dirigeant du Parti, pour le tremper idéologiquement, consolider son organisation, l'unité de ses rangs et raffermir l'esprit militant de ses membres.

La force du Parti est la force de notre société socialiste et la garantie de notre avenir communiste. Toujours fidèle au glorieux Parti fondé, élevé et éduqué par le camarade Enver Hoxha, serrant ses rangs autour de lui, mobilisant ses forces afin de mettre en oeuvre sa ligne et ses directives, notre peuple ne cessera de remporter de nouvelles victoires, il préservera dans toute leur pureté la liberté et l'indépendance de la patrie, les grands acquis de la révolution populaire.

Le camarade Enver Hoxha a très souvent recommandé aux communistes de veiller inlassablement à resserrer sans arrêt les liens du Parti avec les masses et à renforcer l'unité du peuple. En ces liens et en cette unité il voyait une puissante barrière contre les ennemis intérieurs et extérieurs, une grande force motrice et mobilisatrice capable de mener notre société toujours en avant, une source d'énergie intarissable, capable de faire face à toute situation.

Notre Parti et notre peuple s'en sont toujours tenus à ces enseignements et ils ont toujours triomphé. C'est ce qui se produira à l'avenir aussi. L'unité du peuple autour du Parti sera toujours une unité d'acier. Contre ses remparts viendra se casser le cou tout ennemi extérieur ou intérieur, qui essaiera de porter atteinte au Parti et au pouvoir populaire, à nos conquêtes socialistes.

En tant que militant léniniste, le camarade Enver Hoxha a toujours lutté pour défendre les principes qui ont mené au triomphée de notre révolution populaire et assuré l'édification de la vie nouvelle en Albanie. Il a appris au Parti à rester toujours fidèle aux enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline et à toute l'expérience des luttes révolutionnaires du prolétariat international, à développer comme il se doit la lutte de classe et à ne jamais oublier qu'elle est la force motrice qui fait avancer la société humaine, à défendre sans aucune hésitation le pouvoir populaire, l'arme puissante de la dictature du prolétariat, à s'opposer à l'impérialisme et au révisionnisme, aux idéologies bourgeoises et opportunistes. Il a appris au Parti et au peuple à construire le socialisme et à défendre le pays en comptant sur leurs propres forces, à être fiers de leur patrie et à ne jamais céder devant les étrangers.

Rien ne peut détourner notre Parti et notre peuple de ces enseignements, aucune force ne peut les éloigner de notre politique de principes, de la politique d'Enver Hoxha. Comme par le passé, à l'avenir aussi, notre Parti, sa direction, notre peuple tout entier, la classe ouvrière, la paysannerie coopérée, la jeunesse, les femmes, l'intelligentsia, les anciens combattants et les soldats marcheront toujours dans la voie tracée par la révolution populaire et confirmée par l'édification du socialisme, dans la voie de la défense des intérêts suprêmes de la patrie et de la cause de la révolution.

Enver Hoxha est une éminente figure du communisme international. Il était à la fois un patriote et un internationaliste ardent. Son combat et Son oeuvre consacrés au progrès du mouvement révolutionnaire du prolétariat mondial, à la défense du marxisme-léninisme et à l'appui de la cause de la libération nationale et sociale des peuples, constituent un éclatant exemple de dévouement à la cause du communisme.

Le camarade Enver Hoxha a été pour les combattants marxistes-léninistes authentiques un camarade et un ami qui les a toujours soutenus et encouragés fraternellement. Sa pensée théorique sur les questions de la révolution, de la dictature du prolétariat et de l'édification du socialisme, ses analyses de l'impérialisme et de la dégénérescence révisionniste, sont une contribution remarquable au patrimoine théorique du marxisme-léninisme et à la pratique révolutionnaire dans le monde.

Le camarade Enver Hoxha a toujours élevé sa voix puissante pour défendre les droits nationaux et démocratiques de nos frères albanais de Kosove et d'autres régions de Yougoslavie. Cette attitude de principes, juste et correcte a fait de Lui un homme cher à tous les Albanais, respecté et honoré par eux.

L'oeuvre théorique et la pratique révolutionnaire que nous a laissées le camarade Enver Hoxha constituent un grand héritage. Son style et sa méthode de travail .en tant que dirigeant de Parti et homme d'Etat sont un exemple auquel se réfèreront les générations présentes et futures pour s'instruire et s'orienter dans la vie.

La personnalité d'Enver Hoxha est celle d'un esprit universel. Il n'est aucun domaine de l'activité politique, idéologique et sociale du Parti et de l'Etat où ne se soient manifestées sa pensée philosophique, sa capacité organisationnelle et son activité dirigeante.

Il est rare de trouver un homme qui, comme Lui, ait été à la fois penseur marxiste et dirigeant de toute une révolution, stratège et homme d'Etat, diplomate et publiciste, intellectuel érudit et éducateur des masses, orateur à la parole ardente et ami des simples gens.

Notre peuple a été et sera toujours fier de ce grand fils qu'il a mis au monde, et le Parti sera toujours fier du dirigeant éminent qu'il a eu. Il n'est pas de meilleure manière d'exprimer notre vénération pour l'oeuvre du camarade Enver Hoxha, notre reconnaissance pour tout ce qu'il a fait pour notre Parti et notre peuple, que de poursuivre résolument dans sa voie révolutionnaire, d'assimiler et d'appliquer Ses enseignements immortels, de travailler et de construire comme il l'a fait, pour la cause du socialisme, pour les idéaux communistes.

Nous nous séparons aujourd'hui du camarade Enver Hoxha, mais il vivra éternellement dans le coeur et l'esprit du peuple albanais. Il est immortel, parce que Son oeuvre aussi est impérissable, parce que le Parti qu'il a fondé et dirigé est immortel, parce que telle est l'Albanie socialiste qu'il a édifiée.

Le camarade Enver Hoxha termine son dernier livre «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle» en affirmant son credo selon lequel l'Albanie n'a rien à craindre tant que le peuple est lié au Parti comme la chair à l'os. A nous de porter toujours plus haut, nous enseigne-t-il, la prospérité, la sécurité et le renom de notre République populaire socialiste. C'est pourquoi, au nom du sang et de la sueur versés, de la peine et des privations endurées, transmettons aux générations à venir le grand message que nous a légué l'histoire: soyons toujours vigilants, toujours au travail et prêts à la riposte, pour défendre et enrichir les victoires déjà remportées. Ne permettons à personne, quel qu'il soit, de porter atteinte à notre oeuvre immortelle et sacrée, la République populaire socialiste d'Albanie. Ainsi notre citadelle, l'Albanie socialiste, se consolidera et grandira de génération en génération. Que nos coeurs battent toujours au rythme de son grand coeur!

Notre Parti n'oubliera jamais ce message. Le coeur du Parti, comme l'a souhaité le camarade Enver Hoxha, battra toujours à l'unisson avec Son grand coeur communiste, avec le coeur de notre peuple glorieux.

Le camarade Enver Hoxha nous a laissé une Albanie libre et indépendante, dotée d'une défense puissante et sûre, d'une économie développée et stabilisée. Il nous a laissé une Albanie sans dettes et qui ne doit rien à personne. Il nous a laissé en héritage un pouvoir populaire qui jouit de l'appui unanime du peuple tout entier. Il nous a laissé un Parti trempé idéologiquement qui a purifié ses rangs en en chassant les ennemis, il nous a laissé une Albanie honorée et respectée dans le monde entier.

Le Parti et le peuple jurent devant Vous, camarade Enver, qu'ils garderont l'Albanie telle qu'elle est, toujours forte, toujours rouge, comme Vous la vouliez. Nous ferons constamment avancer l'édification du socialisme, nous rehausserons toujours le renom de notre chère Albanie.

Adieu notre dirigeant et éducateur bien-aimé !

Adieu notre cher ami et frère !

Adieu camarade Enver !

Vive le Parti !

I. Œuvres du camarade Enver Hoxha

Nos études doivent toujours être éclairées par le marxisme-léninisme.

Discours à la réunion du Bureau politique du CC du PTA[1]

16 juin 1965

Je pense qu'il est non seulement temps de prendre les mesures indiquées dans le rapport et les interventions, mais je peux même dire que nous avons laissé tramer les choses. Du moment qu'il a été traité ici d'une série de questions relatives au développement des sciences sociales, je dirai quelques mots sur l'Histoire du Parti et la création de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes.

L'enseignement de l'Histoire du Parti doit être fondé sur une étude approfondie de la pensée théorique et de l'action pratique du Parti, sur la science marxiste-léniniste. Cette Histoire doit refléter d'une façon réelle et condensée la lutte de notre Parti dans tous ses aspects, et ces aspects sont multiples, certains positifs et d'autres négatifs.

Le problème de la création de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes dont nous sommes en train de discuter est d'une grande importance. Il manquait au Comité central un pareil Institut qui lui serve de centre d'études et de puissant soutien théorique pour opérer la synthèse de la ligne suivie par notre Parti dans le passé et de ses perspectives, pour traiter et étudier tous les problèmes importants sous tous les aspects, et déboucher sur des études précises, où soient correctement jugés les côtés positifs et les côtés négatifs des questions, ce qui nous est très utile pour pouvoir appliquer comme il se doit notre ligne à tout moment et dans chaque domaine.

Nous ne devons épargner aucun effort pour mettre sur pied cet Institut mais au contraire y affecter des meilleurs de nos cadres. Nous devons considérer cet Institut comme un organisme important qui diffusera les rayons de la lumière du Parti aux quatre coins du pays.

Toutes les institutions d'enseignement et d'éducation sont dirigées par le Comité central du Parti. C'est encore le Comité central qui dirige l'Université et toutes les autres écoles du pays. Il n'est pas juste de dire, par exemple, que l'Ecole du Parti n'est pas dirigée par le Comité central; cette école aussi est dirigée par lui, mais ce qu'il faut reconnaître c'est que cette direction n'est pas à la hauteur voulue.

La création de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes n'exclut pas que les professeurs de l'Université et des autres instituts mènent des études particulières dans les domaines des sciences sociales, en philosophie, en économie politique et dans d'autres branches de ces sciences et les analysent dans l'optique marxiste. De leur côté, ils doivent conduire des études, mais pas d'une manière spontanée, subjective, fortuite, en se fondant sur quelques faits et documents qu'ils ont pu recueillir tout seuls. Certes, ces matériaux aussi serviront à leur travail et ils les analyseront en se basant non seulement sur les rapports du Comité central mais aussi sur une directive qui leur sera donnée d'ici après avoir été soigneusement définie. C'est ainsi que chacun sera bien orienté dans son travail avec les matériaux qu'il aura lui-même accumulés sur la question qu'il sera chargé d'étudier.

Il est fondamental que ces cadres connaissent à fond la théorie des classiques du marxisme-léninisme, que nous devons adapter à notre situation intérieure et à la lutte que le Parti mène parmi notre peuple, ainsi qu'aux traits spécifiques de notre pays. Nous ne devons permettre en aucune manière que nos cadres soient incapables d'apprécier, à la lumière de notre réalité, ce qui est juste, marxiste-léniniste, stalinien. Lorsqu'il s'agit de la lutte des classes, certains pédagogues et enseignants la traitent dans de grandes lignes théoriques. Cette ligne générale aussi, nous devons en instruire les gens de chez nous, pour qu'ils soient informés, par exemple, de la lutte de classes en France ou de celle que Lénine et Staline ont conduite en Union soviétique, etc. Mais les formes de la lutte de classes dans ces pays ont naturellement leurs traits propres qui diffèrent de ceux de la lutte de classes qui se livre chez nous. La boussole qui nous orientera pour en faire une juste appréciation, malgré le fait que notre pays présente des traits différents des autres, sera comme toujours le marxisme-léninisme.

L'Institut des Etudes marxistes-léninistes sera pour le Comité central un solide appoint. Le travail qu'il fera exige des cadres déjà bien instruits et spécialisés, mais qui devront poursuivre leur spécialisation de façon continue.

Se fondant sur le marxisme-léninisme, l'Institut analysera la ligne du Parti à toutes les phases de son existence et sous tous ses aspects, avec ses côtés positifs et ses défauts, mais il lui faudra créer une nouvelle méthode d'étude appropriée aux gens de chez nous, à notre niveau culturel et idéologique et ne pas travailler d'une manière stéréotypée, suivant une méthode qui ne convient ni aux conditions ni au niveau de formation de nos intellectuels et de nos travailleurs. Ne visons pas à préparer des philosophes aux idées confuses, dotés de connaissances théoriques à foison et dont les façons de s'exprimer, les méthodes et les écrits soient inadaptés à la situation réelle de notre pays et inacceptables pour notre classe ouvrière. Il est indispensable de considérer très objectivement les études de ces camarades et de les confronter avec notre réalité.

Nous devons combattre l'idée selon laquelle le philosophe doit rester enfermé dans sa «tour d'ivoire». Si notre philosophe ne rattache pas étroitement son travail à la lutte, à la vie et aux soucis du peuple et du Parti, s'il ne s'entretient pas avec les gens ou groupes de gens pour connaître leurs vues, leurs besoins et leurs aspirations, il ne pourra pas tirer de conclusions justes, conformes à la ligne du Parti, en ce qui concerne l'action future, l'attitude à adopter à l'égard de divers problèmes dans le domaine politique, dans la lutte contre les révisionnistes modernes, etc. Bref, il nous faut un philosophe nouveau, un vrai philosophe marxiste-léniniste albanais.

Je pense que la meilleure méthode d'étude et d'exposition des problèmes est celle de Staline, qui, en grand disciple de Lénine, a fait en sorte que ses oeuvres soient lues et comprises facilement même par les simples ouvriers. C'est de telles oeuvres qu'il nous faut; nous en avons grand besoin. Nous devons combattre les manifestations d'intellectualisme, non seulement chez les philosophes, comme c'est le cas de certains philosophes allemands dont les oeuvres sont absconses même pour les gens instruits, mais aussi chez les écrivains. Nous devons combattre également la tendance de beaucoup d'autres philosophes à subtiliser sur les problèmes et à engager les gens dans une voie qui s'écarte de la réalité. Il y a également des philosophes aux idées confuses inaccessibles à la masse du Parti et du peuple, qui en subtilisant sur les questions, versent involontairement dans des positions révisionnistes et idéalistes.

Cet important Institut du Parti doit donc, dans tout son travail, s'inspirer de la méthode de Staline, poser correctement les problèmes et en tirer des conclusions. Bien entendu ces conclusions, dans les documents de l'Institut, ne devront pas être énoncées sèchement mais être solidement fondées sur des faits tirés de la vie de chez nous. Il faut, à mon sens, que cela soit fait avec une grande attention afin que nos travaux ne soient pas alourdis de trop nombreux exemples qui étouffent la pensée. L'auteur doit bien connaître la théorie, mais, en marxiste, en homme d'avant-garde, il devra se voir donner la possibilité de réfléchir lui-même sur son sujet. Notre homme d'étude doit créer, réfléchir, tirer de justes conclusions à l'issue du travail qui lui a été confié et ne l'illustrer d'exemples que dans une juste mesure.

Nous-mêmes, membres du Plénum et du Bureau politique, avons besoin d'approfondir nos conceptions philosophiques. Il nous faut créer une méthode qui nous soit propre, et c'est justement dans ce sens que cet Institut nous prêtera une aide concrète.

Les études qu'il entreprendra exigent beaucoup d'efforts. Afin de tirer l'essence de la ligne de notre Parti dans le cours de son développement, cet Institut doit analyser en détail non seulement les exposés et les matériaux du Comité central, mais aussi tous les documents du Parti et de l'Etat de la période partant de la Libération jusqu'à nos jours, les étudier d"un oeil analytique et critique, et en faire ressortir la ligne rouge de notre Parti dans tout son dynamisme. Aujourd'hui il nous semble naturel de prendre une décision sur telle ou telle façon d'organiser notre économie mais nous ne nous arrêtons pas à analyser la manière dont nous procédions en ce domaine 18 ans auparavant, au stade, si je puis dire, infantile de son développement, alors que l'on y observait encore certaines formes non socialistes d'organisation. Nous n'avons commis aucun crime dans ce sens, car nous ne pouvions appliquer dans la pratique que le peu d'expérience que nous avions accumulée. Mais i] ne serait nullement correct de conclure que l'action du premier Gouvernement démocratique a été parfaite ou que toutes les mesures qu'il a prises ont été justes. Une telle façon de juger nous empêcherait de tirer des leçons des transformations progressives nécessaires que le Parti a connues dans son développement. Ce sont des analyses scientifiques de cette nature que devra faire l'Institut. Un pareil travail scientifique nous permettra, dans l'avenir, de commettre moins d'erreurs dans tous les domaines, en philosophie, dans la propagande, l'organisation, la littérature, les arts, etc. Cet Institut sera un appareil auxiliaire des plus importants de notre Parti.

Il est dans la logique marxiste de garder toujours pure la ligne du Parti, de l'élaborer, de l'enrichir et de l'améliorer en mettant à profit les succès obtenus et en tirant des leçons des erreurs commises. La Direction de la Propagande et de l'Agitation n'est pas en mesure à elle seule de faire un tel travail. Non seulement la Direction de la Propagande et de l'Agitation devra collaborer étroitement avec l'Institut, mais il incombe également aux camarades du Bureau politique, et à nous en particulier, les secrétaires du Comité central, de mener un travail intense et continu auprès de cet Institut, mais naturellement pas un travail bureaucratique paperassier et portant sur des vétilles. Le Secrétariat du Comité central a pour premier devoir de suivre attentivement la thématique du travail de l'Institut. Ce qui vient de nous être présenté dans ce texte est très pauvre. La pratique nous montrera plus tard l'ampleur que devra prendre cette thématique.

Nous avons actuellement un Institut de l'Histoire du Parti qui fait un bon travail et qui mérite d'être loué, mais qui consiste uniquement dans l'étude de l'Histoire du Parti. Il faut se dire qu'un travail de cette nature ne se fait pas en un jour. Occupons-nous sérieusement de cette question, choisissons les cadres nécessaires, jusqu'à ce que l'Institut des Etudes marxistes-léninistes devienne un puissant centre d'études. Le Comité central renforcera ses liens avec les cadres de cet Institut, il les aidera et les orientera, mais eux-mêmes auront le temps et toutes les possibilités de travailler et de se perfectionner dans leur tâche.

En apparence, ces questions peuvent sembler arides mais il n'en est pas ainsi. Les problèmes concernant l'éducation idéologique de notre Parti doivent être traités comme toujours à la lumière du marxisme-léninisme. Moi aussi, comme tous les camarades, je pense que nous devons approuver la proposition que l'Institut de l'Histoire du Parti soit converti en Institut des Etudes marxistes-léninistes près le Comité central du PTA, Institut qui se consacrera non seulement à l'étude de l'Histoire du Parti, mais aussi à d'autres travaux de caractère philosophique, idéologique, économique, et portant sur le mouvement communiste international, etc.

Œuvres, t, 30

Notes :

1. Dans cette réunion a été discuté sur la situation du travail d'éducation et de recherche dans le domaine des sciences sociales et les mesures à arrêter pour son amélioration.

Apprenons à connaître à fond la psychologie du peuple et des hommes.

Extrait de l'entretien avec les principaux cadres du Parti, du pouvoir et des organisations de masse du district de Fier

14 mars 1978

En route vers Gjirokastër, j'ai pensé m'arrêter quelques heures seulement dans votre ville, pour échanger avec vous quelques idées. Il serait intéressant pour moi d'entendre d'abord les camarades dirigeants du Parti de votre district. J'aimerais qu'on me brosse rapidement un tableau de la situation, bien que je sois au courant du travail mené dans le district et des problèmes qui vous préoccupent.

Les problèmes du Parti et du pouvoir dans le district de Fier, comme dans tous les autres, ont été le souci constant de la direction de notre Parti. Nous en avons discuté et débattu dans diverses réunions, mais quand nous nous rencontrons, j'ai l'impression que nous en traitons d'une façon plus efficace. Certes, nous avons enregistré des succès dans notre travail, mais nous souffrons aussi de défauts que nous devons mettre en évidence. C'est pourquoi nous nous dirons franchement les observations que nous avons à nous faire. Ni vous ni nous ne les prendrons en mauvaise part, au contraire nous les apprécierons car elles contribuent à la bonne marche de notre travail. (Après avoir écouté les rapports des principaux cadres du Parti et du pouvoir du district et des spécialistes de l'agriculture et du secteur du pétrole, le camarade Enver Hoxha s'est arrêté sur quelques problèmes importants).

... Pour ce qui est des activités culturelles et artistiques, que ce soit des groupes professionnels ou d'amateurs, je ne doute pas qu'elles sont menées de la meilleure façon. J'ai vu ces groupes à la télévision et je les ai beaucoup appréciés. La création culturelle et artistique est une vaste et importante activité. La culture est un secteur de très large diapason, et les membres du bureau du Parti de votre district doivent le comprendre mieux et plus à fond, et s'employer à bien faire connaître aux gens le passé de leur village ou de leur région. Il ne s'agit pas ici d'une simple connaissance de l'historique des combats et des souffrances de ce peuple, mais d'une connaissance approfondie de son histoire et de ses traditions progressistes, de sa psychologie, de ses luttes et de ses privations. Mais, puisque je viens de prendre comme exemple ce secteur, y travaille-t-on comme il se doit? Etes-vous au courant de la situation? Si l'on ne connaît pas bien tout ce que je viens d'évoquer, il sera difficile de savoir appliquer correctement la ligne du Parti dans les divers districts et régions.

Nous disons qu'il existe des survivances du passé, étrangères à notre société, mais elles n'existent pas partout au même degré; dans certaines villes ou villages elles sont plus accentuées, dans d'autres moins. Pourquoi cela? Parce que dans le passé également, il existait des différences entre les régions, des différences d'intensité de la lutte des classes; telle région a combattu davantage à un moment donné, telle autre l'a fait un peu moins, et quand nous disons un peu moins nous entendons par là que dans cette région l'oppression a été plus grande.

Ensuite arrêtons-nous sur la question de savoir qui a opprimé le peuple de telle ou telle autre région. N'y a-t-il pas dans cette région des hommes instruits, des gens dotés d'études supérieures, pour s'occuper de ce problème? Il y en a sûrement et en grand nombre. Il faut que ces hommes fassent des études, qu'ils ne se limitent pas à écrire sur quelque événement qui les a impressionnés, mais qu'ils étudient comment s'est développé, par exemple, le féodalisme dans votre district, qui en a été le centre. Une personne instruite d'ici a-t-elle fait une analyse concrète ou une étude sur les féodaux bien connus qui ont opprimé cette population et l'ont laissée dans la misère? A-t-on cherché à savoir comment ce peuple opprimé et éprouvé s'est insurgé contre eux, à savoir les méthodes qu'il a employées dans la lutte, et celles qu'ont utilisées ses ennemis, à connaître les héros, les figures éminentes du mouvement de notre paysannerie qui s'est battue contre les féodaux et les satrapes?

Avec le temps, vers la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e}, dans le domaine économique et social se produisirent des transformations qui influèrent sur la structure de classe du pays. Avec l'affaiblissement de la propriété féodale, les féodaux commencèrent à perdre leur ancienne base économique. L'affaiblissement de leur pouvoir économique entraîna dans une certaine mesure, cela s'entend, l'affaiblissement de leur pouvoir politique. Mais qui vit-on se renforcer? Le peuple? Non, mais d'autres grands propriétaires fonciers. Le chercheur doit s'arrêter ici et se demander: quels étaient ces grands propriétaires fonciers qui, héritant les méthodes des Vrioni[1] et autres, s'adaptèrent à certains éléments de la situation qui différaient de la période où le pouvoir était entre les mains des Azis Vrioni, Kahreman Vrioni et consorts? Et puis, de quelle région étaient-ils quelle était leur origine sociale? C'étaient des marchands, qui achetèrent les terres des beys.

Ainsi vint la période de la naissance et de la consolidation de la bourgeoisie marchande et usurière, qui restreignit les richesses des féodaux. Plusieurs de ces propriétaires fonciers étaient de Gjirokastër, d'autres venaient de diverses régions du pays. Le peuple était toujours opprimé et exploité, seulement maintenant sa résistance contre ses oppresseurs s'était accrue. Ces grands propriétaires possédaient chacun deux, trois ou quatre domaines; Libofshe, par exemple, était un tchiflik d'Ali Hasho, qu'il devait donner en toute propriété à un jeune homme ayant fait des études supérieures à l'étranger, qui épouserait sa fille.

En écrivant l'histoire des villages, les chercheurs ne doivent pas se limiter à la glorieuse période de la lutte de libération nationale, mais traiter ces problèmes à fond et à la lumière du développement dialectique matérialiste de l'histoire, de l'aggravation des contradictions et de la latte des classes qui souleva les masses populaires jusqu'au déclenchement de la révolution.

Il existe actuellement en province une solide base de cadres, une armée entière d'enseignants. Les orientons-nous à mener un travail d'étude sur le développement général de l'histoire et de la culture, ou les laissons-nous s'occuper seulement des problèmes de leur spécialité sans leur ouvrir des perspectives qui leur permettraient de voir plus loin? Mais cela est très important, car une plus vaste vision des problèmes de la culture entraîne une meilleure compréhension de la situation, cela vous donne une bonne pâte pour préparer le «pain», et vous permet, avant cela, de bien juger la qualité de la farine qui sera passée une, deux ou trois fois au tamis? J'ai ici à l'esprit cotte éducation scientifique et politique qui rend les gens capables de considérer les problèmes et de les traiter dans l'optique du matérialisme dialectique et historique.

La connaissance de l'histoire du peuple, de ses traditions et de sa psychologie est très importante pour notre travail. Avant de semer il faut savoir à quelle sorte de terre on a affaire et quelles façons appliquer pour assurer la plus forte production possible. On peut semer la graine, elle ne manquera pas de pousser, mais si on ne lui applique pas toutes les façons agro-techniques qu'il lui faut, elle ne poussera pas comme on le souhaite; si on sème la graine sans connaître la structure du sol alors le résultat ne sera pas celui visé même si on y effectue toutes les façons culturales.

Considérons encore le problème de l'établissement des cartes pédologiques. A quoi nous servent-elles? Assurément à mieux connaître la structure du sol. Vous parliez de la nécessité d'aménager les terres, mais pour parvenir à le faire, il faut auparavant connaître le sol, sinon nous commettrons des erreurs.

J'ai fait ces comparaisons afin de montrer combien il est important de connaître l'histoire, les coutumes, l'âme et les traditions du peuple, sa situation passée, les progrès accomplis de nos jours etc. Cela servira au Parti et à nos cadres à mieux diriger les travaux, à mener un travail différencié auprès des hommes. Notre activité politique à travers des conférences, des discours, des réunions, des actifs, des sessions scientifiques, des chants et des danses n'en devient que plus efficace, éclaire les gens sur les tâches qui leur incombent, élève leur niveau culturel.

La confrontation du passé avec le présent deviendra ainsi encore plus fructueuse. Nous devons dire au camarade qui ne réalise pas la norme de rendement qui correspond à sa tâche: «Travaille davantage, car nous avons encore beaucoup à faire pour aller sans cesse de l'avant, ne te contente pas des résultats obtenus. Tu es satisfait, ton secteur a effectivement enregistré des progrès mais regarde un peu ce camarade dont la récolte est meilleure que la tienne, qui obtient 70 et même 80 quintaux de maïs par hectare? Pourquoi produit-il plus que toi? Parce qu'il comprend ces problèmes mieux que toi, alors efforce-toi de les comprendre, toi aussi!» Cela doit absolument être réalisé; prenons donc l'homme tel qu'il est et éduquons-le en lui faisant mieux connaître le passé et les efforts qu'a déployés et déploie notre peuple tout entier pour vivre ces jours heureux.

Concernant ce problème, je voudrais ajouter aussi qu'il ne faut pas s'attendre à ce que ces études soient entreprises uniquement par des chercheurs, des historiens, des sociologues, des travailleurs des autres sciences ou de ceux de l'art, de la culture et des institutions centrales. Certes, eux aussi feront leur travail, mais il me semble qu'une personne instruite qui vit dans tel ou tel village et qui aime passionnément les hommes, leur passé, la terre et toute chose, peut effectuer une étude très valable et même des monographies d'un réel intérêt.

Pourquoi est-ce que j'insiste sur ce point? C'est que, au fil de mes lectures j'observe comment ont travaillé les historiens des autres pays. Des livres entiers sont consacrés à l'historique non seulement d'une région mais d'un village, car des chercheurs passionnés travaillent, étudient assidûment et écrivent leurs conclusions. De même qu'on a étudié le passé historique culturel et littéraire des paysans français, anglais ou italiens, on peut fort bien étudier les riches traditions patriotiques, historiques et culturelles de notre paysannerie. Il est indispensable que nos gens accomplissent un tel travail et qu'ils se persuadent qu'il n'est pas inutile. Il est très important de comprendre l'intérêt de cette activité.

Vos danses, vos chants, votre troupe de théâtre et de variétés (je vous dirais entre parenthèses que vous avez des comédiens talentueux que j'ai beaucoup appréciés et que vous devez encourager), sont autant d'activités qui influent sur l'éducation politique, culturelle et artistique des gens. On se réjouit et on se délasse de voir tant de gens de talent sur scène, tous ces jeunes qui chantent et dansent, tant de petits orchestres dans les villages. Ces activités dans leur ensemble influent sur la production, sur le développement social et intellectuel et constituent ce qu'on appelle la culture.

Aujourd'hui chez nous les activités culturelles ont pris un grand essor sous tous ces aspects et, comme je le disais, cette activité est très féconde, très précieuse. Il faut cultiver systématiquement chez les gens la nécessité d'étudier, de connaître à fond et de mettre à profit les traditions culturelles. Naturellement, le Parti doit stimuler

les gens, leur ouvrir des horizons dans le domaine de l'art, de la musique, de la culture générale, de l'étude et du développement historique du peuple, comme il l'a fait' pour l'agriculture, l'industrie etc.

Je ne m'attarderai pas longuement sur les problèmes de l'économie et du plan, car vous en avez discuté dans le plénum et l'actif organisés à cet effet; vous avez analysé la situation et compris que ces problèmes posés par le 4e plénum du Comité central[2] ont une très grande importance. Les objectifs fixés sont difficiles à atteindre, mais dans leur détermination il a été tenu compte de nos possibilités réelles et nous devons les réaliser. La pratique a démontré que ces objectifs sont réalisables, que l'on peut et l'on doit même les dépasser. Ce n'est pas là un simple souhait, mais déjà une réalité, car dans chaque district, dans chaque secteur, dans chaque coopérative, nous avons de brillants exemples qui prouvent que les tâches fixées ont été non seulement accomplies mais sur-accomplies et cela de telle manière que pas même une agriculture moderne et intensive ne peut atteindre nos résultats.

Il est de fait que, lorsque nous avons déclaré que nous avions réussi à nous suffire en céréales panifiables, d'après ce qu'on m'a dit, dans quelques universités et centres agro-techniques d'Italie on s'est demandé et mis à discuter sur la question de savoir comment un tel bond en avant a été possible en Albanie. La réponse leur a été apportée par ceux qui avaient visité l'Albanie: «C'est la réalité. Les Albanais ne disent rien de faux, ils n'exagèrent pas, nous avons vu de nos propres yeux les grandes transformations qui se sont produites dans ce pays».

Je veux souligner que la décision du Comité central d'étudier les matériaux des trois derniers plénums du CC pris ensemble était juste. Ainsi l'étude des matériaux du 4e plénum du Comité central a été rattachée à celles des matériaux du 2e plénum et particulièrement du 3e plénum, qui traite du problème des cadres, de leur éducation et de l'amélioration de leur niveau idéologique, politique et technico-professionnel. Il est important de bien comprendre ces matériaux.

Mais comment? Je tiens à préciser que les cadres de tous les secteurs doivent bien savoir que notre plan est un plan unique qui englobe tous les domaines et traite de tous les problèmes qui sont étroitement liés entre eux. Il ne faut négliger aucun domaine de l'activité sociale, il ne faut rien oublier mais considérer chaque travail et activité en fonction de l'agriculture, de l'industrie et de leurs progrès. Comme nous venons de le dire, les chants, les danses, les activités culturelles et sportives influent, indirectement bien entendu, l'agriculture ou l'industrie. Considérons toujours les problèmes du développement planifié de notre économie en étroite liaison avec ceux de l'éducation, de la culture et de l'élévation du niveau de formation de nos cadres et de leurs capacités, etc.

Par exemple, arrêtons-nous aux problèmes de l'agriculture. Dans la situation présente cette branche de l'économie a devant elle des tâches importantes qui doivent être accomplies avec succès. Mon impression est qu'en général nos cadres de l'agriculture font des efforts, se fatiguent, ne ménagent pas leur contribution et acquièrent l'expérience du travail mené dans ce secteur. C'est positif mais on exige aujourd'hui qu'ils mènent un travail scientifique plus approfondi et fondé sur les observations pratiques. La pratique enseigne beaucoup de choses à l'homme. L'histoire des grands hommes nous le démontre également.

Je vous parlerai un moment d'un célèbre savant nommé Claude Bernard, qui a vécu au XIXe siècle. Il a découvert la méthode expérimentale en médecine, permettant ainsi à cette science de faire un bond en avant. Claude Bernard avait la passion de l'agriculture. Dès son enfance il avait conçu un grand intérêt pour la pomme de terre. Il eut un certain mal à terminer ses études primaires et secondaires. Il pensait beaucoup à la pomme de terre et faisait souvent l'école buissonnière. Finalement on l'envoya à l'université où il suspendit ses études après la première année sans rien dire à ses parents, et qu'il fit ainsi traîner avant de les terminer. Il devint cependant un de ceux qui frayèrent la voie à la médecine moderne. Bernard soutenait que, sans se fonder sur l'observation des faits, sans s'attacher de très près aux cas concrets fournis par la vie pratique, on ne pourra trouver les moyens de guérir maintes maladies.

Je cita cet exemple pour souligner qu'il ne suffit pas d'avoir fait des études supérieures mais qu'il est indispensable de rattacher ses connaissances à la vie pratique. L'agronome doit se lier à l'agriculture, à ceux qui ont accumulé une vaste expérience pratique, apprendre à bien connaître le sol, sa structure, les moyens de travail, les semences etc. Il doit être le premier à remplir toutes ces conditions, car, ayant fait des études supérieures, il a une connaissance théorique de ces problèmes, il connaît l'importance de chaque maillon de cette branche, mais s'il ne s'intéresse pas de près à ces questions il oubliera même ce qu'il aura appris, il fera du sur-place et ne progressera plus. Il ne suffit donc pas d'avoir des connaissances théoriques sur l'agriculture, encore faut-il les enrichir de l'expérience quotidienne des simples gens, dont la pratique confirme non seulement ce qu'on a appris mais vous ouvre un plus vaste horizon, car si l'on est capable et l'on veut travailler, la pratique vous aide à aboutir à des conclusions scientifiques importantes qui font avancer le travail. Je souligne cela une fois de plus pour que nos gens, en particulier ceux qui sont sortis de l'Institut supérieur d'agriculture, s'appuient davantage sur l'expérience pratique, et naturellement aussi sur leurs connaissances acquises, mais en considérant celles-ci dans leur application pratique. Pour ce faire, l'agronome, le zootechnicien ou le vétérinaire doivent être étroitement liés à la campagne, à l'agriculture. A vrai dire, nous regrettons d'entendre que quelques agronomes, professeurs et enseignants partent pour les campagnes à sept heures, du matin et regagnent la ville le soir, en autocar. Non, cela

ne s'appelle pas amour, passion du travail. Rappelez-vous, camarades, Pierre Curie, qui découvrit le radium. Il logeait dans une cabane ouverte aux quatre vents et il travaillait dans ces conditions, allant chercher lui même et portant sur son dos ce matériau si lourd sur lequel il menait ses recherches. Et dans l'ensemble c'est là, comme je viens de vous le dire, l'histoire des hommes remarquables.

Nos travailleurs de l'agriculture doivent donc s'attacher à la terre, et mener inlassablement des études et des synthèses scientifiques, car toutes les possibilités existent chez nous pour que dans ce domaine comme partout ailleurs les choses aillent pour le mieux. C'est pour cette raison que nous avons décidé que le problème de la réalisation du plan et celui de l'éducation des cadres devaient être traités ensemble.

En général, nous avons enregistré en agriculture comme dans tous les autres secteurs des succès que nous ne devons pas sous-estimer. Mais nous avons aussi de lacunes et elles résident essentiellement dans l'organisation et le contrôle des travaux. Organisation et contrôle, ce sont deux mots que nous pouvons répéter comme des slogans, mais si nous ne les analysons pas pour comprendre leur importance, les tâches fixées ne seront pas accomplies comme il se doit. A cette fin, il est indispensable en premier lieu de connaître la situation sous tous ses aspects. Le Comité du Parti, les secrétaires, l'organisation du Parti, la présidence de la coopérative, la direction de l'entreprise, tous doivent être au fait de la situation, la maîtriser parfaitement. C'est important, car on peut ainsi comprendre où l'on en est quant à la réalisation des tâches. C'est-à-dire que si j'ai un problème à résoudre il faut absolument que je prenne des mesures pour le faire. Et l'on n'y parvient pas en en discutant sommairement, mais au prix d'un travail continu mené avec patience et persévérance. Chaque phénomène, chaque processus, chaque tâche ou problème a sa propre, dynamique, et tout comme l'homme et ses idées ils évoluent et se transforment. Les problèmes posés ne sont donc pas des phénomènes statiques, c'est pourquoi il est nécessaire de bien connaître l'état des choses et les questions qui peuvent en naître. Il incombe à chacun, seul ou avec d'autres, de faire une analyse de la situation, de saisir tous les avantages et les inconvénients qu'elle présente et de trouver ensuite une solution. Ne pas procéder de cette manière, c'est aller de l'avant les yeux bandés.

La manière de présenter un problème donné revêt une grande importance. Il ne suffit pas que 10 ou 15 d'entre nous qui avons étudié à fond un problème, qui connaissons la situation, la mentalité des gens, les lacunes de notre travail, nos possibilités et les moyens dont nous disposons, ayons une vision claire de ce problème. Il faut qu'il soit connu par tous ceux qui travailleront à le résoudre. Ce n'est pas chose facile et l'on ne peut le faire en s'en tenant à la routine. Nous dirons qu'un cadre connaît bien une situation donnée seulement si, comme communiste, comme cadre dirigeant, il travaille avec les gens en ayant une parfaite connaissance de leurs capacités, des aptitudes, de l'énergie et de la faiblesse de chaque membre du collectif qu'il dirige et aussi de leur situation familiale, de leurs problèmes, de leurs peines et de leurs joies, etc. Si le Parti et les cadres restent toujours proches des travailleurs, il leur sera plus facile de juger, de trouver les meilleures formes de travail à mener auprès d'eux et de les mettre à contribution pour mieux résoudre les problèmes.

Nous devons connaître les gens et leur présenter des problèmes qui leur paraissent clairs, mais on ne peut le faire à la va-vite, ni en quittant le soir le village. Il faut vivre dans les campagnes et se faire très proche de l'existence des gens avec lesquels on travaille. Il y a des cas qui prouvent clairement combien la présence, à chaque moment, des cadres, des spécialistes est indispensable. Si les médecins, par exemple, partaient tous les soirs pour la ville cela aurait de graves conséquences. Il se peut précisément que durant la nuit un enfant tombe malade et meure faute d'avoir reçu l'assistance médicale nécessaire en temps voulu. Les cadres doivent bien se persuader de tout cela. A nous donc de poser le problème et d'expliquer clairement aux gens son importance sur les plans théorique et pratique... Comme il a été souligné entre autres au 4^{e} plénum du Comité central, désormais nous devons édifier le socialisme en comptant exclusivement sur nos propres forces. Et ce problème doit être bien saisi dans toute son ampleur et sa profondeur. Il faut tout d'abord comprendre qu'il est nécessaire d'intensifier l'agriculture, qui constitue la base de notre économie, et de la faire progresser aux rythmes indispensables, de travailler pour que le niveau de vie du peuple non seulement ne baisse à aucun moment mais qu'il aille sans cesse se rehaussant surtout en ce moment. De même, les réserves de l'Etat et nos exportations doivent augmenter constamment.

C'est un fait que nos produits agricoles d'exportation sont très recherchés dans beaucoup de pays du monde. Le monde capitaliste-révisionniste est en crise, il connaît de graves difficultés économiques, tandis qu'en Albanie, où se construit le socialisme sous la direction d'un véritable parti marxiste-léniniste il n'y a pas de chômage, pas de hausse des prix.

Indépendamment de cela, nous devons comprendre le problème de l'encerclement capitaliste et révisionniste tel qu'il se présente en réalité. Tous nos ennemis nous vouent une haine profonde mais ils n'osent pas nous attaquer. Malgré tout, ils s'évertuent à trouver des formes d'action et des moyens pour nous nuire et entraver notre marche en avant...

Les Chinois, qui se sont engagés dans la voie du capitalisme et du révisionnisme, croient, comme tous nos ennemis qui projettent et s'efforcent d'agir contre nous, que maintenant l'Albanie s'est arrêtée à mi-chemin. Mais ils se trompent.

L'Albanie ne s'est arrêtée ni ne s'arrêtera jamais à mi-chemin! La vie l'a bien prouvé. Nous nous sommes toujours tenus au principe de l'appui sur ses propres forces. Vous savez que quand le pays était vraiment dans la misère, juste après la guerre, nous avons réussi en deux ans à reconstruire tout ce qui avait été démoli, maisons, routes, ponts etc. Sans aucune aide de l'étranger, avec nos seules ressources, nous avons entrepris d'édifier une vie nouvelle dans des conditions extrêmement difficiles, où il fallait repartir de zéro. L'élan révolutionnaire de ces temps-là enthousiasmait le peuple fermement résolu à aller de l'avant. Et cela se passait à une époque où nous étions soi-disant amis avec les Yougoslaves, qui loin de nous aider, nous volaient et nous faisaient du tort. Actuellement, par contre, nous sommes beaucoup plus riches, beaucoup plus puissants, car nous avons mis sur pied une industrie mécanique, minière, d'extraction et de traitement, qui s'est depuis lors bien développée. Aujourd'hui, en Albanie, on met en valeur des ressources précieuses comme les minerais de chrome, de ferrochrome, de cuivre, le pétrole, le gaz, etc., et ce travail à l'avenir ira s'intensifiant. Ce sont là des matières premières que nous travaillons sur place, il y en a d'autres qui sont semi-ouvrées.

C'est pourquoi, nos ennemis, quels qu'ils soient, y compris les Chinois, ont beau remuer ciel et terre, ils ne parviendront pas à entraver notre marche en avant...

Entre les pays impérialistes et révisionnistes existent des contradictions, dont un bon nombre concernent l'Albanie. Tous veulent l'avaler, mais chacun en est empêché par les autres. Et puis, avaler l'Albanie n'est pas chose facile, car elle vous reste dans la gorge et nos ennemis ne le savent que trop bien. Ils ont fini par comprendre que tout ce qu'affirme notre Parti est fondé sur la réalité concrète. Ce ne sont ni des fables ni des vantardises. Le peuple albanais en a toujours donné la preuve et il le prouve aujourd'hui par son travail, par sa fidélité au Parti et par sa détermination de défendre sa juste ligne marxiste-léniniste.

Nous devons défendre la juste ligne du Parti et, pour cela, il ne faut pas se contenter de réaliser le plan de l'Etat dans la production ou dans les autres domaines, mais réussir à créer les conditions que nous avons prévues pour élever le niveau de vie de notre peuple. Bien sûr, cela exige du travail, des efforts. L'euphorie est à bannir, tout comme le pessimisme. Ce qu'il faut, c'est du travail, une connaissance politique et idéologique approfondie des problèmes, de l'organisation, du contrôle. Chez nous on effectue un travail politique et idéologique auprès des gens, et on les prépare aussi toujours mieux sur le plan technique, seulement le Parti doit également assurer leur prise de conscience et les rendre capables de saisir les situations sous tous ces aspects. Il ne faut pas penser que les gens comprennent tout cela de la même manière et du premier coup.

En premier lieu, nous, la direction du Parti et tous ses membres, nous devons connaître, étudier et comprendre nous-mêmes comme il se doit ces situations et les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Ensuite, nous devons travailler à les résoudre correctement, ne pas fermer l'oeil si les choses ne marchent pas bien. Si nous procédons ainsi, nous serons invulnérables dans n'importe quelle situation, si compliquée soit-elle.

La situation est difficile partout dans le monde, tandis que chez nous, comme vous le voyez, elle est excellente et inspire le plus grand optimisme. Chacun sait qu'en Yougoslavie les prix ne cessent d'augmenter. Naturellement, c'est un régime capitaliste qui y est au pouvoir et c'est lui qui est responsable de cette situation chaotique. En Italie aussi le chaos qui règne actuellement est sans précédent. Le parti «communiste» italien a trahi totalement la cause du prolétariat et s'est abouché avec la réaction. Il souhaite participer au gouvernement en accord avec les forces anti-communistes réactionnaires qui exploitent le peuple italien. En France la situation est analogue. Actuellement y ont lieu des élections, et l'on prévoit une victoire des partis de gauche. La gauche, ce sont les révisionnistes et les socialistes. Tout comme ceux qui se disent centristes, ils se sont mis entièrement au service de la bourgeoisie et cela contre les intérêts du prolétariat français.

Dans cette situation, au vu de la grave crise qui tenaille le monde et les Etats capitalistes et révisionnistes qui nous entourent, il est nécessaire d'étudier attentivement les problèmes de notre plan, de l'analyser scrupuleusement, de bien l'expliquer dans les moindres détails puis d'en organiser et d'en contrôler continuellement la mise en oeuvre. Voilà l'essentiel. L'organisation du travail et le contrôle continu doivent être portés à un haut niveau, faute de quoi notre économie souffrira de défauts et de lacunes. Le rôle déterminant de l'économie dans le cours des choses est bien connu. Si le marché n'était pas approvisionné régulièrement, que se produirait-il? Les gens se mettraient à murmurer, pas tout de suite évidemment, mais si cet état de choses se prolongeait, ce serait inévitable. Nous devons expliquer aux gens que pour surmonter les difficultés les seuls efforts des organes dirigeants sont insuffisants. Il faut que nous conjuguions tous nos efforts, car si nous ne mettons pas tout en oeuvre pour réaliser nos tâches, de nouvelles difficultés apparaîtront inévitablement. Il ne faut pas rejeter la responsabilité sur les autres sans avoir analysé ses propres fautes. C'est dans cet esprit que nous devons éduquer les masses du peuple pour qu'elles soient capables de voir à la fois les bons résultats et les manques. Critiquons les défauts, louons les qualités et travaillons pour aller toujours de l'avant.

Nous avons adopté une série de mesures afin de ne jamais être pris au dépourvu. Nous avons décidé de mener des études scientifiques, non pas pour le seul goût de l'étude, mais, des études qui trouvent une application dans tous les secteurs de la vie, de l'agriculture à l'industrie, dans le pétrole et dans tous les autres secteurs pour stimuler la production. Elles ont été faites sur les propositions venues de la base. Etudiées dans les diverses institutions, celles-ci ont été longuement pesées par le Comité central du Parti et par le gouvernement avant que toute décision ait été prise. Dans les districts il faut constituer des groupes d'études composés des meilleurs spécialistes, qui travaillent pour mettre en oeuvre ces décisions. Il y a des centaines de problèmes à résoudre dans des délais donnés. Comme je viens de le dire, ce travail d'étude scientifique ne doit pas être accompli pour être oublié au fond de quelque tiroir, mais contribuer à faire progresser notre économie. C'est ainsi que la révolution technique et scientifique soutiendra solidement le développement de l'économie. Mais, par révolution technique et scientifique nous n'entendons pas seulement l'organisation d'un groupe de spécialistes des diverses branches de l'économie réuni afin de mener des études scientifiques. Non, cette révolution, comme nous l'enseigne le Parti, doit être l'affaire de tous les travailleurs, de tous les spécialistes et de tous les techniciens. Tous, là où ils travaillent, doivent réfléchir pour se créer une méthode et un style de travail, avec des moyens perfectionnés, qui contribuent à l'accroissement de la productivité, à la baisse du coût, à l'augmentation de la production et qui allègent les tâches des ouvriers et des coopérateurs.

La révolution technique et scientifique est l'affaire de chacun d'entre nous. Partout où nous sommes nous devons, au lieu d'avancer avec des oeillères, chercher à accomplir le mieux possible notre tâche. La révolution technique et scientifique exige que l'on travaille, que l'on se creuse la cervelle pour améliorer les moyens de travail, ce qui entraîne à son tour l'accroissement de la productivité et écourte le temps nécessaire à la production d'un article donné. Cela a aussi pour effet d'abaisser nos coûts de production et d'alléger nos tâches. Cette révolution est donc indispensable, sans elle pas d'augmentation de la production, pas de renforcement de l'économie, pas d'élévation du bien-être.

Des études scientifiques solidement argumentées nous seront utiles pour notre plan en cours et elles nous serviront aussi pour le prochain plan. La Chine a l'obligation contractuelle de nous accorder des crédits pour la mise sur pied d'une dizaine d'entreprises. Le fera-t-elle ou pas, nous ne saurions le dire, mais nous pensons qu'il y a 99% de chances pour qu'elle ne nous les accorde pas. Quoi qu'il en soit, nous n'en serons pas paralysés. Notre Parti estime que nous devons construire par nos propres moyens tous les établissements prévus pour le prochain plan. Nous avons pris des mesures pour le cas où la Chine ne nous accorderait pas les crédits en question. C'est pourquoi ces recherches serviront, et elles doivent être entreprises dans cet esprit, à nous mettre à la hauteur de nos tâches, autrement dit à tout prévoir du point de vue scientifique, du point de vue matériel et de nos possibilités physiques. Faisons aussi nos calculs sur le plan monétaire pour savoir combien tout cela nous coûtera.

... Nous devons donc comprendre, camarades, l'importance politique que revêt le problème de la réalisation des tâches du plan à tous ses postes. C'est un grand combat, une grande lutte dont nous devons sortir victorieux. Si le travail cloche nous devons être sérieusement inquiets, en perdre le sommeil, prenons donc nos tâches à bras-le-corps avec la certitude que nous les remplirons. Ainsi nous nous sentirons cent fois plus forts économiquement, mais aussi physiquement, car il n'est pas de plus grande force que celle que donne la satisfaction du devoir bien accompli, même s'il vous a fallu pour cela passer des nuits blanches. Cela procure la force et la fraîcheur d'esprit qui permettent de vaincre plus facilement la fatigue physique.

Je souligne encore une fois que de l'accomplissement des tâches du plan dépend la destinée de notre patrie socialiste, que c'est une tâche de caractère non seulement national, mais aussi international, parce que la ligne politique juste de notre Parti survole les monts et les mers, de sorte qu'aujourd'hui les marxistes-léninistes, les éléments progressistes partout dans le monde et même les idéologues bourgeois mentionnent la ligne de notre Parti comme une ligne qui s'oppose au révisionnisme moderne soviétique et au révisionnisme chinois. Partout dans le monde beaucoup de gens se demandent: qui a raison, le Parti du Travail d'Albanie ou le Parti «communiste» chinois? Le Parti du Travail d'Albanie ou le Parti «communiste» de l'Union soviétique? Sans vouloir nous vanter nous pouvons dire que dans leur écrasante majorité ils donnent raison à notre Parti du Travail.

Pour notre part, nous sommes convaincus de suivre une ligne juste, mais d'autres aussi nous donnent raison. Nous constatons que, bien que les journalistes bourgeois écrivent souvent des articles malveillants à notre égard, on note dans leurs journaux un certain souci qui les pousse à dire la réalité. Cela tient, entre autres, au caractère contradictoire existant entre nos argumentations scientifiques, persuasives et les discours fallacieux des révisionnistes. Cela amène les gens à juger que la ligne albanaise est la plus raisonnable, qu'elle s'appuie sur des fondements solides.

L'Albanie est un petit pays, mais c'est nous, Albanais, qui avons hissé et tenons haut levé le drapeau du marxisme-léninisme. Je me souviens qu'au XIX^{e} Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (c'était le

dernier auquel Staline assistait et nous pétions à ses côtés sur la tribune) Staline fit un discours qui ne dura pas plus de sept minutes. Je me souviens qu'il déclara entre autres, «La bourgeoisie, qui jadis arborait le drapeau national, le drapeau de la liberté et de la démocratie, l'a maintenant rejeté. C'est aux communistes, aux éléments progressistes partout dans le monde qu'il appartient de le hisser et de le tenir haut levé.» Staline était alors encore en vie, les révisionnistes n'avaient pu se manifester ouvertement dans leur trahison, mais après sa mort tout a été changé en Union soviétique.

Aujourd'hui c'est nous, les communistes albanais et nos camarades des jeunes partis marxistes-léninistes, qui arborons ce drapeau. Telle est la réalité, tout ce que disent les révisionnistes n'est que balivernes, rien que du bluff.

Dans ces situations, face à cet ouragan, nous sommes confrontés à des tâches importantes et sacrées dans le domaine aussi bien politique et idéologique qu'économique. Notre Parti s'en acquittera honorablement. Nous remplirons correctement nos tâches sur le plan international, après avoir accompli comme il se doit celles qui nous incombent sur le plan national. Mettons-nous au travail animés de ce sentiment, de cette profonde compréhension patriotique et marxiste-léniniste des problèmes. Mais avant d'entreprendre chacune de nos tâches, réfléchissons longuement, le Parti nous a remis les clefs avec lesquelles nous pourrons résoudre tous les problèmes, ouvrir toutes les portes. Cette clef qui ouvre toutes les portes, c'est la théorie marxiste-léniniste, il faut apprendre à bien s'en servir pour élargir son horizon et avancer toujours dans la juste voie...

La situation politique dans notre pays est très satisfaisante. La trahison chinoise n'a pas causé la moindre secousse parmi les larges masses du peuple.

Les situations créées dans le monde sont difficiles mais elles ne nous font pas peur. Pourquoi? Parce qu'il existe, et cela est essentiel, une unité solide au sein du Parti. Mais pourquoi cette unité existe-t-elle? Parce que la ligne du Parti est claire, parce que les communistes sont convaincus de la justesse de cette ligne, parce que les normes léninistes sont appliquées partout fidèlement. Naturellement, notre travail laisse encore à désirer, mais dès que nous constatons un défaut, nous le corrigeons, sinon aujourd'hui, demain, dans la juste voie. Les liens entre le Parti et le peuple sont également solides. Sur ce point nous devons être extrêmement attentifs, car toute rupture d'avec le peuple entraîne un affaiblissement.

Le peuple est attaché au Parti, il a confiance en lui, en ses membres. Mais nous devons regarder ce problème d'un oeil critique, être toujours pondérés dans nos réflexions, dans nos décisions et dans la solution des problèmes. Ne soyons pas apathiques, mais ne soyons pas non plus précipités ni arrogants. Ne nous imaginons pas, comme je l'ai indiqué plus haut, que tout le monde comprend les problèmes à première vue. Il y en a qui les comprennent dès l'abord, d'autres ont un tel flair qu'ils les devinent sans même qu'on les leur expose, mais d'autres mettent plus de temps à comprendre. Comment doivent agir les communistes avec ceux qui comprennent lentement? Ils doivent travailler à les éduquer, à les convaincre. C'est pourquoi il faut, comme nous l'enseigne le Parti, travailler continûment et attentivement avec les gens.

Nous devons penser au jour présent, à l'avenir proche et lointain, afin que le Parti soit immortel, et que le socialisme se construise et se consolide de jour en jour dans notre pays, même si nous nous trouvons entourés d'ennemis. Notre Parti suit avec fermeté une ligne avisée, pondérée et ferme.

Nous sommes convaincus que l'organisation du Parti de votre district s'acquittera avec succès de toutes les tâches qui lui incombent.

Vive le Parti !

Publié pour la première fois avec certaines coupures d'après les notes prises lors de cette rencontre, et déposées aux Archives centrales du Parti.

Notes :

1. Grands propriétaires fonciers.

2. Le 4e plénum du CC du PTA du 30 et 31 janvier 1978, analysa le rapport du Bureau politique du Comité central: «Compte-rendu de la réalisation des tâches du plan de 1977 et de celles que fixe le plan de 1978».

A propos du perfectionnement du travail de gestion et d'organisation scientifiques du Parti et de ses leviers dans le domaine économique.

Discours de clôture au 7e plénum du CC du PTA[1]

15 janvier 1980

Nous avons consacré ce plénum du Comité central du Parti à la solution des problèmes relatifs au perfectionnement du travail de gestion et d'organisation scientifique du Parti et de ses leviers, en nous arrêtant principalement au domaine économique. Le sérieux avec lequel ces problèmes ont été traités dans le rapport du Bureau politique présenté par le camarade Simon Stefani ainsi que les interventions des autres camarades membres du plénum, attestent que les questions relatives à la gestion et à l'organisation constituent à l'heure actuelle un maillon des plus décisifs auquel nous devons fortement nous attacher afin de faire toujours mieux avancer tous les secteurs de notre vie: l'économie, l'éducation, la santé, la science, la culture ainsi que les autres domaines de la construction et de la défense du socialisme dans notre pays.

Les problèmes de la gestion et de l'organisation dans notre régime socialiste ne sont ni ne peuvent être l'apanage d'un nombre limité de gens instruits, ou qui occupent des postes de direction ou de gestion. Le Parti n'a cessé de souligner que le socialisme est l'oeuvre des larges masses travailleuses qu'il dirige. C'est pourquoi l'assimilation de l'art de gestion par les larges masses travailleuses, comme le soulignait Lénine, n'est pas un simple voeu, mais une nécessité objective qui découle de la nature même de notre système économique et social socialiste, où ce sont les larges masses travailleuses dirigées par la classe ouvrière avec à sa tête le Parti du Travail d'Albanie, qui dirigent. C'est une question qui doit pénétrer profondément dans l'esprit et la conscience de nos ouvriers de façon que tous puissent dire leur mot avec force et que la gestion et l'organisation des affaires soient portées au niveau des exigences actuelles et à la mesure des grandes possibilités qui ont été créées.

Dès les premiers jours du triomphe de la révolution d'Octobre, Lénine soulignait que:

«Les ouvriers et les paysans sont encore «timides». Ils ne se sont pas encore faits à l'idée qu'aujourd'hui ce sont eux la classe dominante; ils ne sont pas encore assez résolus. La révolution ne pouvait pas susciter d'emblée ces qualités chez des millions et des millions d'hommes que la faim et la misère avaient contraints toute leur vie durant à travailler sous la trique. Mais la force, la vitalité, l'invincibilité de la Révolution d'Octobre 1917 tiennent précisément au fait qu'elle éveille ces qualités, renverse toutes les vieilles barrières, rompt les liens vétustés, et engage les travailleurs dans la voie où ils créent eux-mêmes la vie nouvelle.»[2]

Comme on le voit, camarades, les problèmes concernant le perfectionnement, par le Parti, du travail de gestion et d'organisation ainsi que les problèmes relatifs à la vaste participation des larges masses à la gestion des affaires du pays, se rattachent à une grande question de principe, au développement de notre révolution, au renforcement incessant de la dictature du prolétariat et de notre système socialiste ainsi qu'à l'extension et à la consolidation de notre démocratie socialiste.

C'est précisément au fait que le Parti a toujours conçu les choses et travaillé de cette manière, conformément aux enseignements du marxisme-léninisme, que nous devons les succès que nous avons obtenus dans tous les domaines de la vie et de la construction du socialisme. Mais, le stade actuel de développement, les tâches considérables et hardies assumées par le Parti et par tous nos travailleurs, les situations dans lesquelles nous travaillons et luttons pour l'édification du socialisme, l'appui sur nos propres forces, l'encerclement et le blocus, dont nous sommes l'objet, les crises économique, financière et énergétique de la structure et de la superstructure du monde capitaliste et révisionniste, sont autant de facteurs qui nous imposent comme un impératif une gestion et une organisation à un nouveau stade, scientifiquement plus élevé, afin que l'art de la gestion soit assimilé plus à fond par les larges masses laborieuses, contribuant par là à une solution plus efficace des problèmes complexes et de grande ampleur auxquels nous sommes confrontés. Actuellement, nous disposons de plus grandes possibilités humaines, matérielles, techniques et scientifiques, qui, utilisées de façon plus révolutionnaire, et fondées sur une gestion et une organisation plus scientifiques et plus souples de la part du Parti, des organes d'Etat et de tous ses leviers à tous les niveaux, du centre à la base, devraient contribuer plus efficacement au développement des forces productives et à l'accroissement de la production afin de satisfaire toujours mieux les besoins de notre économie, de notre peuple et de notre défense.

Loin de devenir un obstacle au développement et au progrès de l'économie nationale et des autres secteurs, la gestion, et l'organisation doivent servir de facteur actif très important pour frayer la voie à ce développement et le guider. La question se pose de savoir si la méthode de gestion et d'organisation sera portée à un niveau scientifique plus élevé, mettant ainsi plus efficacement à profit toutes les possibilités créées et les réserves accumulées par notre économie et notre système socialiste. Il convient ici d'avoir bien en vue que les problèmes concernant le perfectionnement de la gestion et de l'organisation dépendent de facteurs qui, rationnellement

exploités, permettent d'atteindre de meilleurs résultats sans faire pour autant d'investissements supplémentaires. C'est pour toutes ces raisons que le Parti considère le perfectionnement de la méthode de gestion et d'organisation comme une des réserves intérieures les plus importantes dont la mise en valeur intensive exige que nos gens travaillent avec une conscience révolutionnaire encore plus profonde.

Le Plénum, à juste titre, s'est arrêté, en les analysant à fond, sur les problèmes relatifs à l'amélioration et au perfectionnement de la gestion et de l'organisation scientifique dans tous les domaines. Il nous appartient à nous tous d'en tirer des leçons et de définir nos tâches dans ce sens. Mais, il s'est arrêté particulièrement aux questions économiques, car, comme on le sait, l'économie constitue le front principal de l'édification socialiste, et, au stade actuel et dans les conditions internationales du moment, il est devenu encore plus complexe et difficile. Une économie forte et dynamique influe directement sur le renforcement de notre système économique et social socialiste, sur l'amélioration du bien-être du peuple, la consolidation de la défense de la patrie. Il n'est pas fortuit que durant le quinquennat en cours, quatre plénums du Comité central du Parti ont été consacrés aux problèmes économiques. Ce fait, qui atteste l'intérêt et la grande préoccupation du Parti pour le front principal de la construction socialiste, doit amener les communistes, les cadres et tous les travailleurs, les organisations du Parti ainsi que ses leviers à réfléchir encore plus profondément pour mettre leur action toujours mieux au service du développement et de la consolidation de l'économie socialiste, à réaliser et à dépasser les objectifs fixés par le plan d'Etat...

Naturellement, nous ne devons oublier ni sous-estimer à aucun moment combien l'arrêt des crédits de la part des révisionnistes chinois a affecté la réalisation de notre plan quinquennal. Cet acte a fait que plusieurs grands travaux que nous avions envisagés d'achever ont été suspendus, et ils le sont encore à l'heure actuelle.[3] Au reste, c'est avec beaucoup de retard que nous avons pu mettre en service même les ouvrages que nous avons réussi à terminer, car les révisionnistes chinois ne nous livraient pas de machines et d'équipements, et même lorsqu'ils nous les livraient parfois, ils faisaient traîner les choses en longueur. De ce fait, les entreprises dont on avait envisagé la construction avec des machines et des équipements chinois et dont la mise en service était prévue pour le quinquennat en cours, sont restées inactives pendant une période de deux ans...

Actuellement, il a été démontré par une infinité d'exemples que là où l'on s'attache avec persévérance à appliquer un style et une méthode révolutionnaires l'on obtient nécessairement des résultats et que, par contre, là où l'on tombe dans l'indolence, où l'on agit par la routine, on invoque des «motifs» inacceptables, pour se justifier. C'est pourquoi le Parti et ses leviers doivent réfléchir beaucoup plus profondément aux problèmes de gestion et d'organisation...

L'année 1979 nous a fourni un clair témoignage de cette grande vérité. Lorsque les tâches assignées par le Parti au 6^{e} plénum du Comité central[4] en vue d'un travail plus intense et plus opiniâtre, d'une organisation et d'une gestion plus scientifiques des affaires ont été mieux comprises et que des mesures plus efficaces ont été arrêtées pour surmonter les difficultés et les obstacles dressés sur notre voie par les -révisionnistes chinois, mais dus aussi à l'encerclement et au blocus imposés à notre pays ainsi que par certaines disproportions, qui s'étaient fait jour, nos réalisations se sont accrus. Il est de fait que les résultats de l'an passé dans la production sociale, dans le revenu national, la productivité du travail, le commerce extérieur et le mieux-être des travailleurs, ont été meilleurs que ceux de toutes les années précédentes du 6^{e} quinquennat.

Aujourd'hui nous disposons d'une économie forte, qui se développe et se modernise sans cesse tout en se montrant à la hauteur des tâches de l'heure, en comptant exclusivement sur ses propres forces, dans les conditions de l'encerclement et du blocus impérialiste-révisionniste, ainsi qu'au milieu des remous de la crise économique et financière qui s'aggrave toujours plus dans le monde du capital. Grâce aux rythmes de croissance de notre économie socialiste, le produit social double en une décennie, alors que la population seulement en trois décennies. Cela signifie que chez nous le développement de la production matérielle rend possible un meilleur approvisionnement du peuple et couvre tant les besoins découlant de l'augmentation de la population que ceux de l'accroissement graduel mais soutenu de la consommation par habitant. En même temps, une telle dynamique de la production matérielle nous permet d'accroître prioritairement les ressources de l'accumulation, les investissements de base, la production des moyens de production et de renforcer sans cesse nos réserves et nos exportations. Il est significatif que pendant l'année 1979, première année où notre pays n'a bénéficié de crédits ni d'aides d'aucune sorte de l'étranger, la production industrielle s'est accrue de 9 pour cent par «rapport à 1978, la production agricole de 12 pour cent et le revenu national de 15 pour cent. Nous n'avions connu de tels rythmes de croissance pour aucune des années de la décennie précédente, et ils sont au reste beaucoup plus élevés que ceux de n'importe quel pays capitaliste ou révisionniste d'Europe. En 1979, nos exportations se sont accrues de 2,5 fois par rapport à 1970. Et ce sont des exportations albanaises entièrement au profit de notre patrie. Dans d'autres pays, par exemple en Yougoslavie, une grande partie des exportations n'a de yougoslave que le nom car ce sont des marchandises produites par des firmes américaines, ouest-allemandes, anglaises etc., qui, à travers les capitaux qui ont été investis, dépouillent la Yougoslavie de ses richesses nationales. C'est ce qui se passe également en Roumanie, en Hongrie, en Pologne, en Chine et partout ailleurs où l'on a ouvert les portes au

capital international, aux prétendus crédits et aides asservissants. Il est des pays, qui, pour justifier cet état de choses, invoquent leurs prétendues impossibilités économiques, techniques et scientifiques d'exploiter et de mettre en valeur leurs ressources et richesses nationales. La voie suivie par notre pays pour la mise en valeur indépendante de ses ressources et richesses naturelles est l'unique voie correcte, qui coïncide avec les intérêts du peuple, de la construction du socialisme et de la défense de la patrie.

Ayant échoué dans leurs tentatives ouvertes ou camouflées pour empêcher et saper la construction du socialisme dans notre pays, et s'étant finalement rendu compte que les pressions, les chantages et les flatteries n'avaient pas de prise sur nous, nos ennemis se sont mis à battre un autre tambour percé, à nous plaindre sous prétexte que le fait de ne compter que sur nos propres forces, de produire nous-mêmes des tracteurs, du matériel de forage, des camions, ne présente pour nous aucun avantage, pas plus que ne serait rentable la culture des céréales panifiables sur nos collines et sur nos montagnes, car tous ces produits, à les entendre, ont un coût de production trop élevé; et ils nous dégoisent d'autres boniments de ce genre qui s'inspirent de l'économisme et de conceptions capitalistes.

Dans l'élaboration de sa ligne politique comme dans son travail de gestion et d'organisation, notre Parti a toujours centré son attention sur le fait que l'économie est étroitement liée à la politique, à la consolidation de l'indépendance du pays, à la satisfaction par nos propres forces des besoins nécessaires de la reproduction socialiste élargie, aux intérêts du peuple et de sa défense. Mais en même temps, il a constamment veillé à ce que l'élévation de la productivité du travail, la réduction des coûts de production, de l'accroissement de la rentabilité et le régime d'économies soient maintenus à des rythmes satisfaisants. Comment notre pays aurait-il pu atteindre de telles cimes de la construction socialiste en ne comptant que sur ses propres forces, si nous n'avions pas mis en pratique, dans l'optique marxiste-léniniste, parallèlement à l'augmentation de la quantité et à l'amélioration de la qualité, l'élévation de la rentabilité et de l'efficience de la production sociale? Afin de satisfaire les besoins les plus nécessaires du peuple et de garantir la construction et la défense du socialisme nous ne cesserons jamais de promouvoir la production sur place même si cela devait nous coûter un peu plus, tout en nous attachant à réduire graduellement les coûts de production.

En ce qui concerne la production des céréales panifiables et des produits agricoles cultivés dans les zones de collines et de montagnes, qui totalise quelque 40 pour cent de la production agricole et animale de notre pays, nous n'avons pas à nous plaindre. Ces dernières années, nous avons enregistré dans ces zones respectivement des rendements moyens de 21 et de 17 q de blé par hectare, lorsqu'on sait que ceux qui nous critiquent n'obtiennent guère dans leur propre pays, en Union soviétique plus de 14 par hectare. Le développement de la production agricole et animale harmonisé aussi avec celui des mines, de l'industrie et des autres branches de l'économie dans les collines et dans les montagnes ont rendu possible l'accroissement de la population, l'élévation continue du bien-être et la réduction des différences essentielles entre les zones de collines et de montagnes, d'une part, et les zones de plaines et les villes, d'autre part.

En conclusion de nos analyses de la réalisation de nos tâches en vue du développement de notre économie nationale pour 1979 et de nos objectifs pour l'année 1980, à peine entamée nous pouvons dire que nous avons enregistré des succès mais aussi certains manques. En général, les réalisations concernent surtout quelques secteurs avancés. Le fait que le plan de 1979 a été mieux réalisé que celui de 1978 peut contribuer à répandre chez nous un certain sentiment d'euphorie et d'autosatisfaction qui risque de nous faire sous-estimer nos défauts, nos lacunes et nos imperfections dans l'organisation et la direction.

Nous devons considérer la situation telle qu'elle est en réalité. Il ne nous est pas permis d'être pessimistes mais non plus d'être animés d'un optimisme non fondé. Dans leur travail de gestion et d'organisation, le Parti, les organes du pouvoir et de l'économie ainsi que leurs divers leviers doivent attacher une grande importance à la réalisation harmonieuse de toutes les tâches fixées par le plan d'Etat. La gestion et l'organisation réellement scientifiques ne se jugent pas sur des phrases et sur de simples opinions, mais sur des résultats concrets dans la réalisation des tâches dans chaque secteur et dans chaque activité sociale. Seuls sont des dirigeants et des organisateurs capables, des travailleurs d'élite, ceux qui se mobilisent pour réaliser rigoureusement toutes les tâches dans la production, l'enseignement, la science et l'administration, et qui aident aussi les autres à progresser.

Notre économie socialiste est une économie planifiée fondée sur le principe du centralisme démocratique. Et la gestion et l'organisation chez nous ont pour fondement la planification du travail, l'élaboration et l'application des plans. La pratique a montré que d'autres améliorations sont nécessaires dans le domaine de la planification, surtout pour traduire dans les faits, au niveau de chaque branche, tous les liens de coopération entre les entreprises, les coopératives agricoles et les districts; de même, on doit travailler plus soigneusement à réaliser une plus parfaite harmonisation entre les divers indices économiques, techniques et financiers du plan, qui expriment concrètement les i exigences des lois économiques dans chaque cellule et à chaque maillon de notre économie.

Le Parti a souligné plus d'une fois que si parfaite que soit l'élaboration des plans, l'essentiel reste toujours leur exécution. L'économie socialiste ne peut fonctionner comme un tout parfaitement coordonné si elle se fonde uniquement sur l'organisation de la gestion étatique sur la base de la centralisation démocratique ou sur la seule élaboration du plan unique général d'Etat. Il est tout aussi impératif de préserver le caractère unique de l'économie socialiste dans le processus de "la réalisation des tâches prévues par le plan, dans le processus de l'action pratique des organes du Parti, de l'Etat et de l'économie, et de centaines de milliers de travailleurs dirigés par le Parti.

Chez nous l'enchaînement de la production ne doit connaître aucune rupture, mais même quand cela se produit à un de ses maillons, il faut tout faire pour y remédier le plus tôt possible. Cela, beaucoup le savent mais pas tous. La plupart le comprennent, mais il en est d'autres qui ne le comprennent pas encore. Chaque ministre, chaque directeur, coopérateur ou ouvrier, lorsqu'il prend connaissance des objectifs du plan, entend bien les réaliser. Et c'est précisément ce que le Parti demande.

Les gens de chez nous doivent-ils être constamment préoccupés par ces problèmes? Oui, c'est indispensable. Il ne suffit pas que ce soit là seulement le souci de la direction principale du pouvoir et du Parti, il faut que ce soit aussi celui de tous les travailleurs, du sommet à la base. En fait, cette préoccupation n'existe pas au degré souhaitable chez tous. La Commission du Plan l'Etat ne doit pas être seule à s'occuper de suivre la réalisation du plan, cela doit être fait constamment, et beaucoup mieux qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent par chaque ministère, chaque district, chaque entreprise, chaque exploitation agricole, dans leur propre secteur...

Nous avons bien étudié les normes de rendement en pensant même que la pleine réalisation du plan nous permettrait de faire aussi des réserves de tout genre en matières premières et en fonds monétaires, de financer aussi avec succès l'essor continu des forces productives. Mais, quand les plans ne sont pas pleinement réalisés, alors on fraye la voie à la spontanéité, on rompt l'équilibre harmonieux de l'économie, on diminue les investissements consacrés au développement des forces productives, on risque de voir se créer un sous-emploi, d'aller vers l'inflation et la hausse des prix, autant de phénomènes qui ne sont pas de la nature de l'économie socialiste, mais l'on ne pourra pas les éviter si l'on n'a pas bien en vue les lois économiques et si l'on ne lutte comme il se doit pour faire en sorte que les tâches du plan soient, sous une forme ou une autre, réalisées par tous.

En ce sens le Parti s'est montré attentif et avisé dans son travail, et il s'est efforcé de mettre sur pied et de développer avec succès notre économie socialiste sur la base de la théorie marxiste-léniniste. Il est vrai qu'au cours de la réalisation des plans nous avons rencontré beaucoup de difficultés sur notre chemin mais cela ne doit pas nous conduire à penser que nous ne nous heurterons pas à d'autres difficultés qui peuvent être encore plus grandes. Toutefois ces difficultés seront prévenues à temps, car le Parti, comme toujours, est à la pointe des affaires et mobilise tous les travailleurs dans la lutte pour la réalisation des tâches du plan.

Tout notre travail de direction et d'organisation, nos plans et nos efforts pour les réaliser reposent et doivent reposer sur les lois des sciences sociales du marxisme-léninisme, sur les lois économiques objectives ainsi que sur les lois des sciences de la nature. Si le plan est élaboré selon des critères scientifiques et réalisé pleinement, alors les lois aussi trouvent leur juste application et servent la marche de notre construction socialiste, et vice-versa.

Lorsqu'il s'agit des lois qui régissent l'efficience de la production sociale, nous devons nous montrer très attentifs, car c'est là un grand problème névralgique pour toute notre économie. L'efficience est, pour ainsi dire, la résultante de tous les facteurs du développement de la production socialiste qui sont fonction du travail, de la lutte et des efforts de tous les travailleurs.

Les révisionnistes se sont livrés à une démagogie effrénée en sapant l'économie socialiste par leurs réformes économiques au nom de l'efficience accrue de la production. Mais, en traîtres au marxisme-léninisme, ils ont suivi la voie capitaliste et appliqué ses lois qui, loin de leur apporter une production sociale efficiente, les ont enfoncés dans de profondes contradictions antagonistes dans leur économie et dans la pratique, les ont enlisés dans le bourbier du capitalisme et dans la crise générale qui les suffoque.

Notre Parti dans sa politique visant à l'accroissement de l'efficience de la production sociale a toujours suivi une voie juste. Et nous réaliserons les améliorations requises en ce domaine en suivant encore la voie marxiste-léniniste, en augmentant la productivité du travail, en mettant mieux en valeur les réserves intérieures pour accroître la production, en renforçant le régime d'économies, en mobilisant au maximum les facteurs intensifs du développement économique. Cela a été et reste l'un des domaines les plus importants de notre économie, notre ordre économique et social socialiste a montré et doit montrer encore plus sa primauté indiscutable sur l'ordre capitaliste et révisionniste. C'est en cela que le Parti, le pouvoir, les organismes de planification de l'économie et des finances, les cadres et tous les travailleurs, doivent encore plus concentrer leurs efforts...

Il faut avoir bien en vue que pour l'année en cours plus de 55 pour cent de l'accroissement de la production sociale doit, selon les prévisions, provenir de l'élévation de la productivité du travail et qu'une plus grande partie

de l'accroissement des sources d'accumulation sera obtenue grâce à la baisse du coût. Ces tâches peuvent être accomplies et sur-accomplies si les organisations de base du Parti, les organes de l'Etat et les organismes économiques les prennent bien en main en envisageant et en appliquant dans chaque cellule de l'économie des mesures concrètes visant à élever le degré de mécanisation, à améliorer le travail suivant des normes de rendement, à utiliser à plein les huit heures du travail quotidien, à améliorer l'approvisionnement et les conditions de travail. En ce qui concerne ce problème, il faut également veiller à ce que le traitement des dirigeants et des administrateurs soit mieux lié aux résultats de la production.

Notre pays a obtenu de grands succès en s'assurant ces deux dernières années de nouveaux marchés pour la vente des marchandises et en les répandant dans d'autres régions, en assurant l'équilibre de ses importations et de ses exportations, en maintenant des rythmes élevés d'expansion et en s'appliquant à élever la rentabilité de notre commerce extérieur. On ne pouvait obtenir de tels résultats sans réfléchir et travailler en temps voulu pour mettre en place une structure efficace de notre économie visant à un développement intérieur indépendant et à des exportations toujours plus efficientes et mieux garanties. Après que les révisionnistes chinois eurent découvert leur vrai visage, les capitalistes et les révisionnistes ont eu beau multiplier leurs pressions, nous ne nous sommes pas .laissés ébranler et nous avons réussi à devenir le deuxième exportateur de chrome au monde. D'autres de nos produits miniers et de l'industrie pétrolière, ainsi qu'une quantité de produits de l'industrie lourde de traitement, de l'industrie légère et de l'agriculture nous sont aussi demandés par des pays aux quatre coins du monde.

Malgré ces succès, les organismes de la production et du commerce sont confrontés à des tâches importantes en vue d'augmenter la quantité des marchandises destinées à l'exportation, d'opérer habilement sur les marchés étrangers et d'assurer des prix avantageux pour notre import-export. N'oublions jamais que nos investissements doivent être rentables, que nos exportations doivent couvrir nos importations, car nous n'acceptons aucun crédit d'aucune part et ne nous permettons pas non plus de nous endetter auprès des étrangers. Nous leur paierons comptant tout ce que nous leur achèterons. Nous devons donc penser à produire en quantité des articles de bonne qualité et dans les délais requis, car les capitalistes vous laissent tomber quand bon leur semble si on ne satisfait promptement à leurs demandes.

La gestion de l'économie est une gestion scientifique. Elle exige de profondes connaissances pour que soient appliqués sur la plus grande échelle les succès de la science et de la technique à la production. Concernant le problème de la qualification des ouvriers dans la gestion et l'organisation de la production, Lénine soulignait que:

«...Pour diriger il faut être compétent, il faut connaître entièrement et avec précision toutes les conditions de la production, il faut connaître la technique de cette production au niveau du jour, il faut posséder une formation scientifique déterminée...»[5]

A plus forte raison, au stade actuel du développement intensif de notre économie et alors qu'il importe de résoudre une foule de problèmes importants et compliqués concernant la technique, la technologie, les projets et leur exécution en nous appuyant toujours sur nos propres forces, l'assimilation et l'application des succès obtenus dans les sciences techniques et naturelles deviennent encore plus impératives.

C'est un fait que, notamment ces dernières années, les gens de chez nous, pénétrés de l'idéologie du Parti, se sont engagés courageusement dans la révolution technique et scientifique et ont résolu avec succès divers problèmes concernant l'étude et la construction de grandes centrales hydro-électriques, la découverte de nouveaux gisements de pétrole et de gaz, le traitement de notre minerai de ferronickel au combinat sidérurgique d'Elbasan, la découverte et la mise à profit des phosphorites et des divers quartz servant à la fabrication des verres, le travail déjà entrepris pour la production du coke nécessaire à notre métallurgie non ferreuse, ainsi qu'une série d'autres applications réalisées dans l'agriculture et dans chaque branche de l'économie.

Mais le Parti et ses leviers doivent s'employer à faire en sorte que la révolution technique et scientifique pénètre plus à fond et soit appliquée sur une plus vaste échelle dans tous les domaines de la production. Les possibilités en ce domaine sont illimitées, seulement cette action exige plus d'études, plus de persévérance, une meilleure planification et une meilleure gestion. Il y a deux ans lorsque fut publié le décret du Comité central concernant le coton,[6] la coopérative de Çerme, qui obtenait un rendement de 14,7 quintaux à l'hectare était citée comme une coopérative d'élite. L'an dernier la région de Berat dans son ensemble a obtenu 16 q/h, et la coopérative agricole de Lapardha, qui est à l'avant-garde, a réussi à obtenir 20,5 q/h. Et, il n'y a là aucun prodige, on a simplement mieux travaillé et appliqué rigoureusement les règles agro-techniques concernant la culture du coton. Il en est de même de la culture de la betterave sucrière où l'on obtient et dépasse les rendements prévus même quand cette culture est faite sur des terres moins fertiles...

Pour illustrer la révolution que réalise l'application de la science et de la technique dans la production, je citerai encore un autre exemple. Rien que dans les deux établissements modernes d'élevage de poules mis sur pied à Tirana et à Elbasan, on arrive aujourd'hui à obtenir près de la moitié de la totalité des oeufs commercés par l'Etat.

Mais de pareils champs d'action et ces possibilités d'une plus large application de la science et de la technique se trouvent partout: dans l'élevage, surtout en ce qui concerne la base fourragère; dans les travaux d'ameublissement du sol, dans l'industrie et dans le bâtiment; dans les transports, surtout dans la structure de leurs moyens, dans leur tonnage et dans un plus large usage des remorques; dans le domaine du stockage et de la manipulation des produits agricoles, etc.

C'est dans ce cadre aussi qu'il faut considérer l'application programmée, organisée et contrôlée de l'expérience avancée. J'estime qu'on fait toujours bien de citer des brigades de choc, des ouvriers d'élite et même des entreprises entières d'avant garde. Nous les citons et devons les citer comme des exemples en vue d'éveiller l'amour-propre des autres. Nos plans économiques sont basés sur la moyenne avancée et c'est là notre objectif...

Ce qu'on exige de nous, c'est de penser et de travailler en marxistes que nous sommes, en ayant toujours en vue les lois économiques et celles des sciences naturelles. Mais il ne suffit pas que seuls les dirigeants à tous les niveaux et les principaux spécialistes de la production connaissent bien ces lois et les appliquent dans la vie, dans la lutte et dans toute leur complexité. Il est nécessaire que tout travailleur à son poste comprenne, et que le Parti lui explique clairement, que la violation de ces lois nuit au socialisme, l'affaiblit et le dégénère. L'activité individuelle de chacun, selon qu'elle est bonne ou mauvaise, influe en bien ou en mal sur la cause commune.

L'application des plans, des lois, des règlements, des décisions et des tâches par les organismes du Parti, de l'Etat et de l'économie et par tous les travailleurs, dépend beaucoup de la façon dont on les conçoit, de la méthode à suivre et du travail même de direction et d'organisation. Divers problèmes surgissent à chaque cellule et maillon de l'économie. Ils sont résolus grâce à une méthode révolutionnaire, à un travail tenace et régulier, qui font que les choses marchent bien, ou alors ces problèmes s'amoncellent et ils vous poussent à des méthodes basées sur la spontanéité, la production et les travaux clochent, et à mesure que le temps passe les contradictions apparues deviennent plus difficiles à résoudre.

La méthode révolutionnaire de gestion est incompatible avec la pratique constatée dans certains cas quand les mêmes choses sont dites et redites, quand on aligne une foule de motifs qui cherchent plutôt à justifier l'état présent des choses qu'à proposer une solution, et quand, malgré les nombreuses mesures adoptées, la situation reste inchangée, il faut que le Parti et ses leviers trouvent les maillons de la gestion et de l'organisation qui nous permettront d'avancer plus vite et plus sûrement. Quels sont actuellement, à mon sens ces maillons?

Avant tout il faut que le Parti, se mettant à la tête des affaires et accroissant son rôle de direction, de gestion et d'organisation, convainque les masses et leur fasse prendre conscience de la justesse de sa ligne et de ses directives, du bien-fondé de nos plans, qu'il les mobilise dans la lutte pour leur accomplissement. Staline disait que diriger, c'est avant tout convaincre les masses...

Le sens accru de la responsabilité personnelle et collective dans l'accomplissement des tâches, constitue une autre question très importante à laquelle il faut s'efforcer de mieux donner la place qui lui revient. Chacun doit accomplir sa tâche avec dévouement et compétence, il ne faut pas que certains travaillent et d'autres restent les bras croisés. Et cela doit être exigé tant des ouvriers et des coopérateurs que des cadres et des autres travailleurs. Il ne faut pas juger le travail de chaque ouvrier et de chaque cadre à ses belles paroles, parfois prononcées juste pour la forme et comme simple justification, il faut le juger à ses résultats dans l'accomplissement des tâches et la réalisation du plan. Dans les deux cas, quand on ne s'acquitte pas des tâches et des attributions qui vous incombent, comme quand d'autres les assument à votre place en vous laissant traînasser sans responsabilité dans la routine, le travail s'en ressent et on n'est pas à la hauteur de la tâche qui vous a été assignée.

Chaque communiste, travailleur et cadre doit s'imposer des obligations rigoureuses et donner l'exemple par sa vie et son travail. Actuellement les gens de chez nous, ouvriers, coopérateurs et intellectuels, se voient offrir plus de possibilités que par le passé. Il s'agit pour le Parti de mieux mettre ces forces en action. Dans chaque entreprise et coopérative agricole, il y a des dizaines de cadres supérieurs de différentes spécialités qui peuvent solliciter l'avis des ouvriers et des coopérateurs pour faire avec eux un travail créateur et résoudre des problèmes encore plus importants et plus difficiles en se montrant à la hauteur de la situation et des tâches à remplir. L'efficacité du travail des cadres et des spécialistes de la production est et doit être jugée aux changements constatés dans cette production, dans l'organisation, dans la technique et la technologie.

Le contrôle de l'exécution des tâches, des décisions et des plans et des engagements pris constitue un maillon encore faible dans la méthode de travail et d'organisation. L'expérience montre que là où l'on exerce un contrôle systématique les affaires marchent bien et les tâches sont accomplies.

L'absence de contrôle alimente le bureaucratisme, le libéralisme et émousse la lutte de classe contre eux. Malgré le combat qu'a livré et livre le Parti, ces manifestations dangereuses continuent d'exister et de nous nuire. Aussi, faut-il intensifier la lutte contre eux. Il faut que le contrôle ouvrier et paysan se ravive et fustige plus sévèrement ces phénomènes, car l'on constate qu'il faiblit et est discontinu. De même le Parti et les organes de la dictature du prolétariat, comme nous l'avons dit maintes fois, doivent porter leur contrôle à un niveau plus élevé.

La gestion et l'organisation scientifiques exigent que le travail du Parti, des organismes d'Etat, de l'économie et des organisations de masse tende à mettre plus efficacement à profit les motivations et les forces qui stimulent le progrès. Il s'agit ici de raviver les formes d'émulation socialiste et de recourir davantage à l'encouragement moral lorsque l'on constate des signes de sectarisme et de dédain du travail des autres, d'utiliser le système des salaires comme instrument de stimulation de façon que chacun touche son salaire après avoir versé plus de sueur qu'il ne l'a fait jusqu'ici, obtenu plus de masse tende à mettre plus efficacement à profit les motivations et les forces qui stimulent le progrès. Il s'agit ici de raviver les formes d'émulation socialiste et de recourir davantage à l'encouragement moral lorsque l'on constate des signes de sectarisme et de dédain du travail des autres, d'utiliser le système des salaires comme instrument de stimulation de façon que chacun touche son salaire après avoir versé plus de sueur qu'il ne l'a fait jusqu'ici, obtenu plus de résultats, et cela en perfectionnant le système des normes de rendement, l'attestation de qualification professionnelle, le classement par catégories des différents travaux ainsi que d'autres éléments de l'organisation socialiste i du travail. Il est indispensable de faire une plus juste appréciation de ces exigences parce que notre société a tenu toujours à renforcer le caractère social de la satisfaction des besoins des travailleurs et à réduire les disparités de revenu et de mode de vie des classes et des groupes sociaux. Dans ces conditions, si nous nous contentons de parler de la stimulation morale des gens sans lui accorder la priorité, nous risquons de favoriser l'indifférentisme, le je-m'en-fichisme, qui sont des phénomènes très nuisibles à notre société.

Nos plans doivent jouer un rôle plus important en vue de stimuler et de mobiliser les travailleurs. Là où les objectifs du plan sont fixés à leur véritable plafond, on constate une mobilisation et des efforts plus intenses des travailleurs et les résultats sont à l'avenant. Là où au contraire les objectifs des plans sont au-dessous des véritables possibilités, c'est le contraire qui se produit. Il faut particulièrement avoir soin d'élaborer des plans bien calculés en ce qui concerne le coût, le rendement, la qualité et les autres indices qualitatifs, car ces indices deviennent un stimulant qui améliore et renforce davantage le travail dans les entreprises comme dans les coopératives agricoles.

Il n'y a ni il ne peut y avoir de plans scientifiques et mobilisateurs pas plus qu'il n'y a ni ne peut avoir de gestion et de planification scientifiques sans des études approfondies et générales actuelles et à long terme, sans analyses et synthèses scientifiques.

Le plan de l'année 1980 dont nous avons entamé la réalisation est celui de la dernière année du 6^{e} quinquennat. Nous devons tous, du début à la fin de l'année, nous mobiliser pour réaliser ce plan.

Cette année, nous élaborerons un nouveau plan quinquennal depuis ses fondements. Notre peuple, avec le Parti à sa tête, réalisera ce plan qui repose entièrement sur les forces intérieures du pays. Nous avons acquis pour cela une bonne expérience, nous avons une ligne claire, et les erreurs et les défauts constatés dans notre travail nous serviront de leçon. Nous devons avoir le souci constant de construire et de produire mieux, plus vite, tout en abaissant les coûts sans jamais oublier que l'augmentation des recettes de notre budget qui contribue grandement à consolider la défense du pays, est une tâche nécessaire et d'une importance vitale. Faisons des efforts pour accroître les réserves matérielles et monétaires de l'Etat, et pour améliorer le niveau de vie du peuple.

Nous sommes le seul pays socialiste au monde et nous sommes encerclés d'ennemis qui font des plans pour nous miner. Sur le monde pèsent de grands dangers qui peuvent d'un moment à l'autre se traduire dans les faits. Les impérialistes ne cessent de s'armer et de menacer l'humanité de faire éclater la guerre. Les fascistes soviétiques ont attaqué et occupé l'Afghanistan. Actuellement ils menacent d'autres pays tout comme le font les impérialistes américains et les sociaux-impérialistes chinois. Il nous incombe donc de redoubler de vigilance, d'être toujours plus compacts et mieux organisés, de travailler d'arrache-pied, de diriger et d'organiser toujours mieux la production, d'observer un régime d'économies et de créer des réserves et toujours plus de réserves, car les situations difficiles créées l'exigent. Tous, jeunes et vieux, doivent avoir une claire vision de ces choses et ne pas les oublier un seul instant.

La situation créée dans notre pays est saine. L'enthousiasme et la mobilisation de la classe ouvrière, de la paysannerie coopératrice et de l'intelligentsia populaire, qui se sont manifestés avec une grande force durant l'année commémorative du 35^{e} anniversaire de la Libération et de l'instauration du pouvoir populaire, doivent être maintenus vivaces et être portés à un degré supérieur, pour que soient réalisés les grands objectifs radieux et hardis vers lesquels nous guide le Parti.

Rapports et discours 1980-1981

Notes :

1. Le 7^{e} Plénum du CC du PTA, qui tint ses travaux les 14 et 15 janvier 1980, examina le rapport du Bureau politique sur «Le stade du développement actuel et perspectif de notre pays socialiste et l'amélioration de la méthode de gestion et d'organisation scientifique du Parti et de ses leviers exigée par ce développement», rapport présenté par le camarade Simon

Stefani, à l'époque membre suppléant du Bureau politique et secrétaire du Comité central du CC du PTA, et qui devait être élu membre du Bureau politique au VIII[e] Congrès du PTA.

2. V. Lénine, œuvres, éd. alb., t. 26, p. 453.

3. Grâce aux mesures prises par le CC du PTA la plupart de ces grands travaux ont été achevés et mis en service par nos propres moyens au cours du 7[e] quinquennat (1981-1985).

4. Les 29 et 30 janvier 1979 s'est réuni le 6[e] Plénum du Comité central du PTA, qui analysa le rapport du Bureau politique du Comité central «Sur la réalisation du plan de 1978 et des trois premières années du sixième quinquennat, prises ensemble, et les mesures à prendre sur l'accomplissement des tâches de 1979», présenté par le camarade Hysni Kapo.

5. V. Lénine, *œuvres,* t. 30 éd. alb. p. 489.

6. Il s'agit du décret du CC du PTA du 4 mars 1978 sur «Les mesures à prendre en vue d'accomplir et de sur-accomplir les tâches du plan concernant la production et le stockage du coton».

Réflexions

Pogradec, mercredi 15 juillet 1981

Nous, Albanais, notre peuple, notre Parti et notre pouvoir avons toujours été contre les guerres impérialistes, contre toute guerre injuste qui vise à ensanglanter les peuples, à les asservir et à les exploiter. Cette attitude tient à des raisons historiques concrètes. Toute sa vie durant, le peuple albanais a beaucoup souffert du fait de guerres de cette nature qui ont porté directement atteinte à sa liberté, à son indépendance nationale et à l'intégrité territoriale de son pays. Toutes ces guerres l'ont ensanglanté, elles ont entraîné son exploitation et son morcellement. C'est une réalité indéniable.

Notre peuple a affronté ces guerres avec héroïsme, il s'est battu opiniâtrement contre des ennemis féroces sans jamais se rendre pour défendre sa liberté, son indépendance, son intégrité, sa culture, son existence, tout ce qui lui a été et lui est propre. En même temps, au cours de ces combats, il a appris à mieux lutter, il a acquis l'expérience nécessaire pour comprendre les problèmes qui se posaient devant lui, les objectifs, les tactiques, les plans et les complots de ses ennemis du dehors et du dedans, et il a su, sur cette base, édifier les tactiques de la résistance qu'il opposerait à ses ennemis et à leurs méfaits. Cela aussi est une réalité. Distinguer ses amis de ses ennemis, ses faux amis de ses vrais amis, est une question d'expérience. Un dicton populaire dit: «Chat échaudé craint l'eau froide». Un autre dit encore: «Il n'est pire eau que l'eau qui dort». Ce sont deux sentences, deux grands jugements qui ont leur racine dans la philosophie du peuple, dans sa longue expérience et qui l'ont guidé durant toute son existence pluriséculaire.

La lutte d'un peuple pour son existence en tant que nation ne dépend et ne peut dépendre ni des combinaisons des autres Etats, grands ou petits, ni de leurs intrigues diplomatiques. Elle dépend de la prise de conscience du peuple lui-même, qui lui permet de comprendre quels sont ses vrais droits et intérêts, de la confiance qu'il a en ses propres forces en tout temps et dans chaque situation pour défendre ces droits et ces intérêts avec une volonté d'acier, une logique saine et une lutte révolutionnaire. C'est seulement alors que la force du peuple devient invincible, qu'elle se centuple et se déchaîne comme un ouragan.

C'est dans cette voie que nous, Albanais, avons avancé. L'histoire est là pour le confirmer. Dans le cas contraire, nous n'aurions pu exister, nous aurions été assimilés par nos ennemis qui nous auraient liquidés, nous n'aurions pu édifier la société la plus avancée, la société socialiste où le peuple est au pouvoir. Muni de cette riche expérience de combats et d'efforts pour la liberté, notre peuple, sous la direction du Parti, a lutté, triomphé et il a édifié la société nouvelle. Et ce n'est pas tout, il est maintenant déterminé à faire avancer cette société et il ne permettra à aucun ennemi, quel qu'il soit, grand ou petit, ancien ou nouveau, de lui ravir sa liberté, son indépendance, et les victoires remportées.

Nous savons que l'Albanie et son peuple sont la bête noire de beaucoup de cliques et de forces dans le monde, qui ne peuvent supporter qu'elle existe, qui ne veulent pas que le peuple albanais construise sa vie et à qui il ne plaît pas non plus que la petite Albanie vive comme un Etat socialiste au milieu d'un océan d'Etats capitalistes aux diverses étiquettes.

Mais elles ne peuvent rien contre l'Albanie socialiste. Les temps et le rapport des forces ont beaucoup changé en sa faveur et en faveur de son peuple. Certes, elle peut être l'objet d'une attaque du dehors, cela nous le savons et nous ne l'oublions pas, mais nous nous défendrons, nous savons comment le faire et comment les vaincre. Tout au long de son histoire le peuple albanais a su se défendre. Notre Parti du Travail a encore renforcé et trempé l'unité de notre peuple dans sa lutte pour sa défense. Le marxisme-léninisme nous enseigne que les peuples qui combattent pour défendre leur liberté et leur indépendance mènent une guerre juste, et qu'ils sont donc invincibles. C'est le cas du peuple albanais. On a beau tenter de nous diviser, de prendre notre citadelle de l'intérieur, on n'y parviendra jamais tant que le peuple albanais sera dirigé par le Parti du Travail d'Albanie, véritable parti marxiste-léniniste. Notre citadelle n'est pas comme les châteaux de leurs rêves creux. Nous l'avons bâtie sur notre sol de nos propres mains et elle est cimentée du sang et de la sueur de ses fils et de ses filles. Ses murs sont sans failles, sans lézardes, car ils sont faits d'un matériau solide qui ne décrépit pas. Elle est en mesure de faire face, comme elle l'a toujours fait, aux flots des guerres qui ont déferlé sur elle. Les ennemis impérialistes, social-impérialistes et autres, ont beau tenter de faire dévier notre Parti de sa voie, comme ils l'ont déjà fait avec d'autres partis, ils n'y parviendront jamais, car le Parti du Travail d'Albanie n'abandonne à aucun moment ni en aucune circonstance et sur aucune question le marxisme-léninisme et les normes léninistes de son action. Si notre Parti est pur et fort, cela est dû justement à son attitude ferme et à sa fidélité inébranlable au marxisme-léninisme. Il est étroitement lié au peuple pour le bien duquel il existe, vit et combat et dont il est issu. Le peuple voit chaque jour grandir le rôle dirigeant du Parti dans le développement du pays et l'amélioration de son bien-être économique, social et culturel.

De toute évidence, le peuple albanais ne peut être que contre les guerres de rapine impérialistes. Il en a subi sur son dos les lourdes et terribles conséquences. Voilà pourquoi notre peuple et la République populaire socialiste

d'Albanie sont pour l'instauration de la paix entre les peuples. Indépendamment de ce qu'en disent les véritables ennemis de la paix entre les peuples, l'expérience pluriséculaire du peuple albanais et l'idéologie marxiste-léniniste, sur laquelle est fondée toute l'activité du Parti du Travail d'Albanie, attestent la justesse de leur attitude sur cette question importante.

Notre peuple n'a jamais attaqué d'autres peuples, il n'a jamais envié leurs biens et n'y a jamais touché, au contraire, bien que victime des visées malfaisantes et rapaces des cliques dominantes de certains d'entre eux, il ne leur a pas épargné son aide chaque fois qu'ils en ont eu besoin. Cela aussi est une réalité qu'aucune propagande ni aucune démagogie ne peuvent couvrir. On peut bien déformer les faits historiques dans la presse et dans les livres, mais on ne peut jamais déformer la vraie histoire, car elle survit au sein des peuples, elle est vécue par eux, et ils se la transmettent d'une génération à l'autre.

Mais nous sommes conscients que la paix entre les peuples ne pourra être établie que s'ils mènent une juste lutte révolutionnaire contre ceux, qui, hostiles à leur liberté et à leur souveraineté, ne veulent pas non plus les voir briser les lourdes chaînes de l'esclavage et de l'exploitation barbares que les puissances capitalistes leur ont jetées au cou depuis des siècles. Sur ce point justement les chemins objectifs des peuples qui aiment la liberté et ceux des brigands impérialistes oppresseurs et exploiteurs divergent. C'est une lutte de classes qui se livre aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan international. Dans cette lutte, les ennemis des peuples, les capitalistes de toutes les couleurs et de tout calibre s'efforcent de maintenir leur pouvoir d'oppression sur eux et de les piller, alors que ces derniers se battent pour conquérir leurs droits et mettre fin une fois pour toutes à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les capitalistes ont leur idéologie à eux, qui les guide dans leurs guerres de rapine et injustes contre les peuples mais les peuples aussi ont leur idéologie à eux, le marxisme-léninisme, les idées immortelles de Marx, Engels, Lénine et Staline qui les guident vers leur libération du capital.

C'est là qu'ont leur source les contradictions et la lutte entre l'ordre socialiste et le régime capitaliste, représentants et protecteurs de deux systèmes sociaux différents, aux objectifs et aux intérêts contraires, et qui s'opposent entre eux sur les voies du développement futur de l'humanité. C'est sur cette idéologie qu'est fondée également la politique de divers Etats du monde aux systèmes différents. La politique des Etats bourgeois, capitalistes et révisionnistes sert les intérêts de leur classe dominante. Cette domination s'exerce à travers une structure et une superstructure qui oppriment et exploitent la classe ouvrière, la paysannerie et les autres masses travailleuses du pays. Elle se réalise également à travers les alliances de toute sorte que la bourgeoisie capitaliste et révisionniste noue avec les grands Etats capitalistes, impérialistes et social-impérialistes.

La puissance de l'infrastructure de divers Etats à système capitaliste et qui se distinguent par quelques nuances dans leur forme de gouvernement et dans leurs appellations, varie en fonction des différences de niveau de leur potentiel économique et social qu'entraîne leur développement inégal. Les efforts déployés en vue d'éliminer ces différences dans leurs niveaux de développement et les conséquences qu'elles entraînent font surgir des contradictions au sein même de la classe bourgeoise au pouvoir, dont diverses couches et représentants s'efforcent, par des manoeuvres politiques et démagogiques, de ne pas laisser échapper le pouvoir de ses mains. Ils couvrent leurs manoeuvres extrêmement néfastes pour les peuples du masque de prétendues libertés démocratiques dans le cadre du système capitaliste, de la lutte que chacun d'eux mène «pour les droits électoraux des' masses travailleuses», lutte qui se livre jusqu'au parlement par des partis aux différentes étiquettes. Mais ces partis n'ont ni ne représentent rien de démocratique. La «lutte» entre eux est une lutte de clans politiques et financiers, une lutte de phrases, une lutte de couloirs et de salons qui ne fait que léser les intérêts des masses travailleuses et des électeurs. Mais, à peine entrés au parlement, les représentants de ces partis, les députés élus «par voie d'élections libres et démocratiques», approuvent par contre des lois entièrement favorables à la bourgeoisie et à ses normes capitaux et qui visent à perpétuer sa domination sur les masses travailleuses.

Si, dans la société capitaliste, divers courants politiques s'opposent entre eux et si les différents partis de la bourgeoisie se déclarent pour des réformes économiques, c'est dans le but de se partager le pouvoir et les gains colossaux qu'ils tirent sur le dos des masses travailleuses auxquelles ils cherchent à donner l'illusion qu'on se bat soi-disant pour leurs intérêts, alors qu'en réalité on ne cesse de les appauvrir, de sucer leur sang et leur sueur.

Dans la société bourgeoise capitaliste et révisionniste, le fossé qui sépare les oppresseurs des opprimés et les exploiteurs des exploités tend à s'approfondir toujours davantage. Un tel rapport de relations de classe existe également entre les Etats capitalistes et les Etats révisionnistes. Les plus grands, ceux qui sont économiquement et militairement les plus puissants dictent sous diverses formes leur loi aux plus petits. La dépendance économique que les plus grands imposent aux plus petits entraîne, bien entendu, la dépendance et la soumission politique de ces derniers dans tous les domaines. L'indépendance de ces Etats n'est qu'une indépendance fictive qui sert uniquement à farder leurs constitutions et à duper les peuples. Le fait qu'un grand nombre d'Etats capitalistes et révisionnistes dépendent actuellement des superpuissances impérialistes et de leur politique et qu'ils sont entrés à travers mille fils embrouillés dans des organismes militaires comme l'OTAN et le Pacte de

Varsovie, ou dans des unions économiques monopolistes comme la Communauté économique européenne et le Comecon, est une réalité indéniable. Les autres Etats capitalistes et révisionnistes aussi, qui ne participent pas à ces blocs, dépendent dans la même mesure des grandes puissances et des superpuissances impérialistes et social-impérialistes. Ces Etats prétendument indépendants sont perpétuellement endettés envers les grandes puissances capitalistes. En conséquence, et cela est incontestable, leur indépendance politique ne repose sur aucune base, car on sait qu'il ne peut y avoir d'indépendance politique sans indépendance économique. C'est ce que confirme la pratique internationale, passée et présente. Sans l'action de fer de cette loi capitaliste non écrite dans les rapports de subordination entre le bailleur de fonds ou de biens, sous forme de crédits ou de prêts, et celui qui en reçoit, la pression multiforme qu'exercent les plus grands sur les plus petits, les très riches et les riches sur les pauvres et les très pauvres, n'existerait plus, il n'y aurait pas d'instabilité dans la politique des Etats, ils ne s'opposeraient plus pour conquérir des marchés, il n'y aurait plus de néo-colonialisme ni d'ingérence d'un Etat dans les affaires intérieures d'un autre Etat comme c'est le cas actuellement aux quatre coins du globe, et cela jusqu'au déclenchement de conflits locaux armés et sanglants. La crise générale elle-même détermine la dépendance réciproque politique et économique des Etats capitalistes et révisionnistes.

Dissimuler aux yeux des peuples cette situation de soumission politique et économique, ne pas leur montrer les véritables raisons et les sources de cette instabilité politique qui règne en général dans le monde, ne pas leur dire ouvertement quels sont leurs exploiteurs et leurs oppresseurs, leur dissimuler sous toutes sortes de formules politiques antisociales et antirévolutionnaires l'armement continu et à grande échelle des superpuissances et des puissances impérialistes ainsi que leurs préparatifs de guerre fébriles c'est commettre un crime impardonnable contre l'humanité.

Il y a dans le monde un tas de hérauts qui créent des «organisations pacifistes», où ils discutent à cor et à cri du désarmement et de la paix, divisant les peuples en engagés et «non-engagés», en plusieurs «mondes» ou en pays développés et sous-développés, mais qui n'arrivent pourtant pas à empêcher les impérialistes et les social-impérialistes, lesquels ne se soucient guère des assemblées ou des réunions internationales, de poursuivre leur politique d'hégémonie et d'expansion. Ceux-ci gardent leur domination sur les autres peuples et les autres pays se partagent les zones d'influence politique, économique, militaire, et stratégique, s'assurent des gains colossaux par la vente, à travers un commerce imposé, de stocks de marchandises et d'armement de toute sorte, pour en distribuer ensuite quelques miettes, sous forme de crédits ou d'investissements, à certains Etats, ils appuient les gouvernements qui obéissent à leur politique impérialiste, qui asservissent les peuples de leurs propres pays et font aux superpuissances et aux Etats capitalistes développés des concessions pour exploiter les richesses nationales de leurs pays, se mettant ainsi sous l'entière dépendance des crédits que leur accordent les, puissances impérialistes.

D'immenses contradictions s'intensifient et s'exacerbent actuellement dans le monde. De graves contradictions rongent les superpuissances, les opposent aux pays capitalistes développés ou aux autres pays du monde aux systèmes et aux appellations diverses et curieuses comme «pays en voie de développement», «pays sous-développés», «pays arriérés», «pays pauvres» etc. Tout cela aggrave encore la situation générale. Le monde capitaliste et révisionniste est plongé dans une crise économique, politique et morale sans pareille.

La bourgeoisie capitaliste et sa consoeur révisionniste mettent tout en oeuvre pour faire retomber les conséquences de cette crise catastrophique sur le dos des masses travailleuses et des peuples de leurs pays et d'autres de façon à ne rien perdre de leurs gains. C'est pourquoi cette crise pèse au premier chef sur les masses travailleuses qui, bien qu'étant les productrices des biens matériels, sont opprimées par la classe exploiteuse.

Cette tendance de la bourgeoisie aiguise encore plus les contradictions de classe qui l'opposent au prolétariat et aux masses travailleuses, approfondit le fossé qui sépare les riches des pauvres, aggrave les contradictions inter-impérialistes, celles entre «alliés» dans les groupements capitalistes et révisionnistes et entre la métropole d'une part et les pays coloniaux et néo-coloniaux, d'autre part.

La contradiction la plus grave et la plus aiguë est celle qui oppose actuellement le capitalisme mondial à la classe ouvrière et aux masses travailleuses de tous les pays du monde. Sous les régimes capitalistes et révisionnistes cette contradiction est insoluble. Elle se manifeste sous diverses formes, comme la lutte concrète pour la libération nationale, pour la libération sociale, pour des réformes, par des grèves et des manifestations de caractère politique et économique, qui ont toutes secoué jusque dans ses fondements la bourgeoisie capitaliste mondiale qui créent des situations révolutionnaires, préparent des révolutions.

Actuellement, les deux camps ont recours à des formes de combat différentes dans l'arène internationale. On use de plus en plus de la violence, de la trique, de la démagogie capitaliste et révisionniste. Dans l'arsenal des armes de la bourgeoisie capitaliste, effrayée par la vague des révolutions, la corruption des cliques, clandestines ou au pouvoir, la dégénérescence intellectuelle et morale se sont largement répandues. La bourgeoisie recourt beaucoup actuellement à son arme préférée en temps de crise, le terrorisme, par lequel elle cherche à souiller aux yeux du peuple révolté l'ardente aspiration à la libération du joug du capital et, identifiant le terrorisme à l'action

des révolutionnaires authentiques, essaie d'effrayer les masses, de les éloigner de la révolution, de préserver son régime d'oppression et de sortir de la grave crise mortelle sans trop de pertes.

C'est contre ces féroces mesures de violence de la' bourgeoisie capitaliste que lutte par ses moyens le monde du travail, le monde qui demande la libération sociale et nationale.

Dans ce chaos de crise économique, politique et morale où ils se débattent, nos ennemis impérialistes et révisionnistes font beaucoup de bruit sur la «situation et la position isolées» de notre pays. Mais, l'Albanie est-elle vraiment isolée du monde étranger, comme le prétendent et le souhaitent les révisionnistes de toutes les couleurs et les divers ennemis impérialistes? La réponse dépend de quel point de vue de classe et politique on considère cette question.

A partir de nos positions d'Etat, idéologiques et politiques, la République populaire socialiste d'Albanie n'a pas été, elle n'est pas et ne sera jamais isolée. Nous entretenons des relations diplomatiques avec la majorité des Etats du monde et rien ne nous empêche d'en nouer avec les autres aussi. En ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique c'est nous qui ne voulons pas avoir de relations avec eux. Avec l'Angleterre et la République fédérale d'Allemagne non plus nous n'aurons pas de relations diplomatiques avant que la première n'ait rendu à la République populaire socialiste d'Albanie l'or qu'elle lui a pillé et que la seconde l'ait indemnisée des dommages de guerre qu'elle lui a causés.

Il en va de même de nos relations commerciales réciproques avec un grand nombre d'Etats capitalistes et révisionnistes. Nous faisons du commerce avec ces Etats sur la base du clearing ou du règlement «cash». Ici non plus il n'y a donc aucun isolement de notre part.

Avec beaucoup d'Etats capitalistes nous avons noué des relations dans les domaines de la culture, de l'enseignement et de la technique quand elles conviennent à notre politique et quand l'autre partie y consent. L'extension des activités dans ces domaines dépend seulement des possibilités matérielles. Sous cet aspect non plus nous ne sommes donc pas isolés.

En ce qui concerne le tourisme, nous le développons, certes, mais pas dans la mesure, sous les formes ni dans les buts de profit et à la fois de dégénérescence qui sont ceux des Etats capitalistes et révisionnistes. Nous ne pratiquons le tourisme qu'avec les amis et les sympathisants de l'Albanie socialiste, avec des gens honnêtes venant de pays et d'Etats qui observent une attitude amicale et correcte à l'égard de notre pays. Chez nous le tourisme n'est pas une industrie ni un moyen de corruption et de vagabondage. Et parce qu'il n'est pas tel, nos ennemis prétendent que la République populaire socialiste d'Albanie est un pays «fermé, isolé». Mais nos ennemis impérialistes et révisionnistes ont-ils jamais dit du bien du peuple albanais et de l'Albanie? Se sont-ils jamais abstenus de couvrir de calomnies notre politique, notre histoire ancienne et nouvelle, nos victoires? Mais le peuple albanais et l'Albanie ne s'en sont pas plus mal portés pour cela. Au contraire, leur autorité et leur prestige n'en ont été que rehaussés. La vérité c'est que nous ne sommes et nous ne serons jamais isolés. Nous n'avons cessé de faire comprendre aux impérialistes et aux révisionnistes que l'Albanie n'est pas une auberge à deux portes ouvertes à tout vent. Les villes, les montagnes, les plaines et les côtes de notre patrie socialiste elles mêmes ne se prêtent pas à leur mode de vie et de pensée dégénéré et odieux.

Nous savons que certains Etats révisionnistes comme la Yougoslavie, l'Union soviétique, etc., et des Etats capitalistes comme les Etats-Unis et autres, considèrent notre pays comme isolé du monde étranger, parce qu'il n'est pas entré et qu'il refuse d'entrer dans leur cercle, parce qu'il ne dépend pas économiquement et politiquement d'eux, ne leur demande ni crédits ni prêts, parce qu'il ne permet pas que son indépendance et sa souveraineté soient foulées aux pieds, parce qu'il ne modifie ni son régime ni son idéologie marxiste-léniniste. Il en a été et il en sera toujours ainsi. A en croire les gouvernants de certains de ces Etats, la politique indépendante que la République populaire socialiste d'Albanie mène en tout domaine et en toute circonstance, serait anachronique. Cela aussi nous le comprenons. Pour eux il est anachronique que notre Etat de dictature du prolétariat ne soit pas en crise et que la grande crise mondiale n'ait pas de prise sur lui, qu'il soit politiquement stable, que notre économie ne cesse de se développer, que nos prix ne montent pas, qu'il n'y ait chez nous ni chômage, ni émigration politique, ni grèves économiques et manifestations politiques, comme cela se produit aux quatre coins du monde, dans tous les Etats capitalistes et révisionnistes.

Le cas de l'Albanie avec le régime social qu'elle a mis sur pied est vraiment un cas isolé, en ce qu'elle se distingue des Etats capitalistes et révisionnistes, qui sont plongés dans une crise politique, économique et morale. A la vue de la bonne et saine situation qui existe chez nous, ils ont raison de dire que nous sommes «isolés» d'eux et des maux de leur régime et de leur politique. Par conséquent, l'Albanie, bien que petite, par sa politique de principe indépendante, par son courage et ses succès, joue un double rôle, politique et social, dans l'arène internationale, en dénonçant d'une part le régime et la politique capitalistes et révisionnistes et en jouant, de l'autre, un rôle constructif, révolutionnaire et stimulant pour les peuples du monde qui luttent pour leur libération du joug du capital.

C'est en tenant compte de ce grand rôle, qui est le sien, qu'il faut considérer la question de savoir si l'Albanie socialiste est ou n'est pas isolée.

L'Albanie socialiste et le Parti du Travail d'Albanie qui la guide, aiment les peuples du monde, les respectent et les défendent, et ceux-ci aussi pensent et agissent dans l'unité avec nous. La petite Albanie socialiste est devenue un exemple et une grande espérance pour les masses travailleuses. Dans ces conditions et ces circonstances, on ne peut pas parler d'un isolement de l'Albanie. Ce sont les capitalistes, les révisionnistes, les impérialistes et les social-impérialistes qui sont isolés des peuples, discrédités à leurs yeux et haïs par eux. Ce sont eux qui cherchent en vain à présenter la République populaire socialiste d'Albanie comme isolée, à étouffer sa juste voix, à ternir ses victoires, ce qui en définitive s'inscrit dans leurs efforts pour isoler la théorie marxiste-léniniste elle-même, pour la considérer comme dépassée, anachronique. Toujours dans ce cadre, ils cherchent à démontrer que la «construction du socialisme» peut se réaliser en étant guidée par n'importe quelle idéologie réformiste, opportuniste, voire fasciste.

Ce n'est pas de façon générale l'existence d'un petit pays et d'un petit peuple comme les nôtres qui préoccupe les Etats capitalistes et révisionnistes, mais l'idéologie qui guide notre peuple et le fait qu'il se construit chez nous une véritable société socialiste, qui ne connaît pas de troubles politiques et économiques et où se développe une culture saine. C'est la raison pour laquelle les ennemis des peuples cherchent à obscurcir la situation morale et politique saine et le progrès économique et social marquant et continu de notre pays.

Dans le combat qu'ils ont livré contre notre pays socialiste, les ennemis des peuples partent tous des mêmes positions de classe, mais l'intensité de leur lutte varie. Toutefois, s'il est vrai qu'une certaine unité existe entre les ennemis du socialisme, entre les capitalistes et les révisionnistes, il est tout aussi vrai que des divergences et des conflits les opposent. Des contradictions existent également entre les grands et les petits Etats, entre les plus développés, les moins développés et les sous-développés.

A l'époque actuelle de la grande crise qui tenaille le capitalisme, les Etats capitalistes et révisionnistes dépendent politiquement et économiquement les uns des autres. Les plus grands et les plus puissants sont, certes, moins dépendants que les plus petits et les plus faibles, mais ils sont tous sensibles aux contradictions qui les rongent et qui vont sans cesse s'aggravant. L'effet politique et économique de ces contradictions se fait sentir dans les positions adoptées par chacun de ces Etats dans sa politique intérieure et dans ses relations avec les autres Etats.

L'époque actuelle peut être considérée comme l'époque de la déstabilisation totale du capitalisme, de son instabilité en politique et dans tous les domaines, et de ses perspectives d'avenir sombres et confuses. L'idée qui y domine est celle d'une guerre généralisée car c'est vers cela que l'on va à travers toutes les guerres impérialistes injustes, même locales, qu'attisent les impérialistes et les social-impérialistes, dans leur conviction que c'est par la guerre que seront résolues les graves et profondes contradictions qui les rongent.

Les peuples ne peuvent ni ne doivent faire confiance à la politique des Etats capitalistes et révisionnistes ni à la démagogie sociale de cette politique. Ce que les peuples doivent voir clairement à travers les faits concrets et l'épais brouillard avec lequel la superstructure du régime capitaliste et révisionniste couvre la vision des choses, déforme la réalité, trompe les gens et cherche à obscurcir la voie de la révolution, ce ne sont pas les formes extérieures de la structure des Etats capitalistes et révisionnistes, mais le contenu, l'essence de cette structure, dans les mains de qui est cette arme et qui elle sert.

C'est un grand problème, complexe et difficile à résoudre, mais pas insoluble. Les forces qui se dressent contre le joug capitaliste sont plus grandes et plus puissantes. Il faut seulement les réveiller, tremper leur conscience et les organiser sur le plan national et international. La devise en laquelle réside la force du capitalisme est «diviser pour régner». Il opprime le plus faible et lui barre toutes les voies d'opposition, le tient lié par mille fils pour l'asservir toute sa vie durant, comme individu, comme peuple, comme Etat, pour l'exploiter au maximum, lui créer l'illusion qu'il vit dans un «monde libre», «démocratique» où il doit se contenter de la vie misérable qu'il mène et en être reconnaissant à son patron. A cette devise les peuples doivent opposer le célèbre mot d'ordre de Marx «Prolétaires de tous les pays unissez-vous!», qui est devenu la terreur de la bourgeoisie capitaliste à toutes les époques.

Rien dans ce développement chaotique et inégal, n'avance sans lutte et sans de multiples affrontements entre, oppresseurs et opprimés, entre exploiteurs et exploités. Les Etats capitalistes rivalisent entre eux pour s'assurer la suprématie. Dans la plupart des cas cette rivalité se déroule dans une atmosphère de conflit. Le plus fort, celui qui parvient à faire trébucher et à renverser ses adversaires, qui impose sa loi, qui les contraint à accepter sa politique de domination passe pour le plus intelligent et le meilleur politicien. Mais ayant à affronter deux adversaires: la classe à laquelle il appartient pour s'y assurer des positions dominantes et des gains capitalistes, et la classe ouvrière et les autres masses travailleuses, qui, par toutes sortes de formes de lutte de classes, rongent de l'intérieur l'ordre capitaliste, y creusent des failles et lui infligent des défaites successives, lui non plus ne pourra se maintenir longtemps sur ses positions.

Dans sa soif de s'assurer des gains illicites, d'asservir les peuples et de manipuler sans scrupules leur sang et leur sueur, le monde capitaliste ne trouvera jamais la stabilité en aucun domaine. Indépendamment des progrès qu'elles ont réalisés grâce à leur combat et à leur labeur, les masses travailleuses n'ont part à aucun profit; s'étant polarisées, elles restent en tant que telles des adversaires permanents de l'oppression inhumaine que leur fait subir la bourgeoisie capitaliste.

Dans cette réalité corrosive de défaites et d'instabilité économique et politique, les Etats capitalistes et révisionnistes cherchent à trouver une solution temporaire aux problèmes les plus brûlants et les plus délicats, mais les solutions qu'ils offrent ne sauraient être satisfaisantes car elles sont unilatérales quant à leurs objectifs et s'appliquent sur un terrain secoué par les remous populaires. Les profonds antagonismes existant au sein du capital et ceux qui opposent la bourgeoisie à la classe ouvrière et aux masses travailleuses, rendent ces solutions antipopulaires inefficaces.

Vue sous ce prisme de classe, l'évolution actuelle du monde capitaliste découvre encore mieux dans toute sa réalité la politique que pratique le capital pour prolonger son existence ainsi que ses méthodes et tactiques dans sa lutte contre les peuples.

Chaque Etat du monde, quel que soit son régime social, capitaliste ou révisionniste a sa politique étrangère, fondée sur certains principes qui ont caractère de classe, qui incarnent et servent la classe au pouvoir, et adaptée aux circonstances politiques créées dans cet Etat et à ses rapports avec les autres Etats, c'est-à-dire dans l'arène internationale. À certains moments et dans certaines circonstances, quelques-uns de ces Etats adoptent une politique «indépendante» des autres, qui en diffère sous certains aspects, une politique provisoire et conjoncturelle tendant à obtenir des concessions politiques, économiques et militaires déterminées. Les changements de cette politique dans la forme et parfois dans le fond reflètent la force ou la faiblesse de la classe bourgeoise au pouvoir ainsi que le degré d'influence d'un Etat sur un autre, qui découle de l'affaiblissement ou du renforcement de leur potentiel économique et militaire respectif. La recherche à tout prix du profit et de la force, la stabilité ou l'instabilité de la situation chez eux, conduisent ces Etats capitalistes et révisionnistes à pratiquer une politique hésitante et qui penche vers le plus fort, le plus puissant. Cela mène à la dépendance économique et politique d'un Etat envers un autre Etat ou à la confrontation entre un groupement d'Etats et un autre groupement d'Etat rivaux. Malgré les contradictions qui les opposent, ces Etats ont des intérêts communs qui les poussent à s'appuyer mutuellement et, par contre, des intérêts divergents qui minent leurs rapports, qui engendrent des troubles, l'instabilité économique, des révoltes politiques et, par conséquent, affaiblissent leurs relations multilatérales ou bilatérales. Actuellement, ces phénomènes dans les rapports entre Etats capitalistes connaissent un développement irréfrénable et il sera difficile de les coordonner, de les harmoniser et de les stabiliser. Le régime capitaliste est tenaillé par une grave crise non seulement économique mais aussi politique.

Les rapports de production et la politique qui les soutient dans chaque Etat capitaliste ou révisionniste pris isolément ou dans ses relations avec d'autres de ces Etats, sont en transformation constante et catastrophique. Tout ce qui se produit dans chacun de ces Etats a des incidences inévitables sur les autres. Les métamorphoses, les changements, les crises économiques et politiques qui ont lieu dans un puissant Etat capitaliste ont des répercussions en chaîne sur tous les autres Etats dépendant de celui-ci, bien qu'ils s'en disent directement indépendants. Toutes sortes de théories nuancées suivant les circonstances, les pays et leurs tendances, tentent de justifier ces phénomènes et ce développement chaotique. Ces théories portent toutes l'étiquette de «démocratique», de «révolutionnaire», et elles sont soutenues en pratique par la mise sur pied d'organisations aux appellations diverses, qui veulent donner l'impression de combattre les maux de l'époque. En réalité le monde assiste actuellement à une lutte des mauvais contre les mauvais. C'est ainsi que tous ne cessent de s'armer et à la fois de combattre «pour le désarmement», tous se prononcent «contre la guerre», mais chacun de son côté, par ses méthodes et ses moyens, qui sont souvent les mêmes, cherche à miner la paix; tous parlent de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres, alors que, d'une façon ou d'une autre, par les armes, par la politique ou la diplomatie, par la «cavalerie du dollar» et des crédits divers ils interviennent dans les affaires intérieures d'autrui. La bourgeoisie a créé sa méthode à elle de présentation de tous ces actes criminels et condamnables, une éthique particulière quant à la façon d'exprimer ses idées et ses objectifs ouverts et secrets en politique et dans la pratique. Celui qui s'écarte de la forme et du fond de cette éthique est considéré comme «hérétique», «indésirable», comme un ennemi du «monde civilisé»!

Quiconque, individu, peuple, Etat ou classe n'est pas au pouvoir, doit à tout prix marcher dans la voie définie par l'oligarchie capitaliste, «toute puissante», la seule «capable» de trouver «une juste» solution» à tout problème vital des Etats et des peuples. C'est justement cette hégémonie absolue que l'impérialisme, le social-impérialisme et le capitalisme monopoliste mondial cherchent à conserver et à perpétuer dans la théorie et dans la pratique.

A notre avis, cette hégémonie doit être combattue et liquidée sans pitié. Il faut sortir du cercle vicieux de l'asservissement spirituel, économique et politique moderne. Cet asservissement moderne est l'oeuvre inhumaine de la classe bourgeoise capitaliste et du régime économique et politique qu'elle a établi. C'est la classe ouvrière

de chaque pays, ce sont les larges masses travailleuses opprimées et exploitées qui détruiront cette hégémonie capitaliste. Le marxisme-léninisme doit les guider dans la révolution pour une vie nouvelle véritablement socialiste sans exploiteurs ni exploités.

L'Albanie socialiste est un produit de la révolution prolétarienne. Guidée par la théorie marxiste-léniniste, elle a construit la société nouvelle, socialiste. Le Parti du Travail d'Albanie s'est toujours fondé sur la théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline et il l'a appliquée sans aucune hésitation, sans détour ni crainte, en opposition et dans une lutte intransigeante avec les idéologies capitalistes et révisionnistes.

Dans sa politique extérieure également, notre Etat de dictature du prolétariat se guide sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. C'est une politique de principes et constante dans sa stratégie. Elle soutient le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et du prolétariat mondial pour la libération du capital, elle est donc hostile à ce dernier, hostile à sa politique d'oppression et d'exploitation, à sa structure et à son infrastructure, elle soutient la lutte des peuples pour la liberté, l'indépendance, le progrès social et le socialisme et se fonde sur leur solidarité. Elle est contre toute forme d'agression et d'intervention militaire d'un Etat contre un autre Etat, contre l'exploitation coloniale, la tutelle, le diktat, l'hégémonie, l'oppression nationale et la discrimination raciale. Elle est fidèle au principe de l'autodétermination des peuples, de leur pleine souveraineté nationale et de l'égalité de tous les pays dans les relations internationales.

Les orientations clés de la politique extérieure de la République populaire socialiste d'Albanie consistent donc dans l'appui des mouvements de libération des peuples contre toutes les formes d'esclavage et d'exploitation exercées par les forces réactionnaires locales ou étrangères, dans l'opposition aux guerres impérialistes et à toutes les autres guerres injustes, dans la lutte pour le désarmement et la paix véritables, pour l'amitié entre les peuples et la dénonciation de leurs divers ennemis et des moyens: qu'ils utilisent pour saper cette amitié et bonne compréhension entre les peuples.

La République populaire socialiste d'Albanie observe à l'encontre de la bourgeoisie réactionnaire capitaliste et révisionniste et de ses Etats la même attitude que ceux-ci ont adoptée à son égard. Les Etats bourgeois-capitalistes et révisionnistes considèrent notre juste politique révolutionnaire menée à partir des positions inébranlables de notre théorie, comme une ingérence dans leurs affaires intérieures, alors qu'ils jugent leur politique de complots et de sape contre les peuples, une politique non pas d'ingérence mais une politique juste et normale désormais affirmée dans l'opinion mondiale. En fait, il n'en est pas ainsi. L'opinion mondiale, les larges masses des peuples, n'acceptent pas les conceptions du monde bourgeoises et révisionnistes qui couvrent le mensonge, l'oppression et l'exploitation. Les masses qui approuvent notre attitude politique vis-à-vis de plusieurs problèmes de caractère international, réfléchissent, analysent la situation, mettent en balance nos raisonnements et ceux de nos adversaires et finissent par appuyer et adopter nos positions. C'est là justement la grande et véritable raison de la préoccupation des antimarxistes et des révisionnistes modernes de toutes les couleurs, qui les pousse à calomnier les positions politiques justes de la République populaire socialiste d'Albanie et du Parti du Travail d'Albanie. S'ils le font, c'est parce que la politique que nous menons à partir des positions de la classe ouvrière et du marxisme-léninisme, dénonce leur politique pseudo-marxiste fondée sur des positions capitalistes. Cette dénonciation permet aux masses travailleuses de se rendre compte que la structure et la superstructure des Etats révisionnistes sont, indépendamment de leur forme extérieure, identiques à celles des Etats capitalistes. En fait, leur contenu, leur essence et les résultats de leur action vont dans le même sens.

C'est justement parce que le Parti du Travail d'Albanie et notre Etat dénoncent et combattent par leur politique comme par l'exemple positif de la construction heureuse du socialisme en Albanie, l'ordre capitaliste (sous ses deux appellations de capitaliste et de révisionniste) qu'ils se sont acquis dans le monde le respect non seulement de la classe ouvrière mais aussi des éléments progressistes de la bourgeoisie, de la jeunesse et de l'intelligentsia.

La voix puissante du Parti du Travail d'Albanie inquiète beaucoup les révisionnistes modernes, car en politique et dans la théorie, elle s'élève contre leurs efforts pour faire passer le révisionnisme pour du «marxisme rénové» et approprié à notre époque et à un moment où, selon eux, il faut sauver la société capitaliste de la destruction, préserver la propriété privée des moyens de production, éviter la révolution prolétarienne, c'est-à-dire la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Les révisionnistes modernes n'aiment pas voir les marxistes-léninistes dénoncer cette action de sape à laquelle ils se livrent. C'est pour cela qu'ils considèrent la dénonciation de leurs théories antimarxistes, de leurs régimes économiques et administratifs et de leur politique intérieure et extérieure pro-capitalistes par notre Parti comme une intervention dans leurs affaires intérieures. Mais peu nous importe.

Notre Parti et notre Etat prolétarien n'ont cessé de déclarer publiquement, depuis les premiers jours de leur fondation, qu'ils poursuivront une politique étrangère de principes et ouverte, de bon voisinage et de bonnes relations avec tous les Etats sur la base de l'égalité, du respect de la souveraineté, de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui et de l'avantage réciproque. Et ils se sont tenus à cette politique sans jamais en osciller. Mais ils ont aussi clairement fait comprendre à qui veut les entendre, que cette politique ne signifie nullement une quelconque renonciation à la lutte résolue pour la défense de notre idéologie dirigeante, le

marxisme-léninisme, à la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme rapaces, au soutien des justes luttes du prolétariat mondial pour sa libération sociale et des luttes de libération nationale des peuples contre le colonialisme et le néo-colonialisme.

Personne ni aucune force ne pourra empêcher le Parti du Travail et le Gouvernement de la République populaire socialiste d'Albanie d'exprimer leur opinion aussi bien sur des problèmes et des événements politiques qui les intéressent directement et qui concernent les intérêts supérieurs de notre Patrie socialiste, la République populaire socialiste d'Albanie, que sur des questions et des événements d'un caractère mondial plus général, car ces problèmes aussi sont l'affaire de tous et non pas seulement de certains.

Dans l'application conséquente d'une telle politique, notre Parti et notre Etat ne partent pas d'intérêts conjoncturels ni du souci de contenter ou de servir telle ou telle puissance étrangère grande ou petite. Dans leur politique ils ne sont guidés par aucune considération de ce genre, ils n'oublient jamais les principes de la stratégie fondamentale de défense de la liberté et des intérêts des peuples, de la cause du prolétariat mondial et de sa révolution. Ils ne modifient donc pas leur stratégie suivant les conjonctures. D'où la stabilité de notre politique et la justesse de nos attitudes.

Notre politique étrangère, nous ne l'imposons à personne. Il y a cependant dans le monde beaucoup de gens, voire des chancelleries diplomatiques, qui cherchent à connaître notre politique et nos prises de position, car ils y voient quelque chose d'original qui manque aux autres Etats, fussent-ils capitalistes ou révisionnistes, et qui est juste: l'authenticité, la maturité et le courage de dire ouvertement ses idées. Aucun Etat capitaliste ou révisionniste ne peut mener une telle politique ouverte, juste et pondérée, en raison même de la complexité de ses assujettissements politiques et économiques, des influences religieuses et des contradictions de classe dont il souffre. L'Albanie socialiste, elle, ne souffre pas de cette complexité de facteurs contraignants et entravants et c'est précisément en cela que réside la force de son influence. Il en est d'autres aussi qui ont du mal à comprendre notre politique et notre position, qui s'étonnent qu'un petit pays comme l'Albanie puisse appliquer une telle politique, comportant, selon leur jugement, des choses positives et authentiques que nul autre, à part les Albanais, ne peut dire bien haut.

Le Parti du Travail d'Albanie ne puise pas sa force dans le nombre de ses membres, mais dans l'idéologie marxiste-léniniste qui l'inspire et le guide. La République populaire socialiste d'Albanie est un Etat fort, non pas par l'étendue de son territoire ni par l'importance de sa population, mais par le fait qu'elle vit, qu'elle combat et qu'elle construit la société nouvelle, socialiste, elle est forte parce que le Parti et le peuple ne font qu'un, parce qu'ils sont conscients de leur action, de la voie qu'ils ont choisie et de la manière dont ils la parcourront. Ils voient clairement les grands problèmes cardinaux de la vie: assurer la construction du présent sans oublier le passé, en prévoyant et en préparant le futur.

D'aucuns penseront peut-être qu'une telle marche, même temporaire, est anormale, qu'elle sort de l'ordre des choses, qu'elle est liée à la vie et à l'action de certains dirigeants, qu'on ne peut pas «sortir» de l'ordre d'évolution instauré par la société bourgeoise capitaliste et ses sous-fifres, les révisionnistes modernes. En cela aussi, ils se trompent lourdement, car ils ne veulent pas voir et ne voient pas la grande force du socialisme et de notre doctrine triomphante, marxiste-léniniste, qui détruit la vieille société et construit la société nouvelle. Ils ne connaissent pas le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais, ils ne connaissent ni ne peuvent comprendre les liens moraux, spirituels et matériels qui se sont cimentés entre eux.

La grande instabilité de la société capitaliste plongée dans une crise qui a englobé tous les domaines, est précisément l'oeuvre des peuples mécontents et de leur lutte contre le système asservissant, ainsi que, sans aucun doute, de l'esprit que leur insuffle l'idéologie révolutionnaire, le marxisme-léninisme, pour trouver la juste voie dans les ténèbres de l'époque moderne.

Nous, communistes albanais, sommes conscients des difficultés auxquelles nous nous heurtons et nous heurterons dans notre voie, mais nous sommes en même temps pleinement convaincus que nous les surmonterons avec succès car nous sommes dans la juste voie. Nous marchons d'un pas sûr et mesuré, après avoir bien analysé les choses, bien au fait de la période où nous vivons, nous observons d'un oeil critique marxiste-léniniste toutes les transformations et l'évolution que connaît le monde, en en définissant les côtés positifs et les aspects négatifs, en mettant à profit les premiers et en combattant les seconds. Nous fondant sur notre inébranlable stratégie révolutionnaire, nous édifions nos tactiques qui ne violent pas les principes et ne sont pas dictées par l'intérêt du moment.

C'est nous, communistes albanais, fils et filles de ce peuple, qui partageons ses joies et ses soucis, qui sommes la base la plus puissante de toutes les victoires remportées en commun par le peuple albanais et le Parti du Travail d'Albanie. C'est en cela que résident les solides fondements de nos succès dans les domaines politique, économique et culturel. Chez nous la société socialiste a été construite par un peuple ancien mais qui est à la fois jeune, plein de volonté, d'intelligence et de courage. L'histoire lui a appris à combattre pour sa liberté, pour une

vie meilleure, pour la justice. Elle lui a également appris à distinguer les peuples de leurs dirigeants oppresseurs odieux et perfides, à aimer les autres peuples, à vouloir leur bien et à ne jamais leur nuire, à ne jamais se faire un instrument entre les mains de certains pour opprimer les autres, mais à combattre pour ses droits et ceux des autres. C'est le Parti et son idéologie marxiste-léniniste qui ont infusé ces vertus dans son sang pur, qui les ont raffermies en lui, qui ont assuré sa prise de conscience.

Notre peuple est un peuple modeste et travailleur qui n'a pas l'habitude de se vanter. Il a compris que l'indépendance et les victoires conquisses les armes à la main doivent être défendues par les; armes et au besoin même par le sang et qu'il lui faut les porter encore plus avant par ses propres forces et ressources, par des efforts continus. Certains pensent que cela est irréalisable car, selon eux, on ne peut pas vivre sans les prêts et les crédits des capitalistes et des révisionnistes. Il n'en est rien. La liberté, l'indépendance véritable bien comprises par un peuple et bien assurées par sa direction, le font déboucher sur le bien-être, le développent, lui font prendre conscience de sa destinée. Les prêts et les crédits reçus de l'étranger n'ont jamais été et ne sont pas dans l'intérêt des peuples. Ils ne leur apportent que des malheurs. C'est là comme une corde autour de leur cou, comme le démontre la vie quotidienne dans des pays voisins du nôtre ou plus lointains.

La voie radieuse suivie par le peuple albanais est celle de tous les peuples qui luttent pour leur libération nationale et sociale, pour le socialisme. Les peuples du monde qui combattent avec tous leurs moyens et sous toutes les formes, sont les puissants alliés de la petite mais invincible Albanie socialiste. Cela raffermit les justes positions de notre politique marxiste-léniniste et grandit l'autorité de notre pays dans l'arène internationale. Dans ce cadre, nous devons renforcer sans arrêt notre Parti du Travail, notre République populaire socialiste, notre économie, améliorer le bien-être de nos masses travailleuses, élever leur niveau culturel et poursuivre la construction heureuse de la société nouvelle, socialiste.

Analyses marxistes-léninistes approfondies de la situation des classes et des couches, des influences positives et négatives au sein de la société albanaise durant les années de la Lutte de libération nationale.

Extraits du livre «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle (Souvenirs et notes historiques)»

Dans l'histoire pluriséculaire de l'Albanie, notre pouvoir populaire et l'unité monolithique de notre peuple incarnée dans l'organisation du Front démocratique, sont deux des plus grandes et des plus éclatantes réalisations, deux des oeuvres les plus monumentales de l'époque du Parti.

Ces deux oeuvres immortelles, tout comme le Parti lui-même, qui en a été et en demeure toujours le cerveau et le coeur puissants, n'ont pas vu le jour dans des salles luxueuses, elles n'ont pas été le produit de «grands esprits» enfoncés dans des fauteuils de café ou de parlement. Non, elles sont nées du bout de fusil des partisans, dans le feu de la lutte pour la liberté, elles ont grandi au sein du peuple, dans les maisons des simples gens.

Aujourd'hui après quatre décennies de vie libre, nous, communistes albanais, nous sommes fiers du Front démocratique d'Albanie et de notre pouvoir populaire qui, dès leur fondation, sous la direction de notre glorieux Parti, se sont toujours acquittés dignement de leurs tâches et de leur mission envers le peuple et la patrie, qui se sont trempés dans des batailles et des épreuves des plus difficiles, ont contrecarré et déjoué les plans de tous les ennemis intérieurs et extérieurs pour devenir des citadelles inexpugnables du socialisme triomphant, de la vie nouvelle et radieuse qui s'épanouit en Albanie.

A l'avenir aussi, le Front et notre pouvoir seront toujours plus honorés et glorifiés, car leurs fondements ont été baignés du sang de 28 000 des meilleurs fils et filles de ce sol[1], car notre peuple et notre Parti les ont édifiés, développés et consolidés au prix de leur labeur, au prix de multiples efforts et sacrifices. Ils ont été et resteront à jamais les créations inviolables du peuple, les défenseurs et les porte-parole de ses nobles aspirations, ils s'inspireront toujours de la ligne et de l'idéologie marxistes-léninistes de notre Parti du Travail, qui les parcourent comme un fil rouge.

Quant à savoir comment nous avons réussi à créer ces oeuvres impérissables, c'est une longue histoire. En dehors du vivant témoignage de notre travail et de notre combat pour la création du Front et l'instauration du pouvoir populaire, de nombreux documents de cette époque constituent dans une certaine mesure la première histoire écrite du processus de leur naissance et de leur édification. Après la Libération, on n'a cessé d'évoquer par la parole comme par la plume ces événements et toute cette glorieuse période de notre histoire, pendant laquelle, dirigé par le Parti qui lui éclairait la voie, notre peuple a réussi à délivrer la patrie des chaînes étrangères et à se libérer lui-même de toute oppression et exploitation de classe.

La vie et l'action de ces deux acquis grandioses se poursuivront dans les siècles, mais les premiers temps, ceux où, dans le feu de lai lutte, furent jetés les fondements de notre Front de libération nationale et de notre pouvoir populaire, resteront particulièrement gravés dans notre mémoire. Si nous sommes tant de fois revenus sur cette époque inoubliable, ce n'est pas par simple nostalgie, mais pour l'éclairer sous tous ses aspects et montrer aussi clairement et concrètement que possible aux générations à venir comment nous, leurs prédécesseurs, nous avons réussi à renverser l'ancien et à bâtir le nouveau.

C'est là le but également de ces notes que j'ai jetées de temps à autre sur le papier, sous forme de souvenirs et de réflexions historiques, et que je fais paraître maintenant.

A la veille du 40^{e} anniversaire de la libération de la patrie et du triomphe de la révolution populaire, elles constituent un chaleureux hommage rendu à l'oeuvre éminente du Parti et de notre peuple, accomplie dans les années de la Lutte antifasciste de libération nationale, elles raniment aussi le passé, sur lequel s'est toujours édifié l'avenir et qui l'a toujours éclairé.

La création du Parti communiste d'Albanie le 8 novembre 1941 raviva, tel un courant impétueux, les énergies du peuple albanais, elle ranima ses espoirs et effraya ses ennemis.

C'était un événement déterminant, l'acte le plus important de l'histoire pluriséculaire du peuple albanais, car, pour la première fois de son existence, notre peuple voyait se mettre à sa tête le parti de la classe ouvrière, le seul parti qui, se fondant sur l'idéologie révolutionnaire de cette classe, dirigerait le peuple dans la lutte et le conduirait à la victoire.

Ce moment historique se refléta aussitôt dans la lutte du peuple albanais, qui s'en trouva renforcée et s'organisa toujours mieux.

Nous, communistes, nous nous félicitâmes de cette grande victoire dont nous avions rêvé et pour laquelle nous avions combattu depuis longtemps. Nous avions maintenant notre Parti, qui coordonnerait tous nos efforts, qui nous instruirait et nous éduquerait, qui nous dirigerait dans notre lutte pour libérer la patrie et atteindre plus tard notre idéal suprême, le communisme.

A peine formé, le Parti se trouvait confronté à des tâches multiples et importantes.

Il lui fallait nouer des liens avec le peuple, faire connaître son programme et ses objectifs aux masses, les entraîner et les organiser dans une lutte à mort contre les occupants fascistes et les traîtres locaux. C'était là une de ses tâches, voire l'une des plus essentielles. Sans le peuple, sans les masses, un parti communiste, qu'il soit jeune ou riche -d'une longue expérience, ne peut atteindre aucun de ses objectifs.

Nous, communistes albanais, nous connaissions bien cet axiome du marxisme-léninisme. Ce qui rendait notre travail plus difficile, c'était que, dans les dures conditions de l'occupation et de la terreur fascistes, nous devions nous faire connaître au peuple, le gagner à notre cause, l'organiser et le diriger, mais en même temps nous organiser nous-mêmes, édifier et tremper le Parti, faire en sorte qu'il s'affirme dans la lutte comme une force dirigeante capable, sûre et irremplaçable.

C'était là un fait sans précédent dans notre histoire, mais ce fut, dirais-je, notre «destin». Attendre que le Parti se consolide et croisse, qu'il s'étende à tout le pays, ne travailler qu'en vase clos, à l'intérieur du Parti, avant de nous tourner vers le peuple et de lui exposer notre programme de lutte, eût été catastrophique non seulement pour le Parti, mais aussi pour les destinées du peuple et de la patrie. Conscients donc des situations que nous vivions et des difficultés à vaincre, nous n'avons pas perdu de temps. Nous sommes passés aussitôt à l'action, nous attaquant simultanément à toutes les tâches qui nous incombaient, pour assurer, entre autres, la prise de conscience de notre peuple et le rallier à l'unité combattante qui porterait bientôt le nom de Front antifasciste de libération nationale d'Albanie.

Le Parti fut ainsi fondé dans une situation offrant toutes les possibilités objectives et subjectives en vue de la création d'un front antifasciste. Le plus important était que les membres et les cadres de notre Parti tout juste formé grâce au travail que nous avions déjà accompli et aux analyses faites à la Conférence de fondation du Parti, se persuadaient toujours plus que celui-ci pouvait et devait créer lui-même le Front antifasciste du peuple albanais, et cela en menant un travail direct et concret auprès des masses, sans attendre ni rechercher des accords ou des machinations avec tel ou tel chef de file; il fallait donc créer un front à partir de la base.

Comme on le sait, la Résolution de la Conférence de fondation du Parti évoque cette union et la qualifie d'«unité combattante des masses laborieuses des villes et des campagnes», ce qui correspondait à l'idée de la création d'un Front antifasciste de libération nationale du peuple albanais. De même, le premier document que notre Parti diffusa, en même temps que la Résolution, fut son premier Appel ouvert au combat lancé au peuple pour lui faire connaître son programme et l'inviter à rallier sa lutte pour la liberté et l'indépendance du pays!

Disposant de forces organisées et toujours plus nombreuses, doté d'un programme clairement défini et animé d'un esprit combatif, notre Parti devait approfondir et en même temps étendre son travail pour bâtir la puissante citadelle d'un peuple uni, dont la force et la vitalité viendraient à bout des hordes nazies-fascistes, des menées et des plans de la réaction intérieure et extérieure.

Cette union des masses, sous la direction du Parti et sous son drapeau, permettrait le déclenchement et le succès de la révolution pour laquelle les conditions étaient réunies en Albanie.

Le régime féodal de Zogu, l'oppression, la misère, la faim, les emprisonnements, les exactions, avaient exaspéré le peuple, l'avaient poussé à bout et rempli de haine contre le régime en place. Et juste au moment où la révolte et la colère des masses bouillaient, l'occupation du pays, préparée par Zogu, les gros propriétaires fonciers et la bourgeoisie, fit déborder le vase. La haine du peuple et la lutte antagoniste entre oppresseurs et opprimés atteignirent leur comble. L'occupation de l'Albanie par les fascistes italiens avait ainsi marqué le début d'un tournant de portée nationale. Il fallait comprendre et traiter cette situation comme il se devait, car elle portait en elle la révolution. Et c'est justement parce qu'ils surent comprendre cette situation que les communistes albanais et leur Parti décidèrent de la prendre en main et de se mettre à la tête de la révolution. Notre Parti communiste assuma donc ainsi une lourde mais glorieuse tâche historique: celle de dresser le peuple dans la révolution, de le diriger, lui et la classe ouvrière dont il était l'avant-garde, dans la lutte pour la libération de la patrie jusqu'à la victoire.

La Lutte de libération nationale dont le Parti assumait la conduite, devait avoir des objectifs bien déterminés, un programme acceptable pour notre peuple, de nature à mobiliser et à vivifier ses énergies saines. Notre peuple et au premier chef la classe ouvrière et la paysannerie devaient savoir et comprendre pourquoi ils se battaient et ce que leur apporterait la victoire. L'amer passé, où leurs luttes et leurs révoltes avaient été noyées dans le sang par les féodaux, les agas et les usuriers, était encore frais et gravé dans leur mémoire. Le peuple albanais ne saurait donc se dresser dans la lutte et verser son sang pour le compte de ses oppresseurs de toujours. Le Parti communiste d'Albanie était là pour garantir que le passé ne se renouvellerait plus, mais cela devait être traduit dans les faits par un programme, par l'action, par la lutte armée et la lutte politique.

Par son programme, notre Parti devait bien faire comprendre au peuple que la lutte serait âpre, de grande envergure, compliquée et difficile, qu'elle nécessiterait par conséquent une large organisation politique et militaire. Le Parti expliqua tout cela au peuple et lui dit (en le montrant aussi par ses actes) que les communistes se tiendraient à la pointe de la lutte, qu'ils monteraient les premiers à l'assaut, qu'ils donneraient leur vie en se battant, mais que cette lutte ne pouvait être menée par eux seuls sans les masses.

Cela découlait de l'idée même que les communistes ne pouvaient lutter et vaincre sans le peuple. La révolution, c'est le peuple qui la fait.

Dans toute cette action, la question des alliances à conclure et des alliés à choisir revêtait un caractère décisif. On connaît l'importance que nos principes fondamentaux accordent au rôle dirigeant de la classe ouvrière et à son alliance avec la paysannerie, cette classe amie, en particulier avec la paysannerie pauvre sans terre ou en possédant peu. Précisément cette alliance, à laquelle nous attachions la plus grande importance, devait être la clé du triomphe de notre Lutte de libération nationale également.

Mais nous savions aussi que cette alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, sous la direction de la classe ouvrière, qui deviendrait le pivot autour duquel s'uniraient les autres couches patriotiques et progressistes, devait être créée conformément aux conditions et à la situation concrète du pays. A cette fin, notre Parti dut faire l'analyse non seulement de la situation économique et politique des classes et des couches sociales, mais aussi des liens spécifiques des groupes des clans, de leurs influences, positives et négatives, anciennes et nouvelles au sein de la société albanaise.

Il est vrai, et nous en avions conscience, que la classe ouvrière albanaise était encore réduite numériquement et sans grande expérience dans la lutte de classe qu'elle menait, mais nous étions convaincus dès. le début qu'elle ne manquerait pas d'être la première à répondre à l'appel du Parti et à souscrire à son programme, qu'étant la classe la plus avancée de la société, elle jouerait, comme elle le fit effectivement, le grand rôle qui lui revenait dans la révolution populaire. Son alliée la plus fidèle serait sans nul doute la paysannerie, qui souffrait du fait de son exploitation moyenâgeuse, mais qui avait toujours alimenté les luttes de libération nationale et sociale dans le passé. Les brillantes traditions patriotiques et démocratiques de notre paysannerie, ravivées à l'extrême par l'insupportable situation d'occupation, constituaient l'argument le plus convaincant en faveur de la nécessité et de la possibilité d'une alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, l'argument le plus solide pour réfuter les conceptions réactionnaires selon lesquelles la paysannerie était une multitude ignorante et opprimée, inutile et hésitante dans la lutte. Oeuvrer à faire adopter le programme du Parti par la paysannerie était pour nous d'autant plus nécessaire que, dans les conditions de notre pays, cette classe serait la source et la base la plus importante des forces vives de la lutte de libération nationale.

Conscients, donc, que la classe ouvrière et la paysannerie constitueraient le fondement essentiel de l'union combattante du peuple, nous savions, dans le même temps, que le passé avait légué à notre société des tares qui formaient un obstacle à l'unité recherchée et entravaient la conclusion des alliances. D'autre part, le clergé avait poursuivi son action et la religion continuait d'intoxiquer l'âme et l'esprit des gens. Le clergé, prêtres, beys et bayraktars[2] s'étaient efforcés, tout en l'exploitant, de «calmer», d'«assagir» notre peuple valeureux et indomptable, que les régimes du passé avaient maintenu dans un profond obscurantisme culturel et politique.

Il est vrai que chez nous, après l'occupation, il n'y avait pas de partis réactionnaires ou progressistes, de gauche, etc., mais les facteurs que j'ai évoqués plus haut et d'autres encore jouaient comme s'il y avait plusieurs «partis», qui bridaient les énergies du peuple et le maintenaient divisé pour mieux l'asservir et l'exploiter.

Par ailleurs, une partie des émigrés politiques, fils et représentants des classes dominantes et exploiteuses, qui, lors de la prise du pouvoir par Zogu[3], avaient quitté le pays comme des dizaines de patriotes et de démocrates révolutionnaires, mais qui, à la différence de ces derniers, n'avaient jamais eu à coeur les soucis de la patrie et du peuple, présentaient un autre danger menaçant la lutte et l'alliance combattante du peuple. Ils étaient restés à l'étranger quinze ans et la plupart d'entre eux avaient dégénéré politiquement, devenant ainsi les hommes, les alliés et les agents de l'Etat étranger qui les nourrissait et les stipendiait. Ils se posaient en antizoguistes, mais étaient aussi anticommunistes. Ils étaient rentrés en Albanie en 1939 avec les Italiens et prétendaient hautement «gouverner le pays». Tout à fait détachés du peuple, de sa vie et de ses aspirations, ils croyaient que les vieilles idées d'une démocratie bourgeoise abâtardie, dont ils se nourrissaient encore, étaient actuelles et applicables dans notre pays. Et cela, après les si grands changements que le monde avait connus! Ils étaient revenus en Albanie en se prenant pour la «fine fleur du nationalisme albanais» et, bien que nombre d'entre eux fussent soudoyés par l'occupant et se fussent mis entièrement à son service, ils étaient en contact avec les éléments «antifascistes et antizoguistes» qui pensaient que ces émigrés rentrés de l'étranger étaient politiquement ce qu'ils avaient été quinze ans auparavant (!). Le danger que ces gens présentaient pour la Lutte de libération nationale se profila plus clairement par la suite, lorsqu'ils eurent créé l'organisation traîtresse du «Balli Kombëtar», qui aida jusqu'au bout, par la démagogie et les armes, l'occupant fasciste et nazi à combattre le Front antifasciste de libération nationale et sa direction, le Parti communiste d'Albanie.

En anticommunistes enragés qu'il étaient, ils accueillirent mal la formation du PCA et son programme formulé dans la Résolution.

Ces éléments, tout comme les fascistes, qualifièrent le PCA de «parti des étrangers et non des Albanais», de «parti des Slaves, des Russes, etc., et non des Albanais». Ils considérèrent la Lutte de libération nationale comme «une lutte insensée, dépourvue de perspectives et néfaste à l'Albanie». Ils prétendaient que les dirigeants du PCA et de cette lutte antifasciste étaient «des gamins imprudents, emportés, qui n'entendaient rien à la politique», et répandaient mille autres calomnies.

Telle était la situation d'alors parmi ce ramassis de gens, situation que le Parti communiste d'Albanie et sa direction analysèrent à maintes reprises au cours de 1942 comme par la suite.

Pendant cette période, notre Parti fut confronté également à la question religieuse en Albanie. Il l'analysa sous deux aspects: l'influence concrète des diverses confessions sur les larges masses populaires et le danger que présentait le haut clergé. Je ne m'attarderai pas longuement sur ces analyses, mais il est nécessaire d'en préciser certains traits essentiels dont tint compte le Comité central du PCA dans son travail auprès des masses au lendemain de la fondation du Parti et durant toute la période de la guerre.

On sait que chez nous il y avait alors trois confessions: la musulmane, la plus répandue, la chrétienne orthodoxe, qui venait en second rang, et la catholique romaine, la moins propagée, avec pour centre Shkodër et ses montagnes environnantes, Lezhe, et aussi une pointe jusqu'à Durrës, siège d'un évêché. Il y avait également en Albanie quelques croyants musulmans encadrés dans des sectes sans importance et sans aucune influence sur le peuple, à l'exception de la secte des bektachis.

En ce qui concerne le haut clergé, son influence présentait les aspects suivants: les hauts dignitaires catholiques étaient des gens sans patrie, entièrement subordonnés au Vatican, jusque dans les moindres choses, indépendamment de leurs différents «ordres», jésuites et franciscains entre autres. En Albanie, comme dans les pays du monde catholique, l'Eglise catholique avait la même organisation pyramidale, la même structure d'églises, de paroisses, de couvents, d'écoles religieuses ou même subventionnées par l'Etat, les mêmes rites et la même liturgie, et dans l'ensemble la même méthode et le même style de travail. Les subventions que ces dignitaires recevaient, leurs traitements et tous leurs autres avantages provenaient de la spoliation des croyants, sous forme de sollicitation de dons ou de l'obligation qui leur était imposée de léguer à l'Eglise leurs biens mobiliers et immobiliers.

Tous les dignitaires de l'Eglise catholique, depuis le plus haut placé jusqu'au curé et au chapelain, étaient instruits et avaient fait des études de théologie; ils étaient astreints à une discipline de fer et étaient passés maîtres dans les pratiques et les ruses pour faire plier la volonté des gens par la crainte du châtiment de Dieu, du Christ et des apôtres. Les croyants catholiques devaient appartenir corps et âme à l'Eglise, perinde ac cadaver. Ils étaient pris dans la toile d'araignée des lois de l'Eglise, du droit coutumier et de lois de la bourgeoisie réactionnaire, autant de chaînes qui pesaient lourdement sur eux. L'Eglise catholique, avec sa hiérarchie, était on ne peut plus obscurantiste et conservatrice, mais elle savait aussi faire preuve de souplesse quand son intérêt l'exigeait, toujours en alliance avec les régimes réactionnaires, comme ceux du prince Wied[4] et Ahmet Zogu (elle ne manqua pas de s'aboucher même avec le régime bourgeois-démocratique de Fan Noli) et soumise à tous les envahisseurs de l'Albanie, fussent-ils austro-hongrois, fascistes italiens ou nazis allemands.

Seul notre régime de dictature du prolétariat mit un terme aux menées nocives, réactionnaires et collaborationnistes de l'Eglise catholique en Albanie.

Mais ne nous éloignons pas de la période que nous sommes en train d'analyser. Telle était donc la situation du clergé et des croyants catholiques à l'époque. Les hauts dignitaires étaient des agents doubles, et du Vatican et de l'occupant italien. Mais pour nous, pour notre Lutte de libération nationale, la population du Nord du pays, toute croyante qu'elle était, constituait un vaste champ d'action. De même de petits prêtres pauvres, dans le sillage de certaines éminentes personnalités de notre cause nationale et de notre culture, comme Budi et Bogdani, Ndre Mjeda et Shtjefën Gjeçovi, pouvaient, dans une certaine mesure, nous prêter l'oreille, car ils vivaient plus près des peines et des soucis du peuple. C'est précisément dans ces directions que nous devions donc travailler et percer.

La religion musulmane et son clergé, à l'opposé de la religion catholique, ne constituaient pas un obstacle sérieux à la lutte contre l'occupant italien. Le clergé musulman, avant l'occupation du pays, mais encore plus après, était faible, dépourvu de toute expérience qui pût nous inquiéter. Les mosquées existaient toujours. Dans chacune d'elles il y avait un hodja, mais elles étaient très peu fréquentées. Les rites musulmans avaient été abandonnés, aucun mariage ne se faisait selon la Sharia, toute autre pratique religieuse, comme l'observance des prescriptions du ramadan et les fêtes du baïram, étaient devenues une routine, des coutumes pratiquées dans quelques régions, parce qu' «elles existaient depuis longtemps», plutôt que pour une autre raison. Les hodjas étaient tous des ignorants, incapables de propager la philosophie, l'éthique ou la morale coraniques, les croyants ne comprenaient

pas le Coran, qui était récité par coeur en arabe. Bien que conservateurs dans leurs coutumes, les hodjas n'étaient pas en mesure d'exercer une influence quelconque à travers la pensée islamique, ni assez politiciens pour le faire! Les larges masses du peuple s'étaient à peu près affranchies des liens de la religion, les croyants musulmans étaient intellectuellement plus avancés et faisaient preuve d'un libéralisme et d'une tolérance plus prononcés. Ainsi, à cet égard, le Parti ne se heurtait à presque aucun obstacle sérieux dans son travail pour dresser le peuple dans la lutte.

Dans la secte des bektachis également, une bonne partie des muhibs étaient traditionnellement des patriotes et ils ont lutté pour la libération de l'Albanie.

La religion chrétienne orthodoxe, avec son clergé et ses pratiquants se trouvait elle aussi dans une situation analogue.

Historiquement, une partie du clergé orthodoxe, surtout les simples prêtres de village ou même de ville, ceux qui vivaient parmi le peuple et qui, après les cérémonies religieuses, enlevaient leur soutane et allaient travailler dans les champs ou vaquer à quelque autre tâche, ont lutté pour conquérir l'indépendance de leur Eglise et surtout pour introduire l'usage de la langue albanaise dans les cérémonies religieuses. Leurs efforts devaient forcément se heurter aux intérêts du Patriarcat d'Instanbul et, par la suite, à ceux de l'Eglise réactionnaire grecque, laquelle commettrait des crimes monstrueux contre les prêtres patriotes qui aimaient le peuple, la patrie et la langue albanaise, qui souhaitaient l'indépendance de l'Eglise albanaise, autant d'efforts et d'objectifs qui, dans le contexte historique de l'époque, étaient d'un grand prix en tant qu'expression et partie intégrante de la lutte menée pour l'indépendance sur tout le territoire albanais. Notre peuple honorait et respectait ces martyrs non seulement de l'Eglise, mais aussi de la patrie albanaise. Citons parmi eux Papa Kristo Negovani, le père Stath Melani, Dhimitër Misha et Papa Llambro Ballamaçi, que le Patriarcat grec fit empoisonner ou massacrer de la manière la plus barbare, comme des dizaines d'autres éminents patriotes, promoteurs de la langue et de l'école albanaises, tel Naum Veqilharxhi, Petro Nini Luarasi, Koto Hoxhi et Pandeli Sotiri.

Les «raisons» pour lesquelles la réaction cléricale grecque se comportait de la sorte avec les patriotes albanais étaient à la fois étranges et cyniques. Elle le faisait uniquement parce que ces fils d'Albanais se déclaraient Albanais, parce qu'ils voulaient que l'on parlât albanais et à l'église, et à la maison, et dans les champs, et à l'école, parce, qu'ils défendaient les droits légitimes de leur peuple et ses territoires. Mais, en fait, les «raisons» et les «motifs religieux» invoqués par les évêques pour justifier leurs agissements, cachaient des mobiles et des visées politiques, les ambitions territoriales des chauvins grecs à rencontre de l'Albanie. Ce chauvinisme anti-albanais était si effréné qu'il «fondait» ses prétentions territoriales sur l'aire d'extension de la religion orthodoxe, l'aveuglement chauvin des évêques réactionnaires était tel qu'ils se refusaient à voir que la religion orthodoxe s'étendait non seulement à certaines zones de notre territoire longeant la frontière grecque (qui comprennent aussi les villages de la minorité grecque avec quelque 20 000 habitants au lendemain de la Lutte de libération nationale et près de 50 000 actuellement), mais aussi, tout comme la religion musulmane, partout en Albanie, dans des quartiers et des régions entières de Gjirokastër, Saranda, Permet, Korçë, Vlore, Tepelene, Fier, Lushnje, Berat, Elbasan, Durrës, Tirana, etc.! C'est justement à partir de cette logique absurde qu'aujourd'hui encore certains évêques réactionnaires de la megali idhea[5] considèrent comme Grecs 400 000 citoyens albanais ayant appartenu à la confession orthodoxe. De la sorte, selon la logique absurde des évêques chauvins, si la religion était le critère essentiel de la détermination de l'identité nationale d'un peuple, plus de la moitié de l'Albanie devait revenir à la Grèce (!), ce que les chauvins grecs, adeptes de la megali idhea, ont toujours rêvé et cherché à obtenir. C'est précisément dans le cadre de leurs projets d'occupation et d'annexion qu'ils avaient persécuté et massacré d'honorés patriotes albanais, entre autres des prêtres et des croyants, qui s'étaient dressés avec leurs frères musulmans et catholiques, pour défendre l'intégrité territoriale de l'Albanie contre les convoitises annexionnistes de nos voisins chauvins.

Cette imbrication étroite de la question religieuse avec la question nationale, celle-ci restant prioritaire, avait fait que non seulement les croyants orthodoxes, mais encore la plupart des simples prêtres avaient grandi et étaient éduqués dans l'amour de la patrie.

Ainsi, notre Parti a considéré cette question des croyances religieuses avec toute l'importance qu'elle méritait au cours de la Lutte de libération nationale comme après la Libération, car il fallait éviter de froisser les gens dans leurs sentiments si l'on tenait à dresser le peuple dans la lutte pour la libération de la patrie et là construction d'une Albanie nouvelle.

En ce qui concerne l'intelligentsia du pays, nous devions certes mener un travail d'envergure, de qualité et différencié à divers niveaux. En général, le terrain sur lequel nous devions agir auprès des intellectuels nous était favorable, exception faite des hauts fonctionnaires, qui, ayant adhéré au fascisme, en tiraient des profits matériels et autres avantages. Les fonctionnaires de cette catégorie, dits «cultivés», avaient été dans leur ensemble corrompus par tous les régimes et ils furent parmi les premiers à s'inscrire, de leur propre gré, au parti fasciste «albanais» créé par l'occupant.

En revanche, l'intelligentsia de notre pays était, en général, patriote, antifasciste, hostile à l'occupation; aussi notre Parti attacherait-il une grande importance à cette couche de la population, car elle aussi contribuerait à tremper et à encourager toujours plus le patriotisme des jeunes.

Ces analyses larges et détaillées de la situation, du rapport des forces en présence, etc., étaient le fruit des débats que nous organisions soit dans les réunions de notre direction, soit dans nos rencontres avec les camarades du Parti travaillant dans la capitale ou en province. Elles nous aideraient beaucoup dans notre travail de chaque jour ou dans celui que nous aurions à mener à l'avenir, car la première chose à faire, pour que nous nous acquittions de notre tâche en tant que communistes, c'est-à-dire comme dirigeants des masses, était de nous orienter correctement dans la si pénible situation de servitude, de terreur, d'intrigues, de souffrances et de tortures morales et physiques qui pesait sur notre peuple.

Notre dévouement à la cause du peuple et notre confiance inébranlable dans la théorie révolutionnaire du prolétariat ainsi que notre profonde connaissance de la réalité de chez nous furent deux facteurs fondamentaux qui permirent à notre Parti de définir une juste ligne, de donner des directives idéologiques, politiques et organisationnelles précises sur l'union combattante des masses autour de son programme comme sur toutes les autres questions.

L'évocation de ces analyses et de ces études sur lesquelles s'appuya notre Parti, ne doit pas donner à penser que nous avons d'abord attendu de les avoir menées à leur terme pour commencer notre travail auprès des masses, ni que nous avons chargé des groupes de travail ou mobilisé des spécialistes et des hommes d'étude pour les achever. Non, ces «spécialistes» et ces «groupes de travail», c'était nous-mêmes, tous les communistes, les simples membres du Parti, comme ses dirigeants principaux, qui connaissions les situations et en faisions la synthèse parallèlement à notre travail concret de tous les jours.

Tous donc, depuis les dirigeants et les cadres principaux du Parti jusqu'à ses simples membres, s'attelèrent résolument à cette grande tâche. Maintenant, après la fondation du Parti, la situation même dans laquelle nous étions obligés de vivre et de lutter nous aidait à entrer plus largement en contact avec les gens auprès desquels nous menions notre travail. Nous étions tous ou presque des fils et des filles du peuple travailleur, nombre d'entre nous agissaient dans la clandestinité et passaient leurs jours et leurs nuits dans les quartiers pauvres, tantôt dans une maison, tantôt dans une autre, parmi les simples gens, ouvriers, artisans, chômeurs ou sans métier. Partout, nous étions entourés et protégés par leur amour et leur souci de notre sort et nous sentions qu'au fond c'était là l'expression de l'amour du peuple pour le pays et de sa préoccupation pour ses destinées.

Compte tenu de cette situation, en poursuivant notre travail et en guidant nos camarades pour qu'ils mettent â profit toutes les occasions et possibilités qui s'offraient à eux, leurs connaissances et leurs amitiés personnelles, les fêtes, les deuils, les noces, les rencontres fortuites ou organisées, nous établissions en quelque sorte un dialogue naturel et quotidien avec les masses pour leur faire connaître à tout moment la ligne et le programme du Parti. Et il est de fait que nos paroles ne tombaient pas dans l'oreille d'un sourd, car nous touchions le point le plus sensible du peuple. «Luttons contre l'occupant, luttons toujours, luttons sans merci contre lui et les traîtres!», disaient jour et nuit les communistes et les sympathisants de notre Parti. Et il va de soi que leurs paroles ne pouvaient que réchauffer le coeur de ce peuple qui s'était toujours distingué comme un vaillant combattant de la cause de la liberté.

Cette vaste propagande que nous menions chaque jour oralement, mais aussi par des tracts et des communiqués, en lançant des appels â la lutte contre l'occupant, devenait toujours plus claire, plus crédible et plus convaincante pour le peuple, car les communistes ne dissociaient pas leurs actes de leurs paroles. Ils étaient à la fois des propagandistes et des combattants, ils frappaient les fascistes et étaient poursuivis par eux. Naturellement, cela produisait une profonde impression sur les masses. Nos camarades dans les villes se battaient, organisaient des actions, des actes de sabotage, des attentats, en un temps où les sections de guérilla urbaines et les formations de partisans faisaient entendre toujours plus le chant de leurs fusils partout dans le pays.

Dès sa fondation, notre Parti indiqua à juste titre que le peuple tout entier, toutes les classes et les couches sociales, sans distinction de convictions politiques, idéologiques, religieuses et autres, devaient s'engager dans la lutte pour le salut du pays. Le plus important dans ce qui pouvait et devait unir ces forces, c'était leur attitude envers l'occupant étranger, leur lutte à outrance contre lui. C'est sur cette base que devait être organisé aussi le Front antifasciste de libération nationale, qui regrouperait, à part les masses laborieuses des villes et des campagnes, toutes les autres forces, tous ceux qui avaient à coeur la liberté et l'existence de l'Albanie et de la nation albanaise. A cet égard, nous dûmes fournir de gros efforts et mener un vaste travail, souvent très complexe, difficile et laborieux, auprès des patriotes ou de ceux qui se disaient tels, c'est-à-dire de tous ceux qu'à l'époque on appelait nationalistes.

Le terme de «nationaliste», que nous utilisions en ce temps-là, n'avait pas le sens qu'il a pris aujourd'hui dans la littérature politique pour désigner des éléments aux vues nationalistes bourgeoises contraires au principe

marxiste-léniniste de l'internationalisme prolétarien. A l'époque, on qualifiait de «nationalistes» ceux qui, dans le passé, s'étaient battus contre les envahisseurs étrangers pour les empêcher de nous liquider en tant que nation. Nous avons employé ce terme pendant la guerre et c'est dans ce sens qu'on le trouve également dans mes écrits de l'époque.

A vrai dire, c'était une appellation qui englobait une vaste catégorie de gens, depuis les éléments au passé de patriote jusqu'aux intellectuels connus pour leurs sentiments patriotiques et démocratiques ou jusqu'à ceux qui se bornaient à afficher de tels sentiments. Ainsi, le terme de «nationaliste» nous permettait dans un certain sens de faire la différence entre les communistes et les gens avec qui nous avions des contacts pour les rallier à nous. Depuis l'époque des groupes communistes, mais surtout après la fondation du Parti, le travail auprès des «nationalistes» représentait une tâche pour tous les communistes.

Certes, chacun le faisait selon ses possibilités, compte tenu de son milieu social, de ses connaissances et de son entourage. Aux réunions de nos cellules, nous rendions des comptes sur toutes nos actions, y compris notre travail auprès des intellectuels et des patriotes, nous échangions des idées et nous donnions des conseils concernant nos actions.

Si quelqu'un d'entre nous se heurtait à des difficultés dans son travail avec la personne qu'il était chargé de suivre, il trouvait le moyen de la présenter à un autre camarade qui la prenait en charge à son tour.

Le côté pratique de notre travail constituait lui aussi un problème à part: comment faire connaissance avec les gens, pénétrer dans leur milieu, participer à leurs conversations, deviner, par exemple, la tendance politique de tel ou tel, jusqu'où l'on pouvait aller, à quel moment il fallait avancer et à quel autre s'en tenir à une conversation de caractère général afin de ne pas se faire repérer par les espions. Il ne faut pas oublier que le régime de Zogu et, après lui, le régime fasciste, furent des régimes d'espions, qui surveillaient vos allées et venues, vos fréquentations avant de vous «classer». Sous cet aspect-là, il fallait mettre au point une stratégie et une tactique particulières, car, parmi les intellectuels, les enseignants, les commerçants et les nationalistes, il y avait d'honnêtes gens, mais aussi des indécis, des individus de toute espèce, y compris des délateurs et des collaborateurs de l'ennemi.

Dans les conversations que nous avions avec eux, après nous être assurés de leurs prédispositions, nous leur exposions notre attitude en tant que communistes et Parti communiste. Notre thèse fondamentale était la suivante: dans la grave situation que connaissait la patrie, les Albanais devaient tous poursuivre un seul et même but commun, la lutte contre l'occupant pour la libération du pays. Cet impératif reléguait au second plan toutes les différences de convictions idéologiques et de sympathies politiques, les clivages religieux et régionaux. Nous autres, communistes, disions que le moment était venu de réfléchir sur ces paroles d'un de nos poètes patriotes[6]: «La religion des Albanais, c'est l'amour de leur patrie».

Ce fut là une des tâches les plus ardues qui incombèrent au Parti et à ses membres, des dirigeants aux militants de base. Et cela, non seulement à cause du danger que présentait pour nous ce genre de travail, du fait que nous pouvions être trahis ou dénoncés, et que des agents de l'ennemi et des provocateurs, pouvaient se faufiler dans nos rangs, etc. Certes, ces dangers étaient réels, mais y avait-il un travail que les communistes et les patriotes honnêtes pussent faire sans courir aucun risque? Ils avaient envisagé tous les dangers possibles à l'instant même où ils avaient engagé le combat contre un ennemi farouche, cruel et ruse.

Les plus grandes difficultés venaient d'une autre direction, où la bravoure n'était pas d'une grande utilité, mais où il fallait du tact, du flair politique, du sang-froid et de la pondération. Nos camarades du Parti durent soutenir une grande tension non seulement physique, mais aussi nerveuse et psychologique, il leur fallut discuter et se disputer des heures entières, à maintes reprises, avec toutes sortes d'individus têtus, qui, loin de se laisser convaincre par nos arguments bien fondés et clairs comme le jour, cherchaient, par des arguties ridicules et des sophismes d'avocat, à nous convaincre du contraire. Ils devaient en outre se montrer patients et se maîtriser pour ne pas dire leur fait à ces «patriotes» ni les «envoyer au diable». Mais l'action du Parti et la cause de notre lutte nous interdisaient tout acte irréfléchi. Il arrivait qu'un camarade, révolté, vînt nous rendre compte d'un entretien qu'il avait eu avec un tel et insistât pour que nous le dispensions de cette tâche, nous demandant même notre approbation pour flétrir cette personne de l'épithète de traître.

«Non, lui disions-nous, c'est seulement le jour où la mesure sera comble que nous en arriverons là. Quant à toi, tu dois poursuivre ton travail, réfuter ses arguments, le démasquer et, lorsque tu seras convaincu qu'il ne veut vraiment pas lutter, alors oui, nous ne nous occuperons plus de lui.»

Les lecteurs et en particulier les jeunes peuvent s'étonner et se demander pourquoi nous usions de tant d'égards avec ces éléments, au lieu de les remettre à leur place. Naturellement, le moment viendrait où le Parti et le peuple lutteraient aussi contre tous ceux qui, par leurs paroles et leurs actes, se rallièrent aux nazis-fascistes, mais il fallait auparavant faire des efforts pour les détourner de la voie de la trahison et les rallier à la lutte contre l'occupant.

Dans son travail auprès des nationalistes, notre Parti avait toujours en vue les objectifs stratégiques de la lutte qu'il dirigeait, les intérêts suprêmes du peuple et de la patrie. Il partait en premier lieu de l'idée que plus le Front populaire serait large et revêtirait un caractère de masse, plus la lutte contre l'ennemi serait ardente et la victoire finale certaine. D'autre part, il ne faut pas oublier que nombre de nationalistes connus à l'époque avaient, certes à des degrés divers, de l'influence dans différentes villes et régions du pays ou dans les milieux intellectuels. Ce fut une victoire politique pour le Parti que d'avoir encadré dans le Front des dizaines d'éminents patriotes, connus parmi le peuple pour leurs sentiments et leurs idées progressistes et démocratiques, connus aussi comme des combattants antizoguistes. A part la contribution qu'ils pourraient apporter suivant leurs capacités à la cause de la lutte, ils jouissaient au sein du peuple d'une grande autorité qu'ils mirent à la disposition et au service de la Lutte de libération nationale.

Ce fut aussi une victoire pour notre Parti que d'avoir démasqué par sa lutte des pseudo-patriotes comme Lumo Skëndo, Ali Këlcyra, Qazim Koculi et d'autres. Beaucoup d'entre eux, loin d'être des imbéciles, n'étaient pas sans influence. Certains spéculaient sur leur nom de famille, d'autres sur le fait qu'ils avaient tiré quelques coups de feu à Vlore en 1920[7], d'autres encore sur leur opposition à Zogu ou sur leur participation occasionnelle à la Révolution de Juin 1924.

Contrairement à ce que certains pourraient penser, nous aurions fait preuve de myopie politique en nous attaquant à tous ces gens-là dès 1941. Cela aurait nui à notre lutte comme au Parti. Il fallait traiter ce «minerai» humain, en rejeter la gangue et en recueillir le métal pur; le temps et la lutte ne manqueraient pas de faire cette sélection. La ligne de notre Parti était juste: entraîner les patriotes dans la lutte et mettre à contribution leur influence parmi les masses au profit de cette lutte. Quant aux démagogues, aux valets masqués de l'occupant, il fallait bien les démasquer en leur posant la question: «Combattrez-vous pour l'Albanie, oui ou non?» Et le peuple verrait alors quels étaient les vrais patriotes, comme il le vit en fait.

Dans le cadre du vaste travail que nous menions à l'époque auprès des nationalistes, nous attachâmes une importance particulière à l'intelligentsia, afin d'amener ses éléments patriotes et démocrates à s'engager dans la lutte contre l'occupant.

En ce temps-là, l'intelligentsia albanaise était numériquement réduite, en raison du faible développement économique et culturel dus pays et de la politique obscurantiste du régime de Zogu. Le roi «auguste», comme on l'appelait, et son entourage, sans compter les autres; plaies qu'ils causèrent au pays, mirent tout en oeuvre pour laisser l'Albanie plongée dans les ténèbres de l'ignorance, le meilleur allié de ceux qui cherchent à opprimer et à exploiter les masses. Zogu et son régime ne firent rien pour promouvoir la culture, les arts et les sciences en Albanie. Certes, ce roi et ses soeurs dégénérées et corrompues jouaient aux mécènes et, quelle ironie! Ces ignares se posaient en «protecteurs» des arts, de la culture et des sports, qui n'existaient pratiquement pas en Albanie.

Quoi qu'il en fût, grâce aux efforts du peuple, de ses fils et de ses filles, et contre le gré du régime féodalo-bourgeois, il fut possible de mettre sur pied un système d'enseignement comprenant des écoles primaires et secondaires, capables d'assurer l'instruction des enfants du peuple, que celui-ci, fort de son intuition infaillible et avec son sens aigu de l'histoire, forma pour l'avenir. Surmontant de grandes difficultés et s'imposant de lourdes privations économiques, certains de ces jeunes purent aller à l'étranger poursuivre des études supérieures. Tous ceux-là constituaient la partie la plus saine de l'intelligentsia albanaise, opposée à la partie antipopulaire et réactionnaire, qui tirait son origine des beys, des usuriers et des commerçants.

Parmi les intellectuels de l'époque dont je parle, la plupart étaient des instituteurs et des professeurs, alors que d'autres professions comme les médecins, les ingénieurs ou les juristes étaient en petit nombre. L'intelligentsia de chez nous ne constituait une masse homogène ni par son origine sociale ni par ses convictions politiques, au demeurant mal définies. En outre, à l'exception de certains de ses éléments, notamment les instituteurs de campagne, elle n'était pas très liée au peuple et ne connaissait ses soucis que superficiellement, tout simplement par ouï-dire. Mais cela ne signifiait pas qu'elle n'aimait pas la patrie. Non, l'intelligentsia albanaise était en général patriote et antizoguiste, et elle devait montrer plus tard son patriotisme par son attitude envers l'occupant et par le combat qu'elle lui livrerait.

Les plus proches du peuple étaient les instituteurs, qui lui étaient attachés et connaissaient ses peines et ses soucis. Méprisés par l'«aristocratie» intellectuelle, regardés d'un oeil suspect par le régime en place et fort mal payés, ils occupaient la base de la petite pyramide du système d'enseignement du régime de Zogu. De surcroît, ils ne touchaient leur indigne traitement que tous les cinq, parfois même tous les neuf mois, et pour pouvoir vivre, le négociaient en quelque sorte aux usuriers, ce qui réduisait encore leurs revenus. C'est ce que j'ai fait moi-même pendant les quelques mois où j'ai enseigné au lycée de Tirana vers la fin de 1936 et le début de 1937, d'autant plus que j'étais payé à l'heure. Ainsi, sans traitement fixe, je ne touchais pas un centime lorsqu'il m'arrivait de tomber malade ou pendant les vacances scolaires.

En général, les instituteurs avaient terminé leurs études, quand ils n'avaient pas été obligés de les interrompre, dans le pays même. Rares étaient ceux, qui connaissaient une langue étrangère et, du reste, ils manquaient de livres en d'autres langues pour élargir leur champ de connaissances. Cette catégorie d'intellectuels était avec le peuple, elle vouait une haine implacable au régime de Zogu et à ses hauts fonctionnaires. Très liés à leurs élèves et aux familles de ceux-ci, ces enseignants étaient patriotes et démocrates. A l'occupation de l'Albanie, ils se dressèrent en même temps que les ouvriers et les lycéens dans des manifestations contre l'occupant et la plupart d'entre eux devaient prendre plus tard le maquis.

Dans la hiérarchie du système d'enseignement et, en général, de la couche de l'intelligentsia de l'époque, les professeurs occupaient un niveau supérieur. A la différence des instituteurs, ils étaient moins proches du peuple et le travail que nous devions mener auprès d'eux était plus complexe. Bien sûr, certains d'entre eux aimaient la patrie et le peuple, haïssaient le régime féodalo-bourgeois et l'occupation fasciste du pays et se lièrent par la suite avec le Mouvement de libération nationale et le Parti. Mais la plupart s'intégrèrent dans le système oppressif de Zogu et du fascisme. Satisfaits de leur situation, ils ne se souciaient guère de la condition des masses. Cette sorte d'intellectuels se proclamaient hautement l'«élite» de l'enseignement en Albanie, ils se vantaient d'être «l'intelligentsia du pays» et affirmaient que «le régime avait besoin d'eux». Nombre de ces «professeurs» avaient vécu à l'étranger, où ils avaient terminé leurs études supérieures, en Italie, en France, en Autriche, en Allemagne, en Grèce et certains même aux Etats-Unis. Il en était aussi parmi les anciens qui avaient fait leurs études en Turquie.

Dans cette «élite intellectuelle» s'intégraient aussi les médecins, les ingénieurs, les architectes et les agronomes, sans oublier ceux qui, ayant fait des études de droit, étaient devenus avocats ou magistrats, ainsi que les journalistes, parmi lesquels j'avais quelques connaissances. Certains journalistes avaient des tendances et des vues démocratiques et progressistes, les autres s'étaient mis entièrement au service des régimes réactionnaires et antipopulaires. Il va de soi que ce n'était pas le cas d'intellectuels comme Medar Shtylla, Orner Nishani, Xhafer Kongoli, Gaqo Tashko et de dizaines d'autres que j'évoque dans ces notes. Ces derniers connaissaient bien la situation difficile des masses et ils agirent en vrais démocrates et patriotes. Mais les intellectuels qui avaient fini leurs études supérieures à l'étranger grâce à l'argent que leurs parents avaient gagné sur le dos des ouvriers et des paysans, et qui rentraient dans le pays en prétendant y apporter la culture et la civilisation, ne revenaient en fait que pour avoir leur part dans l'exploitation des masses. Ils n'avaient vraiment rien compris à la civilisation européenne, ils n'en rapportaient qu'une langue étrangère, quelques connaissances relatives à leur profession, une «étiquette moderne», un haut-de-forme ou un noeud papillon qu'ils portaient toujours dans la rue comme au café. Et ces intellectuels civilisés n'éprouvaient aucune gêne à se mettre aux enchères pour se marier, car presque tous étaient des coureurs de dot. Naturellement, nombre d'entre eux s'embourgeoisaient, se faisaient pistonner pour obtenir de hautes fonctions, servant ainsi de «modèle» à ceux qui avaient été moins heureux qu'eux. Ces gens-là étaient perdus pour la cause du peuple, c'étaient des «démocrates» superficiels, des «libéraux» seulement sous quelques aspects, résidus de l'éducation qu'ils étaient censés avoir reçue dans les pays où ils avaient fait leurs études.

Le plus souvent, les intellectuels dotés d'une instruction supérieure et promus à des postes élevés, ou bien s'étaient intégrés au régime et en étaient devenus les piliers, ou bien encore, même si c'étaient des démocrates et des antizoguistes, n'avaient pas une vision claire de l'avenir du pays. Parmi eux, certains n'aimaient ni Zogu ni son régime, au fond de leur âme c'étaient des antizoguistes, mais, loin d'agir dans ce sens, ils n'osaient même pas manifester ouvertement leurs vues. Très rares étaient ceux qui se prononçaient ouvertement, bien sûr pas en pleine rue, contre Zogu et son régime. Toutefois, ceux-ci aussi dissertaient de façon «académique» sur les lois en vigueur, les mesures à prendre, le niveau des prix, les ministres en place, etc., mais il y avait fort peu de chances de trouver chez eux un esprit de résistance conséquent ou même une velléité de résistance. Naturellement, cela s'expliquait aussi par le fait que Zogu, dont ils pensaient du mal, leur avait cloué le bec, car, en un temps où le peuple vivait dans la misère, et qu'un ouvrier taillait des pierres toute la journée sous un soleil brûlant pour 2 ou 3 leks par jour, cette catégorie de gens touchaient 10 à 15 napoléons or par mois, étaient bien vêtus, possédaient des maisons confortables, bien meublées, sans oublier la radio. Ainsi, même les éléments non dépourvus d'une pointe d'esprit démocratique et antizoguiste jugeaient plus avantageux de s'assurer une position commode: jouir des avantages que leur procurait le régime en place et, dans le même temps souffler, de bouche à oreille, quelque critique contre lui.

En général, une fois de retour, ces intellectuels cherchaient à obtenir de bons postes surtout à Tirana. En ce temps-là, que vous eussiez fait des études d'agronomie ou obtenu un diplôme d'ingénieur, votre place était dans un ministère, et même s'il n'y avait pas de poste, on en créait un pour vous, car ni les agronomes ni les ingénieurs ne pouvaient travailler ailleurs. L'agriculture était très arriérée et on n'y faisait aucun investissement, quant aux constructions, on ne bâtissait guère autre chose que quelque prison ou des maisons pour les riches. Ainsi, l'agronome trouvait un travail dans un bureau, et l'ingénieur de Tirana élaborait le projet d'une maison pour quelque gros commerçant. Les médecins, de leur côté, commençaient à s'enrichir, alors que les professeurs

briguaient tous un poste à Tirana, dans quelque ministère si possible, ou, faute de mieux, ils acceptaient d'être nommés dans une des rares villes dotées d'une école secondaire.

Il ne pouvait pas être question d'organisation dans les rangs de l'intelligentsia. Bien entendu, la partie la plus saine de nos intellectuels cherchait à faire quelque chose pour changer la situation, certains se lièrent avec les groupes communistes, mais ces liens étaient insuffisants, fondés sur des initiatives individuelles. Parmi les intellectuels, dans cette «élite» qui comprenait professeurs, médecins, juristes, journalistes et autres, il existait une sorte de cloisonnement, provenant des liens et des affinités de chacun avec la culture qu'il avait reçue dans tel ou tel pays étranger. On disait donc d'un tel qu'il était de «culture» allemande, française, italienne, etc., suivant qu'il avait étudié en Autriche ou en Allemagne, en France, en Italie ou ailleurs. Cette tendance à créer des affinités formelles au sein de chaque groupe encourageait un esprit de xénophilie parmi ces intellectuels, et les détournait des principaux problèmes qui préoccupaient la patrie et le peuple.

Lorsque j'étais à Tirana, avant l'occupation du pays par l'Italie fasciste, en dehors des liens que j'avais noués avec des intellectuels progressistes et démocrates, j'avais eu l'occasion de connaître les milieux, les idées et la psychologie des intellectuels cajolés par le régime. Dans la «rue Royale» il y avait un petit café, qui à l'époque paraissait pourtant assez grand, et avait pour enseigne «Bella Venezia». C'est là que venait l'«élite» de la capitale et les grands espions du régime, depuis Fuat Asllani, ministre des Affaires étrangères, et d'autres ministres jusqu'aux «hautes personnalités de la culture». Ils s'y réunissaient, selon la coutume anglaise, au five o'clock. Un camarade m'emmena deux ou trois fois à ce club de l'«élite» intellectuelle. Et qu'est-ce que j'y vis? Un milieu de cosmopolites, d'arrogants et de vaniteux. Il était écoeurant de les voir déguster du cake et prendre leur thé en «aristocrates» avec des manières de dames de salon. On y entendait toutes sortes de langues, chaque groupe parlant sa langue de prédilection, et l'albanais était entrecoupé de longues phrases en langue étrangère, tout comme dans les oeuvres de Tolstoï où l'on voit l'aristocratie russe alterner le russe et le français. Dans ces milieux on discutait de «grande politique» et d'art. On pouvait y entendre des jugements d'«une haute compétence» sur Chamberlain, Titulescu et Hitler, sur le «Zarathoustra» de Nietzsche, le «Faust» de Goethe et les Nibelungen, mais on n'y disait mot de la misère des paysans de la Myzéqé dépouillés par Zogu, les Vrioni et les Vërlaci, et décimés par la malaria.

Il était dangereux de s'ouvrir à ces gens-là, ils vous dénonçaient à la police de Zogu ou à l'occupant, sinon directement, par des voies détournées. Mais, comme je l'ai déjà dit, tous nos intellectuels n'étaient pas comme eux.

Je m'en étais rendu compte moi-même depuis le temps où j'avais établi des liens avec un large milieu d'enseignants et d'intellectuels de diverses professions pendant les années où j'avais enseigné au lycée de Tirana, puis à celui de Korçë. Mais le fait est que nos liens avec nombre d'intellectuels s'intensifièrent encore et s'établirent sur des bases plus solides après que le groupe communiste de Korçë eut porté le centre de gravité de son travail à Tirana, au début de 1940, en particulier quand, après la fondation du Parti, nous considérâmes le travail de persuasion à mener auprès des intellectuels comme un des aspects les plus importants de l'activité de notre Parti parmi les nationalistes.

Le fait que le Parti communiste d'Albanie était l'unique parti politique dans le pays a joué un rôle positif qui a facilité notre travail. Mais cette vérité que nous évoquons souvent ne doit pas donner à penser que le rôle dirigeant dans la lutte, dans le Front et ailleurs serait mécaniquement attribué à notre Parti, du moment qu'aucun parti «rival» n'aurait pu l'assumer! Non, la réalité fut tout autre, très complexe, difficile, et grosse d'importants problèmes.

Certes, il n'y avait pas chez nous de partis politiques bourgeois de diverses couleurs, mais il existait toutes sortes de groupes et de groupuscules, de milieux et de courants aux multiples nuances et tendances, qui disposaient de plus ou moins d'influence et d'appuis. Le fait est que ces groupes et courants ne se dressaient ni ne se prononçaient contre l'occupant mais ils ne pouvaient pas non plus demeurer inactifs, en dehors de la politique et de l'action, ce que d'ailleurs personne ne leur aurait permis. Puisque dans l'ensemble ils n'étaient pas contre le fascisme, il va sans dire qu'ils étaient contre nous, contre notre Parti, son programme et sa ligne relative au Front, aux conseils de libération nationale, à la lutte, etc.

Il nous fallait faire face à tous ces éléments et cet affrontement devenait très compliqué du fait qu'au début la plupart d'entre eux ne se prononcèrent ouvertement ni contre l'occupant, ni contre nous, se bornant à tergiverser, à manoeuvrer.

N'oublions pas non plus que l'état arriéré et l'ignorance hérités du .passé, les mentalités rétrogrades, depuis les coutumes féodales jusqu'à la mentalité bourgeoise et dans ce cadre, la propagande fiévreuse que Zogu et le fascisme avaient menée depuis de longues années contre le communisme, constituaient aussi de grands obstacles à notre travail.

Avec le fascisme, tous ces groupes, tendances et mentalités s'opposaient donc, en tant qu'expression de l'esprit de parti bourgeois et féodal, à notre Parti communiste. Sans buter dans notre travail sur des partis politiques organisés de la bourgeoisie et de la réaction, nous devions toutefois nous heurter à leurs intérêts de classe farouches, complexes, hostiles, nocifs et tortueux, affronter leurs menées pour conserver leurs positions dominantes, et combattre les mentalités et les survivances du passé afin d'éclairer l'esprit et le coeur du peuple et de lui faire prendre conscience de la juste voie à suivre.

Il était indispensable que le Parti décuplât ses efforts pour étendre dans tout le pays son rôle de dirigeant du Front et des conseils de libération nationale et surtout, pour le garder et le renforcer sans cesse en empêchant quiconque de s'en emparer. Nous savions bien et nous avions prévu que même la fraction de la réaction intérieure qui ne s'était pas encore affichée en tant que telle, s'organiserait et tenterait de liquider le Front et les conseils de libération nationale afin de saper la lutte du peuple pour la liberté et la démocratie. On imagine la catastrophe qui se serait produite dans cette nouvelle situation si notre , Parti, après la Conférence de Peza, avait considéré comme «accompli» son devoir vis-à-vis du Front et des conseils et avait employé ses forces, disons, uniquement comme des «forces de choc», et d'«action». Avec des Abaz Kupi et des Halim Begeja on n'arriverait jamais à démasquer Ali Këlcyra et compagnie, au contraire, le «Balli Kombëtar», qui allait regrouper tous ces criminels et ces «effendis», prendrait les rênes et notre Parti se trouverait soudain devoir faire face à l'attaque organisée et meurtrière des forces du fascisme et de la réaction.

En un temps où notre travail pour appliquer les décisions de la Conférence de Peza battait son plein, surtout vers le mois de novembre, nous reçûmes de nos camarades de Tirana et aussi de ceux des autres districts, plusieurs informations sur les nombreux déplacements, réunions et rencontres de certains chefs de file «nationalistes», en particulier de Mithat Frashëri. Nous étions sûrs qu'ils mijotaient quelque coup, c'est pourquoi nous recommandâmes à nos camarades de se montrer très vigilants et de nous tenir au courant du moindre fait.

Peu de temps après, vers la fin de novembre ou le début de décembre, le premier numéro de la feuille de chou «La lutte pour la libération nationale,»[8] publiée et distribuée «clandestinement», nous apprit la nouvelle de la création d'une organisation «nationaliste» dénommée le «Balli Kombëtar». Une fois informés de la création de cette organisation, de l'identité de ses dirigeants ainsi que, un peu plus tard, de son programme, le «décalogue» de triste mémoire, nous eûmes la conviction d'avoir affaire à un produit de l'occupant, qui lançait cette «réserve» dans la lutte contre le Parti communiste d'Albanie, contre le Front antifasciste de libération nationale et la guerre de partisans pour la libération nationale.

L'appellation de «Balli Kombëtar» en dit long sur les projets de la réaction féodalo-bourgeoise du pays et les objectifs de l'occupant. Le terme de «Balli» n'est pas une simple traduction littérale de «Front», pas plus que «Kombëtar» n'est une simple traduction du mot «national». Non, cette appellation n'a pas un caractère patriotique, et l'on ne peut non plus l'expliquer par la linguistique; le terme de «Balli» avait un caractère profondément idéologique. Pour la réaction, «Balli» ne signifiait pas «lutte» contre l'ennemi, comme c'était le sens de notre «Front». Le «Balli» pour eux, c'était la «tête», la «direction prédestinée de la nation», c'est-à-dire l'ancien monde, «éternel», immobile, le monde conservateur avec ses oppresseurs et ses opprimés, le monde «national albanais» qui s'opposait au progrès, au communisme et les combattait. Telle était la signification du «Balli Kombëtar» créé par les occupants italiens et à travers lequel les chefs de file de la réaction albanaise rêvaient d'organiser l'Albanie de demain. L'idée de «lutte» n'existait donc ni dans le nom de cette organisation ni dans son contenu, car celle-ci représentait un monde à l'agonie. Cependant, le «Balli» se battrait par la propagande comme par les armes, mais pas contre l'occupant, il se battrait contre le Parti communiste d'Albanie, contre l'Armée de libération nationale, contre le pouvoir nouveau des conseils de libération nationale.

C'est Mithat Frashëri, un archi-traître, qui fut mis à la tête de ce ramassis d'individus de triste mémoire comme Ali bey Këlcyra, Kole Tromara, Faik Quku et Nuredin Vlora, suivis d'autres comme Fuat Dibra, Hasan Dosti et Lef Nosi. Mais en fait, le «Balli Kombëtar» était dirigé par Jacomoni, le représentant du roi Victor Emmanuel III, et par le général Dalmazzo, commandant de l'armée italienne en Albanie.

Quant à la lie du pays qui créa et dirigea cette organisation en l'affublant de l'épithète «patriotique» (!), elle était en majeure partie constituée d'éléments nationalistes et pseudo-patriotes que nous nous étions efforcés de notre mieux, pendant plus de deux ans, de rapprocher de notre lutte, du Front de libération nationale, de la cause de la liberté et de l'indépendance de la patrie.

En évoquant plus haut les rencontres et les vifs débats que nous avions eus avec eux, j'ai donné aussi quelque indication sur leur caractère, leur origine et leur formation politique et idéologique. Le moment est maintenant venu de m'arrêter un peu plus longuement sur cet aspect, afin de montrer ce qu'étaient au fond et d'où venaient ces hommes qui, à la fin de 1942, se disaient la «tête», la «fine fleur» de la nation, et ce que l'Albanie pourrait attendre de leur organisation, le «Balli Kombëtar».

La plupart de ces «patriotes patentés» faisaient partie de la caravane d'éléments «antizoguistes», qui après une période d'exil de quinze ans à l'étranger, étaient rentrés en Albanie avec les troupes italiennes, et sous la protection de leurs baïonnettes. Autrefois, avant l'avènement du gouvernement de Fan Noli, ils avaient été députés au parlement albanais, ils avaient assisté à l'enterrement d'Avni Rustemi et participé à la Révolution de 1924. Leurs convictions politiques différaient par certaines nuances, ce qui était déjà apparu dans une série de journaux qu'ils publièrent sous le régime démocratique bourgeois renversé par la coalition des beys et des féodaux avec à leur tête Ahmet Zogu. Les vues démocratiques de certains d'entre eux étaient superficielles et eurent vite fait de disparaître, alors que la plupart de ceux qui avaient passé pour des partisans de l'«Opinga»[9] n'étaient en fait que les défenseurs des agas et de la bourgeoisie marchande qui se consolidait en s'emparant des terres des féodaux déclassés qu'elle achetait à vils prix. Tous ces gens, y compris ceux qui prétendaient être plus à «gauche», étaient encore bien loin des démocrates révolutionnaires comme Avni Rustemi, Halim Xhelo et d'autres fils dévoués du peuple et combattants conséquents de la démocratie.

Tous les éléments de l'émigration «antizoguiste et démocrate», à l'exception des communistes ou des «rouges», comme les appelait cette émigration, passaient pour des fanolistes[10].

Fan Noli lui-même, écrivain érudit, après l'échec de la Révolution de 1924, se rendit un peu partout, visita l'Union soviétique, dit et écrivit du bien de ce pays, s'établit pour un certain temps en Allemagne, y composa de beaux vers antizoguistes d'une grande force, puis s'installa aux Etats-Unis d'Amérique où il devint patriarche de l'Eglise orthodoxe albanaise, s'embourgeoisa davantage, arbora toute sorte de couleurs, abjura son antizoguisme et se réconcilia avec Zogu et ses amis. Il ne devint pas vraiment un zoguiste docile et actif, mais le fait est qu'il accepta l'argent de Zogu. Il ne comprit pas tous les aspects de notre Lutte, ne se montra pas disposé à la défendre jusqu'au bout, et au moment où notre peuple était en train de chasser l'occupant et les traîtres et d'instaurer son propre pouvoir, il approuvait les plans des Anglais en vue de la formation d'un «gouvernement albanais en exil». Malgré tout, nous l'appréciions comme un écrivain et un politicien démocrate-bourgeois, aux vues certes limitées, mais qui, au fond, aimait l'Albanie.

Les «partisans de Fan Noli» en exil n'étaient même pas de purs fanolistes et, avant de se soucier de l'Albanie, ils n'eurent qu'une hâte: trouver les râteliers où manger. Certains d'entre eux recevaient de l'argent de l'Italie de Mussolini, d'autres de la Yougoslavie d'Alexandre, d'autres encore de la France, de l'Intelligence Service, de. l'Asphalie grecque, des Etats-Unis et ainsi de suite. Ils se divisèrent en groupes, mais non pas selon leurs tendances et leurs conceptions politiques, car ils n'avaient ni programme à eux, ni organisation à proprement parler, ni journaux ou autres publications. En dépit de leurs dissensions qu'ils s'efforçaient de présenter comme une opposition de points de vue politiques, ils s'étaient en fait regroupés suivant l'origine de leurs subventions et de leurs revenus. Chaque groupe fréquentait un café où les membres des autres «groupes» ne mettaient pas les pieds. Toute leur activité de «grands politiciens» se réduisait à la lecture du journal auquel était abonné le patron du café où ils passaient des journées entières à palabrer inutilement, à se perdre dans des discussions «académiques» sur les questions internationales, le tout émaillé d'invectives contre Zogu. Et lorsque leur réservoir de paroles et leur esprit d'«opposition» tarissaient, ils se mettaient à jouer au poker et au bridge, cherchant à se plumer l'un l'autre.

Naturellement, les chefs de file faisaient la politique de l'argent, en le distribuant selon les ordres reçus de leur centre, mais aussi selon leurs sympathies personnelles. Certains avaient les poches bien garnies, mais d'autres pouvaient passer des journées entières sans manger. Cela conduisait inévitablement à des accrochages entre les groupes qui mangeaient au même râtelier et fréquentaient le même café. Certes, ceux qui couraient d'un râtelier à l'autre, émergeaient du lot et lorsqu'on leur demandait où ils se procuraient tout cet argent, ils répondaient: «Je l'ai gagné au baccara». Mais, en fait, c'étaient des espions à la solde de plusieurs services secrets.

Il n'y a là rien d'exagéré. A l'époque où j'étais étudiant en France, chaque fois que je rentrais en Albanie pour les vacances ou que j'en repartais, je faisais une halte tant au port de Bari qu'à Paris. Pendant ces brefs séjours il m'est arrivé de voir de mes yeux quelle vie ils menaient là-bas. Ainsi, par exemple, je suis allé quelquefois au café «Stopani» de Bari, un des cafés les «plus en vue» de cette émigration, où se réunissaient les onorevoli, les anciens députés et autres éléments de l'«opposition à Zogu», comme Bahri Omari, le Sheh de Karbunara, Muharrem Vllamasi, Qamil Cela, qui était considéré comme un «rouge», un officier nommé Leke Margjini et d'autres du même acabit. A Bari, il y avait aussi d'autres émigrés qui erraient un peu partout, mais ceux dont je viens de parler étaient les principaux, «les épigones de la politique antizoguiste», et le café «Stopani» était leur «parlement». Afin d'assurer soi-disant leur protection, le gouvernement italien avait attaché à chacun d'eux un policier qui le suivait partout comme son ombre. Quand je passais par Bari pour aller en France, ils me demandaient: «Qu'est-ce qui se passe là-bas? Est-ce qu'on aime Zogu ou pas? Est-ce que sa fin est proche?» et me posaient d'autres questions du même genre. Je ne me souviens pas de les avoir jamais entendu m'interroger sur les peines du peuple, des ouvriers et des paysans, se révolter de les savoir dépouillés et exploités. Lorsque je leur parlais de ces choses-là, ils ne m'écoutaient que d'une oreille distraite, car la situation des masses et leur mouvement n'avaient aucune importance aux yeux de «ces partisans de l'Opinga». Ce qui leur importait le plus,

c'était d'entendre dire que Zogu était malade, ils croyaient ainsi que s'ouvrait à eux la voie vers la prise du pouvoir en Albanie.

Au café «Stopani» on faisait de la «grande» politique. Dans ces conversations se manifestaient aussi les tendances et les sympathies de chacun. Ainsi, par exemple, le Sheh de Karbunara, qui était à la solde de l'Italie admirait par-dessus tout les Anglais. Très vif dans la discussion, le Sheh se notait par son parler dans le dialecte de la Myzéqé et son rire franc. Intelligent et roué, mais inculte, il attendait toujours que Bahri Omari, qui connaissait plusieurs langues orientales et occidentales, lui lise le journal. Mais, la culture de Bahri était celle d'un «touche-à-tout», peu approfondie. Se, disant radical-socialiste, à cause de sa grande admiration pour Edouard Herriot, un des leaders des radicaux-socialistes français, c'est dans «Le Temps», journal libéral fort influent dans la France de l'époque, qu'il puisait ses informations et ses interprétations. Le Sheh de Karbunara et les autres l'attendaient toujours au café «Stopani», «Le temps» déplié devant eux.

Ces pseudo-politiciens, ces soutiens de la bourgeoisie marchande et des agas, avaient la haine du communisme dans le sang, comme ils le prouvèrent par la suite. Par ailleurs, ils étaient dépourvus de toute organisation à eux dans le pays, et, qui plus est, ils n'avaient introduit en Albanie même pas un journal, une brochure ou un tract. Leur «activité» ne pouvait être en rien comparée à l'activité de militants communistes et révolutionnaires comme Ali Kelmendi, Halim Xhelo et Riza Cerova qui travaillaient à l'étranger, mais entraient aussi en Albanie soit clandestinement soit légalement, risquant toujours la prison, l'internement ou l'élimination physique, et pas même à celle d'éléments démocrates de l'émigration comme Omer Nishani ou même Fan Noli, dont ils se disaient les disciples. Mais quelle organisation les clients de «Stopani» pouvaient-ils prétendre avoir dans le pays, alors que leurs liens avec l'Albanie étaient inexistants? Personne ne se souvenait d'eux en Albanie si ce n'était quelques vieilles connaissances, hommes de la bourgeoisie, agas, hauts fonctionnaires ou vieux intellectuels.

Ces derniers avaient jugé plus commode de se réconcilier avec Zogu plutôt que d'errer dans les villes d'Europe, ils s'étaient soumis au régime, vivaient et déployaient leur activité à l'ombre des Krosi et des ministres de Zogu, ils avaient obtenu quelque poste dans la capitale ou avaient été nommés préfets dans diverses régions. C'était le cas de Skënder Pojani, Reiz Selfo, Vehip Runa, Qemal Vrioni et de beaucoup d'autres de la même espèce. Leurs vues aussi s'étaient maintenant unifiées, ils étaient devenus des zoguistes convaincus. Bien sûr, certains d'entre eux se disaient apolitiques, certains autres neutres, mais lorsqu'ils se rendaient à l'étranger, surtout en Italie, car c'est là qu'ils se livraient à des transactions avantageuses ou faisaient du commerce, ils n'oubliaient pas leurs vieux amis. Ils les rencontraient au café «Stopani», échangeaient quelques mots avec eux, se posaient en démocrates, leur rapportaient les derniers scandales du régime et, en tant que «vieux amis», leur glissaient quelques subsides en espèces.

Ainsi donc, les liaisons des «politiciens» émigrés avec l'Albanie se réalisaient par l'intermédiaire des hommes du régime zoguiste, fonctionnaires, gros commerçants, grands propriétaires fonciers et agas, qui voyageaient à l'étranger. S'ils maintenaient ces liaisons, c'était non pas pour conspirer ou faire quelque chose contre le régime, mais pour recevoir de lui une certaine aide économique et garder l'illusion de ne pas avoir rompu leurs liens avec l'Albanie. Et, il n'y avait là rien d'étonnant. Même à l'époque du gouvernement de Fan Noli, lorsqu'ils y participaient ou étaient députés, ils n'avaient pas de contacts avec la masse du peuple, mais essentiellement avec les hautes couches libérales des villes et, dans une certaine mesure, avec les notables des campagnes. De plus, ce n'était pas le souci du développement de l'Albanie qui les rattachait à ces derniers, mais les liens de sang, les alliances, les amitiés occasionnelles, autant de rapports très courants dans la vie sociale de l'époque. Les «démocrates antizoguistes» de Paris constituaient un autre groupe de l'émigration politique albanaise. Il était composé d'Ali Këlcyra, Kole Tromara, Qazim Koculi, Rexhep Mitrovica, Sejfi Vllamasi et autres. Les quatre premiers se prenaient tous pour des chefs, car aucun d'eux n'admettait qu'un autre que lui puisse «diriger», mais au fond leur leadership n'était que du vent, tous les quatre n'étaient que des commandants sans soldats.

Ils se réunissaient à «La Coupole», à «La Source» et dans d'autres cafés à la mode. Ils s'adonnaient au jeu, faisaient de la politique, «renversaient Zogu», «soulevaient le peuple albanais», et se partageaient en même temps les francs et les dollars que leur procurait la voie de la trahison où ils s'étaient engagés. Les «antizoguistes» du café «Stopani» étaient en bons termes avec ce groupe, alors qu'ils se disputaient avec le groupe de Mustafa Merlika que Mussolini gardait en Dalmatie et qu'il entraînait dans le cadre de ses plans d'occupation de l'Albanie.

Dès que l'Italie fasciste occupa le pays, tous ces individus quittèrent les cafés d'Europe pour rentrer en Albanie. Naturellement, ils eurent hâte de retrouver leurs amis, et établirent des contacts politiques avec d'autres «démocrates antizoguistes» qui étaient restés au pays sous le règne de Zogu ou qui y étaient rentrés avant eux. Avec l'occupation du pays, ces derniers ou bien gardèrent les postes qu'ils avaient occupés à l'époque de Zogu, ou bien en obtinrent de plus importants et, avec le soutien du fascisme, s'enrichirent toujours plus aux dépens du peuple.

Les «illustres patriotes» revenus de l'étranger sondaient le terrain, essayaient de deviner d'où et comment venaient les lires, tâtaient le pouls du gouvernement quisling, des hiérarques fascistes italiens et albanais, se posaient en hommes politiques «sans tache», «capables», qui avaient «consenti des sacrifices pour le bien du peuple» et «langui» en exil; et maintenant que «la table était mise» on devait leur donner non pas une cuiller, mais une louche. Installés dans des logements confortables, ils continuaient à toucher leur traitement, sans que l'on sût par quelle voie. L'occupant avait intérêt à ce que ces appointements fussent légalisés, mais «les pères de la nation» s'y opposaient, car ils se seraient compromis aux yeux du peuple et trouvés ainsi engagés. L'Italie fasciste devait leur permettre de garder leurs masques dans la mesure où elle y aurait intérêt, car, dans ses plans d'occupation de l'Albanie, elle comptait aussi sur le rôle des chefs de file réactionnaires de l'émigration politique albanaise. Ce n'était pas pour rien que l'Italie, «la grande amie» de Zogu, avait travaillé depuis longtemps à les organiser, les entretenant et les subventionnant, pas trop secrètement du reste, car de toute façon Zogu n'aurait osé souffler mot. Le fascisme les avait considérés et il devait les utiliser comme une réserve dans la réalisation de ses objectifs de domination de l'Albanie et comme un important atout dans le jeu italien de «la libération de l'Albanie du joug de Zogu». Ces éléments étaient devenus des marionnettes et, en tant que telles, ils n'auraient pas voix au chapitre quant à leur rôle dans le scénario préparé par d'autres. Et, le fascisme distribua les rôles entre les éléments de cette espèce d'émigration politique. Il utilisa certains d'entre eux, comme Mustafa Kruja et quelques autres, pour gouverner «sa colonie», et garda toujours les autres en réserve.

Ce n'est pas que l'Italie fasciste n'avait pas besoin d'eux, mais elle savait qu'elle ne pouvait les utiliser face aux Vërlaci, Mustafa Merlika, Eqrem bey Libohova, Maliq Bushati, etc. Ceux-là étaient les «premiers violons», les autres devaient se soumettre au régime quisling et à l'occupant, tout en versant, dans un premier temps, quelques larmes pour l'Albanie et l'amour de la patrie. Tout cela était donc un jeu de marionnettes, mais l'Italie fasciste ne l'avait pas monté en vain. De la sorte, ces pseudo-patriotes, pseudo-démocrates et fascistes entrèrent dans la ronde de l'occupant fasciste italien. Certains d'entre eux firent partie du «Conseil d'Etat», créé à leur intention, d'autres, comme je viens de le noter, devinrent des hiérarques du fascisme, d'autres encore recevaient «pensions» et pots-de-vin, sans occuper pour autant des postes bien définis, et cela afin de pouvoir conserver encore pour un certain temps leur réputation de «patriotes sans tâche», tout en se livrant à une propagande camouflée contre la résistance populaire. Ces éléments, gardés pour le moment en réserve, étaient étroitement liés à l'Italie fasciste. Ils avaient pour mission de mener une action subversive contre la lutte du peuple albanais, de coordonner leur démagogie avec la cravache que Mustafa Merlika maniait ouvertement. Ils devaient, avec des mensonges et des menaces, lier au char du fascisme le plus grand nombre de gens possible, gagner à leur cause la paysannerie et les intellectuels. Cette action néfaste eut surtout prise sur les éléments hésitants et les lâches. Ainsi, pour mettre le peuple sous le joug et réprimer sa lutte, l'occupant fasciste agissait de deux côtés: à travers les gouvernants hiérarques albanais affirmés et occupant des postes leur permettant d'opprimer et d'exploiter le peuple, et à travers aussi les pseudo-patriotes, les pseudo-démocrates et les zoguistes, tombés soi-disant en disgrâce. Ces derniers étaient les «politiciens» du café «Kursaal», qui fréquentaient aussi des maisons de jeu, comme le club «Savoia» et d'autres locaux malfamés.

Les services secrets fascistes, omniprésents et au courant de tout, fermaient un oeil et se bouchaient une oreille chaque fois qu'un de ces «politiciens» lançait quelque «critique» contre les personnalités au pouvoir et le régime fasciste en place. Tous ceux-ci ne constituaient qu'un marais fétide d'où il aurait été difficile de tirer ne fût-ce qu'un petit «poisson» non contaminé.

Bien entendu, nous connaissions tous ces gens-là avant l'occupation, mais nous nous fîmes d'eux une idée plus exacte lors de nos nombreuses tentatives pour «ranimer» leur patriotisme, c'est à dire pour les rallier à la lutte, au Front, à la grande cause de la patrie. Mais eux, comme je l'ai déjà décrit en détail, au début nous sous-estimaient, ils condescendaient à peine à discuter avec nous, les «jeunes», les «fougueux bolcheviks». Leur attitude, pendant la première phase de nos contacts avec eux, s'expliquait essentiellement par deux raisons:

Primo, ces «nationalistes-démocrates», en fait ni nationalistes ni démocrates, qui mangeaient au râtelier du fascisme s'imaginaient être les hommes les plus «capables», des «politiciens éprouvés», «aimés et respectés» par le peuple; ils se croyaient donc destinés à prendre le pouvoir le moment venu et à gouverner le pays. Se berçant ainsi d'illusions absurdes, ils ne pouvaient se faire à l'idée et encore moins admettre que leur temps était révolu et que des hommes nouveaux, prêts à prendre en main les destinées de la patrie, étaient en train de sortir du sein des masses. Secundo, cette attitude dédaigneuse à notre égard pendant cette première phase de notre lutte, leur était dictée par l'occupant fasciste et la réaction déclarée, qui pensaient par là nous faire hésiter nous les «jeunes», face à leurs «profonds raisonnements», nous décourager, nous ramener donc à la raison selon leurs conseils. Nous devions, toujours selon eux, nous accommoder de l'état de choses existant et, indifférents aux malheurs de la patrie, «profiter des bienfaits du régime fasciste»!

Mais, habitués depuis de longues années à des palabres et à des chimères de cafés, ces éléments poussaient leurs calculs encore plus loin: l'occupation du pays par l'Italie fasciste n'était à leurs yeux qu'un phénomène transitoire, et ils pensaient que, même au cas où les Italiens s'en iraient, «ils resteraient pour nous un appui si nous ne leur

cherchions pas noise comme le font ces gamins». «Si l'Allemagne nazie prend la place de l'Italie tant mieux, car elle aussi, nous aidera; par ailleurs, même si l'Italie et l'Allemagne sont vaincues, l'Angleterre et les Etats-Unis seront victorieux, ce seront eux qui feront la loi et là encore toutes les chances seront de notre côté».

Ces vues pernicieuses ainsi que leurs intérêts économiques et politiques conduisaient ces éléments à voir avec effroi la lutte du peuple albanais contre l'occupant, cette lutte pour la poursuite de laquelle nous multiplions nos appels et nos efforts. Ils ne voulaient absolument pas que l'on combatte l'occupant fasciste, et ils mettaient tout en oeuvre pour étouffer la révolution dans l'oeuf.

Naturellement, nous poursuivîmes notre travail, indépendamment du «manque de considération», des «piques» et des «supplications» de ces vieillards attelés à la charrue des fascistes, et nous serions témoins de toutes leurs métamorphoses, apparemment ridicules, encore que téléguidées. Lorsqu'ils constatèrent, à leur grand étonnement, que nous étions vraiment en train de prendre en main les rênes de la lutte, ils furent contraints, comme ils en reçurent d'ailleurs l'ordre, de chercher eux-mêmes à entrer en contact avec nous pour nous convaincre de renoncer à notre «aventurisme» et cela, «pour le bien de la malheureuse Albanie». Nous leur dîmes une fois de plus ce que nous pensions, et même avec beaucoup de patience et de pondération, et nous poursuivîmes dans notre voie.

Publié d'après le livre: Enver Hoxha, «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle», pp. 5-7, 9-11, 20-21, 25-40, 56-69, 207-209, 226-233, 234-236, 237-242., éd. fr., Tirana, 1984.

Notes :

1. Par rapport à sa superficie et à sa population, l'Albanie, un des membres les plus actifs de la coalition antifascistes mondiale au cours de la seconde Guerre mondiale, se range parmi les pays ayant subi le plus de pertes en vies humaines et en biens matériels.

2. Représentants des notables de quelques régions montagneuses, notamment en Albanie du Nord.

3. Après le triomphe de la révolution démocratique bourgeoise de Juin 1924, Ahmet Zogu, réfugié en Yougoslavie, poussé par le gouvernement réactionnaire serbe et soutenu par ses troupes militaires et par la réaction féodale albanaise dans le pays, réprima, en décembre 1924, la Révolution de Juin et instaura son régime réactionnaire.

4. Wilhelm von Wied, prince allemand, fut un instrument aux mains des puissances impérialistes. En février 1914, les Grandes puissances le proclamèrent «prince d'Albanie». Il régna dans le pays de mars à septembre 1914.

5. Plate-forme idéologique de la grande bourgeoisie chauvine grecque qui visait à fonder un grand empire englobant aussi une bonne partie de la Péninsule balkanique qui était considérée comme un territoire grec uniquement parce que la population en était orthodoxe.

6. Pashko Vasa (1825-1892).

7. Il s'agît de la bataille de Vlore livrée victorieusement en 1924 par le peuple albanais aux occupants impérialistes italiens.

8. Organe du «Balli Kombëtar».

9. Association progressiste et démocratique dont le centre se trouvait à Gjirokastër.

10. Partisans de Fan Noli.

II. Articles et études consacrés à la pensée théorique marxiste-léniniste du camarade Enver Hoxha

Pr. Stefanaq Pollo (Directeur de l'Institut d'Histoire), Pr. Zija Xholi (Doyen de la Faculté des sciences politiques et juridiques) — La contribution du camarade Enver Hoxha au développement des sciences sociales en Albanie

Le nom du camarade Enver Hoxha sera, dans l'Histoire, celui d'un éminent dirigeant marxiste-léniniste et grand penseur.

Pour rattraper son retard séculaire, réaliser la transformation socialiste de sa vie sociale et, partant, assurer son épanouissement général, l'Albanie avait besoin de savoir et de science, et de toute une révolution culturelle. Grâce à ses enseignements, à ses directives et à son oeuvre théorique et créatrice, le camarade Enver Hoxha est devenu le philosophe, l'inspirateur, le promoteur et le guide de cette révolution culturelle.

Par son oeuvre théorique diverse et riche, le camarade Enver Hoxha a jeté les fondements de la culture nouvelle, socialiste en Albanie, il l'a enrichie sans cesse en rehaussant son prestige partout dans le monde, en la rendant aimée et respectée de tous les hommes progressistes et révolutionnaires.

Enver Hoxha est entré dans l'histoire du marxisme comme un révolutionnaire et un savant de nos jours qui a défendu avec esprit de suite le marxisme-léninisme, l'a enrichi et développé encore dans les nouvelles conditions du mouvement communiste et ouvrier international et dans celles du triomphe de la révolution populaire et de la construction du socialisme en Albanie.

Le camarade Enver Hoxha n'a pas créé d'un seul coup son oeuvre théorique, et le patrimoine littéraire et philosophique qu'il nous a légués, il l'a fait progressivement, au prix d'un travail inlassable et suivi, long d'un demi siècle. Il ne l'a pas créé dans des cabinets tranquilles, -mais dans le feu de la Lutte de libération nationale et de la lutte tout aussi ardue, pour la transformation révolutionnaire et le développement de l'Albanie dans la voie du socialisme. Pour défendre la juste cause de la libération nationale, du triomphe de la révolution et de la construction du socialisme en Albanie et partout dans le monde ainsi que pour garder pure la science révolutionnaire marxiste-léniniste, le camarade Enver Hoxha a dû affronter beaucoup d'ennemis à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, mener contre eux une lutte incessante, longue de plusieurs années.

Les conditions historiques dans lesquelles le camarade Enver Hoxha a créé son oeuvre théorique ont aussi déterminé son contenu et lui ont conféré une physionomie originale. C'est une oeuvre dotée d'un profond contenu théorique et scientifique, une oeuvre vivante et concrète dont la partie théorique aide à comprendre et à résoudre les tâches actuelles de la révolution et de la construction socialiste en Albanie, du développement du mouvement ouvrier et communiste international, une oeuvre animée d'un souffle ardent et pathétique révolutionnaire qui ouvre de nouvelles perspectives et inspire l'optimisme et la confiance en l'avenir radieux de la révolution et du socialisme, une oeuvre militante hostile à toute falsification et à tout mensonge bourgeois et révisionniste.

Dans son oeuvre, le camarade Enver Hoxha s'en est tenu avec esprit de suite aux recommandations fondamentales de Marx et de Lénine selon lesquelles la théorie, loin d'être considérée comme un dogme, doit être traitée comme un guide pour l'action, elle doit être transformée en une force matérielle à travers la mobilisation des masses, la tâche des philosophes ne consistant pas seulement à expliquer le monde, mais aussi à le transformer. Tous ces traits ont fait que l'oeuvre du camarade Enver Hoxha occupe une place particulière dans le patrimoine du marxisme, ils ont fait d'elle une arme puissante de la révolution et de la construction du socialisme dans notre pays.

L'oeuvre théorique du camarade Enver Hoxha est extrêmement riche et diverse. Elle comprend un grand nombre d'entretiens, de lettres, de souvenirs, de discours, de rapports présentés aux plénums et aux congrès du PTA, des monographies, etc. Ce riche patrimoine comprend notamment les ouvrages suivants: *«L'Impérialisme et la Révolution», «L'eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme», «L'autogestion yougoslave, théorie et pratique capitalistes», «Les Khrouchtchéviens», «Réflexions sur la Chine», «Les Titistes»* et *«Réflexions sur le Moyen-Orient»,* qui sont entrés dans le fonds d'or de notre science marxiste-léniniste. Une place importante revient aussi aux ouvrages historiques et théoriques comme *«Quand naquit le Parti», «Les menées anglo-américaines en Albanie», «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle»* dans lesquels le camarade Enver Hoxha procède à une analyse scientifique et tire d'importantes conclusions théoriques concernant la fondation et le développement du Parti, du Front de libération nationale et du pouvoir populaire en Albanie.

Le Parti a fait une appréciation d'ensemble de la personnalité du camarade Enver Hoxha en tant que grand penseur marxiste-léniniste. Dans son discours prononcé au XI^{e} plénum du Comité central du Parti, le camarade Ramiz Alia a souligné que «le camarade Enver Hoxha est un grand penseur marxiste-léniniste. Son oeuvre théorique est une synthèse marxiste-léniniste de la lutte menée par notre Parti, des efforts fournis par notre

peuple et de la voie parcourue par les communistes albanais au cours de leur lutte pour la libération de la patrie et l'édification socialiste du pays». Toutefois, nos hommes d'étude de la science marxiste-léniniste et des sciences sociales en général doivent absolument apprécier l'apport du camarade Enver Hoxha à la solution de tant de problèmes particuliers de ces sciences. L'étude de l'oeuvre vaste et variée du camarade Enver Hoxha, à des fins théoriques, pour la connaître à fond et l'assimiler au mieux, comme à des fins pratiques pour l'appliquer dans la vie en vue d'atteindre les objectifs de la construction complète de la société socialiste, est devenue une sphère prioritaire et la plus importante de nos études sociales actuelles.

Dans ses oeuvres, le camarade Enver Hoxha a traité le marxisme-léninisme sous tous ses aspects, l'a défendu et développé dans ses trois parties constitutives, à savoir l'économie politique, le socialisme scientifique et la philosophie matérialiste dialectique.

C'est grâce à ses études sur l'impérialisme actuel que le camarade Enver Hoxha, a apporté une précieuse contribution à l'économie politique. Partant d'une multitude de faits et de données tirés de la réalité de nos jours, s'appuyant puissamment sur les conclusions théoriques de Lénine, il a analysé les traits de l'impérialisme actuel et a abouti à des synthèses théoriques importantes, surtout à la conclusion que l'impérialisme de nos jours est, quant au fond, resté le même sur tous les plans, et que dans son sein agissent les mêmes contradictions et se manifestent les mêmes traits (seulement sous une forme brutale et sur une plus grande échelle) qu'a découverts Lénine il y a un demi-siècle. En même temps, le camarade Enver Hoxha a mis à nu la fausseté des théories opportunistes antiscientifiques vantées à grand bruit par les bourgeois et les révisionnistes ces dernières décennies, tels les théories de «la stabilisation finale du capitalisme», du «capitalisme populaire», de «la société de consommation», de «la société postindustrielle», et les a toutes réfutées.

Le camarade Enver Hoxha a étudié l'impérialisme actuel non seulement en savant, mais encore en révolutionnaire et en léniniste. Il l'a étudié du point de vue du présent et de l'avenir, il a défendu et développé sur le plan théorique la conclusion léniniste sur l'impérialisme en tant que veille de la révolution pour aboutir à la conclusion que la révolution de nos jours est non seulement une aspiration et une question de la perspective mais aussi une question posée et à résoudre.

S'en tenant aux enseignements de Lénine et sans perdre de vue les conditions actuelles, le camarade Enver Hoxha a formulé les exigences de la stratégie et de la tactique de la classe ouvrière et de son parti marxiste-léniniste qui, appliquées correctement, ouvrent la voie au développement de la révolution et à son triomphe. Dans nombre de matériaux et d'écrits importants consacrés à la stratégie et à la tactique révolutionnaires actuelles, le camarade Enver Hoxha critique sous tous les aspects les révisionnistes soviétiques, les révisionnistes yougoslaves, les eurocommunistes et les révisionnistes chinois, et prouve que leur stratégie et leur tactique, quelles que soient les étiquettes qu'ils leur collent, telles que «le développement pacifique de la révolution», «la prise du pouvoir par la voie parlementaire», «le compromis historique», et «l'élargissement de la démocratie et la participation de la classe ouvrière au gouvernement bourgeois», ne sont rien d'autre que différentes variantes de l'opportunisme, qui représentent la stratégie et la tactique de l'abandon de la révolution, de la réconciliation avec la bourgeoisie et de la perpétuation de l'ordre bourgeois et de son pouvoir.

Le camarade Enver Hoxha a, bien entendu, apporté une précieuse contribution à l'essor de l'économie politique du socialisme. Il a notamment apporté sa contribution à la défense et au développement des lois. et des principes fondamentaux de la construction socialiste formulés par Marx, Engels, Lénine et Staline, à l'élaboration de la politique économique du Parti fondée sur les lois et les principes généraux, à la réalisation pratique de la politique économique du Parti qui a entraîné la transformation, sur des bases socialistes, de l'économie nationale dans les villes comme à la campagne, à l'industrialisation du pays, à l'intensification et au progrès continu de l'agriculture, à la création d'une économie indépendante, dotée d'une structure complexe diversifiée.

Dans le domaine de l'économie politique du socialisme, une place toute particulière revient aux enseignements du camarade Enver Hoxha sur le développement et l'approfondissement actuel et futur de la révolution technique et scientifique, sur les proportions essentielles du développement de l'économie, la conception révolutionnaire du bien-être de la population et les voies à suivre pour son élévation, le développement continu du système coopératif qui tend à la conversion de la propriété de groupe en propriété de tout le peuple. Toute la contribution théorique apportée par le camarade Enver Hoxha et la pratique révolutionnaire mise en oeuvre dans l'économie comme dans tous les autres domaines, sont à l'origine du progrès de notre pays vers la construction complète de la société socialiste.

D'autre part, les problèmes du socialisme scientifique occupent une place importante dans l'oeuvre théorique du camarade Enver Hoxha. Ils sont considérés dans un rapport étroit avec les tâches inscrites à l'ordre du jour de la révolution et de l'édification du socialisme, dans une polémique de principes à ce sujet avec les révisionnistes modernes, soviétiques, yougoslaves et chinois.

Dans son oeuvre théorique, le camarade Enver Hoxha a attaché une très grande importance à l'analyse des lois générales de la révolution et de la construction socialiste, des principes du socialisme scientifique formulés par Marx et Engels, Lénine et Staline tels que l'hégémonie du prolétariat pendant la révolution et au cours de la construction du socialisme, le parti de la classe ouvrière et son rôle dirigeant, l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie sous la direction de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat, le système de la dictature du prolétariat et la démocratie socialiste, la révolution idéologique et culturelle etc.

Ne se contentant pas seulement de défendre les principes généraux formulés par les classiques du marxisme-léninisme avec l'esprit de suite d'un marxiste-léniniste résolu, le camarade Enver Hoxha les a développés encore plus en généralisant la riche expérience de la construction du socialisme dans notre pays ainsi que celle du mouvement communiste et ouvrier international et plus particulièrement, l'expérience négative de la dégénérescence du socialisme en Union soviétique et dans les autres pays anciennement socialistes. Une place importante dans le fonds du marxisme-léninisme revient aux oeuvres théoriques où le camarade Enver Hoxha met en lumière et explique les profondes causes qui ont provoqué la grande tragédie qui s'est produite à l'Union soviétique, à savoir la dégénérescence de la dictature du prolétariat et du régime socialiste. Les études et les conclusions théoriques du camarade Enver Hoxha dans ce domaine servent de point de référence de premier ordre à quiconque cherche à bien comprendre et à analyser ce qui s'est passé en Union soviétique avec l'usurpation du pouvoir par Khrouchtchev et sa clique.

Toute l'oeuvre théorique du camarade Enver Hoxha est animée par la philosophie matérialiste dialectique. Elle constitue une autre preuve brillante de sa valeur et de sa vitalité en tant que théorie, méthode d'étude, d'interprétation du monde et des phénomènes. En même temps, le camarade Enver Hoxha a étudié les principes et les lois de la philosophie matérialiste dialectique. Il en a eu une large vision et les a traités dans un rapport étroit avec les enseignements philosophiques des classiques du marxisme-léninisme et avec les exigences concrètes de la transformation révolutionnaire de la société.

Se fondant sur un matériel concret considérable fourni par les diverses sciences, par l'expérience de la construction socialiste de chez nous et celle du mouvement révolutionnaire mondial le camarade Enver Hoxha a analysé plus à fond les problèmes importants de la théorie de la connaissance et notamment ceux qui relèvent de la théorie, de la pratique et de leur interaction dialectique. Il a concrétisé et approfondi les importants problèmes de la dialectique matérialiste et notamment les problèmes concernant la contradiction en tant que source de développement, son caractère spécifique en régime capitaliste et en régime socialiste, le nouveau aux prises avec l'ancien, les traits distinctifs du nouveau dialectique et les conditions dans lesquelles il s'est affirmé et l'a emporté sur l'ancien, les changements quantitatifs et qualitatifs et leur interaction, etc.

De la façon de traiter les importants problèmes relatifs à la théorie de la connaissance et à la dialectique matérialiste, et cela conformément aux principes, le camarade Enver Hoxha a tiré des conclusions pratiques et, à partir de là, donné des directives et des instructions au Parti et au peuple. Il apprenait aux cadres et aux travailleurs à attacher de l'importance, au cours de leur lutte pour la construction du socialisme et à la pratique et à la théorie, à les considérer dans leur interaction dialectique en s'efforçant de ne pas verser dans un praticisme étroit et d'éviter le piège des théories creuses. Fort de ses raisonnements dialectiques sur le nouveau et l'ancien, il apprenait aux cadres et aux travailleurs à attacher de l'importance au nouveau dans leur lutte pour la construction du socialisme, à savoir découvrir ses éléments initiaux, à lutter pour les affirmer et les consolider en combattant et le conservatisme et le libéralisme.

Dans son oeuvre théorique, le camarade Enver Hoxha a largement traité les problèmes philosophiques du matérialisme historique concernant le rôle déterminant de la base économique et le rôle actif de la superstructure en régime socialiste, concernant aussi les classes, la - lutte de classes en général et la lutte de classes en particulier dans les conditions de l'existence d'une société sans classes antagonistes telle notre société socialiste, le rôle déterminant des masses et le rôle actif de l'individu, l'Etat en général et la dictature du prolétariat en particulier, ses aspects distincts et ses fonctions fondamentales, son existence comme une arme tranchante dont se sert la classe ouvrière pour accéder à la société communiste, la question nationale, les voies à suivre et les moyens à utiliser en vue de la résoudre correctement, de façon léniniste l'attitude à adopter à l'égard de l'impérialisme et du révisionnisme, etc.

Le camarade Enver Hoxha a le grand mérite d'avoir apporté sa contribution à l'enrichissement du marxisme-léninisme en traitant sur le plan théorique et résolvant dans la pratique les grands problèmes sociaux relatifs à la victoire de la Lutte de libération nationale et à l'heureuse construction du socialisme en Albanie, comme la fondation et le renforcement du Parti, la création du Front antifasciste de libération nationale, l'instauration du pouvoir populaire, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme sur la base du triomphe des rapports de production socialiste, de l'élimination des classes exploiteuses, de l'industrialisation socialiste et de la collectivisation de l'agriculture, l'accomplissement de la révolution idéologique et culturelle, la transformation de l'idéologie socialiste en une idéologie dominante et, en même temps, la formation de l'homme nouveau,

l'émancipation de la femme albanaise et son affirmation dans tous les domaines, l'élimination des institutions religieuses, l'implantation et la propagation d'une conception du monde fondée sur l'athéisme, la naissance pour la première fois d'une société athée dont avaient tant rêvé les penseurs athées de jadis et dont Marx et Engels avaient prévu l'avènement.

Afin de répondre aux exigences de l'approfondissement continu de la révolution idéologique et culturelle, le camarade Enver Hoxha s'est occupé des sciences philosophiques comme l'esthétique et l'éthique marxistes-léninistes et là aussi il a défendu, enrichi et développé la pensée marxiste-léniniste.

Fondé sur les recommandations de principes des classiques du marxisme-léninisme, sur l'expérience de la littérature et de l'art dans le monde, sur les valeurs créées par les artistes et les écrivains de notre pays et en premier lieu sur les valeurs créées par le plus grand artiste et écrivain, le génie créateur du peuple, le camarade Enver Hoxha, dans de nombreux entretiens avec des écrivains et des artistes, dans nombre de ses rapports et de ses discours, a développé une série de sujets portant sur la science de l'esthétique marxiste-léniniste, il a donné aux artistes et aux écrivains des conseils et des recommandations d'une grande valeur sur leur activité créatrice, le développement rapide et sain des arts et de la littérature dans notre pays.

Ces sujets traités par le camarade Enver Hoxha et qui occupent une place centrale dans l'esthétique marxiste-léniniste portent sur le caractère spécifique de l'art, le rôle qu'il joue et la place qu'il occupe dans la société socialiste, la compréhension et l'application créatrice de la méthode du réalisme socialiste, la prépondérance de l'esprit prolétarien dans la création artistique, la mise en relief et l'incarnation du caractère national et de l'esprit populaire dans les oeuvres artistiques, la dialectique de la tradition et l'esprit novateur dans l'art, la conception et la représentation idéo-artistique du héros positif, le développement harmonieux des différentes catégories et genres d'art, la connaissance de la vie, le maintien des liens avec les masses et le rôle important qu'elles jouent dans la création artistique, etc.

L'attitude bienveillante et encourageante du camarade Enver Hoxha envers les anciens et jeunes artistes, la joie que lui procuraient tout succès et tout progrès qu'ils enregistraient et, qu'il faisait transmettre aux artistes eux-mêmes, enfin, l'exemple personnel qu'il leur donnait par le sain contenu de principes de ses oeuvres, par son style admirable et la douce langue albanaise de ses discours et de ses écrits, ont toujours stimulé nos artistes et nos écrivains dans leur travail artistique et leurs efforts en vue d'enrichir encore l'art et la littérature socialistes de notre peuple.

Dans ses oeuvres, le camarade Enver Hoxha a défendu et développé sur tous les plans l'éthique marxiste-léniniste en tant que science philosophique. Notre culture a hérité du passé et surtout de la période de la Rennaissance nationale des oeuvres consacrées à l'éthique. Dans leurs oeuvres d'éthique, les patriotes Jani Vreto, Naim et Sami Frashëri ont démontré, arguments, à l'appui, la nécessité d'une nouvelle morale dotée d'un contenu patriotique et démocratique, mais parfois prisonnière d'un traitement métaphysique et idéaliste.

C'est le camarade Enver Hoxha qui, pour la première fois, a doté la culture de notre peuple d'une morale véritablement révolutionnaire qui, orientée et inspirée par une philosophie véritablement scientifique, par la philosophie dialectique matérialiste, exprime les intérêts de la classe ouvrière et se rallie aux idéaux de la société humaine la plus avancée au monde, notre société socialiste. Il a su guider le Parti et le peuple dans l'accomplissement d'une tâche des plus difficiles et des plus héroïques, qui revêt une importance décisive aussi bien pour le présent que pour l'avenir du socialisme, à savoir la formation révolutionnaire des travailleurs, la formation de l'homme nouveau doté d'une conception matérialiste du monde et pétri d'idéaux communistes.

Enver Hoxha est devenu un fervent propagateur de vertus communistes comme l'attitude socialiste envers le travail et la propriété socialiste; le collectivisme et l'humanisme socialistes, le patriotisme et l'internationalisme prolétarien qui ennoblissent l'âme de tout travailleur de notre société socialiste et le rendent supérieur aux gens vivant dans la société bourgeoise et révisionniste.

Il a apporté une contribution particulière à la science de l'éthique marxiste-léniniste en appréciant hautement et en rénovant les vertus traditionnelles positives de notre peuple, créées et formées au cours de notre histoire. Au fil des siècles, des éléments négatifs propres à la propriété privée et à l'étroit intérêt personnel, avaient pénétré dans ces bonnes traditions et s'y étaient incorporés. Dans ses oeuvres, le camarade Enver Hoxha a su examiner d'un oeil critique toutes les traditions de notre peuple et distinguer celles qui étaient précieuses et qui apportaient leur contribution à la formation révolutionnaire des travailleurs de celles qui ne l'étaient pas et entravaient cette formation.

Les moyens utilisés et les voies suivies pour l'éducation communiste des gens, qu'a recommandés le camarade Enver Hoxha tels le travail, la participation de chacun à la production aux côtés des ouvriers et des paysans, l'engagement dans la lutte de classe pour la construction et la défense du socialisme, revêtent une importance particulière théorique et pratique. Le mot d'ordre «Pensons, travaillons et vivons en révolutionnaires», doté d'un haut contenu moral, exprime la synthèse de ces voies et de ces moyens.

Dans l'oeuvre du camarade Enver Hoxha, une place importante revient aux analyses, aux appréciations et aux synthèses qu'il a faites en s'appuyant sur l'histoire, la culture et la langue de notre peuple, à ses idées portant sur les problèmes clés, théoriques et méthodologiques des sciences qui s'en occupent.

Ne se contentant pas de traiter à un niveau hautement scientifique l'histoire de la Lutte de libération nationale et celle de la période de la construction du socialisme, le camarade Enver Hoxha est remonté jusqu'à la période antique de notre histoire nationale et l'a analysée presque sous tous les aspects, en considérant d'une manière cohérente, claire et originale les problèmes fondamentaux de la science historique et de l'histoire politique et culturelle du pays.

Approcher les problèmes à la fois en marxiste-léniniste et en ardent patriote, c'est le trait distinctif de tous les écrits du camarade Enver Hoxha consacrés à notre histoire, à notre langue et à notre culture nationale. Glorifiant les vertus du peuple albanais, comme l'amour de la liberté, ses aspirations au progrès, son refus de pactiser avec les oppresseurs et la bravoure dont il a fait preuve pendant la lutte inégale contre ses ennemis, sa générosité et sa sagesse, son esprit d'artiste créateur et sa détermination de préserver sa langue maternelle et ses traditions, le camarade Enver Hoxha a non seulement affirmé une vérité historique, mais encore il l'a mise au service de l'éducation patriotique et révolutionnaire des masses travailleuses afin de raffermir chez elles le sentiment de fierté nationale, la confiance en leurs propres forces et l'optimisme en leur avenir.

En outre, la vérité historique était affirmée au prix d'une lutte livrée à une multitude d'éléments négatifs hérités de la science bourgeoise essentiellement étrangère, qui avançait des thèses anti-albanaises, bourgeoises et révisionnistes renouvelées après la Seconde Guerre mondiale. L'esprit combatif, l'esprit de parti prolétarien et l'engagement de classe animent les analyses faites par le camarade Enver Hoxha des valeurs historiques et culturelles créées par notre peuple avant comme après la Libération. Elles nous servent d'arguments dans notre combat, contre tous ceux qui ont ignoré, sous-estimé ou dénaturé ces valeurs dans l'intention de présenter les Albanais comme un peuple sans histoire, sans traditions, ne disposant pas d'une langue de culture, dans l'intention aussi de refuser de leur connaître le droit de vivre libres et indépendants.

Le camarade Enver Hoxha a souligné que les problèmes concernant notre histoire, notre culture et notre langue revêtent «un caractère non seulement scientifique, mais aussi politique. Les conclusions tirées de ces études nous ont servi d'arguments dans la lutte contre les forces réactionnaires et agressives étrangères». Les écrits mêmes et toute l'activité du camarade Enver Hoxha ont servi la défense du droit de notre peuple de vivre libre et indépendant dans son pays, de bâtir son avenir comme il l'entend, en se fondant sur les enseignements immortels du marxisme-léninisme, sans permettre à quiconque de s'immiscer dans ses affaires.

L'idée fondamentale qui parcourt comme un fil rouge toute l'oeuvre historique du camarade Enver Hoxha est celle du rôle décisif des masses dans l'histoire. Cette thèse marxiste concrétisée et développée par le camarade Enver Hoxha est valable pour toutes les étapes historiques et surtout pour l'époque que nous vivons où notre peuple, dirigé par un Parti qui incarne ses sentiments et ses aspirations, a mis en oeuvre toute son énergie révolutionnaire inépuisable dans la lutte pour la liberté et la construction du socialisme.

Le camarade Enver Hoxha a considéré le peuple albanais dans l'optique marxiste comme une communauté active, créatrice qui s'est frayé le chemin de l'histoire l'épée à la main. Mais le dynamisme et la vitalité de notre peuple ont trouvé leur expression non seulement dans la lutte armée (c'est ce que pensent quelques albanologues étrangers) mais encore dans la lutte sur le plan des idées. Tout au long de son histoire, bien qu'opprimé et exploité, notre peuple a créé des biens matériels et spirituels. Ce n'est pas sans raison que le camarade Enver Hoxha a souligné cet aspect principal de notre histoire nationale. Il a vu dans le peuple albanais une force créatrice même dans le domaine de la culture où son génie a produit des valeurs immortelles à travers lesquelles il a exprimé ses idéaux et ses aspirations, son esprit artistique fin. L'albanais, cette belle langue, caractéristique principale de notre peuple et de notre nation, préservée et enrichie au cours des siècles, a joué un rôle important dans ce sens.

Enver Hoxha a à plusieurs reprises traité des problèmes concrets relatifs à notre histoire, à notre culture et à notre langue; il nous a laissé des études originales sur certains d'entre eux. Dans l'ensemble de ces études, la place principale revient aux études consacrées à l'histoire de notre peuple. L'histoire a particulièrement attiré son attention non seulement en raison de l'ampleur et de la diversité des thèmes qu'elle traite, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, mais aussi parce que, là où elle avait hérité du passé des conceptions et des points de vue erronés propagés avec zèle par les historiens bourgeois et révisionnistes, cette science avait besoin d'une appréciation marxiste-léniniste des faits et des phénomènes pour mettre en lumière la vérité historique et les mérites de notre peuple.

Le camarade Enver Hoxha a fait de l'histoire nationale une puissante arme de connaissance et d'éducation pour les masses et les hommes d'étude qui s'occupent de cette science. Ses analyses, appréciations et synthèses sous-tendent notre historiographie.

Le camarade Enver Hoxha s'est arrêté à quelques problèmes importants relatifs à l'Antiquité, au Moyen-âge, aux temps nouveaux et actuels, dont il a fait des commentaires et des critiques, au sujet desquels il a posé des questions à résoudre et ouvert des perspectives permettant de mener des études ultérieures plus approfondies. Ces problèmes concernant les Illyriens, la formation du peuple albanais, l'époque et la personnalité de Skanderbeg, notre Renaissance nationale, les Insurrections et le mouvement de libération de la paysannerie, ont fait, sous la plume du camarade Enver Hoxha, l'objet d'une analyse marxiste. Les études entreprises par le camarade Enver Hoxha servant de modèle à une analyse dialectique approfondie des faits politiques, économiques, sociaux et idéologiques, aux conclusions scientifiques tirés de cette analyse, sont entre autres celles qui portent sur notre Renaissance nationale, le mouvement paysan des années 1914-1915, les problèmes de l'indépendance et du régime du roi Zog, etc.

Le camarade Enver Hoxha a consacré de nombreux volumes à la Lutte antifasciste de libération nationale et à la construction du socialisme, qui constituent deux périodes dont il a été à la fois le protagoniste et l'illustre historien. Ces volumes renferment de grandes valeurs d'étude et constituent une documentation fondamentale sans laquelle on ne pourrait concevoir l'histoire de ces deux glorieuses périodes. En tant que dirigeant de la Lutte de libération nationale et architecte de la construction du socialisme, le camarade Enver Hoxha nous a légué une oeuvre riche en idées concernant la politique, l'idéologie, l'économie, le Parti, l'Etat et l'armée, le système d'enseignement, la culture, la science etc., qui embrasse différentes étapes du développement du pays et qui nous permet d'avoir une vision d'ensemble de ce processus original et de tous ses traits distinctifs. Dans son oeuvre, il a mis en lumière la nouvelle expérience révolutionnaire du Parti et de notre peuple qui constitue une contribution de grande valeur théorique et pratique au trésor du marxisme-léninisme.

Enver Hoxha a consacré des pages entières aux problèmes relatifs à l'histoire de la culture et à la culture nouvelle, socialiste. Il a hautement apprécié, comme jamais personne auparavant, les immenses valeurs irremplaçables de notre culture populaire, il a fait que cette culture, en tant que partie constitutive de la culture nouvelle, socialiste occupe la place qui lui revient, il l'a étudiée du point de vue historique, en en a tiré la conclusion qu'elle est le témoignage vivant de la vie spirituelle du peuple, l'expression de son identité nationale et le facteur de la défense de cette identité au cours des siècles.

Enver Hoxha n'a pas manqué de traiter aussi une autre question fondamentale de notre vie culturelle, celle de la langue littéraire nationale et de son unification. S'opposant aux vieilles conceptions localistes et réactionnaires sur la question de la langue, et se fondant non seulement sur la science mais encore sur la vaste pensée sociale, il a défendu la ligne de l'unification de la langue littéraire pour toute la nation.

Considérant le trésor populaire comme la source principale de la purification et de l'enrichissement de la langue littéraire, comme une oeuvre importante qui doit inspirer les jeunes générations dans leur travail d'élaboration et d'assimilation complète de la langue albanaise, le camarade Enver Hoxha a souligné la nécessité de la purification et de l'enrichissement de cette langue.

A la suite des directives données par le camarade Enver Hoxha, on a vu définir et appliquer chez nous une politique propre à la langue de la nouvelle société albanaise et dont l'application a conduit à la grande victoire historique de l'unification de la langue littéraire de la nation albanaise.

Brillant savant révolutionnaire, le camarade Enver Hoxha a éclairé la voie à la science albanaise en général et aux sciences sociales en particulier. Il a inspiré le développement des sciences sociales en Albanie non seulement par son importante oeuvre théorique, mais encore par les recommandations et les orientations qu'il a si souvent données.

Dans une série d'importants discours qu'il a prononcés, le camarade Enver Hoxha a défini le programme de l'organisation et du progrès du travail de recherche scientifique dans le domaine des sciences sociales et a défini les voies à suivre et les moyens à utiliser pour aboutir à sa mise en oeuvre. C'est grâce à son initiative et à ses conseils qu'on a organisé, pour la première fois dans l'histoire de notre culture et dans son acception propre, le travail de recherche scientifique dans le domaine des sciences sociales, qu'on a ouvert, dans des écoles supérieures et dans des instituts, des chaires de diverses spécialités et qu'on a effectué un véritable travail de création. C'est sur cette base qu'on a préparé des milliers d'enseignants et de propagandistes, formé un grand nombre d'hommes d'étude d'une haute qualification dans divers domaines des sciences sociales, écrit et publié des monographies sur des aspects particuliers de l'expérience de notre Parti et de notre peuple au cours de la transformation socialiste de la société, etc.

S'en tenant à la pensée et à la recommandation d'Engels et de Lénine sur la grande importance que revêt la philosophie matérialiste dialectique pour ce qui est du développement correct et rapide de toutes les autres sciences, le camarade Enver Hoxha a voulu que les scientifiques et les hommes d'étude de notre pays fondent leurs recherches sur la théorie et la méthodologie matérialiste dialectique et, en même temps, apportent de nouveaux arguments en faveur des lois et des principes du matérialisme dialectique. Le camarade Enver Hoxha a

souligné que «nos scientifiques du socialisme doivent s'instruire avec patience et être d'ardents partisans de la philosophie marxiste, c'est-à-dire des matérialistes dialecticiens».

Les idées fournies par le camarade Enver Hoxha, les problèmes et les tâches qu'il a posés devant nos sciences sociales ont ouvert à nos scientifiques des perspectives de développement claires afin qu'ils soient à la hauteur de la situation et puissent servir au mieux la construction du socialisme. Le camarade Enver Hoxha a attaché une importance particulière à l'évolution de ces sciences, dans diverses réunions il a porté des jugements positifs sur les succès obtenus dans ces domaines, encourageant ainsi considérablement nos hommes d'étude, mais il a aussi formulé des critiques à leur égard, donné des recommandations, qui les ont aidés dans leur travail.

Recommandant l'application rigoureuse, dans nos études, de la méthodologie marxiste-léniniste, le camarade Enver Hoxha exigeait la poursuite de la lutte contre la partialité dans l'appréciation et l'interprétation des phénomènes sociaux pour qu'on puisse les étudier dans leur complexité d'une façon dialectique, que tout soit considéré dans une optique de classe, d'un oeil critique, dans l'acception scientifique du mot, qu'on combatte toute attitude faite de dogmatisme et de schématisme, en accordant la priorité à l'essentiel sans pour autant négliger les choses de second ordre, en soumettant les faits à une analyse rigoureuse, etc. Le camarade Enver Hoxha conseillait de lutter contre tout esprit de chauvinisme et d'objectivisme dans nos études et, en même temps, de lutter contre toutes les déformations idéalistes et métaphysiques de la science bourgeoise et révisionniste ainsi que contre ses points de vue anti-albanais, tout en s'en tenant rigoureusement à la vérité objective. Le camarade Enver Hoxha a dit: «Nous devons être toujours d'attaque, tout comme nous le sommes dans le domaine de 'l'idéologie, de la pensée théorique marxiste-léniniste. Fondées sur une conception du monde révolutionnaire marxiste-léniniste et sur le niveau scientifique élevé qu'elles ont atteint, nos sciences sont en mesure d'intensifier encore leurs efforts en vue de démasquer les points de vue et les conceptions antiscientifiques des hommes d'étude bourgeois et révisionnistes et de mettre en lumière la vérité historique et les succès obtenus par l'Albanie socialiste.[1]

Le camarade Enver Hoxha a attaché une grande importance à la connaissance de la réalité albanaise fondée sur une étude approfondie des matériaux disponibles. Il a souligné que «les facteurs intérieurs et idéologiques» ont été et demeurent les principaux facteurs contribuant à l'étude des problèmes relatifs à l'Albanie. Suivant cette orientation, nos hommes d'étude dans le domaine des sciences sociales ont fait des recherches sur chaque pouce de territoire de notre pays, ils ont rassemblé une foule de documents historiques, linguistiques et culturels qui constituent une richesse inestimable pour les générations d'aujourd'hui et celles à venir, et qui sous-tendent leurs études dont la valeur principale réside dans le fait qu'elles se fondent sur la tradition et la réalité albanaises.

Le camarade Enver Hoxha a donné une autre orientation importante concernant les sciences sociales qui, en même temps que l'étude des problèmes historiques du passé, doivent se livrer davantage et prioritairement à l'étude des problèmes d'actualité. Il a indiqué que «l'analyse doit porter davantage sur les problèmes du développement actuel». Il y a bien des années que cette recommandation du camarade Enver Hoxha a été traduite dans les faits par nos scientifiques. Notre nouvelle historiographie et les sciences étudiant la société, la culture et la langue albanaise, traitent de front des sujets d'actualité en apportant dans ce domaine une précieuse contribution.

Le camarade Enver Hoxha considère le débat scientifique et l'échange d'idées, comme une des voies qui conduisent la science vers le progrès. Il a jugé que la science ne craint pas la polémique, au contraire cette dernière stimule une pensée scientifique qui évolue toujours. Cette orientation a permis de faire du débat scientifique une méthode de travail dans le domaine de nos sciences sociales. L'esprit de collectivisme est un trait distinctif de notre science socialiste qui a beaucoup influencé l'élévation du niveau idéologique et scientifique des études et des recherches effectuées.

Le camarade Enver Hoxha n'a pas manqué de traiter la question des objectifs visés par nos études. Il recommandait de ne pas écrire seulement pour un petit nombre de savants, mais pour les larges masses, ce qui exige que nos scientifiques recherchent des formes de représentation simples et convenables parce que, grâce à celles-ci, a-t-il indiqué, «on peut avancer de grandes idées». Il en a donné lui même l'exemple dans ses écrits qui se distinguent par la profondeur des idées exprimées et la beauté d'un style très communicatif.

Les pensées et les recommandations du camarade Enver Hoxha sont d'une grande valeur aussi pour les sciences qui étudient l'histoire, la culture et la langue de notre peuple. Elles portent donc également sur l'histoire. Enver Hoxha considérait la connaissance du passé d'un peuple comme une condition nécessaire pour porter un jugement sur le présent et sur l'avenir. Tout en analysant la thèse marxiste bien connue du rôle décisif que jouent les masses dans l'histoire, il demandait que l'on écrive d'abord la biographie du peuple avant d'en écrire celle de l'individu. Le camarade Enver Hoxha mettait particulièrement l'accent sur le problème de la paysannerie d'autant plus que la question des destinées de la patrie a été étroitement liée à la paysannerie.

Attirant l'attention des historiens sur les principaux problèmes de l'histoire de notre pays, le camarade Enver Hoxha a toujours enrichi l'éventail de nos études historiques. Il considérait l'histoire de notre peuple comme un tout indivisible qui doit être étudié non seulement par nos historiens, mais encore par d'autres spécialistes s'occupant des sciences sociales. Il disait que l'histoire constitue une chaîne ininterrompue depuis les temps anciens jusqu'à nos jours et toutes les époques sont liées étroitement les unes aux autres.

Le camarade Enver Hoxha a attaché une importance particulière au problème concernant la place que doit occuper notre culture populaire dans le cadre du développement général de la science albanaise, ses idées ont joué un rôle décisif dans la juste définition de l'objectif du folklore et de l'ethnographie albanaise, cet objectif étant considéré dans toute son ampleur, dans toutes ses parties constitutives, dans ses rapports avec le passé et le présent, à l'intérieur des frontières de la RPS d'Albanie ainsi qu'en Kosove et dans d'autres régions albanaises de Yougoslavie, comme partout dans le monde où vivent des Albanais.

Le camarade Enver Hoxha a soulevé d'importants problèmes qui nécessitent des études approfondies portant sur l'originalité de la culture, qui constitue une de ses plus grandes valeurs, ainsi que sur le problème du rapport établi entre le caractère unique de la culture populaire et ses traits locaux et régionaux, ce rapport ayant subi des modifications au cours des âges.

Recommandant à nos chercheurs de découvrir et de garder intacts, les traits caractéristiques de notre culture populaire le camarade Enver Hoxha met en même temps en évidence aussi bien l'évolution intérieure, progressive et naturelle du folklore qu'il qualifie de loi objective de son développement, que la nécessité de nouvelles créations respectueuses des traits de la tradition.

Les recommandations du camarade Enver Hoxha à l'adresse de notre linguistique, qui doit, grâce à ses études, contribuer à résoudre le grand problème de la norme de la langue littéraire albanaise et concentrer ses efforts sur la nouvelle orthographe, la rédaction de la nouvelle grammaire scientifique et du dictionnaire explicatif et normatif de l'albanais contemporain, revêtent une grande importance théorique et pratique pour tout le travail mené dans le domaine de la linguistique albanaise.

Les oeuvres théoriques, scientifiques, idéologiques et politiques du camarade Enver Hoxha, ses enseignements aussi ont toujours été à la base de nos sciences sociales. Leur application cohérente est une condition fondamentale de leur développement et enrichissement continus, de l'élévation de leur niveau idéologique et scientifique, de la préservation de la pureté de leur esprit de parti et de leur caractère militant et combatif, pour qu'elles servent entièrement la grande cause de la construction du socialisme et du communisme dans notre pays.

L'édification complète de la société socialiste, l'enrichissement de la culture socialiste de notre peuple, l'âpre lutte idéologique menée à l'échelle mondiale, fixent de nouvelles tâches à nos hommes d'étude des sciences sociales. Elles sont posées non seulement sur le plan théorique général, mais aussi dans le sens des conclusions tirées de l'expérience acquise par notre peuple dans la voie qu'il a suivie pour instaurer la dictature du prolétariat, pour mettre sur pied et développer une économie et une culture socialistes, ainsi que de ses efforts à fournir en vue de la construction de la société socialiste dans notre pays.

Notes :

1. Enver Hoxha, *De la science,* éd alb., t. 2, p. 525, Tirana, 1985.

Raqi Madhi (Docteur es sciences), Shyqyri Ballvora (Docteur es sciences près l'Institut des Etudes marxistes-léninistes) — Enver Hoxha, créateur de la science de l'Histoire du Parti du Travail d'Albanie

Enver Hoxha est le fondateur du Parti communiste d'Albanie, (aujourd'hui le Parti du Travail d'Albanie). Sous sa direction, le PCA s'est affirmé dans l'arène de l'histoire comme l'unique force politique, organisationnelle et dirigeante de la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais pour la libération nationale et sociale, il est devenu un digne membre du mouvement communiste mondial, admis non seulement de facto mais aussi de jure dans les rangs de l'Internationale communiste (Komintern) après une année d'existence.

Depuis sa fondation et par la suite, le PCA s'est appuyé sur les traditions combattantes séculaires du peuple albanais pour la liberté et l'indépendance, sur les traditions de lutte de classe des larges masses travailleuses contre l'oppression et l'exploitation. Il a tenu compte aussi de l'expérience révolutionnaire du mouvement ouvrier et communiste international et des mouvements de libération nationale des peuples exploités et opprimés par le capitalisme et l'impérialisme.

Grâce à sa juste ligne politique marxiste-léniniste et à sa lutte héroïque menée pour la mettre en oeuvre, notre Parti dirigé par le camarade Enver Hoxha, a érigé notre pays socialiste en un exemple qui inspire et encourage le prolétariat et les peuples opprimés du monde.

«La lutte de notre Parti, a souligné le camarade Ramiz Alia dans son discours de clôture prononcé à la Conférence scientifique sur la Pensée théorique marxiste-léniniste du PTA et du camarade Enver Hoxha, est très vaste, profonde et elle s'étend à tous les domaines. C'est une lutte de plus de quatre décennies d'un véritable parti communiste qui a fait la révolution dans son pays et a conduit avec succès l'édification du socialisme, qui a livré une lutte héroïque pour la défense du marxisme-léninisme et la dénonciation du révisionnisme moderne».

Dans le cadre de l'époque où nous vivions, de cette époque ouverte par la Révolution d'Octobre en tant qu'époque du renversement du capitalisme et de l'édification du socialisme, le triomphe de la révolution et l'édification du socialisme en Albanie constituent une nouvelle expérience dans le développement historique et mondial. «L'exemple de l'Albanie, a souligné le camarade Enver Hoxha au VIII^{e} Congrès du PTA, est une expérience nouvelle dans l'histoire de la dictature du prolétariat et il constitue une précieuse contribution à la théorie et à la pratique du socialisme et du marxisme-léninisme».[1]

Le vigoureux développement de l'humanité dans notre siècle, les grandes transformations économiques et sociales, les révolutions et les luttes de libération nationale qui ont eu lieu à l'échelle mondiale et dans certains pays et certaines zones en particulier, ont assigné de grandes tâches très complexes et de grande importance aux sciences sociales marxistes-léninistes. L'Histoire du Parti du Travail d'Albanie en tant que discipline scientifique dans le système des sciences marxistes-léninistes apporte elle aussi sa contribution à la solution de ces problèmes.

L'Histoire du PTA s'est acquis droit de cité en tant que discipline scientifique à part dans le système de la science marxiste-léniniste du fait que la grande expérience historique accumulée par notre Parti constitue une application, une concrétisation et un enrichissement du marxisme-léninisme.

L'étude de l'Histoire du PTA comme discipline scientifique à part engendre de nombreux problèmes de caractère scientifique, théorique et méthodologique qui en rendent l'étude très complexe. Ces problèmes ont trouvé leur solution dans l'oeuvre théorique du camarade Enver Hoxha.

Tout le chemin historique parcouru par le PTA depuis sa fondation jusqu'à nos jours et qui trouve une parfaite illustration théorique dans les nombreux écrits et études du camarade Enver Hoxha, a fait de lui non seulement le fondateur, l'organisateur et le dirigeant du Parti mais aussi le créateur de la science de l'Histoire du PTA. Il en a défini l'objet, les principes méthodologiques fondamentaux de son étude, il a fourni de brillants exemples à suivre dans l'étude théorique, scientifique et historique des problèmes fondamentaux qui constituent l'axe de l'Histoire du PTA.

Dans l'oeuvre théorique, scientifique et historique du camarade Enver Hoxha, l'Histoire du PTA s'est consolidée en tant que domaine spécifique d'étude, renfermant de grandes valeurs théoriques et pratiques qui servent à mieux connaître la réalité historique albanaise de nos jours et à définir les tendances de son évolution future.

«L'Histoire du Parti, a souligné le camarade Enver Hoxha, doit être fondée sur l'étude approfondie de la pensée théorique et de l'action pratique de notre Parti, sur la science marxiste-léniniste; elle doit être le reflet réel et condensé de la lutte de notre Parti dans tous ses aspects, et ils sont nombreux».[2] L'Histoire du PTA, en tant que discipline théorique marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie, a donc pour objet sa pensée théorique marxiste-léniniste, l'élaboration, sur cette base, de la ligne politique et de la lutte à mener pour la traduire dans les faits, notre réalité historique concrète, créée et affirmée publiquement, les traits et les caractéristiques du nouveau système économico-social socialiste établi en Albanie, en l'analysant à chacune de ses étapes, depuis la révolution jusqu'à nos jours.

Dans tous les pays du monde, chaque parti de la classe ouvrière qui dirige la lutte de libération nationale, la révolution nationale-démocratique dans le but clair et sans équivoque de passer à la révolution socialiste et à plus forte raison lorsqu'elle dirige la révolution et l'édification socialiste, accomplit en même temps son devoir internationaliste qui loin d'être dissocié du devoir national lui est étroitement et organiquement lié.

Les grandes tâches historiques menées à bien par notre Parti au cours du processus de la révolution et de l'édification socialiste, comme le souligne le camarade Enver Hoxha, n'étaient pas simplement nationales, elles revêtaient aussi une grande importance internationale. Notre Parti, depuis sa fondation s'est toujours considéré comme partie intégrante et indivisible du mouvement ouvrier et communiste marxiste-léniniste international, et il a considéré la révolution en Albanie comme «un élément constitutif d'un unique processus révolutionnaire, de la révolution prolétarienne mondiale».[3]

Notre Parti au cours des étapes du développement de la révolution et de l'édification socialiste a édifié sa ligne politique de façon à considérer l'accomplissement de sa tâche historique nationale comme s'inscrivant dans celui de la tâche internationaliste de la révolution prolétarienne qui se posait au mouvement ouvrier et communiste mondial. Aussi, nous enseigne le camarade Enver Hoxha, son histoire ne peut-elle être dissociée et considérée en dehors du mouvement ouvrier et communiste marxiste-léniniste international dont elle a été et sera une composante.

En procédant à une analyse approfondie de l'histoire de son action révolutionnaire, chaque parti de la classe ouvrière qui s'appuie puissamment sur le marxisme-léninisme et sur les exigences du développement objectif, souligne le camarade Enver Hoxha, peut tirer des conclusions scientifiques qui, non seulement sont utiles à son peuple et à son pays, mais qui constituent aussi une expérience positive féconde pour les autres partis de la classe ouvrière et le mouvement communiste mondial dans son ensemble.

La généralisation de l'expérience du PTA, synthétisée dans l'oeuvre théorique du camarade Enver Hoxha et toute l'Histoire du PTA, reflétée et analysée dans ses études et écrits prestigieux en tant que nouvelle expérience historique dans le cadre du développement de la révolution mondiale, revêt objectivement et historiquement une valeur mondiale parce que, dans les conditions de l'impérialisme, les révolutions de chaque pays et les luttes de libération nationale dirigées contre l'impérialisme sont partie intégrante et indivisible de la révolution mondiale. Grâce à leur lutte et à leur expérience concrète historique acquise au cours de la révolution et de l'édification du socialisme dans un pays donné et à un moment donné, la classe ouvrière et les masses travailleuses d'un pays apportent leur contribution à l'accomplissement de la tâche internationaliste unique, le renversement du capitalisme à l'échelle mondiale et le triomphe du socialisme.

L'étude sur le plan intérieur et extérieur de la stratégie politique de notre Parti qui s'est toujours fondée sur les idéaux du socialisme et du communisme constitue un problème fondamental de son Histoire. Dans son discours prononcé au 7^{e} plénum du Comité central du Parti, en 1983, le camarade Enver Hoxha a souligné: «Nous aussi nous avons notre stratégie et notre tactique. A tout moment et en toute circonstance notre stratégie demeure immuable; sur le plan intérieur, la construction intégrale du socialisme, la défense de la patrie et des victoires de notre révolution; sur le plan extérieur, le renversement du pouvoir capitaliste et impérialiste, le triomphe de la révolution socialiste et du communisme. Et cela nous ne le cachons à personne, mais nous luttons ouvertement et résolument, pour le réaliser, en démasquant sans répit les révisionnistes modernes de tout acabit, qui sont en fait une officine de l'impérialisme et son soutien idéologique.[4]

Un autre problème essentiel que l'Histoire du PTA a pour objet d'étude, est, comme le souligne le camarade Enver Hoxha, la combinaison judicieuse des principes de base et des lois générales de la révolution et de l'édification socialiste dans les conditions socio-politiques et historiques concrètes, à l'échelle nationale et internationale. «Assurément le socialisme, comme l'a dit Lénine, souligne le camarade Enver Hoxha prendra dans les divers pays des aspects différents et y aura des particularités découlant de leurs conditions mêmes socio-économiques, de la voie dans laquelle s'y développe la révolution, de leurs traditions, des circonstances internationales, etc. Mais les principes fondamentaux et les lois générales du socialisme restent inébranlables et ils sont inéluctables pour tous les pays».[5]

Le camarade Enver Hoxha a attaché une importance particulière à l'étude des problèmes méthodologiques fondamentaux de l'Histoire du PTA, comme une science particulière.

L'étude de la réalité historique de l'Albanie et de la pensée théorique marxiste-léniniste de notre Parti qui reflète cette réalité ainsi que l'évolution mondiale, nous enseigne le camarade Enver Hoxha, ont fait que l'Histoire de notre Parti doit nécessairement être étudiée en étroite liaison avec d'autres sciences et disciplines scientifiques. Sans les connaître et sans s'appuyer sur elles, on ne peut mener à bien une étude complexe et totale de l'Histoire du PTA, on ne peut mettre en évidence les particularités nationales de l'application créatrice du marxisme-léninisme dans notre pays par le PTA, pas plus que ses liens internationaux, sa place dans le processus révolutionnaire mondial, et dans le mouvement ouvrier et communiste international.

«Aucune science, indique le camarade Enver Hoxha, ne pourra être enseignée, appliquée et développée sans rattacher ses problèmes et ses méthodes à ceux des autres sciences.»[6]

L'étude de l'Histoire du PTA, doit, avant tout, être menée en liaison étroite avec les composantes du marxisme-léninisme: la philosophie matérialiste dialectique, l'économie politique marxiste-léniniste et le socialisme scientifique ainsi qu'avec d'autres disciplines scientifiques comme l'Histoire de l'Albanie, l'Histoire du mouvement ouvrier et communiste international, etc. Le camarade Enver Hoxha a affirmé le principe fondamental, scientifique selon lequel l'étude de l'histoire de chaque parti révolutionnaire de la classe ouvrière doit être fondée sur le matérialisme dialectique et historique. Ce principe est valable aussi pour l'étude de l'Histoire du PTA. Le camarade Enver Hoxha l'a appliqué d'une manière brillante dans des analyses complètes et générales des problèmes fondamentaux, des étapes les plus importantes de la vie du Parti et de notre pays, et en général de l'Histoire du PTA depuis sa fondation jusqu' à nos jours. «Le marxisme-léninisme, a-t-il souligné, exige que tout soit expliqué et interprété à partir du matérialisme dialectique et historique, c'est pourquoi la lutte révolutionnaire de chaque parti marxiste-léniniste, ses victoires et ses défaites, la ligne qu'il suit et ses prises de position doivent s'inscrire rigoureusement dans le cadre de cette théorie. Il ne doit pas y avoir d'interprétation des événements, des circonstances et des luttes menées en dehors de cette optique.»[7]

Le camarade Enver Hoxha a également indiqué qu'une présentation adéquate de la lutte de notre Parti pour la construction du socialisme, ce qui constitue un aspect important de son histoire, exige une profonde connaissance de l'économie politique marxiste-léniniste. «... Dans notre travail de construction nous, les hommes qui vivons et combattons dans une société socialiste, nous devons comprendre à fond l'économie politique du socialisme.»[8]

Les principes méthodologiques marxistes-léninistes, la dialectique matérialiste doivent être appliqués à l'étude de l'Histoire du PTA, a souligné le camarade Enver Hoxha, de manière que l'expérience historique accumulée par le PTA et notre réalité historique ne demeurent pas une simple illustration, un simple exemple destiné à confirmer la justesse des principes du marxisme-léninisme. A travers l'étude des faits historiques, de la dynamique du développement historique de l'Albanie, du développement de la révolution et de la construction socialiste, il faut mettre en lumière les particularités nationales et internationales de la période au cours de laquelle le PTA n'a cessé d'exercer son activité politique en tant que force dirigeante de la société albanaise, voir dans quelles directions notre Parti a apporté sa contribution à l'échelle nationale et internationale pour concrétiser, enrichir et développer la science marxiste-léniniste.

Le camarade Enver Hoxha a souligné que pour étudier notre histoire nationale «il faut en premier lieu étudier attentivement et avec application l'héritage des classiques du marxisme-léninisme, l'expérience de notre Parti, et les méthodes qu'ils ont utilisées dans leurs études majeures.»[9]

Nos scientifiques, recommande-t-il, doivent approfondir sans cesse leur connaissance et leur assimilation de la méthodologie marxiste-léniniste et des méthodes appliquées par les classiques du marxisme-léninisme et notre Parti.

De la conception matérialiste de l'histoire résulte un des principes méthodologiques fondamentaux entièrement reflétés dans les études et l'oeuvre théorique du camarade Enver Hoxha, selon lequel aucune étude sociale n'est possible en dehors du cadre d'un ordre social donné, et que l'application du matérialisme à l'histoire, loin de prétendre expliquer à priori tous les phénomènes sociaux, son contenu ne le lui permettant pas, se limite à indiquer «la seule méthode scientifique» susceptible d'expliquer l'histoire.

Le camarade Enver Hoxha a souligné que nos spécialistes des sciences sociales, et particulièrement ceux qui s'occupent de l'étude de l'Histoire du PTA, ne peuvent «...interpréter les faits et les documents comme il se doit, ni en tirer des conclusions justes, sans connaître à fond les lois générales du développement de la société, les divers ordres sociaux, le développement économique du pays pour une période donnée, l'imbrication des intérêts des différentes classes...»[10]

En tant qu'activité concrète, l'étude de l'Histoire du PTA exige des analyses exhaustives des événements, des circonstances, des faits, de leur développement concret d'une phase à l'autre. Le camarade Enver Hoxha a écrit: «L'étude très attentive du développement des phénomènes sociaux et des rapports humains dans la production, du développement et de l'application des idées nouvelles inspirées par notre Parti, la situation des classes dans notre société aux diverses étapes et les transformations qu'elles subissent au cours de ce processus sont d'une extrême importance pour le Parti. Ces phénomènes, démontrent en effet la justesse des principes, ils enrichissent la théorie avec la pratique du socialisme, ils permettent de généraliser des expériences et d'en faire profiter les masses. Ainsi se créeront de nouvelles possibilités, de nouvelles situations, de nouvelles valeurs, qui engendreront un nouveau développement et un progrès ininterrompus.»[11]

A la différence de la société capitaliste, la société socialiste s'édifie suivant un plan et de manière consciente. Ce qui ne veut aucunement dire, a toujours souligné le camarade Enver Hoxha, que la société socialiste soit un

produit purement subjectif, un reflet du facteur subjectif. La société socialiste est, du point de vue du rapport entre l'être social et la conscience sociale, un processus tout aussi objectif que n'importe quel autre ordre économique et social.

L'édification du socialisme est un processus qui se réalise grâce à l'activité consciente des masses dirigées par le Parti, D'où la nécessité impérieuse de connaître les lois du développement socialiste pour faire en sorte que l'activité subjective des hommes, loin d'aller à l'encontre des lois objectives, soit en harmonie avec elles afin d'éviter tout obstacle et de permettre au socialisme d'avancer dans la voie d'un développement harmonieux et objectif.

Le camarade Enver Hoxha a rejeté le principe du subjectivisme idéaliste et affirmé dans la science historique albanaise, en premier lieu dans l'Histoire du PTA, le principe marxiste-léniniste du caractère historique de tout phénomène. «Nous nous en tenons fort au principe selon lequel l'histoire ne s'écrit pas comme le souhaiterait tel ou tel individu, mais sur la base de documents, de faits, d'événements, etc.»[12]

D'autre part, le camarade Enver Hoxha a toujours souligné que l'étude des phénomènes sociaux dans l'histoire ne peut jamais atteindre le niveau scientifique requis et offrir une connaissance adéquate de la réalité sociale et historique si l'on se contente d'une analyse superficielle des faits et des événements. Après avoir examiné les faits, la science doit d'abord et surtout réussir à connaître à fond les phénomènes sociaux, à découvrir leurs lois objectives, car il n'est pas rare que la forme extérieure des processus et des phénomènes sociaux présente d'une manière fausse l'essence que ceux-ci recèlent, parfois ce qui apparaît comme nouveau, normal et progressiste, n'est dans le fond que son contraire.

«Il se peut aussi, a indiqué le camarade Enver Hoxha, que même dans le socialisme les manifestations extérieures ne reflètent pas l'essence réelle des phénomènes, car dans sa lutte pour l'existence, l'ancien emprunte souvent les apparences du nouveau. Mais, forts de la théorie scientifique marxiste-léniniste, nous devons savoir dépasser ce qui est superficiel, les apparences des phénomènes, pour ne considérer que leur essence et découvrir les causes profondes qui constituent le fondement des choses, les lois sociales qui en déterminent le développement.»[13]

En tant que méthode d'étude qui trouve une brillante application dans les travaux du camarade Enver Hoxha, l'analyse historique des processus sociaux, qui s'appuie sur la théorie marxiste-léniniste, est un moyen très important pour apprécier à sa juste valeur l'expérience accumulée et en faire la synthèse, car le présent est lié au passé et ne peut être compris sans lui. Ceci a aidé notre Parti à mettre au point une ligne politique juste, qui réponde aux exigences du développement historique de notre pays au stade actuel, et à définir clairement les tâches qui lui incombent aujourd'hui en les considérant en étroite liaison avec les perspectives de développement de notre pays.

Le principe de l'historisme et l'appréhension objective matérialiste de la réalité historique se combine dans l'oeuvre théorique du camarade Enver Hoxha avec le principe majeur et fondamental qu'est celui de l'esprit de parti en science. Ce problème, nous apprend le camarade Enver Hoxha, est avant tout lié à la conception du monde du chercheur, à sa position de classe, à son appartenance à une classe qu'il représente et dont il défend les intérêts. Une prise de position matérialiste marxiste-léniniste est la condition sine qua non de la présentation objective de l'Histoire du PTA.

Les analyses de classe profondes et détaillées que le camarade Enver Hoxha a faites dans de nombreuses études des problèmes fondamentaux, des étapes et des périodes principales de l'Histoire du PTA, font de son oeuvre un brillant exemple de présentation, de description et d'interprétation de l'Histoire du PTA à partir des positions de la classe la plus progressiste et la plus révolutionnaire de notre société, la classe ouvrière, qui poursuit les idéaux les plus élevés de l'époque, les idéaux de la révolution et de l'édification socialiste.

Le camarade Enver Hoxha a analysé les processus du développement de la révolution et de la construction de socialisme dans l'optique de la lutte de classes qui a été la principale force motrice de notre société à toutes les étapes de l'Histoire du PTA, observant toujours une nette attitude de défenseur résolu de la classe ouvrière. Si le camarade Enver Hoxha a considéré l'objectivité scientifique et l'esprit de parti prolétarien dans l'étude de l'Histoire du PTA comme étroitement liés entre eux, c'est aussi parce que les intérêts fondamentaux de notre classe ouvrière sont toujours étroitement liés aux tendances objectives du développement historique de l'Albanie. Voilà pour quelle raison le camarade Enver Hoxha a tenu la découverte des tendances objectives pour une manifestation et une expression de l'esprit de parti prolétarien.

Dans son oeuvre théorique et historique le camarade Enver Hoxha a traité à fond les problèmes fondamentaux des étapes les plus importantes de l'Histoire du PTA de la période de la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais et de la révolution populaire. Ces études se signalent avant tout par le caractère objectif et scientifique marxiste-léniniste de la présentation et de l'interprétation de la Lutte de libération nationale et de la révolution populaire dans leur ensemble. On y remarque en particulier une analyse du programme et de la ligne

politique générale du Parti, des objectifs de sa stratégie politique et militaire, une élaboration de sa tactique pendant la guerre, le reflet fidèle de ses efforts titanesques pour unir le peuple albanais au sein du Front de libération nationale, pour organiser l'insurrection populaire générale, créer l'Armée régulière de libération nationale, instaurer le pouvoir du peuple aux quatre coins du pays, avec ses organes à la base comme au sommet de l'Etat.

La généralisation de l'expérience de la Lutte de libération nationale, les analyses historiques concrètes et les profondes synthèses théoriques de cette glorieuse période de l'histoire de notre peuple, présentées dans tous les écrits du camarade Enver Hoxha sont un modèle de l'application créatrice de la méthodologie marxiste-léniniste à l'étude de l'Histoire du PTA de la période de la Lutte de libération nationale et de la révolution populaire.

Dans ces études, on trouve analysés les problèmes cardinaux de la période de la Lutte de libération nationale qui ont été traités théoriquement et résolus dans la pratique. Le camarade Enver Hoxha y définit aussi les facteurs déterminants qui ont conduit à la victoire historique du 29 novembre 1944, à la libération et à l'indépendance du pays tout entier: le principe de l'appui sur ses propres forces, le rôle décisif du facteur intérieur dans la lutte pour la liberté et l'indépendance nationale, le rôle du peuple en tant que créateur de l'histoire, le rôle décisif du PCA, l'organisateur et le guide de la Lutte de libération nationale et de la révolution populaire capable de prendre des initiatives d'une importance historique, la lutte conséquente et de principes du PCA pour ne jamais partager la direction de la Lutte de libération nationale et le pouvoir populaire avec des groupements politiques ou d'autres organisations en dehors du Front de libération nationale.

Dans son oeuvre théorique et historique, le camarade Enver Hoxha met surtout en évidence la grande idée, qui est à la base de la science de l'histoire du PTA, que la fondation du PCA est un événement capital dans l'histoire pluriséculaire du peuple albanais. Avec la fondation du PCA, a indiqué le camarade Enver Hoxha, le peuple albanais s'est engagé dans une nouvelle étape de son développement historique qui est aussi un tournant très important dans le développement de la nation albanaise. Le Parti communiste d'Albanie, issu de la classe ouvrière, se fixa pour tâche de faire prendre conscience à la classe ouvrière de sa mission historique, de rassembler autour d'elle les larges masses populaires et de les lancer toutes dans la lutte révolutionnaire pour la libération du pays, son indépendance nationale et son émancipation sociale. La fondation du PCA prouvait que le peuple albanais allait, sous sa direction, prendre en main les destinées de sa patrie.

Pour la première fois de son histoire pluriséculaire, émaillée de luttes et de combats sanglants, notre peuple vit se mettre à sa tête un parti politique qui devint l'héritier légitime de ses plus brillantes traditions patriotiques, démocratiques et révolutionnaires, le porteur de vrais idéaux de liberté et d'indépendance auxquelles notre peuple avait aspiré au long des siècles. Le Parti de la classe ouvrière albanaise, fondé par les communistes albanais, ayant pour boussole l'idéologie révolutionnaire marxiste-léniniste, guida avec courage, détermination et clairvoyance les larges masses populaires dans la lutte pour la victoire.

L'oeuvre du camarade Enver Hoxha fait ressortir le rôle considérable, la force organisatrice, l'esprit militant du PCA et des communistes albanais, qui ont appliqué avec détermination et esprit de suite les principes fondamentaux contenus dans les principaux documents programmatiques de leur Parti.

Se guidant sur l'idéologie marxiste-léniniste et étant étroitement lié au peuple, le PCA ne versa ni dans l'objectivisme, ni dans le subjectivisme, ni dans l'aventurisme, mais sut préserver la pureté et la clarté des objectifs de la Lutte de libération nationale et des perspectives du développement de la révolution populaire. Il a su s'orienter comme il se devait et à temps dans les situations compliquées qui se créaient, souvent.

Dans son oeuvre théorique et historique le camarade Enver Hoxha traite, arguments à l'appui, des liens de la Lutte de libération nationale avec la lutte pour la démocratisation du pays et l'instauration du pouvoir populaire, du choix de l'insurrection armée comme le moyen le plus indiqué pour atteindre les objectifs stratégiques.

Dans l'oeuvre théorique et historique du camarade Enver Hoxha consacrée aux problèmes fondamentaux de l'histoire du PTA de la période de la Lutte de libération nationale prévaut la grande idée qu'aucune lutte libératrice, aucune révolution quel que soit leur caractère, ne peuvent résoudre les problèmes ni accomplir les tâches historiques posées, sans la participation consciente des larges masses populaires. Le camarade Enver Hoxha souligne avec force le postulat selon lequel «sans le peuple, sans les masses, un parti communiste, qu'il soit jeune ou riche d'une longue expérience, ne peut atteindre aucun de ses objectifs»[14]. La grande idée que le peuple est une force invincible, que «rien ne peut intimider ni anéantir un peuple uni et déterminé à combattre»[15] est une conclusion théorique extrêmement précieuse, aux valeurs historiques et actuelles. C'est à l'esprit et à la plume du camarade Enver Hoxha, créateur de la science de l'Histoire du PTA que l'historiographie albanaise marxiste-léniniste doit ce principe fondamental de l'étude de l'Histoire du PTA.

Le fait que le camarade Enver Hoxha a traité dans ses écrits et études le problème du développement de la révolution populaire, de son contenu et de son caractère, et particulièrement du développement de la révolution et de sa transformation, une fois l'Albanie libérée, d'une révolution antifasciste, anti-impérialiste, antiféodale,

démocratique et populaire en une révolution socialiste, est d'une grande importance. Dans l'oeuvre théorique et historique du camarade Enver Hoxha ce problème est traité avec force arguments à l'appui.

Notre révolution, a remarqué le camarade Enver Hoxha, est un processus ininterrompu qui a connu dans son développement deux étapes très distinctes. A sa première étape, elle a conservé inchangé son caractère de lutte de libération nationale, l'objectif stratégique clairement défini étant la libération du pays des occupants fascistes et l'instauration du pouvoir populaire. A sa seconde étape, elle se transforma en une révolution socialiste au lendemain de la conquête de l'indépendance nationale (novembre 1944) et de l'instauration du pouvoir populaire. Après la Libération, l'Etat albanais de démocratie populaire commença à remplir les fonctions de dictature du prolétariat, la tâche stratégique du Parti étant la mise sur pied des bases du socialisme en Albanie.

Dans ses écrits, études ou souvenirs, le camarade Enver Hoxha analyse dans les moindres détails l'importance historique des événements les plus marquants de l'histoire du PTA comme la Réunion de la fondation du PCA, la Conférence de Peza, la I^{ère} Conférence du Parti à l'échelle nationale, la création de l'Etat-major général de TALNA, la II^{e} Conférence de libération nationale, le Congrès de Permet, la II^{e} Réunion du Conseil antifasciste de Libération nationale et d'autres événements importants organisés et dirigés par le PCA.

Le camarade Enver Hoxha a évoqué dans beaucoup de ses écrits le problème des rapports de la Lutte de libération nationale du peuple albanais et des organes supérieurs du pouvoir de libération nationale et de l'ALNA, créés durant la guerre, avec les autres mouvements antifascistes de libération nationale et les pays membres de la Coalition antifasciste mondiale. Le camarade Enver Hoxha a jeté les fondements de la politique extérieure de la Lutte de libération nationale et de l'Etat albanais de démocratie populaire issu du Congrès de Permet, il a aussi analysé à fond, d'un point de vue théorique et historique, l'attitude de principes et internationaliste du PCA dans le domaine des relations avec les autres mouvements de libération nationale et les pays de la Coalition antifasciste mondiale.

Dans son oeuvre, le camarade Enver Hoxha considère publiquement les principes de la collaboration et de l'entraide dans la lutte contre l'ennemi commun, et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui comme des réalisations fondamentales de notre historiographie dans le domaine de l'Histoire du PTA. L'entière indépendance dans l'élaboration de sa ligne politique et de sa stratégie militaire, dans sa lutte pour les appliquer comme il se devait, a caractérisé l'activité du PCA, l'unique force dirigeante de la Lutte de libération nationale du peuple albanais.

La lutte déterminée, de principes et ininterrompue de notre Parti contre les menées scissionnistes des «alliés» anglo-américains, et de la direction titiste yougoslave et contre leurs ingérences dans les affaires intérieures de notre Lutte de libération nationale analysée en détail dans l'oeuvre du camarade Enver Hoxha est une autre page glorieuse de l'histoire du PTA.

La voie qu'il a suivie dans ses relations avec les grands alliés et les peuples qui luttaient contre le fascisme a doté le PCA d'une riche expérience reflétée et généralisée dans l'oeuvre du camarade Enver Hoxha. Il s'agit de la définition d'une politique extérieure de principes, conséquente, révolutionnaire et internationaliste qui a pour fondements la liberté, l'indépendance et la souveraineté nationale intégrale, l'amitié et la collaboration avec toutes les forces révolutionnaires et les peuples qui se battent pour leur liberté, leur indépendance et leur souveraineté, contre la réaction impérialiste mondiale.

Les écrits et les études du camarade Enver Hoxha sur l'histoire du PTA de la période de la Lutte de libération nationale et de la révolution populaire constituent non seulement le point de départ et la base principale nécessaire à une représentation objective scientifique et à une interprétation théorique marxiste-léniniste juste des événements, mais aussi une source importante de données historiques. Ils offrent la solution des problèmes fondamentaux et clefs de l'histoire du Parti durant la période de la Lutte de libération nationale et sont en même temps les documents les plus importants qui, d'une grande actualité, présentent avec objectivité et authenticité le développement de la révolution populaire, depuis ses débuts jusqu'à son triomphe complet, la source principale où sont reflétés le cours des événements, l'action des organes et des organisations du Parti, des organes du pouvoir de libération nationale à la base comme au sommet, l'activité des unités militaires de partisans depuis leur formation jusqu'à la libération totale du pays.

L'oeuvre du camarade Enver Hoxha consacrée à la période de la Lutte de libération nationale est pour notre historiographie un modèle qui lui apprend à éviter les interprétations objectivistes et subjectivistes bourgeoises, les schémas, les considérations superficielles qui entraînent la déformation de la réalité objective, la falsification de l'histoire de la Lutte de libération nationale, la négation des importantes valeurs théoriques et historiques de la grande expérience de la Lutte de libération nationale et de la révolution populaire.

Avec une acuité de chercheur marxiste-léniniste, le camarade Enver Hoxha décrit toute la voie historique qu'a parcourue le PCA durant la période de la Lutte de libération nationale, il fait des synthèses qui font découvrir au lecteur l'épopée la plus glorieuse de l'histoire pluriséculaire de notre peuple, l'importance historique décisive de

la fondation du PCA, ainsi que son activité politique et organisationnelle pour unir le peuple et le mobiliser dans la lutte afin de le rendre maître de ses destinées.

L'édification du socialisme en Albanie, constitue, en tant que nouvelle étape du développement de la révolution, une brillante victoire remportée par notre Parti et notre peuple. Elle témoigne du caractère profondément scientifique et de la vitalité du marxisme-léninisme et offre en même temps une nouvelle expérience qui vient l'enrichir.

L'histoire du Parti du Travail d'Albanie reflète, sous un angle qui lui est propre la nouvelle expérience de la construction du socialisme en Albanie, ses traits distinctifs, la solution pratique et théorique des problèmes fondamentaux à chacune dé ses étapes, la contribution apportée par le PTA à la théorie marxiste-léniniste de l'édification socialiste. Mais il ne s'agit pas là d'un simple reflet du développement historique de l'époque, mais de la synthèse théorique d'une nouvelle expérience. On ne peut tenir pour résolus les problèmes de l'histoire du Parti sans avoir auparavant analysé la voie originale suivie par notre Parti et discerné ce qu'il a apporté de nouveau dans la construction de la société socialiste. C'est le camarade Enver Hoxha qui a engagé notre science de l'histoire du Parti dans cette voie.

Le camarade Enver Hoxha a été l'architecte de la construction du socialisme en Albanie et en même temps le premier à avoir étudié le contenu et le rôle des grandes transformations économiques et sociales. En donnant des orientations concrètes sur l'organisation et la gestion de l'économie, sur le développement culturel et idéologique de notre société, sur la vie intérieure du Parti, en procédant à des analyses profondes et à une interprétation théorique et pratique de ces problèmes, il a apporté une précieuse contribution à l'étude des problèmes fondamentaux de l'histoire du Parti.

Il n'est pas de problème de l'histoire du Parti de la période de la construction socialiste que le camarade Enver Hoxha n'ait pas pris pour objet d'étude et auquel il n'ait pas apporté une solution totale et définitive.

Ses études de synthèse sur les étapes du développement de notre pays durant la période de l'édification socialiste sont d'une portée particulière pour la science de l'histoire du PTA. Le camarade Enver Hoxha considère toute la période de la construction socialiste qu'a traversée notre pays, comme un processus historique unique au cours duquel s'entrelacent et se résolvent de nombreux et importants problèmes économiques, sociaux, politiques, idéologiques, organisationnels et de défense.

Le camarade Enver Hoxha a qualifié l'étape de la reconstruction du pays de «phase de l'enfance». C'est ainsi qu'il caractérise toute la nouvelle période d'efforts tendant à orienter et à engager notre pays dans une nouvelle voie de développement.

Dans les oeuvres du camarade Enver Hoxha les problèmes cruciaux de la première étape qui a suivi la libération, comme l'orientation de l'Albanie dans la voie du développement socialiste, l'édification du socialisme en brûlant l'étape du capitalisme avancé, l'entrelacement des transformations révolutionnaires de caractère démocratique avec celles de caractère socialiste, et le renforcement du pouvoir de la démocratie populaire en tant que forme de la dictature du prolétariat sont l'objet d'une analyse approfondie et scientifiquement argumentée.

Se fondant sur de riches matériaux et à travers une analyse approfondie le camarade Enver Hoxha démontre que la solution de tous ces problèmes par un Parti jeune, à peine sorti de la guerre et démuni de l'expérience nécessaire pour affronter de tels problèmes importants dans les conditions d'un pays arriéré et ravagé par la guerre constituait une entreprise difficile mais pas irréalisable.

Dans ses oeuvres le camarade Enver Hoxha illustre de façon parfaite la lutte du Parti contre les attitudes opportunistes qui se sont opposées au programme du Parti pour l'orientation du pays dans la voie du socialisme, contre ceux qui, en paroles, étaient pour la transformation de la lutte de libération nationale en révolution populaire mais, en réalité, pour une révolution démocratico-bourgeoise.

Le camarade Enver Hoxha analyse aussi les facteurs qui ont rendu possible la transformation de l'Albanie de pays arriéré semi-féodal en pays socialiste. L'analyse des premières transformations révolutionnaires, de leur contenu, de leurs rythmes et de leur caractère, de leur apport nouveau à la pratique de la construction socialiste est un élément particulier de l'oeuvre du camarade Enver Hoxha.

Le camarade Enver Hoxha confère à l'analyse des phénomènes concrets une vaste dimension qui lui permet non seulement d'appréhender les faits sous tous les aspects, mais aussi de faire des synthèses de valeur universelle, de montrer ce que notre pratique apporte de nouveau à la théorie marxiste-léniniste de la construction socialiste.

C'est dans cet esprit et dans ces dimensions que sont faites aussi l'analyse et la synthèse de l'étape de l'édification de la base économique du socialisme, dont un moment important est le 1er Congrès du PCA qui marqua un tournant dans tous les domaines et où fut rédigé le programme de la construction des bases du socialisme. Aux

congrès successifs, le camarade Enver Hoxha a analysé ce programme, l'a enrichi et concrétisé dans tous les domaines du développement social et économique.

Le camarade Enver Hoxha expose aussi en détail la politique du Parti pour l'industrialisation socialiste du pays, le contenu et les rythmes de ce processus, leurs particularités, leurs objectifs et leur importance, en même temps que la place et le rôle de l'industrie dans le développement de l'économie, de la culture et du bien-être matériel et spirituel des masses travailleuses. Dans l'oeuvre du camarade Enver Hoxha il apparaît clairement que notre Parti n'a pas considère l'industrialisation socialiste du pays simplement comme un problème économique important, comme la condition sine qua non de la construction de la base économique du socialisme, mais comme un problème politique majeur dont la solution a assuré le développement indépendant économique et politique du pays, consolidé la défense et créé une base puissante pour l'application du principe de l'appui sur ses propres forces. C'est seulement sur la base de la pensée théorique du camarade Enver Hoxha que l'on peut entreprendre des études sur la voie du développement socialiste de notre pays, sur les transformations qui font époque et que notre pays a connues dans tous les domaines.

Les analyses et les synthèses du camarade Enver Hoxha concernant la voie suivie par le Parti pour la transformation socialiste des campagnes constituent une importante contribution à l'élaboration et à la rédaction de l'Histoire du Parti. Le camarade Enver Hoxha juge la collectivisation de l'agriculture comme une seconde révolution dans les campagnes et la considère en étroite liaison avec la Réforme agraire, avec son contenu et son caractère. Il a attaché à la réforme agraire une attention particulière et l'a traitée de moment important de la solution de la question agraire. La camarade Enver dans ses études est revenu maintes fois sur ce problème donnant ainsi un tableau complet de notre expérience en ce domaine, de la voie originale que nous avons suivie et de la contribution théorique que notre Parti y a apportée.

Plus particulièrement, le camarade Enver Hoxha a procédé à une analyse et à une appréciation de la collectivisation de l'agriculture ainsi que des voies qui conduisent à la transformation de la propriété de groupe en propriété du peuple tout entier. Les synthèses du camarade Enver Hoxha resteront une source intarissable d'étude, une grande leçon pour tous. L'étude par le camarade Enver Hoxha de l'expérience de la transformation socialiste dans l'agriculture comporte une particularité distinctive. Dans son analyse de la collectivisation, le camarade Enver Hoxha ne s'est pas borné à tirer des conclusions générales sur notre expérience, mais se fondant sur celles-ci, plus loin, il a prévu l'évolution du problème et a projeté les voies et les formes de la transformation socialiste des campagnes et du passage de la propriété de groupe à la propriété du peuple tout entier. Ainsi, le camarade Enver Hoxha a enrichi et développé la pensée léniniste sur la coopération, et mis au point une doctrine complète sur ce sujet.

Parallèlement aux études sur l'industrie et l'agriculture le camarade Enver Hoxha a consacré une grande importance à l'expérience du Parti dans le domaine du développement et du perfectionnement des rapports de production socialiste. Sa pensée sur la construction de la base économique du socialisme en tant que problème fondamental de la théorie marxiste-léniniste de l'édification du socialisme revêt une importance particulière. Elle est soutenue par une analyse approfondie de l'expérience de la construction socialiste. Le camarade Enver Hoxha souligne que la construction de la base économique du socialisme dans notre pays constitue une transformation qualitative dans l'édification de la société socialiste et marque le début d'une nouvelle étape, celle de l'édification totale de la société socialiste.

Le camarade Enver Hoxha considère les problèmes de la construction de la base économique du socialisme en étroite liaison avec d'autres problèmes importants qui relèvent de la superstructure mais qui n'en revêtent pas moins une importance déterminante pour l'avenir de la société socialiste. Il s'arrête en particulier sur les problèmes de l'Etat, des classes et de la lutte des classes.

Son étude attentive de l'expérience historique nationale et internationale a permis au camarade Enver Hoxha d'effectuer d'importantes généralisations théoriques sur les classes et la lutte des classes en régime socialiste, et dont l'importance est incalculable pour l'étude de l'Histoire du Parti ainsi que pour toutes les autres études sociales. Développant plus avant les idées des classiques du marxisme-léninisme, il aboutit à la conclusion très importante que même après la construction de la base économique du socialisme et la disparition des classes antagonistes, la lutte des classes demeure la principale force motrice et se livre dans tous les domaines. Cette conclusion revêt une grande importance théorique pour la défense et la construction de la société socialiste et communiste, et constitue aussi une éminente contribution théorique aux études sociales, en particulier à l'Histoire du Parti.

Le camarade Enver Hoxha a traité largement dans son oeuvre de tous les problèmes qui ont trait à la construction intégrale de la société socialiste. Partant des particularités de la construction de la base économique du socialisme, le camarade Enver Hoxha a expliqué la place et le rôle de la construction de la base matérielle et technique du socialisme dans la construction intégrale de la société socialiste.

Il accorde une place importante à l'étude des liens entre la société socialiste intégrale et les transformations que connaîtront les rapports de production socialistes surtout les formes de propriété. Le camarade Enver Hoxha a lancé une idée nouvelle sur le rapprochement et la fusion des deux formes de propriété en une seule, sur la disparition du lopin personnel des coopérateurs et a défini les voies pour atteindre ces objectifs. Ces idées ouvrent aussi de vastes perspectives à l'étude de l'Histoire du Parti et la portent à un degré plus élevé, faisant d'elle une science.

Le camarade Enver Hoxha a apporté une précieuse contribution à l'étude de la révolution idéologique et culturelle et de la nouvelle expérience acquise dans le processus de révolutionnarisation du Parti et de toute la vie du pays. L'étude de ces problèmes par le camarade Enver Hoxha a permis de les pénétrer dans toute leur ampleur et leur complexité, de définir leur sens pour la construction et la sauvegarde du socialisme, pour le développement ininterrompu de la révolution, le sens qu'ils ont aussi pour empêcher la pénétration du révisionnisme et la restauration du capitalisme, pour rendre le socialisme invincible et la victoire du communisme certaine.

L'Histoire du Parti du Travail d'Albanie est l'histoire d'une longue lutte acharnée et de principes, menée pour la libération du pays, la conquête de l'indépendance économique et politique, la construction et la défense du socialisme, le renforcement du Parti et la cohésion toujours accrue de ses rangs, pour la défense du marxisme-léninisme. Cette lutte a attiré l'attention de nombreux chercheurs du pays et étrangers. Elle a servi de sujet à de nombreux articles, à des livres et à des thèses.

Mais, c'est le camarade Enver Hoxha qui en a fait l'analyse la plus approfondie, l'étude la plus poussée et la synthèse la plus scientifique. Ses écrits sur ce problème occupent des volumes entiers. Il n'est que de mentionner «Les khrouchtchéviens», «Les menées anglo-américaines en Albanie» et «Les titistes». Dans ces études le camarade Enver Hoxha à apporté une solution aux problèmes les plus aigus, il a expliqué les liens de la lutte pour l'indépendance avec la lutte pour le socialisme, les liens de la lutte en dehors du Parti avec la lutte à l'intérieur du Parti, de la lutte pour la solution des problèmes nationaux avec celle pour la défense du marxisme-léninisme à l'échelle mondiale; il a également expliqué les causes de la lutte, la nature de classe et les visées de nos ennemis dans leurs menées, il a mis en relief les mérites du Parti et de notre peuple et en a tiré de précieuses leçons. Ces études sont un modèle parfait dans leur genre par leur niveau, et un brillant exemple pour tous les chercheurs.

Tout le travail d'étude du camarade Enver Hoxha constitue une contribution inestimable à l'étude de l'Histoire du Parti, il en définit l'objet, les directions principales et l'importance. Ce travail a une valeur théorique des plus vastes, il est riche de faits et d'événements, il nous informe amplement sur l'action multilatérale du Parti, éclaire d'un jour nouveau les nombreux phénomènes théoriques de notre révolution, il résout les problèmes fondamentaux de l'Histoire du Parti, effectue des généralisations pratiques et théoriques inestimables, enrichit la méthodologie de l'étude de l'Histoire du Parti. L'oeuvre scientifique du camarade Enver Hoxha fournit un brillant exemple de la manière d'étudier les nouveaux phénomènes sociaux, de découvrir et de synthétiser leur essence.

Notes :

1. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e^ Congrès du PTA,* éd. fr., p. 121.

2. Enver Hoxha, *De la science,* éd. alb., t. 1, p. 253, Tirana, 1985.

3. Enver Hoxha, *L'impérialisme et la révolution,* éd. fr., p. 183.

4. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1982-1983,* éd. alb., pp. 370-371.

5. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e^ Congrès du PTA,* éd. fr, p. 275

6. Enver Hoxha, *De la science,* éd. alb., t. 2, p. 342.

7. Enver Hoxha, *De la science,* éd. alb., t. 1, p. 340

8. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1969-1970,* éd. alb., p. 73.

9. Enver Hoxha, *De la science,* t. 2, éd, alb., p. 533.

10. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 23, éd. alb., pp. 548-549.

11. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1967-1968,* éd. alb., pp. 117-118.

12. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 23, p. 553.

13. Enver Hoxha, *De la science,* éd. alb., t. 1, p. 414.

14. Enver Hoxha, *Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle,* éd. fr. p. 10, Tirana 1984.

15. Enver Hoxha, *œuvres,* 2^e^ éd. alb., t. 1, p. 310, Tirana 1983.

Pr. Alfred Uçi (Directeur de l'Institut de la culture populaire) — La pensée théorique du camarade Enver Hoxha sur le rôle de la révolution idéologique et culturelle dans notre société socialiste

Dans le riche héritage théorique que nous a laissé le camarade Enver Hoxha, une place particulière revient à ses idées sur les problèmes de la révolution idéologique et culturelle. Elles forment tout un système théorique, qui est la synthèse de l'expérience de notre Parti, mais encore de celle de tout le mouvement communiste et ouvrier international relatives à des questions importantes de la théorie et de la pratique du socialisme scientifique, comme les questions de la révolution idéologique et culturelle. Dans ce système règne une pensée révolutionnaire vivante qui défend avec esprit de suite les enseignements des classiques du marxisme-léninisme, il y règne également un esprit créateur, à travers l'enrichissement de ces enseignements par des conclusions nouvelles, qui sont la synthèse d'une expérience sociale historique demi-séculaire. C'est toujours la même caractéristique essentielle de l'ensemble de la pensée théorique du camarade Enver Hoxha, qui s'y fait remarquer, sa préoccupation de traiter des problèmes les plus immédiats, les plus aigus de la pratique révolutionnaire et de ne pas s'occuper de questions abstraites, scolastiques, pour que la pensée théorique éclaire aux masses la voie de la révolution et de la construction du socialisme et leur ouvre des perspectives de lutte sûres.

La société albanaise avec tout l'espace de son histoire est un facteur fondamental qui a déterminé le contenu de la pensée théorique du camarade Enver Hoxha sur la révolution idéologique et culturelle. En pénétrant à fond cette pensée on y trouve des enseignements tirés de la synthèse de tous les moments cruciaux de notre histoire nationale depuis l'antiquité illyrienne jusqu'aux temps nouveaux de notre Rennaissance nationale; on y trouve la lourde situation de la période de l'indépendance, les conséquences tragiques entraînées par les invasions étrangères et qui, se renouvelant pendant la seconde Guerre mondiale, étaient grosses du danger de dénationalisation de notre culture et remettaient en question l'existence même de notre nation, on y trouve les aspirations séculaires de notre peuple à la liberté, à l'indépendance et à la justice sociale, à l'instruction, à la culture, à la science et à l'art.

La pensée théorique du camarade Enver Hoxha sur la révolution idéologique et culturelle ne peut être détachée des préoccupations du peuple tout entier, du dilemme qui rongeait l'esprit et le coeur de chaque Albanais, du poète même qui s'exprimait en ces termes: «Y aura-t-il une épopée où l'on chantera la vie nouvelle? Ou bien les siècles se moqueront encore de nous?» C'est avec la création du PCA et grâce à la pensée théorique du camarade Enver Hoxha et à la clairvoyance de ses vues qu'on a pu mettre fin à ces préoccupations et à ce dilemme et réaliser les aspirations du peuple tout au long de son histoire nationale, et cela d'une manière scientifique non seulement sur le plan théorique, mais aussi dans la pratique.

Un trait particulier de la pensée théorique du camarade Enver Hoxha et de ses idées sur la révolution idéologique et culturelle est que cette pensée, tirant des leçons de l'histoire et de la réalité actuelle, éclairait l'avenir et ouvrait de nouvelles et claires perspectives.

Depuis la fondation du Parti, le camarade Enver Hoxha, son guide, élabora le programme de la Lutte antifasciste de libération nationale de notre peuple, la plate-forme marxiste-léniniste de la révolution populaire, qui comprenait aussi son développement plus poussé, la construction de la société socialiste. Dans le cadre de ce programme, on vit s'inscrire depuis le moment où l'insurrection populaire armée montait comme une vague d'océan, les directions principales de ce mouvement que nous appelons révolution idéologique et culturelle.

La révolution populaire était la première des grandes transformations idéologiques réalisées dans l'esprit des masses travailleuses dirigées par le Parti. Au cours de ce processus, surgirent les premiers éléments d'une culture nouvelle. Bien que fragiles, ces éléments avaient une grande signification, car ils étaient pétris d'une idéologie nouvelle, des idées révolutionnaires du Parti. Sans prendre en considération le bouleversement idéologique qu'entraîna la révolution populaire dans notre pays, il serait impossible de comprendre le développement de la révolution idéologique et culturelle qui eut lieu après la Libération dans le processus de l'édification socialiste, et qui, en tant que continuation et approfondissement rapide de la révolution populaire, s'étendit dans tous les domaines de la vie et prit d'immenses proportions.

Un problème aigu auquel notre peuple se trouva confronté juste au lendemain de la Libération était celui des perspectives, de l'avenir de l'Albanie. Il n'y avait pas de dilemme pour notre Parti, dirigé par les enseignements du camarade Enver Hoxha, mais une seule solution qu'il avait choisie depuis sa fondation, et qui était l'approfondissement de la révolution, la construction du socialisme.

La construction du socialisme était un problème complexe, il fallait premièrement éliminer la misère, les ravages de la guerre, redresser et développer l'économie, conserver l'indépendance de son pays et renforcer sa défense. Dans cette situation, le camarade Enver Hoxha démontra, arguments à l'appui, que l'édification de l'Albanie nouvelle était impossible sans enraciner dans l'esprit des masses une idéologie nouvelle, sans développer une culture nouvelle. «Si notre peuple a besoin de plus de pain, soulignait le camarade Enver en mars 1946, il a également besoin de plus de culture et de plus d'instruction. Cette culture et cette instruction ne doivent pas être

seulement un ornement inutile, mais servir l'intérêt général pour produire davantage et mieux, pour élever le niveau de vie de notre peuple. Nous avons besoin d'une culture qui rende notre peuple capable de travailler mieux et de produire davantage. Cette culture et cette instruction, nous devrons en faire une arme des larges masses travailleuses.»[1]

C'est dans cette perspective que l'Albanie s'engagea sur la voie de l'accomplissement de la révolution idéologique et culturelle, qui devint partie intégrante de tous les processus de l'édification de la société socialiste. Conformément aux particularités propres à chaque étape ou à chaque phase du développement de ces processus, le camarade Enver Hoxha définissait les tâches de la révolution idéologique et culturelle, faisait la synthèse de la mise en oeuvre dans la pratique de ces orientations en enrichissant de conclusions et d'enseignements nouveaux la théorie de la révolution idéologique et culturelle.

Sur le fond de notre histoire nationale et de la marche ininterrompue en avant de la révolution populaire et de l'édification du socialisme, des victoires et des immenses progrès réalisés par la révolution idéologique et culturelle dans notre pays, on voit apparaître clairement la richesse et la grande valeur du système théorique de la révolution idéologique et culturelle qu'a élaboré le camarade Enver Hoxha et qui inspire et dirige notre Parti et notre peuple.

C'est pour ces raisons que le camarade Ramiz Alia a dit entre autres, dans son discours au meeting organisé à l'occasion des funérailles du camarade Enver Hoxha: «Personne n'a senti aussi profondément qu'Enver Hoxha la grande soif de savoir et de culture de notre peuple à travers les siècles, car, issu du simple peuple et éduqué avec les grands sentiments des hommes de notre Renaissance nationale, il avait assimilé à fond les enseignements marxistes sur l'émancipation de l'humanité. Il est rare de trouver un pays où soit accomplie comme en Albanie une révolution idéologique et culturelle si profonde par son contenu et si vaste par son ampleur. Il est rare de trouver un pays qui, en un bref laps de temps, ait fait un si grand bond en avant dans les domaines de l'enseignement, de la culture, de la technique et de la science. Les importants enseignements du camarade Enver Hoxha et son activité inlassable visant la création d'une culture nouvelle, révolutionnaire par son contenu, empreinte d'un caractère national prononcé et animée d'un puissant esprit populaire et démocratique, ont été et demeurent une boussole infaillible qui nous montre la juste voie à suivre pour pouvoir oeuvrer inlassablement à rendre notre patrie toujours plus émancipée, toujours plus cultivée.»[2]

La révolution idéologique et culturelle dans notre pays s'est accomplie en surmontant d'énormes difficultés dues non seulement au retard hérité du passé, aux nombreux sacrifices consentis et à divers autres facteurs intérieurs inhibiteurs, mais aussi à des facteurs internationaux très importants auxquels elle s'est heurtée. Il s'agit ici d'une autre dimension d'une importance particulière qui nous aide à mieux saisir le contenu et la signification historique des idées du camarade Enver Hoxha sur la révolution idéologique et culturelle.

Animé de l'esprit de l'internationalisme prolétarien, le Parti du Travail d'Albanie a toujours considéré la révolution populaire et la construction du socialisme dans notre pays comme parties intégrantes du processus de la révolution mondiale. Ce facteur a marqué à jamais toute la plate-forme du Parti sur la révolution idéologique et culturelle, élaborée par le camarade Enver Hoxha. Pour pouvoir analyser en largeur et en profondeur le mouvement créateur révolutionnaire de la pensée théorique du camarade Enver Hoxha, il faut comparer celle-ci aux attitudes qu'on observait envers les problèmes relatifs à l'idéologie et à la culture du mouvement communiste et ouvrier international, aux âpres débats idéologiques qui accompagnèrent l'essor de la culture à l'échelle mondiale dans la seconde moitié du siècle dernier. La pensée théorique du camarade Enver Hoxha a été sous nombre d'aspects la synthèse de ses préoccupations concernant ces problèmes et de l'expérience du mouvement communiste et ouvrier international marxiste-léniniste.

La critique par le camarade Enver Hoxha de la plate-forme opportuniste de Sejfulla Malëshova[3] sur les problèmes de la culture et de l'idéologie était à la fois une opposition aux visées de la réaction anglo-américaine, qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, s'employait à détourner les pays de démocratie populaire de la voie de la révolution et de l'édification socialiste, à les engager dans une «troisième voie», pour enfin les entraîner dans la voie du développement capitaliste et les mettre sous la dépendance de l'impérialisme occidental.

L'attitude tranchante et déterminée adoptée par notre Parti à l'encontre du révisionnisme titiste, qui a été condamné en son temps par tout le mouvement communiste et ouvrier international, était fondée également sur l'expérience de la lutte sur le front idéologique que notre Parti avait acquise durant la Seconde Guerre mondiale et après la Libération, lors de son affrontement avec les renégats révisionnistes titistes. Le camarade Enver Hoxha et notre Parti, qui connaissaient bien les fonctions de «cheval de Troie» du titisme, s'opposèrent clés le début aux efforts des révisionnistes khrouchtchéviens en vue de réhabiliter le titisme et de cesser la polémique et le combat idéologique contre lui.

Après la mort de Staline, notre Parti, dans un esprit internationaliste, suivait avec inquiétude les concessions de principe qu'on faisait à l'idéologie de l'ennemi, l'accroissement de l'influence de la culture et de l'art dégénéré de

l'Occident sur les pays de démocratie populaire et sur l'Union soviétique. Il avait prévu le danger que cela présentait en tant que soutien des forces contre-révolutionnaires.

En même temps, notre Parti, inspiré par les enseignements du camarade Enver Hoxha, ne cessait d'intensifier son combat contre chaque manifestation de l'idéologie étrangère, il raffermissait pas à pas le caractère socialiste de notre culture en approfondissant la révolution dans le domaine de l'idéologie et de la culture et en y affirmant le rôle prépondérant de la classe ouvrière. Cette expérience aida notre Parti à ne jamais se laisser prendre au dépourvu ni face à la trahison khrouchtchévienne ni face au cours révisionniste du XX^{e} Congrès du PCUS, à s'y opposer et à se mettre à la pointe du combat contre le révisionnisme moderne à l'échelle mondiale. L'expérience de cette lutte, synthétisée par le camarade Enver Hoxha, et surtout les conclusions sur les voies à suivre pour combattre la dégénérescence bourgeoise-révisionniste et renforcer encore le caractère socialiste de notre idéologie et de notre culture au sein desquelles l'idéologie et la culture dégénérées bourgeoises-révisionnistes n'ont jamais pu prendre racine, ont enrichi davantage la théorie marxiste-léniniste de la révolution idéologique et culturelle.

Les enseignements marxistes-léninistes du camarade Enver Hoxha ont également apparu dans toute leur grandeur dans l'attitude de principe de notre Parti à rencontre de la pensée-maotsétoung sur la prétendue révolution culturelle, qui s'inspirait d'idées trotskystes et chauvines, pseudo-révolutionnaires et qui a pris les proportions d'un véritable vandalisme dans le domaine culturel. Depuis les premiers moments du déclenchement de cette «révolution» chinoise, le camarade Enver Hoxha prévenait qu'elle n'avait rien de commun avec la conception marxiste-léniniste de la révolution idéologique et culturelle.

Notre Parti adopta la même attitude de principe et déterminée vis-à-vis du «tournant» opéré par les successeurs de Mao Tsétoung, lesquels après la mort de celui-ci reprirent son mot d'ordre «Que cent fleurs s'épanouissent», qui signifiait renoncer à la lutte de classe sur le front de l'idéologie et de la culture, ouvrir toutes les portes à la pénétration en Chine de l'idéologie, de la culture et de l'art dégénérés bourgeois, et engager le pays dans la voie de la restauration du capitalisme.

La pensée théorique marxiste-léniniste du camarade Enver Hoxha, a été, dans les conditions difficiles de la pression et de l'agression idéologique et culturelle et de l'encerclement bourgeois-révisionnistes, la base la plus sûre de la révolution idéologique et culturelle dans notre pays, de sa marche en avant sans changer de couleur, en tant qu'appui de l'édification complète du socialisme.

Ces principales dimensions historiques mettent également en lumière la contribution remarquable du camarade Enver Hoxha à l'enrichissement, au développement et à l'application créatrice de la théorie marxiste-léniniste de la révolution idéologique et culturelle.

Les idées du camarade Enver Hoxha sur la révolution idéologique et culturelle sont si riches et l'expérience qu'il y a synthétisée est si grande qu'elles méritent de faire l'objet de nombreuses études dans l'avenir. Dans cet article nous ne nous arrêterons que sur quelques conclusions qui aident à tracer les contours essentiels de sa pensée théorique relative à ces problèmes.

Se fondant sur les enseignements des classiques du marxisme-léninisme et faisant la synthèse d'une nouvelle expérience historique, le camarade Enver Hoxha a toujours considéré la révolution idéologique et culturelle comme l'une des lois fondamentales de l'édification socialiste. Il a démontré avec des arguments à l'appui qu'il n'y a pas un pays au monde qui, avec le triomphe de la révolution prolétarienne, ne se trouve confronté au problème du développement de la révolution idéologique et culturelle. On ne pourrait pas se rendre compte comme il se doit de l'importance universelle et du contenu de cette révolution, si elle était considérée comme un facteur servant uniquement à surmonter l'état d'arriération que tel ou tel pays peut avoir hérité du passé dans le domaine de la culture.

Le socialisme est, certes, un régime social supérieur à tout régime d'exploitation, par conséquent, il ne pourra s'édifier sans éliminer le retard culturel. «Le retard culturel des masses, a dit le camarade Enver Hoxha dès 1954, est un obstacle trop sérieux à la construction du socialisme et d'une société fondée sur la technique et la science les plus avancées. Notre Parti est conscient que l'accomplissement de la révolution culturelle n'est pas une tâche facile, mais un processus long, complexe et difficile. Or, il est certain que nos masses travailleuses, notre intelligentsia, les communistes et notre peuple tout entier s'acquitteront avec succès de cette tâche historique grâce à l'amour ardent qu'ils vouent à l'enseignement, grâce aussi à leur volonté de fer. L'édification du socialisme, le développement d'une industrie avancée et la collectivisation de l'agriculture exigent le développement de la révolution culturelle et la mise sur pied d'une base matérielle nécessaire à son heureux accomplissement»[4].

L'accomplissement de la révolution idéologique et culturelle est une tâche immédiate incombant également aux pays les plus développés du point de vue culturel, où peut triompher la révolution socialiste. L'édification du socialisme suscite un bouleversement et une transformation profonde dans tous les domaines de la vie sociale, y

compris le domaine idéologique et culturel. La révolution idéologique et culturelle se produit dans chaque pays, indépendamment de son niveau de développement culturel, comme une nécessité historique générale, afin de supprimer la position privilégiée des classes exploiteuses dans le domaine de l'idéologie et de la culture, d'extirper les anciennes idéologies réactionnaires féodales, bourgeoises, petites-bourgeoises et révisionnistes, d'éliminer le retard culturel, de pétrir les masses de l'idéologie socialiste, de faire de la culture un patrimoine du peuple au service de ses intérêts et de ceux de la révolution et du socialisme. Ce sont des tâches complexes et difficiles dont la solution est une véritable révolution, indispensable à chaque pays qui s'engage dans la voie du développement socialiste.

Critiquant les vues révisionnistes qui minimisent la portée universelle de la révolution idéologique et culturelle dans tous les pays engagés dans la voie du socialisme, la considèrent comme un problème propre aux seuls pays sous-développés et la limitent à l'étape de la mise sur pied de la base économique du socialisme, le camarade Enver Hoxha a souligné le lien indissoluble de la révolution culturelle avec la révolution idéologique. «Notre révolution culturelle, a-t-il dit, se développe et s'approfondit dans l'unité avec la révolution idéologique et la sert directement. Tout le travail dans le domaine de la culture, de l'enseignement et des arts devra nous permettre, en premier lieu, d'atteindre notre but fondamental, l'éducation des communistes et de tous les travailleurs dans un esprit de classe révolutionnaire marxiste-léniniste élevé. C'est justement sous cet angle que notre Parti pose actuellement les problèmes de l'extension et de l'approfondissement de la révolution culturelle»[5].

L'édification du socialisme implique une transformation radicale de la science, de la technique, des arts, de l'enseignement, etc., si développés soient-ils, pour les mettre au service des masses, en liquidant leur vieille base idéologique, les porter en avant dans le sens de l'éducation des masses populaires selon l'idéologie socialiste. C'est pourquoi la révolution idéologique et la révolution culturelle sont deux parties inséparables d'un seul processus d'une portée universelle pour tout pays où triomphe la révolution prolétarienne. Ce processus comprend des tâches, qui ne pourront être accomplies d'un coup, à travers la seule alphabétisation des masses et certaines autres réformes, il s'étend tout au long de la période de passage du capitalisme au communisme, qui, est, entre autres, celle d'une lutte ininterrompue et à outrance entre l'idéologie et la culture socialistes d'une part, et l'idéologie et la culture bourgeoises-révisionnistes, de l'autre.

L'orientation formulée par le camarade Enver Hoxha, comme quoi la révolution idéologique et culturelle devrait être poursuivie et approfondie d'une étape à l'autre pendant toute la période de passage du capitalisme au communisme, a été d'une grande portée pour les destinées de cette révolution dans notre pays. Le camarade Enver Hoxha soulignait entre autres que «Le Parti a toujours oeuvré pour que la révolution dans le domaine de l'idéologie et de la culture, qui se caractérise par une lutte de classe menée contre toutes les manifestations de l'idéologie étrangère, ne puisse pas durer seulement un ou deux mois, mais longtemps, des décennies entières.»[6]

Le camarade Enver Hoxha a considéré la formation de la nouvelle intelligentsia, comme une des tâches les plus importantes de la révolution idéologique et culturelle. Il a consacré comme personne ne l'a fait une attention toute particulière au ralliement des forces saines de l'intelligentsia d'avant la Libération au peuple et à leur participation active à la pratique de construction socialiste. Mais, les tâches que posait la révolution idéologique et culturelle ne pourraient être résolues en comptant uniquement sur cette intelligentsia. A ce propos, le camarade Enver Hoxha, posa, dès le début de l'édification socialiste, la tâche de la création de la nouvelle intelligentsia, composée des fils des ouvriers et des paysans, qu'il rattachait étroitement au renforcement de l'hégémonie de la classe ouvrière dans le cadre du système de dictature du prolétariat. Faisant la synthèse de l'expérience de notre révolution et de celle de la dégénérescence bourgeoise dans les pays révisionnistes, le camarade Enver Hoxha réfuta, dès leur apparition, les théories bourgeoises-révisionnistes qui prêchent que le passage du capitalisme au socialisme ne pourrait être garanti que si l'intelligentsia se mettait à la tête de ce processus. Dans les pays révisionnistes, des théories de ce genre ont amené l'intelligentsia à se détacher de la classe ouvrière et de la paysannerie, à s'embourgeoiser et à se bureaucratiser, ce qui a fini par la transformer en une partie intégrante des forces contre-révolutionnaires et de la classe dominante, qui tient sous son joug les larges masses travailleuses.

Le camarade Enver Hoxha a rejeté ces thèses révisionnistes en démontrant que la révolution prolétarienne et les transformations socialistes partout où elles seront accomplies, ne pourront l'être que sous l'hégémonie de la classe ouvrière, qui est la classe la plus révolutionnaire ayant le plus grand intérêt à voir atteindre ces objectifs, cette classe qui est capable de rallier à elle toutes les masses opprimées et exploitées des villes et des campagnes, y compris l'intelligentsia progressiste, révolutionnaire. «Aucune autre classe ou couche sociale, a indiqué le camarade Enver Hoxha, ne peut remplacer le prolétariat en tant que force principale et dirigeante des processus révolutionnaires pour la transformation progressive de la société»[7].

L'expérience de notre révolution a confirmé dans la pratique le bien-fondé de cette conclusion. Elle témoigne de la grande importance que revêt la lutte contre les manifestations d'intellectualisme, de bureaucratisme et de technocratisme en tant que manifestations dangereuses de l'idéologie bourgeoise et révisionniste dans les rangs

de l'intelligentsia susceptibles de porter atteinte à l'éducation révolutionnaire et aux liens de l'intelligentsia avec les masses populaires, ainsi qu'à leurs intérêts. Si on a pu éviter en Albanie ce qui s'est passé dans les pays révisionnistes avec l'intelligentsia et si, dans notre pays, celle-ci n'a cessé d'agir en tant que force progressiste et créatrice sous la direction de la classe ouvrière, cela est dû principalement à l'application des enseignements du camarade Enver Hoxha sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière et sur l'éducation révolutionnaire de l'intelligentsia.

Les enseignements du camarade Enver Hoxha sont d'une portée toute particulière pour ce qui est du développement de la lutte de classes dans les domaines idéologique et culturel. Le passage du capitalisme au socialisme se caractérise par une âpre lutte de classes entre le socialisme et le capitalisme, entre la révolution et la contre-révolution, entre l'idéologie et la culture prolétariennes, d'une part, et l'idéologie et la culture bourgeoises et révisionnistes, de l'autre.

Le camarade Enver Hoxha a stigmatisé les conceptions révisionnistes selon lesquelles après la liquidation des classes exploiteuses, l'idéologie et la culture perdent leur caractère de classe incarnant dorénavant les intérêts généraux de la société, le soi-disant «idéal humanitaire, panhumain», etc. En vérité, l'idéologie et la culture en général et la culture spirituelle en particulier dépendent des rapports sociaux et de classe et revêtent directement un caractère de classe. «La révolution idéologique et culturelle, a dit le camarade Enver Hoxha, s'inscrit, sur un plan général, dans le cadre de la lutte de classes afin de mener la révolution socialiste jusqu'au bout dans tous les domaines. En opposition avec les conceptions des révisionnistes modernes qui considèrent la lutte de classe comme quelque chose de suranné, de révolu, notre Parti soutient que la lutte de classe demeure une des principales forces motrices de la société, même après la liquidation des classes exploiteuses. Cette lutte comprend tous les aspects de la vie et elle se fait particulièrement sentir, de nos jours, dans les domaines de l'idéologie et de la culture».[8]

Dans les conditions de l'existence des contradictions antagonistes et non antagonistes, intérieures et extérieures, le Parti du Travail d'Albanie a suivi le cours de la lutte de classe contre l'idéologie et la culture bourgeoises et révisionnistes ainsi que contre les influences étrangères au socialisme qui se font jour dans la conscience des gens. Le PTA a subordonné le problème de la culture à l'édification du socialisme, le rattachant à la révolution idéologique, il a mené la lutte de classe dans le domaine de la culture en conformité avec les enseignements du marxisme-léninisme, en la mettant au service des intérêts de la révolution et du socialisme.

Faisant la synthèse de cette nouvelle expérience historique, le camarade Enver Hoxha a formulé la thèse selon laquelle «on ne peut considérer comme certaines et garanties les victoires de la révolution socialiste dans les domaines politique et économique tant que l'on n'a pas assuré le triomphe complet de la révolution dans les domaines de l'idéologie et de la culture».[9]

La lutte idéologique de classe est devenue particulièrement âpre dans les conditions actuelles de l'aggravation de la crise générale du système capitaliste, de la dégénérescence bourgeoise des anciens pays socialistes et de l'intensification de la lutte de classe à l'échelle mondiale. Dans cette situation, la dénonciation des tentatives des idéologues bourgeois et révisionnistes pour masquer la lutte de classe sous les slogans d'«une culture pure de toute idéologie» du «pluralisme idéologique et culturel», de la «convergence des idéologies et des cultures contraires», etc., revêt une grande importance.

Le camarade Enver Hoxha a démontré, arguments à l'appui, que l'agression idéologique et culturelle de l'impérialisme et du révisionnisme moderne est dangereuse pour le socialisme et l'indépendance des peuples. Par sa culture dégénérée, sa littérature et son art décadents, ses conceptions idéalistes sociologiques, philosophiques, esthétiques et éthiques, qui traduisent la crise spirituelle du régime exploiteur, la bourgeoisie et le révisionnisme cherchent à conditionner les gens pour les détourner de la lutte de classe, à semer parmi eux une déception et un désarroi idéologiques, à introduire le germe de la dégénérescence dans notre pays qui avance avec détermination dans la voie de la révolution et du socialisme. Démasquant le danger que présente l'agression culturelle des deux superpuissances pour les peuples du monde, notre Parti a contribué non seulement à la défense de la pureté de notre idéologie et de notre culture socialistes, mais aussi à la défense de la culture progressiste des autres peuples.

Les positions de l'idéologie socialiste et le caractère socialiste de notre culture se raffermissent à travers la consolidation de l'hégémonie de la classe ouvrière dans tous les domaines, l'accroissement du rôle dirigeant du Parti pour doter les larges masses du peuple et l'intelligentsia d'une conscience socialiste et de l'idéologie marxiste-léniniste. Afin que les institutions culturelles, de recherche et d'éducation déplacent leur activité conformément aux tâches fixées par la dictature du prolétariat, il est nécessaire de mener une lutte incessante, conséquente et tous azimuts contre les manifestations de la culture réactionnaire et de l'idéologie contre-révolutionnaire. «La dictature du prolétariat, a dit le camarade Enver Hoxha, le rôle dirigeant du Parti et de la classe ouvrière s'étendent aussi au domaine de la culture, agissant, certes, par des méthodes et des moyens spécifiques, compte tenu de la nature des contradictions surgissant à notre époque dans ce domaine».[10]

Le Parti marxiste-léniniste est la seule force révolutionnaire capable de jouer le rôle hégémonique nécessaire à la transformation révolutionnaire socialiste dans tous les domaines de la vie sociale, y compris son développement idéologique et culturel. C'est lui qui est en mesure d'orienter le développement idéologique et culturel de la société en étroite liaison avec le développement de la révolution et avec la pratique de la construction socialiste, d'imprégner toutes les sphères de la culture et de l'idéologie marxiste-léniniste et de diriger la formation culturelle et idéologique non seulement des communistes mais encore de toutes les masses du peuple.

Les enseignements du camarade Enver Hoxha sur le rapport entre le caractère socialiste et le caractère national de la culture ont été d'une grande importance. La transformation socialiste de la société est en même temps la transformation des nations bourgeoises en nations socialistes. Dans notre pays également, la construction du socialisme a apporté d'importants changements dans la vie économique, la structure sociale et de classe de la société dans son idéologie et sa culture, ce qui a conduit à la formation de la nation socialiste albanaise, dotée d'une culture ayant ses traits propres.

Depuis 1961, le camarade Enver Hoxha indiquait que la lutte pour le renforcement du caractère socialiste et de classe de notre culture devait être suivie aussi de la lutte pour le renforcement de son originalité nationale. «Les conditions sont réunies, a dit le camarade Enver Hoxha, pour que par leurs efforts conjugués, nos hommes de science, des arts et du travail s'attachent avec plus de persévérance encore à l'étude de nos traits nationaux relatifs à divers aspects de notre culture et de nos arts et à leur application de façon créatrice dans leurs oeuvres artistiques contemporaines et dans leur travail culturel et artistique auprès des masses. Et cela doit s'exprimer non seulement dans les oeuvres littéraires ou musicales, dans la peinture ou dans la sculpture, mais aussi, comme je viens de l'évoquer, dans les constructions, dans la gravure sur bois, sur pierre, et sur métal, dans le textile et la confection, les produits céramiques et de verre, enfin, tout où l'art doit être présent... Nous devons veiller non seulement à la formation des cadres, mais aussi à celle de leur personnalité artistique en tant que représentants de l'art albanais, visant par là à développer et à enrichir les traits nationaux de l'art albanais».[11]

Par son caractère national, notre culture socialiste incarne les traits propres au développement de la révolution et de l'édification socialistes dans notre pays, la vie socialiste de notre peuple et l'assimilation de façon critique de toutes les valeurs et traditions positives de notre culture nationale héritée du passé.

Une place importante dans la pensée théorique du camarade Enver Hoxha sur la révolution idéologique et culturelle, revient à la dénonciation des thèses des idéologues des superpuissances et des autres forces chauvines, selon lesquels le moment serait soi-disant venu de dépasser les différences nationales, de laisser de côté les traditions et les traits culturels nationaux, surtout des petits peuples et de procéder par là à l'«internationalisation» de la culture. Ce sont là des thèses qui tendent à masquer la politique de l'agression culturelle dont le but ultime est l'américanisation ou la russification des cultures. Le Parti du Travail d'Albanie s'est opposé à l'agression culturelle des deux superpuissances non pas au nom d'une exclusivité nationale, mais au nom du développement libre de la culture, de la consolidation de l'indépendance et de la liberté des peuples, de l'accroissement de l'apport original de toute culture nationale au trésor de la culture progressiste mondiale.

Dans sa lutte pour la défense du caractère national de la culture socialiste, le PTA a critiqué aussi les points de vue nationalistes et la xénophobie. Le nationalisme bourgeois et la xénophobie sont les composantes d'une idéologie incompatible avec le caractère internationaliste de l'idéologie socialiste qui pénètre de fond en comble la culture prolétarienne socialiste. En même temps le PTA s'est montré irréductible face au chauvinisme et au cosmopolitisme qui sont les corollaires de-la conception nationaliste bourgeoise.

Les succès obtenus par notre révolution idéologique et culturelle sont indissociables de l'application de la plate-forme élaborée par le camarade Enver Hoxha concernant notre attitude envers la culture nationale du passé et la culture mondiale en général. Un des principes fondamentaux de cette plate-forme, c'est avant tout une attitude critique, dialectique et de classe différenciée permettant de lutter avec esprit de suite contre toute chose régressive dans le domaine de l'héritage culturel et d'assimiler et d'enrichir ses valeurs positives. «Notre littérature, notre art, notre culture socialistes, a dit le camarade Enver Hoxha, ne sont pas nés dans le vide, mais sur les fondements du long développement historique de notre société, de sa vie spirituelle, des brillantes et meilleures traditions culturelles et artistiques de notre peuple. S'appuyer sur ces traditions cultivées et populaires du passé et du présent, est une question de grande importance, sans quoi on ne peut parler de création de vraies valeurs littéraires, artistiques, de création d'une culture, d'une littérature et d'un art albanais original.»[12]

Deuxièmement, le patrimoine culturel positif du passé doit s'adapter aux nouvelles conditions sociales, se mettre au service de la révolution et de la construction du socialisme, devenir une prémisse de la conception et du développement de la nouvelle culture. «L'étude des traditions culturelles de notre peuple, la découverte et l'étude des monuments historiques et artistiques de notre peuple, a dit le camarade Enver Hoxha, n'ont pas pour but la seule connaissance du passé de notre pays et de notre peuple, elles doivent aussi nous guider dans l'assimilation de l'expérience de nos ancêtres afin de nous permettre de développer le patrimoine culturel qu'ils nous ont légué, de nous adapter aux nouvelles conditions et aux nouvelles exigences de notre société socialiste».[13]

L'édification intégrale de la société socialiste et communiste constitue un processus dynamique dont dépend également la révolution idéologique et culturelle. L'expérience de ce processus dynamique, qui est partie intégrante du développement de la lutte de classe, le camarade Enver Hoxha l'a synthétisée dans la notion de révolutionnarisation ininterrompue de toute la vie de la société socialiste. «La révolutionnarisation plus poussée de la vie du pays, a-t-il indiqué, ne saurait se concevoir sans le développement et l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle. Elle se fait précisément sur la base de cette révolution dont le but principal est l'implantation et le triomphe total de l'idéologie socialiste prolétarienne dans la conscience de tout le peuple travailleur et l'extirpation complète de l'idéologie bourgeoise, l'éducation et la trempe révolutionnaires et communistes, sous tous les aspects, de l'homme nouveau, qui constitue le facteur décisif de la solution de tous les problèmes importants et complexes, de la construction socialiste et de la défense de la patrie.»[14]

En tant que loi objective du développement social, le processus de la révolutionnarisation de toute la vie du pays présuppose l'élévation continue du niveau culturel des masses pour que celles-ci deviennent non seulement l'objet mais aussi le sujet de l'activité culturelle, il présuppose aussi le développement et la modernisation plus poussée de tous les secteurs de la culture, de l'éducation, de la science, de la littérature et des arts etc., l'exploitation du grand potentiel de création de nos gens au bénéfice de l'édification intégrale de la société socialiste. Le camarade Enver Hoxha a résumé ces tâches dans sa thèse selon laquelle «notre vie socialiste est et doit être une vie de culture.»[15]

L'activité créatrice culturelle en régime socialiste, comme l'a indiqué plus d'une fois le camarade Enver Hoxha, n'est pas l'oeuvre d'un nombre restreint de personnes mais des larges masses du peuple. Le socialisme porte la culture à un niveau supérieur, car il lui ouvre, entre autres, des horizons illimités et soutient la créativité des larges masses. Ce n'est qu'en engageant les masses dans une vaste activité culturelle que la création des valeurs culturelles, matérielles et spirituelles devient possible tout en consolidant la personnalité culturelle des masses elles-mêmes pour qu'elles accroissent toujours plus leurs capacités créatrices. L'éveil des capacités créatrices des masses est un des principaux objectifs du travail mené dans le domaine de la culture. L'activité culturelle des masses constitue une des forces créatrices les plus importantes dans le développement et le progrès rapide de l'édification socialiste. «Le développement et le progrès de la culture signifient le développement et le progrès de la nation»,[16] a dit le camarade Enver Hoxha. La pensée théorique du camarade Enver Hoxha se signale non seulement par son caractère scientifique, son esprit marxiste-léniniste révolutionnaire et créateur, mais aussi par le dynamisme de son application. Les réalisations de notre révolution idéologique et culturelle en sont la preuve la plus convaincante. Les années de la construction socialiste ont été les années de l'élimination de, l'analphabétisme et du retard séculaire du pays, du progrès rapide, ininterrompu et général de la culture, de la création d'une nouvelle culture matérielle et aux valeurs contemporaines, qui embrasse toutes les composantes nécessaires, comme la science et l'éducation, la littérature et les arts, les mass média et les nombreuses institutions culturelles et artistiques.

Naguère le pays avec le plus grand nombre d'illettrés en Europe, l'Albanie est actuellement dotée d'un système d'éducation intégral qui forme à tous les niveaux des cadres de diverses spécialités. Environ 80 pour cent des élèves qui terminent obligatoirement leurs études de huit ans s'inscrivent aux écoles secondaires régulières et du soir. Les filles constituent 46 pour cent du total des élèves et des étudiants des écoles secondaires et supérieures. Dans ce sens, la mise sur pied d'un enseignement supérieur qui répond à toutes les exigences du pays a été d'une extrême importance. Le tiers de la population du pays poursuit des études de diverses catégories. Le nombre des travailleurs ayant reçu un enseignement secondaire ou supérieur est de quelque 300 mille. Grâce à notre système d'enseignement, la nouvelle génération acquiert de nouvelles connaissances et capacités professionnelles et se forme en tant que génération de révolutionnaires qui a pris la relève de la révolution. Un vaste réseau d'institutions culturelles a été mis sur pied chez nous: des théâtres, des théâtres de variété, des bibliothèques, des musées, des palais et des maisons de la culture, des studios cinématographiques, le théâtre national de l'opéra et du ballet, des orchestres symphoniques, l'Académie des sciences, des institutions scientifiques, la Radio et la Télévision, etc. Nos arts et notre littérature connaissent un essor ininterrompu, presque toutes les familles citadines et rurales, ont chez elles un poste de radio et souvent la télévision. Dans notre pays il y a quelque 4000 institutions qui déploient une activité culturelle et artistique. La science aussi est devenue un autre facteur important du développement actuel du pays. La révolution technique et scientifique se développe à des rythmes rapides. Maintenant, dans notre pays, il existe tout un vaste réseau d'institutions scientifiques spécialisées, où déploient leur activité toute une armée de cadres qualifiés qui font de la recherche dans divers domaines des sciences sociales, naturelles et techniques. Plus de 4000 collaborateurs scientifiques et spécialistes moyens et supérieurs travaillent dans 50 institutions et centres de recherche. La plupart de ces institutions sont dotés de laboratoires modernes, ce qui leur permet de procéder à la solution de tâches scientifiques très complexes au profit du développement de l'économie et de la culture de notre société socialiste. Plus de 2000 spécialistes supérieurs et moyens font partie d'équipes de recherche qui étudient des problèmes scientifiques particuliers dont la solution contribuera à une meilleure gestion de l'économie.

Des succès importants ont été obtenus par les sciences qui étudient l'histoire, la langue et la culture de notre peuple. Le meilleur de ces recherches dans ce domaine s'effectue dans notre pays. Une place particulière revient aux progrès des sciences sociales qui ont pour objet d'étude les processus économiques, politiques et idéologiques du développement de notre société et qui synthétisent l'expérience de la révolution populaire et de la pratique de la construction du socialisme, sous la direction du PTA.

Ce qui caractérise le développement général de notre pays c'est non seulement la croissance quantitative, les rythmes rapides et l'extension multiforme de l'enseignement, de la culture, des sciences, des arts et de la littérature, mais aussi des traits qualitatifs. Le développement de l'enseignement, de la culture et de la science a servi la révolution et contribué puissamment à l'édification du socialisme et à la consolidation de l'indépendance du pays. Chez nous l'idéologie marxiste-léniniste est la seule base idéologique de l'enseignement, de la culture et de la science. Le réalisme socialiste a été et demeure la méthode immuable qui se trouve toujours à la base de l'essor de notre littérature et de nos arts. Sous la direction du Parti nous avons mené encore plus avant la lutte pour l'élimination des survivances et des influences des vieilles idéologies réactionnaires et conservatrices, de l'idéologie bourgeoise et révisionniste. La vie culturelle dans notre pays progresse en se fondant sur le principe de l'égalité sociale. Chez nous les masses travailleuses jouissent des mêmes conditions d'égalité tant dans la sphère de la consommation que dans celle de la production des valeurs de la culture matérielle et spirituelle. Nous avons mis sur pied un système d'enseignement intégral gratuit pour tous, exempt de tout impôt, fréquenté au même titre par les jeunes filles et les jeunes gens, comprenant des cours réguliers et du soir, et cela jusqu'aux villages montagneux les plus reculés. Les minorités nationales vivant en Albanie jouissent de tous les droits en ce qui concerne l'éducation et la culture dans leur langue maternelle. Un autre indice du bond qualitatif en avant est le fait que l'inégalité et les disproportions existant entre le développement culturel des villes et des campagnes ainsi qu'entre les diverses régions de notre pays, un mal séculaire qui nous avait été légué par les régimes d'exploitation du passé, appartiennent déjà à un temps à jamais révolu. Tous les villages de l'Albanie sont actuellement dotés d'un réseau d'établissements éducatifs, culturels et sanitaires, ils sont tous reliés au réseau routier, électrique et téléphonique national.

La transformation du mode de vie des larges masses et l'élévation du bien-être du peuple est un autre trait significatif des transformations culturelles intervenues dans notre pays. La culture, les arts et la littérature ont toujours apporté une contribution permanente à l'éducation communiste des masses, rendant leur vie spirituelle plus prospère, créant une atmosphère révolutionnaire nécessaire au raffermissement de la confiance des masses dans leur lutte pour le socialisme en stimulant leur activité créatrice dans tous les domaines. Sous la direction de notre Parti, la pensée théorique du camarade Enver Hoxha a éclairé chaque pas en avant de notre révolution idéologique et culturelle, elle s'est matérialisée dans la force invincible de l'Albanie socialiste qui s'épanouit sans cesse. Elle éclairera, à l'avenir également, la voie de notre société vers le socialisme et le communisme.

Notes :

1. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. 1, p. 564.

2. Ramiz Alia, *Enver Hoxha et son oeuvre vivront dans les siècles,* éd. fr., pp. 14-15, 15 avril 1985.

3. Elément antiparti aux vues opportunistes de droite prononcées qui exprimait et soutenait les intérêts de la bourgeoisie du pays et de l'impérialisme. Il cherchait à nuire à la ligne du Parti. Le V^{e} Plénum du Parti communiste d'Albanie de février 1946 annihila entièrement son opportunisme de droite.

4. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 12, p. 166.

5. Enver Hoxha, *Documents principaux du PTA,* éd. alb., t. 5, Tirana 1974, p. 159.

6. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1972-1973,* éd. alb., p. 244.

7. Enver Hoxha, *L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme,* éd. fr., p. 122, Tirana, 1980.

8. *Documents principaux du PTA,* éd. alb., t. 5, p. 151-152, Tirana, 1974.

9. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 34, p. 163.

10. Enver Hoxha, *De la littérature et des arts,* éd. alb., p. 335.

11. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 21, p. 369.

12. *Documents principaux du PTA,* éd. alb., t. 5, p. 163.

13. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 21, p. 367.

14. *Documents principaux du PTA,* éd. alb., t. 5, p. 150.

15. *Ibid.,* t. 6, p. 158.

16. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^{e} Congrès du PTA,* éd. fr., p. 164, Tirana 1981.

Vasillaq Kureta (Maître de conférences à l'institut des études marxistes-léninistes) — La pensée théorique du camarade Enver Hoxha sur la révolutionnarisation ininterrompue de la vie du pays

A la tête du Parti, du peuple et de la révolution socialiste, le camarade Enver Hoxha s'est illustré comme un penseur, un philosophe et un grand érudit marxiste-léniniste et en même temps comme un éminent dirigeant de la révolution, qui a oeuvré avec esprit de suite pour traduire ses paroles dans les faits. Son activité révolutionnaire multiforme est une création magistrale et une immense richesse dans le trésor du marxisme-léninisme.

Sa pensée sur la révolutionnarisation ininterrompue de la vie du pays occupe une place importante dans son œuvre grandiose. Elle constitue toute une théorie élaborée et argumentes scientifiquement, une défense conséquente de la science marxiste-léniniste, son enrichissement et son développement plus poussé, qui sont le résultat de la synthèse de toute une expérience historique. Elle a été créée et élaborée comme une expression et une argumentation des besoins du développement cohérent de notre révolution socialiste dans tous les domaines, économique, politique et idéologique, de sa consolidation continue pour barrer la voie à toute possibilité de restauration du capitalisme. Cette pensée théorique est l'expression vivante de la préoccupation marxiste-léniniste du camarade Enver Hoxha de résoudre les problèmes les plus importants de notre pratique révolutionnaire et d'ouvrir de nouvelles perspectives nettes et sûres à la révolution socialiste qui poursuit sa marche ininterrompue vers le communisme.

La pensée théorique du camarade Enver Hoxha sur la révolutionnarisation continue de la vie du pays a été élaborée en connaissance de l'expérience négative de la restauration du capitalisme en Union soviétique et dans les anciens pays socialistes. Ce phénomène nouveau ne pouvait pas ne pas attirer l'attention du camarade Enver Hoxha et ne pas faire l'objet, de sa part, d'une analyse profonde et détaillée. Le camarade Enver Hoxha a qualifié ce processus régressif de phénomène que l'on ne doit pas considérer comme absolu et inévitable ni comme la conséquence ou le résultat de quelques fautes subjectives sans danger réel pour notre pays. La pratique de notre révolution socialiste prouve au mieux la justesse de cette conclusion importante du camarade Enver Hoxha. «L'Albanie socialiste offre un grand exemple attestant que l'apparition du révisionnisme et la restauration du capitalisme ne sont pas une fatalité».[1]

Il a démontré, avec force arguments à l'appui que durant la période du passage du capitalisme au communisme, la lutte des classes se développe avec beaucoup d'acuité, la possibilité et le danger de la restauration du capitalisme existent toujours, non seulement à cause d'une agression armée éventuelle de l'extérieur, mais aussi d'une contre-révolution révisionniste de l'intérieur. En s'appuyant sur les principes fondamentaux de la science marxiste-léniniste et sur les faits relatifs à l'activité antimarxiste des khrouchtchéviens, le camarade Enver Hoxha a dévoilé l'essence et le contenu de ce processus régressif ainsi que ses causes. Mais ne se contentant pas de ce qu'il avait fait et poussant plus loin ses analyses, il a indiqué la voie que devait emprunter notre révolution socialiste pour parer à l'éventualité de la restauration du capitalisme. Ses idées et suggestions sur les mesures concrètes de révolutionnarisation de toute la vie du pays adoptées chez nous, sont un autre aspect important de sa création marxiste-léniniste.

La pensée théorique du camarade Enver Hoxha sur la révolutionnarisation ininterrompue de la vie du pays obéissait aussi à la nécessité de défendre la pureté de la théorie marxiste-léniniste contre les déformations des révisionnistes modernes. Grâce à ses arguments convaincants, le camarade Enver Hoxha démasque et rejette toutes leurs accusations, diffamations et déviations. En même temps il souligne que l'heureuse édification du socialisme dans notre pays est une preuve vivante de la vitalité de la théorie marxiste-léniniste, du socialisme scientifique.

Au milieu des années 60, quand se déroulait en Chine la dite révolution culturelle prolétarienne, on a prétendu que c'était là une nouvelle expérience dans la défense de la dictature du prolétariat. Mais le camarade Enver Hoxha qui suivait de près l'évolution de la situation en Chine, a prouvé, arguments à l'appui, que la prétendue révolution culturelle prolétarienne, n'était pas une révolution, et encore moins une grande révolution prolétarienne, elle n'était qu'une lutte acharnée pour le pouvoir.

La pensée théorique du camarade Enver Hoxha sur la révolutionnarisation continue de la vie du pays réunit d'une manière harmonieuse la dialectique du, développement de la société et une argumentation scientifique convaincante, l'esprit prolétarien marxiste-léniniste prononcé et la force vivifiante de sa réalisation pratique. Le camarade Enver Hoxha est un grand penseur qui a défini le programme, les voies, les formes, les mesures et les méthodes à adopter pour la révolutionnarisation de la vie du pays, de plus il a, lui-même, dirigé ce processus révolutionnaire. Dans le feu du processus de révolutionnarisation de la vie du pays, il a développé, vérifié et enrichi sans cesse la pensée théorique de la révolutionnarisation ininterrompue de la société socialiste.

Grâce aux enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha, notre peuple se fraie courageusement de nouvelles voies inconnues. L'expérience acquise tout au long de ce processus révolutionnaire constitue une

contribution importante à la théorie et à la pratique du socialisme, un nouvel exemple dans l'histoire de la dictature du prolétariat. «Cette expérience est importante, écrit le camarade Enver Hoxha, car elle nous apprend à assurer la continuité de la révolution, à édifier la société socialiste et à passer au communisme sans permettre un retour en arrière ou une interruption du processus révolutionnaire.»[2] Dans la pensée théorique élaborée par le camarade Enver Hoxha, une place importante revient aux problèmes qui ont trait à la nécessité de la révolutionnarisation de la vie du pays, à son essence, à son objectif et à son contenu, ainsi qu'aux principales tendances de ce processus.

Dans nombre de ses discours et de ses écrits, le camarade Enver Hoxha s'attache particulièrement à cerner l'essence de la révolutionnarisation continue de la vie du pays, à argumenter la nécessité objective de ce processus révolutionnaire.

Notre révolution socialiste est ininterrompue. Son approfondissement a pour but d'assurer le triomphe définitif du socialisme et le passage au communisme. Mais ce processus révolutionnaire est complexe, plusieurs facteurs très agissants s'y enchevêtrent, le nouveau qui se développe et gagne de plus en plus de terrain se heurte à l'ancien qui essaie de l'entraver dans son essor et cherche à restaurer le capitalisme.

Ayant analysé la tendance du développement historique au communisme, le camarade Enver Hoxha a conclu qu'à côté de la marche progressive, qui constitue la tendance principale du développement, il existe la possibilité d'un retour en arrière, de la restauration du capitalisme. Il en a tiré aussi la leçon historique comme quoi pour assurer les victoires présentes et futures et la continuité de la révolution socialiste, pour édifier le socialisme et le communisme, il est nécessaire de parfaire sans arrêt la révolutionnarisation de toute la vie de la société socialiste.

La révolutionnarisation ininterrompue de la vie du pays est une nécessité historique, une loi objective de la construction de la société socialiste et communiste. Loin d'être spécifique à un pays donné ou liée à des moments particuliers de la révolution socialiste, elle embrasse toute la période du passage du capitalisme au communisme. La nécessité de la révolutionnarisation continue de la vie du pays tient en premier lieu au développement conséquent et à la consolidation incessante de la révolution socialiste, au besoin d'aller toujours de l'avant, vers le communisme, de combattre et d'éliminer tous les éléments négatifs ainsi que les divers ennemis de la dictature du prolétariat et du socialisme. C'est donc une nécessité objective du développement. Le camarade Enver Hoxha a indiqué: «Vérifier constamment, revoir sans cesse sous un angle critique et autocritique tout le travail accompli et l'expérience acquise dans tous les domaines d'activité, afin de conserver et de développer ce qui repose sur une base solide, de changer ce qui n'est pas justifiée par la pratique ou qui a fait son temps, et de trouver de nouvelles voies et de nouveaux moyens pour résoudre les problèmes, — tout cela constitue une loi de la révolution socialiste, qui, comme disait Marx, est invincible parce qu'elle se soumet constamment à sa propre critique».[3]

Dans l'oeuvre théorique du camarade Enver Hoxha nous trouvons des analyses détaillées de tous les éléments du contenu de la révolutionnarisation continue de la vie du pays, qu'il considère comme inséparable de la révolution socialiste, car la révolutionnarisation affecte tous les domaines du développement de la société socialiste, l'économie, la politique, l'idéologie, l'organisation et la défense.

Le camarade Enver Hoxha a considéré la révolutionnarisation continue de la vie du pays comme un processus qui se développe sous la direction de l'idéologie et de la politique marxistes-léninistes du Parti et qui sert ainsi le renforcement croissant du système socialiste et de la dictature du prolétariat, la marche progressive vers le communisme. La révolutionnarisation de la vie du pays, a souligné le camarade Enver Hoxha, a pour but de «porter de l'avant et d'approfondir la révolution socialiste sur tous les fronts, politique, économique, idéologique et culturel, de consolider la révolution, la dictature du prolétariat et les victoires remportées, d'extirper toute base servant d'appui à la diffusion du révisionnisme et à la restauration du capitalisme, d'accroître le potentiel défensif du pays, d'assurer aux générations présentes et futures les victoires de la révolution et de l'édification socialiste, pour que notre patrie s'épanouisse et progresse en tenant toujours haut levé le drapeau du socialisme et du marxisme-léninisme»[4]

En découvrant l'essence du processus de la révolutionnarisation continue de la vie du pays, le camarade Enver Hoxha met en évidence deux aspects fondamentaux, l'affirmation et la négation, étroitement liés entre eux.

La révolutionnarisation de la vie du pays est essentiellement une affirmation, ce qui veut dire que lors de ce processus se réalisent la naissance, l'adoption et la consolidation de ce qui est nouveau et progressiste et qui sert le socialisme et le communisme. Ainsi, dans la lutte pour l'émancipation de la femme, le rôle et la personnalité de celle-ci à la production et au sein de la famille, comme dans toute la vie politique et sociale du pays se sont accrus, de nouvelles coutumes et traditions se sont créées et affirmées.

De même, grâce aux mesures concrètes adoptées par le Parti dans sa lutte contre le bureaucratisme et ses manifestations, la dictature du prolétariat s'est trouvée renforcée au même titre que la démocratie prolétarienne, le pouvoir s'est rapproché davantage des masses et la méthode de travail de l'appareil d'Etat s'est améliorée. La lutte contre le bureaucratisme revêt ainsi la forme d'un mouvement ample, doté d'un contenu profondément

idéologique. «L'essence de cette lutte, souligne le camarade Enver Hoxha, c'est la consolidation de la dictature du prolétariat, afin de mener jusqu'au bout notre révolution socialiste, de barrer la voie aux manifestations de révisionnisme de parer à toute éventualité de restauration du capitalisme dans notre pays».[5]

L'aspect affirmatif du processus de la révolutionnarisation de la vie du pays tient une place importante. Il sert directement le développement progressif et puissant de la révolution socialiste, qui l'emporte sans cesse sur les manifestations et les phénomènes négatifs dans tous les domaines de la vie sociale.

La révolutionnarisation comporte, d'autre part, un côté négation et abolition, mais celles-ci ne sont pas de taille à tout pouvoir nier. Cette révolutionnarisation nie et abolit ce qui a fait son temps, ce dont l'existence ne se justifie plus, ce qui est négatif, suranné, hostile au socialisme et qui entrave l'approfondissement de la révolution socialiste, son développement cohérent.

L'élimination de ce qui est négatif, conservateur, hostile au socialisme est un aspect important de l'essence même du processus de révolutionnarisation. Faisant la synthèse de l'expérience albanaise et internationale, le camarade Enver Hoxha a tracé les principales directions de la lutte contre les ennemis du progrès du socialisme et du communisme. Se fondant sur cette expérience, le camarade Enver Hoxha a souligné notamment la nécessité de la lutte contre le révisionnisme: «La lutte de classes qui s'est déroulée au cours de toute l'existence du Parti, et notamment, ces temps derniers, a montré que le danger principal, l'ennemi principal de notre Parti comme de tout le mouvement communiste et ouvrier international, a été et demeure l'opportunisme de droite, le révisionnisme».[6]

Mais le bureaucratisme et ses manifestations, le libéralisme, les survivances d'un monde rétrograde dans la conscience des gens, toutes les manifestations des idéologies étrangères à la nôtre, les vestiges des classes renversées, les us et les coutumes, les conceptions et les conduites étrangères à la société socialiste, les éléments qui dégénèrent au sein de la société socialiste, ainsi que les forces de l'impérialisme mondial sont des ennemis extrêmement dangereux du socialisme.

Tout en attirant l'attention sur l'existence et la dangerosité des phénomènes négatifs étrangers à la société socialiste, le camarade Enver Hoxha ne leur confère pas un caractère absolu. Il établit, arguments à l'appui, que dans notre société, la place principale revient aux phénomènes positifs, car la société socialiste n'accumule pas, lors de son développement, des défauts et lacunes, au contraire, elle représente ce qui est nouveau et progressiste. Fort de la méthode dialectique, le camarade Enver Hoxha a, en même temps, souligné: «Dans notre société socialiste, toutes les possibilités existent pour limiter toujours plus les phénomènes étrangers au socialisme à travers le raffermissement du travail d'éducation des masses, le développement de la production et le perfectionnement des rapports économiques, ainsi que l'application rigoureuse des lois de l'Etat.»[7]

Etant un processus, une continuité de vigilance et d'action révolutionnaires, la révolutionnarisation sert la lutte de classes qui se livre quotidiennement contre les phénomènes étrangers et hostiles au socialisme. Le camarade Enver Hoxha a mis l'accent en particulier sur cet aspect de l'essence de la révolutionnarisation qu'il considère comme un moment de sa nécessité impérieuse. Si l'on permet à de tels phénomènes de s'étoffer, alors la quantité se transforme en qualité et le socialisme reçoit un coup dur. C'est ainsi, explique le camarade Enver Hoxha, que le revirement à droite en Union soviétique et dans les pays révisionnistes, les phénomènes qui portèrent atteinte à la révolution et détruisirent le socialisme dans ces pays, ne sont pas apparus tous à la fois, ils ont évolué graduellement pour atteindre un stade où, profitant d'un grand événement historique comme c'était la mort de Staline, ils sont parvenus à interrompre le développement de ces pays dans la voie de la révolution et à y créer une situation régressive, réactionnaire. Il en conclut que la lutte révolutionnaire menée sans arrêt par les masses avec à leur tête le parti marxiste-léniniste est l'unique voie pour éviter d'être pris au dépourvu, l'unique voie qui consolide le présent et ouvre de claires perspectives d'avenir.

Lors du processus de la révolutionnarisation continue de la vie ont toujours lieu des accumulations quantitatives et des bonds qualitatifs dans tous les domaines comme l'enseignement, la lutte contre la religion et l'émancipation de la femme, autant de réalisations intervenues dans notre pays.

Les bonds qualitatifs font partie de la chaîne de la révolution socialiste ininterrompue. Ils laissent la place à de nouveaux bonds réalisant ainsi le progrès, afin d'accomplir à l'avenir des bonds encore plus avancées et importants. Le développement incessant et le perfectionnement continu, voilà l'essence de la révolutionnarisation ininterrompue de toute la vie du pays. Partant de là, le camarade Enver Hoxha a analysé les problèmes de la révolutionnarisation du Parti, de la dictature du prolétariat, des rapports de production et des forces productives, de la base et de la superstructure, de l'homme de la société socialiste, de son mode de vie, etc.

La disparition de l'ancien, la naissance et la consolidation du nouveau sont une condition nécessaire du développement de notre société. Ce sont précisément ces aspects du développement objectif vers le communisme, la préservation de la pureté du Parti et de la dictature du prolétariat, la révolutionnarisation continue de la conscience et du caractère des gens, le perfectionnement incessant de la base économique et de la

superstructure, l'élimination des éléments et des facteurs hostiles qui font dégénérer le socialisme et de toute possibilité de restauration du capitalisme, le développement sans détours de la révolution socialiste vers le communisme, qui ont amené le camarade Enver Hoxha à souligner la nécessité de la révolutionnarisation ininterrompue de toute la vie de notre société socialiste.

Dans l'œuvre théorique du camarade Enver Hoxha sur la révolutionnarisation continue de la vie du pays, une place importante revient au problème des sujets de la révolutionnarisation. Le camarade Enver Hoxha le résout en s'appuyant sur l'objectif, l'essence de ce processus révolutionnaire qui s'étend à tous les domaines et éléments de la société socialiste. Il distingue dans ce riche contenu les maillons principaux, en expliquant l'essence, le contenu et les voies de la révolutionnarisation de ces sujets. La révolutionnarisation de la superstructure est un important facteur de la révolutionnarisation de la vie du pays. Elle vise le perfectionnement et le développement continu de la superstructure, en supprimant tout ce qui, périmé, lui est étranger, afin qu'elle serve mieux et avec plus d'efficience la base économique, le développement de la révolution et sa marche vers le communisme.

Le camarade Enver Hoxha a démontré la nécessité de la révolutionnarisation de la superstructure socialiste par le rôle actif considérable que celle-ci assume dans ses rapports avec la base et le développement économique et social du pays. L'expérience négative de la contre-révolution révisionniste qui s'est produite en Union soviétique et dans les autres pays anciennement socialistes, où la dégénérescence de la superstructure et surtout du parti et du pouvoir modifia le caractère du système socialiste et conduisit à la restauration du capitalisme, vient appuyer cette assertion. D'où la conclusion scientifique du camarade Enver Hoxha que la révolutionnarisation ininterrompue de la superstructure sert directement le développement cohérent, sans détours, de la révolution socialiste.

Toutes les mesures adoptées pour la révolutionnarisation du Parti, la consolidation de la dictature du prolétariat, de la démocratie nouvelle socialiste, du contrôle de la classe ouvrière et des masses, la révolutionnarisation de l'école, de l'armée etc., vont dans le sens de la révolutionnarisation de notre superstructure socialiste. Dans tout ce processus de révolutionnarisation, on a vu se matérialiser la pensée théorique du camarade Enver Hoxha.

Dans une série de discours programmatiques comme «La révolutionnarisation plus poussée du Parti et du pouvoir», «De certains aspects du problème de la femme albanaise», «La révolutionnarisation de notre enseignement», «Le contrôle de la classe ouvrière», «L'éducation idéologique des cadres et des masses», «Les cadres doivent se former à l'école de la classe ouvrière», dans ses rapports présentés aux V^{e}, VI^{e}, VII^{e} et VIII^{e} Congrès du Parti, le camarade Enver Hoxha a élaboré tout un programme de la révolutionnarisation des éléments constitutifs de la superstructure socialiste.

Le camarade Enver Hoxha a considéré la révolutionnarisation du Parti et de l'Etat de la dictature du prolétariat comme un maillon principal du processus de la révolutionnarisation de la superstructure socialiste. La révolutionnarisation continue du Parti est un problème clé parce que c'est le Parti qui dirige le système de la dictature du prolétariat et la révolution socialiste. Le développement ininterrompu et avec succès de notre révolution socialiste est dû précisément à la ligne juste et révolutionnaire de notre Parti, à l'accroissement de son rôle dirigeant. Comme l'a démontré l'expérience négative de l'Union soviétique, la dégénérescence du parti y ouvrit la voie à la dégénérescence de toute la vie du pays. Toutes ces raisons font de la révolutionnarisation du Parti une nécessité et un maillon principal de la révolutionnarisation de la vie du pays.

Le camarade Enver Hoxha ne s'est pas contenté de prouver, arguments à l'appui, la nécessité de la révolutionnarisation continue du Parti, mais il a aussi élaboré le programme, formulé les idées fondamentales et tracé les voies concrètes à suivre pour la réalisation de cette révolutionnarisation. Il a attaché une attention particulière à la lutte acharnée contre les maux qui menacent et font dégénérer le Parti, comme le révisionnisme, le formalisme, le bureaucratisme, le libéralisme, le détachement des masses, etc., à la révolutionnarisation des communistes, à leur formation idéologique et révolutionnaire; à l'assimilation de la théorie marxiste-léniniste en étroite liaison avec la pratique révolutionnaire au moyen de la connaissance de l'essence idéologique et philosophique des normes et des principes qui guident le parti de la classe ouvrière. «Persévérons à révolutionnariser le Parti, a souligné le camarade Enver Hoxha, ce doit être notre principale préoccupation. La révolutionnarisation du Parti ne peut se faire qu'en connaissant comme il se doit le sens philosophique profond, en appliquant rigoureusement et en révolutionnaire les principes marxistes-léninistes qui guident le Parti et les normes léninistes qui règlent sa vie et celle de ses membres.»[8]

La révolutionnarisation continue trempe le Parti, le raffermit, consolide son rôle dirigeant, ce qui est le gage d'un développement conséquent de la révolution socialiste. Le camarade Enver Hoxha a considéré l'analyse incessante de son action dans une optique critique, la prise de conscience des insuffisances et des défauts qui se font jour dans son travail et celui de ses membres, l'attitude révolutionnaire à observer à leur égard, comme un facteur d'une grande importance pour sa propre révolutionnarisation. «Observons d'un oeil critique marxiste-léniniste, a-t-il indiqué, le déroulement de tout notre travail, de l'action et des idées de chacun d'entre nous, de

chaque membre du Parti, en tout lieu, en toute circonstance et en toute occasion. C'est cette méthode, la plus juste, qui nous a inspirés et qui doit nous inspirer à tout moment, maintenant comme à l'avenir».[9]

Un autre élément important de la révolutionnarisation de la superstructure socialiste est la révolutionnarisation plus poussée de la dictature du prolétariat. Ayant fait la synthèse de toute une expérience historique, nationale et internationale, le camarade Enver Hoxha a conclu que la question de la dictature du prolétariat demeurera un problème clé jusqu'à la victoire définitive du communisme. En réalité, à tout moment, il s'agit de savoir si elle va être préservée et consolidée ou bien si elle va dégénérer comme en Union soviétique et dans les autres anciens pays socialistes. Elle est l'arme décisive pour mener, jusqu'au bout l'édification du socialisme et du communisme.

L'expérience négative de l'Union soviétique a démontré que le bureaucratisme, le libéralisme, le révisionnisme ainsi que d'autres maux font dégénérer la dictature du prolétariat en une dictature de la nouvelle bourgeoisie. Mais cette dégénérescence est loin d'être une fatalité. C'est ce que prouve au mieux l'expérience de la dictature du prolétariat dans notre pays. En ce qui concerne cette nouvelle expérience, le camarade Enver Hoxha a souligné: «L'expérience historique a également prouvé qu'il est tout à fait possible que, après son instauration, la dictature du prolétariat soit conservée toujours pure, intacte et inébranlable dans tous ces éléments et qu'elle se développe et se perfectionne continuellement.»[10]

Parmi les voies de la révolutionnarisation de la dictature du prolétariat, le camarade Enver Hoxha a défini comme la plus essentielle le développement conséquent de la lutte contre le bureaucratisme, le rapprochement continu de l'appareil d'Etat avec les masses, le renforcement de la démocratie prolétarienne, la poursuite de la lutte contre le libéralisme, le développement ininterrompu de la lutte des classes, le développement et la consolidation du contrôle de la classe ouvrière, l'approfondissement continu de la ligne des masses. La poursuite avec détermination de la lutte contre les maux qui menacent la dictature du prolétariat a rendu celle-ci invulnérable dans notre pays.

Mais la révolutionnarisation continue de la vie du pays n'aurait pas de sens sans la révolutionnarisation de l'esprit des masses travailleuses et des cadres. Cette conclusion du camarade Enver Hoxha est d'une importance particulière et repose sur la thèse fondamentale de la théorie marxiste-léniniste du rôle décisif que jouent les masses dans l'histoire. La participation des masses travailleuses dans la construction du socialisme et le rôle qu'elles y assument sont fonction de leur niveau de conscience et de leur formation idéologique et politique. Pour cette raison, la révolutionnarisation de la vie du pays et, en particulier la révolutionnarisation des esprits, sont étroitement liées à la révolution idéologique et culturelle et à son approfondissement continu. «La révolutionnarisation plus poussée de la vie du pays, a dit le camarade Enver Hoxha, ne saurait se concevoir sans le développement et l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle. Elle se fait précisément sur la base de cette révolution dont le but fondamental est l'implantation et le triomphe total de l'idéologie socialiste prolétarienne dans la conscience de tout le peuple travailleur et l'extirpation complète de l'idéologie bourgeoise, l'éducation et la trempe révolutionnaire et communiste de l'homme nouveau, qui constitue le facteur décisif de la solution de tous les problèmes importants et complexes de la construction socialiste et de la défense du pays.»[11]

Le camarade Enver Hoxha insiste sur une éducation vivante et une assimilation créatrice du marxisme-léninisme, étroitement liées à la vie, à la pratique de la construction du socialisme, sur une éducation où la lutte contre les idéologies féodales, religieuses, petites-bourgeoises et bourgeoises qui viennent du fond des âges, et contre l'idéologie bourgeoise et révisionniste actuelle, occupe une place importante. «Personne ne doit demeurer en dehors de cette grande révolution, a souligné le camarade Enver Hoxha. Tous, jeunes et vieux, doivent contribuer, penser à elle, travailler pour elle dans toutes les directions, dans toutes les spécialités et y mettre toutes leurs forces. La pensée et l'action de chacun doivent se rattacher indissolublement à notre révolution; la création de chacun doit s'inspirer de la révolution des masses dirigée par le Parti et la raffermir.»[12] Une telle éducation communiste est très importante car «elle fait passer la conscience de son stade individuel au stade collectif»[13]

Le camarade Enver Hoxha a souvent parlé de l'éducation de la classe ouvrière, de la paysannerie, de l'intelligentsia, de la jeunesse, etc. Pour l'éducation de chacune de ces classes et couches sociales, il a élaboré tout un programme qui comprend des formes d'action, des méthodes et des voies concrètes à suivre.

Mais il a attaché une importance particulière à la révolutionnarisation des cadres et à leurs rapports avec les masses, dont la nécessité découle du rôle même qu'ils jouent et de la place qu'ils occupent dans le processus de la construction socialiste du pays. De même, l'établissement et le perfectionnement des rapports entre les cadres et les masses sont liés directement à la consolidation de l'unité du peuple, de la dictature du prolétariat et de la démocratie prolétarienne. L'expérience négative de la contre-révolution révisionniste en Union soviétique a démontré que la base sociale de cette contre-révolution, c'était précisément les cadres qui abandonnèrent la voie de la classe ouvrière, s'embourgeoisèrent, étouffèrent le parti et subjuguèrent cette dernière. Après en avoir tiré des leçons précieuses, notre Parti et le camarade Enver Hoxha, ont recommandé que, pour parer à ce danger, il

importe de tremper sans cesse les cadres selon l'idéologie révolutionnaire, de leur créer des conditions matérielles et sociales qui empêchent leur embourgeoisement, afin qu'ils demeurent fidèles à la classe ouvrière; de les éduquer dans l'école de la classe ouvrière pour que ce soit le Parti qui leur impose sa loi et non pas eux qui lui imposent la leur, et cela pour que le Parti résolve le problème de la révolutionnarisation des cadres non seulement théoriquement mais aussi dans la pratique.

Pour s'acquitter avec succès des tâches importantes de la révolutionnarisation de toute la vie du pays, de l'éducation révolutionnaire des gens et du développement de la révolution socialiste, il faut nécessairement révolutionnariser d'une manière continue l'enseignement et l'école. «Cette révolutionnarisation, a souligné le camarade Enver Hoxha, doit être générale, elle doit comprendre le système même de l'enseignement, le contenu du travail d'éducation, ainsi que les méthodes qui y sont mises en oeuvre».[14]

Le camarade Enver Hoxha a considéré la révolutionnarisation ultérieure de l'école comme un bond qualitatif à accomplir pour que l'école soit plus à même de satisfaire aux besoins croissants du développement de la production, de l'éducation, de la structure et de la superstructure de notre pays socialiste. L'idée du camarade Enver Hoxha sur la révolutionnarisation de l'école vue comme un processus ininterrompu durant lequel et d'une étape à l'autre des modifications en affecteront la forme, la structure et le contenu, est également très importante. Mais «seul une chose ne changera jamais: sa colonne vertébrale, qui guidera la révolutionnarisation dans chaque direction et dans tout le processus de transformation de la philosophie matérialiste marxiste-léniniste.»[15]

Un autre aspect fondamental de la révolutionnarisation de la vie du pays c'est la révolutionnarisation continue des rapports de production socialistes, qui vise la consolidation ininterrompue des principes du socialisme et, partant, le développement des forces productives, l'élévation du niveau de conscience socialiste des masses. Le processus de- la révolutionnarisation comprend donc et la superstructure et la base, économique de la société socialiste. Le camarade Enver Hoxha a attaché de l'importance à tous les éléments constitutifs des rapports à la production et souligne la nécessité de la révolutionnarisation continue et du perfectionnement des rapports de propriété, de rémunération, d'organisation et de gestion. Il a considéré, par exemple, la révolutionnarisation plus poussée des rapports de propriété, en étroite liaison avec le développement de la propriété socialiste, avec la suppression des débris de la propriété privée, la réduction jusqu'à sa disparition du lopin de terre de chaque coopérateur et avec l'accession de la propriété du groupe au rang de la propriété de tout le peuple.

C'est avec un soin particulier que le camarade Enver Hoxha traite le problème du perfectionnement des rapports de rémunération, de la répartition suivant le travail fourni, qu'il n'a pas manqué de considérer sous son aspect idéologique. La révolutionnarisation des rapports de rémunération concerne directement l'éducation des gens car elle crée les conditions qui permettent de les éduquer en révolutionnaires. Si on néglige l'aspect idéologique et social pour ne considérer que l'avantage économique, nous apprend le camarade Enver Hoxha, la conscience socialiste s'effrite inévitablement et le système socialiste finit par se démanteler.

Résumant cette idée tirée de notre expérience historique et de l'expérience internationale, le camarade Enver Hoxha a souligné: «L'intérêt du Parti veut que le niveau de vie du peuple soit satisfaisant, mais sans permettre l'embourgeoisement des individus ni la création de couches de privilégiés.»[16] Les différences de salaires, les traitements trop élevés, divers privilèges, comme le démontre l'expérience, attisent la soif de profits toujours plus considérables, légitimes ou pas, créent une tendance dangereuse à l'embourgeoisement, qui peut se camoufler même sous des slogans communistes.

S'appuyant sur la pensée théorique du camarade Enver Hoxha, le PTA a toujours établi de justes rapports entre les bas salaires et les salaires élevés, en combinant correctement les stimulants moraux avec les stimulants matériels, la priorité étant accordée aux premiers, il a élargi le système de travail à normes de rendement collectives et établi de justes rapports entre les cadres dirigeants et les masses.

La révolutionnarisation de la vie du pays comprend, en tant que partie intégrante et importante, le développement ininterrompu de la production sociale et le perfectionnement continu des forces productives dont le but est de développer, de raffermir notre système socialiste, de renforcer la défense du pays. La mise sur pied et le développement d'une économie stable, florissante, à plusieurs branches harmonisées ainsi que les rythmes élevés de son développement incarnent la pensée économique marxiste-léniniste du camarade Enver Hoxha. Comme l'a souligné le camarade Ramiz Alia. «La politique de l'industrialisation du pays, de la collectivisation et de la modernisation de l'agriculture porte le sceau de sa pensée créatrice et originale.»[17]

Le camarade Enver Hoxha a élaboré toute une théorie sur la nécessité de l'approfondissement de la révolution technico-scientifique dans notre pays et sur les voies de son développement. Il considère cette révolution comme une partie intégrante de la révolution socialiste qui, guidée par l'idéologie et la politique du Parti, se déroule avec la participation vivante des masses et vise la révolutionnarisation continue des forces productives et l'accroissement de la production sociale, ce qui influe aussi sur le perfectionnement des rapports de production socialistes.

Dans les nombreuses analyses que le camarade Enver Hoxha a faites du processus de la révolutionnarisation ininterrompue de la vie du pays, il a mis clairement en évidence les caractéristiques fondamentales de ce processus qu'il qualifie d'objectif, d'important et de général, tout en en soulignant le caractère ininterrompu et organisé.

La pensée théorique du camarade Enver Hoxha fait ressortir que la révolutionnarisation de la vie du pays n'est pas un processus inventé pour résoudre tel ou tel problème aigu du moment, mais bien un processus qui émane du mouvement et du développement de la révolution socialiste. La révolution socialiste avance, s'approfondit et se perfectionne sans cesse, ce qui implique une révolutionnarisation continue de tous ses éléments. Bien que ce soit un processus ininterrompu, nous pouvons en délimiter quelques moments où se réalisent divers bonds qualitatifs en avant. La mise sur pied de la base économique du socialisme par exemple, marque en soi un grand bond qualitatif en avant de toute la vie du pays, étant en même temps un maillon important de la chaîne de la révolutionnarisation de la vie du pays. Cette phase se caractérise par l'unité de la mise sur pied des bases du socialisme et de leur perfectionnement. Au milieu des années 60 la révolutionnarisation de la vie du pays a fait un nouveau bond qualitatif en avant qui se prolonge jusqu'à nos jours. Durant toute cette phase, le problème de la révolutionnarisation est lié à l'approfondissement plus poussé de la révolution socialiste dans tous les domaines: économique, politique et idéologique.

Ainsi, il n'est pas question de recommencer après chaque phase le processus de la révolutionnarisation de la vie du pays mais de la poursuivre, ce qui présuppose l'accomplissement de bonds qualitatifs préparés à l'avance et leur développement afin d'en préparer d'autres. La nouvelle phase de la révolutionnarisation qui commença au milieu des années 60 vit naître une série de mouvements révolutionnaires comme le mouvement contre la religion et les survivances rétrogrades, le mouvement de la lutte contre le bureaucratisme et le mouvement pour l'émancipation complète de la femme, qui furent de nombreuses mesures concrètes de révolutionnarisation. De cette manière, les déformations bureaucratiques essuyèrent un coup écrasant, l'appareil administratif fut débarrassé des éléments superflus, les hauts traitements furent sensiblement réduits, à commencer par ceux des principaux cadres du Parti et du pouvoir; et cela pour établir un juste rapport avec le salaire moyen des ouvriers. On stimula également une large participation au travail à la production des cadres, des fonctionnaires, de l'intelligentsia et de la jeunesse scolaire et estudiantine. L'éducation physique et l'entraînement militaire de la population prirent un caractère de masse. Dans les unités et les institutions militaires furent créés les comités du Parti, les grades furent supprimés tandis que la fonction du commissaire politique fut rétablie.

En examinant les mesures arrêtées, les mouvements révolutionnaires déclenchés, le camarade Enver Hoxha a fait une synthèse où il souligne le caractère ininterrompu du processus de révolutionnarisation, sa continuité, les liens de cette nouvelle phase de développement avec la phase précédente et la nécessité de l'approfondissement plus poussé de ce processus révolutionnaire. «Les mesures prises jusqu'ici, a écrit le camarade Enver Hoxha, ne sont que la poursuite du processus de grande ampleur et généralisé de la révolutionnarisation plus poussée de la vie du pays. Il est du devoir du Parti de porter toujours plus haut l'élan révolutionnaire déclenché, de le développer, de l'approfondir encore et de le porter sans cesse de l'avant.»[18]

Le nouveau bond qualitatif effectué, les mouvements et les initiatives révolutionnaires qui ont vu le jour et les mesures adoptées étaient le résultat logique de l'application de la pensée théorique du camarade Enver Hoxha. Dans le même temps, les problèmes qu'ont posés et résolus ces mouvements et actions révolutionnaires, ont été analysés par le camarade Enver. Hoxha, ce qui a contribué au développement de sa pensée théorique sur la révolutionnarisation plus poussée de la vie du pays. Le camarade Enver Hoxha recommandait que le Parti doit tirer des événements importants des leçons politiques, idéologiques et organisationnelles, afin d'améliorer son travail et d'aller de l'avant d'un pas toujours plus sûr.

L'approfondissement du processus de la révolutionnarisation de toute la vie du pays a entraîné la naissance de nos jours, de toute une série de mouvements révolutionnaires, des masses travailleuses qui prouvent au mieux la justesse des enseignements du camarade Enver Hoxha sur la révolutionnarisation ininterrompue de toute la vie du pays. Les initiatives prises et les actions concrètes déclenchées par les, masses et divers collectifs de travailleurs dans les années 70 et 80 sont l'expression de l'approfondissement de la révolutionnarisation de la vie du pays. Grâce à quoi, le développement conséquent de notre révolution socialiste à des rythmes élevés, d'un grand élan révolutionnaire et avec la mobilisation et l'héroïsme des masses est devenu une des caractéristiques fondamentales, essentielles de notre société.

Une autre caractéristique fondamentale du processus de la révolutionnarisation ininterrompue de la vie du pays, remarque le camarade Enver Hoxha, est le fait qu'elle est organisée et pas du tout laissée à la spontanéité, elle est réalisée avec la participation vaste et active des niasses et dirigée par le parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière. Le camarade Enver Hoxha a considéré le rôle du facteur subjectif du Parti dans l'organisation et l'accomplissement de la révolutionnarisation de la vie du pays comme «la première condition décisive».

«C'est pourquoi, souligne le camarade Enver Hoxha, notre tâche principale est de renforcer et de tremper continuellement le Parti, de rehausser davantage son rôle dirigeant dans toute la vie du pays. C'est là aussi la première condition décisive pour la révolutionnarisation de notre vie, pour garantir les victoires remportées et pour s'assurer de nouvelles et grandes victoires dans notre lutte pour le socialisme et le communisme.»[19]

C'est le Parti de la classe ouvrière qui élabore le programme et définit les mesures à prendre pour la révolutionnarisation continue de la vie du pays, qui mobilise les masses et les lance dans des actions révolutionnaires concrètes, qui les dirige dans la révolution. Le camarade Enver Hoxha souligne que pour accomplir ces tâches le Parti doit avoir en vue trois facteurs essentiels.

En premier lieu il souligne la nécessité de l'application créatrice de la théorie marxiste-léniniste dans les conditions concrètes du pays et en conformité avec les étapes que traverse la révolution. Notre révolution ne cesse de s'approfondir. Au cours de ce processus le nouveau vient supplanter ce qui est devenu suranné ou ce qui a été rejeté par la vie; ainsi, on voit se poser de nouveaux problèmes qui demandent à être résolus même si l'expérience pouvant aider à les résoudre vient à manquer. «Ces problèmes, explique le camarade Enver, seront résolus si nous nous guidons sur elle, si nous nous orientions au moyen de cette boussole dans la forêt albanaise, dans les plaines et les usines d'Albanie, dans les conditions matérielles de notre pays, si nous mesurons le travail que nous menons auprès de nos gens à leurs sentiments, à leur conception du monde, à leur niveau idéologique et politique qui n'est pas le même partout et en tout temps.»[20]

Le second facteur relève de la signification du contenu des tâches de chaque étape de la révolution socialiste, des tâches présentes et futures. Ceci exige que la ligne du Parti «soit toujours une ligne marxiste-léniniste en accord avec les conditions de notre pays, avec les étapes et les problèmes qu'elles posent, problèmes qui doivent être résolus avec soin et pondération sans jamais perdre de vue la perspective, l'avenir auquel nous souhaitons accéder. Un présent bien réfléchi, bien pesé et bien appliqué, ouvre justement des perspectives claires et radieuses.»[21]

Le troisième facteur est étroitement lié à l'attitude du Parti de la clause ouvrière envers les phénomènes négatifs, les défauts et les lacunes qui se font jour. Ce problème revêt une importance particulière, il contribue à garder saines et pures les victoires du socialisme, car il y a toujours risque de les voir s'affaiblir. Le camarade Enver Hoxha souligne que le Parti de la classe ouvrière n'a aucun complexe petit-bourgeois quand il s'agit de reconnaître ses défauts et ses lacunes, il ne se les dissimule pas sous prétexte qu'il faut préserver l'unité, mais adopte à leur égard une attitude critique, il procède à une analyse marxiste-léniniste des causes de ces défauts, les combat concrètement, avec persévérance, aux côtés des masses. C'est là «une grande école» d'où il convient de tirer des leçons pour que ces défauts ne se renouvellent jamais. C'est là que résident aussi la force et la vitalité de notre Parti. «Les maux qui peuvent nuire au Parti, à la classe ouvrière, à la paysannerie et à l'intelligentsia, sont si nombreux et compliqués que seul un Parti marxiste-léniniste véritable peut réussir à les classer, à évaluer leur dangerosité, qui n'est pas la même pour tous. Il est cependant une caractéristique générale de ces maux. Ils s'accumulent et peuvent constituer un tout entier qui s'attaque au corps sain. Le Parti doit en même temps savoir établir le vrai diagnostic pour chacune des maladies qui se manifestent dans la vie de nos gens dans la période de l'édification du socialisme, et prescrire un traitement efficace pour les guérir.»[22]

Afin d'accroître le rôle organisationnel et dirigeant du Parti dans le processus de la révolutionnarisation de la vie du pays, souligne le camarade Enver Hoxha, il importe de parfaire au premier chef la méthode et le style de travail du Parti et des autres leviers ainsi que de prendre des mesures révolutionnarisatrices concrètes. Le camarade Enver Hoxha insiste sur une compréhension dialectique du problème, afin de chercher toujours de nouvelles formes d'action et de nouvelles voies plus appropriées et plus efficaces qui répondent toujours mieux à l'élan croissant des masses. «Je pense, dit le camarade Enver Hoxha, que nous devons parfaire et révolutionnariser davantage les méthodes et le style de travail du Parti et de notre pouvoir. Réfléchissons toujours à fond à ce problème si important, en vue de stimuler des initiatives créatrices justes et de ne pas se contenter de ce qui a été obtenu en prétendant avoir tout découvert et tout perfectionné. Ce serait une erreur grave qui constituerait un obstacle sur notre chemin.»[23]

Selon le camarade Enver Hoxha, la révolutionnarisation continue de la vie du pays est indissolublement liée au développement conséquent de la lutte de classe, qui est un moyen permettant de combattre les phénomènes et les éléments étrangers et hostiles au socialisme, de tremper et de révolutionnariser la conscience et la conception du monde des gens et de faire progresser la société socialiste. «Le progrès de notre société et l'éducation révolutionnaire des travailleurs a indiqué le camarade Enver Hoxha, ne peuvent pas se concevoir ni se réaliser en dehors de la lutte de classe.»[24]

S'appuyant sur le fait que la révolutionnarisation de la vie du pays est l'oeuvre des masses dirigées par le Parti, le camarade Enver Hoxha prête une attention soutenue à la méthode de la consultation des masses, de leur mobilisation et de leur participation à des actions et à des mouvements révolutionnaires qui se proposent des objectifs clairs et réalisables, à la combinaison de l'initiative venant d'en bas avec les orientations qui viennent

d'en haut. Les puissants mouvements révolutionnaires de ces vingt dernières années ont été l'expression de la montée permanente de l'élan révolutionnaire des masses, mais c'est la ligne juste et conséquente du Parti qui a joué et joue le rôle décisif dans la naissance et le développement avec succès de ces mouvements sous tous les aspects: politique, social, culturel et économique.

Faisant la synthèse de l'expérience historique acquise par les masses dans notre révolution socialiste, les mouvements et les actions révolutionnaires, le camarade Enver Hoxha a souligné que «Le Parti a toujours tenu compte en théorie comme dans la pratique du rôle vital des masses ainsi que de leur rôle décisif dans la transformation de la société et des individus qui la composent. C'est ce rôle des masses dirigées par la ligne du Parti qui explique ces transformations si importantes, accomplies sur des bases saines et qui ouvrent de larges perspectives. Si la ligne du Parti n'avait pas été comprise et appliquée comme elle l'est, l'édification même du socialisme aurait été compromise; si elle cesse d'être comprise comme il se doit, si elle ne continue pas de se révolutionnariser, la construction du socialisme peut être grosse de dangers.»[25]

Le camarade Enver Hoxha a envisagé la révolutionnarisation de la vie du pays en étroite liaison avec l'adoption de mesures révolutionnarisatrices concrètes dans tous les domaines. Se référant à ses enseignements, les mouvements et les actions de révolutionnarisation ont toujours été accompagnés de mesures révolutionnaires concrètes. Ainsi, le mouvement contre la religion a fait un bond qualitatif en avant en éliminant la base matérielle de la religion, les églises et les mosquées. De même, le mouvement pour l'émancipation complète de la femme a été suivi de sa participation plus accrue à la production, à la vie socio-politique, du nombre toujours plus élevé des femmes dans les organes élus, de la rupture de fiançailles nouées sur la base du droit coutumier et de traditions étrangères à notre pays, etc. Le camarade Enver Hoxha a considéré les mesures révolutionnarisatrices comme une concrétisation du mouvement révolutionnaire, comme une nécessité de la marche de l'avant, comme une exigence pour améliorer la situation existante.

Dans l'heureux développement de la révolutionnarisation de la vie du pays, la méthode de la critique et de l'autocritique bolcheviques, révolutionnaires acquiert, selon le camarade Enver Hoxha, une importance particulière. Il exige que chacun dise haut et sans aucune hésitation ce qu'il pense du travail et des gens.

L'oeuvre théorique du camarade Enver Hoxha reflète la ligne du Parti, son élaboration et son application fructueuse au cours de toutes les étapes de notre révolution socialiste. L'expérience accumulée dans le processus de la révolutionnarisation de la vie du pays est l'expérience d'un pays où l'instauration et la consolidation de là dictature du prolétariat, le développement de la révolution socialiste, ont eu lieu de manière conséquente, ininterrompue, sans détours ni retours en arrière. Le facteur décisif qui a déterminé l'originalité de notre révolution socialiste et de tout le processus de révolutionnarisation, c'est le Parti, sa ligne juste dans toutes les étapes de la révolution.

La pensée théorique du camarade Enver Hoxha sur la révolutionnarisation ininterrompue de la vie du pays et l'expérience concrète de ce processus, qui incarne sa pensée théorique, constituent une contribution très précieuse au trésor du marxisme-léninisme. «L'exemple de l'Albanie, a-t-il indiqué, est une expérience nouvelle dans l'histoire de la dictature du prolétariat et il constitue une précieuse contribution à la théorie et à la pratique du socialisme et du marxisme-léninisme.»[26]

Notes :

1. Enver Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 117, Tirana, 1976.

2. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1969-1970,* éd. alb., p. 204.

3. Enver Hoxha, *Rapport au VI^e Congrès du PTA,* éd. alb., p. 108, Tirana, 1972.

4. Enver Hoxha, *Rapport au V^e Congrès du PTA,* éd. alb., p. 85, Tirana 1966.

5. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1967-1968,* éd. alb., p. 188.

6. Enver Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 115, Tirana 1976.

7. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 140, Tirana, 1981.

8. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1967-1968,* éd. alb., p. 22.

9. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1965-1966,* éd. alb., p. 207.

10. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1969-1970,* éd. alb., p. 319.

11. Enver Hoxha, *Rapport au V^e Congrès du PTA,* éd. alb., p. 127, Tirana, 1966.

12. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1967-1968,* éd. alb., p. 326.

13. *Ibid.* p. 327.

14. Enver Hoxha, *Rapport au V^e Congrès du PTA,* éd. alb., p. 145, Tirana, 1966.

15. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1967-1968,* éd. alb., p. 358.

16. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1974-1975,* éd. alb., p. 147.

17. Ramiz Alia, *Enver Hoxha et son oeuvre vivront dans les siècles,* éd. fr., p. 13, Tirana 1985.

18. Enver Hoxha, *Rapport au V^e Congrès du PTA,* éd. alb., p. 86, Tirana 1966.

19. Enver Hoxha, *Rapport au V^e Congrès du PTA,* éd. alb., p. 88, Tirana, 1966.

20. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1965-1966,* éd. alb., p. 211.

21. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1978-1979,* éd alb., p. 57.

22. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1978-1979,* éd alb., p. 55.

23. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1965-1966,* éd., alb., p. 488.

24. Enver Hoxha, *Rapport au V^e Congrès du PTA,* éd. alb., p. 129, Tirana, 1966.

25. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1967-1968,* éd. alb., p. 310.

26. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 121, Tirana, 1981.

Pr. Hamit Beqja — La contribution du camarade Enver Hoxha à la création et au développement de notre enseignement populaire et de notre pédagogie socialiste

A la tête de notre Parti du Travail, le camarade Enver Hoxha a toujours prêté une attention particulière au développement et à la consolidation de notre enseignement populaire et de notre pédagogie socialiste en les considérant comme une arme très efficace dans l'accomplissement de la révolution et l'édification du socialisme. Dans ce combat, il a apporté une contribution remarquable à la défense conséquente d'une politique d'enseignement marxiste-léniniste et de la pensée pédagogique marxiste-léniniste en vue de leur enrichissement théorique, de leur développement créateur et, surtout, de leur application originale.

Se guidant sur les enseignements du marxisme-léninisme, le camarade Enver Hoxha a considéré dès le début l'enseignement populaire comme un instrument essentiel de la révolution socialiste dans le domaine de l'idéologie et de la culture, en soulignant l'unité de la révolution dans l'enseignement et la culture avec la révolution idéologique, avec l'éducation communiste de l'homme nouveau. «En édifiant le socialisme, a-t-il indiqué, notre Parti se propose de former et de tremper l'homme nouveau, communiste, doté d'une conception politique et théorique marxiste-léniniste saine, de créer une éthique et un goût marxiste-léninistes, l'esprit révolutionnaire, combatif, audacieux, créatif et réalisateur marxiste-léniniste.»[1]

Dans ces conditions, le camarade Enver Hoxha avait parfaitement compris que la politique d'enseignement marxiste-léniniste de notre Parti avait, dès le début, un caractère complexe, intégral, politique et social, économique et culturel, scientifique et pédagogique.

Partant des enseignements de Lénine dans le domaine politique, le camarade Enver Hoxha a toujours considéré l'enseignement et l'école comme un instrument du pouvoir de la classe ouvrière, de la dictature du prolétariat, afin d'accomplir la transformation révolutionnaire de la société sur des bases socialistes. D'autre part, sur le plan social, les tâches demeurent encore nombreuses et complexes: il faut éliminer toutes sortes d'inégalités dans l'enseignement, faire de l'école l'apanage du peuple travailleur et de ses enfants, créer une nouvelle intelligentsia issue des rangs des travailleurs, faire disparaître les différences de niveau de développement de l'enseignement entre la ville et la campagne, réduire toujours plus les disparités entre le niveau culturel des intellectuels et celui des ouvriers, créer un terrain favorable pour parer à tout éventualité de différenciation et de polarisation de classe et sociale, offrir enfin des possibilités illimitées à l'épanouissement des énergies et des talents de tous les travailleurs ainsi que de leurs enfants.

En tant que dirigeant du Parti et homme d'Etat, le camarade Enver Hoxha a toujours soulevé le problème de la mise sur pied d'une économie nouvelle, socialiste, diversifiée, qui se développe d'une manière intensive, ne comptant que sur ses propres ressources, fondée sur la science et la technique modernes. Il a sans cesse posé le problème de l'amélioration du niveau d'instruction et de culture, du niveau technico-scientifique professionnel de tous les travailleurs, de la préparation des nouvelles forces de travail qualifiées, ainsi que de la qualification et du recyclage des travailleurs. A la lumière de ces enseignements, notre école socialiste a déclenché ce processus sur des bases solides et accomplira ses tâches toujours mieux.

Par ailleurs, le camarade Enver Hoxha n'a jamais manqué de souligner le problème du développement interne, spécifique de l'enseignement et de l'école de chez nous. Il s'agit en premier lieu de la mise sur pied de tout le processus d'enseignement, d'éducation sur la base de la science moderne, de la psychologie et de la pédagogie marxistes-léninistes actuelles. Ces principales directions de la politique d'enseignement appliquées par notre Parti, élaborées par le camarade Enver Hoxha, ont toujours été d'importants jalons sur le plan des principes durant toute la période de la construction de la société socialiste. Ces directions sont suivies par un petit pays qui édifie le socialisme dans les conditions intérieures et extérieures difficiles, car il a hérité un profond retard économique et social aussi bien qu'éducatif et culturel.

On ne connaît que trop la situation lamentable de l'enseignement et de l'école albanaise avant la Libération. Cependant, il est difficile de s'empêcher d'évoquer ici les traditions illustres qu'avait créées et héritées notre peuple dans ce domaine. Bien qu'ayant subi des invasions successives et plus particulièrement une occupation ottomane longue de cinq siècles, en aucun instant les Albanais ne renoncèrent à leur aspiration à la liberté nationale. Comme l'a dit le camarade Enver Hoxha, le fusil et l'abécédaire ont toujours été deux jumeaux dans la tranchée de la lutte de notre peuple pour sa liberté et l'indépendance, pour les lumières et l'enseignement. C'est précisément dans cette longue lutte héroïque que furent créées les riches traditions nationales et patriotiques, laïques, progressistes et démocratiques de notre enseignement, de notre école et de notre pédagogie nationale, que le camarade Enver Hoxha a éclairées de sa passion d'ardent patriote et d'illustre penseur marxiste-léniniste. Il nous a appris que, considérées dans l'optique de l'idéologie marxiste-léniniste et de notre pédagogie socialiste, enrichies et cultivées davantage, ces traditions sont comme une pierre à jamais posée dans les fondements de notre enseignement populaire, de notre école et de notre pédagogie.

Mais, malgré ces traditions, les gros propriétaires terriens et la bourgeoisie, le régime de Zogu maintenaient le peuple dans l'obscurité et l'ignorance. Aussi la mise sur pied et le développement de l'enseignement populaire et de l'école socialiste devaient-ils être, après la libération du pays, un processus long et difficile qui connaîtrait divers stades et périodes.

La pensée matérialiste et dialectique du camarade Enver Hoxha sur le stade du développement de l'enseignement en unité avec le stade du développement général du pays, avec le développement de tous ses domaines vitaux, nous aide à comprendre la voie suivie. «Notre nouvelle école, a souligné le camarade Enver Hoxha, ne peut pas être une école quelconque, elle doit satisfaire les besoins du développement de la production et correspondre à la structure et à la superstructure de notre société socialiste... suivre et soutenir le développement révolutionnaire de la structure et de la superstructure. Guidée par le Parti, elle doit en être partie constitutive, aider la production et contribuer au développement de la pensée et au progrès.»[2]

En nous référant aux documents principaux du Parti et au développement réel des phénomènes vitaux dont il est question il nous semble possible de pouvoir diviser le développement de notre enseignement populaire et de notre pédagogie socialiste après la libération en deux étapes fondamentales.

La première étape, comprend les deux premières décennies qui suivirent la libération du pays et va de 1945 jusqu'au milieu des années 60. Du point de vue des liens avec le développement général du pays, cette étape coïncide avec la période historique où furent jetés et consolidés les fondements de la société nouvelle, socialiste, essentiellement avec la construction de la base économique du socialisme. Dans cette étape se dessinent clairement le caractère démocratique et socialiste de notre enseignement populaire, la physionomie socialiste de notre école et de notre pédagogie.

Dans cette étape nous pouvons aussi distinguer un certain nombre de périodes au cours desquelles on a enregistré des progrès considérables dans le domaine de l'enseignement, en ayant toujours en vue les enseignements du camarade Enver Hoxha: «Tout comme nous avons accompli une grande révolution dans le domaine social et économique, il nous faut adopter les mêmes rythmes dans celui de l'enseignement et de la culture.»[3]

La mise sur pied de tout un système d'enseignement populaire avec tous ses maillons, l'alphabétisation, l'institution de l'enseignement obligatoire de quatre ans et ensuite de huit ans, la création d'un enseignement professionnel inférieur, secondaire et supérieur, la formation d'une intelligentsia nouvelle, populaire, la profonde démocratisation de l'enseignement, sont autant de phénomènes typiques de cette étape. Ces transformations importantes quantitatives ont été suivies de la modification de la physionomie de notre école, de l'élaboration du processus d'enseignement et d'éducation sur la base de la théorie marxiste-léniniste et de la pédagogie socialiste.

Pendant cette étape, on a vu se produire quelques phénomènes contradictoires et négatifs comme l'intellectualisme, une certaine tendance à dissocier l'enseignement et l'éducation de la vie et des manifestations de bureaucratisme pédagogique. Ces phénomènes étaient dus en partie à des influences données de l'école et de la pédagogie de l'époque. «La réforme d'enseignement que nous avons réalisée, a souligné le camarade Enver Hoxha, a influé positivement dans ce sens, l'expérience de l'école soviétique nous a été utile dans une certaine mesure, mais par la suite nous nous sommes aperçus que l'école soviétique greffée sur notre école ancienne conservait des traits et des vestiges de la pédagogie bourgeoise, elle présentait des défauts et des lacunes que l'expérience acquise et le développement du pays n'ont pas manqué de mettre en évidence en nous amenant à faire sans cesse des améliorations partielles aussi bien dans la structure que dans les programmes et la politique de notre enseignement.»[4] Il a également indiqué qu'il ne fallait pas se hâter de penser que «puisque nous avons pris pour modèle l'école soviétique nous ne pouvions pas commettre d'erreurs. Les défauts que nous avons relevés ne proviennent pas uniquement de notre manque d'expérience, l'école soviétique ayant eu elle-même des insuffisances et des lacunes sérieuses, car, étant en développement, elle n'avait pas atteint la perfection.»[5]

Nous ne pouvons pas ne pas souligner qu'une caractéristique de cette étape est, comme l'a souvent mis en lumière le camarade Enver Hoxha, une nette prédominance de transformations quantitatives considérables accompagnées d'un retard relatif du développement qualitatif et, par conséquent, de sensibles difficultés de croissance.

Quant à la seconde étape du développement de notre enseignement, nous l'appelons, comme le camarade Enver Hoxha l'a lui-même qualifiée, l'étape de la révolutionnarisation plus poussée de notre école. Elle débute vers le milieu des années 60 et se poursuit encore.

Il est tout a fait naturel qu'il y ait entre ces deux étapes des liens, voire une continuité et une unité. Mais le camarade Enver Hoxha a mis l'accent sur le tournant et le bond en avant qui ont lieu au cours même du développement général du pays et dans l'essor de l'enseignement, de l'école et de la pédagogie en Albanie.

Actuellement notre pays s'est engagé dans une nouvelle phase, celle de l'édification totale de la société socialiste; on y voit se dérouler le processus impétueux de l'approfondissement général de la révolution socialiste, de la

révolutionnarisation de toute la vie du pays, surtout de sa vie intellectuelle, de toutes ses institutions et mécanismes, parmi lesquels l'enseignement et l'école occupent une place de première importance. Il est notoire que c'est le camarade Enver Hoxha en personne qui a élaboré le programme de cette révolutionnarisation fondée sur le marxisme-léninisme et sur son application créatrice, en lutte contre les influences et les déformations révisionnistes.

Considérée du point de vue du développement spécifique de l'enseignement et de l'école, cette étape se caractérise par une lutte menée avec détermination pour éliminer les influences étrangères idéo-pédagogiques intérieures et extérieures, nouvelles ou anciennes ainsi que pour consolider, restructurer, révolutionnariser et, dans certaines domaines, élaborer de nouvelles structures d'enseignement et pédagogiques à commencer par le type de l'école, les programmes, les manuels, les formes et les méthodes d'enseignement et d'éducation. En d'autres termes il s'agit de la consolidation d'une école socialiste authentique.

Pour faciliter la solution de ces tâches, le camarade Enver Hoxha a élaboré tout un programme de la révolutionnarisation de l'école, du système d'enseignement, du contenu des cours et de l'éducation et des méthodes correspondantes. La plate-forme générale idéologico-politique, technico-scientifique, pédagogique et organisationnelle de ce programme a été exposée dans son discours historique du 7 mars 1968 sur «La révolutionnarisation de notre enseignement».[6]

Toutes ces raisons nous poussent à affirmer que dans cette étape-là la contribution de notre Parti et personnellement du camarade Enver Hoxha au développement créateur de la politique d'enseignement et de la pensée pédagogique marxiste-léniniste a été originale et d'un grand poids, elle apparaît avec d'autant plus de force que notre école et notre pédagogie socialistes se frayent courageusement de nouvelles voies, inexplorées. Le développement de notre école et de notre enseignement pendant cette période est étroitement lié a la lutte qu'a toujours menée notre Parti pour éliminer les conceptions étrangères au socialisme, réactionnaires anciennes ou nouvelles, bourgeoises et révisionnistes, sur l'enseignement, l'école, la pédagogie et l'éducation et pour affirmer à leur place des conceptions nouvelles révolutionnaires, marxistes-léninistes. Le camarade Enver Hoxha a consacré une attention particulière à ces problèmes, notamment dans son célèbre discours «Accomplissons avec persévérance et dans un esprit créateur les tâches qui nous incombent pour la révolutionnarisation plus poussée de la vie du pays», prononcé le 21 décembre 1968. Il a souligné que l'école n'est pas seulement un lieu où l'on travaille, que l'on ne s'instruit pas seulement ni essentiellement à l'école, mais aussi dans la vie, dans la pratique et même un peu plus qu'à l'école; que toute la vie est une école, que nous devons et pouvons apprendre durant toute notre existence; que penser que l'école est nécessaire car elle fait de nous des intellectuels, nous munit d'un diplôme et nous procure du travail est une tendance intellectualiste, carriériste, technocratique et bureaucratique, que l'enseignement et l'école nous préparent à mieux servir la révolution et le socialisme. L'élaboration du travail d'enseignement et du processus didactique et éducatif sur la base de ces conceptions est une des garanties du développement d'une école socialiste révolutionnarisée, d'une juste définition marxiste-léniniste des structures d'un enseignement permettant d'inculquer à la jeunesse scolaire et estudiantine l'amour de l'étude, fondé sur des motivations et des idéaux révolutionnaires.

Etudiant plus concrètement les directives du Parti et du camarade Enver Hoxha, nous tenons à souligner, en premier lieu, l'importance qu'ils ont attachée à l'enseignement, la place et la portée de celui-ci dans la société albanaise. Dès le lendemain de la Libération, en faisant connaître le programme du premier Gouvernement de la République populaire d'Albanie, le camarade Enver Hoxha a souligné: «Si notre peuple a besoin de plus de pain, il a également besoin de plus de culture et de plus d'instruction. Cette culture et cette instruction ne doivent pas être seulement un ornement inutile, mais servir l'intérêt général, pour produire davantage et mieux, pour élever le niveau de vie de notre peuple. Nous avons besoin d'une culture qui rende notre peuple capable de travailler mieux et de produire davantage. Cette culture et cette instruction nous devrons en faire une arme des larges masses travailleuses.»[7]

Nous devons aussi indiquer que le Parti et le camarade Enver Hoxha ont toujours souligné l'importance de l'efficacité de l'enseignement. Cette compréhension large et profonde est en opposition totale avec les conceptions élitistes, aristocratiques et bourgeoises, qui voient dans l'enseignement un simple instrument d'érudition, réservé au premier chef aux enfants des classes riches et dominantes. Elle est démocratique, populaire, socialiste, marxiste-léniniste et considère l'enseignement non seulement comme un moyen efficace pour l'émancipation et l'instruction des travailleurs, pour leur épanouissement général, mais encore comme une arme de combat dans le domaine politique, social et économique, qui sert à élever le niveau de conscience politique et idéologique des masses, à les doter des plus récentes connaissances scientifiques nécessaires à l'accroissement de la productivité du travail, à leur participation active accrue à la vie et à l'activité sociales, à leur marche en avant en tant que bâtisseuses actives et conscientes de la vie nouvelle, socialiste.

La bourgeoisie impérialiste et révisionniste, qui persévère à exploiter au maximum les capacités et les énergies des travailleurs, fait preuve d'une compréhension utilitariste et pragmatiste de la notion d'efficacité, alors que

chez nous l'efficacité de l'enseignement se réalise en parfait accord avec le progrès général de la société socialiste et l'épanouissement total des aptitudes humaines de ses membres.

Dès le début, le camarade Enver Hoxha s'en est tenu à la thèse léniniste selon laquelle l'enseignement populaire constitue le fondement de la culture, du développement culturel d'un peuple, d'une nation, d'un pays. Il y a vu une loi de notre développement socialiste. C'est la raison pour laquelle il a souligné même au VIII[e] Congrès du Parti que l'école est le principal foyer de l'assimilation de la culture.

Les valeurs culturelles actuelles et passées de l'humanité, les brillants progrès enregistrés dans les grands domaines du savoir et de la science peuvent être assimilés par les gens uniquement sur la base d'un enseignement contemporain des connaissances qui, dans notre société socialiste, est toujours plus présent.

Ces phénomènes et rapports apparaissent avec une force particulière aujourd'hui que l'information sociale augmente à une vitesse surprenante, transmise qu'elle est non seulement par l'école mais aussi par des moyens multiples et puissants d'une propagande de masse. C'est dans ces conditions que, comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha, de plus grandes possibilités sont offertes en vue d'harmoniser le travail d'enseignement et d'éducation mené à l'école avec l'activité de tous les canaux de l'information sociale et des influences culturelles.

Dans notre société socialiste, cette tendance vitale est réelle et va se renforçant.

Mais tous ces traits nouveaux, socialistes de notre enseignement n'ont trouvé un terrain favorable que dans les conditions de sa démocratisation radicale et incessante visant à lui conférer un caractère de masse. Dans cette voie, on a atteint l'égalité sociale de la scolarisation.

On peut, sans crainte de se tromper, affirmer que ces processus se sont déroulés en Albanie socialiste dans la mesure la plus optimale possible et dans des délais extrêmement brefs sur la base de critères sociaux des plus avancés, notamment dans un esprit marxiste-léniniste et dans des conditions très difficiles.

Cela s'est produit dans un pays qui avait une population essentiellement rurale. Lorsque notre pays s'est engagé dans la voie de la démocratie populaire et du socialisme, 90 pour cent de la population vivait à la campagne, dans de petits villages dispersés et peu peuplés, surtout dans les régions montagneuses reculées. C'est précisément là qu'il fallait ouvrir des écoles de tous les niveaux, en commençant par les écoles maternelles, de sept et huit ans jusqu'aux lycées. Pour ce faire il fallait trouver des établissements scolaires, des enseignants et tous les moyens nécessaires en partant presque de rien.

C'est le principe socialiste du développement à des rythmes accélérés qui a servi de principe directeur dans ce domaine et vu qu'il s'agissait de combler un retard considérable et de rattraper le temps perdu, on a adopté le principe du développement à des rythmes extrêmement rapides.

Puis, surtout à un moment donné, la campagne devait fournir la majorité des élèves, des étudiants et des cadres de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur professionnel. L'Etat socialiste devait s'engager à leur accorder des bourses, ce qu'il n'a pas manqué de faire. Mais ils n'ont, pas été les seuls à bénéficier d'une bourse. Pendant un certain temps, beaucoup d'élèves des écoles de huit ans et des lycées d'enseignement général ont eux aussi droit à une bourse.

Actuellement, la plupart de ces tâches ont été accomplies. Un enseignement primaire de cinq ans a été créé même dans les villages les plus reculés. Mais l'institution de l'enseignement de sept et plus tard de huit ans a certes demandé un peu plus de temps. L'extension rapide de cette catégorie d'écoles a permis aux jeunes villageois d'apprendre dans des écoles professionnelles centralisées pour recevoir une formation de spécialistes et de techniciens de toutes les branches de l'économie et de la culture. Mais à partir d'un moment donné, des écoles secondaires ont été créées dans des centres ruraux également. Grâce à cette entreprise, l'enseignement secondaire de tous les genres, professionnel et général, à la ville comme à la campagne, régulier et du soir, connaît aujourd'hui un grand essor. 80 pour cent des élèves qui terminent leurs études primaires s'inscrivent à diverses écoles secondaires, ce qui fait que même s'il n'est pas encore obligatoire, l'enseignement secondaire va dans le sens d'une généralisation de plus en plus grande. Outre l'élaboration de la plate-forme théorique de nos problèmes scolaires et pédagogiques, le camarade Enver Hoxha, a toujours prêté en tant que dirigeant du Parti et homme d'Etat, une attention soutenue à ces grandes actions de la mise sur pied, de la croissance et de la consolidation ininterrompue de notre enseignement populaire, de ses divers maillons et catégories.

Comptant sur ses propres forces, notre pays a mis sur pied un système d'enseignement supérieur socialiste de diverses spécialités. Le camarade Enver Hoxha a attaché une importance particulière à la croissance et au développement de cet enseignement entièrement nouveau, notamment à notre Université en donnant régulièrement des orientations afin d'asseoir le travail d'enseignement et d'éducation, la recherche scientifique, sur des bases scientifiques et pédagogiques marxistes-léninistes justes.

Enfin, le fait qu'en Albanie où, il y a quatre décennies la population était presque entièrement illettrée, aujourd'hui une personne sur 3-4 va à l'école, est très significatif. Cet indice est des plus élevés dans l'enseignement contemporain, y compris les pays qui sont considérés comme les plus avancés dans ce domaine et qui oeuvrent à la solution de ces problèmes depuis des siècles.

Mais le contenu social de ce développement et de ces progrès est encore plus significatif. On doit souligner en premier lieu la solution de la contradiction entre la ville et la campagne, et, en général, la réduction des disparités entre elles dans ce domaine. Les prémisses nécessaires de la réduction plus poussée des disparités qui existent entre le niveau culturel des campagnes et celui des villes ont été déjà créées.

L'égalité de scolarisation entre les hommes et les femmes est encore plus tangible. Il suffirait pour cela de mentionner le fait qu'actuellement dans l'enseignement secondaire et supérieur le nombre des jeunes filles est égal à celui des garçons. Et ce, précisément dans un pays où, il y a quatre décennies, leur présence dans les établissements scolaires était insignifiante. C'est là une autre réussite, très importante, de notre système socialiste et une autre prémisse puissante de l'accélération du processus de l'émancipation de la femme. Là encore, dans le cadre de ce très vaste programme, le camarade Enver Hoxha a été l'inspirateur et le promoteur des idées nouvelles.

Au sommet de notre système d'enseignement, c'est-à-dire dans les établissements d'enseignement supérieur, il y a aujourd'hui le même nombre de fils et de filles de coopérateurs et de fonctionnaires. Le nombre des enfants d'ouvriers et d'agriculteurs dans ces établissements va croissant. Nous ne pouvons pas passer sous silence le fait que les étudiants sont logés gratuitement dans des cités universitaires, qu'ils sont nourris dans des réfectoires et des restaurants universitaires pour une somme d'argent égale à ce que leur famille dépenserait pour assurer leur subsistance, que les manuels et les autres livres nécessaires leur sont vendus à des prix raisonnables.

A l'avenir également, le développement dans tous ces domaines atteindra de nouvelles cimes.

Un autre trait de la profonde démocratisation de notre école considérée sous un autre angle, complémentaire, apparaît dans la participation active non seulement des enseignants et des professeurs, des élèves et des étudiants, mais encore des parents et de tous les travailleurs à ce processus. Cela montre qu'une méthode et un style révolutionnaires marxistes-léninistes, de l'organisation de notre enseignement populaire et de notre école socialiste, élaborées par le camarade Enver Hoxha s'affirment tant sur le plan théorique que dans la pratique. Bien entendu, dans l'enseignement comme dans tout autre domaine, le rôle dirigeant et compact du Parti est le principe fondamental de leur organisation. Ce principe se combine toutefois avec l'application de la ligne des masses dans les affaires de l'enseignement, de la démocratie socialiste dans la vie de l'école, du contrôle, ouvrier et paysan.

Notre Parti a lutté pour affirmer le principe que les problèmes de l'enseignement et de l'école sont une affaire importante le concernant lui, le pouvoir, toute la société et notre peuple entier. Dans ce combat, il s'est heurté à des conceptions et à des pratiques bureaucratiques, technocratiques et intellectualistes. Le camarade Enver Hoxha a critiqué les tendances qui faisaient considérer l'école comme un domaine plutôt du ressort des enseignants et des professeurs, l'idée que les enseignants et les professeurs sont seuls compétents en matière d'enseignement, qu'il suffit de leur indiquer les directions et les critères pour qu'ils s'occupent du reste. Dans la lutte contre ces conceptions et pratiques intellectualistes, les débats populaires sur les problèmes de l'école, les diverses actions et surtout les actions idéologiques déclenchées par la jeunesse scolaire et estudiantine à travers lesquelles celle-ci s'est affirmée dans l'arène de la vie scolaire et sociale comme une force révolutionnarisatrice de choc, l'intérêt accru porté par toute l'opinion sociale à cette sphère délicate de la vie culturelle du pays, ont joué un rôle important.

Dirigée par le Parti et éclairée par les enseignements du camarade Enver Hoxha, notre école socialiste a toujours élaboré un processus d'enseignement et d'éducation doté d'un contenu sain et de méthodes adéquates en s'appuyant sur la théorie marxiste-léniniste, sur la pédagogie socialiste, sur la science moderne. Elle a eu pour but la formation et l'éducation générale communiste de la nouvelle génération sous tous ses aspects essentiels.

Parmi ces problèmes complexes, notre pédagogie socialiste accorde la priorité à l'éducation idéologique et politique marxiste-léniniste, qu'elle a placé au centre de tout le processus de l'éducation communiste. Comme l'enseignait Lénine, l'essentiel dans une école est l'orientation politique de l'enseignement qui y est dispensé. Ce principe s'affirme dans la pratique à travers un combat déterminé contre les conceptions et les pratiques bourgeoises et révisionnistes les plus anciennes et les plus récentes relatives à l'apolitisme de l'école et de l'éducation, à l'omission de leur caractère idéologique et à leur développement sur la base du dit pluralisme.

Mais les phénomènes de la sous-estimation et de la minimisation de l'importance de l'éducation idéologique et politique, même dans notre école et notre pédagogie, le fait que cette éducation a été considérée comme un appendice de l'éducation intellectuelle et morale, comme quelque chose qui se réalise plus au moyen du travail

mené en dehors de l'école, comme «un esprit général de l'enseignement et de l'éducation» etc., n'ont pas été d'une moindre importance.

En critiquant ces influences étrangères de caractère bourgeois et révisionniste, le Parti et le camarade Enver Hoxha ont souligné avec force que l'esprit de parti dans l'éducation communiste s'exprime de manière condensée précisément dans l'éducation idéologique et politique marxiste-léniniste. Notre école et notre pédagogie travaillent pour matérialiser cette directive dans des structures pédagogiques didactiques et éducatives vivantes et concrètes.

Ce renforcement de l'éducation politique se réalise en liaison étroite avec la mise de l'axe idéologique marxiste-léniniste au centre de tout le processus d'enseignement et d'éducation. Cette idée a été largement élaborée par le camarade Enver Hoxha. Toute la culture apprise à l'école, a-t-il souligné, doit être animée de bout en bout par notre philosophie du matérialisme dialectique et historique; elle doit avoir pour unique pivot l'axe idéologique marxiste-léniniste, car cet axe demeurera pour toujours sa colonne vertébrale. Il a indiqué aussi les voies principales à suivre pour mettre en oeuvre cet axe, en les considérant dans leur unité: l'institution d'un ensemble à part de disciplines marxistes-léninistes s'étendant à toutes les étapes de la scolarisation, l'introduction manifeste de cet axe dans toutes les autres disciplines de tous les niveaux, la matérialisation organique de cet axe dans toute l'activité d'éducation des élèves et des étudiants en dehors de l'école.

Sur le plan méthodologique, cette idée se réalise en général à travers une lutte conséquente contre toute influence de l'idéalisme et de la métaphysique, contre les points de vue actuels néo-positivistes, et néo-pragmatistes, de l'irrationalisme, de la religion, etc. La lutte livrée chez nous à l'idéologie religieuse et la profonde laïcisation de l'enseignement pénétré d'un athéisme authentique aident notre école à tenir ses engagements dans le processus de l'intensification de l'action idéologique marxiste-léniniste.

Mais la mise en oeuvre de cette idée a exigé une élaboration scientifique et pédagogique très détaillée, la rédaction entre autres de centaines de manuels scolaires d'un niveau scientifique élevé et où l'axe idéologique marxiste-léniniste apparaisse clairement et soit incarné organiquement en rapport avec la spécificité et l'âge des élèves et des étudiants. Et dans cette action une place spéciale, la plus importante, revient à la solution des problèmes qui surgissent dans l'enseignement des disciplines marxistes-léninistes, depuis l'éducation morale et politique à l'école de huit ans, jusqu'au matérialisme dialectique et historique enseigné à l'école supérieure.

Dans ce domaine, l'apport théorique, scientifique et pédagogique du camarade Enver Hoxha à l'instruction en général et à l'enseignement de la philosophie marxiste-léniniste, aux sciences sociales et naturelles en particulier constitue une contribution considérable, très vaste et souvent fort détaillée.

Surtout en ce moment, notre école a fait de grands pas en avant afin de réaliser progressivement dans la pratique le principe marxiste-léniniste connu de la liaison de l'enseignement avec le travail à la production, l'éducation physique et l'entraînement militaire. Notre pédagogie socialiste conçoit ces trois aspects de l'éducation communiste comme les éléments fondamentaux du processus unique d'enseignement et d'éducation de notre école.

Le camarade Enver Hoxha a souligné avec force qu'en travaillant en même temps qu'elle étudie, dans les unités de production existant dans les écoles, en participant à des actions dans les grands chantiers de construction, ainsi que directement à la grande production, au sein des ouvriers et des paysans, en subissant l'influence combinée et unique dé ces trois voies de l'organisation de son travail, la jeunesse scolaire et estudiantine se trempe petit à petit, mais sans cesse dans un esprit révolutionnaire. D'autre part, l'entraînement des lycéens des classes supérieures et des étudiants pour former comme une unité organisée d'un peuple soldat, renforce ce processus sous un autre aspect. Ainsi l'école, les élèves et les étudiants, les enseignants et les professeurs se lient étroitement à la pratique sociale, à la vie du pays et du peuple. Cela leur offre une première possibilité de développement multiforme tel que le conçoit le marxisme-léninisme. Il va de soi que dans le processus de l'étude et de la solution des problèmes de l'éducation idéo-politique, de la réalisation de l'axe idéologique marxiste-léniniste et de la liaison de l'enseignement avec le travail à la production et l'éducation physique et militaire, sur la base des enseignements du camarade Enver Hoxha, notre école et notre pédagogie socialistes montrent leur originalité et leur caractère novateur.

Le cadre de cet ensemble de problèmes idéo-scientifiques et idéo-pédagogiques que nous venons d'évoquer se complète par une mise en évidence engagée des problèmes actuels et aigus de l'éducation morale et esthétique dans l'esprit des idéaux et des goûts révolutionnaires et communistes en lutte contre les influences étrangères au socialisme anciennes ou récentes, venant de l'intérieur ou de l'étranger, à caractère bourgeois ou révisionniste, dans des domaines où le moindre écart de nos positions marxistes-léninistes se remarque très vite et peut devenir extrêmement dangereux en revêtant de nettes couleurs idéo-politiques.

Sous la direction du Parti, au sein de toute notre société, mais surtout au sein de la nouvelle génération et en particulier auprès de la jeunesse scolaire, une lutte de classe a été menée de front sur les deux flancs tant contre

le conservatisme que contre le libéralisme dans le domaine complexe de l'éducation morale et esthétique; cette lutte s'est intensifiée ces deux dernières décennies, comme l'a souligné aussi le camarade Enver Hoxha. Il a traité ces problèmes dans plusieurs de ses écrits et discours mais nous ne pouvons pas ne pas mentionner ici le rapport «Intensifions la lutte idéologique contre les manifestations étrangères au socialisme» qu'il a présenté au 4e plénum du C.C du PTA le 26 juin 1973.[8] Cette lutte s'est exprimée plus largement dans l'activité éducative sociale pénétrant aussi dans le processus d'enseignement, surtout dans les disciplines sociales. Mais, même si elles ont reçu un coup mortel, ces influences survivent encore chez certains individus et dans quelques milieux particuliers et, de temps à autre, elles resurgissent. L'école est un des foyers possibles de leur ranimation. C'est pourquoi la prophylaxie éducative contre ces manifestations et surtout contre leur réapparition demeure toujours un problème aigu et actuel pour notre pédagogie socialiste.

Le camarade Enver Hoxha a considéré ces aspects propres à l'éducation communiste en liaison étroite avec les problèmes du niveau scientifique et pédagogique du processus d'enseignement et d'éducation à l'école. Ces problèmes revêtent, surtout actuellement, des apparences plus évoluées. La révolution technique et scientifique qui a lieu de nos jours, dicte avec force, en raison de son développement impétueux, de la multiplication et du renouvellement de l'information scientifique, et à cause de la nécessité d'une structuration adéquate de cette information à tous les niveaux de scolarisation et de qualification, le besoin d'une amélioration qualitative du travail de notre école, des résultats et de l'efficacité pratique du processus d'enseignement, à travers sa modernisation scientifique et pédagogique.

Réunissant en lui les traits d'un marxiste-léniniste illustre, d'une personnalité et d'un homme d'Etat qui connaît à fond les problèmes du pays et qui voit loin, et ceux d'un savant doté de connaissances vastes, solides et profondes non seulement dans le domaine des sciences sociales mais aussi dans celui des sciences naturelles et techniques, le camarade Enver Hoxha insiste toujours pour que notre école socialiste marchât au même pas que la science moderne. Il liait tout cela au développement du pays et à ses perspectives d'avenir.

Ayant en vue précisément ce développement, il fixa des tâches importantes à notre enseignement et à notre pédagogie au VIIIe Congrès du Parti. «L'heure est maintenant venue, tout en continuant de veiller à donner un caractère toujours plus massif à notre enseignement dans son ensemble et à certains de ces maillons en particulier, d'engager plus sérieusement et de façon plus qualifiée toutes nos forces éducatives et pédagogiques à élever la qualité du travail à l'école. Cette nécessité est dictée non seulement par le développement spécifique de l'enseignement, de l'école et de la pédagogie, mais en premier lieu par le développement général, économique, social, scientifique et technique de toute la vie du pays.»[9]

Œuvrant à l'accomplissement de ces tâches afin d'améliorer la qualité, le rendement et l'efficacité pratique du travail à l'école, les recherches et les expériences que nous menons actuellement en pédagogie visent la sélection adéquate de l'information scientifique, son organisation adéquate aussi, dans des structures compactes universelles, sur la base d'appareils conceptuels fondamentaux, et transmise par des méthodes et des moyens modernes scientifiques, pédagogiques et techniques.

Le camarade Enver Hoxha nous a appris que notre école et notre pédagogie socialiste ont élaboré et appliqué un système adéquat de formes et de méthodes d'organisation de l'activité d'enseignement et d'éducation. Elles servent à traduire dans les faits ces divers aspects du contenu de l'éducation communiste dont le camarade Enver Hoxha a traité largement.

Il est notoire que, comme partout, dans l'enseignement et l'éducation, le contenu est primordial et décisif. C'est lui qui confère une physionomie donnée à l'école. Mais, de leur côté, les formes et les méthodes ne demeurent pas passives. En dernière analyse, elles jouent un rôle très important dans la matérialisation du processus vivant d'enseignement et l'éducation, en favorisant ou entravant le déroulement. Mais dans les méthodes d'enseignement et d'éducation, les modifications et les changements se font avec plus de lenteur et plus difficilement. Il y existe plus d'influences anciennes, des manifestations de conservatisme, de formalisme et de routine. C'est pourquoi le processus de révolutionnarisation de l'école dans ce domaine se réalise à travers une lutte longue et complexe. Toutefois, l'école a pour grande mission non seulement de doter les gens de connaissances, mais de les armer de meilleures méthodes pour qu'ils puissent apprendre à l'école et en dehors des classes, méthodes d'autant plus efficaces qu'elles sont élaborées en s'appuyant sur la science, la psychologie et la pédagogie révolutionnaires marxistes.

Le camarade Enver Hoxha a souligné que les formes de travail et les méthodes utilisées par notre école socialiste tendent principalement à offrir à l'élève et à l'étudiant la possibilité d'observer une attitude active dans le processus d'enseignement et d'éducation. Ceci émane du principe marxiste-léniniste connu et de nature dialectique qui considère l'homme et surtout l'homme qui évolue, comme c'est le cas des élèves et des étudiants, non seulement comme un objet mais aussi comme un sujet de l'éducation.

Ces derniers temps le camarade Enver Hoxha avait surtout mis l'accent sur la nécessité de développer la pensée vivante et créatrice des élèves et des étudiants, de tous ceux qui s'instruisent et s'éduquent par des voies et des formes diverses, ce qui est en parfait accord avec le traitement magistral qu'a fait Lénine de la voie de la formation et de l'éducation communiste de l'homme nouveau de la société socialiste, en soulignant que l'on ne devient un communiste véritable que si l'on apprend le summum des connaissances et de l'expérience accumulée tout au long de l'histoire par l'humanité, si l'on les fait siennes, individuellement, de manière consciente et active.

Mais la réalisation de cet objectif se heurte encore aux traditions d'une éducation scolastique, où l'on apprend de manière mécanique, voire par coeur, pour pouvoir simplement reproduire ce qu'on a lu. C'est un phénomène qu'on rencontre à tous les niveaux de scolarisation, qui stimule une manière de penser standard et stéréotypée, le conformisme mécaniste de celui qui apprend, et entrave surtout la capacité d'adopter les attitudes critiques nécessaires pour apprendre et juger.

Combattant ces formes figées d'une réflexion passive et dogmatique, scolastique, à des rendements très bas, le camarade Enver Hoxha a orienté notre école et notre pédagogie socialiste à encourager par tous les moyens chez les élèves et les étudiants l'indépendance de jugement et d'action. En appliquant ce principe, notre école accumule de l'expérience même dans l'utilisation d'éléments révolutionnaires comme divers travaux menés individuellement, les discussions et les confrontations, les débats et les séminaires, créant un acquis pédagogique nouveau et original.

Dépasser le stade où l'on apprend d'une manière livresque et scolastique est un autre objectif fixé pour révolutionnariser les méthodes d'enseignement et l'éducation en général, et, plus particulièrement, pour entraîner les élèves à prendre une part active au processus d'enseignement et d'éducation. C'est d'ailleurs ce que le camarade Enver Hoxha a souvent souligné avec force: Un cours peut paraître satisfaisant, mais si l'on se limite au manuel et aux explications du professeur, il ne sera pas aussi efficace qu'on le souhaite, de plus, il ne pourra pas convenir à l'éducation socialiste.

Contrairement aux traditions de nature bourgeoise et révisionniste, notre école et notre pédagogie socialistes, inspirées des enseignements du camarade Enver Hoxha, visent à assurer une liaison étroite de l'étude avec la vie et la vaste pratique sociale révolutionnaire, avec les diverses formes de cette dernière pour que l'enseignement et l'éducation dans les classes, les amphithéâtres et les cabinets d'étude soient liés à la recherche et à l'éducation dans les laboratoires et dans des unités de production, dans les ateliers mécaniques, les usines et les chantiers de construction, dans les coopératives agricoles, dans les actions idéo-politiques et sociales, les différentes activités culturelles et artistiques, d'éducation physique et sportive, etc. C'est ainsi que l'école socialiste débouche sur la vaste vie sociale, alors qu'au cours même du processus d'enseignement et d'éducation on voit se réaliser une liaison étroite de la théorie et de la pratique suivant des méthodes actives et pratiques. C'est précisément lors de ce processus de révolutionnarisation que devient possible d'accomplir la tâche fixée par le camarade Enver Hoxha afin d'éduquer les élèves, les étudiants et les travailleurs dans un esprit vif et pratique et de les rendre capables d'affronter le travail et la vie. Une pensée vivante et créatrice, un esprit vif et pratique, voilà quels sont les objectifs fondamentaux que veut atteindre notre pédagogie pour mener à bien l'éducation communiste. C'est là une recommandation du camarade Enver Hoxha.

La participation active des élèves et des étudiants au processus d'enseignement et d'éducation, leur indépendance de jugement sont fonction de leurs rapports avec les enseignants et les professeurs. Ces rapports exercent même une très grande influence sur le processus d'enseignement et d'éducation. Le camarade Enver Hoxha en a fait une analyse détaillée marxiste-léniniste dans son discours intitulé «Nous devons révolutionnariser les rapports professeurs-élèves et les méthodes d'enseignement» prononcé en décembre 1975 à l'occasion du 40^{e} anniversaire de la fondation du lycée «Qemal Stafa». Dévoilant les origines de classe du bureaucratisme pédagogique, il indique les principes de l'établissement de justes rapports révolutionnaires entre élèves et enseignants, entre étudiants et professeurs. Selon ces principes le processus d'enseignement et d'éducation est un processus actif mené par deux parties qui communiquent activement dans un travail commun. Ayant plus d'expérience et de maturité, les enseignants et les professeurs doivent se tenir près des élèves et des étudiants, Les traiter en camarades, ne pas s'imposer de façon péremptoire, mais prêter une oreille attentive à leurs suggestions, remarques et critiques.

L'application de ces principes s'est heurtée à des traditions et à des idées pédagogiques surannées et erronées, à une attitude faussement autoritaire de l'enseignant mêlée aux survivances d'une éducation familiale et sociale, conservatrice, à son amour propre maladif qui lui fait croire qu'il est intellectuellement supérieur, à la tendance d'exercer une tutelle pédante et formaliste qui refoule la personnalité des élèves et des étudiants. Le camarade Enver Hoxha a stigmatisé avec rigueur et d'une manière permanente ces manifestations étrangères à notre école socialiste.

Ces traditions conservatrices et autoritaires ont reçu des coups sévères surtout au cours de l'action vivante et pratique de la révolutionnarisation plus poussée de notre école. Mais, elles existent toujours et la lutte contre

elles sera sûrement longue et très difficile, car elle sera livrée en même temps que la lutte contre les attitudes passives, indifférentes, négligentes, laxistes qui s'opposent à l'application de la discipline prolétarienne dans la vie de l'école et deviennent un foyer d'où peut rayonner un esprit laxiste, délétère de caractère bourgeois et révisionniste. Suivant les enseignements du camarade Enver Hoxha notre école et notre pédagogie livrent une lutte à outrance à toutes ces manifestations. Ce combat n'a pas un simple caractère pédagogique mais aussi et surtout idéologique et politique.

Un trait distinctif de l'éducation de la nouvelle génération à l'école et au sein de la société, c'est sa participation active à nombre d'actions révolutionnaires dans tous les domaines et notamment dans celui de l'idéologie. Se guidant sur les orientations données par le camarade Enver Hoxha, notre école et notre pédagogie ont fait du principe et de la méthode de l'éducation dans l'action un principe et une méthode d'éducation particuliers. Leur originalité consiste dans le renforcement de l'esprit révolutionnaire de la jeunesse, de sa tendance à embrasser ce qui est nouveau et progressiste dans la consolidation de ses élans optimistes, de son esprit de solidarité, de son éducation collective, de son esprit d'abnégation, etc., et surtout dans la liaison étroite de la jeunesse avec la vie du peuple, la pratique révolutionnaire et la lutte de classe idéologique qui a lieu au sein de la société. L'objectif visé est d'intégrer organiquement les traits originaux et nouveaux de cette méthode dans tout le processus d'enseignement et d'éducation à l'école en dépassant la phase où ils se manifestent d'une manière sporadique et irrégulière.

Les orientations révolutionnaires des méthodes d'enseignement et d'éducation élaborées par le camarade Enver Hoxha doivent être considérées en étroite liaison avec sa contribution â l'analyse scientifique psycho-pédagogique du monde de l'enfance et de la jeunesse, avec sa connaissance de leur univers spirituel suivant les particularités de l'âge, avec son attitude humaine et son tact pédagogique. Elles mettent en lumière la vaste culture et l'intuition psycho-pédagogique très développée du camarade Enver Hoxha, ce qui l'aidait à traiter avec tant de maîtrise les problèmes délicats et difficiles du travail d'éducation de la nouvelle génération.

Dans cette contribution extrêmement précieuse du camarade Enver Hoxha à la création, au développement et à la révolutionnarisation de notre enseignement populaire, de notre école et de notre pédagogie socialistes, apparaissent clairement, pour former un seul tout, les rares qualités de sa personnalité d'éminent marxiste-léniniste, de guide de son peuple, du Parti, de patriote ardent, d'érudit et de parfait connaisseur du processus d'éducation de la nouvelle génération et de la psychologie de l'enfant et de la jeunesse.

Notes :

1. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 37., pp. 340-341.

2. Enver Hoxha, *œuvres,* éd, alb., t. 37., pp. 301-302.

3. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 3, p. 28.

4. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 37, p. 297.

5. Enver Hoxha, *Ibid.*

6. Publié dans Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr. t. IV, p. 366, éditions «8 Nëntori», Tirana 1982.

7. Enver Hoxha, *œuvres.,* éd. alb., t. 3, p. 305.

8. Publié dans Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr. t. IV, p. 873, éditions «8 Nëntori», Tirana 1982.

9. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 149.

Vangjel Moisiu (Docteur es sciences à l'institut des Etudes marxistes-léninistes) — Le camarade Enver Hoxha, adversaire résolu du révisionnisme moderne

La lutte livrée par notre Parti, la résistance qu'il a opposée aux divers courants révisionnistes et la victoire qu'il a remportée sur eux sont parmi les pages des plus glorieuses des succès obtenus par notre Parti et qui ont fait époque au cours de ces quatre décennies de lutte et d'efforts pour le triomphe de la révolution et du socialisme. L'importance de cette résistance et l'apport de cette expérience dépassent les frontières de notre pays.

La lutte contre le révisionnisme est une lutte livrée sur un des plus vastes champs de bataille où s'est illustrée la personnalité du camarade Enver Hoxha en tant que grand penseur marxiste-léniniste, éminent dirigeant de parti et militant communiste résolu. En même temps que la lutte livrée pour mener à bout avec succès la révolution et l'édification du socialisme, le camarade Enver Hoxha, soutient, à la tête du Parti du Travail d'Albanie pendant de longues décennies, une lutte résolue et de principes en vue de défendre la théorie marxiste-léniniste des attaques et des élucubrations de divers ennemis opportunistes et révisionnistes.

Sous la direction du camarade Enver Hoxha, notre Parti n'a jamais dissocié sa lutte pour défendre les principes du marxisme-léninisme de sa lutte pour défendre le peuple et notre patrie socialiste parce que les révisionnistes en général, tout en étant des renégats du marxisme-léninisme, sont en même temps des chauvins comme tous les chefs de file de la bourgeoisie, tandis que les révisionnistes khrouchtchéviens en particulier, en tant que caste dirigeante d'une superpuissance, sont aussi des impérialistes qui visent la domination mondiale. Le fait que l'Albanie socialiste n'a pas subi le sort tragique des pays qui sont tombés sous la dépendance asservissante des impérialistes et des social-impérialistes et que le peuple albanais vit actuellement heureux, souverain et indépendant dans son pays, sûr de son avenir, atteste, on ne peut mieux, la justesse de la ligne révolutionnaire et de principes suivie toujours par le Parti du Travail d'Albanie avec à sa tête le camarade Enver Hoxha.

Le fardeau de la lutte contre le révisionnisme, les privations que celle-ci a entraînées et les conditions de son développement ont été trop pesants et difficiles si nous tenons compte des situations où l'érosion révisionniste rongeait les citadelles communistes depuis leurs fondements et que le révisionnisme régnait en tant qu'idéologie et pratique politique non seulement en Yougoslavie mais aussi en Union soviétique et dans les autres anciens pays socialistes, en un temps où les dirigeants principaux du mouvement communiste mondial avaient bon gré mal gré fait leur la plate-forme opportuniste du XX^{e} Congrès et que l'impérialisme et la réaction mondiale avaient entrepris une croisade contre le socialisme en tant que doctrine et ordre social. Mais en dépit des situations difficiles et pénibles, de la puissance et de l'arrogance de ses adversaires, le Parti du Travail d'Albanie, guidé avec courage et clairvoyance par le Comité central avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, était pleinement conscient de la responsabilité historique qu'il avait assumée devant son peuple et le prolétariat mondial afin de mener cette lutte jusqu'au bout et avec succès. Il fit face avec héroïsme et une maturité marxiste-léniniste à la tempête et à l'érosion révisionniste, neutralisa les attaques et le blocus révisionnistes, il contre-attaqua, faisant preuve d'une grande résolution, d'un esprit de suite exemplaire, d'une lucidité marxiste-léniniste, avec force arguments et faits irréfutables à l'appui et pleinement confiant en la grande et juste cause qu'il défendait.

Depuis sa fondation jusqu'à aujourd'hui notre Parti, avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, a combattu avec succès tous les déviationnistes, opportunistes, agents des titistes ou des khrouchtchéviens, de la fraction de S. Premte à K. Xoxe, de S. Malëshova à L. Belishova et compagnie, et jusqu'à l'odieux agent multiple Mehmet Shehu, qui ont tous cherché à faire dévier notre Parti de sa juste voie révolutionnaire et à jeter notre pays dans le giron des titistes, des khrouchtchéviens ou de l'impérialisme C'était là une lutte difficile, une lutte à mort, dont dépendait le destin de notre peuple, de la liberté et de l'indépendance de notre patrie socialiste. La contribution apportée par le camarade Enver Hoxha à cette lutte a été un facteur décisif de son succès; grâce à sa capacité, à son courage, à sa maturité et à sa clairvoyance, il parvint à démasquer ces éléments et à mettre à nu leurs points de vue hostiles en temps voulu, devenant ainsi le sauveur dé notre Parti et de notre peuple; il nous laissa un Parti pur et une direction sûre.

Le camarade Enver Hoxha a l'immense mérite d'avoir dirigé le Parti du Travail d'Albanie dans sa lutte invincible, dans les prises de position de principes et courageuses pour défendre le marxisme-léninisme à l'échelle internationale contre le révisionnisme moderne. Sa personnalité en tant qu'éminent penseur marxiste-léniniste, dirigeant de parti et homme d'Etat, en tant que militant communiste et combattant inflexible au sein du mouvement communiste ouvrier international, a été confirmée dans tout son éclat au cours de cette lutte. Les idées et l'oeuvre du camarade Enver Hoxha sur la lutte contre le révisionnisme moderne constituent un précieux patrimoine idéologique et théorique ainsi qu'une riche expérience de combat contre les courants et les déviations opportunistes, contre la dégénérescence bourgeoise et révisionniste. Sa contribution est partout présente dans ce domaine que ce soit dans la formulation des directions et des idées maîtresses de cette lutte, dans l'élaboration des arguments théoriques ou dans les attitudes et les prises de position politiques adoptées, dans la stratégie et les tactiques de combat.

La pensée et l'oeuvre du camarade Enver Hoxha dans la grande lutte menée contre le révisionnisme constituent une précieuse contribution à la défense et au développement créateur de la théorie marxiste-léniniste relativement aux problèmes fondamentaux de la stratégie et de la tactique révolutionnaires, de la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme. «Au cours de cette lutte, a dit le camarade Ramiz Alia, notre Parti avec à sa tête le camarade Enver Hoxha a assuré la défense du marxisme-léninisme, il a aussi dénoncé la plate-forme révisionniste proclamée par le XX^{e} Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Cette défense et cette dénonciation demeureront un exemple éclatant de la clairvoyance idéologique, du courage révolutionnaire et de l'esprit de principes communiste. Elles demeureront un exemple éclatant de la bravoure, du patriotisme et de l'esprit révolutionnaire ferme des masses travailleuses, de tout notre peuple».

L'étude approfondie de la doctrine marxiste-léniniste, la fidélité à celle-ci, l'amour sans bornes pour son peuple et sa patrie, la maturité et le courage trempés pendant les tourmentes des temps troubles qu'ont connus notre pays et notre Parti, la confiance dans un avenir radieux et dans les forces et les énergies inépuisables du peuple, l'esprit combatif inflexible dont l'histoire de la nation et ses traditions ont animé le caractère de notre guide et des Albanais, la riche expérience acquise au cours des batailles acharnées livrées aux ennemis, sont autant de traits idéologiques et moraux de la figure titanesque du camarade Enver Hoxha, le plus grand héros à qui notre patrie a donné le jour; tous ces traits se sont brillamment manifestés au cours des décennies de la glorieuse époque du Parti fondé et guidé par lui.

L'histoire a montré que tous les courants et les vieilles théories opportunistes apparus au sein du mouvement ouvrier mondial ont été le produit de la pression exercée dans tous les domaines par la bourgeoisie capitaliste sur la classe ouvrière et son combat. Le révisionnisme moderne qui est le successeur et le continuateur direct de l'ancien révisionnisme est apparu presque dans les mêmes conditions idéologiques et sociales que son prédécesseur. Dans ses oeuvres le camarade Enver ne se contente pas d'indiquer la continuité historique et la liaison réciproque entre les courants et les conceptions révisionnistes, il analyse aussi les conditions historiques et sociales, les rapports économiques et les tendances de l'évolution mondiale, l'ensemble de tous les facteurs qui ont provoqué l'apparition et l'évolution des courants opportunistes engendrant ainsi le révisionnisme, moderne. Le camarade Enver Hoxha indique et démontre, avec de nombreux faits convaincants à l'appui, que le révisionnisme moderne, de même que l'ancien révisionnisme classique, n'est pas un phénomène fortuit, il n'est pas seulement et simplement le fait de la trahison de quelques personnes, mais le produit social d'une époque historique donnée parce qu'il est partie intégrante de la nouvelle stratégie appliquée par l'impérialisme mondial après la Seconde Guerre mondiale et fondée sur une action agressive, contre-révolutionnaire.

Il est notoire qu'après la Seconde Guerre mondiale, il y a eu dans le monde des changements significatifs qui, d'une part, ont ébranlé les fondements des positions de l'impérialisme, approfondi sa crise générale et, d'autre part, ont consolidé les positions du socialisme, donné de l'ampleur aux mouvements révolutionnaires et de libération nationale des peuples, accru l'influence des partis communistes parmi les masses prolétariennes. Dans ces circonstances, la bourgeoisie impérialiste élabora sa nouvelle stratégie et ses nouvelles tactiques pour pouvoir faire face aux forces croissantes du socialisme et de la révolution pour consolider et étendre sa domination dans le monde. L'analyse d'ensemble que le camarade Enver Hoxha a faite de cette stratégie de l'impérialisme a servi à mieux faire comprendre la place et le rôle particulier du révisionnisme moderne dans la stratégie contre-révolutionnaire de l'impérialisme en tant que sapeur-pompier de la révolution et des luttes de libération nationale des peuples.

Se fondant sur l'analyse des faits et de nombreuses données, le camarade Enver Hoxha a montré clairement que l'objectif stratégique du révisionnisme moderne est aussi l'objectif stratégique de tous les ennemis du prolétariat et du marxisme-léninisme. «L'opportunisme et le révisionnisme, a-t-il écrit, ont, dès le départ et jusqu'à ce jour étroitement concouru à la lutte de la bourgeoisie et de l'impérialisme contre le marxisme-léninisme, ils se sont intégrés dans la grande stratégie capitaliste tendant à saper la révolution et à perpétuer l'ordre bourgeois».[1]

Dans nombre de ses oeuvres, dans plusieurs discours programmatiques prononcés aux congrès ou à divers plénums du CC du PTA, le camarade Enver Hoxha a mis l'accent sur la place et le rôle contre-révolutionnaire du révisionnisme moderne, de ses principaux courants au service de la stratégie de la bourgeoisie impérialiste, contre la révolution, le socialisme et la libération des peuples. «Le révisionnisme moderne, a-t-il écrit, en tant que prolongement des théories antimarxistes des partis de la II^{e} Internationale, de la social-démocratie européenne, s'est adapté aux particularités de l'époque qui a suivi la Seconde guerre mondiale. Il a sa source dans la politique hégémoniste de l'impérialisme américain. Les divers courants et variantes du révisionnisme moderne ont les mêmes fondements et la même stratégie, ils ne diffèrent que par leurs tactiques et par les formes de leur lutte.»[2]

Le camarade Enver Hoxha a considéré le révisionnisme moderne comme un des principaux dangers pour le mouvement communiste international, comme une idéologie de la conservation du capitalisme, de l'oppression nationale et de l'asservissement monopoliste, comme une idéologie et une politique dominante dans les anciens

pays socialistes où a été restauré le capitalisme, comme une politique oppressive et agressive social-chauvine et social-impérialiste.

Procédant à une vaste analyse marxiste, le camarade Enver Hoxha a mis en évidence et défini les circonstances et les raisons de l'apparition et de la propagation du révisionnisme moderne et de ses courants particuliers, qu'il a qualifié comme étant le résultat de l'action et de l'influence d'une série de facteurs de caractère objectif et subjectif, intérieurs et extérieurs.

Par sa lutte résolue et de principes contre les titistes, par ses justes analyses scientifiques, le camarade Enver Hoxha a défini clairement et comme il se doit le caractère et la physionomie du révisionnisme yougoslave en tant que rejeton de la stratégie de l'impérialisme et officine contre-révolutionnaire de ce dernier.

Tous les développements qui ont suivi, la propagation du révisionnisme à l'échelle mondiale, l'usurpation du pouvoir d'Etat et de la direction du parti par les khrouchtchéviens en Union soviétique, l'apparition et l'animation des thèses et des courants eurocommunistes, le développement de l'opportunisme en Chine, tous ces processus ont prouvé la justesse des appréciations que notre Parti avait faites du titisme en tant qu'idéologie, politique et pratique élaborées par le révisionnisme moderne. L'expérience de la lutte de principes et conséquente de notre Parti contre le révisionnisme yougoslave, contre ses conceptions et ses pratiques antimarxistes ont permis à notre Parti de percer à jour dès le début le processus de rapprochement, de réconciliation et de collaboration entre les khrouchtchéviens et les titistes, de mettre à nu leurs intérêts, leurs bases idéologiques et leurs objectifs politiques contre-révolutionnaires communs.

Le camarade Enver Hoxha a fait la lumière sur les objectifs fondamentaux visés par la réhabilitation de Tito et le rapprochement entre celui-ci et Khrouchtchev, il a abouti à la conclusion que c'étaient, là des menées bilatérales dans la voie du développement et de la consolidation à une plus vaste échelle du révisionnisme moderne. En tant que courants idéologiques opportunistes, le titisme et le khrouchtchévisme allaient se rapprocher l'un de l'autre. N. Khrouchtchev avait besoin de se réconcilier avec Tito afin de réaliser ses plans en vue d'anéantir le marxisme-léninisme, de se rapprocher de l'impérialisme et d'opérer un tournant contre-révolutionnaire qui se produisait déjà dans toute l'Union soviétique.

Le Parti du Travail d'Albanie s'opposerait aussi à toutes les menées successives de la direction soviétique en vue de procéder à un rapprochement et à une collaboration idéologique avec les révisionnistes yougoslaves et contrairement à ce que lui demandaient obstinément les khrouchtchéviens, il ne cesserait jamais sa lutte contre ces derniers. A propos de la question yougoslave, le camarade Enver Hoxha a indiqué à la Conférence de Moscou, que le Parti du Travail d'Albanie «... a toujours été convaincu que le groupe Tito a trahi le marxisme-léninisme, que c'est une officine de l'impérialisme, un dangereux ennemi du camp socialiste et de l'ensemble du mouvement communiste et ouvrier international...»[3]

Le Parti du Travail d'Albanie fondait son opposition au révisionnisme pour la défense du marxisme-léninisme, de l'unité du mouvement communiste international et du camp socialiste non pas sur d'étroites positions nationalistes ou sur son «entêtement», comme les khrouchtchéviens voulaient interpréter ses justes prises de position, mais sur des positions de principes.

Il a toujours considéré l'attitude adoptée envers le révisionnisme yougoslave comme une pierre de touche pour les marxistes-léninistes. Loin d'être un jugement subjectif, cette position était confirmée par la vie même. L'attitude envers les révisionnistes yougoslaves était un des principaux facteurs qui convainquirent notre Parti de la trahison de Khrouchtchev et des khrouchtchéviens. Cette attitude, soulignait le camarade Enver Hoxha, «... devint pour nous une des pierres de touche de la véritable nature de ces nouveaux dirigeants, qui s'étaient emparés du pouvoir en Union soviétique après la mort de Staline, et de celle des dirigeants des autres partis, qui dévièrent de leur voie aussitôt après l'apparition du révisionnisme khrouchtchévien».[4]

Le grand conflit idéologique entre le Parti du Travail d'Albanie et le groupe Khrouchtchev ne portait pas uniquement sur l'attitude observée par celui-ci envers le révisionnisme yougoslave. Ce conflit concernait une série de questions de principes sur les plus grands problèmes de la théorie et de la pratique révolutionnaires, sur l'interprétation et l'application des lois générales du marxisme-léninisme. Le conflit et les désaccords qui opposaient le PTA aux révisionnistes concernaient des questions de principes de la ligne générale, de l'attitude à l'égard de la révolution, de la dictature du prolétariat, de l'impérialisme, des questions de stratégie et de tactique envers les mouvements révolutionnaires et de libération, envers les principes de l'internationalisme prolétarien, ainsi que leurs tentatives et leurs pressions farouches pour imposer leur cours révisionniste au PTA.

Ces problèmes fondamentaux qui occupent une place principale dans l'oeuvre théorique du camarade Enver Hoxha, précisément, ont servi de base solide à la grande polémique du PTA contre le révisionnisme moderne. Les problèmes de la révolution, de la dictature du prolétariat et de l'ordre social socialiste ont été mis au centre de la grande polémique idéologique contre les révisionnistes, parce que les forces unies de l'impérialisme et de la réaction, soutenues par divers courants du révisionnisme moderne, se sont acharnées à étouffer et à noyer dans le

sang les mouvements révolutionnaires du prolétariat et des masses populaires opprimées. Le camarade Enver Hoxha a défendu fermement la théorie léniniste de la révolution, il a dénoncé, faits et arguments convaincants à l'appui, les plates-formes révisionnistes et opportunistes ainsi que la grande confusion idéologique semée par les révisionnistes dans le dessein de corrompre les prolétaires et de les détourner des barricades de la lutte politique révolutionnaire.

Le désaveu de la révolution a toujours été une caractéristique commune de tous les courants du révisionnisme moderne. Dans la littérature politique révisionniste contemporaine, la notion même de révolution sociale est remplacée par des slogans vagues comme: «la libération sociale de l'humanité», «la lutte pour réaliser des transformations sociales et le socialisme», «le progrès social», «la solution des problèmes sociaux», etc. De mille manières et sous divers prétextes, les révisionnistes ont nié la nécessité de la révolution en prônant les thèses opportunistes du XX^{e} Congrès ou des eurocommunistes sur le prétendu passage «pacifique» et «démocratique» au socialisme à travers une étape intermédiaire dite «démocratie antimonopoliste», car, selon eux, la révolution risquerait fort d'entraîner une guerre thermonucléaire, etc.

En rejetant les thèses opportunistes contre-révolutionnaires des révisionnistes modernes qui reniaient la révolution et prônaient le passage pacifique du capitalisme au socialisme, le camarade Enver Hoxha soulignait que «les thèses des eurocommunistes sur l'Etat capitaliste au-dessus des classes, sur la démocratie pour tous, sur la voie pacifique, parlementaire, démocratique vers le socialisme, sur les réformes de structure dans le cadre de la constitution bourgeoise etc., ont pour seul but de saboter la révolution, de défendre et de perpétuer l'ordre capitaliste», que «lorsqu'ils s'efforcent d'entrer dans les gouvernements bourgeois, ils le font non pas pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie, non pas pour liquider l'ordre capitaliste mais pour le préserver de la révolution et pour assumer eux-mêmes la gestion des affaires de la bourgeoisie. Ils cherchent à se substituer dans ce rôle à la social-démocratie, désormais compromise et discréditée aux yeux des masses comme la servante déclarée de la bourgeoisie».[5]

Les thèses actuelles des révisionnistes modernes montrent que l'impérialisme, la bourgeoisie, la social-démocratie et les révisionnistes modernes, comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha, «sont en quête d'un modus vivendi», d'une «nouvelle société» hybride pour maintenir sur pied le système bourgeois-capitaliste, conjurer les révolutions et poursuivre l'oppression et l'exploitation des peuples sous de nouvelles formes et avec de nouvelles méthodes».[6]

Ayant procédé à des analyses marxistes objectives des tendances de l'évolution mondiale, de l'exacerbation des contradictions et de la crise générale de l'impérialisme, le camarade Enver Hoxha a démontré la nécessité de la révolution prolétarienne. Il a toujours estimé que la lutte résolue contre les thèses spéculatives pacifistes et révisionnistes est une nécessité d'autant plus impérieuse que l'évolution mondiale et l'accentuation de la crise de l'impérialisme ont mis à l'ordre du jour la question de la révolution qui ne peut triompher qu'en suivant les enseignements du marxisme-léninisme.

Les théories bourgeoises et révisionnistes khrouchtchéviennes, titistes, eurocommunistes et chinoises, comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha, sont partie composante du plan stratégique de l'impérialisme et du révisionnisme moderne pour étouffer la révolution et la lutte de libération nationale, perpétuer la domination de la bourgeoisie et de l'impérialisme et détruire le socialisme. Avec force arguments convaincants à l'appui et analysant les faits à la lumière de la science marxiste-léniniste et des tendances de l'évolution mondiale, le camarade Enver Hoxha a démasqué, dans ses oeuvres, les «théories» yougoslaves sur l'intégration spontanée du capitalisme dans le socialisme et sur la marche spontanée du monde vers la révolution, il a rejeté les conceptions khrouchtchéviennes sur les voies pacifiques parlementaires du passage au socialisme, les prétendues «réformes de structure» des eurocommunistes ou encore les thèses opportunistes des révisionnistes chinois qui niaient les contradictions et renvoyaient la révolution aux calendes grecques.

Les point de vue de notre Parti ainsi que la critique qu'il a faite des doctrines réformistes de ces courants révisionnistes contre-révolutionnaires se sont reflétés entièrement dans les célèbres ouvrages du camarade Enver Hoxha comme *«L'«autogestion» yougoslave — théorie et pratique capitalistes», «L'Impérialisme et la Révolution», «L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme»* et *«Réflexions sur la Chine»,* où l'auteur défend brillamment le marxisme-léninisme en tant que science révolutionnaire et le socialisme en tant que système social, dotant ainsi le prolétariat d'une arme acérée si efficace dans la lutte qu'il mène pour renverser le capitalisme et instaurer la dictature du prolétariat.

Notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont considéré les problèmes de la révolution et de l'attitude à observer dans ce sens en étroite liaison avec l'attitude à observer envers l'impérialisme. Hostiles à la révolution, les révisionnistes, anciens et nouveaux, ont renié la théorie léniniste de l'impérialisme et du caractère de notre époque. V. Lénine soulignait constamment que «si elle n'est indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.»[7] Cette vérité marxiste-léniniste, a souligné le camarade Enver Hoxha, revêt actuellement une importance particulière, car tous les

courants du révisionnisme moderne se sont mis au service de l'impérialisme et du social-impérialisme pour saper le socialisme, la révolution et la lutte de libération des peuples, et le révisionnisme en Union soviétique et en Chine s'est mué en social-impérialisme.

Les révisionnistes yougoslaves, devenus agents de l'impérialisme américain et mondial pour saboter le socialisme et la révolution et diviser le camp socialiste et le mouvement communiste et ouvrier international, ont été vite suivis par les khrouchtchéviens, qui, à travers la plate-forme de leur XX^{e} Congrès, jetèrent les bases «théoriques» et pratiques du cours de rapprochement et de collaboration contre-révolutionnaires avec l'impérialisme au détriment des intérêts, de la révolution et de la liberté des peuples.

La plate-forme opportuniste khrouchtchévienne («la compétition économique pacifique», «la coexistence pacifique» et «le passage pacifique au socialisme») constituait la stratégie globale du réformisme en vue d'étouffer la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie et celle des peuples contre l'impérialisme. Cette plate-forme permettait aux khrouchtchéviens de «motiver» les compromis passés avec l'impérialisme et les concessions faites à celui-ci. «Cette ligne, soulignait le camarade Enver Hoxha, leur servait et leur sert aussi de masque pour dissimuler la politique expansionniste du social-impérialisme soviétique, pour réduire la vigilance et la résistance des peuples face à leurs plans impérialistes et hégémonistes. La thèse de la «coexistence pacifique» était un appel que les révisionnistes soviétiques lançaient aux impérialistes américains en vue de se partager le monde et de le dominer ensemble... Ainsi le révisionnisme khrouchtchévien est devenu non seulement l'idéologie de la restauration du capitalisme et du sabotage de la révolution et de la lutte de libération des peuples, mais aussi l'idéologie de l'agression social-impérialiste.»[8]

Il va sans dire que les «théories» khrouchtchéviennes «des pacifistes» n'avaient rien à voir ni avec la révolution, ni avec le socialisme, ni avec la paix, qu'elles constituaient un cours révisionniste tendant à restaurer le capitalisme en Union soviétique, la ligne générale politique de l'Etat soviétique en tant que grande puissance social-chauvine et social-impérialiste soucieuse d'établir sa domination dans le monde.

Le camarade Enver Hoxha a mené une lutte résolue et conséquente en vue de dénoncer les thèses des opportunistes chinois sur «la théorie des trois mondes» et leurs visées contre-révolutionnaires. Dans «Réflexions sur la Chine» et autres livres, le camarade Enver Hoxha a démasqué leurs tentatives et leurs visées tendant à nier les contradictions fondamentales de notre époque, à nier la lutte des classes et l'existence de toute perspective révolutionnaire dans le monde actuel. D'après les révisionnistes chinois, le prolétariat et le peuple de chaque pays, soit-il du «tiers» ou du «second monde», ou encore des Etats-Unis, ont pour tâche de se rallier à la bourgeoisie et aux milieux dirigeants de leur pays, même si ceux-ci sont des plus réactionnaires et des plus fascistes, et cela soi-disant pour défendre leur patrie et leur indépendance nationale contre le danger que présente le social-impérialisme soviétique. Le cours des événements dans le monde confirme toujours plus la thèse avancée par le camarade Enver Hoxha selon laquelle le révisionnisme moderne est devenu le bras droit de l'impérialisme dans ses efforts pour saper la révolution, asservir les peuples, réprimer leur résistance et leur lutte pour la liberté et l'indépendance.

En s'opposant résolument aux apologistes du capitalisme, le camarade Enver Hoxha a inspiré, par son oeuvre, une confiance et un optimisme révolutionnaires aux masses prolétariennes et aux peuples opprimés. Sa conclusion que «le monde actuel est en mouvement vers de grandes explosions» que la situation actuelle ressemble «à un volcan en éruption, à un feu ardent, à un feu qui brûlera justement les classes dominantes, oppressives et exploiteuses», est un appel à se lancer dans l'action révolutionnaire, un appel à se dresser dans la lutte pour renforcer la direction et l'organisation révolutionnaires des masses contre la tyrannie de l'oppression et de l'exploitation impérialistes. Aussi, à part la dénonciation de la politique oppressive et agressive de l'impérialisme et du social-impérialisme, le camarade Enver Hoxha posait-il comme tâche impérieuse la dénonciation des thèses fallacieuses et nocives des opportunistes et des révisionnistes modernes sur l'attitude à observer vis-à-vis de l'impérialisme et de la lutte à mener contre lui. Ceci, soulignait-il, constitue actuellement l'une des tâches les plus importantes qui incombent à tous les marxistes-léninistes véritables, le grand champ de bataille de leur lutte contre les divers courants révisionnistes.

Lors de sa grande polémique contre le révisionnisme, notre Parti avec à sa tête le camarade Enver Hoxha a non seulement défendu la théorie marxiste-léniniste contre les déformations révisionnistes, mais il a aussi développé sa pensée théorique marxiste-léniniste. Notre Parti a mené la lutte contre le révisionnisme dans tous les domaines et sur un large front. Et il ne pouvait pas en être autrement. L'attaque révisionniste ne portait pas sur des vétilles, sur des points isolés ou particuliers, elle concernait les problèmes les plus cardinaux de la théorie et de la pratique révolutionnaires dans son ensemble. Aussi était-il naturel que la lutte de notre Parti contre le révisionnisme pour la défense du marxisme-léninisme connaisse une grande expansion dans tous les domaines en apportant sa contribution créatrice à la solution de toutes les questions les plus essentielles de la doctrine et du système socialistes, en analysant les thèses et les déviations révisionnistes à la lumière du marxisme-léninisme et des développements internationaux. Le PTA et le camarade Enver Hoxha ont apporté, dans cette grande lutte et

dans cet affrontement idéologique avec le révisionnisme, leur contribution à la solution des questions les plus fondamentales de la théorie marxiste-léniniste, de la philosophie, de la politique internationale, de l'économie politique, de l'idéologie et de la morale. Cette lutte n'était une simple réfutation des conceptions révisionnistes, mais aussi une argumentation marxiste-léniniste des problèmes de la stratégie du mouvement communiste, une analyse créatrice des problèmes de l'évolution mondiale et des forces motrices de l'époque, ainsi que des positions marxistes nettes relatives aux problèmes de la guerre et de la paix, de l'attitude à adopter envers l'impérialisme, envers les luttes de libération, etc.

La profondeur de l'analyse, la force des généralisations scientifiques, les synthèses et les conclusions dégagées de toutes les tendances de l'évolution mondiale sont autant de traits qui ont toujours caractérisé l'oeuvre du camarade Enver Hoxha. Ses conclusions ne sont ni subjectives, ni abstraites, mais fondées sur des faits, des phénomènes et des réalités dont l'évolution a confirmé la justesse et le bien-fondé à l'époque comme dans les années qui suivirent.

Le PTA a mené une grande polémique idéologique contre les courants du révisionnisme moderne sur un vaste plan théorique et politique en dénonçant non seulement la nature et le contenu de leurs thèses antimarxistes mais aussi leur éclectisme, leur mouvement opportuniste et leurs agissements scissionnistes et subversifs. Et cette lutte idéologique soutenue par une logique marxiste-léniniste solide et de principes, par l'authenticité des faits, aurait un grand retentissement parmi les communistes du monde entier.

L'affrontement idéologique avec le révisionnisme aurait et eut en réalité une grande importance pour les destinées historiques du marxisme-léninisme et pour le mouvement communiste international. La polémique engagée et le cours des événements, exercèrent une heureuse influence sur la fondation de nouveaux partis marxistes-léninistes et sur la dégradation complète des courants révisionnistes. Les révolutionnaires authentiques qui se sont écartés des partis révisionnistes ou les jeunes qui se sont engagés dans la voie de la révolution ont trouvé dans l'expérience, la fidélité et le soutien du PTA au marxisme-léninisme une source d'inspiration pour faire avancer la cause de la révolution à travers d'âpres combats contre les forces de l'impérialisme et du révisionnisme. Le camarade Enver Hoxha a qualifié le mouvement marxiste-léniniste de nouveau phénomène, de processus révolutionnaire à l'essor duquel appartient l'avenir. Ce mouvement progresse et progressera en surmontant de nombreux obstacles et difficultés. Le capital monopoliste et les forces révisionnistes mèneront une lutte impitoyable contre ses détachements qui se tremperont et se renforceront au cours des grandes batailles de la lutte des classes.

Au moment où s'amorça le conflit idéologique entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes modernes et que le Parti du Travail d'Albanie s'opposa aux divers courants révisionnistes, il y eut beaucoup de gens qui ne comprirent pas les positions de principes du PTA et considérèrent cette lutte comme étant mue par des motifs purement nationaux ou par la nature «impulsive» des Albanais. Il y eut aussi des politiciens sceptiques qui qualifièrent notre conflit avec les khrouchtchéviens d'«aventure» d'«affrontement mortel» pour la petite Albanie, et qui estimèrent qu'elle ne pouvait tenir que fort peu de temps. Qui plus est, il y eut quelque journaliste non objectif et malveillant qui qualifia même l'Albanie de «porte-parole des Chinois»!

Seul un petit nombre de personnes ont adopté une attitude sérieuse et tâché de découvrir les motifs et les véritables raisons qui étaient à l'origine de la grande lutte de principes menée par le PTA contre le révisionnisme moderne en général et contre les khrouchtchéviens en particulier. Mais le temps a confirmé que les prises de position du PTA ont revêtu un caractère de principes, marxiste-léniniste et internationaliste lors de son grand affrontement avec le révisionnisme moderne et de la résistance héroïque qu'il a opposée aux titistes, aux khrouchtchéviens, aux Chinois, etc.

La lutte du PTA sous la direction du camarade Enver Hoxha contre les courants révisionnistes présente, dans son essence, quelques particularités. En premier lieu, c'était une lutte juste et de principes. Elle tendait à résoudre les plus grands problèmes de l'époque, à défendre le marxisme-léninisme, elle eut donc un profond caractère de principe. Nos divergences avec les khrouchtchéviens, les titistes ou les Chinois ne portaient pas seulement sur les rapports entre nos pays et entre nos partis. Avant d'avoir un caractère bilatéral, elles étaient générales, avant d'être des divergences entre deux Etats, elles étaient des divergences idéologiques, de principes, des divergences entre deux lignes diamétralement opposées.

Les désaccords apparus dans les rapports entre nos Etats étaient le résultat des contradictions et des divergences de principes sur le plan idéologique et politique. Les révisionnistes titistes ou khrouchtchéviens se sont livrés à d'affreux actes hostiles à notre peuple et à notre pays parce que le PTA avec le camarade Enver Hoxha à sa tête avait défendu le marxisme-léninisme, alors que, eux, ils l'avaient trahi. Par conséquent, la lutte du PTA contre les khrouchtchéviens ou les titistes était dirigée non seulement contre leurs menées hostiles à l'Albanie mais aussi et surtout contre la trahison révisionniste pour défendre le marxisme-léninisme, la cause de la révolution et du socialisme. Le Parti du Travail d'Albanie, les communistes et le peuple albanais étaient pleinement convaincus que cette lutte réunirait en un tout harmonieux les motifs, les intérêts et les objectifs vitaux de notre Parti et de

notre peuple ainsi que ceux du mouvement communiste international. «Nous, a dit le camarade Enver Hoxha, avons condamné la perfidie et la trahison des titistes, des révisionnistes soviétiques et des dirigeants révisionnistes chinois à l'égard du marxisme-léninisme. Notre rupture avec ces groupes réactionnaires-révisionnistes a été due à des causes profondes idéologiques et politiques et non à de petites questions. Ces raisons n'avaient pas seulement un caractère national, car elles ne touchaient pas seulement les intérêts économiques de l'Albanie, non, elles avaient et elles ont surtout un caractère international car elle concernent les grands principes pour lesquels luttent les peuples, pour lesquels combattent le prolétariat mondial et l'humanité progressiste.»[9]

Les révisionnistes modernes, titistes, khrouchtchéviens et autres ont mis en oeuvre tout leur arsenal révisionniste contre notre Parti, notre peuple et notre pays, et cela non seulement sur le plan théorique et idéologique. Les attaques, les complots, les actions de subversion et les intrigues de ces révisionnistes menaçaient et mettaient directement en péril notre pays sur le plan économique, militaire et politique, ils visaient à liquider notre Parti et à renverser le pouvoir révolutionnaire en Albanie. Nous sommes au courant aussi bien des plans des titistes yougoslaves pour s'emparer de l'Albanie en recourant à tous les procédés et moyens, que des tentatives et des chantages des khrouchtchéviens pour faire de l'Albanie un Etat appendice du leur, de l'empire soviétique. Mais le Parti du Travail d'Albanie guidé avec une sagesse, un courage et une bravoure sans précédent par le camarade Enver Hoxha, loin de se soumettre à leur diktat, a démantelé leurs pressions et tenu tête victorieusement à leurs attaques et à leurs blocus successifs. En outre, la lutte du PTA contre les révisionnistes modernes a eu un autre trait essentiel, à savoir son caractère résolu et intransigeant. Notre Parti s'en est tenu constamment à la thèse selon laquelle le révisionnisme moderne constitue le danger principal au sein du mouvement communiste. Il a considéré les révisionnistes et tous leurs courants comme des ennemis résolus du marxisme-léninisme. Il a jugé et considéré les divergences avec les titistes et les khrouchtchéviens comme des divergences existant entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes, entre les révolutionnaires et les contre-révolutionnaires. Il n'a jamais suivi la voie des compromis et de la réconciliation avec eux, il n'a jamais choisi la ligne du «juste milieu» qui mènerait à coup sûr dans le bourbier révisionniste. «Dans la lutte contre le révisionnisme moderne, a souligné le camarade Enver Hoxha, l'unique attitude juste est l'attitude de principes. Il n'est pas permis de marchander avec les principes, on ne doit pas s'arrêter à mi-chemin, on ne doit jamais avoir une attitude hésitante et opportuniste dans la défense des principes».[10] Luttant avec esprit de suite et une logique solide, et guidé avec courage par le camarade Enver Hoxha, le PTA a adopté une attitude unique et inflexible envers tous les ennemis et les traîtres à la révolution et au socialisme. Il ne pouvait exiger de combattre seul le révisionnisme yougoslave et d'adopter une attitude réconciliante ou tolérante à l'égard du révisionnisme soviétique ou bien de s'opposer au khrouchtchévisme et de fermer les yeux devant le révisionnisme chinois. Admettre la réhabilitation de Tito, comme insistait et comme le fit Khrouchtchev, ou pactiser avec les révisionnistes soviétiques, comme le prônait Chou En-Lai, signifiait accepter le révisionnisme dans l'ensemble comme idéologie et politique et ne plus le considérer comme le danger principal au sein du mouvement communiste international. La lutte que se livrent le marxisme-léninisme et le révisionnisme a été et demeure une expression de la lutte idéologique entre deux classes antagonistes. Le révisionnisme et ses courants n'étaient ni des phénomènes fortuits, ni des phénomènes conjoncturels ou des processus limités, temporaires, nationaux. Leurs dimensions et leur caractère nocif se situent à l'échelle planétaire. Notre Parti, éduqué et guidé par le camarade Enver Hoxha, a lutté avec la même conviction et le même esprit de suite pour défendre le marxisme-léninisme que pour dénoncer ses ennemis, les révisionnistes modernes. La lutte que le PTA a menée contre les révisionnistes yougoslaves, soviétiques, chinois ou eurocommunistes et la dénonciation qu'il leur a faite, demeureront un exemple unique attestant au cours des siècles les vertus et les qualités révolutionnaires avec lesquelles il s'est trempé, un exemple de courage révolutionnaire, de clairvoyance idéologique et de confiance en la victoire.

La dégénérescence idéologique et politique totale et la profonde crise du révisionnisme moderne, la grave situation économique et sociale et l'impasse où se sont engagés les partis révisionnistes et les pays où ils sont au pouvoir attestent toujours plus la justesse de la voie qu'a suivie dès le début notre Parti afin de s'opposer au révisionnisme et de le combattre jusqu'au bout. Le cours révisionniste khrouchtchévien liquida la dictature du prolétariat et restaura le capitalisme en Union soviétique. La société soviétique actuelle, a souligné le camarade Enver Hoxha, est une société embourgeoisée jusqu'à la moelle. Les reformes économiques révisionnistes ont liquidé les structures socialistes en laissant le champ libre aux lois de la production capitaliste. Les conséquences de ce cours capitaliste suivi sous le masque du «socialisme développé» apparaissent au grand jour dans la vie soviétique ; accroissement de l'inflation, pénurie des articles de première nécessité, fluctuation de la main-d'oeuvre, hausse des prix, extension du secteur privé, pénétration des capitaux étrangers, épanouissement du, marché noir, spéculations, exactions, corruption, etc. Le chauvinisme grand-russe s'est érigé en idéologie dominante tandis que la politique de l'Etat soviétique est une politique typiquement colonialiste et agressive qui s'appuie sur la force du capital et des armes.

La société d'«autogestion» ou du «socialisme développé» n'a de socialiste que le nom, elle est une façade incapable de cacher la dégénérescence capitaliste dans les secteurs de la vie matérielle et spirituelle de la société révisionniste.

La grande trahison révisionniste, la dégénérescence révisionniste de l'Etat et du parti prolétarien, la restauration progressive du capitalisme avec toutes les conséquences socio-économiques qu'elles entraînaient en Yougoslavie, en Union soviétique et ailleurs, devaient certes être dénoncées et combattues. Mais ces phénomènes régressifs et néfastes devaient aussi être connus à fond pour qu'ils ne se renouvellent plus. D'autre part, il était tout à fait indispensable, tout en dénonçant la ligne révisionniste de la dégénérescence bourgeoise capitaliste, d'élaborer un programme révolutionnaire marxiste-léniniste pour faire sans cesse avancer la révolution et l'édification socialistes, pour barrer la voie et ôter toute possibilité aux facteurs et aux conditions, menant à la dégénérescence et pour ne pas permettre la restauration du capitalisme.

Le Parti du Travail d'Albanie et le camarade Enver Hoxha ont analysé à fond et du point de vue marxiste-léniniste non seulement les raisons idéologiques, sociales et historiques de l'apparition du révisionnisme moderne dans son ensemble et de ses principaux courants en particulier, mais aussi les conséquences très fâcheuses, qu'il a entraînées là où il a pris racine. Ils en ont ainsi tiré une série de conclusions et d'enseignements qui dépassent, par leur valeur, les frontières du pays. «Des faits survenus en Union soviétique, a dit le camarade Ramiz Alia, et de son analyse des raisons de l'apparition du révisionnisme moderne, notre Parti a tiré des conclusions et des enseignements précieux, afin de pouvoir barrer dans notre pays la voie à la dégénérescence bourgeoise et révisionniste et de promouvoir sans arrêt la cause du socialisme».[11]

Dans plusieurs de ses ouvrages, le camarade Enver Hoxha a reflété amplement les analyses, les généralisations scientifiques et les leçons qu'a tirées notre Parti de ce qui s'est passé en Union soviétique et ailleurs; il y a indiqué aussi les voies à suivre et les mesures à prendre en vue d'éviter ce mal et d'avancer d'un pas sûr dans la voie du socialisme et du communisme. C'est précisément sur la base de ce programme et surtout après le V^{e} Congrès du PTA que commença le grand processus de la révolutionnarisation plus poussée du Parti et du pouvoir, de l'enseignement et de la culture, de la conscience et de la conception du monde de nos hommes, de toute la vie du pays, processus qui, loin d'être un simple prolongement de la révolution, en représente un important bond qualitatif en avant.

«Notre Parti, a souligné le camarade Ramiz Alia, fit une juste analyse du phénomène du révisionnisme et, en lutte contre ce nouvel opportunisme, menaçant et mortel pour le socialisme, il a développé encore la pensée marxiste-léniniste sur une série de questions capitales de la révolution et de la construction socialistes, à savoir celles qui concernent la dictature du prolétariat, le rôle dirigeant du Parti dans son système, la lutte des classes en régime socialiste, l'harmonisation des intérêts généraux et des intérêts particuliers des travailleurs, etc.»[12]

L'application de cette ligne et de ce programme révolutionnaires, le développement sur la juste voie et avec détermination de la lutte des classes, l'accomplissement jusqu'au bout de la révolution idéologique et culturelle, l'épuration de la superstructure socialiste de toute manifestation étrangère, la consolidation permanente de la dictature du prolétariat et du parti marxiste-léniniste dans la lutte pour annihiler toute tendance à leur bureaucratisation, le développement et le perfectionnement des rapports de production, l'application d'un juste système de répartition des revenus pour éviter que n'apparaissent des disproportions considérables, la participation des cadres à la production et leur rotation du sommet à la base et vice-versa, etc., sont autant de facteurs permettant de barrer la voie à la dégénérescence bourgoise-révisionniste et de promouvoir avec courage la révolution socialiste dans tous Les domaines. C'est la juste ligne politique de notre Parti, élaborée par le camarade Enver Hoxha, son attitude ferme et l'application créatrice et rigoureuse des principes et des normes révolutionnaires marxistes-léninistes, la longue lutte remplie d'efforts et de sacrifices, la résolution inébranlable dans la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme, qui ont pétri et trempé, au cours de quatre décennies, la conscience et la volonté des communistes et du peuple albanais, qui ont garanti ses victoires, qui ont rehaussé le renom et le prestige de notre Parti et de son dirigeant, le camarade Enver Hoxha.

Nos ennemis impérialistes et révisionnistes se trompent gravement lorsqu'ils pensent que notre pays «marque le pas», qu'«il va tendre la main aux autres pour se tirer d'embarras», qu'«il vit isolé», etc. La République populaire socialiste d'Albanie et le peuple albanais, guidés et inspirés par les enseignements du camarade Enver Hoxha, vont de l'avant d'un pas sûr, comptant exclusivement sur leurs propres forces et énergies; notre peuple construit, crée, s'aguerrit et se défend courageusement, devenant ainsi un exemple d'inspiration et d'expérience pour les autres peuples.

L'histoire de notre révolution socialiste, le développement de notre société, la réalité de chez nous prouvent la vitalité de notre idéologie marxiste-léniniste en tant que doctrine scientifique et du socialisme en tant que système social, ils prouvent la justesse des idées et des enseignements de notre grand dirigeant, le camarade Enver Hoxha, l'architecte de la ligne révolutionnaire générale de notre Parti, les capacités et les possibilités de

notre peuple qui, sans tendre la main à personne et en comptant sur ses propres forces, a réussi à accomplir et à mener de l'avant avec succès la révolution et l'édification socialistes.

L'oeuvre grandiose, marxiste-léniniste du camarade Enver Hoxha, sa lutte inébranlable contre le révisionnisme moderne montre qu'il a avancé dans la voie qu'ont frayée les grands penseurs du prolétariat. Elles représentent et attestent la contribution fort précieuse qu'a apportée le camarade Enver Hoxha au développement de la théorie marxiste-léniniste. Les idées et l'oeuvre du camarade Enver Hoxha sont des armes acérées de l'arsenal du prolétariat mondial, indispensables pour les batailles présentes et futures des travailleurs du monde entier en vue de la transformation révolutionnaire de la société humaine et du triomphe des idéaux communistes.

En connaissant de près la voie militante parcourue pendant quarante-quatre ans par notre Parti sous la direction du camarade Enver Hoxha, en étudiant son existence de lutte et d'une précieuse expérience historique et mondiale, accumulée dans sa lutte contre le révisionnisme moderne, les futures générations de communistes et de révolutionnaires y trouveront une source idéologique, théorique, morale et pratique inépuisable dans leur lutte pour le triomphe du communisme. L'histoire des batailles révolutionnaires des prolétaires évoquera et rehaussera toujours, les idées et l'oeuvre immortelle du camarade Enver Hoxha.

Notes :

1. Enver Hoxha, *l'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme,* éd. fr., p. 14, Tirana, 1980.

2. *Ibid,* pp. 25-26.

3. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. II, p. 887.

4. Enver Hoxha, *Les Titistes (Notes historiques)*, éd. fr., p. 594, Tirana, 1982.

5. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr., pp. 271-272, Tirana, 1981.

6. Enver Hoxha, *L'Impérialisme et la Révolution,* éd. fr., p. 23, Tirana, 1978.

7. V. Lénine, *œuvres choisies* (en deux volumes) éd. alb. t. 1, p. 858.

8. Enver Hoxha, *L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme,* éd. fr., pp. 63-64, Tirana, 1980.

9. Enver Hoxha, «La démocratie prolétarienne est la démocratie véritable» dans *œuvres choisies,* éd. fr., t. 5, pp. 274-275, Tirana, 1985.

10. Enver Hoxha, *Rapport au V^e Congrès du PTA,* éd. alb., p. 187, Tirana, 1966.

11. Ramiz Alia, *La juste ligne de notre Parti, source de nos victoires* (Discours prononcé à la Conférence solennelle consacrée au 40^e anniversaire de la libération de la patrie et du triomphe de la révolution populaire, 27 novembre 1984) éd. fr., p. 29, Tirana, 1984.

12. Ramiz Alia, *Ibid.*

III. Comptes-rendus

Jani Thomai (Docteur es sciences à l'Institut de Linguistique et de Littérature) — Précieux travaux de notre science socialiste.

A propos de l'ouvrage en deux volumes du camarade Enver Hoxha «De la science» (Recueil d'écrits)

«De la science» est un nouveau recueil d'ouvrages, en deux volumes, du camarade Enver Hoxha, qui vient de paraître pour enrichir le fonds des publications thématiques des œuvres du camarade Enver Hoxha. Les matériaux de cette édition relatifs à la période 1942-1984, traitent des problèmes de la science et de la technique en général et de chaque science en particulier. La meilleure partie en est consacrée aux sciences sociales, telles que l'histoire, celle de l'Albanie et des autres pays du monde, l'histoire de la littérature et la critique littéraire, la linguistique et ses branches, le folklore, l'ethnographie, l'archéologie, l'architecture populaire, la philosophie, la sociologie, l'esthétique, la pensée théorique économique, l'histoire de l'art albanais et étranger, etc. Il y a aussi des matériaux où l'auteur traite des sciences naturelles et techniques, comme les mathématiques, la physique, la chimie, la biologie, la mécanique, la géologie, les constructions, l'agronomie et la pédologie, les sciences militaires, ainsi que de la technique et de la technologie dans l'industrie, le secteur de la géologie et du pétrole, dans l'agriculture, etc.

Ce recueil comprend également quelques études distinctes, qui constituent des modèles d'une analyse scientifique pure (d'événements et de figures historiques, de certaines périodes ou tendances du développement social ou de la pensée philosophique, etc.), comme, par exemple, les écrits *«Quelques idées sur l'insurrection paysanne de l'Albanie centrale (1914-1915) dirigée par Haxhi Qamili», «A propos des promoteurs de notre Renaissance nationale», «Un peu d'histoire», «Au-dessus des vieilles inimitiés», «Au centenaire de la naissance de Joseph Staline»* et *«A propos de la philosophie grecque».* Quelques-uns de ces matériaux sont publiés pour la première fois.

Le choix des sujets traités tend en premier lieu à mettre en lumière des matériaux qui traitent directement de la science en tant que système de synthèses théoriques et de connaissances, des lois de l'évolution de la nature et de la société, en tant que champ particulier de l'activité créatrice sociale dans diverses branches du savoir, et des sujets d'étude de diverses sciences. Les matériaux de ces deux volumes mettent en évidence l'évolution ininterrompue de la pensée scientifique dans notre pays.

Notre Parti et le camarade Enver Hoxha considèrent l'essor rapide de la science et de la technique comme une nécessité, car sans une science et une technique avancées, la construction du socialisme est inconcevable. Ce fut précisément en 1980, lors des 7^{e} et 8^{e} plénums du CC du PTA et au VIII^{e} Congrès du PTA ainsi que le 9 mai 1983, dans la réunion du secrétariat du CC du PTA et dans plusieurs autres cas, que le Parti et le camarade Enver Hoxha ont traité largement et soulevé avec une grande force des problèmes relatifs à une activité de recherche scientifique plus approfondie et au perfectionnement de sa direction et de son organisation en tant que maillons les plus importants. C'est le haut niveau de développement économique, social et culturel du pays, le développement plus intensif de notre économie diversifiée, le perfectionnement continu des rapports de production socialistes, ainsi que les transformations effectuées dans la conscience des gens conformément aux traits propres à l'édification, chez nous, par nos propres forces, et dans les conditions du double encerclement, de la société socialiste qui l'exigent.

S'appuyer fortement sur la science, la technique, la technologie et les méthodes avancées, approfondir le travail de recherche tout en en consolidant les bases théoriques, en en améliorant la qualité, sans oublier d'assimiler les récents acquis de la science contemporaine, et accomplir un travail encore plus efficace, sont autant de directives des plus essentielles dont notre Parti et le camarade Enver Hoxha n'ont cessé de souligner l'importance. Les objectifs fixés et les décisions arrêtées en vue de l'approfondissement de la révolution technique et scientifique, des progrès à réaliser sur la base de l'esprit créateur révolutionnaire dans le domaine des sciences sociales et naturelles, de la synthèse de l'expérience si riche de la révolution, de l'édification socialiste et de la défense de la patrie, ont toujours constitué un fondement sûr pour affronter avec courage les grands problèmes que fait surgir la vie et créer des possibilités encore plus grandes en vue du développement futur du pays dans la voie du socialisme. Les divers écrits de ce nouveau recueil du camarade Enver Hoxha, offrent dans les grandes lignes, une image exacte des principes et des traits fondamentaux de la politique de notre Parti dans le domaine de la science et de la technique, formant tout un système organisé, avec toujours le même axe idéologique marxiste-léniniste. Ce système a été complété et amélioré graduellement, en même temps qu'ont été cristallisées et enrichies l'expérience théorique et pratique de notre Parti, et sa pensée théorique sur nos sciences. Cette pensée se reflète entièrement dans tous les ouvrages du camarade Enver Hoxha et les documents de notre Parti, elle se matérialise dans l'activité menée concrètement dans les domaines de la science, de la production, de l'enseignement et de la culture, dans le vaste travail ininterrompu que l'on ne cesse d'effectuer chez nous pour le progrès de la science et de la technique.

Une série de documents de ce recueil expliquent l'essence de la science en général, sa nature en tant que phénomène social, les facteurs de classe et économiques qui ont conditionné son progrès dans diverses étapes historiques, les rapports de la théorie avec la vie et la pratique, et après avoir souligné la contribution que les peuples y ont apportée depuis toujours, ils démontrent que la science la., plus progressiste est celle qui se développe en régime socialiste, en tant que produit de l'ordre social le plus avancé.

Le camarade Enver Hoxha définit la véritable essence de la science quand il écrit: «Les sciences naturelles et sociales sont un système de connaissances créées historiquement par les hommes et les diverses civilisations et dont l'exactitude est prouvée par la pratique sociale... La science confère à l'activité pratique des gens un caractère conscient. Elle explique, mais elle prévoit aussi».[1] En considérant la science comme le fruit d'un travail approfondi, le camarade Enver Hoxha indique, que loin d'être quelque chose d'ordinaire, la science pure est la synthèse, à un niveau supérieur, de longues recherches et expérimentations, et doit ouvrir un vaste horizon à l'application des connaissances dans leur ensemble, aujourd'hui comme à l'avenir.

Le caractère progressiste de la science dépend de l'objectif suprême qu'elle s'est fixé, de son rôle toujours actif, de sa qualité d'être utile à la société, autant d'éléments nécessaires à la science révolutionnaire. «Le travail de recherche scientifique, a dit le camarade Enver Hoxha au 8e plénum de CC du PTA de juin 1980, doit être une synthèse, une amélioration, une transformation positive dans la pratique et en théorie, un bond qualitatif, une révolution, si l'on peut dire, dans la production, dans la technique et la technologie, en matière d'organisation..., dans divers domaines de notre développement, également, elle doit résoudre les problèmes concrets que pose la vie et ouvrir des perspectives».[2]

Le camarade Enver Hoxha souligne aussi, que la véritable science se caractérise par une méthode clairement définie dans les recherches et les études, par l'objectivité et l'appui sur les faits, par la profondeur de ses analyses et des conclusions logiques, par une discipline rigoureuse et la lutte qu'elle mène pour défendre la vérité. «Un trait caractéristique de la science, indique le camarade Enver Hoxha, y compris les sciences sociales, c'est l'authenticité des faits sur lesquels elle l'appuie.»[3]

Le camarade Enver Hoxha explique d'une manière dialectique le rapport entre l'essence objective de la science, qui est prioritaire, et le rôle subjectif du scientifique: «Chaque chercheur ne peut ne pas marquer son travail de recherche du sceau de son individualité, mais, il n'a jamais le droit de déformer la réalité. Loin de la déformer, un véritable savant la comprend telle qu'elle est et en tire de justes et précises conclusions».[4]

L'esprit marxiste-léniniste dont sont animés les deux volumes de «De la science», montre que c'est de la conception qu'on a de la science en général que dépendent la nature des sciences distinctes, leur valeur sociale et historique, le rôle qu'elles jouent dans l'évolution et le progrès de l'humanité. La science elle-même, dit le camarade Enver Hoxha, «n'est pas un épiphénomène isolé, elle pousse, au contraire, de profondes racines sur le terrain social, idéologique, économique et politique... De cette façon, elle est indissociable de l'histoire générale de l'humanité, du progrès de la société. La pratique sociale est la source de développement des sciences et le critère qui prouve la justesse de leurs thèses. Il existe actuellement un lien plus étroit entre la science, la technique et les forces productives.»[5]

Dans nombre de ses écrits, le camarade Enver Hoxha, s'est arrêté notamment aux problèmes du contenu de nos sciences, relatifs aux exigences de leur époque, de la construction du socialisme par nos propres forces et dans les conditions d'un féroce encerclement impérialiste et révisionniste. La politique de notre Parti dans le domaine des sciences s'oriente principalement vers l'étude approfondie des problèmes concernant les méthodes et la méthodologie dans les sciences et la révolution technique et scientifique, les sources énergétiques et le pétrole, l'obtention de rendements élevés dans l'agriculture, la genèse du peuple albanais et l'origine de sa langue, notre histoire et notre culture anciennes si riches, les éminentes figures de notre nation, la pensée économique albanaise et de beaucoup d'autres problèmes de première importance pour notre économie, la défense de la patrie et la culture de notre peuple. Le développement harmonieux de toutes les sciences, est un des principes fondamentaux de cette politique, le socialisme étant le régime social le plus avancé, fondé entièrement sur la science et auquel toutes les sciences, en général, sont utiles.

Ces enseignements à valeur de programme n'ont cessé de renforcer la méthode de direction et d'organisation de notre science, ils ont amélioré le travail de recherche et consolidé par conséquent leur action en vue d'assurer le progrès général du pays.

Toutefois, pour que la science se mette tout entière au service de l'humanité, nous enseigne le camarade Enver Hoxha, il ne faut pas que les fruits de l'esprit créateur soient utilisés pour nuire à l'homme, comme cela se produit dans les pays bourgeois et révisionnistes, la science doit avoir un caractère universel, ne pas être le monopole de quelques hommes isolés ou de quelques Etats puissants.

Le Parti et le camarade Enver Hoxha ont toujours souligné que le trait le plus fondamental de notre science socialiste est son appui total sur la méthodologie marxiste-léniniste et son esprit de parti prolétarien. Le fait que

le premier volume commence par un fragment tiré d'un écrit de 1942, où l'auteur évoque précisément la nécessité d'assimiler le marxisme-léninisme, de lier la théorie à la pratique, n'est pas dû au hasard, et le camarade Enver Hoxha dit, entre autres, à ce propos, au 13e plénum du CC du PTA réuni en avril 1955: «Le marxisme-léninisme est une clé qui ouvre toutes les portes du savoir.»[6] Sans l'existence de cette idéologie, on ne peut concevoir l'essence et la nature de notre science, sa valeur et son application dans l'intérêt de la construction du socialisme. Notre Parti nous enseigne que l'on n'apprend pas le marxisme-léninisme pour s'en prévaloir comme d'un ornement ou pour des raisons d'érudition gratuite, mais pour s'en servir comme d'une arme de combat et de progrès. «Nous, communistes, et tous les travailleurs, nous enseigne le camarade Enver Hoxha, devons nous munir de deux sortes d'armes, d'armes à feu et des idées du marxisme-léninisme»,[7] et ces mots sont valables pour tous nos travailleurs de la science, dont l'objectivité et l'esprit de principe prolétarien ne peuvent être dissociés l'un de l'autre. «La neutralité» petite-bourgeoise est étrangère à notre science actuelle. Le camarade Enver Hoxha a toujours prêté une attention particulière à l'étude du marxisme-léninisme et à son application rigoureuse dans toutes les sciences. L'idée qu'«en idéologie on ne peut pas faire de concessions ni au vers ni au langage»[8] revêt une valeur universelle pour nos sciences également. Les idées conductrices du marxisme-léninisme ont été analysées à divers congrès, plénums, réunions et rencontres du Parti, qui ont défini les voies à suivre pour les mettre en oeuvre d'une manière dialectique dans divers domaines de la recherche, de l'expérimentation et des études scientifiques.

Etroitement lié à cela, des tâches très importantes nous incombent pour garder pure et saine notre science face aux influences de l'idéologie bourgeoise et révisionniste, comme l'idéalisme et le mysticisme, les éléments spéculatifs et commerciaux, la falsification et les sophismes, l'académisme et la vulgarisation, la tendance à faire sensation et le chantage, qui sont actuellement typiques de la science dans plusieurs pays du monde.

«L'Académie des sciences et les institutions qui en relèvent, nous enseigne le camarade Enver Hoxha, doivent se montrer plus actives et s'opposer aux vues antiscientifiques, anti-albanaises et chauvines des prétendus savants bourgeois et révisionnistes. Nous devons nous tenir toujours sur des positions d'attaque dans le domaine de l'idéologie et de la pensée théorique marxiste-léniniste.»[9]

Une place importante revient dans ces volumes aux écrits sur la révolution technique et scientifique, sur ses traits spécifiques dans notre pays, ses tendances principales, sa signification et sa mise en oeuvre dans tous les domaines, suivant les principes du marxisme-léninisme. Traitant de ces problèmes au 3e plénum du CC du PTA réuni en octobre 1967, le camarade Enver Hoxha indique entre autres que la révolution technique et scientifique doit être mise â l'ordre du jour, que, comme toute autre révolution, elle est accomplie par les larges masses du peuple, qu'elle se guide avant tout sur la politique du Parti, et doit s'astreindre à une discipline scientifique rigoureuse. Les masses font cette révolution pour leur plus grand bien. L'expérimentation scientifique dans des laboratoires, des usines et des champs en est une composante nécessaire.

Le camarade Enver Hoxha, a traité surtout de la signification politique et du contenu progressiste de cette révolution en Albanie. Il considère celle-ci comme une partie intégrante de~la révolution socialiste, qui s'accomplit en étroite liaison avec la révolution idéologique et culturelle. Ce sont justement ces traits essentiels qui distinguent la révolution technique et scientifique qui a lieu chez nous, son contenu et son application, de la révolution qui se produit dans les pays bourgeois et révisionnistes, que l'on considère soi-disant comme le plus récent moyen à utiliser et voie à suivre pour la solution des très graves contradictions économiques et sociales.

Le camarade Enver Hoxha a donné des orientations et des idées très précieuses à propos de la technique et de la technologie, de l'agronomie et de l'art vétérinaire, de la construction et de la théorie de l'art militaire, etc. Ses idées sur des questions particulières sont valables aussi pour d'autres domaines comme l'introduction de méthodes et de techniques mathématiques et nucléaires dans divers processus de notre économie, la substitution à l'empirisme de chaque processus de méthodes et de connaissances scientifiques, le développement et la découverte de nouvelles branches de la science parallèlement au progrès socio-économique accéléré et ininterrompu, l'étude des problèmes que pose notre époque, etc.

La diversification des sciences et la spécialisation ainsi que la collaboration encore plus étroite entre les disciplines scientifiques, voire entre les sciences techniques et naturelles et les sciences économiques et sociales, sont aussi considérées comme une évolution dialectique progressive. Actuellement, il y a de nombreux échanges entre diverses sciences, par conséquent, chaque spécialiste se doit d'acquérir des connaissances générales dans le domaine des autres sciences également. Les sciences appliquées connaissant un grand essor chez nous, le camarade Enver Hoxha, a, une fois de plus, recommandé au 8e plénum du CC du PTA de juin 1980, que «dans les conditions de notre pays, nous devons focaliser notre attention sur les sciences appliquées, et concentrer le gros de nos forces au travail de recherche scientifique.»[10]

Une importance de premier ordre revient aux questions relatives aux sciences sociales, naturelles et techniques dont traite le camarade Enver Hoxha. L'ampleur des problèmes qu'il soulève, la richesse de ses idées, sa haute culture, le vaste horizon de ses connaissances, l'intelligence et le caractère scientifique de son raisonnement,

l'exigence et la justesse de son jugement, son langage précis et riche, sont un exemple à suivre par tout chercheur et homme d'étude. L'interprétation théorique d'un haut niveau des faits mène d'une façon naturelle et convaincante, à des solutions concrètes d'une valeur pratique. Des écrits du camarade Enver Hoxha, nous tirons de précieux enseignements en ce qui concerne aussi notre activité concrète quotidienne, notre préparation en vue d'un travail de recherche, notre mise à profit de la littérature technique et scientifique, notre recherche et interprétation des données matérielles et documentaires, notre façon d'apprendre et d'utiliser les langues étrangères, l'essor à donner à notre expérimentation scientifique afin d'en dégager des conclusions justes, notre volonté de cultiver chez les gens des connaissances vastes et profondes, de continuer à apprendre toute notre vie durant, car la culture scientifique, générale ou professionnelle est sans bornes. Une méthode permanente et fructueuse dans les sciences est aussi le débat, la confrontation des idées, avec courage et sans parti pris, afin de mettre au grand jour la vérité objective. «La science ne craint pas la polémique»[11] dit le camarade Enver Hoxha.

La méthodologie et la méthode scientifiques utilisées par le camarade Enver Hoxha sont un modèle suivant lequel on doit traiter les problèmes pour en tirer de justes conclusions. C'est de cette façon qu'il a procédé, par exemple, à l'étude des questions relatives à l'ethnie albanaise et à l'importance politique que revêt son analyse, aux Pélasgiens, aux Illyriens et aux Albanais, à leur développement économique, social et culturel, au Moyen-Âge albanais, à la figure de Skanderbeg et à son temps, à la nationalité et à la nation, à la Renaissance nationale albanaise en tant que période lumineuse de l'histoire de notre peuple, à l'Indépendance du pays, à la Lutte de libération nationale et à la période de l'édification du socialisme, qui sont l'époque la plus glorieuse de la vie du peuple albanais, etc. De la lecture de ces écrits, on apprend à comprendre comme il convient un mouvement paysan étroitement lié à l'époque où il a lieu et aux objectifs qu'il visait, à étudier le problème agraire en général et la question paysanne dans toutes les étapes du développement historique du pays, on apprend aussi à juger les personnalités remarquables et leurs actions sur le fond général des situations intérieures ou extérieures, ou encore de la situation et des aspirations des classes qu'elles représentent. Les idées et les orientations du camarade Enver Hoxha à propos de l'histoire, du folklore et de l'ethnographie en tant que reflet de l'histoire et de la culture de notre peuple, ainsi que celles qu'il a également données sur la langue comme un des traits les plus essentiels d'une nation, et sur toute la culture matérielle et spirituelle de notre peuple qu'il a beaucoup appréciée aussi dans son «Salut au peuple à l'occasion du 40^{e} anniversaire de la Libération de l'Albanie», constituent un appui sûr pour tous les chercheurs et les hommes d'étude de nos sciences sociales.

L'appréciation que le camarade Enver Hoxha fait de la tradition dans le travail de création, qu'elle soit purement scientifique ou culturelle, littéraire ou artistique, occupe une place d'honneur dans sa pensée théorique. S'en tenant fidèlement aux principes du marxisme-léninisme, le camarade Enver Hoxha considère les traditions d'un œil critique, avec ses bons côtés et ses limites dans le temps et l'espace, toujours dans le but d'assimiler tout ce qui est positif et de rejeter tout ce qui est pourri et inutile. Il est revenu à plusieurs reprises sur cette question, en donnant une définition juste de la tradition, de l'ancienne et de la récente, c'est-à-dire de la tradition créée après la Libération. Cette définition revêt une grande importance parce qu'elle se rattache aux directives données par notre Parti pour que dans chaque domaine nous créions notre tradition saine et durable, la consolidions et en fassions l'objet principal de nos études.

Le camarade Enver Hoxha a toujours dit que la nouvelle tradition est à considérer dans un rapport étroit avec la tradition ancienne, et la tradition nationale avec la tradition mondiale. Notre science socialiste, qui a connu un grand essor à l'époque du Parti, hérite les meilleurs traits de la science nationale du passé et ceux de la science progressiste mondiale. Mais l'actuelle pensée créatrice albanaise, notre science nouvelle, socialiste, doivent occuper la place principale en tant que produit de l'esprit de nos savants, de nos spécialistes et de nos larges masses travailleuses, en tant que composante de notre vie et de notre marche irrésistible vers le socialisme et le communisme.

On doit assimiler la science et le savoir mondiaux tout en adoptant une attitude critique, à la lumière de l'idéologie la plus progressiste et conformément aux conditions concrètes de notre pays. Au 8^{e} plénum du CC du PTA convoqué en juin 1969, le camarade Enver Hoxha a souligné que «notre Parti emprunte à la science et au savoir des autres peuples ce qu'ils ont de plus sain et de plus progressiste. Il fait ce choix dans l'optique de la théorie marxiste-léniniste et dans le but de servir les intérêts du peuple et l'édification de la société socialiste et communiste.»[12]

Notre science doit viser des objectifs précis et ne pas être une science pour la science, elle doit acquérir toute sa valeur et remplir la fonction qui lui revient, elle doit militer pour les intérêts du peuple et faire avancer notre société, c'est là un principe sur lequel reposent les fondements de notre science nouvelle.

Le camarade Enver Hoxha considère également d'une manière dialectique le rapport entre la tradition avec, d'une part, le présent et de l'autre, l'avenir. Parallèlement à la tradition nationale ou étrangère, nos études actuelles doivent réserver une place particulière au présent et à l'avenir également. Ainsi la science aura-t-elle de la continuité ce qui lui permettra d'atteindre des niveaux toujours plus élevés. Le camarade Enver Hoxha nous

apprend que «... les études et les recherches scientifiques doivent précéder tout travail et ouvrir la voie aux perspectives de la production»[13], et notre science s'est employée à mettre en oeuvre cet enseignement dans chacun de ses domaines.

Mais le facteur déterminant, à la production comme dans les domaines de la science, de la culture et de la révolution technique et scientifique, c'est l'homme. «Comme dans toute autre activité, a souligné le camarade Enver Hoxha, dans le travail de recherche également, le facteur déterminant du progrès, c'est l'homme éduqué comme il se doit idéologiquement et politiquement et scientifiquement bien formé.»[14] L'amour que notre Parti porte aux hommes d'étude, et l'estime qu'il leur voue, la sollicitude dont il les entoure, le fait qu'il les encourage et les inspire dans leur travail, les entretiens chaleureux du camarade Enver Hoxha avec nos scientifiques, témoignent de la juste attitude de principe que notre Parti a toujours adoptée à l'égard de la science.

Dès les premières années qui suivirent la Libération, le Parti et le camarade Enver Hoxha ont pris la défense des représentants progressistes de l'intelligentsia, dans les rangs du Parti et en dehors de celui-ci, contre l'attitude méprisante et hostile que Koçi Xoxe et consorts observaient à leur égard. Notre Parti a accompagné sa sollicitude pour les hommes de science et pour toute notre intelligentsia d'une série d'exigences qui visaient leur progrès, leur formation solide sur le plan professionnel afin de les amener à élargir leur horizon, à faire des études scientifiques plus approfondies pour une meilleure assimilation des récents acquis de la science mondiale tout en préservant leur pureté idéologique et morale, et en veillant à leur éducation révolutionnaire dans l'esprit de notre classe ouvrière.

Le camarade Enver Hoxha s'est adressé à plusieurs reprises à nos hommes d'étude, aux jeunes en particulier, en leur conseillant de recevoir une formation saine et une meilleure qualification, d'approfondir leur spécialisation, d'assimiler plus à fond la théorie et la pratique. La jeunesse doit assumer un rôle de premier ordre à cet égard, c'est la raison pour laquelle, a dit le camarade Enver Hoxha, dans sa rencontre avec des représentants de l'intelligentsia de la capitale le 25 octobre 1962, je m'adresse en particulier à notre jeunesse studieuse et merveilleuse pour qu'elle embrasse avec zèle la science en général, et les mathématiques en particulier.»[15]

Dans les succès enregistrés par nos savants, et nos spécialistes le Parti voit le grand rôle qu'ils jouent dans le progrès de notre science, c'est pourquoi il leur apprend à attacher beaucoup plus d'importance a la connaissance et à l'étude de notre développement actuel pour pouvoir faire la synthèse de l'expérience nouvelle dans chaque domaine. Les manifestations de bureaucratisme et de technocratisme, d'intellectualisme et d'égoïsme professionnel, de vanité, de présomption et d'autosatisfaction, le manque de volonté et le pessimisme entravent notre marche en avant. «C'est l'idée du développement et du progrès de la science, a souligné le camarade Enver Hoxha au V^{e} Congrès du PTA, et non pas la gloire individuelle, qui devra guider notre savant dans son travail.»[16] Le Parti a inculqué à nos cadres les sentiments les plus nobles, afin de faire d'eux des patriotes et des révolutionnaires capables d'affronter toute situation et de résoudre les tâches difficiles leur combat dans les domaines de l'économie et de la culture, dans l'édification du socialisme, toujours au service du peuple. Le camarade Enver Hoxha considère nos savants de même que toute notre intelligentsia comme des gens du peuple, qui travaillent pour le peuple. Il attire l'attention sur le fait que des liens plus étroits doivent exister entre les diverses générations des hommes d'étude, qu'on doit entourer constamment d'une sollicitude particulière les jeunes scientifiques, afin qu'ils collaborent plus étroitement avec leurs aînés, apprennent de leur expérience, soient soutenus et encouragés pour marcher d'un pas plus rapide vers le progrès et entreprendre courageusement des études et des recherches importantes.

Notre Parti a toujours prêté une attention toute particulière aux problèmes de la planification, de l'organisation et de la direction du travail scientifique. Dans certains de ses écrits, le camarade Enver Hoxha considère la planification totale et détaillée du travail de recherche scientifique dans diverses branches de la production comme le début d'une meilleure direction et organisation et de ce travail et de la production. Les problèmes de la planification et de la discipline scientifiques du plan sont envisagés comme l'essence de la méthodologie de la planification dans l'économie, les sciences et autres domaines.

Le camarade Enver Hoxha pose des tâches spéciales relatives à la planification des sujets de recherche dans le cadre du travail scientifique, à la bonne marche des études dans divers domaines, à la réalisation des tâches à court et à long terme par les sciences naturelles, techniques et sociales aux différentes étapes de la construction socialiste du pays, à la coopération, à la collaboration dans le travail de recherche scientifique et à la coordination des recherches entre les institutions et les domaines d'étude, à la propagation de l'expérience la plus avancée dans la direction du travail scientifique, à l'exploitation rationnelle des forces créatrices suivant leur degré de qualification, etc. Des orientations importantes sont données sur les tendances fondamentales des études scientifiques. La priorité a été accordée aux sciences liées plus directement à la production et aux études complexes. «... dans l'organisation générale du travail scientifique, a souligné le camarade Enver Hoxha au VI^{e} Congrès du PTA, la première place doit revenir aux diverses sciences techniques et agronomiques, qui intéressent directement le développement intensif des principales branches de l'économie»[17]. L'efficacité des

recherches effectuées doit absolument se refléter dans la pratique, et cela est également un maillon très important de la planification. Ce sont les changements quantitatifs et qualitatifs, que l'organisation du travail scientifique entraîne lors de son application, qui montrent combien elle a été juste et scientifique.

Le camarade Enver Hoxha a mis en évidence, en les analysant sous plusieurs aspects les liens solides et multiformes de la science avec la politique, la société, la production, l'enseignement et la culture nationale. Il y a interaction entre la science et tous les domaines avec lesquels elle entretient des rapports directs et indirects. «La science et la technique, a indiqué le camarade Enver Hoxha, ont fait des progrès et se sont développées en fonction des besoins de la production et de la vie sociale, de même que celles-ci ont été et demeurent des facteurs stimulant le développement de la science et de la technique.»[18]

Les liens étroits existant entre la science et la production révèlent l'un des traits les plus essentiels d'une véritable science comme la nôtre, l'objectif qu'elle vise afin de servir le progrès économique et social. Le camarade Enver Hoxha considère pareillement les rapports entre la science et la société: «La société influe sur le développement de la science et vice-versa. Mais c'est surtout la révolution socialiste qui lui imprime un grand élan.[19] Il analyse les rapports entre la science et la société non seulement en tenant compte de leur influence réciproque, mais aussi à partir des voies suivies pour assimiler les connaissances scientifiques. Le Parti et le camarade Enver Hoxha s'en sont toujours tenus au principe suivant lequel ce sont les masses qui font la science. «Je considère les études scientifiques et les réalisations dans ce domaine, a souligné le camarade Enver Hoxha, non seulement comme un fruit du travail des cadres instruits, mais aussi comme le résultat d'une collaboration étroite entre les travailleurs et les cadres, c'est-à-dire, entre les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia.»[20] Ce qui fait ressortir cette grande idée, ce sont les valeurs irremplaçables du caractère de masse de la science, du travail de recherche et de création de l'ouvrier pétrolier près de son puits de pétrole, de l'agriculteur dans le champs de blé, de l'éleveur au milieu de son troupeau, du laborantin à l'usine, de l'archéologue, du glaneur de données folkloriques et d'adages populaires, etc., qui s'emploient chaque jour à trouver les moyens les plus appropriés de faire avancer la production et de développer la culture, qui font de la recherche, diverses expériences et comparaisons, des essais, étudient et découvrent des milliers de données si nécessaires à la synthèse scientifique.

Les rapports de la science avec l'enseignement sont eux aussi organiques. La science et l'enseignement influent chacun sur les progrès de l'autre et s'entraident, aussi avons-nous pour tâche primordiale d'introduire les récents acquis de la science à l'école et dans les manuels scolaires, de former nos élèves, étudiants et spécialistes en les dotant de ces acquis, de renforcer la base théorique et scientifique du processus d'éducation, d'élever le niveau d'enseignement dans tous les maillons de l'école. Dans ce cadre, d'autres tâches concrètes incombent à notre école, à nos enseignants et à nos étudiants, concernant le travail de recherche scientifique mené dans les écoles supérieures en harmonie avec le processus d'enseignement, la qualification post-universitare, la transmission de l'expérience scientifique de l'ancienne génération à la nouvelle, l'animation de la vie scientifique dans les chaires et les amphithéâtres, la liaison de l'enseignement avec la production et la vie, etc.

Les idées du camarade Enver Hoxha sur les liens de la science et de la culture nationale sont une précieuse contribution qu'il a apportée dans ce domaine également. La science est considérée comme une puissante composante de la culture nationale, et, en tant que telle, elle concourt à l'enrichir et à la développer tout en s'inspirant d'elle aussi, ce qui demande une connaissance plus approfondie de cette composante de la culture, à travers la propagation des connaissances scientifiques parmi les masses par l'intermédiaire de l'école et d'autres formes de divulgation massive, telles que les publications de vulgarisation scientifique, les entretiens et les causeries d'un niveau plus élevé, afin de stimuler la soif de savoir des masses, car notre science rayonne largement sur le développement social, économique et culturel du pays, elle exerce une influence multiforme sur le progrès de notre société dans tous les domaines.

Le vaste horizon de ses connaissances, l'immense information scientifique qu'il possède sur l'histoire et la culture nationales et internationales, la littérature, la création matérielle et spirituelle, la science, la production, la technique et la technologie, les arts, les événements notoires et les hommes remarquables, ses connaissances sûres et systématiques, font de la parole et des écrits du camarade Enver Hoxha de grandes sources permettant aux lecteurs d'acquérir une formation et une culture solides, ils font de toute son oeuvre un livre très précieux qui instruit et éduque.

Les progrès considérables de nos sciences et de notre technique, les succès que nous avons obtenus dans l'édification socialiste du pays, reflètent clairement la politique de notre Parti dans le domaine scientifique, les enseignements très précieux de notre Parti et du camarade Enver Hoxha et la sollicitude qu'ils ont témoignée au développement de la science. Nos grandes réalisations scientifiques, les progrès au milieu des difficultés et dans une lutte idéologique inconciliable avec la science étrangère bourgeoise et révisionniste, les tâches qui ont surgi et qui ont été accomplies sont l'objet des études, des jugements et des synthèses du camarade Enver Hoxha.

Dans la voie du développement de notre science et de notre technique, le glorieux dirigeant de notre Parti et de notre peuple a suivi de près l'application de la politique de notre Parti en ce domaine et la mise en oeuvre de ses

orientations dans l'activité de recherche et scientifique. Et les succès sont considérables. A la réunion du Secrétariat du CC du PTA du 9 mai 1983, le camarade Enver Hoxha a affirmé que l'une des réalisations les plus importantes de la science albanaise était «... la formation et la consolidation d'une école marxiste-léniniste albanaise dans nos sciences historiques et linguistiques dans le domaine de la culture, etc.[21] Dans ces domaines et d'autres encore ont été réalisées des oeuvres majeures, des conférences ont été organisées à l'échelle nationale et internationale, un héritage de 40 ans d'un type nouveau et une expérience originale ont été créés qui apportent une contribution importante au domaine des sciences balkaniques, européennes et mondiales; l'Albanie est désormais le centre des études qui lui sont consacrées. En ces matières à différentes phases, le Parti et le camarade Enver Hoxha par leur pensée théorique, vaste et profonde, par les tâches et les orientations qu'ils ont définies ont ouvert à nos sciences de nouveaux horizons.

Le camarade Enver Hoxha offre des matériaux abondants et instructifs à l'usage de nos institutions scientifiques, depuis la première idée, qui est la sienne, pour leur mise sur pied, la définition de leur physionomie et de leurs principaux objectifs jusqu'à ses conseils sur l'organisation mineure du travail. Dès les premières années qui suivirent la Libération, la politique de notre Parti dans le domaine scientifique visait à créer les conditions nécessaires du développement accéléré et dans une juste voie des sciences, à travers la formation de cadres, l'installation et l'enrichissement de la base matérielle (bibliothèques, laboratoires, cartothèques, équipements, littérature, etc.). La mise sur pied d'instituts supérieurs de recherche scientifique, de dizaines d'autres institutions d'étude et de recherche, de l'Université qui porte aujourd'hui le nom honoré d'«Enver Hoxha», de l'Académie des sciences et du Comité des sciences et de la technique, en ont été des moments clefs dans cette voie.

Le camarade Enver Hoxha nous a offert aussi des matériaux très riches et instructifs pour d'autres ouvrages et activités scientifiques importants comme *«L'Histoire du Parti du Travail d'Albanie», «L'Histoire de l'Albanie», «Le Dictionnaire de l'albanais contemporain», «Le dictionnaire encyclopédique albanais», l'«Encyclopédie albanaise», la «Grammaire de la langue littéraire albanaise actuelle», l'«Atlas dialectologique de la langue albanaise», le «Congrès de l'orthographe de la langue albanaise»* ou les conférences albanologiques, depuis la définition des directions principales à suivre et des tâches à accomplir jusqu'à la façon de travailler pour leur mise en oeuvre. La haute appréciation dont ces ouvrages et activités et les représentants les plus éminents de notre science sont l'objet est une autre expression de la sollicitude et du respect de notre Parti pour la science.

Dans le cadre du travail de recherche scientifique, des tâches particulières incombent aux organes et organisations du Parti et à ses leviers. Le camarade Enver Hoxha recommande aux organisations du Parti au sommet et à la base d'attacher un plus grand soin aux activités de recherche scientifique. Ces organes et organisations, souligne-t-il, doivent eux-mêmes s'engager plus à fond dans le travail de recherche, mener des études d'un caractère analytique et synthétique sur leur travail de direction, d'organisation, d'éducation, ainsi que sur divers problèmes politiques, idéologiques, économiques et sociaux, sans la solution desquels ils ne sauraient réaliser une direction qualifiée. «Le travail du Parti lui-même, indique le camarade Enver, doit être conçu comme une science et être effectué d'une manière scientifique. C'est une science que de savoir travailler pour assimiler la ligne du Parti, et l'appliquer.»[22]

Les organisations de base du Parti de nos institutions de recherche scientifique sont confrontées à des tâches importantes. Le travail du Parti dans ces institutions, souligne le camarade Enver Hoxha, «ne doit pas se limiter au seul cadre de l'éducation morale et politique des travailleurs. L'organisation du Parti... doit viser aussi à réaliser les tâches essentielles de l'institution, à appliquer comme il se doit l'orientation qu'on lui a donnée en vue d'un travail scientifique de plus haut niveau... et de la réalisation du plan d'études.»[23]

Les orientations et les directives que notre Parti n'a cessé de donner en ce qui concerne les activités scientifiques, ont été claires, c'est pourquoi tous les succès obtenus jusqu'à ce jour dans les divers domaines de recherche et d'étude puisent leur source dans la politique clairvoyante, dans la sollicitude particulière qu'il a témoignée au développement et au progrès accélérés des sciences chez nous, dans une juste Voie et au service du peuple. Les directions principales du travail de recherche scientifique et du progrès technique ont été définies dans les orientations que le Comité central a données à propos du développement perspectif de notre économie et de notre culture.

En ce domaine comme partout ailleurs, l'assimilation de la ligne et des orientations du Parti ainsi que leur application ont été et demeurent un travail purement scientifique. La connaissance et l'assimilation de la méthodologie marxiste-léniniste ainsi que des méthodes appliquées par les classiques du marxisme-léninisme et par notre Parti, constituent une source inépuisable et une condition déterminante pour un travail d'étude efficace et qui garantisse le développement ininterrompu de notre science.

La publication si attendue de ce recueil de travaux du camarade Enver Hoxha sur la science, est un précieux instrument de travail entre les mains des savants, des hommes d'étude et des spécialistes, de la masse de professeurs, d'enseignants et d'autres travailleurs, qui tout au long du processus de leur travail, contribuent à promouvoir l'expérimentation et la pensée scientifiques ainsi que la révolution technique et scientifique.

Les idées, les directives et les enseignements du camarade Enver Hoxha sur la science et la technique, considérés particulièrement sous l'aspect du travail et des tâches du Parti en ces domaines, sont une grande école et un trésor précieux théoriques et pratiques, à l'usage de nos hommes d'étude et spécialistes, des militants du Parti, du pouvoir, des organisations de masse, de nos gens de la culture, de la littérature et des arts et de toutes nos masses travailleuses comme un guide pour l'action. Ils constituent en même temps un enrichissement de la pensée théorique marxiste-léniniste sur la science, la technique et la révolution technique et scientifique dans les conditions de l'édification de la société socialiste.

Ce nouveau recueil et toute l'oeuvre grandiose du camarade Enver Hoxha, demeureront à jamais une source inépuisable de savoir, d'orientations et d'enseignements pour notre science socialiste également, pour nos scientifiques et nos hommes d'étude.

Alors que l'ouvrage «De la science» était encore sous presse, notre peuple et notre Parti ont été frappés par la plus grande douleur de leur histoire, la perte du camarade, Enver Hoxha, notre dirigeant bien-aimé, éminent éducateur et savant marxiste-léniniste. Le camarade Enver Hoxha nous a quittés à un moment où il était au comble de son activité multiforme. Mais, il nous a laissé son nom et son oeuvre lumineux et glorieux. Au 11^{e} plénum du Comité central du PTA, du 13 avril 1985, le camarade Ramiz Alia a dit: «Le camarade Enver Hoxha est un grand penseur marxiste-léniniste. Toute son oeuvre théorique est une synthèse marxiste-léniniste de la lutte du Parti, des efforts du peuple, de la voie que les communistes albanais ont parcourue en combattant pour la liberté de la patrie et l'édification socialiste du pays.»

Notes :

1. Enver Hoxha, *De la Science,* éd. alb., t. 2, p. 436.
2. *Ibid.,* t. 2, pp. 348-349.
3. *Ibid.,* t. 2, p. 233.
4. *Ibid.,* t. 2, p. 233.
5. *Ibid.,* t. 2, p. 341.
6. *Ibid.,* t. 1, p. 43.
7. *Ibid.,* t. 1, p. 408.
8. *Ibid.,* t. 1, p. 335.
9. *Ibid.,* t. 2, p. 525.
10. *Ibid.,* t. 2, p. 344.
11. *Ibid.,* t. 1, p. 224.
12. *Ibid.,* t. 1, p. 384.
13. *Ibid.,* t. 2, p. 340.
14. *Ibid.,* t. 2, p. 359.
15. *Ibid.,* t. 1, p. 166.
16. *Ibid.,* t. 1, p. 274.
17. *Ibid.,* t. 1, pp. 451-452.
18. *Ibid.,* t. 2, p. 341.
19. *Ibid.,* t. 2, pp. 344-345.
20. *Ibid.,* t. 1, p. 427.
21. *Ibid.,* t. 2, p. 521.
22. *Ibid.,* t. 2, pp. 371-372.
23. *Ibid.,* t. 2, p. 251.

IV. Vie scientifique

Adriatik Kanani — Session scientifique consacrée à l'oeuvre du camarade Enver Hoxha «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle»

En mars de l'année en cours, l'Union des Journalistes d'Albanie a organisé une session scientifique sur l'ouvrage du camarade Enver Hoxha «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle».

Y ont participé des journalistes des organes centraux de la presse, de l'ATA et de la Radio-Télévision, des collaborateurs et des correspondants, etc.

Y participait également le camarade **Dhimitër Tona,** chef du département de la presse près le Comité central du PTA.

La session a été déclarée ouverte par le camarade **Marash Hajati,** président de l'Union des Journalistes d'Albanie et directeur général de la Radio-Télévision. Y ont été présentées quatre communications.

La première, intitulée ««Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle», ouvrage renfermant de grandes valeurs théoriques et pratiques», a été présentée par le camarade **Raqi Madhi,** vice-directeur de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes près le Comité central du PTÀ. Dans cette communication, l'auteur souligne que le récent ouvrage du camarade Enver Hoxha est une nouvelle contribution à la synthèse théorique de la révolution populaire dirigée par le Parti. Bien qu'écrit sous forme de souvenirs, le livre leur confère une large dimension, avec de nouveaux faits à l'appui, avec la force de l'argument et la profondeur de l'analyse et de la synthèse scientifiques.

Dans cet ouvrage, le camarade Enver Hoxha jette la lumière sur beaucoup de phénomènes et de processus de la révolution, il pénètre l'essence des événements, en découvre des aspects peu connus et les éclaire, les étudie à fond tout en enrichissant sa pensée théorique. L'intervenant a dit entre autres: «Le camarade Enver Hoxha considère la transformation de la Lutte antifasciste de libération nationale en révolution populaire comme un processus complexe au cours duquel ont été résolus certains problèmes essentiels, dont deux des plus importants sont l'union du peuple dans la lutte et la mise sur pied du pouvoir nouveau des conseils de libération nationale. Pourtant l'ouvrage ne s'arrête pas à la libération du pays, le 29 novembre 1944. Il va jusqu'à l'approbation de la première Constitution de la République populaire d'Albanie en mars 1946».

Le camarade Enver Hoxha traite donc longuement de ces problèmes, les considérant comme deux aspects d'un seul processus, à travers lequel a été assuré le passage de la révolution de son étape anti-impérialiste, démocratique, à son étape socialiste. Voyant dans la première étape des transformations révolutionnaires la suite et l'enrichissement des victoires de la Lutte de libération nationale, le camarade Enver Hoxha aboutit à la conclusion importante que la victoire dans le domaine politique a été définitivement scellée lorsque furent sanctionnés, par la loi, la forme de régime et le nouvel ordre économico-social, et que le pouvoir nouveau, issu de la lutte, fut instauré en tant qu'Etat de la dictature du prolétariat. Cette conclusion revêt une importance particulière pour notre science marxiste-léniniste, elle jette la lumière sur plusieurs problèmes et phénomènes propres à notre révolution.

La deuxième communication intitulée «Les traits de langage et de style dans le récent ouvrage du camarade Enver Hoxha» fut présentée par **Jani Thomai,** docteur es sciences philologiques.

L'orateur a analysé entre autres les traits généraux d'un style politico-social nouveau, qui apparaît dans le livre en question ainsi que ses traits stylistiques et linguistiques propres à la nature de l'ouvrage et à sa facture, au sujet traité, à la période où ont eu lieu les événements évoqués, à la réaction des lecteurs, etc.

Ensuite, l'orateur a mis en évidence les traits fondamentaux du langage et du style du camarade Enver Hoxha dans son oeuvre, tels que la grande richesse de son vocabulaire et des sens lexicaux, des locutions phraséologiques, des tournures et des moyens d'expression stylistico-linguistiques, son appui fut la langue du peuple, son sens poussé du dialogue, l'usage qu'il fait de diverses figures de style, tant sur le plan de la dénotation que de la connotation.

En terminant sa communication, Jani Thomai a indiqué que «comme dans chacune des oeuvres du camarade Enver Hoxha, dans son récent ouvrage également, la forme de son expression linguistique revêt les meilleures qualités d'un style politico-social mis en oeuvre par divers moyens et procédés». Il nous apprend la manière d'utiliser ces moyens, de les développer et de les enrichir. L'ouvrage offre l'unité complète d'une forme linguistique très élaborée et d'un contenu politique, historique et social élevé».

Dans sa communication «Ouvrage épopée sur le plan politique et social dont doivent s'inspirer tous les créateurs», le camarade **Hamit Boriçi,** rédacteur en chef du journal «Bashkimi» a souligné que le haut niveau idéologique, scientifique, littéraire et journalistique du livre en question permet de mettre' en évidence certains

traits essentiels de sa facture poétique et de composition, les moyens artistiques et linguistiques utilisés par l'auteur, qui sont en même temps de précieuses leçons pour les travailleurs de notre presse.

L'intervenant a dit aussi que cette oeuvre est importante par le sujet et les problèmes que son auteur y a traités, par le choix et le reflet des faits et des événements de l'époque, par sa maîtrise littéraire et stylistique, etc., qu'elle fait ressortir l'héroïsme de notre Parti, sa sagesse et sa clairvoyance, sa ligne combattante, sa pensée et son action révolutionnaires. Dans cette oeuvre, on voit s'entrelacer, d'une manière rationnelle et dialectique, divers styles et la maîtrise dans l'élaboration littéraire, artistique et journalistique d'un grand nombre de faits.

La quatrième communication intitulée «L'art de communiquer avec les gens, grande leçon pour les journalistes», a été présentée par le camarade **Namik Dokle,** rédacteur en chef du journal «Puna». Il a souligné que cette oeuvre grandiose du camarade Enver Hoxha attire l'attention, entre autres, sur la communion vivante de l'auteur avec les gens dans la vie et dans la lutte, au sein du peuple et à sa tête, sur son caractère général et sur la force avec laquelle l'expérience de l'auteur est transmise aux lecteurs. Ces deux aspects sont étroitement liés entre eux.

Ensuite, l'intervenant a indiqué que le camarade Enver Hoxha souligne dès le début de son oeuvre, que l'un des principaux problèmes est celui des liens avec les masses, pour les gagner à soi et les unir dans une unité d'acier. Les liens multiformes avec les simples gens, patriotes et honnêtes, la communion vivante avec eux, s'expliquent par leurs idéaux communs, par le fait que les communistes et le peuple tendaient au même but aux jours de la lutte.

Dans le récent ouvrage du camarade Enver Hoxha, les problèmes et les événements de l'époque sont reflétés dans toute leur complexité et diversité, avec une authenticité et un réalisme sans précédent. L'oeuvre fait ressortir également son esprit critique, la simplicité et la précision avec lesquelles l'auteur y a analysé les problèmes, sa profonde connaissance de la psychologie des gens qui mène à une communication différenciée avec eux. Le livre offre également une riche galerie de personnages et de types. Toutes ces qualités, a dit Namik Dokle en terminant son discours, font de l'ouvrage «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle», une grande école pour nos journalistes révolutionnaires dont ils s'inspireront afin d'écrire avec beaucoup de maîtrise pour le peuple et dans le goût du peuple.

La session scientifique a été suivie avec un grand intérêt par des journalistes et des travailleurs de notre presse qui se sont fixé de nouvelles tâches pour accomplir encore mieux leur travail créateur.

Harillaq Kekezi — Séminaire consacré à la pensée politique du PTA et du camarade Enver Hoxha sur les questions internationales

Les 1er et 2 Mars 1985, le Ministère des Affaires étrangères et l'Institut des Etudes des relations internationales ont organisé un séminaire consacré à la pensée politique du Parti du Travail d'Albanie et du camarade Enver Hoxha concernant les questions internationales.

Y ont participé des spécialistes des relations internationales, des diplomates et des hommes d'études s'occupant de problèmes internationaux et menant des activités dans le domaine de la politique étrangère, du commerce extérieur, etc.

Dans son discours d'ouverture, le camarade Reis Malile, ministre des Affaires étrangères, a souligné que le séminaire se proposait d'étudier, à travers une série de travaux, certains des aspects principaux de notre politique étrangère et de nos relations internationales, traités dans les principaux documents du Parti et surtout dans les oeuvres importantes du camarade Enver Hoxha, le grand dirigeant de notre Parti et de notre peuple. Les prises de position conséquentes et de principes de notre Parti et de notre Etat face à l'évolution du cours des événements dans le monde, leurs profondes analyses fondées sur des critères scientifiques, leurs conclusions et leurs prévisions exactes, leurs instructions et leurs orientations concrètes relatives à l'activité politique, commerciale et de propagande de notre Etat sur le plan international sont autant d'éléments précieux de ce grand trésor qu'est la vaste encyclopédie politique du camarade Enver Hoxha dont l'étude revêt une importance toute particulière pour rendre plus active notre diplomatie et l'élever à la hauteur des tâches fixées par notre Parti dans le domaine de la politique extérieure de notre Etat. Au cours du séminaire ont été présentés huit rapports et douze interventions.

Dans leur rapport sur «La pensée théorique du camarade Enver Hoxha dans le domaine de la politique extérieure», **Muhamet Kapllani** et **Harillaq Kekezi** ont souligné que dans ses oeuvres, le camarade Enver Hoxha reflète et analyse, de façon dialectique et en se fondant sur la méthodologie marxiste-léniniste les développements de la vie internationale, pour une longue période de temps. L'ampleur et la profondeur des phénomènes étudiés, la synthèse scientifique accompagnée d'une vaste information sur tous les problèmes principaux de l'évolution mondiale confèrent aux oeuvres en question un caractère à la fois de documentation politique et de synthèse d'une exceptionnelle richesse sur le plan des connaissances et des orientations données, conduisant à des analyses rigoureuses de divers phénomènes internationaux et de leurs répercussions, et offrant une claire vision des perspectives de l'évolution mondiale, etc.

Plus loin les auteurs, ont fait ressortir l'importance des oeuvres du camarade Enver Hoxha sous trois aspects fondamentaux: celui des analyses et des synthèses dans le domaine de la politique et des relations internationales, d'une grande valeur actuelle et future, celui des principes et des traits caractéristiques de la politique extérieure de notre pays, et celui de la méthodologie scientifique de l'étude des problèmes internationaux, de l'appréciation des situations et des conjonctures et de l'élaboration d'une stratégie et d'une tactique adéquates.

Une place importante était réservée dans ce rapport aux principes et aux caractéristiques de la politique extérieure de notre pays, élaborés et appliqués avec esprit de suite, conformément aux enseignements du camarade Enver Hoxha selon lesquels notre politique est une politique de principes, libre de tout esprit de conjoncture, une politique franche et ouverte, active et correcte, qui a pour fondement le principe de l'indépendance complète dans tous les domaines, politique, idéologique, économique, militaire, social, etc.

Les auteurs ont souligné que les oeuvres du camarade Enver Hoxha constituent une grande école, dont la rigueur scientifique nous permet de nous orienter comme il se doit vers l'élaboration de synthèses politiques, accompagnées de commentaires valables et d'une argumentation solide, afin de découvrir les racines idéologiques et politiques des divers phénomènes de la vie internationale. Elles sont un modèle de méthode et de style scientifiques qui nous permet de suivre, d'un jour à l'autre l'évolution des situations dans le monde, d'expliquer les raisons des changements et des contradictions à la lumière du marxisme-léninisme pour pouvoir faire à chaque moment des pas pondérés en avant et être toujours sur le qui-vive.

Dans sa communication «l'Europe occidentale et les contradictions inter-impérialistes», **Vladimir Hoxha** a souligné que le camarade Enver Hoxha considère avant tout les problèmes de l'Europe occidentale dans le cadre de tous les développements internationaux consécutifs à la Seconde Guerre mondiale et en distingue deux étapes ayant chacune ses propres traits. La première étape qui vit les puissances européennes exténuées au sortir de la guerre et avec une autorité politique gravement compromise et les Etats-Unis d'Amérique s'imposer comme le seul leader du monde capitaliste et poursuivre dans leur voie de l'expansion économique, de la domination militaire, de la subversion et de la guerre, de propagande et psychologique. La deuxième étape, comme le camarade Enver Hoxha l'avait prévu, connut une nouvelle mutation des rapports de force entre les puissances impérialistes. Ayant redressée son économie éprouvée par la guerre, bien que sous la tutelle américaine, la bourgeoisie ouest-européenne commença à étaler toujours plus au grand jour ses prétentions à la spoliation

impérialiste des peuples. Cette situation conduisit à l'exacerbation des contradictions entre Les pays de l'Europe occidentale et les Etats-Unis d'Amérique ainsi qu'à l'aggravation des contradictions au sein des premiers.

Dans ce contexte, les oeuvres du camarade Enver Hoxha fournissent au diplomate et à l'homme d'étude des relations internationales une arme efficace, elles leur indiquent la voie à suivre pour combiner la stratégie et la tactique, le moyen de mieux mettre à profit les contradictions inter-impérialistes tout en se guidant sur le grand enseignement selon lequel, vu la grande multitude des faits internationaux, nous devons savoir discerner dans la politique internationale des divers Etats ce qui est essentiel, et, par ailleurs, les situer dans le cadre des tâches qui nous incombent dans la lutte pour l'application avec esprit de suite et détermination de notre politique, la seule capable d'assurer à notre peuple la liberté, l'indépendance et la souveraineté nationale.

Dans son rapport «La situation actuelle dans les Balkans», **Ilir Gurakuqi** a eu pour point de départ la définition scientifique du camarade Enver Hoxha selon laquelle la politique balkanique connaît une situation semblable à celle de la première moitié du siècle dernier, car, à l'exception de l'Albanie socialiste, tous les autres pays balkaniques subissent l'influence de l'une ou de l'autre des superpuissances, ils ont sur leur territoire des bases militaires, des troupes et des armements nucléaires de ces deux superpuissances. D'après l'analysa du camarade Enver Hoxha, un autre facteur influant négativement sur la situation dans les Balkans c'est que les pays qui les composent ont des désaccords entre eux, sur plusieurs questions bilatérales demeurées en suspens, qui se rattachent à de vieilles prétentions territoriales et à des contradictions aiguës. Les super-Grands s'emploient à ranimer les sentiments et les passions chauvines, à dresser les peuples et les pays balkaniques les uns contre les autres, à empêcher le développement normal et positif des relations entre eux, à saper l'amitié entre ces peuples voisins.

A la lumière des enseignements du camarade Enver Hoxha sur les problèmes des Balkans, l'auteur a souligné que, dans les conditions actuelles, la coopération bilatérale est la seule susceptible de contribuer au renforcement de la liberté et de l'indépendance de chaque pays, de la paix et de la sécurité générale dans les Balkans, sans permettre aux superpuissances de s'ingérer dans les affaires balkaniques.

Dans leur rapport intitulé «Le pacte de Varsovie et les rapports de l'Union soviétique avec ses alliés», **Zeqi Agolli** et **Çlirim Muzha** ont souligné que les oeuvres du camarade Enver Hoxha offrent une vaste analyse de la métamorphose qu'a subie au fil des années le Traité de Varsovie jusqu'à sa dégénérescence complète en un bloc militaire et politique agressif, revêtant toujours plus les traits d'un pacte militariste dont les fonctions sont semblables à celles de l'OTAN. Plus loin, les auteurs se sont arrêtés aux rapports existants entre les pays membres du Pacte de Varsovie et l'Union soviétique ainsi qu'aux moyens que cette dernière utilise afin de renforcer son contrôle politique sur les pays de l'Europe orientale en vue de barrer la voie à toute tendance centrifuge de leur part. Le pacte de Varsovie, a-t-il été souligné dans le rapport en question, n'est qu'un boucher des intérêts du social-impérialisme soviétique qui menace sans cesse ses «alliés».

Dans son rapport «La Yougoslavie et les superpuissances», **Pjerin Vata** a examiné, à la lumière des analyses successives du camarade Enver Hoxha sur ce problème, les facteurs intérieurs et extérieurs qui ont amené Tito et sa clique à devenir une officine spéciale de l'impérialisme et en premier lieu de l'impérialisme américain. Dans plusieurs de ses œuvres, le camarade Enver Hoxha a soumis à une profonde analyse marxiste-léniniste, sur le plan historique, économique et politique, les intérêts et les objectifs immédiats et à long terme des Etats-Unis et de l'Union soviétique social-impérialiste, envers la Yougoslavie. Actuellement, a souligné plus loin l'auteur, les Américains travaillent à ce que la Yougoslavie conserve sa prétendue position de non-alignée et ne tombe sous l'influence soviétique, alors que les Soviétiques misent tout, comme par le passé, sur les désaccords entre les principaux clans nationalistes de Yougoslavie, sur la crise et la tendance de la nouvelle bourgeoisie de ce pays à manquer de constance dans ses alliances. D'autre part, comme le camarade Enver Hoxha l'a si bien souligné, «la direction collégiale» de la Yougoslavie cherche à «exploiter» les contradictions entre l'Est et l'Ouest et préserver l'«indépendance» de la Fédération yougoslave par une politique de funambule.

Dans leur rapport intitulé «Le PTA et le camarade Enver Hoxha sur le problème allemand», les auteurs **Andon Bërxholi** et **Tom Rudi** ont mis en évidence l'attitude de principes et conséquente de notre pays à propos du problème allemand. Selon notre Parti, le problème allemand est un problème-clé de notre époque qui se rattache directement non seulement aux intérêts vitaux du peuple allemand mais aussi à ceux de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde. Comme l'a indiqué à plusieurs reprises le camarade Enver Hoxha, notre Parti et notre gouvernement ont toujours estimé que le traité de paix avec l'Allemagne devait être signé immédiatement après la guerre pour que la question de Berlin-Ouest fût résolue le plus tôt possible. Plus loin, les auteurs ont dit que lorsque la trahison révisionniste se fut étalée au grand jour, la RPS d'Albanie démasqua les plans ténébreux des khrouchtchéviens concernant le problème allemand et surtout la signature du traité de paix avec l'Allemagne. Analysant la question allemande dans toute sa complexité, le camarade Enver Hoxha a depuis longtemps considéré l'existence d'une nation allemande comme un fait historique d'actualité.

Mirosh Sako et **Ilir Ushtelenca**, dans leur rapport sur «Les contradictions nationales et la crise du système politique en Yougoslavie», ont mis l'accent sur l'apport du camarade Enver Hoxha à l'analyse de la question des contradictions nationales et de leur avenir dans cet Etat multinational. Animée de sentiments antimarxistes et national-chauvins, la clique titiste a instauré une idéologie qui, loin d'unir les peuples yougoslaves, les divise. Le slogan «unité-fraternité», tout en se réclamant de «l'unité», ne fait que consolider la domination du clan le plus fort sur les plus faibles. Les bases économiques capitalistes ont fait prospérer un nationalisme fondé sur le monopole économique des républiques et sur celui des grands trusts, visant par là à l'hégémonie politique.

Après avoir mis en relief les plus importants moments de la crise du système politique yougoslave depuis 1981, les auteurs ont souligné que les faits actuels témoignent de la justesse des prévisions du camarade Enver Hoxha, à savoir que la Yougoslavie, ce pays capitaliste multinational, aura un avenir trouble en raison des contradictions engendrés par le système capitaliste autogestionnaire et par le chauvinisme.

Dans son rapport «La politique italienne en Méditerranée, dans les Balkans et envers notre pays», préparé à la lumière des conclusions du camarade Enver Hoxha sur les traits fondamentaux de la politique étrangère italienne, **Piro Bita** a mis avant tout en évidence les tentatives des Etats-Unis de faire de l'Italie, même sous l'aspect militaire, un puissant pays. La mission que l'Italie s'est vue confier actuellement par les Etats-Unis et l'OTAN et qui répond aux visées et aux aspirations de l'impérialisme américain est celle du «médiateur» dans des situations de conflits en Méditerranée. L'auteur a attiré l'attention sur l'enseignement du camarade Enver Hoxha selon lequel notre politique est dirigée aussi bien contre le Pacte de Varsovie que contre l'OTAN et ses Etats membres. Nous voulons que la Méditerranée soit débarrassée des flottes des deux superpuissances, que dans l'Adriatique il n'y ait que des flottes des pays riverains. Notre pays s'oppose à ce que des flottes: étrangères mouillent en Italie et en Yougoslavie, car au cas où ces flottes pénétreraient dans nos eaux territoriales, nous aurions recours à la manière forte.

Au cours du séminaire ont été également présentées douze interventions portant sur divers sujets, tels «L'Organisation des Nations unies et notre politique étrangère» par **Piro Vito**; «L'échec des théories du «non-alignement» et du «tiers monde» dans les relations internationales» par **Musin Kroî**; «Les âpres débats autour de la Constitution en vigueur, expression de l'aggravation des conflits nationaux en Yougoslavie», par **Hysen Pojani**; «Les problèmes actuels de la Méditerranée et notre attitude», par **Sulejman Tomçini**; «Les négociations actuelles soviéto-américaines», preuve de la collaboration et de la rivalité entre les superpuissances», par **Genc Mlloja**; «La politique de bon voisinage de notre Parti et le développement des relations albano-grecques» par **Mihal Kallo**; «L'Europe unie», aspiration réactionnaire et chimérique» par **Çlirim Çepani**; «Le cours de Teng Xiaoping et le libre développement du capitalisme en Chine» par **Sotir Naçi**, etc.

Séminaire théorique consacré à l'oeuvre du camarade Enver Hoxha «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle»

Le 23 mars 1985 le département du matérialisme dialectique et historique de la Faculté des sciences politiques et juridiques de l'Université «Enver Hoxha» a organisé un séminaire théorique consacré au livre du camarade Enver Hoxha «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle».

Y participaient également des professeurs universitaires, des hommes d'étude et d'autres invités. Des communications y ont été présentées, qui éclairaient divers aspects de l'expérience de la lutte du Parti et du camarade Enver Hoxha pour la libération du pays et la construction de l'Albanie nouvelle.

Dans sa communication «Le camarade Enver Hoxha et la critique de l'idéologie politique des occupants et des traîtres au pays», le maître de conférences **Kristaq Angjeli** a traité de la dénonciation de l'idéologie et de la psychologie politique des occupants et des traîtres au pays. Il a souligné la dénonciation faits par le camarade Enver Hoxha aux vues politiques démagogiques et nazies-fascistes à la veille et au cours de l'occupation. Il a mis en relief la lutte de principes du camarade Enver Hoxha aux vues politiques des chefs de file du Balli Kombëtar et du Légaliteti qui s'opposaient aux intérêts du peuple et coïncidaient avec ceux des occupants, indépendamment des nuances qu'ils pouvaient revêtir.

Le locuteur a mis en évidence que cet ouvrage du camarade Enver Hoxha, non seulement met à nu et démasque le contenu idéologique des slogans politiques des chefs de file de la réaction mais fait en même temps ressortir le contenu de l'idéologie politique du PCA qui s'est toujours fondé sur la science marxiste-léniniste, sur notre réalité, et a défendu les intérêts du peuple sans démagogie ni tricheries politiques.

Dans la communication «La création du Front de libération nationale et son contenu social de classe», le maître de conférences **Pirro Papalilo** s'est arrêté à certains problèmes relatifs à la composition sociale et de classe du Front antifasciste de libération nationale ainsi qu'à son rôle dans le triomphe de la Lutte de libération nationale et de la révolution populaire, problèmes qui occupent dans cette nouvelle oeuvre du camarade Enver Hoxha une place centrale. Dans ses efforts pour réaliser l'Union du peuple albanais autour du Front antifasciste de Libération nationale, le Parti, faisant preuve de clairvoyance politique, et d'intelligence a attaché une attention toute particulière à l'analyse des forces sociales et politiques qui agissaient à cette époque, de leur place respective, de leurs liens entre elles et de leurs influences sur le développement de la société albanaise. Cela a permis à notre Parti de se faire une juste idée sur les forces qui devaient être à la base de la lutte de libération nationale, de savoir quelles seraient les forces autour desquelles devait se forger l'alliance combattante du peuple et dont le pivot serait l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie.

L'auteur de la communication a souligné l'importance que le Parti et le camarade Enver Hoxha ont attachée au rôle de la classe ouvrière pour l'union du peuple au sein du Front, la classe dont le rôle prééminent déterminerait non seulement l'issue de la Lutte de libération nationale mais aussi sa transformation en une véritable révolution populaire qui aboutirait à l'instauration de la dictature du prolétariat et à la véritable libération sociale.

Dans sa communication sur «L'analyse des contradictions de la société albanaise pendant la Lutte de Libération nationale» le maître de conférences **Servet Pëllumbi** a présenté une analyse matérialiste dialectique approfondie ces contradictions et des affrontements sociaux au sein de la société albanaise durant la période de la Lutte de libération nationale, période dont la connaissance est considérée par le camarade Enver Hoxha comme une condition primordiale de l'appréhension de la réalité de l'époque, du rapport des forces en présence, et des diverses tendances politiques, une condition aussi de la formulation de claires orientations idéologiques et politiques.

Ces analyses et ces synthèses sont une nouvelle contribution créatrice qui concrétise et enrichit encore plus la théorie marxiste-léniniste sur les contradictions sociales. Les contradictions de la société albanaise sont analysées dans leur ensemble, en tant que contradictions de la société albanaise au cours de la Seconde Guerre mondiale. Ces analyses sont faites à partir des positions historiques concrètes de notre pays, ainsi que dans l'optique de la contradiction principale et de la concentration des forces agissantes en vue de sa solution.

Dans l'oeuvre du camarade Enver Hoxha nous trouvons non seulement toutes les contradictions qui existaient au sein de la société albanaise d'alors, mais aussi l'analyse de leur nature et de leur caractère, les efforts déployés par le Parti et le camarade Enver Hoxha pour définir les voies et les moyens les plus appropriés à la solution de ces contradictions. A la base de cette conclusion, le locuteur a mis en évidence le caractère original de la stratégie et de la tactique du PCA, grâce auxquelles la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais se transforma en une révolution populaire et entraîna en même temps un bouleversement radical que le camarade Enver Hoxha a appelé «l'aurore d'un monde nouveau».

Le candidat es sciences philosophiques **Makbule Çeço** a présenté un rapport qu'elle a intitulé «L'ouvrage du camarade Enver Hoxha, «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle» — analyse générale du

processus du passage de la Lutte de libération nationale à la dictature du prolétariat». Elle y a souligné entre autres la conclusion du camarade Enver Hoxha selon laquelle le facteur fondamental qui a conduit à la réalisation de ce processus révolutionnaire était l'existence du PCA et de sa direction, ce facteur qui accentua encore plus le contenu social de la Lutte de libération nationale, l'imprégnant à chaque pas des traits d'une révolution démocratique populaire, qui allait préparer le terrain à l'instauration de la dictature du prolétariat au lendemain de la libération.

Ce processus, souligna le conférencier, constitue un des aspects les plus importants de la synthèse le la riche expérience de notre révolution, un apport précieux du PTA et du camarade Enver Hoxha au patrimoine de la théorie et de la pratique du marxisme-léninisme. Dans la communication «Sur certains problèmes de la théorie de la révolution qui apparaissent dans cet ouvrage ainsi que la critique des conceptions idéalistes», **Nesti Karaguni** candidat es sciences, a attiré l'attention sur l'analyse que le camarade Enver Hoxha a faite des questions de la stratégie et de la tactique de la révolution, de la situation révolutionnaire créée et du rôle décisif la Parti dans la transformation a la lutte de notre peuple en révolution populaire, au rôle progressif de la violence révolutionnaire en tant que accoucheuse de société nouvelle, etc.

Il y a également mis en lumière la critique que le camarade Enver Hoxha a faite de l'essence même des conceptions idéalistes des pseudo-patriotes, des collaborateurs avec l'occupant sur le développement historique de la société, sur la négation du rôle décisif des masses dans l'histoire, sur l'insurrection armées, qui ne s'en considéraient pas moins comme «la fine fleur du nationalisme albanais», etc.

Les communications présentés traduisent en même temps un effort de la part de tous les hommes d'étude d'exposer ces aspects de la Lutte de libération nationale, et de notre révolution illustrés dans son oeuvre par le camarade Enver Hoxha, de la façon la plus appropriée pour être intégrés dans le processus didactique.

N°3 (1986)

Les matériaux de ce numéro sont tirés de la revue «Studime Politiko-Shoqërore» (Etudes politiques et sociales) N°5/1983, 6/1984 et 7/1984.

I. Documents du PTA publiés pour la première fois

Enver Hoxha — Le mouvement marxiste-léniniste et la crise du capitalisme mondial

Enver Hoxha — La connaissance des contradictions dans le monde capitaliste et révisionniste sert la lutte des marxistes-léninistes

Ramiz Alia — Le mouvement des porte-drapeaux révolutionnarise le Parti et les communistes

II. Etudes et articles

Veniamin Toçi (Maître de recherches) — La nationalisation socialiste des principaux moyens de production en Albanie, ses conséquences économiques et sociales, et ses particularités (1944-1946)

Pavllo Gjidede (Docteur de 3e cycle en sciences sociologiques) — De l'expérience acquise dans la solution des problèmes relatifs à l'exercice du contrôle direct ouvrier et paysan

Naun Guxho (Maître de recherches) — De certains aspects du changement de la structure sociale de la paysannerie albanaise à l'étape actuelle de la construction socialiste

Abdyl Backa (Docteur es sciences économiques) — Le développement de la reproduction élargie de la main-d'oeuvre, ses tendances et ses problèmes

Refik Kucaj (Maître de recherches) — L'historiographie bourgeoise et révisionniste ne peut pas ternir la contribution du peuple albanais à la Guerre antifasciste mondiale (1939-1945)

Pr. Hasan Banja, Lulëzim Hana (Maître de recherches) — La dégénérescence du Comecon en une organisation capitaliste

III. Critique

Priamo Bollano (Docteur es sciences économiques) — Critique de certaines théories bourgeoises et révisionnistes sur la place et le rôle des rapports marchandises-argent dans le socialisme

Pr. Vangjel Moisiu — La falsification de la position et de la politique extérieure de l'Albanie par les révisionnistes soviétiques

IV. Comptes-rendus

Arshi Ruçaj (Collaborateur scientifique) — L'attitude envers les superpuissances, une question d'importance vitale et de principe pour tous les peuples

V. Bibliographie

I. Documents du PTA publiés pour la première fois

Enver Hoxha — Le mouvement marxiste-léniniste et la crise du capitalisme mondial[1]

La situation internationale se complique toujours davantage. J'entends par là que la situation n'est calme ni pour le capitalisme ni pour les révolutionnaires. Le capitalisme connaît une forte fièvre, il est en crise.

A mon avis, nous, marxistes-léninistes, la classe ouvrière, les révolutionnaires et les gens de progrès de par le monde devons redoubler d'efforts pour accroître la supériorité des forces de la révolution. Pourquoi? Parce que le capitalisme, qui est actuellement secoué à ses fondements, dispose de moyens puissants, et a créé des méthodes de gouvernement, d'action, de sabotage et de division qui entravent la marche de la révolution.

Je pense aussi que nos partis marxistes-léninistes et les éléments progressistes doivent analyser la situation avec réalisme et, s'en tenant à la théorie de Marx et de Lénine, trouver des formes et des méthodes de combat susceptibles de renverser la situation en faveur de la révolution. Il faut pour cela fonder de nouveaux partis marxistes-léninistes et renforcer les partis existants, bien entendu en suivant scrupuleusement les enseignements de Marx et de Lénine. Ces partis sont les seuls à pouvoir étudier à fond la situation dans un pays donné, le rapport de classes, la force de la classe ouvrière, ses points forts et ses points faibles, ainsi que les formes et les méthodes qu'emploie la bourgeoisie pour soumettre les ouvriers et le peuple. Une telle étude sera utile à chaque parti, dans les conditions qui lui sont propres, pour sa lutte, pour son action et ne doit pas servir de prétexte à des discussions stériles qui ne conduisent pas à la libération de la classe ouvrière ni du pays, mais au contraire à la division et à la soumission.

N'oublions pas que le capitalisme et les partis à son service sont tenaillés par une crise grave, qu'ils cherchent des formes, des méthodes et des expédients pour dérouter et confondre les marxistes-léninistes qui se tiennent à la tête de la classe ouvrière, pour les empêcher de la rendre consciente pour l'action, pour la diviser et la tenir sous leur coupe. Les idées marxistes-léninistes claires doivent s'accompagner absolument d'actions et il ne faut pas penser qu'il ne faudra les mener que lorsque les forces du parti seront accrues ou à même de faire face à la machine militaire de l'impérialisme. Cela ne veut pas dire non plus que les communistes doivent se lancer dans des aventures. Mais si nous nous garderons de tout aventurisme cela ne doit pas nous empêcher, nous communistes, d'agir dans la voie marxiste-léniniste.

Certes, il faut que nos actions soient bien pesées. Nous devons prévoir les dangers qui nous menacent ainsi que nos chances de victoire en ayant toujours à l'esprit que la révolution aura des hauts et des bas. Une chose doit être claire pour tous: en demeurant à la traîne de la situation et en se limitant à des discussions stériles sans s'ériger en véritable exemple pour la classe ouvrière et les autres révolutionnaires désireux de se battre contre le capital, on ne saurait mériter l'honorable nom de communiste et de parti véritablement marxiste-léniniste.

Qu'il s'agisse du domaine des idées ou de l'action, le parti marxiste-léniniste est toujours sur des positions avancées. Et pour que les idées se combinent aux actions il ne faut pas partir seul en guerre mais sous la direction de la classe ouvrière et avec ses alliés. Pour aller au combat côte à côte avec eux il est nécessaire de pénétrer en leur sein, de fusionner avec eux. Il convient toutefois de dire que l'on note à cet égard des vues peu claires, des hésitations, de l'appréhension et un manque de perspectives.

C'est pourquoi il nous incombe, à nous marxistes-léninistes, de combler ces lacunes. Pour ce faire, nous devons bien comprendre les situations, connaître les procédés, les méthodes et les mécanismes dont usent l'impérialisme et le capitalisme pour se maintenir en vie. Ils ne déposent pas facilement les armes, car elles leur servent à intimider et à opprimer les peuples, et cela au même titre que la politique, la diplomatie et la démagogie. Nous devons affronter toutes ces armes sans les sous-estimer, mais sans non plus les surestimer. Si nous parvenons à connaître les points faibles du potentiel, de la capacité de jugement et de l'action de l'ennemi, il nous sera plus facile de trouver les voies, les formes d'action et les méthodes les plus efficaces pour le combattre.

Nous devons comprendre qu'actuellement l'impérialisme et le capitalisme ont adopté de nouvelles formes d'oppression et d'exploitation, identiques, quant au fond, aux formes utilisées par l'ancien colonialisme. Ces formes, que nous qualifions de néo-colonialistes, sont utilisées par les métropoles dans leurs anciennes colonies, c'est-à-dire dans les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et dans d'autres pays qu'ils occupaient naguère militairement. De nos jours encore, ils continuent d'y exploiter la sueur et le sang des peuples.

Cette occupation militaire avait pour structure et superstructure celles du capitalisme monopoliste des métropoles, elle reposait sur la méthode d'exploitation, mais encore plus féroce, utilisée à l'encontre des peuples de la métropole. Les colonies étaient la proie du capitalisme qui opprimait les peuples sans pitié et sans obstacle.

Après la Seconde Guerre mondiale le colonialisme revêtit de nouvelles formes. De nombreux pays, à l'exception du petit nombre d'entre eux demeurés colonies, sont qualifiés aujourd'hui de «libres», «souverains»,

«démocratiques» et que sais-je encore. Bien entendu, dans ces pays a été instauré un système capitaliste «indépendant», mais en réalité ils restent toujours dépendants des grands pays capitalistes.

Notre Parti et les marxistes-léninistes partout dans le monde doivent expliquer clairement la situation révolutionnaire existante à la classe ouvrière et au peuple de chaque pays, ils doivent mettre le mieux possible à profit cette situation en engageant non seulement des actions politiques et idéologiques mais aussi des actions concrètes lorsque les conditions le permettent et que l'oppression devient insoutenable, car, comme le dit le peuple, «aux grands maux les grands remèdes». Faisons clairement comprendre aux gens que les formes de domination, d'exploitation et d'oppression pratiquées par le néo-colonialisme ne se limitent pas aux anciennes colonies, qu'elles sont appliquées aussi dans les métropoles.

La classe ouvrière, les étudiants et les travailleurs progressistes dans les métropoles ont subi et continuent de subir la double exploitation du capital local et du capital monopoliste étranger, ils sont donc sous la coupe impitoyable des monopoles locaux et des multinationales. C'est un nouveau trait de la société capitaliste, un trait aussi de son plus haut stade de développement, l'impérialisme, qui ne fait aucune distinction entre les peuples, que ce soient ceux des métropoles ou d'autres pays, pour s'assurer, en les exploitant férocement, d'immenses profits. Le capital est devenu international, apatride.

Le groupe des monopolistes internationaux ne fait aucune différence entre les hommes et les Etats pourvu que leurs gains demeurent élevés. Ainsi les monopoles et les multinationales ne reconnaissent ni la liberté, ni l'indépendance, ni la souveraineté des peuples, ces notions étant pour eux purement formelles. Dans cette activité fébrile, quand il s'agit de partager les profits, ils font cause commune. Mais, dans le capitalisme, la loi de la jungle règne dans tous les domaines, le gros poisson mange le petit. Cette loi règne également dans le partage des profits.

Nos partis marxistes-léninistes et les révolutionnaires savent que les peuples des pays capitalistes développés sont favorisés par rapport à ceux des anciennes colonies ou des pays néo-coloniaux. Il est indéniable que dans les pays néo-coloniaux où les grandes sociétés mixtes investissent leurs capitaux, le peuple est exploité encore plus durement. L'action du capital sur les ouvriers dans les métropoles est moins totale que dans les autres pays, mais le but demeure le même.

Bien entendu, dans divers pays du prétendu tiers-monde ou monde non aligné le grand capital et le capital local ont des points très faibles, mais la classe ouvrière et les éléments révolutionnaires, du fait de leur retard politique et idéologique, en ont eux aussi. Le grand capital, soucieux de consolider son potentiel financier, commercial et militaire, raffermit donc chaque jour davantage les cliques capitalistes locales au pouvoir dans ces pays pour maintenir leurs peuples sous son joug dans les ténèbres et l'ignorance, pour noyer dans le sang toute tentative de révolte et empêcher la pénétration du capital étranger rival dans ces régions.

L'heure est venue pour la classe ouvrière des pays capitalistes développés de changer de mentalité. Dans ces pays, les syndicats, qui sont devenus des instruments entre les mains de la bourgeoisie pour contenir le mouvement de la classe ouvrière, se sont mués en un des plus sérieux obstacles à la révolution. La loi y est faite par le patronat et ses agents, dont l'un est l'aristocratie de la classe ouvrière, qui dépend des divers partis de la social-démocratie et du révisionnisme moderne.

Les partis social-démocrates et ceux du révisionnisme moderne sont des partis réformistes, ils soutiennent le capital contre la révolution, ils sont pour des réformes de structure et pour une superstructure corrompue anti-prolétarienne, ils cherchent à miner tout sentiment et toute action, révolutionnaires. De même que les partis de la social-démocratie, depuis longtemps démasqués par Marx et Lénine en tant que valets de la bourgeoisie, qui préparent le terrain à l'impérialisme et combattent la société socialiste, les révisionnistes actuels sont des éléments qui soutiennent directement la social-démocratie vieillie pour étouffer l'insurrection de la classe ouvrière et des peuples, la révolution.

C'est pourquoi, les syndicats des pays capitalistes doivent être considérés comme des instruments des partis du capital et combattus comme tels, mais sans toucher ni nuire à l'unité de la classe ouvrière. A mon avis, les syndicats dans les pays capitalistes joueront un grand rôle s'ils se détachent des partis de la bourgeoisie, des partis aussi bien social-démocrates que révisionnistes, et si l'influence de l'aristocratie de la classe ouvrière y est totalement extirpée. Autrement dit, les syndicats se mettront au service de la classe ouvrière si, de véritables représentants de cette classe, éduqués dans l'esprit de l'idéologie marxiste-léniniste, se mettent à leur tête et les mobilisent pour les lancer dans la lutte contre le pouvoir du capital. Il faut donc comprendre que ce pouvoir avec toutes ses formes, ses moyens, ses lois et sa constitution, n'a contrairement à ce que prétendent ceux qui sont à son service, rien de démocratique ni de révolutionnaire, ses formes sont identiques aux formes et aux mécanismes de l'ancien pouvoir capitaliste, elles sont seulement revêtues d'éléments nouveaux adaptés aux situations nouvelles.

Bien entendu, le développement de l'économie et le progrès technique dans les pays capitalistes ont engendré la surproduction, qui a causé actuellement une crise grave, devenue une gangrène pour le capitalisme et l'impérialisme. Les larges masses laborieuses s'appauvrissent et leur vie devient de plus en plus difficile, tandis que les gains des capitalistes ne cessent de s'accroître. Mais ces derniers sentent le danger et ils s'efforcent constamment de trouver de nouvelles formes et structures économiques, politiques et militaires pour étouffer toute opposition ou révolte des opprimés.

Actuellement dans les pays capitalistes développés cette révolte se matérialise dans des manifestations, mais encore pacifiques et se limitant à afficher des slogans de revendications économiques. Ces manifestations servent au capital d'expédient pour faire accroire à ses partis que la classe ouvrière et les travailleurs de toutes les catégories sociales sont entièrement libres de faire grève, de manifester, de réclamer ou de critiquer. Mais en réalité, comme je viens de le souligner, ces mouvements n'ont pas les résultats souhaités par la classe ouvrière, bien que, de temps à autre, quand les manifestations gagnent en ampleur, la bourgeoisie se voit contrainte de lâcher quelques miettes de plus pour apaiser la colère des travailleurs.

La classe ouvrière, avec à sa tête le parti marxiste-léniniste, doit donc être capable de distinguer le moment opportun sur le plan national, pour organiser l'insurrection et s'y lancer. Les marxistes-léninistes doivent se montrer les plus aptes, les plus intelligents, les meilleurs organisateurs dans ce sens pour devenir le facteur subjectif dans la direction de la révolution. Il ne faut en aucune façon partir de l'idée que les conditions pour la révolution n'ont pas encore mûri, que la révolution ne peut avoir lieu dans les pays capitalistes développés et que l'on doit, par conséquent, attendre qu'elle se produise dans les pays ou les continents où les formes et les méthodes d'exploitation et d'oppression ne sont pas les mêmes que dans les métropoles. La classe .ouvrière et les partis marxistes-léninistes de ces métropoles doivent prêter une aide substantielle aux peuples des divers continents et à leurs mouvements révolutionnaires. La meilleure façon pour eux d'accorder leur aide et leur soutien serait de rendre la vie impossible au capitalisme monopoliste et au capital étranger qui collabore avec le capital local pour opprimer les peuples des colonies et des pays néocoloniaux.

La situation actuelle dans de nombreux pays du monde rappelle celle de l'époque du roi Ahmet Zogu qui avait mis sur pied un royaume d'opérette, composé de beys, de féodaux et de réactionnaires pour opprimer, ensanglanter et exploiter jusqu'à la moelle le peuple albanais. Au début, il n'en avait pas les moyens et il se les procura en bradant les richesses du pays aux étrangers et en leur accordant des concessions en Albanie. Les Serbes et les troupes de Wrangel l'avaient aidé à rentrer, en Albanie. Plus tard, il se mit au service des impérialistes italiens qui avaient fait de l'Albanie une colonie ou, si l'on peut employer ce terme actuel, une néo-colonie à eux avant même de l'occuper militairement. Si ses investissements en Albanie furent peu importants, l'Italie fasciste n'en réussit pas moins à s'assurer les positions-clés dans l'économie du pays ainsi que les positions stratégiques pour en préparer l'occupation.

Il incombera donc aux partis marxistes-léninistes dans les pays capitalistes de travailler et de se battre sans discontinuer pour affaiblir et harceler le capital monopoliste international, les multinationales qui oppriment et exploitent les peuples, de telle sorte que le peuple puisse frapper aux plus faibles maillons de la chaîne capitaliste, c'est-à-dire se dresser dans l'insurrection pour s'emparer du pouvoir et réaliser les réformes démocratiques, puis instaurer la dictature du prolétariat, une structure et une superstructure socialistes.

Actuellement, dans divers pays capitalistes peu développés, le peuple se dresse dans des insurrections et dans la révolution. C'est ce que l'on voit se produire en Iran, au Nicaragua, en Amérique centrale et aussi dans la lutte des Palestiniens contre les Américains et les Israéliens, on le voit aussi dans une certaine mesure dans la résistance encore inorganisée des pays arabes contre les superpuissances, résistance que chacune de celles-ci réussit à manipuler dans son intérêt. On assiste à des mouvements et des insurrections des peuples en Afrique également. Mais, bien que dans ces pays le peuple se soit dressé et ait engagé la lutte en consentant de grands sacrifices, les éléments de la bourgeoisie, unis au grand capital par les fils embrouillés de multiples machinations et intrigues, font l'impossible pour mater l'insurrection ou la convertir en leur faveur, auquel cas ce mouvement ne sert qu'à éliminer de la scène politique telle ou telle clique et à porter au pouvoir une autre clique plus modérée, mais toujours capitaliste, qui agisse en accord avec le grand capital monopoliste. Bien entendu, cela est dû au manque de clairvoyance politique et d'organisation de la classe ouvrière. La colère et la haine de cette classe, sa détresse politique et économique ainsi que celle de la paysannerie sont ainsi exploitées par la bourgeoisie.

Cela étant, nous, communistes, devons analyser cette situation en particulier et dans son ensemble, afin de la comprendre et d'agir en conséquence. Si nous analysons la situation c'est pour la comprendre et définir ensuite notre action pour la transformer. Il ne faut pas nous limiter à l'analyser seulement pour la comprendre et laisser cette situation difficile pour le peuple de se prolonger. Ne sous-estimons pas la peur de la guerre qu'alimente le grand capital. C'est un fait que lorsque la crise atteint son paroxysme, des conflits locaux, voire une guerre mondiale, peuvent éclater. Seule la révolution conduite dans la voie marxiste-léniniste peut empêcher ou éviter

une guerre mondiale, alors que les grandes contradictions qui opposent les superpuissances, les consortiums, le capital de divers pays et les multinationales peuvent au contraire la provoquer.

C'est pourquoi, en envisageant ainsi cette question importante, nous devons tout mettre en oeuvre pour faire échec aux plans et aux menées de la bourgeoisie et de ses laquais visant à préparer une conflagration sanglante et généralisée. On n'y parviendra qu'en affaiblissant le capitalisme, c'est-à-dire par l'insurrection armée, mais une insurrection dirigée par la classe ouvrière, laquelle doit avoir pour boussole la doctrine marxiste-léniniste.

Le renégat du Parti communiste espagnol, Carillo, prône la marche au socialisme par des réformes. Il préconise de ne toucher ni à l'armée ni à l'idéologie de la bourgeoisie, mais d'enrôler dans cette armée des éléments et des cadres de la classe ouvrière pour en faire une gardienne de l'ordre! Et, selon Carillo, cet ordre, où le pouvoir restera aux mains de la bourgeoisie, des prêtres, de la police, etc., sera un ordre socialiste (!)

Si l'on raisonne comme ce traître, on ne pourra jamais saper la force de frappe de la bourgeoisie capitaliste. Non seulement il ne nous faut penser ni agir comme le prêche Carillo, mais faire face à l'armée de la bourgeoisie capitaliste, nous devons organiser les forces révolutionnaires populaires, leur faire prendre politiquement conscience de leur grand rôle et leur expliquer clairement quels sont ceux qui s'opposent à une action concrète contre le pouvoir, seul moyen de remporter la victoire. Cela est parfaitement possible.

Nous avons vu le peuple iranien insurgé affronter les troupes du shah armées jusqu'aux dents et sa terrible sécurité, la SAVAK. Jusqu'alors on n'aurait pu imaginer que l'insurrection du peuple iranien réussirait à tenir tête à une armée pourvue des armes les plus sophistiquées et entraînée par la CIA et des officiers américains. Mais voilà que cela a été possible! Les palabres de Carillo qui appelle les forces populaires à rejoindre les rangs de l'armée bourgeoise pour persuader les officiers de la caste et les défenseurs du capital à aller vers le socialisme ne sont qu'une mystification sans scrupule.

La bourgeoisie et le capitalisme ont actuellement recours à des mesures féroces d'oppression sans exclure le terrorisme. Le terrorisme prépare les putschs militaires fascistes de la bourgeoisie. Lorsque la lutte de classes s'intensifie, la bourgeoisie, consciente de ne pouvoir résister à la force du peuple, se lance à l'attaque, elle organise des coups d'Etat et porte au pouvoir des juntes militaires de type fasciste. Mais pour cela, il lui faut se préparer et elle le fait en organisant des commandos de bandits armés qui opèrent dans divers pays, masqués sous diverses appellations, «communistes» ou «marxistes», comme les «brigades rouges», qui ont pour but d'effrayer et de désorienter les larges masses travailleuses et de justifier le coup d'Etat fasciste. Ces bandits attaquent des banques, commettent des assassinats, s'en prennent à des directeurs d'entreprises importantes, prennent en otage de grands propriétaires et demandent comme rançon des sommes immenses. Toutes leurs actions servent en premier lieu à tromper, mais aussi à terroriser la classe ouvrière et les larges masses travailleuses. En cette époque de troubles nous constatons que l'aristocratie de la classe ouvrière et tous les partis social-démocrates et révisionnistes n'entreprennent aucune action combattante antiterroriste.

Le terrorisme est donc la préparation de la prise du pouvoir par les fascistes. A travers les actions de ces bandits, la bourgeoisie menace la classe ouvrière et laisse entendre que l'ordre actuel créé par le capitalisme doit être préservé, car le renversement de ce pouvoir capitaliste (qui alimente lui-même le terrorisme et n'est pas visé par lui) ferait perdre aux ouvriers leurs «droits» économiques et sociaux si restreints conquis de haute lutte et au prix de multiples sacrifices. On observe que, après chaque acte de terrorisme, les chefs de file révisionnistes ou social-démocrates et l'aristocratie de la classe ouvrière qui fait la loi dans les syndicats, organisent des manifestations pour condamner le terrorisme, lequel ne cesse de croître à des rythmes accélérés.

Les théoriciens antimarxistes condamnent le terrorisme sous ses formes actuelles, mais ils ne font aucune distinction entre les actions terroristes et les actions révolutionnaires armées que la classe ouvrière guidée par son parti marxiste-léniniste doit cependant mener. Etant contre la révolution, le pouvoir de la bourgeoisie et ses suppôts sociaux-démocrates et révisionnistes sont contre toute action révolutionnaire et qualifient d'acte terroriste toute tentative dans ce sens, toute organisation armée de la classe ouvrière dirigée par le parti marxiste-léniniste. Les révisionnistes votent même dans des assemblées pour la lutte contre le terrorisme et l'anarchisme, ainsi que pour le renforcement de la police et de la sécurité. Ce qui veut dire laisser à la bourgeoisie les coudées franches et lui permettre de frapper toute forme d'organisation et de combat de la classe ouvrière et de son avant-garde pour se libérer du joug du capitalisme.

C'est pourquoi les marxistes-léninistes et la classe ouvrière doivent comprendre à fond ce problème et être en mesure de faire la différence entre les marxistes-léninistes d'une part et les anarchistes et les terroristes de l'autre, car cette différence est grande. Mais cela ne veut pas dire que, pour freiner le terrorisme la classe ouvrière, son avant-garde et les hommes de progrès doivent cesser leur lutte armée contre-le pouvoir de la bourgeoisie qui les opprime ainsi que contre toutes les formes terroristes, anarchistes et révisionnistes qui appuient ce pouvoir. Si l'on ne comprend pas correctement la situation, si l'on identifie l'action révolutionnaire et le terrorisme et l'anarchisme, la révolution n'ira pas de l'avant et la classe ouvrière demeurera sous la coupe du capital, sous le

joug des lois de la bourgeoisie et par conséquent elle diminuera ses efforts pour s'en libérer. Il existe donc des moments où il convient de bien définir les traits des actions révolutionnaires de la classe ouvrière afin de les distinguer du sens que leur donnent les révisionnistes et les sociaux-démocrates, soucieux de servir les intérêts des monopoles et de leur pouvoir.

Les nouveaux partis marxistes-léninistes qui ont été fondés après 1960 et surtout certains d'entre eux qui ont vu le jour sous l'influence de la révolution culturelle chinoise connaissent actuellement des difficultés et sont exposés à certains dangers. En ce qui concerne certains de ces partis «marxistes-léninistes» en particulier dans quelques pays d'Europe et d'Amérique latine, leur apparition sur la scène politique, l'organisation et la consolidation de leurs rangs ont été l'oeuvre non pas d'éléments sains issus de la classe ouvrière mais d'éléments isolés, pourvus de l'expérience peu consistante, antimarxiste et réformiste des partis révisionnistes. Du reste, ces partis ont été fondés et se sont développés pour ainsi dire en pleine légalité, et ils ont grossi leurs rangs d'éléments dont un bon nombre se disaient marxistes-léninistes mais ne l'étaient pas.

Quelques-uns des dirigeants de ces partis prirent cette affaire à la légère, ce qui naturellement ne manqua pas de se refléter dans leur travail. La rupture d'avec les partis révisionnistes fut considérée par eux comme un acte très important. En fait, c'était un acte important, mais plus importantes encore devaient être la voie, les formes et les méthodes d'organisation de leur travail, et en premier lieu la ligne politique et organisationnelle à adopter, puis à appliquer. Comme on le vit, ces partis prirent une position relativement juste sur certains problèmes internationaux et théoriques, mais, malgré tout, sur certains aspects, leur ligne politique ne différait guère, par ses formes, de celle des partis révisionnistes dont ils étaient issus. De plus, certains partis portèrent un faux jugement sur la situation dans leur pays et sur la situation internationale, notamment sur quelques événements importants du mouvement communiste international, comme la lutte contre le révisionnisme soviétique. Plus tard, ils analysèrent mal la situation en Chine, la lutte que s'y livraient les diverses fractions ainsi que la révolution culturelle chinoise. Leurs jugements et opinions manquaient souvent de profondeur marxiste-léniniste, et ils considéraient même avec présomption toutes leurs actions comme à l'abri de toute critique.

En réalité, dès la fondation de plusieurs de ces partis il apparut que certains de leurs adhérents n'étaient pas suffisamment trempés dans l'idéologie marxiste-léniniste, qu'ils l'avaient assimilée d'une manière superficielle et, qui plus est, plutôt sur un plan sentimental. Beaucoup d'entre eux, par exemple, ne faisaient aucun effort pour comprendre comme il se doit le grand rôle du parti en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière et les grosses difficultés qu'ils devaient rencontrer dans leur travail et dans leur combat dans les conditions d'un régime capitaliste féroce, oppresseur et exploiteur, hostile en premier lieu aux marxistes-léninistes.

Pour ces raisons, dès le début, dans ces partis des fractions et des scissions se firent jour, aucune mesure ne fut prise contre les éléments fractionnels, car les dirigeants et les membres de ces partis ne connaissaient pas bien les formes d'organisation léninistes-staliniennes des partis dans les conditions dangereuses et compliquées de leurs pays. Ils n'avaient même pas prévu que la réaction surveillerait sans cesse l'action du parti et de ses éléments et infiltrerait dans leurs rangs des éléments suspects, des agents à elle ou des sympathisants hésitants.

S'acquittant de son devoir internationaliste, le Parti du Travail d'Albanie, à chaque contact et chaque fois que cela lui fut possible, ne manqua pas de faire part à certains de ces partis de sa propre expérience, il leur fit comprendre que sur toute la ligne, et même sur les questions de structure organisationnelle, il est demeuré fidèle au marxisme-léninisme, qu'il ne l'a pas considéré comme un dogme ou comme un ornement théorique, mais qu'il l'a appliqué dans la pratique avec la rigueur et le sérieux requis, dans les conditions difficiles de l'Albanie, c'est-à-dire en lutte contre les occupants et la bourgeoisie locale, qui se mit à leur service.

Ainsi donc, en matière d'organisation, certains de ces jeunes partis marxistes-léninistes qui rompirent avec les partis révisionnistes, adoptèrent les mêmes formes légales que les partis révisionnistes et sociaux-démocrates, en sorte que l'opinion idéologique et politique dominante dans le pays exercerait nécessairement aussi son influence dans leurs rangs. Aujourd'hui encore il existe des membres de ces partis qui continuent de penser qu'ils peuvent militer légalement en tant que communistes marxistes-léninistes sans être inquiétés par le capitalisme et son appareil de répression. On ne peut donc dire que dans ces circonstances, existe ce noyau sain, aussi solide qu'il peut l'être dans les conditions de clandestinité, capable de résister à une attaque surprise que la réaction ne manquera pas de lancer contre lui.

Les conséquences néfastes de cette action et de cette pratiqua dans certains de ces partis, en Europe surtout, apparurent lors de la dénonciation du Parti communiste chinois et de la pensée-maotsétoung. En effet, à cette époque, des divisions se firent jour et l'on vit émettre des jugements et des idées antimarxistes qui, dans certains cas, furent adoptés par des dirigeants de ces partis. Sous l'influence de ces idées, quelques petits partis, encore non consolidés, mais qui avaient entamé leur action avec de justes objectifs, dans la voie marxiste-léniniste et se prononçaient pour des actions révolutionnaires, dévièrent. Ce fut le cas des partis communistes (marxistes-léninistes) de France, de Belgique, de Hollande, des pays Scandinaves et dernièrement du Parti communiste d'Italie (marxiste-léniniste).

Bref, certains de ces partis marxistes-léninistes se divisèrent parce qu'ils ne comprenaient pas comme il se doit leur rôle dans la révolution parce qu'ils ne se préparèrent pas à un combat acharné contre la réaction organisée et armée et les partis révisionnistes et social-démocrates, qui ont, eux, en instruments du capital qu'ils sont, une longue expérience et de grands moyens pour combattre tout rival qui pointe les oreilles, et pour annihiler son action.

Considérant l'expérience de notre Parti et de notre pays ainsi que celle des partis communistes authentiques du passé, je pense que les partis marxistes-léninistes ne doivent pas s'isoler, qu'ils ne doivent donc pas se tenir à l'écart des larges masses populaires et surtout de la classe ouvrière. Nous, marxistes-léninistes, jugeons cette question en partant du fait que la classe ouvrière dans les pays capitalistes, pour le moins actuellement et dans sa grande majorité, est inspirée et organisée par les partis de la social-démocratie, du patronat et du révisionnisme moderne dans des syndicats, qui sont manipulés par eux, et que l'Etal bourgeois a édifié tout un réseau d'indicateurs et promulgué une série de lois pour inculquer à la classe ouvrière- la mentalité bourgeoise semer dans ses rangs la confusion politique et idéologique, l'intimider et la dissuader d'entreprendre des actions qui pourraient être dangereuses pour le capital. C'est pourquoi, s'ils veulent aller de l'avant et poursuivre dans la voie qu'ils ont choisie, les membres des partis marxistes-léninistes doivent participer aux grands rassemblements du prolétariat, se rallier aux éléments progressistes et démocrates qui sont contre le régime capitaliste, contre la constitution de leur pays capitaliste, contre l'oppression et l'exploitation économiques et qui combattent l'idéologie réactionnaire sous les diverses formes qu'elle revêt pour désorienter les esprits.

Les jeunes partis marxistes-léninistes ne peuvent se contenter de publier un journal ou une revue à un tirage très limité. Ces moyens de propagande ont, certes, leur importance, mais souvent ils ne produisent pas l'effet escompté et ne permettent pas au parti de pénétrer et d'organiser le travail au sein des grands groupements de masses. La pénétration, l'organisation et la lutte du parti au sein des syndicats ou des autres groupements de la classe ouvrière sont importantes pour la révolution au même titre que les normes marxistes-léninistes qui l'organisent, le trempent et le rendent cohérent et combatif. Les partis marxistes-léninistes, ceux d'Europe surtout ne peuvent pas rester les bras croisés de l'autre côté de la barricade où se bat la classe ouvrière. En Amérique latine, de nombreux partis reconstruits après 1960, ont milité dans la clandestinité et ont, dans l'ensemble, non seulement agi correctement dans le sens de leur développement et de l'assimilation de la théorie marxiste-léniniste, mais ont aussi accompagné cette activité d'actions concrètes, de grèves et de manifestations, donnant l'exemple par leur combat. Bien entendu, ils ont aussi subi des pertes, mais sans pertes et sans donner l'exemple dans ces luttes, le parti ne saurait se consolider dans la voie révolutionnaire ni devenir l'avant-garde du prolétariat et des éléments progressistes et révolutionnaires.

Le parti doit naturellement mener une action légale mais, parallèlement, il doit se constituer dans la clandestinité la force nécessaire pour diriger cette action légale. Cette force du parti est justement sa part la plus saine, la plus résolue, qui comprend les situations de façon juste et dirige les actions. Mais certains jeunes partis marxistes-léninistes n'ont pas tenu compte précisément de cet enseignement du marxisme-léninisme. Les partis de la bourgeoisie, avec leur propagande alambiquée et leurs slogans soi-disant de gauche mais en réalité réactionnaires, étaient au service du capital, ils trompaient la classe ouvrière et les éléments révolutionnaires, car, comme on le sait, l'activité des partis révisionnistes vise à des alliances avec la bourgeoisie et avec ses partis en se contentant de quelques concessions qui lui sont accordées à travers des réformes. Ces camarades se sont tenus pour satisfaits de quelques succès remportés dans les manifestations de rues et de quelques discours et meetings organisés sur la place publique. Mais cela ne suffit pas pour apprendre à la classe ouvrière à se battre et à gravir les échelons de la révolution jusqu'au dernier, c'est-à-dire jusqu'à l'attaque décisive contre l'appareil répressif du capital.

Certains partis qui opèrent dans la clandestinité, jugeant que dans les pays où ils militent les situations leur permettent de passer à la légalité, se pose la question: «Que faire?». Je pense que la légalisation du parti est un couteau à deux tranchants: Elle est justifiée si l'on en comprend les raisons, les formes et les limites, mais très néfaste si dans les rangs du parti légal s'infiltrent des éléments de la bourgeoisie, des hésitants, des éléments révisionnistes agents de la réaction. Ainsi offre-t-on à des personnes entraînées à saboter le parti, la possibilité de passer de la partie légale à la partie clandestine. Or, pour que la partie qui oeuvre dans la clandestinité serve activement le parti, ses membres ne doivent pas se borner à faire de la propagande, à l'instar des partis révisionnistes qui sont liés ouvertement à la réaction et prônent les réformes par la voie parlementaire, mais pénétrer au sein des masses, travailler auprès d'elles et les organiser dans la voie révolutionnaire en les soustrayant à l'influence du capital et de ses partis. Faute de quoi on ne pourra remporter le succès souhaité. Il est vrai que la portion du parti qui agira dans la légalité aura des facilités pour pénétrer dans les masses et organiser avec elles la lutte contre le pouvoir de la bourgeoisie, il lui sera plus facile de faire de la propagande et d'encourager des actions. Mais quand le parti encourage des actions il ne doit pas le faire dans la voie révisionniste et social-démocrate, car, dans ce cas, la classe ouvrière ne saura plus, faire la différence entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes et ne sera pas incitée à entreprendre des actions plus avancées que celles

que lui recommandent la social-démocratie et le révisionnisme moderne. Au contraire, la création de nouveaux fronts et l'influence accrue de la portion légale du parti, étroitement liée à celle qui agit dans la clandestinité, doivent faire en sorte que la révolte populaire croisse davantage afin que soient mises à profit les situations révolutionnaires, créées. Il faut savoir aussi exploiter les contradictions entre le capital intérieur et le capital étranger, entre la bourgeoisie locale et le prolétariat. Cela consolidera l'existence du parti et sa ligne de combat, propagera le marxisme-léninisme et démasquera le révisionnisme.

La dénonciation du révisionnisme, de ses partis, de leurs formes d'action, de leurs méthodes et de leur politique par ces jeunes partis est absolument indispensable, même si elle est relativement restreinte en raison de leur force organisationnelle et numérique limitée. Cependant, cette dénonciation ne doit pas se borner à des articles de journaux ou à une propagande verbale, mais s'accompagner d'actions concrètes qui amènent le prolétariat à faire une nette distinction entre son parti marxiste-léniniste et les partis révisionnistes et social-démocrates, à voir qu'ils diffèrent non seulement par leurs objectifs politiques et idéologiques mais aussi en ce que le parti marxiste-léniniste met en application ses principes dans une opposition active avec les partis révisionnistes traîtres.

Ce combat mettra le parti en mesure de juger les éléments révolutionnaires sains, le caractère des militants véritablement actifs, leur détermination, la manière dont ils ont compris la doctrine marxiste-léniniste en théorie et dans la pratique. D'autre part, il renforcera ses rangs en les admettant dans son sein. C'est seulement en menant une telle action que les partis marxistes-léninistes dans les pays capitalistes seront certains de voir grossir leurs rangs d'éléments fidèles au marxisme-léninisme, d'hommes disciplinés et ayant opté pour la révolution violente et non pas pour des réformes.

Il est indispensable que les membres des partis qui militent dans les pays capitalistes comprennent qu'ils sont en lutte contre la bourgeoisie et son appareil d'oppression, en premier lieu contre ses partis, y compris les partis révisionnistes. C'est pourquoi il leur est demandé d'être lucides et pleinement conscients du fait que cette lutte exige des efforts et des sacrifices matériels et moraux.

S'ils ne comprennent pas ainsi leur existence, leur combat et leur travail au sein du parti, il sera alors difficile de qualifier le parti où ils militent de parti véritablement révolutionnaire, car il ne le serait qu'en paroles. Un tel parti se désagrège dès qu'arrive le premier moment difficile il est même possible qu'il se défasse avant cela. Même aux moments soi-disant tranquilles, (mais qui ne peuvent jamais l'être), si le parti reste regroupé, c'est qu'il ne risque rien ni moralement, ni politiquement, ni matériellement.

Nous, partis marxistes-léninistes, devons oeuvrer à créer nous-mêmes nos moyens de propagande et de combat, sans demander l'aide matérielle de personne, car personne ne nous aidera sérieusement sans desseins politiques de sape.

A nous, marxistes-léninistes, il n'est pas permis d'utiliser des formes et des méthodes des bureaucrates éternels des partis révisionnistes, qui se livrent à des marchandages au lieu de mener une action révolutionnaire. Notre tâche est d'apprendre aux membres du parti et aux éléments de la classe qu'il mobilise autour de lui, à consentir de petits sacrifices en se préparant à de plus grands, voire à faire don de leur vie sur les fronts des combats contre là bourgeoisie, qui sont menés actuellement et qui le seront à l'avenir.

Dans ce sens l'objectif des partis marxistes-léninistes qui militent dans les pays capitalistes est de devenir des partis des barricades, des partis de l'occupation des usines, des partis qui se heurtent aux forces de l'ordre et ne se soumettent pas aux lois, aux règlements et aux formules créées par la réaction, ce qui est à la fois logique et légitime, car la réaction et le capital, par tout ce qu'ils créent, visent à étouffer la révolution et les vrais partis de la classe ouvrière. C'est pourquoi les partis marxistes-léninistes ont pour devoir de ne pas leur obéir mais de frapper. Je n'entends pas qu'il faille agir d'une manière aventureuse. Comme je l'ai souligné plus haut, même si l'on décèle les points faibles de l'ennemi, on ne pourra pas les exploiter sans une action organisée idéologiquement et politiquement sains.

Les moments de crise grave que connaît actuellement le monde capitaliste sont objectivement très propices pour frapper le capital à ses points faibles. Il nous incombe à nous marxistes-léninistes de bien comprendre cette faiblesse de façon à organiser notre lutte et notre résistance. Il est aussi très important que cette lutte, cette résistance s'organisent aussi bien dans les pays capitalistes développés que dans les pays arriérés. Il appartient aux partis marxistes-léninistes des pays développés de se montrer à la hauteur de leur mission et de prêter l'exemple aux partis marxistes-léninistes et aux éléments révolutionnaires dans les pays arriérés.

Actuellement nous pouvons affirmer que les masses travailleuses progressistes des pays économiquement arriérés et soumis à l'oppression du capital, se tiennent sur des positions plus avancées, qu'elles sont plus actives et plus combatives que les masses des pays capitalistes développés. Bien qu'il n'y ait pas chez eux de partis marxistes-léninistes, elles, ont prouvé leur supériorité dans la résistance active contre l'oppression intérieure et les interventions étrangères. Cela démontre que dans les métropoles la bourgeoisie capitaliste possède une grande expérience en matière de répression et d'exploitation, et, apparemment, malgré l'existence de partis

marxistes-léninistes, les gens se sont faits à cet état de choses et se laissent tromper par le semblant de démocratie et de liberté que vantent tant les partis soi-disant démocratiques.

En définitive donc, les métropoles continuent d'opprimer les pays sous-développés et néo-coloniaux et les partis marxistes-léninistes de certains pays oppresseurs ne réagissent pas avec la force révolutionnaire requise contre l'oppression. Visiblement dans ces pays n'existe pas la solidarité internationaliste nécessaire avec les peuples progressistes de tous les continents, qui se révoltent contre la double oppression du capital étranger et local. C'est là un grand problème, d'une importance capitale, qui doit préoccuper tous les marxistes-léninistes et en premier lieu les partis marxistes-léninistes des pays où domine le capital.

Notre Parti suit de près ces problèmes, ils sont pour lui à l'ordre du jour, et sans ménager ses efforts, il a orienté sa politique, son activité de propagande et d'agitation et ses actions dans le sens du soutien internationaliste aux partis marxistes-léninistes et aux luttes de libération nationale des peuples. Dans cette phase, les luttes de libération nationale des peuples des pays sous-développés revêtent une importance extrême, car elles affaiblissent le système capitaliste en général, facilitent le développement des révolutions démocratiques bourgeoises et leur transformation en révolutions prolétariennes. C'est pourquoi partout où elles se trouvent, les forces communistes doivent matérialiser dans leurs actions notre grande théorie révolutionnaire, le marxisme-léninisme, et se guider sur elle, l'assimiler à fond et de façon juste afin d'être en mesure de stimuler les masses et de les conduire dans la révolution.

Nous constatons avec regret que certains partis marxistes-léninistes ne comprennent pas ce problème comme il convient, qu'ils n'agissent pas avec détermination, c'est-à-dire qu'ils n'accompagnent pas leur propagande, si faible soit-elle, d'actions concrètes, qu'ils ne seront en mesure de mener que s'ils sont animés d'un esprit combatif. Et même dans certains pays, et dans certains cas, nous ne voyons pas les groupes ou partis marxistes-léninistes s'illustrer par leurs actions politiques et enflammer en quelque sorte les manifestations, les contestations et les protestations de la classe ouvrière qui y est poussée par la social-démocratie ou le révisionnisme moderne. Une telle activité susciterait sans conteste l'intérêt des travailleurs, qui verraient alors que les actions des marxistes-léninistes sont en opposition avec les slogans qu'utilisent les révisionnistes et la social-démocratie dans des grèves et manifestations. Des dizaines de milliers d'ouvriers se rassemblent sur les places des villes et les partis marxistes-léninistes se renforceront et s'affirmeront si leurs représentants ont le courage de se présenter eux aussi avec leurs haut-parleurs devant les masses pour leur expliquer leur ligne et les entraîner à transformer les grèves et manifestations qu'elles organisent en des grèves et manifestations politiques, et à ne pas s'en tenir aux limites étroites des grèves économiques ou des grèves «pacifiques».

L'ennemi qui est au pouvoir redoute les grèves politiques, et c'est pourquoi il les qualifie de sauvages. Il ne s'agit pas ici de descendre en armes dans la rue et de tirer des coups de feu au hasard, mais d'affronter les appareils de répression de l'ordre, la police, la milice, l'armée et, en même temps, de démasquer sur la place publique les maux du capitalisme et des partis révisionnistes. C'est là une des formes de mobilisation des masses travailleuses de la part des marxistes-léninistes. Mais il existe aussi d'autres formes de travail qui préparent l'opinion à des actions plus fermes contre la situation lamentable existante, à mieux comprendre la crise du régime, la grave crise économique et financière, la grande crise énergétique, qui pèsent toutes, en dernier ressort, sur le dos de la classe ouvrière.

La classe ouvrière ne pourra pas suivre nos hommes, elle ne pourra pas suivre les groupes ou partis marxistes-léninistes si elle ne les voit pas en action, car, pour ce qui est des moyens de propagande, la bourgeoisie capitaliste et ses partis en sont beaucoup mieux pourvus que nous. C'est pourquoi les masses populaires, les communistes et les hommes d'action doivent nous voir en action, dans des entreprises concrètes contre la tranquillité imposée, contre le statu quo et contre cette activité amorphe que crée la propagande de la bourgeoisie.

La propagande de la bourgeoisie a pour but de garder son électorat. Chaque parti bourgeois, en prétendant qu'il changera la situation que si l'on vote pour lui, essaie de susciter de vains espoirs au sein de la classe ouvrière et des masses travailleuses. Sa propagande est donc uniquement électorale, elle n'apporte aucun résultat si ce n'est qu'elle met en sommeil les énergies révolutionnaires des masses, alors que nous, marxistes-léninistes, avons pour devoir de ne pas laisser s'endormir cette grande énergie, mais de la lancer dans des actions concrètes.

Partout où elle agit, la bourgeoisie capitaliste essaie de toutes ses forces de faire face à la terrible crise économique qui la tenaille et tend toujours plus à s'aggraver, en en faisant retomber les effets sur le dos des masses. La crise énergétique, la crise financière, la hausse des prix, l'inflation, le chômage et le terrorisme qui prend des proportions de jour en jour plus alarmantes, accroissent la défiance des masses travailleuses envers les régimes au pouvoir et en même temps effraient les couches moyennes du peuple en assombrissant leurs perspectives d'avenir, les empêchent de voir les voies et les moyens de sortir de cette crise, c'est-à-dire de renverser le régime qui est la source de tous ces maux. N'acceptant pas cette situation nous, marxistes-léninistes,

et nos partis, avons pour devoir de lutter dans le sens contraire, de trouver les voies, les moyens et les formes d'action pouvant conduire à un rassemblement des masses.

Dans beaucoup de pays capitalistes où la crise est très grave, le terrorisme, appuyé par le capital, prend des proportions de plus en plus grandes. Pour sortir de la crise et étouffer toute possibilité de révolte ou de révolution de la classe ouvrière et du peuple, les forces réactionnaires y préparent le terrain au pouvoir autoritaire, à la dictature fasciste. Si les masses travailleuses, les partis marxistes-léninistes et les hommes de progrès ne comprennent pas que la dictature fasciste est le produit des situations difficiles que connaît le pouvoir du capital et ne le combattent pas, le fascisme sera instauré un jour ou l'autre, car la crise se prolongera, le capitalisme essaiera toujours de préserver ses revenus aux dépens des masses travailleuses qui s'appauvriront toujours plus. Ces masses, n'étant pas armées, ne comprenant pas les raisons d'un pareil phénomène, et, s'abstenant de combattre cet état de choses et les autres actions du capital, finiront par accepter le joug d'un groupement fasciste, croyant que c'est l'unique voie pour sortir de la crise. En fait cela n'est pas une issue pour la classe ouvrière et le peuple travailleur, car le fascisme est la dictature la plus féroce dû capital, il opprimera les masses populaires encore plus qu'elles ne le sont actuellement. Le fascisme est le dernier atout du capital exploiteur.

Dans tous les pays capitalistes, pris séparément ou ensemble ainsi qu'au sein des organismes politiques, militaires et économiques où ils sont regroupés, il existe une situation de crise grave dont les retombées se font sentir dans l'économie et dans les autres secteurs. Cette crise a suscité également des sentiments de désintégration de l'Etat capitaliste, alimentant le nationalisme. Ainsi, dans les pays capitalistes et révisionnistes, on voit se développer de profondes contradictions entre les Etats des divers blocs et entre des Etats particuliers. Une crise grave sévit aussi au sein de la prétendue communauté socialiste, elle est due aux relations de dépendance imposées par l'Union soviétique, qui souffre elle-même d'une grave crise économique et financière. Les pays satellites de l'Union soviétique portent aussi sur leur dos les effets de la crise du capitalisme mondial. Ces derniers temps, ces pays ont enregistré une hausse des prix de tous les produits atteignant parfois 50%. Cela a révolté les masses travailleuses. Jusqu'à présent c'est une révolte larvée, mais dans certains pays, comme l'Union soviétique, la Pologne et la Tchécoslovaquie, elle s'est traduite par des heurts.

Les dettes extérieures de ces pays sont énormes. Elles se chiffrent en milliards de dollars. Ces pays sont au bord de la faillite, car ils ne peuvent pas s'acquitter des dettes qu'ils ont contractées envers l'Union soviétique et d'autres pays capitalistes, et encore moins développer leur économie. C'est pourquoi le mécontentement à l'intérieur de ce bloc est grand, et là où l'unité ethnique fait défaut, les groupements nationalistes ont commencé à lever la tête.

J'ai déjà indiqué que le révisionnisme moderne crée des situations économiques, politiques et idéologiques difficiles et compliquées. Il détruit l'unité politique du pays et encourage un nationalisme suscité par le désespoir. Autrement dit, le révisionnisme moderne incite les éléments les plus nationalistes, les plus réactionnaires et fascistes à créer des situations favorables au capitalisme mondial. C'est pourquoi dans les pays capitalistes comme dans ceux où dominent les révisionnistes, la situation révolutionnaire, en tant que condition objective du triomphe de la révolution, est mûre, il manque seulement l'étincelle qui allumera une révolte dirigée et organisée en vue de renverser la bourgeoisie, que ce soit la bourgeoisie capitaliste occidentale ou la bourgeoisie révisionniste.

L'exemple le plus concret de cette situation nous est fourni par la Yougoslavie où la question nationale est devenue tout aussi grave que durant la Seconde Guerre mondiale. La situation n'a pas encore atteint son paroxysme, mais elle peut exploser, car le régime titiste, contrairement à sa propagande sur l'«union et la fraternisation», divise toujours plus les nations et les nationalités qui composent la Fédération yougoslave. Les milieux réactionnaires des nouveaux «rois» les plus puissants s'efforcent de diviser et de morceler le pays pour mieux le dominer. Ces milieux sont le produit du régime antimarxiste, capitaliste-révisionniste qui suscite les querelles, les scissions et l'inimitié entre les peuples.

Un dicton albanais dit «La pauvreté est mère de la discorde» et cette pauvreté est l'oeuvre des régimes capitalistes. Les peuples de ces pays sont appauvris et pour échapper à la misère les pauvres doivent prendre conscience de la réalité des choses et comprendre les situations, ils doivent s'organiser et organiser la résistance à l'oppression, constituer une force de choc populaire qui, en se renforçant, terrifiera toujours plus les régimes capitalistes en putréfaction dans les pays où les situations révolutionnaires ont mûri.

Notre théorie marxiste-léniniste nous enseigne que toute action révolutionnaire doit être guidée par la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste, qui est assimilée, défendue et appliquée fidèlement par le parti marxiste-léniniste. Tout mouvement véritablement révolutionnaire doit viser à établir l'hégémonie de la classe ouvrière. Cela ne signifie pas que la classe ouvrière et son parti marxiste-léniniste ne doivent pas se lier aux classes et aux couches de la population hostiles à l'ordre d'oppression capitaliste et révisionniste. Au contraire, l'hégémonie de la classe ouvrière présuppose son alliance avec la paysannerie travailleuse, les intellectuels progressistes, etc.

Les rangs des sans-travail des pays capitalistes et révisionnistes recèlent la grande force spirituelle des révoltés qui ne mangent pas à leur faim. Dans ces pays il existe un grand nombre de révoltés dont les perspectives d'existence sont bouchées. Ils ne trouvent pas de travail et, exaspérés par leur condition, ils se laissent corrompre et tromper par une mise en condition spéciale et intensive du régime, qui les lance dans des actes de terrorisme. C'est ce qui explique la participation des jeunes aux «brigades rouges» terroristes. Beaucoup d'entre eux ne voient de salut que dans ces actes de terrorisme. Nous, marxistes-léninistes, devons leur expliquer que les actes de terrorisme isolés et le banditisme où le régime capitaliste cherche à les enfoncer toujours plus, ne peuvent pas améliorer la situation du peuple ni celle de la jeunesse ou des chômeurs, qu'ils tendent au contraire à porter au pouvoir la fraction fasciste de la bourgeoisie réactionnaire. Ces groupes de jeunes ne sont donc que les détachements d'avant-garde du fascisme. Nous, marxistes léninistes, ne devons pas rester les bras croisés face à ces phénomènes capitalistes. Nous ne devons pas tolérer que les masses populaires soient effrayées par les actes des terroristes et des anarchistes, mais au contraire oeuvrer à faire en sorte que le peuple de tel ou tel pays capitaliste ne soit nullement intimidé par eux.

Quand les marxistes agissent contre le terrorisme, il se peut que les ennemis de classe les accusent d'«appuyer l'action de ceux qui soutiennent le régime capitaliste», mais ces calomnies de nos ennemis ne doivent pas nous faire interrompre notre action révolutionnaire. Les marxistes-léninistes agissent parallèlement dans deux directions: contre le régime au pouvoir, contre les partis bourgeois, que ce soient les partis social-démocrates, socialistes ou révisionnistes, et contre le terrorisme. Dans cette lutte, les révolutionnaires ne peuvent pas se contenter de publier un journal, ils doivent mener une vaste propagande politique et idéologique et travailler au sein des masses afin de les éclairer et de les convaincre à entreprendre des actions concrètes contre les maux de l'ancienne société. Sans cette unité avec les masses et sans une lutte frontale contre les ennemis, on ne saurait obtenir le succès. Pour que nous, partis marxistes-léninistes, soyons en mesure de le faire, nous devons avoir une organisation sans failles, faire preuve de courage et consentir aussi de multiples sacrifices.

En ces moments difficiles où le capitalisme en crise cherche à instaurer sa dictature féroce, les marxistes-léninistes, la classe ouvrière et les éléments progressistes devront nécessairement consentir des sacrifices, car chaque action révolutionnaire demande du courage, de la pondération et une action intense. Il ne faut pas reculer d'un pas devant cette situation.

La lutte juste et héroïque du peuple palestinien pour la libération de ses terres occupées et injustement annexées par Israël en est un excellent exemple. Bien qu'elle ne soit pas conduite par des marxistes-léninistes, nous la soutenons. Nous la soutenons parce que c'est une lutte de libération nationale, anti-impérialiste. Dans notre appréciation de cette lutte nous devons considérer le courage de ce peuple face à des difficultés innombrables pour tenir tête à des puissances très redoutables comme le sont les impérialistes américains et les sionistes israéliens armés jusqu'aux dents. Nous devons également tenir compte du fait que les Palestiniens sont en même temps obligés de se battre contre les forces réactionnaires arabes. S'ils ont été privés de leur patrie, leur esprit de combat, leur courage et le noble objectif de vivre libres sur leur sol les maintiennent en vie. Ils se battent avec acharnement contre les sionistes israéliens, ils luttent pour leur existence en tant que peuple et pour avoir leur propre patrie. Les partis marxistes-léninistes des pays capitalistes doivent avoir en vue cette magnifique expérience pour organiser leur propre lutte; ils doivent s'inspirer de la résistance exemplaire de ce petit peuple dispersé et égaré, mais qui a su rassembler ses énergies et se battre pour un grand dessein. Dans les voies permises par les conditions de la domination bourgeoise, il lutte pour créer l'Etat palestinien contre les forces imposantes du capitalisme et de l'impérialisme.

Indépendamment de l'action de teinte terroriste de quelque groupe, à laquelle nous, marxistes-léninistes, ne souscrivons pas, la lutte du peuple palestinien en général est une lutte de libération et en tant que telle elle doit être soutenue.

Les tâches qui nous incombent à nous, marxistes-léninistes, dans ces situations sont naturellement très complexes et importantes, car nos ennemis sont nombreux, très bien organisés et très puissants. Ces tâches sont encore plus ardues et compliquées pour les partis marxistes-léninistes qui militent dans les pays capitalistes. Mais l'assimilation approfondie et correcte du marxisme-léninisme, de cette boussole infaillible qui nous guide à chaque pas de notre vie et de notre activité, la fidèle application de cette doctrine dans la ligne politique et idéologique ainsi que dans le domaine organisationnel, l'heureuse coordination de l'activité clandestine avec l'activité légale, le bon choix de nos alliés et la conclusion d'alliances sûres faciliteront la lutte, nous permettront de surmonter les obstacles et de remporter la victoire finale sur nos ennemis bourgeois et révisionnistes.

Notes :

1. Cet article a été rédigé à Pogradec en août 1979.

Enver Hoxha — La connaissance des contradictions dans le monde capitaliste et révisionniste sert la lutte des marxistes-léninistes

Extraits d'un entretien avec une délégation du Parti communiste d'Australie (marxiste-léniniste)

8 décembre 1969

Après un échange de salutations, le camarade Enver Hoxha a pris la parole et indiqué:

Vous avez souligné avec force que vous aimez notre Parti et notre peuple. Nous vous en remercions de tout coeur, car c'est dans l'amour et la fidélité de nos camarades et des partis marxistes-léninistes que notre Parti et notre Etat socialiste puisent une grande part de leur force. Les marxistes ne se font pas de compliments, et nous vous disons donc franchement que nous sommes animés à votre égard de la même pureté de sentiments.

Vous avez dit qu'en venant chez nous vous tenez à profiter de l'expérience de notre Parti. Nous-mêmes tenons beaucoup à profiter de l'expérience des autres partis. Et nous le faisons continuellement en lisant et en étudiant attentivement aussi la presse des partis marxistes-léninistes.

Mais pour procéder à un échange d'idées et d'expérience, pour définir d'un commun accord certaines grandes orientations, rectifier quelques points de vue erronés qui peuvent avoir été exprimés sur telle ou telle question, les rencontres que nous organisons entre nous revêtent précisément à notre sens une grande importance. Au cours de ces rencontres, nous débattons ensemble, en marxistes, pour les juger de façon dialectique, les problèmes qui nous intéressent, car les situations n'évoluent pas partout de la même manière.

Il serait absurde de prétendre que les autres agissent comme nous à propos de tout problème. Chaque parti connaît mieux que quiconque la situation dans son pays. Vous, par exemple, vous connaissez mieux que nous la situation chez vous, l'état d'esprit de votre peuple, vos possibilités, les formes et les méthodes d'action les plus adéquates, ainsi que le moment où vous devez agir à propos de tel ou tel problème. Si un parti met cinq ans pour accomplir chez lui une tâche donnée, le parti d'un autre pays peut en avoir besoin de sept, mais ce n'est pas une raison pour en conclure que tel ou tel ne fait pas son devoir, ne lutte pas, qu'il se trompe ou avance dans une mauvaise voie. En camarades que nous sommes, nous devons nous dire ouvertement ce que nous pensons de tout problème auquel nous sommes confrontés, nous devons donc nous réunir et en discuter.

Dans notre combat pour l'application de la ligne marxiste-léniniste de notre Parti, nous aussi, nous mettons à profit l'expérience des autres partis. Par exemple, quand les camarades des partis et des groupes marxistes-léninistes veulent savoir ce que nous pensons de certaines questions que nous estimons fondamentales et où leurs positions coïncident avec les vues de notre Parti, nous citons comme exemple, pour motiver notre propre attitude, celle d'autres partis marxistes-léninistes.

Examinons un peu la question de savoir comment doit être édifié le parti dans un pays où la bourgeoisie capitaliste est au pouvoir. Ici, en Europe, il y a de jeunes partis marxistes-léninistes qui ne comprennent pas correctement l'importance de cette question. D'autres, en revanche, donnent, par leur juste compréhension, un exemple véritablement marxiste-léniniste de la lutte révolutionnaire à mener contre l'ennemi principal, la bourgeoisie capitaliste. Celle-ci, même si elle vous permet pour un certain temps de déployer une activité légale, ne vous fait cette concession qu'à titre temporaire et pour satisfaire ses intérêts du moment, découvrir les bases et les cadres du parti marxiste-léniniste avant de trouver le moment opportun pour le frapper et le liquider. C'est pourquoi l'expérience de certains partis dans leur structuration de façon à pouvoir travailler avec succès dans les conditions de clandestinité, est également très nécessaire et d'une grande portée pour les jeunes partis, en Europe comme partout ailleurs.

D'autre part, l'attitude du parti à l'égard du parlementarisme doit se fonder sur les enseignements léninistes. C'est une question de principe. L'expérience et les vues judicieuses de quelques partis sur cette question servent d'exemple aux autres partis et groupes marxistes-léninistes et contribuent à éclairer les prises de position à adopter conformément aux diverses conditions et situations créées.

Un élément positif que nous avons constaté chez certains partis, consiste dans leur action à travers la presse sur la nécessité de rompre d'avec les révisionnistes. Il s'agit donc de se démarquer par rapport à ces ennemis non seulement sur le plan organisationnel, mais aussi et avant tout sur le plan idéologique, car la rupture organisationnelle y fait automatiquement suite. Ce qui est donc primordial c'est la rupture idéologique et nous estimons que, à ce propos, il faut bien mettre les points sur les +d». La rupture d'avec les révisionnistes aide le parti à consolider ses rangs, à se débarrasser des points de vue erronés qui se sont fait jour chez ses membres.

Mais cette rupture signifierait-elle à elle seule que les tendances révisionnistes ont toutes été extirpées? Non, en aucune manière! Nous-mêmes continuons de mener une ferme lutte de principe contre les vues révisionnistes, car il en reste encore à balayer et, partant, nous poursuivons la révolutionnarisation du Parti dans le domaine idéologique. C'est précisément dans cette direction que nous avons concentré actuellement notre lutte. Les idées

bourgeoises et révisionnistes ne peuvent être nettoyées que si l'on purifie d'abord sa conscience et c'est là une question d'une très grande importance.

Exprimant et défendant les intérêts de la classe ouvrière, le parti marxiste-léniniste, par sa ligne et sa lutte justes, s'emploie à la gagner à sa cause. A cette fin, il s'efforce de trouver les meilleures voies à suivre, les meilleures formes d'action et la ligne la plus juste à appliquer dans la situation et les conditions concrètes du pays. Dans ce cadre, il importe de définir l'attitude envers les syndicats réformistes, sociaux-démocrates ou révisionnistes et envers leurs chefs, c'est-à-dire envers les bonzes syndicalistes. Une vision claire de ces questions prouve le sérieux du parti marxiste-léniniste, l'efficacité de son combat, qui, demain, gagnera certainement en ampleur et en profondeur.

A part ceux que je viens d'indiquer, il est encore beaucoup d'autres problèmes très complexes notamment ceux de la femme, de la jeunesse et de la paysannerie. Comme vous l'avez vu vous-mêmes, nous avons obtenu de bons résultats dans ces secteurs comme dans les autres. Notre expérience nous apprend que tout dépend, avant tout, de la consolidation du parti. Et pour qu'il se consolide il faut qu'il s'imprègne de l'idéologie marxiste-léniniste et que tous ses membres soient trempés dans l'esprit de cette idéologie. Notre Parti mène un grand travail pour que ceux-ci assimilent tous le marxisme-léninisme et soient à même de l'appliquer concrètement dans la vie afin de résoudre tous les problèmes qui y surgissent. Nous tâchons d'analyser les principes du marxisme-léninisme, de les exposer aussi clairement que possible aux camarades membres de notre Parti pour qu'ils les comprennent toujours plus à fond.

Toutefois, nous pensons que cela non plus ne suffit pas. Nous nous efforçons donc de faire aussi comprendre ces principes aux masses, car la ligne de notre Parti est également la leur. Si le Parti ne dirige pas les masses comme il se doit, celles-ci ne comprendront pas sa ligne au degré requis et nous n'atteindrons pas les objectifs fixés. C'est pourquoi, dans le cadre de la grande révolutionnarisation qui porte sur toute la vie du pays, nous attachons au même titre une grande importance au travail mené dans les rangs du Parti de la classe ouvrière, comme au sein de la paysannerie et parmi tous les autres travailleurs, afin que tous avancent ensemble de front sur toute la ligne.

A ce propos, nous avons pris des mesures à tous les niveaux en commençant par les écoles, dont les programmes et les manuels s'inspirent maintenant de la théorie marxiste-léniniste, étroitement liée au travail productif. A la théorie et au travail productif se joignent l'éducation physique, l'entraînement militaire et la formation de culture générale. Dans nos écoles, qui parsèment aujourd'hui tout le pays, le marxisme-léninisme est enseigné comme une matière à part, mais il est aussi intégré dans la culture générale. Dans ce cadre, tous les manuels scolaires font actuellement l'objet d'un profond remaniement pour que dans des disciplines comme la physique, la chimie, la biologie, l'histoire et la géographie, les élèves puissent voir notre doctrine dans son développement avant d'en poursuivre l'application dans leur travail pratique et dans la production, que ce soit dans l'industrie, l'agriculture, la construction ou partout ailleurs. Et tout cela est bien coordonné. Bien entendu, notre nouveau système scolaire a besoin d'être perfectionné continuellement et nous y consacrons tous nos efforts.

Dans ce même esprit, nous attachons aussi de l'importance à l'entraînement physique et militaire de la jeunesse scolaire et du peuple tout entier. Chaque citoyen albanais suit un entraînement militaire et une formation politique. Cela n'empêche personne de travailler, au contraire, cela aide les gens à mieux accomplir les objectifs du plan, voire à les dépasser. Ceux qui ne sont pas marxistes disent: «Où les gens de chez vous trouvent-ils le temps pour tout cela? Est-il possible que vous puissiez faire toutes ces choses à la fois?» Mais voilà que, nous, marxistes, nous les faisons et même assez bien.

Naturellement, nous nous heurtons à des difficultés, notamment dans notre lutte contre les survivances du passé dans la conscience des gens. Notre jeunesse a de bonnes qualités, mais en dépit des succès que nous avons obtenus dans son éducation et sa trempe révolutionnaires, nous persévérons dans ce sens, car la jeunesse est comme une feuille de papier vierge. Tout dépend de qui écrit dessus.

Nous devons donc voir la jeunesse comme elle est et la préparer à prendre la relève de la révolution. Dans ses rangs s'observent encore des survivances et des conceptions étrangères au socialisme, mais nous devons d'abord en balayer de son esprit les plus nocives.

La génération montante en devra éliminer d'autres, et elle aura naturellement moins à faire que nous et ainsi de suite jusqu'au nettoyage final. Chaque marxiste sait fort bien que, pour éliminer les survivances de l'idéologie étrangère à la nôtre, il faudra du temps et une lutte longue et continue.

Une grande transformation révolutionnaire s'est produite chez nous surtout dans le domaine de l'émancipation de la femme. Cela est très important pour nous, car jadis l'Albanaise était opprimée, tandis que maintenant elle a relevé la tête, elle reçoit une éducation, mais l'essentiel c'est qu'elle travaille, qu'elle s'instruit à l'école et participe aux activités politiques et culturelles. L'Albanaise est aussi en train d'accomplir une révolution dans sa famille, où, naguère, son mari était tout puissant, du fait même qu'il avait la garde de l'argent. Mais, après la Libération,

quand elle a commencé à travailler, son rôle a évolué. Grâce au travail d'éducation incessant mené par notre Parti, la femme et son mari en sont arrivés à administrer ensemble l'argent gagné à la sueur de leur front, à décider aussi ensemble le budget de leur famille. Cela a l'air très simple, mais c'est très important pour l'émancipation de la femme. Aujourd'hui, dans de nombreux cas, les hommes remettent leur salaire à Leurs femmes qui administrent judicieusement les revenus de leur travail commun, car, à vrai dire, elles sont plus économes que les hommes. En enlevant à son mari l'administration des ressources familiales, la femme a pris aussi les rênes de la famille. Ainsi l'homme s'est lié davantage à sa famille.

Si notre Parti a agi dans ce sens, c'est pour combattre la conception de la supériorité de l'homme sur la femme, qui était autrefois vendue et achetée comme un objet, quand il était question de la fiancer ou de la marier. Il y avait même des cas où les filles étaient fiancées dès leur enfance. Ces phénomènes ont aujourd'hui disparu de chez nous, et cela non pas à coups de décrets, mais en vertu d'un travail d'explication politique. C'est ainsi que nous avons réussi à neutraliser la plupart des survivances rétrogrades et, souvent, même chez les personnes âgées...

Tout cela a lieu chez nous dans la situation difficile que nous crée l'encerclement de notre pays par de nombreux ennemis et cela sous tous les aspects. Nos ennemis en Europe et sur les autres continents nous combattent, mais nous tenons à dire à nos chers amis et camarades, où qu'ils soient, que la République populaire d'Albanie se tient sur des positions idéologiques, politiques et militaires solides. Nous avons une armée puissante, bien organisée et équipée, qui est désormais une armée populaire guidée par l'idéologie marxiste. Notre peuple tout entier est en armes et il considère la défense de la patrie comme un devoir primant tous les autres. Notre mot d'ordre «Tenons d'une main la pioche et de l'autre le fusil» est devenu une vivante réalité. Cela dit, nous avons aussi de nombreux amis dans le monde. Notre pays reçoit une grande aide idéologique et politique de tous les partis marxistes-léninistes ainsi que de ses amis et de tous les peuples progressistes, il jouit de leur sympathie, aussi vivra-t-il libre dans les siècles et le drapeau du socialisme flottera toujours victorieux en Albanie.

Notre- continent connaît une période de troubles. La bourgeoisie impérialiste et la bourgeoisie révisionniste sont en putréfaction et déchirées entre elles par de profondes contradictions. Naturellement, ce sont les deux superpuissances, à la fois en alliance et rivalité entre elles, qui constituent, à notre avis, le danger principal en Europe, mais nous ne devons pas pour autant négliger deux autres puissants Etats capitalistes, l'Allemagne occidentale et la France, qui jouent un rôle important sur notre continent, et qui ont de grandes divergences avec les Etats-Unis et l'Union soviétique.

A notre avis, ce sont les deux plus grandes puissances impérialistes qui dominent aujourd'hui dans plusieurs pays d'Europe: l'Union soviétique dans les pays membres du pacte de Varsovie et les Etats-Unis dans ceux de l'alliance atlantique. L'Union soviétique, par le biais du pacte de Varsovie, a instauré sa domination militaire fasciste sur les autres pays révisionnistes d'Europe, qu'elle ne maintient unis que par la force des armes. Mais les cliques au pouvoir dans ces pays ont tendance à se détacher d'elle. Le pacte de Varsovie est donc un instrument d'oppression des pays révisionnistes aux mains de Moscou ce qui explique les contradictions entre les pays membres de ce pacte.

Des divergences manifestes opposent l'Union soviétique à la Roumanie. Les dirigeants roumains disent ne pas vouloir rester dans le pacte de Varsovie, mais la peur les y contraint. Quoi qu'il en soit, de crainte de voir Yakoubovski et les troupes sous ses ordres rester dans le pays, ils cherchent à éviter que les forces de ce pacte choisissent comme théâtre de manoeuvres la Roumanie. Pour conjurer ce mal éventuel, les Roumains claironnent qu'ils sont en train de s'organiser, de s'armer, etc., et en fait ils le font, mais non pas à partir de positions justes, car leur direction est révisionniste. Selon eux, pour échapper à l'intervention soviétique le mieux à faire est de nouer des liens toujours plus étroits avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, la France, bref, avec l'Occident.

Quant à la Tchécoslovaquie, la question est claire. Dubcek a été et reste un révisionniste, Svoboda également. Le cours qu'ils suivaient tendait à une union accélérée avec l'Occident. Husak, lui, est l'homme des Soviétiques, auxquels il a assujetti officiellement la Tchécoslovaquie en recourant à la terreur pour mater son propre peuple. Economiquement, la Tchécoslovaquie se trouve dans une situation très grave. Mais le fait que le peuple résiste est encourageant. A notre avis, la lutte actuelle du peuple tchécoslovaque contre le révisionnisme soviétique est plus intense que dans n'importe quel autre pays révisionniste. Au cours des quinze à seize mois qui se sont écoulés depuis l'occupation de son pays, nous avons constaté chez le peuple tchèque un esprit combatif et un courage accrus. Dans les usines et partout ailleurs les gens ne cachent pas leur aversion à rencontre des Soviétiques et leur résistent.

Le fait est que les forces armées des révisionnistes soviétiques sont entrées en Tchécoslovaquie sans qu'un coup de feu ait été tiré contre elles. Les Soviétiques craignaient beaucoup d'y trouver une résistance armée, car, dans ce cas, ils auraient perdu politiquement bien davantage. Malgré tout, l'occupation de la Tchécoslovaquie leur a coûté politiquement très cher, mais moins naturellement que si les Tchèques avaient tiré sur eux. Quoi qu'il en

soit, actuellement la Tchécoslovaquie est une plaie gangrenée et, vu le cours des événements, il est fort peu probable que le peuple de ce pays supporte cette occupation pour toujours. C'est pourquoi les révisionnistes soviétiques s'y trouveront continuellement en grande difficulté.

Une nouvelle divergence qui s'est fait dernièrement jour dans le camp révisionniste est, à notre avis, celle qui oppose l'Allemagne de l'Est dirigée par le groupe d'Ulbricht à l'Union soviétique et à la Pologne. Les révisionnistes polonais veulent resserrer leurs liens d'amitié avec Bonn au détriment de la République démocratique allemande; il suffit pour eux que la République fédérale d'Allemagne reconnaisse la ligne Oder-Neisse, même si elle ne reconnaît pas la République démocratique allemande comme un Etat souverain. C'est aussi la tendance de l'Union soviétique qui souhaite voir l'Allemagne occidentale se rapprocher d'elle aux dépens de l'Allemagne orientale, mais sans retirer ses troupes du territoire de celle-ci. Ulbricht n'accepte naturellement pas une pareille situation. C'est ce qui explique l'apparition de profondes contradictions entre les révisionnistes. En se rapprochant de la République fédérale d'Allemagne, Moscou cherche à affaiblir les alliances américaines en Europe et, en même temps, à laisser entendre à Washington que son propre rapprochement avec l'Allemagne occidentale contribuerait à conjurer tout danger lui venant d'elle. Ainsi les révisionnistes soviétiques pensent avoir les mains libres pour frapper la Chine en Asie. Nous verrons par la suite comment évoluera cette situation.

A l'avenir, des contradictions opposeront les révisionnistes de Moscou à la Pologne également, car si ce pays noue d'étroits rapports avec l'Allemagne occidentale, il relâchera sûrement ses liens avec l'Union soviétique. Cela ne manquera pas d'aggraver les contradictions entre eux et l'on verra un beau jour Cyrankiewicz, qui n'a jamais été marxiste et qui est un des plus proches amis de Krupp, se rendre à Bonn pour y conclure quelque accord.

Des contradictions opposeront toujours les révisionnistes soviétiques aux autres révisionnistes également. Le social-impérialisme soviétique se trouvera constamment ballotté sur un volcan de contradictions avec les pays membres du pacte de Varsovie et avec le peuple de son propre pays. Dans cette situation, à Helsinki, l'Union soviétique mène dans le plus grand secret des pourparlers avec les Etats-Unis. Si elles parviennent à un accord, les deux parties, dit-on, auront pour objectif principal la lutte contre la Chine, tandis que le slogan de la «sécurité européenne» lancé par l'Union soviétique vise à maintenir le statu quo en Europe c'est-à-dire le condominium soviéto-américain à travers le pacte de Varsovie et l'OTAN. Mais Rogers a rejeté cette proposition des révisionnistes soviétiques.

De grandes contradictions existent aussi entre les pays capitalistes. Quelle en est, à notre sens, la principale? L'Allemagne occidentale est aujourd'hui alliée aux Etats-Unis et aucune faille sérieuse n'apparaît encore entre ces deux puissances. L'Allemagne occidentale tend à encercler sa soeur ennemie, à se lier avec la Pologne, à sourire à l'Union soviétique, à accorder des crédits à la Roumanie et à la Hongrie, ce qu'elle a effectivement fait, tandis que la Bulgarie se pourlèche, car elle souhaite elle aussi avoir une part au gâteau. Ce sont les Etats-Unis qui poussent Bonn dans cette voie, et cela afin d'affaiblir la domination soviétique sur les pays révisionnistes d'Europe. Malgré tout, les Etats-Unis craignent aussi l'Allemagne occidentale, car si celle-ci arrive à s'unir à l'Allemagne orientale, le revanchisme allemand reprendra du poil de la bête.

Actuellement, l'Allemagne occidentale est favorable à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, elle est donc d'accord avec les Etats-Unis, qui sont parmi les principaux soutiens de l'adhésion de Londres à l'organisme en question. Tant qu'elle a encore intérêt à être l'alliée des Etats-Unis, l'Allemagne ne voit aucun inconvénient à ce que la Grande-Bretagne rejoigne les Six. Mais on observe qu'après le départ de de Gaulle de la scène politique, la France se montre moins récalcitrante envers les Etats-Unis. Avant-hier, à la Conférence de la Haye, le représentant de Pompidou, a effectué un retrait dans un sens favorable aux Américains, et accepté en principe l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Cela signifie que Paris est en passe d'assouplir sa politique envers Londres et Washington, car il redoute de voir une Allemagne revancharde pleinement réunifiée. A la Conférence de la Haye est apparu un autre signe qui explique ce changement de la politique française: Bonn s'est rallié à Rome contre Paris. Tel est notre jugement sur le cours des événements. Nous tirons ces conclusions de l'analyse de l'évolution de la situation politique actuelle. La connaissance des contradictions dans le monde capitaliste et révisionniste sert la lutte des marxistes-léninistes. Le cours des événements dans les pays d'Europe nous intéresse beaucoup nous, Albanais, en tant que communistes et sujets d'un Etat européen, pour la poursuite de notre lutte. Nous pensons que notre Parti et notre Etat doivent mener leur combat surtout en Europe, certes dans la mesure de leurs possibilités, tant dans le sens de l'aide à apporter à la lutte révolutionnaire des peuples, des partis, des groupes marxistes-léninistes et des éléments démocrates et progressistes, c'est-à-dire à la création dans chaque pays d'un front anti-impérialiste et à la consolidation continue de ce front, que pour la dénonciation de la politique expansionniste et agressive des Etats impérialistes. Nous croyons que tout pays socialiste, tout nouveau parti et groupe marxiste-léniniste doit mener une politique analogue. A notre avis, de grandes possibilités existent pour que cette lutte soit menée correctement et avec esprit de suite non seulement en Europe, mais encore dans le monde entier, car le mouvement révolutionnaire ne cesse de monter. Nous, marxistes-léninistes, nous devons tous coordonner nos actions combattantes et frapper, de toutes nos forces et par tous les moyens, l'impérialisme et le révisionnisme, car et l'un et l'autre ont partout des points faibles.

S'il est aujourd'hui un point très chaud dans le monde, c'est le Vietnam et toute l'Indochine, puis l'Inde, le Proche-Orient, l'Afrique, l'Amérique latine, etc. Aux Etats-Unis mêmes, les grèves et les manifestations contre la guerre sont quotidiennes. Il ne faut pas sous-estimer non plus la lutte des masses au Japon et en Australie. Vous voyez donc tous les points faibles de l'impérialisme, les grandes forces de la révolution et du socialisme, et les multiples succès que nous pouvons obtenir si nous poursuivons, organisons et coordonnons comme il se doit la lutte contre les ennemis de la démocratie, de la révolution et du socialisme.

L'Europe ressemble à une énorme chaudière en ébullition. En Italie des millions d'ouvriers se mettent en grève chaque jour. Pour apprendre à agir, les marxistes-léninistes, s'inspirant de l'expérience et du combat révolutionnaire de la classe ouvrière et non pas des pratiques des réformistes en lesquels il ne faut avoir aucune confiance. Il est donc indispensable pour les marxistes-léninistes de resserrer leurs liens avec la classe ouvrière, de ne pas verser dans le sectarisme et l'extrémisme, mais de pénétrer dans les rangs des très larges masses et de porter à la bourgeoisie des coups incessants jusqu'à son renversement total. C'est là l'objectif du prolétariat, mais la bourgeoisie également dispose de puissants moyens de dictature et elle s'en sert et pour se défendre, et pour attaquer. Dans ces conditions, les partis marxistes-léninistes travaillent dans la clandestinité en mettant à profit les formes légales et illégales de l'action révolutionnaire. Mais il y a aussi en Europe quelque parti qui agit dans la légalité. La police en connaît tous les membres, elle sait où ils se trouvent et travaillent. Par là même, ils sont exposés à des dangers.

Je voudrais maintenant vous dire quelque chose à propos de nos voisins. Tito et sa clique ont fait fiasco, non seulement parce qu'ils sont une officine fieffée de l'impérialisme international, mais encore parce que leur régime tient aujourd'hui à peine debout, à l'aide de béquilles. Dans sa politique étrangère Tito ne sait où donner de la tête, car il est sujet d'un côté aux fortes pressions des impérialistes américains et, de l'autre, à celles des révisionnistes soviétiques. Il s'évertue donc à garder une position de neutralité, mais il s'est discrédité à tous égards. En Yougoslavie, les formes capitalistes les plus dégénérées qu'il a mises en place et les réformes qu'il a introduites ont tout ruiné. Les choses y sont arrivées à un point que c'est à qui volera le premier. La question nationale y est devenue également un noeud inextricable, les diverses nationalités s'étant dressées les unes contre les autres. Il s'y trouve aussi, entre autres, plus d'un million d'Albanais que Tito craint beaucoup. C'est pourquoi, dans la situation dans laquelle il s'est mis, il a été obligé de leur accorder quelques droits, comme par exemple celui d'arborer le drapeau albanais, d'ouvrir davantage d'écoles albanaises et d'utiliser leur langue. Nous connaissons bien la politique des révisionnistes yougoslaves non seulement envers la population albanaise qui vit sur son territoire en Yougoslavie, mais aussi envers l'Albanie socialiste. La Yougoslavie titiste reste une menace pour notre pays, et c'est pourquoi nous ne relâchons à aucun moment notre vigilance envers elle.

Comme on le sait, les révisionnistes soviétiques ont occupé militairement la Tchécoslovaquie, mais ils avaient envisagé de pousser plus loin jusqu'en Yougoslavie et en Albanie. A cette fin, ils avaient massé des troupes en Hongrie et en Bulgarie. Dans le même temps, de nombreux bâtiments de guerre soviétiques sillonnaient la Méditerranée. Dans cette situation, nous nous sommes mis en état d'alerte dans tout le pays et nous avons aussi sévèrement dénoncé l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie, nous avons démasqué les plans de concentration des forces soviétiques en Bulgarie et mis en garde ce dernier pays. Nous l'avons fait publiquement pour que le peuple bulgare lui-même en soit informé. Nous avons également envoyé au président de l'Egypte, Nasser, une note où nous attirions son attention sur le fait que la flotte agressive soviétique, dont le but est d'attaquer l'Albanie, était en train de se concentrer dans les ports de son pays. C'est pourquoi, en amis des peuples arabes que nous sommes et dont nous avons toujours soutenu la cause, nous lui avons demandé de prendre des mesures pour empêcher cette flotte qui avait mouillé dans les ports égyptiens d'agresser notre pays.

Par ailleurs, nous avons déclaré publiquement que, en dépit des contradictions idéologiques insolubles qui nous opposent au régime titiste, nous prendrions fait et cause pour les peuples de Yougoslavie s'ils étaient attaqués par les Soviétiques. Nous avons fait la même déclaration en ce qui concerne la Roumanie, indépendamment des désaccords idéologiques que nous avons avec sa direction. Nous avons dénoncé le pacte de Varsovie aussi. Ce sont certaines des mesures que nous avons prises. Nous pensons donc que si la menace préméditée des Soviétiques contre notre pays a été conjurée, c'est, entre autres raisons, grâce à la fermeté de nos prises de position.

Mais cette menace contre notre pays a-t-elle cessé d'exister? Pour ma part, je pense que non. Les révisionnistes soviétiques sont des fascistes, ils se préparent à de nouvelles agressions, mais .dans la conjoncture actuelle, ils ne sont politiquement pas en mesure de lancer une agression contre nous. Avant de déclencher une pareille action, ils doivent d'abord attendre que la conjoncture leur devienne favorable. Quoi qu'il en soit, nous tenons toujours notre poudre sèche, notre travail de préparation pour notre défense a été poussé au plus haut point dans l'armée comme parmi le peuple, les jeunes, les femmes, etc. Dans les conditions actuelles, les dirigeants soviétiques mettent tout en oeuvre pour prendre contact avec nous, mais nous leur avons coupé tous les ponts, car rien ne nous lie à eux.

Au sud de notre pays, la Grèce est en proie à de grandes difficultés aussi bien à l'intérieur que dans ses rapports avec ses alliés, qui souhaitent voir s'instaurer un régime plus modéré dans ce pays. Ces temps derniers, des chefs de la junte militaire grecque nous ont proposé de faire du commerce avec nous. Nous leur avons répondu par l'affirmative, mais ils doivent d'abord retirer leurs déclarations sur l'état de guerre qui existerait, selon eux, entre la Grèce et l'Albanie depuis le temps de l'attaque de la Grèce par l'Italie fasciste, laquelle avait occupé notre pays également et qui est elle-même aujourd'hui l'alliée de la Grèce dans le cadre de l'OTAN.

Avec l'Italie et la France nos relations sont normales et nous faisons du commerce avec elles.

Voilà donc, dans les grandes lignes, la situation actuelle en Albanie.

Je vous remercie d'avoir hautement apprécié les succès obtenus par notre pays dans la construction du socialisme et la modeste contribution de notre Parti au mouvement marxiste-léniniste international. Soyez sûrs que vous aurez toujours en notre Parti un parti dévoué jusqu'au bout au marxisme-léninisme. Pour ce qui me concerne, je vous assure, moi aussi, que je ne suis qu'un membre fidèlement attaché à mon Parti et un combattant résolu du mouvement communiste international.

Ramiz Alia — Le mouvement des porte-drapeaux révolutionnarise le Parti et les communistes

Extraits de l'entretien avec les travailleurs du Parc automobile «Raqi Themeli» de la ville de Korçe[1]

27 août 1985

A cette rencontre participaient des cadres, des dirigeants et des travailleurs de cette entreprise. Après les avoir salués chaleureusement au nom du Comité central du Parti, le camarade Ramiz Alia, leur a fait part de son appréciation des résultats qu'ils avaient obtenus dans le secteur des transports et a défini quelques tâches futures qui se posaient dans cet important secteur de notre économie. Poursuivant son discours, il a indiqué:

Notre Albanie est un petit pays, mais elle jouit d'un bon renom et est honorée par le monde entier. Ce respect, notre patrie ne le doit ni à sa superficie ni au nombre de sa population, mais à son système social progressiste, aux efforts de son peuple pour bâtir de ses propres forces une vie nouvelle. La politique extérieure de notre pays, les appréciations que notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont portées sur les événements internationaux et les attitudes qu'ils ont adoptées à leur égard, sont connues aux quatre coins du globe et sont d'un grand poids. Non seulement les forces progressistes mais aussi des milieux gouvernementaux réalistes partout dans le monde suivent avec attention et sympathie les actions et les prises de position de notre Albanie nouvelle. Ils respectent la lutte héroïque de notre peuple pour sa liberté et son indépendance, apprécient ses multiples efforts pour la construction du socialisme, pour le progrès du pays, le développement de l'économie et de la culture albanaises.

Si notre Albanie est honorée et respectée, c'est, en premier lieu, parce qu'elle est entièrement libre et indépendante. En effet, on connaît actuellement peu d'Etats véritablement libres dans toute l'acception du terme, libres de décider eux-mêmes de la voie de développement de leur pays, des orientations de ce développement ainsi que de questions relatives à leur défense nationale. Etre libre, ne signifie pas seulement avoir un drapeau, des fêtes nationales, des symboles d'un pays souverain, un gouvernement, une armée et des frontières d'Etat. Un peuple n'est ni ne peut être libre sous des patrons et des oppresseurs, ni en étant soumis au diktat des superpuissances. Etre libre pour un pays, un peuple et un parti, c'est avoir le droit de choisir soi-même en toute conscience le mode de vie et le destin de la patrie.

Et notre Albanie bien-aimée est précisément un pays pareil, libre et indépendant dans tout le sens du terme. Son développement et son progrès ne dépendent ni des grands ni des petits Etats, car nous poursuivons notre marche dans la voie dans laquelle nous nous sommes engagés depuis la Lutte de libération nationale avec une confiance inébranlable dans notre volonté d'embellir constamment notre pays, de faire progresser son économie, de porter à un plus haut degré la culture, de renforcer la capacité de défense de notre patrie, d'améliorer la vie de notre peuple. Notre Parti et notre peuple ne se soumettent à aucun diktat, ils n'obéissent à aucun ordre, ils ne servent que les intérêts sacrés et inviolables de notre patrie socialiste. Nous n'avons contracté aucune dette ni accepté de crédits asservissants, nous n'avons pas accordé de concessions en contre-partie de bases militaires, et c'est pourquoi nul ne peut nous contraindre à changer notre cours, à louvoyer ou à abandonner nos positions. Notre Parti et notre pouvoir populaire n'obéissent qu'aux ordres de leur peuple et de nul autre, ils ne se soumettent qu'à ses voeux et ses intérêts. Ces voeux et ces intérêts sont pour nous des ordres suprêmes. C'est la raison pour laquelle chez nous est proclamé et traduit dans les faits le grand mot d'ordre: «Le Parti fait ce que veut le peuple et le peuple fait ce que dit le Parti». Ce sont ces liens réciproques et ces intérêts communs qui font avancer notre pays.

Notre patrie est absolument libre et souveraine, elle se développe et progresse grâce aux forces des masses travailleuses elles-mêmes, qui sont dirigées par notre Parti, lequel puise sa force dans la classe ouvrière, dans le peuple. C'est ce Parti que le camarade Enver Hoxha a fondé et qu'il a dirigé pendant près d'un demi-siècle. C'est pourquoi sa figure, sa personnalité et son oeuvre glorieuse jouissent du respect et de l'amour de tous les Albanais, ouvriers ou coopérateurs, jeunes ou vétérans, simples membres du Parti ou cadres. Notre peuple et notre Parti ont fait le serment, en réalisant les enseignements et les aspirations d'Enver Hoxha, d'avancer avec détermination dans la voie de l'édification intégrale du socialisme,

Un enthousiasme indescriptible et un esprit de mobilisation intense animent notre peuple tout entier. La classe ouvrière, les coopérateurs, l'intelligentsia et la jeunesse sont conscients que le mot d'ordre du Parti pour convertir en force la profonde douleur que leur a causée la perte du camarade Enver Hoxha, leur montrait la véritable voie à suivre pour faire honneur à sa vie et à son oeuvre, à son nom et à ses idéaux. La plus grande marque de respect que l'on puisse témoigner à ces idéaux est de se battre et d'agir avec un élan révolutionnaire jamais relâché pour les mettre en oeuvre et les porter plus avant. C'est ainsi que se sont toujours comportées nos masses travailleuses tout entières. Ce sont elles qui ont déclenché et qui font avancer le grand mouvement révolutionnaire «Porte-drapeaux de l'application des enseignements du camarade Enver Hoxha».

Cette initiative a une profonde signification politique et idéologique. Elle diffère beaucoup des autres mouvements d'émulation socialiste aussi bien par son contenu et les objectifs qu'elle s'est fixés que par son ampleur et la diversité des domaines où elle s'applique.

Le mouvement des «Porte-drapeaux de l'application des enseignements du camarade Enver Hoxha» embrasse toute notre activité politique et idéologique, économique et organisationnelle, sociale et culturelle. C'est une initiative des ouvriers et des coopérateurs, des cadres et des spécialistes, des écoliers et des étudiants, des jeunes et des militaires, des organisations du Parti et des organisations de masse, des, organes de l'Etat et de l'économie.

Cette grande initiative assigne à chaque travailleur et en premier lieu aux communistes des tâches ardues. C'est une grande question d'honneur et une grande obligation morale pour chaque membre du glorieux Parti que fonda et guida Enver Hoxha, que de combattre pour devenir un porte-drapeau de l'application de ses enseignements. C'est en même temps un devoir organique incombant à chaque communiste, car les enseignements du camarade Enver Hoxha sont des enseignements de notre Parti du Travail et un guide permanent pour l'action. Par conséquent, le mouvement des porte-drapeaux de l'application de ces enseignements doit embrasser toute la vie et l'activité des organisations du Parti, autrement dit les communistes doivent lutter afin de devenir pour tous les travailleurs un exemple vivant de porteurs de ces hautes qualités que le camarade Enver Hoxha définissait comme devant être celles d'un membre du Parti.

Les communistes deviennent des porte-drapeaux de l'application des enseignements du camarade Enver Hoxha lorsqu'ils donnent aux masses l'exemple d'avant-garde non seulement dans le travail mais aussi en famille, non seulement à l'usine et dans les champs mais aussi dans la rue, non seulement dans les réunions mais dans tous les aspects multiformes de la vie. Les communistes doivent être animés au plus haut point d'amour et de respect pour leurs camarades, être très proches de la classe ouvrière, de la paysannerie, de l'intelligentsia; sans rechercher de privilèges, ils doivent demeurer à la tête des masses pour surmonter les difficultés et les obstacles, être prêts à tous les sacrifices. D'eux doit irradier la modestie prolétarienne et non pas la présomption.

Le mouvement des porte-drapeaux de l'application des enseignements du camarade Enver Hoxha dans la vie des organisations du Parti signifie que les premiers à venir au Parti doivent être les ouvriers, les coopérateurs, les cadres et les jeunes les plus méritants, les plus déterminés à combattre avec abnégation à l'avant-garde de la classe ouvrière. Cela veut dire que l'ouvrier doit non seulement réaliser les tâches de la production, mais aussi élever son niveau de conscience et de culture, afin de se sentir digne et moralement obligé de militer dans les rangs du Parti d'Enver Hoxha. Alors, l'ouvrier ou le jeune homme demandera lui-même à l'organisation du Parti de l'admettre en son sein. L'ouvrier doit lui-même demander à devenir membre du Parti, en montrant par son travail, ses efforts et son comportement consciencieux qu'il est fidèle aux enseignements d'Enver Hoxha et un porte-drapeau de l'application de ses idées.

Ainsi, ce mouvement révolutionnarisera davantage la vie du Parti, les communistes et les cadres pour faire d'eux des serviteurs fidèles du peuple. Embrasser cette initiative importante, c'est mener une lutte quotidienne avec sa propre conscience. Celui qui le fait doit sans cesse se demander des comptes sur la réalisation de ses tâches, s'il s'est toujours acquitté correctement de ses devoirs envers le Parti et le peuple.

La classe ouvrière, en tant que classe dotée de son propre Parti, est la classe qui détient le pouvoir et elle n'est pas seulement responsable de la réalisation du plan.

Elle est responsable des destinées du pays, du socialisme, et elle doit donc lutter pour garder le Parti pur, comme nous l'a laissé le camarade Enver Hoxha; elle doit exercer partout son contrôle et son pouvoir, lutter pour consolider la dictature du prolétariat et garantir la construction du socialisme aujourd'hui et dans le futur. Par là même, cela exige d'elle une haute conscience politique et idéologique.

L'éducation idéologique et politique des ouvriers, des coopérateurs et des travailleurs en général est une grande tâche d'importance capitale qui incombe au Parti. Le Parti a pour devoir d'élever la classe ouvrière sous tous les aspects, en premier lieu sous celui de sa formation. Ce n'est pas une question qui peut être résolue seulement par des réunions et de la rhétorique. Il y a beaucoup de voies, beaucoup de manières pour éduquer les gens, mais le meilleur éducateur est encore le travail. Dans la pratique aussi on observe que ceux qui travaillent le mieux sont les mieux éduqués, alors que ceux qui ne s'acquittent pas de leurs tâches sont bavards, intrigants et vantards.

Les voies et les formes d'éducation sont multiples, mais le mouvement révolutionnaire des masses, le mouvement des porte-drapeaux de l'application des enseignements du camarade Enver Hoxha doit devenir une école, une enclume sur laquelle se forge la conscience de la classe ouvrière et de tout le peuple. Les intérêts du présent et de l'avenir, l'accomplissement des grandes tâches auxquelles le Parti et le peuple sont confrontés, l'exigent.

Nous devons travailler pour faire prospérer notre patrie, renforcer notre économie et élever la capacité de défense du pays. C'est notre devoir patriotique, national, communiste et internationaliste. Si les prolétaires, les révolutionnaires authentiques, les peuples épris de liberté partout dans le monde s'intéressent à l'Albanie, c'est qu'ils s'intéressent à la force et à la vitalité du socialisme. Ils veulent savoir ce que ce système social représente pratiquement, s'il justifie ou non les aspirations, la lutte, les efforts et les sacrifices de l'humanité progressiste, s'il se justifie lui-même en tant que rêve de cette humanité.

Démontrer aux forces progressistes partout dans le monde que le socialisme existe, qu'il se construit et s'épanouit, qu'il réalise dans la pratique les aspirations et les intérêts des travailleurs et en premier lieu de la classe ouvrière, est non seulement un grand devoir internationaliste, mais aussi une question d'honneur pour notre peuple et notre Parti. Cela revêt actuellement une grande importance, car n'ayant plus confiance ni dans le prétendu socialisme que prêchent les révisionnistes soviétiques, yougoslaves et chinois, ni dans les «variantes» «eurocommunistes», voire «africaines» et «islamiques», du «socialisme», les prolétaires du monde ne doivent pas être déçus dans leur aspiration suprême. Il faut qu'ils prennent conscience que ces «variantes» multiples dites «socialistes» ne représentent pas le véritable système social socialiste.

Les gens progressistes comprennent que le genre de «socialisme» qui existe actuellement en Union soviétique ne reflète ni ne peut refléter les intérêts du prolétariat et du peuple, qu'il ne réalise ni ne peut réaliser ces intérêts. Comment un pays peut-il être socialiste, si par la force des chars et par la violence, il domine et opprime les autres peuples, pille les richesses de leurs pays et fait claquer sur leur tête le fouet des crédits et des dettes? Les peuples n'aiment pas ce «socialisme», ils le considèrent au contraire comme un grand danger pour leur liberté et leur indépendance. Ce danger n'émane pas des dimensions de l'Union soviétique, de son seul grand potentiel militaire, mais de la nature même de l'ordre social capitaliste qui y a été instauré.

C'est la raison pour laquelle les peuples, les révolutionnaires éprouvent une sorte de désillusion et un doute: le socialisme existe-t-il dans la réalité ou non, est-ce seulement une notion, un terme de philosophie ou bien aussi une réalité historique, et s'il parvient à s'instaurer, peut-il échapper à la dégénérescence, au retour en arrière, ou y est-il fatalement condamné? Y a-t-il dans le monde un pays où les gens soient pratiquement égaux dans leurs droits et leurs devoirs, où n'existe aucune sorte d'exploitation de l'homme par l'homme, où la classe ouvrière soit effectivement au pouvoir, où la paysannerie travaille pour son bien-être et son bonheur et ceux de sa patrie, où l'intelligentsia ait un emploi garanti et joue un grand rôle en faveur de la science de la production et non pas pour accroître la production d'armes exterminatrices? Un tel pays, un tel peuple, les prolétaires et les peuples du monde les voient en notre Albanie, qui leur inspire confiance et optimisme, qui leur montre que le socialisme n'est pas un rêve irréalisable mais une pratique historique de plus de quarante ans, qu'il est vivant et invincible. C'est la raison pour laquelle ils parlent avec admiration de la réalité albanaise, surtout de l'homme nouveau albanais éduqué dans les vertus morales les plus pures qu'il a faites siennes, honnête et dévoué envers son Parti et sa patrie, heureux de vivre affranchi de toute oppression, dépendance et exploitation.

Les étrangers qui viennent visiter l'Albanie voient tous les aspects de cette réalité. Ils sont impressionnés par les pratiques les plus courantes de notre vie quotidienne. Un jour, un ami de notre pays qui rentrait de Vlore avec quelques amis, m'a raconté: «Nous étions en route vers le Sud de l'Albanie, quand soudain, à la sortie de Kavaja, notre chauffeur a arrêté notre voiture et nous a prié de l'attendre un peu. Un peu plus loin était stationnée une autre auto, apparemment en panne. Je n'ai pas compris ce que les deux chauffeurs se sont dit, mais un moment après je les ai vus couchés par terre sous l'auto en panne et en train de se démener ensemble. Au bout d'un certain temps, notre chauffeur est revenu, a pris quelques outils dans son coffre et les a passés à l'autre. J'ai pensé que le chauffeur de l'auto en panne était ou son frère ou l'un de ses proches ou tout au moins un ami, et quand il est revenu, je lui ai demandé: «Qui était-ce?» «Je ne le connais pas», m'a-t-il répondu. «Mais, tu t'es couché avec lui dans la boue pour réparer son auto et tu lui as donné tes outils de travail!». «D'après vous, qu'est-ce que j'aurais dû faire, le laisser là? me demanda le chauffeur, surpris de mes questions. — Quand à mes outils, il me les rendra dès qu'il n'en aura plus besoin, je lui ai donné mon adresse».»

«C'est justement cette solidarité qui m'a frappé, poursuivit l'étranger. Chez nous, vous le savez, on vous enlève votre auto en plein jour, on vous voit écrasé au milieu de la route et on vous roule dessus. Alors que votre chauffeur, lui, a arrêté son auto dès qu'il a vu un autre en panne».

Je n'ai pas voulu vous raconter simplement une histoire de chauffeurs, mais vous démontrer que cet ami, qui n'était venu que pour une courte visite en Albanie, tirait même de ce fait courant, des conclusions sur les vertus de l'Albanais. Les deux chauffeurs, lui ai-je expliqué, se sentent tous deux des combattants du socialisme, d'une cause commune, ils se sentent maîtres de leur pays, de ses richesses et du pouvoir populaire. Les gens de chez nous ne sont pas opposés par des intérêts fondamentaux adverses, ils sont au contraire unis par une conscience, une aspiration et un but communs.

Je pourrai vous raconter d'autres exemples du même genre, car ils sont chez nous très fréquents et ne nous font aucune impression, ils sont partie intégrante de notre vie. Pour un étranger par contre ce ne sont pas des phénomènes courants, ils dénotent des qualités de gens élevés et éduqués par une société qu'ils ne connaissent pas. C'est pourquoi, l'édification du socialisme en Albanie est en même temps une propagande puissante de la vitalité des idées socialistes, la propagande la plus encourageante pour les prolétaires et les révolutionnaires partout dans le monde. L'Albanie socialiste leur ôte toute espèce de doute, les remplit d'optimisme dans la poursuite courageuse de la lutte pour le socialisme.

Faire avancer le socialisme en Albanie, mettre en oeuvre les tâches fixées par le Parti, réaliser les plans, renforcer l'économie et consolider la dictature du prolétariat ne sont pas seulement de grands devoirs patriotiques. Leur réalisation revêt aussi une importance internationale, car l'Albanie, par son exemple, stimule les peuples et les révolutionnaires du monde entier à se lancer dans la lutte révolutionnaire. Sous cet aspect, l'Albanie n'est pas petite, ce n'est pas un point sur le globe. La révolution, le socialisme, les idées du marxisme-léninisme lui donnent un grand poids, et elle suscite l'amour et le respect de tous les hommes progressistes dans le monde.

Camarades,

Notre Parti lutte pour développer encore l'économie et la culture, améliorer sans cesse la vie du peuple, garantir son travail constructif dans la liberté et renforcer la défense de la patrie. Nous sommes conscients que des difficultés et des obstacles nous attendent sur notre chemin. Mais, nous sommes sûrs de les surmonter, car ils ne sont pas inhérents à notre système, ils n'en sont pas le produit. Ils sont dus au profond retard que nous avons hérité du passé dans tous les domaines, à l'influence toujours majeure qu'exerce sur nous l'encerclement impérialiste et révisionniste. Cependant nous devons souligner qu'ils découlent aussi de certaines faiblesses subjectives, de certaines erreurs dans l'organisation du travail ou encore de quelque négligence de la part des organismes d'Etat ou d'économie. Ces difficultés ne nous effraient pas, et elles ne pourront non plus nous empêcher d'aller de l'avant. La voie que nous avons parcourue au cours de plus de quarante ans, a été une âpre lutte contre les difficultés. Nous sommes habitués à cette lutte, nous en sommes sortis et nous en sortirons toujours victorieux. C'est pourquoi, lorsque nous voyons des obstacles se dresser devant nous, ils nous faut absolument, avec confiance et optimisme, multiplier nos forces et redoubler d'efforts pour les surmonter.

Notre Parti a accompli un travail colossal pour le développement et le progrès de notre pays, et cela indépendamment des obstacles qui peuvent se dresser sur sa route. Prenons, par exemple, notre agriculture. Aujourd'hui plusieurs pays des Balkans et d'Europe, et à plus forte raison d'Afrique sont en état d'alarme: la sécheresse y fait des ravages. Beaucoup de pays sont menacés de famine, dans la plus dure acception du terme.

Ce n'est pas un hasard si justement en une année de telle sécheresse, où ailleurs la situation de l'agriculture menace les gens de la famine, dans notre pays la production et le rendement du blé ont été les plus élevés jusqu'à ce jour. Comment a-t-il été possible de mettre sur pied en Albanie une agriculture qui dépende si peu de la sécheresse et de toute autre difficulté climatique? C'est que notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont travaillé avec sagesse et clairvoyance pour prévenir le mal en temps voulu. Nous avons fait de gros investissements dans l'agriculture surtout pour l'irrigation et consenti même des sacrifices, en ayant en vue nos intérêts à long terme. Les hauts résultats obtenus par notre agriculture surtout dans la production de blé ce sont précisément le fruit de ces investissements et de ces sacrifices. Mais ces résultats sont également une leçon tirée de l'expérience de notre Parti. Cette expérience démontre que dans l'avenir aussi nous devons faire des investissements pour l'irrigation, prévenir les dommages que peuvent provoquer les intempéries et les éviter. C'est pour cette raison que durant le prochain quinquennat également, le Parti, en matière d'investissements, donnera la priorité à l'extension de notre système complexe d'irrigation.

Le nouveau plan quinquennal, camarades, sera d'une grande importance pour le développement de notre économie dans son ensemble. Ce sera un développement à la fois quantitatif et qualitatif. De plus gros efforts seront déployés pour la modernisation de notre économie. On assurera le développement incessant de l'industrie, de l'agriculture, des transports, des constructions et des investissements et, en premier lieu, l'amélioration du niveau de vie des masses travailleuses.

C'est un grand succès pour notre économie et notre ordre socialiste que d'avoir garanti le bien-être du peuple pour le présent et le futur, même dans des conditions de sérieuses difficultés. Il est de fait que les graves situations et les difficultés exceptionnelles qui accompagnent la crise mondiale, le féroce encerclement impérialiste et révisionniste, ne manquent pas d'exercer aussi leur influence sur notre pays. La société socialiste peut limiter leurs effets négatifs, mais non pas les éviter totalement.

La supériorité indiscutable de notre ordre socialiste sur tout autre système consiste en ce que c'est l'Etat qui affronte ces effets négatifs, avec ses ressources et ses réserves, sans porter du tout atteinte au mieux-être du peuple. Etat du peuple, notre Etat arrête des mesures an temps voulu, il crée des réserves pour empêcher que ces effets portent tant soit peu atteinte à la consommation des masses.

Prenons, par exemple, la confection et les cotonnades. Comme vous le voyez, nous sommes tous bien vêtus d'habits neufs et propres, suivant la saison, sans doute bien mieux que quelques années auparavant. La plupart de ces vêtements sont en coton. Vous ne le savez, peut-être pas, mais nous importons encore des quantités considérables de coton. Et pour acheter du coton sur les marchés extérieurs nous sommes obligés de le payer à un prix de 2 à 3 fois plus élevé que quelques années auparavant. Il ne dépend pas de nous de les baisser, car ce sont des prix internationaux. La hausse des prix sur ces marchés, est un phénomène tout à fait normal, c'est

pourquoi dans l'avenir, nous serons contraints d'acheter du coton et d'autres produits à des prix encore plus élevés.

Avec ce coton nous fabriquons une bonne partie des produits textiles destinés à la population et dont les prix non seulement n'ont pas été majorés, mais pour beaucoup d'articles, surtout pour enfants, ont été baissés, tandis que les frais de leur production se sont considérablement élevés. Comment la hausse des prix à l'importation et des dépenses de la production a-t-elle été affrontée? Naturellement, notre Etat socialiste l'a fait grâce à l'accumulation de ses ressources et à ses réserves, alors que le peuple a continué d'acheter les articles à des prix stables.

Il en va de même avec les autres produits importés. Nous achetons du café et le vendons à la population toujours au même prix. Mais, ce n'est pas chose facile, car le prix du café sur le marché mondial a décuplé par rapport à quelques années auparavant. On peut en dire autant du sucre, des matières grasses ou des produits industriels, ce qui nécessite un accroissement des fonds que l'Etat doit consacrer à l'importation de certains produits de consommation courante.

Que devons-nous faire? Voilà, c'est un problème que nous devons discuter et résoudre ensemble, car le Parti et la classe ouvrière, le Parti et le peuple jouissent ensemble des bienfaits, et toujours ensemble surmontent les obstacles et résolvent les problèmes. Ne devons-nous plus importer de coton? Non, nous ne pouvons pas faire cela, car nos gens veulent non seulement s'habiller, mais ils demandent des vêtements de bonne qualité, faits avec goût et adaptés aux divers âges et aux diverses saisons. N'importons plus de café? Cela, non plus naturellement nous ne pouvons le faire, car chacun aime prendre un café le matin avant d'aller au travail. «Achète-le à n'importe quel prix, dira un camionneur à sa femme, j'ai une longue route à faire et il me faut un café le matin.» On peut en dire autant du sucre, des huiles et des chaussures, car nous importons à un prix plusieurs fois plus élevé qu'avant une bonne part du cuir nécessaire à leur fabrication. Quelqu'un dira peut-être qu'il ne nous reste qu'à rehausser nos prix. Puisque nous achetons cher sur le marché mondial nous n'avons qu'à vendre plus cher. Mais c'est une solution que nous ne devons pas accepter. Augmenter les prix de vente des produits de consommation courante signifie faire retomber directement sur le dos de la population, des ouvriers et des paysans, les effets nocifs de la crise générale du monde du capital. Or, l'Etat des ouvriers, l'Etat du peuple ne doit ni ne peut jamais permettre cela. Nous poursuivrons dans la voie dans laquelle nous nous sommes engagés; nous travaillerons pour que rien ne manque au peuple, pour que s'accroissent en variété et en quantité les produits de consommation courante, pour fournir au peuple plus de viande et de lait, d'oeufs et de légumes, de café et de sucre, d'articles de bonneterie et d'autres produits d'usage quotidien. L'amélioration du bien-être du peuple est le but suprême du Parti.

Mais que devons-nous faire pour venir à bout de cette situation? Non seulement il est indispensable que les fonds puisés dans les réserves de l'Etat pour compenser les prix toujours en hausse à l'importation soient récupérés, mais il faut aussi accroître ces réserves pour parer à toute éventualité. Nous devrons à cette fin réduire les importations superflues et les remplacer par des articles que nous pouvons produire dans le pays, utiliser les matières premières avec parcimonie, mais avant tout avoir une compréhension politique plus approfondie de la situation, nous mobiliser encore plus intensément pour réaliser toutes les tâches, dépasser les objectifs des plans de production, par conséquent viser aux rendements les plus élevés et aux coûts les plus bas.

Vous, ouvriers, devez être au courant de ces problèmes que nous avons abordés ensemble, car, comme dans une famille, c'est ensemble que nous devons affronter et surmonter les difficultés de notre Etat, les difficultés de notre pays. Il faut donc que tous redoublent d'efforts pour accroître la production dans chaque secteur. Grâce à l'augmentation des rendements et la parfaite réalisation de leurs tâches dans la culture du blé, les travailleurs de l'agriculture ont apporté une grande aide à l'Etat, non seulement en ce qu'ils ont résolu la question de notre autosuffisance en pain, mais aussi parce qu'ils ont créé des possibilités pour accroître les réserves. Notre classe ouvrière fournit toujours plus de minerais, de charbon, de cuivre, de chrome et de pétrole, apportant ainsi une aide précieuse à notre Etat socialiste. C'est pourquoi les ouvriers et les coopérateurs, les cadres et les spécialistes doivent s'appliquer sans cesse à rendre toujours plus possible à la société de remplacer les réserves consommées par de nouvelles ainsi que d'accroître les possibilités de nouveaux investissements. Si l'on s'en tient à cette voie, notre peuple ne ressentira nullement les influences nocives des crises mondiales ni dans l'immédiat ni dans l'avenir.

Dans ce contexte, il apparaît encore mieux que, comme le dit le Parti, les exigences relatives à la réalisation et au sur-accomplissement des plans se rattachent directement à la vie du peuple. Mieux la classe ouvrière, les coopérateurs et tous les ouvriers travailleront, mieux ils réaliseront les plans dans l'industrie, l'agriculture et les autres secteurs, plus sera garanti le mieux-être du peuple tout entier, plus l'Etat sera capable de faire face aux difficultés que nous créent la pression exercée sur notre pays par l'encerclement capitaliste et révisionniste, plus sûres seront nos perspectives de développement.

Lorsque j'ai dit que ces problèmes ressemblent aux soucis d'une famille, j'avais en vue le fait que l'Etat socialiste également, comme une famille, pense à aujourd'hui et à demain, il dépense pour assurer à la société des biens de consommation, mais il fait en même temps des économies, garde des réserves pour ne jamais être pris au dépourvu. Si une famille dépose chaque mois une certaine somme d'argent à la caisse d'épargne, pour constituer un fonds qu'elle utilisera à l'occasion d'une fête, d'un mariage ou pour s'aménager un nouveau logement, l'Etat, lui, doit faire face et à la sécheresse et à un hiver exceptionnellement rude, il doit surtout penser au progrès du pays, à mettre sur pied de nouvelles fabriques et usines, à mécaniser l'agriculture et à l'approvisionner en engrais chimiques, à construire des écoles et des hôpitaux, à améliorer continûment le bien-être du peuple.

Comment aurions-nous pu affronter les graves dommages que nous a causés cet hiver exceptionnel? Nous avons même perdu des hommes, des centaines et des milliers de maisons et de bâtiments à destination sociale ont été détruits, nos ressources ont été entamées et, sans les soins directs et urgents du Parti et du camarade Enver Hoxha, toute la population des zones du Nord serait provisoirement isolée et sans vivres. Mais notre Etat des ouvriers et des paysans n'a pas abandonné nos frères montagnards dans cette situation difficile. Dès les premiers jours il a pris des mesures urgentes, leur a fait envoyer des vivres et des renforts humains, pris la décision de reconstruire gratuitement toutes les maisons détruites. Il a dépensé à cette fin 50 millions de leks en briques et tuiles, ciment et chaux, matériaux en fer et en bois.

Notre Etat ne pouvait agir différemment, c'était son devoir. Et, en fait, dans tous les cas où se sont produits chez nous des calamités naturelles, la société a puisé de grosses sommes dans ses réserves pour les affronter. Pour la seule reconstruction des maisons et la liquidation des conséquences du tremblement de terre qui frappa les villes de Lezhe et de Shkodër en 1979, l'Etat a dû dépenser 150 millions de leks. Si notre Etat avait manqué de réserves, il n'aurait pas pu prendre de pareilles mesures et décisions.

Excusez-moi de vous avoir ainsi entraîné dans des comptes et vous avoir fait part de certains problèmes que nous, Parti et pouvoir populaire, avons à résoudre, mais qui ne peuvent être bien résolus qu'avec la participation active du peuple. Camarades ouvriers du secteur des transports, travaillez et luttez comme vous l'enseigne le Parti, réalisez et sur-accomplissez vos tâches comme vous le faites et mieux, économisez les carburants et les pneus, accélérez le déplacement des marchandises; vous vivrez ainsi plus heureux et vous apporterez une aide concrète considérable au renforcement et au progrès socialiste de notre chère Albanie, à l'épanouissement de la vie du peuple.

Vive notre classe ouvrière!

Notes :

1. Du 26 au 31 août 1985, le camarade Ramiz Alia, Premier Secrétaire du Comité central du PTA et Président de l'Assemblée populaire de la RPS d'Albanie, effectua une visite clans les districts de Korçë et de Kolonje. L'entretien que nous publions est inclus dans l'ouvrage du camarade Ramiz Alia, Notre force émane du peuple, publié par les Editions «8 Nëntori», Tirana, 1985.

II. Etudes et articles

Veniamin Toçi (Maître de recherches) — La nationalisation socialiste des principaux moyens de production en Albanie, ses conséquences économiques et sociales, et ses particularités (1944-1946)

Le triomphe de la Lutte antifasciste de libération nationale et l'instauration du pouvoir populaire sous la direction du Parti communiste d'Albanie (aujourd'hui le Parti du Travail d'Albanie) avec le camarade Enver Hoxha à sa tête résolurent avec succès et à la fois deux questions fondamentales: la question de la libération nationale de la patrie avec l'expulsion des envahisseurs fascistes, et la question du pouvoir politique, qui passa des mains des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie à celles de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses conduites par le Parti. Le pouvoir populaire, qui avait à sa tête un seul parti politique révolutionnaire, le Parti communiste d'Albanie, se mit à remplir aussitôt les fonctions de la dictature du prolétariat. Cela marquait le début d'une nouvelle époque historique en Albanie, l'époque de l'édification du socialisme.

A la différence des systèmes antérieurs, le socialisme ne pouvait ni ne put être engendré spontanément, et d'autant moins du sein de l'ancienne société, à travers son intégration par la voie évolutionniste, pacifique, par la voie parlementaire et par des réformes de structure, comme le prônent les révisionnistes modernes. Définissant les particularités de l'apparition du socialisme comme système social, le camarade Enver Hoxha a mis en lumière la valeur universelle et le caractère actuel de la thèse léniniste à ce propos en indiquant que: «Dans les révolutions bourgeoises les changements dans l'économie entraînent des changements dans le pouvoir tandis que dans les révolutions populaires le changement commence par le pouvoir et il appartient à ce dernier, au pouvoir populaire, d'effecteur les changements requis dans l'économie, d'ériger un système économique conforme aux intérêts des vainqueurs de la révolution, conforme aux intérêts du peuple travailleur».[1]

La première transformation radicale opérée dans l'économie par la dictature du prolétariat est l'abolition des rapports capitalistes et l'établissement des rapports de production socialistes à travers la socialisation socialiste des principaux moyens de production. A cet effet, la suppression de la propriété capitaliste et la création de la propriété socialiste de ces moyens est d'une importance décisive. Cela s'accomplit au moyen de la nationalisation socialiste des principaux moyens de production qui réalise l'expropriation des propriétaires «...à travers une intervention despotique sur le droit de la propriété et des rapports bourgeois de production...»[2] par la dictature du prolétariat. Evoquant dans le Manifeste du Parti communiste le rôle du pouvoir politique entre les mains du prolétariat, K. Marx et F. Engels indiquent: «Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tout le capital, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la masse des forces productives».[3]

La propriété capitaliste dans l'industrie et dans les autres branches de l'économie albanaise se présentait sous diverses formes soutenues par des groupes déterminés de la bourgeoisie. L'une d'entre elle était la grande propriété capitaliste détenue par la bourgeoisie impérialiste, donc le capital étranger, principalement le capital italien (étatique et privé) qui, des années durant, grâce aux concessions reçues, s'était infiltré progressivement à grande échelle dans l'économie de l'Albanie et, sous le régime fasciste, s'était installé commodément en s'emparant des positions clés de l'économie comme, en premier lieu, le pétrole, les mines, les banques, les constructions, le transport, etc. Dans quelques cas, le capital étranger avait admis aussi dans ses sociétés par actions la bourgeoisie du pays, lui laissant quelques miettes.

A côté de la propriété monopoliste, aux mains de la bourgeoisie impérialiste, existait aussi la grande propriété capitaliste détenue par la bourgeoisie du pays, principalement dans le commerce et dans les industries légère et alimentaire. Sous le régime d'occupation, la bourgeoisie s'était enrichie en s'assurant de gros bénéfices de l'état de guerre et cela aux dépens des larges masses du peuple.

A part la grande propriété capitaliste existait dans l'industrie la propriété moyenne et la petite propriété capitaliste sous la forme des manufactures, des entreprises et des ateliers d'artisans, dont les propriétaires exploitaient le travail salarié.

Conformément à ces formes de propriété capitaliste, le PCA élabora et appliqua une politique visant à frapper au moment voulu, la bourgeoisie en tant que classe, il définit les méthodes concrètes et les rythmes à suivre pour son expropriation à travers l'intervention despotique de l'Etat.

Lorsque le prolétariat accède au pouvoir, sa première tâche dans le domaine de l'économie, comme l'a souligné V. Lénine, est d'exercer son contrôle sur la production capitaliste et sa répartition. En Albanie, le contrôle du pouvoir révolutionnaire sur la production et la répartition, à l'échelle nationale, fut établi dès décembre 1944 et sanctionné par la loi du 15 décembre de la même année. L'activité productive économique et financière, de vente et d'achat par les firmes, les entreprises et les sociétés capitalistes était également sous la surveillance et le contrôle sévère de l'Etat. A cette fin, l'Etat nomma des commissaires spéciaux auprès des entreprises et des

sociétés capitalistes. Les commissaires, en tant que représentants du pouvoir populaire, étaient investis des pleins pouvoirs dans leur fonction de contrôle. Ils jouissaient de l'appui de l'organisation du Parti et des organisations ouvrières syndicales (aujourd'hui unions professionnelles).

Le premier devoir des commissaires était de dresser l'inventaire des ressources des entreprises ou des fabriques, des fonds fixes et des objets de travail. Les propriétaires capitalistes étaient obligés d'assurer l'entretien et le bon fonctionnement de leurs entreprises et fabriques afin de garantir l'approvisionnement du marché et de l'armée en articles indispensables. Sous cet aspect, les contrats soumis par l'armée, les divers organes et institutions d'Etat avaient non seulement la priorité mais aussi un pouvoir de contrainte sur les propriétaires capitalistes, et leur application était contrôlée par les commissaires. De même, ce contrôle d'Etat veillait à ce que les articles de première nécessité soient répartis conformément aux instructions des organes de l'Etat. Les comptes courants des entreprises et des sociétés capitalistes ne pouvaient pas être utilisés librement par les propriétaires et toutes les rentrées étaient versées à ce compte, qui était en même temps maintenu bloqué. Sans l'autorisation et la signature du commissaire, la banque ne pouvait liquider aucun document de l'entreprise ou de la société. Le contrôle d'Etat priva les propriétaires capitalistes du secret commercial et du droit d'aliénation de leurs biens. Tout acte allant à rencontre de ces directives était considéré comme un acte de sabotage et sanctionné.

Le contrôle d'Etat sur la production et la répartition, servit à mettre à jour les capacités productives des fabriques et des entreprises, leur situation du point de vue physique, l'inventaire des marchandises dans les entrepôts, les ressources et les réserves des matières premières, les demandes du marché, etc. Ce contrôle servit en même temps d'école à la classe ouvrière et à ses représentants; il leur fit acquérir la première expérience pour organiser, administrer et diriger la production ainsi que sa distribution.

A cet égard, le contrôle d'Etat sur la production et la distribution était une mesure préalable et en même temps le premier pas vers la liquidation du capital étranger. Ainsi, sans perdre de temps, on passa à la seconde étape, décisive, qu'était la nationalisation, socialiste des principaux moyens de production et de circulation. Le 13 janvier 1945, fut promulguée la loi historique aux termes de laquelle les biens des Etats italiens et allemands en Albanie étaient confisqués et ceux de leurs ressortissants mis sous le contrôle du pouvoir populaire.[4] Par cette loi et les dispositions légales particulières qui établissaient la nationalisation non seulement des biens des Etats fascistes d'occupation mais aussi de ceux de leurs ressortissants, le pouvoir populaire définit comme étant la propriété socialiste du peuple les banques, les gisements pétrolifères, les puits, les installations et appareils d'extraction, de transport et de raffinage du pétrole, les autres mines, les sociétés et les entreprises industrielles des secteurs du bâtiment, du transport, de l'agriculture et du commerce et prit en main tous ces secteurs.

Au cours de l'année 1945 furent nationalisées 111 sociétés et entreprises capitalistes étrangères dont partie étaient des compagnies et entreprises minières et industrielles comme l'Azienda Italiana Petroli Albania-Entreprise italienne de pétrole en Albanie (AIPA), la Societa anonima mineraria italo-albanese — Société anonyme minière italo-albanaise (S AMI A), l'Azienda carboni italiana — Entreprise italienne des charbons (ACAI), Ferro Albania S.A. — Fer albanais — Société anonyme (Ferralba), la Societa italiana délie minière di Selenica, Albania Société italienne de la mine de Selenica, Albanie (SIMSA), Azienda mineraria metalifera italiana — Entreprise italienne des minerais ferreux (AMMI), Azienda générale italiana petroli — Entreprise générale italienne du pétrole (AGIP), etc. Ces sociétés ou entreprises avaient exploité et pillé les ressources naturelles et le labeur du peuple albanais, elles avaient préparé économiquement puis appuyé de toutes les manières l'occupation militaire de l'Italie fasciste et l'expansion du capital italien en Albanie.

Grâce à ces nationalisations, la souveraineté du peuple était exercée sur les richesses naturelles et économiques du pays. Ainsi fut mis un terme une fois pour toutes à l'exploitation économique de l'Albanie par le capital étranger, à la politique de la porte ouverte, à la politique des concessions, des privilèges et des faveurs pour les monopoles capitalistes étrangers.

Le 13 janvier 1945, furent adoptés aussi deux autres décrets de grande importance politique et économique. Le premier annulait l'accord avec l'Italie sur la Banque nationale d'Albanie et le prêt pour le «Sviluppo economico dell'Albania» — Développement économique de l'Albanie (SVEA)[5] (lire: Pillage économique de l'Albanie). Le second décidait la création et l'organisation de la Banque de l'Etat albanais.[6] Peu de temps après, respectivement aux mois d'août et de novembre 1945, les deux banques italiennes en Albanie: Banca nazionale del lavoro — la Banque nationale du Travail, et Banco di Napoli — la Banque de Naples, qui était une filiale de la banque du même nom ayant son centre à Naples, furent liquidées et se virent interdire toute activité.

La nationalisation de la Banque nationale et la liquidation des autres banques revêtirent une importance politique, économique et sociale particulière. Cette mesure porta un coup décisif et final au capital bancaire étranger, qui avait longtemps fait fonction d'avant-garde de l'expansion économique et politique de l'impérialisme italien en Albanie et créé les prémisses de l'occupation fasciste du 7 avril 1939. Cette mesure constituait à la fois un rude coup économique pour les classes exploiteuses du pays qui «... se virent enlever des mains le nerf principal de la vie économique...» et furent laissées «... en quelque sorte sans âme»[7]. Avec la

nationalisation de la Banque et la fondation de la Banque de l'Etat albanais, l'Etat prit directement en main la politique monétaire et celle du crédit, qu'il mit au service de la révolution et de l'édification socialistes.

«Du point de vue de la forme, les nationalisations de 1945 étaient des mesures d'un caractère général démocratique. Mais par leur contenu économique et social, ces nationalisations représentaient des transformations qui allaient au-delà des mesures de cette nature. Les nationalisations furent faites dans l'intérêt des masses travailleuses et les moyens nationalisés mis entièrement et directement à leur service. Aussi étaient-elles, quant au fond, une socialisation des principaux moyens de production et avaient-elles un caractère socialiste».[8]

En même temps que la nationalisation des moyens de production qui avaient été détenus et exploités par le capital étranger, il fut procédé également à la nationalisation des biens des traîtres et des ennemis du peuple qui avaient collaboré avec les envahisseurs fascistes et s'étaient faits leurs instruments. Cette nationalisation fut effectuée conformément à des arrêts spéciaux des tribunaux qui prononçaient la confiscation des biens mobiliers et immobiliers des criminels de guerre et des traîtres.

Une autre mesure foncièrement révolutionnaire était l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre qu'avaient réalisés les capitalistes en accumulant des capitaux considérables, surtout en or et en stocks de marchandises. La loi instituant l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre fut promulguée en janvier 1945 et entra immédiatement en vigueur. Toutes les personnes imposées qui s'y dérobaient verraient leurs biens de n'importe quelle forme confisqués sans indemnité. «En 1945, les rentrées provenant de l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre représentèrent plus de la moitié des recettes totales du budget de l'Etat».[9] La collecte de l'impôt extraordinaire servit donc à résoudre pour un certain temps le problème financier à l'avantage du redressement du pays, de la normalisation de la vie économique et en même temps à affaiblir les positions économiques de la bourgeoisie.

Le 5^{e} plénum du Comité central du PCA tenu en février 1946, eut une importance décisive pour l'approfondissement, l'accélération et l'achèvement du processus des nationalisations.

Il stigmatisa les vues et l'activité opportunistes de S. Malëshova dans les domaines politique et économique. Son opportunisme était une manifestation directe de capitulation face à la pression exercée par les classes exploiteuses et la réaction extérieure et intérieure en vue de renverser le pouvoir populaire. Aussi était-il urgent et indispensable de le dénoncer pour faire avancer la cause de la révolution et du socialisme en Albanie.

Cette mission fut accomplie avec succès par le 5^{e} plénum du Comité central du PCA. Dans le domaine économique il fixa comme tâche primordiale le passage de l'industrie, du commerce intérieur de gros ainsi que de tout le commerce extérieur entre les mains de l'Etat. «L'existence de notre Etat et son avenir, soulignait le camarade Enver Hoxha au plénum, sont étroitement liés à l'existence et au renforcement du secteur d'Etat et du secteur coopératif... Nous devons enlever au capital privé toute possibilité de se développer et de se consolider».[10] «Tout pour renforcer le secteur d'Etat, lutte sans merci contre le capital privé... L'extension et le renforcement du secteur d'Etat est à l'ordre du jour, c'est là l'une de nos tâches les plus importantes».[11]

En application des décisions du 5^{e} plénum du Comité central du PCA une attaque frontale fut lancée contre les positions économiques de la grande et moyenne bourgeoisie du pays. En mars 1946, fut proclamée la nationalisation des centrales électriques et des fonds principaux de la compagnie SITA, à Tirana, et de la Compagnie générale d'Electricité à Korçë.[12] En avril de la même année, fut décrétée la nationalisation des centrales électriques des villes de Durrës, Pogradec, Lushnje,[13] celle des machines agricoles, des scieries, des industries et des chantiers de production de matériaux de construction, des laboratoires pharmaceutiques et des pharmacies privées.[14] En mai 1946, furent nationalisées les imprimeries de tout type, les huileries, les savonneries, les tanneries,[15] et un peu plus tard les minoteries, les fabriques de pâtes alimentaires et de riz.[16] En octobre 1946, furent nationalisés aussi quelques ateliers mécaniques.[17]

Vers la fin de 1946, la nationalisation de l'industrie capitaliste ainsi que celle des moyens de transport et de communication, était dans l'ensemble, achevée. Dressant le bilan des nationalisations dans l'industrie jusqu'à cette époque, le camarade Enver Hoxha a présenté ces données de façon synthétique: à la fin de 1944 les nationalisations portaient sur 3 pour cent de l'industrie capitaliste, en 1945, elles englobèrent 17 pour cent de cette industrie et en 1946, le pouvoir populaire avait mis la main sur 89 pour cent de l'industrie. Donc, moins de deux ans après la libération, l'industrie privée et sa production avait été réduite à une part de 11 pour cent par rapport à la production industrielle globale du pays. Elle comprenait quelques activités et unités réduites où prédominait le travail manuel.

A cette époque, le pouvoir populaire était devenu l'unique propriétaire des chantiers pétroliers et des mines, des centrales électriques, des ateliers mécaniques, des scieries et menuiseries, des imprimeries, minoteries, huileries, savonneries, fabriques des boissons alcoolisées et non alcoolisées, pharmacies et laboratoires pharmaceutiques, etc.

En 1947, la production capitaliste dans l'industrie mécanisée n'existait pratiquement plus. Elle céda sa place à la production socialiste dans l'industrie d'Etat. Dès cette époque, parallèlement à cette production et comme son auxiliaire on vit se développer la production socialiste des coopératives d'artisanat. Le secteur de la petite production marchande allait également subsister pendant une certaine période et il se maintiendrait sur pied grâce au travail direct des artisans privés dans les villes.

L'Albanie devint ainsi le terrain d'une nouvelle expérience historique où fut mise en oeuvre dans la pratique l'une des thèses fondamentales du marxisme-léninisme et précisément celle selon laquelle «... le prolétariat s'empare du pouvoir public et, en vertu de ce pouvoir, transforme les moyens de production sociaux qui échappent des mains de la bourgeoisie, en propriété publique. Par cet acte, il libère les moyens de production de leur qualité antérieure de capital et donne à leur caractère social pleine liberté de s'imposer.»[18]

La nationalisation des principaux moyens de production et de circulation eut de profondes conséquences et créa une situation qualitativement nouvelle sur le plan économique et social ainsi que sur le plan social de classe. Premièrement, elle mit fin à la domination économique du capital étranger et à son ingérence dans les affaires intérieures de notre pays. Grâce à cette mesure révolutionnaire, la grande et la moyenne bourgeoisie furent dépouillées du pouvoir économique et des privilèges, de la propriété des moyens de production. La bourgeoisie dans son ensemble, comme classe, fut limitée économiquement et son activité économique, déjà réduite, soumise au contrôle direct du pouvoir de la classe ouvrière. Deuxièmement, le pouvoir populaire se vit créer une première base économique qui concordait avec sa nature et servirait de support à la marche en avant vers l'achèvement de l'édification de la base économique du socialisme, puis vers l'édification intégrale de la société socialiste. Troisièmement, sur la base de la propriété socialiste d'Etat (propriété du peuple entier), furent établis les rapports de production socialistes et commencèrent à agir les lois économiques objectives du socialisme. Ainsi devint-il possible d'organiser et de développer la production suivant un objectif fixé et un plan unique et général de l'Etat.

A peine le pouvoir populaire fut-il devenu propriétaire des principaux moyens de production, sa tâche première et la plus urgente était d'assurer l'organisation, la direction et la gestion de la production sur de nouveaux critères idéo-politiques, économiques, sociaux, organisationnels et techniques. Cela ne fut pas facile et ne pouvait être réalisé d'un coup. Il fallait extirper les vieilles traditions, habitudes et pratiques d'organisation et de gestion, et surtout arracher l'ancien objectif de la production et implanter l'objectif de la production socialiste: satisfaire toujours mieux les besoins des masses travailleuses.

Il fallait pallier aux insuffisances en combustibles, en matières premières et en pièces de rechange, il fallait aussi se procurer des cadres dirigeants et des spécialistes, des ouvriers qualifiés, etc. Ces problèmes devaient être résolus dans le cours du travail et de la lutte pour créer des capacités productives dans l'industrie et dans les autres branches de l'économie, pour assimiler la technique de la production, pour gérer, organiser et développer l'économie sans capitalistes et sans propriétaires fonciers et contre eux.

L'organisation et la gestion de l'industrie et de l'économie socialiste dans l'ensemble se consolideraient et se perfectionneraient graduellement, en conformité avec la situation, les tâches, les besoins et le niveau de formation et d'expérience des cadres dirigeants et administratifs.

Les établissements économiques récemment nationalisés étaient dispersés. En général leur capacité de production et le nombre de leurs ouvriers étaient réduits. Liés au centre, ils étaient dirigés et gérés par celui-ci suivant la méthode du financement budgétaire. Lorsque les nationalisations prirent de grandes proportions, surtout après le plénum du PCA de février 1946, un certain nombre d'administrations économiques étatiques spécifiques furent mises sur pied. Aux termes de leur règlement ces administrations rassemblaient des unités apparentées par le secteur économique concerné comme par la situation géographique.[19]

En septembre 1946, le ministère de l'Economie avait sous sa dépendance 13 administrations industrielles d'Etat, avec un total de 1787 travailleurs. Elles comprenaient les huileries et les savonneries avec pour centre respectivement Vlore et Elbasan; les minoteries et les fabriques de pâtes alimentaires dont l'administration était fixée à Durrës; les salines (Vlorë); les brasseries (Korçë); les tanneries (Durrës); les cimenteries (Shkodër); les établissements frigorifiques (Durrës); les fabriques de cigarettes (Tirana); et 4 administrations des imprimeries respectivement à Tirana, Shkodër, Durrës et Korçë[20].

Les administrations économiques d'Etat, par conséquent aussi les administrations industrielles d'Etat constituaient une forme transitoire d'organisation, de gestion et d'administration. Elles ne furent en fonction que pendant un temps relativement court. La nécessité d'assurer une organisation, une gestion et une administration économique, financière et technique plus qualifiées de l'industrie nationalisée conduisit, en janvier 1947, à la création du ministère de l'Industrie.

Un peu plus tard, un décret du 22 mars 1947 marqua un important pas en avant dans l'organisation et l'administration de l'industrie étatique. Les fabriques, manufactures et ateliers nationalisés servirent de base à la création d'entreprises économiques d'Etat suivant les secteurs concernés et la situation géographique,

fonctionnant selon les principes du centralisme économique et de la gestion équilibrée, appelée à l'époque hozrashot. Aux termes de ce décret et par décision spéciale du Conseil des ministres, furent mises sur pied 46 entreprises industrielles d'Etat d'importance nationale[21] et 13 autres d'importance locale.[22]

Les entreprises d'Etat créées ou en voie de création en vertu du décret de mars 1947, étaient investies de la personnalité juridique, avec des devoirs et des droits définis dans le domaine de la production, de la répartition et des finances, dans le cadre du plan économique et du plan financier global de l'Etat.

Cette forme d'organisation de l'industrie et de l'économie en propriété d'Etat stimula les initiatives créatrices et l'élan au travail de la classe ouvrière pour augmenter la production et accroître son efficacité, elle traduisit dans la pratique la vérité que les masses travailleuses, devenues maîtresses des moyens de production, devaient être et seraient aussi les véritables maîtresses de la gestion, de l'administration et de son développement planifié, conformément aux intérêts essentiels de toute la société, qui primeraient tous les autres.

Les mesures adoptées pour la réorganisation de l'industrie nationalisée, pour sa rationalisation et sa concentration en de plus vastes secteurs ainsi que pour l'organisation des entreprises industrielles d'Etat, étaient avantageuses sur les plans économique et social, ainsi que sur celui de la technique de la production. Comme l'a dit le camarade Enver Hoxha, notre industrie passa donc de la première forme d'organisation provisoire à l'organisation d'entreprises industrielles sur les bases de la gestion équilibrée... Dans l'industrie fut appliquée la rationalisation sur une vaste échelle, et les petites exploitations furent regroupées en de plus grandes. Lorsque le pouvoir populaire mit la main sur l'industrie et l'organisa sur des bases socialistes, il s'occupa aussi des petits producteurs artisanaux qui, organisés en coopératives d'artisanat, deviendraient les auxiliaires de l'industrie nationale et cela surtout pour certains produits et services indispensables à la population: Dans l'Albanie d'avant la Libération et des premières années qui la suivirent, alors que l'industrie était peu développée, la production artisanale avait un poids spécifique relativement considérable et satisfaisait une bonne part des besoins du marché. Suivant les directives du Parti, à partir de 1946, un travail politique, idéologique et organisationnel fut entrepris en vue d'encourager le mouvement coopératif des masses travailleuses et les premières coopératives artisanales furent mises sur pied suivant les principaux métiers. A la fin de cette même année, 48 coopératives de ce type avaient été créées. En 1947, leur nombre avait doublé et atteint le chiffre de 85, en 1948 il se monta à 109[23]. En 1947 les coopératives de cordonniers englobaient 54 pour cent du total des cordonniers artisans de tout le pays et (en moyenne) 70 pour cent des cordonniers des centres où fonctionnaient ces coopératives. En ce qui concerne les tailleurs, ces taux étaient respectivement de 45 et 65 pour cent.

De toute évidence, le pouvoir populaire ne pouvait en aucune manière s'appuyer seulement sur ce peu d'industrie arriérée qu'il avait héritée et encore moins sur la petite production artisanale. Les besoins de la population, de l'économie et de la défense du pays étaient beaucoup plus grands, plus variés et croissaient de jour en jour, tandis que l'industrie récemment nationalisée et l'artisanat (coopéré et non coopéré pris ensemble) ne répondaient qu'à une partie de ces besoins.

Ce qui avait été réalisé jusqu'alors n'était que le premier pas, le pas initial dans l'activité économique et organisationnelle du pouvoir populaire vers la création et le développement d'une industrie nationale et socialiste. Après ce travail important, le problème de l'industrialisation socialiste du pays et, avec lui, celui des voies et des méthodes à suivre pour sa réalisation sur la base d'un programme qui serait mis en oeuvre graduellement et viserait des objectifs politiques, économiques, sociaux, de classe et technico-scientifiques, bien définis, furent mis à l'ordre du jour. L'industrialisation socialiste serait un facteur décisif pour tirer le pays du grand retard technique et économique hérité du passé, pour élever le niveau de développement des forces productives en conformité avec la nature de la superstructure politique ainsi qu'avec le caractère des rapports de production socialistes qui avaient été établis et qui s'étendaient et se perfectionnaient progressivement. Fondamentalement, c'est à cette industrialisation qu'incombait la grande tâche de transformer l'Albanie de pays agricole arriéré en pays agricole-industriel, puis en pays industriel-agricole, et plus tard encore en pays industriel doté d'une agriculture avancée.

L'examen du processus des nationalisations en Albanie fait apparaître quelques particularités par rapport aux nationalisations effectuées dans les anciens pays de démocratie populaire après la Seconde guerre mondiale. La caractéristique principale des nationalisations en Albanie consiste en ce qu'elles furent appliquées au lendemain même de la libération de la patrie et de l'instauration du pouvoir populaire et qu'elles l'ont été de façon continue, sans intervalles, entre l'étape démocratique et anti-impérialiste et l'étape socialiste de la révolution. «Le fait est que, de tous les pays où le régime de démocratie populaire fut instauré après la Deuxième Guerre mondiale, médite le camarade Enver Hoxha, l'Albanie fut celui qui s'engagea le plus vite, le plus résolument et avec le plus d'esprit de suite dans la voie de sa transformation socialiste. Evidemment, dans cette avance rapide nous ne rejetâmes rien de la conception léniniste des étapes de la révolution. Nous rejetâmes seulement les thèses fumeuses yougoslaves avec les desseins malfaisants qu'elles cachaient».[24] Une autre caractéristique des nationalisations en Albanie fut le rythme rapide de leur application ce qui empêcha la bourgeoisie et les

propriétaires fonciers de spéculer et de se ressaisir. Le trait fondamental des nationalisations en Albanie fut la méthode profondément révolutionnaire et conséquente de leur mise en oeuvre, la méthode de la confiscation totale, immédiate et sans aucune indemnité versée aux propriétaires capitalistes. La nationalisation par la confiscation et sans indemnité fut l'unique forme utilisée pour liquider dans les villes la grande et moyenne propriété capitaliste, qui fut remplacée par la propriété sociale socialiste. En Albanie donc, on n'eut pas recours aux formes transitoires, ni aux formes intermédiaires, ni aux formes du capitalisme étatique et encore moins aux formes d'indemnisation, totale ou partielle des propriétaires capitalistes pour les principaux moyens de production nationalisés. Leur indemnisation ou la copropriété avec eux, sous n'importe quelle forme, aurait signifié leur laisser la possession de l'argent et leurs positions et privilèges économiques ainsi que la possibilité d'accumulation monétaire. Après avoir étudié le problème sous ses aspects politiques, idéologiques, économiques et sociaux, le PCA choisit et appliqua comme étant la forme la plus adéquate, la nationalisation à travers la confiscation sans indemnité de la grande et moyenne propriété capitaliste.

La nationalisation par confiscation sans indemnité a été réalisée à travers une âpre lutte de classe contre la bourgeoisie et les propriétaires. Toute tentative de leur part pour s'opposer au pouvoir populaire et aux transformations révolutionnaires de la base économique fut réduite à néant. La bourgeoisie et les propriétaires fonciers firent l'impossible pour regagner le «paradis» perdu, pour saboter ou libéraliser les mesures du pouvoir populaire, mais l'épée de ce pouvoir les frappa avec force.

Evoquant les traits caractéristiques de la révolution et des nationalisations en Albanie, le camarade Enver Hoxha a fait quelques observations à propos du chapitre 41 sur «Le système économique des pays européens de démocratie populaire» figurant dans le manuel d'Economie politique, seconde édition, 1956, préparé par l'Académie des sciences de l'Union soviétique. Dans sa lettre du 20 août 1956, adressée à D. T. Chepilov, rédacteur en chef du texte en question, le camarade Enver Hoxha écrit: «Dans la seconde édition du texte, à la page 603, il est dit: «La nationalisation de la grande et de la moyenne industrie, des transports, des PTT, etc., s'est faite par étapes dans les pays européens de démocratie populaire. Elle a commencé dès 1945-1946 et s'est achevée pour l'essentiel en 1947-1948».

«Dans la première édition du texte comme dans la seconde, la date de la nationalisation des principaux moyens de production pour l'Albanie n'est pas exacte. Dans notre pays la nationalisation de la grande et moyenne industrie, des transports et des PTT n'a pas commencé en 1945-1946, comme dans les autres pays, mais dès 1944. Elle prit fin, dans les grandes lignes, non pas en 1947-1948 mais en 1946».[25]

Dans sa lettre, le camarade Enver Hoxha souligne que dans le texte «... la spécificité de la révolution dans les divers pays n'apparaît pas en fait. Dans les caractéristiques générales de la révolution démocratico-populaire, on recouvre, par exemple, l'originalité du développement de cette révolution dans notre pays qui, sans doute a été menée d'une façon différente, disons de la révolution en Tchécoslovaquie, Roumanie ou Hongrie».[26]

Dans les pays de l'Europe de l'Est on suivit en général un cours à deux étapes, séparées et isolées dans le temps l'une de l'autre, deux étapes de contenus différents: l'étape démocratique et l'étape socialiste. A la première étape les nationalisations, dans ces pays, comprirent essentiellement les industries qu'avaient accaparées les envahisseurs fascistes, les criminels de guerre et les collaborateurs du fascisme. Les nationalisations furent effectuées, selon les cas, suivant plusieurs méthodes: la confiscation, la séquestration ou la prise en gestion (mais non pas la prise en possession) par l'Etat. L'étape de la révolution socialiste dans les anciens pays de démocratie populaire demeura à mi-chemin et elle a été définitivement abandonnée comme conséquence de la contre-révolution révisionniste et de la dégénérescence bourgeoise qui ont conduit à la restauration du capitalisme.

Avant février 1948, le secteur capitaliste de l'industrie en Tchécoslovaquie occupait 28,6 pour cent du total des ouvriers de l'industrie du pays, les entreprises capitalistes de construction 76 pour cent, l'industrie polygraphique privée employait 63 pour cent des ouvriers, l'industrie alimentaire 47 pour cent et l'industrie des textiles 43 pour cent des ouvriers des branches respectives.[27] Ainsi, jusqu'au début de 1948, la bourgeoisie tchécoslovaque occupait des positions importantes dans l'industrie, la construction, le commerce, l'agriculture, etc.

En Hongrie, le processus de nationalisation de l'industrie capitaliste commença avec beaucoup de retard et fut mis en oeuvre à travers des contradictions et par des voies contradictoires. Après le décret de mars 1948, un autre décret sur les nationalisations fut celui du décembre 1949. Ce dernier aussi eut une portée limitée et comprit principalement les entreprises de l'industrie de traitement. Le décret reconnaissait aux propriétaires le droit à l'indemnisation. D'autre part, ils furent gardés comme administrateurs des entreprises. Selon les données publiées, aux termes du décret de décembre 1949, les propriétaires des entreprises nationalisées en Hongrie, reçurent comme indemnité une somme de plus de 30 millions de florins[28].

En Roumanie, la Grande Assemblée nationale approuva, le 11 juin 1948, la loi sur la nationalisation de l'industrie. D'après cette loi, la nationalisation devait suivre divers critères et ne concernait pas toutes les entreprises capitalistes de l'industrie. Un chapitre spécifique de la loi définissait le mode de rémunération des

propriétaires à l'exception de ceux qui avaient été au service du régime d'occupation[29]. Dans son oeuvre monumentale *Les Titistes,* le camarade Enver Hoxha, qui a été un témoin oculaire de la situation en Roumanie en 1948, alors qu'il y effectuait un voyage incognito, écrit que la bourgeoisie de ce pays n'avait pas été expropriée, mais qu'elle continuait à exploiter le peuple, qu'elle avait encore la haute main sur l'économie, le commerce, les richesses.

On peut en dire autant de la Yougoslavie, de la Pologne, de la RD allemande, etc. Il est vrai qu'en Yougoslavie quelques fabriques avaient été nationalisées, que le commerce extérieur avait été proclamé monopole de l'Etat et que le principe du centralisme démocratique était soi-disant appliqué dans l'organisation et l'activité de l'Etat et du parti. Mais ces mesures, qui semblaient de caractère révolutionnaire, n'étaient ni complètes ni conséquentes.

Traitant des événements contre-révolutionnaires de Pologne en 1956, le camarade Enver Hoxha écrit entre autres dans son oeuvre *Les Khrouchtchéviens (Souvenirs)* que «... les premières réformes et mesures qui furent adoptées ne furent pas conduites jusqu'au bout et la lutte de classes non plus ne fut pas menée au niveau voulu... les éléments de la bourgeoisie gardèrent en fait beaucoup de leurs positions dominantes».

En Chine, on assista à un vrai chaos sur la question des nationalisations, et la bourgeoisie, dans l'ensemble, demeura propriétaire des fabriques et des usines ou devint copropriétaire avec l'Etat ou actionnaire des sociétés mixtes étatiques et privées.

Par conséquent, dans les anciens pays de démocratie populaire la bourgeoisie et les propriétaires fonciers ne furent pas frappés de façon conséquente et jusqu'au fond dans leurs positions et leurs privilèges économiques et financiers, pas plus qu'ils ne le furent politiquement et idéologiquement, mais on leur laissa le champ libre pour cultiver et propager leur politique et leur idéologie réactionnaires, par la voie légale ou clandestine, par le truchement des divers partis politiques, des institutions culturelles et artistiques, du clergé et de la religion. Ils se virent même créer les conditions pour s'organiser et agir à travers leurs partis politiques. De même qu'en Hongrie, en Allemagne de l'Est, en Roumanie et ailleurs, en Pologne, «le parti, indique le camarade Enver Hoxha dans son oeuvre Les Khrouchtchéviens, fut fondé à travers une union mécanique avec les partis bourgeois, dits ouvriers... Ainsi les partis du prolétariat, loin de se renforcer, se sont affaiblis, parce que les sociaux-démocrates et les opportunistes... y poussèrent racine».[30]

Les divers partis politiques dans les anciens pays de démocratie populaire devinrent le refuge des ennemis de la révolution et du socialisme. Ils furent largement exploités à des fins de complot. Ces partis s'infiltrèrent dans les fronts populaires créés dans ces pays, principalement sous la forme d'une alliance politique des divers partis réalisée d'en haut, et non pas comme une union populaire monolithique des masses travailleuses de la ville et de la campagne faite d'en bas, de la base, sous l'hégémonie de la classe ouvrière et la direction de son unique parti marxiste-léniniste. Ces partis, adhérant aux fronts populaires, participèrent avec leurs portefeuilles respectifs à la composition des gouvernements créés en tant que gouvernements de coalition et qui justifiaient la coexistence de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses avec le patronat, la bourgeoisie et les propriétaires fonciers.

Ce milieu politico-social et ce rapport des forces sociales de classe allait, bien entendu, influer, comme il le fit effectivement, sur les nationalisations et les autres réformes appliquées dans les anciens pays de démocratie populaire, après la Seconde Guerre mondiale, sur leur degré d'extension, sur leur profondeur et surtout sur la méthode et les rythmes de leur application.

La nationalisation socialiste des principaux moyens de production en Albanie a été couronnée de succès, tant du point de vue du contenu que du point de vue de la méthode d'application. A cet égard, le rapport des forces politiques de classe dans le pays, le fait historique qu'en Albanie il n'y avait pas d'autres partis politiques à part le PCA, fut un facteur primordial et très efficace. Cela permit à notre Parti de mieux s'acquitter de sa mission de parti dirigeant de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses à toutes les étapes de la révolution qui se sont succédées sans interruption et imbriquées entre elles. Le PCA avec le camarade Enver Hoxha à sa tête analysèrent et étudièrent les conditions historiques concrètes de l'Albanie, le rapport des forces sociales de classe et se guidèrent sur les enseignements du marxisme-léninisme en les appliquant de façon créatrice. Comme sur les autres questions, le PCA élabora aussi une ligne révolutionnaire et agit avec maturité et sagesse marxiste-léniniste sur la question de l'expropriation de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers, en faveur de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses. S'il n'avait pas agi avec un esprit de suite et une détermination révolutionnaires et s'il avait fait des concessions, le triomphe de la révolution sur le front politique se serait vue menacée et mise en question. Le mérite historique de notre Parti, de son fondateur et dirigeant, le camarade Enver Hoxha, est de s'être montrés clairvoyants et de n'avoir cédé pas même un pouce de terrain libre d'où l'on aurait pu porter atteinte tant soit peu à la conquête du pouvoir populaire. S'appuyant sur la théorie marxiste-léniniste sur la révolution et l'édification du socialisme, et l'appliquant de façon créatrice dans les conditions économiques et sociales de l'Albanie, ils ont ouvert la voie au développement ininterrompu de la révolution socialiste dans tous les domaines, par conséquent aussi dans le domaine économique, en garantissant la marche continue en avant vers le socialisme et le communisme.

Le temps a pleinement confirmé la justesse de la pensée et de l'action révolutionnaires marxistes-léninistes du PTA avec le camarade Enver Hoxha à sa tête sur l'expropriation des propriétaires des principaux moyens de production à travers la nationalisation socialiste.

Publié d'après le n° 5/1983 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 5, pp. 337-338.

2. K. Marx et F. Engels, *œuvres choisies,* éd. alb., et, 1, p. 42, Tirana, 1975.

3. K. Marx et F. Engels, *Manifeste du parti communiste,* éd. alb., p. 43, Tirana, 1974.

4. *Journal officiel,* n°3, 1945.

5. *Journal officiel,* n°4, 1945.

6. *Ibid.*

7. J. Staline, *œuvres,* éd. alb., t. 4, pp. 377-378.

8. *Histoire du Parti du Travail d'Albanie.* 2e éd., fr., p. 207, Tirana, 1981.

9. *Histoire du Parti du Travail d'Albanie,* 2e éd, fr., p. 205, Tirana, 1981.

10. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. 1, pp. 499-500, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1974.

11. *Ibid.,* p. 501.

12. *Journal officiel,* n°28, 1946.

13. *Journal officiel,* n°31.

14. *Ibid.*

15. *Ibid,* n°50.

16. *Ibid,* n°90.

17. *Ibid,* n°102.

18. F. Engels, *Anti-Dühring,* éd. alb., p. 235.dustrie.

19. I. Fishta, V. Toçi, *«Les premiers pas du développement de l'industrie dans la voie du socialisme»,* dans la revue Etudes historiques, no 3, 1982, éd. alb., p. 19.

20. *Journal officiel,* n°9, 1947.

21. *Journal officiel,* n°33, 1947.

22. *Archives centrales d'Etat de la RPS d'Albanie* (plus tard ACE), fonds n°4.

23. *Zëri i popullit,* du 2 et 5.7.1950.

24. Enver Hoxha, *Les Titistes (Notes historiques),* éd. fr., p. 314, Editions Nëntori», Tirana, 1982.

25. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 14, p. 28.

26. *Ibid.,* p. 29.

27. V. A. Vinogradov, *Voprosi teorii i pratiki socialistitcheskoj nacionalizacii promichlennosti,* Izd. «Nauka», p. 227, Moscou, 1965.

28. *Ibid,* p. 253.

29. *Ibid,* p. 255.

30. Enver Hoxha, *Les Khrouchtchéviens (Souvenirs),* 2e éd. fr., pp. 319-320, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984.

Pavllo Gjidede (Docteur de 3e cycle en sciences sociologiques) — De l'expérience acquise dans la solution des problèmes relatifs à l'exercice du contrôle direct ouvrier et paysan

Extraits de l'étude «Questions du contrôle ouvrier et paysan».

Le contrôle direct ouvrier et paysan est une des questions de la théorie marxiste-léniniste. Déjà traitée par Lénine du point de vue théorique et pratique, cette question a été étudiée plus à fond et synthétisée scientifiquement dans plusieurs documents de notre Parti et dans les oeuvres du camarade Enver Hoxha. L'élaboration d'une large plate-forme théorique sur ces questions, en tirant des leçons également de la restauration du capitalisme en Union soviétique, ainsi que son application vivante dans la pratique conformément aux conditions spécifiques de notre pays, constituent une nouvelle contribution originale de notre Parti du Travail et du camarade Enver Hoxha dans-ce domaine.

La pratique démontre que notre vie tout entière, l'organisation et la direction de l'Etat, de l'économie, de l'enseignement, de la culture et de la défense, est édifiée de telle façon que non seulement elle garantit la participation active de la classe ouvrière et de toutes les masses à l'administration du pays, mais qu'elle l'exige même comme une nécessité vitale.

«Les problèmes de la gestion et de l'organisation des affaires dans notre régime socialiste, souligne le camarade Enver Hoxha, ne sont ni ne peuvent être le monopole de quelques hommes instruits ou de certains autres qui sont dans des postes de direction ou dans l'administration. Le Parti ne cesse de souligner que le socialisme est l'oeuvre des masses travailleuses dirigées par le Parti. Par conséquent, l'assimilation de l'art de gestion par les larges masses travailleuses, n'est pas, comme s'exprimait Lénine, un simple souhait, mais une nécessité objective qui découle, de la nature de notre ordre économico-social socialiste sur lequel les larges masses travailleuses avec à leur tête la classe ouvrière et son Parti ont la haute main.»[1]

Le problème du contrôle ouvrier est largement traité par Lénine dans la théorie marxiste-léniniste. Se fondant sur les thèses de Marx et d'Engels, il a encore développé la théorie relative au rôle et aux tâches de la classe ouvrière dans les nouvelles conditions historiques du triomphe de la Grande Révolution socialiste d'Octobre. Il a élaboré et avancé les idées sur les voies à suivre, les critères et les méthodes principales à appliquer dans l'exercice du contrôle de la classe ouvrière. Lénine a donné dans ses oeuvres les bases théoriques du contrôle ouvrier dont il a fait une profonde analyse. Il a écrit que l'essentiel pour faire fonctionner régulièrement la première phase de la société communiste ce sont le contrôle et la demande de comptes de la part de la classe ouvrière. Cela émane de la mission, de la position et du rôle de cette classe dans la production sociale et la construction du socialisme et du communisme. Lénine a également indiqué que le contrôle ouvrier doit devenir un fait réel, se matérialiser dans la vie quotidienne, car, tant qu'il n'est pas un fait, le pouvoir des travailleurs, la liberté des travailleurs ne peuvent pas se maintenir et le retour sous le joug du capitalisme sera inévitable.[2]

Les idées léninistes sur le contrôle ouvrier et paysan ont été développées au cours d'un processus de lutte de classe acharnée. Orientant Staline lui-même, Lénine a ouvert de grandes perspectives à propos de cette question. Traitant du contrôle ouvrier, Lénine enseigne que ce contrôle doit être permanent et ne pas être mis sur pied et agir de façon spontanée, il ne doit pas être organisé avec la participation de cinq ou dix personnes mais de milliers de gens. A Staline, fidèle continuateur de l'oeuvre de Lénine, appartient le mérite de l'avoir appréciée et défendue des attaques de ses ennemis. Or, après la mort de Staline le contrôle de la classe ouvrière en Union soviétique cessa de fonctionner. L'absence totale de tout enthousiasme parmi les masses surtout au sein de la classe ouvrière, l'indifférentisme, la prédominance de l'égoïsme, la tendance à s'affranchir de toute sorte de contrôle, la dégénérescence complète des gens, la corruption, la démagogie couverte de toutes sortes d'étiquettes «socialistes», les mystifications sont autant de traits de la domination de la bureaucratie révisionniste soviétique. Selon celle-ci, la classe ouvrière et la paysannerie de par leur «nature» et leurs «fonctions» ne sont bonnes qu'à travailler!

Dans la théorie marxiste-léniniste on connaît la thèse suivant laquelle la mission historique du prolétariat ne s'achève pas avec le triomphe de la révolution prolétarienne, et qu'au contraire la classe ouvrière demeure la classe dirigeante de la société, qui exerce son pouvoir à travers son Etat de dictature du prolétariat. Comme beaucoup d'autres thèses de la théorie marxiste-léniniste, celle-ci, qui est fondamentale, est devenue un objet d'attaques et de falsifications, surtout de la part des idéologues révisionnistes.

Actuellement dans la littérature politique et dans la pratique les idéologues révisionnistes nient le rôle décisif du prolétariat dans le développement de la société socialiste. Une partie d'entre eux «soutiennent» ouvertement que dans les conditions actuelles une pareille thèse est erronée et périmée. Ils fondent leurs arguments sur les «changements» qui se sont soi-disant produits dans la structure sociale de classe des pays révisionnistes, sur les «changements» qui sont intervenus dans la production, etc. Les autres, bien qu'ils admettent en paroles le rôle du prolétariat et de la classe ouvrière dans la révolution et la période du passage au communisme, nient en fait, par les «nouveaux développements» qu'ils font de la théorie marxiste-léniniste, le rôle dirigeant de la classe ouvrière.

Les révisionnistes soviétiques, par leurs déformations sans scrupules des oeuvres des classiques, fabriquent des «théories» et des conclusions de toutes sortes pour camoufler la réalité. Ils prêchent que les différences existant soi-disant en Union soviétique entre la classe ouvrière, la paysannerie kolkhozienne et l'intelligentsia sont en train de disparaître pour céder la place à des travailleurs ayant des traits communs et créer ainsi une société sans classes(!). «La majeure partie de l'intelligentsia de par sa position s'est fondue avec la classe ouvrière. D'autre part, beaucoup d'ouvriers se sont élevés au niveau du travail intellectuel».[3]

Cette affirmation a pour but d'«argumenter» en théorie ce que est déjà devenu une réalité pratique en Union soviétique actuelle: la négation du rôle du prolétariat en tant que classe la plus révolutionnaire de la société, le rejet de la théorie marxiste-léniniste sur la place qui revient à cette classe dans la révolution et la société socialiste. Une telle «théorie» vise à créer chez la classe ouvrière l'illusion que la société capitaliste soviétique est en train de s'unifier, et, qui plus est, qu'elle va vers une société intégrée où les différences de classe sont en train de disparaître! Ainsi, est «justifié» théoriquement le pouvoir de la bureaucratie, de la technocratie intellectuelle et de la puissante classe des koulaks qui règne actuellement en Union soviétique.

Afin de camoufler le caractère oppresseur et exploiteur de leur ordre, les révisionnistes soviétiques se livrent ces dernières années à un grand tapage démagogique. «Les collectifs de travailleurs» ont mis en action leurs hérauts. Ces collectifs ont été tant vantés qu'ils ont même été légalisés par la Constitution. Ils y figurent même sur le même rang que les soviets. Les «collectifs de travailleurs» jouissent d'«attributions» et de «droits» administratifs, économiques et politiques. «Une nouvelle forme d'organisation, est-il indiqué dans la revue «Partijnaja zhiznj», est constituée par le collectif de travailleurs, un élément important du système politique, en lequel sont combinés d'une manière dialectique l'élément social représenté par l'organisation de base du Parti et les organisations sociales»[4]. C'est précisément cette nouvelle forme d'organisation que Brejnev a qualifié de «première cellule de toute l'organisation en Union soviétique, du point de vue non seulement économique mais aussi politique»[5].

Mais le fait que c'est l'aristocratie des entreprises qui décide de la solution de problèmes aussi importants que la rémunération, l'embauchage et le licenciement des ouvriers, etc., démontre que les droits des «collectifs de travailleurs» et des «conseils ouvriers» sont demeurés lettre morte et ne sont proclamés publiquement qu'à des fins de démagogie. C'est la bourgeoisie qui après la Seconde Guerre mondiale a fait apparaître, pour la première fois sur la scène les «conseils ouvriers» dans les pays d'Europe occidentale. Les révisionnistes yougoslaves, prétendant que la classe ouvrière, à travers ces conseils, exerce directement son contrôle, les ont imités et en ont fait une partie intégrante de leur système capitaliste d'autogestion. En apparence en Yougoslavie titiste ces «conseils ouvriers» ont été créés avec le souci de faire en sorte que la classe ouvrière dirige effectivement. Or, en fait, c'est le contraire qui se produit. Le prétendu pouvoir direct de la classe et l'autogestion yougoslave ne sont qu'une mystification dans la pratique et un sophisme en théorie.

Dans son oeuvre ««L'autogestion» yougoslave, théorie et pratique capitalistes», le camarade Enver Hoxha dénonce le caractère fallacieux de la démagogie des titistes sur la prétendue création d'un véritable système démocratique, où le rôle des travailleurs serait soi-disant décisif et où le travailleur, d'après les titistes, non seulement produit, mais aussi administre et dirige la production sociale, et qu'il décide même de la répartition du revenu national! En réalité l'ouvrier yougoslave ne gère pas et il ne jouit pas de ces droits proclamés. La classe ouvrière de ce pays ne peut pas jouer son rôle de classe hégémonique, car elle n'a pas son propre parti marxiste-léniniste; elle n'a pas le pouvoir politique qui est l'Etat de dictature du prolétariat; elle est dépourvue de sa véritable base économique qui est la propriété socialiste des moyens de production. En fait, c'est la nouvelle classe bourgeoise qui fait la loi dans les entreprises de production. L'autogestion titiste est le grand bluff de «la gestion par la classe ouvrière». La participation de la classe ouvrière à des commissions innombrables pour réaliser le prétendu contrôle social-ouvrier est purement formelle. Ces commissions ne sont que des maillons qui agissent dans le sens contraire. «Les «conseils ouvriers», souligne le camarade Enver Hoxha, ne sont rien d'autre que des organes purement formels, qui défendent et réalisent non pas les intérêts des ouvriers mais la volonté des dirigeants des entreprises, car, étant matériellement, politiquement et idéologiquement corrompus, ils se sont intégrés dans l'«aristocratie» et la «bureaucratie ouvrières», ils sont devenus des agences qui ont pour mission de tromper la classe ouvrière et de la bercer d'illusions mensongères.[6]

Les révisionnistes polonais proclament eux aussi une «nouvelle» forme «particulière» d'organisation. En Pologne ont été mis sur pied et fonctionnent les «conférences d'autogestion ouvrière». Ce sont ni plus ni moins que des copies des conseils d'autogestion ouvrière des révisionnistes yougoslaves.

Ainsi, même s'ils parlent du rôle de la classe ouvrière et de son contrôle sur la production et la vie politique et économique et font un grand tapage à ce propos, les révisionnistes et tous les trotskistes de notre temps le font seulement pour masquer la réalité, justement le fait que les droits proclamés au profit des ouvriers ont un caractère formel, illusoire, car dans la pratique une foule de restrictions en empêchent la mise en oeuvre.

Dans une lutte inconciliable avec les révisionnistes modernes de toutes les couleurs, notre Parti, analysant l'évolution des événements dans les pays révisionnistes, a tiré des conclusions et défini des tâches claires pour ne

jamais permettre que le révisionnisme moderne contamine le corps et l'esprit sains du Parti, de la classe ouvrière et de la dictature du prolétariat de chez nous.

Combattant avec fermeté les vues antimarxistes et anarchistes sur l'«autogestion», sur la «conduite directe» de la classe ouvrière et autres balivernes de ce genre, le Parti a conféré effectivement à notre classe ouvrière le rôle qui lui revient dans notre société socialiste et a pris à tous égards des mesures lui permettant d'exercer son contrôle direct avec force et de façon consciente. En fait, il n'y a dans notre pays aucun problème suscitant l'intérêt et la préoccupation du Parti qui ne suscite en même temps ceux de la classe ouvrière, de la paysannerie et des autres masses travailleuses lesquelles contribuent activement à sa solution.

Le contrôle direct ouvrier et paysan dans notre pays est appliqué 'conformément à la théorie marxiste-léniniste et aux thèses de Lénine sur le contrôle ouvrier, qui sont développées plus avant suivant les conditions concrètes du pays. L'expérience de notre Parti dans l'application des enseignements léninistes sur le contrôle ouvrier a mis en évidence les deux aspects de son importance.

Du point de vue théorique, ce contrôle constitue une analyse et une application logique et naturelle du principe du rôle décisif des masses, comme créatrices de l'histoire, du rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la révolution, dans la construction du socialisme et sa sauvegarde. Dans la manière dont il a traité cette question, notre Parti se fonde sur la thèse marxiste-léniniste suivant laquelle la mission historique de la classe ouvrière ne s'achève pas avec la construction de la première phase de la société communiste, le socialisme. Cette mission se poursuivra jusqu'au communisme.

Du point de vue pratique, il constitue une analyse et une application concrètes de la participation toujours plus large des masses au gouvernement du pays, une arme acérée dans la lutte contre les influences étrangères bourgeoises et révisionnistes, une forme très efficace de l'éducation de classe révolutionnaire des travailleurs et une des garanties fondamentales de la protection des communistes et des cadres, du Parti et de la dictature du prolétariat, de la société socialiste tout entière contre tout danger de dégénérescence révisionniste et capitaliste. C'est pour cette raison que la grande idée du rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son contrôle, toujours par l'intermédiaire du Parti et de la dictature du prolétariat (le contrôle d'Etat), est sanctionnée par l'article 10 de notre Constitution.[7]

Mais, en évoquant l'importance théorique et pratique du contrôle direct ouvrier, il faut être attentif au fait, comme cela a été souligné à juste titre à la Conférence nationale (juillet 1977) sur le développement de la lutte des classes, que: «... **le contrôle direct ouvrier ainsi que la participation directe des masses au gouvernement du pays ne doivent pas être confondus avec la direction «directe» de la classe ouvrière,** comme cela s'est produit parfois, quand on a parlé de «conduite directe» par la classe ouvrière parallèlement à la conduite par l'intermédiaire du Parti et de la dictature du prolétariat. D'après les enseignements des classiques du marxisme-léninisme en se fondant sur l'ensemble de l'expérience révolutionnaire, **la classe ouvrière exerce son rôle hégémonique dans la révolution par l'intermédiaire de son Parti et à travers la dictature du prolétariat** quand elle parvient à établir son pouvoir prolétarien. Tout au long de l'histoire aucune classe n'a pu établir sa domination et diriger directement, elle ne l'a fait que par l'intermédiaire d'organisations et de partis politiques ou de son Etat».[8]

La classe ouvrière exerce son contrôle à travers des formes diverses, qui ne constituent en essence qu'un seul contrôle: LE CONTROLE DE LA CLASSE OUVRIERE, lequel se réalise d'en haut et d'en bas, toujours sous la direction du Parti.

Les deux formes de ce contrôle, d'en bas et d'en haut, sont indispensables. Elles s'appellent et se complètent l'une l'autre, tendent au même but, agissent dans une entière unité, mais chacune poursuivant sa voie propre conformément à la ligne du Parti.

L'expérience théorique et pratique de notre Parti à propos du contrôle ouvrier s'est enrichie et développée au cours du processus de l'édification du socialisme dans notre pays.

Au lendemain de la Libération, le Parti attacha une attention particulière à la classe ouvrière, en tant que classe au pouvoir qui devait à tout prix combattre et oeuvrer afin d'acquérir des capacités requises pour la direction et l'organisation socialistes. L'organisation et le fonctionnement du contrôle d'Etat sur la production et la distribution (décembre 1944), qui était en même temps un contrôle ouvrier, marquaient un pas important dans ce sens. Justement, à cause de sa grande influence, ce contrôle donna à la classe ouvrière les premières leçons sur la gestion économique du pays.

Dans notre pays, le contrôle ouvrier s'élargit et se renforça davantage en même temps que la classe ouvrière se renforçait comme une nouvelle classe industrielle, en même temps qu'elle s'accroissait en nombre et que sa composition s'améliorait, en même temps aussi que se raffermissaient le Parti et la dictature du prolétariat.

Afin d'organiser le contrôle direct ouvrier et paysan et de le mettre en oeuvre, le Parti s'en est tenu et s'en tient au principe qu'il est dans la lutte des classes une arme efficace, pour aider les masses à faire leur l'art de gouverner. Il faut que cela soit fait dans la pratique non seulement au moment où le nouvel appareil d'Etat vient d'être mis sur pied, mais aussi lorsque l'Etat socialiste a atteint un nouveau degré de développement et la classe ouvrière au pouvoir, en alliance avec la paysannerie coopérée, a préparé un nombre considérable de jeunes cadres fidèles au socialisme.

Conformément aux directives du Parti, le contrôle direct ouvrier et paysan est et demeurera l'un des facteurs importants de la lutte contre les manifestations de bureaucratisme et de libéralisme.

Notre Parti a mené une lutte systématique afin de préserver ses organes et le pouvoir populaire du danger de bureaucratisation. C'est l'une des raisons pour lesquelles le révisionnisme n'a pu pénétrer chez nous et la dictature du prolétariat n'a pas dégénéré.

Le contrôle direct ouvrier et paysan a joué dans ce cadre un rôle efficace et utile pour multiplier la force de l'appareil d'Etat prolétarien et faire prendre toujours mieux conscience aux travailleurs qu'ils sont les maîtres tout-puissants du pays.[9]

Comment a-t-il rempli ce rôle?

A travers la critique, l'autocritique publique, les confrontations, la reddition de comptes des cadres devant les masses (ce sont autant de formes du contrôle direct ouvrier et paysan), la classe ouvrière, la paysannerie et toutes les masses travailleuses, sous la direction du Parti, ont mené et mènent une lutte de front contre les manifestations et les pratiques bureaucratiques et libérales. Les résultats de ce combat se font sentir partout, à la ville comme à la campagne. La démocratie socialiste s'est développée. Les liens du pouvoir avec les masses se sont amplifiés. Les relations cadres-masses se sont consolidées.

Les résultats de la lutte centre les manifestations et les influences étrangères au socialisme apparaissent mieux dans les entreprises et les coopératives agricoles où le contrôle ouvrier et paysan n'a pas été limité au seul engagement de certains groupes ou de quelques «responsables», mais où la participation des ouvriers et des paysans à ce contrôle de classe direct est devenue massive, avant tout lorsqu'ils sont préoccupés par les faiblesses et les défauts et qu'ils se dressent dans la lutte pour les corriger élevant ainsi leur sens de responsabilité.

L'engagement de la classe ouvrière et des masses travailleuses, sous la direction du Parti, dans la lutte contre le bureaucratisme aussitôt après les discours du camarade Enver Hoxha du 6 février 1967 et du 9 avril 1968 est un grand exemple révélateur de leur grand rôle positif et de leur action révolutionnaire. Des mesures d'ordre politique furent arrêtées et les affaires mieux organisées. Sept ans après, répondant à l'appel du Parti «Quand la classe parle, le bureaucratisme se tait» (éditorial du «Zëri i popullit», 3 avril 1975), la classe ouvrière porta un autre rude coup aux manifestations du bureaucratisme.

Les débats qui eurent lieu au sein du Parti et du peuple dénoncèrent vigoureusement aussi les manifestations de bureaucratisme et de libéralisme. Les communistes, la classe ouvrière, les masses travailleuses se sont montrés à la hauteur des tâches que leur avait assignées le Parti. En un temps record les appareils administratifs et ceux du Parti ont été soulagés de leur personnel superflu. Une quinzaine de milliers d'employés passèrent de l'administration à la production ou dans des secteurs proches de la production. Des mesures furent arrêtées en vue d'améliorer la méthode et le style du travail, l'attention étant surtout concentrée sur le travail vivant auprès des gens. A l'époque fut décrétée une diminution sensible des hauts salaires en commençant par les cadres supérieurs du Parti et de l'administration d'Etat et un plus juste rapport fut établi entre les traitements élevés et les salaires moyens des travailleurs.[10] La participation des cadres, des employés, de l'intelligentsia et de la jeunesse scolaire et estudiantine à la production fut organisée à grande échelle. Les opérations bureaucratiques dans la planification et la documentation furent comprimées. Des mesures révolutionnaires furent prises dans le secteur de la défense du pays. La préparation physique et l'entraînement militaire revêtirent un caractère de masse. Dans tous les détachements, dans les formations et corps militaires furent ranimées les traditions de la Lutte de libération nationale, des comités du Parti y furent mis sur pied, la fonction du commissaire politique rétablie et les grades supprimés.

Les mesures successives arrêtées dans la lutte contre le bureaucratisme et le libéralisme non seulement important par leur contenu politique et idéologique, mais elles sont aussi d'un grand prix dans le domaine de l'organisation, qui est étroitement lié à la lutte et au travail concret menés pour rapprocher le pouvoir du peuple. L'aspect organisationnel se rattache aussi au contrôle direct ouvrier et paysan, à la lutte contre le conservatisme pour désigner à des postes de responsabilité des ouvriers et des paysans, surtout des jeunes et des femmes travaillant directement dans la production. Ces mesures étaient importantes aussi bien pour assurer l'éducation et la trempe des cadres et de l'intelligentsia, que pour les mettre dans des conditions telles qu'ils ne se considèrent jamais comme des dirigeants et des commandants de la classe ouvrière, qu'ils ne se mettent jamais au-dessus de la classe, de son contrôle, des travailleurs, mais qu'ils se considèrent partout et toujours des serviteurs du peuple.

Le contrôle direct ouvrier et paysan est et demeure un long processus dans la lutte pour l'application des lois, des ordres et des ordonnances. Ce contrôle vise à préserver comme le bien le plus précieux les lois et les ordonnances, les normes et les règles établies par le Parti et la dictature du prolétariat et assurer leur juste application. C'est justement dans cet esprit que s'exerce et s'intensifie le contrôle dans toutes les activités de la vie. L'hésitation du début causée par la crainte de «tomber dans l'erreur», de «violer quelque norme du Parti ou loi de l'Etat», d'«assumer le contrôle d'un problème qui n'est pas de notre compétence», etc., cède la place à la conviction de la classe ouvrière et des masses que «tout leur appartient» que «telle ou telle affaire qu'elles vont contrôler les concerne aussi directement».

Ces motifs, qui démontrent toute la clairvoyance croissante des masses quant à la ligne du Parti et à son application, ont concouru à renforcer au cours de ces dernières années le contrôle direct ouvrier et paysan et des masses sur l'activité des organes du pouvoir et des organismes économiques ainsi que sur l'activité des cadres et des communistes. Le contrôle direct d'en bas, coordonné avec celui exercé d'en haut, a été et demeure un facteur important de la lutte pour l'application rigoureuse des lois, des principes, des normes, des ordres et des ordonnances.

Mais dans certains cas la question de la protection de la propriété commune n'a pas été traitée comme il se devait du point de vue politique, et l'on a pensé erronément qu'elle ne pourrait être résolue que par des mesures administratives, des ordres et des ordonnances, des articles et des lois, ce qui a conduit à utiliser davantage ces moyens. Certes, les lois et les règlements sont indispensables, mais on oublie parfois que, sans une mobilisation générale de la classe ouvrière, de la paysannerie et de toutes les masses travailleuses pour la protection de la propriété socialiste, ces lois et règlements restent lettre morte. On ne peut pas préserver la propriété socialiste contre les agissements des malfaiteurs uniquement par des articles, des lois et des règlements. Le contrôle direct de la classe ouvrière et toutes ses autres formes sont un facteur déterminant dans ce sens. Si la classe et les masses s'occupent comme il convient de cette question, les éléments malfaisants ne pourront faire un usage abusif de la propriété commune. Même s'ils parviennent à lui porter préjudice, ils n'échapperont pas aux sanctions. Ils pourront peut-être se dérober aux lois et aux règlements, mais jamais à la vigilance de la classe en action!

Le contrôle direct ouvrier et paysan, qui s'est engagé dans une juste voie et a fait des pas sûrs, «doit être mis en oeuvre beaucoup plus largement et sous des formes plus variées, en dressant les larges masses travailleuses, en leur faisant prendre conscience qu'elles sont les maîtres du pays, qu'elles ont leur mot à dire à propos de tout et de chacun»[11].

Des milliers d'ouvriers et de paysans sont élus ou nommés dans des organes du pouvoir et de l'administration, des organisations de masse, des milliers d'autres prennent une part active aux groupes du contrôle ouvrier et paysan. Ils pénètrent toujours plus à fond les problèmes que leur a confiés le Parti et auxquels la vie même les confronte. Leur contribution à leur solution est considérable. Ils grandissent, s'éduquent et se trempent comme des cadres dignes, comme des militants politiques et sociaux. Grâce à leurs capacités et à leurs compétences, ils combattent pour une meilleure marche des affaires dans tous les secteurs.

Mais en affirmant la nécessité de renforcer le contrôle direct ouvrier et paysan, le Parti et le camarade En ver Hoxha ont clairement expliqué que ce qui importe le plus c'est la nature du contrôle exercé: un contrôle révolutionnaire qui révèle les défauts, les faiblesses, les manifestations étrangères au socialisme, qui défend avec esprit de suite, les lois, les principes, les ordonnances et fait dresser les communistes, les cadres et les travailleurs dans la lutte pour la réalisation des tâches et la réduction des actes contraires à la loi ou des crimes, ou bien un contrôle bureaucratique et libéral qui s'occupe de vétilles, ne découvre ni ne change rien.

Le contrôle direct ouvrier et paysan est exercé aussi de façon constante sur l'activité des organisations du Parti[12].

L'une des questions du Parti sur laquelle la classe peut exercer son contrôle est celle des nouvelles adhésions. L'expérience de notre Parti démontre que la solution de ce problème vital exige la participation active de la classe ouvrière, de la paysannerie coopérée et des masses tout entières. Elles ont pour devoir de veiller à ce que le Parti n'admette dans ses rangs que des éléments dévoués, des militants honnêtes, des combattants fidèles à la cause du socialisme et de la révolution. C'est pourquoi il est juste et conforme aux enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha que les organisations de base du Parti, avant l'admission d'un nouveau membre, sollicitent l'avis des masses concernant ce dernier.

Une autre question à propos de laquelle est sollicité l'avis de la classe ouvrière et des masses et qui concerne la vie intérieure du Parti est celle du renforcement de l'unité au sein d'une organisation de base.

«On a déjà indiqué que le contrôle ouvrier, (il s'agit du groupe de contrôle, souligné par nous, P.Gj.), peut étendre son action même dans quelque organisation de base du Parti où Ton constate des insuffisances marquées auxquelles l'organisation de base ne peut remédier toute seule, écrit le camarade Enver Hoxha dans une note qu'il

adresse au camarade Hysni Kapo.[13] Ce contrôle ouvrier sur l'organisation de base est organisé par le Comité du Parti et demeure, en dernier ressort, sous le contrôle de ce dernier.»[14]

Les comités du Parti des districts ont dégagé une conclusion importante quant à leur travail concernant le contrôle ouvrier et paysan sur l'activité des organisations du Parti. Il leur est apparu qu'il est indispensable d'informer systématiquement les ouvriers, les coopérateurs et autres travailleurs sur la vie et l'activité des organisations du Parti.

Cela accroît la force d'organisation de la classe ouvrière et des masses travailleuses ainsi que leur rôle dans l'application de la ligne du Parti et de ses décisions. L'information est une norme importante pour le renforcement de l'unité de pensée et d'action au sein du Parti. C'est une condition indispensable pour que les communistes, la classe ouvrière et les masses exercent leur contrôle et oeuvrent activement à l'application de la ligne et des décisions du Parti.

Une meilleure application du double contrôle, et du Parti et des masses, sur l'activité de chaque communiste, organisation de base ou comité du Parti revêt une importance particulière. Le camarade Enver Hoxha nous enseigne que rien n'échappe à l'oeil du peuple, au contrôle ouvrier, à la vigilance de la classe en action.

En dépit de la bonne expérience acquise dans ce domaine, il y a des cadres qui ont une conception étroite, superficielle et unilatérale de la reddition de comptes devant les masses. Le travail d'éducation, en général bien organisé et qualifié, n'a pas encore pu éliminer tous les vestiges de la méthode du travail clos. Certains pensent à tort: «Pourquoi rendre des comptes devant les masses, puisque je l'ai déjà fait devant l'organisation de base du Parti?» D'autres affirment avec «autorité»: «Puisque la direction a déjà rendu des comptes devant les masses, il n'est pas nécessaire que je le fasse aussi». Pire encore, il y a des cas où, au nom des dirigeants des entreprises, ce sont les adjoints ou les adjoints des adjoints qui rendent des comptes au nom de ces derniers. Ou bien dans le «meilleur» des cas, une seule personne rend des comptes au nom de toute l'administration! Ces conceptions et ces façons d'agir, indique le camarade Enver Hoxha, sont sans valeur pour la classe et les masses qui sont intéressés à connaître le travail de chaque cadre et à porter leur jugement sur lui. Aucun cadre, aucun communiste, souligne le camarade Enver Hoxha, ne doit demeurer en dehors du contrôle de la classe et des masses.

La reddition de comptes du Parti et de ses organisations et organes dirigeants devant les masses, constitue une norme du développement de la vie du Parti et du contrôle que la classe et les masses exercent sur lui. Dans ce cadre, il convient de lutter et de travailler pour perfectionner les formes et les pratiques de la reddition de comptes à la lumière des enseignements que le camarade Enver Hoxha a formulé dans son discours prononcé dans le district de Mat.[15] Le Parti demande à tous les communistes de communiquer avec les travailleurs qui ne sont pas membres du Parti, de solliciter leur avis, de rendre des comptes non seulement devant le Parti, mais aussi devant les masses. Pourquoi? Parce que, l'exercice sur eux d'un double contrôle est une nécessité objective.

Lénine souligne: «Organiser régulièrement non seulement des réunions «générales» avec les masses ouvrières et paysannes, mais aussi des réunions au cours desquelles les cadres responsables doivent rendre compte de leur travail devant ces masses. Des réunions de ce genre doivent être organisées au moins une fois par mois pour permettre à la masse des sans-parti de critiquer... Non seulement les communistes, mais encore tous les cadres, qui assument diverses responsabilités surtout dans les organismes du commerce et de l'économie nationale, doivent absolument rendre compte de leur travail.»[16]

Il importe également d'améliorer les formes de reddition de comptes devant la classe ouvrière et les masses, telles que les pratiquent les organisations de base et les comités du Parti en mettant l'accent non pas sur les instructions mais sur la reddition de comptes.

Ces réunions, précisément, ont permis à la classe et aux masses de contrôler le travail et l'activité de direction de l'organisation et du comité du Parti et de porter leur jugement sur eux. Solliciter l'avis de la classe et des masses non seulement avant la réunion mais même après l'adoption des décisions, est devenu une norme de travail permanente. On leur rapporte aussi les propositions dont il n'a pas été tenu compte et pour quelle raison. On leur rend donc des comptes sur ce qu'on a fait pour mettre en oeuvre les propositions qu'elles avaient avancées, ce qui rend possible non seulement l'application pratique des propositions des masses, mais aussi et surtout renforce la confiance et le contrôle réciproques.

Informer les masses, les consulter et leur rendre des comptes constituent pour les organisations et les comités du Parti des formes du contrôle de la classe qui rehaussent encore l'autorité du Parti en général, du comité du Parti et de l'organisation de base, des communistes et de chaque cadre, en particulier. Elles accroissent en même temps le rôle de la classe et des masses, renforcent le contrôle de l'exécution des tâches fixées par le Parti.

Le contrôle direct ouvrier et paysan est et demeure une activité importante et permanente pour l'application de la ligne du Parti concernant la promotion des cadres issus des rangs de la classe ouvrière.

Le Parti et le camarade Enver Hoxha n'ont cessé de poser le problème de la promotion des cadres issus des rangs de la classe ouvrière, le considérant comme une question de grande importance idéologique, politique et organisationnelle, comme l'une des formes du contrôle direct ouvrier et paysan. L'accession de jeunes cadres issus des rangs de la classe ouvrière aux départements ministériels et aux diverses institutions vise à révolutionnariser encore plus le travail dans ces appareils, à les épurer et les préserver du bureaucratisme.

Conformément aux directives du Parti et aux enseignements du camarade Enver Hoxha et en combattant les conceptions bureaucratiques, technocratiques, intellectualistes et libérales, on s'est attaché toujours plus à promouvoir aux organes centraux du Parti et du pouvoir des cadres issus de la classe ouvrière. A la fin d'octobre 1975 les cadres d'origine sociale ouvrière ou ayant été eux-mêmes des ouvriers représentaient 40 pour cent des travailleurs des départements ministériels et des organes centraux, contre 17,8 pour cent avant le mois d'avril de la même année. Ainsi la directive du Parti de promouvoir aux appareils centraux 40-50 pour cent de cadres de cette catégorie sociale a été acheminée dans la voie de sa réalisation.

Au cours de cette période, 250 jeunes cadres, dont 209 d'origine sociale ouvrière ou ayant été eux-mêmes ouvriers ont été nommés dans 15 départements ministériels. Parmi les cadres d'origine ouvrière 77 pour cent d'entre eux avaient été auparavant eux-mêmes des ouvriers et 58 pour cent de ceux-ci provenaient de secteurs productifs. Cela contribua à ranimer et à révolutionnariser davantage les organisations de base du Parti, 55 pour cent des nouveaux nommés dans des départements ministériels étant des membres du Parti.

La nomination à des appareils de l'administration de cadres venus de la classe ouvrière n'a jamais été un simple réajustement de rapports de statistiques. Elle exprime le degré de participation directe de la classe ouvrière au contrôle et à la direction de l'Etat, participation qui s'accroît à raison des changements quantitatifs et qualitatifs que connaît la classe ouvrière elle-même. La meilleure application de cette directive dans la pratique a eu pour effet d'accroître le nombre des ouvriers dans les organes du pouvoir et de l'économie, dans les organisations de masse et partout. Les cadres et les ouvriers récemment nommés dans les départements ministériels assument des fonctions et des compétences difficiles, mais dont ils sont pleinement en mesure de s'acquitter. L'expérience actuelle l'a parfaitement démontré. Les cadres zélés au travail et à l'étude se sont attelés à la tâche et ont surmonté toutes les difficultés. Naturellement, s'ils y sont parvenus c'est aussi grâce à l'aide concrète et multiforme que leur ont accordée les organisations de base du Parti.

La promotion de cadres issus de la classe ouvrière se fait à travers la lutte contre les conceptions petites-bourgeoises, bureaucratiques et technocratiques, contre les aspects négatifs et le copinage malsains. Des observations faites par les comités du Parti font apparaître que le contrôle direct ouvrier et paysan n'a pas fonctionné de la manière et dans la mesure souhaitables en ce qui concerne cette grande question qui vise à préserver la pureté politique et idéologique de nos appareils. Il importe dans ce sens de combattre la conception inhibitrice et bureaucratique qui met en doute que les ouvriers soient aptes à accomplir telle ou telle tâche importante et la conception intellectualiste qui s'exprime par le jugement: «Nous en avons fait des cadres, mais ils ne sont capables de rien!» C'est justement dans ces conceptions qu'a sa source l'hésitation qui pousse certains à faire tramer l'apport continu d'ouvriers à des postes de direction dans les appareils et les institutions. Des conceptions de ce genre sous-estiment les grandes capacités de direction, d'organisation et de contrôle de la classe ouvrière, sa conscience, ses vertus et sa détermination.

Sur l'éducation, l'instruction et la spécialisation des groupes du contrôle ouvrier et paysan

Nous avons accumulé une riche expérience dans le domaine de l'organisation, de l'éducation, de l'entraînement, de l'instruction et de la spécialisation des groupes du contrôle ouvrier et paysan. Les comités du Parti dans les districts et les bureaux du Parti dans les entreprises économiques, les coopératives agricoles, etc., utilisent toujours mieux le contrôle ouvrier et paysan pour résoudre d'une manière juste, et opérationnelle et dans un esprit de parti prolétarien une série de problèmes qui surgissent dans divers secteurs. Suivant de près l'activité des groupes du contrôle ouvrier et paysan et l'appréciant à sa juste importance, le Parti a en même temps attiré l'attention sur certaines lacunes constatées dans la conception du rôle et des objectifs de ce contrôle ainsi que dans la pratique de son fonctionnement.

a. Que le but et le champ d'action soient toujours clairs

Le camarade Enver Hoxha a souligné que «l'objectif principal du contrôle ouvrier est, comme nous l'enseigne Lénine,... de mettre de l'ordre dans les questions de l'administration du nouvel Etat socialiste surtout dans l'administration de la propriété socialiste...»[17] (Souligné par nous, P.GJ.).

En mettant bien au clair le but de l'organisation et de la mise en action des groupes du contrôle ouvrier et paysan, on discerne plus nettement la sphère de leur action, les problèmes qu'ils doivent traiter et les objectifs plus concrets de ce contrôle lorsque ce dernier est exercé dans une entreprise, une coopérative, une institution, une branche ou un secteur de l'administration de l'Etat ou de la production.

Les groupes du contrôle ouvrier et paysan sont organisés, préparés et mis en action par les comités et les bureaux du Parti surtout pour préserver, consolider et bien administrer la propriété commune, qui constitue la base de notre ordre économique et social. Naturellement, leur action s'étend à d'autres sphères de la gestion de l'Etat et de l'économie, à d'autres problèmes comme le sont ceux du renforcement de l'ordre et de la discipline dans le travail, de l'amélioration des services pour le peuple, etc. Sous la direction des comités et des bureaux du Parti dans les districts et à la base, des mesures pratiques ont été prises en vue d'accroître de façon continue la participation active de la classe ouvrière et des autres travailleurs au gouvernement du pays, à la direction de l'Etat et de l'économie, cependant que les rapports et les conclusions des groupes du contrôle ouvrier et paysan ont servi à approfondir les analyses ou les contrôles d'autres organes compétents.

Néanmoins, on constate parfois dans la pratique une compréhension étroite et des initiatives erronées à propos de ce contrôle. Dans les études et les synthèses faites il y a peu de temps par quelques comités du Parti dans les districts, s'est manifestée une certaine tendance à identifier l'activité des groupes du contrôle ouvrier et paysan avec le contrôle de la classe ouvrière.

En fait, les groupes du contrôle ouvrier et paysan ne sont que l'une des formes de la réalisation» du contrôle de la classe ouvrière, qui a sa propre sphère d'action et jouit de compétences que l'on ne doit confondre ni avec le contrôle du Parti, ni avec le contrôle de l'Etat, ni non plus avec le contrôle direct exercé d'en bas par la classe ouvrière et des masses. L'action de dix, vingt ou cent représentants ou groupes d'ouvriers et de paysans ne peut être comparable à celle de la classe, à sa force politique, idéologique et organisationnelle organisée.

Les groupes du contrôle ouvrier et paysan ne sont pas tout, ni ne priment tout. C'est au Parti et à sa ligne qu'appartient cette primauté. Parfois les mass média donnent l'impression que ces groupes ont pour devoir de surveiller l'application de toutes les tâches. En fait, selon les enseignements du Parti, le groupe du contrôle ouvrier et paysan n'est pas seul à gérer les affaires, veiller à l'application de l'ordre et de la discipline et à mettre les fautifs au pied du mur. C'est le travail du Parti et des organisations de masse et la lutte qu'ils mènent de concert avec l'Etat pour l'application des lois, qui élèvent le niveau de conscience des travailleurs. «Alors que resterait-il à faire au Parti si c'est le contrôle ouvrier qui contrôle, éduque, fixe les tâches et prend les mesures?»[18] souligne le camarade Enver Hoxha.

Les comités et les bureaux du Parti assignent aux groupes du contrôle ouvrier et paysan des tâches spéciales, concrètes et provisoires. Ainsi, après s'en être acquitté, le groupe de contrôle cesse son activité. Il reprend son action seulement lorsque le Parti le juge nécessaire. Le groupe du contrôle ouvrier et paysan n'est pas un organisme mis sur pied pour exercer son contrôle durant une période indéfinie ni un appendice des appareils de l'Etat ou du Parti. C'est un instrument entre les mains de la classe ouvrière, qui, sous la direction du Parti, l'utilise quand on constate que quelque part les choses ne marchent pas au rythme du temps ou que se produisent des actions qui vont à rencontre des orientations du Parti. Toute tentative, comme on en a parfois observé, de la part de ces groupes pour exercer leur contrôle «au nom de la classe», au nom de son «initiative» contrairement aux orientations du Parti, a été et est toujours l'objet d'une critique sévère, car elle outrepasse le rôle et les compétences de ces groupes.

Les attitudes de quelques bureaux ou comités du Parti qui accordent beaucoup plus d'importance à l'activité des groupes du contrôle ouvrier et paysan qu'au contrôle direct des organes ou des organisations de base du Parti ou des organes du pouvoir et à leur aide concrète ont été sévèrement critiquées.

Dans quelque autre district, certains bureaux ou comités du Parti cherchent, à travers les groupes du contrôle ouvrier, à s'acquitter de tâches incombant directement aux organes économiques ou étatiques.

A la réunion du Secrétariat du Comité central du PTA du 25 mai 1977, le camarade Enver Hoxha définit clairement les directions principales sur lesquelles les organes et les bureaux du Parti doivent concentrer leur attention en ce qui concerne l'objet de l'activité des groupes du contrôle ouvrier et paysan. Ces directions ainsi qu'une série d'autres orientations que le Parti a données pour accroître l'efficacité du contrôle ouvrier et paysan sont et demeurent des guides pour l'action. Dans l'action des groupes du contrôle ouvrier et paysan il est indispensable d'avoir présent à l'esprit qu'en toute occasion c'est le Parti qui les met sur pied et les dirige, que c'est lui qui les prépare, les éduque, les trempe et les spécialise du sommet à la base, qu'ils ont leur sphère d'action et que ce genre de contrôle ne doit pas être confondu avec les autres formes du contrôle de la classe ouvrière ni les éclipser.

b. L'efficacité de l'action des groupes du contrôle ouvrier et paysan dépend du degré de capacité de leurs membres

Le Parti a toujours considéré l'éducation idéologique et politique et la spécialisation des groupes du contrôle ouvrier et paysan comme l'une des tâches fondamentales de ses organes, de ses organisations de base et de ses courroies de transmission. Le camarade Enver Hoxha a donné des orientations importantes en vue de l'éducation idéologique et politique et de l'élévation du niveau de formation technique et professionnelle des membres des

groupes du contrôle ouvrier et paysan, de leur préparation et de leur entraînement pour leur permettre de réaliser leurs tâches comme il convient et pour une participation plus efficace de tous les leviers du Parti à cette fin.

Les instructions à donner aux membres des groupes du contrôle ouvrier et paysan doivent être, comme nous l'enseigne le camarade Enver Hoxha, de deux sortes: Les premières d'un caractère politique et idéologique, à travers lesquelles on apprend aux membres du groupe la nature du contrôle ouvrier et paysan, la raison pour laquelle ce genre de contrôle a été créé par Lénine, pourquoi notre Parti aussi le met en oeuvre et quels en sont les objectifs et les valeurs politiques et idéologiques; les secondes ont pour objet le travail spécifique, la mise en condition des membres des groupes du contrôle ouvrier et paysan pour exercer un contrôle fructueux et compétent qui aide à connaître à fond la situation et à l'assainir, à éliminer les défauts et les faiblesses. Et, il faut dire que chaque comité ou bureau du Parti dispose des forces et des moyens nécessaires pour appliquer cette instruction comme il se doit.

Les problèmes que traitent les groupes du contrôle ouvrier et paysan sont si variés que leurs participants sont répartis en sous-groupes. Cette division permet de mener auprès d'eux un travail de qualification plus différencié en traitant avec chacun de ces petits groupes des thèmes relatifs aux problèmes dont il s'occupera dans tel ou tel établissement ou exploitation. Sans un pareil travail de qualification différencié, les membres des groupes du contrôle ouvrier et paysan ne pourront atteindre le niveau de qualification voulu et par conséquent l'efficacité de leur contrôle laissera à désirer.

Cette exigence est toujours mieux prise en compte et la pratique démontre qu'en général la spécialisation des membres du groupe de contrôle se fait en ayant surtout en vue les problèmes concrets du district concerné. Malgré tout, dans certains districts on effectue encore un travail formel fondé sur des programmes ayant un caractère trop global qui donnent l'impression que les membres du groupe du contrôle ouvrier et paysan vont à la base avec pour mission d'examiner les plans de travail des entreprises ou des coopératives agricoles dans leur intégralité.

Ce fait et d'autres du même genre témoignent que, dans quelque district, alors que l'on accomplit un bon travail fructueux dans le sens de l'éducation politique et idéologique des participants aux groupes du contrôle ouvrier et paysan, on montre moins d'intérêt pour leur spécialisation et l'on s'applique insuffisamment dans ce sens.

Le Parti et le camarade Enver Hoxha ont posé avec une préoccupation particulière la nécessité d'élaboration des programmes spéciaux à cet effet. A cette fin, les comités et les bureaux du Parti peuvent et doivent mettre à contribution les spécialistes dont ils disposent dans les districts, surtout le personnel des tribunaux et du Parquet, des organes du ministère de l'Intérieur et d'autres spécialistes de différents secteurs employés dans les comités exécutifs des conseils populaires des districts ou à la base. Les cadres et les spécialistes du district et surtout les travailleurs des organes de la Justice aideront grâce à leur expérience et à leurs vastes connaissances les membres des groupes de contrôle à mieux orienter leur action durant leur contrôle et à en accroître l'efficacité.

Les organes du pouvoir dans les districts également, doivent apporter et apportent en effet une aide considérable dans ce sens. Les comités exécutifs des conseils populaires des districts ont surtout pour tâche de définir les problèmes les plus aigus qui se posent pendant une période donnée dans le domaine de l'administration afin de promouvoir le travail d'éducation, d'instruction et de spécialisation des membres des groupes du contrôle ouvrier et paysan. Les comités exécutifs des conseils populaires de district en tant que leviers du Parti qui s'occupent spécialement de l'administration connaissent bien les points les plus faibles de chaque domaine et secteur, ce qui leur permet de fournir une grande contribution pour l'instruction des groupes de contrôle ouvrier et paysan mettant, à cette fin, à la disposition du Comité du Parti les cadres les plus capables qui élaboreront et appliqueront le programme d'instruction des participants dans les groupes du contrôle ouvrier et paysan.

De même, les organes du pouvoir dans les districts peuvent non seulement suggérer les objets concrets à contrôler, mais doivent aussi suivre sans discontinuité l'application des instructions des groupes de contrôle ouvrier et paysan, demander des comptes à leurs organes subalternes et mettre régulièrement au courant les comités du Parti sur la marche des affaires.

Comme nous l'enseigne le camarade Enver Hoxha, le Parti a toujours recommandé d'apprécier l'efficacité du travail des groupes de contrôle ouvrier et paysan à leurs résultats. Il est donc important d'observer là où ont lieu des contrôles si les pratiques bureaucratiques et les attitudes libérales sont écartées, si les tâches sont réalisées comme il se doit, si la discipline au travail est renforcée, la propriété commune bien entretenue, etc.

Le Parti vise à ce que l'éducation idéo-politique, l'instruction et la qualification professionnelle dont sont l'objet les participants aux groupes du contrôle ouvrier et paysan, soit dispensée graduellement à tous les ouvriers et les coopérateurs. C'est à ce même but que tend la directive suivant laquelle les groupes du contrôle ouvrier et paysan doivent se renouveler chaque année de nouveaux membres. Une telle pratique permet que, tout en s'en tenant au principe fondamental selon lequel il faut admettre dans ces groupes les ouvriers et les paysans les plus méritants, fidèles à la ligne du Parti, des gens conscients, d'avant-garde et animés d'un esprit de sacrifice, tous les

travailleurs suivent ces formes d'éducation et de qualification, connaissent à fond la ligne du Parti et ses directives, les lois et les dispositions les plus importantes de notre Etat dans divers domaines, la politique économique du Parti et de l'Etat ainsi que la pratique du fonctionnement du contrôle et de la vérification de l'exécution des tâches.

Mettant en oeuvre les enseignements de Lénine, notre Parti a toujours attiré l'attention sur le fait que les femmes doivent participer dans la mesure souhaitée aux groupes du contrôle ouvrier et paysan. La pratique démontre que l'activité de ces groupes a été plus efficace lorsqu'ils ont compris aussi des femmes, car, comme nous l'enseigne le camarade Enver Hoxha, les femmes «savent mieux que les hommes tirer le maximum d'un travail», car elles ont, en général, le sens de l'ordre et de la discipline, l'amour du travail et de la propriété commune, le souci de réaliser de leurs mains des produits de bonne qualité et peu coûteux. Considéré de ce point de vue, l'accroissement de la proportion des femmes dans les groupes du contrôle ouvrier et paysan accroît l'efficacité de ceux-ci.

c. De certains aspects de l'organisation, de la direction et du fonctionnement des groupes du contrôle ouvrier et paysan

Suivant les orientations données, les groupes du contrôle ouvrier et paysan sont mis sur pied auprès des bureaux du Parti dans les lieux de travail et les coopératives agricoles ainsi qu'auprès des comités du Parti dans les districts.

En vue d'une plus grande efficacité du travail des groupes du contrôle ouvrier et paysan, les comités du Parti des districts et les bureaux du Parti dans les entreprises économiques et les coopératives agricoles doivent toujours tenir compte du fait que ce genre de contrôle doit être soudain, opérationnel et massif. Ces exigences ont été pour la plupart appliquées, mais dans certains cas des violations et des déformations ont été observées. Parfois ce contrôle n'a pas été subit, car les groupes ont agi suivant les plans mensuels et trimestriels des objets de contrôle, qui ont été affichés et appris par tous.

Une autre question d'une grande importance sur le plan des principes comme dans la pratique, est l'attention à porter à la documentation que présente le groupe du contrôle ouvrier et paysan, aux suggestions et aux propositions qu'il fait à propos du travail des organes et des cadres qu'il a contrôlés. Cela se produit lorsqu'on ne juge pas les opinions des travailleurs participant au groupe du contrôle uniquement pour «se mettre au courant ides choses», mais quand on les écoute en en faisant une méthode de travail permanente en vue de prendre des mesures efficaces pour l'amélioration de la situation.

Après le contrôle exercé par le groupe ouvrier et paysan il incombe aux comités, aux bureaux et aux organisations du Parti d'intensifier leur travail d'éducation et d'organisation, de stimuler la vigilance révolutionnaire des communistes et de tous les travailleurs pour que chacun travaille consciencieusement, de mettre au pied du mur les responsables des anomalies où qu'elles se manifestent.

Bien que le groupe du contrôle ouvrier et paysan soit dirigé par le bureau ou le comité du Parti, il est indispensable qu'il informe de ses conclusions le collectif qu'il a contrôlé, car ce contrôle a pour but de remédier à la situation et cela sera avant tout l'oeuvre des travailleurs. Dans les réunions de collectif s'animent le débat, la critique et l'autocritique, se découvrent les causes de la situation et sont arrêtées les mesures pour l'améliorer.

Quoique les avantages de cette pratique soient connus, il arrive que dans quelque district les groupes de contrôle n'informent pas le collectif de ses résultats, mais en mettent au courant seulement les bureaux ou les comités du Parti sous prétexte que par là même ce contrôle devient plus «important» et plus «autoritaire».

Un autre problème qui surgit durant l'activité des groupes du contrôle ouvrier et paysan est celui de la variation des appellations qu'ils prennent. Le Parti a bien expliqué qu'ils n'ont et ne doivent avoir qu'une seule appellation: groupes du contrôle ouvrier et paysan, indépendamment des secteurs où ils sont créés. Ce n'est pas une question de forme, ni simplement d'appellation. Cela concerne la juste conception que tous les travailleurs doivent se faire des groupes du contrôle ouvrier et paysan.

Certains défauts que l'on constate dans l'activité des groupes du contrôle ouvrier et paysan comme celui de se tenir à l'écart des organisations de masses, bien que les membres de ces groupes soient choisis par ces organisations, doivent être traités comme des faiblesses qui portent atteinte à l'essence du contrôle de la classe et de la masse. Une compréhension politique et idéologique approfondie des orientations données par le Parti pour ce genre de contrôle et d'autres contrôles exercés par le Parti, le pouvoir, la classe ouvrière et les masses, ainsi que leur juste application dans la pratique, permet, comme nous l'enseigne le camarade Enver Hoxha, «de barrer la voie» au bureaucratisme, de corriger les défauts, d'assurer une meilleure marche des affaires et à la fois d'accroître et de rendre plus déterminante la participation de la classe ouvrière et des larges masses travailleuses au gouvernement du pays.

Le Parti et le camarade Enver Hoxha nous enseignent qu'un plein fonctionnement efficace du contrôle direct ouvrier et paysan exige la création de certaines conditions et la solution de certains problèmes.

Primo, les comités, les bureaux et les organisations du Parti, les organes d'Etat et les organisations de masse doivent mener un travail plus systématique pour faire prendre conscience à tous les travailleurs que l'exercice du contrôle ouvrier et paysan est un droit imprescriptible qui leur appartient et en même temps un devoir primordial incombant à chacun, à l'ouvrier à l'usine, au paysan à la coopérative, au citoyen dans toute la vie sociale, et qu'il est en même temps indispensable pour notre marche en avant dans la voie de l'édification du socialisme et de la défense de la patrie.

Secundo, il est important d'encourager les gens par tous les moyens et de toutes les manières à exprimer librement, ouvertement et sans hésitation aucune leurs opinions sur le travail et sur les hommes.

Tertio, il est absolument indispensable, comme l'a mis en évidence le camarade Enver Hoxha au VIII^{e} Congrès du Parti, de tenir les masses au courant de l'activité des institutions et des organismes d'Etat et sociaux, pour que ces derniers soient toujours confrontés aux masses, pour que soient combattues toutes les tendances à des formes de travail clos et que toute cette activité soit facilement contrôlée par les travailleurs. Faute de cette pratique, le contrôle des masses d'en bas demeurerait un mot d'ordre formel.

Quarto, il importe toutefois de comprendre de façon juste que l'exercice du contrôle des masses d'en bas y compris l'activité des groupes du contrôle ouvrier et paysan est soumis à un processus dialectique de développement ininterrompu. Les succès remportés jusqu'à ce jour sont un bon commencement pour de nouveaux pas en avant vers la réalisation des objectifs vitaux du contrôle des masses, du contrôle direct ouvrier et paysan orienté par le Parti. Les formes employées jusqu'à ce jour, même les plus fructueuses, ne doivent pas être portées à l'absolu. La recherche de nouvelles formes plus appropriées et leur utilisation d'une manière plus souple et efficace reste un problème et une nécessité.

Quinto, l'application des orientations du Parti et des enseignements du camarade Enver Hoxha sur le contrôle direct ouvrier et paysan et celui exercé par les masses en général, ainsi que sur les groupes de contrôle ouvrier et paysan, exigera, à l'avenir également, une lutte continue contre les tendances bureaucratiques visant à entraver ce contrôle, à restreindre son champ d'action, à le freiner et à le mettre sous tutelle, contre la crainte et les doutes injustifiables pour le mettre en pratique, elle exigera un soutien encore plus actif pour encourager l'initiative et l'action révolutionnaires des masses dans l'exercice de ce contrôle. L'activité des groupes du contrôle ouvrier et paysan est déployée toujours sous la direction du Parti. Les organes et les organisations de ce dernier doivent le juger comme l'un des problèmes les plus importants, qui peut être résolu à travers une collaboration étroite avec tous les leviers du Parti.

Une meilleure gestion des affaires de l'Etat et de l'économie ne pourra être conçue et réalisée sans la participation des masses, de la classe ouvrière des coopérateurs et de tous les travailleurs, ni en dehors de leur contrôle. C'est à cette fin que le camarade Enver Hoxha nous recommande: «Il faudra stimuler davantage la participation le contrôle, l'initiative et la pensée créatrice des masses lui laisser le champ libre... L'accroissement de la participation et du contrôle des masses, en particulier de la classe ouvrière doit constamment aller de pair avec celui de la responsabilité morale et financière de chacun..., avec l'application minutieuse et opportune des décisions et des directives des organes d'Etat, de la discipline et de l'ordre au travail.»[19]

La participation directe de la classe ouvrière et des masses à la solution des questions de gestion et l'activité des groupes du contrôle ouvrier et paysan, comme l'une des formes du contrôle de la classe, iront croissant et se renforçant

Plus le niveau de formation politique, idéologique, éducative, culturelle et technico-professionnelle des ouvriers et des paysans sera élevé, et plus le rôle de leur contrôle direct et son influence sur la consolidation et le perfectionnement de la dictature du prolétariat, sur la grande question consistent à apprendre à tous à gouverner, deviendront actifs et opérants.

Publié d'après le n° 7/1984 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. Enver Hoxha, *A propos du 7^{e} plan quinquennal,* éd. alb., p. 62.

2. V. Lénine, *œuvres,* éd. alb., t. 27, p. 280.

3. Voir Ponomarev, *Miejdounarodnaïa ekonomika i wiiejdounarodniïe otnocheniïe,* nr. 6, 1979, p. 22.

4. Voir *Partiinaya jizn,* n° 6, 1978, p. 26.

5. *Ibid.,* p. 25.

6. Enver Hoxha, *L' «autogestion» yougoslave, théorie et pratique capitalistes,* éd. fr., pp. 36-37, Tirana, 1978.

7. L'article 10 de la Constitution de la RPS d'Albanie affirme expressément: «La classe ouvrière, en tant que classe dirigeante de la société, la paysannerie coopérée ainsi que les autres travailleurs exercent, sous la direction du Parti du Travail d'Albanie, un contrôle direct et organisé sur l'activité des organes d'Etat, des organisations économiques et sociales et de leurs travailleurs, pour défendre les conquêtes de la révolution et renforcer l'ordre socialiste».

8. Cité d'après le rapport présenté par la camarade Nexhmije Hoxha: *«De certains aspects fondamentaux de la politique révolutionnaire du PTA sur le développement de la lutte des classes»,* p. 22.

9. Voir Ramiz Alia, *Discours à la réunion du CC du PTA,* 7 mai 1977, éd. alb., p. 13.

10. La différence entre les bas salaires et les hauts traitements ne cesse de diminuer en Albanie; leur rapport est aujourd'hui de 1 à 2.

11. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 134, Tirana, 1981.

12. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1967-1968,* éd, alb., p. 471.

13. A l'époque, secrétaire du CC du PTA.

14. *Archives centrales du Parti.*

15. Le 26 février 1972, le camarade Enver Hoxha prononça, au plénum du Comité du Parti du district de Mat, le discours programme *«Les masses construisent le socialisme, le Parti leur fait prendre conscience».*

16. V. Lénine, *œuvres,* éd. russe, 1932, p. 329.

17. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1976-1977,* éd. alb., p. 350.

18. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1980-1981,* éd. alb., p. 303.

19. Enver Hoxha, *Rapport au VI^e Congrès du PTA,* éd. fr., pp. 109-110, Tirana, 1971.

Naun Guxho (Maître de recherches) — De certains aspects du changement de la structure sociale de la paysannerie albanaise à l'étape actuelle de la construction socialiste[1]

En construisant la base économique du socialisme dans les villes comme à la campagne, l'Albanie s'est engagée dans une nouvelle étape de développement riche de perspectives, de voies et de possibilités nouvelles lui permettant d'avancer à plus grands pas et plus sûrement vers l'édification d'une société nouvelle, sans classes.

Les grandes transformations économiques et sociales dans les campagnes ont été suivies d'encore plus grands changements à tous les niveaux de la structure sociale et de classe des campagnes en général et de la paysannerie coopérée en particulier. Dans ce cadre, on a vu disparaître le vieil antagonisme de classe de la structure sociale et de classe des campagnes. Cette structure a aujourd'hui pour traits fondamentaux l'existence de classes amies et de justes rapports d'égalité et de compréhension mutuelle entre la paysannerie, la classe ouvrière agricole et la couche de l'intelligentsia des campagnes. Ces changements ont eu leurs effets sur les rapports entre la paysannerie coopérée et la classe ouvrière agricole, sur les rapports au sein de la paysannerie coopérée elle-même, de la couche de l'intelligentsia rurale, etc. Ils ont modifié aussi les rapports entre la paysannerie coopérée, les travailleurs des campagnes et de tout le pays, les rapports entre la population agricole et la population active dans son ensemble, ainsi que les rapports entre la force de travail masculine et la force de travail féminine.

Dans l'ensemble des tendances et des changements observés au cours du développement général de la paysannerie coopérée, une part importante revient aux modifications de sa structure professionnelle et de son développement culturel, à l'élévation de son niveau technique et professionnel, à l'augmentation de ses revenus par travailleur, par journée de travail et par habitant, à l'amélioration de son bien-être matériel et spirituel, à la transformation de son mode de vie. Toute une révolution a été accomplie dans la conception du monde, la mentalité et la psychologie des travailleurs agricoles et de la population rurale.

1. La paysannerie coopérée. L'évolution et certaines tendances de son développement numérique

A la suite de la collectivisation de l'agriculture, les campagnes albanaises coopérées ont eu pour trait l'accroissement du nombre de leurs travailleurs. Condition indispensable du développement en tout domaine de la vie matérielle et spirituelle, cette tendance générale anime aussi bien la paysannerie coopérée avec ses diverses divisions et subdivisions sociales, que l'intelligentsia des campagnes coopérées avec tous ses groupes professionnels. Par rapport à 1964, le nombre des coopérateurs s'était accru, en 1969 et 1973, respectivement de 35,1 et de 41,9 pour cent. La paysannerie coopérée employée dans les productions végétales et animales s'est accrue, de 1964 à 1973, de 29 pour cent. Le nombre des travailleurs des activités auxiliaires a également augmenté. Le nombre des cadres de l'intelligentsia des campagnes s'était accru en 1973 de 59,1 pour cent par rapport à 1964[2] (Il s'agit de l'intelligentsia des coopératives agricoles).

Indépendamment de ses rythmes, cette tendance caractérise aussi les années suivantes. En 1980, la paysannerie coopérée avait augmenté numériquement de 202 pour cent par rapport à 1960. En 1960 le secteur agricole employait seulement 679 cadres supérieurs (agronomes, zootechniciens et vétérinaires), alors qu'en 1980 notre pays en comptait 6 042, autrement dit plus de 8,8 fois plus qu'en 1960[3].

Ces changements enregistrés dans la structure de la force de travail des campagnes collectivisées, de la paysannerie elle-même et de ses groupes sociaux, ainsi que de l'intelligentsia rurale, sont la conséquence directe des exigences et des conditions nouvelles du développement de la société socialiste albanaise, le résultat de la politique juste, clairvoyante et marxiste-léniniste élaborée par le PTA pour faire progresser les campagnes, le résultat de l'application conséquente et créatrice de cette politique dans la pratique quotidienne en Albanie.

A l'accroissement du nombre des travailleurs des campagnes collectivisées dans toutes les sphères de la production et de la vie sociale ont contribué toute une série de facteurs:

a) La forte croissance naturelle de la population rurale et la stimulation de cette croissance par la juste politique du PTA. Tout le développement du pays et les mesures prises par l'Etat pour protéger la santé, du peuple ont diminué la forte mortalité précoce, surtout infantile, éliminant ainsi une des plaies les plus graves du passé, ont encouragé la natalité. A la suite de quoi, l'accroissement naturel pour mille habitants est passé, de 11,8 qu'il avait été en 1946, à 24,5 et à 32,9 respectivement en 1950 et 1960.[4] Dans les campagnes cette croissance a été encore plus sensible. Ainsi, alors que dans les villes l'accroissement naturel a été de 11 pour mille en 1960, dans les campagnes il a été de 41,9[5]. La croissance naturelle élevée de la population rurale pendant cette période s'est traduite et se traduit encore par l'augmentation du nombre des travailleurs ruraux à l'étape actuelle du développement général des campagnes.

Plus tard aussi, dans les années de l'étape de la construction intégrale de la société socialiste, la croissance naturelle de la population albanaise s'est maintenue à des niveaux élevés, malgré une légère baisse due à une certaine limitation des naissances. Ainsi, cet accroissement, qui avait été en 1970 de 23,3 pour mille à l'échelle

nationale, est passé en 1980 à 20,1 pour mille.[6] Dans les campagnes, de 26,3 pour mille en 1970 il est descendu en 1980, c'est-à-dire 10 ans plus, tard, à 22,7 pour mille, soit 3,6 de moins qu'en 1970.[7]

La forte croissance naturelle de la population dans le pays en général et dans les campagnes en particulier apparaît plus clairement si on la compare à la croissance naturelle des populations d'autres pays. En Yougoslavie titiste, où sévissent l'oppression de classe et nationale ainsi que l'exploitation de l'homme par l'homme, où la spontanéité, l'anarchie et les crises sont des phénomènes présents dans tous les domaines de la vie et de l'activité sociale, la croissance naturelle de la population en 1979 ne dépassait pas 8,5 pour mille.[8]

En Bulgarie aussi, cette croissance qui est déjà basse, se caractérise par une tendance marquée à la baisse. En 1978 elle y était d'environ 2 fois inférieure à celle de 1960.[9] Dans les campagnes bulgares la croissance naturelle est encore plus précaire: en 1970 elle avait été de 3,2 pour mille, alors qu'en 1978 elle n'était plus que de 1,9 pour mille. La clique au pouvoir en Bulgarie accorde un intérêt excessif aux villes et observe une attitude discriminatoire envers les campagnes; c'est du reste ce qui ressort des disparités prononcées qui existent dans ce pays entre la population citadine et la population rurale. En conséquence dans les villes la croissance naturelle de la population en 1970 et en 1978 a été respectivement de 11 et de 9,5 pour mille.

C'est là un phénomène typique de tous les pays anciennement socialistes d'Europe, où le capitalisme a été restauré et où la nouvelle bourgeoisie fait la loi dans toute la vie sociale, matérielle et spirituelle.

Comme on le voit donc, par rapport aux autres pays, la tendance, en Albanie, est positive, en opposition avec les très fortes tendances négatives observées dans les pays bourgeois et révisionnistes en ce qui concerne la croissance naturelle de la population en général et de la population rurale en particulier. Elle vivifie les campagnes socialistes albanaises, leur garantit de nouvelles forces disponibles, un essor économique et social sous tous les aspects. Tout cela atteste la supériorité de l'ordre socialiste sur l'ordre capitaliste.

b) La collectivisation complète de l'agriculture et le développement des campagnes albanaises dans la voie socialiste, en créant des conditions de vie matérielles et spirituelles toujours plus favorables, a freiné notamment la tendance au départ, justifié ou non, de la main-d'oeuvre et de la population des campagnes vers les villes ou les centres industriels nouvellement créés.

Durant l'étape de sa construction intégrale, la société socialiste albanaise a joué, joue et jouera par son activité consciente un grand rôle dans la limitation des déplacements de la main-d'oeuvre des campagnes vers les villes, de l'agriculture vers l'industrie. Sur la base des enseignements du marxisme-léninisme et du camarade Enver Hoxha, le PTA a élaboré une politique juste et scientifiquement fondée, en ce qui concerne aussi le mouvement mécanique de la population des campagnes vers les villes et inversement.

Dans l'élaboration et l'application de cette juste politique, le PTA a souligné dès le début que l'industrialisation socialiste du pays est étroitement liée à l'édification du socialisme dans les campagnes, au développement continu de l'agriculture et à son intensification incessante. Ce développement est la condition sine qua non de la construction d'une société nouvelle, socialiste. Conformément aux conditions concrètes de l'Albanie, le PTA a bien tenu compte de la recommandation de Staline qui indiquait: «Le problème de la construction du socialisme est celui de l'organisation de l'économie nationale dans son ensemble, de la juste combinaison de l'industrie avec l'agriculture... La société socialiste est une association de production et de consommation des travailleurs de l'industrie et de l'agriculture. Si dans cette association l'industrie n'est pas liée à l'agriculture, qui fournit des matières premières et des denrées alimentaires et absorbe des articles industriels, si l'industrie et l'agriculture ne constituent donc pas un tout unique dans l'économie nationale, il ne peut en sortir aucune sorte de socialisme».[10]

Ainsi, dans les années 1950-1960, pour satisfaire les besoins du développement accéléré de l'industrie socialiste, qui partait de zéro, car l'Albanie n'avait presque rien hérité du passé dans ce domaine, et en un temps où la population citadine n'était pas à même de satisfaire ces besoins, une nombreuse main-d'oeuvre fut drainée des campagnes en direction des villes. En général, le passage de cette main-d'oeuvre des campagnes vers les villes, de l'agriculture vers l'industrie, fut réalisé suivant un plan et soumis à un contrôle. Mais, en raison du manque d'expérience et de formation générale des cadres affectés à la planification et à l'application de celle-ci, des erreurs furent commises, il y eut des cas de déplacements spontanés et inutiles de la main-d'oeuvre et surtout de la population des campagnes vers les villes.

Suivant toujours de près et dans son évolution dynamique le développement continu de la société socialiste, le PTA et, sous sa direction, les organes du pouvoir populaire et de l'économie nationale ont arrêté, aussi des mesures concrètes, périodiquement et dans tous les secteurs, sans jamais perdre de vue la nécessité d'harmoniser ce développement, en répartissant aussi judicieusement que possible la main-d'oeuvre entre les campagnes et les villes, entre l'agriculture et les différentes branches de l'industrie. Là aussi, il a été possible d'instaurer une discipline rigoureusement scientifique.

Ainsi, compte tenu de l'accroissement de la classe ouvrière dans le secteur industriel (de 1950 à 1960), des possibilités créées par l'accroissement de la population citadine pour fournir à l'industrie la main-d'oeuvre nécessaire, et des besoins du développement impétueux de l'agriculture dans son ensemble après sa collectivisation, le drainage de la main-d'oeuvre des campagnes vers les villes fut freiné. A la suite de quoi, de 1960 à 1970, les rythmes de la réduction numérique de la population rurale sont tombés à 2,7 pour cent contre 10,4 pour cent qu'ils avaient été de 1950 à 1960. A noter qu'après 1965 le transfert de la main-d'oeuvre et de la population rurales vers les villes a été restreint plus encore. Par conséquent, contrairement à ce qui s'était produit jusqu'en 1970, en 1979 la population rurale, loin de diminuer, avait enregistré une légère augmentation[11].

Comme on le voit donc très clairement la répartition aussi juste que possible, sur la base d'un plan bien étudié, de la main-d'œuvre entre les villes et les campagnes, entre l'industrie et l'agriculture, entre toutes les branches de l'économie dans la sphère productive et la sphère non productive, ainsi que le drainage, en fonction des besoins, de la main-d'oeuvre des campagnes vers les villes et, le cas échéant, des villes vers les campagnes, ont constitué pour le PTA un problème important, auquel il n'a cessé d'attacher son attention. A cet égard, la spontanéité a été considérée comme un phénomène très nocif et néfaste pour le socialisme. Les organes du PTA et ceux du pouvoir ont assis en général sur des bases scientifiques saines leur travail d'étude des ressources de travail, de leur planification et de leur répartition suivant les besoins des branches de la production, des campagnes et des villes.

c) L'affranchissement de la femme de l'asservissement social et son engagement massif dans la production sociale sur la base des conditions qu'a créées et que crée toujours le développement socialiste du pays constituent un autre facteur et une autre source de l'accroissement incessant du nombre des travailleurs agricoles et de la paysannerie coopérée.

La collectivisation de l'agriculture et l'intensification du processus de construction du socialisme dans les campagnes, d'une part, ainsi que la lutte continue, et toujours plus intense menée par le PTA pour l'émancipation complète de la femme, de l'autre, ont beaucoup accru sa participation à la production sociale. Les femmes et les jeunes filles représentent donc à l'échelle nationale plus de la moitié des forces de travail à la campagne. Dans certains districts et régions du pays, elles forment l'immense majorité des forces de travail, à savoir quelque 60 à 70 pour cent. Le nombre des femmes et des jeunes filles paysannes en âge de travailler et en bonne santé qui ne sont pas engagées dans la production, est très limité.

Les facteurs que nous avons mentionnés et la collectivisation des campagnes achevée en 1967 ont accru sensiblement le nombre des travailleurs du secteur coopératif pendant l'étape de l'édification intégrale du socialisme. Ainsi, le nombre des travailleurs du secteur coopératif qui avait été en 1960 de 230 800, s'est élevé en 1970 à 353 300 et en 1980 à 466 600. En 1983 le nombre des paysans coopères avait augmenté en moyenne de 224,1 pour cent par rapport à 1960.[12]

Le rapide accroissement de la main-d'oeuvre dans les campagnes collectivisées a revêtu et revêt toujours une grande importance, car l'élément humain constitue la force productive, le facteur principal du développement social.

Dans le domaine économique, ce développement se traduit par l'augmentation des superficies cultivées, l'élargissement de la gamme des produits végétaux, animaux, des cultures maraîchères et fruitières, et surtout par l'élévation des rendements de la production. Ainsi, en 1980 la superficie cultivée dans les coopératives agricoles est passée de 300 000 hectares qu'elle avait été en 1960 à 532 000 hectares (non compris les parcelles individuelles des coopérateurs).[13]

De 7,4 et de 8,3 quintaux à l'hectare qu'ils étaient en moyenne en 1960, le rendement du blé et celui du maïs se sont élevés en 1980 respectivement à 25,2 et à 27,2 quintaux à l'hectare sur toute l'étendue consacrée à ces deux cultures.[14]

Dans le domaine politique et social l'accroissement du nombre des travailleurs ruraux a conduit au renforcement des assises du système coopératif et au développement éducatif et socio-culturel des campagnes. Le nombre croissant des travailleurs, leurs liens toujours plus marqués avec les campagnes, leurs efforts pour rendre leur vie encore plus heureuse sous tous ses aspects, ont permis non seulement de jeter les bases de la réduction des disparités entre les villes et les campagnes, mais aussi d'avancer dans la mise en oeuvre de cette réduction.

La paysannerie coopérée a certes augmenté en nombre, cet accroissement n'a pas été uniforme dans tous les districts et régions du pays. Dans certains districts cet accroissement a été plus élevé que dans les autres. Néanmoins, de 1964 à 1969, l'accroissement numérique de la paysannerie coopérée et de tous les travailleurs ruraux a une caractéristique non seulement à l'échelle du pays tout entier, mais aussi au niveau de chaque district et région en particulier.

A noter que dans les districts de plaine en général, où la collectivisation des campagnes a été achevée dès 1960, le nombre des travailleurs coopérés a augmenté à des rythmes plus lents que dans les districts des zones montagneuses et très montagneuses. Ainsi, par exemple, dans le district de Kukës le nombre des travailleurs, coopères dans les campagnes s'est accru d'environ 2,5 fois. Dans le district de Dibër, ce nombre a doublé. Il en va de même dans les districts de Librazhd, de Mat, de Mirdite, de Puke, de Tropoje, de Tirana et certains autres.[15]

L'accroissement du nombre des travailleurs dans les campagnes en général et dans chaque district, en particulier dans les districts et les zones de montagne, est une tendance et un phénomène positifs qui tiennent non seulement au développement judicieux de la production dans chaque branche, dans chaque secteur de l'économie et dans chaque coin du pays, mais encore au renforcement du système coopératif et de la base sur laquelle repose la dictature du prolétariat en Albanie.

Le PTA, dans sa politique et sa ligne justes, a toujours souligné la nécessité de maintenir le peuplement des campagnes, d'accroître le nombre des travailleurs ruraux. Il a appliqué cette juste politique marxiste-léniniste à toutes les étapes de la construction du socialisme...

Le soin attaché au traitement des divers processus sociaux en Albanie et le rôle accru du facteur subjectif en cette question ont eu pour effet d'élever de 1975 à ce jour le nombre des travailleurs ruraux à des rythmes plus élevés que celui des autres travailleurs du pays. Ainsi, si de 1970 à 1975 le nombre des travailleurs du secteur coopératif avait été en moyenne de 27 600, il est monté de 1975 à 1980 à 65 700.[16] Ce phénomène est caractéristique de beaucoup de districts du pays. Dans les districts et les zones de montagne également, la situation est plus favorable à l'accroissement numérique des travailleurs ruraux.

Tout cela atteste des tendances de développement positives et dans la juste voie. Toutefois, ce problème ne peut être considéré comme définitivement résolu. Une plus judicieuse répartition des forces de travail entre les divers secteurs de l'économie, entre les villes et les campagnes, l'agriculture et l'industrie, les zones de plaine et celles de montagne, demeure encore un problème à résoudre dans l'immédiat et à l'avenir.

Les campagnes albanaises collectivisées voient s'ouvrir à elles de larges perspectives de développement multiforme. Les objectifs fixés dans ce sens par le VIII^{e} Congrès du PTA en sont une garantie. Ainsi, pour le 7^{e} plan quinquennal, le PTA, suivant avec persévérance sa politique agraire, a défini de nouveaux objectifs plus importants pour le développement de l'agriculture et le progrès des campagnes socialistes du pays. Ces objectifs visent l'«accroissement de la production afin de satisfaire toujours mieux la totalité des besoins alimentaires de la population et d'améliorer la structure de son alimentation; l'accroissement à une cadence accélérée de la production de matières premières destinées à l'industrie légère et alimentaire; la réduction graduelle dans nos importations de la part de produits alimentaires et de matières premières agricoles que nous faisons encore venir de l'étranger; l'augmentation du volume de nos exportations de produits agricoles traités et non traités; l'accroissement et le renforcement de nos réserves utiles»,[17] etc. **L'utilisation croissante d'une technologie et d'une technique agricoles modernes dans la production jouera un rôle important** dans le développement des campagnes socialistes albanaises, qui implique l'intensification continue de la production agricole, le perfectionnement des rapports socialistes dans les campagnes, la promotion éducative, technique, professionnelle et culturelle des travailleurs ruraux ainsi que l'élévation de leur bien-être matériel et spirituel. Toutefois, la technologie et la technique agricoles modernes ne sont pas les seuls facteurs déterminants; sans l'homme formé et décidé à les appliquer, elles ne sont d'aucune utilité.

L'accroissement du nombre des travailleurs ruraux et surtout l'élévation de leur niveau de qualification et de leurs connaissances, scientifiques utiles à la production sont au nombre des facteurs les plus importants du développement et du progrès continue des campagnes et de tout le pays. Le maintien et l'accroissement des forces de travail dans les campagnes et notamment dans les régions montagneuses et très montagneuses sont objectivement nécessaires. Cette nécessité est dictée par les impératifs du juste développement de l'économie socialiste albanaise comme un tout indivisible. Par ailleurs, cet impératif exige l'exploitation de chaque pouce de terre et de toute richesse naturelle sur tout 3e territoire du pays afin de pouvoir satisfaire toujours mieux les besoins croissants de la population et de l'essor du secteur industriel même. De ce fait et en raison même des conditions dans lesquelles se construit la société nouvelle, socialiste, en Albanie, les besoins des campagnes en forces de travail pour leur développement, sont et resteront grands.

Cependant, comme l'a démontré l'expérience, le cours normal de l'accroissement des forces de travail dans les campagnes et surtout dans les régions montagneuses ne peut être assuré ni spontanément ni facilement.

Actuellement, le facteur économique revêt une importance particulière dans les efforts déployés pour le maintien du peuplement des campagnes dans l'Albanie socialiste. L'accroissement de la valeur de la journée de travail et des revenus par habitant et par famille dans les campagnes et surtout dans les villages des zones de montagne et de collines, la réduction toujours plus marquée des différences de revenu entre paysans et citadins, entre

montagnards et gens de plaine, sont certains des facteurs déterminants de la stabilisation continue de la situation dans les campagnes. Pour cela, il importe d'accroître les revenus du travail mené en commun dans la propriété collective coopérative. Le renforcement économique des coopératives lie plus fortement les paysans à la campagne et au genre de vie qu'on y mène, il n'alimente pas l'ancienne mentalité qui tenait les villes supérieures aux campagnes, l'idée que dans les villes on vit mieux qu'à la campagne, etc.

D'autre part, **l'amélioration des divers services sociaux et communaux ainsi que du réseau commercial dans les campagnes contribue** à enrayer le mouvement mécanique de la population. La réduction des différences entre les villes et les campagnes dans ces importantes activités sociales, la satisfaction toujours meilleure des besoins des paysans coopères en général et de ceux des zones de collines et de montagnes en particulier, les efforts déployés pour rapprocher toujours plus les campagnes et les villes, concourent également à empêcher le dépeuplement des régions rurales.

Le développement culturel des campagnes, l'extension, l'approfondissement et l'animation de l'activité culturelle et artistique dans les villages, le temps libre toujours croissant laissé aux paysans et l'enrichissement de la tradition déjà créée qui les incite à le passer de manière active et cultivée, constituent un autre facteur de l'attachement de la paysannerie coopérée à la campagne, au travail et à la vie nouvelle dans les coopératives. Là aussi, des succès ont été obtenus, car le nouveau va de l'avant. Les efforts fournis pour atteindre cet objectif, non pas de façon arbitraire mais conformément aux conditions créées, ont et auront inévitablement pour effet d'enrichir et d'animer encore la vie culturelle et artistique à la campagne, d'attacher toujours plus les travailleurs ruraux et en particulier la jeune génération à la vie et au travail dans les coopératives agricoles.

Autrefois les villes, bien qu'elles-mêmes peu développées, prédominaient sur les campagnes. **Le rapport inégal entre celles-là et celles-ci a cultivé toute une mentalité de mépris et de sous-estimation de la vie rurale.** De ce fait, par la force de cette tradition et du degré de développement inégal des villes et des campagnes, **la société albanaise n'a pu, même aujourd'hui, à l'étape de l'édification intégrale du socialisme, se débarrasser complètement** des manifestations de cette psychologie et de cette mentalité étrangères à l'esprit du socialisme.

La lutte menée pour extirper toute ancienne mentalité et tout vestige d'une psychologie tendant à sous-estimer les campagnes est en même temps un combat organisé non seulement afin de doter la masse des travailleurs de conceptions révolutionnaires, d'une juste conception du monde et d'une formation saine, mais encore de leur faire adopter de justes attitudes pour neutraliser dans la pratique toute tendance à l'exode rural. L'extirpation de toute manifestation étrangère au socialisme dans ce domaine et le raffermissement continu de la mentalité et de la psychologie socialistes à l'égard de nos campagnes toujours plus prospères sont très importants dans le cadre des efforts menés pour attacher davantage la population rurale aux campagnes collectivisées. La lutte à mener pour promouvoir aussi une attitude révolutionnaire saine dans ce sens doit être jugée à sa juste importance. Toutefois, il ne faut pas absolutiser ce jugement et encore moins tout réduire à cette lutte. Le rôle de ce facteur contribuera à enrayer le mouvement mécanique inutile de la population des campagnes vers les villes, des montagnes vers les plaines, son efficacité n'apparaîtra que s'il est coordonné dans une unité organique avec tous les autres facteurs susmentionnés.

Le renforcement économique des coopératives agricoles, l'élévation de la valeur de la journée de travail, l'amélioration des conditions de travail grâce à la mécanisation et à une meilleure organisation, la réduction des différences dans les services socio-culturels d'une zone à l'autre, etc., jouent un rôle important pour limiter les cas de déplacement de la population des campagnes vers les villes, des zones montagneuses et de collines vers les plaines, et en même temps facilitera le travail visant à drainer les forces de travail disponibles et excédentaires des villes vers les campagnes, des plaines vers les zones montagneuses, qui ont grand besoin de main-d'oeuvre pour mettre en valeur les grandes richesses naturelles dont elles disposent au profit du développement socialiste du pays.

Le problème du peuplement des campagnes et de l'accroissement de leur force productive n'est ni simple ni facile à résoudre; c'est un problème considérable et complexe qui ne peut être résolu que grâce à des mesures de grande envergure et radicales. «L'établissement définitif des paysans coopères à la campagne, le peuplement des campagnes et des entreprises agricoles d'Etat par de nouveaux citoyens, a souligné le camarade Enver Hoxha, ne se réalisent ni ne se maintiennent à coups de décrets, mais en prenant sur-le-champ des mesures très efficaces pour créer, dans les coopératives et les entreprises agricoles, de meilleures et majeures possibilités, en y faisant de plus importants investissements pour le développement de l'économie et de la culture, en créant aux personnes et aux familles qui s'installent à la campagne de bonnes conditions de vie et de travail».[18]

Actuellement, pour préserver le peuplement des coopératives des régions montagneuses et y accroître les forces de travail, **il est nécessaire de travailler de façon intensive, centralisée et organisée, en utilisant comme il se doit et sans gaspillage ces forces mêmes, les moyens financiers et l'aide à tous les niveaux que notre société accorde pour renforcer aussi le système coopératif dans ces économies collectives,** partant, pour accroître la

valeur de la journée de travail et le bien-être des familles des paysans coopères. Pour le moment, cela constitue le facteur primordial et déterminant de l'attachement des paysans coopères et de la population rurale à la propriété et au travail dans les coopératives, de leur confiance accrue dans le système coopératif, dans son avenir radieux.

Dans le cadre général du travail à mener pour encourager et soutenir la tendance positive de l'accroissement de la population et de la main-d'oeuvre dans les campagnes, le PTA et ses leviers doivent, ce qui est particulièrement important, fournir un effort mieux organisé, plus approfondi, continu et différencié. Sous la conduite du Parti, il est nécessaire d'agir énergiquement pour barrer la voie à tout phénomène qui favorise les départs de la campagne et la réduction des forces productives vivantes.

2. Les modifications de la structure professionnelle de la paysannerie coopérée

La différenciation de la paysannerie coopérée en divers groupes professionnels constitue un phénomène typique de son développement en tant que nouvelle classe durant l'étape de l'édification intégrale de notre société socialiste et surtout dans la dernière décennie de cette étape. Cette différenciation est un de ses traits qui tend toujours plus à s'accentuer. Cela s'explique par l'élargissement continu de la gamme des produits dans le secteur coopératif, comme par la concentration et la spécialisation de la production dans les campagnes également.

Diverses tendances n'ont cessé d'agir dans cet aspect du développement. En 1981 le nombre des paysans coopères travaillant dans l'agriculture et l'élevage s'était accru de 171 pour cent par rapport à 1964. Bien que l'on observe un accroissement numérique sensible de ce groupe social de la paysannerie coopérée, du point de vue de sa part en regard du total de la paysannerie coopérée on constate une baisse. Celle-ci est le résultat du développement rapide des cultures maraîchères et fruitières ainsi que de toute l'activité auxiliaire et socioculturelle. Ainsi, le groupe social des paysans coopérés travaillant dans l'agriculture et l'élevage, qui représentait en 1964. 91,2 pour cent du total des paysans coopérés n'en représentait plus en 1981 que 83 pour cent.

A l'étape de la construction intégrale du socialisme en Albanie, on a vu s'accentuer le processus de différenciation professionnelle des travailleurs employés dans l'agriculture et dans l'élevage. Le peuple albanais n'a jamais dissocié le développement de l'agriculture de celui de l'élevage. Le PTA a cultivé et enrichi cette bonne tradition liée non seulement à la satisfaction des divers besoins de la vie, mais encore aux destinées du développement de chacune de ces deux branches. Les efforts considérables et continus déployés dans ce sens ont permis d'enregistrer des progrès importants et rapides au cours de ces dix dernières années dans le développement de ces deux branches de l'économie collective dans les campagnes albanaises.

Dans le cadre de l'effort déployé en vue d'une meilleure concentration de l'élevage dans chaque exploitation collective, pendant la période 1971-1981, on a vu le nombre des agriculteurs et des éleveurs s'accroître respectivement à peu près au même rythme. A l'échelle nationale, cet accroissement a été pour les premiers de plus de 1,3 fois et pour les seconds d'environ 1,4 fois.

Les groupes sociaux des paysans coopérés travaillant dans l'agriculture et l'élevage n'ont pas augmenté uniformément dans les divers districts du pays. Ainsi, de 1973 à 1981, le nombre des agriculteurs dans le district de Durrës s'est accru de plus de 1,5 fois, alors que celui des éleveurs n'a presque pas changé. Pendant la même période, dans le district de Fier le nombre des agriculteurs a augmenté d'environ 1,5 fois, ce qui est appréciable, et celui des éleveurs de plus de 1,3 fois, ce qui est inférieur à la moyenne enregistrée à l'échelle nationale. Dans le district de Korçë, ces indices ont été de l'ordre de 1,2 et de 1,6 fois. Cette situation se retrouve dans presque tous les districts situés dans les zones de plaine.

Dans les districts montagneux du pays, par contre, la situation est différente. Selon les données recueillies, dans ces districts le nombre des éleveurs s'est accru durant la dernière décennie plus rapidement que celui des agriculteurs. Ainsi, dans le district de Dibër, ce taux a été respectivement de 1,7 et de 1,2 fois. Dans les districts de Kolonje et de Mat le nombre des agriculteurs s'est accru de 1,1 et de 1,2 fois, alors que celui des éleveurs a presque doublé.

Cet accroissement inégal du nombre des agriculteurs et des éleveurs coopérés dans les différents districts du pays n'est pas un phénomène spontané ni le résultat d'un choix délibéré. Ce qui a influé dans ce sens, ce sont les conditions objectives, surtout les possibilités de s'assurer les pâturages nécessaires. Dans les districts de plaines, où les possibilités de pâturages naturels sont très limitées, l'élevage des vaches dans les étables a naturellement prédominé. Quant aux coopératives des zones de collines et surtout des zones de montagne, parallèlement aux vaches et aux boeufs utilisés comme bêtes de trait, on élève des moutons et des chèvres. Cela étant, dans ces coopératives le besoin d'éleveurs s'est fait sentir davantage. Ce développement dépend des conditions propres à chaque district, qui déterminent la branche économique qu'il lui convient davantage de faire progresser. Etant donné que la société albanaise a créé une économie socialiste unique, il est nécessaire que ces tendances s'accentuent à l'avenir également; il importe même de passer à une production concentrée à l'échelle régionale et, dans chaque région, au niveau de chaque exploitation coopérée.

Sans prétendre à une concentration et à une spécialisation trop poussées, qui, compte tenu des conditions propres à l'Albanie, sont difficilement réalisables, ces problèmes demandent aussi une intensification continue de l'activité productive dans d'autres secteurs des campagnes albanaises.

Les paysans coopérés qui s'occupent exclusivement des cultures fruitières et maraîchères ont vu s'accroître non seulement leur nombre absolu, mais aussi relatif. La croissance de ce groupe social a exercé une forte influence. En témoignent une série d'indices. Jadis, les mêmes paysans s'occupaient des cultures maraîchères et fruitières et des autres cultures. Actuellement dans chaque coopérative ou presque, des équipes ont été formées qui ne se consacrent qu'aux cultures maraîchères et fruitières.

Dans nombre de districts du pays, l'extension des cultures maraîchères et fruitières a eu pour effet la création de secteurs spécialisés comprenant un certain nombre d'équipes qui s'occupent exclusivement de ces cultures.

De nos jours, ces équipes à elles seules totalisent environ 8 pour cent (dans les cultures maraîchères) et plus de 7 pour cent (dans les cultures fruitières) du total des paysans coopérés à l'échelle nationale. Dans les coopératives des zones de plaine et, en général, dans les districts majeurs, le nombre des maraîchers s'est accru plus rapidement que celui des arboriculteurs, la part des premiers étant ainsi devenue plus importante que celle des seconds. Dans les coopératives des zones de montagne, à quelque exception près, on observe le phénomène opposé et cela pour différentes raisons. Dans les zones de plaine on obtient de hauts rendements dans les cultures maraîchères, les légumes sont traditionnellement plus demandés qu'ailleurs; les plus grandes villes du pays, situées dans ces zones, absorbent de grandes quantités de légumes et de meilleures conditions existent pour en assurer l'exportation et le traitement. Dans les zones de montagnes, c'est, au contraire, le nombre des arboriculteurs qui a augmenté, car de grandes étendues de terre auparavant en friche et appropriées aux cultures fruitières y ont été mises en exploitation.

D'autre part, le groupe des travailleurs des activités auxiliaires a lui aussi évolué et sa part est allée sans cesse croissant. Alors qu'en 1964 ce groupe ne représentait que 2,8 pour cent du total des travailleurs ruraux, en 1973 il en constituait 9,7 pour cent,[19] et en 1981 11,9 pour cent.[20]

Le processus de formation et d'évolution des groupes professionnels est inséparable du processus d'établissement et d'approfondissement des rapports socialistes dans les campagnes. Le système coopératif, qui a marqué un tournant révolutionnaire par le passage de la petite production morcelée et individuelle à la grande production collective socialiste, a réuni les conditions nécessaires pour la différenciation de la paysannerie coopérée à travers la création de divers groupes professionnels. Cette différenciation était une nécessité objective du développement du pays, faute de quoi on ne pouvait développer une agriculture toujours plus diversifiée et élargir l'éventail des produits, on ne pouvait accroître leurs rendements ni améliorer leur qualité en vue de satisfaire toujours mieux les besoins croissants de l'industrie et des consommateurs des villes comme des campagnes.

Lia collectivisation complète des campagnes, l'agrandissement des coopératives agricoles et la modernisation continue de l'agriculture socialiste albanaise ont créé de nouvelles conditions très appropriées pour asseoir sur de solides fondements scientifiques la concentration et la spécialisation de la production agricole. Toutes les mesures prises ont permis de créer des secteurs distincts pour l'élevage et sa base alimentaire, pour les cultures maraîchères et fruitières, les activités auxiliaires, etc. De même, un certain nombre de coopérateurs, relativement constant, ont été essentiellement affectées à ces secteurs spécialisés de la production agricole. Cela a permis de passer de l'étape précédente, marquée par l'absence de groupes de paysans coopérés spécialisés dans tel ou tel secteur de la production et où presque tous les travailleurs ruraux étaient employés tantôt dans un secteur et tantôt dans un autre, à l'étape suivante caractérisée par la différenciation professionnelle progressive au sein même de la paysannerie coopérée. Grâce à cette différenciation, le pourcentage des paysans coopères travaillant dans les champs a été, en 1981, d'environ 56,2 pour cent, contre 68,7 pour cent en 1973. Le nombre des éleveurs exception faite de ceux qui ne le sont que périodiquement, est passé, dans la même période, de 8,5 à environ 9 pour cent. Au cours de ces dernières années, le nombre des maraîchers et des arboriculteurs s'est lui aussi sensiblement accru. En 1981 les secteurs des cultures maraîchères et fruitières regroupaient respectivement 7,7 et 7,2 pour cent du total des paysans coopérés à l'échelle nationale, soit 3,5 et 5,6 pour cent de plus qu'en 1973. Par ailleurs, pendant ces 8 à 10 dernières années, dans les campagnes sont nés de nouveaux métiers, de nouvelles équipes ont été formées et se sont spécialisées dans les cultures fourragères, le traitement des engrais, les constructions, les travaux de menuiserie, etc. Ainsi, par exemple, les paysans coopérés du secteur des cultures fourragères et ceux du secteur des engrais représentaient en 1981 respectivement plus de 8 et 3 pour cent du total des travailleurs des coopératives agricoles.

Les différents groupes professionnels au sein de la paysannerie coopérée, à part leurs traits communs, comportent aussi des traits particuliers qui les distinguent les uns des autres, tels que leur composition numérique, la part relative de chacun d'eux, leur rôle respectif dans la production, leur degré de formation

technique et professionnelle, le rythme de cette formation, le degré d'extension de la spécialité en question et la nature du travail accompli.

Dans la composition de la paysannerie coopérée albanaise, le groupe qui se consacre aux cultures des champs (céréales panifiables, plantes industrielles, etc.) représente et représentera la part la plus importante. Son activité a pour trait la diversité, il se consacre en effet à toutes les cultures des champs (sans compter les légumes, les arbres fruitiers, les plantes fourragères dans les cas où des équipes spécialisées ont été mises sur pied pour ces secteurs). Il va de soi que l'on ne peut identifier cette diversité et la diversité primitive qui caractérisait jadis la petite production agricole privée et arriérée. Toutefois, du fait qu'il se consacre à toutes sortes de travaux, ce groupe a, dans une certaine mesure, des possibilités plus restreintes de qualification supérieure et de spécialisation plus poussée. Son travail s'étendant à de nombreuses plantes agricoles qui diffèrent par leurs particularités biologiques et les façons culturales qui leur sont appropriées, il est quasi impossible de lui demander une formation technique et professionnelle hautement spécialisée. Toutefois, l'amélioration et la mise en valeur de la capacité productive des semences nouvellement introduites dans la production, l'utilisation croissante des engrais chimiques, des herbicides et d'une base matérielle et technique toujours plus efficace posent comme une nécessité urgente l'élévation continue du niveau de formation technique et professionnel des agriculteurs qui se consacrent aux cultures des champs.

Le rôle du groupe des travailleurs ruraux qui s'occupent des cultures des champs est très important. Grâce à leurs efforts ils sont parvenus à satisfaire tous les besoins de la population en céréales panifiables et produits agricoles, ils sont en train aussi de créer des réserves toujours plus considérables afin de satisfaire les besoins croissants de la population, de l'industrie légère et alimentaire, et des exportations.

Les autres groupes professionnels (occupés dans les secteurs de l'élevage, des cultures maraîchères, fruitières et fourragères, ainsi que des engrais organiques) représentaient en 1981 environ 44 pour cent du total de la paysannerie coopérée. Le plus important d'entre eux est celui des éleveurs, qui constitue environ 9 pour cent du total des paysans coopères. Si l'on y ajoute les 8 pour cent que représentent les équipes s'occupant des cultures fourragères, la part de ce groupe se chiffre à 17 pour cent. Ce groupe social est relativement plus ancien que tous les autres groupes professionnels de la paysannerie coopérée albanaise.

En même temps qu'à la qualification générale des travailleurs du secteur de l'élevage, on veille aussi à leur spécialisation continue. Aujourd'hui, il y a dans les campagnes des groupes particuliers de travailleurs qui s'occupent de l'élevage de bovins, d'ovins, de porcins, de volailles, etc., ainsi que des travailleurs spécialisés dans la production de lait, de viande, etc.

Au cours de ces dernières années, les groupes professionnels qui, dans les coopératives, s'occupent exclusivement des cultures fruitières et maraîchères, d'activités auxiliaires et du traitement des engrais organiques se sont développés sensiblement. Ces groupes professionnels aussi, bien que nouvellement constitués, occupent une place importante dans la structure sociale et de classe de la paysannerie coopérée. Les maraîchers et les arboriculteurs représentent actuellement 7,7 pour cent et 7,2 pour cent du total des coopérateurs du pays. Les travailleurs du secteur des activités auxiliaires et ceux des équipes spécialisées dans le traitement des engrais en constituent respectivement 8,6 et 3 pour cent. A l'avenir aussi, ces groupes professionnels augmenteront en même temps que leur part relative. Cette nécessité est dictée par le futur développement économique et social des campagnes ainsi que par la politique du PTA relative à ce développement.

Bien que les travailleurs des secteurs de l'élevage, des cultures maraîchères et fruitières ainsi que des activités auxiliaires et du traitement des engrais soient moins nombreux que les travailleurs des champs, ils jouent un rôle particulier dans la production agricole. En 1975, le secteur de l'élevage et celui des cultures fruitières ont assuré respectivement 13,2 et 3,2 pour cent des revenus des coopératives agricoles. Ces secteurs ont donc eu pour trait une production accrue.

Par la nature de leur travail, les groupes professionnels au sein de la paysannerie coopérée diffèrent du groupe des travailleurs des champs. Dans le secteur de l'élevage, le caractère général du travail effectué est quasi dépassé. Dans le cadre général de la spécialisation les travailleurs sont préparés pour les tâches qui leur seront assignées: production de lait et de viande, élevage des ovins, des porcins, de la volaille, etc.

Dans les secteurs des cultures maraîchères et fruitières, la diversité des légumes et les besoins permanents du marché en toute saison, ainsi que la grande variété des arbres fruitiers, font que le travail y conserve encore dans une certaine mesure son caractère général. Un autre trait de ces secteurs, c'est que le travail y est effectué sur des parcelles relativement réduites ou dans des espaces couverts, comme par exemple les serres pour les cultures maraîchères et fruitières.

Les différents groupes des travailleurs des secteurs de l'élevage, des cultures maraîchères et fruitières se signalent aussi par un niveau de qualification relativement plus élevé. Cela tient aux exigences accrues et plus complexes du travail concernant les soins du bétail, notamment des bêtes productives et de race améliorée, les

cultures maraîchères et fruitières. Les efforts déployés pour créer des centres de production distincts hautement mécanisés et aux opérations automatisées, comme les serres chauffées à la vapeur, les complexes d'élevage de volaille, les centres industrialisés de production de viande, etc., sont autant d'initiatives heureuses visant à remplacer le travail manuel par le travail mécanisé. L'accentuation de ce processus conduira nécessairement aussi à l'élévation du niveau de qualification des travailleurs de ces secteurs.

Pour diriger, soutenir et encourager les tendances positives du développement des divers groupes professionnels de la paysannerie coopérée, il est nécessaire de bien tenir compte des résultats déjà obtenus, de leurs traits spécifiques et des exigences du développement futur du pays. Par ailleurs, le développement de tel ou tel groupe professionnel au sein de la paysannerie coopérée doit être envisagé considéré non seulement dans son ensemble, à l'échelle nationale, mais aussi en fonction des possibilités objectives de chaque exploitation, de chaque district ou de chaque région du pays. Leur développement doit absolument faire l'objet d'un traitement différencié.

Les rapports du développement des groupes professionnels au sein de la paysannerie et leur répartition territoriale seront définis par l'action et l'interaction de nombreux facteurs de diverse nature. On verra agir ici des facteurs économiques qui se rattachent à l'accroissement de la production agricole et à l'élévation du niveau de vie de la paysannerie coopérée, des facteurs sociaux qui sont liés aux besoins du travail et aux ressources capables de satisfaire ces besoins, des facteurs de caractère naturel et climatique, entraînant la nécessité de mettre sur pied des secteurs des cultures agricoles et de l'élevage d'animaux domestiques conformément aux conditions climatiques et pédologiques des divers districts et régions du pays.

Le développement des centres ouvriers et l'évolution de la population citadine en général demeureront un facteur important de la part qu'occupent et occuperont les divers groupes professionnels dans les coopératives agricoles, les régions et les districts du pays. Ainsi, afin de satisfaire plus rapidement les besoins de la population, c'est dans les zones agricoles proches des grandes villes que sera concentrée prioritairement la production des légumes frais et des fruits qui ne peuvent supporter un long transport ainsi que la production laitière, ce qui entraînera le développement prioritaire, dans les coopératives de ces zones, des groupes professionnels des secteurs des cultures maraîchères et fruitières et de l'élevage.

Dans les zones éloignées des villes et des centres industriels ainsi que dans les montagnes, la priorité sera donnée par contre aux groupes des travailleurs des champs, des éleveurs et des arboriculteurs.

Le développement des divers groupes professionnels sera fonction des rapports de développement entre les diverses branches de production. Or les tâches complexes et croissantes dans chaque secteur, dans chaque branche de production et dans chaque village seront accomplies non seulement grâce à l'accroissement du nombre des travailleurs de chaque groupe professionnel, mais aussi à l'élévation du niveau de qualification des travailleurs et à la mécanisation des processus de production. La mécanisation des opérations dans le secteur des cultures maraîchères et de l'élevage, l'élévation du niveau de qualification des travailleurs, l'application de la traite mécanique des vaches, la préparation industrialisée de l'alimentation du bétail, etc., contribueront à l'accroissement du rendement de travail et de la production. Dans le développement futur des divers groupes professionnels au sein de la paysannerie coopérée il convient de tenir compte comme il se doit de tous les facteurs, qui influent de façon inégale et parfois même opposée.

A l'avenir le processus de liaison et d'imbrication de l'agriculture et de l'industrie tendra à s'accentuer toujours plus. De ce fait et par suite de la substitution du travail mécanisé au travail manuel, de la chimisation croissante, de l'électrification, etc., le travail agricole **revêtira graduellement les traits d'une sorte de travail industriel et finira par s'identifier à celui-ci.** Cette transformation accentuera encore la différenciation professionnelle, elle sera suivie de l'apparition et de l'accroissement de nouveaux groupes de métiers. De même, ce processus soulignera avec toujours plus d'acuité la nécessité de la formation professionnelle de ces groupes pour faire en sorte qu'ils soient à la hauteur des tâches que pose et ne manquera pas de poser l'essor de la révolution technique et scientifique.

Le développement futur des campagnes albanaises conformément aux conditions objectives, aux lois générales du développement socialiste du pays et à la politique marxiste-léniniste que le PTA a élaborée sur la base de ces conditions et de ces lois, l'accroissement de la production socialiste dans l'ensemble des campagnes et surtout l'extension continue des cultures maraîchères et fruitières et des activités auxiliaires, le passage au traitement et à l'industrialisation de nombreux produits végétaux et animaux dans les coopératives agricoles elles-mêmes, accéléreront encore le processus de restructuration de la paysannerie coopérée en divers groupes et sous-groupes sociaux. Cela entraînera l'accroissement numérique de ces groupes et sous-groupes ainsi que la modification du rapport de leur poids respectif au sein de la paysannerie coopérée. Appuyer, encourager ces tendances ne peut que servir la cause de l'édification du socialisme dans les campagnes albanaises. Naturellement, dans l'encouragement, dans la stimulation de ces tendances on doit toujours mieux tenir compte des conditions économiques et sociales propres à chaque étape, à chaque district et à chaque région du pays.

Il va sans dire que pour pouvoir satisfaire les besoins croissants de la consommation dans les villes comme dans les campagnes, de l'essor de l'industrie et de la croissance de nos exportations, l'augmentation de la production socialiste dans les campagnes doit aller de pair dans tous les secteurs: l'agriculture, l'élevage, les cultures industrielles, les cultures fruitières et maraîchères, etc. Par voie de conséquence, le nombre des divers groupes professionnels au sein de la paysannerie coopérée augmentera aussi. Mais il ne serait ni juste ni opportun que cet accroissement numérique se fasse de façon uniforme, sans tenir compte des conditions propres à chaque district et à chaque région. Dans les districts qui se prêtent mieux aux cultures céréalières et maraîchères on préférera voir croître le groupe social des agriculteurs et des maraîchers. Dans les districts où, compte tenu du renforcement du système socialiste, il est économiquement et socialement plus avantageux de développer l'élevage et les cultures fruitières, il y a intérêt à voir s'accroître les groupes de coopérateurs qui se consacreront au développement de ces secteurs.

3. Le développement de l'instruction au sein de la paysannerie coopérée et certains problèmes qui en découlent

L'élévation du niveau d'instruction de la paysannerie coopérée et son passage de l'analphabétisme à la scolarisa don massive ont été une des plus grandes conquêtes du système socialiste dans les campagnes albanaises.

Dans ce cadre, les modifications intervenues dans la structure sociale de la paysannerie coopérée sont également considérables et en cours quant à son niveau d'instruction. Il est notoire qu'avant la libération du pays la paysannerie albanaise était quasi totalement analphabète. Plus de 90 pour cent de la population rurale ne savait ni lire ni écrire. La paysannerie était plongée à la fois dans la misère et dans l'ignorance la plus noire.

Dans ces conditions, la construction du socialisme dans les campagnes était impensable sans un développement rapide et en profondeur de l'instruction, de la culture et de la formation professionnelle de la paysannerie. Ce développement posait un grand problème social, aigu et très complexe, dont la solution ne pouvait être ni immédiate ni facile.

Au lendemain de la libération du pays, l'élément essentiel du développement de l'instruction au sein de la paysannerie fut son alphabétisation et son insertion dans l'enseignement primaire, qui devint obligatoire pour tous. Par la suite, de pair avec le développement de la société albanaise en général et des campagnes en particulier, il apparut nécessaire de prendre de nouvelles mesures afin d'élever le niveau d'instruction de la paysannerie, on passa ainsi à l'enseignement de sept puis de huit ans, qui devint plus tard lui aussi obligatoire. Cette évolution entraîna, au sein de la paysannerie en tant que classe, la formation de groupes sociaux de différents niveaux d'instruction.

A cet égard et dans les conditions actuelles de la construction intégrale du socialisme en Albanie, des changements radicaux ne cessent d'avoir lieu dans la structure sociale de la paysannerie coopérée albanaise considérée du point de vue de son développement culturel. Ces changements sont le résultat direct du développement et de l'intensification de la révolution dans son ensemble et de la révolution éducative et culturelle qui en est partie intégrante, au cours de l'étape, longue de plus de deux décennies, de la construction intégrale du socialisme. En 1979 l'immense majorité des coopérateurs à l'échelle nationale étaient dotés d'une instruction primaire ou de sept puis de huit ans. Cette année-là, les coopérateurs dotés d'une instruction primaire et ceux dotés d'une instruction de sept ou huit ans représentaient respectivement 31,7 et 42 pour cent de leur total.

Dans les années de la construction intégrale de la société socialiste, le niveau d'instruction de la paysannerie coopérée a eu pour trait une tendance positive à la réduction du pourcentage des coopérateurs dotés d'une instruction primaire au profit du rapide accroissement de celui des coopérateurs ayant achevé le cycle d'études de sept ou huit ans. En 1969 les coopérateurs dotés d'une instruction de sept ou huit ans représentaient 17,5 pour cent de leur total, et en 1979, 41,6 pour cent.

Comme on le voit, en l'espace d'une décennie on a enregistré en ce domaine une croissance rapide qui embrasse l'ensemble de la paysannerie coopérée sans égard aux différences enregistrées suivant les districts, les régions, les groupes d'âge et les sexes. Mais cette croissance a surtout été observée avec une netteté particulière chez les coopérateurs du groupe d'âge allant jusqu'à 39 ans (dans les districts et les zones de plaine). Toutefois, ce phénomène, s'il concerne aujourd'hui principalement le groupe d'âge de moins de 40 ans, tendra à englober toujours plus tous les groupes d'âge de la paysannerie coopérée.

Par ailleurs, la scolarisation des femmes constitue également une autre grande conquête du socialisme en Albanie. Le niveau d'instruction des coopératrices s'est beaucoup élevé et a atteint, à peu de chose près, celui des hommes. Les changements consécutifs à ce développement intervenus dans la structure sociale de la paysannerie ont touché tous les districts et toutes les régions du pays.

Quant au niveau d'instruction des coopérateurs, le groupe social de ceux qui ont reçu une instruction secondaire tend à se distinguer et à croître constamment. Alors qu'en 1969 ce groupe représentait à peine 0,6 pour cent du total des coopérateurs, ce taux, en 1979, est monté à 5 pour cent, sans calculer ici les coopérateurs dotés d'une instruction secondaire incomplète dont le taux se chiffre à 5,5 pour cent. Le groupe des coopérateurs dotés d'une instruction secondaire ira toujours croissant, car c'est là un impératif du développement continu des campagnes albanaises.

Les résultats obtenus dans le développement de l'instruction au sein de la paysannerie coopérée et de tous les travailleurs ruraux sont notables et encourageants. Toutefois, un travail encore plus considérable dans ce sens est nécessaire pour répondre toujours mieux au développement général des campagnes. On sait que le PTA a fixé pour tâche de faire des coopératives agricoles des exploitations modernes de la production agro-pastorale, afin qu'elles garantissent sur des bases scientifiques non seulement la stabilité, mais encore l'accroissement ininterrompu des produits végétaux et animaux grâce à une efficience économique accrue.

Les tâches importantes fixées en vue de l'accroissement du produit social et des rendements du travail, de l'intensification de la révolution technique et scientifique et de l'élévation du degré de mécanisation des travaux agricoles afin d'asseoir l'agriculture toujours mieux sur des bases scientifiques comme l'exige l'étape actuelle de notre développement et comme l'enseignent le PTA et le camarade Enver Hoxha, nécessitent un niveau d'instruction plus élevé et des connaissances scientifiques plus vastes et plus approfondies de la part de nos coopérateurs. Au VIII[e] Congrès du PTA, le camarade Enver Hoxha a indiqué: «Le développement intensif de l'économie et de la culture, l'introduction, sur une toujours plus large échelle, de la technique et de la technologie avancées, les tâches qui se posent en vue d'une élévation du rendement et de la qualité, d'une rentabilité et d'une efficacité accrues de la production, et en général les perspectives de développement du pays, exigent de nos gens qu'ils élèvent encore plus leur niveau d'instruction et de culture, qu'ils maîtrisent la science et la technique.»[21]

La solution de la contradiction entre le niveau atteint dans le développement de l'instruction au sein de la paysannerie coopérée et les exigences actuelles du développement de la société albanaise, constitue un problème des plus importants. Bien que se faisant sentir au niveau national, cette contradiction est plus aiguë dans les campagnes. Ainsi, si les ouvriers dotés d'une instruction secondaire complète ou incomplète représentent 32,6 pour cent du total de la classe ouvrière, 10,6 pour cent seulement du total des coopérateurs ont, selon les recensements de 1979, atteint ce niveau d'instruction.

La nécessité que chaque coopérateur de moins de 40 ans acquière une instruction de huit ans, est seulement un des aspects de la lutte menée pour élever le niveau d'instruction des travailleurs ruraux. Aujourd'hui il est nécessaire d'attacher de l'importance à l'assimilation toujours meilleure des connaissances dispensées à l'école, L'édification de la société socialiste en Albanie exige des hommes dotés d'une vaste culture et de connaissances approfondies.

L'extension de l'enseignement secondaire dans les campagnes, notamment de l'enseignement secondaire professionnel, non seulement est une nécessité impérieuse dictée actuellement par les conditions concrètes du développement du pays, mais les rythmes de cette extension doivent être accélérés partout. Et le facteur subjectif a un rôle important et prioritaire à jouer pour assurer ce développement normal conformément à toutes les exigences du moment.

Dans le travail à mener pour résoudre la contradiction entre le degré atteint dans le niveau d'instruction et les impératifs supérieurs que dicte et dictera notre époque, il est encore un autre facteur qui revêt une grande importance, c'est celui de l'attitude différenciée à adopter concernant certains districts et régions où le problème en question se pose avec plus d'acuité que dans le reste du pays. Il faut, donc, dans la pratique faire les distinctions qui s'imposent, car le niveau d'instruction des coopérateurs n'est pas le même dans tous les districts et les régions du pays.

De tout ce qui vient d'être dit ressort la nécessité d'accroître l'action du facteur subjectif afin d'élever encore le niveau d'instruction de la paysannerie coopérée. Dans le même temps, il ne faut pas perdre de vue que ce travail ne peut être mené de la même manière partout dans le pays, dans tous ses districts et ses régions, auprès des hommes comme auprès des femmes. A cet égard, il faut bien tenir compte des conditions objectives, combiner judicieusement les exigences du développement objectif du pays avec le degré atteint dans le niveau d'instruction des coopérateurs selon les districts ou les régions données, selon les sexes et les différents groupes d'âge.

Publié avec des coupures d'après le n° 5/1983 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. Le présent écrit est extrait de l'étude *«La place et le rôle de la paysannerie coopérée dans la structure sociale et de classe de la société albanaise à l'étape actuelle, et certains problèmes de son développement».*

2. Direction générale des statistiques, *«Données sur la composition sociale des campagnes»,* Tirana, 1973, éd, alb., p. 6.

3. *L'annuaire des statistiques de 1981,* éd. alb., p. 51.

4. *L'annuaire des statistiques de 1964,* éd. alb., p. 77.

5. *L'annuaire des statistiques de 1980,* éd. alb., p. 29.

6. *L'annuaire des statistiques de 1981,* éd. alb., p. 28.

7. *Annuaire des statistiques de 1981,* éd. alb., p. 29.

8. Fourni par la Direction des statistiques.

9. *Statistitcheskii ejegodnik stran — tchlenov sovieta ekonomitcheskïe vzoimopromaschi,* 1979, p. 10.

10. J. Staline, *œuvres,* éd. alb., t. 7, p. 202.

11. *L'annuaire des statistiques de 1973 et de 1981,* éd. alb., pp. 33, 23.

12. *L'annuaire des statistiques de 1984,* éd. alb., p. 75.

13. *Annuaire des statistiques de 1984,* éd. alb., p. 88.

14. *Annuaire des statistiques de 1981,* éd. alb., p. 104.

15. La Direction des statistiques. *«Données sur la composition sociale et culturelle des travailleurs des campagnes collectivisées et des entreprises agricoles»,* éd. alb., Tirana, 1973.

16. *L'annuaire des statistiques de 1981,* éd, alb., p. 47.

17. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 31, Tirana, 1981.

18. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1974-1975,* éd. alb., pp. 182-183.

19. Direction générale des statistiques, *«Données sur et culturelle des campagnes»,* éd. alb., p. 6, Tirana, 1973.

20. Données fournies par la Direction des statistiques.

21. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr., pp. 147-148, Tirana, 1981.

Abdyl Backa (Docteur es sciences économiques) — Le développement de la reproduction élargie de la main-d'oeuvre, ses tendances et ses problèmes

Cet écrit est extrait de l'étude «La reproduction élargie du produit social en RPS d'Albanie».

La reproduction de la main-d'oeuvre est elle aussi une composante de la reproduction socialiste élargie. C'est un important processus de renouvellement du facteur subjectif de la production, et il s'imbrique aux facteurs objectifs de la production, aux forces productives matérielles et aux rapports économiques. Mais il se rattache directement aussi aux processus démographiques, à la ligne et à la politique d'élévation du bien-être de la population, au rôle déterminant des masses travailleuses dans la vie du pays et au rôle dirigeant de la classe ouvrière dans le système de dictature du prolétariat.

Ce processus repose essentiellement sur le renouvellement continu de la main-d'oeuvre, de la capacité de travail. «Par force de travail ou capacité de travail, dit Marx, nous entendons l'ensemble des énergies physiques et intellectuelles que contient l'organisme de l'homme vivant et qu'il dépense chaque fois qu'il produit une valeur d'usage donnée.»[1] Cette thèse et la pratique de la construction du socialisme en Albanie amènent à conclure que la notion de reproduction élargie de la main-d'oeuvre comprend quelques questions principales comme le renouvellement des capacités physiques et intellectuelles des travailleurs de la sphère de la production matérielle, l'élévation du niveau de qualification et de formation idéologique, politique et organisationnel de la masse des travailleurs, et surtout la préparation, du point de vue à la fois numérique et qualitatif, de la main d'oeuvre qui s'accroît d'année en année, la répartition des forces de travail suivant les sphères et les branches de l'activité sociale, suivant aussi les régions et les districts du pays, l'emploi de la main-d'oeuvre dans le processus de la production.

Notre Parti se tient à la thèse marxiste-léniniste selon laquelle le facteur subjectif est déterminant dans la production, que l'homme travailleur est la force productive primordiale de la société, l'élément premier et indispensable de la vie matérielle et, en général, de la vie sociale. Le camarade Enver Hoxha a indiqué: «Toute la vie, le développement et le progrès matériel et spirituel de notre société socialiste reposent sur le travail, la pensée et la conscience des travailleurs, qui sont devenus aujourd'hui les maîtres de leur destin. Ils travaillent, créent et dirigent en toute conscience sous la direction du Parti et, pour ce faire, ils apprennent à connaître les lois du socialisme et les appliquent. Toute leur activité tend à l'édification du socialisme et du communisme.»[2] La conjonction du facteur subjectif et du facteur collectif dans la production n'est pas une question purement économique et technique, c'est aussi une question sociale et politique. Ce processus est donc considéré et traité en étroite liaison avec l'évolution des forces productives de la société et aussi des rapports économiques et sociaux.

La manière dont les travailleurs s'associent aux moyens de production reflète la liaison réciproque entre les moyens de production matériels et les producteurs en tant que détenteurs du patrimoine socialiste, elle reflète les aspects quantitatifs et qualificatifs de cette liaison, de même que les formes concrètes d'engagement des travailleurs dans la production des biens matériels, ainsi que d'organisation et de direction de leur travail.

En régime capitaliste, où règnent la propriété privée capitaliste et l'exploitation de l'homme par l'homme, le capital prime sur la force de travail, laquelle n'est considérée que comme un facteur productif vivant, au service du premier. Ainsi les rapports matériels du capital et de l'échange de marchandises sont fétichisés et les vrais rapports socio-économiques masqués et dénaturés. En dernière analyse, cela tend à considérer l'homme travailleur comme une simple force productive et à perpétuer les rapports d'exploitation du travail par le capital.

En régime socialiste, par contre, où l'ouvrier est à la fois producteur et maître des moyens de production, c'est le facteur subjectif qui prime le facteur matériel de la production. Dans le socialisme c'est le processus de production qui existe pour l'ouvrier, et non pas l'inverse, comme dans le capitalisme. Ces deux systèmes considèrent aussi de façon diamétralement opposée la jeunesse qui se prépare à entrer dans la production. Sous le capitalisme la jeunesse et même les larges masses des plus jeunes sont sauvagement exploitées, physiquement et moralement démolies pour que les classes au pouvoir s'assurent des profits toujours plus considérables. Définissant les traits du socialisme, Marx écrivait que «... pour tous les enfants au-dessus d'un certain âge le travail productif doit se rattacher aux leçons et à la gymnastique non seulement comme un des moyens destinés à accroître le produit social, mais aussi comme le seul moyen permettant de créer des hommes développés sur tous les plans.»[3] Ces changements essentiels dans les rapports entre le facteur objectif et le facteur subjectif de la production sous-tendent tous les processus et les aspects de la reproduction élargie de la force de travail dans la société socialiste albanaise.

Naturellement, en régime socialiste aussi ce rapport entre le facteur objectif et le facteur subjectif varie. Le niveau de développement des forces productives et de maturité des rapports de production à chaque étape s'accompagne de caractéristiques quantitatives et qualitatives correspondantes qui, tout en se reflétant dans le

mode d'union des facteurs de production, manifestent aussi de nouvelles exigences en vue de la reproduction élargie de la force de travail et de l'efficience du travail humain dans la production.

Le processus de reproduction élargie de la force de travail est étroitement lié, en premier lieu, à l'accroissement de la population.

«La première présupposition de toute histoire humaine, ont écrit Marx et Engels, est naturellement l'existence d'êtres humains vivants.»[4] C'est pourquoi, sans un minimum de forces humaines et sans leur reproduction continue, la production des biens matériels et, en général, la vie sociale sont impossibles. De son côté, la reproduction de la population n'est pas un simple processus biologique. Les particularités de l'accroissement et de la reproduction de la population sont déterminées avant tout par les traits de chaque mode de production, par le type des rapports de production et des autres rapports sociaux édifiés et développés sur leur base. «... Chacun des modes historiques de la production sociale, a dit Marx, a aussi sa loi de population propre qui a une valeur historique.»[5] Le socialisme a sa propre loi démographique qui consiste essentiellement dans l'accroissement et l'emploi rationnel de toute la population active, l'élévation continue de son bien-être matériel et culturel fondés sur l'augmentation et la juste répartition socialiste du produit social.

La politique démographique du PTA a toujours visé à l'accroissement continu de la population, au maintien du peuplement et à l'élévation de la densité de la population de toutes les régions du pays, à une espérance de vie élevée, à des capacités créatrices, physiques et intellectuelles toujours croissantes. Ce sont précisément les hommes qui, grâce à leur expérience et à leurs capacités créatrices, embellissent, font prospérer et vivifient le pays dans son ensemble ainsi que le milieu dans lequel ils vivent. L'essentiel de cette politique consiste dans une étroite liaison entre les facteurs biologiques et les facteurs politiques, sociaux et économiques, ceux-ci étant prioritaires.

Les processus démographiques ont pour éléments déterminants les rapports économiques, la politique économique et sociale de l'Etat socialiste, le développement dynamique des forces productives et l'élévation générale du bien-être du peuple, sa scolarisation massive et l'amélioration de son niveau culturel et sanitaire. «Nous sommes, indique le camarade Enver Hoxha, un pays socialiste, où, sur la base de la ligne et de la politique de notre Parti, agit et doit agir de façon toujours plus parfaite la loi socialiste de la croissance démographique, qui affirme que les facteurs biologiques ont, certes, leur importance, mais aussi que les éléments décisifs de l'accroissement de la population sont les facteurs économiques, sociaux et culturels, la reproduction élargie continue en vue d'une consommation élargie... Dans ce processus également (natalité et net accroissement de la population — A.B.) on voit agir avant tout les intérêts généraux, toute notre réalité socialiste, les grands objectifs si sûrs que notre Parti a ouverts devant le peuple, la sécurité de l'emploie et de la vie, le travail d'éducation que notre Parti et ses courroies de transmission mènent à tous les niveaux.»[6]

Le PTA a souligné avec force que les problèmes démographiques et les problèmes sociaux qui s'y rattachent n'ont jamais été simples ni faciles à résoudre. Aussi a-t-il toujours été exigé que ces problèmes cardinaux soient traités avec une grande attention, sur des bases scientifiques et avec des perspectives claires, qu'ils deviennent l'épicentre de nos plans de développement économique et culturel, du travail de notre Parti et des autres organismes de notre Etat et de notre société.

Par sa ligne et sa politique, ainsi qu'à travers la réalité de l'Albanie socialiste, notre Parti n'a cessé de démasquer les «théories» néo-malthusiennes du prétendu danger qui menacerait l'humanité du fait de l'accroissement rapide de la population dans le monde, processus qui serait en passe d'atteindre son point critique, alors que nous serions les témoins d'«une inflation humaine irrésistible» ou d'«une grande explosion démographique». En vérité, ces «théories» et d'autres élucubrations bourgeoises et révisionnistes du même genre ont pour but de dissimuler l'incapacité du système capitaliste pourri et dégénéré à résoudre les problèmes fondamentaux de la vie des hommes de notre temps, elles justifient aussi la faillite de la dite société de consommation massive ou du bien-être pour tous dans les pays capitalistes et révisionnistes.

Les traits principaux des processus démographiques en Albanie sont: l'accroissement rapide de la population, son âge moyen relativement jeune, l'augmentation de la population active à un rythme plus rapide que celui de la croissance démographique, la garantie d'un peuplement harmonieux de toutes les régions et de tous les districts du pays, ainsi que l'élévation générale du niveau d'instruction et de culture de la population.

Naturellement, le facteur fondamental ici est l'accroissement rapide de la population. C'est ce trait qui détermine et oriente aussi dans une grande mesure les autres. De 1961 à 1982, la population s'est accrue en Albanie à un rythme moyen annuel de 2,5 pour cent. Au cours de la dernière décennie, ce taux a été de 2,2 pour cent, autrement dit 4 fois supérieur au taux moyen de l'Europe entière. Une natalité relativement forte et la baisse continue du taux de mortalité se sont traduites par un écart toujours plus marqué entre les naissances et les morts pour mille habitants. De 1,9 qu'il était en 1938, ce rapport est passé, en 1960, à 4,2 et à environ 4,7 en 1982.

L'accroissement naturel de la population ces dernières années a été de plus de 60 000 personnes, c'est-à-dire le double de 1950.

Cet accroissement naturel élevé et durable a fait que la population d'Albanie se signale aussi par la jeunesse de son âge moyen. Selon le dernier recensement effectué en 1979 cet indice a été de 25,7 ans (27,3 ans dans les villes et 24,9 ans dans les campagnes). Près des 3/5 de la population sont nés, ont grandi et ont été formés au cours de ces 42 années de pouvoir populaire. Quant à la structure de la population selon les groupes d'âge, la tranche d'âge de 0 à 14 ans représentait en 1979 37 pour cent du total de la population, alors que celle de 60 ans et plus seulement 7,4 pour cent. Dans nombre de pays d'Europe ces indices varient respectivement de 21 à 25 pour cent et de 14 à 20 pour cent.

Les données recueillies attestent les grandes possibilités qu'offre la population de notre pays aux grands contingents toujours croissants de nouvelles forces de travail qui sont engagés chaque année dans la production et d'autres secteurs. Elles montrent aussi que la société albanaise ne connaît pas le phénomène du vieillissement de la population. En revanche, dans les pays capitalistes et révisionnistes, depuis longtemps se manifestent et s'accentuent toujours plus des phénomènes de déformation de la structure d'âge de la population et de son vieillissement, de réduction absolue des nouveaux contingents de forces de travail, alors que par ailleurs le total des travailleurs y marque le pas, que la société est surchargée de dépenses destinées aux personnes âgées, sans parler ici du chômage endémique. Tous ces phénomènes influent négativement sur les processus de la reproduction de la population et du produit social, ils aggravent les contradictions économiques et sociales et les crises dans l'ensemble du monde du capital.

En Albanie la durée moyenne de vie s'allonge rapidement. C'est là un grand succès de la politique démographique pratiquée dans le pays et, en général, de la reproduction de sa population. Alors que pour 1938 cette moyenne était de 38,3 ans, elle passa en 1950-1951 à 53,5 ans, à la fin des années 50 à 64,9 ans, en 1965-1966 à 66 ans et, à la fin des années 70, à 69,5 ans. Compte tenu du fait que ce bond en avant a été réalisé essentiellement grâce à la baisse de la mortalité infantile, notamment de 0 à 1 an, l'augmentation de la durée moyenne de vie indique la possibilité d'augmenter les contingents de nouvelles forces de travail.

C'est ainsi qu'un changement radical est intervenu également dans le type de reproduction de la population en Albanie. Avant la libération du pays prédominait le type extensif de reproduction de la population, à savoir un taux élevé de natalité et de mortalité, surtout chez les enfants, et un très bas niveau de durée moyenne de vie. Au cours de la construction socialiste en Albanie, c'est le type intensif de reproduction de la population qui a prévalu: le taux de mortalité a baissé de 2-3 fois, la durée moyenne de vie s'est allongée d'environ 2 fois, le taux de natalité continue d'être relativement élevé, les capacités physiques, intellectuelles, scientifiques et créatrices des hommes se sont accrues sur tous les plans.

De grands changements quantitatifs et qualitatifs se sont produits en ce qui concerne également le degré de scolarisation de la population. Si, conventionnellement, nous attribuons à cet indice la valeur de 100 pour cent pour l'année 1960, il a été suivant les recensements de la population de 1969 et de 1979, respectivement de 119,5 et de 134,2 pour cent. Dans le même temps, la différence du degré de scolarisation entre paysans et citadins, qui avait été de 18,9 pour cent en 1960, n'était plus, en 1979, que 6,9 pour cent. Des tendances positives ont aussi été relevées dans la structure de la population scolarisée. Suivant les cycles du système d'enseignement albanais, cette structure a changé comme suit (en pourcentage):

Total de la population scolarisée	**1950**	**1960**	**1969**	**1979**
Population dotée d'instruction	100,0	100,0	100,0	100,0
— primaire	83,7	67,6	51,9	33,1
— de huit ans	9,8	22,2	35,8	41,6
— secondaire	5,9	8,4	10,0	20,9
— supérieure	0,6	1,8	2,3	4,4

Parallèlement à l'accroissement numérique de la population, l'élévation de son degré de scolarisation a augmenté aussi le potentiel productif et scientifique du pays, lui ouvrant de nouvelles et plus grandes perspectives de développement et de progrès.

Le développement bénéfique des processus démographiques en Albanie illustre la supériorité de l'ordre socialiste et la justesse de la ligne et de la politique de notre Parti et de notre Etat socialiste. Mais le Parti nous enseigne que ces processus sont profonds, complexes, qu'ils ont des répercussions sensibles, dans un sens positif ou négatif, ce sont des processus qui se manifestent et produisent leur effet pendant une période de temps relativement longue. Aussi ne peut-on traiter et résoudre comme il se doit ces problèmes dans l'immédiat, sans les penser et sans travailler en ayant une perspective claire qui s'étende sur les trois ou quatre quinquennats à venir. Indépendamment des succès obtenus dans ce sens, il est indispensable d'étudier plus à fond l'évolution des

processus démographiques et d'arrêter les mesures nécessaires «... pour que les rythmes d'accroissement de notre population ne soient jamais inférieurs à ceux d'aujourd'hui, qu'ils leur soient quelque peu supérieurs».[7]

Pour comprendre ces processus dans toute leur ampleur et leur profondeur, pour pouvoir les guider constamment sur la base des lois du socialisme et de la politique du PTA, il est nécessaire de les relier plus étroitement aussi au développement de l'économie nationale, au niveau de vie matériel et culturel et aux autres aspects sociaux de la vie du peuple, et cela non seulement dans la capitale et de la part des principaux organismes d'Etat, mais encore au niveau des districts et même des entreprises et des coopératives agricoles. Dans ce domaine, les recensements de la population et d'autres matériaux démographiques constituent une importante source d'information et d'analyse que les organes d'Etat et les organismes économiques, les organisations de masse et les institutions de recherche peuvent utiliser avec une plus grande efficacité dans leur travail d'étude, de direction, de planification et d'exécution.

Le développement dynamique des forces productives au cours de la période de la construction socialiste en Albanie a aussi entraîné des changements considérables et multiformes dans le facteur humain de la production. Le succès le plus important obtenu dans ce domaine a été l'accroissement incessant du nombre des travailleurs employés dans les différentes branches de l'économie, des services et des activités socio-culturelles. En 1950 le secteur d'Etat a employé 82 600 personnes, en 1960 202 200, et en 1982 671800. Ainsi, par rapport à 1950 et à 1960, le nombre des travailleurs employés par ce secteur s'est accru respectivement de 8,1 et de 3,3 fois.

L'évolution du facteur subjectif de la production apparaît de façon complète si l'on considère le total des travailleurs de l'économie nationale employés dans le secteur d'Etat et le secteur coopératif, dans la sphère productive et la sphère non productive. En 32 ans, de 1950 à 1982, et en 22 ans, de 1960 à 1982, le total des travailleurs en Albanie a augmenté respectivement de 2,9 et de 2,2 fois. Ce qui caractérise ces périodes, mais aussi cette dernière décennie, c'est un rythme d'accroissement du nombre des travailleurs toujours supérieur à celui de la population. Sur les périodes susmentionnées, le rythme d'accroissement moyen du nombre des travailleurs de l'économie nationale a été de 3,4 et de 3,5 pour cent, contre un rythme d'accroissement de la population de 2,6 et de 2,5 pour cent. Autrement dit le premier a été environ 1,4 fois supérieur au second.

Ces tendances s'expliquent avant tout par l'existence de deux facteurs: Primo, la structure d'âge de la population où la population âgée de 0 à 14 ans occupe une place relativement importante, ce qui permet d'avoir des contingents toujours croissants de nouvelles forces de travail; secundo, l'engagement dans la production et dans d'autres activités de considérables forces en âge de travailler, mais qui restaient à la maison, principalement des femmes et des jeunes filles, et qui, progressivement et parallèlement au développement et à l'émancipation générale du pays, se sont largement intégrées dans la vie sociale.

Le second facteur a exercé une action plus intense au cours des premiers quinquennats, surtout pendant le processus de collectivisation de l'agriculture et de consolidation des coopératives agricoles. Depuis, il a petit à petit perdu de son importance et depuis des années il constitue un phénomène quasiment dépassé. A noter, et c'est là un fait significatif, qu'en 1982, 46 pour cent du total des travailleurs des villes et campagnes étaient des femmes et des jeunes filles, alors qu'en 1960 cette proportion avait été d'environ 20 pour cent et, avant la Libération, au-dessous de 4 pour cent.

Quant au premier facteur, son importance est allée toujours grandissant, car l'accroissement naturel plus rapide de la population dans les années 50 et au début des années 60 a entraîné une augmentation sensible des contingents de nouvelles forces actives dans les villes, dans les principaux établissements, en dehors de ceux-ci et dans les coopératives agricoles. Cela dit, et compte tenu d'un certain ralentissement des rythmes de croissance de la population au cours de ces 10 à 15 dernières années (ce qui ne manquera pas de produire son effet sur les futurs contingents de nouvelles forces de travail), il ressort que dans l'avenir les rythmes nécessaires du développement du produit social devront s'appuyer davantage sur l'accroissement de la productivité du travail et l'intensification de l'économie, eux-mêmes fondés sur le progrès technique et scientifique et les améliorations structurelles dans les branches de l'économie nationale.

En même temps que l'accroissement de la population, le développement dynamique des forces productives et la création de nouveaux emplois toujours plus nombreux constituent une condition nécessaire de l'accroissement des nouveaux contingents de travailleurs, principalement dans la production matérielle, mais aussi dans les activités socioculturelles, scientifiques, sanitaires et autres. Par son action consciente, la société socialiste veille toujours, à travers ses plans de développement économique et culturel, à faire en sorte que les rythmes d'expansion de l'économie nationale assurent le plein-emploi des nouvelles forces de travail dans une activité socialement utile. C'est là un des plus grands avantages du mode de production socialiste. Cela ressort clairement du fait que les rythmes d'accroissement du produit social ont dépassé sensiblement ceux des nouvelles forces de travail. Au cours des périodes 1951-1982, 1961-1982 et 1971-1982, le taux d'accroissement du produit social a dépassé respectivement de 6, 2,6 et 1,5 fois celui du nombre des travailleurs.

Dans le même temps, le PTA n'a jamais perdu de vue un autre problème essentiel auquel il a apporté une juste solution, scientifiquement fondée, à savoir la production des biens de consommation courante, l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs et de la consommation de la population dans son ensemble. Ces questions sont aussi d'une grande importance pour la reproduction élargie de la population et des forces de travail, sur le plan numérique comme sur le plan des capacités physiques et intellectuelles. Le fonds de consommation et une bonne partie de la richesse nationale constituent la base matérielle de la reproduction des forces de travail et du développement de l'homme. A cet égard aussi, et c'est là un aspect fondamental de la vie, nous sommes allés de l'avant soucieux de préserver les justes proportions requises par les lois économiques et la ligne de notre Parti concernant le bien-être du peuple entier. Le fait que pendant la période de la construction socialiste du pays le fonds de consommation (individuel et social) de la population a augmenté dans son ensemble à un rythme 3,7 à 2,2 fois plus rapide que le taux de croissance démographique, est un des succès les plus marquants obtenus en Albanie.

Les possibilités de consommation de la population sont fournies pour l'essentiel par les revenus que les travailleurs s'assurent directement en fonction de leur labeur. C'est pourquoi on a eu particulièrement soin de mettre en place et de perfectionner un judicieux système de salaires et de rémunération du travail. Le salaire nominal moyen en Albanie satisfait convenablement les besoins de la reproduction élargie des forces de travail et de la vie dans les familles. Cet acquis a été raffermi aussi par une politique unique des prix de détail, dont la stabilité a été consolidée, ou encore par des baisses de prix chaque fois que les conditions ont été réunies à cette fin. Il a été calculé que les baisses périodiques des prix de détail et les mesures d'allégement pour l'acquisitions de médicaments, etc., se sont traduites par une augmentation du pouvoir d'achat de la population d'environ 4 milliards de leks en l'espace de plus de trois décennies (1950-1983).

Le fonds de consommation sociale dont la population profite à titre gratuit dans les domaines des services sanitaires, de l'enseignement et de la culture, du logement, dont les loyers sont très bas, etc., est devenu un facteur toujours plus puissant de l'amélioration des conditions de reproduction de la vie sociale. Les fonds sociaux représentent environ 1/4 des dépenses budgétaires de l'Etat, ce qui signifie en moyenne pour chaque famille un avantage de plus de 4 000 leks par an. L'ensemble du système de sécurité sociale dans les villes comme à la campagne, le vaste réseau de crèches et de jardins d'enfants, la construction de centaines de milliers de maisons et d'appartements neufs où sont logés plus de 80 pour cent de la population, sont au nombre des plus importants succès obtenus en Albanie depuis l'instauration du socialisme et tendent à rendre partout la vie des hommes plus prospère, plus sûre et plus heureuse. Certains traits et processus socio-économiques importants des forces de travail comme la composition de la classe ouvrière en groupes d'âge, l'ancienneté au travail des divers groupes de travailleurs et, surtout, leur niveau d'instruction, témoignent bien de la reproduction élargie de ces forces et de leurs capacités productives, technico-scientifiques et de gestion. Au vu des deux derniers recensements de la population, le regroupement des ouvriers des différentes branches de l'économie albanaise d'après leur ancienneté au travail se présente comme suit (en pourcentage):

	1969	**1979**
Jusqu'à 2 ans d'ancienneté au travail	27,8	13,7
De 3 à 5 ans d'ancienneté au travail	21,3	15,2
De 5 à 10 ans d'ancienneté au travail	22,6	16,9
De 11 à 14 ans d'ancienneté au travail	11,9	21,4
De 15 à 19 ans d'ancienneté au travail	8,8	13,9
20 ou plus de 20 ans d'ancienneté au travail	7,6	18,9

Dans le tableau ci-dessus ressortent clairement deux tendances différentes, mais toutes deux positives. D'un côté, on observe que la part des groupes d'ouvriers d'une ancienneté au travail réduite ou relativement moyenne (jusqu'à 10 ans) a enregistré une baisse. En 1979 ces groupes ne constituaient que 45,8 pour cent du total des ouvriers, alors qu'en 1969 ils en comprenaient 71,7 pour cent. D'autre part on constate une augmentation du pourcentage des groupes d'ouvriers d'une longue ou moyenne ancienneté au travail (11 ans et plus). En 1969 ces groupes représentaient 28,3 pour cent des ouvriers, alors qu'en 1979 leur part a presque doublé, s'élevant à 54,2 pour cent. Aujourd'hui, la classe ouvrière albanaise fait donc preuve de plus de maturité au travail. De plus grandes possibilités lui sont offertes dans ses efforts pour promouvoir la production et accomplir ses autres tâches dans la vie économique et sociale du pays. Par ailleurs, le fait que plus d'un quart de la classe ouvrière albanaise a une ancienneté au travail de pas plus de 2 ans ou de 3 à 5 ans, rend indispensable de veiller en permanence à l'éducation, à la qualification et à la formation des ouvriers pour qu'ils élèvent le rendement et la qualité de leur travail, d'avoir soin aussi de bien les préparer en ce qui concerne l'organisation de la production et de la vie sociale. Ce sont là des tâches qui incombent à toutes les branches de l'économie nationale albanaise, car on y trouve chaque année environ 130 000 ouvriers dont l'ancienneté au travail est réduite ou relativement réduite.

La reproduction des forces de travail comporte ses problèmes quant à l'âge des forces actives en général. Si l'on regarde de plus près trois groupes d'âge, ceux de moins de 20 ans, de 20 à 39 ans et de plus de 40 ans, on verra qu'en 1979 la structure des âges se présente comme suit[8]: Pour les ouvriers, premier groupe 11,9 pour cent, second groupe 59,3 pour cent et troisième groupe 28,8 pour cent; pour les coopérateurs, premier groupe 22,5 pour cent, second groupe 52,1 pour cent et troisième groupe 25,4 pour cent. La majorité des ouvriers et des coopérateurs, environ les 2/3, sont donc d'un âge jeune ou relativement jeune, ne dépassant pas 40 ans. Cela s'explique par le jeune âge de la population albanaise dans son ensemble et par l'existence de contingents relativement importants, quelque 40 000 personnes, embauchées pour la première fois chaque année. A l'avenir aussi, la population active en Albanie aura pour trait son jeune âge, ce qui traduit le haut potentiel physique et intellectuel du facteur humain dans le travail et dans toutes les sphères d'activité.

Cet état de choses contraste avec la situation dans beaucoup de pays capitalistes et révisionnistes où, parallèlement au vieillissement de la population en général, s'accentue aussi le processus de vieillissement de la population active, et où des dizaines de millions déjeunes, même diplômés, errent à la recherche d'un emploi en proie au désespoir et souvent victimes des manifestations de corruption du monde du capital. Quoi qu'il en soit, la part importante que représentent en Albanie les groupes d'âge jeunes de la population active rend très nécessaire de veiller continuellement à la qualification, à la formation culturelle, au recyclage et à l'éducation des travailleurs, notamment de ceux dont l'ancienneté au travail est plus ou moins réduite.

Les changements quantitatifs et qualitatifs qu'a connus le facteur humain dans l'ensemble des forces productives en Albanie sont indissociables de l'élévation du niveau professionnel et du niveau d'instruction et de culture des ouvriers et des coopérateurs, ainsi que as l'accroissement numérique de l'intelligentsia et de l'amélioration de sa structure. L'instruction et la qualification n'ont jamais été séparées du travail, tous trois sont allés de pair et ont accru les possibilités de développement de la production et de la construction socialiste en Albanie. Comme nous l'enseigne le camarade Enver Hoxha, «... en régime socialiste, le travail et l'instruction sont deux questions d'une importance capitale et décisive. L'édification du socialisme ne saurait progresser comme il se doit sans le travail et l'instruction. Plus nous aimerons le travail, plus rapidement nous construirons le socialisme, plus nos travailleurs seront instruits, plus les rythmes de l'édification du socialisme seront accélérés».[9]

Dans notre système socialiste la loi de la reproduction continue et élargie des forces de travail qualifiées et dotées d'instruction a constamment exercé son action. Le progrès technique et scientifique incessant, en tant que caractéristique inhérente au système et à la production socialistes, entraîne la nécessité d'une reproduction toujours croissante et qualitativement supérieure des forces de travail. Dans le processus d'édification socialiste la sphère d'utilisation du travail non qualifié tend à se réduire graduellement. Par ailleurs, des conditions concrètes ont été réunies permettant l'instruction et la qualification de la grande masse des travailleurs, ainsi que l'élévation de leur niveau culturel. Ce progrès et ce développement qualitatif de l'homme sont d'autant plus nécessaires que les travailleurs en régime socialiste non seulement produisent, mais encore participent aux activités économiques, politiques et idéologiques. Guidés par le Parti, ils sont maîtres du pays et assument des fonctions d'organisation et de direction, qui, dans les pays capitalistes et révisionnistes, sont le monopole des exploiteurs, des technocrates et des laquais de la bourgeoisie.

Au cours de la construction du socialisme se produisent et s'intensifient plusieurs processus à la fois, qui, en corrélation entre eux, nous fournissent l'aspect qualitatif de la reproduction élargie des forces de travail. Ainsi, la formation culturelle générale des travailleurs dans la production comme dans les autres secteurs va sans cesse s'améliorant, l'éventail de la formation professionnelle des ouvriers et des coopérateurs s'élargit davantage: les éléments du niveau de formation d'ingénieur et de technicien sont introduit toujours plus dans la préparation des ouvriers; de plus importants problèmes se posent non seulement dans le cadre de l'intensification de leur qualification, mais aussi pour leur recyclage; la masse des ouvriers et des coopérateurs accroît ses capacités créatrices, le mouvement des rationalisateurs s'amplifie et gagne en qualité; le niveau de qualification de chacun monte et prend aussi une vaste signification pour les coopérateurs et les ouvriers agricoles. En général, dans les conditions de la révolution technique et scientifique, les aspects qualitatifs de la reproduction des forces de travail revêtent une importance toujours plus considérable.

Dans le processus d'introduction de nouvelles techniques dans les villes comme dans les campagnes et de division sociale du travail, d'importants changements interviennent dans le nombre et la structure des professions. Les travaux non qualifiés et les métiers difficiles disparaissent ou se raréfient; certains métiers traditionnels changent de contenu; dans le même temps, certaines professions nouvelles qui apparaissent dans divers secteurs et branches de l'économie voient leur importance grandir par suite du progrès technique et technologique et de l'essor d'activités nouvelles. Actuellement en Albanie sont exercées plus de 5 000 professions alors qu'avant la Libération on ne comptait qu'environ 85 métiers principaux. Plus particulièrement, le nombre des professions comportant l'emploi de machines, de divers dispositifs et appareils, s'est accru sensiblement.

Le progrès technique, technologique et scientifique ainsi que le rôle de direction et d'organisation toujours croissant de la classe ouvrière et des travailleurs dans leur ensemble ont également rendu nécessaire le perfectionnement des modes de formation des ouvriers et d'appréciation de leur niveau de qualification. Le passage, en 1976, de l'appréciation des capacités des ouvriers à partir de leur «catégorie individuelle» à l'«attestation» de leur niveau de formation culturelle et professionnelle constitue un progrès dans ce sens. Cette dernière forme d'appréciation est plus complète et plus large, elle répond mieux aux tâches que fixent le stade actuel et les perspectives de la construction socialiste dans le cadre de la reproduction élargie des forces de travail.

De grands et profonds changements ont été enregistrés notamment en ce qui concerne le niveau d'instruction et de qualification des travailleurs. Selon les données des deux derniers recensements la situation pour ce qui est de l'enseignement de huit ans et de l'enseignement secondaire, se présente comme suit: (en pourcentage):

	Dotés d'une instruction de 7 à 8 ans		**Dotés d'une instruction secondaire**	
	1969	**1979**	**1969**	**1979**
Total des travailleurs	23,8	39,1	7,8	24,3
— Ouvriers	38,9	39,4	5,3	32,6
— Coopérateurs	17,5	47,3	0,6	10,6
— Employés	29,1	10,7	38,5	41,1

Ainsi donc, au sein de la classe ouvrière on voit s'accroître rapidement la part des ouvriers dotés d'une instruction secondaire, qui en représente plus du tiers. Une pareille tendance s'observe aussi chez les coopérateurs, dont la plupart sont encore ceux dotés d'une instruction de huit ans.

Du point de vue du degré de qualification (autrement dit de l'attestation), et selon les données de 1982, la situation se présente comme suit: environ 30 pour cent des ouvriers dans le pays avaient un bon niveau de qualification, c'est-à-dire qu'ils accomplissaient un travail de quatrième, cinquième et sixième catégorie. Dans l'industrie, ce niveau de qualification a été atteint par plus de 47 pour cent des ouvriers, dans l'agriculture par environ 22 pour cent des ouvriers et des coopérateurs, et dans la construction par quelque 34 pour cent des ouvriers.

Le PTA a veillé en particulier à la formation et au renouvellement des cadres dotés d'une instruction professionnelle secondaire ou supérieure. Rien que de 1970 à 1982, leur nombre avait augmenté de 4 fois alors que la population s'était accrue de 1,3 fois et le produit social de 1,9 fois. En 1982 on comptait en Albanie 52 600 cadres supérieurs, contre respectivement 620 et 4 300 en 1950 et en 1960. D'autre part, en 1982 le nombre des cadres dotés d'une instruction professionnelle secondaire a atteint 169 000, contre respectivement 3 000, environ 12 000 et 37 700 en 1950, 1960 et 1970.

Ainsi les résultats obtenus sont importants et évidents et les tendances de développement justes. Mais les tâches à accomplir et les problèmes posés sont considérables, leur réalisation et, leur solution demandent une attention soutenue. Témoin entre autres la structure des nouvelles forces de travail quant au niveau d'instruction au long du septième quinquennat, et dont le nombre se monte à plus de 200 000 personnes. A cet égard, les calculs (approximatifs) montrent que près de 60 pour cent de ces forces seront dotées, au moment de leur embauchage, d'une instruction de huit ans, 6 pour cent d'une instruction professionnelle de 1 à 2 ans (après avoir terminé leurs études de huit ans) quelque 30 pour cent d'une instruction secondaire et 4 pour cent d'une instruction supérieure. Par rapport au passé, cette évolution accroît la part des travailleurs instruits, notamment de ceux dotés d'une instruction secondaire. Il s'agit maintenant d'augmenter le nombre des jeunes qui poursuivent leurs études dans le cycle secondaire régulier ou du soir, surtout dans les campagnes. C'est une exigence du progrès technique et scientifique de notre pays, du développement intensif de notre économie nationale, de la réduction continue des disparités essentielles entre les villes et les campagnes, ainsi que de l'élévation du niveau culturel général de la population.

Le VIII[e] Congrès du PTA a donné à cet égard d'importantes directives dont l'accomplissement revêt une valeur particulière pour le présent et l'avenir. «La tâche de notre Parti, a souligné le camarade Enver Hoxha à ce Congrès, est de faire justement comprendre à tous que notre société a besoin d'hommes cultivés, dotés d'un vaste horizon culturel, d'une haute préparation professionnelle, technique et scientifique, d'éduquer les travailleurs à être très exigeants envers eux-mêmes. Que nos cadres et nos travailleurs se caractérisent par le sentiment du nouveau progressiste, par l'esprit d'innovation, la passion et la volonté d'étudier et de s'instruire constamment.»[10]

La reproduction élargie des forces de travail a toujours progressé en harmonie avec la répartition judicieuse des travailleurs dans les sphères productive et non productive, dans les diverses branches de l'économie, dans les villes et dans les campagnes. Ce processus dans son ensemble se caractérise par le fait que l'immense majorité

des forces de travail est employée dans la sphère de la production matérielle, essentiellement dans l'industrie et l'agriculture. De 1950 à ce jour, environ 86,5 pour cent du total des travailleurs ont été employés dans la sphère de la production matérielle et environ 13,5 pour cent dans la sphère non productive. Par ailleurs, le nombre absolu des travailleurs s'est accru sans arrêt dans ces deux grandes sphères de l'activité sociale. Par rapport à 1960 et à 1970, le nombre des travailleurs employés en 1982 dans la sphère productive a augmenté respectivement de 2,2 et de 1,5 fois, dans la sphère non productive d'environ 2 et de 1,4 fois.

Pendant les années de construction socialiste en Albanie une série de changements ont eu lieu dans les processus démographiques, dans le développement des forces productives et les tendances de l'emploi des forces de travail, qui ont en général augmenté le potentiel productif de la population albanaise. Cela apparaît surtout dans l'accroissement progressif de la part de la population active par rapport au total de la population, ainsi que dans l'accroissement prioritaire du nombre des travailleurs dans la sphère de la production matérielle. Les quelques données suivantes éclairent les tendances de développement du potentiel productif de la population albanaise (en pourcentage)[11]:

Années	Part de la population active par rapport au total de la population	Part des travailleurs (dans les sphères productive et non productive par rapport au total de la population active)	Part des travailleurs de la production matérielle par rapport au total de la population	Part des travailleurs de la production matérielle par rapport au total des travailleurs (productifs et non productifs)
1950	48,3	68,0	28,8	87,5
1960	47,6	70,8	29,1	85,4
1970	49,2	71,4	30,1	86,3
1980	55,0	71,6	35,3	86,6
1982	55,8	75,1	36,7	86,7

Parallèlement au développement des forces productives, des changements positifs sont intervenus également dans la répartition des travailleurs suivant les branches de la production matérielle. En 1980 l'industrie employait plus de 25 pour cent du total de cette catégorie de travailleurs contre 5,8 pour cent, en 1950. Actuellement, l'industrie et les autres branches de l'économie (construction, transports, etc.), à l'exception de l'agriculture, emploient environ les 2/5 du total des travailleurs de la sphère productive.

En dépit de l'accroissement du nombre des travailleurs ruraux, l'agriculture albanaise a enregistré une baisse progressive de leur part dans l'ensemble de la sphère productive, part qui est tombée de 87 pour cent en 1950, à environ 60 pour cent en 1980.

Les tendances de l'emploi des forces de travail et de leur répartition selon les branches de la production matérielle sont chez nous judicieuses et progressives. Elles reflètent et soutiennent le processus d'industrialisation socialiste du pays, tout en mettant l'accent sur le grand rôle de l'agriculture dans toute la vie du pays. Les deux branches principales de l'économie albanaise, l'industrie et l'agriculture, emploient, prises ensemble, plus de 85 pour cent des travailleurs de la sphère de la production matérielle. Ces tendances, de quantité et d'intensité variables, s'avéreront à l'avenir également.

Le processus de répartition des travailleurs entre les sphères et branches de l'économie comporte aussi le mouvement organisé et planifié des forces actives, surtout leur mouvement mécanique entre les campagnes et les villes ainsi qu'entre les différentes régions du pays. Le PTA a toujours considéré le mouvement mécanique de la population comme une nécessité et, en même temps, comme une conséquence du développement des forces productives et de la vie sociale dans son ensemble. De son côté, ce processus a toujours joué un rôle actif pour le développement de l'économie et l'évolution de la population elle-même. En ce qui concerne ces questions interdépendantes, Lénine a écrit que «... la grande industrie qui utilise des machines engendre nécessairement la mobilité de la population...».[12]

Ces enseignements ont également été confirmés par la pratique de la reproduction socialiste élargie en Albanie. La classe ouvrière albanaise a puisé ses forces dans la paysannerie. Le développement de l'industrie et des autres activités a rendu nécessaires la mise sur pied de nouvelles villes, l'agrandissement des villes existantes et surtout la création de nombreux nouveaux centres ouvriers. Ces processus ont été réalisés suivant un plan. Ils ont soutenu puissamment l'industrialisation du pays sans pour autant nuire au développement extensif et intensif de l'agriculture, et ils tendent, dans les campagnes, à imbriquer l'industrie et l'agriculture, dans des conditions telles que l'activité agricole y conserve la place principale.

Les tendances du mouvement mécanique de la population s'éclairent à la lumière des données fournies par les recensements de la population, et résumées dans le tableau ci-dessous:

Accroissement de la population et part du mouvement mécanique entre les campagnes et les villes[13]

	Accroissement de la population (en milliers)			En % par rapport à l'accroissement total	
	Total	Dont		Naturel	Mécanique
		Naturel	Mécanique		
De 1960 à 1969					
— Accroissement Total	441,5	441,5	—		
Dont					
— Citadins	166,3	111,9	(+) 54,4	67,3	(+) 32,7
— Paysans	275,2	329,6	(-) 54,4	19,8	(-) 19,8
De 1969 à 1979					
— Accroissement Total	522,4	522,4	—		
Dont					
— Citadins	198,1	131,5	(+) 66,6	64,4	(+) 33,6
— Paysans	324,3	390,9	(-) 66,6	120,5	(-) 20,5

Ainsi donc, au cours des deux décennies (1960-1979) prises ensemble, environ 1/3 de l'accroissement de la population citadine est dû à l'installation de paysans dans les villes. Cependant, en chiffres absolus, la population rurale a continué de s'accroître; en 19 ans cet accroissement a été de l'ordre de 599 500 personnes (275 200 + 324 300).

L'expérience de la construction du socialisme en Albanie et une analyse plus détaillée des données du mouvement mécanique de la population montrent que les tendances de ce processus ne vont pas toujours dans le même sens et que ses proportions mêmes varient. Ainsi, jusqu'en 1975, le mouvement de la population des campagnes vers les villes a connu une certaine intensité, alors que ces sept dernières années il a beaucoup ralenti. On a vu, progressivement, s'affermir la tendance des forces de travail des coopératives agricoles, employées dans le secteur d'Etat, à modifier seulement leur condition de classe (devenant ainsi, d'agriculteurs, ouvriers), sans pour autant changer de résidence et sans non plus que se modifie la condition de classe de leur famille.

Ces dernières années, s'est renforcé aussi le mouvement de la population et de la main-d'oeuvre urbaines vers les établissements situés dans les environs des villes ainsi que vers les coopératives agricoles. Actuellement, la situation est telle que dans l'ensemble, la population des villes et des entreprises agricoles assurent la reproduction de nouvelles forces de travail dans la mesure requise par les nouveaux emplois créés chaque année. Par ailleurs, la mécanisation du travail dans divers secteurs et branches de l'économie albanaise tend à s'amplifier.

Tout cela nécessite un travail plus intense afin de pouvoir guider scientifiquement le mouvement de la population et de la main-d'oeuvre. «Au stade actuel de notre développement, mais sans perdre de vue les perspectives d'avenir, nous enseigne le camarade Enver Hoxha, nous devons mieux étudier dans quelle mesure les tâches fixées pour le développement des forces productives et la situation de nos richesses naturelles région par région concordent avec la situation et les perspectives de l'accroissement numérique de la main d'oeuvre.»[14]

Il y a donc encore des problèmes posés qui attendent une solution opportune, celui entre autres de la main-d'oeuvre requise dans les régions septentrionales du pays et notamment pour les mines, les usines d'enrichissement de minerais et les scieries, tout en assurant la main-d'oeuvre nécessaire aux coopératives agricoles de ces régions; celui de l'extension de la mécanisation dans les mines, les transports, la construction et l'agriculture; celui de la prévention d'un inutile mouvement mécanique de la population dans les campagnes mêmes (des zones de montagne et de collines vers les zones de plaine et celles à proximité des villes) ainsi que dans les coopératives agrandies (des villages reculés vers les villages situés dans la plaine et au centre des coopératives). Naturellement, ces problèmes et d'autres encore de cette nature requièrent le développement des forces productives partout dans le pays, l'amélioration des conditions économiques et sociales, des conditions de travail et d'existence dans toutes les régions, une planification scientifiquement mieux conçue dans les investissements et d'autres secteurs. Il faut aussi que les travailleurs soient éduqués dans un esprit révolutionnaire afin qu'ils donnent toujours la primauté à l'intérêt général de la société et à ses perspectives d'avenir. **Le développement des forces productives et le perfectionnement des rapports de production ont toujours constitué aussi le fondement objectif des modifications de la structure sociale de notre société.**

C'est là également, un aspect important de la reproduction des forces de travail, qui revêt un caractère politique, idéologique et social prononcé. Ce processus, depuis un certain nombre d'années, a évolué comme suit :

Structure sociale et de classe de la société albanaise (par rapport au total de la population)

En pourcentage	1960	1970	1979	1985 (Prévisions)
1. Ouvriers (y compris, pour 1960, 0,9 pour cent d'artisans)	29,1	35	42	46,5
2. Paysans	59,7	51	45	42
— coopérés	(42,6)	(51)	(45)	(42)
— individuels	(17,1)	(—)	(—)	(—)
3. Employés (intelligentsia)	11,2	14	3	11,5

Ces tendances sont justes et conformes à la ligne et à la politique du PTA pour le développement économique et social du pays dans la voie du socialisme. Elles ont été constamment et délibérément soutenues. Dans ce cadre on a donné la priorité au développement de la classe ouvrière, sans pour autant freiner le développement de l'agriculture dans toutes les régions du pays. **Le développement économique et social objectif de la nation exige, dans l'intérêt de la classe ouvrière, que la structure de classe de la société albanaise connaisse une mutation plus rapide que les rapports entre la population citadine et la population rurale.** Cela parce que la production, industrielle et les autres activités de caractère non agricole se sont développées et iront sans cesse croissant dans les régions rurales ce qui n'exclut pas l'application conséquente du principe selon lequel l'agriculture est la branche fondamentale de l'économie nationale. Le plus important et profond changement intervenu dans la structure sociale et de classe de la société albanaise est la création d'une classe ouvrière numériquement importante, présente dans tout le pays, comprenant autant de catégories de travailleurs que d'activités productives, dotée d'un niveau de formation technique élevé et trempée selon l'idéologie marxiste-léniniste du PTA. Alors qu'avant la Libération, et plus précisément en 1938, l'Albanie ne comptait que 15 000 ouvriers, leur nombre, en 1950, s'est élevé à 55 000, en 1960 à plus de 154 000 et en 1982 à 549 000, chiffre 3,6 fois supérieur à celui de deux décennies plus tôt. La classe ouvrière albanaise est une des plus jeunes d'Europe. Son âge moyen est de 35 ans. Plus des 9/10 des ouvriers albanais ont grandi et ont été éduqués depuis l'instauration du pouvoir populaire. La classe ouvrière en Albanie joue un rôle déterminant dans la production matérielle, elle est la colonne vertébrale du pouvoir populaire. Elle réalise environ 2/3 du revenu national (conformément au système des prix en vigueur pour les moyens de production et les articles de consommation) et les ouvriers avec leurs familles représentent plus des 2/5 de la population du pays. «Notre classe ouvrière, a souligné le camarade Enver Hoxha, constitue à tous égards le fondement de notre construction socialiste, son facteur déterminant.»[15]

Publié d'après le n° 7/1984 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. K. Marx, F. Engels, *œuvres,* éd. russe, t. 23, p. 178.

2. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. 4, p. 564, Editions «8 Nëntori» Tirana, 1982.

3. V. Lénine, J. Staline, *La reproduction et les crises économiques dans le capitalisme,* éd. alb., pp. 268-269, Tirana, 1981.

4. K. Marx, F. Engels, *L'Idéologie allemande,* éd. alb., p. 19, Tirana, 1983.

5. K. Marx, *Le Capital,* éd. alb., t. 1, livre 3, pp. 98-99, Tirana, 1971.

6. Enver Hoxha, *A propos du 7e plan quinquennal,* éd, alb., p. 162.

7. Enver Hoxha, *A propos du 7e plan quinquennal,* éd. alb., p. 160.

8. Extrait des données du recensement de la population.

9. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 30, pp. 34, 35.

10. Enver Hoxha, *Rapport au VIIIe Congrès du PTA,* éd. fr., p. 148, Tirana, 1981.

11. Elaborées d'après les statistiques afférentes.

12. V. Lénine, *œuvres,* éd. alb., t. 3, p. 647.

13. Données élaborées sur la base des recensements de la population effectués en 1960, 1969 et 1979.

14. Enver Hoxha, *A propos du 7e plan quinquennal,* éd. alb., p. 168.

15. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1972-1973,* éd. alb., p. 360.

Refik Kucaj (Maître de recherches) — L'historiographie bourgeoise et révisionniste ne peut pas ternir la contribution du peuple albanais à la Guerre antifasciste mondiale (1939-1945)

Le peuple albanais insurgé a apporté, par rapport à sa population et à son territoire très réduits, une précieuse contribution à la victoire commune sur le fascisme. Dans cette lutte, l'Albanie s'est distinguée comme un des participants les plus actifs de la coalition antifasciste mondiale. Indéniablement, la résistance du peuple albanais contre les occupants commença avant même que la lutte contre le fascisme n'eût pris une envergure mondiale. C'était une lutte légitime pour survivre comme peuple et comme nation. Un petit peuple de pas plus d'un million d'habitants se souleva tout d'un bloc les armes à la main, il créa son armée de libération de 70 000 partisans, organisés en brigades, divisions et corps d'armée.

Par rapport à la population, il ressort qu'à l'époque en Albanie une personne sur 14,3 a pris activement part à la lutte contre l'occupant. Le peuple armé et l'Armée de libération nationale albanaise engagèrent totalement au combat sur leur territoire national 15 divisions italiennes et allemandes, infligeant à l'ennemi des pertes considérables: 26 594 tués, 21245 blessés et 20 800 prisonniers.[1] Les forces albanaises mirent hors de combat 2 100 chars et blindés, 1331 canons et mortiers, 1 934 camions et capturèrent une grande quantité de munitions et de matériel de guerre.

Le très lourd fardeau supporté par le peuple albanais pendant la lutte contre le fascisme est illustré par les pertes humaines et les énormes dégâts matériels qu'il subit. Plus de 700 000 soldats fascistes qui foulèrent le sol albanais mirent le pays à feu et à sang, perpétrant les massacres les plus féroces. Par rapport donc à sa population et à l'étendue de son territoire, l'Albanie est un des pays les plus éprouvés de la Deuxième Guerre mondiale. Le petit peuple albanais compte 28 000 morts au champ d'honneur. Si l'on tient compte aussi des blessés, il s'ensuit que 7,3 pour cent de la population a été physiquement atteinte par la guerre. Des dizaines de milliers de personnes furent emprisonnées ou déportées dans des camps de concentration en Allemagne et dans d'autres pays occupés. Beaucoup d'entre eux trouvèrent une mort atroce dans ces camps d'extermination de triste mémoire. Si l'on prend aussi en compte les biens détruits par l'occupant, on peut affirmer que presque toutes les familles albanaises ont été éprouvées par les envahisseurs italiens et allemands; 21 pour cent des maisons dans les villages et les villes furent brûlées ou dévastées, plus d'un tiers du cheptel (ovins, caprins, bovins, équidés, etc.) fut détruit par les armées d'invasion.

A l'automne 1944, l'armée allemande, battant en retraite, fit sauter les principaux ponts du pays ainsi que plusieurs autres importants établissements économiques, centrales électriques, usines, installations de l'infrastructure, etc. Elle fit sauter les ports de Durrës, Vlore, Sarande, Shëngjin, Seman et un bon nombre de mines. Rendant compte de ces actes barbares, le commandement des troupes allemandes de l'Europe du Sud-Est affirmait que la seule destruction de ses ponts a reporté «l'Albanie dix ans en arrière».[2]

Grâce à sa lutte héroïque révolutionnaire, le peuple albanais libéra sa patrie et se libéra lui-même, prouvant par son exemple qu'un peuple petit en nombre peut combattre et vaincre des ennemis supérieurs, et réaliser sa libération nationale et sociale. «L'histoire de notre peuple n'avait jamais connu une lutte d'une telle envergure, à laquelle tous, depuis les enfants jusqu'à nos vieilles mères, prirent part, elle n'avait jamais vu toutes les énergies de ce petit peuple... converger ainsi dans une âpre lutte pour la liberté et l'indépendance».[3]

La Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais revêtit un profond caractère révolutionnaire et se convertit en une véritable révolution populaire, anti-impérialiste et démocratique. C'était avant tout une guerre juste livrée par un peuple pour sa libération nationale et sociale dans le cadre de la lutte de libération des autres peuples asservis par le fascisme.

Se guidant toujours sur les enseignements du marxisme-léninisme sur le rôle du facteur intérieur en tant que facteur principal du développement et de la victoire, le Parti orienta dès le début avec sagesse la Lutte de libération nationale. «Le destin de notre pays dépend de la lutte que nous sommes en train de mener, était-il dit dans la lettre du CC du PCA adressée au peuple albanais. Il faut intensifier cette lutte afin que le jour de la victoire sur l'occupant soit toujours plus proche,... car c'est de cette lutte que dépend notre avenir».[4] Toutefois, notre Parti ne pouvait pas oublier le fait que la Lutte de libération nationale était une partie indissociable de la Lutte antifasciste mondiale et qu'elle y était intégrée. C'est précisément pourquoi, dans ce cadre, la position conséquente et révolutionnaire du PCA et du Front de libération nationale envers les alliés du dehors fut d'une extrême importance pour la victoire du peuple albanais dans sa Lutte de libération nationale. Par son appel: «Relions le plus étroitement possible notre Lutte de libération nationale...» à «... la guerre juste menée par l'Union soviétique, l'Angleterre et les Etats-Unis et à celle de tous les autres peuples opprimés par la botte fasciste»,[5] en premier lieu «... à la guerre héroïque des peuples de l'Union soviétique qui sont en première ligne de la lutte de libération contre le fascisme»,[6] le PCA, dirigeant de la Lutte antifasciste de libération nationale, définit aussi sa position stratégique et tactique et sa participation active à la Guerre antifasciste mondiale.

Infligeant de lourdes pertes à l'ennemi sur l'ensemble du territoire albanais, notre peuple immobilisa sur place des centaines de milliers de soldats de l'Armée italienne et allemande empêchant ainsi l'envoi de ces troupes sur le Front de l'Est, et cela à un moment où ce front ne cessait d'engloutir de très gros effectifs des forces de l'Axe et des pays occupés. Bien au contraire, quoique petit en nombre, disposant de forces et de moyens inférieurs à ceux de l'ennemi, le peuple albanais non seulement empêcha l'envoi du moindre détachement de mercenaires à partir du territoire albanais sur le front de l'Est ou sur les autres fronts de l'Europe, mais par sa lutte héroïque aida et indirectement, et directement la lutte antifasciste des peuples d'Europe et surtout la lutte des peuples des Balkans.

Le peuple albanais sabota l'attaque de l'Italie fasciste contre le peuple grec, empêchant les forces albanaises encadrées dans l'armée italienne de participer à l'agression et frappant ses arrières sur le territoire albanais.

Le peuple albanais envoya plusieurs milliers de combattants de son armée de libération nationale pour aider le vaillant peuple yougoslave ainsi que les frères albanais de Kosove, de Macédoine et du Monténégro dans leur lutte héroïque contre les nazis allemands. Ainsi, l'Albanie devint non seulement de facto mais aussi de jure un membre actif de la coalition antifasciste mondiale. Le peuple albanais s'est acquis ce titre grâce à sa lutte héroïque et victorieuse, au dedans comme au dehors, contre les occupants nazis-fascistes et leurs laquais.

Les liens de la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais avec la grande Guerre antifasciste mondiale ne peuvent pas être considérés comme une simple adhésion ou un acte de solidarité, il s'agissait d'un engagement total de toutes les forces et de tous les moyens dont disposait notre peuple dans la lutte pour le triompha final sur le fascisme, d'une action parallèle à celle des autres peuples de la coalition antifasciste, harmonisée avec les plans stratégiques des Alliés et la guerre sur les principaux fronts contre les armées fascistes.

Se fondant sur l'analyse scientifique des événements et des phénomènes, ainsi que sur les documents du temps de guerre, la jeune historiographie albanaise a éclairé non seulement les conditions, les forces motrices et directrices de notre lutte de libération nationale, le rôle des divers facteurs qui en permirent l'heureux couronnement, mais aussi la précieuse contribution apportée par le peuple albanais à la guerre antifasciste mondiale (1939-1945). Les études menées jusqu'à ce jour sur ce sujet, monographies et autres, fondées sur une documentation exacte et la méthodologie marxiste-léniniste, constituent une sérieuse analyse scientifique ainsi qu'une juste appréciation des événements et des problèmes de la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais.

Les problèmes de cette lutte et de sa transformation en révolution populaire ont attiré l'attention et sont devenus un objet d'étude de plusieurs historiens étrangers dans l'immédiat après-guerre comme de nos jours. Il est des auteurs étrangers, comme, entre autres, E. Zahos en Grèce et G. Castelan en France, qui lorsqu'ils évoquent la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais se prononcent avec objectivité et bienveillance à son sujet, se fondant pour cela sur les données historiques et les documents de l'époque, et en font en général une juste interprétation. Ainsi, par exemple, dans deux travaux synthétiques sur l'histoire de l'Albanie, parus en 1972 et 1980, l'histoire de la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais est traitée généralement de façon juste, et il y est fait aussi recours aux données et aux résultats de la jeune historiographie albanaise. Ces travaux apprécient à sa juste valeur la lutte héroïque livrée par le peuple albanais au nazisme, au fascisme et à leurs valets pour sa libération nationale et sociale.

Ces ouvrages progressistes contribuent à une meilleure connaissance de l'histoire de l'Albanie, de la lutte héroïque menée par le peuple albanais, sous la direction du PCA, pour conquérir et sauvegarder la liberté et l'indépendance du pays.

C'est en vain que les historiens bourgeois et révisionnistes tentent de déformer l'histoire. Les efforts tendancieux et malveillants de cette historiographie pour dénigrer la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais, la position et les attitudes du PCA et du Mouvement de libération nationale en Albanie contre les occupants et ses collaborateurs à l'intérieur du pays, pour ternir ou interpréter faussement les relations du PCA et du peuple albanais avec les autres partis et les mouvements de libération nationale des pays voisins ainsi qu'avec la coalition antifasciste mondiale, ont échoué l'un après l'autre. Mais on ne peut mettre la lumière sous le boisseau. Néanmoins, les tentatives de l'historiographie bourgeoise et révisionniste dans a sens n'ont pas diminué et notre historiographie a pour devoir de la démasquer par des faits et des arguments convaincants.

Naturellement, notre propos dans cet article n'est pas de faire une analyse détaillée du travail de chaque auteur, mais de mettre en relief de façon condensée les traits antimarxistes et anti-albanais de l'historiographie bourgeoise et révisionniste.

Certes, l'historiographie bourgeoise sur la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais dont les débuts remontent aux informations intentionnellement déformées de Radio Londres et de la «Voix de l'Amérique», ne s'est pas fixé pour but une étude sérieuse de la Lutte de libération nationale du peuple albanais. Parmi les travaux soi-disant scientifiques dans le fonds de cette historiographie, on citera notamment les mémoires d'après-guerre des anciens représentants anglais en Albanie comme R. Tilman (1946), J. Amery

(1948), E. Daves (1952), P. Kemp (1958), ainsi que d'anciens militaires italiens et allemands tels que: F. Jacomoni (1965), L. Rendulitch (1952), E.S. Richberg (1955), F. Neubacher (1956), H. Frank (1957) et d'autres encore. A partir de leurs positions de classe et avec des objectifs bien définis, ils se sont évertués de déformer la vérité historique sur la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais.

Les faits de l'histoire de la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais ont été déformés et falsifiés non seulement pendant les premières décennies de l'après-guerre, mais aussi plus tard jusqu'à nos jours. Ce problème a également été traité dans un esprit anti-albanais prononcé par bon nombre d'auteurs dans d'autres pays bourgeois, dont les milieux dirigeants suivent une politique hostile à l'Albanie socialiste, au marxisme-léninisme, aux peuples et à la révolution. A travers de tels écrits, ces prétendus chercheurs, qui se sont penchés sur les problèmes albanais, visent à frapper et à ternir le rôle dirigeant du PCA, à déformer et à récuser les enseignements du marxisme-léninisme sur la révolution populaire et le pouvoir révolutionnaire, à nier l'importance de l'expérience que le PTA s'est acquise au cours de cette lutte d'envergure titanesque.

De nouvelles tentatives ont été faites ces derniers temps par certains autres «auteurs» de pays bourgeois qui s'efforcent avec insistance de déformer les problèmes fondamentaux de la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais. C'est le cas par exemple de l'auteur anglais E. Barker dans son livre «La politique britannique dans l'Europe du Sud-Est pendant les années de la Seconde Guerre mondiale», publié à Londres en 1976; de l'auteur ouest-allemand Bernhard Tonnes dans son ouvrage «L'Albanie, un cas spécial», publié en RFA en 1980, etc. On comprend aisément qu'une des raisons principales qui a poussé tous ces auteurs à écrire sur les problèmes de l'histoire de la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais, est leur haine de notre idéologie marxiste-léniniste et de notre système socialiste qui repose précisément sur le triomphe de cette, lutte.

Dans les travaux de l'historiographie occidentale, surtout de ceux de certains auteurs anglais, américains et autres on voit prévaloir la thèse selon laquelle la Lutte antifasciste de libération nationale en Albanie avait un caractère purement local que ce n'était soi-disant qu'une guerre civile entre le Mouvement de libération nationale d'une part et le Balli Kombëtar et le Legaliteti de l'autre. Niant le caractère antifasciste de la lutte du peuple albanais, le sophiste ouest-allemand Tonnes écrit dans son livre «l'Albanie, un cas spécial» que, pendant la lutte de libération nationale «les partisans d'Enver Hoxha se sont battus en arborant le drapeau de Skanderbeg, voire même que cette lutte avait un caractère strictement national»[7]. Cette attitude est aussi celle d'auteurs anglais comme J. Amery et d'autres, qui s'efforcent de déformer la réalité et de présenter la Lutte antifasciste de libération nationale sous les couleurs «d'une guerre civile». Cette thèse a été reprise par l'historiographie révisionniste soviétique laquelle affirme que... la lutte [en Albanie] prit, vers la fin de 1943, le caractère d'une guerre civile».[8]

Se fondant sur l'analyse scientifique des événements et des phénomènes ainsi que sur la documentation du PCA, du Front de libération nationale, du pouvoir de libération nationale, du Haut commandement et de l'Etat-major général de l'ALNA, relative à cette époque, l'historiographie albanaise a défini la lutte de notre peuple comme une lutte antifasciste de libération nationale qui revêt en même temps les traits d'une révolution populaire sous la direction du Parti communiste d'Albanie et les idées du marxisme-léninisme. Le principal ennemi dans cette lutte demeurait toujours l'occupant, alors que les ennemis de l'intérieur, le Balli Kombëtar et le Legaliteti, en tant que représentants des intérêts des principales classes exploiteuses, des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie réactionnaire, ne furent combattus qu'à titre de valets et de collaborateurs de l'ennemi. La lutte contre les traîtres au pays n'était pas une lutte distincte, une guerre purement civile, mais une partie intégrante de la lutte totale que le peuple albanais livrait aux envahisseurs fascistes, et dont le caractère antifasciste demeura immuable du début à la fin. Le Parti communiste et le Conseil antifasciste général de libération nationale n'acceptèrent pas de changer et en fait ils ne changèrent jamais la plate-forme politique de la Conférence de Peza, ils n'usèrent donc jamais de slogans de lutte contre les beys, la bourgeoisie, les bayraktars, etc., ce qui aurait été trahir la ligne de libération nationale. Le fer de lance de la lutte de libération nationale demeura toujours dirigé contre l'envahisseur étranger.

La thèse des historiens bourgeois suivant laquelle le Balli Kombëtar et le Legaliteti sont considérés comme des composants de la résistance antifasciste en Albanie est connue. Dans la poursuite de sa politique de soutien à la réaction intérieure albanaise, le gouvernement britannique, à partir de mai 1944, mit sur le même plan le Front de libération nationale le Balli Kombëtar et le Legaliteti, qualifiant ces deux dernières organisations collaborationnistes «d'organisations de résistance».[9] Cette thèse fut reprise par l'historiographie bourgeoise. Ainsi, dans la partie consacrée à l'Albanie, l'«Encyclopédie française de la Seconde Guerre mondiale», parue en 1979, mentionne aussi Abaz Kupi, le considérant comme «un antifasciste convaincu qui mit sur pied le mouvement du Legaliteti...» et qu'après la capitulation de l'Italie, les Allemands «reprirent la guerre contre les mouvements de résistance qui étaient en guerre entre eux...»,[10] etc. (souligné par l'auteur, R.K.).

Ces tentatives des historiens occidentaux pour dénigrer la Lutte de libération nationale du peuple albanais ne sont que des déformations de l'histoire qui, non seulement n'ont rien de ' scientifique et sont contre-révolutionnaires, mais s'écartent de la logique la plus élémentaire. Comme l'a démontré scientifiquement la

nouvelle historiographie albanaise et comme il en ressort clairement aussi des documents des armées d'occupation italiennes et allemandes, et même des documents anglais et américains, le Balli Kombëtar et le Legaliteti n'ont jamais combattu l'ennemi fasciste. La riche documentation et les multiples rapports secrets envoyés à leurs supérieurs vers la fin de la guerre par les états-majors italien et allemand, par les officiers des missions britanniques en Albanie, confirment on ne peut mieux la collaboration du Balli Kombëtar et du Legaliteti avec les occupants contre le peuple albanais insurgé. Nous en évoquerons seulement quelques-uns.

Dès janvier 1943, les chefs de file du Balli Kombëtar assuraient aux autorités italiennes que leur activité ne visait que «les communistes», et plus particulièrement les «détachements communistes» afin de les démanteler et de «rétablir le calme dans tout le royaume»[11]. «... Partout où s'étend notre influence, déclaraient les traîtres, aucun soldat italien ne sera frappé»[12]. «... Jusqu'à ce jour Abaz Kupi n'a coupé aucun fil téléphonique, n'a attaqué aucune voie de communication»[13], Le Balli Kombëtar ne s'est jamais battu contre nos forces»,[14] déclarait l'envoyé spécial allemand pour l'Europe du Sud-Est. Les ballistes, écrivait le commandement allemand des troupes d'occupation en novembre 1943, «ont pris une part active à toutes les opérations militaires du dernier mois contre les communistes».[15]

A part les falsifications susmentionnées, l'historiographie bourgeoise a émis aussi sur la Lutte antifasciste de libération nationale, une série d'autres thèses et d'appréciations inexactes, tendancieuses et unilatérales, qui ne correspondent pas aux faits réels, mais les déforment à dessein. Ainsi par exemple, l'historiographie grecque paraît divisée sur la question de la solidarité et de la coopération entre le peuple grec et le peuple albanais pendant la Lutte antifasciste de libération nationale. Alors que certains historiens la traite plus ou moins à partir de positions justes, les autres, aveuglés par leur chauvinisme, laissent complètement dans l'oubli la solidarité, la coopération des deux peuples et l'aide qu'ils se sont prêtée mutuellement durant la guerre. De manière arbitraire, ce groupe d'historiens identifie le peuple albanais à un groupe de traîtres albanais, de collaborateurs de l'envahisseur italien, le considérant comme un allié de l'Italie fasciste alors que notoirement le peuple albanais, lors de l'agression de l'Italie fasciste contre la Grèce, mit tout en oeuvre pour la saboter et aida sans réserves le peuple grec dans sa lutte contre les agresseurs. Dans une lettre à Hitler, Mussolini affirmait qu'une des principales raisons de la défaite de l'Italie fasciste sur le front grec était «la trahison presque totale des forces albanaises qui se sont mutinées contre nos troupes. Rien que dans une de nos divisions, écrit-il, il nous a fallu désarmer et envoyer dans les arrières 6 000 Albanais.»[16]

Le soutien prêté au peuple grec par le peuple albanais pendant la guerre contre l'Italie fasciste apparaît clairement dans certaines publications historiques qui jugent avec objectivité l'attitude fraternelle de notre peuple. A ce propos, dans l'Encyclopédie italienne de l'antifascisme et de la Résistance parue en 1968 on peut lire que: «L'attaque des troupes italiennes le 28.10.1940 contre la Grèce ne fit qu'intensifier la résistance des Albanais sur les voies de communication contre les forces des agresseurs, mais malgré les efforts pour rallier le peuple albanais aux agresseurs, les fascistes italiens ne réussirent à mettre sur pied que deux bataillons d'Albanais («Tomorri» et «Taraboshi») qui, bien qu'encadrés dans les forces italiennes, ne donnèrent aucune contribution.»[17]

Dans ses efforts déployés pour ternir la contribution apportée par le peuple albanais à la guerre antifasciste mondiale et pour dénaturer les principaux problèmes de la Lutte antifasciste de libération nationale albanaise, l'historiographie révisionniste actuelle fait preuve, elle aussi, de beaucoup de zèle. Les historiens révisionnistes soviétiques et yougoslaves sont les chefs de file de cette activité antiscientifique et anti-albanaise.

Aveuglée par la mégalomanie grande-russe et traitant de façon antimarxiste et antiscientifique la lutte des peuples pour leur liberté et leur indépendance, l'historiographie révisionniste soviétique attribue à l'Union soviétique tous les mérites du triomphe de la guerre contre le fascisme. Maintes publications de l'Académie des sciences de l'URSS sont remplies de ces vues fausses. C'est le cas de «L'Histoire mondiale», du livre de l'auteur soviétique N. Smirnova «L'Union soviétique et la lutte des peuples de l'Europe du Sud-Est pour la liberté et l'indépendance pendant les années 1941-1945», paru en 1978, de la publication de l'Institut du Marxisme-Léninisme près le CC du PCUS intitulé «La grande Guerre patriotique de l'Union soviétique (1941-1945), précis d'histoire», publié en 1970, etc.

L'historiographie yougoslave s'est elle aussi signalée de manière particulière pour ses sentiments chauvins anti-albanais. Cet esprit chauvin pénètre une série de travaux d'auteurs yougoslaves, comme par exemple les textes officiels de l'histoire de la Yougoslavie et de la Macédoine, les livres de V. Dédier «Les relations albano-yougoslaves (1939-1948)» paru en 1949 et ceux de S.V. Tempo «La révolution en marche» et «La lutte pour les Balkans», publiés respectivement en 1971 et 1981; les «Mémoires» de D. Mugosha publiés dans la revue «Nin» ainsi que beaucoup d'autres articles écrits et transmis par la presse et tous les autres moyens de propagande yougoslaves. Tous ces travaux tendancieux ont pour dénominateur commun l'altération éhontée des faits et des événements et la tentative malheureuse de justifier la ligne chauvine et antimarxiste du PC Y, présenté comme le pilier des événements de la Seconde Guerre mondiale.

L'objet principal des falsifications de l'historiographie révisionniste sur la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais consiste dans le rapport entre le facteur intérieur et le facteur extérieur et dans leur rôle respectif pour la libération du pays et le triomphe de la révolution populaire.

La nouvelle historiographie albanaise a apprécié à sa juste valeur le rôle important de la guerre antifasciste des peuples du monde pour la victoire du peuple albanais.

Dans ce cadre, un rôle particulièrement important et décisif dans la lutte pour la destruction du fascisme en Europe revient à l'Union soviétique et à l'Armée Rouge avec à leur tête J. Staline qui frappèrent durement et anéantirent le fascisme et qui, par leurs victoires historiques de portée mondiale, contribuèrent aussi à la libération des autres peuples. Bien que l'Armée Rouge ne soit pas entrée en Albanie, notre peuple n'a cessé d'apprécier son aide, comme l'a d'ailleurs souligné le Congrès de Permet, qui l'a définie comme «la plus grande aide que le peuple albanais ait reçue au cours de toute son histoire»[18].

Mais ce serait une déformation irresponsable de la vérité historique que d'affirmer, comme le fait l'historiographie révisionniste soviétique, que la lutte de l'Union soviétique est le seul facteur décisif de la libération de l'Albanie.

Etayant cette thèse antimarxiste et antiscientifique, les appréciations portées dans les principales publications soviétiques sur cette question font apparaître deux tendances principales:

Primo, dans toutes ces publications, la lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais est très estompée, ce qui revient, fondamentalement, à nier la contribution apportée par notre peuple à la lutte contre les envahisseurs nazi-fascistes.

Secundo, les victoires de la lutte du peuple albanais et de son Armée de libération nationale sont présentées comme étant uniquement la conséquence des victoires de l'Armée Rouge contre l'Allemagne hitlérienne.

Dans «L'Histoire mondiale», éditée par l'Académie des sciences de l'URSS, on peut lire: «Après la capitulation de l'Italie fasciste, en Albanie fut instauré le régime allemand d'occupation. Au début, les nouveaux occupants réussirent à repousser les attaques des partisans, mais les victoires de l'Armée soviétique du début de 1944 obligèrent le commandement allemand à retirer de la péninsule balkanique une partie de ses forces, ce qui détermina aussi les victoires de l'Armée de libération nationale albanaise au printemps 1944.»[19], (Souligné par l'auteur, R.K.).

Selon cette thèse, l'armée allemande d'occupation aurait pu très facilement repousser et battre les forces partisanes en Albanie, elle ne se serait pas heurtée à une résistance acharnée du peuple albanais et de son armée de libération nationale, et celle-ci, de septembre 1943 au printemps 1944, n'aurait mené aucune action armée décisive pour la libération du pays.

C'est là une déformation flagrante et irresponsable de la vérité historique. Comme notre historiographie l'a scientifiquement démontré, et comme en témoignent les documents de l'ennemi lui-même, les occupants allemands trouvèrent en Albanie, dès le jour où ils y pénétrèrent, une terre mise en feu par la lutte pour la liberté et ils furent partout reçus par des coups de fusils. Les unités de l'Armée de libération nationale infligèrent de lourdes pertes aux nouveaux occupants sur la route Struge-Librazhd, à Drashovice de Vlore, au pont de Kardhiq près de Gjirokastër, le long de la route Elbasan-Tirana, à Kruje, â Konispol, à Delvine, à Sarande, à Bilisht, le long de la route Korçë-Leskovik et dans plusieurs autres zones, ce qui empêcha les envahisseurs allemands de s'installer sur tout le territoire national. La plupart des régions et une partie des villes restèrent libérées, bien que les occupants allemands eussent fait venir en Albanie des dizaines de milliers de soldats équipés des armes les plus modernes.

Le commandement du XXI^{e} Corps d'armée allemand rapportait en octobre 1943 à son commandement général que «les détachements communistes en Albanie centrale et méridionale se sont multipliés et ont effectué plusieurs coups de main contre l'armée allemande, surtout contre les voies de communication» et que «cet adversaire constitue un danger toujours grandissant»;[20] «...par leurs actions, les forces partisanes sont devenues insupportables...»; Les collines environnantes de Tirana pullulent d'ennemis».[21]

Les actions de combat incessantes de notre Armée de libération nationale et la situation difficile dans laquelle s'étaient mises les troupes allemandes d'occupation en Albanie sont attestées par les officiers allemands eux-mêmes qui participèrent à ces combats. C'est ainsi que l'ancien officier nazi Herman Frank écrivait, après la bataille d'Arbana d'octobre 1943, où les troupes allemandes subirent des pertes considérables: «... La situation apparaît sans espoir. L'ennemi (entendez les forces partisanes), a reçu de nouveaux renforts. Il s'agît pour nous d'attendre que la nuit tombe, car il est impossible de se dérober â l'ennemi de jour... Mais si nous attendons la nuit, il se peut alors que l'ennemi nous cerne complètement. Des deux manières nous aurons du mal à nous en tirer...»[22]

Ainsi donc, les forces partisanes de l'ALNA, loin de reculer devant l'arrivée des divisions hitlériennes, leur portèrent des coups réitérés dans toutes les régions et les villes d'Albanie, lançant également ainsi un cuisant défi au nouvel occupant, les nazis.

Les forces partisanes albanaises, non contentes de tenir tête à l'offensive générale de l'ennemi de l'hiver 1943-1944, lui infligèrent un échec complet qui se solda pour lui par 3000 tués et 2000 blessés ou prisonniers. Malgré les difficiles situations qui furent créées â la suite de ces opérations militaires au cours desquelles tombèrent plus de 1 000 partisans, l'Armée de partisans ne vit pas ses rangs se clairsemer ni s'affaiblir, mais au contraire grossir et se renforcer. Six nouvelles brigades et un grand nombre de bataillons furent formés et engagèrent l'ennemi dans de nouvelles batailles.

Les succès remportés par l'Armée de libération nationale albanaise et le peuple insurgé sous la direction du PCA étaient le facteur décisif de la défaite de l'offensive générale ennemie de l'hiver, 1943-1944 et du déclenchement de la contre-offensive de nos forces au printemps 1944.

La thèse donc de l'historiographie soviétique selon laquelle les victoires de l'Armée Rouge du début de 1944 déterminèrent aussi les victoires de l'Armée de libération nationale albanaise du printemps 1944, est une conclusion subjective, tendancieuse et scientifiquement infondée.

L'historiographie révisionniste soviétique cherche à nier le rôle décisif de la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais dans sa libération nationale et sociale et à attribuer cette victoire à l'Union soviétique. Dans la publication de l'Institut du marxisme-léninisme près le CC du PCUS, intitulée «La grande Guerre patriotique de l'Union soviétique (1941-1945)» on peut lire entre autres: «L'offensive de l'Armée Rouge dans las régions centrales des Balkans [en octobre 1944] modifia radicalement aussi la situation politique et militaire en Albanie»[23].

C'est aussi la thèse de l'auteur soviétique N. Smirnova, qui, fétichisant le facteur extérieur, attribue les débuts et les succès de la guerre de partisans en Albanie essentiellement à l'entrée en guerre de l'Union soviétique, à son expérience et à ses victoires sur le fascisme, ignorant par là le facteur intérieur, la lutte héroïque du peuple albanais, qui fut déterminante pour la victoire historique du 29 novembre 1944.

C'est là une autre falsification de la vérité historique. Il est notoire que le sort de la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais, bien que lié à la lutte pour la destruction du fascisme à l'échelle mondiale, était décidé seulement en Albanie.

L'historiographie albanaise ne nie guère le rôle décisif de l'Armée Rouge dans la victoire contre le fascisme. Ses victoires ouvrirent aussi des perspectives à la victoire du peuple albanais. Mais en tant que facteur extérieur à la lutte de notre peuple, elles ne pouvaient en aucune manière entraîner des «modifications politiques et militaires radicales», comme le prétend l'historiographie révisionniste soviétique, sans l'existence du facteur intérieur, de la lutte du peuple albanais. Comme l'a indiqué le camarade Enver Hoxha, «L'Union soviétique, l'Armée Rouge, le camarade Staline ont été pour nous un facteur auxiliaire extérieur, mais si nous n'avions pas combattu et conduit notre lutte comme nous l'avons effectivement fait, si nous n'avions pas créé notre Armée de libération nationale et n'avions consenti d'innombrables sacrifices et versé notre sang pour la libération du pays... alors on imagine bien quel aurait été le destin réservé à l'Albanie du dehors par les puissances impérialistes. Le destin de notre Albanie a donc été fixé par notre peuple, l'arme à la main et avec à sa tête son Parti héroïque, marxiste-léniniste, et par nul autre»[24].

Tout aussi peu fondée est l'autre assertion exprimée, celle-ci, par la bouche de Koulikov, commandant en chef des Forces armées du Pacte de Varsovie, selon laquelle la libération de l'Albanie est due aussi pour une part considérable à l'aide matérielle que l'Union soviétique accorda à l'Armée de libération nationale albanaise pendant les années 1944-1945.»[25]

C'est là une déformation flagrante de la vérité, alors qu'on sait que pendant la guerre, les forces partisanes albanaises ne reçurent jamais la moindre aide matérielle, ni en armes ni en habillement, de l'Union soviétique, pas plus directement qu'indirectement à travers le commandement de l'Armée de libération yougoslave. Le Haut commandement de l'Armée de libération nationale albanaise ne demanda jamais d'aides matérielles au Commandement suprême des Forces armées soviétiques, compte tenu de la grande distance qui séparait les deux pays et des autres obstacles à de pareils ravitaillements.

De même, les allégations des historiens britanniques selon lesquelles le Gouvernement anglais aurait envoyé en Albanie par les airs et par mer des quantités considérables de matériel sont dénués de tout fondement. Ces prétendues fournitures ont été de si peu d'importance qu'elles ne constituaient qu'une partie insignifiante de l'armement et de l'habillement de notre armée; quant aux approvisionnements alimentaires de l'armée, toute prétention dans ce sens est ridicule. L'Armée de libération nationale albanaise s'est armée presque entièrement avec les fusils, les mitraillettes, les mitrailleuses, les mortiers et les canons enlevés aux Italiens et aux

Allemands, elle a été vêtue et nourrie par le peuple, mais elle a aussi fait siens le matériel arraché aux dépôts de l'ennemi et les biens des traîtres et des collaborateurs de l'occupant.

Ces vérités historiques étaient reconnues dans leurs rapports par les officiers supérieurs du Commandement allié en Méditerranée eux-mêmes lorsqu'ils déclaraient que «la quantité de matériel envoyé en Albanie est peu considérable»[26] Un autre témoignage très révélateur sur la manière dont l'armée et le peuple s'armaient avec les armes enlevées à l'ennemi est une constatation des occupants allemands eux-mêmes: «Au cours des combats qui se déroulèrent pendant notre retraite (celle des troupes allemandes de l'Albanie, octobre-novembre 1944, — note de R.K.) contre nous tiraient tout autant de mitrailleuses allemandes que de notre côté»[27].

Il est incontestable que l'Albanie est le seul pays d'Europe qui se soit libéré par ses propres forces, sans l'intervention directe de l'Armée Rouge ni d'aucune autre armée alliée ou amie. Il est faux de dire ou d'écrire, comme le fait l'historiographie occidentale ou soviétique à propos de l'Albanie, que les pays envahis par le fascisme n'étaient à même d'entreprendre que des, actions tactiques contre les troupes d'occupation, et que l'élaboration de la stratégie générale et de celle des pays particuliers était le fait des seuls grands Alliés: la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique. Cette thèse est fondée sur la prétention que la résistance armée dans n'importe quel pays occupé n'a commencé et n'a pris des proportions stratégiques qu'avec le débarquement allié sur le continent ou l'offensive de l'Armée soviétique vers l'Occident, à l'été-automne 1944. Mais chacun sait que lorsque les Anglo-Américains débarquèrent en Normandie et l'Armée Rouge atteignit les Balkans, l'Albanie était à la veille de sa libération. Cette victoire historique fut donc remportée sans dépendre nullement de la situation sur les autres fronts de la Seconde Guerre mondiale du point de vue opérationnel et stratégique et encore moins du point de vue tactique. Si l'Armée de libération nationale et le peuple albanais insurgé se sont battus et ont vaincu, c'est parce que, dirigés par la politique clairvoyante marxiste-léniniste du PCA, ils réalisèrent par leurs propres forces les tâches stratégiques à l'intérieur du pays.

La lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais et sa contribution à la Seconde Guerre mondiale ont été largement déformées et falsifiées aussi par l'historiographie révisionniste yougoslave. Les oeuvres des auteurs yougoslaves sont profondément marquées de chauvinisme.

On connaît bien les thèses antimarxistes, hostiles et calomnieuses des révisionnistes yougoslaves qui prétendent que le Parti communiste d'Albanie, le Front de libération nationale, l'Armée de libération nationale albanaise et le pouvoir des conseils de libération nationale en Albanie ont été soi-disant créés par les Yougoslaves et que «ce furent les Yougoslaves qui... firent se lever le soleil en Albanie»[28].

Notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont donné la réponse qu'elles méritent à toutes ces prétentions en démontrant par des faits convaincants que «... l'aide du CC du PCY à notre Parti, fut totalement inexistante»[29], que la «première lettre» de Tito, considérée par la propagande yougoslave comme «une très grande contribution de Tito en faveur du Parti et de la Lutte antifasciste de libération nationale albanaise» et un «message de salut», ainsi que les autres lettres n'ont été que des «lettres de conseil tardif»[30]. L'histoire de nos relations avec le PCY et l'Etat révisionniste yougoslave est «... l'histoire des interventions, des pièges et des complots successifs des Yougoslaves aux dépens du Parti et de notre Etat socialiste...»[31]

Grossissant de façon éhontée la prétendue aide que le PCY aurait accordée au Mouvement de libération nationale en Albanie, les historiens yougoslaves nient en même temps l'aide effective et vraiment internationaliste que le peuple albanais et le PCA prêtèrent à la lutte des peuples yougoslaves, qui, comme on le sait, a été une aide multilatérale, non seulement une aide en cadres communistes, en matériel de propagande et militaires, mais aussi une aide directe des brigades de notre Armée de libération nationale. Les cadres envoyés par le PCA se rendaient dans ces régions pour travailler et combattre avec un sens élevé de responsabilité sans épargner même leur vie.

Comme l'admettent les documents publiés en Yougoslavie même, sur la directive du Parti communiste d'Albanie se rendirent en, Kosove «... non seulement des communistes albanais natifs de cette région, mais aussi nombre de communistes d'Albanie qui y contribuèrent à l'organisation et au développement du Mouvement de libération nationale».[32] Parallèlement, dans le cadre de la coopération établie avec le PC de Yougoslavie, des détachements de l'ALNA se battirent dès le mois de mai 1942 côte à côte avec les partisans kosoviens et yougoslaves dans la région de Dibër, en Macédoine, à Plava et Gucie, dans la Malësia de Gjakove et dans la ville même de Dibër, qui fut libérée le 3 septembre 1944.

A l'automne 1944, sur la demande du Commandement général de l'ALNY, les III^{e} et V^{e} brigades de l'ALNA, sur l'ordre du camarade Enver Hoxha, commandant en chef de celle-ci, effectuèrent, avec les partisans kosoviens et yougoslaves, des opérations conjointes qui aboutirent à la libération de Gjakove, Junik, Deçan, Prizren et Peje.

Le chef même de file du révisionnisme yougoslave, Tito, est contraint, bien qu'en partie seulement, d'admettre ce fait historique: «Deux unités de deux divisions de l'ALNA participèrent directement à la libération de Kosove»[33].

L'attitude internationaliste du PCA, du peuple albanais et de son armée fut clairement démontrée par l'envoi des V^e^ et VI^e^ divisions de l'ALNA à la poursuite des troupes allemandes en territoire yougoslave afin d'aider à la rapide libération de ses peuples.

La poursuite de l'armée allemande d'occupation au-delà des frontières albanaises d'Etat, après la libération du pays, n'était pas une action spontanée, mais prévue dans le plan stratégique du Comité central du Parti et de l'état-major général de l'ALNA depuis mai 1944. «Au Congrès de Permet, dit le camarade Enver Hoxha, l'ordre fut donné à notre Armée de libération nationale...» de franchir «... nos frontières nationales pour aller aider les peuples frères de Yougoslavie dans leur lutte pour leur libération»[34].

Ainsi, le peuple albanais, tout en luttant pour sa propre liberté et son indépendance, a aidé de toutes ses forces les peuples yougoslaves. De 1942 à 1945, plus de 20 000 combattants de l'Armée de libération nationale albanaise passèrent la frontière pour aller combattre contre les occupants italiens et allemands en Yougoslavie alors qu'aucune unité de l'ALNY ne se battit en Albanie. Jugeant ce fait, le camarade Enver Hoxha pose la question suivante: «Alors, à quelles conclusions devrions-nous aboutir et quelles prétentions avancer, ne fût-ce que pour les zones où sont allés se battre non pas cinq ou six «envoyés» sac au dos, mais des centaines et des milliers de personnes les armes à la main?»[35].

Les assertions tendancieuses et non fondées de S.V. Tempo à propos de la Lutte antifasciste de libération nationale en Albanie, selon lesquelles un cessez-le-feu aurait été établi en Albanie entre l'occupant et les unités partisanes, sont une absurdité sans pareille. Pendant les années 1942-1944, l'état des forces des parties belligérantes en Albanie obligeait l'occupant à concentrer ses troupes dans les villes et à ne défendre que les voies de communication, alors que les forces partisanes frappaient ses garnisons dans les centres habités ainsi que ses colonnes motorisées. C'était là un trait de la lutte de libération nationale non seulement en Albanie mais aussi en Yougoslavie. Toutefois, l'historiographie albanaise n'a jamais accusé l'ALNY d'avoir conclu un cessez-le-feu avec l'occupant, au contraire elle a toujours apprécié le peuple yougoslave et son armée pour leur vaillance et leur courage dans la lutte contre le fascisme.

Une autre absurdité de Tempo dans la suite de ses accusations sans fondement contre la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais est l'affirmation suivant laquelle les combattants des unités partisanes en Albanie restaient chez eux et ne se rassemblaient qu'en cas de danger. C'est encore vouloir mettre la lumière sous le boisseau. Jusqu'en juillet 1943 il y avait en Albanie 20 bataillons et une trentaine de détachements. Ces forces étaient devenues la terreur de l'ennemi et un espoir de libération pour le peuple. Le 29 janvier 1943 Mussolini était contraint de déclarer que «... la situation en Albanie va s'empirant. Le peuple albanais s'est maintenant insurgé»[36].

Comme le reconnaissaient les occupants eux-mêmes, le Mouvement de libération nationale dès le début de l'automne 1943 disposait d'une armée complexe bien organisée et redoutable, décidée à réaliser à tout prix l'insurrection générale.

Le Premier ministre britannique Churchill lui-même fut obligé de reconnaître la lutte héroïque du peuple albanais et de son armée de libération nationale contre les envahisseurs allemands. Dans sa déclaration du 4 novembre 1943 il affirmait que: «Des milliers de partisans albanais combattent dans leurs montagnes pour l'indépendance de leur pays... Ils frappent sans cesse l'ennemi et détruisent ses voies de communication. Nos officiers de liaison en mission auprès de ces partisans ont hautement apprécié leurs qualités militaires en vue de l'évolution future du théâtre des opérations dans les Balkans»[37].

D'autres pseudo-historiens yougoslaves sont allés jusqu'à considérer la libération de l'Albanie comme une conséquence de la lutte en Yougoslavie. Ainsi par exemple Petar V. Brajoviç, auteur du livre «La Yougoslavie et la Seconde Guerre mondiale», écrit avec cynisme: «L'opération de Belgrade occupe une place importante dans l'étape finale de la guerre. La libération de cet important noeud de communication pour les Balkans mit en échec le plan du Haut commandement allemand sur un retrait éventuel des forces allemandes à travers Belgrade. Le groupe «E» des armées allemandes se trouva en mauvaise posture, et il fut contraint de se retirer par le Sandjak et d'autres régions d'accès difficile. Le repli de ces forces hâta la libération de l'Albanie...»[38].

C'est une conclusion tendancieuse et antiscientifique, car, après le 20 octobre 1944, jour de la libération de Belgrade, non seulement l'Albanie était libérée sur les 3/4 de son territoire, mais ses forces avaient aussi pénétré en territoire yougoslave et y livraient des combats acharnés contre les troupes allemandes. En outre, le peuple albanais et l'ALNA harcelèrent et éprouvèrent gravement les colonnes allemandes sur le territoire yougoslave, facilitant ainsi la lutte de libération des peuples de Yougoslavie.

Dans le sillage des déformations des historiens titistes sur la contribution du peuple albanais et de l'ALNA à la lutte du peuple yougoslave, les publications de l'Institut d'histoire militaire yougoslave nient toute la lutte de nos divisions. Ainsi, dans le livre «Oslobodilacki Rat Naroda Jugoslavia, 1941-1945» de cet institut, la vérité est falsifiée de façon éhontée. Il y est dit en effet que la ville de Prïjepolje fut libérée par les forces du II^e^ corps

d'armée de l'ALNY alors que le fait que les forces de la V[e] division de choc de l'ALNA, qui baignèrent cette ville de leur sang et furent reçues par le peuple comme des libératrices, est passé entièrement sous silence. La relation des combats des forces partisanes de la VI[e] division de choc au Monténégro et en Bosnie est également falsifiée. On ne trouve dans ce livre aucune mention de la grande lutte et des grands sacrifices consentis par les partisans de cette division pour la libération de Podgorice, de Lieva Rijeka, de Medum et de Vishegrad.

L'historiographie albanaise n'a jamais nié l'aide que le peuple albanais a reçue des peuples yougoslaves. Mais cette aide a été réciproque et l'historiographie révisionniste yougoslave ne peut absolument pas réussir à ternir la lutte de milliers de partisans albanais dont six cents donnèrent leur vie pour les idéaux communs de notre lutte contre le fascisme et la liberté des peuples yougoslaves. «Nos divisions, a dit le camarade Enver Hoxha, se sont acquittées glorieusement et avec honneur de leur devoir. En dépit des multiples difficultés et obstacles que leur créa le commandement yougoslave dans la réalisation de leur mission, nos divisions ne quittèrent pas l'ennemi d'une semelle, elles libérèrent la Kosove, contribuèrent grandement à la libération du Monténégro et de la Bosnie et pourchassèrent l'ennemi jusqu'à Vishegrad»[39].

La Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais ne fut pas isolée de la lutte de libération des peuples voisins de Yougoslavie et de Grèce. Au contraire, notre peuple et les peuples voisins établirent entre eux au cours de la Seconde Guerre mondiale relations fraternelles de collaboration et d'entraide. Ces relations constituèrent un facteur constant et de grande importance dans la lutte pour la libération de ces pays du joug des armées fascistes italiennes et allemandes. Les sentiments de solidarité, de coopération et d'entraide étaient fondés sur l'esprit internationaliste et l'amitié entre les peuples balkaniques. Mais l'historiographie révisionniste yougoslave traite la solidarité, la coopération et l'aide réciproque entre ces peuples de façon arbitraire, à partir de positions chauvines, cherchant à présenter la Lutte de libération nationale des peuples yougoslaves comme le plus haut degré de la résistance antifasciste dans les Balkans, et même dans toute l'Europe.

Partie intégrante de la guerre antifasciste mondiale, la Lutte antifasciste de libération nationale albanaise était liée à la lutte de tous les peuples du monde pour l'anéantissement du fascisme. Dans cette optique, le PCA, force dirigeante de la Lutte antifasciste de libération nationale, fixa avec clairvoyance sa position stratégique et tactique envers la guerre antifasciste mondiale ainsi qu'envers ses divers participants.

Le Parti communiste d'Albanie et le Front de libération nationale, appréciant de façon juste la coalition antifasciste des peuples et l'alliance de l'Union soviétique avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis en tant que nécessité historique dictée par la guerre pour le salut du monde face à l'asservissement fasciste, oeuvrèrent de toutes leurs forces pour renforcer les liens de la lutte de notre peuple avec la guerre antifasciste mondiale, faisant ainsi du peuple albanais un des participants les plus actifs à la coalition antifasciste.

Les déformations de l'historiographie bourgeoise et révisionniste sur la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais ont pour dessein de ternir le très important enseignement marxiste-léniniste qui découle aussi de l'expérience de la lutte de libération nationale de notre peuple, suivant lequel un peuple même petit est en mesure, grâce à sa lutte de libération populaire, de lutter et de triompher d'un ennemi plus grand que lui.

Les accusations et les déformations malveillantes de l'historiographie bourgeoise et révisionniste ne peuvent pas ternir la contribution du peuple albanais à la Seconde Guerre mondiale. Les documents de l'époque, la critique conséquente et scientifiquement argumentée de notre Parti et du camarade Enver Hoxha contre les courants de l'idéologie bourgeoise et révisionniste, les nombreuses études albanaises et d'autres effectuées par des auteurs étrangers, sympathisants de notre peuple, n'ont cessé de confirmer, par des faits convaincants et par leur solide contenu scientifique, la précieuse contribution du peuple albanais à la guerre antifasciste mondiale (1939-1945).

Notre Parti et notre peuple, de même qu'ils l'ont fait durant la Lutte antifasciste de libération nationale, ont soutenu et soutiendront toujours les justes luttes des peuples pour la liberté, l'indépendance et l'émancipation sociale. «Le peuple albanais, a dit le camarade Enver Hoxha, ne viole les droits de personne, mais il défend les siens et ceux des peuples qui sont dans leur droit avec détermination, courage et bravoure».[40]

Publié d'après le n° 7/1984 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 5, p. 324. Ces chiffres ne concernent pas les traîtres au peuple (les forces du gouvernement quisling, les ballistes et les zoguistes). Selon certaines nouvelles données, il résulte que le nombre des Italiens et des Allemands tués a été supérieur. Prétendant se fonder sur des documents, le gouvernement de la RFA a demandé les cendres de 32 000 soldats et officiers allemands tués en Albanie. De ces chiffres sont exclus les 2 000 ennemis tués par l'ALNA en Yougoslavie.

2. *Rapport final du commandant de l'Europe du Sud-Est, partie «L'Albanie»,* février 1945, T-501/258.

3. Enver Hoxha, *œuvres,* 2[e] éd. alb., t. 2. p. 410, Tirana, 1984.

4. *Documents principaux du PTA,* 2[e] éd. alb., t. 1, p. 149, Tirana, 1971.

5. *Ibid.,* p. 65.

6. Enver Hoxha, *œuvres,* 2e éd, alb., t. 1, p. 35, Tirana, 1983.

7. Bernhard Tonnes, *Sonderfall Albanien* (L'Albanie, un cas spécial), R. Oldenburg Verlag, Munich, 1980, p. 11.

8. *Vsiemirnaïa istoriya* (L'Histoire mondiale), tome X, p. 418, Moscou, 1965.

9. La directive (3) de la PWE à la BBC, 1er juin 1944, FO 371/43561.

10. *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale,* tome premier, p. 58, Larousse, 1979.

11. ACP, *Rapport du commandement de la milice fasciste au représentant du roi en Albanie,* n° 129/13/6, 16 janvier 1943.

12. *Comando superiore FFAA Albania,* Notiziario des giorno, 22 mai 1943.

13. ACP, *Lettre de M. Kruja au Haut commandement de la Sûreté publique et au représentant du roi,* n° 193/1, 6 octobre 1942.

14. F. Neubacher, *Sonderauftrag Südost 1940-1945,* Berlin, Frankfurt Göttingen, 1956, p. 108.

15. Le commandement du XXIe corps d'armée. *Rapport sur la situation,* n° 1000/43/Sek. 28/11/1943, T. 314-662.

16. *«Les lettres secrètes échangées par Hitler et Mussolini»,* pp. 93-94, Paris, édition du Pavois, 1946. Mussolini disait la vérité lorsqu'il affirmait le fait sur la mutinerie des troupes albanaises, bien qu'il ne dise pas la vérité quand il affirme que rien qu'en une division furent désarmés 6 000 soldats albanais. Une division italienne n'avait qu'un bataillon de 400-500 soldats albanais. Par ce mensonge, Mussolini voulait justifier la putréfaction de l'armée italienne.

17. *Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza,* tome Ier, p. 22, La Pietra, Milan, 1968.

18. La déclaration du Congrès de Permet, 28 mai 1944, in *«Documents des organes supérieurs du pouvoir révolutionnaire de libération nationale»,* éd. alb., p. 155.

19. *Vsiemirnaïa istoriya* (L'Histoire mondiale), t. X, p. 418, Moscou, 1965.

20. AIH. *Documents allemands,* T. 314/661. Rapport n°2 du commandement du XXIe Corps d'armée sur son activité du 1er au 31 octobre 1943.

21. AIH, *Documents allemands,* T. 314/661, Journal de guerre du XXIe corps d'armée, 18-19 octobre 1943.

22. H. Frank, *Bandenkampfe in Albanien* (La Lutte contre les bandes en Albanie), Heidelburg, 1957, p. 97.

23. *Velikaïa Otietcheslvïanaya Voïna Sovïetskovo Soyuza (1941-1945), Kratkaia istoriya,* (La grande Guerre patriotique de l'Union soviétique 1941.-1945, précis d'histoire), Moscou, 1970, p. 415.

24. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 38, pp. 458-459.

25. *Novaïa i noveshaïa istoriya,* n. 1, 1974.

26. AIH. *Documents anglais,* Av. 164. Considérations sur l'espionnage, n°5, 22 juin 1944.

27. AIH. *Documents allemands,* T. 501/258. Rapport final du commandant des troupes en Europe du Sud-Est, février 1945, partie «L'Albanie».

28. Enver Hoxha, *Quand naquit le Parti (Souvenirs),* éd. alb., p. 392, Tirana, 1983.

29. Enver Hoxha, *Les Titistes (Notes historiques),* éd. fr., p. 42, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.

30. *Ibid.,* p. 29.

31. *Ibid.,* p. 654.

32. A. Hadri, *Le mouvement de libération nationale en Kosove,* 1941-1945, éd. alb., «Rilindja», Prishtina, 1971, p. 269.

33. *Problèmes actuels du socialisme,* n° 5, 1980, p. 104.

34. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 26, p. 436.

35. Enver Hoxha, *Quand naquit le Parti (Souvenirs),* éd. alb., p. 394, Tirana, 1983.

36. *Discours de Mussolini (t. 2),* F. Rossi, Rome, 1946, p. 342.

37. *Déclaration de Churchill à la Chambre des Communes,* 4 novembre 1943, FO 371/37144. PRO.

38. Petar V. Brajovic-Duro, *La Yougoslavie et la Seconde Guerre mondiale,* «Rilindja», Prishtina, 1977, p. 157.

39. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 5, p. 323.

40. Enver Hoxha, *L'Albanie va de l'avant, sûre d'elle et intrépide,* éd. fr., p. 47, Tirana, 1978.

Pr. Hasan Banja, Lulëzim Hana (Maître de recherches) — La dégénérescence du Comecon en une organisation capitaliste

Le Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon) qui fut créé comme une organisation d'aide et de coopération fraternelle internationaliste, s'est transformé aujourd'hui en une organisation capitaliste du type du Marché commun, où les social-impérialistes soviétiques font la loi, pillent les richesses naturelles et exploitent les travailleurs des pays membres de cette organisation. Le Comecon s'engagea dans la voie de la dégénérescence capitaliste quand les révisionnistes modernes usurpèrent le pouvoir en Union soviétique et dans d'autres pays d'Europe de l'Est. Ce processus n'a cessé de s'approfondir, naturellement non sans frictions, pour conduire à la situation actuelle.

1. Le but de la création du Comecon et sa dégénérescence capitaliste

La fin de la Seconde Guerre mondiale entraîna des changements considérables dans le rapport des forces dans le monde. La guerre eut pour effet non seulement d'abattre les dictatures nazies-fascistes, elle ébranla aussi à ses fondements tout le système capitaliste et aggrava la crise générale du capitalisme. Le socialisme sortit du cadre d'un seul pays pour devenir un système à l'échelle mondiale.

L'instauration du pouvoir populaire dans une série de pays rendait nécessaire la coopération de leur activité économique sur des bases marxistes-léninistes tant pour rattraper le retard séculaire de certains de ces pays que pour consolider les Etats du camp socialiste dans leur ensemble. Cela revêtait aussi une grande importance dans le cadre international.

Furieux des coups mortels qu'ils reçurent, l'impérialisme et la réaction intensifièrent après la guerre leurs efforts pour saper la construction du socialisme dans ces pays et pour y ramener le ténébreux passé.

Dans ces circonstances, le 25 janvier 1949, la conférence économique des représentants de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Pologne, de l'Union soviétique et de la Tchécoslovaquie décida la création du Conseil d'assistance économique mutuelle. En février 1949, notre pays aussi adhéra à cette organisation suivi en septembre 1950 par la RD allemande.[1] A l'heure actuelle, les dix Etats du Comecon occupent 19 pour cent du territoire du monde et représentent 1/10 de la population du globe.

Sur le plan industriel, le niveau de développement des pays membres du Comecon variait et varie toujours beaucoup de l'un à l'autre. La RD allemande et la Tchécoslovaquie étaient des pays relativement développés; la Hongrie et la Pologne l'étaient moyennement alors que la Bulgarie et la Roumanie étaient économiquement arriérées et le processus de transformation de pays agraire en pays industriel-agraire venait à peine de s'y amorcer. La Mongolie, Cuba et le Vietnam n'avaient pratiquement pas d'industrie. Pour se faire une idée des grandes différences existant en 1950 dans le domaine économique entre les pays membres du Comecon, il suffit de rappeler que le rapport des revenus par habitant entre les pays les plus arriérés (Bulgarie et Roumanie) et les plus développés était de 1 à 4,6[2].

L'idéologie dirigeante de ces pays, leurs conditions intérieures ainsi que la situation internationale dans son ensemble déterminèrent aussi le but de la création du Comecon. Comme cela fut stipulé au moment de sa création, et par démagogie fut introduit ensuite aussi dans ses statuts, l'objectif principal de cette organisation devait être le développement planifié des économies nationales de chaque pays membre, l'accélération du développement économique et technique, l'industrialisation socialiste et l'assistance aux pays arriérés, le renforcement des rapports et de la coopération fraternelle entre les pays socialistes sur la base des principes fondamentaux du marxisme-léninisme. Le développement économique des pays membres du Comecon montrerait dans la pratique la supériorité du socialisme sur le capitalisme.

De par leur nature, les relations entre les pays du Comecon étaient des relations d'un type nouveau, supérieur, qui n'avaient jamais existé auparavant dans l'histoire des relations entre Etats. Elles se fondaient sur le respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales, sur le principe d'égalité entre les pays membres, en dépit de leurs différences de grandeur et de potentiel économique, sur l'avantage réciproque, sur l'aide sociale internationaliste, sur la non-ingérence dans les affaires intérieures et sur le respect de l'intégrité territoriale.

Tant que Staline fut à la tête du parti bolchevique et tous les partis des autres pays se tenaient sur des positions saines, ces principes furent généralement appliqués dans la pratique. Dans tous les pays membres du Comecon, la classe ouvrière et son parti estimaient de leur devoir de contribuer aux transformations révolutionnaires de la base et de la superstructure et à la construction du socialisme. C'est pourquoi, la classe ouvrière et les larges masses travailleuses se mirent au travail dans ce sens. L'entraide était considérée par ces pays comme un devoir internationaliste. Elle contribuait non seulement à la construction socialiste du pays qui recevait une aide mais aussi à la construction socialiste de celui qui la donnait, car le triomphe du socialisme dans chaque pays servait la cause de la révolution et du socialisme à l'échelle mondiale, du triomphe du socialisme sur le capitalisme.

S'appuyant sur ses propres forces et tirant avantage de l'aide réciproque internationaliste, les pays membres de Comecon enregistrèrent des succès dans leur développement économique. Témoin la croissance industrielle de 1954, qui par rapport à 1938, était de l'ordre suivant: RP de Pologne 4,6 fois, RP de Tchécoslovaquie 2,3 fois, RP de Roumanie 4,7 fois, RD allemande presque 2 fois (par rapport à 1939), RP de Bulgarie 4,9 fois et RP de Hongrie 3,5 fois (par rapport à 1939).

Appréciant les bases idéologiques du Comecon et ses objectifs politiques, l'Albanie avait adhéré à cette organisation et durant tout le temps qu'elle en resta membre elle fournit sa contribution à son bon fonctionnement et à la réalisation des objectifs qui en avaient inspiré la formation. Mais le cours révisionniste de la restauration du capitalisme ayant amené cette organisation à s'écarter des objectifs pour lesquels elle avait été créée, l'Albanie, dès la fin de 1961, cessa de participer aux travaux de ses commissions et démasqua le caractère capitaliste de ce groupement ainsi que la politique néo-colonialiste de l'Union soviétique.

Malgré le retard considérable que notre pays avait hérité du passé dans tous les domaines, le PTA fonda la transformation socialiste de l'économie sur les ressources matérielles, financières et humaines intérieures et ne demanda jamais aucune aide de l'extérieur. Notre Parti fit reposer la construction du socialisme en Albanie sur les ressources du pays, considérant que cette construction devait être l'oeuvre des masses travailleuses, de même que l'avait été la lutte pour la libération de la patrie, qui avait été alimentée par l'énergie intarissable de notre peuple. Il ne cessa de considérer l'aide internationaliste du dehors comme un facteur auxiliaire. Le camarade Enver Hoxha a indiqué: «Nous avons demandé l'aide de l'Union soviétique et de Staline pour développer notre pays sur la voie de l'édification socialiste. Cette demande était juste, franche, normale et internationaliste. Et du vivant de Staline cette aide était accordée à l'Albanie dans un esprit internationaliste. Mais notre Parti et notre peuple ne restèrent pas les bras croisés, car ils ne pensaient à aucun moment que le socialisme serait édifié par nos amis de l'étranger. Nous nous sommes mis à l'oeuvre et, par nos propres forces, qui constituaient le facteur essentiel, nous avons complètement changé l'aspect de notre Patrie qui avait tant souffert»[3].

Après avoir usurpé la direction du parti et de l'Etat en Union soviétique, les révisionnistes khrouchtchéviens en modifièrent le contenu de classe et en même temps le caractère des rapports entre les pays membres du Comecon. Pour une série de raisons, ce processus a connu une évolution qui lui est propre. C'est pourquoi, l'analyse du Comecon depuis sa création jusqu'à nos jours fait apparaître, en fonction du caractère des rapports entre les Etats membres, deux étapes principales :

La première étape commence avec la création du Comecon et va jusqu'à la fin des années 50. Cette étape est caractérisée dans l'ensemble par les efforts en vue de réaliser les objectifs pour lesquels cette organisation avait été formée. Toutefois il faut souligner que, même pendant cette étape, ces efforts n'ont pas été partout les mêmes.

Les principales réalisations du Comecon pendant cette période sont: 1. L'accord de principe sur les relations commerciales bilatérales à long terme, accord qui fut approuvé à la seconde session du Comecon tenue en août 1949. 2. La cession gratuite de la documentation technique et l'échange du personnel technique et scientifique entre les pays membres afin de promouvoir l'échange d'expérience, d'accentuer l'avantage réciproque tiré de cet échange et d'aider les pays plus arriérés dans la voie de l'industrialisation et du développement de leur économie; 3. L'aide économique internationaliste aux pays moins développés, qui devait être un facteur complémentaire de l'accélération des rythmes de développement de l'économie et de la culture.

Il est important de noter ici que, surtout du vivant de Staline, les échanges économiques et commerciaux bilatéraux se faisaient sur la base d'actes légaux multilatéraux signés d'avance. Ainsi par exemple, les termes de la coopération technique, des prix de base, etc., ne furent fixés qu'après de vastes analyses dans le cadre du Comecon et ce n'est qu'ensuite seulement qu'ils furent' inclus dans les accords bilatéraux.

Du vivant de Staline d'autres succès encore plus importants furent enregistrés et des efforts déployés pour traduire dans les faits les objectifs pour lesquels avait été créé le Comecon.

Lorsqu'on analyse les réalisations du Comecon pendant cette période, il ne faut pas oublier les difficultés objectives et subjectives auxquelles se heurtait son fonctionnement. Les premières tenaient à ce qu'une telle organisation voyait le jour pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, qu'elle avait été créée en un laps de temps relativement bref, et que la découverte des voies concrètes pour la solution des problèmes qui étaient apparus n'était pas facile, particulièrement dans les conditions de l'après-guerre. C'est précisément ici que l'on doit rechercher une des raisons du manque de statuts de cette organisation. Les difficultés d'ordre subjectif avaient trait non seulement à l'élaboration théorique des voies et des procédés de réalisation des objectifs que cette organisation s'était fixés, mais aussi à l'activité des technocrates et des bureaucrates qui usurpèrent plus tard la direction du parti et de l'Etat soviétique et des autres anciens pays de démocratie populaire. Il suffit de rappeler ici l'activité du renégat Mikoyan et consorts à propos de l'aide que l'URSS devait accorder à l'Albanie[4]. Du vivant de Staline, ils agissaient déjà en sous main pour réaliser leurs desseins antimarxistes.

L'usurpation de la direction du parti et de l'Etat soviétique par les révisionnistes khrouchtchéviens marqua le début d'une vaste campagne contre le marxisme-léninisme sous le masque de la lutte contre le «culte de la personnalité» de Staline et pour le «développement créateur» de la théorie marxiste-léniniste. Ces attaques furent lancées ouvertement au XX^{e} Congrès du PCUS. Parallèlement, on nota un renforcement des liens entre les révisionnistes yougoslaves et les autres opportunistes, cependant qu'était mise au premier plan la politique khrouchtchévienne de la «coexistence pacifique».

Au Comecon aussi commencèrent à se manifester les premiers signes de dégénérescence. Après de longs débats à la 4^{e} session du Comecon qui fut tenue en mars 1954, il fut décidé de coordonner les plans des pays membres, surtout dans le domaine du commerce extérieur. Mais le plus important est qu'après la mort de Staline cette organisation commença à perdre toujours plus son caractère collégial.

«A l'intérieur de notre camp, a dit le camarade Enver Hoxha à la Conférence des 81 partis qui eut lieu à Moscou, nous avons créé, certaines formes d'organisation, mais elles sont demeurées en quelque sorte formelles ou, plutôt, elles ne fonctionnent pas de façon collégiale. Tels sont notamment les organismes du Pacte de Varsovie et ceux du Conseil d'entraide économique. Comprenons-nous bien. Nous ne soulevons pas ici la question de savoir si nous devons également être consultés ou non. Bien entendu, personne ne peut nous dénier ce droit. Mais, pour l'exercer, il faut que nous nous réunissions. C'est là une question de principe et nous soutenons que ces formes d'organisation doivent fonctionner régulièrement. C'est dans ce cadre qu'il faut poser les problèmes, prendre les décisions et en contrôler l'exécution.»[5].

Ainsi est-on passé à la deuxième étape qui continue jusqu'à nos jours. Les caractéristiques principales en sont l'adoption systématique de mesures pour faire du Comecon une organisation de type capitaliste, renforcer le contrôle économique du social-impérialisme soviétique sur les économies des pays membres en vue d'en faire des appendices de l'économie soviétique, élargir toujours plus les relations avec les pays capitalistes développés, en ouvrant les portes au capital et à l'idéologie décadente bourgeoise, exploiter cette organisation pour la réalisation des visées néo-colonialistes des nouveaux tsars du Kremlin, etc.

En fonction du niveau atteint dans ces directions, on peut distinguer dans cette étape trois périodes:

La première commence vers la fin des années 50 et se poursuit jusqu'à la fin des années 60. Elle a pour trait distinctif l'adoption de plusieurs mesures à caractère organisationnel afin de réaliser les desseins des révisionnistes khrouchtchéviens. On aborda le problème de la coordination des plans de développement des pays respectifs dès leur phase d'élaboration et mit à l'ordre du jour la «division internationale socialiste du travail», ainsi que «la spécialisation et la coopération internationale de la production».

En application des directives de la réunion de juin 1963 des représentants des partis révisionnistes des pays membres, le nombre des commissions permanentes qui avaient été créées après 1956 fut augmenté, mais l'on institua aussi de nouveaux organes, comme le Comité exécutif du Comecon, le Comité pour la coordination des «plans» et la Banque internationale de coopération économique.

En 1958, les révisionnistes soviétiques donnèrent une nouvelle impulsion à l'activité du Comecon et insistèrent pour promouvoir «la division internationale socialiste du travail» ainsi que pour étendre «la spécialisation et la coopération de la production». En 1962 fut approuvé le document de base sur «Les principes fondamentaux de la division internationale socialiste du travail», qui est considéré parallèlement aux statuts de 1959 comme le document programme du Comecon.

Au cours de cette période on passa pour la première fois à la coordination des «plans» de la production dès la phase de leur élaboration dans les branches principales.

Afin de réaliser leurs visées expansionnistes à travers le Comecon, les révisionnistes soviétiques suivirent deux voies:

Premièrement, dans les pays qui héritaient un lourd retard économique du passé, «la division internationale socialiste du travail» exigeait qu'ils restent éternellement des pays agricoles, qu'ils se transforment, comme l'a dit Khrouchtchev, «en jardins d'agrumes» et n'encouragent que leurs industries d'extraction. Ces pays ne devaient pas développer leur industrie lourde, ils ne devaient pas prétendre à un développement complexe de leur économie. «L'argument» théorique avancé pour justifier cette orientation révisionniste était que le développement des pays arriérés devait se fonder sur «l'industrie lourde des pays socialistes les plus avancés» et que «ces pays ne devaient pas produire de biens qu'ils pouvaient importer d'autres pays pour leur besoins».

A la suite de cette orientation, l'exportation en 1967 de machines et d'équipements d'Union soviétique vers les pays membres du Comecon s'accrut de 3,7 fois par rapport à 1955. Ce taux était encore plus élevé pour la Bulgarie et la Hongrie. Même le peu d'industrie développé dans ces pays dépendait soit des matières premières soviétiques, soit d'un traitement ultérieur de ses produits en Union soviétique comme cela était défini dans l'accord sur «la spécialisation et la coopération de la production».

Deuxièmement, «la division internationale socialiste du travail» et la «spécialisation et la coopération de la production» dans les pays à forces productives relativement développées exigeaient une restructuration de leurs économies conformément aux besoins de la «communauté socialiste». «La restructuration de l'économie nationale des pays particuliers, écrivent les auteurs révisionnistes, ne devait être entamée qu'après qu'un accord aurait été conclu sur la question de l'orientation du développement de la production avec les autres pays membres du Comecon»[6]. Ainsi les intérêts de l'Union soviétique furent mis au-dessus des intérêts nationaux des autres pays du Comecon.

Cette politique eut pour conséquence la baisse de la production dans certaines branches industrielles des pays du Comecon. Ainsi par exemple, en 1966, la production de locomotives électriques et de tracteurs en Tchécoslovaquie baissa respectivement de 19,7 et de 7,8 pour cent par rapport à l'année précédente. En Hongrie, la production de machines-outils et de fraises pendant le 2e semestre de 1967 tomba, par rapport au 2e semestre de 1966 de 11 pour cent et celle des wagons de marchandises de 9 pour cent, etc.

L'orientation donnée par les révisionnistes soviétiques de n'exploiter que les grandes entreprises qui ouvrent soi-disant de plus grandes possibilités au progrès technique, sont plus efficientes et usent de méthodes plus rationnelles dans le domaine de la production, influa grandement, entre autres, sur la baisse de la production dans certaines branches industrielles de ces pays. C'est par cette «logique» que fut justifiée la fermeture d'une série de mines en Tchécoslovaquie et en Hongrie et aussi la dépendance toujours accrue de ces pays des exportations soviétiques. Outre les conséquences économiques et sociales de cette dépendance, ces pays furent obligés d'orienter une partie de leurs investissements en Union soviétique. Rien que pendant la période 1966-1967, la Tchécoslovaquie accorda à l'Union soviétique un crédit de 4 milliards de couronnes pour le financement de différents ouvrages dans l'industrie du pétrole et du gaz.

Analysant la nature du Comecon et les visées que les révisionnistes soviétiques cherchent à atteindre à travers lui, le camarade Enver Hoxha souligne: «Le Comecon s'est converti en une organisation révisionniste de coopération de l'industrie et de bien d'autres branches de l'économie des pays qui en sont membres. Cette organisation est dominée par les révisionnistes soviétiques, qui, par son truchement et dans la poursuite de leurs ambitions d'hégémonie, visent à exploiter et à diriger l'économie des autres membres, à lui imposer un développement dans les directions qui les avantagent eux-mêmes, à mettre à leur remorque les économies des autres pays de manière à établir, en même temps que cette fausse coopération socialiste, leur domination politique sur ces Etats.»[7]

Fondamentalement «la division internationale socialiste du travail» et la «spécialisation» et la coopération de la production» ne sont que des formes et des moyens visant à réaliser l'idée avortée de Khrouchtchev sur la création de régions économiques dans le cadre de Comecon, indépendamment du fait que ces régions engloberaient des territoires des divers Etats. Cette idée avait suscité aussi en son temps une forte opposition parmi les pays membres du Comecon, car elle effaçait les frontières d'Etat des pays particuliers et conduisait ouvertement à leur assimilation. Mais «la division internationale socialiste du travail» et la «spécialisation et la coopération de la production» selon la conception révisionniste, en préparant les conditions du passage à l'intégration des économies nationales, conduit au même résultat, même si en apparence elle ne touche pas aux frontières d'Etat.

Pendant cette même période la collaboration des pays membres du Comecon avec la bourgeoisie impérialiste s'accrut dans une grande mesure. Les marchandises et les idées du capital monopoliste trouvèrent les portes ouvertes dans ces pays.

La deuxième période de la deuxième étape commence vers la fin des années 60 et va jusqu'à la fin des années 70. Sur le plan intérieur elle a eu pour trait un nouveau renforcement de la tutelle de l'Union soviétique sur les pays membres à travers la réalisation du «programme complexe d'intégration économique»; et sur le plan international, la coopération accrue avec le capital international et l'apparition du Comecon dans l'arène internationale comme une nouvelle puissance néo-colonialiste ayant pour objectif de réaliser les desseins du social-impérialisme soviétique.

En 1968, les révisionnistes soviétiques élaborèrent, dans le cadre du perfectionnement du système de coopération économique du Comecon, leur programme d'intégration économique. L'idée de l'intégration économique telle qu'elle était conçue par les révisionnistes soviétiques fut avancée pour la première fois à la 23e session spéciale du Comecon qui fut tenue en 1969 au niveau des chefs de parti et d'Etat des pays membres. A cette session non seulement fut soulignée la nécessité de l'intégration économique, mais furent également fixés le principal objectif à long terme ainsi que les principes fondamentaux du «programme complexe d'intégration économique». Ce programme fut approuvé à la 25e session du Comecon tenue en 1971. A cette session fut indiquée aussi la voie à suivre pour la réalisation de ces objectifs. Il fallait, pour cela, commencer par la planification commune, ce qui rendait nécessaire l'existence d'un organisme supranational, dont la tâche consisterait dans l'élaboration de la politique de développement économique de ces pays.

Dans une interview accordée à la presse japonaise en 1969 Kossyguine avait déclaré: «Dans son ensemble, le programme complexe d'intégration économique vise la réalisation d'un processus de rapprochement et de fusion graduels des économies nationales en un système unique qui ait pour centre l'économie soviétique, dans le but de créer la base économique de «la communauté de nations regroupant 382 millions, d'hommes».

Pour réaliser leur projet d'intégration économique, les révisionnistes soviétiques concentrèrent principalement leur attention sur les orientations suivantes :

1. L'approfondissement du processus de «spécialisation et de coopération internationale de la production» dans les principales branches de l'économie et de la coopération scientifique et technique. La pratique suivie jusqu'alors dans le domaine de la «coordination des plans» ne satisfaisait plus les intérêts néo-colonialistes des révisionnistes soviétiques. Ils exigèrent donc que cette coordination eût un caractère non seulement bilatéral mais aussi multilatéral.

2. La construction et la mise en valeur des établissements économiques importants se ferait sur la base d'accords bilatéraux et multilatéraux. Ainsi fut lancée l'idée, qui devait par la suite se heurter à une vive opposition, de la création de nouvelles unités organisationnelles. Il devait s'agir ou d'entreprises internationales, aujourd'hui peu nombreuses, ou d'organisations du type des consortiums, qui engloberaient de grandes unions productives des pays membres, ou d'organisations internationales définies comme des organisations à activité coordonnée et intégrée, c'est-à-dire des trusts.

Trouvant de la résistance dans ce sens les révisionnistes soviétiques remirent cette idée à plus tard et visèrent, dans un futur plus proche, à mobiliser des moyens matériels et monétaires plus importants pour la construction d'ouvrages en Union soviétique, au premier chef dans l'industrie d'extraction.

3. Le perfectionnement ultérieur des relations dans le domaine de la monnaie et du crédit. Pendant cette période les révisionnistes attachèrent de l'importance aux leviers économiques, au système monétaire de crédit, à la politique fiscale et douanière, etc.

Le problème des prix des marchandises sur le marché du Comecon surgit au premier plan. Les révisionnistes soviétiques demandèrent que, dans le cadre du Comecon, les prix fussent fixés différemment que par le passé, sur la base du rapport des dépenses dans le cadre du Comecon, compte tenu aussi de l'offre et de la demande. L'unité de compte de ces prix serait le rouble convertible. L'avantage que les révisionnistes soviétiques tiraient d'une telle mesure apparaît clairement si l'on a en vue le fait qu'une série de marchandises, surtout les combustibles, que les autres pays membres du Comecon sont obligés d'importer de l'Union soviétique, sont d'un coût très élevé.

Comme le fait savoir la presse soviétique, l'Union soviétique «satisfait 80 pour cent des besoins des pays du Comecon en pétrole et ses sous-produits, 70 pour cent de leurs besoins en énergie électrique et la totalité de leurs besoins en gaz»[8]. Une tonne de pétrole brut est exportée dans les pays satellites à un prix 1,5 fois plus élevé qu'en RF d'Allemagne, le minerai de fer au double du prix d'exportation dans les pays capitalistes. D'autre part, les révisionnistes soviétiques justifiaient par là leur achats à des prix très bas de machines et d'équipements dans les pays satellites. Ainsi, par exemple, l'Union soviétique achète en RD allemande des machines à des prix inférieurs de 30 pour cent à ceux pratiqués sur le marché mondial. II convient de noter ici que les achats de cette nature de l'Union soviétique dans ces pays ne sont pas à négliger. Au XXIV[e] congrès du parti révisionniste soviétique, Brejnev avait déclaré que, pendant la période 1966-1970, «L'Union soviétique a acheté dans les pays amis des équipements pour 54 usines chimiques et que 38 pour cent du tonnage dont s'était accrue sa flotte marchande provenait des chantiers navals des pays amis»[9]. Si, de 1966 à 1970, le total des importations de l'Union soviétique en machines et en équipements produits dans les pays du Comecon s'était chiffré à 12 milliards de roubles, en 1971-1975 cette somme atteignit 18 milliards[10]. Les cinq années suivantes (1976-1980), l'Union soviétique acquit des pays du Comecon 40 pour cent de ses besoins en bateaux de navigation maritime et fluviale, et ces taux furent de 26 pour cent pour les wagons de voyageurs, de 13 pour cent pour les autobus, d'un tiers pour les laminés et de 50 pour cent pour les équipements des centrales téléphoniques[11]. Pendant cette même période, l'Union soviétique avait envisagé d'importer de ces pays les équipements complets pour la construction d'un millier d'établissements industriels.[12] L'Union soviétique acquit également des pays du Comecon 30 pour cent de ses besoins en fruits et légumes frais, et les 2/3 de ses besoins de légumes conservés et de tabac.

Il est à noter que le déséquilibre entre les prix à l'exportation et à l'importation de l'Union soviétique avec les autres pays du Comecon non seulement existe par rapport aux prix pratiqués par l'Union soviétique sur le marché international mais qu'il varie aussi de période en période à l'intérieur même de la «communauté». C'est ainsi que le vice premier ministre hongrois a déclaré, «Autrefois la Hongrie importait 3 tonnes de pétrole contre une tonne de céréales exportées. Aujourd'hui la situation est telle que pour une tonne de céréales elle reçoit à peine un peu plus d'une tonne de pétrole».[13]

4. Le renforcement des relations commerciales réciproques. Dans ce domaine l'Union soviétique fit ressortir qu'à part les accords bilatéraux existants sur les contingents de marchandises, les accords fondés sur des principes différenciés dans le domaine du commerce extérieur y compris le domaine des investissements, apparaissent plus efficaces. Selon les révisionnistes soviétiques, l'application pratique de tels accords et l'introduction du principe de libéralisation partielle dans le domaine de la circulation de marchandises rend nécessaire le perfectionnement du mécanisme existant du clearing entre plusieurs pays par d'autres instruments, appelés à assurer l'équilibre des paiements.

5. La création d'organismes économiques et technico-scientifiques internationaux et l'organisation de leur activité. L'organisme le plus important dans ce domaine était la Banque internationale des investissements, créée en juillet 1970 et qui entra en fonction le 1er janvier 1971. Cette Banque avait un capital de base de 1052,6 millions de roubles, tandis que le quote-part des pays membres se composerait pour 70 pour cent de roubles convertibles et pour 30 pour cent d'or ou de devises libres. La participation de chaque Etat était calculée à raison du pourcentage de ses exportations dans le commerce réciproque. Ainsi, l'Union soviétique, occupant la première place dans ce commerce, détient le paquet d'actions qui lui assure le contrôle de cette institution, soit 38 pour cent du total des actions pour un montant de 399,3 millions de roubles. Viennent ensuite la RD allemande avec 17,7 pour cent des actions, la Tchécoslovaquie 12,3 pour cent, la Pologne 11 pour cent, la Bulgarie 8,1 pour cent, la Hongrie 7,1 pour cent, la Roumanie 4,9 pour cent et la Mongolie avec 0,4 pour cent.

La somme des crédits accordés par cette institution s'accroît d'année en année. De 1976 à 1980 ce crédit augmenta de 3,6 fois par rapport aux cinq années précédentes pour atteindre en 1980 la somme de 2,6 milliards de roubles convertibles.

La création de la Banque internationale des investissements procura à la métropole russe maints avantages, entre autres:

a) Les statuts de la Banque stipulent que «sa tâche principale est l'octroi de crédits à long et à moyen terme et cela pour aider avant tout à la réalisation des mesures concernant l'intensification de «la division internationale socialiste du travail», «la spécialisation et la coopération de la production», l'élargissement, au nom des intérêts communs, de la base des matières premières et des combustibles, la construction de divers ouvrages dans différentes branches de l'économie d'intérêt réciproque, ainsi que la construction d'établissements de grande importance pour les économies nationales des pays membres de la Banque»[14]. Comme il ressort des données de la presse soviétique, «plus de 80 pour cent des ouvrages financés par la Banque furent construits et modernisés sur la base d'accords multilatéraux et bilatéraux dans le cadre de la spécialisation et de la coopération de la production entre les pays membres du Comecon. Quelque 60 pour cent des crédits accordés par la banque sont allés à la modernisation des entreprises existantes dans le cadre de l'intégration économique»[15].

b) Les statuts stipulent également le droit de la Banque de contrôler et d'adopter des sanctions de caractère économique ou non, de surveiller la bonne application des accords sur le crédit tant dans la phase préparatoire de la construction de l'ouvrage qu'au cours de sa construction même et du remboursement du crédit. Pour contrôler le bon fonctionnement de tous ces leviers, la Banque envoie aussi sur place ses spécialistes. Si toutes les conditions découlant de l'accord sur le crédit ne sont pas respectées, c'est-à-dire s'il n'est pas tenu compte des intérêts soviétiques, la Banque réduit ou arrête les crédits, élève les taux d'intérêt, exige le remboursement avant le terme fixé et se réserve aussi le droit, en cas de besoin, de prendre d'autres mesures.

c) Parallèlement à la réalisation de leurs visées stratégiques néocolonialistes, les révisionnistes soviétiques n'ont pas oublié non plus leurs avantages immédiats. Etant donné que la Banque finance des travaux de grande importance pour «l'ensemble de la communauté», il en ressort qu'une bonne partie de ses crédits va à l'Union soviétique. Ainsi, celle-ci s'est assurée une ressource supplémentaire de moyens monétaires pour financer son développement économique. Dès sa création, cette Banque a financé 79 ouvrages pour un total de 3,5 milliards de roubles[16], dont une part est allée en Union soviétique. Les établissements construits dans les autres pays sont destinés ou bien à produire pour l'Union soviétique au bien à contribuer à la stratégie de l'intégration économique. Ainsi, par exemple, la Tchécoslovaquie s'est vu accorder un crédit de 77,5 millions de roubles pour la reconstruction de «Tatra» afin de mieux en conformer la production aux besoins du marché soviétique.»[17]

La part du profit soviétique est encore supérieure si l'on tient compte du fait que par le biais de la Banque ce pays s'assure un important capital en devises libres, qui lui sont si utiles. Le versement en or ou en devises libres par les pays membres du Comecon de 30% de leur part dans le capital social, permet à l'Union soviétique de se procurer une partie des moyens financiers nécessaires à l'achat en Occident de machines, d'équipements et à l'importation de technologie moderne. Du reste, les bénéfices de la banque augmentant chaque année et une partie seulement en étant distribuée aux actionnaires sous forme de dividendes à raison de leur part de fondateur (le reste étant utilisé pour accroître les réserves de capitaux, constituer des fonds spéciaux et à d'autres fins, au gré du conseil de la Banque), il en résulte que 38% des bénéfices reviennent à l'Union soviétique. Soulignons également que l'Union soviétique utilise cette institution pour obtenir à travers elle des «aides» et des crédits de

banques des pays capitalistes. On a appris que, à la veille de la visite au Japon du Soviétique Belitchenko, directeur de la Banque Internationale des Investissements, deux importants consortiums bancaires ont accordé des crédits à la banque du Comecon. L'un, ayant à sa tête la banque «MANHATTAN» des Etats-Unis, octroya vers la fin de 1977 un crédit de 600 millions de dollars à cette banque, et l'autre, présidé par la «Dresdner Bank» de la RFA, en août 1978 un crédit de 500 millions de dollars[18].

La teneur du «programme complexe d'intégration économique» confirme on ne peut mieux la conclusion scientifique marxiste-léniniste du camarade Enver Hoxha. Il indique en effet: «A travers le Comecon, organisation révisionniste soviétique qui a pour but l'asservissement des pays membres, l'Union soviétique applique sa politique néo-colonialiste dans les pays satellites, elle pille leurs richesses et réalise leur intégration économique dans l'Etat soviétique. L'Union soviétique a appauvri économiquement ses alliés, elle les tient pieds et poings liés, elle leur impose les prix qui lui conviennent, elle conditionne de développement de leur économie à ses intérêts, elle leur fournit, quand il lui plaît et comme il lui plaît, la quantité de matières premières tout juste suffisante pour assurer le fonctionnement de leur industrie, car il n'est pas question d'en promouvoir le progrès. Les crédits que l'Union soviétique accorde à ses satellites sont asservissants.»[19]

Durant les années 70 on observa une intensification de la coopération des pays membres du Comecon avec le capital international, ce qui accéléra le processus d'intégration impérialisto-révisionniste. Si, en 1981, les échanges entre les pays capitalistes développés et les pays révisionnistes avaient doublé par rapport à 1970, le volume général des dettes contractées par les pays révisionnistes avait décuplé, atteignant 80 milliards de dollars.[20]

L'état auquel sont réduits les pays révisionnistes et la mesure écrasante de leur endettement envers le capitalisme international, apparaissent à la dette nette de ces pays en 1981, comparé aux revenus en devises libres provenant de leurs exportations.[21]

	Endettement (en milliards de dollars)	**Dette nette en devises par rapport aux revenus libres des exportations**
URSS	10,2	environ $^1/_3$
Bulgarie	2,2	plus de $^2/_3$
Tchécoslovaquie	3,4	environ 1
Roumanie	10,1	environ 1 $^1/_3$
Hongrie	7,2	environ 2 fois
RDA	12,8	environ 2,5 fois
Pologne	22,6	plus de 4 fois

La situation est si critique que certains pays, notamment la Pologne et la Roumanie, ne sont plus en mesure de verser les intérêts de leurs emprunts et ils ont demandé à la bourgeoisie internationale de leur accorder de nouveaux prêts, de reporter les échéances de paiement et de ne pas les déclarer «insolvables». Quant à l'Union soviétique, face aux demandes réitérées de la bourgeoisie monopoliste internationale pour le remboursement des prêts et le paiement de leurs intérêts, elle n'a trouvé d'autre «solution» que de vendre ses réserves d'or, de platine et de diamant sur le marché mondial.

En accordant ces «aides» et crédits aux pays révisionnistes, la bourgeoisie internationale s'assure des gains économiques et politiques considérables. Elle trouve ainsi de nouveaux marchés, si prisés en temps de crise, écoule ses stocks de marchandises et accroît ses capitaux. Si, en 1979, les pays révisionnistes ont payé aux créditeurs occidentaux environ 5 milliards de dollars d'intérêts, en 1980 cette somme atteignit 7 milliards de dollars et actuellement elle est d'environ 8,5 milliards.[22]

La seconde période de la deuxième étape du Comecon se caractérisait par la pénétration accrue des pays de cette organisation, ou de l'organisation dans son ensemble, dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine à des fins d'expansion économique. Selon la presse soviétique elle-même, au milieu des années 60 les pays membres du Comecon avaient accordé 5 milliards de roubles de crédits aux pays en voie de développement, en 1974 ce chiffre s'élevait à 11 milliards pour atteindre au début de 1978 16,1 milliards.[23]

Les néo-colonialistes soviétiques ont créé aussi des formes d'organisation et passé des accords adaptés à leurs desseins. Telles sont les commissions gouvernementales sur la participation à l'organisation de la production et de la vente dans les entreprises et les établissements construits en coopération, ou les accords sur le remboursement des crédits.

La nouvelle bourgeoisie révisionniste au pouvoir attache une grande importance aux avantages économiques. A travers «aides» et crédits elle parvient à vendre à des conditions très favorables les machines et les équipements trop peu performants pour être écoulés sur le marché des pays industrialisés. Quelque 4/5 des machines et

équipements de fabrication soviétique destinés à l'exportation vers les pays capitalistes[24] sont vendus dans les pays en voie de développement, (non compris le marché des pays révisionnistes).

Les pays en voie de développement remboursent les crédits qu'ils reçoivent des pays du Comecon au moyen des produits des entreprises construites avec ces crédits ou avec des marchandises traditionnelles de leurs exportations. «Ces dernières années, lit-on dans la presse soviétique, plus de 20% des exportations des pays en voie de développement vers l'Union soviétique étaient des produits des entreprises créées avec sa participation.[25] Toujours selon la presse soviétique, rien qu'en 1978, l'URSS aurait reçu 6,9 millions de tonnes de pétrole de l'Irak et de la Syrie, 9,5 milliards de m^3 de gaz de l'Iran et de l'Afghanistan, 90 000 tonnes de fonte et 95 000 tonnes de métaux non ferreux de l'Inde ainsi que 2,5 millions de tonnes de bauxite de la Guinée en échange de l'«aide économique et technique» apportée à ces pays. Les agences de presse annoncent que l'Union soviétique fournit aux pays en voie de développement des machines et équipements à des prix de 10 à 15% plus élevés que les prix internationaux et leur achète des produits à des prix de 10 à 15% inférieurs à ceux du marché mondial.[26]

La fin des années 70 marque le début d'une nouvelle phase de l'activité du Comecon, caractérisée par les efforts des révisionnistes soviétiques pour accentuer encore la dépendance à leur égard des pays membres de cette communauté capitaliste. Pour ce faire, ils mettent au premier plan «la coordination de la politique économique». «La vie elle-même, a déclaré Brejnev au XXVI^e congrès du parti révisionniste soviétique, fixe pour tâche de coordonner de façon toujours plus parfaite la politique économique en général.»[27] Le premier ministre soviétique Nikolaï Tikhonov explique certains aspects de cette orientation dans un article publié dans le premier numéro de 1982 de la revue «Problèmes de la paix et du socialisme». Il déclare: «Les pays frères s'en tiennent au cours visant à faire des années 80 une période de coopération intense entre les pays socialistes dans le domaine de la production ainsi que dans les domaines technique et scientifique. A l'ordre du jour figurent aussi des problèmes comme le rapprochement des structures des mécanismes économiques, la multiplication des liens directs entre les ministères, les organismes et les entreprises qui participent à la coopération, la création de firmes mixtes».[28] Ainsi, alors que la crise économique et financière du monde capitaliste se fait fortement sentir et que l'on voit se développer certaines tendances centrifuges au sein des pays satellites, les révisionnistes soviétiques cherchent à prendre entièrement en main les rênes de l'économie de ces pays, pour en faire, économiquement aussi, des républiques de l'Union soviétique. Mais les accords multilatéraux ayant créé certains problèmes, l'URSS exige actuellement que la coordination de la politique économique se réalise essentiellement à travers des accords bilatéraux, car il lui est plus facile d'imposer sa volonté à chaque «allié» pris à part.

2. Les «arguments» théoriques de la colonisation et les contradictions au sein du Comecon

Les «théoriciens» révisionnistes essayent de présenter le processus d'accentuation de la dépendance de l'économie des pays satellites envers le métropole soviétique comme l'unique «politique juste» qui soi-disant sert aussi les intérêts nationaux de chaque pays du Comecon. Selon eux, l'intégration économique dans le cadre du Comecon émane de la tendance de l'internationalisation de la production. «La communauté socialiste, écrit la presse soviétique, n'est pas une réunion d'Etats qui ont le même type de système, mais une communauté internationale où l'internationalisation de la production est devenue une loi.»[29] Toujours selon eux, cela est d'autant plus nécessaire qu'il s'agit ici de l'exploitation rationnelle des ressources matérielles et financières et du développement des forces productives sur la base des acquis de la révolution scientifique et technique, Les pays particuliers, écrivent les auteurs révisionnistes, ne peuvent pas «développer la production dans les proportions exigées par la technique contemporaine».[30] Par ailleurs, ils présentent l'intégration économique comme le «principe d'Archimède», comme la clé qui les tirera d'affaire leur permettant de développer l'économie et d'élever le bien-être des masses travailleuses. Afin de rendre cette idée plus acceptable par les masses travailleuses, Brejnev avait déclaré «Le Comecon est un puissant moyen dans la compétition économique entre le socialisme et le capitalisme».

L'analyse théorique et pratique de la transformation des pays membres du Comecon en appendices de l'économie soviétique démontre clairement que cette politique peut être tout sauf marxiste-léniniste. La dégénérescence du parti et de l'Etat en Union soviétique et dans les autres pays membres du Comecon et la restauration du capitalisme s'accompagnent objectivement de la mise en vigueur des lois et des normes capitalistes même dans les relations internationales. Une classe qui opprime et exploite le prolétariat dans son pays ne saurait appliquer l'internationalisme prolétarien, elle ne saurait s'intéresser au développement et au progrès des peuples, car elle a pour leitmotiv le profit maximum sur le plan économique et la domination mondiale sur le plan politique.

On connaît la thèse léniniste selon laquelle le capitalisme comporte deux tendances de développement, d'une part, celle de l'internationalisation de la vie économique et politique et, de l'autre, celle de la consolidation de l'indépendance nationale, la lutte contre toute oppression nationale sous n'importe quelle forme qu'elle se manifeste. Les raisons de ces tendances contradictoires résident dans les lois objectives du mode de production capitaliste. C'est pourquoi Staline soulignait dans son ouvrage. «Des bases du léninisme»: «Pour l'impérialisme ces deux tendances sont des contradictions antagonistes....»[31]

Les classiques du marxisme-léninisme se sont prononcés d'une manière claire et nette sur l'internationalisation de la vie économique et le processus d'intégration économique à l'époque de la dictature du prolétariat, en en faisant ressortir les différences essentielles avec le capitalisme. Engageant une polémique avec Kautsky et d'autres renégats du marxisme qui rattachent le processus d'intégration au triomphe, du socialisme dans un groupe de pays, Lénine et Staline relient ce processus à la seule période qui suit l'instauration de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale, c'est-à-dire à la période du triomphe du socialisme dans tous les pays. Lénine soulignait: «Les différences nationales et les différentes formes de gouvernement entre les peuples et les pays... existeront pendant longtemps encore, même après l'instauration de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale...»[32] Staline pour sa part mettait en évidence que la «période du triomphe du socialisme à l'échelle mondiale diffère de la période du triomphe du socialisme dans un seul pays, en premier lieu parce qu'elle liquide l'impérialisme dans tous les pays, elle fait disparaître la tendance à l'oppression des autres nations ainsi que la peur que peut engendrer le danger de l'asservissement national, elle dissipe la défiance et l'inimitié nationales, unit les peuples dans le système unique de l'économie socialiste mondiale, créant ainsi les conditions réelles de la fusion de toutes les nations en une communauté unique.»[33]

L'instauration de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale et le prolongement du processus d'intégration économique jusqu'à l'édification de la société communiste sont liés à une série de facteurs qui tiennent de l'économie, de la politique, de l'idéologie et de la tradition. Pour que se réalise l'intégration économique sur des bases marxistes-léninistes il faut que le développement des forces productives soit à peu près au même niveau partout. Ainsi se crée la relative égalité nécessaire pour la réalisation du processus d'intégration, non seulement sous l'aspect du niveau de développement de la production, mais aussi sous l'aspect psychologique, etc. Même si le socialisme existait dans un certain nombre de pays, leur préparation idéologique dans ce sens laisserait beaucoup à désirer et l'application du principe du libre consentement dans ce processus si important serait pratiquement impossible. Enfin, il faut dire que l'existence du régime capitaliste dans la majorité des pays du monde est un obstacle infranchissable à cet égard. C'est pourquoi Staline soulignait que c'est seulement «sous le régime communiste que ces deux tendances ne sont que deux aspects d'un même problème»[34], et que «essayer de réaliser la fusion des nations par des décrets, par la force, c'est faire le jeu des impérialistes».[35]

A considérer la situation de l'économie dans les pays membres du Comecon, on s'aperçoit que l'intégration économique n'est autre qu'un «jeu» en faveur du social-impérialisme. Les différences sont considérables dans tous les secteurs. Si l'on se réfère aux calculs, des économistes soviétiques, il ressort que vers le milieu des années 70 l'écart dans le revenu national par habitant des pays de cette organisation était de 2 à 1 et celui du développement de l'industrie de 2,1 à 1.[36] Au reste, il existe aussi diverses méthodes de calcul des indices économiques. Pour ce qui est du coût, par exemple, les différences concernent la composition et le contenu des éléments constituant les dépenses et les recettes, le degré de centralisation des normes établies, les éléments particuliers des frais de production, les méthodes d'évaluation des dépenses, leur regroupement et leur mode de distribution entre divers types de produits.

Ces différences dans le calcul des indices économiques sont conditionnées par une série de facteurs qui se rattachent au système de gestion de l'économie, à la direction économique de l'entreprise, à la comptabilité, au financement, à la politique économique de l'Etat visant à stimuler l'utilisation rationnelle de tel ou tel élément des forces productives, etc. Considérées plus largement, ces différences expriment dans une certaine mesure le degré de développement des forces productives et la maturité de la pensée économique. C'est pourquoi leur élimination en vue de réaliser la fusion des économies des pays membres du Comecon ne peut se faire que par la contrainte de la part de l'URSS pour réaliser ses visées néo-colonialistes.

Il est naturel que la politique néo-colonialiste d'«intégration économique» de l'URSS alimente les divergences et suscite l'opposition des autres pays. Caractérisant cette situation, le camarade Enver Hoxha a indiqué: «Naturellement, dans ces efforts l'Union soviétique révisionniste se heurte à des oppositions... Les contradictions, les frictions, les contestations, les désaccords entre les partenaires de ces alliances et blocs se manifestent plus ouvertement et avec plus d'acuité.»[37] L'explication de ces contradictions doit être recherchée dans les lois économiques objectives capitalistes qui agissent dans cette «communauté socialiste», dans le degré de développement des forces productives, dans la politique d'asservissement des révisionnistes soviétiques, dans la tendance de certains révisionnistes au pouvoir à se lier davantage avec l'Occident, etc. Elles se reflètent dans tous les problèmes importants du Comecon. La situation est si critique que l'on en parle publiquement en essayant de les justifier. Ainsi, la presse soviétique observait que «le processus d'intégration économique... dans le cadre du Comecon se heurte objectivement à une série de difficultés» qui sont liées au problème de l'«attitude politique adoptée par tel ou tel Etat à son égard»[38], que la «possibilité d'une certaine incompatibilité... des intérêts fondamentaux» des pays membres du Comecon et l'existence de «contradictions objectives» relatives à ces intérêts sont tout à fait naturelles.[39]

Quant à savoir quels sont ces intérêts, cela, le ministre hongrois des Transports et des Communications l'a indiqué clairement dans le journal «Magiar hirlap»: «Actuellement, a-t-il dit, il existe encore des contradictions

importantes concernant le développement économique des pays membres du Comecon. Ces contradictions affectent aussi le système de gestion de l'économie. Il arrive que les intérêts nationaux ne soient pas compatibles avec les intérêts généraux du Comecon. Quant à la division internationale du travail, il faut absolument que nous, Hongrois, ayons notre vision de ces problèmes, en nous fondant sur les conditions du pays.»[40]

Les contradictions se manifestent en premier lieu en ce qui concerne la stratégie du développement économique de chaque pays membre du Comecon. La nouvelle bourgeoisie révisionniste de ces pays ne pouvait pas admettre facilement les desseins des révisionnistes soviétiques de donner à leurs économies un développement unilatéral, de les amputer et d'en faire des appendices de l'économie soviétique. Exprimant leur mécontentement sur ces contestations, les révisionnistes soviétiques reconnaissent qu'ils se heurtent souvent à des problèmes objectifs de «l'héritage historique, à des survivances de l'universalisation de la vie économique dans tel ou tel pays, qui freinent le processus d'intégration.»[41]

Leur intention de démolir les structures économiques existantes de certains pays pour leur substituer une économie qui réponde aux besoins de leur propre marché ont dicté aussi aux Soviétiques les voies suivies pour réaliser le programme colonialiste d'intégration, qui a suscité d'importantes divergences. L'URSS est en train de réaliser le processus de «coordination des structures économiques des pays intégrés» à travers «le perfectionnement de la direction planifiée du processus d'intégration économique»[42] dans le Comecon. Sur ce point, les contestations sont nombreuses. Il est vrai que les révisionnistes est-allemands, polonais, hongrois, tchécoslovaques et d'autres étaient pour l'intégration économique. Leurs intérêts cependant exigeaient que ce processus ne fût pas réalisé d'en haut à travers un organisme supranational, mais laissé à la libre action des lois du marché. Bien entendu, cela ne peut satisfaire les intérêts néo-colonialistes des révisionnistes soviétiques qui s'efforcent de diriger le processus d'intégration économique en usant de leur force de grand Etat.

Un autre problème où s'entrecroisent les intérêts fondamentaux des pays membres du Comecon est celui de la constitution du «marché mondial socialiste». Les contradictions sont profondes autour de ce point névralgique. Les révisionnistes soviétiques sont contraints de reconnaître que de grandes difficultés ont vu le jour au sein du Comecon lors de l'élaboration de la théorie du marché mondial socialiste et de la «théorie de la politique des prix» dans ce marché.[43]

Sans mentionner d'autres facteurs, on peut affirmer que ces contradictions sont dues à l'immaturité des conditions économiques d'une telle fusion. Sous l'action des lois économiques du capitalisme ces conditions ne peuvent que conduire à la faillite des plus faibles.

Le problème qui a surgi en ce domaine devient encore plus aigu si l'on tient compte du fait que les révisionnistes soviétiques ont imposé le rouble transmissible comme unité de compte. Cela leur offre d'encore plus grandes possibilités de pillage, car la politique monétaire de l'URSS et son manque de stabilité auront des incidences négatives sur les autres pays également. C'est pourquoi ceux-ci afin de se soustraire tant soit peu à ce procédé de spoliation que s'est ménagé l'URSS, ont exigé que les échanges monétaires au sein du Comecon reposent sur une monnaie fondée sur l'or.

Un autre problème toujours posé au Comecon a été constitué par les relations des pays membres de ce groupement avec la bourgeoisie internationale. Analysant ce problème, le camarade Enver Hoxha souligne: «Des frictions et des dissensions s'y manifestent aussi en raison de la tendance des pays satellites à se rapprocher de l'Occident et à collaborer avec lui. L'Union soviétique s'efforce d'enrayer ce rapprochement et de maintenir les pays d'Europe orientale enchaînés à elle.»[44] Pour cette raison elle a demandé que les relations avec l'Occident passent nécessairement par le Comecon. Mais les directions révisionnistes des pays membres souhaitent avoir plus de liberté d'action dans ce domaine.

Les lois économiques objectives du capitalisme et la politique néocolonialiste de l'URSS ont engendré nécessairement de nouvelles contradictions accentuées aussi par la situation économique difficile et les conjonctures internationales. La situation difficile de l'économie soviétique et la conjoncture favorable pour certaines matières premières exportées ont suscité de nouvelles contradictions au sein du Comecon. «Dans les situations difficiles qu'elle connaît, souligne le camarade Enver Hoxha, l'Union soviétique n'est pas en mesure de satisfaire les demandes de ses alliés pour un développement normal de leur économie. Réduits depuis des années au rôle d'appendices de l'économie soviétique, ces pays sont obligés de suivre ses fluctuations, ses caprices.»[45]

Puisque, en vertu de la «division internationale socialiste du travail», de la «spécialisation et de la coopération de la production» les pays membres du Comecon voient leur économie liée à la métropole soviétique et ne s'assurent par conséquent que de maigres revenus en devises, ils exigent que l'Union soviétique respecte ses engagements et leur fournisse les biens nécessaires, pour la production desquels ils ont même investi leurs capitaux en Union soviétique. Mais les révisionnistes soviétiques, confrontés à de graves difficultés économiques et ayant besoin de devises, ont réduit au minimum leurs fournitures de certains produits essentiels à ces pays. Selon les données de la 34^{e} session du Comecon, réunie en juin 1980 à Prague, l'Union soviétique avait fourni

jusqu'alors aux pays membres du Comecon 5 millions de tonnes de pétrole de moins que prévu pour l'année en cours. Il a également été indiqué que ce bas niveau serait maintenu pendant la période 1981-1985.[46] En réalité, les Soviétiques ont fermé encore plus le robinet. Ainsi en 1983 la RDA et la Tchécoslovaquie ont reçu respectivement 2 millions de tonnes de moins qu'en 1980 et 2,5 millions de tonnes de moins qu'en 1979. La situation est analogue pour les autres pays.[47]

Et cependant qu'elle réduit ses fournitures à ses «alliés», l'Union soviétique intensifie l'exportation de ces produits sur le marché international. La hausse continue des prix des produits exportés par l'Union soviétique aggrave encore, dans cette situation, les difficultés de l'économie des pays membres du Comecon. Selon la presse soviétique, en 1977 les prix des produits livrés par l'Union soviétique aux pays membres du Comecon en vertu de contrats passés entre eux, ont augmenté par rapport à 1970 comme suit: carburants, matières premières et métaux 185%, matières premières végétales et produits végétaux finis 150%, machines et équipements 151%[48]. Rien qu'au début de l'année 1983 l'URSS a augmenté de 16-20% le prix de son pétrole à l'exportation dans les pays du Comecon. Actuellement ils sont de 9 à 10 fois plus élevés qu'en 1974. Cette hausse des prix a procuré à l'Union soviétique un profit supplémentaire d'environ 1,8 milliards de roubles.

Ces contradictions ont surgi parfois lors de «réunions de travail», mais parfois aussi en public, certains pays allant jusqu'à refuser de signer les documents programmes et à reporter sine die la session du Comecon. Dans cette situation très tendue, l'Union soviétique est amenée à changer de tactique, mais ses visées restent les mêmes. «L'intégration, écrivait le journal «Komunist», est une activité multiforme, c'est pourquoi les pays membres du Comecon ne sont pas obligés de participer à toutes les activités visant à accélérer ce processus. Chaque pays, se fondant sur ses propres capacités, résout de manière indépendante les problèmes de la mise à profit rationnelle des ressources matérielles, en adoptant avec l'extérieur les formes et les sphères de collaboration économique les plus propres à satisfaire ses intérêts à une étape donnée.»[49] Mais, indépendamment de ces déclarations faites par pure démagogie, il est de fait que la graine semée dans cette communauté capitaliste a germé et qu'elle croît, que les contradictions s'approfondissent et s'aggravent toujours plus.

3. La situation économique et la crise dans les pays membres du Comecon

L'analyse de la situation et du fonctionnement de l'économie des pays membres du Comecon montre à l'évidence que les prétendues aides que l'Union soviétique accorde à ces pays ne sont pour elle qu'un moyen de piller leurs ressources et que la coopération sur des bases capitalistes au sein du Comecon a fait perdre leur indépendance économique à ses membres. Si, en 1960, la part de l'Union soviétique représentait 69,5% de la production industrielle du Comecon, elle a atteint, en 1980, 75%. Entre-temps, la part de la production industrielle de la RDA et de la Tchécoslovaquie avait diminué d'environ de moitié. Aujourd'hui l'Union Soviétique recueille 70% des revenus créés dans ce groupement et celui-ci y utilise 80% de ses investissements fondamentaux.[50]

Les réformes économiques accomplies par les révisionnistes ont modifié le but de la production, désormais fondée sur le profit capitaliste maximum. Bien que, par démagogie, de nombreuses formes socialistes de propriété, d'organisation et de direction soient conservées dans ces pays, leur contenu a radicalement changé. Les pays où les révisionnistes modernes sont au pouvoir sont donc rongés par des contradictions antagonistes. Il faut y voir aussi la cause principale du fait que ces pays sont de plus en plus secoués par la crise économique et que leur développement revêt un caractère cyclique toujours plus accentué. Analysant les conséquences de ce processus régressif, le camarade Enver Hoxha souligne: «Les révisionnistes modernes se sont livrés à une démagogie effrénée lorsqu'ils se mirent à saper l'économie socialiste par leur «réformes» économiques en lançant le slogan de l'efficience accrue de la production. Mais, en traîtres au marxisme-léninisme qu'ils sont, ils se sont tenus aux voies et aux lois capitalistes qui, loin d'élever l'efficience de la production sociale, ont au contraire conduit à de profondes contradictions antagonistes dans l'économie et dans la pratique, au bourbier capitaliste et à la crise générale qui les tenaille.»[51]

Parallèlement aux facteurs intérieurs qui sont liés à l'action des lois économiques objectives du capitalisme, la politique de rapine des révisionnistes soviétiques et l'intensification de leurs efforts pour rejeter le fardeau de la crise sur le dos de leurs «frères», ont joué un rôle très important dans le déclenchement de la crise économique des pays membres du Comecon. Un rôle tout aussi important dans ce sens est joué par la consolidation de leurs liens avec le capital mondial. Ces liens sont désormais devenus si étroits que, comme en témoignent les événements de Pologne, les mesures non seulement de caractère économique, mais aussi de caractère politique et militaire sont en partie dictées par le capital international. Le vice-premier ministre polonais Janusz Obodowski déclarait que si la Pologne ne recevait pas un prêt de 1,5 milliard de dollars par trimestre en 1982, «il nous faudrait donner un très fort coup de frein à l'approvisionnement et à la production dans le pays et nous procurer en partie cet argent en consolidant nos liens avec le Comecon»[52], tandis que le conseiller à la presse du chef de file des révisionnistes polonais à déclaré que l'autre condition nécessaire pour parer à cette situation d'exception «dépend de nos créanciers et partenaires marchands de l'Occident et de leur participation ou non aux sanctions.»[53]

Les indices de la crise qui tenaille les pays où règnent les révisionnistes sont multiples, le principal étant la baisse du taux de croissance économique qui devient parfois même négatif. Pour la seule Union soviétique, ces indices, par rapport aux prévisions, se présentent comme suit:[54]

Indices	Périodes			Baisse en 1981 - 1985
	1971 - 1975	1976 - 1980	1981 - 1985	
Production industrielle globale	42-46	36	26	-38
Production agricole globale	20-22	16	13	-40
Revenu national	37-40	26	18	-52
Investissements fondamentaux	42	26	10,4	-75,2

Si l'on considère les résultats concrets, il apparaît que la situation est encore plus grave. Selon les données du Bureau des statistiques de l'Union soviétique, on constate que les taux de croissance pour les secteurs essentiels de l'économie ont enregistré de 1966 à 1980 une baisse de 2,5 à 3 fois. Quant aux établissements importants, comme les qualifie la statistique soviétique, depuis 1975 chaque année il en est mis en service 150 de moins qu'en 1966 et en 1982 cette diminution a atteint 200. L'Union soviétique connaît une crise particulièrement aiguë dans l'agriculture et dans certaines branches de l'économie, où non seulement il n'est pas question de réaliser les prévisions, mais où l'on observe au contraire, à partir de 1979, une baisse absolue. Si en 1982 la production des principaux produits végétaux a baissé en général par rapport à 1980 (la diminution enregistrée est de 13,2 millions de tonnes de céréales, de 660 milliers de tonnes de coton, de 8,6 millions de tonnes de betterave sucrière, de 600 000 tonnes de lait, de 11 700 tonnes de laine et de 6 000 moissonneuses-batteuses), dans certaines cultures particulières on constate un baisse même par rapport à 1966. C'est ainsi que la production de betterave sucrière a baissé de 3 millions de tonnes, celle de tournesol de 800 000 tonnes et celle de pommes de terre de 10 millions de tonnes[55].

L'Union soviétique, autrefois grand exportateur de céréales, en est devenue aujourd'hui le plus grand importateur. La situation est si critique dans ce domaine que les révisionnistes soviétiques sont amenés à passer même des contrats à long terme avec des pays capitalistes pour l'importation de produits végétaux. Si en 1975 ils ont conclu avec les Etats-Unis un contrat de 5 ans aux termes duquel l'URSS recevrait chaque année de 6 à 8 millions de tonnes de céréales (si ses besoins dépassaient cette quantité, de nouveaux pourparlers devaient être engagés) le 25 août 1983 Nikolaï Patolitchev, ministre du Commerce extérieur de l'Union soviétique, et John Block, secrétaire américain à l'agriculture, ont signé un accord aux termes duquel les Etats-Unis livreront à l'URSS en 5 ans 45 millions de tonnes de céréales. Selon cet accord, l'Union soviétique doit acheter chaque année entre 8 et 12 millions de tonnes de céréales, dont 6 millions de tonnes de blé. Si cette limite doit être dépassée, les deux gouvernements devront procéder à de nouvelles négociations. Les achats obligatoires (minimaux) coûtent à l'Union soviétique 1,5 milliards de dollars chaque année[56]. Dans l'industrie la situation n'est guère meilleure. Exception faite du pétrole, du gaz et de l'énergie électrique où l'on se livre à une exploitation forcenée, la production stagne ou enregistre une baisse, comme l'indique le tableau suivant:

N°	Les produits industriels	L'unité de mesure	Années				
			1978	1979	1980	1981	1982
1	Charbon	millions de tonnes	724	719	716	704	718
2	Fer	//	111	…	...	103	102
3	Acier	//	151	149	148	149	147
4	Minerai de fer	//	244	…	245	242	244
5	Turbines	kw	19,5	20	20,3	15,6	17,7
6	Machines	milliers	2151	2099	2199	2197	2173
7	Poids-lourds	//	762	780	787	786	780
8	Voitures	//	1312	1314	1327	1324	1307
9	Moissonneuses	//	113	115	117	106	112
10	Bois d'oeuvre	millions de m^3	279	268	275	274	270
11	Ciment	millions de tonnes	127	123	125	127	124
12	Chaussures	millions de paires	740	739	744	739	730
13	Graisses animales	millions de tonnes	1,4	1,3	1,3	1,2	1,3
14	Graisses végétales	//	3	2,8	2,6	2,6	2,6
15	Sucre	//	12,2	10,6	10,1	9,5	12,1
16	Réfrigérateurs	millions de pièces	6,1	6	5,9	5,9	5,8

De ces données publiées par les statistiques soviétiques sur la réalisation des objectifs des plans annuels, il ressort que la production n'a pas atteint en 1982 le niveau de 1978. Dans certaines branches la situation est encore plus critique. En 1982 la production de fer est en dessous des chiffres de 1975, celle de turbines inférieure à celle de 1974, la production de bois en dessous de la production de 1965, tandis que la production de graisses végétales et de sucre (1981) respectivement inférieure à celle de 1966 et 1965.

La situation est tout aussi critique au sein de la «communauté socialiste». La presse soviétique annonçait que la production industrielle globale a augmenté en 1981 et en 1982 à des rythmes moyens équivalant à 45,8% seulement de ceux enregistrés durant la période 1976-1980.[57] La production matérielle nette dans les pays de l'Europe de l'Est membres du Comecon (l'Union soviétique non comprise) a enregistré en 1981 une baisse de 1,1% P[ar] rapport à 1980 et la chute s'est poursuivie en 1982. En 1982, la production industrielle brute était au-dessous du niveau de 1980.[58]

Les pays membres du Comecon ont été touchés par la crise à des années et à des degrés divers. En 1980, la production industrielle globale en Hongrie a connu une chute de 2% par rapport à 1979, et le bâtiment de 3%. Dans cette dernière branche, la chute s'est accentuée de 0,2% en 1981 et de 1% en 1982. La Roumanie a enregistré en 1980 une baisse de 0,2% par rapport à l'année précédente dans ce secteur, et en 1981 cette diminution a atteint 4,8%. En Tchécoslovaquie, en 1981, la baisse dans le même secteur était de 1,4% par rapport à 1980.[59]

En agriculture la situation est encore plus grave. En 1980 la production agricole globale en Bulgarie avait baissé de 4,5% par rapport à 1979, et de 4,1% en Roumanie, où cette chute s'est accentuée de 0,9% en 1981. En Tchécoslovaquie, la baisse en 1981 était de 2,5% par rapport à 1980, et en RDA, en 1982, de 3,6 par rapport à l'année précédente.[60]

La situation est particulièrement grave dans les investissements fondamentaux. Dans les pays de l'Europe de l'Est membres du Comecon (Union soviétique non comprise) en 1979 il a été enregistré une baisse de 1% de ces investissements, en 1980 de 2,2%, en 1981 de 7,6%) et en 1982 de 6,3% toujours par rapport à une année plus tôt. En 1982 le volume des investissements a baissé, par rapport à 1981, de 11% en Bulgarie, de 2,5% en Hongrie, de 1,6% en RDA, de 2,5% en Roumanie et de 0,4% en Tchécoslovaquie.[61]

En Pologne, la situation est extrêmement grave. La crise économique y a été l'un des facteurs qui ont favorisé l'activité des nouveaux contre-révolutionnaires, aidés et soutenus par l'Église catholique et le capital occidental. Les données suivantes nous permettent d'en juger. Ainsi, en 1982 la production matérielle nette était inférieure de 12% à celle de 1981, alors que les investissements bruts avaient baissé de 16%.[62]

La chute de la production dans l'agriculture et dans quelques autres branches importantes de l'industrie dans les pays membres du Comecon s'est accompagnée d'une pénurie d'articles de première nécessité, surtout de produits alimentaires. En Union soviétique, par exemple, la consommation en 1980 s'est présentée comme suit: viande et produits carnés 30% en dessous des prévisions, produits laitiers 22%, oeufs 18%, légumes 36%, fruits 70%, etc., toujours en dessous des prévisions. En 1981, les entreprises relevant du ministère de l'Industrie alimentaire n'ont fourni au pays que la moitié environ des quantités prévues. Ainsi, l'industrie de la viande et celle des produits laitiers ont fourni 40% de moins de produits et celle du poisson 30% de moins.[63] Cette situation difficile a contraint les Etats révisionnistes à adopter des mesures restrictives. Le système de rationnement sur de nombreux articles alimentaires de première nécessité a été établi dans quelques pays, comme la Pologne, et la Roumanie. De plus, dans certains pays des lois ont été promulguées frappant de peines de prison tous ceux qui amassent des quantités de produits supérieures à leurs besoins pour un mois.

Le chômage, cette plaie économique et sociale, est une preuve typique de la crise que traversent ces pays révisionnistes. Son intensification a été favorisée également par le «nouveau système» de rémunération qui stimule l'intensité du travail et conduit au licenciement des ouvriers les moins qualifiés, les moins forts physiquement et les plus âgés, qui ne sont pas en mesure de soutenir la haute intensité du travail.

L'inflation accompagnée de la dévaluation des monnaies et de la hausse des prix, est une autre manifestation de la crise qui tenaille les pays de la prétendue «communauté socialiste». En Hongrie, en 1982, les prix ont augmenté de 8% par rapport à 1981. En août 1883, le prix du pain y a été majoré de 16%, celui de l'huile de 20%, et celui de la margarine de 23%.[64] En Roumanie, les prix des articles de consommation courante ont augmenté de 35% en février 1982. En Bulgarie, les articles de consommation courante sont vendus ces deux dernières années à des prix de 35 à 50% plus élevés qu'avant et en Tchécoslovaquie les prix des produits alimentaires ont augmenté de 40 à 14%.[65] Des hausses sensibles ont été enregistrées en Pologne où les prix en 1982 étaient 2 à 4 fois plus élevés qu'en 1980.[66] Ce phénomène, comme de nombreux autres, s'est produit précisément dans des pays où tant que la classe ouvrière était au pouvoir les prix, loin de jamais monter, avaient tendance à baisser.

Les causes de ce phénomène caractéristique du capitalisme dans la phase de l'impérialisme, doivent être recherchées dans l'engagement toujours plus profond de l'économie des pays membres du Comecon dans la voie de la production militariste et dans la putréfaction de la forme de capitalisme qui y a été restaurée. Le militarisation accélérée de l'économie, la course effrénée aux armements et les immenses dépenses qu'elle nécessite ainsi que les dépenses parasitaires nécessaires au maintien de l'appareil bureaucratique pléthorique de l'Etat, sont autant de facteurs qui ont secoué dans leurs fondements les finances de ces pays et aggravé encore leur crise économique.

Selon les données de la presse étrangère, le Pacte militaire agressif de Varsovie a dépensé en 1981 plus de 130 milliards de dollars. En Union soviétique, les dépenses militaires représentent environ 16% du produit social global et ce taux est l'un des plus élevés au monde[67]. La crise économique qui sévit dans les pays révisionnistes s'est entrelacée avec la crise énergétique, qui, comme on le sait, est le produit de la manipulation des puissances impérialistes. La manipulation du Comecon par l'Union soviétique apparaît d'ans le fait que la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, bien qu'étant de grands producteurs de charbon, ont été contraintes de modifier leur base énergétique au profit du pétrole importé de la métropole russe, ce qui naturellement a accentué leur dépendance vis-à-vis du pétrole soviétique. L'Union soviétique a profité de la crise énergétique mondiale pour élever les prix du pétrole livré aux autres membres du Comecon, non sans réduire cependant d'une année à l'autre les quantités exportées. Cette limitation de la quantité de pétrole exportée est survenue juste au moment où les demandes de ces pays ne cessaient de croître.

L'analyse de la situation de l'économie des pays membres du Comecon, la crise grave qu'elle traverse, démontrent clairement que le système capitaliste restauré dans ces pays est pourri. «La crise actuelle, a dit le camarade Enver Hoxha a montré clairement non seulement la putréfaction de la forme classique du système capitaliste, mais aussi de la forme de capitalisme instaurée en Union soviétique, qui n'est au fond que le capitalisme monopoliste d'Etat, avec ses superstructures. Cette forme capitaliste d'oppression et d'exploitation des travailleurs n'a pas pu d'avantage éviter les secousses dans l'économie, le dérèglement des forces productives, la récession, la baisse du niveau de vie des masses travailleuses, la propagation des plaies créées par la société bourgeoise»[68]. Cela tombe sous le sens, car les lois économiques objectives du capitalisme, où qu'elles agissent, ne peuvent avoir d'autres effets indépendamment des formes sous lesquelles elles se manifestent.

Publié d'après le n° 6/1984 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. La Mongolie adhéra au Comecon en juin 1962, Cuba en juillet 1972 et le Vietnam en juin 1978. La Corée du Nord, le Laos, l'Angola et l'Ethiopie participent à titre d'observateurs au travail de certaines de ses commissions, alors que la Yougoslavie, aux termes de l'accord signé en septembre 1964 entre le Comecon et le gouvernement yougoslave, est membre associé et participe activement au travail des organes de cette organisation.

2. J. N. Beliaïev, *Nacionalniie ekonomitcheskiie interesi vusloviyah socialistitcheskoï integracii,* pp. 77-78, Moscou, 1979.

3. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1969-1970,* éd alb., p. 215.

4. Voir Enver Hoxha, *Avec Staline (Souvenirs),* 2e éd. fr., pp. 108-109, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.

5. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. 2, pp. 850-851, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1975.

6. G. Marian, *Ekonomitcheskaïa integracia stran socializma,* p. 20, Moscou, 1979.

7. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. 4, p. 343, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.

8. *Miejdounarodnaïa Jizn,* n. 4, 1983, p. 28.

9. *Pravda,* 31.111.1971.

10. Voir *MEMO,* n°, 2, 1971 et Novoïe Vremïa, n°. 5, février 1974.

11. *Komunist,* n° 7, 1983, pp. 73-84.

12. *Miejdounarodnaïa Jizn,* n° 7, 1979.

13. *NIN,* 26.VI.1976.

14. *Vïeshnaïa Torgovliia,* n° 11, 1981, p. 8.

15. *Ibid,* pp. 8-13.

16. *Pravda,* 18.1.1982.

17. *Pravda,* 30.6.1980.

18. *J J Press,* 13.10.1978.

19. Enver Hoxha, *Rapport au VIIe Congrès du PTA,* éd. fr., pp. 179-180, Editions «8 Nëntori» Tirana, 1976.

20. *US News and World Report,* 24.8.1982, p. 35.

21. *The Economist,* n° 7256, 25 sept. – 1er oct, 1982, p. 47.

22. Rapport annuel sur le développement des pays de l'Est, présenté par la Commission économique pour l'Europe, *REUTER,* 17 mars 1982.

23. *MEMO,* n° 4, 1981, p. 59.

24. *MEMO,* n° 4, 1981. p. 56

25. *Ibid,* p. 62.

26. Carter, *The wet cost of Soviet Foreign Aid,* pp. 39-41, New York, 1971.

27. *MEMO,* n° 12, 1981.

28. *TASS,* 30.12.1981.

29. *MEMO,* n° 12, 1981.

30. G. Marian, *op. cit.,* p. 20.

31. J. Staline, *Des bases du léninisme,* éd. alb., p. 76, Tirana, 1979.

32. V. Lénine, *œuvres choisies,* éd, alb., t. 3, p, 562, Tirana, 1979.

33. J. Staline, *œuvres*. éd, alb., t. 11, pp. 338-339.

34. J. Staline, *Des bases du léninisme,* éd. alb. p. 76, Tirana, 1979.

35. J. Staline, *œuvres,* éd, alb., t, 11, p. 342.

36. J. N. Beliaïev, *Nacionalnie ekonomitcheskie interesi v usloviah socialistitcheskoï integratsii,* p. 78, Moscou, 1979.

37. Enver Hoxha, *L'Impérialisme et la Révolution,* éd. fr. pp. 162, 299, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1979.

38. *Voprosi Filosofii,* n° 10, 1976, p. 27.

39. *Voprosi Ekonomiki,* n° 5, 1977, p. 143.

40. *ATA,* B/1, 14.V.1970.

41. *Voprosi Filosofii,* n° 10, 1976, p. 27.

42. *Ibid.*

43. *Ekonomitcheskaïa gazeta,* n° 41, 1976, p. 10.

44. Enver Hoxha, *Rapport au VIIIe Congrès du PTA,* éd., p. 197, Editions Nëntori», Tirana 1981.

45. *Ibid.*

46. *Bulletin de l'ATA,* 21.VI.1980, p. 18.

47. *Zëri i popullit,* 20.VII.1983.

48. *Voprosi Ekonomiki,* n° 4, 1980, p. 118.

49. *TASS,* 30.VII.1970.

50. I. P. Oleinik, *Integracionnie Procesi v Mirovom Socialistitcheskom Hoziaistvie,* p. 109, Moscou, 1981.

51. Enver Hoxha, *A propos du 7e plan quinquennal,* éd. alb., p. 79.

52. *ATA,* B, 13.1.1982, p. 16/1.

53. *ATA,* B, 8.1.1982, p. 10/1.

54. *Pravda,* 25.11.1971, 30.10.1976 et 20.11.1961.

55. Les données proviennent des publications de la Direction des statistiques de l'Union soviétique.

56. *Relazioni internazionali,* n° 37, 1983, p. 1240.

57. *Komunist,* n° 7, 1983, pp. 73-74.

58. *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1982,* présentée par la Commission économique pour l'Europe auprès de l'ONU, IIe Partie, tableau 3, I, 1, Genève, 1983.

59. *Ibid.*

60. *Ibid.*

61. *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1982,* présentée par la commission économique pour l'Europe auprès de l'ONU. II[e] partie, tableau 3, I, 1, Genève, 1983.

62. *EST OUEST,* n° 4, 1982, pp. 89-95, et Etude sur la situation économique de l'Europe en 1982» II[e] partie, tableau 3, I, 1.

63. *Ekonomitcheskaïa gazeta,* n° 16, avril 1982, p. 17.

64. *Le Monde* du 23 septembre 1983, p. 6.

65. *AFP,* 13.11.1982.

66. *ATA,* 29.1.1982.

67. *The Economist,* 6-12 août 1983, p. 43.

68. Enver Hoxha, *Rapport au VIII[e] Congrès du PTA,* éd, fr., p. 191, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1981.

III. Critique

Priamo Bollano (Docteur es sciences économiques) — Critique de certaines théories bourgeoises et révisionnistes sur la place et le rôle des rapports marchandises-argent dans le socialisme

Dans le système de gestion et de fonctionnement de l'économie socialiste une place importante revient à l'utilisation consciente et contrôlée par l'Etat socialiste des rapports marchandise-argent, liés à la production de marchandises et à l'action réduite dans certaines limites de la loi de la valeur dans le socialisme. Bien que l'économie socialiste soit un système dirigé par un seul centre sur la base du plan unique général d'Etat, elle n'élimine pas ni ne nie les rapports marchandise-argent, mais au contraire les utilise de manière consciente dans l'intérêt du développement et de la consolidation de l'économie socialiste, de l'efficience accrue de la production sociale.

La société socialiste confère aux catégories économiques liées à l'économie monétaire et au mécanisme du marché un contenu entièrement nouveau qui émane du contenu et de la nature des rapports de production socialistes fondés sur la propriété sociale socialiste des moyens de production. Néanmoins la pensée théorique du Parti du Travail d'Albanie et du camarade Enver Hoxha et l'expérience historique ont établi que cette société n'échappe pas d'elle-même ni sur-le champ aux conséquences négatives et néfastes qu'entraînent et alimentent ces catégories et qui, dans le système capitaliste, se manifestent dans toute leur force destructive. Si l'on tolère des failles dans ces catégories et leviers économiques et s'ils ne sont pas compris à fond et utilisés correctement, au lieu de renforcer l'économie socialiste et d'inculquer aux travailleurs les normes de la morale communiste, ils favorisent l'apparition de nouveaux éléments bourgeois et la dégénérescence du socialisme.

La critique des «théories» bourgeoises-révisionnistes sur le caractère, la place et le rôle des rapports marchandise-argent dans le socialisme, la mise à nu de leur caractère antiscientifique et leur dénonciation revêtent une importance primordiale dans les conditions de la lutte que la bourgeoisie impérialiste et ses hérauts livrent au socialisme. Ces pseudo-théories déforment la vérité sur l'économie socialiste en la présentant comme une «économie mixte» au sein de laquelle des éléments de la propriété privée et du marché libre cohabiteraient avec des éléments de la propriété sociale et de la planification. On s'efforce de prouver l'impossible, à savoir qu'il n'existe pas de «différences essentielles» entre le socialisme et le capitalisme, car de nos jours le capitalisme aurait «changé» de nature, il serait devenu plus populaire et humain. Ainsi le capitalisme et le socialisme convergeraient vers le même type de société. Plus donc besoin de lutte de classe, de renversement révolutionnaire ou d'idéaux communistes.

1. Le caractère fallacieux des théories bourgeoises-révisionnistes sur l'incompatibilité de l'économie socialiste et des rapports marchandise-argent

Dans leurs efforts pour déformer la réalité de l'économie socialiste, les apologistes du capital dirigent leur fer de lance notamment contre son mécanisme de fonctionnement. Ils ont inventé diverses «théories» au moyen desquelles ils essaient de «démontrer» qu'en régime socialiste tout est soumis à l'arbitraire de la bureaucratie, que l'économie socialiste est une «économie centralisée et à direction totalitaire» qui «étouffe les impulsions internes de la production», nie aux consommateurs le «droit de choisir» et de définir «l'ordre de satisfaction de leurs besoins», etc., etc.

Ces «théories» reposent sur l'alternative «plan ou marché». Selon cette conception, les rapports marchandise-argent et le marché avec ses mécanismes, sont incompatibles avec le socialisme et le système de la gestion planifiée. L'économiste américain Paul Swiss écrit: «La valeur et la planification s'opposent l'une à l'autre dans la même mesure et pour les mêmes raisons que le socialisme s'oppose au capitalisme».[1] Et un autre défenseur de l'ordre bourgeois W. Eucker écrit: «La logique des choses lie la propriété collective à la gestion centralisée de l'économie, les formes de l'économie de marché étant ici inacceptables».[2]

Le concept bourgeois-révisionniste «plan ou marché» a son origine dans l'interprétation erronée et antiscientifique des différences essentielles qui existent dans le socialisme entre le plan et le marché, et la conception des rapports marchandise-argent comme des rapports éternels et des catégories inhérentes au mode de production capitaliste. C'est cette interprétation qui a permis la naissance de la «théorie» de l'«économie socialiste aux commandes» et d'autres modèles qui dénaturent à dessein le mécanisme réel du fonctionnement de l'économie socialiste.

Selon la théorie de «l'économie socialiste aux commandes» le système de gestion de l'économie socialiste (qui est fondé sur le centralisme démocratique et le plan unique et général d'Etat) est réduit à un instrument qui sert seulement à réaliser les liens non économiques, par la voie administrative, du sommet à la base. Toujours selon cette théorie, dans le système de l'économie socialiste les liens économiques réalisés par l'utilisation des catégories économiques et des rapports marchandise-argent n'existeraient pas. Les méthodes économiques de

gestion de l'économie socialiste seraient inadmissibles, car dans le socialisme tout se ferait par des ordres et prescriptions de tout genre.

L'un des partisans de cette théorie, l'économiste Grossman, souligne dans ses «Notes sur la théorie de l'économie socialiste aux commandes» que «les marxistes renoncent délibérément à utiliser les catégories et les rapports marchandise-argent et mettent sur pied le système de planification sans l'utilisation de ces catégories».[3]

Les raisons de cette falsification intentionnelle sont évidentes. Selon la théorie de l'«économie socialiste aux commandes», l'alternative «le plan ou le marché» est traitée seulement sous la forme «le plan ou le jeu libre de l'offre et de la demande». Ainsi cette théorie nie le nouveau contenu qu'acquièrent les catégories économiques et les rapports marchandise-argent dans les conditions de la propriété sociale socialiste et de la dictature du prolétariat. Elle ne peut donc juger possible l'action simultanée de la gestion planifiée de l'économie et des rapports marchandise-argent.

L'opposition entre le plan et le marché repose sur l'idée de la prétendue planification naturelle qui est incompatible avec l'utilisation des rapports marchandise-argent.

L'économiste américain J. Holme, l'un des adeptes les plus conséquents de la conception de la planification naturelle, admet que la planification centralisée et la théorie économique marxiste sont incompatibles avec les rapports marchandise-argent. Selon lui ni les «pianoviks» ni les gestionnaires de l'économie socialiste n'ont recours à des calculs économiques. Dans leurs actions ils se fonderaient seulement sur des méthodes bureaucratiques basées sur les balances matérielles (physiques)[4].

Se référant au système économique socialiste, A. Lowe écrit: «Dans ce système le prix joue un rôle symbolique»[5], c'est-à-dire ne joue pas le rôle d'une catégorie économique, alors que l'économiste italien P. Vito dit que «l'action du mécanisme du marché est incompatible avec l'économie collective où tous les moyens de production sont propriété sociale.»[6]

De leur côté, les révisionnistes soviétiques s'en prenant à la théorie marxiste-léniniste sur les traits et le caractère de la production marchande en régime socialiste, reconnaissent que l'histoire connaît deux sortes de production sociale: l'économie naturelle et l'économie de marché. Ils en dégagent deux alternatives possibles pour l'économie socialiste, soit le socialisme avec une économie naturelle sans le système des rapports marchandise-argent; soit le socialisme avec une économie de marché et son mécanisme adéquat de fonctionnement. C'est la même idée qu'exprime le dr. Pajazit Pomak, théoricien-économiste de l'autogestion, lorsqu'il affirme que la planification dans le socialisme, en évitant l'établissement spontané de l'équilibre entre les diverses branches de l'économie, supprime la production marchandise et la loi de la valeur. Par là même, il aboutit à la même conclusion que ses collègues occidentaux, à savoir que les prix formés de manière planifiée «ne constituent pas des catégories économiques dans le vrai sens du mot», qu'ils «se sont détachés de leur base, la valeur».[7]

Ainsi, le modèle bourgeois-révisionniste de «l'économie aux commandes» part de la thèse erronée qui rejette l'action simultanée en régime socialiste de l'organisation et de la gestion planifiée de l'économie, d'une part, et de la production marchande, du marché et de ses mécanismes, de l'autre. Les auteurs et idéologues de ce modèle déclarent possible l'existence soit de la forme des liens non économiques fondés sur la gestion centralisée et planifiée de l'économie soit des liens économiques fondés sur le mécanisme spontané du marché. Selon eux, deux formes de liens économiques ne peuvent pas cohabiter au sein d'une même économie. De par leur nature, déclarent-ils, ils s'excluent et se rejettent mutuellement.

C'est sur cette plate-forme théorique que repose l'idée selon laquelle l'Union soviétique de l'époque de Staline et, par conséquent, notre économie socialiste aussi ont écarté de la pratique économique la théorie de la valeur et les catégories économiques. L'économiste yougoslave George Lukac déclarait à ce sujet dans une interview accordée en mars 1965 à la revue NIN de Belgrade qu'à l'époque de Staline «... la théorie traitant de la valeur d'échange et la valeur d'usage, et par là même celle de la reproduction avaient été éliminées».[8]

Mettant l'accent sur l'incompatibilité entre l'économie socialiste et la production marchande et les rapports marchandise-argent, les idéologues de la bourgeoisie déclarent que même le système de gestion équilibrée de l'entreprise et les prix ne jouent dans le socialisme qu'un rôle symbolique.[9] Selon eux, ce système n'est pas une catégorie économique spécifique au socialisme, mais seulement un «système de règles[10] établies par l'Etat et fondées non pas sur les lois économiques objectives du socialisme, mais sur des mesures administratives!

En fait, cette façon de traiter le problème est entièrement erronée et ne correspond pas à la réalité de l'économie socialiste. L'expérience de la mise sur pied et du développement de l'économie socialiste dans notre pays (de même que l'expérience de l'édification socialiste en Union soviétique lorsque celle-ci était dirigée par Lénine et Staline) où le parti applique avec fidélité et d'une manière créative le marxisme-léninisme, atteste clairement le caractère fallacieux et antiscientifique des «théories» bourgeoises-révisionnistes sur la prétendue incompatibilité de l'économie socialiste et des rapports marchandise-argent.

Marx et Engels ne pouvaient pas prévoir et encore moins traiter les problèmes de la production marchande, de l'action de la loi de la valeur et de la présence des rapports marchandise-argent dans le socialisme, car ils ne vécurent pas cette période transitoire. Vu l'existence de cette lacune, jusqu'à la veille de la Révolution d'Octobre, le point de vue selon lequel le socialisme est incompatible avec la production marchande a longtemps prévalu. A l'époque, tout le monde admettait comme un axiome que sous le socialisme serait instaurée une économie à caractère social direct où la production et la circulation marchandes ainsi que les rapports marchandise-argent n'auraient pas de raison d'être.

Par ailleurs, durant la période du communisme de guerre qui a existé en Union soviétique, des efforts ont été fait concrètement pour supprimer les rapports marchandise-argent. Mais cette politique, comme l'ont démontré Lénine et Staline, était un aspect particulier de la dictature du prolétariat, qui fut imposée au premier Etat socialiste par la guerre. Cette politique visait à établir «... l'échange direct de produits entre la ville et la campagne en dehors du marché, et ce grâce à des mesures de caractère non économiques et partiellement à des mesures militaires.» Elle visait également à organiser une meilleure distribution des produits en vue d'assurer «... l'approvisionnement des armées révolutionnaires et des ouvriers dans les arrières.»[11]

Le communisme de guerre était en réalité une politique provisoire. Elle ne reposait pas sur les lois économiques du socialisme et fut imposée à la Russie soviétique par les conditions de l'intervention étrangère.

Le mécanisme du fonctionnement de l'économie soviétique de cette période démontra de manière convaincante l'impossibilité d'édifier le socialisme sans utiliser la production marchande et les catégories économiques qui se rattachent à l'économie marchande et à l'action limitée de la loi de la valeur dans le socialisme. S'appuyant sur cette expérience, Lénine rejeta sans hésiter le dogme de l'incompatibilité du socialisme et de la production marchande. Il formula les principes de la nouvelle politique économique (la NEP) qui, comme l'a souligné Staline, était «... une politique spéciale de l'Etat prolétarien, qui permet le capitalisme en un temps où il détient les postes de commande, une politique qui stimule la lutte entre les éléments capitalistes et les éléments socialistes, qui vise à l'élévation du rôle des éléments socialistes au détriment des éléments capitalistes, à la victoire des éléments socialistes sur les éléments capitalistes et à la suppression des classes durant le processus de construction des fondements de l'économie socialiste»[12]. Lénine a rattaché la suppression de la production marchande et de l'or comme métal étalon au triomphe du communisme à l'échelle mondiale.

S'appuyant sur les enseignements de Lénine et l'expérience historique du socialisme en Union soviétique, Staline, dans son oeuvre et en premier lieu dans les Problèmes économiques du socialisme en URSS, a procédé à la synthèse théorique de nombreux problèmes relatifs aux causes de la conservation et de la nécessité de la production marchande dans le socialisme, à ses traits nouveaux comme la production d'une espèce particulière de marchandises, à l'utilisation des rapports marchandise-argent dans l'intérêt de la consolidation de l'économie socialiste, du triomphe de la voie socialiste sur la voie du développement capitaliste, etc.

Staline a combattu également les points de vue trotskistes, zinoviévistes et des autres opportunistes de gauche qui pensaient renoncer dans le socialisme à l'utilisation de catégories économiques liées à la loi de la valeur et à l'économie marchande. Combattant ces points de vue antimarxistes, Staline soulignait que, avant de passer à l'échange direct des produits, on devra longtemps encore développer et consolider le commerce socialiste, utiliser de manière planifiée, et en respectant certaines limites, la loi de la valeur et les catégories de l'économie marchande. Traitant de ce problème, il dit: «Ensuite il nous a fallu vaincre une autre sorte de préjugés. Je veux parler des palabres de gauche qui circulent au sein d'une partie de nos fonctionnaires, selon lesquelles le commerce soviétique est soi-disant une phase dépassée et que nous devons mettre dans la bonne voie l'échange direct de produits, que bientôt la monnaie sera retirée de la circulation, car elle est devenue un simple instrument de compte et qu'il n'y a aucune raison de développer le commerce à un moment où l'échange direct de produits frappe à nos portes».[13]

Du reste Staline considérait le développement du commerce en liaison étroite avec les autres branches de l'économie. Il y voyait une nécessité pour le développement normal et harmonieux des diverses branches de l'économie et des diverses régions du pays. «Pour que la vie économique du pays prospère sans arrêt et que l'industrie et l'agriculture soient toujours intéressées à accroître la production, il faut que soit remplie également une autre condition, une large circulation de marchandises entre les villes et les campagnes, entre les diverses régions et provinces du pays et entre les diverses branches de l'économie nationale»[14].

Les efforts pour renoncer au commerce dès l'instauration du socialisme, soulignait Staline, relèvent de la spéculation gauchiste petite-bourgeoise.

Se guidant sur les enseignements du marxisme-léninisme notre Parti a utilisé judicieusement, a côté du plan unique, les rapports marchands dans le processus de gestion, de développement et de consolidation de notre économie socialiste.

La gestion centralisée de l'économie sur la base du plan unique et général d'Etat, exige la planification de tous les aspects de la reproduction, l'utilisation des indices en nature et des indices en valeur, l'harmonisation de l'aspect économique et de l'aspect financier de la production.

La société socialiste, tout autant qu'elle s'intéresse à la production, à la diversité et à la qualité des produits et aux indices matériels de la reproduction, s'intéresse aussi aux dépenses faites pour l'utilisation de valeurs d'usage données, au temps consacré à la production et à la distribution, ainsi qu'aux possibilités et aux moyens de réduire ces dépenses. La priorité qui est et qui doit être donnée à la valeur d'usage dans notre société socialiste, recommande le camarade Enver Hoxha, ne doit en aucun cas conduire à la dépréciation de leur valeur d'échange, car cela entraînerait des conséquences négatives notamment pour l'élargissement de la gamme de produits et de leur valeur d'usage.

C'est pourquoi la société socialiste utilise les catégories économiques, comme les prix, le coût et les finances, comme de puissants leviers de la gestion de l'économie pour évaluer et réduire continuellement les frais de production, tenir des comptes exacts et exercer son contrôle sur la mesure du travail et de la consommation. Ce rôle est déterminé par le fait que le produit social et la reproduction socialiste élargie sont exprimés à la fois en nature et en valeur, ces deux aspects ne devant pas être dissociés. Le camarade Enver Hoxha souligne que l'unité qui existe entre la valeur d'usage et la valeur de chaque produit doit exister également «... dans la réalisation de la production en général, faute de quoi la reproduction élargie ne peut être réalisée»[15].

Dans ce cadre, le marché et ses mécanismes sont utilisés comme des instruments du plan sous le socialisme. Les travailleurs de la ville et de la campagne sont libres d'utiliser à leur guise les revenus qu'ils acquièrent par leur travail en choisissant parmi les marchandises se trouvant sur le marché celles qui conviennent le mieux â leur goût et suivant l'ordre de leurs besoins. Par contre, le marché du travail, le marché du capital et des moyens de production n'y existent pas.

Sous le socialisme, le marché sert d'important mécanisme économique à travers lequel se réalise ou non la fonction directe des marchandises, définie par le plan unique et général de l'Etat au moment de leur production. L'écoulement d'une marchandise donnée sur le marché est la preuve que sa production dans la quantité et la qualité fixées à l'avance s'est révélée utile à la société. Mais si elle n'est pas écoulée, c'est qu'elle ne satisfait pas comme il se doit les besoins de la société. Le type et la qualité de ce produit ne correspondent pas aux besoins, aux goûts ou au pouvoir d'achat de la population.

Comme le Parti du Travail d'Albanie avec le camarade Enver Hoxha à sa tête l'ont démontré en théorie et dans la pratique, le marché et ses rapports, pendant la période du passage du capitalisme au socialisme, existent objectivement, seulement la société socialiste règle son activité de manière consciente. Le camarade Enver Hoxha a dit que dans l'économie socialiste le marché et ses rapports sont «dirigés» de manière planifiée, consciente et centralisée par l'Etat socialiste»[16]. Par conséquent, les rapports marchandise-argent sous le socialisme ne sont ni peuvent constituer un système distinct de rapports économiques en dehors des rapports sociaux directs, ils n'en sont qu'une forme particulière.

Cette prise de position théorique et pratique a permis et permet au Parti du Travail d'Albanie de combattre, au cours du processus de développement de l'économie socialiste, toute sous-estimation du marché et de son rôle dans le développement et la gestion planifiés de la production sociale, mais sans non plus les surestimer ou les absolutiser comme le font les révisionnistes modernes de diverses couleurs.

La fixation planifiée et centralisée des prix, la politique de consolidation continue de la stabilité du marché, l'étude permanente de sa dynamique et des demandes des consommateurs, la création et l'augmentation de réserves de marchandises et de produits divers et surtout le développement dynamique et à des rythmes constants de l'économie restent toujours des orientations fondamentales de l'activité en vue de la mise en oeuvre planifiée et consciente des rapports du marché dans l'intérêt de la consolidation de l'économie socialiste et de sa stabilité ainsi que pour accroître la capacité de défense du pays.

Dans notre économie socialiste le niveau et la dynamique des prix, le volume de circulation de marchandises, la quantité nécessaire de monnaie mise en circulation, etc., sont fixés de manière planifiée et centralisée conformément aux exigences des lois objectives du socialisme et en fonction des rythmes et des proportions des besoins toujours accrus du peuple, de l'économie et de la défense du pays et de leur ordre de priorité. Ce cours juste de notre Parti a rendu possible l'utilisation des catégories de la valeur, comme le coût, le prix, la rentabilité, le salaire, les finances et la monnaie, en tant que puissants leviers de la gestion et du développement planifié de l'économie socialiste, en tant qu'instruments permettant à la société d'exercer un contrôle général sur le travail et la production, ces «deux clés essentielles d'une économie socialiste»[17].

Ainsi, le mécanisme de régulation et de fonctionnement de l'économie socialiste n'est pas un mécanisme unilatéral, comme cherchent à le faire croire les ennemis du socialisme. Au contraire, c'est un mécanisme complexe qui a pour fondements les exigences des lois économiques objectives du socialisme et repose sur une

gestion harmonieuse sur la base du plan unique et général d'Etat et les rapports marchandise-argent ainsi que sur l'utilisation coordonnée des méthodes administratives et économiques. Comme tel, il est aux antipodes du mécanisme régulateur du marché et de la valeur propre à l'économie capitaliste.

2. Le caractère anti-scientifique des théories bourgeoises-révisionnistes sur l'identification de l'économie socialiste à l'économie de la production marchande (l'économie de marché).

Les théories bourgeoises-révisionnistes sur l'incompatibilité de l'économie socialiste planifiée avec les rapports marchandise-argent, théories qui se fondent sur la négation et la déformation de la réalité concernant le mécanisme réel du fonctionnement de l'économie socialiste, ne pouvaient, dans leur forme initiale, s'acquitter jusqu'au bout de leur mission (défendre le capitalisme et nier la supériorité indiscutable du socialisme sur lui). Dans les nouvelles conditions de la diffusion et de l'application des idées du communisme scientifique, les théoriciens bourgeois-révisionnistes ont élaboré de nouvelles variantes et théories qui, d'une part, hyperbolisent les défauts et lacunes qui peuvent se faire jour dans la gestion pratique de l'économie socialiste et, de l'autre, portent au pinacle les «avantages» du mécanisme de fonctionnement de l'économie caractéristique de la concurrence et de l'anarchie et, en général, de l'économie fondée sur le libre jeu des lois du marché. C'est sur cette base qu'a été conçue par les diverses écoles bourgeoises-révisionnistes d'économie politique la notion bourgeoise-révisionniste de «socialisme de marché».

Selon la nouvelle école d'économie politique bourgeoise, représentée essentiellement par les «nouveaux économistes», il n'est pas indispensable de définir, de prévoir ou de planifier les objectifs visés. L'évolution de la société est pour eux le résultat de la «main invisible» du marché ou de l'action d'individus ou de groupes dans les «conditions de liberté» de l'entreprise et de la concurrence. Par conséquent, disent-ils, l'Etat ne doit jouer d'autre rôle en économie que celui d'interpréter fidèlement et exactement les désirs individuels surtout dans les secteurs où le marché est impossible (comme les assurances, la politique, la justice, etc.). Selon eux, les «marchés libres agissent à la perfection pour satisfaire les consommateurs...» tandis que l'«intervention de l'Etat contribue tout aussi bien à éliminer cette efficacité», car «les interventions de l'Etat sont improductives, elles entraînent le gaspillage des ressources» (!).

Les premières variantes de la théorie du «socialisme de marché» furent conçues par les représentants de l'école néoclassique de l'économie politique bourgeoise dans les années 30 sous la forme du modèle de l'«économie socialiste de marché». Ces variantes ont été développées et élaborées plus à fond par les représentants actuels de l'école néo-classique et par les révisionnistes modernes. Ainsi on voit actuellement circuler les théories de l'«économie socialiste mixte», de la «société industrielle» de la «convergence des deux systèmes», et, la forme la plus complète de ces théories, celle du «socialisme de marché».

Du point de vue idéo-politique et économique, la théorie du «socialisme du marché» et ses nombreuses variantes propagées tant à l'Ouest qu'à l'Est sont une négation ouverte de la dictature du prolétariat et de son rôle dans la gestion de l'économie, une négation de la propriété sociale socialiste des moyens de production et de la planification de l'économie socialiste. Le théoricien travailliste Crossland aboutit dans son ouvrage L'avenir socialiste à la conclusion paradoxale que «maintenant les rapports de propriété ne sont pas le critère fondamental de la différenciation d'une société à une autre».

Dans leur prétendu socialisme cohabitent des éléments de la propriété privée, de la liberté du marché et de la concurrence, d'une part, avec des éléments de la propriété sociale et de la planification, de l'autre. Comme tel, ce n'est qu'une société et une économie hybrides, et cette économie fonctionne grâce à la coordination, à l'interdépendance et à la complémentarité de ces éléments ainsi que grâce à celles de la répartition spontanée des ressources du travail et des valeurs matérielles avec la régulation par l'Etat des processus de reproduction, de l'action spontanée du mécanisme du marché avec la planification de l'Etat.

La notion de «socialisme de marché», concevant l'économie en la dissociant des rapports de propriété et glissant vers la théorie des forces productives, essaie de «démontrer» que le socialisme et le communisme ne sont qu'une «déviation temporaire» du capitalisme, que les «éléments du socialisme» «existent» aussi dans l'économie des pays capitalistes développés, que, à plusieurs égards, le socialisme a des traits communs avec le capitalisme monopoliste d'Etat. Cela n'est nullement fondé. Le camarade Enver Hoxha écrit: «Le socialisme et le capitalisme sont deux systèmes sociaux différents qui s'excluent mutuellement. Le capitalisme ne vit que tant qu'il maintient le prolétariat et les masses travailleuses dans l'oppression et l'exploitation, tandis que le socialisme ne s'édifie et n'avance que sur les ruines du capitalisme et après le renversement total de celui-ci,[18] car «il ne peut jamais y avoir de socialisme si la propriété sociale des moyens de production n'est pas établie dans tous les secteurs sans exception, si la dictature du prolétariat n'est pas instaurée»[19].

Le sociologue américain A. Chlesinger, dans son article sur «L'idéologie et l'expérience américaines», écrit: «Actuellement, il devint évident que le problème de la propriété privée et de la propriété sociale, qui fut pendant longtemps la pomme de discorde dans les discussions sur la politique et l'économie dans les pays à peine

engagés dans la voie du développement, doit être résolu [sans être fondé] sur telle ou telle idéologie. C'est un problème uniquement d'ordre pratique, il s'agit de savoir quels moyens on doit utiliser en vue d'obtenir les résultats escomptés. La réponse la plus exacte n'est pas fournie par l'idéologie, mais par l'expérience pratique. Je suggère également de bannir de nos discussions les termes de «capitalisme» et de «socialisme». Ces termes ont une signification par trop nébuleuse. Ils ne font que susciter des débats qui ne conduisent à rien et, comme tels, ils appartiennent au domaine de la démagogie et non de l'analyse.»[20]

Le modèle de «socialisme de marché» repose sur le concept bourgeois de dissociation du mécanisme de gestion de l'économie des types de propriété. Par là même, il nie le rôle décisif des rapports de propriété dans la définition de la structure socio-économique de la société. D'autre part, en dissociant la propriété socialiste de la dictature du prolétariat, les adeptes de cette théorie cherchent à identifier la propriété socialiste d'Etat et la propriété du capitalisme monopoliste d'Etat, en un mot, à concilier les inconciliables. Ainsi, dans son ouvrage L'Economie politique du communisme, Peter Wiles écrit: «L'économie socialiste ne diffère pas du secteur nationalisé des pays européens» puisqu'on peut retrouver des éléments du système socialiste de l'économie dans les «nationalisations britanniques de l'après-guerre».[21]

Ce n'est pas sans dessein que cet idéologue de la bourgeoisie ne fait pas la différence entre la nationalisation socialiste et la nationalisation capitaliste, alors qu'il existe entre elles des différences de principe. La nationalisation socialiste des moyens de production effectuée par la dictature du prolétariat transforme les moyens de production de propriété privée des capitalistes en propriété de toute la société. Il s'agit d'une expropriation révolutionnaire des classes exploiteuses et de la transformation des moyens de production en propriété socialiste d'Etat. Par contre les nationalisations effectuées par l'Etat bourgeois transforment les moyens de production de propriété privée des capitalistes ou de groupes de capitalistes en propriété de l'Etat bourgeois. Ces nationalisations «... n'ont pas changé ni ne pourront jamais changer la nature capitaliste du système au pouvoir, elles ne peuvent pas supprimer l'exploitation capitaliste, le chômage, la pauvreté, le manque de libertés et de droits démocratiques»,[22] elles ne se font pas pour créer les bases de la société socialiste, mais pour consolider celles de la société capitaliste et de l'Etat bourgeois.

L'identification de la propriété socialiste d'Etat avec la propriété du capitalisme monopoliste d'Etat est en réalité à la base de toutes les autres théories bourgeoises-révisionnistes sur les rapports d'échange, qui, au fond, déforment, elles aussi, le mécanisme réel du fonctionnement de l'économie socialiste, la place et le rôle des rapports marchandise-argent sous le socialisme.

La théorie du «socialisme de marché» remplace la planification centralisée par le libre jeu du mécanisme du marché et de la concurrence. Dans l'une des variantes du «socialisme de marché», la gestion centralisée de l'économie par l'Etat socialiste est déformée de manière flagrante et présentée comme une simple application de l'action spontanée du marché. Les auteurs de cette variante soutiennent que le travail des organes d'Etat de planification de l'économie socialiste est réduit aux fonctions et à l'action spontanée du marché sous le capitalisme.

La fausseté de ces affirmations est claire. En théorie et dans la pratique il a été prouvé qu'entre la planification socialiste et le mécanisme spontané du marché il existe de profondes différences, en premier lieu, de caractère de classe. Selon la théorie marxiste-léniniste, la planification est un processus objectif, possible seulement sous le socialisme, dans les conditions de la propriété sociale socialiste, car dans les conditions du capitalisme, la propriété privée, la spontanéité et la concurrence ne permettent pas une telle planification. L'économie socialiste est une économie qui est dirigée et réglée par un centre, ses problèmes essentiels sont traités de manière consciente et centralisée par l'Etat socialiste.

Le concept de «socialisme de marché», dans sa forme la plus complète, a été élaboré et appliqué dans les pays où les révisionnistes modernes ont pris le pouvoir au moment des prétendues réformes économiques. Ce concept a servi et continue de servir de base à l'instauration complète du capitalisme et au processus régressif d'intégration de l'économie de l'Union soviétique et des autres pays révisionnistes dans le système de l'économie mondiale capitaliste.

Les révisionnistes yougoslaves reconnaissent ouvertement que le rôle du marché dans leur économie est extrêmement important, car, selon eux, ce rôle dans l'économie socialiste va s'accroissant. Dans le socialisme, le «plan est un élément du marché, un élément de la loi de la valeur.»[23] Par suite de quoi, ils prétendent que l'économie autogestionnaire yougoslave qui est vantée par eux comme une économie socialiste est une économie de production marchande, une économie de marché. Et, bien entendu, le mécanisme du marché dans leur économie est «utilisé surtout comme une méthode de réalisation des objectifs du plan».[24]

C'est pour cette raison qu'ils admettent que dans l'économie yougoslave «... Les organisations de travailleurs comme libres producteurs de marchandises déploient une activité économique en produisant de manière indépendante et en quantités différentes, tout en procédant au libre échange et à la libre distribution des biens et

des revenus réalisés»[25]. En Yougoslavie le système de planification «... relie les orientations du plan à l'initiative des travailleurs, il permet de réaliser consciemment le partage équitable du fonds social du travail même en présence du mécanisme spontané du marché, et ce sur les bases de l'autogestion sociale comme composante essentielle des rapports de production en développement.»[26]

Ces assertions et déclarations sur le rôle et la place du marché et de son mécanisme dans l'économie autogestionnaire yougoslave sont exactes. Cette économie n'est nullement une économie socialiste, mais une économie typiquement capitaliste sous un voile de socialisme. «En Yougoslavie toute entreprise «autogestionnaire» est un organisme enfermé dans son activité économique, alors que la politique de gestion est entre les mains de son groupe dirigeant, qui, comme dans tout autre pays capitaliste, manipule les fonds d'accumulation, décide des investissements, des salaires, des prix et de la distribution de la production.[27]

De leur côté, les révisionnistes soviétiques identifient la production socialiste des marchandises à la production capitaliste et considèrent l'économie socialiste comme une économie de production marchande.

Les khrouchtchéviens, avant de restaurer le capitalisme, s'attaquèrent à la théorie marxiste-léniniste de la production marchande et de l'action de la loi de la valeur sous le socialisme. Comme l'a indiqué le camarade Enver Hoxha au VIII[e] Congrès du Parti, «les révisionnistes khrouchtchéviens, afin de frayer la voie à la restauration du capitalisme, s'en sont pris aux thèses fondamentales de la théorie marxiste-léniniste sur la production marchande et à l'action de la loi de la valeur sous le socialisme. En théorie et dans la pratique, ils ont identifié la production marchande socialiste avec la production capitaliste.»[28]

Pour justifier en théorie les voies de la restauration du capitalisme, les théoriciens révisionnistes cherchèrent en premier lieu à donner une «nouvelle» interprétation à la notion de marchandise et à sa sphère d'extension dans le socialisme. Il fallait pour cela réfuter les thèses marxistes sur ces problèmes énoncées par J. Staline dans son ouvrage Problèmes économiques du socialisme en URSS, considérées comme antiscientifiques et ne correspondant plus à la réalité objective.

Comme l'a souligné Marx dans Le Capital, la marchandise est la cellule économique de base de la société bourgeoise. Et, comme les révisionnistes avaient mis le cap sur cette société et restauré le capitalisme en Union soviétique, il leur fallait coûte que coûte élaborer une «théorie» adéquate, en en éliminant toutes les limitations qui en entravaient l'action libre et la plus large possible dans l'économie soviétique. En premier lieu, ils devaient rejeter la thèse marxiste-léniniste sur le caractère limité de la production marchande sous le socialisme, pour faire en sorte qu'elle embrasse tous les produits du travail. Ainsi, dans la catégorie des marchandises, étaient inclus les moyens de production et toute l'activité économique du pays. Ils ne visaient par tout cela qu'à réaliser leurs objectifs, car, comme l'a écrit Marx, «la forme marchandise du produit du travail ou la forme valeur de la marchandise est la forme économique cellulaire de la société bourgeoise».[29]

Admettre la «conclusion» que la production marchande dans le socialisme s'étend tant à la sphère de la production des marchandises de consommation courante qu'à celle de la production des moyens de production, devait conduire comme cela a été le cas, à la conclusion selon laquelle la loi de la valeur agit directement dans la sphère de la production des moyens de production. Il ne saurait y avoir d'action limitée de la loi de la valeur là où la production marchande est illimitée.

Cela devait permettre aux khrouchtchéviens de réviser la théorie économique marxiste-léniniste sur le rôle et la place de la loi de la valeur sous le socialisme. Admettre la thèse sur l'action illimitée et échappant à tout contrôle de la loi de la valeur, conduit bon gré, mal gré, à admettre la thèse du rôle de régulateur de la loi de la valeur dans la production socialiste. Ainsi, l'action illimitée de la loi de la valeur sous le socialisme a pour effet la réduction du champ d'action de la loi du développement planifié et proportionné de l'économie. L'alternative est claire: soit planification, soit spontanéité.

Plus loin, les théoriciens révisionnistes soutiennent qu'admettre l'action simultanée, sous le socialisme, de l'échange direct de l'activité des collectifs de travailleurs et de l'échange propre aux rapports marchandise-argent, c'est essayer de concilier deux contraires qui s'excluent mutuellement. Ils reconnaissent que «actuellement, dans l'économie socialiste les rapports sociaux directs et les rapports marchands n'agissent pas ensemble».[30] La même affirmation erronée est reprise dans la publication intitulée Le produit socialiste et sa forme où il est dit: «Le produit social direct et la notion de marchandise s'opposent directement», car ce sont «deux notions différentes qui s'excluent mutuellement.»[31]

De telles affirmations sont du point de vue théorique totalement dénuées de fondements. Elles ne se justifient ni par la théorie ni par la pratique connue et affirmée de l'organisation et de la gestion de l'économie proprement socialiste. Il est notoire que la production marchande, comme l'ont démontré les classiques du marxisme-léninisme, a existé même avant le capitalisme. Elle existe aussi après le renversement du capitalisme, lors du passage au communisme. En même temps, la production marchande ne peut être considérée en dehors de la formation sociale où elle évolue. Du reste, aucune base ne permet d'identifier la production marchande socialiste

avec la production capitaliste. Sous le socialisme le travail et la production des biens matériels revêtent toujours plus un caractère social direct. Quant à la force de travail et aux moyens de production, ils cessent d'être des marchandises, ils sortent de la sphère de la production marchande.

La théorie du «socialisme de marché» a été embrassée, soutenue et appliquée depuis longtemps par les révisionnistes chinois. Les thèses de Mao Tsétoung sur la NEP et l'intégration dans le socialisme d'éléments capitalistes, sur «les possibilités illimitées de la production marchande dans les conditions du socialisme», sur «le rôle régulateur de la loi de la valeur dans quelques secteurs de la production et de la circulation», sur «la gestion d'un grand nombre de branches de l'économie par le mécanisme du marché», etc., sont fondamentalement des thèses antimarxistes et antisocialistes. Elle découlent des conceptions théoriques et pratiques de la théorie du «socialisme de marché».

Cet état de choses devient encore plus clair si l'on a en vue la politique capitaliste suivie dans le développement des rapports marchandise-argent en Chine et la «théorie» sur laquelle cette politique repose et continue de reposer. Les révisionnistes chinois, adoptant la notion de «socialisme de marché», déclarent toujours plus ouvertement qu'«une économie planifiée doit comprendre des éléments d'une économie de marché», que les «notions d'économie planifiée et d'économie de marché ne s'excluent pas», que la «loi de la valeur doit être utilisée comme un régulateur dans certains domaines de la production et de la circulation», qu'une «partie importante des branches de l'économie peuvent être contrôlées directement au moyen de l'économie de marché», que «la concurrence entre établissements est nécessaire à l'amélioration de la qualité»[32], etc.

Il est évident qu'il s'agit là de vues et de thèses qui découlent d'une théorie qui n'est pas marxiste-léniniste, comme c'est le cas de la pensée-maotsétoung, et qui a son fondement dans le marché, la concurrence et l'anarchie. En tant que telles, elles sont incompatibles avec les notions et les principes d'une économie véritablement socialiste qui se développe sur la base d'un plan unique et général d'Etat, élaboré conformément aux lois économiques objectives du socialisme.

Les vues antimarxistes de Mao et de ses successeurs, a souligné le camarade Enver Hoxha, ne font que marquer la frontière qui les sépare de Staline et le fossé qui existe entre l'édification du socialisme en Union soviétique dirigée par Staline, conformément aux enseignements du marxisme-léninisme, et la prétendue construction du socialisme en Chine, qui s'inspire de la pensée-maotsétoung.[33]

L'adoption et l'application des concepts théoriques antimarxistes du «socialisme de marché» ont fait que l'économie capitaliste soviétique, chinoise, yougoslave, polonaise ou hongroise, représente actuellement, tout comme dans les autres pays capitalistes, un groupe d'entreprises capitalistes isolées, chacune ayant une totale liberté d'action. Chacune d'elles décide elle même du volume et de la structure de la production, elle a le droit d'acheter et de vendre librement non seulement sur le marché intérieur, mais aussi sur le marché international capitaliste, les moyens de production, les matières premières et les produits dont elle a besoin et de fixer librement les prix en tenant compte de la conjoncture du marché, de l'offre et de la demande. Le travail, ses résultats et les produits fabriqués ont, et dans la forme, et dans le contenu, un caractère privé prononcé avec tous les traits de la marchandise. Le caractère utile et social du travail se manifeste à l'insu des producteurs, indirectement, au cours de l'échange des marchandises sur le marché. Dans l'économie des pays révisionnistes les liens économiques entre les divers producteurs se réalisent à travers le marché et son mécanisme spontané et destructeur, de la même manière que dans l'économie capitaliste des pays occidentaux. Ce qu'on appelle le modèle hongrois représente la forme la plus ouverte d'économie capitaliste établie dans les pays révisionnistes. Cette espèce de «modèle» n'est autre qu'un hybride capitalisto-révisionniste, qui, même s'il garde quelque appellation socialiste, est marqué par l'intégration ouverte qu'il fait des méthodes et des processus capitalistes de gestion.

Le capitalisme restauré en Hongrie est encore plus dépouillé de plusieurs formes pseudo-socialistes que ce qui se produit en Union soviétique. En Hongrie, la propriété privée est reconnue par la loi, elle est alimentée en fonds financiers et en biens matériels. Dans ce pays la forme directe de propriété privée est répandue à vaste échelle tant à la ville qu'à la campagne. Le secteur privé, qui occupe les positions-clés de l'économie, non seulement dans l'agriculture, mais encore dans l'industrie, le bâtiment et les services, fournit 54% de la production industrielle et 50% des travaux d'entretien et de construction de logements. L'organisation et la gestion des entreprises se font suivant l'expérience de l'Occident.

Ce «modèle» a pour traits fondamentaux la décentralisation continue de l'économie, la gestion capitaliste selon les impératifs du marché et l'entière indépendance des entreprises, dont l'objectif principal est d'augmenter à tout prix et par tous les moyens les bénéfices de la bourgeoisie. Ici, les entreprises sont encouragées à se concurrencer en vue de s'assurer le maximum de profit, selon le mécanisme de l'offre et de la demande et le libre jeu des prix sur le marché. En Hongrie, le commerce extérieur a cessé d'être monopole d'Etat. Les entreprises du commerce extérieur ne diffèrent en rien de leurs consoeurs occidentales. Leur indépendance est telle que non seulement

elles entrent en relations directes avec les firmes de l'Occident, vendent et achètent ce qu'elles veulent et à qui elles veulent, mais se concurrencent entre elles dans les secteurs parallèles de production.

C'est pour cette raison que la propagande occidentale a vanté le «modèle hongrois» comme «l'expérience la plus réussie menée à l'Est», tandis que le chef de file des révisionnistes de Moscou, Youri Andropov, les invita à s'instruire de ce modèle en déclarant qu'il fallait accorder une attention particulière «aux développements dans les autres pays socialistes» dans l'intérêt évidemment du «bon fonctionnement» du capitalisme restauré en Union soviétique.

Par conséquent, dans l'Union soviétique social-impérialiste, en Chine, en Yougoslavie et ailleurs agissent avec toute leur force les lois, les catégories et les phénomènes socio-économiques propres au mode de production capitaliste.

Au lieu de la planification centralisée, du travail et de la production à l'échelle de toute la société, c'est en fait le centralisme bureaucratique de type monopoliste combiné au libéralisme économique à la base, la décentralisation, le développement cyclique, la concurrence, le libre jeu des prix, la loi de la valeur, qui agissent dans ces pays. En URSS, a souligné le camarade Enver Hoxha au VIII[e] Congrès du Parti, «on cherche à donner l'image d'une direction planifiée de l'économie, alors que dans la pratique on a laissé le champ libre aux lois et aux catégories économiques du mode de production capitaliste».[34]

Au lieu d'être l'expression de la répartition du produit pour soi, selon la quantité et la qualité du travail fourni, 35 à 40% des salaires en Union soviétique sont formés de manière décentralisée par la distribution des profits en tenant compte des capacités commerciales des entreprises, des trusts et des monopoles particuliers et «en fonction de la position qu'occupent les gens de la haute couche bourgeoise dans la hiérarchie de l'Etat, de l'économie, des sciences, de la culture, etc.»[35]

Loin de tendre à satisfaire les besoins croissants des travailleurs, la production dans les pays révisionnistes a pour force motrice uniquement le profit. Le profit y est tout-puissant. Tout y fonctionne, est dirigé et réglé sur des bases commerciales.

Comme dans tout autre pays capitaliste classique, dans les pays où les révisionnistes modernes sont au pouvoir, tous les rapports économiques et sociaux à la base et dans la superstructure sont édifiés sur le pouvoir de l'argent. Ils ont pour fondements le capital, le profit, l'oppression et l'exploitation de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses ainsi que la domination politique et économique de la bourgeoisie révisionniste.

Au lieu de la propriété sociale socialiste des moyens de production, dans les pays révisionnistes existe et se développe la propriété capitaliste d'Etat et des groupes particuliers capitalistes. L'union des producteurs directs avec les moyens de production, des travailleurs avec les objets de travail se fait, tout comme dans les pays capitalistes d'Occident, sur la base de l'achat libre de la force de travail qui apparaît sur le marché comme une marchandise ordinaire.

Les eurocommunistes, avec leurs conceptions sur le socialisme «démocratique» ou le socialisme «humain», prônent en termes voilés le «socialisme de marché». Ils ont déclaré que le «socialisme» pour lequel ils se battent sera une «économie mixte» où, parallèlement «au secteur public [c'est-à-dire d'Etat], existera un secteur économique privé». Dans leur socialisme ils réservent une place particulière à la propriété de la paysannerie travailleuse librement associée et aux artisans, aux petites et moyennes entreprises, à l'entreprise privée dans le domaine des services.[36] Cette idée est très clairement exprimée par les révisionnistes italiens, qui déclarent: «Parallèlement à un secteur public, agira l'initiative privée». Cette conception de la transformation de la société vers le socialisme présuppose dans le système économique des liens susceptibles d'assurer l'intégration de la programmation et du marché, de l'initiative publique et de l'initiative privée»[37].

R. Garaudy dans son livre *Du modèle français de socialisme* publié en 1968, et Ota Shick, auteur du *Modèle tchèque de socialisme,* en ardents défenseurs du «socialisme de marché», s'en prennent ouvertement à la loi économique du socialisme et à la loi du développement planifié et proportionné de l'économie. Ils qualifient la loi de la valeur de régulateur de la production socialiste. Dès 1968, O. Shick écrivait, dans son ouvrage *Le plan et le marché sous le socialisme,* qu'«aucun organisme central n'est en mesure d'en diriger directement le développement». C'est pourquoi, soulignait-il, il faut «le moins possible de planification et le plus possible de liberté». Cette thèse coïncide avec le slogan des réformistes bourgeois: «La concurrence est indispensable, la planification possible»[38]. Tandis que dans un autre ouvrage maintenant intitulé Pour une économie sans dogmes, il rejette ouvertement la planification socialiste et se fait le partisan du «socialisme de marché». Il déclare que le marché est le mécanisme unique de l'économie, qu'il est irremplaçable et que «là où ne se manifeste pas l'action spontanée du marché, l'intervention de l'Etat bureaucratique, qui va à l'encontre des intérêts des larges masses populaires, est inéluctable».[39]

La restauration du capitalisme en Union soviétique et dans d'autres pays révisionnistes conduisit, comme notre Parti du Travail et le camarade Enver Hoxha l'avaient depuis longtemps prévu, à l'action avec toute leur force des lois et des phénomènes économiques du mode de production capitaliste. L'économie capitaliste soviétique et celle des autres pays révisionnistes traversent actuellement des moments des plus critiques. La crise profonde et le chômage sont devenus des phénomènes courants. Au cours du dixième plan quinquennal (1976-1980), les rythmes de développement de la production industrielle en URSS étaient inférieurs de 50% à ceux enregistrés durant le huitième (1965-1970), et dans les deux premières années du onzième plan quinquennal (1981 et 1982) les taux de croissance avaient atteint le seuil critique de 2,5%. La crise a particulièrement affecté l'industrie lourde, l'industrie de traitement, les industries légère et alimentaire, l'agriculture, etc., qui ne sont plus en mesure de satisfaire les besoins minimaux des travailleurs. La presse révisionniste soviétique a été obligée de reconnaître que pendant les cinq premiers mois de 1983, les collectifs de l'industrie légère ont produit pour les consommateurs 14 millions de m^2 de toile, 4,6 millions d'articles tricotés et 1,3 millions de paires de chaussures de moins que prévu. La feuille de chou soviétique «Soviétskaïa Rossia» du 2.9.1983 a reconnu que dans la fédération russe les besoins ne sont satisfaits qu'à 60-70% et parfois «moins encore». Si telle est la situation dans la fédération russe, qui exploite toutes les autres nations et républiques, on peut imaginer l'état catastrophique de la production et de l'économie dans les autres républiques et régions de l'Union soviétique social-impérialiste.

Ces phénomènes négatifs et d'autres comme la dévaluation de la monnaie, l'inflation et la hausse des prix, la vie toujours plus chère des larges masses travailleuses, la fraude et le marché noir, les vols organisés et la corruption ont leurs racines dans le système capitaliste rétabli en URSS et dans les autres pays révisionnistes, dans les prétendues réformes économiques effectuées dans ces pays, dans la floraison de l'économie de marché, dans l'extension et le développement très marqué du secteur privé dans l'économie, dans le rôle de régulateur de la production et d'unique critère de la mesure de son efficience donné au profit. Ce sont là des conséquences de l'abandon du marxisme-léninisme, de l'action de sape menée contre le socialisme et le résultat logique de la restauration du capitalisme.

3. Critique de certaines théories révisionnistes sur la valeur et les prix

Les déformations que les révisionnistes modernes font subir à la doctrine marxiste-léniniste concernent dans une bonne mesure la théorie de la valeur et du prix. Mais, comme dans les autres domaines, leurs efforts se sont avérés vains. Leurs «théories» sur la valeur et les prix ne sont qu'une nouvelle forme des anciennes «théories» des économistes bourgeois et petits-bourgeois, que le temps et les classiques du marxisme-léninisme ont rejetées depuis de longues années. Lénine disait que «pour ce qui est de la théorie de la valeur il suffit de rappeler qu'à part les allusions et les soupirs assez obscurs à la Böhm-Bawerk, les révisionnistes n'ont apporté absolument rien, c'est pourquoi ils n'ont laissé aucune trace dans l'évolution de la pensée scientifique».[40] Et ce mot de Lénine n'a rien perdu de son actualité.

Renonçant au marxisme-léninisme, les révisionnistes modernes traitent la valeur et toutes ses formes, comme les prix, le coût, le revenu net de l'entreprise (le profit), le crédit, la rente, la rentabilité, à travers un «nouveau» prisme. Cette «nouvelle» façon de considérer la question par les révisionnistes modernes consiste en ce qu'ils ont enrichi toujours plus ces catégories, qui sous le socialisme ne revêtent qu'une forme extérieure capitaliste, d'éléments de leur contenu antérieur, c'est-à-dire d'éléments empruntés au capitalisme. Le cours qu'ils ont adopté pour le développement et l'extension des rapports marchandise-argent, la mise du profit au poste de commandement et le fait de le prendre comme critère de la mesure et expression de l'efficience de la production sous le socialisme, ne pouvait pas ne pas les amener à embrasser aussi les catégories économiques propres au mode capitaliste comme celle du taux moyen de profit, du prix de la production, etc.

A cette fin, on s'est mis à propager et à appliquer les variantes révisionnistes sur la prétendue modification socialiste de la valeur, sur la réhabilitation dans l'économie socialiste de la catégorie de taux moyen de profit et du prix de production, et à faire aussi d'autres tentatives pour renoncer aux principes marxistes-léninistes de gestion de l'économie et élargir le champ d'action des «forces spontanées du marché». C'est sur cette base que virent le jour en Union soviétique les diverses variantes de calcul de la valeur et de fixation des prétendus prix sur «la même base», comme la variante de «la valeur du travail» représentée par G. Strumile, Ja. A. Cronrod, etc., celle de la «valeur moyenne» qui a pour tenants L. Maïzenberg, D. Condrachev et d'autres, ou la variante du «prix de production» soutenue notamment par Vaag, Malichev, Nemtsinov, Lieberman et Zakharov.

Indépendamment de leurs nuances, ces diverses formes de calcul sont fondamentalement un effort pour modifier la notion de valeur et de prix et introduire dans l'économie socialiste la catégorie capitaliste du «prix de la production». L'unique différence entre elles tient au mode de calcul de produit supplémentaire (m) qui s'ajoute au coût (c + v). Selon la variante de la «valeur du travail», ce produit s'ajoute au coût proportionnellement au salaire; selon la variante de la «valeur moyenne», il s'ajoute proportionnellement au coût moyen; tandis que selon la variante du «prix de la production», au capital engagé (fonds fixes et fonds circulants).

Ces variantes partent de la thèse révisionniste selon laquelle sous le socialisme également le régulateur des prix est la loi de la valeur tant pour les biens de consommation courante que pour les moyens de production. Et l'on sait que sous le capitalisme également l'action de la loi de la valeur se manifeste à travers le prix de la production, qui est une forme convertie de la valeur. C'est pourquoi L. A. Vaag, un des tenants de la fixation des prix suivant le schéma du «prix de la production», déclare sans ambages: «... dans les conditions du socialisme, ainsi que dans celles du capitalisme, les prix doivent être fondés sur les prix de la production»[41], c'est-à-dire se former librement sur le marché.

Et en vue de l'application de sa variante, chacun d'eux a proposé un mode de calcul adéquat. Dans une session élargie du conseil scientifique sur les problèmes des prix organisée en octobre-novembre 1962, L.A. Vaag exposa la formule suivante du calcul des dépenses totales du travail:

$$C + 0,35V + 0,2F$$

où C est le coût du produit y compris l'amortissement, V le salaire des travailleurs, F le total des fonds fixes et circulants 0,35, le coefficient qui représente le rapport entre les fonds sociaux et le total du fonds des salaires.

Comme on le voit, la somme C + 0,35V constitue le coût du produit, elle s'identifie donc à la catégorie économique des frais capitalistes de production (C + V). En ajoutant à ce coût le profit moyen de l'ordre de 0,2 ou 20% des fonds fixes, on obtient le prix.

Il est évident que le schéma de fixation des prix proposé par Vaag, et modifié par la suite par V. P. Diatchenko[42], n'est autre que le schéma du prix de production (C + V + P), où, aux frais capitalistes de production (C + V) s'ajoute le profit moyen (P). Après 1965, le système des prix en Union soviétique a été édifié en fonction de ces schémas et de l'application du cours de la restauration du capitalisme dans ce pays. Il a pour fondement le taux moyen du profit, calculé en pourcentage unique sur les fonds fixes et circulants. En même temps, un vaste champ d'action a été laissé à toutes les catégories économiques du capitalisme.

Dans l'économie véritablement socialiste il n'y a de place ni pour des modifications capitalistes de la valeur ni pour sa définition à travers le mécanisme du prix de production. La catégorie du prix de production est une catégorie typiquement capitaliste. Elle repose sur le profit moyen, sur la base duquel se fait, à travers une âpre concurrence, la répartition de la force de travail (en tant que marchandise spécifique) et des moyens de production entre les diverses branches de la production matérielle, suivant le principe «à capitaux égaux, profits égaux».

La société socialiste calcule pour chaque produit les dépenses réelles de travail social nécessaire pour sa fabrication et, conformément à la politique du Parti sur la fixation planifié des prix, selon les cas, elle dissocie de manière planifiée le prix de leur valeur. Le principe général qui guide la fixation planifiée des prix sous le socialisme se formulerait ainsi: couvrir les frais moyens de production de la branche donnée en assurant un excédent normal de revenu net (rentabilité). Le coût moyen avancé de la branche et la rentabilité normale différenciée des diverses branches de la production matérielle servent de base à la formation des prix.

Sur cette même base est érigé et fonctionne dans l'économie socialiste le système à deux sortes de prix (avec et sans le revenu net centralisé) et à deux canaux de revenus (le revenu net centralisé de l'Etat et le revenu net de l'entreprise). La nécessité de leur action simultanée dans le socialisme, comme l'a démontré l'expérience de notre économie, est déterminée par des facteurs économiques, organisationnels et sociaux, et notamment par le rôle économique de l'Etat socialiste et la nécessité de son fonctionnement, la nécessité de centraliser la majeure partie du revenu net de la société dans le budget de l'Etat et l'organisation des entreprises suivant le système de gestion à comptabilité à part. L'expérience montre que le système des deux prix et la méthode des deux canaux, servent à côté des autres catégories économiques du socialisme, de puissants leviers qui contribuent à augmenter la production et à élargir la gamme des produits, à élever la productivité du travail et à baisser le coût des produits, à renforcer le contrôle exercé par la société par le lek et à accroître l'efficience de la production. On y parvient en appliquant les principes essentiels de la politique du Parti sur la fixation planifiée des prix, les critères et les orientations de l'utilisation du revenu net de la société socialiste, la différenciation des prix, le revenu net de l'entreprise et le revenu net centralisé de l'Etat, autant de principes qui permettent de combiner comme il se doit les intérêts de l'entreprise avec ceux de la société, en accordant la priorité à ces derniers.

Dans leurs efforts en vue de réviser la théorie marxiste-léniniste de la valeur et du prix, les révisionnistes khrouchtchéviens ont «fabriqué» d'autres schémas et d'autres théories. L'une d'entre elles est la théorie du «prix du plan optimal». En réalité, cette théorie n'est qu'une variante révisionniste de la «théorie de l'utilité marginale et de la productivité marginale»[43], avancée depuis longtemps par l'économie politique petite-bourgeoise.

Comme la «théorie de l'utilité marginale», celle du «prix du plan optimal» est fondamentalement la «théorie révisionniste de la fixation des prix sans tenir compte de la valeur, sur la seule base du dit plan optimal. Les partisans de cette «théorie» deviennent en fait les adeptes de la théorie de l'«utilité marginale» lorsqu'ils

déclarent que la fixation des prix se fait à partir de l'utilité, de la valeur d'usage des produits, car, selon eux, «la valeur d'usage, l'offre et la demande, les excédents et la limitation des réserves sont à la base du prix, en déterminent le contenu».[44]

L'académicien Fedorenko, l'un des fondateurs de la théorie «du prix du plan optimal», tente de justifier cette théorie plus ou moins de la façon suivante: Sous le socialisme le travail et l'activité productive ne sont pas un but en soi, car la production pour la production serait impensable. Par conséquent, ajoute ce révisionniste, les produits, dans la société socialiste, ne doivent pas être évalués seulement à partir de la quantité de travail socialement utile dépensé pour leur production, mais aussi compte tenu de leur «utilité sociale». Cela est d'autant plus nécessaire conclut-il, que «le but du plan optimal est d'harmoniser de manière organique le but de la société avec les réserves productives réelles dont elle dispose» et que «le prix du plan optimal assure l'utilisation rationnelle de ces ressources (réserves)».[44]

Les ressources (réserves) dont dispose la société socialiste pour satisfaire ses besoins, étant, à chaque période, limitées, et l'équipement technique un facteur important pour l'efficience accrue du travail, il est alors juste, déclarent les partisans de la «théorie du prix optimal», de tenir compte, dans la fixation des prix, en même temps que de la quantité des réserves, des plus mauvaises conditions de production des marchandises et du niveau de l'équipement technique. Ainsi, pour Fedorenko, le prix doit essentiellement se fonder sur «les dépenses maximales de l'entreprise». La théorie révisionniste du «prix du plan optimal» s'écarte ouvertement de la théorie marxiste de la valeur du travail et même elle s'y oppose, car:

Primo, elle considère le prix non pas comme l'expression monétaire de la valeur de la marchandise, mais comme une évaluation générale des qualités et des réserves de tel ou tel produit. Si l'on s'en tenait à cette théorie, la société perdrait l'unique critère de calcul des dépenses sociales de la production qui se fonde sur le temps de travail. A cette fin, elle utilise un autre critère, subjectif. L'appréciation perd donc son contenu économique et, par conséquent, les prix fixés de cette manière n'expriment pas des processus économiques réels ni le mouvement des formes de la valeur ou le processus de sa constitution. En tant que tels, les prix ne peuvent pas servir de base objective à la définition des proportions ou à la réalisation d'échanges équivalents, ni permettre l'évaluation ou le contrôle du travail par la société.

Secundo, bien que le but direct de la production sous le socialisme soit la satisfaction des besoins des travailleurs, cela ne signifie pas que le degré divers de satisfaction des besoins sociaux offert par chaque produit serve de base à la fixation de son prix.

Dans le socialisme, comme dans chaque ordre économique, les besoins sociaux, leur structure et leur dynamique reposent sur la production sociale. Ici aussi s'affirme le primat de la production; «... la production est la base du bien-être du peuple et du potentiel de la patrie»[45]. Le développement continu de la production socialiste fait naître, à côté des besoins déjà existants, de nouveaux besoins et crée les conditions de leur satisfaction. Le niveau du bien-être des travailleurs est le résultat du niveau atteint dans le développement de la production sociale. Par ailleurs, la consommation influe elle aussi activement sur la production, l'encourage comme un stimulant interne. On ne peut cependant pas en conclure que la modification des besoins et leur différent degré de satisfaction peuvent servir d'élément déterminant dans la fixation des prix. L'offre et la demande ne déterminent pas la grandeur du prix, elles influent seulement sur la mesure de l'écart entre celui-ci et la valeur.

A cet égard il faut également avoir en vue l'influence de l'offre et de la demande, d'une part, et celle du prix, de l'autre. Les proportions entre l'offre et la demande dépendent dans une mesure considérable du niveau du prix, non seulement d'une marchandise (d'un produit) donnée, mais de tout le système des prix, tandis que le niveau du prix reflète aussi, mais seulement dans une certaine mesure, les rapports entre l'offre et la demande.

Tertio, pour que diverses sortes de valeurs d'usage servent aussi de critère à la fixation des prix, il est nécessaire que, comme les besoins sociaux, elles soient mesurables et traduites en quantité de travail comparable.

Toutefois, on sait qu'à de diverses valeurs d'usage correspondent, des degrés divers de satisfaction des besoins sociaux. Comme telles, elles ne sont pas comparables entre elles. L'unique mesure de comparaison des divers produits et qui rend possible l'échange des valeurs d'usage, reconnue par le marxisme-léninisme, est la quantité de travail abstrait incarné dans ces produits, «... La valeur, écrit Marx, ne porte pas écrit sur le front ce qu'elle est. Elle transforme chaque produit du travail en un hiéroglyphe social. Par la suite les hommes essayent de déchiffrer le sens de l'hiéroglyphe, de pénétrer les mystères de leur propre produit social; tout aussi bien que le langage, la détermination des objets, d'usage comme valeurs est le produit social.[46]

Quarto, «la théorie du prix du plan optimal» part de la thèse de l'«autorégulation de l'économie socialiste» et de la production sociale. Le système du «prix du plan optimal» écrit Fedorenko, assure «l'objectif du développement de l'économie dans les conditions de la décentralisation des décisions économiques.[47]

Ainsi la théorie du «prix du plan optimal» s'oppose tout à la fois à la loi du développement planifié et proportionné de l'économie et au principe du centralisme démocratique. Sur le plan théorique, elle appuie la décentralisation en économie, s'évertue à justifier la prétendue économie autorégulatrice et autonome. L'économiste révisionniste Pougavetch, l'un des tenants de cette théorie, dit à ce sujet que l'obtention de l'effet économique maximum (entendons du profit capitaliste — PB), en tant que principal objectif des entreprises économiques indépendantes, est la «condition sine qua non de l'économie autorégulatrice dans le système du régime optimal», ce qui peut être réalisé, selon lui, à travers «la réduction au minimum des fonctions de direction des organismes de la planification centralisée.»[48]

Toutes ces spéculations «théoriques» ne sont pas gratuites. Au contraire, elles visent à dissimuler le caractère capitaliste de l'économie actuellement en vigueur un Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes et à faire passer le capitalisme restauré dans ces pays pour un «socialisme avancé». Ces spéculations visent à tromper encore plus les trompés en présentant les réformes économiques accomplies depuis longtemps en Union soviétique et ailleurs, ainsi que les «rectifications actuelles» d'Andropov, comme des efforts pour «perfectionner le socialisme avancé» et les rapports économiques et sociaux sur lesquels il s'érige.

En réalité, l'économie socialiste ne peut se développer suivant le principe de l'«autorégulation». La gestion centralisée et planifiée est une nécessité qui englobe tous les aspects essentiels de la reproduction et les principales proportions du développement de l'économie. Elle ne peut être réduite par la simple approbation des «prix optimums». Les liens économico-productifs eux-mêmes entre les entreprises ne sont pas déterminés dans le socialisme par la recherche de l'effet souhaité ou des revenus maximaux. Ils sont établis de manière planifiée et centralisée en fonction des besoins de la population, de la reproduction et de la défense du pays.

Il en résulte que dans l'économie socialiste, les rapports marchandise-argent ne sont ni ne sauraient être la principale forme des liens économiques, mais seulement une forme particulière de liens sociaux directs, tandis que la loi de la valeur ne peut y jouer et n'y joue pas le rôle de régulateur.

C'est pourquoi l'entreprise, dans le socialisme, établit les indices de son activité de manière centralisée et planifiée. Quant au système des prix et à toutes les autres catégories de la valeur, ils influent sur l'accomplissement des tâches du plan, des directives données à l'entreprise en vue de produire le plus, le mieux, le plus vite et le meilleur marché possible.

Les théories bourgeoises et révisionnistes sur la place et le rôle des rapports marchandise-argent dans le socialisme sont dépourvues de toute valeur, n'en déplaise à leurs fondateurs. Elles ne visent qu'un but, dissimuler la vérité sur le mécanisme de fonctionnement de l'économie socialiste, l'origine réelle de la valeur et de la plus-value, ainsi que l'exploitation capitaliste des ouvriers.

Comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha, «leur objectif est de détourner le prolétariat de la lutte de classe contre le capitalisme, en s'efforçant de l'amener à concentrer son attention sur les «bienfaits» de la «société de consommation».[49] En tant que telles, ces pseudo-théories essayent de présenter le capitalisme comme un système idéal et éternel qui se développe sans contradictions. Mais la vie, la pratique ont rejeté ces «théories» comme antiscientifiques.

Publié d'après le n° 5/1983 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. Cité d'après la revue *Economia,* n°. 1, p. 8, Prishtina, 1977.

2. W. Eucker, *Grundsatze der Wirtshafspolitik,* p. 96, Munich, 1963.

3. Comparative Economie Systems. Models and Cases, pp. 144, 149.

4. *Wertwirtshaftliches Archiv,* 1968, B. 100 H.S.A. 3, 29, 38.

5. A. Lowe, *On Economie Knowledge.* N.Y. 1965, p. 142.

6. Comparative Economie Systems, p. 63.

7. La revue *Economica,* n° 1, p. 9, Prishtina, 1977.

8. Cité d'après la revue *Economica,* n°2, p. 180, Prishtina, 1979.

9. P. Wiles, *The political economy of Communism,* p. 34, Harward, 1962.

10. G. Grossman, *Notes for a theory,* Soviet studies, t. 15, n°2, p. 116.

11. J. Staline, *œuvres,* éd. alb., t. 11, p. 144.

12. J. Staline, *œuvres,* éd. alb., t. 7, p. 370.

13. J. Staline, *œuvres,* éd. alb., t. 13, p. 330.

14. *Ibid,* p. 328.

15. Enver Hoxha, *A propos du 7e plan quinquennal,* éd. alb., p. 661.

16. Enver Hoxha, *Rapport au Ve Congrès du PTA,* éd, alb., p. 81, Tirana, 1966.

17. Enver Hoxha, *Rapport au VIIIe Congrès du PTA,* éd. fr., p. 257, Editions «8 Nëntori», Tirana 1981.

18. Enver Hoxha, *L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme,* éd, fr., p. 143, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1980.

19. *Ibid.,* p. 145.

20. Voir *News week,* août 1963.

21. Voir P. Wiles, *The political Economy of Communism,* p. 57.

22. Enver Hoxha. *L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme,* éd. fr., p. 152, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1980.

23. Voir *Economica,* n°1, p.8, Prishtina, 1977.

24. Ibid., n°2, p.179, Prishtina, 1979.

25. Voir R. Rudovic, A. Angelié, D. Cankovic: *L'Economie de la Yougoslavie. Le système économique,* p. 6, Prishtina, 1977.

26. *Ibid.,* p. 43.

27. Enver Hoxha, *Rapport au VIIIe Congrès du PTA,* éd. fr., p. 255, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1981.

28. Enver Hoxha, *Rapport au VIIIe Congrès du PTA,* éd. fr., p. 255, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1981.

29. K. Marx, *Le Capital,* éd. alb., t. 1, livre 1, p. 16.

30. Voir *Organisacia upravlenia,* p. 93, Moscou, 1971.

31. Voir *Socialistitcheskii produkt i ego formi,* p. 170, Moscou, 1975.

32. Voir *ATA,* Annonce de l'agence HSINHUA, 13 mars 1979.

33. Voir Enver Hoxha, *Réflexions sur la Chine,* éd. fr., pp. 395-396, Editions «8 Nëntori», Tirana 1979.

34. Enver Hoxha, *Rapport au VIIIe Congrès du PTA,* éd. fr., p. 256, Editions «8 Nëntori», Tirana 1981.

35. Enver Hoxha, *L'Impérialisme et la Révolution,* éd. fr., p. 113, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1979.

36. Voir: *Problèmes de la paix et du socialisme,* nr. 3, 1979.

37. Voir *La politica et Vorganizzazione dei communisti italiani,* pp. 1 Rome, 1979.

38. O. Shick, *Plan trh za socializim,* Prague, 1968.

39. O. Shick, *Für eine Wirtschaft ohne Dogma,* p. 173, Munich, 1974.

40. V. Lénine, *œuvres choisies,* éd. alb., t. 1, p. 25, Tirana, 1958.

41. *Obshestvjennie neobhodimie zatrati truda, sebiestoïmost i rentabielnost,* p. 312, Moscou, 1963.

42. Afin de masquer le fait qu'il fixe les prix suivant le schéma du prix de production, V. P. Diatchenko, à la différence de Vaag, recommandait dans le journal «Ekonomitcheskaïa gazeta» n°9, 1965, le schéma suivant: C+V (1+P) + NKF où: C — dépenses matérielles de la production, V — dépenses pour les salaires, P — part du produit pour la société en rapport avec les salaires, T — taux de profit calculé sur les fonds productifs (F), K — coefficient différencié de l'effectivité des fonds productifs. Dans le fond cette variante n'est qu'une modification du schéma du prix de revient par l'emprunt d'éléments au schéma de la valeur selon le travail (C+V+M) et au schéma du prix de production (C + V + P).

43. La «théorie de l'utilité marginale» est connue aussi sous le nom d'école autrichienne d'économie politique ou d'école psychologique subjectiviste. Ses fondateurs sont Karl Mayer, Friedrich Bizel et Eugène Böhm-Bawerk qui en est considéré comme le père. Cette théorie prend ses origines dans les efforts vains en vue d'expliquer la valeur d'échange, et le prix aussi, à partir de la valeur d'usage de la marchandise, c'est-à-dire de l'utilité de la marchandise. Cette dernière est définie par une sorte d'appréciation subjective de l'utilité. Les divers objets ont une utilité et, partant, une valeur différente, car, selon cette école, ils ne sont pas tous aussi nécessaires les uns que les autres.

44. *Diskusia ob optimalnom planirovanie,* p. 19, Moscou, 1968.

45. Enver Hoxha, *Rapport au VIIIe Congrès du PTA,* éd, fr., p. 46. Editions «8 Nëntori», Tirana, 1981.

46. K. Marx, *Le Capital,* éd. alb., t. 1, livre 1, pp. 108-109.

47. Voir La revue *Komunist,* n°8, pp. 87-88, 1966.

48. Voir *Ekonomika i matematitcheskie metodi,* n°5, p. 670, Moscou, 1968.

49. Enver Hoxha, *«L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme»,* éd. fr., p. 126, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1980.

Pr. Vangjel Moisiu — La falsification de la position et de la politique extérieure de l'Albanie par les révisionnistes soviétiques

Il y a quelques temps qu'en Union soviétique a paru le volume La politique extérieure et la diplomatie des pays socialistes, une publication de l'Académie diplomatique du ministère des Affaires étrangères de l'URSS. Ce volume a été préparé par un groupe d'auteurs présidé par l'académicien S. L. Tihvinski.

Le deuxième chapitre de ce volume concernant les pays socialistes, comprend, entre autres une section consacrée à la «République populaire socialiste d'Albanie». Dès les premières pages s'observe la tendance à falsifier et à déformer la politique extérieure de la RPS d'Albanie et en particulier les rapports de notre Parti et de notre Etat avec le parti et l'Etat soviétique. Bien que les relations soviéto-albanaises des années 50 soient tant vantées, on met l'accent surtout sur la défense et la justification de la politique anti-albanaise de Khrouchtchev.

Les académiciens de la diplomatie soviétique auraient «découvert» que la politique extérieure de l'Albanie a subi des modifications et des zigzags dangereux et imprévus, que l'Albanie n'aurait pas suivi une politique extérieure conséquente, mais une politique faite d'«étapes» successives, déterminée par les conjonctures et fondée sur ses rapports avec les «grandes puissances socialistes».

«La politique extérieure de la RPS d'Albanie, écrivent les auteurs, peut être divisée en trois étapes. Dans la première, qui comprend la période allant de 1945 à la fin des années 50, la politique extérieure de l'Albanie était fondée sur les mêmes principes que celle de l'URSS et de la majorité des pays socialistes, elle entretenait avec eux des rapports de parti à parti et d'Etat à Etat».[1]

Plus loin ils soulignent qu'au début des années 60, «dans la seconde étape de l'évolution de la politique extérieure de la RPS d'Albanie, la direction albanaise modifia radicalement le cours du pays et commença à appliquer une politique hostile vis-à-vis de l'URSS et des autres pays socialistes».[2] A cette étape, d'après eux, l'Albanie «se mit à collaborer étroitement avec la RP de Chine dans les domaines politique, économique, scientifique et culturel ainsi que dans les relations internationales».[3] Par contre, en 1978, selon eux, «les relations albano-chinoises se sont envenimées brusquement, ce qui marqua une nouvelle étape, la troisième dans la politique extérieure de l'Albanie».[4]

Donc, les académiciens soviétiques prétendent qu'au cours des décennies qui ont suivi la libération du pays, la politique extérieure de l'Etat albanais a connu des «étapes de développement» «des prises de position radicales» avec «des aggravations subites des rapports», des «tendances au rapprochement ou à l'éloignement» avec telle ou telle grande puissance, etc. Ce ne sont là que de banales tentatives de propagande pour cacher la vérité. La politique extérieure de notre Etat socialiste a toujours été une politique de principes et elle n'a jamais modifié sa position révolutionnaire de classe. Si l'on peut parler de transformations et de tournants radicaux du cours politique, ce sont ceux qui se sont produits dans la politique intérieure et extérieure de l'Union soviétique. C'est le cours révisionniste khrouchtchévien qui dévia l'orientation et transforma la nature de l'Etat soviétique en l'engageant dans la voie de la dégénérescence capitaliste et en en faisant une superpuissance social-impérialiste. Vu les circonstances, la position politique de notre Etat et de notre Parti dans les relations avec l'Etat et le parti révisionnistes soviétiques et vis-à-vis de leur politique social-impérialiste de trahison ne pouvait demeurer inchangée.

Mus par des desseins malveillants pour renier le caractère socialiste de notre pays, les académiciens de la diplomatie révisionniste évitent de traiter la politique extérieure comme une politique de classe, comme une politique qui émane d'un ordre défini de rapports économiques de production et qui défend les intérêts d'une classe donnée. Traiter la politique extérieure d'un pays de façon isolée et en dehors des critères et des intérêts de classe est une tentative arbitraire, antiscientifique et antimarxiste.

Lénine a défini très clairement que la politique extérieure de chaque pays ainsi que sa politique économique, culturelle et militaire, a un caractère de classe, qu'elle est le prolongement de la politique intérieure, l'expression des visées et des objectifs sociaux que la classe au pouvoir cherche a atteindre. Fondée sur ces critères, la politique extérieure de notre Parti et de notre Etat a été et demeure une politique ouverte, indépendante d'un pays véritablement socialiste, une politique de principes prolétariens.

«La politique extérieure de la République populaire d'Albanie, a dit le camarade Enver Hoxha, est la politique d'un pays socialiste où le pouvoir appartient à la dictature du prolétariat dirigée par le Parti du Travail, inspirée par la doctrine de Marx, Engels, Lénine et Staline et qui lui demeure fidèle».[5] La politique extérieure de notre Parti et de notre Etat socialiste est une politique conséquente et de principes, elle défend les intérêts de la patrie et de la révolution socialiste, elle demeure fidèle aux principes de la doctrine marxiste-léniniste et, en tant que telle, elle a toujours jugé correctement les développements mondiaux, en en tirant des conclusions et en faisant des synthèses justes. Elle n'a été ni ne peut jamais être une politique conjoncturelle faite de zigzags imprévus, elle restera une politique conséquente, révolutionnaire et de principes.

L'académicien révisionniste S.L. Tihvinski et son groupe «scientifique» cherchent à renier précisément le caractère socialiste de notre ordre économico-social, à renier et à falsifier la politique extérieure conséquente, révolutionnaire et de principes de la RPS d'Albanie. A cet égard et suivant les intérêts du clan révisionniste, on parle de premières «étapes» et de secondes «étapes», d'imprévus et d'aggravation dramatique des rapports avec les autres pays. Selon leur logique ce sont les rapports qu'entretient un pays, et dans le cas concret la RPS d'Albanie, avec l'URSS qui définissent les valeurs et le caractère de sa politique extérieure.

Si les rapports entre le PTA et le PCUS ainsi que ceux entre l'Albanie et l'Union soviétique ont traversé deux étapes différentes qui se distinguent fondamentalement par leur contenu qualitatif, cette évolution a son origine uniquement dans les développements et les transformations contre-révolutionnaires survenus dans la vie intérieure du PCUS et de l'Etat soviétique après la mort de J. Staline et l'accession au pouvoir du groupe révisionniste de Khrouchtchev.

Tant que Staline était vivant et que le Parti bolchevique suivait la glorieuse voie léniniste tracée après le triomphe du Grand Octobre, tant que l'Union soviétique était la glorieuse citadelle du socialisme et de la révolution mondiale et pratiquait une politique prolétarienne internationaliste, les rapports du Parti du Travail d'Albanie et de notre pays avec le PCUS et l'Union soviétique reposaient sur des bases saines, justes, fraternelles, internationalistes. Les travailleurs de notre pays, guidés par les communistes, étaient animés d'un grand attachement pour les peuples soviétiques et le Parti de Lénine-Staline, considérant leur oeuvre comme le symbole, le défenseur de la liberté et de l'indépendance des peuples, comme la réalisation de la grande aspiration à la justice sociale.

Mais après la mort de J. Staline, alors que le groupe révisionniste khrouchtchévien usurpa la direction du parti et de l'Etat soviétique, l'histoire de l'Union soviétique prit un tournant contre-révolutionnaire. C'est justement ce tournant qui conduisit graduellement vers la liquidation de la dictature du prolétariat, vers la dégénérescence capitaliste de l'ordre soviétique, vers la transformation de l'Union soviétique en une superpuissance social-impérialiste.

C'est donc la direction khrouchtchévienne, avec son cours révisionniste, qui fut à l'origine des transformations radicales opérées dans les relations internationales. Un pas décisif en vue de saper les rapports internationalistes entre les Etats socialistes fut accompli surtout après le XX^{e} Congrès qui suscita une véritable confusion idéologique dans les rangs des partis communistes et des forces anti-impérialistes à propos des questions les plus importantes de la stratégie et de la tactique.

La trahison du groupe Khrouchtchev, le nouveau cours révisionniste qu'il élabora et se mit à appliquer, ses efforts pour imposer cette ligne révisionniste à tous les pays socialistes et aux autres partis communistes ne pouvaient ne pas engendrer des inquiétudes, des contradictions, de la résistance et des conflits. «Les relations du Parti du Travail d'Albanie avec le Parti communiste de l'Union soviétique, depuis l'époque où les khrouchtchéviens prirent le pouvoir et jusqu'au moment où nous nous dressâmes face à eux, souligne le camarade Enver Hoxha, suivirent un processus complexe, sinueux, jalonné de périodes d'aggravation ou de normalisation temporaires. Ce fut là un processus de connaissance réciproque à travers la lutte, les heurts, l'affrontement incessant des points de vue».[6]

De temps à autre, la direction du PTA, suivant la voie marxiste-léniniste, avait fait part à la direction soviétique de ses réserves et de son opposition à propos de leurs prises de position et de leurs pratiques opportunistes et conciliatrices envers les révisionnistes yougoslaves, les impérialistes ainsi que de leurs attitudes et actes erronés et antimarxistes concernant les rapports entre les partis et les problèmes de l'évolution mondiale. En dépit des zigzags dictés par la conjoncture, les khrouchtchéviens ont poursuivi avec esprit de suite leur voie de trahison. Le PTA n'a jamais marchandé avec les principes du marxisme-léninisme. Il a défendu ses positions et ses points de vue révolutionnaires en s'opposant aux révisionnistes modernes et en les combattant avec toujours plus de fermeté.

Les auteurs du volume La politique extérieure et la diplomatie des pays socialistes, loin de chercher à découvrir les raisons même les plus simples des oppositions, des divergences et de l'exacerbation des relations soviéto-albanaises vers la seconde moitié des années 50, tentent au contraire de justifier la politique extérieure social-chauvine et hégémoniste de la direction khrouchtchévienne en invoquant «une position diamétralement opposée» des Albanais.

«Vers les années 50-60, est-il souligné dans le livre, on s'aperçoit qu'en dépit de la solidarité manifestée par la direction albanaise à l'égard du PCUS et du gouvernement soviétique sur plusieurs questions de principe de la politique intérieure et extérieure de l'URSS, cette direction adopte une position diamétralement opposée».[7]

Mais «la position diamétralement opposée» du PTA vis-à-vis du groupe khrouchtchévien n'a pas vu le jour d'un coup, ni dans une journée, ni sur des vétilles ou des questions superficielles. Il faut dire que le groupe Khrouchtchev a été méthodique et très subtil dans ses menées, et qu'il nous a fallu donc un certain temps pour

découvrir, connaître et saisir l'essence du révisionnisme khrouchtchévien. Il n'était ni facile ni simple de déceler, derrière les slogans démagogiques, sa trahison camouflée, de la dénoncer et de la combattre avec fermeté.

C'est pourquoi les divergences de principes entre le groupe Khrouchtchev d'une part et le PTA de l'autre n'apparurent pas d'un coup mais graduellement. Elles ne se manifestèrent pas aussitôt comme des divergences totales portant sur toutes les questions de la stratégie et de la tactique du mouvement communiste et ouvrier international, elles se firent jour sur des questions particulières et partielles, mais ayant toujours un caractère de principes et qui se développèrent par la suite au cours de toute l'évolution révisionniste khrouchtchévienne, et cela depuis le rapprochement des khrouchtchéviens et leur réconciliation avec les renégats titistes yougoslaves, la furieuse campagne antistalinienne et les XX^{e}, XXI^{e} et XXII^{e} congrès du PCUS qui élaborèrent entièrement la plate-forme révisionniste khrouchtchévienne jusqu'aux menées de sape contre l'unité du mouvement communiste mondial, du camp socialiste et la politique agressive social-chauvine contre les peuples et la révolution.

«Le temps a confirmé, à déclaré le camarade Enver Hoxha au VII^{e} Congrès du PTA, que les thèses du XX^{e} Congrès n'étaient pas de «simples déformations idéologiques», ni des appréciations erronées de la situation. Les «théories khrouchtchéviennes» représentaient en fait une voie choisie délibérément pour éliminer la dictature du prolétariat et restaurer le capitalisme, c'étaient des mécanismes idéologiques et politiques conçus à dessein pour convertir l'Union soviétique en un Etat impérialiste et pour abattre les obstacles à l'application de sa politique chauvine de grande puissance»[8].

Les chercheurs de l'Académie diplomatique du ministère des Affaires étrangères de l'Union soviétique disposent de toutes les données matérielles et de la documentation nécessaire pour expliquer avec une objectivité scientifique les processus et les phénomènes qui se sont produits dans les relations entre l'Albanie et l'Union soviétique. Mais ce fait n'est dans l'intérêt ni de la clique révisionniste ni des «scientifiques» de la diplomatie soviétique qui ne sont pas mal payés uniquement pour falsifier la vérité réelle et objective des relations entre nos deux partis et nos deux pays. Sans fournir aucune explication sur les développements et les rapports entre nos deux pays et nos deux partis jusqu'à la seconde moitié de 1960, les auteurs du volume rendent compte de la Rencontre de Bucarest et en font des interprétations tout à fait arbitraires. «A la Rencontre de Bucarest des représentants des partis communistes et ouvriers, en juin 1960, écrivent-ils, Hysni Kapo, membre du Bureau politique et secrétaire du CC du PTA, se prononça ouvertement contre la critique des partis frères à l'adresse de la politique opportuniste du PC chinois».[9]

Quant à ce qu'était en fait la Conférence de Bucarest et quels étaient les objectifs que Khrouchtchev visait à y atteindre, cela a été déjà traité clairement soit dans la presse et les documents du PTA, soit dans la littérature politique mondiale. On s'est très vite rendu compte à Bucarest que Khrouchtchev avait ourdi un complot «... des plus vils et des plus sauvages...»[10], aussi fallait-il se battre avec fermeté et dans le respect des principes pour le faire échouer.

Appliquant les instructions du CC, la délégation du PTA s'opposa ouvertement à Bucarest aux menées de sape du groupe khrouchtchévien, elle dénonça les buts antimarxistes de Khrouchtchev et les méthodes de complot auxquelles il recourut. «A Bucarest et à Moscou..., dit le camarade Enver Hoxha dans son livre Les Khrouchtchéviens, si nous avons soutenu la Chine, ce n'est pas parce que c'était un grand pays dont nous pouvions espérer obtenir des aides mais pour défendre les normes léninistes, le marxisme-léninisme. Si nous avons soutenu le Parti communiste chinois, ce n'est pas parce que c'était un grand parti, mais pour défendre les principes, le bon droit marxiste-léniniste».[11] L'attitude de principe du PTA a fait que le groupe Khrouchtchev ne parvint pas â atteindre son but diabolique. Cette attitude était la conséquence logique de toute la ligne révolutionnaire suivie par notre Parti.

Khrouchtchev et compagnie furent furibonds de cette audace publique de la délégation du PTA, et la qualifièrent d'«acte de rébellion». Ils étaient au courant des oppositions de notre Parti au cours du XX^{e} Congrès; en tout cas, ils ne s'attendaient pas à ce qu'il se dresse ouvertement et courageusement contre leur prise de position officielle dans une conférence internationale.

Les historiens soviétiques ne mentionnent point l'évolution des relations soviéto-albanaises dans la période qui suivit la Rencontre de Bucarest, l'activité de sape menée par les khrouchtchéviens contre le PTA, l'activité hostile des fonctionnaires de l'ambassade soviétique à Tirana, le chantage de la faim et les multiples pressions économiques et militaires dont ils usèrent pour contraindre le PTA à accepter le cours khrouchtchévien ou, tout au moins, à ne pas se prononcer à la Conférence de Moscou en lançant les critiques contre la politique khrouchtchévienne. Les auteurs du volume présentent la situation comme si la direction albanaise attaquait la politique soviétique à partir des positions et des intérêts des leaders chinois.[12] Ils cherchent par là à faire passer la politique de notre Parti pour une politique conjoncturelle qui foule aux pieds les principes, pour rendre plus crédibles leurs calomnies, à savoir que la cause du changement de l'attitude du PTA envers le PCUS n'est pas le tournant révisionniste de ce dernier après la mort de Staline, mais la politique pragmatiste du PTA lui-même. Toutefois la réalité des faits et l'histoire ont rejeté et rejettent cette calomnie.

Il est notoire qu'à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers de novembre 1960, le Parti du Travail d'Albanie adopta une attitude ouverte et résolue contre le cours révisionniste et la politique chauvine de Khrouchtchev. Dans son discours historique, le camarade Enver Hoxha ne se contenta pas de démasquer la plate-forme révisionniste khrouchtchévienne en général, ni d'exposer les vues de notre Parti sur les questions fondamentales de la théorie et de la pratique de la révolution et de l'édification socialiste et sur les problèmes de la stratégie et de la tactique du mouvement communiste international, il dénonça en même temps ouvertement et résolument les pressions, les chantages et les interventions des révisionnistes khrouchtchéviens à l'égard de notre Parti et de notre pays.

L'attitude de principe et résolue de notre Parti à la Conférence de Moscou n'était ni fortuite ni inattendue et encore moins conjoncturelle. «Notre attaque ouverte et conforme aux principes contre le révisionnisme moderne khrouchtchévien à la Conférence de novembre 1960, écrit le camarade Enver Hoxha dans son oeuvre Les Khrouchtchéviens,... était le prolongement logique des attitudes marxistes-léninistes que le Parti du Travail d'Albanie n'avait cessé d'observer, c'était le passage à une phase nouvelle, supérieure, de la lutte que notre Parti menait depuis longtemps pour la défense et l'application conséquente du marxisme-léninisme».[13]

Donc, à la Conférence de Moscou notre Parti se dressa contre la trahison révisionniste khrouchtchévienne non pas à partir des positions et des intérêts d'autres que lui, fût-ce les «leaders chinois», mais uniquement à partir des positions et des intérêts du marxisme-léninisme.

«Nous ne nous considérerions plus comme des communistes, dit le camarade Enver Hoxha au 21^{e} plénum du CC du PTA, en décembre 1960, si nous nous étions tus devant les déformations du marxisme-léninisme, devant des actions contraires aux principes fondamentaux de notre idéologie, même si ceux qui les violaient et qui déviaient, en l'occurrence, étaient les dirigeants du Parti communiste de l'Union soviétique».[14]

Cette publication de l'Académie diplomatique du ministère des Affaires étrangères de l'Union soviétique passe intentionnellement sous silence la période dramatique des relations entre nos deux pays qui suivit la Conférence de Moscou de novembre 1960. Elle ne fait pas état des graves actes d'activité hostile, antimarxiste et anti-albanaise du groupe de Khrouchtchev, qui ont été concrétisés par le blocus sans précédent mis en place contre notre Parti et notre pays. Et ce n'est pas tout. Altérant les faits historiques et ne tenant compte des documents officiels qui, malheureusement, pour eux, sont du domaine public, les auteurs s'efforcent en vain de rendre la partie albanaise responsable de la rupture des relations albano-soviétiques. «En 1961, soulignent-ils, les relations soviéto-albanaises se sont envenimées. La direction albanaise entreprit dans son pays une vaste campagne visant à discréditer la politique du PCUS. En 1961, le gouvernement soviétique se vit obligé de retirer le personnel de son ambassade et de sa représentation commerciale, il demanda aussi le départ de l'URSS de tout le personnel de l'ambassade albanaise et des représentants commerciaux albanais. La rupture d°s relations albano-soviétiques était conditionnée par le cours de la politique intérieure et extérieure suivie par la direction albanaise.»[15]

Les khrouchtchéviens et l'historiographie soviétique falsifient diaboliquement les phénomènes et les faits.

Après la Conférence de Moscou où le conflit idéologique atteignit son comble, les pressions et les attaques des khrouchtchéviens contre notre Parti et notre pays revêtirent des formes plus dures et plus agressives. S'imaginant qu'il pouvait faire chez nous la pluie et le beau temps, Khrouchtchev leva furieusement le poing de la vengeance contre un petit parti, un petit peuple et un petit pays socialiste, en organisant et en dressant contre l'Albanie un blocus politique, économique et militaire d'une férocité sans précédent. La délégation du PCUS qui participa au IV^{e} Congrès du PTA du février 1961 ainsi que quelques laquais des délégations des autres partis anciennement communistes avaient été chargés par lui de la mission spéciale de faire pression sur les délégués du Congrès afin qu'ils s'opposent à la ligne de leur parti et prennent position contre sa direction. Mais les provocateurs firent un fiasco complet. Le IV^{e} Congrès manifesta comme jamais auparavant l'unité indestructible du Parti autour du Comité central du Parti avec le camarade Enver Hoxha à sa tête.

Après l'échec de cette tentative également, il ne restait plus aux khrouchtchéviens que de montrer publiquement leur vrai visage de contre-révolutionnaires et d'impérialistes. Ils annulèrent de façon unilatérale tous les accords .conclus entre les deux pays, coupèrent complètement les crédits et toute aide économique, rompirent tous les rapports commerciaux, retirèrent de façon arbitraire de l'Albanie tous leurs spécialistes et chassèrent de leur pays tous les cadres et les étudiants albanais qui poursuivaient leurs études dans les institutions soviétiques d'enseignement. Ces actes hostiles furent suivis d'une lettre adressée à notre gouvernement en avril 1961, où il était dit: «L'Albanie ne peut plus espérer dorénavant recevoir l'aide de l'Union soviétique sur les bases antérieures, les véritables amis et frères étant seuls en droit de la recevoir»,... «dorénavant l'Union soviétique considère nécessaire d'établir ses relations avec l'Albanie à partir de nouveaux rapports». Aussitôt après, au mois de mai, ils annulèrent arbitrairement les accords bilatéraux sur les engagements qu'ils avaient pris, aux termes du pacte de Varsovie, de fournir des armements et des moyens techniques militaires à notre Armée populaire. Ils enlevèrent à l'Albanie huit sous-marins ainsi que les bâtiments de guerre albanais qui mouillaient à cette époque dans le port de Sébastopol. Ils retirèrent de façon démonstrative leurs navires de la base militaire de Vlore.

Jamais l'histoire des relations entre les pays socialistes n'avait vu une telle pression exercée contre un petit pays socialiste et contre un petit peuple. «Pas même les impérialistes, a souligné le camarade Enver Hoxha, ne sont allés jusqu'à dresser un blocus aussi perfectionné contre un pays socialiste...»[16]

Les révisionnistes soviétiques étaient même prêts à intervenir militairement en Albanie en prétextant le litige sur la base militaire de Vlore. Mais leurs plans échouèrent grâce à la résistance héroïque de notre Parti, de notre armée et de notre peuple en armes. Dans ces circonstances, le Parti du Travail d'Albanie ne pouvait pas se taire. Il estimait non seulement de son droit mais aussi de son devoir de rendre publique la trahison des khrouchtchéviens envers Le marxisme-léninisme et le socialisme, ainsi que toute leur activité hostile et leurs crimes contre notre Parti du Travail.

Les académiciens soviétiques soulignent qu'«en définissant la ligne politique des dirigeants albanais, le XXII[e] Congrès du PCUS souligna qu'ils glissent toujours plus vers le nationalisme, qu'ils foulent aux pieds ouvertement les principes de l'internationalisme prolétarien et de l'amitié des peuples, qu'ils s'écartent toujours plus du léninisme».[17]

Pourquoi Khrouchtchev décida-t-il d'attaquer publiquement le PTA et d'entreprendre un tel acte justement au XXII[e] Congrès du PCUS, quels étaient les mobiles qui le poussèrent à organiser «le procès» contre le PTA, tout cela, bien entendu, n'était ni fortuit ni spontané. Au contraire, c'était une campagne préméditée à des fins déterminées. L'activité de trahison et de sape de Khrouchtchev se heurta à la résistance résolue du PTA. Il ne pouvait plus supporter la «rébellion» du PTA, qui lui avait causé de grands soucis et tracas. Il fallait punir sévèrement l'Albanie et le PTA pour donner une leçon aux autres. Par le programme révisionniste qu'il approuva et les nouvelles attaques qu'il porta au «culte» de Staline, le XXII[e] Congrès khrouchtchévien devint une «large tribune officielle» pour condamner publiquement les Albanais «dogmatiques», ces défenseurs du «culte de la personnalité» et adversaires résolus du XX[e] Congrès. Les académiciens soviétiques n'ont pas du mal à comprendre que Khrouchtchev, en reliant en un seul noeud les attaques injustes contre le PTA et «la lutte contre le culte de Staline et le groupe antiparti», visait à montrer l'analogie entre le «stalinisme albanais» et l'«époque stalinienne» en Union soviétique, dans le but de créer ainsi l'«atmosphère» dont il avait besoin au Congrès et dans l'opinion publique mondiale pour rendre plus crédibles ses calomnies. Les académiciens soviétiques ont de la peine à admettre seulement le fait que les attaques et les calomnies publiques lancées par Khrouchtchev contre le PTA au XXII[e] Congrès prouvaient seulement l'échec de toutes ses tentatives pour subjuguer notre Parti et l'obliger à opérer le tournant révisionniste.

Le Parti du Travail d'Albanie déclara une lutte âpre et irréconciliable au révisionnisme khrouchtchévien, en étant pleinement convaincu que, par cette lutte, il défendait la grande cause du marxisme-léninisme et du socialisme. «La lutte qu'on impose à notre Parti et à notre peuple sera longue et ardue, déclarait le Comité central du PTA. Mais les difficultés n'ont jamais effrayé notre Parti et notre peuple».[18]

Les khrouchtchéviens se trompaient lourdement lorsqu'ils s'imaginaient que sans l'aide de l'Union soviétique, l'Albanie ne pouvait pas faire même un pas en avant, qu'elle se verrait obligée, en fin de compte, ou bien de retourner au sein de «la famille socialiste», ce qui signifiait se mettre sous la dépendance de l'Union soviétique comme les pays révisionnistes de l'Europe de l'Est, ou bien de tomber dans le giron de l'impérialisme.

Mais l'Albanie socialiste n'était pas la Yougoslavie titiste, notre Parti n'était pas comme le parti révisionniste yougoslave qui a vendu son pays à l'impérialisme américain et au capital mondial, devenant par là leur valet. Le PTA a dit le camarade Enver, «... ne se vendit ni ne se vendra jamais à l'impérialisme ni à qui que ce soit, car un parti marxiste-léniniste authentique... ne peut jamais, quelles que soient les conditions et les situations où il se trouve, se vendre ni se laisser acheter, mais il s'en tient résolument à sa voie, la voie de la lutte intransigeante contre l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction».[19]

Les révisionnistes soviétiques espéraient qu'après la rupture avec les Chinois nous allions leur tendre la main, parce que dans ces conditions, à leur avis, «le moment était venu» de se rapprocher des Albanais et de se mettre en bons termes avec eux. «Après la rupture des relations avec la RP de Chine, écrivent les auteurs soviétiques, la direction albanaise se vit obligée d'adopter la voie de l'extension des rapports avec les pays socialistes».[20]

Dans leur mégalomanie, les révisionnistes soviétiques s'imaginent que «l'enfant prodigue» finira par regagner le «parti père». «Pour le moment, disent-ils «l'Albanie ne pense pas établir une coopération économique multilatérale»[21]. Mais, ils laissent entendre, qu'après un certain temps, l'Albanie finira, bon gré mal gré, par revenir à une «coopération économique multilatérale», autrement dit, avec l'Union soviétique social-impérialiste également. Ce ne sont là que des illusions impérialistes pour enfermer un autre «mouton» dans la «bergerie révisionniste».

Dans leur ouvrage sur La politique extérieure et la diplomatie des pays socialistes, les académiciens de la politique étrangère soviétique expriment leurs «regrets» à propos de l'état existant des rapports entre l'Union soviétique et l'Albanie.

«Les rapports créés entre l'Albanie et l'URSS, indiquent-ils, ne répondaient et ne répondent pas aux intérêts des deux pays socialistes»[22] (souligné par nous).

Etrange métamorphose politique! Comment se fait-il que les académiciens politiques soviétiques ont décidé d'appeler notre pays un pays socialiste, alors que jusqu'à hier ils déclaraient le contraire et nous accusaient même d'avoir versé dans le giron du capitalisme, de nous être vendus à l'impérialisme? Apparemment, en nous qualifiant de «pays socialiste» ces coryphées de la «science» diplomatique révisionniste soviétique, espèrent nous séduire. Ils s'imaginent même nous toucher dans notre amour-propre en prétendant que c'est notre faute si les relations entre nos deux pays ne se sont pas rétablies, et que, depuis le plénum d'octobre du CC du PCUS (1964), l'Union soviétique, pour sa part, aurait soi-disant pris «l'initiative de rétablir les relations avec l'Albanie et qu'elle s'en tient à cette ligne».[23]

Tout cela ressemble à la fable du loup et de l'agneau. Le monde entier connaît bien les actes iniques, hostiles et préjudiciables auxquels la clique révisionniste soviétique s'est livrée contre l'Albanie socialiste. C'est pourquoi ces «initiatives» que cette clique feint de prendre, ne sont que des tentatives pour nous assujettir et faire de nous des exécutants bien obéissants à «la baguette du chef d'orchestre». Mais de pareilles «initiatives» échoueront toujours comme elles l'ont toujours fait dans le passé.

Les académiciens soviétiques font de la démagogie à grande échelle lorsqu'ils qualifient leur pays de pays socialiste. Tous connaissent bien en effet les conséquences du cours révisionniste qui a conduit à la démolition des fondements du socialisme et à la restauration du capitalisme en Union soviétique maintenant converti en un pays social-impérialiste. Les auteurs de cet ouvrage se montrent très pragmatistes et éclectiques lorsqu'il s'agit de défendre la politique antimarxiste et hégémoniste de la direction khrouchtchévienne. A la suite de ces tentatives tendant à camoufler la politique anti-albanaise khrouchtchévienne, ces auteurs ne manquent pas de citer des déclarations démagogiques des plénums et des congrès du CC du PCUS pour prouver «le désir et la bonne volonté» des dirigeants soviétiques d'«établir des relations normales avec l'Albanie», en prétendant que cela «serait bénéfique pour les deux pays ainsi que dans l'intérêt général des Etats socialistes»[24]. Et ces déclarations se répètent presque chaque année à la veille des fêtes nationales de la RPS d'Albanie.

Mais aucun journal ou revue soviétique ni les auteurs de ce livre n'osent rappeler qu'il y a juste 25 ans que les dirigeants de l'Union soviétique ont rompu sans scrupules et brutalement toutes les relations avec l'Albanie socialiste. On passe intentionnellement sous silence la farouche politique de blocus, d'interventions et de pressions contre l'Albanie et le peuple albanais, pour les contraindre à s'agenouiller et se soumettre au cours khrouchtchévien.

Dans leur livre les diplomates soviétiques accusent la direction albanaise de suivre une politique extérieure «en opposition avec les positions des pays de la communauté socialiste» et «identifiant la politique de l'URSS et la politique de l'impérialisme américain, l'organisation du pacte de Varsovie et l'OTAN».

Mais la réalité même rejette ces accusations. La dégénérescence du pacte de Varsovie en une organisation au service des visées colonialistes et de la politique impérialiste de l'URSS a été la conséquence de la conversion de l'Etat soviétique en une superpuissance social-chauvine. L'agression fasciste contre le peuple tchécoslovaque a prouvé incontestablement le caractère agressif de ce pacte. Ce sont précisément les gens qui appelaient le peuple albanais à renverser sa direction marxiste-léniniste par la contre-révolution qui parlent de «rétablissement de rapports amicaux et de collaboration en toute égalité entre les peuples albanais et soviétique». Cela s'appelle «vous poignarder la nuit et vous pleurer le lendemain». Ce furent justement les révisionnistes khrouchtchéviens qui menèrent la politique anti-albanaise jusqu'aux extrémités les plus vulgaires, tandis que maintenant en versant de temps à autre des «larmes de crocodile», ils nous tendent la main de «l'amitié», parlent de «réconciliation» pour obliger le PTA et le peuple albanais à modifier sa ligne et ses idéaux révolutionnaires.

Mais leurs espoirs ne seront jamais réalisés. Les ennemis impérialistes-révisionnistes se trompent lourdement lorsqu'ils pensent que notre pays «se sent abandonné en chemin», qu'il «va tendre la main à d'autres pour qu'ils le tirent du bourbier», etc. La République populaire socialiste d'Albanie va de l'avant d'un pas assuré, en s'appuyant solidement sur ses propres forces et énergies, elle construit, elle crée, elle se prépare et se défend sans aucune crainte, devenant par là un grand exemple d'inspiration et d'expérience pour les peuples. «Nous avons dit et nous répétons, a déclaré le camarade Enver Hoxha le 10 novembre 1982 lors de sa rencontre avec les électeurs de la circonscription 210 de Tirana, qu'aucun rapprochement ni réconciliation ne sont possibles entre nous et l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, qui sont nos plus grands ennemis et ceux de tous les peuples». Continuer à les contrecarrer et à les combattre sans arrêt, c'est contrecarrer et combattre leurs plans hégémonistes, agressifs et c'est défendre la liberté, l'indépendance de la patrie et du progrès dans la voie socialiste.

Notre réalité et l'expérience historique de notre révolution socialiste ont confirmé la vitalité de l'idéologie marxiste-léniniste en tant que doctrine scientifique, et du socialisme en tant qu'ordre social, elles ont confirmé la

justesse de la ligne générale révolutionnaire du Parti du Travail d'Albanie, les capacités et les possibilités de notre peuple qui, par ses propres forces, a réussi à avancer avec succès dans la voie de la révolution socialiste.

«Le fait que notre patrie et notre petit peuple n'ont pas subi le sort tragique de tous ceux qui vivent aujourd'hui sous la servitude des impérialistes ou des social-impérialistes, témoigne, on ne peut mieux, de la justesse de la ligne de principe courageuse et conséquente qu'a suivie et que suit notre Parti du Travail».[25]

Le Parti du Travail d'Albanie, guidé avec sagesse et courage par le camarade Enver Hoxha, conscient de ses devoirs nationaux et internationalistes, est résolu à combattre jusqu'au bout la trahison révisionniste pour faire définitivement triompher le marxisme-léninisme et la cause de la révolution. Le révisionnisme khrouchtchévien a reçu des coups rudes. Les révisionnistes khrouchtchéviens et l'historiographie soviétique ne parviendront pas à altérer la vérité sur les rapports soviéto-albanais, ni à justifier et à dissimuler leur politique social-chauvine, antimarxiste et anti-albanaise dans leurs rapports avec le PTA et la RPS d'Albanie. Les interprétations des diplomates révisionnistes soviétiques reprennent et défendent les positions et le cours de Khrouchtchev.

Mais leurs machinations éclateront comme des bulles de savon face à la réalité claire, comme la lumière du soleil, de l'Albanie socialiste, face à la juste politique de principe, marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie et de l'Etat albanais.

Publié d'après le n° 7/1984 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

Notes :

1. *La politique extérieure et la diplomatie des pays socialistes,* p. 149, Moscou, 1981.
2. *Ibid.,* pp. 148-149.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*
5. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1974-1975,* éd. alb., p. 36.
6. Enver Hoxha, *Les Khrouchtchéviens (Souvenirs),* 2e éd. fr., pp. 3-4, Editions «8 Nëntori», Tirana 1984.
7. *Op. cit.,* p. 147-148.
8. Enver Hoxha, *Rapport au VIIe Congrès du PTA,* éd. fr., p. 237-238, Tirana, 1976.
9. *Op. cit.,* p. 148.
10. Enver Hoxha, *Les Khrouchtchéviens, (Souvenirs),* 2e éd. fr., p. 436, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984.
11. Enver Hoxha, *Les Khrouchtchéviens (Souvenirs),* 2e éd. fr., p. 442, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984.
12. *Op. cit.,* p. 148.
13. Enver Hoxha, *Les Khrouchtchéviens (Souvenirs),* 2e éd. fr., p. 3, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984.
14. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 19, p. 516.
15. *Op. cit.,* p. 147.
16. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 22,
17. *Op. cit.,* p. 148.
18. *Documents principaux du PTA,* éd. alb., t. 4, p. 154.
19. Enver Hoxha, *Les Khrouchtchéviens (Souvenirs),* 2e éd. fr., p. 118, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984.
20. *Op. cit.,* p. 151.
21. *Ibid.*
22. *Ibid.,* p. 153.
23. *Op. cit.,* p. 153.
24. *Op. cit.,* p. 153.
25. Enver Hoxha, *Les Khrouchtchéviens (Souvenirs),* 2e éd. fr., p. 10, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984.

IV. Comptes-rendus

Arshi Ruçaj (Collaborateur scientifique) — L'attitude envers les superpuissances, une question d'importance vitale et de principe pour tous les peuples

A propos de l'ouvrage «Les Superpuissances» du camarade Enver Hoxha

Le nouveau livre «Les Superpuissances», publié au printemps de cette année, est un nouvel ouvrage important du glorieux et inoubliable dirigeant de notre Parti et de notre peuple, le camarade Enver Hoxha. Ce livre qui comprend des extraits choisis du Journal politique sur les Questions internationales de l'auteur met une nouvelle fois en lumière la richesse et la fécondité de son oeuvre théorique et pratique dans tous les domaines.

Ce livre, accueilli avec une attention et un intérêt particuliers par tous les communistes et nos masses travailleuses, présente une grande valeur théorique et idéologique, il se distingue par les analyses approfondies des événements les plus importants, les plus complexes et les plus délicats sans omettre des questions mineures portant sur la situation politique internationale de ces vingt-cinq dernières années. Il se distingue aussi par les importants enseignements marxistes-léninistes qu'il comporte sur notre pays et notre Parti, sur la paix et la sécurité internationales ainsi que sur les peuples qui combattent pour leur affranchissement social et national.

Dans sa thématique riche et variée le livre traite et analyse concrètement des événements politiques internationaux allant de juin 1959 à décembre 1984. L'analyse approfondie que le camarade Enver Hoxha fait de ces événements constitue un brillant exemple de traitement marxiste-léniniste des problèmes politiques internationaux aigus qui ont été et sont au centre de l'attention et des préoccupations des peuples, des forces progressistes et révolutionnaires partout dans le monde.

La création des superpuissances impérialistes, manifestation essentielle de l'impérialisme.

Le camarade Enver Hoxha analyse et explique dans son livre le processus de la naissance et de la création des superpuissances à la " lumière des enseignements marxistes-léninistes sur l'impérialisme. A son époque déjà, Lénine, mettant en évidence les caractéristiques les plus essentielles de l'impérialisme dans son célèbre ouvrage «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme» a souligné que «la concurrence de quelques grandes puissances à l'hégémonie est essentielle pour l'impérialisme».[1]

Sur la base d'une étude complexe, d'une interprétation et d'une synthèse théorique et idéologique des nouveaux phénomènes de l'impérialisme surtout à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à nos jours, le camarade Enver Hoxha soutient et développe encore plus ces enseignements léninistes conformément aux conditions nouvelles. Avec l'intuition révolutionnaire qui lui est propre, grâce à sa connaissance des processus politiques contemporains et à l'analyse qu'il en fait, il met en évidence que l'apparition sur la scène du monde des superpuissances impérialistes, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique ou des autres prétendants à l'hégémonie mondiale, n'est pas du tout due au hasard mais que c'est une manifestation essentielle de l'impérialisme, caractérisée par l'aggravation de la crise, l'exacerbation des contradictions et la domination de la réaction dans tous les domaines de la vie.

Ce livre n'offre pas seulement un tableau d'ensemble des développements et des transformations politiques survenus dans le monde au cours d'une période de vingt-cinq ans, mais il analyse en détail et définit clairement la voie, la politique et les moyens auxquels recourent les impérialistes américains et Les révisionnistes soviétiques pour faire de leurs pays des superpuissances impérialistes.

On y trouve aussi largement analysés les visées et les efforts de l'impérialisme américain pour établir et étendre sa domination politique, économique et militaire partout dans le monde. A travers ses notes, ses réflexions et ses panoramas politiques, l'auteur nous donne un tableau complet de la stratégie hégémoniste agressive américaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à nos jours. Il met à nu et dénonce l'impérialisme américain en tant que gendarme du monde, ses pressions, ses chantages et ses interventions contre les peuples épris de liberté et les pays souverains pour les soumettre et les piller.

Dans ce cadre, les textes traitant des rapports des Etats-Unis avec leurs alliés européens, des efforts continus des impérialistes américains pour soumettre les pays d'Europe revêtent un intérêt particulier. On y voit clairement décrit le rôle joué dans ce sens par le bloc agressif de l'OTAN, en tant qu'instrument de diktat, d'oppression et d'agression entre les mains de Washington contre les pays et les peuples européens. On y trouve également évoqués les grands dangers que la politique américaine a présentés pour l'Europe depuis le plan Marshall jusqu'à l'installation des nouvelles fusées nucléaires, les «Pershing-2» et les «Cruise».

Comme l'indique le camarade Enver Hoxha, «l'impérialisme américain, après la Seconde Guerre mondiale, a remporté une grande victoire sur ses adversaires ou ses «alliés» et a réussi à devenir le leader du capitalisme mondial. Grâce à leur puissance économique qui s'est accrue considérablement et s'est étendue envahissant le marché du franc français, de la livre sterling, du yen japonais et du mark allemand, les Etats-Unis ont réussi à

imposer leurs lois économiques, politiques et militaires aux pays constituant ces marchés. Ainsi les grandes compagnies et les monopoles américains se sont infiltrés et installés partout dans les pays capitalistes, en Allemagne de l'Ouest, en France, en Angleterre et dans leurs anciennes colonies, au Japon et ailleurs, et, à travers le Traité de l'OTAN, sont devenus le «rempart» de tout le monde capitaliste».[2]

Il est naturel que la voie de la transformation de l'Union soviétique en superpuissance impérialiste aurait, comme elle les a effectivement eus, ses particularités qui différeraient par exemple, de celles d'un grand pays capitaliste comme les Etats-Unis qui sont devenus une superpuissance sans devoir toucher à son système politique étatique. L'Union soviétique s'engagea dans cette voie après la mort de Staline, la trahison khrouchtchévienne la conduisit vers le renversement contre-révolutionnaire du système, vers la liquidation de la dictature du prolétariat et du socialisme.

Dans quelques écrits qui se rapportent à la période du début des années 60, alors que les khrouchtchéviens accèdent au pouvoir en Union soviétique, le camarade Enver Hoxha met en relief les traits qui caractérisent la stratégie khrouchtchévienne de transformation de l'Union soviétique de pays socialiste en pays capitaliste et superpuissance impérialiste agressive. Ces textes comportent une analyse approfondie des visées et des efforts fébriles des khrouchtchéviens pour fonder leur empire et détruire le socialisme non seulement en Union soviétique mais aussi dans les autres pays socialistes. Dans le cadre de cette stratégie les révisionnistes soviétiques se lancèrent dans une attaque ouverte contre le marxisme-léninisme, les partis communistes authentiques et s'efforcèrent d'étouffer partout le mouvement révolutionnaire et de libération des peuples. Ils furent à l'origine de la tragédie qui s'est produite en Union soviétique et dans les autres pays de démocratie populaire et qui se poursuit avec toutes ses graves conséquences dans tous les domaines de la vie.

Analysant ce processus régressif, le camarade Enver Hoxha souligne que «les khrouchtchéviens social-impérialistes, gonflés de sentiments nationalistes, aspiraient à transformer l'Etat socialiste qu'avait été l'Union soviétique en une superpuissance impérialiste nucléaire et ils mirent tout en oeuvre pour atteindre ce but. Ainsi se créèrent deux superpuissances qui rivalisent pour l'hégémonie mondiale».[3]

Certes, cet ouvrage, est centré sur ces événements et les problèmes de la vie politique mondiale qui concernent la politique et les prises de position des deux superpuissances impérialistes. Mais à côté d'eux, une place importante est consacrée à l'analyse des visées et des efforts des autres puissances impérialistes qui aspirent à l'hégémonie mondiale. Dans ce cadre, le livre nous offre un tableau complet de la politique et des plans de la direction chinoise pour faire de la Chine une nouvelle superpuissance impérialiste. On y trouve souligné que «la Chine s'est engagée jusqu'au cou dans cette voie hostile aux peuples et, sans dissimuler le moins du monde ses desseins, elle prend toutes les mesures pour former avec les Etats-Unis et l'Union soviétique le triangle des superpuissances, de façon que toutes trois imposent leur domination totale aux Etats et aux peuples et qu'elles étouffent toute révolution et lutte de libération nationale des peuples».[4]

Une analyse détaillée est également faite des tentatives de l'«Europe unie» pour s'élever au niveau d'une superpuissance impérialiste avec un potentiel économique et militaire considérable, avec ses marchés, et ses zones de domination. Comme l'écrit le camarade Enver Hoxha, il y a, à part ces puissances, le Japon et quelque autre qui aspirent aussi à l'hégémonie mondiale.

Bien entendu, actuellement dans le monde, surtout ces dernières années, on parle beaucoup des superpuissances, de leur politique intérieure et extérieure. On a créé et on continue de créer sur leur compte toutes sortes de mythes et de légendes en leur attribuant «des responsabilités particulières» pour le sort de la paix et de l'humanité, «de grands rôles d'importance historique» qu'il leur appartient soi-disant de remplir, car ce sont de grands Etats non seulement par les territoires qu'elles occupent, mais aussi par leur potentiel économique et militaire ainsi que par leur population. Les superpuissances elles-mêmes, par leur propagande chauvine gonflée et par leur politique et leurs méthodes brutales dans le domaine des rapports internationaux actuels, contribuent à créer cette «folie des grandeurs».

Analysant les facteurs politiques, économiques et sociaux qui conduisirent à la genèse des superpuissances impérialistes, le camarade Enver Hoxha dénonce dans son livre leurs conceptions et leurs théories mégalomanes ainsi que leurs efforts pour les mettre en oeuvre. Cette analyse fait apparaître que ce n'est ni l'étendue territoriale ni le nombre de la population qui déterminent le fait qu'un pays soit ou non une superpuissance. Tous les grands pays étant très peuplés ne sont pas nécessairement des superpuissances. L'Union soviétique elle-même, à l'époque de Staline, était un grand pays, avec une population nombreuse et un poids politique, économique et militaire considérable. Malgré tout ce n'était pas une superpuissance. Ce sont les khrouchtchéviens qui la firent telle. C'est donc le système politique, économique et social lui-même, établi dans tel ou tel pays, qui détermine s'il est ou non une superpuissance, c'est sa politique intérieure et extérieure, ce sont les objectifs qu'il vise à atteindre par son potentiel économique, militaire et humain, s'ils sont en faveur du progrès, des peuples ou contre, s'ils visent ou non à les opprimer et à les asservir par la force de ses armes.

A cet égard, le camarade Enver Hoxha donne une définition complète des superpuissances, de leurs objectifs et de leur politique. Il indique: «Leur loi, celle des Etats-Unis comme celle de l'Union soviétique, est la loi de la guerre de rapine, la loi de l'asservissement des peuples. Cette loi implique la réalisation d'«alliances» monstrueuses, la conquête masquée de points stratégiques, afin de les utiliser pour la préparation de la guerre, l'armement jusqu'aux dents et l'accroissement des armements atomiques qui se modernisent de jour en jour, ce qui s'accompagne du pillage et de l'absorption économique et politique de nombreux Etats à travers l'intimidation, le chantage, les crédits, les «aides» et la subversion».[5]

Les superpuissances sont guidées par la même stratégie agressive et contre-révolutionnaire

A travers les nombreux textes et panoramas politiques où les événements encore «frais» sont analysés d'un jour à l'autre, l'auteur dénonce la nature immuable et agressive des superpuissances impérialistes. Il dénonce publiquement leur politique criminelle. Comme le souligne le camarade Enver Hoxha, dès les premiers jours qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme américain a ouvert d'autres plaies à l'humanité entière en intervenant non seulement par la force du dollar mais aussi par la force des armes pour étouffer la liberté des peuples et fouler aux pieds leur souveraineté, pour réprimer tout élément de beauté et de nouveauté auquel aspirent les forces progressistes et révolutionnaires. L'histoire parle d'elle-même. L'impérialisme américain provoqua l'agression barbare au Corée, au Vietnam, il répandit les flammes de la guerre d'agression sur toute la péninsule indochinoise, il intervint au Congo, il attise le feu au Moyen-Orient, il organisa le putsch sanglant au Chili, il occupa la petite Grenade, etc. Tout président arrivé au pouvoir a défendu et poussé plus avant ce cours agressif de l'impérialisme américain contre les peuples épris de liberté. A cette histoire sanglante de l'impérialisme américain Reagan est venu ajouter une nouvelle page par la politique ouverte d'agression qu'il applique partout dans le monde, depuis l'Amérique centrale et le Nicaragua jusqu'aux eaux de la Méditerranée.

De même, l'Union soviétique également a fort vite montré son agressivité de nouvelle superpuissance assoiffée d'expansion mondiale. En 1968 elle envahit la Tchécoslovaquie et en 1979 l'Afghanistan. Les interventions militaires ouvertes et directes, ou camouflées et indirectes, dans divers pays par le biais de leurs mercenaires et de leurs instruments, constituent l'un des traits fondamentaux de la politique extérieure des social-impérialistes soviétiques.

Comme cela est souligné dans «Les superpuissances», le défi lancé par l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique aux peuples du monde est de grande portée et révoltant. Cette inimitié à l'encontre des peuples, que ces deux superpuissances ont dans le sang et qui est incarnée dans leur propre politique intérieure et extérieure, se manifeste également, avec une arrogance et un cynisme inouïs, en ces moments-ci. Les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques menacent les peuples et les pays souverains d'intervenir ouvertement chez eux par les armes, par leurs forces terrestres et par leurs flottes. L'agression criminelle et barbare des impérialistes américains contre la Libye est un acte grave sans précédent qui témoigne du caractère agressif toujours croissant de l'impérialisme américain et des dangers toujours plus graves qu'il présente pour les peuples.

C'est pour cette raison que les peuples épris de liberté partout dans le monde l'ont condamnée avec force comme un acte dirigé non seulement contre la Libye mais contre tous les peuples. L'acte d'agression américain était si flagrant que même certains pays alliés des Etats-Unis d'Amérique se virent obligés de prendre leurs distances à l'égard de Washington. Ces développements attestent l'intensification de la politique d'agression de l'impérialisme mondial.

«Ce qui caractérise la situation internationale actuelle, souligne le camarade Ramiz Alia, est la mobilisation totale des forces politiques, économiques et idéologiques des deux superpuissances, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, afin d'établir leur domination totale dans tous les continents et sur tous les pays. Pour atteindre cet objectif chaque superpuissance s'efforce d'assurer sa supériorité et de distancer l'autre dans tous les domaines de rivalité et surtout dans le domaine militaire».[6]

Dans son analyse de la stratégie agressive américaine et soviétique, le camarade Enver Hoxha souligne clairement que cette stratégie ne varie ni lorsque les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques parlent de paix, ni lorsqu'ils interviennent par leurs armées, ni lorsqu'ils s'arment jusqu'aux dents, ni lorsqu'ils parlent de désarmement et de sécurité. Les auteurs de ces agressions et les instigateurs des conflits et des guerres recourent aux belles promesses sur la paix et prétendent la défendre pour camoufler, aux yeux des peuples leur course fiévreuse aux armements, l'intensification de leur politique agressive et leurs préparatifs pour déclencher de nouvelles guerres de rapine. «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, souligne le camarade Enver Hoxha, est en putréfaction. Il se bat par le fer et par le sang, par la politique et l'idéologie, pour maintenir les peuples asservis, réprimer les révolutions et frapper ses rivaux éventuels dans l'arène internationale».[7]

Les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique ont à la base de leur politique justement cette stratégie de l'impérialisme. Ce sont des puissances agressives dangereuses, les plus grands et les plus féroces ennemis de tous

les peuples épris de liberté du monde entier. Ces deux puissances se préparent constamment à la guerre, s'équipent de nouvelles armes modernes, augmentent leurs budgets militaires, accroissent le commerce des armes dont elles tirent de gros profits, perfectionnent leurs machines de guerre, consolident leurs blocs et leurs alliances politiques, économiques et militaires et en premier lieu l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques rivalisent à qui produira plus de canons et de missiles et militarisera la Terre et le cosmos, à qui ourdira le plus de machinations, comme ils font actuellement avec leurs propositions et contre-propositions sur une prétendue dénucléarisation du monde.

Dans «Les superpuissances» le camarade Enver Hoxha démontre que les Etats-Unis d'Amérique sont aussi dangereux que l'Union soviétique pour la liberté et l'indépendance des peuples. Se basant sur des matériaux riches de faits et d'arguments, il montre clairement le chemin qu'ont pris ces deux superpuissances. Se soucient-elles vraiment du sort de tel ou tel pays comme elles feignent de le faire, ou agissent-elles de toutes les manières et par tous les moyens pour entreprendre de nouvelles invasions? Comme nous l'enseigne le camarade Enver Hoxha en aucun cas et en aucune circonstance, à moins de se faire de vaines illusions, on ne peut s'attendre à quoi que ce soit de bon de l'une ou de l'autre superpuissance impérialiste. Tout, depuis les dollars et les roubles distribués jusqu'aux alliances et aux blocs créés, a pour but d'asservir les peuples. Les superpuissances n'entretiennent des rapports de véritable amitié pas même avec leurs alliés les plus proches et on comprend bien alors comment elles peuvent être les amis des peuples et des pays souverains qui cherchent à secouer leur joug intolérable.

Les superpuissances sont les défenseurs les plus zélés de la réaction mondiale, du terrorisme et des régimes réactionnaires qui oppriment les peuples. Comme les événements en cours le confirment, elles se sont lancées dans une offensive ouverte et acharnée pour étouffer tout foyer des luttes révolutionnaires de libération. A part la démagogie, leurs interventions politiques, économiques et militaires directes, elles ont recours aussi aux régimes réactionnaires et fascistes, aux mercenaires, à des officines d'espionnage qui agissent par la violence et la terreur.

«La bourgeoisie, souligne le camarade Enver Hoxha, recourt beaucoup actuellement à son arme préférée en temps de crise, le terrorisme, par lequel elle cherche à souiller aux yeux du peuple révolté l'ardente aspiration à la libération du joug du capital et, identifiant le terrorisme à l'action des révolutionnaires authentiques, à effrayer les masses, à les détourner de la révolution, à préserver son régime d'oppression et à sortir de la crise grave et fatale qu'elle traverse sans trop de pertes».[8]

Afin d'opprimer les peuples et d'éteindre leur juste lutte, les puissances impérialistes et social-impérialistes s'évertuent à sauver les dictateurs fascistes de la défaite inévitable. Mais à des moments donnés, contraintes par la révolte croissante des peuples, elles les «abandonnent» afin de calmer les peuples, d'éteindre leur juste lutte contre la tyrannie et de donner l'impression qu'elles sont soi-disant pour la démocratie et contre les dictatures. Reagan actuellement utilise cette tactique subtile pour défendre les intérêts de l'impérialisme américain en particulier dans les zones où par suite de la lutte des peuples, les positions des dictatures fascistes pro-américaines ne sont pas bien consolidées. Le renversement de ces dictatures comme celle de Somoza au Nicaragua, de Duvalier à Haïti, de Marcos aux Philippines est une lourde défaite pour l'impérialisme américain qui, par les chantages militaires ouverts et les déclamations de Reagan sur «des transformations démocratiques», cherche à prolonger sa domination économique, politique et militaire sur ces pays et partout où il a tendu ses griffes.

Les social-impérialistes soviétiques également, de leur côté, sous les slogans du soutien et de la défense des luttes de libération des peuples, tentent de s'infiltrer dans les pays où bout la révolte contre les anciennes puissances impérialistes afin d'y instaurer leur domination politique, économique et militaire. Ils s'efforcent d'exploiter le sang versé par les peuples, de miner de dedans les mouvements de libération et de les manipuler selon leurs intérêts. Ainsi, bien que leurs tactiques et leurs méthodes diffèrent, les deux superpuissances, pour l'essentiel, se guident sur la même stratégie agressive et contre-révolutionnaire.

La collaboration et la rivalité soviéto-américaine, deux aspects d'une réalité contradictoire.

L'analyse complexe et approfondie que le camarade Enver Hoxha fait des rapports soviéto-américains dans les domaines politique, économique et militaire, occupe une place importante dans cet ouvrage. On n'y trouve pas seulement décrite la dynamique du développement de ces rapports, la manière dont ils se sont amorcés avec les flatteries de Khrouchtchev à l'égard de l'impérialisme pour céder la place aux entretiens, aux rencontres et aux accords ouverts et secrets signés entre les chefs de file du Kremlin et de la Maison Blanche.

Dans cet exposé de la dynamique de ces rapports on trouve formulées et affirmées beaucoup de définitions et d'appréciations qui contribuent particulièrement à mieux connaître et comprendre la façon dont se développent actuellement ces rapports, pourquoi les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques «bien qu'ils soient prêts à se poignarder mutuellement, s'embrassent cordialement dès que l'occasion s'en présente». Se fondant sur une observation attentive et une analyse minutieuse de chaque événement et attitude qui concerne les

rapports soviéto-américains, le camarade Enver Hoxha définit clairement les deux aspects qui caractérisent ces rapports, la collaboration et la rivalité. L'auteur qualifie ces deux composantes comme «les deux faces d'une réalité contradictoire, la principale expression d'une même stratégie impérialiste, qui tend à ravir aux peuples la liberté et à dominer le monde».[9]

A partir de ces analyses d'événements concrets survenus dans diverses régions du monde, le camarade Enver Hoxha découvre la véritable base de la collaboration soviéto-américaine, ses orientations ainsi que les graves conséquences qu'elle a entraînées pour la liberté et l'indépendance des peuples. Il dénonce l'essence de l'alliance soviéto-américaine en tant qu'alliance agressive et dangereuse dirigée contre tous les peuples du monde et les pays souverains. Comme il le souligne, «les deux grandes puissances capitalistes cherchent à mettre le monde sous leur emprise et à se partager les zones d'influence, en ayant pour premier objectif de mettre en échec le marxisme-léninisme, le socialisme et la révolution.[10] Cela rapproche et unit en une étroite alliance contre-révolutionnaire les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques. Ainsi, dans l'ensemble des rapports soviéto-américains il existe, comme il est souligné dans ce livre, «une unité d'intérêts impérialistes, qui, pour être assurés, impliquent une action commune.»[11] Ce sont précisément ces intérêts qui poussent les superpuissances dans la voie de la collaboration et leurs chefs de file dans celle des rencontres et des pourparlers ouverts et secrets jusqu'aux plus hauts niveaux.

Comme il en résulte aussi des développements politiques actuels, les deux superpuissances se heurtent, lors de l'application de leur stratégie pour la domination du monde, à de nombreux obstacles et difficultés créés par la résistance et la lutte pour la liberté et l'indépendance des peuples. Ces superpuissances ont besoin l'une de l'autre au cours de ces situations difficiles et, pour atteindre leurs objectifs, elles coordonnent leurs actions dans le but de défendre leurs intérêts là où elles se voient menacées. C'est pour cette raison qu'elles n'hésitent pas à entreprendre des actions communes, ouvertes ou camouflées. Donc, actuellement, dans les zones des conflits régionaux provoqués et attisés par les superpuissances, on observe aussi leur esprit de collaboration agressive et contre-révolutionnaire. Ces superpuissances agissent dans ces zones en se compensant réciproquement les faveurs et les services, hier en Tchécoslovaquie et au Vietnam, aujourd'hui en Afrique du Nord, demain au centre de l'Asie ou de l'Amérique latine, etc. Les relations soviéto-américaines portent le sceau non seulement d'une collaboration agressive mais aussi d'une rivalité féroce pour dominer le monde. C'est ce qui oppose les superpuissances l'une à l'autre. Sur ce plan les visées et les ambitions de l'une d'elles ne sont pas inférieures à celles de l'autre, mais leur puissance n'est pas la même dans tous les domaines. Donc, tant les impérialistes américains que les social-impérialistes soviétiques s'efforcent non seulement d'établir un certain équilibre entre eux, mais aussi de se distancer le plus possible les uns des autres du point de vue de la puissance économique et militaire afin que les uns et les autres aient leur «part du lion» dans cette course à l'hégémonie mondiale.

A travers de multiples analyses des relations soviéto-américaines, le camarade Enver Hoxha souligne cet aspect important de ces relations. Il met à nu la base de l'inimitié soviéto-américaine, qui se manifeste dans la lutte des superpuissances pour la suprématie, pour s'évincer réciproquement. C'est ce qui explique aussi que les facteurs économiques, politiques et militaires conduisent par leur action à l'accentuation de la rivalité soviéto-américaine, à la course pour s'emparer d'autres marchés et sphères d'influence. Au cours de ces dernières années, les tensions entre les superpuissances se sont accrues, mais malgré tout elles n'ont pas été jusqu'à déclencher des conflits directs entre elles. La vérité est que la rivalité soviéto-américaine a eu pour effet d'attiser les conflits et les foyers de guerre dans les régions les plus névralgiques du monde, qui non seulement occupent une position stratégique importante, mais possèdent aussi de grandes richesses et surtout du pétrole et d'autres matières premières. La multiplication de ces foyers et leurs proportions croissantes rendent toujours plus possibles d'autres interventions militaires ainsi qu'une confrontation éventuelle soviéto-américaine que les deux parties redoutent.

Ainsi la situation actuelle a pour trait que les superpuissances cherchent à se frapper non seulement dans les zones périphériques et lointaines, mais aussi au coeur même de leurs zones d'influence ce qui s'accompagne de l'intensification des troubles politiques et du déclenchement de nouveaux conflits. Donc, le partage des zones d'influence entre les superpuissances impérialistes n'est pas un partage statique. En fonction des processus politiques en cours, des situations intérieures et extérieures, des conjonctures politiques et surtout du rapport des forces entre ces superpuissances et entre leurs blocs militaires, ce partage connaît des modifications et, comme nous enseigne Lénine, les capitalistes «divisent le monde «selon le capital», «selon la force», il ne peut y avoir d'autre façon de division dans le système de la production des marchandises et du capitalisme».[12]

«Puisque désormais sur terre, écrit le camarade Enver Hoxha, le partage des zones d'influence est quasiment chose faite, les superpuissances se démènent maintenant pour s'évincer réciproquement dans d'autres domaines, pour se partager l'espace infini du cosmos en zones d'influence, pour s'emparer de telle ou telle planète de notre système solaire, pour «chercher et trouver» là aussi de précieux minerais stratégiques si nécessaires à leur industrie de guerre, et y installer chacune ses bases militaires d'où elle puisse frapper l'autre».[13]

Les enseignements tirés de l'analyse scientifique que le camarade Enver Hoxha fait des relations soviéto-américaines ont une grande importance actuelle. Il en ressort que ni la collaboration ni la rivalité soviéto-américaine ne peuvent apporter aux peuples rien de bon. Au contraire, comme le souligne l'auteur, dans les deux cas, ce sont les peuples qui «en paient les frais». L'amélioration de l'atmosphère dans les rapports soviéto-américains n'a rien à voir avec la solution des grands problèmes politiques de notre époque qui préoccupent les divers pays et peuples du monde. Les fluctuations de ces rapports pour des intérêts immédiats ou à long terme ne favorisent ni la paix ni la bonne entente auxquelles aspirent les peuples. Cela est au seul avantage des deux superpuissances impérialistes qui sacrifient les intérêts vitaux des peuples à leurs plans et à leurs marchandages pour dominer le monde.

De même, les divergences sur maints problèmes que les chefs de file des deux superpuissances affichent ouvertement même dans leurs déclarations officielles, sont une expression manifeste des contradictions inter-impérialistes entre ces superpuissances. Aucune d'elles n'est disposée à faire des concessions à l'autre au détriment des intérêts de son expansion politique, économique et militaire. Dans ces circonstances, les chantages militaires réciproques deviennent toujours plus évidents. Ainsi, indépendamment du degré de leur aggravation, les contradictions entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique sont des contradictions entre deux grandes puissances impérialistes qui pratiquent la même stratégie agressive. Le tapage et les tours de passe-passe sur ces contradictions faits à l'Est comme à l'Ouest pour attribuer à l'une ou à l'autre superpuissance la mission de défenseur de la paix, de défenseur de la «démocratie» et de la «civilisation» visent à désorienter les peuples, le prolétariat, les masses travailleuses afin que les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques puissent réaliser plus facilement et rapidement leurs intrigues, leurs complots et leurs interventions.

Source d'inspiration et d'enseignements dans la lutte contre les superpuissances impérialistes.

Le camarade Enver Hoxha analyse les superpuissances tant dans la phase de leur «ascension», de leur revanche pour instaurer partout leur loi de domination absolue sur n'importe quoi et sur n'importe qui, que dans la phase de leur déclin, des secousses et des graves crises qui les tenaillent. Cette analyse faite avec une grande objectivité scientifique et fondée sur un juste jugement et une appréciation de principe met en évidence la grande et inépuisable force révolutionnaire des peuples qui s'opposent avec courage aux superpuissances et affaiblissent leurs positions jusqu'à leur défaite finale. «Les grandes et les moins grandes puissances impérialistes, écrit le camarade Enver Hoxha, pensent, agissent et théorisent comme s'il leur appartenait de disposer du destin des peuples et de l'humanité et, conformément à cette vision des choses, elles cherchent à soumettre les peuples. Ces puissances agressives sous-estiment le développement et le renforcement dialectiques des luttes de libération et des révolutions. Elles ont la vue voilée et ne veulent pas comprendre que chaque pas en avant des peuples vers la résistance à l'oppression et au double asservissement, extérieur et intérieur, creuse une brèche qui ira s'élargissant dans le mur de la prison capitaliste».[14]

Analysant cette lutte des peuples, sa situation actuelle, les perspectives de son développement sous la direction des forces progressistes, révolutionnaires et des partis communistes marxistes-léninistes, le camarade Enver Hoxha pose la question de la coopération des peuples dans leur lutte contre les superpuissances, de la dénonciation et de la condamnation de leurs instruments, de leurs méthodes et théories mystificatrices, de leurs pratiques néo-colonialistes dans leurs rapports internationaux pour asservir les peuples. Il dénonce avec force toute ingérence des superpuissances pour éteindre et étouffer la juste lutte des peuples, leurs efforts pour attiser les discordes, les inimitiés, les conflits et lancer le monde dans les flammes d'une guerre nucléaire. «La lutte contre les deux superpuissances et leurs satellites partout dans le monde, souligne le camarade Enver Hoxha, est une entreprise immense, difficile et complexe, qui ne peut être couronnée de succès si tous les peuples ne se dressent pas pour y participer. Dans cette lutte, il faut que les peuples aient leur stratégie et leur tactique, et ce doit être celles de la révolution».[15]

Défendant les hautes aspirations des peuples, le camarade Enver Hoxha affirme avec force que chaque peuple est capable de vivre libre et indépendant dans son pays, sans avoir besoin des «aides» ou du «parapluie» de l'une ou de l'autre superpuissance impérialiste. Son ardeur et son dévouement à défendre la grande cause des peuples, leur liberté et leur indépendance contre les complots, les intrigues et les interventions agressives soviéto-américaines mettent encore une fois en évidence la figure d'éminent marxiste-léniniste distingué et d'ardent internationaliste du camarade Enver Hoxha ainsi que son oeuvre éclatante.

L'attitude vis-à-vis des superpuissances et la lutte contre leur politique hégémoniste et expansionniste constituent actuellement une question vitale et de grande importance de principe pour les peuples, les destinées de la paix et de tous ceux qui veulent vivre libres et indépendants. La réalité prouve que sans combattre de façon incessante les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques, sans dénoncer leurs complots, leurs intrigues et leurs ingérences, les peuples ne peuvent ni défendre ni conquérir les droits légitimes qui leur reviennent.

Comme le démontre le camarade Enver Hoxha, «la liberté, l'indépendance, la souveraineté, l'autogouvernement, l'autodétermination de chaque peuple, de chaque Etat indépendant ne sauraient s'accommoder de l'ingérence, ouverte ou masquée, sous quelque forme ou dans quelque circonstance que ce soit».[16]

Ce livre offre un clair et vivant tableau de l'attitude résolue que le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais dirigé par lui, ont adopté et adoptent à l'égard des impérialistes américains et des social-impérialistes soviétiques. Il montre avec véracité le courage, la résolution et la maturité politique dont notre Parti a fait preuve contre les superpuissances impérialistes en prévenant à temps les peuples du monde des nouveaux dangers qui les menaçaient.

Le Parti du Travail d'Albanie a combattu et combat les superpuissances impérialistes en dévoilant et dénonçant leurs plans et leurs complots, visant par là non seulement à défendre la liberté et l'indépendance de l'Albanie socialiste, mais aussi la juste cause des autres peuples du monde.

L'histoire confirme pleinement la grande importance de cette juste attitude de principe du Parti du Travail d'Albanie, bette attitude a eu et a une grande importance pour notre peuple qui a conquis les beaux jours de liberté qu'il vit par des combats incessants et héroïques contre ses ennemis intérieurs et extérieurs. Cette attitude et cette lutte constituent en même temps une précieuse contribution à la lutte commune des peuples contre les superpuissances impérialistes.

Il convient de souligner que dans «Les Superpuissances» les conclusions tirées sur la situation internationale actuelle, sur les nombreuses crises continues et incurables économiques, politiques, morales et idéologiques qui bouleversent toujours plus le monde capitaliste et révisionniste, revêtent une grande valeur théorique et pratique. Le camarade Enver Hoxha fait ici une analyse scientifique approfondie et argumentée de la nature actuelle de l'impérialisme, en indiquant les raisons de sa putréfaction dans chacun de ces domaines.

Il étend également son analyse au révisionnisme moderne tant sur le plan idéologique que politique. Sur le plan idéologique, il dénonce les théories et les thèses antimarxistes et contre-révolutionnaires des révisionnistes soviétiques et compagnie qui se sont mis au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Le camarade Enver Hoxha explique par de nombreux faits comment les révisionnistes soviétiques sont passés dans le camp du social-impérialisme, du social-fascisme et du social-chauvinisme. Sur le plan politique, il analyse le révisionnisme soviétique comme une force étatique organisée au pouvoir, une force de répression et d'agression qui agit par tous ses moyens et avec toutes ses méthodes non seulement contre son peuple à l'intérieur du pays, mais aussi contre les autres peuples du monde.

A cet égard, certains passages du livre où est décrite avec véracité la lutte courageuse et résolue de notre Parti et de notre peuple contre la superpuissance soviétique présentent une valeur et un intérêt particuliers. A la tête de cette lutte, qui constitue l'une des pages les plus glorieuses de l'histoire de notre Parti, le camarade Enver Hoxha montre l'héroïsme avec lequel notre peuple a fait face à toutes les intrigues, machinations et attaques, aux blocus et aux chantages des khrouchtchéviens. Comme il le souligne, cette lutte contre les révisionnistes soviétiques était une nécessité historique impérieuse, «un devoir sacré envers le marxisme-léninisme».

Des analyses approfondies et des définitions marxistes-léninistes exposées dans ce livre, il ressort clairement que les traits essentiels qui caractérisent les superpuissances dans leur politique intérieure et extérieure ne changent pas avec la destitution ou l'accession au pouvoir de telle ou telle équipe, que ce soit celle de Reagan ou celle de Gorbatchev. L'oppression, l'agression, l'hostilité envers les peuples sont inhérentes à la nature même du système politique, économique et social des superpuissances impérialistes. Et cette nature ne changera pas jusqu'à leur liquidation complète et définitive par la lutte révolutionnaire et de libération des peuples.

Avec clairvoyance et perspicacité, le camarade Enver Hoxha fait non seulement l'analyse des événements, mais il fait aussi des appréciations profondes et des prévisions importantes et justes que la vie même a confirmées et confirme.

L'ouvrage «Les Superpuissances», non seulement par son contenu, sa thématique, par les questions intéressantes et actuelles qu'il traite, mais aussi par le style inspiré, concis, dynamique et éloquent, est dans son ensemble une source d'enseignements pour les communistes et nos masses travailleuses. Il est une école pour tous nos hommes de science, de culture et en particulier pour nos spécialistes de politique extérieure, des rapports actuels internationaux, pour nos journalistes et nos diplomates dont le travail et les études portent sur ces domaines.

Cet ouvrage, par ses analyses approfondies marxistes-léninistes des événements politiques contemporains, par les enseignements actuels qu'il contient, est une nouvelle et importante contribution du camarade Enver Hoxha à la lutte contre les superpuissances impérialistes. En même temps, c'est une arme entre les mains de notre peuple pour comprendre les développements politiques dans le monde et adopter en toute circonstance une attitude active, militante, révolutionnaire.

Notes :

1. V. Lénine, *œuvres choisies,* t. 1, éd. alb., p. 830.
2. Enver Hoxha, *Les Superpuissances,* éd. fr., pp. 566-567, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1986.
3. *Ibid.,* pp. 423-424.
4. *Ibid.,* p. 490.
5. *Ibid.,* p. 424.
6. Ramiz Alia, *Notre force émane du peuple,* éd. alb. p. 21.
7. Enver Hoxha, *Op. cit.,* p. 348.
8. *Ibid.,* p. 628.
9. *Ibid.,* p. 446.
10. *Ibid.,* p. 229.
11. *Ibid.,* p. 329.
12. V. Lénine, *œuvres choisies,* éd. alb., t. 1, p. 817.
13. Enver Hoxha, *Op. cit.,* p. 680.
14. *Ibid.,* p. 558.
15. *Ibid.,* p. 416.
16. *Ibid.,* p. 181.

V. Bibliographie

Ouvrages politiques et sociaux albanais publiés en diverses langues au cours des années 1983-1986 par les éditions «8 Nëntori», Tirana.

Hoxha, E., *œuvres choisies,* t. V. En anglais, français, espagnol et russe.

Hoxha, E., *Les Khrouchtchéviens (souvenirs),* 2e édition. En anglais, français, espagnol, allemand, italien et russe.

Hoxha, E., *Réflexions sur le Moyen-Orient, Extraits du journal politique, 1958-1983.* En anglais, français, espagnol, allemand, italien et russe.

Hoxha, E., *Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle. Souvenirs et notes historiques.* En anglais, français et espagnol.

Hoxha, E., *Salut au peuple à l'occasion du 40e anniversaire de la libération de l'Albanie.* En anglais, français et espagnol.

Hoxha, E., *Deux peuples amis, Extraits du journal politique et autres documents sur les relations albano-grecques, 1941-1984.* En anglais, français et grec.

Hoxha, E., *Les Superpuissances, Extraits du journal politique, 1959-1984.* En anglais, français, espagnol, allemand, italien et russe.

Alia, R., *La juste ligne de notre Parti, source de nos victoires.* En anglais, français et espagnol.

Alia, R., *Enver Hoxha et son oeuvre vivent et vivront toujours.* En anglais, français, espagnol, russe et grec.

Alia, R., *L'Albanie ira toujours de l'avant dans la voie du socialisme.* En anglais, français, espagnol, allemand, italien, russe, grec et arabe.

Alia, R., *Enver Hoxha, Drapeau de la lutte pour la liberté et le socialisme.* En anglais, français et espagnol.

La doctrine de Marx toujours jeune et immortelle. Documents de la réunion solennelle et de la session organisées à l'occasion du centenaire de la mort de K. Marx. En anglais, français, espagnol et allemand.

Questions de la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais et de l'édification du socialisme en RPS d'Albanie. En anglais et français.

Conférence nationale sur les questions du développement de l'économie albanaise pendant le 7e plan quinquennal. En anglais et français.

Conférence nationale sur le 70e anniversaire de la proclamation de l'indépendance. En anglais, français et espagnol.

Polio, S., *La proclamation de l'indépendance, grand tournant dans l'histoire du peuple albanais.*

Puto, A., *Les forces nationales face au diktat impérialiste dans l'organisation de l'Etat albanais (1912-1914).*

Çami, M., *Aspects essentiels du mouvement national et démocratique albanais des années 1913-1920.*

Conférence scientifique sur la pensée théorique marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie et du camarade Enver Hoxha. En anglais, français, espagnol, allemand et italien.

Enver Hoxha, drapeau de la lutte pour la liberté et le socialisme, Conférence nationale sur l'oeuvre immortelle du camarade Enver Hoxha. En anglais, français et espagnol.

40 ans d'Albanie socialiste. Données statistiques sur le développement de l'économie et de la culture en Albanie. En anglais et français.

L'Albanie — Notions générales. En anglais, français, espagnol, allemand, italien et grec.

Problèmes de la formation du peuple albanais, et sa langue et de sa culture. En anglais et français.

Dans la voie de l'émancipation de la femme. En anglais et français

Les Albanais et leur territoire. En anglais et allemand.

Dede, S., *La contre-révolution dans la contre-révolution.* En anglais, français et russe.

Shkodra, G. et Ganiu, S., *Le bien-être du peuple albanais et certains facteurs de son élévation.* En anglais, français et espagnol.

Begeja, K., *La famille en RPS d'Albanie.* En anglais, français et espagnol.

Skarço, K., *L'agriculture en RPS d'Albanie.* En anglais, français, espagnol et allemand.

Temo, S., *L'enseignement en RPS d'Albanie.* En anglais, français et espagnol.

Cikuli, Z., *La santé en RPS d'Albanie.* En anglais, français, espagnol et allemand.

Misja, V. — Veisiu, Y., *L'évolution démographique en RPS d'Albanie.* En anglais et allemand.

Xholi, Z., *Pour une plus juste conception de la culture nationale.* En anglais, français, espagnol et allemand.

Lleshi, I., *Le PTA et certains aspects des contradictions dans le socialisme.* En anglais et français.

Pulaha, S., *L'autochtonéité des Albanais en Kosovë et le prétendu exode des Serbes à la fin du XVIIe siècle.* En français et allemand.

N°4 (1987)

Les matériaux de ce numéro sont tirés de la revue «Studime Politiko-Shoqërore» (Etudes politiques et sociales) N°9/1985 et 10/1986.

I. Documents du PTA publiés pour la première fois

Enver Hoxha — Le Parti du Travail d'Albanie a été formé dans des circonstances différentes de celles d'autres partis communistes

Ramiz Alia — La remise des titres de propriété, moment d'une portée historique dans la voie du développement de l'agriculture en Albanie

Ramiz Alia — La jeunesse, force créatrice vivante de l'Albanie socialiste

II. Conférence commémorative du 30e anniversaire de la fondation de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes près le CC du PTA

— Message de salutations du camarade Ramiz Alia adressé au collectif de travailleurs de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes près le CC du PTA

— Interview de la camarade Nexhmije Hoxha, directrice de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes, à la télévision albanaise

— Discours prononcé par le pr. Raqi Madhi, sous-directeur de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes, à l'occasion de la conférence commémorative du 30e anniversaire de la fondation de l'Institut

III. Etudes et articles

Pr. Arben Puto — A propos de la reconnaissance du Mouvement de libération nationale pendant la guerre et du gouvernement démocratique d'Albanie après la Libération

Pr. Luan Omari — La consécration légale de la victoire de la révolution populaire

Ylli Vejsiu (Maître de conférences) — La politique du PTA dans le développement des processus démographiques en Albanie

Zana Alia (Collaboratrice scientifique) — De certains aspects de l'évolution des rapports familiaux au cours de la construction du socialisme en Albanie

Stefan Kënuti (Collaborateur scientifique) — De certains aspects de l'harmonisation de l'intérêt général avec l'intérêt personnel dans notre société socialiste

Kristaq Angjeli (Maître de conférences), Artan Fuga (Docteur es sciences de 3e cycle) — La philosophie idéaliste contemporaine, arme idéologique dans les mains de la réaction impérialiste

IV. Critique des «théories» et des pratiques bourgeoises et révisionnistes

Xhafer Dobrushi (Docteur es sciences de 3e cycle) — Les vues antimarxistes des révisionnistes titistes sur la nation, expression de leur conception idéaliste et réactionnaire du monde

Llambro Filo (Docteur es sciences historiques de 3e cycle) — La «voie non-capitaliste de développement» et réorientation au socialisme», «théories» qui sabotent la révolution et ouvrent la voie à l'expansion néo-colonialiste

Natasha Iliriani (Professeur à l'Ecole du Parti «V.I. Lénine») — Phénomènes de l'oppression nationale en Union soviétique

I. Documents du PTA publiés pour la première fois

Enver Hoxha — Le Parti du Travail d'Albanie a été formé dans des circonstances différentes de celles d'autres partis communistes

26 janvier 1978

Dans l'ensemble de notre travail pour l'éducation et la révolutionnarisation continues de notre Parti, nous avons eu en vue l'expérience positive ou négative des autres partis communistes, et du Parti bolchevique de l'Union soviétique en particulier.

Au Parti bolchevique de Lénine, par exemple, il a fallu combattre les grands courants de la social-démocratie et les différents partis créés à l'époque au dedans ou au dehors de la Russie. Nous avons étudié l'expérience du Parti de Lénine, sa lutte contre toutes les tendances antirévolutionnaires, antimarxistes, et nous les connaissons. Nous avons étudié la lutte de Lénine pour la formation et la trempe du Parti bolchevique contre les divers courants et fractions créés au sein du Parti ou en dehors de ses rangs et nous nous en sommes inspirés. La lutte de Lénine fut couronnée par le triomphe du Parti bolchevique contre l'empire tsariste et la pression des impérialistes qui cherchaient à étouffer dans l'oeuf le bolchevisme et le premier Etat des prolétaires.

Nous n'avons cessé d'étudier également la grande oeuvre de Staline pour apprendre comment il a combattu, à la tête du Parti bolchevique, contre les diverses fractions pernicieuses.

Nous sommes en train d'analyser les causes qui, malheureusement, ont conduit à l'avènement au pouvoir du révisionnisme en Union soviétique ainsi que l'amère expérience du Parti bolchevique relative à ce problème.

J'ai évoqué dans mes notes précédentes[1] d'autres partis communistes également et démontré comment ils ont été formés par suite de leur fusion avec les partis socialistes, social-démocrates, etc. Je l'ai fait pour le parti ouvrier unifié polonais, le parti des travailleurs de Hongrie, le parti communiste de Tchécoslovaquie et le parti roumain au sein duquel a existé aussi la «Garde de fer» d'Antonescu.

J'ai essayé d'y expliquer que cette fusion n'a pas entraîné la trempe de ces partis, comme cela aurait dû être le cas selon les enseignements de Lénine et de Staline. Au contraire, ces partis amorphes ont peu vécu et, avec l'accession des révisionnistes soviétiques au pouvoir, ils se sont engagés dans la voie de la trahison envers le marxisme-léninisme, de la déviation de cette théorie.

Notre Parti communiste, par contre, que nous avons appelé plus tard Parti du Travail, à la différence des autres, a été fondé dans des circonstances tout autres, dans les circonstances de la Lutte de libération nationale. Il a été formé sur un terrain vierge où n'existait aucun autre parti de la bourgeoisie ou de la paysannerie. Notre Parti a été fondé en ayant pour assise l'idéologie marxiste-léniniste. Il se lança dans la lutte comme un parti nouveau, numériquement petit, mais déterminé à libérer le pays des envahisseurs fascistes et à créer l'Etat de démocratie populaire.

Les normes qu'il a établies et appliquées rigoureusement étaient des normes léninistes. Nous avons marché sur les traces du Parti bolchevique de Lénine-Staline, suivi sa voie et escaladé ainsi les marches difficiles de la lutte. Nous nous sommes, dès le début, attelés à la tâche pour mettre sur pied l'organisation du Front de libération nationale, à laquelle nous n'avons pas donné la forme d'un parti, mais d'une vaste organisation politique rassemblant tous les antifascistes, auprès desquels un travail assidu a été mené pour leur inculquer l'idéologie de notre Parti, l'idéologie marxiste-léniniste, l'idéologie révolutionnaire.

Au cours de la lutte fut créée aussi l'organisation du «Balli Kombëtar», avec des représentants de la lie de l'Albanie, de la couche des beys, de la bourgeoisie marchande, des traîtres et des quislings. Y participaient également des éléments qui, dans le passé, auraient pu former un parti de la bourgeoisie, mais le régime de Zogu et, par la suite, l'occupation fasciste les en avaient empêchés.

Notre Parti fit propager sa ligne parmi les masses à travers l'organisation du Front de libération nationale. Les masses combattantes de notre peuple se sentaient au sein du Front comme dans leur propre organisation, dans le programme du Parti et dans sa ligne elles voyaient exprimés leurs propres voeux et aspirations.

Dès le début, au lendemain de la Libération, notre Parti dut affronter le grand danger du révisionnisme yougoslave, féroce et menaçant,

Le PTA a été formé dans des circonstances différentes qui se mit à saper la juste ligne marxiste-léniniste de notre Parti et, à travers son réseau d'agents en Albanie avec Koçi Xoxe à sa tête, oeuvrait à liquider notre Parti et à annexer l'Albanie à la Yougoslavie.

Ce danger était des plus sérieux, mais notre Parti sut y faire face avec courage.

Notre Parti s'est battu contre un bon nombre de déviationnistes qui étaient des agents des révisionnistes yougoslaves, des collaborateurs, ainsi que, comme cela a été découvert plus tard, des révisionnistes soviétiques. Leurs bases au sein du Parti étant faibles, notre Parti, créé et trempé dans des batailles, guidé par la clarté de l'idéologie marxiste-léniniste, parvint à liquider ces éléments ou groupes, et poursuivit, comme on le sait, son travail pour la construction du socialisme. A aucun moment, il ne renonça, à la lutte de classes. Au contraire, il la développa avec une grande maturité dans tous les secteurs de notre activité, condamnant les coupables, dénonçant les ennemis camouflés, éclairant les éléments fourvoyés et surmontant, l'un après l'autre, tous les obstacles dressés devant lui. C'est ainsi que nous avons édifié la base économique socialiste, l'industrie, l'agriculture et la culture socialistes. De tout ce que j'ai souligné ci-dessus il ressort que la formation, le développement, la consolidation et la trempe de notre Parti diffèrent entièrement du processus de formation des autres anciens partis communistes de l'Est et de l'Ouest, déjà devenus des partis révisionnistes. La force et l'unité de notre Parti doivent être préservées et renforcées sans cesse. Le renforcement et la trempe de notre Parti et de notre ligne aux étapes successives du développement de la société socialiste, doivent toujours être fondés sur les principes du marxisme-léninisme et une juste interprétation de cette science universelle du prolétariat. Que notre théorie ne se trouve jamais en opposition avec les situations qui pourront se créer, mais que ce soient au contraire cette théorie et cette ligne de notre Parti qui prévoient ces situations progressistes qui pourront se créer dans le pays et contribuent à leur création. Voilà pourquoi notre Parti doit préserver la pureté de sa ligne, être toujours déterminé, clairvoyant et vigilant, chaleureux avec le peuple, guider les masses, et donner l'exemple par son travail et les sacrifices qu'il consent.

Les communistes doivent être à l'avant-garde, les premiers à se sacrifier et les derniers à avoir des prétentions. Ce mot d'ordre a une grande et profonde signification. Tous l'évoquent mais certains n'arrivent pas à le comprendre dans toute son ampleur et sa profondeur. Pour être un communiste il ne suffit pas d'avoir dans son sein la carte d'adhérent du parti, ce qui est essentiel c'est de mériter ce titre élevé en menant une lutte révolutionnaire intense partout où l'on travaille et l'on vit. Si je dis cela, c'est que je pense qu'un communiste a pour devoir de s'occuper des problèmes du Parti et du pays non seulement au cours de son travail mais aussi en dehors de son travail. Il est investi d'une grande mission de guide dans la société, il porte sur ses épaules un lourd fardeau. Il ne doit jamais fléchir sous le poids de ce fardeau mais méditer profondément et se mettre au travail avec fougue pour s'en acquitter avec honneur. Un communiste doit prendre une part active à tous les travaux de notre société socialiste, que dirige son Parti du Travail.

En préservant sa force, indépendamment du fait que notre pays est entouré d'un océan d'ennemis capitalistes et révisionnistes, notre Parti est capable de résister aux attaques et à la pression du dehors, de maintenir constamment une situation saine dans le pays, d'inculquer aux gens et de tremper en eux un grand sentiment de patriotisme révolutionnaire, de créer des conditions pour une vie économique prospère et cultivée.

Tous ces objectifs seront réalisés parce que tel est notre Parti. Nous avons toujours protégé et défendu notre Parti et le marxisme-léninisme contre leurs ennemis. Malgré tout, nous ne devons jamais oublier que nos ennemis qui nous encerclent cherchent à nous nuire et que nous ne devons donc jamais nous endormir ni sous-estimer l'ennemi, jamais éteindre la lutte de classes, verser dans la suffisance et nous engourdir.

Soyons toujours à l'attaque. Notre Parti et les larges masses du peuple doivent être à l'attaque constamment et dans tous les domaines.

Extrait du Journal politique sur des questions internationales, t. 10.

Notes :

1. Du journal politique du camarade Enver Hoxha.

Ramiz Alia — La remise des titres de propriété, moment d'une portée historique dans la voie du développement de l'agriculture en Albanie

Discours prononcé au déjeuner offert après le meeting organisé dans la région de Lushnje à l'occasion du 40e anniversaire de la remise des titres de propriété aux paysans.

25 novembre 1985

Chers camarades,

La fête traditionnelle commémorative de la réforme agraire en Albanie est une grande source de joie. Tout le peuple, tout le pays est aujourd'hui en fête. Je veux exprimer avant tout le grand plaisir que nous éprouvons tous à participer à la fête du 40e anniversaire de cet événement historique.

La réforme agraire a été une action révolutionnaire, importante et courageuse, une des premières actions d'une portée décisive entreprise par le pouvoir nouveau, populaire dans le domaine des transformations des rapports socio-économiques dans les campagnes. Elle a aboli les anciens rapports de propriété de la terre et mis un terme à l'exploitation de la paysannerie par la classe des beys et des agas. En appliquant la réforme agraire, le Parti a donné la terre à celui qui la travaille et à qui elle appartient, c'est-à-dire au paysan patriote, réalisant ainsi une de ses aspirations séculaires les plus ardentes. C'était une réforme profonde d'un large contenu démocratique qui a ouvert la voie et préparé la perspective des transformations ultérieures de caractère général de la campagne albanaise et de notre agriculture socialiste.

La remise de la terre à la paysannerie et l'expropriation des classes aisées des campagnes représentent une des actions les plus courageuses, les plus avisées, les plus clairvoyantes accomplies par le Parti et le camarade Enver Hoxha au cours de ces années difficiles que vivait l'Albanie à peine sortie de la guerre. Toutes les profondes transformations accomplies il y a quarante ans dans le domaine des rapports économiques et sociaux à la campagne et qui y ont changé radicalement la vie et élevé le niveau du bien-être de la paysannerie se rattachent directement à cette importante action accomplie par le Parti. Aussi chaque anniversaire de la réforme agraire sera-t-il commémoré par le Parti et le peuple avec joie et fierté. La vie prospère, matérielle et spirituelle, de notre paysannerie qui a pour fondements les transformations révolutionnaires réalisées à l'époque du Parti, témoigne de l'importance de l'application de la réforme agraire. La campagne albanaise a été transformée sous tous les aspects par rapport au passé. Toute comparaison entre la vie pénible que menaient les gens souffrant de la malaria et vivant dans des pauvres chaumières et la vie que mènent aujourd'hui les habitants de votre région, notre paysannerie, qui habitent des maisons neuves et confortables, est impossible. Il y a aujourd'hui dans les campagnes comme dans les villes des écoles et des maisons de la culture, l'électricité partout, des institutions sanitaires et de services pour le peuple, etc. A juste titre le Parti et le peuple se réjouissent et sont fiers des progrès immenses enregistrés par notre agriculture. Les résultats qu'elle a obtenus sous tous les aspects sont véritablement remarquables. La région de la Myzéqé elle-même, qui, depuis le temps de nos penseurs éclairés, est qualifiée de «grenier de l'Albanie», n'obtenait pas lors de la mise en application de la réforme agraire plus de 8 ou 9 quintaux à l'hectare, alors que les plus hauts rendements de maïs à l'échelle nationale ne dépassaient pas 15 quintaux à l'hectare.

L'époque du socialisme a transformé la région de la Myzéqé et l'Albanie en un grenier de céréales et de divers biens. Le district de Lushnje a obtenu cette année sur toute sa superficie une moyenne de 46 quintaux de blé à l'hectare sans parler ici des équipes et des secteurs particuliers qui ont réalisé des rendements encore plus élevés atteignant 70 quintaux à l'hectare. Pour la culture de maïs les rendements ont été quadruplés et quintuplés en un temps où des exploitations d'élite comme celles de Dajç (Shkodër), de Vrine (Sarande) et de Maqellare (Dibër), où l'entreprise agricole «29 Novembre» de Lushnje, ont réussi à obtenir de 90 à 100 quintaux à l'hectare.

C'est la réforme agraire, cette importante action menée par le Parti, qui est à l'origine de ces succès. Ceux-ci démontrent le bien-fondé de la politique agricole poursuivie avec sagesse et courage par le Parti.

Il ne faut pas oublier que pendant la période de l'application de cette grande réforme, notre pays était dépourvu d'une économie solide, les rapports sociaux à la campagne étaient arriérés et la psychologie, la conscience et la mentalité des paysans n'avaient pas progressé comme elles l'ont fait aujourd'hui.

La réforme agraire a été réalisée dans les conditions d'une âpre lutte de classes. Les ennemis extérieurs menaçaient ouvertement notre Albanie recourir aux armes au cas où le pouvoir populaire prendrait des mesures concrètes pour supprimer les privilèges des classes renversées et porter atteinte à leurs intérêts économiques. De concert avec eux, les ennemis intérieurs usèrent de tous les moyens pour empêcher à tout prix l'application de la réforme.

Comme à chaque autre moment de notre histoire nouvelle, le Parti et le camarade Enver Hoxha sans se laisser intimider par les menaces et les résistances des ennemis, ont mobilisé tout le peuple, suscité une vague d'enthousiasme en lui et donné la terre aux paysans.

La remise des titres de propriété constitue un moment d'une portée historique dans la voie du développement de notre agriculture. La réforme agraire a réuni certaines conditions fondamentales nécessaires au passage aux autres transformations profondes et radicales dans le domaine de l'agriculture, comme par exemple la collectivisation. La réforme agraire est à l'origine de la création des coopératives agrandies, de la conversion des exploitations avancées en coopératives de type supérieur et de ces dernières en entreprises agricoles, de la création d'une zone où la production agricole sera prioritairement intensifiée et de beaucoup d'autres processus qu'à connus notre agriculture au cours de ces quarante années de vie libre et qui relèvent directement du développement des rapports socialistes à la campagne.

Parfois et précisément dans la domaine de la théorie pure on discute et l'on se pose la question: «Pourquoi devait-on appliquer la réforme agraire et donner la terre au paysan du moment qu'il l'intégrerait dans celle de la coopérative? N'était-il pas possible de ne pas passer par cette réforme ?»

Non, camarades, la réforme agraire était indispensable, elle était la tâche immédiate du pouvoir nouveau du peuple et une des conditions déterminantes de toute perspective de développement des campagnes albanaises. Notre Parti n'a jamais rien fait simplement pour la forme. Et la réforme agraire s'inscrit dans ses actions fondamentalement justifiées. Notre paysannerie, qui, des siècles durant, avait lutté pour la patrie et la terre, s'est engagée sans réserve dans la Lutte de libération nationale en exprimant ses profonds sentiments de patriotisme, ses aspirations à la liberté, à la justice sociale et à la terre. Elle a lutté et consenti de multiples sacrifices non sans nourrir l'espoir qu'elle deviendrait la propriétaire légitime de la terre, ainsi que le Parti le lui avait promis.

Cette promesse, le Parti devait la tenir comme il l'a tenue. La paysannerie albanaise était habituée à se voir promettre la terre à chaque lutte et bataille qui exigeaient sa contribution, et chaque fois elle avait été déçue. Cette fois-ci cela ne se produirait pas. Le Parti et le camarade Enver Hoxha n'ont pas déçu les aspirations séculaires de la paysannerie. La réforme agraire en Albanie n'était pas un acte purement économique. Elle avait un profond contenu idéologique et politique. En faisant de la paysannerie le propriétaire de la terre, le Parti montrait concrètement au peuple que ses luttes et ses batailles n'avaient pas été menées en vain et que la Lutte de libération nationale avait couronné le renversement non seulement politique mais aussi économique des classes riches.

En remettant les titres de propriété à la paysannerie albanaise, le Parti accrut la confiance de celle-ci dans sa ligne, dans l'avenir, il lui fit prendre mieux conscience d'elle-même, la fit progresser et la prépara à se lancer dans de nouvelles batailles. Tout comme pendant la guerre, notre paysannerie, avec enthousiasme et des énergies redoublées, a manifesté son empressement à lutter pour l'application de la ligne du Parti en se jetant au feu et à l'action.

La paysannerie albanaise, il faut le noter, a des traits particuliers, qui la distinguent sous bien des aspects de la paysannerie d'autres pays. La spécificité de notre paysannerie se rattache à son rôle, à sa place et à sa contribution dans la révolution populaire et dans la lutte pour la construction du socialisme, pour l'instauration, la consolidation et la défense du pouvoir nouveau, populaire, pour les réalisations grandioses de l'époque du Parti, pour l'accumulation, etc.

Notre paysannerie n'est pas simplement une alliée de la classe ouvrière, elle en est aussi une digne compagne d'armes. Elle a fait et fait siennes constamment l'idéologie et la conscience du prolétariat, les enseignements du marxisme-léninisme. Il est vrai que la classe ouvrière albanaise est la classe dirigeante de notre société, mais il est tout aussi vrai que notre paysannerie n'est jamais restée à la traîne, et, en combattante résolue de la cause de l'édification du socialisme, elle a fourni une contribution et consenti des sacrifices colossaux.

Au cours de ces quarante années des révolutions profondes, que nous sommes habitués à qualifier de transformations révolutionnaires, ont été accomplies dans notre agriculture. En réalisant ces transformations, notre paysannerie s'est constamment développée, elle a avancé, progressé. Elle a toujours été à la pointe du travail pour accomplir n'importe quelle tâche imposée par le moment et réaliser tout action à laquelle appelait le Parti.

Les liens étroits et particuliers de la paysannerie albanaise avec la classe ouvrière ne peuvent pas être simplement expliqués par leur alliance en tant que classes amies, ces liens ont leur source dans les luttes indomptables que notre peuple a livrées au cours de son histoire, dans les villes et les campagnes, pour la liberté du pays et pour le progrès social, ces liens plongent leurs racines dans l'épopée de la Lutte de libération nationale où notre paysannerie, répondant à l'appel du Parti, s'est lancée avec abnégation dans de dures batailles contre les occupants et leurs collaborateurs. Nous pouvons dire que les fils et les filles de paysans constituaient la majeure partie de l'armée de nos partisans. Les pauvres maisons de nos paysans sont devenues réellement, et non pas dans le sens figuré du mot, le lit de nos partisans. Cette contribution a marqué de son sceau le rôle et le caractère de notre paysannerie.

Je le souligne, car, parfois, quand il s'agit du rôle et de la nature de notre paysannerie, surtout dans un certain nombre d'études et de conférences, on se livre plutôt à des discussions théoriques et les appréciations que l'on fait obéissent à des schémas généraux et à des stéréotypes connus. Dans ces appréciations, on «oublie», on diminue ou minimise le rôle et la contribution de notre paysannerie. C'est un tort qui peut tirer à conséquence.

Notre Parti n'a jamais oublié les éléments spécifiques de la paysannerie albanaise. Au contraire, il y a prêté toute son attention, il a donc lutté et doit continuer de lutter pour défendre et satisfaire les intérêts de la paysannerie coopérée. Celle-ci s'est ainsi trouvée plus liée au Parti, qui considère comme une tâche primordiale la nécessité, à l'avenir aussi, d'attacher une plus grande importance à la création de conditions de vie et de travail encore meilleures dans les campagnes.

Toute la politique agraire de notre Parti a constamment visé à réduire progressivement les disparités essentielles entre les campagnes et les villes. Notre société a fait de gros investissements pour la bonification et l'irrigation des terres cultivées, pour la mécanisation des travaux et l'utilisation d'engrais chimiques et de pesticides dans l'agriculture, pour l'élévation du niveau d'instruction et de culture de la population rurale. A l'avenir également, notre Parti poursuivra de façon conséquente cette politique, qui défend et promeut les intérêts du peuple, qui contribue au raffermissement de l'unité Parti-peuple, au progrès de l'économie nationale et au renforcement de la défense de la patrie, à l'amélioration de l'approvisionnement des travailleurs et à la satisfaction de leurs besoins, ainsi qu'à l'élévation du bien-être des masses.

Je profite enfin de cette occasion pour féliciter et remercier au nom du Comité central du Parti, tous les travailleurs de votre district pour les bons résultats qu'ils ont obtenus, et je leur souhaite de remporter d'encore plus grands succès.

Vive notre paysannerie coopérée!

Vive le Parti!

Publié d'après Ramiz Alia, «Discours et Entretiens», t. 1, 1985.

Ramiz Alia — La jeunesse, force créatrice vivante de l'Albanie socialiste

Discours prononcé à la manifestation organisée à l'occasion de la remise du témoin des actions[1] à la jeunesse d'Albanie

6 juin 1986

Chers camarades, jeunes gens et jeunes filles,

C'est pour moi une grande satisfaction que de vous transmettre à vous, et à toute la génération montante de notre pays, les salutations chaleureuses du Comité central du Parti.

Les jeunes d'aujourd'hui sont les fils de ceux qui ont fait la Lutte de libération nationale et reconstruit le pays, de ceux qui ont réalisé les premiers plans quinquennaux et jeté les fondements de l'Albanie nouvelle. Ce sont seulement les dignes héritiers de l'oeuvre grandiose de ces hommes et femmes héroïques mais aussi d'ardents adeptes de leur idéal révolutionnaire.

A chaque étape du développement du pays, naissent des tâches particulières, qui confrontent les diverses générations à d'importantes et rudes épreuves. En général, le fardeau de leur règlement tombe sur la jeune génération, laquelle, à une étape donnée, mûrit et devient la base, la principale force créatrice de la nation. Et, naturellement, seule une génération préparée spirituellement et intellectuellement à cette mission est capable de porter sur ses épaules les lourdes charges historiques et de faire avancer le pays.

C'est justement ce dessein qui inspire notre Parti lorsqu'il exige et fait en sorte que la nouvelle génération de l'Albanie socialiste soit éduquée politiquement et idéologiquement, moralement saine et physiquement forte. Le Parti désire que les jeunes s'intéressent aux luttes idéologiques et aux développements politiques actuels, aux processus économiques et aux succès culturels que connaît le pays. Mais il demande que cet intérêt ne soit jamais superficiel et passif, il veut au contraire qu'il naisse comme une nécessité et une exigence intérieure qui lui soit propre pour connaître le présent et comprendre l'avenir.

C'est aussi l'une des raisons qui font que le Parti insiste pour que l'éducation politique et idéologique des jeunes à l'école, dans l'armée, au travail, partout, ne verse jamais dans le didactisme ni ne prenne la forme d'une moralisation abstraite, mais leur serve à étancher leur grand soif de connaître et de comprendre le monde, les lois de son développement, de savoir d'où nous sommes partis et où nous entendons aller.

Lorsque nous voyons ce qui se passe actuellement dans les pays capitalistes où des millions de jeunes chômeurs errent sans emploi, où le crime, la drogue et la dégradation morale les affligent, et qu'ils voient l'horizon de leur avenir s'assombrir chaque jour davantage, nous comprenons mieux et plus profondément combien est saine et sûre la vie qu'ont créée chez nous le Parti du Travail d'Albanie et notre grand guide et éducateur, Enver Hoxha, nous voyons plus clairement les perspectives toujours radieuses qui s'ouvrent devant nos fils et nos filles.

En Albanie socialiste il n'y aura jamais de «générations brûlées», il n'y aura jamais de générations de jeunes en marge de la société, il n'y aura jamais d'insécurité pour le présent ni de crainte pour l'avenir. La jeunesse de l'Albanie socialiste est et restera le sang nouveau intarissable de notre société, son avenir, une force vive et consciente de son rôle et de sa mission un rempart indestructible de la révolution et des victoires socialistes.

C'est pourquoi, camarades, travaillons tous, jeunes et moins jeunes, pour défendre notre vie socialiste et la faire prospérer, pour préserver et renforcer la vitalité de notre peuple travailleur, son esprit militant, son empressement et sa détermination à mettre en oeuvre la ligne et les enseignements du Parti.

Guidés par le Parti et les enseignements du camarade Enver Hoxha, les jeunes de notre pays et leur organisation militante, l'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie, sont restés, durant ces plus de quarante années de vie libre, l'avant-garde de la lutte non seulement pour l'édification socialiste du pays mais aussi pour l'abolition des coutumes rétrogrades héritées du passé, contre les mentalités féodales et les déformations morales de la société bourgeoise, contre les influences corruptrices et dégradantes du monde actuel capitaliste et révisionniste. Ils ont été les premiers à embrasser les normes de la morale socialiste, ils ont veillé à les défendre et à les parfaire. Les jeunes ont été en première ligne des combattants pour la formation de notre homme nouveau, libéré des préjugés des anciennes sociétés exploiteuses et des lourdes chaînes idéologiques de la religion, de l'homme doté d'un univers intérieur complètement libre, civilisé et cultivé. Les succès dans ce domaine sont considérables. Ils sont désormais connus de tous et tangibles. Mais je tiens à souligner que la lutte contre les survivances des vieilles idéologies et les manifestations étrangères à notre doctrine se poursuit sans interruption. Certains phénomènes négatifs, bien que jugulés, peuvent, dans certaines conditions, resurgir sous des formes et des aspects différents. C'est la raison pour laquelle le Parti a toujours appelé à combattre avec esprit de suite et sans discontinuité les manifestations de libéralisme et de bureaucratisme, le manque de sens de responsabilité, l'indifférentisme et l'attachement à l'intérêt personnel, qui deviennent, si on les tolère, un terrain favorable à la naissance et au développement de phénomènes pernicieux pour le socialisme et ses hommes.

La jeune génération, par sa nature, par ses objectifs qu'elle poursuit pour l'avenir, par sa formation politique et idéologique, ne pactise pas avec des manifestations de ce genre. Par conséquent, appréciant à sa juste gravité le danger que comporte tout compromis avec ces phénomènes, elle poursuit la lutte idéologique contre tout ce qui va à l'encontre de notre morale et de notre idéologie communistes.

Le plus grand mal dont les jeunes, surtout ceux des écoles, risquent d'être atteints, est la recherche de voies faciles dans la vie. Naturellement, au début, la soumission à la discipline et aux règles, le travail assidu et opiniâtre pour s'instruire, assimiler le savoir et maîtriser un métier, les limitations diverses qu'impose la société ne sont pas tellement agréables. Mais chercher à émerger dans la vie par des sentiers et des voies faciles, ne conduit nulle part. Il se peut que quelqu'un tire quelque profit d'une pareille conduite, qu'il trouve même un coin tranquille, mais ce sera provisoire. La société recherchera et appréciera toujours les éléments les plus dévoués, les plus travailleurs, les plus instruits, les personnes tenaces et de caractère. C'est pourquoi, tous les jeunes, leurs parents et leurs proches ne doivent pas limiter leurs préoccupations à un seul jour mais penser à la grande vie qui s'étend devant eux.

Les voies faciles qui mènent à une dégradation irrémédiable du caractère ne sont compatibles ni avec l'esprit du révolutionnaire et du militant communiste, ni avec la nature fière des Albanaises et des Albanais authentiques, ni avec leur sens irrépressible de l'honneur et leur lutte pour une vie digne et sans tache.

Notre école, l'organisation de la jeunesse, la propagande du Parti, toutes les institutions, qui, directement ou indirectement s'occupent de l'éducation et de la formation de la nouvelle génération, et les jeunes eux-mêmes doivent combattre pour instaurer de justes conceptions et mentalités sur la vie, le travail, la société. Ils ne doivent jamais se soumettre ni aux pressions petites-bourgeoises, ni aux sentimentalis-mes morbides. Défendre les principes de notre Parti et l'éthique de notre société, c'est défendre la nouvelle génération, la cause du socialisme en Albanie, l'avenir de notre nation.

Les jeunes ont grand-soif d'art et de culture et ils s'intéressent beaucoup aux succès obtenus dans ces domaines. Ce sont ceux qui lisent le plus massivement la littérature artistique et politique, de même qu'ils goûtent avec le plus de passion la musique, le cinéma, la peinture, le théâtre, l'architecture, etc.

Mais, en aucun cas, ce ne sont, comme quelqu'un pourrait le penser, des consommateurs passifs de la production littéraire et artistique. Les jeunes sont profondément sensibles à la nouveauté, à la beauté, à la perfection. C'est pourquoi ils ont raison d'exiger des maîtres de l'art et de la culture des oeuvres de qualité, des oeuvres qui enrichissent l'esprit et cultivent de nobles sentiments, qui expliquent et interprètent correctement les phénomènes sociaux actuels et éclairent la perspective. Les jeunes veulent voir dans la littérature et les arts comment travaillent et combattent leurs contemporains, connaître les soucis et les préoccupations de la société où ils vivent, les véritables processus positifs de son développement et les obstacles qui surgissent sur son chemin. Ils demandent que la littérature et les arts deviennent une source d'inspiration et un appui pour leur croissance, ils cherchent à confronter leurs idées, ils recherchent des satisfactions esthétiques mais aussi de nouvelles informations qui dérivent d'une analyse approfondie et d'une synthèse exacte des rapports humains et sociaux.

Les jeunes considèrent comme un événement important la publication de chaque livre nouveau, la représentation de toute spectacle artistique, toute activité culturelle, et les jugent avec beaucoup de sérieux et de respect. Ils ne peuvent donc se contenter d'oeuvres artistiques médiocres ou du formalisme dans les activités culturelles, du caractère superficiel de leur contenu et du manque de capacités profes-sionelles de leurs auteurs. Et ce refus de notre jeunesse s'accentue à mesure qu'elle s'instruit et se cultive toujours plus, à mesure qu'elle connaît les trésors de notre culture nationale et de la culture progressiste universelle.

C'est pourquoi, notre jeunesse a le droit d'exiger une meilleure qualité de la littérature et des arts, un travail plus soigné et une plus vaste activité créatrice des travailleurs du secteur de la culture. De son côté, la jeunesse ne doit pas manquer de dire courageusement ce qu'elle pense quand il s'agit non seulement d'affirmer les valeurs réelles, mais aussi de critiquer la superficialité et la routine que l'on rencontre encore dans quelque ouvrage littéraire et artistique ou dans quelque activité culturelle.

C'est sur ce plan-là qu'il convient de considérer aussi les loisirs de la jeunesse. Ce problème ne doit pas être sous-estimé.

Les loisirs sont comme la culture. De même qu'il y a une véritable culture il y a aussi des loisirs sains, et de même qu'il y a une culture décadente et dégradée il y a des loisirs du même genre. Mais ceux-ci ne conviennent pas à la société socialiste, à nos principes et à nos normes. Nous avons été et nous sommes pour des loisirs sains, cultivés, variés et positifs. Nous voulons qu'à la fois ils délassent et inspirent, qu'ils soient agréables, récréatifs et mobilisateurs, qu'ils ennoblissent. A la différence du monde bourgeois, nous considérons les loisirs comme un moyen non pas qui freine les élans juvéniles, mais qui les encourage, qui ne tend pas à «tuer» le temps libre, mais à le remplir d'une joie saine.

C'est pourquoi les directeurs d'entreprise et d'école, les dirigeants des coopératives, des détachements militaires et des organisations delà jeunesse, de même qu'ils exigent avec raison des jeunes de la discipline, du travail et du zèle, doivent penser à leurs loisirs, à leurs activités sportives, leur assurer des terrains de sport, des bibliothèques et des livres, des films et des salles de spectacles, des répétiteurs de télévision et des cabines téléphoniques, leur organiser des pique-niques et des excursions, etc. Cette question requiert plus de compréhension, plus d'initiative, et il convient de mieux mettre à profit la base matérielle existante et les fonds que l'Etat et la société ont alloués à cet effet.

Les jeunes d'aujourd'hui entrent dans la vie en un temps où la science et la technique se développent à des rythmes accélérés, où les connaissances sont vite dépassées et il faut faire de gros efforts pour marcher du même pas que notre époque. Pour suivre les rythmes qu'imposent le développement de la révolution technique et scientifique actuelle, il faut beaucoup de volonté, d'opiniâtreté et de sacrifices. Nos jeunes sont-ils prêts à faire face à ces exigences, à répondre aux impératifs qui se font jour dans ce domaine? Je pense que oui. Toutes les conditions sociales et matérielles qui donnent aux jeunes la possibilité de se consacrer avec enthousiasme et efficacité à la science et la technique, existent.

La société socialiste, son idéologie marxiste, la juste politique du Parti ont créé un vaste champ d'activité où chaque jeune peut développer son talent sans obstacle, montrer sa passion pour la science, et où surtout sa contribution est reconnue et pleinement appréciée.

Quand nous parlons de science, de technique et de technologies nouvelles, nous les concevons dans toutes leurs vastes dimensions. Elles ont aujourd'hui pénétré dans chaque branche et sont appliquées non seulement par une ou deux personnes, mais par des milliers, par des masses considérables de gens. Il n'est aucun processus moderne de production, dans l'industrie ou l'agriculture, la construction ou les communications, la médecine ou tout autre domaine, qui puisse se réaliser sans des connaissances techniques et scientifiques spécifiques et qualifiées, pas plus que ces connaissances ne peuvent se développer sans créativité scientifique. Par conséquent, dans la mesure où les cadres et les ouvriers seront mieux préparés, que leur collaboration créatrice sera plus étroite, les choses en général et la science et la technique elles-mêmes iront mieux de l'avant.

Les jeunes sont prêts à assimiler et à appliquer les acquis de la science et ils n'ont aucune prévention dans ce sens. Ils se tournent tout naturellement vers le nouveau de même qu'ils combattent avec passion et amour pour l'assimiler et l'appliquer. Les plus âgés ont pour devoir d'ouvrir la voie à ces volontés et à ces passions, de les orienter et de les diriger correctement et avec confiance, de combattre aussi, de concert avec les jeunes, pour éliminer les obstacles bureaucratiques éventuels. Lorsque l'élan juvénile s'unit à l'expérience de la vie pour la réalisation d'un objectif déterminé, on peut alors faire de grandes choses.

Chers camarades,

Cette rencontre des générations des volontaires de la jeunesse a été très féconde. L'expérience des plus âgés et leur parole chaleureuse sont utiles et encourageantes pour la plus jeune génération d'Albanie. Mais, les contacts avec les jeunes sont également utiles aux volontaires vétérans. Tous ont quelque profit à tirer de l'élan de la jeunesse, de son énergie, de son enthousiasme et de son esprit militant.

J'ai éprouvé une satisfaction particulière à vous rencontrer et à connaître vos idées. Les communistes et tous les travailleurs ont besoin de la fraîcheur de pensée de la jeunesse. Ses idées insufflent la vie et l'optimisme, elles renforcent la confiance dans l'avenir de la patrie. C'est naturel. Les diverses générations s'inspirent et s'appuient mutuellement pour porter en avant l'oeuvre monumentale du Parti, l'édification du socialisme, la défense et l'épanouissement du pays.

Vive notre jeunesse héroïque!

Vive le Parti du Travail d'Albanie!

Gloire à l'oeuvre immortelle du camarade Enver Hoxha!

Publié d'après Ramiz Alia, «Discours et Entretiens», t. 1, 1986.

Notes :

1. Cette manifestation a été organisée au palais des sports «Partizani» à Tirana, dans le cadre du 40e anniversaire de la première action de masse à l'échelle nationale, celle pour la construction de la route Kukës-Peshkopi.

II. Conférence commémorative du 30e anniversaire de la fondation de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes près le CC du PTA

Message de salutations du camarade Ramiz Alia adressé au collectif de travailleurs de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes près le CC du PTA

Tirana

Chers camarades,

C'est aujourd'hui le 30e anniversaire de la fondation de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes qui fut créé grâce à la sollicitude directe de notre glorieux dirigeant, le camarade Enver Hoxha. Nous célébrons cet événement avec une joie particulière parce que cet Institut a beaucoup contribué, par sa vaste activité, à propager, à étudier et à synthétiser la riche expérience de notre Parti dans la révolution et dans l'édification socialiste du pays. A cette occasion, je vous apporte les salutations les plus chaleureuses de notre Parti et de son Comité central, et vous souhaite de tout coeur de nouveaux succès dans votre travail.

Au cours de ces 30 années, l'Institut des Etudes marxistes-léninistes a grandi et progressé, il est devenu une institution idéologique et scientifique remarquable, un soutien qualifié de notre Parti. Au nom de cet Institut, au travail de votre collectif scientifique et de toute l'armée de vos collaborateurs sont liées la rédaction et la publication d'ouvrages imposants comme l'Histoire du Parti du Travail d'Albanie, l'Histoire de la Lutte de libération nationale, une série d'études complexes sur des questions importantes de la révolution et de l'édification socialistes, du mouvement marxiste-léniniste et de la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne ainsi que l'organisation d'une série de conférences scientifiques à l'échelle nationale consacrées aux questions de la Lutte de libération nationale et du travail de construction accompli par notre peuple.

Le travail de l'Institut pour la publication des Documents principaux du Parti, de son trésor théorique et pratique est d'une grande valeur idéologique et scientifique. Vous avez donné au Parti et au peuple, aux générations présentes et futures la série des œuvres du camarade Enver Hoxha, d'autres ouvrages contenant ses études, ses notes historiques et ses souvenirs qui sont aujourd'hui et seront toujours à la base de la ligne du Parti et de sa juste politique marxiste-léniniste, ils serviront de guide et de source d'inspiration pour faire avancer l'édification socialiste, une arme puissante pour l'éducation et la trempe politique et idéologique du Parti et du peuple.

D'année en année, l'Institut des Etudes marxistes-léninistes a élevé le niveau idéologique et théorique de ses études, il a formé un collectif scientifique militant et trempé de l'esprit du Parti, il a stimulé l'organisation du travail d'études dans le Parti et contribué à en élever le niveau. Par son activité féconde, il s'est fait connaître non seulement à l'intérieur mais aussi à l'extérieur du pays, et a réussi à se faire une place honorable parmi les institutions scientifiques et notamment celles des sciences sociales.

Chers camarades,

Votre travail ainsi que l'expérience que vous avez acquise pendant ces 30 années nous persuadent pleinement que l'Institut des Etudes marxistes-léninistes restera, comme il l'a été jusqu'à présent, un soutien actif du Parti et de son Comité central dans la réalisation des tâches imposantes qui nous incombent pour assurer le développement de notre société.

Le stade actuel ainsi que l'édification ininterrompue du socialisme en Albanie posent une série de problèmes importants et complexes dont les solutions sont à l'avenant, ils exigent une coordination des forces et des diverses disciplines scientifiques, des études approfondies et qualifiées, un travail de création et d'innovation, qui s'écarte des clichés et des schémas tout faits. L'effort pour améliorer la qualité de nos études et de nos publications, pour ne pas nous contenter des résultats enregistrés, pour élever l'efficacité de notre travail scientifique est un devoir important et actuel.

La force et la vitalité de toute science, et en particulier des sciences sociales, résident dans les liens étroits avec la vie active, avec le travail et les efforts de notre Parti et de notre peuple, dans l'effort consenti pour analyser et approuver le programme grandiose d'édification socialiste du pays, dans la synthèse de l'expérience acquise et surtout dans l'effort pour ouvrir de nouvelles perspectives de développement, pour résoudre correctement et opportunément les problèmes posés devant nous en suivant les enseignements de notre Parti et du camarade Enver Hoxha. Le travail de chaque institution scientifique se mesure toujours aux résultats concrets obtenus, aux recommandations données et aux solutions qu'elle propose.

Vu la position et le rôle de notre pays, en sa qualité de véritable pays socialiste, les études portant sur les phénomènes et les processus produits dans le monde capitaliste, bourgeois et révisionniste, sur la dénonciation continue des points de vue et des thèses pseudo-marxistes des révisionnistes soviétiques, yougoslaves etc., ainsi que des théories réactionnaires et de la stratégie contre-révolutionnaire des superpuissances et de la bourgeoisie

internationale, sont d'une grande importance pour apprécier à leur juste valeur les processus et les forces qui font avancer la révolution, qui frayent la voie au progrès social. Votre Institut a pour tâche de se mettre à la tête du travail à mener dans ce domaine important, de l'encourager et de le coordonner.

Comme ils l'ont fait jusqu'ici, dans les années et les décennies à venir, l'Institut des Etudes marxistes-léninistes ainsi que tous nos travailleurs scientifiques doivent trouver leur grande source d'inspiration, la juste boussole qui oriente toute leur activité d'études et de recherches dans notre théorie révolutionnaire, dans la ligne et la politique de notre Parti, dans son travail à la tête du peuple pour défendre et promouvoir les conquêtes du socialisme, dans le patrimoine théorique et pratique inestimable que nous a légué notre grand et inoubliable dirigeant, le camarade Enver Hoxha.

En consolidant sans cesse votre esprit militant et de parti prolétarien, en élevant de façon continue votre niveau idéologique, théorique et professionnel, vous devez, à l'avenir également, donner un bon exemple dans vos études et vos publications et, en même temps, stimuler et inspirer nos institutions politiques et sociales, organiser et coordonner leur travail, diriger de façon scientifique et méthodique le travail de recherche dans le Parti.

Que l'année commémorative du 45^{e} anniversaire de la fondation du Parti et de son 9^{e} Congrès, qui est aussi la première année du 8^{e} quinquennat, devienne pour vous aussi, comme pour tout le peuple, une année de travail intensif pour obtenir les résultats les plus substantiels possibles. Comme vous l'avez toujours fait, travaillez sans relâche pour que le grand trésor théorique de notre Parti, les enseignements immortels du camarade Enver Hoxha deviennent la propriété des masses et un guide pour l'action.

Encore une fois je vous souhaite des succès, toujours des succès et d'être constamment à l'avant-garde!

Le Premier secrétaire du Comité central du Parti du Travail d'Albanie

Ramiz Alia

Publié d'après le n° 10/1986 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales».

Interview de la camarade Nexhmije Hoxha, directrice de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes, à la télévision albanaise

— Extraits —

La création et l'activité scientifique de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes au cours d'une période de trente années sont la claire expression et une partie organique d'un des traits les plus remarquables de notre Parti, celui de l'appui, dès sa fondation, sur la théorie marxiste-léniniste qui actuellement est la science la plus révolutionnaire de notre époque sur l'évolution sociale.

Dès les premières années qui suivirent la libération du pays, le camarade Enver Hoxha prescrivait que «La science et la culture marxistes doivent être mises à la portée des larges masses de la population et être toujours au service de leurs intérêts.»

Plus les tâches et les problèmes que l'édification socialiste du pays posait devant le Parti se multipliaient, plus l'expérience du Parti s'enrichissait au cours de la lutte et de la révolution, et plus importante et urgente devenait la nécessité de créer un centre d'études près le Comité central du Parti.

C'est ainsi que fut fondé notre Institut, qui, au cours de ses dix premières années d'existence, travailla essentiellement à la préparation de l'Histoire du Parti du Travail d'Albanie.

Plus tard et précisément quand notre institution s'est convertie en Institut des Etudes marxistes-léninistes et que le Parti et le camarade Enver Hoxha recommandèrent de «considérer l'Institut comme un organisme important qui diffusera la lumière du Parti dans tous les coins du pays», les domaines ainsi que les orientations de notre travail d'étude scientifique se sont beaucoup étendus.

Pendant vingt années de suite, en application des recommandations du Parti et des tâches qu'il avait fixées, les hommes de science de notre Institut se sont engagés et ont apporté leur contribution à la réalisation d'une série d'études importantes, majeures et complexes dans les domaines politique, idéologique, économique, social et sociologique.

Ces études, dans l'ensemble de leur processus, ont eu pour trait le travail collectif au sein de l'Institut et sa collaboration étroite avec les autres institutions du pays, en premier lieu avec l'Académie des sciences, l'Institut des Etudes économiques, l'Université «Enver Hoxha» de Tirana et l'Ecole supérieure du Parti «V. I. Lénine».

L'ampleur de cette collaboration s'accroît encore et englobe aussi d'autres institutions scientifiques, des organismes économiques, culturels et sociaux au sommet comme à la base, les organisations centrales de masse, les comités du Parti au niveau du district, etc.

Cet esprit de collégialité, cet esprit sain et de camaraderie, a conféré aux études accomplies par notre Institut lui-même ou organisées et dirigées par lui, non seulement un niveau élevé idéologique et scientifique, une profonde capacité de synthèse, un militantisme et un appui sur la réalité concrète de notre société, mais aussi, un caractère directement pratique, en tant que soutien du travail du Parti dans la juste application de sa ligne.

Le travail mené pour faire connaître dans un très bref laps de temps les principaux documents du Parti, non seulement les orientations et les directives de ses instances supérieures, les rapports et les discours de ses dirigeants, mais aussi des analyses et des interventions faites dans le Bureau politique, au secrétariat du Comité central du Parti et dans d'autres réunions importantes, a animé l'activité de l'Institut et a constitué en quelque sorte son pain quotidien.

Il n'y a pas de partis ni d'Etats au monde qui puissent publier aussi largement et dans un laps de temps aussi court que nous l'avons fait, les documents de ses dirigeants. Les partis et les gouvernements qui qualifient l'Albanie de pays «isolé», à part leurs déclarations et discours officiels, banals et émoussés, ne rendent publics leurs documents qu'après 30 ou 50 années.

Il en va tout autrement de notre pays, et la raison en est que notre Parti n'a pas fait de sa ligne et de sa politique un «monopole» pour soi, pour ses membres et ses organisations de base mais les a fait connaître au peuple et le mobilise pour qu'il les applique dans la vie.

Cette attitude et cette méthode de travail ont forgé entre le Parti et le peuple cette unité qui a fait face à tous les problèmes et à toutes les situations dès les premières années de l'instauration du pouvoir populaire et jusqu'à l'édification à grande échelle du socialisme.

Forts de cette unité, le Parti et le peuple ont fait front à des épreuves et à des moments politiques très délicats ainsi qu'aux difficultés créées par les ennemis intérieurs et extérieurs, depuis les occupants nazis et fascistes et les impérialistes anglo-américains jusqu'aux révisionnistes soviétiques, yougoslaves et à leurs agents à l'extérieur et à l'intérieur du pays.

Notre Institut a apporté sa contribution précisément sous tous ces aspects pour faire du patrimoine théorique et pratique de notre Parti le bien des masses, en publiant les Documents principaux du Parti et de ses instances, les œuvres rangées en série et les œuvres regroupées sur des sujets particuliers du camarade Enver Hoxha, des discours et des ouvrages du camarade Ramiz Alia, les œuvres choisies des camarades Hysni Kapo, Gogo Nushi, etc.

Toute l'activité d'étude et de publication de notre Institut a servi et servira toujours la cause du Parti et du peuple, elle s'inspirera delà théorie marxiste-léniniste, des enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha, elle se fondera sur notre réalité et accomplira toutes les tâches que lui assignera le Comité central du Parti avec le camarade Ramiz Alia à sa tête.

30 années d'activité de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes

Discours prononcé par le professeur Raqi Madhi, sous-directeur de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes, à l'occasion de la conférence commémorative du 30e anniversaire de la fondation de l'Institut

Camarades,

Nous nous sommes réunis pour célébrer le 30e anniversaire de la fondation de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes dans une année mémorable pour notre peuple, l'année du 40e anniversaire de la proclamation de notre République populaire socialiste, du 45e anniversaire de la fondation de notre glorieux Parti et de la tenue de son IXe Congrès, la première année du 8e quinquennat, qui ouvrira de nouvelles perspectives au développement multiforme de notre pays dans la voie du socialisme. Nous nous sommes réunis à un moment où les masses travailleuses de la ville et de la campagne, entraînées dans le grand mouvement des «Promoteurs de l'application des enseignements du camarade Enver Hoxha», oeuvrent avec élan et enthousiasme, mues d'un esprit de création et d'innovation, pour étudier et réaliser les tâches importantes fixées par le 13e plénum du Comité central du Parti. En ces moments-ci, les travailleurs de l'Institut ressentent plus que jamais l'importance et le sérieux de la tâche que leur ont assignée le Parti et le camarade Enver Hoxha. Le message chaleureux du camarade Ramiz Alia que nous avons écouté très attentivement, nous inspire, accroît nos forces et nous ouvre de nouvelles perspectives pour suivre fidèlement la voie d'Enver Hoxha, pour servir avec dévouement le peuple et le Parti.

La création de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes constitue un événement important dans la vie scientifique de notre pays. Il est l'oeuvre du Parti, le résultat direct de la pensée pénétrante du camarade Enver Hoxha qui a frayé de nouveaux chemins, inexplorés par la culture et la science albanaises.

Le camarade Enver Hoxha, en projetant la voie du développement socialiste de l'Albanie, a ouvert également des perspectives au développement des sciences. Dès les premiers jours de la Libération, alors que le pays était ravagé par la guerre et le peuple menacé de famine, le camarade Enver Hoxha prévit et démontra que les transformations de l'ampleur d'une époque qu'allait connaître l'Albanie sous la direction du Parti devaient être suivies à tout prix du développement général des sciences et fondées sur leurs résultats. Il donna des orientations, montra les voies, définit les mesures à adopter pour la création et le développement sans précédent de nos sciences nationales.

En même temps qu'au développement de la science en général, le camarade Enver Hoxha attacha une importance particulière à celui des sciences sociales. Ses idées sur l'étude de l'histoire du Parti, de l'histoire de la Lutte antifasciste de libération nationale et de la période de l'édification socialiste ont servi de guide aux sciences sociales et aux institutions concernées. En éminent homme de science marxiste-léniniste, il a donné un brillant exemple d'analyse et de synthèse scientifiques, il a élaboré la méthode dialectique d'étude, jetant ainsi les fondements de l'évolution des sciences sociales marxistes-léninistes en Albanie.

Suivant la pensée et les recommandations spécifiques du camarade Enver Hoxha seraient jetés les fondements d'une série d'institutions de recherche qui entameraient leur existence et atteindraient la maturité requise pour affronter des tâches scientifiques de grande importance dans le domaine de l'histoire, de la linguistique et de la culture de notre peuple.

En décembre 1955, sur décision du Comité central du Parti fut fondé l'Institut d'Histoire du Parti, la première institution d'étude de ce genre dans notre pays. Cet institut, bien que récemment créé et avec un nombre limité de cadres, assuma la préparation de la publication des Documents principaux du Parti, la rédaction de cours et de monographies sur des périodes particulières de l'histoire du Parti et plus tard, en 1963, entama son travail pour la rédaction de l'Histoire du Parti. L'activité de cet Institut allait s'étendre et être portée à un plus haut niveau qualitatif avec sa conversion, il y a déjà 20 ans, en février 1966, en Institut des Etudes marxistes-léninistes.

L'Institut des Etudes marxistes-léninistes allait devenir un centre important d'études et de publication des documents du Parti et de l'oeuvre théorique du camarade Enver Hoxha, soutenir scientifiquement la synthétisation de l'expérience de notre Parti et mener des études sur les problèmes que posaient la révolution et l'édification socialiste du pays.

A la réunion du Bureau politique du 16 juin 1965, le camarade Enver Hoxha, apprécia la fondation de l'Institut comme un organisme qui ne se consacrerait pas seulement à l'histoire du Parti mais mènerait des études de valeur dans le domaine de la philosophie marxiste-léniniste, des sciences économiques et sociales, du mouvement communiste international ainsi que de la lutte contre les divers courants révisionnistes. L'Institut, soulignait le camarade Enver Hoxha, doit expliquer sur la base de la théorie du marxisme-léninisme, la ligne du Parti dans toutes ses phases et sous tous ses aspects. Avec ses études et ses analyses scientifiques, l'Institut doit devenir un appareil auxiliaire et primordial de notre Parti. L'Institut et ses cadres, recommandait le camarade Enver Hoxha, doivent, au cours de leur activité scientifique d'étude, se fonder sur la théorie marxiste-léniniste et créer une nouvelle méthode d'étude adéquate aux gens de chez nous, à leur niveau culturel et idéologique.

Ces recommandations du grand dirigeant inoubliable de notre Parti ont été une source d'inspiration et une orientation fondamentale pour toute l'activité de notre Institut. Les travailleurs de l'Institut, guidés par les enseignements de notre Parti et du camarade Enver Hoxha, se sont attachés à traduire ces recommandations dans la vie. Ces enseignements et ces idées immortelles ont parcouru comme un fil rouge toute l'activité d'étude et de publication de notre Institut.

Par les soins directs de notre Parti et du camarade Enver Hoxha, le volume et la qualité des études et des publications de l'Institut ont progressé d'année en année, ses secteurs se sont renforcés et spécialisés, divers centres d'étude ont été créés dans des domaines particuliers, comme les domaines sociologique et économique, dans celui de l'édification du Parti, etc. Les tâches toujours croissantes de l'Institut ont été réalisées grâce au perfectionnement de sa structure, à l'accroissement du nombre des travailleurs scientifiques, mais avant tout grâce à l'élévation continue de leur niveau de qualification et de spécialisation. Actuellement notre Institut possède dans divers secteurs ses cadres spécialisés munis de grades et de titres scientifiques.

La préparation et la publication de l'Histoire du Parti du Travail d'Albanie et de la Lutte antifasciste de libération nationale occupent la place principale dans l'activité de l'Institut. En outre, des études ont été menées sur divers problèmes sociaux de caractère philosophique et sociologique, de la politique économique du Parti, de l'histoire du mouvement marxiste-léniniste et de la lutte contre les divers courants du révisionnisme moderne.

Les thèmes des études effectuées dans ces domaines ont été définis suivant les orientations du Parti, les directives de ses congrès et de ses plénums, les tâches et les problèmes actuels qu'ont fait surgir la vie et le développement de la construction du socialisme. Les thèmes ont été variés, complexes, actuels et envisagés dans la perspective; ils ont été utiles au travail du Parti.

Les études importantes et d'un niveau scientifique appréciable comme *«La structure sociale de classe de notre pays», «La psychologie sociale de la propriété et du travail», «La place et le rôle de la jeunesse dans la phase actuelle», «Sur l'édification complète de la société socialiste», «Le développement du mouvement marxiste-léniniste mondial dans les années 1960-1980»,* l'étude *complexe «Sur le révisionnisme chinois»,* etc., etc., auxquelles se sont attachés les travailleurs scientifiques de l'Institut, souvent en collaboration avec d'autres institutions scientifiques du pays, avec les comités du Parti, les organes du pouvoir et les organisations de masse au centre et dans les districts, constituent seulement une partie de la contribution considérable qu'a apportée l'Institut des Etudes marxistes-léninistes au domaine des sciences politiques et sociales ainsi qu'à la pratique de l'édification socialiste.

Les développements et les progrès réalisés dans le domaine des sciences sociales ainsi que les résultats que nous y avons obtenus sont liés directement au développement de la pensée théorique marxiste-léniniste de notre Parti au cours du processus de la grande lutte de l'édification du socialisme et de la défense de la patrie, dans les conditions de l'encerclement impérialiste-révisionniste, d'un dur combat avec l'idéologie et la politique contre-révolutionnaires de la bourgeoisie mondiale et des divers courants du révisionnisme moderne, soviétique, chinois, yougoslave, eurocommuniste. La pensée théorique marxiste-léniniste de notre Parti reflétée dans ses documents importants et dans les oeuvres du camarade Enver Hoxha a constitué la base théorique et fondamentale d'études plus approfondies sur les problèmes sociaux. Elle a contribué à conférer à nos sciences sociales un niveau qualitatif élevé.

La préparation et l'organisation de conférences et de sessions scientifiques à l'échelle nationale en collaboration avec les autres institutions scientifiques du pays, avec les instances et les comités du Parti, sont un témoignage des succès importants obtenus dans le travail d'étude de notre Institut. Telles ont été la première et la seconde conférence des études sociales (1969, 1972); «La conférence nationale des Etudes sur la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais» (novembre 1974); «La Conférence nationale sur les problèmes de la Constitution de la RPSA»; Les sessions scientifiques sur la lutte de classes (juillet 1977); la session scientifique sur les problèmes de l'évolution mondiale actuelle (octobre 1978); la conférence «Le révisionnisme soviétique et la lutte du PTA pour sa dénonciation» (novembre 1980); les sessions commémoratives consacrées à K. Marx et J. Staline, la conférence scientifique sur des problèmes du développement de l'économie au cours du 7^{e} quinquennat (avril 1983). L'Institut a collaboré aussi à l'organisation de la Conférence scientifique consacrée à la pensée théorique marxiste-léniniste du PTA et du camarade Enver Hoxha, et, dernièrement, de la Conférence nationale consacrée à l'OEuvre immortelle du camarade Enver Hoxha (octobre 1985), etc.

Ces conférences et sessions scientifiques ont synthétisé la riche expérience originale de la révolution et de l'édification socialistes du pays, elles ont servi à faire connaître plus à fond et appliquer avec esprit de suite la ligne du Parti et les enseignements lumineux du camarade Enver Hoxha. Elles ont constitué non seulement une tribune de diffusion du marxisme-léninisme et de la pensée théorique du Parti et du camarade Enver Hoxha, mais aussi des activités de valeur pratique qui ont contribué à résoudre des problèmes importants de la construction socialiste, à éduquer les masses dans un esprit communiste et à les mobiliser dans la lutte pour la construction de la société socialiste.

La préparation et la publication des documents du Parti et des œuvres du camarade Enver Hoxha constituent une tâche de grande importance politique, idéologique et scientifique dans l'activité de l'Institut. L'héritage idéologique et théorique du camarade Enver Hoxha est des plus vastes sous tous les aspects. Il rayonne dans toutes les directions de l'activité du Parti et de la vie du pays. «Sa pensée marxiste, a souligné le camarade Ramiz Alia, a pris place comme une pierre angulaire dans les questions de philosophie et de politique, d'idéologie et d'économie, de culture et d'arts, dans les questions militaires et internationales».

Grâce au travail très attentif des secteurs d'édition de l'Institut, on a préparé et envoyé sous presse 7 volumes des «Documents principaux du PTA», on a préparé et publié la série des œuvres du camarade Enver Hoxha riches jusqu'à présent de 48 volumes, qui comprennent des matériaux datant depuis la fondation du Parti jusqu'à 1972, on a préparé et publié la série de 10 volumes des «Rapports et Discours». La préparation et la publication des oeuvres théoriques imposantes du camarade Enver Hoxha, comme «L'Impérialisme et la Révolution», «L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme», ««L'autogestion» yougoslave, théorie et pratique capitalistes», constituent une précieuse contribution de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes. La publication des ouvrages de souvenirs et de notes historiques, comme «Les Khrouchtchéviens», «Réflexions sur la Chine», «Les Titistes», «Les Menées anglo-américaines en Albanie», «Quand naquit le Parti», «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle», etc., qui constituent une contribution de valeur incalculable dans le patrimoine du marxisme-léninisme, sur les problèmes de la stratégie et de la tactique révolutionnaires, revêt aussi une importance particulière. La publication des documents du Parti et des œuvres du camarade Enver Hoxha a aidé les gens de chez nous à mieux connaître la pensée théorique et la riche expérience de notre Parti pour s'armer de ses enseignements et de ceux du camarade Enver Hoxha, être orientés correctement dans la prise des décisions et réaliser les tâches sur tous les fronts de l'édification socialiste.

Parmi les activités de l'Institut concernant l'œuvre grandiose du camarade Enver Hoxha, on peut citer aussi la publication des Journaux politiques sur des Questions internationales, beaucoup de publications thématiques ainsi que la publication en langues étrangères des œuvres choisies du camarade Enver Hoxha qui ont fait connaître l'Institut des Etudes marxistes-léninistes à l'étranger également.

L'oeuvre théorique du camarade Enver Hoxha, ses analyses politiques approfondies des problèmes de l'évolution mondiale, de la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, des problèmes de la stratégie et de la tactique du mouvement révolutionnaire marxiste-léniniste, ont eu un grand écho et ont été hautement appréciées dans les larges couches démocratiques, progressistes et révolutionnaires de par le monde.

Des institutions de recherche, diverses bibliothèques, des personnalités de la science et de la culture, des sympathisants et des travailleurs à l'étranger envoient a notre Institut des demandes sans nombre témoignant de leur désir de connaître et d'étudier le trésor théorique du camarade Enver Hoxha. Beaucoup de partis marxistes-léninistes et maisons d'édition démocratiques et progressistes ont pris l'initiative de traduire et de publier en diverses langues les œuvres choisies et des oeuvres particulières du camarade Enver Hoxha.

Le riche bilan des publications de l'Institut comprend aussi la publication des rapports et des discours principaux des congrès du Parti, les œuvres choisies des camarades Hysni Kapo et Gogo Nushi ainsi que beaucoup de discours du camarade Ramiz Alia en albanais et en langues étrangères. Dans la vaste activité d'édition de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes, la publication, à partir de 1981 et par décision du Secrétariat du Comité central du PTA, de la revue «Etudes politiques et sociales», revêt une importance particulière; elle a servi de tribune de propagation de notre pensée scientifique dans le domaine des sciences politiques et sociales. A travers les articles publiés dans ses pages, les lecteurs, les cadres, les communistes et les travailleurs de ces disciplines ont pris connaissance des meilleurs résultats des études de notre Institut, des principales institutions d'étude et d'enseignement de la capitale, des organisations centrales de masse ainsi que des meilleures études effectuées par les comités du Parti des divers districts du pays. La revue a été bien accueillie par les lecteurs et elle a occupé la place qui lui revient parmi les organes théoriques les plus importants de la presse de notre Parti. L'activité scientifique riche et variée de l'Institut des études marxistes-léninistes a servi â mettre en relief et à propager les valeurs du trésor théorique du PTA dans le développement créateur de la doctrine marxiste-léniniste. La pensée théorique du Parti et du camarade Enver Hoxha sont et seront toujours une arme puissante pour tremper les communistes et les cadres, la classe ouvrière et l'intelligentsia ainsi que tous les travailleurs de notre pays selon une conception de classe, révolutionnaire et marxiste-léniniste du monde, et pour les mobiliser dans le travail pour l'édification du socialisme et la défense de la patrie.

Outre l'activité d'étude et de publication, l'Institut des études marxistes-léninistes s'est efforcé aussi de mener à bien la tâche qui lui a été assignée par le Comité central du Parti pour coordonner le travail d'étude sur les problèmes sociaux à travers les institutions et les instances centrales et apporter sa contribution au travail d'étude des comités du Parti et des organisations du Parti à la base. Il a renforcé sa collaboration avec l'Académie des sciences, avec l'Ecole supérieure du Parti «V. I. Lénine». avec l'Université de Tirana «Enver Hoxha», l'Institut des études économiques, la Commission du Plan d'Etat, l'Académie militaire et d'autres départements. Cette

collaboration a contribué à faire en sorte que les études sur les sciences sociales servent le mieux possible le travail du Parti et les exigences de l'édification socialiste et stimulent encore plus la participation des cadres et des spécialistes à un vaste travail d'étude. A l'avenir également, l'Institut considérera comme l'une de ses tâches principales de conférer au travail d'étude un caractère de masse, de développer partout la pensée créatrice, de mettre en action et d'utiliser efficacement la pensée scientifique innovatrice dans tous les domaines de l'activité sociale, car tout cela constitue une réserve colossale qui donne une impulsion à l'activité scientifique et la porte â un plus haut degré.

Les études, comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha, sont une méthode de direction scientifique, elles fournissent au Parti, aux organisations et à ses leviers des données exactes, elles l'aident à prendre des décisions et à formuler des directives. L'appui sur des analyses et des études toujours plus approfondies et plus complètes contribue directement à élever le niveau de travail du Parti et de ses leviers pour mieux connaître les phénomènes et les problèmes ainsi que pour les résoudre. «Notre travail dans tous les domaines de l'activité sociale et étatique, politique et économique, culturelle ou militaire, a souligné le camarade Ramiz Alia, doit s'appuyer toujours plus sur des études plus sérieuses, plus profondes et plus complètes... Comme dans tout autre domaine, dans le domaine des études sociales également on demande avant tout la qualité, l'augmentation des exigences requérant à son tour des études à un niveau idéologique et scientifique plus élevé. C'est pour cela que nous devons combattre partout l'esprit de suffisance, combattre pour que chaque travail accompli soit qualifié et utile. L'utilité de chaque travail se mesure et doit se mesurer aux résultats concrets obtenus. Même la science qui est née de la pratique sociale, n'a de valeur que lorsqu'elle sert à la connaissance à fond, au développement et à la transformation de cette dernière».

Ces tâches constituent un impératif légitime de notre développement socialiste. Notre époque demande des études d'une haute qualité et d'un niveau idéologique et scientifique élevé. C'est pourquoi nous devons, dans notre travail de recherche, comme dans tous les domaines de la créativité, intensifier la lutte contre l'esprit d'autosatisfaction, de tolérance de la médiocrité de façon que les études répondent aux exigences élevées du Parti dans toutes les directions de son activité. Les études sociales doivent aider directement le Parti, les organes étatiques et économiques, les organisations de masse à résoudre les problèmes qui se posent devant eux. Pour répondre à cette exigence, nous avons pour devoir de combattre le formalisme et le traitement livresque des problèmes. Les études sociales doivent être liées à la vie, à la lutte menée par le Parti et les masses travailleuses pour l'édification et la défense du socialisme. Elles doivent synthétiser la nouvelle expérience de l'édification socialiste, mettre en relief les tendances du développement, les jeunes pousses qui appartiennent à l'avenir, et contribuer à faire que les phénomènes avancés et les nouvelles initiatives se transforment en normes et exigences pour toute notre société. La connaissance approfondie de la vie, de notre réalité socialiste, de l'activité révolutionnaire des masses travailleuses guidées par le Parti ainsi que la détermination des problèmes qui doivent devenir un objet d'étude demeurent pour nous une tâche importante. Notre société socialiste avance, se développe continûment, les problèmes à résoudre deviennent plus difficiles, plus compliquées, leur étude et leur synthèse demandent le renforcement de la coordination et de la coopération entre les institutions et les divers organismes de recherche, l'organisation d'études complexes interdisciplinaires servant à résoudre les tâches importantes, les problèmes-clés de l'édification socialiste pour le présent et l'avenir. Dans ce sens, notre Institut doit jouer le rôle dont l'a chargé le Parti. L'étude et la synthèse de la pensée théorique marxiste-léniniste du Parti et du camarade Enver Hoxha, leur contribution remarquable au développement et à l'enrichissement de la théorie marxiste-léniniste sur les questions de la révolution, de l'édification socialiste et du mouvement communiste mondial constitueront dans l'avenir également une direction très importante de l'activité de l'Institut.

Nos sciences sociales se sont développées sur une voie juste et elles ont enregistré des succès remarquables parce qu'elles sont toujours guidées par la conception du monde et la méthodologie marxistes-léninistes, par les enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha. Elles constituent un trésor intarissable de savoir et d'enseignements pour le Parti et pour tous nos travailleurs et manuels et intellectuels. Nos travailleurs scientifiques ont tenu et tiendront toujours compte du caractère révolutionnaire de la théorie marxiste-léniniste qui se développe et s'enrichit sans cesse, qui est appliquée dans diverses conditions concrètes et répond aux problèmes et aux situations que posent l'évolution et notre progrès social. Il est de notre devoir, du devoir de tous les travailleurs scientifiques d'appliquer â fond la philosophie marxiste-léniniste, les enseignements du Parti, la pensée théorique du camarade Enver Hoxha comme une condition fondamentale pour assurer un niveau idéologique et scientifique élevé de toutes nos études. Nous répondrons de toutes nos forces intellectuelles et créatrices à ces hautes demandes du Parti pour apprécier et élever à un plus haut degré l'activité scientifique et divulgatrice, la développer sur des bases saines pour qu'elle serve le mieux possible la réalisation des tâches de l'édification socialiste du pays.

Vive le Parti du Travail d'Albanie et son Comité central avec à sa tête le camarade Ramiz Alia! Gloire au marxisme-léninisme!

Publié d'après le n° 10/1986 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales»

III. Etudes et articles

Pr. Arben Puto — A propos de la reconnaissance du Mouvement de libération nationale pendant la guerre et du gouvernement démocratique d'Albanie après la Libération

La reconnaissance du Mouvement de libération nationale pendant la guerre et du Gouvernement démocratique d'Albanie après la Libération est au nombre des problèmes fondamentaux que notre Parti a eu à résoudre dans sa politique étrangère. Ce n'est qu'en suivant ce problème d'étape à étape et en l'envisageant sous ses divers aspects que nous arriverons à en brosser un tableau d'ensemble. Ce tableau mettra en évidence, d'une part, les tentatives et les machinations de toutes sortes de nos ennemis en vue de saper notre Mouvement de libération nationale et de soumettre notre pouvoir populaire, et, d'autre part, la grande fermeté et la clairvoyance politique de notre Parti et du camarade Enver Hoxha dans leur lutte pour défendre les conquêtes de la révolution populaire et atteindre aussi tous ses objectifs dans le domaine de la politique étrangère.

I

L'occupation de l'Albanie par l'Italie fasciste, en avril 1939, engendra pour notre pays un grand danger: son avenir en tant qu'Etat indépendant était remis en question.

Dans le domaine des relations extérieures, notre Parti a eu le mérite historique d'avoir su, en profitant des conditions favorables créées par le couronnement de la Lutte antifasciste de libération nationale et la libération du pays, tirer profit également de la situation internationale pour faire reconnaître l'indépendance de l'Albanie dans l'arène internationale. Notre Parti organisa la grande lutte de libération nationale de notre peuple, il lui fit une place dans la coalition victorieuse des pays antifascistes et l'Albanie sortit de la Seconde Guerre mondiale comme un Etat vainqueur. Cela ne manqua pas de consolider les positions internationales du nouvel Etat albanais. L'importance de cet événement devait ressortir clairement â la fin de la guerre, au moment où les milieux chauvins des pays voisins du nôtre se souviendraient de leurs anciens plans de démembrement ou d'annexion du territoire albanais sur la base de leurs prétentions absurdes selon lesquelles le peuple albanais s'était rallié aux puissances de l'Axe et que l'Albanie était un pays «vaincu».

Face au fait que le peuple albanais avait résisté aux occupants étrangers de son pays, les trois principales puissances de la coalition antifasciste, l'Union soviétique, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, firent chacune, en décembre 1942, une déclaration spéciale où elles exprimaient leur voeu de «voir à nouveau l'Albanie indépendante à la fin de la guerre». En effet, ces trois puissances s'engagèrent des lors officiellement et solennellement à ne pas reconnaître l'occupation de l'Albanie par l'Italie fasciste.

Il est notoire que, bien qu'ayant été d'accord sur leurs déclarations de décembre 1942, les trois grandes puissances de la coalition antifasciste ne tendaient pas au même but en ce qui concerne l'Albanie. Cela ressort clairement du texte des déclarations, car, alors que le gouvernement soviétique se prononçait sans aucune réserve pour le rétablissement de l'indépendance de l'Albanie, les gouvernements américain et anglais y mettaient des conditions et notamment une éventuelle révision des frontières de l'Albanie à la Conférence de la Paix qui se réunirait une fois la guerre finie.

Quoi qu'il en soit, le camarade Enver Hoxha a souligné l'importance des déclarations de ces trois gouvernements en les considérant comme un «... reconnaissance de la lutte et des droits de notre peuple»[1], comme un «... grand soutien moral et politique à la lutte de notre peuple...»[2].

A cet égard, le problème que nous examinons est intéressant également sous un de ses aspects, celui de la reconnaissance par les Alliés des organes dirigeants du Mouvement de libération nationale albanais en tant que seuls organes représentatifs de notre peuple dans sa lutte contre le joug fasciste. Mais les déclarations de décembre 1942 ne faisaient pas mention de cette reconnaissance.

Et pourtant, ce problème se posait pratiquement, en tant que conséquence logique de ces déclarations mêmes, de leur reconnaissance de la lutte du peuple albanais. En fait, peu de temps après, les Alliés cherchèrent à prendre contact avec la Résistance en Albanie. Les premiers à entreprendre cette démarche furent les Anglais, qui, au printemps 1943, envoyèrent chez nous les «premiers officiers de liaison» (BLO) avec à leur tête le major Mc Lean.

Dans son livre de souvenirs «Les Menées anglo-américaines en Albanie»[3], le camarade Enver Hoxha a évoqué en détail la manière dont ces agents de l'impérialisme britannique prirent pied sur le sol albanais, il a mis en lumière leurs visées immédiates et à long terme. Ils venaient sûrement chez nous pour recruter les lanciers du Bengale, ils s'attendaient à trouver des bandes de rebelles désorganisés qui obéiraient sans tarder à leurs ordres. Ce fut donc pour eux et le gouvernement britannique une surprise de trouver en Albanie un mouvement assis sur de solides fondements organisationnels. En septembre 1942, la Conférence de Peza avait jeté les premiers fondements du pouvoir nouveau, démocratique et populaire, alors qu'au printemps 1943, ce processus avait

avancé et s'était étendu à de vastes zones du pays. Considéré non seulement comme une lutte armée antifasciste, mais aussi comme un système d'organes du pouvoir nouveau, le Mouvement de libération nationale était le seul représentant de la volonté du peuple albanais dès cette étape quasi initiale.

C'est donc à cette réalité que se heurtèrent les envoyés de l'impérialisme britannique dès leur arrivée en Albanie en avril 1943. Dès lors fut posée la question des rapports entre les Alliés et le nouveau pouvoir dans le pays. C'est à cela que remonte, quant au fond, le début de la question de sa reconnaissance. C'est pourquoi le camarade Enver Hoxha dut intervenir pour demander que les premiers officiers anglais devant venir en Albanie fussent munis de mandats officiels dûment certifiés par l'organisme qui les avait envoyés, en l'occurrence, le quartier général des forces alliées en Méditerranée. Ce n'est donc qu'à cette condition qu'ils furent admis en tant que missions auprès du Conseil général de libération nationale.[4] En fait, ils y furent accrédités et ce fut là un acte officiel, mais les Anglais ne l'interprétèrent jamais dans le sens de la reconnaissance officielle des organes dirigeants de notre Mouvement de libération nationale. Ce n'était pas sans dessein qu'ils répétaient constamment que leurs missions avaient un caractère militaire et non politique.

Les raisons pour lesquelles les impérialistes britanniques et, à leur suite, les impérialistes américains n'avaient pas la moindre intention d'établir des rapports officiels réguliers avec le Mouvement de libération nationale, ni de le reconnaître comme le seul représentant du peuple albanais, sont évidentes.

Le redressement de l'Etat indépendant albanais après la guerre figurait certes dans le programme des alliés anglo-américains dans le cadre général des Balkans, mais, dans leurs plans, l'Etat albanais ainsi remis sur pied devait dépendre d'eux et être intégré dans leur zone d'influence. C'est pourquoi ils devaient compter avant tout sur les forces réactionnaires du pays y compris les éléments traîtres compromis par leur collaboration avec les forces nazies-fascistes. De plus, c'était là la tâche principale, bien que secrète, de leurs missions en Albanie au cours de la guerre. Ainsi, bien qu'ayant envoyé ces missions auprès du Mouvement de libération nationale, les alliés occidentaux en avaient détaché d'autres auprès des organisations traîtresses du «Balli Kombëtar» et du «Legaliteti», voire auprès de divers bayraktars du Nord de l'Albanie.

Le cours des événements en Albanie pendant l'année 1944 entraîna certains changements qualitatifs sur le plan tant militaire que politique. Le Mouvement de libération nationale était désormais bel et bien non pas le facteur principal mais l'unique facteur de la lutte armée contre l'occupant. En dépit des tentatives des Anglo-Américains pour les lancer dans quelques «actions» purement symboliques et leur coller une étiquette antifasciste, les organisations du «Balli Kombëtar» et du «Legaliteti,» s'enlisèrent toujours plus profondément dans le bourbier de la trahison et furent anéanties dans le feu de la Lutte de libération nationale.

D'autre part, la convocation du Congrès de Permet, en mai 1944, constitua un grand événement politique. Ce congrès adopta une série de décisions importantes. Il interdit le retour de Zogu en Albanie, à quoi les Anglo-Américains s'employaient conjointement à l'époque, en se livrant à des menées ouvertes ou secrètes. Il qualifia d'illégale la formation de tout «gouvernement en exil» compte tenu des projets envisagés à cette fin par Londres. En outre, il marqua une nouvelle étape, plus avancée, de l'organisation et de la consolidation du nouveau pouvoir issu de la Lutte de libération nationale. Il créa les organes supérieurs de ce pouvoir, à savoir le Conseil antifasciste de libération nationale «en tant que corps législatif et exécutif suprême» et le Comité antifasciste de libération nationale doté «des attributs d'un gouvernement provisoire».[5]

Cette évolution de la situation en Albanie ne pouvait ne pas se répercuter sur les relations du Mouvement de libération nationale avec les puissances alliées. En fait, dans son rapport présenté à ce congrès, le camarade Enver Hoxha souleva cette question au niveau et sous la forme que requérait la situation. Dans le domaine des relations extérieures, il fixa ainsi pour tâche au Comité antifasciste de libération nationale d'exiger, primo, que la lutte du peuple albanais «soit reconnue comme il se doit et soutenue davantage» et secundo, que soit attaché à l'Etat-major de l'Armée de libération nationale «un représentant accrédité par le Haut commandement allié» et dont relèverait toutes les missions étrangères en Albanie, alors qu'«aucune mission anglaise ne devait rester auprès des traîtres».[6] Un autre moment important du rapport du camarade Enver Hoxha fut la demande de voir aussi «attacher à l'Etat-major général de l'Armée de libération nationale des missions militaires américaines et des représentants de l'Union soviétique».[7]

Ainsi formulée, cette demande visait la reconnaissance par les puissances alliées des organes dirigeants du Mouvement de libération nationale au titre de nouveau pouvoir en Albanie, seul capable de représenter la volonté du peuple albanais.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne firent clairement comprendre, même après la tenue du Congrès de Permet, qu'ils se refusaient à admettre la réalité albanaise telle qu'elle était. Quelques jours à peine après ce congrès, les officiers anglais, inquiets, rapportaient à leur centre que les partisans, conscients de leur pouvoir, avaient déjà élu leurs gouvernants».[8]

Le gouvernement anglais s'était dès le début opposé à l'idée de la convocation du Congrès de Permet, et, par la suite, il déclina l'invitation à y envoyer un représentant officiel. Il s'obstina à observer cette attitude en refusant la demande formulée par le congrès de procéder à un échange de représentants militaires officiels entre le Mouvement de libération nationale albanais et le quartier général allié en Méditerranée.[9]

Mais les Anglais et leurs partenaires américains allaient être obligés de céder devant la force des choses. Au lendemain du Congrès de Permet, notre Armée de libération nationale franchit le Shkumbin et déclencha des opérations de grande envergure pour libérer les régions septentrionales du pays. La guerre populaire balayait ainsi, en même temps que l'occupant étranger, les dernières bandes de ballistes et surtout celles du «Legaliteti».

Comme on le sait, ce fut là l'origine de l'ultimatum de triste mémoire du général Wilson, commandant allié en Méditerranée. C'était la dernière tentative désespérée pour faire retourner en arrière le cours des événements en Albanie. Mais la Présidence du Conseil général de libération nationale répondit, selon l'expression du camarade Enver Hoxha, à cet ultimatum par un ultimatum[10] en demandant au quartier général allié en Méditerranée de cesser toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Albanie et de retirer au plus tôt ses officiers détachés auprès des organisations de traîtres.[11]

Cela peut paraître paradoxal, mais le fait est que précisément au moment où ces frictions avaient atteint leur paroxysme, se manifestèrent les premiers signes de ce que le camarade Enver Hoxha a qualifié de «retraite tactique» de la part du quartier général allié en Méditerranée. Il s'agit surtout des pourparlers du Bari (juillet-août 1944) entre les représentants de l'Etat-major de l'Armée de libération nationale et ceux du quartier général allié en Méditerranée. Ce fait atteste un stade plus avancé dans la reconnaissance du Mouvement de libération nationale non seulement sur le plan militaire mais encore sur le plan politique.

La mission dont fut chargée la délégation de notre Etat-major qui se rendit à Bari, revêtait un caractère certes militaire, mais aussi politique. On ne peut prétendre que tous les problèmes furent résolus au cours des pourparlers de Bari et s'ils ne le furent pas c'est à cause de l'attitude négative des Alliés. Mais il est hors de doute que ceux-ci furent contraints de faire des concessions. Il importe avant tout de souligner que ces pourparlers ne se déroulèrent pas suivant leur projet qui envisageait aussi la présence des représentants du «Legaliteti». A cette proposition, qui visait clairement à mettre cette organisation de traîtres sur un pied d'égalité avec le Mouvement de libération nationale, le camarade Enver Hoxha répondit qu'«il refuserait catégoriquement de participer à ces pourparlers.»[12] Après quoi, l'invitation que notre Etat-major reçut du quartier général allié en Méditerranée à envoyer une délégation à Bari ne faisait nullement mention de cette condition.[13]

Le fait que les pourparlers de Bari non seulement eurent lieu mais qu'ils s'achevèrent par la conclusion d'un accord officiel, fut d'une encore plus grande importance. Cet accord revêtait une signification politique, indépendamment des intentions des Alliés, qui évitèrent d'aborder les «grands» problèmes politiques. Ils acceptèrent de prendre certains engagements concernant uniquement «les fournitures par mer et par les airs» (qui malgré tout furent toujours insuffisants). Qui plus est, la demande écrite présentée par notre délégation de «reconnaissance du Comité antifasciste de libération nationale comme gouvernement provisoire tant que durerait la guerre» fut rejetée par «le Commandant suprême allié en Méditerranée»[14]. Les Alliés furent pourtant obligés d'accepter notre proposition de détacher auprès du quartier général allié à Bari une délégation permanente de l'Etat-major de l'ALNA.[15]

C'était sans nul doute un recul de la part des Anglo-Américains. Mais cela «ne devait mettre en sommeil»[16] notre Parti ni alors, ni plus tard. L'obstination des Alliés à refuser de reconnaître le Comité antifasciste de libération nationale voulait dire qu'ils chercheraient toujours à trouver un contrepoids au MLN. Et, en fait, leurs missions restèrent auprès d'Abaz Kupi et des bayraktars du Nord jusqu'au moment où elles s'en allèrent sans gloire après la liquidation des débris des organisations de traîtres par les forces des partisans. Les plans du quartier général allié en Méditerranée pour établir une tête de pont en Albanie en y débarquant leurs troupes sous prétexte de poursuivre les forces allemandes, ne connurent pas un meilleur sort. Le camarade Enver Hoxha a qualifié leurs «trois tentatives de débarquements» de «trois échecs»[17]. En octobre et novembre, les «alliés» virent clairement que la question de savoir «qui l'emporterait» était tranchée définitivement en faveur du MLN, la seule force de la Résistance albanaise au cours de la Seconde Guerre mondiale.

II

La période consécutive au Congrès de Permet fut dense d'événements d'une importance déterminante. Ce fut en même temps une période d'épreuve pour les décisions historiques prises par ce congrès. Et l'épreuve fut surmontée avec un plein succès grâce à la grande fermeté, à la clairvoyance et à la maturité politique de notre Parti. Les conditions furent ainsi réunies pour passer à une autre étape importante, à la réunion de Berat. Rassemblé dans cette ville du 20 au 23 octobre 1944, le Conseil antifasciste de libération nationale conclut que les conditions requises pour «la constitution du Comité antifasciste de libération nationale d'Albanie en Gouvernement démocratique d'Albanie» avaient été réunies.[18]

Il va sans dire qu'une fois le Comité antifasciste investi des attributs d'un gouvernement, sa reconnaissance prenait un nouvel aspect, car il s'agissait maintenant de reconnaître non pas des organes dirigeants provisoires exerçant leur pouvoir pendant la guerre, mais un gouvernement qui contrôlait la quasi-totalité du pays et qui le représenterait de la manière la plus complète et exclusive dans ses relations extérieures également.

Le camarade Enver Hoxha fit ressortir ce nouvel élément de la question de la reconnaissance du Gouvernement démocratique d'Albanie dans le rapport qu'il présenta le 20 octobre 1944 au Conseil général antifasciste, ce qui fut ensuite inclus dans le programme de ce gouvernement approuvé le 23 octobre. Dans la partie consacrée à la politique étrangère, il était souligné: «Le Gouvernement démocratique d'Albanie demandera à ses grands Alliés, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique, ainsi qu'à tous les membres du bloc antifasciste, de le reconnaître en tant qu'unique gouvernement de l'Albanie»[19]. Le camarade Enver Hoxha a évoqué également cette question dans son livre *Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle.* Il y explique pourquoi soulever cette question quelques mois auparavant, au Congrès de Permet, n'aurait pas été «opportun du point de vue tactique», alors que maintenant la constitution du Comité antifasciste en Gouvernement démocratique reflétait un bond qualitatif en avant dans l'évolution de notre Lutte de libération nationale et les Etats-Unis et l'Angleterre ne pourraient donc plus éluder la question de la reconnaissance de ce gouvernement.[20]

Sur la base des décisions prises à Bérat, le Gouvernement démocratique d'Albanie formula officiellement une demande de reconnaissance que le camarade Enver Hoxha, son chef, envoya sous forme de note aux chefs des gouvernements des trois grandes puissances, Staline, Churchill et Roosevelt, le 21 décembre 1944, c'est-à-dire après l'installation du nouveau gouvernement albanais dans la capitale à peine libérée. Dans cette note, publiée dans le journal «Bashkimi» au début de janvier 1945[21], il était dit «Aujourd'hui que l'Albanie est libérée, son Gouvernement démocratique est le seul à représenter son pays à l'échelle nationale comme à l'étranger. Personne en Albanie, pas plus qu'à l'étranger, ne peut contester l'existence de notre gouvernement dont l'autorité s'étend actuellement à toutes les régions du pays et au peuple albanais tout entier».[22] C'est sur cette base qu'était exprimée «la volonté du peuple albanais» de faire reconnaître son Gouvernement démocratique par les trois puissances alliées et de les voir établir avec lui des relations diplomatiques».[23]

C'est justement la note du 21 décembre 1944 qui constitue la démarche diplomatique qui permit de poser cette question sous sa forme la plus complète, celle de la reconnaissance du Gouvernement démocratique albanais. Il serait opportun d'éclairer ici un aspect particulier du problème: il s'agissait bien de la reconnaissance de ce gouvernement et non de l'Etat albanais. Cela est parfaitement compréhensible. Ce n'était pas la première fois que l'Albanie apparaissait comme un Etat indépendant, comme un sujet à part, dans les relations internationales. L'Etat albanais était né depuis la proclamation de son indépendance en 1912, et que, par décision de la Conférence des Ambassadeurs de 1913, les grandes puissances elles-mêmes de l'époque avaient reconnu son indépendance. Au cours de la Seconde Guerre mondiale (tout comme pendant la Première), l'Etat albanais avait connu dans son existence une interruption provisoire du fait de son occupation par l'Italie fasciste et l'Allemagne hitlérienne. Les déclarations faites en décembre 1942 par les trois grandes puissances de la coalition antifasciste équivalaient à une réaffirmation de l'indépendance de l'Albanie. Cela explique pourquoi, à la libération du pays en 1944, la question de la reconnaissance de l'Etat albanais ne se posait plus.

Partant de là, le Gouvernement démocratique d'Albanie demandait, dans sa note du 21 décembre 1944, à être reconnu en tant que nouveau gouvernement. Notre Parti apprécia à sa juste valeur l'importance de cette question qu'il considérait comme une condition de l'affirmation de l'Albanie nouvelle dans l'arène internationale avec tous les droits qui lui revenaient. C'est pour cette raison qu'il fit de cette question un des principaux points de son programme de politique étrangère après la Libération. On peut même dire que cette question domina pour un certain temps toutes les relations extérieures du nouvel Etat albanais, démocratique et populaire, notamment dans la première phase de son existence. Cela s'explique par le fait qu'elle ne fut pas résolue immédiatement, comme l'exigeaient la réalité albanaise et la logique des choses. Elle se heurta à l'opposition, au début masquée puis toujours plus ouverte, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

Il n'est pas superflu de rappeler que le cas de notre Gouvernement démocratique était différent de celui des pays voisins du nôtre, la Yougoslavie et la Grèce, qui, à part les gouvernements issus de la guerre, avaient des gouvernements «en exil» à Londres ou ailleurs. Les tentatives dans ce sens se soldèrent en Albanie par un échec, et ni dans le pays, ni à l'étranger il ne se forma un gouvernement qui s'opposât au Gouvernement démocratique. Malgré tout, les gouvernements anglais et américain firent l'impossible pour l'empêcher d'être reconnu. Leur but était le même: utiliser la question de la reconnaissance du Gouvernement démocratique d'Albanie pour arracher des concessions politiques au pouvoir nouvellement instauré dans le pays. La diplomatie britannique (qui avait toujours l'initiative dans le traitement des questions relatives aux Balkans et à l'Albanie en particulier) se mit en mouvement au lendemain de la Réunion de Berat avant même d'avoir reçu la note officielle du Gouvernement démocratique d'Albanie demandant sa reconnaissance. Ainsi, au début de novembre, l'ambassade britannique à Washington envoya au Département d'Etat américain un mémorandum spécial dans lequel, après avoir souligné

qu'à Berat avait été formé le «premier Gouvernement démocratique albanais» qui demanderait à être reconnu par les puissances alliées, elle concluait que le gouvernement britannique n'avait pas l'intention de le reconnaître, en prétextant «l'actuelle situation confuse en Albanie». Ce mémorandum invitait enfin le gouvernement américain à partager la position du gouvernement britannique.[24]

Des documents du Foreign Office il ressort que la même démarche fut entreprise auprès du gouvernement soviétique en alléguant «la situation encore confuse en Albanie».[25] Alors que le gouvernement soviétique réservait sa réponse, le gouvernement américain avait depuis longtemps défini son attitude franchement négative à cet égard. Témoin, entre autres, certaines «études» entreprises en 1944 par le Département d'Etat américain sur l'évolution de la situation en Albanie. Elles contenaient quelques projets et les «solutions» que les fonctionnaires du Département d'Etat américain proposaient d'apporter à la question albanaise dans ses aspects les plus divers. Non contents d'exclure la reconnaissance totale du gouvernement issu de notre Lutte de libération nationale, les auteurs de ces «études» envisageaient, comme une des variantes les plus possibles, de maintenir au pouvoir le gouvernement quisling formé à l'époque de l'occupation allemande, mais en procédant certes à une certaine greffe.[26] Cette question ne surprenait pas trop la diplomatie américaine, et le Département d'Etat ne tarda pas à répondre au Foreign Office que «toute demande de reconnaissance du Gouvernement provisoire formé à Berat serait rejetée».[27]

Bien que dans les coulisses les impérialistes anglo-américains eussent pris toutes sortes de mesures pour créer un bloc uni qui s'opposât à la reconnaissance du Gouvernement démocratique d'Albanie, ils étaient obligés de traiter plus avant, plus concrètement et publiquement cette question. Ils avaient maintenant à faire face à la démarche officielle du nouveau gouvernement albanais (note du 21 décembre 1944) et devaient y répondre.

Ils proposèrent donc de remplacer leurs missions du temps de guerre par d'autres missions, qui auraient pour tâche d'étudier la situation dans le pays avant de prendre la décision de reconnaître le Gouvernement démocratique d'Albanie. Ainsi, en janvier 1945, le maréchal Alexander, commandant en chef des forces alliées en Méditerranée, envoya une lettre au camarade Enver Hoxha où, après lui avoir annoncé le retrait de «la mission alliée d'opération» et de «ses sous-missions», qui avaient «dès lors accompli leur tâche», souhaitait que «les contacts soient maintenus avec l'Etat-major albanais» (souligné par A.P.) à travers «une mission militaire anglaise» dirigée par le général Hodgson et comprenant un grand nombre d'officiers et un personnel d'«assistance» technique considérable. En «contrepartie», le maréchal acceptait qu'une mission militaire albanaise (celle qui se trouvait à Bari) restât en Italie, mais officiellement accréditée auprès de lui.[28]

Loin d'être dupe des visées camouflées de cette proposition, notre Etat-major répondit en demandant le maintien de la situation antérieure, c'est-à-dire que l'ancienne mission alliée (composée en fait d'officiers anglais) restât en place jusqu'à la reconnaissance du Gouvernement démocratique. A cette occasion, exprimant son étonnement, il demandait pourquoi une mission militaire anglaise devait rester en Albanie, alors que le pays était tout à fait libéré.[29]

Les Anglais réitérèrent leur demande sous forme d'ultimatum ou presque en déclarant que «le Gouvernement britannique ne pouvait reconnaître aucun gouvernement en Albanie tant que l'a situation intérieure n'y aura pas été stabilisée» et que le refus de recevoir la nouvelle mission britannique «retarderait certainement la reconnaissance» du Gouvernement démocratique.[30] La tâche de cette mission devait être définie plus tard par Eden, ministre des Affaires étrangères, dans une déclaration faite à la Chambre des Communes. En opposition flagrante avec les faits réels, il reprit la thèse selon laquelle «la situation en Albanie n'était pas assez claire pour justifier la reconnaissance de l'administration actuelle» et que, par conséquent, la mission militaire anglaise se rendrait bientôt en Albanie «pour maintenir au courant le gouvernement britannique».[31]

Notre Parti y vit une nouvelle manifestation du cours interventionniste que l'impérialisme britannique poursuivait à rencontre de l'Albanie nouvelle, socialiste. Parlant de cette mission pendant les travaux du I^{er} Congrès du Parti, le camarade Enver Hoxha souligna que de cette nouvelle mission qui, «en principe, devait l'informer sur la situation en Albanie» avant de reconnaître notre gouvernement, le gouvernement britannique se proposait en réalité de s'en servir comme d'une avant-garde pour une intervention armée de grande envergure.[32] Toutefois, la situation à l'époque demandant que la question de la reconnaissance fût débloquée, notre gouvernement consentit à recevoir la nouvelle mission anglaise afin de ne fournir au gouvernement britannique aucun prétexte lui permettant de faire traîner en longueur cette question. La mission anglaise conduite par le général Hodgson arriva à Tirana la dernière semaine du mois de mars et, juste à ce moment-là, dans la capitale et partout dans le pays éclatèrent de grandes manifestations au cours desquelles était réclamée la reconnaissance immédiate de notre gouvernement par les trois puissances.»[33]

Le gouvernement américain demanda, lui aussi, la même chose à notre gouvernement. C'est précisément vers la fin du mois de mars que le camarade Enver Hoxha reçut un mémorandum spécial du Département d'Etat (par le biais du conseiller politique américain auprès du quartier général allié établi à Caserte, en Italie). Washington avait accordé sa réponse avec celle de Londres: le gouvernement américain jugeait raisonnable de ne pas

«soulever pour le moment, le problème de la reconnaissance de n'importe quel gouvernement en Albanie», il demandait «au préalable», d'être d'abord informé sur la situation dans le pays et sur «le caractère représentatif des autorités existantes». A cette fin, il souhaitait envoyer dans notre pays une mission non pas militaire (et cela à la différence du gouvernement britannique), mais civile[34].

En dépit des réserves qu'il avait dès le début et pour les mêmes raisons qui déterminèrent son attitude envers la demande de Londres, notre gouvernement accepta la proposition du Département d'Etat américain, mais ne manqua pas de souligner expressément dans sa réponse qu'il ne considérait ce geste que comme une mesure pouvant «faciliter sa reconnaissance».[35] La mission américaine conduite par J. E. Jacobs, diplomate de carrière, qui avait pour second H. Fultz, ancien agent des Etats-Unis en Albanie, arriva à Tirana au début du mois de mai.[36]

Le cadre de l'écho éveillé chez les trois grandes puissances par la note envoyée le 21 décembre 1944 par notre gouvernement, fut complété par la première réponse officielle que donna le gouvernement soviétique vers la mi-avril et où il se déclarait «prêt à envoyer une mission militaire avec le consentement du gouvernement albanais»[37]. Cette mission arriva à Tirana le 1er juin.[38]

On peut affirmer que l'envoi de ces missions spéciales (de caractère militaire ou civil) constituait un nouvel échelon gravi dans le processus de la reconnaissance du gouvernement albanais du moment qu'elles étaient accréditées auprès de celui-ci dans l'intention de maintenir les contacts et d'entretenir avec lui des rapports d'une autre nature que ceux du temps de la guerre, d'une nature, donc, purement politique. Mais cela n'équivalait pas à une reconnaissance complète et définitive de notre gouvernement, à l'établissement de relations diplomatiques normales.

Lorsqu'on évoque l'envoi de ces missions, il est nécessaire de faire ici aussi la différence entre l'attitude du gouvernement soviétique et celle des gouvernements britannique et américain. Tout comme dans le cas des déclarations de décembre 1942 (voire dans toute la politique qu'ils avaient suivie pendant la guerre envers les mouvements de libération nationale), ces gouvernements poursuivaient des buts différents. La décision du gouvernement soviétique d'envoyer, lui aussi, une mission militaire à Tirana s'explique par son engagement de coordonner, dans des cas pareils, son attitude avec celle des deux autres puissances alliées. En fait, les trois grands Alliés avaient signé à Yalta, en février 1945, une «Déclaration sur l'Europe libérée» aux termes de laquelle ils devaient s'entendre pour définir une ligne commune à suivre à l'égard des gouvernements nouvellement formés dans les pays européens libérés. Ils devaient donc se consulter en ce qui concernait aussi la reconnaissance du gouvernement albanais.

Tenant précisément compte aussi d'un fait aussi notoire que la nécessité de consultations tripartites pour décider de la reconnaissance des gouvernements nouvellement constitués dans l'Europe libérée, le camarade Enver Hoxha profita de la réunion de la Conférence de Potsdam pour envoyer, vers la fin de juillet 1945, à Staline, Churchill et Truman un message où il exprimait l'espoir du peuple albanais de voir leurs gouvernements prendre rapidement une décision favorable à la reconnaissance de son Gouvernement démocratique.[39]

III

Plusieurs mois passèrent après l'arrivée des missions «alliées» et malgré tout la question de la reconnaissance du Gouvernement démocratique d'Albanie en était toujours à un point mort. Pendant ce temps, les missions anglaise et américaine ne restèrent pas les bras croisés. Au contraire, elles spéculaient sur «la nécessité de s'informer» pour chercher des failles dans le Front de libération nationale, miner ainsi l'unité du peuple albanais et affaiblir les positions de son Gouvernement démocratique. Dans son livre *Les Menées anglo-américaines en Albanie,* le camarade Enver Hoxha a décrit en détail les entretiens et les conversations qu'il eut avec les représentants des Anglo-Américains et surtout avec le général Hodgson. Il y montre clairement que leur but était de créer une opposition politique capable de remettre en question les acquis de notre Lutte de libération nationale et d'aboutir ainsi à une sorte de «pluralisme politique», ce qui signifierait partager le pouvoir avec les forces réactionnaires avant l'organisation des élections à l'Assemblée constituante.[40]

Quoi qu'il en fût, en dépit des tactiques obstructionnistes suivies par les Anglo-Américains, un tournant important s'opéra dans la question de la reconnaissance du Gouvernement démocratique en novembre 1945.

Jusqu'à cette date, seule la Yougoslavie avait reconnu le gouvernement démocratique albanais, et cela depuis le 30 avril 1945[41]. Grâce à quoi, les deux pays purent établir des relations diplomatiques normales. A première vue, ce fait s'inscrivait dans la logique des choses et devait couronner une collaboration longue de quatre ans entre nos peuples et nos partis dans la lutte antifasciste commune. Mais le camarade Enver Hoxha, dans son livre Les Titistes, démontre que cette reconnaissance et, en général, le «soutien» que Belgrade apportait aux droits de l'Albanie aux diverses instances internationales, d'après-guerre, cachait le projet de faire de l'Albanie une septième république de la Yougoslavie.[42] «Si Tito et consorts, écrit le camarade Enver Hoxha, reconnurent de jure l'Albanie c'était pour l'annexer de facto.[43] Considérée à la lumière de ces faits, cette reconnaissance n'avait ni

ne pouvait avoir la valeur et l'importance escomptées. Au contraire, elle était l'expression d'une politique grosse de dangers pour l'indépendance du pays.

Le tournant opéré au mois de novembre est dû à l'initiative prise par la diplomatie soviétique. Ainsi, le 10 novembre, à travers sa mission militaire à Tirana, le gouvernement soviétique envoya à notre gouvernement une note lui signifiant sa reconnaissance complète et de jure et exprimant le souhait de procéder à un échange de représentants diplomatiques entre les deux pays.[44] Le même jour, le Conseil des ministres se réunit en une séance exceptionnelle pour saluer la décision du gouvernement soviétique et approuver la note de réponse de notre gouvernement soulignant sa volonté d'établir des relations diplomatiques normales avec l'Union soviétique.[45] Peu de temps après, en décembre, les deux pays échangèrent leurs représentants diplomatiques au niveau des ministres plénipotentiaires.

Pendant les deux premières semaines du mois de novembre 1945, notre gouvernement fut reconnu aussi par un certain nombre de gouvernements des pays d'Europe orientale libérés du joug nazi, comme la Pologne (le 4 novembre)[46], la Bulgarie (le 12 novembre)[47] et la Tchécoslovaquie (le 16 novembre).[48]

La reconnaissance de notre gouvernement par le gouvernement soviétique fit considérablement pencher la balance en sa faveur et ses positions internationales se consolidèrent sensiblement. Témoin encore la décision prise en décembre par le gouvernement français de reconnaître le gouvernement albanais, à la suite de quoi les deux pays échangèrent des représentants diplomatiques.[49] Cette démarche du gouvernement français, qui, à la différence des gouvernements britannique et américain, reconnut notre gouvernement, à l'époque, sans mettre de conditions, s'explique aussi par le fait que la France venait à peine de se libérer de l'occupation nazie et que ses milieux dirigeants se trouvaient encore sous la forte influence des forces les plus progressistes de la Résistance, ce qui ne pouvait pas ne pas se refléter aussi dans sa politique étrangère.

En novembre et même avant, la question fut soulevée avec une nouvelle insistance devant les gouvernements britannique et américain que l'évolution de la situation en Albanie mettait toujours plus en mauvaise posture. Leur marge de manoeuvre, qui leur permettait de tergiverser, se rétrécissait toujours plus et ils se voyaient obligés de prendre une décision dans ce sens. Les rapports confidentiels que leur envoyaient leurs missions étaient loin d'être encourageants; ils relataient la consolidation incessante du pouvoir nouveau, le vaste appui dont il jouissait parmi les masses populaires, la capacité du Gouvernement démocratique de résoudre les tâches qui se posaient dans le pays ainsi que de tenir ses engagements internationaux.[50] Dans un de ses commentaires sur la situation en Albanie, Jacobs, chef de la mission américaine, indiquait que l'on ne pouvait attendre, que tout retard dans la reconnaissance du gouvernement albanais ne pouvait qu'être préjudiciable, qu'il fallait se hâter de gagner la sympathie du peuple albanais et ne pas laisser le gouvernement albanais «glisser dans l'orbite soviétique.»[51] C'est donc là un fait très significatif. Ce qui obligeait les Anglo-Américains à bouger, c'est que le pays se trouvait à la veille des élections à l'Assemblée constituante. La loi électorale avait été promulguée et le jour des élections fixé le 2 décembre.

D'autre part, les mêmes documents du Département d'Etat américain publiés après la guerre mettent en évidence deux éléments. Premièrement, Londres et Washington ont toujours été en contact et échangé des idées à propos de cette question; ces consultations ont eu pour objet la définition de certaines conditions qu'il fallait poser au gouvernement albanais avant sa reconnaissance par les gouvernements des puissances alliées. A bien examiner ces menées en coulisse, il apparaît qu'une de ces conditions, sur lesquelles insistait le gouvernement britannique, était la réserve formulée au sujet de la frontière sud, que Londres cherchait à inclure dans l'acte de reconnaissance du gouvernement albanais en tenant compte de la «sensibilité» du gouvernement grec et de ses revendications territoriales concernant l'Albanie du sud.[52]

Deuxièmement, Londres et Washington firent quelques démarches auprès du gouvernement soviétique conformément à la «Déclaration sur l'Europe libérée». Mais c'était juste pour la forme. Leurs démarches n'avaient d'autre but que d'informer le gouvernement soviétique sur les conclusions tirées par les gouvernements britannique et américain, qui traitaient «de plus près» la question albanaise.

Les documents relatifs aux consultations anglo-américaines montrent que les deux parties aboutirent à un accord sur une démarche commune à suivre par les gouvernements de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de l'Union soviétique en vue de la reconnaissance du gouvernement albanais. Il y était question aussi de la date de la remise des notes afférentes qui fut fixée au 10 novembre.

Ainsi, le 10 novembre précisément, le camarade Enver Hoxha reçut tour à tour le chef de la mission soviétique, le chef de la mission anglaise Hodgson, et le chef adjoint de la mission américaine Fultz. Le premier lui remit la note de son gouvernement concernant la reconnaissance du Gouvernement démocratique. Le second s'attarda à des «explications» et lui dit que le texte de la note du Département d'Etat ne lui était pas encore parvenu à cause d'un retard dans la transmission, mais qu'il jugeait nécessaire d'en mettre préalablement au courant le gouvernement albanais[53]. Il remit sa note deux jours plus tard, le 12 novembre[54].

Les notes des gouvernements anglais et américain témoignent d'une attitude équivoque: elles traitaient longuement de la question de la reconnaissance du Gouvernement démocratique d'Albanie, mais n'avançaient rien de concret dans ce sens et mettaient à cette reconnaissance plusieurs conditions préalables.

Quelles étaient ces conditions? Les deux notes en question avaient un point cardinal en commun; elles soulevaient la question des élections qui devaient avoir lieu le 2 décembre 1945 et demandaient à ce sujet que notre gouvernement offrît des garanties sur «le libre déroulement de ces élections» et permît aux correspondants étrangers de se rendre en Albanie pour assister à la campagne électorale et aux élections mêmes.[55]

La note du Département d'Etat américain allait plus loin. Elle demandait en plus que notre gouvernement reconnût que «les traités et les accords conclus entre l'Albanie et les Etats-Unis, en vigueur jusqu'au 7 avril 1939, fussent tenus pour valides»[56]. De surcroît, quelques jours plus tard, le 17 novembre, les Américains revenaient à cette question en envoyant une autre note spéciale par laquelle Fultz annonçait à notre gouvernement qu'il avait reçu des instructions l'habilitant à apporter certaines modifications à la note précédente afin de faciliter la prise d'une décision par le gouvernement albanais et d'accélérer ainsi l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. Dans la note du 17 novembre il était demandé au gouvernement albanais de souscrire au «principe consacré du droit international selon lequel les traités conclus par les gouvernements précédents d'un pays gardent leur validité pour les gouvernements qui leur succèdent[57].

De cette façon, on passait de la question concrète et particulière des traités conclus entre les deux parties avant la guerre, sur un plan de principe général et l'on posait au Gouvernement démocratique d'Albanie la condition de reconnaître a priori, comme une norme du droit international, la continuité de la validité des traités en question, indépendamment de tout changement gouvernemental.

Cette manière de poser le problème, loin d'éclaircir, assombrissait encore les perspectives de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. En fait, il s'agissait ici d'une interprétation tout à fait unilatérale, anachronique, pouvant convenir à la doctrine juridique «classique» bourgeoise, mais qui ne tenait compte ni des phénomènes nouvellement apparus dans la vie internationale, ni des développements dans le domaine du droit international.

Assurément, il en était de même dans le cas du Gouvernement démocratique d'Albanie, qui était un gouvernement issu de la guerre et de la révolution. Il représentait un Etat albanais tout à fait nouveau, qui, non seulement n'avait aucun lien constitutionnel avec le passé, mais en était au contraire la négation directe et marquait par son existence même un tournant dans l'histoire de l'Albanie. Aussi était-il absolument injustifié, voire absurde, faire retomber sur le nouvel Etat albanais, sur le nouveau gouvernement d'Albanie, la charge d'obligations internationales contractées par les régimes antérieurs. Il était donc évident que le Département d'Etat américain cherchait, sous le couvert du «respect des principes consacrés du droit international», à saper une des décisions principales du Congrès de Permet, qui avait déclaré nuls et non avenus tous les accords désavantageux et asservissants que les régimes antipopulaires du passé avaient conclus avec d'autres Etats, c'est-à-dire tous les accords incompatibles avec la souveraineté du peuple albanais. A ce propos, la décision adoptée le 26 mai 1944 par le Congrès de Permet était sans équivoque: elle exigeait la révision de tous les accords conclus avec d'autres Etats, la rupture des liens politiques et économiques noués par le régime de Zogu et préjudiciables au peuple albanais, ainsi que leur remplacement par de nouveaux accords[58].

Ainsi se trouve re-confirmé, comme nous l'avons indiqué plus haut, que les gouvernements britannique et américain, bien qu'obligés de battre parfois en retraite, cherchaient à ôter à leur démarche tout contenu réel. A ce propos, le camarade Enver Hoxha indiquait au I^{er} Congrès du Parti: «Cette demi-reconnaissance fut une manoeuvre politique visant à créer un sentiment d'insécurité dans le peuple à la veille des élections, afin que notre Front n'obtienne pas la majorité des voix aux élections, ce qui aurait permis [aux Anglo-Américains] de se livrer à de nouvelles pressions et ingérences contre notre pouvoir populaire.»[59]

Il faut toutefois reconnaître que la situation à affronter au lendemain de la Libération était assez compliquée et délicate du point de vue de la politique étrangère. Après la Seconde Guerre mondiale, notre pays était confronté à des problèmes d'une extrême importance, notamment dans la défense de certains droits et intérêts fondamentaux à l'échelle internationale. Il fallait empêcher les gouvernements britannique et américain de tramer de nouvelles intrigues au détriment de l'indépendance et de l'intégrité de l'Albanie nouvelle, socialiste. La diplomatie du nouvel Etat albanais, jeune encore, car elle ne datait que de la période de la guerre, prenait maintenant une nouvelle dimension, elle devait se montrer à la hauteur des tâches multiples et ardues qui lui incombaient dans le domaine des relations extérieures. C'est maintenant que commençait l'activité diplomatique albanaise dans le vrai sens du terme. Notre Parti et notre nouveau pouvoir surmontèrent cette épreuve aussi avec succès.

En témoigne également la manière dont notre gouvernement traita la question de sa reconnaissance face aux démarches précitées des gouvernements britannique et américain. Il se montra prêt à faire des efforts, comme

l'exigeait la situation d'alors, pour faciliter l'établissement de relations avec les deux grandes puissances alliées du temps de la guerre, mais en même temps il était décidé à résister à n'importe quelle pression et à déjouer toute tentative pour lui arracher des concessions politiques de principe.

Le camarade Enver Hoxha définit l'attitude de notre Parti sur ses points essentiels dans son entretien avec Hodgson et Fultz, entretien qu'il a longuement évoqué dans son livre Les Menées anglo-américaines en Albanie.[60] On y distingue deux aspects d'une même politique cohérente: d'une part, la volonté d'aplanir tous les obstacles dressés dans la voie de l'établissement de relations diplomatiques (obstacles dressés artificiellement du fait de l'attitude même des deux gouvernements «alliés»); d'autre part, la ferme résolution de barrer la voie à toute ingérence étrangère, surtout dans la perspective des prochaines élections du 2 décembre.

Les idées principales énoncées par le camarade Enver Hoxha furent reproduites par la suite dans deux documents officiels, les notes particulières envoyées aux gouvernements britannique et américain. Il y était souligné avec force que les élections du 2 décembre se dérouleraient conformément à la loi promulguée à cette fin, c'est-à-dire sans l'ingérence d'aucun facteur extérieur, indépendamment donc de la reconnaissance ou non du gouvernement albanais par les gouvernements britannique et américain.[61] Quant aux correspondants étrangers, les notes du gouvernement albanais signifiaient qu'il serait permis non seulement aux correspondants occidentaux mais aussi à ceux de l'Est d'assister aux élections et qu'«ils ne seraient pas empêchés» d'exercer leur activité habituelle, conforme aux normes de leur profession.[62]

La condition mise par le Département d'Etat américain au sujet du «statut des accords internationaux conclus par les gouvernements précédents» ne pouvait ne pas faire l'objet d'une attention particulière, aussi notre gouvernement laissait-il entendre que les décisions du Congrès de Permet étaient irrévocables et qu'aucun retour en arrière n'était possible. Toutefois, s'en tenant rigoureusement à l'esprit de ces décisions, le gouvernement albanais se montrait disponible à discuter de cette question après l'établissement de relations diplomatiques avec le gouvernement des Etats-Unis en examinant un à un et concrètement les accords antérieurs et en les jugeant d'après leur contenu.[63]

Quelques jours après ces négociations et après l'échange des notes respectives, des réponses et des répliques, le 2 décembre 1945 eurent lieu les élections à l'Assemblée constituante, qui se traduisirent par une victoire écrasante du Front et une défaite totale des débris des forces réactionnaires dans le pays. Elles portèrent aussi un coup rude à la réaction extérieure. On peut affirmer que les résultats des élections du 2 décembre surprirent Londres et Washington. On doit citer aussi comme un grand événement la réunion, en janvier 1946, de l'Assemblée constituante qui proclama la République populaire et forma le nouveau gouvernement présidé par le camarade Enver Hoxha au lieu et à la place du gouvernement provisoire issu de la Réunion de Bérat.

En février 1946, le gouvernement britannique fit savoir, par le biais de sa mission militaire à Tirana, qu'après les élections du 2 décembre et les décisions de l'Assemblée constituante il se départait de sa réserve et se déclarait prêt à établir des relations diplomatiques normales avec le nouveau gouvernement albanais. Il désigna même son ministre à Tirana et les deux parties entrèrent en contact pour installer leurs représentations dans chaque capitale.[64]

Or, peu de jours après, le gouvernement britannique fit de nouveau marche arrière. Mécontente de la dénonciation et de l'échec des menées hostiles des groupes agissant sous diverses étiquettes à l'instigation des missions anglo-américaines, Londres fit encore le silence sur la question pendant quelques semaines. Puis, vers la fin mars, elle envoya une note à notre gouvernement dans laquelle elle soulevait certaines questions «sans le règlement desquelles, ajoutait-elle sur son ton habituel, elle ne pouvait procéder à l'échange des représentants diplomatiques».[65] Il s'agissait de certains sujets de «mécontentement», dont le principal concernait «l'attitude inamicale du gouvernement albanais envers la mission militaire anglaise» qui s'était soi-disant vu refuser «beaucoup de facilités normalement accordées aux missions étrangères par les pays européens».[66]

Il n'était pas difficile de comprendre que ces notions du «droit international des nations civilisées» cachaient l'irritation des gouvernants anglais face à la dénonciation courageuse des agissements compromettants des membres de la mission anglaise par nos organes compétents. Les procès judiciaires qui avaient lieu en ce temps-là chez nous avaient mis au jour de nombreux faits de cette nature. Aussi la nouvelle démarche des Anglais sollicitant «des garanties supplémentaires du respect des privilèges et des immunités diplomatiques» de ses représentants[67] ne pouvait-elle être interprétée que comme une tentative pour «donner une leçon» à notre gouvernement dans le but évident de l'amener à renoncer à sa ligne indépendante et de principe et à ouvrir la voie aux ingérences anglo-américaines dans nos affaires intérieures.

Dans sa réponse du 28 mars 1946, notre gouvernement démontrait qu'aucune des questions soulevées à nouveau par le gouvernement britannique ne constituait un véritable motif pour ajourner l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays.[68]

En excluant tout traitement préférentiel des représentants d'une grande puissance, notre gouvernement donnait une nouvelle preuve de son intransigeance de principe, et cela n'était certes pas pour plaire au gouvernement britannique. En réalité, il y a là les premiers signes de l'«attitude ferme» que Londres devait adopter envers le gouvernement albanais. Au début d'avril 1946, elle décida de retirer sa mission militaire d'Albanie.

Au mois d'avril, un autre échange de notes entre les deux gouvernements parut dégager en quelque sorte la perspective de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. Le 18 mai, l'ambassade britannique à Belgrade envoya à la légation albanaise dans cette capitale une note de son gouvernement par laquelle elle lui faisait savoir que le ministre plénipotentiaire britannique Thomas Cecil Rapp partirait immédiatement pour l'Albanie pour y assumer ses fonctions. Mais ce ne fut là qu'une nouvelle manoeuvre, une occasion de plus pour le gouvernement britannique de se livrer à des pressions. Pas plus de vingt minutes après la remise de la note, l'ambassade britannique envoya quelqu'un la retirer.[69]

Pour justifier cet acte aussi arbitraire que grossier, le gouvernement britannique prétexta l'incident qui s'était produit deux jours auparavant, le 15 mai, et où deux bâtiments de guerre anglais avaient été endommagés à proximité de notre côte au large de Saranda. Ce jour-là, nos batteries côtières, exerçant leur droit légitime de surveillance dans la situation de l'époque (caractérisée par les provocations réitérées des forces grecques à nos frontières terrestre et maritime au Sud), tirèrent des coups de semonce en direction des deux bâtiments de guerre qui s'étaient approchés de notre côte sans battre aucun pavillon.[70] Londres avait enfin trouvé un prétexte très grossier pour bloquer définitivement l'établissement de relations diplomatiques normales avec le nouveau gouvernement albanais.

La question de l'établissement de relations diplomatiques avec le gouvernement des Etats-Unis connut le même sort. De janvier à novembre 1946, les deux parties eurent des pourparlers et échangèrent notes et mémorandums, dont le thème principal fut toujours la question de «la validité des traités internationaux» conclus avant la guerre. Un simple regard jeté en passant sur ces traités montre que dans ce cas le Département d'Etat partait moins de leur importance en soi que de son souci de faire fléchir notre gouvernement et de lui dicter sa volonté de grande puissance. Face aux démarches successives de la partie américaine de janvier à août, notre gouvernement réaffirma sa position dans une lettre du camarade Enver Hoxha à la mission américaine en date du 13 août 1946.[71] Il y était indiqué dès le début que la plupart des traités conclus par l'ancien Etat albanais avaient été imposés au peuple albanais, et cela au détriment de sa souveraineté; aux termes de ces traités, le peuple albanais était considéré comme un peuple colonisé ou semi-colonisé. De ce point de vue, les traités bipartites (y compris ceux qui avaient été conclus avec les Etats-Unis) «nécessitaient certaines corrections dans l'intérêt de l'établissement de relations progressistes et démocratiques entre les Etats dans les conditions internationales nouvellement créées à l'issue de la Seconde Guerre mondiale»[72]. Aussi notre gouvernement renouvelait-il une fois de plus sa proposition de revoir ces traités dans cette optique après l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays.[73]

Le Département d'Etat ne jugea même pas nécessaire de répondre à notre note du 13 août. Irrité par la position résolue de notre gouvernement sur la question de sa reconnaissance, il suivit l'exemple du Foreign Office, adoptant une «attitude ferme» et des mesures manifestement hostiles à l'Albanie. Pour commencer, Jacobs, chef de la mission américaine, quitta le pays au début d'octobre pour des «consultations»[74]. Cet acte préluda au suivant, celui du Département d'Etat, qui fit savoir, le 5 novembre 1946, qu'il retirait sa mission d'Albanie en alléguant que le gouvernement albanais «n'avait pas donné une réponse satisfaisante à son offre de reconnaissance de novembre 1945».[75]

Dans le même esprit, le gouvernement américain donna une autre preuve de son arrogance et de sa brutalité en demandant qu'il fût permis à deux de ses bâtiments de guerre de mouiller à Durrës... pour réembarquer les membres de sa mission avec leurs bagages.[76] C'était là presque une démonstration de force, aussi notre ministère des Affaires étrangères réagit sur-le-champ en rejetant cette demande injustifiable et en exprimant son étonnement[77] Le personnel de la mission américaine gagna naturellement ses bâtiments de guerre, mais ceux-ci furent obligés de rester au large, à la limite des eaux territoriales albanaises; ce sont donc nos propres moyens de navigation qui l'y conduisirent.[78]

Le 14 novembre 1956, l'Agence télégraphique albanaise annonçait le départ de la mission américaine d'Albanie.[79] C'est ainsi que fut clos le chapitre de la guerre diplomatique menée pendant près de deux ans sur la reconnaissance du nouveau gouvernement albanais. La question de la reconnaissance de notre gouvernement a été un des aspects (bien que le plus important) de l'attitude profondément hostile de deux puissances impérialistes, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, envers l'Albanie nouvelle, Leurs agissements réactionnaires anti-albanais se déployèrent dans plusieurs directions et revêtirent diverses formes, depuis les menées subversives et de complot pour renverser notre pouvoir populaire de l'intérieur jusqu'aux tentatives systématiques pour boycotter notre jeune Etat dans l'arène internationale et nier au peuple albanais certains droits fondamentaux qui lui appartenaient depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Néanmoins, l'attitude conséquente et de principe de notre Parti, sa ferme détermination de conférer un nouveau contenu réel à l'indépendance de l'Etat albanais et à la souveraineté de son peuple ne tardèrent pas à porter leurs fruits. En dépit des menées de la réaction et de l'impérialisme anglo-américain, les positions de notre gouvernement, loin de s'affaiblir, ne cessèrent de se consolider. Le projet anglo-américain de mettre en quarantaine le gouvernement albanais dans les relations internationales se solda pour ses auteurs par un honteux échec. En 1947, 1948 et 1949, un grand nombre de gouvernements, et non seulement des pays socialistes d'alors, mais aussi de pays capitalistes, reconnurent le gouvernement albanais et établirent avec lui des relations diplomatiques normales.

Par la suite, dans les années 50, 60 et 70, d'autres gouvernements étrangers le reconnurent à leur tour. Actuellement le gouvernement de la RPS d'Albanie entretient des relations normales avec une centaine d'autres gouvernements, avec lesquels il a procédé également à un échange de représentants diplomatiques. Ce fait dissipe le moindre doute quant à la solution définitive du problème de la reconnaissance de notre gouvernement après la Libération. Le refus des gouvernements américain et britannique de le reconnaître n'affecte nullement la position désormais consolidée qu'occupe notre gouvernement dans l'arène internationale. On peut même affirmer que depuis longtemps l'initiative est passée, à cet égard, aux mains de la RPS d'Albanie. Partant de considérations de principe, notre Parti exclut la possibilité de l'établissement de relations avec les Etats-Unis d'Amérique, cette superpuissance impérialiste qui assume le rôle de gendarme international et présente un grand danger pour l'indépendance des peuples et la paix dans le monde.

Bien des années plus tard, au début des années 60, l'Union soviétique social-impérialiste se lança elle aussi dans la campagne orchestrée pour isoler l'Albanie socialiste de la communauté internationale. C'était là une expression du cours révisionniste sanctionné au XX^{e} Congrès du PCUS. La direction khrouchtchévienne décida de «punir» notre Parti pour avoir dénoncé avec courage le révisionnisme moderne et elle poussa les choses jusqu'à rompre en 1961 ses relations diplomatiques avec notre gouvernement, ce qui fut un acte sans précédent dans l'histoire des rapports entre pays socialistes. Obéissant aux ordres du Kremlin, les gouvernements des autres pays révisionnistes réduisirent, qui plus qui moins, leurs relations avec notre gouvernement aussi bien dans le contenu que dans la forme, en les réduisant au minimum.

Dans leurs calculs, les révisionnistes khrouchtchéviens espéraient que notre Parti et notre Etat s'agenouilleraient, qu'ils abandonneraient leurs positions marxistes-léninistes de principe. Mais c'est le contraire qui s'est produit. La campagne anti-albanaise orchestrée par les révisionnistes soviétiques s'est soldée pour eux par une défaite totale. Partant toujours de considérations de principe, notre Parti n'envisage même pas de soulever la question du rétablissement des relations diplomatiques avec l'Union soviétique, qu'il considère à juste titre comme une superpuissance social-impérialiste qui, au même titre que l'impérialisme américain, présente le plus grand danger pour la liberté des peuples et la paix mondiale.

Aujourd'hui, la position de la RPS d'Albanie dans l'arène internationale est plus solide que jamais. Le prestige et l'autorité de notre Parti et de notre Etat ne cessent de s'accroître et leurs prises de position sur divers problèmes de la politique actuelle suscitent un toujours plus vaste écho. La force de la RPS d'Albanie dans le domaine des relations extérieures plonge ses racines dans la fidélité inébranlable aux idées immortelles du marxisme-léninisme, dans sa volonté de défendre l'indépendance du pays et ses intérêts fondamentaux, dans sa solidarité avec tous les peuples qui luttent contre l'oppression et l'exploitation.

Publié d'après le n° 9/1985 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales».

Notes :

1. Enver Hoxha, *œuvres,* 2^{e} éd. alb., t. 1, p. 269.

2. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 3, p. 2.

3. Voir surtout le chapitre II de l'ouvrage en question.

4. Voir Enver Hoxha, *Les Menées anglo-américaines en Albanie, (Souvenirs),* éd. fr., p. 34, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.

5. *Documents des organes supérieurs du pouvoir révolutionnaire de libération nationale (1942-1944),* éd. alb., dossier n° 35, pp. 142-143, Tirana, 1962.

6. Enver Hoxha, *œuvres,* 2^{e} éd. alb., t. 2, p. 317.

7. *Ibid.,* pp. 317-318.

8. *Télégramme de l'Office de Bari pour l'Albanie, daté du 6.6.1944* (Public Record Office — Foreign Office) (PRO-FO/371); file 43551, photocopies déposées aux Archives de l'Institut d'Histoire.

9. *Instruction du lieutenant colonel Palmer* datée du 13.7.1944. PRO-FO/371, file 43351.

10. Voir Enver Hoxha, *Les Menées anglo-américaines en Albanie,* (Souvenirs), p. 216.

11. Voir Enver Hoxha, *œuvres,* 2e éd. alb., t. 2, pp. 394-397.

12. C'est ce qui ressort d'un télégramme envoyé de Bari au Foreign Office, le 5.7.1944, PRO-FO/371, file 43566.

13. Message du vice-maréchal de l'air Elliot au camarade Enver Hoxha. Voir Enver Hoxha, *Les Menées anglo-américaines en Albanie (Souvenirs),* p. 296.

14. Copie des décisions prises à la réunion des représentants de l'ALNA et de ceux du quartier général allié en Méditerranée, 23.7.1944. PRO-FO/371, file 43553.

15. Voir Enver Hoxha, *Les Menées anglo-américaines en Albanie, (Souvenirs),* p. 300.

16. *Ibid.,* p. 296.

17. *Ibid.,* p. 314.

18. *Documents des organes supérieurs du pouvoir révolutionnaire de libération nationale (1942-1944),* éd. alb., dossier nr. 73, p. 273, Tirana, 1962.

19. *Ibid.,* dossier n° 77, p. 294.

20. Enver Hoxha, *Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle,* éd. fr., p. 494-495, Ed. «8 Nëntori», Tirana, 1984.

21. *Bashkimi* du 4.1.1945.

22. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 3, pp. 3-4.

23. *Ibid,* pp. 4-5.

24. Mémorandum de l'ambassade britannique à Washington, 3.11.1944, dans *Foreign Relations of the United States. Diplomatie papers Europe,* vol. 3, Albania, Washington, 1965.

25. *Relations sur l'Albanie,* 28.11.1944, PRO-FO/371, file 43356.

26. Voir l'article *«Certains projets américains»* dans la revue Nëntori, éd, alb., n° 7/1981.

27. Mémorandum au Département d'Etat américain du 21.11.1944 dans *Foreign Relations... Diplomatie papers, Europe, Ibid.*

28. *Lettre du maréchal Alexander* datée du 22.1.1945. L'original en anglais est déposé aux archives du ministère des Affaires étrangères de la RPS d'Albanie (plus loin AMAE), dossier «Documents du quartier général en Méditerranée.»

29. *AMAE-RPSA,* dossier «Négociations sur l'établissement des relations diplomatiques», sous-dossier n° 11, copie non datée.

30. Résumé de la déclaration du colonel Palmer, dans *AMAE-RPSA,* dossier «Tractations...», sous-dossier n° 11.

31. D'après le journal *Bashkimi* du 17.3.1945.

32. Voir Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. 2, p. 87, Editions «8 Nëntori», Tirana 1975.

33. Voir le journal *Bashkimi,* 22-23, 25, 27-28.3.1945.

34. Mémorandum de l'Office du conseiller politique américain à Caserte, daté du 22.3.1945, dans *AMAE-RPSA,* dossier «Documents du quartier général en Méditerranée»; sous-dossier «A propos du capitaine Thomas Stephens», publié dans *«Foreign Relations of the US Diplomatie Papers, Europe»,* vol. 4, Albania.

35. *Lettre du camarade Enver Hoxha au conseiller politique américain à Caserte,* datée du 24.3.1945.

36. D'après le journal *Bashkimi* du 9.5.1945.

37. *Bashkimi* du 17.4.1945.

38. *Bashkimi* du 2.6.1945.

39. *Bashkimi* du 26.7.1945.

40. Enver Hoxha, *Les Menées anglo-américaines en Albanie (Souvenirs),* pp. 381-387.

41. *AMAE-RPSA,* dossier «Négociations sur l'établissement des relations diplomatiques», sous-dossier n° 63. La décision yougoslave sur la reconnaissance du Gouvernement démocratique fut publiée dans la presse le 1er mai 1945.

42. Enver Hoxha, *Les Titistes (Notes historiques),* éd. fr., Tirana, 1982, Editions «8 Nëntori», pp. 234-239.

43. *Ibid.,* p. 239.

44. La note du gouvernement soviétique fut publiée dans le journal *Bashkimi* du 10.11.1945 (édition spéciale).

45. La note de réponse fut publiée dans le journal *Bashkimi* du 11.11.1945.

46. *AMAE-RPSA,* dossier «Négociations sur l'établissement des relations diplomatiques», sous-dossier n° 10.

47. D'après le journal *Bashkimi* du 7.12.1945.

48. *AMAE-RPSA,* dossier «Négociations sur l'établissement des relations diplomatiques», sous-dossier n° 6.

49. *Ibid.*

50. On peut se faire une idée à ce sujet à partir des documents publiés après la guerre par le Département d'Etat américain. Voir la correspondance du Département d'Etat avec l'ambassade des Etats-Unis à Londres en septembre et octobre 1945 dans *Foreign Relations of the USA. Diplomatie Papers, Europe,* vol. 4, Albania.

51. Rapport de l'ambassade américaine de Londres relatant les idées de Jacobs, 23.10.1945, *«FRUS, D.P. Europe»,* vol. 4, Albania.

52. Voir Mémorandum by the représentative in Albania, Jacobs, London, October 4,1945 (Jacobs a séjourné à Londres du 30 septembre au 24 octobre pour assister certes aux consultations anglo-américaines sur la question de la reconnaissance du gouvernement albanais), *«FRUS, D.P. Europe»,* vol. 4, Albania.

53. Voir le journal *Bashkimi* du 11.12.1945. Fultz avait transmis ses «explications» par télégramme au secrétaire d'Etat Byrnes le 10.11.1945. *«FRUS. D.P. Europe»,* vol. 4, Albania.

54. *AMAE-RPSA,* dossier «Négociations sur l'établissement des relations diplomatiques», sous-dossiers n° 20.

55. Note publiée dans le journal *Bashkimi* du 17.11-.1945.

56. L'original de la note américaine est déposé aux *AMAE-RPSA,* dossier «Négociations sur...», sous-dossier n° 20, publié dans *«FRUS, D.P. Europe»,* vol. 4, Albania.

57. L'original de la note de Fultz datée du 17.11.1945 est déposé aux *AMAE-RPSA,* dossier «Documents du quartier général en Méditerranée», sous-dossier «Diverses notes concernant la reconnaissance du gouvernement». Fultz avait reçu les instructions nécessaires par un télégramme du secrétaire d'Etat Byrnes le 15.11.1945, *«FRUS, D.P. Europe»,* vol. 4, Albania.

58. *Documents des organes supérieurs du pouvoir révolutionnaire de libération nationale (1942-1944),* éd. alb., dossier n° 36, p. 145, Tirana, 1962.

59. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 5, p. 481.

60. Enver Hoxha, *Les Menées anglo-américaines en Albanie (Souvenirs),* pp. 411-416.

61. *Réponse du camarade Enver Hoxha aux notes des gouvernements britannique et américain,* publiée dans le journal Bashkimi du 17.11.1945.

62. *Ibid.*

63. *Bashkimi* du 17.11.1945.

64. Lettre du général Hodgson au camarade Enver Hoxha, 10.2.1946. *AMAE-RPSA,* dossier «Documents du quartier général en Méditerranée», sous-dossier «Correspondance avec le général Hodgson».

65. Note du gouvernement britannique du 26.3.1946, dans *AMAE-RPSA,* dossier «Documents du quartier général en Méditerranée», sous-dossier «Correspondance avec le chef adjoint de la mission anglaise, le major M. Arnot».

66. *Ibid.*

67. *Ibid.*

68. Copie de la note de notre ministère des Affaires étrangères à la mission militaire anglaise, 28.3.1946, dans *AMAE-RPSA,* dossier «Documents du quartier général en Méditerranée», sous-dossier «Correspondances diverses».

69. Enver Hoxha, *œuvres,* éd, alb., t. 5, p. 482.

70. *Ibid.*

71. Lettre du camarade Enver Hoxha au chef de la mission américaine, Jacobs, datée du 13.8.1946, dans *AMAE-RPSA,* dossier «Documents du quartier général en Méditerranée», sous-dossier «Diverses notes relatives à la reconnaissance du gouvernement».

72. *Ibid.*

73. *Ibid.*

74. *AMAE-RPSA,* dossier «Documents du quartier général en Méditerranée», sous-dossier «Correspondance avec la mission américaine».

75. *Note du chef adjoint de la mission américaine Henderson* datée du 5.11.1946. Ibid.

76. *AMAE-RPSA, Ibid.*

77. *Ibid.*

78. *Ibid.*

79. *Bashkimi* du 15.11.1946.

Pr. Luan Omari — La consécration légale de la victoire de la révolution populaire

Cette année a été marquée par deux commémorations importantes dans l'histoire de notre Etat socialiste: le 40^{e} anniversaire de la proclamation de la République populaire d'Albanie et le 40^{e} anniversaire de l'approbation de sa Constitution.

Ces deux événements furent l'épilogue de tout un processus de transformations révolutionnaires, qui ont leur origine dès la création du Parti communiste d'Albanie et qui conduisirent graduellement, sous sa direction, à la libération du pays des envahisseurs nazis-fascistes, à la liquidation des forces et des positions des classes exploiteuses comme collaboratrices des envahisseurs fascistes, à la destruction de la machine étatique qui était à leur service et à l'instauration et au renforcement; continu du pouvoir populaire.

La question du pouvoir, question fondamentale de notre révolution populaire comme de toute autre révolution dans l'histoire, a été résolue dans le feu de la Lutte antifasciste de libération nationale, par la bouche du fusil suivant la plate-forme élaborée par le Parti et son dirigeant le camarade Enver Hoxha. Les décisions de la Conférence de Peza et surtout de celle de Labinot reflétaient cette combinaison organique de la lutte pour la libération nationale avec la lutte pour un nouveau pouvoir, démocratique et populaire, dont la base politique était constituée par les conseils de libération nationale. La victoire de ce pouvoir a été sanctionnée par les décisions historiques du Congrès de Permet qui marquèrent la fondation de l'Etat albanais démocratique et populaire, d'un Etat qui était à l'embryon une dictature du prolétariat; il a été consolidé et perfectionné par les décisions adoptées par la Seconde Réunion du Conseil antifasciste de libération nationale tenue à Berat en octobre 1944. Un mois plus tard, le pouvoir populaire s'étendait sur toute l'Albanie, libérée définitivement du joug des occupants nazis allemands et de la domination des gros propriétaires terriens et de la bourgeoisie. Pour le peuple albanais commença une nouvelle époque historique, l'époque du socialisme qu'il allait construire par ses propres forces, sous la direction du Parti, comme il l'avait fait au cours de la Lutte de libération nationale.

De nouvelles tâches incombaient aussi au pouvoir populaire: il devait être consolidé et perfectionné, il fallait élargir sa base sociale, démocratiser sa composition. La création même de l'Etat albanais de démocratie populaire était le résultat d'un processus irréversible. En tant qu'incarnation de la volonté du peuple, il avait un caractère définitif, mais ses organes avaient été créés durant la lutte comme des organismes provisoires, tandis que maintenant ils devaient prendre une forme définitive. Et l'essentiel c'était qu'il fallait résoudre complément et définitivement, sous la forme juridique appropriée, le problème de la forme du régime, en sanctionnant un état de choses pratiquement réalisé depuis la lutte avec la condamnation du régime de Zogu par le Congrès de Permet, avec l'interdiction de son retour en Albanie jusqu'à ce que fût résolue par le peuple lui-même la question de la forme du gouvernement, et aussi avec la création d'organes qui exerçaient de façon collégiale le pouvoir suprême d'Etat.

Grâce à l'intelligence, à la clairvoyance et à l'esprit réaliste qui l'ont caractérisé depuis sa fondation, notre Parti, au cours de la lutte, évita avec soin tout pas hâtif sur la question de la forme de l'Etat afin de ne fournir aucun prétexte à des conflits et à des scissions avec des gens ou des courants qui pouvaient avoir des opinions différentes des siennes quant au futur régime étatique en Albanie. Cela apparut dès la Conférence de Peza où, à l'initiative du Parti, fut rejetée la proposition de l'un de ses participants de «combattre pour la république démocratique» et où fut approuvé l'appel, par lequel terminait la Résolution, pour une Albanie «libre, indivisible, indépendante et démocratique», ce qui sous-entendait un régime démocratique, sur lequel étaient d'accord tous les délégués, même les zoguistes qui se posaient en défenseurs de la démocratie. Ainsi, la plate-forme proposée par le Parti communiste d'Albanie était claire dans sa revendication d'un régime démocratique, mais en même temps assez élastique pour ne pas créer des divergences ouvertes sur le contenu de ce régime, qui était conçu différemment par les divers courants. Le développement de la Lutte de libération nationale confirma la justesse de cette prise de position du Parti.

Maintenant, après la Libération complète du pays, comme cela avait été décidé au cours de la lutte, la parole revenait au peuple, qui déciderait à travers l'Assemblée constituante la forme de gouvernement du nouvel Etat albanais et son organisation constitutionnelle.

Indépendamment du fait que la lutte armée avait résolu la question du pouvoir en faveur de la classe ouvrière et des masses travailleuses, la consécration légale de cette victoire historique n'était pas une simple formalité. Au contraire, elle sous-entendait la continuation de la lutte, sous de nouvelles formes, contre les forces intérieures et extérieures qui s'évertuaient à empêcher la marche en avant de la révolution, pour faire ensuite tourner à rebours la roue de l'histoire. Ces forces étaient les classes exploiteuses qui ne pouvaient pas se résigner à la défaite qu'elles avaient subie dans la Lutte antifasciste de libération nationale, les alliés américains et anglais d'hier qui désormais montraient toujours plus ouvertement leur hostilité à l'égard du nouveau régime, démocratique et populaire ainsi que les divers éléments antiparti qui, camouflés encore dans les rangs du Parti et encouragés par les émissaires yougoslaves, complotaient contre le PCA et son dirigeant, le camarade Enver Hoxha.

Conscient de ces obstacles, le Parti définit comme tâche primordiale dans la série des tâches qui se posaient devant lui, la sauvegarde et la consolidation du pouvoir populaire. «Après chaque guerre ou révolution, lit-on dans une circulaire du CC du PCA de décembre 1944, la question la plus importante et la plus ardue est celle de la prise et du maintien du pouvoir. Pour nous, et pour notre Parti également, la question capitale est celle du pouvoir. Aussi notre objectif essentiel aujourd'hui est-il... de le consolider et de marcher avec lui de victoire en victoire, de réforme en réforme.»[1]

La question du pouvoir était la clé qui servirait à résoudre les tâches urgentes comme la défense du pays contre les impérialistes américains et anglais et leurs satellites en barrant la voie à toute tentative d'intervention politique et économique de leur part, la suppression des débris du fascisme, ce qui signifiait aussi la liquidation de toutes les conséquences politiques, juridiques et idéologiques de l'occupation fasciste, l'organisation et le perfectionnement de l'appareil d'Etat sur la base des conseils de libération nationale, le développement de la révolution dans son processus ininterrompu, et signifiait aussi l'achèvement des réformes démocratiques et sociales de caractère démocratique, combinées avec des réformes plus radicales de caractère socialiste.

Afin de réaliser ces objectifs, la Présidence du Conseil antifasciste de libération nationale approuva, après la Libération, une série de lois de caractère politique, économique et social, présentées par le gouvernement. Une mesure très importante visant à limiter la propriété privée des principaux moyens de production ainsi qu'à préparer les conditions de leur transformation en propriété d'Etat fut la loi de décembre 1944 promulguée par la Présidence du Conseil antifasciste de libération nationale, en vertu de laquelle toutes les industries et les sociétés albanaises seraient mises sous le contrôle de l'Etat. Ce même mois, il fut décidé de suspendre l'exportation des métaux précieux, des productions du sol et des produits fabriqués, autrement dit d'importantes restrictions furent imposées au commerce privé pour éviter les spéculations au détriment du redressement de l'économie nationale, tandis qu'une autre loi décidait la confiscation des biens des émigrés politiques. Grâce à cette mesure, des biens considérables devenaient propriété d'Etat parce que les émigrés politiques comptaient parmi eux de nombreux gros propriétaires terriens et représentants de la grande bourgeoisie du pays. L'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre, la confiscation des biens des collaborateurs de l'ennemi tués durant la guerre et la mise du commerce intérieur privé sous le contrôle de l'Etat constituaient de nouveaux coups portés aux positions des classes exploiteuses.

C'étaient là des mesures de caractère révolutionnaire, basées sur les enseignements du marxisme-léninisme selon lesquels «Le prolétariat se sert de sa domination politique pour arracher petit à petit tout le capital des mains de la bourgeoisie, pour centraliser tous les moyens de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en tant que classe dominante, et pour accroître les forces productives le plus vite possible».[2]

En janvier 1945 la Présidence du CALN décida de confisquer tous les biens des Etats ou contrôlés par les Etats italien et allemand se trouvant en Albanie ainsi que les richesses et les concessions des diverses sociétés italiennes qui déployaient leur activité dans notre pays. La Banque nationale d'Albanie fut également nationalisée.

L'importance pratique de l'expropriation des biens de l'Italie et de l'Allemagne devient plus évidente si l'on tient compte du fait que, suivant certaines données, en 1938 le capital étranger contrôlant 75,6 pour cent de l'industrie et le capital mixte (étranger et national) 22,6 pour cent, mais il s'entend que dans ce cas-là également les étrangers maintenaient des positions clés et seulement 1,8 pour cent appartenait à la bourgeoisie nationale. Le secteur d'Etat, créé essentiellement sur la base de ces expropriations, fournissait- en 1946, 84 pour cent de la production industrielle globale[3].

Il faut souligner que les impôts extraordinaires et les confiscations, bien qu'étant par la forme des mesures démocratiques adoptées dans le cadre de la lutte contre le fascisme et contre ceux qui en avaient profité, étaient par le contenu des mesures de caractère socialiste qui exproprièrent et liquidèrent la portion la plus riche de la bourgeoisie. L'impôt extraordinaire ne pouvait être dissocié de l'intensification et du durcissement de la lutte de classes: d'une part, il fallait frapper la base financière de la contre-révolution et de l'autre il fallait se procurer les moyens financiers nécessaires pour faire avancer le processus des transformations révolutionnaires sans attendre que ces moyens soient accumulés par les méthodes courantes.

Grâce à ces mesures, fut créé en Albanie un vaste secteur de l'économie de l'Etat qui irait constamment s'élargissant et se renforçant. Cela rendait indispensable la direction planifiée de l'économie et c'est dans ce but que fut créé en janvier de 1945 le Conseil économique et la Commission du Plan d'Etat.

Ainsi, aussitôt après avoir réalisé la tâche principale de la Lutte de libération nationale, la libération du pays, le pouvoir populaire entreprit une série de mesures de caractère démocratique et socialiste. Le nouvel Etat, en tant que forme de la dictature du prolétariat, n'assumait pas la direction seulement politique mais aussi économique du pays; il ne se présentait pas uniquement comme une force politique mais aussi comme une force économique d'un poids qui allait toujours croissant.

En août 1945, le 1er Congrès du Front demanda aux organes suprêmes du pouvoir d'organiser les élections à l'Assemblée constituante. En septembre, le Conseil antifasciste de libération nationale, dans sa troisième et dernière réunion, conformément aux décisions du Congrès de Permet, approuva la loi sur l'Assemblée constituante. La loi prévoyait justement qu'il appartiendrait à l'Assemblée de décider de la forme politique du gouvernement ainsi que de tous les actes approuvés jusqu'à sa convocation par le Conseil antifasciste de libération nationale et par sa Présidence, pour ensuite approuver la Constitution de l'Albanie. Aussi le Conseil antifasciste de libération nationale approuva-t-il la loi sur l'élection des représentants du peuple à l'Assemblée constituante ainsi que la loi sur les listes électorales. Le système électoral fut défini conformément aux principes démocratiques devant présider au déroulement des élections: (suffrage universel, avec vote égal, direct et au scrutin secret, garanties nécessaires pour le libre exercice de ce droit par les citoyens.

Avaient le droit de vote et en même temps pouvaient être élus tous les citoyens âgés de 18 ans révolus sans distinction de sexe, à part les criminels de guerre et les ennemis du peuple, ainsi que ceux qui étaient privés de ce droit par décision judiciaire. Le droit de vote était reconnu même avant l'âge de 18 ans aux citoyens qui avaient pris part à la lutte dans les rangs de l'Armée de libération nationale.

Bien que l'Albanie n'eût jamais connu une loi électorale aussi démocratique, quelques membres du Conseil antifasciste de libération nationale, en opposition larvée avec la ligne du Front, s'élevèrent à cette réunion contre le projet de loi parce qu'il n'offrait prétendument pas les garanties démocratiques voulues. Gjergj Kokoshi spécialement se prononça catégoriquement contre le projet de loi en le qualifiant d'antidémocratique. Il demanda expressément qu'outre «les hommes de la guerre» les «hommes de la paix» aussi devaient faire partie de l'Assemblée constituante car il y avait de ces hommes même en dehors du Front.[4] Ces vues que Gjergj Kokoshi avait exprimées auparavant aussi au camarade Enver Hoxha[5] en conversation directe et en d'autres termes, présentaient tout le programme de la réaction.[6] Au plénum du CC du Parti d'octobre 1945 le camarade Enver Hoxha prévenait que même dans les rangs du Front il y avait des hommes qui «... resteront dans le Front jusqu'à la fin des élections et, sous le drapeau du Front, seront élus à l'Assemblée. Ils créeront sûrement un groupe ou un parti, une opposition, au sein de la Constituante puis de la Législative».[7]

Dans la réalisation de cet objectif les forces réactionnaires étaient encouragées par les impérialistes américains et anglais, qui, à part leurs menées d'espionnage en vue de créer des organisations clandestines contre le pouvoir populaire, faisaient pression sur le Gouvernement démocratique d'Albanie pour que les élections se déroulent suivant les règles de la démocratie bourgeoise, à travers la confrontation de divers partis, notions abolies par la révolution même et la nouvelle réalité albanaise. Les missions anglaise et américaine en Albanie faisaient pression en spéculant sur le problème de la reconnaissance du Gouvernement qu'ils faisaient dépendre précisément des garanties du déroulement d'élections «libres» ainsi que des aides économiques qui revenaient à notre pays à travers l'UNRRA. Les Anglo-Américains fondaient beaucoup d'espoirs sur les pressions économiques en attendant, comme le suggérait Harold Macmillan en octobre 1944, «la demande inévitable d'Enver Hoxha d'aides pour la population civile... à qui l'on dirait après que nous sommes dans l'attente d'un gouvernement véritablement national avant de nous engager dans cette affaire».[8] Ces pressions politiques et économiques échouèrent face à l'attitude résolue du Parti et du Gouvernement démocratique.

La réaction fut aussi favorisée par quelques concessions faites sous la pression de Sejfulla Malëshova, lequel, même avant le 2e plénum du CC du Parti à Berat, insistait pour que les portes du Front démocratique fussent ouvertes même à ses adversaires. Comme on devait le souligner plus tard, au 5e plénum du Comité central du Parti, cela ne signifiait pas que «... la ligne politique du Parti avait été erronée et opportuniste, mais les faits démontraient que l'opportunisme avait commencé à prendre racine et à devenir dangereux».[9] Les vues de Sejfulla Malëshova sur ce problème concordaient totalement avec les suggestions des Anglais et avec la politique que les dirigeants yougoslaves menaient à l'égard du Front dans leur pays et tentaient d'imposer aussi au Parti communiste d'Albanie. Sejfulla Malëshova «... soutenait la thèse du grossissement des rangs du Front avec le plus grand nombre d'éléments possible, fût-ce des ennemis. Il se faisait le défenseur d'une politique de modération envers le clergé catholique et en même temps d'une coalition avec lui sur la question des élections»[10]. L'influence de ces vues eut pour effet l'infiltration de quelques éléments réactionnaires dans les rangs du Front. Certains d'entre eux figurèrent même sur la liste des candidats à l'Assemblée constituante en même temps que quelques autres représentants des classes exploiteuses qui avaient adhéré depuis longtemps au programme du Front et qui pensaient que le moment propice n'était pas encore venu pour se déclarer ouvertement contre lui.

Les élections du 2 décembre 1945, les premières élections vraiment libres dans l'histoire du peuple albanais, furent une grande victoire du Front démocratique, une manifestation évidente de l'unité du peuple autour du Parti, qui se cimentait toujours plus, de l'autorité indiscutable qu'il s'était acquis par sa lutte pour la libération de la patrie et pour la réalisation des aspirations sociales des masses travailleuses. Dans cette atmosphère d'enthousiasme politique, le 10 janvier 1946 fût convoquée l'Assemblée constituante, qui, le lendemain, 11 janvier, approuvant la proposition présentée par le camarade Hysni Kapo au nom des délégués de Vlore,

proclama l'Albanie République populaire, résolvant ainsi définitivement la question de la forme de gouvernement du nouvel Etat albanais de démocratie populaire.

La proclamation de la République populaire était la conséquence logique du processus révolutionnaire qui s'était développé au cours de la Lutte de libération nationale et avait été sanctionné par les décisions du Congrès de Permet. Le Congrès ne s'était pas contenté d'interdire le retour de Zogu en Albanie jusqu'à ce que le peuple lui-même eût décidé après la Libération de la forme du gouvernement, mais il avait condamné catégoriquement le régime monarchique de Zogu en demandant qu'il «ne se renouvelle plus»[11]. La fondation même de l'Etat albanais de démocratie populaire excluait la monarchie comme forme de gouvernement. Elle avait été définitivement enterré depuis le Congrès de Permet, indépendamment du fait que sa liquidation ne pouvait être proclamée à ce moment. Le nouvel Etat albanais, démocratique et populaire, avec la structure des organes supérieurs du pouvoir telle qu'elle avait été approuvée par le Congrès de Permet, avait pris en effet une forme républicaine bien que, formellement, elle n'eût jamais été sanctionnée expressément dans aucun acte du pouvoir d'Etat. Cela ressort clairement de la mise à la tête de l'Etat du Conseil antifasciste de libération nationale, représenté dans l'intervalle entre deux sessions par sa Présidence. Ces organes réalisaient le pouvoir suprême d'Etat de façon collégiale. La Présidence du Conseil antifasciste de libération nationale assumaient effectivement les fonctions de chef d'Etat, fonctions qui furent assignées plus tard, aux termes de la Constitution de la République populaire d'Albanie, au Présidium de l'Assemblée populaire.

Avec la proclamation de la République populaire était maintenue la même organisation étatique établie durant la Lutte de libération nationale et qui permettait d'aller plus avant dans la voie des transformations politiques, économiques et sociales.

Après la proclamation de la République populaire, l'Assemblée constituante approuva l'activité législative du Conseil antifasciste de libération nationale et de sa Présidence, donnant par là, par sa consécration, un caractère définitif aux lois approuvées depuis le Congrès de Permet jusqu'à la convocation de l'Assemblée même.

L'Assemblée analysa aussi le projet de loi sur le Présidium de l'Assemblée constituante. Indépendamment du fait que l'organisation des organes suprêmes d'Etat serait réglée définitivement par la Constitution de la République, l'approbation du projet de loi sur le Présidium, avant son élection par l'Assemblée, revêtait une importance particulière parce qu'elle définissait la nature de cet organe ainsi que les attributions dont il serait investi jusqu'à l'approbation de la Constitution. Selon le projet de loi, le Présidium avait le caractère et les attributions de l'ancienne Présidence du Conseil antifasciste de libération nationale à cette différence près, sensible il est vrai, que le Présidium ne se voyait pas reconnaître le droit d'exercer la fonction législative, ce qui était justifié dans le cas de la Présidence du CALN à cause des circonstances de la guerre.

Après l'approbation de ce projet de loi, le 12 janvier 1946, fut élu le Présidium de l'Assemblée constituante. Au cours de son élection, fut confirmée la prévision qu'avait fait le camarade Enver Hoxha quelques mois auparavant à savoir que des éléments adverses, élus sous le drapeau du Front, tenteraient de former au sein de l'Assemblée une opposition qui, du point de vue de classe, serait l'expression des intérêts de la bourgeoisie, des commerçants, des industriels, des paysans riches, dont une petite partie avait aidé la Lutte de libération nationale mais à présent se rebiffait contre les réformes économiques et sociales du pouvoir populaire. Au nom de quelques représentants qui formaient en coulisse le groupe d'opposition, Riza Dani présenta, au lieu de la première liste du présidium présentée par cinq députés de Berat, une seconde liste, où l'on avait ôté les noms de quelques personnalités principales du Mouvement de libération nationale qui figuraient sur la première liste. A leur place étaient proposés quelques autres, y compris des personnes du groupe d'opposition. Indépendamment des raisonnements juridiques dont Riza Dani s'efforça de couvrir sa proposition, il était évident qu'il s'agissait d'une démarche politique visant à s'opposer à la ligne du Parti et du Front en sondant préalablement le terrain pour passer ensuite à d'autres actions. On vota en secret pour les deux listes et la première l'emporta par une majorité écrasante de voix.

Malgré cet échec, les tentatives de scission et de subversion du groupe des députés d'opposition se manifestèrent de nouveau à l'Assemblée. Lors de la discussion du projet de règlement, leur représentant, Riza Dani, s'opposa fermement au principe de la révocation des députés par les électeurs en lui opposant la conception bourgeoise connue selon laquelle les députés étaient responsables devant leur honneur et leur conscience mais non pas devant le corps électoral.

Après la proclamation de la République populaire, la tâche la plus importante de l'Assemblée constituante était l'approbation de la Constitution. Après sa présentation à l'Assemblée, celle-ci, interrompit ses travaux du 5 au 25 février 1946; au cours de cette période, furent rassemblées et analysées les observations faites lors de la grande discussion populaire dans tout le pays. C'était là une autre expression de la démocratie directe, de la souveraineté du peuple qui s'exprima à l'unanimité pour le projet de Constitution qui incarnait ses aspirations, mais en même temps fit une série d'objections qui en améliorèrent et démocratisèrent davantage le contenu.

Ces objections et propositions des masses furent reflétées dans le projet réélaboré présenté à l'Assemblée le 26 février.

Ainsi, par exemple, au dernier paragraphe de l'article 10 il fut ajouté que «l'Etat vient en aide particulièrement aux petits et moyens paysans par sa politique économique, par des crédits et par le système des impôts».

A l'article 16 qui sanctionnait le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, fut ajouté un paragraphe stipulant qu'«il est interdit d'utiliser l'Eglise et la religion à des fins politiques. De même sont interdites aussi les organisations politiques à base religieuse».

D'autres dispositions furent aussi ajoutées comme «La trahison envers le peuple est le plus grand des crimes», «L'Etat prend soin particulièrement de l'éducation des jeunes» et «Les enfants mineurs jouissent de la protection de la loi».

Lors de la discussion du projet de Constitution, la voix de la réaction se fit de nouveau entendre à l'Assemblée à travers son représentant Riza Dani. Il qualifia la Constitution de document «pénétré d'un esprit idéologique tant sur le plan politique que sur le plan social et économique» et finit par demander ironiquement à l'Assemblée que l'Albanie soit proclamée «République socialiste populaire».

Divers députés donnèrent la réponse due à la provocation du représentant du groupe des députés réactionnaires en indiquant que le temps était révolu où le monde était effrayé par l'épouvantail du socialisme, mais que, en fait, l'Albanie n'était pas encore un pays socialiste, et que, par conséquent, son projet de constitution ne pouvait pas être pleinement socialiste.

Face à la réponse résolue des représentants du peuple, aucun des autres députés réactionnaires n'osa soutenir Riza Dani qui se vit obligé de faire un retrait formel pour ne pas découvrir toutes ses batteries. Le projet de constitution fut approuvé à l'unanimité le 14 mars 1946.

L'approbation de la Constitution par l'Assemblée constituante, après avoir obtenu le soutien de toutes les masses travailleuses lors du grand débat populaire, était la consécration juridique définitive des profondes transformations révolutionnaires réalisées en Albanie pendant la Lutte de libération nationale et après sa victoire. La Constitution était justement le résultat du triomphe de la Lutte de libération nationale et de la révolution populaire contre les ennemis extérieurs et les classes exploiteuses qui s'étaient mises à leur service. En même temps, elle ouvrait des perspectives claires pour effectuer de nouvelles transformations révolutionnaires, de caractère socialistes, dans tous les domaines de la vie.

Le principe primordial de la Constitution était celui de la souveraineté du peuple; de ce principe fondamental émanaient aussi les principes de l'unité du pouvoir et du centralisme démocratique. La souveraineté du peuple s'exprimait dans la conception: tout le pouvoir d'Etat émane du peuple et lui appartient. L'exercice de ce pouvoir se réalisait par l'intermédiaire des organes représentatifs, l'Assemblée populaire et les conseils populaires.

Le principe de l'unité du pouvoir était exprimé justement dans le fait que le pouvoir, au sommet et à la base, était concentré dans ces organes représentatifs qui exerçaient tant le pouvoir législatif que le pouvoir exécutif. A tire substitutif, le pouvoir était exercé aussi par les organes exécutifs, le gouvernement et les comités exécutifs, ceux-ci étant élus à leur tour par les organes représentatifs et leur rendant des comptes.

La Constitution reconnaissait le centralisme démocratique comme principe d'organisation de l'appareil d'Etat. Ce principe était appliqué dans l'élection et la possibilité de révocation des organes administratifs par les organes représentatifs qui les avait élus, dans la dépendance et la soumission des organes inférieurs aux organes supérieurs ainsi que des organes administratifs aux représentatifs.

Les dispositions constitutionnelles sur l'ordre socio-économique qui définissaient la supériorité de la propriété d'Etat et coopérative, la reconnaissance mais aussi la limitation de la propriété privée, la nationalisation des principaux moyens de production, la gestion de la vie et du développement du pays suivant un plan économique général ainsi que l'appui de l'Etat aux masses travailleuses pour qu'elles s'unissent et s'organisent contre l'exploitation économique, étaient conformes à la ligne définie par le 5^{e} plénum du Comité central du PCA de février 1946 qui avait fixé pour tâche qu'à l'avenir tout le travail fût mené pour le bien des masses travailleuses, pour la liquidation, des classes exploiteuses en ayant pour objectif la construction du socialisme.

Les dispositions de la Constitution exprimaient clairement le caractère de la démocratie populaire en Albanie, comme un ordre social d'un type nouveau, plus élevé, opposé en principe à la démocratie bourgeoise. Avec l'approbation de la Constitution, fut complété le processus d'organisation politique de l'Etat de démocratie populaire et s'ouvrit une nouvelle période, celle de l'approfondissement de la révolution et de la construction du socialisme, construction qui, avec la libération de l'Albanie et l'instauration du pouvoir populaire, constituait le nouvel objectif stratégique du Parti.

La Constitution de la RP d'Albanie était la constitution d'un Etat qui venait de s'engager dans la voie du socialisme en sautant le stade du capitalisme avancé. C'est pourquoi, bien que beaucoup de principes de caractère socialiste eussent été insérés dans le texte de la Constitution, elle contenait aussi beaucoup de principes d'un caractère démocratique général, qui répondaient aux conditions et aux exigences de cette période, comme, par exemple, la confirmation de la propriété privée et de l'initiative personnelle dans l'économie encore qu'avec des restrictions dictées par l'intérêt général, l'interdiction des monopoles, des trusts et des cartels, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et celle de l'école et de l'Eglise. Dans ce cadre historique, certaines dispositions de la Constitution, à l'époque où elle fut approuvée, avaient plutôt un caractère programmatique et dépassaient la réalité de l'époque. Mais, malgré quelques dispositions ayant un caractère de programme, la Constitution de 1946 n'a jamais été un programme dans l'ensemble, elle a été le principal moyen juridique de la réalisation des objectifs fixés par le Parti communiste (actuellement le Parti du Travail) et cela détermina son rôle actif et créateur dans l'édification de la société socialiste.

Les grandes transformations qui continuèrent d'être opérées en Albanie même après l'approbation de la Constitution, dictèrent la nécessité de la modifier après une brève période. La Constitution d'un pays socialiste comme le nôtre, où les rythmes de développement sont rapides, est un acte juridique qui doit refléter la dynamique de ce développement, pour ne pas retarder par rapport à lui. C'est pour cette raison qu'en juillet 1950 quelques adjonctions et modifications furent apportées au texte de la Constitution. Pour la première fois la structure de classe de la société a été sanctionnée directement et clairement, et la République populaire d'Albanie définie «Etat des ouvriers et des paysans travailleurs». Le commerce extérieur fut également déclaré monopole d'Etat. Il fut fait mention du rôle de l'Etat en tant que facteur régulateur et dirigeant du commerce intérieur ainsi que de l'objectif de la collectivisation de l'agriculture sur des bases socialistes.

Une adjonction significative consistait dans le principe selon lequel «Le travail constitue la base de l'ordre social de la République populaire d'Albanie».

Maintenant la Constitution soulignait le rôle du Parti du Travail d'Albanie en tant qu'«avant-garde organisée de la classe ouvrière et de toutes les masses travailleuses et noyau dirigeant de toutes les organisations des travailleurs de la société et de l'Etat». C'était là un nouveau principe important qui reflétait notre réalité sociale et étatique indépendamment du fait que, en étant inséré dans l'article qui sanctionnait le droit des citoyens de s'organiser en associations diverses, il n'était formulé ni à la place ni sous la forme voulues.

Grâce à ces corrections et amendements, la Constitution servit de base juridique au développement du pays sur la voie du socialisme.

La Constitution de 1946 était le produit de la révolution populaire et l'incarnation de l'expérience révolutionnaire des masses. Pour une période de trente ans elle fut à la base de la politique intérieure et extérieure de notre Etat socialiste, ce qui était possible grâce à son contenu profondément démocratique et socialiste, conforme aux intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse.

La consécration par la Constitution des principes d'organisation de l'Etat et de notre société nouvelle joua un rôle important dans le développement de l'édification socialiste en Albanie. La Constitution, en tant que document fondamental politique et juridique, permit la réalisation des profondes transformations révolutionnaires qui suivirent son approbation. «Elle joua un grand rôle, déclara le camarade Enver Hoxha au VI^{e} Congrès du PTA, non seulement dans la défense et la consolidation du pouvoir et dans toutes les autres victoires de la révolution, mais encore dans le développement général du régime socio-économique sur la voie du socialisme».[12]

La Constitution devint la source principale de toute la législation de notre Etat concernant le règlement des rapports sociaux dans tous les domaines de la vie. La rédaction et l'approbation des nouveaux codes et lois dans divers domaines constituaient une tâche importante et urgente pour notre Etat socialiste. L'abrogation de l'ancien droit par la loi du Conseil antifasciste de libération nationale du 17 mai 1945, suivi du décret du Présidium de l'Assemblée populaire du 21 janvier 1947, rendait indispensable l'élaboration d'une législation nouvelle dans l'intérêt des masses travailleuses. Cette tâche commença à être réalisée déjà avant l'approbation de la Constitution, mais surtout après. Le Code du travail représenta une grande victoire pour les travailleurs. En Albanie le régime antipopulaire de Zogu n'avait promulgué, au cours de toute son existence, aucune loi concernant les rapports de travail. Maintenant les travailleurs de l'Albanie nouvelle jouissaient pour la première fois des droits garantis par la loi, la réduction de la journée de travail à huit heures, le droit à un congé annuel payé de deux semaines par an, les prestations gratuites par des assurances sociales en cas de maladie.

Le Code pénal, le Code de famille, les diverses lois dans le domaine des rapports juridiques et civils étaient une partie importante de la nouvelle législation, formulée dès les premières années consécutives à l'approbation de la Constitution et qui a été amendée, perfectionnée et même modifiée par la suite sur une vaste échelle, toujours en conformité avec les dispositions de la Constitution afin de mieux répondre aux nouvelles exigences du développement de la société dans la voie du socialisme.

Dès le temps de l'approbation de la Constitution puis des amendements qui y furent apportés, des changements plus profonds et radicaux eurent lieu en Albanie. Les bases du socialisme furent édifiées, l'économie multiforme ainsi que la propriété privée et les classes exploiteuses, liquidées, un système unique d'économie socialiste basé sur la propriété d'Etat et la propriété coopérative établi, la structure sociale modifiée, laissant seulement deux classes — la classe ouvrière, comme classe prépondérante, et la paysannerie coopérée, avec la couche de l'intelligentsia populaire qui en était issue. L'Etat socialiste et son mécanisme furent démocratisés et perfectionnés. Une étape importante dans ce processus était constituée par la lutte contre tous les aspects du bureaucratisme pour la révolutionnarisation plus poussée de toute la vie du pays, sur la base d'une grande synthèse créatrice de l'expérience du développement même de la dictature du prolétariat chez nous ainsi que de l'expérience négative de l'Union soviétique et des autres pays anciennement socialistes, où le cours révisionniste avait encouragé le processus régressif vers le capitalisme. Cette importante synthèse théorique faite par notre Parti et son dirigeant, le camarade Enver Hoxha, ainsi que les mesures concrètes adoptées en vue de barrer la voie au danger du bureaucratisme avaient une valeur qui dépassait les limites de notre pays, car c'était la première fois qu'un parti marxiste-léniniste au pouvoir faisait une telle analyse et élaborait un programme concret.

Toutes ces mutations dans les domaines politique, économique et idéologique ont fait que, à maints égards, la première Constitution ne répondait plus aux nouveaux rapports créés. C'est pourquoi le camarade Enver Hoxha, dans le rapport présenté au nom du Comité central au VI[e] Congrès du PTA en novembre de 1971, proposa la rédaction d'une nouvelle Constitution qui réponde à l'étape actuelle du développement socialiste du pays et constitue une base juridique plus appropriée à l'édification intégrale de la société socialiste.

La nouvelle Constitution fut approuvée par l'Assemblée populaire le 28 décembre 1976, après un travail de plusieurs années pour la rédaction du projet qui fut discuté parmi les larges masses de peuple et après qu'eurent aussi été prises en compte les objections faites au projet par le VII[e] Congrès du Parti.

La nouvelle Constitution est la Constitution de l'Albanie socialiste, elle est le reflet de la fidélité aux principes du socialisme scientifique, de leur application créatrice sur la base de notre expérience révolutionnaire et de l'expérience du socialisme mondial. A cet égard, la Constitution de la République populaire socialiste d'Albanie affirme le contenu de notre Etat socialiste comme dictature du prolétariat en un moment où les divers révisionnistes renient complètement ou altèrent dans son essence la conception de cette dictature. La Constitution sanctionne comme norme juridique l'expérience et les idées du Parti concernant le rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son parti dans la société et dans l'Etat, la révolutionnarisation continue de toute la vie du pays, la lutte à mener pour barrer la voie aux manifestations de bureaucratisme et à toute tentative des forces contre-révolutionnaires de restaurer le capitalisme, pour résoudre des problèmes cardinaux comme la démocratie socialiste, la ligne de masse, le contrôle ouvrier, etc. Notre Constitution est un grand document politique et idéologique qui oppose notre expérience révolutionnaire à la trahison et au capitalisme révisionnistes. Elle a réalisé l'objectif fixé par le VI[e], Congrès du PTA et qui était de «présenter les véritables traits du socialisme, pur de toutes les altérations que lui ont fait subir les révisionnistes modernes»[13].

La Constitution de 1976 répond pleinement à la réalité de notre pays, à l'étape actuelle de son développement. Elle reflète les conquêtes réalisées dans l'édification du socialisme en stipulant dans son article 16 que «L'économie de la République populaire socialiste d'Albanie est une économie socialiste, fondée sur la propriété socialiste des moyens de production» et qu' «En République populaire socialiste d'Albanie il n'y a pas de classes exploiteuses, la propriété privée et l'exploitation de l'homme par l'homme ont été abolies et sont interdites». A l'opposé de la première Constitution, la Constitution actuelle est entièrement socialiste non seulement par les objectifs qu'elle fixe, non seulement en raison du caractère de l'Etat qu'elle représente, mais aussi par les rapports sociaux qu'elle régit, et qui sont des rapports socialistes. Mais, en même temps, notre Constitution, outre qu'elle consacre notre réalité actuelle, ouvre des perspectives claires pour l'étape de l'édification intégrale de la société socialiste et pour le passage graduel futur à la société communiste. Comme il est dit dans son préambule, «les larges voies à travers lesquelles se renforce et progresse la société socialiste» sont l'évolution de la lutte de classes en faveur du socialisme, le renforcement constant de l'Etat de dictature du prolétariat et la consolidation de la démocratie socialiste, le développement des forces productives et le perfectionnement des rapports de production socialistes, l'élévation continue du bien-être des masses travailleuses, la réduction graduelle des différences entre l'industrie et l'agriculture, la ville et la campagne, le travail intellectuel et le travail manuel l'affirmation de la personnalité de l'homme dans le cadre de la collectivité socialiste, la maîtrise de la technique et de la science contemporaines, la révolutionnarisation continue de toute la vie du pays.

Les grands succès de notre société et les perspectives de son développement dans les années futures ont leur source dans les premières victoires démocratiques et socialistes, dans les grandes transformations qui ont été opérées dans des conditions très difficiles au prix de gros efforts et de sacrifices. La Constitution de la République populaire socialiste d'Albanie est aussi le prolongement à un stade plus élevé de la Constitution de 1946.

En regardant du haut des nouveaux sommets atteints la voie parcourue pendant ces quarante ans on apprécie l'importance de la proclamation de la République et l'approbation de la première Constitution qui ont été une grande victoire de la ligne du Parti et du Front démocratique. En particulier, la lutte politique contre les tentatives des ennemis intérieurs et extérieurs pour entraver le processus d'organisation politique de notre Etat en tant que forme de la dictature du prolétariat, la mobilisation des masses populaires pour mettre en oeuvre les objectifs politiques, économiques et sociaux fixés par le Parti, représentaient une grande école et des facteurs importants pour la consolidation de l'unité qui rendit possible les grandes conquêtes réalisées dans la voie du socialisme sous la direction du Parti et du camarade Enver Hoxha et qui constitue actuellement encore une garantie solide de nouvelles victoires futures sous la direction du Parti avec à sa tête le camarade Ramiz Alia.

Publié d'après le n° 10/1986 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales».

Notes :

1. *Histoire du PTA,* 2e éd. fr., p. 196, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.

2. K. Marx, F. Engels, *œuvres choisies,* éd. alb., t. 1, p. 42, Tirana, 1975.

3. *Annuaire des statistiques de la RPA,* 1959, p. 65.

4. Voir Enver Hoxha, *Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle,* éd. fr., p. 509, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984.

5. *Ibid.,* pp. 481-483.

6. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 3, p. 141.

7. *Ibid.,* p. 143.

8. *Public Record Office,* FO 371/43556.

9. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 3, p. 255.

10. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 3, p. 265.

11. *Documents des organes supérieurs du pouvoir révolutionnaire de libération nationale,* éd. alb., p. 155, Tirana, 1962.

12. Enver Hoxha, *Rapport au VIe Congrès du PTA,* éd. fr., p. 134, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1972.

13. *Ibid.,* p. 137.

Ylli Vejsiu (Maître de conférences) — La politique du PTA dans le développement des processus démographiques en Albanie

Dans le cadre des profondes transformations révolutionnaires politiques, économiques et sociales réalisées pendant la période de la construction du socialisme en Albanie sous la direction du Parti, une place importante revient au développement démographique, accéléré et multiforme. Bien que très réduite par rapport à l'histoire millénaire de notre nation, cette période en constitue l'étape la plus brillante, qui confirme clairement la vitalité du développement économique et social du pays, la solidité de notre système socialiste et la justesse de la politique socio-économique du Parti, qui a mis au centre de son attention l'homme travailleur, son mieux-être matériel et culturel. L'instauration du pouvoir de la dictature du prolétariat, la création et le perfectionnement continu de la base économique et de la superstructure socialistes, ainsi que le renforcement de la base matérielle et technique dans tous les domaines sont au nombre des facteurs fondamentaux qui ont permis un accroissement dynamique de la population et des sources de travail, leur développement harmonieux avec celui des forces productives sur tout le territoire du pays, la formation d'une structure nouvelle dominée par les jeunes âges, le perfectionnement continu de la composition sociale de classe, culturelle et professionnelle de la population et l'augmentation continue de son espérance de vie.

Ces facteurs objectifs constituent les assises de la politique poursuivie par notre Parti et notre Etat dans la conduite des processus démographiques conformément aux objectifs du développement économique et social du pays. S'étendant sur un très large diapason qui touche les domaines de la production, de la répartition et de l'échange des biens matériels, les sphères de l'instruction, de la culture, des services et de la santé, ainsi que le perfectionnement des divers aspects de la superstructure, la politique démographique du PTA apparaît comme un ensemble de mesures de caractère économique et social, qui tendent à **créer un type de développement démographique capable de satisfaire les intérêts à long ternie de la société et de la famille conformément aux lois économiques de la reproduction socialiste élargie.**

Au cours de la période longue de 42 ans de la construction socialiste du pays, le PTA a poursuivi une politique juste et clairvoyante de développement dirigé des processus démographiques, qui constitue un expérience unique et un exemple vivant de l'action complète de la loi socialiste de la population. Grâce à l'application de cette politique, notre pays n'a connu ni ne connaît ni chute galopante des taux de croissance de la population, ni vieillissement de celle-ci, ni exode rural, ni relâchement et dégénérescence des liens conjugaux et familiaux, phénomènes actuellement typiques des pays bourgeois et révisionnistes. Le champ d'action de la politique démographique du PTA est très vaste, car il comprend à la fois les processus de développement numérique de la population ainsi que le perfectionnement de bon nombre de ses éléments qualitatifs. Toutefois, dans cette courte étude, nous ne nous arrêterons en particulier que sur deux de ses aspects les plus importants: la direction des processus de reproduction et la régulation des mouvements mécaniques et de la répartition territoriale de la population.

1. Conditions objectives des processus démographiques et possibilités de les diriger

La société socialiste réunit toutes les conditions permettant à la reproduction élargie de satisfaire les besoins matériels et culturels toujours croissants de la société entière. C'est là aussi le but de la production qui s'exprime par la loi économique fondamentale du socialisme. Dans ce cadre, la connaissance et l'action de cette loi revêtent une importance particulière, car, au niveau de toute la société, le développement économique et social a des effets considérables sur la population à travers l'élévation du bien-être.

La loi économique fondamentale du socialisme détermine aussi le contenu, les objectifs et le mécanisme de l'action des autres lois économiques, dont une, particulièrement importante, est la loi socialiste de la croissance démographique. En vertu de cette loi, la population et les sources de travail en régime socialiste s'accroissent constamment et à des rythmes rapides, toutes les forces activés de la société sont pleinement employées dans un travail socialement utile, ce qui garantit une forte augmentation de la production sociale et l'élévation continue du niveau de vie des masses travailleuses. Ainsi, l'action de la loi économique fondamentale du socialisme non seulement constitue la condition la plus importante de la direction des processus démographiques, mais elle détermine aussi son contenu, ce qui la différencie essentiellement de la direction et du mécanisme d'évolution de la population en régime capitaliste.

Contrairement à ce qui se passe dans le capitalisme, où la force de travail existe sous forme de marchandise et les frais nécessités pour sa reproduction revêtent la forme du capital variable, dans le socialisme, la force de travail représente en elle-même une catégorie d'un profond caractère social. Le caractère social et planifié de l'union de la force de travail et des moyens de production, ainsi que de l'engagement de tout autre membre actif de la société dans le processus planifié de développement de l'économie et de la culture constitue une base objective qui rend nécessaire et possible le développement dirigé de la population et des sources de travail. Il explique également le lien étroit qui unit la direction des processus démographiques à une autre loi spécifique du socialisme, celle du développement planifié et proportionné de l'économie.

Cette loi prescrit d'établir et de maintenir constamment et de façon consciente des proportions optimales entre les divers aspects de la reproduction socialiste élargie, entre les sphères de l'activité sociale, les branches de l'économie socialiste, les districts du pays et les différentes entreprises. Or, dans ce processus dynamique de direction et de régulation, la population apparaît non seulement comme un simple objet, mais encore comme un facteur de grande importance sur lequel doit être centré le travail à mener pour élaborer, suivre de près et réaliser les plans de développement de l'économie et de la culture.

La population et ses structures doivent, d'une part, répondre aux impératifs du développement économique et social par la quantité et la qualité nécessaires des sources de travail, mais, d'autre part, ce développement doit étayer et guider la reproduction de la population ainsi que l'élévation du niveau de ses exigences.

La société socialiste est capable de définir de façon planifiée les besoins de tous ses membres et, sur cette base, de diriger de façon planifiée et centralisée le processus de production et de répartition des biens matériels. En maintenant constamment des rythmes élevés du produit social et du revenu national, elle garantit la création d'emplois nouveaux et le plein-emploi des nouvelles forces actives qui contribuent directement à la rapide reproduction de la population et des sources de travail. L'accroissement du revenu national et de la consommation individuelle, et notamment l'augmentation prioritaire de la consommation sociale constituent les facteurs de base permettant de satisfaire les besoins croissants de la population, d'augmenter la consommation par habitant et d'en améliorer encore la structure, d'accroître le nombre des logements, des crèches, des écoles, des institutions sanitaires, etc., grâce à quoi l'Etat socialiste atteint les objectifs de sa politique démographique qui tend à encourager les naissances, à protéger toujours plus la santé du peuple et à allonger la durée moyenne de la vie.

Mais le lien entre les processus de l'évolution démographique et les tendances et les aspects divers de la reproduction sociale se manifeste également dans le sens inverse. Les modifications à long terme des composants particuliers du mouvement naturel conduisent, avec le temps, à des modifications des structures démographiques, qui agissent et influent objectivement sur différents aspects du développement économique, social et culturel du pays. Ainsi, par exemple, les taux de natalité élevés de ces 2 ou 3 dernières décennies expliquent les changements importants survenus dans la structure de la population d'après les âges et l'influence actuelle de cette structure dans la sphère de la production, de la consommation et de la répartition.

D'une part, l'accroissement rapide de la population de la tranche d'âge de 15 à 30 ans s'est traduit par une augmentation rapide du nombre des forces actives qui demandent la création d'emplois nouveaux. A quoi se rattachent le développement impétueux de l'enseignement secondaire et supérieur, mais aussi la nécessité d'en développer les divers cycles. L'accroissement rapide de la population de cette tranche d'âge a stimulé comme jamais auparavant l'évolution de nombre de ses processus démographiques, comme les naissances et les mariages, qui, encourageant la création et la multiplication des nouvelles familles, posent d'autres problèmes, la satisfaction de leurs besoins de logements, des modifications structurelles pour satisfaire les demandes des consommateurs en marchandises et en services socioculturels, etc.

D'autre part, la diminution relative du nombre d'enfants a entraîné la réduction des contingents des écoles de huit ans (d'abord dans leur cycle inférieur) et, corrélativement, la réduction de la charge imposée à chaque enseignant.

Bien que la population de notre pays soit jeune, il est à remarquer que, surtout dans les villes, la population ayant atteint l'âge de la retraite s'accroît plus rapidement que la population à l'échelle nationale. Ce phénomène atteste d'une part l'espérance de vie croissante de notre population, mais il souligne d'autre part la nécessité d'accroître rapidement le fonds de consommation alloué aux pensions de retraite et confronte les services sanitaires et d'autres organismes à des problèmes importants comme la protection de la santé des retraités, l'occupation de leurs loisirs et leur insertion dans des activités socialement utiles.

Tout cela nous amène à conclure que la population et ses structures sont un facteur économique et social qui joue un rôle direct dans la planification de la production et de la répartition des biens matériels ainsi que dans l'évolution des autres aspects de la vie sociale. D'autre part, la régulation de la production et la création de bonnes conditions de vie et de travail sont autant de facteurs qui déterminent les rythmes, les tendances et les voies de l'évolution des processus démographiques. Dans le caractère objectif de ces liens profonds, variés et réciproques réside la possibilité de diriger les processus de développement de la population conformément aux plans économiques et sociaux de développement de l'économie socialiste.

La thèse de la nécessité et de la possibilité de diriger les processus démographiques en régime socialiste est avant tout une expression de l'attitude théorique marxiste-léniniste de notre Parti envers les problèmes de l'évolution démographique. Elle s'oppose ouvertement à la conception vulgaire et réactionnaire des théories bourgeoises malthusiennes, suivant laquelle la population évolue en vertu de ses lois internes de caractère purement biologique, que les tenants de ces théories considèrent, pour cette raison même, comme immuables et indépendantes du mode de production. «Nous sommes un pays socialiste, a indiqué le camarade Enver Hoxha,

où, conformément à la ligne de la politique de notre Parti, agit et doit agir de manière aussi complète que possible la loi socialiste de la croissance démographique, selon laquelle les facteurs biologiques sont importants. Mais ce sont les facteurs économiques, sociaux et culturels qui revêtent une importance primordiale dans l'accroissement de la population...»[1]

D'autre part, la thèse du caractère objectif de l'interdépendance des processus de développement démographique et de l'action des lois économiques du socialisme constitue également la base méthodologique permettant de choisir les voies et les moyens les plus efficaces de direction du développement de la population.

Comme il est impossible d'isoler la population du système de l'économie socialiste dans son ensemble, tout programme tendant à modifier seulement certains composants du développement démographique, tels que la natalité, la mortalité et le mouvement mécanique, ne donnerait en aucun cas les résultats souhaités. La politique démographique a été et demeure partie intégrante de la politique de grande ampleur menée par notre Parti et notre Etat pour faire progresser l'économie et la société albanaises dans tous les domaines.

Il est tout à fait naturel que l'analyse et l'appréciation de la structure démographique créée à une étape donnée, les tendances et les phénomènes typiques observés constituent le point de départ élémentaire du travail à mener pour déterminer les orientations et les objectifs de la politique démographique. A l'étape suivante, il faut découvrir et étudier les facteurs et les raisons de nature économique et sociale qui ont créé la situation examinée et évaluer le degré de leur action. Cette étude permet également de mettre en lumière l'influence (freinante ou stimulante) des tendances du développement démographique sur les processus de développement économique, social, culturel et psychologique du pays.

Une fois qu'on a clairement défini l'influence de tous les facteurs sur la situation démographique créée, on peut se poser la question de savoir si cette situation est tout à fait favorable et entièrement conforme aux perspectives de développement économique et social.

Le programme complexe de développement de la population présuppose la concordance et la coordination des plans économiques et sociaux avec les objectifs fixés en ce qui concerne l'évolution démographique. C'est pourquoi la direction des processus de développement démographique présuppose un ensemble unitaire de mesures et d'actions sciemment envisagées qui touchent la quasi-totalité des sphères d'activité sociale.

La première sphère d'activité comprend le processus de production et l'amélioration des conditions d'utilisation de la main-d'oeuvre, l'organisation scientifique du travail, la judicieuse répartition de ce travail entre les sphères productive et non productive, l'amélioration de la structure territoriale de la population et des sources de travail conformément aux exigences et aux objectifs du développement de l'économie, la formation des cadres suivant les besoins des diverses branches de l'économie socialiste, etc.

La seconde sphère d'activité comprend les conditions de vie de la population dans le sens le plus large du terme. Elles comportent ses revenus réels, son pouvoir d'achat, le rapport entre la demande d'articles de consommation courante et le niveau de satisfaction de cette demande, l'occupation des loisirs que la société crée à ses membres pour qu'ils récupèrent leurs capacités de travail, la création de conditions optimales de logement et de transport, les services commerciaux et communaux, les services sanitaires, etc.

La troisième sphère où la politique démographique exerce son influence comprend la reproduction de la population et sa répartition territoriale. A cette sphère appartiennent la natalité, la mortalité, la structure de la population suivant l'âge et le sexe, ainsi que ses mouvements mécaniques.

La politique démographique ne peut limiter son champ d'action à une ou deux sphères de son influence, car cela pourrait conduire à des résultats partiels ou à des conclusions inattendues. Seule une action commune et coordonnée menée à la fois dans les trois sphères précitées peut produire l'effet prévu dans le développement démographique.

La possibilité réelle d'appliquer une politique démographique d'envergure et féconde en Albanie réside dans le fait que l'Etat de dictature du prolétariat a concentré dans ses mains tous les moyens et les leviers économiques et sociaux nécessaires pour diriger à des fins déterminées les processus de développement démographique. Dans ce cadre, les normes juridiques sanctionnées dans la Constitution de notre République populaire socialiste, dans le Code du Travail, le Code de la Famille, etc., jouent un rôle important.

L'expérience de l'Albanie et celle d'autres pays démontrent que, quelle que soit l'élaboration scientifique du mécanisme de régulation de tel ou tel processus démographique, si approfondie que soit l'argumentation sur laquelle les économistes, sociologues, ethnographes, géographes, médecins et représentants des autres sciences fondent la politique démographique dans leurs études, cette politique ne peut être menée à bien si ses objectifs, les voies et les méthodes fondamentales qu'elle suit pour les atteindre ne sont pas définis par la loi, si la possibilité réelle de son application n'est pas garantie.

Le cercle des problèmes de la direction des processus de développement démographique en Albanie à travers les normes juridiques du droit, est très vaste. L'action régulatrice de ces normes se réalise sous diverses formes. La natalité subit l'influence des normes du droit de la famille, telle que la définition de la limite inférieure de la nubilité légale, ainsi que les normes juridiques qui règlent les conditions de travail et la protection de la santé des femmes. Une place particulière revient aux lois qui définissent les droits complémentaires et les facilités dont bénéficient les femmes enceintes et celles qui allaitent leurs enfants, les lois sur la sécurité sociale des mères et des enfants, celles qui garantissent les conditions de logement, etc.

L'espérance de vie moyenne s'allonge sous l'influence bénéfique des droits constitutionnels dont jouissent les citoyens dans le domaine de la production sanitaire, des congés, des pensions de retraite de diverses catégories, bref, sous l'influence de tout le système des lois sur la protection de la santé et de l'environnement.

Les décisions du Parti et de l'Etat sur le peuplement de tout le pays et l'alimentation en main-d'oeuvre des grands travaux du socialisme, les normes juridiques qui facilitent la tâche aux travailleurs qui vont vivre et travailler dans les zones reculées du pays et les secteurs difficiles de l'économie nationale, etc., jouent un rôle actif dans la répartition territoriale de la population et des sources de travail ainsi que dans les tendances et l'intensité des mouvements mécaniques de la population.

Dans l'ensemble des moyens et des procédés que notre Etat socialiste utilise pour atteindre les objectifs de sa politique démographique, il ne faut pas perdre de vue que la famille est le milieu principal où en définitive se forme et se manifeste réellement l'attitude de nos hommes envers les problèmes de la reproduction de la population et les autres processus de développement démographique. Pour cette raison, parmi les normes juridiques qui stimulent, par exemple, la natalité, une place particulière doit revenir aux normes du droit de la famille ainsi qu'aux normes constitutionnelles qui y ont trait.

Mais la famille, par le caractère relativement indépendant et intime des rapports qui régissent sa vie, ne peut souscrire ni se conformer aux principes et aux objectifs de la politique démographique que si ses membres ont créé des convictions profondes et saines, sont animés d'intérêts matériels et spirituels qui concordent pleinement avec les objectifs de la société dans le cadre du développement démographique.

Ce fait montre que la direction du développement démographique, en tant que processus qui s'accomplit à travers les actes individuels des membres de la société, a une évolution longue et complexe, mais cela fait en même temps ressortir la nécessité, pour les organes du Parti et les organisations de masse, de mener, parallèlement à l'application des mesures de caractère économique et social, une intense activité d'éducation et de propagande bien étudiée et organisée. A l'étape actuelle de l'édification de notre société socialiste, le domaine de l'éducation, de la scolarisation et de la formation, chez la nouvelle génération, de nouvelles conceptions démographiques conformes à notre réalité socialiste et aux grandes perspectives sûres que le Parti a ouvertes au peuple, constitue une importante direction du travail du Parti et de ses leviers pour former l'homme nouveau.

2. La direction des processus de reproduction de la population

La question de l'influence de la société sur la natalité, qui constitue aujourd'hui le processus déterminant révolution de la reproduction de la population, et les taux d'accroissement des sources de travail à l'avenir, est un des problèmes les plus actuels et, en même temps, les plus ardus de la politique démographique menée en Albanie.

Avec un taux de natalité moyen de 27 pour mille et un taux de mortalité d'environ 6 pour mille, notre pays a connu, de 1981 à 1985, un taux moyen de croissance démographique plus de 4 fois supérieur au taux moyen de l'Europe. Dans le passé, la population albanaise croissait lentement, mais chaque famille avait beaucoup d'enfants, et cela pour faire face non seulement à la forte mortalité infantile, mais aussi et surtout aux difficultés économiques, car c'était la seule façon d'assurer les forces de travail nécessaires et de garantir sa vieillesse.

Aujourd'hui, par contre, alors que le taux de mortalité en général et celui de la mortalité infantile en particulier ont baissé considérablement, et que chaque membre de la famille capable de travailler se voit garantir un emploi, un salaire et une pension de retraite, les naissances tendent à d'autres objectifs. La reproduction élargie de la population s'accomplit dans de nouvelles conditions économiques et sociales, elle connaît l'heureuse influence d'une série de facteurs qui émanent de la nature de notre système économique et social. Les tâches fixées dans le cadre du vigoureux essor économique et social du pays, les grands besoins de main-d'oeuvre et le renouvellement actif des sources de travail, le maintien d'une judicieuse répartition de la population sur tout le territoire du pays et l'accroissement du potentiel humain au profit du raffermissement de la défense nationale, rendent indispensable le maintien d'un taux de natalité élevé afin de pouvoir garantir aujourd'hui et à l'avenir un accroissement rapide de la population et des sources de travail. Ces facteurs forment aussi la base sociale objective de l'attitude nouvelle socialiste, que les parents observent actuellement quant au nombre des enfants qu'ils souhaitent avoir, quant à leur rôle et à leur place dans le système des exigences et des valeurs de la famille.

L'analyse de l'opinion publique montre que les enfants ont pratiquement cessé d'être une «valeur purement économique» pour leur famille. Les enfants sont aujourd'hui de moins en moins obligés d'assurer, comme ils le faisaient par le passé, la subsistance de leurs parents âgés, car notre société socialiste a garanti à ceux-ci des pensions de retraite. Puis, dans un certain sens, le problème se pose différemment aujourd'hui. Bien que l'éducation chez nous soit gratuite, les parents participent financièrement pendant longtemps à l'éducation de leurs enfants. Les frais nécessaires à cette fin vont augmentant et les parents continuent parfois d'aider économiquement leurs enfants même quand ceux-ci ont déjà créé leur propre famille. Dans le même temps, dans les conditions créées par notre société socialiste, le mot «héritier» a changé de sens. Les parents ne lèguent plus leur patrimoine à leurs enfants selon les anciennes normes juridiques. Tout cela montre que les familles ont adopté une autre attitude envers leurs enfants, qui jouent un autre rôle dans le système des valeurs vitales et sont appréciés à l'avenant.

Il existe aussi un autre point de vue, relativement répandu, selon lequel la natalité ne peut être réduite à un taux très bas, car elle est maintenue par le prétendu «instinct de perpétuation de l'espèce». Dans ces conditions, il serait soi-disant inutile de mener une politique démographique organisée, car, de toute manière, cet instinct biologique agirait «automatiquement».

Or l'attitude des gens envers le rôle de cet instinct dans la vie et le processus de reproduction de la population, a elle aussi changé. Chez l'homme, le besoin biologique n'est pas lié par les mêmes rapports fonctionnels avec la perpétuation de l'espèce que dans le monde animal. Les hommes sont conscients de la nature du lien qui unit ces deux phénomènes de la possibilité de les séparer l'un de l'autre. On ne peut donc admettre que «l'instinct de perpétuation de l'espèce» joue encore son rôle d'antan dans la volonté des parents d'avoir un grand nombre d'enfants.

Actuellement, le nombre d'enfants dans chaque famille est déterminé en premier lieu par l'ensemble des facteurs économiques, sociaux et culturels, qui persuadent les gens de chez nous de la nécessité de maintenir un taux élevé de croissance démographique, et des grandes possibilités de notre société nouvelle, socialiste, de faire face à une reproduction toujours croissante de la population. Le camarade Enver Hoxha a indiqué à ce propos: «Dans ce processus également, on voit agir avant tout les intérêts généraux, toute notre réalité socialiste, les grandes et sûres perspectives que le Parti a ouvertes au peuple, la garantie du travail et de la vie, le travail d'éducation multiforme du Parti et de ses leviers.»[2] Ces facteurs aident à former une nouvelle conception de la fonction des enfants et de leur rôle dans la société et la famille. La conviction que mettre au monde un enfant est un devoir social, les valeurs irremplaçables que les enfants créent dans les familles sur le plan affectif, leur grand rôle pour rehausser le prestige social et moral de leurs parents, et créer un climat plus favorable à leur éducation psychologique et morale, à leur adaptation à la vie sociale, sont autant de motifs qui poussent les conjoints à choisir parmi les autres valeurs matérielles et spirituelles la joie que procure un troisième ou un quatrième enfant.

Sur un plan général, l'action de ces facteurs se traduit par la création d'une opinion commune, d'une «norme» socialement admise, d'un idéal, concernant le nombre optimum d'enfants dans une famille. C'est précisément à la formation de ce genre d'idéal et à la création des meilleures conditions permettant sa réalisation que doivent tendre également les mesures prévues par la politique démographique.

Dans les conditions actuelles, notre famille socialiste assume une fonction économique, la reproduction de la population et l'éducation de la jeune génération. A la politique démographique de définir les voies à suivre et les mesures à prendre pour que ces trois fonctions soient coordonnées au mieux. Cela signifie que la société, tout en répondant à ses exigences quant au nombre le plus approprié de naissances, ne doit pas permettre aux familles nombreuses de baisser leur niveau de vie au-dessous du standard moyen. Les mesures prises dans ce sens contribueront à ce que la naissance et l'éducation des enfants, notamment du troisième ou du quatrième, ne diminuent pas les revenus par membre de la famille ni n'affectent le temps libre des conjoints en occupant davantage celui de la mère, qui ne peut plus, pendant un certain temps, parfaire sa qualification professionnelle ni élever son niveau d'instruction et de culture, etc.

Nous avons acquis une riche expérience dans l'élaboration et l'application d'une politique démographique bien étudiée et clairvoyante, qui a joué un rôle important dans la stimulation des naissances. Tout un ensemble de mesures adoptées, dont l'application est allée sans cesse se perfectionnant et s'amplifiant, sous-tend cette politique démographique, qui cherche par tous les moyens à aider matériellement et moralement les familles nombreuses, à améliorer les conditions de travail et de vie de la femme et à accentuer encore le souci de la bonne éducation des enfants et les soins consacrés à leur santé.

Une des ces mesures, dont l'application a eu un effet immédiat, a été la prolongation du congé de maternité payé, d'un mois et demi qu'il avait été auparavant, à six mois. Quatre ans sont passés depuis l'adoption de cette mesure et pendant ce temps on a compté 22 000 naissances de plus que pendant les quatre années précédentes, cependant qu'en 1985 la mortalité des enfants de 0 à 1 an était réduite de moitié par rapport à 1979.

Le développement et le renforcement économiques continus du pays, l'accroissement du produit social et du revenu national ainsi que l'accroissement prioritaire du fonds de consommation social permettront d'améliorer toujours plus les conditions de traitement des femmes enceintes, de prolonger le congé de maternité payé et de réduire le temps de travail au profit de la santé des mères et de l'augmentation des naissances.

Notre Etat perfectionnerait sa politique démographique en veillant à couvrir dans une plus grande mesure les dépenses nécessitées par l'éducation des enfants dans les crèches et les écoles maternelles, à favoriser en priorité les familles dont le revenu par tête est modeste. On pourrait y ajouter une aide que l'Etat apporterait aux parents pour couvrir une partie des dépenses qu'ils sont obligés de faire afin d'équiper leurs enfants d'articles scolaires, de leur acheter des médicaments, etc.

Dans la stimulation des naissances, une place importante revient, parallèlement aux diverses formes de répartition, à la politique des prix qui, comme on le sait, remplit dans notre société une autre fonction en exerçant une action planifiée sur la demande des consommateurs. La baisse des prix des articles pour enfants a été et demeure non seulement un des aspects les plus importants de la politique démographique nataliste de notre Parti, mais encore une des voies à suivre les plus efficaces et parfaitement orientées vers l'objectif fixé.

Il faut souligner que, en général, seule l'adoption d'un ensemble complexe de mesures permet à la politique démographique d'agir sur tous les groupes de la population. Ainsi, par exemple, un élément qui influe positivement sur le maintien d'un taux élevé de natalité, réside, entre autres, dans les mesures arrêtées pour l'amélioration de l'état de santé des femmes engagées dans la production et, avant tout, dans la création de conditions leur facilitant la tâche au travail comme à la maison.

Dans leur activité permanente tendant à l'émancipation complète des femmes, le Parti et les organes d'Etat ont focalisé leur attention sur la création de conditions aussi favorables que possible à la participation des femmes à la production, sur leur allégement des travaux pénibles et de toute autre activité nuisible à leur santé. Ce problème se pose surtout pendant la grossesse et la période d'allaitement, qui sont deux des moments les plus importants et les plus délicats de la vie d'une mère et de son enfant. Evoquant la sollicitude générale dont il faut entourer la future mère, le camarade Enver Hoxha recommandait: «Il faut absolument assurer partout aux femmes enceintes, dans leur travail et leur famille, des conditions hygiéniques, de vie, de travail, de repos et d'alimentation appropriées à leur état physiologique. C'est là, me semble-t-il, un des problèmes clés de la prophylaxie, de la lutte à mener pour le développement physiologique harmonieux de l'organisme humain tout au long de son existence.»[3]

A cet égard, de tâches concrètes incombent non seulement aux secteurs de la production, qui doivent garantir de façon permanente, dans la mesure des possibilités de notre économie, les articles alimentaires et industriels nécessaires au traitement des femmes enceintes et des jeunes mamans suivant les critères des sciences médicales, mais aussi aux organismes de la santé publique, aux médecins, aux sages-femmes, au personnel sanitaire des centres de consultations pour les mères et les enfants, aux enseignants, etc., qui, par leur activité professionnelle et sociale, par leur travail de propagande à cette fin, peuvent apporter une précieuse contribution en dispensant aux femmes une éducation saine quant à l'hygiène, à la façon de nourrir et d'habiller leurs enfants, aux conditions de vie qui leur sont appropriées, à la prévention des maladies affectant les mères, au développement physique et psychique des enfants, etc.

D'autre part, il faut créer des conditions facilitant aux femmes leur tâche dans les travaux du ménage pour que la famille assume, mieux et avant tout, parallèlement à sa fonction économique, sa fonction de reproduction et celle d'éducation de la nouvelle génération. On a observé que la femme consacre en moyenne environ 5 heures par jour aux travaux ménagers et à l'éducation de ses enfants de sorte que son temps libre se réduit à 2 heures. Les travaux domestiques occupent donc une grande partie du temps dont disposent les femmes, ils réduisent le temps qu'elles peuvent consacrer à leur épanouissement sur le plan de l'instruction et de la culture ainsi qu'à leurs loisirs.

Les femmes seront affranchies davantage des travaux pénibles du ménage en premier lieu à travers une lutte continue contre les conceptions qui ont cours et chez les hommes et chez les femmes, selon lesquelles les travaux domestiques et l'éducation des enfants sont l'affaire exclusive des femmes.

On a noté qu'avec l'accroissement du nombre des enfants l'esprit d'organisation et de solidarité interne de tous les membres de la famille pour vaquer tous ensemble aux travaux ménagers s'accroît, les conditions créées par notre société pour faciliter la tâche aux femmes dans l'éducation de leurs enfants sont plus efficacement mises à profit, et que, de ce fait, leur charge de travail n'augmente pas beaucoup.

Par ailleurs, le développement de la base matérielle et technique ainsi que l'élévation du niveau de vie des masses travailleuses créeront les conditions permettant la socialisation et la mécanisation plus poussées des travaux ménagers.

La juste compréhension de l'importance que revêt, dans les conditions actuelles, la fonction de la famille dans la reproduction de la population tient également au travail idéologique mené en profondeur pour créer une opinion publique saine sur la nécessité de maintenir un taux élevé de natalité et sur les capacités de notre société de répondre à un accroissement dynamique de la population. On a observé qu'un certain nombre de jeunes couples notamment souhaitent peu avoir plus de deux enfants; ils justifient, pour la plupart, leur choix en invoquant les soucis et les difficultés qu'entraîne l'éducation des enfants ou par l'idée que l'augmentation du nombre d'enfants fait baisser le niveau de vie de la famille et réduit le temps libre que les parents peuvent consacrer à leur instruction et à l'élévation de leur niveau culturel. Cela illustre bien l'importance du travail organisé, étudié et dirigé par le Parti et ses leviers en vue de débarrasser une partie des jeunes couples des conceptions petites-bourgeoises pour y substituer la conviction que le devoir de la perpétuation de l'espèce, cette tradition aussi humaine que patriotique des Albanais, doit être accompli toujours mieux pour le bien du peuple, de la patrie et du socialisme.

3. Problèmes de la conduite des processus du mouvement mécanique de la population

La politique démographique de notre Parti et de notre Etat comprend aussi la conduite des processus du mouvement mécanique de la population entre les différentes régions du pays. Ces processus ont pour fondement objectif le développement planifié et proportionné de l'économie et de ses branches dans toutes les zones et les régions du pays, développement qui demande une répartition rationnelle des forces productives et des sources de travail. Ces processus subissent aussi l'influence des conditions sociales et économiques, naturelles et géographiques des diverses zones du pays ainsi que celle des changements produits dans le niveau et le mode de vie de la population.

L'expérience acquise dans l'étude du mouvement mécanique de la population permet de conclure que la régulation des processus du mouvement mécanique dirigé et la conduite de la reproduction de la population font partie intégrante de la politique démographique du PTA. Toutefois, compte tenu du rôle joué par les processus de migration dans la répartition territoriale des forces productives, dans la répartition des sources de travail et l'emploi des forces actives, dans la réduction des disparités entre campagnes et villes, la conduite du mouvement mécanique, autrement dit la politique de migration, constitue un aspect à part étroitement lié à la politique sociale et économique de notre pays dans son ensemble.

De 1950 à 1960, la politique poursuivie par le PTA dans l'industrialisation du pays et la construction de la base économique du socialisme rendait indispensable l'accroissement numérique de la classe ouvrière, grâce notamment au transfert organisé d'un nombre non négligeable de travailleurs ruraux. Au cours de cette période, à travers ce mouvement mécanique de la population, environ 130 000 paysans représentant près de 40 pour cent de l'accroissement naturel de la population rurale, vinrent s'établir dans les villes.

Cette politique de migration s'est également traduite par la fondation chez nous d'une série de villes et d'agglomérations importantes, par le développement de l'industrie et sa coordination avec l'agriculture ainsi que par le resserrement des liens entre les diverses régions du pays. Dans les conditions du développement dynamique de notre économie socialiste, alors que la structure des branches de notre économie et la répartition territoriale des forces productives sont en perpétuelle mutation, le mouvement dirigé de la population a joué un rôle important dans l'harmonisation des moyens de production avec le nombre et la qualification nécessaire de la main-d'oeuvre.

Cependant, les tendances du mouvement mécanique ne se développent pas toujours dans les mêmes proportions.

«Elles dépendent, souligne le camarade Enver Hoxha, des tâches et des objectifs fixés pour le développement planifié de l'économie et de la culture, c'est-à-dire que le mouvement nécessaire de la main-d'oeuvre et de la population se fait suivant un plan.»[4]

Ainsi, après 1960, quand il fut possible de satisfaire les besoins en main-d'oeuvre des villes et des centres industriels, essentiellement par l'accroissement naturel de leur population et la participation toujours plus vaste des femmes au travail socialement utile, le mouvement mécanique de la population alla se ralentissant non seulement en valeur relative, mais aussi en valeur absolue.

Toutefois, les principaux facteurs qui entraînèrent la réduction de ce mouvement mécanique furent le développement harmonieux de l'agriculture et de l'industrie, la mise en place d'une structure complexe des forces productives dans les campagnes et l'élévation continue du niveau de vie matériel et culturel de la population rurale. Le ralentissement du mouvement mécanique de la population rurale et le taux supérieur de croissance naturelle dans les campagnes constituent les deux facteurs fondamentaux du maintien de proportions stables entre villes et campagnes, ce qui constitue actuellement le trait essentiel de la répartition territoriale de la population.

En même temps que le mouvement mécanique de la population dirigé par l'Etat sur la base d'une politique démographique clairement définie, qui vise à harmoniser le développement économique et social avec la répartition de la population à l'échelle nationale, on observe un autre mouvement de population, d'un caractère spontané, mais de moindre proportion que le mouvement dirigé. Actuellement, ce mouvement mécanique spontané apparaît comme un processus qui, parallèlement à son élément planifié de transfert des campagnes vers les villes, comporte d'autres formes, dont le mouvement de la population et de la main-d'oeuvre des villages des zones de collines et de montagnes vers les coopératives agricoles des plaines et vers les entreprises agricoles, est le moins étudié et le plus difficile à définir et à diriger. On a remarqué que le mouvement mécanique spontané déplace avant tout une population jeune et essentiellement celle qui est en âge de travailler, surtout des jeunes filles, aussi, faute d'être dirigé et contrôlé, peut-il d'une part créer un accroissement relatif de la main-d'oeuvre dans les villes, les entreprises agricoles et les coopératives agricoles de la zone de plaines, et d'autre part «appauvrir», dans les zones qu'il affecte, les sources de travail et notamment les contingents féminins en âge d'avoir des enfants. Ces mouvements s'expliquent essentiellement par des motifs économiques, mais une partie des jeunes filles se déplacent pour des raisons matrimoniales, c'est pourquoi dans la tranche d'âge de 15 à 30 ans des disproportions peuvent se manifester parfois entre les deux sexes. Ces motifs sont en partie le résultat de l'ancienne coutume de l'exogamie, qui faisait autrefois obstacle aux mariages entre habitants d'un même village, mais il y a aussi des cas où les mouvements mécaniques de population sont motivés par le recherche d'un travail plus facile, de conditions de vie meilleures, ou encore par les traditions héritées du passé.

Naturellement il y aura, à l'avenir également, des mouvements mécaniques de population, logiquement fondés et planifiés, mais il s'agit ici de réduire les mouvements inutiles, qui peuvent entraîner des conséquences fâcheuses dans la répartition territoriale des forces productives et des sources de travail, et exercer une influence susceptible de dérégler les structures socio-démographiques. La voie principale que suit notre Etat socialiste pour atteindre cet objectif, c'est l'adoption, dans le cadre de sa politique démographique, de mesures dont l'application vise à éliminer les disparités essentielles entre les campagnes et les villes, et entre les zones rurales elles-mêmes sur le plan du degré de développement économique, dans le domaine des revenus, du niveau et du mode de vie, de l'enseignement, de la culture, des services, etc.

Il est hors de doute que l'un des facteurs les plus importants qui contribuent directement à ralentir le mouvement mécanique spontané de la population, c'est la réduction des différences qui existent encore entre les villes et les campagnes sur le plan des revenus. Par sa politique, notre Parti cherche, sur la base de l'augmentation de la production agricole, à accroître les revenus réels et en même temps la consommation par habitant dans les campagnes à des rythmes plus rapides que dans les villes. Comme les revenus réalisés grâce au travail fourni dans les coopératives occupent la place principale dans la formation des revenus réels à la campagne, la voie principale à suivre pour atteindre cet objectif sera l'accroissement prioritaire dans les campagnes du nombre de la main-d'oeuvre, des rendements des cultures agricoles et de la production pastorale, du revenu net ainsi que du revenu par travailleur.

Comme on le sait, en raison des différences entre les deux formes de propriété socialiste, sur le plan de l'organisation de la production, de la mécanisation et des conditions naturelles et géographiques, la forme de rémunération n'est pas la même dans les coopératives et dans les entreprises agricoles. Dans les villes et le secteur d'Etat des campagnes, les ouvriers sont rémunérés suivant les normes de rendement ou à la durée de leur temps de travail, conformément aux tarifs unifiés à l'échelle nationale. Dans les coopératives agricoles, le travail est rémunéré suivant les normes de rendement ou le nombre de journées de travail, en fonction de la capacité économique et financière de chaque coopérative. La voie définie par le Parti en vue du renforcement économique des coopératives agricoles les plus solides et de leur conversion progressive en entreprises d'Etat parallèlement à la consolidation des secteurs d'Etat à la campagne, constituerait une autre orientation à suivre pour réduire les différences de revenus entre le secteur d'Etat et le secteur coopératif ainsi qu'entre les diverses zones rurales, ce qui contribuerait notablement à ralentir le mouvement mécanique spontané de la population.

Dans le cadre du perfectionnement des rapports de propriété, une mesure importante dont l'application contribuera à freiner les mouvements mécaniques incontrôlés, consiste dans l'organisation de l'ensemble des exploitations des zones de plaines, de collines et de montagnes en coopératives de type supérieur qui bénéficient de conditions plus appropriées à l'accroissement accéléré de la production, d'une base matérielle et technique et de ressources financières plus considérables, une part de celles-ci leur étant fournie par l'Etat. Toute cela tendra à accroître graduellement les revenus réels de la paysannerie et à rapprocher leur niveau de celui des travailleurs agricoles et des citadins.

L'application de la politique du Parti visant à développer l'agriculture et à réduire les disparités économiques et sociales dans toutes les zones du pays dépend aussi des améliorations du mécanisme financier de redistribution dans les rapports de l'Etat avec les coopératives agricoles. Au cours des quinquennats passés, ce mécanisme a permis de réduire progressivement la masse des revenus que versent les coopératives agricoles des zones de collines et de montagnes pour contribuer à la formation de revenus centralisés de l'Etat.

Dans ce cadre, les objectifs de la politique démographique tendant à limiter les mouvements mécaniques spontanés demandent à l'avenir une application plus poussée de ces mesures dans certaines directions, comme la réduction graduelle des prix des moyens de production fournis à l'agriculture et des tarifs des services productifs pour ces branches, l'élévation de la mesure de prélèvement de la rente différentielle par les coopératives de la zone de plaines et celles qui sont plus financièrement solides, l'accentuation de la différenciation régionale des prix de stockage, l'accroissement de l'aide destinée au développement des zones de collines et de montagnes, essentiellement sur la base de la redistribution des revenus dans le domaine agricole, l'accroissement des investissements dans l'agriculture et les branches qui y sont directement liées, etc.

L'essor continu du régime coopératif, les grands changements quantitatifs et qualitatifs qui s'avéreront dans la propriété coopérative, auront pour effet de réduire encore les écarts entre les campagnes et les villes, entre les coopérateurs et les travailleurs du secteur d'Etat de l'agriculture dans le domaine de l'organisation et de la rémunération du travail. Dans ce cadre la majoration des avances que les coopérateurs reçoivent au cours de l'année, le nivellement entre les campagnes et les villes pour ce qui concerne les critères de rémunération en cas d'incapacité temporaire au travail, les pensions de retraite, etc., contribueraient directement à freiner les mouvements mécaniques de population dans les campagnes. Naturellement, toutes ces mesures qui restent à prendre ne joueront qu'un rôle secondaire, car les facteurs principaux du mieux-être de la population rurale resteront la consolidation économique et sociale des coopératives agricoles, le travail des coopérateurs eux-mêmes pour accroître la production et la rentabilité des dépenses et des investissements nécessités par l'agriculture, ce qui aura pour effet d'accroître sensiblement les revenus par travailleur et les sources d'accumulation. Enfin, il y a chez nous tout un système de revenus dont les travailleurs profitent à travers le fonds de consommation sociale. Il comprend toutes les dépenses de caractère général, social et culturel que notre Etat fait pour assurer le développement de l'enseignement et des services sanitaires gratuits, de la science et de la culture, etc. L'amélioration continue des rapports de répartition de ce fonds entre les campagnes et les villes ainsi qu'entre la zone de collines et de montagnes et la zone de plaines contribuerait à limiter encore les mouvements mécaniques de population de la campagne vers les villes et de la montagne vers les plaines.

La politique appliquée par le Parti en matière de répartition territoriale de l'industrie, l'exploitation générale et complète des ressources naturelles et leur traitement à fond ainsi que l'essor des autres secteurs non agricoles ont été autant d'importants facteurs du maintien de la population rurale dans les campagnes, une voie originale suivie dans l'urbanisation du pays. Dans nombre de districts, notamment dans le Nord de l'Albanie, une bonne partie de la main-d'oeuvre a été intégrée dans les branches de l'industrie d'extraction et d'enrichissement des minerais, de la métallurgie, de la production d'énergie, de l'exploitation forestière, etc. A l'avenir également, parallèlement aux principales voies suivies pour fixer la population rurale, comme l'intensification continue de la production agro-pastorale, son amélioration structurelle et la conversion graduelle et bien calculée des coopératives en entreprises agricoles, l'extension de l'industrie à la campagne et sa coordination avec l'agriculture joueront dans ce sens un rôle important. Soulignant la grande importance de cette voie, le camarade Ramiz Alia a indiqué, dans son discours du 11 février 1986 au plénum du Comité du Parti du district de Mirdite, la nécessité d'un travail d'explication à mener auprès des gens et surtout parmi les cadres «... pour leur faire comprendre combien il est nécessaire d'assurer une combinaison organique entre les activités industrielles et agricoles sans qu'elles se nuisent, d'élever le rôle actif de la classe ouvrière dans la bonne marche de l'agriculture et l'amélioration des conditions de vie dans les campagnes, de consolider aussi la structure relativement vaste — coopérateurs, ouvriers et intellectuels — de la population rurale sans grever la société des dépenses prématurées et superflues que nécessiterait la création et l'extension de centres industriels.»

L'expérience révolutionnaire de notre pays est un clair témoignage du rôle déterminant qu'a joué la politique démographique sciemment menée par notre Parti dans la conduite des processus de développement de la population. Faute d'une pareille politique active et conséquente, la population de l'Albanie n'aurait pas pu tripler en l'espace de quatre décennies, en conservant une structure jeune tout en gardant dans une proportion stable ses deux tiers à la campagne. Les objectifs imposants et les brillantes perspectives du développement économique et social de notre pays rendent encore plus urgente la nécessité d'élargir, d'approfondir et de perfectionner la politique démographique actuelle.

Publié d'après le n° 10/1986 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales».

Notes :

1. Enver Hoxha, *A propos du 7e plan quinquennal,* éd. alb., p. 162.

2. *Ibid.,* p. 162.

3. Enver Hoxha, *De la femme (Recueil d'ouvrages),* Tirana, 1986, p. 506.

4. Enver Hoxha, *A propos du 7e plan quinquennal,* éd. alb., p. 168.

Zana Alia (Collaboratrice scientifique à l'Institut des études marxistes-léninistes) — De certains aspects de l'évolution des rapports familiaux au cours de la construction du socialisme en Albanie[1]

La période du passage du capitalisme au communisme se caractérise par une diversité de types et de catégories de rapports familiaux qui correspondent à sa nature transitoire, car on voit pendant cette période une nouvelle structure sociale de classe se substituer à l'ancienne structure sociale de classe de la société d'exploitation. Au début de cette période on connaissait en Albanie divers types et catégories de familles et de rapports familiaux, comme les familles et les rapports familiaux féodaux, bourgeois, petits-bourgeois, paysans et ouvriers. Au fur et à mesure de l'édification du socialisme, la structure de classe de la société albanaise a évolué et, avec elle, celle des rapports familiaux. Cette évolution se traduit, d'une part, par l'élimination progressive des anciens types et des catégories de famille fondés sur la propriété privée et, d'autre part, par la propagation et l'affirmation d'un nouveau type de famille dont l'existence repose sur les rapports de production socialistes, la famille socialiste.

Chaque type particulier de famille comporte une série de traits fondamentaux, et c'est aussi le cas de la famille socialiste. Partant des enseignements du marxisme-léninisme et synthétisant l'expérience de la construction du socialisme en Albanie, le camarade Enver Hoxha a défini et démontré dans son oeuvre l'essence de la famille socialiste et ses principaux traits. Il a indiqué que la famille socialiste édifie toute sa vie sur la base des rapports de production socialistes, qui excluent les rapports d'exploitation et de domination de l'homme par l'homme. Comme les classiques du marxisme-léninisme l'avaient prévu, la famille socialiste représente un type particulier de famille monogamique formée sur la base de l'amour pur et sincère, du respect et de l'entraide de ses membres, de leurs intérêts et de leurs idéaux communs.

La famille socialiste se caractérise par de nouveaux rapports entre les conjoints et tous ses autres membres. Ces rapports se traduisent par la démocratie au sein de la famille. Un autre trait caractéristique essentiel de ces rapports c'est l'égalité entre l'homme et la femme ainsi que l'affranchissement de celle-ci des rapports patriarcaux et de tout autre rapport d'oppression et de domination. La famille socialiste se distingue par la pureté des sentiments qui unissent non seulement les conjoints, mais encore les parents et leurs enfants, par l'amour partagé, par le souci des parents de bien élever leurs enfants et d'assurer leur éducation, par le respect et la reconnaissance des enfants envers leurs parents. Evoquant les traits fondamentaux de la famille socialiste, le camarade Enver Hoxha a souligné au 2^{e} plénum du CC du PTA du 15 juin 1967 que notre Parti a pour but «... de mener un intense travail idéologique pour raffermir la famille albanaise, ce qui n'est possible qu'à travers la création de rapports justes, égaux et libres, combinés avec des sentiments purs et profonds, exempts de tout complexe d'infériorité de quiconque de ses membres ou de tout vestige de la propriété privée et de ses conceptions...».[2]

La famille socialiste est en train de se consolider en Albanie et elle connaît des transformations multiformes. Dans ce texte nous avons essayé d'analyser certains aspects de ces transformations et plus précisément ceux qui concernent la structure sociale de classe de la famille et son aspect physique et démographique, tout cela étroitement lié surtout aux transformations accomplies dans la base économique et la structure sociale et de classe de notre société. Les conditions économiques, sociales, politiques et idéologiques générales de notre société socialiste incitent le système des rapports familiaux à se développer dans le sens de la famille socialiste et, à cet égard, la famille socialiste n'est pas un objectif, un idéal très lointain qui ne sera atteint que dans l'avenir, mais une réalité. Elle existe désormais sous une forme actuelle concrète, avec ses nouveaux traits distinctifs qui ne cessent de se renforcer et de se développer.

Actuellement, on ne peut affirmer que chaque famille albanaise revête tous les traits de la famille de type socialiste. Certes, avec le triomphe des rapports de production socialistes en Albanie, les classes exploiteuses ont été éliminées et il n'y a que des classes amies, socialistes, comme la classe ouvrière, la paysannerie coopérée et la couche de l'intelligentsia populaire. Néanmoins, aujourd'hui encore, à côté des familles où prévalent les traits de la famille socialiste, il en est d'autres qui gardent des vestiges de l'ancien système des rapports familiaux, surtout de la famille patriarcale.

La tendance évolutive de la famille albanaise vers la famille socialiste n'est pas le produit de voeux purement subjectifs. De plus, même si les gens n'ont pas pleinement conscience du caractère socialiste de leur famille, cette famille devient une réalité du fait même des conditions matérielles dans lesquelles elle existe. Le marxisme reconnaît que c'est l'être social qui détermine en fin de compte et la situation réelle, objective de la famille dans la société, et la conscience sociale des membres. La nouvelle structure économique, sociale et de classe de la société implique nécessairement et objectivement la transformation des rapports familiaux dans le sens de la famille socialiste, indépendamment de la part que représentent encore les phénomènes de caractère transitoire ou les vestiges des anciens rapports familiaux. La nouvelle base économique et la nouvelle structure sociale et de classe de notre société constituent le facteur objectif déterminant de la transformation de la famille socialiste en un type de famille prédominant dans les villes comme à la campagne. Leur consolidation ininterrompue permet au socialisme de pénétrer, par son mode de vie, ses idées et ses conceptions, dans les aspects les plus divers de la famille en général et de chaque famille en particulier.

Sans vouloir idéaliser la situation actuelle des rapports familiaux dans les villes comme à la campagne, nous pouvons constater une série de transformations et de processus qui confèrent à ces rapports un caractère socialiste toujours plus prononcé. Avant tout, la situation économique des familles de tous les groupes sociaux et de classe a radicalement changé. Ayant éliminé l'exploitation de l'homme à son origine même, l'abolition de la propriété privée des moyens de production à l'échelle nationale a fait du travail dans le cadre de la propriété socialiste et des rapports sociaux d'entraide et de coopération les uniques bases et sources fondamentales de l'existence économique de la famille. Par là même, ont été supprimés les facteurs objectifs tendant à faire de la famille un foyer d'accumulation de richesses à travers l'exploitation de l'homme par l'homme, partant, les graves plaies sociales de la famille qu'entraînait inévitablement la propriété privée. Car il est entendu que les conflits les plus aigus dans les anciens rapports familiaux tenaient en premier lieu à la propriété privée et à ses séquelles.

Le niveau de vie matériel et le bien-être de chaque famille albanaise en général et de ses membres en particulier leur sont assurés conformément au développement de la production sociale socialiste et à l'objectif de notre société d'élever, sur cette base, le bien-être de toutes les masses populaires. Naturellement, le niveau des revenus de chaque famille est conditionné par le stade de développement actuel de nos forces productives. Mais dès aujourd'hui, dans le cadre de la production et de la propriété socialistes dans les villes comme à la campagne, chaque famille s'est vue assurer les conditions matérielles nécessaires et satisfaire les exigences normales de son bien-être.

Du point de vue des revenus, il existe encore des différences assez nettes d'une famille à l'autre ainsi que d'un groupe de familles à l'autre. Ces mêmes différences subsistent dans le système des rapports de production socialistes, mais elles n'ont rien à voir avec celles qui existent dans la société à classes antagonistes. Dans le cadre de la lutte que nous menons pour réduire les disparités essentielles entre les classes travailleuses de notre société socialiste, entre les intellectuels et les travailleurs manuels, entre les campagnes et les villes, ces différences vont sans cesse diminuant et s'atténuant, et cela en raison de l'élévation du bien-être de toute la population. Cette transformation socialiste de la situation économique de la famille albanaise de nos jours a créé la condition sine qua non de son développement et de son Renforcement continus en tant que famille de type socialiste. Cette transformation touche tous les aspects de la famille, tous les rapports en son sein, bref toute sa vie.

L'établissement des rapports de production socialistes dans les villes comme à la campagne a entraîné également l'élimination de la base économique de l'inégalité entre les deux sexes, qui a existé des siècles durant dans la société antagoniste. Le socialisme a permis aux Albanaises de sortir de leur maison pour participer activement à la vie économique et sociale au même titre que les hommes. Chez nous, les femmes et les jeunes filles contribuent largement à la production sociale. En 1984, elles représentaient 46,6 pour cent du total des travailleurs du secteur d'Etat et du secteur coopératif. Dans certains secteurs, comme l'enseignement et la santé, ce taux est même plus élevé. Travaillant activement et touchant pour le même travail le même salaire que l'homme, l'Albanaise d'aujourd'hui a plus ou moins les mêmes revenus que l'homme, ce qui la rend économiquement indépendante dans sa famille. L'égalité, surtout économique, entre l'homme et la femme, est un trait distinctif général des familles de toutes les classes et de tous les groupes sociaux existant chez nous.

La transformation des rapports économiques au sein de la famille se reflète dans d'autres rapports, comme ceux entre les différentes générations. La situation actuelle de la famille albanaise a pratiquement rendu vaine la position du chef de famille telle qu'elle était conçue dans la famille patriarcale de jadis, ainsi que toutes les prérogatives qui assuraient son pouvoir. On ne peut dire aujourd'hui que c'est l'homme ou la personne la plus âgée de la famille qui assume effectivement le rôle de chef de famille. Cette fonction peut être assumée aujourd'hui, réellement et pratiquement, et par des femmes, et par d'autres membres, plus jeunes, de la famille. Qui plus est, notre famille se caractérise par le fait que ses membres discutent et décident en commun des divers problèmes qui les concernent.

La transformation socialiste de la base économique de la famille a conféré une nouvelle position à la jeune comme à la vieille génération. Les personnes âgées n'assument plus le rôle de chef de famille patriarcal, leur vie est assurée par le système de pensions de retraite, qui leur permet de mener une vie économiquement indépendante par rapport à la génération active. Les enfants mineurs non plus ne sont pas obligés comme jadis de travailler pour gagner leur pain et subvenir aux besoins de leur famille. La famille albanaise de nos jours, citadine ou rurale, est en mesure d'assurer l'existence de la jeune génération, de lui créer les conditions pour s'instruire et élever son niveau de formation culturel et professionnel. C'est pourquoi les jeunes commencent, en règle générale, à travailler à un âge plus avancé que par le passé. Le mieux-être et une plus grande indépendance économique des membres de la famille ont éliminé la nécessité de familles nombreuses de type patriarcal. Les jeunes peuvent plus facilement et relativement plus tôt mener une vie indépendante de celle de leurs parents et créer leurs propres familles de façon encore plus indépendante conformément à leur formation générale plus avancée, conformément aussi aux nouvelles exigences individuelles.

La nouvelle position de classe sociale des familles et des divers groupes de la société est sanctionnée par la Constitution de la RPS d'Albanie et, sur cette base, par le Code de la famille. Grâce aux nombreux moyens dont il dispose, notre Etat socialiste contribue positivement au développement du système des rapports familiaux dans le sens du raffermissement des traits essentiels de notre famille socialiste. Notre Etat socialiste protège la famille en proclamant l'entière égalité juridique des époux dans le mariage et la vie conjugale, il protège surtout les enfants, veille à promouvoir la solidarité et l'entraide chez tous les membres de la famille, à harmoniser les intérêts personnels et intérêts collectifs, les intérêts de la famille et ceux de toute la société.

Certes, c'est la base économique socialiste qui détermine la physionomie de la famille albanaise et son évolution en tant que famille de type socialiste, mais la superstructure socialiste agit elle aussi dans ce sens. Proposant de nouveaux idéaux sociaux, de nouvelles normes morales, de nouveaux objectifs à la famille, la superstructure socialiste a contribué à faire en sorte que la vie spirituelle de la famille s'adapte toujours mieux à sa nouvelle structure sociale et de classe et que la famille albanaise évolue conformément aux idéaux du socialisme.

Le camarade Enver Hoxha a hautement apprécié la démocratie socialiste au sein de la famille, l'idéologie socialiste qui y pénètre toujours plus largement, il a considéré ces facteurs comme très importants pour la suppression de l'ancien type de famille et la naissance et la consolidation d'une famille nouvelle, socialiste. «La lutte pour l'élargissement et l'approfondissement de la démocratie socialiste dans notre vie sociale, a souligné le camarade Enver Hoxha, a pénétré également au sein de la famille où les manifestations d'inégalité sont plus marquées. Nous voyons secouer et s'effondrer les fondements de la vie patriarcale et pénétrer dans la famille toujours plus largement les principes de la morale communiste, l'esprit de l'idéologie socialiste.»[3]

A notre époque, au cours de la construction de la société socialiste, le nombre des familles dont le chef est de condition sociale ouvrière est allé croissant. C'est là un phénomène frappant pour ce qui est de la structure sociale et de classe de la famille albanaise, une conséquence directe de l'accroissement numérique de la classe ouvrière et de sa part dans la population du pays. En 1960, la classe ouvrière représentait 29,1 pour cent du total de la population, contre 38,2 pour cent en 1979. En conséquence, alors qu'en 1960 les familles dont le chef est de condition sociale ouvrière représentaient 28,6 pour cent du total des familles albanaises, en 1979 ce taux était monté à 41,5 pour cent. C'est là une tendance positive de notre société socialiste. La classe ouvrière est la classe la plus progressiste et la plus révolutionnaire de notre société. De ce point de vue, le grand nombre des familles ouvrières contribue à la propagation et à la prépondérance des signes de progrès dans les rapports familiaux et surtout à l'affaiblissement des survivances petites-bourgeoises dans les familles.

La paysannerie constituant encore la majorité de la population du pays, la collectivisation des campagnes a exercé une influence considérable sur l'évolution de la structure sociale et de classe de la famille albanaise. Cette collectivisation a transformé les paysans individuels en une classe nouvelle, socialiste, en paysannerie coopérée, dont la structure repose sur la propriété collective socialiste des moyens de production. Elle a ainsi créé les possibilités économiques et sociales objectives pour la conversion des familles paysannes de l'ancien type, fondées sur la propriété privée, en familles de type nouveau, coopérées. L'extension de la collectivisation, s'est accompagnée de l'accroissement numérique du nombre des familles coopérées dans nos campagnes. En 1955, les familles des paysans individuels représentaient 57,6 pour cent du total des familles du pays, et les familles des coopérateurs seulement 4,2 pour cent. En 1960, le nombre des familles des coopérateurs est monté à 37,7 pour cent, et celui des familles de paysans à exploitation individuelle est descendu à 16 pour cent. Avec l'achèvement de la collectivisation de l'agriculture, toute la paysannerie travailleuse a été intégrée dans les coopératives agricoles, de même qu'a été liquidé le secteur des petits commerçants et des artisans individuels. Ainsi, le recensement de 1979 n'enregistra aucune famille d'agriculteurs ni d'artisans individuels, alors que les familles des coopérateurs représentaient 38,2 pour cent du total des familles albanaises.

Le nombre des familles d'employés quant à la condition sociale s'est également accru depuis la libération du pays, surtout du fait de l'extension de l'enseignement supérieur, des secteurs du travail intellectuel, des activités culturelles, éducatives, scientifiques, etc. En 1960, les familles des employés représentaient 13,2 pour cent de toutes les familles du pays, et en 1970 16,7 pour cent.

Au cours de la construction du socialisme dans nos campagnes on a vu augmenter aussi le nombre des familles d'ouvriers et d'intellectuels résidant à la campagne. En 1960, ces familles représentaient respectivement 14,9 et 3,7 pour cent du total des familles rurales, et en 1979 30 et 6,7 pour cent. Ce doublement de la part des familles ouvrières dans les campagnes est le résultat de l'agrandissement des fermes, des entreprises agricoles et des autres secteurs d'Etat mis en place dans les zones rurales, scieries, mines et chantiers des grands travaux prévus par les plans quinquennaux, qui emploient essentiellement des membres des familles paysannes, surtout des hommes, ce qui fait que nombre de familles rurales sont de condition sociale ouvrière. Quant aux familles d'intellectuels, leur nombre accru tient à l'élévation incessante du niveau d'instruction et de culture dans les campagnes. Ces deux groupes de familles contribuent à la propagation dans ces zones de nouvelles normes plus avancées dans le mode de vie et les rapports familiaux. Dans le cadre de ces tendances générales ressort aussi un

trait spécifique de la société socialiste, qui tient à la suppression de toute séparation rigoureuse sur le plan social et de classe, séparation qui existait dans la société antagoniste entre les différents groupes et catégories de familles; il tient également aux grandes possibilités créées pour une mobilité sociale et de classe toujours plus marquée, qui influe de son côté sur les rapports familiaux.

La mobilité sociale et de classe se traduit par les grandes possibilités existant dans notre société socialiste pour le passage d'un groupe social de classe à un autre. Cette mobilité ne se rattache pas aux privilèges de caractère économique ni à l'accumulation de richesse, elle est avant tout fonction du niveau d'instruction et de la nature du travail de chacun. La position sociale qu'occupent chaque membre de notre société et chaque famille, repose en premier lieu sur leur travail socialement utile, sur leurs diverses capacités de contribuer au développement général de notre société. Ainsi, existent objectivement de multiples possibilités pour passer de la condition sociale de classe de la famille de coopérateurs à celle de la famille ouvrière, ou encore de la condition de chacune de ces familles à celle de la famille intellectuelle, et cela en raison de l'égalité des droits dont jouissent tous les travailleurs de chez nous dans le domaine de l'emploi, dans l'élévation de leur niveau d'instruction et de culture, et surtout en raison de l'application par notre Parti d'une juste politique consistant à placer à des postes de direction des travailleurs appartenant à toutes les classes et couches sociales, la priorité étant donnée à ceux qui proviennent de la classe ouvrière. «Dans notre pays, a dit le camarade Enver Hoxha, nous construisons le socialisme, une industrie et une agriculture modernes s'y développent, l'instruction et la culture se sont propagées partout, la population connaît un développement et une mobilité considérables mais harmonieux, les campagnes se rapprochent des villes à tous les points de vue. Des milliers de paysans descendent de leurs villages pour aller travailler dans les usines et les mines, des milliers de citadins vont travailler dans des usines (et pas seulement dans les usines de leur ville), ainsi que dans des coopératives agricoles. Des jeunes gens et des jeunes filles... se lancent chaque année dans la vie, des cadres bien formés passent des villes dans les campagnes et vice-versa».[4]

La mobilité sociale de classe dans les rapports familiaux se manifeste, en premier lieu, à travers le mariage de jeunes gens et de jeunes filles de différente condition sociale. Le camarade Enver Hoxha a souligné que chez nous ont été abattues les barrières sociales de classe de l'ancien régime qui empêchaient les enfants des travailleurs d'épouser les enfants des classes riches, ou les enfants des villes de s'unir à ceux des campagnes. Les données statistiques indiquent qu'en général le taux des mariages des jeunes de condition sociale différente va croissant. Ainsi, en 1976, ces mariages représentaient 18 pour cent de tous les mariages conclus cette année-là et en 1984 ce taux a été de 23,6 pour cent.

Cette tendance montre que dans notre société les différentes classes et les différents groupes sociaux ont toujours plus des intérêts fondamentaux communs, des objectifs, des aspirations, des idées et une psychologie similaires. En outre, le développement général de notre jeune génération sur les plans de l'éducation et de la culture, a eu pour effet de réduire les écarts de niveau culturel entre les jeunes des différentes classes et des divers groupes sociaux. De ce point de vue, la formation culturelle générale d'un jeune ouvrier doté d'une instruction secondaire diffère peu de celle d'un jeune intellectuel. Ces facteurs rendent possible et naturel un brassage social de classe à travers les liens conjugaux.

Quoi qu'il en soit, 76,4 pour cent de tous les mariages conclus en 1984 l'ont été entre jeunes gens et jeunes filles de la même condition sociale de classe. Cela atteste l'importance que revêtent encore les différences de classe et de couches sociales dans les mariages. Mais cette seconde tendance s'explique aussi par le fait que chez nous prédominent les mariages contractés entre jeunes gens et jeunes filles qui se sont connus eux-mêmes. De ce point de vue, il est naturel de voir se marier des gens travaillant ensemble ou fréquentant la même école et qui appartiennent en général à la même classe ou au même groupe social.

La mobilité sociale de classe dans le système des liens familiaux se manifeste, en second lieu, par une condition sociale de classe mixte des membres des familles albanaises. Dans les recensements de la population, la condition sociale de la famille est définie par la condition sociale de classe de son chef. Mais, par exemple, le groupe des familles ouvrières (c'est-à-dire dont le chef est ouvrier) comprend un nombre non négligeable de familles (33,1 pour cent en 1979) dont les autres membres, femme, enfants adultes, etc., ne sont pas des ouvriers. De même 28,3 pour cent du total des membres des familles de coopérateurs et 68,5 pour cent des familles d'employés n'étaient pas, en 1979, de la même condition sociale que le chef de famille. Les statistiques révèlent que le nombre des familles dont les membres sont de différente condition sociale (autrement dit des familles mixtes) est allé croissant. En 1969, ces familles représentaient 33 pour cent du total des familles du pays et en 1979 37,2 pour cent. Ainsi, ces données précitées sur la classification des familles selon l'appartenance sociale de classe de leur chef, comportent des différenciations importantes. Le mari peut, par exemple, être ouvrier, et sa femme coopératrice. Ce groupe comprend une catégorie relativement nombreuse de familles, surtout dans les régions où se trouvent des mines, des entreprises agricoles et d'autres entreprises industrielles. En 1984, 13,1 pour cent des mariages ont été contractés entre jeunes ouvriers et jeunes coopératrices. Dans ce groupe en général des traits typiques de la famille paysanne se mêlent à ceux de la famille ouvrière.

Il existe aussi, aujourd'hui, un groupe de familles où le mari peut être coopérateur ou ouvrier, alors que sa femme peut être employée ou intellectuelle (infirmière, institutrice, etc.). En 1984, 2,4 pour cent des mariages ont été conclus entre un ouvrier ou coopérateur et une employée. Bien que ce groupe puisse être moins nombreux que le premier, il est important du point de vue du rôle de la femme dans cette famille, où son niveau de culture, d'instruction et d'émancipation peut être plus élevé que celui de son mari.

Les familles où le mari est intellectuel et sa femme ouvrière ou coopératrice constituent un autre groupe. Dans ce cas, le rôle déterminant dans les rapports familiaux est assumé en général par le mari en raison de la position privilégiée que lui confère son niveau d'instruction et de culture. En 1984, 4,6 pour cent des mariages ont été conclus entre jeunes gens employés (ou intellectuels) et jeunes filles ouvrières ou coopératrices.

Les rapports familiaux subissent également l'influence des différences existant entre les diverses zones et régions du pays. Ainsi, on ne peut ignorer, au sein du grand groupe des familles paysannes, les différences existant entre des zones où se fait encore sentir le retard hérité du passé et des zones rurales ayant enregistré de plus grands progrès. De ce point de vue, nous pourrions classer les familles paysannes albanaises en trois groupes principaux: D'abord, le groupe des familles où les traditions patriarcales sont encore solides. Puis, le groupe des familles où se mêlent visiblement anciennes et nouvelles traditions. Enfin, le groupe des familles caractérisées par un niveau élevé d'émancipation sociale générale et offrant les traits prédominants de la famille de type socialiste. Ces trois groupes tendent, dans leur ensemble, à s'affranchir des influences des anciennes traditions et à revêtir de plus en plus les traits de la famille de type socialiste.

Des différences plus ou moins de la même nature s'observent également dans la condition de la famille citadine. Dans les petites villes, surtout dans celles qui sont à peine créées et qui, du point de vue de leur structure sociale de classe maintiennent des liens plus directs et plus étroits avec les zones rurales environnantes, ce sont les influences de la famille paysanne qui prévalent encore non seulement dans le mode de vie, mais aussi dans les rapports que les membres de la famille entretiennent entre eux.

Dans les grandes villes, la famille ouvrière et la famille intellectuelle sont plus consolidées et leur physionomie nouvelle est mieux définie. Toutefois, il y a des groupes de familles qui conservent encore des liens étroits avec la campagne et des traditions petites-bourgeoises encore solides. Toujours est-il que la famille citadine avec ses traits et ses particularités plus avancées constitue le modèle auquel tend à se conformer la famille paysanne. Certains de ces traits et particularités ne sont pas très répandus ni bien cristallisés même dans les villes. Néanmoins, il n'est pas malaisé d'y relever les traits qui sont le signe du progrès auquel appartient l'avenir, et qui croissent et se raffermissent continuellement. La physionomie de la famille est étroitement liée aussi à sa structure physique et démographique. Dans les études sociologiques bourgeoises et révisionnistes, on identifie souvent la structure physique et démographique de la famille et sa structure générale. En fait, cette identification n'est pas fondée, car, s'il en était ainsi, la structure générale de la famille serait réduite à ses aspects physiques et démographiques essentiellement quantitatifs; or, les aspects physiques et démographiques mêmes de la famille caractérisent sa structure non seulement sur le plan quantitatif mais encore sur le plan qualitatif. Il importe donc, lors de l'examen des processus physiques et démographiques propres aux rapports familiaux, de déterminer leur influence sur les aspects quantitatifs et qualitatifs de la structure de la famille.

C'est le total des familles dans la société et sa dynamique qui constituent le premier indice, le plus élémentaire, de l'état physique et démographique de la famille. Chez nous, on constate depuis la Libération un accroissement sensible du nombre de familles, qui, de 196 850 qu'il était en 1945, est monté en 1979 à 463 333. Cette rapide croissante démographique est un facteur important qui a déterminé l'accroissement du total des familles albanaises. Les statistiques révèlent que depuis la Libération jusqu'à nos jours, les rythmes d'accroissement du nombre des familles coïncident plus ou moins avec ceux de la croissance démographique.

Le nombre croissant des mariages a été un autre facteur qui n'a cessé de contribuer à l'accroissement général du nombre des familles. Toutefois, leurs taux respectifs d'accroissement ne concordent pas tout à fait. Ainsi, alors que le nombre des familles s'est accru de 2,4 fois de 1945 à 1979, le nombre des mariages au cours de la même période n'a augmenté que de 1,9 fois. Cette disproportion est en réalité encore plus marquée si l'on prend en compte que tous les mariages n'engendrent nécessairement pas une nouvelle famille, car souvent de jeunes époux continuent de faire partie des familles existantes comprenant plus d'un ménage.

Il en découle que l'accroissement du total des familles est également le résultat de l'action d'autres facteurs sociaux fondamentaux, notamment de la désintégration des rapports patriarcaux dans le cadre desquels subsistent des familles très nombreuses comprenant plusieurs générations et ménages. En l'absence de ce facteur, la croissance démographique et le nombre toujours plus élevé des mariages aurait entraîné l'accroissement de la structure numérique moyenne de chaque famille sans que ce processus fût suivi d'une augmentation sensible du total des familles. C'est pourquoi dans les villes, où la désintégration des rapports patriarcaux a été plus prononcée que dans les campagnes, le nombre des familles de 1969 à 1979, a environ doublé, alors que dans les campagnes il n'a augmenté que d'une fois et demie.

Les transformations sociales de caractère socialiste de la structure physique et démographique de la famille sont encore plus évidentes, si l'on examine les données statistiques sur la structure numérique des familles albanaises.

Nombre moyen des membres d'une famille à la ville et à la campagne

Années	Total	Ville	Campagne
1923	5,6		5,8
1945	5,7	4,9	6,0
1950	5,8	4,7	6,1
1955	5,5	4,9	5,8
1960	5,8	5,3	6,1
1969	5,9	5,0	6,4
1979	5,6	4,6	6,2

Ce tableau montre que la structure numérique moyenne des familles dans tout le pays s'est maintenue presque aux taux. A première vue cet indice ne reflète pas les transformations essentielles accomplies dans le système des rapports familiaux ni, surtout, l'affaiblissement des rapports patriarcaux. Mais il ne faut pas oublier que le nombre moyen des membres de chaque famille est le résultat de l'influence de facteurs très divers, même contradictoires, dont l'action s'est fait sentir dans différentes périodes.

Avant la libération du pays, la mortalité infantile élevée, la durée moyenne de vie réduite et l'émigration ont maintenu le nombre moyen de chaque ménage au niveau de 5,6 à 5,7 membres. En l'absence de ces facteurs, le nombre moyen des membres de chaque famille aurait été très élevé, notamment du fait que l'immense majorité des familles vivaient à la campagne (en 1923, par exemple, ces familles représentaient 82 pour cent du total des familles albanaises) où, comme on le sait, la tradition des familles nombreuses comprenant des membres de différentes générations ainsi que plusieurs ménages, avait de profondes racines.

Après la libération du pays et jusqu'aux années 60, le mouvement mécanique de la population de la campagne vers les villes avait réduit la composition numérique moyenne des familles rurales; d'autre part, la natalité très élevée a entraîné l'accroissement de la composition de chaque ménage, surtout dans les villes. Ces deux tendances opposées ont eu pour résultat que chaque famille albanaise comporte en moyenne 5,8 membres.

A partir de 1960, époque à laquelle les rapports sociaux socialistes se développent en largeur et en profondeur, la composition numérique moyenne de la famille citadine tend à diminuer progressivement (en 1960 elle était de 5,3, en 1969 de 5,0 et en 1979 de 4,6). Cela montre que la transformation socialiste des rapports sociaux et l'émancipation des rapports familiaux ont influé durant cette période sur la structure numérique de la famille citadine. Dans les campagnes, jusqu'en 1969, la natalité élevée, la forte influence des traditions patriarcales et d'autres facteurs, comme, par exemple, l'importance de la main-d'oeuvre dans les coopératives, la rémunération calculée sur le nombre des journées de travail, etc., ont eu pour effet d'augmenter la composition numérique moyenne des familles (de 6,1 en 1960 à 6,4 en 1969). Aussi chaque famille a-t-elle compté en moyenne, dans la période 1960-1969, de 5,8 à 5,9 personnes. Après 1969, on voit se cristalliser dans les campagnes également la tendance à la réduction de la moyenne du nombre de membres des familles (de 6,4 en 1969 à 6,2 en 1979).

Nous pensons qu'à l'avenir, compte tenu du raffermissement du caractère socialiste de tous les rapports sociaux, le processus de la réduction de la dimension moyenne des ménages se poursuivra encore. Et cela du fait de la réduction continue des rapports patriarcaux au cours de la construction intégrale de la société socialiste et de la tendance à la baisse de la natalité ces vingt dernières années. Par ailleurs, ce phénomène se poursuivra, car le développement économique et social plus poussé du pays permettra de surmonter progressivement diverses difficultés, comme par exemple, la question du logement, qui ont entravé le morcellement des familles nombreuses en familles numériquement plus réduites dans tous les cas où la tendance au maintien de familles composées de plusieurs couples et de personnes de différentes générations fait défaut.

Le contenu et les aspects qualitatifs des profonds changements physiques et démographiques de la famille, conditionnés par les transformations sociales socialistes, ressortent surtout si l'on se réfère à la structure physique et démographique interne de la famille à la situation et à ses transformations dans les villes comme è la campagne.

Les données statistiques montrent en premier lieu que chez nous les familles nombreuses de type patriarcal tendent à diminuer toujours plus. Dans tout le pays, il y a de moins en moins de familles de 11 personnes et plus, qui représentaient en 1955 environ 7 pour cent du total des familles et en 1979 4,1 pour cent. Le camarade Enver Hoxha a souligné l'importance de la réduction de la composition des familles par suite de l'affaiblissement des rapports patriarcaux. «Dans notre société socialiste, a-t-il indiqué, la famille n'est plus patriarcale, la vie et la situation économique des parents ne dépendent plus aujourd'hui de leurs enfants, comme c'était le cas des parents

de jadis, qui, une fois devenus vieux, étaient entièrement à la charge de leurs enfants. C'est pourquoi, lorsqu'on traite de cette question, il faut absolument tenir compte des changements qui ont entraîné la désintégration de l'ancienne famille et qui sont l'oeuvre de notre régime socialiste, il faut tenir compte également des perspectives d'avenir de notre société.»[5]

Cette désintégration a eu lieu partout dans le pays sauf que dans les villes elle a été plus rapide et plus profonde qu'à la campagne. Dans les villes, la tendance à la diminution du nombre de leurs membres touche même les familles de 8 à 10 personnes dont la part est passée de 9,5 qu'elle avait été en 1955 à 7 pour cent en 1979. Dans les villes il n'y avait en 1979 aucune famille de 15 personnes et plus, alors que les familles de 11 personnes et plus ne représentaient qu'un pour cent du total. C'est la preuve que dans les villes le processus de désintégration des familles nombreuses est sur le point de s'achever. Certes, même dans les conditions actuelles, on peut encore parler de «familles nombreuses»[6] dans les villes, mais nous pensons qu'il faut inclure dans cette catégorie les familles de 8 personnes et plus, qui représentaient en 1979 8 pour cent des familles citadines.

Dans les campagnes, pair contre, la réduction de la composition numérique des familles affecte sensiblement les familles de 12 personnes et plus. Si en 1955 cette catégorie de familles représentaient 6,5 pour cent du total des familles paysannes, en 1979 elle n'en représentait plus que 3,9 pour cent. Nous estimons que le groupe des «familles nombreuses» dans les campagnes comprend actuellement les familles de 10 personnes et plus, qui représentaient en 1979 10,7 pour cent des familles paysannes.

En deuxième lieu, les données statistiques montrent que les familles de 3 à 7 personnes tendent à représenter une part toujours plus importante. Si, en 1955, cette catégorie de familles regroupait environ 62 pour cent de la totalité des familles, elle en représentait en 1979 70 pour cent. Mais dans cette même catégorie on relève des différences non négligeables entre les familles rurales et les familles citadines. Dans les villes on constate une tendance à la réduction du nombre des familles de 6 à 7 personnes, alors que dans les campagnes les familles de cette importance augmentent. Dans les campagnes une place non négligeable revient également aux familles de 8 et 9 personnes, qui, en 1979, représentaient respectivement 10,6 et 7,1 pour cent du total des familles rurales. Cela -s'explique aussi bien par une natalité plus forte dans les campagnes que dans les villes que par les traditions patriarcales et certains autres facteurs économiques et sociaux qui conditionnent l'existence des familles paysannes d'un nombre relativement élevé de personnes.

De même, dans les villes, les familles de 3 à 4 personnes occupent une part deux fois plus considérable que les familles de cette importance dans les campagnes. Ce groupe comprend surtout de jeunes ménages ayant un ou deux enfants et vivant séparés de leurs parents. Ils sont, pour les mêmes raisons précitées, plus nombreux dans les villes, où ils représentent 60 pour cent des familles, alors que dans les campagnes les familles de 4 à 9 personnes représentent 74,3 pour cent des familles.

En dépit de ces oscillations entre villes et campagnes, nous jugeons que les familles de 4 à 7 personnes constituent le groupe de familles dont le nombre ira croissant. C'est précisément cette famille qui formera à l'avenir «la famille moyenne» dans notre pays.

Troisièmement, une autre tendance est à la réduction du taux des familles de 1 à 2 personnes. Selon les données statistiques, depuis 1950 le nombre de ces familles est allé diminuant. Si, en 1950, ces familles représentaient 18,3 pour cent du total des familles, en 1979 elles n'en représentaient plus que 9,4 pour cent. Cette catégorie comprend, à part les couples qui n'ont pas d'enfants, les célibataires, les veufs, et les veuves et les divorcés.

Les données dont on dispose sur nos familles de 1 à 2 personnes révèlent à la fois un trait distinctif et une des supériorités de notre système socialiste dans lequel on ne voit pas jouer des facteurs susceptibles d'accroître le nombre des familles de cette catégorie. Cette tendance est à l'opposé de la tendance des familles peu nombreuses dans les pays capitalistes et révisionnistes à augmenter en nombre dans une mesure considérable.

Les familles de 3 personnes représentent plus ou moins le même taux (11,8 pour cent en 1950 et 11,1 pour cent en 1979), car ce sont surtout de jeunes ménages n'ayant qu'un enfant et ils occupent une part importante par suite du nombre croissant de mariages. Les familles de 1 à 3 personnes peuvent être qualifiées de «familles peu nombreuses».

Il faut souligner que dans les villes et les campagnes il existe aussi un certain nombre de familles qui comprennent deux ou plusieurs familles séparées seulement formellement, de même qu'il y en a dans les campagnes qui vivent séparément, bien que cette séparation ne soit pas consacré sur le plan juridique. Quoi qu'il en soit, ces phénomènes entraînent des fluctuations partielles qui ne modifient en rien les tendances fondamentales.

L'émancipation générale des rapports familiaux et la réduction sensible du nombre de familles patriarcales au cours de la construction du socialisme en Albanie se sont matérialisées dans un autre indice qualitatif, celui de la structure de la famille suivant le nombre des couples qu'elle comprend.

Les données statistiques indiquent que le nombre des familles composées d'un seul couple est allé croissant; alors qu'en 1950 il représentait 61,5 pour cent du total des familles albanaises, il est passé en 1979 à 71,4 pour cent. Cela montre que le type de famille préféré est celui d'un ménage avec ses enfants. Mais ce taux est légèrement inférieur en réalité, car il arrive qu'une famille comprenant un seul couple et juridiquement indépendante cohabite en fait avec d'autres personnes, notamment avec ses parents d'un âge avancé. Le nombre des familles ne comprenant qu'un couple va croissant non seulement dans les villes où il est prédominant (81 pour cent en 1979), mais aussi dans les campagnes (il y est passé de 54,8 pour cent en 1950, à 65 pour cent en 1979).

Le nombre des familles comprenant 3 couples ou plus a enregistré une baisse sensible; de 11,6 pour cent en 1950, il est descendu à 3,9 pour cent en 1979. Il va de soi que, quant à la part des familles comprenant 3 couples ou plus, des différences non négligeables s'observent entre les villes et les campagnes, où les rapports patriarcaux ont été plus profondément enracinés. En 1979, cette catégorie de familles ne représentaient dans les villes qu'un pour cent du total des familles citadines. Mais il faut souligner que, dans les campagnes aussi, à la suite des profonds bouleversements dans les rapports patriarcaux, notamment de 1969 à 1979, le nombre des familles comprenant 3 couples ou davantage a diminué sensiblement: de 11 pour cent en 1969, il est passé en 1979 à 5,8 pour cent.

Il va sans dire que ces processus, d'une part, traduisent la tendance des familles nombreuses à diminuer en nombre, et, de l'autre, ils accélèrent l'élimination des survivances des familles patriarcales nombreuses.

Les données statistiques sur la structure de la famille suivant le nombre des couples qu'elle comprend, indiquent que les familles comprenant 2 couples occupent une place importante dans les villes comme à la campagne. Leur taux s'est maintenu plus ou moins au même niveau. Au lieu de 26,9 pour cent en 1950 du total des familles, ces familles en représentaient en 1969 26,8 pour cent et en 1979 24,7 pour cent.

Cette catégorie de familles comprend en règle générale des personnes appartenant à trois générations différentes: grands-parents, parents et leurs plus jeunes enfants. En Albanie leurs parents âgés vivent avec un de leurs enfants mariés. C'est là une expression de l'amour et de la compréhension entre la vieille et la nouvelle génération. Cette vie en commun se caractérise aussi par une sollicitude et un sentiment de responsabilité mutuels des enfants et des parents. Ces traits typiques de la famille de type socialiste bénéficient du soutien de l'opinion sociale et sont préservés sous la forme d'une tradition progressiste dans le cadre de l'unité et de la solidarité générale de notre société socialiste. Aussi pensons-nous qu'à l'avenir les familles comprenant 2 couples continueront à occuper une place importante dans notre pays.

Les changements qui ne cessent de se produire dans la structure sociale de classe et à la fois physique et démographique de la famille albanaise montrent que ses traits caractéristiques en tant que famille de type socialiste, se raffermissent toujours plus dans le cadre des rapports familiaux.

Publié d'après le n° 9/1985 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales».

Notes :

1. Le présent article est extrait de l'étude *«La structure de la famille albanaise à l'étape de la construction complète du socialisme».*

2. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1967-1968,* éd. alb., p. 138.

3. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 47, pp. 233-234.

4. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1969-1970,* éd. alb., p. 41.

5. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1980-1981,* éd alb., pp. 46-47.

6. C'est le nombre des membres d'une famille et non pas le caractère de leurs rapports familiaux, qui a été choisi comme critère de la «famille nombreuse».

Stefan Këmuti (Collaborateur scientifique à l'Institut des études marxistes-léninistes) — De certains aspects de l'harmonisation de l'intérêt général avec l'intérêt personnel dans notre société socialiste[1]

«La grande force de la ligne de notre Parti réside dans le fait qu'il harmonise les intérêts, personnels avec les intérêts généraux.»[2]

L'harmonisation de l'intérêt général avec l'intérêt personnel de même que celle de l'intérêt général avec l'intérêt de groupe, des intérêts de notre économie dans son ensemble avec ceux de ses entreprises et branches particulières, des intérêts immédiats avec ceux à long terme, etc., est un des problèmes d'importance théorique et pratique auxquels notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont attaché une attention soutenue tout au long de la construction du socialisme en Albanie.

La juste solution de ces problèmes conformément aux principes du marxisme-léninisme et aux conditions concrètes de notre pays constitue une précieuse expérience de notre Parti et une contribution à l'application et à l'enrichissement de la théorie marxiste-léniniste. Dans cet exposé, nous traiterons de certains aspects de l'expérience acquise par notre Parti dans l'harmonisation de l'intérêt général avec l'intérêt personnel dans notre société socialiste, dans l'éducation visant à accorder la primauté à l'intérêt général et dans l'aplanis sèment des contradictions qui se font jour dans ce domaine.

1. Les rapports entre l'intérêt personnel et l'intérêt général dans la société socialiste

L'individu est indissolublement lié à la société, en dehors de laquelle il ne peut vivre ni agir. Toute l'activité de l'homme est sociale. Lénine a dit: «Il est impossible de vivre dans une société et d'en être indépendant».[3]

Ce lien étroit entre l'individu et la société repose sur le fait que les intérêts personnels sont liés et dans un rapport déterminé avec l'intérêt général de la société. Mais, en fonction de la nature d'un ordre économique et social donné, ce lien revêt diverses formes, c'est-à-dire que ces deux catégories d'intérêt peuvent concorder, être en harmonie ou en contradiction. Cela dépend aussi de l'appartenance de l'individu à telle ou telle classe, de sa conception du monde et de sa conscience, de son niveau de compréhension de ces catégories d'intérêt et de son attitude à leur égard.

A la différence du régime capitaliste, où les intérêts personnels des masses laborieuses sont foulés aux pieds par l'Etat exploiteur, qui défend les intérêts de la classe dominante, notre régime socialiste élimine la contradiction antagoniste entre les intérêts fondamentaux des individus appartenant aux différentes classes et couches sociales, il veille aussi à aplanir de façon toujours plus complète les contradictions secondaires.

Le socialisme fait concorder toujours davantage les intérêts de l'individu avec les intérêts des autres membres de la collectivité et de la société dans son ensemble. Sous le socialisme, l'individu sent pour la première fois qu'il fait partie intégrante d'un tout, de la société, car la société socialiste ne le méprise ni ne l'opprime, elle honore le travailleur, qu'elle considère comme le capital le plus précieux.

«Nous nous faisons un devoir de défendre les intérêts légitimes de nos citoyens, a souligné le camarade Enver Hoxha, et nous ne violons donc jamais les libertés, les droits et les intérêts de l'individu. Notre société socialiste est composée d'individus et elle veille en particulier au bonheur de chacun d'eux; c'est pourquoi elle apprend à l'individu à vivre dans l'honneur et la dignité, à se respecter et à respecter les autres, à s'unir à ses camarades et à lutter pour le bien de tous».[4]

Dans notre société socialiste, l'intérêt personnel est étroitement lié à l'intérêt général de la société, mais cela ne signifie pas que ces deux intérêts ont la même importance. Pour définir la place de chacun d'eux par rapport à l'autre, notre Parti s'est toujours tenu à la thèse marxiste selon laquelle les intérêts de la société priment les intérêts des individus. Cette thèse se fonde sur le rapport dialectique entre la partie et le tout, où la priorité revient bien sûr au tout, alors que la partie se soumet à celui-ci et se fond en lui sans toutefois perdre son identité.

La primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel dans notre société socialiste s'explique non seulement par le fait que le premier est plus important puisqu'il concerne le développement de l'ensemble de la société, l'édification du socialisme et du communisme, la satisfaction des besoins matériels et spirituels toujours croissants de tous les travailleurs et non d'un individu, mais aussi par le fait que sous le socialisme il ne peut être question de satisfaire les intérêts de l'individu en dehors de l'intérêt général et sans satisfaire se dernier.

Sous le socialisme, les intérêts personnel et général ne peuvent se concevoir séparés l'un de l'autre. L'un implique l'autre et ils servent tous deux le même but, satisfaire les besoins matériels et spirituels toujours croissants des travailleurs dans tous les domaines, ce qui est aussi l'objectif de la production socialiste.

Toujours fidèle aux principes du marxisme-léninisme à toutes les étapes de la construction socialiste, notre Parti a expliqué que la primauté de l'intérêt général de la construction du socialisme sur tout intérêt personnel ne signifie pas la négation de ce dernier. Concernant ce problème, le camarade Enver Hoxha nous enseigne: «...en régime socialiste, l'intérêt général ne s'oppose pas aux intérêts personnels des travailleurs. Lorsque nous parlons

de la primauté de l'intérêt général, cela ne signifie nullement que l'on doive ignorer les intérêts personnels. En régime socialiste, l'intérêt général n'est pas conçu comme un but en soi, mais comme devant servir à satisfaire les besoins légitimes des travailleurs, les exigences du bien-être du peuple, et à renforcer la capacité de défense de la patrie».[5]

Dans la société socialiste, c'est la classe ouvrière, son parti marxiste-léniniste et l'Etat prolétarien qui expriment l'intérêt général et offrent le seul gage de la réalisation véritable de cet intérêt dans toute la société et pour chaque travailleur. Les intérêts de classe de la classe ouvrière, de son parti et de son Etat prolétarien, loin de s'opposer aux intérêts des autres travailleurs et à l'intérêt général, en sont l'incarnation parfaite et tendent justement à satisfaire aussi ces intérêts. C'est là la base objective de l'unité de notre société, de l'unité entre le Parti et le peuple. Du fait qu'il exprime la tendance du développement social vers le communisme, qu'il représente les intérêts de toutes les masses travailleuses et qu'il est le plus essentiel, le plus important, l'intérêt général a, de toute évidence, la primauté dans ses rapports avec les intérêts personnels de chaque individu dans la société socialiste.

2. L'harmonisation de l'intérêt général et des intérêts personnels dans notre société socialiste

La juste combinaison et l'harmonisation des divers intérêts de la société, en particulier de l'intérêt personnel avec l'intérêt général, sont au nombre des traits fondamentaux de notre société socialiste et constituent en même temps une loi générale objective de l'édification du socialisme en Albanie.

L'expérience acquise par notre Parti dans la révolution et la construction du socialisme en Albanie a montré que l'harmonisation de ces intérêts n'est pas un processus simple et facile. Au contraire, cette harmonisation requiert une grande maturité marxiste-léniniste, beaucoup de doigté et de clairvoyance. En effet, harmoniser comme il se doit les intérêts dans notre société socialiste signifie définir à tout moment les plus justes rapports entre eux, les combiner de façon qu'ils ne s'opposent pas, faire en sorte que, au cas où des contradictions se feraient jour, elles soient surmontées le plus tôt et le plus judicieusement possible sans jamais perdre de vue ses mêmes rapports. En fin de compte, harmoniser comme il convient les intérêts dans notre société signifie subordonner les intérêts inférieurs aux intérêts supérieurs, les intérêts secondaires aux intérêts primordiaux, les intérêts partiels aux intérêts généraux, les intérêts immédiats aux intérêts à long terme, etc.

Cette harmonisation est irréalisable dans les autres régimes économiques et sociaux où il existe un contraste irréductible entre les intérêts des exploiteurs et ceux des exploités, contraste engendré par les lois sauvages de la propriété privée. Les idéologues bourgeois et révisionnistes ont beau prêcher la «paix sociale» et évoquer la «communauté d'intérêts» entre la bourgeoisie et le prolétariat, etc., rien ne peut cacher le profond antagonisme entre ces deux classes et leurs intérêts, rien ne peut les réconcilier ni rétablir l'«harmonie» entre elles. Se guidant sur les enseignements du marxisme-léninisme et tirant une précieuse leçon de l'expérience négative des pays anciennement socialistes, où les justes rapports entre les différents intérêts ont été sapés, notre Parti a toujours mené une juste lutte pour harmoniser les différents intérêts dans notre société socialiste.

Dans cette lutte, notre Parti tient également compte du fait que, en tant que phénomènes sociaux conditionnés par un niveau donné de développement des forces productives et des rapports de production, les intérêts ont un caractère dialectique, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas donnés une fois pour toutes et changent avec le perfectionnement des rapports de production et l'essor continu des forces productives ainsi que de toute notre société. Par voie de conséquence, les rapports entre eux en sont pas figés, mais dialectiques. Aussi notre Parti veille-t-il, à chaque étape de la révolution, à combiner le plus judicieusement possible toutes les catégories d'intérêts sans renoncer jamais à la primauté de l'intérêt général de la société en tout temps et en toute circonstance.

Sous cet aspect important également, la réalité radieuse de l'Albanie socialiste démontre incontestablement la supériorité de notre régime socialiste sur tous les régimes d'exploitation. Il serait édifiant d'analyser comment il a été rendu possible, au cours des quatre décennies de l'édification du socialisme en Albanie et sous la direction de notre Parti, de surmonter une fois pour toutes les contradictions antagonistes entre les intérêts des classes, entre l'intérêt général et l'intérêt personnel, comment a été créée la grande communauté d'intérêts entre les individus, les groupes et les classes de notre société, communauté qui rend possible la combinaison et l'harmonisation de ces mêmes intérêts.

Ce bond qualitatif en avant a eu pour facteur fondamental notre révolution socialiste elle-même, qui, en liquidant entièrement la propriété privée, l'exploitation de l'homme par l'homme et les classes exploiteuses, et en y substituant la propriété sociale des moyens de production, les rapports socialistes dans les villes comme à la campagne et deux classes amies, la classe ouvrière et la paysannerie coopérée ainsi que la couche de l'intelligentsia populaire, réunit les conditions objectives et réelles susceptibles de créer dans tous les domaines la communauté des intérêts fondamentaux des individus, des classes et de notre société dans son ensemble.

En mettant tous les individus, les groupes ou les classes de notre société dans les mêmes rapports avec les moyens de production et en fondant les divers objectifs des producteurs dans l'objectif de la production socialiste, ces conditions objectives engendrent des intérêts fondamentaux communs qui concordent aussi avec l'intérêt général de notre société, son développement vers le communisme. C'est ce qui constitue aussi la base objective qui permet de combiner et d'harmoniser les intérêts des individus avec l'intérêt général.

Mais tout en soulignant ces processus, nous ne devons pas croire que cette harmonisation se fait toute seule, spontanément. Les conditions objectives que l'on vient d'évoquer ne créent que la possibilité et soulignent la nécessité d'harmoniser ces intérêts, mais pour traduire cet impératif dans les faits il est nécessaire de réunir certaines autres conditions, cette fois subjectives. A ce propos, le 6e plénum du CC du PTA de 1968 indiquait: «Le système socialiste crée les conditions objectives et la juste politique de notre Parti les conditions subjectives nécessaires à l'établissement de justes rapports entre les différents intérêts en régime socialiste, à leur combinaison et à leur harmonisation.»[6]

Connaissant bien la théorie marxiste-léniniste, les lois objectives de la construction du socialisme, le rapport dialectique entre l'intérêt général et l'intérêt personnel, ainsi que la primauté du premier sur le second, notre Parti a su élaborer et appliquer à chaque étape de la construction du socialisme en Albanie une politique juste et clairvoyante, il a combiné l'intérêt général avec l'intérêt personnel conformément aux tâches concrètes de l'édification du socialisme. Au VIIIe congrès du PTA, le camarade Enver Hoxha a indiqué «La primauté donnée à l'intérêt général sur l'intérêt de groupe ou personnel, aux intérêts à long terme sur les intérêts immédiats, aux intérêts fondamentaux de l'Etat sur les intérêts d'ordre ministériel ou local, a été un principe permanent de l'activité de notre Parti et de notre Etat dans la construction et la défense du socialisme. Ce souci a été et demeure une garantie contre tout écart par rapport à la juste voie marxiste-léniniste, à la théorie et à la pratique de la construction du socialisme.»[7]

L'intérêt général du développement social de notre pays demandait que celui-ci s'engageât dans la voie du socialisme et du communisme. Cette nécessité assignait à notre Parti et à notre peuple de grandes tâches très difficiles, théoriques et pratiques. Par où fallait-il commencer, comment continuer, à quels rythmes avancer et quelles proportions établir? Tous ces problèmes et beaucoup d'autres demandaient une solution appropriée aux conditions concrètes de notre pays. Ce n'est qu'en accomplissant avec succès ces tâches qu'il était possible d'élever le niveau de vie des masses travailleuses et de satisfaire les intérêts de chaque individu dans notre société.

Toutes les mesures adoptées par notre Parti dans le cadre de l'intérêt général de la construction du socialisme sur le plan économique et politique comme dans les domaines de l'enseignement, de la culture, de l'art et de la défense, ont toujours servi à satisfaire en même temps les intérêts personnels légitimes de tous les travailleurs.

En ce qui concerne la réalisation de l'intérêt principal et fondamental du prolétariat après la prise du pouvoir, à savoir l'accroissement de la quantité de produits et, aussi, dans le plus grandes proportions possibles, des forces productives de la société, Lénine fixait pour première tâche le redressement de la grande industrie.[8] Appliquant fidèlement cet enseignement de Lénine, notre Parti commença la construction du socialisme en Albanie par l'industrialisation socialiste du pays.

Tout en conduisant l'industrialisation socialiste du pays fondée sur nos propres ressources matérielles, financières et humaines, notre Parti ne l'a jamais considérée comme une fin en soi, dans le seul but de développer les forces productives, de construire la base matérielle et technique du socialisme, etc. Axé sur l'accroissement ininterrompu de la production et l'élévation du bien-être de toute la population, donc de chaque travailleur, ce développement était le meilleur moyen de combiner judicieusement l'intérêt général avec les intérêts personnels des travailleurs.

La juste politique du Parti visant au développement de l'industrie non seulement dans quelques districts et villes principales du pays, mais aussi dans les autres, ce qui a conduit à leur développement proportionné, sans grandes différences entre eux, a été d'une grande importance pour harmoniser au mieux ces intérêts et éviter les contradictions pouvant apparaître entre eux. Cela a contribué directement à la croissance de la classe ouvrière dans chaque district et au plein emploi des membres de toutes les familles non seulement citadines mais aussi rurales. Le développement de l'industrie, a eu pour résultat que le pays comptait en 1983 572 000 ouvriers, soit 9,5 fois plus qu'en 1950.

Cet accroissement, à part son influence sous les aspects politique, idéologique et social sur la classe ouvrière en tant que classe d'avant-garde de notre société, a directement contribué à l'élévation des revenus et du bien-être de la population. En outre, le développement complexe de l'industrie s'est traduit par une satisfaction toujours meilleure du pouvoir d'achat de la population au moyen de marchandises produites dans le pays même, et par l'élévation du niveau de vie.

Cela montre clairement que la satisfaction de l'intérêt général facilite naturellement la satisfaction des intérêts personnels des travailleurs, intérêts qui dépendent directement du niveau de développement des forces productives et des rapports de production socialistes. Ainsi, par exemple, il n'aurait pas été possible de satisfaire les besoins de la population en logements si notre Parti n'avait pas abordé et résolu ce problème dans l'optique de l'intérêt général, en même temps que fait développer rapidement l'industrie des matériaux de construction (dont la production était, en 1984, 293 fois supérieure à celle de 1938), grâce à quoi, «Aujourd'hui quelque 80 pour cent de la population vivent dans des logements construits sous le pouvoir populaire.»[9].

De même, la production des industries légère et alimentaire en 1984 s'était accrue de 102,7 et de 86,5 pour cent par rapport à 1938, la circulation des marchandises de détail et celle du réseau de commerce se sont accrues de 17 et d'environ 8 fois par rapport à 1950, ce qui a permis de satisfaire toujours mieux les besoins matériels et culturels de la population.

Dans l'agriculture notre Parti a également su combiner harmonieusement le général avec le particulier, l'intérêt général avec les intérêts personnels des travailleurs. Dans les campagnes, il s'était trouvé confronté à de grandes et nombreuses difficultés, comme la psychologie petite-bourgeoise de notre paysannerie, la survivance de la primauté de l'intérêt strictement personnel. Il n'était pas facile d'«arracher» les paysans à cette mentalité, de les convaincre de renoncer à ce sentiment négatif entretenu en eux depuis des siècles par la propriété privée, d'autant plus qu'ils venaient de prendre possession de la terre que leur avait distribuée la réforme agraire.

En participant à la Lutte antifasciste de libération nationale, notre paysannerie avait élevé son niveau de conscience politique, elle avait acquis une grande confiance dans le Parti et dans sa ligne. C'était là un facteur très important, mais il ne suffisait pas pour amener notre paysannerie à faire, dans sa psychologie, le grand bond en avant indispensable. Il fallait pour cela, trouver un moyen susceptible de contribuer à «combiner l'intérêt privé, l'intérêt du commerce privé, avec la surveillance et le contrôle exercés sur celui-ci par l'Etat... pour subordonner l'intérêt personnel aux intérêts généraux».[10] Ce moyen, Lénine le voyait dans la coopération, dans le regroupement des larges couches de la population en des coopératives.

Notre Parti a appliqué parfaitement cet enseignement de Lénine. Dès le 1er Congrès du PCA, le camarade Enver Hoxha souligna: «Les coopératives agricoles constituent les organisations les plus perfectionnées susceptibles d'harmoniser les intérêts individuels et les intérêts généraux de l'Etat».[11] Tout au long de la collectivisation socialiste de nos campagnes, notre Parti a dû déployer dans tous les domaines un travail d'explication, de propagande, d'éducation et d'organisation non seulement pour mener à bien cette collectivisation mais encore pour convaincre la paysannerie que cette collectivisation ne porte pas atteinte à ses intérêts personnels, et constitue au contraire une condition nécessaire de leur satisfaction toujours meilleure.

Aujourd'hui le plus simple des paysans se rend compte à quel point le Parti avait alors raison. Il voit clairement que la politique suivie par le Parti dans le développement socialiste extensif et intensif des campagnes collectivisées, l'aide considérable et les importants investissements de l'Etat à la campagne, la réduction continue des disparités essentielles entre la campagne et la ville, entre la classe ouvrière et la paysannerie, entre les coopératives de plaine et celles de collines et de montagnes, etc., ont permis d'améliorer sans cesse le niveau de vie de la paysannerie, d'accroître les revenus réels par habitant, de satisfaire toujours mieux ses intérêts personnels. En témoigne aussi le fait que la production agricole s'est accrue deux fois plus rapidement que la population, tandis que les revenus réels par tête des paysans ont augmenté de 10 à 20 pour cent à chaque quinquennat. D'autre part, le développement général de l'enseignement, de la culture, de l'art, de la science, des sports, etc., ont directement servi à satisfaire les besoins spirituels des masses travailleuses.

Le camarade Enver Hoxha a dit: «Notre Parti n'a cessé d'indiquer que, dans notre travail, nous ne devons jamais oublier l'homme avec tous ses intérêts non seulement matériels et économiques, mais aussi spirituels, moraux, politiques, idéologiques, psychologiques, culturels, éducatifs et professionnels.»[12] Cette ligne, notre Parti l'a appliquée et il l'applique toujours avec esprit de suite, sans hésitation ni flottements tout au long de l'édification du socialisme en Albanie. On la trouve reflétée dans tous les documents de notre Parti et les oeuvres du camarade Enver Hoxha, on la voit incarnée dans la pratique de la construction du socialisme chez nous. Au VIIIe Congrès du PTA, le camarade Enver Hoxha a une fois de plus souligné: «La ligne du Parti est appliquée correctement et avec esprit de suite lorsque l'intérêt porté aux problèmes économiques et le souci de l'intérêt général ne sont jamais dissociés du souci de l'homme, du souci de satisfaire ses exigences matérielles et spirituelles.»[13]

Notre Parti n'a subordonné la judicieuse harmonisation de l'intérêt général avec les intérêts personnels des travailleurs ni aux désirs subjectifs ni aux diverses conjonctures de la situation internationale, mais il l'a fondée sur les lois objectives de la construction de la société socialiste. A ce propos, le camarade Enver Hoxha a indiqué: «Les lois économiques du socialisme et l'expérience que nous avons acquise dans la construction du socialisme nous ont convaincus que pour harmoniser judicieusement ces intérêts il faut accroître le fonds d'accumulation à des rythmes toujours plus rapides que le fonds de consommation...»[14]

L'expérience de notre pays dans ce domaine, c'est-à-dire le maintien d'un taux d'accumulation élevé, d'environ 30 pour cent, n'a pas nui au bien-être des masses travailleuses, car l'accumulation chez nous vise au développement rapide et général des forces productives, qui appartiennent à toute la société, au renforcement de la capacité de défense du pays et, ce qui est l'essentiel, à l'élévation assurée, ininterrompue et générale du bien-être de la population non seulement pour aujourd'hui et pour une génération donnée, mais aussi pour l'avenir et les générations futures. Par ailleurs, bien que maintenu à un taux d'environ 70 pour cent du produit total, le fonds de consommation a enregistré, en valeur absolue, un accroissement rapide qui reflète les taux d'accroissement du revenu national.

En créant de justes rapports entre le fonds d'accumulation et le fonds de consommation, entre le produit pour soi et le produit pour la société, notre Parti a su, à travers la planification socialiste, assurer un accroissement du produit social et du revenu national d'un rythme 2 à 3 fois plus élevé que celui de l'accroissement de la population. Cela a contribué directement non seulement à l'intérêt général, au développement des forces productives et à l'augmentation du produit social, mais aussi à l'élévation continue du bien-être général des masses travailleuses, à l'accroissement du revenu réel par habitant, à l'augmentation du pouvoir d'achat de la population, par conséquent aussi à la satisfaction toujours meilleure des intérêts personnels des travailleurs.

En utilisant avec habileté ces voies et en les combinant avec d'autres, notre Parti s'est efforcé de créer toutes les conditions nécessaires pour prévenir l'apparition de contradictions entre l'intérêt général et l'intérêt personnel et, quand ces contradictions se sont fait jour, pour les localiser au plus tôt, les aplanir au lieu et au moment voulus, sans leur permettre de s'accentuer ni de constituer une tendance, pour assurer ainsi la marche en avant vers la construction complète de la société socialiste et plus tard communiste. Notre Parti a donc acquis, en ce domaine aussi, une très riche expérience.

Comme nous l'avons indiqué, la combinaison et l'harmonisation conscientes des intérêts sont des traits typiques de notre société socialiste. «Mais sous le socialisme, indique le camarade Enver Hoxha, où pourtant la propriété privée a été éliminée et la société se développe de façon consciente, nous nous trouvons en présence d'intérêts, d'aspirations et d'idées différentes, d'une suite de contradictions, parce que les hommes y vivent et agissent dans des conditions et des circonstances diverses, parce qu'il y subsiste des différences essentielles entre les classes amies, entre les villes et les campagnes, entre le travail manuel et le travail intellectuel, etc.»[15]

Cela revient à dire que dans la société socialiste également des contradictions peuvent opposer et opposent effectivement l'intérêt personnel à l'intérêt général. Le Parti marxiste-léniniste ne doit pas fermer les yeux sur ces contradictions et les sous-estimer au moment de leur naissance, mais les déceler au plus tôt pour les empêcher de s'aggraver et de se muer en contradictions de caractère antagoniste. Suivant une juste ligne et menant une ardente activité révolutionnaire, le parti marxiste-léniniste lutte à chaque instant, avec maturité et pondération, pour résoudre ces contradictions au lieu et au moment voulus, en garantissant la marche en avant vers le socialisme et le communisme. C'est ainsi que notre Parti a agi depuis sa fondation jusqu'à nos jours.

Dans notre société socialiste les intérêts personnels des individus sont multiples et divers, politiques, économiques, sociaux, culturels et autres. Ils se manifestent tout au long de leurs activités pratique et productive, politique, sociale et culturelle, dans le travail, dans la vie sociale, dans la famille et partout ailleurs. Ce sont des intérêts légitimes et naturels dont la satisfaction est conforme aux principes socialistes, au niveau de développement économique et social et aux possibilités de notre société à chaque période donnée.

Mais certains individus héritent du passé ou manifestent dans des conditions données une tendance négative à satisfaire leurs intérêts personnels non pas selon les principes socialistes ni en tenant compte du niveau de développement et des possibilités concrètes de notre société. De ce fait, ces intérêts personnels entrent en contradiction avec l'intérêt général, lui portent préjudice, nuisant ainsi aux intérêts personnels légitimes des autres individus.

Cette contradiction, qui apparaît comme une tendance, comme un sentiment poussant les hommes à faire passer leur intérêt personnel avant l'intérêt général, est typique des sociétés d'exploitation, où domine la propriété privée des moyens de production, laquelle engendre une psychologie consistant à regarder tout du point de vue de l'intérêt strictement personnel, du «moi», de la soif de gain et de bien-être individuel. Notre société socialiste se caractérise, au contraire, par la primauté de l'intérêt général. Faire passer son intérêt personnel avant l'intérêt général constitue une manifestation étrangère au socialisme, qui s'observe chez certains individus.

Cette contradiction se manifeste dans divers domaines et directions, elle revêt des formes et des nuances variées en fonction des hommes, de leur formation et du milieu où ils vivent et agissent. Bref, cette contradiction se manifeste chaque fois que l'on cherche à recevoir de la société plus qu'il ne vous revient, à s'assurer des privilèges et des profits en violation des règles et des normes socialistes politiques, juridiques, économiques, sociales et morales.

Une des formes sous lesquelles se manifeste la primauté de l'intérêt personnel sur l'intérêt général consiste à rechercher des gains individuels de manière anormale, en nuisant aux intérêts de l'économie et du peuple. Citons, à titre d'exemple, la recherche à tout prix d'un emploi mieux rémunéré, le maintien de normes de rendement réduites pour pouvoir les sur-accomplir facilement et toucher ainsi un plus haut salaire, une planification comportant des réserves, l'obtention d'un congé maladie par des moyens malhonnêtes, l'abus de pouvoir pour obtenir des faveurs et se procurer des biens matériels immérités.

La contradiction entre l'intérêt personnel et l'intérêt général se manifeste aussi chaque fois que l'ouvrier (ou le coopérateur) ne réalise pas sa norme de rendement ni le plan qui lui a été fixé, qu'il s'absente sans raison de son travail, produit des articles de mauvaise qualité, etc. Dans ce cas, cela n'affecte pas seulement ses revenus ou ceux de sa famille, cela affecte aussi les revenus de la société, l'intérêt général.

La psychologie de la propriété privée et le sentiment de la primauté de l'intérêt strictement personnel sur l'intérêt général s'observent non seulement dans l'attitude envers le travail, mais aussi et surtout dans l'attitude envers la propriété socialiste. Bien qu'en général les gens de chez nous observent une attitude socialiste envers le travail et la propriété, dans certains cas des individus dotés d'une formation idéologique et politique insuffisante portent atteinte à la propriété socialiste, sociale ou coopérative.

L'appropriation de la propriété socialiste constitue une des manifestations les plus flagrantes de la primauté de l'intérêt strictement personnel sur l'intérêt général, de l'opposition de l'individu à la société. Contrairement à ce qui se produit dans la se ci été capitaliste et révisionniste où les vols et les hold-up, en même temps que les autres crimes et délits, des phénomènes massifs et caractéristiques, inhérents à la nature même de cette société, dans notre société socialiste on ne retrouve que quelques manifestations isolées de ces phénomènes, et elles vont diminuant à raison du développement et de la consolidation de la base économique du régime socialiste, de l'intensification du travail d'éducation mené par notre Parti, du perfectionnement de l'organisation et du contrôle, du raffermissement de la vigilance révolutionnaire, etc.

Or, comment expliquer que dans notre société socialiste, où la propriété privée des moyens de production n'existe plus, où les classes exploiteuses et l'exploitation de l'homme par l'homme ont été éliminées, subsistent chez certains individus le sentiment, les conceptions et les pratiques de la primauté de l'intérêt strictement personnel?

C'est le legs de l'ancienne psychologie du passé qui a exercé en cela une forte influence. Bien que le passage à l'économie socialiste, à la propriété socialiste et au travail collectif dans l'industrie comme dans l'agriculture, ait créé une nouvelle base matérielle, qui a engendré une psychologie nouvelle, collectiviste, de la primauté de l'intérêt général, les gens de chez nous ne pouvaient pas s'affranchir d'un seul coup des conceptions que la propriété privée et le travail individuel avaient cultivées en eux depuis des siècles. Et l'on sait que dans le domaine de la conscience les changements sont toujours plus lents que dans le domaine matériel. C'est là une des raisons pour lesquelles la psychologie de la propriété privée et, partant, le souci premier de son intérêt strictement personnel sont tenaces, subsistent pendant une période de temps relativement longue et continuent de se manifester aussi en régime socialiste.

Les anciennes conceptions petites-bourgeoises et bourgeoises de la primauté de l'intérêt strictement personnel sont propagées et soutenues aussi par les éléments des anciennes classes exploiteuses de chez nous, elles sont encouragées par nos ennemis extérieurs à travers leur arsenal idéologique et de propagande.

A part ces facteurs, l'émergence de la contradiction entre l'intérêt strictement personnel et l'intérêt général est aussi déterminée par le fait que la société socialiste ne s'est pas encore libérée, pendant sa période transitoire, de certains vestiges du passé, comme l'existence des classes et des différences essentielles entre elles, les limites historiques dans le développement des forces productives, l'existence du «droit bourgeois» sans la bourgeoisie, etc.

Cet attachement à l'intérêt strictement personnel n'a pas seulement des fondements objectifs. Il a aussi des bases subjectives. Le fait que ce sentiment se manifeste chez certains individus et non dans les masses de notre société montre qu'il ne peut pas au même titre contaminer tous les membres de la société, ce qui tient avant tout au niveau différent du travail idéologique et politique mené auprès des gens dans les entreprises, les coopératives, les institutions, les écoles, et jusque dans les familles. En outre, les nommes ne sont pas tous taillés sur le même modèle, ils ont des formations différentes, ils subissent l'influence de la psychologie bourgeoise et petite-bourgeoise à des degrés divers, et souvent le travail de leur éducation n'est pas mené sur un front uni, ce qui contribue à maintenir en vie l'attachement à l'intérêt personnel. L'étroite conception que certains se font quant au rapport entre l'intérêt général et l'intérêt personnel influe donc considérablement dans ce sens. «Certains ne se rendent pas compte comme il se doit, souligne le camarade Enver Hoxha, que le bien de l'Etat, la propriété socialiste, est inviolable, que l'intérêt de chacun est fonction de la bonne gestion de la propriété socialiste, de sa protection, de son utilisation dans un esprit d'économie.»[16]

Les gens peu consciencieux, qui font passer avant tout leur intérêt personnel, profitent des faiblesses apparaissant dans l'organisation de la production, la discipline et le contrôle du travail, etc., pour s'assurer des bénéfices aux dépens de la société.

Certes, ces facteurs concourent à faire passer l'intérêt personnel étroit avant l'intérêt général, mais il ne faut néanmoins pas en déduire que cette tendance est immuable, que c'est une fatalité. Au contraire. A ce propos, le camarade Enver Hoxha a indiqué: «Mais ces facteurs ne peuvent pas pour autant justifier la tendance à mettre l'intérêt personnel au-dessus de l'intérêt général. Dans notre société socialiste toutes les possibilités existent pour limiter toujours plus les phénomènes étrangers au socialisme à travers le raffermissement du travail d'éducation des masses, le développement de la production et le perfectionnement des rapports économiques, ainsi que l'application rigoureuse des lois de l'Etat.»[17]

Conscient du danger que présentent cette tendance, ces conceptions, ces mentalités et menées néfastes pour la société et notre régime socialiste comme pour chaque individu, notre Parti n'a cessé de combattre avec succès toutes les tendances à faire passer avant tout l'intérêt personnel.

Le camarade Enver Hoxha recommande: «Nous devons considérer la lutte contre toute manifestation de la tendance à mettre l'intérêt personnel au-dessus de l'intérêt général, comme une question fondamentale de l'ensemble du travail idéologique de notre Parti.»[18] Notre Parti a toujours mené cette lutte avec pondération et doigté, en fonction des individus chez qui se manifeste cette tendance et des conditions concrètes qui la favorisent, en fonction aussi de la conception du monde, du niveau de conscience idéologique et politique, du niveau d'instruction, des conditions de vie, de travail et d'activité des divers groupes sociaux et des individus qui en font partie.

Ce travail différencié peut être et est mené avec succès si l'on connaît concrètement les hommes avec toutes leurs idées, leurs objectifs, leurs exigences, leurs besoins et leurs intérêts.

Appliquant fidèlement les enseignements du marxisme-léninisme, notre Parti oeuvre inlassablement dans cette direction, aussi voit-on chez nous se tremper et se former toujours plus l'homme nouveau, prêt à sacrifier même sa vie si les intérêts du Parti et du peuple, les intérêts de la révolution socialiste le lui demandent.

3. La juste politique de notre Parti pour la satisfaction des intérêts légitimes des masses travailleuses en fonction du travail fourni et à travers les fonds de consommation sociale

Il n'est pas d'autre système économique et social qui crée des conditions capables de satisfaire les intérêts fondamentaux de tout individu qui travaille, comme le fait notre système socialiste où ce sont les larges masses populaires, tous les travailleurs, et non pas une couche de privilégiés, une «élite» d'exploiteurs, qui jouissent des biens matériels et spirituels de la société.

Le socialisme est un système de travail, où le travail est honoré et considéré comme le critère principal permettant de juger de l'activité de tout individu. C'est justement pour cette raison que notre Parti considère **le travail comme l'élément le plus important, le facteur fondamental en fonction duquel sont satisfaits les intérêts personnels de chaque individu qui travaille.** En dehors du travail et de la propriété socialiste il ne peut être question ni de la satisfaction des intérêts personnels, ni de leur combinaison avec l'intérêt général.

L'organisation socialiste du travail dans notre société socialiste constitue une des voies principales conduisant à l'harmonisation de l'intérêt personnel avec l'intérêt général, car le travail organisé de manière socialiste combine comme il convient les rapports entre le travail pour soi et le travail pour la société. Appréciant à sa juste importance une bonne organisation du travail, de la rémunération, etc., le camarade Enver Hoxha souligne que les travailleurs «... verront dans le travail la combinaison de l'intérêt personnel et de l'intérêt général.»[19]

A cet égard, la création d'emplois nouveaux revêt une grande importance, car on a beau admettre en principe le rôle du travail dans la satisfaction des intérêts des travailleurs, des contradictions et des difficultés diverses peuvent surgir si l'on ne prend pas les mesures concrètes propres à assurer l'occupation de toute la population en âge de travailler.

Il est de fait que notre pays a eu et continue d'avoir des taux de croissance démographique élevés. En 1983, le nombre de ses habitants était de 273 pour cent supérieur à celui de 1938. Cette croissance rapide se caractérise avant tout par la part considérable que représentent les jeunes et par l'accroissement des forces de travail. A la suite de quoi, de 1950 à 1983, la population en âge de travailler s'est accrue de plus de 2,6 fois et elle constitue actuellement plus de la moitié de la population. En dépit de ces rythmes élevés, on n'a jamais senti chez nous une insuffisance d'emplois, alors que dans nombre de pays bourgeois et révisionnistes on assiste au contraire. Notre Parti a répondu à cette croissance démographique par une accélération 2 à 3 fois plus considérable des rythmes de développement de notre économie, ce qui a permis d'employer toutes les forces de travail. Autrement dit, dans chaque famille de 5 personnes, deux ou trois touchent un salaire nominal.

Soucieux de satisfaire les intérêts personnels des travailleurs en les fondant avant tout sur le travail, notre Parti s'en est tenu avec esprit de suite aux principes marxistes-léninistes «Qui ne travaille pas, ne mange pas» et «De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail». Dans notre société socialiste, ces principes s'incarnent dans le salaire que touchent les travailleurs à raison de la quantité et de la qualité du travail qu'ils fournissent. **Le salaire représente le principal moyen permettant à nos travailleurs de satisfaire leurs besoins matériels et culturels.**

Au cours de ces quarante et une années de pouvoir populaire, notre Parti a élaboré une juste politique des salaires conforme aux principes marxistes-léninistes et il l'a appliquée de façon créatrice dans les conditions de la construction du socialisme dans le pays. Cette politique a visé et conduit à l'élévation continue du niveau de vie matériel et culturel de toutes nos masses travailleuses, à la juste satisfaction de leurs intérêts légitimes. Dès les premières années de l'édification socialiste, notre Parti recommandait au Conseil des ministres «... de réexaminer le système des salaires et de prendre des mesures pour corriger les erreurs et les anomalies existant dans l'actuel système salarial, et cela en se guidant sur le principe socialiste «De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail», de manière que l'intérêt de chaque travailleur soit, matériellement, étroitement lié au résultat de son travail, et que soit ainsi créé le stimulant à une émulation et à un accroissement continu de la production.»[20]

Il est de fait que l'Albanie socialiste est le seul pays où le rapport entre le salaire moyen le plus bas et le traitement le plus haut est le plus réduit. Après les mesures prises chez nous par le Parti pour abaisser les traitements élevés et réduire les écarts de salaire (surtout après les mesures adoptées en 1966 et 1975), ce rapport est actuellement de 1 à 2, alors que dans les pays révisionnistes on va dans le sens contraire.

La satisfaction des intérêts personnels de nos travailleurs à travers leur travail et conformément aux principes socialistes de la répartition, constitue la voie principale qui assure en même temps l'harmonisation de ces intérêts. Mais notre Parti, en tant que parti marxiste-léniniste, a suivi également une autre voie, parallèle à la première, celle de **la satisfaction des intérêts légitimes des masses travailleuses à travers les fonds de consommation sociale.** Témoin le fait que les dépenses faites par notre Etat socialiste dans le cadre des mesures sociales et culturelles qu'il a prises, ont augmenté rapidement. Ainsi, alors qu'en 1950, ces dépenses représentaient 15 pour cent du budget de l'Etat, en 1983, leur part était de plus de 27 pour cent. Autrement dit, chaque famille tire de la consommation sociale un gain d'environ 4 000 leks par an et à titre gratuit, soit environ 10 fois plus qu'en 1950. C'est là un clair exemple qui atteste la juste voie suivie par notre Parti dans la satisfaction des intérêts vitaux de nos travailleurs en harmonisant judicieusement les deux voies susmentionnées.

En oeuvrant à la construction de la société socialiste, notre Parti a le mérite de penser et d'oeuvrer également à l'avenir de cette société, c'est-à-dire qu'il jette les fondements de la société communiste dès l'étape de la construction de la société socialiste. Dans ce cadre, et considérant la société socialiste comme une base sur laquelle est bâti lentement l'«édifice» de la société communiste, notre Parti a su aussi appliquer avec succès au cours de ce processus certains éléments ou «jeunes pousses» de la répartition communiste, qui croissent sainement et constituent un gage pour l'avenir.

Notre Parti a utilisé le fonds de consommation sociale comme un élément de la répartition selon les besoins, avec beaucoup d'attention, à pas mesurés, parallèlement au principe socialiste de la répartition selon le travail fourni, auquel il a accordé la place principale. Pour pouvoir en juger, rapportons-nous-en au tableau suivant, qui illustre le rapport et la place fixés par notre Parti au cours de chaque quinquennat à la consommation individuelle et à la consommation sociale.[21]

(en pourcentage)	**Plans quinquennaux**					
	I	**II**	**III**	**IV**	**V**	**VI**
	1951-1955	**1956-1960**	**1961-1965**	**1966-1970**	**1971-1976**	**1975-1980**
Total du revenu national pour la consommation	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Individuelle Sociale	89,7 11,3	88,7 11,3	89,1 10,9	88,1 11,9	85,7 14,3	84,2 15,8

Comme on le voit clairement, ce rapport s'est modifié en faveur de la consommation sociale, surtout au cours des deux derniers plans quinquennaux, la consommation sociale ayant augmenté conformément au développement des forces productives et à l'accroissement de la production globale au cours de ces deux quinquennats.

Toutefois, le fait que le fonds de consommation sociale représente 15,2 pour cent des fonds de consommation générale montre que le principe qui prévaut actuellement est celui de la répartition socialiste selon le travail fourni. Mais les perspectives d'avenir sont clairement tracées. Au cours de l'édification complète de la société socialiste et, plus tard, communiste, ce rapport changera suivant la directive marxiste-léniniste donnée par le camarade Enver Hoxha: «Notre société a avancé et **avancera vers le raffermissement** du caractère social de la satisfaction des besoins des travailleurs»[22] (souligné par S. K.). Par conséquent les intérêts personnels des travailleurs seront toujours plus satisfaits à travers le fonds de consommation sociale jusqu'à ce que le principe communiste de la répartition «selon les besoins» devienne peu à peu prépondérant.

Dans la voie suivie par notre Parti pour consolider le caractère social de la satisfaction des besoins des travailleurs, se distinguent clairement certains «jalons» que sont les importantes mesures qu'il a appliquées avec un courage et une maturité marxistes-léninistes. Citons, à titre d'exemple, la suppression complète des impôts et des taxes, la baisse continue et périodique des prix de détail et des tarifs des services, ce qui s'est traduit par un gain d'environ quatre milliards de leks pour la population, la mise sur pied d'un système d'enseignement et d'une assistance médicale à titre gratuit pour tous, les subventions accordées par l'Etat pour couvrir les loyers des immeubles dont il est propriétaire, ainsi que les dépenses nécessitées par les maisons de repos et les colonies de vacances, les crèches et l'approvisionnement des pharmacies en médicaments, l'aide que l'Etat apporte à la population en cas de calamité naturelle (tremblements de terre, inondations, incendies, etc.), les prestations familiales aux mères ayant beaucoup d'enfants, les prix très modiques des activités culturelles, artistiques, sportives, etc.

Une pareille combinaison de ces deux voies ne peut être réalisée par qui que ce soit. Elle est le résultat exclusif d'une politique marxiste-léniniste appliquée correctement dans l'intérêt des masses travailleuses par un parti marxiste-léniniste comme le Parti du Travail d'Albanie.

Pour suivre ces deux voies, notre Parti compte en premier lieu sur la satisfaction prioritaire de l'intérêt général, sur le développement proportionné et planifié de l'économie et de la culture dans le pays, sur notre stabilité économique, sur les rapports de propriété, d'échange et de répartition socialistes, sur le raffermissement d'une vision du monde communiste des travailleurs, sur l'unité morale et politique du peuple autour du Parti, sur la juste compréhension des intérêts et le renforcement de la tendance à faire passer avant tout l'intérêt général.

Dans ce cadre, une importance particulière revient à l'expérience qu'a acquise notre Parti dans sa lutte pour barrer la voie dès le début aux manifestations de la tendance de certains cadres et dirigeants d'entreprises économiques à sous-estimer les intérêts personnels légitimes des travailleurs. Critiquant ceux qui, au nom des intérêts généraux, ne tiennent pas compte comme il se doit des intérêts des travailleurs en particulier, le camarade Enver Hoxha indique: «Chez nous, tout ce qui se produit et se crée l'est au nom et dans l'intérêt de l'homme travailleur. De ce point de vue, il faut critiquer sévèrement et condamner sans pitié la méthode et la pratique de certains cadres, notamment des organes du pouvoir et des organismes économiques, qui s'intéressent à tout, depuis les boulons jusqu'aux vaches, mais qui oublient ce qui est essentiel et déterminant dans chaque activité, à savoir l'homme, la sollicitude dont celui-ci doit être entouré, le souci de sa vie et de sa santé, de sa sécurité au travail, de, l'hygiène et du bon entretien des locaux où il vit, de ses vacances, de son éducation et de ses loisirs, etc.»[23]

Dans la plupart des cas, cette manifestation étrangère au socialisme voit le jour essentiellement pour des raisons subjectives, c'est-à-dire à cause des erreurs dans la méthode de travail commises par certains dirigeants des organes d'Etat et des organismes économiques, d'une compréhension unilatérale et superficielle de la politique menée par le Parti dans le domaine des divers intérêts, et souvent à cause de l'incapacité, de la négligence et de l'indifférence de certains cadres, qui ne veulent pas avoir de soucis ni engager toutes leurs forces dans la lutte pour satisfaire les intérêts personnels légitimes des travailleurs.

Comme on le voit, la tendance à sous-estimer les intérêts personnels légitimes des travailleurs ont pour fondements une compréhension et une application imparfaites de la juste ligne de notre Parti. Il en résulte que cette contradiction n'est pas inhérente au système socialiste, elle n'émane pas de la ligne du Parti, elle est due à la violation de cette ligne par certains individus. C'est pourquoi une des voies principales à suivre pour résoudre cette contradiction est, comme l'ont toujours souligné notre Parti et le camarade Enver Hoxha, l'application conséquente de la ligne du Parti, de st: directives et décisions à tous les niveaux. «L'application de la juste ligne du Parti facilite la solution des problèmes posés»[24], nous enseigne le camarade Enver Hoxha.

C'est à ce but que tendent directement les diverses normes d'éducation communiste des travailleurs appliquées chez nous dans les écoles, les familles, les organisations de masse, les organes de propagande, les actions révolutionnaires, etc. Grâce à quoi les diverses manifestations de la tendance à sous-estimer et à léser les intérêts personnels légitimes des travailleurs que nous avons évoquées plus haut, ne sont pas typiques de notre société socialiste et, qui plus est, elles jurent avec notre réalité saine. Une des voies les plus importantes que notre Parti a toujours suivies pour combattre ces manifestations dans leur principe même, a été de soumettre les cadres, employés et hauts fonctionnaires à un double contrôle, celui du Parti et celui des masses. C'est à quoi tendent la

lutte menée sans répit par notre Parti pour raffermir toutes les formes de contrôle, surtout du contrôle exercé par la classe ouvrière, sur le travail des organes d'Etat, des organismes économiques, etc., le renforcement de la vigilance révolutionnaire des masses travailleuses face aux manifestations de cette nature, la consolidation de la législation, etc. A ce propos, le camarade Enver Hoxha a indiqué: «Le peuple observe et juge à leur juste valeur toutes les actions des camarades dirigeants du Parti et de l'Etat. Aussi faut-il absolument que les cadres soient simples, qu'ils sachent bien que le peuple et le Parti sont toujours au fait de leur conduite et qu'ils les aimeront tant qu'ils travailleront bien et appliqueront la ligne du Parti, que sinon, tôt ou tard, ils seront discrédités.»[25]

La révolutionnarisation des cadres eux-mêmes, des appareils et des organes de l'Etat et de l'économie a été et demeure une voie très efficace qui permet de barrer la voie aux manifestations étrangères à notre société. La lutte qu'a toujours menée notre Parti contre le bureaucratisme, le technocratisme et l'intellectualisme dans tous les domaines, pour révolutionnariser la méthode de travail des appareils du pouvoir et de l'économie, rapprocher le pouvoir de la base, rafraîchir les appareils en y introduisant des hommes dévoués venus de la base, surtout de la classe ouvrière, élever le niveau de formation politique des masses et des cadres, etc., constitue une expérience positive riche en enseignements pour maintenir de justes rapports entre l'intérêt général et personnel.

4. La primauté de l'intérêt général, trait distinctif des gens de chez nous

Notre Parti et notre pouvoir populaire veillent sans cesse à satisfaire les intérêts légitimes de nos travailleurs. Cela étant, la classe ouvrière, la paysannerie coopérée et l'intelligentsia populaire de chez nous font passer, dans leur activité, l'intérêt général avant tout, elles subordonnent consciemment les intérêts personnels et de groupe à ceux de la société, du peuple et du socialisme. Ce trait distinctif très important ne s'est pas formé tout seul, mais grâce au travail inlassable mené par notre Parti dans tous les domaines. Ç'a été un travail difficile, car il s'agissait de transformer la conscience de nos hommes, de l'épurer des traits entretenus par la propriété privée et l'ancien système d'exploitation, comme le souci de l'intérêt strictement personnel, l'individualisme et l'égoïsme. Pour éduquer nos travailleurs à faire passer l'intérêt général avant tout, notre Parti a suivi deux voies principales: celle de la prise de conscience théorique de cette nécessité et celle de l'activité pratique, révolutionnaire. Ces deux voies tendaient à créer chez les gens la conviction profonde et solide de la nécessité d'agir à chaque pas conformément à l'intérêt général, en mettant celui-ci au poste de commandement. Notre Parti a acquis une très riche expérience dans ce sens.

Dès sa fondation et tout au long de la Lutte antifasciste de libération nationale, notre Parti a éduqué ses membres, les partisans et le peuple dans l'esprit des intérêts supérieurs de la patrie, de la révolution et de l'avenir du pays, il leur a appris à sacrifier même leur vie pour ces intérêts. Partant de l'enseignement du grand Lénine selon lequel «faire comprendre aux masses les objectifs et les raisons de la lutte revêt une très grande importance et assure la victoire» [26], notre Parti a mené un grand travail d'explication parmi le peuple, il l'a convaincu que l'unique voie à suivre pour se libérer de la servitude, de l'oppression et de l'exploitation était celle de la lutte armée contre les occupants nazis-fascistes et leurs instruments, les traîtres.

Notre Parti avait inculqué aux masses populaires une juste conception du rapport entre l'intérêt personnel et général, ce fut là un des facteurs fondamentaux qui lui permit de couronner victorieusement la Lutte de libération nationale. Dans sa Salutation au I^{er} Congrès du Front, le camarade Enver Hoxha a dit: «La lutte a appris à notre peuple à mettre le grand intérêt général au-dessus du simple intérêt personnel, à tout sacrifier, même sa vie, à cet intérêt général. Notre peuple a compris que le simple intérêt personnel sera pris en considération et satisfait quand l'intérêt général sera vu d'un oeil objectif et que chacun oeuvrera dans ce sens.»[27]

Après la libération du pays également, pendant toute la période de la construction du socialisme, notre Parti a persisté dans ses efforts pour inculquer dans la conscience de chaque travailleur le sentiment de la primauté de l'intérêt général. Fondant la construction du socialisme avant tout sur nos forces intérieures, sur nos masses travailleuses, notre Parti a fait du problème de la reconstruction et du développement général du pays le problème du peuple tout entier. A l'appel du Parti, des milliers de volontaires, ouvriers, paysans, intellectuels, jeunes gens, jeunes filles et femmes, organisés dans des brigades du travail de reconstruction, s'attelèrent avec un élan et une abnégation exemplaires à la tâche pour éliminer les suites de la guerre, ils déclenchèrent des actions de masse pour reconstruire les maisons, les routes, les ponts et les ports détruits par la guerre, construire les premiers chemins de fer, aider les sinistrés de la guerre. Ce qui guidait les gens dans ces actions de masse, dans cette activité révolutionnaire communiste, c'était la grande confiance dans leur Parti, le sentiment de travailler enfin pour eux-mêmes, pour leur peuple et non pour les exploiteurs. Et le camarade Enver Hoxha donnait à l'époque la recommandation suivante: «Nous devons faire passer l'intérêt du Parti avant tout, car tout dépend de cela»[28].

Mais plus tard également, avec les débuts de la construction de la base économique du socialisme suivant des plans quinquennaux, notre Parti continua d'attacher une attention soutenue à l'éducation des gens dans l'esprit de la primauté de l'intérêt général. Le II^{e} Congrès du PTA souligna: «Notre Parti doit oeuvrer sans cesse à apprendre aux gens à se guider toujours sur les intérêts du peuple et de notre pouvoir...»[29]

Et notre peuple en fut convaincu non seulement par les paroles mais aussi par l'oeuvre de son Parti, par la réalité même, car tout ce qui était fait dans l'intérêt général de la patrie, de la société et de l'Etat, lui était également profitable.

Il a donc vu traduire dans les faits le grand principe du socialisme selon lequel la primauté de l'intérêt général, loin de nier les intérêts légitimes des individus, est une des conditions nécessaires à leur satisfaction toujours meilleure. Cette conscience de la primauté de l'intérêt général sur tous les autres intérêts s'est tellement raffermie au cours de la construction du socialisme que notre peuple, fort de sa confiance inébranlable dans le Parti et le camarade Enver Hoxha, et soucieux de mettre les intérêts du socialisme et de la patrie au-dessus de tout, a fait face avec un rare héroïsme au blocus et aux pressions multiformes des révisionnistes khrouchtchéviens et les a surmontés victorieusement.

Cette réalité a brillé de tout son éclat dans la période de la révolutionnarisation générale de la vie du pays, avec notamment le déclenchement du mouvement de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel dans tous les domaines. «L'essentiel de ce mouvement, est-il souligné dans l'Histoire du PTA, c'était l'assaut général lancé contre la psychologie petite-bourgeoise pour élever la conscience socialiste des travailleurs,... raffermir la conscience de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel.»[30]

Dans tous les domaines sans exception, économique et politique, culturel et social, ainsi que dans la défense, les masses populaires ont fait preuve d'un esprit élevé de sacrifice en faisant passer l'intérêt général avant leurs intérêts strictement personnels. Les nombreuses initiatives prises à l'époque étaient une brillante manifestation du patriotisme socialiste de notre peuple, de la conscience de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel.

La déclaration du CC du PTA et du Conseil des ministres de la RP d'Albanie du 29 avril 1967 non seulement généralisa et légalisa ces initiatives révolutionnaires des masses travailleuses, mais annonça aussi l'adoption d'une série de mesures dont l'application permettrait de promouvoir le mouvement pour la primauté de l'intérêt général. Dans ce cadre, les stimulants matériels qui favorisaient la création de couches privilégiées furent supprimés et remplacés par des stimulants moraux; les rapports entre les salaires modestes et les hauts traitements furent également réajustés à travers la diminution de ceux-ci, et des mesures furent prises au profit de la paysannerie coopérée et des travailleurs.

Tout cela porta à un degré supérieur la conscience révolutionnaire des gens de chez nous et leur permit de prendre de nouvelles initiatives dans ce sens. En particulier, l'initiative propagée par les coopératives agricoles les plus riches et les entreprises agricoles de fournir gratuitement aux coopératives des zones montagneuses reculées une grande quantité de bétail revêtit une importance particulière dans ce sens. C'était, dans la psychologie de nos paysans attachés depuis des siècles à la petite propriété du sol et au bétail personnel, un autre bond prodigieux en avant, qui montrait la grande force d'éducation et de transformation des idées de notre Parti, de sa juste ligne et du système socialiste lui-même. C'est dans ce cadre que vint s'inscrire aussi le mouvement pour une entraide et un échange d'expérience entre les coopératives agricoles, ce qui démontrait que notre paysannerie se rendait compte que ses intérêts étaient inséparables des intérêts généraux de l'édification socialiste.

Un autre témoignage édifiant de la conscience qu'a notre peuple tout entier de la primauté de l'intérêt général, c'est l'héroïsme, l'esprit de solidarité élevé, la ferme détermination dont il a fait et fait preuve à chaque calamité naturelle qui a frappé le pays ou certains districts en particulier. Cela a été confirmé une nouvelle fois par les efforts prodigués pour éliminer les dégâts provoqués par les importantes chutes de neige dans le Nord du pays en janvier et février 1985. Ce phénomène positif de notre réalité socialiste démontre on ne peut mieux l'enseignement léniniste selon lequel la dictature du prolétariat est «... l'unique pouvoir solide qui avance côte à côte avec les masses travailleuses et peut éveiller en elles le véritable héroïsme consistant à sacrifier les intérêts personnels.»[31]

Publié d'après le n° 9/1985 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales».

Notes :

1. Cet exposé est extrait de l'étude *«L'harmonisation de l'intérêt général avec les autres intérêts de notre société socialiste».*

2. Enver Hoxha, *Un tremblement de terre peut ébranler les montagnes, mais non les Albanais,* éd. alb., p. 150, Tirana, 1979.

3. V. Lénine, *œuvres,* éd. alb., t. 10, p. 38.

4. Enver Hoxha, *Un tremblement de terre peut ébranler les montagnes, mais non les Albanais,* éd. alb., p. 151, Tirana, 1979.

5. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr. pp. 140-141, Tirana, Editions «8 Nëntori» Tirana, 1981.

6. Ramiz Alia, *«A propos de l'intensification de la révolution socialiste à travers le développement de la lutte de classe et l'application de la ligne de masse», dans Documents principaux du PTA»,* éd. alb. t. 5, p. 481.

7. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr., Editions «8 Nëntori», pp. 139-140, Tirana, 1981.

8. Voir V. Lénine*, œuvres,* éd. alb., t, 33, p. 201.

9. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 58, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1981.

10. V. Lénine, *œuvres,* éd. alb. t, 33.

11. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. 2, p. 19, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1975.

12. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1969-1970,* éd. alb., p. 334.

13. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 141, Editions «8 Nëntori», Tirana 1981.

14. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 34, p. 88.

15. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1970-1971,* éd. alb., p. 105.

16. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 21, p. 298.

17. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 140, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1981.

18. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 47. p. 237.

19. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1970-1971,* éd. alb., p. 256.

20. Communiqué du 10^e plénum du CC du PTA, 16-18 avril 1954, dans *Documents principaux du PTA,* éd. alb., t. 2., p. 473.

21. Ces données sont extraites de *40 années d'Albanie socialiste (Données statistiques sur le développement de l'économie et de la culture),* éd. fr., p. 136, Tirana, 1984.

22. Enver Hoxha, *A propos du 7^e plan quinquennal,* éd. alb., p. 90.

23. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1969-1970,* éd. alb., p. 383.

24. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1982-1983,* éd. alb., p. 268.

25. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1982-1983,* éd. alb., p. 269.

26. V. Lénine, *œuvres,* éd. alb., t. 31, p. 143.

27. *Bashkimi* du 7.8.1945.

28. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 3., p. 289.

29. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 9., p. 284.

30. *Histoire du Parti du Travail d'Albanie,* 2^e éd. fr., p. 456, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.

31. V. Lénine, *œuvres,* éd. alb., t. 28, pp. 120-121.

Kristaq Angjeli (Maître de conférences), Artan Fuga (Docteur es sciences de 3e cycle à la Faculté des sciences, politiques et juridiques) — La philosophie idéaliste contemporaine, arme idéologique dans les mains de la réaction impérialiste

Le monde capitaliste et révisionniste est tenaillé par une profonde crise économique et politique, financière et militaire, idéologique et morale. Comme le camarade Enver Hoxha l'a indiqué, cette crise «... a ébranlé toutes les structures et superstructures de l'ordre bourgeois et révisionniste, a aggravé et approfondi encore davantage la crise générale du système capitaliste.»[1]

La bourgeoisie utilise la philosophie idéaliste comme une de ses armes préférées pour justifier les plaies sociales qui caractérisent l'impérialisme. Mais plus les philosophes, les sociologues et les économistes bourgeois s'efforcent de défendre et de justifier la crise croissante de l'impérialisme, plus leurs idées s'enlisent dans le bourbier de la réaction, de l'antiscience et de l'anti-culture, plus elles se dressent comme une antithèse du progrès social.

La crise de la philosophie idéaliste contemporaine s'exacerbe encore à cause du combat que lui livre la philosophie marxiste-léniniste, conflit qui traduit l'âpre lutte de classe mettant actuellement aux prises les classes exploiteuses et leurs instruments d'une part, et le prolétariat et les autres forces révolutionnaires, de l'autre. Cette lutte a pour résultat d'enrichir et de développer de façon créatrice la philosophie marxiste-léniniste, d'enfoncer toujours plus l'idéalisme dans le bourbier de l'irrationalisme et de l'agnosticisme.

Aujourd'hui, les diverses sciences naturelles et techniques, théoriques et appliquées, connaissent un essor sans précédent dans le cadre du progrès et de la révolution technique et scientifique, ce qui a entraîné de grands changements dans le processus de la production matérielle, le tout accompagné de conséquences sociales et économiques négatives notoires, qui caractérisent le progrès de la science et de la technique dans une société dominée par des rapports d'oppression et d'exploitation. Telle une mauvaise herbe grimpante, la philosophie idéaliste s'est attaquée au tronc sain du savoir scientifique, elle cherche à le priver de nourriture et de lumière, à l'asphyxier, à l'assujettir pour pouvoir, enfin, l'abattre. En fait, le grand essor de la science démontre, comme il l'a toujours fait, le bien-fondé du matérialisme et de la dialectique, il sape tour à tour les positions de l'idéalisme, de l'agnosticisme et de la métaphysique. C'est pourquoi la crise qui s'est emparée actuellement de la philosophie bourgeoise s'explique plus que jamais par l'opposition entre la philosophie idéaliste et métaphysique et le progrès technique et scientifique.

1. Le «pluralisme», forme de stérilité de la pensée philosophique bourgeoise

Un des traits les plus importants de la philosophie bourgeoise contemporaine est l'existence de petits courants et de petites écoles toujours plus nombreuses de la pensée philosophique idéaliste, ainsi que l'émiettement de l'idéalisme dans diverses directions, ce qui est accompagné d'un pullulement des courants philosophiques, depuis la dite «philosophie de la vie» jusqu'au néo-marxisme, en passant par le néopositivisme, l'intuitivisme, le structuralisme, le pragmatisme, l'existentialisme, le néo-freudisme et le post-positivisme. La propagande bourgeoise présente ce processus comme un «épanouissement» de la pensée philosophique bourgeoise et comme l'expression philosophique du pluralisme idéologique, considéré comme une des «réalisations» les plus marquantes de la démocratie bourgeoise.

Mais la vérité est que, dans ce domaine également, le terme de «pluralisme» est utilisé à des fins déterminées. Il cache le fait que les classes exploiteuses défendent une seule conception philosophique du monde, la conception idéaliste, qui, depuis plus de deux mille ans, a été l'expression idéologique des intérêts des forces réactionnaires de la société. Les faits démontrent la justesse du jugement du camarade Enver Hoxha: «Aujourd'hui, a-t-il dit, les phénomènes de putréfaction et de dégénérescence de la culture bourgeoise deviennent toujours plus évidents. Ses «ismes» qui poussent comme des champignons, en constituent une évidente illustration. Des écoles, des sous-écoles «nouvelles» apparaissent tous les jours et elles rappellent les multiples sectes et hérésies religieuses. Elles n'en ont pas moins une base philosophique commune, qui est l'idéalisme, avec ses finasseries sans nombre.»[2]

Toutes les sous-écoles et tous les courants de la pensée philosophique bourgeoise ont un caractère idéaliste. Ainsi, les existentialistes considèrent comme déterminante une seule réalité, celle des perceptions irrationnelles de l'individu, laquelle, de son côté, crée dans l'esprit de l'homme le monde qui l'entoure. Les structuralistes réduisent tout ce qui relève de la réalité aux rapports de structures et présentent la structure elle-même comme un pur produit de la connaissance rationnelle du sujet. Les néo-positivistes prétendent qu'il n'existe qu'une réalité, celle des relations entre signes et symboles du langage utilisé par les diverses sciences, etc. Bien que se disant «réalistes», les néo-tomistes accordent la primauté à l'idée de Dieu qui, d'après eux, a tout créé. Les personnalistes ont mis au centre de leurs vues l'idée de «personne» qui implique la conscience individuelle, la «personne suprême», etc.

Cette pluralité de courants et d'écoles philosophiques s'explique par l'instabilité même du matériau philosophique idéaliste, instabilité due aux processus qui se produisent dans le monde capitaliste et demandent une

interprétation et une justification philosophiques. C'est pour cette raison que les écoles de la philosophie bourgeoise se succèdent l'une à l'autre; en effet, une fois créées, elle deviennent à la mode, mais, avant qu'il ne soit longtemps, elle découvrent à tel point leur essence antiscientifique qu'elles perdent toute leur efficacité de naguère. Les «nouveaux» courants ne manquent pas de se présenter comme la négation de ceux qui ont déjà fait faillite aux yeux de l'opinion publique. Leurs promoteurs ne se font pas faute de formuler des «critiques» contre leurs prédécesseurs, «critiques» qui ne touchent certes pas à l'essence idéaliste de leurs idées philosophiques mais portent sur des aspects de second ou troisième ordre. Et les exemples à cet égard ne font pas défaut.

On sait que la «philosophie de la vie», élaborée par Nietzsche, s'épanouit en un temps où l'Allemagne était devenue une puissance impérialiste. Elle fut récupérée par le nazisme qui en fit sa plate-forme idéologique. Les hitlériens utilisèrent le culte du surhomme et de la «race supérieure» exalté par Nietzsche pour justifier leur dictature fasciste et leur politique agressive envers divers peuples et pays du monde, ainsi que les crimes qu'ils perpétrèrent au cours de la Seconde Guerre mondiale. Avec la défaite du nazi-fascisme, la «philosophie de la vie» perdit le terrain qu'elle avait conquis autrefois. La bourgeoisie se hâta de la «renier», ce qui entraîna ainsi l'apparition d'autres écoles philosophiques comme, par exemple, la dite «école de Francfort». Ses fondateurs s'attaquèrent aux idées philosophiques de Nietzsche, tout en prenant cependant la défense de l'idéalisme et de la domination de la bourgeoisie. Ses philosophes substituèrent au culte du surhomme un nouveau culte, celui de l'homme soumis, en proie au pessimisme, n'ayant rien d'un héros et privé de tout esprit critique et de révolte contre la société capitaliste.

Naguère, au cours de la Seconde Guerre mondiale et dans les décennies qui suivirent, l'existentialisme prévalait dans la pensée philosophique bourgeoise, notamment en France. Concentrant leur réflexion sur le sujet humain abandonné dans une impasse et porteur des vices les plus bestiaux, les philosophes existentialistes mettaient à profit pour propager leur philosophie les horreurs que connut l'humanité pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais, avec le temps, l'existentialisme commença à se discréditer, car il était toujours moins capable d'expliquer l'évolution de la société. C'est précisément à ce moment-là que le structuralisme commença à s'épanouir. Les philosophes structuralistes entreprirent leur activité en formulant diverses «critiques» à l'adresse de l'existentialisme.

Les années passèrent et l'histoire se répéta. Le structuralisme fut à son tour démantelé, car il niait ouvertement le progrès social, qui se fraie son chemin sous divers traits et diverses formes. C'est pourquoi le structuralisme a commencé aujourd'hui à être remplacé par d'autres théories qui, utilisant d'autres «arguments», plus raffinés, se dressent contre l'idée de progrès social. Ce qui explique pourquoi dans la littérature philosophique et sociale bourgeoise il est question d'une «guerre entre l'histoire et le structuralisme».[3]

Aujourd'hui **la transformation des écoles philosophiques bourgeoises en tendances générales de cette philosophie,** a pris des proportions incomparables avec le passé, ce qui atteste aussi les efforts de l'idéalisme en pleine crise pour s'imposer encore tantôt sous une forme, tantôt sous une autre. La tendance en question apparaît clairement si l'on se réfère particulièrement au positivisme ou au pragmatisme. Les origines du positivisme remontent aux idées philosophiques de Comte et de Spencer. Celles-ci reposent sur l'idée que la philosophie n'a pas d'objet d'étude propre. Les idées positivistes de Comte connurent, avec le temps, une double évolution. Elles furent poussées plus avant par les tenants de Mach et les néo-positivistes, mais en même temps intégrées dans les autres courants de la pensée philosophique idéaliste. La vérité est que désormais l'idée de la rupture des sciences d'avec la philosophie caractérise non seulement le positivisme et ses variantes, mais encore le néo-freudisme, ï'intuitivisme, l'«école de Francfort», l'existentialisme, etc.

Les idées pragmatistes des philosophes américains James et Dewey ont connu la même évolution. «Le sujet en tant que créateur de la réalité», et «la vérité non pas en tant que reflet de la réalité objective, mais comme produit subjectif de la conscience destiné à aider l'individu à réussir dans son activité pratique» sont deux idées reprises par de nombreux autres philosophes idéalistes, représentants de divers courants philosophiques. Dans ce contexte, les intuitivistes se dressent contre la connaissance rationnelle du monde, car, d'après eux, les concepts n'arrivent à exprimer ni le mouvement ni le développement. La raison, prétendent-ils, a pour but d'assurer le succès à l'individu, mais ce succès n'est possible que si l'activité pratique de celui-ci s'appuie sur des objets immobiles. Aussi la raison ne s'intéresse-t-elle qu'à cette immobilité. Les existentialistes ont, eux aussi, soutenu le relativisme à travers leurs idées empruntées au pragmatisme. Sartre affirme entre autres que chacun a une connaissance toute particulière de la réalité, du fait que les connaissances ne visent pas à donner une image fidèle du monde, mais à contribuer au succès de toute activité individuelle humaine.

De toute cette mosaïque de courants ressortent certains traits communs comme la furieuse attaque contre la raison et l'enlisement dans le bourbier de l'irrationalisme. En outre, on y voit aussi la tentative pour réunir de manière éclectique les idées philosophiques de l'idéalisme subjectif et celles de l'idéalisme objectif, tout en mettant à profit, quand le besoin de spéculer se fait sentir, certaines idées matérialistes et les nouveaux acquis de la science.

2. Une réaction contre la philosophie et la culture progressistes

Dans la philosophie bourgeoise contemporaine agit aussi avec vigueur une tendance qui s'oppose aux valeurs philosophiques et culturelles progressistes que l'humanité entière a créées et ne cesse de créer.

Premièrement, la pensée philosophique bourgeoise marque aujourd'hui un retour en arrière, et cela dans plusieurs directions, par rapport aux aspects rationnels du développement de la philosophie dans le passé.

Dans leurs oeuvres, les philosophes bourgeois contemporains citent assez souvent aussi des philosophes du passé pour profiter de leur apport historique et s'en servir comme d'un «sauf-conduit» pour accréditer leurs propres idées auprès de l'opinion publique. Ils fouillent en particulier dans les traités philosophiques de Platon et de Thomas d'Aquin, de Berkeley et de Hume. Ils revigorent ainsi leurs vues réactionnaires et les utilisent dans l'édification de l'idéalisme philosophique. D'autre part, il n'est pas rare qu'ils empruntent ainsi diverses idées aux philosophes progressistes du passé. Ils prétendent même que ces idées sont à la base des courants et des écoles philosophiques de la bourgeoisie de nos jours. La vérité est qu'ils dénaturent tout à fait ces idées quand ils les empruntent et, qui plus est, les détachent du contexte historique dans lequel elles ont vu le jour et ont évolué. Par des arguments sophistiqués, ils altèrent le contenu de ces idées, qui de progressiste et rationnel qu'il était, devient régressif et complètement faux.

Ce phénomène est très apparent lorsqu'on jette un regard sur l'attitude actuelle des philosophes idéalistes et bourgeois envers le grand philosophe rationaliste Descartes, dont la philosophie et la méthode, comme l'a écrit le camarade Enver Hoxha, «... alimentèrent la pensée philosophique et scientifique de l'Europe et peuvent être considérées comme une des brèches les plus profondes faites à la scolastique médiévale et une des ruptures les plus nettes de l'Occident d'avec l'Orient».[4]

Le nom et les idées de Descartes sont cités aujourd'hui surtout par la tendance post-cartésienne de la philosophie idéaliste, tendance qui comprend essentiellement des courants notoires comme la phénoménologie et l'existentialisme, sans laisser hors de son influence le néo-positivisme ou l'école des «nouveaux philosophes». Montrant au grand jour la déformation qu'il a fait subir à la philosophie de Descartes, Husserl, le fondateur de la phénoménologie, a écrit: «Descartes inaugure un type nouveau de philosophie. Avec lui la philosophie change totalement d'allure et passe radicalement de l'objectivisme naïf au subjectivisme transcendantal.»[5] Les tendances matérialistes de Descartes sont donc laissées de côté et seules les tendances idéalistes et subjectivistes de sa philosophie sont appréciées. Le doute méthodique sain de Descartes devient ainsi un scepticisme et un agnosticisme effrénés qui nient entièrement la connaissance du monde par l'homme.

Quant à Kant, la philosophie idéaliste contemporaine fait de son oeuvre une «critique de droite», comme dit Lénine. Dès le XIX^{e} siècle, le slogan du «retour à Kant» devint à la mode. Nombre d'idéologues de la bourgeoisie impérialiste, tels les néo-kantiens, les représentants de la «philosophie de la vie», de l'intuitivisme et du néopositivisme, ont critiqué les oscillations de Kant entre le matérialisme et l'idéalisme. Ils ont considéré sa tendance au matérialisme comme une inconséquence inadmissible et mis l'accent sur ses positions idéalistes et agnostiques.

Ainsi, l'agnosticisme est devenu un des traits fondamentaux des divers courants et sous-courants de la philosophie bourgeoise contemporaine. Son but est de créer le doute sur la possibilité de connaître les lois de la nature et de la société, de les utiliser dans la pratique en vue de transformer le monde. De même, les philosophes de la bourgeoisie impérialiste n'empruntent à la philosophie de Hegel que son idéalisme absolu et rejettent comme étant non fondé précisément son aspect rationnel, la dialectique. A partir de l'idéalisme objectif de Hegel sont nées et se sont propagées nombre d'écoles de la philosophie idéaliste, comme l'intuitivisme, la phénoménologie, le néo-hégélianisme et l'existentialisme chrétien.

En général, la philosophie bourgeoise contemporaine observe une attitude hostile envers la dialectique et surtout la dialectique matérialiste, arme théorique irremplaçable dans l'explication et la transformation de la nature et de la société. La dialectique, soulignait Marx, et les conclusions qui en découlent, sont implacables et épouvantent la bourgeoisie et ses idéologues. De même, laissant de côté tout ce que la philosophie de Feuerbach avait de rationnel et écartant en particulier son matérialisme, la philosophie bourgeoise n'apprécie que les idées de ce penseur allemand sur la nature biologique de l'homme, ainsi que sa façon de traiter l'homme non pas comme un être social, mais comme un individu isolé.

Deuxièmement, quand il s'agit de l'attitude hostile de la philosophie bourgeoise actuelle envers le développement de la culture progressiste de l'humanité, il faut absolument souligner la tendance qui lui est inhérente à s'opposer au progrès général des sciences.

En ce qui concerne l'attitude adoptée à l'égard du développement actuel des sciences, les divers courants de cette philosophie tendent à deux extrêmes, à première vue opposés, mais fondamentalement aussi erronés qu'antiscientifiques. Il y a donc la tendance dite scientiste, qui s'inspire du positivisme, et la tendance qui a pour

origine l'ancienne «naturphilosophie». La première nie complètement à la philosophie son rôle conceptuel et méthodologique en cherchant à détacher les sciences d'avec la philosophie matérialiste dialectique et à les entraîner dans le sillage de l'idéalisme et de la métaphysique. Le scientisme réduit la philosophie à une «servante des sciences» dont le but serait uniquement d'expliquer certains aspects du processus de la connaissance scientifique. Cette tendance agit essentiellement à travers les points de vue philosophiques du post-positivisme, qui n'attribue à la philosophie que le rôle consistant à fournir une explication sémantique et sémiotique du langage symbolique de l'appareil conceptuel des sciences mathématiques et à assurer leur application dans les sciences naturelles.

La réapparition de la «naturphilosophie» dans la philosophie bourgeoise contemporaine a un contenu tout aussi régressif que sa tendance scientiste. Alors que le scientisme prive les sciences du rôle dirigeant de la philosophie scientifique sur les plans conceptuel et méthodologique, la seconde tendance refuse aux sciences leur rôle irremplaçable dans la connaissance du monde. Cette tendance s'incarne dans les courants phénoménologiques de la philosophie bourgeoise. Les représentants de ces courants prétendent que la biologie, la chimie, la physique, etc., n'existent pas en tant que sciences, qu'il n'existe que leur philosophie phénoménologique. Ils nient par là la nécessité de connaître les lois et les formes de l'existence et du mouvement de la matière et réduisent la connaissance scientifique aux seules appréciations philosophiques idéalistes qu'ils font des diverses découvertes scientifiques.

Il est indéniable que le développement actuel des sciences est indissociable de l'élaboration des procédés, des méthodes concrètes et du nouvel appareil conceptuel de la connaissance scientifique du monde. La philosophie idéaliste ne s'est pas montrée indifférente à leur égard. Au contraire, elle s'est évertuée, à travers ce processus, à rénover ses fondements gnoséologiques en tâchant de s'approprier le riche matériau théorique qu'offre ce développement et de le déformer afin de présenter de manière idéaliste tout le processus de la connaissance scientifique du monde. La philosophie idéaliste contemporaine abonde en paradoxes: l'idéalisme attaque le matérialisme dialectique en spéculant sur les nouvelles données de la connaissance du monde, qui, en fait, par leur contenu, battent en brèche la conception idéaliste du monde, démontrent une fois de plus le bien-fondé du matérialisme et de la dialectique, et les enrichissent.

Ainsi, par exemple, les mathématiques ont fait un grand pas en avant dans l'utilisation de l'appareil logique fondé sur les structures mathématiques. Surtout après les années 60, cet appareil conceptuel a été encore plus à fond élaboré dans les diverses disciplines mathématiques, il est également devenu toujours plus «la logique mathématique» des sciences naturelles, comme la biologie, la chimie et la physique. Les savants naturalistes considèrent l'introduction du concept de structure dans les différentes sciences comme un développement, un grand pas en avant, un reflet plus fidèle des lois générales les plus fondamentales de la réalité. La philosophie idéaliste contemporaine, elle, considère les structures mathématiques comme de pures créations de la conscience humaine n'ayant aucun fondement dans la réalité objective. Résumant l'essence de «l'idéalisme structural», le philosophe idéaliste Deleuze écrit: «Les choses même n'ont de structure que pour autant qu'elles tiennent un discours silencieux, qui est le langage des signes.»[6]

Le contraste entre l'idéalisme actuel et le développement des sciences se manifeste au grand jour. Le premier s'obstine à couper les théories scientifiques de la réalité objective et à les dépouiller de leur contenu objectif. Le développement des sciences, au contraire, témoigne que la connaissance scientifique reflète toujours plus à fond la réalité.

Troisièmement, la présentation sous de nouvelles formes du mode de pensée métaphysique est l'expression des processus régressifs qui marquent la philosophie idéaliste contemporaine.

Toutes les écoles et tous les courants de la pensée philosophique idéaliste revêtent aujourd'hui un caractère métaphysique et sont hostiles à la dialectique matérialiste, à ses principes, à ses lois et catégories. De cette façon, à travers le matériau philosophique traité, leurs représentants affichent l'hostilité et l'opposition de la bourgeoisie impérialiste au progrès social lui-même.

Le mode de pensée métaphysique se manifeste sous diverses formes. Ce que l'on appelle l'aile anthropologique de la philosophie bourgeoise tend surtout à jeter un regard métaphysique sur l'essence «immuable» de l'homme et de ses rapports avec la société. Les courants qui composent cette aile, comme le néo-freudisme et l'existentialisme, attribuent à l'homme les traits les plus négatifs et considèrent sa nature, et par conséquent toute la société, comme données une fois pour toutes.

Il en va autrement de ce que l'on appelle l'aile scientiste de la philosophie idéaliste contemporaine. Divers courants de cette aile, comme le néo-positivisme et le structuralisme, tendent prioritairement à une conception métaphysique des différentes lois de l'unité. Après avoir divisé ces lois en lois de l'interaction, ou, comme ils les appellent, de la synchronie, et en lois du développement, ou de la diachronie, ils surestiment les premières et sous-estiment les secondes, allant jusqu'à nier le principe du mouvement et du développement.

Les courants et les écoles philosophiques idéalistes à tendances anarchistes ou «tragiques», comme on les appelle, notamment le néo-hégélianisme, l'«école de Francfort» et les «nouveaux philosophes», traitent de manière métaphysique le processus de destruction de l'ancien. D'après eux, la négation n'a pas de caractère dialectique et ne comporte pas en soi l'affirmation du nouveau, elle équivaut à la destruction totale, à la décadence et à l'effondrement général.

Aujourd'hui, divers courants et écoles ne peuvent se dérober aux concepts de développement, d'évolution et de révolution. Mais ils traitent ces concepts dans l'esprit de la métaphysique. Les réalistes critiques américains parlent d'«évolution émergente» ou de changements subits, niant de manière métaphysique le lien qui unit mutuellement les changements quantitatifs et les changements qualitatifs. Les néo-marxistes prétendent que l'unité des contraires, les contradictions internes en tant que principale source du mouvement et du développement, le caractère général des contradictions, etc., sont étrangers à la pensée philosophique de Marx.

En ce qui concerne la méthode métaphysique, Engels a écrit: «Et quand, grâce à Bacon et à Locke, cette manière de voir passa de la science de la nature à la philosophie, elle produisit l'étroitesse d'esprit spécifique des derniers siècles, le mode de pensée métaphysique.»[7] Si l'on peut justifier historiquement le mode de pensée métaphysique dans le passé on comprend tout aussi bien combien il serait antihistorique et régressif de chercher aujourd'hui à imposer ce mode de pensée au développement des sciences, qui ont depuis longtemps dépassé la phase initiale de regroupement et de classification pour arriver à découvrir toujours plus des interdépendances et des liens profonds de la réalité matérielle, non seulement dans leur propre champ d'étude, mais aussi entre les diverses modes et sortes d'existence et de mouvement de la matière, ce qui a conduit à une intégration toujours plus prononcée des sciences elles-mêmes. A mesure que la connaissance scientifique du monde réussit à découvrir des interdépendances et des liens toujours plus profonds, qu'elle parvient à appréhender le processus de mouvement et de développement de la réalité objective, s'accroît l'opposition et l'hostilité du mode de pensée métaphysique au développement des sciences et se trouvent toujours mieux confirmés le mode de pensée dialectique et son caractère indispensable.

3. La défense de la putréfaction de la société bourgeoise

La philosophie bourgeoise cherche à tout prix à justifier idéologiquement la crise générale qui s'est abattue sur la société capitaliste.

On le voit, premièrement, dans la prétendue «mode critique» qui occupe une si grande place dans la conscience philosophique bourgeoise que l'idée qu'«il ne peut y avoir de pensée philosophique sans une pensée critique préalable» est devenue un axiome. Les philosophes bourgeois d'aujourd'hui critiquent divers aspects du système capitaliste. Sartre, un des promoteurs de cette «mode philosophique», écrit: «Le système positif de la culture s'est transformé en machine infernale».[8] Cet «esprit critique impartial» est porté aux nues par l'appareil de propagande non seulement bourgeois mais aussi révisionniste. A cet égard, les révisionnistes soviétiques sont à l'avant-garde, ils considèrent la «critique» que la philosophie bourgeoise fait de la réalité capitaliste comme une «critique réaliste» et ils en tiennent compte dans leurs appréciations sur la société bourgeoise de nos jours. Mais ils oublient le fait que cet «esprit critique» émane de positions antimarxistes et sert en fin de compte à perpétuer les rapports de production capitalistes et, en général, la domination économique, politique et idéologique de la bourgeoisie impérialiste.

La tendance de la philosophie bourgeoise contemporaine à un certain «esprit critique» vis-à-vis de la réalité sociale capitaliste n'est pas fortuite, ni une simple mode passagère. Elle tient à ce que la crise générale de l'impérialisme est aujourd'hui si évidente que beaucoup de ses signes ne peuvent plus être ignorés par les philosophes bourgeois eux-mêmes. Choisir de les ignorer les eût conduits à un échec manifeste.

Où la philosophie bourgeoise contemporaine cherche-t-elle et découvre-t-elle les causes «les plus profondes» des plaies sociales qu'elle ne manque pas de constater? Dans des facteurs et des attributs éternels et immuables qui, selon elle, ne cesseront jamais d'exister. Les existentialistes et, en général, les courants de caractère anthropologique, cherchent, par exemple, l'origine du mal dans la prétendue «nature» humaine, qui, selon eux a une propension au tragique, à l'horreur et au mal. «L'homme, écrit un de leurs représentants, est objectivement constitué comme inhumain»[9].

Cette façon de voir les choses nie l'idée de progrès, la nécessité de renverser le capitalisme et de faire triompher le communisme, elle nie les conditions économiques et sociales que crée le socialisme en vue de la formation de l'homme nouveau. Ainsi, la «critique» devient une justification philosophique du système capitaliste et de la domination de la bourgeoisie.

Deuxièmement, dans le cadre des efforts de la philosophie bourgeoise contemporaine peur justifier les plaies sociales de l'impérialisme, la catégorie de la régression est devenue prépondérante en son sein. A en croire divers philosophes bourgeois, le monde va vers sa décadence inéluctable et c'est de cet oeil qu'ils considèrent tous les aspects de la vie sociale. Ces notes de pessimisme social se retrouvent dans divers courants

et philosophes bourgeois. Selon eux, l'essor de la science et de la révolution technique et scientifique est très préoccupant pour l'humanité. On entend bien aussi quelque voix «optimiste» qui évoque les «miracles» sociaux et les transformations radicales du capitalisme qu'accomplira la révolution technique et scientifique. Il faut toutefois bien dire que cette voix «optimiste» non seulement est le jouet d'une illusion, mais, qui plus est, elle se trouve toute seule dans le choeur de la propagande bourgeoise actuelle, qui, en général, identifie la science et le mal social.

A ce propos, il faut relever l'attitude des prétendus «nouveaux philosophes» envers la science. D'après eux, la science elle-même crée des rapports d'une nature telle qu'ils impliquent l'oppression et l'exploitation de l'homme par l'homme. «Dominer, c'est savoir. Savoir, c'est dominer»,[10] écrit André Gluksmann. Selon lui, la science crée les moyens de domination, elle fait de l'homme un esclave de la machine, le dépouille spirituellement et le flétrit physiquement.

Bien entendu, ces vues illustrent le fait que dans la société bourgeoise et révisionniste les grandes conquêtes de la science et de la révolution technique et scientifique sont mises à profit par les classes dominantes pour intensifier l'oppression et l'exploitation des larges masses populaires. La déformation de la réalité par les «nouveaux philosophes», ainsi que par nombre de représentants des autres courants philosophiques bourgeois consiste en ce qu'ils n'attribuent pas toutes les plaies sociales provoquées par l'utilisation capitaliste des conquêtes de la révolution technique et scientifique aux conditions politiques, économiques et sociales qui sont le théâtre de cette révolution, mais à la science elle-même, à cette force sociale qui sert au fond la lutte contre la réaction sociale, le mysticisme et les superstitions, lutte qui a permis à l'humanité d'accomplir d'immenses pas en avant vers la liberté et le progrès.

Le camarade Enver Hoxha a écrit que l'idéal de l'art et de la philosophie de la bourgeoisie «... est le primitivisme de l'homme des cavernes».[11]

C'est dans le retour à une condition primitive ou à l'idéalisation du monde antique ou du Moyen Age que certains courants en renom de la philosophie bourgeoise contemporaine s'efforcent de trouver une issue à la crise économique, politique et morale qui tenaille le monde capitaliste. C'est là un trait typique du néo-freudisme, du structuralisme, du personnalisme et du néo-tomisme.

Dans leur raisonnement sur la société en général et sur certains de ses aspects, comme l'Etat, la famille, la production matérielle st la culture spirituelle, les néo-freudiens partent de la contradiction antagoniste qu'ils créent entre les aspects biologiques et les aspects sociaux de l'homme. D'après eux, l'homme n'a qu'une nature biologique et garde intact, dans ses plus profondes structures spirituelles, un complexe de facteurs psychologiques typiques de ses ancêtres animaux. Les néo-freudiens estiment en général que l'homme, du fait même du milieu social où il vit, est refoulé et opprimé, privé de sa liberté, comme enfermé dans une cage. Ils allèguent ce conflit pour justifier les plaies sociales de l'impérialisme, comme les guerres impérialistes, le chômage, l'oppression sociale et l'exploitation. Ils ne voient qu'une issue à cette situation, le retour de l'humanité à son stade initial, à l'état demi-sauvage, à la vie des cavernes, à la chasse, à l'ignorance et aux mythes.

Le structuralisme aboutit lui aussi au primitivisme, mais à travers un raisonnement quelque peu différent. Selon ses représentants, l'histoire évolue à travers le changement que subissent les diverses structures sociales. Or, ils considèrent la structure en tant que catégorie philosophique comme un ensemble de rapports sociaux qui ne change qu'en apparence, au niveau de la forme, alors que dans le fond il demeure inchangé, tel qu'il a été dans la communauté primitive. Considérant la société et son histoire, Lévi-Strauss, fondateur du structuralisme, ne parvenait à y constater aucun développement. Le néolithique, a-t-il écrit, ne se distingue en rien de la période où l'humanité a déjà créé l'industrie des machines. Leur essence est la même, malgré, la complexité accrue, reconnaissait-il, des rapports sociaux à notre époque, ce qui a empêché l'homme de se manifester avec autant de liberté, d'individualité et de transparence directe qu'avant. Aussi Lévi-Strauss propose-t-il le retour au passé sous la forme primitive concrète de la coexistence sociale de certaines tribus indiennes actuelles d'Amérique du Nord. Cela serait «très facile» à faire selon lui, puisque, au fond, rien n'a changé dans l'histoire.

Exprimant ouvertement son idée régressive, Lévi-Strauss écrit: «Sachant que depuis des millénaires l'homme n'est parvenu qu'à se répéter, ne us accéderons à cette noblesse de la pensée qui consiste, par-delà toutes les redites, à donner pour point de départ à nos réflexions la grandeur indéfinissable des commencements.»[12]

De leur côté, le personnalisme et le néo-tomisme idéalisent le Moyen-âge, le temps où régnaient l'Eglise et son pouvoir illimité, fleurissaient le travail manuel et l'artisanat. Dans ce retour en arrière ils voient l'issue à la crise dans laquelle est plongé aujourd'hui le monde du capital.

Troisièmement, ce qui caractérise la philosophie idéaliste actuelle c'est un lien plus étroit et plus direct avec la politique réactionnaire des classes exploiteuses. La conscience sociale philosophique de la bourgeoisie est aujourd'hui beaucoup plus liée à la conscience politique de cette classe et dans un rapport d'interdépendance directe avec elle. C'est un trait typique de tous les courants de la pensée philosophique bourgeoise du XX^{e} siècle,

mais surtout de ceux qui sont postérieurs à la Révolution d'Octobre. L'attitude de la philosophie bourgeoise envers certains événements et processus historiques importants du XX^{e} siècle est significative à cet égard.

Dès les premiers pas du pouvoir soviétique, la bourgeoisie internationale lança contre lui ses forces interventionnistes et orchestra en plus une campagne de propagande anticommuniste effrénée. La philosophie idéaliste, expression des intérêts de la bourgeoisie, réagit immédiatement contre le triomphe de la Révolution socialiste d'Octobre qui battit en brèche le front impérialiste et fonda le premier Etat de dictature du prolétariat. Ainsi, par exemple, Oswald Spengler, un des représentants les plus connus de la «philosophie de la vie», considérait l'ordre socialiste instauré dans l'Union soviétique d'alors comme une expression de la décadence et de la chute de la civilisation. Freud aussi manifestait ouvertement son anticommunisme en qualifiant la Révolution d'Octobre d'émergence des instincts destructeurs de l'homme.

Les liens étroits qu'elle noua avec la politique du fascisme et du nazisme au cours de la Seconde Guerre mondiale démasquent également la pensée philosophique idéaliste. Des courants philosophiques comme la «philosophie de la vie» de Nietzsche, l'existentialisme de Heidegger et le néo-hégélianisme, étaient, à l'époque, hissés au rang d'idéologies officielles.

Le rôle joué par l'existentialisme allemand, qui soutint sans réserve la justification idéologique des sentiments revanchards des hitlériens après leur accession au pouvoir, leurs crimes monstrueux pendant la guerre, et qui s'efforça de rassurer et de raffermir la conscience philosophique de la bourgeoisie allemande après sa défaite dans la Seconde Guerre mondiale, est typique à cet égard. L'existentialisme allemand considère comme première valeur philosophique le sentiment de culpabilité universelle, qui se trouverait au coeur des structures spirituelles de chaque être humain, indépendamment de ses actions concrètes. Ainsi, ce courant tenta de disculper la bourgeoisie allemande, puisque, selon lui, de toute façon, le sentiment de faute pèse toujours de tout son poids sur l'humanité entière.

Le lien toujours plus serré entre la philosophie idéaliste contemporaine et les intérêts des classes exploiteuses et de la réaction impérialiste apparaît clairement dans l'attitude des philosophes bourgeois de nos jours envers le problème de la liberté de l'homme.

Chacun sait que le mot d'ordre de la bourgeoisie du temps de son combat contre la féodalité a été «Liberté, égalité, fraternité». L'élaboration du concept de liberté par les idéologues de la révolution bourgeoise se rattache à la libération de la société des chaînes de la féodalité, mais elle reflétait, à travers le matériau philosophique traité, la revendication de la bourgeoisie d'instaurer de libres rapports marchands, une main-d'oeuvre bon marché, une initiative et une concurrence sans entraves.

Les philosophes de l'époque des monopoles et de l'impérialisme traitent tout différemment le problème de la liberté. Ils présentent la liberté comme quelque chose qui n'apporte à l'homme que préjudice, souci et panique. Les existentialistes ont discrédité la liberté de l'homme à tel point que l'un de leurs représentants a même écrit que l'homme est condamné à être libre». «La liberté, souligne l'un des fondateurs du néo-freudisme, ne peut absolument pas être un produit social.»

Pour se faire une idée plus précise de la façon dont la philosophie bourgeoise a foulé aux pieds le drapeau de la liberté, il vaut mieux se rapporter à la manière dont Erich Fromm traite les rapports de l'homme avec la liberté et son attitude envers celle-ci. Pour Fromm l'homme se dérobe à la liberté. Il écrit: «La moyenne des gens cherchent un abri; ils essaient d'échapper à la liberté et cherchent la sécurité dans le giron de l'Etat ou de l'entreprise.»[13] Le passage de la bourgeoisie à des positions complètement réactionnaires ne pouvait pas ne pas conduire ses philosophes à forger un nouveau concept de liberté, d'idéal révolutionnaire, de première valeur sociale qu'elle avait été, ils ont fait de la liberté quelque chose d'inutile et d'absurde.

4. Attitude hostile à la philosophie marxiste-léniniste

Naguère la philosophie bourgeoise combattait notre philosophie en pratiquant à son égard la conspiration du silence. Cette tactique a perdu beaucoup de son terrain, car la vie et la lutte des classes ont attesté l'influence grandissante du marxisme-léninisme sur la conscience des forces révolutionnaires et démocratiques de la société. Il y a quelques décennies, des courants entiers de la philosophie bourgeoise ne se référaient quasiment pas à la philosophie marxiste-léniniste. Tel était le cas de la «philosophie de la vie», de l'intuitivisme et du premier pragmatisme. Mais à partir des années 20 et surtout 60 on ne trouve pas de courants ni d'écoles philosophiques qui n'observent pas une attitude ouvertement hostile aux idées philosophiques des classiques du marxisme-léninisme.

La philosophie idéaliste bourgeoise d'aujourd'hui est sous l'action de l'antimarxisme et de l'anticommunisme déclarés comme expression directe et sans gants de l'hostilité de la bourgeoisie impérialiste à l'encontre de la philosophie révolutionnaire de la classe ouvrière. Cette tendance continue d'agir avec vigueur et de se manifester sous les formes les plus diverses.

Ses représentants attaquent ouvertement la philosophie marxiste-léniniste en la qualifiant de «dogmatique», de «renouvellement de l'hégélianisme», de «théologie nouvelle», etc. Cela apparaît dans des courants comme le néo-tomisme, le néo-pragmatisme, le néo-hégélianisme et le personnalisme, sans parler ici des variantes plus anciennes de l'idéalisme, comme le machisme. Des centaines de livres sont rédigés, des dizaines de symposiums organisés, des cours et des séminaires dispensés aux académies, universités et écoles dans cet esprit anticommuniste. La philosophie bourgeoise contemporaine tente d'unir en un tout «unique» et d'«harmoniser» la philosophie matérialiste dialectique avec les courants et les versions de l'idéalisme d'aujourd'hui. En particulier après les années 60 et jusqu'à nos jours, à cette entreprise se sont spécialement attachés l'existentialisme et, en premier lieu, Sartre, le néo-freudisme et essentiellement Fromm et Marcuse, le structuralisme et surtout Althusser, Godelier, l'école des «nouveaux philosophes» représentée par Lévy, Gluksmann, etc.

La fusion que les philosophes bourgeois contemporains cherchent à réaliser entre leurs vues idéalistes et la philosophie matérialiste dialectique exprime de façon condensée une des manifestations les plus importantes de la crise qui tenaille la conscience sociale philosophique de la bourgeoisie impérialiste. Dans cette tentative, les philosophes bourgeois se trouvent confrontés à un problème difficile: Comment concilier le matérialisme et l'idéalisme, la dialectique et la métaphysique, la théorie de la révolution et l'idéologie de la réaction impérialiste? Cela s'avère impossible. Ils ont alors élaboré tout un système de catégories philosophiques, qui devient de plus en plus sophistiqué, afin de «s'acquitter» de cette tâche, fût-ce en apparence, il ne leur restait pas d'autre issue. Au fond de ce système de catégories philosophiques idéalistes réside la déformation de la vérité sur la philosophie matérialiste dialectique, la présentation, sous un jour entièrement faussé, de ses lois et catégories. Sur ce plan-là, on voit donc réapparaître la nature réactionnaire de la philosophie bourgeoise contemporaine qui ne manque pas de recourir aux contrevérités les plus manifestes pour arriver à ses fins.

Les existentialistes prétendent que leur philosophie «complète» la conception marxiste-léniniste de l'essence de l'homme. Mais ils négligent ici un fait d'importance: Pour la philosophie matérialiste dialectique l'homme est dans son essence un ensemble de rapports économiques et sociaux, ce que l'existentialisme nie complètement. Comment alors cette variante de l'idéalisme pourrait-elle se concilier avec la philosophie marxiste-léniniste?

Les néo-freudiens déclarent que le vrai Marx c'est le «jeune Marx», c'est-à-dire quand il n'avait pas encore accompli la profonde révolution dans la pensée philosophique de l'humanité et se trouvait toujours sous l'influence des idées de Fichte, Hegel et Feuerbach. Selon eux, le néo-freudisme et le marxisme-léninisme ont une vision identique de l'histoire de la société. Pour le premier comme pour le second, concluent-ils, l'histoire a pour fondement l'individu opprimé et menacé par les autres et qui poursuit avec détermination sa voie particulière dans la vie. Les néo-freudiens aussi camouflent une vérité archiconnue: Pour Marx, comme il l'a d'ailleurs indiqué lui-même, la principale force motrice de l'histoire ce n'est pas l'individu isolé, mais la lutte des classes dans toute la complexité de ses formes.

Les structuralistes ne mettent en lumière qu'un côté de la pensée philosophique marxiste-léniniste afin d'en fausser totalement le contenu. Ils se bornent à souligner que la conception matérialiste de l'histoire fait ressortir des rapports déterminés entre les divers aspects de La vie sociale. La structure aussi, poursuivent-ils, n'est rien d'autre qu'une mise en évidence des rapports existant entre les éléments de tout système social ou naturel donné. Cela dit, ils n'hésitent pas à identifier le structuralisme et le matérialisme dialectique et historique. Les structuralistes aussi camouflent la réalité. Certes, la conception matérialiste de l'histoire explique les rapports entre les aspects généraux de la société, mais dans ces rapports elle assigne le rôle principal aux rapports économiques, car ceux-ci constituent la base de toute société donnée, conception des choses inacceptable pour le structuralisme.

La tentative d'unir la philosophie matérialiste dialectique et l'idéalisme actuel, qui est une des formes de l'antimarxisme, vise à dépouiller le matérialisme dialectique et historique de son esprit révolutionnaire et scientifique, en prétextant le «défendre» et promouvoir son «développement» créateur. Cette tentative est d'autant plus néfaste que les divers courants du révisionnisme moderne s'appuient idéologiquement sur la prétendue philosophie «néo-marxiste» contemporaine. Dans ce contexte, les révisionnistes yougoslaves rendent hommage surtout à l'existentialisme sartrien qui présente l'individu dans son hostilité permanente envers toute organisation d'État ou de parti, ils y puisent des «arguments» pour justifier leur théorie et leurs pratiques capitalistes autogestionnaires.

Les eurocommunistes ont adopté, surtout ces dernières années, l'interprétation structuraliste de la philosophie marxiste-léniniste. Partant de la conception structuraliste de «la nature tout à fait individuelle de toute forme d'organisation sociale», ils cherchent, par leur propagande, à nier les lois générales du passage du capitalisme au socialisme.

Par ailleurs, dans la littérature philosophique révisionniste soviétique on tente de découvrir des aspects qui seraient communs à la fois au marxisme-léninisme et au post-positivisme, à la phénoménologie, etc.

Quand il s'agit de manifester leur hostilité au marxisme-léninisme, les diverses formes de l'idéologie bourgeoise finissent par s'allier entre elles. A ce propos, le camarade Enver Hoxha a écrit: «L'une des caractéristiques de la diversion idéologique actuelle de la bourgeoisie et du révisionnisme contre le socialisme est le regroupement en un seul front des principaux courants contre-révolutionnaires, depuis l'idéologie bourgeoise proprement dite de caractère manifestement anticommuniste jusqu'à l'ancien opportunisme traditionnel, en passant par les révisionnistes modernes et les courants opportunistes actuels dits de gauche.»[14]

Le Parti du Travail d'Albanie et le camarade Enver Hoxha ont clairement souligné le danger que présente pour nous l'agression idéologique bourgeoise et révisionniste, ils ont démontré scientifiquement la nécessité de la combattre sans répit. Cette idéologie qui nous est étrangère et hostile a pour fondement la philosophie idéaliste et bourgeoise. Connaître et critiquer avec des arguments à l'appui cette philosophie, ses traits les plus généraux ainsi que ses courants et ses écoles, et cela en s'appuyant solidement sur la théorie marxiste-léniniste et la pensée théorique du PTA et du camarade Enver Hoxha, est une condition sine qua non pour lutter constamment et efficacement contre l'agression idéologique bourgeoise et révisionniste, et pour développer de façon créatrice, dans les nouvelles conditions de cette lutte, la philosophie marxiste-léniniste.

Publié d'après le n° 10/1986 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales».

Notes :

1. Enver Hoxha, *L'Impérialisme et la Révolution,* éd. fr., p. 158, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1979.

2. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. 4, p. 890, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.

3. Guy Bourdè-Hervé Martin, *Les écoles historiques,* pp. 263, 264, les Editions du Seuil, Paris, 1983.

4. Enver Hoxha, *Réflexions sur le Moyen-Orient,* éd. fr., p. 469, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984.

5. E. Husserl, *Méditations cartésiennes,* p. 4, Idées, Gallimard, Paris.

6. Gilles Deleuze, *A quoi reconnaît-on le structuralisme dans Histoire de la philosophie du XX^e siècle,* p. 300, Hachette-Littérature, Paris, 1973.

7. K. Marx et F. Engels, *œuvres choisies,* éd. alb., t. 2, p. 133, Tirana, 1975.

8. J. P. Sartre, *La Critique de la raison dialectique,* p. 233, Gallimard, Paris, 1960.

9. *Ibid.,* p. 208.

10. A. Gluksmann, *Les Maîtres penseurs,* p. 149, Grasset, Paris, 1977.

11. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. 4, p. 891, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.

12. C. Lévi-Strauss, *Tristes Tropiques,* p. 424.

13. Erich Fromm, *La conception de l'homme chez Marx,* pp. 7-8, Bibliothèque, Payot, Paris, 1977.

14. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. 4, pp. 881-882, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.

IV. Critique des «théories» et des pratiques bourgeoises et révisionnistes

Xhafer Dobrushi (Docteur es sciences de 3e cycle à la Faculté des sciences politiques et juridiques) — Les vues antimarxistes des révisionnistes titistes sur la nation, expression de leur conception idéaliste et réactionnaire du monde

Les révisionnistes titistes, comme ils l'ont toujours fait, ne cessent de prétendre qu'ils ont posé et résolu dans la voie marxiste-léniniste la question nationale dans leur pays. Naturellement la vérité est tout autre. Ayant analysé de façon scientifique et matérialiste ce dangereux courant révisionniste, le PTA et le camarade Enver Hoxha ont démontré clairement que les théories et les pratiques des titistes concernant la nation et la question nationale, comme d'ailleurs toutes leurs vues et prises de position relatives à la théorie et à la pratique du socialisme scientifique, n'ont rien de prolétarien, ni de socialiste, qu'au contraire, elles s'écartent ouvertement du marxisme-léninisme. Les élucubrations des révisionnistes titistes sur le concept de nation, qui traduisent leur conception idéaliste et réactionnaire du monde, servent directement les intérêts de la bourgeoisie chauvine yougoslave. Ce sont autant de tentatives pour asseoir sur une «base théorique» la politique nationaliste bourgeoise et chauvine appliquée en Yougoslavie et qui caractérise tout son système «autogestionnaire» capitaliste.

Depuis longtemps, la théorie marxiste-léniniste a élaboré et formulé une conception scientifique matérialiste complète de la nation. Se guidant sur les principes fondamentaux définis par Marx, Engels et Lénine à ce propos, et sur la base d'une analyse dialectique approfondie et générale des processus historiques, des conditions matérielles qui ont entraîné la formation et la consolidation des communautés sociales, le remplacement des communautés inférieures, comme la gens et la tribu, par d'autres communautés, supérieures, comme la nationalité et la nation, J. Staline a fourni une définition scientifique de la nation. «La nation, écrit-il, est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture.»[1] Cette définition offre les traits les plus généraux et les principaux éléments constitutifs de la nation. Nier n'importe lequel d'entre eux ou tenter de leur en ajouter d'autres, n'est qu'un écart évident par rapport à la théorie marxiste-léniniste de la nation, un effort avorté pour cacher et justifier l'application d'une politique non prolétarienne sur la question nationale.

Par leurs vues et leurs pratiques, les révisionnistes yougoslaves se sont opposés ouvertement à la conception et à la définition scientifiques matérialistes de la nation dans tous ses éléments constituants.

Après s'être dressé contre la conception marxiste-léniniste de la nation et la définition scientifique qu'en a fournie J. Staline, Edvard Kardelj, un des principaux chefs de file et théoriciens titistes, s'engagea à en donner une définition «nouvelle». «La nation, telle que nous la concevons aujourd'hui, écrit-il, est un phénomène historique, social et économique, culturel et politique, qui s'est manifesté dans des conditions données de la division sociale du travail.»[2]

Comme on le voit, dans cette prétendue définition E. Kardelj exclut du contenu de la nation, et cela non par hasard, tout ce qui caractérise dans son essence une communauté nationale. Il falsifie ouvertement le processus historique de la naissance et de la consolidation des nations, il nie le trait le plus général qui les caractérise en tant que communautés humaines stables, il ignore des éléments déterminants comme la communauté de langue, de territoire et de liens économiques.

Certes, la définition de la nation proposée par E. Kardelj n'est pas quelque chose de fortuit. C'est la conclusion d'un livre volumineux qui, comme son auteur le reconnaît, a été rédigé pour expliquer et élaborer les bases théoriques du programme national du PCY[3]. L'esprit antimarxiste et antiscientifique qui anime cette conception du concept de nation, se trouve à la base de toutes les élucubrations et de toutes les pratiques des révisionnistes titistes à propos de la nation et de la question nationale.

Une des principales déformations que les révisionnistes titistes font subir à la théorie marxiste-léniniste de la nation, c'est la falsification du processus de sa formation. En prétendant que «la nation... s'est manifestée dans des conditions données de la division sociale du travail», E. Kardelj évite de mentionner la vraie cause de la formation et de la consolidation des communautés nationales, à savoir l'apparition du mode de production capitaliste. Il va même jusqu'à affirmer ouvertement que ce serait soi-disant la division sociale du travail qui serait la cause fondamentale des communautés nationales, mais encore de la naissance du système social capitaliste. Naturellement, cette conception et cette prise de position est en flagrante opposition avec le processus historique de l'évolution sociale, avec les conditions matérielles et les lois générales objectives qui ont entraîné l'apparition du mode de production capitaliste. L'analyse de ces conditions, faite en détail par Marx, Engels, Lénine et Staline, ainsi que la connaissance de ces lois générales, montrent que ce n'est pas la division sociale du travail qui entraîne dans une société donnée des changements comme la naissance des nations et du mode de production capitaliste, mais ce dernier qui détermine aussi bien la naissance des nations que la nécessité d'accélérer la division sociale du travail.

Dans son oeuvre monumentale, *Le Capital,* Marx démontre, avec arguments scientifiques à l'appui, l'inéluctabilité du renversement du féodalisme et de la naissance du capitalisme. Ces processus ont à leurs fondements non pas la division sociale du travail, comme E. Kardelj cherche à la faire croire, mais l'accumulation du capital, la concentration de grandes richesses monétaires entre les mains des gros propriétaires terriens, des commerçants et des usuriers. Les détenteurs de ce capital, cherchant toujours à l'accroître, concentrent dans leurs ateliers les moyens de production et les travailleurs. C'est ainsi que sont créées les premières entreprises capitalistes, employant des ouvriers salariés, qui effectuent un travail manuel conformément à la division du travail. Ce niveau de développement de la production sociale et des rapports matériels correspondants, qui servent de cadre à la progression de cette production, se traduisent par la formation de deux nouvelles classes fondamentales de la société, la bourgeoisie et le prolétariat, la création d'un marché national unique et l'accentuation toujours plus marquée de la division sociale du travail.

Cette division a existé également dans les formations sociales précapitalistes, mais elle n'a pas entraîné, comme elle ne pouvait du reste pas le faire, la naissance des nations. Elle pouvait encore moins conduire au renversement d'un ordre social donné et au triomphe d'un autre, supérieur, car, en tant que catégorie historique, elle revêt des formes bien définies, varie et s'accentue en fonction de la nature des formations économiques et sociales. C'est précisément pour cette raison que Marx indiquait que «... la division manufacturière est une création spéciale du mode de production capitaliste».[4] Critiquant Proudhon, qui concevait la division du travail comme une catégorie immuable, comme le facteur déterminant de la naissance de tous les rapports de production capitalistes, Marx soulignait: «L'accumulation et la concentration d'instruments et de travailleurs précéda le développement de la division du travail dans l'intérieur de l'atelier»[5]. Le développement de la division du travail suppose la réunion des travailleurs dans une atelier... qui en est une condition d'existence».[6] Il en découle que ce n'est pas la division du travail qui détermine le passage du féodalisme au capitalisme. Puisque les nations sont le produit inévitable de l'époque bourgeoise de l'évolution sociale, le processus de leur naissance ne peut en aucune manière être imputable à la division sociale du travail.

Lénine et Staline ont montré que les nations ont été formées au cours de la naissance et du développement du capitalisme, dans le processus de regroupement des marchés locaux en un marché national unique. Durant ce processus, des liens économiques sont noués qui englobent toute la population parlant la même langue et vivant sur le même territoire. A partir de ces positions et dans cet esprit, Lénine analyse le processus de formation de la nation russe. Il souligne: «Seule la nouvelle période de l'histoire russe (à partir du XVII^{e} siècle à peu près) se caractérise vraiment par une fusion de fait de toutes ces régions, terres et principautés en un tout unique. Cette fusion s'explique par les échanges croissants entre les régions, par l'augmentation progressive de la circulation des marchandises, par la concentration des petits marchés locaux en un seul marché de toute la Russie.»[7]

La thèse des révisionnistes titistes qui rattache la formation des nations à la division sociale du travail en régime capitaliste dissimule des visées contre-révolutionnaires. Cette pseudo-théorie prétend que, de même que la division sociale du travail en régime capitaliste a entraîné la formation des nations, ainsi, dans les conditions actuelles de l'impérialisme, de l'essor de la science, de la technique et de la révolution technique et scientifique, en un temps où la division sociale du travail a gagné en ampleur et en profondeur à l'échelle planétaire, tout pousse soi-disant spontanément les nations à se rapprocher et à s'unir, tout mène à la suppression des différences nationales. E. Kardelj écrit: «La division sociale du travail, qu'exigent un tel essor des forces productives et un tel volume des échanges des valeurs matérielles dans le monde, dépasse nécessairement les étroites frontières nationales, rapproche les nations et entraîne l'homme directement dans le mécanisme de l'économie mondiale. Parallèlement, la conscience de l'intérêt matériel et culturel de l'homme doit évoluer, et elle évolue déjà. Dès maintenant on voit se créer des organisations internationales de coopération économique, ce qui montre que la conscience de la communauté des intérêts économiques dépasse les frontières nationales et s'étend à des régions beaucoup plus vastes... C'est là le processus de l'union des nations qu'entraîne nécessairement la division sociale du travail à l'époque où l'humanité s'engage dans le socialisme.»[8] On ne peut donc être plus explicite.

Le caractère métaphysique et contre-révolutionnaire de ces thèses titistes réside en ce que leurs auteurs considèrent l'élimination de l'oppression nationale, la question de l'établissement de rapports d'égalité entre les nations, leur rapprochement et leur union comme des problèmes à résoudre dans le cadre du système capitaliste grâce à l'accentuation de la division internationale du travail. A partir de ces positions, les titistes nient la lutte des masses populaires des nations opprimées pour conquérir leur liberté et leur indépendance contre la bourgeoisie des nations oppressives, et par là même justifient en fait l'inégalité toujours croissante entre les nations, encouragent l'oppression nationale la plus farouche.

Contrairement aux allégations des révisionnistes titistes, la tendance objective de l'impérialisme à multiplier ses liens économiques, politiques et culturels, à dépasser et à transgresser les frontières nationales, sur la base de la socialisation internationale de la production capitaliste, comme l'a souligné Lénine avec une précision scientifique, ne conduit ni ne peut conduire au rapprochement et à l'union librement consentie des nations. La seule voie juste que suit le prolétariat en tenant compte de cette tendance, c'est la lutte contre toute inégalité

sociale, le soutien résolu aux mouvements de libération des nations opprimées, l'union internationaliste des prolétaires et des autres travailleurs à l'échelle nationale et internationale pour secouer le joug du capital, combattre la bourgeoisie et l'impérialisme.

Il est clair comme le jour que le «rapprochement» et «l'union» des nations dans les conditions de l'impérialisme, qu'évoquent les titistes, n'est rien d'autre que l'actuelle réalité capitaliste qui caractérise la tension des relations internationales, le droit que s'est arrogé la bourgeoisie des nations oppressives, notamment des Etats-Unis et de l'Union soviétique, d'assujettir par la violence d'autres nations et de fouler aux pieds leur souveraineté. L'interprétation titiste de la tendance de l'impérialisme à multiplier les liens économiques, politiques et culturels entre les nations, à dépasser et à transgresser les frontières nationales, tendance soi-disant entraînée par l'accentuation de la division sociale du travail, passe sous silence les profondes contradictions antagonistes entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les nations oppressives et les nations opprimées; elle prône ouvertement l'idée de soumission des nations opprimées et le sacrifice de leur cause au profit des intérêts de la bourgeoisie des nations oppressives, ainsi que leur docilité devant les superpuissances et les autres puissances impérialistes.

En soutenant que la formation, l'existence, l'union et la fusion des nations sont déterminées par la seule division sociale du travail, les révisionnistes titistes versent eux aussi totalement dans des positions métaphysiques.

En premier lieu, ils séparent arbitrairement la communauté nationale du système économique et social qui l'a engendré, des rapports de production capitalistes, refusant ainsi de voir les transformations radicales qui ont lieu dans le développement des nations avec le changement du système social, avec le renversement du capitalisme et le triomphe du socialisme. C'est précisément pour cette raison que Kardelj s'oppose avec force à la thèse marxiste qui fait une distinction de principe entre les nations socialistes et les nations bourgeoises, et estime même cette division absurde.[9]

En deuxième lieu, la position métaphysique des révisionnistes titistes ressort clairement aussi dans leur attitude concernant l'avenir des nations. Préconisant l'union des nations et l'élimination des différences nationales dans les conditions de l'existence de la propriété privée, des rapports de production capitalistes, les titistes s'opposent pratiquement au développement libre et indépendant des nations, de leur langue et de leur culture, développement qui ne peut s'épanouir avec tout son potentiel que dans les conditions des rapports de production socialiste et communistes, dans les conditions de la domination politique du prolétariat au sein de la société.

Une autre déformation que les révisionnistes yougoslaves ont fait et font subir à la théorie matérialiste de la nation, c'est la négation de la thèse selon laquelle les nations sont des communautés sociales stables.

Le marxisme-léninisme a depuis longtemps démontré que la communauté de langue, de territoire, de liens économiques et de culture, créée sous l'influence directe des processus historiques et héritée d'une génération à l'autre, rend la communauté nationale solide et stable. C'est sur cette base que se forme et se raffermit la conscience nationale, qui reflète les liens étroits et très solides entre les membres de la nation. Dans ces liens objectifs, les membres de diverses nations voient leurs intérêts vitaux, aussi la conscience nationale devient-elle une source de lutte pour l'affirmation nationale, une force extraordinaire qui amène les petites nations ou certaines de leurs parties à tenir tête au cours des siècles aux tentatives d'assimilation violente auxquelles les grandes nations, les nations oppressives se livrent à leur endroit. C'est là une conclusion corroborée depuis longtemps par les luttes longues et héroïques que de nombreuses nations ne cessent de mener pour conquérir leur liberté.

La stabilité des nations, leur résistance et leur force intérieure qui ont toujours mis en échec les visées d'assimilation et d'extermination des chauvins, ont obligé les classes dominantes des nations oppressives à avoir recours, en même temps qu'à la violence effrénée, aux armes de l'asservissement spirituel, afin d'arriver à leurs fins, d'assujettir et d'assimiler les nations ou les tronçons de nations annexés. Pour ce faire, elles ont inventé toutes sortes de «théories» et conceptions à travers lesquelles elles s'efforcent sournoisement de propager dans les masses populaires des nations opprimées l'indifférentisme quant à leur appartenance nationale, de nier et d'éteindre leurs sentiments de profond attachement à la langue, à la culture, à l'histoire et aux coutumes de leurs ancêtres, et tout cela afin de saboter leur juste lutte pour affirmer leur identité nationale.

Une pseudo-théorie de ce genre est notamment celle qui identifie la communauté nationale à la communauté d'Etat. Selon cette «théorie», dans un Etat plurinational, l'appartenance nationale de chaque citoyen n'est fonction ni de sa langue ni des autres éléments constitutifs de sa nation, mais de son appartenance à l'Etat.

Depuis longtemps, les révisionnistes yougoslaves ont glissé vers les positions de la théorie bourgeoise qui identifie la communauté nationale à la communauté d'Etat. A partir de ces attitudes idéalistes et métaphysiques et en flagrante opposition avec la théorie matérialiste marxiste-léniniste, E. Kardelj exclut du concept de nation un des traits les plus essentiels, et plus précisément son caractère de communauté stable. A ce jugement, qui n'est pas fortuit, s'en associent d'autres de la même veine.

Il y a longtemps qu'en Yougoslavie des tentatives ont été faites pour identifier la communauté nationale à la communauté d'Etat. Elles ont traduit la tendance de la bourgeoisie serbe, au lendemain de la fondation du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, à serbiser les autres nations plus petites comprises dans l'Etat yougoslave. C'est dans ces positions de la bourgeoisie serbe qu'a versé pleinement le Parti ouvrier socialiste de Yougoslavie (c'est-à-dire le parti communiste) qui, à son I^{er} Congrès tenu en avril 1919, adopta le mot d'ordre d'«un peuple et d'un Etat national», et, à son II^{e} Congrès convoqué en juin 1920, navigua encore dans des eaux troubles en lançant le mot d'ordre de l'«unité nationale».[10] Cette prise de position ouvertement nationaliste et chauvine compromit gravement le PCY aux yeux des nations opprimées.

Et pourtant, le PCY eut beaucoup de peine et mit longtemps à prendre ses distances par rapport à cette attitude opportuniste et nationaliste bourgeoise. Il lui fallut exactement trois ans pour arriver à renoncer, ne fût-ce que formellement, au slogan grand-serbe de l'«unité nationale», et cela sous la forte pression des masses et des critiques que lui avait adressées le Komintern. Mais, même par la suite, le PCY ne se débarrassa pas de la mentalité ni de ses illusions bourgeoises dans sa conception de la nation et de la question nationale, pas plus que dans son attitude envers celles-ci. En témoigne le fait que la Seconde Conférence du PCY traita les nations comprises dans la communauté d'Etat yougoslave comme de simples gens et jeta, sur cette base, l'idée de la «nation yougoslave», qui était soi-disant en plein «processus de formation», c'est-à-dire qu'elle résulterait de l'union et de la fusion de ces prétendues gens.[11]

Cette conception de la nation et de la question nationale soutenue par le PCY contenait au fond elle aussi l'idée de i'«unité nationale». Aussi correspondait-elle pleinement aux visées de la bourgeoisie grande-serbe relatives à la dénationalisation et à l'assimilation des autres nations comprises dans le Royaume de Yougoslavie. Précisément cette situation malsaine qui caractérisait les rangs du PCY et surtout sa direction, obligea le Komintern à se pencher à plusieurs reprises sur la question nationale yougoslave.

Le plénum élargi du Comité exécutif du Komintern, qui se réunit à Moscou du 21 mars au 6 avril 1925, discuta en particulier de la politique nationale du Parti communiste de Yougoslavie et attira l'attention sur le grand tort que causait la propagation de l'idée que les Serbes, les Croates et les Slovènes formaient une seule nation, au mouvement de libération nationale en Yougoslavie. «La légende de l'unité nationale des Serbes, des Croates et des Slovènes, soulignait la résolution issue de ce plénum, doit être dénoncée, car elle sert à masquer la politique nationaliste d'oppression de la bourgeoisie chauvine serbe. Aucun communiste ne peut aider à la propagation de cette légende à travers... la fable du processus de fusion naturel qui contribuerait soi-disant au processus de développement économique.»[12]

Le PCY ne modifia pas son attitude envers le problème du yougoslavisme en tant qu'appartenance nationale, même lorsque les titistes accédèrent à sa direction. Tito, Kardelj et C^{ie} «s'opposèrent» aux vues de leurs prédécesseurs sur «la nation yougoslave unique», les qualifièrent d'«ancien yougoslavisme», mais s'ils le firent, ce ne fut pas à partir de positions de principe, ni parce qu'ils se guidaient sur les principes marxistes-léninistes dans la manière de poser et de résoudre la question nationale, mais parce qu'ils cherchaient uniquement à défendre les intérêts de la bourgeoisie croate et slovène contre la politique d'assimilation de la bourgeoisie serbe, à établir un certain équilibre entre ces deux groupements bourgeois. C'est donc là qu'ont leur origine les tactiques suivies par les titistes, qui, d'une part, n'ont cessé de critiquer 1'«ancien yougoslavisme», et, de l'autre, propagent et soutiennent de toutes leurs forces leur yougoslavisme «nouveau, socialiste», affublé d'une phraséologie ténébreuse et de slogans creux sur l'«égalité» et l'«union-fraternité».

L'essence du yougoslavisme en tant qu'idéologie et politique nationaliste bourgeoise apparaît presque au grand jour aussi dans la définition de ce phénomène donnée par E. Kardelj: «L'essence du yougoslavisme actuel, écrit-il, ne peut être que la communauté des intérêts sociaux, matériels et politiques des travailleurs de tous les peuples de Yougoslavie... ce qui unit le plus les peuples de Yougoslavie, ce sont les éléments humains en général et non pas ce qui, en eux, est étroitement national.»[13]

Il va de soi que dans un pays comme la Yougoslavie, où la propriété privée existe et prospère, où les contradictions entre les classes antagonistes s'exacerbent et s'accentuent sans arrêt, où l'oppression nationale existe sous les formes les plus violentes, le «général» et l'«humain» qu'évoquent les titistes en cherchant à cacher avec ces éléments le vrai contenu du yougoslavisme, n'est rien d'autre que les droits dont jouissent l'ancienne et la nouvelle bourgeoisie en Yougoslavie, essentiellement serbe et croato-slovène, dans le système d'autogestion capitaliste afin d'opprimer et d'exploiter sans pitié les autres nations et nationalités du pays.

L'appui apporté par la LCY à la conception de yougoslavisme en tant qu'appartenance nationale, la propagande qu'elle mena à cette fin, ont dépassé le cadre théorique. Au recensement général de la population de Yougoslavie en 1961, plus de 317 000 personnes figuraient de nationalité yougoslave, alors qu'en 1981 ce nombre se monta à 1 216 463, soit le quadruple du recensement précédent.

En Serbie, les citoyens déclarés de nationalité yougoslave représentent environ 12 pour cent de la population, en Croatie 8,4 pour cent, en Bosnie-Hertzégovine (où, sont déclarés tels essentiellement des Serbes et des Croates) 7,9 pour cent alors qu'en Macédoine les citoyens déclarés de nationalité yougoslave ne représentent que 0,7 pour cent de la population, en Kosove 0,2 pour cent, etc.

La presse titiste même a relevé le fait que la majorité des citoyens déclarés de nationalité yougoslave est constituée de Serbes et de Croates. «La place principale parmi les «Yougoslaves», écrit M. Lalovitch, docteur es sciences démographiques, revient aux Serbes et aux Croates... dont un grand nombre se sont prononcés pour la nationalité yougoslave.»[14]

De toute évidence le yougoslavisme sert directement les intérêts des nations oppressives, il vise à la dénationalisation et à l'assimilation des petites nations.

L'accroissement si considérable et si rapide du nombre des citoyens déclarés de nationalité yougoslave a suscité d'après polémiques à diverses instances au niveau de la Fédération et des républiques de Yougoslavie. Toutefois, comme tous les autres révisionnistes, les titistes ont eux aussi leur propre logique. Leur position délibérément antimarxiste de toujours, leur profonde hostilité à la liberté et à l'égalité véritables des nations et des nationalités, la défense opiniâtre des intérêts de l'ancienne et de la nouvelle bourgeoisie yougoslave dont ils font partie, les poussent à soutenir sans cesse l'idée et la pratique bourgeoise de la création d'une nationalité yougoslave.

A part les déclarations des grands-Serbes, qui se prononcent ouvertement et avec arrogance pour une nationalité unitaire, les affirmations de certaines personnalités dirigeantes de la LCY, qui se posent aussi en théoriciens de la question nationale, sont typiques à cet égard. «Chacun a le droit, a dit D. Dragosavac, membre de la présidence du CC de la LCY lors d'une interview accordée à la revue «Mejdounarodnaya Politika», de se définir du point de vue national à partir de son lieu de naissance, ou, autrement, en tant que Yougoslave»[15]. Traitant du même problème dans un meeting populaire organisé à Kozare, un autre membre de la présidence du CC de la LCY, H. Pozderac, a souligné : «Qui se sent gêné par le fait que quelqu'un se déclare de nationalité yougoslave? C'est là un droit imprescriptible de tout individu et quiconque peut se déclarer librement de telle ou telle nationalité».[16]

Même après ces déclarations publiques visant à défendre la «nationalité yougoslave», ces révisionnistes ont le front d'affirmer que renoncer à sa propre nationalité et se déclarer de nationalité yougoslave n'entraîne pas l'identification de la communauté nationale à la communauté d'Etat, car ce phénomène n'aurait soi-disant rien à voir avec l'opposition aux efforts d'affirmation nationale. Ces thèses sont tellement absurdes que beaucoup d'autres personnalités titistes les dénoncent ouvertement. Ainsi le Pr Dr Dusan Bilandjiq, membre du CC de la LC de Croatie et professeur à la Faculté des sciences politiques de Zagreb, écrit: «Je pense que la manifestation de yougoslavisme au niveau national, notamment sa montée rapide, prouve qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans notre société, car ce n'est pas un phénomène social normal... Il faut reconnaître qu'en fin de compte il s'agit d'une déformation de la notion de nation.»[17]

Le regain et le raffermissement des tendances unitaristes serbes a rendu le thème de «yougoslavisme» encore plus brûlant. C'est pour cette raison que l'idée de «yougoslavisme» est devenue un des principaux sujets de discussion à la session scientifique consacrée au 40^{e} anniversaire de la Deuxième Réunion de l'AVNOJ. La section des sciences historiques qui a traité de ce sujet, est devenue le théâtre de polémiques violentes. L'aile serbe a soutenu ouvertement la thèse de la restructuration centraliste de la Yougoslavie à l'image de l'ancien royaume d'avant-guerre, où la bourgeoisie chauvine grande-serbe faisait la loi. Les grands-Serbes sont allés jusqu'à regretter la solution de continuité entre l'ancienne Yougoslavie centraliste et la Yougoslavie actuelle, et ont manifesté leur mécontentement du fait qu'aujourd'hui on ne suit plus la même voie.

Ces déclarations ont suscité une réaction violente. «Au cours de cette campagne, a dit le sociologue Slovène Shtipé Shuvar, nous lisons et entendons dire que l'une des causes de l'effondrement de l'ancienne Yougoslavie... était l'hostilité envers l'idée yougoslave. Non contents de cette affirmation, ils (les grands-Serbes — note de l'auteur) soulignent la validité de la conception centraliste de l'ancienne Yougoslavie, la présentent comme l'unique alternative réelle, et recommandent de suivre actuellement la voie européenne, qui se traduisit dans la manière dont Bismarck unit les Allemands autour de la Prusse ou encore dans le Risorgimento en Italie, ce qui reviendrait en fait à reconnaître nécessairement au peuple serbe le rôle du Piémont.»[18]

Le cours et la politique des révisionnistes titistes, qui identifient la communauté nationale à la communauté d'Etat, émanent de leur conception idéaliste et métaphysique du monde, des intérêts de l'ancienne et de la nouvelle bourgeoisie yougoslave qu'ils soutiennent et représentent. En s'opposant au processus objectif et aux conditions historiques qui ont entraîné la formation des communautés nationales, à la consolidation des traits nationaux, ils croient pouvoir ignorer la force de la stabilité des nations et de parties de nation, et assimiler facilement certaines d'entre elles.

Essayer de convaincre les nations intégrées dans une communauté d'Etat de renoncer â leur appartenance nationale, tenter de les faire fusionner et de les liquider avant l'édification de la société communiste et, qui pis

est, dans les conditions du capitalisme, comme c'est le cas de la Yougoslavie actuelle, revient à adopter, du point de vue de la théorie du matérialisme historique, une attitude métaphysique, dont ne peut découler qu'une politique chauvine.

Comme on le sait, les conditions de la fusion et de l'extinction des nations ne se créent qu'après le triomphe du communisme à l'échelle internationale. Seule la période historique allant du renversement du capitalisme au triomphe du communisme, et qui a pour trait fondamental l'existence de la dictature du prolétariat, réunit les conditions nécessaires permettant aux nations jadis opprimées et exploitées de se développer et de prospérer, de déployer leurs valeurs authentiques. C'est seulement après l'élimination de la propriété privée et des classes exploiteuses de même qu'après l'édification de la société communiste que seront neutralisés les facteurs qui engendrent et justifient le recours de certaines nations à la violence pour en assujettir d'autres, que se créeront une égalité nationale véritable et la confiance réciproque entre les nations. Toute attitude hostile à l'affirmation et au développement des nations en général, toute négation ou tendance à la négation des efforts menés dans ce sens, comme c'est le cas des titistes, s'opposent au processus dialectique du développement de l'histoire et, en tant que telles, présupposent nécessairement le recours à une violence sauvage.

«Tenter de faire fondre les nations à coups de décrets d'en haut, par la force, soulignait Staline, c'est faire le jeu des impérialistes, miner la cause de la libération des nations, entraver le travail d'organisation en vue de la coopération et la fraternisation des nations. Une pareille politique équivaudrait à une politique d'assimilation.»[19]

L'écart des révisionnistes yougoslaves par rapport à la théorie marxiste-léniniste de la nation et leur opposition ouverte à cette théorie se voient manifestement aussi dans leur attitude envers un autre trait essentiel de la nation, son contenu en tant que communauté historique.

Les révisionnistes yougoslaves reconnaissent formellement que la nation est une communauté sociale historique, mais, en même temps, les documents de leur parti, les discours des dirigeants titistes, nombre de leurs publications et leur presse mentionnent les musulmans, les tsiganes, etc., comme des communautés nationales, des nationalités. C'est une falsification ouverte de la théorie marxiste-léniniste de la nation. A partir de ces positions erronées, ils identifient la communauté sociale historique avec la communauté de religion et de race.

La communauté nationale, formée et consolidée tout au long d'un processus historique essentiellement par des facteurs matériels objectifs intérieurs, ne peut être ni confondue ni identifiée avec les communautés de religion, qui se forment sous l'influence des facteurs subjectifs, pas plus qu'elle ne peut l'être avec les communautés de race, qui se constituent essentiellement sous l'influence des facteurs biologiques extérieurs. Staline souligne que «... la nation n'est pas une communauté de race ni de tribu, mais une communauté d'hommes historiquement formée».[20]

Une autre déformation flagrante que les révisionnistes font de la théorie marxiste-léniniste de la nation, consiste en ce qu'ils excluent de la notion de nation un de ses éléments constitutifs indispensables, la langue.

Depuis longtemps, la théorie marxiste-léniniste de la nation a démontré que la communauté de langue constitue un des traits les plus fondamentaux de la nation. Tous les membres d'une nation parlent une langue maternelle commune. «Il n'est pas de nation qui parle à la fois plusieurs langues...»[21], observe Staline.

La formation des nationalités s'est accompagnée partout de la formation de leur langue commune. Au cours des siècles qui constituent la période précapitaliste de la société de classes, la communauté de langue et de territoire créa les conditions nécessaires pour faire acquérir aux membres d'une nationalité des coutumes et des traditions, une façon de vivre et une culture communes, leur faire nouer des liens communs dans tous les domaines.

Avec le renversement du féodalisme et le triomphe du mode de production capitaliste, les nationalités se transformèrent en nations, qui sont des communautés sociales beaucoup plus consolidées et stables que les premières. Parallèlement aux facteurs matériels économiques, qui sont naturellement à la base de cette transformation progressiste, la langue commune facilite ce processus, elle en est un élément indissociable, car elle a permis aux habitants de diverses régions, qui, dans les conditions du féodalisme, vivaient isolés dans les domaines de tel ou tel seigneur, de communiquer librement entre eux dans le processus de production et d'échange capitaliste, sur le marché national que crée le système capitaliste. La langue devient non seulement un trait essentiel de la nation, mais encore une condition de son développement libre et multiforme.

Cette conception matérialiste scientifique du contenu de la nation et de ses éléments constitutifs est à l'origine de la thèse marxiste-léniniste selon laquelle il ne peut y avoir ni développement, ni affirmation, ni épanouissement d'une nation et de ses valeurs nationales, sans un soutien total de l'essor et de l'enrichissement de sa langue, de sa littérature et de sa culture. Cette même conception se trouve à l'origine du principe prolétarien notoire selon lequel, dans un Etat plurinational, l'égalité juridique et réelle des langues et des cultures nationales est l'exigence la plus élémentaire de la démocratie et du socialisme.

Néanmoins, se tenant sur des positions manifestement antimarxistes, les révisionnistes yougoslaves prétendent que dans les conditions du capitalisme la langue cesse d'être un des traits distinctifs essentiels de la nation, qu'il est soi-disant possible aux habitants d'une nation de parler des langues différentes, etc. Les élucubrations de Kardelj, sont typiques à cet égard. Traitant de l'«union» et de la «fusion» des nations il prétend que «... la diversité des langues de cette communauté ne s'y opposera point, d'autant plus que les gens, dotés d'un niveau culturel plus élevé, parleront plusieurs langues. Il est évident que les langues des grandes nations deviendront du coup des langues internationales»[22].

La signification idéaliste métaphysique, le contenu et les visées réactionnaires de ces thèses des titistes apparaissent au grand jour si l'on considère que Kardelj, loin de rattacher l'union et la fusion des nations à la révolution prolétarienne, à la dictature du prolétariat, au triomphe du communisme à l'échelle mondiale, processus inévitable, les tient pour un processus qui se réalise à l'heure actuelle, sous nos yeux, dans les conditions du capitalisme, grâce au développement des forces productives, aux découvertes scientifiques en physique, mathématiques, électronique, etc., à l'essor de la révolution technique et scientifique. Ces forces productives, «qui ne cessent de progresser, dit Kardelj, transformeront graduellement la conscience des hommes, ce qui permettra de surmonter les frontières nationales — ce qui a commencé dès maintenant — et de faire directement de l'homme un citoyen du monde».[23]

C'est là un cosmopolitisme pur, qui préconise la négation de toutes les différences nationales, la fusion des petites nations et des nations opprimées et leur assimilation par les grandes nations oppressives. Là encore, les révisionnistes titistes apparaissent comme de fidèles apologistes de l'impérialisme américain, de son idéologie et de sa politique d'exploitation.

Par leurs théorisations et leurs pratiques conformes à l'esprit de l'idéologie cosmopolite, les révisionnistes titistes servent en même temps l'impérialisme international, dont ils sont l'instrument, et l'ancienne et la nouvelle bourgeoisie yougoslave dont ils sont les porte-parole attitrés. Ce sont précisément les intérêts de la bourgeoisie que la politique nationale de la LCY exprime et défend quand il s'agit du problème de la langue et de la culture nationales. Que ce soit, sous ses formes les plus virulentes du temps de Rankovitch ou à l'époque où elle fit des concessions sous la forte pression des nations et des nationalités opprimées, cette politique s'est toujours caractérisée par la haine des langues et des cultures autres que serbes et croates, par un manque total d'égalité entre elles. L'exemple le plus édifiant à cet égard, c'est l'attitude que l'on observe en Yougoslavie envers la langue, la littérature, la musique et la culture albanaises.

Rappelons en passant que la période de 1945 à 1966 est connue désormais comme l'époque de la terreur rankovitchienne la plus sauvage, qui ne reconnaissait aux Albanais vivant sur leur propres territoires en Yougoslavie pas même leurs droits nationaux les plus élémentaires, ce que les titistes eux-mêmes n'ont pas manqué d'avouer. Mais arrêtons-nous ici sur les développements de ces deux dernières décennies, qui sont claironnées à grand bruit comme l'«apogée» de l'égalité entre nations et nationalités, entre langues et cultures nationales en Yougoslavie.

Il est vrai qu'après 1966, la langue, la littérature, la musique, la culture et l'enseignement albanais en général ont connu en Kosove un essor et se sont affirmés comme jamais auparavant. Mais le mérite n'en revient ni à la volonté, ni à la ligne, ni à la politique des révisionnistes titistes. Au contraire, tous ces acquis sont le seul mérite de la population albanaise de Kosove, qui les a obtenus et les défend au prix du sang versé et d'innombrables sacrifices.

Malgré ces réalisations, les chauvins serbes et yougoslaves n'ont cessé de considérer la langue et la culture de la population albanaise qui vit sur ses propres territoires en Yougoslavie comme inférieures à la langue et à la culture serbo-croates. Aussi ont-ils poursuivi leurs efforts (qui se sont intensifiés beaucoup après les événements de 1981) pour faire assimiler la langue et la culture albanaises en Kosove par la langue et la culture serbo-croates. «Il faut reconnaître, écrit le, journal Rilindja, que malgré les résultats obtenus.... dans la promotion de l'égalité entre les langues, écrites et parlées, notamment par rapport à la période antérieure à 1966, la pratique atteste qu'il reste encore beaucoup à faire dans ce sens, surtout quand il s'agit de l'albanais, qui est souvent traité comme une langue secondaire dans l'administration et la vie politique.»[24]

La presse kosovienne cite de nombreux exemples de la vie de tous les jours qui montrent que les Kosoviens se voient nier le droit d'utiliser leur langue maternelle et imposer l'usage du serbo-croate. Elle souligne avec préoccupation qu'«à chaque réunion, quel qu'en soit le niveau, communal ou régional, on discute et on communique essentiellement en serbo-croate. Cette pratique ne date pas de 1981, elle est bien antérieure».[25] L'exemple d'une réunion de la Chambre économique de la Région de Kosove, qui s'est déroulée en serbo-croate, bien que sur les vingt-cinq participants il n'y eût que trois Serbes est significatif à cet égard.

La théorie marxiste-léniniste de la nation explique clairement que si un Etat plurinational aspire et oeuvre vraiment à résoudre démocratiquement les rapports entre les nations qui la composent, il doit nécessairement

garantir la liberté et l'égalité de ces nations, de leurs langues parlées et écrites, de leurs cultures, et prévoir des sanctions concrètes et sévères contre ceux qui s'y opposent. Présentant les revendications du programme démocratique sur la question nationale, Lénine soulignait: «... absolument pas de privilège à aucune nation, à aucune langue: résoudre la question du droit des nations à disposer politiquement d'elles-mêmes, c'est-à-dire à former un Etat à part dans une voie tout à fait libre et démocratique; promulguer une loi valide au niveau de l'Etat en vertu de laquelle, toute mesure... qui prévoit dans n'importe quel domaine des privilèges pour une des nationalités, qui porte atteinte à l'égalité de celles-ci ou aux droits des minorités nationales, doit être déclarée illégale, nulle et non avenue, — tout citoyen doit avoir le droit d'exiger l'annulation d'une mesure semblable en tant qu'acte anticonstitutionnel, et de réclamer des sanctions pénales contre ceux qui l'appliqueront.»[26]

Les révisionnistes titistes, qui prétendent avoir réglé de manière «léniniste» la question nationale, mais qui en fait sont loin de lui avoir apporté une solution démocratique, n'ont jamais eu une loi analogue et ils ne l'ont toujours pas. En social-chauvins qu'ils sont, ils ont ajouté formellement à leur constitution de 1974 un article qui évoque l'égalité des langues parlées et écrites des nations et des nationalités[27], promettant de promulguer, dans l'esprit de cet article, une loi afférente. Mais dix ans sont passés depuis lors et «ni la Fédération, ni la république de Serbie n'ont émis les lois sanctionnant l'égalité des langues parlées et écrites des nationalités.»[28]

Encouragés par la politique nationaliste bourgeoise de la LCY et profitant de l'absence d'une législation réglant les rapports entre les nations qui composent leur Fédération, les chauvins serbes, macédoniens, monténégrins et autres ont déclenché, surtout après les manifestations de printemps 1981, une vague d'attaques violentes contre la langue, la culture, la littérature, l'histoire et la musique albanaises en Yougoslavie.

Quoi qu'il en soit, les chauvins serbes et autres échoueront toujours dans leurs tentatives pour nier la littérature et la culture albanaises et imposer par la violence aux Albanais vivant en Yougoslavie les prétendues grandes cultures qui ne seraient soi-disant capables que d'alimenter les autres cultures sans avoir rien à recevoir du patrimoine culturel des autres peuples et des autres nations. Bien que par «grandes» cultures on entende avant tout l'actuelle culture serbe, qui n'est que l'expression des intérêts chauvins des grands-Serbes, une pareille attaque contre la culture de la population albanaise de Kosove se heurterait certainement à l'opposition résolue des Kosoviens. «Insister seulement sur ce que l'on donne, comme le fait la logique des grandes cultures, a dit un orateur kosovien à la réunion de la Commission de la culture et des relations entre les nations près le CC de la LCY, et non sur ce que l'on reçoit des «petites» cultures, comme on qualifie malheureusement chez nous celles des nationalités, n'est rien d'autre qu'une logique hégémoniste.»[29] Au cours de la même réunion, un autre orateur kosovien a indiqué: «Nos troupes de théâtre mettent toujours en scène des pièces du répertoire de Serbie ou de Voïvodine, mais jamais leurs troupes à elles ne mettent en scène des pièces du répertoire de Kosove.»[30]

La tendance à imposer le serbo-croate aux dépens de l'albanais est évidente également dans un autre domaine de la culture, le cinéma. Certes, tous les films yougoslaves (à l'exception de ceux produits par Prishtine) sont en serbo-croate, mais aussi tous les films étrangers projetés en Kosove sont doublés ou sous-titrés en serbo-croate. Et cela se passe ainsi uniquement en Kosove, alors que dans les républiques qui n'appartiennent pas à la région linguistique serbo-croate, comme la Slovénie et la Macédoine, les films sont doublés ou sous-titrés dans leurs langues respectives.

Il va sans dire que dans la Yougoslavie titiste autogestionnaire le danger d'assimilation menace gravement les cultures des autres nations, comme le Monténégro, la Macédoine et la Slovénie. Ces nations s'en rendent compte, et c'est ce qui explique les frictions, les réactions et les contre-mesures auxquelles on a assisté. Voilà précisément pourquoi la LSPP de Slovénie a créé récemment la section de la langue Slovène dont le but est de veiller à la pureté de cette langue. Le danger de voir imposer aux Slovènes le serbo-croate a même fait l'objet d'une réunion de la présidence du CC de la LCS. Au cours de cette réunion, Franc Shtetinc, secrétaire de la présidence du CC de la LCS, traitant des développements actuels de la langue slovène, a déclaré: «La situation créée favorise, en dehors de la culture linguistique réelle, l'explosion d'une rancoeur unitariste néfaste ou linguistique chauvine.»[31]

Les révisionnistes titistes ne cessent de falsifier la conception marxiste-léniniste de la nation et cela est inséparable de leur cours d'inégalité et d'oppression politique et économique dans les rapports entre les nations composant leur pays. Les suites de cette politique chauvine se font sentir partout en Yougoslavie. Mais elles éprouvent davantage la population de Kosove et les autres Albanais qui y habitent et dont le retard économique est plus prononcé.

La conclusion que la Kosove est très arriérée non seulement par rapport aux républiques développées et à la moyenne de la Fédération, mais encore par rapport aux républiques moins développées, est basée sur l'analyse et la confrontation des principaux indices de développement de la région, tels que le produit social et les revenus nationaux par habitant, l'emploi, le nombre de médecins pour 1 000 habitants, le nombre des écoliers et des étudiants, etc.

Une des plaies les plus graves qui frappe la Yougoslavie, c'est le chômage. Selon les données fournies par la presse yougoslave elle-même, en Slovénie 1 citoyen sur 2 à 3 a un emploi, en Croatie 1 sur 4, en Serbie 1 sur 5, en Bosnie-Herzégovine 1 sur 6, alors qu'en Kosove 1 sur 11. Ce problème apparaît plus complexe en Kosove, car l'emploi y varie suivant les nationalités. Dans cette région, le rapport de ceux qui ont un emploi dans la sphère sociale par rapport à la totalité de la population active est de 1 sur 4 pour les Monténégrins, de 1 sur 5 à 6 pour les Serbes et de 1 sur 18 pour les Albanais. La situation de l'emploi parmi les Albanais de Kosove apparaît encore plus inquiétante si l'on considère qu'environ 100 000 d'entre eux ont émigré ces dernières années dans d'autres régions de Yougoslavie et à l'étranger.

Le problème du chômage en Kosove devient encore plus aigu et préoccupant s'il est considéré dans sa perspective. Ainsi, un emploi nouvellement créé est postulé en Slovénie par un citoyen, en Serbie par 2,3, en Voïvodine par 4,8, en Croatie par 5,3, au Monténégro par 12,8, en Bosnie-Herzégovine par 13,4, en Macédoine par 18,6, alors qu'en Kosove par 41,8.

Même du point de vue de l'indice le plus fondamental, le produit social et le revenu par habitant, la Kosove est 6 fois plus mal lotie que la Slovénie, 5 fois plus que la Croatie, 4 fois plus que la Voïvodine, 3 fois plus que la moyenne de la Fédération et la Serbie, et 2 fois plus que les autres républiques peu développées. Alors que, face aux revendications des Kosoviens pour réduire le grand fossé de l'inégalité économique, les révisionnistes titistes recourent aux promesses et à la mystification, ils deviennent très sensibles, irascibles et furieux, et recourent même à la troupe, aux chars et à l'aviation, face aux revendications politiques de la population albanaise, notamment quand celle-ci avance la juste revendication de se constituer en république, tout comme les autres en ont eu le droit au sein de la Fédération yougoslave.

Marx, Engels, Lénine et Staline, fondateurs de la doctrine scientifique matérialiste du développement de la société, concevaient le droit des nations à disposer d'elles-mêmes comme un droit à l'égalité entre les nations et les nationalités avant tout dans le domaine politique. «Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, soulignait avec force Lénine, est leur droit absolu à l'indépendance dans le sens politique du terme...»[32] Il en ressort que la réalisation de l'égalité politique dans les rapports entre les nations, même dans le cadre d'une solution démocratique et bourgeoise, est une condition du développement des nations économiquement arriérées si elles tiennent à échapper dans une certaine mesure à l'oppression nationale.

Quand il s'agit des Slovènes, E. Kardelj admet lui aussi cette vérité. «Après les longues périodes de dépendance, dit-il en évoquant la situation de la nation slovène dans l'Empire austro-hongrois puis sous l'hégémonie serbe, les Slovènes ont conquis leur Etat, leur république socialiste populaire dans le cadre de la Fédération yougoslave. Ainsi, a été réalisée l'aspiration historique de longue date des forces les plus progressistes du peuple slovène.»[33] Comme on le voit donc, E. Kardelj, rattache la question de l'égalité nationale des Slovènes au sein de la Fédération yougoslave à la création de la république Slovène. Alors pourquoi la demande de reconnaissance du statut de république à la Kosove, avancée par les Albanais, qui y habitent sur leurs propres territoires, qui forment une ethnie, et sont plus nombreux que les Monténégrins et les Macédoniens, et encore plus que les Slovènes, serait-elle «irrédentiste», «nationaliste» et «contre-révolutionnaire»?

Le PTA et le camarade Enver Hoxha ont toujours dénoncé avec force les théories et les pratiques des révisionnistes titistes sur la nation et la question nationale, ils ont percé à jour le danger qu'elles présentent et n'ont cessé de montrer aux peuples et aux nations opprimées la vraie voie de la libération, qui est celle de la lutte à outrance contre les superpuissances, contre la bourgeoisie et ses laquais, les révisionnistes modernes de tout acabit.

Publié d'après le n° 9/1985 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales».

Notes :

1. J. Staline, *œuvres,* éd. alb., t. 2, p. 295.

2. *L'évolution de la question nationale Slovène,* pp. 58-59, Prishtine, 1977.

3. *Ibid.,* p. 23.

4. K. Marx, *Le Capital,* éd. alb., t. 1, livre 2, p. 70.

5. K. Marx, *Misère de la philosophie,* éd. alb., p. 176, Tirana, 1971.

6. *Ibid.,* p. 177.

7. V. Lénine, *œuvres,* éd. alb., t. 1, p. 164.

8. *L'évolution de la question nationale Slovène,* pp. 59-60, Prishtine, 1977.

9. Voir *L'évolution de la question nationale Slovène,* p. 78, Prishtine, 1977.

10. Le slogan d'«un peuple et d'un Etat national», ou le slogan de l'«unité nationale», fut lancé par la bourgeoisie chauvine serbe dès la fondation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Ce slogan condensait toute une politique nationaliste bourgeoise et chauvine. D'après ce slogan, les Serbes, les Croates et les Slovènes avaient, du point de vue national, soi-disant des traits communs qui formaient une unité nationale. La politique d'«unité nationale» poursuivie par la bourgeoisie serbe visait à serbiser les nations non serbes comprises dans le Royaume de Yougoslavie. Voir à ce propos, *Panorama de l'Histoire de la LCY,* pp. 47-48, 68-69, Prishtine, 1963.

11. Voir *Panorama de l'Histoire de la LCY,* p. 113, Prishtine, 1963.

12. *Plénum élargi du CE du Komintern,* p. 594, Moscou, 1925.

13. *L'évolution de la question nationale Slovène,* pp. 66-67, Prishtine, 1977.

14. *NIN* du 22 août 1982.

15. *Rilindja* du 19 mai 1983.

16. Bulletin de l'agence *TANJUG* du 4 juillet 1982.

17. *Rilindja* du 12 mai 1982.

18. Le Piémont, ayant lutté pour unir les nationalités homogènes en une nation italienne au cours du Risorgimento, joua un rôle progressiste dans l'histoire de l'Italie. En revanche, dans la variante serbe, le «Piémont» assume un rôle et un contenu tout autres; il exprime l'idée de la création d'une grande Serbie au détriment des intérêts des autres nations de Yougoslavie.

19. J. Staline, *œuvres,* éd. alb., t. 11, p. 342.

20. J. Staline, *œuvres,* éd. alb., t. 2, p. 292.

21. *Ibid.,* p. 293.

22. *L'évolution de la question nationale Slovène,* p. 76, Prishtine, 1977.

23. *Ibid.,* 77.

24. *Rilindja* du 12.11.1983.

25. *Ibid.*

26. V. I. Lénine, *œuvres,* éd. alb., t. 20, p. 7.

27. *Journal officiel de la RSFY,* n° 9, 1974, p. 242.

28. *Rilindja* du 20.11.1983.

29. *Ibid.,* 24.11.1983.

30. *Rilindja* du 24.11.1983.

31. Bulletin de l'agence *TANJUG* du 1.11.1982.

32. V. I. Lénine, *œuvres,* éd. alb., t. 22, p. 174.

33. *L'évolution de la question nationale Slovène,* p. 46, Prishtine, 1977.

Llambro Filo (Docteur es sciences historiques de 3e cycle à la Faculté d'Histoire et de Philologie) — La «voie non-capitaliste de développement» et l'«orientation au socialisme», «théories» qui sabotent la révolution et ouvrent la voie à l'expansion néo-colonialiste

La question de la révolution prolétarienne mondiale est indissociable du développement des mouvements de libération des peuples des pays dépendants. Ils sont la réserve de cette révolution et constituent une force importante qui assène un coup écrasant à l'impérialisme et au social-impérialisme, du néo-colonialisme et à la réaction. Au VIIIe Congrès du Parti le camarade Enver Hoxha a souligné: «Les luttes actuelles de libération nationale ont pour trait important que l'éveil politique pour la conquête et la défense de la liberté et de la pleine indépendance nationale s'accompagne d'un éveil social.»[1] Les peuples et les forces révolutionnaires ne peuvent pas supporter le joug étranger et les régimes dominants locaux bourgeois et féodaux. Ils aspirent à la véritable liberté nationale et sociale et luttent pour la conquérir.

Les social-impérialistes soviétiques, tout comme les puissances impérialistes qui s'efforcent de saboter ces luttes et de remplacer l'ancien colonialisme par un colonialisme nouveau, ne demeurent pas en reste et cherchent à étayer théoriquement leurs desseins expansionnistes, néo-colonialistes et contre-révolutionnaires à l'encontre de ces pays en échafaudant des «théories» spéciales comme les «théories» de «la voie non-capitaliste de développement» et de «la tendance au socialisme».

«La théorie» de la «voie non-capitaliste de développement» à travers laquelle l'on claironne le «choix de l'orientation socialiste et de la construction de la société socialiste» dans les pays libérés du joug colonial, occupe une place importante dans toute la propagande menée par les révisionnistes soviétiques. A leurs dires, cette «théorie» représente «l'élaboration et le développement ultérieurs dans les conditions actuelles de la thèse léniniste de la possibilité des pays arriérés (coloniaux et semi-coloniaux au stade de développement précapitaliste ou du capitalisme naissant) de passer au socialisme sans connaître la phase du capitalisme avancé.[2] En même temps, les révisionnistes soviétiques ont conçu et diffusé également «la théorie» de «l'Etat à orientation socialiste» en tant que manifestation importante de «la voie non capitaliste de développement» et application pratique dans les conditions actuelles des pays ex-coloniaux, d'Afrique et d'Asie. Le livre intitulé «Le rôle de l'URSS dans la politique mondiale des années 1917-1980» souligne l'idée qu'«une vingtaine de pays en voie de développement ont choisi l'orientation socialiste»[3] et qu'«ils se sont engagés dans la voie du développement socialiste.»[4] Les «théories» sur «la voie non capitaliste de développement» et «de l'orientation socialiste» sont partie intégrante de l'idéologie et de la politique révisionnistes et social-impérialistes de l'Union soviétique. Elles n'ont absolument rien à voir avec «le développement des thèses léninistes», au contraire elles s'y opposent à des fins bien déterminées. Il y a une grande différence de principe entre les enseignements de Lénine sur le passage des pays arriérés au socialisme et les thèses soutenues par les soviétiques révisionnistes. Elle ressort de la conception révisionniste du contenu de «la voie non capitaliste de développement» et de la manière dont celle-ci doit être suivie.

Ainsi, analysant l'essence même de la théorie de «la voie non-capitaliste de développement», les révisionnistes soviétiques la considèrent comme une étape originale de l'organisation économique, politique, idéologique et sociale de caractère transitoire au cours de laquelle, à travers l'évolution même des mouvements démocratiques et de libération nationale dans la voie pacifique, donc sans recourir à la révolution prolétarienne et à l'instauration de la dictature du prolétariat, se sont soi-disant «créées rapidement les conditions matérielles techniques, sociales et politiques pour effectuer le passage au socialisme des pays arriérés.»[5] On prétend ainsi qu'existent des pays «dans une situation intermédiaire», qui, ne sont ni capitalistes, ni socialistes, ce qui est dénué de tout fondement objectif et de classe.

On prétend également que le passage au socialisme est réalisable sous la direction des forces non-prolétariennes qui sont à la tête de «l'Etat à orientation socialiste». Dans les conditions actuelles, prétendent-ils, grâce à «la voie non-capitaliste de développement», les pays «où le prolétariat est numériquement réduit et se trouve en pleine formation» et où «la différenciation de classe est faible ainsi que l'antagonisme entre les deux pôles de classe opposés», peuvent surgir des forces «actives» comme les «couches intermédiaires» (petite-bourgeoisie, intelligentsia, officiers, etc.) «capables d'unir les mouvements démocratique et socialiste», et de réaliser le «passage au socialisme». Ce phénomène constitue d'après eux, un «trait distinctif» de «l'expérience commençante de la construction du socialisme sous la direction du prolétariat.»[6]

Les nombreuses thèses révisionnistes de la «voie non-capitaliste de développement» font pendant aux interprétations antimarxistes sur le rôle du facteur intérieur et extérieur dans la révolution et la construction du socialisme. A l'opposition des enseignements du marxisme-léninisme sur le rôle déterminant du facteur intérieur, les révisionnistes soviétiques définissent comme une «condition fondamentale» et «déterminante» du passage au socialisme «à travers la voie non-capitaliste de développement», l'aide directe de l'Union Soviétique, la collaboration avec elle sous tous les aspects, lesquelles seraient soi-disant des «facteurs complémentaires, mais aussi des composantes organiques de tout le complexe des transformations sociales et économiques dans les

Etats à orientation socialiste.»[7] En d'autres termes, si les pays arriérés se lient à l'Union soviétique social-impérialiste, le «vide» qui existe du fait de l'absence de la direction du prolétariat dans la révolution sera «rempli» et la réalisation de toutes les «transformations économiques et, sociales» vers le «socialisme» sous la direction des forces non-prolétariennes sera «assurée».

Les «théories» des révisionnistes soviétiques de «la voie non-capitaliste de développement» et de «l'orientation socialiste» sont pleines de funestes conséquences pour la liberté et l'indépendance des pays ex-coloniaux, pour la véritable libération nationale et sociale des peuples de ces pays. Elles ont été créées particulièrement pour saboter la cause de la révolution et de la lutte pour le triomphe du socialisme, pour perpétuer l'ordre économique, social et politique d'exploitation capitaliste ainsi que pour réaliser les visées social-impérialistes envers d'autres pays. Mettant à nu et démasquant l'essence antiscientifique et contre-révolutionnaire des «théories» de la «voie non-capitaliste de développement» et de «l'orientation socialiste», ainsi que les objectifs que les révisionnistes soviétiques cherchent à atteindre à travers leurs thèses, le camarade Enver Hoxha a souligné que ces «thèses» ainsi que les autres «théories» révisionnistes «... ont servi de base à la propagation des conceptions les plus extrémistes, qui nient totalement le rôle de la théorie et la nécessité du parti de la classe ouvrière.»[8] et que «le contenu objectif de toutes les «théories» qui nient la nécessité du rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son Parti se ramène en fait à la négation de la révolution, du socialisme et du marxisme-léninisme.»[9]

Les classiques du marxisme-léninisme n'ont jamais contrairement à ce que prétendent les révisionnistes soviétiques, conditionné le passage des pays sous-développés au socialisme par la révolution habituelle nationale démocratique dirigée par les forces non-prolétariennes.

Lénine, qui développa encore plus avant les idées de Marx et d'Engels sur le passage direct des pays sous-développés au socialisme sans passer préalablement par la phase du capitalisme avancé, rattacha ce passage au succès de la révolution dans les condition de l'impérialisme, à la transformation incessante de la révolution nationale, démocratique et populaire dirigée par le prolétariat, son parti communiste en tête, en révolution socialiste, par le renversement du pouvoir des classes bourgeoises et féodales et à l'instauration de la dictature du prolétariat.

Les enseignements de Lénine restent toujours actuels. Toutes les forces révolutionnaires qui luttent pour le renversement de l'ordre bourgeois peuvent conquérir la victoire si elles fusionnent dans leur lutte avec la classe ouvrière, si elles connaissent et admettent son rôle dirigeant et celui du parti prolétarien marxiste-léniniste. Cela, comme l'a souligné notre Parti, est une nécessité objective. Toute autre alternative conduirait à l'aventurisme et à la défaite.

Les vues et les pratiques des révisionnistes soviétiques visant à saboter et à étouffer les mouvements de libération nationale des peuples dans les pays ex-coloniaux sont étroitement liées à la politique expansionniste, néo-colonialiste de l'Union soviétique social-impérialiste. Comme le PTA et le camarade Enver Hoxha l'ont démontré depuis longtemps, les vues et les thèses des révisionnistes soviétiques n'ont été ni «des déformations purement idéologiques» ni des appréciations erronées des situations. Ce sont des mécanismes idéologiques et politiques, choisis spécialement pour l'application de la politique social-impérialiste et qui constituent la base théorique de cette politique. Dans ce cadre, les «théories» de la «voie non-capitaliste de développement» et de «l'orientation socialiste» sont autant d'autres armes de l'arsenal idéologique des social-impérialistes soviétiques pour cacher, justifier et préparer le terrain et les voies de leur expansion néo-colonialiste dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

En rivalité avec les puissances impérialistes occidentales qui occupent de solides positions politiques et économiques dans les pays ex-coloniaux et exploitant la résistance toujours accrue de ces peuples contre le joug étranger, les social-impérialistes soviétiques s'évertuent à affubler leurs visées et leurs agissements de phraséologie «léniniste» et de mots d'ordre de couleur «socialiste» et, sous le couvert du «soutien aux forces révolutionnaires et anti-impérialistes», de «l'aide internationaliste à prêter aux nouveaux Etats», à présenter l'Union soviétique comme «leur défenseur», «le combattant de la société nouvelle» dans ces pays.[10] Dans son oeuvre «L'Impérialisme et la Révolution», le camarade Enver Hoxha a écrit: «L'Union soviétique révisionniste cherche à s'ouvrir la voie pour réaliser ses plans expansionnistes, néo-colonialistes, en cherchant à faire croire qu'elle poursuit une politique léniniste et internationaliste qu'elle est l'alliée, l'amie et le défenseur des nouveaux Etats nationaux, des pays peu développés, etc. Les révisionnistes soviétiques soutiennent que ces pays peuvent avancer avec succès dans la voie de la liberté et de l'indépendance, et même du socialisme, s'ils se lient à l'Union soviétique et à la prétendue communauté socialiste, qu'ils proclament être la «principale force motrice de l'évolution mondiale actuelle». A cette fin ils ont inventé, entre autres, les théories de la «voie non-capitaliste de développement» et de «l'orientation socialiste».[11]

Précisément, l'extension au cours des années 70 de l'influence et de la domination néo-colonialiste des social-impérialistes soviétiques dans différents pays d'Afrique et d'Asie a été accompagnée de «l'enrichissement» des «théories» de «la voie non-capitaliste de développement» et de «l'orientation socialiste» par de nouvelles

«thèses» et «idées». Les révisionnistes soviétiques commencèrent à faire un grand tapage autour de «l'application pratique généralisée» de ces «théories»[12] à travers «l'ensemble des mesures politiques, organisationnelles, idéologiques et culturelles, à appliquer dans les Etats qui suivent la politique de l'orientation socialiste et qui se sont engagés dans la voie du développement socialiste».[13]

1. L'une des «nouveautés» que les révisionnistes soviétiques apportent à l' «application» de leur «théorie» de «la voie non-capitaliste de développement» et de «la marche au socialisme» c'est «la direction des pays d'orientation socialiste» non pas par «les partis démocratiques et nationaux» mais par «les partis démocratiques et révolutionnaires, avant-gardes des masses travailleuses» qui se présentent comme ayant fait un «bond qualitatif» par rapport aux partis antérieurs.[14] Ils prétendent que ces partis, «à travers leur évolution idéologique» et leur passage des différentes idées non-prolétariennes sur le socialisme à la connaissance des thèses particulières du marxisme-léninisme et jusqu'à la pleine adoption de cette théorie, peuvent être à même de remplir les fonctions de parti marxiste-léniniste et se transformer en passant par certaines étapes définies en de véritables partis communistes.»[15]

Les auteurs révisionnistes dans leurs écrits théorisent beaucoup sur la nature de classe de ces partis. Ils les présentent comme s'ils étaient de composition sociale variée, comme un groupement d'éléments issus essentiellement des rangs de la paysannerie, de la classe ouvrière en cours de formation, des couches semi-prolétariennes, de l'intelligentsia, des employés de la petite bourgeoisie, etc.»[16] Ils prétendent que de pareils partis qui se présentent comme des «partis de toutes les classes» deviennent «capables de diriger les masses populaires à l'étape de la croissance de la révolution de libération nationale pour se muer en révolution socialiste.»[17]

La conception du «parti démocratique révolutionnaire d'avant-garde des masses travailleuses» est une conception antimarxiste qui s'oppose entièrement à la mission du parti du prolétariat appelé à diriger la révolution socialiste. Toutes les thèses révisionnistes sur la fondation et l'édification organisationnelle, la nature de classe et l'activité politique pratique de ces partis, s'inspirent d'interprétations antimarxistes.

Ainsi, quand les révisionnistes soviétiques posent la question de la fondation de ces partis, ils sous-entendent la création d'un «vaste front» de type national-démocratique qui constituerait la «base» nécessaire pour le passage aux «partis démocratiques révolutionnaires d'avant-garde des masses travailleuses» ou à la «réorganisation» des coalitions dirigeantes qui sont au pouvoir», où ils rangent des forces et des courants politiques et sociaux divers, qui représentent aussi les classes exploiteuses, soi-disant «en train de subir des changements qualitatifs dans leur nature et leur attitude de classe».[18]

Les vues révisionnistes sur la création des partis «d'avant-garde des masses travailleuses» sont une autre tentative menée sur un différent, plan pour interpréter à partir de positions totalement antimarxistes la nature et le rôle des différentes classes et forces politiques ainsi que leurs objectifs. Il est absurde d'identifier le front uni national anti-impérialiste ou démocratique auquel participent de différentes classes et couches sociales et le parti politique dirigeant ou de considérer le front comme la «base» de la fondation des partis qui remplissent «les fonctions du parti communiste».

On sait que les fronts unis nationaux et démocratiques naissent au cours du processus des mouvements révolutionnaires démocratiques de libération nationale dans différents pays coloniaux et dépendants. Cela s'est révélé nécessaire parce que les révolutions démocratiques et de libération nationale ont une plus large base sociale. Différentes classes et forces politiques, intéressées à des degrés divers à la réalisation des tâches «communes» de la lutte menée contre l'impérialisme, pour la libération nationale et pour la démocratisation du pays peuvent très bien y participer. Mais même quand il s'agit des fronts, le marxisme-léninisme nous enseigne qu'il ne faut jamais négliger l'analyse de classe des forces de classe qui participent à ces fronts ni sous-estimer la lutte de classe en leur sein. En effet les classes qui participent à la révolution nationale démocratique ne sont pas intéressées au même titre au processus de son développement en largeur et en profondeur et dans le cadre de l'accomplissement des «tâches communes» surgissent des contradictions et des conflits et apparaît clairement la différence entre les intérêts de classe.

Critiquant les thèses de divers opportunistes, qui faisaient abstraction des différences entre les différentes classes, leurs intérêts et leurs objectifs, Lénine avait déjà souligné: «La notion de «révolution nationale générale» doit suggérer au marxiste le besoin d'une analyse exacte des divers intérêts des différentes classes, intérêts qui coïncident au cours de la lutte dans la solution de certaines tâches communes en nombre limité et bien définies. Cette notion ne peut en aucun cas servir à obnubiler, à faire oublier l'étude de la lutte de classe au cours de telle ou telle révolution.»[19]

Le rôle, l'importance et la vitalité du front dépendent directement de la force politique qui se met à sa tête. Pour que le parti communiste ne demeure pas à la traîne il faut qu'il assure la direction du front. Le parti communiste ne fusionne jamais avec le front. Le camarade Enver Hoxha a souligné au VIII^{e} Congrès du Parti: «Dans chaque

alliance et dans chaque front, le Parti garde sa personnalité, même quand, pour des raisons objectives, il ne dirige pas lui même cette alliance ou ce front.»[20]

Le Parti communiste n'oublie jamais son but final, la lutte pour le socialisme qui comporte la transformation de la révolution nationale démocratique en une révolution socialiste, qui, comme on le sait, marque un nouvel alignement des forces de classes et dirige le fer de lance de leur lutte en premier lieu contre la bourgeoisie.

Les révisionnistes soviétiques, avec leurs vues sur la conversion des fronts nationaux et démocratiques en «partis démocratiques et révolutionnaires d'avant-garde» d'une composition de classe pareille à celle du front et qui soi-disant sont «capables de diriger différents pays dans l'orientation socialiste» se prononcent ouvertement contre l'organisation politique indépendante du prolétariat à travers la fondation de son Parti. Ces vues aboutissent à la fusion des intérêts de classe du prolétariat avec les intérêts des autres forces politiques et visent ainsi à laisser le prolétariat dans des positions de soumission, à l'oppression et à l'exploitation capitalistes.

On ne peut davantage attribuer de fondement à l'assertion suivant laquelle «les partis démocratiques et révolutionnaires d'avant-garde» forment leurs «noyaux» au cours de la «réorganisation des coalitions dirigeantes avec la participation des différentes forces de classes» et «à travers l'évolution des idées» ou de «l'idéologie passagère» ils se muent en «partis dotés d'une plate-forme marxiste-léniniste», qui «expriment les intérêts des larges masses travailleuses et sous la conduite desquels s'effectuent aussi des transformations économiques et sociales de caractère socialiste».[21]

Premièrement, le véritable parti marxiste-léniniste ne peut jamais et en aucun cas, contrairement aux assertions des révisionnistes soviétiques, naître en tant que parti non prolétarien. Et encore moins peuvent se transformer en partis marxistes-léninistes les partis non-prolétariens ou des coalitions des différentes forces politiques qui sont au pouvoir. Le véritable parti marxiste-léniniste du prolétariat, en tant que détachement d'avant-garde de celui-ci, est tel dès sa naissance. Par leurs thèses, les révisionnistes soviétiques défendent les visées de classe des forces bourgeoises aux dépens des masses travailleuses. En démasquant les efforts de la «démocratie bourgeoise et petite-bourgeoise» pour la «fondation d'un grand parti unique» dans lequel seraient aussi attirés les ouvriers», Karl Marx soulignait qu'«une telle union nuirait à la cause du prolétariat» et assignait «aux ouvriers la tâche de travailler à constituer une organisation distincte où la position et les intérêts du prolétariat pourraient être discutés indépendamment des influences bourgeoises».[22]

Deuxièmement, les vues sur «l'évolution des idées» ou sur «l'idéologie passagère» qui soi-disant se développent au sein des «partis démocratiques et révolutionnaires d'avant-garde» s'opposent manifestement au marxisme-léninisme. Lénine soulignait qu'il y a uniquement deux idéologies, l'idéologie prolétarienne et l'idéologie bourgeoise. Toute tentative de créer une idéologie de type transitoire a pour cible la théorie marxiste-léniniste et le parti de la classe ouvrière.

Troisièmement, les partis démocratiques et révolutionnaires conçus par les révisionnistes soviétiques en tant que «partis d'un contenu social hétérogène» ne sont ni ne peuvent être des partis au-dessus des classes et des partis de toutes les classes parce qu'il ne peut y avoir de partis en dehors des classes et au-dessus des classes. Le marxisme-léninisme nous enseigne que les partis politiques ont un caractère de classe, ils expriment et défendent les intérêts de classes déterminées. On ne peut pas les concevoir comme étant coupés de classes déterminées, de leurs intérêts de classe et de leur idéologie. Aussi «hétérogène» que puisse être «le contenu social» de ces partis, en fait ils représentent et défendent les intérêts de la classe au pouvoir. Cette classe n'est pas le prolétariat et ces partis, indépendamment des étiquettes qu'ils se collent, ne peuvent être ni devenir jamais des partis du prolétariat. Un parti politique, nous enseigne Lénine, ne s'apprécie pas à ses phrases, à ses déclarations, mais à la question de savoir à quelle classe il appartient et qui il sert, à l'idéologie dont il s'inspire et à la politique qu'il poursuit.

Les interprétations antimarxistes que les révisionnistes soviétiques font des soi-disant «partis démocratiques et révolutionnaires d'avant-garde des masses travailleuses» sont étroitement liées aux interprétations antimarxistes de «l'Etat à orientation socialiste». En mettant ces partis à la tête de «l'Etat à orientation socialiste» ils parlent aussi des fonctions de caractère socialiste remplies par cet Etat. A ce propos, ils citent une série «d'indices» qui soi-disant sont le résultat «de la réalisation des réformes dans le domaine économique» et au sein de l'appareil d'Etat, dans le cadre de la superstructure existante sans recourir à la révolution violente et à la destruction de la machine d'Etat bourgeoise. Les «indices» que font valoir les révisionnistes soviétiques ne sont rien d'autre que des formules démagogiques et illusoires que certains partis soi-disant «démocratiques, révolutionnaires et d'avant-garde» citent dans des programmes, documentations, actes juridiques et constitutionnels sous des appellations comme «pouvoir des masses travailleuses qui défend leurs intérêts» «composition populaire des organes élus», «lutte contre la bureaucratisation de l'appareil administratif d'Etat», «renforcement graduel de l'appareil d'Etat par des cadres nationaux, fidèles au peuple»[23], etc.

Les discours sur «l'Etat à orientation socialiste» complétés d'attributions soi-disant de caractère socialiste sont dirigés contre la dictature du prolétariat parce que, comme l'a démontré le marxisme-léninisme, on ne passe pas à la société socialiste en restant enfermé dans le cadre de l'ordre capitaliste mais en recourant à la révolution violente, en détruisant jusque dans ses fondements l'ancien appareil d'Etat, toute la superstructure bourgeoise et en instaurant le pouvoir du prolétariat dirigé par son avant-garde le parti marxiste-léniniste. Staline souligne: «La dictature du prolétariat ne peut pas être le résultat du développement pacifique de la société et de la démocratie bourgeoises, elle ne peut être que le résultat de la destruction de la machine d'Etat bourgeoise, de l'armée bourgeoise, de l'appareil administratif bourgeois, de la police bourgeoise.»[24]

Les partis qui dirigent les pays dépendants ex-coloniaux sont des partis bourgeois qui, dans leur activité, suivent la politique du maintien et du renforcement de l'ordre existant bourgeois et capitaliste et sont orientés par les superpuissances et le capital mondial. Certaines prises de position anti-impérialistes et progressistes de tel ou tel parti au pouvoir ne sont pas du tout le trait distinctif d'une soi-disant «évolution» de ces partis vers le socialisme scientifique et ne peuvent servir de base pour leur confier le règlement de tâches de caractère socialiste, comme le prétendent les révisionnistes soviétiques. Seul le parti communiste du prolétariat peut être le porteur de la théorie marxiste-léniniste, capable de l'élaborer et de l'appliquer afin de construire la véritable société socialiste.

Dans les pays sous-développés également, le parti communiste marxiste-léniniste du prolétariat lutte pour se mettre à la tête des masses travailleuses, les éduquer dans l'esprit de la lutte de classe révolutionnaire indépendante et les entraîner dans des actions dynamiques en stimulant et étendant la lutte pour des revendications radicales démocratiques jusqu'à l'attaque directe contre la bourgeoisie à travers la révolution. «Les communistes de ces pays, écrit le camarade Enver Hoxha, doivent bien connaître ces conditions concrètes et en faire une juste appréciation dans la définition de leur tactique et de leur stratégie. Le marxisme-léninisme nous enseigne qu'un gouvernement bourgeois ou petit-bourgeois ne peut être révolutionnaire et conséquent à la fois, qu'il abandonne la révolution en chemin. C'est pourquoi, si les communistes des pays en question s'estiment satisfaits et se croisent les bras en pensant qu'il est inutile de faire la révolution, que le prolétariat ne doit pas prendre le pouvoir pour instaurer sa propre dictature, et cela parce que le gouvernement bourgeois en place est plus ou moins progressiste, ce ne sont là nullement des idées marxistes-léninistes.»[25]

Les appréciations portées par les social-impérialistes soviétiques sur la direction des soi-disant «pays à orientation socialiste» par «les partis démocratiques, révolutionnaires d'avant-garde des masses travailleuses» tiennent directement à leurs efforts pour assurer et renforcer la base sociale et de soutien de leur domination néo-colonialiste dans les pays ex-coloniaux.

Il est évident que les social-impérialistes soviétiques, pas plus que les autres impérialistes, ne peuvent pas réaliser leurs visées néocolonialistes, dans les pays où ils exercent leurs influences, s'ils ne s'appuient pas sur les forces de classes non-prolétariennes, sur des partis et des gouvernements bourgeois et petits-bourgeois qui sont prêts à vendre la souveraineté de leurs pays. Ils ne peuvent pas se rallier au prolétariat ni aux masses travailleuses qui sont au même titre les ennemis des oppresseurs et des exploiteurs du dedans et du dehors. C'est pourquoi ils centrent leur attention sur les partis et les gouvernements qui sont au pouvoir et généralement sur les partis qui sont en désaccord avec les pays occidentaux et qui entretiennent des illusions quant au «soutien» éventuel de l'Union soviétique. Dans ce cadre, si les partis au pouvoir dans les pays qui entrent dans l'orbite du néo-colonialisme soviétique sont qualifiés de «partis démocratiques et révolutionnaires d'avant-garde» qui, «ont embrassé la doctrine du socialisme scientifique» et «tiennent compte des intérêts du prolétariat», etc., c'est pour servir de base à l'alliance et à la collaboration entre l'Union soviétique social-impérialiste et les partis dirigeants dans ces pays. Ainsi l'intérêt commun des deux parties est de dissimuler la véritable nature de classe du pouvoir qui domine dans tel ou tel pays pour que les masses travailleuses qui aspirent à la libération nationale et sociale soient dupées et renoncent à la lutte de classe contre leurs gouvernants et leurs oppresseurs intérieurs et extérieurs. De même, les deux parties ont intérêt à présenter les rapports néo-colonialistes existant entre eux comme des «alliances d'amitié», «édifiées sur des bases internationalistes», etc. Les faits montrent que les partis et les gouvernements dans les pays soi-disant «à orientation socialiste», soutenus par les révisionnistes soviétiques, ont intensifié leur démagogie. Ils n'hésitent pas à prétendre qu'ils construisent le «socialisme» et avancent différentes «variantes» de socialisme. Les social-impérialistes soviétiques pour leur part se solidarisent avec tout «socialisme» de n'importe quel genre pourvu qu'il s'oppose à la théorie marxiste-léniniste et au véritable socialisme. Aussi soutiennent-ils que les «théories» de «la voie non-capitaliste de développement» et de «l'orientation socialiste» s'identifient aux «vues socialistes» des partis et des gouvernements dans certains pays asiatiques et africains parce que cela fraye la voie à leur expansion néocolonialiste. Démasquant les thèses des révisionnistes soviétiques ainsi que d'autres révisionnistes sur la prétendue «construction du socialisme» sous la direction des forces non-prolétariennes, mettant aussi à nu les raisons de leur solidarité avec les différents partis non-prolétariens au sujet de leur rôle soi-disant dirigeant dans l'édification du socialisme chez eux, le camarade Enver Hoxha écrit:

«Les révisionnistes souscrivent entièrement à ces vues et appuient toute démagogie, toute diversion, toute révision du marxisme, ils sont pour n'importe quelle variante du marxisme-léninisme, pour n'importe quel système éclectique qui l'englobe pourvu qu'il combatte le marxisme-léninisme scientifique».[26]

Ces dernières années, les rapports au niveau du parti entre les social-impérialistes soviétiques et les partis dirigeants dans les pays où s'étend l'influence soviétique se sont consolidés sous diverses formes. Une des particularités de l'action du néo-colonialisme soviétique est l'appui sur des partis dirigeants bourgeois outre l'appui sur les partis révisionnistes.

2. Les révisionnistes soviétiques considèrent «la création et le développement du secteur économique d'Etat et l'application graduelle des formes socialistes de gestion de ce secteur», «l'engagement graduel de la paysannerie dans les formes pré-socialistes et socialistes de l'organisation du travail et de l'exploitation de la terre», «le développement planifié de l'économie nationale»[27] comme une autre «manifestation» de l'application pratique de «la voie non-capitaliste de développement». Tout cela, d'après eux, représente des changements qualitatifs dans la sphère des rapports «économiques» et si, par hasard, dans les pays «à orientation socialiste», «le secteur d'Etat et le secteur coopératif deviennent des secteurs prépondérants, alors on peut parler du triomphe des rapports socialistes et de la construction de la société socialiste.»[28]

Les révisionnistes soviétiques spéculent sur les mesures progressives prises dans pas mal de pays pour la nationalisation du capital étranger. Les entreprises nationalisées constituent le secteur économique d'Etat. Ce secteur comprend aussi beaucoup d'autres entreprises nouvelles mises sur pied sous la direction de l'Etat.

Le marxisme-léninisme nous enseigne que le contenu du secteur d'Etat dans l'économie dépend directement de la nature du pouvoir politique. Ce secteur sert les intérêts des forces de classe qui sont au pouvoir. Dans les pays où domine la bourgeoisie nationale, le secteur d'Etat représente une forme d'exercice de la propriété capitaliste des moyens de production. On voit y agir toutes les lois et tous les rapports capitalistes de production et de répartition des biens matériels, d'oppression et d'exploitation des masses travailleuses. Il ne peut apporter aucun changement à la place qu'occupent les classes dans le système de la production sociale. Au contraire, il a pour but le renforcement des positions de classe, politiques et économiques de la bourgeoisie.

L'Etat bourgeois des pays ex-coloniaux, dans leurs conditions de profond retard et de faiblesse de la bourgeoisie locale, intervient en tant que facteur important pour l'aider en accumulant et concentrant les moyens financiers nécessaires et les réserves matérielles utiles au développement des branches de l'économie qui demandent des capitaux plus considérables, qui ne peuvent être fournis par des capitalistes particuliers. Il l'aide à accroître les investissements, à intensifier l'exploitation de la main-d'oeuvre et à gagner davantage. Cela apparaît aussi dans le fait que l'Etat effectue des investissements dans certaines branches, susceptibles de soutenir et de stimuler le développement du capital privé comme, par exemple, dans le domaine de l'énergétique, des produits chimiques servant de matières premières, de la métallurgie, des transports, ainsi que dans le domaine bancaire et du commerce extérieur. De ce fait dans tous les pays où existe le secteur d'Etat on voit croître les entreprises et se renforcer le secteur capitaliste privés qui jouit de droits illimités.

D'autre part, l'élite locale et les fonctionnaires des partis et de l'Etat s'enrichissent et s'assurent les ressources nécessaires aux dépens du budget et du secteur d'Etat pour se lancer dans diverses entreprises. Certains auteurs occidentaux, traitant le problème de la société dans les pays ex-coloniaux, évoquent aussi la bourgeoisie «bureaucratique», «administrative» et «d'Etat» qui jouit d'une situation privilégiée dans ses rapports avec les masses travailleuses, et «réalise, grâce à son appartenance à l'appareil d'Etat, l'accumulation privée de capital nécessaire pour se convertir en classe bourgeoise» et qui se signale par ses rapports avec le capital étranger.

Par leur démagogie sur le rôle du secteur d'Etat, les révisionnistes et les partis politiques bourgeois locaux visent en fait à dissimuler l'oppression et l'exploitation des masses travailleuses, à créer des illusions sur la prétendue création d'une «nouvelle société» à travers l'intégration pacifique «au socialisme». Elle sert à étouffer l'esprit combattant de classe du prolétariat et à le faire renoncer à la lutte révolutionnaire. Ainsi, déformant la réalité des pays soi-disant «à orientation socialiste», les révisionnistes soviétiques vont jusqu'à dire que «les travailleurs occupés dans l'économie d'Etat ne se mettent pas en grève ni ne s'engagent dans des actions de protestation massive bien que leur niveau de vie demeure peu élevé et beaucoup de leurs problèmes demandent une solution.»[29]

Le camarade Enver Hoxha, démasquant les points de vues des révisionnistes soviétiques concernant «le secteur d'Etat», a souligné: «L'Union soviétique a orienté sa propagande dans le sens que les pays du tiers monde doivent exploiter les entreprises nationalisées, et s'appuyer sur elles pour aller au «socialisme»... On est amené à se demander: Sous la direction de qui sont ces entreprises nationalisées? Sont-elles gérées par le peuple ou par les cliques bourgeoises capitalistes de ces pays? Assurément elles le sont par les cliques capitalistes, et si l'Union soviétique et les Etats-Unis aident les cliques bourgeoises capitalistes, c'est précisément pour que celles-ci conservent et renforcent leur pouvoir sur le dos du peuple.»[30]

C'est seulement dans le cadre d'une révolution dirigée par le prolétariat avec son parti communiste marxiste-léniniste à sa tête et à travers l'instauration de la dictature du prolétariat qu'on peut asseoir sur des bases solides la socialisation des moyens de production qui sert les intérêts des producteurs de biens matériels.

En développant le secteur d'Etat dans les pays ex-coloniaux, les social-impérialistes soviétiques cherchent à développer leur expansion néo-colonialiste dans l'économie. Ainsi, la «création des entreprises d'Etat» est liée également à l'exportation du capital soviétique, particulièrement sous la forme de l'exportation de crédits et de prêts d'Etat à Etat. Au début des années 70, les social-impérialistes soviétiques ont accordé aux pays africains soi-disant «à orientation socialiste» des crédits se montant à 5 millions de roubles pour la construction de différents ouvrages. Ils ont financé la construction de 509 entreprises[31] tandis que, dans le cadre de l'organisation du Comecon, qui se conforme aux visées expansionnistes des social-impérialistes soviétiques et leur sert d'instrument pour appliquer leur politique néo-colonialiste, les Soviétiques sont engagés à construire plus de 1689 entreprises et établissements industriels et agricoles.[32]

La plupart des entreprises d'Etat dans les pays soi-disant «à orientation socialiste» sont des «entreprises mixtes» avec la participation du capital soviétique en collaboration avec le capital local. Les investissements fondamentaux soviétiques occupent des positions prépondérantes. D'après les révisionnistes soviétiques, l'Union soviétique «aide et contrôle l'organisation de la production et sa vente», elle participe «à l'exploitation des matières premières ainsi qu'à la direction de la main d'oeuvre».[33]

Les pays où ont été créées les «entreprises mixtes» doivent rembourser les «aides» soviétiques en prêts et en crédits, non seulement par la valeur de leurs «produits traditionnels d'exportation», mais aussi avec celle des produits des entreprises mises sur pied grâce à ce type d'«aides». Ces produits doivent passer à la métropole soviétique sous forme de «compensation». Ainsi une partie du profit des «entreprises mixtes» est utilisée seulement pour acheter des marchandises soviétiques sur la base d'un commerce inégal.[34]

C'est à la «collaboration» avec l'Union soviétique social-impérialiste que l'on attribue aussi la prétendue planification de l'économie dans les pays de «la voie non-capitaliste de développement». Dans la littérature révisionniste soviétique on peut lire que «dans tous les pays à développement non-capitaliste, le passage vers la planification s'est effectué sous l'influence directe de l'expérience de la planification de l'économie nationale de l'Union soviétique. Les spécialistes soviétiques prêtent leur aide à la préparation des recommandations et des orientations nécessaires à la gestion essentielle du développement de l'économie nationale des pays libérés et à l'élaboration des plans à court et à long terme.[35] On comprend fort bien que dans les conditions du système capitaliste qui domine dans ces pays et dans le cadre des rapports néo-colonialistes qu'ils nouent avec l'Union soviétique, la «planification» dont parlent les social-impérialistes soviétiques concerne seulement l'orientation et le développement des branches de l'économie des pays africains et asiatiques qui intéressent le métropole soviétique. La prétendue planification est un moyen utilisé pour s'ingérer dans toute la vie économique de ces pays pour les maintenir sous une dépendance complète. Les «aides» économiques des social-impérialistes soviétiques tout comme celles des autres impérialistes, servent à l'asservissement économique et politique des pays qui les reçoivent.

3. Les théories de «la voie non-capitaliste de développement» et de «l'orientation socialiste» ont été utilisées pour frayer la voie et justifier l'expansion politique et militaire qui représente la forme principale d'intégration néo-colonialiste des pays ex-coloniaux. Sous les prétextes les plus divers, à travers lesquels l'Union soviétique social-impérialiste est présentée comme «l'alliée naturelle» des peuples qui luttent pour leur libération «nationale» et leur «amie de toujours», les social-impérialistes soviétiques se sont ingérés dans les mouvements anti-impérialistes et de libération nationale des peuples opprimés pour les noyauter et les utiliser au profit de leurs intérêts expansionnistes et néo-colonialistes.

Ainsi, sous le prétexte de «l'aide» donnée au mouvement de libération angolais, ils ont établi des liaisons avec des forces politiques bourgeoises et capitalistes locales, les ont soutenu au cours du processus de la lutte intérieure contre les autres forces bourgeoises rivales pour la prise du pouvoir et ont tiré profit d'elles en vue d'ouvrir la voie à l'intervention militaire en Angola par personne interposée pour faire entrer ce pays dans l'orbite de la domination soviétique. Les social-impérialistes soviétiques ont établi en Angola un corps de vingt mille mercenaires en vue de tenir opprimé le peuple angolais et de réaliser leurs visées expansionnistes envers les autres pays. De même, sous le prétexte de l'«appui» aux forces révolutionnaires et de la lutte contre le régime monarchique en Ethiopie, les social-impérialistes soviétiques sont intervenus dans ce pays aussi avec leurs mercenaires.

Se posant en «alliés», les social-impérialistes soviétiques ont organisé l'agression militaire ouverte contre l'Afghanistan, laquelle, comme l'a dit le camarade Enver Hoxha «... marque le début de la grande marche du social-impérialisme soviétique vers le Sud, où se trouvent les plus riches ressources énergétiques du monde, les plus importants noeuds stratégiques, les zones où s'affrontent et se heurtent les rivalités impérialistes les plus aiguës».[36]

Le peuple afghan s'est dressé dans la lutte l'arme à la main pour la libération du pays et il harcèle continuellement les occupants soviétiques. Sa juste lutte de libération a aussi déchiré tous les masques des social-impérialistes sur la prétendue «aide internationaliste» d'«amis» et d'«alliés» qu'ils apportent à ce pays et sur le soi-disant «acheminement de l'Afghanistan dans la voie du développement socialiste».

Les social-impérialistes soviétiques, tout comme les impérialistes américains et les autres impérialistes, sont des organisateurs de coups d'Etat. Ces formes d'action sont partie intégrante de l'expansion politique et militaire dirigée contre les pays ex-coloniaux. Les social-impérialistes soviétiques s'efforcent de mettre à profit les situations politiques instables dans ces pays, le degré insuffisant d'organisation politique des forces de classes et la rivalité entre les différents groupes et fractions politiques à leurs fins de domination. Ils gagnent à eux des éléments, des fractions et des organisations politiques bourgeoises et petites-bourgeoises, et après les avoir mis au service de leurs plans expansionnistes, ils ne manquent pas de les présenter comme des forces «patriotiques», «anti-impérialistes», «révolutionnaires», les encouragent à organiser des coups d'Etat, à renverser les gouvernements et les régimes dirigés par l'Occident afin que, en accédant au pouvoir, ils mettent leur pays dans l'orbite de la domination soviétique.

En outre, sur la base de la «théorie» de la «voie non-capitaliste de développement», ces coups d'Etat sont considérés comme des «actes progressifs», comme «une forme de la révolution armée qui sert l'objectif de la lutte contre les régimes réactionnaires», qui «ouvre la voie au développement non-capitaliste»[37], ce qui est aussi en opposition avec la révolution nationale et sociale véritable.

Les «traités d'amitié et de coopération» que l'Union soviétique social-impérialiste a imposés à certains pays d'Afrique et d'Asie ont un contenu profondément asservissant. Ces traités sanctionnent l'expansion économique, politique et militaire des social-impérialistes soviétiques, leur politique de diktat fondée sur des positions de force, l'état de soumission et de dépendance des pays signataires.

Les révisionnistes soviétiques eux-mêmes, évoquant le résultat de ces traités, en considèrent comme un «trait caractéristique le fait qu'il n'y est pas seulement question des liens d'amitié entre les pays, mais aussi de la détermination de l'URSS de collaborer... afin de défendre et d'enrichir les conquêtes révolutionnaires». En vertu de ces «traités», l'Union soviétique social-impérialiste bénéficie d'un statut qui lui confère le droit de contribuer «au développement des pays alliés». Comme il est stipulé dans ces traités, elle «assure les conditions de la sauvegarde des acquis économiques et sociaux». Des clauses particulières des traités signés permettent aux social-impérialistes soviétiques d'intervenir même militairement sous prétexte de «renforcer la capacité de défense de ces pays».

Jusqu'à présent en même temps qu'ils envoyaient leurs mercenaires, des soldats cubains, dans divers pays, les social-impérialistes soviétiques ont fait des démarches pour installer des bases militaires et ont assuré des droits portuaires à leur flotte de guerre qui croise dans les eaux baignant le continent africain, le droit d'établir des lignes aériennes, de faire survoler ces territoires par leurs avions, etc.

Ainsi, comme on l'a su, les social-impérialistes soviétiques ont déployé une force de 2000 hommes dans l'île de Socostre à l'entrée de la mer Rouge, et plus de 1700 soldats sont cantonnés dans l'importante base d'Aden. Cette même base, selon les agences étrangères, abrite le commandement soviétique des «opérations dans l'océan Indien», opérations qui s'étendent aussi aux pays africains baignés par l'océan Indien. D'autre part, les troupes de mercenaires cubains commandées par les Soviétiques et stationnées en Ethiopie et en Erythrée constituent en soi des bases militaires qui servent de points d'appui à la pénétration soviétique dans le continent africain. Le cordon militaire des social-impérialistes soviétiques est bouclé par les bases de leurs mercenaires en Angola, dans le Sud-Ouest africain, et par leur flotte qui croise en Méditerranée à proximité des côtes de l'Afrique du Nord, où ils se sont assuré aussi des bases portuaires. Tout cela constitue un danger réel d'intervention et d'occupation dans les pays africains.

La propagande pseudo-socialiste a beau la présenter comme l'«aide» d'un «ami» et d'un «allié» «naturel», l'expansion des social-impérialistes soviétiques est, malgré les «traités d'amitié et de coopération», tout aussi féroce et agressive que celle des impérialistes américains. De leur nature même social-impérialiste, les révisionnistes soviétiques sont obligés d'utiliser les mêmes moyens d'expansion néo-colonialistes impérialistes et de poursuivre les mêmes objectifs hégémonistes que les impérialistes américains pour dominer le monde. «La politique de l'Union soviétique, a indiqué le camarade Enver Hoxha au VIII^{e} Congrès du PTA, a revêtu les mêmes traits agressifs, expansionnistes, bellicistes que celle des Etats-Unis. Cela s'observe clairement dans l'identité de leurs objectifs et dans le parallélisme de leurs voies. L'Union soviétique cherche à acquérir des bases militaires hors de ses frontières, elle noue avec d'autres pays des alliances politiques et militaires afin de s'en servir comme de supports pour étendre sa domination sur les peuples et affronter l'impérialisme américain.»[38]

Toutes les thèses des révisionnistes soviétiques, présentées comme des «manifestations nouvelles» dans l'application de leurs «théories» de «la voie non-capitaliste de développement» et de «l'orientation socialiste»,

recèlent leurs desseins de masquer et de défendre leurs positions néo-colonialistes dans les anciens pays coloniaux, ainsi que d'acquérir de nouvelles positions, à des fins de domination, d'oppression et d'exploitation dans d'autres pays. Ce sont précisément les pays où les social-impérialistes soviétiques étendent leur influence néo-colonialiste, qu'ils qualifient de «pays à orientation socialiste». Témoin également le fait que les appellations des pays dits «Etats à orientation socialiste» ont changé de temps à autre, «pour la simple raison» que les milieux dirigeants de ces pays ont rompu leurs relations avec les social-impérialistes soviétiques, changé d'orientation et se sont rapprochés de l'Occident. A l'avenir aussi on pourra entendre parler de nouveaux «alignements» des «Etats à orientation socialiste», ce qui se fera en fonction des liens économiques, politiques et militaires que les social-impérialistes soviétiques nouent avec certains pays.

Les pays que les révisionnistes soviétiques considèrent comme des «pays à orientation socialiste» font partie, tout comme les autres anciens pays coloniaux, du monde capitaliste et révisionniste. Ils se trouvent dans un état de dépendance néo-coloniale ou bien sont l'objet des visées néo-colonialistes. Le capital étranger occupe d'importantes positions dans nombre de pays d'Afrique et d'Asie, il y contrôle et domine des branches clés de l'économie. Ces pays conservent d'autre part des vestiges des rapports précapitalistes puisque les transformations démocratiques et bourgeoises n'y ont pas été menées jusqu'au bout. Les masses travailleuses y sont doublement opprimées et exploitées, et par le capital étranger, et par le capital local, liés entre eux et interdépendants. Elles sont en proie à la misère, au chômage et à une réaction politique toujours plus accentués. C'est pourquoi les contradictions internes entre les classes antagonistes ainsi que les contradictions entre les peuples et les nouveaux colonisateurs ne cessent de s'aggraver. Nombre de ces pays se trouvent actuellement devant l'étape de la révolution de libération nationale, anti-impérialiste et démocratique.

Comme l'ont démontré le PTA et le camarade Enver Hoxha dans ses oeuvres majeures, notamment dans «L'Impérialisme et la Révolution», les peuples de ces pays ont encore une grande lutte à livrer. Cette lutte revêtira ses traits particuliers suivant les pays. Ce qui caractérise en général cette lutte, c'est le rejet de tout joug étranger, impérialiste, colonial et néo-colonial, la conquête d'une indépendance économique et politique totale et véritable, ainsi que la liquidation de l'oppression exercée par la bourgeoisie capitaliste locale et les gros propriétaires terriens liés à l'impérialisme et au social-impérialisme.

Publié d'après le n° 9/1985 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales».

Notes :

1. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 284, Tirana, 1981.

2. O. V. Martishen, *Socializm i nacionalizm v Afrike,* p. 38, Moscou, 1972.

3. N. I. Lebediev, *SSSR v mirovoj politike 1917-1980,* p. 198, Moscou, 1980.

4. J. N. Gavrilov, *Nadonalno-osvoboditelnoe dvizhenie: perspektivi razvitija,* p. 32, Moscou, 1981.

5. *Leninizm i nacionalnoe dvizhenie,* p. 251, Moscou, 1969.

6. *Aktualnie problemi ideologi nacionalno-osvoboditelno dvizhenija v stranah Azii i Afriki,* Moscou, 1982.

7. *MEMO,* n° 10, 1980, p. 152.

8. Enver Hoxha, *Rapport au VI^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 234, Tirana, 1972.

9. *Ibid.*

10. *Istoria SSSR. Epoka socializma,* p. 454, Moscou, 1974.

11. Enver Hoxha, *L'Impérialisme et la Révolution,* éd. fr., p. 39, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1979.

12. Interview du directeur de l'Institut de l'Afrique à l'Académie des sciences de l'URSS, dans *Azia i Afrika sevodnja,* 1979, nr. 5.

13. J. N. Gavrilov, *Op. cit.,* p. 32.

14. *Voprosi istorii KPSS,* p. 86, 1981, n° 6.

15. *Aktualnie problemi ideologii nacionalno-osvoboditelnovo dvizhenija v stranach Azii i Afriki,* p. 97, Moscou, 1982.

16. A. S. Shin, *Nacionalnoe-demokratitcheskie revolucii,* p. 233, Moscou, 1981.

17. K. M. Tsagalov, *Osvobodivtchiesia strani, zashita socialnoj revolucii,* p. 19, Moscou, 1981.

18. *Azia i Ajrika sevodnja,* p. 48, n° 3, 1983.

19. V. I. Lénine, *œuvres,* éd. alb., t. 12, pp. 458-459.

20. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 279, Tirana, 1981.

21. A. S. Shin, *Op. cit.,* p. 235.

22. Marx-Engels, *œuvres choisies,* éd. alb., t. 1, p. 105, Tirana, 1975.

23. Rapport au XXVI[e] Congrès du PCUS, dans *Pravda* du 24 février-1982.

24. J. Staline, *Des principes du léninisme,* éd. alb., p. 50, Tirana, 1979.

25. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 26, p. 374.

26. Enver Hoxha, *Réflexions sur le Moyen-Orient,* éd. fr. pp. 22-23, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984.

27. A. S. Shin, *Op. cit.,* pp. 233-234.

28. *Azia i Afrika sevodnja,* n° 4, 1981.

29. *Ibid,* n° 4, 1979, p. 32.

30. Enver Hoxha, *Réflexions sur la Chine,* éd. fr., t. 2, pp. 487-488. Editions «8 Nëntori», Tirana, 1979.

31. *Sovietsko-afrikanskie otnoshenija,* Moscou, 1982, p. 9.

32. *Istoria mezhdunarodnih otneshenij i vneshnaja politika SSSR, (1968-1979),* Moscou, 1979, p. 253.

33. *Azia i Afrika sevodnja,* n° 1, 1978.

34. *Sovietsko-afrikanskie otnoshenija,* Moscou, 1982, p. 45.

35. K. M. Tsagallov, *Osvobodivtchiesja strani, zashita socialnoj revolucii,* Moscou, 1981, p. 176.

36. Enver Hoxha, *Rapport au VIII[e] Congrès du PTA,* éd. fr., p. 180, Tirana, 1981.

37. *Voruzhnaya borba narodov Afriki za svobodu i nezivisimost,* p. 319, Moscou, 1974.

38. Enver Hoxha, *Op. cit.,* pp. 181-182.

Natasha Iliriani (Professeur à l'Ecole du Parti «V.I. Lénine») — Phénomènes de l'oppression nationale en Union soviétique

La politique nationale dans un grand pays multinational comme l'Union soviétique a été dès le début et même avant la Révolution d'Octobre au centre de la politique du PC (b) de l'Union soviétique. Du vivant de Lénine et plus tard sous la direction de Staline, ce parti élabora et appliqua un juste programme marxiste concernant le développement harmonieux et général des nations et des nationalités en vue de surmonter l'inégalité économique, politique et culturelle existant entre elles, en aidant les républiques les plus arriérées. L'essence de la politique nationale de la république russe, soulignait Staline, réside dans l'élimination de l'état arriéré actuel que quelques nations ont hérité du passé, en vue de permettre aux peuples retardataires d'atteindre le niveau de la Russie centrale dans les domaines politiques, culturels et économiques. En fait, grâce à l'application de cette politique juste, l'Union soviétique a obtenu pas mal de résultats positifs dans le développement harmonieux de ses diverses républiques, les nations et les petites nationalités commencèrent à s'épanouir et à se développer sous tous les aspects, l'unité entre les peuples soviétiques s'est considérablement raffermie, etc.

Un des dangers qui menaçait cette unité était l'ancien sentiment de chauvinisme grand-russe hérité du passé du régime de tzar. Tant que Staline fut à la tête du parti et du pouvoir soviétique, on, n'a pas permis et on a même combattu rigoureusement et avec esprit de suite les diverses manifestations du chauvinisme grand-russe. «La confiance que nous avons gagnée alors, soulignait Staline, (il s'agissait des journées de la Révolution d'Octobre — note de l'auteur), nous pouvons la perdre complètement si nous ne nous armons pas tous contre ce nouveau chauvinisme, je le répète, grand-russe, qui passe à l'attaque et se répand en pénétrant petit à petit dans l'esprit de nos militants et en les corrompant graduellement. Nous devons, camarades, conjurer ce danger à tout prix. Sinon... nous serons menacés par la rupture des liens entre ces peuples et le prolétariat russe...»[1]

Après la mort de Staline, les révisionnistes khrouchtchéviens qui usurpèrent le pouvoir commencèrent à miner toutes les réalisations positives réalisées de la politique nationale en Union soviétique. La voie poursuivie par Khrouchtchev puis par ses successeurs devait conduire à la destruction de l'importante oeuvre de Lénine et de Staline concernant la juste solution marxiste-léniniste de la question nationale dans les conditions d'un Etat plurinational. Le développement proportionné entre les républiques fut interrompu et en lâchant petit à petit la bride à l'ancien chauvinisme grand-russe, se fit jour graduellement une discrimination des petites républiques et des petites nations périphériques et particulièrement des nations non russes.

Le camarade Enver Hoxha a souligné: «La politique révisionniste et capitaliste qui est appliquée en Union soviétique a ranimé les anciens démons de l'empire tsariste, comme l'oppression nationale, l'antisémitisme, le racisme slave, le mysticisme religieux orthodoxe, le culte des castes, militaires l'aristocratisme de l'intelligentsia, le tchinovisme bureaucratique, etc.»[2]

Actuellement l'application de cette politique révisionniste et capitaliste des dirigeants de Kremlin a fait du problème national en Union soviétique l'une des questions intérieures les plus aiguës et les plus inquiétantes. Afin de dissimuler l'oppression nationale qui prospère actuellement en Union soviétique, les révisionnistes soviétiques ont mené et s'évertuent à déployer une propagande subtile, remplie de phrases démagogiques marxistes. C'est cette voie que poursuit aussi Mikhaïl Gorbatchev, le nouveau dirigeant du Kremlin, qui, tout comme ses prédécesseurs, a proclamé haut et clair, du haut de la tribune du XXVII^{e} Congrès du PCUS, la thèse déjà connue suivant laquelle «le problème national en Union soviétique est résolu de façon excellente».[3]

Mais ils ont beau se vanter et s'efforcer de la camoufler, la vérité sur ce problème, que nous allons analyser plus loin, est tout autre.

Le développement disproportionné et la féroce exploitation économique des peuples des républiques non russes de l'URSS.

Actuellement, le problème national en URSS, en tant qu'Etat plurinational, composé de 15 républiques, de plus de 100 nations et nationalités, (de 20 républiques autonomes, de 18 régions autonomes, districts, etc.,) devient toujours plus aigus. Au XXVII^{e} congrès du PCUS révisionniste, M. Gorbatchev a reconnu que «malgré tout, nos succès ne doivent pas créer l'impression qu'il n'existe pas de problèmes concernant la question des intérêts nationaux. Tout type de développement hérite des contradictions qui sont inéluctables aussi dans ce domaine».[4]

M. Gorbatchev cherche à fonder théoriquement et à justifier les contradictions antagonistes actuelles sur la question nationale, qui s'aggravent dans l'Union soviétique. Intentionnellement il ne fait pas la distinction entre les contradictions nationales sous le socialisme et celles sous le capitalisme et ne les qualifie pas de contradictions antagonistes ou non antagonistes. Tel qu'il est posé par les révisionnistes soviétiques le problème laisse sous-entendre que, sous le socialisme, également, la question nationale demeure un problème insoluble et, par conséquent, l'application des mêmes solutions pratiquées sous le régime capitaliste est tout à fait justifiée.

Mais la nouvelle clique révisionniste du Kremlin tout comme ses prédécesseurs, ne peut pas faire de véritables analyses et découvrir l'essence des contradictions nationales de l'actuelle société soviétique, parce que les révisionnistes soviétiques, comme l'a dit le camarade Ramiz Alia au 14e plénum du CC du PTA: «...se sont éloignés sciemment des enseignements du marxisme-léninisme qu'ils considèrent comme incapable de résoudre les problèmes actuels.»

Les contradictions nationales qui existent aujourd'hui en Union soviétique ont leur origine dans la ligne révisionniste suivie par Khrouchtchev et accentuée plus tard par ses successeurs, ligne qui non seulement conduit à la restauration du capitalisme, mais a également suscité de nombreuses plaies propres à la société capitaliste, comme le développement inégal et l'oppression nationale à l'intérieur d'un Etat multinational.

Afin d'atteindre leur objectif stratégique, les Khrouchtchéviens ont critiqué les thèses fondamentales de la théorie marxiste-léniniste sur la production des marchandises et l'action de la loi de la valeur sous le socialisme. Sur cette base, ils ont dressé tout le mécanisme économique qui a eu pour résultat l'abolition du développement, centralisé, planifié et proportionné de l'économie. Les khrouchtchéviens, anciens et nouveaux, s'évertuent à donner l'image d'une direction planifiée de l'économie tandis que dans la pratique ils ont donné libre cours à toutes les lois et catégories économiques du mode de la production capitaliste et à la loi du développement inégal des pays ou des régions d'un pays capitaliste. La conversion des rapports socialistes en rapports capitalistes est devenue la source principale de la naissance et de l'approfondissement des disproportions manifestées dans le développement économique des républiques entre elles et particulièrement avec la république Russe.

La domination de la nation russe sur toute la vie politique-économique de l'Union soviétique a fait que la RSFR se distingue et se distance très nettement des autres républiques. Pour accentuer ce développement capitaliste inégal on a spéculé sur la théorie de «la division internationale de travail». Dissimulant leurs véritables intentions et fondant le développement économique sur les lois du capitalisme, les révisionnistes soviétiques ont imprimé aux républiques non russes une direction unilatérale incomplète, les transformant en une source de matières premières pour le métropole russe, et développant sur leur territoire un nombre limité de branches essentiellement de l'industrie légère ainsi que quelques cultures qui croissent bien dans ces pays à cause de «leurs conditions climatiques adéquates».

Les révisionnistes soviétiques reconnaissaient vers le milieu des années 1960 que: «compte tenu des conditions climatiques et des traits spécifiques de la production agricole dans les républiques de l'Asie centrale et de Caucase il convenait d'embaucher des ouvriers dotés des connaissances nécessaires au matière agricole... L'emploi massif de cette population dans l'industrie, les transports et la construction, etc., peut affaiblir le développement de tels secteurs importants de l'agriculture... Dans la région de l'Uzbekhistan il faut continuer à attacher une attention particulière à l'accroissement de la production du coton».[5]

Derrière la prétendue «orientation agricole» essentiellement dans le sens des plantes industrielles «recommandées» à ces républiques (parce que, en effet, elles leur sont imposées) se tient la mode capitaliste de production qui, dans l'espace de 3 décennies, a eu de graves conséquences et causé de grandes difficultés à l'économie de ces républiques. Au XXVIIe congrès du PC de l'Union soviétique il a été affirmé que toute l'économie soviétique se caractérise par une stagnation de plusieurs années, mais ce phénomène est plus apparent dans les républiques non russes. Gorbatchev a reconnu que «dans la république de Kazakhstan par exemple, le montant des revenus nationaux par unité de production est inférieur d'un tiers à la moyenne de l'économie soviétique, tandis que la productivité du travail social en Turkménie n'a pas du tout augmenté au cours de ces quinze années.»[6]

Il s'est hâté à rejeter la responsabilité de ces phénomènes toujours plus marqués sur son prédécesseur, Brejnev tout comme ce dernier l'avait rejetée sur Khrouchtchev. De même furent définies les responsabilités des ex-dirigeants de ces républiques avec lesquels on avait réglé les comptes, dès avant même le congrès. C'est la ligne générale révisionniste qui a été et qui continue d'être menée par les révisionnistes soviétiques qui est à l'origine de ces phénomènes typiques au capitalisme. C'est la raison essentielle du maintien ou de la baisse des rythmes de développement industriel, de la baisse des indices principaux économiques et financiers, particulièrement des républiques non russes ce qui se traduit dans la baisse du niveau du bien-être des travailleurs et des paysans de ces républiques.

La Turkménie par exemple, qui occupait en 1960 la quatrième place dans le produit net par habitant est descendue aujourd'hui à la douzième place parmi les quinze républiques de l'Union soviétique. La polarisation de cet indice s'observe aussi dans les autres républiques. Le niveau de vie dans les républiques de l'Asie centrale a également baissé. En 1980, la consommation moyenne par habitant de certains articles dans les républiques d'Uzbekhistan, du Kirghizie, de Tadjikistan et d'Azerbaïdjan comparée à la consommation par habitant dans l'ensemble de l'Union soviétique a été la suivante: viande 75 pour cent, lait 58 pour cent, oeufs 38 pour cent, sucre 59 pour cent, pomme de terre 84 pour cent, légumes 26 pour cent, pain et sous-produits de farine 110 pour cent.[7]

Ces indices mettent à nu la démagogie des révisionnistes soviétiques, qui parlent beaucoup de leur prétendu souci pour les républiques précitées. Si l'on calcule à 100 pour cent la consommation moyenne d'énergie électrique par habitant pour l'Union soviétique, il ressort que dans d'autres républiques, comme l'Uzbekhistan, la Kirghizie, la Turkménie et le Tadjikistan, elle est respectivement de 46,4, de 46,6, de 49 et de 58,8 pour cent, alors que pour les républiques d'Asie centrale ce taux est de 48,6 pour cent. La population de ces républiques représente 10 pour cent de la totalité de la population de l'Union soviétique tandis que sa consommation nette en constitue seulement 4,5 pour cent[8]. Les principales sources d'énergie se trouvent à l'Est mais les 3/4 pour cent de cette énergie sont exploitées par la partie européenne.

La crise économique a aggravé encore plus la situation des républiques non russes. D'après les affirmations de la «Pravda» (1982) les rythmes de la baisse de la production dans les républiques non russes sont plus rapides par rapport au passé. Les revenus par tête d'habitant dans certaines républiques fédérées sont de 16 à 50 pour cent inférieurs à ceux de la République russe.[9]

Un des aspects les plus apparents du développement unilatéral des républiques non russes surtout en Asie centrale est l'orientation essentiellement agricole que leur a donnée le centre et le profond dénivellement qui s'est créé entre la production agricole et le degré de traitement industriel de cette production à l'intérieur même de ces républiques.

Il est vrai que les républiques de l'Asie centrale ont un climat favorable au coton et à d'autres plantes agricoles, mais cette matière première de l'industrie textile est-elle traitée à l'intérieur même de ces républiques? Bien que le coton soit cultivé dans les républiques de l'Asie centrale, ces dernières ne produisent que 3 pour cent de toile tandis que la République russe, où l'on ne cultive pas le coton, produit 83,5 pour cent des tissus. Il y a des républiques, comme par exemple celle d'Uzbekhistan qui produit 70 pour cent de la matière première des cotonnades et 38 pour cent de la matière première des soieries. Néanmoins, on n'y produit que 3 pour cent des cotonnades du pays, 2,5 pour cent des articles de bonneterie et 2,1 pour cent de la production de bas.

La production dans le pays même de telles matières premières crée toutes les conditions à ces républiques pour qu'elles se dotent d'une industrie légère développée pour leur traitement, qui, comme en le sait, outre la rentabilité, crée de nombreux emplois pour la population. Mais les grands-russes s'efforcent de canaliser ces avantages au profit de la République russe en empêchant ainsi le développement industriel des autres républiques non russes. Cette possibilité n'existe donc pour les républiques non russes que sur le plan théorique, car, dans les conditions actuelles, elle est loin d'être réalisée, on voit au contraire les républiques non russes comme l'Uzbekhistan occuper les dernières places dans l'Union soviétique en ce qui concerne la production par tête dans l'industrie légère.

D'autre part, elles dépendent aussi du centre pour des produits industriels qu'elles possèdent en abondance mais qu'elles n'exploitent pas. Ainsi, par exemple, l'Uzbekhistan, la Kirghizie et le Tadjikistan, bien qu'elles aient elles-mêmes de grandes réserves, importent 3,7 millions de tonnes de combustibles solides.

Ces formes néo-colonialistes affublées de phrases soi-disant marxistes-léninistes ne peuvent pas dissimuler la discrimination économique de ces républiques qui s'étend même jusqu'au domaine de l'emploi. Les Russes constituent la force principale des travailleurs qualifiés et particulièrement du personnel des techniciens et des ingénieurs travaillant dans les principaux secteurs de l'économie tandis que la population autochtone est engagée dans d'autres branches, essentiellement dans l'agriculture, et occupe des postes de travail de basse qualification.

Les auteurs soviétiques reconnaissent eux-mêmes que dans nombre de républiques de l'Union soviétique la majorité de la population locale est occupée dans l'agriculture tandis que dans l'industrie et dans la construction la majorité est constituée par des gens venus des autres républiques, essentiellement des Russes.[10]

En raison des rythmes ralentis de l'accroissement des produits social et de la productivité du travail, la circulation des marchandises dans la plupart des républiques est de 60 pour cent inférieure par rapport à celle de la République russe. La forte pénurie de marchandises de première nécessité et de consommation courante caractéristique de toute la vie économique de l'Union soviétique, se fait beaucoup plus sentir dans les républiques non russes.

La politique économique officielle de type colonialiste dans ces républiques apparaît également dans la réduction des fonds pour des investissements fondamentaux effectués dans ces républiques. Depuis plusieurs années on n'y a pas construit de combinats pour le traitement industriel des richesses et des matières premières agricoles. En Uzbekhistan par exemple au cours de 1969 à 1971, sur les 36 entreprises qui devaient être projetées on en projeta seulement 5, sur les 15 entreprises prévues il en fut construit seulement 3 et sur 8 entreprises qui devaient être restructurées, 2 seulement l'ont été effectivement.[11]

La propagande et la sociologie actuelles en Union soviétique s'efforcent d'inventer des «arguments objectifs» pour justifier l'état arriéré des nations et des nationalités non russes en prétendant que ce prétendu retard est le

résultat de l'accroissement plus rapide de la population de ces républiques par rapport à celui de la production et de la productivité du travail. Au XXVII[e] congrès, Gorbatchev, soulignant les causes des ralentissements des rythmes de développement en Union soviétique et surtout dans les républiques non russes, a déclaré: «Nous n'avons pas réussi à faire une appréciation politique de la situation économique en mutation, nous ne sommes pas arrivés à comprendre le besoin aigu et urgent d'appliquer dans notre économie des méthodes intensives du développement et d'y mettre activement à profit les acquis de la science et de la technique.»[12] En fait, ce ne sont pas là des causes, au contraire ce sont des conséquences de causes plus profondes qui plongent leurs racines dans la restauration du capitalisme en Union soviétique, dans le développement économique inégal et dans l'exploitation néo-colonialiste accrue des républiques non russes qui les a conduites à de grandes difficultés économiques et sociales.

Les révisionnistes soviétiques ne peuvent pas laisser dans l'ombre l'aggravation apparente des contradictions nationales qui se font jour dans le domaine économique. Face à de telles difficultés sérieuses ils se sont efforcés de trouver une solution pour l'avenir en vue de calmer tant soit peu les peuples des républiques non russes. La «nouvelle» solution apportée au domaine économique, «la clé d'or» est, d'après eux «le cours de l'accélération du développement économique et social du pays»[13] qui a été approuvé par leur XXVII[e] congrès. Le programme de l'accélération, déclaré par le chef du Kremlin, est une nouvelle tentative de duper les peuples de l'Union soviétique et ses objectifs rappellent le programme sensationnel élaboré par Khrouchtchev qui prévoyait d'atteindre les plus hauts niveaux de développement jusqu'en 1960. C'est la même chose que s'efforcent de faire les nouveaux successeurs de Khrouchtchev, sauf qu'ils ont reporté ce délai à l'an 2000. Le grand tapage de la propagande qui accompagne la «nouvelle» stratégie économique des révisionnistes soviétiques n'est rien d'autre qu'un écran de fumée dressé devant les peuples de l'Union soviétique pour masquer la solution néo-colonialiste appliquée à la question nationale sous l'aspect économique.

La politique démographique chauvine

La politique économique discriminatoire suivie actuellement en Union soviétique a creusé encore plus le fossé qui sépare le développement économique entre les républiques de l'Asie centrale et celles habitées par les peuples slaves. Par conséquent, la production et les revenus de la population s'accroissent moins dans les premières que dans les secondes.

Mais alors que les taux du développement économique y sont inférieurs, l'accroissement de la population dans ces républiques est de 4 à 7 fois plus élevé que dans la République russe. Ce fait est inquiétant pour le centre, d'abord, parce qu'il diminue le poids spécifique de la population russe par rapport au reste de la population ensuite parce qu'il crée des problèmes et des difficultés sérieuses pour l'emploi des nouvelles sources de travail à l'intérieur même des républiques sous-développées. Cette disproportion entre le rythme élevé de l'accroissement de la population et les rythmes lents du développement économique dans les républiques non russes a eu pour conséquence la diminution du nombre d'emplois pour les nouvelles forces de travail. Cela stimule le mouvement mécanique spontané de la population des républiques d'Asie vers la partie européenne de l'Union soviétique. Le mouvement mécanique vers les nouveaux complexes industriels de l'Est lointain et de la Sibérie, encouragé par les révisionnistes soviétiques grâce à la propagande et aux stimulants matériels, a également pris de grandes proportions.

Le phénomène du mouvement mécanique de la population des républiques non russes qui, est principalement le produit de la politique économique chauvine a été mis à profit par les grands-russes pour réaliser leurs visées hégémonistes envers les autres peuples non russes. Ainsi, cependant qu'une partie de la population des républiques de l'Asie centrale quitte le pays pour s'installer dans les zones de la République russe, des cadres et des spécialistes russes affluent vers ces républiques et y occupent des postes de travail clés dans la vie administrative et économique. On assure à la population russe, qui joue en l'occurrence le rôle de colonisatrice, de plus gros revenus que dans son pays natal ainsi que de nombreux privilèges.

Ces pratiques typiquement colonialistes constituent une négation flagrante des enseignements marxistes-léninistes sur la question nationale. Staline soulignait: «... violer les principes de l'égalité des nations et attribuer différents privilèges à une nationalité veut dire condamner à mort la politique nationale.»[14]

Mais, désormais la politique nationale de l'Union soviétique a été déjà remplacée par une autre politique, et elle a revêtu tous les traits de celle que pratiquait l'ancien empire russe.

Au cours de la période de vingt ans englobant les années 1959-1979, le nombre des colons russes installés en dehors de la fédération russe, s'est accru de 7,6 millions personnes. La revue «Komunist» écrit que 17,4 pour cent de la population russe du pays s'est transférée dans d'autres républiques comme l'Ukraine, le Kazakhstan, l'Uzbekhistan, etc.»[15] Au cours de ces dernières décennies, le taux de la présence des Russes dans la population de l'Est va de 10 à 20 pour cent.

En général, dans toutes les républiques non russes, le groupe national numériquement le plus important après le groupe autochtone est le russe. Ainsi en Turkménie, la population locale représente 68,4 pour cent et les Russes 12,6 pour cent de la population, en Estonie 64,7 pour cent et 27 pour cent, en Lettonie 53,7 pour cent et 32,8 pour cent. Au Kazakhstan ce rapport est modifié au profit de la population russe, qui représente 40,8 pour cent de la population par rapport à 36,0 pour cent que représentent les Kazaks.[16] Ceux qui prédominent dans les républiques autonomes ce sont les Russes. Ainsi par exemple, en Bachkirie, les Russes représentent 40,5 pour cent de la population tandis que les autochtones 23,4 seulement, en Bouriatie les Russes représentent 73,5 pour cent de la population. Le ralentissement des taux d'accroissement de la population autochtone dans les républiques de la partie occidentale de l'Union soviétique (Lettonie, Lituanie, Estonie) s'accompagnent depuis 1970, d'une augmentation des taux d'accroissement de la population autochtone dans les républiques de l'Est, comme le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, et l'Azerbaïdjan. Ces dernières pratiquent cette politique pour neutraliser les taux de la russification, qui, ces dernières années, se sont beaucoup accrus. De 1970 à 1979, la population russe à l'intérieur de la RSFR s'est accrue de 10,1 pour cent, mais elle a quasi quadruplé dans les républiques non russes atteignant le taux de 37,4 pour cent. Le philosophe soviétique V. Semjonov déclare: «Dans toutes les républiques, on assiste à un accroissement naturel de la population autochtone qui s'est accompagné d'un afflux de la population des autres nations, essentiellement des Russes».[17]

A travers leur politique démographique chauvine et en stimulant la migration, les chauvins russes visent deux objectifs:

Premièrement, la russification des républiques non russes où l'accroissement de la population est particulièrement sensible.

Deuxièmement, assurer une main-d'oeuvre libre nécessaire pour les grands complexes industriels.

Pour attirer les ouvriers des républiques, et leurs familles, la nouvelle bourgeoisie soviétique dépense quelques miettes de ses superprofits colossaux, en faisant une certaine distinction dans les salaires. Pour la même profession exercée dans les complexes industriels à l'est et au nord de Russie les ouvriers non russes sont payés un peu plus que dans leurs pays. La revue «Nautchnii komunizm» affirme avec démagogie que le problème le plus actuel est celui de l'intégration effective dans la circulation économique des sources de matières premières combustibles énergétiques et minières des régions de l'Est, la création dans ces zones, d'importants complexes territoriaux et productifs.[18] La bourgeoisie soviétique cherche à satisfaire ces intérêts économiques et politiques à travers les mouvements intérieurs de la population.

Or, cette nouvelle forme de dénationalisation s'est heurtée à des oppositions de la part des nations non russes. Elles font des efforts et résistent sous diverses formes pour assurer le développement économique de leurs républiques. La presse centrale soviétique attaque cette attitude, ces justes revendications en appelant à combattre les conceptions conservatrices qui empêchent la nouvelle génération d'aller travailler dans les nouveaux complexes pour réaliser ainsi le bien-être matériel et améliorer le mode de vie en général.

La dégénérescence capitaliste de l'économie soviétique et la nouvelle politique néo-colonialiste ont stimulé et aggravé les contradictions nationales même dans les unités de la production. D'après les indications de la presse soviétique elle-même, il ressort que 60 pour cent de la population des villes et 80 pour cent de la population des campagnes de Moldavie, de Géorgie et d'Uzbekhistan se refusent à travailler dans un collectif composé de gens à d'autres nationalités, qui comme on le sait, dans l'immense majorité des cas sont des Russes.[19]

La discrimination de la langue et de la culture nationale

Les conceptions et les pratiques tendant à faire disparaître la langue et la culture nationale des nations non russes sont partie intégrante de la politique des social-impérialistes pour la russification de ce patrimoine.

Sous la direction de Lénine et puis de Staline, l'Union soviétique élabora et poursuivit une juste politique pour le règlement de la question nationale. Conformément à cette politique, les langues et la culture des nations en premier lieu, se sont développées et ont commencé à s'épanouir comme une nouvelle culture socialiste par le contenu et nationale par la forme. Au cours de cet impétueux développement les différentes nations de l'Union soviétique se sont transmis mutuellement leurs valeurs culturelles, surtout de contenu socialiste. Staline recommandait de «... développer la presse, les théâtres, les cinémas et les autres institutions culturelles dans la langue maternelle» et posait la question: «Pourquoi dans la langue maternelle? Parce que les larges masses du peuple ne peuvent aller de l'avant dans le domaine du développement culturel, politique et économique qu'à travers leur langue maternelle, leur langue nationale».

Spéculant sur la thèse léniniste de la fusion des nations sous le communisme, qu'ils ont transformée et en qualifiant l'étape actuelle, de «socialisme avancé», les révisionnistes soviétiques prétendent que cette sorte de socialisme ne requiert l'emploi que d'une seule langue, d'une culture unique qui soit adaptée «au peuple soviétique unifié».

Du point de vue théorique, nous avons à faire ici à une falsification des enseignements de Lénine qui nous enseigne: «Aussi longtemps que des distinctions nationales et politiques existent entre les peuples et les pays — distinctions qui subsisteront longtemps, très longtemps, même après l'établissement de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale, — l'unité de tactique internationale du mouvement ouvrier communiste de tous les pays veut, non pas l'effacement de toute diversité, non pas la suppression des distinctions nationales (à l'heure actuelle c'est un rêve insensé), mais une application des principes fondamentaux du communisme (pouvoir des Soviets et dictature du prolétariat), qui modifie correctement ces principes dans les questions de détail, les adapte et les ajuste comme il convient aux particularités nationales et politiques.»[20]

En opposition avec ces enseignements, les chauvins grands-russes cherchent à fonder théoriquement aussi leur politique et leur pratique dénationalisatrices qui visent à l'assimilation des autres langues. Ils prétendent que «dans les conditions de vie soviétiques, l'adoption de la langue d'une autre nation comme langue maternelle ne doit pas être vue comme un facteur d'assimilation. La langue n'est pas l'unique signe d'appartenance nationale. Les gens de nationalité non russe qui adoptent comme langue maternelle la langue russe restent membres de leurs nations.»[21]

Il est vrai que Lénine et Staline ont souligné que dans les conditions de l'Etat plurinational qu'est l'URSS, il est nécessaire d'utiliser une langue commune qui servira de moyen de communication dans les relations entre les peuples. Et en URSS cette langue a été et reste le russe. Lénine écrivait même dès la période antérieure à la Révolution d'Octobre: «Seuls les besoins des échanges économiques détermineront quelle sera la langue du pays dont la connaissance profitera à la majorité des gens dans les relations commerciales. Et plus les différentes nations consentiront librement à utiliser cette langue, plus cette définition sera certaine.»[22]

S'inspirant de visées chauvines, les révisionnistes soviétiques dénaturent du point de vue théorique et pratique l'adoption de la langue russe comme langue commune dans les rapports entre les peuples de l'URSS. Fort de théories comme «la langue n'est pas un signe d'appartenance nationale», ils nient à dessein un des éléments essentiels de la nation. Sous le masque de «la langue commune» ou de «l'internationalisation de la vie linguistique» ils visent à nier précisément «les langues particulières» des nations et des nationalités non russes. Les révisionnistes soviétiques cherchent à «fonder théoriquement» ce processus chauvin de reniement des langues des autres nations.

D'après les «théoriciens» soviétiques, le processus «d'internationalisation des langues nationales» en Union soviétique connaît trois étapes principales :

La première étape coïncide chronologiquement avec la période de la création des fondements du socialisme, avec la solution des tâches principales de la révolution culturelle où se développent les valeurs spirituelles des nations arriérées. Il s'agit donc de la période où, sous la direction de Lénine et de Staline, les langues et la culture nationale ont vraiment connu un essor général. De nombreux peuples, 54 nationalités, ont créé leur langue écrite. Les révisionnistes ne peuvent pas nier ce développement impétueux des langues nationales au cours de cette période.

La deuxième étape, d'après eux, celle de «l'internationalisation de la vie linguistique», des peuples de l'URSS coïncide avec la, période de la construction du «socialisme mûri» lorsque s'est formée une culture unique soviétique d'un contenu «socialiste» et que le processus d'internationalisation de la vie spirituelle a été porté «à un plus haut niveau qualitatif».

La troisième étape, d'après les révisionnistes soviétiques, est l'étape actuelle du développement du processus de «l'internationalisation de la vie linguistique» des peuples de l'URSS. A cette étape ils s'évertuent à nier l'existence des autres langues nationales et à proclamer nécessaire la seule langue russe en tant que langue commune du «peuple soviétique unifié». Théoriquement, on est ici en présence d'une falsification flagrante des enseignements léninistes sur le processus de la fusion des langues en une langue unique. Staline nous enseigne: «Lénine ne rattache pas le processus d'élimination des différences nationales à la période du triomphe du socialisme dans un seul pays mais seulement à la période postérieure à l'instauration de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale, c'est-à-dire à la période du triomphe du socialisme dans tous les pays quand seront jetés les fondements de l'économie socialiste mondiale»[23]

Et plus bas Staline poursuit: «Il serait erroné de croire que la première étape de la période de la dictature mondiale du prolétariat serait le commencement de l'extinction des nations et des langues nationales, le commencement de la formation d'une langue commune unique. Au contraire, la première étape au cours de laquelle on éliminera pour toujours l'oppression nationale sera l'étape du développement et de l'épanouissement des nations opprimées et de leurs langues nationales, l'étape de l'établissement de l'égalité entre les nations, l'étape de l'élimination de la défiance nationale mutuelle, l'étape de l'établissement et du resserrement des liens internationaux entre les nations.»[24]

Actuellement en Union soviétique révisionniste on évoque formellement le droit constitutionnel du bilinguisme dans chaque république. En fait, toute la propagande menée et toutes les mesures prises ces dernières années, visent à propager largement la langue russe aux dépens des autres langues nationales locales, à l'intégrer de façon planifiée dans tous les cycles scolaires, depuis les maternelles jusqu'aux institutions et aux écoles supérieures, aux desseins chauvins, assimilateurs, de remplacer totalement les langues maternelles des peuples non russes.

Dans la réforme de l'enseignement de 1958, les khrouchtchéviens ont introduit une disposition sur le droit des parents à choisir la langue dans laquelle seront éduqués leurs enfants. Ce «droit» est en opposition avec les enseignements du marxisme-léninisme, d'après lesquels les nations et les nationalités dans un Etat plurinational ont le droit et le devoir d'éduquer leurs enfants, dans leur langue maternelle. En remplaçant le principe général de l'éducation dans la langue maternelle par le principe du droit au choix, les nations non russes sont soumises à différentes pressions. «La question du respect de l'égalité des droits et des possibilités comprend par exemple leur réalisation quant à l'accès des enfants des travailleurs de toutes les nationalités aux universités. Il n'y a pas lieu de s'étonner que la spontanéité sur cette question importante a conduit parfois à la rupture de cette égalité, en se reflétant péniblement dans la conscience nationale et dans les rapports entre les peuples.»[25]

Les révisionnistes soviétiques cherchent, à travers l'école à propager dans un esprit de tendance chauvine prononcé les us, les coutumes, les traditions et la façon de vivre à la russe. D'autre part, ils considèrent la préservation de la langue nationale, des coutumes, de la culture et des traditions nationales des nations non russes comme «un nationalisme étroit», comme «un isolement dans d'étroites limites nationales» qui soi-disant s'opposent au développement de la culture contemporaine représentée par la culture russe.

Les révisionnistes soviétiques veulent enraciner dans l'esprit des peuples non russes l'idée que les langues maternelles de leurs nations sont incapables de s'enrichir sans l'intermédiaire et l'influence de la langue russe, que ce sont des langues arriérées qui freinent la communication et le rapprochement spirituel des peuples. Ils pensent que pour être avancés, cultivés et capables de suivre le développement de la science contemporaine et de l'art, les différents peuples doivent dépasser les limites nationales dans la langue, la littérature, l'art et la science, etc.

Et pour conférer un caractère scientifique à leurs idées les politologues révisionnistes se réfèrent au «faits». «Nautchnii komunizm» écrit: «Environ 70 à 80 pour cent des termes techniques et scientifiques, socio-politiques, didactiques et pédagogiques ont été empruntés à la langue russe et à d'autres langues par son intermédiaire. La langue bachkire (d'une zone d'industrie chimique) comprend 1948 termes de chimie dont 149 sont d'origine bachkire, et les autres se rattachent au russe».[26] Ou, encore, disent-ils, «c'est la langue russe qui a ouvert aux Kirghizes la voie de la science, de la technique et des sommets de la culture, etc.», que «la langue russe a permis aux littératures des nations à entrer dans l'orbite de la culture universelle».[27]

Le fait de porter aux nues les valeurs particulières de la langue russe et de renier ou d'ignorer les autres langues démasque une fois de plus le chauvinisme de la politique nationale des grands-russes. Ceux-ci sont en opposition avec les enseignements des classiques du marxisme-léninisme qui nous apprenne que tous les peuples et toutes les nations, pour grands ou petits qu'ils soient, ont leurs particularités originales et que chaque langue a sa propre voie de développement spécifique et ses propres lois intérieures.

Il va sans dire que ces lois n'intéressent pas les chauvins grands-russes et quand ils parlent de la langue russe ils n'entendent pas la maîtrise de la langue russe et son utilisation comme un simple moyen de communication entre les différents peuples de l'Union soviétique. En fait, il s'agit d'une politique qui vise, par différents procédés, à remplacer les langues maternelles des autres nations par la langue russe. Les révisionnistes soviétiques ont abandonné les enseignements de Lénine qui disait: «Aucun privilège à aucune nationalité et à aucune langue! Pas la moindre oppression ni la moindre injustice envers la minorité nationale! Voilà les principes de la démocratie ouvrière.»[28]

La propagande soviétique, naturellement par simple démagogie, parle de la prétendue égalité entre les langues. Mais, sur plus de 130 langues parlées en Union soviétique, c'est seulement en 52 langues que sont publiées des textes didactiques et en moins d'un tiers des organes de presse. D'après la presse soviétique, en 1983, dans la quantité des publications pour 100 personnes on a enregistré des différences marquantes entre les républiques. Ainsi, en RSFR sont publiés 1105 livres et brochures pour 100 personnes, en Uzbekhistan 243, au Kazakhstan 188, au Tadjikistan 182, en Turkménie 179.

Des différences existent aussi dans la quantité de journaux pour 100 personnes. Ainsi en 1983 en RSFR ont paru 86 journaux pour 100 habitants, en Uzbekhistan 29, au Kazakhstan 35, au Tadjikistan 31, en Turkménie 31.[29] Même si ces chiffres ne révèlent pas toute la vérité, parce que toutes les publications dans les républiques non russes ne paraissent pas dans la langue maternelle, telles qu'ils sont fournis par les révisionnistes soviétiques, ils montrent les inégalités qui non seulement ne peuvent être dissimulées, mais elles tendent à s'accentuer toujours plus.

Malgré leurs efforts fébriles et aveugles de dénationalisation à travers le dénigrement et le reniement des langues des autres nations, les grands-russes se heurtent à des difficultés et à de fortes oppositions. La majeure partie des habitants de Moldavie, de Géorgie et d'Uzbekhistan préfèrent envoyer leurs enfants dans des écoles ou l'enseignement est dispensé dans la langue maternelle indépendamment des pressions et de la propagande qu'on leur fait.[30]

Les révisionnistes soviétiques ont beau chercher à assimiler les langues des nations non russes, leurs efforts sont voués à l'échec.

L'histoire passée et actuelle des mouvements nationaux a montré la vitalité des peuples attachés à défendre leur langue maternelle. L'histoire a démontré que la langue résiste avec force à la politique d'assimilation par la violence. Cette résistance de la langue s'explique par ses lois de son développement, intérieur, par la stabilité de son système grammatical et de son fonds lexical et surtout par le patriotisme et l'esprit indomptable des peuples épris de liberté qui se refusent à toute assimilation. Staline nous enseigne que la vie d'une langue est beaucoup plus longue que la vie de n'importe quelle base et superstructure.

La bourgeoisie chauvine grande-russe s'est évertuée à limiter aussi la culture et la littérature nationale des peuples non russes en vue de les dénationaliser. A cet égard également, «la priorité indiscutable de la nation russe» sous-tend le culte de son hégémonie. L'objectif poursuivi est de priver des centaines d'écoliers, d'étudiants et de gens de lettres de leur trésor national, de ce patrimoine spirituel séculaire qui a joué et continue de jouer un rôle primordial dans la consolidation des nations. Ils veulent enraciner l'idée que tout en Union soviétique y compris la littérature, l'art et la culture, a pour origine la Russie. Pour couvrir cette conception odieuse et, comme prétexte, ils ont excogité la formule du raffermissement de l'unité des peuples et des nations, «du peuple soviétique uni» et de «la culture internationale».

Le marxisme-léninisme nous enseigne qu'il est juste que les nations dans un Etat fédéré connaissent bien leur art, leur littérature et leur culture mutuelle. Mais par cette connaissance mutuelle les chauvins grands-russes entendent seulement la connaissance unilatérale, la connaissance de leur culture, qu'ils veulent imposer aux autres. Ils aboutissent à des conclusions réactionnaires comme: «La pratique montre qu'une littérature nationale peut exister même sans une langue nationale, sans qu'il soit nécessaire «qu'elle soit écrite dans la langue nationale», que «c'est à travers la langue russe que l'on peut suivre et assimiler les nouvelles de la science».

La «Literaturnaïa gazeta» par exemple, il y a quelque temps, demandait que «les motifs russes soient plus accentuées» dans les oeuvres des écrivains kazakhs, azerbaïdjanais et tadjiks. Comme on le voit, les grands-russes s'expriment quasi sans ambages contre la langue et la culture nationales des peuples des républiques non russes.

La politique de russification des appareils du parti et de l'Etat

La russification continue des appareils du Parti, de l'Etat et des organes économiques dans les républiques non russes demeure une des orientations importantes de la politique chauvine grande-russe. Les rapports de représentation des nations dans les organes du Parti et de l'Etat au niveau des républiques sont utilisés par les révisionnistes comme des prétextes pour justifier la manifestation des contradictions nationales. D'après eux, dans le passé, dans les conditions de l'état arriéré des différentes nations, il était indispensable de mener une politique de nomination des représentants de la nation concernée dans les divers appareils (korenizacii aparata).

Mais, soutiennent-ils en théorie, dans les conditions du «socialisme avancé» cette pratique est surannée et est devenu une source et une cause de stimulation des survivances nationales. Cette pratique, selon les grands-russes, peut conduire à offenser des anciennes nations comprises dans le cadre de la république, (entendez la république russe N. I.) ainsi qu'à encourager le sentiment de supériorité et d'arrogance des gens politiquement mal formés appartenant à la nation autochtone.[31]

Les révisionnistes grands-russes jugent le moment venu de dicter avec plus de vigueur et plus ouvertement leur volonté, d'éliminer l'un des droits élémentaires des nations et des républiques, celui d'employer dans l'administration d'Etat et locale, de la région ou de la république, principalement des cadres locaux qui connaissent la vie et les particularités nationales et qui jouissent du soutien de leur nation. Les théories des révisionnistes dissimulent la russification accélérée dont sont l'objet les appareils centraux du parti et du pouvoir dans toutes les républiques.

Il est de fait qu'aujourd'hui les Russes prédominent dans les organes centraux du parti ainsi que dans les organes du pouvoir, au Présidium du Soviet suprême au Conseil des ministres. Cette pratique est courante dans la plupart des comités d'Etat dont les attributions s'étendent tant au centre qu'aux républiques, (le Gosplan, la sécurité sociale).

La question de la représentation des autres nations à ces organes centraux qui font la loi dans les républiques est considérée par les chauvins russes comme une question close. D'autant plus que surtout après l'avènement au

pouvoir de Gorbatchev on remarque une tendance continuelle à la consolidation du centralisme bureaucratique des organes centraux qui ont toujours été dominés par les Russes. Le pouvoir central exerce ses attributions sur tout le territoire soviétique à travers les ministères fédératifs des républiques. Les ministères fédératifs républicains couvrent tous les domaines importants, tandis que le domaine relevant des attributions des ministères des républiques est limité et se concentre seulement sur des questions d'un intérêt simplement régional: construction, réfection des routes, consommation, services communaux et logement, industrie régionale, transport automobile, conserverie et assurances sociales.

Pour créer l'illusion qu'il est possible de faire quelque chose pour améliorer ces situations difficiles et aplanir les contradictions entre le pouvoir central et les républiques, Gorbatchev lança, au XXVII^{e} congrès du PC de l'Union soviétique l'idée d'une nouvelle solution: «Le perfectionnement de l'auto-direction démocratique par le peuple».

Dans la bouche des révisionnistes soviétiques, cette notion n'a rien de commun avec le principe de la participation active et consciente des masses travailleuses dans la direction de l'Etat, dans les conditions d'un véritable socialisme. Il s'agit d'une tentation de trouver une issue dans la modification du rapport entre le centralisme bureaucratique et le libéralisme capitaliste qui ne fera qu'aggraver la situation existante.

De par son contenu antimarxiste et ses visées contre-révolutionnaires la prétendue «auto-direction socialiste» est identique à la théorie et à la pratique capitaliste de l'autogestion titiste (indépendamment des «réserves» que les idéologues soviétiques ont à l'égard de cette variante du capitalisme édifiée sur la base de la propriété de groupe).

Le Parti et l'Etat en Union soviétique ont depuis longtemps perdu leur contenu de classe prolétarien et se sont transformés en institutions purement bourgeoises, d'oppression et d'exploitation. En dépit des «attributions» dont sont investis les organes locaux pour qu'ils construisent des unités inter-sectoriales et des infrastructures sociales de production, et des promesses d'autonomie faites aux «soviets» de la base et aux collectifs de travailleurs, cela ne sauvera pas la situation. Les conditions économiques et sociales nécessaires pour réaliser effectivement cette prétendue démocratisation font tout à fait défaut. Ce qu'on appelle l'«auto-direction socialiste du peuple» est un masque qui sert à cacher le vrai visage du système politique bourgeois en vigueur en Union soviétique.

Le monopole de la nomination des secrétaires du parti des républiques est un signe de la politique de russification des appareils du parti. Les premiers secrétaires dans les républiques sont généralement originaires du pays. Néanmoins ils sont devenus des instruments aveugles des chauvins russes. Quiconque se rebiffe tant soi peu contre les ordres de Moscou est immédiatement écarté de la direction.

Les chauvins grands-russes ont créé dans les diverses républiques un système à eux de direction du Parti qui fait que les Russes y ont le plus grand poids. Plus de 48 pour cent des premiers et seconds secrétaires dans les républiques fédérées et autonomes pour la période 1954-1976 ont été des russes.[32] Cela témoigne que les éléments russes ont occupé dans une mesure considérable particulièrement le poste du second secrétaire dans les républiques et les régions autonomes.

Dès le début des années 60 commence à être établie une règle qui sera progressivement consolidée: le poste de second secrétaire devient déterminant, c'est celui qui incarne le centralisme. Ainsi les grands-russes ont créé au sein du parti un système et une forme d'organisation où les Russes ont en fait le rôle de premier violon.

Cette organisation leur permet d'exercer un contrôle rigoureux, de choisir les cadres politiques, administratifs et techniques à tous les échelons hiérarchiques des républiques non russes.

L'opposition et la protestation des peuples non russes

L'oppression sous tous les aspects de type colonial que les chauvins grands-russes exercent sur les autres peuples et nations non russes a suscité des inquiétudes et des protestations de la part de ceux-ci. En août 1983, en Géorgie a eu lieu une manifestation à tendance nationaliste, au cours de laquelle a été lancé un appel pour boycotter la cérémonie organisée à l'occasion du 200^{e} anniversaire du Traité de l'Alliance de la république avec la Russie tsariste. Les peuples des autres nations tels les Tadjiks, les Kirghizes, les Azerbaïdjanais et les Uzbeks ont manifesté aussi en maintes occasions leurs aspirations et leurs intérêts nationaux dans le sens d'un développement économique, social et culturel plus avancé. La presse centrale soviétique a été souvent obligée d'appeler à une forte unité socio-politique et idéologique de tous les membres des nations et nationalités de l'URSS pour riposter à la lutte psychologique que lui livre l'occident. Les intérêts nationaux de chaque nation, pouvait-on lire dans un numéro de la «Pravda», sont protégés encore mieux quand partout et toujours on a en vue les intérêts de l'URSS.

Ce journal est contraint d'admettre que chez «certains citoyens» on observe encore des préjugés de type national et que se «produisent comme par hasard des manifestations d'égoïsme et d'amour-propre national». «Chacun doit savoir que l'appartenance à l'Union soviétique est primordiale» et que «cette appartenance à la communauté unique» constitue «la voie principale de l'amitié fraternelle» des nations et nationalités de l'Union soviétique[33]. Ces thèses ressemblent comme deux gouttes d'eau à celle des chauvins grands-serbes sur le «yougoslavisme».

En 1976, les Géorgiens ont protesté plusieurs fois contre l'avance de la russification. En avril 1975, une foule de manifestants sont descendus dans les rues de Tbilis, pour protester contre les projets visant à affaiblir le statut de la langue géorgienne. Le projet de constitution républicaine, publié en mars 1978, supprimait la disposition figurant dans l'ancienne constitution, qui définissait la langue géorgienne et comme langue officielle de la république. Les manifestants choisirent précisément le jour où les autorités de la république discutaient de ce problème. Le pouvoir recula devant la protestation populaire et établit dans le texte final la disposition suivante: «La langue officielle de la RSS de la Géorgie est la langue géorgienne.» Les événements de Géorgie ont accéléré aussi le processus des événements dans les républiques voisines de Caucase.

Le 22 décembre 1980 des protestations ont eu lieu en Estonie contre la politique de russification menée par les actuels tzars de Kremlin. Même auparavant, les 1er et le 3 octobre de la même année les jeunes avaient organisé des manifestations massives. Environ 5.000 personnes étaient descendues dans la rue en lançant différents mots d'ordres comme: «Liberté à l'Estonie», «Russes, décampez d'Estonie». De telles manifestations dirigées contre la russification des républiques ont eu lieu les 27 et 30 mars 1981 dans la capitale de la RSS de Géorgie, Tbilis, où étudiants et intellectuels ont manifesté pendant 5 heures devant l'édifice du Soviet suprême.

Au milieu du printemps 1983, J. Andropov s'est efforcé de remettre «dans le droit chemin» les Arméniens, la plus petite république de l'URSS. Les chefs révisionnistes du Kremlin ont lancé un appel aux communistes arméniens pour qu'ils inculquent aux jeunes «le sentiment de fierté d'appartenir à la patrie soviétique» et l'empressement «à accomplir leur devoir patriotique et internationaliste».[34] Beaucoup d'employés ont été licenciés l'époque au cours d'une campagne d'épuration entreprise contre les manifestations «d'indiscipline» de «sectarisme» et de «nationalisme». Cette épuration s'est accentuée en décembre 1984 quand furent licenciés 5 membres de la direction du parti.

La nouvelle campagne d'épuration menée par M. Gorbatchev avant le XXVIIe congrès du PC de l'Union soviétique, la destitution de nombreux cadres jusqu'à ceux de la haute hiérarchie en Azerbaïdjan, en Kirghizie, au Kazakhstan, en Arménie, etc., comme étant «corrompus et incapables de diriger dans les «conditions nouvelles» ou «pour des raisons d'âge et de santé» n'étaient pas fortuites. Ces mesures étaient le résultat naturel des rapports capitalistes qui pénètrent toute la vie actuelle dans l'Union soviétique. Ce flot de destitutions et de manifestations nouvelles tient au besoin de mettre aux postes de direction les gens les plus adéquats répondant aux exigences actuelles de la modernisation capitaliste de l'Union soviétique. C'est là aussi la claire expression de la lutte pour le pouvoir entre les groupes rivaux, lutte qui caractérise la bureaucratie révisionniste soviétique.

Les différents mouvements nationaux légaux ou illégaux dans les diverses républiques de l'Union soviétique manquent actuellement d'un véritable parti marxiste-léniniste. Le temps a posé la nécessité de créer des partis marxistes-léninistes qui subordonnent la solution du problème national à la lutte pour secouer le joug du social-fascisme soviétique. Le camarade Enver Hoxha a souligné: «Les plaies qu'a ouvertes la restauration du capitalisme ne peuvent être guéries que par le renversement du révisionnisme et la restauration du socialisme.»[35]

Publié d'après le n° 10/1986 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales».

Notes :

1. V. Lénine, J. Staline, *De la question nationale,* éd. alb., pp. 343-344, Tirana, 1984.

2. Enver Hoxha, *Rapport au VIIIe Congrès du PTA,* éd. fr., p. 260. Tirana, 1981.

3. *Pravda* du 26.2.1986.

4. *Pravda* du 26.2.1986.

5. A. A. Isupov, *Le contenu national des peuples de l'URSS,* Moscou, 1964.

6. *Pravda* du 26.2.1986.

7. *Problèmes économiques,* n° 1852, p. 16, Paris 1983.

8. *Le courrier des pays de l'Est,* n° 227, p. 40, Paris 1983.

9. *La voix du peuple,* 30 juillet 1983.

10. *Fillosofskie nauki,* n° 5, 1982, p. 18.

11. W. B. Bland, *The restauration of capitalism in the Soviet Union,* 1980, p. 213.

12. *Pravda* du 26.2.1986.

13. *Pravda* du 26.2.1986.

14. V. Lénine, J. Staline, *Op. cit.,* p. 353.

15. *Komunist,* n° 5, p. 59.

16. *Yejegodnik,* 1964.
17. *Internationalizm i obchestvenii progres,* Moscou, 1978, pp. 305-306.
18. *Nautchnii komunizm,* n° 4, 1983.
19. *Voprosii istorii,* n° 11, 1979, pp. 9-10.
20. V. Lénine, *œuvres,* éd. alb., t. 31, p.
21. *Socializm i natci,* 1975, p. 187.
22. V. Lénine, J. Staline, *Op. cit.,* p. 65.
23. *Ibid.,* p. 409.
24. *Ibid.*
25. Y. Koulitchenko, *La nation et le progrès social,* Moscou 1983, p. 180.
26. *Nautchnii komunizm,* n° 1/1, 1981.
27. *Ibid,* p. 52.
28. V. Lénine, J. Staline, *Op. cit.,* p. 43.
29. *Yejegodnik,* 1984, p. 91.
30. *Voprosi istorii,* n° 11, 1979, pp. 9-10.
31. *Nautchnii komunizm,* n° 4, 1981, p. 63.
32. V. Hélène Carrière d'Encausse, *L'empire éclaté..,* Paris, Flamarion, 1978.
33. *Pravda* du 17.12.1983.
34. *Pravda* du 21.10.1984.
35. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 263, Tirana 1981.

N°5 (1988)

Les matériaux de ce numéro sont tirés de la revue «Studime Politiko-Shoqërore» (Etudes politiques et sociales) N°11/1986, 12/1987, 13/1987, 1/1988 et 2/1988.

I. Documents du PTA publiés pour la première fois

Enver Hoxha — Il faut étudier l'expérience des partis marxistes-léninistes et l'utiliser pour renforcer notre lutte commune (Extraits d'un entretien avec Joao Amazonas, Premier Secrétaire du Comité central du Parti communiste du Brésil — 8 septembre 1979)

Ramiz Alia — On ne défend les principes qu'en les appliquant avec un esprit créateur (Discours à la réunion du Secrétariat du CC du PTA — 3 juin 1987)

II. Etudes et articles

Pr Petro Lalaj — La pensée théorique du PTA et du camarade Enver Hoxha pour la révolutionnarisation continue du Parti

Spiro Dede (Maître de recherches) — Les principaux traits de l'œuvre de journaliste du camarade Enver Hoxha

Pr Hekuran Mara — Le perfectionnement des rapports de production socialistes au cours du 8^{e} quinquennat

Pr Hamit Beqja — L'école et l'instruction — puissants instruments du progrès social du pays

Dilaver Sadikaj (Maître de recherches) — La politique athée du PTA et son expérience dans la lutte contre la religion

Fatos Tarifa (Agrégé es sciences), Kosta Barjaba (Chargé de cours à la Faculté des sciences politiques et juridiques) — Aperçu sociologique sur le temps libre des travailleurs

Lulzim Hana (Maître de recherches) — Les dettes extérieures et les crédits impérialistes, puissants maillons de la chaîne néo-colonialiste qui asservit les peuples

III. Critique des «théories» et des pratiques bourgeoises et révisionnistes

Pr Vangjel Moisiu — La «restructuration» en Union soviétique, son essence antisocialiste et ses objectifs

Vasillaq Kureta (Maître de recherches) — Critique des conceptions antimarxistes des révisionnistes soviétiques sur le problème des contradictions dans la société socialiste

Aleksander Kocani (Candidat es sciences) — L'évolution de la physique moderne, brillante confirmation du matérialisme dialectique

IV. Comptes rendus

Pr Dhimiter Shuteriqi — Années d'une jeunesse ardente (A propos du livre du camarade Enver Hoxha «Années de jeunesse»)

Xhevat Lloshi (Docteur es sciences philosophiques) — Un nouveau pas en avant de notre science socialiste (Le dictionnaire encyclopédique albanais !

I. Documents du PTA publiés pour la première fois

Enver Hoxha — Il faut étudier l'expérience des partis marxistes-léninistes et l'utiliser pour renforcer notre lutte commune (Extraits d'un entretien avec Joao Amazonas, Premier Secrétaire du Comité central du Parti communiste du Brésil — 8 septembre 1979)

Après l'échange de salutations d'usage, le camarade Enver Hoxha prend la parole:

«J'ai suivi avec un vif plaisir vos visites dans notre pays, camarade Amazonas. Vous avez été en plusieurs lieux, vous avez visité des musées et des coopératives agricoles, des centres archéologiques, etc.

L'Albanie est un pays qui conserve son originalité, ses anciennes traditions, tout en continuant de s'embellir des nouveaux traits de la construction socialiste. Vous avez vu par exemple à Lukove les cultures en terrasses, où notre merveilleuse jeunesse a accompli un grand travail, a fait œuvre utile. C'est elle qui a construit et continue principalement de construire nos voies ferrées.

Malgré cela, nous sommes parfaitement conscients qu'il nous reste encore beaucoup à faire. D'où la nécessité de déployer de plus grands efforts et de travailler davantage dans toutes les directions.

LE CAMARADE JOAO AMAZONAS: Durant nos visites à travers l'Albanie, camarade Enver, nous avons eu l'occasion de voir les immenses progrès réalisés chez vous dans la construction du socialisme... Chemin faisant vers Shkodër, nous avons rencontré un groupe de jeunes qui travaillaient à la construction d'un nouveau chemin de fer.

LE CAMARADE ENVER HOXHA: Oui, camarade Amazonas. Il s'agit de la nouvelle voie ferrée qui reliera d'abord notre pays au Monténégro en Yougoslavie puis à l'Europe centrale, à d'autres pays. Ce sont des raisons commerciales qui nous ont poussé à construire ce nouveau chemin de fer, parce que le transport de nos marchandises par voie de mer se heurte à des difficultés. Nous acheminons vers les marchés extérieurs divers minerais, des produits agricoles et d'autres marchandises, mais leur transport par chemin de fer nous assure de plus grands avantages économiques.

Tous nos efforts tendent à réaliser continuellement des progrès dans la construction socialiste, et cela malgré l'encerclement impérialiste et révisionniste de notre pays. Les impérialistes et les révisionnistes interprètent tendancieusement notre développement, ils s'efforcent d'en donner une image déformée. A leur avis, actuellement, et cela après son détachement de la Chine, l'Albanie vit dans l'isolement et tend à s'ouvrir, comme ils le prétendent encore, vers l'Occident. Leur propagande politique et idéologique concernant notre pays continue à s'en tenir à cette tendance. Cela ne nous étonne pas ni ne nous crée de soucis.

Naturellement, nous faisons et continuerons de faire du commerce avec les pays capitalistes. Après l'acte contre-révolutionnaire et anti-albanais de la direction révisionniste chinoise contre notre pays, nous avons réussi à découvrir de nouveaux débouchés à nos produits. Certes, nous nous heurtons à des difficultés dans ce domaine. S'il est vrai que les capitalistes désirent faire du commerce avec nous, dans le même temps ils veulent en tirer des avantages politiques et faire accroire à l'opinion mondiale que maintenant l'Albanie cherche à se lier avec eux! Ce n'est pas après la rupture de nos rapports avec la Chine que nous avons commencé à faire du commerce avec les pays capitalistes. Au contraire, nos échanges non seulement avec les pays de l'Europe occidentale, mais aussi avec les pays révisionnistes de l'Europe de l'Est, à l'exception de l'Union soviétique social-impérialiste, datent de longtemps, bien avant la rupture de nos rapports avec la Chine.

C'est seulement après cette rupture, que les capitalistes sentirent s'aiguiser leur appétit à notre égard. Ils commencèrent par dire que les Albanais devaient sans faute s'ouvrir vers eux. Nous sommes fermement convaincus cependant que leurs désirs et leur propagande n'aboutiront à rien. En fait, nous allons de l'avant avec difficulté dans le domaine des échanges commerciaux. Néanmoins, nous avons réussi à acheminer nos marchandises vers les marchés extérieurs, grâce à l'importance économique de ces produits.

Toutefois, notre Parti s'est toujours montré circonspect en ce domaine, afin de ne pas donner à la propagande bourgeoise et révisionniste la possibilité de mystifier l'opinion publique en ce qui concerne nos rapports avec les capitalistes. En fait, comme je l'ai déjà dit plus haut, surtout au lendemain de notre rupture avec la Chine, toute la propagande bourgeoise et révisionniste ne faisait que répéter le même refrain, il s'agissait de savoir avec qui allait maintenant se lier l'Albanie?! Certes, le jour viendra où les auteurs de cette propagande hostile finiront par renoncer à leurs objectifs, par se résigner.

Nous l'avons déclaré publiquement, et nous nous en tenons avec persévérance à cette déclaration: nos rapports commerciaux avec le monde extérieur seront réalisés argent comptant, et nous n'accepterons jamais de crédits.

Le camarade Joao Amazonas a parlé de l'importance de l'Albanie en Europe, ainsi que des contradictions qui séparent ses ennemis quant à sa position stratégique. Puis le camarade Enver Hoxha a poursuivi:

«Oui, oui, camarade Amazonas, vous avez raison. L'Albanie occupe une position stratégique très importante, parce qu'elle se trouve au centre du carrefour où s'entrecroisent les intérêts opposés des grandes puissances dans les Balkans et la Méditerranée. Cela me rappelle les paroles que Staline me dit lors d'une de mes rencontres avec lui après la Deuxième Guerre mondiale. A cette époque l'Albanie fut l'objet de toutes sortes de provocations de la part des Grecs, des Italiens et des Anglais à Sarande. Ceux-ci, de concert avec les Américains, se refusaient à reconnaître notre gouvernement démocratique. Anglais et Américains prétendaient vouloir «venir en aide» au peuple albanais. Au cours de cette rencontre avec Staline, je lui ai présenté un aperçu de la situation en Albanie, tout en lui exprimant l'opinion de notre Parti à cet égard.

Et Staline m'a répondu: «Je partage votre prise de position, vous êtes dans la juste voie, ne craignez rien. L'Angleterre ne peut pas vous porter atteinte, ne permettez donc pas la présence de ses navires dans vos ports. Quant aux Américains, ils ne peuvent pas vous attaquer, parce qu'ils ne veulent pas envenimer la situation. L'Italie, elle aussi, n'est pas en état de s'en prendre à vous, parce que vous l'avez battue. Pour ce qui est de la Grèce, elle ne peut pas violer votre frontière, car celle-ci est défendue par vos forces...»

Vu le rôle que jouent les contradictions entre nos ennemis, et cela dans le passé comme de nos jours, nous les avons toujours mises à profit dans l'intérêt de notre pays, tout en restant fidèles à nos principes et à notre stratégie générale. Sur le plan tactique, les pas nécessaires que nous avons accomplis concordent avec les intérêts de notre stratégie. Voilà comment se présente la situation de nos rapports avec la Grèce: Actuellement, nous entretenons des rapports commerciaux et culturels réguliers avec les Grecs, bien qu'il y ait encore en Grèce des personnes qui avancent des revendications territoriales aux dépens de notre patrie. Malgré cela, le gouvernement d'Athènes déclare que nos peuples sont amis. Nous sommes engagés dans une lutte politique et idéologique avec les Yougoslaves. Néanmoins, nous faisons du commerce avec eux et procédons même à des échanges culturels réduits.

Votre présence ici, en Albanie, est aussi une aide pour nous. Aujourd'hui même, je profiterai de l'occasion pour parler avec vous de certains problèmes d'intérêt commun, bien que nos points de vue sur ces points aient été et soient identiques.

Il se peut que je vous lasse quelque peu, camarade Amazonas, car, si vous me le permettez, j'ai l'intention de m'entretenir longuement avec vous, et cela pour aborder certains problèmes connus et d'autres encore, à propos desquels vous pouvez et devez nous apporter votre aide, en exprimant votre opinion à leur égard.

Devant notre mouvement communiste international se posent de nombreux problèmes qui, naturellement, sont importants. Quelques-uns d'entre eux revêtent une importance primordiale, d'autres une importance secondaire. L'unité sur la base des principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien est, à notre avis, un impératif catégorique. Elle doit faire partie de la stratégie de notre mouvement. Naturellement, les tactiques de la lutte peuvent être différentes. Toutefois, nous sommes tous d'accord sur le fait que notre mouvement, tous les partis marxistes-léninistes, s'en tiennent à la même stratégie et poursuivent un objectif principal qui est de préparer le triomphe de la révolution, le renversement définitif de la bourgeoisie et du capitalisme, l'instauration de la dictature du prolétariat, la construction du socialisme et du communisme.

Les tactiques suivies pour la réalisation de ces objectifs, comme je viens de le dire, seront inévitablement différentes, avec des nuances particulières, et cela du fait que la lutte engagée par chaque parti marxiste-léniniste se déploie dans un pays donné possédant ses propres caractéristiques de développement économique, politique et culturel, c'est-à-dire dans les conditions intérieures particulières de chacun d'eux. De même, cette lutte dépend de la puissance du capital intérieur, qui varie d'un pays à l'autre, ainsi que de ses rapports avec le capital étranger. Ces tactiques dépendent aussi des contre-tactiques mêmes que la bourgeoisie emploie pour empêcher la mise en œuvre de celles de partis marxistes-léninistes. Par voie de conséquence, à notre avis, les partis marxistes-léninistes doivent toujours être «sur la brèche»,[1] comme disent les Français. D'où les différentes formes de tactiques utilisées dans leur lutte par les partis communistes marxistes-léninistes des divers pays.

Les partis marxistes-léninistes conçoivent leurs tactiques de manière à profiter des situations qui peuvent se créer dans leur pays. Indépendamment de l'aide que l'émigration peut apporter à un parti marxiste-léniniste, cette aide est toujours inférieure à l'aide prêtée par une direction qui agit à l'intérieur de son propre pays. En outre, sa présence même à l'intérieur du pays lui permet de suivre de près la marche des événements importants et, partant, de prendre des décisions rapides et de modifier la tactique suivie. Si la direction centrale qui se trouve à l'étranger attend d'être informée de la situation dans le pays pour transmettre à son parti les instructions nécessaires, il se peut fort bien qu'entre-temps se crée une situation nouvelle tout à fait différente de la précédente, qui nécessite évidemment d'autres interprétations et d'autres directives.

Les différentes tactiques de lutte des partis communistes marxistes-léninistes doivent être mises au service de la stratégie de la révolution et de ses objectifs. Si ces tactiques sont correctes, elles servent non seulement

d'exemple aux autres partis et peuples, mais aussi leur viennent en aide, parce qu'elles contribuent à affaiblir l'impérialisme et le social-impérialisme, leurs liens et rapports avec les régimes bourgeois et le capital local.

Les partis communistes marxistes-léninistes et les peuples, avec la classe ouvrière à leur tête, doivent affronter sur toute la ligne de nombreux problèmes d'un intérêt commun.

A notre avis, les luttes anti-impérialistes, les luttes de libération nationale, la révolution démocratique bourgeoise et la prolétarienne, comme cela est admis par tous, sont maintenant à l'ordre du jour. Ainsi, cette situation constitue en même temps un moment national.

La révolution est à l'ordre du jour et, par moment national, j'entends ce que j'expliquerai par la suite.

L'occupation d'un pays et l'oppression d'un peuple par les grandes puissances capitalistes ou impérialistes ne se réalisent pas partout et uniquement par les forces militaires dont elles disposent. La colonisation, l'oppression et l'exploitation peuvent être traduites dans la réalité sous d'autres formes «nouvelles», «modernes», et cela dans le but de masquer l'occupation et la brutalité impérialistes.

L'occupation de notre pays, de l'Albanie, par l'Italie fasciste, a créé un moment national que nous avons mis à profit pour entamer notre Lutte de libération nationale, pour assurer le triomphe de la révolution populaire. Ainsi donc, lorsque nous disons que la révolution est à l'ordre du jour, nous avons en vue les moments nationaux qui caractérisent actuellement plusieurs pays du monde, c'est-à-dire l'occupation de ces pays par les grandes puissances capitalistes et impérialistes, et cela par la force militaire ou d'autres moyens et voies indirectes. Dans ce sens, même des pays comme l'Italie, le Brésil, etc., bien qu'ils ne soient pas réellement occupés par des armées étrangères, se trouvent sous une domination étrangère.

D'où la nécessité de combattre les illusions mensongères quant aux soi-disant liberté, démocratie et souveraineté dont jouissent les pays qui sont régis par un régime cosmopolite, capitaliste et qui sont exploités par le capital intérieur et extérieur.

En réalité, des peuples comme les peuples espagnol, portugais, brésilien, etc., sont opprimés et exploités. Il est vrai que dans ces pays existe une démocratie bourgeoise, mais leur Etat est poings et pieds liés au capital étranger. Le peuple, la classe ouvrière de ces pays ne bénéficient pas des bienfaits d'une démocratie, d'une souveraineté authentiques, ils ne sont pas libres.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, plusieurs pays furent occupés par les armées nazie et fasciste. A cette occasion, les traîtres à la patrie et les collaborateurs ont fait cause commune avec les envahisseurs. Même de nos jours, certains d'entre eux ou d'autres traîtres à la patrie et collaborateurs se trouvent encore au pouvoir sous des masques et des slogans différents et sont liés par mille fils aux nouveaux occupants modernes, aux néo-colonialistes et à leurs capitaux.

J'ai eu recours à cette analogie pour aboutir à la conclusion que la révolution est à l'ordre du jour, que le peuple et la classe ouvrière se trouvent sous le joug d'une bourgeoisie oppresseuse et exploiteuse, que leurs pays sont l'objet non pas d'une occupation militaire mais de la domination des sociétés mixtes, des banques et du capital étranger, en coopération avec la bourgeoisie locale.

C'est pourquoi, il appartient aux peuples, à la classe ouvrière, de se dresser dans la lutte armée, tout comme ils l'ont fait durant la Deuxième Guerre mondiale, contre le même ennemi. Evidemment, les partis communistes marxistes-léninistes doivent eux aussi absolument participer à cette lutte.

Telle est notre stratégie. Toutefois, nous ne devons pas perdre de vue nos perspectives d'avenir ni entretenir des illusions à propos des réformes suggérées et tambourinées à grand renfort de propagande. Il ne suffit pas de rejeter cette propagande en paroles, il faut s'y opposer ouvertement.

Actuellement, chaque pays se caractérise par des conditions qui lui sont particulières, d'où les tactiques différentes employées par chaque parti marxiste-léniniste. Il y a des pays où la dictature fasciste et la terreur existent ouvertement et d'autres, où l'on peut et l'on doit mettre à profit les possibilités, encore que réduites, qu'offre en ce sens la fausse démocratie bourgeoise.

Dans les pays capitalistes avancés, la classe ouvrière représente une force décisive, la force dirigeante qui accomplira la révolution. A notre avis, tous les partis communistes marxistes-léninistes doivent s'acquitter de certaines tâches et tout d'abord de celle consistant à garantir l'unité de la classe ouvrière. Ces tâches sont en nette opposition avec la stratégie et les tactiques de la bourgeoisie capitaliste. Comme on le sait, la stratégie et les tactiques de la bourgeoisie capitaliste visent à semer la discorde dans les rangs de la classe ouvrière, pour éviter d'avoir affaire à une force de choc, tandis que notre lutte poursuit un but contraire, celui de réaliser l'unité de la classe ouvrière. Mais comment devons-nous agir pour atteindre cette unité, pour la construire? Pour cela, il est nécessaire d'entreprendre des actions politiques et d'avancer des revendications économiques. Evidemment, la

priorité sera accordée aux actions politiques. En général, toute revendication économique devra être accompagnée d'une action politique, car ces deux formes de lutte sont étroitement liées l'une à l'autre.

Le deuxième problème qui se pose à la classe ouvrière est la lutte qu'elle doit mener pour briser les chaînes de l'aristocratie ouvrière qui, à travers les syndicats se trouvant sous son emprise, cherche à faire le jeu des intérêts de la bourgeoisie capitaliste.

Les tactiques relatives à ce problème revêtent une importance particulière. Il faut donc les définir en tenant compte des conditions du pays où milite le parti marxiste-léniniste et les mettre en œuvre en entreprenant les actions nécessaires à cette fin. La tactique de la lutte contre les bonzes syndicalistes présuppose en même temps le recours à la fois à des actions politiques et à des revendications économiques. C'est précisément ce que craignent l'aristocratie ouvrière et la bourgeoisie capitaliste. Elles redoutent la lutte politique, du fait que cette lutte pousse la classe ouvrière à affronter directement la bourgeoisie capitaliste. Les actions politiques, si elles sont menées comme il convient, finissent par affaiblir la domination de la bourgeoisie capitaliste dans les syndicats, par rendre inefficaces les règles, les lois et toute autre norme qu'elle a établies dans le but d'asservir la classe ouvrière.

Actuellement, des millions de personnes se mettent en grève, descendent dans la rue pour avancer un plus grand nombre de revendications économiques, qui, en vérité, comportent des aspects politiques, parce que cette lutte est dirigée contre le capitalisme qui n'entend pas leur accorder d'autres droits. En fin de compte, toute cette lutte s'achève par un accord avec les bonzes syndicalistes et, à travers eux, avec les capitalistes, qui donnent soi-disant satisfaction aux demandes de la classe ouvrière. Or, si ces revendications avaient en même temps un caractère politique, les éléments à la solde du capital dans les syndicats et les capitalistes eux-mêmes finiraient par se trouver dans une situation critique.

La lutte des marxistes-léninistes doit poursuivre l'objectif de dresser les syndicats actuels contre le capital. En outre, ils doivent mener la lutte au sein même des syndicats et créer, lorsque cela est possible, d'autres syndicats. Evidemment, ceux-ci auront pour but d'assurer par tous les moyens l'unité de la classe ouvrière contre le capital, contre sa démagogie et ses partis, ainsi que de briser le joug de l'aristocratie ouvrière. Et cela parce que dans les pays capitalistes existent des syndicats dirigés par les partis révisionnistes, par les partis socialistes, démocrates-chrétiens, etc., soit trois, quatre et cinq organisations syndicales de ce type dans le même pays. En outre, on y relève quelque autre regroupement d'ouvriers qui crée des ennuis au capital, mais celui-ci en a pris l'habitude. Ainsi donc, les nouveaux syndicats qui seront créés devront poursuivre l'objectif d'assurer l'unité de la classe ouvrière à travers des actions et des revendications politiques, associées à des revendications économiques, et cela pour combattre de dehors les bonzes syndicalistes qui manipulent ces organisations capitalistes, afin de leur imprimer un caractère révolutionnaire.

Il s'agit là, pour les partis marxistes-léninistes qui œuvrent dans les pays capitalistes, d'un problème clé d'une importance primordiale, qu'ils doivent résoudre dans l'intérêt de la révolution. La classe ouvrière est une classe dirigeante, d'où la nécessité de lui venir en aide afin qu'elle rompe avec la psychologie capitaliste et bourgeoise, avec le christianisme. Naturellement, pour y réussir, nous devons pénétrer dans ses rangs et l'organiser, parce qu'on ne peut aller de l'avant dans la voie de la révolution sans la classe ouvrière.

Une autre question à laquelle certains partis n'attachent pas une grande importance est celle du travail à mener dans les rangs de l'armée. J'ai évidemment en vue l'armée bourgeoise. A notre avis, chaque parti marxiste-léniniste doit inclure dans son programme le problème de la démoralisation de l'armée bourgeoise, laquelle, on le sait, est considérée en général comme une arme dans les mains de la bourgeoisie. Les partis communistes marxistes-léninistes doivent diriger leur fer de lance contre cette armée, que la bourgeoisie utilise à travers la caste des officiers qui exercent dans ses rangs des fonctions analogues à celles des bonzes syndicalistes.

En d'autres termes, nous avons, d'une part, la classe ouvrière sans laquelle on ne peut s'engager dans la voie de la révolution et, de l'autre, l'armée bourgeoise, qui cherche par tous les moyens à l'étouffer. Dans les syndicats, la bourgeoisie utilise l'aristocratie ouvrière pour atteindre ses buts et dans l'armée la caste des officiers, à la seule différence près que pour toute activité ou propagande politique menée au sein des syndicats les ouvriers ne risquent que d'être licenciés, tandis que ces mêmes pratiques sont rigoureusement interdites dans l'armée et leurs auteurs peuvent être même passés par les armes. C'est pourquoi le travail politique dans l'armée est important, et en même temps dangereux, fort délicat à mener à bien. Si, par exemple, des dizaines de milliers de personnes se sont réunies sur une place publique et un bonze syndicaliste y prend la parole à cette occasion, un parti marxiste-léniniste qui a ses hommes à lui au sein du syndicat peut et doit pousser un de ses représentants à s'emparer du microphone et à parler aux ouvriers pendant quelques minutes pour les inciter à entreprendre des actions politiques. Dans ce cas, il risque d'être arrêté et licencié, mais il ne subira aucun autre tort. Evidemment, son intervention créera des problèmes à ses patrons et aux bonzes capitalistes. Les choses se passent différemment dans l'armée. Ici, toute action de ce genre conduit à l'exécution de son auteur.

Ainsi donc, l'armée bourgeoise est un instrument qui sert à opprimer la révolution, les peuples. Toutefois, même dans l'armée, il faut nécessairement faire la distinction entre les officiers et les soldats. Le soldat est un fils du peuple, tandis que l'officier est un instrument qui traduit dans les faits la politique de la bourgeoisie capitaliste. Nous devons faire en sorte que le soldat se mutine, qu'il n'exécute pas les ordres des officiers, qu'il ne respecte pas la discipline, les lois et qu'il sabote les armes, afin que ces dernières ne soient pas dirigées contre le peuple. Les armes doivent être dirigées contre la caste des officiers et, une fois les conditions mûries, contre le pouvoir même du capital.

Comment agir à cette fin? Il faut découvrir les manières, les voies, les tactiques les plus appropriées aux conditions concrètes de chaque pays. C'est au parti qu'incombe la tâche de les définir. Auprès des soldats, des fils du peuple, il faut travailler avant même qu'ils soient encadrés dans les rangs de l'armée, puis quand ils font leur service militaire, phase plus décisive, et enfin quand ils ont terminé leur service militaire et sont devenus des soldats de réserve. De même, il ne faut pas exclure le travail parmi les officiers subalternes, afin de les détacher de la caste des officiers supérieurs et de les convaincre de ne pas diriger leurs armes contre le peuple.

En nous introduisant au sein de l'armée, nous, marxistes-léninistes, ne serons-nous pas capables d'exalter par notre idéologie progressiste, les soldats du peuple, les fils des ouvriers, des paysans et les autres? C'est là un devoir qu'il incombe au Parti de mener à bien.

Ainsi, la tactique consistant à organiser en un front unique tous les jeunes, paysans, intellectuels et employés subalternes, qui constituent la grande majorité de l'armée, revêt une importance exceptionnelle non seulement pour le succès de la lutte engagée sur les places publiques et dans la rue, mais aussi pour contribuer à ronger, à putréfier et à désagréger l'armée, cette arme de répression au service de la bourgeoisie, c'est-à-dire à préparer le soldat, le fils du peuple à se dresser contre la caste dirigeante des officiers.

A mon avis, ce problème fait partie de la stratégie visant à déjouer les plans de combat de la bourgeoisie capitaliste, à saboter les guerres de rapine et à les transformer, si jamais elles éclatent, en guerres civiles et révolutionnaires. C'est ce qui s'est produit avec l'armée tsariste lors de la Révolution d'Octobre. La chute de Kerenski et de son gouvernement, qui demandait le maintien en vigueur de l'alliance avec l'Entente, le Décret de Lénine sur la paix, le Décret sur la terre et la remise de celle-ci aux paysans pauvres, etc., firent en sorte que la masse des soldats paysans, mobilisés de vive force, passent du côté de la révolution, et cela du fait qu'ils étaient des fils du peuple, tandis que la majeure partie de ceux qui constituaient la caste des officiers devinrent des social-révolutionnaires, des gardes blancs, c'est-à-dire des ennemis du peuple. Une stratégie et une tactique de lutte analogue contre l'armée bourgeoise rendent plus facile, incitent et encouragent la lutte de la classe ouvrière, la révolution, la lutte anti-impérialiste et de libération nationale.

Prenons un autre exemple plus récent, celui de l'armée du shah d'Iran et de sa caste d'officiers qui, bien qu'armée jusqu'aux dents et dotée des armes les plus sophistiquées, n'a réussi ni à étouffer la révolte populaire, ni à agir avec l'efficacité voulue pour défendre le régime impérial. Cela prouve que toutes les conditions étaient réunies pour déclencher la révolution. Les partis marxistes-léninistes doivent donc sérieusement prendre en considération les développements actuels. Evidemment, l'islamisme exerce une grande influence en Iran, mais c'est la révolte populaire, ce facteur primordial et décisif, qui a conduit à la défaite du Shah.

La réalisation de l'unité de la classe ouvrière dans la lutte et la révolution, tout comme la désintégration, la démoralisation et l'anéantissement de l'armée bourgeoise revêtent elles aussi une importance décisive, ce qui ne doit aucunement nous induire à négliger les autres objectifs de la lutte des partis communistes marxistes-léninistes. Au contraire, elles doivent contribuer à intensifier notre travail dans ce sens. Cette lutte sert à exacerber les contradictions entre la classe ouvrière et le capital, à créer graduellement une atmosphère révolutionnaire au sein de la classe ouvrière et des masses populaires, à les unir dans la lutte révolutionnaire et à affirmer le rôle dirigeant des partis marxistes-léninistes dans les actions entreprises et les combats menés à cette fin.

Tous les secteurs de la lutte doivent être bien coordonnés et organisés. Je veux dire par là que les partis communistes marxistes-léninistes, s'ils le jugent nécessaire et se sentent en état de le faire, doivent agir avec des unités militaires ou créer leur propre armée, tout en s'employant à la renforcer continuellement. Cela contribuera à faire avancer leur travail, tout comme la création d'autres syndicats en dehors des syndicats capitalistes et révisionnistes. Le Parti a toutes les possibilités de créer une armée à lui, cette arme puissante à son service. Il devra en plus s'employer à démoraliser l'armée de la bourgeoisie, afin qu'au moment où il l'attaquera, celle-ci ait à sa direction des commandants désorientés et démoralisés, tandis que les soldats auront été préparés depuis longtemps à cette éventualité.

Naturellement, la lutte engagée pour réaliser les tâches qui se posent aux partis communistes marxistes-léninistes prévoit aussi leur renforcement et leur trempe, la connaissance réelle des développements de la situation intérieure et extérieure, l'organisation et la combinaison du travail légal et illégal, la création et le

raffermissement d'alliances entre ces partis et les masses paysannes, l'intelligentsia progressiste et les étudiants qui se signalent, à notre avis, par un esprit révolutionnaire élevé dans maints pays. Par ailleurs, ces partis ne doivent en aucun cas dissimuler leur personnalité. Le fait d'agir dans la clandestinité, dans la semi-clandestinité ou en pleine légalité, dépend des formes d'action que ces partis utilisent, compte tenu des conditions concrètes de leur pays. Si, par exemple un parti passe dans la clandestinité, il ne doit en aucune façon camoufler sa personnalité, soi-disant pour des raisons d'opportunité, au nom de l'alliance avec des éléments progressistes; il doit déclarer ouvertement qu'il est un parti communiste marxiste-léniniste, ce qui ne porte aucune atteinte à sa personnalité.

Après la libération de l'Albanie des occupants étrangers, nous entretenions de bons rapports avec les Yougoslaves, mais, sur l'ordre de Tito, ceux-ci tentèrent sans succès de liquider la direction de notre pays. De même, ils voulaient que la direction albanaise ne se fasse pas connaître, qu'elle ne se présente pas ouvertement devant son peuple comme la tête du Parti communiste d'Albanie, car cela, à leur avis, aurait effrayé la bourgeoisie et la réaction! De l'avis des Yougoslaves, il s'agissait en l'occurrence d'une question tactique, ce qui ne correspond pas à la réalité. En fait, il s'agissait au contraire d'une stratégie révisionniste, contre-révolutionnaire. Aujourd'hui même, bien que leur parti soit reconnu légalement, ils l'ont privé de toutes les prérogatives qui lui reviennent. Staline, lorsque je me suis entretenu avec lui à propos de cette question, m'a dit: «N'acceptez cela en aucune manière. Le Parti doit rester dans la légalité, afin que le peuple et n'importe qui d'autre puissent le voir».

A l'époque, nous avions en fait le pouvoir en main, et, si je vous dis cela aujourd'hui, je n'ai pas à l'esprit le cours actuel des choses chez vous.

La collaboration entre les partis marxistes-léninistes revêt une importance toute particulière et nous devons nous employer à l'intensifier. Les rencontres des représentants de ces partis (et nous sommes d'accord qu'elles doivent avoir lieu tant pour des échanges d'informations que pour des motifs de travail, aussi bien pour des problèmes d'intérêt commun que pour des problèmes particuliers), peuvent et doivent avoir lieu sur la base des principes de l'égalité et de la franchise. Les pourparlers engagés et les conclusions tirées à cette occasion doivent toujours se caractériser par l'esprit d'amitié marxiste-léniniste, même si parfois on peut voir se manifester des opinions non identiques sur les tactiques à suivre.

A notre sens, il n'est pas indispensable que les rencontres, les réunions et les débats entre deux ou plusieurs partis se terminent par des communiqués ou des déclarations conjointes, sauf dans les cas où les nécessités de la lutte l'exigent.

Ramiz [Alia] vous a mis au courant de l'opinion de notre Parti sur la proposition de convoquer une réunion générale. Il vous a même expliqué les raisons pour lesquelles notre direction ne considère pas opportun le moment actuel pour tenir cette réunion. En fait, nous ne sommes pas contraires en principe à l'idée d'une réunion générale des partis communistes. Au contraire, nous l'avons même soutenue lors des travaux du Congrès de notre Parti, à condition toutefois que les circonstances soient mûres à cette fin. Naturellement, il nous appartient d'étudier ces conditions et de travailler pour les créer. Je n'entends nullement vous répéter au cours de cette rencontre tout ce dont vous a déjà fait paît le camarade Ramiz Alia, mais je tiens à vous dire qu'une telle réunion peut aboutir à des résultats aussi bien positifs que négatifs. C'est pourquoi les partis marxistes-léninistes doivent bien réfléchir avant d'entreprendre des pas dans ce sens et ne pas reculer face aux pressions exercées par différentes instances ou l'opinion publique. Chaque initiative peut nous procurer des avantages, mais l'important pour nous, c'est, une fois que nous avons décidé d'agir, d'obtenir absolument des résultats concrets.

Un autre problème important pour ce qui concerne la lutte révolutionnaire anti-impérialiste, la lutte de libération nationale et la révolution, est celui des pays africains et arabes.

L'Afrique, dont les peuples sont opprimés et asservis cruellement non seulement par l'impérialisme et le colonialisme, mais aussi par la bourgeoisie locale, représente un terrain vierge pour le mouvement communiste marxiste-léniniste. Les gens de ce continent connaissent et ne connaissent pas la théorie marxiste-léniniste, ce guide de la révolution, la plupart, dirai-je, l'ignorent complètement. Il y a des individus et des groupes, des éléments révolutionnaires qui aiment le communisme, qui haïssent le régime d'oppression et le néo-colonialisme, qui s'intéressent à la théorie marxiste-léniniste, mais qui en ont une vision déformée, parce qu'elle leur a été présentée par les partis révisionnistes, depuis celui d'Union soviétique jusqu'aux partis yougoslave, cubain, iranien, etc. Dans le continent africain et dans le monde arabe la chaudière est en ébullition, la situation est en pleine évolution. Ce n'est pas sans raison que les puissances impérialistes, l'Union soviétique, les Etats-Unis, la France et leurs satellites, ne cessent de pénétrer dans ces régions.

Les partis communistes d'Amérique latine ont une grande expérience sur le plan de l'organisation et de la lutte clandestine, voire de la lutte armée contre la bourgeoisie locale et l'impérialisme yankee. Nous en avons un témoignage concret dans la bataille d'Araguaja qui s'est déroulée dans votre pays. Cet événement revêt une

grande importance pour la lutte commune menée contre les potentats impérialistes yankees et leurs canonnières depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale à ce jour.

Indépendamment du fait que la bataille d'Araguaja n'a pas été poursuivie pour les raisons que l'on sait, elle constitue une source de grande expérience. En Amérique latine, vous avez l'expérience de la lutte, tandis que les partis d'Europe, sans parler des autres, n'ont pas même l'expérience de la lutte clandestine et de l'organisation du parti sous des formes illégales et actives. Par cela je n'entends pas dire qu'il faille les placer sous une cloche de «verre» et qu'ils ne doivent engager aucune action. Au contraire, ils doivent continuellement entreprendre des actions et se préparer sur le plan organisationnel pour déclencher la lutte armée. Etant donné que cette expérience manque aux partis marxistes-léninistes d'Europe, ils doivent l'étudier et l'appliquer dans les conditions qui leur sont propres, en choisissant ou la lutte clandestine ou la lutte illégale, et cela afin de se préparer à la lutte armée.

De même, il est indispensable de connaître et d'étudier l'expérience de tous les partis. Il n'est permis à aucun parti, même s'il a combattu et possède une expérience en ce sens, d'aboutir à des conclusions marquées par un esprit de présomption et de rejeter l'expérience des autres partis. Même s'il est vrai que ce parti s'est battu, il faut admettre que la situation a changé depuis lors. Prenons par exemple l'expérience de la guerre civile en Espagne. Non seulement le Parti communiste d'Espagne (m-l), mais aussi tous les autres partis marxistes-léninistes Boivent tenir compte de cette expérience et la mettre à profit.

Votre parti, à l'avenir également, continuera d'agir dans la clandestinité révolutionnaire combattante comme vous l'avez affirmé vous-même, tout en mettant à profit les formes de la lutte légale et semi-légale. Tous les partis marxistes-léninistes ont besoin de cette expérience, qui devra faire à l'avenir l'objet de rencontres et d'échanges de vues entre eux.

Passons maintenant à la question de l'anarchisme, du terrorisme et du banditisme, autant de phénomènes qui connaissent actuellement de vastes proportions dans les pays capitalistes et révisionnistes. Les actions entreprises par des groupes d'anarchistes, de terroristes et de bandits dans ces pays servent de justification et d'une arme de combat à la réaction pour préparer et instaurer la dictature fasciste, intimider la petite bourgeoisie et en faire un instrument, un lit chaud du fascisme, effrayer la classe ouvrière pour qu'elle reste pieds et poings liés sous les chaînes du capitalisme, si elle ne veut pas perdre les quelques miettes qu'il lui «a jetées». Ces groupes se masquent sous des noms séduisants comme «prolétariens», «communistes», «brigades rouges» et autres, qui sèment la confusion et exercent leur influence sur les communistes non encore formés idéologiquement et politiquement qui, d'une manière ou d'une autre, soutiennent la théorie de l'anarchisme.

Ces mêmes individus invoquent aussi d'autres théories, comme celles de Bakounine, du diable et de son fils, etc.

Même en Europe, il y a des partis qui disent «Attaquer les terroristes, cela signifie s'aligner sur les positions du pouvoir de la bourgeoisie», qui prétend les combattre. On oublie à ce propos que c'est le pouvoir de la bourgeoisie qui a créé lui-même ces groupes de terroristes. Il faut absolument se rendre compte que les actions de ces groupes entravent sérieusement la lutte clandestine des partis communistes marxistes-léninistes et la préparation de la lutte armée de leur part, car la bourgeoisie, comme cela ressort de sa propagande et de ses lois, ne fait aucune distinction entre communistes, d'une part, et, terroristes, anarchistes et bandits, de l'autre. Ainsi donc, un parti communiste marxiste-léniniste européen, s'il se prépare à la lutte, s'il cache des armes, des ronéos, etc., est considéré, une fois ces objets découverts, comme terroriste. D'où la nécessité de faire discuter le problème de l'anarchisme, du banditisme et du terrorisme par deux ou trois partis communistes marxistes-léninistes des pays où ce phénomène a pris des proportions alarmantes.

Nombreux sont les problèmes de ce genre auxquels sont confrontés nos partis et le mouvement marxiste-léniniste international. Nous nous heurtons chaque jour à ces problèmes et les combattons continuellement. A l'époque actuelle, il nous appartient de nous atteler à la principale tâche qui nous incombe, et de comprendre que nous ne pouvons combattre la vague féroce de l'impérialisme, du capitalisme et de son pouvoir et l'emporter sur elle sans un parti marxiste-léniniste fort, doté d'une structure bolchevique, d'une unité de fer et d'une discipline prolétarienne, forgé dans l'esprit de l'idéologie marxiste-léniniste. Plus la dictature fasciste approche de son dernier souffle, plus elle se débat.

Notre Parti n'a jamais prétendu ni ne prétendra jamais être supérieur aux autres partis frères. S'il en était ainsi, nous nous serions engagés dans une voie erronée. Les partis frères ont aussi pour tâche de ne pas nous laisser faire fausse route. Notre Parti continuera, comme il l'a toujours fait, de s'en tenir fidèlement au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien.

Actuellement, l'Albanie est le seul pays socialiste au monde où la dictature du prolétariat exerce son pouvoir, où le Parti du Travail, un parti marxiste-léniniste, est au pouvoir. En dépit du fait que notre pays est encerclé d'ennemis, nous sommes au pouvoir. D'où la nécessité de mener une lutte continue pour défendre à tout prix notre Albanie socialiste. Il nous appartient donc de ne nous tromper, ni dans le domaine de la politique ni dans

celui de l'idéologie, et cela dans le but de défendre la pureté du marxisme-léninisme, car c'est seulement ainsi que nous serons à même d'accomplir notre devoir envers la patrie et le mouvement communiste international. Nous sommes fermement convaincus que, tout au long de cette longue marche tous les partis marxistes-léninistes, les forces progressistes et les peuples attachés à la liberté défendront l'Albanie socialiste, parce que celle-ci s'en tient fidèlement aux idéaux de la révolution et du communisme.

Je désire vous confirmer encore une fois, cher camarade Amazonas, que notre Parti apprécie hautement l'œuvre et la lutte de votre Parti. D'où la nécessité de maintenir des contacts continus, très fréquents, entre nous. La distance géographique qui sépare nos deux pays ne doit pas être un obstacle à nos rapports. Nous avons besoin l'un de l'autre, nous avons besoin d'une coopération marxiste-léniniste étroite et sincère, comme celle qui existe entre nos deux partis.»

Le camarade Joao Amazonas a hautement apprécié l'analyse des problèmes du mouvement marxiste-léniniste faite par le camarade Enver Hoxha tout en exprimant ses opinions sur différentes questions. Il l'a remercié de l'accueil qui lui a été réservé, ainsi que des conversations cordiales et amicales qu'il a eues avec lui. Puis le camarade Enver Hoxha a repris la parole:

«Maintenant vous rentrerez dans le giron chaleureux de votre parti, de votre peuple. C'est de tout cœur et avec nos meilleurs vœux que nous suivrons continuellement la lutte que mènera votre parti. Les victoires qu'il remportera nous rempliront de joie. Vos succès seront aussi les nôtres. Nous nous félicitons de la bonne santé dont vous jouissez et souhaitons de tout cœur qu'il en soit toujours ainsi.

Je vous remercie camarade Amazonas, de l'appréciation que vous avez faite de notre Parti, appréciation que nous chercherons à justifier en travaillant encore plus intensément pour le succès de notre lutte commune. Au revoir!»

Publié d'après le n° 1/1988 en albanais de la revue «Etudes politiques et sociales».

Notes :

1. En français dans le texte.

Ramiz Alia — On ne défend les principes qu'en les appliquant avec un esprit créateur

Discours à la réunion du Secrétariat du CC du PTA[1]

3 juin 1987

Les matières de la science marxiste-léniniste constituent une nouvelle expérience pour notre école. A la différence des autres disciplines, elles n'ont hérité ni ne pouvaient hériter aucune tradition ou expérience du passé. Pourtant, le fait que ces matières ont été entièrement intégrées dans la structure de notre école et, surmontant le manque d'expérience, elles ont occupé la place qui leur revient, constitue un succès.

La pensée politique et sociale est, chez nous, à l'avant-garde de la pansée scientifique. Au stade actuel, alors que le peu d'expérience mondiale qui existait en Union soviétique a été désormais dépassée et où l'on avance sur des chemins inexplorés, l'édification socialiste est en elle-même la plus grande des sciences, une science vivante. Et, le mérite en revient, en premier lieu, au Parti et au camarade Enver Hoxha.

L'expérience albanaise dans l'édification du socialisme constitue, de toute manière, un enrichissement du marxisme-léninisme. Le socialisme véritable, que l'on construit en Albanie en relevant tout défi de l'époque, a mis dans des positions difficiles toutes les forces qui cherchent à le souiller comme ordre social, à le discréditer et l'éloigner des masses. L'Albanie est actuellement un exemple vivant du fait que le socialisme peut être édifié et défendu avec succès même dans le monde actuel du développement de l'atome et de la révolution technique et scientifique, dans ce monde si tendu et complexe.

Notre école, à travers les matières politiques et sociales, devra s'attacher à inculquer aux jeunes la solide conviction que la science marxiste-léniniste est pleinement capable de résoudre dans la pratique et la théorie les problèmes posés par la vie. La nouvelle génération doit être éduquée de telle manière que, en aucune circonstance, même dans les situations les plus difficiles, elle ne se laisse pas désorienter, mais s'appuie, avec une confiance inébranlable, sur l'idéologie du Parti et lui demande toute solution et toute réponse.

Ayons toujours en vue que l'une des causes de la déviation révisionniste tient justement au manque de confiance dans la force transformatrice du marxisme-léninisme, en sa capacité de résoudre les problèmes de l'époque actuelle de l'évolution mondiale. Face aux difficultés auxquelles ils se sont heurtés, les révisionnistes modernes ont abandonné la cause du communisme et se sont engagés dans une voie qui n'a rien de commun avec le socialisme. Je ne m'arrêterai pas à faire l'appréciation des résultats obtenus par les chaires des matières marxistes-léninistes dans les établissements supérieurs, car ils ont été clairement mis en lumière dans les matériaux présentés à cette réunion. Des camarades aussi en ont parlé. J'évoquerai seulement quelques problèmes posés par la vie et qui exigent une solution immédiate.

Premièrement, l'élévation du niveau de l'enseignement des matières marxistes-léninistes requiert l'élévation du rôle des chaires politiques et sociales en tant qu'unités scientifiques. Il faut admettre que l'activité d'étude de ces chaires, surtout du point de vue de la qualité, est relativement en retard par rapport à la pensée sociale développée par le Parti et le camarade Enver. Certains cherchent à le justifier en disant que «ces questions relatives à la théorie et à la pratique de l'édification du socialisme ont été et sont traitées par le Parti, que nous avons pour cela les Œuvres du camarade Enver Hoxha», etc. Une telle façon de juger les choses n'est pas juste. L'expérience de notre pays dans l'accomplissement de la révolution populaire et dans l'édification du socialisme est vaste et variée, tandis que les développements à venir exigent des pronostics scientifiques. Sous cet aspect, les problèmes demandant à être éclairés par la science marxiste-léniniste ne peuvent jamais être considérés comme résolus de façon exhaustive. Le Parti n'a jamais négligé ses devoirs, mais les hommes d'étude et les scientifiques ne doivent pas attendre que les solutions de leurs problèmes leur viennent d'en haut.

Sans oublier le passé et en en tirant des leçons, le Parti a orienté sa pensée théorique, en premier lieu, vers l'avenir. Cela s'inscrit dans sa tradition. Alors que les études de nos enseignants et scientifiques des matières marxistes-léninistes se tournent souvent vers le passé. Naturellement, étudier le passé, la voie suivie, est fructueux; surtout lorsque l'histoire est analysée à fond dans le but de servir le futur. Toutefois les études politiques et sociales doivent s'attaquer davantage et principalement à des questions d'actualité et concernant surtout le futur. A cet égard, les chaires du marxisme-léninisme doivent améliorer encore leur travail.

Deuxièmement, la formation marxiste-léniniste doit être le fruit d'un débat vivant, d'une argumentation convaincante de la justesse des idées et des conceptions révolutionnaires de notre Parti. Seule une telle formation peut résister à toutes les épreuves de la vie et en sortir victorieuse. Nous ne devons pas nous contenter du fait que les gens croient dans la justesse et le caractère progressiste de la science du marxisme-léninisme. Cette confiance des gens de chez nous dans le socialisme, dans notre doctrine révolutionnaire, dans la ligne du Parti et dans les enseignements du camarade Enver Hoxha leur a été acquise et inculquée par leur expérience même. Le peuple n'a recueilli que des bienfaits de tout ce qu'a dit le Parti. Par conséquent, les gens, les travailleurs, ont une entière confiance en ses enseignements et en ses directives. Et c'est là un facteur qui facilite

l'éducation de classe à l'école. Cependant, la confiance des jeunes dans le marxisme n'exclut pas mais au contraire sous-entend la nécessité d'une argumentation théorique de ses thèses fondamentales. L'argumentation renforce les convictions issues de l'expérience.

C'est pourquoi le débat, le raisonnement, la confrontation des thèses et des opinions doivent occuper une plus grande place dans le processus de l'enseignement des matières philosophiques. Il est également utile que les professeurs eux-mêmes fassent un meilleur travail afin de ne pas se limiter dans leurs cours, dans les colloques et séminaires, à certaines formulations catégoriques de ne pas étouffer les étudiants avec certaines phrases stéréotypées et de ne pas leur imposer une façon d'étudier mécanique. Ils doivent encourager les étudiants à engager des discussions et des débats, à confronter nos thèses avec celles de nos adversaires et créer les conditions requises à cette fin. de façon qu'ils trouvent eux-mêmes le chemin menant à la vérité et l'étudient à fond. Ce qui nous intéresse, c'est la formation de l'étudiant, ses convictions, la force de sa logique et de ses arguments. Alors que, dans la pratique, il arrive souvent que l'on reconnaisse surtout les mérites de celui qui reproduit exactement les cours. Ce genre d'appréciation est à modifier. Si nous enseignons à la nouvelle génération, à nos élèves et à nos étudiants les principes et la théorie matérialistes, la pensée révolutionnaire de notre Parti, ce n'est pas pour borner leur esprit mais l'élargir, ce n'est pas pour les figer mais pour leur inculquer l'esprit d'initiative, ce n'est pas non plus pour faire d'eux des esclaves de certaines notions fixes mais pour les préparer comme des combattants du socialisme; non pas pour qu'ils restent les mains liées mais pour les pousser à donner libre cours à leurs énergies intellectuelles et morales.

Troisièmement, le marxisme-léninisme nous sert, comme nous l'enseigne le Parti, de boussole qui nous guide pour l'action révolutionnaire. A travers ses lois, ses conceptions et ses principes, il explique le monde et interprète les phénomènes dans une optique matérialiste, dialectique, qui est l'unique optique conforme aux intérêts de la classe ouvrière. Dans la science marxiste-léniniste les gens de chez nous trouvent la nourriture spirituelle qui leur est nécessaire pour ne pas se désorienter et tomber dans des positions erronées. Mais, on ne peut trouver de schémas tout prêts ni de recettes en mesure de résoudre toute question po3ce par la vie chaque fois que l'on en a besoin. Chercher dans les œuvres des classiques ou les manuels scolaires la solution de problèmes comme celui de se suffire en pain et d'assurer l'alimentation du peuple par nos propres forces, ceux de l'accroissement de la production de viande, de l'élévation de la rentabilité dans des mines, de l'amélioration de la formation idéologique et professionnelle des étudiants, etc., serait une prétention absurde et naïve.

La vie ne se développe pas comme dans un laboratoire, ses principes non plus ne sont pas appliqués comme dans des conditions expérimentales. Les principes et les conceptions philosophiques elles-mêmes sont des abstractions théoriques; tout en conservant la valeur d'orientations elles ne peuvent prendre en compte les nuances et les conditions concrètes propres à chaque pays, ce qui les coupe relativement du temps et de l'espace. On ne peut défendre les principes que si on les applique dans un esprit créateur. Leur application mécanique, sans esprit d'innovation, sans adaptation aux conditions concrètes du pays, est sans valeur. C'est pourquoi, dans le processus didactique, les thèses des classiques du marxisme-léninisme doivent être rattachées à la réalité albanaise et à la réalité vivante qui est la meilleure attestation de leur justesse. Tout enseignant et étudiant doit connaître la vie du pays, étudier le développement de son économie et de sa culture, être au courant des problèmes posés par le temps et des solutions concrètes que leur apporte le Parti sur la base des enseignements du marxisme-léninisme. A l'école, au cours du processus didactique, cette expérience albanaise, qui constitue ce que nous appelons la pensée de notre Parti, et les enseignements du camarade Enver Hoxha doivent être expliqués sous leur aspect scientifique, comme une création, comme de nouveaux développements, comme le marxisme-léninisme vivant, appliqué dans la vie, et non pas seulement comme une illustration de ses idées générales. Une telle explication de notre doctrine évite cette coupure de la théorie de notre réalité, ce qui s'observe dans une certaine mesure dans la pratique de notre école.

Quatrièmement, pour conclure, je voudrais souligner que l'on doit accorder une attention soutenue aux méthodes d'enseignement. Il faut qu'elles soient le plus efficaces possible, qu'elles facilitent l'assimilation de notre théorie marxiste-léniniste, encouragent la pensée des hommes et leur fournissent la clé de l'action révolutionnaire. Cela vaut aussi pour les formes d'éducation marxiste-léniniste. Ayons toujours en vue l'enseignement du camarade Enver Hoxha selon lequel «... en ce qui concerne l'éducation théorique des gens, et les diverses formes que nous avons définies... comme en toute autre question, il nous faut procéder à des sondages et à des analyses pour voir si elles sont bien adéquates ou s'il faut les modifier, les améliorer en supprimant celles qui ont fait leur temps et en en introduisant de nouvelles, exigées par la situation...»[2]

Publié pour la première fois d'après l'original déposé aux Archives centrales du Parti.

Notes :

1. A cette réunion a été analysé le travail des chaires de marxisme-léninisme près l'Université de Tirana «Enver Hoxha» et l'Institut supérieur pédagogique de Shkodër.

2. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 54, p. 282.

II. Etudes et articles

Pr Petro Lalaj — La pensée théorique du PTA et du camarade Enver Hoxha pour la révolutionnarisation continue du Parti

Au cours de ce dernier quart de siècle, dans les conditions de l'encerclement et du blocus impérialistes-révisionnistes et dans une lutte à outrance contre le révisionnisme moderne, le PTA et l'Albanie socialiste ont créé une nouvelle expérience révolutionnaire de portée universelle. Cette nouvelle expérience qui est née et a grandi sur la base de l'expérience révolutionnaire antérieure, est à juste titre entrée dans l'histoire sous le nom de révolutionnarisation continue du Parti et de toute la vie du pays.

L'essence de cette nouvelle expérience, de la révolutionnarisation ultérieure du Parti et de toute la vie du pays, comporte deux éléments, deux aspects étroitement liés et imbriques entre eux: la lutte quotidienne, systématique et conséquente pour renforcer continûment la situation interne du Parti et du pays, pour consolider la dictature du prolétariat et promouvoir la révolution, l'édification socialiste, d'une part, et la lutte résolue pour barrer tous les passages, boucher tous les sentiers par où peut apparaître et se propager la dégénérescence bourgeoise-révisionniste, pour couper la voie à la pression et à l'influence du révisionnisme moderne et empêcher sa propagation dans notre pays, de l'autre. Ces deux aspects se réalisent dans une lutte sans compromis et de principe contre le révisionnisme dans son ensemble et ses variantes particulières, dans une lutte pour la dénonciation de leurs théories et de leurs, pratiques antimarxistes idéalistes et réactionnaires.

Le concept de la révolutionnarisation ultérieure du Parti et de toute la vie du pays a été élaboré et analysé à fond dans les documents du Parti et dans l'œuvre théorique du camarade Enver Hoxha. Il est considéré comme un processus complet qui embrasse toutes les sphères et les domaines de l'activité du Parti et de la vie du pays. Il comprend la révolutionnarisation continue de la classe ouvrière, de la paysannerie coopérée, de l'intelligentsia populaire, de la jeunesse, de la femme. Il comprend la révolutionnarisation continue de la production et des forces productives de la base et de la superstructure de notre société, de l'enseignement, de la culture, des arts et de la littérature. Il comprend les grands mouvements sociaux qui sont nés et naissent sur la base de l'initiative et de la libre volonté des travailleurs comme les mouvements de la classe ouvrière pour la réalisation et le dépassement des plans de production, le mouvement contre la religion et ses survivances dans la conscience des hommes, le mouvement pour l'émancipation complète de la femme, le mouvement pour la prééminence de l'intérêt général sur l'intérêt personnel, le mouvement visant à acheminer la jeunesse dans la voie du nouveau, du progrès, le mouvement des «promoteurs de l'application des enseignements du camarade Enver Hoxha»; il comprend tous les problèmes du développement social et culturel du pays, les problèmes du développement sur une juste voie révolutionnaire, de la lutte des classes, de la lutte contre le bureaucratisme et le libéralisme, les problèmes de l'éducation marxiste-léniniste des communistes et des masses, de la formation de l'homme nouveau, combattant conscient de l'édification du socialisme et du communisme.

La révolutionnarisation du Parti est une prémisse et condition décisive de la révolutionnarisation de toute la vie du pays. Le processus de la révolutionnarisation du Parti et de la vie du pays ne sont pas deux processus détachés et séparés dans le temps. Au contraire ils sont liés, s'imbriquent entre eux et se développent parallèlement. Tout en luttant pour la révolutionnarisation de ses rangs, le Parti combat et dirige en même temps tout le processus de la révolutionnarisation. Il est l'inspirateur, l'organisateur et le dirigeant de la révolutionnarisation ultérieure des masses populaires et de toute la vie du pays.

Le PTA est né, a grandi et s'est aguerri en tant que parti marxiste-léniniste d'un type nouveau, en tant que parti prolétarien révolutionnaire. Il a été édifié sur la base des principes organisationnels et idéologiques élaborés par Marx, Engels, Lénine et Staline. Ces principes ont été reflétés sous une forme concise dans le document de sa fondation et ont été plus tard élaborés, développés et enrichis constamment dans les documents du Parti et les Œuvres du camarade Enver Hoxha. Ces principes non seulement ont été proclamés et élaborés plus avant dans la théorie, mais ils ont aussi été inculqués profondément dans les esprits et sont devenus des qualités organiques et des traits distinctifs qui ont caractérisé et caractérisent notre Parti.

Au cours de toute son existence, le PTA a considéré son organisation parfaite et d'acier comme une source inépuisable de force, comme un facteur indispensable et décisif de l'élévation de son rôle dirigeant dans la révolution et l'édification socialiste du pays. Notre Parti a lutté avec esprit de suite et résolution pour maintenir et renforcer l'esprit révolutionnaire de ses rangs. Aussi le PTA, au moment de la trahison révisionniste khrouchtchévienne, s'est-il trouvé préparé. Il n'a pas été pris au dépourvu. Et, malgré les attaques, les menaces et les intrigues des révisionnistes modernes, il ne s'est pas rendu mais a poursuivi sans défaillance dans sa voie révolutionnaire et s'est dressé dans sa lutte intransigeante et de principe contre le révisionnisme moderne, avec à sa tête le révisionnisme soviétique.

Dans les conditions internationales complexes, alors que la vague dégénératrice du révisionnisme moderne montait et que celui-ci cherchait à attaquer et à déformer les principes révolutionnaires du marxisme-léninisme

ainsi qu'à saper les fondements du socialisme, notre Parti était confronté à une tâche urgente et importante, celle de porter à un nouveau degré, plus élevé, la révolutionnarisation générale et continue du Parti.

La révolutionnarisation plus poussée du Parti est avant tout la continuation directe de la voie révolutionnaire suivie par le PTA depuis sa fondation, c'est le développement et l'approfondissement de la tradition et de l'expérience révolutionnaires du Parti, c'est la continuation et l'approfondissement des caractéristiques et des traits révolutionnaires marxistes-léninistes du Parti dans les circonstances du blocus et de l'encerclement impérialistes et révisionnistes. Il serait toutefois erroné de concevoir et d'interpréter la révolutionnarisation plus poussée du Parti comme un simple prolongement de sa ligne précédente, comme une élévation quantitative. La révolutionnarisation plus poussée du Parti marque un nouveau degré qualitatif, un bond qualitatif dans toute l'activité du Parti, elle marque une nouvelle étape dans la théorie et la pratique de la structure organisationnelle et du fonctionnement du Parti, dans le renforcement et l'animation de sa vie interne ainsi que dans l'élévation de son rôle dirigeant dans toute la vie du pays.

Le camarade Enver Hoxha a qualifié la révolutionnarisation plus poussée du Parti et des masses populaires comme «... un bond qualitatif sans précédent»[1] et a souligné que «... le bond révolutionnaire réalisé au sein du Parti et parmi le peuple et qui a eu de bons résultats dans la production, en politique, dans l'idéologie et dans la culture et qui révolutionnarise la conscience et la vie de nos hommes»[2] doit être appuyé avec toute la force possible et approfondi dans tous les sens afin que «... la révolution continue à diffuser une grande flamme, permanente pour que le feu ne s'éteigne jamais dans les cœurs des hommes».[3]

La révolutionnarisation plus poussée du Parti est, d'une part, l'unique méthode de travail et de lutte efficace, indispensable et irremplaçable pour perfectionner et tremper sans cesse l'organisation du Parti, pour élever le militantisme ardent et rehausser le rôle d'avant-garde des communistes. Ce n'est pas par hasard que le camarade Enver Hoxha a qualifie les communistes de soldats invincibles de la révolution et le Parti de fer de lance de la classe ouvrière. Cette définition est l'expression synthétisée de la conception marxiste-léniniste du parti prolétarien, de son rôle et de ses tâches dans les conditions historiques actuelles.

La révolutionnarisation plus poussée du Parti est, d'autre part, une méthode de travail et de lutte efficace et déterminante non seulement pour barrer la voie et boucher tout sentier à la dégénérescence bourgeoise et révisionniste afin de ne jamais permettre que la tragédie qui a eu lieu dans le PCUS et dans les autres partis révisionnistes se produise chez nous, mais aussi pour se dresser contre le révisionnisme moderne, le dénoncer et le vaincre. La révolutionnarisation plus poussée du Parti constitue un nouvel apport au développement et à l'enrichissement de la doctrine marxiste-léniniste sur le parti prolétarien.

Les lignes fondamentales de la révolutionnarisation plus poussée du Parti et de la vie du pays ont été tracées au V^{e} Congrès du PTA, mais cette révolutionnarisation a explosé et s'est amplifiée à la suite du discours historique du camarade Enver Hoxha «Sur la révolutionnarisation plus poussée du Parti et du pouvoir» du 6 février 1967.

Dans cette œuvre, qui est le fruit de l'étude et de la synthèse scientifique d'une longue et vaste expérience, positive et négative, nationale et internationale, qui est le fruit des nombreuses et profondes analyses marxistes-léninistes que le Parti a faites pour mettre à nu les raisons de la trahison révisionniste khrouchtchévienne et de la dégénérescence du PCUS et des autres partis révisionnistes, le camarade Enver Hoxha pose et démontre la nécessité de la révolutionnarisation plus poussée du Parti en tant que voie maîtresse, méthode de travail et de lutte qui exclut et rend impossible la dégénérescence bourgeoise et révisionniste du Parti et du pays, qui garantit le développement et l'approfondissement de, la révolution socialiste dans tous les domaines, qui garantit la marche continue en avant dans la voie du socialisme.

Par la révolutionnarisation plus poussée du Parti nous comprenons la révolutionnarisation générale du Parti dans son ensemble, de toutes les organisations et de tous les organismes qui le composent, de tous les communistes. Les documents du Parti et les Œuvres du camarade Enver Hoxha contiennent des matériaux extrêmement riches sur l'essence et le contenu de la révolutionnarisation plus poussée du Parti, sur sa valeur théorique et pratique, sur les directions et les voies de son développement continu.

Le PTA et le camarade Enver Hoxha ont concentré leur attention, avant tout, sur la révolutionnarisation de l'organisation de base du Parti, laquelle en est le fondement. «L'organisation de base, soulignait le camarade Enver Hoxha, est le fondement du Parti. Plus ses fondements ont la solidité de l'acier, plus fort et plus solide sera tout le Parti».[4] L'organisation de base se révolutionnarise en perfectionnant constamment toute son activité politique, idéologique et organisationnelle, en rehaussant et en consolidant son rôle dirigeant dans le secteur où elle agit et combat, en étudiant attentivement et en analysant les décisions et les directives du Parti et en mobilisant les communistes et le collectif pour les mettre en oeuvre. L'organisation de base se révolutionnarise si tous les communistes adoptent des positions de travail et de combat, s'il leur est demandé de rendre des comptes sur la réalisation des tâches qui leur sont fixées, en développant la critique et l'autocritique dans la juste voie révolutionnaire, en stimulant l'esprit d'initiative et d'action de chaque communiste et de lui-même.

Dans l'atmosphère de la révolutionnarisation le Parti jugea opportun d'approfondir et de propager la thèse stalinienne qui accordait aux organisations de base dans les entreprises économiques le droit de contrôle sur l'activité de l'administration. Dans les Statuts du PTA il est stipulé que «Les organisations de base dans les entreprises, dans les coopératives agricoles, les unités militaires, les institutions et les administrations locales et centrales dirigent et contrôlent toute l'activité et la vie du secteur où elles agissent».[5]

Dans leur secteur, les organisations de base assument la pleine responsabilité de la défense et de l'application de la ligne du Parti, de ses décisions et de ses directives. Le Parti a rejeté avec force les vues technocratiques et intellectualistes répandues par ses divers ennemis, à savoir que les organisations de base qui agissent surtout dans l'armée, les institutions, la Sûreté, l'art, la culture et la science ne peuvent pas diriger ces secteurs et que ce rôle revient seulement aux spécialistes. Il a défendu et mis en oeuvre l'idée que tous les communistes, toutes les organisations de base là où elles agissent sont et doivent être des spécialistes de l'application de la ligne du Parti.

L'organisation de base est l'enclume de la trempe et de l'éducation révolutionnaire des communistes. «C'est là-dessus, dit le camarade Enver Hoxha de l'organisation de base, que doit reposer tout travail initial et toute éducation bien conçue, c'est ainsi qu'on peut assurer la formation des communistes selon les justes normes du Parti, c'est ainsi que l'on peut assurer leur élévation politique et idéologique, en même temps que technique et organisationnelle. En effet, c'est des débats révolutionnaires au sein de l'organisation de base que dépendent pour beaucoup l'organisation du travail et la réalisation des tâches dans la pratique, que dépendent les efforts individuels et collectifs faits pour l'élévation du niveau de formation technique des communistes et des masses.[6]

Il est indispensable, nous enseigne le camarade Enver Hoxha, de révolutionnariser, outre l'organisation de base, toutes les autres instances du Parti, tous ses maillons et avant tout ses organes élus, qui doivent perfectionner sans cesse leur style de travail et leur méthode de direction en synthétisant l'expérience positive et en dirigeant et coordonnant l'activité des organisations de base. Les organes et les appareils du Parti peuvent réaliser avec succès leur rôle dirigeant lorsqu'ils connaissent bien les problèmes économiques, de l'industrie et de l'agriculture, de l'enseignement et de la culture, de l'armée et de la défense du pays. «Lorsqu'on dit, souligne le camarade Enver Hoxha, que les organes et les rouages du Parti doivent connaître tous les problèmes de la vie du pays et s'en occuper, cela signifie qu'ils doivent le faire sans porter atteinte à la nature spécifique du travail du Parti, sans se laisser égarer par les menus détails techniques et matériels des affaires courantes et sans doubler le travail des organes d'Etat et économiques. L'élément fondamental de leur travail est l'éducation et la mobilisation des communistes et des masses qui travaillent dans différents secteurs, afin de réaliser parfaitement les tâches assignées, la nécessité de maintenir sur des positions militantes les organisations du Parti et, par leur entremise, tous les organismes étatiques, économiques et sociaux pour mettre en oeuvre partout de manière conséquente la politique du Parti»[7].

Avec la révolutionnarisation de tous les organismes du Parti il est indispensable de révolutionnariser les communistes. «La révolutionnarisation du Parti, souligne le camarade Enver Hoxha signifie la révolutionnarisation de ses membres. Ceux-ci doivent être des soldats trempés, comme l'acier, politiquement éclairés, courageux, sociables, francs, sincères et, le cas échéant, sévères. Ils doivent extirper tout élément pernicieux, soutenir le nouveau progressiste, organiser sa mise en oeuvre et lutter à l'avant-garde pour le réaliser».[8]

Le Parti et le camarade Enver Hoxha ont élaboré sous tous les aspects les traits qui doivent caractériser le communiste. Cela permet à tout communiste de confronter constamment ses propres traits à ces qualités et de se regarder comme dans un miroir afin de découvrir ses points faibles et les défauts dans son travail et son caractère, d'apprendre à les combattre pour acquérir et développer davantage toutes ces qualités. La révolutionnarisation porte sur le mode de vivre, de penser et d'agir du communiste, du révolutionnaire. Le communiste doit être révolutionnaire partout et toujours, dans les réunions de l'organisation de base et en dehors d'elle, dans son lieu de travail et en dehors de lui, dans sa vie familiale, dans la vie de son quartier, dans sa vie sociale en général; il doit vivre, travailler et penser en révolutionnaire.

Le Parti et le camarade Enver Hoxha ont affirmé, en l'argumentant, la nécessité impérieuse d'accroître les exigences envers les adhérents au parti et leurs devoirs. Appliquant avec esprit de suite la formule de Lénine selon laquelle chaque membre du Parti doit faire partie d'une de ses organisations, notre Parti a combattu pour faire en sorte que chaque membre du parti, indépendamment du poste qu'il occupe et de la fonction qu'il assume, non seulement adhère régulièrement à une organisation de base du Parti mais lutte aussi activement pour l'application de la ligne du Parti, et rende compte de son action. Dans notre Parti l'accroissement des exigences à l'égard des communistes et de leurs devoirs est une loi, «... la loi du Parti pour ses membres, dit le camarade Enver Hoxha, doit consister en ce qu'ils passent toute leur vie dans des batailles et fassent des sacrifices; c'est là un devoir, un grand honneur pour eux... c'est une loi et devient une loi pour nous, communistes, qui, spirituellement, devons être des révolutionnaires jusqu'à la fin de notre vie».[9]

Afin de barrer la voie au danger du déferlement d'éléments carriéristes et arrivistes au sein du Parti, le Parti et le camarade Enver Hoxha ont défini une série de mesures et de règlements afin de mettre à l'épreuve tous ceux qui demandent à adhérer au parti. Nul ne peut être admis dans le Parti sans avoir été préalablement l'objet de l'appréciation des masses travailleuses au sein desquelles il travaille et vit. Tous ceux qui demandent à entrer dans le Parti, doivent pour y être admis passer une longue période comme stagiaires et sont assignés durant cette période dans des secteurs difficiles tandis que ceux qui proviennent des rangs des employés et de l'intelligentsia, sont envoyés travailler durant un certain temps directement à la production, au sein de la classe ouvrière ou de la paysannerie coopérée.

La révolutionnarisation ultérieure du Parti est un processus dialectique long et complexe qui ne connaît pas de limites de perfectionnement, qui ne s'achève pas avec la réalisation de tels ou tels succès; c'est un processus ininterrompu de travail et de combat, de développement et de trempe qui se poursuivra tant qu'existera le Parti, qui durera pendant toute la période historique que durera l'édification de la société communiste dans notre pays et le triomphe de la révolution socialiste à l'échelle internationale. «Notre Parti, dit le camarade Enver Hoxha, aura achevé sa haute mission lorsque la société communiste sera édifiée dans notre pays, lorsque la révolution prolétarienne aura triomphé partout dans le monde».[10]

La révolutionnarisation ultérieure de notre Parti et le rehaussement de son rôle dirigeant sont étroitement liés à l'application précise et rigoureuse des normes et des principes marxistes-léninistes du Parti. «La révolutionnarisation du Parti, souligne le camarade Enver Hoxha, ne peut se faire qu'à travers la connaissance judicieuse de la signification philosophique profonde et de l'application rigoureuse et révolutionnaire des principes marxistes-léninistes qui guident le parti ainsi que des normes léninistes qui régissent sa vie et celle de ses membres».[11] Le PTA s'est toujours fondé sur les principes et les normes marxistes-léninistes et a combattu avec esprit de suite pour leur application correcte. Mais dans les conditions de la révolutionnarisation encore plus intense, il a mis l'accent sur la profonde signification philosophique et idéologique et sur l'application révolutionnaire et créatrice, exacte et rigoureuse, des principes et des normes marxistes-léninistes qui guident le Parti et régissent sa vie interne, sur la mise à nu et la suppression de toute trace de formalisme, de bureaucratisme et de libéralisme dans leur interprétation et leur application. Une telle façon de poser le problème, jusqu'ici non appliquée, a élevé à un nouveau degré et enrichi la pensée théorique et l'activité pratique du Parti pour l'application des principes et des normes marxistes-léninistes et conjuré le danger de la désagrégation organisationnelle qu'on constatait dans les anciens partis communistes au pouvoir ou non.

L'une des principales raisons, comme le souligne le camarade Enver Hoxha, de la dégénérescence des partis révisionnistes en partis bourgeois est l'application formelle et bureaucratique, l'abâtardissement et enfin l'abandon des principes et des normes organisationnels marxistes-léninistes, et leur transformation en normes révisionnistes, en armes aux mains des ennemis du parti et de la classe ouvrière. «Une telle conversion écrivait le camarade Enver Hoxha, des normes léninistes, qui constituent la force du parti en tant qu'organisation d'acier et avant-garde du prolétariat, en normes révisionnistes, est le plus grand malheur pour un parti marxiste-léniniste, c'est, aux mains de l'ennemi, une arme terrible qui fait dégénérer le Parti, le désagrège, le détourne de son rôle historique qui est de transformer la société».[12] Considérant le centralisme démocratique, tel qu'il est, comme un principe dirigeant de l'édification du parti pour tous les temps et dans tous les domaines, notre Parti non seulement l'a défendu mais il a trouvé des formes et des voies originales pour le mettre en oeuvre.

«Nous ne devons pas perdre de vue un seul instant, souligne le camarade Enver Hoxha, que notre Parti se fonde sur le principe du centralisme démocratique, ce qui signifie que la vie démocratique, les actions démocratiques de notre Parti relèvent d'une direction centralisée, direction élue dans les formes les plus démocratiques par tout le Parti. Donc, sur la base de ce centralisme démocratique, les décisions importantes des organismes supérieurs du Parti doivent être connues de tous, par les organismes inférieurs et par tout le Parti. De plus, les organismes inférieurs sont tenus de les approfondir encore et de trouver les méthodes et les moyens les meilleurs pour les mettre en application pour les réaliser».[13] Le PTA a combattu et rejeté les théories liquidatrices des divers révisionnistes qui proclament le principe du centralisme démocratique comme «historiquement dépassé», qui prônent et permettent l'existence de diverses fractions et courants idéologiques dans le parti ainsi que les théories et les pratiques des révisionnistes soviétiques, oui admettent le centralisme démocratique en paroles mais qui, en fait, l'ont converti en centralisme bureaucratique en supprimant toute trace de démocratie prolétarienne dans le parti et en le mettant sous la domination bureaucratique des appareils.

Dans les conditions de la révolutionnarisation, le PTA a combattu et combat avec fermeté et de façon systématique pour développer et approfondir la démocratie ainsi que pour renforcer constamment le centralisme dans le parti. L'extension de la démocratie est liée directement à la vivification de sa vie interne, au libre échange des idées, à la participation active de chaque communiste aux discussions et débats, au développement de la critique contre les déficiences et les faiblesses, contre tous les fautifs, contre quiconque déforme ou viole les normes et les règlements du Parti, quels que soient son rang, ses mérites et ses titres, contre toute manifestation d'arrogance, de brutalité, de vantardise et contre les survivances petites-bourgeoises dans les consciences.

L'extension et l'approfondissement de la démocratie dans le Parti libèrent de nouvelles énergies, insoupçonnées, accroissent la force d'action, d'organisation et de mobilisation du Parti. Le Parti vise à faire en sorte que tous les communistes, sans exception, participent effectivement à l'élaboration de sa ligne, de sa stratégie et de sa tactique ainsi qu'à la lutte pour les appliquer et les mettre en oeuvre. De la sorte, la démocratie dans le Parti n'est pas pour lui un but en soi mais un moyen sûr de se renforcer et de raffermir son rôle dirigeant, de réaliser ses tâches et ses idéaux.

La véritable démocratie prolétarienne dans le Parti ne ressemble point à cette fausse démocratie ou libéralisme corrupteur et débilitant qui existe dans les partis révisionnistes.

Tout en développant et en approfondissant la démocratie prolétarienne dans sa vie interne, le Parti consolide et trempe en même temps le centralisme dans ses rangs, qui fait de lui une entité homogène et parfaitement organisée, qui accroît la force et la cohérence de son action dans son ensemble, qui rehausse le rôle dirigeant et l'autorité de ses instances élues de la plus basse à la plus haute, qui assure l'application rigoureuse et inconditionnée de ses décisions et de ses directives, qui renforce et cimente la discipline consciente du parti.

Sous-estimer le principe du centralisme démocratique ou en absolutiser seulement un aspect, entraîne, comme le prouve l'expérience négative des partis révisionnistes, des conséquences mortelles pour le parti de la classe ouvrière. Dans son action pour l'application révolutionnaire du principe du centralisme démocratique et des autres principes et normes marxistes-léninistes, notre Parti a combattu résolument contre deux dangers, à la fois contre le libéralisme et le bureaucratisme.

L'unité politique, idéologique et organisationnelle, l'unité de pensée et d'action du Parti dans son ensemble et de chacun de ses maillons pris à part, a été et reste un facteur d'importance décisive pour le raffermissement des rangs du parti et le rehaussement continu de son rôle dirigeant.

Notre Parti a toujours considéré l'unité comme la base et la source de sa force et de son invincibilité. Il a trempé l'unité de ses rangs dans une lutte inconciliable avec les divers ennemis, avec des déviationnistes et des fractionnistes et «... n'a permis et ne permettra jamais l'existence de fractions dans son sein, il n'a cessé d'avoir une ligne unique, une ligne marxiste-léniniste, qu'il a défendue avec dévouement et appliquée avec fermeté».[14]

Seuls les partis qui renoncent à la révolution et à la lutte révolutionnaire pour l'édification du socialisme et qui, par conséquent, n'ont pas besoin d'unité, peuvent prêcher, comme font les titistes, les eurocommunistes et les révisionnistes chinois «la coexistence avec les adversaires idéologiques au sein d'un parti», «la rééducation des éléments antiparti au sein du parti» etc. Les véritables partis marxistes-léninistes ne peuvent accomplir leur mission et diriger le prolétariat vers la révolution et le socialisme que s'ils assurent, avant tout, une unité d'acier et militante, une unité de révolutionnaires, dans leurs rangs.

Partant de là, notre Parti a nettoyé ses rangs avec un balai de fer en en chassant tous ses ennemis, depuis Anastas Lula, Sadik Premte et Koçi Xoxe jusqu'à Beqir Balluku et Mehmet Shehu et compagnie. La crainte d'affaiblir le Parti en en excluant les fractionnistes c'est de l'opportunisme et ses conséquences sont très dangereuses, liquidatrices pour le Parti. Avec les ennemis il ne peut y avoir ni réconciliation ni concession «… n'hésite pas, souligne le camarade Enver Hoxha, à démasquer et à frapper sévèrement et sans pitié quiconque s'engage dans une voie hostile, contre le Parti, le peuple et le socialisme».[15] L'expulsion des ennemis des rangs du parti, loin de l'affaiblir, l'a renforcé encore plus parce qu'il s'est guéri d'une maladie mortelle et en même temps s'est trempé dans des batailles.

La question du développement et du renforcement ininterrompu du caractère prolétarien, de classe, de notre Parti revêt une importance particulière, décisive, pour l'approfondissement et l'accélération des rythmes de la révolutionnarisation des rangs du Parti, pour le renforcement du Parti et de son rôle dirigeant.

Traitant de la nécessité de préserver le caractère prolétarien, de classe, du Parti, le camarade Enver Hoxha a souligné que notre Parti «... s'en est tenu avec fermeté au principe que le parti de la classe ouvrière doit être prolétarien non seulement par l'idéologie mais aussi par la composition de classe de ses rangs».[16]

Notre Parti est né, a grandi et s'est développé comme parti de la classe ouvrière. Toutefois, pour des raisons objectives, le nombre des ouvriers au sein du Parti a été relativement bas. Mais ce fait n'a jamais porté atteinte au caractère prolétarien, de classe, de notre Parti ni ne l'a terni.

Notre Parti a su conserver et renforcer son caractère prolétarien, de classe, à toutes les étapes de la révolution parce qu'il s'est toujours fondé sur l'idéologie du prolétariat, sur le marxisme-léninisme et c'est parce qu'il a toujours été lié comme les doigts de la main à la classe ouvrière que celle-ci en a enrichi les rangs de ses éléments les meilleurs, les plus résolus. L'élément ouvrier au sein du Parti a toujours constitué et cela, même lorsque leur nombre était relativement restreint, son pilier, son épine dorsale.

Dans son discours sur «la révolutionnarisation continue du Parti et du pouvoir», le camarade Enver Hoxha mettant en évidence le caractère prolétarien, de classe, de notre Parti a dit: «Nous savons que notre Parti du Travail, comme tout parti marxiste-léniniste authentique, est un détachement organisé de la classe ouvrière. Cela signifie que, dans le Parti, il n'y a que des gens d'avant-garde, les meilleurs éléments, les plus révolutionnaires, les plus inflexibles. Ces gens ne tombent pas du ciel, ils sont issus du peuple, ils se signalent au travail et dans la lutte par leurs vertus et leur comportement. Les personnes admises dans le Parti tirent leur origine de différentes classes et couches de notre société, de la classe ouvrière, des coopérateurs, des employés, des intellectuels etc. Notre Parti cependant n'est pas une arène de classes où chaque classe a, proportionnellement, ses représentants qui défendent ses intérêts particuliers de classe. Non. Dans notre Parti l'hégémonie appartient à la classe ouvrière avec son idéologie, le marxisme-léninisme même si la proportion de membres d'origine ou de condition ouvrière, peut, pour des raisons que l'on sait, y être pour le moment inférieure à celle des membres d'origine paysanne.»[17]

Notre Parti a toujours considéré le fait que les membres du Parti d'origine ouvrière constituaient une minorité en son sein comme un phénomène temporaire, imposé par les conditions objectives du pays. Il a visé, pas après pas, et sans interruption, à augmenter graduellement le nombre des communistes ouvriers ainsi que leur poids et leur rôle dans le Parti et à modifier pour l'avenir ce rapport toujours plus en faveur des ouvriers.

C'est cette juste politique, révolutionnaire, fondée sur les enseignements du marxisme-léninisme et sur l'expérience révolutionnaire du Parti bolchevique de Lénine et de Staline qu'appliquait notre Parti dans la question du renforcement de la composition prolétarienne de ses rangs, de l'établissement et de l'élévation du rôle prééminent du prolétariat, lors de la grande trahison des révisionnistes modernes.

L'expérience négative des partis révisionnistes ainsi que celle des partis de la Deuxième Internationale a confirmé que l'abandon de la politique de consolidation de la composition prolétarienne du Parti, et son remplacement par la politique de déprolétarisation, l'ouverture des portes du Parti et l'encouragement conscient du libre afflux, incontrôlé et massif en son sein soit d'éléments provenant de l'aristocratie ouvrière, de l'intelligentsia bourgeoise, des spécialistes et du haut personnel d'ingénieurs et de techniciens, des employés bureaucrates et des dirigeants bureaucratisés des organisations révisionnistes syndicales, soit d'éléments provenant des rangs de la petite bourgeoisie citadine et rurale, sont liés, conditionnés à ces autres phénomènes négatifs qui les accompagnent inévitablement et que sont la désagrégation organisationnelle du parti, la violation des normes et des principes léninistes de la vie interne du parti, la rupture de l'unité et l'apparition de courants et de fractions au sein du parti, par la négation et la suppression du rôle dirigeant du parti et de la classe ouvrière, autant de phénomènes avec lesquels ils sont réciproquement conditionnés.

Tirant des conclusions de l'expérience négative de la trahison des révisionnistes modernes, soviétiques, yougoslaves, chinois, eurocommunistes etc., notre Parti s'est opposé résolument dans la théorie et dans la pratique à la ligne révisionniste de la déprolétarisation du parti, il a développé et approfondi encore plus la ligne léniniste du renforcement incessant du caractère de classe prolétarien du parti en attachant toujours une plus grande importance à l'amélioration de la composition prolétarienne du Parti.

Grâce au travail inlassable, de grande ampleur et intense mené sur le plan politique, organisationnel et idéologique au cours de ces dernières années en vue du raffermissement et de la révolutionnarisation des rangs du parti, de grands changements ont été effectués dans la composition sociale du Parti; le nombre et le poids des membres du Parti, d'origine, de provenance et de position sociale ouvrière, s'est accru rapidement, systématiquement et suivant de sains critères de parti. Au VI^{e} Congrès du PTA, le camarade Enver Hoxha a déclaré que «C'est un motif de joie et une grande victoire pour le Parti et tout le peuple que maintenant, pour la première fois dans l'histoire de notre Parti, les communistes ouvriers occupent la première place dans ses effectifs. Ils en représentent actuellement les 36,41 pour cent»[18].

Dans les années qui suivirent le VI^{e} Congrès, le nombre des ouvriers militant dans les rangs du Parti n'a fait que s'accroître. Au VIII^{e} Congrès, les ouvriers constituaient 38 pour cent de l'effectif du Parti, et au IX^{e} Congrès 39,2 pour cent. Ils occupent toujours la première place dans la structure sociale du Parti.

Les ouvriers communistes ont transmis au Parti la résolution, la volonté d'acier, la sagesse, la discipline et l'élan révolutionnaire de la classe ouvrière. L'accroissement des rangs du parti principalement en ouvriers constitue pour le Parti une garantie constante de son esprit militant et révolutionnaire.

Le caractère de classe prolétarien, du Parti se renforce et se développe aussi à travers l'amélioration de la composition sociale de ses organes dirigeants, l'accroissement du nombre de communistes ouvriers dans ses rangs. Cela revêt une grande importance de principe. Les membres ouvriers de leur état et d'origine occupent la place principale dans les instances dirigeantes, dans les districts et les unités militaires, ce qui témoigne du souci du Parti de conserver et de renforcer le caractère révolutionnaire de ses organes dirigeants. C'est à cela que tend aussi le fait que nombre des membres des comités du Parti continuent à travailler directement à la production même après leur élection.

En vue d'améliorer sa structure sociale, le Parti a veillé aussi à grossir ses rangs de coopérateurs afin de se renforcer à la campagne et de rehausser son rôle dirigeant dans les coopératives agricoles. Au IX[e] Congrès du Parti les communistes coopérateurs constituaient 29,5 pour cent de l'effectif du Parti. L'objectif visé pour l'avenir est de les faire passer au second rang après les ouvriers.

Au renforcement du Parti et de son caractère de classe prolétarien se rattachent également l'extension et la répartition de ses forces, qui doivent se développer et se perfectionner constamment. Notre Parti a toujours suivi la politique consistant à s'étendre, du point de vue organisationnel, à tous les maillons et cellules de la classe ouvrière, de la paysannerie coopérée et des autres couches de la population.

L'amélioration de la composition du Parti et son renforcement dépendent aussi de l'âge moyen de ses effectifs, élément qui a été toujours au centre de l'attention du Parti. Au VII[e] Congrès il a été souligné que l'écrasante majorité des membres admis au Parti durant les années 1971-1976 étaient âgés de moins de 30 ans. «Ce fait, a dit le camarade Enver Hoxha, témoigne des liens d'acier qui unissent notre jeunesse au Parti et au communisme, il témoigne aussi que le Parti, en fusionnant les âges, a le souci constant de ne jamais vieillir physiquement, de rester toujours tout à la fois mûr et jeune, aussi bien par la pensée Que par l'action révolutionnaire, d'être un parti du présent et de l'avenir».[19] Au IX[e] Congrès du PTA il a été indiqué que plus de 70 pour cent des membres admis au parti durant la période écoulée depuis le Congrès précédent étaient des jeunes. Ce sont là quelques-unes des questions principales de la ligne du Parti et des enseignements du camarade Enver Hoxha fondés sur les principes marxistes-léninistes pour le renforcement de la composition prolétarienne de notre Parti.

L'amélioration de la composition prolétarienne du Parti n'est qu'un aspect du problème du renforcement de son caractère de classe prolétarien. L'autre aspect de ce problème, d'importance décisive, est l'étude, l'assimilation, la défense et l'application de l'idéologie prolétarienne, du marxisme-léninisme, l'éducation et la trempe idéologique marxiste-léniniste des cadres et des communistes. Le Parti du Travail d'Albanie a été, est et restera, toujours par son idéologie un parti prolétarien. Il est né et s'est affirmé dans la pratique, il a grandi et s'est développé uniquement sur les bases du marxisme-léninisme et de la lutte irréconciliable contre tout courant antimarxiste, opportuniste, trotskiste, révisionniste. L'histoire de 45 ans de notre Parti témoigne clairement de sa fidélité sans bornes envers l'idéologie prolétarienne, le marxisme-léninisme, elle atteste la vérité indéniable que notre Parti n'a mis ni ne mettra jamais rien au-dessus du marxisme-léninisme. Notre Parti est convaincu par son expérience et par l'expérience du mouvement communiste international que son destin ainsi que celui de tout autre parti prolétarien et révolutionnaire authentique, le destin de la révolution et du socialisme dépendent entièrement de son attitude et de sa fidélité vis à vis du marxisme-léninisme, de sa défense conséquente et de son application dans la pratique conformément aux conditions concrètes du pays et aux circonstances historiques.

C'est ce que vient de confirmer également l'expérience négative des partis révisionnistes actuels, au pouvoir ou non, qui prouve clairement que tout écart par rapport au marxisme-léninisme, toute tentative pour le réviser, mène inévitablement à la trahison de la cause du prolétariat, à la dégénérescence bourgeoise-révisionniste du Parti, de la révolution prolétarienne et du socialisme.

Dès sa fondation, notre jeune Parti, avec sa direction, mirent à l'ordre du jour la formation et l'élévation théorique marxiste-léniniste de ses membres en y attachant une importance toujours plus grande. A l'époque où le Parti faisait ses premiers pas, le camarade Enver Hoxha recommandait aux communistes albanais de se guider dans leur action sur l'enseignement de Lénine selon lequel sans théorie révolutionnaire il n'y a pas de mouvement révolutionnaire.

«... nous devons, indiquait le camarade Enver Hoxha, avancer sur la voie que nous a tracée notre éducateur immortel, Lénine, nous devons aller de l'avant sur la voie de la liaison de la théorie avec la pratique, de la liaison du développement théorique avec le travail pratique. Il ne nous est pas permis de négliger l'une aux dépens de l'autre, de sous-estimer l'une et de surestimer l'importance de l'autre».[20]

Se fondant sur les enseignements du marxisme-léninisme et en synthétisant l'expérience de notre Parti, le camarade Enver Hoxha a souligné: «Il importe absolument que nous, les communistes et tous les travailleurs, soyons armés de deux sortes d'armes: les armes à feu et les idées du marxisme-léninisme. Ces deux sortes d'armes sont nécessaires au révolutionnaire pour faire la révolution et pour la mener à son accomplissement. Dès l'époque des journées difficiles, mais héroïques, de la Lutte de libération nationale, lorsque se décidait le destin de notre Patrie et de notre peuple, le Parti recommandait aux communistes d'apprendre persévéramment à manier avec maîtrise non seulement le fusil, mais aussi les armes idéologiques, les idées du marxisme-léninisme. Même après la libération du pays, les communistes et les travailleurs de chez nous, à qui incomba la lourde charge de détruire le monde caduc et de construire une société entièrement nouvelle, le socialisme, se mirent encore plus obstinément à la tâche, tout en gardant leur fusil à portée de la main, pour assimiler les bases de notre théorie infaillible, le marxisme-léninisme, en tant que boussole les guidant à l'action dans les conditions concrètes de notre pays. Cela a été et demeure pour tous un devoir permanent et primordial».[21]

Pour faire en sorte que le Parti reste toujours révolutionnaire, il a muni et munit les communistes de ces deux sortes d'armes qui constituent la garantie de la victoire. Dans ce cadre, notre Parti a mené un travail énorme, systématique et multiforme, pour propager les idées scientifiques de Marx, Engels, Lénine et Staline. Par décision du Comité central du PTA ont été publiées les oeuvres fondamentales de Marx et d'Engels ainsi que les oeuvres complètes de Lénine et de Staline. En même temps ont été et continuent d'être publiées les œuvres complètes du camarade Enver Hoxha, d'autres documents et matériaux de notre Parti qui synthétisent l'expérience révolutionnaire de notre Parti à la lumière du marxisme-léninisme et reflètent l'application et le développement créateurs du marxisme-léninisme dans les conditions de notre pays.

Ces matériaux des classiques du marxisme-léninisme, de notre Parti et du camarade Enver constituent une source inépuisable pour l'éducation révolutionnaire marxiste-léniniste des communistes et des masses travailleuses. Ils sont étudiés de façon organisée par tout l'effectif de notre Parti. A cet effet, à part l'étude individuelle, qui demeure l'une des formes fondamentales encouragées et organisées par le Parti, a été mis sur pied tout un réseau de formes, de cours et d'écoles qui constituent l'enseignement du Parti, enseignement qui n'a cessé de se développer et de s'enrichir. Les communistes qui ont achevé des cours du Parti et d'autres qui ont terminé leurs études à l'Ecole du Parti «V. I. Lénine» se comptent par milliers.

La théorie marxiste-léniniste est étudiée non seulement dans le Parti mais dans tout le système d'enseignement de notre pays, dans toutes nos écoles depuis celles du cycle inférieur jusqu'à celles du cycle supérieur. Chez nous la classe ouvrière, la paysannerie coopérée, l'intelligentsia populaire et toute notre jeunesse apprennent la théorie marxiste-léniniste.

En effet tous les domaines de la vie de notre pays, politique, économique, social, l'enseignement, la culture sont pénétrés et guidés par les principes de l'idéologie prolétarienne, par le marxisme-léninisme. «Grâce au grand travail mené par le Parti, a souligné le camarade Enver Hoxha, à la révolution idéologique et culturelle, la théorie révolutionnaire du prolétariat a été embrassée par les larges masses du peuple, elle donne le ton à toute la vie spirituelle de la société et détermine la direction de son développement. Le marxisme-léninisme est devenu une grande force motrice, qui nous éclaire la voie vers le socialisme et le communisme».[22]

Ainsi le PTA non seulement a transformé graduellement le marxisme-léninisme en patrimoine des communistes et des masses travailleuses et en une grande force motrice et transformatrice de notre société, mais il l'a aussi défendu contre les attaques et les déformations des anciens et nouveaux ennemis du marxisme et l'a développé de façon créatrice.

La contribution théorique et pratique du PTA est entièrement reflétée dans ses documents, dans les analyses, les écrits, les discours et les rapports du camarade Enver Hoxha et elle se hisse sur le piédestal de l'histoire, particulièrement avec la publication de ses oeuvres majeures: *«L'Impérialisme et la révolution», «Les khrouchtchéviens», le journal politique «Réflexions sur la Chine», «L'autogestion yougoslave, théorie et pratique capitalistes», «Les titistes», «L'eurocommunisme c'est de l'anticommunisme»,* etc. Ces livres traduits en plusieurs langues étrangères et qui ont trouvé un vaste écho dans le monde, représentent un événement d'importance exceptionnelle pour la pensée théorique marxiste-léniniste de notre époque et pour le mouvement révolutionnaire de libération du prolétariat et des peuples.

La contribution du camarade Enver Hoxha à la défense et au développement créateur du marxisme-léninisme est des plus vastes. Elle englobe toutes les sphères de la pensée théorique marxiste-léniniste. «Sa pensée théorique sur les questions de la révolution, de la dictature du prolétariat et de l'édification du socialisme, ses analyses de l'impérialisme et de la dégénérescence révisionniste, a souligné le camarade Ramiz Alia, sont une contribution remarquable au patrimoine théorique du marxisme-léninisme et à la pratique révolutionnaire dans le monde».[23]

L'expérience révolutionnaire, les idées du Parti et de son dirigeant, le camarade Enver Hoxha, constituent une grande source d'enseignement marxiste et d'inspiration pour l'action, elles constituent un exemple de résistance et de courage révolutionnaires, un guide pour combattre et vaincre les ennemis impérialistes et sociaux-impérialistes. La lutte et le travail menés pour la révolutionnarisation plus poussée du Parti l'ont trempé et aguerri, ont élevé son esprit révolutionnaire et ses capacités combattantes, rehaussé toujours plus son autorité et son rôle dirigeant, et créé en même temps une atmosphère révolutionnaire saine qui barre la voie à toute menée antiparti des éléments opportunistes et révisionnistes.

La grande armée des communistes albanais dirigée par le CC du PTA avec à sa tête le camarade Ramiz Alia, s'est présentée au 45^{e} anniversaire de la fondation et au IX^{e} Congrès du PTA comme un seul corps, en rangs serrés et prête à assumer de nouvelles grandes tâches pour avancer d'un pas rapide et sûr dans la voie de l'édification du socialisme et du communisme. Les communistes albanais ont le droit de se réjouir et d'être fiers de la voie glorieuse qu'ils ont parcourue, des grands résultats et succès remportés. Ils se sont acquittés et s'acquitteront avec honneur des tâches assignées par le peuple et le mouvement révolutionnaire de libération internationale.

Notes :

1. Enver Hoxha, *œuvres,* éd. alb., t. 35, p. 118.
2. *Ibid.,* pp. 118-119.
3. *Ibid.,* p 120.
4 Enver Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 87.
5. *Les Statuts du PTA,* Tirana 1977, p. 119-120.
6. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. IV, p. 243.
7. Enver Hoxha, *Rapport au VI^e Congrès du PTA,* éd. fr., pp. 184-185.
8. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. IV, p. 227.
9. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 33, p. 193, 203.
10. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. IV, p. 252.
11. *Ibid.,* p. 240.
12. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 37., p. 417.
13. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. IV, p. 232.
14. Enver Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 85.
15. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. IV, p. 240.
16. Enver Hoxha, *Rapport au VI^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 189.
17. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. IV, p. 250-251.
18. Enver Hoxha, *Rapport au VI^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 189.
19. Enver Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 96.
20. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. I, p. 9.
21. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. IV. p. 662.
22. Enver Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 24.
23. Ramiz Alia, *Enver Hoxha et son Œuvre vivront dans les siècles,* p. 11, Tirana, 1985.

Spiro Dede (Maître de recherches) — Les principaux traits de l'œuvre de journaliste du camarade Enver Hoxha

Comme dans les autres domaines Enver Hoxha a fait époque aussi dans celui du journalisme albanais.

C'est à son nom et sa contribution directe que se rattache la parution du premier journal marxiste-léniniste en Albanie «Zëri i popullit», le 25 août 1942, jour désormais commémoré dans notre histoire comme le Jour de la Presse populaire.

Le «Zëri i popullit» et le «Kushtrimi i lirisë» d'août 1942, étaient les prédécesseurs du «Bashkimi», de la «Gruaja Shqiptare» et d'une série d'autres journaux et revues qui se firent jour dans les années de la Lutte antifasciste de libération nationale et en particulier sous le pouvoir populaire. La contribution directe du camarade Enver Hoxha, son intérêt et ses soins pour ces organes ainsi que pour l'Agence télégraphique albanaise, la Radio et la Télévision albanaises, ont constitué et constituent un apport fondamental à l'historique de la fondation et de l'évolution de ces organes.

Pour ce rôle précisément, le camarade Enver Hoxha est entré et restera dans notre histoire comme le fondateur de la presse populaire albanaise, une presse auparavant inconnue de par son caractère, son contenu et sa thématique, par ses idées et les tâches qu'elle assigne, par ses moyens d'expression, son style, sa langue etc.

En matière de journalisme, le camarade Enver Hoxha a aussi le grand mérite d'avoir été non seulement le fondateur de notre presse populaire mais aussi d'en être resté jusqu'à la fin de sa vie l'inspirateur et le dirigeant.

Sa contribution à cet égard commence par son travail durant les années difficiles de la Lutte pour définir les critères solides sur lesquels reposerait notre jeune presse et les clairs objectifs marxistes-léninistes pour lesquels elle militerait, depuis la recherche des voies les plus efficaces pour une organisation aussi judicieuse que possible du travail de création et de direction dans les organes de la presse, et se poursuit pendant plus de 40 ans par tous ses enseignements continus sur le perfectionnement du contenu, une extension de la thématique, l'élévation constante du niveau idéologique, théorique et professionnel des matériaux, l'approfondissement du caractère de masse de la presse populaire en y engageant toute une armée de correspondants volontaires, etc.

En outre, Enver Hoxha a été, 45 années durant, notre journaliste le plus fécond et le plus qualifié.

Par le volume, la thématique de sa production journalistique proprement dite, par les problèmes traités, les genres abordés, par le style, la langue et la maîtrise de l'écriture, il occupe indéniablement une place d'honneur, la première, parmi nos journalistes de toutes les générations. De par leur extension sur un espace de temps d'environ 50 ans, par l'espace géographique qui englobe les continents, par la variété des thèmes traités, l'importance des événements et des problèmes de la vie albanaise et de l'évolution mondiale qu'il aborde, par la finesse de jugement du passé et du présent et la claire vision de l'avenir toujours à partir des positions de l'esprit de parti prolétarien, toujours en faveur de la cause du peuple et du socialisme, les articles écrits de sa plume constituent l'apport fondamental au journalisme de notre lutte et de notre révolution.

Rien qu'en considérant ces trois aspects dans toute leur ampleur et leur profondeur ainsi que leur liaison dialectique, on est en mesure de brosser un tableau complet de la brillante contribution marxiste-léniniste apportée par le fondateur et le dirigeant du Parti à la naissance, à la croissance et à la révolutionnarisation de notre presse populaire. Chacun de ces aspects, pris à part, constitue l'objet d'études particulières, une tâche toujours posée à l'histoire de notre presse. Mais dans le cadre de ce texte nous nous arrêterons un peu plus sur l'analyse de certains phénomènes et traits fondamentaux de sa production journalistique proprement dite.

I. Etendue de sa production journalistique: ses variétés, ses genres.

Mettre en lumière l'œuvre de journaliste du camarade Enver Hoxha, définir son étendue et la place qu'elle occupe dans l'ensemble de son héritage théorique, n'est pas chose facile. On peut en dire autant de la classification de sa publicistique en variétés et genres.

Cela tient au fait qu'en matière de journalisme il n'existe pas encore partout des critères unifiés et bien définis, mais aussi au fait connu chez nous en général que des études de ce caractère, même partielles, faisaient défaut. Tout en ne niant pas l'influence de ces facteurs, il y a dans ce cas précis une autre cause intérieure, encore plus déterminante qui rend difficile tant la classification dans son ensemble de l'œuvre journalistique du camarade Enver Hoxha que sa division en variétés et genres. Cela est dû à la figure aux multiples facettes de ce grand dirigeant. Chez lui, comme l'a dit le camarade Ramiz Alia, se fondaient en un tout «... le penseur marxiste et le dirigeant de la révolution, le chef de guerre et l'homme d'Etat, le diplomate et le journaliste, l'intellectuel érudit et l'éducateur des masses, l'orateur ardent et l'ami des gens simples».[1] Et l'œuvre qu'il a laissée est à son image: on y trouve enchevêtrés les éléments essentiels de l'étude scientifique avec ceux de l'œuvre de journaliste; les éléments du discours public avec ceux d'un article consacré à un problème; le langage correct et intelligent du diplomate avec le langage ardent de l'orateur.

Dans son activité quotidienne de dirigeant (discours, interventions, notes etc.) on trouve des passages entiers, spécifiquement propres à des matériaux de journalisme et des réflexions, de même que dans sa correspondance on trouve des éléments relevant d'un article, d'un discours etc.

Il en va de même des imbrications étroites, souvent presque inséparables entre les types même de journalisme et surtout entre les genres. Dans beaucoup de ses articles on trouve des éléments d'une chronique ou d'un reportage, de même que dans ses notes de la journée, dans ses lettres on relève des éléments des autres genres.

En tout cas cet entrelacement organique entre les genres de sa création, dans son ensemble, et entre les genres du journalisme, en particulier, constitue, dans le domaine de cette étude, tout au plus un argument en faveur d'un jugement plus libre mais en aucun cas une barrière empêchant de s'y livrer.

Qu'englobe donc la production journalistique du camarade Enver Hoxha, quelle est sa part par rapport à l'ensemble de son œuvre?

Partant d'une conception plus «étroite» du journalisme, en tant qu'activité qui comprend toute création ou œuvre écrite (article, note, brochure etc.) à sujet politique et social tiré de l'actualité, le trésor de l'œuvre journalistique du camarade Enver comprend, sans aucun doute, la multitude de ses articles.

Ils commencent par l'éditorial du premier numéro du «Zëri i popullit» du 25 août 1942 et continuent presque dans tous les numéros du «Zëri i popullit» et du «Bashkimi» dans les années de la Lutte de libération nationale. Sa plume de brillant publiciste dans les années de la lutte (il y avait des journaux où il publiait jusqu'à trois ou quatre articles à la fois) demeura toujours la première, même lorsque la presse du Parti devint légale et officielle et que les spécialistes traitant les problèmes les plus aigus de chaque secteur se comptaient par dizaines. Dans les 57 volumes des Œuvres de la série publiées jusqu'à présent a été inséré l'héritage théorique d'Enver Hoxha depuis novembre 1942 jusqu"à mai 1976, des centaines de matériaux journalistiques authentiques (articles, éditoriaux, interviews etc.) qui totalisent un grand nombre de pages. Il est hors de propos de souligner que la grande valeur de ces écrits réside, en premier lieu, dans leur contenu idéologico-politique élevé, dans l'importance des thèmes et des problèmes soulevés, mais nous voulons souligner que par le nombre des titres et le volume des pages écrites, les écrits journalistiques proprement dits d'Enver Hoxha occupent une des places principales dans notre presse.

Très près des écrits journalistiques proprement dits, mais avec leurs spécificités, surtout en ce qui concerne les particularités et les caractéristiques fondamentales de la composition, de la destination, du style, etc., se rangent, comme un genre particulier de sa production de publiciste, les Appels, Messages, et Messages de salutations. A commencer par l'Appel du PCA adressé au peuple albanais en novembre-décembre 1941 et jusqu'à l'historique message de salutations adressé au peuple le 28 Novembre 1984, ce genre de production est des plus variés quant aux thèmes et aux problèmes dans le cadre du trésor journalistique du camarade Enver Hoxha. Rien que dans les 57 volumes de la série des Œuvres publiées jusqu'à présent et dans les 3 volumes de Lettres choisies ont été insérés des dizaines d'écrits comptant des centaines de pages.

Les notes quotidiennes du camarade Enver Hoxha constituent un autre genre assez cultivé de son œuvre de publiciste. A des fins de classification puis de publication elles ont été placées dans ce qu'on appelle «Le Journal» du camarade Enver Hoxha.

Le Journal, comme genre de création, est généralement compris dans la littérature documentaire, du fait qu'à travers lui est documentée, par une source de première main, la chronique de la vie et de l'activité de celui qui l'a tenu: il éclaire l'univers intérieur de l'auteur, ses opinions et ses sentiments à l'égard des événements et des situations qu'il a connus, etc. Dans le «Journal» du camarade Enver Hoxha le problème se pose tout autrement. Le corpus très volumineux de ses notes comprend essentiellement jusqu'à la fin non pas la chronique de sa vie et de son activité personnelle, mais celle de la vie et de l'activité de toute notre société, de notre Parti et de notre Etat socialiste. Les thèmes dominants de ces notes, pour le moment où elles ont été écrites, sont avant tout les grands sujets politiques et sociaux de l'actualité. Les notes du «Journal» d'Enver Hoxha ne sont pas un simple enregistrement d'événements, de problèmes, de situations, mais une réponse immédiate qui leur est donnée et une observation minutieuse, une méditation et une analyse approfondie de ces faits, de leur origine et de leurs conséquences. De par le grand volume des matériaux traités, mais surtout par la gamme des problèmes soulevés, par les profondes méditations et réflexions à leur propos, de la grande capacité de pénétrer dans leur essence cachée, de les analyser avec intelligence et grande maturité, de dégager, à la lumière de la philosophie marxiste, les racines de la vérité et de prévenir le cours futur des événements etc., par tous ces aspects, les notes du «Journal» du camarade Enver Hoxha sont, avant tout, des notes de publiciste authentique. En témoigne le fait qu'à part le contenu, la forme aussi de l'immense majorité de ces notes, la langue et le style sont ceux d'écrits authentiques de publiciste. Sous ce même aspect il est d'un grand intérêt d'analyser et de traiter aussi la correspondance, très vaste et variée quant aux thèmes et aux problèmes traités du camarade Enver Hoxha. Cette production également, au même titre que le «Journal», constitue un domaine d'étude particulier.

Mais la vérité est que la correspondance d'Enver Hoxha, tant par son contenu, les problèmes traités et sa destination que par l'écriture, relève de l'œuvre d'un publiciste à tel point que l'on n'entache en rien la rigueur des critères si dans son ensemble et surtout dans certains de ses éléments particuliers mais essentiels, elle est étudiée même dans cette discipline de la création.

La correspondance d'Enver Hoxha, de même que les notes du «Journal», n'a pas été dans son ensemble une simple correspondance personnelle, individuelle. Ses lettres, celles adressées non seulement au Parti, à des collectifs ou organisations, mais aussi à des particuliers, n'ont pas été des communications individuelles sur des questions personnelles familiales, etc. Au contraire, sa correspondance est une arme et un moyen très efficaces où sont traités les grands thèmes de l'actualité politique et sociale, où sont soulevés des problèmes des plus importants de notre vie et de notre révolution. On y trouve traitées des questions des plus importantes de la ligne et de la politique du Parti dans l'idéologie, l'économie, la culture, etc., soutenu et généralisé le nouveau, rejeté l'ancien, le faux, l'erroné, l'antisocialiste et l'antirévolutionnaire. Les grands thèmes et les problèmes multiples de la lutte et de la révolution sont précisément ceux qui pénètrent tout son épistolaire et font de cette sphère de la créativité un précieux patrimoine dans le domaine aussi du journalisme.

C'est la raison pour laquelle la majeure partie de ses lettres surtout durant la période d'après la libération, bien qu'adressées à des personnes, des entreprises, des institutions, etc., ont été publiées immédiatement dans les pages de notre presse et y ont occupé une place importante. La lettre «A propos de certains problèmes de la campagne» adressée à Safet Malaj, le 16 mars 1949[2], était destinée à une certaine personne mais les problèmes traités dans cette lettre concernaient tout le Parti et tout le pays. Il y est mis en lumière, du point de vue marxiste, une série de questions de la réalité politique et sociale de l'Albanie de cette période; des réponses exactes et ouvertes sont données aux soucis et aux préoccupations des travailleurs, on y trouve assignées des tâches et proposées des issues qui intéressent le Parti et le peuple dans leur ensemble, la paysannerie en particulier. Tout cela ainsi que la langue et l'écriture font de cette lettre une véritable œuvre de publiciste. On peut en dire autant de toute une série de lettres analogues, comme celles adressées à la coopérative de Dajç; de Këmishtaj de Plase; celles écrites aux correspondants volontaires de Fier-Shegan ou aux rédactions des divers organes de la presse, les lettres aux constructeurs des ouvrages industriels, aux volontaires des actions de masse à l'échelle nationale; aux combattants du nouveau et jusqu'aux lettres adressées aux ouvriers d'avant-garde dans l'industrie et l'agriculture; celles adressées à Fuat Cela ou Athina Milo, à Alo Qose, etc.

A travers ces lettres Enver Hoxha s'est adressé ouvertement au Parti et aux masses comme dirigeant et publiciste; il a soulevé devant eux des problèmes, les a orientés et les a appelés à se mobiliser et à s'engager tous dans la réalisation des tâches de l'édification et du développement socialiste du pays. Publiées aussitôt dans les pages de notre presse, elles ont joué un rôle d'éducation, de révolutionnarisation, d'orientation, etc., tout aussi important que les meilleurs articles et éditoriaux de nos journaux.

On peut en dire autant de la plupart des lettres datant de la période de la Lutte de libération nationale. Certes, elles étaient adressées à des personnes et instances données, certes, vu le caractère assez spécifique des questions traitées elles étaient secrètes et ne furent rendues publiques que plusieurs années après la Libération. Mais, dans leur essence, étant donné leur contenu, leur destination et leur rôle, elles eurent la valeur d'écrits très incisifs et efficaces. A travers ces lettres, Enver Hoxha trouvait souvent dans les conditions d'une profonde clandestinité, le seul substitut efficace aux moyens de large et rapide communication avec le Parti et les masses. Alors que la presse du Parti était illégale, encore quantitativement limitée et très périodique, alors qu'on ne savait pas exactement quand paraîtrait un numéro et le suivant, alors qu'on risquait de voir le matériel saisi par l'ennemi avant sa publication, que les moyens de communication étaient assez limités etc., les lettres ainsi que les tracts et les appels constituaient le meilleur moyen de liaison du Parti avec les masses, d'information de la base, de transmission des instructions et des tâches, de directives et d'ordres très importants, etc. Sous cet aspect les lettres constituaient à cette époque, si nous pouvons nous exprimer ainsi de façon imagée, la «presse intérieure» du Parti, celle qui risquait le moins de tomber aux mains de l'ennemi, qui parvenait le plus rapidement à destination et, ce qui était l'essentiel, la plus adéquate, et cela sans limites, pour communiquer n'importe quel problème, si interne et secret fût-il. Par la force avec laquelle y sont soulevés, traités et argumentes les problèmes, par la manière dont elles sont écrites et par leur style, ces lettres constituent, dans leur écrasante majorité de véritables articles et pamphlets. Dans les œuvres du camarade Enver Hoxha, ses Notes historiques et souvenirs constituent aussi un corpus très riche et des plus intéressants. En font partie des œuvres comme *«Avec Staline», «Les Khrouchtchéviens», «Quand naquit le Parti», «Les menées anglo-américaines en Albanie», «Années d'enfance», «Les Titistes», «Au milieu des gens simples», «Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle»,* etc. Bien que ces œuvres n'aient pas été jusqu'ici l'objet de quelque étude particulière, on s'est efforcé, à l'occasion d'anniversaires de la presse, comme embryon d'autres études etc., de définir leur appartenance à tel ou tel genre de la création. Certains hommes d'étude les considèrent comme des œuvres de journalisme proprement dit («le fonds d'or de notre journalisme»[3], d'autres comme des œuvres de littérature documentaire[4] et d'autres encore comme des œuvres (travaux) historiques, historico-journalistiques, historico-littéraires, etc.

Sans qu'il y ait lieu d'analyser ici le bien-fondé de telle ou telle classification, nous tenons à souligner seulement que justement dans le corpus des œuvres de notes historiques et de souvenirs se manifeste de la façon la plus complète ce qui était essentiel chez ce grand créateur: la fusion en un seul homme d'un grand homme d'Etat et d'un homme simple parmi les simples, d'un politicien et d'un combattant indomptable, d'un historien et d'un publiciste, d'un scientifique et d'un écrivain, d'un penseur et d'un chroniqueur précis.

Dans ces œuvres Enver Hoxha de même qu'il est politicien, historien et écrivain, est à la fois publiciste. Il l'est de par les qualités et les traits qui concernent la presse en particulier et le journalisme dans la large acception du terme: de par la thématique politico-sociale des œuvres mentionnées, de par l'esprit de parti qui les imprègne, leur authenticité, leur esprit d'engagement de classe et leur caractère opérant, par la puissance de synthèse et de prévision, le style journalistico-oratoire, la langue et toute une foule de moyens d'expression, caractéristiques du journalisme.

L'observation du processus de composition de ces œuvres témoigne aussi «en faveur» de leur nature d'écrits journalistiques. En jetant sur le papier ces fragments, l'auteur n'a guère envisagé leur insertion future dans un ouvrage. Il les a conçus au fil des événements, sur des hommes et des situations donnés, selon les occasions. Parfois il y a été poussé par un souvenir du passé, parfois par un entretien de travail ou une conversation libre entre camarades, avec des hommes de la base de la lutte, avec sa mère, sa femme ou ses enfants; parfois il a été poussé par le besoin d'éclaircir, au cours du processus de travail quotidien, une situation ou un événement du passé en faveur de l'étude d'un problème actuel, parfois il y a été incité par une lettre, par la lecture d'un article de journal, d'un livre ou, simplement, par l'audition d'une chanson.

Travailleur inlassable, systématique, inégalable, Enver Hoxha, même en ces occasions, ne laissait rien passer par simple goût de «discourir», pour la seule nécessité du travail quotidien et encore moins pour un plaisir du moment. Il s'asseyait à l'instant même, où il trouvait un peu de temps le soir, à ses rares moments libres et écrivait (plus tard il les enregistrait sur bande magnétique) les souvenirs ou les impressions qui lui étaient suscités même tout à fait par hasard. Il a écrit par exemple la note sur «la cabane de Galigati» le jour où il a entendu cette chanson d'Avni Mula au festival de la chanson à la RTV, il a écrit le fragment «Souvenirs des novembres lointains», le soir du 28 novembre 1972, sous l'impression directe d'une vieille photo très chère qu'il avait sous les yeux ce jour-là, 40 ans plus tard, lorsqu'il visita avec ses camarades le Musée de l'Indépendance à Vlore. Il a écrit une grande partie des notes oui devaient lui servir pour «Les Titistes», au printemps de 1981, sous l'impression directe des événements de Kosove; de même, plusieurs des fragments de ses œuvres contenant des souvenirs et des notes historiques sont des notes ordinaires de son «Journal» etc. Dans ce trésor qui grandissait sans cesse, on puise, comme des créations à part, toute une série d'analyses, de pamphlets, de réflexions et de méditations, une galerie de portraits, une variété infinie de descriptions, d'esquisses, de notes de voyage, etc.

Et tout cela, considéré dans cette première phase, représente, plus nue toute autre chose, des notes de publiciste. Entre-temps, au fur et à mesure qu'elles étaient classées suivant leurs sujets, venait un moment où de la quantité se dégageait une qualité nouvelle. Les dossiers et les cahiers où étaient classés les fragments suivant leur sujet, l'ordre chronologique, etc. fournissaient non seulement la matière première mais aussi les idées et les grandes lignes, la composition et la structure générale de l'œuvre en construction. Dès lors, avec la rigueur d'un scientifique et la souplesse d'un écrivain, le publiciste infatigable et le penseur virtuose complétait ces notes et effectuait les corrections nécessaires. Unifiant et harmonisant chaque fragment, chaque page et paragraphe de façon qu'ils répondent à l'idée dominante de son travail, il offrait toujours au moment voulu au Parti et au peuple son œuvre nouvelle, fruit d'un effort colossal de plusieurs années, mais qui était née et accomplie presque «sans se faire remarquer» presque «sans consommer un temps particulier».

Dans le cadre de la création globale du camarade Enver Hoxha ces œuvres se rangent parmi ses réalisations majeures et constituent l'une des réussites les plus parfaites du journalisme albanais en général.

Enver Hoxha était un publiciste éminent et achevé non seulement par le diapason mais aussi par la variété des genres qu'il a traités. En particulier durant les années de la lutte on doit à sa plume des éditoriaux et des articles, des portraits, des esquisses et des observations, des articles satiriques et des pamphlets, des messages et des appels et même des descriptions et des reportages. La variété de sa création de publiciste réfute l'idée ou la pratique de la spécialisation, souvent constatée parmi les journalistes; articles, éditoriaux, chroniques, articles satiriques, etc.

Il a traité avec maîtrise tous ces genres qu'il a parfaitement possédés et cette maîtrise même constitue un trésor et une grande école pour les journalistes et les publicistes révolutionnaires. L'œuvre de publiciste du camarade Enver, sous cet aspect, atteste, on ne peut mieux la vérité selon laquelle ce n'est pas le désir ou l'idée à priori du journaliste qui définit le genre dans lequel il traitera un événement, un fait, etc., mais que c'est le contenu concret de l'événement et du fait, leur essence, qui définissent le genre dans lequel sera décanté ce matériau concret.

C'est l'ironie même contenue dans la décision de Mustafa Kruja de «perpétuer les noms des patriotes» qui détermina que cet acte de Merlika pouvait mieux que par tout autre genre, être stigmatisé et dénoncé par un article satirique. D'où sortit le fameux article satirique «Le «patriote» Mustafa Merlika baptise les rues de la capitale des noms de patriotes albanais de notre Renaissance»[5]. C'est le contenu profond des problèmes, la nature des faits concrets, oui l'amena, par exemple, à dénoncer le Groupe du «Ziarri» par un article[6] de même que le vigoureux élan du mouvement partisan pouvait être rendu, comme il le fut, par un reportage[7]. Tout en soulignant cette caractéristique générale de l'œuvre de publiciste d'Enver Hoxha, on observe en même temps qu'à des périodes et dans des situations particulières délibérément, dans un but déterminé, y prédomine un genre ou un autre.

Dans les années 60 par exemple l'article historique est prépondérant, car c'était la forme sous laquelle on pouvait régler les comptes avec les révisionnistes modernes de la façon la plus exacte et la plus claire et sur la ligne la plus courageuse et la plus scientifique. Au cours des années 60 et surtout dans les années 1962-1967, prédominent les articles polémiques et scientifiques, d'un caractère politique et philosophique marqué, alors que, plus tard et surtout dans les années 1968-1970, un autre genre, destiné à être publié, occupe une place centrale dans la création du camarade Enver: Les lettres. Dans le cadre de sa vaste correspondance au cours de cette période, une multitude de lettres adressées à des particuliers, à des collectifs, etc., prirent par leur contenu et leur forme, mais aussi par leur mode de publication, la valeur et les particularités du genre que l'on qualifie de Lettres à la rédaction. C'est le moment des grands mouvements de masse pour l'émancipation de toute la vie et de l'activité de notre société, c'est le moment où furent déclenchées partout, dans tous les secteurs de la vie, des initiatives et des actions révolutionnaires.

Nécessairement, dans une situation pareille, il fallait soutenir et saluer sur le coup tout ce qui naissait de bénéfique et de révolutionnaire au sein des masses, il fallait y puiser l'inspiration, synthétiser et propager les nombreux exemples de leur participation à la vague de la révolutionnarisation générale. Cet objectif pouvait être aussi réalisé par des articles et des éditoriaux (et il y en eut des dizaines), mais Enver Hoxha choisit la lettre comme le moyen le meilleur et le plus efficace. La lettre est un genre lié au jour même où elle est écrite, qui touche directement les esprits et les cœurs de tous. Certes, des dizaines et des dizaines de lettres adressées au peuple, à des particuliers, à des collectifs par notre dirigeant portaient une adresse précise et elles étaient inspirées par l'acte ou le mouvement révolutionnaire d'une personne ou d'un collectif donnés mais plus qu'à une adresse précise elles étaient destinées au pays tout entier. Elles étaient publiées dans la presse le jour même de leur réception par le particulier ou le collectif à qui elles étaient adressées et cela n'était pas dû au hasard. A travers elles, le Parti affirmait le nouveau révolutionnaire, l'appuyait, le soutenait, le synthétisait et le propageait afin de gagner l'esprit et le cœur de toute la société. Et si la lettre, comme genre, a occupé la place principale au cours de cette période, plus tard, en 1984 par exemple, ce furent les messages de salutations qui prédominèrent dans son œuvre de publiciste destinée à la presse.

Il n'était pas d'année où il n'écrivit et n'envoyât de ces messages, depuis le 23 novembre 1941, avec le message de salutation adressé à la Réunion constitutive de l'Organisation de la Jeunesse communiste. Mais on 1984, ce moyen de communication avec les masses, le Parti et les cadres, prit délibérément une place essentielle dans l'action de notre dirigeant.

L'année 1984 fut l'année du 40^{e} anniversaire de la Libération de la patrie et cette année commémorative requérait, bien entendu, comme moyen de communication quelque chose qui eût dans son essence un caractère de fête, mais aussi qui permit de dresser un bilan analytique des conquêtes réalisées pendant 40 ans afin de communiquer aux masses les nouvelles orientations, les nouveaux appels et objectifs de notre Parti. Le camarade Enver Hoxha lui-même avait alors 76 ans. Conscient de son âge, il était fier et heureux d'avoir, pendant 40-50 ans de suite à la tête du Parti et du peuple, vécu la vie, le temps, les événements, comme il fallait les vivre. Aussi son cœur le poussait-il à s'adresser personnellement à tous pour les saluer et les remercier de tout ce qu'ils avaient fait sous la conduite du Parti, il se sentait obligé de rendre hommage à tous avec les plus hautes appréciations et considérations.

Entre-temps, les 40-50 années de son travail titanesque à la tête du Parti et du peuple avaient transformé l'Albanie et toute la vie politique, économique et intellectuelle albanaise, et lui-même avait blanchi à la tâche. La lutte, le temps, les efforts avaient fait leur œuvre. Enver Hoxha sentait bien que l'année 1984 était une année historique, où lui-même, tout en saluant et en félicitant chacun, en remerciant chacun de tout ce qui avait été fait de merveilleux, devait en même temps laisser à tous son grand testament historique, ses sages recommandations, son message pour l'avenir. Et cela ne pouvait être mieux fait qu'à travers des messages de salutations. Et si, chacun des messages de salutations qui se comptent par dizaines en 1984 traduit bien cette pensée et cette intention, son Message de salutations à la veille du 28-29 novembre 1984, était la grande tribune d'où le dirigeant immortel de notre Parti et de notre peuple, en évoquant et en synthétisant l'éclatante histoire de notre peuple et notamment celle de l'époque du Parti, heureux et fier de tout ce qui avait été réalisé, lança au Parti, au peuple, aux jeunes générations son message historique: veillez sur l'Albanie!

C'est par ce dernier message qu'il clôt ce grand moment, nous laissant ouvertes à nous et à nos successeurs les portes de son œuvre grandiose, au sein de laquelle sa création de publiciste occupe et occupera toujours une place particulière et des plus estimables.

II. Questions de contenu: à propos de la thématique, des problèmes, de la géographie de ses écrits

Il est difficile de trouver un thème ou un problème du vaste et profond processus révolutionnaire qu'a parcouru l'Albanie depuis 1941 jusqu'à nos jours qui n'ait été traité par la plume de publiciste du camarade Enver Hoxha.

Sans renier l'élément individuel dans la grande et puissante personnalité d'Enver Hoxha, la raison principale de son enclavement, dans la thématique globale et dans les divers problèmes de la lutte pour la liberté et le socialisme, tient aux conditions et aux circonstances concrètes sans lesquelles lui et sa génération durent combattre et diriger. Plus concrètement, elle tient à la nécessité de son engagement posée par le moment et la révolution ainsi qu'à la façon dont il répondit à cette nécessité.

Dans la pénible situation de terreur et de clandestinité, alors que le Parti à peine fondé manquait des moyens les plus élémentaires de communication de masse, il incombait à la presse clandestine le lourd fardeau de traiter, sous l'aspect de la philosophie marxiste, les thèmes et les problèmes cardinaux de l'époque. Il lui fallait jouer avec force et maîtrise le rôle d'informateur, d'agitateur et d'éducateur collectif. En tant que communiste, combattant et dirigeant, Enver Hoxha fut le premier non seulement à comprendre à fond la tâche qui incombait à chaque communiste concernant aussi la presse, mais il se mit aussi le premier au travail pour réaliser cette tâche. Afin que la presse du Parti réponde sur le coup aux objectifs à atteindre et aux événements et surtout pour qu'elle le fasse comme il fallait, le publiciste devait, en premier lieu, connaître à fond la réalité et les situations concrètes dans lesquelles se trouvait l'Albanie, connaître la ligne et le programme du Parti, les tâches essentielles auxquelles celui-ci et le peuple étaient confrontés. A part cette profonde connaissance, il était exigé aussi une grande clairvoyance et maturité dans la formulation et l'analyse des directives et des décisions. Mais à cette époque le Parti manquait de pareils publicistes bien formés. D'autres camarades de la haute direction du Parti, indépendamment de leur résolution et de leur dévouement à la cause du Parti, vu leurs conditions d'origine et leur niveau de formation idéologique et théorique, n'étaient pas en état de traiter dans la presse au niveau et au moment requis les thèmes brûlants pour le Parti. Ainsi le fardeau principal de la fondation de la presse centrale et de sa transformation en tribune de la lutte et de la liberté retomba principalement sur les épaules d'Enver Hoxha. C'est pourquoi Enver Hoxha assuma outre la multitude de ses autres tâches, celle de publiciste. C'est ce qui explique que presque dans tous les numéros du «Zëri i popullit» et plus tard du «Bashkimi» les éditoriaux et les principaux articles soient de sa main. Bien entendu, ces nouvelles charges accroissaient le labeur et l'engagement du dirigeant du Parti et de la lutte, mais tout cela devait influer puissamment aussi sur sa formation de communiste et de dirigeant doté de vastes connaissances et d'un large horizon, sur la formation et la consolidation de certains de ses traits et habitudes qui devaient devenir des traits permanents de sa nature dans le travail.

L'un des principaux de ses traits était **sa capacité de saisir rapidement l'essence des thèmes et des problèmes de l'époque, de distinguer rapidement les principaux des moins importants, les plus urgents des moins pressants et de les retracer par écrit à l'instant, clairement, de façon très concentrée et très communicative.**

Ainsi qu'en témoignent ses contemporains, les cas où l'on discutait des problèmes les plus divers au Comité central et au comité régional de Tirana, dans les actifs, les conférences et les autres réunions, ne se comptaient pas. Chacun parlait et discutait de tous les sujets abordés mais lorsqu'il s'agissait d'en reproduire l'essence par écrit dans une lettre, une circulaire, un communiqué ou un tract, dans un article ou une directive, c'était Enver Hoxha qui, en un temps extrêmement bref, formulait en deux ou trois pages de façon concentrée et très claire les éléments essentiels et fondamentaux des thèmes ou des problèmes traités sous tous les aspects des heures durant. La multitude des tâches et des événements lui imposait cette rare concentration. On ne pouvait agir autrement. Les situations évoluaient rapidement, les tâches et les problèmes n'en finissaient pas et nécessitaient une réponse exacte et claire. C'est justement cette capacité de concentration et cette rapidité de réflexion qui lui étaient imposées par le moment et les tâches, qui expliquent que en deux ou trois jours et même en un seul jour on trouve l'Enver Hoxha des années de la lutte tout à la fois participant à des réunions et des rencontres à discuter des problèmes les plus cardinaux du Parti et de la lutte jusqu'à minuit passé et en train d'écrire des lettres et des circulaires importantes adressées aux comités régionaux ou aux camarades; à préparer des rapports de consultations ou de conférences; à orienter les camarades qui partaient exécuter des actions et à élaborer le plan opérationnel des batailles tout en restant en même temps l'auteur le plus fécond de la presse militante de l'époque.

C'est la raison pour laquelle dans sa production de publiciste de cette période il traite avec maîtrise et à un niveau élevé les thèmes et les problèmes les plus importants de l'époque: depuis ceux de la propagation et de l'application de la ligne et du programme du Parti pour la Lutte de libération nationale jusqu'aux problèmes de

l'organisation et du renforcement du Parti même; depuis les thèmes et les problèmes consistant à élever le niveau de conscience des masses et à les mobiliser dans la lutte jusqu'aux thèmes de la dénonciation des machinations et des menées des envahisseurs et des traîtres au pays; depuis les problèmes relatifs à l'organisation du Front, de l'Armée de libération nationale, de l'insurrection armée générale jusqu'à ceux de la fondation du nouveau pouvoir, de l'organisation dû nouvel Etat albanais, de la reconnaissance de l'Albanie nouvelle démocratique dans le monde, etc.

Mais si, durant les années de la lutte, c'étaient les conditions et les circonstances particulières de cette période qui dictaient cet engagement particulier et complet de notre dirigeant dans la presse, il reste vrai que même dans la période oui suivit la libération sa plume de publiciste s'engagea à traiter tous les thèmes et les problèmes cardinaux de l'époque, indépendamment du fait que la grande armée des journalistes professionnels s'était créée et croissait et que les spécialistes traitant des thèmes et des problèmes les plus aigus dans tous les secteurs se comptaient par dizaines.

La raison principale de cet engagement permanent et complet de sa part comme publiciste même pendant cette période, demeurait, quant au fond, la même: le besoin dicté par la nouvelle étape de pareils publicistes, qui non seulement devaient bien connaître la multitude des problèmes à résoudre, avoir une vision très claire des voies à suivre et des méthodes à appliquer pour résoudre ces problèmes, mais aussi être capables de les analyser et de les propager de façon qu'ils soient compris et assimilés par les communistes et les masses.

Enver Hoxha était très conscient que les hautes fonctions qu'il assumait à la tête du Parti et de l'Etat, la grande expérience qu'il avait acquise, etc., lui imposaient de répondre à cette exigence de la nouvelle étape, de toutes ses forces, comme il l'avait fait durant la lutte. Il était le principal fondateur et l'architecte de la voie que suivait l'Albanie et il jugeait le journalisme l'un des principaux domaines où étaient élaborées et analysées plus à fond les idées et la ligne du Parti, en même temps que diffusées pour devenir le patrimoine des masses.

Les problèmes que dut affronter le journalisme à cette nouvelle étape étaient des plus divers et des plus complexes: ils concernaient la politique, l'idéologie et l'économie, la culture et le savoir, la défense et la science, la vie du pays et l'arène internationale. L'essentiel, c'est que non seulement sa façon de poser et d'analyser les problèmes dans la thématique complexe qu'il traite est tout à fait nouvelle mais les solutions qu'il y apporte sont nouvelles, originales.

Par son œuvre de journaliste embrassant tous les domaines il a prouvé, entre autres, qu'un journaliste militant, spécialiste de la ligne du Parti ne doit pas diviser les thèmes en «préférés» et «non-préférés», et qu'il n'est pas de thèmes ou de problèmes de la ligne et du programme du Parti dont le publiciste ne soit pas un spécialiste.

Naturellement, cette vérité n'est pas une prérogative qui s'acquiert de façon spontanée. Elle exige non seulement une profonde connaissance de la ligne et du programme, non seulement des aptitudes créatrices mais aussi une connaissance concrète des divers problèmes et thèmes de la vie et de l'action. Enver Hoxha lui-même offre l'exemple le plus édifiant à cet égard également. Les grands problèmes et les grandes tâches concrètes et futures à accomplir l'incitaient à assimiler à fond la théorie, marxiste-léniniste, et aussi à étudier et à se spécialiser non seulement dans d'importants domaines comme ceux de l'industrie et de l'agriculture, de la culture et de la science, du commerce et de la construction, mais encore dans des domaines plus limités : et il lui arrivait même, dans les premières années d'après la libération, comme il le dit lui-même dans ses notes, de suivre, faute de spécialistes, «des cours de spécialisation» sur des questions comme les finances, les rapports contractuels, le coût, le rendement, etc. On peut en dire autant des thèmes et des sous-thèmes, des grands problèmes ou des problèmes plus limités, très spécifiques, comme ceux de la culture et de la science, de la philosophie et de la lutte contre le révisionnisme moderne, de la politique intérieure et extérieure de notre Parti et de notre Etat etc. Les exigences de l'époque et la manière dévouée dont il y répondit poussèrent donc Enver Hoxha à pénétrer dans toutes les sphères et les cellules du grand et complexe processus de l'édification de l'Albanie nouvelle. La fatigue et la responsabilité qui lui incombaient étaient, bien entendu, très lourdes, mais le dévouement et le militantisme avec lesquels il leur fit face, nous ont légué, entre autres, cette abondance d'écrits journalistiques de premier ordre tant par le niveau de la conception, que par la complexité des thèmes et des problèmes.

En affirmant cette caractéristique fondamentale de son engagement permanent comme publiciste d'une thématique des plus complètes nous constatons en même temps que son engagement dans la presse, bien que permanent et multiforme, ne constituait en aucun cas un but en soi. Il s'adressait à la presse comme publiciste sur les thèmes et les problèmes les plus aigus, lorsqu'il se rendait compte que, comme dirigeant de parti, sa parole, son opinion et sa logique étaient nécessaires pour discuter et analyser tel ou tel problème.

Dans les années 60 par exemple, on assiste à un grand et particulier engagement de notre dirigeant dans les thèmes de la lutte contre le révisionnisme moderne khrouchtchévien et les autres courants révisionnistes. C'étaient les événements, les situations concrètes qui avaient mis ces thèmes au premier plan. A cette époque, notre pays, notre Parti avaient beaucoup de problèmes et de soucis à affronter (économiques, sociaux, politiques,

culturels, etc.) et notre presse en débattait. Mais Enver Hoxha, le premier en tant que publiciste, se concentra durant cette période sur le problème le plus délicat, le plus difficile et par conséquent le plus important: convaincre les masses de la trahison khrouchtchévienne, dénoncer et rejeter par des arguments persuasifs et une logique de fer les thèses et les prises de position des khrouchtchéviens, mettre à nu les raisons de cette trahison, sa base sociale de classe, en faire la synthèse et tirer des conclusions. C'était à ces moments-là le front le plus important et le plus difficile, celui qui requérait la plume mordante de grands esprits éclairés. Enver Hoxha s'engagea comme publiciste sur ce front également. Si dans la longue suite des articles regroupés sous le titre «La vérité marxiste-léniniste triomphera sur le révisionnisme moderne» écrits par Enver Hoxha et publiés comme articles de fond de 1962 à 1967 dans le «Zëri i popullit», «Rruga e Partisë», etc., le Parti du Travail d'Albanie connut l'une des étapes les plus héroïques et les plus brillantes de sa lutte pour la défense de la cause du marxisme-léninisme, le journalisme albanais connut aussi l'un des points culminants de ses succès.

Et si ce fut le moment historique qui, dans les 5 à 6 premières années 60, nécessita l'engagement d'Enver Hoxha comme publiciste du grand thème de la lutte contre le révisionnisme moderne, ce fut l'époque, la réalité, le besoin d'approfondir et de consolider la révolution en Albanie, qui rendirent indispensable, dans les années 1966-1970, l'engagement d'Enver Hoxha comme publiciste sur un autre thème: celui de la révolutionnarisation plus poussée du Parti, du pouvoir et de toute la vie du pays. Sa contribution au cours de cette période comme dirigeant et publiciste concerne principalement ce sujet sans négliger pour autant les autres problèmes intérieurs ou extérieurs.

Quant à l'ampleur des thèmes et des problèmes qu'a traités Enver Hoxha comme publiciste on en a aussi un témoignage dans la «géographie» de ses écrits. Sous cet aspect également, il est difficile de définir des «limites» d'étendue ou de classification dans le trésor qu'il a accumulé. Sans parler de l'Albanie, dont chaque coin et chaque pouce du territoire sont traités tant et tant de fois dans les analyses d'Enver Hoxha, il faut dire que son attention, sa pensée et son jugement de grand marxiste-léniniste embrassèrent tous les Etats et tous les continents.

En tant que communiste albanais, dirigeant du Parti du Travail d'Albanie et du peuple albanais, il suivit pas après pas et traita avec maîtrise et esprit de principe dans le domaine journalistique également tous les problèmes et questions, concernant les relations du Parti et de l'Etat avec d'autres partis et Etats. Il soutint et affirma tout ce qui servait les intérêts de notre peuple et des autres peuples, tout ce qui servait l'amitié entre les peuples et la cause de la révolution et attaqua et dénonça avec force tout ce qui nuisait à notre pays et aux autres.

Aussi est-il facile de comprendre pourquoi l'Albanie, cette partie de l'Europe et du monde, est traitée dans son œuvre de publiciste si largement par rapport à l'ensemble.

Alors que dans les années de la Lutte de libération nationale l'œuvre de publiciste d'Enver Hoxha est, sous cet aspect, la tribune d'où est appuyée et soutenue avec force la lutte des peuples de l'Europe et du monde entier contre la peste fasciste, dans la première période d'après la libération cette production est pour lui la tribune d'où le dirigeant de l'Albanie nouvelle défend les droits de son pays dans l'arène internationale, dénonce les menées et les visées des forces de l'impérialisme et de la réaction de toutes les couleurs pour dénier à l'Albanie ses terres et ses droits légitimes, étend encore et renforce incessamment les liens amicaux de l'Albanie et du peuple albanais avec d'autres pays et d'autres peuples. Ces conditions, ces circonstances et facteurs complexes et particuliers qui, dans la seconde moitié des années 50 et surtout à partir de 1960, rangèrent le PTA en première ligne de la lutte contre le révisionnisme moderne, contre l'impérialisme et la réaction, contribuèrent à conférer tant à la thématique des problèmes qu'à la «géographie» de l'œuvre de publiciste du camarade Enver Hoxha une densité et des dimensions considérablement accrues.

En tant que communiste internationaliste, ami des peuples et de la révolution, l'attention d'Enver Hoxha et sa plume embrassent et traitent avec esprit de suite et de principe tous les problèmes importants de cette période historique, fussent-ils ou non directement rattachés à l'Albanie. Toute une série d'articles et de pamphlets politiques où est dénoncée la politique agressive et exploiteuse des superpuissances et des forces de l'impérialisme et de la réaction envers les peuples, des œuvres comme *«Réflexions sur la Chine», «Réflexions sur le Moyen-Orient», «Deux peuples amis»* et, dans son ensemble «Le Journal politique», cette œuvre volumineuse et variée, constituent un témoignage d'une ampleur, qui, même par sa «géographie», a été rarement laissé par une personnalité ou homme d'Etat ou même par des publicistes, des spécialistes des questions internationales.

III. Du style et de la maîtrise de l'écriture

Comme peu d'autres dans le journalisme albanais Enver Hoxha a créé et raffermi un style particulier, le style journalistico-oratoire. Depuis l'«Appel du PCA» de novembre 1941, les tracts émis avant la parution de «Zëri i popullit» et le premier éditorial du 25 août 1942 et jusqu'à ses écrits et notes journalistiques les plus récents, tout ce qu'il a écrit, chacune de ses phrases évoque tout à la fois un passage de discours oratoire. L'albanais d'Enver Hoxha publiciste n'est pas seulement écrit, il a une résonance. Son texte non seulement se lit, mais s'entend.

En particulier sa production en ce domaine dans les années de la lutte n'est pas seulement un témoignage concret de ce style, elle nous donne aussi la clé pour comprendre pourquoi il a cultivé justement le style journalistico-oratoire.

Les obligations, le besoin de communiquer rapidement et directement avec les masses, avec le Parti, de leur transmettre la directive, la ligne, le programme, de leur communiquer une nouvelle heureuse ou douloureuse des champs de batailles etc., nécessitaient une concentration totale de sa part sur l'essence de ce qu'il allait communiquer. En de pareils cas l'idée coule de source naturellement et librement. Mais l'époque de la terreur et de la clandestinité ne permettait pas à la communication avec les masses, aux quatre coins de l'Albanie, de se faire directement dans des réunions, des rencontres, des meetings. La voie la plus efficace demeurait celle du journal et, dans ses écrits, de quelque genre qu'ils soient (articles, appels, lettres, messages, etc.) il ne faisait que jeter sur le papier ce que, en d'autres circonstances, il aurait transmis directement, de sa voix retentissante, dans une réunion ou un meeting de masse.

Les événements, les problèmes eux-mêmes à communiquer étaient tels qu'ils ne concernaient pas un cercle étroit mais tout le Parti, tout le peuple. Et, dans ces cas-là, lorsqu'il écrivait un article, un pamphlet ou même un reportage, il tenait compte de sa destination, du public auquel il était adressé. Il fallait donc que les idées, les instructions, les directives soient exprimés dans un langage simple, clair et compréhensible, dans le langage vivant du peuple.

C'est justement parce qu'il s'adressait à la masse des communistes et au peuple, parce qu'il savait que, d'une façon ou d'une autre, l'article, l'appel, le tract ou le pamphlet parviendrait et serait répandu partout, qu'Enver Hoxha cultiva et développa cette manière d'écrire où la logique s'imbrique étroitement avec l'éloquence, où les arguments sont tout aussi irréfutables par leur véracité et leur force qu'ils sont «souples», retentissants par leur mode d'expression et leur exposition.

Il savait bien que la majorité de ceux auxquels il s'adressait ne savaient malheureusement pas lire. C'est pour cette raison que la presse illégale, les lettres, les communiqués étaient lus collectivement dans des réunions et rencontres illégales, dans le temps libre entre deux batailles. Ils devaient être écrits de manière à non seulement être compris mais aussi retransmis, ils devaient bouleverser, toucher les sentiments et les esprits des gens, devenir une force matérielle.

Pour que cette «transmission» devînt le plus exacte et le plus efficace possible, il fallait que l'écrit comportât non seulement la force de la logique et des arguments, non seulement la force de la vérité et de la conviction mais aussi des sentiments et des émotions, un esprit caractéristique si le texte devait être transmis directement et oralement par lui.

Ce sont là les raisons essentielles qui amenèrent Enver Hoxha à cultiver un style communicatif vivant, un langage riche plein de coloris, une écriture empreinte de sentiments et d'émotions ayant une destination précise, pénétrée d'une pensée puissante et d'un appel souvent exclamatif : «O notre camarade Vojo Kushi, fils de la Shkodra héroïque... O notre camarade Sadik Stavaleci, fils de la vaillante Kosove... O héros légendaires...»[8] écrit-il en 1942 et personne n'imagine qu'Enver Hoxha est en train d'écrire un article sur trois héros, ses camarades, qui venaient de donner leur vie pour la liberté. On a l'impression qu'il est devant ses camarades, devant les masses et qu'il leur parle, qu'il les appelle de sa voix retentissante, vivants et morts, à se dresser pour la grande cause.

Enver Hoxha fit ainsi de son style un élément de sa tâche, une arme pour l'action, une composante de son récit, de sa communication avec le Parti et les masses.

En lisant l'œuvre de publiciste d'Enver Hoxha on comprend et on ressent immédiatement que l'usage de la parole, son emploi n'était pas simplement une question de maîtrise mais surtout une question de devoir, une question qui se rattachait étroitement à sa mission et à son action pratique. Autrement sa parole serait restée stérile, elle n'aurait pas accompli le rôle et la fonction qu'il recherchait. Il introduisit dans sa parole, dans son discours, sa pensée et son esprit, son grand amour pour le peuple et la cause commune, sa haine sans bornes pour l'ennemi. Tout cela conféra à son style d'écriture et de parler un dynamisme logique, un caractère militant et fougueux, profond et méditatif, une forme attrayante et un contenu révolutionnaire.

Même après la libération de l'Albanie, lorsque toutes les possibilités existaient pour une communication libre, complète et permanente avec le Parti et les masses, Enver Hoxha n'abandonna pas le style qu'il avait cultivé durant les années de la lutte. De façon générale, ce style demeura principalement un style pamphléto-oratoire. Il le conserva et l'enrichit encore, car ce style, où la parole et la phrase peuvent être non seulement lues mais aussi entendues, était celui qui s'appropriait le mieux à ses fonctions de dirigeant principal du Parti et du peuple et en même temps de grand publiciste inlassable. C'est pour cette raison que la plus grande partie de ses discours ressemblent sous maints aspects à des pages d'articles ardents de même que la majeure partie de son œuvre de publiciste évoque, sous maints aspects, le discours oratoire.

Telle est dans les grandes lignes le style de l'œuvre de publiciste du camarade Enver Hoxha. Naturellement, tout en soulignant cet aspect typique, si l'on analyse concrètement l'ensemble de ses précieuses productions de journaliste, on y trouvera toute une variété de moyens et de formes d'expression, une variété si riche, qu'elle ne laisse de place à aucune sorte de monotonie ou de répétition.

Dans ses écrits et matériaux journalistiques destinés aux masses, au peuple, prédomine un langage populaire, riche, plein de coloris, d'humour et de clarté, propre à la langue quotidienne, tandis que lorsqu'il s'adresse aux ennemis intérieurs ou extérieurs, notamment dans les écrits où il dénonce l'impérialisme et le révisionnisme moderne, prédomine le style intellectuel, une phrase correcte et complète. La force et la logique des arguments, leur ordonnancement et leur liaison au moyen d'un langage exact et mesuré, sont les éléments principaux qui donnent leur beauté et leur variété à ses écrits.

L'œuvre de publiciste d'Enver Hoxha, de même que toute son œuvre théorique, atteste de la meilleure façon que le style n'est pas simplement une question de choix du langage, des moyens d'expression, mais, en premier lieu, une question de conception du monde, qui relève de l'esprit et du cœur, une question de position et d'appréciation à l'égard de ce que l'on entend communiquer, qu'il est déterminé par la raison et le destinataire du message que l'on entend transmettre. Mais cette plume qui attaque farouchement les envahisseurs et les traîtres, qui entre librement dans les maisons et les cabanes et converse posément avec les jeunes et les vieillards, en mettant en action le trésor de la culture et de l'esprit du peuple a su, au cours de cette période, comme par la suite, suivant les événements et les situations, user d'un langage froid et d'une logique de fer, en recourant à des arguments irréfutables et à des phrases mordantes et précises, comme dans la langue des sciences exactes.

L'œuvre de publiciste d'Enver Hoxha, notamment ses notes dans le «Journal», ses tracts et une partie de sa correspondance, est loin des compositions classiques, des phrases limées, grammaticalement correctes. Il était conscient qu'il n'était pas juste, au nom de quelques stylisations, polissages et compositions morphologiques de la phrase, de nuire au contenu, d'affaiblir les arguments, les analyses logiques, de supprimer ou d'éviter une forme d'énoncé qui jette les idées et les émotions sur l'événement de façon complète, claire et avec véridicité à l'instant même, comme elles sortent de l'esprit et du cœur. Quant à la manière d'écrire d'Enver Hoxha, à la construction de sa phrase en général, on peut en dire ce qu'on dit de celles des grands créateurs: il n'avait pas besoin de rechercher un style achevé, riche qu'il était déjà de sa force. Les grands hommes, les grands créateurs ne sont pas jugés au degré de perfectionnement de la traduction de la pensée mais à la force de celle-ci, à la profondeur et à l'ampleur de l'analyse, aux conclusions auxquelles ils aboutissent, à la puissance de synthèse et de prévision. Evidemment lorsque nous disons que la structure, le style, la force des écrits d'Enver Hoxha ne constituaient pas une question primordiale, on ne doit pas penser qu'il les sous-estimait. Au contraire, il les appréciait beaucoup.

Il ne cherchait pas, si l'on peut dire, expressément des formes et des manières d'expression «singulières», «spécifiques», il ne perdait pas le temps ni la possibilité de s'attarder à des recherches sur des questions de forme, de stylistique, de la phrase. Sa préoccupation essentielle était le contenu, la profondeur de l'analyse, la force des arguments. Plus tard, en suivant le processus, l'évolution du fait ou de l'événement, dans plusieurs cas il «s'asseyait» intentionnellement pour échafauder le squelette, la structure détaillée d'un grand article ou de tout un livre. Bien qu'édifiés avec soin, suivant les règles et les normes de l'article théorique, ces articles diffèrent de tout schéma ou structure connue. Ils en diffèrent en premier lieu par la profondeur du contenu, par la logique de fer, mais aussi par la vitalité et la fraîcheur de la forme, par le mode d'expression, par le style de l'écriture.

Il y a lieu de souligner aussi une autre vérité:

Etant très engagé à des tâches des plus importantes et vitales, et la presse ayant pour fonction d'atteindre le plus vite possible les masses, Enver Hoxha n'avait pas de temps à consacrer à des introductions, des polissages, à une composition classique, à des théorisations, etc. Il allait droit au sujet, droit à l'objectif, comme le lui imposait la lutte, le lui imposaient les circonstances. Cela influa sur son style militant et fulgurant, mais aussi sur sa méthode de travail: savoir «balayer» a priori ce qui n'était pas essentiel et important, y «échapper», rationaliser le temps avec une concentration telle qu'il lui en reste pour participer aux réunions et autres activités de sa journée de travail, étudier, procéder à des analyses et méditer, rencontrer des camarades et des gens du peuple et, entre-temps, dans les intervalles ou aux heures tardives, jeter sur le papier quelques notes pour la presse, pour son «Journal», etc.

Tant que battit son cœur et fonctionna son esprit, il ne devait jamais renoncer à cette façon de travailler et de vivre. Il prit et cultiva l'habitude de prendre souvent des notes, de jeter ses idées ou, directement, tout un article sur le papier, et souvent, dans les premières années qui suivirent la libération, à la machine à écrire. Son temps pour voir et revoir le texte était limité, mais cela ne voulait pas dire qu'il négligeait la qualité. Au contraire, le contenu, la qualité des choses étaient pour lui d'une importance primordiale. C'est pourquoi, grâce à un travail inlassable et à une volonté de fer, il cultiva avec une grande maîtrise la capacité de frapper vite et juste comme peu savent le faire.

En outre, les notes du «Journal» d'Enver Hoxha, œuvre très volumineuse, sont le fruit de sa méthode consistant à suivre de près les événements, à les jeter sur le papier à l'instant, principalement à un moment libre. Bien entendu, cette méthode de travail est très fructueuse mais requiert de grandes capacités pour l'appréhension des problèmes, une profonde concentration et de l'habileté dans l'expression de la pensée. Chez Enver Hoxha cela devint une façon naturelle de procéder. Et cette méthode de procéder engendra cette création féconde et des plus vastes qui constitue et constituera à l'avenir également un trésor inappréciable de valeurs impérissables.

Notes :

1. Ramiz Alia, *Discours et entretiens,* t. 1, p. 30.

2. Voir: Enver Hoxha, *œuvres,* t. 6, pp. 56-82.

3. Voir: *«Studime filologjike»,* nr. 2, 1985, pp. 207-211.

4. Voir: *«Mbi letërsinë dokumentare shqiptare»* (De la littérature documentaire albanaise). Thème de dissertation déposé au Fonds de la Bibliothèque nationale, 1987.

5. Voir: Enver Hoxha, *œuvres,* t. 1, 2e éd. alb., pp. 204-206.

6. *Ibid.,* pp. 245-253.

7. *Ibid.,* pp. 237-244.

8. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 1, seconde édition, pp. 141, 142.

Pr Hekuran Mara — Le perfectionnement des rapports de production socialistes au cours du 8e quinquennat

Dans le cadre du grand programme de développement complexe de l'économie et de la culture nationales au cours du 8e quinquennat, (1986-1990), le IXe Congrès du Parti a souligné que le développement des forces productives doit être accompagné du perfectionnement des divers aspects des rapports de production socialistes. Ce n'est pas la première fois que l'on se fixait une telle tâche, elle n'en constitue pas non plus une orientation nouvelle. Au contraire, elle témoigne de la continuité dans un esprit marxiste-léniniste, de la ligne et de la politique économique et sociale suivies fidèlement par notre Parti sur cette question pendant la période de l'édification du socialisme dans notre pays. «Notre Parti, a souligné le camarade Ramiz Alia au IXe Congrès du Parti, a toujours veillé à ce que les développements quantitatifs et qualitatifs des forces productives s'accompagnent du perfectionnement des divers aspects des rapports de production.»[1]

La prévision idéologique et théorique scientifique de Marx et d'Engels suivant laquelle le socialisme représente la première phase indispensable et spécifique du mode de production communiste, a été démontrée avec une parfaite exactitude par la pratique historique et sociale de la révolution prolétarienne. Il a été également prouvé que le socialisme, étant une phase inévitable du communisme, se distingue par ses traits fondamentaux politiques et sociaux. Ceux-ci englobent des traits comme le niveau de développement des forces productives, le système politique (la dictature du prolétariat) et la structure de classe sociale de la société.

Les rapports de production socialistes et les autres rapports de la superstructure deviennent, après l'achèvement de cette étape, que l'on appelle la construction des bases du socialisme, la principale source de la reproduction, de la consolidation et du progrès du socialisme, de l'approfondissement de la justice et de l'égalité sociale qu'il assure.

La préservation du contenu et de la nature véritablement socialistes, sur des bases marxistes-léninistes saines, de ces rapports dans l'économie et la superstructure, constitue la condition décisive du développement du socialisme suivant une ligne ascendante et dans une juste voie, pour parer à tout danger de dégénérescence et ne pas permettre la création d'un terrain favorable à un retour en arrière, à l'ancien régime social, comme cela s'est produit en Union soviétique et dans les autres pays anciennement socialistes, où le capitalisme a été restauré.

Les rapports de production socialistes, ou comme on les appelle aussi les rapports économiques socialistes, constituent une forme sociale sous laquelle se manifestent les forces productives. Par conséquent, tout changement ou développement quantitatif et qualitatif des forces productives en général, nous enseigne le marxisme-léninisme, doit trouver son reflet correspondant dans des aspects particuliers des rapports de production socialistes. Bien que ces aspects soient partiels, et puissent, à un moment donné, paraître de peu de poids dans l'ensemble du système des rapports de production socialistes, ils n'en revêtent pas moins l'importance, en ce qu'ils fournissent un champ libre et une plus grande extension au développement des forces productives, confèrent à ces dernières et surtout à leurs composants un plus grand dynamisme à l'échelle de la nation, d'une branche ou d'un secteur déterminés de l'économie frayant la voie à des processus de développement nouveaux plus progressistes.

Le perfectionnement des aspects particuliers des rapports de production socialistes s'accomplit d'une manière consciente, organisée et dirigée par le parti de la classe ouvrière et l'Etat socialiste de la dictature du prolétariat. Elle se réalise à travers des voies, des méthodes et des formes propres au socialisme, qui émanent de l'idéologie marxiste-léniniste, se fondent sur les principes et les lois économiques objectives du socialisme, sur la ligne et la politique suivies par le Parti en vue de la consolidation et du développement de l'ordre social dans son intégralité.

Nous basant sur la dialectique réelle de l'édification du socialisme et de son développement, nous pouvons dire que le système des rapports de production socialistes comprend les domaines décisifs suivants de l'activité économique:

a) la propriété sociale des moyens de production sous ses deux formes ; b) la place occupée par les travailleurs dans la production sociale ; c) la forme d'organisation et de gestion des moyens de production et de toute la production sociale ; d) le caractère d'appropriation et de répartition du produit nouvellement créé ; e) la forme d'échange et de circulation du produit social.

Tout ce système des rapports de production socialistes se fonde sur la propriété sociale des moyens de production qui constitue le noyau du système. L'existence de la propriété sociale des moyens de production conduit à l'élimination de l'exploitation de l'homme par l'homme, à la réalisation de l'égalité sociale entre les travailleurs, à la mise de l'intérêt général de la société au-dessus de l'intérêt individuel étroit.

Les rapports de production socialistes se manifestent, dans leur essence, et avant tout, comme des rapports d'intérêts économiques entre la société, le collectif et l'individu.

La propriété sociale socialiste des moyens de production et le système des rapports de production socialistes dans son ensemble, créent la base et la possibilité objectives d'une juste harmonisation de ces intérêts. Or, la pratique a démontré que l'activité subjective des travailleurs et leurs intérêts personnels ne peuvent pas toujours être, au cours du processus de réalisation des rapports de production socialistes dans tous les domaines qu'ils englobent, absolument harmonieux et conformes à l'intérêt social. Sur cette base il est possible, en régime socialiste également, de voir surgir des contradictions non antagonistes, partielles et temporaires, entre les intérêts de la société et ceux de l'individu, contradictions que la société peut résoudre correctement et au moment voulu.

Le contenu économique et social objectif des rapports de production socialistes se manifeste dans les activités économiques concrètes des travailleurs, dans la politique économique de l'Etat socialiste et dans toute l'activité qu'il mène en vue d'une organisation et d'une gestion réglementées et planifiées de l'économie. Après que ce contenu est reconnu et filtré par la conscience subjective il se réalise dans la pratique, dans la vie quotidienne au moyen de la législation juridique dans l'économie.

Ce sont les hommes qui font la législation économique et la mettent en œuvre. C'est pourquoi, plus ils seront politiquement et idéologiquement clairvoyants, mieux et plus à fond ils connaîtront les exigences des lois économiques objectives, et plus la législation économique reflétera d'une manière adéquate et précise le contenu réel des rapports de production socialistes.

Du moment que les rapports de propriété constituent le fondement de l'ensemble des rapports de production socialistes et y sont décisifs, les rapports de propriété relatifs aux moyens de production, lorsqu'il s'agit du perfectionnement des rapports de production socialistes, ressortent au premier plan. C'est justement pour cette raison que le camarade Enver Hoxha a souligné que «... le travail et la propriété socialistes sont les deux grands piliers sur lesquels s'appuient le développement de l'économie, de toute la vie du pays, son présent et son avenir.»[2]

La ligne et la politique économique suivie par le PTA vis-à-vis de cette question cardinale ont été tout à fait conséquentes. Elles ont toujours visé à ce que le développement des forces productives soit accompagné du renforcement du caractère social des objets de propriété et de l'appropriation du produit réalisé; du développement et de la consolidation continus de ses deux formes (la propriété d'Etat et la propriété coopérée); du rapprochement graduel de la propriété coopérée et de la propriété du peuple entier, tout en créant les conditions nécessaires pour le passage à une forme unique de propriété sociale socialiste. C'est sur cette ligne et cette politique que sont axées les tâches assignées par le IX^{e} Congrès du Parti en vue du perfectionnement des rapports de propriété sociale.

Dans le cadre des deux formes de la propriété socialiste, la propriété d'Etat constitue la base du développement de toute la vie économique et sociale du pays, elle définit les possibilités et les limites de la reproduction et du perfectionnement de tout le système des rapports de production socialistes. En 1985, la propriété d'Etat représentait 70 pour cent environ de la richesse nationale créée par le travail de l'homme et plus de 83 pour cent des fonds essentiels de l'économie. Au cours de la même année, le secteur d'Etat créa environ 80 pour cent du produit social total et 71.5 pour cent environ du revenu national.

Au cours du 8^{e} quinquennat également, comme au long de la période précédente, le problème numéro un concernant la Propriété d'Etat demeure: accroître son poids et son rôle afin qu'augmente aussi le volume du produit social global et de la richesse nationale. La solution optimale de ce problème est conditionnée par le degré et l'intensité de l'action de trois facteurs principaux.

Le premier facteur de l'action dont dépend l'accroissement du volume du produit social global demeura l'efficience accrue de l'exploitation des principaux fonds de production existants, qui sont créés durant toute la période de l'édification du socialisme. Selon les prévisions, les principaux fonds de production existants dans l'industrie couvriront 74 pour cent de l'accroissement de la production globale prévue par le 8^{e} quinquennat. C'est le domaine le plus important où des facteurs subjectifs comme l'attitude socialiste des travailleurs à l'égard de la propriété sociale, sa conservation et sa meilleure gestion, la lutte contre les dégradations et les mauvais usages, le perfectionnement de son organisation et de sa gestion, l'économie de travail social, etc., se manifestent avec une force accrue et plus sensible.

Le second facteur qui entraînera l'augmentation du volume du produit social total sera constitué par les nouveaux fonds essentiels productifs que fourniront les investissements fondamentaux qui, selon les prévisions, atteindront, au cours du 8^{e} quinquennat, 24 milliards 450 millions de leks.

Le troisième facteur qui accompagnera le développement intensif et extensif de la propriété d'Etat et influera sur l'accroissement du volume du produit social total, consistera dans les changements qui seront apportés au volume et à la structure des fonds essentiels productifs dans l'industrie. En 1990, les fonds essentiels productifs dans l'industrie représenteront plus de la moitié du total des fonds essentiels productifs qui sont propriété d'Etat. Ainsi

s'améliorera également la structure technologique des fonds essentiels de l'industrie, dont la partie la plus active, comme les machines et les équipements, en absorbera environ 45 pour cent. Ces changements dans le volume et la structure de la propriété d'Etat dans l'industrie, permettra à la reproduction des ouvrages de la propriété d'Etat socialiste, de se réaliser à l'avenir grâce à la contribution sur une plus vaste échelle de la base matérielle et technique du pays et à un niveau technique et technologique plus avancé.

La caractéristique fondamentale de la base matérielle et technique créée comme propriété d'Etat socialiste, consiste en ce qu'elle est exploitée dans toutes ses capacités. Or, des problèmes qui exigent une solution surgissent parfois dans ce domaine. Des machines et des équipements spéciaux produits dans le pays ou importés restent inutilisés sans avoir été mis en exploitation pendant un temps relativement long. Des problèmes de l'exploitation incomplète des capacités productives pour des raisons objectives ou subjectives se posent aussi à propos des nouveaux ouvrages en construction. Il faut dans certains cas élargir, moderniser et compléter par la technologie moderne, les capacités productives existantes ou quelques-uns de leurs composants, afin de parvenir à un traitement plus complexe des richesses naturelles et d'accroître leur rentabilité. C'est même là le but essentiel de la restructuration de dizaines de fabriques et d'usines existantes, prévue pour le 8^{e} quinquennat.

La propriété coopérative aussi, en tant que partie intégrante de la propriété sociale socialiste, subira, au cours du 8^{e} quinquennat des transformations quantitatives et qualitatives. Les conditions de la dictature du prolétariat et de la propriété d'Etat socialiste lui permettent de se développer et de se consolider de façon continue ainsi que de se rapprocher toujours plus de la propriété du peuple tout entier. Notre expérience a démontré que ce processus «... doit être tel que la sphère des rapports de propriété d'Etat s'élargisse progressivement et celle des rapports de la propriété coopérative aille se rétrécissant».[3]

La propriété coopérative conserve encore en elle pour une longue période de grandes possibilités d'encourager le développement intensif et extensif des forces productives dans l'agriculture, l'accroissement de la production agricole ainsi que l'amélioration, sur cette base, du bien-être des coopérateurs. Au cours du 8^{e} quinquennat, ces possibilités s'accroîtront encore grâce au travail et à l'accumulation réalisés par la paysannerie coopérée elle-même, ainsi qu'à travers une aide accrue accordée par l'Etat socialiste. 7 milliards 700 millions de leks seront investis pour le développement de l'agriculture tandis que la production agricole globale durant le quinquennat dans son ensemble augmentera de 35-37 pour cent. Des facteurs tels que la mise toujours mieux de l'industrie au service de l'agriculture, l'extension de la zone de plaine intensifiée prioritairement, l'accroissement du nombre de coopératives à vocation pastorale dans les zones montagneuses, etc., contribueront toujours plus à consolider la propriété de groupe. Tout le processus de consolidation de la propriété coopérative contribuera à rétrécir les différenciations entre la zone de plaines et celle de collines et de montagnes, ainsi qu'à mieux satisfaire les besoins des coopérateurs et des travailleurs; de la ville en produits alimentaires.

Une nouvelle forme originale et novatrice du développement qualitatif de la propriété coopérative sur la base de l'imbrication des rapports de la propriété de groupe et de la propriété d'Etat est fournie par les coopératives de type supérieur créées conformément aux enseignements du Parti et aux orientations du camarade Enver Hoxha. Aujourd'hui, ces coopératives se sont étendues dans la majorité des districts du pays, surtout de la zone de plaine; elles englobent une superficie de terre arable d'environ 186 mille hectares, soit 57 pour cent de la superficie de terre arable de la zone de plaine et fournissent 45 pour cent environ du total du fonds d'accumulation des coopératives agricoles. Les données recueillies au cours de plusieurs années démontrent que les coopératives de type supérieur donnent de meilleurs résultats économiques et financiers que les coopératives ordinaires, qu'elles sont plus proches des entreprises agricoles, qu'il est donc possible et souhaitable que dans l'avenir, d'autres coopératives du pays, surtout celles de la zone intensifiée prioritairement, s'engagent dans leur voie.

L'expérience accumulée démontre également que la participation de l'Etat par l'allocation de fonds non remboursables à ces coopératives au titre des investissements de fonds productifs, et des moyens circulants est l'élément le plus important de l'imbrication des rapports de la propriété du groupe et de ceux de la propriété d'Etat dans les coopératives de type supérieur. C'est là une mesure indispensable et un important facteur de l'élévation du niveau d'intensification de la production agricole et de l'accroissement, sur cette base, de son volume ainsi que de la préparation des conditions économiques et sociales appropriées pour la transformation progressive et plus naturelle de la propriété de groupe en propriété de la société tout entière. C'est la raison pour laquelle, parallèlement à l'augmentation du nombre de coopératives de type supérieur et à l'extension de la zone intensifiée prioritairement, il a été prévu d'accroître, au cours du 8^{e} quinquennat, la participation de l'Etat en moyens non remboursables au fonds productif des coopératives. Il convient donc de perfectionner encore le mécanisme de la participation de l'Etat en moyens non remboursables, de la rendre plus dynamique, afin qu'il incite les coopératives à accroître la production et leurs revenus pour soi et pour la société, en combattant toute manifestation de repli sur soi-même. Il est également exigé d'appliquer, dans les coopératives que l'Etat soutient par des allocations non remboursables, des formes d'organisation et de direction plus variées et d'utiliser aussi des éléments de la répartition socialiste, caractéristiques de la propriété d'Etat.

Un élément nouveau né ces temps derniers au sein de la propriété coopérative consiste dans les petits troupeaux (vaches ou brebis) créés dans les brigades. L'introduction de cet élément dans toutes les coopératives du pays contribuera à consolider la propriété coopérative elle-même, en mettant plus largement à profit toutes les possibilités du développement extensif de l'élevage, ce qui conduira sûrement à l'accroissement accéléré des productions pastorales, destinées à l'approvisionnement de la paysannerie coopérée. La réalisation de l'objectif fixé, consistant à satisfaire, avant la fin de 1988, par la production des petits troupeaux des brigades, les besoins en lait de la paysannerie coopérée, permettra d'améliorer l'approvisionnement des travailleurs de la ville en lait et en ses sous-produits par les troupeaux de bétail concentrés des coopératives agricoles.

La constitution des petits troupeaux de bétail dans les brigades des coopératives n'est pas un élément fortuit ou passager, ni non plus limité dans le cadre du 8^{e} quinquennat, il représente une stratégie à long terme dérivant du développement économique et social objectif du pays. Ce développement garantit l'accroissement, chaque année à des rythmes constants et raisonnables de la population urbaine et rurale. En conséquence s'accroît aussi le nombre des brigades dans les coopératives agricoles, cependant que s'élève leur pouvoir d'achat, en même temps que les exigences de la paysannerie en lait et en ses sous-produits. Dans ces circonstances, le nombre de troupeaux dans les brigades doit également augmenter en fonction de l'accroissement des besoins des coopérateurs et de leurs familles. Telle est la juste conception que l'on doit avoir des troupeaux des brigades des coopératives et qu'il faut appliquer avec continuité aujourd'hui et dans l'avenir.

Le perfectionnement des rapports socialistes à la campagne est également soutenu par l'application de la ligne et de la politique du Parti concernant les lopins individuels. A cet effet les efforts seront poursuivis dans deux directions principales: premièrement, celle de l'accroissement des revenus des coopérateurs à travers l'économie collective, et deuxièmement, celle de l'augmentation des productions agro-pastorales réalisées dans cette économie de façon à satisfaire les besoins de la consommation de la paysannerie coopérée. Actuellement il est demandé que la surface du lopin individuel soit utilisée exclusivement pour satisfaire les besoins de la famille coopérée en produits agricoles et accroître la base alimentaire du menu bétail personnel là où la mise en troupeaux n'a pas encore eu lieu. En ce qui concerne le bétail mis en troupeau la tâche fondamentale demeure d'accroître sa productivité et de remplacer à tout prix les bêtes qui atteignent les limites de l'élimination naturelle, sans permettre toutefois la diminution du nombre de têtes dans les troupeaux concentrés de la coopérative.

Les masses travailleuses étant déclarées, en la personne de l'Etat, propriétaires inamovibles des moyens de production et de tous les biens sociaux, elles doivent, pour concrétiser cette situation du point de vue économique également, participer à la gestion et à l'utilisation de la propriété, avec un sens de responsabilité accru des résultats à obtenir pendant son usage. Par conséquent, les problèmes relatifs à l'organisation et à la gestion des moyens de production et de la production sociale dans son ensemble, à la place qui revient aux travailleurs dans le processus de cette production, constituent un domaine particulier des rapports de production socialistes. L'expérience historique de l'édification du socialisme dans notre pays démontre que, conformément au développement dynamique des forces productives, à l'élévation du niveau politique, idéologique, culturel et professionnel des travailleurs, à l'expérience acquise dans l'organisation et la gestion de la production socialiste, s'affirme aussi le besoin de perfectionner les formes d'organisation et de gestion de l'économie, en vue de quoi sont créées les conditions matérielles et subjectives.

Le fonctionnement de l'économie socialiste et son développement, suivant un plan unique d'Etat, global et centralisé, est sa forme d'organisation la plus générale. La conservation de cette forme générale de fonctionnement constitue une question de principe d'une importance décisive. Elle empêche la dégénérescence de l'économie socialiste en une économie capitaliste de marché, comme cela s'est produit dans les pays où les révisionnistes sont actuellement au pouvoir. C'est pourquoi, lorsqu'on se fixe pour tâche de perfectionner l'organisation de notre économie socialiste, le premier problème à prendre en vue est celui de perfectionner certains aspects, normes et règles existants relatifs à l'élaboration et à l'application des plans de développement de l'économie à l'échelle du pays, de chaque branche, district, entreprise, coopérative, secteur, atelier ou brigade.

L'élaboration et l'exécution du plan est une activité subjective des travailleurs qui s'appuie sur la connaissance relative de leur part d'une réalité donnée, dans le temps et l'espace, et elles ne peuvent par conséquent être absolument parfaites. Cette affirmation ne réfute en rien la nécessité objective d'un développement planifié de l'économie socialiste. De ce point de vue, l'élaboration et l'exécution du plan reflètent la connaissance des exigences des lois économiques du socialisme et de la politique économico-sociale du Parti qui se fonde sur ces lois, ainsi que la connaissance des autres lois de la science et de la technique. Afin de réaliser une planification aussi réelle, scientifique et mobilisatrice que possible, il faut en premier lieu et à tout prix que les organes du Parti, de l'Etat et de l'économie, les cadres dirigeants, les spécialistes ingénieurs et techniciens et les économistes, ainsi que tous les travailleurs dans leur ensemble, assimilent à fond cette connaissance. Tout ce qui concerne la planification doit être vérifié dans la pratique, confronté aux résultats visés et, sur la base de cette pratique, enrichi et perfectionné davantage.

La planification ne peut être perfectionnée sans une connaissance plus large et plus efficace des méthodes contemporaines avancées d'établissement des balances, de fixation des normes d'analyse, etc., et sans l'appui des possibilités créées par les moyens de l'informatique, les calculatrices électroniques et la statistique. L'utilisation de ces moyens crée la possibilité réelle d'élaborer diverses variantes des plans du développement de l'économie, à tous ses niveaux et ses maillons, en visant à en définir la meilleure, celle qui assure un plus grand accroissement du revenu national, de l'accumulation et de la consommation.

Notre économie est gérée sur la base du principe de centralisme démocratique, qui harmonise la direction centralisée de l'Etat d'en haut avec la démocratie, la participation de la base et des masses d'en bas, l'intérêt général à l'échelle nationale avec l'intérêt partiel de chaque branche ou secteur, ainsi que l'octroi de certains droits avec les responsabilités et les obligations.

Alors que l'intérêt général de l'économie exclut l'indépendance absolue de l'entreprise, il n'exclut pas en revanche son indépendance relative (l'initiative et la responsabilité du collectif, son action efficace, etc.). Le socialisme est aussi bien contre le centralisme bureaucratique que contre la transformation des entreprises d'Etat en propriétaires privés des moyens de production, ce qui conduit au capitalisme, à l'anarchie et à la désagrégation du pouvoir. La préservation du contenu politique, économique et social du centralisme démocratique et son application avec esprit de suite, est une question de principe d'une importance décisive. Elle barre la voie à une gestion de type anarcho-syndicaliste, «autogestionnaire» ou fondée sur l'entière liberté du marché. Trouver des formes et des méthodes plus adéquates et plus efficaces pour une harmonisation de la gestion centralisée avec l'initiative révolutionnaire de la base, est l'une des tâches fondamentales assignées par le IX^{e} Congrès du Parti en ce qui concerne le perfectionnement des rapports de production dans la gestion de l'économie.

La direction centralisée de l'économie est un ordre et une instruction donnés par l'Etat, elle implique une autorité politique, une obligation légale de la part des organes inférieurs d'appliquer les décisions arrêtées par les organes supérieurs de l'Etat et de l'économie ainsi que la responsabilité judiciaire, matérielle et morale de chacun pour leur application. Par conséquent, il est exigé un sentiment de responsabilité et une obligation accrus dans la reddition des comptes, quant à l'application des décisions prises et à la réalisation des devoirs assignés à chaque cellule et maillon de l'économie. Il est également exigé d'utiliser et d'appliquer jusqu'au bout les sanctions légales, matérielles ou morales, que prévoit la législation économique existante envers des travailleurs ou des collectifs particuliers qui ne réalisent pas leurs tâches. La discipline et l'obligation, la responsabilité matérielle ou morale accroissent l'intérêt et l'initiative, renforcent l'ordre et la bonne marche des affaires, tandis que leur absence ou leur infraction frayent la voie au désordre, au subjectivisme, au volontarisme et à la spontanéité, qui sont gros de fâcheuses conséquences politiques, économiques et sociales, étrangères et nocives à l'ordre socialiste.

Le centralisme se réalise à travers des méthodes administratives et économiques. Le recours à telle ou telle méthode dépend du développement de l'économie socialiste, de la liaison entre ses branches, de leur intégration, etc. Le centralisme doit résoudre à tout prix les grands problèmes actuels et futurs qui se rattachent à la structure de l'économie, aux proportions et aux rythmes de son développement, à la répartition du produit global en fonds de consommation et d'accumulation. Bref, il doit résoudre tous les problèmes relatifs à l'harmonisation et à la dynamique macroéconomique, en suivant de près le processus de leur réalisation.

Le renforcement du contrôle à tous les maillons des organismes de l'Etat et de l'économie est l'une des méthodes administratives visant à perfectionner le centralisme. Ce contrôle doit être renforcé surtout dans les unités de base de la production, dans les brigades, ateliers, secteurs, entreprises ou coopératives agricoles, d'où partent les rapports de direction pour suivre le processus de production, les frais, la qualité, et la circulation des valeurs matérielles et financières, des produits finis et des marchandises en général. Dans ce cadre, il est exigé de perfectionner et de consolider davantage l'efficacité du contrôle effectué par les organes spécialisés, en tant qu'organes très importants de la direction centralisée de l'économie et de l'application de la politique économique du Parti. C'est dans ce but qu'a été créée au sein du Gouvernement, la Commission de Contrôle de l'Etat, au niveau de ministère et comme un organisme investi de pleines compétences exécutives.

Les méthodes économiques sont également une partie intégrante du mécanisme du centralisme. La question se pose de perfectionner davantage l'utilisation de ces méthodes à travers une plus grande participation des paramètres des valeurs et des leviers économiques tels que le coût de production, le prix, le revenu net centralisé de l'Etat, les finances, le crédit, la circulation monétaire, la banque, etc. Dans ce cadre, des mesures sont arrêtées qui améliorent les prix du stockage des produits agro-pastoraux. Mais, dans le domaine des prix il y a encore des problèmes à étudier et à résoudre. Il y a parfois dans la pratique des cas où le centralisme n'est pas appliqué correctement. Le IX^{e} Congrès du Parti a critiqué certaines manifestations nocives déjà constatées, comme les tendances à centraliser jusqu'aux questions les moins importantes, les exagérations consistant à procéder à des concentrations ou à des spécialisations injustifiables dans la production ou l'approvisionnement. Il n'est pas justifié que la production de meubles, de boissons rafraîchissantes ou de menus articles nécessaires à chaque

district soit concentrée uniquement dans deux ou trois districts. Il ne faut pas non plus que la production d'œufs et l'élevage du poisson respectivement dans les complexes modernes d'élevage des poulets et à la mer soient développés en sous-estimant l'élevage de ceux-ci dans des coopératives par des méthodes traditionnelles, et celui des poissons dans les eaux intérieures, etc.

Notre centralisme est démocratique, il ne peut être conçu ni réalisé sans la participation active des masses, sans l'indépendance relative de l'entreprise ou de la coopérative agricole, sans non plus l'initiative des travailleurs de s'acquitter des tâches assignées par le plan d'Etat. Il ne faut pas penser que les organes de l'Etat et de l'économie, chargés de la réalisation de la gestion centralisée de la propriété socialiste, défendent seulement les intérêts de la société ni que cela se réalise toujours et dans tous les cas avec une précision automatique. Non, ils ont aussi des intérêts étroits propres aux départements, aux branches ou aux districts, aux entreprises ou aux coopératives. Cela engendre le problème d'un contrôle réel de la part de la société sur les organes de l'Etat et de l'économie chargés de la direction centralisée de la propriété socialiste pour que les intérêts d'un ministère, d'une branche, d'un district, d'une entreprise ou d'une coopérative ne priment pas les intérêts de la société. L'instruction de Lénine suivant laquelle les appareils administratifs de gestion de l'économie socialiste doivent être de nature à agir non seulement dans l'intérêt des travailleurs, mais, par leur intermédiaire, à travers la démocratie socialiste qui ne peut être remplacée par rien d'autre, revêt, à cet égard, une importante signification.

Notre Parti a le grand mérite d'avoir toujours considéré les deux aspects, le centralisme et la démocratie, dans l'unité, d'avoir combattu à la fois et le centralisme excessif et le libéralisme, en déterminant les limites à l'intérieur desquels doit se concentrer cette lutte et la ligne de masse dans la gestion de l'économie. Ces limites apparaissent, comme on le sait, dans le pouvoir de décision, dans les compétences et les responsabilités qu'assument tous les maillons de la gestion de l'économie au centre et à la base concernant le choix et l'approbation des indices économiques, techniques et financiers, du volume et de l'assortiment de la production, du fonds des salaires, des investissements, de l'approvisionnement matériel et technique, de la distribution du profit fini et d'autres indices du plan d'Etat. La pratique a montré que ces limites doivent être mises au maillon qui est le mieux informé, qui est le plus intéressé et peut le mieux harmoniser les intérêts de la société avec ceux d'un collectif ou d'un individu. Dans ce cadre, un soin particulier doit être consacré aux rapports de l'Etat avec les coopératives agricoles, qui doivent agir avec plus d'initiative et plus de compétences pour décider de leurs affaires, trouver les voies les plus adéquates et les plus efficaces pour accroître leur production et leurs revenus. C'est aussi le sens et l'objectif de l'expérimentation sur la planification du secteur coopératif que l'on est en train de faire dans le district d'Elbasan et dans quelques coopératives des autres districts.

Le niveau de satisfaction des besoins matériels et culturels d'un peuple n'est ni un cadeau de la nature ni une fatalité naturelle. C'est, en premier lieu, une résultante des proportions du produit social global et des rapports de répartition. C'est là un axiome valable pour tout ordre social et en tout temps. Sur ce plan, le socialisme représente le premier régime dans l'histoire de l'humanité qui garantit la véritable justice sociale dans le domaine de la répartition, libère les travailleurs de l'exploitation de l'homme par l'homme, des règles et des normes dictées et imposées par la loi du profit dans l'économie de marché sur la répartition du produit social.

La répartition selon le travail est une grande victoire politique, idéologique et sociale remportée par le socialisme dans notre pays, car les rapports économiques qui règnent dans ce domaine «... sont des questions d'importance vitale pour le développement de l'économie et la vie des travailleurs. Ils ont un sens et un contenu profondément idéologiques, politiques, économiques et sociaux et ne sont pas d'un caractère purement administratif et technique»[4].

Le PTA a toujours visé, par sa politique, à ce que les rapports de répartition, conformément aux exigences de la loi économique afférente, soient de nature à encourager l'accroissement du produit social, l'amélioration de la qualité et la diminution du travail effectué pour sa production; qu'ils raffermissent le caractère social de l'appropriation, harmonisent la distribution et la redistribution du revenu national entre les classes, les branches et les secteurs de l'économie, réduisent les différences entre les revenus des classes et des groupes au sein des classes, renforcent le contrôle de la société sur le volume du travail et de consommation. Ce sont ces directions principales qui définissent le cadre à l'intérieur duquel les rapports de répartition s'amélioreront sur des bases marxistes-léninistes saines, au cours du 8^{e} quinquennat également. Les rapports de répartition comprennent, comme on le sait, la répartition du produit pour soi et de celui pour la société. Ainsi, entraînent-ils, par le prélèvement sur le revenu national, la constitution de deux fonds importants: le fonds de consommation et celui d'accumulation. L'aspect des rapports de répartition qui se manifeste de la façon la plus sensible pour le bien-être de chaque travailleur, concerne la rémunération de son travail par le salaire. Le IX^{e} Congrès du Parti a fixé pour tâche que le salaire soit mieux et plus étroitement lié à la quantité et à la qualité du travail fourni et aux frais de la production. Les mesures arrêtées à cet effet jusqu'à ce jour ont eu un effet généralement positif, accroissant l'intérêt des travailleurs à une meilleure réalisation des tâches du plan. Mais, il y a encore à propos de cette question des problèmes à résoudre après qu'ils auront été étudiés et synthétisés sur la base de l'expérience pratique.

Se fondant sur l'expérience accumulée, il est nécessaire d'étendre les formes de salaire suivant la quantité et la qualité du travail fourni et les frais de production, dans toutes les entreprises et tous les secteurs d'Etat de l'économie où elles peuvent être appliquées. Cela exige une lutte opiniâtre contre toute pratique nocive menant à la perception d'un salaire immérité, à un accroissement plus rapide du fonds des salaires que du rendement du travail ou à l'augmentation du volume de la circulation au détail des marchandises et des services payés. Tout effort visant à améliorer les rapports de répartition sans le strict respect de la loi sanctionnant que le rendement du travail fourni doit être plus élevé que le salaire reçu, conduit, bon gré mal gré, à l'affaiblissement de la discipline du travail, à l'accroissement du produit pour soi au détriment du produit pour la société, à l'apparition de disproportions entre la quantité de l'argent en circulation et son recouvrement à travers le volume et la structure respectifs des biens de consommation et des services payés, etc.

Le remplacement dans les coopératives agricoles de la rémunération à la journée-travail par un salaire calculé sur le rendement est une importante mesure d'amélioration de la rétribution du travail. Il faut le faire dans chaque coopérative où l'on constate déjà un accroissement stable de la production et des revenus ainsi qu'un fonds de salaires de réserve suffisant pour satisfaire les besoins en acomptes des coopérateurs. Une autre mesure possible pour l'amélioration des rapports de répartition dans les coopératives agricoles serait aussi l'augmentation des acomptes pour le travail effectué par les coopérateurs au cours de l'année, en vue d'accroître leur intérêt à réaliser les tâches du plan à un rythme soutenu. Afin de stimuler et de mieux apprécier les efforts des travailleurs pour sur-accomplir les tâches du plan, le IX^{e} Congrès du PTA a fixé pour tâche de maintenir, dans ce but, la priorité des stimulants moraux, tout en accroissant le rôle des stimulants matériels. «Le travail rentable, de bonne qualité et accompli avec économie, doit être encouragé et apprécié davantage, non seulement moralement mais aussi matériellement.»[5] Ces stimulants matériels doivent récompenser en premier lieu les collectifs et individus qui sur-accomplissent les tâches du plan, font des inventions, des rationalisations, augmentent l'accumulation, etc.

Pour une meilleure application de la politique du Parti dans l'extraction du pétrole, du chrome, du cuivre, du charbon, dans les industries mécanique et textile, les usines d'enrichissement du chrome et du cuivre, les fonderies de minerais, l'industrie alimentaire, etc., il a été décidé d'accorder des rémunérations supplémentaires aux ouvriers et au personnel dirigeant, et technico-administratif exécutant. Dans tous les cas ont été définies les conditions à remplir pour bénéficier de ces gratifications et stimulants en sus du salaire ainsi que leur mesure.[6] L'augmentation du fonds spécial de l'entreprise dans une mesure de 2 pour cent du fonds de salaires ainsi que l'augmentation de la part qui peut en être employée pour des rémunérations spéciales jusqu'à un taux de 60 pour cent, contribuera à une meilleure utilisation des stimulants matériels.

Les fonds sociaux de consommation sont aussi un domaine important des rapports de répartition. La création et l'usage de ces fonds doit jouer un rôle de plus en plus considérable pour étendre et consolider les systèmes étatiques gratuits de l'enseignement, de la culture, de la santé publique, et de la sécurité sociale, pour améliorer les conditions de repos des travailleurs, pour atténuer les différences objectivement inévitables en régime socialiste dans la situation matérielle des individus ou des familles particulières, d'assurer des conditions sociales économiques égales pour l'éducation des enfants, le développement de la science, etc. Une part toujours croissante de cet ensemble de secteurs concernés par les rapports de distribution des fonds d'accumulation sociale, est réservée aux pensions de retraite, qui ont fait naître des problèmes que l'on doit étudier et résoudre, (tel l'âge de la retraite diverses branches de l'économie, dans les activités sociales et diverses professions particulières, le rapport entre les pensions minimales et maximales, etc.).

La présence objective de la division sociale du travail entre les branches de l'économie socialiste et en leur sein, dont l'accentuation traduit le niveau de développement des forces productives, rend indispensable la circulation, (le mouvement) des produits d'une branche à une autre, de la sphère de production à la sphère de consommation. Sur cette base voient le jour aussi des rapports de production particuliers qui sont connus comme rapports d'échange. En raison de l'existence des deux formes de la propriété socialiste, une partie des produits sont transformés en marchandises, sont échangés et circulent comme des marchandises, alors que l'autre prend seulement la forme de marchandise et est échangée et circule à travers les rapports marchandise-argent. La nature socialiste de la production des produits et des marchandises détermine aussi la nature de leur échange et de leur circulation, aussi bien à l'intérieur de chacune des formes de la propriété sociale, qu'entre la propriété d'Etat et la propriété coopérative.

Le champ le plus vaste et le plus délicat des rapports d'échange en régime socialiste est, sans aucun doute, celui entre les deux formes de propriété socialiste, entre la ville et la campagne, entre l'Etat et les coopératives agricoles. Il convient également de souligner qu'en régime socialiste on ne peut justifier et admettre n'importe quelle sorte de lien économique entre la campagne et la ville ni de libre circulation de marchandises sur le marché. L'économie socialiste a seulement besoin d'un type de lien et de circulation de marchandises et de produits entre la ville et la campagne qui soit approprié à la nature socialiste des rapports d'échange et qui serve au développement du socialisme et à sa consolidation.

Le trait le plus caractéristique des rapports d'échange entre la ville et la campagne consiste actuellement en ce que l'on voit s'accroître, à côté de l'échange habituel des produits agricoles avec des articles industriels de consommation courante, le rôle et le poids de l'échange pour satisfaire les besoins de la reproduction élargie en agriculture par des moyens de production provenant de l'industrie. Dans ce cadre, la participation de l'Etat en moyens non remboursables aux fonds productifs des coopératives, s'est élargie à travers l'imbrication toujours plus accentuée de la propriété d'Etat avec la propriété coopérative, ce qui entraîne la limitation du processus de vente et d'achat des produits destinés à l'utilisation productive par les coopératives agricoles.

Traitant de l'ensemble des rapports d'échange entre l'Etat et les coopératives agricoles, le IX^{e} Congrès du Parti a souligné que l'Etat doit perfectionner davantage le mode d'accumulation, d'achat et de vente, de conservation et de traitement des céréales panifiables et des autres produits agricoles, tout en réduisant le nombre des maillons que comporte ce processus. Tous ces produits ne sont pas un objet d'achat et de vente libre sur le marché, mais ils circulent sur la base du plan d'Etat de livraison et constituent l'une des formes de circulation des marchandises en régime socialiste. Ainsi, par exemple, les produits agricoles les plus massifs comme le blé, le maïs, le coton, le tournesol, etc., peuvent être portés directement des champs aux centres spécialisés de stockage, de traitement et de manipulation dans les entreprises d'Etat. Des expérimentations ont été faites à cet effet dans divers districts, il y a été accumulé une expérience positive.

La juste harmonisation des rapports des prix d'achat par l'Etat des produits agro-pastoraux constitue également un important problème de contenu politique, économique et social dans le domaine des rapports d'échange. Notre expérience montre que le mouvement planifié de ces prix a été tel que ceux-ci ont non seulement couvert les frais de production mais assuré aux coopératives agricoles les revenus nets indispensables pour satisfaire aux besoins de la reproduction élargie. Poursuivant dans cette voie, des mesures ont été arrêtées ces derniers temps afin de niveler la rentabilité des produits, de stimuler le sur-accomplissement des plans de production, l'amélioration de la qualité et la précocité des produits, etc.

Afin d'accélérer le processus de diminution des différences entre la campagne et la ville, de telle sorte que la paysannerie coopérée satisfasse mieux elle aussi ses besoins en services municipaux et vitaux, l'objectif visé est que l'activité principale se rattachant à ces besoins passe graduellement des coopératives agricoles aux entreprises communales d'Etat. L'expérience accumulée dans le secteur des services et des réparations peut être étendue aussi à quelque autre domaine.

Le perfectionnement des rapports d'échange entre l'Etat et les coopératives agricoles doit comprendre aussi l'amélioration des services commerciaux à la campagne aussi bien en ce qui concerne les produits industriels que les produits alimentaires, à travers l'augmentation de la quantité des approvisionnements en ces produits conformément au pouvoir d'achat de la paysannerie coopérée. La réalisation de cet objectif repose essentiellement sur l'accroissement nécessaire, ininterrompu et constant des produits agro-pastoraux par les coopératives agricoles elles-mêmes.

Le PTA n'a cessé d'élaborer une ligne et une politique marxistes-léninistes claires et justes en vue de préserver la véritable nature socialiste des rapports de production et de perfectionner leurs aspects particuliers. Au cours de son application créatrice, sans jamais dissocier ses paroles de l'action pratique, il a assuré la continuité inébranlable qui a caractérisé la construction du socialisme dans notre pays. Cette ligne et cette politique suivies fidèlement par notre Parti ont été pleinement confirmées par la pratique sociale révolutionnaire et soutenues par les masses travailleuses de la ville et de la campagne, par la classe ouvrière la paysannerie coopérée et l'intelligentsia populaire, qui ont combattu pour leur, mise en œuvre.

Notes :

1. Ramiz Alia, *Rapport au IX^{e} Congrès du PTA,* éd. fr., Tirana, 1986, pp. 74-75.

2. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^{e} Congrès du PTA,* éd. fr., Tirana, 1981, p. 139.

3. Enver Hoxha, *«A propos du 7^{e} quinquennat»,* p. 185.

4. Enver Hoxha, *«Rapports et discours, 1972-1973»,* éd. alb., p. 104.

5. Ramiz Alia, *Rapport au IX^{e} Congrès du PTA,* éd. fr., Tirana, 1986, p. 76.

6. Voir: *Décision du Conseil des ministres de la RPSA,* n° 446, 19.12.1986.

Pr Hamit Beqja — L'école et l'instruction — puissants instruments du progrès social du pays

1.

Répondant aux accusations de leurs adversaires bourgeois, Marx et Engels ont souligné avec force, dans le célèbre Manifeste communiste, le caractère de classe social de l'enseignement et de l'éducation dans une société de classes. Selon Staline, la théorie marxiste-léniniste et l'expérience concrète historique ont démontré que dans une société aux classes antagonistes l'enseignement est une arme dont l'effet dépend de la question de savoir quelle classe l'a en main et qui elle frappera avec, c'est une arme entre les mains de la classe dominante qui lui sert à consolider sa domination et à soumettre les forces des classes adversaires et hostiles. Dans son essence, cette loi universelle du développement de l'enseignement et de l'éducation est valable également pour la société socialiste. Dans le programme du Parti bolchevique, Lénine avait exprimé l'exigence que l'enseignement, l'école et l'éducation servent d'arme entre les mains de la dictature du prolétariat pour la transformation de la société sur des bases révolutionnaires socialistes et communistes.

Ainsi apparaît clairement **la place qui revient à l'enseignement et à l'éducation dais la vie sociale de la société d'une époque ou d'un système social déterminé, d'un pays et d'une nation,** leur rôle de puissant levier de l'accélération du développement multiforme de la société ou du ralentissement de ce progrès. Le maniement de ce levier dans le sens positif ou négatif dépend beaucoup de la nature de la classe dominante oui le tient entre ses mains et de son évolution historique. Engels soulignait que la bourgeoisie consolidée au pouvoir permet aux enfants des travailleurs de s'instruire au point de devenir des mécanismes de travail et des êtres dociles à son service.

Sous le socialisme, en particulier, l'enseignement et l'éducation se transforment en un facteur vital pour l'édification de la société nouvelle.

Et ce rôle qui est le leur se fait sentir d'autant plus que le pays qui s'engage dans la voie du socialisme est plus arriéré, comme c'était le cas du nôtre au lendemain de la Libération. C'est pourquoi nous avons eu et nous aurons toujours pour devise le mot d'ordre de combat lancé par le camarade Enver Hoxha à l'époque, mais qui demeure toujours actuel: «Plus de pain, plus de culture pour le peuple», ainsi que son autre thèse édifiante suivant laquelle le développement de l'enseignement est à la base du développement culturel d'un peuple.

Au cours de notre siècle et surtout pendant sa seconde moitié, alors que la révolution scientifique et technique ne cesse de monter aussi dans le monde capitaliste, naturellement aussi l'enseignement, un plus haut degré de scolarisation et une éducation sociale organisée sont devenus une «exigence» sociale. Seulement avec les contradictions propres à ce monde et auxquelles ils ne peuvent se soustraire.

La révolution technique et scientifique, qui a lieu actuellement dans les pays industriels capitalistes développés, exige une instruction accrue à tous les niveaux et dans tous les secteurs, une élévation du niveau de scolarisation obligatoire; non seulement générale mais aussi professionnelle et technique des profils les plus divers; un enseignement supérieur relativement plus riche en quantité et en secteurs, ainsi que l'organisation d'une qualification continue des travailleurs, etc. Bref, elle exige ce que l'on appelle aujourd'hui l'instruction permanente pour tous et durant toute la vie socialement active, pendant tout le temps de travail. Nous ne pouvons pas ne pas souligner que les aspirations des masses travailleuses, surtout des couches de la jeunesse, à l'instruction, sont actuellement accrues et revêtent un caractère de plus en plus conscient et organisé.

Sur ce terrain objectif, ces tendances sont, dans leur essence et de par leur nature, progressistes. Or, elles se frayent la voie à travers des contradictions fondamentalement insurmontables, car l'ordre capitaliste demeure toujours un ordre exploiteur jusqu'à la moelle. En «se développant» il «rend subtile» l'exploitation. L'enseignement non plus ne peut être exclu de l'action de cette loi objective. Ainsi, nous voyons que les systèmes d'enseignement bourgeois, l'école et l'éducation, en dépit des changements apportés par le temps et que l'on ne peut pas ne pas prendre en considération, sont pénétrés de différenciations et de polarisations marquées de classes sociales qui se traduisent, d'un côté, par la formation d'élites intellectuelles technocrates et, de l'autre, par le chômage intellectuel «abondant» et croissant; par les tendances pragmatistes et utilitaristes et surtout par la pression intense subie à l'école aussi et surtout dans l'utilisation pratique de cette instruction acquise, par l'esprit de dégénérescence morale cultivé parmi la nouvelle génération et dont la pénétration à l'école ne peut être empêchée par une politique d'enseignement plus démagogique et plus raffinée, trompeuse et mystificatrice.

Il en va tout à fait différemment dans la société socialiste; son heureuse édification ne peut être réalisée que si elle est solidement fondée sur les connaissances et les sciences contemporaines, sur la technique et la technologie avancées de l'époque. Ces tâches ne peuvent être résolues par des gens illettrés ou peu instruits et qui ne sont pas largement familiarisés avec la production moderne, surtout industrielle, ni non plus sans créer à côté de la nouvelle main d'œuvre qualifiée, la nouvelle intelligentsia populaire et socialiste. Le travail en vue de la réalisation de ces tâches marque les débuts d'une révolution culturelle et technique et scientifique, qui sont les composantes fondamentales de la révolution socialiste complète. Comme le camarade Ramiz Alia l'a de nouveau

souligné dans son discours prononcé â l'occasion du 35ème anniversaire de l'Institut supérieur d'Agriculture, le problème de l'intégration de l'enseignement, de la science et de la technique dans la production, et cela dans une large unité sociale, sur le terrain favorable créé par le nouvel ordre socialiste et dans l'esprit de la nouvelle idéologie socialiste, est actuellement posé avec force.

Or, la réalisation de ces objectifs est conditionnée par la libération et l'émancipation, sous tous les aspects, de l'homme travailleur et de sa personnalité, de tout son potentiel physique, intellectuel et spirituel. Le spectre social de cette action est d'une ampleur infinie. La libération des masses travailleuses ouvrières et paysannes de la féroce oppression politique et de la lourde exploitation économique est insuffisante. Il convient de réaliser en même temps l'émancipation spirituelle de l'homme sous tous les aspects et d'assurer l'épanouissement graduel de sa personnalité communiste.

La réalisation de ces tâches exige la mise sur pied d'un système d'enseignement populaire nouveau et d'une école socialiste nouvelle, fondés sur de nouveaux principes démocratiques et socialistes. Ces principes exigent essentiellement une grande égalité sociale dans le domaine de l'instruction, une égalité non seulement déclarée légale, mais traduite aussi effectivement et pratiquement dans les faits. Cette égalité sociale proclamée et consacrée par la loi s'imbrique avec la nouvelle mission sociale de l'éducation communiste. Elle ne se borne pas aux limites d'une éducation éclairée et académique. L'esprit de ce que l'on appelle l'apoliticisme, la désidéologisation, la neutralité, le pluralisme et d'autres sornettes de ce genre prêchées par la bourgeoisie ancienne et nouvelle et les révisionnistes d'hier et d'aujourd'hui, lui est étranger. C'est une éducation moniste caractérisée par un esprit de parti prolétarien, tendancieuse dans le sens de classe le plus large du terme et militante, marxiste-léniniste. Alors que sous un large aspect social, les nouveaux développements révolutionnaires dans le domaine de l'enseignement peuvent se réaliser avec succès seulement de concert avec la révolution socialiste dans le domaine de l'idéologie et de la culture.

Ainsi, de quelque point de vue que l'on considère le problème, et surtout à travers sa résultante sociale, le socialisme exige un enseignement, une école, une éducation et une pédagogie nouveaux, étroitement liés à la vie et aux développements sociaux de l'époque, à la politique et à l'idéologie, au travail et à la production, à la culture sociale en général, aux multiples développements sociaux, culturels et spirituels de l'époque.

Notre Parti, dès sa création, s'est fondé avec esprit de suite, sur ces lois et principes fondamentaux du marxisme-léninisme. Sur cette base il a élaboré et appliqué sa politique dans le domaine de l'enseignement et le système du travail d'éducation à l'école et en dehors d'elle, en relevant très clairement leur caractère social nouveau. Tenant compte de ces objectifs, le camarade Enver Hoxha a souligné: «Si notre peuple a besoin de plus de pain, il a également besoin de plus de culture et de plus d'instruction. Cette culture et cette instruction ne doivent pas être seulement un ornement inutile, mais servir l'intérêt général pour produire davantage et mieux, pour élever le niveau de vie de notre peuple. Nous avons besoin d'une culture qui rende notre peuple capable de travailler mieux et de produire davantage. Cette culture et cette instruction, nous devrons en faire une arme des larges masses travailleuses.»[1]

Et, dans le rapport présenté au Ier Congrès du Parti communiste d'Albanie en 1948, exposant notre vision sociale marxiste-léniniste plus vaste vis-à-vis de la politique à suivre dans le domaine de l'enseignement et de la culture, il a souligné entre autres: «Le socialisme et la démocratie engendrent une culture supérieure à la culture capitaliste. Le socialisme vise à créer l'abondance non seulement du point de vue matériel mais aussi dans le domaine de la culture intellectuelle, laquelle doit nourrir, par son contenu idéologique élevé, le peuple tout entier, tous les travailleurs de la société socialiste.

Comme nous l'enseignent les classiques du marxisme-léninisme, les hommes de la société socialiste doivent être dotés de culture et d'idéaux élevés, avoir des exigences et des goûts culturels et moraux de haut niveau, être supérieurs aux gens de la civilisation bourgeoise, du point de vue non seulement moral mais aussi intellectuel.»[2]

Il est important d'esquisser brièvement **les circonstances les plus importantes et les plus générales de caractère social dans lesquelles fut inaugurée cette politique éducative et culturelle de notre Parti et les traits les plus fondamentaux des développements futurs qu'ils suggéraient.**

Petit pays très arriéré dans tous les domaines, d'un niveau d'instruction et de culture lamentable, l'Albanie d'avant la libération héritait, dans ce dernier domaine aussi, des différenciations et des diversités sociales internes très prononcées. Elles se manifestaient aux divers degrés du niveau d'instruction de la population citadine et rurale, entre les différentes régions du pays, entre les hommes et les femmes et les diverses tranches d'âge. Les neuf dixièmes de la population des campagnes où vivait 90 pour cent de la population du pays, était illettrée. Et, dans les régions montagneuses reculées de l'Albanie septentrionale et centrale, l'analphabétisme était total. Mais il était particulièrement prononcé parmi les masses féminines. L'enseignement primaire aussi était très limité surtout dans les campagnes et les zones montagneuses de l'Albanie septentrionale et centrale. La majorité des enfants de paysans arrivaient à peine à faire deux ou trois classes du primaire pour apprendre seulement à lire et

à écrire. La poursuite des études dans les écoles semi-secondaires ou secondaires, qui étaient au nombre de 11, était considérée comme un privilège auquel n'avaient droit que les enfants issus de couches sociales riches et, très rarement, quelque enfant de couche moyenne. La formation de cadres supérieurs à l'étranger était, de par son nombre même, purement symbolique, tandis que, considérée sous l'aspect social, elle était un monopole des riches, quelques miettes pouvant parfois revenir à des membres des couches moyennes.

La femme se voyait nier tout droit à l'instruction. Dans ce domaine régnait la plus grande inégalité sociale. Alors que dans les villes le nombre des filles dans l'instruction primaire allait augmentant, quoique très lentement, dans les villages et surtout dans les régions montagneuses, il était très limité. Les filles fréquentant les écoles secondaires étaient en nombre très réduit par rapport à celles oui suivaient les écoles semi-moyennes, tandis que celui des femmes spécialistes dotées d'enseignement supérieur était absolument négligeable. On observait des distinctions sociales très aiguës oui allaient jusqu'à la discrimination.

Malgré les remarquables traditions patriotiques, progressistes et d'attachement à la liberté de notre peuple, des éminents représentants de l'enseignement national et des instituteurs patriotes, le processus du travail didactique et éducatif dans le peu d'écoles qui existaient alors était très arriéré. Des vestiges archaïques de la pédagogie scolastique médiévale sur lesquels se greffait l'influence de courants réactionnaires bourgeois postérieurs étaient encore opérants. Vue sous un vaste aspect social, cette pédagogie aux tendances conservatrices, se conciliait, on ne Peut mieux, avec les normes encore préservées d'une éducation familiale et sociale patriarcale, fruit, d'une mentalité et d'un mode de vie arriérés.

Tel était le lourd héritage que notre pays héritait du passé dans l'enseignement, la pédagogie et l'éducation, lorsqu'il s'engagea dans la voie du socialisme. C'était un héritage négatif très lourd dans son contenu profond et dans son aspect social, le produit du retard général du pays, mais qui ne manquait pas d'influer, à son tour, pour maintenir en vie et perpétuer ce retard. Tout en mettant l'accent sur cette situation grave et déplorable, nous n'avons nié ni ne nierons à aucun moment la lutte livrée par notre peuple pour son indépendance et sa liberté, pour la lumière et l'instruction, ni les brillantes traditions qu'il s'est créées en ce domaine tout au long de son histoire.

La construction de l'ordre socialiste ne pouvait être entreprise sans que fût surmonté cet état d'arriération. Et, cet objectif ne pouvait être atteint que si était mise en œuvre avec esprit de suite, graduellement mais à des rythmes très rapides, la politique marxiste-léniniste que nous avons évoquée ci-dessus, que notre Parti avait suivie dans le domaine de l'enseignement, que si étaient «sautées» et brûlées les étapes d'un développement «normal» et réformiste de caractère traditionnel bourgeois; en outre il fallait frayer courageusement des chemins nouveaux, dans une âpre lutte contre les obstacles de caractère objectif et subjectif, contre la résistance des ennemis du socialisme, mais aussi contre des difficultés passagères de croissance du nouvel ordre social socialiste lui-même.

La voie que nous avons suivie, la lutte menée, les difficultés surmontées, les problèmes résolus et les succès enregistrés constituent un clair témoignage du progrès enregistré par l'Albanie socialiste dans le domaine de l'enseignement et de la pédagogie, de l'école et de l'éducation, solidement fondé sur un terrain social nouveau, de caractère socialiste, qui se distingue, lui aussi, par sa nature socialiste. Considérons succinctement ces développements ainsi que les problèmes qui les ont accompagnés.

2.

Démocratiser à ses racines l'enseignement national à tous ses niveaux, et lui donner un caractère de masse a été le premier objectif important de la politique scolaire de notre Parti. Toutes les mesures sociales, matérielles et spirituelles, idéologiques et culturelles arrêtées dans ce domaine, la création des conditions objectives préliminaires nécessaires créées et toutes les forces subjectives possibles engagées en cette matière, ont été mises au service de la réalisation de cet objectif. Il convient ici de souligner certaines mesures qui ont été appliquées chez nous avec succès dans le cadre des principes démocratiques et socialistes fondamentaux de notre système d'enseignement et qui ont conduit à l'application efficace de notre système d'éducation marxiste-léniniste.

Premièrement, l'élévation accélérée et ininterrompue du niveau d'instruction des nouvelles générations, qui se poursuit aujourd'hui encore, continuera dans l'avenir.

Tout a commencé avec l'enseignement primaire obligatoire de quatre ans. Il a été étendu, dans un bref délai, un délai record sans précédent de 5 ans, de 1946 à 1951, à tout le pays, non seulement dans les villes mais aussi dans les campagnes jusqu'aux villages montagneux les plus reculés, qui étaient à juste titre considérés comme isolés.

Cette première action, à peine achevée, fut suivie d'une autre. Dès 1952, commença l'application de l'instruction générale obligatoire de sept ans, qui, au début des années 60, devint de huit ans comme elle l'est encore actuellement. C'est une action qui a désormais été réalisée une fois pour toutes.

Sur la base de l'enseignement de sept et, par la suite, de huit ans, ont été mis sur pied l'enseignement inférieur technique et professionnel de un, deux ou trois ans, l'enseignement moyen complet, général et professionnel, de quatre ans, avec un grand nombre d'écoles des orientations les plus diverses.

En s'appuyant sur ses propres forces, l'Albanie socialiste a créé à partir de rien dans tout le pays, son propre enseignement supérieur qui prépare des cadres supérieurs des principaux secteurs pour satisfaire les besoins de l'économie et de la culture nationales.

Cette structure nouvelle et complète de notre enseignement a été dès le début fondée sur des principes démocratiques et socialistes. Tout en comportant plusieurs étages elle conservait son unité. Les enfants du peuple pouvaient poursuivre librement leurs cours, sans se heurter à des barrières de classe et artificielles depuis l'école primaire jusqu'aux établissements supérieurs, grâce à l'aide directe de la société et de l'Etat.

Deuxièmement, l'insertion dans une scolarisation régulière et systématique non seulement des nouvelles générations, **mais aussi des larges masses travailleuses, des adultes.**

La voie à cette grande réalisation fut frayée par la lutte pour l'élimination totale de l'analphabétisme chez tous les citoyens n'ayant pas dépassé 40 ans, au début au moyen de campagnes bénévoles et, dans la période entre 1949 et 1955, à travers une action à l'échelle nationale qui engloba toute la société et l'Etat entier. Cette action parvint à résoudre dans ses grandes lignes et dans un délai extrêmement bref, en 6 ans, ce grand et difficile problème. Ce progrès extraordinaire dans le domaine de l'enseignement était un symbole du progrès social multiforme, le produit et l'indice de ce dernier, ainsi qu'un élément qui le stimulait et l'accélérait.

A l'intention des illettrés relativement jeunes et de tous ceux qui ne pouvaient pas suivre les cours réguliers à l'école, fut organisé l'enseignement pour adultes, appelé par la suite enseignement du soir à tous les niveaux, équivalant au niveau d'enseignement respectif régulier. Ces maillons du système d'enseignement étaient, de par la durée des études et le contenu des cours, élastiques, fonction du moment où ils furent créés et des besoins du pays en hommes instruits et en cadres. Les formes de stimulation de cette préparation étaient dynamiques, parfois abrégées et accélérées pour «rattraper» le temps perdu, parfois caractérisées par quelque prorogation des termes fixés au cas où des possibilités de s'instruire étaient créées, et jusqu'au renforcement qualitatif de cette préparation, comme cela a été le cas ces temps derniers.

Troisièmement, la démocratisation et le caractère de masse de l'enseignement a été rendu possible grâce à **l'utilisation pratique d'un ensemble de mécanismes concrets de caractère purement social.** Dès l'abord, nous ne pouvons pas manquer de mentionner ici la suppression de tout droit d'inscription ainsi qu'un certain abrègement du délai d'études, qui ont été suivies d'une série de nouvelles mesures de caractère purement socialiste. L'Etat a mis aussi sur pied un vaste système de bourses d'études pour tous les niveaux d'enseignement: de sept ans, moyen et supérieur, à l'intention des enfants des travailleurs et de la paysannerie en particulier, la création de toutes les catégories d'écoles dans les campagnes étant impossible. Les bourses d'études pour les écoles secondaires professionnelles et supérieures seront, pendant une longue période, d'un grand poids. Cette politique a pu être concrètement mise en œuvre à travers un vaste réseau d'internats, qui existe encore, dans une mesure déterminée, et suivant les besoins des catégories d'écoles concernées.

Les investissements et les financements importants et urgents engagés pour la construction de nouveaux édifices scolaires et la préparation immédiate d'instituteurs ont représenté une charge particulière. L'Etat accorde beaucoup de facilités et surtout des congés payés à tous les travailleurs qui poursuivent leurs études dans les écoles du soir. En vue de préparer des techniciens, des spécialistes et des cadres, ouvriers et paysans d'origine et d'état social, il a été créé des cours de courte durée et ceux qui les fréquentent touchent le même salaire que s'ils étaient au travail. Tous ces privilèges témoignent clairement du caractère foncièrement démocratique et socialiste, de l'aspect social de la politique suivie par le nouvel Etat des ouvriers et des paysans dans le domaine de l'enseignement. En dépit de l'élévation sensible et continue du niveau matériel et culturel du peuple travailleur, ils ont, dans leur essence, été conservés et appliqués par l'intermédiaire de mécanisme et de formes concrètes appropriés à notre époque.

Quatrièmement, notre enseignement populaire et notre école socialiste ont revêtu un caractère démocratique et massif, **ont grandi et se sont consolidés à des rythmes extrêmement accélérés.**

L'accent a été mis sur un vigoureux essor quantitatif, en tolérant, pour un certain temps, un retard relatif dans le domaine du niveau et de la qualité de l'école, du processus d'instruction et d'éducation, Cela a été une nécessité historiquement indispensable, et un phénomène très sensible à ses débuts, mais qui, quoique atténué, arrive jusqu'à nos jours et ne devra pas être néglige â l'avenir non plus. Le socialisme, en outre, implique un rythme accéléré de développement et il l'exige à tout prix. Plus arriéré est le pays qui s'engage dans la voie de la construction du socialisme, comme l'était le nôtre, plus long est le processus de l'élimination de ce retard et de ses conséquences, et plus accéléré doit être ce rythme. A sa manière et dans des proportions déterminées, ce phénomène subsiste encore de nos jours à l'enseignement et à l'école.

Cinquièmement, cette politique consistant à donner à l'enseignement un caractère démocratique et massif **a été matérialisée et incarnée, portant ainsi de multiples résultats concrets d'un grand poids social.** Les portes des écoles de toutes les catégories sont ouvertes au peuple tout entier et à ses enfants. L'Albanie socialiste tout entière s'est transformée en une école, en un foyer de savoir et de culture. Chaque jour une personne sur trois ou quatre va régulièrement à l'école. Le niveau d'instruction et de culture du peuple s'est beaucoup élevé. Très bientôt toute la nouvelle génération sera dotée d'une instruction secondaire de douze ans. Le niveau d'instruction de la paysannerie et de ses enfants, qui représentent encore les deux tiers de la population du pays, est très proche de celui des citadins. Les femmes albanaises, tout comme les hommes, accèdent à tous les niveaux d'enseignement, le moyen et le supérieur y compris. La nouvelle génération, incluse tout entière dans une instruction systématique, a toutes les possibilités de se former comme une véritable force révolutionnaire, émancipée et cultivée. Une intelligentsia populaire socialiste nouvelle, issue du sein du peuple et à son service, s'est déjà créée. La main-d'œuvre qualifiée et l'armée de maîtres, de techniciens et de spécialistes instruits ne cessent de croître de jour en jour. Ce sont là des conditions préalables très importantes pour l'élévation du rendement du travail de tout le peuple travailleur. Toutes ces transformations ne représentent-elles pas une révolution sans pareille?

3.

Toutefois nous ne pouvons pas nous borner à considérer le vaste spectre social de la politique de notre Parti dans le domaine de l'enseignement dans le seul cadre des transformations évoquées ci-dessus, si importantes soient-elles. Il est clairement mis en évidence tout à la fois par les considérations relatives à l'enseignement et à l'éducation, **par la nouvelle nature, caractérisée par une large base sociale** qu'acquiert le processus d'instruction et d'éducation, par le nouveau mécanisme social complexe et aux multiples facteurs à travers lesquels se réalise ce processus.

Premièrement, sous le socialisme se crée objectivement la possibilité et, subjectivement, se pose la nécessité que la question de l'enseignement, de l'école et de l'éducation soit traitée comme une question appartenant à la société tout entière, qu'elle devienne pratiquement telle. Sur cette base, notre Parti et le camarade Enver Hoxha n'ont cessé de souligner la nécessité de comprendre de façon juste le fait historique nouveau, d'une grande signification sociale, que les problèmes de l'enseignement, de l'instruction et de l'éducation sont **chez nous une grande question concernant le Parti, l'Etat, le peuple et la société tout entière.** D'où la grande nécessité de combattre les conceptions et les pratiques bureaucratiques et technocratiques étroites dans le domaine de la direction de l'enseignement populaire et de notre école socialiste et de l'application avec esprit de suite de la ligne de masse et d'une démocratie socialiste effective dans ce secteur.

C'est seulement grâce à cet élargissement sans précédent de la base sociale sur laquelle ces intérêts et ces préoccupations massives vis-à-vis de l'enseignement et de l'école ont été cultivés, que les masses travailleuses ont pris des initiatives, mené des actions et apporté une aide concrète, qui ont constitué un facteur fondamental des résultats obtenus dans le développement de l'enseignement national et que nous avons essayé d'esquisser. Les deux dernières décennies, cette puissante tendance démocratique et socialiste est encore consolidée au long du processus de révolutionnarisation plus poussée de notre école, en s'étendant à la fois non seulement aux différents maillons du système d'enseignement et à la satisfaction accrue de leurs besoins matériels, mais directement aussi au processus d'instruction et d'éducation, dans son contenu et ses méthodes.

Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, la nouvelle éducation communiste acquiert, dans notre société socialiste, un sens social plus large. D'éducation unilatérale relativement coupée de la vie et surtout du travail qu'elle est dans la société aux classes exploiteuses, y compris dans le capitalisme, elle devient une éducation de grande valeur aux orientations multiples dont le but est de se transformer en une éducation communiste générale de l'homme nouveau sous tous les aspects.

Le processus didactique et éducatif de l'école socialiste est étroitement lié à tous les aspects sociaux de la vie du pays. L'éducation communiste des générations nouvelles, comme l'enseignait Lénine, franchit l'odieux fossé creusé par la société et l'école bourgeoises anciennes, le fossé qui sépare l'instruction de la vie, la théorie de la pratique, le livre de l'action.

En lutte ouverte contre toutes les théories et les pratiques anciennes ou nouvelles de la pédagogie bourgeoise et révisionniste sur la prétendue indépendance de l'école et de l'éducation, de la perte de leur contenu social idéologique et politique, notre système d'éducation socialiste se caractérise par la priorité de l'esprit de parti marxiste-léniniste dans tout le processus d'enseignement et d'éducation. Tout ce processus est traversé par l'axe idéologique marxiste-léniniste de notre Parti, par la philosophie du matérialisme dialectique et historique. L'école est étroitement liée à la vie du peuple, à la vaste pratique sociale révolutionnaire. L'instruction et l'éducation se rattachent à tous les domaines de la vie sociale dans leur actualité. La jeunesse estudiantine participe à différentes actions organisées pour la construction socialiste du pays et l'approfondissement de la révolution socialiste.

Mais le contenu de l'école et de l'éducation socialistes apparaît très nettement dans les efforts pour appliquer graduellement, mais avec esprit de suite, dans la pratique, le principe marxiste-léniniste de la liaison de l'instruction avec le travail à la production. Il s'agit d'un principe qui se rattache au grand problème social des différences essentielles qui subsistent encore entre le travail intellectuel et physique, entre l'intelligentsia et les ouvriers. Dans ce domaine de leur activité, l'école et la pédagogie socialistes luttent contre les influences étrangères bourgeoises et révisionnistes et, surtout, par leur démagogie et leurs spéculations actuelles, sont en train d'expérimenter et de frayer de nouvelles voies pédagogiques et sociales.

Dans le domaine de l'éducation morale et esthétique, dans celui du goût et du comportement, de la manière de penser et de vivre, la nouvelle génération qui s'instruit et s'éduque à l'école, y acquiert les premiers éléments d'une éducation sociale qui s'élève au dessus de l'éducation familiale et s'y rattache. Ce sont des domaines de la vie sociale, de ses sphères spirituelles où se nouent d'étroits liens éducatifs entre les générations et s'ébauchent des attitudes uniques sur la base des idéaux socialistes, mais où ne peuvent être exclus les incompatibilités, les frictions et, en cas d'exaspération, même les contradictions. La complexité de leur couleur sociale et idéologique est très apparente. Sans nous étendre sur d'autres domaines de l'activité éducative, ce que nous venons de dire suffit pour illustrer leur champ d'action, leur sens, leur signification et leur but social. Néanmoins, nous ne pouvons pas ne pas souligner à nouveau que d'importantes transformations révolutionnaires se sont produites ces deux dernières décennies, notamment pendant la période de la révolutionnarisation plus poussée de l'école, dans l'activité didactique et éducative. C'est sur ce terrain qu'a été également consolidé et renforcé le sain contenu social de caractère socialiste de toute cette activité.

Troisièmement, dans la société socialiste, la nature clairement et profondément sociales du processus d'instruction et d'éducation de l'école apparaît aussi dans le mécanisme complexe et riche de ce processus et dans son entrelacement avec **l'influence des facteurs actifs d'éducation sociale extrascolaire.** Pour la première fois des conditions sont créées pour une harmonisation plus organique, dans le cadre de toute la société, de l'éducation scolaire, familiale et sociale. De nombreuses forces sociales, notamment des organismes et institutions ayant spécialement ces attributions, s'occupent de l'éducation de la jeunesse. Le camarade Enver Hoxha a souligné que tout le processus de l'éducation multiforme de la jeunesse scolaire et estudiantine «... est un champ d'action vaste et complexe, où, sous la direction du Parti, opèrent les forces unies de l'école, des instituteurs et professeurs, des organisations de la jeunesse, des multiples institutions éducatives et culturelles ainsi que de la société tout entière, à travers les cours, l'activité politique et sociale, les actions idéologiques, le travail à la production, l'éducation physique et militaire, à travers la combinaison de la formation théorique et scientifique, des convictions idéologiques avec la participation active dans la pratique sociale révolutionnaire socialiste.»[3]

4.

A l'étape actuelle de l'édification intégrale de la société socialiste et **du développement intensif et général** du pays sur cette voie, le caractère social prononcé des problèmes de l'enseignement et de l'éducation conserve et consolide ses traits en les modulant et les développant dans les nouvelles circonstances de l'époque.

Les développements quantitatifs accélérés et illimités, demeurent toujours à l'ordre du jour. Mais, ils ne sont plus aussi aigus et impératifs, ni aussi pesants et urgents qu'auparavant. Pour le moment, l'enseignement secondaire surtout, connaît un véritable boom de croissance. Sans avoir encore été déclaré obligatoire, il s'approche de la limite maximale pour devenir le bien de tous. Eu égard à son poids dans le développement général de notre pays, c'est là le signe d'un progrès extraordinaire. Doter d'au moins une instruction secondaire tous les jeunes de la ville et de la campagne, cela signifie se doter d'une main-d'œuvre d'un niveau d'instruction et de culture élevé et d'une force sociale émancipée pourvue d'un large diapason spirituel. Aujourd'hui et, pendant un certain temps, dans l'avenir également, ce développement de l'enseignement secondaire constitue un acquis capital pour la réduction des différences essentielles du niveau d'instruction et de culture entre la ville et la campagne. Il constitue aussi, en ce qui concerne seulement la campagne, une puissante impulsion pour le développement et le progrès accéléré d'une agriculture socialiste moderne et intensive. Par ailleurs, la priorité d'une économie agricole coopérée, où la main-d'œuvre soit dotée d'une instruction agricole secondaire, comme cela tend à se réaliser chez nous, et s'accroisse rapidement, est indiscutable.

Or, justement ce puissant développement progressif fait émerger de nouveaux problèmes de caractère social. Tout en satisfaisant les besoins de l'économie, de la production, à juste titre, ces deux dernières décennies, l'enseignement secondaire, étant diversifié, s'est développé davantage sous forme d'enseignement professionnel. Il va sans dire que dans les régions rurales, les écoles secondaires agricoles ont prédominé d'une manière absolue. A part les puissants aspects progressifs que nous venons de souligner, un phénomène de ce genre a conduit à la réduction des possibilités pour la jeunesse paysanne de poursuivre ses études dans différentes branches de l'enseignement supérieur afin d'assurer aussi aux campagnes beaucoup plus de cadres de professions diverses issus de son sein suivant les besoins et les exigences de son développement social, actuel et futur.

Ainsi, une telle situation peut s'ériger en obstacle à la diminution des différences essentielles entre le niveau culturel des campagnes et celui des villes. Dans ces circonstances, la nécessité d'une définition plus harmonieuse de l'extension du réseau d'écoles secondaires à la campagne est actuellement à l'ordre du jour, alors qu'est maintenue priorité de l'enseignement secondaire agricole et étendu, graduellement, l'enseignement secondaire général, qui aidera à résoudre d'une manière plus rationnelle et plus productive les nouveaux problèmes qui ont surgi.

L'enseignement supérieur déjà consolidé dans toutes les disciplines, croît et se développe d'une manière planifiée conformément aux besoins des divers secteurs de l'économie et de la culture du pays en spécialistes et en cadres. En dépit de son ampleur et de sa progression continue, cet enseignement supérieur ne peut, pour le moment, satisfaire entièrement les demandes croissantes de la population et de la jeunesse. Cela est dû, en premier lieu, à l'extension accélérée de l'enseignement secondaire, surtout dans les villes. En même temps, on ne peut nier le fait que, aujourd'hui, toutes les familles albanaises, ont la possibilité de doter leurs enfants d'un enseignement supérieur, ce qui témoigne d'une égalité sociale authentique et effective. Or, dans les circonstances actuelles, on ne peut pas sous-estimer l'influence malsaine d'une certaine opinion qui, considérant l'enseignement supérieur sous un jour unilatéral et petit-bourgeois, la tient pour une voie facile pour assurer un emploi tranquille, commode et avantageux. De là dérivent aussi les pressions négatives que l'on exerce sur l'école. C'est justement pour ces raisons que notre Parti a critiqué constamment ces tendances de contenu étranger petit-bourgeois et individualiste.

Dans ces circonstances ont surgi certaines nouvelles contradictions passagères de caractère social entre les revendications pour un enseignement supérieur et son extension actuelle. Elles témoignent avant tout des impulsions et des aspirations progressives ainsi que des grandes possibilités créées dans notre société pour une instruction de tous les niveaux. D'autre part, en accueillant comme étudiants les meilleurs élèves des écoles secondaires, notre enseignement supérieur n'est ni élitiste ni sélectif. Il est fréquenté, dans des proportions plus ou moins égales, par des enfants d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels. Le nombre des étudiants d'origine ouvrière et paysanne va toujours croissant. Il convient également de souligner que la politique de sélection des étudiants, qui caractérise l'école supérieure bourgeoise et révisionniste, ainsi que le fameux chômage intellectuel nous sont inconnus. Notre école supérieure vise à instruire ses étudiants et à les préparer comme des combattants dévoués de l'édification du socialisme et, en général, elle y parvient.

L'extension de la participation féminine à l'instruction, phénomène également positif, a entraîné quelque contradiction passagère. Dans les écoles secondaires générales, dans quelques écoles professionnelles, surtout de caractère socio-culturel, ainsi que dans certaines spécialités de l'enseignement supérieur, le nombre des filles est supérieur à celui des garçons. Cette supériorité est parfois si sensible que l'on parle d'une certaine «féminisation» de certains secteurs de notre enseignement secondaire et supérieur. Où en sont arrivées les choses dans un pays où naguère la femme était lourdement pénalisée en ce domaine! D'une part, cela atteste un progrès immense, de l'autre, on ne peut sous-estimer dans certaines familles l'influence d'une mentalité petite-bourgeoise suivant laquelle une jeune fille qui termine des études supérieures et obtient un emploi se munit à la fois d'une sorte de dot. Cette mentalité pousse certains parents à faire tout leur possible à inscrire leurs filles dans des écoles secondaires ou supérieures avant leurs fils.

Une autre contradiction sociale, de caractère naturellement non antagoniste, est également présente. Il s'agit de celle entre les besoins en emplois concrets dans tous les domaines de la vie, partout dans le pays, et la double tâche des jeunes femmes, comme travailleuses et ménagères, d'une certaine disconcordance partielle et relative entre ces deux aspects du développement social, sans en exclure l'influence des idées petites-bourgeoises, surtout familiales, qui «orientent» la femme vers des «professions plus faciles» et des emplois plus proches de leur demeure. Dans ces circonstances, des déficits provisoires sont créés dans des lieux de travail déterminés surtout à la campagne, en particulier dans des régions montagneuses reculées qui étaient les plus arriérées.

Il est notoire que ces phénomènes constituent des difficultés de croissance d'un organisme social sain qui ont à la fois leur terrain objectif et des causes subjectives déterminées. Pour le moment ces difficultés sont franchissables. A cela contribuent aujourd'hui diverses mesures correctrices des rapports planifiés dans le développement de l'enseignement national, surtout du secondaire et du supérieur.

Toutefois à l'étape que nous vivons, on est surtout frappé **par la lutte pour une amélioration générale qualitative de notre école.** Elle se rattache à toute la voie suivie par notre enseignement national et notre école socialiste. Comme le camarade Ramiz Alia l'a souligné, au cours de ce processus ont alterné trois lignes fondamentales, qui ont été tour à tour prioritaires à des périodes successives. Dans la première période qui a suivi la Libération ont prédominé nettement de vigoureux développements quantitatifs démocratiques et socialistes. En même temps et à leur suite a été instauré et se consolide constamment un esprit nouveau d'éducation socialiste, mais dès le début a été posé aussi le problème du niveau, de la qualité et de l'efficacité du processus didactique et éducatif, problème devenu maintenant très aigu.

Ce problème a été et demeure très complexe. Il a non seulement un aspect pédagogique, mais aussi un aspect social. De par sa nature, l'école socialiste a pour devoir d'instruire tous les enfants du peuple, et de le faire avec rendement. Or, cette tâche ne peut être réalisée avec succès dans un bref délai. En même temps, il est inadmissible que ce progrès ne soit pas réel et bien fondé. Un progrès gonflé artificiellement, à plus forte raison fictif, nuit gravement à l'école et à l'éducation socialistes, à la préparation au travail des travailleurs et des cadres et à leur rendement.

Pour la solution de ce problème on s'est heurté et continue relativement de se heurter à de multiples difficultés. Ce sont les difficultés connues de croissance liées aux impétueux développements quantitatifs, à la rapide extension des écoles, aux insuffisances de la base matérielle didactique, à l'insuffisante préparation scientifique et pédagogique des enseignants, à la tendance arriérée à se contenter de peu, même dans le domaine des connaissances, au fanatisme qui entravait l'instruction des filles, etc. Aujourd'hui, la plupart de ces difficultés ont été surmontées. Mais se manifestent aussi d'autres difficultés et contradictions non seulement pédagogiques mais aussi sociales. On assiste en même temps à l'influence de motifs superficiels malsains dans l'étude, à des tendances à avoir à tout prix une moyenne élevée supérieure, à obtenir un certificat ou un diplôme pour «se frayer un chemin dans la vie», en concevant cela d'une manière individualiste petite-bourgeoise. Ce phénomène de caractère typiquement social se développe depuis les classes supérieures de l'école de huit ans, prend de plus vastes proportions à l'école secondaire, et, bien que différencié et atténué se manifeste aussi dans le cycle d'études supérieures.

Ces circonstances et ces motifs sociaux s'imbriquent cependant avec des problèmes scolaires et pédagogiques. La modernisation scientifique et pédagogique n'a pas encore été réalisée entièrement au niveau des exigences actuelles. Malgré les bons résultats obtenus, la préparation et la qualification scientifique et pédagogique requise des enseignants exige aussi de leur part qu'ils cultivent leur maîtrise pédagogique et se consacrent à la tâche humanitaire et délicate de l'enseignement. Mais les développements actuels du pays, surtout les plus intensifs, créent un terrain favorable pour donner une puissante impulsion à l'élévation du niveau, de la qualité, du rendement et de l'efficacité pratique de l'école.

C'est précisément dans ces circonstances que le camarade Enver Hoxha a souligné au VIII[e] Congrès du Parti que «l'heure est maintenant venue, tout en continuant de veiller à donner un caractère toujours plus massif à notre enseignement dans son ensemble et à certains de ses maillons en particulier, d'engager plus sérieusement et de façon plus qualifiée toutes nos forces éducatives et pédagogiques à élever la qualité du travail à l'école. Cette nécessité est dictée non seulement par le développement spécifique de l'enseignement, de l'école et de la pédagogie, mais en premier lieu par le développement général, économique, social, scientifique et technique de toute la vie du pays.»[4]

Ainsi, le problème de l'instruction, de l'enseignement et de l'éducation est devenu et devient toujours plus un champ d'interaction de facteurs et mécanismes sociaux et économiques, idéologiques et culturels, scientifiques et techniques, éducatifs et pédagogiques, un champ de développements quantitatifs et qualitatifs immédiats.

Si l'on s'en tient uniquement à l'action didactique, on voit que les sources d'acquisition de connaissances se sont beaucoup accrues. Les puissants moyens d'information sociale, de communication, de culture et de propagande massive, les systèmes de qualification et d'attestation apportent une grande contribution au développement de l'instruction. Le savoir acquis ainsi à travers un enseignement toujours plus permanent qui, dans notre société socialiste tend à se rattacher à la vie, a revêtu et ne cesse de revêtir un caractère social et pédagogique prononcé. Le processus didactique à l'école ne peut être traité séparément du vaste processus de tout le système scolaire. Il garde sa place, il ne se fond ni ne s'éteint, mais est une composante organique d'un ensemble de mécanismes didactiques contemporains institutionnalisés de notre vie sociale. Nous ne pouvons pas ne pas admettre qu'il y a encore chez nous des faiblesses qui découlent de l'incompréhension du vaste caractère social actuel de ce problème, de l'harmonisation encore insuffisante, encore non qualifiée du rôle de l'école avec les autres sources sociales d'acquisition du savoir.

Cette tendance devient encore plus apparente dans le travail d'éducation. Ici, la pédagogie individuelle cède la place à la pédagogie sociale. L'influence individuelle de l'éducateur, de l'enseignant et de la famille se combine avec celle des forces sociales, depuis les organisations politiques jusqu'aux collectifs et aux microgroupes, au sein desquels les gens s'instruisent, travaillent et s'éduquent.

Dans notre société socialiste surtout, l'éducation reçue à l'école et l'éducation familiale chez lesquelles a longtemps prédominé l'influence éducative individuelle se combinent toujours plus, en acquérant un caractère socialiste nouveau, avec l'éducation sociale, avec l'influence des forces sociales multiples des organisations de la jeunesse et des pionniers, des collectifs d'enfants et de jeunes, des institutions spéciales qui s'occupent de l'éducation des enfants et de la jeunesse, de la large opinion sociale, sans parler encore des multiples moyens d'information. Ainsi, se crée un vaste et puissant terrain social pédagogique pour réaliser un front unique d'éducation et véhiculer une influence éducative unique de caractère socialiste.

Dès leur enfance ou leur adolescence, les écoliers se trouvent chaque jour sous l'influence d'un «triangle» éducatif: l'école, la famille et le micro-milieu socio-pédagogique. Pendant leur jeunesse cette influence est encore plus grande. Mais même cette influence unique multiforme se caractérise, elle aussi, par des disproportions, et même des contradictions, divers degrés de prise de conscience et d'organisation, de réglementation et de concrétisation du processus d'éducation. C'est justement à travers ces disproportions, en les neutralisant et en les surmontant que se fraye la voie la puissante tendance sociale et pédagogique de l'éducation socialiste. Elle se raffermit de jour en jour, devient dominante et avance dans une voie qui la rendra entièrement maîtresse.

Ainsi, nous nous persuadons une nouvelle fois que l'enseignement et l'éducation ont été et continuent d'être de puissants moyens du développement et du progrès social continus de notre pays socialiste dans tous les domaines. Leur rôle ne cesse de se renforcer. Les conditions objectives y sont très favorables. Notre Parti combat pour les mettre à profit d'une manière juste et rationnelle, en donnant une impulsion vigoureuse à la bonne marche de ce processus.

Notes :

1. Enver Hoxha, *œuvres choisies,* éd. fr., t. 1er, pp. 563-564.

2. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 5, p. 417.

3. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 43, p. 167.

4. Enver Hoxha, *Rapport au VIIIe Congrès du PTA,* éd. fr., p. 149.

Dilaver Sadikaj (Maître de recherches) — La politique athée du PTA et son expérience dans la lutte contre la religion

L'expérience du PTA dans la lutte contre la religion dans notre pays est l'expérience d'un parti marxiste-léniniste authentique, qui, dans la prise de position vis-à-vis de la religion également, comme dans tous les domaines de l'édification socialiste du pays, s'en est tenu avec esprit de suite aux enseignements du marxisme-léninisme. Il n'a permis ni les actions extrémistes «gauchistes», administratives envers la religion ni le libéralisme et l'opportunisme bourgeois-révisionniste, mais, grâce à sa politique mûre et de principe, il a résolu de façon exemplaire et unique ce problème au cours de la pratique de notre édification socialiste. Tout en lançant les masses dans la révolution et en leur faisant prendre conscience des grandes tâches de l'édification socialiste, notre Parti a en même temps œuvré et il œuvre à promouvoir l'éducation révolutionnaire athée scientifique des travailleurs, afin d'assurer un développement aussi étendu que possible de leurs capacités intellectuelles et physiques. Notre Parti a toujours considéré la lutte contre la religion ainsi que contre les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades directement ou indirectement liés à la religion, comme une partie intégrante de la révolution socialiste, comme un moyen indispensable pour assurer la libération sociale et spirituelle des travailleurs, le développement et le renforcement de l'économie et de la culture socialistes, la trempe révolutionnaire idéologique des masses travailleuses, l'édification de la société socialiste en général. D'autre part, il a considéré la lutte pour la liquidation de l'oppression et de l'exploitation économico-sociale comme la condition première et indispensable de l'affranchissement des travailleurs de l'asservissement spirituel de la religion. Dans sa lutte contre la religion il a recouru à des méthodes et des formes d'action justes qui ont évolué suivant les conditions historiques et la situation réelle des croyances religieuses dans le pays, suivant les étapes de la révolution et le niveau de la conscience socialiste des travailleurs.

Dès sa fondation, le PCA, dirigé par le camarade Enver Hoxha, définit, entre autres, ses prises de position vis-à-vis de la religion et, plus tard, au cours des années orageuses de la Lutte antifasciste de libération nationale, il mit en pratique une politique juste et clairvoyante envers la religion en tant qu'idéologie et envers le clergé et les croyants dans leur ensemble. L'attitude de notre Parti à l'égard de la religion durant la période de la Lutte antifasciste de libération nationale se traduisait, fondamentalement, dans l'appel militant qu'il adressa au peuple entier à se dresser et à s'engager dans la lutte, sans distinction de religion, de région d'origine et de convictions politiques, contre les envahisseurs étrangers, pour la liberté et l'indépendance de l'Albanie.

Cette juste orientation du Parti était fondée non seulement sur les principes marxistes-léninistes mais aussi sur l'expérience militante séculaire de notre peuple, pour lequel aux moments de danger pour la nation, la véritable religion n'a été ni celle de l'église ni celle de la mosquée, mais son attachement à la patrie. En définissant donc une telle attitude, le Parti ne faisait pas de distinction, il faisait appel à tous, même aux croyants et aux prêtres de toutes les croyances pour qu'ils s'alignent aux côtés du peuple dans la lutte contre les envahisseurs étrangers. L'unique distinction qu'il faisait était celle du ralliement au Parti et au peuple contre l'envahisseur ou à l'envahisseur contre le peuple.

Notre Parti et le camarade Enver se rendirent compte dès le début que notre peuple ne pouvait conquérir sa véritable liberté qu'en s'unissant comme un seul corps autour du Parti. A cet effet, ils s'employèrent avec intelligence et doigté à faire pièce à toutes les tentatives des envahisseurs italiens et allemands et des traîtres au pays pour diviser notre peuple en musulmans et en chrétiens. Conscient du fait que la libération nationale requiert une action coordonnée de toutes les forces sociales saines, il lança le mot d'ordre: «La patrie est en danger! La vie de chaque patriote honnête, paysan, ouvrier, intellectuel ou citadin, chrétien ou musulman, nationaliste, démocrate ou communiste, est en danger»[1].

L'application de la juste politique du Parti et l'évolution des événements au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale se traduisirent par une différenciation des forces: d'une part s'alignèrent les véritables patriotes organisés dans le Front de libération nationale, d'autre part, les éléments traîtres auxquels se joignaient beaucoup de chefs de file religieux, une grande partie des prêtres catholiques ainsi que l'immense majorité du clergé musulman, orthodoxe et bektachi. La portion réactionnaire du clergé non seulement se mit au service des envahisseurs nazi-fascistes, mais, se faisant leur instrument docile, s'efforça, par la démagogie et les calomnies, de diviser le peuple albanais. Les membres du clergé réactionnaire, partout où ils menaient leur activité: à la mosquée, à la téqé ou à l'église, dans des assemblées, des séminaires ou à chaque cérémonie religieuse dirigeaient leurs prédications contre la Lutte de libération nationale et le communisme en général. Toute cette propagande ne pouvait ne pas influencer une partie des croyants surtout les croyants catholiques ainsi que certains éléments qui n'avaient pas encore une idée claire des objectifs véritables de notre lutte, du programme de notre Parti en général.

Dans ce cadre de l'attitude en général hostile du clergé, notamment du haut clergé, certains prêtres, surtout orthodoxes et musulmans, mais en majeure partie du bas niveau de la hiérarchie religieuse, se rangèrent au côté du peuple et combattirent contre les envahisseurs et les traîtres au pays.

Constatant l'activité de sape et hostile du clergé réactionnaire en ces moments, le Parti recommandait de faire tous les efforts requis pour les détourner de la lutte contre le Mouvement antifasciste de libération nationale et, si l'on n'y parvenait pas, de les «combattre impitoyablement». D'autre part, outre l'appel qu'il lança à dénoncer les menées scissionnistes hostiles du clergé réactionnaire, le Parti recommandait de réaliser à tout prix la fraternisation de la population chrétienne avec la population musulmane.

Conséquent dans sa ligne de l'union du peuple autour du Front de libération national dans l'ensemble et dans sa prise de position vis-à-vis du clergé en particulier, le Parti prit des mesures pour éviter dès le début les attitudes et les tentatives oui visaient à infléchir sa ligne envers la religion, en punissant sévèrement toute manifestation de sectarisme dans ce domaine.

Dans le grand feu de la Lutte antifasciste de libération nationale, les meilleurs fils et filles de notre peuple s'élevèrent au-dessus de toute dissension religieuse et régionale, s'unirent dans le Front antifasciste de libération nationale et firent don de leur vie au nom du grand idéal de la libération du pays et du peuple. C'était justement cet idéal qui permit d'étouffer toute tentative de l'ennemi extérieur et intérieur, et du clergé réactionnaire, qui en était une composante.

Dès l'époque de la Lutte, le Parti s'attacha à inculquer dans la conscience de ses membres la conception athée scientifique révolutionnaire, qui est inconciliable avec l'idéologie religieuse. Mais, vu les circonstances de l'époque, on ne pouvait pas prétendre que cette vision des choses parvînt à gagner à elle les larges masses du peuple. C'était là une tâche qui incomberait à une autre période historique, à une autre phase de notre révolution, à la phase de l'édification du socialisme.

Après la libération du pays, le Parti adopta une série de mesures pour la réalisation de transformations économiques et sociales. Dans ce cadre et conformément aux conditions nouvelles, l'attitude du Parti et de l'Etat socialiste à l'égard de la religion et de ses institutions se concrétisa davantage. Après l'instauration de l'Etat de dictature du prolétariat, le développement du pays requérait aussi une prise de position assez circonspecte envers l'idéologie et envers l'appareil religieux. Cette attitude dans son essence, devait viser à affaiblir le pouvoir et l'influence de la religion, pour s'employer ensuite graduellement à les liquider.

Après l'instauration du pouvoir populaire, notre Parti ne se hâta pas d'empêcher la pratique de la religion et d'isoler son appareil, ni d'adopter des sanctions à son égard. Ç'aurait été une attitude sectaire, erronée et prématurée, contraire à la théorie marxiste-léniniste, qui s'oppose en principe à la suppression de la religion par ordre ou décret et a démontré que sa liquidation requiert une période relativement longue après l'établissement des nouveaux rapports socialistes.

L'engagement dans une lutte immédiate contre la religion, dès les premières années qui suivirent la Libération, aurait été nuisible à la cause de l'édification socialiste. Un tel acte, à un moment où les transformations économiques et sociales de caractère socialiste n'étaient pas encore réalisées, où les rapports de production socialistes n'avaient pas encore pris le dessus et les masses travailleuses n'étaient pas préparées, aurait favorisé la réaction, qui visait à semer en eux le doute quant au bien-fondé et au caractère des transformations socialistes. Une telle façon d'agir aurait compromis la lutte pour la réalisation des tâches urgentes de l'édification socialiste.

Se guidant sur les enseignements de Lénine et liant indissolublement la lutte contre la religion à la lutte pour la transformation socialiste du pays, le Parti mit en œuvre une série de mesures et de réformes économiques et sociales, juridiques et politiques, de caractère démocratique et socialiste, qui, outre leur influence directe dans leurs domaines respectifs, menèrent indirectement aussi à un affaiblissement des positions de la religion. Dans le cadre de la lutte contre la religion, le Parti et le pouvoir populaire s'efforcèrent d'appliquer des principes, des normes et des mesures démocratiques qui garantissaient la liberté de conscience des citoyens. A cet égard, le Parti s'en tint au principe que, par rapport à l'Etat la religion est une question privée, ce qui signifiait que ni la religion ne devait s'immiscer dans les affaires de l'Etat ni l'Etat dans les affaires intérieures de la religion, lorsque cette dernière, bien entendu, ne portait pas atteinte aux intérêts du pays. Dans ce cadre fut proclamée la séparation des cultes et de l'Etat.

Mais notre Etat, tout en accordant à l'église, à la mosquée ou à la téqé, le droit et la liberté d'exercer leur activité religieuse, garantit en même temps le droit à la propagande athée, antireligieuse. Tout citoyen, conformément à sa conception du monde et toute organisation sociale, conformément à son programme, pouvait mener librement sa propagande athée scientifique. Outre la séparation de l'Eglise et de l'Etat fut sanctionnée aussi la séparation de l'école et de l'église.

Donc, au début, l'Eglise et les cultes étaient libres, mais il ne leur était pas permis d'agir en opposition avec la politique et les lois de l'Etat. Ces principes sont reflétés dans la première Constitution de la RPA, dont l'article 18 stipule que «tous les citoyens se voient garantir la liberté de conscience et de croyance» et que «l'église est séparée de l'Etat».[2]

Mais la Constitution interdisait l'utilisation de l'église et de la religion à des fins politiques, comme la formation d'organisations politiques reposant sur des fondements religieux.[3]

Toutes ces mesures qui concernaient la garantie de la liberté de conscience constituaient une victoire importante parce qu'elles mettaient fin à la période où les régimes antipopulaires employaient la religion comme un moyen pour diviser et asservir le peuple. Les quatre communautés religieuses, musulmane, chrétienne, catholique, bektachienne, furent laissées libres de pratiquer leurs cultes mais uniquement à l'intérieur des limites fixés par la loi.

La proclamation de la liberté de conscience était un autre témoignage du caractère démocratique de notre pouvoir populaire. Le terrain qui maintenait en vie et alimentait la religion subit une transformation radicale. Elle ne jouissait plus du soutien du pouvoir d'Etat comme elle en avait joui partout dans les régimes exploiteurs du passé. Au contraire, le pouvoir populaire dès lors instauré en Albanie n'avait plus besoin de «l'appui» et des «services» de la religion. Cet affaiblissement de la position politique de la religion dès les premiers pas de l'édification socialiste constituait un coup puissant porté à l'édifice religieux, un coup que le clergé réactionnaire ressentit immédiatement et auquel il tenta de réagir mais les temps avaient changé.

En proclamant la religion une affaire privée et séparée de l'Etat, de l'école, on pouvait mener librement une propagande contre elle, parce que ce droit était une composante de la liberté de conscience. Ces principes et normes constituaient un coup rude porté à l'idéologie religieuse et en même temps ils facilitaient la lutte ultérieure.

A part la lutte pour limiter l'influence de la religion en général, le Parti mena un travail d'éclaircissement afin d'inculquer dans la conscience de ses membres la conviction que la lutte contre la religion, contre les préjugés et les croyances religieuses est une tâche impérieuse et une lutte idéologique qui se livre entre la conception scientifique matérialiste du monde, d'une part, et la conception idéaliste religieuse, de l'autre. Il fixait pour tâche aux communistes de se former idéologiquement de façon à avoir eux-mêmes une claire vision de ce qu'était la religion, à connaître ses racines, la position du Parti et de l'Etat socialiste vis-à-vis de la religion et il indiquait la voie à suivre pour la combattre.

Dans la lutte centre la religion la proclamation de la liberté de conscience était une condition indispensable, mais en même temps insuffisante, c'est pourquoi le Parti adopta une série d'autres mesures qui menèrent cette lutte plus en avant. La lutte, sur le plan économique, pour l'affaiblissement des positions économiques et de la base matérielle de la religion, revêtait une importance particulière dans ce sens. Dans le cadre des transformations socialistes dans le domaine de l'économie en général et des moyens de production en particulier, la Réforme agraire porta à la religion un coup particulièrement rude.

En entreprenant leur travail pour réaliser le rêve séculaire de la paysannerie, notre Parti et notre pouvoir populaire se heurtèrent aux institutions religieuses, en leur qualité de grands propriétaires terriens, aux membres du clergé des divers cultes en leur qualité d'entrepreneurs capitalistes, d'usuriers et de spéculateurs. La réforme agraire expropria 3163 ha de terre et 61 024 pieds d'oliviers des institutions religieuses[4]. Cette réforme ainsi que les autres mesures adoptées par le pouvoir populaire réduisirent considérablement la base économique des institutions religieuses.

L'adoption de ces mesures qui lésèrent directement les intérêts des membres riches du clergé, amena ces derniers à se ranger du même côté de la barricade que les grands propriétaires terriens. Ils recoururent inutilement à «la parole de dieu» pour conserver leurs privilèges. Par les slogans «la terre appartient à Dieu» et «dieu maudira ceux qui touchent à ses biens» et d'autres balivernes du même genre, les prêtres visaient à effrayer les paysans et à les convaincre de ne pas accepter de terre des propriétés expropriées de l'église. C'était là un côté de la médaille. L'autre, sous les slogans de l'église et de dieu, consista à préparer et à exécuter des actes concrets contre l'Etat et les masses travailleuses. Les plus hauts représentants du clergé catholique, orthodoxe et musulman, demandèrent officiellement au ministère de l'Agriculture que la Réforme agraire fût interprétée de telle manière, que loin de toucher aux propriétés de ces institutions, elle attribua des terres à tous les établissements des divers cultes, églises, mosquées, téqés etc.[5] Les beys et les agas ainsi que les membres du clergé n'épargnèrent aucun effort pour empêcher la réalisation de cette réforme.

Le Parti fit front à cette activité coordonnée du clergé et de la réaction intérieure au moyen d'un vaste travail de persuasion auprès du peuple. Les organisations du Front démocratique combattirent avec force les slogans de certains prêtres concernant la réforme agraire.

La transformation socialiste de l'agriculture à travers la coopération des moyens de travail et de production porta un autre coup à la position économique du clergé. Aussi le clergé réactionnaire collabora avec des éléments déclassés et hostiles et utilisa tout l'arsenal idéologique pour barrer la voie à cette importante transformation de la campagne albanaise. Le Parti lança le mot d'ordre de la lutte à outrance contre l'activité réactionnaire de ces éléments.

Au cours de la période de la construction de la base économique du socialisme, des mesures importantes comme l'extension du réseau d'enseignement, le développement de la révolution idéologique et culturelle en général, jouèrent un rôle particulier contre l'idéologie religieuse.

Le coup porté à la religion sur les plans économique, politique et social, durant la période de l'édification de la base économique du socialisme, l'affaiblit sensiblement, mais cela ne signifiait pas qu'une fois ces mesures et transformations de caractère socialiste réalisées, la religion serait éliminée d'elle-même. La lutte contre elle n'avait pas pris fin, elle se poursuivait.

Le Parti attacha une attention particulière à la propagande athée-scientifique en tant que moyen efficace de combattre contre la religion.

Dans le cadre de ce travail athée-scientifique, tous les moyens de propagande furent mis en œuvre de façon à combattre la religion sans offenser les croyants et sans toucher à leurs sentiments. Il fallait mener auprès d'eux un travail attentif et patient pour les affranchir petit à petit de leurs vaines croyances. En cela, s'en tenant au conseil de Lénine indiquant qu'en aucun cas il ne fallait prévenir l'évolution des masses mais attendre que leur expérience même, leur lutte même fassent ressortir la nécessité d'aller de l'avant.

Dès 1946, le Parti, dans une lettre à tous ses comités régionaux, après avoir souligné le fait que dans notre pays étaient célébrées beaucoup de fêtes religieuses qui empêchaient la marche en avant, recommandait qu'il ne fût pas appliqué de mesures administratives pour la suppression des cérémonies et des fêtes religieuses, mais que cela fût demandé par le peuple et bien étudié. On ne devait pouvoir y parvenir qu'à travers un grand travail de persuasion.

Dans les conditions où les institutions religieuses poursuivaient leur activité pour accroître l'influence de la religion parmi les hommes, le Parti attacha une grande attention à l'éducation communiste de la nouvelle génération. Notre école nouvelle joua un grand rôle dans ce sens. A cet effet furent adoptées des mesures tendant à améliorer les programmes et les manuels scolaires pour qu'aucune concession n'y fût faite à la conception religieuse du monde. De même, il fut conseillé aux enseignants d'intensifier leurs efforts et d'attirer l'attention des élèves sur les conclusions athées-scientifiques dans chaque matière de façon qu'ils deviennent des propagandistes et des combattants de l'analyse scientifique de la nature et de la société humaine.

Au cours de son travail le Parti se guida sur le principe selon lequel l'éducation athée scientifique, qui est une partie importante et indivisible de l'éducation communiste des travailleurs, n'incombe pas seulement à quelques spécialistes mais à toutes les organisations du Parti et à ses courroies de transmission — organisations de masse, institutions culturelles et éducatives. Il fut recommandé à tous ces moyens de rattacher la propagande athée-scientifique à la vie quotidienne, à la pratique. A cet effet, une importance particulière est accordée au travail au moyen de cours et de conversations, aux soirées thématiques, aux documentaires scientifiques, à l'expérimentation scientifique dans son ensemble.

Le Parti a attaché une attention particulière aux campagnes, où les croyances et les coutumes rétrogrades étaient plus solidement implantées. La ville, avec l'aide des propagandistes et des militants des domaines de la culture et des arts, a apporté à la réalisation de cette tâche une contribution particulière. Dans le cadre de la lutte contre la religion, livrée durant l'étape de la construction de la base économique du socialisme, les mesures de notre Etat de dictature du prolétariat, comme l'interdiction de la création d'organisations politiques fondées sur des bases religieuses, l'interdiction de la publication de la littérature religieuse, la limitation puis la suppression des possibilités de formation de cadres religieux, ont revêtu une importance particulière.

La lutte antifasciste de libération nationale et l'édification de la base économique du socialisme étaient aussi en elles-mêmes une grande école pour l'éducation athée des travailleurs. Elles portèrent un coup rude aux croyances et aux dogmes religieux et amenèrent les gens précédemment croyants, à conclure que la liberté et l'indépendance, le progrès et la prospérité ne se conquièrent par des prières et par l'intervention divine mais par la lutte et les efforts des hommes, qu'ils sont l'œuvre des divine mais par masses populaires dirigées par le Parti.

En dépit du travail mené et des succès enregistrés dans la lutte contre l'ossature même de la religion, elle resta encore debout jusqu'aux années 60. Tout un réseau d'institutions religieuses avec leur clergé respectif, avec leur base matérielle et leurs biens meubles et immeubles subsistaient. Le système de l'église catholique comptait 31 églises. La religion orthodoxe comptait 600 temples à la ville et à la campagne ainsi que 8 monastères. La communauté bektachienne possédait 45 téqés.[6] A part les biens immeubles, les institutions religieuses possédaient des fonds monétaires importants auprès de la Banque d'Etat.[7] De même, bien que le nombre des croyants qui pratiquaient la religion dans les institutions religieuses eût diminué à l'extrême, la religion subsistait encore comme conception, de même que subsistaient les rites, les coutumes, les fêtes et la liturgie religieuses.

C'est pourquoi, durant la première moitié des années 60, toute une série d'autres mesures furent prises qui réduisaient l'action de la religion. Telles entre autres la réduction des organigrammes des communautés

religieuses au centre et des bureaux relevant d'elles dans les districts, la fermeture des médressés et le ramassage et la mise hors d'usage des objets de culte.

D'autre part, les organes du pouvoir à la base, exprimant la volonté et les aspirations des travailleurs, faisaient beaucoup de propositions aux organes supérieurs du pouvoir pour qu'ils prennent une série de mesures restrictives envers les institutions et les organisations religieuses. Le Comité exécutif du CP du district de Shkodër proposait, par exemple, que le statut de l'église catholique ne contînt pas d'articles relatifs à la formation des prêtres dans des séminaires spéciaux du fait que tous les jeunes suivaient déjà les écoles de l'Etat et qu'il n'y avait plus d'élèves pour les écoles religieuses. En même temps, il était proposé de supprimer dans ce statut les dispositions concernant la publication des revues et de la littérature religieuses.[8]

A la fin de 1965 et au cours de l'année 1966 beaucoup d'organisations de la jeunesse avaient entrepris une action contre les foyers religieux: églises, mosquées, téqés, lieux sacrés etc. L'abandon et la non fréquentation des institutions religieuses attestent l'élévation du niveau d'athéisme des masses et leur disponibilité à entrer en lice contre la religion. On en a un clair exemple dans la décision spéciale du 16 octobre 1966, en vertu de laquelle le Conseil général de la communauté bektachienne fermait une série de téqés dans les districts de Kolonje, Elbasan, Berat, Gjirokastër, ces temples n'étant plus fréquentés.[9]

Les résultats obtenus jusqu'alors dans la lutte contre la religion et qui tenaient à une série de transformations quantitatives, créaient toutes les possibilités objectives et subjectives pour passer à des transformations qualitatives, à un bond véritable. Après avoir analysé les résultats atteints jusqu'alors dans ce domaine, le Parti jugea à juste titre le moment venu pour passer à un nouveau stade, aussi lança-t-il le mot d'ordre de la lutte contre la religion sur un large front. Le Parti jugea le moment opportun pour déclencher la lutte parce que, outre la réalisation des autres conditions objectives, l'état d'esprit des masses aussi avait mûri. Grâce au travail mené par le Parti, les organisations de masse, l'école, la presse etc., les masses travailleuses du pays et surtout la nouvelle génération avaient embrassé la conception communiste du monde et s'étaient persuadés de la futilité de la religion. Cela se manifestait non seulement dans l'abandon de plusieurs institutions et pratiques religieuses par un grand nombre de croyants mais aussi dans les actions concrètes entreprises par la jeunesse et les masses en général contre la religion.

Le passage à une lutte qualitativement nouvelle était indispensable en ce qu'elle était une composante de la lutte pour l'intensification de la révolution idéologique dans notre pays. Le V^{e} Congrès du PTA qualifia la lutte contre l'idéologie religieuse, les préjugés, les croyances et les coutumes rétrogrades de moyen important pour réaliser les tâches importantes et difficiles de l'édification de la société socialiste. L'édification du socialisme et son triomphe complet ne pouvaient être garantis s'il existait encore des hommes dotés de la conception idéaliste religieuse qui, par leurs actions, entravaient la marche en avant.

Un autre trait caractéristique du mouvement contre la religion à cette étape consiste en ce que ce mouvement naquit et se développa principalement d'en bas. D'abord, la première étincelle fut jetée par les jeunes de l'école secondaire «Naïm Frashëri» de Durrës, puis le feu se répandit rapidement sur un vaste front embrassant la ville et la campagne, toutes les couches du peuple. Il fut suivi d'actions directes et dirigé par le Parti. Les matériaux du V^{e} Congrès du Parti ainsi que les enseignements du camarade Enver Hoxha dans sa lettre du 27 février 1967, adressé) aux comités du Parti des districts «Sur la lutte contre la religion, les préjuges et les coutumes religieuses» apportèrent une importante contribution dans ce sens, ces documents fournissaient des orientations aidant à mener la lutte contre la religion correctement, sans erreurs et avec succès.

Le mouvement entrepris contre la religion était un mouvement révolutionnaire d'un riche contenu, qui se développa dans certaines directions principales:

D'abord, il fut dirigé contre les foyers et la base matérielle de la religion. Sur leur initiative et de leur propre volonté les masses du peuple fermèrent plusieurs églises et mosquées principales puis ils allèrent encore plus loin, les supprimant totalement.

Constatant que la lutte contre la religion s'engageait dans une phase très intense et afin qu'elle fût menée avec succès, le CC du PTA, par sa lettre du 27 février 1967, donnait une série d'orientations soulignant la nécessité d'un travail de persuasion qui devait accompagner les actions et les initiatives de la jeunesse et des masses contre la religion. Les instructions données concernant l'objectif du mouvement contre la religion dans cette phase étaient d'une importance particulière. «Nous devons diriger notre lutte contre la religion, recommandait le CC du PTA, tant contre les dogmes religieux, ses vues philosophiques idéalistes et mystiques, que contre les disciplines religieuses que les croyants et même les athées appliquent dans leur pratique quotidienne, mais parfois le font inconsciemment, sans y prêter attention, souvent par la force de l'habitude».[10]

La fermeture des temples fut accompagnée d'une série d'autres actions qui eurent un grand retentissement, comme celles tendant à supprimer toute la base matérielle de la religion, les croix, les icônes, les livres etc., partout où il y en avait.

Les jeunes de l'école secondaire d'enseignement général de la ville de Lezhé entreprirent des actions de masse pour ramasser tous les objets religieux qui se trouvaient dans les maisons des paysans, lesquels, bénévolement, les remirent et rejetèrent comme futiles des milliers d'icônes, de croix, de livres, de revues et de brochures religieuses. Ces actions de la jeunesse jouirent de l'appui total des autres masses travailleuses. Les jeunes et les masses prirent aussi des initiatives identiques dans tout le pays.

Grâce à ces initiatives, en une période de quelques mois furent ébranlés tous les foyers de l'idéologie religieuse. A l'exception de quelques églises ou mosquées de valeur architecturale ou historique, toutes les églises, mosquées et téqés, tous les temples furent fermés dans le pays. Leur nombre atteignait 2169.[11] Outre les édifices des institutions religieuses leurs biens aussi furent confisqués. Par décret du Présidium de l'Assemblée populaire, n° 4262, du 11 avril 1967, tous les biens meubles et immeubles des communautés religieuses passèrent à la disposition des comités exécutifs du CP de leur district respectif ou furent remis gratuitement aux coopératives agricoles.[12] Les édifices des temples, a part ceux qui devaient servir de monuments de culture, furent convertis principalement en édifices socioculturels.

La suppression de la base matérielle de la religion qui a été réalisée en un temps record grâce aux initiatives de la jeunesse et des masses travailleuses, constituait un succès de portée nationale et internationale. C'était le premier et l'unique cas dans le monde où tout un peuple, par sa libre volonté, avait supprimé tous les foyers et établissements religieux, portant par là un coup écrasant à la religion. Cet acte révolutionnaire contribua sensiblement à affaiblir l'idéologie religieuse en général. Ces actions convainquirent les hommes de la vanité des légendes qui évoquaient «les miracles des lieux sacrés». Les masses virent de leurs propres yeux et de nombreux croyants se persuadèrent durant ces journées que les légendes sur «les lieux sacrés» étaient sans fondement et de simples inventions pour les mystifier.

A part la lutte contre les temples et la base matérielle de la religion, le mouvement fut dirigé aussi contre les dogmes, les rites et les pratiques religieuses, qui constituaient l'essence de la lutte contre la religion. C'était la lutte la plus aiguë, la plus vaste et la plus profonde, qui pénétra aussi au sein de la famille. Elle atteignit et ébranla directement les rites religieux comme conceptions, les fêtes et les coutumes religieuses qui avaient pénétré dans la vie quotidienne des hommes. Au cours de cette lutte il fut tenu compte du fait que la doctrine de la religion n'était pas parvenue à se développer dans notre pays sous une forme philosophique raffinée parmi les masses des croyants à défaut d'une base cléricale développée et cultivée.

Au cours de ce processus ascendant du mouvement, à travers la synthèse de l'expérience acquise dans la lutte contre les croyances religieuses et les coutumes rétrogrades, furent adoptées une série de mesures idéologiques et organisationnelles importantes visant à soulever tous les travailleurs de chaque zone, village, centre de travail, quartier et famille. Cela donna plus d'ampleur à la base sociale du mouvement, dans lequel s'engagèrent, à part les jeunes, un nombre toujours croissant de personnes âgées. Le vaste débat qui eut lieu à propos de ces problèmes dans des assemblées et des réunions du peuple, les engagements pris et la lutte menée pour les mettre en œuvre, étaient une grande école révolutionnaire pour les masses.

Le mouvement devenait de plus en plus organisé. Les organisations de base du Parti recoururent à diverses formes d'action, comme les assemblées de militants de la lutte contre la religion et les coutumes rétrogrades. Plus tard, on passa à des formes plus élargies de travail et de lutte en mettant en branle les organisations de masse. Elles furent converties en tribunes d'où étaient démasquées les institutions et la démagogie religieuses. Les masses travailleuses réunies dans ces assemblées prenaient des décisions importantes pour éliminer une fois pour toutes les coutumes rétrogrades et les rites religieux. A cette époque une correspondance intense vit le jour et elle constituait un véritable dialogue Parti-peuple. Le peuple promettait au Parti qu'il combattrait comme toujours pour mettre en œuvre les décisions importantes du V^{e} Congrès du Parti. Les masses féminines jouèrent un rôle très important au cours de cette âpre lutte de classe contre l'ancien. Les femmes se prononçaient contre les préjugés religieux et la religion en général dans des assemblées et réunions et cela était compréhensible si l'on tient compte du fait qu'il existe une étroite liaison entre les coutumes qui rabaissent la personnalité de la femme et les croyances et pratiques religieuses, les secondes perpétuant les premières.

Les décisions des assemblées et des réunions du peuple étaient assez riches de contenu. Le peuple y dénonçait les fêtes religieuses comme le baïram, le ramadan, les Pâques, etc., il dénonçait les rites et les cérémonies religieuses pratiquées à l'occasion des mariages, des naissances, des baptêmes ou des décès et décidait qu'ils devaient être remplacés par nos fêtes populaires et nationales.

De telles décisions importantes furent adoptées dans tout le pays, dans chaque village, quartier ou centre de travail. Cela prouvait que le mouvement organisé par les jeunes contre les centres et la base matérielle de la religion avait désormais pris une grande ampleur et s'était converti en un mouvement de dimensions sans précédent dirigé contre la religion en général et qui avait atteint chaque coin du pays, tous les âges et toutes les couches du peuple,

A part les dogmes, les rites et les cérémonies religieuses, le peuple dénonçait aussi les représentants de la religion, les prêtres réactionnaires des divers cultes au cours de réunions et d'assemblées organisées. Durant cette période, on mit à nu et déjoua nombre de tentatives hostiles, de caractère politique et social, du clergé. Les nombreux documents religieux oui jetaient le jour sur l'exploitation, les manigances, l'immoralité et l'activité traîtresse et criminelle du clergé, furent utilisés pour dénoncer aux yeux du peuple les agissements du clergé. Au cours de la remise des églises, surtout des églises catholiques, il fut découvert de nombreux matériaux de propagande, de littérature religieuse et politique, de contenu hostile.

Dans l'église du village de Dardhe du district de Puke, par exemple, on trouva un journal où était conservé comme un document l'acte de lecture de la lettre du pape bénissant les soldats de Victor Emmanuel. Chez le prêtre du village de Kaçinar du district de Mirdite, on trouva une photo d'Ahmet Zogu ainsi qu'un journal de contenu politique hostile[13], etc.

L'exposition de ces documents et de ces faits, qui attestaient le rôle réactionnaire qu'avait joué le clergé dans notre pays, accrut l'indignation des masses et les convainquit de la vanité de ces croyances.

Outre les actions concrètes, les assemblées et les réunions, l'activité de propagande servit également à combattre l'idéologie et les pratiques religieuses. En ce domaine, on observa une grande variété de formes de travail, conférences, cours, organisation des centres athées scientifiques auprès des écoles, des maisons de culture et des lieux de production dans tout le pays, etc.

Grâce au travail et à la lutte menée dans tous les domaines et par tous les moyens, les premiers résultats ne tardèrent pas à venir. Les fêtes et les cérémonies religieuses furent rapidement limitées. De toute façon il ne fallait pas croire que cette lutte de quelques mois avait fait disparaître les survivances de l'idéologie religieuse, profondément enracinée. C'était une lutte frontale et intense qui eut des résultats imminents et considérables mais qui devait aussi être poursuivie sans interruption dans l'avenir.

Un autre secteur important du mouvement contre la religion était aussi constitué par la suppression de la fonction officielle du clergé professionnel et l'élimination des prêtres non professionnels, processus qui se développa à travers une âpre lutte de classes. Au cours de ce mouvement de masse contre la religion, les membres du clergé adoptèrent une position diversifiée.

Certains soutinrent et appuyèrent les initiatives et les revendications des masses. Les premiers furent ceux de la communauté bektachienne de Fushë-Kruje, qui, aussitôt après le discours du 6 février 1967 du camarade Enver Hoxha, décidèrent de convertir le centre religieux (la téqé) en un centre éducatif et culturel, tandis que les biens meubles et immeubles de cette téqé furent mis à la disposition de la coopérative agricole agrandie «Partizani». En même temps, tout le personnel quitta l'habit religieux de sa propre volonté et devint membre de la coopérative agricole.[14] Les autres districts imitèrent son exemple. D'autres, bien que non pleinement convaincus de la justesse et de la nécessité de la fermeture des établissements religieux voulue par le peuple, se rallièrent aux masses ou se turent.

Mais à part ces attitudes positives il y eut aussi des membres du clergé qui adoptèrent une attitude réactionnaire vis-à-vis de ce mouvement des masses en s'y opposant sous toutes les formes. Certains d'entre eux, en collaborant avec d'autres éléments hostiles à l'intérieur du pays, tâchèrent par tous les moyens de nuire à ce mouvement et de soulever les croyants contre lui. La partie la plus réactionnaire du clergé, qui avait déployé même auparavant une activité hostile vis-à-vis de notre pays et de notre peuple, parvint, en collaboration avec des éléments dégénérés et koulaks à exécuter des actes hostiles organisés. Dans les années 1967-1968 furent dénoncés dans les districts de Kruje et de Shkodër, une série de groupes hostiles composés de beaucoup d'éléments croyants déclassés, dégénérés, guidés par les prêtres réactionnaires.[15] Leur activité fut orientée dans deux secteurs principaux: D'abord sur le plan économique, en organisant et en encourageant des vols de la propriété socialiste et des sabotages qui nuisaient à la base économique du pouvoir populaire. Ensuite, sur le plan de l'agitation et de la propagande contre le pouvoir. Quant à la religion, ces prêtres adoptèrent une attitude diabolique et subtile. Les églises et les temples n'existant plus, ils s'opposèrent au mouvement populaire mené contre la religion en prêchant parmi les masses que pour «croire il n'est pas indispensable de fréquenter l'église ou la mosquée», que «l'on peut prier même chez soi, qu'il suffit d'être de cœur avec la religion», etc.

Les organisations du Parti et, sous leur direction, les organisations de masse agirent avec résolution contre l'activité hostile du clergé réactionnaire en dénonçant cette propagande, et, dans certains cas, les organes compétents de la dictature du prolétariat prirent des sanctions à l'encontre de certains éléments en particulier. A ces moments le Parti recommandait à ses organisations et aux organisations de masse d'accroître leur vigilance révolutionnaire contre les menées hostiles et d'organiser un travail politique et idéologique intense en vue d'éclairer les masses du peuple. D'autre part, il attirait l'attention sur la nécessité d'effectuer un travail soigné et différencié parmi la masse des prêtres conformément à la différenciation de leur attitude.

Grâce à la lutte frontale menée contre la religion par la jeunesse et les masses travailleuses au cours de cette période, des succès de portée historique furent enregistrés. Telle entre autres la liquidation définitive des foyers et de la base matérielle de la religion ainsi que de la fonction officielle du clergé. En outre, des résultats considérables furent observés dans la liquidation des croyances, des rites et des dogmes religieux. Beaucoup d'entre eux, grâce au travail de persuasion et d'éclaircissement et aux actions entreprises, furent supprimés et d'autres durement ébranlés. Les grands succès obtenus par le mouvement contre la religion en une période aussi courte étaient le résultat des changements quantitatifs qui, à un moment historique donné, conduisirent à un changement qualitatif et créèrent les prémisses pour la réalisation d'un grand bond dans le développement général de ce mouvement. Ce bond qualitatif a été conditionné non seulement par les facteurs objectifs et subjectifs créés jusque-là, comme le triomphe des rapports socialistes dans la production et la vie socialiste, la suppression du retard économique et de l'analphabétisme, l'extension massive des cycles d'enseignement de 7 ans, secondaire et supérieur etc., mais aussi par quelques circonstances particulières.

Premièrement, notre peuple n'a jamais été étroitement lié à la religion. En général il n'a pas été croyant au point de faire sienne la religion comme une conception théorique et philosophique du monde. Cela a, entre autres, tenu au fait que alors que sévissait l'analphabétisme massif (environ 90 pour cent de la population) et que la religion était prêchée en grec, en turc, en arabe ou en latin, le peuple n'avait aucune possibilité pratique d'assimiler la doctrine de la religion de manière théorique, globale et solide. La majorité des croyants connaissaient la religion principalement à travers les rites et les pratiques religieuses exercées durant les diverses cérémonies de la vie (naissances, décès, mariages, etc.); une minorité seulement en possédait la doctrine théorique. Cela a aussi tenu directement au fait que les prêtres mêmes, à l'exception des catholiques, fondaient la prédication de leur religion en général sur la préservation des disciplines religieuses, sur des prières apprises par cœur sans en saisir même le contenu, sans qu'il fût même question de leur interprétation philosophique.

Deuxièmement, les hauts dignitaires du clergé ont été pour la plupart du côté des occupants et des ennemis du peuple, ils ont combattu tous les mouvements de libération de notre peuple. Notre peuple a considéré la religion et le clergé comme les ennemis de sa liberté et de ses droits. Une telle circonstance ne peut que favoriser la victoire définitive sur la religion.

Le mouvement révolutionnaire contre la religion mené durant ces années, a été caractérisé par certains traits:

Primo, en tant que composant de la révolution idéologique et culturelle, il constituait une profonde lutte de classe entre deux conceptions du monde, entre deux idéologies et avait comme objectif la suppression de la conception religieuse du monde, base puissante de l'idéologie réactionnaire, et la consolidation de la conception athée-scientifique marxiste-léniniste du monde dans la conscience des travailleurs. Le déclenchement et l'extension du mouvement contre la religion et les coutumes rétrogrades a été l'expression concrète de l'exacerbation de la lutte des classes contre l'idéologie religieuse et a servi de véritable école pour l'éducation des masses travailleuses qui participèrent à cette lutte. Elle a été également la vivante expression de l'unité combattante autour du Parti qui a caractérisé notre peuple.

Secundo, ce mouvement s'est développé avec force et sur un large front, dans les villes comme dans les campagnes en englobant toutes les couches du peuple et tous les âges. Ainsi il s'est distingué par son caractère massif. Dans le cadre de cette participation populaire massive, la force la plus vivante et la plus dynamique a été la jeunesse, qui s'est signalée par son esprit d'initiative mais aussi par son esprit de suite dans le développement du mouvement, comme la plus grande force révolutionnaire mais aussi comme son élément le plus pure, dépouillé des croyances religieuses. Elle devint une combattante inflexible pour mettre en œuvre les décisions du V^{e} Congrès du Parti relatives au développement de la révolution idéologique. La jeunesse, notamment la jeunesse scolaire, se lança la première contre les foyers de la religion, les églises et les mosquées et dénonça durement et par des arguments convaincants l'activité réactionnaire du clergé. Cette grande action de masse contre la religion confirma une fois de plus la justesse des enseignements et des jugements du Parti et du camarade Enver Hoxha à l'adresse de notre jeunesse, des forces et des énergies révolutionnaires que renferme cette couche de la population.

Tertio, la lutte contre l'idéologie religieuse était partie intégrante de la lutte contre l'idéologie étrangère, contre toutes les coutumes rétrogrades soutenues par la religion depuis des siècles. Aussi, au cours de toutes les actions menées pour la négation de l'ancien et le triomphe du nouveau, à aucun moment la lutte contre l'idéologie religieuse ne fut dissociée de la lutte contre les coutumes rétrogrades.

Quarto, la négation de l'ancien au cours de ce mouvement révolutionnaire a été une négation dialectique suivie de l'affirmation de normes et coutumes nouvelles, socialistes, dans la vie sociale. Le nouveau, auquel appartenait l'avenir, triompha dans cet affrontement. Il ne domina pas dès le début. Il n'était pas encore consolidé sous certains aspects et cohabitait avec l'ancien. En tout état de cause, il frayait chaque jour la voie en avant, se renforçait, se consolidait, devenait dominant.

Quinto, c'est le Parti qui a dirigé l'action et la lutte contre l'idéologie religieuse, comme dans tous les autres domaines constructifs. Ce sont les comités et les organisations de base du Parti qui ont orienté, organisé et dirigé les masses à tout moment et sur chaque problème. Le coup puissant porté à la religion et aux coutumes rétrogrades dans l'espace d'une courte période constitue l'une des pages héroïques de l'histoire de notre peuple sous la direction du Parti.

Le coup décisif porté à la religion dans les années 60 créait de nouvelles et puissantes prémisses pour l'émancipation de la conscience des hommes, pour leur affranchissement total des croyances et des préjugés religieux, mais cela ne signifiait pas qu'on était parvenu à libérer définitivement les masses travailleuses de l'influence de l'opium de la religion. Certes le «tronc» avait été coupé; il fallait maintenant extirper les «racines».

C'est pourquoi le Parti recommanda de n'éteindre à aucun moment la lutte contre l'idéologie religieuse. Analysant les victoires remportées au cours de cette lutte dans les années 60 le camarade Enver Hoxha souligna au VI^{e} Congrès du PTA que «en une période assez courte on réussit à dépouiller de leurs fonctions les institutions et les prédicateurs de la religion car ils propageaient et maintenaient en vie l'idéalisme et le mysticisme le plus obscurantiste et le plus anachronique... Bien entendu, cela ne signifie pas qu'on parvint à assurer l'affranchissement total des travailleurs de l'influence de l'opium religieux, car cela requiert un long processus de rééducation et d'éducation».[16]

Evoquant les tâches à venir dans cette lutte, le camarade Enver Hoxha souligna la nécessité d'actions continues pour liquider l'influence de la religion, actions qui seraient menées dans le cadre de la lutte générale contre les formes les plus anciennes de l'idéologie des classes exploiteuses, du patriarcalisme et du conservatisme, les coutumes rétrogrades dans leur ensemble. Cela tenait au fait que bien que la religion dans notre pays fût combattue par tous les moyens et le niveau idéologique et culturel des masses se fût élevé sensiblement, il subsistait et il subsiste encore des survivances de l'idéologie religieuse. La victoire définitive dans ce domaine est d'autant plus difficile à remporter qu'elle implique l'extirpation des racines de cette idéologie qui a existé et agi durant des siècles, des dogmes et des liens spirituels qui tiennent encore certains hommes attachés à la religion. On ne doit pas négliger l'existence des survivances religieuses qui subsistent et encore moins sous-estimer le danger qu'elles représentent. Elles conservent une grande force régressive, elles constituent un danger pour notre société socialiste et agissent sous diverses formes et avec une intensité diverse sur des couches, des zones et des circonstances données.

Aujourd'hui encore on observe chez certains de vaines croyances et des préjugés religieux qui s'entrelacent avec toutes les autres survivances de l'idéologie étrangère dans leur conscience et se manifestent dans des concepts, dés coutumes et des attitudes rétrogrades de toute sorte. L'existence de ces survivances de l'idéologie religieuse se rattache à certains facteurs intérieurs et extérieurs. En premier lieu l'existence de ces survivances tient à l'état arriéré de la conscience sociale par rapport à l'être social. Un autre facteur est représenté par la force des coutumes. Mêlée à des coutumes et à des préjugés et pratiquée durant des siècles, la religion a acquis une grande stabilité. Une autre source qui alimente la religion c'est le niveau culturel. «... nous ne devons pas oublier, a souligné le camarade Enver Hoxha, que la culture n'est pas encore développée parmi les larges masses du peuple à un degré suffisant pour qu'elles comprennent du point de vue philosophique la vanité de la théologie, que c'est la science marxiste-léniniste qui a dénoncé cette vanité et que la philosophie idéaliste est fondée précisément sur la théologie».[17]

Au stade actuel du développement de notre pays, ce sont les anciens membres du clergé, les croyants fanatiques et arriérés, les déclassés et les mécontents de notre système qui alimentent et incitent la religion à agir à des fins précises. Ils sont devenus l'appui et les défenseurs de la base matérielle occulte de la religion et constituent la base sociale de la pression interne active et idéologique contre le nouveau.

Les survivances de la religion sont aussi alimentées par la pression idéologique du monde capitaliste-révisionniste qui nous entoure, au sein duquel la propagande religieuse occupe une place particulière. Il existe une liaison et une collaboration étroites entre le front intérieur et le front extérieur de la lutte des ennemis de classe. C'est l'idéologie anticommuniste et la nécessité de s'appuyer l'un l'autre dans leur lutte contre le Parti et notre système socialiste qui les unit. L'existence de ces facteurs intérieurs et extérieurs qui protègent, encouragent et réactivent les survivances religieuses, rend indispensable la continuation de la lutte. La poursuite de cette lutte est déterminée par certains facteurs objectifs et subjectifs. L'important, c'est de trouver les moyens et les voies appropriées pour la mener à bien. L'un des moyens les plus importants qui contribue à détacher les travailleurs de l'influence de la religion est leur participation active et continue à la pratique révolutionnaire de l'édification socialiste, au travail de construction, dans la lutte de classe et dans la vie politico-sociale. Leur participation à la pratique révolutionnaire fait comprendre aux masses qu'elles ne sont pas impuissantes face aux forces destructrices spontanées de la nature, que leur bonheur ne dépend pas de Dieu ou de forces inexistantes, mais en premier lieu de leurs efforts, de leur lutte et de leur travail révolutionnaire.

Outre leur participation à la pratique révolutionnaire, l'éducation systématique sous tous les aspects des masses travailleuses selon la conception athée, scientifique, marxiste-léniniste, du monde de notre Parti joue un rôle important. Dans les conditions actuelles, la dénonciation politique et idéologique des dogmes, des pratiques et des disciplines religieuses demeure un problème-clé. Puisque existe encore, même sous une forme confuse, l'idée de Dieu et d'une force surnaturelle, l'idée du destin, du monde d'outre-tombe, on ne doit pas ignorer ces préjugés et encore moins les laisser dans l'oubli. Il faut les combattre avec la même passion et la même ardeur que tout autre ennemi. Afin d'atteindre cet objectif, de traiter comme il se doit les problèmes de la lutte contre les croyances religieuses et les coutumes rétrogrades, il est important de connaître à fond ces phénomènes, d'étudier et d'analyser leurs manifestations, les formes et les aspects concrets qu'elles revêtent au cours de l'évolution de notre société, la manière dont elles se camouflent et changent de tactique. Si l'on analyse et étudie à fond ces phénomènes, sur la base des principes du matérialisme dialectique et historique et de la connaissance de la vie, la lutte contre la religion deviendra plus profonde et plus systématique.

Les succès obtenus dans tous les domaines de l'édification socialiste de notre pays au cours de ces quatre décennies, la participation des masses à la pratique révolutionnaire et les actions idéologiques continues, les mouvements d'innovation et de rationalisations, de pénétration dans les secrets de la nature dans l'ensemble, l'élévation du niveau général d'enseignement et de culture des gens de chez nous, constituent une base importante de la lutte idéologique contre la religion. Etant donné l'existence de ces facteurs, le perfectionnement et le développement du facteur subjectif revêtent une grande importance, et tout dépend de l'activité et du travail des hommes. La lutte contre la religion pour l'éducation athée des travailleurs constitue l'un des fronts les plus importants de la lutte pour la création de notre homme nouveau. Aujourd'hui dans notre société socialiste, la base de l'obscurantisme religieux a été renversée et le marxisme-léninisme est devenu l'idéologie dominante. Cette grande victoire de notre peuple dans la lutte contre la religion est sanctionnée par la loi, dans la Constitution de la RPS d'Albanie, dont l'article 3 stipule: «L'Etat ne reconnaît aucune religion; il soutient et développe la propagande athée pour inculquer aux hommes la conception matérialiste scientifique du monde».[18]

L'expérience de notre Parti, les enseignements du camarade Enver Hoxha dans ce sens également constituent un grand patrimoine dans le trésor de la théorie marxiste-léniniste, ils sont un précieux apport dans la lutte des peuples pour une société nouvelle sans oppression ni exploitation matérielle et spirituelle.

Notes :

1. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 1, seconde édition, p. 342-343.

2. *Constitution de la RPA,* Tirana, 1946, p. 8.

3. Voir: *Ibid.*

4. Voir: Enver Hoxha, *œuvres,* t. 5, p. 339.

5. *ACE,* Fonds 898, 1945, dossier 35, p. 264.

6. *ACE,* Fonds du Conseil des ministres, 1967, dossier 610, p. 9.

7. *Ibid.,* p. 17.

8. *ACE,* Fonds du Conseil des ministres, 1967, dossier 499, p. 3.

9. *ACE,* Fonds du Conseil des ministres, 1967, dossier 610, p. 16.

10. *«PTA, Documents principaux»,* t. 5, p. 240.

11. *ACE,* Fonds du Ministère de l'Instruction publique et de la Culture, 1967, Dossier 20, p. 14.

12. *Ibid.,* p. 24.

13. *ACE,* Fonds du Ministère de l'enseignement et de la culture, 1967, dossier 26, p. 28.

14. *ACE,* Fonds du Conseil des ministres, 1967, dossier 12, p. 2.

15. *Les archives du Ministère des affaires intérieures,* 1967, dossier 32, p. 1.

16. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 47, p. 230.

17. Enver Hoxha, *«Rapports et discours 1978-1979»,* pp. 63-64.

18. *«Constitution de la RPSA»,* Tirana, 1977, p. 24.

Fatos Tarifa (Agrégé es sciences), Kosta Barjaba (Chargé de cours à la Faculté des sciences politiques et juridiques) — Aperçu sociologique sur le temps libre des travailleurs

L'article est fondé sur les résultats d'une enquête menée parmi les travailleurs de la capitale.

Notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont toujours insisté pour que l'on pense sérieusement au problème du temps libre des travailleurs et qu'on l'apprécie comme une question d'importance particulière pour la vie des hommes, pour leur développement et le développement de la société sous tous les aspects. «Les heures libres des travailleurs après le travail, a souligné le camarade Enver Hoxha, sont précieuses, la façon dont ils les exploitent sont dans l'intérêt de leur travail, de leur instruction et de leur vie. C'est là une question de parti qu'il faut considérer avec une grande attention».[1]

Les problèmes qui se rattachent au temps libre sont nombreux et universels. Naturellement ils ont leurs caractères spécifiques suivant le sexe, l'âge et les diverses catégories sociales, suivant la profession et les micro-milieux sociaux où vivent les hommes. Mais indépendamment des particularités que peuvent présenter le temps libre et les activités qui le «comblent» pour les diverses catégories de la population, chaque individu et notre société dans son ensemble ont un souci et un intérêt communs: organiser et employer le temps libre de la manière la plus utile pour qu'il serve à l'éducation des hommes, au développement général de leurs capacités et de leur personnalité, au relâchement et à la rénovation de leurs énergies physiques et mentales, au plaisir et à la qualité de leurs loisirs.

A première vue il semble que le temps libre des travailleurs ne concerne qu'une ou plusieurs activités communes de repos et de distraction. Le repos et les distractions sont, certes, des éléments principaux du temps libre mais, à part eux, il reste une part du «budget» du temps libre comprise dans cette notion et qui concerne certaines activités sociales utiles comme: leur engagement à résoudre les divers problèmes dans le cadre des organisations de masse, leur participation au travail bénévole, aux diverses activités culturelles: réunions, causeries et conférences sur des problèmes idéologiques scientifiques, littéraires et artistiques. De même, le «budget» du temps libre, si nous pouvons l'appeler ainsi, comprend également le temps que les travailleurs consacrent à l'éducation et au divertissement de leurs enfants au sein de la famille ou en dehors d'elle, aux visites sociales et familiales etc.

Le temps libre se rattache aux divers facteurs matériels et culturels, individuels et sociaux de classe, professionnels et familiaux, physiologiques et jusque climatiques et il est conditionné par eux. C'est pourquoi on ne peut parler de temps libre des travailleurs sans tenir compte de leur position sociale de classe, de leur origine et de leurs traditions dans ce domaine, de leur âge, de leurs rapports familiaux, de leurs différences professionnelles etc. De ce point de vue, il est utile d'effectuer une étude du temps libre de diverses catégories de la population, et même de divers districts et régions du pays suivant leurs particularités. Il est utile d'étudier les problèmes qui se rattachent au temps libre de la jeunesse et de la population actuelle de la campagne mais l'étude du temps libre de la population des villes de notre pays qui croissent et se développent d'année en année dans les domaines économique, social et culturel, «découvre» et suggère pas mal de problèmes et de phénomènes intéressants.

La ville de Tirana notamment, en tant qu'épicentre du pays, est et peut mieux servir de «laboratoire» pour nos études sociologiques. C'est là que travaille et vit une grande partie de notre classe ouvrière, la masse la plus large et la plus qualifiée de notre intelligentsia, c'est là que déploient leur activité les plus grandes et les plus importantes institutions culturelles, artistiques et scientifiques du pays. C'est pourquoi nous avons pensé de limiter et concentrer cette étude seulement aux travailleurs de la capitale.

Les observations et les consultations effectuées parmi les travailleurs et les divers collectifs nous ont fourni beaucoup de données intéressantes mais les conclusions tirées de cette étude sont fondées principalement sur les réponses des 450 travailleurs interrogés dans la capitale.[2]

Pour que les résultats de l'enquête soient le plus utiles possible, nous avons tâché de prendre en considération et de résoudre le mieux possible deux difficultés méthodologiques principales; d'une part, assurer des informations complètes sur le fonds moyen du temps libre des travailleurs et sur son utilisation; d'autre part, choisir une masse de personnes qui puissent représenter le plus fidèlement possible la composition démographique et sociale de la population adulte de la capitale.

Nous avons tâché de résoudre le premier problème en rédigeant un questionnaire détaillé pour notre enquête dont les données pouvaient être élaborées quantitativement à l'aide d'un micro-ordinateur. Nous avons essayé de résoudre le second problème en nous fondant sur les principes de la méthode sélective afin d'effectuer un choix représentatif des principales catégories de la population adulte de la capitale en ce qui concerne le sexe, la situation sociale, les catégories professionnelles et les groupes d'âge.

Naturellement, le problème que nous abordons a besoin d'être traité plus largement, mais nous visons par cet article à présenter quelques-uns des résultats obtenus par ce sondage.

Les profondes transformations économiques et sociales opérées dans les années de l'édification socialiste: le développement d'une industrie avancée et diversifiée, la collectivisation de l'agriculture, l'électrification de tout le pays, le développement du commerce, des constructions, des transports, des services sociaux, l'élévation du niveau d'instruction et de culture des masses travailleuses ont apporté de grands changements dans leur vie. Ces changements concernent aussi le temps libre des travailleurs dont le «budget» et les valeurs sociales ont pris, dans les conditions du socialisme, des proportions tout à fait nouvelles. Il est compréhensible que tant le «budget» du temps libre que son mode d'utilisation à l'échelle sociale, portent un sceau historique donné, puisqu'ils sont définis d'abord par le mode de production.

Il est hors de propos de nous étendre ici sur le bouleversement réalisé chez nous durant les années de l'édification socialiste concernant l'industrialisation et la socialisation des activités vitales indispensables des travailleurs, notamment dans le commerce, les transports, les services communaux, les institutions socioculturelles etc. Il suffit de citer quelques données sur la ville de Tirana durant ces dix dernières années.

En 1985, notre capitale comptait plus de 214 000 habitants contre 189 000 qu'elle en comptait en 1975. Bien que, durant ces dix années la population de Tirana se soit donc accrue de plus de 25 000 habitants, le niveau matériel et culturel ainsi que le mode de vie des masses travailleuses ont réalisé un bond en avant. Sans mentionner ici les revenus réels par tête d'habitant de la population qui sont allés toujours croissant, nous citerons deux ou trois exemples du domaine des services sociaux auxquels se rattache directement ou indirectement une partie du «budget» du temps libre des travailleurs.

En 1984, le nombre des points de vente de la capitale a atteint 1493 contre 883 dix ans auparavant, ce qui signifie que, en dépit de l'accroissement de la population de la capitale durant cette période, en 1984 il y avait à Tirana un point de vente pour 197 habitants au lieu d'un pour 217 habitants en 1975.

De même, le nombre des crèches et des jardins d'enfants s'est accru afin de venir en aide aux parents et aux familles de la capitale, afin d'alléger une partie du temps que les travailleurs ne consacrent pas à leur travail et qu'ils puissent le consacrer à leur repos, à leur éducation et à leurs loisirs. En 1975 la ville de Tirana comptait 95 jardins d'enfants tandis qu'en 1984 leur nombre a atteint 116 avec 2800 lits de plus, alors que le nombre des éducatrices servant dans ces institutions est passé durant cette même période de 409 à 501.[3]

Nous pouvons citer d'autres données qui attestent la sollicitude constante de notre Parti et les mesures prises par notre Etat socialiste pour pourvoir toujours mieux aux demandes matérielles et spirituelles des masses travailleuses, les libérer dans la mesure du possible d'une série d'obligations quotidiennes qui les privent du temps utile nécessaire pour leur repos et leurs loisirs, à l'élévation de leur niveau culturel et professionnel, à la réalisation de leurs intérêts divers.

L'étude d'un problème comme le temps libre des travailleurs présuppose, avant tout, une analyse de la structure du «budget» du temps libre après le travail qu'on pourrait présenter pour chaque travailleur sous la forme d'une structure de trois plans : temps nécessaire aux besoins physiologiques vitaux (sommeil, alimentation, hygiène personnelle, repos), temps nécessaire au ménage et aux autres obligations familiales et temps libre. Puisque les éléments qui constituent la structure du «budget» du temps non consacré au travail sont les mêmes en général, leurs proportions et leur contenu changent suivant les individus en fonction des facteurs suivants: sexe, âge, niveau d'instruction, situation sociale, profession, composition numérique de la famille etc.

Puisque, dans le cadre d'une journée de 24 heures, le temps de travail et le temps nécessaire aux besoins physiologiques vitaux sont presque invariables, les changements les plus essentiels dans le «budget» du temps des travailleurs des divers âges, sexes et professions, sont déterminés principalement par le temps consacré au ménage et aux autres obligations familiales et par le temps consacré aux loisirs et à l'élévation de leur niveau culturel idéologique et professionnel.

Les occupations du ménage et familiales constituent l'un des principaux facteurs qui influe directement sur la réduction du «budget» du temps libre des travailleurs. Afin d'analyser un peu plus à fond ce problème, nous devons le considérer dans le cadre de la famille rurale dans les conditions du développement économique et social actuel. Posons la question: Comment répartit-on les travaux du ménage et les autres obligations familiales entre les membres de la famille suivant le sexe, l'âge et la situation sociale et quelle est l'influence de cette répartition sur le «budget» et l'efficacité du temps libre des travailleurs ?

Bien entendu, le problème n'est pas si simple qu'il paraît à première vue, parce qu'il se pose sous des formes des plus diverses en fonction des individus, des familles, des groupes d'âge des milieux et des diverses catégories sociales. De toute façon, en traitant ce problème avec les travailleurs interrogés de la capitale et en connaissant leurs opinions, tâchons d'exposer et d'étayer par des faits quelques opinions et conclusions.

Les succès enregistrés durant les années de pouvoir populaire dans le domaine de l'émancipation de la femme et de la consolidation des rapports socialistes au sein de la famille sont vraiment grandioses. Cependant, le stade actuel du développement de ces rapports n'a pas été atteint sans difficultés, au contraire, même à présent, on constate une contradiction entre le haut niveau d'émancipation de la femme dans le large diapason de la vie politique, économique et sociale et le niveau encore bas de son émancipation dans la vie familiale.

En dépit des mesures prises par le Parti et le pouvoir populaire pour venir en aide aux travailleurs et en premier lieu aux femmes dans leurs travaux ménagers, la femme n'a pas encore atteint dans ce domaine les résultats qu'elle a obtenus dans les domaines politique, économique, culturel et professionnel. Sur elle pèse encore le lourd fardeau des travaux du ménage. Et pas seulement à la campagne où ce problème est plus évident, mais aussi à la ville.

L'analyse des éléments recueillis de l'enquête, révèle qu'en ce qui concerne le temps que les travailleurs consacrent aux travaux ménagers, on observe des différences suivant leur état civil : (les filles et les garçons y consacrent moins de temps que les femmes et les hommes); suivant les groupes d'âge: (les femmes et les hommes de 21 ans à 40 ans y consacrent moins de temps que ceux qui ont dépassé cet âge); suivant la composition numérique des familles: (les familles composées de plus de 6-7 personnes ou de 3-4 personnes dépensent moins de temps à faire le ménage que les autres familles) etc. Mais les différenciations plus considérables sont entre les sexes. Dans le tableau n° 1 nous avons résumé les données de l'enquête sur ce problème:

Temps nécessaire à faire le ménage (Suivant le sexe et la situation sociale)

Tableau 1

Temps moyen consacré chaque jour au ménage	**Femmes**				**Hommes**			
	Ouvrières		**Intellectuelles**		**Ouvriers**		**Intellectuels**	
	Nr	%	Nr	%	Nr	%	Nr	%
Moins d'une heure	8	7	1	7	65	55	61	59
De 2 à plus de 4 heures	107	80	77	77	24	20	15	14

Les données de ce tableau témoignent d'une inégalité marquée dans la répartition des travaux du ménage entre les femmes et les jeunes filles, d'une part, et les hommes et les jeunes gens, de l'autre. Elles prouvent que la majorité écrasante des femmes et des jeunes filles interrogées (environ 80 pour cent d'entre elles) consacrent chaque jour en moyenne de 2 à plus de 4 heures à faire le ménage tandis que seulement 6-7 pour cent d'elles y occupent moins d'une heure. En ce qui concerne les hommes, ce taux est de 17 pour cent dans le premier cas et de 57 dans le second.

Cette répartition inégale des travaux au sein de la famille entre les deux sexes se constate non seulement les jours fériés où l'inégalité est même plus accentuée. Sur la base des données de notre enquête nous avons construit le tableau suivant.

Temps consacré aux travaux du ménage pendant les jours fériés (Suivant le sexe et la situation sociale)

Tableau 2

Temps moyen calculé pour le ménage les jours fériés	**Femmes**				**Hommes**			
	Ouvrières		**Intellectuelles**		**Ouvriers**		**Intellectuels**	
	Nr	%	Nr	%	Nr	%	Nr	%
Moins d'une heure	11	8	2	2	50	43	39	38
De 3 à plus de 5 heures	43	33	33	33	17	14	14	13
Plus de 5 heures	40	30	41	41	1	—	4	4

Ce tableau révèle que les jours fériés sont de vraies journées de travail pour la majorité des femmes et des jeunes filles interrogées. Environ 33 pour cent d'entre elles consacrent de 3 à 5 heures au ménage les dimanches ou les autres jours fériés et que 35 pour cent plus de 5 heures. En ce qui concerne les hommes, ils ne constituent que 14 pour cent pour le premier cas et 2, pour cent pour le second.

Ces tableaux ne révèlent aucune différenciation marquée en ce qui concerne la participation des femmes aux travaux du ménage en fonction de leur situation sociale. Les femmes ou les jeunes filles ouvrières et les intellectuelles sont également surchargées dans la famille.

Cette surcharge des femmes dans la famille et, par conséquent, le temps réduit dont elles disposent pour participer largement, au même titre que les hommes, aux diverses activités culturelles, pour se distraire et élever leur niveau culturel et professionnel, doivent nous faire penser plus sérieusement à alléger les femmes du lourd fardeau des travaux du ménage en les répartissant entre tous les membres de la famille. «Si on apprend à la femme a avoir sa personnalité à la maison, a dit le camarade Enver Hoxha, si on lui apprend à répartir les travaux entre tous les membres de la famille, depuis les enfants jusqu'au mari, on allégera la femme des travaux du ménage et sa vie familiale sera plus cultivée...»[4]

Grâce à la sollicitude constante du Parti, la femme est actuellement relativement allégée des travaux ordinaires et de l'économie familiale par rapport à des années auparavant, il suffit de rappeler qu'environ 62 pour cent des travailleurs interrogés dans la capitale possèdent une machine à laver et 53 pour cent environ d'entre eux un réfrigérateur et des appareils domestiques qui aident les travailleurs et allègent surtout les femmes d'une série de travaux, qui non seulement les fatiguaient mais occupaient une bonne partie du temps qu'elles pouvaient consacrer au repos, aux loisirs, à l'élévation de leur niveau culturel et professionnel et à l'éducation de leurs enfants. Mais, comme il ressort des données de notre enquête, les organes du commerce, les directions des entreprises et des institutions, ainsi que les organisations des unions professionnelles, doivent veiller à une plus judicieuse planification et répartition en ce domaine parce que le nombre des familles intellectuelles possédant une machine à laver représente 77 pour cent du total des intellectuels interrogés alors que pour les ouvriers ce taux est de 47 pour cent. De même, le taux des familles intellectuelles possédant un réfrigérateur est de 75 pour cent de leur total et pour les familles ouvrières ce pourcentage seulement de 31 pour cent.

Alléger la femme des travaux domestiques présuppose et requiert non seulement une plus juste répartition des tâches au sein de la famille, entre les époux, leurs enfants et les autres membres, mais aussi la création d'une série de conditions annexes favorisant la femme, à travers la socialisation d'une partie des travaux quotidiens qu'elle fait à la maison. «Nous avons déjà et nous aurons toujours plus la possibilité de socialiser graduellement les travaux domestiques»[5], a dit le camarade Enver Hoxha.

La plupart du temps consacré aux travaux ménagers l'étant à la cuisine, aux commissions et au nettoyage de la maison, nous pensons que c'est justement dans ces trois directions qu'il faut déployer des efforts dans le sens d'une plus grande mécanisation et socialisation, ce qui aura pour effet de réduire le temps nécessaire pour les effectuer. On peut alléger les travailleurs et accroître le temps libre en éliminant une série de faiblesses de caractère subjectif comme la circulation irrégulière des autobus urbains, l'horaire peu judicieux de certains points de vente ou, dans quelque cas, l'inadaptation de leur répartition à l'extension et à la densité de la population etc.

A part les travaux du ménage qui privent les femmes d'une grande partie du «budget» de leur temps libre, les soins portés à la santé, à l'éducation et à la préparation des enfants pour l'école, constituent d'autres obligations familiales qui réduisent encore plus leur temps libre. Naturellement, les soins prodigues à l'enfant pour qu'il grandisse sain et fort, qu'il soit instruit et éduqué convenablement, est en principe une aspiration et une tache essentielles pour chaque parent et chaque famille. Mais on constate dans la vie quotidienne que les femmes, bien que fatiguées par le fardeau des travaux du ménage, consacrent une bonne partie du fonds de leur temps libre à la santé et à la bonne éducation de leurs enfants, tandis que les hommes, en raison de leur psychologie et de leur mentalité surannées, dédient, en général, peu de temps à ce problème. C'est là un autre facteur qui accentue encore plus l'inégalité entre l'homme et la femme dans la division des devoirs familiaux communs et dans la disposition de ce fonds indispensable de temps libre nécessaire pour leur repos, leurs distractions et l'élévation de leur niveau culturel et professionnel.

Des données de l'enquête organisée sur cette question, on peut tirer au moins deux conclusions:

Premièrement, l'homme et la femme ne sont encore pas dans une situation d'égalité en ce qui concerne tant la répartition des travaux du ménage que quelques autres tâches familiales comme l'éducation et la santé des enfants. Suivant la mentalité générale des hommes, et parfois des femmes elles-mêmes, cette tâche est considérée comme concernant uniquement les femmes. Sur 201 femmes qui ont répondu à notre enquête, 95 d'entre elles, donc 47 pour cent, déclarent consacrer en moyenne chaque jour de 1,5 à 3 heures à leurs enfants tandis que seuls 28 hommes sur les 182 consultés, donc 15 pour cent, consacrent autant de temps à la santé et à la bonne éducation de leurs enfants.

Deuxièmement, le temps consacré par les parents à la santé et à la bonne éducation de leurs enfants varie non seulement en fonction du sexe des parents mais aussi de leur situation sociale, tant pour les hommes que pour les femmes, les données recueillies prouvent qu'il existe entre des époux intellectuels des rapports un peu plus judicieux quant au temps libre consacré à l'éducation et à la santé de leurs enfants. Suivant les données de l'enquête, 40 pour cent des femmes intellectuelles s'occupent de leurs enfants de 1,5 à 3 heures par jour, tandis que chez les ouvrières ce pourcentage est plus élevé, 52 pour cent. C'est le contraire que l'on constate chez les hommes: seuls 12 pour cent des ouvriers consacrent autant de temps à leurs enfants tandis que chez les intellectuels ce taux est de 19 pour cent. Donc, le rapport entre femme et mari chez les intellectuels consacrant de

1,5 à 3 heures à la santé et à l'éducation de leurs enfants est de 1 à 2 (un homme — 2 femmes) tandis que chez les parents ouvriers ce rapport est de 1 à 5.

De l'analyse des résultats de cette enquête il ressort aussi que dans l'ensemble, la bonne marche des enfants dans leurs études est une préoccupation commune à tous les parents, et à laquelle hommes et femmes et parfois même, peut-on dire, les hommes plus que les femmes, attachent la même importance. Les données de notre enquête confirment que 21 pour cent des femmes (principalement celles dont les enfants suivent encore le cycle d'études inférieur) consacrent en moyenne de 1 à 2 heures par jour à leurs enfants en les aidant à préparer leurs leçons tandis que le pourcentage des hommes qui consacrent le même temps à la préparation des enfants pour l'école est un peu plus élevé, 28,5 pour cent.

Il est intéressant de relever que, suivant les données de l'enquête, les différences dans la situation sociale des parents, tant pour les hommes que pour les femmes, ne jouent pas un rôle sensible dans la durée du temps qu'ils consacrent à leurs enfants pour la préparation de leurs leçons. Les femmes ouvrières et intellectuelles confirment qu'elles consacrent chaque jour un temps presque égal à la préparation de leurs enfants pour l'école, le résultat est le même chez les ouvriers et les intellectuels.

Bien entendu, les données accumulées à l'aide du questionnaire de l'enquête ont une valeur approximative, relative; malgré tout, elles confirment clairement une conclusion connue et admise par tous, à savoir que les femmes sont encore beaucoup plus chargées et ont plus de préoccupations que les hommes dans la vie familiale à cause des travaux du ménage et des autres tâches dans la famille dont la plupart sont à leur charge.

Mais il ne s'agit pas ici seulement de la fatigue physique et de la tension nerveuse créées par les travaux du ménage de tous les jours, il s'agit aussi de ce fonds de temps que la femme perd et dont elle pourrait disposer, dans une plus ou moins grande mesure, pour se reposer, se distraire, écouter de la musique, lire, discuter, élever son niveau culturel, s'occuper d'activités sociales etc. Sans exagérer, on peut affirmer que les manifestations d'inégalité entre l'homme et la femme, quant à la disponibilité du temps libre, ont leur origine dans l'inégalité qui subsiste dans la répartition des travaux de ménage et des autres tâches familiales. Si l'on s'en tient aux données de l'enquête et aux observations et aux consultations faites auprès des travailleurs de la capitale, il faut admettre que les femmes en général, ont, les journées ouvrables, de 2 à 3 heures de temps libre de moins que les hommes.

Ces manifestations d'inégalité entre l'homme et la femme dans la disposition du fonds de temps libre indispensable à tous les travailleurs, influent assurément aussi sur la manière dont la femme utilise son temps libre et sur l'efficacité de ses diverses activités.

Passons maintenant à une autre question qui se rattache à la première et qui a une importance particulière. Comment les travailleurs de la capitale emploient-ils, en général, leur temps libre? Quelles sont leurs principales activités d'éducation, de divertissement pendant le temps libre? Combien de temps y consacrent-ils en moyenne chaque jour ou semaine? Quelles sont leurs préférences et dans quelle mesure dépendent-elles de facteurs démographiques et sociaux comme le sexe, l'âge, la situation sociale, l'état civil, la profession etc.?

Le temps libre a une valeur sociale utile non seulement pour l'individu, mais pour toute la société dans son ensemble. En tant que tel, il doit être exploité au maximum et de façon rationnelle parce que, en fin de compte, la valeur du temps libre ne se mesure pas seulement à l'extension de son «budget», mais aussi à la varié ce des activités auxquelles il a été employé et à leur efficacité. Dans ce sens, à propos du temps en général, le proverbe populaire selon lequel on peut perdre son temps de trois manières, en ne faisant rien, en faisant ce qu'il ne faut pas faire et en ne faisant pas quelque chose comme il faut, vaut aussi pour le temps libre.

On entend souvent des gens dire qu'ils ne savent pas comment «faire passer» leur temps libre, de même qu'on peut en entendre d'autres se plaindre à juste titre que son «budget» ne leur suffit pas. Naturellement, accroître le «budget» de son temps libre à son gré, n'est pas au pouvoir de chacun, mais on peut profiter de «cet espace indispensable pour le développement de l'individu» comme le qualifiait Marx, de la façon la plus utile et avec la plus grande efficacité. Certes, cela dépend du niveau de formation de la conception du monde, de la personnalité et des intérêts de chaque individu en particulier, mais l'opinion publique, l'école, les organisations sociales de masse, les institutions culturelles, artistiques et sportives peuvent et doivent influer dans ce sens.

Le temps libre et les activités auxquelles chacun se consacre, ont de la valeur lorsqu'ils lui servent à développer sa personnalité, à élever son niveau idéologique, d'instruction, de culture et professionnel, et aussi à satisfaire ses intérêts spirituels ainsi que ses devoirs envers sa famille, son collectif, la société.

Notre société socialiste, est intéressée à ce que ses membres, tous les travailleurs, et en particulier la nouvelle génération soient éduqués dans un esprit sain, qu'ils soient dotés de savoir et de culture, optimistes dans leur travail et mènent une vie heureuse et cultivée. A cet effet, elle a créé aux travailleurs et à la jeunesse non seulement les conditions matérielles nécessaires mais aussi de nombreuses possibilités réelles pour employer le temps libre à leur disposition de façon utile pour eux et la société. En régime socialiste, les portes des écoles

secondaires et professionnelles, les salles de bibliothèques, de cinémas, de théâtre et de concerts, les beaux parcs naturels, les terrains de sport, les musées, les centres touristiques, etc., sont ouverts à tous. La radio et la télévision sont devenues les moyens les plus répandus de communication de masse; le livre, un compagnon intime de la jeunesse, des travailleurs et de chaque famille. Donc, notre société socialiste offre beaucoup de possibilités aux travailleurs et à la nouvelle génération pour qu'ils réalisent leurs besoins spirituels, qu'ils s'éduquent, se détendent et se divertissent de façon cultivée et récréative pendant le temps libre.

Notre Parti et notre société ont intérêt à ce que les hommes de chez nous s'habituent à rationaliser eux-mêmes leur temps libre, à ne pas gaspiller inutilement leur temps et à l'employer le mieux possible, à ce qu'ils cherchent à faire toujours quelque chose d'utile pour eux-mêmes et pour la société. «Chacun, a souligné le camarade Enver Hoxha, peut organiser son temps libre à son gré... Le Parti, l'Etat ont mis à la disposition de l'éducation et des loisirs des travailleurs des institutions culturelles et artistiques, ils propagent la fréquentation des endroits où l'on peut danser, lire, voir des films, des spectacles, des pièces de théâtre etc., etc., mais, quant au temps,... chacun doit le programmer lui-même, sans que quelqu'un lui dise d'aller à tel ou tel endroit».[6]

Il ne faut pas que les travailleurs soient seuls à penser aux problèmes du temps libre. Ces problèmes doivent occuper une plus grande place dans l'activité des organisations de masse, qui doivent mieux organiser l'éducation, le repos et les distractions des travailleurs et de la jeunesse après le temps de travail et d'étude, parce que, quand ces activités sont bien organisées, leur effet est plus sensible non seulement pour un ou plusieurs individus mais pour l'ensemble du collectif et de la société.

Il est hors de doute qu'il existe un étroit lien entre l'activité que les hommes déploient pendant leur temps libre et leur travail professionnel quotidien dans son ensemble. Par exemple, la lecture d'un livre constitue l'une des activités principales du fonds du temps libre des gens. Mais le temps qu'ils consacrent à la lecture et le genre de livre qu'ils préfèrent dépendent naturellement dans une certaine mesure de leur profession ou spécialité. Des données de notre enquête il résulte que les travailleurs intellectuels, en général, dédient une plus grande partie de leur temps libre (environ 2-3 heures) à la lecture de la littérature artistique, politique, sociale et scientifique que les ouvriers.

Les activités que les hommes déploient pendant leur temps libre, comme la lecture d'ouvrages littéraires, de la presse, de la littérature technique et scientifique, l'étude des langues étrangères, l'intérêt pour les programmes de télévision et de radio, la fréquentation des spectacles, la participation à des conférences, les visites à des expositions et à des musées, l'exercice de la culture physique et des sports etc., ont une grande influence sur le développement de leurs capacités intellectuelles et physiques, elles contribuent à élever leur niveau idéologique, à enrichir leur culture générale et professionnelle et, par conséquent, également à accroître l'efficacité de leur travail.

Des données de cette enquête il ressort que beaucoup d'ouvriers (environ 83 pour cent de ceux consultés ont de 16 à 30 ans et ont terminé le cycle d'études de huit ans) suivent des études secondaires ou divers cours de qualification de soir. Cela présuppose qu'ils dépensent une bonne partie du «budget» du temps libre à préparer leurs devoirs pour l'école et à suivre les cours. En ce qui concerne les travailleurs de l'enseignement supérieur, principalement enseignants, médecins et ingénieurs, la plupart d'eux emploient une partie considérable du «budget» de leur temps libre à élever leur niveau idéologique et professionnel et à suivre diverses formes de qualification post-universitaire. Les réponses données au questionnaire de l'enquête nous permettent de connaître, en général, les principales activités de loisir et de distraction déployées par les travailleurs de la capitale durant leur temps libre, durant les jours ouvrables ou fériés. Ce qui saute le plus aux yeux dans l'analyse des données de l'enquête, c'est, la variété de ces activités. Mais, d'autre part, cette analyse prouve qu'il existe des différences évidentes entre les travailleurs des deux sexes en ce qui concerne les diverses activités et notamment les activités de culture physique et sportives, intellectuelles et artistiques. Certaines activités sont uniquement déployées par les hommes, d'autres par les femmes st les jeunes filles, d'autres encore par les femmes et les hommes plus ou moins dans la même mesure.

En général, la somme des activités des loisirs menées par les femmes et les jeunes filles est plus limitée par rapport à celle des hommes. Les résultats de l'enquête révèlent que les promenades dans les parcs ou sur les boulevards constituent une activité que les femmes pratiquent 3 fois moins que leurs camarades hommes: la lecture 2 fois moins, la culture physique et les sports 10 fois moins, les spectacles 2 fois moins, les activités sportives au stade ou à la télévision 16 fois moins, la fréquentation des établissements publics 27 fois moins, les excursions 2 fois moins. Ce rapport inégal entre les hommes et les femmes, entre les garçons et les filles, en ce qui concerne l'emploi du temps libre à leur disposition et leurs activités récréatives pendant cet espace de temps, assignent aux organisations de masse, à la famille et à toute la société le devoir d'alléger relativement la femme des travaux du ménage et des autres occupations familiales afin qu'elle profite davantage des possibilités que la société lui a créées pour un repos et des loisirs cultivés pendant son temps libre.

Ces différences constatées dans ces activités s'observent non seulement en fonction du sexe mais aussi de la situation sociale des travailleurs, des groupes d'âge etc. De l'analyse des données de l'enquête il résulte que:

Les ouvriers et les intellectuels interrogés sont, respectivement à 65 pour cent et à 86 pour cent, des lecteurs réguliers de la presse; 82 pour cent des ouvriers et 48 pour cent des ouvrières lisent la pressé régulièrement, tandis que parmi les intellectuels ce taux est de 93 pour cent pour les hommes et de 79 pour cent pour les femmes.

Parmi les ouvriers les lecteurs les plus réguliers sont du groupe d'âge de 31 à 40 ans pour les hommes et de 21 à 30 ans pour les femmes, tandis que parmi les intellectuels les lecteurs les plus réguliers sont âgés de 41 à 60 ans pour les hommes et les femmes. — 18,5 pour cent des ouvriers et 16 pour cent des intellectuels compris dans cette enquête fréquentent régulièrement les spectacles; pour les ouvriers le rapport entre hommes et femmes est de 26 à 11 pour cent, alors que pour les intellectuels il n'y a pas de différence entre les sexes. Parmi les ouvriers de la capitale ceux qui fréquentent le plus régulièrement ces spectacles sont âgés de 21 à 30 ans pour les hommes et les femmes, tandis que chez les intellectuels cet âge est de 31 à 40 ans.

Les membres des bibliothèques sont à 16 pour cent des ouvriers et à 72 pour cent des intellectuels. Parmi les intellectuels des différences s'observent en fonction non seulement du sexe et de l'âge mais aussi de la catégorie ou de la spécialité, dans leur fréquentation des bibliothèques, ce qui peut être considéré, dans une certaine mesure, comme un indice de leur goût de la lecture. Cette enquête nous découvre que la majorité des intellectuels membres des bibliothèques font partie de la catégorie des enseignants, puis des médecins etc. L'intelligentsia artistique et celle de la production, notamment les femmes, constituent le plus bas pourcentage des membres des bibliothèques. Parmi les femmes ingénieurs 33 pour cent seulement et environ 50 pour cent des femmes artistes sont membres des bibliothèques tandis que leurs collègues hommes le sont respectivement à un taux de 77 et de 75 pour cent.

Un autre phénomène qui se rattache à l'attitude des travailleurs envers le livre et la lecture est le fait que les jeunes filles, surtout les ouvrières, fréquentent moins les bibliothèques et lisent moins de livres après leur mariage. Le nombre des femmes ouvrières qui lisent peu triple après leur mariage tandis que le nombre de celles qui lisent 4 heures par semaine baisse de 7 fois. Ce phénomène se constate aussi, dans des proportions plus restreintes, parmi les intellectuelles. Le fait est que, ainsi que le révèle cette enquête, que le mariage, chez les hommes, ouvriers ou intellectuels, n'influe pas sur la fréquence de leurs lectures.

Il faut mettre en évidence que durant ces dix dernières années, bien que la population de la capitale se soit accrue et le nombre des films projetés dans les salles de cinéma également, leur fréquentation a baissé sensiblement. En 1975 les représentations cinématographiques de la capitale ont été suivies par 1 303 000 spectateurs alors que, 10 ans plus tard, en 1984, leur nombre avait baissé à 822 000. Ce phénomène a son origine dans la large propagation de la télévision.

Des sondages effectués à travers notre enquête il résulte qu'au début de 1986, 89 pour cent des travailleurs (dont 86 pour cent ouvriers et 92 pour cent intellectuels) possèdent un poste de télévision. Il est hors de doute que la vaste propagation de la télévision durant ces 10-15 dernières années a apporté des changements sensibles dans la structure du «budget» du temps libre des travailleurs. Les données de l'enquête prouvent que les émissions télévisives occupent la première place dans le temps que les travailleurs de la capitale consacrent à leur repos et à leurs loisirs. Le tableau n° 3 résume les données de l'enquête relative au temps que les travailleurs interrogés consacrent aux émissions télévisives, en fonction du sexe et de leur situation sociale.

Temps consacré aux émissions télévisives par les travailleurs de la capitale (en fonction du sexe et de la situation sociale)

Tableau 3

Temps moyen calculé pour le ménage les jours fériés	**Femmes**		**Hommes**	
	Ouvrières	**Intellectuelles**	**Ouvriers**	**Intellectuels**
	%	%	%	%
Au-dessous de 0,5 heures	13	11	1	—
de 0,5 à 1 heure	19	16	15	18
de 1 à 1,5 heures	8	28	11	28
de 1,5 à 2 heures	29	25	17	24
de 2 à 3 heures	16	11	29	15
au-dessus de 3 heures	10	5	23	11

Bien que la télévision ait occupé et occupe toujours plus de place dans la vie quotidienne des travailleurs qui aiment passer une partie de leur temps libre devant le petit écran et à discuter de ses programmes, les réponses données dans le questionnaire de l'enquête font apparaître que les travailleurs ont des désirs des plus variés pour passer leur temps libre. Leurs activités préférées sont plutôt des activités collectives avec leur famille ou des camarades: excursions hors de la ville ou du district, soirées de danse, promenades dans les parcs ou sur les boulevards, émissions télévisées ainsi que la vie culturelle dans la ville, la lecture, la culture physique et les sports etc.

Curieusement, certaines activités attrayantes du temps libre que les travailleurs préfèrent, comme les excursions, la danse etc., sont organisées rarement ou très rarement. 67 pour cent des travailleurs interrogés déclarent danser en moyenne une fois par an avec leurs époux où leurs camarades, cérémonies de mariage exclues; 16 pour cent moins d'une fois par an et seulement 17 pour cent de 2 à 6 fois par an, alors que 35 pour cent d'entre eux jugent la danse l'une des trois activités qu'ils préfèrent pour passer leur temps libre.

La connaissance, fût-ce à travers des sondages de ce genre, des préférences des travailleurs et des jeunes en ce qui concerne les activités utiles qu'ils pourraient mener pendant leur temps libre, peut et doit aider les maillons respectifs des organes d'Etat dans le district, les organisations de masse et les institutions culturelles et artistiques à étudier et à mieux exploiter leurs possibilités afin de répondre aux exigences des travailleurs pour une éducation, un repos et un loisir cultivé les jours ouvrables comme les jours fériés.

La bourgeoisie et ses sociologues parlent et écrivent beaucoup sur le temps libre et les loisirs, surtout de la jeunesse. Durant ces deux ou trois dernières décennies, le problème du temps libre est devenu l'un des thèmes centraux de la sociologie bourgeoise et révisionniste. Des études, des livres, d'innombrables périodiques, des symposiums et même des congrès ont été consacrés dans ces pays à des problèmes du temps libre, pour tous les âges, depuis les adolescents jusqu'aux plus âgés. Mais les véritables intentions de ce grand «intérêt» sont tout à fait contraires avec celles de notre société socialiste. En traitant les problèmes du temps libre, la bourgeoisie et ses sociologues visent à détacher l'attention du prolétariat, des masses travailleuses et surtout de la jeunesse, des problèmes politiques et sociaux aigus de la société capitaliste et révisionniste contemporaine, à les duper en s'efforçant de présenter leur société comme une société affranchie de l'exploitation, une société où la révolution technique et scientifique et, dans son cadre, «la révolution électronique» ont prétendument affranchi l'homme de la nécessité du travail et ont créé un «homo» nouveau qui peut être considéré comme «l'homme de l'époque libre, du divertissement, des sports et de la télévision».

La profonde crise que traverse la société capitaliste et révisionniste actuelle dans tous les domaines a conféré des dimensions épidémiques à de nombreux phénomènes régressifs comme la criminalité, la prostitution, la narcomanie etc., qui se manifestent actuellement avec une force plus grande que jamais. Beaucoup de sociologues bourgeois comme A. Matejko, K. Roberts, J. Huther, M. Kaplan etc., obligés d'avouer que ces phénomènes se présentent actuellement avec des «conséquences alarmantes» dans leur société, s'efforcent, à travers des recherches dans le domaine de «la sociologie du temps libre», de suggérer soi-disant des alternatives pour atténuer des plaies sociales.

Dans ce cadre on a inventé aussi une nouvelle appellation «Société des loisirs» (leisure society) qui ne sert qu'à camoufler la véritable nature exploiteuse du système bourgeois. D'après ces sociologues bourgeois, le temps libre et les loisirs dans cette «société» ne sont plus un privilège de quelques couches sociales, et même la télévision a abattu les barrières entre toutes les couches sociales.[7] D'après le sociologue américain M. Kaplan, les loisirs et le temps libre peuvent être considérés à présent dans cette prétendue société des loisirs comme «une institution sociale au même niveau que l'instruction, la religion, le mariage, l'économie ou la vie familiale».[8]

Il est vrai que dans certains pays capitalistes les plus industrialisés, le grand progrès technique et l'emploi de technologies modernes dans la production ont eu pour effet de réduire le temps du travail vivant des ouvriers à une certaine mesure, et d'accroître le «budget» de leur temps libre. Mais cela ne signifie point que tous les travailleurs de ces pays, comme tentent de le démontrer les divers sociologues bourgeois, ont la possibilité de se divertir, ni encore moins, que le temps libre et les loisirs et non pas le travail et l'activité productive pour la création de biens matériels, constituent la base de la vie des travailleurs et de toute la société.

D'autre part, la réduction du temps du travail dans ces pays n'est pas le résultat de «la bonne volonté» de la bourgeoisie monopoliste pour créer de plus grandes possibilités aux travailleurs afin qu'ils se détendent et se distraient aux dépens de ses gains. Au contraire, c'est le résultat des efforts constants et de la lutte persévérante du prolétariat et des autres masses travailleuses contre la féroce exploitation capitaliste, contre la dégénérescence physique et morale qu'il propage. Il est hors de doute que la bourgeoisie impérialiste a permis et sanctionné la réduction du temps de travail seulement lorsque ce phénomène n'a pas nui à ses intérêts économiques. De plus, la réduction du temps de travail dans ces pays est suivie en général de nouvelles formes d'intensification de l'exploitation capitaliste du prolétariat et de tous les travailleurs.

A travers leurs prédications sur la prétendue société des loisirs, les sociologues bourgeois s'efforcent de semer la discorde et la confusion parmi les larges masses travailleuses, au sein de la nouvelle génération, de susciter chez eux une apathie sociale, le sentiment de vide et de vanité spirituelle, de les écarter de la voie de la révolution, de les assoupir et de leur faire consumer l'élan et les énergies de la jeunesse dans une vie sans idéaux et sans perspective. C'est pour ces raisons que la bourgeoisie et les révisionnistes vantent aux masses travailleuses et surtout à la jeunesse la littérature et le film pornographiques, les programmes de télévision de violence et de sexe, la musique décadente, les boîtes de nuit, la drogue et l'alcool et les mettent à leur disposition. C'est ainsi qu'ils comprennent «les loisirs» des travailleurs et de la nouvelle génération; telle est la nourriture qu'ils leur donnent à consommer durant leur temps libre.

Tout autres sont les objectifs et l'action de notre société socialiste pour organiser le temps libre et les loisirs des travailleurs et de la nouvelle génération. Le temps libre et les loisirs, pour l'homme nouveau qui grandit et est éduqué dans notre société socialiste, n'est pas un temps consommé en vain, mais il est utilisé par lui pour son bien et le bien de toute la société. Il s'agit, a souligné le camarade Enver Hoxha, «... sans nuire au travail, de penser à la manière la plus profitable dont nos travailleurs peuvent passer leur temps libre et de leur créer, dans nos conditions économiques, la possibilité de s'éduquer, de se distraire et de se détendre le mieux possible».[9]

Notes :

1. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 45, p. 285.

2. L'enquête a été organisée durant les mois de février-avril 1986. Les 450 personnes interrogées ont été choisies parmi la classe ouvrière et l'intelligentsia de la capitale. L'enquête a été menée parmi les ouvriers des entreprises économiques suivantes: le Combinat des textiles «Staline», le combinat des autotracteurs «Enver Hoxha», le combinat de bois «Misto Mame», l'entreprise des montages industriels, la mine de charbon de Valias, l'Entreprise d'asphaltage, l'Entreprise chimique, l'Usine de porcelaine. L'enquête a été conduite parmi les intellectuels des catégories ci-après: enseignants (dans les écoles secondaires «P. N. Luarasi», «Q. Stafa», «7 Nëntori», l'école de huit ans «A. Kondi», l'Université de Tirana «Enver Hoxha»); médecins (de l'Institut oncologique, de la polyclinique centrale et des polycliniques des quartiers n° 4 et 5) artistes (du Théâtre de l'Opéra et du Ballet), ingénieurs (des entreprises susmentionnées) ; fonctionnaires (de quelques institutions et instances centrales).

3. Ces données ont été fournies par le bureau des statistiques près le Comité exécutif du CP du district de Tirana.

4. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 24, p. 147-148.

5. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 47, p. 233.

6. Enver Hoxha, *œuvres,* t 45, pp. 281, 282.

7. J. Huther, *Leisure and television,* dans *Society and Leisure* (Bulletin of European Centre for leisure and education), 1973, t. V, n° 2, p. 43, 44.

8. Voir: *Society and Leisure,* 1973, t. V, n° 4, p. 5.

9. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 45, p. 280.

Lulzim Hana (Maître de recherches) — Les dettes extérieures et les crédits impérialistes, puissants maillons de la chaîne néo-colonialiste qui asservit les peuples

Les dettes des pays en voie de développement, qui, ces deux dernières décennies, se sont accrues à des rythmes galopants en prenant des proportions gigantesques, constituent l'un des «noeuds gordiens» des relations économiques et financières internationales. Les dettes occupent une place primordiale dans la politique internationale des Etats débiteurs, non seulement parce que ceux-ci doivent s'assurer des ressources supplémentaires pour s'en acquitter, mais aussi parce qu'elles ont déséquilibré le fonctionnement de tout le système économique, bloqué les importations et surtout empiété sur leur indépendance politique.

A part les profits que les Etats créditeurs ont tiré d'une telle situation, ils se sont aussi heurtés à une série de problèmes dans leurs exportations de marchandises et de capitaux, et ont vu augmenter chez eux le chômage à la suite de la réduction des importations de la part des pays débiteurs. Ainsi, les dettes s'imbriquant avec les crises économiques, avec la crise énergétique et l'inflation accélérée, sont devenues l'un des principaux facteurs qui ont secoué depuis leurs fondements toutes les structures du système économique capitaliste mondial et qui reflètent, dans une certaine mesure, toutes les contradictions du monde capitaliste.

La situation s'est aggravée à tel point qu'actuellement à l'Est comme à l'Ouest on parle de plus en plus d'une «crise de l'endettement» et beaucoup d'Etats qui sont au bord de la faillite se sont vus contraints, comme seule issue, de proclamer unilatéralement un moratoire.

Analysant cette situation au IX^{e} Congrès du PTA, le camarade Ramiz Alia a souligné: «Les dettes actuelles sont la conséquence directe du néo-colonialisme, de la domination absolue des multinationales. Produit de la stratégie la plus récente de l'impérialisme, elles lui permettent de maintenir sous sa férule les pays qui ont secoué le joug colonial et d'allonger ses griffes sur ceux qui s'étaient jusque-là soustraits à sa domination.»[1]

1. Evolution et traits de l'endettement des pays en voie de développement

La bourgeoisie a utilisé les exportations de capitaux comme un moyen efficace pour piller les autres peuples, limiter leur indépendance économique et préparer les conditions de leur asservissement politique. L'histoire du capitalisme est pleine d'exemples démontrant que l'incapacité de divers Etats de s'acquitter de leurs dettes et la proclamation par eux d'un moratoire n'ont pas seulement déclenché une panique boursière et la faillite de banques mais ont aussi conduit à la perte de leur indépendance politique.

Ainsi, par exemple, en 1876, l'Egypte, ne pouvant s'acquitter de ses dettes extérieures, se vit contrainte de subir le protectorat britannique. En 1902, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, profitant de l'incapacité du Venezuela de payer ses dettes et de la proclamation d'un moratoire unilatéral, bloquèrent les ports de ce pays avec leurs navires de guerre et le contraignirent à se soumettre. Lors de la grande crise des années 30 de notre siècle, les pays d'Amérique latine, dans l'impossibilité de payer leurs dettes qui atteignaient 3 milliards de dollars, se virent contraints de faire de nombreuses concessions à leurs créanciers.

Après la Seconde Guerre mondiale, on observe un accroissement sans précédent de l'insolvabilité de divers Etats. En 1956, et plus tard, en 1960, l'Argentine, n'étant pas en mesure de s'acquitter de ses obligations extérieures, souleva la question de l'ajournement du paiement de ses dettes. A deux reprises au cours de cette décennie, le Brésil, le Ghana, la Turquie et les Indes, l'Indonésie, le Pérou et le Chili une fois, se sont trouvés dans une situation analogue. Dans les années 70 l'Inde et le Chili, se trouvèrent trois fois dans cette situation et le Zaïre quatre fois.

Les années 80 furent caractérisées par **un accroissement du nombre des Etats incapables de s'acquitter de leurs obligations et par les grandes proportions de leurs endettements.**

Depuis que le Mexique proclama, en août 1982, l'annulation du paiement de sa dette extérieure d'une valeur de 20 milliards de dollars, le nombre de ces pays est monté à 10. Le nombre des Etats exigeant une révision des conditions de remboursement des dettes extérieures et de leur total, a également beaucoup augmenté. Alors qu'en 1975 furent réexaminées les conditions de dettes se montant à quelque 20 milliards de dollars, rien qu'en 1983, 25 Etats réexaminèrent, par 33 accords, les conditions de leurs dettes, qui atteignaient la somme de 63 milliards de dollars, tandis qu'en 1984 ce montant a dépassé 120 milliards de dollars. Cela fut accompagné d'un accroissement accéléré du total des dettes qui ne furent pas payées au terme fixé.

D'après les données du Fonds Monétaire international, en 1983, le total de toutes les sortes d'obligations financières extérieures non remboursées au terme fixé, atteignait 27 milliards de dollars, chiffre 4,5 fois supérieur à la moyenne annuelle de la période 1977-1981. Ainsi, dans les années 80, le problème des dettes a dépassé les limites locales et zonales pour devenir global et se transformer en une crise d'endettement. Cela a été la conséquence directe de l'accroissement accéléré et très considérable des dettes, qui est reflété dans le tableau suivant :

Dettes extérieures des pays en voie de développement[2] (en milliards de dollars)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985[4]
Total	**610**	**702**	**775**	**843**	**894**	**970**
1. Dettes à moyen et long terme.	471	528	582	658	817	774
— Organisations interétatiques et internationales	177	192	210	229	245	309
— Crédits privés	294	336	372	429	472	465
2. Dettes à court terme[3]	130	160	171	154	142	196
3. Dette au Fonds monétaire international	9	14	22	31	36	

Cet accroissement se poursuit même en 1986 où les dettes des pays en voie de développement ont atteint 1 045 milliards de dollars, les prévisions pour l'année en cours étant de l'ordre de 1 085 milliards de dollars.[5] Ces données font ressortir clairement certains traits caractéristiques, entre autres:

Primo, le gros volume des endettements et leur accroissement accéléré. En 1986 il s'était accru de 71,3 pour cent par rapport à 1980, tandis que par rapport à 1974, cette augmentation est de 7,74 fois. Dans certaines régions, la situation est plus grave. Ainsi par exemple en 1984, l'endettement extérieur de l'Amérique latine était passé de 33 milliards qu'il était en 1973 a 360 milliards de dollars, autrement dit avait augmente de 11 fois. Pour voir dans quelle mesure cela aggrave la situation des pays en voie de développement, il suffit de rappeler que, d'après les données au Fonds monétaire international, leur dette extérieure est égale au tiers de leur production nationale brute et 1,5 fois supérieure à la valeur de leurs exportations. Pour les pays de l'Amérique latine, de 26 pour cent qu'elle était en 1975 elle a atteint 56 pour cent du produit national brut et dépasse de 3,25 fois les rentrées des exportations générales de marchandises et de services. Calculé par tête d'habitant, l'endettement dans cette région du monde est passé, de 115 dollars qu'il était en 1973, à 932 dollars en 1984.

Secundo, l'accroissement à des rythmes plus accélérés des dettes à moyen et long terme par rapport à celles à court terme. En 1985, les dettes à moyen et long terme et celles à court terme, se sont accrues respectivement de 64.3 et 19,2 pour cent par rapport à 1980. Qui plus est, à partir de 1982, la dette à court terme commence à diminuer. Cela montre que la crise de l'endettement n'est pas un phénomène fortuit, mais qu'il pousse ses racines plus profondément dans la structure de l'économie de ces pays, et, que, considérée dans son ensemble, elle est une manifestation de la crise qui tenaille leur base et leur superstructure et le système de l'économie capitaliste mondiale. Ces pays doivent verser chaque année environ 120 milliards de dollars rien que pour le service de leurs dettes, ce qui constitue environ le quart des rentrées assurées par leurs exportations. La revue «The Economist» écrit que pour payer les intérêts de leurs dettes, la Yougoslavie, le Brésil, la Pologne, le Chili et l'Argentine ont consommé en 1985, respectivement 14, 37, 41, 43 et 52 pour cent des rentrées de leurs exportations.

Tertio, l'accroissement accéléré des crédits d'Etat par rapport aux crédits privés. Pour la période 1980-1985 les crédits d'Etat ont augmenté de 74,5 pour cent, et les crédits privés seulement de 58,2 pour cent. Cela s'explique entre autres, par les transformations qui se sont opérées dans le domaine du crédit international, par l'accroissement du rôle et du poids de l'Etat capitaliste et des organisations internationales dans le domaine des exportations de capitaux également. Le changement du rapport des forces dans le monde, l'intensification et le raffermissement de la lutte des peuples pour leur liberté et leur indépendance nationale ont entraîné objectivement une insécurité accrue du capital privé et, par conséquent, une augmentation de la demande de capitaux garantis par l'Etat c'est à dire l'Etat capitaliste créditeur, ainsi que l'intensification de ses efforts pour le récupérer au plus vite avec les intérêts qu'il lui procure. C'est en cela qu'il faut chercher l'une des principales causes de la tendance à réduire les termes de l'octroi de crédits de la part du capital privé et à augmenter le taux de leur intérêt. C'est toujours à cette tendance que l'on doit que dans les 10 à 15 dernières années le taux d'intérêt des crédits d'Etat a été en moyenne égal à la moitié de celui des crédits privés, tandis que l'échéance de l'octroi des premiers a été 2 à 3 fois plus longue que celle du capital privé.

2. La politique néo-colonialiste, moteur principal de la crise de l'endettement

Les causes de l'aggravation du problème de l'endettement extérieur jusqu'à sa conversion en un état de crise sont de nature économique et politique. Elles sont le produit de la stratégie la plus récente de l'impérialisme visant à réaliser sa politique néo-colonialiste dans les conditions créées, la résultante aussi bien de l'accumulation du passé que des phénomènes et des processus objectifs et spécifiques qui ont eu lieu dans le monde du capital au cours de ces deux dernières décennies. Elles reflètent aussi les transformations profondément contradictoires dans la structure de la reproduction capitaliste, la circulation des capitaux, les relations toujours plus étroites entre les marchés locaux et internationaux et l'accentuation de leur interdépendance ainsi que l'accroissement du rôle du capital financier dans la vie économique et politique dans le cadre national et international.

Des changements importants dans le rapport des forces ont eu lieu à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Les peuples, par leur juste lutte révolutionnaire et de libération nationale, ont porté au système colonial abhorré des coups mortels qui ont entraîné sa crise et sa décomposition totale. La nouvelle situation créée a contraint les colonisateurs à modifier leur mode antérieur d'exploitation et d'administration de ces pays, de reconnaître la «proclamation» de leur liberté et de leur indépendance et de préparer des formes et des méthodes nouvelles d'exploitation impérialiste. Ainsi, le nouveau colonialisme a commencé à se substituer à l'ancien.

L'une des principales formes de l'exploitation néo-colonialiste des pays formellement indépendants des colonisateurs anciens est l'exportation des capitaux, à travers laquelle ils ont mis sous leur plein contrôle les principales branches de leur économie, dans le but de s'assurer le maximum de profits, de préserver et de perpétuer leur domination sur ces pays, en leur imposant un type de développement qui les soumet encore davantage aux métropoles. D'après les données statistiques, les capitaux investis dans ces pays après la Seconde Guerre mondiale ont triplé. Ainsi les profits réalisés par le pillage des richesses des anciens pays coloniaux et dépendants et l'exploitation de leurs peuples ont eu pour effet d'augmenter leur endettement et d'intensifier cette exploitation.

C'est justement dans ces intérêts économiques et politiques qu'il faut chercher les raisons qui ont poussé les apologistes du capital monopoliste à énoncer des «théories» des plus diverses pour «démontrer» qu'aucun pays ne peut garantir sa sécurité, rattraper son retard et se développer par ses propres forces, qu'il a besoin du soutien financier des puissances impérialistes et surtout de l'impérialisme américain ou du social-impérialisme soviétique. La concentration et la forte centralisation de la production et du capital dans les conditions de la révolution technique et scientifique ainsi que les profits considérables réalisés à travers la spoliation des peuples du monde surtout de ceux en voie de développement, ont rendu possible et indispensable une expansion sans précédent, en profondeur et en largeur, des capitaux des métropoles, qui a renforcé les liens d'économies particulières dans le cadre du système de l'économie mondiale capitaliste, bourgeoise et révisionniste, et les a mises sous sa dépendance.

Le social-impérialisme soviétique, de par ses conditions mêmes, de par le moment de son apparition et son potentiel technique et économique, pénètre dans les anciens pays coloniaux et dépendants à travers les «aides» et l'établissement de «liens de coopération» avec le soi-disant secteur d'Etat de leur économie, surtout dans l'industrie énergétique, la géologie et les mines, branches-clés de l'industrie de ces pays. Ce genre d'expansion est attesté également par le fait que si, en 1960, l'Union soviétique entretenait des «liens de coopération» avec environ 18 anciens pays coloniaux et dépendants, aujourd'hui ces contacts ont été établis avec plus de 70 pays.

L'irruption des capitaux des néo-colonisateurs dans les anciens pays coloniaux et dépendants est aussi étroitement liée au développement et à l'action toujours plus étendue des multinationales. Plus de 28 000 filiales des multinationales, dont 11700 américaines, y opèrent actuellement. Le volume de leur production et de leurs ventes constitue le tiers de celles des multinationales. L'intensification et l'extension de l'activité de ces octapodes ont créé une situation qui permet d'affirmer qu'il n'est pas de branches économiques avantageuses dans ces pays où elles ne soient présentes, y occupant même des positions clés et dictant leur développement. Ainsi, ont-elles joué un rôle important dans l'orientation de l'économie des anciens pays coloniaux et dépendants en les soumettant toujours plus à la dépendance des métropoles.

Pour pénétrer plus à fond dans l'économie des anciens pays coloniaux et dépendants, les puissances impérialistes ont exploité un grand nombre de mécanismes du passé, qui n'avaient connu aucun changement à la suite de la proclamation de leur indépendance. Dans ce cadre, il faut rappeler que beaucoup de pays qui ont proclamé leur indépendance politique n'ont presque pas porté atteinte aux positions du capital étranger dans leur économie. Dans bien des cas, il y a été conservé l'ancien système financier, gardé en circulation les billets de banque de la métropole ou ceux qui s'y rattachent et conservé aussi leurs réserves de devises aux banques des anciens colonisateurs. Cela a servi de puissant appui au colonialisme dans l'application de sa nouvelle stratégie impérialiste.

Pour la mise en œuvre de leur politique néo-colonialiste, les puissances impérialistes ont eu recours, non seulement aux traités militaires, au commerce des armes, à l'attisement de conflits locaux, etc., mais aussi à leurs émissaires. Profitant du fait que la domination coloniale a laissé ces pays dans un profond retard culturel et que le peu de cadres qu'ils possédaient étaient absorbés par les métropoles, on a souvent fait appel, pour organiser l'économie dans les pays qui avaient proclamé leur indépendance politique, à des «spécialistes» et à des «experts» des puissances impérialistes et social-impérialistes. Il suffit de mentionner le Chili, où l'organisation et la gestion de l'économie, suivant les recommandations des conseilleurs de l'«école de Chicago», parmi lesquels Milton Friedman, l'un des théoriciens les plus en vue du capital contemporain, ont conduit à la ruine de l'industrie nationale, à la montée du chômage, à l'augmentation galopante de l'inflation et de la dette extérieure, situation qui a créé des conditions favorables à la réalisation des intérêts de l'oligarchie financière américaine.

En recourant à de telles méthodes économiques et non économiques on a réussi à faire participer les anciens pays coloniaux et dépendants à la «division capitaliste internationale du travail», à maintenir leur spécialisation dans la production de matières premières et de produits agricoles, dont les prix avaient connu des hauts et des bas, ainsi que leur entière dépendance des produits finis importés par les métropoles, dont les prix avaient toujours eu tendance à augmenter. Cette «spécialisation» a donc contribué à maintenir le retard des forces productives dans ces pays, à accentuer les disproportions structurelles dans leur économie et à augmenter les prix dans le commerce international, c'est-à-dire à intensifier le pillage des richesses, du labeur et de la sueur des peuples des anciens pays coloniaux et dépendants des puissances impérialistes.

En outre, une pareille orientation de l'économie, dont la part principale du produit global qui assure les plus grandes sources de devises à ces pays, dépend des conditions naturelles et de leurs variations courantes, a influé sensiblement sur leur situation financière et leurs réserves de devises. En plus, une «spécialisation» de l'économie des anciens pays coloniaux et dépendants ainsi que le maintien de leur statut d'arrière-garde des métropoles leur ont fait payer de lourds tributs même pour les crises qui tenaillent les pays capitalistes développés. C'est un fait que les puissances impérialistes ont toujours cherché à rejeter le fardeau de chaque crise économique mondiale ou régionale sur ces pays. Il n'est que de rappeler, entre autres, que lors de la crise des années 1981-1982, d'après les calculs de l'UNTAD, les prix des matières premières (à l'exception des combustibles) ont baissé respectivement de 15,6 et 16,1 pour cent, ce qui a influé directement sur le déficit record de leur balance de paiements qui s'est monté à 200 milliards de dollars environ pour les deux ans.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie néo-colonialiste dans les anciens pays coloniaux et dépendants s'inscrit également l'encouragement donné à une politique économique qui exigeait un développement économique dépassant leurs possibilités monétaires et financières. A part la création des conditions favorables à la réalisation de leurs visées asservissantes, cette politique a été conditionnée aussi par les besoins croissants des métropoles en matières premières et combustibles bon marché pour le développement de leurs forces productives correspondant aux réalisations de la révolution technique et scientifique, par l'augmentation des profits réalisés grâce à l'exportation de capitaux et à la mainmise sur des marchés pour la vente de leurs produits finis. Les anciens pays coloniaux et dépendants, qui héritaient un profond retard de domination coloniale, avaient besoin de capitaux et de technologie pour réaliser un développement accéléré de leur économie, remédier à la situation qui leur avait été léguée et résoudre les problèmes économiques et sociaux urgents qui se posaient à eux. C'est justement dans cette convergence d'intérêts, indépendamment des objectifs différents visés, qu'il faut chercher l'une des raisons principales de cet accroissement inouï des endettements. Il est évident que c'est les métropoles qui en ont déterminé les conditions, et les anciens pays coloniaux et dépendants, loin de voir réaliser leurs buts se sont engagés davantage dans la voie de leur développement unilatéral, de leur dépendance par rapport aux pays industrialisés et se sont trouvés confrontés à des difficultés économiques et au problème de leur endettement.

Le renvoi du terme de construction d'ouvrages et le blocage des moyens financiers, le développement excédant les possibilités économiques réelles de l'infrastructure et de la sphère non productive, l'usage irrationnel des moyens monétaires et financiers, la corruption, etc., ont influé également sur l'accroissement des endettements et de l'insolvabilité. Les dépenses considérables dans le domaine militaire, le gonflement de l'appareil d'Etat bureaucratique, l'application de la politique des portes ouvertes imposée par les métropoles et les multinationales, etc., y ont joué un rôle particulièrement important.

A part ces facteurs en action permanente, certains autres facteurs spécifiques, qui sont un produit inévitable de la crise structurelle du capitalisme et d'une façon ou d'une autre liés à la politique des puissances impérialistes, ont concouru ces deux dernières décennies à aggraver le problème des dettes extérieures. Il suffit de mentionner, entre autres, la situation économique très confuse au cours de ces deux dernières décennies, la stagnation prolongée et les graves crises économiques des années 1974-1975 et 1980-1982, l'aggravation des conditions du commerce mondial, la réduction des investissements directs, l'inflation galopante, la crise profonde du système monétaire capitaliste et sa faillite, la sécheresse prolongée dans certaines régions, etc.

La stagnation prolongée et les graves crises économiques du monde capitaliste ont pesé surtout sur les peuples des anciens pays coloniaux et dépendants. Pris dans l'étau des graves crises économico-financières, les métropoles adoptèrent des mesures afin de rejeter le plus lourd fardeau sur les pays en voie de développement, comme par exemple le développement des ressources internes des métropoles, la baisse de la consommation spécifique par unité de produit des matières premières combustibles, ce qui entraîna la baisse de l'achat de matières premières par les pays dépendants. Ainsi par exemple, si la France, en 1973, produisait seulement 8 pour cent de son énergie électrique par ses centrales atomiques, elle en tira en 1980, 23 pour cent, en 1985, 66 pour cent et elle prévoit d'en obtenir en 1990, 75 pour cent[6]. De même, en 1983, la consommation du pétrole par les pays de l'OCDE avait baissé de 19 pour cent par rapport à 1979. Cela est dû au fait que la baisse de la consommation de pétrole par unité de production au cours des années 1973-1980 a été de 13 pour cent en Italie et est allée jusqu'à 21,5 pour cent au Japon.

Cette politique a également eu pour conséquence directe la baisse de la vente de matières premières et combustibles de la part des pays producteurs, qui, dans le cadre de la division capitaliste internationale du travail, sont spécialisés dans cette production. C'est par la vente de ses matières premières qu'ils obtiennent plus de 90 pour cent des revenus de leurs exportations, et ils affectent une part considérable des capitaux empruntés à en accroître la production. Un calcul de la valeur des exportations des pays producteurs de matières premières révèle que durant les années 80 elle est restée stable et a même un peu baissé. Dans certaines zones cette baisse est plus considérable. Dans les pays d'Amérique latine, les exportations sont passées d'un accroissement moyen annuel de 7,4 pour cent au cours de la période 1963-1979 à une baisse absolue: tandis que dans les pays producteurs de pétrole les ventes ont baissé de plus de 40 pour cent pendant les trois dernières années de la décennie en cours. Il est évident que la baisse des exportations des Principaux produits des anciens pays coloniaux et dépendants a joué un rôle déterminant dans l'accroissement du déficit de leur balance commerciale et de leur balance des paiements. D'après les calculs des spécialistes des métropoles, les crises économiques leur ont coûté plus de 100 milliards de dollars.[7]

La situation de la balance commerciale et des paiements des pays en voie de développement a été encore aggravée par la différence toujours accrue entre les prix des matières premières et ceux des produits finis. D'après les données de la presse latino-américaine, rien qu'en 1984, les pays de ce continent ont perdu par rapport à 1980 quelque 45 milliards de dollars pillés par les puissances impérialistes, à cause de l'aggravation des conditions d'échange, de la consolidation de la politique protectionniste au sein des métropoles et de l'augmentation des taux d'intérêt. L'action de ces facteurs économiques a également eu pour effet de quasi décupler le déficit de la balance des paiements des pays non producteurs de pétrole pour la période 1973-1981, déficit qui a atteint au total, durant toute cette période, le chiffre de 460 milliards de dollars.[8]

Ces changements dans la structure du marché mondial du capital ont également eu une part importante dans ce grand déficit de la balance des paiements des anciens pays coloniaux et dépendants. Les puissances impérialistes et les multinationales, effrayées par les luttes des peuples pour prendre possession de leurs richesses nationales et nationaliser les sociétés étrangères, ont réduit leurs investissements directs. C'est ce que prouve le fait qu'en 1980 les investissements directs des pays membres de l'OCDE atteignaient 16 milliards de dollars, contre 23 milliards, qu'il était dix ans auparavant. Cela a réduit la part des investissements directs dans les anciens pays coloniaux et dépendants. En 1983, la part des investissements directs mondiaux faits dans ces pays a été seulement de 24 pour cent contre 28 pour cent en 1971[9]. Or, cette réduction de la part des investissements directs du capital ne signifie nullement que les métropoles et les sociétés multinationales se fussent retirés de ces pays. Au contraire, les conditions nouvelles conditionnèrent une tactique nouvelle. Au lieu des investissements directs on eut recours aux crédits bancaires, dont le remboursement était plus sûr, et, qui plus est, présentait de gros avantages étant donné l'augmentation du taux d'intérêt des dépôts et des crédits.

L'inflation et la crise du système monétaire capitaliste exercèrent également une grande influence sur l'aggravation de la «crise des endettements». L'accroissement du déficit budgétaire, comme conséquence de l'accroissement sans précédent des dépenses militaires et de celles de l'appareil bureaucratique d'Etat gonflé a conduit dans les années 70 au développement à des rythmes galopants de l'inflation, qui variait, de 13,6 pour cent aux Etats-Unis, à des taux annuels moyens de trois ou quatre chiffres dans les anciens pays coloniaux et dépendants. La suppression de jure, dans les relations internationales également, de la garantie des symboles monétaires favorisa beaucoup ce processus. Mais l'inflation galopante incita objectivement les possesseurs de temporaires liquidités financières à les placer en dépôt à court terme. L'accroissement des capitaux déposés à court terme fut aussi grandement influencé par la naissance du marché monétaire spécifique de l'euro et pétrodollar, qui est un produit du système monétaire capitaliste instauré à Bretton Woods en 1944, du couronnement du dollar dans le rôle de monnaie de réserve du monde capitaliste et de sa crise, et qui témoigne également de la perte de l'hégémonie absolue par l'impérialisme américain. L'accroissement des dépôts à court terme a entraîné l'augmentation de l'offre par rapport à la demande de crédits à court terme, donc aussi la baisse des taux d'intérêt. Ainsi, par exemple, si dans les années 60, le taux réel d'intérêt sur le marché des eurodollars (calculé en soustrayant du taux nominal de l'intérêt le taux d'augmentation de l'inflation) était de 2 à 3 pour cent, durant les années 1973-1980 il a baissé à 1,5 pour cent. De plus, pendant des périodes particulières comme celle des années 1975-1978, le taux d'intérêt sur le marché des eurodollars était de 6 à 9 pour cent, donc inférieur aux taux moyens de l'inflation dans le monde capitaliste.

L'accroissement des dépôts à court terme aux dépens des dépôts à moyen et long terme, a fait surgir des problèmes aigus sur le marché des capitaux. Des disproportions se sont créées entre le crédit à court terme, où la demande était relativement moindre que l'offre, et les crédits à moyen et long terme, où l'offre était relativement supérieure à la demande. Dans ces circonstances, beaucoup de banques ont recouru à des manœuvres en octroyant des crédits à moyen et à long terme puisés dans les dépôts à court terme, ce qui a conduit certaines d'entre elles à la faillite.

Les anciens pays coloniaux et dépendants, suivant les instructions de leurs «conseillers» ou appliquant dans la pratique la pensée économique formulée par les métropoles, ont appuyé aussi la formation de leur potentiel producteur sur leurs emprunts. Il suffit de rappeler par exemple, que dans les pays de l'Amérique latine, les moyens financiers étrangers destinés au financement du volume global des investissements représentaient, dans les années 1965-1970 8,8 pour cent, et dans les années 1971-1975 et 1976-1980 leur part est montée respectivement à 15,1 et 22.3 pour cent. Il est évident que dans la situation actuelle du marché du capital ils préféreraient, dans la plupart des cas, recevoir des crédits à court terme, ce qui avait conduit à l'accroissement de leur part dans les années 70. Si, par exemple, en 1975 l'endettement à court terme constituait seulement 15 pour cent du total de la dette extérieure en Amérique latine, en 1980, son pourcentage était monté à 24 pour cent. Cela s'accompagne de l'abrègement du délai de remboursement de l'endettement, lequel, si l'on a en vue qu'il a été institué dans les années 80 alors que la situation sur le marché monétaire se modifiait, a aggravé à l'extrême la situation économique et financière des pays anciennement coloniaux et dépendants et, en particulier, le problème de l'endettement.

La croissance menaçante de l'inflation dans les années 70 et les intérêts de l'oligarchie financière américaine ont été les raisons principales qui ont conduit les Etats-Unis dans les années 80 à passer à la mise en œuvre d'une politique de déflation, autrement dit de renchérissement de l'argent. Cela s'est accompagné d'augmentations très rapides des taux d'intérêt de dépôts et des crédits. Si, dans les années 1973-1979, le taux moyen de l'intérêt des crédits était de quelque 8,3 pour cent, en 1982 ce taux a atteint 17,3 pour cent. Et si l'on tient compte du fait que dans les années 70 les banques se mirent à favoriser l'octroi de crédits à bases fluctuantes suivant les conditions du marché, au lieu des crédits à taux d'intérêt fixe, ce qui conduisit à l'augmentation de 80 pour cent de leur part dans l'espace d'une décennie, il ressort clairement que l'augmentation du taux d'intérêt pour toutes les sortes de crédits a contribué directement à aggraver la crise des endettements. Cela, au moins pour deux raisons essentielles. Premièrement, cette augmentation a accru la masse des endettements annuels. Le renchérissement des crédits s'est accru au point que le montant des intérêts annuels à rembourser dans certains Etats et zones déterminés a dépassé de 1,5-2 fois la valeur du crédit au moment de son octroi. Rien que pour le service de leur dette, ces pays ont versé en 1983 96 milliards de dollars, au lieu de 16 milliards, qu'ils payaient dix ans plus tôt; deuxièmement, elle a contribué aussi à aggraver la situation sur les autres marchés monétaires, par suite du déferlement des capitaux du monde entier sur le marché américain. (Il est calculé que dans les années 80, des capitaux se montant à 400 milliards de dollars sont passés aux Etats-Unis, et, en conséquence, pour la première fois après la guerre, en 1986 les actifs américains à l'étranger étaient inférieurs aux actifs étrangers aux Etats-Unis). La situation des pays anciennement coloniaux et dépendants s'est aggravée non seulement parce que les conditions du crédit se sont aggravées dans les autres marchés monétaires, mais aussi parce qu'une partie de leurs capitaux a émigré dans les métropoles et principalement aux Etats-Unis. Il est calculé que, rien que dans les années 1981-1982, quelque 51 milliards de dollars ont émigré de ces pays dans les métropoles. Ainsi la situation grave créée sur le marché du capital-prêt dans les années 80, a fonction de coup décisif porté à la situation économique et financière des pays anciennement coloniaux et dépendants et les a conduits, suivant le cas, à la faillite ou au bord de celle-ci.

La crise du système capitaliste monétaire et financier a aggravé à l'extrême la situation des pays en voie de développement, non seulement à travers la politique de l'argent «bon marché» ou «cher», mais aussi parce qu'elle a créé une instabilité générale qui pèse en premier lieu sur ces pays. Il a ainsi été établi une situation, en apparence paradoxale, qui fait que les pays anciennement coloniaux et dépendants sont perdants aussi bien quand s'élève le cours du dollar, que quand il baisse. Selon le Rapport de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement, «la dévaluation du dollar par rapport aux autres devises, dans lesquelles sont évalués les crédits internationaux, a conduit à l'accroissement de l'endettement calculé en dollars,... en dépit de la baisse des taux d'intérêt de 1985, le volume total des paiements pour le service de la dette extérieure s'est accru de 10,9 pour cent.[10] C'est la raison pour laquelle les pays anciennement coloniaux et dépendants réclament la création d'un système monétaire international stable et solide, qui assure des cours de change stables, prévienne la forte inflation et détienne un montant indispensable de liquidités.

Dans le cadre des facteurs spécifiques, nous ne pouvons ne pas mentionner aussi les mauvaises conditions climatiques et les calamités naturelles, qui ont gravement frappé surtout certains pays d'Afrique et d'Amérique latine. Le développement unilatéral de leur économie basé sur «la division internationale capitaliste du travail» a rendu très sensible l'impact de ces facteurs sur leur économie, atteint les ressources de leurs exportations et les a conduits à s'appuyer sur les crédits de l'impérialisme, en accroissant leur dépendance à l'égard des métropoles.

Considérée dans son ensemble, la crise des endettements et les raisons de son apparition traduisent l'instabilité accrue du système de l'économie mondiale, capitaliste, bourgeoise et révisionniste, la putréfaction de ce système, le resserrement des liens entre les marchés nationaux du capital et les marchés internationaux qui se sont convertis en maillons d'une seule chaîne, que les métropoles utilisent pour réaliser leurs visées néo-colonialistes. Cela se manifeste on ne peut mieux aussi dans les conditions qu'elles posent pour le refinancement de leurs prêts.

Profitant du fait que beaucoup d'Etats n'étaient pas en mesure de rembourser leurs dettes, les puissances impérialistes, surtout les superpuissances, ont mis à l'octroi de nouveaux prêts pour le remboursement des anciens, de lourdes conditions économiques et politiques. A cette fin, ont été mis en action, comme ils l'avaient rarement été jusque-là, deux instruments de la réalisation de la politique impérialiste: le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Qu'il suffise de rappeler par exemple, que si en 1980, le FMI accordait des prêts pour financer les déficits de la balance des paiements des pays en voie de développement, non producteurs de pétrole dans la mesure de 1,7 pour cent, en 1983 leur part est montée à 11 pour cent et en 1984 à 19,6 pour cent.[11]

Le FMI, qui est apparu dans le rôle de principal gestionnaire du problème des emprunts, a déterminé et appliqué envers les pays qui n'étaient pas en mesure de s'acquitter de leurs obligations, une série de mesures, qui touchaient directement le niveau de vie des larges masses travailleuses et renforçaient le contrôle sur leur situation économique et financière. C'est ainsi que comme condition à de nouveaux prêts il a demandé à ces pays d'appliquer une politique de blocage des salaires, de dévaluation des monnaies nationales, de diminution des dépenses socioculturelles, de réduction des importations, de fermeture des entreprises «non rentables» etc. C'est ainsi que pour accorder à la Tanzanie le crédit demandé, le Fonds a demandé une dévaluation de 50 à 60 pour cent de la monnaie nationale, le blocage des salaires, un important abattement des dépenses socioculturelles, l'abandon de tout contrôle sur les prix du commerce extérieur, l'élévation de 30 à 35 pour cent du taux d'escompte bancaire, etc. Et il a fait de même pour le Brésil et d'autres pays.

La participation au FMI de certains pays d'Europe de l'Est comme la Yougoslavie, qui en est membre depuis sa fondation, la Roumanie, depuis le début des années 70, la Hongrie depuis 1982 et la Pologne depuis 1985, et leur besoin de contracter de nouveaux prêts pour couvrir les anciens, a été mis à profit par cet organisme pour réaliser ses intérêts. En premier lieu, il a demandé à ces pays de prendre acte de la situation actuelle de leur économie et de définir les voies à suivre pour la transformer, des modifications structurelles et une limitation des importations et des investissements, etc. C'est dans ce cadre que s'inscrivent aussi les mesures prises dans ces pays pour élever les prix des marchandises de consommation et pour dévaluer leur monnaie par rapport au dollar. Dans les années 1981, 1983, et 1984, la Roumanie a dévalué par trois fois le lei et le cours du dollar est passé de 4,5 à 21,5 leis. La Pologne, par son entrée dans le Fonds, a opéré une dévaluation du zloty de 30 pour cent, alors que la Hongrie a fait passer le cours du dollar de 41,3 à 51 fiorint.[12]

De façon générale, la politique du FMI à l'égard des pays qui demandent des prêts, indépendamment des nuances et des traits spécifiques que ceux-ci revêtent suivant les différents Etats et groupes d'Etats, paraît viser à accroître l'exploitation et la spoliation des larges masses travailleuses et à accentuer encore la dépendance de leur économie envers leurs exportations dans les métropoles. De plus, le Fonds a demandé des rapports détaillés sur la situation de l'économie des pays emprunteurs, de leurs perspectives de développement, sur la politique économique qu'ils appliqueraient d'après les mesures proposées par lui, et il lui a été reconnu aussi le droit de procéder périodiquement à la vérification de l'application de cette politique. Sa non application devrait conduire jusqu'à la cessation des crédits.

Bien vite, le temps a prouvé que de pareilles mesures ont conduit à la baisse des investissements fondamentaux, au prolongement de la situation de stagnation et de crise des branches qui travaillent pour le marché intérieur, au freinage de la croissance économique, à l'élévation du coût de la vie et du chômage, au renforcement et à l'intensification des contrastes entre les patrimoines, etc. De même, s'accentue la différence entre le montant des nouveaux crédits et celui des échéances et des intérêts des anciens. De 10,7 milliards qu'il était en 1984, il a atteint 26,3 milliards en 1985.[13]

C'est ce que confirme on ne peut mieux la conclusion scientifique du camarade Enver Hoxha selon lequel «pour préserver leur domination politique et économique, pour s'assurer l'exploitation maximale des richesses des pays anciennement coloniaux, pour freiner la montée des mouvements épris de liberté et de libération des peuples, les impérialistes se sont efforcés de trouver et d'utiliser de nouvelles formes d'oppression et d'asservissement, toujours plus mystificatrices et sophistiquées. A travers le système des crédits, des prêts, des aides et des fonds divers, souligne le camarade Enver Hoxha, ils ont fait de ces pays des débiteurs permanents et dépendant de la merci des créanciers, qui leur demandent, pour l'argent qu'ils leur ont prêté, non seulement leurs titres de propriété, mais même leur âme».[14]

3. La crise des endettements et l'aggravation des contradictions du capitalisme

La situation créée sur le marché capitaliste, en tant que réflexion de la situation économique et politique du monde capitaliste, bourgeois et révisionniste, a aggravé les contradictions sur le plan national comme sur le plan international. L'affectation, qui, suivant les pays, va jusqu'à 52 pour cent des revenus des exportations, au service de leur dette, ne pouvait ne pas s'accompagner pour eux de très lourdes conséquences. Les pays anciennement coloniaux et dépendants non producteurs de pétrole ayant en général une balance commerciale déficitaire, le prélèvement d'une part toujours accrue des revenus des exportations a eu pour effet de diminuer encore plus les

importations. Cela a suscité des difficultés sérieuses dans toutes les branches de l'économie, y compris celles qui travaillent pour les exportations, du fait même qu'elles fonctionnent grâce à des machines et équipements importés des métropoles. Ainsi, les paiements nécessités par le service des emprunts ont contribué directement à aggraver la crise économique et à prolonger la stagnation, et en même temps à l'accroissement à des rythmes sans précédents de l'inflation, du chômage et à la baisse continue du niveau de vie des masses travailleuses. Si, durant le quinquennat écoulé, dans les pays d'Afrique, le niveau de vie a baissé de 10 pour cent, dans les pays d'Amérique latine, le niveau de vie en 1990 n'atteindra pas celui de l'année 1980. Le chômage est largement répandu. La santé publique et l'enseignement ont baissé de façon dramatique, la faim et la mortalité infantile se sont aggravées. Le citoyen moyen «dans les pays en voie de développement consomme aujourd'hui moins de calories par jour qu'il n'en consommait en 1975».[15]

La diminution des offres d'emploi, l'inflation galopante et l'élévation du coût de la vie ont aggravé considérablement aussi les tensions sociales dans les pays anciennement coloniaux et dépendants et la lutte des larges masses travailleuses contre les classes dominantes et les sociétés étrangères. Face à cette pression croissante qui se traduit sous forme de grèves et de manifestations, etc., nombre de gouvernements ont été contraints de déclarer ouvertement à leurs créanciers que «le problème des paiements doit être regardé non seulement du point de vue financier, mais aussi du point de vue politique», et, de ce fait, ont été contraints de passer à des actions concrètes.

Certes, l'adoption de mesures radicales, comme l'annulation des dettes et le non-paiement des obligations qu'elles comportaient, autrement dit la proclamation et l'application de moratoires unilatéraux, leur était impossible. A part les autres conséquences, de telles mesures auraient eu pour effet d'autres sanctions de la part des métropoles, que ces gouvernements auraient été dans l'incapacité d'affronter. En outre, la poursuite du paiement du service de ces dettes et, en conséquence, l'aggravation des contradictions intérieures de classe, sont devenues très menaçantes. Dans ces circonstances, certains gouvernements du continent latino-américain, ont proposé une formule préconisant une limitation de la mesure du remboursement des dettes, qui oscille entre 10 et 30 pour cent des rentrées fournies par les exportations.[16] Ils visaient par là, a amortir quelque peu les tensions sociales intérieures, tout en se montrant en quelque sorte corrects envers leurs créanciers, bien que cela se traduisît par le non-paiement d'une part de leurs obligations, non-paiement qui conditionna aussi la révision et la prorogation partielles des termes de remboursement des emprunts.

Les métropoles ont été contraintes d'accepter de telles limitations et de signer des accords pour la révision et la prorogation des termes de remboursement, et non seulement parce qu'elles ont obtenu de nouvelles concessions des classes dominantes des pays en voie de développement, mais aussi à cause de leur crainte de la situation créée, qui mettait en danger les positions qu'elles avaient acquises et minait leurs arrières. De même, l'effort exceptionnel que ces pays se sont imposé pour rembourser leur dette extérieure, a eu pour conséquence la diminution sensible de leurs importations, autrement dit a rétréci le marché de la vente des produits des puissances impérialistes. Et il faut dire que le marché de la «zone périphérique» de l'économie capitaliste mondiale est important pour les métropoles et que sa part est allée toujours croissant. Alors qu'en 1972, leurs exportations dans cette zone représentaient 19 pour cent de leur total, et pour les Etats-Unis 30 pour cent, en 1984 cette part a atteint 27 pour cent, et celle des Etats-Unis 38 pour cent. Les métropoles réalisent donc une bonne part de leur revenu national à travers ces pays. De plus, rien que dans les années 1981-1984, les Etats-Unis et l'Europe occidentale ont perdu quelque 7,5 millions d'emplois du fait de la baisse de leurs exportations dans les pays anciennement coloniaux et dépendants, ce qui témoigne de l'interdépendance des phénomènes qui s'est aujourd'hui créée dans les conditions de l'internationalisation du capital.

La proclamation de moratoires dans certains cas et la situation de nombreux pays au seuil d'une mesure de ce genre, ont suscité de sérieux problèmes pour les banques commerciales, qui, effrayées par l'incertitude du lendemain, hésitent à consentir de nouveaux crédits. Les Etats capitalistes n'ont pas la possibilité d'occuper aussi les vides créés par ces retraits. C'est la raison pour laquelle le gouvernement américain refuse catégoriquement d'octroyer des garanties aux créanciers privés et s'efforce de les convaincre que l'extension du financement des débiteurs correspond à leur propre intérêt à long terme. Aussi, le problème des endettements a-t-il mis en mouvement tant les banques privées que les banques d'Etat, tant les puissances impérialistes particulières que les unions monopoleuses interétatiques.

Sur un plan plus étendu, ce problème reflète clairement le cercle vicieux qui a été créé dans les conditions actuelles. Le refus de concéder de nouveaux prêts ou de proroger les termes de remboursement des anciens emprunts, non seulement créait des problèmes inquiétants à l'intérieur des métropoles, par suite de l'aggravation des tensions de classe et de l'atteinte portée aux intérêts fondamentaux de certains lobbies de la classe au pouvoir, mais porterait aussi à leur comble les contradictions avec les pays en développement eux-mêmes. Dans ces circonstances économiques et politiques, l'impérialisme américain a mis ainsi en avant ce qu'on appelle le «plan Baker», dont on parle aujourd'hui dans le monde du capital.

Le «plan Baker» qui porte le nom du secrétaire américain aux finances, a été présenté à la session annuelle des dirigeants de FMI et de la BIR et de la BIRD, qui s'est tenue à Séoul du 8 au 12 octobre 1985. Il comporte de nouvelles mesures pour réaliser les visées néo-colonialistes des puissances impérialistes et surtout des Etats-Unis d'Amérique, en fonction des conditions économiques et politiques créées dans le monde. En apparence, on a la fausse impression que ce projet constitue un recul par rapport aux mesures coercitives du FMI, proclamées quelques années auparavant, ce que les apologistes du capital n'ont pas manqué de mettre à profit et dont ils parlent à grand bruit dans leurs organes de presse et de propagande. En réalité, les nouvelles conditions déterminent aussi la nouvelle tactique suivie pour mettre en œuvre la politique néo-colonialiste des puissances impérialistes, et qui tend à resserrer le nœud de la chaîne impérialiste à la gorge de ces pays. Face à l'imposition d'une politique déflationniste par les puissances impérialistes aux pays anciennement coloniaux et dépendants à travers le FMI, qui a conduit bon nombre d'entre eux au bord de la faillite et dans une incapacité effective de s'acquitter de leurs obligations, ce qui s'accompagne aussi de tensions politiques et de la montée de la révolte populaire contre les métropoles, le porte-parole des intérêts de l'oligarchie financière américaine, John Baker, a proposé l'octroi de nouvelles «aides», d'un total de 29 milliards de dollars, pour les mettre en mesure de couvrir leurs anciennes dettes, à dix pays latino-américains (Brésil, Mexique, Argentine, Venezuela, Chili, Pérou, Colombie, Equateur, Uruguay et Bolivie); à trois Etats africains (Maroc, Nigeria et Côte d'Ivoire), et à un Etat asiatique (Philippines), qui regroupent 56 pour cent de la dette extérieure des pays en voie de développement. Il s'agit donc d'octroyer de nouvelles «aides» là où le remboursement des anciennes est économiquement impossible et de mettre à profit cet acte de «bienfaisance», pour accroître la présence des puissances impérialistes dans ces pays, débloquer ouvertement leur marché aux marchandises des métropoles et surtout aux produits américains afin d'augmenter leurs profits.

Il y a plus. On a l'illusion qu'à travers le «plan Baker» les puissances impérialistes s'écartent de leur politique antérieure de ralentissement de la croissance économique des pays anciennement coloniaux et dépendants et qu'ils leur créent ainsi de plus vastes possibilités d'action. En réalité, il prive ces pays du droit de définir de façon indépendante leur politique économique et financière. L'octroi d'«aides» est conditionné par de fortes sanctions de caractère économique et politique. Citons parmi celles-ci la condition mise que ces «aides» soient accompagnées du développement du secteur privé, y compris de la reprivatisation de beaucoup d'entreprises nationalisées, de la baisse des impôts et des taxes frappant les «entrepreneurs privés» etc. Entre autres, de pareilles conditions visent à créer un plus vaste espace à la pénétration des sociétés multinationales dans les pays qui «profitent» de cette «générosité»!

Le «plan Baker» a créé aussi des problèmes dans les métropoles. Ce plan prévoyant que 20 milliards de dollars soient fournis par les banques commerciales et 9 milliards seulement par le FMI et la BIRD, beaucoup de banques ont hésité à s'y associer et ont demandé des garanties de l'Etat. Ce fut seulement à la suite de l'action du «mécanisme du vote» et après que la BIRD eut proposé la création par les banques commerciales les plus puissantes d'une «superbanque» qui jouerait le rôle de coordinatrice pour le refinancement des emprunts dans les conditions correspondant aux critères du FMI et de la BIRD, et diminuerait leur coefficient de risque, et s'être engagées avec le FMI non seulement à élargir les limites de leur participation aux nouveaux emprunts, mais aussi à garantir les crédits dans une mesure accrue que le «plan Baker» a fini par être approuvé à la fin de 1985, et au début de 1986, par un certain nombre de banques américaines, anglaises, japonaises, ouest-allemandes et suisses. Afin d'assurer des conditions aussi avantageuses que possible pour la réalisation de leurs intérêts économiques et politiques, il a été décidé qu'elles concluraient les accords relatifs à ces prêts avec chaque pays en particulier.

L'examen de la situation économique et financière des pays anciennement coloniaux et dépendants et le fond des nombreux projets des puissances impérialistes, surtout des superpuissances, attestent clairement qu'elle ne peut changer en se fondant sur la «générosité» des néo-colonisateurs, que ceux-ci s'efforcent chaque jour davantage d'augmenter les maillons de la chaîne impérialiste pour perpétuer leur domination et leur pillage des peuples. La seule voie juste, qui les sauvera de la situation critique, de l'exploitation et du pillage néo-coloniaux, des souffrances et de la misère, est la prise en mains par eux-mêmes de leur propre destinée, l'établissement de leur pleine souveraineté sur leurs richesses nationales et l'opposition, associée à sa dénonciation, de la stratégie impérialiste fondée sur la force du dollar et du rouble.

Notes :

1. Ramiz Alia, *Rapport au IX^e Congrès du PTA,* éd. fr., Tirana, 1986, p. 157.

2. Les pays arabes producteurs de pétrole non compris.

3. Terme de moins d'un an.

4. Evaluation — Source: *World Debt Tables 1984-1985 Edition.* World Bank, Washington, 1985.

5. *Le Monde,* 1-2 mars 1987, p. 13.

6. *BIKI,* n° 23, 1987, p. 6.

7. International Debt, *Hearing before Subcommittee on Economic Goals and Inter-governmental Policy,* Congress of the U.S., Washington, 1984.

8. *International Capital Workers,* World Economic Outlook, IMF, Washington, 1984.

9. *Mondo economico,* n° 13, 1986, p. 38.

10. *The Debt of the Developing Countries 1986-1987,* BNRZH, 1987.

11. *Problèmes économiques,* N° 1953, 1985.

12. *Le Courrier des pays de l'Est,* n° 306, 1986; *Economies et Sociétés,* n° 49, 1984.

13. *BIKI,* n° 25, 1987, p. 8.

14. Enver Hoxha. *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* pp. 177-178.

15. *Foreign Affairs,* t. 64, n° 2, p. 266.

16. *The Economist,* 1-7 mars 1986, p. 63.

III. Critique des «théories» et des pratiques bourgeoises et révisionnistes

Pr Vangjel Moisiu (Secrétaire scientifique a l'Institut des Etudes marxistes-léninistes) — La «restructuration» en Union soviétique, son essence antisocialiste et ses objectifs

La contre-révolution révisionniste qui entraîna le renversement du socialisme en Union soviétique s'approfondit actuellement à travers une série de processus et de réformes qui visent, selon leurs auteurs, à la restructuration de l'économie et des méthodes de gestion, à la démocratisation et à la liberté de création, à l'amélioration du contenu et des fonctions du parti révisionniste et de l'Etat social-impérialiste. Tout ce processus de «reforme» est accompagné d'un ensemble de nouvelles contradictions, de défaites et de traumatismes dans les domaines politique, socio-économique, idéologico-culturel, militaire, national, etc., que pas même les mutations dans la haute hiérarchie du parti et de l'Etat ne pourront résoudre.

Afin de manipuler l'opinion sociale dans le pays et à l'étranger à propos des «modifications» qui seront apportées à la situation grave que connaît la société soviétique dégradée, les nouveaux chefs de file du Kremlin, Gorbatchev en tête, ont affiché solennellement «le nouveau cours de la réorganisation qualitative de tous les aspects de la société soviétique» qui apportera d'après eux, «plus de démocratie et plus de socialisme». Dans le cadre de cette démagogie, la politique claironnée ces derniers temps sous le nom de «restructuration radicale» à travers la création d'un esprit politique, économique et culturel «nouveau» vise à présenter l'approfondissement de la contre-révolution khrouchtchévienne comme étant un développement «révolutionnaire».

La «perestroïka» est actuellement le slogan le plus à la mode dans toute la vie sociale de l'Union soviétique. On en discute à tous les niveaux de la direction révisionniste, alors que la propagande s'applique à en clarifier l'essence, les aspects théoriques et les valeurs pratiques.

Pourtant, la définition même du terme n'est pas exempte d'une certaine confusion. Il lui est donné des significations de dimensions diverses «restructuration, réorganisation, reforme, restauration, amélioration, perfectionnement, accélération».

Les théoriciens et les sociologues révisionnistes soviétiques assimilent la «perestroïka» a une «révolution qualitative» qui vise, selon eux, a «une amélioration fondamentale des processus sociaux», a un «bond dans le développement social». Gorbatchev la considère comme une «transformation par des méthodes révolutionnaires et radicales des structures profondes dans l'économie, les sphères politique et sociale, la vie spirituelle et les relations éthiques entre les hommes».

En réalité, la restructuration n'a rien affaire ni avec le «perfectionnement du socialisme», ni non plus avec l'«assainissement de l'organisation sociale socialiste et de la structure de l'activité vivante des hommes».

L'évolution régressive révisionniste khrouchtchévienne commencée ouvertement avec la plate-forme révisionniste du XX^{e} Congrès, s'est réalisée progressivement non seulement comme un courant idéologique antisocialiste au service de la nouvelle bourgeoisie, mais aussi comme une réalité capitaliste. Les successeurs de Khrouchtchev ont poursuivi la même ligne révisionniste tout en intensifiant la dégénérescence politique, économique et idéologique ultérieure sous des formes plus subtiles.

La consolidation des structures capitalistes contemporaines d'organisation et de gestion de l'économie, la cristallisation d'une structure de classe bourgeoise de la société soviétique, la création d'une bourgeoisie nouvelle avec ses différentes couches qui règnent dans l'Etat et le parti, la prépondérance de valeurs morales inspirées de motifs capitalistes, le règne d'une idéologie portant aux nues le culte de l'expansion et de l'hégémonisme, l'aggravation des contradictions socio-politiques et nationales de classe à l'intérieur de l'US et au sein de la «communauté socialiste», la stagnation, les crises économiques et les tensions sociales, sont les couleurs les plus typiques de la réalité soviétique de nos jours. Actuellement, l'Union soviétique révisionniste est plongée dans le chaos des contradictions générales du capitalisme et souffre des plaies les plus propres à ce système.

C'est dans ces circonstances qu'est née «la perestroïka», comme une invention «historiquement indispensable», comme le levier d'Archimède qui permettra de balayer soi-disant toutes les vieilleries accumulées dans les méthodes de travail et de gestion, comme un effort tendant à «liquider» la bureaucratie, le schématisme, la stagnation et tout ce qui a freiné la marche en avant. La restructuration et ses réformes sont liées à une série de difficultés concrètes, en premier lieu économiques, auxquelles se heurte l'Union soviétique, difficultés et stagnations qui prirent de vastes proportions à la suite de l'engagement des directions révisionnistes dans la voie antimarxiste. Une série de phénomènes négatifs comme le manque prononcé d'efficacité dans plusieurs secteurs de la production, le manque de rentabilité des investissements fondamentaux, la course à la quantité, le coût élevé des constructions les bas rendements, les produits de mauvais goût et de faible qualité, s'observent depuis longtemps en Union soviétique. L'économie agricole a connu de bas niveaux de rendement, alors que les tendances capitalistes se sont affirmées dans les rapports de production, la propriété privée s'est consolidée soit à travers l'extension du lopin individuel soit par l'encouragement du marché noir paysan.

C'est dans cet ensemble complexe de difficultés et de contradictions. dans ces situations troubles, à un moment où les perspectives de développement étaient des plus sombres, qu'a émergé l'idée de la «perestroïka», de Gorbatchev, comme un «nouveau cours» de réorganisation qui apporterait, selon eux, «plus de démocratie et plus de socialisme». Mettant en évidence «la stagnation économique», le mécanisme inhibiteur du développement, les «éléments» d'érosion morale et d'autres phénomènes négatifs de la société soviétique, la direction de Gorbatchev non seulement en rejette la faute sur ses prédécesseurs mais cherche en même temps à donner l'image d'une direction «courageuse et sincère» qui, loin de dissimuler la situation, assume le rôle du «sauveur» des situations en apportant une «solution» aux problèmes aigus et difficiles. Les réformes, la démocratisation et la «glasnost» sont considérés comme des «ampoules» de guérison contre les maladies et les traumatismes qui ont atteint leur «socialisme».

Les vastes proportions qu'a prise la bureaucratie, la stagnation et la crise, les déformations de la propriété sociale et de la psychologie collective qui ont entraîné l'inégalité, la corruption, le marasme, la stérilité spirituelle et créative, ainsi qu'une série d'autres maux qui ont atteint la sphère spirituelle et la pensée scientifique en Union soviétique, sont le produit du cours révisionniste antimarxiste des directions révisionnistes. La «perestroïka» et la «glasnost» loin d'assurer l'«assainissement» du socialisme ne sont qu'une tentative de modifier le système actuel figé du capitalisme monopoliste d'Etat, de le libéraliser, de le rendre plus subtil, plus efficient et plus souple en donnant une large impulsion à la libre initiative privée, à l'économie de marché en tant que facteurs vivifiants contribuant à surmonter les difficultés et à faire sortir l'économie du retard en recourant à des méthodes, des moyens et des voies capitalistes. Ils ont beau essayer de théoriser, ils ne peuvent pas nier le fait que **c'est précisément leur écart du socialisme et la violation des principes marxistes-léninistes qui sont à l'origine de tous les maux qui rongent actuellement la société soviétique.**

«La campagne déclenchée aujourd'hui en Union soviétique par Gorbatchev contre le retard et le marasme économiques, contre la bureaucratie qui domine l'économie soviétique, contre le parasitisme et la corruption des cadres dirigeants, contre les abus et les profits illicites, a souligné le camarade Ramiz Alia au IX^{e} Congrès du PTA, n'est qu'une campagne démagogique visant à mystifier et à endormir les peuples soviétiques. Mais ces plaies ne sont nullement, comme on le prétend, le fruit d'erreurs subjectives commises antérieurement, mais le produit du système capitaliste lui-même qui y a été restauré. Elles ne peuvent être guéries ni à coups de décrets, ni à coups de réformes.»[1]

La situation créée en Union soviétique ne pourra être modifiée ni par Gorbatchev ni par sa perestroïka, mais par une véritable révolution politique des masses travailleuses qui renversera depuis ses fondements les structures politiques révisionnistes, la ligne et le cours politiques khrouchtchéviens qui ont restauré le capitalisme dans ce pays et en ont fait une superpuissance capitaliste.

Qu'est-ce que la «perestroïka», quels en sont le contenu et le dessein?

Arrêtons-nous brièvement à trois des aspects essentiels de la perestroïka, principalement politique, économique et culturel, pour mettre en évidence les «véritables valeurs» et les objectifs fondamentaux de cette restructuration révisionniste qui n'a rien à voir avec le perfectionnement du socialisme et de ses traits, mais sert par contre à consolider les positions et les forces du capitalisme désormais restauré en Union soviétique.

1. Dans le cadre de la «restructuration» on parle beaucoup actuellement du «perfectionnement de la démocratie socialiste», et de «tous les maillons du système politique de la société», «de la participation quotidienne des larges masses à la gestion des affaires de l'Etat et de la société», etc. Ces derniers temps la propagande révisionniste fait un grand tapage sur l'importance des formes démocratiques du travail des organismes du pouvoir (conseils, sessions, commissions permanentes), elle parle de l'animation de la vie des organisations sociales de masse, de l'«élévation du rôle des collectifs de travailleurs qui contribuent à accroître la participation des masses à l'activité productrice, la solution de problèmes sociaux et la consolidation de l'ordre social socialiste», etc. Ils visent par là à dissimuler la dégénérescence de l'Etat soviétique, le caractère capitaliste de la législation, l'arbitraire et la violence des organes de la dictature, l'inégalité régnante et l'exploitation des masses travailleuses, les contradictions et les tensions sociales et nationales.

Il ne peut y avoir de véritable démocratie pour les masses travailleuses en un temps où les organes du pouvoir soviétique et ses leviers, les organisations sociales, les unions professionnelles, les institutions du droit ont à leur tête des fonctionnaires et des représentants de la classe embourgeoisée, des traîtres à la cause de la classe ouvrière et du socialisme, les apparatchiks bureaucrates et les technocrates révisionnistes. La vaste couche des fonctionnaires technocrates qui dirigent les organes du pouvoir et ses leviers, les organisations économiques, etc., imprégnés de conceptions bureaucratiques et bourgeoises dans la méthode du travail, suivent en toute conscience le cours politique révisionniste et foulent aux pieds les intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie. Il n'existe pas en Union soviétique un système régulier et efficace de reddition de comptes de la part des comités exécutifs, des magistrats, des ministres et des présidents d'autres organes administratifs devant les collectifs de travailleurs et les réunions des masses travailleuses.

L'Etat soviétique est effectivement un appareil de violence, une dictature de l'élite, de la caste bourgeoise bureaucratique qui règne sur les masses travailleuses, les nations et les nationalités de l'Union soviétique. Tous les mécanismes de violence dont dispose cet Etat bourgeois-révisionniste: l'armée, la police, les organes de la justice, le KGB, les organes de la milice, les camps de «rééducation», etc., sont mis au service de la défense du pouvoir et de la nouvelle classe bourgeoise privilégiée contre les travailleurs et les peuples de l'Union soviétique. Nombreux sont les cas où les travailleurs, devant l'impuissance de cette «démocratie» à défendre leurs droits, se dressent contre l'arbitraire de leurs dirigeants, contre les désorganisations et les injustices commises par les administrations, mais ils se heurtent toujours à une réalité concrète, antidémocratique. Ni les syndicats, ni le pouvoir local, ni les organisations du Parti, ni non plus les directions et les administrations de la production ne leur prêtent l'oreille. Ces phénomènes, que l'on considère souvent comme des «conflits de travail», sont en fait des grèves et des affrontements qui reflètent l'antagonisme de classe opposant la classe révisionniste dominante aux masses travailleuses.

Le clan de Gorbatchev qui connaît bien ces phénomènes de la «démocratie» soviétique hérités de ses prédécesseurs, n'a point l'intention de rendre cette «démocratie» plus démocratique qu'elle ne l'est. Tous les révisionnistes parlent de la nécessité du «rétablissement» de la démocratie socialiste et condamnent soi-disant les mécanismes bureaucratiques et antipopulaires qui l'ont coupée des masses du peuple. Après le XXVII^{e} Congrès du PC de l'Union soviétique et le plénum de janvier 1987, la propagande soviétique s'est mise à prôner comme d'importants pas en avant les propositions de Gorbatchev pour un système électoral qui garantisse de plus grands droits aux conseils collectifs de travail pour l'accroissement de la production des entreprises; l'introduction du principe électif dans la désignation du personnel dirigeant des appareils du parti et de l'Etat; le système du concours pour ceux qui seront nommés à des postes de direction. Mais toutes ces suggestions deviennent des mesures fictives, quand on sait bien que ce sont seulement les instances du groupe dirigeant révisionniste qui jouissent du droit d'entériner l'élection d'un cadre aux organes du parti ou de l'Etat.

Dans le cadre de la «perestroïka» et de la «glasnost», l'équipe Gorbatchev s'est mise à libéraliser les appareils et à accroître l'efficience des administrations, à consolider la gestion technocratique en entreprenant des campagnes «contre» la corruption, l'infraction à la discipline, en vue d'une «meilleure organisation et d'une meilleure gestion des affaires» dans les organismes administratifs. Or, les progrès dans ce domaine ne sont pas encore apparents. Ces dernières années seulement, les noms de 3,5 millions nouveaux employés ont grossi les listes des bordereaux dont on ne dit pas ouvertement le chiffre total. Le mécanisme bureaucratique, tel un polype noir, s'étend à tous les maillons des appareils, des institutions et des organisations sociales. Rien que dans le système du ministère de l'Industrie et des Constructions ces dernières années, le nombre des employés a augmenté, selon les données officielles, de 39 000 à 150 000. Le gonflement de la couche des bureaucrates et des technocrates s'est reflété aussi à la base.

La lourde machine bureaucratique est devenue un obstacle insurmontable freinant dans toutes les sphères, et les «efforts» dans le sens des réformes sont incapables de combattre la bureaucratie, car c'est justement sur le perfectionnement de cette dernière que s'appuie la caste révisionniste elle-même.

Du moment que la politique de réformes de restructuration renforce les bases capitalistes de l'économie soviétique, du moment qu'elle consolide la politique suivie par la société bourgeoise-révisionniste soviétique, les normes existantes régissant sa vie, les processus et phénomènes qui s'y produisent, il est impossible et absurde de prétendre que Gorbatchev par ses «restructurations» réussira à éliminer la bureaucratie, la sclérose et l'apathie politiques, qui ont pris racine dans toute la vie et l'activité des institutions d'Etat et dans les appareils du parti, car, quant au fond, ils puisent leur source dans le cours même révisionniste que la direction soviétique actuelle continue à suivre. Les campagnes déclenchées contre le bureaucratisme et la corruption n'ont jamais donné les effets souhaités et ont échoué à peine entamées. La bureaucratie avec ses dérivés sont un produit incurable de la politique bourgeoise et révisionniste qui s'épanouira sur le terrain du capitalisme restauré en Union soviétique.

2. La «perestroïka» prétend présenter comme principal aspect les réformes et les réorganisations dans le domaine économique. D'après les théoriciens soviétiques, la perestroïka est considérée comme un moyen propre à réaliser les tâches du «développement économico-social accéléré du pays», l'intensification de la production et l'accroissement de la productivité du travail, le perfectionnement de la gestion et des mécanismes économiques, la participation accrue du facteur humain comme source de toutes les transformations sociales.

Au plénum du CC du PC de l'Union soviétique de janvier 1987, Gorbatchev a dressé un triste bilan de l'époque brejnévienne et s'est vu contraint d'admettre la stagnation générale et la dégradation idéo-sociale de la société soviétique. On a ainsi appris que les taux d'accroissement du revenu national en Union soviétique au cours des trois quinquennaux précédents avaient baissé de plus de 50 pour cent. A partir de 1976, le marasme est devenu chronique, la production s'est déséquilibrée davantage et la sphère sociale a été gravement atteinte par les processus négatifs. Les conditions de logement ont empiré, les problèmes relatifs aux services sociaux, médicaux et de consommation, surtout celui de l'alimentation sont devenus insolubles.

Naturellement, Gorbatchev ne pouvait pas révéler les véritables raisons de cette crise générale, qui n'est pas le simple résultat d'erreurs subjectivistes, mais celui de l'écart par rapport au marxisme-léninisme, de la ligne révisionniste contre-révolutionnaire qui réside aux fondements de l'activité du parti et de l'Etat soviétique.

Gorbatchev cherche à remédier à cette situation de pré-crise et de marasme en recourant à des méthodes «économiques» au lieu de méthodes «administratives». Ces méthodes «économiques» visent essentiellement à introduire dans l'organisation et les formes de gestion de l'économie un système qui s'appuie entièrement sur le principe du profit et son usage comme principal levier stimulant l'accroissement de «l'efficience économique».

Sur cette base, il est exigé que les entreprises soient organisées en s'appuyant sur le prétendu autofinancement, qui implique l'abandon de la politique de subvention de l'Etat et sur la main libre qui leur est laissée d'affronter elles-mêmes, dans les conditions de la libre concurrence du marché, leurs problèmes de travail et de production.

Ce n'est pas la première fois que l'autofinancement apparaît sur la scène de l'histoire en tant que principe de la gestion de l'entreprise capitaliste. Sa théorie et sa pratique, on les trouve chez Proudhon, chez Tito et Kardelj, on les trouve également dans les réformes khrouchtchéviennes et les mesures de réforme entreprises dans les autres pays révisionnistes. Gorbatchev cherche à développer ces héritages, à les perfectionner à travers une voie originale propre au «socialisme russe», et à stimuler la marche du capitalisme restauré tout en appliquant, à travers le financement, la pratique et la théorie de la faillite, de la légalisation de facto du chômage et de l'augmentation des prix à travers le libre jeu de l'offre et de la demande sur le marché.

Ce système est fondé sur la nécessité de renforcer et d'accroître plus sûrement la part de la plus-value que s'approprie la bourgeoisie nouvelle, en encourageant davantage la décentralisation et l'initiative de libéralisation d'en bas. Dans ce cadre on assiste à la réduction des indices de centralisation monopoliste bureaucratique, alors que les entreprises voient accroître leurs droits à décider elles-mêmes des indices du travail et de la production, du montant des prix, de l'utilisation du profit. Les dirigeants des entreprises économiques sont investis de compétences et pouvoirs plus étendus pour contrôler et gérer la production sociale, pour définir la structure de la production et des investissements, manipuler la répartition et les prix conformément à la structure du marché, embaucher et licencier les gens, à répartir les gains dans l'intérêt des groupes sociaux dominants et au détriment des masses travailleuses. Le profit, en tant que critère suprême et le plus significatif de l'activité de l'entreprise, à son niveau le plus élevé, est donc devenu l'unique fondement de toute l'activité économique.

Ces problèmes ont été traités entre autres au plénum de juin de l'année en cours, où a été définie une plate-forme plus élaborée sur la nécessité d'élargir les limites de l'indépendance des entreprises mixtes et autres, de transformer radicalement la gestion économique, de réformer le domaine de la «planification», des prix du financement ou de l'octroi de crédits, d'appliquer la science dans la production, de passer au système de l'«autogestion démocratique et développée», etc.

Sur la base de ce système, le projet de budget soviétique en cours de préparation pour l'année à venir, prévoit une diminution des deux tiers, par rapport à l'année précédente, des objectifs de la production incluse aux indices de l'Etat, et la création pour les unités de base de possibilités encore plus grande d'exprimer et de réaliser librement leurs initiatives dans le domaine des investissements et des accumulations. Cette politique vise à faire en sorte que l'Etat prenne à sa charge ; et finance les grands ouvrages d'importance stratégique, et qu'il laisse à la compétence des entreprises les problèmes relatifs à la reproduction élargie dans le cadre de l'entreprise (extension de capacités productives, modernisation de lignes et de sections, etc.). Dans ces conditions, il est prévu que les commandes de l'Etat aux entreprises soient réduites à 50-70 pour cent de la valeur de la production industrielle et agricole; quant au reste qu'elles soient laissées libres de le produire et de le commercer suivant des accords contractuels et la conjoncture du marché.

Indépendamment des termes que l'on emploie pour qualifier les mesures arrêtées, les rapports actuels de répartition du produit social, révèlent indiscutablement qu'ils sont établis sur la base de l'exploitation des travailleurs par la nouvelle classe bourgeoise-révisionniste et que la majeure partie de la production annuelle de l'économie soviétique sert à assurer de gros profits à la bourgeoisie social-impérialiste comme classe au pouvoir et à satisfaire ses besoins parasitaires et ses intérêts expansionnistes. Bien que Gorbatchev et ses tenants cherchent à donner l'impression que les moyens de production sont aux mains de l'Etat socialiste, en fait, ce sont les appareils bureaucratiques de l'administration et de la production, les technocrates, qui les possèdent, qui dirigent la production, fixent les prix, les normes de profit, etc.

Tout cela vise à instaurer des différences essentielles, dans les rapports financiers entre l'Etat et les entreprises. Ainsi, la part du profit prélevé par l'Etat sera réduite au minimum. L'année prochaine par exemple, l'Etat ne bénéficiera que de 44 pour cent des profits de l'industrie mécanique, tandis que le reste sera laissé à la disposition des entreprises, c'est-à-dire de leurs dirigeants. Ces derniers sont entièrement responsables de la part du profit qui reste à leur disposition et c'est sur cette base qu'ils font face à tous les besoins de la reproduction et de la distribution des revenus, laquelle, loin de porter atteinte à leurs privilèges, les consolide davantage. C'est

toujours sur cette base que s'accentuent l'inégalité économico-sociale, les grandes différences entre les revenus des travailleurs et ceux des groupes particuliers de la classe bourgeoise-révisionniste, qui sont déjà légalisées et érigées en un système élaboré soit à travers les salaires nominaux, à travers les diverses formes de répartition de bénéfices, de stimulants, soit à travers les gratifications et privilèges de toute sorte.

Parmi les mesures prises pour développer et consolider les rapports de propriété capitaliste figure aussi la loi autorisant l'exercice d'une profession privée. Malgré les pseudo-arguments selon lesquels le travail privé sera «surveillé» ou que «conformément aux normes morales et sociales», il ne sera prétendument pas fondé sur le travail salarié mais exercé en dehors de l'horaire officiel, etc., toutes les activités privées sont incontrôlables par l'Etat et elles stimuleront le développement du travail privé et l'accroissement des bénéfices privés dans une série d'activités productives. Il est évident que, par cette politique, la direction soviétique stimule la renaissance d'éléments capitalistes nouveaux, consolide les positions de la petite-bourgeoisie en tant que classe et se dérobe à son devoir de satisfaire les besoins du peuple, créant ainsi à l'Etat monopoliste la possibilité de mieux s'occuper des problèmes de la grande politique hégémoniste. Ainsi, la couche des petits capitalistes privés constituera pour la grande bourgeoisie révisionniste soviétique, un puissant appui d'en bas pour permettre à celle-ci de compléter et d'harmoniser la structure capitaliste de l'économie dans son ensemble avec une coexistence active entre le capitalisme monopoliste d'Etat et le capitalisme purement privé.

Le développement du capitalisme privé s'inscrit dans la nouvelle stratégie économique de Gorbatchev et en est une escalade plus poussée même à ses plus bas niveaux. Ainsi, l'économie soviétique tout entière (depuis les grandes unions monopolistes jusqu'à la petite production capitaliste) est entièrement incluse dans le cadre de cette «restructuration».

L'application des exigences de cette loi accélère les processus de l'orientation capitaliste de l'économie soviétique vers les rapports d'offre et de demande du marché, vers le profit et les catégories typiques du mécanisme capitaliste de l'économie et entraînera à coup sûr une accentuation de l'exploitation, des spéculations, de l'inégalité sociale et des contradictions au sein de la société.

La direction soviétique tient pour un succès que la restructuration ait été, tout au moins comme idée, «éclaircie», bien qu'elle ne soit pas encore approuvée et appliquée à grande échelle. Gorbatchev, comme il s'est exprimé lui-même au plénum de juin, sent un froid, une négligence sérieuse autour de lui: «La perestroïka n'a encore entraîné aucun changement dans la vie des hommes. Elle n'a touché ni leurs postes de travail, ni les villes ou les villages où ils vivent». Et, ce qui est le plus intéressant, ce sont souvent les organisations du parti qui font traîner les choses et ne répondent pas à «la dynamique de la société». Cela, selon lui, est une tendance «alarmante» que l'«on ne peut tolérer». La direction soviétique et Gorbatchev lui-même ne dissimulent pas que la «perestroïka» s'est heurtée à une résistance et des oppositions dans certaines couches. Il existe un «manque de disponibilité psychologique» de la part des travailleurs et des cadres au centre et à la base, une résistance active et passive contre le cours «nouveau».

Des couches et des catégories entières de travailleurs doutent de l'essence des restructurations et des réformes qui se succèdent sans rien résoudre dans leur intérêt. On a tant de fois proclamé à grand tapage des programmes sur l'amélioration radicale du bien-être et de l'alimentation du peuple, des conditions de travail et de logement, etc., mais les problèmes n'ont pas été résolus.

Les départements ministériels dépensent leurs moyens financiers, surtout pour l'augmentation, souvent sans efficience, de la production, alors qu'ils n'investissent à l'intention de l'infrastructure sociale, de la construction d'immeubles, de jardins d'enfants, d'hôpitaux, de salles de cinéma et de théâtres, que les miettes qui en restent. Et, du moment que les facteurs inquiétants des conditions de vie quotidiennes, souvent désespérées, ne sont pas éliminés, il ne faut pas s'attendre à ce que les Soviétiques comprennent les valeurs de la restructuration et l'appuient fermement.

La plupart des gens en Union soviétique ne comprennent pas clairement et regardent avec un extrême scepticisme la politique de restructuration. Leurs vues plutôt confuses et contradictoires de la discipline et de l'enrichissement individuel, de la collectivisation et de l'individualisme, de la solidarité et de la responsabilité, se sont actuellement précisées et se heurtent souvent entre elles. On observe du pessimisme, de l'incertitude, un ondoiement de sentiments d'inquiétude qui expriment leur hésitation et leur insécurité envers la «perestroïka». De plus les gens sont effrayés et menacés par le chômage qu'entraînerait la fermeture des entreprises non rentables.

En décembre passé, à un questionnaire leur demandant quels changements ils avaient ressentis dans les dernières années, les ouvriers de l'usine d'autos «ZIL» avaient répondu: aucun changement, aucun mouvement. Ce sondage effectué à Moscou a également fait ressortir la différence entre «ceux qui dirigent et ceux qui sont dirigés». Alors que les gestionnaires se plaignent du manque d'investissements, d'initiative, de discipline, etc., les ouvriers de leur côté se plaignent de la phraséologie, de l'indifférence, etc., des premiers. La rumeur publique et

les enquêtes révèlent ainsi l'existence d'une série de problèmes, de soucis, de difficultés diverses, qui varient dans une grande mesure, d'une couche de la société soviétique à l'autre et selon les positions différentes qu'elles occupent dans la structure sociale.

Ainsi, bien que l'on parle avec pompe d'une reconstruction radicale de l'économie du pays et d'un accroissement de la production, on ne peut s'attendre, dans les conditions du marasme et de la stagnation qui y existent depuis des années, à un développement accéléré de l'économie et de la production.

La perestroïka est regardée aussi avec inquiétude par certains groupes de cadres qui travaillent dans des appareils administratifs dirigeants formés selon l'«ancien style», qui risquent d'être remplacés par des technocrates plus habiles et de perdre une partie de leurs droits et de leurs privilèges à la suite du renforcement de l'indépendance et des compétences de la base. Le remplacement graduel de la «bureaucratie brejnévienne» par des couches de technocrates né signifie pas, dans son essence, la démocratisation des appareils ni non plus la liquidation de la bureaucratie. Les récents déplacements et substitutions au sein de la classe bourgeoise-révisionniste sont faits pour rendre efficace l'application du cours révisionniste. Les clans révisionnistes en se succédant, ont entrepris des «campagnes de rafraîchissement» des appareils en vue de rendre plus efficaces les méthodes de gestion révisionniste. Quant au fond, toutes les équipes dirigeantes du Kremlin ont représenté et défendu les intérêts de l'unique classe bourgeoise-révisionniste au pouvoir, ils ont soutenu et appliqué une ligne générale — la ligne et le cours révisionnistes. Les substitutions qui ont lieu à l'aréopage du Kremlin reflètent les intérêts opposés de divers groupements révisionnistes «Une âpre lutte nous attend, a affirmé Gorbatchev, car un grand nombre de gens s'affranchissent très lentement de l'influence du passé, ils restent dans l'attente, c'est-à-dire ils freinent ouvertement la perestroïka». Il a reconnu que «les problèmes créés ont des racines plus profondes que nous ne l'avions pensé» et a appelé à une «politique ouverte» pour le «renforcement du contrôle social» et surtout pour «unifier les paroles et les actes». A ce qu'il semble, Gorbatchev cherche à alléger quelque peu par ces affirmations les appareils saturés de bureaucratie en procédant à certaines épurations partielles de couches dans les rangs de la classe au pouvoir. Représentant des couches libérales pragmatistes et technocrates, Gorbatchev cherche ainsi à leur offrir des positions encore plus privilégiées au pouvoir. A la direction du Kremlin se poursuit encore actuellement le débat déclenché ces dernières décennies à propos des questions des structures et de la direction de la politique révisionniste. Ce débat n'a pas porté essentiellement sur les problèmes fondamentaux de la ligne ou du cours révisionniste, mais sur les méthodes et le style de travail, les rythmes de développement en profondeur et en ampleur des réformes, l'efficacité et l'efficience des appareils révisionnistes.

A chaque phase de l'évolution révisionniste en Union soviétique aussi bien durant la période de Khrouchtchev ou de Brejnev que pendant celle de Gorbatchev on a entendu des slogans, des mots d'ordre sur des réformes, des reconstructions ou des épithètes sur le socialisme mûri ou développé conformément aux phases et aux développements révisionnistes. Actuellement la «perestroïka» est présentée comme leur summum, comme la réforme la plus globale pluridimensionnelle et la plus avancée qui répond au stade actuel de l'évolution révisionniste en Union soviétique.

«La restructuration radicale», cette «révolution d'en haut», qui vise, selon la direction soviétique actuelle, à la transformation générale de l'économie, de la politique, de la vie spirituelle, du style et de la méthode de travail du parti, n'est autre chose qu'une tentative de substituer aux rapports hiérarchiques, consolidés par la bureaucratie révisionniste elle-même, une libre coopération de partenaires capitalistes jouissant de droits «égaux», fondés sur des engagements contractuels.

Les institutions législatives, pour leur part, font des efforts fébriles pour trouver des formulations de règles reposant sur une «base légale sûre», comme c'est le cas de la rédaction du nouveau code pénal, l'extension du système électif (dans le cadre de la domination d'un seul parti mais qui s'étend partiellement aussi sur les personnes qui ne sont pas membres du parti), la législation sur les entreprises et le relâchement du monopole d'Etat sur le commerce extérieur pour un quart du volume des importations et un septième des exportations, la fondation de sociétés mixtes avec les firmes capitalistes étrangères, la loi sur l'exercice de professions privées, etc. Ce sont là des efforts dans le sens de modulations plus poussées et plus rapides de l'ordre politico-juridique et des rapports économico-sociaux dans la gestion capitaliste. La «perestroïka» et les nouvelles réformes, en tant que dernier rejeton du révisionnisme soviétique, sont une tentative de modifier et de moderniser les bases capitalistes de l'économie soviétique, un effort pour intensifier l'activité des gens et des mécanismes, en gardant intactes les structures existantes et les rapports caractérisant l'ordre bourgeois-révisionniste.

3. Dans le cadre de la propagande démagogique menée aux fins de la restructuration, s'intègre aussi, de pair avec la nécessite de l'«accélération socio-économique du développement de la société», naturellement sur des bases capitalistes, l'idée d'un «travail créateur et d'une démocratisation de la culture, de la littérature et des arts soviétiques» sur la base d'un pluralisme politique et idéologique. La contre-révolution révisionniste a déformé non seulement le contenu de la culture et du réalisme socialiste, mais elle a mis la littérature et les arts à la remorque du cours révisionniste de restauration capitaliste et en harmonie avec lui.

La littérature et les arts soviétiques sont manipulés par les patrons révisionnistes et partagent avec eux toutes les conséquences de la trahison de la révolution et du socialisme. Les esthètes et les littérateurs révisionnistes soviétiques, malgré le bruit démagogique qu'ils font actuellement sur la défense des principes du réalisme socialiste, les ont en fait abandonnés depuis longtemps, et ont embrassé les manières et les courants décadents et modernistes de l'art et de la littérature bourgeois. Ainsi, depuis le XX^{e} Congrès jusqu'à ce jour, une infâme croisade contre-révolutionnaire et chauvine a été déclenchée et se poursuit contre le socialisme.

La littérature et les arts soviétiques reflètent le processus contre-révolutionnaire qui s'est produit et ne cesse de s'approfondir dans toute la structure économique et sociale comme le résultat de la restauration complète du capitalisme en Union soviétique. La nouvelle direction révisionniste de Gorbatchev n'a eu de mal à ébaucher ni la physionomie actuelle ni la physionomie future des arts et de la littérature révisionnistes. La glasnost de Gorbatchev n'est que le prolongement de la politique révisionniste de Khrouchtchev d'une façon plus sophistiquée et à travers une évolution plus conséquente de la ligne révisionniste.

Gorbatchev infiltre l'«ancienne» expérience révisionniste dans le domaine idéologique, politique, social, économique et culturel en motivant les mesures prises par une «base» théorique qui tient à la lutte contre le «bureaucratisme», la «démocratisation», la «modernisation» et l'«innovation», qui ne sont que des efforts déployés pour frapper et dénigrer aussi quelque écrivain ou artiste aux aspirations et tendances démocratiques et progressistes. Pour justifier son existence la glasnost doit absolument attaquer le passé léniniste révolutionnaire.

Bien que Khrouchtchev et ses prédécesseurs eussent adopté des attitudes libérales envers les écrivains, les artistes et l'intelligentsia, ceux-ci étaient ballottés dans un tourbillon d'idées, d'idéaux, de méthodes et de sentiers. Sentant que la situation de la littérature et des arts s'aggravait et qu'elle risquait d'échapper à son contrôle, la nouvelle direction, Gorbatchev en tête, s'emploie dans le cadre de la «restructuration» de toute la vie du pays, a présenter aussi dans le domaine des arts et de la littérature un «programme positif de corrections, de développement et de progrès».

Suivant l'orientation officielle furent définies les tâches immédiates à résoudre: la «démocratisation de la créativité» la «représentation véridique et hautement inspirée de la société», la «dénonciation de l'ancien et des vestiges qui entravent la marche en avant de la société», etc. Cette formulation, tressée de slogans socialistes et démocratiques, exige ouvertement que la littérature et les arts deviennent un puissant appui de la réalisation du «plan de réformes» de Gorbatchev, qui est considère comme une étape supérieure et future communiste.

Quant à définir le nouveau processus d'animation que la «démocratisation» et la glasnost gorbatchéviennes apportent a la vie culturelle et artistique, cela apparaît dans la multiplication des ouvrages dénigrant la glorieuse période bolchevique léniniste-stalinienne, la parution de romans, de films et de pièces, qui sont, dans leur ensemble, un dénigrement total des valeurs de l'art du réalisme socialiste dans la forme et le contenu, qui témoignent de la pénétration des «ismes», de la culture décadente occidentale et du mode de vie bourgeois.

La politique de glasnost et de «publicité» mise en train par Gorbatchev cherche à donner l'impression qu'un nouveau processus d'animation et de démocratisation a commencé dans la vie culturelle et artistique. La publication et la réédition des romans «Années lourdes» de N. Sizov, «Pas seulement avec du pain» de V. Dudintchev, «Le docteur Jivago» de B. Pasternak, etc., ainsi que d'autres nouveaux romans tels que «Pllaha» de Aitmotov, «Pojar» de Raspoutine, etc., reflètent la psychose de l'insécurité, le chaos petit-bourgeois et le mysticisme religieux que connaît la société soviétique. L'esprit décadent, antisocialiste, domine aussi au cinéma.

Les films «A la recherche d'un portrait de Lénine», «La dictature de la conscience», «Le repentir», etc., contiennent tout un catalogue de calomnies et de déformations de la politique léniniste-stalinienne, ce sont non seulement une antithèse totale des véritables valeurs de l'art du réalisme socialiste, mais aussi les fruits de l'ère de «restructuration» gorbatchévienne. L'esprit de «glasnost» et l'ensemble des mesures concernant un tournant général dans la manière de concevoir la direction du progrès de la création artistique sont, dans leur essence, des mesures de nature capitaliste de direction à l'appui de la politique actuelle de Gorbatchev. La littérature et les arts révisionnistes ont fait leurs les théories de déshéroïsation, la psychologie et le moral du «moi» petit-bourgeois.

Outre ses adeptes, la politique de Gorbatchev a aussi ses adversaires, les conservateurs, comme la presse soviétique les appelle. Parmi des derniers se rangent aussi des représentants de l'art progressiste sans exclure des «adversaires» momentanés de la politique actuelle gorbatchévienne.

Au cours des débats des hommes de lettres ont accusé les tenants de la politique de restructuration de jeter et répandre les semences d'un «Tchernobyl littéraire» et cela est vrai si l'on regarde la situation ou se trouvent actuellement la littérature et les arts en Union soviétique ainsi que ses conséquences futures. Le «Tchernobyl littéraire» gorbatchévien est aussi dangereux que le Tchernobyl atomique lorsqu'il s'agit de détruire définitivement tout ce qui est bolchevique et révolutionnaire en Union soviétique.

Tous les groupes révisionnistes qui se sont succédé à la direction de l'Union soviétique, se sont heurtés a des problèmes difficiles et complexes, intérieurs et extérieurs, politiques et économiques, nationaux, militaires, sociaux et culturels qu'ils se sont efforcés de «résoudre», mais toujours en se fondant sur la politique et le cours révisionniste et social-impérialiste, indépendamment des méthodes plus ou moins conservatrices ou libérales. En substance, nous avons affaire à des traitements divers, mais qui partent de la même vision du monde révisionniste et des mêmes buts, au service de la nouvelle classe révisionniste soviétique dans les bras de laquelle végètent les clans adversaires. Dans tous les cas il s'agit de modifications en vue d'appliquer et de perfectionner le cours politique révisionniste conformément aux exigences accrues de la bourgeoisie social-impérialiste.

Les efforts de perfectionnement à travers les restructurations, les dialogues portant sur les styles, les réorganisations et les méthodes de gestion et de création ne sont qu'un truc servant à couvrir la réalité de la dégénérescence révisionniste et la restauration capitaliste avec toutes les conséquences et les contradictions sociales qu'elles entraînent.

Notes :

1. Ramiz Alia, *Rapport au IX^e Congrès du PTA,* éd. fr., pp. 183-184, Tirana, 1986.

Vasillaq Kureta (Maître de recherches) — Critique des conceptions antimarxistes des révisionnistes soviétiques sur le problème des contradictions dans la société socialiste

Il y a longtemps que les philosophes révisionnistes soviétiques inventent des théories sur le problème des contradictions dans la société socialiste. Ce problème a été le sujet de plusieurs monographies et discussions organisées. Mais il ne s'agit pas d'un engagement de caractère scientifique et théorique à propos de ces problèmes. L'impulsion interne de cette activité de leur part sont les intérêts de classe des gouvernants bourgeois en Union soviétique, la justification des grands échecs dans tous les domaines, des difficultés et des profondes contradictions sociales antagonistes qui rongent la société soviétique actuelle.

Ce qui frappe aux yeux depuis le XX^{e} Congrès du PC révisionniste soviétique jusqu'à nos jours, c'est l'intense activité déployée en vue de déformer théoriquement la théorie marxiste des contradictions. Après le XX^{e} Congrès, les philosophes soviétiques ont considéré la présence de contradictions en régime socialiste comme un défaut du système. Ils se sont mis à prôner que pour aplanir les contradictions antagonistes dans la société capitaliste il convient d'user de méthodes pacifiques et que cet usage dépend de la possibilité de la croissance pacifique du capitalisme au socialisme. Ces conceptions soutenaient ouvertement les thèses du XX^{e} Congrès et celle surtout du passage pacifique au socialisme.

Malgré tout, il n'existe pas dans la littérature philosophique du révisionnisme soviétique qui a soutenu les conceptions et théories approuvées par les congrès du parti révisionniste soviétique une idée conséquente sur les contradictions, leur rôle dans l'évolution sociale, sur leur spécificité en régime socialiste et sur l'action de la loi de l'unité et de la lutte des contraires. Néanmoins, les conceptions et les théorisations des révisionnistes soviétiques ont, dans leur essence, un trait commun, l'approche antimarxiste métaphysique.

Les vues des révisionnistes soviétiques ont connu un nouvel essor à partir du début des années 80 et par la suite, ce qui est dû en premier lieu au fait que l'Union soviétique capitaliste vivait des moments de crise profonde dans tous les domaines, une période d'échecs dans tous les secteurs, qu'elle voyait se propager ses plaies sociales comme le chômage, l'alcoolisme, le banditisme, le bureaucratisme, s'aggraver les contradictions antagonistes qui se manifestaient partout. Dans ces circonstances, les dirigeants au pouvoir exigèrent du front de la philosophie un plus grand soutien «théorique» dans l'application de leur politique révisionniste. Afin de mieux servir la politique de classe suivie par la bourgeoisie soviétique il fut exigé de passer des théorisations abstraites sur les contradictions à leur analyse concrète. Ainsi la prévision du camarade Enver Hoxha suivant laquelle la réalité capitaliste en Union soviétique érodera la théorie du socialisme avancé des révisionnistes soviétiques et déchirera son masque. Les dirigeants révisionnistes de l'Union soviétique ont demandé avec insistance une adaptation de la catégorie de la contradiction aux processus et aux phénomènes de la société soviétique. Le XXVII^{e} Congrès du PC révisionniste soviétique, tout en critiquant le front philosophique et celui des sciences sociales dans son ensemble pour son retard dans la connaissance des problèmes de la vie leur a fixé pour tâche de s'orienter «dans la solution des problèmes des contradictions dans les conditions du socialisme». C'était une sollicitation directe faite à la philosophie révisionniste soviétique pour la contribution de cette dernière à l'application de la politique révisionniste et, actuellement, de la prétendue «restructuration» de la société soviétique.

1. De la place et du rôle de la contradiction sous le socialisme

Marx et Lénine ont démontré, avec des arguments scientifiques à l'appui, que le mouvement des objets et des phénomènes de la nature et de la société a sa source dans les contradictions que comporte dans son essence même l'objet ou le phénomène. Mus par des nécessités politiques et de classe, les philosophes révisionnistes soviétiques sont en opposition avec cette conception fondamentale de la dialectique marxiste. Dans la littérature révisionniste on trouve des vues des plus diverses qui nient ce rôle et cette fonction de la contradiction dans les phénomènes de la société socialiste. Ainsi, à partir de la fin des années 50, fut élaborée l'idée selon laquelle les contradictions ne sont pas dues à l'essence de la société socialiste, à sa base et à son ordre étatique, mais qu'elles se rattachent uniquement à son passé historique, aux conditions extérieures ou à des défauts de maillons particuliers du système des rapports de production et des appareils administratifs.

Les philosophes révisionnistes soviétiques admettent que dans la société socialiste «ce n'est pas la lutte des contraires qui est prépondérante et absolue, mais leur unité».[1] Et, cela est dû, selon eux, au fait que sous le socialisme «la dialectique des contradictions cède la place à la dialectique de l'harmonie» qui exclut les contradictions sociales.[2] De même, ils affirment que «... contrairement au capitalisme, où l'unité est relative et l'antagonisme absolu, sous le socialisme c'est l'unité qui revêt un caractère absolu»[3]. Certains auteurs révisionnistes s'en tiennent au point de vue suivant lequel la loi de l'unité et de la lutte des contraires perd dans le socialisme «les contraires et leur lutte» et, alors que l'impérialisme est privé de l'unité, et que par ailleurs en régime socialiste est exclue la lutte des contraires.[4]

D'autres affirment que la thèse léniniste sur le caractère relatif de l'unité et le caractère absolu de la lutte des contraires n'est pas applicable dans les conditions du socialisme, mais «seulement dans une société de classe où les contradictions antagonistes revêtent le caractère de contraires sociaux qui s'excluent réciproquement»[5]. Dans la littérature soviétique se trouve largement répandue la conception selon laquelle ce n'est pas la contradiction, mais «seulement l'unité et la coopération», qui sont la force motrice du développement de la société. De pareilles conceptions attestent que les philosophes révisionnistes soviétiques ne voient dans la fonction des contradictions que des éléments négatifs. C'est sur cette base qu'a été élaborée la «théorie du raidissement» selon laquelle, sous le socialisme la contradiction freine et ankylose le développement progressif de la société. Les tenants de cette idée identifient les contradictions réelles objectives et les défauts. En réalité les défauts dans l'organisation de l'économie et de la culture, dans la gestion du travail social peuvent être corrigés avant de se transformer en contradictions. Mais cela ne prouve nullement que les contradictions n'existent pas en régime socialiste. Suivant cette conception, les contradictions n'existent pas dans l'essence de l'objet ou du phénomène. C'est pourquoi elles ne peuvent entraîner le mouvement et le développement spontanés de la société. Par là même, la conception qui voit dans les contradictions quelque chose non pas d'immanent et d'interne mais de fortuit, est une négation métaphysique de l'origine de l'évolution sociale. Les tenants de cette vue considèrent comme source du développement de la société socialiste les contradictions externes, la contradiction entre le socialisme et le capitalisme.[6]

La conception qui identifie la contradiction à l'imperfection, laquelle est seule négative à ses yeux, conduit à une approche non dialectique de l'unité de la société socialiste. L'unité se crée, se renforce et se développe à travers le dépassement des contradictions et le développement de la lutte des classes. Alors que la conception des révisionnistes soviétiques qui identifie la contradiction aux défauts et aux lacunes de la vie sociale et considère les contradictions comme quelque chose de spontané, n'est qu'une forme d'approche métaphysique des contradictions.

Le socialisme n'exclut pas les contradictions. Nier l'existence de contradictions dans le socialisme c'est admettre le ralentissement du processus historique. Par contre, sous le socialisme, la contradiction a un caractère objectif, elle émane de la dialectique même de son développement. Ce n'est pas la contradiction en soi qui est un facteur inhibiteur du processus de développement historique, ce processus est freiné par les difficultés de tout genre qui surgissent au cours de la lutte pour sa solution, sous l'action des facteurs objectifs et subjectifs, et autres.

Les classiques du marxisme-léninisme ont démontré, avec des arguments scientifiques à l'appui, que toute société comporte un grand nombre de contradictions. Nier leur existence, méconnaître leurs types, leur caractère et surtout leur rôle, mène à une représentation erronée de la réalité sociale concrète et du développement social. Les contradictions, leur solution, sont la source, l'impulsion interne de la transformation de la société et de son développement. Ce n'est pas un trait caractéristique propre seulement à la société de classes exploiteuses où la propriété privée divise les gens et les classes et fait opposition à leurs desseins et à leurs intérêts.

En régime socialiste également, comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha, le développement est «un processus relativement long qui se développe à travers la lutte des contraires», le développement de la société socialiste s'accomplit à travers «la naissance et le dépassement de contradictions diverses», c'est-à-dire de caractère antagoniste et non antagoniste. «... En régime socialiste également, souligne-t-il, bien que la propriété privée y soit éliminée et que la société se développe de façon consciente, du fait que les gens y vivent et agissent dans des conditions et circonstances différentes, qu'il y existe des différences essentielles entre les classes amies, entre la ville et la campagne, entre le travail physique et intellectuel, nous nous heurtons à des intérêts, à des aspirations et à des opinions différentes, donc à une série de contradictions»[7], etc. La société socialiste est un organisme vivant qui se meut et se développe sans discontinuité. Elle a pour trait distinctif qu'elle se perfectionne et croît de façon continue. Comme le démontre l'expérience historique, tout au long du processus historique de formation et de développement de la société socialiste, il existe des contradictions, qui surgissent et sont résolues continûment. Ces contradictions de caractère antagoniste et non antagoniste, nous les trouvons dans tous les domaines de la vie économique, politique et idéologique. Les contraires dans la société socialiste expriment dans leur essence la lutte entre le nouveau et l'ancien, le progressiste et le conservateur, les tenants du nouveau communiste et socialiste et les tenants de l'ancien, le socialisme en développement et ascension continus et le capitalisme voué à la disparition entière et définitive. La lutte entre le nouveau et l'ancien est ininterrompue et conditionne le développement même de la société socialiste.

La loi de l'unité et de la lutte des contraires agit aussi dans la société socialiste mais elle y manifeste aussi sa spécificité, laquelle naturellement ne nie ni ne modifie le mécanisme et les fonctions de cette loi sous le socialisme. La réalité sociale-économique socialiste est caractérisée par des éléments, des rapports, des relations et des forces sociales tout à fait différentes de ceux qui caractérisent la réalité sociale-économique capitaliste. Chaque réalité économico-sociale socialiste est grosse de contradictions qui lui sont propres et entraînent sa transformation et son développement continus.

Ainsi on ne peut nier la spécificité de l'action de la loi de l'unité et de la lutte des contraires. Dans la société socialiste également, les contradictions sont fondées sur l'unité et la lutte des contraires. Sous le socialisme également, la lutte des contraires est une source de développement. Dans la réalité économico-sociale socialiste c'est le caractère des contradictions typiques qui subit des changements.

Dans la société socialiste, où les rapports de production socialistes sont, de par leur essence, libérés de l'oppression et de l'exploitation, existent des contradictions non antagonistes. Mais, pour des raisons diverses, dans cette société également, il existe, même après la construction de la base économique, des contradictions de caractère antagoniste. Dans les conditions du socialisme, les contradictions sont toujours un rapport de contraires, de leur unité et de leur lutte.

La dialectique marxiste a démontré qu'il existe entre l'unité et la lutte des contraires un rapport dialectique rigoureusement défini. Leur existence ne peut être comprise en dehors de ce rapport. Par conséquent, réduire le terrain de la lutte des contraires et à plus forte raison le nier, signifie nier la contradiction elle-même. La lutte des contraires dans chaque contradiction déterminée se livre sur un terrain déterminé. Toute réduction subjective de cette contradiction entraîne la déformation de la structure, du mécanisme, de la fonction de cette dernière. De même, admettre la réduction du terrain de la lutte des contraires, donc de la lutte de classes, signifie retarder la solution de la contradiction, ralentir le processus même de développement.

La thèse de la philosophie marxiste-léniniste selon laquelle la lutte des contraires est l'unique source du mouvement et du développement spontanés est désormais bien connue. Mais, on peut à juste titre poser la question: dans la société socialiste l'unité du peuple ne va-t-elle pas sans cesse se renforçant? Certes, on ne peut pas le nier. Dans notre société socialiste, cette unité est une réalité vivante. Mais cela est une autre affaire. Cette unité est le résultat, la conséquence de la solution des contradictions à travers la lutte des contraires, à travers la lutte des classes. Cette lutte entre les contraires, entre les classes, renforce la cohésion, l'union, l'unité, car elle met à l'écart les phénomènes qui vont à rencontre de l'unité, élargit la gamme des intérêts communs entre les gens de la société socialiste. Cette unité ne pourra être réalisée et, qui plus est, développée davantage en dehors de la lutte des contraires, de la lutte des classes.

Dans leur dessein antimarxiste de déformer la philosophie marxiste-léniniste vis-à-vis de cette question, les révisionnistes soviétiques cherchent à changer le sens du contenu de la loi de l'unité et de la lutte des contraires sous le socialisme. Ils cherchent à la formuler comme étant «la loi de l'unité et des aspects et tendances contradictoires».[8] Selon eux, la loi de l'unité et de la lutte des contraires n'agit pas en régime socialiste ni communiste. Et, cela du fait que c'est dans cette période que se produit le passage de la préhistoire de l'humanité à son histoire authentique.

Par conséquent, concluent-ils, le passage de la loi de l'unité et de la lutte des contraires à la loi de l'unité des aspects contradictoires peut aussi se réaliser sans la lutte des contraires. La loi de l'unité et de la lutte des contraires est, selon eux, un «cas particulier, non développé de la loi de la contradiction».

D'après les philosophes révisionnistes soviétiques, Marx et Engels ont formulé les lois de la dialectique, partant, celle-ci aussi, «en se servant du matériel de l'histoire des formations antagonistes», c'est-à-dire dans des conditions où la société socialiste n'existait pas encore. De cette façon, les lois de la dialectique ont reflété, selon eux, le niveau des rapports sociaux concrets et de la connaissance humaine.

En fait, il n'est pas du tout vrai que les découvertes de Marx et d'Engels ne sont valables que pour les formations antagonistes. Ils ont découvert le caractère général de cette loi fondamentale de la dialectique. La loi de l'unité et de la lutte des contraires agit aussi bien dans la nature qu'au sein de la société, sur la pensée des hommes et dans toutes les formations économiques et sociales. La spécificité de son action dans le socialisme ne réfute aucunement son caractère universel. D'autre part, pourquoi nie-t-on la contribution de Lénine et de Staline à l'élaboration de son contenu dans les conditions de l'édification de la société socialiste? La déformation de l'histoire et les spéculations sophistiquées servent à ces pseudo-philosophes à vendre leurs conceptions révisionnistes.

Porter à l'absolu l'unité des contraires, la détacher de la lutte des contraires, nier les contraires et la lutte des contraires dans la société socialiste comme le font les révisionnistes soviétiques, tout cela s'inscrit dans leurs efforts pour faire reposer sur une base philosophique l'opportunisme politique et idéologique, la négation de la lutte de classes et de la révolution. Ils découvrent ouvertement leurs buts lorsqu'ils déclarent que, dans les conditions du socialisme, sur la base de la liquidation de la propriété privée des moyens de production et de l'établissement de la propriété sociale socialiste, dans les conditions de la suppression des classes exploiteuses, «la lutte des classes s'éteint», elle «disparaît de la scène».[9]

Selon les philosophes révisionnistes soviétiques, la lutte des classes existe dans toutes les formations économiques et sociales antagonistes, la concurrence est la force motrice de la société capitaliste, alors que dans la société socialiste la force motrice en est l'initiative opérante.[10]

2. Du caractère des contradictions dans la société socialiste

Le caractère des contradictions dans la société socialiste constitue pour les révisionnistes soviétiques un problème fort délicat. La réalité socio-économique de l'Union soviétique est grosse de graves contradictions de caractère antagoniste. Le processus d'embourgeoisement de la société soviétique dans tous ses pores y a été complètement achevé. Désormais s'y manifestent tous les phénomènes typiques de la société capitaliste, comme les crises, le chômage et l'aggravation des contradictions sociales. L'Union soviétique est une véritable prison de peuples et de nations. La polarisation des classes s'y accentue sans discontinuité, la corruption de la bureaucratie administrative et du parti, de la classe bourgeoise elle-même qui y est au pouvoir s'étend constamment. C'est ce que témoignent au mieux les événements qui ont eu lieu récemment, au Kazakhstan y compris. La révolte des masses opprimées également prend de vastes proportions et ne cesse de monter. Vues sous cet angle, les théories des révisionnistes soviétiques sur les contradictions dans le socialisme portent sur un terrain qui n'est pas du tout socialiste. Cela constitue une contradiction logique qui permet de dénoncer plus efficacement ces théorisations qui cherchent à couvrir cette réalité capitaliste, à justifier la politique révisionniste. Bien qu'illustrées de phrases marxistes et de citations de Marx et de Lénine, elles sont en pleine contradiction avec la théorie marxiste-léniniste et la pratique révolutionnaire.

Les déformations du caractère des contradictions dans la société socialiste, auxquelles se livrent les révisionnistes modernes et leurs théorisations à ce propos, sont fondées sur leur thèse selon laquelle la période transitoire s'achèverait soi-disant avec l'édification de la base économique du socialisme. Cette thèse a été confirmée par le XXVII^{e} Congrès du parti révisionniste soviétique et le programme qu'il y a approuvé.

Les classiques du marxisme-léninisme ont expliqué scientifiquement quelles étaient les limites historiques de l'extension de la période transitoire et son contenu. Se fondant sur cette explication et sur l'expérience historique, le camarade Ramiz Alia a souligné que la «période transitoire commence avec le renversement de l'Etat bourgeois, la fondation de l'Etat de la dictature du prolétariat et s'achève avec la liquidation des classes, l'extinction de l'Etat et l'application du principe «à chacun selon ses besoins».[11]

Le développement de la société socialiste est un processus qui se réalise par étapes, dont chacune est caractérisée par ses propres contradictions concrètes. Ce processus historique de développement comporte aussi, comme les classiques l'ont prévu et notre expérience l'a démontré, une étape historique dont l'achèvement s'accompagne de la liquidation de la propriété privée et des classes exploiteuses et de l'édification de la base économique du socialisme.

Après quoi, la construction de la société socialiste se poursuit dans les conditions de l'existence des classes amies. Bien que leur existence constitue le trait essentiel de la société socialiste, celle-ci n'est pas encore devenue une société communiste. Il y existe encore des vestiges des classes renversées qui agissent, il y existe des survivances des idéologies étrangères dans la conscience des gens qui subissent encore l'influence puissante de la pression idéologique bourgeoise-révisionniste, ainsi que la possibilité qu'y apparaissent des éléments et groupes hostiles, qui, comme l'expérience historique l'a démontré, n'est pas une possibilité abstraite mais réelle.

Cette étape est donc également caractérisée par des contradictions concrètes. Dans ces conditions un problème théorique se pose: quel caractère ont les contradictions qui résident aux fondements du développement historique de la société socialiste après l'achèvement de l'étape de la construction de la base économique? Quels types de contradictions caractérisent la société socialiste durant l'étape de l'édification complète de la société socialiste? Le problème se pose: après la construction de la base économique du socialisme dans les conditions de la suppression de la propriété privée et des classes exploiteuses, existe-t-il encore des contradictions de caractère antagoniste? Des solutions différentes ont été données à ce problème historiquement posé par la pratique. Les philosophes révisionnistes soviétiques se mettant au service de la politique de trahison de la direction khrouchtchévienne, ont essayé au début de soutenir la thèse antimarxiste selon laquelle on ne peut parler de contradictions antagonistes après la construction de la base économique du socialisme. Et ils ont échafaudé autour de ce problème beaucoup de théories.

D'après les révisionnistes soviétiques, l'achèvement de la construction de la base économique du socialisme s'accompagne de l'édification intégrale et définitive de la société socialiste. Dans ces circonstances, il ne peut être question de contradictions antagonistes. «L'expérience de l'Union soviétique, écrit le révisionniste Butenko, démontre que le nouveau succès qualitatif dans le développement de la société socialiste, peut permettre de distinguer une période historique où le socialisme réalise la victoire complète et définitive et l'unité sociale et politique de la société. C'est justement de cet état qualitatif que dépend la transformation de l'Etat de dictature du prolétariat en Etat du peuple tout entier. Au cours de cette étape, il n'y a pas ni il ne peut y avoir au sein de la société de contradictions sociales de caractère antagoniste».[12] A travers la négation des contradictions antagonistes, en faisant passer pour «socialiste» la réalité capitaliste actuelle de l'Union soviétique, le but visé est de détourner l'attention des profondes contradictions de classe antagonistes qui rongent la société soviétique actuelle et de justifier la négation de la lutte de classes.

Les révisionnistes soviétiques s'efforcent de présenter la négation de la contradiction antagoniste dans la société socialiste après la construction de la base économique du socialisme, comme un principe des classiques du marxisme-léninisme. «Comme on le sait, écrivent J. Granine et M. B. Sapunov, les classiques du marxisme-léninisme ont répondu négativement à la question de savoir si peuvent exister, quand la construction du socialisme a été achevée, des contradictions qui sont, dans leur essence, antagonistes».[13] Et, pour appuyer leur idée ils apportent une affirmation de Marx qui dit que «... les rapports de production bourgeois sont la forme ultime de l'antagonisme du processus social de production».[14]

On ne peut nier le fait que les rapports de production socialistes sont affranchis de toute sorte d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme. Ils sont fondés sur la propriété socialiste et, pour cette raison, caractérisés également par la contradiction non antagoniste. C'est ce que Marx souligne également dans l'affirmation précitée en les distinguant de toutes les autres formes antérieures de rapports de production fondés sur la propriété privée. Marx n'a jamais admis que la société socialiste soit libérée de tout antagonisme. Il a également mis l'accent sur le fait que la société socialiste «à peine sortie de la société capitaliste, conserve encore, du point de vue économique, moral et intellectuel, les traces de l'ancienne société dont elle est issue».[15]

La pratique historique a démontré que ces traces subsistent pendant une longue période même après l'achèvement de la construction de la base économique du socialisme, que, tout au long de la période transitoire jusqu'au communisme, l'apparition de nouveaux éléments bourgeois et la restauration du capitalisme demeurent possibles. La lutte pour leur élimination a un caractère antagoniste.

L'aggravation des contradictions et des conflits de classe en Union soviétique et particulièrement les événements de Pologne contraignirent les philosophes révisionnistes soviétiques à parler aussi de l'existence de contradictions antagonistes dans la société socialiste après l'achèvement de la «période transitoire», c'est-à-dire de la construction de la base économique du socialisme. L'admission de l'existence de contradictions antagonistes dans la société socialiste n'est pas une déduction émanant de la synthèse de l'expérience de l'édification socialiste en Union soviétique et en Pologne, car on sait désormais que ces pays se sont engagés dans la voie capitaliste depuis plus de trois décennies. Cet aveu forcé n'est pas non plus le résultat du passage des philosophes révisionnistes soviétiques à de justes positions marxistes-léninistes, mais seulement un acte dévoilant leur pragmatisme, qui vise à modifier leurs conceptions et leurs attitudes conformément aux intérêts de classe et aux buts politiques de la nouvelle bourgeoisie soviétique et aux conjonctures politiques. «Les phénomènes négatifs et les processus complexes qui ont eu lieu dans le monde socialiste, affirment-ils, (les crises politiques et économiques dans les pays socialistes, les faits illustrant l'appropriation du travail d'autrui, qui se sont fait jour surtout lors des événements de Pologne), exigent un traitement plus approfondi qu'auparavant des contradictions du socialisme, ils vous obligent à admettre que la société socialiste résout non seulement ses propres contradictions non antagonistes (sous une forme générale cette idée a été acceptée même auparavant), mais qu'elle est caractérisée en même temps une société à laquelle de durs conflits et affrontements ne sont pas étrangers et qui peuvent être accompagnés d'événements graves...»[16]

Poursuivant sa marche dans la voie capitaliste la société soviétique se gangrenait de plus en plus, les plaies du capitalisme et les contradictions qui la rongent s'aggravaient. C'est ce qui a contraint la direction soviétique à parler, à partir des années 80, toujours plus souvent de «phénomènes négatifs» et de «plaies sociales». Sur cette base, usant de la démagogie pour dissimuler la réalité capitaliste, ils ont mis en avant la théorie de la «restructuration de la société soviétique» de Gorbatchev, faisant appel à leur détachement philosophique pour justifier la politique révisionniste.

Face à une réalité qu'ils ne pouvaient justifier avec leurs théories antérieures, les philosophes révisionnistes soviétiques se sont vus contraints d'admettre que les contradictions antagonistes subsistent pour un certain temps à la fin de la «période de transition» et durant une autre période qui lui succède du fait de l'action de certains facteurs internes et externes. D'abord fut propagée l'idée de la transformation de certaines contradictions non antagonistes en contradictions antagonistes.[17]

Pour bien faire la distinction entre la situation de la société soviétique et celle créée en Pologne, les révisionnistes soviétiques affirment que «lorsque l'édification du socialisme n'est pas entièrement achevée, se créent des situations... où les traits de l'antagonisme se manifestent... dans la sphère des activités pratiques des gens».[18]

A la différence des autres pays révisionnistes, en Union soviétique, disent-ils, on peut parler d'existence dans ce pays de «plaies sociales» et de «phénomènes négatifs», par conséquent les contradictions antagonistes qui y naissent n'ont pas un caractère social mais individuel. «Lorsqu'on traite de la question des contradictions antagonistes en régime socialiste, écrit J. Harrin, il convient de souligner comme y étant essentiels: le fait que les sujets de ces contradictions sont des individus particuliers, les antagonismes de classe nationaux et sociaux disparaissent avec la liquidation de leur base économique, la propriété privée des moyens de production, de l'exploitation, de l'inégalité et de la misère».[19] Poussant ce jugement plus avant, Rutkjevic déclare que «dans les

conditions de la société socialiste développée, la possibilité de voir naître un antagonisme entre les couches d'organisateurs et l'autre masse de travailleurs est exclue».[20]

Naturellement, quand existent des rapports de production socialiste, qui sont, dans leur essence, des rapports non antagonistes, des individus particuliers deviennent aussi des sujets d'antagonisme et s'opposent au socialisme. Mais les révisionnistes soviétiques n'absolutisent que cet aspect. Qui plus est, ils ne considèrent pas l'individu comme lié aux intérêts d'une classe ou d'une couche déterminée et cherchent à réduire la contradiction au plan purement individuel, à l'intérieur de l'homme et de l'individu particulier. Ils ne trouvent donc chez l'individu aucun aspect de classe social, aucune racine de classe ni aucun motif idéologique ou tenant à la conception du monde. Cela est fait intentionnellement pour créer l'illusion que dans la société soviétique les contradictions antagonistes ne sont pas un problème social aigu.

D'autre part, l'expérience historique de beaucoup de pays anciennement socialistes et la pratique même de l'Union soviétique ont démontré que l'antagonisme peut se manifester entre les masses travailleuses et des groupes ou couches déterminés qui dégénèrent et se font leurs ennemis et qui, s'ils ne sont pas combattus, créent une nouvelle classe sociale, autrement dit la bourgeoisie nouvelle.[21] En Union soviétique, c'est justement la couche bureaucratisée et embourgeoisée des appareils du parti et de l'Etat qui a réalisé en fait la contre-révolution révisionniste. L'accentuation de ce processus régressif a entraîné la création de toute une nouvelle classe bourgeoise.

Notre Parti et le camarade Enver Hoxha, se fondant sur les principes fondamentaux du socialisme scientifique et l'analyse dialectique des traits de notre révolution socialiste, ont élaboré l'idée tout à fait contraire à celle des révisionnistes soviétiques, selon laquelle même après l'achèvement de la construction de la base économique du socialisme, même pendant une période de temps relativement longue jusqu'au communisme, subsistent des contradictions sociales de caractère non seulement non antagoniste mais aussi antagoniste. Malgré la liquidation de la propriété privée et des classes exploiteuses, des facteurs importants et des raisons de caractère divers, internes et externes, existent et agissent, qui conditionnent l'existence des deux types de contradictions non antagonistes et antagonistes. L'existence de contradictions de caractère antagoniste après l'achèvement de la construction de la base économique du socialisme se rattache à l'existence des vestiges des classes renversées qui aspirent à reprendre le pouvoir et combattent dans ce but. Dans leurs efforts pour la réalisation de leurs objectifs, ils sont appuyés par la bourgeoisie et la réaction internationales. En outre, il existe dans la conscience des gens de chez nous, à cause de l'action de plusieurs facteurs, objectifs et subjectifs, des survivances des diverses idéologies du passé: féodales, religieuses, patriarcales, petites-bourgeoises ainsi que des influences des nouvelles formes de l'idéologie et de la conception du monde bourgeoises. De par leur essence, leur diversité et leur caractère hostile, diamétralement opposé à l'idéologie de notre ordre socialiste et inconciliable avec lui, elles représentent une idéologie antagoniste à la nôtre, lourde par conséquent d'un grave danger de dégénérescence. L'expérience historique a démontré que la possibilité de l'apparition d'éléments et de groupes ennemis existe durant toute la période de l'édification du socialisme et, si l'on ne la combat pas avec esprit de suite, existe aussi celle de la formation d'une nouvelle classe bourgeoise, donc de la restauration du capitalisme.

Faisant la synthèse de l'expérience historique de l'édification du socialisme dans notre pays, le camarade Enver Hoxha souligne : «Dans la société socialiste, le danger subsiste de voir dégénérer des personnes isolées et apparaître de nouveaux éléments bourgeois, qui peuvent se transformer en contre-révolutionnaires. Cela est dû, comme nous l'enseigne le marxisme-léninisme, non seulement au fait que la société nouvelle, socialiste, conserve encore des traditions, des coutumes, des comportements et des conceptions de la société bourgeoise dont elle est issue, mais aussi à certaines conditions économiques et sociales, qui, dans la phase de transition, subsistent dans la société socialiste. Les forces productives et les rapports de production, le mode de répartition fondé sur eux sont encore loin d'être entièrement communistes. Les différences qui existent en divers domaines, par exemple entre la campagne et la ville, entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre le travail qualifié et le travail non qualifié, et qui ne peuvent être éliminées du jour au lendemain, influent aussi dans ce sens. Le socialisme peut limiter notablement l'apparition de phénomènes négatifs, étrangers à sa nature, mais il ne peut les conjurer entièrement».[22]

Les contradictions antagonistes ne naissent pas de l'essence des rapports de production socialistes, elles ne traversent pas tous les pores de la société socialiste comme cela se produit dans la société capitaliste. Elles sont tout à fait étrangères à la nature du socialisme. Elles sont résolues dans le cadre de l'ordre existant, à travers le développement conséquent de la lutte de classes, le renforcement continu de la dictature du prolétariat qui frappe sans pitié tous les ennemis qui lèvent la main contre la révolution et le socialisme. Les contradictions antagonistes existeront tout au long de la période de l'édification du socialisme et elles ne seront entièrement éliminées que dans le communisme. Comme les classiques du marxisme-léninisme l'ont souligné et l'expérience historique l'a démontré, la société socialiste se caractérise, au cours de toute la période transitoire, par des contradictions non antagonistes. Cela s'explique par le fait capital que la propriété sociale unit les hommes et les classes, élargit la sphère de leurs intérêts communs, et que le développement même du socialisme réduit au

minimum la sphère des divers intérêts opposés. C'est un processus objectif mais complexe. D'autre part, l'existence, au cours de la période transitoire, de la contradiction non antagoniste à côté de la contradiction antagoniste, pose la nécessité de définir la place que ces deux types de contradictions y occupent le rôle qui leur revient et leur extension.

La contradiction antagoniste garde sa place et son espace même au cours de l'étape de l'édification intégrale de la société socialiste. Précisément de la place qu'elle occupe dépend aussi le rôle qu'elle joue dans le développement social. Bien que, du point de vue de leur extension, les contradictions antagonistes soient plus limitées que les contradictions non antagonistes, elles ne sont pas moins importantes quant au rôle qu'elles jouent et à la sphère où elles agissent. Elles existent dans les domaines économique, politique et idéologique. La question est de ne pas confondre la diversité de leurs formes d'expression avec les directions et les domaines de leur manifestation objective.

L'analyse de ces contradictions tend à définir non seulement leur aspect quantitatif mais aussi qualitatif. La réalité historique et concrète, l'expérience historique démontrent que «... l'ennemi mène sa lutte dans toutes les directions. Il nous combat tout à la fois sur le front idéologique, sur le front politique et sur le front économique».[23]

Il faut comprendre de façon juste cette extension des contradictions antagonistes après l'achèvement de la construction de la base économique du socialisme. Le fait qu'elles s'étendent aux principaux domaines de la vie sociale ne veut pas dire qu'elles étouffent le socialisme, l'empêchent d'aller de l'avant ou ralentissent ses rythmes de développement. Toutefois, il convient également de souligner que ces types de contradictions entraînent des difficultés des plus diverses à surmonter au moment voulu pour ne pas compromettre l'ordre socialiste lui-même. Naturellement, si le parti de la classe ouvrière se tient sur des positions marxistes-léninistes saines et développe avec esprit de suite la lutte des classes, ces contradictions sont résolues et cette solution, en même temps que celle des contradictions de caractère non antagoniste, fait avancer le développement social socialiste.

Le fait que les deux types de contradictions jouent leur rôle dans le développement de la société socialiste, ne doit pas nous amener à en conclure qu'elles restent sur le même plan et jouent le même rôle. La compréhension scientifique dialectique de la place et du rôle des contradictions de caractère antagoniste et non antagoniste en régime socialiste, est une condition décisive pour les connaître, les traiter et les résoudre au moment requis. Tout rétrécissement ou élargissement artificiel de ces types de contradictions ainsi que leur enchevêtrement entraînent des conséquences dangereuses pour le sort du socialisme. Faisant la synthèse de l'expérience historique, le Parti et le camarade Enver Hoxha ont toujours souligné la nécessité de traiter selon la conception matérialiste-dialectique et révolutionnaire ces contradictions pour ne verser ni dans l'opportunisme ni dans le sectarisme.

3. La contradiction fondamentale de la période du passage du capitalisme au communisme

Connaître la contradiction fondamentale, sa place, son rôle et ses rapports avec les autres contradictions essentielles revêt une importance particulière dans le travail du parti de la classe ouvrière pour la connaissance, le traitement et la solution des contradictions au cours du processus de l'édification du socialisme. Définir la contradiction fondamentale est important du point de vue de la conception du monde et aussi sous l'aspect théorique et pratique. Cette question, en tant que telle, ne représente pas un problème seulement méthodique mais de principe. La connaissance de la contradiction fondamentale et des autres contradictions principales, des rapports existant entre elles, la distinction d'une contradiction principale des autres contradictions d'importance secondaire à chaque étape du développement de la révolution socialiste, sont une exigence profonde de l'élaboration d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaires. Naturellement, le choix n'y est pas subjectif. De par son contenu, la contradiction fondamentale est réelle, objective. La question est de savoir distinguer dans l'ensemble des contradictions principales de la société, celle qui en est la fondamentale, le maillon de la chaîne qui permet de nouer toutes les autres.

Lorsqu'on pose la question de la contradiction fondamentale de la société socialiste, on ne peut pas ne pas tenir compte de la place qu'occupe le socialisme dans la formation économique et sociale du communisme. Le socialisme, en tant que première phase de la société communiste future, est la société qui appartient à la période de passage du capitalisme à la formation économico-sociale du communisme. Mais, le socialisme ne s'identifie pas avec le communisme. Par conséquent, afin de comprendre correctement la contradiction fondamentale de la société socialiste, il faut tenir compte de la spécificité du socialisme, de la question de savoir quand et comment il naît, quels sont les traits qui le caractérisent et quelle est sa perspective.

Il est désormais notoire que dès le lendemain de l'établissement de la dictature du prolétariat, une âpre lutte s'engage entre le socialisme naissant et qui se développe et le capitalisme qui pourrit. Cette lutte pose le problème de son terme historique final. C'est justement sur cette question que les révisionnistes soviétiques se livrent à beaucoup de spéculations. Les classiques du marxisme-léninisme ont clairement expliqué, et l'expérience historique de notre pays et celle des pays où le capitalisme a été restauré l'ont démontré, que cette

lutte se poursuit sous le socialisme également et qu'elle ne s'achève que lorsqu'on passe définitivement à la société sans classes et sans Etat, à la société communiste. C'est uniquement en se fondant sur cette base théorique et pratique que l'on peut résoudre correctement la question de la définition de la contradiction fondamentale de la société socialiste, des traits qui le caractérisent et du moment où elle pourra se résoudre.

Dans la littérature des révisionnistes soviétiques on trouve des idées des plus diverses à propos du problème de la contradiction fondamentale dans la société socialiste. On y trouve entre autres l'idée selon laquelle «la formation économico-sociale du communisme n'a pas de contradiction fondamentale, ce qui la distingue des autres formations sociales».[24] Ceux qui soutiennent cette vue considèrent le conflit et la révolution comme des traits principaux et uniques de la définition de la contradiction fondamentale. Du moment que le passage du socialisme au communisme ne se réalise pas à travers un conflit ou une révolution, disent-ils, le socialisme n'a pas de contradiction fondamentale qui lui soit propre. Le conflit et la révolution sont en fait des traits propres à la contradiction fondamentale de la société capitaliste, clairement définis par Marx et Engels, qui en ont en même temps expliqué le fondement. Toutefois cela ne veut pas dire que le nouvel ordre économico-social qui s'établit avec le triomphe de la révolution socialiste n'ait pas sa propre contradiction fondamentale.

Après le triomphe de la révolution socialiste et l'instauration de la dictature du prolétariat, une nouvelle période de développement commence, celle du passage du capitalisme au communisme. Au cours de cette période, le socialisme et le capitalisme sont en lutte entre eux dans tous les domaines, mais cette lutte ne pose pas la nécessité d'une révolution sociale et politique pour réaliser le passage au communisme.

La négation de l'existence de la contradiction fondamentale dans la société socialiste est, dans le plus simple des cas, une attitude métaphysique ouverte, une négation du mouvement social vers le communisme.

Outre l'idée de la négation de la contradiction fondamentale dans la société socialiste, on trouve dans la littérature soviétique d'autres jugements, qui admettent l'existence d'une telle contradiction, mais, ne la définissant pas clairement, l'identifient à d'autres contradictions non fondamentales de la société socialiste. Ainsi, certains philosophes révisionnistes soviétiques sont d'avis que «c'est la contradiction opposant les besoins croissants des gens au niveau insuffisant de la production des biens nécessaires, qui constitue la loi spécifique du développement de la société socialiste».[25] Cette contradiction, naturellement, existe, mais elle n'est pas fondamentale car ce n'est pas elle qui donne sa physionomie à la période de transition. Elle n'en constitue que l'une des contradictions fondamentales, justement celle entre la production et la consommation.

Certains philosophes révisionnistes soviétiques estiment que la contradiction fondamentale de la société socialiste est celle entre «l'égalité des hommes, dans leurs rapports avec les moyens de production et leur inégalité dans la situation matérielle».[26] Cette contradiction aussi est en fait réelle, objective. Naturellement, elle a son histoire, sa vie. Elle se fonde sur le principe de la répartition suivant le travail fourni. C'est à partir de ce principe que Marx et Lénine ont parlé de l'existence pendant un certain temps de l'horizon étroit du droit bourgeois dans le socialisme. Ils étaient d'avis que cet horizon limité disparaîtrait avec le passage au communisme. Comme on le voit, cette contradiction contient la notion de permanence, c'est-à-dire qu'elle s'étend tout au long de la période transitoire. Mais, elle n'a pas le poids qu'il faut et ne joue pas le rôle voulu pour pouvoir déterminer aussi l'existence des autres contradictions sociales. Elle n'est qu'une manifestation de la contradiction fondamentale. La contradiction fondamentale est celle qui confère sa physionomie à la société, à toute la période de transition du capitalisme au communisme. Présente à toutes les étapes de la naissance et du développement de la formation économico-sociale du communisme, elle détermine la direction principale du développement. Elle définit l'existence de toutes les autres contradictions, elle les pénètre et influe activement sur elles.

En théorie, Lénine a admis que toute la période transitoire est «une lutte entre le capitalisme agonisant et le communisme naissant».[27] L'expérience historique de l'édification du socialisme dans notre pays démontre à merveille que la contradiction fondamentale au cours de la période transitoire est celle entre le capitalisme et le socialisme, c'est-à-dire entre le socialisme qui grandit, se développe et mûrit pour aboutir au communisme, et le capitalisme vaincu, mais qu'il faut anéantir dans tous les domaines de la vie en barrant la voie à toute possibilité de son rétablissement. Faisant la synthèse de notre expérience dans l'édification du socialisme et l'expérience mondiale, le camarade Enver Hoxha a souligné «Nous devons avoir toujours en vue que nous sommes dans la période transitoire. Cela signifie que durant cette période le capitalisme et le socialisme se livrent une lutte inconciliable qui se poursuit pendant toute la période de transition dont on ne connaît pas la durée, mais dont on sait qu'elle sera longue.»[28]

Aussitôt après le triomphe de la révolution et l'instauration de la dictature du prolétariat, apparaît la contradiction entre le caractère progressif du pouvoir et la base économique existante. Cette contradiction principale de cette étape de la construction de la base économique du socialisme est, dans son essence, l'expression de la contradiction fondamentale entre le socialisme et le capitalisme. La construction de la base économique du socialisme marque, en fait, un pas en avant dans la solution de la contradiction fondamentale.

Mais, peut-on dire qu'avec la construction de la base économique du socialisme, c'est-à-dire avec la liquidation des rapports de production capitalistes et l'établissement des rapports de production socialistes, la contradiction fondamentale est résolue? La construction de la base économique du socialisme coïncide-t-elle avec la solution totale de la contradiction entre le socialisme et le capitalisme? On est frappé par le fait que dans la littérature des révisionnistes soviétiques, surtout vers la fin des années 50 et par la suite, fut lancée l'idée que cette contradiction se résout définitivement et totalement avec la construction de la base économique du socialisme. L'idée que «la question de savoir qui l'emportera» se résout définitivement avec la construction de la base économique du socialisme, n'a pu résister ni au temps ni à la pratique historique, ce qui a été démontré parfaitement par la restauration du capitalisme en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes. Si l'on admet la vue selon laquelle le triomphe du socialisme sur le capitalisme est entièrement et définitivement réalisé à la suite de l'achèvement de la construction de la base économique du socialisme, alors comment expliquer la restauration du capitalisme en Union soviétique et dans d'autres pays révisionnistes, sans qu'elle ait été le résultat d'une agression de dehors?

Le développement continu de notre révolution socialiste et son approfondissement ont posé une série de problèmes qui se rattachent directement au sort de la contradiction entre le socialisme et le communisme. Dans quelle voie notre révolution socialiste devait-elle se développer pour ne pas faire marche en arrière? Dans quelle mesure la contradiction entre le socialisme et le capitalisme et la question de savoir qui l'emportera se résolvent-elles? La première conclusion que l'on tire de l'analyse de ces problèmes et de la pratique historique, toujours en se fondant sur la pensée théorique du Parti et du camarade Enver Hoxha, c'est que la solution de la contradiction fondamentale entre le socialisme et le capitalisme a sa propre histoire, et se réalise degré par degré. La construction de la base économique du socialisme, n'en est que le premier, mais non pas le dernier. Notre pratique de l'édification du socialisme démontre on ne peut mieux que la construction de la base économique du socialisme ne coïncide pas avec la solution de la contradiction fondamentale entre le socialisme et le capitalisme, que la possibilité de restauration du capitalisme existe même après cette victoire.

Au cours de l'édification intégrale de la société socialiste une série de problèmes relatifs au triomphe de la révolution socialiste dans le domaine de l'idéologie sont à résoudre. Leur solution est très complexe et exige un long temps. La lutte de classe qui a lieu durant cette étape sur le front idéologique est partie intégrante de la solution de la contradiction fondamentale entre le socialisme et le capitalisme. Cette lutte est indissoluble de celle livrée sur le front économique et politique. Comme le camarade Enver Hoxha l'a souligné au V^{e} Congrès du Parti du Travail d'Albanie, l'expérience historique de l'édification du socialisme dans notre pays a démontré que: «... tant que la victoire complète de la révolution socialiste n'est pas assurée dans le domaine de l'idéologie et de la culture, les victoires de la révolution socialiste dans le domaine politique et économique ne peuvent non plus être assurées et garanties. C'est pourquoi la lutte sur le front idéologique, pour l'écrasement complet de l'idéologie bourgeoise et révisionniste se rattache en dernière analyse à la question de savoir si le socialisme et le communisme seront édifiés et la restauration du capitalisme évitée, ou bien si l'on ouvrira la porte à la diffusion de l'idéologie bourgeoise et révisionniste, et permettra ainsi un retour en arrière vers le capitalisme.»[29]

L'expérience de la révolution et de l'édification du socialisme démontre que la lutte de classes qui se livre sur tous les fronts, se rattache directement à la question de savoir si le socialisme continuera d'être édifié ou s'il dégénérera et sera renversé. Elle témoigne également de l'âpreté de la lutte qui se livre entre le socialisme et le capitalisme et, quel que soit le domaine où cette lutte a lieu, qu'il soit politique ou économique, idéologique, culturel ou militaire, elle tourne, en fin de compte, «autour de la question de savoir si la dictature du prolétariat sera sauvegardée et renforcée ou bien si elle dégénérera et sera renversée comme cela s'est passé en Union soviétique et dans certains autres pays. Notre Parti a toujours tenu compte de cet enseignement vital du marxisme-léninisme, que l'expérience a entièrement confirmé.»[30]

Lorsque nous parlons de lutte entre le socialisme et le capitalisme au cours de l'étape de l'édification intégrale de la société socialiste, cela ne signifie pas que le capitalisme existe comme une voie concrète qui rivalise avec le socialisme et le combat. L'important donc est de comprendre l'évolution de la contradiction entre le socialisme et le capitalisme, ses manifestations dans les étapes concrètes du développement de la révolution socialiste. La lutte entre le capitalisme et le socialisme se livre aussi bien sur le front intérieur que sur le front extérieur. Sur le front intérieur, elle commence par le renversement et la liquidation des classes exploiteuses, l'établissement de la propriété socialiste sur les moyens de production à la ville et à la campagne, par la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme et se poursuit contre tous les vestiges des classes exploiteuses, toutes les tares et les traces de l'ancien régime dans tous les domaines de la vie, contre les nouveaux ennemis que la corruption engendre dans la société socialiste, pour porter toujours en avant la révolution socialiste.

Notes :

1. Voir J. Harrin, *La dialectique sociale marxiste,* 1985, p. 271.

2. *Ibid.*

3. J. V. Dudinski, *La collaboration socialiste — les tendances fondamentales du développement,* 1976, p. 140.

4. P. Raçkov, *Le socialisme en tant que forme de la dialectique sociale,* 1985, p. 171.

5. V. S. Sutjagin, A. S. Sutjagin, *La spécificité des contradictions en société socialiste et la voie de leur solution,* Moscou, 1972, p. 33.

6. Voir: J. Granin, M. Sapunov, *Les antagonismes et les contradictions du développement social actuel,* 1986, p. 7.

7. Enver Hoxha, *Rapports et discours 1970-1971,* p. 105.

8. S. A. Stepanjan, *La dialectique du développement social actuel,* 1966, p. 29.

9. J. A. Moroz, *La dialectique du développement du socialisme,* 1981, p. 17.

10. J. Harrin, *Op. cit.,* p. 156.

11. Ramiz Alia, *Rapports et discours 1986,* t. 2, p. 98.

12. *Voprosi fillosofii,* n° 2/1984, p. 133.

13. J. Granin, M. Sapunov, *Op. cit.,* p 34.

14. K. Marx, F. Engels, *œuvres choisies,* t. II, p. 14, première édition en albanais.

15. *Ibid.*

16. Butenko, *Voprosi fillosofii,* n° 2/1984, p. 126.

17. J. Harrin, *La dialectique sociale marxiste,* 1985, p. 284.

18. Semjenov, *Voprosi fillosofii,* n° 7/1984, p. 7.

19. J. Harrin, *Op. cit.,* p. 282.

20. M. Rutkjevic, *Voprosi fillosofii,* n° 5/1986, p. 23.

21. Voir: Enver Hoxha, *Rapports et discours 1974-1975,* p. 203.

22. Enver Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA,* éd. fr., Tirana, 1976, pp. 116-117.

23. *Ibid.,* p. 122.

24. V. S. Sutjagin, A S. Sutjagin, *Op. cit,* p. 51.

25. J. Harrin, *Op. cit.,* p. 287.

26. *Ibid.*

27. V. Lénine, *œuvres choisies,* t. II, première édition en albanais, p. 563.

28. Enver Hoxha, *Rapports et discours 1974-1975,* pp. 201-202, éd. alb.

29. Enver Hoxha, *Rapport au V^e Congrès du PTA,* éd. fr. pp. 167-168, Tirana, 1966.

30. Enver Hoxha, *Rapport au VI^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 112, Tirana, 1972.

Aleksander Kocani (Candidat es sciences) — L'évolution de la physique moderne, brillante confirmation du matérialisme dialectique

Dans le troisième tiers du siècle passé, Engels, se fondant sur l'analyse de l'évolution des sciences naturelles à l'époque, soulignait que la conception dialectique était déjà devenue une nécessité impérieuse pour ces sciences. Elles avaient alors dépassé la phase initiale de l'accumulation et de la classification des matériaux factuels, phase qui a pour trait de s'appuyer, du point de vue philosophique, sur la métaphysique. Le passage de ces sciences à la phase de l'élaboration et de la synthétisation théorique de ces matériaux imposait une analyse des objets et des phénomènes dans leurs relations et dépendances réciproques ainsi que dans leur transformation et évolution constantes. Donc, cette évolution des sciences naturelles mit au premier plan à l'époque le besoin et la nécessité de concevoir les phénomènes de la nature à partir des positions de la dialectique. A partir de cette nécessité qui émanait de l'évolution même des sciences naturelles, les chercheurs pouvaient aboutir à la conception dialectique des phénomènes de la nature. Mais la poursuite de cette voie, comme le leur enseignait Engels, n'était pas recommandable en ce qu'elle n'était pas efficace. Elle aurait suscité une dépense relativement considérable de temps par les scientifiques, «des zigzags et des frictions inutiles», une consommation non productive de leurs forces intellectuelles, le danger de verser dans l'idéalisme et la crise.

C'est pourquoi Engels enseignait aux scientifiques d'aboutir à la conception dialectique de la nature en suivant une autre voie, celle de l'assimilation consciente des résultats de la philosophie matérialiste dialectique.

Il est notoire qu'à cette époque les scientifiques suivirent (inconsciemment) la voie la moins adéquate, celle consistant à aboutir à la conception dialectique de la nature de façon spontanée, en se soumettant à la pression exercée dans ce sens par l'évolution des sciences de la nature. Et cela pour des raisons compréhensibles. En premier lieu, à cause des lacunes dans la formation de leur vision du monde, principalement matérialiste, spontanée, métaphysique. Une telle formation ne permettait pas aux scientifiques de devenir conscients de la nécessité et des voies efficaces à suivre pour aboutir à la conception dialectique de la nature. De ce fait, ils se soumirent «aveuglément» à cette nécessité en suivant inconsciemment la voie de la pression spontanée exercée par les sciences de la nature pour parvenir à cette conception.

D'autre part, la bourgeoisie exerçait sur eux une puissante pression idéologique pour leur faire isoler les sciences de la philosophie marxiste et les aiguiller sur les «rails» des interprétations idéalistes et métaphysiques. C'est principalement dans cette ligne qu'il faut considérer le contenu social du positivisme, du néokantisme, de l'empiriocriticisme et d'autres courants philosophiques.

Dès cette époque, les idéologues bourgeois s'engagèrent intensivement à manipuler l'opinion sociale contre la philosophie matérialiste, dialectique, qu'ils considéraient comme synonyme du «spectre» du communisme.

Pour ces raisons, il faut dire que la position de ces scientifiques quant à leur vision du monde a été assez compliquée et contradictoire. C'est ce qu'a exprimé clairement aussi un savant que Lénine mentionne dans son œuvre «Matérialisme et empiriocriticisme». Dans mon cabinet de travail, dit ce savant, je suis déterministe (c'est-à-dire matérialiste) tandis qu'au dehors je suis indéterministe (c'est-à-dire idéaliste).[1]

Dans ces conditions les scientifiques risquaient toujours plus de glisser dans l'impasse de l'idéalisme. Et le fait est qu'au cours du XIX^{e} siècle la physique tomba dans une telle situation de crise et d'idéalisme (physique) qu'elle en sortit avec «douleur» et difficulté en pavant un «tribut» gnoséologique au relativisme subjectiviste, à l'agnosticisme et au fidéisme.

Aujourd'hui encore en général, les scientifiques qui ne sont pas de formation matérialiste dialectique conséquente se maintiennent inconsciemment sur les portions d'une conception matérialiste spontanée de la nature. Mais, à la différence de ceux du temps d'Engels, les scientifiques de nos jours, pour la plupart, ont fait leurs beaucoup plus d'éléments de la conception matérialiste dialectique de la nature, parce que les sciences de la nature ont grandement avancé et elles tentent aujourd'hui d'apporter à cette conception bien plus que 100 ans auparavant. D'autre part, la pression corruptrice de l'idéologie bourgeoise sur les milieux des savants naturalistes s'est beaucoup accrue. Actuellement, la bourgeoisie insiste avec plus de force que dans la seconde moitié du siècle passé pour faire de l'idéalisme et de la métaphysique «le pilier» ou «l'axe» idéologique des sciences naturelles. C'est pour cela qu'actuellement les fausses interprétations philosophiques se sont considérablement accrues. Ainsi, le caractère contradictoire de leur conception du monde est devenu plus évident, plus aigu. On y trouve plus nettement polarisés les éléments de la conception matérialiste dialectique de la nature et les interprétations idéalistes et métaphysiques.

C'est seulement dans les conditions d'une société véritablement socialiste qu'il est possible de supprimer cette polarisation dans la formation de la conception du monde des scientifiques et de réaliser la convergence des deux pressions précitées en un point: dans la formation marxiste-léniniste des scientifiques. Cela peut se réaliser si le marxisme-léninisme devient l'idéologie dominante et si les sciences sont pénétrées du matérialisme dialectique.

Dans ces conditions, les sciences inciteront plus vigoureusement à une conception matérialiste-dialectique du monde. Cette conception exerce désormais une action frontale et constante, plus efficace et plus rationnelle, par le temps même et les forces intellectuelles qui y sont employées, pour aboutir à une conception matérialiste marxiste globale du monde.

Ainsi, si le contenu marxiste-léniniste des sciences particulières, est consolidé et si celles-ci sont pénétrées d'un esprit et des conceptions matérialistes marxistes, leur étude deviendra, comme nous l'enseigne le camarade Enver Hoxha, l'une des voies primordiales menant à la formation marxiste-léniniste.

La poussée exercée par les sciences naturelles pour aboutir à la conception dialectique matérialiste de la nature explique la confirmation de la philosophie marxiste-léniniste auquel a conduit leur développement. Le mécanisme de cette pression, qui mène, comme nous l'enseignent Engels[2], Lénine[3] et le camarade Enver Hoxha[4], à la conception matérialiste et dialectique de la nature, se rattache à la tendance à la synthétisation maximale qui prévaut dans ces sciences. Leur évolution vise à la création de théories toujours plus universelles qui englobent comme un cas particulier les théories successives. Au cours de ce processus infini de généralisation le savoir des sciences de la nature tend à s'approcher du point de vue de leur degré de synthétisation dialectique correspondante. C'est-à-dire qu'il tend à exprimer, à refléter des traits et des liens des plus universels en vue d'atteindre les traits et les liens très universels exprimés par les connaissances matérialistes dialectiques respectives. Ce processus infini, ou, si nous usons du langage des mathématiques, limite, asymptotique, constitue aussi un processus constant de l'affirmation de la justesse des principes et des lois universelles du matérialisme dialectique.

Le processus de rapprochement des connaissances scientifiques naturelles des connaissances (concepts, lois et principes) matérialistes marxistes respectifs met toujours plus en évidence l'étroit lien organique (du type manifestation — essence plus profonde) entre elles. Dans un certain sens, ce processus d'évolution des sciences de la nature est un approfondissement de celles-ci, comme nous l'enseigne Lénine dans les «Cahiers philosophiques», de l'essence du premier degré au second degré et ainsi de suite, en visant par là à saisir et à exprimer cette essence profonde des phénomènes de la nature qui représentent et reflètent les connaissances matérialistes dialectiques.

Cela prouve que les connaissances matérialistes dialectiques ne sont pas des conclusions arbitraires et des spéculations philosophiques qui parasitent le tronc sain des sciences de la nature, elles constituent des synthèses naturelles, profondes, de l'évolution de ces sciences, un reflet de l'essence plus profonde des phénomènes de la nature que fournit la connaissance de ces sciences.

Ainsi la physique moderne confirme de manière éclatante, entre autres, les thèses matérialistes dialectiques sur l'inexhaustibilité (en largeur et profondeur) et la complexité de la matière au niveau physique de son organisation structurelle. Les milieux de physiciens considèrent comme très évidente l'idée que les prétendues «particules élémentaires» sont en fait des systèmes physiques très compliqués et ne sont point les «pisés élémentaires», «les éléments initiaux» du monde que cherchait le matérialisme pré-marxiste. Par suite, on y trouve admis le caractère conventionnel, relatif, de la qualification d'«élémentaire» de ces corpuscules. Une telle considération rejette la conception matérialiste pré-marxiste de la «proto-matière» et confirme la conclusion matérialiste dialectique sur la complexité et l'inexhaustibilité de la matière en profondeur.

Actuellement la physique moderne a énoncé en détail et démontré sur le plan physique l'idée léniniste du caractère infini de l'électron. L'étude (à ses débuts) de la structure des nucléons convainc les scientifiques que le nucléon constitue un monde infini. A l'avenir on en dira autant des autres particules comme les photons, les neutrinos et les antineutrinos qui ont une structure, si l'on peut dire, assez «transparente» étant donné les moyens de détection dont dispose actuellement la physique moderne. Ainsi la physique prouve et continuera de prouver à l'avenir également qu'il n'existe pas de particules «sub-élémentaires» comme les «briques» élémentaires de l'édifice universel.

C'est ce que prouve aussi l'évolution de la conception des quarks hypothétiques. Au début les tenants de cette hypothèse les concevaient précisément dans l'esprit de ces «briques» élémentaires. Mais les données expérimentales constantes les ont obligés à compliquer les schémas structurels des particules «élémentaires» connues en augmentant le nombre des «briques» élémentaires. Actuellement on en compte 28 et on prévoit que ce nombre augmentera. Cela a compromis l'idée initiale sur les quarks en tant que particules «absolument les plus simples». A présent les recherches se poursuivent mais non plus dans le cadre de cette conception métaphysique.

La recherche et l'explication rationnelle de la structure des particules élémentaires a suggéré spontanément aux physiciens l'idée dialectique appelée «dynamique des corsages». Dans le cadre de cette hypothèse est réfutée l'existence d'une hiérarchie statique dans les rapports structurels des particules «élémentaires» qui a à ses fondements les particules sub-élémentaires («pisés élémentaires» de l'édifice universel).

Au contraire, elle confirme l'existence de rapports structurels extrêmement dynamiques où il n'y a de place privilégiée pour aucune particule «élémentaire». La structure de chaque particule «élémentaire» qui prend part aux puissantes coopérations doit être analysée comme un processus constant de sa transformation dans chaque particule ou couple d'autres particules «élémentaires». Ces particules, comme s'expriment les «patriarches» de la physique des particules élémentaires, les physiciens Tchou, Gell-Man et Rosenfeld ne peuvent pas être conçues en dehors des processus de leur coopération et de leur transformation réciproque.

Ces processus de transformation constituent leur propre mode d'exister, ce qui confirme de façon éclatante la thèse matérialiste-dialectique sur le mouvement en tant que mode d'existence de la matière. En même temps, cette conclusion prouve aussi la justesse des conclusions matérialistes dialectiques sur l'unité matérielle du monde, sur la fécondité de la matière etc.

L'évolution de la physique moderne confirme aussi l'idée d'Engels sur les limites que comporte l'aboutissement spontané dans la conception matérialiste dialectique de la nature concernant la conception de la matière. La poursuite de cette voie spontanée a été accompagnée de zigzags et de frictions inutiles (les difficultés que comporte la recherche des particules «sub-élémentaires», l'identification du concept philosophique de la matière avec ses concepts physiques particuliers, etc.) ainsi que d'interprétations idéalistes. Ces interprétations se traduisent par la révision de la définition marxiste-léniniste de la matière et l'analyse de la structure des particules élémentaires à partir des positions de l'idéalisme platonicien.

Ainsi, au début des années 60 de notre siècle, certains philosophes révisionnistes, à propos de la première variante, spéculèrent sur une discordance entre les nouvelles qualités et les nouvelles structures, insolites, découvertes durant l'étude des particules «élémentaires», et la conception matérialiste pré-marxiste préservée dans les milieux des physiciens. Comme toute conception qui identifie l'étude philosophique avec l'étude scientifique de la nature, cette conception de la matière était incapable à un moment donné, d'aller à l'encontre de l'évolution des sciences naturelles (de la physique dans le cas concret). C'est justement cette contradiction que les philosophes révisionnistes ont tenté de mettre à profit, et, en sophistes qu'ils sont, ils ont présenté cette contradiction comme opposant la conception marxiste-léniniste de la matière et l'évolution de la physique moderne. Pour «résoudre» cette contradiction ils ont proposé d'étendre la définition donnée par Lénine en y insérant des données de la physique des particules élémentaires («le renforcement du moment ontologique» d'après eux) de façon que cette définition soit valable aussi pour la lutte contre l'idéalisme objectif (parce que telle que l'a donnée Lénine, cette définition contribue soi-disant à réfuter l'idéalisme subjectif). Ce point de vue, dans l'esprit du relativisme subjectiviste, a été discrédité relativement vite et, à présent, il n'a plus de partisans. Les philosophes révisionnistes se sont retirés dans ce sens parce qu'ils ont constaté que l'évolution de la physique moderne ne créait plus de conditions favorables pour spéculer sur la conception de la matière. On a constaté que de telles conditions avaient été créées surtout dans le but de comprendre l'espace et le temps.

Tandis que l'auteur de la seconde interprétation, faite à partir des positions de l'idéalisme platonicien, et qui se réfère aux données de la physique moderne sur la structure des particules «élémentaires» est le célèbre physicien Heisenberg. D'après lui, des difficultés de caractère théorique dans l'explication des particules élémentaires ne peuvent être surmontées en dehors d'une juste conception philosophique. Et il recommande en tant que telle aux physiciens l'idéalisme platonicien. Il s'agit dans ce cas d'une fausse interprétation du rôle joué par l'appareil mathématique appelé «groupes de la symétrie unitaire» dans la recherche de la structure des particules «élémentaires». Du moment que cette structure est, du point de vue des connaissances physiques actuelles, très rare, et qu'elle ne peut pas encore se présenter sur le plan théorique, avec des modèles physiques concrets, (le formalisme mathématique des groupes de la symétrie unitaire n'en fait pas partie), Heisenberg absolutise son modèle mathématique en le présentant comme l'essence des particules élémentaires mêmes. Donc, il prétend que les idées mathématiques (Platon partait des idées géométriques du cube, du tétraèdre, de l'octaèdre, etc.,) constituent l'essence des particules matérielles.[5] C'est une vue idéaliste objective (la variante platonicienne). Heisenberg part de la ressemblance existant, du point de vue de la symétrie, entre les figures polyédriques de la philosophie platonicienne et les groupes de la symétrie unitaire pour choisir comme «juste» conception philosophique celle de l'idéalisme de Platon.

Dans les grandes lignes Heisenberg verse dans les positions des physiciens qui, comme le soulignait Lénine dans son ouvrage grandiose «Matérialisme et empiriocriticisme», ne voyaient pas derrière les équations mathématiques la réalité physique. Si cette réalité est ignorée, alors la réalité des équations mathématiques (la réalité subjective) est proclamée l'unique réalité existante. Par conséquent, dans leur essence profonde les systèmes physiques sont prétendument composés d'une réalité spirituelle, idéale (idées, structures ou expressions mathématiques). C'est là de l'idéalisme pur.

C'est pour cette raison que Lénine définissait avec force cette absolutisation des équations (expressions) mathématiques en physique comme étant l'une des racines gnoséologiques de la naissance de l'idéalisme «physique».

En fait le véritable «message» philosophique que portent ces groupes de la symétrie unitaire est la confirmation de la conclusion matérialiste marxiste sur la diversité infinie des systèmes matériels et la variété intarissable de leurs propriétés, c'est-à-dire sur le caractère inépuisable de la matière. Les groupes de la symétrie unitaire comme tout autre appareil mathématique auxiliaire exprimant les rapports de quantité sont des degrés quantitatifs dans la connaissance de la hiérarchie des qualités des systèmes matériels recelée par les particules «élémentaires». Ce sont des éléments indispensables à la connaissance théorique (produit du moment de son abstraction théorique), mais ils ne sont pas à identifier aux figures théoriques concrètes des systèmes physiques qui doivent se créer au bout de chaque «spire» du processus spiraloïde de la connaissance.

On sait que le processus de la connaissance peut être apparenté comme modèle à un solénoïde. A chacun de ses anneaux ou de ses spires la connaissance passe par trois moments: le concret sensitif, qui nous donne la figure concrète empirique (dans notre cas) de l'objet ou du phénomène naturel (avec ses aspects et ses liaisons seulement extérieures); l'abstrait théorique, au cours duquel l'objet ou le phénomène de la nature est analysé «démonté» mentalement en ses composants, lesquels sont, chacun pour leur part, soumis à un examen; et enfin, le concret théorique au cours duquel il est procédé à la synthèse des produits de l'analyse, autrement dit, au «montage» des «parties» «démontées». Par conséquent, on y voit se créer une figure théorique concrête sur l'objet ou le phénomène naturel qui se distingue de celle créée au premier moment, car elle exprime également ses relations et ses lois internes. Dans le cas que nous sommes en train d'analyser, ce qu'on appelle les «groupes de symétrie unitaire» sont des produits de la connaissance qui surgissent au second moment, lors de l'analyse, comme concrétisation de l'apparition des rapports structurels quantitatifs des particules «élémentaires». De telle sorte qu'ils ne constituent nullement une figure théorique de ces particules. De plus, on ne peut non plus les identifier à ces particules mêmes (à leur essence) comme le fait Heisenberg.

La pénétration de la connaissance scientifique au delà du «seuil» des particules élémentaires vers l'intérieur de celles-ci (ce qu'elles contiennent confirme également les thèses matérialistes dialectiques sur la diversité des relations concrètes causales et la diversité infinie des mouvements matériels et des propriétés des systèmes matériels aux divers niveaux de l'organisation structurelle de la matière.

Cette étape de la connaissance scientifique de l'«intérieur» des particules élémentaires se caractérise par une certaine constatation de l'absence de relations causales, de la variabilité (mouvements concrets) et de leurs propriétés connues jusqu'à ce jour par la physique moderne dans cette zone. Par conséquent les relations et les propriétés connues qui n'ont pas de place au delà de ce «seuil» d'un nouveau «monde» physique, sont ainsi mises en évidence. Et cette mise en relief est faite sous la forme d'affirmations bizarres (du point de vue des connaissances physiques existantes). Il est ainsi soutenu qu'à l'«intérieur» des particules «élémentaires» ont lieu les «écheveaux» d'événements (dépourvus d'un caractère causal du point de vue de la physique actuelle) les mouvements d'une plus grande «vitesse» que celle de la lumière, les mouvements «sans passage par les points intermédiaires» etc. Ces affirmations bizarres en soi, qui ne sont autre chose que des interprétations philosophiques erronées, démontrent que la physique a déjà atteint le «seuil» au-delà duquel existent de nouvelles relations causales et des mouvements physiques inconnus, qui ne peuvent s'expliquer dans le cadre des connaissances physiques existantes que sous ces formes bizarres. Cela signifie que la physique s'est attachée à créer des conceptions nouvelles sur la cause du mouvement en conformité avec les relations nouvelles qu'elle est en train de découvrir. Si l'on pense erronément que la physique actuelle ne connaît que des rapports de causalité et de mutation (mouvement concret) incarnés dans les conceptions physiques afférentes, alors la découverte de ces nouveaux rapports différents des premiers peut être logiquement interprétée comme une «suppression» de la cause et du mouvement.

Il convient d'indiquer que de ces conclusions idéalistes sont le résultat d'interprétations erronées de la discordance des données concernant les nouveaux rapports de causalité et les nouveaux mouvements d'avec les conceptions physiques correspondantes actuellement existantes. Or, ces conclusions ne correspondent pas à la véritable valeur philosophique des récentes découvertes dans ces domaines. Ce sont des spéculations idéalistes qui parasitent les difficultés auxquelles se heurte la connaissance scientifique lors de sa pénétration dans de nouvelles zones de la réalité physique.

Le développement de la physique moderne fournit les plus riches matériaux factuels attestant la justesse des conclusions matérialistes dialectiques, principalement dans le sens de la conception de l'espace et du temps. Beaucoup de données révèlent la «faillite» des efforts visant à appliquer les conceptions physiques actuelles sur l'espace et le temps aux zones spatiales et à des intervalles de temps nouveaux dans lesquels la connaissance scientifique est en train de pénétrer. Il s'agit particulièrement de la recherche de degrés spatiaux et temporels microscopiques propres à l'«intérieur» des particules «élémentaires». Les efforts déployés pour utiliser les connaissances physiques existantes pour ces degrés ont conduit à des conclusions qui vont à rencontre des connaissances physiques actuelles, à des difficultés concrètes. Cela témoigne une nouvelle fois qu'il n'y a pas de rapports spatiaux et temporels concrets uniques, qui soient partout et toujours les mêmes. Une telle conception métaphysique qui absolutise, universalise les propriétés de l'espace et du temps connues jusqu'à ce jour est

rejetée par la physique moderne, laquelle montre que les rapports spatiaux et temporels qu'elle étudie sont infiniment variés et qualitativement divers.

Les découvertes récentes démontrent combien est infructueuse la conception métaphysique de l'infini (ce qu'on appelle le «mauvais infini») qui regarde le contraste entre l'infini et le fini comme étant absolu, «figé», comme une hiérarchie de la série des grandeurs finies qui ne comportent pas de bonds qualitatifs. La découverte même de zones spatiales et d'intervalles de temps ayant des propriétés et des structures tout à fait différentes de celles qui ne sont pas comprises à l'intérieur des cadres conceptuels et théoriques actuels de la physique, prouve bien l'existence de ce bond qualitatif. La physique moderne en descendant à de bas degrés d'espace et de temps, au niveau de l'«intérieur» des particules élémentaires, dépasse une limite de la mesure qui conduit la connaissance scientifique à l'étude de rapports d'espace et de temps concrets, qualitativement nouveaux, originaux du point de vue de l'étude physique. Certes, cette limite en deçà de laquelle a lieu le bond qualitatif n'est pas unique. En tant que limite «supérieure» des nouveaux rapports d'espace et de temps, elle est complétée par la limite «inférieure» correspondante. Cette dernière fait fonction de limite «supérieure» pour d'autres rapports d'espace et de temps (que la physique actuelle ne connaît pas) et ainsi de suite à l'infini. Ainsi donc, la physique est en train de découvrir que l'infini véritable des rapports d'espace et de temps a un caractère dialectique, il constitue un processus au cours duquel alternent les changements quantitatifs et les bonds qualitatifs.

De cette façon la physique démontre l'authenticité des conclusions matérialistes dialectiques sur le caractère universel et inépuisable de l'espace et du temps, sur la nature dialectique de leurs rapports. C'est ainsi que l'on doit expliquer les succès remportés actuellement par la physique moderne et les difficultés auxquelles elle s'est heurtée sur le plan théorique quant à leur interprétation. Lorsqu'on dit en physique par exemple que dans l'«intérieur» des particules «élémentaires» (au dessous des limites 10^{-13} cm et 10^{-24} cm) il n'y a pas de place pour les propriétés exprimées par les notions de distance, d'homogénéité et de l'isotropisme de l'espace et du temps, de la continuité des moments temporels,[6,7] etc., cela signifie qu'à ces échelons existent des rapports d'espace et de temps nouveaux avec des propriétés différentes de celles que la physique connaissait jusqu'à ce jour. Et une telle explication naturelle est parfaitement conforme au matérialisme dialectique.

Or, c'est un fait que les physiciens, à cause des défauts dans la formation de leur conception du monde interprètent souvent faussement les nouvelles données de la connaissance scientifique physique dans les mesures infiniment petites de l'espace et du temps. «Fidèles», dans le mauvais sens métaphysique du terme, aux conceptions physiques existantes de l'espace et du temps, ils ont interprété leur non application à ces échelons, comme une preuve de l'existence de la limite inférieure de l'espace et du temps. D'où ont dérivé également une série d'hypothèses, idéalistes dans leur essence, mais d'apparence physique, du type du «quantum» de l'espace et du temps, de leur caractère «macroscopique» ou de «statistique», du quantum du mouvement, etc. L'idée rationnelle qui se cache derrière cette apparence idéaliste et que les physiciens ne savent pas exprimer clairement et justement est la suivante: il existe des «portions» minimales de l'espace, du temps et du mouvement que la physique connaît actuellement. Au delà de ces «portions» minimales («quantums»), ou autrement dit leurs limites inférieures (relatives), existent des rapports d'espace, de temps et des mouvements nouveaux qui ne peuvent pas trouver une explication dans les «cadres» conceptuels théoriques dont dispose la physique moderne.

La formation philosophique, principalement matérialiste spontanée, des physiciens, les pousse à verser, lors de leur interprétation des nouveaux phénomènes mis au jour par la physique, dans l'erreur d'identifier l'étude philosophique de l'espace et du temps avec l'étude physique correspondante. Ainsi, ces physiciens représentent erronément l'essence rationnelle susmentionnée avec un «habit», une apparence philosophique idéaliste sous la forme des hypothèses de «quantification», du «caractère macroscopique» ou «statistique» de l'espace et du temps, etc.

Naturellement, l'idéalisme et le fidéisme ne peuvent que profiter de cette présentation inadéquate des choses. La forme idéaliste de cette présentation en apparence «physique» leur permet d'affirmer que les sciences de la nature attestent prétendument le fini des rapports d'espace et de temps aux échelons extrêmement petits. Une telle conclusion idéaliste qui conduit à l'absurdité de l'«existence en dehors de l'espace et du temps» sort logiquement du cadre des hypothèses susmentionnées, que les physiciens le veuillent ou non. Par conséquent, il est important de formuler correctement les hypothèses physiques pour qu'elles ne se transforment pas en des interprétations philosophiques idéalistes. Le «message» rationnel qu'elles portent doit être présenté sous une apparence adéquate qui ne le déforme pas. Dans le cas contraire elles peuvent dévier vers l'impasse des interprétations idéalistes.

Il faut dire que non seulement les idéologues bourgeois, mais aussi les révisionnistes essaient de profiter de ces interprétations idéalistes faites à partir des découvertes de la physique moderne pour frapper la philosophie marxiste. D'où découle leur valeur sociale comme support idéologique des porte-paroles «théoriques» des intérêts des classes réactionnaires de nos jours (de l'ancienne bourgeoisie et de la bourgeoisie nouvelle, révisionniste).

Par conséquent, les scientifiques doivent prendre conscience de la valeur philosophique de leurs conclusions et interprétations des récentes découvertes de la science. Du moment que ces découvertes ne sont pas encore consolidées et qu'elles sont couvertes d'un voile encore opaque, elles servent de terrain à des spéculations idéalistes. Cela est également favorisé par la position philosophique qu'adoptent inconsciemment la majorité des scientifiques.

Par conséquent, il incombe aux philosophes et aux scientifiques de demeurer sur des positions matérialistes dialectiques conscientes, de rejeter les spéculations idéalistes faites sur les récentes découvertes dans les sciences de la nature en les interprétant correctement, à partir de positions matérialistes dialectiques. Ainsi sera barrée la voie à l'exploitation de certaines données scientifiques élaborées à la «cuisine» idéaliste comme arsenal de la propagande antimarxiste. Ainsi évitera-t-on également que le développement de ces sciences ne s'engage dans une voie erronée, dans l'impasse de l'idéalisme, dans la crise.

Notes :

1. Voir: V. I. Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme,* Tirana, 1972, p. 193.

2. Voir: F. Engels, *La dialectique de la nature,* Tirana, 1973, p. 36.

3. Voir: V. I. Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme,* Tirana, 1972, pp. 326-327.

4. Voir: Enver Hoxha, *Sur la science,* t. II, p. 342.

5. Heisenberg, *V. Uspehi Fiziçeskih Nauk,* 1977, T. 121, t. 4, p. 665.

6. Tchemistro, *Y. Z. Voprosi fillosofii,* 1985, t. 4, p. 91.

7. Arbuzov, *B. A. ZHETF 1966,* T. 51, t. 5, p. 1390.

VI. Comptes-rendus

Pr Dhimiter Shuteriqi — Années d'une jeunesse ardente

A propos du livre du camarade Enver Hoxha «Années de jeunesse»

L'art, la littérature entre autres, ont montré comment la vie de l'homme est un trésor d'expérience et d'enseignements, un exemple que l'on souhaite souvent suivre, un précieux fragment historique. Même la vie d'un homme simple peut être passionnante et édifiante. Que dire alors de la vie d'un génie?

Les souvenirs écrits, avec leur aspect concret, apportent la vérité vécue, ils constituent un témoignage. Une page de littérature érigée en art peut être empreinte de tant de véridicité qu'elle ne se distingue pas de la vie. On la vit, en pénétrant dans l'âme du personnage, ce n'est plus une illusion, mais la vie même. Une page de souvenirs érigés en art nous unit à la réalité telle qu'elle a été, nous fait revivre un moment de vie, tel qu'il s'est historiquement produit. Dans ce cas, il est bien que l'art réside dans la manière directe de l'expression, dans la façon naturelle de communiquer, et non pas dans le style recherché et encore moins artificiel par lequel plus d'un mémorialiste finit par nous ennuyer. Le mémorialiste qui conte de manière «familière», comme quelqu'un qui se confie à un des siens, qui conte tout en devisant, celui-là gagne notre cœur.

C'est ainsi que nous tous, un peuple entier, avons connu notre grand dirigeant Enver Hoxha, dans ses écrits de souvenirs, tout comme nous l'avons connu dans la vie. Nous l'avions à la tête du Parti, de la Lutte de libération nationale, du pouvoir. Sous nos yeux, il assuma côte à côte avec nous, les dimensions de l'homme qui conduit et dirige son époque et nous ne pouvons nous détacher de lui. C'était notre dirigeant aussi bien que notre camarade, qu'il conversât simplement, ou prononçât un discours solennel. Il communiquait avec un groupe comme avec chacun au cours d'un entretien ou à l'écran, suscitant l'émotion qui émanait de sa parole. C'est ainsi qu'il nous apparaît également dans un livre de souvenirs.

Dans ce nouvel ouvrage, «Années de jeunesse», il nous apprend qu'il a écrit ces pages non pas pour les rendre publiques, mais à l'intention des personnes qui lui étaient le plus proches, afin qu'elles aient sous les yeux sa vie, comme il la leur racontait au cours d'une promenade, à table, dans un entretien, au hasard de l'inspiration. Dans une note à l'adresse de son épouse la camarade Nexhmije, il dit: «J'ai tâché de retracer les choses comme elles étaient, sans les farder. Je ne sais d'ailleurs pas le faire. Du reste, si je le faisais, ces souvenirs perdraient toute signification et ne vaudraient pas la peine d'être écrits». Et il continue: «Ces notes ne sont destinées qu'à toi et à nos enfants».

Dans ce passage on trouve la juste conception même des mémoires, tels qu'ils doivent être, écrits avec «réalisme» et non pas «fardés», et rendus avec toute l'âme du conteur. Présentés ainsi, les souvenirs de notre dirigeant bien-aimé, tout en s'adressant à ses proches, s'adressent aussi à nous tous, un peuple tout entier, qui sommes aussi ses plus proches. C'est pourquoi il fallait que ces souvenirs soient publiés, et ils sont un trésor pour nous tous.

Ces qualités des œuvres de souvenirs du camarade Enver Hoxha, chacun a eu l'occasion de les remarquer dans les autres volumes du même genre qu'il nous a laissés, soit quand il a évoqué son enfance à Gjirokastër, «Années d'enfance», (1983), remplies d'émotions et d'une romantique inoubliable, soit quand il rappelle les années de la Lutte et celles de Libération «Quand furent jetés les fondements de l'Albanie nouvelle» (1986), qui furent précisément appelés «souvenirs et notes historiques», car ils sont effectivement tels, mais qui, eux aussi, dans leur caractère épique, sont remplis du romantisme propre en général aux années triomphales.

Dans le domaine des écrits de souvenirs, la littérature albanaise est nouvelle et relativement peu riche. On peut dire que, avant les mémoires d'Ismail Qemal, que celui-ci n'écrivit pas lui-même, mais qu'il raconta à quelqu'un, lequel les jeta ensuite sur le papier, il n'est quasi pas question de mémoires écrits par des auteurs de chez nous. Fan S. Noli, qui avait la plume pour le faire, a publié des souvenirs de son enfance et de sa jeunesse, en pensant peut-être que, s'il ne les consignait pas, cette part de sa vie demeurerait à la merci du manque de documentation. On dirait qu'il ne les a pas écrits avec la nostalgie de l'homme qui cherche à revivre la beauté qui l'a touché, les émotions du moment, mais presque comme un enregistreur. D'autre part, ses souvenirs, comme ceux du Vieillard de Vlora, nous sont parvenus en langue étrangère. Les mémoires, comme genre de la littérature et de l'histoire, ne sont pas récents dans le monde. Chez nous, ils appartiennent surtout aux années du socialisme, alors que, malgré tout, les volumes publiés n'ont pas encore atteint la centaine. On y trouve des publications de valeur, comme témoignages et comme œuvres d'art. Mais le destin sans pareil de ce genre réside en ce que son grand auteur, qui le porte aux niveaux les plus enviables, a été Enver Hoxha. Enver Hoxha, comme philosophe et homme politique, scientifique et érudit, publiciste et orateur, avec sa plume éprouvée dans tant de domaines, avait aussi le don d'un mémorialiste de classe, qui fait doublement époque, par la manière à la fois dont il écrit et dont il inaugure magistralement un genre. Et, grâce à cette plume d'une rare valeur, le genre des mémoires albanais s'est rangé immédiatement en première ligne de ce type de création.

A travers les souvenirs de la vie d'un petit peuple, le monde acquiert une expérience historique exceptionnelle. Le dirigeant inoubliable du peuple albanais a vécu une vie dont on peut difficilement trouver une égale par la richesse et la réussite. Cette vie constitue un trésor national inappréciable. Dans ce livre qui nous vient aujourd'hui en main comme un cadeau, nous voyons croître et se former un homme, qui s'apprête à accomplir des actes qui feront époque. Déjà trésor national, cette œuvre de mémoires devient un trésor universel.

A cet égard, tous ont présents à l'esprit les souvenirs du camarade Enver Hoxha sur son enfance et sur la Lutte de libération nationale, puis les fragments de son «Journal». Le volume actuel, œuvre posthume, était un maillon qu'il ne pouvait manquer d'écrire dans la chaîne littéraire qu'il devait nous laisser avec ses écrits sur sa propre vie. Ce volume complète un cycle entier de livres de souvenirs depuis son enfance jusqu'aux années qui ont suivi la libération. Ecrite avec inspiration et émotion, évoquée par la plume de son maître, avec l'abondance de faits et détails qu'il a gardés dans une mémoire toujours vivace, avec des milieux de notre pays et de l'étranger, des personnages des plus divers, cette œuvre de souvenirs n'est pas un simple enregistrement de données, nécessaires pour la connaissance d'une vie; c'est une œuvre d'art qui apporte la vérité puisée à la source. Ecrite dans les années 70, elle montre Enver Hoxha contant sa propre jeunesse, jeune comme toujours, tel qu'il est resté dans la mémoire de la nation, indépendamment de l'âge qu'il a atteint.

Ce que ce livre a de particulier c'est qu'il commence et finit à Korça. Le jeune Enver y vint en 1927, pour y terminer trois années d'études secondaires, interrompues à Gjirokastër à la suite de la fermeture du lycée de la ville. Il fit ces études dans ce nouvel établissement, qui était, lui aussi, un lycée français. En 1930, il quitta Korça, pour poursuivre ses études supérieures à l'étranger et il revint en Albanie en 1936, de nouveau à Korça, maintenant enseignant au lycée où il avait été élève.

Si dans le volume de souvenirs «Années d'enfance», qui évoque la première partie de sa vie, nous avons suivi avec des détails qui se sont gravés dans notre esprit l'éducation humaine générale d'Enver enfant, éducation parcourue par un fil rouge patriotique, dans ce nouveau volume, «Années de jeunesse», ce fil acquiert une dimension révolutionnaire et revêt la forme de l'idéal social le plus élevé, l'idéal communiste. C'est de cet idéal que serait désormais animé le jeune Enver Hoxha et, dans les volumes suivants de souvenirs, maintenant publiés, nous verrons comment cet idéal devint la plus grande réalité albanaise, avec la fondation du Parti, la victoire dans la Lutte de libération nationale, avec la création de la République populaire et l'acheminement de l'Albanie dans la voie socialiste.

Le premier chapitre de ce volume est intitulé «Au lycée de Korça» et la dernière partie, la septième, qui est comme un épilogue, «Quand je reviens à Korça». Cet épilogue, écrit dans ces mêmes années 70, ne revêt pas la forme de souvenirs de ces moments, mais d'une évocation émue de la chère ville de sa jeunesse. Cet épilogue est comme un retour à la jeunesse ardente et, par là même, il organise le livre, le soude dans les six chapitres qu'il comporte.

Dans le premier, le camarade Enver Hoxha écrit:

«Korça occupe une place à part, privilégiée, dans ma vie. Je suis né à Gjirokastër, j'y ai passé mon enfance, j'ai formé mes jarrets dans ses rues et ruelles de pierre si attachantes, je m'y suis dessillé les yeux et y ai reçu les premières leçons sur la patrie, sur les hommes et sur la vie. Mais Korça est la ville de ma jeunesse et la jeunesse, on le sait, est la phase de l'existence où se forme le caractère et se trace le chemin que l'on suivra dans la vie».

Durant cette époque de sa jeunesse qu'il passa à Korça, il ne forma pas seulement son caractère, comme il le dit, mais il définit aussi la voie qu'il suivrait dans la vie. C'était la voie d'un communiste, qui, plus loin, écrit:

«Je tiens pour une grande chance d'avoir étudié et vécu à Korça à l'époque même où, dans cette ville, plus nettement que partout ailleurs dans l'Albanie d'alors, avaient commencé à plonger leurs racines et à faire leurs premiers pas une idéologie et un mouvement nouveaux, l'idéologie et le mouvement communistes». Et il jugera ainsi les prolétaires de Korça: «Je n'exagère pas en disant que ce sont eux qui ont donné à notre jeunesse de l'époque une juste orientation dans la vie, et je ne dis pas cela pour leur faire plaisir, je le souligne parce qu'ils furent nos premiers maîtres du communisme.»

On observe que le camarade Enver Hoxha, dans ce passage, revient au pluriel, il parle en effet de notre jeunesse, pour souligner le rôle national des prolétaires de Korça aux commencements du mouvement communiste albanais et à la veille de la formation du Parti, «nos premiers maîtres du communisme». Il raconte que ce fut un certain Koci Bako, devenu plus tard le premier martyr du Parti, qui lui mit en main à Korça le «Manifeste du Parti communiste». Koci, avec son flair de prolétaire, jugea vite et juste le lycéen. Et c'est ainsi que Enver, encore jeune homme, commença à rêver précisément de ce Parti. Les prolétaires de Korça vinrent trouver le nouvel enseignant du lycée, dès son retour dans leur ville. Ils ne le laissèrent pas perdre de temps à renouer contact avec eux. Ils le trouvèrent de la manière originale et intelligente des conspirateurs de Korça, en lui envoyant Raqi Themeli pour «réparer» le poêle du «professeur» (Chapitre VI, «Retour définitif en Albanie»).

De son côté, Enver Hoxha lui-même, à peine rentré de l'étranger, avait rencontré Ali Kelmendi à Gjirokastër et, ayant discuté aussi avec lui du Groupe communiste de Korça, était prêt à entrer en contact et à se lier avec les communistes prolétaires de ce groupe, avec sa vieille garde, Miha Lako, Pilo Peristeri, Sotir Gurra et d'autres.

Tout le premier chapitre des souvenirs sur le milieu de Korça, sur ses aspects culturels et révolutionnaires, atteste que cette atmosphère avait été engendrée par la période lumineuse de la Renaissance. Dans la Korça des années 20 et 30, tout comme dans la Gjirokastër de sa jeunesse, on conservait très vivants les souvenirs de la lutte pour la liberté, lutte sur laquelle pouvait témoigner plus d'un de ses éminents militants. Certain d'entre eux, comme Mihal Grameno, compagnon d'armes de Çerçiz Topulli, avait même exalté la figure de Lénine et jusqu'à l'appellation de «bolchevik» dans notre presse, peu d'années auparavant, précisément à Korça, où le «bolchévisme» avait maintenant «commencé à pousser ses premières racines et à faire ses premiers pas», comme «idéologie et mouvement nouveaux».

Ce fut une «grande chance» pour le jeune Enver que d'être allé de Gjirokastër étudier à Korça. Il venait alors d'avoir dix-neuf ans, et il continua d'étendre son savoir et sa formation culturelle. Pourvue de programmes plus complets et mieux conçus, à travers une des cultures les plus riches et une langue importante, cette école, pour l'époque, était en mesure de donner plus que les autres écoles secondaires du pays. La langue, le français, apprise à ses fondements, ouvrait aux élèves les portes de la culture universelle, avec la richesse de ses publications. Au lycée, les jeunes enrichissaient leur instruction patriotique et aussi leur formation révolutionnaire, en apprenant à connaître l'histoire de la France et du monde.

Le jeune Enver Hoxha, qui passait du milieu lié aux souvenirs de la Renaissance nationale à cet autre milieu de la même inspiration, était avide de savoir et doté d'aptitudes qu'il cherchait à définir. Au lycée il lui fut dispensé une riche culture littéraire et historique, scientifique et philosophique. Le lycée de Korça le mit surtout en contact avec la pensée rationaliste et les idées des lumières, des Descartes et des Voltaire, mais aussi avec la pensée matérialiste des Gassendi et des Diderot, et l'amena à approfondir leur pensée. Il eut l'occasion de bien connaître les idées et l'action révolutionnaires que la France des années 1789, 1848 et 1871 sut faire rayonner loin d'elle.

Le jeune lycéen eut aussi l'occasion de bien connaître d'autres valeurs universelles comme l'œuvre d'un Montaigne et d'un Ronsard, de la période humaniste, qui avaient hautement apprécié notamment son Skanderbeg; d'un Molière et d'un La Fontaine qui atteignirent les cimes de l'art critique de la parole dans la période classique, des encyclopédistes, qui élaborèrent la pensée nouvelle et préparèrent la révolution, de Hugo et de Balzac, deux titans de la poésie et de la prose, juges sévères de la société de leur temps. En ce qui concerne la révolution, le lycéen ne s'instruirait pas seulement dans les manuels scolaires, mais particulièrement dans l'œuvre des historiens progressistes et socialistes, Matthiez et Jaurès. Il admirerait Anatole France, comme une des plumes les plus fines de la récente littérature française, mais aussi parce qu'il se rallia au Parti communiste dès ses commencements. A Paris le jeune Enver Hoxha devait connaître dans les bureaux de l'«Humanité», journal auquel il collaborerait, Paul Vaillant-Couturier, un des communistes réputés des années 20 et 30. Il s'exprime avec une grande admiration pour le peuple français, pour son histoire, sa littérature et sa culture, pour les hommes illustres que la France a donnés au monde.

Au lycée de Korça, le garçon de Gjirokastër eut un bon nombre de camarades et d'enseignants, et même de tous les coins d'Albanie, qu'il n'oublie pas et qu'il cite, en esquissant même le portrait de certains, ou en s'arrêtant spécialement sur eux.

Le Professeur Cipo le rapproche tout autant des idéaux de la Renaissance albanaise que de la littérature nationale. C'était un homme de vaste culture et de goût, qui possédait plusieurs langues et en connaissait à fond la littérature. Enver n'oublia jamais les heures de cours avec Cipo, heures remplies de jugements pertinents d'un érudit à l'âme d'artiste. Nonda Bulka, son condisciple, était soucieux de la situation de l'Albanie arriérée et menacée jusque dans sa liberté par le régime corrompu. Il était aussi inquiet du sort du monde, qui sortait d'une grande guerre et allait vers une guerre encore plus meurtrière. Nonda avait pitié des pauvres. Il écrivait avec talent. Le jeune Enver, qui appréciait le beau, leur était proche à lui et à Vangjush Mio, son professeur de dessin, un homme au tempérament doux, travailleur inlassable, paysagiste doué, qui admirait tout de l'Albanie, particulièrement sa terre, la vie et l'art de son peuple en général.

Ce sont là quelques exemples de sa vie d'homme politique et de philosophe en gestation dans la vieille Korça. D'autres gens, qui savaient apprécier la culture maternelle qu'ils trouvaient dans des livres et dans la vie, en s'appliquant eux-mêmes à la promouvoir, lui sont tout aussi proches. Et cela par certains aspects qui se rattachent au patriotisme de notre Renaissance nationale dont étaient pétris des intellectuels de son temps, ainsi qu'au démocratisme de cette époque qui se manifestait chez certains par des signes de colère et de révolte personnelles. Enver, esprit profondément patriotique, démocratique, qui avait le sens du juste et du nouveau, sut distinguer les aspects innovateurs dans leurs aspirations à une Albanie meilleure et plus digne. Et le caractère optimiste qui était le sien se formait dans une atmosphère d'enthousiasme, à Korça, à la vue des grandes espérances, et des plus grandes encore, les espérances communistes, que lui découvrit la classe ouvrière de Korça.

Ce qui est à admirer dans cet ouvrage, dont il ne faut pas oublier que c'est un livre de souvenirs et où l'auteur aurait pu en particulier s'arrêter sur les ténèbres de l'époque, c'est qu'il s'arrête au contraire sur ce qui, malgré tout, est radieux en ce temps là. Il en est ainsi parce que le neveu du père Çeni et le voisin de Çerçiz avait un sens aigu de la perspective quant aux jours radieux qui devaient venir, nécessairement venir. Cet optimisme émane de tout son être quand il prend la plume et nous fait revivre sa jeunesse ardente. C'était une «étincelle dans le ciel d'Albanie» comme le poète dépeignit ces hommes dans les années 30 qui suivirent.

Mais le camarade Enver Hoxha, se retournant vers le passé, ne peut pas cacher son dépit et sa colère, en évoquant par exemple les émigrés politiques qui devaient rentrer plus tard en Albanie, derrière les troupes fascistes italiennes (chapitre II), ou quand lui vient sous la plume le nom de l'odieux satrape Zogu et qu'il juge son régime; ou encore lorsqu'il évoque le nom d'un camarade de classe peu estimable. En plus d'une occasion, sa plume devient plus mordante en évoquant tel ou tel nom du passé, comme par exemple Faik Konica. En ces occasions il ressent les souffrances du jeune révolutionnaire, que l'époque a beaucoup et souvent éprouvé, en voyant de quoi souffrait son peuple exsangue, mais malgré tout indomptable. Ainsi sa douleur se convertissait en une force offensive, qui l'incitait à regarder droit en avant, à distinguer la voie du salut du peuple, qu'il découvrit précisément durant sa jeunesse, en Albanie comme à l'étranger.

On le voit toujours revenir surtout sur la beauté, sur l'aspect épique de ces jours-là, où il y avait de la vaillance à se préparer intellectuellement et spirituellement à un avenir vraiment avancé, comme nous voyons le jeune Enver, à chaque page de ce livre, se préparer à l'internat et sur les bancs du lycée de Korça, dans les boutiques des artisans pauvres, mais généreux et clairvoyants de Korça, dans les auditoires des universités et encore plus solidement dans les débats qu'organisent les communistes pour leur formation politique et idéologique, à Montpellier et à Paris, ou au bureau du consulat de Bruxelles, où sont empilés sur sa table des œuvres des classiques du marxisme et des journaux et revues prolétariens.

Le chapitre sur la vie au lycée, mais les autres aussi, avec les souvenirs qu'ils évoquent, sont pleins des joies d'une jeunesse qui prend son essor, en embrassant le savoir et la science, avec fougue et empressement, car le jour est pénétré des grands idéaux de l'époque, de même qu'il sent la proche venue du moment de la libération définitive de son peuple indomptable. Il a conscience de devoir se préparer pour le lendemain.

C'était un admirateur de la science, et, en tant qu'étudiant de sciences naturelles, même s'il avait quelque difficulté en chimie, il appréciait la biologie, et son âme trouvait une satisfaction dans la botanique, attiré qu'il était par la beauté des choses. Aux travaux pratiques de zoologie il ne perdait pas son sourire devant un cobaye à disséquer, en ayant près de lui un enseignant plein d'humour, qui vous «caresse» d'un coup de bâton quand on donne une bonne réponse, et ne vous touche pas si l'on fait mal son travail (Chapitre III, «En France, Montpellier»).

Ces pages sont remplies d'une vie qui laisse prévoir de beaux lendemains. Un humour fin accompagne aussi tous les récits de sa vie d'étudiant. Et de nouveau il convient de rappeler Migieni, avec un autre de ses vers fameux des années 30 qui suivirent «Ris, jeunesse, ris, le monde est à toi!» Le monde était à lui, à Korça, à Montpellier, à Paris, à Bruxelles, qu'il souffrît pour son peuple ou qu'il fût économiquement à l'étroit. Il souhaitait faire des études de sciences humaines, car il était doué pour ces branches: droit, histoire, littérature; or, on lui accorda une bourse pour une branche qui ne l'attirait pas. Il ne se découragea pas, mais combien typiques de son tempérament sont les moments où il raconte qu'il «oubliait» souvent d'aller dans les salles de cours de ses études pour se retrouver par exemple dans celle de droit. Et la plaisanterie continue quand l'auteur nous raconte que dans ces auditoires on entrait et sortait comme dans une gare, et que le professeur, quel que fût le chahut, continuait imperturbablement son cours.

Ce sont des épisodes allègres d'une existence, suivis de pages sur les débats sérieux que l'on a évoqués, les rencontres avec les communistes, qui se poursuivent dans d'autres pages, celles-ci pleines d'aigreur, sur une espèce d'inspecteur envoyé Par le ministère pour soi-disant «contrôler» ce que faisaient nos étudiants en terre étrangère, alors que ceux-ci n'avaient pas touché leur bourse depuis des mois et qu'ils mangeaient et étaient hébergés en contractant des dettes. La rencontre a lieu dans un café: les étudiants jouent un tour à l'inspecteur, ils l'obligent à payer les consommations. Monsieur est un grippe-sou et il se met en colère. Il ne leur a pas apporté leur bourse, et même il menace de les leur couper; il n'a apporté que sa personne ridicule pour la promener à travers l'Europe avec Madame son épouse.

La vie à l'internat a occupé une place notable dans le premier chapitre, car c'est la vie de «famille» du lycéen qui n'est pas de Korça. Je pourrais m'étendre là-dessus, car j'ai connu cette vie justement dans les années 1927-1930, pendant que le camarade Enver Hoxha terminait ses études secondaires. Il évoque la vie à l'internat telle qu'elle était effectivement, sans contraintes excessives, avec la solidarité des élèves. Il rappelle la grande salle d'étude, où nous préparions nos leçons pendant plusieurs heures, la salle sombre comme une cave qui faisait office de réfectoire. Il rappelle avec abondance de détails le milieu où nous vivions et cela ne va pas sans nostalgie. La joie est présente partout, car il y est évoqué une jeunesse qui se prépare avec enthousiasme pour le lendemain,

qui a soif de culture et étudie assidûment les programmes d'études étant chargés. La discipline est consciente, mais elle a aussi son côté «gendarme», avec les surveillants, dont certain peut être un espion ou un voleur. Il cite aussi quelque camarade antipathique, superficiel, atteint de vices, et qui, comme d'autres par la suite ne fit pas une bonne fin. Rien n'est fardé, rien n'est décanté. Les détails de peu d'importance sont fréquents, mais des souvenirs de cette nature pouvaient-ils être écrits sans de pareils détails qui seraient érigés en art? Ils font partie du réalisme.

Je m'arrête un moment à un camarade d'enfance et de jeunesse d'Enver Hoxha, Selami Xhaxhiu, un homme simple et affable, mais également de nature plutôt fermée. Ainsi que cela nous est raconté, il souffrait d'une insomnie chronique. J'ai moi-même à ce propos, un souvenir que je trouve opportun d'évoquer ici encore que ce soit une «futilité».

Selami et moi, lui, je ne sais pour quelle raison, moi, à cause d'une jaunisse, fûmes isolés ensemble pendant une quinzaine de jours dans une espèce d'infirmerie de l'internat, située au-dessus du réfectoire. Enver venait chaque jour rendre visite à son camarade et bavardait avec lui, mais cette conversation ressemblait plutôt à un monologue: Selami parlait fort peu. Un jour Enver vint avec un complet neuf qui lui allait très bien comme teinte et parfaitement coupé. Je pense que ce devait être le costume dont il parle dans son chapitre sur Korça. J'étais sensible à l'élégance. Je restai donc frappé. Et Selami aussi, en face de moi, fut interdit. Mais Enver fumait cigarette sur cigarette, et voilà qu'il se brûla sa veste! Je fis: oh, mon Dieu! Selami laissa tomber le livre qu'il avait à la main. Enver sortit en coup de vent. Le lendemain, il revint avec son vieux costume, mais toujours d'aussi bon goût. Le surlendemain, il revint, cette fois avec son costume neuf, mais sans déchirure. «Comment? Tu t'es fait faire un nouveau veston?!» lui demandai-je, étonné. Il me prit par l'oreille et me dit: «A Korça, mon garçon, il y a une femme qui est une artiste pour ce qui est du stoppage», et il me montra l'endroit où l'étoffe avait été raccommodée avec une si grande perfection que l'on n'y distinguait rien. Puis il ajouta «Cela ne veut pas dire que tu dois fumer et te brûler!» Croyant que c'était un conseil qui m'était adressé, je me mis à jurer que je ne fumais pas. C'est seulement alors que, pour la première et la dernière fois, j'entendis Selami éclater de rire. La cloche sonna pour le déjeuner. Enver descendit manger; nous, en riant, nous avalâmes notre soupe froide...

Mais le camarade Enver Hoxha évoque aussi des souvenirs importants de sa vie d'interne comme la «manifestation du pain» (en miniature) contre ceux qui nous volaient notre nourriture: fournisseur, sous-directeur, magasinier. C'est lui-même qui dirigea cette manifestation et, pour cela, lui et trois camarades furent arrêtés. Qui aurait pu penser alors que c'étaient là ses premiers pas de jeune révolutionnaire? Tous, tant que nous étions, nous sortîmes de l'internat et déferlâmes pour manifester, droit vers la préfecture. Le préfet apparut, c'était Hil Mosi. Il ne se montra pas irrité par notre révolte, mais se débarrassa de nous avec la promesse que «cela ne se renouvellerait plus» et que les camarades arrêtés seraient libérés. C'est ce qui se produisit.

Le camarade Enver Hoxha était, comme il le dit, un des élèves favoris du professeur Mio. Mio aimait en général ses élèves, mais il était de nature un peu fermée. Si donc il s'était rapproché d'Enver, qui, étant dans les classes supérieures, ne faisait naturellement pas de dessin, cette sympathie même est édifiante. J'expliquerais cela par l'âme d'artiste d'Enver Hoxha, par l'intérêt qu'il témoignait lorsqu'il était à Korça à la peinture et à la photographie, car il y avait aussi dans la ville un photographe qui était un véritable artiste, Sotir, un camarade de Mio. A Montpellier on verra Enver Hoxha au Musée «Fabre», à Anvers, admirer Rembrandt, Van Dyck et d'autres grands maîtres. «Bonjour monsieur Courbet» est un tableau fort connu qui se trouvait reproduit, je crois dans un de nos manuels scolaires, et le jeune étudiant a certainement ressenti une satisfaction particulière en trouvant l'original exposé à Montpellier. Mais Courbet avait été également un communard et c'était précisément ce qui liait ce jeune d'Albanie à cet artiste, alors qu'en France il s'était mis à participer à des activités et au mouvement communistes français. Chez Corot et beaucoup de Flamands il admirait les paysagistes, habitué qu'il était à goûter les tableaux de Mio, remplis de la nature de l'Albanie et des ruelles de Korça. Il y a dans les souvenirs des «Années de jeunesse» du camarade Enver Hoxha un lyrisme de la nature qui était propre à Mio, à larges touches, pleine de soleil et de bleu.

Les anciens lycéens et ceux qui ont fait leurs études en France pourraient s'étendre sur les émotions qu'éveillent en eux ces pages si pleines de coloris, de clarté et d'humour. Mais il faut dire tout de suite que nombreux étaient ceux qui avaient du mal à s'orienter dans les formulaires et les questionnaires à remplir dans les facultés, sans trouver tout de suite un étudiant bénévole comme ce Roncart, avec lequel le jeune Enver se lia si rapidement d'amitié. Beaucoup se rappelleront qu'ils changeaient souvent de logement avant de se fixer définitivement, alors que, Enver étudiant, à peine arrivé, s'installa chez une bonne vieille de Montpellier qui avait eu un des siens dans «l'Armée d'Orient» comme s'appelait l'armée française qui avait opéré jusqu'à Korça, à Pogradec et plus haut encore durant la Première Guerre mondiale. Et cela tenait au fait que l'étudiant Hoxha était très communicatif, se liait rapidement d'amitié même dans les pays où les gens ne sont pas très avenants, même dans la Provence méditerranéenne. Cela atteste son aptitude à connaître les gens et nouer des contacts avec eux même quand il s'agissait de personnes au caractère fermé et enclines à l'isolement.

Mais à Bruxelles il se sent bien mieux quand il n'a pas autour de lui les énergumènes à deux patries, qui deviennent consuls d'une troisième, seulement pour jouir d'un certain apparat diplomatique. Mais voilà qu'ils arrivent brusquement et qu'ils trouvent sa table submergée de littérature communiste et ils le révoquent. C'est là une des parties les plus attachantes du volume, avec la caricature des consuls et l'évolution des situations.

Montpellier était aussi la ville aux rues et ruelles en pierres, qui rappelèrent au Gjirokastrit ses quartiers de Palorto et Manalat. On le voit prendre plaisir à se promener sur l'Esplanade et dans le Jardin des Plantes. A Bruxelles, au Manenkenpiss, la plaisanterie flamande coule de source. En traversant les quartiers industriels, il se souvient des poésies de Verhaeren, du recueil des «Villes tentaculaires» que nous lisions au lycée. Et d'évoquer l'exil de Hugo, après la prise du pouvoir par Napoléon III, le petit, comme l'appela le poète. Il évoque des détails de la vie de Baudelaire, de Verlaine et de Rimbaud, dans la capitale de Belgique, détails que l'on apprenait en même temps que leurs poésies à l'école. Non loin se trouvait Waterloo et, en bon connaisseur de l'histoire, l'auteur consacrera quelques pages au lieu de la grande bataille où Napoléon I^{er} fut battu par Wellington. A propos de l'Empereur et de ses campagnes, il a lu Las Cases et d'autres depuis, et c'est pourquoi il ne peut pas ne pas rappeler («nous sommes au chapitre V, «En Belgique-Bruxelles»), les fameux vers de Hugo «Waterloo, Waterloo! Waterloo morne plaine, Comme une onde qui bout dans une urne trop pleine».

Il a décrit les froids pays du Nord avec leur monotonie plate, les pays chauds du Sud avec leur bonne humeur et leur bruit, mais aussi quelque petite ville médiévale en ruine proche de Montpellier, devenue une plage dans les temps modernes, qui évoque les guerres sauvages contre l'hérésie albigeoise du XIII^{e} siècle. De Paris il se rappellera surtout la solidarité des étudiants albanais qui l'hébergèrent, le Jardin du Luxembourg, dans le palais duquel il devait revenir un jour non lointain, et entrer le front haut comme premier ministre de son Albanie nouvelle, pour défendre ses droits. Et au nombre des plus belles pages seront celles sur Avni Rustemi et son geste hardi devant l'hôtel «Continental». Il mentionne le livre de Georges Politzer sur les principes de la philosophie, livre qui semblait être sorti des salles de débats des communistes que le jeune étudiant fréquentait, et non des chaires de la Sorbonne ou de l'Ecole Normale Supérieure. A l'époque, le jeune étudiant lisait, dans l'original, les classiques du socialisme scientifique (Chapitre IV, «En France — à Paris»).

Nous ne nous sommes presque pas arrêtés sur certain chapitre, comme le deuxième, «A travers l'Italie», qui est une peinture de l'émigration politique albanaise, que le camarade Enver Hoxha a décrite spécialement dans son livre «Quand furent jetés les fondements de l'Albanie nouvelle». Il s'y trouve aussi des pages très réussies sur la vie d'une cité italienne, surtout sur ses quartiers pauvres, «Bari vecchio», sur la vie sous le régime des chemises noires. On y note en particulier ces moments de nostalgie pour une de ses sœurs, qui était depuis des années en exil.

Le chapitre VI traite de son «Retour définitif en Albanie», après qu'il a été licencié de son emploi au consulat et qu'il juge injustifié de vivre plus longtemps loin de sa patrie, presque sans espoir de s'assurer de quoi vivre pour poursuivre ses études de droit entreprises à Bruxelles, avec, en plus, la charge de sa famille à aider, le jugement mûr qu'il lui faut à présent se rendre utile dans son pays pour le bien de son peuple, maintenant qu'il a appris de la vie bien plus que dans les universités. Il se mettra au service de la cause du prolétariat, qui devint l'idéal de sa vie. L'avenir lui apprendra vite la meilleure manière d'agir pratiquement dans les situations futures.

Enver Hoxha revient avec un enthousiasme indicible dans la Korça de ses années de lycée, où il renoue ses amitiés de jeunesse, maintenant collègue de ses anciens professeurs, Cipo, Mio et d'autres ou de quelque autre ancien de ses condisciples, qui enseignait lui aussi au lycée, Bulka. Il renouerait ses amitiés de jeunesse avec les ouvriers et surtout avec les dirigeants du Groupe communiste, les camarades d'Ali Kelmendi. En ce jeune enseignant, qui a beaucoup appris du marxisme, ce communiste à l'âme prolétarienne et forte, ils trouveront un camarade doté de rares aptitudes de direction et d'organisation, qui ne tardera pas à unir les communistes d'Albanie pour fonder leur Parti tant souhaité. C'est précisément à titre de représentant du Groupe communiste de Korça que le camarade Enver Hoxha devait fonder le Parti communiste d'Albanie.

Ce chapitre, consacré au «Retour définitif en Albanie», comporte de nouvelles pages sur le milieu de Korça, où le mouvement communiste et la vie intellectuelle se sont enrichis, où le lycée continue de jouer un rôle essentiel, où ne paraît plus la revue «Bota e Re» (le Monde nouveau) mais où l'on sent le travail qu'elle a accompli sous la conduite du Groupe communiste, auprès des éléments progressistes, non seulement de Korça, mais aussi de toute l'Albanie. A Korça, la vie artistique également s'est enrichie et le camarade Enver se souvient avec nostalgie du chœur caractéristique de la ville, qui dans les années qui suivirent la Libération fut appelé «des Anciens». Enver se trouve alors parmi la jeunesse de Korça, qui déploie une activité antizoguiste et antifasciste au sein des associations artistiques. Les pages consacrées au communiste chevronné, Sotir Gurra, sont d'un grand intérêt. Son portrait ressort parmi les nombreux autres que contient le livre. Le conteur réaliste de talent a su souvent, à travers le portrait ou le croquis des personnages, nous faire connaître et nous rendre avec encore plus de vie l'époque qu'il décrit. C'est ainsi que nous gagnons à connaître l'ouvrier Koci Bako, avec qui le camarade Enver Hoxha avait été lié auparavant déjà, durant sa vie de lycéen.

L'enseignant rapporte ses souvenirs, évoque les leçons d'éducation morale qu'il donnait à ses élèves, pas seulement en classe mais aussi dans la nature, pour encourager des rapports d'intimité avec la jeunesse, pour discuter avec eux librement des problèmes politiques, sociaux et révolutionnaires auxquels ils s'intéressaient, mais il le faisait naturellement avec le doigté exigé par l'époque, alors qu'un communiste devait savoir préserver le secret tout en sachant oser. Plus d'un jeune de ces années-là évoque des impressions inoubliables de la brève période qu'il eut la chance d'être l'élève du camarade Enver Hoxha à Korça.

Le livre se termine par des pages extraites de ses «Journaux» et qui datent de 1975. Cet écrit, comme on l'a dit, est une espèce d'épilogue et non pas un chapitre de souvenirs, un épilogue empreint d'admiration pour la Korça du mouvement de la Renaissance albanaise, pour la Korça du mouvement communiste en particulier, où il revint avec des idéaux communistes bien définis, solidement formé, prêt à les mettre aussitôt au service de son peuple, comme il le fit. C'était un terrain humainement très riche, avec des camarades extrêmement déterminés à agir pour la libération nationale et sociale, à commencer par la création du Parti, qui unirait le peuple dans la lutte et l'y guiderait.

Ces pages sont des plus lyriques du volume. Elles sont écrites avec une grande sensibilité et une vive reconnaissance envers la chère ville de sa jeunesse, qui lui donna tellement et le forma si bien. Il y retournait avec tendresse et émotion, chaque fois que l'occasion s'en présentait ou en cherchant lui-même cette occasion. Rappelons quelques mots d'émotion:

«Je me souviens de la forge de Pilo face au café «Afrika», où nous nous réunissions et nous éduquions pour l'action. Je garde le souvenir de Koci Bako, de sa petite boutique où nous allions prendre un gâteau et écouter 1'«Internationale» de la Moscou de Staline. Je me rappelle mon ami Sotir Gurra, nos réunions à la maison de Kori, dans le petit café derrière le «Mercur», et chez le bougnat Hamit Baçi, qu'avait fréquenté naguère Ali Kelmendi, lorsqu'il était interné à Korça. J'ai aussi des souvenirs de mon maître, Vangjush Mio, devenu ensuite mon collègue».

Et un moment de colère à l'encontre du régime de Zogu: «Ces chiens qui nous gouvernent, dis-je à Foto Sotiri, ont tout étouffé chez nous, même l'art. Mais le peuple apprécie vos œuvres (...) Le vrai art également, et vos œuvres en sont, est une arme dans la lutte pour le progrès et la justice».

Un homme d'art ne peut pas ne pas s'arrêter à ces lignes: «Et je suis heureux, écrit-il, de voir qu'alors comme maintenant j'apprécie et je sens avec une âme d'artiste la culture matérielle et spirituelle de mon peuple. A présent même, et mon goût et mon jugement sont plus mûrs que quand j'étais jeune, et je crois apprécier encore mieux les belles œuvres, les joyaux du génie de notre peuple.»

On comprend qu'il vient de rentrer d'une visite au vieux marché de Korça et qu'il a recommandé que ce marché «monument à un double titre, monument de culture et politique, idéologique, berceau des ouvriers de Korça» soit conservé, «restauré», qu'il reste «tel qu'il a été» et il se réjouit à l'idée que cela se fera. Plus loin, il parle de sa visite dans les «venelles», ces chères ruelles serpentines, ainsi que des vieilles maisons, que l'on restaure si joliment, dans la Korça des années inoubliables de sa jeunesse.

Il rencontre avec satisfaction les membres du vieux chœur, il leur demande de chanter la chanson qui lui plaît et qui leur plaît à eux aussi, «Le Moulin». Et au milieu de leurs chanteurs, c'est en ces termes qu'il s'adresse aux habitants de Korça:

«Mes chers vieux amis de Korça, vous m'avez réévoqué et fait revoir, loin dans les ans, les beautés de mon pays, rappelé les souffrances de notre peuple héroïque qui se battait et travaillait, et, dans son combat et sa misère, a toujours eu le chant aux lèvres! Maintenant ce peuple détient le pouvoir.»

Ce livre de souvenirs de jeunesse se termine comme un chant nostalgique et ardent, par un hymne à Korça, un hymne qui n'a pas été écrit en vers, mais qui, coulant de source, a jailli des profondeurs de son cœur. Et en évoquant tant de choses qu'il a apprises, répète-t-il, au contact des habitants de Korça, le camarade Enver rappelle une nouvelle fois la «victoire colossale» qui fut remportée, cette «unité d'acier de la classe ouvrière et du peuple avec le Parti», unité qui est forte comme le mont Tomor, et d'ajouter:

«Et je me réjouis et m'enorgueillis d'avoir eu l'honneur et la chance d'être, moi aussi, aux côtés de la vieille garde des ouvriers communistes de Korça, au nombre de ceux qui, dès le début, ont été allaités et élevés dans ce berceau de la révolution», en terminant par ces mots: «De tout cela je suis et je serai reconnaissant jusqu'à ma mort à Korça, à son peuple, aux prolétaires de Korça, à mes premiers maîtres et camarades du communisme.»

Quand on entre dans la Korça actuelle, on est accueilli par tout un quartier de fabriques et d'usines avec leurs cheminées qui se dressent dans le ciel (autrefois on y était accueilli par les tombeaux de Sainte-Marie). Et sur sa grande place, le «Soldat inconnu» monument désormais historique. On se sent plongé dans une atmosphère à la fois héroïque et romantique. A l'entrée du boulevard avec, pour toile de fond, la vieille ville, restaurée, et également, dans l'arrière plan, les monts rocheux grisâtres, qui ont commencé à verdoyer de sapins, se dresse

Enver Hoxha, majestueux, dans sa merveilleuse jeunesse, contemplant la ville au sein de laquelle il est désormais établi, statue de bronze, une ville où il se sentait fier et où il est toujours retourné et où il revient maintenant avec un livre de souvenirs de jeunesse, avec tant de pensées, de nostalgies, d'émotions qu'il y a vécus pour nous et pour les générations à venir.

Le camarade Ramiz Alia, après avoir découvert, en octobre dernier, le monument de notre dirigeant inoubliable, au cœur même de l'Albanie, à Tirana, a dit:

«Il a, comme homme, personnifié tout ce qu'a de beau et de précieux le peuple albanais, sa tradition d'attachement à la liberté et sa pensée révolutionnaire, les vertus héritées de ses pères et les valeurs morales plus récentes, formées au cours de l'édification socialiste».

«Années de jeunesse», ce livre, comme tant d'autres, restera un hymne non seulement à Korça, mais aussi à la jeunesse albanaise elle-même, comme il restera une leçon inestimable de vie, d'expérience impérissable pour les générations qui grandissent et prennent leur essor.

Quoi de plus beau, de plus émouvant que d'entendre Enver Hoxha à son quatre-vingtième anniversaire, nous parler de sa jeunesse!

Xhevat Lloshi (Docteur es sciences philosophiques) — Un nouveau pas en avant de notre science socialiste

— «Le dictionnaire encyclopédique albanais» —

L'Albanie et les Albanais peuvent se vanter d'une histoire glorieuse et d'un antique héritage culturel. Ces éléments d'une civilisation indépendante ont été portés à un nouveau degré, plus élevé et enrichis avec les grands succès de l'époque de la révolution populaire et de l'édification du socialisme. Afin de les mettre en lumière et de les étudier, après la Libération ont été mises sur pied les sciences albanaises, qui s'occupent de l'histoire, de la culture et de la linguistique, de l'activité politique, sociale et économique, du milieu naturel et des relations internationales, etc., du pays. S'appuyant sur l'idéologie marxiste-léniniste ces sciences ont acquis un potentiel intellectuel qui leur permet de pénétrer profondément dans l'objet de leur étude et de fournir des explications et des interprétations correctes et inattaquables.

La science albanaise a œuvré et continue d'oeuvrer avec succès pour traiter sous tous les aspects les questions se rattachant à notre pays et à notre peuple et, grâce au niveau atteint, elle a réussi à entreprendre des travaux de synthèse. Désormais ont été et continuent d'être publiés les documents principaux du PTA et les Œuvres du camarade Enver Hoxha qui constituent en soi une véritable encyclopédie de la vie de notre pays durant presque un demi-siècle et en même temps la base théorique et méthodologique d'une juste appréciation idéologique et scientifique de tous les événements, phénomènes, personnalités, faits, actions et d'autres questions de notre époque et des périodes passées.

Ainsi a été créé un véritable fonds d'œuvres fondamentales ayant un caractère de synthèse, comme «L'Histoire du Parti du Travail d'Albanie», quatre volumes de l'«Histoire d'Albanie», les deux premiers volumes de l'«Histoire de la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais», les deux parties de l'«Histoire de la littérature albanaise», le dictionnaire et la grammaire de la langue albanaise, les maquettes préparées ou en cours de préparation d'histoire de l'architecture, de la musique, du théâtre, de l'école, de la pensée pédagogique etc. Devant la richesse de ce tableau on peut se demander: en quoi des ouvrages encyclopédiques sont-ils nécessaires? Et s'ils le sont, de quel type doivent-ils être, quelle sera l'évolution graduelle de leur préparation? Et, ainsi peuvent être posées encore beaucoup d'autres questions auxquelles doivent être fournies des réponses concrètes avant que soit entrepris un travail aussi complexe aux exigences multiples.

Le besoin indispensable d'ouvrages de nature encyclopédique apparaît précisément lorsque la culture et la science sont en plein épanouissement. L'extension au grand jour des connaissances et leur spécialisation s'accompagne dialectiquement de l'apparition d'une difficulté pour se procurer les informations nécessaires dans le travail quotidien sans trop de fatigue et ni perte de temps. Les recueils encyclopédiques constituent une solution adéquate pour surmonter cette difficulté. Dans notre société socialiste ils atteignent aussi un autre objectif: ils mettent le savoir à la portée des masses, contribuent à leur faire connaître le visage actuel de leur patrie et à maintenir vivant son passé pluriséculaire, ils propagent les succès des sciences et inculquent les enseignements idéologiques et politiques du Parti. Ainsi les publications encyclopédiques, étant une source d'information rapide, facile et sûre, non seulement apportent une réponse aux questions posées aux lecteurs, mais élargissent aussi leur horizon idéologique, culturel et scientifique. C'est pourquoi elles constituent, à côté des autres moyens qui remplissent ces fonctions, et en accroissant en même temps leur efficacité, un moyen de propagation des connaissances et de l'éducation communiste des masses.

«Le Dictionnaire encyclopédique albanais», qui comprend environ 5000 articles, répond précisément aux exigences actuelles. Il a été préparé par l'Académie des Sciences de la RPSA avec la participation d'un vaste réseau près d'un millier de collaborateurs. Il a été mis sur pied vingt rédactions qui embrassent trente-deux domaines des sciences, et qui ont travaillé sous la direction de la rédaction générale; des groupes de travail ont été constitués dans les 26 districts du pays. A part les articles, les 1300 pages de l'ouvrage comportent un indice des noms de personnes et de pays ainsi que 900 photographies et reproductions, 190 cartes et croquis ainsi que 110 photos en couleur. La conception de l'ouvrage, conformément aux exigences des publications encyclopédiques contemporaines et à la préparation de l'illustration ainsi que de l'appareil annexe de l'ouvrage étaient à la charge du secteur de l'encyclopédie albanaise près l'Académie des Sciences.

La pensée scientifique a trouvé ici comme partout ailleurs l'approbation et le soutien total du Parti. Le camarade Enver Hoxha avait exprimé depuis longtemps son souhait de voir réaliser de tels ouvrages en langue albanaise. Son intervention à la réunion du Secrétariat du CC du PTA du 26 septembre 1980 publiée dans les «Rapports et discours 1980-1981» sous le titre «Préparons un ouvrage scientifique exact» servit d'orientation idéologique et scientifique fondamentale au cours du travail effectué pour la préparation du «Dictionnaire encyclopédique albanais». Dès le début, le camarade Enver Hoxha mit en relief que c'était là pour nous un travail très important et nécessaire et, avec l'ampleur de son horizon et sa compétence authentique, il traite des problèmes fondamentaux se rattachant à ce travail: l'interprétation idéologique et politique, la méticulosité scientifique, la présentation encyclopédique, le choix des cadres, les formes d'organisation, le développement méthodique, les voies à suivre pour surmonter les difficultés initiales, les délais et jusqu'aux rééditions futures.

Tout en soulignant les difficultés qui surgissent dans la première entreprise d'une publication de ce genre, le camarade Enver Hoxha exprimait, d'autre part, sa pleine confiance que nous possédons déjà toutes les conditions nécessaires pour avancer dans cette nouvelle direction: «Je suis certain du succès de notre entreprise parce que nous disposons actuellement de groupes solides de scientifiques et d'hommes d'études dotés d'une profonde et vaste culture, des éléments spécifiques nécessaires et surtout de justes conceptions marxistes-léninistes. Cela nous assure que tous les problèmes de ce dictionnaire seront traités dans l'optique de notre idéologie marxiste-léniniste et avec une objectivité scientifique».[1]

Nous pouvons considérer comme une contribution directe théorique l'analyse que le camarade Enver Hoxha a faite des rapports entre le fait et l'interprétation, entre les données objectives et les attitudes idéologiques, entre l'information et l'appréciation, considérés comme une question fondamentale de la présentation encyclopédique. Cette approche révèle que les grandes encyclopédies célèbres des autres pays contiennent, certes, de l'érudition, mais que celle-ci s'y harmonise avec les objectifs des auteurs, qu'elles fournissent la réalité des problèmes techniques et sociaux mais que l'on y trouve également des déformations quant à leur appréciation.

Les recommandations du camarade Enver Hoxha enjoignant que dans cet ouvrage tout soit précis, que les dimensions et les proportions soient respectées avec rigueur, servirent d'orientations et d'instructions concrètes à tout le collectif participant à la préparation du «Dictionnaire encyclopédique albanais». Il conseille donc, d'une part, d'éviter l'information superflue qui aboutit à de vaines curiosités ainsi que le subjectivisme dans le choix et l'élaboration de cette information, les généralisations dans l'évaluation des événements et des personnalités; d'autre part, d'éviter les développements recouvrant des fins de propagande, les développements littéraires ainsi que les dithyrambes et les vulgarisations excessives. Synthèse, information exacte et dense, objectivité, proportions mesurées, positions fondées sur l'idéologie marxiste-léniniste, appréciations pondérées, ce sont là les qualités nécessaires à une œuvre encyclopédique d'un haut niveau idéologique et scientifique.

«Le Dictionnaire encyclopédique albanais» comprend environ 5000 articles. Les limites de temps de ce fonds commencent avec les périodes géologiques de la création de notre sol et les premières traces de l'homme sur la terre, et remontent jusqu'à nos jours. Devant une telle extension, la question principale était non seulement de choisir tout ce qui est important et représentatif dans toute l'activité productrice et créatrice du peuple albanais, dans ses réalisations comme culture matérielle et spirituelle, dans cet océan d'événements, de phénomènes, de figures, d'objets, de valeurs qui constituent le monde albanais, mais aussi de dégager de tout cela une vision globale, un tableau complet équilibré et d'une conception unifiée.

La combinaison de la vision historique avec une vaste représentation de la situation actuelle a contribué à la mise en œuvre de cette conception. L'histoire même traverse l'ouvrage considéré sous ses deux aspects.

D'abord, c'est le cours des événements historiques qu'a vécu le peuple albanais, ses luttes pour la liberté, l'indépendance, la justice sociale et le progrès, en participant à l'évolution historique mondiale non pas comme un élément dépendant et passif, mais comme un facteur coopérant avant son propre poids et qui, à des étapes, surgit même au premier plan des événements.

La classification des périodes suivant les critères du matérialisme historique effectuée par notre historiographie a servi à faire ressortir dans leur intégralité les étapes les plus importantes, depuis la préhistoire jusqu'à nos jours. Mais on a eu le souci particulier, dans la multitude des faits, si importants soient-ils, dans leur continuité, de préserver leur signification fondamentale pour la vie du pays comme un fil pluriséculaire ininterrompu.

Ainsi, par exemple, l'autochtonéité des Albanais sur ces territoires, l'ethnogenèse de ce peuple en tant que processus interne, les efforts de longue date pour une culture et une vie urbaine avancées, pour la fondation des institutions étatiques locales et jusqu'à un trait de la constitution psychique comme l'esprit indomptable de liberté, sont présents entre les lignes dans chaque article de l'œuvre, long ou court. Ensuite, comme de coutume dans les publications encyclopédiques, chaque article contient quelque chose de l'histoire de l'objet qu'il présente, et même, à l'occasion, de l'histoire de son étude. Considérée dans cette optique, donc comme une histoire politique et sociale, économique et militaire, culturelle, artistique et scientifique, comme une histoire des institutions nationales, des œuvres et des objets, des idées et des réalisations, l'histoire y occuperait à coup sûr une place importante.

En outre, en considérant comme période actuelle les années qui partent de la Lutte antifasciste de libération nationale à nos jours et en les comparant en chiffres avec les millénaires passés, on risquait de s'écarter d'un principe fondamental pour toute l'œuvre: la priorité à accorder à la présentation détaillée sous tous les aspects des résultats grandioses de notre époque, qui constitue aussi l'époque la plus glorieuse de l'histoire du peuple albanais sous la direction du PTA. C'est pour cette raison qu'une attention particulière a été attachée à la Lutte antifasciste de libération nationale et à l'époque de l'édification du socialisme conformément à leur poids réel dans l'image totale de l'Albanie. Dans ce cas également on a eu soin, de pair avec les données scientifiques exactes, donc avec les événements importants de l'époque, les formations partisanes de l'ALNA, les batailles et

les héros, l'organisation du pouvoir populaire et les profondes transformations économiques, les grands ouvrages industriels et agricoles etc., de faire ressortir que tout ce qui a été réalisé est l'œuvre du PTA, de son action de direction, d'orientation, d'organisation et d'inspiration. Ainsi y trouve-t-on présente l'expérience du PTA dans la révolution et l'édification socialistes, expérience qui constitue aussi une contribution créatrice à l'application des enseignements du marxisme-léninisme dans les conditions de notre pays.

Cela a rendu également plus facile d'illustrer sous un juste jour le présent dans toute une série de domaines. Si nous prenons comme exemple une sphère particulière comme la littérature albanaise, on sait bien qu'elle est d'origine ancienne et qu'elle compte des auteurs et des œuvres célèbres. Et pourtant durant la période du réalisme socialiste non seulement ont paru un nombre de romans incomparablement supérieur à celui des siècles passés mais leur haut niveau artistique et leur écho dans la vie littéraire du pays et aussi auprès des lecteurs étrangers sont tels qu'ils défient toute comparaison avec les périodes antérieures.

Aussi l'information actuelle est-elle plus considérable par rapport au passé parce que objectivement, les résultats actuels le sont également. Ainsi dans le passé, il n'était même pas question d'usines et de combinats, de bonification et d'intensification de l'agriculture, de cinéma et d'académie des sciences, d'opéra et d'université, etc, etc. Avant la Libération, des efforts furent faits pour créer quelque musée mais il n'en est rien resté. Aujourd'hui, même les lieux de travail et les villages ont leurs propres musées. Dans un sens figuré le Dictionnaire encyclopédique même pourrait être qualifié de musée national écrit.

Enfin, même des objets comme les montagnes, les champs et les fleuves, qui semblent être éternellement les mêmes, sont en réalité marqués du sceau du présent. Le fleuve Drin a changé et change constamment sur la carte de l'Albanie d'après la Libération de même que la plaine du Vurgu. Donc la terre et la nature du pays sont présentées dans l'optique des rapports de l'homme avec elles, et précisément de l'homme de la société socialiste qui possède actuellement les connaissances, les moyens techniques et la force organisationnelle nécessaires pour transformer et embellir le visage du pays.

Conçu dans cette optique, «Le Dictionnaire encyclopédique albanais» est donc un tableau de l'Albanie socialiste de nos jours en tant qu'Etat de la dictature du prolétariat et unique pays qui construit le socialisme en s'appuyant entièrement sur ses propres forces, doté d'une économie développée qui avance à des rythmes accélérés, d'un enseignement, d'une culture et d'une science avancés. En même temps, il est le digne légataire et porteur de toutes les valeurs créées durant les siècles par notre peuple.

L'idéologie marxiste-léniniste et la pensée théorique du PTA ont servi de base au développement idéologiquement correct de chaque article du dictionnaire. Dans une telle œuvre où pour la première fois étaient rassemblées des questions des plus diverses et qui seraient par conséquent comparées et astreintes à une même ligne, il était particulièrement indispensable d'adopter des attitudes et de faire des appréciations idéologiques, de classe très claires. Tout devait être considéré dans un esprit de parti, à travers le prisme des intérêts de la révolution, du socialisme et de la nation.

On sait que sur certains problèmes, que l'on résout arbitrairement suivant les intérêts des politiques antisocialistes et anti-albanaises, il existe des thèses et des points de vue dans les travaux des scientifiques bourgeois, révisionnistes et chauvins qui faussent la vérité sur notre pays et sur notre peuple. La matière même de cet ouvrage s'inscrit en faux contre leurs thèses au moyen d'arguments et de faits scientifiques objectifs. L'exposition affirmative des faits réfute beaucoup de vues qui souvent ne constituent qu'un retour aux idées et attitudes élaborées antérieurement quand les envahisseurs étrangers empêchaient notre peuple de devenir maître de son destin dans ce domaine également. De même, dans les cas requis, une critique directe et de principe est faite aux attitudes antisocialistes et hostiles adoptées à l'encontre de l'Albanie.

En outre, notre idéologie et les enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha ont été analysés de façon synthétisée dans les articles traitant de domaines comme l'histoire et la vie du PTA, sa lutte pour préserver sa pureté idéologique contre le révisionnisme sur le plan international, la philosophie, la justice, l'organisation étatique, les rapports de production socialistes et les formes d'organisation de l'économie, les notions et les œuvres fondamentales en ce domaine, etc. Dans cet ouvrage qui reflète le monde albanais, il est naturel que l'objectif des auteurs ait été de mettre constamment en évidence l'individualité nationale de notre peuple, qui a été et demeure un facteur important pour tenir tête aux tourmentes des temps et constitue en même temps une partie de sa contribution à la culture universelle. Sans doute, dans un sens large, les luttes pour la liberté ainsi que l'activité productrice et la transformation de la nature du pays ont constitué aussi une contribution à la civilisation, mais il s'agit ici de la culture nationale dans un sens plus étroit. Cette sphère englobe tant la culture populaire avec les usages, les costumes, les danses, le folklore, les métiers, les habitations, la musique etc., que la créativité cultivée dans la littérature, les arts, la musique, le théâtre, l'architecture ainsi que la langue, l'instruction, la science, les sports, les institutions et les publications.

Comme pour toutes les autres sphères il y a là de larges articles de synthèse suivis de plusieurs autres, répartis dans l'ouvrage suivant l'ordre alphabétique de leurs titres. Mais le problème fondamental consistait à faire en sorte que même les parties détachées soient parcourues par une idée centrale. La variété et la richesse de la culture ressortent dans la répartition des phénomènes et des objets avec leurs particularités suivant les régions ethnographiques et les diverses périodes historiques. Malgré tout, notre culture, sous la forme nationale que nous lui observons aujourd'hui, en intégrant toute la tradition et le patrimoine précieux, est caractérisée par une ligne unique depuis les temps lointains. Sur ce plan la question essentielle de la notion même de la problématique albanaise a été correctement résolue. Comme on le sait, notre peuple vit sur son territoire en tant que peuple autochtone indépendamment des diverses divisions politiques et administratives reliées aux processus historiques. C'est pourquoi les articles correspondants se réfèrent aux faits objectifs et non pas aux démembrements artificiels effectués par les différents occupants qui voulaient réaliser leurs objectifs d'asservissement, tout à fait étrangers au peuple albanais qui s'est opposé à eux ouvertement. On sait bien comment il a été procédé à la délimitation des frontières politiques en 1912, et le manque d'information sur la Kosove d'après 1913, sur ses villes principales et sur les Albanais en Macédoine, au Monténégro et en Serbie constituerait une mutilation de cette problématique. Ce panorama a été complété dans cet ouvrage par des informations sur les Albanais d'Italie et de Grèce et sur les colonies albanaises.

Après cette présentation, on s'explique pourquoi cet ouvrage s'en est tenu à certaines proportions définies dans la répartition de ses 5000 articles: un tiers va aux sciences historiques, un tiers aux sciences sociales et à la culture, et un tiers aux sciences naturelles et techniques ainsi qu'à la géographie et aux lieux habités.

Comme on vient de le souligner, cet ouvrage est fondé sur les acquis de notre idéologie, de la science, de la production socialiste et de la révolution technique et scientifique, sur tout le patrimoine théorique, culturel et artistique du pays. Les auteurs se sont efforcés de refléter le plus haut niveau scientifique de notre époque, la pensée la plus récente, avec le souci de la véracité et de l'exactitude des données.

Cependant, il n'a pas été fait une simple récapitulation des résultats désormais acquis. L'approche encyclopédique des problèmes requiert un nouvel ordonnancement systématique qui unifie et approfondisse les connaissances. Nous possédons, par exemple des études sur les bayraks, mais ici en peu de lignes il a été fait une synthèse de ce phénomène inobservé ailleurs. De même, par exemple, on a collecté des matériaux intéressants sur les villes et les villages et c'est là un domaine auquel pour la première fois on s'attaque de front. De ce fait, le travail effectué pour cet ouvrage nous a incité à étendre notre vision scientifique dans certaines nouvelles directions. Cette œuvre est le produit de nos études et en même temps un point de départ pour aller plus avant, en ce qu'elle dessine une foule d'autres tâches à résoudre, pour compléter le tableau de l'Albanie et des Albanais.

Dans cette présentation de la vie, du travail et de la lutte des masses populaires en tant que véritables créateurs de l'histoire et de la culture albanaises, il était naturel qu'y aient leur place les figures les plus éminentes, les hommes qui ont exprimé et incarné les exigences de leur temps. Il est intéressant de souligner qu'à leur propos il est devenu nécessaire de préciser jusqu'aux dates de naissance et de décès de ces figures, ce qui témoigne que la collecte des connaissances dans un pays fait ressortir aussi les lacunes ou quelque disproportion dans le stade atteint, et que le travail de synthèse concourt à pénétrer plus à fond les détails et les faits particuliers.

Dans son intervention recommandant de «Porter à un plus haut niveau les sciences qui étudient l'histoire, la linguistique et notre culture nationale», prononcée à la réunion du Secrétariat du CC du PTA le 9 mai 1983, le camarade Enver Hoxha a évoqué une nouvelle fois la question du «Dictionnaire encyclopédique albanais» comme une entreprise très sérieuse et un travail d'une grande importance scientifique, en attirant l'attention sur le fait que chaque article, même peu important, doit être le fruit de la collaboration de deux ou plusieurs auteurs.

Cet ouvrage est l'incarnation concrète de cette recommandation de notre dirigeant inoubliable et bien-aimé. On peut dire sans exagération que c'est l'œuvre la plus collective de notre science. Son achèvement dans un bref délai est une preuve convaincante du caractère de masse de notre science et de sa capacité d'organisation pour une telle entreprise complexe par son contenu comme par le nombre de ses collaborateurs.

Il n'est pas sans intérêt de dire quelque chose sur l'expérience acquise au cours de ce travail. Avant tout, il a été considéré comme une véritable action de masse, vu les objectifs bien définis, les délais fixés et les mesures concrètes à prendre pour l'accomplir. Cette tâche a été assignée à l'Académie des Sciences de la RPSA, mais elle devait bénéficier aussi du large appui des hommes d'étude, des professeurs et des spécialistes de toutes les autres institutions de recherche, de l'Université de Tirana «Enver Hoxha» et des autres écoles du pays, de tous les centres de production, de culture, des institutions artistiques et autres, ainsi que de toutes les entreprises.

L'idée fondamentale de l'organisation était de combiner la participation massive des collaborateurs avec le travail qualifié des groupes spécialisés, ainsi que les résultats des auteurs compétents en chaque question avec les vastes discussions et la retouche définitive qui réaliserait l'harmonisation d'exigences analogues. Il a été mis sur pied une rédaction générale avec des représentants des principales branches de la science, de la culture et des arts, qui

a élaboré la plate-forme suivant les justes orientations idéologiques et scientifiques, a dirigé avec esprit de suite tout le travail, conduit les autres organismes et assuré le niveau global de l'œuvre à travers ses groupes, qui ont discuté et approuvé tous les articles sous leur forme définitive.

Toutes ces mesures ainsi que le contrôle exercé pour leur réalisation n'ont pas empêché les modifications et les corrections nécessaires effectuées en cours de route et traduisent dans les faits l'expérience acquise pas après pas.

Si l'on jette un regard en arrière on constatera que les dictionnaires importants de l'albanais depuis celui de F. Bardhi en 1635 jusqu'à celui de K. Kristoforidhi comportent des éléments encyclopédiques pour les Albanais. L'éminent promoteur de notre Renaissance Sami Frashëri a inséré quelques centaines d'articles sur son pays dans son encyclopédie en 6 volumes publiée en turc en 1900. Après la Libération ont été publiés des dictionnaires encyclopédiques portant sur des domaines comme la philosophie, la pédagogie, l'astronomie, la chimie etc. Tandis que maintenant on a accompli un grand pas en avant qui marque, nous pouvons le dire haut et clair, le début d'un genre défini de sources d'information, un type de ce que nous pourrions appeler culture encyclopédique.

Le dictionnaire est aussi un travail préparatoire au passage à une encyclopédie albanaise prévue jusqu'ici en 4 volumes avec un volume supplémentaire après son achèvement et qui constitue l'une des plus grandes tâches de l'Académie des Sciences pour le nouveau quinquennat. Ces deux publications frayeront la voie pour passer à d'autres œuvres.

Ce sont là autant d'éléments constitutifs des brillantes perspectives que le Parti a ouvertes à notre science et à notre culture et que nous pouvons considérer, sans crainte de verser dans la rhétorique, comme une source d'inspiration pour tous les collaborateurs qui considèrent leur participation à de telles œuvres comme un honneur.

Un travail considérable a déjà été fait pour la préparation de la traduction et de la publication de l'œuvre en une langue étrangère. L'intérêt des peuples du monde pour notre pays s'est accru; on demande à connaître ce petit peuple qui donne un exemple d'attitude inflexible et à obtenir à son sujet une information encyclopédique authentique. Il est vrai que l'Albanie figure depuis longtemps dans les publications encyclopédiques étrangères mais il est également vrai que dans la plupart des cas l'information est pauvre, inexacte ou intentionnellement faussée. Cette présentation insatisfaisante se rencontre malheureusement même dans certaines sources actuelles qui font autorité dans d'autres pays. C'est pourquoi l'on a immédiatement entrepris la préparation d'une version en langue étrangère qui sera bientôt envoyée sous presse.

La parution du «Dictionnaire encyclopédique albanais» a été accueillie avec un intérêt particulier par toute l'opinion de chez nous, qui l'a apprécié comme il se doit. Les lettres des lecteurs commencent par des termes enthousiastes qui se rallient à l'opinion unanime que ce dictionnaire fait partie de l'œuvre monumentale du PTA. En même temps, ils font quelques remarques bienveillantes, qui nous aident à corriger les inexactitudes et à combler les lacunes justifiables pour cette première publication. De nouvelles éditions successives sont naturelles pour ce genre d'ouvrages qui requièrent des compléments et des améliorations, et à propos desquels la communication directe avec le lecteur constitue une aide précieuse en ce que le but de l'œuvre est justement de servir aux gens de chez nous.

Le livre a eu aussi un grand écho chez les Albanais partout dans le monde, qui sentent grandir leur fierté pour leur véritable patrie, ce sentiment que Naïm Frashëri, notre grand écrivain, a exprimé dans cette phrase célèbre:

«Toi, Albanie, tu me donnes l'honneur, me donnes le nom d'Albanais».

«Le Dictionnaire encyclopédique albanais» enrichit notre culture socialiste et se range parmi les succès de la science albanaise qui se développe et progresse grâce à la sollicitude du Parti et se guide sur ses enseignements.

Notes :

1. Enver Hoxha, *Sur la science (Recueil d'œuvres),* t. II, p. 378.

N°6 (1989)

Les matériaux de ce numéro sont tirés de la revue «Studime Politiko-Shoqërore» (Etudes politiques et sociales) N°1/1988, 2/1988.

I. Documents du PTA publiés pour la première fois en langues étrangères

Enver Hoxha — De la révolution démocratico-bourgeoise française (Notes)

Ramiz Alia — L'école secondaire, principal maillon de la consolidation du système d'enseignement (Discours prononcé à la réunion du Bureau politique du CC du PTA, 5 décembre 1987)

II. Session scientifique à l'occasion du 80e anniversaire de la naissance du camarade Enver Hoxha

Pr Raqi Madhi — Problèmes de la théorie et de la pratique du socialisme à la lumière des enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha (Rapport)

Pr Harilla Papajorgji — L'importance historique des enseignements du camarade Enver Hoxha sur le principe de l'appui sur ses propres forces dans l'édification socialiste (Communication)

Omer Hashorva (Maître de conférences), Zamira Çavo — Le développement de la démocratie socialiste et l'élévation du rôle des masses dans l'édification de la société socialiste (Communication)

Zana Alia (Agrégé es sciences) — Les enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha sur la lutte de classes et ses particularités dans les conditions actuelles (Communication)

Vassilaq Kureta (Maître de conférences) — La valeur actuelle des enseignements du camarade Enver Hoxha pour la connaissance, le traitement et la juste solution des contradictions à l'étape actuelle (Communication)

Arben Bakllamaja (Agrégé es sciences), Arshi Çela (Agrégé es sciences) — Le camarade Enver Hoxha à propos des intérêts et de leur harmonisation sous le socialisme (Communication)

Pr Sotir Manushi — La valeur actuelle de la pensée du camarade Enver Hoxha pour affronter avec succès l'agression idéologique bourgeoise-révisionniste (Communication)

Pr Vangjel Moisiu — L'essence antisocialiste de la «perestroïka» gorbatchévienne analysée à la lumière des enseignements du camarade Enver Hoxha (Communication)

Fatmir Kumbaro (Agrégé es sciences), Leontiev Çuçi (Agrégé es sciences) — La dénonciation de la théorie et de la pratique antimarxistes de l'autogestion yougoslave à la lumière des enseignements du camarade Enver Hoxha (Communication)

III. Etudes et articles

Anastas Kendo — Le front de la culture aujourd'hui et sa place dans le travail du Parti

Pr Agim Popa — Œuvre de grande valeur toujours actuelle pour la cause de la classe ouvrière et des peuples épris de liberté (A l'occasion du 10e anniversaire de la publication du livre du camarade Enver Hoxha. «L'Impérialisme et la Révolution»)

Pr Jorgji Sota — L'importance historique du Ier Congrès du PCA (A l'occasion de son 40e anniversaire)

Kristaq Angjeli (Maître de conférences) — L'influence des facteurs psychologiques sur la réalisation des tâches de l'édification socialiste

Refik Kucaj (Ancien collaborateur scientifique) — Enver Hoxha, grand stratège de la lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais

IV. Critique des «théories» et des pratiques bourgeoises-révisionnistes

Gjergj Habibaj — Les buts de la propagande du Vatican à l'encontre de l'Albanie et son manque de fondements

Hysen Xhaja (Maître de conférences) — La décentralisation anarchiste et la prétendue «planification socialiste» dans l'économie capitaliste soviétique actuelle

V. Compte-rendu

Shaban Sinani — Un impérissable témoignage d'attachement au camarade Enver Hoxha (A propos du livre «Notre Enver» du camarade Ramiz Alia)

VI. Vie scientifique

— Conférence scientifique consacrée au 110e anniversaire de la fondation de la Ligue albanaise de Prizren

— Les problèmes de la politique étrangère et de l'évolution actuelle mondiale à la lumière des enseignements du camarade Enver Hoxha

— Le camarade Enver Hoxha à propos de la culture

— Sur certains problèmes du développement économique du pays

— Session scientifique à l'occasion du 70e anniversaire du comité «La défense nationale du Kosovo»

— Débat sur la dénonciation de l'essence et du contenu antimarxiste de la «perestroïka»

I. Documents du PTA publiés pour la première fois en langues étrangères

Enver Hoxha — De la révolution démocratico-bourgeoise française

Notes[1]

Jeudi, 2 février 1978

Comme l'ont indiqué nos classiques du marxisme-léninisme, la Révolution française démocratique-bourgeoise fut une révolution progressiste pour son temps, en ce qu'elle inaugura une époque nouvelle dans l'histoire de l'humanité. Les documents historiques attestent que l'un des traits de cette révolution est qu'elle s'est développée de bas en haut. La grande révolution bourgeoise française était conduite par la bourgeoisie et elle réussit â l'emporter et à réaliser ses objectifs uniquement grâce au rôle décisif de la paysannerie et des petites gens des villes. **La bourgeoisie s'était considérablement enrichie durant la période du pouvoir féodal et de la monarchie absolue, mais elle ne jouissait pas des droits politiques qui étaient l'apanage des grands propriétaires terriens, des nobles et du clergé.** La bourgeoisie marchande et rentière s'appuya sur la paysannerie, durement frappée par ses redevances au profit des classes privilégiées, et qui, de ce fait, était contre les impôts et la corvée, autrement dit, contre le pouvoir royal absolu et l'aristocratie féodale.

La révolution démocratique-bourgeoise avait pour tâches fondamentales de renverser la féodalité, le pouvoir royal absolu et de résoudre le problème paysan, d'accomplir donc la réforme agraire. A la différence des autres révolutions bourgeoises, la révolution française démocratique-bourgeoise fut réalisée par les masses populaires, par les petites gens des villes et des campagnes, conduites par la bourgeoisie, contre la féodalité et l'absolutisme. La vaste participation des masses populaires à cette révolution la distingue des autres révolutions bourgeoises.

Au début de cette révolution, la paysannerie française n'était pas encore persuadée de la nécessité d'un changement constitutionnel de la forme du régime. La nécessité de renverser la monarchie fut ressentie plus tard, progressivement. Je ne m'arrête pas sur les péripéties que connut la Révolution démocratique-bourgeoise française au cours des diverses périodes de son histoire, ce n'est pas le but de cet écrit; aussi, sans trop m'étendre. je tiens à souligner que la situation créée par les mouvements populaires rendit indispensable la convocation des états généraux. Après de multiples réunions, le Tiers-État, encouragé par l'enthousiasme des masses révoltées, qui demandaient de combattre fermement le pouvoir établi, se déclara le 17 juin Assemblée nationale. Le 9 juillet, réunie dans la salle du «Jeu de Paume», celle-ci se proclama Assemblée constituante, appelée donc à élaborer une constitution...

La Cour et ses tenants, la noblesse et le clergé, soutenus par des éléments de la bourgeoisie, se mirent à réagir contre l'Assemblée. Des troupes furent portées à Paris et à Versailles pour disperser l'Assemblée. La profonde colère des masses populaires, en apprenant les tentatives de la réaction, ne fit qu'amplifier et intensifier leur participation à l'insurrection et, le 14 juillet 1789, la citadelle-prison de la Bastille, symbole de la tyrannie, fut prise et incendiée.

Finalement, le peuple insurgé renversa la monarchie absolue. Tous les privilèges de la noblesse furent abolis. Le pouvoir passa aux mains de la grande bourgeoisie bancaire-marchande et d'une portion de la noblesse qui la soutint. Cette bourgeoisie, devenue grande propriétaire, utilisa la victoire dans son propre intérêt, elle conserva ses terres et partagea en quelque sorte les biens communaux avec la paysannerie.

Indépendamment du fait que l'aile droite de la révolution française, composée des Feuillants, plus tard des Girondins suivis des partisans de Danton et d'Hébert, s'efforça non seulement de conserver la royauté, mais aussi d'arrêter le cours de la révolution, cette aile fut écrasée par la dictature démocratique révolutionnaire de la bourgeoisie urbaine, des artisans et des partisans de Robespierre, appuyés par les masses populaires. **La période de Robespierre marqua l'apogée de la Révolution démocratique-bourgeoise française.**

Par la suite, la bourgeoisie contre-révolutionnaire s'attaqua aux Jacobins, elle mit à profit les querelles intestines clans leurs rangs, regroupa ses forces et liquida la dictature de Robespierre. Par la suite, Babeuf écrivit sur le problème de la répartition des terres et sur la Loi agraire, préconisant une complète réforme agraire. Il était résolument hostile à la propriété privée de la terre et ardent défenseur de l'égalité. Avec ses tenants, il lutta contre le pouvoir bourgeois, mais fut arrêté et exécuté. Comme Babeuf était communiste utopiste et qu'il fomenta le «complot des égaux», le babeuvisme fut considéré comme l'extrême gauche, le «communisme», dans la Révolution démocratique et bourgeoise française.

La Révolution française de 1789 connut donc ses péripéties et marqua, avec la dictature des Jacobins, sa période la plus brillante. Après la dictature jacobine, en 1794, cette révolution commença à décliner, puis vint la réaction thermidorienne, qui scella la fin de la Révolution démocratique-bourgeoise du XVIII^{e} siècle.

La bourgeoisie contre-révolutionnaire exerça sa domination illimitée sous le pouvoir du Directoire. Or, même le Directoire, au cours de cinq années de gouvernement, perdit son autorité aux yeux de la bourgeoisie, du fait des spéculations et des abus effrénés commis aux dépens du Trésor de l'Etat. Le déclenchement des révoltes populaires contre le Directoire effrayèrent la bourgeoisie, aussi demanda-t-elle un pouvoir plus fort. Dans ces circonstances, le 9 septembre 1799 (18 brumaire), eut lieu un coup d'Etat militaire conduit par Napoléon Bonaparte, qui jouissait de l'appui total de la grande bourgeoisie. Le Directoire fut renversé et remplacé par la dictature militaire de Bonaparte. Son pouvoir, comme le dit Engels, priva le peuple français de toutes les libertés politiques, conquises durant la révolution.

La Révolution démocratique-bourgeoise qui abattit le féodalisme et le régime qui le soutenait ne parvint pas à réaliser pleinement la réforme agraire. En dépit du caractère progressiste de la dictature jacobine, les limites d'un pouvoir bourgeois ne furent pas dépassées. Par la suite, la révolution déclina en raison des aspirations à l'hégémonie de la grande bourgeoisie, qui s'efforça de consolider ses positions dominantes à des fins impérialistes. La bourgeoisie ne pouvait pas garder autour de soi pendant une longue période toutes les masses populaires qu'elle exploitait la dynastie des Bourbons eut, elle aussi, ses péripéties. En France monta sur le trône quelque roi «républicain» qui gouverna «par l'épée et par la croix» jusqu'à la reconstitution après la courte période de la II^{e} République, de l'Empire français. Au cours de cette période, après toutes ces guerres, la bourgeoisie française se redressa, se renforça économiquement et ainsi commença l'industrialisation de la France.

Certains historiens soutiennent que l'on peut considérer aussi comme une révolution démocratique-bourgeoise modèle, celle de Cromwell, qui fut réalisée en Angleterre. A mon avis, ce jugement n'est pas juste, en ce que, à la différence de la Révolution démocratique-bourgeoise française, la révolution en Angleterre fut réalisée principalement d'en haut, à travers un compromis entre les tenants du pouvoir royal: féodaux, église anglicane, d'une part, et partisans du Parlement: grande bourgeoisie et nouveaux nobles, d'autre part. Il est vrai qu'en Angleterre le roi fut décapité, mais la révolution y laissa la paysannerie sans terre. Les paysans restèrent astreints aux redevances antérieures qu'ils versaient aux féodaux et à l'Eglise. Le Parlement anglais fit supporter toutes les difficultés de la guerre civile au peuple, en augmentant les impôts. La situation économique des masses s'aggrava. **En fait, cette révolution consolida les positions de la bourgeoisie terrienne, ainsi que celles des féodaux.** La bourgeoisie entama le développement industriel avant l'accomplissement de la révolution; elle s'engagea dans la voie du développement capitaliste et ses visées d'expansion coloniale la firent entrer en conflit avec l'Empire de Bonaparte qui, pour satisfaire ses ambitions, chercha à mettre un frein aux convoitises de la bourgeoisie anglaise.

La révolution française fut qualifiée de grande justement parce que, comme nous l'enseigne Lénine:

«Si la Révolution française est appelée la Grande Révolution, c'est justement parce qu'elle ne s'est pas distinguée par la mollesse, l'équivoque et les phrases creuses de nombreuses révolutions de 1848,... parce que c'était une révolution conséquente qui, après avoir renversé les monarchistes, les a écrasés jusqu'au bout... Pour la classe qu'elle a servie, la bourgeoisie, elle a fait tant que tout le XIX^{e} siècle, ce siècle qui a donné la civilisation et la culture à toute l'humanité, s'est écoulé sous le signe de la Révolution française.»[2]

Les Jacobins de 1793 sont entrés dans l'histoire comme un exemple de grande valeur d'une lutte véritablement révolutionnaire de la classe opprimée contre la classe des oppresseurs.

Dans son écrit sur «Le développement du socialisme d'utopie en science» Engels souligne:

«La Grande Révolution française... fut le premier soulèvement qui rejeta l'accoutrement religieux et livra toutes ses batailles sur le terrain ouvertement politique; elle fut aussi le premier qui poussa la lutte jusqu'à l'anéantissement de l'une des parties combattantes, l'aristocratie et jusqu'au complet triomphe de l'autre, la bourgeoisie. En Angleterre, la continuité des institutions prérévolutionnaires et post-révolutionnaires et le compromis entre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes trouvèrent leur expression... dans la conservation respectueuse des formes féodales de la loi. La révolution française fut une rupture complète avec les traditions du passé, elle balaya les derniers vestiges du féodalisme...»[3]

La Révolution d'en haut s'est faite aussi en Allemagne. Elle fut suivie de la création de l'Empire par Guillaume I^{er} et Bismarck. Ici aussi, la révolution démocratique-bourgeoise fut le résultat de la collaboration entre la bourgeoisie allemande chancelante, d'une part, et les féodaux et junkers, grands propriétaires terriens, d'autre part. La bourgeoisie allemande s'employa à industrialiser intensément l'économie, et, à travers la Kulturkampf,[4] tenta de rallier aussi à elle le prolétariat alors en formation. Toutefois cette révolution diffère radicalement de la Révolution démocratique-bourgeoise française de 1789. **Comme le remarque Lénine, la révolution démocratique-bourgeoise allemande de 1848 ne fut pas conduite à son accomplissement, car elle ne renversa pas la monarchie et la réaction. La bourgeoisie allemande, politiquement arriérée et non révolutionnaire, se fit le «rempart du trône».**

Dans le cas de la révolution française, les masses populaires se mobilisèrent et, pour un temps, laissèrent à l'écart la bourgeoisie modérée, alors que la révolution en Angleterre fut principalement conduite par la bourgeoisie libérale. Ce sont les raisons pour lesquelles la bourgeoisie ébranlée dans les autres pays fut très effrayée par les «dangers sans pareils de la voie suivie en 1789» et préféra celle de l'Allemagne de 1848.

A en juger par le caractère et les forces motrices du grand événement historique que fut la Révolution française démocratique-bourgeoise, c'est-à-dire si on la juge aux objectifs qu'elle atteignit, à la classe qu'elle renversa et à celle qu'elle porta aux pouvoir, aux rapports de production qu'elle supprima et à ceux qu'elle instaura, etc., ainsi qu'aux classes et couches sociales qui y participèrent, on comprend facilement combien Lénine avait raison d'affirmer que la grande révolution française du XVIII^{e} siècle a été la révolution bourgeoise classique.

Ce sont là certains des traits les plus typiques des révolutions démocratiques-bourgeoises...

Notes :

1. Ces notes sont tirées du Journal politique du camarade Enver Hoxha et appartiennent à ses réflexions de la même date pour définir le caractère et le contenu de la révolution chinoise.

2. V. I. Lénine, *œuvres,* t. 29, pp. 319, 412.

3. K. Marx — F. Engels, *œuvres choisies,* t. II, Tirana, 1975, pp. 107-108.

4. En allemand: la lutte pour la culture.

Ramiz Alia — L'école secondaire, principal maillon de la consolidation du système d'enseignement

Discours prononcé à la réunion du Bureau politique du CC du PTA[1]

5 décembre 1987

Le document qui nous est présenté traite uniquement des problèmes de l'école secondaire. Les problèmes relatifs à ce cycle d'enseignement sont de caractère non seulement éducatif et pédagogique mais aussi social et économique. Les camarades ont traité de ces questions dans leurs interventions, mais je voudrais, moi aussi, faire quelques suggestions à ce sujet.

Nous constatons tous que l'on travaille et que des succès sont obtenus dans l'application du programme du Parti pour la révolutionnarisation plus poussée, dans tous les sens, de l'école. De nouvelles mesures ne cessent d'être prises et, bon nombre de problèmes concrets posés par la vie, sont résolus. On en a aussi la preuve dans les questions soulevées, ici, à la réunion du Bureau politique, et dans les directives que nous donnons pour les résoudre. Le ministère de l'Education aussi s'est sérieusement engagé dans ce travail.

Le fait que le Parti, l'Etat ainsi que le ministère de l'Education avec ses organes ont concentré leur attention sur l'extension et la consolidation de l'enseignement secondaire est très significatif. L'enseignement secondaire est le chaînon le plus important de notre système d'enseignement dans son ensemble. Ce système a atteint un très haut degré d'impétueux développements quantitatifs et qualitatifs, qui posent des problèmes nouveaux, sont accompagnés des difficultés de croissance qui leur sont propres, voire de certaines contradictions.

L'extension de l'enseignement de douze ans dans les villes et les campagnes jusque dans les zones montagneuses reculées, est, pour un pays comme le nôtre, encore presque illettré un demi-siècle auparavant, «ne victoire colossale. Nous savons que pour donner à notre enseignement un caractère de masse, des dépenses et des sacrifices sont et resteront nécessaires. Cela témoigne du caractère progressiste et démocratique de notre ordre socialiste. Néanmoins, clans ce secteur comme dans tous les autres, nous devons mesurer notre vol à nos ailes.

Il est prévu qu'en 1990, 71,3 pour cent des élèves ayant terminé le premier cycle de huit ans entrent dans le secondaire. Dans le quinquennat futur ce taux sera porté à 90 pour cent. Naturellement, il faut bien réfléchir lors de l'élaboration des plans de façon qu'ils répondent aussi bien aux soins de l'économie et de la culture en spécialistes et ouvriers qualifiés qu'aux possibilités de la société de couvrir ces dépenses.

En ayant en vue ces facteurs, je pense que dans les plans futurs de scolarisation des élèves dans le secondaire il faut avoir soin avant tout de rectifier certaines disproportions entre la ville et la campagne, en particulier celles qui peuvent exister entre les différentes zones d'un district, même en créant des internats dont une partie pourront être entretenus par les coopératives elles-mêmes. En outre, on doit s'employer davantage à étendre le réseau des écoles secondaires du soir, dont l'activité a décliné du fait du manque d'attention des organes du pouvoir, mais aussi du Parti et de la jeunesse.

Dans le document qui nous est présenté, une place particulière est accordée au rapport entre les écoles secondaires d'enseignement général et les écoles secondaires professionnelles, ainsi qu'à la création de nouvelles écoles secondaires, surtout à la campagne. J'ai l'impression que lorsqu'on traite de ces questions, l'école secondaire est souvent considérée plutôt comme une porte d'entrée à l'enseignement supérieur que comme moyen de formation permettant de satisfaire aux exigences de la production et de la culture en éléments dotés du niveau indispensable de connaissances.

Il est de fait que nos organes des secteurs de l'éducation et de la planification savent bien quel est le nombre de bacheliers qui poursuivent les études supérieures, mais ils ne sont pas en état de dire où vont les milliers et milliers d'autres qui sortent des écoles secondaires ou professionnelles. On peut bien dire: à la production. Naturellement. Mais, certaines données font apparaître que, une bonne partie des spécialistes moyens ne travaillent pas aux postes qui leur sont appropriés. Dans certaines spécialités l'indifférence à cet égard est encore plus marquée. En agriculture, par exemple, bien que plus de 80000 travailleurs dotés d'une instruction secondaire soient occupés dans la production, environ 6 000 chefs de brigades, économistes ou réviseurs, soit 40 pour cent de leur total, ne sont dotés que d'une instruction primaire ou de huit ans.

Cela doit préoccuper les organes de l'enseignement et des autres départements. Le problème ne peut être résolu par une extension démesurée de l'enseignement secondaire général. N'oublions pas qu'actuellement environ 24 000 garçons et filles terminent leurs études secondaires chaque année alors que 5 000 seulement sont admis dans les écoles supérieures. Il en résulte que 20 000 jeunes dotés d'enseignement secondaire entrent chaque année dans la production. Sont-ils préparés pour cela et comment le sont-ils?

A part les écoles secondaires d'enseignement général nombre d'écoles professionnelles sont encore faibles et insuffisamment consolidées. Assurément, c'est là une question de cadres, car les enseignants y sont en général

les moins préparés, des ingénieurs et des spécialistes qui considèrent les cours comme une corvée. Cela tient aussi aux programmes, qui peuvent être surchargés de connaissances et d'informations superflues et il peut s'agir aussi de questions de spécialisation, etc.

Je vais parler des écoles secondaires agricoles dont il est traité dans le rapport présenté par le ministère de l'Education. Actuellement, ce sont les écoles les plus arriérées de toutes les écoles professionnelles. Cela est dû, en premier lieu, au bas niveau de préparation de leurs cadres. Envoyer comme enseignants dans ces écoles des spécialistes qui ont échoué dans la production, est désormais devenu un phénomène courant. D'autre part, les jeunes qui terminent leurs études à ces écoles, n'ont pas un avantage matériel particulier en entrant dans la production. Suivant les règles actuellement en vigueur dans l'agriculture, les degrés de qualification auxquels doivent correspondre les normes de rendement sont peu différenciés. Cette différence négligeable ne tient pas compte de l'expérience au travail et ne stimule pas l'étude. C'est justement en cela que l'on doit rechercher une des raisons du manque d'intérêt des travailleurs de l'agriculture d'acquérir une attestation de leur degré de formation. De ce fait, une bonne partie d'entre eux ne sont pas qualifiés ou n'ont atteint que le degré inférieur de qualification. Et ce problème existe, à mon avis, dans tous les écoles professionnelles. Quel est le motif qui pousse un garçon ou une fille à poursuivre ses études dans le secondaire? D'abord, l'intention plus lointaine de faire des études supérieures, deuxièmement, s'il n'y parvient pas de se doter des connaissances nécessaires pour s'acquitter d'un travail qualifié. La première possibilité existe aussi bien pour les élèves du cycle d'enseignement secondaire générale que pour les meilleurs élèves des écoles professionnelles. Or, ce sont justement ceux qui terminent les écoles professionnelles qui doivent acquérir cette seconde aptitude. Ces écoles doivent préparer des ouvriers qualifiés, de catégories supérieures à ceux qui terminent les écoles secondaires d'enseignement général. Ils doivent accéder prioritairement aux postes de travail correspondant à leur spécialité. De ces écoles peuvent sortir, après avoir passé un examen supplémentaire ou fait une période de travaux pratiques de 1 ou 2 ans, des techniciens moyens. Actuellement ces écoles n'en préparent pas. Par conséquent, toutes les tâches de caractère technique et technologique incombent aux cadres supérieurs. Mais n'est-ce pas là, entre autres, un facteur de déqualification pour le spécialiste supérieur?

Pour conclure, la question de l'extension de l'enseignement secondaire ainsi que l'extension de ses diverses spécialités doivent être vues en rapport avec les exigences actuelles et futures du développement de la production et de la culture. Ne nous en tenons pas seulement à l'enseignement supérieur, mais, jetons un regard au-delà de ses limites de l'école supérieure, afin de satisfaire les besoins de la société et de stimuler l'intérêt de la jeunesse pour s'instruire, assimiler le savoir et la culture.

Dans le rapport du ministère il est proposé de fondre en une branche unique, les spécialités d'agronomie et de zootechnique, étant donné que l'agriculture et l'élevage sont étroitement liés entre eux. Des unions de ce genre sont également envisagées en ce qui concerne la métallurgie, la mécanique, etc. Je pense que nous ne devons pas nous hâter. De pareilles écoles peuvent être expérimentés dans certaines zones ayant peu d'élèves, tandis que ailleurs, surtout dans les zones de plaines, il faut s'employer à renforcer les écoles agricoles existantes. Et même, compte tenu du fait que presque la moitié des élèves terminant le cycle de huit ans ne poursuivent pas leurs études dans le secondaire, le besoin se fait sentir de mettre sur pied des écoles de 1 ou 2 ans correspondant à diverses cultures, pour que les jeunes âgés de 14 ou 15 ans qui travailleront à l'agriculture, s'y soient spécialisés. Naturellement, ces genres d'écoles ou de cours n'auront pas d'équivalents.

C'est ce que j'avais à vous dire à propos du développement quantitatif de notre école.

Le renforcement qualitatif des écoles secondaires en particulier de celles nouvellement créées, constitue la tâche la plus ardue mais aussi la plus importante qui incombe aux organes de l'enseignement. Pour réaliser cette tâche il convient, d'une part, de résoudre le problème des enseignants et des professeurs de façon qu'ils soient aptes à travailler et par ailleurs à donner vie aux nouvelles orientations idéo-pédagogiques, à appliquer les nouveaux programmes d'enseignement, les nouveaux textes et à organiser efficacement le processus d'éducation. Mais, d'autre Part, il est un autre problème tout aussi aigu, c'est celui consistant à cultiver une motivation et un intérêt sains pour l'étude chez les élèves du cycle secondaire, dont le nombre va croissant. Nous ne pouvons non plus négliger à aucun moment le fait que l'école moyen ne continue d'être un objet de pressions malsaines de la part de quelques parents et parfois même de l'opinion sociale. Nous devons considérer tous ces aspects de la lutte pour renforcer qualitativement notre école secondaire dans sa complexité. Il est évident que les efforts pour moderniser du point de vue scientifique et pédagogique notre école, y introduire l'information scientifique moderne, doivent être intensifiés. Aujourd'hui, les notions élémentaires d'informatique sont utiles et même nécessaires aussi aux élèves de notre école secondaire. A plus forte raison lorsqu'on sait que l'école travaille aussi pour le futur, qu'elle précède les développements sociaux. Or, nous devons bien connaître nos possibilités, ne pas négliger les nouveaux problèmes et tendances scientifiques et didactiques, mais arrêter des mesures nécessaires pour les résoudre progressivement, car et les enseignants et les élèves ont besoin de textes nouveaux, de littérature et, souvent, de technique moderne, qui est parfois coûteuse, et que, pour le moment, nous ne sommes pas en mesure de nous assurer.

Les efforts déployés en vue de la croissance qualitative de notre école, visent fort justement à élever le niveau d'enseignement des langues étrangères. Or, à ce qu'il paraît, les problèmes posés sont difficiles à résoudre et les débats sur ce sujet me semblent traîner en longueur. En ce qui concerne les langues étrangères enseignées chez nous, comme l'anglais, le français et le russe, ainsi que leur extension respective, nous continuerons d'appliquer les orientations que nous avons depuis longtemps approuvées. Ces temps derniers a commencé aussi l'enseignement de l'italien, en particulier à l'école secondaire. Le rapport présenté propose que cette langue figure comme langue facultative dans les écoles secondaires. Cela peut être réalisé là où il y a des enseignants, car il peut y avoir des gens qui souhaitent l'étudier en dehors du programme normal. Mais, à mon avis, l'italien doit être enseigné comme langue obligatoire, à la place, par exemple, du russe, dans quelques écoles, surtout dans celles qui ont un caractère agricole. C'est le ministère de l'Education en collaboration avec les districts qui doit faire de choix. Mais alors son enseignement doit commencer depuis la classe de cinquième, ce qui demande l'adoption de mesures appropriées. Dans des proportions nécessaires et possibles dans quelques-unes de nos écoles on peut aussi entreprendre l'enseignement de quelque autre langue étrangère, l'allemand par exemple.

Le IX^{e} Congrès du Parti a posé de nombreuses tâches en vue de l'élévation du niveau et de l'amélioration de l'activité didactique dans les écoles. Actuellement on travaille et prend des mesures pour les mettre en œuvre. En ce domaine, le ministère de l'Education doit combattre les lenteurs dans le travail et l'immobilisme que l'on constate encore à certains maillons et institutions, de même qu'il doit stimuler et encourager les débats sur des questions scientifiques et pédagogiques, et cela non seulement au sein des milieux de spécialistes étroits mais aussi publiquement, dans la presse, ce qui actuellement se fait trop peu. Il ne faut pas oublier que les problèmes de l'école intéressent non seulement les instituteurs et les professeurs ou les institutions d'enseignement et pédagogiques, mais aussi les vastes couches de la population, parents, dirigeants de la production, de l'économie et de la culture, les masses de la jeunesse.

Dans le but d'améliorer le travail à l'école, le rapport qui nous est présenté contient des propositions en vue de la mise sur pied d'un centre national de qualification des enseignants, l'adoption de différenciation des traitements, d'après le degré de difficulté de leur cours, l'éloignement de leur domicile, ainsi que d'une règle envisageant la mutation des cadres dirigeants dans les établissements d'enseignement supérieur tous les 4-5 ans. Je pense que ces propositions doivent être étudiées attentivement. Nous avons, dans tous les districts, des organismes particuliers de qualification des enseignants, tout comme dans la capitale et j'ai à l'esprit les établissements supérieurs et l'Institut des Etudes pédagogiques. En ce qui concerne la question du traitement, ce problème ne doit pas être considéré seulement pour les enseignants mais aussi pour les économistes, les médecins, les vétérinaires et autres. Le Gouvernement doit étudier cette question dans sa complexité. Enfin, en ce qui concerne la durée de service des cadres dirigeants de l'Université elle peut, dans les mêmes limites, être réglée par l'application de la rotation des cadres.

Tout en travaillant à la modernisation scientifique et pédagogique de l'école il convient d'améliorer le travail visant à refléter au cours du processus d'enseignement et d'éducation la pensée marxiste-léniniste de notre Parti, l'expérience vivante de notre révolution et de notre construction socialiste, le cours impétueux de nos développements sociaux, les nouveaux problèmes que la vie fait surgir. Cela demeure un problème essentiel pour tous les cycles de notre école. Mais cela est surtout primordial pour l'enseignement supérieur.

Il est erroné de penser que ce problème peut être résolu principalement à travers les textes scolaires. Naturellement, s'ils font défaut, le travail ne peut bien marcher. Mais, les textes ne peuvent être modifiés tous les ans. Tandis que notre vie connaît des changements continuels que notre jeune génération doit apprendre à connaître. C'est ce que dicte aussi le développement si impétueux de la révolution technique et scientifique, les changements accélérés à la base technique et technologique de la production.

C'est la parole vivante des instituteurs et des professeurs, les publications et la littérature spécialisées supplémentaires pour les élèves et les étudiants, l'information abondante et variée qui coule à travers les canaux des mass média, qui viennent à l'aide des textes. Alors que l'école, de par sa nature même, est plus conservatrice, et que les textes scolaires ont et doivent avoir une certaine et relative stabilité, les moyens d'information sociale et leurs programmes sont encore plus dynamiques, ils changent beaucoup plus vite, reflètent immédiatement les nouveaux développements, même les problèmes quotidiens. Or, l'école doit apprendre à la nouvelle génération à s'orienter dans cette information sociale, à savoir la sélectionner, la relier à l'enseignement, en tirer profit pour faire élever le rendement de tout le processus didactique et éducatif, surtout de l'étude indépendante.

Notre école et nos professeurs sont en train de traiter de ces problèmes et de les engager dans la voie de leur solution. Or, ils se heurtent chaque jour aux problèmes des méthodes d'enseignement des cours et de leur assimilation. Notre école n'a pas encore effacé les traces du formalisme dans la manière d'étudier, surtout de la reproduction mécanique et passive des cours. Le IX^{e} Congrès du Parti a critiqué ces défauts. Le fait que les milieux et la presse pédagogiques traitent de ces manifestations et des causes qui les suscitent est à louer. Alors que de leur côté les écoles et les enseignants se sont mis à la recherche des voies de leur solution.

On ne peut sous-estimer la mémoire mécanique, sa valeur et son utilité. Mais, si l'étude se fonde principalement sur elle, si le contrôle des connaissances vise surtout à mettre à l'épreuve la mémoire de l'étudiant ou de l'élève, ce travail ne sera jamais parfaitement efficace. Par contre, tout en luttant pour élever le rendement de l'assimilation des cours, on doit rechercher une manière d'étudier active et créatrice, le développement de la pensée logique et indépendante. C'est à travers cette voie que nos élèves et nos étudiants apprendront à faire des recherches, à avoir des débats et des confrontations, à se creuser la cervelle; ils apprendront à démontrer avec des arguments à l'appui, à polémiser et s'il le faut, à contredire. C'est seulement ainsi qu'ils pourront développer en eux la pensée et l'esprit vivants créateurs et applicateurs, l'indépendance si précieuse de leur pensée, de leur jugement et de leur action.

Dans le travail, long et difficile visant à cultiver ces qualités, interviennent de nombreux facteurs et sont nécessaires de multiples stimulants depuis la lutte contre les vues et les pratiques pédagogiques et méthodiques surannées et dépassées jusqu'à l'élaboration de textes et autres publications, qui rendent possible, par leur logique même, un exposé de la matière faisant bien ressortir tous les problèmes. De même, il convient d'élaborer les voies et les méthodes actives d'étude que suivront les enseignants et les pédagogues eux-mêmes, afin d'élever leur niveau, tout comme il faut que les élèves et les étudiants soient formés et entraînés afin de pouvoir s'adapter à un processus d'étude dynamique contemporain, dans l'esprit marxiste-léniniste. Comme on le voit, le problème posé est vaste et complexe. Mais nous devons nous y attaquer pour le résoudre graduellement, mais non pas à un rythme ralenti et en revenant à plusieurs reprises sur les mêmes choses.

On discute beaucoup du laxisme qui sévit dans la mise des notes et, à ce propos, des critères d'admission au cycle supérieur. Actuellement sont en vigueur certaines règles. Si on le juge nécessaire, on peut les modifier. Or, il faut étudier soigneusement les propositions faites. D'après certains, l'admission au cycle supérieur doit être faite sur la base de la moyenne des notes des quatre années du lycée, d'autres pensent qu'il faut utiliser des coefficients tenant compte de l'importance des matières, de sciences naturelles et techniques, d'une part, et sociales-économiques, de l'autre; d'autres encore disent que outre les notes qui peuvent être identiques pour plusieurs élèves le conseil pédagogique et l'organisation de la jeunesse, se fondant sur les résultats de chaque élève pendant Tannée scolaire, indiquent son classement (premier, deuxième, etc.), dans son certificat de notes à la fin du baccalauréat. D'autres encore jugent qu'on devrait procéder également ainsi pour ceux qui terminent leurs études supérieures, (sorti premier, deuxième, etc., de la Faculté de Sciences appliquées, par exemple). Comme vous le voyez, il existe pour tout cela de nombreuses voies et variantes et l'on en peut trouver d'autres, mais elles doivent être étudiées attentivement.

J'exprime ma confiance que les discussions d'aujourd'hui nous aideront, en même temps qu'à définir une série de mesures concrètes, à donner une nouvelle impulsion à nos efforts pour consolider le travail de notre école et lui assurer une direction scientifique et pédagogique toujours plus qualifiée.

Publié pour la première fois d'après le texte tiré du procès-verbal de la réunion du Bureau politique du CC du PTA déposé aux ACP.

Notes :

1. A cette réunion il a été discuté du rapport sur «Certains problèmes de renseignement secondaire» présenté par le ministère de l'Education.

II. Session scientifique à l'occasion du 80e anniversaire de la naissance du camarade Enver Hoxha

Pr Raqi Madhi — Problèmes de la théorie et de la pratique du socialisme à la lumière des enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha

Rapport

La contribution théorique et pratique d'Enver Hoxha est des plus vastes. Elle concerne le passé, le présent et l'avenir de l'Albanie socialiste.

Sa pensée embrasse tous les problèmes de la théorie marxiste, tous les domaines de développement de notre époque. Elle a grandi, a mûri et a atteint ses sommets au cours du processus de la lutte menée pour l'affirmation et la sauvegarde du système social le plus jeune et le plus avancé.

Sa pensée sur le socialisme scientifique a pour trait la vitalité et l'esprit de suite, la profonde logique scientifique, l'imagination créatrice et la capacité de prévision. C'est la raison pour laquelle les enseignements du camarade Enver Hoxha se situent à la base de nos victoires présentes et à venir, que l'Albanie socialiste avance d'un pas sûr dans la voie qu'il nous a tracée et qu'elle écrit de nouvelles et glorieuses pages de son histoire.

«Tous les développements politiques, idéologiques, moraux et matériels de notre société socialiste, a indiqué le camarade Ramiz Alia, ont leur base et leur source d'inspiration dans les idées marxistes-léninistes du camarade Enver. Ce sont des idées qui orientent vers des développements nouveaux, plus élevés, des idées qui regardent vers l'avenir et nous aident à aller de l'avant d'un pas sûr. Elles serviront toujours à notre peuple et à notre Parti de boussole pour s'orienter et agir».[1]

I. Le socialisme et les perspectives de développement de l'Albanie.

Les problèmes actuels du socialisme en Albanie se rattachent directement à la juste solution que le Parti et le camarade Enver Hoxha ont apportée aux alternatives qu'offrait l'histoire. Lorsque nous jugeons la pensée du Parti et du camarade Enver Hoxha concernant l'édification du socialisme en Albanie, nous jetons à juste titre notre regard sur le triomphe de la Lutte de libération nationale et sur les événements qui se sont déroulés aussitôt après son achèvement.

La Lutte de libération nationale était une grande et profonde révolution populaire. Au cours de cette lutte, notre Parti a résolu avec intelligence et maturité des problèmes cardinaux, comme l'union du peuple autour du Front antifasciste de libération nationale, l'organisation de l'insurrection générale armée, la destruction de l'ancien pouvoir et l'instauration du nouveau pouvoir populaire, créant ainsi les conditions requises pour passer immédiatement à l'étape de l'édification socialiste. Mais certains événements qui advinrent à la veille de la libération de l'Albanie ainsi que la situation nationale et internationale créée au lendemain de la libération, compliquèrent les tâches du Parti.

Au 2e plénum du Comité central du Parti à Berat, les révisionnistes yougoslaves attaquèrent durement notre Parti et sa ligne et tentèrent d'entraver le passage immédiat de l'Albanie à la seconde étape de la révolution. Ils qualifièrent le passage au socialisme comme un processus prématuré et impossible à se réaliser, déclarant que l'Albanie demeurerait encore pour une longue période à l'étape démocratique de la révolution. Les thèses hostiles avancées par les révisionnistes yougoslaves au 2e plénum du CC du Parti à Berat constituaient, comme le dit le camarade Enver Hoxha, «ce bourbier fétide antisocialiste où Sejfulla Malëshova et ses acolytes s'efforceraient de plonger l'Albanie nouvelle au lendemain de la Libération».[2]

En même temps, les anciens alliés de l'Albanie dans la Lutte antifasciste, les gouvernements anglais et américain, avec les classes renversées et leurs représentants, mécontents des résultats de la Lutte de libération nationale firent pression de toutes leurs forces, organisèrent des complots successifs pour entraver le développement indépendant de l'Albanie.

La vague hostile dirigée contre la voie du développement socialiste confronta notre Parti à de dures épreuves. Bien que son programme concernant le passage du pays à l'étape du socialisme fût clair, dans les conditions concrètes créées, a écrit le camarade Enver Hoxha, se posait la question: «Que deviendrait l'Albanie: un pays de démocratie bourgeoise, de parlementarisme bourgeois sous la domination des féodaux et de la bourgeoisie ou un pays où le pouvoir serait entre les mains de la dictature du prolétariat, fondée sur l'alliance des deux classes travailleuses du pays!»[3]

A la libération de l'Albanie, la voie du socialisme était ouverte sur le plan théorique et pratique. Après le triomphe de la Révolution d'Octobre en Russie une expérience de plusieurs années avait été acquise dans l'édification du socialisme, des preuves incontestables avaient été données de sa force et de sa vitalité. C'était une grande aide pour notre Parti, mais ce n'était pas tout. Dans les conditions concrètes de l'Albanie des solutions

étaient recherchées pour certains problèmes, mais on ne pouvait les trouver toutes prêtes ni dans la théorie ni dans la pratique de l'édification socialiste. Il s'agissait de construire le socialisme dans un petit pays arriéré agraire et semi-féodal où la classe ouvrière était peu développée et où sévissaient l'analphabétisme et la famine. On se trouvait en face de nombreuses difficultés et grands dangers. Comme l'a dit le camarade Enver Hoxha, si l'on ne réussissait pas à trouver la voie juste et les solutions adéquates, «on pouvait se casser le cou à chaque tournant et pour chaque décision capitale».[4] Dans ces circonstances, il définit l'essentiel pour la construction du socialisme en Albanie et définit avec précision les tâches stratégiques et tactiques pour la réaliser. Dans la multitude des problèmes complexes et ardus de cette époque, le camarade Enver Hoxha saisit et résolut ceux dont la solution constituait le maillon principal pour le triomphe et la défense du socialisme.

Premièrement, le camarade Enver Hoxha considéra la sauvegarde de l'indépendance et de la souveraineté nationale comme le problème cardinal auquel se rattachaient tous les autres problèmes. C'était là une tâche assez difficile mais décisive, dont l'accomplissement devait garantir à l'Albanie sa marche en avant. La sauvegarde de la souveraineté nationale et le développement indépendant de l'Albanie était une solution de grandes dimensions qui devait se refléter clairement sur toute la voie de notre développement. «La ligne de l'indépendance et de la souveraineté nationale, a dit le camarade Ramiz Alia, est la ligne fondamentale de notre politique intérieure et extérieure, économique et culturelle, elle est et restera une constante invariable de l'édification socialiste et du développement de l'Albanie nouvelle».[5]

Deuxièmement, le camarade Enver Hoxha démontra la nécessité pour la classe ouvrière de s'élever pour acquérir la capacité de s'acquitter de sa nouvelle tâche, de défendre et de consolider le pouvoir, de diriger tout le processus de passage au socialisme. Il élabora les voies à suivre et les formes d'action à employer pour réaliser cette tâche en accordant la priorité à la trempe idéologique et politique, de cette classe, à sa croissance numérique et à son progrès éducatif professionnel et culturel. La transformation de la classe ouvrière en une grande force de direction et de transformation constitue l'un des principaux piliers de la pensée du camarade Enver Hoxha concernant l'édification et la défense du socialisme.

Troisièmement, le camarade Enver Hoxha analysa en théorie et prouva dans la pratique que, dans les conditions d'un pays sous-développé, à économie arriérée et avec une composition de classe hétérogène, l'engagement de la paysannerie dans l'édification socialiste constituait une nécessité essentielle. La lutte de libération nationale avait confirmé qu'en Albanie aucun problème important ne pouvait être résolu sans la participation directe de la paysannerie.

Le camarade Enver Hoxha a montré que la réalisation de ces grands problèmes était directement liée aux transformations radicales économiques et culturelles et passait par elles. Il se guidait sur le principe qu'il ne peut y avoir indépendance politique ni développement socialiste indépendant sans une indépendance économique.

La création de la propriété socialiste devait constituer la base principale du développement indépendant de l'économie, et l'industrialisation socialiste son maillon décisif. Le camarade Enver Hoxha considérait la mise sur pied d'une industrie comme une condition décisive de la sauvegarde des conquêtes et du développement de la révolution, comme une base puissante du développement de l'agriculture et des autres branches de l'économie, comme une source de la croissance et du renforcement de la classe ouvrière, comme un appui principal de la consolidation de la capacité de défense de la patrie. La pensée du camarade Enver Hoxha concernant la mise sur pied d'une industrie diversifiée, lourde et légère, appuyée puissamment sur les ressources et les richesses de notre pays, occupe une place particulière dans la réalisation de ces tâches.

Les idées du camarade Enver Hoxha sur la nécessité de relier étroitement le développement de l'industrie avec la transformation socialiste des campagnes, avec la solution globale de la question agraire, sont d'une grande importance pour le développement économique et social indépendant du pays.

Il lui revient le mérite d'avoir conçu l'industrialisation socialiste et la collectivisation de l'agriculture comme un processus simultané, sans attendre la mise sur pied de l'industrie pour passer ensuite à la transformation socialiste des campagnes. Les idées du camarade Enver Hoxha sur l'appui de l'économie nationale sur ses deux jambes, sur l'industrie et l'agriculture, sur la création d'une agriculture avancée qui accorde la priorité à la production des céréales panifiables dans le pays, sur l'élévation du bien-être matériel et culturel du peuple, revêtent une importance décisive pour la sauvegarde de l'indépendance politique et économique du pays.

Les idées du camarade Enver Hoxha sur l'émancipation spirituelle multilatérale des masses travailleuses occupent une place importante dans le programme du Parti d'édification socialiste. Son intérêt direct pour le développement de la culture et de l'instruction, pour la création d'une grande armée de cadres et de spécialistes, a joué un rôle décisif dans le développement indépendant du pays et dans la solution des grands problèmes compliqués de l'édification socialiste par nos propres forces. Toute sa pensée sur le développement de la révolution idéologique et culturelle est pénétrée de l'idée que le socialisme ne peut pas être construit par une minorité, mais par les masses du peuple éduquées par le Parti.

Dans son œuvre «Notre Enver», le camarade Ramiz Alia après avoir analysé la précieuse contribution du camarade Enver Hoxha dans tous les domaines, souligne: «Le programme imposant d'industrialisation socialiste, notre voie originale de la collectivisation de l'agriculture et de sa modernisation, la révolution idéologique et culturelle sont autant de victoires historiques d'une importance exceptionnelle».[6]

L'édification du socialisme en Albanie constitue une grande victoire pour le peuple albanais mais aussi un grand succès pour la pensée marxiste-léniniste. L'expérience de l'Albanie a servi à confirmer totalement mais aussi à développer et à enrichir les enseignements fondamentaux de la doctrine marxiste-léniniste.

L'exemple de l'Albanie et les nombreux arguments théoriques et pratiques fournis par notre Parti et le camarade Enver Hoxha témoignent que le socialisme est l'unique système social qui peut tirer les pays sous-développés de leur retard et les engager dans la voie de leur développement accéléré dans tous les domaines, que le socialisme est l'unique possibilité qui garantit la liberté et l'indépendance véritables des pays, qui furent naguère la proie des grandes puissances.

Le camarade Enver Hoxha a fait du grand principe de l'appui sur ses propres forces un élément fondamental de la politique de notre Parti. L'édification du socialisme en Albanie exclusivement par les forces du pays ne constitue pas une exception à la voie générale de l'édification socialiste, mais une nouvelle confirmation du bien-fondé scientifique de ce principe et un développement plus poussé de la théorie marxiste-léniniste dans les conditions nouvelles.

Le camarade Enver Hoxha a conçu le socialisme comme un système économico-social dynamique, d'une grande vitalité, qui se développe sans interruption, à quelque niveau que ce soit et se perfectionne constamment. Sa conception de ce système implique la hardiesse pour frayer des chemins inexplorés, trouver des solutions nouvelles aux problèmes, à chaque étape de l'édification socialiste. Il n'a pas donné de recettes toutes prêtes, mais a énoncé de grandes idées qui ont ouvert des perspectives au développement continu du socialisme en Albanie et suggéré des solutions décisives même aux moments les plus difficiles. Au cours de la lutte incessante menée contre des ennemis nombreux et puissants, notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont confirmé que l'on peut construire le socialisme même en étant seul et encerclé par des Etats capitalistes et révisionnistes.

Le camarade Enver Hoxha a développé à fond l'idée importante que le socialisme porte en soi de grandes possibilités, intarissables, de développement, qu'il crée des conditions favorables pour se tirer de toute situation et difficulté, que les nouvelles solutions, innovatrices, émanent de la nature même du système socialiste et qu'elles doivent être trouvées en lui. Ces idées imprègnent les directives et les décisions du IX^{e} Congrès du Parti et toute l'action de celui-ci.

L'Albanie a prouvé et continue de prouver dans la pratique que le socialisme authentique, projeté par Marx et Engels et traduit dans les faits par Lénine et Staline, est non seulement le système social le plus élevé, mais aussi l'unique système qui garantit le véritable progrès dans tous les domaines.

II. L'expérience et les enseignements du PTA sur le développement continu du socialisme

Le socialisme, en tant que système économico-social, a déjà derrière lui une histoire relativement longue, d'où l'on peut tirer des conclusions d'un intérêt particulier. Ces conclusions ont été formulées par le Parti du Travail d'Albanie et le camarade Enver Hoxha.

Synthétisant l'histoire de la naissance et du développement du système socialiste, le camarade Enver Hoxha a abouti à la conclusion que l'on est en présence à cet égard de deux expériences très édifiantes. Il a souligné que:

«C'est du Parti bolchevique de Lénine et de Staline que les marxistes-léninistes et les masses révolutionnaires doivent apprendre comment arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie capitaliste, comment instaurer la dictature du prolétariat qui dirige la construction du socialisme, car c'est lui qui à été à réaliser la révolution et qui en constitue la base.

Quant à la défense, à la sauvegarde et à la trempe de la dictature du prolétariat face aux ennemis, ainsi qu'à l'heureux achèvement de l'édification du socialisme, les marxistes-léninistes et les masses révolutionnaires ont de quoi s'instruire de la riche et vivante expérience du Parti du Travail d'Albanie.

Pour voir comment la nouvelle bourgeoisie, les révisionnistes modernes arrachèrent le pouvoir des mains du prolétariat et de son parti pour transformer leurs pays socialistes en pays capitalistes, les marxistes-léninistes et les masses révolutionnaires n'ont qu'à l'étudier dans l'action de trahison des révisionnistes soviétiques et des autres révisionnistes modernes».[7]

La voie suivie par le camarade Enver Hoxha pour découvrir les raisons qui ont conduit à deux développements tout à fait opposés, les conclusions et les enseignements théoriques qui émanent de cette expérience, les solutions concrètes permettant d'assurer le développement continu du socialisme et d'empêcher tout retour en arrière, revêtent actuellement une valeur historique singulière.

Le Parti du Travail d'Albanie et le camarade Enver Hoxha ont constaté qu'à la suite de la trahison révisionniste, le socialisme se voyait confronté à un phénomène qui ne s'était pas manifesté auparavant dans cette ampleur, au danger du retour en arrière vers le capitalisme. Approfondissant la connaissance et l'analyse de ce phénomène ainsi que les causes de la dégénérescence révisionniste de l'Union soviétique et des autres pays anciennement socialistes, ils ont abouti à la conclusion importante que les conquêtes du socialisme sont menacés non seulement de l'extérieur mais aussi de l'intérieur. Il leur est échu la lourde tâche d'élaborer une pensée théorique complète sur la manière d'éviter le danger de dégénérescence révisionniste, d'empêcher toute régression de la révolution et de l'édification socialiste et d'assurer le développement ininterrompu de la révolution socialiste.

Notre Parti et le camarade Enver ont démontré que le danger de la restauration du capitalisme n'est pas une fatalité, qu'il peut être entièrement conjuré si le parti révolutionnaire de la classe ouvrière reste fidèle aux enseignements du marxisme-léninisme, mène résolument la lutte de classe contre les influences et les pressions de l'ancien monde, résout à temps et avec succès les contradictions qui surgissent, barre la voie à la dégénérescence bourgeoise de l'intérieur.

Le camarade Enver Hoxha a élargi et enrichi la pensée marxiste-léniniste sur le triomphe définitif du socialisme. Pour la première fois il a démontré que le triomphe du socialisme est total, que la question de savoir «qui l'emportera» peut être considérée résolue définitivement lorsque, à part les conquêtes réalisées dans les domaines politique et économique, le triomphe de la révolution socialiste est assuré aussi dans le domaine idéologique.

A part les conclusions théoriques qui ont encore enrichi la théorie marxiste-léniniste sur le socialisme, le Parti et le camarade Enver Hoxha ont défini les voies et les formes concrètes du développement continu de la révolution socialiste.

Dans les années 60 notre Parti a adopté une série de mesures importantes qui ont conduit à sa révolutionnarisation plus poussée et à celle de toute la vie du pays, qui ont assuré la défense et le développement de notre système socialiste. Mais la pensée et l'action concrète du Parti et du camarade Enver Hoxha qui tendent à empêcher tout retour en arrière pénètrent l'expérience révolutionnaire de notre Parti. L'application créatrice de la doctrine marxiste-léniniste, la voie originale du développement de la révolution socialiste, les nouvelles solutions importantes apportées à des problèmes compliquées et cardinaux, la lutte conséquente et incessante pour défendre le Parti et sa ligne marxiste-léniniste, ont constitué le terrain indispensable sur lequel devait s'appuyer l'expérience albanaise qui n'a pas connu de retour en arrière. Le souci de maintenir notre Parti fort, inflexible, toujours à la tête de la révolution et de l'édification socialiste et la lutte menée dans ce sens occupent une place centrale dans la formation de cette expérience. Cela constitue l'un des enseignements les plus importants et la plus grande victoire. Les ennemis de l'Albanie socialiste ont toujours dirigé leurs attaques surtout contre notre Parti, ils se sont efforcés de le saper, de l'obliger à faire fausse route, à dégénérer politiquement et idéologiquement. Ils se sont évertués à connaître et à exploiter toutes les difficultés de notre Parti et de notre système socialiste.

C'est pourquoi le camarade Enver Hoxha a considéré la lutte contre ces difficultés, pour éliminer les défauts et les faiblesses, restreindre la sphère d'influence des survivances étrangères jusqu'à leur liquidation, comme un facteur décisif de la défense du système socialiste. La lutte pour la découverte, la dénonciation idéologique et la liquidation des groupes hostiles au sein du Parti, depuis K. Xoxe jusqu'à la bande de M. Shehu, constitue un facteur important de la sauvegarde et de la trempe de notre Parti.

Le camarade Enver Hoxha considérait le renforcement et la consolidation de la dictature du prolétariat, en tant que facteur politique et organisationnel pour avancer dans la voie du socialisme, comme une autre condition décisive pour le développement continu du système socialiste. S'appuyant sur la nouvelle expérience historique il a démontré scientifiquement que l'extinction de l'Etat socialiste n'est pas suivie de l'affaiblissement mais de la consolidation incessante de la dictature du prolétariat. Notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont souligné que la voie générale du renforcement de la dictature du prolétariat est l'extension de la démocratie socialiste. Ils ont livré une lutte à outrance au bureaucratisme, au libéralisme et au sectarisme qui s'opposent à ce grand enseignement.

La politique du Parti visant à assurer, l'indépendance économique et la défense du pays par le peuple lui-même qu'il a considérées comme des piliers inébranlables de la citadelle socialiste, en occupe une place centrale dans toute la pensée théorique et la pratique révolutionnaire de notre Parti et du camarade Enver Hoxha pour le socialisme, son développement et sa défense. Dans les conditions de la trahison révisionniste, notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont donné des réponses scientifiquement argumentées aux problèmes fondamentaux du passage du capitalisme au socialisme en apportant une nouvelle contribution au développement et à l'enrichissement de la théorie marxiste-léniniste. Les idées sur le rôle et la place de la lutte des classes au socialisme, sur l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle, sur le développement continu des forces productives et sur le perfectionnement des rapports de production socialistes, sur la défense du pays, sur le principe de l'appui sur ses propres forces, revêtent une importance particulière.

Notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont confirmé, en théorie et en pratique, que le développement continu du socialisme est possible lorsque la solution des problèmes actuels garantit le développement futur. «Si le présent est construit sur une juste voie, s'il est assis sur des fondements solides, d'acier, donc si les murs et les remparts de cette forteresse ont été bien construits et sont inébranlables, alors l'avenir est garanti».[8]

Ce sont les enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha qui nous ont permis de surmonter avec succès les grandes et multiples difficultés, et qui ont fait que notre pays, bien que petit et seul, donne des preuves irréfutables de la vitalité de la science marxiste-léniniste et de la supériorité du socialisme scientifique. Les enseignements du camarade Enver Hoxha sur le développement ininterrompu de la révolution et de l'édification socialiste restent toujours actuels.

III. Le socialisme au centre de la lutte idéologique actuelle

Indépendamment des zigzags de l'histoire, l'évolution sociale mène inévitablement vers le triomphe du socialisme dans des pays particuliers et à l'échelle internationale. A présent, le socialisme est une réalité concrète, toute une expérience historique. Il a été réalisé et a vécu pour une longue période en Union soviétique, il s'est étendu dans d'autres pays également, il s'est instauré, il vit et progresse en Albanie.

A part. les développements et les succès, il a fait face aussi aux dures pressions et attaques dont l'intensité n'a fait que s'accroître d'année en année. Mais le socialisme, en tant que théorie et pratique révolutionnaire, n'a pas été vaincu. La vie confirme toujours plus l'idée du camarade Enver Hoxha que la théorie marxiste-léniniste représente la pensée progressiste mondiale et qu'elle est devenue une arme puissante du prolétariat et des peuples dans la lutte pour leur libération, que le socialisme continue d'être la plus grande aspiration de l'humanité et que son triomphe est inévitable.

C'est pour cette raison qu'à présent la confrontation des forces opposées est devenue plus âpre que jamais, que l'impérialisme et le révisionnisme ont intensifié leur lutte contre le socialisme. L'attaque lancée contre lui a revêtu diverses formes, les accusations et les desseins sont monstrueux.

Cette lutte est dirigée contre l'expérience du socialisme. Elle va jusqu'à sa négation totale comme réalité historique. Les révisionnistes yougoslaves ont considéré le socialisme du temps de Lénine et de Staline en Union soviétique comme dogmatique, étatiste. comme un écart du socialisme humain. Les chinois, qui se sont toujours tenus éloignés de la théorie et de la pratique marxiste-léniniste du socialisme, ont déclaré officiellement ces derniers temps que «le socialisme réalisé sous la direction de Staline est à discuter». Berlinguer et les eurocommunistes ont considéré l'expérience d'Octobre comme une expérience historiquement épuisée. Les dirigeants des pays révisionnistes d'Europe prônent que le modèle connu du socialisme a fait son temps, qu'il faut créer des modèles «qualitativement nouveaux».

Gorbatchev et sa suite ont entrepris une nouvelle et furieuse campagne contre le socialisme en recourant à de nouvelles réformes, à la «perestroïka» et à la «glasnost». Si auparavant ils hésitaient à lancer une attaque générale contre le socialisme, à présent il n'y a aucune de ses thèses qui ne soit mise en doute, tout dans son expérience et ses succès est dénigré. Ils déclarent que la société soviétique du temps de Staline a dévié toujours plus de la conception léniniste du socialisme et s'est, par conséquent, muée en une société socialiste déformée. Se fondant sur ces jugements, Gorbatchev a abouti à la conclusion que le système socialiste lui-même est à modifier.

Dans ces conditions, la défense du socialisme scientifique constitue actuellement pour nous une tâche immédiate et primordiale. Le marxisme-léninisme, la pensée théorique de notre Parti et du camarade Enver Hoxha sont pour cela une arme puissante. La supériorité et l'efficacité de cette pensée réside dans le fait qu'elle a été vérifiée dans la pratique, que la théorie et l'expérience révolutionnaire s'y sont fondues en un tout, indivisibles.

Le camarade Enver Hoxha a démontré que la lutte contre le révisionnisme moderne constitue un problème important de principe, qu'elle est une composante de la lutte pour l'édification et la défense du socialisme. En même temps, il a prouvé que la restauration du capitalisme en Union soviétique et dans les autres pays ne relève pas de la nature du socialisme, elle ne fait ressortir aucune lacune de la théorie marxiste-léniniste, elle ne prouve pas que cette théorie soit caduque ni qu'elle ne puisse résister aux épreuves du temps. Elle est le produit de la trahison révisionniste.

Toutes les théories actuelles des révisionnistes modernes ne sont rien d'autre que des tentatives pour frayer la voie à la restauration du capitalisme ou pour le consolider là où il a été restauré.

Prétendant que maintes idées de Marx et de Lénine prennent à notre époque une signification nouvelle, Gorbatchev et tous les autres révisionnistes ont bouleversé les enseignements marxistes-léninistes relatifs à la période de passage du capitalisme au communisme et agissent en totale opposition avec eux. Ils s'opposent surtout à la pensée marxiste-léniniste selon laquelle le triomphe du socialisme est assuré par une âpre lutte de classe visant à limiter graduellement les tares de l'ancienne société jusqu'à les effacer complètement. Les

dirigeants yougoslaves, eux soutiennent que le socialisme n'est pas une négation du capitalisme, qu'il ne peut se développer sans la propriété privée capitaliste. Le socialisme, ont déclaré les révisionnistes chinois, se construit de concert avec la bourgeoisie, et les tares de l'ancienne société accompagnent inévitablement le socialisme tout au long de son chemin, elles coexistent avec lui et s'y intègrent.

La direction soviétique actuelle appuie quant au fond ces mêmes idées sous des formes différentes. Suivant Gorbatchev, le socialisme consiste seulement dans «un modèle de société contemporaine qui puisse assurer à tous ses membres un niveau de vie civilisé». Ce modèle de société, pour être instauré, nécessiterait une économie de marché, la libre concurrence, l'ouverture des portes au capital étranger, la mise sur pied des entreprises privées, la conversion des paysans en propriétaires privés et l'emploi du travail salarié. La voie révisionniste mène donc vers la résurgence, la consolidation et le développement illimité des éléments capitalistes, vers la renaissance de la nouvelle classe bourgeoise, la restauration complète du capitalisme.

Les révisionnistes ne cessent de parler de divers modèles de socialisme et de prôner que chaque parti doit chercher de façon indépendante ses voies de passage au socialisme.

Jusqu'à présent on a offert tout un catalogue de modèles du socialisme, comme le «socialisme à visage humain», le «socialisme démocratique», le «socialisme pluraliste», le «socialisme autogestionnaire», le «socialisme national», le «socialisme évolué» et beaucoup d'autres modèles. Tous ces modèles ont été inventés pour être opposés au socialisme authentique.

Le marxisme-léninisme est une science créatrice, il ne connaît ni clichés ni schémas, il crée de nombreuses possibilités pour que chaque parti marxiste-léniniste résolve de façon nouvelle et originale les tâches historiques auxquelles il est confronté conformément aux conditions concrètes, mais en respectant l'essence de ses enseignements. Le camarade Enver Hoxha nous enseigne que l'application créatrice du marxisme-léninisme et les nouveaux éléments innovateurs qu'apporte chaque parti révolutionnaire par son action ne lui donnent nullement le droit de prétendre qu'il a fondé une théorie et un modèle à lui du socialisme. Il a souligné qu'aujourd'hui «il n'est point besoin d'inventer de nouveaux «socialismes», ni d'imiter les prétendus socialismes des révisionnistes modernes comme les révisionnistes soviétiques, yougoslaves, chinois et autres, qui n'ont de socialiste que le nom».[9] Les forces révolutionnaires, le prolétariat et les peuples trouvent la voie juste vers le socialisme en appliquant avec esprit de suite et de façon créatrice la théorie marxiste-léniniste.

Le tapage fait par les révisionnistes modernes sur les nombreux modèles du socialisme est une nouvelle tentative désespérée pour renier les lois universelles de l'édification socialiste. D'après Gorbatchev, l'essentiel, à présent, n'est pas de respecter les lois universelles, mais de s'efforcer de faire en sorte que chaque pays trouve ses voies spécifiques vers le socialisme. Ce qui est commun à tous les pays et partis n'est pas, selon lui, l'essence du socialisme avec ses lois, mais la compréhension de la nécessité de régénérer la société. Par cette affirmation il prône la destruction du socialisme authentique, l'abandon des enseignements des classiques du marxisme-léninisme.

Le camarade Enver Hoxha nous a laissé un riche patrimoine en ce qui concerne la nécessité d'appliquer les lois universelles du socialisme. Il a souligné qu'indépendamment des aspects et des particularités que revêtira le socialisme dans les divers pays, les lois universelles demeurent immuables et s'imposent à tous les pays.

La restauration du capitalisme dans les pays révisionnistes s'accompagne actuellement d'un retour total aux formes classiques d'organisation de la société capitaliste, qui comportent des changements jusque dans le système politique même. Si, auparavant, on discutait, surtout en Yougoslavie, de modifications dans le système politique, à présent cela est exigé aussi avec insistance par les dirigeants révisionnistes soviétiques et chinois. L'application de la perestroïka et les modifications dans le système politique soviétique constituaient l'axe de la 19^{e} conférence du PCUS. A l'heure actuelle, les dirigeants révisionnistes expriment ouvertement leur opinion, à savoir qu'il faut emprunter au monde capitaliste tout ce qui accélère le rapprochement et la coopération avec lui. Le secrétaire général du parti révisionniste hongrois, Karoly Gros, prônait ces derniers temps l'instauration du socialisme à travers une application plus hardie des multiples méthodes qui auraient fait leurs preuves à l'Occident. Quant au secrétaire général du Parti communiste chinois Tchao Chi Jan, il a déclaré: «Nous pouvons mettre à profit divers aspects de leurs systèmes politiques et nous en inspirer».

Toutes les formes qu'on envisage d'appliquer actuellement dans le système politique de l'Union soviétique, y compris la place et le rôle du Parti dans ce système, ont été empruntées à l'organisation politique occidentale et visent à consolider le capitalisme restauré.

Notre Parti mène une lutte continue, avec une force d'argumentation et un profond contenu scientifique contre les théories et les pratiques du révisionnisme moderne. Cette lutte ne connaît que des succès parce que notre Parti a eu la grande chance d'hériter la pensée scientifique, profonde, riche et innovatrice du camarade Enver Hoxha.

La pensée du camarade Enver Hoxha guide notre Parti dans toute son œuvre grandiose pour l'édification du socialisme, elle l'aide à trouver des solutions innovatrices à chaque stade de développement de la société socialiste, à exploiter au maximum les grandes possibilités de développement que comporte le système socialiste lui-même de façon que chaque pas en avant qu'il accomplit le rapproche sûrement du communisme.

Notes :

1. Ramiz Alia, *Enver Hoxha, drapeau de la lutte pour la liberté et le socialisme,* p. 8.

2. Enver Hoxha, *Les Titistes,* éd. fr., p. 224.

3. Enver Hoxha, *Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle,* éd. fr., pp. 589-590.

4. Enver Hoxha, *œuvres,* t, 42, p. 150.

5. Ramiz Alia, *Discours et entretiens,* t. 5, p. 430.

6. Ramiz Alia, *Notre Enver,* éd. fr., p. 327.

7. Enver Hoxha, *œuvres, t. 37,* p. 352-353.

8. Enver Hoxha, *A propos du 7e plan quinquennal,* p. 15.

9. Enver Hoxha, *Rapport au VIIIe Congrès du PTA,* p. 245.

Pr Harilla Papajorgji — L'importance historique des enseignements du camarade Enver Hoxha sur le principe de l'appui sur ses propres forces dans l'édification socialiste

Communication

Parler à ce 80e anniversaire de la naissance de notre grand et inoubliable dirigeant, le camarade Enver Hoxha, des grandes valeurs actuelles de ses enseignements théoriques et de l'application pratique de la politique du Parti de l'appui sur ses propres forces, dans l'édification socialiste, signifie parler de l'Albanie nouvelle, de l'Albanie socialiste. Il ne se borna pas à projeter la voie qu'allait suivre notre patrie en se fondant sur ce principe, mais il prit aussi la tête de la lutte du peuple pour traduire dans les faits les rêves et les aspirations les plus audacieuses de toutes les générations. L'époque du PTA ouvrit des horizons infinis à la vie et au travail créateur du peuple. Au cours de ces décennies de pouvoir populaire l'Albanie fit des pas sans précédent en avant, passant des ténèbres à la lumière, du féodalisme au socialisme.

Au IXe Congrès du PTA le camarade Ramiz Alia souligna que «Enver Hoxha a conçu et appliqué la politique du Parti d'appui sur ses propres forces. Aucune autre politique ne pouvait assurer à l'Albanie la liberté et la souveraineté nationale, un développement politique, économique et culturel indépendant et la défendre contre les pressions et les diktats étrangers».[1]

Le camarade Enver Hoxha a été conduit à ces attitudes de principe et à la poursuite de cette juste voie par sa fidélité envers le marxisme-léninisme, son patriotisme ardent, son amour sans bornes pour la patrie et sa confiance inébranlable dans le peuple; par son savoir et sa vaste culture scientifiques dans tous les domaines de la vie, qu'il enrichit, dans le processus de la marche en avant du socialisme dans notre pays; par sa capacité de prévision fondée non pas sur de simples vœux, mais sur la réalité et la perspective de notre société en se hissant au-dessus des intérêts immédiats de façon que l'avenir ne trouve pas notre pays non préparé et que le présent ne doive rien à l'avenir.

Ces traits remarquables, comme le dit le camarade Ramiz Alia dans son œuvre «Notre Enver», firent de lui un véritable tribun populaire qui combattit avec un héroïsme et un courage sans pareils par les armes et le savoir, de tout son être, de tout son esprit et sa capacité agissante afin de défendre notre patrie socialiste, l'indépendance et la souveraineté nationale contre tout ennemi, si grand et puissant fût-il, qui visait à y porter atteinte. Il mena cette lutte toujours à partir des positions d'un internationaliste exemplaire. «Il nous aurait été fort difficile, sinon impossible, souligne le camarade Ramiz Alia, d'avancer avec tant de bonheur dans la voie du socialisme, de remporter les succès dont nous goûtons les fruits, et cela sans porter atteinte à notre liberté et à notre souveraineté nationale, si nous n'avions pas appliqué avec l'opiniâtreté d'Enver Hoxha le principe de l'appui sur nos propres forces»[2].

Se fondant sur les enseignements des classiques du marxisme-léninisme, le camarade Enver Hoxha soulignait que «... le facteur intérieur dans la révolution et l'édification du socialisme est décisif parce que, dans toute action, le peuple doit s'appuyer sur ses propres forces».[3] Quant au facteur extérieur, il est secondaire, il crée des circonstances favorables ou entravantes qui peuvent accélérer ou ralentir ce processus. Il est particulièrement important d'observer que le camarade Enver Hoxha traitait le principe de l'appui sur ses propres forces comme une loi dont l'action était permanente et universelle pour chaque pays, grand ou petit, avancé ou arriéré. Et cela tant pour la période des luttes de libération et la révolution populaire que pour celle de l'édification et de la défense du socialisme.

Mais l'on ne peut mettre en œuvre ce principe conformément aux conditions et circonstances données dans la lutte de libération nationale et sociale de chaque peuple à notre époque sans faire prendre conscience aux larges masses travailleuses du grand rôle qu'elles jouent dans l'histoire en tant que principale force motrice du développement social. C'est pourquoi notre Parti, en usant de formes et de voies diverses a appris au peuple à devenir maître de son destin, à unir et à décupler ses forces et ses énergies créatrices dans la révolution et l'édification socialistes. Le principe de l'appui sur ses propres forces ne pouvait être appliqué sans que le pouvoir passe aux mains du peuple et les moyens de production deviennent propriété sociale. C'est sur cela qu'est fondé le fait que, historiquement, notre peuple s'est toujours appuyé sur ses propres forces, mais dans les conditions de la Lutte de libération nationale et de l'édification socialiste, sous la direction du Parti avec le camarade Enver Hoxha à sa tête, ce principe a revêtu une signification et un contenu nouveaux et a été appliqué sur une plus vaste échelle. L'affirmation dans notre réalité de la vitalité de la doctrine léniniste sur la possibilité du triomphe et de l'édification du socialisme même dans un seul pays est un moment-clé très important dans la pensée du camarade Enver Hoxha relative à ce principe. A la suite de la trahison révisionniste en Union soviétique et dans d'autres pays anciennement socialistes et de la restauration du capitalisme dans ces pays, les idéologues bourgeois ont proclamé la défaite, la faillite du socialisme en tant que système social. Les révisionnistes khrouchtchéviens modernes et gorbatchéviens qui, avec la «perestroïka» et la «glasnost», ont capitulé devant la bourgeoisie et sont en train d'appliquer les voies classiques du capitalisme, se sont rangés, eux aussi, quant au fond, parmi ces prédicateurs qui ont mis en doute les possibilités intarissables du socialisme.

L'appui total sur ses propres forces revêt une importance exceptionnelle lorsque le socialisme est édifié dans les conditions de l'encerclement et du blocus impérialistes et révisionnistes. La trahison des révisionnistes khrouchtchéviens et chinois a accru les difficultés de l'édification du socialisme dans notre pays également. Dans les conditions de ce double encerclement, les ennemis extérieurs et intérieurs, qui agissaient sur le même plan et visaient à semer le doute sur la possibilité de la marche en avant par nos propres forces, et à renverser le socialisme en Albanie, intensifièrent leur action. Comme notre Parti l'a souligné, tant le conflit avec les putchistes dans l'armée, avec les ennemis et les saboteurs dans l'économie, que celui dans le domaine de l'idéologie et de l'art, touchaient la question fondamentale: pouvait-on édifier le socialisme et défendre la patrie en comptant exclusivement sur ses propres forces ou fallait-il tendre la main aux étrangers? De même, la lutte idéologique dans le domaine de la créativité et de la culture portait sur la question de savoir s'il fallait s'appuyer sur notre peuple et notre culture ou répandre la culture antisocialiste, le modernisme, le cosmopolitisme, etc. Comme on le sait notre Parti et notre peuple se sont unis dans une unité d'acier autour du Comité central avec à sa tête le camarade Enver Hoxha et ont déjoué les complots et les manœuvres de subversion des ennemis.

C'est justement en cela que réside la valeur de la pensée théorique et de l'action pratique de notre Parti et du camarade Enver Hoxha, les éléments nouveaux qu'ils ont apportés à l'enrichissement du patrimoine du marxisme-léninisme. Ils ont prouvé que le socialisme, construit sur la base des principes révolutionnaires du marxisme-léninisme, conformément aux conditions concrètes, comme on l'a fait dans notre pays, est un système de grande vitalité qui renferme des possibilités et des réserves intarissables de développement et de progrès. «L'expérience de l'Albanie, soulignait le camarade Enver Hoxha, prouve que même un petit pays doté d'une base matérielle et technique arriérée peut atteindre un développement économique et culturel très rapide et complet, peut assurer son indépendance et faire face aux attaques du capitalisme et de l'impérialisme mondial lorsqu'il est guidé par un véritable parti marxiste-léniniste, lorsqu'il est résolu à combattre jusqu'au bout pour ses idéaux et qu'il a confiance de pouvoir les réaliser».[4]

Cette conclusion marxiste-léniniste d'importance capitale, accroît la confiance des gens de chez nous dans la juste voie dans laquelle nous avançons et porte en même temps un coup mortel aux espoirs de nos ennemis intérieurs et extérieurs. Ces enseignements revêtent une importance actuelle particulière pour affronter et combattre toutes les formes de pression des idéologies étrangères hostiles exercées contre nos gens, pression qui vise à ébranler leur confiance dans le socialisme et à faire croire que l'Albanie ne peut pas avancer en comptant exclusivement sur ses propres forces, sans l'appui de quelque grande puissance. Dans ces circonstances, il faut qu'en usant de toutes les formes de propagande et de travail idéologique et politique, renforcer encore notre argumentation théorique et scientifique pour éclairer qui que ce soit, idéologiquement et politiquement sur la vitalité de notre système socialiste et la voie juste et sûre dans laquelle nous avançons. Du haut de la tribune du IX^{e} Congrès du Parti, le camarade Ramiz Alia a expliqué une nouvelle fois devant le monde entier que personne ne doit imaginer ou espérer que l'Albanie fasse parfois quelque marchandage avec sa liberté et son indépendance, qu'elle accepte des tutelles étrangères et se laisse allécher et tromper pour s'enfoncer dans les filets des blocus et des intégrations du monde capitaliste et révisionniste. L'attitude à l'égard de l'appui sur les forces intérieures dans le développement actuel et futur du pays est une pierre de touche de la continuité socialiste dans la voie d'Enver Hoxha. L'appui sur les forces intérieures s'étend à tous les domaines de la vie, à la politique intérieure et extérieure, à l'économie, à l'enseignement et à la culture, au domaine de la défense de la patrie et partout ailleurs. Dans ce cadre, la lutte pour la mise sur pied d'une économie active et indépendante occupe une place centrale dans toute la pensée théorique et la pratique révolutionnaire de notre Parti. La pensée du Parti et du camarade Enver Hoxha relative à ce domaine a mûri graduellement et a été appliquée conformément aux conditions concrètes de chaque stade de notre développement économique et social. Mais une chose a été clairement définie dès le début, et c'est que le développement indépendant de l'économie devait être assuré grâce à l'établissement de la propriété socialiste à la ville et à la campagne, à l'industrialisation socialiste du pays dans son ensemble et à la mise sur pied d'une base énergétique indépendante en particulier, à la collectivisation de l'agriculture et l'autosuffisance du pays en céréales panifiables, à la scolarisation massive du peuple et à la création d'une armée de cadres, à l'élévation graduelle du bien-être matériel et culturel du peuple et au renforcement de la capacité de défense du pays. Ce sont là les principaux piliers sur lesquels s'appuie le développement actuel et futur entièrement indépendant de notre pays. Si ces conditions n'avaient pas été préparées graduellement et en temps voulu, notre pays serait dans l'incapacité d'appliquer avec succès le principe de l'appui sur ses propres forces.

C'est pourquoi, cette stratégie du Parti, élaborée par le camarade Enver Hoxha, a été et reste salvatrice. C'est justement grâce à cette stratégie que, même dans les conditions difficiles de cette année, la production industrielle et agricole connaîtra un accroissement satisfaisant par rapport à l'année passée. Compte tenu aussi de la crise économique mondiale et des développements internationaux, ces résultats ont leur base dans le travail d'abnégation de notre peuple, dans l'application efficace du principe de l'appui sur ses propres forces, dans la vitalité de notre économie, dans la politique économique appliquée par notre Parti dans l'ensemble. Nous avons réalisé tout sans nous endetter en rien et envers personne.

L'Albanie n'a aucune dette ou obligation économique extérieure ou de quelque autre nature. Surtout notre pays est indépendant parce que le peuple albanais est maître de ses richesses, il est souverain et décide lui-même de la manière de les exploiter.

Suivant les enseignements du camarade Enver Hoxha, dans les situations où nous édifions le socialisme, il faut que nous obtenions dans le pays tout ce que nous pouvons produire nous-mêmes: blé et maïs, coton et tournesol, énergie et machines technologiques, acier et ferrochrome mais aussi des moyens artisanaux ordinaires. Produire le pain dans le pays ou plus de 90 pour cent des marchandises de consommation courante, le pétrole et l'énergie électrique, environ 95 pour cent des pièces de rechange, exporter 10 pour cent du produit social pour importer d'autres marchandises indispensables etc., ne sont pas là des indices d'un développement autarcique, comme nos ennemis nous en accusent, mais une expression significative de l'indépendance économique et politique du pays. Dans les conditions actuelles cette politique, dans son essence, traduit clairement les enseignements du camarade Enver Hoxha qui nous recommande de consommer autant que nous produisons, de garantir nos importations par nos exportations, de ne pas dépenser plus que nos revenus, d'accroître nos réserves et, sur cette base, d'étendre les échanges équilibrés avec l'étranger. Cette politique a été appliquée de façon conséquente à travers une âpre lutte de classe, en surmontant avec courage de multiples difficultés et obstacles. C'est ce qu'atteste la lutte gigantesque menée par notre Parti, avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, contre les révisionnistes yougoslaves, soviétiques, chinois et leurs instruments à l'intérieur du pays, qui s'efforçaient d'entraver et de saboter le développement indépendant de notre économie et de notre culture. Comme cela a été souligné au 6^{e} plénum du Comité central du Parti, dans les conditions actuelles, où la pression du monde hostile qui nous entoure, s'est intensifiée, il est exigé de tous mais avant tout des organes et organismes qui ont des contacts avec l'étranger, d'accroître leur vigilance et leur préparation multilatérale afin de surmonter les difficultés et les pressions créées dans nos rapports commerciaux, de coopération économique ou culturelle.

En même temps, notre Parti fixe pour tâche d'apprendre à mieux connaître et à appliquer les formes et les pratiques du commerce et des rapports internationaux qui sont pour nous acceptables et avantageuses sans porter atteinte à l'indépendance de notre pays. Nous avons recueilli et nous recueillerons de la science, de la culture et de la technique mondiale ce qui est progressiste en fournissant en même temps notre contribution au développement de la culture progressiste universelle. Notre développement indépendant ne pouvait pas être réalisé sans la profonde révolution idéologique et culturelle projetée et dirigée directement par le camarade Enver Hoxha. Les vastes synthèses scientifiques et idéologiques que comporte son œuvre en ce domaine attestent clairement la profonde signification clairvoyante, l'importance qu'il attachait aux problèmes de l'émancipation complète du peuple pour le passage au socialisme et le développement général du pays. A l'heure actuelle, notre pays est capable, avec les cadres formés dans ses écoles, de résoudre des problèmes des plus compliqués du développement économique et social, technique et scientifique. Mais, comme nous le recommande le camarade Ramiz Alia, la continuité de notre développement socialiste dynamique et indépendant requiert la connaissance et une plus complète mise à profit du grand potentiel intellectuel que notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont créé chez nos travailleurs, nos cadres et, nos spécialistes.

L'enseignement du camarade Enver Hoxha selon lequel l'appui sur ses propres forces est complet lorsque chaque collectif ou individu réalise et dépasse les objectifs qui lui sont fixés, sans exiger de l'Etat ou de la société des moyens supplémentaires, conserve en tout temps sa valeur pour les gens de chez nous. Cela requiert un effort général pour élever la productivité du travail et accroître la production, réduire les dépenses et élever l'efficacité d'exploitation de la propriété socialiste afin d'approfondir le mouvement d'innovation et la révolution technico-scientifique. La pensée et l'action révolutionnaires du camarade Enver Hoxha sont également à la base de notre politique extérieure indépendante et de principe pour la défense de la souveraineté du peuple et de ses conquêtes socialistes, pour le soutien sans réserves de la lutte des peuples pour leur liberté et leur développement indépendant contre les deux superpuissances et la réaction internationale. Les hommes progressistes, communistes et révolutionnaires authentiques de tous les continents ont trouvé un grand compagnon d'armes internationaliste pour l'émancipation sociale de toute l'humanité en la personne d'Enver Hoxha. L'œuvre du camarade Enver Hoxha reste pour nous toujours actuelle et un guide pour l'action dans tous les domaines. Les décisions historiques du IX^{e} Congrès du Parti, en tant que congrès de la continuité, l'application de ces décisions permettront de promouvoir les objectifs atteints et de trouver des voies et des solutions rationnelles aux problèmes qui ne cessent de surgir dans le cours de notre vie et de notre développement révolutionnaire.

Notes :

1. Ramiz Alia, *Rapport au IX^{e} Congrès du PTA,* éd. fr., p. 9.

2. Ramiz Alia, *Notre Enver,* éd. fr., p. 23.

3. Enver Hoxha, *Rapports et discours 1969-1970,* p. 214.

4. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^{e} Congrès du PTA,* p. 9.

Omer Hashorva (Maître de conférences), Zamira Çavo — Le développement de la démocratie socialiste et l'élévation du rôle des masses dans l'édification de la société socialiste

Communication

L'Albanie est le seul pays au monde où existe et se développe de façon continue une véritable démocratie socialiste. Cette grande réussite constitue l'un des succès historiques de notre peuple qui, comme toutes ses autres victoires, est étroitement lié et indivisiblement lié au nom et à l'œuvre immortelle du camarade Enver Hoxha.

Au centre de l'œuvre et de la pensée du camarade Enver Hoxha réside l'idée que la démocratie prolétarienne est l'unique démocratie véritable, qu'un pays socialiste ne peut exister et se développer qu'en assurant la participation réelle des larges masses travailleuses à la direction et au gouvernement du pays, en utilisant avec efficacité leur énergie créatrice, leur élan et leur sagesse.

Notre peuple devait devenir maître de ses destinées, prendre en main la direction du pays, et cette question a été résolue depuis la Lutte antifasciste de libération nationale. L'instauration du pouvoir populaire qui avait assumé les fonctions de la dictature du prolétariat ainsi que l'établissement de la propriété collective, constituent les facteurs et les conditions principales qui assurent une véritable démocratie socialiste et son développement, qui garantissent à un plus haut niveau les libertés, les droits et l'égalité réelle des larges masses travailleuses.

La conclusion si importante à laquelle le camarade Enver Hoxha a abouti en synthétisant l'expérience révolutionnaire nationale et mondiale, à savoir que la démocratie la plus large, la plus profonde et la plus complète pour les masses travailleuses est indissociable de la dictature du prolétariat, que l'établissement de cette démocratie constitue une condition fondamentale de la sauvegarde et de la consolidation de la dictature du prolétariat, au même titre que la dictature du prolétariat constitue la condition indispensable et déterminante de l'existence d'une démocratie authentique pour les travailleurs, conserve et conservera toujours sa valeur, pour notre Parti et notre peuple. Ces enseignements marxistes-léninistes du camarade Enver Hoxha ont servi et servent toujours d'armes à notre Parti et à notre peuple pour empêcher que le processus de l'édification du socialisme en Albanie ne se transforme en un processus bureaucratique-administratif, et pour faire en sorte qu'il demeure une œuvre vivante des masses travailleuses guidées par le Parti. Ces préceptes constituent une base théorique saine sur laquelle s'est appuyé et s'appuie notre Parti pour lutter et démasquer les vues, les théories et les pratiques des révisionnistes modernes sur la «démocratie directe des producteurs», «la démocratie pluraliste», «la démocratie pour tous», etc., en s'évertuant à opposer la dictature du prolétariat à la démocratie socialiste, en prônant que la démocratie socialiste ne peut se développer qu'en éliminant la dictature du prolétariat.

Les enseignements du camarade Enver Hoxha sur le maintien de justes rapports entre le centralisme et la démocratie, les droits et les devoirs, revêtent toujours une importance et une valeur actuelles dans son œuvre et sa pensée. Notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont souligné que nous sommes pour le centralisme, mais pour un centralisme démocratique et non pas bureaucratique, que nous sommes pour l'initiative créatrice des masses travailleuses, mais pas pour la dégénérescence et le libéralisme.

Si à toutes les étapes de l'édification socialiste dans notre pays la démocratie et le centralisme ont été appliqués en harmonie, cela est dû essentiellement aux orientations, aux idées et à l'opiniâtreté du Parti et du camarade Enver Hoxha. qui ont su combattre tant les manifestations de centralisme excessif qui freine l'initiative révolutionnaire des masses que les tendances libérales qui mènent à l'anarchie et à la désagrégation du pouvoir.

C'est sur ces enseignements que se fondent notre Parti et le camarade Ramiz Alia lorsqu'ils posent avec force la nécessité de concevoir de façon dialectique les rapports dynamiques existant entre la direction concentrée et la ligne de masse afin de combattre tout retard constaté dans la méthode et le style de travail des cadres, qui ne répondent pas dans la mesure requise et au moment voulu à l'initiative créatrice et à l'élan révolutionnaire des masses. C'est dans ces enseignements qu'ont leur base les directives du Parti et les recommandations du camarade Ramiz Alia pour une juste combinaison des intérêts de l'Etat et des droits des citoyens, du centralisme démocratique et de la participation active des masses au gouvernement du pays.

Un trait distinctif de notre système socialiste est qu'à mesure que s'étendent les droits émanant de la démocratie socialiste s'accroissent aussi les responsabilités étatiques, sociales et morales des groupes sociaux et des individus. Sans la bonne marche des affaires de l'Etat et de la société, rien ne peut bien marcher pour personne. Sans un progrès de l'économie dans l'ensemble il ne peut y avoir d'élévation du bien-être ni des masses ni des individus. Cette nouvelle conception, engendrée par la nature même de notre système socialiste et élaborée par le camarade Enver Hoxha fait que notre homme nouveau ne peut pactiser avec l'indifférence et la passivité, ne permet pas le mauvais usage de la propriété socialiste et ne pardonne à personne la moindre atteinte portée à nos conquêtes socialistes.

Dans son œuvre «Notre Enver», le camarade Ramiz Alia souligne que « de façon tout à fait naturelle, nourri de puissants sentiments d'amour pour le peuple, s'appuyant sur la théorie du marxisme et l'expérience révolutionnaire, Enver Hoxha en vînt à l'idée fondamentale que ce sont les masses qui édifieront la société nouvelle, qui feront avancer le socialisme et hériteront de génération en génération le pouvoir nouveau de démocratie socialiste…. Elle est parfaitement formulée dans le mot d'ordre «les masses édifient le socialisme, le Parti leur fait prendre conscience », qui constitue un important énoncé synthétique marxiste quant au destin de la révolution».[1]

Le camarade Enver considère le rôle décisif toujours croissant des masses populaires dans la société socialiste, leur vaste participation au gouvernement du pays comme l'expression et l'orientation principales de l'approfondissement de la démocratie socialiste, une grande force motrice de notre société qui la mène toujours en avant. Le fait que toute la vie de notre pays, l'organisation et la direction de l'Etat, de l'enseignement et de la culture, de la défense, est édifiée de telle façon qu'elle assure et requiert la participation active des masses populaires est une réalité vivante. Il est également de fait que le rôle des masses dans notre pays n'est jamais resté une question abstraite, mais qu'il se réalise dans la pratique à travers le collectif, les organisations des masses, les conseils populaires et tous les organes élus. L'essentiel dans cette question a été et demeure, comme toujours, l'élévation du rôle dirigeant du Parti en tant que facteur décisif qui ouvre la voie au développement de la démocratie socialiste, permet le renforcement du rôle actif des masses organisées dans l'édification de notre société socialiste et la défense des victoires remportées, qui protège notre pouvoir des influences négatives corruptrices et destructrices si répandues dans le monde actuel, comme le sont les pratiques bourgeoises révisionnistes autogestionnaires, pluralistes, réformistes, restructurales, etc.

Considérant les masses comme les auteurs et acteurs de l'histoire comme les porteurs du progrès et des combattantes résolues pour la cause du socialisme, notre Parti et le camarade Enver ont toujours affirmé non seulement leur rôle prééminent, mais ils ont défini aussi les voies concrètes à suivre pour qu'elles jouent leur rôle comme il se doit.

Le camarade Enver a considéré le contrôle des masses d'en bas, et particulièrement le contrôle de la classe ouvrière guidée par le Parti, comme l'un des principaux aspects et l'une des voies les plus importantes du développement de la démocratie socialiste, comme une arme puissante dans la lutte contre le bureaucratisme et le libéralisme. Combattant conséquent dans la lutte pour surmonter tout obstacle dans la voie de la démocratisation de la vie de notre pays, le camarade Enver a toujours stigmatisé avec détermination les manifestations d'officialisme et de bureaucratisme. Mais, surtout dans les années 60 et par la suite, analysant les causes de la catastrophe politique qui eut lieu en Union soviétique et dans les autres pays anciennement socialistes, il convertit ses conclusions sur la lutte contre le bureaucratisme en un système complet et cohérent de conditions à satisfaire pour promouvoir la révolutionnarisation de toute la vie du pays afin de porter à un nouveau degré, plus élevé, le rôle des masses travailleuses dans l'édification de notre société socialiste.

Les conclusions du camarade Enver, à savoir que le bureaucratisme est une façon de penser et d'agir en opposition avec les intérêts du peuple, que c'est un ennemi qui ronge le pouvoir populaire de l'intérieur, qui atrophie la démocratie et l'initiative des masses, gardent toujours leur actualité. La mise en œuvre de ces enseignements dans la lutte contre le bureaucratisme est la meilleure prophylaxie contre ce danger et une exigence actuelle, car ce danger, étant rattaché à l'existence de l'Etat, est constant. Au cours du processus de la lutte contre les manifestations de bureaucratisme et de libéralisme le camarade Enver élabora et développa également une série de conceptions sur la rotation des cadres, sur leur participation au travail manuel aux côtés des ouvriers et des paysans, sur le contrôle de la classe ouvrière et l'établissement d'un juste rapport entre les hauts et les bas salaires, enseignements parcourus comme un fil rouge par l'idée que le Parti et le pouvoir doivent être liés au peuple comme les doigts de la main.

Pour faire accroître le rôle des masses et approfondir la démocratie socialiste, le camarade Enver Hoxha a attaché une importance particulière à l'application des méthodes prescrivant de consulter les masses, de s'informer systématiquement auprès d'elles et d'écouter leur voix, ce qui est désormais devenu une partie intégrante de notre pratique révolutionnaire. Se fondant sur ces enseignements du camarade Enver, notre Parti a souligné une nouvelle fois à son IX^{e} Congrès qu'on ne doit jamais permettre que le principe marxiste-léniniste du rôle déterminant des masses soit converti en un slogan général abstrait. Au contraire, il s'est guidé et se guide sur le principe qu'il faut s'entretenir avec les masses systématiquement et dans un esprit de camaraderie non seulement pour leur assigner des tâches et exiger leur mise en oeuvre mais aussi pour traiter des problèmes de la politique et de la culture afin d'éclairer les gens sur des problèmes très importants, d'autres qui le sont moins. Le développement actuel de notre pays dans tous les domaines atteste l'importance de l'application conséquente des enseignements du Parti et du camarade Enver, car mieux sont informées les masses des situations, des difficultés et des tâches auxquelles elles sont confrontées, plus elles deviennent conscientes du rôle qu'elles ont à jouer, plus large est leur participation au gouvernement du pays, à la solution des problèmes et à la réalisation des plans et des tâches.

Notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont toujours souligné avec force et appliqué avec esprit de suite le grand principe de l'appui sur les masses pour vérifier dans la pratique vivante la justesse des décisions, des directives et de l'expérience dans la solution des divers problèmes. Conformément à ces enseignements notre Parti a toujours rejeté et frappé avec fermeté les tendances bureaucratiques et conservatrices qui fétichisent tout ce qui émane des appareils, les schémas et les pratiques unilatérales qui ne répondent pas aux tâches et aux conditions nouvelles, qui ne concordent pas avec ses orientations et ses grandes idées révolutionnaires et entravent leur mise en œuvre.

Les masses peuvent jouer leur rôle lorsqu'elles ont de l'initiative, lorsqu'elles créent. C'est pourquoi le camarade Enver juge utile d'encourager et de soutenir l'initiative créatrice des masses comme exigence permanente de la ligne du Parti, exigence qui se rattache à l'idée que le socialisme est l'œuvre des masses et à l'essence de la dictature du prolétariat, comme expression de la démocratie la plus vaste.

Conformément à ces enseignements, le Parti a apprécié et apprécie les mouvements révolutionnaires et les actions qui se sont déclenchées partout dans notre pays comme la méthode la plus appropriée pour la mobilisation des larges masses travailleuses en vue de la solution des grands problèmes que pose devant notre pays le développement socialiste, comme l'un de moyens les plus importants permettant d'utiliser : grand potentiel matériel, scientifique et intellectuel que possèdent notre pays et nos hommes au profit de l'édification du socialisme.

Les grands résultats et la lutte de principe et conséquente que continue de mener notre Parti pour le renforcement et le développement du rôle des masses dans la société socialiste attestent sa résolution et celle de ces dernières de mettre en œuvre les enseignements du camarade Enver Hoxha, d'avancer fermement dans la voie projetée par lui et pour laquelle il a lutté et œuvré toute sa vie.

Notes :

1. Ramiz Alia, *Notre Enver,* Tirana, 1988, éd. fr.. p. 407.

Zana Alia (Agrégé es sciences) — Les enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha sur la lutte de classes et ses particularités dans les conditions actuelles

Communication

Le IX[e] Congrès du PTA a réaffirmé la contribution déterminante du camarade Enver Hoxha à la juste compréhension de la lutte de classes et à la façon correcte de la mener, en soulignant que «c'est à Enver Hoxha que cette lutte doit d'avoir toujours été menée dans la juste voie, sans pencher ni vers la gauche ni vers la droite, d'avoir résisté aux pressions impérialistes et de ne s'être jamais laissé influencer ni par les thèses, ni par les pratiques révisionnistes».

Dans le patrimoine idéologique que nous avons hérité du camarade Enver Hoxha, les problèmes de la lutte de classes occupent sans aucun doute une place essentielle. On peut même dire que l'approfondissement et l'enrichissement de la pensée marxiste-léniniste sur la lutte de classes dans la société socialiste constitue une de ses contributions les plus éminentes dans le développement créateur de la théorie du marxisme-léninisme.

Le camarade Enver Hoxha a tout d'abord démontré que la lutte de classes continue d'être livrée durant toute la période de passage du capitalisme au communisme. Son existence ne dépend pas de notre bon vouloir, elle est conditionnée par une série de facteurs objectifs. Le camarade Enver Hoxha a analysé en détail les facteurs qui font que la lutte de classes demeure une loi objective même à l'étape de la construction intégrale de la société socialiste.

Continuant d'être livrée durant toute la période du socialisme, la lutte de classes demeure la principale force motrice de la société. Dans toute la pensée du camarade Enver Hoxha sur la lutte de classes ressort l'idée fondamentale de son rôle dans le développement continu de la société socialiste. La lutte de classas joue un rôle déterminant et irremplaçable pour le renforcement du Parti et de la dictature du prolétariat, pour le renforcement et la consolidation continus des rapports de production socialistes, ainsi que pour l'éducation révolutionnaire des gens. Toutefois, la lutte de classes ne peut s'acquitter de cette fonction progressiste que si elle est menée de façon juste et révolutionnaire par le Parti et les masses travailleuses. Dans l'œuvre du camarade Enver Hoxha on est frappé par son insistance à souligner l'importance du rôle subjectif dans ce domaine.

Une des thèses fondamentales de la pensée du camarade Enver Hoxha sur la lutte de classes consiste clans l'affirmation qu'elle est menée sur trois fronts principaux, politique, économique, idéologique, et que, du point de vue de leur rôle dans le développement de la société, ces trois fronts sont importants au même titre, aucun d'eux ne devant être sous-estimé. Aussi notre lutte de classe pour le développement continu de la société socialiste ne peut être couronnée de succès que si elle embrasse ces trois domaines. Dans le cas contraire, elle est incomplète et ne peut donner les résultats qu'on en attend. En outre, les fronts politique, économique et idéologique de la lutte de classes sont si étroitement imbriqués entre eux, qu'il est difficile de trouver des questions ou des aspects de la vie sociale qui ne soient l'objet que d'un front isolé, détaché, de la lutte de classes.

Dans toute l'œuvre du camarade Enver Hoxha on est frappé par l'ampleur et la richesse de sa conception de la lutte de classes, qui englobe dans son contenu non seulement la lutte contre les ennemis physiques du socialisme et leurs menées antisocialistes mais aussi la lutte contre toutes les manifestations des idéologies et des psychologies étrangères à notre vision des choses, lesquelles, sous une forme ou une autre affaiblissent l'ordre socialiste et la dictature du prolétariat. Cette conception des choses conduit entre autres à la conclusion que la lutte de classes est menée aussi au sein du peuple et du Parti «contre toute pratique étrangère à nos principes observée dans la mentalité et le comportement de chacun».[1]

Dans le cadre de cette conception des choses un autre élément important dans la pensée du camarade Enver Hoxha sur la lutte de classes est sa conclusion que la lutte de classes sur le front idéologique importe dans la mesure où sa victoire ou non dans cette lutte «détermine la réussite de la construction du socialisme» ou le «retour en arrière vers le capitalisme».[2]

De même, le camarade Enver Hoxha a enrichi la théorie marxiste sur la lutte de classes sous le socialisme à propos de l'imbrication du front intérieur avec le front extérieur. La dictature du prolétariat et le régime socialiste sont combattus non seulement par les ennemis de l'intérieur, mais aussi par les ennemis de l'extérieur, impérialistes et révisionnistes. Enver Hoxha a procédé à une analyse d'ensemble des buts, des voies et des formes concrètes de la lutte menée par l'ennemi extérieur, en mettant l'accent sur la nécessité de se faire une idée complète de l'encerclement impérialiste-révisionniste. Le camarade Enver Hoxha a prouvé que dans leur lutte contre le régime socialiste les ennemis de l'extérieur excitent les ennemis intérieurs du socialisme et en même temps s'appuient sur eux, en créant un lien et une coopération mutuels étroits, indirects ou directs.

La question de l'âpreté, de l'acuité ou de l'intensité de la lutte de classes est une composante importante de sa conception. «La lutte des classes, nous enseigne le camarade Enver Hoxha, est menée par vagues successives, et avec des zigzags, tantôt elle s'intensifie et tantôt elle s'atténue, mais elle ne s'interrompt ni ne s'éteint jamais».[3]

La juste définition de l'intensité de la lutte de classes revêt une grande importance pratique pour en empêcher soit l'affaiblissement soit le durcissement artificiels.

Le Parti et le camarade Enver Hoxha ont souligné qu'indépendamment de l'égale importance de tous les fronts de la lutte de classes. son acuité n'est pas la même sur chacun d'eux. Le plus haut degré d'intensité de cette lutte peut passer d'un front à l'autre et dans le même domaine cette intensité varie à de différentes étapes de la construction du socialisme. En fonction de l'activité de l'ennemi de l'intérieur et de la pression de l'ennemi du dehors, ainsi que de nos difficultés ou de nos faiblesses, l'intensité de la lutte de classes se manifeste sous certaines formes et à certains niveaux concrets.

Quand on analyse cette lutte sous cet angle, actuellement on est amené à observer des marques de libéralisme dans l'attitude à l'égard du travail. La lutte contre les violations de la discipline d'Etat au travail, contre l'insuffisante mise à profit du temps de travail et les absences injustifiées, la non réalisation des normes, du rendement et des objectifs du plan, contre les tendances à se détourner des fronts difficiles et à éviter d'aller travailler là où la patrie a besoin de vous, constituent un domaine important de la lutte de classes dans la période actuelle.

La lutte de classes pour la sauvegarde de la propriété socialiste a revêtu une acuité particulière. Les attitudes antisocialistes envers la propriété se manifestent sous des formes diverses, depuis les dégradations, les mauvaises utilisations, etc., jusqu'aux agissements criminels dans l'économie. Dans la pratique on observe une sous-estimation des phénomènes et des actions étrangers à notre conception du monde, quand ils sont le fait de nos propres gens. C'est là qu'a son origine l'indifférence et la tolérance qui font que l'on ne combat autant qu'il conviendrait les larcins prétendument sans importance au sein même des entreprises par leurs employés. De quelque manière que ces pratiques se manifestent et si minime que soit le préjudice qu'elles causent, elles doivent être traitées comme des aspects de la lutte de classes. Les «petites» appropriations, les gaspillages, etc., tout en étant d'importance minime, pris isolément, causent dans leur totalité un préjudice non négligeable à notre économie.

Au stade actuel on observe aussi une résurgence et une croissance de l'influence de la mentalité petite-bourgeoise, qui est alimentée par certaines difficultés actuelles et par la pression de l'idéologie bourgeoise et révisionniste. La mentalité petite-bourgeoise est encouragée avec les manifestations de libéralisme et l'inobservance des règles. Parmi les formes sous lesquelles apparaît cette résurgence de la mentalité petite-bourgeoise, on citera la diffusion des tendances à mettre son intérêt personnel au dessus de l'intérêt général, les tendances parasitaires, le goût, de la quiétude, la prétention de recevoir de la société plus qu'on lui donne, les manifestations de surestimation de la petite propriété individuelle, etc. La pression de l'idéologie petite-bourgeoise empêche certaines personnes de sortir de leur coquille et de trouver des solutions concrètes aux problèmes, surtout économiques.

L'expérience des dernières années concernant les phénomènes étrangers à notre conception du monde que l'on observe dans l'attitude envers le travail, la propriété, les infractions aux lois, aux règles et aux normes de notre société, les négligences et la sous-estimation des survivances religieuses et des coutumes rétrogrades, etc., confirment on ne peut mieux la thèse du Parti et du camarade Enver Hoxha selon laquelle la lutte contre les manifestations de libéralisme est un des domaines les plus importants de la lutte de classes.

La lutte de classes a un contenu concret, qui est fonction des ennemis de classe bien définis du socialisme, à diverses étapes du développement de la société socialiste. Le camarade Enver Hoxha, dans le cadre de l'évolution historique, a défini la dangerosité sociale de toutes les catégories d'ennemis du socialisme. Il a le mérite particulier d'avoir mis en lumière et démontré qu'à l'étape actuelle et durant toute la période de transition jusqu'au communisme, l'ennemi principal du socialisme est l'opportunisme de droite, le révisionnisme. Il a éclairci le contenu, les voies et les formes concrètes de l'apparition du révisionnisme, et les raisons de sa naissance en régime socialiste.

Dans ce cadre, il est particulièrement important de mieux définir et classer les manifestations de toutes sortes étrangères au socialisme et les phénomènes négatifs qui subsistent sous notre régime. Le socialisme ne peut les supprimer totalement, mais il est en mesure de les restreindre, car leur existence est liée à une série de facteurs objectifs et subjectifs, qui agissent tout au long de cette période. Il s'agit pour le Parti et les masses de bien tendre leur vigilance révolutionnaire et de ne pas sous-estimer ces manifestations et phénomènes étrangers au socialisme. Si petites et négligeables qu'elles soient, il faut empêcher leur multiplication et leur extension. Cela revêt une très grande importance, car la multiplication des manifestations étrangères à notre vision des choses met en danger l'existence même du régime socialiste. Le fait que ce sont nos propres gens qui se font les porteurs des vestiges et des phénomènes étrangers à notre vision du monde, ne diminue pas leur dangerosité sociale. Il est vrai que les manifestations et les actions non socialistes, sont souvent le fait involontaire de nos gens, mais si elles ne sont pas combattues, elles finissent par apporter ce que les révisionnistes cherchent précisément à réaliser, la dégénérescence bourgeoise de la société et du régime socialiste.

Dans cette optique l'idée du camarade Enver Hoxha sur la naissance de nouveaux éléments hostiles en régime socialiste revêt une importance particulière. Ces éléments constituent ce contingent de gens qui déploient une activité hostile au Parti, à l'Etat et au régime socialiste. La voie principale pour limiter la naissance des éléments antisocialistes est le développement continu de la lutte de classes contre toutes les formes des idéologies étrangères au socialisme, lesquelles, chez des individus particuliers et dans des conditions définies, deviennent un puissant point d'appui pour leur dégénérescence.

Afin de mener la lutte de classe dans la juste voie, le camarade Enver Hoxha soulignait la nécessité de combattre tout à la fois l'opportunisme et le sectarisme. Ses analyses sur les manifestations d'opportunisme et de sectarisme ainsi que sur leurs causes, la mise à nu du tort que les attitudes opportunistes tout comme les attitudes sectaires causent au travail du Parti, etc., constituent une précieuse contribution de plus à l'enrichissement de la théorie de lutte de classes. La lutte contre l'opportunisme et le sectarisme doit être l'objet constant de notre attention, car dans la pratique on constate l'une et l'autre de ces attitudes,

Ainsi, bien qu'il y ait des manifestations d'intercessions injustifiées, d'amitiés malsaines, de népotisme, etc., on ne les combat pas toujours comme il se doit et souvent même l'on observe des tendances à s'en accommoder. De même, bien que, en général, on ait une juste compréhension du danger que présentent tant l'opportunisme que le sectarisme, il existe encore des conceptions selon lesquelles il vaut mieux être critiqué pour sectarisme que pour opportunisme. Sans sous-estimer le mal du sectarisme, il faut reconnaître que les manifestations d'opportunisme sont plus répandues et d'une plus grande acuité.

Grâce au travail continu du Parti et à l'intérêt particulier témoigné à cet égard par le camarade Enver Hoxha, nos masses travailleuses sont éduquées dans l'esprit d'une attitude de principe révolutionnaire à rencontre de tous les ennemis du socialisme. Non seulement elles sont préparées politiquement et idéologiquement à mener la lutte de classe de manière conséquente et révolutionnaire, mais elles ont aussi acquis une riche expérience sur les formes et les voies concrètes pour l'organiser.

Le niveau de formation générale, politique et idéologique du Parti et des masses est attesté par la haute vigilance révolutionnaire et le flair de classe qui les caractérisent. Le haut degré de vigilance du Parti et la lutte de classe conséquente menée par les masses travailleuses sous la conduite du premier ont permis d'enrayer dans une importante mesure les menées hostiles des ennemis du dedans et du dehors, les manifestations des idéologies étrangères à nos principes et les phénomènes négatifs en consolidant l'unité du peuple et la dictature du prolétariat en Albanie. Dans cette voie s'est encore accentuée l'émancipation sociale et idéologique des gens de chez nous, et les positions de l'idéologie et de la morale socialistes se sont renforcées.

Toutefois, la vie socialiste ne marque pas le pas. Conformément aux particularités et aux tâches concrètes du développement socialiste, aux diverses étapes de ce développement naissent aussi de nouveaux problèmes dans le déploiement de la lutte de classes. En même temps et en ce domaine se font jour des tâches concrètes pour les organes du Parti, les organisations de masse et les organes de la dictature du prolétariat, Dans l'œuvre théorique du camarade Enver Hoxha, les uns et les autres trouveront tous, en toute circonstance, la clé pour résoudre n'importe quel problème quant à la manière de livrer cette lutte dans la juste voie.

Notes :

1. Enver Hoxha, *Questions de la révolution et de l'édification du socialisme,* t. II, p. 366.

2. Ibid., p. 364.

3. Ibid.

Vassilaq Kureta (Maître de conférences) — La valeur actuelle des enseignements du camarade Enver Hoxha pour la connaissance, le traitement et la juste solution des contradictions à l'étape actuelle

Communication

Dans toute son activité révolutionnaire notre Parti a pris pour appui et a appliqué la thèse de la philosophie marxiste-léniniste selon laquelle le développement de la vie socialiste a pour fondements les contradictions, la lutte des contraires, qui lui donnent son impulsion. Dans le riche héritage théorique que nous a laissé le camarade Enver Hoxha, les problèmes des contradictions dans la société socialiste en constituent un élément important. On y trouve traités et argumentes des problèmes essentiels ayant trait au rôle des contradictions dans le développement de la société socialiste, à une claire définition du type et du caractère de ces contradictions, à la détermination des méthodes et des voies judicieuses et appropriées pour leur solution en temps voulu, etc. La pensée du camarade Enver Hoxha sur ces problèmes a pour traits fondamentaux l'esprit de suite marxiste-léniniste, l'analyse approfondie et l'enrichissement créateur qu'elle y apporte. Cet enrichissement est fondé sur une synthèse approfondie de notre expérience positive de la construction du socialisme et de l'expérience négative dans ce même domaine de l'Union soviétique et des autres pays révisionnistes. Cette pensée s'est développée dans une lutte incessante contre les conceptions idéologiques métaphysiques et antimarxistes des révisionnistes modernes soviétiques, yougoslaves, chinois, etc. Notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont le mérite particulier d'avoir fourni la démonstration scientifique de l'existence de contradictions antagonistes même après la construction de la base économique du socialisme et l'abolition de la propriété privée et des classes exploiteuses. L'admission de ces contradictions à cette étape historique constitue une ligne de démarcation entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme. Le Parti et le camarade Enver Hoxha les ont analysées et en ont montré l'ampleur dans la société socialiste, ils ont défini la durée de leur existence, leur poids et leur rôle ainsi que les méthodes et les voies à adopter pour les affronter et les surmonter. En lutte contre les conceptions des révisionnistes modernes et généralisant l'expérience historique, ils ont démontré scientifiquement qu'au cours de la période de transition du capitalisme au communisme, il existe aussi, de pair avec les contradictions non antagonistes, qui sont, elles, caractéristiques de la société socialiste, des contradictions antagonistes, qu'au cours de cette période historique se livre une lutte implacable entre le socialisme, qui se développe et se perfectionne sans arrêt pour s'ériger en société communiste, et le capitalisme vaincu, qui cherche encore à résister et à se rétablir. Cette conclusion de notre Parti et du camarade Enver Hoxha a été confirmée on ne peut mieux par l'expérience négative de l'Union soviétique, de la Yougoslavie, etc., où, comme le souligne le camarade Enver Hoxha, les révisionnistes modernes visèrent à réconcilier le socialisme et le capitalisme, ce qui conduisit à la restauration du capitalisme dans ces pays.

Notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont élaboré toute une doctrine sur l'attitude envers les contradictions de la société socialiste et ils ont trouvé et défini des méthodes et des voies justes et concrètes pour leur solution. «Nous devons savoir, a indiqué le camarade Enver Hoxha, résoudre de façon juste les nombreux problèmes auxquels nous sommes confrontés, distinguer les contradictions antagonistes entre les peuples et leurs ennemis, ainsi que les contradictions non antagonistes qui existent au sein du peuple».[1] Le camarade Enver Hoxha demande que, envers toute contradiction soit adoptée une attitude réaliste et matérialiste, qu'elle ne soit ni ignorée ni assimilée aux difficultés, mais que, sur la base d'une juste analyse, son contenu et son rôle soient mis au jour avec courage et qu'il soit combattu pour la surmonter. Le camarade Enver Hoxha insiste pour que leur solution soit traitée comme un processus organisé fondé sur la connaissance scientifique du processus de leur naissance et de leur évolution. Cette connaissance, le camarade Enver Hoxha la considère comme la condition fondamentale tant pour résoudre une contradiction correctement et en temps voulu, afin qu'elle n'engendre pas de conséquences et de difficultés, que comme la condition d'un travail différencié parmi les gens. Les divers degrés de développement d'une contradiction déterminent aussi les attitudes et la position à l'égard des gens qui en sont les porteurs.

Un autre aspect important de la contribution du Parti et du camarade Enver Hoxha à la défense et au développement de la théorie marxiste sur les contradictions dans la société socialiste est la détermination des méthodes et des voies concrètes de leur solution. Le type de contradiction détermine aussi la méthode à employer pour la résoudre. C'est là l'idée centrale et le critère fondamental de la pensée du camarade Enver Hoxha sur la solution des contradictions dans la société socialiste. «Notre Parti et notre Etat de dictature du prolétariat, indique le camarade Enver Hoxha, dans le jugement qu'ils portent sur les hommes, opèrent une claire distinction entre ceux qui sont liés au peuple et qui, dans le cours de leur travail, peuvent commettre des erreurs sans intentions hostiles, et les éléments déclassés, ou qui ne le sont pas mais qui ont dégénéré et qui nuisent par leurs actions à la patrie socialiste. Envers les premiers ils usent des méthodes de persuasion et d'éducation, alors que ces derniers sont frappés par la dictature du prolétariat avec justice et rigueur.»[2] Dans son ouvrage «Notre Enver», le camarade Ramiz Alia, appréciant la grande importance de cette idée du camarade Enver Hoxha, indique qu'«Il savait envers qui user de l'arme de la critique et contre qui de la «critique des armes», comme disait Marx».[3]

Le camarade Enver Hoxha a fait observer qu'il était nécessaire de connaître dans toute leur profondeur et leur ampleur non seulement les contradictions, mais aussi le caractère des maladies étrangères à notre conception du monde, qui infectent notre Parti, notre classe ouvrière, notre paysannerie, notre intelligentsia. Actuellement, nous sommes en présence précisément de pareils phénomènes; ils consistent dans des manifestations de bureaucratisme, de libéralisme, d'opportunisme, d'appropriation de la propriété socialiste, de mentalité petite-bourgeoise, d'indifférentisme, etc. Tous ces maux ont pour trait commun qu'ils s'accumulent et s'amassent pour former un tout, pour nuire au corps sain. Mais la seule énumération et la conscience, si profonde soit-elle, de leur dangerosité sociale, ne suffiraient pas. Ce qui est particulièrement important, c'est de rechercher et de déterminer des méthodes complexes conduisant à la solution des contradictions naissantes afin de «définir le véritable diagnostic de ces maladies et de fixer le traitement efficace pour les guérir». A cet égard, l'idée du camarade Enver Hoxha suggérant de tracer une nette ligne de démarcation entre les contradictions antagonistes et les contradictions non antagonistes revêt une importance particulière. Cette distinction est importante pour empêcher tout mouvement de bascule soit vers le sectarisme soit vers l'opportunisme. Les analyses du camarade Enver Hoxha et ses conclusions relatives à la connaissance, au traitement et à la solution des contradictions de caractère antagoniste occupent une place importante dans sa pensée théorique et gardent toujours une valeur actuelle. Notre réalité témoigne de l'existence des vestiges des classes renversées qui sont un facteur de la persistance des contradictions antagonistes dans notre société socialiste. Naturellement, leur importance par rapport à notre population est réduite, mais ce n'est pas une raison pour sous-estimer ce contingent. Au contraire il convient d'en faire une juste estimation du point de vue de classe et politique. Cette exigence découle du fait que, en même temps que les nouveaux ennemis qui se font jour, ils exercent une pression sur le socialisme et notre idéologie marxiste-léniniste. L'expérience de notre Parti a mis en évidence la nécessité de rehausser la vigilance révolutionnaire afin de préserver et de défendre le pouvoir de dictature du prolétariat contre les menées et la perfidie des débris des classes renversées, ainsi que contre les nouveaux éléments bourgeois ou révisionnistes qui apparaissent dans la période de la construction du socialisme. En cela, il est fondamental de ne pas oublier, négliger ni traiter avec un sentimentalisme malsain la contradiction qui nous oppose à ce contingent de personnes. En même temps que la vigilance révolutionnaire, souligne le camarade Enver Hoxha, il convient de développer l'esprit de la dictature du prolétariat. Cela veut dire que la voie juste pour résoudre la contradiction avec les débris des classes renversées qui se dressent contre le régime socialiste est la voie révolutionnaire, la voie de la solution de la contradiction qui entraîne un changement qualitatif.

Le camarade Enver Hoxha non content d'indiquer la voie de la solution des contradictions antagonistes, attire aussi l'attention sur les conséquences socio-psychologiques et idéologiques que peut entraîner cette solution chez des catégories déterminées de gens. Sous cet aspect, une importance particulière revient à l'idée du camarade Enver Hoxha sur le phénomène de l'atteinte morale. Les éléments qui se sont opposés à la dictature du prolétariat et qu'elle a frappés, ont leur milieu: et leurs proches, qui, à des degrés divers, sont moralement atteints par la condamnation des membres de leur famille. Le camarade Enver Hoxha voit dans le travail à mener auprès des gens dont les proches ont été frappés par la dictature du prolétariat un élément important de la méthode de solution de ces contradictions de manière que non seulement ils reconnaissent et condamnent eux-mêmes la faute commise par leurs proches, «mais qu'ils s'éduquent, qu'ils tirent des enseignements de tel ou tel cas et que cette blessure morale ne demeure pas dans la conscience, même à l'état latent.» Le camarade Enver Hoxha considère ce travail comme indispensable, très fécond et d'une grande valeur sociale. D'où la nécessité d'un travail différencié auprès des gens, d'un travail qui tienne compte des différences de niveau idéologique, politique et culturel Au sein du peuple les contradictions se manifestent dans leur diversité. Toutefois, dans cette diversité le camarade Enver Hoxha distingue surtout celles qui sont directement liées à l'attitude de l'homme envers la société, et à l'unité. La vie sociale socialiste se développe à travers l'activité créatrice des masses, mais ni les sentiments, ni les aspirations, ni les désirs des gens ne sont identiques et la parole du Parti n'est pas accueillie chez eux tous de la même façon. De même, la conscience et la conception du monde des gens diffèrent de l'un à l'autre par le niveau et le contenu, mais aussi par d'autres indices de la qualité et de la constance. C'est là qu'a son origine l'apparition d'une foule de contradictions qui, comme le montre la pratique, même lorsqu'elles sont de caractère non antagoniste, peuvent, si on les laisse grandir, grossir, se muer en contradictions antagonistes. Le camarade Enver Hoxha considère cet aspect de la question avec un intérêt particulier. Si l'on n'est pas attentif à cet égard, souligne-t-il, il se crée chez les personnes instables, des situations malsaines, même si ces personnes sont attachées à la vie nouvelle, socialiste, elles luttent et travaillent pour cette vie, car leurs sentiments ne sont pas encore canalisés dans la voie de la classe ouvrière et leurs idées ne sont pas toutes aussi claires qu'il le faudrait et comme le Parti les souhaiteraient. Le Parti a pour devoir d'éduquer ces gens, de les tremper, d'éclaircir leurs idées et de les guérir. Le Parti et le camarade Enver Hoxha ont considéré le problème de la solution des contradictions et de l'emploi de méthodes concrètes à cette fin, comme étant étroitement lié à la poursuite juste et conséquente de la lutte de classes. En dehors de la lutte de classes, indique le camarade Enver Hoxha, on ne peut concevoir ni la solution des contradictions ni le renforcement de l'unité. La détermination et la mise en œuvre de méthodes concrètes pour la solution des contradictions doit se conformer à la dynamique même de la poursuite de la lutte de classes.

Au cours du processus de cette lutte se définissent l'ampleur, la profondeur et la continuité des méthodes employées pour la solution des contradictions. En général les méthodes sont complexes et les contradictions au cours de ce processus, sont complètement résolues. La politique juste du Parti a eu pour effet d'élever constamment et rapidement le produit social total ainsi que le niveau d'instruction et de culture des travailleurs. Malgré tout, dans la pratique, on observe effectivement des contradictions entre la production et la consommation, entre l'homme et la technique, entre les divers aspects des rapports de production et entre eux et le niveau des forces productives, etc. La contradiction entre l'homme et la technique, par exemple, ne peut être résolue seulement au moyen de mécanisations, sa solution nécessite aussi le perfectionnement des divers aspects des rapports de production, etc. Indépendamment du fait que les méthodes et les voies employées pour la solution des contradictions se caractérisent par leur complexité, il en est parmi elles qui sont utilisées principalement pour la solution des contradictions antagonistes et d'autres pour les contradictions non antagonistes. Dans la lutte contre les conceptions opportunistes et révisionnistes, comme les soviétiques, les maoïstes, etc., le camarade Enver Hoxha a mis l'accent sur l'idée que, en régime socialiste, la méthode employée pour résoudre les contradictions antagonistes est celle de la contrainte. Le recours à cette méthode comporte toutefois des traits particuliers comme l'esprit de suite, la justice et la rigueur révolutionnaires, en opposition avec toute déviation gauchiste ou droitière.

Dans la pensée théorique du Parti et du camarade Enver Hoxha sur les contradictions, une place importante revient à l'étude des voies conduisant à la solution des contradictions non antagonistes dans la société socialiste. Celles-ci sont multiples et relativement diffuses. Le camarade Enver Hoxha a considéré la solution de ces contradictions comme une grande tâche, complexe et présentant de multiples aspects. C'est une tâche importante, car leur solution contribue à promouvoir le développement social et à renforcer l'unité. Leur complexité est déterminée par le fait qu'elles naissent parmi des forces qui ont des intérêts fondamentaux communs. Enfin, le processus de leur solution est multilatéral, car il se réalise à travers des mesures, des méthodes et des voies complexes, économiques, politiques, idéologiques, organisationnelles, etc. Dans la variété des méthodes que le Parti a élaborées pour la solution des contradictions, on doit accorder une place importante à la méthode de la persuasion, de l'éducation, qui est mise en œuvre sous les formes les plus diverses. Définissant le contenu de cette méthode, le camarade Enver Hoxha souligne que la persuasion politique est un processus et non pas un acte immédiat, qu'elle s'accomplit à travers un travail politique incessant, une explication patiente, par la douceur, la bienveillance, et surtout de manière marxiste, des divers problèmes et phénomènes. Dans le travail de persuasion et dans la lutte idéologique, ce qui est prioritaire c'est de convaincre les gens de la nocivité de l'idéologie étrangère, et aussi de leur inculquer les principes et les normes de la morale et de l'idéologie marxiste-léninistes. La mesure de cette persuasion, accompagnée d'une attitude et d'une action parallèle dans la pratique, est un indice significatif du degré de solution de la contradiction apparue. Les idées du camarade Enver Hoxha sur l'application dialectique de la méthode de persuasion et d'éducation, du rapport et de la combinaison de cette méthode avec les mesures économiques, techniques, organisationnelles et administratives présentent un intérêt particulier. L'application dialectique de la méthode de persuasion, d'éducation, exige que soit bien définie la ligne de démarcation entre les contradictions non antagonistes et les contradictions antagonistes. Lorsque les porteurs des conceptions étrangères à notre vision du monde, indique le camarade Enver Hoxha, et les propagateurs des idéologies qui nous sont étrangères, sont ou deviennent un ennemi conscient, alors la contradiction est traitée et résolue comme une contradiction antagoniste et, à la méthode de persuasion est substituée la méthode de coercition. Le camarade Enver Hoxha recommande de considérer la méthode de persuasion et les mesures techniques, organisationnelles et administratives-économiques dans leur unité, dans leur dialectique et de ne pas surestimer l'une par rapport aux autres. Les mesures administratives, disciplinaires, etc. sont dans leur essence des mesures de contrainte qui sont utilisées pour améliorer et corriger les conséquences d'actes et d'attitudes négatives déterminées de certaines personnes. Mais l'important est de comprendre que ces mesures, tout en étant de nature coercitive, servent à l'éducation. Dans la solution d'une contradiction non antagoniste, le travail de persuasion est fondamental et permanent, c'est un processus continu, alors que les mesures administratives sont, si l'on peut dire, complémentaires. Cela s'explique par le fait que les mesures technico-organisationnelles remédient à un rapport atteint et dégradé, mais qu'elles ne peuvent découvrir les causes, les facteurs qui ont engendré telle ou telle contradiction, ni y remédier. La pensée du camarade Enver Hoxha sur le traitement et la solution des contradictions est riche de contenu. Son application pratique a assuré la mise en œuvre dans la juste voie de la lutte de classes et a renforcé constamment l'unité du peuple. Cette pensée occupe dans le patrimoine marxiste-léniniste une place particulièrement éminente pour le présent et l'avenir de notre édification socialiste.

Notes :

1. Enver Hoxha, *Rapports et discours 1976-1977,* p. 372.

2. Enver Hoxha, *Rapports et discours 1978-1979,* p. 183.

3. Ramiz Alia, *Notre Enver,* pp. 406-407.

Arben Bakllamaja (Agrégé es sciences), Arshi Çela (Agrégé es sciences) — Le camarade Enver Hoxha à propos des intérêts et de leur harmonisation sous le socialisme

Communication

Le camarade Enver Hoxha considérait la naissance, l'apparition et la juste harmonisation des intérêts de la société socialiste et de l'individu comme un processus en développement permanent et les traitait en se fondant sur les lois générales du socialisme scientifique et du développement social. Conformément aux étapes de la construction du socialisme, il a veillé à ce que soient appliquées des mesures concrètes pour satisfaire et coordonner les intérêts en ayant toujours en vue l'apparition de nouvelles formes d'intérêts, leur diversité et leur gamme toujours élargie.

Les prémisses et les garanties de la satisfaction de ces intérêts émanent de la nature harmonieuse intérieure de la base économique de la société socialiste, qui est la propriété et le travail collectifs. Les rapports économiques en régime socialiste traduisent la liberté et l'égalité de ses membres pour développer et satisfaire sous tous les aspects et de façon harmonieuse leurs besoins et leurs intérêts, ainsi que leur obligation de subordonner l'intérêt particulier à l'intérêt général.

Les idéologues bourgeois accusent le socialisme de soi-disant s'occuper uniquement des intérêts entre deux classes, qu'il politise pour limiter l'apparition et la satisfaction des divers intérêts des autres groupes sociaux et surtout de l'individu. En vérité, les rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie coopérée, quoique constituant la base de tous les rapports entre les divers groupes sociaux et couches de la population ne nient ni les intérêts de ces derniers ni les intérêts de particuliers. Le camarade Enver Hoxha nous enseigne que si jamais le classe ouvrière ne défend et ne satisfait pas aussi les intérêts légitimes et fondamentaux de la paysannerie coopérée, elle ne pourra pas construire le socialisme toute seule et en opposition avec cette classe. De même, la dictature du prolétariat crée toutes les prémisses pour la satisfaction des intérêts multiformes de l'individu.

L'achèvement de l'édification de la base économique du socialisme et, par conséquent, les changements dans la structure sociale et de classe n'aplanissent pas les intérêts entre les deux classes amies, la classe ouvrière et la paysannerie coopérée, ni, dans chacune d'elles les intérêts entre les diverses couches et divers groupes sociaux, et entre les individus. La diversité des intérêts sociaux dans la nouvelle structure sociale et de classe, qui n'en ont pas moins la même base économique et la même nature idéologique, constitue un facteur fondamental de la consolidation de l'unité politique et morale du peuple. Il n'existe pas, entre ces intérêts, de contradictions antagonistes, mais de telles contradictions peuvent surgir si l'on ignore et déprécie leurs possibilités d'apparition au stade actuel du développement économique et culturel de la société. Le camarade Enver Hoxha soulignait que notre organisation étatique économique et politique devait être continûment démocratisée afin de rendre possible l'apparition, l'expression, la satisfaction et l'harmonisation dans le cadre de toute la société, des divers intérêts sociaux qui ne portent pas atteinte aux bases de notre système économique et politique.

Les intérêts existent objectivement et en tant que réalité concrète ils sont le reflet des représentations et des conceptions des individus. et des groupes sociaux, qui observent une attitude révolutionnaire ou non. Or, la question de l'appréciation de leur place et de leur rôle dans la vie de la société n'a pas seulement un caractère économique. La manière dont le camarade Enver Hoxha conçoit les intérêts embrasse, fondamentalement, toutes les formes des rapports que nouent les gens dans la société et en premier lieu dans la production. Se fondant sur la thèse léniniste de la primauté des intérêts politiques, le camarade Enver Hoxha soulignait que la classe ouvrière, si elle n'a pas une conception politique de sa mission dans la société et si elle ne défend pas ses intérêts politiques, ne peut réaliser ses aspirations démocratiques et ses besoins économiques, pour une vie meilleure. L'étude, la connaissance et l'harmonisation des intérêts à travers le prisme de classe, la juste utilisation de leur rôle stimulant ont joué et jouent un grand rôle pour renforcer l'unité du peuple et le mobiliser dans sa lutte quotidienne pour la construction du socialisme.

La pratique a démontré que toute négligence des intérêts des diverses couches de la population, toute action injuste qui provoque des mécontentements porte atteinte à l'unité du peuple. Le parti a combattu avec force toute tendance des organes de l'Etat ou de cadres particuliers à ne pas tenir bien compte des intérêts partiels de diverses couches des travailleurs. Le IX^{e} Congrès du Parti a indiqué que des manifestations et des attitudes erronées se sont faites et se font encore jour. Actuellement, quelques organes et organismes de notre système économique et administratif, et particulièrement de fonctionnaires particuliers, ne consacrent pas toute l'attention que demande le Parti aux questions concernant la vie quotidienne des gens, comme les services municipaux, le commerce, l'instruction, le service sanitaire, les communications, le logement et l'emploi etc.

Se fondant sur les exigences de la loi fondamentale économique du socialisme, le Parti du Travail d'Albanie et le camarade Enver Hoxha s'en sont tenus avec conséquence au principe de «la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier». Ce principe contient une série de priorités, notamment celle des intérêts à long terme sur ceux du moment, des intérêts sociaux sur les intérêts particuliers, des intérêts fondamentaux de l'Etat sur les

intérêts sectoriels et régionaux. La mise en œuvre de ces priorités dans le cadre de l'application du principe de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier a conduit et conduit encore à la satisfaction des besoins de toute la société, à l'élévation graduelle et sous tous les aspects du bien-être de la population au renforcement de l'indépendance économique, politique et militaire du pays. Sans établir et assurer la priorité de l'accroissement du fonds d'accumulation sur le fonds de consommation, de la rentabilité sur les revenus réels, du produit social sur le produit particulier, on ne pourrait pas réaliser toutes ces transformations incomparables dans l'industrie, l'agriculture, l'instruction, la culture et la santé publique.

Dans une société comme la nôtre, issue de l'ordre féodal et bourgeois, sans avoir connu la phase de plein développement économique et social du capitalisme, où la petite propriété et le travail privé sont prépondérants, l'éducation des travailleurs selon le principe de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier a été et demeure un processus long et difficile. Elle est liée aux transformations révolutionnaires sous tous les aspects dans le domaine économique et social, à la solution d'une série de contradictions que la propriété privée a enraciné dans la conscience des hommes, à la réduction des différences économiques entre la ville et la campagne, entre le travail intellectuel et le travail manuel, à la démocratisation de la vie politique et sociale, à la large et active participation des masses à l'administration du pays.

C'est pourquoi, le passage dans les faits de la primauté de l'intérêt général se rattache en premier lieu à la nécessité de créer et de perfectionner un mécanisme économique en mesure d'exercer son contrôle sur la production et la consommation d'inciter chaque travailleur à participer activement dans la mesure de ses capacités au travail social effectif et à satisfaire ses besoins en fonction du travail qu'il a accompli en apportant en même temps son contribution à la société. Les intérêts de la société et de chaque travailleur ne peuvent donc être satisfaits qu'à travers l'accroissement de la production et des revenus, l'élévation de la productivité du travail social, la baisse du coût des produits, l'établissement d'un rapport judicieux entre l'accroissement du rendement de travail et celui de la main-d'œuvre, entre le produit pour soi et le produit pour la société, entre le produit social et le revenu national.

Dans l'ensemble, notre expérience du fonctionnement de notre économie planifiée et dirigée depuis un centre unique, a montré sa supériorité incontestable. Néanmoins il y a des cas, dans la pratique, où ces questions ne sont pas comprises et appliquées comme il se doit, et, de ce fait, tous les moyens conduisant à l'accroissement de la production et de la rentabilité ne sont pas mis en œuvre. Les lacunes constatées dans la fixation et la réalisation des normes du travail, dans la classification des travailleurs et des processus de travail, dans l'application des règles de la rétribution du travail et le manque d'un contrôle général sur l'application des grandes lois de la production et de sa répartition, ont conduit dans certains cas quelques travailleurs à donner la priorité à leur intérêt personnel. Il faut barrer la voie à de telles tendances si rares soient-elles.

Dans tous les rapports engendrés par les liens économiques de tout genre entre les entreprises et les organismes centraux, ou au sein même de ces entreprises et organismes, l'organisation d'une gestion unique étatique et planifiée permet de préserver et de consolider le caractère unique de notre société. Mais ici également, si les intérêts particuliers étroits, sectoriels et régionaux du moment priment les intérêts généraux sociaux et à long terme, alors ils porteront atteinte à l'unité de notre économie. C'est pour cette raison que le camarade Enver accordait une grande importance à la consolidation de la gestion centralisée, au renforcement du contrôle qualifié exercé d'en haut, en combattant, à la fois le bureaucratisme et le libéralisme, à la fois la centralisation excessive des compétences et toute manifestation de décentralisation.

L'harmonisation des intérêts en régime socialiste concerne, au premier chef, toute la société, qui établit d'une façon planifiée de justes rapports entre les individus, mais aussi l'individu qui applique concrètement ces rapports. L'individu satisfait ses intérêts économiques à travers le travail qu'il accomplit et le salaire qu'il reçoit de la société. Mais tout à la fois, il satisfait une partie de ses intérêts et besoins vitaux à travers les fonds sociaux, comme le sont ceux de l'éducation, des loisirs, de la santé, de la culture, des sports, etc.

La satisfaction des besoins par les fonds sociaux est fondée elle aussi sur le travail de chacun dans le cadre de la propriété collective. Toutefois cet aspect du problème est souvent considéré isolément. On ne comprend pas comme il convient que la satisfaction d'intérêts si variés en régime socialiste est fondée sur le travail de chacun. D'autre part, les survivances petites-bourgeoises, les tares héritées du passé dans nos rapports économiques et la pression actuelle bourgeoise et révisionniste maintiennent toujours vive une vue égoïste des choses, un détachement de l'individu de la société. Le développement inégal, sur les plans politique, idéologique, moral, culturel et scientifique, du niveau de conscience des gens, maintient un terrain sur lequel les rapports entre les intérêts généraux et les intérêts particuliers peuvent être faussés. Aussi le Parti a-t-il lutté et continue de lutter pour éduquer les gens de leur inculquer de justes conceptions sur les intérêts et sur les voies à suivre pour les satisfaire. Le camarade Ramiz Alia nous recommande de «ne jamais cesser de travailler, en vue d'élargir et d'approfondir entre les hommes cette harmonie des intérêts que crée le socialisme, l'esprit de collectivisme et d'entraide dicté par notre morale.»[1]

Pour que l'intérêt général ne reste pas une forme illusoire de communauté, il faut que les individus le considère comme leur étant propre comme quelque chose qui existe dans la réalité, comme une interdépendance de l'individu et de la collectivité. Et plus les travailleurs s'émancipent dans leur vision du monde, plus ils participent à la direction et à l'organisation du travail, plus ils observent une attitude critique à l'encontre des défauts et s'emploient activement à les éliminer et «... mieux et plus vite sera balayé de leur conscience, ce fardeau suranné que nous pouvons exprimer en deux mots: «le mien» et «le tien», plus les pensées et les aspirations de chacun seront guidées par la primauté de l'intérêt général».[2]

La satisfaction de l'intérêt général est inséparable de l'intérêt particulier et de l'intérêt collectif, et sert à son tour de base à la satisfaction ces derniers. Mais ceux-ci, quand ils sont stimulés, par les exigences des lois économiques du socialisme se muent en un facteur important pour la réalisation de l'intérêt général. Ainsi, non seulement la théorie, mais aussi la pratique ont démontré que pour que les gens vaillent de toutes leurs forces il convient de les stimuler matériellement à travers le niveau de leur rétribution afin qu'ils puissent satisfaire leurs besoins particuliers et ceux de leur famille. Voilà pourquoi toute méconnaissance des intérêts particuliers au nom de l'intérêt général, et de l'intérêt immédiat au nom des intérêts à long terme rompt les liens dialectiques existant entre eux et les convertit en rapports mécaniques qui portent finalement atteinte à l'intérêt général. L'insatisfaction de certains besoins d'objets de consommation dans la mesure voulue, la non réalisation des revenus monétaires de collectifs particuliers à cause du manque de fournitures matérielles et techniques, la non appréciation du travail des collectifs et des travailleurs d'élite, portent atteinte à l'unité des intérêts et lèsent non seulement l'intérêt particulier et celui de collectifs particuliers, mais aussi l'intérêt général.

A son IX^{e} Congrès, le Parti, afin de remédier à certaines inadéquations temporaires apparues, fixa pour tâche de faire une juste appréciation des intérêts collectifs et individuels sans pour autant affecter la primauté de l'intérêt général de sorte que tous s'intéressent directement à l'accroissement de la production, à l'élévation du rendement, à la diminution des dépenses et à l'amélioration technique et technologique. Les mesures tendant à faire jouer certains instruments économiques, tels la hausse des prix de certains produits agricoles, stockés, la stimulation matérielle du travail dans les secteurs les plus importants de l'économie et les brigades de haut rendement dans l'agriculture, l'amélioration quantitative et structurelle du fonds spécial des entreprises, ainsi que d'autres dispositions, toujours mieux appliquées et perfectionnées, ont pour but d'intéresser les travailleurs à l'accroissement de la production et à l'élévation de la productivité du travail. Les perfectionnements dans le domaine de l'organisation et de la gestion des entreprises et des coopératives, la juste répartition des travailleurs dans des ateliers et des brigades selon le degré de qualification requis par le poste de travail, la stimulation matérielle et morale du travail créateur et la satisfaction des besoins légitimes des individus concernant différents problèmes, etc., jouent aussi un rôle irremplaçable dans la participation des travailleurs à la solution des questions ayant trait à l'accroissement de la production et à l'augmentation de la productivité du travail.

Actuellement, l'élévation du bien-être matériel des travailleurs citadins et ruraux, dans les zones da plaine et de montagne a élargi le cercle et la diversité de leurs intérêts. On ne peut ni ne doit considérer actuellement ces aspirations à une vie culturelle, sportive et scientifique plus active, à des loisirs et des connaissances plus contemporaines, partant, à une vie spirituelle plus riche, comme étant secondaires par rapport à la satisfaction des intérêts et des besoins économiques et matériels, ni détachés de ceux-ci. La jeunesse en particulier, mais aussi les diverses couches d'âge se mobiliseront davantage au travail et obtiendront de meilleurs résultats dans la production si les maisons de la jeunesse dans les villes et les maisons de la culture, dans les campagnes s'acquittent comme il convient de leurs fonctions, si les réalisations dans les arts et les sports sont portées à un plus haut niveau et si les services communaux, du commerce et de la santé satisfont les exigences toujours accrues de la population. Le camarade Enver Hoxha a combattu le subjectivisme vulgaire qui confine les intérêts particuliers à la simple satisfaction de quelques besoins matériels dans le cadre de la famille, à l'écart des possibilités que crée le développement économique et social du pays et des motifs qui doivent inspirer un mode de vie socialiste, ainsi que la tendance à niveler mécaniquement les revenus réels des travailleurs. La lutte pour le bien-être de la population doit préserver toujours son contenu socialiste. Adaptant ses besoins et ceux de sa famille aux possibilités qu'offre l'économie du pays, chacun de nos travailleurs pourra maintenir dans sa conscience un juste équilibre entre l'intérêt particulier et l'intérêt général et lutter pour les satisfaire par de justes voies. Les enseignements du camarade Enver Hoxha sur la juste appréciation des intérêts existant dans la société et sur la nécessité de maintenir de justes rapports entre eux, constituent une grande richesse théorique et méthodologique pour la construction du socialisme. Les mesures actuelles appliquées par le Parti dans le domaine du perfectionnement des rapports de production visent, entre autres, à une toujours plus judicieuse harmonisation des intérêts dans les conditions du développement économique et social actuel du pays.

Notes :

1. Ramiz Alia, *Discours et entretiens,* n° 5, p 259, 1987.

2. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 35, p. 127.

Pr Sotir Manushi — La valeur actuelle de la pensée du camarade Enver Hoxha pour affronter avec succès l'agression idéologique bourgeoise-révisionniste

Communication

Les analyses et les synthèses relatives aux dangers que court le socialisme du fait de l'encerclement impérialiste-révisionniste et de l'agression idéologique qui nous est livrée par le monde bourgeois-révisionniste, occupent une place importante dans la pensée théorique du camarade Enver Hoxha.

Le camarade Enver Hoxha a donné une définition des plus complètes de l'encerclement impérialiste-révisionniste et de son agression à l'encontre du socialisme. Il a démontré et l'expérience a prouvé que la bourgeoisie impérialiste, dans ses efforts pour renverser le socialisme, a recouru à diverses méthodes, comme la violence, l'agression militaire ouverte ainsi que la mystification et l'agression idéologique. Dans une période donnée on peut employer la première méthode, dans une autre la seconde mais on peut aussi les employer toutes deux à la fois. L'expérience a prouvé que la bourgeoisie impérialiste, pour atteindre ses buts a combiné les deux méthodes, tant celle de «l'évolution pacifique» et de l'agression idéologique que celle de la violence, de l'agression militaire. Ces deux méthodes sont deux aspects de la même stratégie globale et de l'anticommunisme de notre époque.

Après la Seconde guerre mondiale la bourgeoisie impérialiste mit l'accent sur la variante idéologique de l'agression, qu'elle a considérée, comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha, comme le moyen principal pour restaurer le capitalisme par la voie pacifique. Le camarade Enver Hoxha a considéré l'agression idéologique comme une expression de l'accentuation de la lutte des classes à l'échelle internationale et en premier lieu de la lutte entre le socialisme et le capitalisme.

Le camarade Enver Hoxha dans sa pensée théorique analyse à fond tant le contenu des conceptions bourgeoises-révisionnistes que les formes, les méthodes et les moyens utilisés par l'impérialisme et le révisionnisme contre le système socialiste.

Enfin, les problèmes concernant la façon de faire face à l'agression idéologique bourgeoise-révisionniste, qui peuvent être résolus avec succès uniquement grâce à une âpre lutte contre toute sous-estimation de cette menace, contre les attitudes passives et indifférentes des gens de chez nous à son égard, attitudes qui entraînent des conséquences catastrophiques pour le socialisme, occupent une place particulière dans la pensée théorique du camarade Enver Hoxha. La pensée théorique du camarade Enver Hoxha sur l'encerclement bourgeois-révisionniste et l'agression idéologique constitue un grand patrimoine, de valeur théorique et pratique pour l'édification du socialisme dans notre pays. Elle est pénétrée de l'idée que le socialisme peut être édifié avec succès même dans un petit pays si les armes de la lutte de classe sont acérées et si l'on barre tous les accès possibles à la dégénérescence bourgeoise-révisionniste.

L'encerclement bourgeois-révisionniste et l'agression idéologique menée contre notre pays socialiste ne sont pas des problèmes du passé. Ils ont un caractère très actuel. Aujourd'hui l'agression idéologique a changé ses tactiques, ses formes et ses méthodes de lutte mais elle n'a point changé ni ne changera jamais son essence. Elle est même devenue plus intense et a accompli ses formes et ses méthodes de lutte, et elle a accru sa force opérationnelle et intimidatrice. C'est pourquoi, plus la crise générale du capitalisme s'approfondit, plus le mouvement révolutionnaire et de libération des peuples gagne en ampleur et plus l'agression idéologique de l'impérialisme et du révisionnisme s'intensifie. Comme cela a été souligné au IX^{e} Congrès du PTA, l'idéologie bourgeoise-révisionniste «en tant qu'idéologie d'une société déclinante et en putréfaction, ayant perdu désormais toute perspective historique et tout idéal de progrès,... est devenue encore plus agressive, elle a accentué ses traits d'idéologie prônant l'exploitation capitaliste et l'anticommunisme».[1] A présent comme dans le passé, l'agression idéologique bourgeoise-révisionniste contre notre pays vise à ébranler la confiance dans les idéaux du socialisme, à propager la supériorité du mode de vie bourgeois en tant que mode de vie d'une société «libre», avec un «niveau de vie élevé» etc., afin d'attirer les gens de chez nous par le comportement, les goûts et le mode de vie pourris bourgeois-révisionnistes; à semer la confusion et le chaos et à assombrir la perspective de la révolution et du socialisme; à trouver des voies pour miner la base politique, économique et sociale de notre Etat socialiste; à altérer nos conceptions saines et à propager l'influence bourgeoise et révisionniste parmi nos gens; à exploiter l'idéologie et la psychologie petite-bourgeoise dans le but de corrompre les consciences, de semer la corruption morale et le libéralisme, le sentiment de la primauté de l'intérêt personnel sur l'intérêt général, l'esprit de «la liberté absolue», le relâchement de la discipline etc., à engager notre pays dans la voie de la dégénérescence bourgeoise-révisionniste comme cela s'est produit dans les pays anciennement socialistes.

Afin de réaliser ces objectifs, l'agression idéologique bourgeoise-révisionniste continue d'encourager le libéralisme sur tout le front, afin que notre pays renonce à la politique intérieure et extérieure définie par le PTA et la camarade Enver Hoxha, abandonne l'édification de la société socialiste, l'idéologie marxiste-léniniste, la lutte de classe sur tous les fronts, la dictature du prolétariat, la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme et le principe de l'internationalisme prolétarien.

Nos ennemis, a souligné le camarade Ramiz Alia au IX[e] Congrès du Parti «... souhaitent voir libéraliser, dans le sens bourgeois, notre vie, notre Parti et notre pouvoir populaire, la lutte de classe, notre idéologie et notre politique. Le libéralisme est une des armes principales de la stratégie de l'impérialisme et du révisionnisme pour miner et renverser le socialisme».[2] (souligné par S.M.)

L'offensive des idéologues bourgeois et des révisionnistes modernes contre le socialisme a pris actuellement de vastes proportions et de nouvelles formes. Sous le masque de la préoccupation pour le socialisme, pour le rendre soi-disant plus humain, on mène un grand tapage sur «le pluralisme des idées socialistes comme puissante impulsion», sur «la crise dans les forces organisées socialistes et dans la pensée socialiste», sur «l'affranchissement du socialisme de ses conceptions surannées» surtout en ce qui concerne les questions sociales, sur son incapacité de «mettre sur pied un système de direction sociale efficace de développement économique et social», d'«assurer un développement total de la démocratie socialiste», sur le socialisme sans dictature du prolétariat, sur le «socialisme démocratique», sur «le socialisme pluraliste» ou le «pluralisme socialiste» etc.

En particulier, les révisionnistes soviétiques avec Gorbatchev à leur tète, mènent une furieuse offensive contre le socialisme. Par leurs slogans sur le socialisme, «système de l'humanisme authentique et réel», «système d'une économie efficiente et dynamique», «système de justice sociale», «système d'autogestion par le peuple», etc., ils visent à jeter le discrédit sur la théorie marxiste-léniniste sur le socialisme scientifique et le socialisme en tant que système économique et social. La bourgeoisie et les révisionnistes parlent de «crise du socialisme» parce qu'ils veulent répandre le chaos et la confusion dans les rangs des travailleurs et des peuples du monde, pour les détourner de la voie de la révolution et du socialisme.

S'efforçant de «moderniser» le contenu de l'agression idéologique contre notre pays, les impérialistes et les révisionnistes sont en train de mener un grand tapage en prétendant que notre pays, jusqu'à hier isolé, a commencé à «s'ouvrir» et à s'écarter de la voie d'Enver Hoxha. A cet égard, le Vatican également a intensifié sa propagande contre notre pays. Tous nos ennemis ont déclenché une furieuse campagne de propagande, pronostiquant le chemin que suivra l'Albanie et la prétendue ouverture de l'Albanie.

Notre Parti a fort bien expliqué que notre pays ne s'est détourné ni ne se détournera jamais de sa voie socialiste. Notre Parti et notre Etat n'ont jamais été pour une politique d'isolement du monde extérieur, cela serait nuisible. L'isolement de notre pays est une invention des impérialistes et des révisionnistes, qui lorsqu'ils évoquent l'isolement de l'Albanie, ont à l'esprit l'absence de tout rapport de notre part avec les superpuissances, notre maintien en dehors du mouvement des non-alignés, notre rejet des marchandages d'Helsinki etc. A présent aussi qu'on la taxe d'ouverture, l'Albanie socialiste suit la même politique qu'elle a suivie auparavant. C'est pourquoi, comme l'a souligné le camarade Ramiz Alia, l'Albanie ni ne s'ouvre ni ne se ferme.

Bien entendu, nos accusateurs ont leurs buts et nous avons les nôtres. Ils cherchent à nous entraîner dans leur sillage tandis que nous profitons des conditions favorables créées dans l'intérêt de l'édification socialiste dans notre pays. C'est là une lutte de classes, dans le cours de laquelle, chacun a ses propres objectifs. «Nous sommes, a souligné le camarade Enver Hoxha, l'unique pays en Europe et l'unique parti communiste qui combat avec héroïsme, qui résiste avec succès à cette pression (à la pression idéologique bourgeoise-révisionniste, S.M.) si puissante, exercée sur lui jour et nuit».[3]

Il est clair que l'extension des rapports de notre pays avec les pays capitalistes pose divers problèmes, accroît la pression idéologique du monde bourgeois-révisionniste sur les gens de chez nous, pression qui doit être contrecarrée par un travail politique et idéologique, persévérant, clairvoyant et qualifié.

Nous devons aussi avoir bien soin de refouler la pression idéologique du Vatican et de l'Eglise des pays voisins exercée contre notre pays. Cette pression ressuscite les vestiges des croyances religieuses, bien entendu si l'on cesse de les combattre de façon conséquente. C'est pourquoi notre Parti a fixé pour tâche de faire front de façon permanente avec une vigilance toujours accrue à la manifestation de divers phénomènes des survivances religieuses et des coutumes rétrogrades qui s'y rattachent constatées chez des travailleurs particuliers.

L'impérialisme américain et ses satellites évoquent aussi continuellement le prétendu problème des «droits de l'homme». Ils jouent cette carte aussi contre notre pays afin de frapper notre système socialiste, de s'ingérer dans nos affaires intérieures, d'empiéter sur notre souveraineté nationale et de nous obliger à faire des concessions de principe etc.

Nous répondons à la propagande bourgeoise sur «les droits de l'homme»-que les véritables porteurs des droits de l'homme sont la révolution et le socialisme, qui affranchissent l'homme de toute exploitation, garantissent, la démocratie véritable pour les masses travailleuses et les rendent maîtresses de leurs destinées.

Afin d'atteindre leurs objectifs, les impérialistes et les révisionnistes ont recouru et recourent aux moyens d'information de masse, à la littérature et aux arts, à la mode et à la publicité, à la presse et à la radio, à la

télévision et au cinéma. Dans le système d'agression idéologique la radio, qui est considérée comme l'avant-garde de «la propagande actuelle», joue le rôle principal; la «Voix de l'Amérique», «Radio Moscou», «l'Europe libre», «Radio Vatican», la radio yougoslave etc., sont devenues des centres puissants qui ont pour mission d'empoisonner l'opinion de nos hommes. Un rôle assez considérable joue également la télévision (italienne et yougoslave) ainsi que la littérature, les films etc. En particulier, à l'heure actuelle, tous les mass médias yougoslaves sont mobilisés contre notre pays.

Le front idéologique est un front de lutte particulier. Pour mener avec succès la lutte sur ce front il est exigé «d'opposer notre résolution et notre courage, l'unité d'acier du Parti et du peuple, le travail inlassable pour le développement et la consolidation de l'économie et de la défense du pays à la diversion dangereuse des ennemis du socialisme».[4] Par-dessus tout, il faut consolider constamment les convictions saines et profondes que le socialisme est le système social le plus élevé, auquel appartient inévitablement l'avenir.

Pour faire front à l'agression idéologique bourgeoise-révisionniste il est exigé de livrer la lutte de classe avec esprit de suite et de faire participer les masses travailleuses à cette lutte, de mieux organiser et discipliner le travail, d'aiguiser la vigilance révolutionnaire, de raffermir l'unité Parti-peuple, de porter à un plus haut degré le patriotisme socialiste. En particulier, il nous faut concentrer notre attention sur la lutte incessante et à outrance contre les phénomènes négatifs, contre les manifestations étrangères dans la conscience des gens de chez nous.

Afin de les surmonter, il faut recourir à tous les moyens, idéologiques, sociaux, politiques, économiques, administratifs, informatifs. Notre Parti et le camarade Enver Hoxha nous ont enseigné que si l'on mène à bien le travail d'éducation idéologique et politique parmi les masses du pays, si l'on réalise les plans économiques etc., on dresse par là même de puissantes barrières à l'agression idéologique bourgeoise-révisionniste, on barre tous les accès à l'apparition, à la propagation et à la restauration du capitalisme en Albanie. Aujourd'hui la lutte contre l'agression idéologique constitue l'un des aspects les plus importants de la lutte de classe, pour le triomphe de la voie socialiste sur la voie capitaliste.

Notes :

1. Ramiz Alia, *Rapport au IX^e^ Congrès du PTA,* éd. fr., p. 178-179.

2. *Ibid.,* p. 126.

3. Enver Hoxha, *Rapports et discours 1972-1973,* p. 265.

4. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e^ Congrès du PTA,* p. 108-109.

Pr Vangjel Moisiu — L'essence antisocialiste de la «perestroïka» gorbatchévienne analysée à la lumière des enseignements du camarade Enver Hoxha

Communication

Le Parti du Travail d'Albanie et le camarade Enver Hoxha ont procédé à une analyse détaillée et scientifique des causes, de l'évolution et de l'expérience négative de la dégénérescence contre-révolutionnaire en Union soviétique qui a entraîné la restauration du capitalisme dans ce pays et sa transformation en une superpuissance social-impérialiste.

Le camarade Enver Hoxha a prouvé, par des faits et des arguments à l'appui, que l'Etat soviétique, ses normes et ses lois s'écartaient de leur contenu de classe, que la structure sociale de la société soviétique et les rapports de production déviaient dans la direction capitaliste, que le parti bolchevique avait perdu son caractère et sa composition prolétarienne et que la politique extérieure soviétique s'acheminait dans une direction social-impérialiste accentuée. «Les théories khrouchtchéviennes, soulignait le camarade Enver Hoxha, n'étaient pas de «simples déformations idéologiques», ni des «appréciations erronées de la situation», elles représentaient en fait une voie choisie délibérément pour éliminer la dictature du prolétariat et pour restaurer le capitalisme, c'étaient des mécanismes idéologiques et politiques conçus à dessein pour convertir l'Union soviétique en un Etat impérialiste et pour abattre les obstacles à l'application de sa politique chauvine de grande puissance».[1] Les successeurs de Khrouchtchev ont suivi la même ligne révisionniste en intensifiant la dégénérescence politique, économique et idéologique sous des formes plus raffinées.

Les développements dans la voie bourgeoise-révisionniste en Union soviétique confirment le bien-fondé et la justesse des analyses scientifiques du camarade Enver Hoxha.

La formation de la nouvelle bourgeoisie qui règne dans le parti et l'Etat soviétique, la consolidation des mécanismes capitalistes contemporains dans l'organisation et la gestion de l'économie, la prépondérance des intérêts répondant à des motifs capitalistes, la domination de l'idéologie qui glorifie l'expansion et l'hégémonisme, l'exacerbation des contradictions socio-politiques et nationales de classe à l'intérieur du pays, la stagnation, les crises économiques et les tensions sociales constituent les traits les plus typiques de la réalité soviétique actuelle. Actuellement, la société soviétique, embourgeoisée jusqu'à ses moindres pores, comme disait le camarade Enver Hoxha, se débat dans le chaos des contradictions universelles et des abcès capitalistes les plus typiques.

La pensée théorique du camarade Enver Hoxha, les analyses d'ensemble qu'il a faites de la stratégie révisionniste nous aident à mieux saisir l'évolution révisionniste conséquente en Union soviétique, qui s'accentue encore et se cristallise sous le prétendu nouveau cours gorbatchévien. La «perestroïka» de Gorbatchev apparut dans des situations de difficultés et de contradictions, de stagnation et de crises, auxquelles l'Union soviétique se trouva confrontée et qui furent le produit de la ligne antimarxiste suivie par ses directions révisionnistes. A présent, la «perestroïka» est devenue le slogan le plus à la mode. On se réfère à elle dans des plénums et des conférences du parti en la considérant comme une découverte «historiquement indispensable», comme «un levier d'Archimède» qui renversera toutes les vieilleries accumulées dans les méthodes de travail et de direction, comme une tentative pour «liquider» la bureaucratie, le schématisme, la routine et la stagnation et tout ce qui a entravé la marche en avant.

La politique de «restructuration radicale» à travers la formulation d'une «nouvelle pensée» politique, économique et culturelle, vise à présenter l'accentuation de la contre-révolution khrouchtchévienne comme un développement «révolutionnaire».

La «perestroïka» et la «glasnost» de Gorbatchev sont une continuation de la politique révisionniste de Khrouchtchev d'une manière plus sophistiquée et selon une évolution plus conséquente dans la ligne révisionniste. Gorbatchev filtre l'expérience révisionniste dans tous les domaines en motivant les mesures qu'il adopte par la prétendue lutte contre le bureaucratisme, par la «démocratisation» et la «modernisation» totale de la société.

Mais la «perestroïka» n'assure ni ne peut assurer la «régénération du socialisme». C'est une tentative pour modifier et libéraliser le système actuel quelque peu fossilisé du capitalisme monopoliste étatique, afin de le rendre plus maniable et efficient en donnant une impulsion a la libre initiative privée, à l'économie de marché et au profit, comme facteurs vivifiants contribuant à surmonter les difficultés et à tirer l'économie de son état arriéré par des méthodes, des moyens, des forces et des voies capitalistes.

Actuellement, on parle ouvertement en Union soviétique du développement du secteur privé, on est en train d'y créer des sociétés mixtes avec le capital étranger, on y pratique librement des transactions dans le commerce extérieur etc.

L'activité économique des entreprises est organisée sur la base d'un prétendu autofinancement qui leur laisse le champ libre pour affronter par leurs propres forces les problèmes du travail et de la production, de la main-d'œuvre et de la répartition des bénéfices dans les conditions de la libre concurrence du marché. Indépendamment des termes employés pour qualifier les mesures adoptées en Union soviétique, les rapports actuels de distribution du produit social confirment incontestablement ce que le camarade Enver Hoxha a souligné au VI[e] Congrès du Parti, à savoir qu'ils sont établis sur la base de l'exploitation des ouvriers par la nouvelle classe bourgeoise révisionniste et que la plus grande partie de ce qu'on produit et crée chaque année dans l'économie soviétique sert à assurer de gros gains qui vont satisfaire les besoins parasitaires et les intérêts expansionnistes de la bourgeoisie social-impérialiste, comme classe au pouvoir.

Sur cette base s'accentuent l'inégalité économico-sociale et les grandes différences de revenus entre les travailleurs et les couches particulières de la classe bourgeoise-révisionniste. Ces différences ont été légalisées et érigées en un système élaboré à travers les salaires nominaux, dans les formes de répartition des gains, des divers stimulants, rétributions ou privilèges.

Actuellement, dans le cadre de la «perestroïka», on parle beaucoup du «perfectionnement de la démocratie socialiste», de «la participation quotidienne des larges masses travailleuses à la direction des affaires de l'Etat et de la société», etc. Sous le slogan de l'autogouvernement et de l'autogestion «socialiste», l'équipe Gorbatchev s'attache à libéraliser les appareils, à renforcer la direction technocratique pour «une meilleure organisation et direction des affaires» dans les organes étatiques.

Mais les progrès accomplis en ce domaine sont invisibles. Il serait absurde de prétendre que les «restructurations» de Gorbatchev élimineraient les grandes dimensions prises par le bureaucratisme, la sclérotisation qui se sont installés dans la vie et l'activité des institutions de l'Etat, des appareils du parti, car ils ont leur origine dans le cours révisionniste même que poursuit la direction soviétique actuelle. Apparemment, Gorbatchev cherche à alléger quelque peu l'appareil trop gonflé par la bureaucratie en procédant à quelques mutations et substitutions partielles dans les rangs de la classe au pouvoir. Représentant des couches libérales pragmatistes et technocrates, Gorbatchev cherche à leur assurer des positions privilégiées au pouvoir. Ainsi, le remplacement graduel de la «bureaucratie brejnévienne» par des couches de technocrates spécialistes, ne signifie pas, fondamentalement, une démocratisation des appareils ni un démantèlement du bureaucratisme. Le bureaucratisme et ses dérivés, comme l'a bien expliqué le camarade Enver Hoxha, sont des produits inévitables de la politique bourgeoise-révisionniste, qui fleurissent sur le terrain du capitalisme restauré en Union soviétique.

«La campagne déclenchée aujourd'hui en Union soviétique par Gorbatchev contre le retard et le marasme économique, contre la bureaucratie qui domine l'économie soviétique, contre le parasitisme et la corruption des cadres dirigeants, contre les abus et les profits illicites, a souligné le camarade Ramiz Alia au IX[e] Congrès du PTA, n'est qu'une campagne démagogique visant à mystifier et à endormir les peuples soviétiques. Mais ces plaies ne sont nullement, comme on le prétend, le fruit d'erreurs subjectives commises antérieurement, mais le produit du système capitaliste lui-même qui y a été restauré. Elle ne peuvent être guéries ni à coups de décrets, ni à coups de réformes».

Toutes les réformes dans le système politique, dans les superstructures étatiques, formulées à la conférence extraordinaire du parti soviétique, visent à consolider un système politique révisionniste en pleine conformité avec la base économique capitaliste. Les procédures législatives et juridiques ont pour objectif de consolider les positions de l'équipe dirigeante et de la classe bourgeoise au pouvoir.

Mais la «perestroïka» a également besoin d'un plus vaste appui psychologique et de propagande. La «glasnost», ce mécanisme de la pseudo-démocratie gorbatchévienne a été mis en action pour renforcer le pouvoir de l'aile libérale favorable à la «perestroïka» et combattre aussi les positions de la bureaucratie de la période brejnévienne. La «glasnost» a ouvert de nouveaux sentiers aux campagnes contre-révolutionnaires de libéralisme, aux attaques effrénées contre le bolchévisme, en particulier contre Staline en stimulant des vues et des thèses nationalistes, chauvines, cosmopolites et impérialistes. Dans ce tourbillon de réformes, de conceptions et de pratiques, il n'est pas difficile de découvrir l'objectif politique immédiat: isoler la période du «culte» et de la stagnation comme des objets sur lesquels les simples Soviétiques peuvent déverser leur indignation à rencontre des difficultés et des échecs éprouvés et, deuxièmement, les convaincre du rôle de sauveur de l'équipe Gorbatchev.

Quiconque a suivi l'évolution révisionniste en Union soviétique durant la période de Khrouchtchev, de Brejnev et, à présent, de Gorbatchev, n'a pas de mal à y découvrir la continuité des réformes et remodelages conformes aux phases et développements successifs du révisionnisme. Actuellement la «perestroïka» se présente comme leur summum et leur synthèse, comme la réforme pluridimensionnelle la plus globale et, certainement, la plus avancée qui correspond au raffermissement du rôle de l'URSS en tant que superpuissance impérialiste au stade actuel de l'évolution mondiale.

Les idées et les analyses du camarade Enver Hoxha sur la politique social-impérialiste khrouchtchévienne nous aident à mettre à nu l'essence de la nouvelle politique gorbatchévienne en tant que cours stratégique hégémoniste irréversible et toujours agressif et belliciste.

La «nouvelle pensée politique» de Gorbatchev est présentée comme une «nouvelle conception du monde» dans les situations des réalités nouvelles, comme une «philosophie» d'un nouveau genre de vie, comme une «méthodologie rationnelle» menant à une juste conception des rapports internationaux. Fondamentalement, la philosophie de la «nouvelle pensée politique» peut être résumée de la façon suivante: Actuellement, le monde est menacé d'une catastrophe nucléaire et se trouve devant un dilemme décisif: la survivance ou la liquidation de l'humanité. «Ce qui domine tout, dit Gorbatchev, c'est la contradiction entre la guerre et la paix, entre l'existence et la non-existence de l'humanité». De la solution de cette contradiction dépend, selon lui, le sort des autres contradictions de l'époque et la solution de tous les problèmes.

La «nouvelle pensée politique», produit du siècle de l'atome, appelle toutes les forces politiques et sociales à laisser de côté leurs différends et leurs intérêts de classe pour s'unir autour de l'action unique de sauvetage de l'holocauste nucléaire.

Le camarade Enver Hoxha avait depuis longtemps mis en relief la tendance indéniable et trop évidente des superpuissances à trouver «la moyenne suffisante», l'équilibre des potentiels militaires destructeurs pleinement suffisants pour s'imposer aux autres et réaliser un nouveau partage des zones et des marchés sans provoquer le déclenchement d'une guerre qui les conduirait à leur anéantissement réciproque. En synthèse, les doctrines politiques-militaires des deux superpuissances ne font que synchroniser leurs intérêts hégémoniques globaux. Elles ne visent ni la sauvegarde de la paix, ni l'élimination des armements, ni la cessation des guerres, ni la sauvegarde des valeurs humaines.

«Le groupe Gorbatchev a besoin de la «perestroïka» et de la «glasnost», souligne le camarade Ramiz Alia dans son livre «Notre Enver», pour créer les conditions qui permettront à l'Union soviétique d'avancer dans la même voie que les Etats-Unis, de rivaliser avec eux pour l'extension de leurs sphères d'influence et l'expansion, en général l'exploitation des peuples et l'aspiration à la suprématie.»

Dans la lutte contre le révisionnisme moderne, nous avons accumulé une expérience de quarante ans. Notre Parti et le camarade Enver Hoxha ont fustigé dès leur naissance les phénomènes et les processus révisionnistes en démasquant tant les aspects stratégiques que tactiques du révisionnisme, ses côtés doctrinaires et théoriques comme ses pratiques. Et notre Parti a mené cette lutte d'une façon exemplaire, comme nul autre, en faisant preuve d'une bravoure sans pareille et d'une rare cohérence. Au cours de cette lutte la figure de grand révolutionnaire, de marxiste-léniniste éminent et d'internationaliste conséquent du camarade Enver Hoxha ressort dans tout son éclat.

La résistance inflexible et la dénonciation résolue du révisionnisme khrouchtchévien dans toute son évolution, confirmèrent la justesse de la ligne révolutionnaire de notre Parti, la véritable valeur théorique et scientifique des analyses et des conclusions du camarade Enver Hoxha. C'est cette pensée théorique, cohérente et omnipotente de notre grand dirigeant qui insuffla aux communistes et au peuple albanais la force et la confiance nécessaires pour s'acquitter avec détermination de leur devoir historique suprême envers leur patrie et le mouvement communiste ouvrier international.

Notes :

1. Enver Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 237-238.

Fatmir Kumbaro (Agrégé es sciences), Leontiev Çuçi (Agrégé es sciences) — La dénonciation de la théorie et de la pratique antimarxistes de l'autogestion yougoslave à la lumière des enseignements du camarade Enver Hoxha

Communication

La conclusion fondamentale du camarade Enver Hoxha définissant le révisionnisme yougoslave comme le produit de la stratégie contre-révolutionnaire de l'impérialisme international, son arme préférée contre le marxisme-léninisme et le socialisme scientifique, a toujours constitué le fondement de la pensée et de l'attitude révolutionnaire du PTA envers la variante titiste du révisionnisme moderne. Nombreux ont été les partis que la vague de l'opportunisme a jetés de l'autre côté de la ligne pour distinguer les marxistes-léninistes authentiques des pseudo-marxistes de toutes les couleurs.

Dans la ligne politique et idéologique conséquente du PTA vis-à-vis du révisionnisme yougoslave, on ne relève pas la moindre manifestation de dogmatisme, de sectarisme, d'intérêts conjoncturels ou d'égoïsme national. La lutte du PTA, avec Enver Hoxha à sa tête, contre la ligne constante, chauvine, anti-albanaise de la direction yougoslave a toujours été menée à partir des positions du marxisme-léninisme. Cela s'explique par le fait que notre révolution s'est liée indissolublement au marxisme-léninisme, et c'est pourquoi l'édification et la défense du socialisme en Albanie ont été liées organiquement à la lutte frontale du PTA pour la défense des principes fondamentaux de la théorie révolutionnaire du prolétariat des attaques des révisionnistes yougoslaves et des autres courants du révisionnisme moderne. Sur cette base sont fondues en un tout les valeurs nationales et internationales de la lutte du PTA contre le révisionnisme yougoslave, de l'œuvre d'Enver Hoxha comme architecte, inspirateur et dirigeant de cette lutte.

Cette œuvre conserve toute sa vitalité, particulièrement de nos jours, alors que des conceptions et des pratiques antimarxistes toutes prêtes avancées par le titisme, comme le prévoyait Enver Hoxha, sont devenues la propriété des divers détachements révisionnistes et se situent à la base du cours même de Gorbatchev. «Le développement de l'autogestion socialiste, est-il affirmé dans la déclaration commune yougoslave-soviétique signée par Gorbatchev à Belgrade, revêt une grande importance».[1]

Les enseignements d'Enver Hoxha sur le contenu de la lutte de principe livrée à la plate-forme antimarxiste de l'autogestion titiste ont une fonction de guide pour dénoncer les développements actuels du révisionnisme moderne. Ces développements, qui reflètent la grave crise du monde révisionniste et ses efforts pour en sortir et s'engager dans la voie de l'application plus complète des mécanismes politiques et économiques du capitalisme contemporain ont conféré un caractère plus aigu à la polémique livrée entre le marxisme-léninisme et ses ennemis anticommunistes sur les véritables valeurs du socialisme scientifique, sur le contenu des lois et de la stratégie de sa mise en oeuvre.

Dans le cadre de cette polémique incessante, Enver Hoxha a prouvé la fausseté des thèses bourgeoises-révisionnistes actuellement très à la mode, sur la «faillite du socialisme», il a dénoncé toute les tentatives visant à identifier la crise du révisionnisme avec la défaite du socialisme authentique. Dès que le titisme arbora les drapeaux du socialisme «spécifique» «autogestionnaire», Enver Hoxha soulignait que c'était là une déviation totale des enseignements fondamentaux de la théorie et de la pratique révolutionnaire pour la société socialiste.

Et lorsque, aujourd'hui «le socialisme autogestionnaire» se tient à peine debout sous le poids de la dette extérieure de 21 milliards dollars, de l'inflation galopante avec son niveau culminant de 190 pour cent, de la hausse vertigineuse des prix, de 1,2 million de chômeurs, de la crise du système politique et des secousses sociales et nationales, les causes véritables de cette crise n'ont rien à voir, comme claironne le monde bourgeois-révisionniste, ni avec le socialisme ni avec le «stalinisme» avec lesquels les titistes, notoirement, ont depuis longtemps coupé les ponts.

Le camarade Enver a prévu que la plate-forme titiste mènerait la Yougoslavie au tourbillon de cette crise profonde, à l'exacerbation dé toutes les contradictions et des plaies typiques du système capitaliste. Dans son oeuvre est soutenue ridée fondamentale qu'il n'y a ni ne peut y avoir de socialisme en dehors de la voie maîtresse définie par le marxisme-léninisme, qu'il ne peut être édifié sans reposer sur les lois communes à tous les pays. «On ne peut, souligne-t-il dans son oeuvre majeure «L'autogestion yougoslave, théorie et pratique capitalistes», renoncer à ces lois si l'on ne veut pas aboutir, comme la Yougoslavie, au capitalisme». L'abandon de ces lois universelles, au début par les révisionnistes yougoslaves puis par les khrouchtchéviens, les maoïstes et autres, a été toujours légitimé par les prétentions sur «le développement de la démocratie» ou «la renaissance (d'après les gorbatchéviens) de l'image du socialisme authentique».

Le système politique de l'«autogestion socialiste» a été affublé de l'habit adéquat de la démocratie directe pour les travailleurs, de l'antipode du socialisme «totalitaire et bureaucratique» de l'Etat soviétique à l'époque de Staline. Ce système est présenté comme le mieux adapté à l'élimination des prérogatives «étatiques-bureaucratiques» que portent en eux l'Etat et la direction du parti politique. C'est ce que réaffirme la déclaration

yougoslave-soviétique en soulignant que l'autogestion socialiste «garantit la véritable autorité du peuple et la liberté de l'individu et est un gage sûr contre les déformations administratives-bureaucratiques du socialisme, contre le dogmatisme et le volontarisme».

La réalité yougoslave même est la réfutation la plus édifiante de la pseudo-démocratie révisionniste. En effet, l'idée titiste du parti «facteur idéologique» ou celle émise par Gorbatchev au plénum de juillet 1988 sur le parti «générateur d'idées», idées qui renient le rôle dirigeant et irremplaçable du parti de la classe ouvrière dans toute la vie du pays, sont dictées par la nécessité de redimensionner le rôle du parti révisionniste au pouvoir conformément à l'évolution des processus de décentralisation en économie et avec la priorité accordée à l'action des lois du marché capitaliste. Mais ces idées, dans leur application pratique, ne peuvent éliminer, comme on le prétend, les racines de la bureaucratie toute-puissante de parti ni limiter les interventions des apparatchiks dans les processus de la vie économique et sociale.

La démocratie autogestionnaire à sa quatrième décennie a conduit le parti révisionniste à la désintégration. D'après les yougoslaves eux-mêmes, «elle existe comme une coalition des huit Ligues communistes des républiques ou des régions qui déploient leur activité en premier lieu à partir des positions des intérêts nationaux.» Leurs directions constituent l'élite de la bureaucratie révisionniste composée d'un millier de personnes qui, suivant l'agence TANJUG, «adopte les mesures les plus importantes et règne sur toute la Yougoslavie... Leur tâche est facilitée par le fait que 86 pour cent des fonctionnaires dans l'économie, les assemblées et les organisations sociales-politiques sont des membres du parti».[2]

Dans l'oeuvre d'Enver Hoxha est incarnée la méthode scientifique d'analyse de la réalité dans les pays révisionnistes. Elle consiste dans la mise à nu des rapports réels entre la base capitaliste et sa superstructure, de la position de la classe ouvrière et les rapports dominants de production, de l'appartenance de classe de l'Etat et du parti et des intérêts fondamentaux qu'ils représentent et soutiennent. A travers une analyse approfondie de classe, Enver Hoxha démontre que derrière les théorisations et les pratiques titistes qui attaquent directement le rôle du parti et de l'Etat prolétarien, se camouflent les intentions de dissimuler le renforcement continu de l'Etat bureaucratique policier, le pouvoir de la toute-puissante bureaucratie d'Etat et de parti, la domination de classe de la bourgeoisie yougoslave. Le despotisme et le bureaucratisme, nous enseigne le camarade Enver Hoxha, ne sont point des attributs du parti et de l'Etat prolétarien mais une conséquence inévitable du système capitaliste, dont le système autogestionnaire yougoslave est un appendice.

La critique du camarade Enver contre les élucubrations titistes sur la démocratie déborde la façade démagogique et les constructions formelles démocratiques du système yougoslave. Elle repose sur l'analyse de la réalité dans l'optique des enseignements fondamentaux de la théorie marxiste-léniniste relatifs au caractère de classe de la démocratie et de toute la superstructure, à leur détermination par le caractère de la propriété et des rapports de production dominants,

A cet égard les révisionnistes yougoslaves ont renié la propriété sociale socialiste des principaux moyens de production au nom de sa prétendue conversion en propriété collective des travailleurs. Ainsi «l'autogestion socialiste» a ouvert la voie au libre développement des éléments capitalistes à la ville et à la campagne, à l'abandon de la collectivisation et à l'encouragement des koulaks, au démembrement dé là propriété d'Etat et à la décentralisation des moyens de production, à l'afflux des capitaux de la bourgeoisie internationale. Cette voie, dans laquelle se sont engagés avec élan les réformateurs chinois et l'équipe Gorbatchev avec la «perestroïka», n'est qu'une manière subtile, nous révèle le camarade Enver, de développer la propriété capitaliste privée des moyens de production, de «miner toute base économique et politique du socialisme». Défendant une loi générale du socialisme scientifique le camarade Enver Hoxha nous enseigne qu'il ne saurait être question de socialisme, sans la propriété étatique socialiste et le rôle inaliénable de l'Etat prolétarien, sans la direction planifiée et centralisée de l'économie comme facteur décisif du développement matériel de la société socialiste.

Le développement capitaliste de l'économie yougoslave ne pouvait ne pas entraîner la grave crise des structures et des superstructures de la production, l'aggravation, sur cette base, de la crise politique, sociale et nationale. Actuellement, la Yougoslavie vit, comme l'avouent ses dirigeants, «une des périodes les plus difficiles, peut-être la plus difficile de toute la période de l'après-guerre».[3] Afin de sortir de cette situation, on présente des plans et des programmes divers mais ils restent tous dans le cadre de la logique révisionniste et de la voie capitaliste de développement. Même la dernière réforme économique est assise sur les mécanismes économiques du capitalisme actuel et l'exigence de supprimer tout obstacle empêchant leur application complète. Cette réforme vise la libéralisation totale non seulement du marché des produits mais aussi des capitaux et de la main-d'oeuvre, la libéralisation totale des prix, une meilleure organisation du secteur privé authentique, de plus grands privilèges pour les investisseurs capitalistes étrangers etc. Il s'agit donc d'une application totale des mécanismes, qui apportent et aggravent la crise.

On imagine alors le poids qu'a la classe ouvrière dans l'élaboration de cette nouvelle stratégie quand la réaction en chaîne de la hausse des prix, de l'inflation, du blocage des salaires et des faillites ont atteint plus que cela ne

s'était jamais produit le niveau de vie des larges masses travailleuses. Elle dit son mot ouvertement dans des manifestations et des grèves. La cause essentielle, de ces manifestations, affirment les fonctionnaires de Belgrade, «n'est pas leur mécontentement pour les bas salaires mais leur mécontentement pour la situation générale, un mécontentement d'une nette coloration politique».

La réalité yougoslave dénonce la fausseté du prétendu rôle décisif que jouerait la classe ouvrière dans la production sociale, dans toute la vie du pays par le biais du système des «conseils ouvriers» et de «l'assemblée des délégués», des entreprises et de la propriété «autogérées». La forme juridique de propriété, nous enseigne le camarade Enver, ne peut pas être considérée, comme un critère pour définir le véritable contenu des rapports de production, si l'on ne définit pas préalablement la classe qui détient effectivement les principaux moyens de production, qui décide de la réalisation et de la distribution des revenus, de l'organisation et du développement de toute la vie du pays. D'après lui, l'important est de définir effectivement quelles classes représentent les organes et les mécanismes du système «autogestionnaire», l'idéologie qui les inspire, las principes sur lesquels est édifiée leur activité, et à qui ils rendent des comptes etc. Dépourvue de la propriété des principaux moyens de production, privée de son parti et de son Etat prolétarien, la classe ouvrière yougoslave s'est convertie en une force simplement productive, créatrice de la plus-value pour la bourgeoisie nationale et les rentiers capitalistes.

Les idées anarcho-syndicalistes de «l'autogestion ouvrière» ont visé à mettre en oeuvre l'objectif principal de la classe au pouvoir: le morcellement de la classe ouvrière en différents détachements et leur opposition mutuelle, la canalisation des efforts des travailleurs pour défendre leurs intérêts personnels étroits et la menace imminente des lois du marché et de la concurrence capitaliste. En même temps ces idées ont maintenu en vie et encouragé l'idéologie nationaliste et le chauvinisme, le localisme et le séparatisme, la lutte incessante pour le pouvoir et des positions privilégiées entre les clans dominants et les divers groupements de la bourgeoisie yougoslave.

Le problème national est la plaie la plus profonde de la Yougoslavie actuelle. S'exacerbant sans cesse il a mis en cause l'avenir de la Fédération yougoslave. Il constitue un témoignage édifiant de plus non seulement de l'échec total des thèses titistes sur la démocratie, sur l'égalité des nations et des nationalités, mais aussi des conséquences qu'entraîne tout écart par rapport à la politique nationale marxiste-léniniste qui garantit les véritables bases de l'égalité économique et politique, sociale et culturelle entre les peuples du pays.

Les révisionnistes yougoslaves, a souligné le camarade Enver Hoxha, «ont pris les peuples de Yougoslavie et la classe ouvrière dans un fort étau, dans l'étau de la bourgeoisie intérieure et du capitalisme étranger qui devient maître de maison. Ni les réformes économiques et politiques réclamées par les révisionnistes, ni les espoirs et les illusions qu'ils fondent sur tels ou tels groupements nationalistes ne peuvent les sauver de cette situation. Le mal, conclut le camarade Enver, a des racines profondes et il ne peut être évité que lorsque les peuples de Yougoslavie, engagés dans la voie marxiste-léniniste, briseront l'étau qui les tenaille»[4]

Notes :

1. Texte de la Déclaration commune yougoslave-soviétique. *«Borba»,* 18.3.1988.

2. *TANJUG,* 31 mars 1988.

3. Journal *«Rilindja»,* 23.8.1988.

4. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* p. 235.

III. Etudes et articles

Anastas Kendo — Le front de la culture aujourd'hui et sa place dans le travail du Parti

Traiter des problèmes de la culture est aujourd'hui relativement facile, mais les acheminer dans la voie de leur solution réelle l'est beaucoup moins. Les comprendre et en traiter est donc aisé car le Parti à son IX[e] Congrès et à son 5[e] plénum a procédé à une analyse particulière, approfondie et des plus vastes des questions capitales de la culture. Dans les discours du camarade Ramiz Alia «La culture socialiste, grande force active dans le progrès du pays», «Que le potentiel créateur et les valeurs morales des cadres soient mis entièrement au service de la société», ainsi que dans son discours devant le Secrétariat du CC du Parti sur certaines questions concernant notre jeunesse dans la phase actuelle, des recommandations d'une valeur particulière ont été données, pour le présent et le devenir. Le Parti a toujours attaché un soin particulier aux problèmes de la culture, à l'élévation de sa qualité, à son caractère de masse, au renforcement de sa mission dans le développement économique et social du pays. Le Parti a toujours mis à notre disposition de nombreux documents et matériaux relatifs à la culture. Si nous les étudions attentivement, nous verrons qu'il n'est pas de problème qui n'ait été abordé et analysé très concrètement dans ces matériaux. Dans l'œuvre du camarade Enver Hoxha, dans les discours et les recommandations du camarade Ramiz Alia, on trouve analysées et traitées à fond les notions de culture et de l'homme cultivé, du militantisme et de l'esprit créateur en culture, du rôle de la. culture de l'intelligentsia et de sa propagation dans les campagnes, de l'attitude à observer envers les traditions progressistes et l'esprit d'innovation créatrice, des nouveaux talents et de la qualité de l'art, du livre et des autres instruments du savoir.

Aussi dans cette optique est-il plus ou moins facile de connaître et de comprendre les tâches de notre culture socialiste dans chaque sphère de notre existence. Il est aisé aussi d'ébaucher et de définir les programmes de travail dans chaque sphère de la vie. C'est pourquoi chaque cadre, chaque membre du parti et chaque travailleur qui s'occupe de ces problèmes a le devoir important d'étudier à fond les directives du Parti sur la culture, de connaître les domaines qui nous intéressent, particulièrement les questions actuelles posées par notre développement économique et social, et de tirer des conclusions concrètes de cette étude. Une autre tâche importante consiste pour nous à organiser notre travail et à encourager les masses à étudier ces directives du Parti et à en faire une partie intégrante de leur conscience. Ces matériaux du Parti sur la culture constituent non seulement une précieuse contribution à l'enrichissement de la pensée marxiste-léniniste sur la théorie et la pratique de la culture dans les conditions du régime socialiste, mais ils contiennent aussi les solutions concrètes actuelles et futures de nombreux problèmes que pose notre évolution économique et sociale.

Ces matériaux, recommandations et directives du Parti sont à la base de ses organes, du ceux du pouvoir et des masses, mais dans ce travail surgissent des problèmes qu'il convient de résoudre au mieux. D'abord, l'on ne peut connaître à fond les problèmes de la culture sans des efforts soutenus, car la sphère même de la culture est des plus vastes, elle est complexe, riche de traits spécifiques et de difficultés particulières, et cela dans différents domaines de la vie et de l'économie. A cet égard on observe l'influence des traditions, des usages, du niveau d'instruction, de facteurs organisationnels culturels et extra-culturels. Dans l'action de nombreux organes du Parti et de l'Etat, on note que c'est surtout à l'occasion d'initiatives et d'engagements de grande ampleur que l'on travaille le mieux. Mais ce travail n'est pas toujours systématique ni bien défini suivant les conditions et les tâches concernées. Des lacunes s'observent surtout dans la définition des tâches concrètes à remplir dans chaque secteur ou collectif, à la suite de l'étude qui en est laite, ainsi que dans le programme des objectifs à réaliser.

Ensuite, connaître les tâches et les orientations en matière de culture est un aspect, alors que les mettre en œuvre est bien plus ardu, car la culture implique la qualité et pour obtenir cette qualité il faut un haut niveau de formation, une pensée créatrice, un vaste horizon, il faut avoir fait siennes les traditions bénéfiques, leur développement, il faut enfin une ferme attitude critique envers les phénomènes régressifs et les influences étrangères qui peuvent sembler profitables et attrayantes avec leur faux brillant.

Aujourd'hui donc, il est effectivement plus aisé de connaître les problèmes de la culture, de s'en faire une idée d'ensemble, mais par ailleurs il est plus difficile de réaliser les tâches qu'ils comportent. La difficulté de les réaliser découle, entre autres et surtout, du stade aujourd'hui élevé de notre société, des hautes exigences que pose le développement du pays. On sait qu'à l'époque actuelle le niveau des connaissances scientifiques double en une décennie. L'économie et la culture enregistrent d'année en année des progrès marquants. Chez nous une personne sur quatre va à l'école. Des centaines de milliers de cadres fréquentent nos établissements d'enseignement supérieur et secondaire. Et même dans beaucoup de coopératives on trouve des dizaines d'autres travailleurs ayant une formation agronomique, sans calculer la grande masse de jeunes dotés d'une instruction secondaire qui travaillent dans les centres de production industrielle. Les moyens d'information, la presse, la télévision fournissent de riches matériaux culturels. D'autre part, le niveau même de la production et de l'essor économique a enregistré des réussites et des indices qu'il est difficile désormais d'élever encore ou de dépasser sans un niveau culturel approprié, sans organisation et sans efforts très sérieux.

1.

Culture veut dire qualité, rendement, pensée créatrice, efficacité dans toutes les sphères de la vie et du travail. Mais élever la qualité, la productivité, exige une formation idéologique et scientifique plus complète; cela exige une organisation et une gestion parfaites, un travail opiniâtre et un esprit créateur.

Aujourd'hui la culture est exigée non seulement dans les domaines traditionnellement qualifiées de «sphères de la culture», comme le sont l'art, l'école, la science, etc. Une culture plus élevée est aussi exigée dans la production, dans les services, dans le commerce et les services municipaux, dans les campagnes comme dans les villes, dans le comportement de chacun, dans l'assimilation créatrice des traditions et des coutumes, dans les rapports sociaux et familiaux, entre les jeunes et les moins jeunes. Dans la période actuelle, alors que l'objectif est l'essor économique et social, il n'est pas de domaine où il ne soit exigé toujours plus de culture, où n'apparaissent les objectifs élevés à atteindre dans notre société socialiste et les hautes normes morales.

C'est précisément pour cette raison que la réalisation des tâches qu'impliquent les problèmes actuels de la culture, et la poursuite des objectifs qu'elles comportent deviennent plus difficiles que jamais. On comprend donc la nécessité de redoubler d'efforts pour faire prendre conscience à tous qu'aujourd'hui on ne peut plus travailler comme on l'a fait jusqu'ici, que l'on ne peut se satisfaire des résultats atteints. Des transformations qualitatives s'avèrent indispensables, en même temps qu'une pensée créatrice, un vaste horizon culturel, une assimilation des meilleures réalisations de la culture nationale et universelle contemporaine, en général, et par chacun dans son secteur en particulier. Il est clair que l'on ne peut désormais répondre aux exigences que posent les objectifs actuels et à long terme sans de gros efforts concentrés dans chaque secteur en particulier.

«Actuellement, a souligné le camarade Ramiz Alia au V^{e} plénum du CC du Parti, nous sommes engagés dans une nouvelle phase du développement socialiste. Dans l'industrie et l'agriculture, dans les transports et la construction, dans l'instruction publique et dans les arts, dans chaque domaine de l'activité sociale, il est exigé un progrès quantitatif et qualitatif, qui ne peut être assuré sans que soient portés à un plus haut degré les connaissances et le savoir des hommes, sans la maîtrise de leur part de la technique et de la technologie modernes, sans l'application dans tous les domaines de réalisations de la science, sans un alignement sur la marche de notre temps. Dans ce cadre nous devons aussi considérer la place et le rôle de la culture dans son acception la plus large».

Le travail du Parti dans le domaine de la culture exige la connaissance, la prise en compte et l'affrontement de certaines difficultés spécifiques et d'autres problèmes particuliers qui se font jour. D'abord, en dépit des riches traditions culturelles de notre peuple, nous avons hérité du passé un retard marqué. Durant la période de la construction socialiste, dans les domaines politique, idéologique, économique, éducatif et culturel, se sont produits de grands bouleversements révolutionnaires; l'idéologie marxiste-léniniste, des concepts et des normes socialistes ont pris racine, des rapports économiques socialistes ont été instaurés, et les normes conservatrices, les coutumes surannées, les croyances religieuses ont été balayées.

Malgré tout, on rencontre encore ça et là des façons de penser, des phénomènes, des vestiges de ces anciennes sociétés, soit dans l'attitude à l'égard de la propriété et du travail, soit dans la pratique des vieilles coutumes ou dans des manifestations des croyances religieuses, etc. Aussi le Parti, par exemple, même après tant d'années, alors que les institutions religieuses ont été balayées de notre vie, a récemment encore, attiré une nouvelle fois l'attention sur la nécessité de combattre certains rites, normes, pratiques, conceptions idéalistes de contenu religieux. Voilà donc pourquoi dans ce fougueux essor de la culture socialiste, le Parti, ses organisations de base et les organisations de masse ont pour devoir dans leur travail de distinguer aussi les influences, les vestiges de là culture des anciennes sociétés.

Des problèmes, des phénomènes ou des pratiques de ce genre s'observent dans pas mal de sphères de notre vie et de notre travail. Si réduites et partielles qu'elles soient, elles peuvent devenir dangereuses, freiner le développement, contrecarrer notre culture socialiste. Les combattre n'est pas facile, car souvent elles se présentent sous des formes camouflées: quelquefois même, les imitations étrangères se présentent sous forme de «phénomènes nouveaux», alors que des traditions ou des phénomènes surannés, ou bien apparaissent sous une forme nouvelle ou bien sont propagées par certains comme des normes nouvelles comme le respect des morts ou le souci de ne pas contrarier les personnes âgées. Leur tort est parfois minimisé car ces phénomènes sont présentés comme étant passagers, occasionnels, comme n'ayant soi-disant aucun rapport avec la formation culturelle idéologique.

Ainsi, selon ces conceptions et mentalités, il est inutile de mener un travail idéologique et culturel bien fondé et systématique, avec des objectifs concrets, car ces phénomènes s'effaceraient d'eux-mêmes. Au contraire, est homme de culture celui qui dans toute action, dans toute question, se guide sur la pensée du parti, sur les normes et l'idéologie socialiste, celui qui ne fait aucune concession à l'idéologie étrangère, qu'elle vienne des profondeurs des siècles ou de notre temps. Il n'y a pas de place ici pour le sentimentalisme petit-bourgeois.

La nécessité pour le Parti d'intensifier son travail culturel se pose aussi en raison des conditions particulières de la construction du socialisme dans notre pays, alors qu'existe la pression bourgeoise-révisionniste. Cette pression de l'idéologie étrangère, comme le soulignait le camarade Enver Hoxha. est réelle, permanente, bien qu'elle se développe de manières et sous des formes pas tellement évidentes pour chacun. A travers la télévision ou la littérature, à travers les contacts de nos gens et beaucoup d'autres formes, l'idéologie étrangère bourgeoise et révisionniste agit quand elle en a l'occasion. Cette pression est constante.

Le Parti, dans son action culturelle, a pour tâche essentielle de connaître les signes sous lesquels se manifeste cette idéologie, les visées et les buts des ennemis et d'en dégager les mesures à prendre pour assurer une formation idéologique et culturelle saine des gens de chez nous, de telle sorte qu'ils prennent conscience du danger et de la nocivité de l'idéologie étrangère, qu'ils sachent distinguer ses manifestations, et adopter une ferme attitude critique à leur encontre. Le Parti a donc un vaste champ d'action sur le front de la culture. Mais cette lutte, tout comme celle contre les manifestations de conservatisme que nous avons évoquée plus haut, ne peut être laissée au gré de la spontanéité. Il est indispensable de connaître les phénomènes, d'en analyser le contenu, après quoi, de définir les objectifs concrets à atteindre d'orienter les institutions culturelles et les organisations du Parti de façon qu'elles portent leur action dans la juste direction et sachent bien mener leur travail culturel.

Dans le développement actuel de la culture apparaissent aussi certaines contradictions naturelles qui peuvent être aplanies dans la juste voie si on les décèle nettement et au temps voulu. D'une part, on observe des manifestations et des tendances générales à une culture élevée, qui apparaissent dans l'obtention de certains rendements agricoles de niveau mondial, dans la construction de géants hydro-énergétiques, dans l'érection de beaux ouvrages, de la plus haute qualité, comme le Palais des Congrès, le Musée national, le Musée Enver Hoxha ou ses monuments qui ont été inaugurés à Korça, Gjirokastër et Tirana. Ces œuvres de sculpture monumentales ont montré une nouvelle fois les valeurs qu'acquiert la création artistique lorsqu'elle traite avec inspiration de grandes figures et de grands thèmes de l'époque. De même, paraissent des œuvres artistiques et scientifiques (comme le sont certaines publications linguistiques et historiques) qui se distinguent par leur niveau, on enregistre des rationalisations qui témoignent d'une pensée créatrice, de culture et de savoir scientifique. Nous applaudissons des artistes, même très jeunes, extrêmement doués.

Mais d'autre part, on observe aussi des pratiques et des phénomènes qui vont à rencontre de la culture dans les comportements et dans les rapports sociaux, surtout dans les lieux publics, on voit aussi des constructions et des travaux de piètre qualité, des œuvres artistiques et des publications médiocres et dépourvues d'une culture suffisante, des adaptations de goût ordinaire et banales, des tendances à se contenter de peu, à niveler les valeurs idéelles et artistiques, de faibles exigences d'un travail de plus fine culture. Il n'est pas rare que deux brigades de production, parfois même voisines, et travaillant dans les mêmes conditions atteignent des rendements de niveau très différent, l'une une production record et l'autre des produits insuffisants. Il n'est que de citer celle de Servet Kosiqi à Dibër et certaines autres qui travaillaient à ses côtés. Les facteurs objectifs sont les mêmes, mais les facteurs subjectifs idéologiques et culturels différents.

Ici encore, le facteur culturel (dans la complexité de ses composantes) joue un rôle notable. Dans ces cas, il devient nécessaire de connaître la situation réelle dans chaque secteur de la vie économique et sociale, de différencier les facteurs objectifs des facteurs subjectifs, de confronter les résultats les plus avancés avec les plus arriérés, de mettre à nu les facteurs socioculturels à influence négative, puis de définir les tâches à remplir et de les réaliser à travers toutes les formes de travail, d'activités culturelles que déploieront les organisations du Parti, et de l'Etat les organisations, de masse, les institutions administratives et culturelles.

L'important, c'est que le travail du Parti ne se réduise pas à aplanir les dénivellements, mais qu'il vise à multiplier les réussites. C'est seulement ainsi que sera réalisé un mouvement frontal d'ensemble vers les transformations qualitatives requises par notre époque.

Il est clair que les problèmes ne sont pas faciles à résoudre mais on peut y parvenir en faisant une juste évaluation avec un sens réel des responsabilités, en découvrant les causes et en adoptant les mesures voulues pour y remédier. Le grand succès du Festival folklorique national de Gjirokastra a montré que lorsque les grands problèmes sont bien compris sous leur aspect politique, lorsque tous se mobilisent, que les mesures organisationnelles sont prises, et qu'est stimulé l'amour-propre révolutionnaire, ces problèmes peuvent être parfaitement résolus et les résultats recherchés obtenus. Il convient de dire que cette fois c'est le peuple qui a accompli un bond qualitatif en avant en littérature et en art. Aux exigences posées par le Parti il a répondu aussitôt par un festival de qualité, admirable même, riche en véritable créations artistiques. La réalisation même d'un pareil festival, grandiose en soi, a ranimé la vie culturelle dans les campagnes. De ce point de vue, la marche frontale en avant permet la réalisation de grandes et de petites tâches.

Les monuments consacrés à la figure du camarade Enver Hoxha constituent des œuvres remarquables. Comme toutes les autres créations en littérature ou en art, ils témoignent que, si les forces créatrices s'engagent à fond, si elles s'attaquent à de nobles objectifs, elles seront en mesure de réaliser beaucoup plus d'oeuvres d'un haut niveau

idéel et artistique. Le mal est que la tendance à se contenter d'un niveau médiocre reste encore fortement ancrée chez pas mal d'écrivains et d'artistes. Dans la vie culturelle des villages on constate encore des déficiences, du travail bâclé. Il n'y a aucun paradoxe entre la réalisation grandiose du dernier festival folklorique et la tiédeur de la vie culturelle quotidienne. Il y a seulement une différence de niveau entre le travail attentif du comité du Parti pour l'organisation d'une manifestation importante, particulière, comme l'était le Festival, et les autres activités quotidiennes, qui, par négligence, sombrent dans la médiocrité «routinière». Si l'importance accordée aux choses était toujours la même, les dénivellements seraient moins nets.

Comme l'a indiqué le camarade Ramiz Alla, le socialisme est l'œuvre de la force et de l'énergie physique des masses, mais il est toujours plus l'œuvre de leur intelligence, de leur savoir, de leur capacité intellectuelle et de leur création culturelle. Dans la lutte pour le socialisme où il est exigé du savoir et une pensée créatrice, la culture est une partie prenante et un facteur d'importance.

Afin d'atteindre des rendements élevés, de construire vite et bien, d'assurer partout la qualité requise, il convient en premier lieu de concevoir les tâches sous leur aspect idéologique, d'exiger les conditions matérielles et techniques voulues, mais aussi une vaste culture professionnelle, qui joue souvent un rôle particulièrement actif. Alors que le premier facteur, la mise en place de la base technique et matérielle, nécessite des moyens économiques et financiers, le second, la culture, en demande beaucoup moins car elle s'acquiert par de multiples voies, et désormais les investissements matériels fondamentaux pour la formation des cadres ont été faits. Cependant ce qui s'avéra nécessaire ici, c'est un travail systématique et opiniâtre individuel et collectif. Il convient de mettre le mieux possible à profit les réalisations scientifiques et l'expérience des éléments les plus avancés, d'organiser le travail suivant une conception scientifique, d'agir de façon cultivée de faire sienne la tradition progressiste.

Si tous parviennent à comprendre à fond le rôle de la culture dans l'accroissement de la production matérielle et spirituelle, alors on verra exploser des énergies, des initiatives et de multiples voies se feront jour pour atteindre ce but. Mais le grand effet de ce facteur n'apparaît pas tout à fait clairement à tous. En effet, il est souvent indiscernable, il agit comme un facteur intérieur. En l'occurrence il rappelle un iceberg, dont la majeure partie est immergée.

Pourquoi arrive-t-il souvent qu'une entreprise obtienne des rendements élevés et qu'une autre, dans des conditions identiques ou approchantes ne les atteigne pas? Justement parce que dans l'une le travail est fait de façon cultivée et la production organisée selon des critères scientifiques, alors que dans l'autre on s'en tient à la routine. Ce sont là les raisons d'un autre phénomène qui se traduit par le fait que dans des districts, comme Tropoja, Lezhë, Tepelenë apparaissent maints jeunes poètes, alors que dans de grands districts, qui ont de riches traditions, comme Korça, Durrës, et qui disposent en outre de grandes possibilités, on trouve très peu de pareils créateurs. Car, sous cet aspect également, dans certains districts, des enseignants cultivés travaillent avec passion, alors que dans d'autres ils font un travail juste pour la forme.

La culture est une force créatrice, vivifiante, active. Aussi devons nous mettre à profit ce puissant facteur du développement du pays, qui n'est pas très «apparent» et, par ailleurs, ne requiert pas beaucoup de fonds et de moyens techniques, en organisant un plus grand nombre de séminaires ayant pour but l'échange d'expériences, en étudiant les réalisations des travailleurs d'avant-garde et en faisant plus d'expériences. Quand, par contre, il est question de la création artistique, on voit surgir des problèmes qui rendent nécessaire un travail en tête à tête avec les créateurs qu'il faut suivre de près en élargissant leur horizon pour leur faire connaître les problèmes auxquels le Parti est confronté.

2.

Au 5^{e} plénum du CC du Parti il a été mis en relief que «la culture se matérialise dans tout ce qui encourage et stimule le progrès, qui apporte de nouveaux développements et une perfection accrue». C'est pourquoi la lutte pour plus de culture et pour l'application des acquis de notre temps est une exigence pour tous les secteurs et les activités sociales, dans le domaine de la vie matérielle comme dans celui de la vie spirituelle. Une des qualités de l'homme cultivé laquelle se manifeste partout et l'un des facteurs qui influe sur toutes les sphères de la vie, est l'éducation au travail. Pour notre société il est absolument indispensable de lutter pour une culture du travail plus élevée, pour éduquer des hommes travailleurs et zélés de tous les âges et dans tous les secteurs de la vie. Cela constitue une vaste sphère d'action des courroies de transmissions et des organisations du Parti, du fait que le développement économique et social demande des rythmes nouveaux, demande une discipline et un travail rigoureux. Les formes socialistes collectives de travail, l'industrie moderne et toute la vie socialiste présupposent un travail cultivé. Lénine faisait ressortir que le socialisme l'emporte sur l'ordre capitaliste, entre autres raisons, à cause de ses rythmes et de sa productivité du travail plus élevés.

Dans les conditions actuelles de notre développement le Parti dans son travail doit nécessairement lutter avec plus de force pour la culture du travail parce que nous conservons encore comme legs du passé des résidus d'une

psychologie petite-bourgeoise sur le travail et une mentalité consistant à se contenter de peu. Ces survivances, nous les relevons parfois aussi dans des conservations quotidiennes, dans des brocards comme «le travail de l'Etat et l'eau de la mer ne finissent jamais «mollo, mollo, ne t'éreinte pas!» «on a le temps». De pareilles façons de juger les choses affaiblissent l'élan et l'enthousiasme au travail. Effectivement, c'est regrettable, mais pour beaucoup de nos gens le temps n'est pas de l'argent. On constate du gaspillage de temps et de l'indifférence, des attitudes répréhensibles envers la tâche que vous avez à remplir.

Mais le pire est que les conceptions petites-bourgeoises sur le travail se manifestent davantage dans l'activité pratique. Nous nous inquiétons tous lorsque nous apprenons combien d'absences injustifiées au travail sont constatées dans chaque district dans le courant d'une année, combien de retards on enregistre, combien de gens n'accomplissent pas leur norme de rendement, combien d'écoliers et d'étudiants sont absents sans justification, en faisant l'école buissonnière. Certes, un grand travail d'éducation est mené pour l'éducation au travail, à l'école, dans la famille et dans la vie sociale. Pourtant, cela reste un problème aigu aujourd'hui pour tout le pays, un problème qui doit être l'objet d'un soin particulier de la part de toute la société et surtout des organisations de masse.

La culture et l'éducation au travail ne s'acquièrent pas d'eux-mêmes, ni par des paroles et par des discours moralisateurs. En premier lieu il convient de mettre en lumière les éléments travailleurs, qui ont la conscience du devoir, qui «se donnent tout entier au travail», comme le peuple dit d'eux. C'est indispensable car en cette question également s'applique l'observation que fait le Parti sur la fréquente égalisation des valeurs, sur le fait que l'on met dans le même sac le travailleur et le paresseux. Cette pratique attiédit le zèle des gens au travail, car ils voient que leur sueur, leur effort, n'est pas estimé, car il est identifié à celui d'autres qui ne se donnent guère de mal. Cela a eu pour effet que l'émulation se traduise souvent par des formes standardisées des placards que l'on laisse affichés indéfiniment et où l'on ne distingue plus vraiment les plus avancés des autres. Ce type d'émulation ne produit aucun effet en ce qu'elle nivelle tout.

La culture au travail s'acquiert lorsque la critique du collectif s'aiguise à l'encontre des paresseux, des tricheurs, des simulateurs. Lorsque nous parlons de culture dans le travail nous n'avons pas seulement en vue ceux qui sont occupés dans la production. Nous recherchons aussi la culture au travail des écoliers et des étudiants, car l'étude est un travail et des plus sérieux, nous la demandons aussi à l'artiste et au fonctionnaire. Le temps passé à ne rien faire durant l'horaire de travail ou l'absence à leur bureau de certains employés, traduisent un manque de culture et de conscience. Pas mal de travailleurs de cadres, de professeurs, depuis bien des années accomplissent la même pratique routinière et ne parviennent pas à dégager des conclusions qui serviraient à améliorer la situation dans leur secteur.

C'est à la culture, au travail qu'ont trait également les précieuses recommandations et les tâches importantes que le camarade Ramiz Alia a énoncées au plénum du Comité du Parti du district de Vlora, lorsqu'il a parlé du potentiel et des valeurs morales des cadres, qui doivent être mis entièrement au service de la société.

Pour bien ancrer l'éducation au travail, il est nécessaire en premier lieu que les organes du Parti, les organisations de base et tous les organismes de l'Etat insistent afin que l'activité de chaque secteur et de chaque cadre soit rigoureusement planifiée, que soient fixées des normes de rendement du travail à la production mais aussi des normes pour le travail intellectuel. Le camarade Ramiz Alia a indiqué: «... il est clair que pour les cadres il ne peut y avoir de norme unique à l'échelle du pays et pour toutes les professions. Mais dans chaque secteur et à chaque poste de travail il y a et l'on trouve des modes de mesure du rendement du travail des cadres».

Analysant cette directive du Parti, ses organisations et ses organes ont soulevé maints problèmes et en ont discuté. Mais on a eu l'impression que cette tâche concernait seulement un aspect et seulement quelques travailleurs, et après les mesures qui furent prises, le problème sembla résolu. Mais en réalité il y a ici un vaste terrain de travail pour les organes du Parti et de l'Etat, qui doivent bien contrôler les normes qui ont été fixées, pour les perfectionner encore, pour constater si elles sont mobilisatrices et concrètes ou seulement formelles. Et si ces normes ont été fixées, il convient de savoir si elles ont été appliquées et étendues à tous les domaines de l'activité matérielle et culturelle. Le Parti ne peut considérer ces tâches comme des questions techniques administratives, il doit y voir des exigences idéologiques qui conduisent à ancrer des habitudes de travail de qualité et imprégné de culture, pour aujourd'hui et pour demain.

Les lacunes dans l'éducation et la culture du travail se manifestent dans des sphères particulières sous des formes diverses. C'est ainsi que dans de nombreuses sphères de la vie et dans l'action de nombreux cadres, de pareilles imperfections s'observent lorsque les tâches concrètes ne sont pas planifiées, lorsqu'on travaille mécaniquement, sans regarder les problèmes dans leur perspective à court et à long terme. Mais il arrive que des gens qui font habituellement un travail bâclé et ne sont pas exigeants envers eux-mêmes, considèrent toute recherche attentive de planifier les tâches et les problèmes dans un secteur, avec légèreté et myopie comme de la bureaucratie.

Il est vrai que dans certains cas la planification se fait de manière bureaucratique, mais ici il s'agit d'une planification et de la fixation de certaines normes quant aux objectifs à atteindre, qui aident à organiser le travail, à considérer les tâches dans une perspective à long terme, à assurer l'engagement total des gens au travail, et à utiliser efficacement les connaissances et le talent des gens. Notre époque exige en particulier que l'on apprécie et stimule très attentivement la créativité. L'éducation et la culture au travail sont obtenues grâce à une demande plus rigoureuse de reddition de comptes et au renforcement de la critique. Mais souvent sur ces questions on observe des attitudes erronées et un certain laisser-aller, des attitudes répréhensibles de sentimentalisme et d'indifférentisme.

Le Parti a souligné que la fixation des normes doit être appliquée aussi dans les domaines de l'activité intellectuelle. Prenons seulement un exemple; regardons comment est planifié le travail scientifique et comment en sont fixées les normes surtout dans les institutions de recherche scientifique et nous y observerons une attitude de tolérance peut-être excessive. Non seulement on dresse des plans sans tenir compte de toutes les possibilités, mais l'on reporte aussi d'année en année les objectifs à atteindre et les études à accomplir. Souvent ce que l'on appelle des études n'est pas à la hauteur voulue et ces travaux ne peuvent être publiés, ou ne sont que fort peu utiles à la production et à la pratique. Il y a donc là un vaste domaine de travail concret pour le Parti, qui consiste non seulement à bien considérer les plans et les normes mais à demander aussi des comptes pour leur réalisation.

Le rendement et l'efficacité au travail sont l'expression du niveau de conscience mais aussi de culture. Il n'est pas rare qu'au lieu de rechercher les causes d'une efficacité réduite et d'un rendement insatisfaisant, nous en considérons seulement les conséquences. Il nous est nécessaire de bien regarder comment on travaille en vue de la qualification et de spécialisation des gens, pour leur instruction, comment Ton travaille dans l'ensemble pour assurer leur prise de conscience. Arrêtons nous à une question particulière comme l'est l'utilisation du potentiel créateur de notre intelligentsia dans le domaine de la science et de l'art.

Le camarade Ramiz Alia a souligné qu'il convient de revoir d'un œil critique le volume du travail dont sont chargés nos cadres et nos spécialistes, afin de mieux mettre à profit leurs connaissances et leur talent. Mais l'on constate que le potentiel de notre intelligentsia créatrice n'est pas toujours utilisé comme il convient. Nous avons des centaines d'écrivains, membres de l'Union des Ecrivains et d'autres, et malgré tout nous nous plaignons que nos théâtres manquent de pièces à leur répertoire, que nos théâtres de variétés n'ont pas les sketches qu'il faudrait, que la critique ne soulève pas les problèmes de la création comme il convient, Nous possédons des milliers d'artistes, professionnels ou amateurs, des milliers de gens qui s'adonnent au folklore et malgré tout souvent nos maisons de la culture, et cela même dans les villes, sont somnolentes. Nous avons des centaines d'économistes, d'ingénieurs et d'autres spécialistes, qui, s'ils sont organisés en groupes de travail, peuvent se livrer à des études synthétiques de grand intérêt pour la bonne marche de la production. Et ce genre d'études reste rare. De ce que nous venons de dire, il ressort que de grandes potentialités seraient mises à jour, si l'on exigeait plus de travail empreint de culture, si l'on était actif et stimulait la pensée créatrice.

Les problèmes que le Parti a posés pour l'élévation qualitative de l'art, pour la lutte contre la tendance à s'accommoder de la médiocrité et contre le nivellement des valeurs ont été l'objet de nombreux débats. Pourtant il est nécessaire de traiter et de souligner deux questions: Souvent des débats ont lieu, il est procédé à des échanges de vues mais dans certains genres artistiques et dans certaines activités les réalisations sont de peu d'importance. Et cela découle du sentimentalisme et de l'absence d'exigences rigoureuses. C'est la raison du niveau insatisfaisant et parfois entaché de faiblesses sensibles de certains spectacles théâtraux et surtout de concerts de variétés et de sketches, notamment à la télévision.

Dans de nombreux cas, les créateurs répètent ou paraphrasent les directives données, mais traduisent peu dans les nouvelles œuvres les exigences avancées par le Parti. Après le 5^{e} plénum du CC du Parti a eu lieu un plénum particulier de l'Union des Ecrivains et des Artistes sur des problèmes du cinéma. Les défauts ont été mis assez bien en lumière, il a été fait le point sur la situation, les objectifs à atteindre ont été définis, Mais on n'en voit pas moins dans notre production cinématographique se répéter les insuffisances connues sur la pauvreté des thèmes, l'absence des grands problèmes du jour, etc.

Cela prouve que la lutte pour la qualité et contre toute résignation à la médiocrité ne s'achève pas par des débats. Elle exige l'engagement de créateur, elle requiert aussi la prise en main des affaires par les organisations de base du Parti, elle demande l'instauration d'un climat ardent, passionné, qui asphyxie la pensée retardataire et la tendance à se contenter de peu.

La culture ne concerne pas seulement certaines sphères traditionnelles connues, mais la vie entière, où est exigée la qualité, où sont à accomplir des transformations progressives. De temps en temps, nous nous plaignons du fait que les jeunes ne se voient pas offrir des moyens de passer leurs loisirs de manière cultivée, et qu'ils errent dans les rues. Mais que d'activités de masse intéressantes pourraient être organisées si les organes du Parti et ceux de l'Etat dans les districts engageaient par exemple des cadres sportifs et faisaient des championnats, des excursions, s'ils stimulaient le petit tourisme, instituaient des compétitions, des jeux sportifs. Que de professeurs,

d'instituteurs, de retraités avons-nous qui pourraient déployer un travail d'éducation intelligent auprès de ces jeunes, les pousser sur une bonne voie, de telle sorte qu'ils emploient leurs énergies dans l'intérêt de la société et d'eux-mêmes. Toutes ces questions-là sont des questions qui concernent la culture, et sur lesquelles les organes du Parti doivent découvrir des horizons aux organismes intéressés et aux organisations de masse dans les districts, en leur fixant des objectifs et en demandant des comptes pour leur juste réalisation. La culture n'est pas quelque chose d'abstrait. Elle doit être jugée en fonction d'indices révélateurs et d'activités concrètes. C'est là l'alpha et l'omega d'un véritable travail dans ce domaine.

4.

Le travail à mener pour la culture des milieux habités, du mode de vie et des comportements constitue une large sphère de l'activité du Parti. Ces questions ont occupé une place importante au 5^{e} plénum. Des tâches multiples ont été définies quant au soin à témoigner au cadre de notre existence quotidienne, aux problèmes concernant l'écologie, l'urbanisme et l'architecture. Les tâches à remplir pour effectuer des études approfondies et complexes visant à l'extension, à la préservation et à l'enrichissement de la terre, des forêts et des sources hydriques, à la diminution de la pollution, à l'extension des espaces verts et à l'aménagement de tous les autres milieux sociaux et culturels revêtent un intérêt particulier.

Si l'on étudie ces questions à fond, l'on verra que dans chaque agglomération, de la plus petite aux plus grandes villes, il existe des problèmes multiples. Mais que fait le Parti en province pour que les organismes concernés s'occupent de ces questions? Des réunions et des plénums des comités du Parti de district ont été tenus, et certaines tâches ont également été fixées. Mais les engagements pris et les actions concrètes sont encore insuffisants. Au lendemain du plénum certaines actions ont été entreprises, quelques terrains et places ont été aménagés, malgré tout il ne s'est agi là que d'actions de caractère symbolique. Non seulement dans les quartiers de la périphérie, mais bien plus près du centre, autour des immeubles on trouve encore des terrains vagues sans verdure, des canaux parfaitement aménagés. En ce qui concerne la sauvegarde de l'environnement on se heurte souvent à des attitudes d'indifférence au point qu'en plein cœur des villes on voit amoncelés des détritas, ou bien on s'abstient de prendre les mesures requises pour préserver l'atmosphère de la pollution des fumées des petits ateliers, qui ne sont d'aucun poids dans l'économie et de ce fait n'ont aucune raison d'être installés au cœur des villes. Dans les campagnes se posent des problèmes analogues, que l'on a déjà évoqués. C'est ainsi que rares sont les villages qui conservent et enrichissent les belles traditions de nos villageois qui ont toujours eu le souci d'aménager une belle place où se rassemblent les habitants, de construire une rue ou un pont. La plupart du temps on attend que l'Etat s'occupe de tout. Mais quel effort coûterait à la jeunesse d'un village par exemple d'arranger sa maison ou son foyer de la culture, de l'étendre avec les moyens du bord, qui ne manquent pas dans le village, lequel a construit toute sa vie de cette manière?

Ce ne sont pas là des exigences superflues, mais que le temps lui-même pose comme étant indispensables à satisfaire, et c'est pour cette raison que le Parti y est revenu en les soulignant à son plénum. Et les gens de chez nous eux-mêmes répondent actuellement à ces exigences. C'est ce qu'a fait la jeunesse de la ville de Tirana pour l'aménagement de certains espaces de la ville et la construction de maisons de la jeunesse dans les quartiers, c'est ce qui se fait partout où les conclusions du 5^{e} plénum sont analysées et jugées concrètement, en ne suscitant pas seulement des plans de travail. Et dans ce domaine nous possédons de riches traditions qu'il convient de connaître, de mettre à profit et de diffuser. Sur ces questions les organes du Parti seraient bien inspirés de demander aux organes de l'Etat que soient dressés des programmes et des plans concrets de travail et stimulé l'esprit de l'action de masse. Sinon, ces programmes et ces plans, englobés dans les tâches de production et sous la pression de jugements qui ne reconnaissent pas toute son importance à la culture, seront ajournés d'année en année. Au plénum du CC des tâches concrètes ont été définies à ce sujet, et cela jusqu'aux mesures concrètes pour mieux aménager les différents nœuds urbanistiques, pour le revêtement des façades, la variété des espaces verts, l'érection d'ouvrages artistiques en des lieux publics, pour des constructions de petites dimensions, comme des kiosques de commerce, bassins à jet d'eau, centres d'émulation, pour l'aménagement et la présentation des vitrines, qui ont une fonction de propagande économique et commerciale, pour le décor politique, l'éclairage fonctionnel et esthétique, etc. Des efforts ont été faits pour acheminer dans la bonne voie ces problèmes qui exercent leur influence sur la culture de l'environnement dans certains districts et surtout à Lushnje, Tirana, Korça. Néanmoins, le travail accompli demeure insuffisant.

Prenons par exemple une question: le décor des villes et des agglomérations. Tantôt il est lourd et aménagé sans goût tantôt il a un aspect standard ou pauvre qui ne répond pas aux exigences et aux objectifs de l'époque. On trouve pas mal de panneaux de propagande dans les rues, dans les villes et dans d'autres milieux qui ne répondent pas à de hautes exigences idéelles et esthétiques. Mais l'on sait que toutes les villes comptent de nombreux peintres et décorateurs, qui peuvent parfaire ce décor. Les vitrines des magasins sont aménagées depuis pas mal d'années d'une manière surannée et sans goût, car les peintres ou spécialistes donnés n'y ont pas mis la main, mais ce travail se fait conformément aux médiocres exigences de certains responsables des locaux.

Notre société requiert plus de culture non seulement dans la production et le travail intellectuel, mais aussi dans le comportement des hommes. Les rapports socialistes sont par eux-mêmes l'expression de la plus haute culture humaine. Aussi le comportement cultivé est-il un impératif pour une pareille société.

Mais en même temps que de nombreux succès et tendances positives dans le sens d'un comportement de bon goût et cultivé, on observe parfois des conduites répréhensibles, des actes de voyous de la part de certains jeunes, même d'adultes clans les lieux publics, comme dans les trains, les locaux publics, les stades, etc. Quelquefois, ces comportements déplaisants prennent des proportions nocives et honteuses.

Les gens de chez nous, en général, sont cultivés, il leur a été dispensé une éducation communiste, mais il suffit d'un groupe de troublions pour rompre tout l'ordre et la beauté de notre existence. Un bâton tordu, dit notre peuple, déforme tout le fagot. Et dans certain cas, c'est bien ce qui se produit. Mais au lieu que les organes du Parti et ses courroies de transmission étudient ces phénomènes et enquêtent à leur sujet, il arrive qu'ils les laissent parfois grossir au point qu'ils s'enveniment et créent des situations graves. Aussi est-il indispensable d'organiser non seulement plus de causeries et de conférences à ce sujet, mais aussi des rencontres et des confrontations, des actions qui donnent des résultats et s'accompagnent d'activités concrètes. L'important est de bien connaître la situation, les problèmes et de définir les mesures à prendre. Et sur ces questions, les études, les conclusions générales et les actions ne sont pas superflues. Ce qui est cependant ici le plus nécessaire c'est un travail d'explication, de persuasion différencié, suivant les tranches d'âge et les problèmes qui nous préoccupent, il faut des actions de masse et des confrontations, un travail mené aussi individuellement pour convaincre les esprits.

5.

Même si l'on a très souvent parlé et discuté de la culture dans les campagnes, nous estimons indispensable de revenir sur cette question d'actualité, étant donné que la culture dans les villages continue d'être conçue très étroitement. Il suffit que l'on y déploie quelque activité artistique, pour avoir l'impression que la culture dans les villages est sur la bonne voie. Mais le Parti a indiqué que la culture dans les campagnes doit répondre au nouveau stade de développement, à la croissance des forces productives et à leur progrès général, aux exigences grandissantes des masses de coopérateurs, à la nécessité de dépasser un certain retard qui s'observe surtout dans quelques zones.

Traitant des problèmes de la culture dans les campagnes, les organes du Parti doivent réaliser les tâches qu'a définies le plénum du CC sur la culture, susciter l'intérêt concret de la ville pour qu'elle vienne en aide au village, la préoccupation des organes du pouvoir et de l'économie, des organisations de masse, des secteurs de commerce, des services municipaux, de l'enseignement et des entreprises économiques. Si l'on considère le problème de la culture dans cette large optique on verra que partout surgissent des problèmes aigus, qui se rattachent à l'approvisionnement du village en équipements divers et en objets d'ameublement, en constructions municipales, etc.

Prenons un exemple. Pour assurer de façon continue le développement culturel des campagnes il est nécessaire d'adopter des mesures particulières pour la formation de cadres locaux. Cependant, en dépit de certaines mesures prises dans ce sens, l'intérêt à ce sujet laisse encore à désirer. Aussi arrive-t-il que les admissions à renseignement supérieur se portent davantage sur les éléments des villes, et cela même pour certaines spécialités très nécessaires aux campagnes. D'autre part, les organes du Parti ou du pouvoir procèdent rarement à des études dans; les districts pour le développement à long terme de la culture dans les régions rurales, pour la formation de cadres supérieurs dans des spécialités ou des zones diverses. C'est la raison pour laquelle, même s'il existe, certes, des difficultés objectives dans ce sens, l'immense majorité des cadres dans ces zones sont encore originaires des villes. De ce fait, ils ont souvent tendance à se considérer comme étant établis seulement provisoirement dans les campagnes et à ne pas se lier autant qu'il faudrait aux problèmes des zones rurales.

Les exigences actuelles dans le sens du développement de la culture rendent encore plus urgentes une large utilisation et la mise en œuvre des capacités de l'intelligentsia des campagnes. Il va sans dire qu'une bonne partie de la totalité des cadres et des spécialistes qui travaillent dans les villages sont liés étroitement avec les tâches, concrètes que comporte aussi l'action du Parti; ils accomplissent un travail louable et s'efforcent de propager de la culture dans leurs secteurs; les agronomes dans l'agriculture, les enseignants généralement en ce qui concerne un juste mode de vie et les activités artistiques, le personnel sanitaire pour l'hygiène et la propreté personnelles et celle des divers locaux des villages, etc.

Mais les cadres et spécialistes dans les campagnes ne militent pas tous pour la propagation de la culture. Un certain nombre d'entre eux se contentent d'un travail de routine et font peu pour diffuser la culture au travail et dans la vie quotidienne du village. Certains même se sont accommodés d'exigences médiocres et donnent un exemple négatif. Il en est aussi d'autres qui viennent des villes, surtout des enseignants, mais aussi des médecins, des économistes, etc., qui peuvent rentrer chaque jour chez eux et généralement se considèrent dans les

campagnes comme des «hôtes». Leur travail pour répandre la culture parmi les masses est fort piètre et se limite à l'horaire de travail ou tout au plus à quelque engagement dans des cas particuliers à l'occasion de campagnes organisées en vue de tel ou tel objectif.

Il va sans dire que la situation n'est pas partout identique. Pourtant les organes et les organisations du Parti sont confrontés à de nombreuses tâches, ils doivent trouver les voies et les moyens à utiliser pour que toute l'intelligentsia des campagnes soit plus active, qu'elle ne se contente pas de modestes exigences, de coutumes et d'usages surannés.. Ce qu'il faut, c'est un programme de tâches à remplir, des objectifs, concrets et surtout le contrôle!

L'intelligentsia de chaque spécialité a de grosses possibilités de diffuser les réalisations les plus avancées dans son secteur. Ainsi, les spécialistes de l'agriculture peuvent fort bien tenir des causeries et des séminaires, des leçons, organiser des rencontres en vue d'un échange d'expérience, se livrer à des expérimentations générales de niveau scientifique au profit de la production et pour l'élévation culturelle des travailleurs. De même, les travailleurs de la santé on un vaste champ d'action pour propager la culture hygiéno-sanitaire et ne doivent pas se borner à attendre que les malades viennent au centre de soins.

Un rôle particulièrement important revient ici aux enseignants, qui doivent dispenser au peuple la culture qu'ils ont reçue dans leur branche, et contribuer concrètement à élargir l'horizon culturel-scientifique des masses. Souvent, on observe que les enseignants ont une conception étroite de leur travail. En fait, leur sphère d'action est des plus vastes. Que de causeries ils pourraient tenir sur d'événements internationaux et nationaux, ils pourraient développer l'historique et l'évolution d'un événement, l'attitude de notre Parti en cette matière, les particularités économiques et géographiques d'une question. Que de questions, de biologie et d'hygiène, d'archéologie, etc. pourraient-ils traiter! C'est seulement ainsi que l'école devient le foyer principal de diffusion de la culture. L'important est que les organes du Parti dans les districts leur découvrent l'horizon et les confrontent à des tâches concrètes.

Les problèmes concernant la culture du mode de vie constituent une vaste sphère du travail culturel dans les campagnes. Une série d'actions de masse ont été entreprises à cette fin. Et pourtant il y a là matière à un plus grand intérêt. Souvent, nous avons vu dans beaucoup de villages, des conseils populaires, des présidences de coopératives et des habitants eux-mêmes ne pas manifester l'intérêt requis pour aménager leur centre. Aujourd'hui les coopératives ont beaucoup de possibilités d'embellir les centres de leurs villages faire en sorte que chacun d'eux se distingue par son originalité, rivalise avec le village voisin, à qui embellira le plus le sien.

«Les possibilités objectives pour améliorer la vie culturelle du village, a-t-il été dit au 5^{e} plénum du CC du Parti, ont augmenté avec le renforcement économique de la plupart des coopératives et l'importante contribution que leur fournit l'Etat dans tous les domaines. Mais ces possibilités ne sont pas mises partout à profit, surtout à cause de l'attitude de dédain relative que l'on observe de la part des organes du pouvoir et de l'économie, des organisations du Parti et des masses du ministère de l'Agriculture et du Commerce, des services municipaux et du Comité de la Culture et des Arts lui-même à l'égard du développement de la culture dans les campagnes». Aussi cette critique que formule le Parti doit-elle se traduire par un engagement accru, à travers une série d'initiatives et d'engagements de modifier la situation, de contribuer à atteindre les objectifs que le Parti a fixés pour supprimer les différences essentielles entre les villes et les campagnes.

A l'essor de la culture dans les campagnes se rattachent une série d'autres questions comme celles de l'aide à fournir par les villes, de la diffusion du livre et des films, de l'animation de la vie artistique. Outre l'expérience positive acquise, on enregistre de nombreux exemples plutôt à déplorer et qui témoignent que dans certaines zones les troupes artistiques de la ville, qu'elles soient d'amateurs ou de professionnels, vont très rarement au village, que l'on ne se soucie pas assez du bon entretien des salles consacrées à la culture.

Au plénum du CC du Parti sur la culture, des critiques ont été formulées à rencontre de l'absence dans de nombreux villages de tout local pouvant être utilisé comme foyer de la culture, alors que beaucoup d'autres n'offrent pas les conditions minimales requises. C'est ainsi que des districts comme ceux de Vlora, Fieri, Pogradec, Kolonje. possèdent dans presque chaque village des maisons ou foyers de la culture, alors que dans ceux de Pukë, Mirdite, Kukës, seulement la moitié des villages sont dotés de pareils établissements. Ces questions ont été aussi l'objet de discussions dans les plénums des conseils populaires des districts, et il a même été rédigé des programmes, mais ces tâches doivent être mieux concrétisées, étant donné que certaines étaient énoncées sous une forme pas trop générale et, le plus important est de contrôler leur mise en oeuvre.

Certes, le travail culturel dans les campagnes constitue une des tâches des plus vastes et est mené sous la direction du Parti. Néanmoins, les institutions spécialisées pour la propagation de la culture ont un rôle particulier à jouer. Mais le mal est que souvent leur travail est considéré comme une activité détachée de l'ensemble des autres activités du Parti. Ces attitudes ont souvent eu pour effet que des établissements, notamment les maisons et foyers de la culture, les musées, etc., ne soient pas l'objet d'un soin requis, et cela pas

même en ce qui concerne l'entretien de leurs locaux, sans parler de l'essentiel de leur action, qui comporte des problèmes des plus variés, du fait que souvent ils ne répondent pas aux exigences de l'époque, C'est la raison pour laquelle le Parti, sur ces questions, a fixé des tâches et a souligné que l'attention principale doit surtout être témoignée à l'élévation fit à l'amélioration du travail dans les foyers de la culture.

Il convient de faire ressortir que dans l'année en cours, après le plénum sur la culture, la situation a été mieux prise en main par bon nombre de comités de parti et d'organes concernés surtout dans les districts de Gramsh, Lushnjë, Kukës, mais que dans certains autres districts, la situation continue d'être peu satisfaisante. Les recommandations du plénum font ressortir de nombreuses tâches importantes, mais les observations, les contrôles et surtout leur écho dans la presse laissent apparaître que ce travail avance fort lentement et maladroitement. On travaille dans quelque village ou district, mais on n'observe pas partout un esprit d'initiative et un vaste engagement qui puissent créer les conditions requises pour modifier la situation dans son ensemble. Cela oblige le Comité de la Culture et des Arts à exercer un contrôle plus rigoureux sur cette action et à attirer l'attention des organes du Parti sur les questions ou les choses qui semblent moins bien marcher.

A propos du travail culturel dans des documents du Parti et dans les discours du camarade Ramiz Alia l'accent est mis aussi sur an autre problème: souvent on montre de l'intérêt pour le centre de la coopérative, mais le même intérêt n'est pas témoigné pour la diffusion. de la culture dans d'autres villages, de la même coopérative, où les foyers de la culture n'accomplissent aucune activité et ne sont visités que rarement par une troupe artistique de la ville. Ce problème est souvent évoqué, discuté, mais on ne voit guère une préoccupation sérieuse à ce sujet et c'est la raison pour laquelle peu de mesures sont prises pour modifier la situation.

Dans ces villages vit la majorité de la population rurale. Le Parti a recommandé d'adopter une nouvelle conception des caractères des centres culturels du village, des maisons ou des foyers de la culture. Il a été conseillé que ces centres déploient des activités non seulement politiques, éducatives et artistiques, mais aussi de délassement, de distraction. Toutefois, pour que ces tâches soient menées à bien il faut que les organes du Parti dans les districts découvrent de nouveaux horizons aux travailleurs de la culture et que par ailleurs les organes spécialisés, de la culture organisent des séminaires et propagent l'expérience avancée. Assurément, on a aussi enregistré quelques efforts dans ce domaine, mais on peut dire que malgré tout nous ne constatons aucun changement notable en général dans la conception de leurs tâches par ces maisons de la culture.

6.

Quand on traite de la culture, du travail du Parti en ce domaine, on est forcé de mentionner certaines tâches de l'école, en tant que foyer de la culture. L'école, de par sa nature, est une institution très importante de diffusion du savoir et de la culture. Elle est désormais engagée dans une phase de croissance qualitative. La culture est exigée dans le processus didactique lui-même et des enseignants. C'est pourquoi le Parti a fixé pour tâche d'intensifier l'activité pédagogique au niveau scientifique. On est en train de revoir les programmes et les textes pour les perfectionner et les enrichir d'une information qui soit au niveau de notre temps; on s'efforce de mettre en œuvre des méthodes actives qui stimulent l'apprentissage logique, créateur, par opposition à la reproduction mécanique.

Le travail du Parti comporte un vaste champ d'action pour analyser et concrétiser les tâches qui découlent des recommandations du camarade Ramiz Alia, selon lesquelles l'école «doit dispenser aux élèves les connaissances nécessaires et la méthodologie de l'étude et du travail, afin qu'ils soient à la hauteur de cette étape nouvelle, qu'elle leur inculque l'enthousiasme créateur, qu'elle leur enseigne à regarder loin et à ne pas s'attacher à des intérêts étroits et mesquins qu'encouragent les vieilles idéologies, surtout petites-bourgeoises...»

L'école est en même temps aussi le principal centre culturel. Mais, généralement, avec la fin des leçons, souvent l'école cesse son activité proprement dite alors que l'après-midi elle devrait aussi bouillonner d'une activité culturelle, artistique, sportive. Aujourd'hui, dans pas mal de districts on a l'impression que l'activité des jeunes naturalistes dans les écoles s'est affaiblie, alors qu'il fut un temps où ceux-ci se livraient à une activité des plus variées, qui s'était convertie quasi en une compétition dans les rencontres des naturalistes au niveau des districts et du pays tout entier. Quel intérêt présenterait pour nos enfants, mais aussi pour notre économie et pour nos exportations, que le ramassage de leur part des plantes médicinales et oléagineuses, de la flore spontanée, si riche dans notre pays! Pourquoi les écoles secondaires dans les villages ne devraient-elles pas élever de la volaille et des animaux domestiques (comme le fait celle de Rrajca) pour en recueillir même des revenus? Des écoles ont créé des cercles extra-scolaires de jeunes historiens, mathématiciens ou acteurs. Un certain travail est accompli en matière de littérature, mais ici aussi on observe un formalisme excessif et peu de véritable efficacité. Les écoles regroupent de nombreux jeunes, qui peuvent entreprendre des actions de masse et s'employer à embellir d'une manière cultivée l'aspect du village.

Les tâches que le Parti a fixées en matière de culture exigent aussi des organes et des organisations du Parti qu'ils se pénètrent d'une conception et d'une méthode nouvelles pour résoudre les problèmes et modifier ainsi la

situation. Dans des séminaires et à des réunions on a beaucoup parlé de ces questions. Mais au plénum du CC de mars dernier beaucoup de ces tâches ont été définies concrètement et surtout il a été souligné la nécessité d'accroître le rôle des organes du Parti. Le problème clé en cette matière consiste pour lui, à faire prendre conscience à tous les autres maillons, aux organes d'Etat et aux organisations de masse que la culture est l'affaire de tous.

De leur côté, les organes mêmes du Parti ont pour tâche d'analyser les directives du Parti, de les concrétiser, et de prendre des mesures qui garantissent la réalisation des objectifs. Peu d'études et de contrôles sont effectués pour connaître la situation et définir où les choses boitent pour le développement de la culture. On parle de culture en général, sans différencier celui de ces domaines dont il s'agit de la culture du travail ou d'un comportement cultivé, de problèmes qui concernent tout le district ou certaines zones seulement, du mouvement artistique ou du rôle de l'intelligentsia dans la production.

Nous pensons que l'on n'a pas encore réfléchi comme il se doit et sous tous ses aspects à la critique qu'a émise le Parti au 5^{e} plénum de son CC: «Renoncer aux vues plutôt globales sur les problèmes de la culture, aux décisions générales qui sont incontrôlables, à la tendance à s'occuper principalement du travail quotidien, aux approches étroites et unilatérales des problèmes de la culture».

Le Parti a particulièrement pour devoir de mieux mettre en mouvement les organes de l'Etat, depuis les conseils populaires jusqu'aux ministères, de manière qu'ils s'acquittent des tâches qui leur incombent. à ce sujet, car rarement nous voyons ou lisons qu'un département ministériel a déployé quelque activité intéressante, rarement aussi voyons-nous prendre des initiatives qui élèvent effectivement le niveau culturel des travailleurs d'un secteur donné ou qui améliorent les locaux de leurs travaux. Les organisations de la jeunesse ont organisé certains mouvements de masse sur le comportement civique des jeunes gens, et particulièrement cette année sur le dépistage des jeunes talents. Néanmoins on a l'impression que ces mouvements ne durent pas plus que le temps d'une campagne. Il en ressort que les organes du Parti doivent demander plus rigoureusement des comptes sur la réalisation des objectifs fixés, et sur une bonne utilisation de toutes leurs courroies de transmission.

Une fois de plus, nous devons attirer l'attention sur la nécessité d'utiliser plus efficacement les moyens de diffusion de la culture, la télévision, le cinéma, le livre. Les données dont on dispose relèvent clairement des différences sensibles d'un district à l'autre.

Un autre problème important que le Parti a posé dans le domaine de l'art et de la culture est celui qui se rattache aux talents particuliers qui s'avèrent prometteurs et sont appelés à prendre la relève de leurs aines. «Il est vrai, a dit le camarade Ramiz Alia, que ce sont les masses qui font la culture, mais ce sont les éminentes individualités créatrices qui la synthétisent, en sont le véhicule et qui l'expriment. Aussi devons-nous réfléchir profondément sur ces tâches, définir les mesures concrètes à prendre pour venir en aide aux talents. Le travail le plus important qui incombe au Parti insiste à instaurer de justes conceptions sur la nécessité d'un travail particulier avec les plus talentueux.

Cette directive du Parti ayant été bien comprise, nous pouvons affirmer avec satisfaction qu'après le 5^{e} plénum du CC du Parti ce sont principalement les jeunes talents qui ont porté le plus grand poids dans la création et la vie littéraire et artistique du pays. Cela non seulement traduit le travail attentif effectué auprès d'eux, mais constitue aussi une garantie de nouveaux progrès qualitatifs dans l'avenir. Mais nous ne sommes pas toujours conscients que quand nous travaillons auprès d'eux, nous travaillons pour l'avenir. Parfois nous les considérons d'un regard dépassé, nous cherchons à leur apprendre les schémas surannés et à les mesurer avec un qui a fait son temps. Pour que notre travail soit bénéfique nous devons les regarder avec des yeux dirigés vers l'avenir, comme d'authentiques dialecticiens. A cette fin nous devons toujours avoir en vue les enseignements du Parti et du camarade Enver, le riche héritage de notre littérature et de nos arts du réalisme socialiste.

Par-dessus tout, il convient de comprendre que la recommandation du Parti d'animer la pensée créatrice dans tous les domaines, concerne à plus forte raison le travail du Parti dans le domaine de la culture, qui comporte la créativité dans son essence même. La mise en mouvement de la pensée créatrice non seulement fait mieux prendre conscience aux gens des grandes tâches que leur assigne leur époque, mais leur sert aussi à dépasser les stades jusqu'ici atteints, leur permet d'accomplir le bond qualitatif qu'est appelé à faire notre culture socialiste...

Pr Agim Popa — Œuvre de grande valeur toujours actuelle pour la cause de la classe ouvrière et des peuples épris de liberté

(A l'occasion du 10e anniversaire de la publication du livre du camarade Enver Hoxha «L'impérialisme et la révolution»)

Il y a dix ans qu'a été publiée l'œuvre grandiose du camarade Enver Hoxha «L'impérialisme et la révolution», qui, au même titre que ses autres œuvres célèbres, occupe une place particulière dans le patrimoine idéologique et théorique fourni par le camarade Enver Hoxha et constitue une contribution de grande valeur toujours actuelle au trésor du marxisme-léninisme à notre époque.

1. Le livre «L'impérialisme et la révolution» — nécessité de l'époque.

La parution du livre «L'impérialisme et la révolution» vers la fin des années 70 n'était pas quelque chose de fortuit, elle était conditionnée par les circonstances, elle répondait à une nécessité de l'époque. C'est pourquoi l'œuvre traite les grands problèmes du mouvement révolutionnaire et de libération de notre époque et analyse sur un large plan son passé, son présent et son avenir.

Le camarade Enver Hoxha écrivit le livre «L'impérialisme et la révolution» à un moment où, à la suite de la crise profonde sous tous les aspects du système capitaliste et impérialiste mondial, de l'aggravation marquée de toutes ses contradictions, de l'intensification du mécontentement et de la protestation accrus des masses travailleuses et des peuples, de l'imminence du danger d'une nouvelle guerre générale destructrice etc., la révolution et la lutte de libération sont inscrites objectivement à l'ordre du jour en tant que problème posé et à résoudre. Dans les conditions où les facteurs objectifs posent directement comme tâche pratique la nécessité de la révolution, son facteur subjectif, qui consiste dans la prise de conscience l'organisation, la préparation sous tous les aspects et la direction des forces de la révolution et de libération des peuples, leur armement avec une stratégie révolutionnaire juste et claire, revêt une importance décisive. C'était là une nécessité urgente à cause du vide qu'avait créé la trahison du révisionnisme moderne dans le domaine de la stratégie révolutionnaire.

Le livre du camarade Enver Hoxha «L'impérialisme et la révolution», qui synthétise l'expérience historique du PTA et tire des enseignements vitaux de l'expérience positive et négative du mouvement révolutionnaire et de libération dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, constitue une précieuse contribution qui répond précisément à la nécessité impérieuse de la préparation du facteur subjectif de la révolution. Se fondant sur les enseignements du marxisme-léninisme et sur une analyse approfondie des réalités actuelles «L'impérialisme et la révolution» traite avec maîtrise et de façon créatrice les problèmes fondamentaux de la stratégie et de la tactique révolutionnaires conformément à cette réalité de nos jours.

Cette stratégie révolutionnaire s'oppose à la stratégie réactionnaire de la bourgeoisie internationale, de l'impérialisme américain et mondial, du. social-impérialisme soviétique et chinois, du révisionnisme moderne de toutes les couleurs et de la social-démocratie, qui face au «spectre» de la révolution et de la lutte de libération des peuples, comme l'écrit le camarade Enver dans son livre «sont en quête d'un modus vivendi, d'une «nouvelle société» hybride pour maintenir sur pied le système bourgeois-capitaliste, conjurer les révolutions et poursuivre leur oppression et leur exploitation des peuples sous de nouvelles formes et avec de nouvelles méthodes».[1]

Le révisionnisme moderne occupe une place particulière dans la stratégie de l'impérialisme mondial, et en premier lieu de l'impérialisme américain, qui vise à faire arrêter et étouffer la révolution et la lutte de libération des peuples et à conserver et à perpétuer le système capitaliste et la domination impérialiste. Analysant la stratégie de l'impérialisme, le camarade Enver Hoxha souligne qu'elle revêtit un caractère contre-révolutionnaire et anticommuniste plus accentué surtout après la Seconde Guerre mondiale, en tant que résultat de la mutation du rapport des forces en faveur du socialisme et de la révolution qui ébranla tout le système capitaliste depuis ses fondements. Ces changements mirent à l'ordre du jour la cause de la révolution et du triomphe du socialisme, non pas dans quelques pays particuliers, mais dans des régions et des continents entiers. Dans ces conditions, l'impérialisme, avec à sa tête l'impérialisme américain, d'une part fonda, ses espoirs sur la militarisation de l'économie et de toute la vie sociale, sur les blocs et les traités militaires afin d'intervenir par la violence et la lutte ouverte contre le socialisme, contre les mouvements révolutionnaires et de libération des peuples; d'autre part, il plaça ses espérances dans l'agression idéologique et la subversion, le renforcement et la mobilisation de toutes les forces opportunistes pour saper de l'intérieur les pays socialistes et les partis communistes et les engager dans la voie de la dégénérescence. L'apparition sur la scène politique du révisionnisme yougoslave d'abord, mais surtout du révisionnisme khrouchtchévien en Union soviétique, marqua un grand succès dans la stratégie contre-révolutionnaire de l'impérialisme. Pour le PTA il était clair que sans dénoncer la trahison et les sermons mensongers des révisionnistes modernes, sans affranchir la classe ouvrière et les peuples épris de liberté de leur influence pernicieuse, on ne peut mener à son terme de façon conséquente et avec succès le processus révolutionnaire dans notre époque. C'est pourquoi notre Parti, avec toutes les forces marxistes-léninistes saines,

hissa le drapeau de la lutte de principe et sans compromis contre le révisionnisme, en considérant cette lutte comme son suprême devoir internationaliste.

La publication du livre «L'impérialisme et la révolution» ainsi que de l'autre ouvrage «Réflexions sur la Chine», est directement déterminée par l'apparition sur la scène d'une nouvelle variante dangereuse du révisionnisme moderne, du révisionnisme chinois. Comme l'a souligné le camarade Enver dans son livre «alors que le mouvement révolutionnaire croissait et se consolidait dans le monde entier, que le capitalisme était pris toujours plus durement dans l'étau de la crise et que le révisionnisme khrouchtchévien et les autres courants du révisionnisme moderne étaient de plus en plus démasqués aux yeux du prolétariat et des peuples, sur la scène mondiale apparut ouvertement le révisionnisme chinois. Celui-ci se fit le proche allié de l'impérialisme américain et de la grande bourgeoisie internationale pour étouffer et saboter les luttes révolutionnaires du prolétariat et des peuples».[2] En particulier, la propagation par la direction du PC chinois de la prétendue théorie des trois mondes qui prône l'abandon des luttes révolutionnaires et de libération, la réconciliation et l'alliance avec la bourgeoisie, les régimes antipopulaires d'oppression, avec l'impérialisme américain et les autres puissances impérialistes en suscitant la confusion, la déception et la scission parmi les peuples et dans les rangs du mouvement révolutionnaire, posait la nécessité de définir une limite claire entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme chinois et la «pensée maotsétoung» qui constitue sa base théorique. Le livre «L'impérialisme et la révolution» a apporté une contribution décisive à la réalisation de cette tâche.

La publication du livre «L'impérialisme et la révolution» eut un grand écho dans l'opinion publique mondiale. Il devint l'objet de centaines de commentaires et connut de nombreuses publications dans divers pays et en plusieurs langues du monde. Il fut hautement apprécie par les marxistes-léninistes authentiques de tous les continents, par plusieurs organisations et mouvements révolutionnaires et anti-impérialistes ainsi que par des personnalités progressistes, en particulier dans les pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie.

Avec quelques autres ouvrages du camarade Enver Hoxha et documents de notre Parti, le livre «L'impérialisme et la révolution» joua un rôle primordial, en tant que base idéologique et théorique de la nouvelle différenciation qui s'opéra dans les rangs du mouvement communiste et révolutionnaire mondial après l'apparition ouverte du révisionnisme chinois et de sa dénonciation. Cette différenciation conduisit à la création de plusieurs nouveaux partis marxistes-léninistes et à l'épuration des influences négatives du maoïsme chez certains autres. A cet égard, le livre du camarade Enver eut une importance particulière pour dissiper les illusions répandues par les révisionnistes chinois sur «la pensée maotsétoung», soi-disant qualifiée de marxisme-léninisme de notre époque et de phase supérieure de son développement.

La création et le développement des partis marxistes-léninistes authentiques revêtaient une grande importance. En effet, comme le soulignait le camarade Enver dans son livre, c'est à ces partis qu'incombe le fardeau d'opposer la stratégie marxiste-léniniste de la révolution à la stratégie globale de l'impérialisme mondial et du révisionnisme, de faire prendre conscience aux masses des objectifs et de la voie juste de la lutté, de les unir, les organiser, les diriger et les conduire vers la victoire.

L'importance et la valeur actuelle du livre du camarade Enver résident en ce qu'il pose avec force une question d'importance vitale: la nécessité de défendre les idées et les enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme sur la révolution et les luttes anti-impérialistes contre les attaques et les déviations bourgeoises, sociales-démocrates, révisionnistes et autres, contre les tentatives pour les déprécier comme étant vieillies, surannées, inappropriées à notre époque et même dépréciées.

Le livre même «L'impérialisme et la révolution» constitue un brillant exemple dans ce sens. A travers ses 450 pages, il démontre que indépendamment des attaques anticommunistes de la bourgeoisie et de l'impérialisme, de la trahison révisionniste et des zigzags qu'elle a provoqués, les idées du marxisme-léninisme sont toujours vivantes, actives et en évolution ininterrompue. Elles gardent entièrement leur valeur à notre époque et indiquent à tous les opprimés et exploités, à tous les peuples qui aspirent à la liberté, à la souveraineté et à un développement national indépendant, à tous les hommes progressistes qui aspirent à la démocratie, à la justice et au progrès social, l'unique voie juste de la lutte et de la victoire.

Mais la lutte pour la défense et l'affirmation du marxisme-léninisme reste toujours à l'ordre du jour. Elle a pris de nos jours une acuité singulière du fait de l'attaque intensifiée de l'anticommunisme ouvert lancée en alliance avec le révisionnisme soviétique gorbatchévien actuel. Comme l'a dit le camarade Ramiz Alia, «La figure d'Enver Hoxha, sa pensée s'élèvent encore plus haut dans cette période internationale trouble alors que le capitalisme mondial et la trahison révisionniste se sont rués contre le socialisme et les forces révolutionnaires, et, pour justifier les tournants contre-révolutionnaires et renier le socialisme comme théorie et pratique, on met sur pied et invente toutes sortes de schémas et d'argumentations, on révise et déforme toute l'histoire du mouvement communiste et révolutionnaire mondial, on souille et ternit la figure de tous ceux qui ont lutté, se sont sacrifiés et sont morts pour le communisme».[3]

La grande valeur du livre «L'impérialisme et la révolution» réside également dans l'esprit et la méthode dialectique créatrice avec lesquels le camarade Enver traite les problèmes de l'époque actuelle. Défendant avec passion révolutionnaire et détermination les principes et les enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme, il ne les considère pas comme des dogmes livresques, il ne cherche pas à y trouver des recettes toutes prêtes, il ne ferme pas les yeux devant les nouveaux développements et phénomènes, au contraire, il part de la dialectique vivante de la vie, de la pratique et, à la lumière du marxisme-léninisme, il analyse les événements, synthétise l'expérience, tire des conclusions et résout les problèmes posés.

Par là même il apporte une contribution précieuse mais pose à la fois comme une question vitale et un devoir primordial pour tout marxiste-léniniste la nécessité de considérer de façon créatrice les problèmes, de combattre résolument toutes les attitudes dogmatiques, rigides, coupées de la vie qui ne tiennent pas compte des nouveaux problèmes posés par l'évolution, contre l'asservissement aux approches et aux solutions déterminées par certaines conditions et circonstances du passé.

2. L'impérialisme de nos jours conserve tous ses traits rapaces, oppressifs et agressifs

Dix ans se sont écoulés depuis la période de la publication de «L'impérialisme et la révolution». Les développements et l'expérience de ces années ont confirmé totalement la justesse et le bien-fondé des analyses et des conclusions du camarade Enver Hoxha, leur valeur et leur importance incalculable dans nos jours.

L'une des questions stratégiques fondamentales du mouvement révolutionnaire et de libération de notre époque, qui a marqué et marque une ligne profonde de démarcation entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme moderne, a été et reste la prise de position envers l'impérialisme.

Les révisionnistes modernes, de Brawder aux titistes, khrouchtchéviens, maoïstes et eurocommunistes, ont toujours fait de la question de l'attitude à l'égard de l'impérialisme l'objet de nombreuses spéculations. Indépendamment des nuances dictées par les circonstances et les besoins conjoncturels du moment, ou des intérêts particuliers de l'un ou l'autre courant révisionniste, leurs thèses, quant au fond, sont les mêmes: renoncer à la révolution et à la lutte anti-impérialiste, pactiser avec l'impérialisme et se rapprocher à lui, s'allier et collaborer avec lui sous prétexte que, vu les conditions nouvelles, il a changé de nature, il a renoncé ou renonce à sa politique rapace, oppressive, agressive et belliciste.

De nos jours le groupe révisionniste de Gorbatchev a arboré le drapeau de la réconciliation et de la collaboration avec l'impérialisme et, dans la phase actuelle, il cherche à faire baisser la tension des rapports avec l'impérialisme américain et les autres puissances impérialistes occidentales. A cet effet, il a avancé la thèse qu'il faut renoncer aux «anciens mythes idéologiques» sur l'impérialisme, qu'à présent il faut considérer les choses dans un nouveau prisme.

D'après «la nouvelle pensée politique» prônée par les soutiens du cours de la direction soviétique actuelle, de nos jours du fait même du danger de la catastrophe nucléaire et de l'apparition de certains problèmes humains aigus dont la solution requiert la participation et la collaboration de tous les pays, on voit imposer une conception nouvelle des rapports dans le monde.

L'essence de cette «conception nouvelle» est la suivante: dans le rapport entre les principes de classe et les principes «pan-humains» il faut accorder la priorité à ces derniers; les confrontations entre les classes, les nations et les Etats; doivent céder la place à leur coopération «pour le bien général de l'humanité»; les adversaires doivent être convertis en partenaires etc. En d'autres termes, le prolétariat doit renoncer à sa lutte contre l'exploitation capitaliste de la même façon que les peuples doivent renoncer à leur lutte contre la domination de l'impérialisme qui a prétendument changé et change son ancienne nature!

Le livre du camarade Enver Hoxha «L'impérialisme et la révolution» est une arme puissante qui aide à dénoncer et à rejeter de telles spéculations. De ce point de vue, la conclusion du camarade Enver tirée d'une analyse globale et bien argumentée des développements du système capitaliste et impérialiste dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, à savoir que «l'impérialisme de nos jours conserve entièrement les traits sous lesquels l'a défini Lénine», qui ne sont ni éteints ni effacés, niais a vu au contraire ses traits fondamentaux d'exploitation, de pillage, d'oppression, réactionnaires et agressifs s'accentuer encore plus, est d'une importance capitale. Il souligne que l'impérialisme, tel que l'a défini Lénine, est le stade suprême du capitalisme, dont la putréfaction a atteint un tel degré que sa disparition de la scène de l'histoire et son remplacement par un nouveau système progressiste, le socialisme, est une nécessité objective.

Les développements les plus importants de la période écoulée après la Seconde Guerre mondiale jusqu'à nos jours témoignent on ne peut mieux de la justesse des thèses du camarade Enver. Les armes nucléaires destructrices existent depuis des dizaines d'années et même en telle quantité qu'il en suffit d'une petite partie pour anéantir la vie sur la terre, mais, indépendamment des conjonctures temporaires créées, la nature et les traits caractéristiques de l'impérialisme en tant qu'agresseur et fauteur de guerre, n'ont point changé.

Ces derniers temps, après des années d'aggravation de la confrontation soviéto-américaine et des tensions dans le monde, caractéristiques depuis l'accession au pouvoir de l'administration Reagan aux USA, on constate une certaine détente. Ce phénomène s'est concrétisé avec la conclusion de l'accord soviéto-américain sur l'élimination des missiles à moyenne et courte portée, installés par les deux superpuissances et leurs blocs militaires sur les territoires d'un certain nombre de pays européens. Un accord a été conclu également pour mettre fin aux conflits armés dans certaines régions ainsi que pour retirer les troupes agressives soviétiques de l'Afghanistan, résoudre le problème de l'Angola et du Cambodge et achever la guerre entre l'Iran et Iraq etc. Ces dernières années on a constaté aussi une certaine distanciation de l'impérialisme américain et des autres puissances occidentales de certaines dictatures militaires trop réactionnaires, comme celle de Duvalier à Haïti, de Marcos aux Philippines ou de Pinochet au Chili etc.

A cet effet, la propagande bourgeoise et révisionniste mène un grand tapage en prônant le début d'une «nouvelle époque, pacifique et humaine» dans les relations internationales. Bien entendu, les peuples et les forces démocratiques, progressistes et éprises de liberté saluent ces développements. Mais il n'y a pas lieu de se faire des illusions ni de relâcher la vigilance, il convient au contraire de se montrer réaliste.

L'éloignement et l'élimination des euromissiles aux termes de l'accord Reagan-Gorbatchev ne fait état d'aucun changement essentiel dans les prises de position des deux superpuissances. Il s'agit simplement d'un acte conjoncturel dicté par les nécessités du moment. Dans cette phase, soit l'URSS soit les USA avaient intérêt à un tel développement pour des raisons économiques et politiques. Elles ont intérêt à voir s'atténuer tant soit peu la course aux armements parce que cette course constitue un sérieux obstacle pour tirer l'économie soviétique du chaos mais elle a créé aussi des difficultés considérables à l'économie des USA, elle a accru leur déficit commercial et budgétaire.

Du point de vue politique, soit Gorbatchev, en raison de la résistance qu'a rencontrée le cours de la «perestroïka** en URSS, soit Reagan, discrédité à cause du scandale d'Irangate et des «contras» du Nicaragua, avaient besoin d'un succès dans le domaine de la politique internationale. Sous l'aspect militaire, l'élimination des euromissiles ne nuit point à la force de frappe d'aucune des superpuissances. Les deux mille euromissiles retirés ne constituent qu'un petit nombre, soit environ 4 pour cent seulement des armes dont disposent les USA et l'URSS, tandis que leurs grands arsenaux qui comprennent des missiles intercontinentaux à charge nucléaire et autres restent intacts. Les armes retirées sont des modèles désormais vieillis alors que les recherches sont poursuivies pour fabriquer de nouvelles armes sophistiquées et plus efficaces, comme en témoigne clairement le programme de Reagan sur «L'initiative de la défense stratégique», connue aussi comme «la guerre des étoiles». Au reste, les Soviétiques leur emboîtent le pas. Surtout, l'accord sur l'élimination des euromissiles n'affecte en rien la supériorité écrasante en missiles nucléaires des deux superpuissances, qui constitue un facteur de menace et de chantage à rencontre de tous les autres pays du monde.

La cessation de certains conflits locaux s'inscrit aussi dans la normalisation des rapports entre les deux superpuissances conformément à leur rapport de forces et à leurs intérêts actuels. Tout en approuvant, comme un développement positif, l'extinction de ces conflits, on ne peut ne pas observer que ce règlement réalisé grâce à un accord entre les USA et l'URSS prouve que derrière les guerres locales se cache la main des deux superpuissances. Actuellement elles sont intéressées à éteindre certains points chauds. Mais en même temps avec certains autres pays impérialistes elles pratiquent intensément le commerce des armes, préparant ainsi le terrain à d'autres conflits locaux lorsque les intérêts de l'impérialisme et du social-impérialisme l'exigent. Il n'existe donc aucune garantie qu'elles ne provoqueraient pas demain d'autres tensions armées. Si, à l'heure actuelle, on observe des signes d'une certaine distance entre les USA et les autres pays occidentaux, d'une part, et quelques régimes dictatoriaux militaires, de l'autre, cela n'est nullement le fait de quelque tournant démocratique, mais uniquement de tactiques conjoncturelles. Ces tactiques se rattachent au fait que ces régimes sont discrédités à l'extrême aux yeux des peuples et de l'opinion démocratique internationale. En outre, l'appui ouvert qui leur est prêté ne fait qu'accroître la résistance populaire dans les divers pays qui risque de prendre des proportions indésirables pour l'impérialisme. Mais, apparemment, l'impérialisme ne voit à présent aucun danger immédiat pour ses positions dans certains pays, c'est pourquoi il se permet de jouer la carte «démocratique» en gardant intactes les bases de sa domination néo-colonialiste. L'adoption de la tactique «démocratique» se rattache aussi aux accords actuels soviéto-américains. quand le social-impérialisme soviétique semble relativement s'abstenir d'intervenir dans les zones d'influence de l'impérialisme américain, dans l'attente, après une période de tranquillité de devenir une puissance plus compétitive dans l'arène internationale.

D'où l'on peut tirer la conclusion que la nature et la stratégie agressive, belliciste et réactionnaire de l'impérialisme, en particulier des deux superpuissances n'a point changé, qu'il n'y a aucun changement essentiel dans leurs positions, que nous avons à faire à des tactiques temporaires dictées par leurs intérêts et par les circonstances. «C'est seulement si nous croyions que la politique des Etats n'est plus définie par le système social et que leurs chefs de file ne sont pas le rejeton de ce système, souligne le camarade Ramiz Alia, que nous pourrions admettre de nous trouver face à un tournant des rapports internationaux dans le sens de la

compréhension et de la confiance mutuelle entre alliés et adversaires. Mais on ne peut fonder ses jugements sur des illusions. On ne peut fonder des espoirs pour l'avenir de la paix et de la sécurité générale sur la volonté ou les bonnes intentions de Reagan ou de Gorbatchev».[4]

C'est pourquoi il faut maintenir constamment sa vigilance tendue. On ne peut pas confier le destin du monde et des peuples aux deux superpuissances il ne faut jamais permettre que les peuples soient empêchés de participer activement à la solution des questions mondiales. Au contraire, ils doivent se lever dans des actions résolues afin d'obliger l'impérialisme et les deux superpuissances à se retirer afin de déjouer leurs plans asservissants et bellicistes.

Prenons la question de l'impérialisme, exploiteur, pilleur et oppresseur des peuples de continents entiers. Dans son livre «La perestroïka», Gorbatchev s'efforce de semer des illusions en prônant que sur la base d'un «équilibre d'intérêts», sur la voie de l'entente, de la bonne compréhension et de la collaboration des USA et des autres puissances impérialistes occidentales, de l'Union soviétique et des pays du «tiers monde», donc entre l'impérialisme et (le social-impérialisme) et les peuples opprimés et exploités par lui, il est possible de résoudre les graves problèmes. de ces derniers (liquider le profond retard, la pauvreté extrême, garantir le développement économique indépendant etc.). C'est ainsi, à son avis,, que l'on peut résoudre également tous les autres problèmes «de toute l'humanité». En d'autres termes, l'impérialisme a cessé ou est soi-disant prêt à cesser d'être ce qu'il est!

Mais les faits et les développements prouvent le contraire. L'abolition de l'ancien colonialisme, ouvert, direct, brutal et barbare, après la Seconde Guerre mondiale, constitue, certes, une défaite de l'impérialisme, une retraite qui lui a été imposée par la lutte résolue des peuples épris de liberté, par leur victoire historique. Mais cela n'a pas changé la nature rapace de l'impérialisme, qui, après l'abolition de l'ancien colonialisme, a trouvé et trouve son expression dans le néo-colonialisme.

Comme le camarade Enver Hoxha l'a démontré avec force détails dans son livre «l'Impérialisme et la révolution», le néo-colonialisme a. intensifié à un degré incomparable par rapport au passé, l'exploitation, et le pillage des peuples en recourant à de nouvelles formes, plus raffinées, comme les sociétés multinationales, les échanges inégaux, l'investissement des capitaux et les dettes extérieures, le monopole technologique, le commerce des armes etc. Il n'y a pas un seul fait qui puisse prouver que l'impérialisme a renoncé ou a l'intention de renoncer au néo-colonialisme. Les sermons de Gorbatchev visent à maintenir le statu-quo de la domination capitaliste et impérialiste et, bien entendu, l'accord des deux superpuissances sur le partage de la domination mondiale. Dans son livre, «la perestroïka», il dit ouvertement que, bien qu'il n'approuve pas le caractère des rapports actuels entre l'Occident et les pays en voie de développement «nous ne faisons pas appel à leur suppression», nous ne voulons pas nuire aux intérêts de l'Occident et «nous ne provoquons pas la rupture des liens économiques créés historiquement» avec les pays du Moyen Orient, d'Asie, d'Amérique latine et des autres régions du «tiers monde». Il cherche seulement à voir se transformer ces rapports «en se dépouillant du néo-colonialisme»(!). Mais comment y parviendra-t-on? Gorbatchev affirme avec insistance qu'il est important de ne pas agir par des méthodes «qui intensifient la confrontation» dans les rapports internationaux. Donc l'appel adressé par Gorbatchev aux pays et aux. peuples du «tiers monde» est de ne pas porter atteinte aux «liens historiques» avec l'Occident, d'éviter toute sorte de luttes de libération et. d'actions anti-impérialistes, de fonder leurs espoirs sur «les bonnes intentions» de l'impérialisme pour renoncer au néo-colonialisme etc.

La prédisposition des puissances impérialistes à réaliser de tels actes de «bienfaisance» apparaît clairement dans la question des dettes extérieures asphyxiantes et irremboursables des pays du «tiers monde», qui ont conduit ces pays au bord de la catastrophe économique. Les dettes extérieures, comme l'a souligné le IX^{e} Congrès du PTA, sont un élément de la nouvelle stratégie de l'impérialisme, qui vise à maintenir sous ses griffes les pays affranchis du joug colonial. Mais elles constituent des problèmes pour les prêteurs, parce qu'elles ont conduit à une réduction des débouchés des produits de leur industrie, destinés principalement à l'exportation, à la baisse de la capacité exploitée de cette industrie, provoquant des conséquences sociales et politiques imprévisibles. Cela a contraint les puissances impérialistes à chercher des voies pour alléger quelque peu les pays en développement de la charge du remboursement des dettes extérieures. Mais les sanctions prises par eux, comme les faits le démontrent, ne sont que des formes nouvelles pour maintenir leur domination néo-coloniale dans les pays débiteurs afin de soumettre à un contrôle plus rigoureux leur développement économique à travers des investissements faits dans ces pays sous forme de prêts, de s'assurer une plus large base future pour obtenir des gains encore plus considérables de l'exploitation intensive des peuples de ces pays et du pillage de leurs richesses. Cela ne signifie donc pas l'abolition, mais la conservation, le renforcement et l'extension ultérieure du néo-colonialisme sous de nouvelles formes. Tel est le vrai contenu des thèses de Gorbatchev.

Sous prétexte de sauver l'humanité d'un holocauste nucléaire, de l'anéantissement de tout ce qui existe sur terre, Gorbatchev et ses tenants prônent la priorité des intérêts de «toute l'humanité» sur les intérêts de classe, la soumission des seconds aux premiers, la renonciation aux intérêts de classe au nom des intérêts de «toute l'humanité» etc. Mais on sait que l'humanité à notre époque se compose de différentes classes, qu'elle est divisée

en exploités et exploiteurs, en peuples opprimés et oppresseurs. Parler des «intérêts de toute l'humanité» et de leur priorité sur les intérêts de classe, signifie prôner la réconciliation de classe des exploités avec les exploiteurs des peuples opprimés avec les oppresseurs et les brigands impérialistes. C'est du pur opportunisme, c'est l'essence même de l'opportunisme.

Etant au pouvoir, la bourgeoisie et l'impérialisme ont intérêt à préserver leur domination, à conserver donc intacte la situation existante, le statu quo. Par contre, les classes exploitées et les peuples opprimés ont intérêt à voir changer la situation, à rompre le statu quo, à s'affranchir de l'exploitation et de l'oppression capitalistes et impérialistes et à combattre en vue de la réalisation de leurs objectifs. Pour y parvenir il n'y a qu'une seule voie: la lutte de classe, la révolution, le renversement de la domination de la bourgeoisie et de l'impérialisme, l'affranchissement du joug néo-colonialiste. Mais d'après les révisionnistes du type Gorbatchev, cette voie est fermée, indésirable et trop dangereuse, elle doit être évitée à tout prix car elle peut conduire à une guerre nucléaire destructrice.

Tous les raisonnements de Gorbatchev se réduisent à la thèse illusoire que les politiciens de tous les Etats doivent comprendre qu'il faut reconnaître aux peuples le droit de choisir librement leur voie de développement, le droit de décider eux-mêmes de leur destin, d'être maîtres de leur territoire et de leurs richesses humaines et naturelles. Pratiquement, on recommande aux peuples d'être sages, en attendant que les puissances impérialistes renoncent de leur propre volonté à les exploiter, à les piller et à les opprimer, qu'elles leur reconnaissent le droit à leur développement indépendant et même qu'elles les aident dans cette voie. En d'autres termes, il faut maintenir le statu quo de la domination de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

C'est à ce prix, au prix de la trahison et de l'abandon des intérêts du prolétariat et des peuples, en accomplissant l'odieuse fonction de sapeurs-pompiers de la révolution et de la lutte anti-impérialiste, que Gorbatchev et ses adeptes cherchent à acheter à l'impérialisme américain et mondial la période de détente et de tranquillité dont le social-impérialisme soviétique a besoin actuellement pour résoudre ses graves problèmes de retard, de chaos et de crise à l'intérieur du pays et pour en faire une puissance plus compétitive dans l'arène internationale.

3. La révolution et la lutte de libération des peuples, l'unique voie juste

Face à ces thèses contre-révolutionnaires des révisionnistes soviétiques actuels et autres, se dressent, toujours actuels et valables les thèses et les enseignements marxistes-léninistes du camarade Enver Hoxha illustrés surtout dans son ouvrage «l'Impérialisme et la révolution». En rejetant et en dénonçant, par de nombreux arguments convaincants, les théories opportunistes des révisionnistes, sur la base d'une analyse marxiste-léniniste approfondie des développements, des phénomènes et des tendances de notre époque, il démontre que les travailleurs et les peuples ne doivent pas attendre que «la bonne volonté» des chefs de file de la bourgeoisie et de l'impérialisme les sauvent du système capitaliste et impérialiste exploiteur. Cette issue doit être recherchée dans la lutte conséquente contre la bourgeoisie, l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, dans la révolution. Le monde ne peut être transformé que par la révolution. A la thèse révisionniste selon laquelle tout mouvement révolutionnaire et de libération est actuellement suranné et doit être évité parce qu'il porte soi-disant le danger de la catastrophe nucléaire, Enver Hoxha oppose la conclusion importante que le monde se trouve dans une phase où la cause de la révolution et de la libération des peuples est un problème posé et à résoudre. A présent la lutte des peuples et la révolution sont à l'ordre du jour non seulement pour la libération de l'oppression capitaliste et du joug impérialiste mais aussi comme une nécessité historique pour déjouer les plans bellicistes de l'impérialisme et pour éviter une nouvelle conflagration générale.

Enver Hoxha démontre que l'impérialisme, en dépit de son potentiel économique et militaire considérable, des moyens modernes de guerre dont il dispose et qu'il utilise, n'est pas en état de soumettre les peuples et les pays, grands ou petits, lorsqu'ils sont résolus à combattre avec abnégation jusqu'au bout pour leur liberté et leur indépendance. La défaite de l'impérialisme américain au Vietnam et celle du social-impérialisme soviétique en Afghanistan confirment de façon éclatante la conclusion du camarade Enver Hoxha qui rejette le mythe de leur toute-puissance dont l'impérialisme et le social-impérialisme exploitent pour décourager les peuples, les écarter de la voie de la lutte et de la révolution.

La révolution se développe par zigzags, avec des hauts et des bas, des flux et des reflux dans les divers pays comme à l'échelle mondiale. C'est une loi qui lui est propre. Spéculant sur ce fait, la bourgeoisie et les révisionnistes propagent actuellement la thèse capitularde selon laquelle le temps des révolutions est désormais révolu, que le système capitaliste est à l'apogée de son évolution et de sa force, que toute tentative de le renverser est vouée à l'échec, etc. C'est là un des pivots de la campagne anticommuniste actuelle qui vise à boucher la perspective à tout mouvement révolutionnaire et anti-impérialiste de nos jours. C'est pourquoi les conclusions du camarade Enver Hoxha figurant dans «l'Impérialisme et la révolution», à savoir que «la tendance à l'affaiblissement du capitalisme et de l'impérialisme constitue aujourd'hui la tendance principale de l'histoire mondiale»[5], que «le temps travaille pour la révolution et le socialisme et non pas pour le révisionnisme moderne et la réaction mondiale»,[6] sont très actuelles et revêtent une importance particulière.

A l'heure présente la bourgeoisie et l'impérialisme international, en collaboration et en alliance avec le révisionnisme moderne, particulièrement avec la participation active du groupe Gorbatchev en Union soviétique, ont entrepris une offensive de grande envergure contre le mouvement révolutionnaire et de libération des peuples afin d'obliger la révolution à se retirer, de l'enfermer dans un cercle de fer bourgeois-impérialiste, d'isoler les forces révolutionnaires, de répandre parmi les masses des illusions démobilisatrices et un esprit de défaitisme.

Mais c'est là une situation contradictoire et passagère, car en même temps on a vu s'élever le degré d'exploitation des masses travailleuses et des peuples de façon incomparable par rapport au passé, ce qui a accru leur mécontentement en ouvrant de vastes horizons à l'action et à la lutte des forces révolutionnaires, marxistes-léninistes et progressistes.

A présent, une série de problèmes particulièrement, aigus ont surgi et ils sont la préoccupation de grandes masses d'hommes, de diverses forces démocratiques et progressistes, des peuples. Tels sont entre autres la course effrénée aux armements, les conflits locaux armés, déclenchés ou attisés par l'impérialisme ainsi que la menace d'une nouvelle guerre mondiale destructrice.

La pollution de l'environnement a pris des proportions inquiétantes. Le taux élevé de chômage et la sombre perspective sur l'automatisation et la robotisation de la production constituent des préoccupations sérieuses en ce que des millions d'ouvriers risquent d'être jetés sur le pavé. La très forte hausse du coût de la vie est aussi un problème aigu des larges masses des travailleurs.

Les dettes extérieures des pays en voie de développement et des autres pays ont atteint de telles proportions qu'elles sont devenues irremboursables. Les peuples de zones entières vivent dans des conditions d'une extrême pauvreté. Les superpuissances et leurs blocs militaires foulent aux pieds sans scrupule la souveraineté nationale des divers pays. La criminalité, le trafic des drogues, l'oppression policière, le terrorisme étatique, la corruption des administrations, la dégénérescence morale et physique des jeunes et des adultes ont pris de vastes proportions.

Et ce ne sont pas les seuls problèmes économiques, politiques, sociaux etc. Il en existe d'autres aussi qui ont engendré dans plusieurs pays divers mouvements sociaux et politiques comme les mouvements pacifistes, écologistes et autres. Ces problèmes sont une expression et une forme concrètes de l'apparition et de l'action des contradictions fondamentales du capitalisme et de l'impérialisme à l'époque actuelle.

Les partis marxistes-léninistes qui ont comme objectif stratégique le renversement du système capitaliste et de la domination impérialiste, la libération nationale des peuples et le triomphe du socialisme, n'ignorent ni ne peuvent ignorer les problèmes susmentionnés. Au contraire, la lutte active et l'attention prêtée à ces problèmes qui préoccupent les larges masses travailleuses et populaires, leur auto-décision quant à la solution de ces problèmes et l'adoption de tactiques souples et créatrices lors de leurs traitements, ouvrent aux marxistes-léninistes et aux révolutionnaires un vaste horizon leur permettant de se lier aux masses, de participer activement à leurs luttes et de mener un activité plus intense dans la vie sociale et politique des pays où ils militent.

Comme le camarade Enver Hoxha l'expose dans son livre «l'Impérialisme et la révolution», il n'existe pas partout et en tout temps une situation révolutionnaire et le niveau de maturation de cette situation ne peut être le même dans tous les pays. Dans ces conditions, face aux révisionnistes de tout acabit, passés et présents, qui ont prêché et prêchent qu'il ne peut y avoir d'actions révolutionnaires tant qu'il n'y a pas de situation révolutionnaire, les marxistes-léninistes ne restent pas les bras croisés en attendant qu'elle se crée, ils ne renoncent à aucun moment à l'action révolutionnaire.

Ils tâchent de résoudre les problèmes actuels qui préoccupent les masses travailleuses et les forces progressistes, y compris les problèmes susmentionnés, ils prennent part activement aux divers mouvements de masse, soutiennent les intérêts et les justes revendications des travailleurs, cherchent à leur conférer un caractère politique et une orientation claire. Dans le cours de ces luttes ils dénoncent la démagogie et les manœuvres mensongères de la bourgeoisie, des révisionnistes, des chefs de file syndicaux réformistes et vendus. Ce sont là des voies efficaces pour attirer les classes pas après pas dans des activités révolutionnaires conscientes, afin de les organiser et de les préparer pour des batailles-décisives de classe lorsque les conditions objectives indispensables seront créées.

La classe ouvrière, les masses, les peuples apprécient les communistes authentiques marxistes-léninistes parce qu'ils leur montrent la juste voie de l'avenir, de l'édification de la société nouvelle sans exploitation de l'homme par l'homme, sans oppression nationale ni discrimination raciale, sans injustices sociales, celle de l'édification de la société socialiste et communiste. Ils apprécient les communistes aussi pour la lutte qu'ils mènent actuellement dans l'intérêt du peuple, pour les solutions qu'ils donnent aux problèmes posés devant les masses dans la société capitaliste actuelle sans attendre les solutions radicales stratégiques de l'avenir.

Ces problèmes posés par la vie dans de nombreux pays à l'époque actuelle ont pour trait, entre autres, qu'un grand nombre de mouvements et de forces sociales et politiques sont intéressés à leur solution. Cela pose avec force la question de la collaboration et crée de nombreuses possibilités réelles pour que les marxistes-léninistes forment des fronts et mènent des actions communes avec les autres forces progressistes, démocratiques, patriotiques etc., pour atteindre les objectifs fixés.

Une telle façon d'agir contribue à attirer les masses et à les lancer dans des actions, à accroître la participation des partis marxistes-léninistes à la vie du pays, à étendre leur influence parmi les masses et dans les milieux progressistes, à les entraîner graduellement dans une lutte active contre l'exploitation et l'oppression, contre les forces réactionnaires etc.

C'est justement à travers ces questions et en entreprenant des actions communes avec d'autres mouvements et forces, que se créent des possibilités favorables pour que les marxistes-léninistes transmettent leur ligne parmi les couches et les secteurs différents, pour qu'ils se présentent devant les masses avec leurs options et leur programme pour la solution des problèmes qui intéressent et préoccupent les travailleurs, les peuples et les forces progressistes de nos jours.

A ce propos, les thèses que le camarade Enver Hoxha a soutenues et démontrées dans «l'Impérialisme et la révolution» et dans d'autres de ses, écrits, à savoir que «une attitude juste, conforme aux principes et en. même temps souple, qui bannit tout opportunisme comme tout sectarisme, est, en cette question, de première importance, pour entraîner, préparer et mobiliser les masses dans la révolution et la lutte de libération. Ce qui importe, souligne-t-il, c'est que, dans des fronts communs de cette nature, le parti prolétarien ne perde à aucun moment de vue les intérêts de classe du prolétariat, le but final de sa lutte, qu'il ne se fonde pas dans le front, mais qu'il y préserve son individualité idéologique et son indépendance politique, organisationnelle et militaire, qu'il combatte pour s'assurer dans ce front le rôle dirigeant et pour y appliquer une politique révolutionnaire»[7] revêtent une actualité et une valeur particulières.

Il est évident que les conditions concrètes diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre et qu'en outre elles sont en évolution constante. C'est pourquoi, en ce qui concerne la question des alliances et des actions communes avec les autres forces, le développement de la pensée créatrice des marxistes-léninistes pour l'élaboration et l'adoption de tactique flexibles, dialectiques dans les rapports avec ces forces trouve en terrain propice et constitue une nécessité permanente. En cette question surtout il n'y a ni il ne peut y avoir de solutions toutes prêtes, au contraire, en toute occasion comme disait Lénine, il est nécessaire de procéder à une analyse concrète de la situation concrète.

L'ouvrage du camarade Enver Hoxha «l'Impérialisme et la révolution», les idées marxistes-léninistes qu'il y soutient et développe, les analyses des questions fondamentales des développements actuels dans le monde ainsi que la riche expérience révolutionnaire qu'il synthétise, sont aujourd'hui plus actuels que jamais et éclairent les perspectives d'avenir.

Notes :

1. Enver Hoxha, *L'impérialisme et la révolution,* éd. fr., p. 23.

2. *Ibid.,* p. 20.

3. Ramiz Alia, *Discours prononcé au meeting organisé à l'occasion du 80e anniversaire de la naissance du camarade Enver Hoxha et de l'inauguration de son monument à Tirana,* «Zëri i popullit», 17 octobre 1988.

4. Ramiz Alia, *Message de salutations au VIe Congrès des coopératives agricoles,* «Zëri i popullit», 22 novembre 1988.

5. Enver Hoxha, *Op. cit.,* p. 136.

6. *Ibid.,* p. 69.

7. *Ibid.,* p. 256.

Pr Jorgji Sota — L'importance historique du I^er Congrès du PCA

(A l'occasion de son 40^e anniversaire)

Il y a dans l'histoire des événements, qui de par l'importance du moment où ils se sont produits et les profondes transformations de caractère stratégique qu'ils entraînent, font époque et laissent des impressions et des traces que le cours du temps loin de les estomper, met toujours plus nettement en relief la valeur comme des tournants clés dans la voie du progrès social. C'est au nombre des événements de cet ordre que se range également le I^er Congrès du PCA.

Réuni le 8 Novembre 1948 à Tirana, sous la direction du camarade Enver Hoxha, fondateur et grand inoubliable dirigeant de notre Parti et de notre peuple, le I^er Congrès du PCA est entré dans l'histoire comme l'un des événements les plus remarquables non seulement de la vie du Parti, mais du peuple albanais tout entier. Le rapport politique que le camarade Enver Hoxha présenta devant ce Congrès au nom du CC, en tant que premier effort sérieux d'une analyse approfondie dans une optique marxiste-léniniste de toute la période longue de sept ans que s'était écoulée depuis la fondation du Parti; le niveau idéologique élevé et l'esprit de parti prolétarien qui caractérisèrent ses travaux surtout dans le but d'extirper l'ingérence hostile des révisionnistes yougoslaves, les erreurs politiques et organisationnelles qu'elle avait entraînées — étaient les principaux facteurs qui aidèrent à consolider au sein de notre Parti une ligne générale marxiste-léniniste juste et à donner une solution cohérente aux questions les plus fondamentales de sa politique et de sa vie interne.

C'est en cela que consiste également le contenu essentiel du tournant historique que marqua le I^er Congrès du PCA. Mais son importance revêt de multiples aspects.

Elle réside dans la synthèse marxiste-léniniste créatrice da la riche expérience originale que notre Parti avait accumulée durant la Lutte antifasciste de Libération nationale et dans les premières années de Libération et qui fut concrétisée par l'instauration du pouvoir populaire et la réalisation de transformations économiques et sociales de net caractère révolutionnaire, depuis la nationalisation sans indemnisation du capital étranger et local jusqu'à la Réforme agraire radicale et le passage à la collectivisation de l'agriculture, qui marquèrent, dans leur ensemble, l'acheminement de notre pays dans la voie du socialisme.

En même temps que par l'élaboration d'une politique étrangère juste, franche et indépendante, fondée sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, et par la définition des mesures à prendre pour consolider la défense, l'Armée populaire et sa préparation au combat, le Congrès revêtit une importance particulière par les orientations qu'il donna sur la démocratisation de la vie du pays. La révision, dans son ensemble, de la législation en vigueur et le renforcement du rôle des conseils populaires et de leurs comités exécutifs, afin de leur faire exercer sans aucune réserve tous les droits qui leur étaient conférés par la loi: la critique de la dualité parti-pouvoir et les conséquences qu'elle entraîne, comme par exemple... la sous-estimation et l'affaiblissement des organes du pouvoir et de leurs liens avec les larges masses du peuple, la propagation du bureaucratisme, les lenteurs dans la solution de problèmes etc., étaient quelques-unes des orientations fondamentales pour développer la démocratie socialiste, en tant que voie maîtresse de la consolidation de la dictature du prolétariat, principal instrument indispensable pour réaliser aussi le tournant dans les autres domaines.

Mais ce qui élève le I^er Congrès du Parti sur un haut piédestal de valeurs théoriques et pratiques, c'est qu'il a, tout en se fondant sur les transformations accomplies et la nécessité de la lutte pour surmonter au plutôt le profond retard économique et social hérité du passé, muni le Parti d'un vaste programme scientifique de construction des bases du socialisme. Le caractère créateur et scientifique de ce programme se reflétait dans les tâches stratégiques fondamentales qu'il prévoyait, et notamment l'industrialisation et l'électrification du pays, la réorganisation de l'agriculture sur la base de la collectivisation et le développement de la révolution idéologique et culturelle, accompagnés des méthodes et des formes de travail et d'organisation nécessaires pour les mettre en œuvre dans les conditions concrètes de notre pays.

C'est au Parti et au camarade Enver Hoxha qu'appartient le mérite d'avoir su élaborer, tout au long du processus de transformations économiques et sociales et de l'expérience acquise sur le terrain de la réalité nationale, une plate-forme théorique complexe, et résoudre pratiquement, par une voie très originale, une série de problèmes cardinaux, relatifs à la manière d'édifier la base économique et la base matérielle et technique du socialisme, mais aussi de doter les travailleurs d'une idéologie et d'une culture socialiste nouvelles.

Le I^er Congrès du Parti accorda, parmi les importants problèmes économiques qui se posaient pour l'édification socialiste en Albanie, une importance particulière à celui de l'industrialisation du pays, l'appréciant comme une nécessité historique, comme une loi objective de la construction du socialisme, en général, et un maillon stratégique décisif pour la création de sa base matérielle et technique, en particulier. «Le Parti, était-il dit dans la Résolution du Congrès, œuvrera pour l'industrialisation et l'électrification du pays».*

La nécessité de l'industrialisation était déterminée par divers facteurs politiques, idéologiques, économiques et sociaux. Elle était dictée par la nécessité d'exploiter le plus à fond possible le potentiel naturel du pays, de développer toutes les branches de l'économie dans leur ensemble, particulièrement de l'agriculture, surtout dans le but d'en. stimuler la collectivisation; d'assurer la production de marchandises dans le pays; de frayer la voie au progrès technique et scientifique et à l'élévation du rendement de travail. Elle était également imposée par la nécessité de créer, multiplier et consolider le rôle de la classe ouvrière et sa position en tant que classe dirigeante au pouvoir, afin de renforcer l'indépendance économique du pays et sa capacité de défense et d'affronter avec succès et en toute circonstance la pression hostile antisocialiste exercée du dehors.

Sur la base de ces facteurs et conformément aux possibilités réelles et aux conditions concrètes de notre pays, le Congrès concentra son attention sur deux directions principales: l'établissement d'un juste rapport entre les industries lourde et légère (tout en accordant la priorité à la première mais sans négliger la seconde) ainsi que sur la mise sur pied d'une industrie en comptant sur nos propres forces. Ces justes orientations furent non seulement reflétées dans le plan biennal 1949-1950, mais elles demeurèrent à la base de toute la politique d'industrialisation et continuèrent d'être appliquées au cours de tous les quinquennats suivants. Il suffit de s'arrêter un moment sur la création de la base énergétique que le Congrès jugea l'une des composantes les plus importantes de cette politique. La création de cette base non seulement rendit possible la diffusion de l'électricité au cours de deux décennies dans tout le pays jusque dans les zones montagneuses les plus reculées, y portant la lumière et le progrès, elle fit aussi en sorte que l'énergie électrique soit actuellement en état de porter le poids principal du système unique énergétique national, en mesure de satisfaire les besoins toujours croissants de l'économie et de la culture dans notre pays.

Parallèlement à l'industrie électrique, d'autres branches de l'industrie comme la sidérurgie et la métallurgie non ferreuse, l'extraction et le traitement du pétrole, l'enrichissement de minerais et de matières combustibles, l'industrie mécanique, électrotechnique, chimique et des matériaux de construction ont leur origine dans les tâches assignées par le I^{er} Congrès du PCA. A la suite de leur application conséquente au cours des huit quinquennats successifs, ces branches sont devenues et deviendront toujours plus des branches clés qui guideront l'édification intégrale de la base matérielle et technique du socialisme.

C'est le mérite du Parti et du camarade Enver Hoxha d'avoir fourni dans le cours même de la mise en œuvre de ces orientations, des solutions théoriques et pratiques à une série de questions importantes, qui ont permis à l'Albanie de se transformer par étapes, d'un pays agraire arriéré en un pays agraire-industriel et l'engager dans la voie de sa transformation en un pays industriel-agraire avancé. En fait, notre pays dispose déjà d'une industrie complexe, reposant principalement sur les matières premières et les ressources énergétiques du pays, sur un potentiel productif qui ne cesse de s'accroître et une technologie avancée qui se perfectionne sans arrêt. Cela constitue une importante victoire politique et économique, une richesse déterminante pour l'application conséquente du principe de l'appui sur ses propres forces, et partant, pour la sauvegarde et la consolidation de l'indépendance du pays.

Le 8^{e} plan quinquennal approuvé par le IX^{e} Congrès du Parti, qui entra dans l'histoire comme le Congrès de la continuité de l'édification du socialisme dans tous les domaines, y compris celui de l'essor industriel marque également un nouveau pas important dans ce sens. Le 8^{e} quinquennat, ayant toujours pour objectif le développement ininterrompu et accéléré de l'économie, vise non seulement à conserver la priorité de l'industrie, mais aussi à augmenter l'efficience de la production et de l'accumulation à travers l'exploitation plus approfondie des ressources matérielles, des capacités existantes et de celles qui viendront s'y adjoindre et seront modernisées. Il suffit de mentionner que pour la seule industrie, les investissements envisagés pour ce quinquennat, s'élèveront à 10 milliards de leks, qui soit 42 pour cent du total des investissements.

Vue du haut des quatre décennies écoulées la justesse de la ligne stratégique du Parti concernant l'industrialisation élaborée avec sagesse et clairvoyance par le I^{er} Congrès du Parti devient encore plus nette. Sans une telle industrie notre marche en avant par nos propres forces était impensable en ce qui concerne non seulement la mise sur pied de la base matérielle et technique mais aussi tout notre développement économique et culturel dans la voie du socialisme, particulièrement dans les conditions de l'encerclement et du blocus sauvage impérialistes et révisionnistes.

La pensée économique de notre Parti et du camarade Enver Hoxha sur les questions cardinales de l'industrialisation socialiste a été élaborée et mise en œuvre en lutte contre les ennemis du dehors et du dedans, qui tantôt ouvertement tantôt en sous main, se sont évertués à entraver la mise sur pied de la structure diversifiée de notre industrie, se sont opposés à l'idée de l'extraction du pétrole, du développement des mines, de la construction de centrales hydro-électriques et de la création de la sidérurgie chez nous. Notre Parti a rejeté résolument les «conseils» et les pressions des révisionnistes ainsi que les vues et les actions opportunistes, défaitistes et destructrices des ennemis du dedans.

Invoquant des thèses bourgeoises et révisionnistes connues, l'ennemi du peuple Tuk Jakova s'opposa ouvertement à l'orientation donnée par le I^er Congrès du Parti en vue du développement prioritaire de l'industrie lourde, en prétendant avec insistance que les principaux moyens du pays devaient être concentrés en premier lieu dans la mise sur pied et le développement de l'industrie légère. Or, le Parti remit cet ennemi à sa place et ne se fit pas le jouet de ses vues.

Ce sont les mêmes buts, mais sous des formes plus subtiles, que visait à atteindre l'agent multiple Mehmet Shehu, qui, répandant une atmosphère d'euphorie, s'efforça de faire admettre des plans gonflés, dénués de fondements, afin qu'ils ne soient pas réalisés, et créant ainsi des difficultés et un mécontentement, indispensables pour dénigrer la juste ligne du Parti et «justifier» la soumission de notre pays aux patrons impérialistes et révisionnistes. En même temps il avait mis en mouvement le groupe hostile d'Abdyl Këllezi et de ses collaborateurs pour saboter l'économie, la désorganiser, d'introduire dans sa direction et son organisation des formes et des méthodes de l'«autogestion» yougoslave et de l'économisme capitaliste. Ils causèrent de graves dommages dans le secteur du pétrole, sabotant la découverte de nouvelles réserves, instaurant un régime barbare dans l'exploitation des gisements existants et gaspillant à grande échelle les moyens, les fonds et le temps. Mais, malgré cette action malfaisante et nocive, tous les ennemis ont échoué face à la juste ligne de notre Parti, à sa clairvoyance, à sa vigilance et à sa fidélité au marxisme-léninisme.

Le I^er Congrès du Parti attacha une grande importance non seulement à l'industrialisation socialiste du pays, mais aussi à la sortie de l'agriculture de son état d'arriération et à son développement dans la voie socialiste. S'en tenant à cette orientation, le Parti et le camarade Enver Hoxha dirigèrent avec esprit de suite le processus complexe de la liaison étroite de l'industrie avec le développement, la modernisation et l'intensification de l'agriculture, avec la solution de la question agraire dans son ensemble.

Le Congrès considéra la «réorganisation socialiste des campagnes» comme l'unique voie juste pour réaliser cette tâche, mais, les conditions pour la collectivisation en ampleur n'ayant pas encore mûri, le Parti, dans son action appliquerait le mot d'ordre «en matière de collectivisation il ne faut ni nous hâter ni marquer le pas».

Le Congrès attacha une attention particulière à la consolidation des coopératives existantes et à leur affranchissement des conceptions et pratiques qui avaient pénétré à la suite de l'influence des révisionnistes yougoslaves. Conformément aux orientations de ce Congrès, furent élaborés les nouveaux Statuts des coopératives agricoles, de nouvelles lois furent promulguées qui régissaient et encourageaient le développement économique des campagnes dans la voie du socialisme, les éléments de la coopération capitaliste empruntés aux Yougoslaves furent éliminés, le mode de répartition des revenus à raison de la superficie de terre possédée fut abrogé, la rémunération devant dès lors se fonder uniquement sur le travail effectué, le nombre des têtes de bétail et la superficie du lopin détenus à titre individuel furent limités et le concours de l'Etat pour l'organisation et la bonne marche des coopératives accrût. Alors que les exploitations individuelles étaient encore prépondérantes, il ne fallait oublier, à aucun moment, le danger du développement du capitalisme à la campagne. Guidés par le mot d'ordre «S'appuyer sur le paysan pauvre, s'allier avec le paysan moyen, combattre le koulak», le Congrès recommanda d'appliquer la politique de limitation économique et d'isolement politique des éléments capitalistes à la campagne.

En un temps où les paysans travaillant leur terre à titre individuel constituaient l'immense majorité de la population rurale, le Comité central du Parti dans l'intention de tirer l'agriculture de son retard et d'accroître la production agricole, prit en faveur de cette paysannerie une série de décisions économiquement importantes, notamment l'augmentation du crédit agraire, l'intensification des travaux de bonification et de la mécanisation agricole, l'extension des superficies ensemencées, l'élévation des rendements, etc.

Le raffermissement des liens économiques entre la classe ouvrière et la paysannerie et l'accroissement immédiat des forces productives étaient considérés comme le problème le plus urgent et le maillon principal de la chaîne des tâches à remplir pour engager la campagne dans la voie socialiste. Le nouveau système de stockage et d'approvisionnement, approuvé et mis en œuvre conformément aux directives du I^er Congrès du Parti et qui ne cessa de se perfectionner pour en arriver au système actuel du commerce unique, s'avéra particulièrement bénéfique, comme un élément très important de la politique économique du Parti, visant au raffermissement des liens économiques dans le commerce à travers l'échange des produits industriels et des produits agricaux (ces liens étant plus facilement appréhendés par la paysannerie et plus avantageux pour elle) contribua directement au développement de l'agriculture et de toutes les autres branches de l'économie nationale, et résolut de façon juste la question du renforcement de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie.

Toutefois, la collectivisation de l'agriculture constituait un très gros problème économico-social d'une importance stratégique pour les destinées du socialisme, conformément au programme formulé par le I^er Congrès du Parti. L'importance de la solution de ce problème résidait dans le fait que le socialisme ne pouvait être compris ni construit sans être étendu à la campagne également, car le pouvoir politique ne pouvait reposer sur deux bases différentes, l'économie socialiste à la ville et la petite production marchande à la campagne,

conditions qui constituent au contraire une base puissante pour le développement du capitalisme et la sape du socialisme. D'autre part, ce problème était difficile à résoudre, d'abord, parce que les rapports économiques régnant à la campagne étaient de caractère divers, féodaux, bourgeois, petit-bourgeois et jusqu'à l'économie naturelle, ensuite, parce que avec la paysannerie il fallait agir avec doigté et grande pondération, car elle représentait l'immense majorité de la population du pays et avait soutenu la plus lourde charge de la Lutte de libération nationale. Dans le processus de collectivisation de l'agriculture notre Parti visait à réaliser la transformation socialiste de la campagne, sans porter atteinte aux liens et rapports d'amitié entre la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse, au contraire, en les consolidant davantage.

Pour résoudre ce problème le Parti suivit la voie léniniste de la coopération tout en respectant le principe de la persuasion du volontariat et de la progression graduelle. Il mesura bien ses pas, après avoir bien réfléchi, conformément aux conditions objectives et subjectives, sans faire traîner mais sans non plus accélérer le processus de la collectivisation. Les rythmes n'ont été hâtés que lorsque les premières coopératives (en 1955) eurent montré leur supériorité par rapport aux petites économies privées, que les possibilités matérielles et financières de l'Etat se furent accrues, que l'industrie socialiste et la classe ouvrière furent en mesure d'accroître leur contribution et que la conscience de la paysannerie eut mûri.

La collectivisation de l'agriculture en Albanie fut réalisée par des voies et sous des formes originales. Le passage directement à la forme de l'artel, comme forme principale de la coopérative agricole de type socialiste: la mise en œuvre de la collectivisation alors que la terre n'était pas nationalisée; la création de la base matérielle et technique nécessaire de pair avec le développement des coopératives, sans attendre que soit achevée l'industrialisation du pays et mise sur pied la base matérielle et technique développée de la grande production agricole; la poursuite de la politique de limitation économique et de l'isolement politique du koulak même après l'achèvement de la collectivisation; l'extension de ce processus à une période de temps relativement longue (environ 15-20 ans) et par étapes, constituent les traits fondamentaux de la façon originale avec laquelle a été résolu le problème de la transformation socialiste de l'agriculture dans notre pays.

L'achèvement, dans l'ensemble, de la collectivisation en 1960, marqua le triomphe de la seconde révolution dans les rapports agraires, la victoire du socialisme à la campagne et l'accomplissement de la construction de la base (économique du socialisme en Albanie.

Avec le développement de l'agriculture et l'engagement de la campagne dans la voie du socialisme, l'agriculture primitive céda la place à l'agriculture développée, diversifiée et complexe. Elle s'est depuis longtemps engagée dans la voie de l'intensification et de la modernisation continues, la science et la technique ont été largement introduites dans la production agricole, et les processus du travail les plus complexes mécanisés.

Le fait que notre agriculture se développe et progresse partout: dans les plaines, sur les collines et les montagnes, en maintenant le peuplement de tout le territoire du pays, qu'elle vise à satisfaire les besoins de la population en vivres et l'immense majorité des matières premières nécessaires aux industries légère et alimentaire tout en fournissant des excédents à l'exportation, constitue une victoire d'importance politique et économique, un facteur primordial du renforcement de l'indépendance du pays et de la lutte contre l'encerclement et le blocus impérialistes et révisionnistes.

Ces succès témoignent également de la vitalité et de la supériorité de notre régime socialiste, en un temps où, dans le monde capitaliste et révisionniste, se produisent une série de processus régressifs, où les campagnes sont désertées et l'agriculture ne cesse de se dégrader. Ils réfutent aussi les vues des révisionnistes modernes, qui, à travers leurs «théories» de l'intégration pacifique du capitalisme au socialisme, prêchent la voie du développement spontané de la campagne, de la coexistence de la propriété d'Etat avec le secteur privé à la campagne et à la ville. En même temps ils s'inscrivent en faux contre les «théories» et les pratiques des révisionnistes yougoslaves, qui, tout en cherchant «à démontrer», l'importance de cette coexistence, considèrent la collectivisation socialiste comme «une méthode originale d'expropriation violente de la paysannerie travailleuse».

Outre l'approfondissement du processus de transformation socialiste de la campagne, et de la voie frayée par le I^{er} Congrès du Parti la pensée économique du Parti et du camarade Enver Hoxha ouvrit des horizons clairs et efficaces pour rapprocher la propriété de groupe de la propriété du peuple tout entier, et passer graduellement de la première à la seconde, à travers la mise sur pied des coopératives de type supérieur et leur transformation en fermes d'Etat pour l'intensification et le progrès de l'agriculture aussi bien dans les plaines que dans les zones de collines et de montagnes, tout en combinant ce processus avec le perfectionnement des rapports économiques.

Le IX^{e} Congrès du Parti définit des tâches nouvelles en vue du renforcement et du perfectionnement plus poussés du système coopératif. «La propriété de groupe, souligna le camarade Ramiz Alia à ce Congrès, est loin d'avoir épuisé toutes ses possibilités de développement et de progrès».[2] Actuellement les coopératives agricoles, puissantes exploitations socialistes, ont toutes les possibilités financières et matérielles, organisationnelles et

techniques, pour porter plus avant les victoires remportées par le système coopératif et approfondir les transformations socialistes de la campagne. C'est justement à cela que servira aussi l'appel lancé par le VI[e] Congrès des coopératives agricoles, en novembre de l'année dernière.

L'élaboration et l'application de toute la ligne du Parti en matière économique, depuis le programme approuvé par le I[er] Congrès du Parti, sont fondées sur la pensée et l'action révolutionnaires du camarade Enver Hoxha. Comme le camarade Ramiz Alia l'a souligné «Le camarade Enver a élaboré et défini la ligne économique du Parti. La politique de l'industrialisation du pays, de la collectivisation de l'agriculture et de sa modernisation portent le sceau de sa pensée créatrice et originale. Il a été l'inspirateur de nos plans quinquennaux, qui représentent le niveau d'accroissement et de développement de l'économie, les fondements de l'édification de la base économique du socialisme en Albanie»[3].

Au lendemain de la libération du pays le Parti attacha une grande attention au développement de la révolution idéologique et culturelle, la considérant comme une partie intégrante de la révolution socialiste. «Notre peuple, soulignait à l'époque le camarade Enver Hoxha, a besoin de plus de pain, mais il a également besoin de plus de culture et d'instruction»[4].

Les orientations fondamentales du I[er] Congrès du Parti dans le domaine de l'enseignement, de l'art et de la culture préparèrent la plateforme du développement de la révolution idéologique et culturelle. Elles furent élaborées et mises en œuvre en lutte contre les vues et attitudes nihilistes des révisionnistes yougoslaves et du groupe K. Xoxe, qui visaient à nier les traditions et les valeurs culturelles du peuple albanais. La recommandation du Parti de s'appuyer fortement sur cet héritage était importante non seulement en ce qui concerne la phase élémentaire de la révolution culturelle, mais aussi son avenir. Traitant de cette question, le Congrès établit clairement bien du point de vue théorique et pratique que quelle que fût la richesse des valeurs de l'héritage culturel, les masses travailleuses avaient besoin d'une culture avancée, nationale dans sa forme et socialiste dans son contenu. Et, même justement pour son caractère national prononcé que notre culture nouvelle, socialiste, se distinguerait. Elle ne croîtrait et se développerait sainement que si elle poussait ses racines profondément dans le sol national.

Pour assurer le développement de la culture nationale de contenu socialiste, recommandait le Congrès, il fallait attacher de l'importance au développement du folklore, augmenter le nombre de bibliothèques et développer le théâtre. De leur côté, les ouvrages littéraires devaient traiter de nouveaux sujets, comme le patriotisme nouveau, l'héroïsme de notre peuple à la lutte et au travail, l'amitié et la fraternité avec les autres peuples progressistes du monde.

Ces enseignements sont importants actuellement aussi non seulement pour le développement, dans une juste voie marxiste-léniniste, de notre révolution en matière culturelle, mais aussi dans la lutte contre l'agression culturelle des superpuissances, qui cherchent à imposer la thèse de «l'internationalisation de la culture», thèse qui vise en fait à éliminer les traits culturels nationaux spécifiques, surtout des petits peuples, et vise la liberté, l'indépendance et l'identité nationales de ces derniers.

Le I[er] Congrès du PCA a le mérite d'avoir donné une large vision et une idée claire non seulement de l'homme de la société socialiste en tant qu'homme «cultivé et animé de nobles idéaux, ayant des exigences et des goûts culturels et moraux élevés», mais aussi de la révolution culturelle dans son ensemble, en tant que «révolution complexe, avec tous ses aspects éducatifs, littéraires, artistiques, techniques, scientifiques, idéologiques et politiques». «Le Parti communiste d'Albanie, soulignait le camarade Enver Hoxha au Congrès, accorde une importance extrême à l'application de toutes les formes du travail culturel et éducatif, politique et scientifique...»[5] Fondant cette idée sur les enseignements du marxisme-léninisme, le Congrès étendait la notion de culture socialiste jusqu'à l'assimilation de la technique et à l'éducation de l'homme de chez nous selon la morale communiste, le patriotisme et l'attitude communiste envers le travail. C'est ici qu'a son origine la thèse du camarade Enver Hoxha formulée d'une manière synthétique: «toute notre vie est et doit être culture».

Cette thèse n'a cessé de revêtir une importance particulière, non seulement théorique mais aussi pratique, en ce qu'elle a contribué à promouvoir une plus juste et plus large conception de la culture, de la place et de son rôle dans notre société socialiste. Comme le 5[e] plénum du CC du Parti l'a de nouveau souligné, cette conception présuppose que notre culture doit être matérialisée dans tout ce qui stimule la production, apporte de nouveaux développements et perfectionnements. C'est pour cette raison que la lutte pour son développement s'étend partout, comme une force capable d'exercer son influence sur tout, l'économie et l'idéologie, la technique et la science, la production et l'art, l'enseignement et la défense.

Dans leur ensemble, ces idées sont à la base de la révolution idéologique approfondie sans précédent qui a eu lieu en Albanie, depuis la lutte pour l'élimination de l'analphabétisme, que le I[er] Congrès du Parti définit la tâche la plus urgente, jusqu'aux réalisations actuelles, qui ont conduit à l'émancipation générale du peuple et à la formation de l'homme nouveau, l'une des réalisations et des victoires les plus importantes remportées par le socialisme dans notre pays. Tout en portant un coup décisif aux idéologies féodales, petites-bourgeoises,

bourgeoises et révisionnistes, cette révolution entraîna un véritable renversement de la mentalité, de la psychologie et de la conception du monde des larges masses populaires, elle a affirmé l'idéologie socialiste comme idéologie dominante.

Dans le feu de cette lutte, dirigée par le Parti, notre peuple a rejeté petit à petit les vieilles coutumes et traditions conservatrices. Il a jeté bas avec détermination tout le fardeau des «tares» du passé, qui le clouaient dans l'ignorance, il s'est affranchi des chaînes des coutumiers patriarcaux, des préjugés, superstitions et divisions religieuses, en se frayant des sentiers nouveaux pour assimiler une culture nouvelle, pétrie de la conception scientifique du monde et embrasser un nouveau mode de vie et des habitudes nouvelles.

Le I^{er} Congrès du PCA définit l'organisation de l'enseignement populaire comme la base principale du développement de la culture, tandis que l'école demeura, comme le camarade Enver Hoxha le précisa, son foyer le plus important. Dans ce domaine, ce Congrès a le mérite d'avoir posé, la nécessité de la «réorganisation radicale de l'école, d'une modification de principe de toute son activité, de la modification du contenu idéologique de l'enseignement populaire». L'école devait servir de «véhicule des idées de la politique du Parti, de ses tâches et de ses objectifs auprès des masses travailleuses» et inculquer «les nouvelles formes d'éducation socialiste» comme la «haute science» et «l'unité de la théorie et de la pratique» tout en combattant à la fois «toute idéologie et influence étrangère».

L'éducation d'hommes développés sous tous les aspects, dotés d'une instruction supérieure et de culture, sachant appliquer dans la vie les connaissances acquises à l'école, qui soient affranchis de la psychologie de la société capitaliste, fidèles à leur patrie et à leur peuple, honnêtes et dotés d'une volonté de fer, qui ne craignent pas les difficultés et sachent les affronter, était l'une des exigences les plus importantes qui se posaient au Parti.

L'application conséquente de ces directives du I^{er} Congrès du Parti communiste d'Albanie et les mesures de révolutionnarisation plus poussée de l'école et de la culture qui furent prises dans le cadre de l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle explique la formation de la nouvelle intelligentsia socialiste ainsi que le développement de la science et son application. Sans cette intelligentsia nouvelle, sans hommes cultivés, sans travailleurs instruits et qualifiés, sans spécialistes bien préparés l'existence du socialisme serait impossible comme le serait un système d'enseignement complet et développé, démocratique et socialiste, capable de préparer les générations futures, des cadres et spécialistes des secteurs les plus divers, aptes à satisfaire les besoins de tous les secteurs de l'économie et de la culture. C'est ce qui détermine aussi la grande sollicitude que le Parti n'a jamais cessé de témoigner à la création et au progrès de la nouvelle science albanaise, qui s'appuie aujourd'hui non seulement sur un vaste réseau d'institutions spécialisées, mais aussi sur une véritable armée de collaborateurs qualifiés, qui sont à même de promouvoir les études dans les domaines les plus divers des sciences sociales, naturelles et techniques, d'élaborer et de mettre en œuvre des projets grandioses, de résoudre par leurs propres forces des tâches ardues et complexes, au profit du développement de l'économie et de la culture matérielle et spirituelle socialiste.

Se fondant sur la méthode de l'analyse de classe il a toujours adopté, dans le processus d'intégration des vieilles valeurs et traditions positives de la culture nationale et de leur développement au sein de la nouvelle culture socialiste, une juste attitude quant au rapport entre le nouveau et l'ancien, le présent et le passé, entre ce qui est national et ce qui est étranger, entre l'art professionnel et l'art amateur populaire. Appliquant les recommandations de son I^{er} Congrès, soulignant «qu'il doit avoir en vue la lutte acharnée à mener contre toute influence des idéologies bourgeoises dans notre pays», le Parti a affranchi notre culture de beaucoup d'influences étrangères, aristocrates ou vulgaires, nationalistes ou cosmopolites, conservatrices ou décadentes, nihilistes ou exaltées, qui, bien que n'ayant pas des racines profondes, entravaient son développement progressif. Dans cette voie, le Parti a défendu et développé davantage les principes marxistes sur la théorie et les arts, la méthode du réalisme socialiste, l'esprit de parti prolétarien, leur caractère nationale et populaire, l'humanisme et l'internationalisme socialiste. Cette épuration qui a eu lieu non seulement dans la sphère de la créativité, mais dans les esprits des gens et dans leur mode de vie, a ouvert de larges voies au développement de la culture populaire, démocratique et socialiste. Le raffermissement de la vigilance visant à neutraliser toute pression idéologique étrangère, exercée du dehors ou du dedans, surtout certaines imitations des modèles de culture étrangère et même l'indifférence à leur égard, à travers l'amélioration de la qualité de notre culture et de tout son potentiel militant, constitue actuellement Tune des tâches les plus importantes à résoudre.

Le I^{er} Congrès du PCA recommanda que l'enseignement, l'art et la culture «deviennent le bien du peuple, à travers leur assimilation par les larges masses populaires». Conformément à cette directive, notre révolution culturelle s'est toujours caractérisée par un profond contenu démocratique. Comme l'a souligné le camarade Ramiz Alia, le socialisme est l'œuvre de la force et des énergies physiques des masses, mais il est de plus en plus l'œuvre de leur sagesse, de leurs connaissances, de leur pouvoir intellectuel, de leur créativité culturelle.

La vaste propagation de renseignement, qui comprend actuellement un tiers environ de la population et l'extension à chaque coin de notre patrie du réseau des institutions culturelles, la participation active des masses à

l'expérimentation scientifique; le puissant mouvement révolutionnaire des novateurs et rationalisateurs de la production; les festivals folkloriques nationaux et tout le mouvement artistique d'amateurs, etc., sont quelques exemples, parmi tant d'autres qui illustrent le caractère profondément démocratique de notre culture.

Les succès dans le domaine de la culture sont immenses et pourtant le Parti exige que les tâches relatives au développement culturel soient conçues à partir du stade actuel du développement de notre société et les perspectives nouvelles ouvertes par le IX^{e} Congrès du Parti, qui demandent un développement plus poussé du point de vue quantitatif et qualitatif. C'est à l'élaboration concrète de ces objectifs et aux voies menant, à leur réalisation que consacra son attention le 5^{e} plénum du CC du PTA. C'est à cet objectif que vise également la lutte de front entreprise par le parti pour la mise en œuvre des tâches très importantes assignées par ce plénum.

Au premier Congrès du PCA revient également le grand mérite comme on l'a souligné dès le début d'avoir approuvé le programme de la construction des bases du socialisme. Or, dans la situation et les circonstances où se trouvait notre Parti à l'époque, ce programme ne pouvait être mis en œuvre ni le tournant réalisé sans la neutralisation complète de l'intervention hostile des révisionnistes yougoslaves. Comme le camarade Enver Hoxha l'explique dans son ouvrage «Les Titistes» la lutte pour démanteler cette ingérence était d'une importance vitale pour les destinées du peuple, de la révolution et du socialisme dans notre pays, c'était une lutte à mort entre la voie socialiste et la voie capitaliste de développement, une lutte pour défendre la liberté et l'indépendance nationales conquises au prix du sang versé et des sacrifices consentis si l'on ne voulait pas tomber dans une servitude nouvelle.

Les titistes, notamment par l'intermédiaire du groupe de K. Xoxe, avaient cherché de toutes leurs forces et par tous les moyens à imposer à notre Parti leur idéologie, leur politique et leurs pratiques antimarxistes, ce qui était très dangereux, non seulement du fait que leur ligne tout entière était, dans son essence, erronée, révisionniste, mais aussi parce qu'ils nourrissaient à l'encontre de notre Parti et de notre pays des desseins subversifs et chauvins.

Le Congrès dénonça les dirigeants du PCY comme des traîtres à la cause du socialisme et de l'internationalisme prolétarien et condamna sévèrement leurs visées social-chauvines et colonialistes contre la RPSA. C'est de la même manière qu'ils furent caractérisés par le CC du PC de l'Union soviétique avec Staline à sa tête ainsi que plus tard par le Kominform, qui les accusèrent d'avoir abandonné le marxisme-léninisme et de s'être engagés dans la voie du révisionnisme; d'avoir trahi le socialisme et d'avoir glissé vers les positions du nationalisme bourgeois. Il souligner qu'il ne s'agit pas ici d'une coïncidence, mais d'une unité de pensée, basée sur les mêmes critères analytiques dialectiques marxistes-léninistes. Nombre de pratiques appliquées par la direction yougoslave, loin d'être conformes à la théorie marxiste-léniniste et au socialisme scientifique, témoignaient au contraire, qu'elle suivait une ligne opportuniste conduisant à la restauration du capitalisme à la violation de toutes les normes marxistes-léninistes de la composition du parti prolétarien et de son rôle. De ce fait, l'Etat yougoslave également n'était pas un Etat de la dictature du prolétariat, mais l'Etat d'une classe bourgeoise, laquelle, en alliance avec l'ancienne bourgeoisie, combattait pour la restauration de l'ancien ordre bourgeois orné d'étiquettes «socialistes». Le nombre inouï de faits qui n'ont jamais tari ainsi que les analyses successives de notre Parti de la dénonciation politique et idéologique des révisionnistes yougoslaves, qui ont trouvé leur plein reflet dans un grand nombre de documents du Parti et en particulier dans l'œuvre majeure du camarade Enver Hoxha «Les titistes», n'ont cessé de démontrer combien les conclusions du 1er Congrès du PCA vis-à-vis des renégats de Belgrade étaient justes et clairvoyantes.

A part la dénonciation et la condamnation des révisionnistes yougoslaves, le Parti mena jusqu'au bout sa lutte pour démanteler le groupe de comploteurs de K. Xoxe, qui, comme il a été souligné par la Résolution du Congrès, «en entière collaboration et coordination avec le groupe nationaliste-trotskiste de Tito et Rankoviç, cherchèrent à détruire notre Parti, à supprimer l'indépendance de notre pays et à faire dégénérer notre République populaire en une colonie yougoslave et une république bourgeoise vassale de l'impérialisme».[6]

Les révisionnistes yougoslaves étaient les principaux responsables des déformations constatées dans l'application de la ligne révolutionnaire de notre Parti en matière aussi bien politique qu'organisationnelle, bien qu'ils ne fussent parvenus, ni par leurs pressions multiples ni par leurs actions d'agents, à porter atteinte à la politique prolétarienne que notre Parti appliquait concernant la lutte de classes, la politique économique et sa ligne révolutionnaire en général.

Avec la défaite de l'intervention hostile des révisionnistes yougoslaves, le Congrès marqua, du point de vue idéologique, le triomphe du marxisme-léninisme sur l'opportunisme et le trotskisme tout en créant les prémisses nécessaires à la consolidation du Parti, de son unité et de son rôle de guide. Cela devint possible surtout à la suite de la prise de mesures concrètes pour l'élimination de toutes les déformations organisationnelles et l'élaboration d'une ligne organisationnelle marxiste-léniniste, comme condition indispensable de la mise en œuvre de la juste ligne politique du Parti.

L'approbation par le Congrès des statuts du PTA était non seulement le premier acte fondamental dans ce sens, mais aussi un important événement dans la vie du Parti, car ils joueraient, en tant que loi fondamentale, un rôle important dans l'instauration de la démocratie et barrerait la voie à toute violation des principes et des normes régissant la vie interne du Parti. L'appui sur le centralisme démocratique dont il était précisé qu'il devait «être appliqué et préservé comme le bien le plus précieux»; le développement incessant de la démocratie interne au sein de tous les organismes du Parti; la solution des problèmes sur la base de critique et d'autocritique, la direction collégiale et l'unité de pensée et d'action; le renforcement continu des liens avec les larges masses travailleuses, surtout à travers les organisations de base, comme premier maillon de ces liens; l'accroissement du rôle d'avant-garde des communistes, appelés à s'ériger en exemple, à se garder de toute pression de l'idéologie bourgeoise, à instruire les masses et à s'instruire auprès d'elles; la vigilance révolutionnaire accrue pour la défense du Parti et de sa ligne contre l'action des ennemis, l'accomplissement d'un travail systématique par les organes et organisations du Parti et par chaque communiste en particulier pour l'assimilation des bases du marxisme-léninisme et la connaissance des lois du développement économique et social — tels étaient quelques-uns des principes et des normes des plus importants qui émanaient des Statuts du Parti et que le Congrès souligna avec force en vue de la révolutionnarisation du Parti et de son rôle de guide.

L'application de ces principes mettait fin à l'existence déloyale du Parti dans une position de semi-clandestinité et à la dissimulation de son programme dans le cadre de celui du Front démocratique, ce qui lui était imposé par la direction yougoslave et que le Congrès considéra comme «une très grave erreur» en ce que cela affaiblissait le rôle dirigeant du Parti dans toute la vie du pays et menait à sa liquidation. Les Statuts garantissaient, dans l'ensemble, l'unité politique, idéologique et organisationnelle du Parti en tant que condition indispensable de la préservation et du renforcement de son unité avec les masses.

La nécessité des liens avec les masses était dictée non seulement par le fait que sans l'existence de ces liens et sans leur consolidation le Parti ne pouvait s'acquitter de sa mission d'état-major politique et idéologique du prolétariat, mais aussi par l'autre fait que des attitudes injustes et incorrectes, préjudiciables à ces relations et qui, d'une manière ou d'une autre, étaient exploitées par les ennemis de classe à leurs fins, avaient été constatées dans ses relations avec des couches sociales différentes. L'adoption, dans des cas particuliers, d'attitudes politiques erronées à l'égard de la petite bourgeoisie patriote et de la couche des intellectuels; l'arrêt de mesures économiques sévères qui entraînaient l'élimination prématurée par la voie administrative des petits commerçants, la qualification injuste d'ennemis du peuple d'un nombre de patriotes issus des couches moyennes qui s'étaient battus pour la libération de la patrie; le coup porté arbitrairement à un vaste cercle d'intellectuels à cause de l'activité hostile déployée par des éléments intellectuels particuliers, représentaient autant d'erreurs aux graves conséquences, qui devaient être corrigées, car elles répandaient parmi le peuple un sentiment d'insécurité et affaiblissaient les liens du Parti avec les masses.

Toute la période historique écoulée depuis le I^{er} Congrès du PCA jusqu'à ce jour, est l'histoire d'une âpre lutte de classe, sur tous les fronts, contre tous les nombreux ennemis, du dehors et du dedans. Il a fallu à notre Parti et à notre peuple se heurter à des bandes d'agents de subversion et de saboteurs, à la résistance des classes exploiteuses et de leurs débris, aux provocations et aux chantages de l'impérialisme, aux intrigues et aux complots ourdis par les révisionnistes et à tous les autres groupes d'ennemis, jusqu'au plus grand complot, celui de l'agent multiple Mehmet Shehu et de sa bande.

Notre Parti a toujours été à l'avant-garde de la lutte contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique. Il a mené une lutte intransigeante contre les blocs militaires, la course aux armements, l'installation de bases militaires étrangères dans divers pays, contre les efforts des puissances impérialistes pour déclencher la guerre, non sans dénoncer leur démagogie pacifique et tout complot de leur part aux dépens de la liberté et de la souveraineté des peuples, apportant ainsi une contribution remarquable à la défense de la paix et de la sécurité internationale. C'est toujours au PTA et au camarade Enver Hoxha que revient le mérite d'avoir rejeté les «conseils» et les «recommandations» des révisionnistes relatifs au développement de notre pays, en le sauvant de leur dépendance coloniale, comme il l'a sauvé également en fermant les portes à la pénétration des capitaux étrangers et des sociétés multinationales, aux aides et crédits asservissants offerts par la bourgeoisie impérialiste. Cependant, il faut souligner que toute la politique extérieure de la RPSA n'a jamais été une politique d'isolement et de repli sur soi, qu'elle a été par contre une politique de relations correctes et égales, sur la base des principes connus de la coexistence pacifique avec tous les Etats du monde (à part les superpuissances), indépendamment des systèmes politiques et sociaux qui y règnent, une politique de bon voisinage avec les peuples et les pays proches du nôtre, avec tous ceux qui désirent avoir des relations de ce genre avec notre pays.

Notre Parti a soutenu ardemment les luttes révolutionnaires et de libération du prolétariat et de toutes les forces qui aspirent à la liberté, aux droits démocratiques et au progrès social et qui combattent dans ce sens. Il s'est toujours opposé avec détermination à toute forme d'exploitation, de diktat, d'hégémonie, d'oppression nationale et aux discriminations raciales, à la violation de la souveraineté nationale et de l'égalité dans les relations internationales.

Notre Parti n'a jamais séparé sa lutte contre l'impérialisme, la bourgeoisie et la réaction de la lutte contre le révisionnisme. Il en a fait au contraire une «pierre de touche», une «ligne de démarcation» pour toutes les forces politiques de l'époque, permettant de distinguer les combattants et les révolutionnaires véritables des pseudo-révolutionnaires et des traîtres.

L'expérience accumulée dans la lutte contre le révisionnisme yougoslave, sur la base de toutes les conclusions tirées par le I^{er} Congrès du PCA, qui ont été par la suite approfondies encore davantage, inculquèrent à notre Parti le courage de se dresser, le premier, pour affronter le défit du courant né récemment, le révisionnisme khrouchtchévien, et de toute autre variante du révisionnisme moderne. Cette lutte est une page brillante de l'histoire de notre Parti.

Le PTA et le camarade Enver Hoxha ont mis à nu et analysé, sur des basas scientifiques, les raisons objectives et subjectives de l'apparition du révisionnisme moderne, ils ont clairement défini sa nature et son rôle contre-révolutionnaires, ses liens avec l'impérialisme et sa stratégie anticommuniste et dénoncé à la fois les théories et les pratiques anti-marxistes de ses variantes reconnues. «Le Parti du Travail d'Albanie, a souligné le camarade Ramiz Alia au IX^{e} Congrès du PTA, poursuivra, comme il l'a fait jusqu'à présent, sa lutte de principe contre le révisionnisme moderne et tous ses courants pour défendre le marxisme-léninisme, la cause de la révolution et du socialisme, il ne ménagera pas ses énergies et ses efforts pour mener cette lutte jusqu'au bout».[7]

Ce sont les grandes épreuves qui démontrent la force des idées et des principes sur lesquels se guide tout parti ainsi que la justesse de sa direction. L'Albanie est le pays où le révisionnisme moderne n'a pas passé, c'est le pays qui demeura fidèle au marxisme-léninisme et où la dictature du prolétariat, loin d'être sapée, comme cela s'est produit dans les autres pays de l'ancien camp socialiste, s'est renforcée et consolidée encore davantage.

Notre Parti a tiré de la tragédie de la restauration du capitalisme en Union soviétique et dans les autres pays anciennement socialistes, des leçons et des conclusions d'une grande valeur théorique et pratique pour barrer la voie à la pénétration de ce danger mortel et garantir la continuité de la révolution et de l'édification socialiste.

L'expérience de l'Albanie socialiste a démontré on ne peut mieux que ce phénomène régressif n'est aucunement une fatalité, mais seulement une possibilité, qui peut être éliminée si le parti marxiste-léniniste authentique poursuit une politique prolétarienne révolutionnaire et prend toutes les mesures nécessaires pour frapper au moment voulu et extirper tout phénomène négatif qui risque d'entraîner la dégénérescence de l'ordre socialiste en ordre capitaliste. Le ferme attachement aux positions marxistes-léninistes et la révolutionnarisation incessante de sa vie interne, le raffermissement de la dictature du prolétariat et l'élargissement de la base de la démocratie socialiste; la trempe continue de la conscience des gens et de leurs conceptions du monde; le développement conséquent de la lutte de classe contre les ennemis au sein même du Parti, contre le bureaucratisme et le libéralisme, le sectarisme et le conservatisme, l'application correcte, sans concessions, du principe de rémunération selon le travail fourni, sans permettre ni la création de couches privilégiées ni l'égalitarisme petit-bourgeois, l'établissement de justes rapports entre les cadres et les masses, etc., — ce sont là les facteurs les plus importants qui ont empêché l'apparition du révisionnisme dans notre pays.

Dans leur essence, ces facteurs que nous faisons ressortir, ne concernent pas simplement des phénomènes fortuits, mais de grands principes, des lois objectives que le I^{er} Congrès du PCA a affirmées en les mettant aux fondements de toute la vie et de l'activité révolutionnaire du Parti. C'est justement pour ces raisons que ce congrès demeurera dans la glorieuse histoire du PTA l'un des événements les plus importants, d'une valeur théorique et pratique exceptionnelle, toujours actuelle pour les destinées du Parti du Travail d'Albanie, du peuple albanais et de l'Albanie socialiste.

Notes :

1. PTA, *Documents principaux,* t. I, Tirana, 1971, p. 565.

2. Ramiz Alia, *Rapport au IX^{e} Congrès du PTA,* éd. fr., p. 61.

3. Ramiz Alia, *Enver Hoxha et son œuvre vivent et vivront toujours,* pp. 11-12.

4. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 3, p. 305.

5. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 5, p. 438.

6. *Documents principaux du PTA,* t. I, Tirana, 1971, p. 575.

7. Ramiz Alia, *Rapport au IX^{e} Congrès du PTA,* éd. fr., p. 188.

Kristaq Angjeli (Maître de conférences près la Faculté des Sciences politiques et juridiques) —
L'influence des facteurs psychologiques sur la réalisation des tâches de l'édification socialiste

Les masses ne comprendront les tâches qui leur incombent dans chaque domaine de la vie et ne se mobiliseront pour les réaliser, que si on leur inculque toujours plus profondément et consolide dans leur conscience des convictions stables et saines, si l'on renforce de jour en jour leur psychologie sociale socialiste. Le facteur psychologique a toujours été apprécié et considéré par le Parti comme l'un des importants facteurs subjectifs qui exercent une influence directe. «Par-dessus tout, il est nécessaire de renforcer les saines convictions politiques et idéologiques, celles notamment de la justesse du système socialiste, de sa supériorité et de ses possibilités infinies de développer sur tous les plans la société et l'individu»[1], a souligné le camarade Ramiz Alia. A part leur aspect idéologique et conceptuel ces convictions ont aussi leur aspect psychologique sans lequel elles ne peuvent être matérialisées dans les actes et les comportements des masses, des classes, des collectifs et des individus particuliers.

Dans la pensée théorique du Parti, dans les œuvres du camarade Enver Hoxha, dans les discours du camarade Ramiz Alia nous trouvons analysées les tâches à remplir en vue du perfectionnement de la psychologie des masses ainsi que bien d'autres problèmes de la psychologie socialiste, du domaine social comme du domaine philosophique.

La psychologie sociale a subi et subit des transformations constantes quantitatives et qualitatives, rapides et multiples, qui ont conduit au changement et à l'enrichissement du monde spirituel de l'homme de notre société. Ces changements et ces enrichissements sont le reflet des transformations opérées à la base et dans la superstructure, dans la conception du monde et la mentalité des masses travailleuses, dans le style et les méthodes d'organisation et de direction de la société par le Parti et l'Etat socialiste.

Lorsque l'on parle des grandes transformations qui ont été et sont réalisées chez nous, il faut savoir qu'elles occupent une place très importante sur le plan de la psychologie sociale. Toute évolution dans le système des rapports sociaux, dans l'activité dirigeante, dans le style et la méthode de travail et partout ailleurs se reflétera aussi dans l'évolution de la psychologie sociale, c'est-à-dire dans les idées et les conceptions des hommes sur ces problèmes, dans les attitudes et les jugements à l'égard du nouveau et de l'ancien.

On se heurte là à la dialectique et à l'influence réciproque entre l'être social et la conscience sociale, à l'action de la vie spirituelle et dans ce cas précis, de la psychologie sociale, pour modifier les conditions de vie matérielle. La juste conception des changements et des développements que connaît la psychologie sociale socialiste des masses travailleuses dans les conditions actuelles, du rôle actif positif qu'elle joue dans la réalisation des tâches de l'édification socialiste, est importante en vue du grand bond important à accomplir pour transformer l'Albanie en un pays industriel-agricole avancé, autrement dit, elle revêt une importance théorique et pratique pour tout le travail du Parti.

Notre Parti a connu les difficultés et les avantages d'une saine formation psychologique des masses. Il a toujours considéré la psychologie sociale socialiste comme un domaine complexe et délicat et s'est appliqué à mieux connaître la nature et les lois de sa formation, ses fonctions et son grand rôle dans la vie sociale. Ce n'est pas par hasard qu'il a chargé les sciences sociales d'en faire un objet de leur étude et de donner des recommandations en vue de son perfectionnement future. Cette tâche a également été énoncée au IX^{e} Congrès du PTA.

La conscience sociale reflète tant les lois et les phénomènes de la réalité que le jugement porté sur celle-ci. Elle en embrasse les éléments rationnels mais en même temps émotionnels. A travers cette conscience les hommes se rendent compte de l'attitude à adopter envers la réalité, une attitude qui peut être active ou passive, progressiste ou régressive. C'est à partir de cette position que nous jugeons nous-mêmes quand nous parlons de la psychologie socialiste, dont le perfectionnement et le développement deviennent à présent plus qu'indispensables.

Ce perfectionnement et ce développement présupposent, en premier lieu l'enrichissement du monde spirituel des masses et de l'individu par de justes motivations et orientations dans leurs comportements et leurs actions; la formation non seulement d'un mode de penser mais aussi de sentir, révolutionnaire, qui serve à adopter une attitude active et militante, à élever l'esprit d'initiative et le courage révolutionnaire pour découvrir et proposer les meilleures solutions aux grands problèmes qui surgissent.[2]

Deuxièmement, ils sous-entendent la manifestation de nouvelles habitudes psychologiques, leur transformation et leur perfectionnement ininterrompu parce que les vieilles pratiques, l'esprit de routine, les méthodes et le style dépassés immobilisent les hommes et créent «un type social qui se borne à exécuter mécaniquement sans réfléchir, qui répète et transmet des choses connues, qui n'apporte rien de nouveau au travail, à la science, à la culture».[3]

Au stade actuel, le perfectionnement de la conscience et de la psychologie socialistes n'a pas pour sujet uniquement un nombre défini d'individus, il concerne aussi toutes les larges masses travailleuses. Par là même, il englobe les idées et les sentiments des hommes, les motifs de leurs actions et de leurs attitudes, comme il comprend aussi leur attitude consciente envers leurs devoirs, le sens de leur responsabilité. leur souci opérant de raffermir l'ordre et la discipline, leur participation active et résolue à toutes les activités économiques, politiques, culturelles, scientifiques etc. Le perfectionnement et le développement de la psychologie socialiste impliquent la formation de représentations, de sentiments et d'émotions qui servent à chacun non seulement à comprendre comme il faut les tâches fixées par le Parti mais aussi à assumer une responsabilité personnelle ou collective pour leur accomplissement. Ainsi notre sujet social devient une grande force d'action pour leur réalisation à tout prix et en toute circonstance.

Le développement et le perfectionnement de la psychologie socialiste nouvelle se réalise à travers une juste et harmonieuse combinaison des rapports société-collectif-individu. Ces rapports sont en coopération réciproque et ont leur dynamique. C'est pourquoi, en les combinant de façon dialectique on peut regrouper en un seul courant, comme l'a indiqué le IX^{e} Congrès du PTA, tous les efforts et toutes les énergies des hommes afin qu'ils travaillent en harmonie et avec un esprit de solidarité, de collectivisme, qu'ils s'entraident dans les bons, comme dans les mauvais jours, qu'ils vivent en amitié et amour sincères. Les disproportions et les contradictions qui surgissent entre ces rapports se refléteront également, si elles ne sont pas résolues au cours de leur processus et dans des conditions concrètes, sur le pian de la psychologie sociale, elles contribueront à maintenir vivants ou à ranimer les éléments de la psychologie bourgeoise et petite-bourgeoise avec toutes leurs manifestations négatives comme: l'indifférentisme et le parasitisme, l'égoïsme et l'esprit de profiteur, qui constituent la source principale des attitudes indignes envers le travail et la propriété, des comportements incorrects dans les rapports avec autrui.

Le développement de la psychologie socialiste nouvelle au niveau requis exige qu'on tienne compte du fait que les classes, les groupes et les individus ont à part leurs traits communs sous l'aspect psychologique des traits particuliers qui doivent être mis en relief, connus et généralisés afin que le Parti et les diverses organisations politiques et sociales puissent mener efficacement leur travail différencié de persuasion et d'éclaircissement.

Notre Parti a toujours considéré le perfectionnement de la psychologie socialiste en étroite liaison avec l'activité pratique de transformation des masses, en étroite liaison avec l'action révolutionnaire. La pratique et l'action révolutionnaires créent aux masses travailleuses des conditions assez favorables pour obtenir des succès dans leur activité ou leur créativité matérielle, mais elles influent directement aussi sur la formation et la trempe de leur conscience socialiste. La pratique sociale, riche et diversifiée, sert à la fois de critère pour juger si les principes, les normes sociales et les lois du développement social sont assimilées par les niasses, si elles sont devenues partie intégrante de leur conception du monde et de la psychologie des masses, de leurs actions et de leurs comportements dans la vie. Elle apporte des changements positifs dans le développement des valeurs matérielles et spirituelles, et contribue à ce que les masses se convainquent du rôle inhibiteur que jouent les usages surannés, les sentiments, les conceptions et les préjugés de la psychologie petite-bourgeoise.

Le travail à mener pour le développement de la nouvelle psychologie socialiste présuppose avant tout une transformation des idées, des sentiments, des attitudes qui ne répondent plus à notre développement objectif dans les conditions nouvelles. C'est un élément qui doit être pris en compte à tous les niveaux du travail d'éducation et de persuasion auprès des gens. Il existe à cela des obstacles et il faut les connaître parce que l'évolution et la transformation des idées, des sentiments, des pratiques et du système de valeurs enracinés graduellement chez les gens de chez nous ne peuvent être réalisées d'un coup.

«A l'époque du Parti, a souligné le camarade Ramiz Alia au 5^{e} plénum du Comité central, s'est formé l'homme nouveau, affranchi des préjugés du passé et doté de sentiments et d'idées nobles». Cet homme nouveau est porteur de valeurs positives qu'il enrichit, multiplie grâce à sa participation active à la vie économique, politique et sociale. S'imaginer que ce système de valeurs est parfait serait une attitude métaphysique. En effet, le développement et le perfectionnement des rapports sociaux socialistes requièrent qu'on dépasse les idées et les conceptions surannées qui se sont érigées en obstacle, la méthode et le style de penser qui ont fait leur temps. La pensée inerte et rigide qui végète dans la psychologie sociale est étrangère à la dialectique. A cet égard les masses doivent tout concevoir de façon dialectique et agir de façon révolutionnaire. Nous devons, comme l'a souligné le camarade Ramiz Alia, «traiter chaque nouveau problème, économique, politique, idéologique ou culturel, avec un courage révolutionnaire, un esprit créatif et de façon dialectique».[4]

Le perfectionnement et le développement de la psychologie socialiste nouvelle, se sont réalisés et se réalisent à travers une lutte contre une série de phénomènes négatifs qui entravent la marche en avant et freinent le développement de notre nouveau système social. La psychologie nouvelle n'admet pas les attitudes étrangères au travail, les jugements et les sentiments qui conduisent à concevoir le travail comme une activité pour soi-même, elle considère nuisibles également l'indolence et le travail sans qualité, les attitudes peu consciencieuses envers

la propriété, qui en entraînent la dégradation et le gaspillage, les infractions à la discipline ou à son relâchement, la tendance à prendre à la société plus de ce qu'on lui donne. La psychologie socialiste n'admet pas les traditions les coutumes et les usages conservateurs dans le comportement, le mode de vie et les rapports familiaux pas plus que les attitudes indignes envers la personnalité et la figure de la femme et de l'homme de notre société nouvelle. D'autre part, les attitudes libérales et la corruption, les goûts extravagants, l'indifférentisme et l'attitude passive envers le désordre et l'indiscipline, le favoritisme et l'esprit de copinerie, la violation des normes morales qui régissent et garantissent notre vie saine et pleine de dignité, loin de se concilier avec la psychologie socialiste, sont en opposition avec elle.

Le IX^{e} Congrès du Parti a également critiqué la psychologie du sectarisme, avec tous ses risques qu'il conduise à la déformation et à la dégénérescence de la conscience socialiste. Le sectarisme est fait de jugements et de sentiments étroits qui s'attachent à une vision ancienne et conservatrice des choses. Il ne comprend pas ou il saisit avec peine les transformations dans la vie économique et sociale, concevant et jugeant les divers phénomènes d'une façon unilatérale et non pas comme un complexe de rapports et d'intérêts sociaux, avec les changements et les progrès qu'ils connaissent. Les attitudes et les mentalités sectaires suscitent chez les hommes un sentiment de mécontentement, de froideur, les obligent à ne pas parler des choses comme ils les pensent et les sentent. Le porteur de la psychologie sectaire se révolte et s'indigne envers les manifestations négatives, mais ce n'est pas une indignation légitime et révolutionnaire, car au lieu de lutter vraiment pour changer la situation conformément aux exigences de l'époque et aux normes de la société socialiste, il résout les problèmes par des actions hâtives, des plaintes et des lamentations, sans travailler, sans s'obstiner, sans s'engager dans l'action avec un esprit de militantisme et de dévouement.

La mentalité sectaire est celle des gens qui ne comprennent ni ne sentent les transformations qui s'opèrent. Le porteur de cette mentalité s'occupe plutôt de futilités et ne prête pas attention aux choses importantes et de principe, il recule devant les difficultés ou adopte une position défensive.

Les traits de la psychologie petite-bourgeoise ne se trouvent pas à l'état pur chez tous ses porteurs parce que la vie est non seulement plus variée mais aussi plus riche en manifestations et en individualités. Ces éléments de la psychologie petite-bourgeoise ne sont pas typiques dans notre psychologie socialiste nouvelle, ils y constituent un corps étranger, un résidu. Malgré tout ils ont leur force d'action, une force régressive. Ces «tares» qui pèsent sur la conscience des hommes comme une angoisse de l'ancien monde, ainsi que l'expérience le confirme, ne peuvent être déracinées ni en un jour ni en un an, il faut pour cela un travail organisé et une lutte persévérante pendant des décennies entières.

La psychologie du sectarisme n'est pas fatalement inévitable. L'expérience a prouvé qu'elle- peut être extirpée par la lutte et un travail pratique révolutionnaire pour la réalisation des tâches, à travers la critique et l'autocritique et l'influence de l'opinion sociale saine, à travers l'assimilation de l'idéologie scientifique marxiste-léniniste, et la conviction de son bien-fondé.

La psychologie socialiste nouvelle est l'une des composantes importantes du facteur subjectif, dont le rôle s'accroît toujours plus dans notre société.

Dans la pensée théorique du PTA et du camarade Enver Hoxha on trouve toute une série d'éléments qui permettent de saisir le contenu théorique du facteur subjectif. Dans le sens le plus large du terme, le facteur subjectif de notre société comprend avant tout l'activité consciente fondée sur la connaissance et l'application des lois objectives de l'évolution de la nature et de la société. Cette activité consciente se rattache étroitement entre autres, au rôle actif de la conscience sociale pour le développement de la société socialiste. L'élément conscient ou l'activité consciente pénètre entièrement le contenu du facteur subjectif et son rôle en régime socialiste. Les sujets sociaux et plus généralement le facteur subjectif sont avant tout, l'objet de l'action des rapports matériels, sociaux, en tant que facteurs objectifs, qui déterminent en fin de compte la réalisation pratique de l'activité consciente créatrice du facteur subjectif. Ces facteurs objectifs doivent être bien connus et pris en compte.

Lorsqu'on parle des sujets sociaux on entend les classes amies, la classe ouvrière et la paysannerie coopérée ainsi que la couche de l'intelligentsia populaire. Parmi ces sujets sociaux notre Parti a toujours mis en évidence le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière ainsi que le rôle très important de la paysannerie coopérée dans l'édification socialiste. Mais le terme «sujets sociaux» comprend également le rôle dirigeant du PTA ainsi que toutes ses courroies de transmission, comme l'administration étatique et les organisations politiques et sociales.

D'autre part, le facteur subjectif comprend, à part les sujets sociaux, les vues et les conceptions politiques, juridiques, philosophiques, morales, esthétiques et scientifiques, l'état moral psychologique des masses travailleuses. En d'autres termes, le facteur subjectif comprend l'idéologie et la psychologie sociale socialiste, qui, grâce aux transformations sociales et au travail d'éducation et de persuasion, sont devenues le sang des masses et servent de motif pour agir consciencieusement.

Les traits et les attributs conceptuels et psychologiques qui caractérisent les sujets sociaux dans notre société sont, entre autres, le haut niveau de conscience, l'organisation, la discipline, l'activité, l'initiative, le dévouement, l'esprit de sacrifice, la fierté nationale et patriotique, la profonde maturité politique, le courage, la détermination d'avancer dans. la voie du socialisme. Toutes ces caractéristiques inculquées grâce au travail mené par le Parti tous les jours, agissent dans leur unité dialectique et servent à mobiliser les hommes dans la réalisation des diverses tâches. qui leur ont été assignées.

Souvent, dans le travail idéologique de propagande, les notions de facteur subjectif et de facteur humain sont employées dans un seul sens.. Mais il existe une distinction entre elles. Généralement, le facteur subjectif sous-entend les classes, les organisations politiques comme sujets sociaux agissant dans l'évolution historique, tandis que le facteur humain est employé plutôt pour caractériser la conception du monde et la psychologie de l'homme nouveau qui agit dans le système des rapports sociaux socialistes qui sont: les rapports économiques, politiques, techniques, scientifiques et familiaux. La notion de facteur humain est une concrétisation et un enrichissement du facteur subjectif.

Notre Parti a toujours pris en compte le facteur humain et son rôle pour la réalisation de toutes les tâches de l'édification socialiste. Il l'a considéré comme le capital le plus précieux, aussi a-t-il veillé à son développement en conformité avec les conditions et les circonstances. C'est pour cette raison que l'homme nouveau n'est pas traité comme une notion théorique et idéelle appartenant au futur, mais comme une réalité concrète qui agit dans chaque famille, dans chaque collectif, partout. Il manifeste sa conception du monde et sa psychologie nouvelle dans la motivation de ses attitudes et de ses actions. Par son comportement et son activité au service du socialisme, il montre sa culture et sa personnalité sociale, il affirme sa conception du monde et sa psychologie.

Dans les conditions actuelles, alors que les tâches sont devenues plus complexes, le Parti pose comme impératif la participation active de ce facteur, de ses qualités conceptuelles et psychologiques, de son potentiel intellectuel et moral. Les nouvelles conditions et les nouvelles tâches exigent que son activité créatrice soit mise toujours plus en évidence et serve de critère général de la mesure et de l'appréciation de toutes ses attitudes et de toutes ses actions.

Pour une meilleure participation du facteur humain à la réalisation des tâches de l'édification socialiste, il est nécessaire d'utiliser avec soin et une imagination créatrice tous les procédés, toutes les méthodes et les formes de travail éducatif, politique et économique, idéologique et psychologique, moral et culturel. Dans le cadre de ces formes et méthodes, la priorité est accordée actuellement à la participation du facteur humain à l'activité pratique révolutionnaire qui contribue à promouvoir tous les rapports sociaux socialistes.

Le facteur humain joue un rôle particulier dans le développement des forces productives et le perfectionnement des rapports de production socialistes. Le IX^{e} Congrès a souligné qu'actuellement les activités se sont multipliées et les problèmes économiques devenus plus compliqués. Mais pour les affronter et les résoudre, il est nécessaire avant tout que les hommes se convainquent et prennent conscience de cet état de choses. A cet effet, il est indispensable d'accroître la force de recommandation et d'action de la pensée théorique économique et de généraliser aussi l'expérience des masses et des cadres afin de trouver des voies optimales, d'exploiter le potentiel du pays et d'éclaircir la perspective.

Dans les conditions actuelles, la réalisation des tâches importantes du IX^{e} Congrès du Parti requiert que la conscience théorique et la psychologie économique des masses et des cadres soient portés à un plus haut niveau et, en se développant conformément aux lois économiques du socialisme, servent à résoudre les contradictions, à éclaircir la perspective, à mobiliser tout le potentiel humain et matériel afin de développer et d'accélérer le mode socialiste de production.

Pour réaliser ces objectifs il est nécessaire d'inculquer des conceptions et des convictions nouvelles aux larges masses travailleuses afin d'accélérer partout les rythmes, d'organiser et de diriger l'économie à un niveau toujours plus élevé selon les exigences de la technique, de la technologie et de la science contemporaine. Dans ce cadre, bien que les principes de la gestion économique soient uniques, ils doivent être conçus et appliqués de façon créatrice et avec un sens de responsabilité suivant les conditions concrètes, de même que les méthodes de la gestion économique ont besoin de se libérer de certaines conceptions et mentalités artisanales.

Le vaste horizon technique, scientifique et culturel est une partie indivisible du monde spirituel de notre homme nouveau. Notre Parti et le camarade Enver ont souligné constamment que la technique et la technologie ne sont pas un but en soi qu'elles ne représentent pas une force isolée des forces productives, mais qu'elles sont au contraire étroitement liées au travail physique et intellectuel, en unité dialectique avec le facteur humain. Il est donc naturel que nos travailleurs comprennent non seulement l'importance mais aussi la nécessité d'assimiler la technique et la technologie nouvelles en prenant conscience de la nécessité de leur utilisation et de leur exploitation parfaites.

Notre société ne peut s'accommoder des manifestations de la mentalité technocratique qui hyperbolise le rôle de la technique et de la technologie et sous-estime celui de l'homme travailleur, qui constitue la première force productive directe de même qu'elle ne pactise pas avec les conceptions et les mentalités qui considèrent la production socialiste comme un but en soi et laissent dans l'oubli ou n'attachent pas l'attention voulue aux besoins et aux exigences légitimes de l'homme travailleur. Comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha «Chez nous tout est produit et créé au nom et dans l'intérêt de l'homme travailleur. A partir de ce point de vue il faut critiquer et dénoncer sévèrement la méthode ou la pratique de certains cadres, surtout des organes du pouvoir et de l'économie qui s'intéressent à tout, de boulons ou de vaches mais ils oublient ce qui est essentiel et décisif dans chaque travail, l'homme, qu'il faut veiller sur lui, sur sa vie et sa santé, qu'il faut lui garantir la sécurité technique, l'hygiène et des milieux cultivés, le repos, l'éducation et les loisirs».[5]

Notre société a créé des conditions favorables pour que l'homme travailleur manifeste toutes ses capacités, son talent et ses énergies créatrices dans le progrès technico-scientifique, dans l'élévation de la productivité du travail. Notre société a une nouvelle conception du travail créateur de l'homme nouveau. Le travail créateur n'existe pas seulement dans la littérature, les arts, la science et la technique, il existe aussi dans la vaste production socialiste. L'activité productive, a souligné le camarade Ramiz Alia au 5^{e} plénum du CC, a pris un vaste caractère créateur. De ce point de vue, le travail des constructeurs des centrales hydro-électriques, des ingénieurs, des spécialistes ou des ouvriers, des travailleurs des terrasses de Lukove. des producteurs d'hybrides de maïs ou de blé, des nombreux innovateurs de la production et des nombreux coopérateurs qui obtiennent des rendements de niveaux mondial n'est pas moins créateur que celui des artistes, des professeurs ou des travailleurs des institutions scientifiques.

La nouvelle psychologie socialiste ne peut ne pas refléter les intérêts divers des hommes. Leur combinaison judicieuse qui accorde la priorité aux intérêts de la société, revêt une importance économique mais aussi une importance éthique et socio-psychologique en ce qu'elle crée une atmosphère morale qui encourage l'intérêt général des travailleurs pour l'accroissement de la production, l'élévation du rendement au travail, la baisse des dépenses et l'introduction de la nouvelle technique et de la nouvelle technologie.

Entre la combinaison et la juste harmonisation des intérêts et l'égalité sociale qui existe dans la société socialiste, il y a une liaison dialectique réciproque qui doit être comprise comme il convient et conformément aux principes du socialisme. Grâce à l'égalité sociale créée dans notre pays le socialisme offre à tous la possibilité de développer leurs aptitudes et leur individualité. L'égalité sociale qui existe chez nous comme résultat de la liquidation de l'oppression et de l'exploitation ne peut être transplantée mécaniquement dans le domaine de la production et de la créativité. Une pareille transplantation est étrangère à notre vision des choses et nuisible en ce qu'elle aplanit les individualités, mène vers l'égalisation des valeurs d'une diversité de sujet, crée une mentalité égalitaire qui engendre la psychologie du parasitisme. Ayant toutes les possibilités, notre société crée un climat favorable pour une juste combinaison des intérêts et des stimulants. Elle soutient, stimule les hommes talentueux qui travaillent avec une haute conscience en faveur du socialisme, les qualifie d'initiateurs d'une psychologie nouvelle qui, par leur travail, s'érigent en exemple pour des milliers et des centaines de milliers d'autres.

La cessation des rapports dialectiques existant entre les intérêts et les stimulants a un effet négatif, en ce qu'elle crée des conditions qui contribuent à ranimer la mentalité dominée par l'intérêt personnel dans la conscience des hommes, qui se manifeste de façon prépondérante par l'attachement à des intérêts locaux ou sectoriels. Dans son oeuvre théorique, le camarade Enver Hoxha a analysé que la mentalité de la poursuite de l'intérêt personnel a son origine dans la propriété privée, qui a été une source d'exploitation et d'oppression. Cette mentalité est puissante et ne peut être extirpée d'un coup, malgré les transformations radicales qui se sont opérées dans notre pays. Les manifestations de cette mentalité apparaissent sous des formes variées. Mais elles ressortent surtout dans les actions et les attitudes de certains, qui cherchent à s'approprier plus que ce qu'ils donnent eux-mêmes à la société, qui cherchent à créer leur bonheur et leur commodité personnelle au dépens des autres, par des voies et sous des formes non justifiables. De même, le camarade Enver Hoxha a démontré les voies et les mesures à adopter pour extirper les racines mêmes d'une telle mentalité, et la principale de ces voies et de ces mesures passe par un souci constant d'une juste combinaison des intérêts, suivie d'un travail continu d'éducation et de persuasion, et de l'application des lois et des normes socialistes.

Notre Parti a toujours critiqué comme des manifestations de la mentalité petite-bourgeoise la primauté accordée aux intérêts locaux sur ceux de toute la société. A son IX^{e} Congrès également, les tendances constatées dans la pratique, visant à centraliser les moindres affaires, à transmettre les compétences des organes inférieurs aux organes supérieurs, à convertir la base et les collectifs en de simples exécuteurs mécaniques des ordres et des recommandations tout cela a été critiqué et les effets nocifs en ont été mis en évidence. Des tendances de ce genre engendrent une psychologie de méfiance, d'appréhension, la crainte de prétendument affaiblir les liens économiques avec les entreprises, une sous-estimation des capacités des masses et de la base à résoudre correctement et avec compétence les problèmes de production et de gestion, elles engendrent une psychose de tutelle, qui surestime les capacités des appareils et des cadres qui y travaillent.

Une pareille mentalité étouffe, mutile l'initiative des masses comme créatrices des biens matériels et spirituels de notre société socialiste, crée des mentalités fatalistes et apathiques dans l'attente que quelqu'un d'autre d'en haut et non pas les masses résolvent les contradictions, que quelqu'un d'autre pense à surmonter les difficultés et les obstacles et réaliser les tâches. Des manifestations et des actions d'une pareille mentalité se heurtent au principe du centralisme démocratique, qui combine la direction centralisée d'en haut avec l'initiative créatrice de la base et des masses travailleuses d'en bas.

Le travail politique, idéologique et organisationnel est très important pour le renforcement de la mentalité socialiste nouvelle. Plus les tâches relatives au développement économique et social sont grandes, plus les questions posées sont difficiles et complexes à résoudre, plus le rôle du Parti, son travail d'éducation et d'organisation auprès des masses deviennent décisifs. Le Parti n'est pas une notion abstraite, il est composé de ses membres qui travaillent et militent dans toutes les cellules de notre nouvelle vie. C'est pourquoi eux, en tant que détachement le plus conscient et avant-garde de la classe ouvrière, doivent se caractériser par leur esprit d'organisation, de mobilisation, de militantisme afin que les tâches soient comprises et conçues correctement et avec tout le sérieux voulu, et que sur cette base, on s'attache à les mener à bien.

Là où les difficultés sont majeures, là où des changements et des améliorations, s'avèrent nécessaires a souligné le IX^{e} Congrès du PTA, il faut que le Parti intervienne et que les communistes prêchent d'exemple et de militantisme. Le Congrès a indiqué que le travail de direction de la part des organes du Parti et de chacun de ses membres ne doit pas se satisfaire de paroles et de constatations générales, d'un style de direction fait d'ordres et de recommandation stéréotypées déjà dépassées pas plus que de la mentalité des schémas rigides qui ne répondent pas à la réalité, ou avec les lenteurs et l'attentisme. L'initiative et l'action révolutionnaire qui visent à transformer l'état des choses et des phénomènes occupent la place principale dans l'organisation et la gestion des affaires, dans la mobilisation des énergies créatrices des masses. La devise de la conscience, de la psychologie du communiste est une constante: adopte des mesures de ton propre initiative et modifie l'état de choses.

Les cadres ont un rôle important à jouer pour ancrer la nouvelle psychologie socialiste. Le choix, l'affectation et l'éducation des cadres résument la politique du Parti en ce qui les concerne. Ces trois aspects ne peuvent être dissociés l'un de l'autre, il faut les concevoir dans leur liaison dialectique et dans leur dynamique. La garantie politique que doivent offrir les cadres et la pureté de leur figure morale restent les premières exigences de la politique de principe à adopter à leur égard. Aujourd'hui, alors qu'est formée toute une armée de cadres aptes dans tous les domaines de l'édification socialiste, il est important de tenir compte des capacités professionnelles, du niveau culturel et scientifique, de l'attitude positive vis-à-vis du nouveau, de l'habileté et de la souplesse de chacun d'eux lorsqu'on les choisit et les nomme.

Premièrement, alors que l'on fixe des normes scientifiques pour la consommation des matières première et des coefficients élevés sur l'utilisation des produits utiles, que la gestion des affaires exige la connaissance et l'usage des lois de la nature et de la société, il est nécessaire d'instaurer et de consolider une atmosphère psychologique saine pour élever les normes et augmenter la productivité de l'activité intellectuelle des cadres et des spécialistes, comme pour tirer le meilleur parti possible de leurs capacités. Mais cela n'est réalisable que si les cadres que le Parti a préparés avec tant de soin sont utilisés avec efficacité et travaillent là où ils peuvent avoir le maximum de rendement.

Deuxièmement, il importe aujourd'hui de combattre avec plus de persévérance la monopolisation des compétences entre les mains de quelques cadres car un tel phénomène conduit à étouffer l'initiative des subordonnés et de la base. La monopolisation des compétences sépare les droits des responsabilités et engendre une mentalité suivant laquelle les droits appartiennent aux supérieurs et les obligations aux inférieurs. Des attitudes et des actions de ce caractère encouragent non seulement l'intellectualisme et le technocratisme, mais aussi l'apathie, l'indolence, elles étouffent l'initiative et réduisent les possibilités d'affronter les problèmes avec une pensée et une force collectives.

Troisièmement, dans les conditions actuelles, il est particulièrement important de cultiver chez les cadres et les spécialistes de hautes qualités morales, pour qu'elles se reflètent dans leur travail et dans la vie. Ce serait la meilleure voie pour réfuter les opinions malsaines qui dénigrent la vertu et confèrent aux mauvaises habitudes de valeurs positives. La mentalité qui tend à considérer les novateurs et les éléments d'avant-garde comme des ambitieux, les disciplinés et les corrects comme des hypocrites, les honnêtes et les justes comme anachroniques et hors de mode, et tient les tricheurs pour des éléments habiles et capables est une mentalité dangereuse et étrangère à la nôtre. Celle-ci a ses fondements dans la primauté accordée à l'intérêt personnel sur l'intérêt général. Elle ouvre la voie à la dégénérescence morale, c'est pourquoi elle doit être prise pour cible par la critique de la saine opinion sociale. «En toute situation est jugé supérieur celui qui est juste, habile, honnête, qui agit suivant la conception du parti suivant la vraie morale du peuple, et non pas celui qui recueille ces attributs de l'opinion malsaine».[6]

La critique de principe, nous enseigne le Parti, doit s'attaquer à la mentalité malsaine tendant à faire un phénomène généralisé des actions malhonnêtes de certains individus qui cherchent à résoudre leurs affaires et leurs problèmes en recourant à des faveurs, à des machinations et à des amitiés malsaines. Les porteurs de cette mentalité sont certains individus qui manquent de formation et s'efforcent à tout prix de satisfaire leurs divers besoins et prétentions par des voies tortueuses, qui veulent s'approprier injustement ce qui ne leur revient pas, mais ce sont les actions et les attitudes de quelques cadres qui se sont habitués aux intercessions, aux faveurs et aux amitiés malsaines, qui les alimentent et les encouragent.

De même, la présomption intellectuelle qui a ses racines dans la psychologie petite-bourgeoise cultivée pendant des siècles doit être l'objet d'une critique de principe. Elle se manifeste sous forme de fatuité et de manque de tact, de recherche d'une autorité gallacieuse. Le porteur d'une telle psychologie se juge destiné à donner des directives tandis que les autres doivent les exécuter. La véritable valeur communiste morale et psychologiques des cadres et des spécialistes se rehausse lorsque ceux-ci ne se dérobent pas aux responsabilités, lorsqu'ils travaillent corps et âme pour résoudre les problèmes humains, lorsqu'ils font face aux problèmes, aux tâches et aux difficultés que pose la vie. Ces qualités et ces vertus se trempent lorsque les cadres vivent avec le pouls des masses qu'ils sont au courant de la situation des affaires et prennent contact avec elles directement et non pas par téléphone, lorsque leurs attitudes et leurs actions sont soumises au jugement et à l'appréciation des masses. La participation active des masses à la pratique révolutionnaire élargit leur horizon, consolide et met à l'épreuve leur logique, trempe leur caractère, donne du poids à leur parole.

Afin d'inculquer toujours plus profondément la nouvelle psychologie socialiste dans la conscience sociale des masses, à part le travail d'éducation mené sous tous les aspects, la pratique sociale, comprise comme une pratique révolutionnaire est appelée à jouer un rôle particulier. Certes, il existe dans ce processus de diverses contradictions et difficultés et il faut, pour les connaître et les surmonter mener un travail attentif et continu.

Sur le plan de la psychologie sociale, il existe des difficultés de caractère objectif qui se rattachent aux caractères spécifiques qu'elles comportent en tant que partie intégrante de la conscience sociale. Ces difficultés concernent, avant tout, le fait connu que la psychologie sociale renferme une grande force d'inertie. Ses traces dans le monde spirituel de l'individu ou du groupe social sont profondes et ne s'effacent pas facilement. Dans la vie quotidienne de chacun, à la suite des conditions de vie, se créent des formes stéréotypées de jugement, des habitudes dans le comportement et l'appréciation des choses qui, en s'inculquant profondément dans la conscience, revêtent la forme de coutumes et d'habitudes qu'il est difficile de changer et de surmonter rapidement et d'un coup, indépendamment du fait que les conditions de vie et de travail peuvent changer. La force d'inertie est déterminée aussi par le fait que dans la psychologie sociale, plus qu'ailleurs, végètent les pensées, les mentalités les pratiques héritées des sociétés précédentes. Lorsque le terrain objectif et subjectif est favorable, tout cela se ranime, revêt de nouveaux aspects et de nouvelles formes adaptés aux conditions nouvelles, mais sans modifier l'ancien contenu.

Ces particularités de la psychologie sociale et d'autres encore servent à concevoir et à structurer correctement le travail d'éducation selon la psychologie socialiste afin de l'inculquer profondément. Avant tout, il est important que le travail de persuasion et d'éducation descende et pénètre dans le monde des sentiments, des représentations, des motivations, des aspirations et des idéaux des hommes. Au cours de ce processus il est nécessaire que chacun de nous devienne l'avocat de soi-même, confronte ses valeurs, ses opinions, son caractère, ses attitudes, son dévouement et sa position personnelle comme citoyen avec les exigences posées par le temps et la société au moment actuel. Nous disons cela parce qu'il y a des gens qui en général prêchent facilement la morale aux autres, leur apprennent comment ils doivent se comporter et agir, mais qui ont de la peine à s'imposer à eux-mêmes les règles de la nouvelle éthique, à les respecter et à se comporter correctement. Dans ce sens, chacun de nous et en particulier les cadres serons sans doute un obstacle à l'implantation de la nouvelle psychologie socialiste chez les autres s'ils n'attachent pas l'attention voulue à leur propre éducation.

Le processus d'auto-éducation dans notre société ne peut être conçu et réalisé en dehors de l'éducation au sein du collectif et de la société. Notre collectif et notre société renferment en eux-mêmes une grande force et disposent de moyens et de formes des plus variés pour l'éducation de tous les autres membres selon la nouvelle psychologie socialiste.

Certes, le renforcement de la psychologie socialiste des masses et son développement au niveau requis par le temps, dépend dans une grande mesure du style et de la méthode de travail des organes du Parti et du pouvoir. Le IX^{e} Congrès du PTA a souligné que le perfectionnement de la méthode et du style du travail d'éducation mené par le Parti au sein des masses dépend de la mesure où l'on connaît et comprend leur pouls et leur situation morale, leurs intérêts et leurs aspirations, leur élan, leurs sentiments et leur intuition du nouveau. La communication spirituelle, les contacts vivants et la vie auprès du peuple fournissent aux communistes et aux cadres toutes les prémisses pour appliquer une méthode et un style révolutionnaires non seulement dans l'éducation mais aussi dans tout le travail de direction et d'organisation.

Notre société se caractérise par une atmosphère psychologique optimiste, de confiance inébranlable en un avenir plus heureux. Les résultats enregistrés jusqu'à présent dans l'économie, la culture, la science, le niveau élevé de conscience au travail de notre homme nouveau, qui se caractérise par l'esprit de courage et de sacrifice pour faire face aux difficultés créées par la nature et le blocus impérialiste-révisionniste, les mouvements et les initiatives révolutionnaires, l'esprit des actions en chaîne, en sont une confirmation. Toute cette atmosphère atteste la supériorité de notre système, de notre idéologie et de notre psychologie nouvelle, socialiste.

Notes :

1. Ramiz Alia, *Rapport au IX^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 110.

2. Voir: Ramiz Alia, *Rapport au IX^e Congrès du PTA,* éd. fr. p. 115.

3. Ramiz Alia, *Op. cit.,* pp. 115-116.

4. *Ibid.,* p. 114.

5. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 44, p. 16.

6. Ramiz Alia, *Le potentiel créateur et les valeurs morales des cadres doivent être mis au service de la société,* Tirana, 1988, p. 14.

Refik Kucaj (Ancien collaborateur scientifique) — Enver Hoxha, grand stratège de la lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais

Enver Hoxha fut un grand dirigeant que l'histoire engendra aux moments les plus difficiles de la vie de notre peuple, lorsque celui-ci devait obligatoirement prendre les armes pour ne pas disparaître en tant que nation. «Seul un homme comme Enver Hoxha, pouvait, lorsque le pays fut foulé par la botte de l'occupant étranger et couvert des ténèbres fascistes, sentir tout le poids de l'importance historique du moment, comprendre ce que le peuple demandait en fait et ce que l'on devait faire pour réaliser ses aspirations»[1].

Doté de toutes les capacités propres à un remarquable dirigeant populaire, qui mettait au-dessus de tout les enseignements du marxisme-léninisme, les intérêts suprêmes du Parti, du peuple et de la patrie, le camarade Enver Hoxha a brillé également comme un grand stratège de la Lutte antifasciste de libération nationale. Dans les grandes batailles et les innombrables opérations de la lutte armée, depuis les actions des unités de guérilla jusqu'à l'offensive générale de la libération complète du pays, glorieux Commissaire et Commandant de l'Armée dé libération nationale définit et résolut avec succès toutes les tâches importantes et complexes de la stratégie et de la tactique militaires.

Par son activité politique, militaire et organisationnelle multiforme, il se signala à la tête de la lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais, comme un grand politicien et un éminent stratège militaire marxiste-léniniste se rangeant à juste titre parmi les dirigeants les plus remarquables issus de la Seconde guerre mondiale.

Enver Hoxha — initiateur et organisateur de notre insurrection armée

Dès le jour de la fondation du Parti communiste d'Albanie le camarade Enver Hoxha orienta que l'insurrection armée serait la seule vraie voie de la libération et le principal moyen du triomphe de la révolution. Par cette définition il incarnait dans la pratique de notre lutte l'application créatrice de l'enseignement léniniste selon lequel «Les révolutionnaires prévoient la révolution avant qu'elle déclenche, ils comprennent qu'elle est inévitable, montrent aux masses qu'elle est indispensable, expliquent à elles les voies, à suivre et les méthodes à utiliser pour sa réalisation»[2].

Connaissant à fond la théorie marxiste-léniniste et l'expérience des luttes révolutionnaires des peuples, le camarade Enver Hoxha fit clairement comprendre au Parti, aux communistes et au peuple que l'insurrection armée était une tâche ardue et d'une grande responsabilité avec laquelle on ne peut pas jouer à son gré. Elle est, comme nous l'enseignent les classiques du marxisme-léninisme, un art qui «se soumet à quelques règles définies dont l'oubli mène à la destruction du parti qui ne les a pas respectées».[3]

Ni le Parti ni le camarade Enver Hoxha ne considérèrent à aucun moment l'insurrection armée, qui serait organisée en Albanie, comme une action spontanée, pas davantage comme une action purement militaire fondée uniquement sur les forces de l'armée. Ils l'envisageaient, au contraire, comme le mouvement d'une avalanche qui, déferlant dans tout le pays, dans les villes et les campagnes, porterait des coups mortels à l'ennemi et le vaincrait. L'insurrection armée était donc conçue comme une combinaison et un entrelacement de toutes les formes et tous les moyens de la guerre populaire.

Le Parti et le camarade Enver Hoxha étaient conscients que la lutte à laquelle notre peuple était astreint ne serait pas facile. L'armée fasciste, qui avait envahi notre pays, était une des plus modernes de l'époque, bien organisée et pourvue d'une grande expérience; elle était supérieure à la nôtre en nombre, en moyens techniques et en armement. Pour la vaincre, la lutte de notre peuple qui n'avait ni armée, ni armement, ni technique, ni cadres militaires, devait se doter de certains traits spécifiques en ce qui concerne sa structure, son organisation et sa direction. En premier lieu, une vaste préparation, approfondie et sous tous les aspects de notre peuple à la lutte de libération, était indispensable. Deuxièmement, son organisation exigeait clairvoyance, sagesse, détermination, attention et patience, un travail politique et militaire inlassable afin d'expliquer clairement à quiconque participerait à la lutte que celle-ci devait être menée jusqu'au bout. Toute attitude hésitante et opportuniste, sectaire et aventureuse à cet égard pouvait entraîner la défaite de l'insurrection. Au camarade Enver Hoxha appartient le mérite a ces heures sombres pour le peuple albanais, d'avoir compris avec une grande clairvoyance la situation, d'avoir défini la juste voie pour en sortir et su guider le Parti et le peuple dans l'insurrection armée qui conduirait à la libération du pays.

Mais de quelle nature devait être cette insurrection dans les circonstances concrètes du pays occupé par l'Italie fasciste? Comme nous venons de le souligner, elle ne pouvait aucunement avoir le caractère d'un éclatement soudain, d'un acte unique, pareil à la Révolution d'Octobre. L'insurrection armée contre le fascisme, dans les conditions concrètes propres à l'Albanie, ne pouvait au contraire se développer avec succès que si elle revêtait la forme d'une lutte populaire armée de plus ou moins longue durée. C'est justement là l'un des traits de l'insurrection armée dans notre pays, qui a été conditionnée par l'occupation militaire de notre pays par les Etats fascistes, l'Italie et l'Allemagne, et la mise à leur service de la réaction intérieure.

Le camarade Enver Hoxha est le premier théoricien militaire albanais qui a adapté la doctrine marxiste-léniniste sur la guerre et l'armée aux objectifs de la révolution. Il n'appliqua pas la doctrine marxiste-léniniste sur la révolution et l'insurrection armée de manière stéréotypée. Au contraire, grâce à ses vastes connaissances politiques et militaires et à ses rares capacités de chef et d'organisateur, il a résolu, d'une manière originale, dans des conditions extrêmement difficiles, les problèmes fondamentaux de la stratégie de la guerre, comme entre autres la préparation du peuple, la création, l'organisation et la préparation de l'armée de libération nationale, la définition des formes et des modes de développement de cette guerre, la manière d'assurer son équipement et son approvisionnement, la direction de la lutte et la libération des territoires pour y jeter les bases de la lutte de partisans etc.

Le camarade Enver Hoxha insista dès le début de la lutte sur la nécessité de mettre sur pied une armée profondément révolutionnaire et populaire, dont l'existence était indispensable pour assurer la liberté et l'indépendance du pays. Il démontra avec force arguments à l'appui •que l'armée de libération nationale en train d'être créé devait être une armée de type nouveau, une armée appartenant avant tout aux ouvriers et aux paysans, de caractère profondément populaire et révolutionnaire, aux objectifs politiques clairs et guidée par le Parti. Ces orientations étaient fondées sur l'enseignement léniniste suivant lequel: «C'est le moral des masses, qui font couler leur sang sur le champ de bataille, qui détermine, en fin de compte, la victoire dans chaque guerre»[4], un enseignement qui exprime dans son essence non seulement la valeur du facteur moral mais aussi la primauté de l'élément humain dans la guerre.

En ce qui concerne le rôle des masses populaires dans cette lutte, le camarade Enver Hoxha était fermement convaincu que ce sont les hommes et non pas les armes qui décident du sort de la bataille et que dans le cours de la guerre, l'élément moral se transforme en une puissante force matérielle du peuple combattant pour sa liberté et sa libération sociale. Sur la base de ces enseignements, le solide moral, qui régnait dans les rangs de l'ALNA, fut étroitement lié, dans le cours de la lutte, au moral des masses populaires et cette liaison fut l'un des principaux facteurs qui la menèrent à la victoire.

La science militaire marxiste-léniniste et l'expérience même des luttes antérieures du peuple albanais enseignèrent à notre Parti que l'insurrection armée générale ne pouvait atteindre ses objectifs stratégiques sans mettre sur pied une armée populaire régulière, qualitativement différente des armées antérieures. Contrairement aux actions isolées des insurgés dans une lutte de libération, qui ne pouvaient conduire qu'à des succès tactiques, mais aucunement réaliser la tâche stratégique ni garantir la victoire définitive sur un ennemi supérieur en forces, armements et technique, le Parti et le camarade Enver Hoxha indiquaient que seule une armée de libération nationale puissante pouvait s'acquitter de la tâche stratégique de la libération du pays par ses propres forces, défendre les victoires remportées, la liberté et l'indépendance de la nouvelle Albanie démocratique et populaire. La principale force de cette armée devait, en premier lieu, résider dans son moral élevé, dans la discipline de fer et son solide appui sur le peuple. Elle devait, avant tout, être une armée aux objectifs politiques clairement définis, qui s'appuyait sur la science militaire marxiste-léniniste, ce qui ne pouvait être réalisé que si l'Armée de libération nationale était guidée par un parti marxiste-léniniste, comme l'était le Parti communiste d'Albanie.

Au camarade Enver Hoxha revient le mérite d'avoir élaboré scientifiquement, sur la base des normes léninistes et de manière originale, les directives politiques, idéologiques et organisationnelles énonçant la manière dont le rôle dirigeant du Parti dans l'armée de libération nationale serait exercé dans la pratique, et d'avoir défini les principales tâches incombant aux cellules du Parti et à leurs membres. «Le fardeau qui pèse sur les épaules de notre Parti, soulignait le camarade Enver Hoxha pendant la Lutte de libération nationale, est extrêmement lourd, et pour le soulever et sortir victorieux, nous devons avoir le dos solide et notre Parti organisé et fort...»[5]

Le souci que le Parti et le camarade Enver Hoxha avaient de voir les communistes se porter aux premières lignes de la lutte et ne pas épargner même leur vie si les intérêts de la patrie l'exigeaient, fut d'une importance décisive, en ce que le peuple et les simples partisans, voyant en eux des hommes honnêtes, courageux et déterminés, les suivirent avec confiance, ils acceptèrent en pleine connaissance de cause le PCA comme l'unique force politique dirigeante et épousèrent totalement son programme.

La mise sur pied d'une armée de libération nationale régulière fit surgir de nombreux problèmes, difficiles à résoudre. Une pareille masse de gens devait être vêtue, nourrie, armée, équipée de moyens militaires, cantonnée, déplacée, sans compter que le grossissement de ses rangs accroissait aussi le nombre des problèmes de ce genre.

Le camarade Enver Hoxha a le grand mérite d'avoir résolu ces problèmes en s'appuyant, en premier lieu, sur notre peuple vaillant et épris de liberté. C'était justement le peuple qui allait grossir les rangs de l'armée de libération nationale en combattants selon le principe du volontariat, c'est le peuple qui l'approvisionnait en vivres, en vêtements et qui l'hébergeait. Mais le camarade Enver Hoxha indiquait en même temps qu'une bonne part du nécessaire pour l'entretien de l'ALNA devait être trouvé chez l'ennemi même, dans ses dépôts. Il faillait lui arracher son armement, ses munitions, ses moyens techniques, des vêtements, des vivres etc., dans le feu de la bataille ou par des coups de main.

La création de la force militaire de la révolution, en tant que moyen décisif de l'accomplissement de l'insurrection armée générale exigeait en même temps un nombre considérable de cadres et de dirigeants militaires pour la diriger sur le champ de bataille contre les ennemis. Pour résoudre ce problème le Parti et le camarade Enver Hoxha se basèrent sur les enseignements du marxisme-léninisme selon lesquels aucune force progressive au cours de l'histoire n'a pu l'emporter sur les forces militaires organisées de l'ennemi sans des chefs, qui organisent et dirigent les détachements militaires de la révolution. Appréciant le rôle des cadres militaires comme dirigeants des masses armées, le camarade Enver Hoxha mena une lutte de principe contre les éléments trotskistes et dénonça à ses racines la fausseté et le défaitisme de la théorie des cadres qu'ils prêchaient et qui visait, dans son essence, à entraver le développement de la Lutte de libération nationale, à allonger la période de son organisation. A ces moments historiques, sa détermination se manifesta dans la confirmation de la vérité marxiste-léniniste selon laquelle le choix, la préparation et la trempe révolutionnaire des cadres devait s'accomplir comme elles s'accomplirent en fait, dans le feu de la lutte et de l'action révolutionnaire.

L'insurrection populaire armée exigeait avant tout une saine préparation politique et militaire des masses. Sous l'égide directe du camarade Enver Hoxha, notre Armée de libération nationale fut éduquée dans un esprit militant, de dévouement, d'amour de la patrie, de courage et d'héroïsme. La vaste activité politique, culturelle et éducative déployée dans ses rangs, la désignation d'un commissaire politique dans les formations de partisans, la collaboration permanente de l'armée avec les masses du peuple, etc., qui émanaient des directives successives que le camarade Enver Hoxha donnait à propos de l'Armée de libération nationale, renforcèrent davantage le caractère populaire de l'ALNA et de notre Lutte dans son ensemble.

Les nouveaux traits que revêtit l'Armée de libération nationale albanaise tenaient à son contenu même. Certes les rangs de l'ALNA grossirent de combattants patriotes venus de toutes les couches de la population pauvre des villes et des villages, ainsi que d'une bonne partie de patriotes et d'éléments progressistes issus des couches moyennes de la société ou de quelque rare élément des couches aisées, conformément aux directives du Parti recommandant l'union dans la lutte contre l'ennemi, sans distinction de confession ou de lieu d'origine. Toutefois le Parti et le camarade Enver Hoxha eurent particulièrement soin que dans la Lutte de libération nationale fût assuré à tout prix le rôle prépondérant du prolétariat, indépendamment du fait que la classe ouvrière dans notre pays était peu nombreuse. L'application avec esprit de suite de ce principe marxiste-léniniste conduisit à l'heureux couronnement de la lutte armée des masses populaires, à la libération du pays.

S'assurant dès le début le rôle hégémonique du prolétariat dans notre révolution populaire, le Parti et le camarade Enver Hoxha n'ont jamais sous-estimé le grand rôle de la paysannerie. C'est un fait indéniable que des rangs de la paysannerie se sont issues les principales forces vives qui grossirent l'effectif de l'Armée de libération nationale. Notre paysannerie patriote joua le rôle décisif dans la Lutte de libération nationale, elle en était la source des puissances principales et la plus grande force.

Se fondant sur la tradition antérieure des formations combattantes de notre peuple, le camarade Enver Hoxha définit, dans les conditions concrètes de la lutte et de notre pays, une structure organisationnelle judicieuse de l'ALNA, qui s'adapta fort bien à l'importance et à la composition de la population, aux particularités du terrain ainsi qu'au niveau de développement de notre lutte populaire et aux phénomènes qui lui étaient propres. Le fait que cette structure ne demeura pas inchangée du début à la fin revêtit aussi une grande importance. Conformément au développement de la lutte et à son ampleur ainsi qu'aux tâches que le Parti et le camarade Enver Hoxha assignaient à l'armée, la structure militaire de l'insurrection armée fut renforcée. Ainsi, l'évolution de la situation fit passer des unités de guérillas et des détachements de partisans, créés au début de la lutte, aux bataillons, brigades, divisions et corps d'armée.

Il faut souligner que la contribution du camarade Enver Hoxha à cette croissance quantitative et qualitative de la structure organisationnelle de l'ALNA, était d'une importance primordiale. Il démontra, dès le début de la lutte, la nécessité de créer de grandes formations de combat, comme condition fondamentale pour vaincre l'ennemi et remporter les victoires définitives. Avec une large vision de l'édification et du fonctionnement d'une armée de la révolution, il fournit des solutions originales à beaucoup de questions militaires concrètes, qui étaient capitales pour faire apprendre aux partisans, aux commandants et aux commissaires les normes militaires, les exigences de l'art du commandement et de l'exécution des ordres jusqu'à l'abnégation, l'organisation de la vie interne des unités et détachements de partisans, les normes à appliquer dans les relations entre les combattants, dans leurs rapports avec la population et les conseils de libération nationale etc. Les Documents principaux du PTA, les Œuvres du camarade Enver Hoxha et les Documents de l'Etat-major général de l'ALNA sont d'une importance toujours actuelle en ce qui concerne ces problèmes de grande valeur théorique et pratique où apparaissent clairement les traits de l'ALNA comme une armée révolutionnaire. Ils reflètent la voie suivie par notre peuple et notre Parti et leur expérience acquise au cours du processus du développement de l'insurrection armée et de sa victoire.

Tous les problèmes importants de la Lutte populaire comme la formation des cadres, l'équipement de l'armée et du peuple insurgé en armements, leur approvisionnement en vivres et vêtements etc., furent résolus sur la base du principe de l'appui sur ses propres forces, sur lequel le camarade Enver Hoxha mettait fortement l'accent. Dans les années de la Lutte le camarade Enver Hoxha écrivait: «C'est en comptant uniquement sur notre force, notre volonté, notre bravoure, c'est uniquement grâce à l'union d'acier qui a caractérisé notre peuple en face de tout danger, à la lutte acharnée ininterrompue que nous gagnerons la liberté et libérerons notre patrie.»[6] Il est indéniable que l'Albanie est le seul pays d'Europe qui ait été libéré par ses propres forces, sans l'intervention directe d'aucune force du dehors.

A la tête du Parti communiste d'Albanie, le camarade Enver Hoxha, en sa qualité de commissaire politique de l'ALNA et par la suite du Commandant en chef, ne permit à aucun moment que notre Armée de libération nationale fût mise sous la dépendance de qui que ce soit, quel qu'il fût, ni que les étrangers fassent la loi dans les affaires de notre lutte. Avec une haute maturité marxiste-léniniste et une détermination révolutionnaire, il s'opposa aux tentatives des Anglo-Américains pour transformer la lutte armée du peuple albanais en un appendice des plans stratégiques de l'Etat-major de la Méditerranée, ainsi qu'aux efforts des titistes pour créer un soi-disant Etat-major balkanique, pour mettre la lutte de notre peuple sous le contrôle yougoslave.

Le Commandement en chef de l'ALNA et le Conseil général de Libération nationale n'ont jamais accepté de recevoir des ordres ou d'appliquer une stratégie imposée du dehors. L'attitude résolue de la direction de la Lutte de libération nationale albanaise était la suivante: «Nous ne recevons aucun ordre de personne pour libérer notre patrie des envahisseurs et des traîtres, l'Albanie est notre patrie et le peuple est son maître».[7]

«Dans une situation aussi grave et délicate, écrit le camarade Ramiz Alia, ces prises de positions étaient d'une importance vitale. Toute erreur aurait pu entraîner de graves conséquences pour les destinées de la révolution et l'avenir du pays. Que se serait-il produit, par exemple, si nous avions obtempéré à l'ultimatum des Alliés nous sommant de ne pas faire passer la première division de l'Armée de libération nationale au Nord du pays, pour y frapper les forces de la réaction et les démanteler, si nous avions accepté le débarquement des Alliées en Albanie ou le compromis de Mukje? De toute évidence, les conséquences en auraient été fatales: la défaite de la Lutte de libération nationale, une Varkise albanaise, le démembrement de l'Albanie. Mais cela ne se produisit pas, parce que le Parti et le camarade Enver Hoxha défendirent les intérêts de la lutte et de la patrie, parce qu'ils appliquèrent de façon créatrice le marxisme-léninisme».[8]

Le Parti et le camarade Enver Hoxha s'en sont tenus avec esprit de suite à cette prise de position pendant la lutte et après la Libération. Avec lucidité, vigilance et clairvoyance ils ne permirent pas aux: révisionnistes yougoslaves d'assujettir notre armée aux visées de la direction titiste et tinrent tête avec succès aux pressions des révisionnistes khrouchtchéviens pour mettre notre armée sous le commandement des généraux soviétiques et la faire dégénérer en une armée de type bourgeois-révisionniste .

Le peuple albanais, guidé par le PCA et le camarade Enver Hoxha, se signala comme l'un des participants les plus actifs de la coalition antifasciste mondiale. Par sa lutte héroïque il apporta une contribution précieuse à la lutte commune des peuples pour la destruction des agresseurs nazi-fascistes. «Un pour tous et tous pour un, écrivait le camarade Enver Hoxha en mars 1943. Si la Russie, l'Angleterre, l'Amérique font la guerre avec de grandes armées, des chars et des avions, cela n'exclue pas le fait que nous la fassions avec le seul fusil que nous possédons... La guerre ne se fait ni à coups de rosé ni à coups de coton, la liberté non plus ne se gagne ni par des paroles ou des compromis, mais en consentant des sacrifices et en faisant couler du sang».[9]

Enver Hoxha, a dit le camarade Ramiz Alia, «Etait un internationaliste ardent comme il était un patriote dévoué».[10] Sa lutte et son Œuvre ont servi et servent non seulement le développement et l'épanouissement de la vie du peuple albanais, mais la cause de tous les peuples épris de liberté dans le monde. Depuis les années de la Lutte antifasciste de libération nationale, à la demande du camarade Enver Hoxha, en chef de l'ALNA, plusieurs brigades et divisions de l'ALNA furent envoyées en Yougoslavie pour y pourchasser l'ennemi jusqu'à sa destruction complète.

Si la Lutte de libération nationale, dont le principal sujet était le peuple en armes, a revêtu un si vaste caractère populaire et un profond contenu révolutionnaire, et si l'Armée de libération nationale qui était sa principale force de frappe a atteint un aussi haut niveau d'organisation devenant une force écrasante, qui finit par triompher, le mérite en revient particulièrement au camarade Enver Hoxha.

Dès le 15 mai 1944, le camarade Enver Hoxha appelait les communistes, l'armée et le peuple en armes à garder les armes qu'ils avaient en main même après la victoire pour en faire des remparts de la liberté et de l'indépendance de la patrie libérée.[11] L'exécution de la directive du Parti et du camarade Enver Hoxha concernant la création d'une Armée de libération nationale régulière était d'une grande importance à cet égard. Une armée de ce genre était pleinement capable de pourchasser les occupants, de mettre en déroute les forces de la réaction et de libérer toutes les villes et le pays tout entier sans avoir besoin de l'aide directe de l'Armée rouge ou de quelque

autre armée alliée. Ainsi l'expérience de la lutte de libération nationale en Albanie démontra que seule une armée de ce genre pouvait s'acquitter de grandes tâches stratégiques comme l'étaient: la libération complète du pays par ses propres forces, la conquête de l'indépendance nationale, l'instauration du pouvoir démocratique et populaire. Cette expérience était aussi une grande leçon qui démontre qu'une armée régulière révolutionnaire peut s'acquitter de telles tâches stratégiques même à travers la guerre de partisans et que cette forme de combat n'empêche pas l'armée révolutionnaire d'être une armée régulière.

Bien vite, la pratique a démontré la justesse de ces enseignements. Après la Libération, lorsque les ennemis du dedans et du dehors se dressèrent par tous les moyens contre l'Albanie nouvelle cherchant à l'étouffer dès sa création et qu'ils propageaient l'idée que «l'armée est un fardeau pour l'économie», «nous n'avons pas besoin d'armée» etc., le camarade Enver Hoxha recommandait au Parti de renforcer et de moderniser sans cesse l'armée car «pour nous, la question de l'armée avait été et demeurait une question sacrée comme celle du Parti lui-même».[12]

Enver Hoxha — grand stratège de toutes les victoires de la lutte armée au peuple albanais.

Le camarade Enver Hoxha a le grand mérite historique d'avoir non seulement jeté l'idée de l'insurrection armée et de la création de l'ALNA, de les avoir organisées et dirigées, mais «en tant que son Commandant en chef, de l'avoir guidée dans toutes les batailles décisives»[13] de victoire en victoire. Sa capacité de trouver des solutions immédiates, en toute situation compliquée, aux phénomènes de la guerre, son intuition pour définir exactement l'essentiel et sa maîtrise pour projeter et remporter des victoires d'importance historique, sont un rare exemple de conduite des masses populaires dans la guerre.

La lutte de libération nationale faisait continuellement surgir des problèmes difficiles et compliqués, qui exigeaient souvent des solutions immédiates et d'importance décisive pour son évolution future. Dans ces conditions, il fallait être doté d'une capacité particulière pour pouvoir s'orienter dans la multitude de ces problèmes; concentrer son attention sur ce qui était l'essentiel et dont la solution déterminait aussi celle des autres problèmes. Le camarade Enver Hoxha se signala précisément par sa vaste vision des problèmes de la Lutte, par la clairvoyance des solutions qu'il recommandait, par la justesse de ses prévisions du développement des situations militaires.

Etant, dès le début, à la tête du Parti et par la suite de l'Etat-major général et commandant en chef de l'ALNA, le camarade Enver Hoxha a dirigé d'une manière active toute la Lutte de libération nationale. Avec une attention particulière il suivait, clarifiait et appréciait les situations militaires sur le théâtre de la guerre en Europe, dans les Balkans et dans notre pays et avec la clairvoyance et l'intuition qui le caractérisaient, il prenait des décisions justes au moment opportun, élaborait des plans précis, assignait des tâches exactes et détaillées sans freiner les jugements et l'initiative des commandements et des états-majors des formations de partisans. L'exécution de ces plans par les formations de partisans de l'ALNA modifiait graduellement la situation la retournant entièrement en faveur des forces de notre lutte populaire.

Le camarade Enver Hoxha ne dirigea pas la Lutte de libération nationale depuis un cabinet de travail ou un bureau militaire. Son cabinet de travail et de lutte il l'avait chez le peuple, dans ses maisons modestes mais bien protégées. Sur leurs murs lézardés il accrochait les cartes des batailles, à la faible lumière des lampes à pétrole il élaborait les plans de leur développement et formulait à la machine à écrire les ordres d'attaque contre l'ennemi. Le camarade Enver Hoxha fut pendant toute la période de la Lutte antifasciste de libération nationale, un des rares chefs qui se trouvait continuellement parmi le peuple, les communistes, les commissaires et les commandants de l'ALNA. Il puisait en eux courage et initiative, avec eux il brisait les encerclements ennemis et se rendait là où l'ennemi ne s'y attendait pas partageant avec eux même un morceau de pain. Chaleureux et cordial avec les combattants et le peuple, et partageant leurs soucis, il devenait sévère quand il donnait des ordres de combat.

En ces années orageuses et difficiles de la lutte, alors que succès et revers se succédaient, que la terreur et les représailles de l'ennemi pouvaient ébranler la confiance en la victoire définitive, le camarade Enver Hoxha ne perdit jamais son sang-froid ni l'optimisme révolutionnaire qui le caractérisaient. Par son attitude résolue et de principe, sa logique lucide et profonde, sa maturité idéologique et politique, sa sagesse et son courage révolutionnaire, par son esprit de sacrifice, il s'érigea en exemple exaltant pour les masses du peuple, pour tous les combattants, les commandants et commissaires de l'ALNA.

Il se signala par son talent et sa force de chef révolutionnaire et de grand stratège militaire dans toutes les batailles. Ces qualités ressortirent aussi dans l'élaboration des plans pour la solution de tous les principaux problèmes stratégiques et opérationnels comme les actions à l'échelle nationale entreprises par les unités de guérillas et les détachements de partisans en 1942; l'attaque lancée par les forces de partisans pour la libération de Leskovik (mai 1943); l'offensive des forces de l'ALNA dans la région de Permet (juillet 1943); l'offensive générale pour la libération du pays des occupants italiens (juillet-septembre 1943), la prise en main de la

situation et la mise en déroute des forces allemandes à Arbana (octobre 1943), les mesures générales arrêtées pour affronter et contrer l'offensive générale ennemie dans l'hiver des années 1943-1944, le passage de l'ALNA à la contre-offensive, le commandement qu'il assuma en personne, de l'offensive du printemps 1944 (avril et mai) ainsi que dans les opérations offensives stratégiques entreprises pour la libération complète du pays.

L'affrontement et le démantèlement de l'opération ennemie de l'hiver, au cours de laquelle le peuple albanais insurgé se montra indomptable, était, du point de vue militaire, à l'échelle d'une région et zone entière, une défense extrêmement souple de caractère opérationnel combinée avec des contre-attaques successives de caractère tactique contre les forces ennemies, et à l'échelle nationale, une défense stratégique, qui causa de fortes pertes à l'ennemi, entraîna l'équilibre des forces et lé passage de l'initiative aux mains de l'ALNA. En février-mars 1944, l'ALNA passa de la défense à la contre-offensive.

Tant la défense opérationnelle et stratégique que la contre-offensive stratégique furent développées sur la base de l'idée formulée par le CC du PCA et l'Etat-major général et dirigées par eux. Le camarade Enver Hoxha, à la tête du CC du PCA et de l'Etat-major général, mena une activité intense, dans des circonstances extrêmement difficiles, aussi bien pour déterminer les orientations et les instructions politiques et organisationnelles fondamentales que pour diriger les forces de l'ALNA sur le plan opérationnel et stratégique. Enver Hoxha suivait de près en personne et en permanence le développement de la lutte populaire, les actions de combat des unités de l'ALNA, maintenait des contacts continus avec les comités des districts et les commandements des unités de partisans, appréciait les situations compliquées qui se créaient et donnait immédiatement des ordres et des instructions pour résoudre les problèmes, ouvrant ainsi la perspective de la victoire dans tous les combats et toutes les batailles.

En qualité de Commandant en chef de l'ALNA, le camarade Enver Hoxha, se fondant sur les décisions du Congrès de Permet, élabora le pian stratégique de l'offensive générale pour la libération complète de la patrie, la consolidation du pouvoir démocratique populaire et son instauration dans tout le pays.

La lutte livrée par l'ALNA pour affronter l'offensive générale ennemie de juin 1944 était une défense stratégique provisoire. Le refoulement de cette offensive entraîna le changement définitif du rapport des forces en faveur du peuple insurgé. Dans cette situation, l'ALNA, sur l'ordre de son commandant en chef et appuyée puissamment par le peuple, passa de la défense stratégique à la contre-offensive et. sans attendre que l'ennemi achève son offensive, lança une offensive stratégique générale qui fut couronnée par la victoire historique du 29 novembre 1944.

L'offensive générale de l'ALNA comme toute la lutte antifasciste, se développa et l'emporta sous la direction directe du CC du PCA et du camarade Enver Hoxha, son Secrétaire général et Commandant en chef de l'ALNA. Son rôle direct dans la solution de tous les problèmes stratégiques, des actions opérationnelles et de la tactique militaire, était décisif. Il n'était aucun plan, aucun ordre ou instruction importante qu'il n'élaborât de sa propre main, tout en dirigeant directement tout le travail du Parti dans l'armée. Naturellement, il accomplissait ce travail titanesque de direction en étroite collaboration avec les autres camarades dirigeants du Parti et de l'Etat-major général de l'ALNA.

A plus d'une reprise, les commandements des armées ennemies ont été contraints d'admettre les hautes qualités de l'ALNA, son organisation solide, sa direction compétente et sa capacité militaire. C'est ainsi que le commandement des troupes italiennes soulignait à propos de l'offensive coordonnée des forces de partisans des districts de Korçë, Gjirokastër et Berat contre les garnisons de l'armée italienne à Permet, entreprise à l'initiative du camarade Enver Hoxha: «Le 1er juillet, les insurgés lancèrent en même temps avec une opiniâtreté et un déploiement de forces sans précédent, quatre assauts sur le territoire occupé par la Division «Parma»... Les actions militaires qui ont eu lieu le long de l'axe Berat-Këlcyrë-Përmet, témoignent d'une vaste conception d'ensemble, d'une préparation attentive, d'une direction opiniâtre et d'une claire coordination des actions».[14]

Les commandements des troupes allemandes en Albanie ont été également contraints, dans plusieurs cas, de porter le même jugement. Ainsi, par exemple, le commandant d'un régiment allemand qui se battait depuis cinq ans et avait pris part à des combats livrés en Union soviétique, en Yougoslavie et ailleurs, affirma, lorsqu'il fut envoyé à participer à l'offensive du juin 1944 en Albanie que «c'était la tâche la plus ardue que son régiment avait accomplie jusqu'alors». De son côté, le commandement allemand de cette opération, ayant à affronter un adversaire puissant et organisé comme l'était l'ALNA, qualifiait cette opération de «guerre spécifique, que l'on peut comparer, en ce qui concerne les grands sacrifices qu'elle exige, aux conditions de la guerre sur le nouveau Front de l'Ouest et le Front éprouvé de l'Est».[15] Le rôle important du camarade Enver Hoxha dans la direction stratégique et tactique des combats de l'ALNA pour refouler l'offensive allemande de juin 1944, est également mis en évidence par l'appréciation que le commandement allemand du groupe de combats «Hirshfeld» faisait du coup terrible essuyé par les troupes allemandes, à Qafa e Gjarprit: «D'après les affirmations des commandements de tous les niveaux, une bataille avec un si grand nombre de morts n'a pas eu lieu depuis celle de Khar»[16].

Le camarade Enver Hoxha se signala non seulement dans le commandement effectif de l'ALNA, mais aussi dans celui de la théorie militaire. Il a expliqué d'une manière profondément scientifique les problèmes de l'art militaire. Se fondant sur la théorie marxiste-léniniste relative à l'armée et à la guerre et sur la riche expérience acquise par notre peuple au cours de ses batailles pour la liberté, connaissant aussi la stratégie et la tactique de l'ennemi et en en tenant compte, le camarade Enver Hoxha élabora une stratégie et une tactique nouvelles adaptées à notre Lutte de libération nationale. Toujours au cours de la lutte il élabora et résolut avec succès dans le domaine de la stratégie une série de problèmes importants comme la définition des objectifs à atteindre, des formes et des méthodes de combat, la création de bases d'appui, la manœuvre des forces, le choix des moments-clés pour lancer une contre-attaque ou l'offensive générale: l'existence d'une direction opérationnelle et stratégique de la lutte. Il démontra, dans le domaine de la tactique également, pourquoi la tactique partisane devait être la principale méthode de déploiement des opérations de combat et donna des directives dans ce sens. L'ampleur toujours croissante de la lutte et la consolidation de l'armée amenèrent le camarade Enver Hoxha à conclure qu'au cours de la dernière phase il fallait substituer les méthodes de combat propres à une bataille rangée, frontale à celles de la guerre de partisans. Par là même, le camarade Enver Hoxha, en éminent penseur marxiste-léniniste, jeta les fondements de notre Art militaire populaire, le développa au cours du processus de l'insurrection armée et en fit un guide pour l'action de toutes les unités et détachements de partisans.

Se consacrant directement à l'élaboration de l'art de l'insurrection armée le camarade Enver Hoxha éclaira scientifiquement les problèmes fondamentaux de l'art du combat selon la tactique de la guerre de partisans et celle de la guerre frontale. Il a formulé des principes, des normes et des règles, qui ont non seulement été appris par les combattants de l'ALNA et le peuple albanais insurgé tout entier, mais aussi appliqués dans les combats et les batailles pour l'accomplissement de la mission historique, qu'étaient la libération de la patrie et l'instauration du pouvoir démocratique et populaire en Albanie. Le camarade Enver Hoxha a apporté une importante contribution à l'analyse et à l'appréciation de la guerre de partisans, à travers laquelle l'armée et le peuple albanais insurgé réalisèrent non seulement des objectifs tactiques et opérationnels, mais aussi d'importants objectifs stratégiques. D'après les enseignements du camarade Enver Hoxha, qui devinrent des bases théoriques de notre Lutte de libération nationale, «... la guerre de partisans de petites unités, si elle est bien menée, grandit graduellement à mesure que s'amplifie la lutte elle-même, que monte l'élan révolutionnaire des masses, pour aboutir à l'insurrection générale armée et à la formation d'une armée populaire régulière»[17].

Dans les deux premières phases de l'insurrection armée, la supériorité numérique et technique de l'ennemi contraignait l'armée albanaise régulière de libération nationale à combattre principalement suivant la tactique de la guerre de partisans et non de la guerre frontale. «Peza a certes une grande importance, écrivait le camarade Enver Hoxha au Commissaire politique du groupe de Peza, le 22 novembre 1943, mais Peza et ses bataillons ne doivent à aucun moment oublier de mener la guerre de partisans».

Comme partout ailleurs, à Peza aussi, la guerre doit être une guerre de guérillas et non pas de position ou de défense, comme cela à été constaté. Pour mener ce genre de guerre il ne faut pas avoir de grosses unités comprenant des éléments irrésolus... vous devez provoquer l'ennemi, l'entraîner dans des gorges et l'anéantir.»[18]

L'habile application de la tactique de la guerre de partisans conformément aux conditions du pays, neutralisait la supériorité de l'ennemi et assurait l'anéantissement graduelle des forces de l'occupant et des traîtres, tout en garantissant la supériorité complexe, morale, politique et militaire du peuple insurgé. Cette expérience réfute les postulats des théories bourgeoises selon lesquels l'armée de partisans ne peut jamais devenir une armée régulière et que la guerre de partisans ne permet jamais de réaliser des objectifs stratégiques. Actuellement, ces thèses sont embrassées par l'historiographie révisionniste soviétique. Leur but est de démontrer que ce sont les grandes puissances alliées qui ont joué le rôle déterminant dans la libération des peuples, tandis que ces derniers n'auraient joué, par leur résistance, qu'un rôle accessoire.

Le Parti communiste d'Albanie et le camarade Enver Hoxha ne restreignirent pas la guerre de partisans à ses traits élémentaires ni ne sous-estimèrent son rôle pour la libération nationale et sociale, comme cela a été fait dans quelques autres pays. Notre Lutte de libération nationale a démontré la justesse des vues marxistes-léninistes sur la possibilité du développement de la guerre de partisans et de sa victoire, même dans les petits pays. Cette lutte démontra que l'appui sur le peuple, préparé et dirigé par le Parti communiste, est le facteur fondamental du triomphe de la guerre de partisans; que cette guerre peut avoir lieu aussi bien dans les petits que dans les grands pays, à la ville comme à la campagne, sur un terrain montagneux comme en rase campagne. Le facteur géographique, la configuration du terrain d'un pays n'influe que sur les formes et les méthodes de développement de la lutte de partisans mais ne peut pas l'entraver. La guerre de partisans de l'ALNA. telle qu'elle a été conçue par le camarade Enver Hoxha, diffère de la guerre de partisans à caractère accessoire et à l'échelle tactique, qu'ont menée les détachements de partisans dans d'autres pays, sur les arrières de l'ennemi dans le cadre des plans opérationnels et stratégiques des commandements des troupes régulières qui se battaient sur le front. Elle a été menée sans être directement intégrée, au point de vue stratégique et opérationnel, à l'action des armées régulières du Front de l'Est et de l'Ouest.

Le camarade Enver Hoxha a traité du problème de la détermination de la forme de la guerre, comme il avait traité de tous les autres problèmes, d'une manière dialectique, en fonction de l'extension de la lutte armée et du développement des capacités militaires de l'ALNA. Appréciant correctement les possibilités de faire une lutte de partisans, à la suite du passage de l'ALNA à l'offensive générale pour la libération complète du pays, le camarade Enver Hoxha posa la nécessité de passer à des actions de guerre frontale, comme forme de lutte appropriée aux possibilités et circonstances nouvellement créées.

Les éléments de la tactique de la guerre frontale sont allés se multipliant et se développant à mesure que s'affirmait la supériorité d'ensemble de l'ALNA sur l'ennemi, à cause de l'affaiblissement continu de ce dernier et du renforcement de la Lutte de libération nationale. «Tout cela rendit possible, écrit le camarade Enver Hoxha, la planification et l'accomplissement d'opérations coordonnées de grands états-majors et le passage de la tactique de la guerre de partisans à la tactique de la lutte de front».[19]

La contribution remarquable du camarade Enver Hoxha à l'application créatrice du marxisme-léninisme, à l'art de l'insurrection armée, à la solution des problèmes de la tactique et de la stratégie militaires, consiste aussi dans la coordination parfaite de la guerre de partisans des détachements et unités de l'Armée régulière de libération nationale avec les actions de combat des unités et détachements des forces territoriales de volontaires. C'est justement dans ce lien que réside la grande idée de la fusion de l'armée avec le peuple entier en armes que le camarade Enver Hoxha, en sa qualité de dirigeant du Parti et de Commandant en chef de l'ALNA, a développé et concrétisé encore plus dans les conditions du socialisme. C'est aux masses populaires qu'appartient la victoire, car le peuple en armes qui combat pour une cause juste, est la plus forte des armées. D'où dérive également le développement ultérieur et l'application pratique de la thèse léniniste sur l'armement du peuple et sa préparation à l'insurrection armée et à la défense des conquêtes de la révolution populaire.

Le camarade Enver Hoxha a infusé dans le sang de notre Armée de libération nationale l'enseignement de Lénine selon lequel durant la révolution il est inadmissible de rester sur place et que l'offensive est l'essence de la stratégie révolutionnaire.

De fait, l'attaque et l'offensive étaient les traits principaux des actions de notre Armée de libération nationale. Tous les détachements et unités de partisans de distinguaient par leur esprit de choc et la tactique des actions sans cesse réitérées. «Ne pas demeurer dans l'attente de l'offensive de l'ennemi, recommandait le camarade Enver Hoxha, mais réduire cette offensive avant qu'elle ne se déploie».[20] Il conseillait également que même dans le cas où nous sommes contraints de nous défendre «nous devons mener le combat à un rythme soutenu, être à l'offensive»[21]. Ainsi, notre Armée appliquait le principe de la Guerre populaire selon lequel l'attaque est la meilleure des défenses. Le Parti et le camarade Enver Hoxha partaient du principe suivant lequel l'attaque maintient élevé le moral de nos unités, donne des résultats pratiques, épargne temps et énergies, démoralise l'ennemi minimise sa supériorité numérique.

Les actions de choc (d'offensive) n'excluaient pas la défense. Les Documents de l'Etat-major général témoignent que le camarade Enver Hoxha recommandait constamment que les actions des forces de partisans se caractérisent par la combinaison créatrice de l'attaque avec la défense. Cependant la défense, l'affrontement et le retrait comme formes de combat devaient avoir un caractère provisoire, et être appliqués surtout dans les cas où l'ennemi entreprenait des opérations de grande envergure.

Les multiples enseignements du camarade Enver Hoxha sur la stratégie, l'art opérationnel et la tactique militaire sont d'une grande importance et conservent une valeur actuelle pour la compréhension et le développement de la guerre populaire. Marxiste-léniniste conséquent, le camarade Enver Hoxha a développé plus avant l'art militaire de la Guerre populaire dans les conditions de l'édification du socialisme. Il l'a conçu comme un art militaire applicable seulement dans une guerre juste, révolutionnaire et défensive, fondée sur le principe de la direction unique du parti marxiste-léniniste, sur celui de l'appui sur ses propres forces, sur la supériorité de l'élément humain par rapport à l'arme. Se fondant sur les principes de notre Art militaire populaire en matière opérationnelle stratégique et tactique le Parti et le camarade Enver Hoxha ont orienté et organisé la préparation du peuple en armes et sa formation politique et militaire, le renforcement de la défense du pays et ils ont jugé la préparation civique une importante tâche de la défense de la patrie.

Le Parti et le camarade Enver Hoxha ont découvert, dénoncé et rejeté les théorisations réactionnaires et défaitistes sur la stratégie purement défensive, que les ennemis cherchaient à introduire dans notre armée.

Penseur et grand stratège, le camarade Enver Hoxha a défini la conception et l'objectif stratégique de la défense de la patrie socialiste. Ses idées demeurent aux fondements de la pratique de l'Etat albanais pour le renforcement de la capacité de défense du pays, elles se fondent sur la science marxiste-léniniste, les lois générales de la révolution socialiste et synthétisent l'expérience historique de la lutte de notre peuple pour la prise du pouvoir, la sauvegarde et la consolidation de la dictature du prolétariat ainsi que l'expérience révolutionnaire des autres peuples.

Le camarade Enver Hoxha a été l'initiateur et l'inspirateur de la préparation du peuple entier en armes. L'une des importantes idées formulées par le camarade Enver Hoxha est que pour défendre la patrie il ne suffit pas d'être préparés militairement, il faut aussi être forts du point de vue politique, idéologique et économique. Il nous donne une grande leçon lorsqu'il souligne que «Plus fort est le peuple et plus forte est l'armée; plus élevé est le niveau idéologique et politique du peuple et plus élevé sera celui de l'armée; plus forts seront idéologiquement, politiquement et économiquement les arrières et plus forte sera l'armée.»[22]

Dans le cas d'un affrontement avec un ennemi ou un groupe d'ennemis, supérieurs en nombre et en moyens à l'échelle stratégique, le camarade Enver Hoxha a démontré scientifiquement que l'on ne peut les vaincre qu'on appliquant les méthodes de la guerre populaire. Il soulignait que «notre guerre sera, s'ils nous attaquent, une guerre frontale et que nous ne céderons aucun pouce de notre sol à l'ennemi»[23]. Ces précieux enseignements constituent une nouvelle contribution au développement de la science militaire marxiste-léniniste, un exemple et une source d'inspiration pour les autres peuples dans leur lutte pour la liberté, l'indépendance et le socialisme.

Notes :

1. Ramiz Alia, *Enver Hoxha et son Œuvre vivent et vivront toujours,* p. 5.

2. V. Lénine, *œuvres,* t. 21, p. 429.

3. F. Engels, *œuvres militaires choisies,* éd. alb. 1, Tirana, 1975, p. 69.

4. V. Lénine, *œuvres,* t. 31, p. 143.

5. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 2, Tirana, 1984, p. 29.

6. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 1, Tirana, 1984, p. 343.

7. Enver Hoxha, *Les menées anglo-américaines en Albanie,* p. 265.

8. Ramiz Alia, *«Discours d'ouverture à la Conférence scientifique»,* éd. fr., pp. 11-12, Tirana, 1981.

9. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 1, Tirana, 1984, p. 333.

10. Ramiz Alia, *Enver Hoxha et son Œuvre vivent et vivront toujours,* Tirana, 1985, p. 16.

11. Voir Enver Hoxha, *œuvres,* t. 2, Tirana, 1984, p. 298.

12. Enver Hoxha, *Les titistes* p. 393.

13. Ramiz Alia, «Discours prononcé au 11^{e} plénum du CC du PTA», *«Zëri i popullit»,* 14.4.1985.

14. Comando 9-a armata. Notiziario mensile no. 7, mese di luglio 1943. *ACA.* Fonds 260, dossier 53, p. 240.

15. AIH. DMA, *La correspondance secrète de la guerre,* 10 juin 1944 T-314/673.

16. Le rapport est du 12 juin 1344. *Ibid.,* T-314/672.

17. Enver Hoxha. *Deux peuples amis,* éd. fr., Tirana 1985, p. 319.

18. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 2, Tirana, 1984, pp. 121-122.

19. Enver Hoxha, *Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle,* p. 431.

20. *Documents de l'Etat-major général et du Commandement général de l'ALNA,* t. 1, Tirana, 1976, f. 78.

21. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 2, Tirana, 1984, p. 121.

22. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 33, p. 181.

23. Enver Hoxha, *Sur l'Armée populaire,* t. II, Tirana, 1984, p. 369.

IV. Critique des «théories» et pratiques bourgeoises-révisionnistes

Gjergj Habibaj (Professeur à la Faculté des Sciences politiques et juridiques) — Les buts de la propagande du Vatican à l'encontre de l'Albanie et son manque de fondements

Le camarade Enver Hoxha a défini le Vatican comme un foyer de l'obscurantisme mondial, un «ennemi constant de l'Albanie». Cette définition s'applique non seulement à l'histoire passée, mais surtout à la période actuelle. Cet état de choses a ses raisons profondes. La victoire de la révolution populaire en Albanie, l'édification heureuse du socialisme, et, particulièrement, l'extirpation de la religion et des institutions religieuses ont atteint au vif le Vatican, d'autant plus qu'une partie de l'ancien clergé de notre pays, le clergé catholique, dépendait administrativement et idéologiquement, et cela par des liens directs, du Vatican.

La subversion politique et idéologique du Vatican à rencontre de l'Albanie ne diffère guère, dans son essence, de la subversion bourgeoise-révisionniste, elle trouve même dans l'arsenal bourgeois-révisionniste les «arguments» nécessaires pour combattre la théorie et la pratique du socialisme. De plus cette subversion est plus démagogique, mystificatrice, calomnieuse et désinformatrice et elle spécule sur le sentiment religieux.

La subversion politique et idéologique du Vatican à rencontre de notre pays se déploie sous deux formes principales, une forme directe, qui consiste à donner une fausse image de la situation dans notre pays, en déformant notre politique, et aussi en falsifiant l'histoire de notre peuple, mais aussi indirectement à travers la propagation et le commentaire des vues des révisionnistes modernes afin de s'attaquer à la doctrine marxiste-léniniste qui est appliquée dans notre pays. Les deux centres principaux à partir desquels est réalisée cette campagne hostile à l'Albanie et au communisme sont «Radio Vatican», qui diffuse chaque jour sur ses ondes une émission d'une demi-heure en langue albanaise, des émissions particulières pour stimuler les sentiments religieux des gens de chez nous et l'organe du Vatican l'«Osservatore Romano» qui périodiquement publie aussi des études «historiques» sur le rôle «progressiste» de la religion dans le développement culturel de notre peuple. Outre sa radio, le Vatican use aussi pour les transmissions des cérémonies religieuses, la radio et la télévision d'Etat.

Toutefois les menées du Vatican contre notre pays ne se limitent pas simplement au cadre d'une activité de propagande. Elle s'accompagne aussi d'efforts pour trouver des voies et des formes diverses en vue d'introduire l'idéologie religieuse, à travers des traductions dans la presse de diverses brochures remplies de citations des apôtres ou de la Bible. Dans ce cadre, par exemple l'Evangile continue d'être traduit en albanais ainsi que les Actes des apôtres que le Vatican s'efforce d'introduire dans notre pays par la mer, par le truchement de touristes, de visiteurs divers, etc. Les cas ne sont pas rares où sur notre côte sont venues échouer des brochures à caractère religieux enveloppées de cellophane, et où des touristes et des visiteurs étrangers ont soi-disant oublié dans leurs chambres, sur la place ou dans d'autres lieux des livres et des revues illustrés publiés par le Vatican, etc.

La politique anti-albanaise et anticommuniste du Vatican a constitué une constante immuable de sa politique, de son activité, de son idéologie dans sa lutte contre le régime socialiste établi en Albanie. Les origines de cette politique remontent à la période du régime de Zogu. Dès qu'ont vu le jour les premières associations de travailleurs dans notre pays, le clergé catholique a poussé ses premières clameurs sur le péril du «socialisme anticlérical» et les a excommuniées. Indépendamment des déclarations du clergé, qui prétend ne pas s'occuper de politique, que ses membres se consacraient seulement à des questions pastorales, en fait, d'après les documents secrets échangés entre le clergé et le gouvernement de Zogu. il ressort que les hauts dignitaires du clergé catholique offrirent leur aide à Zogu pour élargir leur coopération avec lui dans la campagne contre le communisme. Et même au cours d'une conférence épiscopale ils prirent l'engagement d'«organiser particulièrement des cours et des conférences, de publier des brochures et des ouvrages»,[1] contre le communisme. Le premier à donner l'exemple dans cette campagne fut le Père A. Harapi, lui-même, qui prononça pas mal de sermons pour prêcher l'idéalisme, surtout à Korça. (Le Vatican retransmet aujourd'hui ces causeries et conférences à travers sa propre radio à l'intention des «croyants d'Albanie».). Le choix de Korça pour ces campagnes anticommunistes n'était pas le fait du hasard, mais tenait à ce que Korça. durant cette période, était devenue le foyer du mouvement communiste et que les traditions patriotiques y étaient des plus puissantes.

Cette activité anticommuniste alla croissant après l'occupation fasciste de l'Albanie et cela surtout après la création du PCA et Seras la mesure de son influence accrue parmi les masses. Toute la propagande du clergé, encouragée et soutenue par les occupants fascistes, fut mise en branle pour montrer que le bolchévisme «fait de matière et de ténèbres est l'ennemi de l'esprit et de la lumière. Il a écrit sur son. front, la révolution»,[2] alors que le Père A. Harapi, a peine devenu membre du Conseil suprême de Régence, devait déclarer que tous les communistes albanais agissent aveuglément sans savoir ce qu'ils font ni où ils vont».

Après la Libération de l'Albanie également, le Vatican ne cessa d'ourdir des complots contre la liberté, l'indépendance et la souveraineté du pays. A la veille de la libération, Gasper Thaci, archevêque de Shkodra, eut une rencontre avec le major anglais Neil, qui lui recommanda de poursuivre la lutte contre les communistes en

Albanie même. Une fois le pays libéré, le clergé au début adopta une position d'attente, en pensant que la situation ne tarderait pas à changer. Mais le temps passait. et rien ne se produisait. Alors le délégué apostolique du Vatican lui-même, L. Nigris, eut une rencontre à Shkodra avec la mission anglaise et reçut, dès janvier 1945, des instructions pour se préparer à une insurrection, qui servirait de prétexte à un débarquement anglo-américain. Nigris, suivant les instructions reçues de la mission anglaise et du Vatican (dès lors les liaisons entre le Vatican et le Clergé catholique albanais étaient maintenues à travers les missions alliées dans notre pays) entreprit son travail légal et clandestin pour organiser le renversement du pouvoir populaire en Albanie.

Au cours de cette même période, plusieurs membres du clergé prirent la fuite et une propagande pour le soulèvement armé du peuple contre le pouvoir fut organisée suivant les instructions reçues d'I. Nigris. Un certain nombre de prêtres, comme D. Alfons Traski, D. Nikol Gazuli, Ndre Zadeja, etc., se firent les soutiens et les inspirateurs principaux du criminel Llesh Marashi lors de «l'insurrection de Koplik» qui visait, à susciter des troubles pour faciliter une intervention des Anglo-Américains.

En dépit de l'échec de ces premières tentatives, le clergé catholique, à l'incitation continue du Vatican, poursuivit sa propagande contre le pouvoir, en usant d'une autre tactique plus camouflée, à travers les curés et les religieuses. Ceux-ci se mirent à prêcher dans les églises contre le pouvoir populaire, en recommandant aux jeunes gens et aux jeunes filles de ne pas participer à l'organisation de la jeunesse, mais de s'intéresser seulement à la religion, car c'était là la «voie du Seigneur». Durant la même période, le Vatican envoyait de nouvelles instructions au délégué apostolique, l'incitant à réorganiser le Parti démocrate-chrétien en Albanie. C'était là une des voies préférées du Vatican après la Seconde Guerre mondiale, non seulement pour prolonger son existence et camoufler son étroite collaboration avec le fascisme, mais aussi pour se lier davantage avec les Etats capitalistes en se présentant comme un facteur de progrès.

Ainsi le trinôme Vatican-missions anglo-américaines-clergé catholique, fit à Shkodër tous les efforts possibles pour saboter et miner le pouvoir populaire à peine instauré en Albanie. Les procès qui eurent lieu contre les ennemis du peuple albanais durant cette période prouvèrent par de multiples faits les agissements anticommunistes et anti-albanais du clergé catholique qui était dirigé par le Vatican, son activité pour la création de l'organisation «L'Union albanaise» ainsi que le groupe terroriste «la Main noire»[3], qui, en même temps qu'ils déployaient une propagande politique parmi les masses pour «le renversement du pouvoir populaire», pour «le salut de la croix et de la religion», envisageaient l'organisation d'attentats contre les hommes du pouvoir et du Front. Leur aversion en arriva au point qu'ils demandèrent même des armes pour combattre le pouvoir populaire. Ainsi, le curé de Nikaj mandait à l'archevêque de Shkodër: «J'ai écrit au Père Anton de s'intéresser à nous procurer des munitions pour que nous combattions le communisme, si cela vous est possible; et même si le Père Anton ne se trouve pas là, occupez-vous-en vous-même et prenez toutes les mesures possibles pour vous procurer des cartouches».[4]

Les mesures importantes qui furent prises après la Libération par l'Etat albanais concernant les cultes, comme le furent la séparation de l'Eglise d'une part et de l'Etat et de l'école, de l'autre, ainsi que le rejet par l'Eglise catholique albanaise de tout assujettissement au Vatican, suscitèrent une réaction immédiate, mirent le Vatican en fureur, car celui-ci perdait ainsi l'appui dont il jouissait jusqu'alors et il se voyait barrer une bonne fois la voie pour utiliser son autorité religieuse, économique et politique et s'ingérer dans les affaires intérieures de notre Etat. Ces mesures constituaient au coup rude contre la politique et l'idéologie religieuses, car elles lui étaient l'appui et le soutien de l'Etat, le soutien politique et officiel que lui avaient accordé constamment et en toute occasion les pouvoirs des classes dominantes et exploiteuses. Ainsi, la religion n'avait plus aucune possibilité de s'imposer par la force de l'autorité de l'Etat. Elle perdait également une institution importante, l'école, grâce à laquelle elle s'était imposée jusqu'alors, dès leur âge tendre, aux enfants de religion catholique. Ces mesures de grande importance historique coupèrent les racines séculaires de la religion, hâtant son agonie.

Il va sans dire que le Vatican ne pouvait garder alors le silence pas plus qu'il ne le peut aujourd'hui face à ce coup qui lui était porté. La propagande du Vatican a présenté et présente toutes ces justes mesures comme ayant été réalisées par la violence et la terreur, elle soutient que «la lutte contre la religion est une lutte contre les droits de l'homme», etc. A cette révolte désespérée du Vatican contre le coup qu'essuya la religion en Albanie socialiste, ne manqua pas de participer aussi son chef même, le pape Voytila, qui a exprimé son «regret» que l'Albanie se soit écartée de la voie du Seigneur. Dans les Pouilles, le 5.10.1980 et à Bari, le 22.2.1984, il a déclaré, tout comme le Duce en son temps: «les croyants albanais sont dans mon cœur» et il a pris la défense des «martyrs» de la foi comme le père A. Harapi, Fishta, V. Prendushi, etc., qui ont soi-disant combattu pour leur pays en ayant pour seul idéal leur religion. Mais notre peuple a éprouvé à ses dépens le véritable rôle réactionnaire hostile de ces «martyrs» et le Vatican tente vainement de les défendre. Il prouve une nouvelle fois son attitude manifestement anti-albanaise dans sa croisade contre notre pays. A ce chœur anti-albanais se joint la voie du «Centre d'information catholique pour l'Albanie», qui a son siège à Santa Clara aux USA, ainsi que le «Conseil national des églises du Christ» toujours aux USA, qui s'égosillent et se plaignent de la prétendue négation violente des libertés de religion et de croyance en Albanie.

Actuellement, alors que dans notre pays la religion a vu couper ses racines, par suite de la juste politique suivie par notre Parti et par notre Etat, dans la propagande du Vatican on observe une tendance à discréditer notre politique extérieure, à l'interpréter en faveur de l'impérialisme et du révisionnisme. Dans le cadre d'une pareille campagne, le Vatican feint de plaindre le peuple albanais de son «isolement» de nous plaindre de ne pas participer aux conférences sur la «sécurité» comme celle d'Helsinki, etc.

Dans la propagande du Vatican il convient de relever aussi un autre fait assez digne d'intérêt. D'une part, il souscrit aux calomnies de la réaction sur la prétendue fermeture de l'Albanie, en la présentant comme un pays «isolé dans le contexte de l'évolution historique du monde entier et qui restera une étrangeté historique»,[5] d'autre part, aux moments où notre Parti et notre Etat ont démasqué les variantes du révisionnisme moderne comme le soviétique et le chinois, le Vatican a engagé une campagne fébrile de propagande pour montrer et prévoir dans quel sens s'acheminera l'Albanie. A chaque nouveau succès de notre politique étrangère dans l'arène internationale, à travers l'extension de ses relations diplomatiques avec de nouveaux Etats, le Vatican ne manque pas de renouveler sa propagande habituelle sur une prétendue ouverture de l'Albanie.

Or, comme l'a indiqué le camarade Ramiz Alia, l'Albanie ne s'ouvre ni ne se ferme. Elle n'est pas isolée, au contraire, elle entretient des relations diplomatiques avec plus d'une centaine d'Etats. Notre Parti et notre Etat ont clairement indiqué qu'ils ont été et sont pour des relations normales avec tous les Etats qui acceptent d'établir des relations avec notre pays sur la base de l'égalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun, du respect de la souveraineté nationale et de l'intangibilité territoriale, des échanges dans tous les domaines d'intérêt réciproque. La pratique a confirmé la justesse, l'efficacité et l'esprit de principe de sa politique au service de la cause de la révolution et du socialisme en Albanie.

Le but de cette propagande, comme celle de la propagande occidentale, est de libéraliser notre juste politique et nos justes attitudes, de nous pousser à nous «ouvrir» non seulement à l'égard du Vatican (et en l'occurrence, ils ne manquent pas de claironner les bonnes relations qu'il a établies avec les pays révisionnistes), mais aussi envers les superpuissances, afin que notre pays puisse s'engager dans la voie de la restauration capitaliste. Mais à part ces orientations essentielles, on observe aussi dans le programme du Vatican quelques autres orientations.

La falsification de l'histoire de notre peuple et du rôle des figures éminentes de son histoire est un des traits qui caractérisent aujourd'hui la propagande idéaliste et réactionnaire du Vatican. Dans les émissions quotidiennes de «Radio Vatican» et dans les organes de presse du Saint-Siège on s'attache de temps en temps à déformer l'histoire de notre peuple, ses traditions, etc., en cherchant à faire croire que le facteur principal de l'histoire de l'Albanie aurait été l'Ordre des Franciscains, que l'histoire de l'Albanie et celle des Franciscains «ont avancé de concert, qu'elles ont progressé ensemble, conduites ensemble, frappées ensemble et pareillement défaites»[6] car la fin de la religion serait soi-disant aussi la fin de l'histoire de l'Albanie.

Le soutien des puissances étrangères, l'effort pour insuffler au peuple la psychose selon laquelle son développement et son progrès dépendraient des grandes puissances, a été et demeure une constante immuable de la propagande et de l'activité du clergé catholique. C'est ainsi qu'à la veille de l'occupation fasciste de l'Albanie le clergé catholique dans le pays et à l'étranger s'est montre très actif pour préparer le terrain à l'agression fasciste. «C'est seulement sous le ciel de l'Italie que se développera l'Albanie idéale»,[7] disait Fishta lorsqu'il devint membre des institutions culturelles du régime fasciste.

Alors qu'auparavant les porte-parole du clergé catholique et du Vatican ne parlaient guère de l'histoire de notre peuple, car, selon eux, celui-ci n'était pas capable de promouvoir son développement indépendant sans l'appui des grandes puissances, actuellement ils s'efforcent de se poser en sauveurs du peuple albanais, en créateurs de son histoire.

La subversion politique et idéologique du Vatican à propos de l'histoire de notre peuple a pour trait caractéristique que celle-ci est considérée à partir de positions idéalistes. Commentant la communication d'un certain Daniel Gejçaj, l'organe du Vatican «Osservatore Romano», du 27 novembre 1931. divise l'histoire de l'Albanie en quatre périodes, et cela en fonction de la propagation de la religion chrétienne en Albanie. Suivant le Vatican, l'histoire de l'Albanie se composerait des «premiers siècles d'après le Christ, du Moyen Age, de la Renaissance et enfin de l'Eglise albanaise avec ses persécutions actuelles».[8]

Une pareille périodisation assurément est dénuée de toute base scientifique, elle est idéaliste, subjective et arbitraire, et se guide sur les desseins réactionnaires du clergé. Cette périodisation, en prenant pour critère fondamental les périodes de développement de la religion, vise à insérer aussi l'histoire de notre peuple dans le cadre de la religion, pour donner ensuite droit de cité aux vues de la propagande du Vatican sur le prétendu rôle progressif qu'aurait joué la religion dans notre pays. L'histoire de l'Albanie qui ne commence pas avec l'ère nouvelle (l'année de la naissance du christ, selon la religion) démasque elle-même une pareille thèse, car cette histoire est bien plus ancienne, ce qui a été démontré scientifiquement par l'historiographie albanaise et l'historiographie en général. D'autre part, le christianisme, et les autres religions sont venus dans notre pays en

même temps que les envahisseurs romains, byzantins, ottomans, etc., et ont servi avec zèle durant toute l'histoire leur politique de division et d'asservissement. Le camarade Enver Hoxha a indiqué que «rien ne nous rattache à la religion, pas plus comme communistes que comme patriotes. La religion est venue dans notre pays en même temps que les occupants et elle a servi leur politique d'asservissement. En tout temps les représentants du clergé catholique non seulement se sont fait les soutiens les plus zélés des envahisseurs, mais ont appuyé aussi sans réserve les machinations des grandes puissances à l'encontre de notre pays. Cette position ouvertement réactionnaire anti-albanaise constitue un des facteurs fondamentaux, car la religion ne s'est pas ancrée profondément dans la conscience du peuple albanais et la propagande actuelle du Vatican ne «prend» plus chez les «croyants» albanais, que le Pape aurait dans son cœur.

La falsification de notre histoire par la propagande actuelle du Vatican va jusqu'à présenter la lutte de notre peuple sous la conduite de Skanderbeg contre les occupants ottomans comme la lutte d'un prince chrétien contre la religion musulmane et à faire croire que cette lutte a été soutenue par le pape. Notre historiographie a prouvé scientifiquement que l'esprit et le cœur de Skanderbeg et du peuple qui l'a suivi n'étaient pas animés par l'idéal de la chrétienté, mais par celui de la liberté de la Patrie, que dans la lutte contre les occupants ottomans il n'arbora pas la bannière de la croix, comme le firent nombre de princes d'Europe durant les croisades, mais le drapeau de l'unité de la nation, car c'était un chef populaire et il s'appuya sur le peuple et ses aspirations à la liberté et non sur le pape, lequel, même lorsque Skanderbeg sollicita son aide, laissa notre héros national en plan.

C'est le même dessein de falsification que poursuit l'autre thèse des «historiens» actuels du Vatican, suivant laquelle le mouvement de libération de l'Albanie durant la Renaissance nationale aurait joui de l'important appui des chrétiens. En réalité, notre mouvement de la Renaissance nationale est un mouvement unique dans son genre. Il ne fut pas guidé par une idéologie à habit religieux, mais par la grande idée de la libération nationale. Et même le mot d'ordre idéologique principal des promoteurs de notre Renaissance devint «La religion de l'Albanais est l'Albanisme».

Au mouvement de libération qui conduisit à la Proclamation de l'Indépendance de l'Albanie le 28 novembre 1912, participèrent les masses populaires et les patriotes de toutes les régions d'Albanie, sans distinction de religion, alors que les représentants de clergé comme Fishta et C^{ie} développaient des raisonnements réactionnaires suivant lesquels le peuple albanais était encore dépourvu d'une conscience nationale, qu'il ne pouvait se passer des grandes puissances, etc.

Afin de créer une certaine croyance en sa prétendue bienveillance envers notre peuple, la propagande du Vatican fait un grand tapage autour des figures éminentes de l'histoire de notre peuple, comme le sont Ndre Mjeda et Luigj Gurakuqi. en soulignant, en premier lieu, chez eux, leur foi chrétienne. Assurément, ces prêches sont d'une nature délibérément antiscientifique et antihistorique. Et pourtant, leur but est, tout d'abord, de souligner le rôle de la religion dans l'histoire et la culture de notre peuple et, deuxièmement, de mettre dans le même sac, en même temps que les patriotes albanais, les figures honnies du peuple albanais, comme Fishta et compagnie. Pourquoi la propagande du Vatican cherche-t-elle â mettre côte à côté Ndre Mjeda et Gjergj Fishta, alors que l'on sait l'attitude hostile et brutale que le Vatican et le Clergé catholique albanais adoptèrent à rencontre de Mjeda?

En mettant sur le même plan, un plan positif, Mjeda et Fishta, le Vatican cherche à présenter la question comme si ces deux membres du clergé sont aussi au même niveau sur le plan littéraire, comme sur le plan politique. Le camarade Enver Hoxha a depuis longtemps mis en lumière la fausseté d'une pareille appréciation: «Ndre Mjeda, a-t-il souligné, était un prêtre, mais il se consacra de toutes ses forces au mouvement insurrectionnel albanais. Nous nous souvenons tous de ses ardents appels «Libération, libération clament partout les montagnes» que Mjeda adressait aux petites gens chez lesquels il voyait le sûr appui de la victoire de la liberté et de l'indépendance du pays. Fishta aussi a été un versificateur, mais il était anti-albanais; c'était un politicien réactionnaire, et c'est pourquoi nous condamnons son action à l'encontre de la Patrie».[9]

L'appareil de propagande du Vatican cherche actuellement à présenter aussi Luigj Gurakuqi comme une personnalité influencée par l'idéologie religieuse. Il est intéressant de noter qu'une pareille tentative a été faite aussi à l'époque où l'Italie fasciste visait à renforcer ses positions en Albanie et à user du prestige de Gurakuqi pour faciliter sa pénétration. A cette fin, elle mit en action le clergé catholique afin qu'il exerce sur lui une pression et le fasse changer de chemin, pression que celui-ci rejeta. Cette thèse est présentée aujourd'hui par le Vatican un peu plus modulée et se borne à soutenir que l'activité patriotique et la lutte politique de Luigj Gurakuqi pour la proclamation de l'Indépendance nationale auraient été d'inspiration purement chrétienne».[10]

La thèse qui s'efforce de faire passer Gurakuqi pour un simple «catholique» ou pour un patriote pénétré d'une idéologie religieuse, n'est rien d'autre qu'une déformation de la figure prestigieuse de ce patriote et politique éminent, une vaine tentative du Vatican de se poser lui-même en défenseur des aspirations nationales du peuple albanais.

Les spéculations du Vatican embrassent aussi les grands événements historiques de notre peuple. C'est ainsi, par exemple, qu'en ce qui concerne les 28 et 29 novembre, le Vatican, tout comme la propagande réactionnaire anti-albanaise, s'efforce de séparer ces deux dates et de faire croire que le 29 novembre 1944 représente une interruption dans l'histoire de l'Albanie. En fait, il s'agit réellement d'une grande coupure, irréversible, mais d'une coupure qui met fin aux interventions étrangères en Albanie.

Pour donner quelque crédit à ses vues, le Vatican en est réduit à un raisonnement de sophiste. C'est ainsi qu'il soutient que les patriotes et les personnalités éminentes du peuple albanais qui ont conduit à la Proclamation de l'Indépendance n'ayant pas été des marxistes-léninistes, étaient par conséquent attachés et fidèles à l'Eglise et à la religion. Selon lui donc, toutes les luttes et tous les mouvements populaires dirigés par ces patriotes et personnalités auraient été influencés par une idéologie religieuse. L'histoire même des luttes du peuple albanais pour sa liberté et son indépendance s'inscrit en faux contre ces déformations et falsifications propres à la propagande du Vatican. Même s'ils n'étaient pas directement guidés par la théorie marxiste-léniniste (et cela a sa justification historique) les patriotes albanais l'étaient par l'idée claire de la liberté, du patriotisme, de l'union du peuple dans la lutte contre les occupants et leurs valets, du progrès général de la nation. Aucun d'entre eux n'a énoncé des mots d'ordre religieux ni avancé des revendications religieuses. Et les tentatives du Vatican d'assumer la paternité de ces patriotes sont tout aussi ridicules que vaines.

Les thèses antihistoriques du Vatican embrassent aussi le prétendu rôle de la religion dans le développement culturel du peuple albanais. De pair avec la déformation de l'histoire de notre peuple, une autre orientation de la subversion politique et idéologique du Vatican a consisté dans ses efforts pour présenter la religion comme le facteur principal du développement culturel du peuple albanais. Selon le Vatican, «L'aspect religieux, en fait, a en tout temps préservé et promu le développement culturel albanais»[11] et, pour le prouver, on évoque le rôle qu'auraient joué les missions catholiques en Albanie.

Mais la vérité historique en ce qui concerne le rôle de ces missions atteste tout à fait le contraire. A l'opposé de ce qu'il en est dit, elles n'ont pas contribué à l'«élévation spirituelle du montagnard», mais à son appauvrissement spirituel.

Les missions catholiques en se propageant partout où il y avait des populations de cette confession, sous le prétexte du souci de leur évangélisation, ont été un des moyens essentiels de la subversion politique et idéologique du Vatican pour étendre son influence sur le monde entier, tout en constituant une source de renseignements secrets.

Le but essentiel de ces missions était de s'implanter dans les régions où la religion catholique n'avait pas pénétré, comme par exemple dans le sud de l'Albanie. Depuis 1936, le Vatican intensifia ses efforts pour introduire ces missions en Albanie, car les attitudes de la clique zoguiste et des autorités religieuses favorisaient une pareille entreprise, alors qu'en même temps les circonstances désespérantes qu'avait instaurées le régime zoguiste devaient servir d'argument pour «l'élévation spirituelle des masses». Comme il apparaît du projet de 1936 conçu entre Konica et le Père A. Harapi, cette entreprise devait être mise en œuvre en trois stades: «l'observation du terrain, la préparation du milieu, l'exécution du plan. Toutes les mesures préparatoires devaient conduire à la formation de l'opinion publique en faveur du catholicisme.»[12]

Le plus grand empressement à réaliser ce plan fut manifesté par l'ordre des Franciscains, lequel était le plus actif et par conséquent le plus apte à oeuvrer dans les milieux non catholiques. Ce projet même laisse entendre que l'ordre des Franciscains connaissait bien les traditions antireligieuses de notre peuple et surtout des populations de l'Albanie centrale et méridionale. Le travail pour la diffusion des missions dans notre pays devait être initialement dirigé par quatre personnes, dont le Père A. Harapi, un père franciscain italien et deux frères italiens, dont l'activité, au début, se déploya dans certaines directions essentielles, comme les contacts par correspondance avec toutes les notabilités des classes aisées qui devaient les aider dans leur travail, la création d'agences de propagande religieuse dans les villes principales, appelées à devenir plus tard les premiers foyers d'une activité plus intense et plus organisée par le Vatican. A la suite de l'occupation de l'Albanie par l'Italie fasciste, la pénétration des missionnaires catholiques s'accéléra et cela dans de grandes proportions. Le Vatican ne ménagea pas ses efforts, non seulement matériels, mais aussi en hommes pour atteindre ses fins et s'implanter dans tout le pays. Toutefois, pour que cette pénétration pût s'accomplir, le Vatican et le clergé catholique déployèrent aussi des efforts pour former des prêtres du rite oriental.[13]

Cette opération était dirigée par Mariano Prelai. représentant de l'ordre franciscain à Rome, Le grand nombre des paroisses qui avaient été créées à cette fin, les écoles primaires et secondaires, ou la publication de deux périodiques mensuels de 100 pages, ne suffisaient pas au Vatican, qui visait à étendre son influence sur tout le pays. Ce prêtre franciscain appelait toutes les provinces d'Italie à «accueillir» dans leurs collèges, au moins deux jeunes Albanais qui retournaient à la fin du cours prévu pour venir en aide à la mission et seraient aptes à officier dans le rite oriental. Ainsi était-il prévu que le nombre des étudiants en théologie devait atteindre la cinquantaine.

Le gouvernement fasciste et le Vatican envoyèrent aussi en Albanie quelques prêtres italiens pour préparer d'autres étudiants dans les collèges religieux de Shkodër. Ces prêtres étaient accompagnés aussi d'un certain nombre de religieuses, dont le but était d'ouvrir des écoles religieuses, asiles, etc., dans les centres orthodoxes afin d'attirer les habitants de cette zone à la religion et à l'église catholiques.

Mais quel était le véritable but de ces missions qui, sous le prétexte de répandre les enseignements de l'Evangile et de diffuser le travail d'éducation religieuse et culturelle», s'étendirent dans tout le pays et surtout au sud?

La correspondance secrète de ces missions avec le Vatican et le délégué apostolique à Shkodër révèle que leur véritable objectif n'était pas d'accomplir leur action «pastorale», mais au contraire, de rassembler des informations, pour soutenir les forces d'occupation et les groupements de traîtres, ainsi que pour déformer aux yeux des masses les buts de la Lutte de libération nationale.

Au début, l'activité de ces missions était dirigée et financée directement par le Vatican, mais, à la suite de l'expansion de la Lutte de libération nationale, après la capitulation de l'Italie, les missions se mirent à recevoir des aides pécuniaires de milliers de francs du délégué apostolique à Shkodër, du fait que «les temps difficiles ne permettaient plus une liaison directe avec le pape».[14]

Toutes ces aides en espèces allaient en faveur de l'action d'espionnage, de propagation du dogme et de sabotage que dévoyaient ces missions, qui, à la veille de la libération du pays, redoublèrent leurs efforts pour saboter la Lutte de libération nationale et en détourner les masses.

L'analyse rigoureuse de leurs agissements atteste que ces actions n'ont jamais eu des fins «culturelles», au contraire, qu'elles étaient animées de desseins politiques bien définis. La mise à jour de ces menées réactionnaires et subversives fait ressortir toute la grandeur de la politique de notre Parti qui sauva le peuple albanais du réseau de soutanes noires qui s'accrochaient à l'homme depuis sa naissance jusqu'à sa mort.

Quel rôle la religion a-t-elle joué dans l'«élévation culturelle» du peuple albanais? A ce propos il n'est pas superflu d'évoquer, entre autres, la lettre d'un instituteur autrichien à Fishta à propos des obstacles que lui dressaient les autorités religieuses du collège de Shkodra pour mettre en scène «Faust» de Goethe, ainsi que pour peindre divers types nationaux. «J'avais l'intention, écrivait-il, de préparer une série de tableaux qui représenteraient des types nationaux. Il m'a été interdit de peindre en dehors du couvent où j'habitais, et d'y introduire des modèles».[15]

On comprend bien que les dirigeants de Tordre des Franciscains ne pouvaient permettre que soient peints des types nationaux albanais, qui avaient inspiré pas mal d'autres peintres et écrivains éminents, qui avaient visité l'Albanie, par la beauté et les particularités de leurs usages, de leurs traditions et de leurs costumes, car, selon ces prêtres «le peuple albanais était privé d'une identité nationale» et, de ce fait, sa riche culture matérielle et spirituelle ne devait pas se faire connaître à travers le monde.

Cette prise de position est un des nombreux témoignages de l'exactitude de la conclusion du camarade Enver Hoxha selon laquelle ces pères «cultivés», loin de fournir par leur action le moindre apport à la culture nationale, n'ont même pas pris la peine de traduire ne fut-ce qu'une œuvre d'une figure des plus illustres de la philosophie ou de la littérature mondiale, ou encore de propager ou même de sauvegarder la culture nationale.

L'alliance avec les révisionnistes dans la subversion idéologique contre l'Albanie socialiste constitue aujourd'hui pour le Vatican un de ses moyens préférés pour falsifier la vérité et nous accuser de violer soi-disant le principe de la liberté de croyance.

La propagande du Vatican, tout en conservant sa constante hostile à l'Albanie a évolué en fonction de l'évolution des situations dans notre pays. Si, avant la Libération, elle visait à propager la religion catholique et à se mettre au service du fascisme, dans les premières années, qui suivirent la libération, elle s'employa principalement à préserver les positions de la religion et du clergé catholique, à affaiblir et à renverser le pouvoir populaire à peine créé. Toutefois, la consolidation continue de la dictature du prolétariat en Albanie et l'affaiblissement progressif des positions de la religion, dans son ensemble, et de la catholique en particulier, constituaient des coups puissants portés au Vatican et à sa propagande. En particulier, le vaste processus de révolutionnarisation de la vie du pays, qui s'intensifia surtout après 1987 et conduisit à la liquidation de la religion, contraignit le Vatican à changer de tactique dans sa lutte. La propagande du Vatican contre notre pays consista maintenant surtout dans des accusations sur la prétendue «répression» exercée en Albanie contre la religion, sur la «suppression» de la liberté de croyance, etc. Ces «maux» et ces «péchés», cette propagande, elle, l'impute au régime communiste et à la doctrine marxiste-léniniste mise en œuvre en Albanie, et c'est pour cela qu'elle ne ménage pas les injures et les calomnies contre eux. Dans cette campagne elle appelle aussi à son secours les vues de révisionnistes comme Garaudy, Collett, Althusser, Harriman, etc., surtout la falsification que ceux-ci font de la doctrine marxiste-léniniste.

Assurément, la lutte que le Vatican livre à la doctrine marxiste-léniniste et au régime socialiste en Albanie est sans effet. A plus forte raison ses arguments et ceux des révisionnistes sur lesquels il se fonde sont dirigés non seulement contre l'Albanie, mais contre le processus de dégénérescence de l'Union soviétique et de tous les autres pays anciennement socialistes alors que l'Albanie est jugée par analogie avec eux. Par ce procédé, le Vatican emprunte à ses fins de propagande anti-albanaises la critique que Garaudy fait au système centraliste et autoritaire, qui naguère pouvait être considéré comme approprié, dans la première période de la construction du socialisme, mais qui doit être tenu maintenant pour dépassé et déraisonnable ou irrationnel».[16]

Ces points de vue et ceux des révisionnistes yougoslaves se ressemblent comme deux gouttes d'eau. Ceux-ci, afin de justifier leur négation de la dictature du prolétariat et leur passage à la démocratie directe, divisent le socialisme en deux phases; en une première phase qui est de type étatique bureaucratique et en une seconde, qui est autogestionnaire. Inspiré par cette campagne anticommuniste, le Vatican aussi avance sa proposition d'un socialisme «postmarxiste, démocratique, chrétien dans ses racines, autogestionnaire et non totalitaire».[17]

En s'opposant au socialisme «totalitaire» albanais et en proposant un autre type de socialisme, le Vatican se pose en partisan du socialisme véritable postmarxiste, ce qui veut dire non marxiste. Il place ce socialisme sur le même rang que la «voie démocratique» des eurocommunistes français et l'autogestion yougoslave, et même comme une greffe sur la doctrine sociale chrétienne.

Le flirt du Vatican avec les révisionnistes des divers acabits est exprimé aussi dans des rencontres périodiques entre «chrétiens» et «communistes» des divers pays du monde, comme en RFA. du 21 avril au 1er mai 1966, en Tchécoslovaque le 30 avril 1967 et plus récemment en octobre 1986 à Budapest, où leur thème préféré a été celui de l'aliénation et des valeurs éthiques. A ces rencontres, qui ont commencé à avoir lieu après les années 60 et qui continuent d'être organisées régulièrement, ils présentent leurs nouvelles «découvertes» sur la falsification de la philosophie marxiste-léniniste et surtout des premières œuvres de Marx. Ces efforts conjugués visent à fonder l'interprétation de la doctrine marxiste-léniniste sur le dogmatisme chrétien. Cela a été exprimé assez clairement à leur dernière réunion à Budapest où ils ont fini par conclure que «aucune idée européenne n'existe en dehors de la tradition chrétienne. Et le marxisme est édifié sur la tradition européenne, dans son ensemble, y compris l'antiquité grecque et le christianisme».[18] Ces interprétations illustrent clairement la croisade commune des révisionnistes et des idéologues du Vatican pour interpréter la doctrine marxiste-léniniste dans une optique religieuse et la rendre ainsi inoffensive pour la bourgeoisie.

On n'a aucun mal à prouver que tout cet arsenal de vues et de thèses dirigées contre le marxisme-léninisme constitue une source principale des arguments «théoriques» qu'utilise le Vatican pour donner une fausse image de l'ordre socialiste en Albanie, du véritable caractère de la lutte du PTA contre la religion, surtout en ce qui concerne la question de la. liberté du culte.

Selon les idéologues du Vatican, le degré d'émancipation de la société et de sa liberté se mesure à la liberté du culte. Spéculant aussi sur la notion d'aliénation, les idéologues du Vatican visent à faire admettre l'idée que, en régime socialiste, l'aliénation ne serait soi-disant pas supprimée et que le Parti et l'Etat restreignent la liberté de l'individu. Assombrissant la réalité socialiste dans notre pays, le Vatican soutient que chez nous la liberté de conscience et de culte n'existent soi-disant pas, que les gens ont soi-disant été contraints par la force par le Parti et par l'Etat à abandonner la religion, que les prêtres ont été victimes de violences et de meurtres, que chez nous les gens sent brimés s'ils portent des noms se rattachant à quelque tradition religieuse, etc. Ces calomnies et falsifications sont réfutées par notre propre réalité socialiste, par les droits et les libertés mêmes dont jouit pratiquement l'individu travailleur dans notre société, qui lui sont garantis par la loi et dont la défense et l'exercice est le souci du Parti et de notre Etat de dictature du prolétariat.

L'attitude du PTA et de notre Etat envers la religion est une application conséquente des enseignements du marxisme-léninisme. Dès ses premiers pas, le pouvoir populaire sanctionnait par la Constitution son respect des convictions religieuses des gens de quelque religion qu'ils soient. Mais si, pour l'Etat, la religion était une question privée, il n'en était pas de même pour le Parti, car le Parti, en tant que détachement le plus conscient de la classe ouvrière, ne pouvait pactiser avec l'idéologie religieuse. Notre Parti, a souligné le camarade Enver Hoxha, s'est guidé dans la lutte contre la religion sur le principe selon lequel la conception communiste et la conception religieuse du monde sont en antagonisme entre elles, et que l'organisation de la propagande athée-scientifique parmi les masses avait par conséquent pour but de convaincre les gens de la vanité de la religion et des préjugés religieux. Dans tout ce processus, notre Parti., a indiqué le camarade Enver Hoxha «... s'est toujours guidé sur le principe de la liberté de conscience, de telle sorte que les gens se convainquent d'eux-mêmes de la vanité de la foi et des torts qu'elle cause à la société socialiste».[19]

Notre Parti a toujours livré la lutte contre la religion sur le plan conceptuel, afin d'élever les masses idéologiquement, politiquement et sur les plans éducatif et culturel jusqu'à ce que ces masses elles-mêmes, de par leur propre expérience de la construction du socialisme en Albanie, se convainquent de la nécessité de leur affranchissement social des chaînes de la religion. En fait, le but même du socialisme est de libérer les masses

travailleuses de toute sorte d'exploitation et de mystification, y compris la libération complète de leur conscience de l'idéologie religieuse. D'autre part, tout en respectant de façon conséquente le principe de la liberté de conscience, notre Etat socialiste ne pouvait permettre que les églises fussent utilisées comme des lieux pour tromper les croyants, pour y faire de la politique contre le régime en vigueur car cela aurait constitué une infraction à la loi. Certes, les prêtres jouissaient de tous les droits légaux comme tous les autres citoyens en Albanie, mais ils ne pouvaient jouir d'une immunité et ils étaient responsables de leurs actes politiques, au même titre que tous les citoyens de la république. «Leur fonction religieuse d'une part a souligné le camarade Enver Hoxha, et leurs convictions politiques et leur personne sont deux choses bien distinctes qu'il ne faut pas confondre. Chaque personne qui viole les lois de la république, qu'il soit prêtre chrétien, musulman ou simple laïc doit rendre des comptes devant la justice. La juste condamnation d'un prêtre chrétien ou musulman, qui a violé les lois, ne veut nullement dire que les croyances sont combattues ou que l'église est persécutée».[20]

Le camarade Enver Hoxha lui-même, au nom du gouvernement, avait clairement expliqué aux deux représentants des deux plus grands diocèses, Gasper Thaçi et Vincenz Prendushi qu'ils ne devaient s'occuper que de leurs fonctions religieuses.

Formellement, comme le souligne le camarade Enver Hoxha, ceux-ci en se frottant les mains jugèrent justes les attitudes de notre gouvernement et s'engagèrent à tourner leurs regards vers la nation albanaise. Mais en réalité, leur activité postérieure demeura une activité d'agents au service du Vatican et de l'impérialisme contre le pouvoir populaire. Aussi la dictature du prolétariat les frappa-t-elle, tout comme elle le fit pour toute personne qui, sous l'habit religieux, leva la main contre le peuple.

Assurément, le Vatican fut contrarié de voir «brûlés» ses deux agents les plus fidèles en Albanie. Il s'efforça de prendre leur défense et de protester contre leur condamnation comme il le fit aussi en 1973 lors de la condamnation de Shtjefen Kurti. Afin de rendre plus croyable sa version, le Vatican tenta de le faire passer pour un «saint», qui avait été fusillé par les communistes pour la seule raison qu'il avait baptisé un enfant! Etonnamment, c'est seulement deux ans après la condamnation de ce traître, saboteur de l'économie, agent des Italiens et des Anglo-Américains que le Vatican se souvint de prendre la défense de ce prêtre! Cette propagande hostile à l'Albanie fut diffusée avec un zèle excessif par nombre de journaux capitalistes et révisionnistes. Cette campagne n'était pas inspirée par une pitié quelconque pour ce prêtre, mais par le souci de discréditer le renom respecté de l'Albanie socialiste.

A ce vacarme du Vatican se joignit aussi l'église orthodoxe grecque, qui tenta de porter le problème jusqu'à l'ONU, sous le prétexte qu'en Albanie étaient persécutées des personnes «honnêtes». Et le Vatican fit un grand écho à ces actes de l'Eglise grecque, en organisant même une conférence de presse au Saint-Siège et en prétendant qu'en Albanie l'Eglise était persécutée et la liberté de conscience foulée aux pieds. Mais cette campagne anti-albanaise reçut la réponse qu'elle méritait, documentée par notre presse, et ses auteurs se virent contraints de se taire.

La mise à profit de pareils événements pour les convertir en campagnes idéologiques et politiques dénigrantes contre l'Albanie socialiste a été et demeure une des modes de combat de la guerre idéologique que le Vatican et la réaction mondiale livrent à notre pays. Mais notre peuple aussi observe ce dicton qui s'applique bien à ce cas: «Que les chiens aboient, la caravane passe!»

Les calomnies du Vatican concernant la liberté de croyance visent encore plus loin. Présentant le mouvement de masse contre la religion dans notre pays comme un mouvement incité par la force, il tend à faire croire que notre pays est un pays de dictature et militariste où les «droits de l'homme» ne sont soi-disant pas respectés, où il n'est pas permis aux catholiques de «pratiquer leur religion», où «les gens ne peuvent circuler librement sans autorisation de la police», où «sont fusillés tous les croyants», où la «dictature du prolétariat n'a pas réussi à établir la justice entre les classes sociales et encore moins la liberté»[21] et d'autres calomnies du même genre.

N'importe quelle personne raisonnable qui visite notre pays, même pour une brève période, comprend bien toute la fausseté et le ridicule de pareilles thèses. Notre réalité socialiste elle-même où les gens vivent libres, réfute les dires du Vatican. A ce propos, ils sont bien significatifs les mots de cette vieille de la minorité grecque, qui, répondant à un journaliste étranger, qui lui demandait où étaient l'église et le prêtre, lui dit fièrement: «Ni l'église, ni le prêtre ne m'ont sauvé des agas et des beys. Lorsqu'ils étaient au pouvoir, ils ne me donnaient même pas de pain, ils ne me donnaient même pas d'eau, ni d'électricité pour m'éclairer, ni la possibilité d'envoyer mes enfants étudier. Tous ces bienfaits m'ont été apportés seulement par la Lutte de libération nationale, par mon Parti du Travail. C'est pour cela que j'aime le Parti et non pas le prêtre».[22]

Dans sa campagne diffamatoire sur la prétendue absence de liberté de conscience et de cuite en Albanie socialiste, le Vatican s'efforce en vain de présenter comme champion de la liberté de conscience la société capitaliste actuelle, où l'individu est soi-disant libre de faire ce qu'il veut.

En principe, une liberté absolue, affranchie de toute condition, n'existe dans aucune société et encore moins dans la société capitaliste. La société, indépendamment de son régime économique et social, s'impose à l'homme, à l'individu par les rapports économiques, par le système d'enseignement, par l'éducation, par les idées politiques et les lois juridiques, par les normes de morale et jusque par les coutumes et usages les plus simples. «Vivre dans la société et être libre de cette société est impossible»[23] a dit Lénine. C'est seulement dans la société socialiste que se réalise la véritable liberté de conscience, où le progrès politique, idéologique, éducatif, culturel et scientifique des masses les libère de l'oppression séculaire et de l'idéologie des classes exploiteuses, les rend maîtresses d'elles-mêmes, capables de penser, de travailler et de diriger la société, sans avoir besoin de «l'aide» de la religion.

La classe ouvrière et les autres masses travailleuses dans notre Pays ont conquis leurs droits, leurs libertés et leur dignité dans la lutte pratique pour la construction de la société socialiste et ils ne les ont pas trouvés tout prêts, ni ne les ont obtenus en priant Dieu. Ce sont des libertés réelles, non pas mystiques et formelles comme celles qui existent dans la société capitaliste. L'exemple de l'Albanie socialiste confirme la prévision géniale de Marx selon laquelle viendra un temps où «... une communauté où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous prend la place de la vieille société bourgeoise avec ses classes.»[24]

La dénonciation des thèses et des calomnies du Vatican contre notre pays, sous quelque forme qu'elles se présentent, constitue une tâche actuelle et permanente non seulement de notre propagande et de notre presse, mais aussi de nos sciences sociales. L'action continue de la subversion idéologique, en dépit de ses zigzags et de ses variations d'intensité, exige que l'on s'arme d'une vigilance aiguë contre cet ennemi roué et trompeur et lui donne la réponse qu'il mérite.

Notes :

1. *ACE,* F. 132, D 96, p. 26.

2. *«Kumbona e se dïellës»,* 1939.

3. Rakip Beqaj, *«Veprimtaria armiqësore e Klerit katolik shqiptar 1944-1971»,* p. 61.

4. *ACE,* F. 132, 1945, D. 1247, p. 3.

5. *ATA,* 29.2.1978.

6. *ATA,* Bulletin de la Radio, 20 juillet 1976.

7. *ACE,* F. 131, D. 2, p. 86.

8. *ATA,* Bulletin de la Radio, 27.11.1981.

9. Enver Hoxha, *De la science,* t. 2, p. 234.

10. Voir: *«Osservatore Romano»,* 27.11.1981.

11. ATA, *Bulletin de la Radio,* 20 janvier 1983.

12. *ACE,* F. 132, D. 25, p. 1.

13. *ACE,* F. 132, 1941, D. 1209, p. 7.

14. *ACE,* F. 132, 1944, D. 10, p. 69.

15. *ACE,* F. 132, 1939, D. 11, p. 9.

16. *ATA,* Bulletin de la Radio, 19 mars 1977.

17. *«Monde et vie»,* 1985, n° 421, p. 13.

18. *«The new hungarian quarterly»,* n° 106, 1987, p. 146.

19. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 36, p. 154.

20. Enver Hoxha, *œuvres,* t. 3, p. 465.

21. *ATA,* 14 juin 1983.

22. Enver Hoxha, *Deux peuples amis,* éd. fr., p. 352.

23. V. Lénine, *œuvres,* t. 10. p. 33.

24. K. Marx — F. Engels, *œuvres Choisies,* t, 1, Tirana, 1975, p. 43.

Hysen Xhaja (Maître de conférences à la Faculté des sciences économiques) — La décentralisation anarchiste et la prétendue «planification socialiste» dans l'économie capitaliste soviétique actuelle

La restauration du capitalisme en Union soviétique est désormais un processus accompli. Comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha, «la société soviétique s'est embourgeoisée jusque dans ses fibres les plus profondes, le capitalisme a été restauré dans tous les domaines».[1] Ce processus qui a été réalisé par des voies et des pratiques révisionnistes camouflées, a son origine dans le XX^{e} Congrès du PCUS, où ont été exposées et vantées des vues et des pratiques capitalistes en matière d'organisation, de gestion de la production et de rémunération. C'est sur cette base qu'a été élaboré le programme révisionniste et contre-révolutionnaire relatif à de nombreux problèmes de l'édification socialiste, qui s'attaqua aux principes, aux lois, aux normes et aux méthodes marxistes-léninistes, qui réglementaient de façon planifiée et consciente l'économie de l'Union soviétique.

La «réforme économique» de 1965, qui a été suivie dans les années 1967, 1973, 1979, 1981, par des mesures, des réorganisations et des «micro-réformes», à travers lesquelles l'économie soviétique s'engageait toujours plus à fond dans la voie capitaliste, constituait un produit de ce programme de triste renom. Toute cette période de régression louée comme un «développement créateur» et un «enrichissement» de la théorie et de la pratique marxistes-léninistes de l'édification socialiste, a transformé le système politique, économique et social en Union soviétique. Par suite de l'application des lois et des méthodes de l'économie de marché, l'économie a commencé à ressentir les effets inévitables de l'acheminement dans cette voie capitaliste, comme les crises économiques, la baisse des rythmes de production, le développement disproportionné, l'inflation, etc. Au cours de la dernière décennie, 1970-1980. les taux d'accroissement du produit social étaient 1,63 fois plus bas que ceux de la période 1950-1960. Pendant la même période, le taux moyen annuel de l'accroissement de la production agricole était 3,5 fois plus bas que dans les années 50. Les conséquences de la voie capitaliste de développement sont ressorties avec encore plus de force dans les années 80. Dans l'industrie s'est accentuée la disproportion existant entre l'industrie lourde et les industries légère et alimentaire, entre l'industrie d'extraction et l'industrie de traitement ainsi qu'entre la première et la seconde subdivision du produit social. L'agriculture continue de se développer à des rythmes lents. De 1981 à 1985 la production agricole a augmenté à un rythme annuel moyen 2 fois inférieur à celui de l'industrie.

Les tendances inflationnistes, elles aussi, s'accentuent toujours plus dans l'économie soviétique actuelle. Comme l'a confirmé récemment le président du Grosplan, Juri Masljukov, dans une conférence de presse tenue à Moscou, l'inflation en Union soviétique s'accroît à un rythme annuel de 1,5 pour cent et désormais on ne peut plus arrêter ce phénomène.[2] D'après les données de presse le niveau d'inflation dans ce pays dépasse 8 pour cent.[3]

La politique économique capitaliste suivie par les cliques révisionnistes en Union soviétique a eu pour résultat d'accentuer le déficit budgétaire et, comme l'affirmait le ministre des finances Boris Gostev, ce déficit avait atteint à la fin de 1985, 37 milliards de roubles.[4]

Dans cette situation de profonde dégénérescence politique, sociale et morale de la société soviétique ainsi que de grave crise économique où est plongée l'Union soviétique, la clique Gorbatchev a trouvé comme «issue» d'entreprendre une réforme «radicale» de «restructuration». Afin de lui conférer le caractère d'une réforme prétendument fondée sur la théorie léniniste et qui éliminerait les erreurs constatées dans la pratique jusqu'alors suivie, Gorbatchev saisit l'occasion de proclamer avec une force particulière la «perestroïka» lors de la célébration du 70^{e} anniversaire de la Révolution d'Octobre, en considérant sa créature comme la poursuite de l'œuvre de cette révolution.

Soutenant les objectifs actuels de la bourgeoisie social-impérialiste soviétique, la «perestroïka» vise à limiter l'intervention de l'Etat dans l'économie en laissant le champ libre à la direction décentralisée et à l'autofinancement des entreprises sur la base du développement de la concurrence et des lois du marché.

Ce système complexe de mesures, de réorganisations, d'instructions et de lois mises en circulation par les initiateurs de la «perestroïka» vise à accélérer les rythmes du développement capitaliste. Cette plate-forme «nouvelle» n'est pas apparue comme «les champignons après la pluie». En tant que continuation de ses prédécesseurs, la «perestroïka» est considérée comme l'«espoir» de la guérison d'une économie qui souffre des plaies de la voie capitaliste.

«Ces plaies, souligne le camarade Ramiz Alia, ne sont nullement, comme on le prétend, le fruit d'erreurs subjectives commises antérieurement, mais le produit du système capitaliste lui-même qui y a été restauré. Elles ne peuvent être guéries ni à coups de décrets, ni à coups de réformes».*

Les théoriciens soviétiques de la «perestroïka» cherchent à démontrer que l'économie socialiste serait une économie caractérisée par la production marchande et qu'il est donc indispensable d'y introduire des mécanismes de l'économie de marché. Par ces arguments ils veulent justifier théoriquement toutes les formes capitalistes de l'économie qui s'épanouissent pratiquement dans l'Union soviétique actuelle.

Le maillon principal de tout ce système éclectique de formes et de réorganisations est «la loi sur l'entreprise» de 1987 qui sanctionne et accentue encore les conceptions et les pratiques capitalistes authentiques tendant à limiter le rôle économique de l'Etat et la direction de l'activité économique productive et financière des entreprises; la consolidation de la propriété capitaliste sous toutes ses formes; une large indépendance économique et financière des entreprises; l'application illimitée de la loi de la valeur en tant que régulateur principal du mécanisme de gestion de l'économie et de la concurrence en tant que «force principale» du développement de l'économie.

1. L'approfondissement et la consolidation des bases de la décentralisation libérale et anarchique dans l'économie

Les multiples difficultés auxquelles l'économie capitaliste soviétique a été confrontée dans la pratique obligèrent la nouvelle bourgeoisie de ce pays à réformer, de pair avec les autres secteurs de la structure et de la superstructure, le mécanisme de gestion de l'économie dans le cadre de la «perestroïka». Cette réforme a pour fondements la décentralisation et la libéralisation de l'économie.

La décentralisation de la structure de la direction et de l'organisation de l'économie a commencé en Union soviétique en 1965 lorsque maintes attributions des organes étatiques centraux de planification passèrent aux ministères, aux secteurs et aux unions de production. Mais ce processus avança très lentement et ne se conciliait pas avec la stratégie révisionniste de développement capitaliste accéléré. C'est pourquoi le plénum de juin 1986 du parti soviétique révisionniste fixe pour tâche d'avancer rapidement vers la libéralisation de la direction, afin d'imposer à toutes les unités productives, technico-scientifiques et de services les principes d'«autogestion» et d'«autofinancement», processus qui doit être achevé en 1990. «L'objectif de cette réforme économique radicale, confirme Gorbatchev en personne,... présuppose une grande extension de l'autonomie des entreprises et des corporations, leur passage au principe du profit et de l'autofinancement...»[6]

Que représente le système actuel restructuré de la direction de l'économie soviétique? Comment se réalisent les rapports entre l'Etat et les entreprises, les entreprises elles-mêmes, les entreprises et les travailleurs ainsi qu'entre les organes de direction étatique? Dans les conditions de la «perestroïka», la direction de l'économie par un centre unique est remplacée par la direction polycentriste, anarchique et libérale. L'épicentre de la direction de l'économie passe des organes dirigeants généraux à des entreprises particulières, qui déploient leur activité en fonction des demandes du marché. La «perestroïka» considère l'entreprise et son activité productive comme un but en soi, détachée de l'économie dans l'ensemble. «... Tout dans l'intérêt de l'entreprise et de chaque individu» soulignent les propagateurs de la «perestroïka».[7] Les initiateurs de la «perestroïka» veulent faire passer cette devise et ce modèle capitalistes pour un «développement créateur», pour un retour aux enseignements léninistes relatifs à la direction de l'économie.

Qui connaît la théorie et la pratique léninistes de direction de l'économie sait bien que Lénine n'a jamais parlé de décentralisation de l'économie ni d'autogestion. Au contraire, dès la veille de la Grande Révolution d'Octobre et par la suite il a souligné que la direction centralisée de l'économie constitue la forme suprême de direction et d'organisation étatique et planifiée de l'économie nationale. Affirmant la nécessité de l'organisation et de la direction de l'économie nationale par un centre unique, Lénine soulignait que «... on ne peut qualifier d'édification socialiste qu'une édification qui sera réalisée suivant un plan de grande ampleur général».[8]

L'autogestion et l'autofinancement, en tant qu'expression de la décentralisation de l'économie, ne représentent rien de nouveau. Ils constituent une forme temporée des vues des opportunistes de droite et de «l'opposition ouvrière» (embrassée au début par les révisionnistes yougoslaves avec leur autogestion ouvrière) sur la prétendue administration de l'économie par les producteurs directs, sur la liquidation du rôle du parti et de l'Etat à la direction de l'économie, vues dénoncées par Lénine à leur embryon.

C'est cette voie capitaliste, dont Lénine voyait le caractère dangereux, même sous forme de conceptions et pas seulement comme une pratique sanctionnée et décrétée par des lois et des décisions de parti et d'Etat, qu'offre la «perestroïka». Les enseignements léninistes relatifs à ce problème font ressortir de façon très convaincante le caractère démagogique de la «perestroïka» dont l'objectif est, selon Gorbatchev, la «restauration théorique et pratique de la conception du socialisme de Lénine».

En fait, Lénine n'a jamais posé le problème de la négation ou de la limitation de l'intervention de l'Etat dans l'économie, le problème de la négation de la gestion planifiée et centralisée, le problème de l'abolition de la propriété sociale des moyens de production, que Gorbatchev et ses idéologues utilisent comme «arguments théoriques» pour justifier les mesures, les réorganisations et les décisions fixées par la «perestroïka». En opposition ouverte avec Lénine, ces problèmes constituent précisément l'essence de la «perestroïka» à travers l'autogestion, l'autofinancement et une large indépendance économique et financière des entreprises.

A la différence des autres réformes précédentes, la «perestroïka» gorbatchévienne affirme ouvertement la limitation de l'intervention de l'Etat dans l'économie. D'après l'idéologue principal de Gorbatchev, Agabegian, il faut «limiter le rôle de l'Etat... qui a mené à la paralysie de l'économie»[9], ou bien, comme souligne le docteur es

sciences économiques, V. Sençogov, a conduit à un système de direction administrative commandée, qui ne peut pas «assurer l'interaction bénéfique de l'ensemble des facteurs du développement économique et utiliser à fond les capacités physiques et intellectuelles de l'homme soviétique de nos jours».[10] Nous trouvons dans ces thèses les vues connues des idéologues bourgeois, propagateurs de la conception de «l'intervention pondérée de l'Etat dans l'économie» ou de «l'Etat neutre» dans le rôle d'arbitre, qui constitue l'essence de la doctrine néo-libérale.

Les vues des révisionnistes soviétiques sur «le caractère limité de l'intervention de l'Etat dans l'économie» ressemblent aux thèses des révisionnistes yougoslaves sur ces problèmes. Si, d'après les révisionnistes yougoslaves, l'intervention de l'Etat dans l'économie a un caractère passager et ne s'applique qu'à la période des premières années qui suivent la révolution «alors que la société n'a pas encore construit sa nouvelle base ou qu'elle ne l'a pas consolidée», pour les révisionnistes soviétiques, l'intervention de l'Etat dans l'économie a également un caractère temporaire, mais elle couvre un espace de temps plus long, jusqu'à celle du «socialisme en développement».

Pour les deux parties la raison de cette limitation est la même: l'intervention de l'Etat dans l'économie serait une source de «technocratisme», d'«absolutisme étatique» qui mène obligatoirement, d'après eux, à la bureaucratisation de l'appareil de l'Etat, entrave le perfectionnement des rapports socialistes et limite l'activité créatrice des masses travailleuses.

De ces thèses il ressort clairement que les révisionnistes soviétiques attribuent à l'Etat socialiste des fonctions qui sont en fait le propre de l'Etat capitaliste. Cela est fait afin qu'il soit renoncé au caractère socialiste de l'Etat et que l'intervention de l'Etat dans l'économie soit réalisée dans le cadre de la propriété capitaliste monopoliste étatique, et que soit assuré le financement des dépenses destinées à la militarisation de l'économie, des branches de l'infrastructure etc.

Ces vues et pratiques sont tout à fait opposées à la conception scientifique de l'Etat en régime socialiste. Le rôle économique de l'Etat socialiste, son rôle d'organisateur et de dirigeant de l'économie, centralisée et planifiée, est indispensable, en premier lieu, pour diriger la lutte entre les deux voies, la voie socialiste et la voie capitaliste de développement, pour assurer la victoire totale et définitive de la première voie sur la seconde. Ce rôle est indispensable pour garantir l'application de la ligne de la classe ouvrière dans toute l'activité économique et sociale, ainsi que pour assurer le développement planifié et proportionné de l'économie nationale conformément aux lois objectives de développement. Cette nécessité et ce rôle, à chaque phase du développement de la société socialiste, ne sont ni passagers ni limités.

La négation de la fonction économique de l'Etat s'accompagne aussi de la «révision» du contenu des principes de gestion de l'économie, en particulier du principe du centralisme démocratique.

La théorie marxiste-léniniste et l'expérience de l'édification du socialisme dans notre pays a prouvé sans équivoque que la gestion et l'organisation planifiées de l'économie nationale, la structure des organes de direction étatique et de planification reposent sur le principe du centralisme démocratique. A l'opposé de cette théorie, les propagandistes de la «perestroïka» nient cette nécessité en déclarant que «avant tout il convient de souligner que le principe du centralisme démocratique concerne la direction dans son ensemble, et ne vise pas directement le processus de planification».[11] Sur cette base théorique les révisionnistes soviétiques cherchent à démontrer tous les critères et les méthodes de décentralisation appliqués dans leurs économies et qui se fondent sur les rapports marchandise-monnaie, l'offre et la demande ainsi que sur les lois de l'économie de marché.

Comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha, le principe du centralisme démocratique et la gestion unique centralisée de l'économie ne deviennent possibles que dans les conditions de l'établissement complet de la propriété sociale des moyens de production qui est une caractéristique du seul socialisme. «La propriété privée, souligne-t-il, sous n'importe quelle forme, ne s'est jamais soumise ni ne se soumettra jamais à la planification centralisée».[12]

La prétendue «planification» dans les conditions de la «perestroïka»

Bien que le mécanisme de la gestion de l'économie soviétique soit consolidé comme un mécanisme capitaliste où agissent les critères de régulation étatique monopoliste et de l'économie de marché, les initiateurs de la «perestroïka» ne se lassent pas de parler des problèmes du perfectionnement de la prétendue «planification», en mettant en relief aussi ses faiblesses et ses défauts dans les périodes antérieures qui auraient soi-disant provoqué des dérèglements et des dénivellements dans le développement économique et social. Le plénum du parti révisionniste soviétique tenu en janvier 1987 a «analysé» les faiblesses constatées dans la planification, faiblesses qu'il a considérées comme de «sérieuses déformations» théoriques, méthodologiques et pratiques. D'après ce plénum, l'autorité du plan, en tant qu'instrument principal de la politique économique a été «dénigrée par les méthodes subjectivistes, les déséquilibres et la déstabilisation» etc. Ces faiblesses dans la planification sont considérées comme les facteurs principaux qui ont influé sur les résultats négatifs des années 70 et du début des années 80.

La question se pose: «Peut-on vraiment parler de développement planifié de l'économie capitaliste soviétique? Plus loin: que représente le mécanisme actuel de gestion de l'économie en Union soviétique et quel est le rapport entre ce mécanisme et la «planification»?

La théorie marxiste-léniniste et la pratique de l'édification du socialisme en Union soviétique, à l'époque de Lénine et de Staline, ainsi qu'en Albanie socialiste, ont donné une réponse scientifique aux problèmes susmentionnés. Prouvant scientifiquement et à partir de positions de classe le caractère non fondé des vues et des pratiques révisionnistes dans le domaine de la gestion planifiée et centralisée de l'économie, le camarade Enver Hoxha a expliqué que la cause et le facteur principal de ces déformations consistent dans la négation des conditions politiques et économiques indispensables pour le développement planifié de l'économie.

«Les révisionnistes soviétiques, a-t-il souligné, prétendent que leur économie est dirigée et développée sur la base des plans élaborés prétendument d'après le principe du centralisme démocratique. Mais le plan d'Etat, comme ils le conçoivent en théorie et l'appliquent dans la pratique, n'est ni ne peut être aucunement un plan d'une économie socialiste véritable. En Union soviétique le centralisme bureaucratique de type monopoliste convit avec le libéralisme économique vaste à la base. On donne l'image d'une gestion planifiée de l'économie tandis que dans la pratique les lois et les catégories économiques de la manière capitaliste de production ont un champ libre d'action».[13]

La fausseté de la «planification» et des «plans» en Union soviétique actuelle est prouvée non seulement par la manière dont ils sont structurés, mais aussi par les fonctions et le rôle qu'ils jouent dans l'économie et qui sont tout à fait à l'opposé des fonctions de la planification et des plans dans une économie socialiste authentique.

La prétendue «planification» est conçue par la «perestroïka» à deux niveaux: planification dans le cadre macroéconomique (au niveau de l'économie dans l'ensemble) et planification microéconomique (au niveau de l'entreprise et de l'unité de production).[14]

La base de la «planification» au macro-niveau réside, selon eux, dans les pronostics les plus importants de caractère global, qui ne comportent pas d'exigences obligatoires à satisfaire par les unités économiques inférieures, mais se limitent simplement à la fixation de quotas de normes d'orientation, ce qui s'inscrit en faux contre le caractère de direction.

Les éléments de «planification» au niveau macroéconomique comprennent également les chiffres de contrôle de caractère non obligatoire, qui aident soi-disant les producteurs, et avant tout les entreprises, à fixer les proportions de la reproduction élargie de l'économie. En réalité, ces chiffres de contrôle, n'ayant pas un caractère obligatoire, ne peuvent jouer le rôle des objectifs approuvés, qui constituent l'essence d'un plan socialiste. Au contraire, ils ne fournissent qu'une information sur les rythmes et les proportions plus générales du développement, qui éclaire les entreprises économiques et leur permet de prendre elles-mêmes des décisions.

Expliquant la technologie d'élaboration du «plan» dans l'économie soviétique conformément aux critères de la «perestroïka», l'économiste révisionniste V. Ivanchenko en confirme aussi la véritable nature d'information. «Par la suite, écrit-il, à travers le système des indices (qui n'ont pas un caractère de directive, H. Xhaja), les instructions, les limites, les normes économiques, les prix et le mécanisme planifié des rapports de distribution, cette information atteint les maillons économiques de base».[15]

De toute évidence le contenu de la «planification» et des «plans» au niveau macroéconomique est tout à fait semblable à celui des «plans sociaux» élaborés dans l'économie capitaliste yougoslave et aux pronostics économiques qu'établit l'Etat bourgeois dans les pays capitalistes.

Le prétendu plan au niveau macroéconomique, dans les conditions où ses jalons ne sont obligatoires pour aucun sujet économique et que l'Etat révisionniste, privé du droit de planification pour réaliser ses tâches militaristes et expansionnistes, passe des commandes pour la fabrication des produits dont il a besoin pour sa politique, ne peut pas réaliser la fonction de coordination de l'économie dans l'ensemble.

Les «commandes de l'Etat», indépendamment du fait qu'elles sont vantées comme une «innovation» de la «perestroïka» dans le domaine de la planification, traduisent en réalité une réduction de la fonction d'organisation économique de l'Etat et le caractère fictif des «plans» qu'il élabore.

A part les «commandes de l'Etat» on cherche encore à appliquer toujours plus largement, comme régulateurs des rapports entre les organes de direction et les divers maillons économiques, les quotas économiques à long terme, qui comprennent les quotas des salaires sur les fonds fondamentaux et du travail, les quotas de réduction des gains et ceux de la création du fonds de stimulation économique etc.

L'application de ces quotas ne sert pas au fonctionnement normal d'une économie planifiée mais, au contraire, à accroître par tous les moyens les gains de la nouvelle bourgeoisie qui jouit du soutien légal de la «perestroïka».

Pour ce qui est de «la planification au niveau microéconomique», au niveau de l'entreprise et des unions productives, elle réside dans leur droit à décider elles-mêmes de la production, à la vendre et à fixer elles-mêmes les rapports entre producteurs et fournisseurs, les indices du travail et des salaires, le système des prix, l'embauchage et le licenciement des travailleurs, etc. Ces droits et attributions, qui, selon eux, étaient «usurpés» jusqu'à présent par les organes supérieurs, la «perestroïka» les a accordés aux entreprises en vertu de «la loi sur les entreprises».

L'extension des compétences des entreprises, tout en étant vantée comme une extension de la démocratie et de l'initiative créatrice des maillons inférieurs et en visant prétendument à ranimer l'économie et à accélérer les rythmes de développement, n'est en réalité qu'une manière de donner carte blanche à ces entreprises afin qu'elles dirigent leur activité suivant leurs intérêts et de façon à s'assurer le maximum de gains et en même temps un encouragement au développement anarchique et spontané de l'économie, et cela non sans de graves conséquences pour les masses travailleuses.

Le caractère capitaliste du fonctionnement des entreprises économiques en Union soviétique dans les conditions actuelles apparaît clairement dans la manière dont sont établis leurs rapports. N'étant pas soumis au contrôle de la direction centralisée étatique et de la discipline du plan unique, elles établissent directement des liens économiques, entre elles, à l'instar, plus ou moins de ce qui se fait dans l'économie du capitalisme classique. C'est ainsi qu'elles décident elles-mêmes du volume de la production, des prix, des paramètres qualitatifs, des délais de fourniture, de matières premières etc. Ces compétences des entreprises, comme la défini la «perestroïka», s'étendront dans la première étape, dans la mesure de 70-85 pour cent du volume total des produits.

D'autre part, l'entreprise ne répond pas devant l'Etat de l'ordre de grandeur et de la composition de son «plan». Au contraire, comme ledit un auteur, «le plan de l'entreprise ou de l'unité de production doit être considéré comme obligatoire pour les organes supérieurs».[16] De plus, le directeur de l'Institut des Etudes économiques de l'URSS, l'académicien L. Abalkin, propose, dans le cadre de la «perestroïka», de «… créer un système tel que l'entreprise ne se voit fixer dans son plan aucun objectif de façon centralisée pour la production des produits définis en nature et en valeur selon la forme traditionnelle».[17]

Des propositions de ce genre trouvent de plus en plus une application concrète dans l'économie soviétique. Il est de fait que les entreprises ne fonctionnent plus selon les objectifs qui leur sont fixés par les organes centraux mais suivant la demande du marché. Elles ne tiennent pas compte des tâches que leur assignent ces organes mais elles résolvent les problèmes de leur développement de façon indépendante et avec «initiative» conformément aux exigences du marché. Considérer les problèmes à travers ce prisme revient à renoncer à la direction et au contrôle de l'Etat sur les problèmes importants du développement de l'économie.

2. Le «Hozrashot[18] complet», expression du décentralisme libéral

«L'union soviétique actuelle, a souligné le camarade Ramiz Alia, a désormais perdu tout trait socialiste et révolutionnaire. On y voit s'approfondir une série de processus et se réaliser une série de réformes tendant à restructurer l'économie et sa gestion sur des bases capitalistes».[19]

On a aussi une claire expression de ces processus dans le passage des entreprises au système du «hozrashot complet» et de l'«autofinancement». Bien que ces organisations soient présentées comme étant fondées sur les enseignements léninistes, en fait tout cela a un caractère démagogique.

D'après la théorie léniniste et la pratique de l'édification socialiste, la méthode de gestion de l'entreprise suivant le système du «hozrashot» présuppose que l'entreprise, grâce aux encaissements réalisés par la vente des marchandises et les services, couvre les dépenses et assure l'excédent (le revenu net) dont elle garde une partie pour ses propres besoins et verse l'autre à l'Etat. Les besoins de l'entreprise pour sa reproduction sont couverts dans un pays socialiste par le budget de l'Etat, suivant un plan et de façon centralisée, sans obligation de remboursement. Suivant cette méthode, qui reflète réellement les exigences du principe du centralisme démocratique, sont combinées au mieux la direction centralisée et planifiée de l'activité de l'entreprise par l'Etat et sa relative indépendance opérationnelle économique et financière.

En étendant sans limites le champ d'action de cette méthode, en instaurant donc le système du «hozrashot complet», la «perestroïka» lui ôte sa véritable essence socialiste et la convertit en un simple mécanisme économique capitaliste. Ainsi, la légalisation du phénomène de passage des entreprises au système de l'«autofinancement», c'est-à-dire à la couverture de toutes les dépenses nécessitées pour la reproduction élargie des moyens fondamentaux et des moyens circulants ainsi que pour les besoins sociaux-culturels par ses propres ressources financières, a conduit à la renonciation du financement par le budget de l'Etat. C'est là tout simplement une décentralisation financière, un acte qui détache l'activité de l'entreprise du contenu des tâches de direction étatique unique et centralisée.

Le fait qu'actuellement environ 75 pour cent du profit des entreprises économiques soviétiques reste à ces dernières, (de 28 pour cent qu'il 'était dans les premières années des réformes économiques), atteste clairement que le «hozrashot complet» est une méthode foncièrement capitaliste de financement des investissements fondamentaux de la reproduction élargie. En vue d'accentuer encore ce processus, les économistes soviétiques s'emploient à consolider les autres courroies de transmission qui concernent le fonctionnement capitaliste de l'entreprise. Donc, d'après la presse révisionniste soviétique, «l'autofinancement d'après la nouvelle méthode pose le problème des possibilités d'utilisation de méthodes visant à accélérer l'amortissement dans les entreprises et les unités de production».[20] Laisser le fonds d'amortissement entre les mains de l'entreprise, comme le font pratiquement les révisionnistes soviétiques, signifie donner à l'entreprise une plus grande indépendance financière de l'Etat, l'investir de compétences pour fixer la mesure de ce fonds et l'employer selon ses propres intérêts, ce qui est une pratique typique capitaliste. L'adoption de ces mesures ne va pas à l'encontre des desseins de la bourgeoisie soviétique. Au contraire, elles l'aident à réaliser sa stratégie d'hégémonie. Les mesures précitées ont été dictées par le besoin d'alléger le budget d'Etat des dépenses du financement des capitaux fondamentaux. Ce financement sera désormais réalisé par les entreprises elles-mêmes à travers l'autofinancement ou le marché financier. De son côté le budget capitaliste d'Etat, alimenté par les impôts et les taxes, continuera de financer principalement les grosses dépenses de militarisation de l'économie, de développement de la science et de la technique et de l'espace cosmique. On espère par là accélérer le renouveau technique et l'élévation du niveau technologique de l'économie capitaliste soviétique, qui actuellement retarde sur celui des pays capitalistes développés. Il est évident que ces mesures pèseront directement sur le niveau de vie des larges masses travailleuses en ce qu'elles auront pour effet d'élever les coûts et les prix des produits. D'autre part, elles accentueront encore à l'avenir le développement disproportionné et inégal des diverses branches de l'économie, son développement unilatéral conforme aux intérêts monopolistes, l'intensification de la concurrence, l'augmentation du nombre des entreprises qui feront faillite. Comme le Président du Conseil des ministres de l'Union soviétique, N. Rishkov, l'a confirmé au Soviet Suprême, en juin 1987, environ 13 pour cent des entreprises d'Etat doivent fermer leurs portes. Il est clair que les premières victimes de ces «priorités» seront les branches et secteurs qui se rattachent à la consommation du peuple et aux autres besoins vitaux, où sont faits moins d'investissements que dans le passé.

A cette phase de développement capitaliste avec la «perestroïka», les révisionnistes soviétiques n'hésitent pas à déclarer ouvertement que «le hozrashot se situe au-dessus du plan» lequel, d'après eux, ne permet pas à l'entreprise de fonctionner en satisfaisant aux exigences de la loi de la valeur et des rapports marchandise-argent. «... Le hozrashot complet signifie, comme ils le déclarent eux-mêmes, travailler non pas pour la réalisation du plan»[21], mais pour obtenir le plus de profits possible. «L'entreprise doit gagner de l'argent sinon elle fermera ses portes».[22] Une telle conception du hozrashot est tout à fait erronée et antiscientifique.

Dans une société socialiste, l'entreprise, en tant qu'unité de base de l'économie, est créée dans le but de satisfaire les divers besoins des masses travailleuses en produits et en services conformément aux objectifs fixés dans le plan global économique de l'Etat. La méthode de gestion de l'entreprise socialiste à travers le hozrashot sert justement cet objectif. Le principe d'indépendance et d'initiative économique des entreprises par le hozrashot a un caractère relatif et opérationnel et lie nuit absolument pas à leur gestion centralisée et planifiée par l'Etat socialiste en tant que maître des moyens de production.

En opposition avec ces critères socialistes de l'application de cette méthode, les révisionnistes soviétiques ont beaucoup étendu l'indépendance économique des entreprises de l'Etat, et ils l'ont même étendue aux maillons internes de l'entreprise, comme le sont les brigades de production. La forme d'organisation de la brigade en «hozrashot complet» marque en soi une nouvelle forme d'autogestion des ouvriers, une décentralisation plus profonde de l'économie même dans le cadre d'une entreprise. Le caractère capitaliste de l'organisation des brigades en hozrashot se manifeste aussi dans la forme de rémunération du travail des membres de la brigade, forme qui entraîne de grandes différenciations de revenus entre les brigades du même secteur, de la même entreprise, de la même branche ainsi que dans la brigade elle-même, parce qu'elle stimule l'intérêt personnel, la rivalité des ouvriers entre eux, durcit la concurrence entre les ouvriers etc. La «perestroïka» ne limite pas la sphère d'action du «hozrashot complet» aux seuls rapports économiques et financiers à l'intérieur du pays, elle l'étend aussi aux rapports économiques avec l'étranger, à travers l'autoliquidation des devises.

Le fait est que, par suite de l'application de cette méthode capitaliste dans les rapports du commerce extérieur, on sape toujours plus le monopole d'Etat dans la réalisation des procédures d'export-import. Ainsi, depuis le 1er janvier 1987, 21 ministères et instances, ainsi que plus de 70 unités monopoleuses de production, unités scientifiques de production et entreprises se sont vus conférer des attributions pour réaliser directement, par des liens d'affaires, des opérations d'export-import. Ces personnes morales ont désormais le droit d'entrer, à leur propre titre, en relations économiques avec des partenaires capitalistes, en définissant eux-mêmes les termes de ces opérations d'export-import en fonction de leur intérêt pécuniaire. En 1987, d'après les données de presse, plus de 65 pour cent de l'exportation de machines et de leurs pièces de rechange a été réalisé directement par les

entreprises de production, de même 20 pour cent des opérations d'export-import de la production industrielle a été réalisé par les entreprises qui ont acquis le droit de contracter directement avec le marché extérieur.

Dans un proche avenir, selon les dires des auteurs de la «perestroïka», il est prévu d'accorder aussi aux entreprises le droit à l'autoliquidation des devises afin d'étendre encore leur indépendance financière d'ans les rapports économiques avec l'étranger. Dans le cadre de cette ouverture aux pratiques capitalistes authentiques on est frappé par le fait que les transactions capitalistes, qui ont obtenu le droit de cité, permettent la création d'entreprises mixtes avec les firmes étrangères qui peuvent investir jusqu'à 49 pour cent de leurs capitaux dans l'économie soviétique, avec le droit de réinvestir leurs gains. Actuellement ont été conclus 62 accords sur la fondation d'entreprises mixtes avec des firmes américaines, ouest-allemandes, japonaises etc. Dans la branche de l'industrie mécanique ont été mises sur pied jusqu'ici 30 entreprises mixtes et la tendance est à l'accroissement de leur nombre. Le passage des entreprises au système d'«autofinancement» et d'«autogestion», s'inscrit dans l'action globale des lois du marché, de l'offre et de la demande et de la loi de la valeur, ce qui est un mécanisme capitaliste authentique, vanté avec beaucoup de chaleur par la version révisionniste du «socialisme de marché».

Les conceptions et les pratiques du «socialisme de marché» matérialisées dans la «perestroïka» de Gorbatchev sont en entière opposition avec les enseignements du marxisme-léninisme et l'expérience même de L'édification socialiste. Cette voie mène inévitablement, comme elle a mené en Union soviétique, à la désorganisation de la production, à l'apparition de disproportions, à la baisse des revenus de la population et à la polarisation de classe, à l'instabilité des rythmes du développement économique, etc. Trois ans et demi se sont écoulés depuis que la «perestroïka» a été proclamée et mise en œuvre, mais les «idéaux et les intérêts de l'homme travailleur», «les valeurs humaines dans l'économie, dans les rapports économiques et sociaux ainsi que dans la culture ne se voient nulle part. Les «Izvestia» du 3 septembre de l'année en cours écrivaient que «rien n'a changé», «la perestroïka n'a rien donné, le peuple est las d'attendre».

La «perestroïka» et la «glasnost» sont le prolongement de la trahison révisionniste entamée par Khrouchtchev et ses successeurs, elles tendent à consolider les bases du capitalisme restauré qui est destiné à échouer pour finir par sa putréfaction totale. Elles ont été mises en circulation non pas pour améliorer le niveau de vie des millions et millions de Soviétiques, mais pour réformer même les éléments qui conservaient encore un aspect socialiste.

Notes :

1. Enver Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 227.

2. Voir: *ATA,* 8.11.1983.

3. *Ibid.*

4. Voir: *ATA,* 8.11.1988.

5. Ramiz Alia, *Rapport au IX^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 184.

6. Voir: *«Pravda»,* 3.11.1987.

7. Voir: *«Voprosi Ekonomiki»,* n° 2, 1988, p. 115.

8. V. I. Lénine, *œuvres,* t. 28, p. 24.

9. Voir: *«Le courrier des pays de l'Est»,* n° 324, 1987.

10. *«Voprosi ekonomiki»,* n° 2, 1988, p. 11.

11. Voir: *«Voprosi ekonomiki»,* n° 4, 1988.

12. Enver Hoxha, *«l'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme»,* p. 215.

13. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* p. 229.

14. Voir: *«Voprosi ekonomiki»,* n° 4, 1988.

15. Voir: *«Voprosi ekonomiki»,* n° 4, 1983.

16. Voir: *«Komunist»,* n° 8, 1987, p. 30.

17. L. Abalkin, *«Planovoe Hozjajstvo»,* n° 5, 1987.

18. Hozrashot — Entreprise fondé sur le bilan commercial.

19. Ramiz Alia, *Rapport au IX^e Congrès du PTA,* éd. fr., p. 183.

20. *«Ekonomiçeskaja gazeta»,* n° 40, 1987.

21. Voir: *«Voprosi ekonomiki»,* n° 2, 1988, p. 117.

22. A. Agabegian, *«Le monde»,* 31.10.1987.

V. Compte-rendu

Shaban Sinani — Un impérissable témoignage d'attachement au camarade Enver Hoxha

A propos du livre «Notre Enver» du camarade Ramiz Alia

A la veille de la célébration du 80e anniversaire de la naissance du camarade Enver Hoxha, conformément à la décision du IIe plénum du Comité central, notre Parti et notre peuple ont érigé à leur éminent dirigeant des monuments grandioses à Tirana, à Gjirokastër et à Korça, afin de perpétuer son nom et sa gloire. Mais le livre du camarade Ramiz Alia «Notre Enver» publié il y a quelque temps est aussi un impérissable témoignage d'amour et de respect pour ce flambeau inextinguible de la révolution et du socialisme dans notre pays.

Les communistes, les masses, les travailleurs, qui avaient déjà entendu le camarade Ramiz Alia leur parler d'Enver Hoxha avec un grand respect et vénération dans tant et tant de rencontres, attendaient et désiraient cette œuvre. Et l'auteur a exaucé leur voeu en plaçant la figure du dirigeant historique du Parti sur un glorieux piédestal, sur le piédestal où l'ont hissé son travail, sa lutte et son œuvre.

Des noms comme celui du camarade Enver font honneur aux peuples dont ils sont issus et les rendent fiers de leur histoire. En sa figure l'époque du Parti s'est incarnée et synthétisée elle-même, elle y a empreint ce qu'elle a eu et ce qu'elle a de plus précieux.

C'est l'esprit dont ce livre est imprégné de bout en bout. Le jugement formulé par le camarade Ramiz Alia dans un de ses discours prononcés il y a deux ou trois ans, à savoir que la personnalité du camarade Enver et l'épopée de la lutte et de l'édification socialiste se situent au même niveau, n'est plus dans cette œuvre une simple considération, mais sa conclusion logique, démontrée scientifiquement et illustrée par des faits tirés de la vie.

Ce livre est axé sur l'idée qu'Enver Hoxha a été en quelque sorte, appelé par la révolution, qu'il était une exigence et à la fois un ordre de l'époque. L'auteur conduit, à travers des faits et des arguments scientifiques, le lecteur vers l'idée que ce porte-drapeau des masses dans la voie de la liberté et du progrès était comme le jaillissement incarné de leurs énergies révolutionnaires, des aspirations pluriséculaires de notre peuple au progrès. Enver Hoxha représente une conclusion et un produit logiques de l'histoire nouvelle de l'Albanie, une exigence bien définie de cette dernière.

«Notre Enver» est une œuvre aux tonalités symphoniques. A la lecture de cette œuvre, on se convainc de la véracité de la thèse connue des esthètes, selon laquelle les grandes figures et les grandes œuvres, fondues avec les beaux sentiments, suscitent à l'homme un frémissement intérieur, comme un tressaillement du monde spirituel. C'est ainsi, dans sa grandeur imposante, qu'Enver Hoxha s'est fixé dans la mémoire de la nation, c'est ainsi qu'il apparaît également dans ce livre qui lui est dédié.

Ce sentiment qu'éprouve le lecteur est le premier témoignage du fait que l'œuvre a réussi à rendre dans toute sa complexité la figure polyédrique de ce grand tribun populaire. Elle est en harmonie avec l'image légendaire de lui qui vit parmi les masses.

Ce livre n'est pas la reproduction de notes prises périodiquement. Il reprend plutôt des impressions gravées dans l'esprit, des convictions créées à travers une vie de lutte et d'efforts. Bien entendu, le temps, avec son impartialité, n'a cessé de faire le tri parmi ces éléments, il a effacé de la mémoire les événements sans portée et les impressions du moment, a écarté les événements ordinaires pour faire place à ceux qui sont empreints d'une signification historique, d'un écho édifiant jusqu'à nos jours et plus tard encore. Et s'il en est ainsi, comme il ressort des éléments contenus dans ce livre, ce n'est point que l'auteur manquât de notes. Mais, consciemment, il se concentre sur l'essentiel, sur les idées animées d'une force motrice. De ce fait les situations et les hommes sont dépeints sobrement, ce qui ne fait qu'accroître le pouvoir d'expression idéelle et esthétique de la phrase.

En évoquant le nom et l'œuvre du camarade Enver Hoxha, naturellement le livre du camarade Ramiz mentionnerait aussi d'autres événements et figures qui ne sont pas inconnus aux hommes de chez nous. Des générations entières ont participé activement à ces événements, ils s'en souviennent en détail parce qu'ils les ont vécus comme combattants. Ils ont été les témoins des grandes batailles pour la liberté et le socialisme. D'autres en ont entendu parler par leurs aînés, ils les ont appris à l'école et dans les livres, ont vu des documentaires et des filins, ont créé une image concrète de la voie suivie, par le peuple, de son passé. Le camarade Enver Hoxha lui-même nous a donné des cycles entiers de souvenirs sur les épopées les plus importantes de l'époque du Parti.

De toute manière, chacun de nous a une connaissance, si l'on peut dire, vivante de l'histoire nouvelle du pays, sur laquelle ont été publiés beaucoup d'études, de monographies et d'ouvrages scientifiques. Cependant, à la lecture de ce livre, chacun trouve de nouveaux éléments d'un grand intérêt sur les événements qu'il éclaire. L'histoire, bien entendu, reste ce qu'elle est, mais l'interprétation innovatrice de son expérience confère au livre un caractère original. Un autre de ses traits distinctifs est qu'il ne répète pas ce qu'a déjà synthétisé l'Histoire du Parti, les conclusions tirées par nos études sociales bien que, tout comme elles, en définissant le camarade Enver, l'auteur

ait dû exprimer nécessairement des vues et des jugements sur les moments et les développements principaux du pays depuis l'instauration du socialisme.

C'est ce que l'on constate avec la figure même du camarade Enver. On sait quel monument vivant le peuple voit en lui dans son esprit. Mais nous pouvons dire que dans ce livre qui lui est dédié, nous retrouvons le dirigeant du Parti. C'est la raison pour laquelle, une fois notre lecture terminée, nous nous disons non sans une certaine surprise: Il fallait que parût «Notre Enver» pour que nous puissions affirmer haut et clair que nous connaissons la force de son esprit et tout le bouillonnement de son univers spirituel...

Des études synthétiques, des monographies et des souvenirs continueront de paraître sur le camarade Enver. L'avenir reviendra toujours à sa source, il aura besoin de la tradition du travail de notre époque. Les générations à venir auront elles-mêmes à assimiler l'œuvre du camarade Enver afin de s'en servir comme d'une arme de lutte et de travail dans les conditions futures. Le livre du camarade Ramiz Alia les y aidera.

Ce livre est une œuvre harmonieuse et unitaire. L'unique «discordance» est celle qu'on constate entre les exigences modestes posées dans le dialogue d'introduction avec le lecteur et le contenu même du livre qui les dépasse. Commencé comme un recueil de «notes», ainsi que l'auteur le qualifie avec modestie même après l'avoir achevé, ce livre nous offre un portrait complet du camarade Enver en le décrivant dans toute sa multiplicité, dans presque tous les principaux domaines de son activité qu'il a exercée comme personnalité politique, comme éminent homme d'Etat, penseur novateur et précurseur de nouveaux développements. On y trouve affirmé que sa vaste culture universelle a été la principale alliée du talent politique du camarade Enver, qu'elle multipliait l'action et l'efficacité de ses dons.

Pour user d'une image, nous comparerions, les traits et les valeurs de la personnalité du camarade Enver, dépeints avec véracité dans ce livre avec les isohypses d'une carte topographique. De même qu'à ces lignes à peine ébauchées presque invisibles on devine les altitudes, les massifs montagneux et les cimes, de même, en feuilletant ce livre dédié au camarade Enver, on revoit en esprit ses vertus, ses qualités humaines, et la dignité de son comportement. On y trouve reflétées avec précision et une grande force d'expression non seulement les qualités humaines mais aussi les remarquables attributs de l'inoubliable dirigeant de notre Parti, en tant qu'initiateur, organisateur et éducateur des masses. Cela constitue là assurément une réussite du livre.

La figure du camarade Enver est de celles que non seulement un seul livre, mais plusieurs publications réunies ne peuvent traiter de façon exhaustive. Un portrait de lui plus ou moins complet en un seul ouvrage nécessite non seulement une connaissance, approfondie de sa personne, une affinité avec elle et une clairvoyance idéologique mais particulièrement une capacité de synthèse. L'auteur a su résoudre cette difficulté. Dans presque tous les cas il restitue au lecteur la figure du camarade Enver aux moments les plus dramatiques, dans les situations les plus compliquées, aux moments les plus difficiles qu'a vécus notre pays depuis le début de la lutte et par la suite.

La capacité de surmonter les obstacles constitue pour un homme la preuve de ses qualités morales. Les obstacles font appel au militantisme et à l'abnégation. Mais, en même temps, dans les difficultés se manifestent avec plus d'éclat le caractère de l'homme, sa formation et ses valeurs éthiques, sa force spirituelle et son bagage culturel.

Les pages du livre «Notre Enver» font écho à de grands événements complexes, à la lutte de notre Parti et de notre peuple contre les difficultés; le camarade Enver y est dépeint précisément dans des situations qui, à leur époque, pouvaient paraître sans issue. Respectant les faits historiques l'auteur les explique en étroite liaison avec la lutte et le travail du camarade Enver. En outre, il n'écrit pas à propos de ces situations par ouï-dire ou d'après des témoignages tirés des livres. Le fait est que, presque en toute occasion, depuis les années de lutte, lui-même a été présent aux côtés du camarade Enver dans tous ces événements et ces situations. L"on peut même dire que les idées innovatrices et les nobles sentiments qui parcourent le livre ne pouvaient naître que d'une présence active aux moments culminants de l'histoire. A cet égard, ainsi que la presse l'a fort justement jugé, «Notre Enver» est le fruit de la lutte et du travail communs de plusieurs années de son auteur avec le dirigeant immortel de notre Parti et de notre peuple.

Cette lutte et la participation active à la solution des situations compliquées qu'a traversées notre pays ont fourni à l'auteur un matériau irremplaçable. La vie directe est toujours plus expressive que les formes détournées de sa représentation: documents écrits, témoignages oraux etc. A plus forte raison, le camarade Ramiz Alia n'a pas été, comme on le sait, un simple témoin mais un compagnon d'arme et un proche collaborateur du camarade Enver dans les grandes batailles épiques pour le socialisme, pour l'Albanie. C'est pourquoi cette œuvre reflète avec ampleur la tension de l'époque, son caractère dramatique.

Ce nouveau livre du camarade Ramiz Alia comporte nécessairement à la fois des souvenirs et des notes de travail prises au cours d'entretiens et d'événements quotidiens, ou des réflexions extraites de son journal. Indépendamment de ce fait, le livre ne peut être qualifié de simple publication commémorative. «Notre Enver» est une œuvre complexe où s'entrelacent l'analyse scientifique de l'histoire et de ses figures éminentes avec l'anticipation sociale; où la méditation et l'émotion, l'intimité et la synthèse scientifique alternent abruptement.

Ce livre est écrit avec la passion d'un créateur et la rigueur d'un homme d'étude. Il a été jugé à juste titre comme une des plus importantes publications de la nouvelle historiographie politique de notre pays, une contribution très précieuse à nos sciences sociales. On y trouve non seulement située la place du camarade Enver dans l'histoire de l'Albanie moderne mais exprimées aussi des réflexions synthétisant les développements principaux actuels et à venir.

Cet ouvrage comprend des approches originales de questions essentielles de la doctrine marxiste comme le rôle de la personnalité dans l'histoire, la force agissant des grandes idées, les rapports et les liens de l'histoire avec le présent et l'avenir etc. Il y est démontré sous maints aspects que la continuité dans la voie frayée par la révolution est en soi un processus créateur. L'innovation est un trait essentiel du travail et de la créativité du camarade Enver; elle constitue une qualité dominante dans toutes les phases de la révolution populaire. Les prises de position statiques dans des situations qui évoluent ne sont pas dans le style de notre parti. C'est là un message direct de ce livre. Bien informé des calomnies et des accusations innombrables lancées par les ennemis contre l'édification socialiste en Albanie contre son histoire contemporaine, et la figure même du camarade Enver, l'auteur a su les réfuter par de puissants arguments. A cet égard, son œuvre est une défense résolue de la pureté et des valeurs de cette figure. Annihilant, l'un après l'autre les anathèmes lancés par les ennemis contre notre Parti et le camarade Enver, l'auteur se présente devant le lecteur en qualité d'un polémiste sérieux et impassible qui, sur tout, apprécie les faits, la vérité, la logique saine, affranchie de tout préjugé.

Dans la spéculation scientifique il est admis à juste titre que pour réfuter une thèse, une théorie, une opinion, il ne suffit pas de les déclarer non fondées. Même si l'on démontre leur faiblesse cela ne prouve pas encore que l'on ait raison. Nier est peu de chose, l'essentiel et le plus difficile est d'affirmer. Et pour cela il faut avancer des faits, des arguments et confirmer le bien-fondé de la thèse ou l'opinion qu'on contient. C'est ce que fait précisément l'auteur pour dénoncer les accusations des ennemis à l'adresse du camarade Enver. Il ne les réfute, par simple esprit de contradiction, il ne se borne pas à les dénier mais il les rejette en affirmant, en démontrant les véritables vertus de son compagnon de travail et de lutte, de joies et de soucis.

Par la profondeur de ses analyses et de ses conclusions, «Notre Enver» est devenu un point de référence pour tous ceux qui désirent faire une appréciation exacte des développements en Albanie durant les années du socialisme. Toute étude menée de la pensée théorique et l'œuvre complexe du camarade Enver sera déficiente si elle ne consulte pas cet ouvrage qui pénètre l'essence de leur signification et de leur importance. Le livre offre aux hommes d'études et aux scientifiques une série de thèmes frais, une riche problématique pour leurs travaux.

Malgré les grandes dimensions de la figure qu'il a pour sujet l'ouvrage «Notre Enver» exclut tout trait d'exaltation. L'image même que ce livre évoque au lecteur est un autre témoignage du fait que chez nous la réalité même rejette les accusations de nos adversaires sur le prétendu «culte de la personnalité». Ce livre est dépourvu de mots creux, pompeux et pathétiques. Ce qui est grand parle de soi-même.

Dans un ouvrage consacré à des événements et à des personnalités historiques il est naturel que prédomine la vision du passé. Très naturellement c'est ce qu'on attendait aussi normalement de ce livre. Mais c'est tout le contraire qui s'est produit et il y a là une autre surprise pour le lecteur: dans cette œuvre prédomine l'avenir, la vision des choses est projetée en avant.

L'auteur considère le processus historique comme un processus unique, où le passé, le présent et l'avenir s'unissent dans une continuité non seulement temporelle, mais aussi politique, sociale et économique. Dans cette œuvre il ressort que le processus révolutionnaire en Albanie est un tout, que la voie frayée par le triomphe du socialisme est l'unique choix que le Parti et le peuple albanais ont fait eux-mêmes pour l'avenir.

Ce livre constitue une confirmation concrète de l'affirmation connue selon laquelle le temps ne fait qu'accroître la valeur et l'importance de certains hommes. Et Enver Hoxha est de ceux-là. Il émerge des nombreuses personnalités issues de notre peuple, non pas parce que chronologiquement il est plus proche de l'époque que nous vivons mais parce que c'est à ce sommet que l'a hissé son œuvre au service de la patrie et du socialisme.

Le camarade Ramiz Alla décrit et analyse la voie parcourue non par le Parti et le camarade Enver non point pour dire qu'ils ont agi judicieusement dans telle ou telle situation. Cela la vie l'a fort bien confirmé. Il écrit pour transmettre au lecteur l'écho des enseignements de l'expérience historique. L'œuvre vise à donner une interprétation aussi utile que possible et d'une valeur actuelle du passé. Le matériau vital est le point de départ, les orientations vers l'avenir sont sa conclusion. Sous cet aspect, elle constitue tout autant un hommage rendu à Enver et un regard synthétisant sur la voie de la révolution populaire en Albanie, qu'un programme pour aller de l'avant.

Souvent l'auteur respectant la culture, la formation et les connaissances du lecteur, choisit de lui laisser la faculté de tirer ses conclusions. Il Invite les gens à conserver ensemble sur les destinées du pays à partir de positions tout à fait égales. C'est précisément cette position active envers les préoccupations de l'époque et les tâches de l'avenir qui a conféré à l'œuvre une tension interne, une densité de contenu et un message idéologique et politique.

Les lettres albanaises ont toujours eu pour tradition d'évoquer l'histoire au nom et en fonction de la solution des tâches de l'époque. Entamés par les patriotes de notre Renaissance, peut-être antérieurement encore par les œuvres connues des humanistes albanais du XVI^{e} siècle sur notre héros national, Skanderbeg, et suivie plus tard par une lignée de penseurs, de savants et de créateurs, cette tradition se consolide et revêt de nouvelles colorations avec le livre «Notre Enver» du camarade Ramiz Alla.

Les enseignements, les conseils de l'histoire sont les plus convaincants parce qu'ils sont des enseignements tirés de la vie, de l'expérience. «Notre Enver» est parcouru de tels enseignements. Ce livre présente le camarade Enver au lecteur comme s'il était en vie, pour converser avec le Parti et le peuple, pour transmettre de grandes conclusions. L'œuvre du camarade Enver y est considérée comme la voix de l'époque, comme un message de l'histoire. La valeur de ce livre s'accroît du fait qu'il donne cette œuvre réalisée dans la vie, qu'il tire des conclusions utiles des idées appliquées au cours du processus de l'édification socialiste, des attitudes et des actions que le temps a jugées justes.

Dans ce livre le lecteur trouvera illustrées les décisions, les idées et les solutions principales inspirées par le camarade Enver. L'auteur les synthétise et les rehausse. Il mit l'accent sur les enseignements les plus utiles pour notre époque et les actualise en les revêtant des colorations que leur ont conféré les nouveaux développements. Attirant l'attention sûr ce qui constitue, si nous pouvons user de cette image, le nectar de l'œuvre du camarade Enver, l'auteur a réussi à mettre en relief toutes ses valeurs.

Lorsqu'il présente les valeurs des grandes idées du camarade Enver sur le Parti, le pouvoir populaire, le développement de l'économie et de la culture, l'auteur offre au lecteur ce qu'on peut appeler le style et l'école de travail d'Enver Hoxha. De cette école sont issus les cadres du Parti et du pouvoir. C'est à cette école qu'ont été formées les convictions politiques et idéologiques des gens de chez nous. Elle a laissé des empreintes ineffaçables dans la conscience des hommes, de même que la main du maître sur son élève.

A travers de nombreux exemples et arguments le lecteur prend connaissance de la logique du camarade Enver, des prémisses de son jugement et de la substance de celui-ci, pour aboutir à des conclusions. Bref, cette œuvre éclaire le mécanisme de son raisonnement. Et c'est là quelque chose de fort utile pour les travailleurs, les communistes et les cadres. Nos hommes peuvent et doivent appliquer sa logique en toute chose à la lumière du mécanisme indiqué dans ce livre. C'est là, entre les mains du Parti, une arme qui lui garantit l'adoption de justes décisions.

Dans ce livre sont fondus en un tout le jugement des phénomènes et d'orientation à suivre. Confirmant l'efficacité de la politique économique du Parti qui se manifeste dans le développement discipliné des processus économiques, l'auteur recommande en même temps d'avancer sur la même voie et de s'en tenir à la même stratégie économique. Traitant de la patience et de la sympathie à témoigner aux hommes du travail créateur dans les rapports avec eux, l'auteur consacre cette idée comme étant une position de parti. De même que dans la figure du camarade Enver les traits individuels étaient fondus avec les exigences de l'esprit de parti, ainsi doivent-ils le demeurer à notre époque et à l'avenir: des valeurs humaines et des sources d'inspiration.

Le style et l'écriture de cet ouvrage sont libres et alertes. A chaque paragraphe, le lecteur se sent lui-même comme engagé, il ressent le besoin d'ajouter quelque chose, d'émettre une opinion inexprimée. Chacun d'eux, à travers ce dialogue tacite, si nous nous exprimions par les paroles d'un poète, se voit en quelque sorte un coauteur du livre. Et c'est là une source de satisfaction pour chacun.

L'ouvrage, dans sa quasi intégralité est construit sous la forme de dialogue avec le peuple. Certes, on n'y trouve ni questions ni réponses directes. Mais l'opinion du lecteur est exigée à chaque ligne. Le style sous-entend bien plus que ce qu'il dit. En parcourant ses chapitres on est tenté de prendre un crayon et d'exprimer, ce qu'on ressent, pour consigner ce que l'auteur semble laisser à votre jugement. Naturellement, il est laissé au lecteur la part que sa contribution peut fournir. Quant aux jugements, déductions, et appréciations des circonstances compliquées, des actions et des démarches aussi hardies que mesurées du camarade Enver, c'est l'auteur qui les formule avec clarté.

Construit sur la base de l'association des faits et des idées, l'œuvre transmet au lecteur précisément la force de cette association. Stimulé par la lecture, il n'a pas de mal à formuler de nouvelles idées tirées de sa propre expérience, d'ajouter à l'image du camarade Enver créée par le livre, des impressions et des visions personnelles, de prendre part ainsi à la composition et à la sculpture de son monument. Ainsi, auteur et lecteur, de concert, se complétant mutuellement, par le contenu du livre, par son contexte, par la poursuite du dialogue au cours de la lecture, affrontent avec succès les difficultés naturelles que comporte la représentation de la figure du camarade Enver comme personnalité historique, difficultés évoqués dans l'introduction de l'oeuvre.

La structure du livre est conçue en dehors de tout schéma classique. Dans les grandes lignes et à première vue il semble que le facteur temps en soit l'organisateur, mais cette continuité est entrecoupée de nombreuses parenthèses, de regards jetés sur le passé, de conjonctions d'époques etc. L'oeuvre est axée sur la croissance de

l'Albanie, de son homme nouveau, de la direction politique du pays et, finalement, du camarade Enver lui-même. Page après page, chapitre après chapitre, sa figure se déploie devant le lecteur avec une ampleur toujours accrue. La personnalité d'Enver Hoxha, son oeuvre tendent à se compléter à mesure que s'accroissent aussi les charges et la responsabilité de l'auteur.

Généralement dans les ouvrages consacrés à des figures historiques, les événements sont présentés suivant un ordre chronologique. Dans ce livre par contre l'auteur n'a obéi à aucune chronologie ni à aucun schéma. Dans chaque passage prédomine la forme requise par le contenu. Quand une approche historique et scientifique est nécessaire, c'est cette approche qui nous est offerte, quand le besoin d'entretiens ou de documents, se fait sentir, ils ne manquent pas, quand il s'agit de faire appel à la mémoire, on lui cède la place, et c'est ainsi que le journal, les notes prises au cours du travail, les réflexions, les analyses scientifiques des événements etc., trouvent également un usage fonctionnel.

L'oeuvre comprend des synthèses et des conclusions rationnelles mais aussi des réflexions, des impressions, des fragments de vie décrits avec l'émotion du moment vécu. Du point de vue de la forme également, elle présente toute la variété de la vie; en mettant en relief l'individualité de l'auteur dans Je style, le livre est construit sur une diversité de formes et d'analyses, qui chasse toute monotonie.

Dans ce livre l'auteur a évité intentionnellement toute marque de personnalisme. Il n'apparaît dans ces pages que lorsque ceci est inévitable et favorise la présentation des qualités d'Enver Hoxha. Même dans un

cas unique, où est ouverte une parenthèse de caractère intime, une brève évocation de la compagne de sa vie durant les années de la lutte, aussitôt avec tact, il s'en excuse auprès du lecteur.

Sous cet aspect également, «Notre Enver» constitue une source d'enseignements. On y voit clairement comment il convient d'écrire l'histoire, comment il convient de traiter l'expérience personnelle dans son cours. L'auteur évite systématiquement tout détail non fonctionnel en reléguant son «moi» dans la toile de fond du livre.

L'oeuvre s'écarte des manières traditionnelles d'écriture, de l'histoire, de ses auteurs et de ses grands acteurs non seulement sur le plan du style mais aussi de la structure. Elle se distingue surtout par sa tendance à insister sur les actes qui laissent des traces dans la mémoire des peuples en évitant les épisodes à effets, les étrangetés, les détails, etc., fort fréquents dans les oeuvres de ce genre. La figure du camarade Enver est analysée en rapport avec son époque, avec son peuple, avec l'histoire.

Tout le contenu et l'esprit du livre suscitent au lecteur de puissants sentiments d'optimisme. La confiance de l'auteur dans l'avenir, fortement marquée dans tout le substrat de l'oeuvre, est transmise aussi au lecteur et c'est là une autre valeur de cette oeuvre. C'est ainsi, optimiste et plein de confiance dans l'avenir, qu'a été le camarade Enver, c'est ainsi qu'a été et sera son oeuvre, ce sont de pareilles inspirations qu'éveillent les enseignements et le patrimoine qu'il nous a laissés.

En célébrant la gloire du camarade Enver. «Notre Enver» sert aussi aux hommes de manifeste de leur détermination à défendre les conquêtes remportées et à les mener plus en avant.

VI. Vie scientifique

Conférence scientifique consacrée au 110e anniversaire de la fondation de la Ligue albanaise de Prizren

Le 10 juin 1988 l'Institut d'Histoire a organisé une conférence scientifique consacrée au 110e anniversaire de la Ligue albanaise de Prizren dans une salle du Musée historique national,

Y assistaient des historiens, des personnes travaillant auprès des institutions de recherche scientifique, des professeurs et des étudiants de l'Université «Enver Hoxha», ainsi que d'autres invités.

Etaient également présents le camarade Foto Çami, membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central du Parti, le camarade Manush Myftiu, membre du Bureau politique du Comité central du Parti et vice-président du Conseil des ministres, le ministre de l'Instruction publique Skënder Gjinushi, le président de l'Académie des Sciences, professeur Aleks Buda, le professeur Sofokli Lazri, directeur de l'Institut des Etudes des relations internationales, le président de la Ligue des Ecrivains et des Artistes, Dritero Agolli, le président du Comité exécutif du CP du district, Leandro Zoto et d'autres camarades.

La conférence a été ouverte par le professeur Hekuran Mara vice-président de l'Académie des Sciences qui a souligné, entre autres, que la nouvelle historiographie albanaise guidée par la méthodologie marxiste-léniniste, par les enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha a attaché une attention particulière à l'étude, à la recherche, à l'éclaircissement et à l'interprétation scientifique de tout ce qui se rattache à la fondation, à la plate-forme idéologique, au programme politique et à l'activité multiple, intérieure et extérieure de la Ligue albanaise de Prizren, la première organisation politique albanaise mise sur pied par les Albanais sur les territoires albanais et qui a couvert tout le pays. Le 110e anniversaire de la Ligue albanaise de Prizren trouve notre peuple libre et indépendant, avec une unité nationale indestructible, résolu à aller de l'avant sur la voie du socialisme, sous la direction du Parti, de son Comité central avec à sa tête le camarade Ramiz Alia.

A cette conférence ont été présentés quatre rapports.

Le maître de recherches Kristo Frashëri a présenté un rapport sur «La Ligue albanaise de Prizren», où il souligne, entre autres, que 110 ans auparavant l'Assemblée générale albanaise fonda la Ligue albanaise de Prizren, l'organisation patriotique révolutionnaire qui dirigea l'«épopée légendaire», comme le camarade Enver Hoxha a qualifié la lutte menée pendant trois ans par les Albanais afin de réaliser le programme grandiose de la Renaissance nationale, d'assurer l'affirmation de la nation albanaise dans l'arène internationale, la sauvegarde de l'intégrité territoriale de l'Albanie et la création de l'Etat national albanais.

Evoquant la Ligue albanaise de Prizren, comme organisation patriotique révolutionnaire qui lutta pour les intérêts nationaux de l'Albanie, l'auteur a souligné qu'elle fut fondée dans le but de s'opposer à toute décision qui porterait atteinte aux intérêts vitaux de l'Albanie, non seulement pour sauver la patrie du démembrement territorial mais aussi pour aller plus avant: réaliser le programme grandiose de la Renaissance nationale albanaise, l'Etat national albanais. Elle a été fondée sur un terrain social, politique et culturel préparé plusieurs années avant l'apparition de la Crise d'Orient des années 70.

La situation dramatique créée par le Traité de San Stefano pour les Albanais, a poursuivi l'auteur, donna une nouvelle impulsion à l'idée qui s'était déjà fait jour de fonder une organisation politique et militaire qui ferait confluer tous les courants des mouvements régionaux au grand fleuve du mouvement de libération, démocratique et inspiré des idées des Lumières de la Renaissance albanaise.

La Ligue albanaise de Prizren a le mérite de n'avoir jamais dissocié la lutte pour la sauvegarde de l'intégrité territoriale de la patrie de la lutte pour la création de l'Etat national albanais.

Durant les années de la Ligue albanaise de Prizren, a poursuivi l'auteur, le mouvement national albanais ne se développa uniquement sur le terrain politique, diplomatique ou militaire, mais aussi sur le large front de la culture.

D'importants pas en avant furent accomplis surtout dans le domaine de la pensée politique et philosophique. Alors que dans l'arène balkanique régnait encore la conception moyenâgeuse, qui considérait la religion commune d'un peuple comme une composante indispensable de l'existence d'une nation, la religion n'était pas considérée sur le territoire albanais comme un élément de l'identité nationale ou une composante indispensable de l'existence d'une nation. La Ligue albanaise de Prizren fit sienne la définition classique qu'Abdyl Frashëri donna de la nation à la veille de sa fondation, comme une entité humaine ayant une langue commune, un territoire et une histoire communs ainsi que des éléments communs dans les us et coutumes, les vertus, les récits;, les chansons et les danses, mais non pas une religion commune. Le mouvement culturel albanais sanctionna donc l'une des conceptions philosophiques les plus avancées du XIXe siècle dans le domaine idéologique.

Tant dans la conception de la nation que dans celle du territoire, les idéologues patriotes albanais ne poursuivirent pas dans la voie des dirigeants nationalistes balkaniques, ils n'acceptèrent pas le critère historique que les milieux nationalistes serbes, bulgares ou grecs mirent à profit pour justifier la soumission des autres nations, en remettant sur pied respectivement le premier, l'Empire de Stefan Dushan, le second, l'Empire du tsar Samuil, le troisième, l'Empire gréco-byzantin. Les dirigeants de la Ligue albanaise de Prizren, a-t-il conclu, mirent le critère ethnique à la base de leur plate-forme idéologique et, d'après ce critère, la patrie d'une nation comprend le tronc ethnique ou les territoires dans lesquels ses membres constituent la majorité de la population.

Dans son rapport «Sur le programme autonomiste de la Ligue albanaise de Prizren», le professeur Stefanaq Polio, directeur de l'Institut d'Histoire soulignait entre autres que la Ligue de Prizren n'apparut pas comme une réaction envers le danger de démembrement des territoires albanais et ne s'engagea uniquement à défendre leur intégrité territoriale. Elle joignit à cette tâche une autre tâche aussi importante, celle de la modification du statut politique de l'Albanie, des rapports avec la Sublime Porte, en revendiquant l'union des territoires albanais jusqu'alors divisés en vilayets, en une unique entité étatique autonome.

L'idée de l'autonomie, la revendication d'être gouvernés par les gens de leur propre origine qui connaissaient la langue et les coutumes du pays, avaient des racines profondes. La Ligue de Prizren porta cette idée dans les années 1878-1881 à un plus haut degré soit par la forme, soit par le contenu, elle la formula dans ses principaux actes et l'investit d'un caractère national et démocratique, la réalisa peu à peu de sa propre initiative en opposition avec la volonté du Sultan et en lutte contre l'administration étrangère ottomane et les forces albanaises conservatrices, lui conférant dans les diverses phases de son évolution des traits étatiques, pour aboutir, au début de 1881, à la création du gouvernement provisoire autonome et de l'administration civile et militaire albanais relevant d'elle ainsi qu'à la lutte ouverte armée contre la Sublime Porte pour la défense de cette autonomie.

La Ligue, a-t-il souligné plus loin, assumait des fonctions de pouvoir. Elle était constituée comme une organisation dotée d'organes centraux et locaux et d'une armée indépendante de Constantinople et commandée directement par elle; il était interdit à la Sublime Porte de s'immiscer dans les affaires de la Ligue.

Après avoir parlé de la proclamation du programme d'autonomie sous sa forme complète dans le journal «L'interprète de l'Est», qui prévoyait la sauvegarde de l'intégrité des territoires albanais, l'union de ces terres en un vilayet unique, le Vilayet d'Albanie, sous la souveraineté du Sultan, la désignation des fonctionnaires et le choix de juges albanais, l'usage de la langue albanaise dans l'administration, les organes judiciaires et les écoles, la création de l'armée nationale du vilayet, etc, le professeur Stefanaq Polio a souligné que l'Assemblée nationale réunie à Gjirokastër en août 1880, approuva le programme total de la création de l'Etat autonome albanais qui aurait son propre gouvernement, son administration et des fonctionnaires de diverses religions ainsi que sa propre armée, qui mettrait les richesses et les revenus de l'Etat au service du pays et rédigerait une constitution garantissant la sécurité de la personne, de ses biens, ainsi que le libre exercice de la religion. Les décisions de Gjirokastër donnèrent une puissante impulsion aux forces radicales autonomistes.

Au début de 1881. poursuivit-il, le nouveau Comité central créé à Prizren avec les représentants les plus militants de la Ligue, a été proclamé «gouvernement provisoire», les comités locaux de la Ligue devinrent des organes administratifs relevant de lui, tandis que les formations armées furent regroupées en une armée nationale albanaise. Cet acte historique important marque aussi le début de l'activité de l'Etat autonome national albanais. Bien que pas tout à fait rétabli, il se vit obligé de défendre sa courte existence par la lutte, jusqu'au jour où en avril 1881 fut écrasé par les armées ottomanes.

Le gouvernement provisoire parvint à s'emparer entièrement, dans une courte période, de la région du Kosovo, qui était devenue durant les années de la Ligue de Prizren l'un des plus importants foyers du Mouvement national albanais et le centre principal de la lutte armée contre l'armée ottomane pour la réalisation du programme autonomiste. Les batailles sanglantes de Slivova, Shtimlie, Dule et Suhareka durant lesquelles brilla l'héroïsme de masse de la population vaillante et éprise de liberté de la région du Kosovo, couronnèrent de gloire l'héroïque histoire de la Ligue de Prizren laissant aux générations futures un inestimable legs moral d'amour de la liberté et de l'indépendance, dans la lutte incessante pour la libération et l'union nationale.

Le professeur Kristaq Prifti a présenté un rapport sur «La lutte de la Ligue pour la défense de l'intégrité territoriale de la Patrie». L'idée que l'intégrité de la Patrie et sa libération ne pouvaient être assurées que par la lutte armée, a-t-il souligné entre autres est née en même temps que la Ligue albanaise, elle résidait dans ses fondements. Fondée dans une situation particulière, grosse de dangers mais à la fois pénétrée de l'enthousiasme patriotique révolutionnaire des masses populaires, la Ligue proclama, dès ses premières décisions, comme la mesure la plus urgente et la plus nécessaire, la formation d'une armée volontaire albanaise, ou comme s'appelait à l'époque, par analogie avec les révolutions de l'Europe occidentale, une «Garde nationale», qui serait une armée régulière, tout à fait différente de l'armée ottomane, et aurait ses cadres dirigeants, élus par la Ligue albanaise avec la participation de la population des diverses régions du pays. Les décisions de la Ligue prévoyaient la mise sur pied d'une armée albanaise de 190 000 personnes.

Au cours de son activité, poursuivit l'auteur du rapport, surtout dans la période comprise entre 1879 et 1880, apparaît clairement la lutte héroïque aimée contre les armées chauvines du Knjaz Nicolas, pour la défense des territoires albanais de Guci, Plave, Hoti, Gruda, Kelmend et Ulqin, que le Congrès de Berlin et l'Empire ottoman voulaient attribuer à la principauté du Monténégro. La lutte pour la défense des territoires albanais du Nord se transforma en une question de caractère national. C'était une preuve irréfutable de l'unité des Albanais et de leur consolidation comme nation unique et compacte.

Bien que dépourvue d'une organisation étatique perfectionnée et ne parvenant pas à se faire connaître de facto ou de jure, a-t-il souligné, la Ligue investie en fait d'attributs gouvernementaux s'efforça parallèlement à son activité à l'intérieur du pays pour la fondation de l'Etat national albanais de s'assurer également dans le domaine diplomatique, celui des relations internationales, des conditions favorables à la réalisation de ses deux objectifs fondamentaux: la sauvegarde de l'intégrité territoriale de la Patrie et la formation de l'Etat autonome albanais.

Comme tout autre événement historique important, la Ligue de Prizren avec la lutte qu'elle livra pour l'autonomie et l'intégrité de la Patrie, ne pouvait pas être une invention de la diplomatie étrangère ou de la Sublime Porte, comme l'historiographie et la propagande actuelles yougoslaves cherchent à la présenter pour répudier son œuvre et la placer en dehors de la barricade. Une série de déformations sans exemple s'ajoutent actuellement dans les publications de l'Académie des Sciences et des Arts de Serbie aux thèses rebattues sur le caractère «islamique» de la Ligue de Prizren, thèses qui la considèrent comme un «mouvement de la portion musulmane de la population albanaise» et «d'instrument» entre les mains de l'Empire ottoman pour maintenir sa domination dans les Balkans, thèses depuis longtemps réfutées non seulement par l'historiographie albanaise mais aussi par celle des autres pays. De la plume d'académiciens comme Ivo Andric, Atanasije Uroshevic, Dobrica Qosic, etc., qui, dans la Yougoslavie d'avant Guerre ont constamment arboré des attitudes chauvines et anti-albanaises, on ne peut attendre que des ouvrages qui falsifient et assombrissent tout ce qui est albanais, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours.

Il est difficile de trouver un autre exemple en Europe où un peuple soit l'objet d'un si grand nombre d'offenses et de calomnies comme celles qui s'abattent actuellement en Yougoslavie contre le passé et le présent du peuple albanais en général et des Albanais du Kosovo, en particulier. La lutte que le peuple albanais a livrée pendant les années de la Ligue de Prizren et au cours de toute la période de la Renaissance nationale pour la reconnaissance de la nationalité albanaise et des droits des Albanais à vivre sur les territoires où ils ont vécu depuis des siècles comme population autochtone et à les défendre, a conserver la langue et la culture albanaises, leurs traditions et leur individualité nationale, n'a fait de tort à personne ni aux droits d'aucun autre peuple. L'évocation de cette lutte par notre historiographie non plus ne porte atteinte à personne.

Dans son rapport sur «La question albanaise et le Congrès de Berlin» le Professeur Arben Puto a souligné entre autres que la question albanaise n'a pas été posée au Congrès de Berlin comme une question distincte. La sous-estimation de la question albanaise à Berlin trouva sa plus nette expression dans le fait que des territoires habités par des populations albanaises ont été utilisés pour satisfaire les demandes d'extension territoriale des Etats voisins. L'opposition déterminée et inattendue de la Ligue de Prizren, aussi bien à travers la résistance armée pour la défense des régions du Nord que par une activité politique et diplomatique consciente, contraignit les Grandes Puissances à revenir sur leurs décisions antérieures. Par conséquent, souligne l'auteur, après le Congrès de Berlin et pendant toute la période de la crise d'Orient il existe un facteur albanais qui apparaît ouvertement sur la scène balkanique précisément grâce à l'activité de la Ligue de Prizren. C'est justement de ce facteur que devaient tenir compte non seulement l'Empire ottoman mais aussi la diplomatie des Grandes Puissances.

La question albanaise, a-t-il poursuivi, s'est d'abord frayé sa voie à travers la question des frontières. Mais elle prit un contenu nouveau et plus complet quand la Ligue posa la question de l'union des régions albanaises en une seule unité administrative. A la nouvelle historiographie albanaise revient le mérite d'avoir élaboré un tableau précis de l'activité de la Ligue de Prizren sous ses deux aspects principaux étroitement liés entre eux: le problème territorial et celui de l'autonomie. Ce second aspect, depuis longtemps inexpliqué et sous-estimé, est désormais aujourd'hui bien mis en lumière. Malgré le fait qu'elle fut freinée par des hésitations et des oppositions ouvertes, la question albanaise parvint à s'imposer en ses deux composants, à l'attention des milieux diplomatiques d'Europe. Le mouvement albanais réfuta et rejeta définitivement la déclaration dénigrante de Bismarck, au Congrès de Berlin, soutenant qu'«il n'existait pas de nationalité albanaise». Des diplomates et des hommes d'Etat parlaient maintenant toujours plus des «difficultés albanaises» auxquelles il fallait désormais penser à trouver une solution. Peu à peu, les puissances commencèrent à admettre l'idée de l'autonomie pour les régions albanaises également, elles s'habituaient ainsi à reconnaître la question albanaise comme un problème de la diplomatie, appelé tôt ou tard à être posé. En dépit des obstacles auxquels elle se heurtait, la question albanaise se posait maintenant devant la diplomatie européenne. Depuis la fin de la crise d''Orient jusqu'à la Première Guerre mondiale, a-t-il dit pour conclure, la question albanaise a été présente de manière directe ou indirecte dans tous les accords internationaux relatifs aux Balkans, jusqu'à devenir, en 1912-1913, l'objet principal de la Conférence de Londres, qui ne pouvait plus négliger l'examen et la solution de la question albanaise.

Les problèmes de la politique étrangère et de l'évolution actuelle mondiale à la lumière des enseignements du camarade Enver Hoxha

A l'occasion du 80e anniversaire de la naissance du camarade Enver Hoxha, grand dirigeant du parti et de notre peuple, l'Institut des Etudes des relations internationales a organisé le 4 octobre 1988 au ministère des Affaires étrangères une session scientifique sur «Les problèmes de la politique étrangère et de l'évolution actuelle mondiale à la lumière des enseignements du camarade Enver Hoxha.»

Participaient à cette session des fonctionnaires et des dirigeants du ministère des Affaires étrangères et des diverses institutions éducatives culturelles et scientifiques de la capitale.

Etaient aussi présents le camarade Foto Çami, membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central du Parti et le membre suppléant, du Bureau politique le camarade Vangjel Çerrava, vice Premier ministre du Conseil des ministres et d'autres camarades.

La session a été déclarée ouverte par le professeur Sofokli Lazri, directeur de l'Institut des Etudes des relations internationales.

A ce colloque ont été présentées 9 communications.

Sokrat Plaka, ministre adjoint des Affaires étrangères a présenté une communication intitulée: «Le camarade Enver Hoxha, fondateur et promoteur de la nouvelle diplomatie albanaise» où. il a souligné entre autres que la nouvelle diplomatie prolétarienne inséparablement liée au nom et à l'oeuvre d'Enver Hoxha et à sa figure protéiforme, a joué un rôle actif et important dans la fondation et la consolidation de l'Etat libre et indépendant albanais réalisées sous la conduite du Parti avec le camarade Enver Hoxha à sa tête au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Après avoir mis en évidence l'art diplomatique du camarade Enver Hoxha, l'auteur souligne que la nouvelle diplomatie albanaise repose sur de solides principes fondamentaux loin de tout pragmatisme et intérêt national étroit, qu'elle s'est toujours acquis le plein soutien de l'opinion publique mondiale parce qu'elle a combattu pour une cause juste et qu'elle s'est caractérisée par la logique sur le plan théorique et pratique. Le camarade Enver n'a jamais conçu la politique étrangère d'un pays socialiste ni son instrument, la diplomatie, comme étant une expression figée et détachée des contextes contemporains. Il recommandait que la diplomatie devait devancer par ses tactiques et ses analyses les nouveaux phénomènes qui naissent au cours du développement des rapports des forces dans le monde. En guise de conclusion, l'intervenant a souligné que la diplomatie albanaise, fondée sur les décisions du IXe Congrès du Parti et sur les enseignements du camarade Enver, et dirigée personnellement par le camarade Ramiz Alia, a enregistré ces dernières années toute une série de nouveaux succès en politique étrangère.

Dans sa communication sur «Les idées du camarade Enver Hoxha à propos des contradictions de notre époque et la critique des théories actuelles bourgeoises et révisionnistes», Ilir Ushtelenca, fonctionnaire de l'Institut des Etudes des relations internationales, a souligné que la pensée philosophique et politique du camarade Enver Hoxha fondée sur l'analyse marxiste-léniniste de l'impérialisme actuel a démontré que la théorie léniniste sur l'impérialisme demeure toujours actuelle, que les contradictions principales de notre époque, définies par Lénine et Staline, se sont approfondies et aggravées encore plus et a montré la juste voie que le prolétariat et les peuples opprimés et exploités doivent suivre pour mettre à profit ces contradictions dans leur lutte pour la liberté, la conquête de l'indépendance et la souveraineté nationale.

Dans sa communication sur «La pensée du camarade Enver Hoxha dans le domaine des relations actuelles internationales», le professeur Arben Puto a souligné que le camarade Enver Hoxha s'il a été l'auteur et l'exécutant conséquent de la plate-forme du Parti et de l'Etat, des objectifs fixés en politique étrangère conformément aux étapes différentes de la lutte de Libération nationale ou de l'édification de la société socialiste, était tout autant un homme d'étude et un théoricien des relations internationales. Il nous a légué des oeuvres fondamentales qui. loin de se borner à enregistrer les événements, les interprètent en procédant à des analyses scientifiques des situations et constituent une véritable encyclopédie de la politique étrangère des relations internationales de notre époque.

Dans sa communication sur «La critique du révisionnisme soviétique actuel en matière de politique étrangère à la lumière des enseignements du camarade Enver Hoxha» Harillaq Kekezi, fonctionnaire à l'Institut des Etudes des relations internationales, a souligné que c'est la même plateforme de l'expansion et de l'hégémonisme définie par le camarade Enver Hoxha qui sous-tend l'actuelle politique soviétique dans le domaine des relations internationales. Or, il existe certains facteurs intérieurs et extérieurs qui ont poussé l'équipe Gorbatchev à élaborer une «nouvelle pensée politique» à propos du monde, à formuler des conceptions et des doctrines nouvelles qui masquent ses visées stratégiques et ouvrent la voie à une nouvelle interprétation des tactiques politiques et diplomatiques en matière de relations internationales.

Dans sa communication sur «La conception de l'indépendance dans la pensée politique du camarade Enver Hoxha», le professeur Sofokli Lazri souligna qu'Enver Hoxha a caractérisé par une formule monumentale toute la biographie du peuple albanais quand il a dit «qu'il a frayé son chemin dans l'histoire l'épée à la main». Or, cette expression n'est ni une synthèse d'un historien érudit ni une expression concise d'un homme de lettres à l'esprit brillant. Cette expression d'Enver Hoxha mettait en évidence l'essence fondamentale de sa conviction idéologique et de sa pensée politique selon laquelle seul survit et progresse un peuple qui ne se soumet pas, qui est prêt à lutter pour défendre son sol, sa langue, ses droits, qui est prêt à se dresser et à faire face à toutes les tempêtes de l'histoire.

Plus loin l'auteur analyse la situation grave et tourmentée qui était alors celle de l'Albanie, une situation complexe, en ce qui concerne tant la situation intérieure que la situation internationale. C'est dans ces conditions, a indiqué l'intervenant qu'Enver Hoxha est apparu sur la scène politique albanaise. Il est apparu à un moment où l'Albanie se trouvait prise comme dans un étau sur les deux fronts, le front intérieur, le front de la grande trahison nationale et des mentalités opportunistes des idéologies des compromis et de la soumission qu'on devait démanteler, et le front extérieur celui du silence à l'égard de la question albanaise, à laquelle il fallait redonner vie. Il fallait donc avoir un esprit comme celui d'Enver Hoxha pour résoudre ces équations, pour trouver ces mots d'ordre politique, qui devaient servir de détonateurs pour déclencher la haine populaire, élaborer un programme qui unirait le peuple, le conduirait à la victoire et établirait de nouveaux rapports avec le monde. En ardent patriote et marxiste achevé qu'il était, le camarade Enver mit en lumière que l'idée de la libération du pays impliquait à la fois la libération nationale et la libération sociale. D'autre part, il établit que le problème de l'indépendance nationale de l'Albanie devait être résolu dans le pays même. Il a été le premier non seulement à lancer l'idée de la possibilité de conquérir l'indépendance du pays et de la sauvegarder sans l'aide de personne, en bravant même des grandes puissances, et à démontrer le bien-fondé de cette idée, mais à l'élaborer sous forme de programme et à la réaliser dans la pratique. L'auteur souligne ensuite que la question de la conquête de l'indépendance et de sa sauvegarde, la question du développement par l'appui sur ses propres forces, sans dépendre de personne, a constitué une des questions les plus fondamentales de notre vie libre et un des domaines où la pensée d'Enver Hoxha, son courage politique, sa détermination révolutionnaire et sa clairvoyance ont brillé de tout leur éclat. Seul un tel homme et un tel dirigeant pouvait faire face aux situations si difficiles créées dans nos relations internationales après la libération.

Par leur résistance et leur victoire dans leur lutte, a poursuivi l'intervenant, l'Albanie nouvelle et son Parti avec le camarade Enver Hoxha à sa tête, ont donné un grand exemple de portée théorique et pratique, et montré que le facteur intérieur, l'unité du peuple, ses convictions politiques, sa détermination à défendre sa liberté, son indépendance et ses conquêtes sociales, constituent l'élément décisif du succès. Enver Hoxha n'a jamais séparé son idéal de liberté et d'indépendance de la patrie de son dévouement d'internationaliste, et de la solidarité de classe avec le prolétariat international. De surcroît, se fondant sur les principes léninistes il a considéré la libération nationale et la construction du socialisme dans un pays comme une rupture des maillons de la chaîne impérialiste et la fondation d'une nouvelle base révolutionnaire pour l'édification du monde nouveau du socialisme et de communisme.

Et pour conclure, évoquant les attitudes politiques adoptées par le Parti au cours de la lutte de Libération nationale envers les alliés et essentiellement envers les grandes puissances, l'intervenant a rappelé qu'Enver Hoxha a expliqué de façon très claire et concise l'essence de la voie poursuivie consciemment par l'Albanie nouvelle. «Nous devions, a-t-il dit avoir confiance en notre parti, en notre peuple, en notre fusil. Nous devions conquérir la liberté en nous battant, au prix de notre sang et de nos sacrifices et ne jamais permettre aux ennemis étrangers de jouer avec les destinées de notre pays comme cela s'est produit dans le passé.» C'est cette pensée, cette philosophie politique sur lesquelles se guide l'Albanie socialiste avec son Parti du Travail dans ses prises de position et son action internationale qui lui assure la sauvegarde de la liberté et de l'indépendance nationale, les victoires de la révolution et l'avenir communiste.

Dans sa communication sur «Le bon voisinage, théorie et pratique des relations internationales de notre pays», le vice-ministre des Affaires étrangères, Muhamet Kapllani, a souligné que la politique de bon voisinage du nouvel Etat albanais, née pendant la guerre de Libération nationale et consolidée après la victoire de la révolution populaire, n'a pas été fondée sur le vide. Le parti et le camarade Enver se sont basés sur la riche et la bonne tradition historique des relations du peuple albanais avec les autres peuples des Balkans et se fondant sur les enseignements du marxisme-léninisme l'ont dotée d'un nouveau sens et l'ont développée d'une façon créative.

Dans sa communication sur «Le Kosovo et ses problèmes dans l'oeuvre du camarade Enver Hoxha», Vladimir Prela a souligné que l'approche de la question nationale en général et celle du Kosovo en particulier occupe une place à part dans le riche héritage théorique légué par le camarade Enver Hoxha. Le camarade Enver Hoxha a défendu les intérêts nationaux avec un ardent patriotisme et avec dévouement et le problème du sort, de la situation et de l'avenir du peuple albanais vivant sur ses propres territoires en Yougoslavie a été pour lui une préoccupation constante.

Dans sa communication sur «La politique de la RPS d'Albanie dans ses relations culturelles avec les autres pays» Shaban Murati vice-rédacteur en chef du «Zëri i popullit» a dit que notre Parti a considéré et considère les relations culturelles en tant qu'un élément inséparable des relations internationales entre les divers peuples et pays comme un des domaines importants de la politique étrangère menée par notre Etat socialiste. L'extension continuelle de nos relations culturelles est conditionnée par le développement dynamique même de notre vie et de notre société socialiste, de notre art et de notre culture nouvelle ainsi que du vigoureux essor dont le monde est actuellement le théâtre dans le domaine de la science de la technique et de la culture.

Dans sa communication sur «Les conflits régionaux et leurs conséquences dans les relations internationales» Pirro Vito, directeur au ministère des Affaires étrangères, a souligné que notre Parti et le camarade Enver dans leur analyse des conflits régionaux en ont démontré les vraies causes politiques, économiques et sociales, les facteurs intérieurs et extérieurs, et ont démasqué les vues des idéologues bourgeois et révisionnistes.

Le camarade Enver Hoxha à propos de la culture

A l'occasion du 30e anniversaire du camarade Enver Hoxha, le glorieux et inoubliable dirigeant, le comité du Parti et le Rectorat de l'Université «Enver Hoxha» de Tirana ont organisé le 3 octobre 1988 une session scientifique sur «Les idées du camarade Enver Hoxha à propos de la culture».

Y participaient des professeurs, des cadres et hommes d'études des institutions culturelles, d'études et scientifiques, des étudiants et d'autres invités.

Y participaient aussi le membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central du Parti, la compagne Lenka Çuko, le membre du Bureau politique du Comité central du Parti et le vice-premier ministre, le camarade Manush Myftiu et d'autres camarades.

Le professeur Nikolla Konomi, recteur de l'Université de Tirana «Enver Hoxha» déclara ouverte la session.

Dans sa communication sur «Les idées et les enseignements du camarade Enver Hoxha, base solide du développement ultérieur de la culture socialiste dans notre pays» le professeur Alfred Uçi a indiqué que l'apparition de brillantes personnalités sur la scène de l'histoire dépend des conditions sociales et des besoins de l'époque historique. L'époque à laquelle a vécu Enver Hoxha et que nous appelons époque du Parti était telle qu'elle avait besoin de brillants penseurs et hommes d'action. En tant que personnalité dotée de qualités, de capacités et de vertus particuliers, Enver Hoxha a satisfait cette nécessité sociale, parce qu'il était aussi un penseur érudit doté d'une large vision culturelle. Cette érudition a fait que sa pensée théorique, sa capacité d'organisation et de direction sous-tendent toute l'activité sociale, politique, économique, militaire et culturelle du Parti et de notre Etat socialiste ainsi que l'histoire d'un demi-siècle de notre Albanie nouvelle. Il a évoqué la soif de la culture et la volonté opiniâtre de s'instruire, toujours plus, son intérêt constant pour la culture mondiale, pour les succès et les plus importants mouvements intellectuels et culturels de l'humanité, qui étaient pour lui non seulement un objet d'étude mais aussi de profonde méditation.

L'intervenant fit observer qu'Enver Hoxha était un penseur patriote, attaché corps et âme à l'Albanie, un homme dont l'univers culturel était nourri aussi par le sol ancestral, par l'histoire et la culture de notre peuple, par ses aspirations et ses traditions culturelles, qui lui permirent de connaître à fond les joies et les chagrins du monde albanais, ses déceptions et ses élans, ses épreuves tragiques et les espoirs. La connaissance et l'assimilation des trésors de la culture nationale et mondiale ont créé les fondements sur lesquels s'est édifié l'univers culturel d'Enver Hoxha.

Plus loin, l'intervenant a souligné que l'univers culturel d'Enver Hoxha reposait sur sa connaissance approfondie du marxisme-léninisme et sur sa confiance dans la force inébranlable de cette idéologie. Il s'est distingué non seulement par sa pénétrante compréhension de cette doctrine, et à sa juste interprétation, mais aussi, en penseur original qu'il était, par les nouvelles conclusions et leçons dont il l'a enrichie voyant en elle l'inspiratrice du plus grand progrès, qui a fait don à l'humanité de l'idéal du communisme, de la société toujours rêvée, sans exploiteurs ni exploités, et une théorie de culture et de civilisation.

Le professeur Alfred Uçi s'est arrêté ensuite sur le grand intérêt que le camarade Enver Hoxha portait au développement de la culture dans les conditions de la révolution et de l'édification du socialisme. Le camarade Enver Hoxha a formulé et soutenu un ensemble de principes généraux qui ont joué un rôle particulier dans le développement culturel de notre pays. Comme cela a été indiqué au 5e plénum du Comité central du Parti, ils revêtent toujours une grande importance, même dans l'avenir. Poursuivant son exposé, il a souligné l'intérêt des enseignements du camarade Enver Hoxha sur le lien étroit et indissoluble qui unit le développement culturel et le développement idéologique, pour comprendre la spécificité et l'essence de la culture en corrélation avec le progrès, sur l'importance du développement de la culture contemporaine dans l'unité avec la révolution technique et scientifique.

Dans sa communication sur «les mass média et leur rôle dans l'éducation et l'enrichissement culturel des travailleurs» le professeur Hamit Beqja a souligné le souci constant du Parti et les préceptes du camarade Enver Hoxha visant à élever la qualité du travail des mass média et des institutions culturelles et artistiques. Il a aussi analysé les résultats obtenus dans la réalisation des tâches fixées par le 5e plénum du Comité central du Parti, pour élever les exigences relatives au niveau des livres publiés, élargir l'éventail des problèmes et des thèmes abordés dans tous les domaines du savoir, procéder à un meilleur choix des oeuvres éminentes de la culture universelle, améliorer la méthode de travail dans l'édition en général.

Dans sa communication sur «la conservation et l'enrichissement des traditions progressistes, condition importante du développement de la culture socialiste» le professeur Zija Xholi a dit entre autres que dans la création de notre culture socialiste inspirée du marxisme-léninisme, Enver Hoxha n'a jamais ignoré les meilleures traditions séculaires de notre peuple, il a su les assimiler et les apprécier de façon marxiste, dialectique et les intégrer dans l'éducation communiste du peuple. L'orateur a souligné que la riche culture

désormais créée dans notre pays a démontré toute la justesse et le caractère progressiste des enseignements et des directives du camarade Enver, et la façon parfaite dont ils ont répondu aux demandes de la création de la nouvelle culture populaire et socialiste. Il a également mentionné les tâches à accomplir pour réaliser les recommandations du camarade Ramiz Alia selon lesquelles «L'appréciation de la tradition culturelle nationale et universelle constitue un problème clé en ce qu'il définit la base de départ mais aussi les voies du développement ultérieur de la culture».

Dans leur exposé sur «la nouvelle culture artistique et les tâches qui se posent pour en élever le niveau», Tefik Çaushi et l'agrégé es sciences Artan Fuga, ont souligné le souci particulier du Parti et du camarade Enver Hoxha lui-même, de former une nouvelle culture artistique, en tant que facteur important et partie intégrante du progrès général de la société. Les auteurs ont souligné que dans le discours que le camarade Enver Hoxha prononça en août 1961 devant les écrivains et les artistes, se reflétaient en même temps les préoccupations et les problèmes importants de la révolution, qu'il avait soulevés quelques mois auparavant à la réunion des 81 partis à Moscou. De même, dans son discours important sur les problèmes de la littérature et des arts en décembre 1968, on sent le puissant écho des mouvements visant à la révolutionnarisation de toute la vie du pays et du Parti. Cet exposé souligne également que le plus grand succès de la nouvelle culture artistique, c'est le fait qu'elle bénéficia d'un sain fondement, telle la conception marxiste-léniniste du monde, la richesse théorique du Parti et du camarade Enver Hoxha, et que la réalisation créatrice des tâches que le Parti et le camarade Ramiz Alia assignent aujourd'hui pour une élévation qualitative ultérieure de tous les components de la culture artistique revêt une importance primordiale.

Fatos Tarifa, agrégé es sciences, a présenté une communication sur «les justes goûts et les normes nouvelles dans le travail et la vie, importantes exigences de l'homme cultivé», préparé en collaboration avec Elvira Cela. Il y est souligné que dans le domaine de la vie spirituelle et du développement culturel du peuple, le Parti s'est guidé et se guide sur le principe selon lequel un pays avancé qui construit le vrai socialisme, doit se distinguer aussi par le haut niveau de la culture matérielle et spirituelle de son peuple, par un mode de vie avancé. Les auteurs indiquent que les grandes actions idéologiques contre la religion, les coutumes rétrogrades et les anciennes traditions, qui ont fustigé beaucoup de conceptions et pratiques anachroniques ont joué un rôle important et ont suscité une évolution positive sensible dans la psychologie sociale des travailleurs et dans leur mode de vie. Ils soulignent aussi les importants enseignements du camarade Enver Hoxha, qu'il ne faut ni oublier ni sous-estimer la lutte idéologique contre ces survivances, et se garder de penser qu'elles n'existent pas ou que, dans les conditions actuelles, elles sont insignifiantes, ou un simple danger potentiel et non pas réel.

Dans leur communication sur «l'école, un foyer important d'éducation et d'enrichissement culturel de la jeunesse», Luan Hajdaraga et Zydi Dervishi, agrégés es sciences après avoir mis en évidence le souci du Parti pour le développement rapide de l'enseignement dès le lendemain de l'instauration du pouvoir populaire et les succès obtenus en ce domaine pendant plus de 4 décennies, ont insisté sur le grand apport du camarade Enver Hoxha, qui conçut et mit en oeuvre la plate-forme de la révolutionnarisation ultérieure de l'école, accrut encore son rôle comme important foyer de la formation à la fois éducative, idéo-culturelle, technique et scientifique, de la nouvelle génération. Les intervenants ont aussi évoqué le travail qui s'effectue dans nos écoles à la lumière des idées du camarade Enver Hoxha pour le développement général et harmonieux de la personnalité de l'homme.

Dans son exposé «La langue nationale, sa place et son rôle dans le système de la nouvelle culture socialiste», le maître de recherches Ethem Lîkaj, traitant des importants progrès accomplis dans la langue albanaise au cours de ces quatre dernières décennies, a souligné la politique linguistique clairvoyante du Parti et du camarade Enver Hoxha. Il a indiqué que le prestige de la langue littéraire albanaise porte la marque de toutes les transformations politiques, idéologiques, économiques et culturels de notre société socialiste, et que, de ce fait, elle dispose aujourd'hui de toutes les possibilités et moyens de satisfaire sur un plan qualitatif, plus ou moins analogue, les exigences de tous les domaines d'activité. Il a mis aussi en évidence qu'il convient d'intensifier les efforts pour le niveau de culture de la langue, surtout dans nos écoles et en particulier à l'Université de Tirana «Enver Hoxha», où la langue parlée et écrite doit devenir le modèle de notre culture linguistique.

Le maître de conférences, Nexhip Garni, prononça le discours intitulé «La nouvelle culture socialiste et ses liens avec la culture mondiale», préparé en collaboration avec le maître de recherches Nasho Jorgaqi, où il est souligné entre autres que le trésor de la pensée théorique d'une personnalité protéiforme comme Enver Hoxha, doté d'une très vaste vision des choses, de connaissances universelles et d'un raisonnement dialectique, contient non seulement les principes essentiels sur lesquels s'appuie notre nouvelle culture, mais aussi des orientations, appréciations, synthèses et explications concrètes de ses liens réciproques avec la culture universelle. Les auteurs ont souligné le caractère matérialiste dialectique de notre attitude envers la culture étrangère, une attitude qui rejette comme des phénomènes pernicieux tant la xénomanie que la xénophobie, et ils ont indiqué pour conclure que nous offrons aux autres pays une culture littérature et un art d'une haute qualité idéo-esthétique, avec la m£e générosité internationaliste avec laquelle nous nous abreuvons Surs au profit de l'enrichissement du trésor culturel national et international.

Sur certains problèmes du développement économique du pays

A l'occasion du 80e anniversaire de la naissance du camarade Enver Hoxha, l'Institut des Etudes économiques près la Commission du Plan d'Etat et la Faculté des Sciences économiques de l'Université de Tirana «Enver Hoxha», ont organisé le 4 octobre 1988 dans une des salles du Palais de la culture de la capitale une session scientifique «sur certains problèmes du développement économique du pays».

A cette activité scientifique ont participé des économistes, des financiers, des membres des instituts d'études et de sciences, dirigeants des entreprises économiques, professeurs de la Faculté des Sciences économiques et d'autres invités.

Le camarade Hajredin Çeliku, membre du Bureau politique et Secrétaire du Comité Central du Parti, le camarade Besnik Bekteshi, membre du Bureau politique du Comité Central du Parti et vice-premier ministre, le camarade Llambi Gegprifti, membre suppléant du Bureau politique du Comité Central du Parti et ministre de l'Industrie et des Mines, et d'autres camarades y étaient présents également.

La session a été ouverte par le directeur de l'Institut des Etudes économiques, le professeur Hasan Banja.

L'exposé sur «Certains aspects du perfectionnement de la planification de l'économie à travers une meilleure harmonisation du centralisme avec la démocratie», présenté par le vice-président de la Commission du Plan d'Etat, Bujar Kolaneci, préparé entre autres en collaboration avec le maître de recherches Hysen Xhaja et l'agrégé es sciences Ilia Telo, soulignait que dans le si important legs théorique et dans l'activité pratique du camarade Enver Hoxha, les questions de la direction et du développement planifié de l'économie occupent une place particulière. Le Parti et le camarade Enver Hoxha ont veillé de façon permanente à ce que toute l'organisation et la gestion planifiées de l'économie, la structure, les rapports et les interdépendances des organes de l'Etat et de l'économie reposent sur le centralisme démocratique. Mais, le stade actuel et les objectifs définis ont posé le problème du perfectionnement ultérieur du niveau scientifique de la planification à travers une meilleure harmonisation des exigences du centralisme démocratique. Puis, le conférencier a insisté sur les devoirs des organes de l'Etat et de l'économie pour l'élévation du niveau scientifique de la planification, devoirs qui consistent notamment à drainer de façon mieux organisée la pensée avancée des ouvriers, des coopérateurs, des spécialistes et des cadres de la base et de refléter entièrement cette pensée dans les plans élaborés et réalisés, de mieux harmoniser les compétences des organes centraux avec ceux de la base, d'envisager judicieusement les modifications éventuelles du plan dans le processus de sa réalisation etc.

Le professeur Safoah Hilmia a présenté un exposé sur «le perfectionnement ultérieur de certains instruments en matière économique et financière», préparé en collaboration avec le professeur Hasan Banja et l'ancien collaborateur scientifique, Robert Koli, où ces problèmes sont traités sur la base de l'application des enseignements lumineux de notre grand et inoubliable dirigeant et maître que fut le camarade Enver Hoxha. Dans le cadre de la réalisation des tâches fixées par le 6e plénum du Comité central du Parti et le discours du camarade Ramiz Alia prononcé à ce plénum, les auteurs de cet exposé ont mis l'accent sur la solution des problèmes du développement économique, en le fondant davantage sur le perfectionnement de la planification et les mesures d'organisation et de direction, au moyen d'arguments, d'instruments, et de calculs économiques, ainsi qu'en utilisant plus efficacement le système et le mécanisme des prix des produits agricoles et pastoraux, des prix de gros, ainsi que des produits de l'industrie minérale. En même temps, a été mise en évidence la nécessité de perfectionner encore le cours des changes pour en parfaire le mécanisme de l'effet et renforcer leur rôle dans la croissance des exportations et l'amélioration de la balance des paiements de notre pays.

Dans l'exposé intitulé «Planifier et maintenir des rythmes et des proportions qui garantissent un développement dynamique de l'économie», le maître-assistant Liman Daci, en collaboration avec le professeur Besim Bardhoshi et Pétrit Vogli, ont fait ressortir que les demandes croissantes de produits et d'investissements, le développement industriel et agraire du pays, le processus de progrès social rendent nécessaire le maintien de rythmes stables de croissance économique. Prévoyant avec clairvoyance ce processus de développement progressif, le camarade Enver Hoxha soulignait que les rythmes élevés sont non seulement indispensables, mais qu'ils permettent aussi un développement harmonieux et bien proportionné de l'économie.

Le président du Comité du travail et des salaires, près le Conseil des ministres, Bajram Xhaja, a présenté l'exposé sur «les problèmes du perfectionnement de la répartition selon le travail», préparé en collaboration avec Diana Metohu. Le renforcement et le perfectionnement continus des rapports de production socialistes en général et ceux de répartition selon le travail en particulier, ainsi que la lutte qu'a menée et mène le Parti pour défendre la théorie marxiste-léniniste du socialisme scientifique contre les altérations et les attaques des idéologues de la bourgeoisie et des révisionnistes modernes, est-il dit dans cet exposé, constituent un enrichissement ultérieur très appréciable de la théorie de la répartition selon le travail fourni, aux diverses étapes de l'édification du socialisme dans les conditions concrètes de l'Albanie.

A cette session ont été présentées 14 autres communications. Sefedin Guri, agrégé es sciences a présenté un exposé sur «l'explication complète et rationnelle du travail vivant, facteur important du développement économique», préparé en collaboration avec Arqile Qerimi, où est rappelée la nécessité d'appliquer la thèse du camarade Enver Hoxha selon laquelle chaque district doit mieux étudier ses propres sources de travail et prendre des mesures pour les mettre en valeur.

La communication présentée par le Pr. Edmond Luçi sur «le renouvellement des fonds principaux et des problèmes de leur consommation économique» préparé en collaboration avec le Pr. Priamo Bollano et Nevruz Koçi, agrégé es sciences, traite du rôle et de la place que doit occuper à l'avenir le renouvellement des fonds principaux des moyens et leur efficacité économique dans le cadre de la réalisation des tâches fixées par le Parti et des enseignements du camarade Enver Hoxha.

La précieuse contribution du camarade Enver Hoxha dans le domaine de la planification de l'économie socialiste, ainsi que certains problèmes de la pratique économique ont été traités dans l'exposé intitulé «La coordination entre la planification des branches et celle territoriale», prononcé par Sokrat Proko, préparé en collaboration avec Iliaz Mehmeti, Ilia Kristo et Ëngjëll Pere.

Dans l'œuvre si riche et si complète du camarade Enver Hoxha les problèmes de l'agriculture occupent toujours une place importante. La mise en oeuvre de ses enseignements pour le développement harmonieux des divers éléments de cette branche fondamentale de l'économie constituaient le sujet central des exposés sur «Des conclusions et recommandations résultant de l'expérimentation pour l'extension des compétences de la base dans la planification de la production agricole», présenté par Stavri Mitezi, et préparé en collaboration avec Ismail Çeri et Shkëlqim Agolli; «L'élévation du niveau de la direction et de l'organisation dans les coopératives et les entreprises agricoles», présenté par le maître-assistant Zyhdi Pepa, préparé en collaboration avec Mehmet Bogdani et Spiro Nerenxhi agrégés es sciences et «La participation de l'Etat à travers les investissements, aspect fondamental de l'entrelacement des relations entre l'Etat et les coopératives agricoles», présenté par l'agrégé es sciences Mihal Ziu, et préparé en collaboration avec l'agrégé es sciences Kristaq Pate.

Dans la communication sur «La rentabilité du travail dans l'industrie et les mines, et les possibilités de l'élever», présenté par Halil Osmani, préparé en collaboration avec les agrégés es sciences Kadri Zhulali et Pasko Vako, ont été traités les problèmes de la rentabilité du travail en tant que facteur qualitatif de l'augmentation du produit social. Ahmet Ceni, agrégé es sciences, a lu un exposé sur «La fixation de normes dans le travail intellectuel, possibilités et problèmes» préparé en collaboration avec le maître-assistant Zyhdi Pepa et Anastas Mihali, où il est souligné entre autres que le Parti et le camarade Enver Hoxha ont attaché une attention particulière à la fixation de normes dans le travail intellectuel comme facteur d'élévation du niveau scientifique de la direction de l'économie. L'exposé sur «les critères de planification des prix de gros», présenté par Arqile Kristo et préparé en collaboration avec Mynir Maska, a traité d'une meilleure utilisation de l'instrument que constituent les prix en matière de planification. Dans l'exposé sur «L'élévation du niveau des instruments économiques pour une utilisation plus efficace des matières énergétiques», prononcé par Gjergj Konda, préparé en collaboration avec Islam Kokona et le maître-assistant Veli Mullaraj, il est souligné que, sur la base des enseignements du camarade Enver Hoxha, les plus grands problèmes surgissent et sont à rechercher et à découvrir dans le domaine de l'utilisation de la consommation des ressources énergétiques, à travers l'amélioration du mécanisme économique d'action des instruments que sont les prix et les formes de rémunération qui incitent à une utilisation plus efficace des matières énergétiques. Le docteur es sciences Teodor Kareco dans son exposé sur «les problèmes de l'amélioration de la gestion économique dans l'entreprise», préparé en collaboration avec Sofika Taja, agrégée es sciences, a traité des problèmes du perfectionnement ultérieur de cette gestion grâce à une utilisation toujours plus efficace des ressources intérieures.

«L'harmonisation des sources de formation des moyens circulants des entreprises par leurs propres moyens et par des crédits bancaires», était le sujet de l'exposé de Kujtim Brovina, préparé en collaboration avec l'agrégé es sciences Lavdosh Zaho et le maître-assistant Bashkim Saliasi. Dans les communications sur «les possibilités d'utilisation de certaines formes du commerce mondial au profit de notre économie», présenté par l'ancien collaborateur scientifique, Luïzim Hama, préparé en collaboration avec Kostandïn Kristo et Sali Ulqinaku, agrégés es sciences, ainsi que «Pour une meilleure utilisation du mécanisme des devises et des paiements internationaux», présenté par Senata Kruja, préparé en collaboration avec Shkëlqim Cani, ont été traités des problèmes à la lumière des enseignements du camarade Enver Hoxha pour une meilleure connaissance du mécanisme des devises. Le discours de clôture a été prononcé par le président de la Commission du Plan d'Etat, Niko Gjyzari, qui a souligné entre autres, que les problèmes traités à cette session n'ont concerné que certains aspects principaux de la profonde pensée économique du camarade Enver Hoxha, qui dans les conditions actuelles revêtent une importance primordiale pour la mise en oeuvre des décisions du IX^{e} Congrès du Parti. Le 6^{e} plénum du Comité central du Parti et le discours du camarade Ramiz Alia à ce plénum soulèvent des grands problèmes pour le présent et l'avenir, pour le développement dynamique de l'économie, pour l'élévation de sa gestion et de son organisation scientifiques à un plus haut niveau.

Session scientifique à l'occasion du 70^{e} anniversaire du comité «La défense nationale du Kosovo»

L'institut d'Histoire de l'Académie des sciences, en collaboration avec l'Institut supérieur pédagogique et l'association des historiens de la région de Shkodër ont organisé dans cette ville, à la lin du mois de septembre 1988, un colloque scientifique à l'occasion du 70^{e} anniversaire du Comité «La défense nationale du Kosovo».

Y participaient des patriotes, des vétérans, des historiens, des fonctionnaires des Archives centrales de l'Etat, des professeurs et des étudiants.

Etaient également présents le Premier secrétaire du comité du Parti de la région, le camarade Muho Asllani. et le secrétaire scientifique de l'Académie des sciences, le Professeur Luan Omari et d'autres camarades.

Dans sa communication sur «Le Comité de la défense du Kosovo» et son activité pour la libération et Funité nationale^ préparée en collaboration avec l'agrégé es sciences, Zamir Shtylla, le Pr. Kristaq Prifti souligna que ce comité a représenté dans l'histoire du peuple albanais une de ses plus brillantes organisations politiques, démocratiques et révolutionnaires. Dirigée par des personnalités politiques connues comme Kadri Hoxha. qui en était le chef, par Hasan Prishtina, Bajram Curri, Sali Nivica, Hysni Curri, Tafil Boletini, Azem Galica, etc., cette organisation déploya pendant six années de suite, de 1918 à 1924. une vaste activité patriotique organisationnelle et diplomatique pour l'indépendance, la liberté, la démocratisation, le progrès de l'Etat albanais, ainsi que pour la défense des droits nationaux des Albanais de Kosovo et d'autres régions d'Albanie.

Conséquent dans sa lutte pour un Etat albanais indépendant et souverain, le comité rejeta les décisions injustes de la Conférence de la Paix, réunie à Paris en 1918-1920. quant au démembrement final de l'Etat albanais fondé le 28 novembre 1912. Face à cette situation grave, disait-on par la suite dans la communication le Comité de Kosovo voyait le salut de l'Albanie dans les forces mêmes du peuple albanais, dans son union contre les puissances impérialistes et les monarchies voisines balkaniques.

Le comité eut le grand mérite de s'être hissé à la hauteur des intérêts nationaux pan-albanais, d'avoir soutenu le Congrès de Lushnje en y envoyant ses délégués et concentré tous ses efforts pour assurer l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Etat indépendant albanais. Soutenant l'action du gouvernement issu du Congrès de Lushnje en vue de l'union nationale du pays, le comité apporta, aux côtés des autres forces patriotiques, sa contribution à la glorieuse épopée de la bataille de Vlora en juin-juillet 1920 qui finit par chasser les ennemis italiens et briser les interventions militaires des Yougoslaves à la frontière nord-est dans les années 1920-1921.

C'est aux moments décisifs de la lutte populaire menée en Albanie au cours des années 1921-1924 et surtout pendant la révolution de juin que les éminents dirigeants du comité et les forces révolutionnaires de Kosovo sont devenues un puissant appui des milieux progressistes du pays dans leur lutte contre la réaction latifondiaire d'Esat Pacha et de Zog, liés aux puissances étrangères, pour instaurer un régime démocratique en Albanie. Il a également été souligné qu'à travers une intense activité diplomatique et de propagande le comité ne cessa de condamner devant l'opinion européenne la politique grande-serbe de génocide menée contre la population albanaise en Yougoslavie et défendit fermement son mouvement de libération pour réaliser ses droits nationaux et démocratiques.

Le Comité «La défense nationale du Kosovo» s'aligna sur un même front avec les organisations révolutionnaires des autres peuples des Balkans. Dans cette communication ont également été fournies des données sur la collaboration de ce comité avec les révolutionnaires et les communistes de ces pays, ainsi que sur le soutien que ceux-ci apportèrent au mouvement qu'il dirigeait.

A cette session ont été présentées neuf autres communications qui traitaient des aspects de la fondation et de l'élaboration des programmes du Comité «La défense nationale du Kosovo», de son action pour la défense de l'indépendance de l'Etat albanais et des intérêts nationaux de la population albanaise de Kosovo et des autres régions d'Albanie, du rôle joué par le patriote Kadri Hoxha à la direction de ce comité, de la contribution de cette organisation pour le renforcement et la démocratisation de l'Etat albanais et de l'aide que le journal «le Peuple», organe de ce comité, apporta, au cours des années 1919-1920, au mouvement national albanais. Au cours de cette session ont également été évoqués des souvenirs de contemporains sur le chef de ce comité ainsi que de la documentation conservée aux Archives centrales de l'Etat sur l'activité de cette organisation et de sa contribution à la défense de Shkodër dans les années 1919-1920.

Le professeur Stefanaq Polio, directeur de l'Institut d'Histoire près l'Académie des sciences a prononcé le discours de clôture.

Débat sur la dénonciation de l'essence et du contenu antimarxiste de la «perestroïka»

L'Institut des Etudes marxistes-léninistes près le CC du PTA a organisé, le 20 avril 1988, une discussion scientifique sur l'essence et le contenu antimarxiste de la «perestroïka» dans le domaine économique et sociale.

A ce débat ont participé des hommes d'étude et des professeurs de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes, de l'Ecole supérieure du Parti «V. Lénine», de l'Académie des Sciences et de l'Université «Enver Hoxha» de Tirana, de l'Institut des Etudes économiques, etc.

A cette réunion sont intervenus les camarades Hekuran Mara, Sabah Hilmia, Leontiev Çuçi, Fatmir Kumbaro, Vangjel Moisiu et Çapajev Gjokutaj. Des questions et suggestions diverses y ont été également posées. Nous donnons ci-dessous les résumés des interventions.

Le professeur Hekuran Mara, traitant de l'essence de la «perestroïka» dans le domaine économique, a souligné entre autres:

«Le socialisme, avec son système de rapports économiques et sociaux, ne se réalise pas immédiatement après l'instauration du pouvoir politique de la classe ouvrière, de la dictature du prolétariat. Il se crée au cours d'une longue période historique sur la base de la conception marxiste-léniniste du monde, des principes et des lois objectives correspondantes.

Le bien-fondé et la justesse de la voie suivie pour la construction du socialisme sont démontrés par les résultats obtenus dans la pratique politique, économique et sociale et par le respect et l'application des principes fondamentaux spécifiques du socialisme, affirmés en tant que tels.

L'un des principes distinctifs fondamentaux du socialisme consiste dans la réponse donnée aux questions suivantes: Quel type l'économie socialiste représente-elle et quelle est la forme sociale de la production socialiste? L'économie socialiste est-elle une économie de marché ou une économie planifiée? Une économie centralisée ou décentralisée?

De la réponse donnée à ces questions de principe dépendent les méthodes utilisées et les voies suivies pour organiser, diriger et faire fonctionner l'économie socialiste, pour l'adoption des décisions relatives aux objets et à la quantité de la production, à l'objet et au mode de la distribution, et beaucoup d'autres processus économiques.

La réponse à la question à savoir quel type d'économie, quant au contenu et à la qualité, représente l'économie socialiste, constitue une garantie initiale pour les destinées de l'édification du socialisme et sa protection contre le danger de dégénérescence.

La théorie marxiste-léniniste a résolu et démontré sur le plan théorique que l'économie socialiste est une économie planifiée et centralisée, et non pas une économie de marché et décentralisée, tandis que la production socialiste est une production sociale et non pas une production marchande.

Les raisonnements théoriques de Gorbatchev sur la «restructuration» dans le domaine économique se fondent sur la conception capitaliste de la production marchande, de marché et des lois qui la régissent. En situant cette conception à la base de la «restructuration», il est exigé que des catégories économiques comme le profit, le prix, l'argent, les devises, le crédit, l'intérêt, le salaire, l'offre, la demande, la concurrence, l'impôt, la rente, etc., agissent librement et constituent les fondements du mécanisme de fonctionnement de l'économie soviétique.

Dans ce cadre il est exigé que la gestion de l'économie et de l'entreprise et leur fonctionnement, ainsi que le droit de prendre des décisions soient libéralisés et décentralisés, que l'entreprise soit dirigée et fonctionne sur la base de l'«autogestion» et de l'«autofinancement intégral» qu'il n'existe pas de stockages obligatoires des produits agro-pastoraux de la part des économies agricoles; que les entreprises non rentables soient mises hors du circuit et fermées; que la libre concurrence existe entre les entreprises; qu'il y ait un jeu libre des prix sur le marché; qu'il existe un marché libre du travail, des devises et des capitaux; que soient créées des entreprises mixtes avec les capitaux étrangers; que les importations et les exportations soient décentralisées et libéralisées à l'échelle de l'entreprise et de l'exploitation agricole, etc.

Bref, la «restructuration» prônée et appliquée par Gorbatchev dans le domaine de l'économie, est une réforme profonde du capitalisme soviétique, mais désormais ouvertement fondée sur les lois du marché capitaliste, qui ne garde que la dernière ombre d'une planification ayant un caractère d'orientation.

L'essence de la démagogie de la «restructuration» consiste en ce que, tout, en admettant la production marchande, l'économie de marché et ses lois comme type inévitable pour l'économie socialiste également, cette conception ne fraye soi-disant pas le chemin au capitalisme et ne conduit pas à sa restauration.

Cette démagogie devient ensuite encore plus subtile en attribuant à l'économie socialiste planifiée et gérée d'une façon centralisé des maux inexistants et créés de toutes pièces.

Il est prétendu que l'économie socialiste planifiée ne peut pas assimiler les nouveautés de la révolution technique et scientifique sans le marché libre et le mécanisme de ses lois; qu'elle a pour attribut naturel le développement dans la voie extensive et ne peut assurer le passage à la voie du développement intensif; qu'elle exclut la responsabilité économique du collectif et de l'individu et stimule l'égalitarisme dans la rémunération de travaux divers qui donnent des résultats différents, freinant et décourageant ainsi l'initiative et l'esprit d'innovation créatrice, tout en encourageant la subvention sociale.

Mais revenons à l'essence de la question théorique qui sous-tend la «restructuration» de Gorbatchev dans le domaine économique, et précisément à la solution du problème suivant: peut-on admettre sur le plan théorique et réaliser sur le plan pratique, la coexistence entre la production marchande, le marché libre, les lois et les catégories économiques qui en découlent, d'une part, et l'essence socialiste de l'économie, de l'autre?

La conception idéologique et théorique marxiste-léniniste sur l'incompatibilité du socialisme et de son économie planifiée avec la production marchande, avec l'action libre de la loi de la valeur et le marché libre est claire, bien définie et ne prête à aucune confusion. Cela également a été démontré et vérifié irréfutablement par toute la pratique sociale révolutionnaire de la construction du socialisme dans notre pays ainsi que par l'expérience longue de plus de quatre décennies du développement de notre économie planifiée.

La production marchande avec l'obtention du profit comme but essentiel et le marché libre, avec l'action illimitée de la loi de la valeur et de ses autres lois, ne peuvent jamais constituer le terrain et le milieu économiques et sociaux nécessaires au socialisme et à son économie planifiée.

Il a été démontré, aussi bien en théorie que dans la pratique, que le marché libre avec ses composants naturels entraîne inévitablement des conséquences politiques et sociales connues, telles que l'approfondissement des inégalités économiques et la différenciation de classe, des tournants et des bouleversements sauvages qui conduisent au capitalisme, au début lentement et insensiblement puis dans de grandes proportions manifestes et brutales, et cela sur le dos des masses travailleuses sous forme d'inflation, de hausse des prix, de chômage, de crise économique, de toxicomanie et de prostitution et d'autres phénomènes qui deviennent de plus en plus caractéristiques de la vie quotidienne du capitalisme dans l'Union soviétique révisionniste.

L'un des arguments démagogiques préférés de Gorbatchev pour justifier la «restructuration» dans le domaine économique est également la présentation de sa part, de la «concurrence positive» (comme il l'appelle) et de l'initiative privée comme facteur indispensable qui rétablit soi-disant la véritable signification de la justice sociale et la favorise. En fait, tant la concurrence que l'initiative privée n'encouragent et ne favorisent une situation privilégiée que pour une poignée de gens.

La liberté proclamée dans l'économie marchande est seulement formelle et fictive, car elle n'existe en réalité que pour celui qui possède de l'argent et des capitaux à dépenser (pour acheter ou investir) et nullement pour ceux qui n'ont pas d'argent. Dans la pratique, cette prétendue liberté se transforme en un privilège de celui qui détient le pouvoir politique et économique. Par conséquent, c'est une utopie et une absurdité que de penser, et même pire de croire, que le marché, la concurrence, l'initiative privée et le super-mieux-être d'une poignée d'exploiteurs et d'oppresseurs des travailleurs garantiront le bien-être général du peuple.

Les fractures et les contradictions de classe antagonistes de l'économie capitaliste marchande sont désormais connues et se manifestent sous des formes de plus en plus graves et dans des proportions toujours accrues. Le modèle capitaliste de gestion et de fonctionnement de l'économie ne peut pas les résoudre ou les surmonter en faveur des travailleurs, même s'il crée plus de richesses et garantit un profit et une rentabilité accrus. Néanmoins dans le monde capitaliste le nombre des exploités et des pauvres ne cesse de croître et leur oppression et l'injustice dont ils sont victimes deviennent plus flagrantes. C'est le sort qui attend aussi la «restructuration» de Gorbatchev car les lois du capitalisme et les conséquences sociales qu'entraînent leur action ne peuvent être modifiées ni dans le capitalisme classique bourgeois ni dans le capitalisme révisionniste soviétique.

Le professeur Sabah Hilmia, traitant de l'essence capitaliste d'«autofinancement» fondé sur le «hozrashot (gestion équilibrée) complet, a indiqué : «Quand un régime sociopolitique a revêtu un caractère capitaliste, social-impérialiste, les finances également, en tant que composantes des rapports de production et instruments de la gestion de l'économie, ne peuvent pas ne pas acquérir un contenu capitaliste. Et cela parce que les finances sont étroitement liées à l'ordre social, à la nature de classe de l'Etat, aux fonctions qu'il assume, à la politique qu'il applique et aux rapports marchandise-argent qui ont pris un grand essor en Union soviétique.

Avec sa «perestroïka» l'équipe Gorbatchev oriente désormais entièrement la nature capitaliste des rapports financiers vers l'«autonomie financière intégrale» et l'«autofinancement total» accordés aux entreprises par la loi approuvée par le Soviet Suprême. On cherche à étendre ce mécanisme financier non seulement aux entreprises de certains secteurs, mais aussi à toute la sphère productive et même à certaines institutions socioculturelles. L'«autofinancement complet» dans les conditions de l'hozrashot (gestion équilibrée) capitaliste (hozrashot complet) n'est rien d'autre, quant au fond, qu'une «autogestion».

C'est une méthode d'organisation, de gestion économique et financière capitaliste des entreprises, dans les conditions de l'action illimitée de la loi de la valeur et du marché. En tant que méthode de gestion économique et financière de l'activité des entreprises, l'autofinancement appuyé sur le «hozrashot complet» n'a rien de commun avec le «hozrashot» léniniste, comme méthode fondée sur le principe de centralisme démocratique et la gestion planifiée de l'entreprise socialiste qui implique une juste combinaison de la gestion centralisée de l'entreprise par l'Etat, celle-ci conservant une indépendance économique et opérationnelle relative.

Le «hozrashot complet» et l'«autofinancement» impliquent l'indépendance capitaliste de l'entreprise de l'Etat, indépendance qui fraye la voie au développement spontané et anarchique de son activité financière, à la concurrence et à la faillite. Le hozrashot léniniste par contre, prévoit la direction centralisée et planifiée par l'Etat de l'entreprise et l'indépendance économique et opérationnelle relative de cette dernière.

Lénine n'a jamais dissocié l'autonomie économique et financière des entreprises de la direction centralisée de l'Etat. Il a souligné que «Je suis pour une plus vaste autonomie des organisations soviétiques locales, mais pour que notre travail en vue de la transformation consciente du pays soit plus fructueux, je pense en même temps, qu'il est nécessaire de mener une politique financière unique, bien définie et que les ordres soient appliqués de haut en bas... Nous avons besoin du centralisme financier».[1]

La méthode léniniste de gestion à travers le hozrashot de l'entreprise socialiste présuppose que l'entreprise couvre par les encaissements que lui assurent la vente de ses produits et la réalisation des services, les frais qu'elle fait pour réaliser la production et la vendre et s'assurer un excédent de revenu net qu'elle verse, en majeure partie, au budget, alors qu'elle garde le reste pour elle-même afin de l'utiliser conformément au plan, pour les besoins de sa reproduction élargie. Dans le même temps, les plus grands besoins de la reproduction élargie sont financés par l'Etat-budget, d'une manière centralisée et sans obligation de remboursement.

A l'opposé, la méthode de «hozrashot complet» et de l'«autofinancement» sous-entend que l'entreprise révisionniste avec le produit de ses ventes couvre non seulement les frais de production capitalistes, mais aussi les besoins de la reproduction capitaliste élargie, c'est-à-dire, qu'elle couvre par ses propres ressources financières (profit et fonds d'amortissement) les besoins de la reproduction du capital fixe et circulant. L'entreprise doit donc, autofinancer les investissements d'une manière décentralisée en utilisant aussi à cet effet le crédit soumis à l'obligation de remboursement.

Désormais l'entreprise révisionniste décidera elle-même de l'époque, de la priorité et du volume des investissements, car il est prévu d'élargir son autonomie, afin que «le pouvoir de décision soit étendu à la périphérie», c'est-à-dire qu'il soit conféré, de manière décentralisée, aux unités productives et dans les conditions du développement spontané, de l'anarchie et de la concurrence entre les entreprises.

Avec l'«autofinancement» appuyé sur le «hozrashot complet» proclamé par Gorbatchev, sous prétexte de passer d'un système centralisé entièrement bureaucratique et de «commandement» a des «méthodes économiques» de gestion, on renonce en général à la politique de financement centralisé budgétaire des investissements fondamentaux par l'Etat capitaliste soviétique. Désormais cet Etat ne financera avec son budget que l'industrie de guerre et les importantes activités stratégiques, alors que les autres investissements du secteur public seront couverts par les entreprises elles-mêmes, d'une manière indépendante.

Contrairement à la méthode léniniste de gestion de l'entreprise socialiste à travers le hozrashot, qui prévoit la juste combinaison du stimulant matériel et du stimulant moral, le «hozrashot complet» et l'«autofinancement» se fondent uniquement sur le stimulant matériel et absolutisent le rôle de ce dernier. A cet effet, la «perestroïka» prévoit que l'entreprise définisse elle-même les «formes et les systèmes de rémunération des ouvriers» ainsi que le «nombre de ses ouvriers» selon les normes du fonds des salaires. En outre, le «fonds du stimulant matériel des travailleurs» créé par le profit est en train de s'élargir. Ainsi comme cela a été souligné au VIII^{e} Congrès du PTA les rémunérations supplémentaires en sus du salaire atteignent des proportions telles qu'elles dépouillent la société de sa fonction de contrôle sur la masse de travail et de la consommation.

Dans le domaine des relations financières entre l'entreprise et l'Etat il est prévu que la majeure partie du profit reste à la disposition de l'entreprise, l'Etat ne devant drainer dans son budget que le profit net à travers les systèmes d'impôts et de taxes, qui doit s'étendre non seulement sur les entreprises productrices mais aussi sur les revenus assurés par le travail privé des individus, des familles et des groupes de collectifs particuliers. A travers les revenus qu'il assurera par sa politique fiscale, l'Etat capitaliste soviétique satisfera essentiellement les besoins de la militarisation de l'économie et ceux de la consommation parasitaire de la nouvelle bourgeoisie.

L'«autofinancement complet» fondé sur l'initiative privée conduit à l'approbation de dispositions permettant l'émission des valeurs par les entreprises révisionnistes c'est-à-dire, l'émission d'actions et d'obligations comme source de financement, trait caractéristique des entreprises capitalistes opérant actuellement en Hongrie et en Chine.

Le «hozrashot complet» et l'«autofinancement» représentent ainsi des méthodes de gestion capitaliste de l'entreprise, qui conduisent au développement spontané, anarchique de la concurrence, et cela jusqu'à la faillite. Ces méthodes ont été éprouvées dans la pratique de la dégénérescence révisionniste, et c'est pour cela que Gorbatchev à travers sa «perestroïka», cherche à les faire siennes au plus tôt afin de pousser son pays plus à fond dans la voie du développement capitaliste». Leontiev Çuçi, agrégé es sciences, dans son intervention sur l'essence capitaliste des réformes en Union soviétique, à souligné entre autres:

«La création d'une plus juste et plus complète représentation de la «perestroïka», comme un vaste processus multiforme de mesures réformatrices dans toutes les sphères et activités de la vie économico-sociale en Union soviétique, est liée à toutes les métamorphoses des processus réformateurs entrepris par les cliques révisionnistes qui se sont emparés du pouvoir après la mort de Staline.

Tous les groupes révisionnistes, depuis celui de Khrouchtchev, Brejnev et Andropov jusqu'au dernier groupe de Gorbatchev se sont employés à couvrir leur trahison envers le marxisme-léninisme et la doctrine du socialisme scientifique dans le domaine de l'économie, sous le couvert de prétendues réformes qu'ils ont entreprises pour «perfectionner le socialisme et le rendre plus dynamique». En réalité, ces réformes, indépendamment de leurs étiquettes et de leur nuances, ont toutes visé à réaliser le processus de la contre-révolution révisionniste, ce qu'elles n'ont pas manqué de faire, tout en restaurant le capitalisme en Union soviétique et en le perfectionnant.

Du point de vue de l'objectif qu'elles s'étaient fixé et des tâches qu'elles devaient accomplir, ces réformes peuvent se diviser en deux groupes :

Le premier est celui des mesures réformatrices arrêtées par les équipes khrouchtchévienne et brejnévienne pour faire dégénérer les rapports socialistes de production et rétablir complètement les rapports capitalistes. L'application de ces mesures commença dès 1953 avec l'abandon des lois régissant la reproduction socialiste tout en accordant la priorité au développement de la production des biens de consommation par rapport à la production des moyens de production; elles ont été suivies d'autres mesures consistant à démanteler les SMT et à élargir les compétences de décentralisation de la base, alors que, au début des années 60, sous l'influence de la théorie du «profit socialiste» de Libermann, furent introduites des méthodes de planification fondées sur les indices de la rentabilité et du profit. Ces processus de réforme qui ont touché les mécanismes économiques dans le domaine des rapports de propriété, de répartition et d'échange, ont préparé graduellement la réforme générale de 1965 qui légalisa le renversement radical des rapports de production socialistes.

Cette réforme se fondait sur les mécanismes de décentralisation du fonctionnement de l'économie en accordant aux entreprises beaucoup de compétences libéralisatrices. L'Etat soviétique a été orienté vers les méthodes d'intervention indirecte dans l'économie dont il ne fixe plus que les orientations générales, les rythmes de croissance et les rapports fondamentaux dans toutes les sphères de l'activité économique et sociale. Ce n'est pas l'accroissement de la production en soi qui devint le critère principal de la gestion de l'économie par l'Etat révisionniste soviétique, mais la création de rapports tels qu'ils stimulent cet accroissement à travers des indices de valeur où la priorité a été accordée au profit. Sur cette base le nombre des indices directeurs a été considérablement réduit et les entreprises ont acquis le droit d'autodétermination pour beaucoup d'indices du travail et de la production. Ainsi, le centralisme bureaucratique d'Etat a frayé la voie à la décentralisation anarchique qui a été réalisée sans affaiblir la position de l'Etat monopoliste. Toujours sur la base de ce mécanisme et de ses perfectionnements partiels, la clique Brejnev, dans les années 70, cristallisa le mécanisme capitaliste du fonctionnement de l'économie soviétique à travers lequel «la société soviétique s'est embourgeoisée jusque dans ses fibres profondes et le capitalisme a été restauré dans tous les domaines».[2]

Le second groupe correspond aux mesures de réformes relatives au perfectionnement des mécanismes capitalistes de fonctionnement de l'économie soviétique, perfectionnement qui a approfondi le développement du capitalisme en Union soviétique dans son ensemble.

La réforme économique de 1965 qui visait surtout à décentraliser et à encourager l'initiative privée, entraîna l'affaiblissement du contrôle de l'Etat sur la plus-value et son assimilation pour les besoins de la militarisation effrénée de l'économie et de la consommation parasitaire de la bourgeoisie. C'étaient justement ces besoins croissants qui contraignirent l'équipe brejnévien à prendre des mesures de caractère de nouvelle centralisation en vue d'accroître la mesure d'appropriation de la plus-value par l'Etat monopoliste soviétique. Cet objectif fut réalisé par la réforme de 1979 et les mesures qui la suivirent. Dans le cadre de cette réforme on a vu se cristalliser la coexistence entre le centralisme bureaucratique et le libéralisme à grande échelle de la base. Le monopole d'Etat a été greffé sur l'entreprise privée et a ainsi entraîné l'arrêt du mécanisme de fonctionnement de l'économie. Comme Gorbatchev a lui-même caractérisé cette période, «dans le pays a été créé tout un système dont le mécanisme a arrêté le développement économique et social et a entravé tout progrès. Le pays a perdu sa force motrice, le nombre des difficultés et des problèmes insolubles s'est accru, des éléments de stagnation et d'avant-crise se sont manifestés.»[3]

Pour sortir de cette situation de stagnation et de crise Andropov entreprit en 1983 l'«expérience économique», qui visait à renforcer les bases décentralisatrices des mécanismes de fonctionnement de l'économie. Il fonda ces processus de réforme sur l'«hozrashot complet», lui-même basé sur l'«autofinancement», afin d'en faire une méthode unique de gestion et d'administration de l'économie.

Gorbatchev a élaboré et développé plus avant cette «expérience économique», l'axant sur des mécanismes économiques illustrant de nouveaux développements plus avancés du capitalisme soviétique. Le but essentiel de perestroïka qu'il a proclamée comme le symbole de la «restructuration intégrale de la vie économique et sociale» est d'orienter le capitalisme désormais restauré vers des formes de gestion et d'organisation contemporaines typiques de la production capitaliste occidentale. La domination du capitalisme monopoliste étatique en Union soviétique a révélé son incapacité de satisfaire aux besoins toujours croissants du social-impérialisme soviétique. La prépondérance des formes de réglementation générale de l'activité économique par le monopole d'Etat a réduit, au cours de ces 20 dernières années, de plus de moitié les rythmes d'accroissement du produit social total, ainsi que ceux de la production industrielle globale, du rendement du travail dans l'industrie, des investissements du produit social total, ainsi que ceux de la production industrielle globale, du rendement du travail dans l'industrie, des investissements fondamentaux et des revenus réels par tête d'habitant, respectivement de plus de 2.5 fois, de 2 fois, de plus de 2 fois et de plus de 3 fois.

Dans ces conditions, la «perestroïka» de Gorbatchev a mis l'accent sur l'encouragement de l'entreprise privée et le développement, sur cette base, de toutes les formes de privatisation, comme contrepoids de la défaite du capitalisme monopoliste d'Etat. A cette fin, les nouveaux mécanismes mis en fonction avec la «perestroïka» et leurs objectifs sont:

— L'«autofinancement intégral», en tant que principe unique de la gestion et de l'organisation de l'économie. D'ici à 1990 cette méthode de gestion sera devenue la seule pour la sphère productive et prépondérante dans la sphère non productive. Sur la base de cet autofinancement on renonce à la politique de subvention par l'Etat soviétique des entreprises du secteur civil; qui réalisent leur reproduction élargie en se fondant sur leurs propres capitaux (hormis les entreprises de production militaires et des productions d'importance stratégique).

— L'abandon de la politique des salaires garantis. Les entreprises couvrent les frais de production capitalistes, les obligations envers le budget d'Etat ou les autres entreprises, ainsi que les besoins de leur reproduction élargie par leurs propres moyens, par ceux du crédit ou des emprunts pouvant même toucher à cet effet au fonds de salaire des travailleurs qui est défini entièrement en fonction de la somme du profit réalisé.

— La légalisation du développement illimité des rapports marchandise-argent et de la loi de la valeur, donnant libre cours à l'action de la libre concurrence fondée sur l'action spontanée des rapports de l'offre et de la demande sur le marché. Le droit de vendre sur le marché des moyens de production, de les louer ainsi que le système de travail par contrat, la main d'œuvre prenant ainsi la forme de marchandise a été légalisé aussi bien pour les entreprises d'Etat que pour les coopératives agricoles. La location par l'Etat de la terre aux kolkhozes et le droit de ces derniers de la louer aux autres kolkhozes, aux entreprises ou à des particuliers ont fait de la terre également une marchandise. En cotre, le marché a été ouvert au mouvement libre des capitaux aussi bien sous forme de production que sous la forme des valeurs émises.

— La légalisation de la faillite aussi bien pour les entreprises d'Etat que pour les coopératives agricoles et l'ouverture des portes à Faction, sur cette base, du phénomène du chômage permanent.

— L'abandon du monopole capitaliste d'Etat sur le commerce extérieur et l'octroi, aux diverses unités de production, du droit d'entrer en libres transactions économiques et commerciales avec les firmes capitalistes étrangères.

— L'ouverture légale des portes à la pénétration des capitaux étrangers dans l'économie soviétique, tout en permettant et en encourageant la création d'entreprises mixtes avec les firmes capitalistes sur le territoire soviétique.

— L'acceptation de la politique de l'endettement comme une voie indispensable pour accélérer le processus de progrès technique et technologique et «garantir le succès de la perestroïka».

— Le développement des formes de propriété purement privée. Le développement sans restriction de toute forme de production capitaliste qui s'appuie sur la propriété privée à l'exception de la production des armes, des matières toxiques et narcotiques est autorisé. En outre, est permise aussi la mise sur pied de coopératives privées par des particuliers au sein du secteur d'Etat et coopératif. Ces coopératives sont créées sur la base des capitaux individuels et fonctionnent d'une manière indépendante ou étant attachées aux entreprises et aux kolkhozes. La rémunération y est calculée en fonction du capital investi et du travail accompli.

— L'exonération de l'Etat soviétique de l'obligation de garantir l'approvisionnement du marché en produits de première nécessité et de consommation courante et le passage d'une partie de cette charge sur le dos des producteurs privés individuels et coopères.

— L'acquisition du droit à la reproduction élargie des capitaux privés au niveau des kolkhozes, des coopératives (ou dans la sphère des services) créée en leur sein ou dans le secteur étatique ou de groupes de collectifs particuliers, de familles ou d'individus.

Par ces développements nouveaux et plus avancés du capitalisme, l'équipe Gorbatchev, à travers les mesures réformatrices qu'elle a prises dans le cadre de la «perestroïka», se rapproche encore du libermannisme de l'époque de Khrouchtchev et se présente comme le successeur le plus déterminé de la réforme de 1965. A partir de quoi l'on peut dire que les réformes de Gorbatchev sont en train de cristalliser, dans le binôme «centralisme bureaucratique-décentralisme anarchiste», la ligne de décentralisation économique pour l'avenir de l'économie soviétique. Il est évident que cette ligne ne se traduit pas par l'affaiblissement de la position économique de l'Etat capitaliste soviétique, mais seulement par la modification de son rôle, car, dès lors, il accomplira la fonction de rentier, de gestionnaire et d'organisateur de la collecte de la plus-value pour ses propres besoins.

Les nouvelles mesures réformatrices de Gorbatchev révèlent également une unité de pensée et d'action avec les mesures réformatrices, déjà appliquées et que l'on continue d'appliquer dans les autres pays révisionnistes ainsi que l'adoption d'un dénominateur commun, pour les perspectives de développement capitaliste plus accentué de ces pays. Les processus les plus avancés du développement du capitalisme que la «perestroïka» est en train de mettre en œuvre, ont été depuis longtemps embrassés en Yougoslavie, en Pologne, en Hongrie, en Chine, etc. Mais, si, jusqu'à présent ils étaient considérés avec une certaine suspicion et admis avec réserve, actuellement ils sont approuvés sans restriction et il est en plus exigé, qu'ils deviennent dans les conditions des «socialismes spécifiques» de chaque pays, des principes fondamentaux de gestion et de développement dans le cadre du camp révisionniste dans son ensemble». Fatmir Kumbaro, agrégé es sciences, dans son discours sur l'essence capitaliste de la démocratie de la «glasnost» a souligné:

«L'arme de la «démocratie» occupe une place d'une importance particulière dans l'arsenal de l'équipe Gorbatchev pour l'application de sa ligne générale. La «démocratisation» de toute la vie du pays et la réforme radicale économique servent, selon la version officielle, à prédéterminer l'essence de la «perestroïka», son évolution et son sort. Selon Gorbatchev, «la démocratisation de la société constitue l'essence de la perestroïka, et c'est de son progrès que dépend le succès de la perestroïka elle-même... l'avenir du socialisme en général».

En rapport direct avec ces allégations la machine de propagande également fait, un grand bruit autour de la «démocratie» dans la société soviétique, de ses perspectives dans le cadre de «la restauration intégrale de la conception léniniste de la démocratie et du socialisme». D'où également l'importance que revêt la lutte idéologique pour découvrir le contenu et les desseins des conceptions et des pratiques de la direction actuelle soviétique sur la «démocratie» en tant que composante essentielle de la lutte pour la dénonciation des grandes lignes de l'essence du cours stratégique de Gorbatchev.

L'arme principale dans cette lutte est fournie par les conclusions scientifiques de la théorie marxiste sur le caractère de classe de la démocratie; sur la différenciation essentielle existant entre les deux antipodes — la démocratie prolétarienne et la démocratie bourgeoise; sur l'Etat de la dictature du prolétariat et la propriété sociale, condition sine qua non de la démocratie réelle pour les masses travailleuses, etc.

Cette critique de principe doit se fonder sur l'ensemble de l'analyse scientifique approfondie que le PTA et le camarade Enver Hoxha ont faite du processus de contre-révolution révisionniste qui a eu lieu en Union soviétique; de la restauration du capitalisme dans chaque pore de la société soviétique; de la transformation de l'Etat soviétique, comme le souligne le camarade Enver Hoxha en une dictature de la nouvelle bourgeoisie révisionniste, en défenseur des intérêts de cette classe exploiteuse. «Le pouvoir des soviets, conclut le camarade Enver, n'est plus ni des soviets, ni des ouvriers, ni des paysans. Il est détaché d'eux et est devenu une force à part qui leur est étrangère».[4]

C'est sur cette base que l'on peut donner aussi une juste réponse à la question de savoir quels éléments nouveaux les conceptions et pratiques réformatrices du groupe Gorbatchev apportent dans le domaine de la démocratie et ce qui se cache derrière son slogan «plus de socialisme, plus de démocratie».

Plus concrètement, la «glasnost» (la transparence, l'expression ouverte, publique des idées) est qualifiée comme un produit direct de la démocratie gorbatchévienne et une arme dans ses mains. Elle a fait son nid dans les organes de la presse et de la propagande officielle. En se déployant elle a fait émerger des plaies et des maux de la réalité soviétique actuelle, des faits infinis sur des manquements et des échecs en économie, sur la bureaucratie et l'arbitraire, la corruption et la délinquance. Certes, jusqu'à hier, c'étaient là des thèmes tabous de la propagande officielle. C'est justement ce changement, vanté comme une application du droit à la libre expression, qui est gonflé comme une expression authentique de la démocratie.

Or, on sait que l'essence du problème ne peut être mise en évidence d'une manière juste si la liberté d'expression est prise à part, isolée de l'ensemble des droits garantis par un ordre économique et social déterminé, et qui en dérivent. Plus d'un siècle auparavant, Marx a dénoncé les illusions et les apparences démocratiques de la «liberté de la presse» de la bourgeoisie, libre en fait seulement sur le papier, qui est soumise à la «censure matérielle» à la «haute caution matérielle» de la classe au pouvoir.

L'idée et la démagogie bourgeoise de la «liberté de la presse» pénètrent tout le contenu du «glasnost». C'est dans le droit fil de cette ligne que s'insèrent aussi l'opération «démocratique» et le lancement de temps à autre pour la consommation publique et toujours à coté d'une foule d'opinions et d'attitudes conformes à la ligne officielle, de quelque fait, quelque idée ou interprétation qui s'en écartent. Mais chaque exception aux règles de ce «jeu démocratique» ne tarde pas à être suivie d'une contre-action sévère par tous les moyens du Moscou officiel. Dans «Sovjetskaja Rossija» a été publié un article contenant des idées sur la défense du passé révolutionnaire de l'Etat soviétique de Lénine et de Staline, de la figure et de l'œuvre de Staline, etc. Après quoi pendant des mois entiers la puissante machine de propagande, mobilisant politiciens, plumitifs et théoriciens de toute sorte, ne cesse de vitupérer pour défendre la ligne officielle, les principes et la pratique de la «perestroïka».

Ainsi la démocratie de la «glasnost» vise essentiellement à propager des illusions sur le «caractère démocratique» de l'ordre en vigueur, à duper les masses en feignant d'accorder une plus large place au facteur humain dans la ligne des ambitions de l'équipe dirigeante et de la classe bourgeoise au pouvoir. En outre, l'équipe Gorbatchev, en rendant publics les phénomènes négatifs qui sont ni nouveaux ni inconnus aux masses travailleuses, vise en premier lieu, à se distancer d'elles en camouflant les causes réelles de ces phénomènes et en en rejetant la responsabilité sur les «erreurs subjectives» de leurs prédécesseurs. Deuxièmement, la «glasnost» prépare le terrain idéologiquement et théoriquement à l'approfondissement de la contre-révolution révisionniste. Troisièmement, il est présenté comme une arme servant à briser la résistance des «forces conservatrices» et de la bureaucratie, de cette composante de la classe dominante du pays, dont les positions et les privilèges sont menacés par le nouveau mécanisme économique.

En fait, la bureaucratie toute-puissante soviétique, du parti et de l'Etat, (actuellement, l'appareil d'Etat compte à lui seul environ 17,7 millions de personnes et l'administration économique, 11,5 millions) étouffe non seulement l'économie du pays, mais aussi les droits démocratiques formels des masses travailleuses, proclamés dans l'Etat soviétique actuel.

La bureaucratie, le règne des chancelleries est à l'antipode de la démocratie véritable. Dans leur oeuvra «Critique de la philosophie hégélienne du droit», Marx et Engels stigmatisent la bureaucratie comme une «société formée», comme un «Etat à l'intérieur de l'Etat», qui se développe en substituant aux objectifs et aux intérêts réels de la société ses propres intérêts et desseins égoïstes.

Par ses appels et ses exhortations à combattre la «bureaucratie», la nouvelle direction soviétique n'accomplit en fait aucun pas réel, si petit soit-il, vers la démocratie tapageusement promise. Cette lutte reflète le heurt des intérêts entre les groupements de la classe dominante du pays, entre la bureaucratie de l'époque brejnévienne et la technocratie et la bureaucratie nouvelles gorbatchéviennes, qui s'adaptent au nouveau mécanisme du prélèvement et de la gestion de la plus-value.

Les réformes gorbatchéviennes en matière sociale sont le pendant des celles qui couvrent le domaine économique, cependant que des efforts sont faits pour donner au capitalisme monopoliste d'Etat un contenu plus libéral, plus flexible et adaptable aux exigences du marché capitaliste soviétique et de l'offre et de la demande. Tous les efforts tendent à reformer et à consolider le système capitaliste existant, sa base et sa superstructure, ce qui ne touche pas les racines du bureaucratisme et de la négation de la démocratie, produits organiques du système lui-même.

Toute démocratie, indique Lénine, est en fin de compte déterminée par les rapports de production qui lui sont propres. C'est à travers ce prisme qu'il faut juger ce que les réformes gorbatchéviennes dans l'économie capitaliste soviétique offrent réellement dans le domaine de la démocratie. La loi sur les entreprises d'Etat, fondées sur les principes de l'«autofinancement» et de l'autogestion, fraye la voie aux pratiques typiques du capitalisme occidental et accorde aux administrateurs de grandes compétences pour décider des cadences de travail et des taux des salaires, des destinées du droit démocratique le plus élémentaire des ouvriers, qu'est précisément le droit au travail. Le concept de la hausse des prix a été légalisé tandis que la concurrence des entreprises est en pleine action avec la faillite et le chômage comme leurs corollaires directs. En promulguant la loi sur le travail privé on a donné le feu vert à la privatisation de la propriété qui entraîne la polarisation de la société, le capitalisme et le développement de la bourgeoisie avec toutes leurs répercussions qui tendent à rétrécir les droits formels des travailleurs. En promulguant la loi sur la création d'entreprises mixtes avec le capital étranger, la bourgeoisie internationale devient légalement et pratiquement partenaire dans le prélèvement de la plus-value et l'exploitation capitaliste des travailleurs soviétiques.

Tout démontre clairement que la conception et la pratique bourgeoise de la démocratie, comme forme de la domination de la minorité exploiteuse sur la majorité de la population, ont été entièrement embrassées par l'équipe Gorbatchev. L'arme de la «démocratie» est mise au service de la démagogie pour tromper les peuples soviétiques et consolider le pouvoir de la nouvelle bourgeoisie révisionniste au sein de l'Etat capitaliste soviétique.»

Le professeur Vangjel Moisiu s'est arrêté dans sa communication sur les contradictions qui ont surgi du fait de la «perestroïka». Il a souligné entre autres:

«Il y a trois ans déjà que la «perestroïka» (la restructuration) est devenue le slogan le plus à la mode dans toute la vie sociale de l'Union soviétique. Autour d'elle se sont focalisés des débats et des discussions sur le développement de la société soviétique et ses perspectives. Les objectifs essentiels qu'elle vise et ses aspects spécifiques sont traités à tous les nivaux de la direction soviétique alors que les organes de propagande cherchent à en éclaircir les aspects théoriques et les valeurs pratiques. Auparavant il existait une certaine confusion dans la définition même du terme de «perestroïka», auquel on donnait des significations de diverses dimensions, en y voyant tout à la fois une restructuration, une réorganisation, une réforme, une accélération, un perfectionnement, etc.

Nombre de théoriciens et de sociologues ont comparé la perestroïka à une «révolution qualitative», à un «renversement radical», à un «grand bond» qui vise à «l'amélioration essentielle des processus sociaux». Gorbatchev, initiateur de la perestroïka, l'a considérée comme une transformation par des «méthodes révolutionnaires des structures profondément, enracinées de l'économie, des sphères politique et sociale, de la vie spirituelle et des rapports éthiques entre les hommes».

Et, c'est justement Gorbatchev qui, plus que tout autre, a été contraint de prêcher sa doctrine à tous, aussi bien lors des plénums du parti, de meetings d'ouvriers, à des rencontres avec des militaires et des intellectuels ainsi qu'au cours des visites effectuées dans divers pays alliés, Amérique y compris.

Bien qu'il ait été déclaré, il y a un an, que la «perestroïka» est complétée et éclaircie comme plate-forme théorique, ce qui a été considéré comme une grande victoire, la direction soviétique et Gorbatchev lui-même ne dissimulent pas leur souci que la restructuration s'est heurtée à la résistance et à l'opposition de couches déterminées. Certes, dans cette affirmation il ne s'agit pas de malentendus ni de confusion. Il s'agit de doutes et de soucis sérieux sur l'essence même et les objectifs de la «perestroïka», d'un certain manque de confiance à l'égard des réformes qui se renouvellent périodiquement sans apporter aucune solution.

L'opinion publique en Union soviétique est confrontée à des interrogations et à des appréciations contradictoires, avec des thèses et des antithèses sur les époques et leur contenu, sur les valeurs du bolchévisme, sur le rôle des politiciens et l'œuvre de Staline, sur les structures d'Etat et les rapports entre les nationalités. Des attitudes contradictoires se font jour sur la dissidence et l'attitude envers les refuzniks, sur le phénomène de la russophobie au sein de la «famille socialiste», sur les dimensions de la tolérance de la «glasnost» etc. Des doutes existent sur les visées de la «perestroïka», sur les dangers qu'elle comporte et, en général, sur sa nécessité.

Les diverses optiques dans lesquelles sont envisagés ces phénomènes expriment non seulement l'ampleur mais aussi l'échelle des inquiétudes de l'insécurité, des oppositions, qui revêtent actuellement l'aspect d'une grave polémique. Beaucoup considèrent avec un doute et un scepticisme extrêmes toute la politique de la restructuration, comme un danger pour le socialisme, une négation des principes fondamentaux, une «trahison envers les idéaux», un coup porté aux fondements mêmes des structures socialistes, etc.

Dans les pages de la presse est reflétée, bien que dans une mesure limitée, l'atmosphère tendue des débats qui ont lieu dans les collectifs de travailleurs, dans les rédactions de journaux et de revues, dans les unités militaires, dans des groupes de retraités, des sociétés d'écrivains ou des auditoires d'étudiants sur des problèmes et des aspects économiques et politiques particuliers de la «perestroïka». Des visions confuses existent sur la discipline et les intérêts des individus, sur la collectivisation et l'individualisme, sur la solidarité et le sens de la responsabilité, les formes et les dimensions du profit, la valeur d'ensemble de la «perestroïka». Des sentiments d'hésitation, de crainte et d'inconfiance envers la «perestroïka» se sentent partout.

La «perestroïka» a ses sympathisants et ses adversaires et la bataille entre eux revêt parfois des traits accentués d'une polémique publique. Bien que les théoriciens révisionnistes considèrent ce débat non pas comme l'expression de l'antagonisme de classe, il comporte en soi des oppositions d'intérêts entre des classes et des couches sociales déterminées. Les masses des ouvriers regardent avec inquiétude le passage des entreprises au. système de l'«autofinancement», qui sera sans aucun doute accompagné de l'intensification de la production, peut-être même de l'amélioration de la qualité pour augmenter les profits, sans aucune certitude de trouver des débouchés à ces produits. Cela diminue encore les garanties de la réalisation du profit planifié dans les conditions du niveau existant de la technologie et de la qualification, si les marchandises peuvent être vendues avec, certes, un profit qui permette d'augmenter les rémunérations des ouvriers.

L'orientation capitaliste de l'économie soviétique vers les rapports de l'offre et de la demande, vers le profit et les catégories typiques du mécanisme capitaliste de l'économie, conduira immanquablement à l'intensification de l'exploitation, des spéculations, de l'inégalité et des tensions sociales. Les travailleurs sont exposés à un double danger: les administrations intensifieront leur pression, les ouvriers seront confrontés à une intensification du travail et contraints ou bien d'admettre cet état de choses ou bien de quitter leur travail. En outre, il existe également la crainte de la faillite, de la fermeture des entreprises qui menace de jeter massivement les ouvriers sur le pavé.

Les développements actuels dans la société soviétique sont gros de tensions et de conflits sociaux. Les cas de grèves, de troubles et de conflits ne sont pas rares. En Estonie, les ouvriers organisent des grèves contre l'augmentation des normes de travail, les chauffeurs de Saratov et ceux du parc de transports à Tehekov se dressent contre la décision de diminuer leurs salaires, les ouvriers du Combinat ligneux de Moscou se sont mis en grève pour de meilleures conditions de travail et de vie. Et la presse soviétique qualifie ces cas, qui ne sont pas peu nombreux, de «conflits de travail»! Du moment que les facteurs inquiétants des conditions quotidiennes de travail et de vie ne sont pas éliminés, il est difficile d'attendre des ouvriers soviétiques qu'ils s'engagent de toutes leurs forces dans la «restructuration» de la production. Des couches et des catégories entières de travailleurs doutent du bien-fondé de la «perestroïka» et des réformes qui se succèdent sans rien résoudre dans leur intérêt. Tant de fois et à grand renfort de publicité ont été proclamés des programmes sur l'amélioration du bien-être de la population et de son alimentation, de ses conditions de travail, de logement, des services sociaux, mais rien n'a été résolu.

«La perestroïka», est regardée avec suspicion et rejetée par certains groupes de fonctionnaires, d'employés des appareils administratifs formés selon le vieux style, qui risquent d'être remplacés par des spécialistes et des technocrates plus adroits. Maintenant, cette couche d'apparatchiks s'oppose de toutes ses forces à son éviction des postes et des leviers de direction, des privilèges et du pouvoir, et à l'octroi aux entreprises et à la base de plus de compétences et d'indépendance.

Le processus de substitution graduelle de la «bureaucratie brejnévienne» par une couche de dirigeants technocrates, ne veut pas dire la démocratisation des appareils ni non plus l'élimination de la bureaucratie. Gorbatchev et son équipe cherchent à alléger un peu son appareil gonflé de bureaucrates par des mutations et des rotations à l'intérieur de Tordre et de la classe au pouvoir. Représentant des couches technocrates libérales et pragmatistes, Gorbatchev essaie de leur offrir des positions encore plus privilégiées dans le pouvoir en frappant et en évinçant la couche traditionnelle de la «bureaucratie brejnévienne». La «perestroïka» est soutenue par des couches de l'intelligentsia technique et des spécialistes qui espèrent tirer des profits et augmenter leurs revenus à travers l'accroissement de la production et les innovations.

Pourtant, à la base aussi, les dirigeants des entreprises et des administrations, sont eux aussi inquiets, ils redoutent le nouveau système de compétences et d'«autofinancement» qui ne leur inspira aucune certitude. Les contradictions et les oppositions sur les rythmes de la «perestroïka» se reflètent jusqu'au niveau de la direction soviétique. A l'aéropage du Kremlin, ces dernières décennies et encore de nos jours est en cours le débat sur la question des structures de la direction et de la politique révisionnistes, il n'a pas porté sur les questions fondamentales de la ligne ou du cours révisionniste mais sur les méthodes et le style de travail, sur les rythmes de développement, sur le degré de profondeur et d'ampleur des réformes capitalistes, sur l'efficacité des appareils révisionnistes, etc. Les substitutions ou destitutions au sommet du Kremlin reflètent les heurts des intérêts de divers groupements révisionnistes et les accompagnent. La démission de Boris Eltsine des fonctions de membre suppléant du Bureau politique et de Premier secrétaire du Comité du parti de Moscou témoigne des divergences au sein de la direction, qui opposent les «libéraux» favorables à l'accélération des rythmes d'application de la «perestroïka» et les «conservateurs», qui préfèrent ne pas se hâter dans l'application des réformes. Dans ce tourbillon d'intérêts, de contradictions et de tensions, Gorbatchev cherche à jouer le rôle de l'équilibriste tant qu'il n'a pas encore consolidé son pouvoir personnel, et craignant une opposition organisée qui mettrait en danger son existence.

Alors que la société soviétique est divisée en sympathisants et adversaires de la réforme, Gorbatchev cherche à équilibrer la situation, à empêcher la naissance de toute opposition qui peut menacer la marche de la perestroïka et son destin.

Au stade actuel du développement bourgeois-révisionniste de l'Union soviétique, la «perestroïka» en tant que réforme intégrale pluridimensionnelle, est en même temps le terrain qui anime les contradictions et les tensions de classe et nationales. Cette «révolution d'en haut» pourra devenir inopérante du fait des intérêts contraires et de l'opposition d'en bas. Les divers courants (en profondeur et en surface) et les tensions sociales rendent incertains la marche et le sort de la «perestroïka».

Traitant de l'essence de la «restructuration» dans le domaine de la littérature et des arts, Çapajev Gjokutaj, a indiqué:

«L'essence de la «perestroïka» comme moyen de propagande dans la littérature et les arts est traduite par une série de phénomènes comme la large publicité donnée aux ouvrages à sujets purement politiques, la tendance à donner une existence multiforme aux créations littéraires, le choix des ouvrages à l'intention du public étranger, etc.

On attache un soin particulier à l'amplification des thèmes politiques dans les ouvrages littéraires et artistiques, avant tout parce qu'ils sont considérés comme de puissants moyens au service de la propagande gorbatchévienne. Si l'on revient sur le thème politique c'est pour appliquer la recommandation de Gorbatchev préservant de combattre «les conceptions surannées sur le socialisme des années 30-40» ou pour mettre en relief les mauvais côtés de la réalité révisionniste au cours de la période brejnévienne. Il n'est donc pas difficile de comprendre que nous avons affaire à un objectif politique immédiat: on vise à sensibiliser dans l'opinion publique les critiques officielles actuelles sur les périodes du «culte» et de la stagnation, en les propageant sous l'habit séduisant de l'art. On vise ainsi deux objectifs; en premier lieu, écarter les objets à propos desquels les simples Soviétiques déversent leur indignation pour les grandes difficultés auxquelles ils se heurtent et en second lieu, persuader les gens que la nouvelle équipe dirigeante est venue en salvatrice.

Mais les objectifs et les réalisations ne se confondent pas, pas plus que l'art ne se confond avec la propagande, et de ce fait, la majorité des œuvres portant sur ce thème ne touchent pas le cœur du spectateur. Un grand bruit est fait autour d'œuvres littéraires d'auteurs comme Tvardovski, Tendriakovi, Dudincevi, etc., publiées récemment. Pourtant, même dans la presse soviétique certaines voix soulignent que ces œuvres publiées si tapageusement, ne marquent pas quelque événement artistique, tout au plus constituent-elles des événements sociaux. Du moment que le côté social d'une œuvre ne peut être détaché de son côté artistique sans violence, il ne nous reste qu'à dire qu'elle constitue surtout un fait de propagande.

Le désir de conférer à l'art des fonctions de propagande, se note dans la tendance à conférer à certains ouvrages littéraires une vie multiforme. A cette fin sont choisies principalement des œuvres qui ont un caractère de propagande tout au moins par les péripéties de leur publication sinon par leur contenu. Ainsi, la revue «Novij Mir» a enfin publié en russe le roman «Le docteur Zhivago». «Novij mir» n'était pas encore vendue que le célèbre metteur en scène Georgi Tostanogov se hâta de le mettre en scène à Leningrad tandis que le cinéaste Nikita Mihallkov, connu pour ses tendances slavophiles a exprimé le vœu de porter à l'écran une nouvelle variante, maintenant soviétique, du roman de Pasternak.

L'année dernière, sur la scène de Taganka à Moscou, on a récité dans une atmosphère très douloureuse, au milieu des larmes et des soupirs le poème «Requiem» de Ana Ahmatova, spectacle auquel participait aussi le fils de Ahmatova, Lev Gumiljevi, anciennement condamné pour des œuvres contre le pouvoir soviétique, un homme qui a hérité, semble-t-il dans ses veines, à part le sang de son père, la haine du socialisme. (Nikolai Gumiljev, à l'époque de Lénine, fut condamné à mort pour avoir participé à un complot monarchiste).

Le roman «Le maître et Margarita» écrit par Mihail Bullgakov dans les années 30 et qui ne fut publié que vingt ans après la mort de son auteur, a, depuis longtemps, été mis en scène. En plus, les plus célèbres cinéastes soviétiques ont longuement rêvé de la porter sur l'écran, mais les conditions pour le faire n'avaient pas encore mûri. Aujourd'hui cette chance revient à Elem Klimovit, qui en tant que chef de la Ligue, s'assure la part du lion dans la répartition des scénarios, même s'il est premier violon de l'orchestre qui chante la «glasnost» dans le domaine de l'art. On peut fournir une foule d'autres exemples montrant que non seulement l'on publie des ouvrages littéraires jusqu'à hier censurés, mais que les écrivains sont pris d'une grande fièvre artistique pour servir au public sous une existence variée, livres, pièces de théâtre, films, déclamations, etc. Si les ouvrages littéraires sont lus individuellement, le théâtre, le cinéma etc., sont vécus, habituellement, de façon collective et c'est pour cette raison que ce sont des moyens d'expression préférés chaque fois que l'art assume des tâches de propagande.

L'utilisation de l'art soviétique à des fins de propagande se fait sentir ouvertement dans la manière dont on choisit les ouvrages destinés à des auditoires étrangers. Au 15^{e} festival international du film qui eut lieu vers la fin de l'année dernière à Moscou, les critiques occidentaux s'attachèrent à un fait plutôt sensationnel : les Soviétiques ont cherché à attirer l'attention des participants non pas tant par le film en concours «L'estafette» qu'à travers des activités de second ordre, parmi lesquels le tournage imprévu du film «Le commissaire» d'Alexandre Askoldov, réalisé depuis 1967, mais jusqu'ici interdit a suscité un vif intérêt. Ce film a été projeté principalement à l'intention des cinéastes et affairistes étrangers. Alors que la commission des contestations poursuivait ses débats sur la question de savoir s'il fallait projeter ou non ce film pour le public soviétique, il fut envoyé au 38^{e} festival du film organisé à Berlin Ouest ou il remporta «L'ours d'argent», ainsi qu'une série d'autres prix, à commencer par celui du FIPRES jusqu'aux prix offerts par l'organisation cinématographique internationale catholique ou le jury des églises évangéliques. Il est évident que les organisations ecclésiastiques n'ont pas de raison de porter dans leur cœur l'histoire de l'Armée rouge du temps de Lénine pas plus que ses commissaires, mais le film d'Askoldov traite d'un sujet spéculatif et, par son caractère ambigu, prête à des spéculations politiques.

L'observateur de la revue «Sight and sound» s'est hâté de déchiffrer le message transmis par ce film en mettant en évidence l'analogie entre l'antisémitisme nazi et le russe et en critiquant l'Etat soviétique pour le traité de paix avec l'Allemagne hitlérienne.

Or, le cas du film «Le Commissaire» n'est pas unique. La presse étrangère a souligné «qu'aucun festival international n'a manqué de projeter en 1987 un ou deux films soviétiques, réalisés depuis quelques armées mais jusqu'à ce jour censurés.» Tels, entre autres, les films «Brèves rencontres» (1967) et «Longues séparations» (1971) de Kira Muratova, qui ont été applaudis peur leur critique contre la bureaucratie et l'hypocrisie officielle, malgré le fait que ni l'un ni l'autre ne comportent aucune originalité évidente. Outre les films interdits, d'autres films soviétiques ont été envoyés aux festivals internationaux comme le documentaire «Est-il vraiment facile d'être jeune», les films de long métrage «Le repentir», «Lettres d'un mort», etc, qui glorifient la libéralisation de la vie soviétique au cours des dernières années, ou l'idée de la suppression de la censure pour les créations.

Il est évident que la tendance à faire publier à l'étranger un plus grand nombre d'ouvrages du genre de ceux que nous venons de mentionner, est déterminée par une série de facteurs. Notamment on ne peut pas nier la soif de la propagande soviétique actuelle de rectifier le triste portrait que l'Union soviétique s'est fait donné d'elle-même dans le monde après les agressions contre la Tchécoslovaquie et l'Afghanistan. Les autorités soviétiques sont intéressées à persuader les gens que la vie en Union soviétique se libéralise et continuera de se libéraliser non seulement en ce qui concerne des questions relatives à son prestige dans le monde, mais, au premier chef pour garantir à la bourgeoisie occidentale que les capitaux que celle-ci verse et doit encore verser au compte de l'économie soviétique ne risquent pas d'être menacés par quelque changement de ligne dans le sens de l'extrême gauche.

Le fardeau que porte la littérature et les arts dans le domaine de la propagande est lourd si l'on tient compte du fait que l'art soviétique vit actuellement la plus grande crise qu'il ait connue dans son histoire, crise qui trouve son expression la plus concentrée dans l'indifférence massive des lecteurs et des spectateurs. Le grand nombre d'œuvres schématiques et médiocres qui ont prévalu ces dernières décennies dans les mass média culturels soviétiques, ont entraîné l'indifférence, la désertion des théâtres, des cinémas, des expositions, etc., et le stockage de livres de publications illustrées, etc. D'après les données statistiques, le théâtre n'est fréquenté systématiquement que par 1-2 pour cent de la population de l'Union soviétique. 60 pour cent n'y vont pas du tout pendant l'année, tandis que la majorité des films soviétiques n'attirent qu'une moyenne de spectateurs de 2-4 jusqu'à 8 millions de spectateurs, un chiffre dérisoire pour une population de 280 millions d'habitants.

Dans cette période de crise, alors que le spectateur a perdu confiance dans l'art soviétique, des réformes sont entreprises pour que les films, les spectacles de théâtre et musicaux couvrent les frais de leur production ou de leur mise en scène et assurent même une partie des moyens financiers nécessaires pour renouveler l'industrie des mass média qui se trouve dans une situation lamentable, étant depuis longtemps négligée comme une sphère non rentable et un fardeau sur le dos de l'économie. Dans ces circonstances, ce sont les lois du marché qui orientent la vie artistique. Ainsi, le fait que la presse soviétique parle du déferlement de l'art standard, de la popularisation du rock à travers les groupes artistiques, les disques, les films, etc., en fournissant même une base «théorique» à cette popularisation, comme un moyen permettant à la jeunesse d'exprimer ses mécontentements envers la société, de même que l'on parle des films d'aventures, de l'absolutisation des valeurs de pure distraction, des spectacles de variété et de toutes sortes d'autres phénomènes qui, comme partout ailleurs, résolvent des problèmes financiers, mais approfondissent la crise des idées dans l'art.

Notes :

1. V. Lénine, *œuvres,* t. 27, éd. alb. p. 438.

2. Enver Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA,* p. 253.

3. Voir *«Pravda»,* 28,1.1987.

4. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès du PTA,* p. 231.